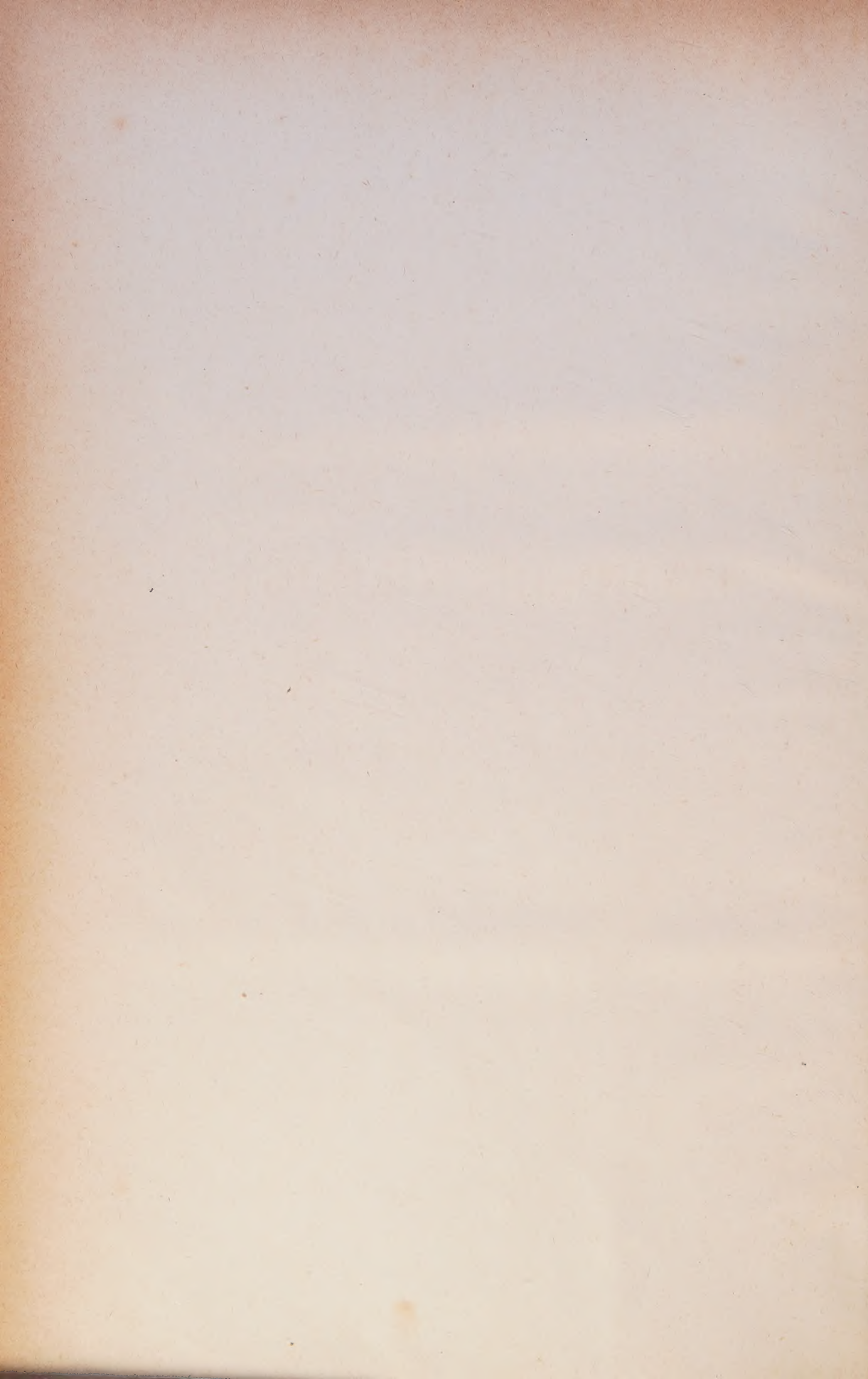


Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
Kahle/Austin Foundation

https://archive.org/details/gtu_32400002526634



L'AMI DU CLERGÉ

REVUE

DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTEN LENOX TILDEN FOUNDATION

500 FIFTH AVENUE NEW YORK CITY

1911

11

11

11

11

11

11

11

11

ONZIÈME ANNÉE (2^e série)

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE

DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

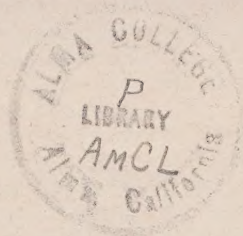
DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON

ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

JURISPRUDENCE CIVILE-ECCLÉSIASTIQUE

TOME ONZIÈME

(Janvier à Décembre 1889)



LANGRES

IMPRIMERIE MAITRIER ET COURTOT

2, RUE PIERRE-DURAND, 2

MDCCCLXXXIX

41203

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 35, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 1

PRÉDICATION : Pour la fête de l'Épiphanie : l'épiphanie du bon exemple.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S.-C. du Concile. Dispense de la messe *pro populo* accordée pour les messes qui ne sont pas chômées.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Le Sacré-Cœur et la Commémoration de S. Paul étant en occurrence, lequel des deux doit être transféré ? — Quelles sont les règles canoniques sur les placements d'argent faits par les ecclésiastiques dans les sociétés industrielles ?

MINISTÈRE PAROISSIAL : L'association religieuse dans les paroisses pour le soutien de la foi et de l'idée chrétienne.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Peut-on opposer la prescription trentenaire à la revendication d'une chapelle rachetée après la révolution par un particulier et consacrée au culte depuis ce moment ? Cette chapelle est-elle soumise à l'alignement comme une propriété particulière ? Le conseil municipal peut-il transférer

le presbytère pour créer une place ? Peut-on faire opposition au conseil d'Etat ? — Les membres du Conseil de fabrique peuvent-ils être adjudicataires des travaux de réparation aux édifices religieux ? Un adjoint peut-il être chargé de ces travaux si c'est la commune qui les exécute ? Sur quoi se base l'administration des contributions directes pour fixer la cote mobilière ? — Le curé peut-il retirer à un instituteur qui ne chante plus à l'église, la chaise qu'il occupait au chœur ? — Qui peut fournir la cire des enterrements ? fixer le poids et la qualité des cierges ? Peut-on exiger quatre cierges pour l'autel ? Le curé a-t-il droit à un cierge ? — Est-il interdit aux instituteurs libres d'avoir plus d'élèves qu'il n'y a de mètres carrés dans leurs classes ? Peut-on les empêcher de loger le trop plein dans une salle voisine ? Y a-t-il une hauteur obligatoire ? Si l'on agrandit la salle faut-il faire une nouvelle déclaration et suspendre les classes en attendant ?

A NOS LECTEURS

L'Ami du Clergé vient d'achever sa dixième année et de clore sa première série. Pendant ces dix années, il a constamment vécu en communication avec ses lecteurs, recevant leurs questions, les leur rendant résolues avec toute l'exactitude et tout le soin qu'on peut mettre à un travail de cette nature, accueillant avec gratitude leurs encouragements, leurs observations avec déférence, toujours prêt à leur être utile, et désireux de leur être agréable dans toute la mesure du possible. Ce sont eux qui font en partie sa force par les sympathies et la confiance qu'ils lui témoignent. Aussi aime-t-il ses lecteurs comme il en est aimé.

L'échange d'idées auquel cette mutuelle affection a donné lieu, a fini par produire une œuvre déjà considérable. On peut juger de sa variété et de son étendue à la seule inspection des tables qui terminent chaque année. On en jugera mieux encore lorsqu'auront paru les tables générales en préparation, très avancées et bientôt sous presse. On y verra quel corps de doctrine s'est élaboré petit-à-

petit, au hasard des demandes venues de partout ; combien ces données sont pratiques puisqu'elles répondent aux besoins, aux préoccupations du moment : combien d'ailleurs elles conservent d'intérêt, même après que les circonstances qui les auront provoquées auront disparu, parce qu'elles ne sont pas la nue et sèche réponse à une question particulière, mais un exposé de la doctrine toujours appuyé des bonnes raisons et des documents nécessaires. Quelques-unes de nos études sont des traités spéciaux qui figureraient avec honneur dans de grandes revues.

Au moment où commence sa seconde série, l'Ami du Clergé s'est adjoint, comme compagnon, un supplément, l'Ami du Clergé paroissial, spécialement destiné à fournir des sujets de circonstance, des instructions, des catéchismes, des causeries sur les œuvres de zèle, des avis, etc., que, faute de place, l'Ami du Clergé ne pouvait publier. Mais celui-ci reste ce qu'il était. Et il tiendra à honneur de répondre toujours aux vœux que Sa Sainteté le Pape Léon XIII exprimait dans sa Lettre latine du 20 décembre 1882 que nos lecteurs nous sauront gré de reproduire en tête de la nouvelle série. La bénédiction, les encouragements, la direction du Pontife glorieusement régnant ont été et de-

meureront toujours notre plus ferme soutien et notre principale force.

LETTRE LATINE

DE

Sa Sainteté le Pape Léon XIII

A L'AMI DU CLERGÉ

Très digne et très respectable Monsieur,

Le troisième volume du Recueil publié sous le titre « *L'Ami du Clergé* » et paraissant chaque semaine, a été fidèlement présenté et remis à Sa Sainteté Léon XIII, qui a reçu de votre part ce nouveau témoignage de soumission avec la même bienveillance qu'Elle avait agréé les deux premiers volumes que vous Lui aviez précédemment offerts. Sa Sainteté, en retour, m'a chargé de vous remercier en son nom pour cet hommage et de vous exprimer par lettre ses paternelles dispositions. De plus, sachant par votre lettre que cette publication renferme abondance et variété de choses utiles, Elle a donné au zèle industrieux que vous déployez, vous et vos collaborateurs, les éloges qu'il mérite et demandé pour vous à Dieu les lumières de la sagesse, l'esprit de concorde et les forces nécessaires, afin que vous puissiez, pour l'utilité des fidèles et surtout du Clergé, répandre les doctrines salutaires et réfuter vaillamment celles qui offensent la vérité. Enfin, comme témoignage de sa paternelle tendresse, Elle a très affectueusement accordé à vous et à ceux qui vous sont associés pour cette œuvre et ce travail, la bénédiction apostolique.

Heureux d'avoir à vous faire cette communication de Sa Sainteté, je saisis avec joie l'occasion de vous exprimer la sincère estime avec laquelle je suis de tout cœur,

Très digne et très respectable Monsieur,

Votre dévoué serviteur.

Charles NOGELLA.

Secrétaire de Sa Sainteté
pour les Lettres latines.

Rome, le 20 décembre 1882 (1).

(1) *Perillustris et admod. Rde Dne Dne Obme, Volumen tertium collectanei operis inscripti « L'AMI DU CLERGÉ » quod singulis hebdomadis in lucem editur, diligenter perlatum traditumque fuit SSmo Domino Leoni XIII qui norum hoc obsequii tui testimonium eodem benignitatis affectu excepit, quo grata habuerat priora duo ejusdem operis volumina a Te pridem oblata. Voluit itaque Sanctitas Sua ut pro exhibito officio debitas Tibi suo nomine gratias agerem, et paternæ voluntatis Suae sensus datis litteris explicarem. Imo quum ex litteris a Te missis intellexerit, opus illud esse rerum utilium ubere copia instructum et varietate distinctum, zelum et industriam tuam eorumque qui tecum adla-*

L'Ami du Clergé va-t-il continuer ses articles de prédication ? Il semble que la place logique de ceux-ci serait maintenant dans *L'Ami du Clergé paroissial* ; et alors *L'Ami du Clergé* disposerait des colonnes devenues libres, soit pour répondre plus vite aux si nombreuses questions qu'on lui adresse, soit pour traiter de sujets nouveaux, pour faire par exemple un peu plus d'*apologétique*, donner plus de *Variétés*.

Question et réflexion que l'on m'a faites d'une façon assez générale pour que j'y doive répondre publiquement.

L'Ami du Clergé prêchera encore, au moins cette année, quoique ceux qui lui conseillent de passer cette œuvre à son jeune frère soient évidemment dans le vrai.

Mais celui-ci, *L'Ami du Clergé paroissial*, ardent comme la jeunesse, a rêvé un plan si vaste qu'il se trouve presque dans l'impossibilité de le développer avec seulement seize colonnes hebdomadaires : et c'est pour cela qu'en attendant, non pas que le plan soit réduit, mais que le champ nécessaire soit acquis pour y suffire, c'est-à-dire que le nombre des colonnes soit augmenté, il faut que le frère aîné prête un peu de son terrain au frère post-né.

Je puis, en face de l'accueil reçu, annoncer dès ce jour, et avec quasi-certitude, que *L'Ami du Clergé paroissial* sera forcé de doubler son format l'année prochaine. Mais cette année :

L'Ami du Clergé continuera de donner, chaque semaine, **et, dès le prochain numéro, dix jours à l'avance comme par le passé**, une instruction pour la messe du dimanche. Ce sera une homélie sur l'évangile : ainsi nous continuerons de nous conformer à la volonté du concile de Trente qui veut que, chaque dimanche, les curés exposent à leurs ouailles *aliquid ex eis quæ in missâ leguntur*. L'homélie est toujours goûtée des fidèles. C'est du reste une des formes les plus traditionnelles de la prédication chrétienne. Elle fut en grand honneur parmi les Pères de l'Eglise. C'est éminemment la parole de Dieu.

L'Ami du Clergé paroissial, lui, traitera surtout, comme je l'ai dit à l'apparition de son premier numéro, les *sujets de circonstance* : ce que l'on nous demande depuis longtemps. Dans son

borant meritis ornare laudibus, robisque adprecatus est a Deo sapientiæ lumina, concordie spiritum, viresque validas ut ad fidelium usum, ac præsertim Cleri, salutare doctrinas effundere, et quæ contraria veritati sunt strenue refellere valeatis. Testem denique paternæ caritatis suæ Apostolicam Benedictionem Tibi, et cæteris studii et laboris tui sociis peramanter impertivit.

Dum hæc Tibi ex mandato Sanctissimi Domini libenter renuncio, oblatam opportunitatem libenter amplector, ut sinceram existimationem meam Tibi profitear qui sum ex animo.

Tui perillustris et admod. Rde Dne Dne Obme Romæ die 20 decembris an. 1882.

Devotus famulus

CAROLUS NOGELLA

SSmi Dni ab Epistolis latinis.

Perillustri et admod. Rdo Dno Dno Obmo

Dno Francisco Perriol vicario generali Episcopi Lingonensis Lingonas.

L'AMI DU CLERGÉ

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE L'ÉPIPHANIE : L'ÉPIPHANIE DU
BON EXEMPLE

Vidimus stellam ejus.
(Matth. II, 2.)

Les saints docteurs s'attachent avec complaisance à donner l'interprétation de l'étoile des Mages. Pour les uns elle est le symbole de la foi; pour d'autres elle signifie la grâce; pour le plus grand nombre elle représente Notre-Seigneur Jésus-Christ. Origène voit en elle un indice de la divinité du Sauveur; saint Augustin une marque de sa royauté, et saint Ambroise dit plus explicitement: « L'étoile c'est la voie; et la voie, c'est Jésus-Christ. Or, Jésus-Christ dans son incarnation est devenu notre étoile, l'étoile splendide et matinale qui ne se voit plus aux lieux où règne Hérode, et qui reparait là où est le Sauveur, nous montrant le chemin. » L'étoile des Mages est donc le symbole de Jésus-Christ, le Dieu de lumière; elle est aussi la figure des enfants de lumière, de tous les chrétiens. « De même, dit encore saint Ambroise, que la lune représente l'Eglise, de même la multitude des étoiles nous figure les enfants de l'Eglise. » Comme l'étoile des Mages brille dans la nuit du paganisme, « ainsi les fidèles (ce sont les paroles de saint Pierre) doivent resplendir comme des flambeaux étincelants au milieu de ce monde ténébreux. » L'étoile des Mages découvrit le Messie à ces princes religieux et les amena aux pieds du Christ nouveau-né: il faut que la vie des chrétiens soit une manifestation du Sauveur et fasse connaître la personne, la doctrine et la loi de l'Homme-Dieu. C'est de cette *épiphanie* du bon exemple que je viens vous parler. Sujet important, sujet pratique s'il en fut jamais, aujourd'hui que le mauvais exemple s'affiche partout et sous toutes les formes pour le plus grand malheur des âmes. Je proposerai aux méditations de votre piété deux pensées: nécessité et qualités du bon exemple: devons-nous au prochain le bon exemple? quels caractères doit revêtir ce bon exemple qui nous oblige à l'égard de nos frères? La réponse à cette double question fera tout l'objet de ce discours que j'ose recommander d'une manière toute particulière à votre religieuse attention.

I

I. Je tire une première preuve de la nécessité du bon exemple de ce principe: que Jésus-Christ est la forme et le modèle des prédestinés, et que, si nous voulons être sauvés, il faut que notre vie ressemble à la sienne. Or qu'a été la vie de Notre-Seigneur? Elle a été par dessus tout une vie de bon exemple. Avant de prêcher son Evangile, il a voulu, permettez-moi l'expression, le vivre pendant trente années, *cœpit facere et docere*. Et c'est à juste titre qu'il disait à ses apôtres, quelques heures avant sa douloureuse mort: « Je vous ai donné l'exemple afin que vous agissiez comme j'ai agi moi-même. »

Du reste notre divin Sauveur nous déclare en termes extrêmement précis notre devoir sur ce point. « Vous êtes la lumière du monde, nous dit-il. Personne après avoir allumé un flambeau ne le met sous le boisseau; mais il le place sur un candélabre pour éclairer tous ceux qui sont dans la maison. Pareillement que votre lumière brille devant les hommes, afin qu'ils voient vos bonnes œuvres et qu'ils glorifient votre Père qui est dans les cieux. » (Matth., VI, 14-17.) Et ailleurs: « Ceignez vos reins et tenez en vos mains vos flambeaux allumés, » c'est-à-dire donnez le bon exemple. (Luc., XII, 35.) Et l'Apôtre se faisant l'écho de la parole du Maître: « Que chacun, dit-il aux Romains, s'applique par ses bonnes actions à être un sujet d'édification pour le prochain. » (Rom., XV, 2.) Et sa grande recommandation à Tite et à Timothée, « c'est d'être un bon exemple pour les fidèles. » (Tit. II, 7; I Tim., IV, 12.)

Et puis, notre suprême obligation à l'égard de nos frères, n'est-ce pas la charité qui nous fait travailler de toutes nos forces à leur salut? *Mandarit unicuique de proximo suo*. Or le moyen des moyens pour coopérer à la sanctification du prochain, c'est le bon exemple: la nature elle-même et l'expérience de tous les jours nous le démontrent. Les paroles émeuvent, mais les exemples entraînent, disaient les anciens, *verba morant, exempla trahunt*. Le chemin est long par les préceptes, il est court par les exemples. Plus sensible que l'appareil photographique à l'action de la lumière, le cœur humain prend vivement et profondément l'impression du milieu dans lequel il vit. Et le proverbe est mille fois la sagesse des nations quand il fait la déclaration suivante: « Dis-moi

qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es ! » Le bon exemple éclaire, touche, convertit, transforme irrésistiblement. Il est de beaucoup plus puissant que le discours, si éloquent qu'il soit ; il est supérieur en efficacité au miracle lui-même, dit saint Jean Chrysostome, *Convincunt magis opera virtutis quam miracula!* Les premiers chrétiens faisaient des prodiges nombreux et admirables : qu'est-ce qui, en eux, frappait surtout les païens ? l'exemple de leur charité : « Voyez donc comme ils s'aiment ! » s'écrient-ils. Les missionnaires qui vont porter au loin le nom de Jésus-Christ, prêchent notre sublime évangile. Mais qu'est-ce que saisit avant tout l'âme de l'infidèle ? C'est le sublime exemple de leur vertu. « Devant le touchant spectacle du dévouement du missionnaire il entend l'Evangile sans le comprendre encore ; mais il comprend que l'étranger qui le prêche a fait un grand sacrifice, apporte une grande nouvelle et mérite une grande confiance, parce qu'il donne un grand exemple ; il livre son âme parce qu'on est venu de si loin la lui demander ; il croit, parce que cette foi coûte cher au prêtre qui l'apporte, parce qu'il a embrassé pour elle les rigueurs de l'exil et qu'il souhaite pour elle les horreurs du martyre (1). » Et nous, chrétiens, qui sommes sollicités par tant de grâces à la vertu, quelle est la grâce par excellence, quel est l'attrait le plus victorieux ? la grâce et l'attrait de l'exemple dans la personne des saints, et c'est pour cela que Dieu les suscite sans relâche sur la route des siècles. Vous me demandez, dit saint Jean Chrysostome, comment le ciel parle et comment il nous annonce les grandeurs de Dieu ? C'est, répond ce Père, par sa splendeur et par la variété de ses étoiles. Il n'a point d'autre langage que celui-là, ni d'autre voix ; mais cette voix, toute muette qu'elle est, a retenti dans toutes les parties du monde : le Scythe, l'Indien, le Grec, le Barbare, tous l'entendent. Ainsi en est-il des saints. Les exemples de leur vie sont compris par tous, mieux que tous les discours : la petitesse des biens terrestres et la grandeur des biens célestes, nos devoirs envers Dieu, le prochain et nous-mêmes, la pratique des vertus les plus contraires à la nature. C'est l'exemple de saint Antoine qui convertit les deux officiers supérieurs de la cour de Théodose ; c'est l'exemple des saints qui arrache saint Ignace de Loyola aux vanités du monde et le donne à Dieu.

Si donc l'exemple est si puissant pour toucher le cœur, si d'autre part nous sommes strictement obligés de travailler au salut de nos frères, comme conséquence il est évident que notre grand devoir est de donner le bon exemple.

II. Mais, dit saint Paul, les astres sont différents en splendeur et en éclat, *stella enim a stella differt in claritate.* (I Cor., xv, 41.) De même parmi les chrétiens. Tous doivent être pour le prochain l'étoile de l'édification ; mais il en est qui sont liés plus étroitement par ce précepte et qui doivent

briller pour leurs frères d'une lumière plus vive et plus abondante. — Ce sont les supérieurs temporels et spirituels. A cause du rayon divin d'autorité qui brille sur leur front, à cause de leur prééminence au milieu de leurs semblables, ils sont plus en vue. Le roi de Ninive fait pénitence et tout son peuple l'imité. L'officier de Capharnaüm croit au Sauveur et toute sa maison l'imité dans sa foi. Tant est puissante l'influence de leur conduite ! D'eux on peut dire qu'ils sont institués comme un signe de vie ou de mort. Supérieurs, qui que vous soyez, veillez donc sur vos exemples, *vigilate!* — Ce sont les précepteurs de la jeunesse. L'aurole de la science et l'autorité de l'enseignement leur donnent un ascendant irrésistible. Leurs actions ne peuvent passer inaperçues sur les âmes qui sont, entre leurs mains, une cire molle qu'ils façonnent à leur gré. Ils ne peuvent être que des bienfaiteurs ou des empoisonneurs. Aussi un père veut-il qu'on choisisse des maîtres tels qu'on les estime plus en les voyant qu'en les entendant. Instituteurs de la jeunesse, veillez donc sur vos exemples, *vigilate!* — Ce sont les parents. Un père demandait à un ami recommandable par sa sagesse la manière de bien élever ses enfants : « Je n'en connais qu'une, lui fut-il répondu, c'est de leur donner de bons exemples. » Rien de plus vrai, les enfants imitent surtout ceux à qui ils doivent le jour, à cause des liens du sang, de l'amour mutuel, des services rendus, de la communauté de vie et de la dignité paternelle et maternelle. Aussi le proverbe dit-il justement : Tel père, tel fils ! Pères et mères, veillez donc sur vos exemples, *vigilate!* — Ce sont les vieillards. Leurs exemples ont un rayonnement particulier à raison de la majesté de leurs cheveux blancs. Il le comprenait bien le vieillard Eleazar, quand, condamné à mort, on le pressait d'user d'artifices pour échapper aux fureurs d'Antiochus en faisant semblant de manger des viandes défendues. Il n'est pas digne de mon âge, dit-il, d'user d'une semblable dissimulation, qui serait cause que beaucoup de jeunes gens, s'imaginant qu'Eléazar, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, aurait passé de la vie des Juifs à celle des païens, seraient eux-mêmes trompés par cette feinte. Plutôt mourir courageusement. Ainsi je serai digne de ma vieillesse, et je laisserai un exemple de fermeté à la jeunesse en étant immolé pour nos saintes lois ! Pensées magnifiques ! Ce grand homme pratiquait avant qu'elles n'eussent été prononcées ces paroles de N.-S. « Que votre lumière brille de telle sorte que les hommes, voyant vos bonnes œuvres, glorifient votre Père qui est dans les cieux. »

Vous l'avez compris, mes frères, tous nous sommes tenus au bon exemple. Mais comment devons-nous le donner ? Je vais l'expliquer rapidement dans ma seconde partie.

II

I. Qu'il soit d'abord *modeste et orné d'humilité.* Il fut des hommes qui faisaient extérieurement

(1) Mgr Besson, *Le Décalogue*, I, 34.

les œuvres de vertu, mais en vérité ils voulaient s'afficher eux-mêmes, et ils furent vertement repris par le Sauveur : c'étaient les Pharisiens. Ils priaient, mais ostensiblement, sur les places publiques, pour s'attirer la réputation d'hommes religieux ; ils donnaient, mais au son de la trompette, pour se faire un renom de générosité ; ils jeûnaient, mais prenaient à dessein des airs tristes et exténués pour paraître mortifiés. Et, dit la Sagesse éternelle, ils reçurent, dès ici-bas, la récompense qu'ils cherchaient ; elle était vaine comme eux, ajoute saint Augustin, *receperunt mercedem suam vani vanam*. Loin de nous cet orgueil ! Faisons le bien, non pour nous, mais pour Dieu. Ne soyons pas les esclaves d'un misérable égoïsme. Prenons garde qu'en voulant vivifier les autres nous nous donnions la mort à nous-mêmes ; craignons qu'en éclairant le prochain nous nous engloutissions dans les abîmes ténébreux du péché ; redoutons d'être dépouillés par le démon, alors que nous songeons à enrichir nos frères ; que notre unique ambition en faisant nos bonnes œuvres soit d'incliner les autres à glorifier Dieu par la sainteté de leur vie : *sic luceat lux vestra coram hominibus ut videant opera vestra bona et glorificent Patrem vestrum qui in cœlis est !* D'ailleurs qu'est notre petite lumière, de nous, chétives étoiles du firmament de l'Eglise, à côté de la splendeur infinie du Soleil de justice ? Et puis l'Ecriture ne parle-t-elle pas de certaines étoiles qui tomberont du ciel ? Donc tremblons de tomber et soyons toujours modestes !

II. Mais autant nous devons demeurer humbles en donnant le bon exemple, autant il faut que nous soyons *intrépides*. Le vrai chrétien pratique la justice et ne craint rien ; il fait le bien et, quoi qu'on dise, quoi qu'il arrive, il demeure dans la paix. Il s'étudie à être sans peur et sans reproche. Il imite les mages dont l'Eglise propose aujourd'hui l'exemple à notre admiration et à notre bonne volonté. Qu'il est beau le courage qu'ils déploient pour adorer le Messie nouveau-né et le faire connaître ! Ils s'arrachent à ce qu'ils ont de plus cher : amis, famille, patrie ; ils affrontent tous les sarcasmes, tous les mépris, toutes les fatigues ; ils ne redoutent point les terribles susceptibilités du sanguinaire Hérode, si jaloux de son sceptre et de son empire : « Où est né, disent-ils, celui qui est né roi des Juifs ? » Tel est encore une fois le vrai chrétien : fort contre le monde, ses critiques et ses violences ; fort contre le démon et ses suppôts ; fort contre ses propres faiblesses. O fidèles enfants du Christ, que la lumière de vos bonnes œuvres ne connaisse ni éclipse ni extinction ! Les astres, ces belles fleurs du firmament, comme parle saint Chrysostôme, ne se flétrissent jamais. Vous aussi, brillez sans cesse de la bonne lumière ! Donnez toujours le bon exemple, donnez-en tout !

III. En effet le troisième caractère que je désire pour l'épiphanie que je vous prêche, c'est un caractère d'*universalité*. *In omnibus te ipsum*

præbe exemplum bonorum operum. Montrez une fidélité pleine et entière à l'égard de Dieu, une charité généreuse à l'égard du prochain, un respect profond pour vous-mêmes. Mais, par l'effet d'une sage discrétion, exercez surtout votre zèle sur les points où le monde corrompu entre spécialement en rébellion avec Dieu. Observez ostensiblement et parfaitement le précepte du dimanche par le repos sacré et le culte du Seigneur ; faites-vous scrupule d'être fidèles à la loi de l'abstinence et du jeûne ; ne soyez pas des demi-chrétiens, mais des chrétiens pratiquant jusqu'à la confession et à la communion inclusivement ; à l'encontre de l'égoïsme contemporain soyez charitables et dévoués ; en réparation du dévergondage des mœurs de l'époque actuelle, soyez purs, *lampas pudicæ mentis* ; pour expier l'esprit d'impiété qui nous dévore, soyez fermes et susceptibles dans votre foi : arrière le mauvais livre et le mauvais journal, arrière les plaisanteries sur les choses de Dieu et les personnes sacrées, arrière les assiduités et fréquentations intimes avec les docteurs du mensonge, *nec ave ei dixeritis* ; aussi bien les astres qui vous symbolisent, ô chrétiens, ne sont-ils pas des foyers de pureté, de lumière et de chaleur ?

Voilà, mes frères, la belle *Epiphanie* que l'Enfant Jésus demande de votre bonne volonté. Oui, donnez le bon exemple, que la vue de vos bonnes œuvres touche et convertisse, et le Seigneur sera content de vous, et après avoir brillé ici-bas comme des flambeaux d'édification, vous resplendirez éternellement comme des astres de gloire. *Qui ad justitiam erudiunt multos, quasi stellæ in perpetuas æternitates*. (Dan., xii, 3.) Ainsi soit-il !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Nous donnons d'après les *Acta Sanctæ Sedis* l'exposé et la solution d'une question qui fait voir, d'une part, combien est grave la loi qui oblige les curés à appliquer la messe *pro populo* les dimanches et les jours de fête, et, d'autre part, que le Saint-Siège sait compatir aux nécessités créées par les circonstances.

La dispense accordée dans le cas présent n'excède pas les limites dans lesquelles cette dispense a été accordée précédemment à plusieurs évêques dans le but de leur créer des ressources pour leurs séminaires.

FODIANA

DISPENSATIONIS A MISSA PRO POPULO

Die 28 aprilis 1888.

Per summaria precum.

Compendium facti. Anno 1883, Episcopo et capitulo consentientibus, sancitum et a S. C. probatum fuit, ut summa quædam, quæ a municipio Fodiano quotannis solvebatur pro parochia cathedralis, sub nomine *supplemento di congrua*, distraheretur et assignaretur favore novæ cujusdam

parœciæ in civitate erigendæ; vicissim vero cura parœciæ cathedralis a prima capituli dignitate juncta, simplici canonicatui primum vacaturo uniretur, qui curam exercere deberet solâ suâ præbendâ et incerti stolæ contentus.

Notandum vero quod hujus cathedralis præbendæ omnes æquales sunt et attingunt 1020 libellas : parœcia autem cathedralis 10 millia animarum numerat.

Porro eo tempore quo conventio anni 1883 rogata fuit, nullus simplex canonicatus vacans extabat; ideoque, canonicis et Episcopo consentientibus, conventum est, ut cura provisorie cuidam committeretur, qui eam acceptaret; et is fuit canonicus pœnitentiarius Altamura, qui ab eo die usque in præsens animarum ministerium obivit. Capitulum autem et Episcopus ideo etiam in pœnitentiarîi personam conveverunt, ut ipsi dicunt, ne scilicet plures fierent, qui discedendi a choro jus et officium haberent.

Veruntamen, hisce postremis mensibus, canonicus Altamura recurrit ut a missa *pro populo* dispensetur.

DISCEPTATIO SYNOPTICA

Preces excipiendæ videtur. Rationes, quas ad id allegat canonicus hæ sunt, quod scilicet parœciales proventus, ad sola incerta stolæ restricti, ob temporum vices, licet parœcia numerosa sit, tenues sunt; et vicissim is debet duos coadjutores tenere, quorum alter a municipio non percipit nisi septemdecim menstruas libellas.

Accedit quod orator ad turnum missæ conventualis tenetur : quapropter ex suscepto curæ ministerio laborem et difficultates sibi anxisse, nullumque commodum, sed potius gravamen obtinuisse videtur. Atqui nemini officium suum debet esse damnosum.

Nec dubitare licet quod in peculiaribus casibus pro re ac tempore, aliqua præfata obligationis remissio parochis tribui possit, veluti recolitur in *Spiren. diei 18 Februarii 1865 per sum. prec.*

Potissimum si Episcopi et capituli votum, veluti in themate, accedat. Nam Episcopum æquum omnino et justum judicat, pœnitentiarium onere missæ pro populo, omnibus attentis, non gravari : capitulum vero ulterius hanc dispensationem vel in perpetuum concedendam censet : quod tamen Ordinarius non admittit : quia cum canonicus parochialis constituetur, qui eum, licet hoc onere gravatum, suscipiet, facto suo a querimoniis movendis excludetur.

Preces respiciendæ videntur. At ex altera parte urget lex applicandi missam pro populo, « cum præcepto divino mandatum sit omnibus, quibus animarum cura commissa est, oves suas agnoscere, pro his sacrificium offerre etc. » Trid. sess. 23 cap. 1 de reform. Quæ lex a ss. Pontificibus Benedicto XIV in Const. *Cum super oblatas* diei 19 augusti 1744 et a Pio IX in Const. *Cum amantissimi Redemptoris* diei 3 maii 1858 explicata et firmata, in viridi observantia ubique est; quæque

ideo non potest, nisi ex gravissima causa, vulnerari aut dispensari.

Quibus animadversis, quæsitum fuit quid esset precibus respondendum.

Resolutio. Sacra C. C. re discussa, sub die 28 aprilis 1888 censuit respondere : *Pro gratia dispensationis pro diebus festis suppressis tantum, donec aliter beneficium parochiale provideatur.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Quels sont les privilèges et les honneurs attachés aux basiliques mineures érigées en dehors de Rome ?

Voici les principaux privilèges et honneurs dont jouissent les basiliques mineures :

Elles ont l'usage du pavillon et de la clochette.

Quant aux chanoines de ces basiliques, ils ont le droit de porter pendant l'hiver la *cappa magna* avec fourrure en hermine, et en été la *colla* sur le rochet.

Q. — Lorsque la fête du Sacré-Cœur de Jésus coïncide avec celle de la Commémoration de saint Paul, laquelle doit être préférée ?

R. — Nous avons reçu cette consultation de divers points des peuples catholiques, parce que ce cas se rencontre en 1889 pour un grand nombre de diocèses. Nous n'avons pas osé répondre, pour les raisons que nous indiquerons tout à l'heure. Nous avons promis de présenter la difficulté à la Sacrée Congrégation des Rites. Nous avons prié notre Révérendissime Ordinaire de solliciter cette solution, espérant la recevoir assez tôt pour que les rédacteurs d'ordos qui ont ce cas à résoudre puissent en profiter. Malheureusement elle n'est arrivée à Sa Grandeur que depuis quelques jours. La Sacrée Congrégation nous répond que le Sacré-Cœur de Jésus doit avoir la préférence. Voici le texte :

Lingonen.

Rnus Duus Alphonsus Martinus Larue hodiernus Episcopus Lingonen. exponens quod anno proximo 1889 in Diocesi Lingonensi festum Sacri Cordis Jesu occurret cum Commemoratione sancti Pauli Apostoli, quæ duo festa sub ritu duplici majori celebrantur, insequens Dubium Sacræ Rituum Congregationi pro opportuna solutione humillime subjecit, nimirum :

In casu celebrare debet festum Commemorationis sancti Pauli et transferri festum Sacri Cordis Jesu, an e contra celebrari debet festum Sacri Cordis Jesu et transferri alterum Commemorationis sancti Pauli ?

Et sacra eadem Congregatio ad relationem infrascripti Secretarii, re mature perpensa, exquisitoque voto alterius ex Apostolicarum Cæremoniæ, ita proposito Dubio rescribendum censuit, videlicet :

Negative ad primam partem ;

Affirmative ad secundam.

Atque ita rescripsit et servari mandavit die 23 novembris 1888.

A. Cardinal BIANCHI,
S. R. C. Pref.

Ainsi donc, on doit célébrer la fête du Sacré-Cœur, et transférer celle de la Commémoration de saint Paul.

Maintenant quels sont les motifs qui nous avaient empêché de donner la solution qu'on nous demandait ?

C'est 1^o que la Sacrée Congrégation des Rites avait donné en 1847 la préférence à toute fête double-majeure qui coïnciderait avec le Sacré-Cœur, également double-majeur. Voici cet important décret, qui a pour titre *Plurimum Diocesuum*.

On exposait ainsi le cas :

« An occurrente feria sexta post octavam Sanctissimi Corporis Christi quocumque Officio ritus duplicis majoris, fieri debeat de hoc Officio, vel potius de Sacratissimo Corde Jesu ubi est concessum ritu duplicis majoris, ratione dignitatis ? »

La Sacrée Congrégation répondit qu'on devait faire l'office de la fête de la Commémoration, et non du Sacré-Cœur :

« Negative ad secundum. » (11 septembre 1847, l. 5114, ad 5.)

Quelle est la raison de cette divergence ? La Sacrée Congrégation ne le dit pas.

2^o Une seconde raison qui nous faisait quelque peu hésiter, c'est que nous n'étions pas absolument certain que la Commémoration de saint Paul fût une fête secondaire. Voici pourquoi. D'abord la fête du 29 juin honore presque exclusivement saint Pierre, puisque saint Paul n'y est rappelé que dans l'oraison et dans l'hymne. De plus, autrefois le Souverain-Pontife, après avoir célébré la fête de saint Pierre dans l'église du Vatican, allait le même jour à l'église de saint Paul hors les murs pour y célébrer aussi avec solennité une fête particulière de saint Paul ; et ce n'est qu'à raison de la distance considérable entre les deux basiliques que la fête de saint Paul a été remise au jour suivant, 30 juin. (Voir Baronius sur les *Notes du Martyrologe*, dans Méritat, section VII, chap. VIII, p. 30.) Nous nous demandons si la fête de la Commémoration ne remplaçait pas la fête spéciale célébrée autrefois le 25 juin.

On peut comprendre maintenant que ces deux raisons, la première surtout, étaient de nature à nous inspirer des doutes sérieux. Aussi attendions-nous ardemment la réponse de la Sacrée Congrégation.

Q. — Quelles sont les règles canoniques par rapport aux placements d'argent faits par les ecclésiastiques dans les sociétés industrielles ?

R. — Les placements dans les sociétés industrielles ou les maisons de commerce peuvent se faire de deux manières : 1^o ou bien en se réservant un bénéfice déterminé d'une manière fixe, quels

que soient d'ailleurs les gains réalisés ; 2^o en se réservant, outre l'intérêt de l'argent, une part éventuelle des bénéfices, comme cela a lieu pour les sociétés industrielles. On donne, si nous ne nous trompons, aux premiers placements le nom d'*obligations*, et aux seconds le nom d'*actions*.

I. Le placement de son argent dans une maison de commerce ou dans une société industrielle, pour un intérêt déterminé à l'avance, sans aucune participation aux bénéfices éventuels, ou, en d'autres termes, l'achat d'*obligations* ne constitue pas un négoce illicite défendu aux ecclésiastiques par les bulles pontificales. Ainsi l'a décidé la S. Congrégation du Concile, le 10 mai 1681 :

« An exactio quinque vel sex pro centenario ultra sortem ex contractu mutui et similibus sit de negotiationibus illicitis et prohibitis in dicta Constitutione (Clementis IX) ? — RESP. Non esse exactio-nem fructuum ex mutuo comprehensam in bulla Clementis IX, sed satis prohibitam in jure (1). »

La dernière incise de la réponse fait allusion à la grande controverse qui existait alors sur la légitimité du prêt à intérêt.

Si les placements dont nous parlons sont permis en eux-mêmes, les spéculations financières au sujet de ces fonds, consistant à les acheter dans un moment de baisse *dans le but avéré* de les revendre quand ils seront en hausse, sont interdites. C'est en réalité un acte de négoce. Il n'est cependant pas interdit de profiter d'un moment de hausse pour vendre ces obligations, pourvu que l'on n'ait pas eu dans le principe, au moment de l'achat, l'intention de réaliser des bénéfices.

Nous ferons alors remarquer que ces placements permis aux ecclésiastiques séculiers pour leurs ressources personnelles, sont interdits, mais en vertu d'une autre loi, pour tout argent appartenant aux églises, aux œuvres pies et aux maisons religieuses.

II. L'achat des *actions* des sociétés en commandite, avec participation aux dividendes, constitue un commerce illicite, soit qu'il s'agisse de sociétés industrielles pour l'exploitation des mines, des carrières, des chemins de fer, pour la fabrication des objets de commerce, soit qu'il s'agisse d'actions de banques en commandite.

Nous trouvons la preuve de notre proposition :

1^o Dans la constitution *Cum primum* de Clément XIII, qui déclare « que le change actif est, de sa nature, un vrai commerce : par conséquent on doit le regarder comme prohibé à tous les ecclésiastiques, tant en leur nom propre, *que par l'intermédiaire d'autrui*. »

2^o Dans une décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, du 30 janvier 1846, déclarant qu'il n'est pas permis aux ecclésiastiques promus aux ordres sacrés ou possesseurs de bénéfices de prendre des actions d'une banque en commandite qu'on voulait fonder dans les Etats pontificaux.

4^o Dans la décision du Saint-Office, du 1^{er} avril

(1) *Analecta*, VIII, 1444.

1857, où il est dit : « Sanctissimus concedit facultates Episcopis communicandas per S. C. Episcoporum permittendi ecclesiasticis ut accipiant actiones delle strade ferrate (*des chemins de fer*), de propria pecunia tantum. »

D'après les termes mêmes de la décision, il faut aux ecclésiastiques une autorisation de l'Ordinaire pour acheter des obligations de chemins de fer, et cette autorisation ne peut leur être accordée par l'évêque qu'en vertu d'un indult apostolique : c'est une preuve que le droit commun interdit cet achat.

40 Nous trouvons une autre preuve dans un indult du 20 août 1844, qui autorise un ecclésiastique auquel sont échues, par droit de succession, plusieurs actions d'une société en commandite pour la fabrication de la soie, à les garder, moyennant certaines conditions, parce que la vente en serait préjudiciable à ses intérêts (1).

Le 5 juillet 1885, la S. Congrégation du Concile a accordé un indult semblable à deux ecclésiastiques. Ils sollicitaient l'autorisation de garder des *actions* de diverses sociétés commerciales et industrielles, qui leur venaient de l'héritage paternel, à cause de la perte à laquelle ils s'exposeraient en convertissant les *actions* en *obligations*. Le Souverain-Pontife autorise l'évêque à leur accorder une dispense pour cinq ans.

Il est vrai que, comme l'enseigne Benoît XIV, la concession d'une dispense par la cour de Rome ne tranche pas les controverses, attendu que cette concession peut être faite seulement *ad abundantiam indulgendo*, afin d'enlever toute inquiétude (2). Toutefois les conditions que met le Saint-Siège aux indults qu'il accorde indiquent clairement sa pensée.

50 Enfin nous apporterons l'autorité de la *Nouvelle Revue théologique*, qui soutient énergiquement ce sentiment (3), et celle des *Analecta*, qui sont du même avis (4). On pourrait citer encore d'autres autorités qui sont en grand nombre.

Une opinion contraire a cependant été émise, en termes modérés, il est vrai, mais suffisamment clairs, par un canoniste romain, dans le *Journal du droit canon et de la jurisprudence canonique*. Nous devons à son auteur de citer ses raisons.

« Les sociétés précitées (commerciales) à l'époque où nous vivons, observées intimement dans leur constitution de fait, ne paraissent pas présenter d'une manière absolue les inconvénients que présentaient, au temps de Benoît XIV, les négociations faites par l'ecclésiastique par l'intermédiaire d'une tierce personne, inconvénients qui se trouvent indiqués dans les constitutions susdites.

« En effet, il était moralement impossible à cette époque que les clercs ayant donné à un autre individu le mandat de négocier pour eux, ne sui-

vissent pas eux-mêmes, par la pensée et par le fait, les vicissitudes et la marche de toute la négociation. Ils devaient, pour le moins à certaines époques, appeler leurs représentants à rendre des comptes de leur gérance et entrer dans les détails de la négociation. Le capital ne pouvait non plus être considéré comme une quantité infime dans la négociation ; mais il devait être toujours de quelque importance.

« Aujourd'hui c'est le contraire qui arrive dans les sociétés en question.

« Par la nature constitutive de ces sociétés, celui qui acquiert un nombre même assez élevé d'actions, est toujours une partie très minime de la corporation sociale, attendu que le capital social est toujours considérable.

« En outre, il est libre à tout possesseur d'actions de s'abstenir d'intervenir aux assemblées générales, et par là même d'être choisi comme scrutateur, ou d'être inscrit dans le conseil d'administration, etc. De cette manière le possesseur ecclésiastique de l'action peut, comme il le doit, être tout à fait étranger à toute gérance de l'affaire. La plus grande partie des actionnaires étant des personnes laïques et expérimentées dans les affaires, les ecclésiastiques peuvent s'en rapporter à eux et aux opérations qu'ils croient devoir choisir pour l'intérêt commun.

« Il y a plus : aujourd'hui, dans une législation des Etats dits civilisés, on ne reconnaît l'espèce de contrat dénommé *censo piano*, ni d'autres contrats établis d'après les règles canoniques. Dans les conditions sociales présentes, il est même très facile de faire fructifier son capital par des achats d'actions ou d'obligations, ce qui était impossible auparavant. Il s'en est suivi qu'on a dû mitiger partout, pour la pratique, l'application des anciennes règles canoniques sur la perception des revenus.

« Nous ajouterons que si l'on va chercher subtilement d'où proviennent les revenus que les caisses d'épargne donnent aux dépositaires, on trouve que ces revenus proviennent presque toujours d'opérations de banque, auxquelles les ecclésiastiques ne pourraient pas directement prendre part. Toutefois, même dans les provinces de l'Etat pontifical, depuis plusieurs années, lesdites caisses d'épargne avaient revêtu la nature et l'office des caisses de banque ou d'escompte, et pourtant les institutions pieuses et les ecclésiastiques ne doutaient pas qu'ils pussent être du nombre des déposants. Il n'y a pas de différence dans le fait dont il s'agit, si l'individu qui confie son capital à quelqu'un de ces établissements doit recevoir seulement un intérêt annuel fixe, ou un dividende, parce que l'intérêt bien que fixe, c'est-à-dire déterminé à un taux pour cent annuel, représenterait toujours une partie de l'utilité retirée par la négociation, ou par les opérations de crédit qu'opère la banque qui reçoit l'argent.

« Sans prétendre donc vouloir donner ici un avis certain sur la question de savoir s'il est licite

(1) *Analecta*, VIII, p. 494.

(2) *Quæst. canon.* 183, n. 26 et 27.

(3) *Nouvelle Rev. theolog.*, t. VI, p. 331, 518 et 553 ; t. VIII, p. 488 ; t. X, p. 679 ; t. XI, p. 115 et 231 ; t. XVII, p. 589.

(4) *Analecta*, IV, col. 2109, n. 42 ; VII, col. 494.

en général de placer en titres au porteur de sociétés commerciales, l'argent des congrégations religieuses, et en général l'argent des ecclésiastiques, qu'il nous suffise d'avoir tracé ces observations déduites de l'opportunité et de la congruité des moyens, pour en conclure qu'il est bien probable, à l'époque où nous vivons, que l'Eglise et les ecclésiastiques peuvent, en toute tranquillité de conscience et en même temps avec sécurité économique et administrative, placer leur argent dans les susdits effets mobiliers (1). »

Nous admettons pleinement toutes les raisons de l'éminent écrivain ; cependant sa conclusion nous semble forcée. Elle serait légitime, s'il n'y avait pas une autorité disposée à dispenser de la loi autant que besoin sera. Le Saint-Office n'a-t-il pas décidé que des pouvoirs seraient donnés aux évêques, du moins à ceux qui les demanderaient, pour accorder des dispenses ? Quand d'un côté la loi est si précise, et de l'autre la facilité d'obtenir une dispense si facile, nous pensons qu'il y aurait témérité à se regarder comme délié de la loi, parce que les motifs qui l'ont fait porter ne se vérifient plus complètement. Bien que nous ne voulions pas condamner d'une manière formelle ceux qui suivraient l'opinion du canoniste que nous venons de citer, nous croyons qu'il est beaucoup plus sûr de solliciter une dispense qui ne sera pas refusée. Quant aux raisons qu'il allègue, on peut les faire valoir auprès du Saint-Siège pour obtenir la relaxation de la loi.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

VI

L'ASSOCIATION RELIGIEUSE DANS LES PAROISSES,
POUR LE SOUTIEN DE LA FOI ET DE L'IDÉE
CHRÉTIENNE.

§ II. — *Son opportunité et ses conditions pour être puissante. (Suite.) (2)*

II. La nécessité absolue pour le curé d'être aidé aujourd'hui dans sa paroisse par les bons fidèles, et l'obligation pour ces derniers de seconder efficacement leurs pasteurs dans les divers actes du saint ministère, nous a fait tirer cette conclusion dont il importe maintenant d'établir la légitimité : — *Il serait à souhaiter qu'il y eût dans chaque paroisse, une association de chrétiens déterminés à soutenir et à favoriser de leur mieux la religion, de concert avec leurs prêtres.*

Pourquoi demandons-nous une association en règle, c'est-à-dire avec approbation de l'Eglise, engagements des membres, moyens déterminés, avantages spirituels, pour obtenir un résultat qui ne paraît être en réalité que le fruit naturel de l'accomplissement d'un simple devoir des fidèles ?

1^o Parce que ce devoir si simple et si évident du chrétien est un de ceux devant lesquels on hésite le plus, si un entraînement, comme celui qui peut venir de l'association, ne pousse à le remplir ; 2^o parce qu'en face du but à atteindre, qui est la résistance au mal et la défense du bien, les efforts individuels sont insuffisants, tandis que d'une union chrétienne bien comprise peut naître une organisation sérieuse de cette résistance et de cette défense.

— D'abord, disons-nous, on hésite quand il s'agit de prendre en mains la cause de Dieu. C'est ce que l'on constate partout. C'est ce que croient même trop bon nombre de nos lecteurs qui préparent leurs difficultés contre notre thèse, et dont la principale objection sera celle-ci : *On refuse.* — Non, nous n'admettons pas que les fidèles refusent toujours de se dévouer pour la religion, et nous espérons démontrer bientôt qu'il y a encore possibilité de faire entendre un appel à quelques âmes généreuses ! Mais ce dont nous convenons sans peine, c'est que même les meilleurs de nos paroissiens calculent et tremblent presque toujours, quand il est question de donner à Dieu un concours qui sort un peu du petit devoir courant. Parce que l'on craint de se compromettre et de se gêner, on cherche des excuses et on se fait prier : « C'est aux prêtres, dit-on, qu'il appartient de parler et d'agir, c'est à ceux du moins qui sont plus posés que nous, qui ont plus de temps, plus d'autorité et plus de vertu. » On est peut-être de bonne foi en tenant ce langage, mais on n'est pas non plus sans lâcheté et sans respect humain.

Ce que nous admettons surtout, c'est que les efforts auxquels on parvient à se décider, et même ceux qui sont le produit d'un mouvement spontané de bonne volonté, risquent de ne pas se soutenir longtemps dans leur énergie première ou, ce qui est pis encore, de cesser tout à fait. L'expérience nous a appris ce qu'ils deviennent bientôt et ce qu'ils durent, s'ils ne se produisent pas dans certaines conditions qui en garantissent et l'existence et la force.

Or, ces conditions de garantie ne se rencontrent peut-être nulle part autant et aussi bien que dans une association religieuse entendue comme nous l'avons dit. Les volontés trouveront, en effet, dans l'association, les *stimulants*, la *direction*, la *protection* qui produiront l'entraînement nécessaire pour échapper au relâchement et donner la persévérance.

— J'ai donné mon nom, et j'ai pris des engagements. — C'est mieux qu'une simple résolution formée dans un instant de ferveur passagère, et qui ne relève que de moi seul. Car, si je suis tenté d'oublier, on me fait souvenir. Les réunions, les exhortations, l'exemple des autres sont là pour me rappeler à l'activité et au devoir. Les avantages spirituels m'encouragent d'autre part.

L'association avec ses règlements et ses instructions favorise en outre mon zèle, et le dirigeant, et l'éclairant, et le modérant au besoin, elle lui

(1) *Journal du droit canon*, année 1886, p. 69-71.

(2) Voir le n° 51, de 1888.

trace une voie plus précise et plus sûre en lui donnant un champ d'apostolat déterminé.

Enfin l'association a ses garanties dont je profite. Elle est approuvée et conduite par l'Eglise ; elle est chrétienne et s'appuie sur Dieu. Elle a donc ses grâces, qui soutiennent mes efforts autant qu'elles les récompensent.

Voilà les raisons qui nous font croire que, si l'on veut amener les bons fidèles à mieux accomplir leurs devoirs de protection et de défense envers la religion, il faut les réunir dans une association qui serait comme une confrérie de la foi et des droits de Dieu. — Nous ajoutons qu'il importe surtout de les unir et de les associer de la sorte, si l'on tient à organiser sérieusement aujourd'hui dans une paroisse la résistance au mal et la défense du bien.

En l'état de choses actuel, avec ce courant irrégulier qui emporte les masses, avec ces mille causes qui le rendent chaque jour plus impétueux et plus irrésistible, il ne faut pas croire que ce soit chose facile de s'opposer efficacement au torrent mauvais. Quelques exemples, quelques prières, quelques bonnes volontés ne suffisent pas ; c'est une puissance qu'il faut créer à cet effet. Or, l'association, qui par sa nature groupe les forces et dès lors les multiplie, peut devenir cette puissance. Aussi voyons-nous, dans les sociétés humaines et dans l'Eglise, recourir à l'association pour toutes les entreprises difficiles.

On y recourt pour assurer tous les succès qui sont de haute importance et qui sont l'objet d'ardents désirs. La prudence des gens du siècle, qui est si souvent supérieure à la nôtre, est particulièrement admirable sous ce rapport, et devrait nous servir de leçon ; surtout que le triomphe de la cause de Dieu est d'une bien autre valeur que la réussite de leurs misérables affaires, et que comme prêtres nous désirons et voulons ce triomphe d'un cœur si droit et si sincère.

Mais laissons ces considérations — qui, du reste, ont la force de l'évidence, — pour insister sur cette autre plus frappante : c'est qu'aujourd'hui on recourt à l'association pour combattre Dieu et ruiner notre action dans les paroisses, et que dès lors il est pour nous de toute sagesse, nous n'osons dire de tout devoir, de recourir à notre tour à l'association pour défendre Dieu et notre ministère.

Ils ont bien compris la puissance de l'association ces ennemis de Dieu qui, depuis si longtemps, l'emploient contre nous ! Voilà deux ou trois siècles au moins qu'avec une patience et un courage dignes d'une meilleure cause, ils organisent, d'abord dans le secret, puis à peu près au grand jour, leurs sociétés, et qu'ils travaillent avec acharnement, ces francs-maçons, à démolir l'édifice de la religion. Rien ne leur coûte, rien ne les lasse ni les rebute.

Les peines qu'ils se donnent pour recruter des adhérents, les sacrifices pécuniaires qu'ils s'imposent pour les retenir par les bienfaits d'une

charité de mauvais aloi, sont à peine croyables. Quant à leur zèle dans l'action, il faut convenir qu'il dépasse en activité, en ressources, en adresse, tout ce que l'on peut imaginer. Ce zèle est chez eux une fureur et une rage, mais malheureusement pour nous, une fureur et une rage intelligentes.

Les sociétés maçonniques le communiquent, en effet, à leurs membres, avec une facilité et une puissance qui tiennent du prodige ; car à peine un homme y est-il enrôlé, qu'il devient un sectaire, et celui même que ces sociétés ne touchent encore que de loin, emboîte déjà le pas à la suite des frères et commence à se faire apôtre du mal. En y pénétrant, les francs-maçons abdiquent leur propre esprit pour prendre uniquement l'esprit de la secte, et ils n'ont plus de volonté en dehors de celle que leur impose le mot d'ordre. Transmis avec une rapidité qui déconcerte, ce mot d'ordre a sur ces gens une influence mystérieuse qui les transforme et les transporte. Il rapproche les plus désunis et les met tous à l'œuvre comme un seul homme. On dit même qu'il en déterminerait plusieurs à se faire martyrs d'un devoir sacrilège. Chez eux les affections les plus saintes, celles de la famille en particulier, sont ruinées ou reléguées au second plan ; l'amour de leur société et du mal qu'elle désire prime tous les autres amours. Voilà le zèle passionné de la secte.

Inutile de nommer les nombreux et très habiles moyens qu'elle emploie pour faire triompher sa cause, et qu'elle varie à l'infini selon les circonstances, selon surtout qu'elle veut attaquer telle ou telle partie de notre édifice religieux.

Mais il importe de faire remarquer que tous ces moyens reposent sur une idée fondamentale, l'idée d'*association*. La franc-maçonnerie a créé de nos jours des associations pour combattre l'enseignement religieux, pour arracher la jeunesse à l'Eglise, pour corrompre le pays par la mauvaise presse, le perdre par la mauvaise politique, pour écarter le prêtre du lit des malades, pour empêcher les sépultures chrétiennes. Ne citons que les plus connues. Il y a la ligue de l'enseignement ; il y a le sou des écoles laïques ; il y a les diverses sociétés maçonniques de jeunesse, sociétés de gymnastique, sociétés de tir, sociétés musicales ; il y a les syndicats des journaux et des livres du diable ; il y a les comités et les sous-comités de toute nature qui travaillent pour le démon la masse électorale ; il y a la société des solidaires, etc. On a depuis quelque temps déposé des registres en certains endroits, on fait circuler des listes où sont priés de s'inscrire ceux qui veulent mourir sans Dieu et avoir les honneurs de l'enterrement civil. Il y a ligue contre nous sur toute la ligne. Dans une ville que nous avons habitée, les francs-maçons, pour empêcher la fondation d'un collège catholique, ont tenté de faire signer à tous les anciens élèves du lycée l'engagement de ne jamais envoyer leurs enfants à notre école.

Ainsi, c'est par la force de l'*association* que

On combat la religion ; et il n'y a peut-être pas une seule paroisse aujourd'hui où la guerre contre Dieu ne se fasse par ce moyen. Ici ou là, sans doute, la franc-maçonnerie ne déploie pas toutes ses ressources, mais partout elle en essaie quelques-unes. Tous les curés savent à merveille qu'elle a chez eux des adeptes qui font son œuvre, tout au moins des dupes qui font son affaire en écoutant son évangile et en s'inspirant de ses doctrines.

Il y a donc ligue et entente contre nous dans nos paroisses, et non-seulement entente accidentelle des mauvaises têtes qui se sont toujours si facilement et si parfaitement accordées pour faire la guerre à un curé, mais ligue voulue, organisée et soutenue par la franc-maçonnerie. Et ce qui est pire encore, c'est que cette ligue va continuer à nous poursuivre ; car jamais le franc-maçon ne se lasse ni ne se rebute.

Malgré tout, il revient sans cesse à la charge. Il est comme le diable, son père, qui depuis l'origine attaque Dieu et s'use à cette guerre, soit par l'espérance illusoire d'un triomphe final définitif, soit par la joie infernale que lui causent les succès partiels remportés chaque jour sur des milliers d'âmes.

Ainsi les francs-maçons s'obstinent à la lutte ; les nombreuses et cruelles déceptions qu'ils ont eues jusqu'alors, au lieu de les arrêter, ne font qu'exalter leur ardeur. Ils essuieront à la vérité de nouvelles défaites ; mais, ne nous en réjouissons qu'à demi : la victoire éternelle promise à l'Eglise ne se remporte pas sans que l'ennemi n'égorge de nombreuses victimes. Les francs-maçons feront donc un mal énorme aux âmes dans ce suprême effort qu'ils se déclarent prêts à tenter contre l'Eglise. « Car, ils le disent et l'écrivent, cette fois leurs précautions sont bien prises. » Et nous ajoutons : « Le monde est plus disposé que jamais à leur obéir et à les suivre. »

Après cet exposé de la ligue maçonnique, notre conclusion est facile et la preuve en est faite. — A une telle *puissance d'association* contre nous, il faut opposer la *puissance* de l'association chrétienne. Contre l'armée du mal, il faut l'armée du bien. — Les enfants de Dieu ne peuvent refuser d'en faire partie, et les prêtres ne peuvent hésiter à la former.

Comme nous le disait si justement un éminent vicaire général, il y a un an, alors que nous lui soumettions l'idée dont nous entretenons en ce moment nos lecteurs : « C'est vraiment une franc-maçonnerie chrétienne qu'il s'agit de créer dans les paroisses, pour lutter contre la franc-maçonnerie satanique. »

(A suivre.)

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Une chapelle publique *séparée de l'église et ne faisant pas corps avec elle*, fut aliénée pendant la révolution, et rachetée en 1810 par quelques particuliers qui n'ont jamais fait acte de propriété. Cette chapelle a servi depuis lors aux catéchismes, aux réunions de congrégations, etc. En cas de revendication de la part des héritiers, la fabrique a-t-elle le droit de leur opposer la prescription trentenaire ?

2^o Cette même chapelle, en matière d'alignement et d'élargissement des rues, jouit-elle de quelque privilège, ou peut-elle être traitée comme une propriété particulière ?

3^o Lorsqu'un presbytère est situé près de l'église, le conseil municipal peut-il, sans autre raison que de créer une place ou une rue, le transférer à distance ?

Y a-t-il quelque règlement administratif qui s'y oppose, et que faut-il faire pour l'empêcher ?

4^o Si le préfet approuvait ce projet et ces plans, pourrait-on, avec quelque chance de succès, déférer sa décision au Conseil d'Etat ?

5^o Pourriez-vous me donner en substance la décision du ministre de l'Intérieur à ce sujet (29 juillet 1838) ?

R. — Ad I. L'article 2227 du Code civil dit en propres termes : « L'Etat, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers et peuvent également les opposer. »

Il est bien de principe universellement reconnu que les choses saintes et sacrées sont hors de commerce et conséquemment ne peuvent être acquises par prescription. Mais la chapelle dont il s'agit ne servant qu'aux catéchismes et aux réunions de confréries ne paraît pas avoir reconquis le caractère sacré qu'elle avait déjà perdu pendant la révolution. Le principe de l'imprescriptibilité exceptionnelle ne lui est donc pas applicable. Les héritiers ne seraient certainement pas admis à l'invoquer. (*Arrêt de la Cour de Caen du 11 décembre 1848.*) Le cas échéant, il serait bon d'examiner les titres d'achat ; peut-être y trouverait-on également quelque trace des intentions des acquéreurs.

Reste à savoir qui des deux, de la commune ou de la fabrique, devrait défendre si une action était intentée. D'après nous, la fabrique aurait seule le droit et le devoir de soutenir la cause, parce que nous la considérons comme propriétaire de l'église principale qui a été remise à sa disposition par une loi ; mais la commune se prétendant aussi propriétaire, en vertu de la jurisprudence adoptée, malgré toutes les juridictions, par le Conseil d'Etat, devrait se joindre à la fabrique, et, à son défaut, la fabrique agir seule.

Ad II. Elle y jouit du même privilège que l'église elle-même et que le presbytère et ses dépendances, c'est-à-dire que toute distraction qu'on voudrait faire d'une partie de ces immeubles ne pourrait avoir lieu que dans la forme prescrite par l'ordonnance royale du 3 mars 1825 et du décret du 25 mars 1852, forme que nous avons plusieurs fois indiquée.

Ad 3 et 4. Même réponse basée sur le même

principe. Lorsqu'un immeuble acquis par une commune a été, suivant les termes tant de la délibération du conseil municipal relative à cette acquisition que de l'ordonnance qui l'a ultérieurement approuvée, affecté à la jouissance des curés successifs d'une paroisse, l'affectation ainsi établie ne peut être ensuite révoquée ni directement ni indirectement sans l'accomplissement des formalités prescrites par l'ordonnance et le décret sus énoncés. Ainsi l'amodiation de cet immeuble par l'administration municipale sans l'assentiment de l'évêque diocésain, ne peut, alors même que cette amodiation a été approuvée par le préfet, et, sur recours, par le ministre de l'Intérieur, détruire l'effet de l'affectation primitive. La décision du ministre de l'Intérieur approbative de l'arrêt préfectoral doit être annulée par le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir.

Ad V. Sur ce point, notre correspondant commet une confusion. A la date qu'il indique, 29 juillet 1858, est sorti précisément l'arrêt du Conseil d'Etat que nous avons analysé *in 3^e et 4^e*, et qui cassait pour excès de pouvoir une décision du ministre de l'Intérieur qui avait approuvé un arrêt préfectoral enlevant une partie des dépendances d'un presbytère sans l'accomplissement des formalités prescrites.

Q. — 1^o Un membre du bureau des marguilliers et même simplement du conseil de fabrique, d'après l'article 1596 du Code civil, ne peut se porter soit pour adjudicataire, soit même pour associé de l'adjudicataire des ventes, marchés de réparations, constructions, reconstructions ou baux de biens de la fabrique.

En serait-il de même, s'il ne s'agissait, avec le consentement des autres membres, que de simples travaux soit de réparations, soit de constructions ou de reconstructions, quand bien même ces travaux n'excéderaient pas la somme de 100 francs ou de 200 francs, selon la population de la paroisse, pourvu qu'il n'y ait point adjudication ni marché ?

2^o Un adjoint au maire peut-il se charger de ces simples travaux de réparations, constructions ou reconstructions, quand ces travaux concernent la commune, pourvu également qu'il n'y ait point adjudication ou marché ?

3^o Sur quoi se base l'administration des contributions directes pour fixer la cote mobilière à payer ? Ici, le presbytère ayant une porte cochère et dix-sept portes et fenêtres des rez-de-chaussée et premier étage, je paie une cote mobilière sur un loyer de 60 francs.

Le maire ayant deux portes cochères et vingt-trois portes et fenêtres, paie sa cote mobilière sur un loyer de 70 francs ; il n'y a pas grand chose à dire. Mais un parent du maire, ayant une porte cochère et vingt-deux portes et fenêtres ne paie, comme moi, sa cote mobilière que sur un loyer de 60 francs. Que dis-je ? Le frère du maire ayant deux portes cochères et vingt portes et fenêtres, ne paie, lui, sa cote mobilière que sur un loyer de 30 francs. Est-ce qu'il n'y aurait pas un peu d'arbitraire là-dedans ? Est-ce qu'il n'y aurait pas lieu pour moi de réclamer ? A qui devrais-je m'adresser pour cela ? Quelles formalités y aurait-il à remplir ?

R. — Ad I. Ce n'est pas seulement l'article 1596 du Code civil qui défend aux administrateurs des établissements publics de se porter pour adjudicataires, mais encore et surtout l'article 61 du décret du 30 décembre 1809, spécialement consacré

aux fabriques. Seulement, il faut observer que ce dernier article du décret de 1809, ne parle que des *marguilliers* et non de tous les membres du Conseil. Ce qui fait dire à l'abbé Prompsault (*Diction. raisonné*, tom. I, p. 127) que les membres du conseil de fabrique peuvent se rendre adjudicataires. « Il y aurait eu quelque inconvénient, dit-il, dans les petites paroisses, à frapper d'incapacité tous les membres du conseil de fabrique qui sont quelquefois les seuls qui puissent se rendre adjudicataires à des conditions avantageuses. On n'a pas à craindre de leur part, en présence et avec la participation du curé, les mesures frauduleuses que le législateur voulait prévenir. »

« Cette raison, ajoute Mgr André (*Cours de législ.* tom. I, p. 87), peut être prise en considération, » d'autant plus qu'elle est faite par plusieurs auteurs.

Malgré l'autorité de ces auteurs, nous ne conseillerions pas, surtout dans la triste période que nous traversons, de s'appuyer sur de pareilles distinctions. Nous préférierions qu'on demandât préalablement l'autorisation de ne pas faire d'adjudication. On l'obtient facilement en s'appuyant sur les raisons que l'abbé Prompsault indique, — c'est d'expérience quotidienne, même pour les travaux des communes ; — et du moins alors, on est à l'abri de toute tracasserie et de tout péril.

Il s'agit bien entendu de travaux dont la dépense dépasse le maximum de 400 ou de 200 fr. selon la population de la paroisse ; car s'il s'agissait de travaux ne dépassant point ces chiffres, on peut procéder *par économie*, c'est-à-dire sans autorisation et sans adjudication (art. 41 du décret du 31 décembre 1809).

Ad II. Même réponse. Seulement quand il s'agit de travaux communaux, on est sous l'empire exclusif de l'article 1596 du Code civil, le décret de 1809 ne concernant que les fabriques.

Ad III. L'administration des contributions directes, pour fixer la cote mobilière à payer, se base sur la valeur locative des habitations. D'où il suit qu'une petite maison peut avoir une cote mobilière beaucoup plus forte qu'une grande, parce qu'elle peut avoir une valeur locative supérieure en raison du luxe de sa construction et de son mobilier. Nous avons connu des villas quatre fois inférieures comme grandeur aux autres habitations du pays et payant dix fois plus. C'est facile à comprendre.

Toutefois, il arrive qu'on se trompe volontairement ou involontairement dans l'appréciation des valeurs locatives. C'est à celui qui se juge victime de ces erreurs de voir, en comparant son immeuble avec ceux des autres, s'il a été plus ou moins justement traité. Il a toujours le droit de réclamer justice auprès du conseil de préfecture ou de recourir à la juridiction gracieuse du préfet. Dans le premier cas, il faut prouver l'injustice des répartiteurs par des comparaisons exactes ; dans le second, il suffit de faire ressortir que la taxe dépasse les ressources dont on dispose.

Dans l'un et l'autre cas, on a trois mois qui courent du jour où l'on a reçu le bordereau de ses impositions ; il faut écrire sa réclamation sur papier timbré, l'accompagner du bordereau et du reçu du percepteur constatant qu'on a commencé de payer au prorata ce que l'on devait.

Nous ne dissimulerons pas à notre correspondant qu'à moins d'être réellement victime d'une injustice criante, comme cela se voit quelquefois, il est bien ennuyeux d'entreprendre une campagne dont le résultat est fort problématique ; car souvent, comme dit le proverbe, le jeu n'en vaut pas la chandelle. Ce qui nous semble mieux ce serait de s'adresser au maire ou aux répartiteurs. Comme ce sont des citoyens plus à portée pour juger les situations, il est plus facile de leur faire entendre raison, et leur jugement, se renouvelant chaque année, ne peut produire à la fin qu'une bonne impression sur le contrôleur et ses chefs.

Q. — Je suis affligé d'un instituteur à la mode. Ce républicain enragé n'a jamais surveillé un enfant aux offices. Payé pour chanter, il a déclaré devant ses élèves et devant le conseil municipal ne vouloir plus le faire et, de fait, il ne chante plus depuis le mois de janvier. Si sa tenue avait été décente, ce n'eût été que moitié mal ; mais elle était mauvaise. Après avoir reçu de nombreuses plaintes à cet égard, je me suis décidé à ôter sa chaise du sanctuaire pour lui signifier son congé et je l'ai fait devant témoins.

Avais-je le droit d'ôter la chaise du sanctuaire ?

R. — Oui, notre correspondant avait le droit de renvoyer du sanctuaire un ancien employé qui n'exerçait plus ses fonctions et dont la tenue était l'objet de plaintes réitérées de la part des fidèles.

Il ne faut pas oublier que le curé est investi du droit de police dans l'intérieur de l'église (*art. 9 de la loi de germinal an X ; décision du 21 pluviôse an XIII, 10 février 1805*). Or, que comporte ce droit ? Tous les auteurs sont d'accord là-dessus : il comporte le droit de commander, de surveiller, de pourvoir à ce que tout se fasse avec respect et décence, comme il convient dans un lieu saint. Il comporte encore pour le curé le placement des bancs et des chaises, la distribution des places, sauf l'appel à l'évêque, si les marguilliers s'y croient fondés (*art. 30 du décret du 30 décembre 1809*).

Quand bien même le susdit polisson eût payé sa place, le curé pouvait l'en chasser sauf à lui en donner une autre. Mais dans l'espèce, il ne payait pas sa place ; à plus forte raison pouvait-on l'en déloger.

La conclusion est qu'il n'y a pas à craindre une action en justice ; et, si l'instituteur la provoquait, il est vraisemblable qu'elle se tournerait contre lui. Que les curés tiennent bon sur ce dernier pouce de terrain resté à leur autorité. Ils sont dans leur droit absolu ; qu'en l'exerçant ils évitent toute invective, toute parole qui pourrait paraître injurieuse, afin de ne pas prêter le flanc à certains subterfuges d'une justice complaisante.

Celui qui nous interroge aujourd'hui a agi sagement en s'assurant des témoins de la mesure qu'il a prise. En résistant, celui contre lequel il l'a prise, s'exposerait à des poursuites qu'il pourrait payer cher. Il y a des jugements par centaines en pareille matière et tous contre les rebelles à l'autorité du curé.

Q. — Il existe dans ma paroisse une société de secours mutuels pour les enterrements. Elle a une caisse et prend à sa charge tous les frais des funérailles. Les statuts portent que quatre cierges seront achetés par les soins du trésorier de la société ; qu'ils seront de deux cents grammes pour les adultes et de cent grammes pour les petits enfants. Après l'enterrement, on abandonne aux parents du défunt les deux cierges qui devraient revenir à la fabrique, mais à la condition que ceux-ci feront brûler un cierge sur le maître-autel à tous les offices des dimanches et fêtes de l'année jusqu'à ce que le service anniversaire soit fait.

Dans le courant de cet été, quelques habitants ont manqué à ce devoir. Avertis plusieurs fois de se mettre en règle, ils n'ont tenu nul compte des avertissements. Alors, j'ai retenu les deux cierges qui jusques-là leur avaient été cédés à titre purement gracieux. Le conseil de la société a répondu à cette mesure en décidant que désormais elle ne fournirait plus que des cierges de cent grammes pour les adultes et de cinquante grammes pour les enfants, mais qu'un cierge de cinq à six cents grammes serait fourni aux frais de la société aux parents du défunt. Je demande :

1° Qui a le droit de fournir la cire ?

2° Qui a le droit de fixer le nombre, le poids et la qualité des cierges ?

3° Quand les intéressés veulent quatre cierges autour du corps, peut-on en mettre quatre autres à l'autel pour la messe chantée ?

4° Le curé a-t-il droit à un cierge dans les enterrements et les services funèbres ?

R. — Ad I. Aucune société, congrégation ou confrérie n'a le droit de légiférer en ce qui concerne la fabrique, qu'avec le consentement et l'approbation de celle-ci. Dans toute paroisse bien organisée, il existe un tarif indiquant les diverses classes demandées pour les convois, services funèbres ou autres, et chaque classe comporte tant de cierges de tel poids et de telle qualité ; et les sociétés sont tenues de s'y conformer comme les simples particuliers. Sans doute, il peut arriver, et de fait il arrive souvent, que par une espèce de transaction, les fabriques consentent des diminutions sur les tarifs vis à vis des sociétés, reconnaissant ainsi le bien que ces sociétés peuvent produire de par ailleurs ; mais encore faut-il qu'il y ait eu entente préalable, et, cette entente ayant eu lieu, nul n'a le droit en dehors de la fabrique d'en modifier les conditions. Par conséquent, dans l'espèce, le curé ici, devant l'inutilité de ses efforts pour ramener la société susdite au maintien des usages reçus et consacrés par le temps, avait et a le droit de supprimer la concession faite et de ramener la société au simple droit commun. Il nous demande quel est le droit commun en ce qui regarde la cire ; nous répondons :

Ad II. C'est la fabrique. C'est ce qu'établit l'article 27 du décret du 30 décembre 1809, ainsi conçu : « Les marguilliers fourniront l'huile, le

« pain, le vin, la *cire*, l'encens, et généralement « tous les objets de consommation nécessaires à « l'exercice du culte... »

Le même droit résulte de l'article 7 du décret du 18 mai 1806 : « Les fabriques feront par elles-mêmes, ou par entreprises..., toutes les fournitures nécessaires aux services des morts dans l'intérieur des églises... »

« Elles dresseront à cet effet des tarifs et des tableaux gradués par classes ; ils seront communiqués aux conseils municipaux et aux préfets pour y donner leur avis... et seront soumis, par le ministère des cultes, à notre approbation. » (Ceci pour les villes.)

L'article 6 du même décret qui regarde les campagnes, porte : « Les articles déjà dressés et ceux qui le seront à l'avenir par les évêques, sur cette matière, seront soumis, par notre ministre des cultes, à notre approbation. »

On voit qu'il n'est pas dit que chacun apportera des cierges. Mais en tous cas, là où l'usage fait que les familles ou les sociétés apportent des cierges, c'est toujours le tarif homologué et gradué en classes qui détermine le nombre et la qualité des cierges.

Ad III. Cette question est complètement en dehors du droit, et ne peut se baser que sur un usage local. Si c'est en vertu de l'usage que les intéressés placent des cierges dans n'importe quel endroit de l'église, le même usage doit en régler le mode d'emploi et la distribution.

Ad IV. Non seulement le curé a droit à un cierge, mais à la moitié de tous les cierges, que ces cierges soient fournis directement par la famille ou les sociétés ou par la fabrique, d'après la classe et le tarif, et de plus au cierge de l'offrande s'il y en a. Ainsi l'a réglé le décret impérial du 26 décembre 1813 : décret destiné à supprimer les innombrables usages qui existaient alors en France et à produire sur ce point l'unité.

En résumé, notre correspondant fera bien d'user de prudence dans cette petite lutte entreprise contre les droits de la fabrique et les siens, parce que parfois le mieux est l'ennemi du bien ; mais enfin la coutume dont il parle est contre le droit commun, et, s'il le peut sans trop d'inconvénient, il fera bien d'en venir à la loi pure et simple. Pour cela, nous pensons qu'il serait sage de faire intervenir l'évêque diocésain, en vertu de l'article 6 précité du décret de mai 1806.

Q. — 1^o Existe-t-il une loi qui oblige les instituteurs et institutrices libres à ne pas admettre plus d'élèves qu'il n'y a de mètres carrés dans la salle d'école ?

2^o Dans le cas de l'affirmative, l'inspecteur primaire peut-il défendre à une religieuse de mettre le trop plein dans une salle contiguë à la salle d'école, la porte de communication toujours ouverte, sous prétexte que cette pièce n'a pas reçu son approbation, et que, quoiqu'ayant plus de mètres carrés qu'il ne faut, elle n'a pas la hauteur réglementaire ?

3^o La salle d'école proprement dite elle-même doit-elle avoir cette hauteur réglementaire ? N'est-elle pas seulement exigible pour les écoles communales ? Ce qui, du reste, n'est nullement exigé par les inspecteurs

à moins qu'il ne s'agisse de bâtiments scolaires à construire ?

4^o Dans l'hypothèse où le comité, pour éviter de nouvelles tracasseries, veuille agrandir la salle d'école par l'annexion d'une pièce voisine, salle et pièce séparées simplement par un mur, la religieuse sera-t-elle obligée de se soumettre à l'affichage légal et de suspendre l'école en attendant ?

R. — D'une manière générale, nous dirons à propos des lois scolaires pleines de trappes et de traquenards, qu'il faut procéder avec une prudence serpentine et se mettre, autant que possible, en règle non seulement avec le texte de ces lois, mais encore avec leur esprit, de manière à se rendre imprenable.

Ad I. Oui, les règlements portent qu'il faut (il n'est pas question de mètres carrés) quatre mètres cubes d'air pour chaque élève. Les maires qui doivent approuver le local, la plupart d'entre eux du moins, n'y regardent pas de si près ; ils jugent au coup d'œil ; les inspecteurs également, et pourvu qu'il y ait de l'air et de la lumière, ils ne disent rien. Mais supposez qu'ils soient systématiquement hostiles, qu'ils ragent de voir l'école libre fréquentée au préjudice des écoles laïques, aussitôt ils ont dans le manque de l'espace réglementaire un argument d'insalubrité, et l'école peut être fermée, du moins momentanément, ou bien, ils défendent à l'instituteur libre d'avoir plus d'élèves que ne comporte la grandeur de la salle.

Ad II. Oui, il peut le défendre ; mais il peut aussi le tolérer. Quelle sécurité y a-t-il dans cette conjoncture ? Généralement, on regarde moins aux dimensions qu'au nombre de mètres cubes d'air.

Ad III. Les règlements relatifs aux conditions matérielles regardent aussi bien les écoles privées que les écoles publiques ; nous dirons davantage : on est plus sévère pour elles, et bien souvent, on ne leur tolère pas ce qui existe dans la même localité, au vu et au su de tout le monde, dans les écoles publiques.

Ad IV. L'article 37 est ainsi conçu : « Tout instituteur qui veut ouvrir une école privée doit préalablement déclarer son intention au maire de la commune... et lui désigner le local... ; » et un peu plus bas, dans le même article : « Les mêmes déclarations doivent être faites en cas de changement du local de l'école ou en cas d'admission d'élèves internes. » On conviendra qu'avec un peu de bonne volonté on peut répondre oui et non au comité désireux de bien faire : le texte prête l'anse à toute interprétation.

Sur ce dernier point, le comité, dans le cas où il voudrait éviter les longueurs de l'affichage, fera bien de se munir d'une autorisation écrite du maire et de l'inspecteur d'académie et non pas seulement de l'inspecteur primaire.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 2 januarii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis.*

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MATHIER ET COURTOT.

plan général, publié le 29 novembre dernier par l'*Ami du Clergé*, nous avons annoncé, en ce sens, une Station de Carême complète : instructions pour le dimanche soir et le jeudi soir de chaque semaine du carême (les soirs de bénédiction du Saint-Sacrement); lectures spéciales pour la prière du soir aux autres jours; conférences d'actualité et particulières pour les hommes; retraite générale de trois jours pour la préparation immédiate au devoir pascal. Nous avons, depuis, fixé d'une manière définitive et indiqué à nos rédacteurs les sujets à traiter pour remplir ce cadre : en voici la distribution et la nomenclature.

DISTRIBUTION :

Les quatre premières semaines, deux instructions et cinq lectures chaque semaine ; — la cinquième semaine, une instruction pour le dimanche soir, et, les six jours suivants, les six conférences spéciales pour les hommes ; — la sixième ou grande semaine, les trois instructions de retraite générale.

NOMENCLATURE :

1^o *Instructions de la station* : Dieu existe, être infiniment bon. Il nous a créés pauvre poussière et nous a donné une âme immortelle. Rachetée par le sang de Jésus-Christ et éminemment précieuse, si elle dévie de sa fin l'enfer la menace. Existence de l'enfer. Rentrions dans l'ordre fixé par Jésus-Christ et par l'Eglise, faisons une *bonne confession* ; — avantages et facilités de la confession ; — et mettons la dernière main à l'œuvre divine par l'accomplissement du *devoir pascal*. Bonheur de la communion.

2^o *Lectures du carême* : D'abord nous placerons le carême sous la protection de saint Joseph dont la fête se célèbre les premières semaines, soit quatre ou cinq lectures sur saint Joseph.

Ensuite de dix à douze lectures sur les *tentations* (explication de l'évangile du premier dimanche de carême). Tous nous sommes tentés comme Jésus-Christ ; nous subissons la triple tentation

a) de *sensualité*. L'amour de la jouissance est entré au cœur du siècle : jouissances *matérielles*, tous désirent la richesse pour jouir ; jouissances de l'*esprit* ; jouissances du *cœur* ;

b) de *présomption*. On se croit assez fort pour tout *lire*, au mépris des défenses de l'Eglise, journaux et livres ; pour tout *voir*, même les spectacles inconvenants ; pour fréquenter toutes sortes de *compagnies* ;

c) de l'*orgueil*, de la vanité, de l'amour des honneurs. Le démon nous dit sans cesse : « Hæc omnia tibi dabo si *cadens*... Mais il faut tomber à ses genoux, et puis il ne donne rien.

Tous plus ou moins nous avons cédé à ces tentations, et nous ressemblons à l'Enfant prodigue ; d'où

Quelques lectures sur l'*Enfant prodigue*, semées de réflexions qui équivaldront à un véritable examen de conscience et seront de nature à provoquer la contrition.

3^o *Conférences spéciales pour les hommes*. Six conférences dont voici les sujets :

a) La fausse instruction reçue aujourd'hui ;

b) La fausse liberté. Tout est libre excepté le bien, la conscience, l'Eglise ;

c) La fausse égalité qui réduit l'homme à l'isole-

ment par l'individualisme issu de la Révolution ;

d) La liberté de la presse. Les paroles de vie et de mort... *verba vitæ eternæ* ;

e) La divinité de Jésus-Christ qui seul nous donne la vraie liberté ;

f) L'apologie du prêtre que le monde ne voit qu'à travers un nuage épais de préjugés : le prêtre, vrai homme du peuple, issu du peuple, homme de bien et de liberté.

4^o *Retraite générale*. — Trois instructions :

a) Danger d'attendre pour se convertir ;

b) La miséricorde de Dieu ;

c) Bonheur de la vie chrétienne.

Comment publier tout cela et le publier à temps pour que chacun puisse l'étudier, se l'assimiler, ou au moins en profiter ? En commençant dès mi-janvier ou, au plus tard, fin janvier courant. Ce que nous ferons.

Après le carême viendront les premières communions, le mois de Marie, etc. J'indiquerai plus tard le plan de l'*Ami du Clergé paroissial* sur ces sujets.

Je ne finirai pas, mes chers abonnés, notre première causerie de l'année, sans vous offrir, du fond du cœur, mes vœux de bonne et heureuse année. La meilleure année est celle où on fait le plus de bien : puissions-nous en faire beaucoup ensemble !

Pour cela, il faut nous aider mutuellement.

Vous pouvez compter sur nous. Sans vous assurer la perfection qui n'est pas de ce monde ; sans prétendre vous contenter complètement *tous* et *toujours*, ce que la différence des jugements et des désirs rendra toujours impossible, nous vous promettons nos constants et énergiques efforts vers le *mieux*.

Permettez-nous de compter aussi sur votre bienveillance et *actif* concours. Par ce concours plus encore que par notre travail, croyez-le bien, l'œuvre se développera, se perfectionnera, et atteindra aussi pleinement que possible le but de *bien* que nous désirons et poursuivons tous.

Ce concours que nous vous demandons et que vous ne nous refuserez pas, c'est d'abord un concours de prières ; c'est ensuite un concours de propagande. On ne peut nier la force du nombre, quand il s'agit du bien comme quand il s'agit du mal. Cette force du nombre, que nous avons déjà, il faut encore la multiplier, et pour cela, n'hésitez pas à répéter autour de vous le bon témoignage que vous nous rendez avec tant de cœur et d'unanimité quand vous nous écrivez : ainsi peut-être, ou mieux sûrement, — et nous ne vous le demandons que pour cela, — ainsi sûrement vous augmenterez le nombre de nos abonnés.

Entendez bien ceci : Si chacun de vous nous procurait seulement, parmi ses voisins, un abonné *nouveau*, et quoi de plus facile ! non-seulement vous étendriez ainsi notre champ d'action, non-seulement vous auriez ainsi rendu à un confrère les mêmes services que, nous dites-vous, nous vous rendons par nos revues ; mais vous auriez surtout doublé la force de celles-ci. A. M. D. G., et vous leur auriez fourni, sans qu'il vous en coûtât rien, les ressources matérielles nécessaires pour tant d'améliorations encore rêvées. Nous nous donnons entièrement ; donnez-nous un peu, pour l'amour des âmes ! pour l'amour de Dieu !

CONDITIONS D'ABONNEMENT à l'AMI DU CLERGÉ PAROISSIAL (Supplément à l'Ami du Clergé.)

Les sept premiers numéros du *Supplément* à l'*Ami du Clergé* seront envoyés gratuitement à tous nos abonnés.

L'abonnement à ce *Supplément* n'est point obligatoire, et ceux qui ne voudront recevoir que l'*Ami du Clergé* ancien n'auront qu'à nous prévenir. Mais nous ne recevons pas d'abonnement au *Supplément* seul.

Le prix de l'abonnement au *Supplément* est fixé à 5 francs pour la France et 6 francs pour l'étranger. Par conséquent les abonnés qui le recevront nous devront, pour l'*Ami du Clergé* et son *Supplément* : 13 francs en France et 16 francs à l'étranger.

Les abonnements, sans exception, pour l'*Ami du Clergé* et son *Supplément*, dateront du 1^{er} janvier et se termineront le 31 décembre de chaque année.

Tous les abonnés de l'*Ami du Clergé* qui ne refuseraient pas le *Supplément* de celui-ci avant le 15 janvier 1889, seront considérés comme formellement abonnés à ce *Supplément*, qui, à la fin de l'année, formera un volume spécial, avec ses tables, titres et couvertures.

Accusés de réception à MM. :

L. curé de M. (Pas-de-Calais). 3673. — B. curé à St-J. (M.-et-Moselle). 3675. — L. curé de G. (Dordogne). 3676. — Rév. A. L. paroisse N.-D. à C. (Amérique). 3678. — M. aumônier à St-B. (Côtes-du-Nord). 3679. — B. curé-archiprêtre à St-T. de C. (Ain). 3680. — L. curé d'H.-en-S. (Somme). 3681. — D. vicaire à M.-en-B. (Nord). 3682. — B. curé à St-J.-D. (Loire). 3684. — H. L., supérieur de la P. à N. (Loire-Inférieure). 3575. — Le P. curé de St-T. à E. (Eure). 3578. — L. curé de N. (Hérault). 3589. — P. curé de St-les-L. (Nord). 3677. — J. curé de T.-L. (Aisne). 3686. — M. vicaire à C. (Bass.-Pyr). 3687. — H. curé d'A par C. (Loir-et-Cher). 3689. — M. curé à R. (Ain). 3690. — P. curé de B. (Orne). 3693. — D. curé de M. (Cher). 3694. — T. vicaire à C.-s-L. (Loire). 3695. — G. vicaire à G. (Finistère). 3696. — P. curé-doyen de M.-s-S. (Vosges). 3699. — T. curé de V. (Ht-Rhin). 3701. — B. curé d'H. (Aisne). 3702. — A. S. curé à N. (Alpes-Maritimes). 3703. — C. D. curé à P. (Hte-Loire). 3704. — B. curé de St-M. de L. (Aveyron). 3707. — T. chanoine à R. (Aveyron). 3708. — M. curé de G. (Indre-et-Loire). 3710. — L. vicaire à P.-s-C. (Loire). 3712. — A. G. curé de C. (Aisne). 3713. — D. faub. St-A. à S. (Yonne). 3715. — C. curé de St-C. au M. d'O. (Rhône). 3717. — R. vicaire à S. (Finistère). 3718. — S. curé d'A. (Meurthe-et-Moselle). 3719. — D. recteur de B. (Morbihan). 3722. — J. B. curé à S. par B. (Alsace). 3725. — G. chapelain à C. par M. (Suisse). 3726. — P. M. vicaire de

S.-le-V. (Manche). 3727. — D. curé à B. (Hte-Loire). 3728. — T. curé de L. (Aude). 3729. — F. L. maison St-J.-de-D. à L. (Rhône). 3730. — G. aumônier à la chartreuse d'A. (Morbihan). 3731. — D. curé-doyen du T. (Manche). 3732. — H. P. curé de S. (Saône-et-Loire). 3734. — C. curé d'E. (Basses-Pyrénées). 3738. — B. curé d'E. (Somme). 3739. — G. curé d'E.-les-V. (Yonne). 3740. — C. S. curé d'A. (Ain). 3741. — R. aumônier à T. (Nord). 3742. — G. à T.-s-R. (B.-du-Rhône). 3745. — V. supérieur du grand séminaire de R. (Aveyron). 3747. — C. curé à C.-en-S. (Seine-et-Marne). 3748. — E. archiprêtre à B.-sur-S. (Aube). 3749. — P. curé à l'A. (Rhône). 3750. — B. aumônier de la Présentation à M. (Aveyron). 3751. — D. curé de la C. (Nord). 3752. — C. vicaire de la M. à N. (Loire-Inférieure). 3753. — S. vicaire à St-L. de l'A. (Ain). 3754. — K. curé à A. (Lorraine allemande). 3755. — L. D. à O. (Loiret). 3756. — T. curé de C. (Aude). 3757. — S. curé de S. (Lorraine all.). 3758. — H. curé à A. (Lorraine all.). 3759. — C. curé à N.-les-D. (Ain). 3760. — P. curé à A. (Tarn). 3761. — F. à E. (Vosges). 3762. — R. curé des H. (Lozère). 3763. — B. curé à V. (Vendée). 3765. — S. curé à T.-P. (Suisse). 3766. — C. sous-directeur à A. (Jura). 3767. — C. curé à V.-d'O. (Ariège). 3768. — M. curé à V. (Vosges). 3769. — S. curé-doyen à T. (Nord). 3770. — V. curé-doyen de B. (Corrèze). 3772. — F. C. curé de St-B. (Canada). 3773. — Econome de l'école St-F. à M. (Saône-et-Loire). 3776. — B. curé de V. (Ain). 3777. — L. M. curé de S.-R. (Saône-et-Loire). 3780. — P. curé de R. (Oise). 3782. — S. curé de R. (Pas-de-Calais). 3783. — J. chanoine à D. (Côte-d'Or). 3784. — L. curé de C.-s-V. (Creuse). 3787. — G. curé de G. (Eure). 3788. — L. vicaire au D. (Finistère). 3789. — B. curé-archipr. à A. (Cantal). 3790. — F. curé de N.-D. à L. (Mayenne). 3791. — D. curé à la M.-F. (Orne). 3793. — D. curé à A. (Basses-Pyrénées). 3794. — C. D. vicaire à A. (Nord). 3795. — L. curé de B. (Côte-d'Or). 3796. — R. curé de P.-C. (Var). 3797. — C. chapelain à L. (Doubs). 3801. — B. à la C. B. M. (Loire-Inférieure). 3802. — A. D. curé de M.-M. (Basses-Alpes). 3803. — J. F. curé à A. (Corse). 3804. — C. curé à N. (Seine-Inférieure). 3805. — D. curé-doyen de St-P. à M. (Allier). 3806. — H. curé de S. (Loire-Inférieure). 3807. — G. vicaire à S. (Loire-Inférieure). 3807. — G. curé à A. (Lorraine). 3808. — S. curé à S. (Jura-Bernois). 3809. — C. aumônier à R. L. (Nord). 3812. — L. curé de F. (Ile-et-Vilaine). 3813. — C. aumônier à St-L. en B. (Saône-et-Loire). 3814. — B. curé de la P. (Maine-et-Loire). 3815. — B. curé de D. (Rhône). 3817. — J. curé de B. (Isère). 3818. — D. curé d'A. (Saône-et-Loire). 3819. — G. curé de B. St-B. (Hte-Garonne). 3820. — L. aumônier à E. (Eure). 3821. — B. curé à P. (Haute-Garonne). 3822. — D. aumônier à F. (Ariège). 3824. — D. curé de B. (Hte-Savoie). 3828. — D. vicaire à P. (Hte-Saône). 3829.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notablement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N° 2

PRÉDICATION : Pour le troisième dimanche après l'Épiphanie : homélie sur l'Evangile. — Octave de l'Épiphanie : l'étoile d'Orient.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile. Sur l'âge de la première communion.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Comment rédiger l'acte de mariage quand ce n'est pas le curé qui l'a célébré ? — Quelle génuflexion doit faire le prêtre devant le S. Sacrement exposé, quand il va à la banquette pour prendre ou quitter les ornements ou qu'il en revient ? au commencement des vêpres quand il va à sa place, et à la fin quand il en revient ? Peut-on tolérer qu'une sacristine prépare le calice ? Le prêtre en adoration devant le S. Sacrement doit-il avoir l'étoile ? Deux cierges suffisent-ils pour l'exposition privée du S. Sacrement ? — Pour la fête et l'octave de S. Martin étant en occurrence avec la Dédicace, comment ordonner le bréviaire, la

messe, la translation, l'octave ? — Comment la S. C. du Concile a-t-elle décidé dans une cause de nullité de mariage, *ob errorem qualitatis*, le 27 mai 1820 ? — Comment agir avec un confesseur qui *complicem quum absolverit, Romam ire non potest* ?

MINISTÈRE PAROISSIAL : L'association religieuse dans les paroisses pour le soutien de la foi et de l'idée chrétienne.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Une fabrique a-t-elle besoin d'autorisation pour placer en biens à échéance fixe une somme provenant de don manuel ? — Les fabriques sont-elles encore obligées à l'entretien des cimetières ? — Qui a le droit de fixer l'heure du catéchisme ? Le curé peut-il la fixer pendant le temps des classes ? — Faut-il une autorisation pour ouvrir une classe d'adultes ?

COURRIER DES LIVRES

HISTOIRE DE L'ÉGLISE, par S. E. le cardinal HERGENROTHER, traduite de l'allemand par M. l'abbé BELET, 4 forts vol. in-8°. Paris, Palmé, 1880-88.

La publication d'une traduction du livre dont on vient de lire le titre était-elle bien nécessaire ? La France était-elle tellement dépourvue de manuels d'histoire ecclésiastique que, comme on dit en style de réclame, « le besoin d'en avoir un nouveau se fit universellement sentir ? »

Au premier aspect, il semble que non.

Depuis une cinquantaine d'années, en effet, plusieurs cours avaient été mis au jour, qui, en apparence du moins, répondaient largement aux nécessités de l'enseignement et entre lesquels, à en juger par l'extérieur, les directeurs de grands séminaires ne pouvaient guère avoir que l'embaras du choix.

Qui ne connaît, par exemple, pour commencer par le premier en date de ces résumés, le manuel publié dès 1841 par M. l'abbé Blanc ? Cet ouvrage qui s'ouvre par tout un volume d'introduction dans lequel sont aussi savamment que judicieusement traitées plusieurs questions préliminaires de la plus haute importance, et que l'on pourrait définir : *l'Art d'arriver au vrai en matière historique*, car l'auteur y indique à la fois à son lecteur et les sources où il doit puiser et la manière

dont il doit y puiser pour arriver à la certitude, — cet ouvrage, dis-je, se recommande par plusieurs qualités de premier ordre. Et d'abord, il a une véritable valeur scientifique. On sent en le lisant que les faits ont été étudiés à la lumière des textes ; la bibliographie en est très abondante ; chaque chapitre est suivi de notes, intitulées : *Problèmes historiques*, où l'on aperçoit, dans un exposé non moins lumineux qu'impartial, ce que pensent sur tel ou tel point controversé les écrivains qui l'ont traité *ex professo*. Le *Cours* de M. l'abbé Blanc est donc un livre érudit. C'est de plus un livre méthodique qui offre cet avantage d'avoir été professé avant d'être imprimé : l'analyse et la synthèse y jouent successivement le rôle qui leur convient et la place qu'y occupent les événements et les hommes est toujours mesurée sur leur importance.

Très méritante aussi est l'*Histoire universelle de l'Eglise* du Dr Alzog, que traduisirent en 1846 MM. Gschler et Audley, et dont la cinquième édition ou pour parler plus juste le cinquième tirage a paru chez Sarlit en 1881. Un juge compétent, le P. de Valroger, a pu sans exagération dire de cet ouvrage : qu'il « y avait plus de vraie science dans les quatre volumes dont il se compose que dans les douze in-4° de tel de nos historiens. »

Le Précis publié en 1853 par M. l'abbé Darras ne mérite pas sans doute un aussi grand éloge, mais il n'en constitue pas moins une œuvre sous plusieurs rapports estimable : l'esprit dans lequel

il est rédigé est généralement bon ; le style est vraiment littéraire et la division par pontificats adoptée par l'auteur a pour résultat de mieux faire ressortir le caractère monarchique de l'Eglise.

Le *Cours* de M. Rivaux dont le premier volume fut imprimé à Grenoble en 1854 : celui de Mœhler, publié par Dom Gams en Allemagne d'après les cahiers des anciens élèves de l'illustre professeur de Tübingue et de Munich et dont M. l'abbé Belet donna une édition française en 1869 : ceux de M. l'abbé Rivière, de M. l'abbé Drioux, et de M. l'abbé Richou qui parurent le premier à Nîmes en 1872, le second à Bar-le-Duc en 1873 et le troisième à Paris en 1874 sont également des livres recommandables, faits par des hommes du métier, et que les jeunes lévites peuvent étudier avec fruit.

On doit en dire autant des *Leçons* de M. l'abbé Doublet dont les pages sont d'une lecture très agréable et respirent un esprit tout romain.

La librairie Lethielloux d'un autre côté a mis en vente, il y a deux ans, un *Manuel* composé par le Dr Bruck, professeur de théologie au séminaire de Mayence, et traduit par M. l'abbé Gillet, prêtre du diocèse de Versailles, dont les revues savantes ont vanté à la fois le plan et l'exécution.

Cette simple liste bibliographique que je dresse en courant et qui peut-être n'est pas complète, prouve éloquentement ce me semble, la vérité de ce que j'affirmais en commençant : à savoir que les *compendium* d'histoire ecclésiastique sont loin de faire défaut.

Ils sont loin aussi malheureusement d'être sans défauts.

Parmi tous ceux que je viens de citer, je n'en connais guère qui n'ait ses côtés faibles. Les uns sont trop secs : les autres ne sont pas assez savants : dans celui-ci la philosophie de l'histoire est absente : dans celui-là les considérations générales abondent mais les faits manquent. Tous au surplus ont un tort grave, quoique indépendant de la volonté de leurs auteurs : même les plus récents ont déjà vieilli.

Il faut bien qu'on le sache, en effet, l'histoire dans notre siècle est comme les morts de la ballade allemande : elle « va vite » et dans sa course rapide elle ne cesse de se renouveler. Tel livre qui a paru hier et qui alors était en harmonie avec l'état présent de la science se trouve souvent, par suite des découvertes de je ne sais quels chercheurs, être en retard aujourd'hui. Or, c'est là le cas précisément des manuels qui nous occupent en ce moment. Quel que soit leur millésime il n'en est aucun parmi eux qui soit complètement au courant, en sorte que pour en revenir à mon propos de tout à l'heure, le besoin en France d'un « nouveau » *Cours d'histoire ecclésiastique* était sinon « universellement senti » du moins tout à fait réel.

On ne saurait donc accuser M. l'abbé Belet d'avoir fait une œuvre inutile en mettant à la portée du clergé français l'ouvrage que nous avons l'honneur de présenter aujourd'hui au public. Le reproche serait d'autant plus déplacé que le livre en question, comme on va le voir, est non seulement « nouveau », mais encore excellent.

Avant d'en aborder l'étude, disons un mot de l'auteur, qui, bien qu'il soit un des maîtres de l'érudition contemporaine, est peu connu en France.

Le cardinal Hergenroether est né à Wurzburg le 15 septembre 1824. Les premiers éléments des sciences et des lettres lui furent enseignés au sein même de sa famille. En 1838 il entra au Gymnase de sa ville natale où il passa quatre années. Après de très brillantes études classiques, il fréquenta

de 1842 à 1844 les cours de l'université de Wurzburg et, ce noviciat scientifique terminé, se rendit à Rome où une place lui était offerte au collège Germanique. Ce célèbre établissement, fondé, comme on sait, par saint Ignace dans le but de former des docteurs capables de lutter dans le champ clos de la science contre les champions de l'hérésie protestante en Allemagne, ce célèbre établissement, dis-je, était alors dirigé par les jésuites. Sous leur habile direction, le jeune théologien bavarois fit d'étonnants progrès. Aussi quand, le 16 juin 1846, S. E. Mgr Mastai fut élu Pape sous le nom de Pie IX, le supérieur du collège Germanique désigna-t-il Joseph Hergenroether pour rédiger la dissertation d'Histoire ecclésiastique qui quelques jours après fut offerte au nouveau pontife.

Ordonné prêtre en 1848, le futur cardinal se vit obligé de quitter Rome la même année devant la Révolution triomphante. De retour en Bavière, il fut nommé chapelain de Zelligen. En 1850 il subit avec un éclatant succès devant la Faculté de Munich les épreuves du doctorat en théologie. Sa thèse qui a été imprimée avait pour titre : *Saint Grégoire de Naziance et sa doctrine touchant la Trinité*. Elle lui valut en 1851 le titre de *privat-docent* (professeur privé) à la Faculté de théologie de Munich, puis, en 1854, une chaire à l'Université de Wurzburg.

Cette chaire l'abbé Hergenroether devait l'occuper pendant vingt-quatre ans.

Il y enseigna alternativement le droit canonique et l'histoire ecclésiastique. Ses leçons, que trois fois la semaine recueillaient avec enthousiasme de nombreux étudiants venus de tous les coins de l'Allemagne, lui acquirent une telle célébrité qu'en 1869, aussitôt que la convocation du concile œcuménique fut résolue, l'éminent professeur fut appelé à Rome pour y prendre part aux travaux de la commission du droit canon.

L'année suivante, les anti-infaillibilistes allemands lui fournirent l'occasion de montrer à la fois et son talent de puissant polémiste et son ferme attachement à la chaire de saint Pierre.

On se rappelle le bruit que fit le pamphlet paru alors sous le nom transparent de « Janus ». Aussitôt, le Docteur Hergenroether écrivit une réfutation que tout le public lettré s'arracha. L'*anti-Janus* démonétisa le *Janus*. Les deux autres brochures, les *Prétendues erreurs de plus de quatre cents évêques et leur censeur théologique* et la *Critique de la déclaration de Dollinger du 18 mars 1870* achevèrent de ruiner la cause des janistes et de discréditer leur science.

Ces récits de circonstance, quoique importants, ne représentent toutefois qu'une très faible partie du bagage littéraire du savant bavarois.

Outre une très substantielle *Histoire des Papes* écrite en 1878 pour servir de préface au magnifique *Album pontifical* de l'éditeur Léo Wœrl de Wurzburg, et une magistrale étude parue à Fribourg en 1860 à la librairie Herder sous ce titre : *L'Etat et l'Eglise depuis la Révolution française*, Mgr Hergenroether avait publié lorsque le Souverain Pontife Léon XIII, en 1879, lui conféra avec la pourpre cardinalice la dignité de préfet des archives du Vatican, deux livres qui sont de vrais monuments, monuments de science d'abord, mais aussi monuments de foi, car tous deux, comme on va le voir, ont été écrits dans un but apologetique.

Le premier, qui dans la pensée du pieux auteur était destiné à favoriser la réunion tant désirée de l'Eglise grecque avec l'Eglise latine, est intitulé : *Histoire de Photius et du schisme grec*.

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE TROISIÈME DIMANCHE APRÈS L'ÉPIPHANIE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(Saint Mathieu : VIII, 1-13.)

L'évangile de ce jour, chose assez rare, renferme le récit de deux miracles différents opérés par Notre-Seigneur Jésus-Christ : la guérison d'un lépreux, et celle du serviteur d'un centurion romain. Mais, quoique parfaitement distincts, et quant au temps où ils se sont passés et quant aux personnes qui en ont été l'objet, ces deux miracles offrent des similitudes remarquables ; ils mettent dans un jour tout nouveau la miséricordieuse bonté du Sauveur, et nous offrent des enseignements identiques sur plus d'un point. Ce n'est pas sans raison que l'Évangéliste les a réunis dans la même page et que l'Eglise les propose ensemble à notre attention. Nous ne les séparerons pas non plus dans le commentaire de notre évangile.

I

Considérez d'abord, M. F., ceux à qui Jésus accorde une si complète guérison : le premier est un pauvre lépreux, le second le serviteur d'un officier romain. Tous deux appartenaient à des classes particulièrement basses et méprisables aux yeux de l'antiquité. La lèpre était la plus horrible comme la plus contagieuse des maladies. Les malheureux qui en étaient atteints devaient, sous les peines les plus sévères, s'isoler de la société de leurs semblables, vivre loin des lieux habités, et s'abstenir de toute relation et de tout commerce avec ceux que le fléau avait épargnés. Grande était leur misère et profonds le dégoût et la répulsion qu'ils inspiraient. — La condition des serviteurs et des esclaves, surtout lorsqu'ils devenaient malades ou infirmes, n'était guère moins avilie et méprisée. Tous les moyens étaient bons pour se débarrasser de ceux qui ne pouvaient plus rendre aucun service. — Les préjugés populaires touchant ces deux classes d'infortunés étaient aussi impitoyables qu'invétérés et universels. Il y avait là une grande iniquité et de criants abus auxquels le peuple Juif échappait en partie, mais qui enveloppaient toutes les nations païennes dans une commune réprobation. Notre-Seigneur est venu pour faire cesser cette iniquité et détruire ces révoltants abus. Comment y parviendra-t-il ? Il se penchera avec amour vers ceux que le monde repousse et méprise ; il leur réservera ses plus touchantes faveurs ; ses actes, ses exemples plus encore que ses paroles porteront un coup mortel aux antiques préjugés. L'Eglise marchera, sans se lasser, sur les traces de son divin Maître. Aujourd'hui encore elle reste fidèle à sa mission libératrice, poursuivant sans relâche l'affranchissement de l'humanité, l'abolition de l'esclavage, le soulagement de toutes les infortunes, surtout des plus méconnues et des plus délaissées. Les peuples marchent à sa suite,

mais, elle reste à leur tête, donnant l'impulsion à toutes les œuvres et stimulant tous les efforts. Nos modernes pharisiens ont beau multiplier les entraves à son zèle et, par d'indignes calomnies, détourner à leur profit l'honneur qui revient à Jésus-Christ et à son Eglise. Chaque jour, les faits leur donnent de solennels et éclatants démentis. Les miracles dont l'évangile de ce jour nous offre le touchant détail se sont reproduits dans tout le cours des siècles et se reproduiront jusqu'à la fin des temps.

Mais, M. F., cette constatation de l'intérêt spécial, privilégié, que Notre-Seigneur porte aux faibles et aux malheureux, est si importante, que je veux encore relever une particularité du saint Evangile que vous n'avez peut-être point remarquée et qui confirme bien notre thèse. Dans les diverses guérisons qu'il opère, Notre-Seigneur se contente souvent d'une parole : « Levez-vous et marchez. » « Ayez confiance, votre foi vous a sauvé. » « Etendez votre main » et cette main infirme redevient saine comme l'autre. « Lazare, sortez de votre tombeau, » etc. Ici, Notre-Seigneur fait davantage. Non-seulement il répond avec bienveillance au pauvre lépreux, mais, contrairement à toutes les habitudes de la vie judaïque, il le laisse approcher de sa personne, il étend la main vers lui, il le touche sans craindre de se souiller par le contact des plaies hideuses qui le défigurent. En un mot, il prodigue à ce malheureux, comme avec complaisance, les attentions que le monde lui refuse impitoyablement.

Sa conduite ne sera pas différente à l'égard du serviteur du centurion. Dans une autre circonstance, un officier viendra aussi implorer Jésus, mais pour son fils, et Notre-Seigneur quoique prié avec instance refusera de se déranger pour accorder la grâce qu'on lui demande. « Allez, dira-t-il à cet officier, votre fils va bien. » Mais voici que le même centurion sollicite la même faveur non plus pour un fils, mais pour un simple serviteur. Aussitôt, Jésus de lui dire : « J'irai et je le guérirai. » Il est prêt à faire toutes les démarches en faveur du pauvre esclave auquel la société accorde si peu d'estime et d'attention. S'il n'accomplit pas son dessein, c'est pour ne pas blesser l'humilité profonde du centenier. C'est ainsi qu'agit la charité chrétienne. Elle ne se contente pas de paroles et de beaux discours. Elle s'approche avec bonté de la douleur et de l'indigence, s'applique à lui donner toutes les preuves d'un amour tendre et compatissant, et ne recule pour cela devant aucun dévouement, devant aucun sacrifice.

II

Il est un autre caractère de similitude qui nous frappe dans les détails de notre évangile. C'est la foi humble et profonde du lépreux et celle du centurion qui intercède pour son serviteur. Quelle réserve, quel respect, quelle humilité chez le premier ! Il commence par se prosterner aux pieds de Jésus. Il l'adore. Il ne dit point : « Seigneur,

guérissez-moi, » de ce ton impérieux que nous employons si souvent dans les prières que nous adressons à Dieu. Non, M. F., remarquez plutôt la parfaite convenance de sa demande : *Si vis potes me mundare*. Si vous le voulez, si vous le jugez utile, opportun, vous pouvez me guérir. Oh ! si nous savions toujours prier de la sorte, nous soumettant en toute simplicité et humilité à la douce et bienfaisante volonté de Dieu.

Admirez, M. F., comment Notre-Seigneur relève la parole du lépreux et confirme les dispositions qu'il a manifestées. *Si vis*, si vous voulez, lui a dit le lépreux. *Volo*, oui, je le veux répondit Jésus, marquant ainsi et son pouvoir divin, infini, et le motif qui le détermine à accorder la guérison désirée.

Si, maintenant, nous passons au centurion romain, notre édification ne sera pas moindre. Qu'il est beau, M. F., dans son court résumé, le récit évangélique : Jésus venait d'entrer à Capharnaüm, la ville qu'il habitait de préférence depuis le commencement de sa vie publique. Un centurion s'approche de lui et lui fait cette prière : Seigneur, j'ai chez moi un serviteur malade d'une paralysie, dont il est fort tourmenté. — Jésus lui dit : J'irai, et je le guérirai. — Seigneur, reprend aussitôt l'officier, je ne suis point digne que vous entriez dans ma maison ; dites seulement une parole, et mon serviteur sera guéri.

Écoutons ce centurion. M. F., imitons sa foi et estimons autant que lui la gloire de recevoir Jésus-Christ. L'Eglise a trouvé ses paroles si admirables, quelle les met sur nos lèvres lorsque nous sommes agenouillés à la table sainte. Son vœu le plus ardent est de nous rappeler et d'exciter en nous les pieux sentiments qui accompagnaient cette touchante et sublime prière.

Il en sera ainsi, M. F., si nous avons la foi du centurion, la foi du lépreux dont nous avons parlé. Le dernier appartenait, sans doute, à la classe du peuple, était sans grande instruction ni culture morale ; l'autre exerçait un commandement inférieur, il est vrai, mais qui supposait déjà une certaine supériorité de naissance ou d'éducation. Tous deux ont néanmoins la même foi, simple, absolue, invincible. Nous voyons par là que si la foi s'accommode parfaitement avec toutes les lumières de l'intelligence, elle peut être aussi élevée, aussi sûre, aussi ferme chez les esprits même les moins favorisés des dons de l'intelligence. Les conditions de cette foi, c'est la droiture et la pureté de l'intention, c'est l'éloignement constant, absolu de tout ce qui peut obscurcir le clair regard de l'âme, c'est surtout l'humilité qui attire et favorise l'action de la grâce. La foi, ne l'oublions pas, est un don de Dieu. Aptitude surnaturelle à reconnaître avec certitude et évidence et à embrasser fermement la vérité révélée, elle se développe et grandit dans les âmes vides de toute pensée et toute curiosité humaines, tandis que les vaines subtilités et les recherches orgueilleuses de la raison l'affaiblissent et la ruinent. Une des choses les plus con-

traînées à l'esprit de foi, c'est bien la funeste satisfaction que l'on veut s'accorder de tout lire, de tout comparer, de tout juger par soi-même. Voilà un des écueils où vient échouer aujourd'hui la foi d'un grand nombre de catholiques. Qu'il me suffise de vous signaler ce danger, pour vous inspirer le désir et la volonté de n'y jamais succomber.

III

Mais voyons la suite de notre évangile. Chaque mot mériterait d'être pesé et médité attentivement. Nous ne relèverons plus toutefois qu'une dernière circonstance commune à chacun des deux faits relatés. Après avoir guéri le lépreux, Notre-Seigneur lui dit : « Gardez-vous de parler de ceci à personne : mais allez vous montrer au prêtre, et offrez le don prescrit par Moïse, *afin que ce leur soit un témoignage*. »

Il y a quelque chose de semblable dans le second récit. Lorsque le centurion eut fait cette admirable réponse que nous avons rapportée, Jésus se tourna vers ceux qui le suivaient et leur dit : « En vérité je vous le dis, je n'ai point trouvé une aussi grande foi en Israël. »

Notre-Seigneur ne veut point que le bien qu'il a fait au lépreux et au serviteur du centurion profite à eux seuls. Il est heureux de renvoyer le lépreux aux prêtres, chargés de faire la constatation légale de la guérison, afin que ceux-ci, en s'enquérant des circonstances et des causes du prodige, soient amenés à reconnaître la divinité de celui qui l'a opéré. Jésus profite de même avec empressement de la touchante expression de la foi du centurion, pour provoquer de salutaires remords dans l'âme de ses auditeurs et leur faire entendre des reproches mérités sur leur indifférence et leur incrédulité.

Ainsi Jésus pense aux absents comme à ceux qui sont présents, il pousse même la condescendance jusqu'à fournir des témoignages convainquants à ceux qui refusent obstinément de se rendre à l'évidence. Et puis, quels ménagements, quels procédés, loyaux et persuasifs, il emploie pour faire agréer la vérité à des esprits qu'il sait peu disposés à l'entendre. Belle et grande leçon, qui doit inspirer et guider notre zèle dans certaines circonstances délicates où nous avons à l'exercer. Surtout, loin de nous toute impatience et tout découragement. A l'exemple du Sauveur, multiplions les instances et les démarches, usons de pieuses industries, et souvent des succès inespérés répondront à nos efforts.

Les Pères ont signalé un autre grave enseignement dans les dernières paroles que nous avons citées et dans celles qui suivent.

Selon eux il faut voir là clairement prédites la réprobation du peuple juif et la vocation des gentils à la vraie foi. Mystère impénétrable, dont les effets sont toujours manifestes et sensibles. Mais le peuple juif n'est point seul soumis aux justes rigueurs de la justice divine. Dieu n'hésite pas à agir de même à l'égard des nations catholiques

infidèles à leur mission. Que sont devenues tant de chrétientés autrefois florissantes ? Livrées au relâchement, elles sont devenues la proie du schisme et de l'hérésie. Tremblons, M. F., que nos infidélités n'attirent sur nous un semblable châtiment. A mesure que l'iniquité augmente, redoublons nos prières, nos pénitences et nos expiations, afin d'opposer un contre-poids puissant aux progrès et aux envahissements du mal. A ce prix seulement nous éviterons une ruine irréversible et certaine.

Dévouement pour notre prochain, foi et confiance dans la prière, abandon filial à la volonté divine, crainte de la réprobation finale, efforts sincères et efficaces pour conjurer ce malheur, voilà ce que nous prêchons éloquemment l'évangile de ce jour. Ne perdons rien de si précieuses leçons. Le soin que nous apporterons à les mettre en pratique ici-bas, sera la mesure de notre récompense dans l'éternité. Ainsi soit-il.

Octave de l'Épiphanie

L'ÉTOILE D'ORIENT

I. *Comment la vue de l'Etoile fut-elle pour les mages une révélation que le Christ était né ?* Cette question a toujours préoccupé les fidèles et a donné lieu à plusieurs erreurs, entr'autres celle des Priscillianites, de quelques savants et d'Albert-le-Grand lui-même, erreur désignée par le mot d'*astrologie judiciaire* et qui consiste à voir la destinée des hommes dans le cours et les différents aspects des astres, comme on voit un effet dans sa cause. Saint Augustin la réfute *ex professo*, dans son liv. II *contra Faustum*, chap. v : « *Itaque stella ista quam viderunt magi Christo secundum carnem nato, non ad decretum dominabatur, sed ad testimonium famulabatur...* » Et un peu plus bas : « *Non ideo Christus natus est, quia illa exstitit, sed ideo illa nova exorta est, quia Christus natus est. Unde, si dici oporteret, non stellam Christi, sed Christum stellæ fatum fuisse diceremus. Ipse quippe illi, non illa huic nascendi attulit causam.* » Dieu n'a rien écrit dans les astres que son nom et la puissance créatrice de son être infini. Prétendre y découvrir l'horoscope du Christ est une erreur monstrueuse, que les mages n'ont point professée.

1^o D'après saint Basile, saint Jérôme, saint Cyprien, saint Léon et d'autres, les mages avaient une raison plus sérieuse de conclure à la naissance du Christ en voyant l'étoile. D'abord, il y avait la prophétie de Balaam (Nomb. xxiv, 17) : « *Orietur stella ex Jacob.* » Il y avait également le fameux oracle de la Sybille d'Erythrée :

Divinamque Magi stellam coluere recentem
Monstratusque Dei præcepta sequentibus Infans
Est in præsepi. (Lib. viii Oracul. sybillin.)

De ces deux oracles s'était formée une croyance

générale que le Fils de Dieu devait s'incarner un jour en Judée et que sa naissance serait annoncée par une étoile. Cette croyance est rapportée par une foule d'auteurs. L'un d'eux (S. Aug. *Imperfecti, hom. 2*), affirme que les successeurs de Balaam s'étaient organisés de manière à ce qu'un groupe fût toujours occupé à observer le ciel pour signaler l'apparition de l'étoile prédite, et que les mages dont il s'agit ici, eurent le privilège de la découvrir les premiers, étant de garde en ce temps-là.

2^o Une raison meilleure est donnée par le même saint Aug. (*Serm. 2, de Epiph.*), qui n'y veut voir qu'un pur instinct et une révélation divine : *Magi enim secretiori cœlestis numinis afflatu instincti, hanc quasi cœli LINGUAM loquentem audierunt, eamque usque ad Bethleem et ad cunas Christi prosecuti sunt.* — S. Léon (*Serm. 4 de Epiph.*) redit la même pensée en termes charmants : *Dedit (Deus) aspicientibus intellectum qui præstitit signum (stellæ), et quod fecit intelligi, fecit inquiri, et se inveniendum obtulit requisitus.* La clarté et la majesté de l'étoile étaient si grandes, que les mages comprirent qu'elle était divine et présageait quelque chose de divin, et l'Esprit-Saint leur suggéra l'incarnation d'un Dieu. Qu'on rapproche ce fait de celui de Denys l'aréopagite, philosophe payen, qui en voyant les ténèbres insolites qui se répandirent sur la terre au moment de la mort du Christ, devina en pleine ville d'Athènes ce qui se passait à Jérusalem, et s'écria : *Aut machina mundi dissolvitur, aut Deus naturæ patitur.* Il y a là incontestablement l'inspiration du même Saint-Esprit.

II. *Qu'était cette étoile ?* On a donné des réponses bien diverses.

1^o Saint Augustin (*de Mirabil. S. Script. lib. III, cap. XL*) pense que cette étoile était le Saint-Esprit, qui dirigea les mages sous la forme d'un astre, de même qu'il était descendu sur le Christ sous la forme d'une colombe.

2^o Origène, Theophylacte, saint Chrysostome, Maldonat pensent que cette étoile était un ange ayant pris cette forme, ou du moins était mue et dirigée par un ange.

3^o D'autres opinent que c'était un astre véritable, mais nouveau ; d'autres, une comète. C'était le sentiment de notre vénéré professeur, le P. Patrizzi (*de Erang. lib. III, dissert. 27, cap. 4*).

4^o En tenant compte de toutes les opinions, ou du moins sans en repousser formellement aucune, on peut dire que la fameuse étoile était un météore absolument nouveau et se distinguant de tous les autres astres ou météores quelconques par sa nature, son éclat, ses privilèges, sa mission.

Les autres astres ont été créés le quatrième jour du monde ; celui-ci s'est produit la nuit même de Noël ; il n'a jamais été vu ni avant ni après la naissance du Christ. (S. Aug. *contra Faustinum, c. V.*)

Les autres astres planent dans les régions éthérées à des distances prodigieuses ; celui-ci était dans l'atmosphère et à une distance très petite, parce qu'il devait servir de guide.

Les autres astres paraissent avoir un mouvement circulaire, pour parler le langage vulgaire ; l'étoile avait un mouvement rectiligne d'Orient en Occident, vers Bethléem.

Les autres astres ne brillent que la nuit, la lumière solaire les dérobaient à nos yeux pendant le jour ; celui-ci brillait le jour non moins que la nuit, nonobstant le soleil.

Les autres astres sont perpétuels ; l'étoile des mages était temporaire ; elle n'a duré que les treize jours, le temps du voyage d'Arabie en Judée.

Les autres astres sont énormes comparative-ment à la terre et paraissent infiniment petits à cause de leur distance ; l'étoile d'Orient, infiniment moindre, paraissait plus grande à cause de son rapprochement.

C'était donc un insolite et très brillant météore, formé, tout au moins conduit par un ange de Dieu ou par Dieu lui-même, absolument comme la colonne de nuée et de feu, qui avait conduit Israël à travers le désert jusque dans la terre promise qui n'était autre que la même Judée où est né le Christ. Telle est l'opinion de saint Chrys., saint Fulg., saint Basil., saint Thomas, Suarez, qui affirment, en outre, que la colonne du désert fut le type de l'étoile, et que tout ce qu'on peut dire de l'une s'applique parfaitement à l'autre.

Quelques auteurs ont prétendu que cette étoile avait la forme d'un enfant portant une croix ; qu'elle s'était perdue dans un puits où les personnes vierges exclusivement peuvent la voir encore... : tout cela est l'œuvre d'hérétiques ou de naïfs, que le bon sens repousse.

III. *Allégoriquement que signifie l'étoile ?* Elle signifie d'abord le CHRIST que l'Apocalypse appelle la brillante étoile du matin. Saint Ambr. (in Luc. c. II) lui donne le même nom : *Christus est stella : oriatur enim stella ex Jacob, et exurgit homo in Israël. Denique ubi Christus, et stella est... a sua igitur ipse luce se signat.* — Elle signifie également la Vierge Marie : *MARIAM, id est, magistra et ductrix maris.* — *Aspice stellam, invoca Mariam* (S. Bern.). *Ave maris stella* (liturg.). — Elle signifie enfin l'EGLISE ENSEIGNANTE, les Docteurs et les prédicateurs... *qui erudiunt multos fulgebunt quasi stellæ in perpetuas æternitates.*

IV. *TROPOLOGIQUEMENT*, c'est-à-dire au point de vue de notre conduite morale, l'étoile signifie :

1^o *La foi*, flambeau intérieur et surnaturel qui nous conduit au même Christ, non plus caché dans une étable, mais résidant au tabernacle de l'autel.

2^o *La loi*, c'est-à-dire les préceptes qu'il faut accomplir.

3^o *Les conseils évangéliques*, et les saintes inspirations par lesquelles Dieu nous appelle à

un état plus parfait, comme la virginité, le martyre, etc. « *Vocat te Deus ad sanctitatem, ad virtutem heroicam, ad statum perfectionis ; ostendit tibi STELLAM quæ iter præeat in cælum ; ILLAM intueri, ILLAM sequere, ne stella hæc vocationis divinæ a te visa, sed neglecta, in die iudicii coram Deo te accuset et condemnet.* » (Bar-rad. et ad. Sasbout, homil. de STELLA.)

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

SUR L'ÂGE DE LA PREMIÈRE COMMUNION

Bien que le décret d'Innocent III oblige tous les fidèles à communier lorsqu'ils ont atteint l'âge de discrétion et que les canons n'aient pas fixé l'âge de la première communion, un évêque peut, dans des circonstances déterminées, celles par exemple où l'on se trouve généralement en France, fixer un âge au-dessous duquel les enfants ne soient pas admis à la première communion. C'est ce qui ressort de la décision suivante rendue pour le diocèse d'Annecy.

ANNECIEN.

DECRETUM QUOAD PRIMAM COMMUNIONEM

Die 21 Julii 1888.

Sess. 13 Deer. De SS. Euchar. sacr. cap. 2.

COMPENDIUM FACTI. Litteris pastoralibus diei 27 decembris 1884 Anneciensis Episcopus hæc inter alia ferebat decreta : nullus puer masculus aut femina haud admittetur ad primam peragendam communionem 1. nisi expleverit duodecimum annum, 2. nisi exacte secutus fuerit catechismum in duobus ultimis annis.

Pueri ab octavo ad decimum annum habebunt catechismum bis in hebdomada ; id est die jovis, et die dominico, hora, quam constituerint Parochi, juxta conditiones speciales quibus reperiantur eorumdem parœciæ. Pueri, qui assidue non fuerint secuti per dictos duos annos catechismum, cooptari nequibunt a decimo ætatis suæ anno inter eos, qui ad primam præparantur communionem, et actio hæc permagna pro eis differetur per plures menses aut etiam pro integro anno. Ab exordio anni 1885 prima puerorum communio locum habere nequibit in qualibet parœcia Diœcesis hujus ante diem mensis maii.

Sed hæc decreta, ea præsertim quæ ætatem ac diem primæ communionis respiciunt, nonnullis inter parochos haud arriserunt, atque eos inter potissimum paracho archipresbytero loci *Clauses*, nomine Tissot, qui ideo sub initio anni 1887 ad S. Sedem provocavit, petens utrum indicata decreta ætatem ac diem pro prima puerorum communionem assignantia, valida essent, et in conscientia obligarent.

Interim Episcopus suas dispositiones publica epistola diei 11 martii 1887 tuebatur. Inter hæc exquisitum fuit votum R. Consultoris qui dubiis a paracho Tissot præpositis, utrum scilicet decreta ætatem ac diem pro prima puerorum communionem

præscribentia valida essent et in conscientia obligarent, respondendum censuit affirmative.

Sed cum non acquiesceret parochus, hinc super hoc negotio suprema EE. PP. sanctio exquisita fuit.

L'avocat du curé fit valoir les raisons et les autorités soit théologiques, soit canoniques, qui établissent sur ce point la discipline générale de l'Eglise, d'admettre les enfants à la première communion quand ils sont préparés, quel que soit leur âge. Il cita, en particulier, les observations suivantes faites par la S. C. du Concile sur le décret du Concile de Rouen (1850) : « Aucune loi canonique ne défend d'administrer la communion aux enfants avant l'âge de douze ans; c'est pourquoi il a paru préférable aux Révérendissimes Pères, dans le n° 2, de supprimer le premier membre de phrase et de dire, conformément au texte du Rituel et du Catéchisme romain édité pour les curés par ordre du Concile de Trente : « Que personne ne soit admis à la première communion qui n'ait pas encore la connaissance et le goût de ce sacrement, au jugement surtout du curé et du prêtre auquel l'enfant confesse ses péchés. Mais que les curés se rappellent que s'ils trouvent les enfants disposés, ils ne peuvent leur refuser plus longtemps ce pain subsistantiel qui est la vie de l'âme et la santé perpétuelle de l'esprit. »

A l'encontre l'avocat de l'évêque fit valoir les droits de la juridiction épiscopale, la nécessité existant pour la France de maintenir longtemps les enfants au catéchisme qu'ils quittent après la première communion, l'exemple de tous les évêques de France, la non-opposition de la prescription épiscopale avec les canons et l'enseignement des Docteurs.

La question fut ainsi posée et résolue :

DUBIUM

An decreta Episcopi Anneciensis sint confirmanda vel infirmanda in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. C. re cognita sub die 21 julii 1888, censuit respondere : *Attentis locorum ac temporis circumstantiis, affirmative ad primam partem juxta modum.*

Les derniers mots *juxta modum* signifient que la S. Congrégation, tout en confirmant l'ordonnance épiscopale, désire qu'on admette quelque tempérament : ce que d'ailleurs l'évêque lui-même avait précédemment accordé.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — La formule qui nous est donnée dans notre diocèse pour faire l'acte de mariage suppose que le mariage est fait et rédigé par le curé lui-même. Mais si ce mariage est fait par un autre prêtre, qui est-ce qui doit rédiger l'acte, et quelle formule suivre ?

R. — Le Rituel romain a prévu ce cas. Il suppose aussi que le mariage est fait et que l'acte est rédigé par le curé lui-même ; et il donne la formule.

Mais si le mariage n'est pas administré par le curé lui-même, qui est-ce qui doit rédiger l'acte, et comment modifier le modèle ? Ceux qui suivent les formules latines données par le Rituel romain, n'éprouvent aucune difficulté, car ce Rituel la prévoit et la résout en modifiant lui-même la formule. Au lieu des mots :

Ego rector, etc., le curé écrit : *N. Presbyter vel Capellanus Ecclesiæ N., de licentia Reverendissimi Episcopi N., seu N. ejus. Vicarii loci N., auctoritate mea, quæ penes me extat, N. filium N. et N. etc. in matrimonium conjunxit etc. ut supra.* Et ego N., Parochus N., subscripsi et testor rem ita se habere.

Puisque vous n'avez pas le Rituel romain, et que votre Rituel ne donne pas de formule pour ce cas, vous pouvez très bien suivre celle que nous venons de reproduire.

Q. — 1° Les rubricistes, du moins ceux que j'ai en mains, ne sont pas assez explicites sur le genre de génuflexions que doit faire l'officiant obligé d'exposer et de reposer lui-même le Saint-Sacrement à la messe et aux vêpres.

Est-ce une génuflexion à deux genoux ou à un seul genou et sur le pavé, que doit faire le prêtre :

- Lorsqu'après avoir exposé le Saint-Sacrement il va à la banquette prendre la chasuble et le manipule ;
- Lorsque revêtu de tous les habits sacerdotaux il revient à l'autel pour commencer la sainte messe ;
- Lorsque à la fin de la messe il retourne à la banquette déposer la chasuble et le manipule ;
- Lorsque revêtu de la chape, il se rend de nouveau au bas de l'autel pour le chant du *Tantum ergo* ;
- Lorsqu'à vêpres, après l'exposition, il va à sa place pour réciter le *Pater* et l'*Ave* qui précèdent le chant du *Deus in adjutorium meum intende* ;
- Lorsqu'il revient au bas de l'autel après le *Benedicamus Domino* ?

2° Un aumônier peut-il tolérer qu'une religieuse sacristine prépare le calice ?

3° Un prêtre qui, en dehors des offices publics, passe par exemple une demi-heure devant le Saint-Sacrement exposé, doit-il porter l'étole ?

4° Deux cierges ne seraient-ils pas suffisants ou bien est-il absolument requis d'en allumer six dans les expositions privées.

R. — Ad I. Dans les quatre premiers cas, on ne fait qu'une simple génuflexion, parce qu'on ne sort pas du sanctuaire. En est-il de même lorsque l'on quitte le sanctuaire pour se rendre au chœur et y rester ? Ou bien encore lorsqu'on quitte le chœur où l'on était, pour venir dans le sanctuaire ? Les auteurs sont partagés, mais l'opinion qui semble la mieux fondée, c'est que l'on doit faire la génuflexion à deux genoux,

Ad II. Un aumônier peut-il tolérer qu'une religieuse sacristine prépare le calice ?

Il le peut évidemment si cette religieuse sacristine est autorisée par l'évêque du lieu.

Mais le pourrait-il si cette religieuse n'avait aucune autorisation épiscopale ? Les canonistes ne sont pas d'accord.

D'après les *Ephémérides liturgiques*, les sacristains et sacristines qui exercent cet office le peuvent, en vertu d'une permission générale ; mais ils doivent, autant que possible, les toucher avec un voile, et toujours avec une très grande vénération. Écoutons cette savante Revue :

« Permissum est generatim (calicem vacuum tangi) laicis aeditui munere fungentibus, necnon monialibus idem actu officium exercentibus ; qui autem omnes velo mediante, quantum fieri potest,

et summa cum veneratione tangere eum exterius debent. » (Année 1887, p. 281.)

Mais selon d'autres canonistes, les religieuses sacristines ne pourraient toucher le calice vide qu'autant que tel serait l'usage. C'est la pensée de saint Alphonse, de Gousset, de Richaudeau, de Herdt, etc. Si cet usage n'existe pas dans votre diocèse, nous conseillerions à ces sacristines de demander la permission à Mgr l'évêque. Mais nous serions étonnés que l'évêque n'eût pas donné cette autorisation générale. Tous les ordos, ou presque tous les ordos que nous avons vus, la contiennent.

Ad III. Quelques auteurs enseignent que les prêtres qui sont en adoration devant le très Saint-Sacrement exposé doivent être revêtus de l'étole. Mais les rubriques n'en parlent pas ; et la Sacrée Congrégation des Rites consultée en 1839, par M. Azzi, prêtre du diocèse de Brescia, répondit qu'on pouvait suivre la coutume de revêtir l'étole, conformément à l'Instruction Clémentine. Voici la question qui avait été posée :

« Utrum servari queat inducta consuetudo, ex qua dum Sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum publicæ venerationi expositum est, continuo duo clerici superpelliceo induti, diaconi autem et sacerdotes etiam stolam albam habentes, ut in Cœna Domini, flexibus genibus intra presbyterium assistunt, quisque per horæ spatium ? »

La Sacrée Congrégation répondit qu'on pouvait suivre cette coutume, conformément à l'Instruction Clémentine :

« Affirmative juxta Instructionem Clementis Papæ XI, die 1 septembris 1736. » (12 Août, 17 août 1833, n. 4714, ad 2.)

Vous voyez qu'il est conforme à l'Instruction Clémentine ou du moins à sa pensée que les prêtres revêtent l'étole pendant le temps de leur adoration. Nous ajoutons aussi que telle est la pratique de Rome, et nous croyons que telle est la coutume de la plupart des églises de France qui ont un clergé nombreux.

Ad IV. Deux cierges ne sont pas suffisants pour une exposition, même privée. D'après tous les décrets, aussi bien que d'après tous les liturgistes, il en faut au moins six.

Q. — *L'Ami du Clergé* voudrait-il résumer, éclaircir, et compléter les décisions nombreuses qui ont été données cette année à l'occasion de la Dédicace et de la Saint-Martin. J'exprime ici le désir d'un bon nombre de mes confrères qui ont saint Martin pour patron.

1^o Quel bréviaire devait-on dire le 11 novembre ?

2^o Quelle messe devait-on chanter ?

3^o Où devait-on remettre l'office de saint Martin ?

4^o Devait-on faire sa mémoire dès le 11 novembre jusqu'au jour où l'on a célébré sa fête ?

R. — Nous sommes enchantés que vous nous ayez adressé ces questions sur cette délicate et difficile matière. Nous en ajouterons d'autres également qui nous sont venues de divers diocèses de France.

Ad I. On devait réciter l'office de la Dédicace,

conformément à un décret de la Sacrée Congrégation des Rites en date du 21 juillet 1855 (n. 5215, ad 1).

Donnerait-on encore la préférence à la Dédicace dans le cas où les églises dédiées à saint Martin ne seraient pas consacrées ? Oui, ainsi que l'a décidé la même Congrégation, pour Albi, le 28 avril 1873, n. 5546, ad 1 et ad 2.

Dans ce cas la fête de saint Martin doit être transférée (même décret).

Ad II. Dans les églises paroissiales, on *pouvait* chanter la messe votive solennelle du patron, conformément aux rubriques du missel romain de *translatione festorum*. C'est, en outre, une décision de la Sacrée Congrégation, pour Soissons :

« An isto casu (si festum S. Martini patroni coinciderat cum festo Dedicacionis) cantari possit Missa votiva solemniter Patroni juxta rubricam Missalis romani de translatione Festorum ? »

Réponse : « Affirmative, non exclusa tamen alia missa solemniter de Festo Dedicacionis, si sermo sit de ecclesia ubi est obligatio cantandi Missam quotidie. » (21 juillet 1855, n. 5215, ad 2.)

Ainsi, on pouvait chanter une messe paroissiale de saint Martin, mais on n'y était pas obligé.

En outre, cette messe ne dispensait pas de chanter une autre messe de la Dédicace dans les églises où l'on est obligé de chanter la messe chaque jour. Quelles sont ces églises ? De droit commun, ce sont les cathédrales, les collégiales et les maisons religieuses tenues à l'office de chœur.

Ad III. On devait remettre la fête de saint Martin au premier jour libre, conformément aux règles générales de la translation.

Quel était ce premier jour libre ? De droit commun, c'était le 16, puisque c'était le premier jour qui n'était pas empêché par une fête double ou semi-double.

Dans ce cas, que devait-on faire ? Pouvait-on remettre l'office au dimanche suivant, c'est-à-dire au 18 ? Nous le pensions et nous l'avions dit. Aujourd'hui nous ne le croyons pas, parce que ce dimanche suivant était occupé par le jour octave de la Dédicace. Par conséquent la fête de saint Martin devait être transférée, pour ces diocèses, au premier jour libre après le 18, c'est-à-dire au 27, car le 26 était occupé par la dédicace des basiliques des saints apôtres qui est perpétuellement empêchée par le jour octave de saint Martin, et qui doit être replacée au premier jour libre, comme à son jour fixe.

Ad IV. Devait-on faire mémoire de saint Martin depuis le 11 jusqu'à la célébration de sa fête ? Non, parce qu'on ne fait pas l'octave d'une fête, tant que cette fête n'est pas célébrée.

Par conséquent, ceux qui ont transféré la fête de saint Martin au 16 novembre n'ont dû en faire aucune mémoire.

Nota. — Nous avons reçu d'autres consultations sur le même sujet. Nous allons les exposer immédiatement pour qu'elles ne fassent plus qu'un seul tout avec celles qui précèdent.

Q. — Pouvait-on remettre, comme vous le dites, la fête de saint Martin au vendredi, 16 novembre, attendu que c'était un jour *infra octavam* de la Dédicace ?

R. — Oui, parce que les jours *infra octavam* de la Dédicace ne sont pas privilégiés, or les jours non privilégiés peuvent recevoir toute fête double transférée.

Q. — Pouvait-on remettre la fête de saint Martin au lendemain, 12 novembre ?

R. — Non, parce qu'il n'est pas permis de transférer une fête dans une fête semi-double ; or saint Martin, pape et martyr, est semi-double.

Vous nous objecterez qu'on le fait bien pour la fête de saint Jean-Baptiste. Cela est vrai, et vous pourriez nous citer encore bien d'autres exemples, savoir la Purification de la Sainte-Vierge, l'Annonciation, etc. Mais la sainte Eglise l'a décidé pour ces cas, tandis qu'elle n'a rien statué pour les fêtes patronales.

Du reste nous convenons que l'on verrait avec plaisir que la fête patronale ne fût pas transférée loin de son incidence. Mais il faudrait une décision du Saint-Siège.

Q. — En quel dimanche devait-on célébrer la messe votive solennelle de saint Martin, patron ?

R. — On le *pouvait* le jour même de son incidence, c'est-à-dire le 11 novembre, conformément à la rubrique du Missel (*Rubricæ generales*, Tit. VI) et au décret de 1855, pour Soissons, cité plus haut. Mais on n'y était pas obligé.

Si on ne l'avait pas chantée ce jour-là, quand devait-on la chanter ? Nous n'avons aucune règle sur ce point, car le cardinal Caprara qui a traité cette question de la solennité des fêtes patronales, ne suppose qu'un seul cas, celui où la fête patronale tombe pendant la semaine et non le dimanche. Nous n'avons donc aucune solution certaine. Mais d'après une coutume, que nous croyons assez répandue, on remet au dimanche suivant, c'est-à-dire au 18, la célébration de la fête patronale.

Nous croyons avoir répondu aux nombreuses et souvent très difficiles questions qui nous ont été adressées à l'occasion de la coïncidence de la Dédicace et de Saint-Martin. Nous avons tenu à le faire complètement, parce que les mêmes difficultés reparaîtront dans cinq ans, en 1894.

Q. — Vous obligeriez un de vos abonnés si vous vouliez bien donner, dans le plus prochain numéro de l'*Ami*, la sentence portée en 1820 par la Sacrée Congrégation du Concile, sentence relative au cas que voici : « Cassandra quædam nuptias inivit, anno 1798, cum juvene Vincentio, qui se gerebat ut nepotem divitis sacerdotis hispani. Cognita rei falsitate, Cassandra misit preces ad S. Pontificem, ut nullitas matrimonii declararetur, asserens se consensisse, non simpliciter in personam Vincentii, sed principaliter in eam tanquam nepotem sacerdotis divitis. Instructa causa, S. Congregatio Concilii sententiam tulit, anno 1820.

Quæritur, dato quod Cassandra probavit suam asseritionem, quid declarare debuerit S. Congregatio.

R. — Le plus prochain numéro de l'*Ami du*

Clergé pour les réponses, parfois importantes, qui lui sont demandées, ne saurait être que celui après lequel il a été possible aux rédacteurs de se procurer les documents nécessaires et d'achever leur travail. Mais ils l'ont fait ce qui est en eux pour ne pas créer de retards.

La cause dont il est question dans la demande a été traitée deux fois devant la Sacrée Congrégation du Concile : la première, le 9 août 1817, la seconde, le 27 mai 1820.

La première fois Cassandra Luci faisait valoir quatre chefs de nullité : 1^o l'erreur, parce que le mari, qui était en vérité un Venturini, se donnait comme un Benloch, neveu d'un prêtre espagnol riche dont il attendait l'héritage ; 2^o la violence et la crainte que lui auraient causées le caractère farouche du mari et les menaces dont il aurait usé envers elle avant le mariage et au moment même du mariage ; 3^o les défauts de forme dans l'absence des publications régulières parce qu'elles portaient sur un Benloch qui n'était pas en cause et non sur Venturini qui était le vrai mari futur ; et sur l'absence d'un témoin qu'elle prétendait n'avoir pas été présent ; 4^o le défaut de consentement intérieur lorsqu'elle consentit extérieurement au mariage. — Le défenseur du lien opposa à ces raisons 1^o que l'erreur ne portait pas sur la personne présente, mais sur le nom seulement et sur une qualité accidentelle ; 2^o que les affirmations au sujet de la violence et de la crainte étaient soutenues par des témoins intéressés et infirmes par le serment du mari ; 3^o que les défauts de forme dans les publications ne suffisaient pas à rendre le mariage nul, et que le témoin prétendu absent avait été affirmé présent par le curé ; 4^o que rien ne venait prouver que le consentement n'avait été que simulé. — Aussi, à cette question : *An constet de nullitate matrimonii in casu ?* la S. C. du Concile répondit : *Negative*.

La seconde fois l'avocat de Cassandra abandonnant les autres chefs s'attacha à prouver la nullité par le dol et l'erreur. Il était constant en effet que le mariage de Vincent Venturini de Châteauneuf de Farfa avait été contracté sous le nom de Vincent Belloch, fils d'Etienne de Valence. Si l'erreur sur la qualité retombe sur la personne, le mariage est nul. Le défenseur du lien fit remarquer que ce cas de nullité n'est pas applicable lorsque l'erreur sur la qualité ne saurait entraîner une erreur sur la personne avec laquelle on contracte présentement, la connaissant bien d'ailleurs quoique sous un faux nom. L'avocat de Cassandra tenta d'établir que son consentement avait été attaché à la qualité. Mais le défenseur du lien montra que rien n'établissait cette assertion. — En conséquence, à la question : *An sit standum vel recedendum a decisio in casu ?* la Sacrée Congrégation répondit : *In decisio, et amplius*. C'est-à-dire qu'on maintient la validité du mariage et que la sentence est sans appel.

Q. — Nous résumons en quelques mots une consultation qui nous est adressée. Un prêtre qui a eu le malheur de donner l'absolution à son complice, se confesse à un confesseur ordinaire qui refuse de l'absoudre parce que le cas est spécialement réservé au Pape. Le pénitent ne veut écrire lui-même à la S. Pénitencerie; il répugne à recourir à un religieux qu'il suppose avoir des facultés spéciales; il se demande s'il doit recourir à son évêque; ou si, dans la difficulté qu'il rencontre dans chacune de ces solutions, il doit continuer à entendre les confessions, sans être lui-même absous.

R. — Une instruction récente émanée de la S. C. de la Pénitencerie règle ce cas de la manière la plus avantageuse, soit pour le pénitent, soit pour assurer l'exécution de la loi canonique.

Lorsque le pénitent doit être absous, le confesseur peut lui donner l'absolution à la condition que le pénitent chargera son confesseur d'écrire, dans le mois, à la S. Pénitencerie pour lui exposer le cas et promettre de s'en tenir à ses ordres, tout cela sous peine de retomber dans la censure.

Le confesseur écrit donc au cardinal préfet de la S. Pénitencerie sans indiquer le nom du pénitent; il expose de combien de péchés de complicité et combien de fois il a absous le complice; il ajoute, s'il y a lieu, les conditions particulières dans lesquelles se trouve le pénitent afin que la S. Pénitencerie juge plus facilement ce qu'elle doit imposer. Les frais sont nuls auprès de la S. Congrégation. Il n'y a que des frais de poste et d'agence si la réponse est transmise à l'évêché par un intermédiaire.

Nous avons donné l'instruction de la S. Pénitencerie dans notre n° 38, 1886, à l'article *Congrégations romaines*.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

VII

L'ASSOCIATION RELIGIEUSE DANS LES PAROISSES.
POUR LE SOUTIEN DE LA FOI ET DE L'IDÉE
CHRÉTIENNE.

§ II. — *Son opportunité et ses conditions pour être puissante. (Suite.) (1)*

III. Les œuvres pour le bien ne manquent pas dans l'Eglise, et chaque jour elles prennent de nouveaux accroissements. C'est par cent et par mille qu'on les compte. Œuvres de la Propagation de la Foi, de la Sainte-Enfance, des Ecoles d'orient, des Missions africaines; œuvres de Saint François de Sales, des Campagnes, de l'Adoption; œuvres de Saint Vincent de Paul, des Cercles catholiques, des Patronages, des Catéchismes; associations ou congrégations de Jeunes Gens, de Jeunes Filles, de Mères chrétiennes; Apostolat de la Prière, Alliance catholique, Archiconfrérie réparatrice des blasphèmes et de la violation du dimanche; Tiers-Ordres religieux remis en vigueur par Léon XIII :

(1) Voir le n° 51, de 1888.

congrès et assemblées catholiques dans tous les pays; œuvre de la Bonne Presse si chaudement récommandée et soutenue aujourd'hui, Ligue de l'*Ave Maria* née d'hier, etc., etc.

Rien n'est plus consolant que cet immense effort du monde chrétien tout entier contre l'attaque des sociétés secrètes et pour le triomphe de la cause de Dieu.

Mais l'œuvre nouvelle dont nous entretenons nos lecteurs se présente avec ce caractère particulier et peut-être tout nouveau, qui certainement plaira aux pasteurs : — *Qu'elle tend (a) à opérer le bien dans la paroisse même où elle est établie; (b) le bien selon le désir du prêtre, et sous sa direction, (c) le bien enfin dans la plus large mesure, c'est-à-dire avec toutes les ressources et tous les concours possibles.*

a) Notre association ou confrérie de la Foi a pour but premier et direct de soutenir et de défendre la religion sur place, dans la paroisse même où on l'établit. C'est là précisément sa raison d'être, car elle est née tout entière de cette pensée : trouver et enrôler des âmes chrétiennes qui s'engagent à aider leur curé dans son ministère paroissial. Rien, ce semble, ne doit vous être plus cher que cette idée, parce que rien n'est plus prochainement pratique pour les pasteurs et pour les fidèles.

Il ne suffit pas, en effet, que le bien se fasse en maints endroits dans l'Eglise, ni même que nous concourions à l'y opérer, nous voulons avant tout qu'il se fasse chez nous. Un curé se sent, en premier lieu, chargé de sa paroisse et c'est à elle que vont tout d'abord ses pensées et ses desirs. De même les bons fidèles. Ils ont à cœur, par dessus tout, que Dieu soit connu et aimé dans leur paroisse; et c'est bien l'ordre. Chaque soldat, pour contribuer à la défense du pays, garde son poste, et chaque ouvrier, pour assurer le succès d'une commune entreprise, travaille à sa place. Ainsi, pasteurs et fidèles nous aimons et voulons *premièrement* ce qui peut amener le triomphe et le règne de Dieu *dans la paroisse qui est la nôtre*.

Assurément il est bon d'étendre notre zèle au dehors, et de soutenir les œuvres catholiques qui propagent ou défendent la foi dans le monde; les Souverains, Pontifes et les Evêques le demandent; tous les vrais chrétiens le comprennent. Mais il est également de toute évidence qu'une œuvre qui a pour but le soutien de la foi dans notre propre paroisse mérite aussi nos sympathies. Sans abandonner les premières (il ne le faut pas), on peut tenter de donner une bonne place à cette dernière. Assurément encore il est excellent de faire partie de diverses associations pieuses ou confréries, qui ont leur siège dans un sanctuaire ou une basilique vénérables. Par ces moyens on fait un apostolat de prières ou d'aumônes, on entretient sa propre foi, on développe son zèle, on s'enrichit des bénédictions de Dieu. Mais il faut aussi aimer à opérer le bien autour de nous, et y tendre de toutes nos forces.

Lorsque le vénérable Mgr de Ségur entretenait

le Souverain-Pontife Pie IX de son dessein d'étendre l'œuvre de saint François de Sales, et expliquait à Sa Sainteté comment cette œuvre viendrait en aide aux paroisses de France par les secours matériels qu'elle leur procurerait un jour, Pie IX approuvait de tout son cœur et disait : *Oui, ce sera comme une Propagation de la foi à l'intérieur.* Nous demandons la permission de nous servir, en la modifiant un peu, de cette belle parole du saint Pontife pour faire saisir en un mot l'idée et la portée de notre association : *ce serait comme une Propagation de la Foi dans chaque paroisse.*

b) En second lieu, cette œuvre de la Foi dans notre paroisse aurait pour autre caractère : *d'opérer le bien selon le désir du prêtre et sous sa direction.*

Quel bien, en effet, recommanderait-on aux confrères ? Celui même que fait le pasteur, lui qui est chargé directement des intérêts de Dieu dans la paroisse ; c'est-à-dire tout le bien catholique, dans la mesure des forces et de la vocation du fidèle. Ainsi le prêtre — soutien des droits de Dieu et de l'Eglise, — travaille à en faire respecter les commandements, — défend Notre-Seigneur, ses saints, ses ministres et surtout son vicaire N. S. P. le Pape, — prêche et fait aimer l'Evangile, — combat pour la sanctification du dimanche, — protège chrétiennement les enfants, la jeunesse, — cherche à sauver les âmes, — s'oppose au mal, — se dévoue aux œuvres chrétiennes, prie, fait le catéchisme, va visiter les pauvres, les malades, tend à réconcilier les familles, fait lire de bons livres, détourne des mauvaises compagnies, donne des avis salutaires, inspire et réchauffe le zèle, — il s'occupe de l'entretien et de la décoration de son église, de la préparation des fêtes religieuses, etc. ; — de nos jours surtout il travaille avec courage et souvent avec angoisse à l'œuvre capitale du relèvement de la foi, car c'est la foi qui est en cause aujourd'hui, et tout le mal dont nous souffrons vient de ce que la foi diminue ou est attaquée.

Voilà l'ensemble des occupations du prêtre, voilà sa mission, son œuvre, voilà le champ de son zèle. Eh bien, voilà aussi, selon nous, le champ où doit s'exercer tout d'abord le zèle du vrai fidèle ; voilà le bien que devra aimer et procurer selon son pouvoir le confrère de la Foi. C'est ce que nous résumons en ces quelques mots : *soutenir et encourager la foi et l'idée chrétienne sous toutes leurs formes, comme le font les prêtres.*

Sans doute le fidèle ne pourra faire autant que le prêtre. Il ne le doit même pas, car il n'est point maître et pasteur. Mais il est baptisé, avons-nous dit, et comme tel il est tenu à travailler pour Dieu ; il est soldat, et il lui importe de marcher sous la direction des chefs. Jésus-Christ ne commande-t-il pas de prier chaque jour pour sa gloire, pour son règne, c'est-à-dire sa religion : *Sanctificetur nomen tuum ; adveniat regnum tuum ?* C'est évidemment le plus cher désir du Sauveur,

c'est sa volonté même, que tous ses enfants fassent ces souhaits et s'emploient à en procurer l'accomplissement.

Ainsi donc, la direction de l'œuvre de Dieu appartient aux pasteurs dans la paroisse, mais les pasteurs doivent être secondés en cette œuvre par les bons fidèles, et c'est pour l'accomplissement de ce devoir que nous voulons enrôler les confrères de la Foi. Au risque de nous répéter et de paraître un peu long, voici d'une manière précise comment ces confrères pourront être les aides du prêtre : 1^o Ils auront pour MOYENS *leurs prières, leurs exemples, leur bon esprit, leur obéissance, leur parole quelquefois et leurs conseils, leur argent aussi et leur temps au besoin ;* 2^o ils pourront, selon l'avis de leur curé et surtout sur sa demande, remplir les OFFICES *de catéchistes volontaires et de protecteurs des enfants, de visiteurs des malades et des pauvres, de zélés des œuvres catholiques* établies dans la paroisse, et surtout de *zélés des œuvres de monsieur leur curé.*

De la sorte, le bien se ferait *avec ensemble* dans la paroisse, et par conséquent avec *puissance.*

c) Un dernier caractère enfin de notre association est qu'elle fait appel, sans distinction, à tous les fidèles, et que groupant ainsi toutes les forces de la paroisse elle est à même d'opérer le bien dans la plus large mesure. Hommes, femmes, jeunes gens et jeunes personnes peuvent en faire partie ; elle accepte tous les concours, sans créer des catégories qui dans les petites paroisses ont parfois l'inconvénient de faire naître des divisions ou de former des groupes insignifiants. Elle utilise toutes les ressources et toutes les aptitudes. Telle personne qui est pauvre priera surtout et donnera le bon exemple ; telle autre qui est plus libre remplira l'office de Marthe et donnera quelque chose de son temps ; celle-ci plus courageuse aidera le pasteur dans l'œuvre du catéchisme, des bonnes lectures ; celle-ci sera pour les malades ; le riche pourra faire une offrande proportionnée à ses moyens et fournir ainsi ce qu'on appelle le nerf de la guerre.

Les hommes peuvent beaucoup, et leur action, autre sans doute que celle des femmes, vaudra cette dernière s'ils le veulent. De leur part, l'énergie dans la persévérance religieuse, l'assistance régulière aux offices, les votes honnêtes et chrétiens, les œuvres sociales constituées sur l'idée chrétienne de la propriété, de la richesse et du travail, l'opposition aux mauvaises doctrines ; un mot dit à propos, un bon conseil donné à un jeune homme, surtout à leur fils, une affection confiante témoignée à leur curé.... voilà qui serait inappréciable.

Aux jeunes gens, ce que l'on peut surtout demander avec l'accomplissement de leurs devoirs religieux ; c'est principalement l'union avec leur pasteur, la fuite des mauvaises occasions ou compagnies, le chant pendant les offices et quelques dévouements matériels pour la religion.

Les jeunes filles seront les principales zélatrices ouvrières de la paroisse. A elles de chanter les

cantiques à l'église, de travailler quelquefois à sa décoration, de préparer les reposoirs, et de donner leur concours empressé à toutes les œuvres de religion.

Enfin les épouses et les mères auront leur mission, celle peut-être qui se rapprochera le plus de la mission du prêtre, parce qu'elles auront à répéter dans la famille les avis du pasteur, à rappeler les autres au devoir, à faire prier, et surtout à coopérer directement à l'éducation chrétienne de l'enfance et soutenir la persévérance de la jeunesse.

Voilà comment notre association peut réunir et mettre en œuvre toutes les forces de la paroisse, et devenir ainsi un puissant moyen pour le bien.

Nous ajouterons en terminant qu'elle n'empêche ni ne gêne en aucune manière les œuvres spéciales ou les congrégations particulières d'hommes, de femmes, de jeunes filles et de jeunes gens, là où elles existent déjà ou peuvent utilement s'établir. Au contraire elle les favorise, soit en les reliant entre elles, soit en leur apportant un sérieux et excellent travail à faire.

Ainsi une paroisse qui possède une association de mères chrétiennes, une congrégation de la Sainte-Vierge, ou toute autre confrérie, est préparée par le fait à l'association de la Foi. Celle-ci recevra ses meilleurs membres des associations déjà existantes, et celles-là trouveront dans l'association nouvelle un lien commun qui les fortifiera et un champ d'apostolat pratique qui redoublera leur vie. La confrérie de la Foi apparaît, en effet, comme une œuvre fondamentale à laquelle peuvent se rattacher beaucoup d'autres œuvres qui tendent partiellement vers son but, spécialement les œuvres de Catéchisme, de Jeunesse et de la bonne presse.

Si nous avons réussi à faire comprendre notre idée, nos lecteurs voient maintenant avec nous le bien immense que produirait une association de ce genre dans une paroisse. Là le curé ne serait plus seul pour faire l'œuvre de Dieu et soutenir la lutte contre le mal ; il aurait dix, vingt, trente paroissiens dévoués priant avec lui, l'encourageant par leur docilité et leur bon esprit, lui donnant en tout un précieux concours. Le bon Dieu serait certainement mieux aimé, et les bons se soutenant, l'œuvre du mal serait rendue moins facile.

« Nous en convenons volontiers, » nous répondez-vous, chers confrères ; mais ajoutez-vous : « Cette association est-elle possible ? »

C'est ce que nous allons maintenant examiner.

(A suivre.)

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Une fabrique a-t-elle besoin de l'autorisation du gouvernement pour placer en *bons à échéance fixe*, dans une société financière ou bien chez de simples

particuliers, une somme de 400 francs provenant d'un don manuel ?

R. — Les fabriques sont obligées d'employer les sommes remboursées et les autres qu'elles ont en caisse. D'après l'article 63 du décret du 30 décembre 1809, outre les capitaux provenant des rentes, elles doivent placer ceux qui proviennent des dons et legs, dont l'emploi n'est pas déterminé, les soultes d'échange, le prix des ventes et les revenus non employés.

D'après l'article 6 de l'ordonnance du 2 avril 1817, les acquisitions et remplois en rentes constituées sur l'Etat et sur les villes n'étaient point soumis à l'autorisation. Mais l'article 1^{er} de l'ordonnance du 14 janvier 1831 a réformé cette disposition. Il y est dit : « L'article 6 de l'ordonnance du 2 avril 1817 est rapporté. En conséquence, aucun transfert ni inscription de rentes sur l'Etat, au profit d'un établissement ecclésiastique, ne sera effectué qu'autant qu'il aura été autorisé par une ordonnance royale, dont l'établissement intéressé présentera, par l'intermédiaire de son agent de change, expédition en due forme au directeur du Grand-Livre de la dette publique. »

Les placements de rentes sur particuliers étaient soumis à diverses formalités indiquées dans un décret du 16 juillet 1810, et dans un avis du Conseil d'Etat du 24 décembre 1808, combinés avec un avis du directeur général de la comptabilité des communes et des hospices. Mais l'article 2 de l'ordonnance du 14 janvier 1831 établit la disposition suivante : « Aucun notaire ne pourra passer acte de vente, d'acquisition, d'échange, de cession ou transport, de constitution de rente, de transaction, au nom des dits établissements, s'il n'est justifié de l'ordonnance ou décret portant autorisation de l'acte, et qui devra y être entièrement inséré. »

Il résulte de tout cela que, dans l'espèce, la fabrique aurait besoin d'une autorisation spéciale pour placer les 400 francs dont il s'agit ; d'autant plus que la société financière, quelle qu'elle soit d'ailleurs, offre, d'ordinaire, une garantie plus ou moins vraie et toujours plus ou moins aléatoire.

Mais depuis la décision du ministère des finances du 18 janvier 1882, comment se fait-il que les fabriques songent à placer leurs excédants ou leurs capitaux disponibles ailleurs que dans les caisses d'épargne, dont le petit intérêt est certain et qui tiennent les dépôts toujours à la disposition des déposants. D'après cette décision, en effet, les fabriques peuvent déposer aux caisses d'épargne jusqu'à concurrence d'une somme de huit mille francs, leurs fonds disponibles. Le trésorier qui désire profiter de cet avantage n'a qu'à s'adresser au bureau de poste desservant la paroisse qu'il représente. Lorsque le compte d'une fabrique dépasse la somme de huit mille francs, la caisse d'épargne peut acheter pour cet établissement une rente sur l'Etat, mais à la condition de prévenir sans retard le préfet du département, afin qu'après

avoir rempli les formalités d'usage, il sollicite du gouvernement un décret autorisant l'immatriculation, au nom de la fabrique, de la rente acquise.

Les prescriptions légales, rapportées ci-dessus, ont une grande importance. Les marguilliers ou fabriciens devront s'y conformer exactement, s'ils ne veulent pas, soit s'exposer à une révocation (*art. 5 de l'ordonn. du 25 janvier 1825*), soit encourir une grave et redoutable responsabilité que le directeur des cultes rappelle en ces termes dans sa circulaire du 6 mai 1881 : « En vertu de l'article 1383 du Code civil qui leur est applicable, ils peuvent être tenus de réparer les dommages causés par leur fait ou même par leur simple négligence. Dans ce cas, ils sont exposés à une action civile de la part : 1^o de leurs successeurs élus ou nommés, en raison des pertes qu'auraient éprouvées la fabrique ; des représentants des bien-faiteurs pour la disparition ou le changement de destination des fondations, sans préjudice de la demande en révocation des libéralités qu'ils peuvent introduire (*art. 956 du Code civil*) ; 3^o des procureurs près les cours et tribunaux qui, chargés d'une manière générale de veiller sur les biens des mineurs, et plus particulièrement munis d'un mandat à l'égard des fabriques par l'article 90 du décret du 30 décembre 1809, se trouvent avoir double qualité pour poursuivre d'office et requérir des condamnations judiciaires, dont la sanction directe se trouve dans l'article 2121 du Code civil, qui confère aux établissements publics le droit d'hypothèque légale sur tous les biens de leurs comptables et gérants. »

Notre avis personnel est que les fabriques doivent s'en tenir strictement aux placements en rentes sur l'Etat, si elles possèdent des sommes considérables, et sur les caisses d'épargne pour les sommes moins considérables ; et notre grande raison est, pour ces dernières, que les sommes sont, sinon amplement, du moins suffisamment garanties ; qu'il ne faut pas d'autorisation pour opérer le placement, ni pour aller prélever les sommes partielles dont on pourrait avoir besoin. Nous disons plus, on pourrait sans inconvénient transformer la caisse d'épargne en caisse à trois clefs, et y déposer absolument toutes les recettes, sauf les sommes nécessaires pour les dépenses journalières pendant chaque trimestre.

Q. — La ville de X., ville de dix mille habitants, a un cimetière qui est commun à toutes les paroisses et dans lequel, depuis plusieurs années, on enterre indistinctement catholiques, protestants, libres-penseurs, etc. Le conseil municipal paraît vouloir élever la prétention de mettre à la charge des fabriques l'entretien de ce vaste cimetière jusqu'ici entretenu par la ville. Que faut-il penser de cette prétention ? On affirme que récemment la Cour de Cassation s'est prononcée sur cette question pour la ville d'Amiens en donnant raison à l'administration municipale contre les fabriques. Avez-vous entendu parler de cet arrêt de la Cour ?

R. — Non, nous n'avons pas connaissance de cet arrêt, et nous pensons ou qu'il n'existe pas ou qu'il a tout autre objet que l'obligation pour les

fabriques d'entretenir les cimetières. Cette obligation a existé pendant longtemps, du moins sur le papier, en vertu de l'article 15 du décret du 23 prairial an XII, ainsi conçu : « Dans les communes où l'on professe plusieurs cultes, chaque culte doit avoir un lieu d'inhumation particulier, et, dans le cas où il n'y aurait qu'un seul cimetière, on le partagera par des murs, haies ou fossés, en autant de parties qu'il y aura de cultes différents, avec une entrée particulière pour chacun... » ; elle procédait également de l'article 37, n^o 4, du décret du 30 décembre 1809, qui mettait à la charge des fabriques l'entretien « des églises, presbytères et cimetières, » et surtout de l'article 23 du décret de prairial an XII précité où il est dit que l'emploi des sommes provenant des pompes funèbres dont les fabriques ont le monopole « sera consacré à « l'entretien des églises, des lieux d'inhumation... »

Sans doute, l'article 30 de la loi municipale du 18 juillet 1837, en faisant l'énumération des dépenses communales obligatoires, y comprenait l'entretien des cimetières ; mais le gouvernement prétendait que cette obligation communale n'arrivait que subsidiairement et seulement en cas d'insuffisance de ressources de la fabrique. Il y a plusieurs décisions dans ce sens, et de nombreuses circulaires ministérielles professant la même jurisprudence ; quelques-unes donnant pour argument le fait que le produit spontané des cimetières accordé par la loi aux fabriques n'était qu'une compensation corrélatrice à l'obligation d'entretenir les cimetières.

Sous l'empire de toutes ces lois, et jusqu'en ces derniers temps, les tribunaux supérieurs et inférieurs ne manquaient pas de raisons en faveur des communes, quoique, de fait et dans la presque totalité des communes, celles-ci aient toujours assumé la charge complète de l'érection et de l'entretien des cimetières dont elles se regardent et se sont toujours regardées comme propriétaires.

Mais cette antique législation a été modifiée du tout au tout par une législation nouvelle.

Déjà, le ministre des cultes, par une circulaire du 10 avril 1862, décide formellement que les lieux de sépulture publique devant servir à tous les habitants d'une commune sans distinction de culte... l'entretien des cimetières est une charge spéciale et exclusive de la commune.

En outre, l'article 15 du décret du 23 prairial an XII, a été absolument supprimé par la loi du 15 novembre 1885 qui laïcise définitivement les cimetières.

L'argument tiré du produit spontané des cimetières abandonnés aux fabriques ne subsiste pas davantage ; car la loi municipale du 5 avril 1884 retire cette ressource aux fabriques pour la donner aux communes. (Art. 133, n^o 9.)

Et enfin, la même loi dans son article 136, n^o 13, range parmi les dépenses obligatoires des communes « la clôture des cimetières, leur entretien

et leur translation dans les cas déterminés par les lois et règlements d'administration publique. »

Par les mots que nous avons soulignés veut-on dire que les anciens règlements que nous rappelions plus haut subsistent toujours, et que, par conséquent, nous serions encore sous l'empire de l'article 23 du décret de prairial an XII, cité plus haut, du moins tant que nous jouirons du monopole des pompes funèbres ? c'est ce que nous n'oserions affirmer. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que, en toute hypothèse, l'entretien des cimetières ne saurait incomber aux paroisses qui n'ont pas de pompes funèbres, et c'est le plus grand nombre.

Le plus fort argument en faveur des fabriques c'est la laïcisation effective de tous les cimetières. L'accessoire suit le principal. Il n'y a plus de cimetières au sens des lois qu'on invoque contre nous. La promiscuité des cultes, la liberté accordée à tous les morts sans distinction, aux suicidés, aux guillotins, aux franes-maçons, solidaires et libre-penseurs de tout acabit, ôtent tout caractère religieux à nos nécropoles ; et il ne serait pas seulement inconvenant mais encore injuste et scandaleux d'imposer aux fabriques, grâce à des subtilités de légiste, l'obligation d'entretenir le terrain qui recouvre ses pires ennemis. Disons, au reste, que nous ne connaissons pas encore une seule commune de France où l'administration ait agi contrairement à notre opinion (1).

Q. — Qui a le droit de fixer l'heure du catéchisme ? Est-ce le curé tout seul, ou une autorité civile quelconque peut-elle le réglementer en cette matière ? Le curé peut-il le faire pendant le temps des classes, si les parents ne s'y opposent pas ?

R. — D'une manière absolue, aucune autorité civile n'a qualité pour réglementer ce qui se passe dans les églises en fait de cérémonies ou de réunions religieuses quelconques. Par conséquent, s'il plaît au curé de placer ses catéchismes à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, il est parfaitement libre, et aucun article du code pénal ne saurait l'atteindre.

Mais en face de son autorité à lui, il y a l'autorité civile qui a aussi le droit absolu de réglementer les écoles, les heures de classe, l'emploi du temps enfin. Et qu'arrivera-t-il s'il met le catéchisme à l'heure où les règlements académiques basés sur des lois spéciales, exigent la présence des enfants ailleurs qu'à l'église ? Il y aura conflit, par conséquent désordre. Notre correspondant n'ignore pas que l'école est obligatoire et que les parents doivent envoyer les enfants à l'école avec assiduité, sous peine de réprimande, d'amende et même de prison. Où trouvera-t-il des pères de famille assez hardis pour exiger de leurs enfants

qu'ils aillent au catéchisme pendant les heures de classe, et qu'ils s'exposent à les voir chassés parce qu'ils auront violés plusieurs fois les règlements scolaires ?

Nous engageons donc notre correspondant à imiter la masse de ses confrères en plaçant son catéchisme avant ou après les classes, de manière à ne provoquer aucun conflit toujours pénible et souvent dangereux. A l'époque de la première communion, pendant toute une semaine, les enfants, d'après la loi, sont complètement libres, et il pourra les avoir et les garder, tant qu'il voudra, sans que personne puisse y trouver à redire. Mais hors de là, malgré son droit absolu, il ne peut lutter contre des règlements civils en contradiction avec les siens.

Q. — J'ai une école libre dirigée par des sœurs de Saint-Vincent de Paul. Elles veulent ouvrir, le soir, pour les grandes filles, une classe d'adultes. C'est nécessaire ; inutile d'en dire les motifs.

J'ai consulté de côté et d'autre. L'un me dit : « Dans les écoles privées, il n'y a aucune limite d'âge pour les enfants ; par conséquent, vous pouvez sans difficulté faire recevoir les enfants qui ont dépassé treize ans. Vous pouvez d'ailleurs choisir l'heure qui vous convient le mieux pour leur faire la classe, et il n'y a pour cela aucune autorisation à demander. »

Un autre me répond : « Nul ne peut ouvrir une école d'adultes, même avec l'autorisation de l'inspecteur, si le conseil départemental n'a pas été saisi de la demande et ne l'a pas approuvée. »

Avons-nous, oui ou non, besoin d'autorisation ?

A qui la demander ?

Quelles pièces à produire ? Quelles démarches à faire ?

Si l'inspecteur ne répondait pas, — ce qui est le cas ici, — comment s'y prendre ?

Dans les écoles libres y a-t-il jamais limite d'âge ?

R. — C'est le dernier avis qui est le bon : il est basé sur l'article 8 de la loi sur l'organisation de l'enseignement primaire du 30 octobre 1886. Il est ainsi conçu : « Il peut être créé des classes primaires pour adultes ou pour apprentis ayant satisfait aux lois du 19 mai 1874 et 28 mars 1882. »

« Un règlement ministériel déterminera les conditions d'établissement de ces classes... »

« L'ouverture d'un cours privé pour les adultes et pour les apprentis ci-dessus désignés est soumise aux conditions exigées pour l'ouverture d'une école privée, sauf dispense de tout ou partie de ces conditions par le conseil départemental. »

IMPRIMATUR

Lingonis, die 9 januarii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

(1) Ainsi le voudraient la raison et l'équité : mais se fondant sur l'absence d'une clause abrogeant l'obligation antérieurement imposée aux fabriques, la Cour de cassation a jugé en sens contraire pour Amiens, le 30 mai 1888. (*N. de la Direction*.)

Les quatre gros volumes en-8° dont il se compose — en comptant les *Monumenta* — ont coûté à Mgr Hergenrother plus de trente années de laborieuses recherches : Pour les écrire, dit M. Oscar Havard (1), le savant bavaois « a compulsé, analysé, contrôlé tout ce qui a été écrit sur le patriarcat de Constantinople : pas un des précieux manuscrits de Munich, de Vienne, de Milan, de Florence, de Rome, de Venise et de Paris n'a échappé à ses investigations patientes. »

Son second grand ouvrage a été inspiré au Docteur Hergenrother par les scandales du *Culturkampf*. Il a pour titre : *L'Eglise catholique et l'Etat chrétien*. « Toutes les questions ardues d'histoire, de théologie, de droit naturel et canonique que soulèvent les divers problèmes de la politique contemporaine sont traitées dans ce livre, dit encore M. Havard, avec une largeur de vues, une sûreté de jugement et de doctrine qui manquent trop souvent hélas ! à nos hommes d'Etat. »

Voilà en deux mots ce qu'a été et ce qu'est le cardinal Hergenrother : voilà comme on disait chez les Romains son *cursus honorum* ; voilà surtout — ce qui est davantage de nature à le faire estimer — voilà son *cursus laborum* !

Mais c'est assez parler de l'auteur de la nouvelle *Histoire de l'Eglise* et de ses précurseurs. Arrivons à l'ouvrage lui-même.

(La suite au prochain no.)

AU PAYS DE CHINE par Paul ANTONINI. Paris, librairie Bloud et Barral, 4, rue Madame. Un vol. in-8°.

Nous ne dirons pas de ce nouvel ouvrage de M. Paul Antonini ce qu'en a dit certain prospectus de librairie, « qu'il est intéressant comme un roman. » L'intérêt n'est pas et ne doit pas être le même dans un ouvrage d'observation sociale où les exigences de la vérité historique sont rigoureuses, que dans une œuvre de pure curiosité dramatique qui s'adresse surtout à l'imagination. Nous dirons seulement que ce livre est très intéressant, parce qu'il est très vrai et que l'auteur n'y parle que des choses qu'il a vues de ses yeux. Il nous fait entrer dans la vie quotidienne — publique et domestique — du peuple le plus singulier, le plus original peut-être qui soit au monde. Et les rapports qui existent aujourd'hui entre la France et la Chine donnent à ces études un intérêt palpitant d'actualité.

Le peuple Chinois est certainement le plus ancien des peuples de la terre ; ses origines historiques bien authentiques remontent à l'époque d'Abraham. Depuis il n'a pas changé, les révolutions des siècles n'ont entamé ni ses croyances, ni même sa constitution, et cette stabilité, unique dans l'histoire, prouve évidemment en faveur de cette race d'une incroyable vitalité, et même en faveur des traditions qui lui ont assuré cette extraordinaire durée. Le nom de *Chinois* ou fils de Tsin — une dynastie qui régnait de l'an 246 à 212 avant Jésus-Christ — est lui-même déjà moderne pour cette vieille nation.

M. Antonini nous rappelle en quelques pages sobres mais bien claires, l'établissement du christianisme en Chine dès le VII^e siècle, et surtout comment les Pères jésuites Matthieu Ricci et Roger forcèrent en 1580 les portes de l'Empire du Milieu, puis, trois ans après, obtinrent le droit

d'y rester. Ils se présentaient comme lettrés aux lettrés, comme horlogers au vice-roi des deux Kouangs et à l'empereur. « On ne prend pas tous les poissons de la même manière, disait le P. Ricci, ni tous les peuples par les mêmes moyens. » Une figure imposante que celle de ce Père Matthieu Ricci, le modèle des missionnaires, un esprit plein de ressources, presque prophète. C'est avec de tels hommes qu'une nation vraiment chrétienne aurait vite colonisé un pays, en commençant par le convertir. C'est d'ailleurs la seule méthode de colonisation, la colonisation morale, c'est-à-dire chrétienne. Qu'est l'autre, sinon le triomphe brutal de la force, et pour introduire quoi ? l'opium ou l'alcool, c'est-à-dire l'abrutissement, sous couleur de civilisation.

Le P. Ricci convertit le célèbre Paul Siu qui, au dire du P. Brouillon — un énergique missionnaire du diocèse de Langres — traduisait Euclide et les théologiens, au milieu des soucis du gouvernement.

Plus tard, sous le règne de Khang-Hi (1662-1722), le Louis XIV de la Chine, les PP. Adam Schaal et Verbiest étaient nommés président du tribunal des mathématiques, charge qui emportait avec elle le titre et les honneurs du grand mandarinat. L'affaire des *cérémonies chinoises* vint entraver ce magnifique essor chrétien. Les dominicains et les jésuites se séparèrent dans la question du culte des ancêtres, Rome prononça et il demeura établi que si ceux-ci ont péché contre la vérité, ceux-là ont péché contre la charité. Dans les œuvres de Dieu l'on ne devrait jamais rencontrer les partis-pris de l'homme.

Qui sait d'ailleurs si la Chine n'est pas appelée à jouer dans l'avenir catholique un rôle prépondérant ? Les martyrs ne lui ont pas manqué qui prient pour elle. On les compte par centaines de milliers. Il semble que le démon redoute cette issue funeste à son empire : il accumule les préjugés et les calomnies sur les prétendus « coupeurs de nattes », sur nos religieuses qui arracheraient les yeux aux petits enfants pour en composer je ne sais quel horrible médicament. Et les persécutions redoublent, et le nombre des martyrs s'accroît, et les missionnaires continuent leur œuvre périlleuse mais féconde. Ces réflexions viennent naturellement comme conclusion du livre de M. Paul Antonini.

Dans le deuxième chapitre, l'auteur, il est vrai, ne fait guère que rappeler ce qu'il a déjà dit dans la *Vie réelle en Chine*. Ces deux ouvrages s'enchaînent, et l'on ne peut lire l'un sans éprouver le désir de recourir à l'autre.

Les chapitres III et IV, sans être profondément fouillés, n'en sont pas moins instructifs, neufs pour la majorité des lecteurs, et font souhaiter vivement l'apparition prochaine de l'ouvrage actuellement en préparation sur la *littérature chinoise*.

En un mot ce livre de M. Paul Antonini comme ses deux devanciers les *Chinois peints par eux-mêmes* et la *Vie réelle en Chine* ne satisfont peut-être pas entièrement la curiosité. — est-il possible en effet de dire dès aujourd'hui le dernier mot sur un empire aussi vaste et aussi divers que la Chine ? — mais ils ont le mérite de la piquer fortement. Ils sont jusqu'ici les meilleurs du genre et ils préparent une parfaite bienvenue à ceux qui viendront bientôt les compléter.

Il est bon surtout de relire, en ce mois de la sainte Enfance, le chapitre qui raconte la misère incroyable de certains pays du Céleste-Empire : on y tue les petites filles tout comme autrefois, soit par l'asphyxie, soit par la faim, quand on les expose inutilement aux portes des riches. Les orphelinats officiels ne sont point fréquentés, on

(1) Voir dans la *Revue du Monde catholique* (numéro du 31 mai 1879) l'article intitulé : *Les nouveaux cardinaux*. C'est à cet écrivain que nous avons emprunté les principaux éléments de cette notice.

sait que la charité n'en franchit point le seuil, — mais les orphelinats catholiques regorgent... La moisson est grande, et les ressources matérielles manquent, plus encore que les missionnaires.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

à l'AMI DU CLERGÉ PAROISSIAL

(Supplément à l'Ami du Clergé.)

Les sept premiers numéros du *Supplément* à l'Ami du Clergé seront envoyés gratuitement à tous nos abonnés.

L'abonnement à ce *Supplément* n'est point obligatoire, et ceux qui ne voudront recevoir que l'Ami du Clergé ancien n'auront qu'à nous prévenir. Mais nous ne recevons pas d'abonnement au *Supplément* seul.

Le prix de l'abonnement au *Supplément* est fixé à 5 francs pour la France et 6 francs pour l'étranger. Par conséquent les abonnés qui le recevront nous devront, pour l'Ami du Clergé et son *Supplément* : 13 francs en France et 16 francs à l'étranger.

Les abonnements, sans exception, pour l'Ami du Clergé et son *Supplément*, dateront du 1^{er} janvier et se termineront le 31 décembre de chaque année.

Tous les abonnés de l'Ami du Clergé qui ne refuseraient pas le *Supplément* de celui-ci avant le 15 janvier 1889, seront considérés comme formellement abonnés à ce *Supplément*, qui, à la fin de l'année, formera un volume spécial, avec ses tables, titres et couvertures.

L. (Vosges) 3868. — G. curé d'A. (Deux-Sèvres) 3869. — M. à St-B-et-P. (Isère) 3870. — A. curé de B. (Ain) 3871. — F. A. à N.-D.-des-D. (Ain) 3873. — C. vicaire à S. (Loire-Inférieure) 3874. — F. curé à B. (Marne) 3877. — Le M. curé d'O. (Calvados) 3879. — V. E. curé à F. (Nord) 3883. — G. vicaire à St-O. (Loire-Inférieure) 3886. — G. à M. (Hérault) 3887. — De S. au coll. de B. (Gironde) 3892. — C. vicaire à B.-E. (Lot-et-Garonne) 3894. — H. curé-doyen de B. (Seine-Inf.) 3895. — G. curé à St-N. (Var) 3896. — L'aumônier à L. (Finistère) 3897. — B. aumônier à M. (Lozère) 3898. — P. au sém. de L. (Calvados) 3899. — L. S. à St-E. (Loire) 3900. — F. curé de la M. (Jura) 3901. — M. curé à B. (M.-et-M.) 3902. — L. curé de C. (Hte-Saône) 3903. — Le sup. de T. (B.-du-Rhône) 3904. — B. curé de L.-L. (Ardèche) 3905. — G. curé de St-P.-sur-E. (Mayenne) 3908. — B. curé de P. (Hte-Garonne) 3928, 3938. — R. au coll. de M. (Canada) 3914. — M. curé de St-C. (Indre-et-Loire) 3917. — M. curé de St-S. (Drôme) 3919. — B. curé-doyen de N. (B.-Pyrén.) 3921. — V. curé à M.-s-M. (Vosges) 3923. — D. curé-doy. de M. (Sarthe) 3925. — L. curé à B.-B. (Eure) 3926. — F. curé doyen des P. (Manche) 3927. — O. curé d'O. (Nièvre) 3929. — D. à St-O. (Pas-de-Calais) 3930. — P. à L. (Finistère) 3931. — C. curé à M. (Ardennes) 3932. — C. curé à J. (Jura) 3933. — R. curé à G. (Indre-et-Loire) 3934. — P. vicaire à B.-s-P.A. (Maine-et-Loire) 3935. — C. curé à V.-les-D. (Marne) 3936. — B. curé d'A. (Côte-d'Or) 3940. — H. curé de C.-en-V. (Seine-et-Oise) 3941. — V. à H. (Nord) 3942. — P. à L.-le-S. (Jura) 3943. — X. Y. Z. 3944. — E. curé à St-J.-le-B. (Calvados) 3945. — C. de P. (Calvados) 3946. — P. à R. (Ile-et-Vilaine) 3947. — C. curé à St-J. (Vosges) 3949. — G. curé à V. (Haute-Saône) 3951. — F. sup. à A. (Ardèche) 3954. — C. curé de V. (Aisne) 3956. — Q. curé de V.-F. (Somme) 3958. — J. à L. (Morbihan) 3959. — C. curé de P. (Landes) 3960. — D. curé de St-A. (Lot-et-Garonne) 3961. — M. chapelain au S. F. (Nord) 3962. — G. curé à V. (Tarn) 3963. — G. à Q. (Finistère) 3964. — A. à L. (Tarn) 3966. — G. curé à B.-les-B. (Lozère) 3967. — P. M. vicaire à C.-C. (Finistère) 3972. — D. curé de St-A. (Lot-et-Garonne) 3973. — D. curé de B. (Landes) 3976. — B. à T. (Indre-et-Loire) 3978.

Accusés de réception à MM. :

H. curé de la R. (Mayenne) 3832. — T. curé de H.-G. (Savoie) 3833. — L. recteur à I. (Côtes-du-Nord) 3834. — G. curé à M.-le-P. (Loire) 3835. — E. curé de la N. (Aude) 3844. — M. vic. général à R. (Seine-Inférieure) 3845. — G. curé à E. (Nord) 3846. — T. curé au P. (Isère) 3847. — Le R. vicaire à A. (Seine-et-Oise) 3849. — F. vicaire à B.-sous-M. (Ile-et-Vilaine) 3852. — D. supérieur des L. à O. (Loiret) 3853. — B. curé de C. (Loire) 3856. — B. curé de St-M.-sur-M. (Saône-et-Loire) 3857. — C. curé d'E.-l-O. (Loire) 3858. — C. vicaire à H. (Finistère) 3859. — R. missionnaire à A.-sur-F. (Ain) 3861. — B. curé de

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire : 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules. Bijouterie. Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à Mme MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 3

PRÉDICATION : Pour le quatrième dimanche après l'Épiphanie : homélie sur l'Évangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Indulgences. Les messes dites de saint Grégoire.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Faut-il pour la messe de *Requiem* une aube sans dentelle ? Qu'appelait-on portion congrue ? Faut-il marier au lit de la mort des gens mariés civilement ? — Dans les églises consacrées, faut-il avoir un autel fixe ou au moins en maçonnerie ? — Quelle position doit prendre l'officiant *coram SS.* aux dernières ablutions ? — Y a-t-il des règles concernant le diamètre et l'image des hosties à consacrer ? — Le débiteur d'une succession dont la créance est ignorée peut-il la faire servir à l'acquit de charges que néglige le locataire ? — Iterarum debet baptismus ob omnia ultimam syllabam Sancti ? — L'évêque ayant un indult qui l'autorise à percevoir pour une œuvre déterminée les honoraires des messes de binage et des messes des fêtes supprimées, peut-il obliger ses curés à user de l'indult ? — Peut-on porter sur soi des reliques de la Vraie Croix ? — An valida et licita

sit confessio per telephorum ? per telegraphum ? — Est-il vrai que l'évêque ne puisse exercer le pouvoir judiciaire par lui-même ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Les fabriques peuvent-elles canoniquement louer leurs propriétés à long bail ? — Le conseil municipal peut-il de lui-même faire abattre de grands arbres du presbytère ? — Un conseiller de fabrique, réduit par la mort de sa femme à ses propres biens qui sont nuls, a-t-il cessé d'être notable comme il convient pour demeurer fabriquier ? — Que doit faire un curé à qui le maire refuse l'entrée en jouissance du presbytère reconstruit depuis deux ans ? — La fabrique ayant fait remise du droit de sonnerie aux habitants qui en retour entretiennent la lampe du saint Sacrement et font le balayage de l'église, peut-on exiger les droits de sonnerie de ceux qui n'accomplissent pas ces obligations ? — La commune doit-elle être imposée pour le logement d'un ministre protestant en raison de ce qu'une famille protestante s'est établie sur son territoire ? — Le curé qui n'habite pas son presbytère peut-il y mettre des locataires ?

COURRIER DES LIVRES

HISTOIRE DE L'ÉGLISE, par S. E. le cardinal HERGENROTHER, traduite de l'allemand par M. l'abbé BELLET, 4 forts vol. in-8°. Paris, Palmé, 1880-88.

SECOND ARTICLE ¹

Le marquis de Blanche-Raffin, dans sa *Vie de Balmès*, raconte que pour se rendre compte de la valeur d'un ouvrage, le grand philosophe espagnol avait continué d'en parcourir la table.

La méthode est sage assurément et je suis loin de vouloir la blâmer. Telle n'est pourtant pas la marche que j'ai l'intention de suivre aujourd'hui. Pour donner à mes lecteurs une première idée de l'*Handbuch des Kirchengeschichte* du cardinal Hergenrother, ce n'est pas la table que je consulterai tout d'abord, c'est la préface. Dans la table je trouverais l'analyse du livre. Dans la préface, au contraire, j'en trouverai la synthèse. Or, c'est la synthèse, c'est-à-dire, l'idée mère de l'ouvrage, les principes généraux qui ont présidé à sa composition, que je voudrais avant tout dégager.

Trois choses, selon moi, contribuent à donner au nouveau *Manuel* une physionomie à part, parmi les traités du même genre. La première, est une précision quasi-mathématique dans l'exposition jointe à une grande abondance dans les références.

Or, voici comment l'auteur s'explique à ce sujet dans son *Avant-propos* :

« J'estime, dit-il, qu'en toute entreprise historique, les vues personnelles de l'écrivain doivent autant que possible demeurer à l'arrière plan et les faits occuper le premier rang ; que les réflexions de l'auteur, les ornements oratoires doivent être laissés en grande partie à l'enseignement verbal. La tâche d'un manuel est d'aider les étudiants à se préparer aux leçons et à répéter ce qu'ils ont entendu : il ne saurait remplacer la parole du maître : il doit leur mettre sous les yeux comme aux autres lecteurs, sous une forme simple et qui facilite les vues d'ensemble, les événements les plus importants du passé ecclésiastique, les exciter à la réflexion et à l'étude. Or le meilleur moyen d'atteindre ce but, c'est de ne jamais perdre de vue les sources et de grouper les faits en les rattachant les uns aux autres par des liens solides : *Facta loquuntur.* »

L'éminent écrivain, on le voit, n'appartient en histoire, ni à l'école narrative, ni à l'école philoso-

¹ Voir l'*Ami du Clergé* du 10 janvier.

phique. Les faits ne sont pour lui ni une matière à récits plus ou moins pittoresques : *scribitur ad narrandum*; ni un thème à réflexions plus ou moins philosophiques : *scribitur ad probandum*; il ne s'occupe ni de les dramatiser, ni de les commenter. Son unique souci est de les rapporter et de les établir solidement.

Un exemple que nous choisissons entre mille va nous permettre de saisir comme sur le vif la méthode essentiellement *positive* d'après laquelle a été composée la nouvelle *Histoire de l'Eglise*.

Ouvrons, si vous le voulez, la page 553 du tome premier, au n° 235. Il y est question de la chute du pape saint Marcellin.

Trois phrases suffisent à l'auteur pour indiquer à la fois l'origine, l'histoire et la fausseté de la légende qui a cours à ce sujet : « Le pape Marcellin, dit-il, fut martyrisé en 304, pendant la persécution dioclétienne. Qu'il ait sacrifié aux idoles, c'est là un mensonge qui fut plus tard inventé par les schismatiques donatistes et reconnu pour tel. La même accusation se retrouve dans un prétendu concile de Sinuesse imaginé vers la fin du ve siècle. »

Voilà ce que j'ai appelé rapporter le fait nettement. Mais dans notre siècle de scepticisme et de discussion, rapporter ne suffit pas, il faut prouver, il faut indiquer les raisons qu'on a soit de nier soit d'affirmer. Or c'est un devoir à l'accomplissement duquel le cardinal Hergenroether a bien garde de se soustraire. Sous le titre : *Ouvrages à consulter et Remarques critiques sur le n° 235*, un paragraphe suit dans son livre qui a pour but de fournir à son lecteur tous les renseignements bibliographiques relatifs à la soi-disant thurification du pape Marcellin. « Contre la prétendue chute de ce pontife, écrit-il, voir *Aug.* De un. bapt. — C. Petil. c. xvi. — C. lit. Petil. II, 282 : *Theod.*, Hist. Eccles. I, 2. — Sur le Concile apocryphe de Sinuesse, souvent cité dans la suite, notamment par Gerbert (Neander, K.-C. II, 202), *Gerhoch de Reschersperg* (De Investig. Antich. I, 64, p. 430) *Jean de Salisbury* (Polycr. VII, 49, p. 683) *Gerson* (Schwab, Gerson, p. 253) et même par le pape *Nicolas I* (Epist. ad Mich. imp. dans le passage cité par Gratien, c. vii, d. 21) et souvent discuté, voir *Baron-Pagi* (ann. 302, 304), *Natal. Alex.* (Sæc. III, Dissert. XX), *Papebroch* (Acta Sanct. Propyl. Maii t. VIII), *Honorat a S. Maria* (A. 7, t. I), *Hefélé* (Conciles, t. I, p. 448), *Dællinger* (Papsfabeln, p. 48 et suiv). Cette fable paraît avoir eu sa source dans une calomnie des Donatistes. Cf. *Al. Galimberti* : *Apologia pro Marcellino* R. P. Roma 1876. »

Tous les faits, dans le *Manuel* du cardinal Hergenroether, sont ainsi arc-boutés de preuves et de citations, en sorte que ce livre se trouve également convenir à deux classes de personnes : à l'amateur, prêtre ou laïque, qui a besoin à un moment donné sur un point donné d'un renseignement exact et précis, et à l'étudiant qui veut remonter aux sources et se faire une idée personnelle. A l'un et l'autre il offre le genre de faits dont il a besoin : à celui-ci des faits bibliographiques, à celui-là des faits historiques; pour l'un et pour l'autre, enfin, il vérifie la devise de son auteur : *Facta loquuntur*.

A ce premier mérite qui n'est pas mince la nouvelle *Histoire* en joint un second qui n'est pas moins appréciable : c'est de faire une part très large à ce qu'on pourrait appeler la vie interne de l'Eglise.

« Il m'a paru utile, dit encore le savant cardinal dans sa préface, de m'arrêter plus qu'on ne le fait d'habitude aux controverses théologiques et aux rapports de l'Eglise et de l'Etat, d'apprécier l'action que le Saint-Siège apostolique exerce sur l'Eglise tout entière en l'étudiant du centre à la

circonférence, puis de la circonférence au centre et en parcourant les différents Etats. L'histoire de l'Eglise, de nos jours surtout, peut à peine se séparer de l'histoire politique et il est souvent nécessaire d'exposer celle-ci pour donner l'intelligence de l'autre. Je crois en outre que l'histoire de la civilisation devra dans la suite occuper une place beaucoup plus considérable : j'en fais ici un essai. »

A ce programme, on reconnaît tout de suite le vaillant controversiste, qui sait pour les avoir souvent défendues lui-même, quelles sont à notre époque dans la citadelle de la foi les positions le plus souvent attaquées par l'ennemi, et qui veut rendre ses jeunes lecteurs capables de les défendre à leur tour.

Parmi les nombreuses questions, soit de fait soit de droit, que soulève l'étude de l'histoire ecclésiastique, il en est quatre en effet qui reviennent presque toujours en discussion aujourd'hui dans les débats entre rationalistes et catholiques. J'entends parler du développement du dogme et de la discipline, de la constitution monarchique de l'Eglise, des rapports entre le sacerdoce et l'empire, et de l'influence du christianisme sur la civilisation. Or, on vient de le voir, c'est précisément à l'examen de ces quatre questions qu'est consacrée la plus grande partie du livre du cardinal Hergenroether, en sorte que cet ouvrage, qui de par son titre n'aspirait qu'à être un manuel d'histoire, est encore, par un heureux surcroît, un très solide manuel d'apologétique contemporaine.

Pour se faire une idée de la richesse des enseignements fournis par le savant prince de l'Eglise sur l'un quelconque des quatre points dont je viens de parler, on n'a qu'à prendre, par exemple, le troisième chapitre du second volume. Ce chapitre est intitulé : *la Constitution de l'Eglise*, et comprend cinq paragraphes. Or le dernier de ces paragraphes qui a trait au culte, ne renferme pas moins de cent neuf pages qui sont divisées en trente-sept numéros dont voici les titres : *Les temples*; — *Edifices accessoires*; — *La peinture*; — *La sculpture*; — *Les vases sacrés*; — *Les ornements sacrés*; — *Les cierges*; — *Temps de la prière, des jeûnes et des fêtes*; — *La semaine ecclésiastique*; — *L'année ecclésiastique*; — *Fêtes particulières*; — *Division de l'année ecclésiastique*; — *Le chant ecclésiastique en Orient*; — *L'office liturgique*; — *Liturgies particulières*; — *Commencement de l'office divin*; — *Usage de Rome*; — *La prédication*; — *L'offertoire*; — *La préface, le canon et la consécration*; — *La communion*; — *Différentes sortes de messes*; — *Le dogme de l'Eucharistie*; — *Le baptême*; — *La confirmation*; — *La communion*; — *La pénitence*; — *L'extrême-onction*; — *Le mariage*; — *Culte des saints et des reliques*; — *Culte de la vraie croix*; — *Culte de Marie*; — *Les sacramentaux*; — *La consécration des églises*; — *Les funérailles*.

Dans un simple paragraphe, on a ainsi toute une histoire — et une histoire richement documentée, inutile de l'ajouter — de la liturgie catholique depuis Constantin jusqu'à Charlemagne.

On pourrait multiplier les citations. Celle-là suffira, je crois, à mes lecteurs pour juger de l'ampleur avec laquelle sont traités dans le *Manuel* du cardinal Hergenroether les problèmes relatifs au développement historique de la constitution de l'Eglise.

J'arrive tout de suite à ce qui me paraît être le troisième et dernier trait distinctif de la nouvelle *Histoire* : je veux dire : la largeur et la modération dans les jugements.

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE QUATRIÈME DIMANCHE APRÈS L'ÉPIPHANIE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(Saint Mathieu, VIII, 23-27.)

Le miracle dont vous venez d'entendre le récit, est un de ceux qui excitèrent le plus d'étonnement et d'admiration parmi les disciples. *Timuerunt timore magno*, nous dit saint Marc, complétant saint Mathieu. Grande fut leur stupéfaction, au point qu'ils se demandaient les uns aux autres : « Qui donc est-il pour que les vents et la mer lui obéissent ? »

Miracle unique de son espèce. Maintes fois, le pouvoir de Notre-Seigneur s'affirme contre le démon chassé du corps des possédés, contre la maladie et les diverses infirmités qui affligent le genre humain. Une seule fois, nous voyons Jésus commander en maître aux éléments révoltés et, d'un mot, les calmer et les faire rentrer dans l'ordre. Les autres miracles avaient les apôtres pour témoins, mais ne les touchaient pas personnellement. L'effet direct de celui-ci est pour eux. Jésus, nous dit saint Jean Chrysostôme, permet que ses disciples soient exposés à ce grand danger, afin de leur donner un témoignage spécial de sa bonté et de sa puissance. Car nous ne ressentons jamais si bien cette bonté, que lorsque nous en sommes nous-même l'objet. Ainsi était-il nécessaire que Jésus fit en faveur de ses apôtres un de ses plus insignes miracles, un miracle d'un ordre à part, dont personne autre n'aurait été et ne serait favorisé, et dont le souvenir se graverait profondément dans leur esprit. Combien de fois au milieu des épreuves et des luttes qui les attendaient la scène mémorable du lac de Génésareth ne dû-elle pas se présenter à leur souvenir : l'ordre du départ donné par le divin Maître ; le lac avec ses eaux paisibles, avec ses bords rians et fleuris ; les disciples tout à la joie de suivre un maître si puissant et si bon ; celui-ci reposant, à l'arrière de la barque, d'un calme et doux sommeil. Puis tout-à-coup, sans que rien l'ait fait prévoir, une tempête affreuse se déchaîne et bouleverse de fond en comble le lac, agitant violemment la frêle nacelle et menaçant à chaque instant de la faire sombrer. La nuit étend ses ombres soudaines sur les eaux et ajoute encore à l'horreur de cet étrange bouleversement. Cependant Jésus continue de dormir. Les disciples luttent avec énergie contre la fureur des vagues et la violence de l'ouragan. Mais bientôt la peur s'empare d'eux, leurs forces défaillent, et abandonnant les rames ils se précipitent, tout tremblants, aux pieds de Jésus : « Seigneur, sauvez-nous, nous périssons ! » Jésus relève sévèrement leur manque de courage et de confiance. Puis, selon la belle expression de saint Marc, il impose silence au vent et aux flots, et il se fait un grand calme. La frayeur des apôtres se change en une crainte respectueuse et leur reconnaissance

se traduit par une confession ardente de la divinité du Sauveur. Tel est le fait extraordinaire, retracé en termes si expressifs et si émouvants dans l'Evangile de ce jour.

Après avoir admiré en lui-même, dans sa force et sa concision, le récit évangélique il faut en dégager, pour notre propre instruction, quelques enseignements appropriés aux circonstances et aux temps où nous vivons. Reprenons donc, dans ce but éminemment pratique, chacun des détails de notre Evangile.

I

Il y avait deux ans et plus que les apôtres avaient tout quitté pour s'attacher à la personne du divin Maître. Le sacrifice qu'ils avaient fait pour le suivre avait été bien récompensé. Honorés de l'amitié et de la confiance de Jésus, ils avaient assisté aux nombreux miracles opérés par lui, et bien souvent ils avaient été ravis en entendant les discours pleins de sagesse qui tombaient de ses lèvres divines. Plus que jamais dévoués au bon Maître, ils étaient prêts et résolus à tout pour lui demeurer fidèles et pour seconder ses desseins.

Mais quelle était la fermeté de cette confiance et de ce dévouement ? une épreuve seule pouvait l'établir et le faire constater. Aussi fondit-elle tout-à-coup sur les apôtres qu'elle surprit au milieu d'une sécurité parfaite et d'une paix profonde. Et comme ils ne sont point sur leurs gardes, le trouble et l'effroi les saisissent aussitôt. Ils savent que Jésus est là avec eux ; mais son sommeil prolongé leur cause un doute cruel et redouble leurs alarmes. Telle est la violence de la tempête que toute chance de salut a disparu et Jésus continue de dormir. S'il était réellement le Messie et ce grand prophète que le peuple acclame, n'aurait-il pas su prévoir ce malheur et différer le départ. Mais quoi, ils vont infailliblement périr sans que le Maître se soit aperçu de rien !

M. F., ce n'est pas sans de graves et profonds motifs que Notre-Seigneur permit que les apôtres fussent réduits à cette extrémité. « Quand Dieu, dit saint Jean Chrysostôme, veut faire quelque action extraordinaire, il ménage beaucoup de circonstances et d'accidents particuliers propres à graver fortement dans les esprits le souvenir de l'événement miraculeux, de peur qu'aussitôt qu'il sera passé on ne l'oublie. Or ici, non seulement Notre-Seigneur voulait éprouver ses apôtres, mais encore leur donner une importante leçon. Il permettait cette tempête pour les exercer et il traçait une figure des tentations dont ils se trouveraient agités durant toute la suite de leur vie. On a vu en effet, ajoute le grand docteur, les apôtres battus par des tempêtes d'événements beaucoup plus fâcheuses que celle-là, sans que le Sauveur se soit mis en peine de les en tirer. Il fallait donc leur apprendre que, quelque grands que fussent les maux dont ils seraient accablés à l'avenir, ils devaient toujours conserver une grande fermeté de courage, et croire que Dieu ne permettait ces épreuves que pour leur bien. »

Or, cette leçon n'était pas pour les apôtres seuls. Elle s'adresse aux fidèles de tous les temps. Mais quand parut-elle plus nécessaire qu'à notre époque? Jamais, en effet, la susceptibilité et la défiance à l'égard de la Providence n'ont été poussés à un tel degré et n'ont produit tant de ravages? On voudrait que Dieu intervint d'une manière sensible, à tout propos, pour écarter de notre chemin ce qui gêne nos projets ou contrarie nos humeurs. Sommes-nous atteints par quelque malheur, aux prises avec des difficultés où souvent nous ne sommes engagés que par notre faute, c'est Dieu que nous rendons responsables de tout ce qui nous arrive de fâcheux. Nous allons même jusqu'à mettre en doute sa sagesse et sa bonté, à attaquer sa sainteté et sa justice. Et ce n'est pas seulement dans la vie privée que s'exerce ce détestable esprit. Il en est de même dans la vie publique. Ce n'est pas un spectacle inouï dans l'histoire que les pires ennemis de Dieu nagent dans la prospérité, jouissent de l'abondance, occupent les premiers rangs, goûtent, sans trouble, tout le bonheur de la terre. Dès lors, il semble aux justes qu'ils soient abandonnés; les sages temporisations de la Providence leur sont un insupportable scandale, surtout lorsque l'impie prend occasion de sa prospérité et de ses triomphes pour insulter la vertu, pour blasphémer Dieu et se rire de sa justice.

O chrétiens, ô hommes de peu de foi, ouvrez l'Evangile et vous y lirez la justification de la Providence, de sa conduite et de ses jugements! Si Dieu permet quelquefois que ses serviteurs soient éprouvés, honnis, persécutés dans le monde, c'est toujours dans des vues d'amour et de miséricorde et pour leur plus grand bien. L'Evangile de ce jour nous en fournit une nouvelle et irrécusable preuve.

Pourquoi donc désespérerions-nous? Dieu a son heure, heure qui nous est inconnue, mais que nous devons attendre avec une ferme confiance, heure où il rendra à chacun selon ses œuvres. Et déjà, par plus d'un signe, la justice de Dieu s'est manifestée avec éclat. Nos modernes Balthasars ne sont pas plus heureux que l'antique roi de Babylone. Insensés, parce qu'ils ont bu dans les vases sacrés du temple, parce qu'ils ont fondé leur popularité sur le mépris des droits de Dieu et de ceux de son Eglise, ils s'imaginent avoir affermi à jamais leur puissance. A cet instant même, sur la muraille qui abrite leur ambition ou leurs orgies, la main vengeresse a écrit l'arrêt de leur condamnation : *Mane, Thecel, Phares!* Que demeure-t-il de leur puissance et de leur orgueil. La justice de Dieu a passé et tout s'est effondré dans une ruine honteuse et irrémédiable. Non, non, la Providence n'a pas abdiqué! Puissent ceux qui la provoquent d'une manière si criminelle, le reconnaître enfin et épargner de nouveaux malheurs à eux-mêmes et à leurs pays. Pour nous, M. F., ayons confiance. Et si nous désirons sincèrement être sauvés, à l'exemple des apôtres recourons à l'arme toute puissante de la prière. *Domine, salva nos, perimus!*

II

Oh! qu'elle fut belle et parfaite la prière des apôtres. Aussi bien, Jésus blâme le peu de courage et de foi qu'ont montré les disciples, mais il s'empresse d'accéder à leur supplication. Il se lève, il commande au vent et à la mer, et il se fait un grand calme. La prière des apôtres doit être le modèle de la nôtre.

Domine. La confession de la divinité s'échappe naturellement du cœur éprouvé. Cela est vrai pour le chrétien fidèle, cela est vrai également de l'impie lui-même et de l'incrédule. Ils ont beau s'étourdir à force de blasphèmes et de sophismes, ils ont beau nier Dieu dans la prospérité, le premier cri de leur âme, lorsqu'une grande épreuve fond inopinément sur eux, n'en est pas moins : Mon Dieu! Mon Dieu! Cet appel spontané, instinctif, irrésistible, est la réfutation la plus formelle de l'incrédulité, une réponse péremptoire à ses négations obstinées.

Salva nos! Tout salut vient de Dieu. Lui seul a pouvoir pour nous protéger et nous défendre, nous guérir et nous relever. Il ne nous a pas interdit de recourir aux moyens humains, lorsque ceux-ci sont honnêtes et légitimes; mais il abandonne et réprouve quiconque fait reposer en eux toute sa confiance : *Maledictus homo, qui confidit in homine.* (Jer. xvii, 5.) Hélas! c'est là notre grand crime. Pour les hommes d'aujourd'hui, la force matérielle, la science et l'argent sont tout. Après cela, on affiche hautement la prétention de se passer de Dieu et l'on tient sa protection pour nulle et non avenue. O funeste et déplorable aveuglement, source de déceptions et de mécomptes sans nombre! Non, non, le salut des individus comme des sociétés ne repose pas tant sur l'adresse et le génie de l'homme que sur l'assistance divine. Il y a pour les peuples une garantie plus sûre, plus efficace que la solidité des remparts, le nombre des bataillons, la supériorité des armements, la multiplicité des alliances. C'est de mériter par un culte fervent, par une fidélité généreuse et constante, la faveur et l'appui du ciel. Bienheureux ceux qui se confient ainsi dans le Seigneur! *Beati omnes qui confidunt in eo.* (Ps. II, 13). Ils demeureront fermes au milieu des dangers et des ennemis qui les entourent. *Qui confidunt in Domino, sicut mons Sion.* (Ps. cxxiv, 1.)

Perimus! C'est l'expression vraie de l'humilité, le cri sincère de l'indigence qui espère. Nulle trace de mécontentement et de reproche dans cette parole, nulle allusion peu respectueuse. Les apôtres ne songent pas à se plaindre à Jésus de ce qu'il les laisse sans secours, de ce qu'il ne paraît même pas préoccupé du danger auquel ils vont succomber. Seul, l'aveu de leur extrême détresse s'échappe de leurs lèvres. Comment le cœur de Jésus ne serait pas touché d'une telle prière?

De la part des apôtres non plus, point de longs et inutiles détails, où se complait souvent notre vanité et notre suffisance. Un mot suffit à rendre

les sentiments qui oppressent leur âme : *Perimus*, nous périssons ! Ce mot une fois dit, ils attendent en paix et en silence l'effet de leur prière. Nous avons là encore un magnifique exemple de la manière dont nous devons nous comporter, lorsque nous sollicitons de Dieu quelque grâce ou quelque faveur.

Imitons donc les apôtres, M. F., imitons-les dans leur empressement à recourir à Dieu et à mettre en lui toute leur confiance ; imitons-les dans leur attitude humiliée et respectueuse ; imitons-les dans la sincérité de leur prière. Et si, comme eux, nous n'échappons pas toujours au reproche de pusillanimité, si notre foi n'est point ce qu'elle devrait être, du moins nous rachèterons ces défauts par l'humilité de nos sentiments, par notre soumission absolue, notre abandon sans réserve à la volonté de Dieu.

Nous assistons, M. F., à cette heure, à une des plus effroyables tempêtes qui aient assailli la barque de Pierre. Nous le savons, quelque violent que soit le déchainement des passions humaines, rien ne saurait ébranler la sainte Eglise du Christ. Toujours elle sortira triomphante des persécutions de ses ennemis. Mais c'est à nous de hâter et de rendre plus éclatant ce triomphe par l'ardeur de nos supplications. Ne cessons donc pas de redire la prière des apôtres : *Domine, salva nos, perimus*. Seigneur, sauvez-nous, sauvez les âmes qui périssent ! Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Indulgences

Les messes de S. Grégoire ne peuvent se célébrer pour les vivants. On n'a pas de certitude qu'elles soient favorisées d'indulgences ; mais la confiance des fidèles en l'efficacité de ces messes pour le soulagement des âmes du Purgatoire est autorisée par un décret de la S. C. des Indulgences.

SANCTI SEVERI

DE GREGORIANO MISSARUM TRICENARIO

Vicarius generalis Diœcesis sancti Severi huic Sacræ Congregationi Indulgentiarum et ss. Reliquiarum humiliter exponit : in hac civitate sancti Severi piam praxim a s. Gregorio magno inventam celebrandi Missas per triginta continentes dies ad solamen illico afferendum animabus quæ in Purgatorio detinentur, ita invaluisse, ut nonnulli adhuc viventes prefatas Missas ad suffragiorum veluti anticipationem pro se celebrare postulent. Nec sacerdotes eas celebrare renuunt, rati se suscepto oneri satisfacturos juxta institutionem gregorianam, eo vel magis quod omnes putant huic piæ praxi nullam adnexam esse Indulgentiam, nequidem illam altaris privilegiati.

Verum grave obortum est dubium, an gregorianum Missarum tricenarium, quod ab antiquis temporibus animabus e Purgatorii pœnis liberandis institutum est, suffragari etiam valeat christi-

fidelibus adhuc viventibus. Insuper in evulgato opere R. D. Louvet, quod e gallico in italicum idioma translatum est a Josepho Giusti et cui titulus *Il Purgatorio secondo la rivelazione dei Santi*, sub finem C. XVIII pag. 291 (Edit. Taurin.), hæc leguntur : Si crede poi generalmente che dai Sommi Pontefici sia stata accordata a questa pia pratica, delle Messe di S. Gregorio, una Indulgenza plenaria in forma di Giubileo, in modo che se la giustizia di Dio non vi ponga ostacolo, si può nutrire fondata speranza di ottenere la liberazione dell'anima per la quale si offre il divin sacrificio ¹.

Hinc quæritur sequentium dubiorum solutio :

I. An Missæ quæ gregorianæ appellantur, atque pro defunctis sunt celebrandæ, juxta perantiquam s. Gregorii institutionem ab Ecclesia recognitam et probatam, pro vivis etiam celebrari valeant ?

II. An ipsis Missis gregorianis aliqua adnexa sit Indulgentia a Summis Pontificibus, uti legitur in citato opere R. D. Louvet ?

Et quatenus affirmative.

III. Pro quibus eadem Indulgentia sit concessa, pro defunctis tantum, vel etiam pro vivis ?

IV. Si supradictæ Missæ pro vivis dici nequeunt, ad quod tenebitur sacerdos, qui bona fide pro vivis eas postulantibus celebravit ?

Porro Sacra Congregatio Indulgentiis sacrisque Reliquiis præposita, audito etiam unius ex Consultoribus voto, rescripsit :

Ad I. Negative.

Ad II. Non constat datam fuisse Indulgentiam, sed ex decreto hujus s. Congregationis diei 13 Martii 1884 recognita et approbata fuit pia praxis et specialis fiducia qua fideles retinent, celebrationem triginta Missarum specialiter efficacem ex beneplacito et acceptione divinæ Misericordiæ ad animarum e Purgatorii pœnis liberationem.

Ad III. Provisum in præcedentibus.

Ad IV. Ad nihil tenetur sacerdos qui Missas celebravit juxta intentionem offerentis, qui putavit, durante adhuc vita, posse anticipari suffragia.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem Congregationis die 24 Augusti 1888.

SERAPHINUS Card. VANNUTELLI *Præf.*

ALEXANDER Episcopus Oensis *Secret.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Une aube sans dentelles est-elle obligatoire au célébrant pour les messes de *Requiem* ?

2^o Qu'appelait-on portion congrue ?

3^o Faut-il marier au lit de la mort des gens qui n'ont été mariés que civilement ou point du tout ? Je n'en vois pas bien les avantages ?

R. — Ad I. Aucune rubrique, ni aucun décret

¹ Quæ verba latine sic se habent : Creditur autem generaliter, a Summis Pontificibus concessam esse huic piæ praxi, Missarum s. Gregorii, Indulgentiam plenariam in forma Jubilæi ; ita ut, nisi justitia Dei obstaculum ponat, fundatam haberi liceat spes obtinendi liberationem animæ, pro qua offertur divinum sacrificium.

ne défendent de porter des aubes en dentelles aux messes de *Requiem*. Mais il ne serait pas convenable d'employer, à une messe de *Requiem*, une aube ou d'autres ornements que l'on a coutume de revêtir dans les grandes solennités. La raison en est que c'est une fonction funèbre qui demande la simplicité. Voici les paroles de Mgr Martinucci :

« Paramenta et res lintearia non erunt illa quidem nobilissima, quum de functione funebri agatur. » (Tome 2, livre 2, chap. x, n. 7.)

Toutefois il faut tenir compte des circonstances. C'est encore Mgr Martinucci qui en fait la remarque :

« Poterit tamen ratio haberi circumstantiæ funeris ipsius. »

On conçoit en effet que l'on revête des ornements plus précieux dans les funérailles des hauts personnages, soit ecclésiastiques, soit laïques.

Ad II. On appelait *portion congrue* une rétribution qui était due aux vicaires ou aux curés pour leur honnête entretien. Elle était payée par les propriétaires ou décimateurs aux prêtres qu'ils employaient pour le service de leurs églises ou chapelles. Cette portion a beaucoup varié, suivant les temps et les circonstances. La quotité était déterminée, soit par l'évêque, soit par des conciles, soit même, depuis deux à trois siècles, par des édits royaux. Mais ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans les détails. On peut consulter les dictionnaires de droit canon, ou de jurisprudence civile.

Ad III. Les avantages de ce mariage *in extremis* peuvent être pour les époux, dont la situation devient régulière et permet au malade de recevoir sans péché et sans danger les soins et les marques d'affection de celui qui reste ; ensuite pour les enfants, s'il y en a, parce que, sans ce mariage, ils demeurent illégitimes, et par ce mariage, ils sont canoniquement légitimés, s'ils sont nés à une époque où les parents auraient pu légitimement contracter mariage.

Q. — Dans les églises non consacrées, est-on obligé d'avoir un autel :

1° Consacré ?

2° Ou au moins un autel en maçonnerie ?

R. — Ad I. Dans les églises qui ne sont que bénites, on n'est pas obligé d'avoir un autel consacré, car ni le Pontifical, ni le Missel, ni les décrets de la Sacrée Congrégation des Rites ne l'exigent. On peut consulter sur ce point le Pontifical, aux chapitres relatifs aux autels, et le Missel au titre XX des Rubriques générales.

Ad II. Du moins est-on obligé d'avoir un autel en maçonnerie ? Il n'y a pas d'obligation stricte. On pourrait donc avoir tous les autels en bois, avec une pierre consacrée qui serait insérée au milieu.

Mais il convient, *convenit*, qu'il y en ait au moins un qui soit ainsi construit en maçonnerie, afin d'imiter les autels fixes. Et il convient que cet

autel soit l'autel principal. La Sacrée Congrégation des Rites l'a ainsi décidé en 1867, sur la demande de Mgr Fessler, évêque de Saint-Hippolyte. L'illustre prélat exposait ainsi le cas :

« Episcopus visitationem suæ Dioceseos instituens, reperit quod in plerisque ecclesiis parochialibus altare principale seu majus non sit altare fixum, sed tantum ligneum cum ara lapidea seu portatili. Quæritur an istud tolerari possit ? »

La Sacrée Congrégation donna l'importante réponse qui suit :

« Dummodo adsit in ecclesia solummodo benedicta saltem unum altare ad modum fixi, quod potest esse ex muro confectum cum ara lapidea, quæ portalis vocatur, reliqua altaria, majori non excluso, possunt quidem esse ex ligno cum ara portatili, idque esse potest etiam in ecclesia parochiali. Si vero nullum altare ex muro saltem confectum reperitur, convenit ut unum saltem hoc modo erigatur, ipsumque etiam convenit sit altare principale. » (31 août 1867, n. 5386, ad 1.)

Q. — A la messe chantée *coram SS^o*, le célébrant doit-il prendre la même position — et laquelle — à la dernière ablution qu'au *Lavabo* ?

R. — Ordinairement le célébrant ne prend pas la même position pour l'ablution que pour le *Lavabo* ; car ordinairement pour le *Lavabo* le célébrant quitte le pallier de l'autel et descend au bas de l'Épître, tandis que pour l'ablution des mains il ne descend pas de l'autel.

J'ai dit *ordinairement*, parce que dans les églises où existe la coutume de recevoir l'encensement et de laver ses mains sur le pallier de l'autel, sans descendre, on doit la conserver, à condition que le célébrant ne tourne pas le dos à l'autel. Ainsi l'a décidé la S. Congrégation des Rites en 1831. L'évêque de Marsi demandait :

« Quum Celebrans coram sanctissimo Sacramento exposito debeat thurificari, et lavare manus extra altare, debetne stare in plano presbyterii, an in supremo gradu altaris ? »

Voici la réponse de la Sacrée Congrégation :

« Servetur consuetudo ; dummodo caveat ne terga vertat Sacramento. » (12 novembre 1831, n. 4069, ad 52.)

Si donc cette coutume de ne pas descendre existe dans une église pour le *Lavabo*, le célébrant *peut* avoir la même position pour l'ablution des mains. Mais *il pourrait* aussi prendre une autre position, à savoir, rester au milieu de l'autel pour cette ablution, ainsi que nous l'avons dit récemment.

Q. — Nous nous sommes réunis quelques prêtres pour fonder une œuvre des pains d'autel afin de nous procurer des ressources pour nos églises et presbytères et deux écoles congréganistes à fonder. Je me permets de vous demander si Rome a donné quelque décret relativement :

1° Au diamètre ;

2° A l'image des hosties. Si oui, je vous prie de nous en donner connaissance afin que nous marchions suivant les lois et les désirs de Rome.

R. — Ad I. Ni les rubriques, ni aucun décret ne fixent la dimension des hosties. Aussi existe-t-il une grande variété dans les diverses églises du monde catholique.

Au seizième siècle, saint Charles Borromée qui a donné tant de règles à son clergé sur la discipline ecclésiastique, a déterminé la dimension de la tonsure sacerdotale, laquelle doit avoir la mesure de la grande hostie. Or quel est le diamètre de la tonsure sacerdotale ? Quatre onces :

« Sacerdotalis igitur tonsuræ forma in orbem ducta, late et ample pateat uncis quatuor. » (Concil. Provinc. v, p. 3.)

L'once est la vingt-quatrième partie de la coudée, et la coudée est de quarante-quatre centimètres ; par conséquent quatre onces font un peu plus de sept centimètres. La tonsure étant la mesure de la grande hostie, celle-ci aurait donc aussi un peu plus de sept centimètres.

Au commencement du dix-septième siècle, le savant Piscara Castaldi, indique les mesures fixées pour la grande et la petite tonsures au quatrième Concile de Tolède, ainsi qu'au Concile de Palencia sous Urbain VIII. Il les représente même en figures. Or ces figures donnent pour la grande tonsure soixante-huit millimètres, c'est-à-dire un peu moins de sept centimètres ; et pour la petite vingt-sept millimètres, un peu moins de trois centimètres. Nous répétons que les hosties ont la même dimension.

Voilà donc les mesures suivies en Italie aux seizième et dix-septième siècles. Elles se sont agrandies au dix-huitième, du moins dans la ville de Rome. Elles sont de neuf centimètres et les petites de quatre.

En France, la grandeur des hosties est loin d'être uniforme. Nous connaissons des diocèses où les grandes hosties ont de huit à neuf centimètres : c'est à peu près le diamètre des grandes hosties à Paris :

« Aujourd'hui, dit M. l'abbé Richaudeau dans son *Nouveau traité des anciens mystères*, les grandes hosties ont de quatre-vingt-cinq à quatre-vingt-huit millimètres de diamètre. Nous connaissons plusieurs vieux moules appartenant à des églises de campagne de notre diocèse (de Blois), qui ne leur donnent pas plus de cinquante-cinq à soixante millimètres. Nous croyons sans aucun doute que l'on peut s'en servir. »

Pour nous, nous pensons que l'on ne doit pas s'en servir, au moins habituellement. On a pu voir, d'après les nombreux témoignages que nous avons apportés, que les grandes hosties doivent avoir un diamètre plus considérable, par exemple, autour de huit centimètres.

Ad II. Rome n'a pas donné non plus de décision sur l'image à graver dans les hosties. Interrogée en 1834 par le diocèse d'Imola sur la question de savoir s'il était permis de célébrer la messe avec une hostie où n'apparaîtrait pas l'image de Jésus-Christ en croix, elle répondit qu'il fallait conserver la coutume :

« Quæstio orta quum sit inter nullos de Clero Imolen. an liceat missam celebrare, quin in sacra hostia appareat imago Jesu Christi cruci affixi ? eaque ad Sacrorum Rituum Congregationem deducta, hæc in ordinario coetu ad Vaticanum sub infrascripta die coadunata, referente R. P. Secretario respondit :

« Servetur consuetudo. » (Die 26 aprilis 1834, n. 4723.)

Or nous croyons pouvoir affirmer que la coutume de graver sur les grandes hosties l'image du divin crucifié est universelle, ou à peu près. Qu'on se garde bien d'y placer l'image de la sainte Vierge ou des saints, même à côté de celle du Sauveur.

Q. — Bien que ce ne soit pas dans votre programme de résoudre des cas de morale, voudriez-vous bien déroger pour cette fois à vos habitudes en donnant dans l'*Ami du Clergé* auquel je suis abonné la solution du cas suivant :

Une personne lègue en 1874 à son héritier une fortune d'environ 200,000 fr. en lui imposant, par une clause de son testament, l'obligation :

1^o De faire dire, à son intention, après son décès, pour 900 fr. de messes :

2^o De faire célébrer, chaque année, le jour de sa fête, une messe à l'issue de laquelle il devra distribuer une aumône à tous les pauvres de la paroisse qui y assisteront. (Cette paroisse compte sept cents habitants.)

Or cet héritier coupable de la plus noire ingratitude n'a point donné les 900 fr. pour l'acquittement des susdites messes, et, depuis quelques années, il s'abstient même de faire célébrer la messe le jour de la fête de sa bienfaitrice et de distribuer les secours obligatoires.

Aujourd'hui, il se trouve dans une situation telle qu'il lui est moralement impossible, par suite de ses gaspillages, de remplir ces obligations ; et rien ne fait espérer qu'il le puisse dans l'avenir.

Mais une personne se déclare en confession redevable envers la testatrice d'une somme de 2,000 fr. et toute déposée à la remettre entre les mains de l'héritier.

Le confesseur connaissant les obligations qui incombent à l'héritier et la situation dans laquelle il se trouve, peut-il conseiller à cette personne d'employer une partie de cette somme à faire acquitter les messes demandées par la testatrice et de pourvoir avec le reste à ce que la défunte bénéficie d'une messe annuelle le jour de sa fête et que les secours soient distribués aux pauvres.

R. — Si notre vénéré confrère veut suivre l'*Ami du Clergé* de près, il pourra voir qu'il n'est point hors de notre programme de traiter, quand faire se peut, les questions de morale qui nous sont soumises. Si elles sont moins nombreuses que les autres, c'est qu'on nous consulte moins à ce sujet. En revanche ces questions exigent parfois plus d'étude que d'autres, à cause des graves intérêts moraux et matériels qui peuvent s'y trouver mêlés.

Nul doute que l'héritier ne soit coupable de n'avoir pas accompli les dernières volontés de la testatrice. Mais la débitrice n'a aucun titre qui lui permette de suppléer l'héritier dans l'acquit de ses obligations à l'aide de la somme qu'elle lui doit. Elle est tenue, à titre de justice, de solder sa dette à l'héritier qui a droit à toutes les dettes actives de la testatrice. Mais elle pourrait user de persuasion, et obtenir le consentement de l'héri-

tier, si celui-ci voulait bien le lui accorder pour faire, de cette somme, l'emploi qui répondrait le mieux aux volontés de la testatrice. En cela elle exercerait triplement la charité, savoir : 1^o à l'égard de la défunte à qui cette bonne œuvre pourrait profiter, si elle avait encore besoin des suffrages des vivants ; 2^o à l'égard de l'église à laquelle il est avantageux que des services soient célébrés pour les morts ; 3^o à l'égard de l'héritier lui-même qu'elle déchargerait d'une partie de ses obligations.

Quant au curé, ce n'est pas avec la débitrice, mais avec l'héritier qu'il devrait traiter les intérêts de la testatrice défunte, de l'église et des pauvres, si toutefois il lui était possible de le faire avec quelque espoir de succès ; et même, si l'héritier venait se confesser, s'il n'y avait aucun espoir de succès : car il n'y a chez l'héritier aucune bonne foi au sujet de ses obligations, et il y a ici des intérêts des tiers.

Si les obligations de l'héritier sont écrites en un testament valide, les intéressés ou leur représentant pourraient intenter une action devant les tribunaux.

Q. — Presbyter, cum baptizans verba forma ferè absolvisset, ob repentinum linguæ vel faucis defectum, syllabam *ti* vocis *sancti* non potuit perficere, quodam modo *articulatam*, sed sine *sono* hujus syllabæ. Quæritur an baptismus sit iterandus sub conditione ?

Notandum videtur quasi ad præsentem questionem referendum : 1^o Ab Italis vocales in fine verborum non pronuntiari, non dicunt *Le Corso*, sed : *Il Cors...* ; 2^o à sancto Ligorio affirmari sufficere ad *validitatem* baptismi ut dicatur per abbreviationem *in nom...* pro *in nomine*.

R. — Certo non est iterandus sub conditione baptismus ut pote qui validus fuerit. Nam ea dumtaxat formæ vitiatio validitatem tollit quæ aliquid essentialè tollit vel corrumpit. Porro ultimæ syllabæ omissio nihil essentialè tollit vel corrumpit : quia *a*) ultimæ illius syllabæ sonus, et si ad nominis integritatem faciat, non est tamen adeo necessarius ut sine illo sensus verbi percipi nequeat ; quia *b*) tertia SS. Trinitatis Persona, præsertim post enuntiatio cæteras duas personas, solo *Spiritus* nomine sufficienter designatur : nam nomen illud, etiam absolute et sine adjectivo *Sancti* sumptum, proprium nomen est tertiæ Personæ divinæ, et ex contextu sermonis nemini alii adjudicari potest quam tertiæ illi Personæ ; itaque valida esset forma etiamsi vox *Sancti* integra fuisset omissa. Valida stante forma, valet baptismus nec ullo pacto iterandus est.

Q. — 1^o D'après le droit, un prêtre bineur ne peut prendre d'honoraire pour la messe de binage, mais dans certains diocèses il est permis d'accepter un honoraire à la condition de le transférer à l'évêché pour une œuvre déterminée dans l'Indult, celle des séminaires par exemple.

L'évêque a des honoraires qu'il retient pour cette œuvre et il impose aux prêtres bineurs de son diocèse de dire la messe de binage à ses intentions, c'est-à-dire pour les honoraires qu'il retient.

L'évêque a-t-il ce droit et peut-il ainsi obliger ses prêtres à user de la permission donnée par l'Indult.

2^o D'après le droit, le curé est obligé de dire la messe *pro populo* les jours de fêtes supprimées. Dans certains diocèses les curés peuvent appliquer ces messes à des intentions rétribuées, à la condition d'envoyer les honoraires reçus, à l'évêché, pour une œuvre déterminée dans l'Indult.

L'évêque, comme dans le cas précédent, impose à ses curés des intentions rétribuées et garde les honoraires pour l'œuvre déterminée dans l'Indult.

L'évêque a-t-il le droit d'obliger ainsi ses curés à user de l'Indult ?

Je désirerais une réponse motivée et appuyée par des textes, s'il y a lieu.

R. — Le seul texte qui pourrait être décisif en cette matière serait le texte de l'Indult qui autorise la perception de l'honoraire pour une œuvre déterminée. C'est en effet une concession spéciale réglée par le texte même qui l'accorde.

Si la concession laisse à l'évêque le droit et le soin de régler de quelle manière il sera usé de la permission et fait l'application de la messe, il peut assigner à ses curés une intention qui se substituera à celle dont ils étaient tenus à l'égard de leur paroisse et les curés doivent se conformer à la disposition prise par l'évêque.

Si au contraire la concession était faite de telle sorte qu'il fût libre aux curés d'en user ou de ne pas en user, l'évêque pourrait bien proposer, mais non imposer.

En l'absence du texte, nous ne pouvons rien affirmer péremptoirement. Mais il y a bonne présomption en faveur de l'évêque qui n'a pas dû agir sans avoir bien examiné les termes de la faveur à lui accordée par le Saint-Siège.

Q. — Peut-on porter sur soi, dans un petit médaillon par exemple, des reliques de la vraie croix ?

Un professeur de théologie m'a répondu négativement, mais sans me donner de preuves à l'appui ; y a-t-il des décisions des congrégations ?

R. — L'Eglise ne défend pas de porter sur soi de petites reliques, même de la vraie croix. Le professeur de théologie dont vous parlez avait sans doute en vue des reliques insignes ou des reliques notables.

Q. — Torquatus, Parochus, confessionem Sabini per telephorum (téléphone), confessionem Clementis per telegraphum (télégraphe) excepit.

Quæritur : 1^o An confessio Sabini et Clementis valida et licita fuerit.

2^o Quid de Torquato Parocho ?

R. — Jam pridem respondimus invalidam esse confessionem per telephorum, eo quod pœnitens non sit coram confessario iudice præsens ; nec confessarius certus esse possit sive de persona, sive de dispositione ejus qui se per telephorum accusat ; neque in eum tanquam præsentem decernere valeat.

Quæ etiamsi omnino certa non sint, gravi tamen probabilitate nituntur.

In contrarium adduci potest quod per telephorum præstari posse videntur ea quæ ad validitatem

sacramenti requiruntur, nempe, materiam proximam et formam : a) materiam quidem proximam, quæ constituitur actibus pœnitentis confessario oraliter exhibitis : pœnitens enim per telephorum ipse loquitur suaque ipse sensa patefacit ; b) formam vero, quæ est oralis prolatio verborum absolutionis : confessarius enim ipse per telephorum pœnitentem oraliter alloquitur. Unde videtur confessionem per telephorum esse validam ; et consequenter eam esse saltem aliquando licitam.

Sed respondetur ad essentiam sacramenti requiri non tantum pœnitentis et confessarii locutionem, sed etiam præséntiam pœnitentis coram confessario ita ut verba absolutionis iuxta communem hominum æstimationem in pœnitentem præséntem cadere videantur : quod non verificatur si pœnitens sit omnino extra confessarii aspectum, ut fit quum telephonus adhibetur. (Cf. Gury n. 429.)

Quibus stantibus, Sabini confessio fuit probabiliter invalida et consequenter illicita, eo quod sacramentum recipere attentaverit modo probabiliter invalido : quod est contra reverentiam sacramento debitam.

A fortiori invalida fuit confessio Clementis per telegraphum : personam enim telegraphus multo minus quam telephonus præséntem exhibet. — Aliunde confessioni et absolutioni per telegraphum eadem sunt applicanda quæ de confessione et absolutione per litteras docentur : eadem enim est telegraphi et missarum litterarum ratio. Porro absolutio per litteras est invalida : nam forma consistit in *verbis*, ut definitum est in decreto ad Armenos. Imo juxta P. Ballerini invalida esset absolutio data pœnitenti præsénti qui per litteras confessus esset (ad Gury n. 467, 60°).

Itaque invalida et illicita fuit Clementis confessio, quum ex parte ipsius, tum ex parte Torquati parochi.

Sabini autem confessio ex parte Torquati parochi potuisset illicita non esse, si, urgente extrema necessitate, Sabinum aliter confiteri non valentem per telephorum audisset et absolvisset. Quamvis enim probabiliter invalida sit confessio et absolutio per telephorum, quia tamen non deest aliqua quantulacumque ratio in contrarium, absolutionem licite, sub conditione tamen, concessisset : quia in extremis extrema sunt tentanda, ea vel quæ levi tantum probabilitate fulciuntur.

Q. — Est-il vrai que l'évêque ne peut pas exercer le pouvoir judiciaire par lui-même... Que le Concile de Latran lui a interdit l'exercice de ce pouvoir, et l'a attribué exclusivement à l'Officialité ?

R. — La proposition est doublement fausse. Il n'est pas obligatoire, en effet, pour l'évêque, de constituer une officialité, et cette officialité étant constituée, l'évêque reste libre d'exercer personnellement, quand il le juge à propos, le pouvoir judiciaire ; enfin il peut aussi en confier l'exercice à d'autres juges que l'official en titre. Ce que nous allons établir rapidement par trois propositions.

I. *La nomination d'un Vicaire général ou official est laissée à la liberté de l'évêque.* — De droit commun *vicaire général* et *official* sont synonymes, et désignent l'ecclésiastique établi par l'évêque pour le représenter dans l'administration de la juridiction volontaire et contentieuse. En France, on distingue le vicaire général de l'official. On appelle *vicaire général* l'ecclésiastique chargé de l'administration volontaire, et on nomme *official* celui qui est chargé de la juridiction contentieuse¹. Bouix fait remarquer que cette distinction, qui s'appuie plutôt sur la législation civile que sur le droit canon, a contribué à fausser les idées sur la véritable nature des pouvoirs confiés aux officialités, et il ajoute qu'il y aurait avantage à supprimer le nom d'official².

L'évêque est-il tenu à nommer un official ou vicaire général ? Les docteurs ne sont pas d'accord sur ce point. Il en est qui répondent affirmativement en toutes circonstances ; d'autres répondent négativement d'une manière absolue. Enfin, selon d'autres, l'évêque ne serait rigoureusement tenu d'en nommer un que dans le cas où il ne pourrait régler par lui-même toutes les affaires de son diocèse.

Cette dernière opinion est de beaucoup la plus commune et la plus probable. Reiffenstuel, Ferraris, Bouix, Santi, Grandclaude, Craisson, Bonal, Brillaud et une foule d'autres s'en sont fait les défenseurs³. Dans une thèse assez longue, Bouix prouve qu'on ne peut apporter aucun texte certain du droit imposant aux évêques l'obligation rigoureuse de nommer un official :

« Dicendum videtur simpliciter non teneri in ullo casu Episcopum, qui in diœcesi sua residet, vicarium generalem constituere, nisi hoc ei injunxerit Pontificia auctoritas. Nam admittenda non est Episcopi obligatio, quæ nec ex lege ecclesiastica, nec ex lege naturali probari potest : atqui talis est obligatio de qua agitur. »

Il examine ensuite les textes apportés par les partisans de l'opinion affirmative, et en particulier le texte du Concile de Latran, qui se trouve au livre premier des Décrétales, titre xxxi, chap. xiv, celui qu'on nous oppose. Il y est question, selon lui, d'un cas particulier, celui où l'évêque aurait dans son diocèse des peuples appartenant à des rites différents. Dans ce cas il doit leur donner un vicaire revêtu de la dignité épiscopale.

Santi examinant ce même texte y trouve d'abord une permission accordée par le droit pour établir un vicaire général amovible *ad nutum*. Il s'agis-

¹ Brillaud, *Manuel de la juridiction ecclésiastique*, p. 73, n. 110.

² Bouix, *De Judiciis*, part. II, sect. II, cap. i, iv, t. i, p. 349.

³ Reiffenstuel, in lib. I Decr., tit. xxviii, n. 65 ; Ferraris, v° *Vicarius generalis*, art. I, n. 4 ; Bouix, *De Judiciis*, t. i, p. 406, ed. 2^a ; Santi, *Prælectiones*, lib. I, tit. xxviii, n. 19 ; Grandclaude, *Jus canonicum*, lib. I, t. xxviii, tom. i, p. 300 ; Craisson, *Manuale totius juris*, n. 1154 ; Bonal, *Institutiones canonicæ*, t. i, p. 579 ; Brillaud, *Manuel de la juridiction*, p. 73, n. 111.

sait, en effet, d'établir un nouvel office : ce qui ne pouvait avoir lieu sans une disposition du droit commun : « Hæc facultas instituendi vicarium generalem primum concessa est Episcopis a Concilio Lateranensi IV, cujus dispositio refertur in cap. XIV, de Officio Jud. Ord. Necessaria autem fuit dispositio juris communis ut Episcopi vicarium generalem instituerent ; nam agebatur de novo officio instituendo cui generalis jurisdictio committeretur, ac locum et jura quodammodo ingrederetur illius potestatis, qua Archidiaconus ex juris dispositione fruebatur. »

Il n'y voit cependant pas une obligation explicite d'établir ce vicaire général dans tous les cas : « Absolute et ex lege explicita non tenetur Episcopus vicarium generalem constituere, quemadmodum Auctores ostendunt. » Mais s'il n'y a pas obligation stricte, résultant d'une loi positive expresse, il y a toutefois une obligation morale qui découle du sens de ce même Concile de Latran : « Verum inspectis gravibus negotiis quæ persolvere debet Episcopus et variis occupationibus ministerii sacri quibus distrahitur, dici potest juxta sensum cap. XV, de Officio et pot. Jud. Ord. illum generaliter teneri¹. »

Donc, l'évêque n'étant pas absolument forcé à nommer un vicaire général ou officiel, il s'ensuit qu'il sera obligé, s'il n'en nomme pas, d'exercer par lui-même le pouvoir judiciaire. Il n'y a donc aucune défense qui l'en empêche.

II. Lors même qu'il y aurait une officialité régulièrement constituée, l'évêque est encore libre d'exercer personnellement le pouvoir judiciaire. C'est un principe admis par tous que le juge ordinaire, alors même qu'il aurait confié à un autre l'exercice de ses pouvoirs, reste cependant libre d'en user par lui-même.

Les canonistes sont tout à fait explicites pour le cas qui nous occupe :

« Institutio autem Vicariorum generalium seu Officialium, dit Craisson, non impedit quominus Episcopi valeant per semetipsos, si maluerint, exercere potestatem judicandam². »

« La nomination d'un vicaire général, ou officiel, dit de même Brillaud, dans le passage cité, n'empêche pas que l'évêque puisse, s'il le préfère, exercer par lui-même le pouvoir de juger. »

Bouix s'exprime de même. Parlant de la *curia episcopalis*, il la définit : « Tribunal seu tribunalium collectio, in quibus ab Episcopo, vel ipsius nomine, justitia redditur³. »

III. La nomination d'un officiel n'empêche pas que l'évêque puisse lui adjoindre d'autres juges, ou établir un tribunal dans lequel il ne serait pas admis, mais pour des cas particuliers seulement. C'est ce que nous concluons des propositions suivantes de Bouix.

« 1^o Quod possit quilibet Ordinarius pluribus

delegatis causam aliquam judicandam committere, ita ut ad majoris eorum numeri suffragia dirimi debeat, ambigendum non est. Idque proinde poterit Episcopus, cum ipse præsertim Ordinarii nomine intelligendus veniat.

« 2^o Nisi tamen velit Episcopus Vicarium suum generalem gradu suo dejicere, et ad meri delegati conditionem redigere, non potest ad omnes generaliter causas, pluribus judicibus vicario generali adjunctis compositum tribunal constituere : quia, ut supra dictum est, Vicario generali vere tunc non competeret universaliter (etiam moraliter loquendo) ordinaria jurisdictio.

3^o Potest tamen Episcopus quoad unam aut alteram causarum speciem (verbi gratia quoad criminales causas) collegiale ejusmodi tribunal statuere, quia hoc non impedit quin Vicarius generalis universalem adhuc moraliter loquendo jurisdictionem ordinariam retineat⁴. »

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — La lecture du n° 34 (1888) de l'*Ami du Clergé*, p. 406, me rappelle une difficulté sérieuse qui, d'après ce que j'ai vu, soit dans quelques articles antérieurs, soit ailleurs, ne paraît pas préoccuper toujours ceux qui traitent ces sortes de questions. Je veux parler de l'aliénation et, particulièrement en ce moment, de la location des biens appartenant aux fabriques, aux communautés religieuses, aux séminaires grands et petits, etc., en un mot de la location des biens ecclésiastiques. On nous parle de locations de 18 ans, etc., plus ou moins. Or, d'après les règles du droit canon, règles maintenues par la constitution *Apostolicæ sedis* de Pie IX, la location de ces sortes de biens, d'après ce que j'ai compris, ne peut dépasser en droit une durée de trois ans, à moins d'une autorisation du Saint-Siège.

Aurait-on demandé et obtenu une exception pour la France, vu la situation qui nous est faite par l'ingérence de l'autorité civile dans l'administration des biens de nos églises ? Vous comprenez combien on serait heureux d'être éclairé et parfaitement rassuré sur ce point.

R. — La petite critique par laquelle débute notre correspondant ne saurait nous atteindre. Nous avons assez souvent manifesté nos sentiments sur les empiètements de l'État sur l'Eglise et l'imprescriptibilité des droits de l'Eglise à se gouverner elle-même et à administrer elle-même ses propres biens. Mais tout en tenant haut et ferme le drapeau des vrais principes, nous sommes bien forcés, comme le sont nos évêques, comme l'est le Pape lui-même, de subir la loi du plus fort, cela uniquement pour le bien de la paix et de la religion. Combien de dispositions dans les articles organiques et autres lois françaises que nous regardons comme nulles et non avenues parce qu'elles ne sont pas conformes au droit canonique, et dont nous recommandons toutefois l'exécution ? C'est pour cela qu'interrogés sur les difficultés quotidiennes qui surgissent entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil, nous donnons ce qu'on

¹ Santi, *Prælectiones*, lib. I, tit. XXVIII, n. 19.

² *Manuale*, n. 5755.

³ *De Judicis*, t. I, p. 342.

⁴ *De Judicis*, t. I, p. 469, ed. 2^a.

nous demande, c'est-à-dire la solution *civile*, sachant bien très souvent qu'elle n'est pas la solution *canonique*. En cela, du reste, nous observons l'esprit de l'Eglise qui n'exige pas l'exécution de ses lois lorsqu'elles sont impossibles. Mais quand elles sont possibles, et que nous sommes requis de le déclarer, nous le déclarons formellement et sans crainte de froisser la susceptibilité de qui que ce soit.

En ce qui concerne la question spéciale, à laquelle notre correspondant paraît tenir, nous voulons lui prouver que nous nous préoccupons, et beaucoup, des lois canoniques relatives aux aliénations et aux locations des biens ecclésiastiques, et cette preuve nous la lui administrerons dans un prochain numéro de l'*Ami du Clergé*, en citant l'extravagante *Ambitosæ* renouvelée par la constitution *Apostolicæ Sedis* de Pie IX, en examinant si elle a force de loi en France, dans quelle mesure et dans quelles conditions, et enfin, si les lois civiles sont véritablement un obstacle insurmontable à son exécution parmi nous, et si l'on ne pourrait pas les exécuter quand même, soit en recourant à Rome *toties quoties*, soit en demandant des indults perpétuels ou temporaires.

Q. — Des voisins mal intentionnés se sont plaint au conseil municipal que les arbres qui sont dans l'enclos de mon presbytère les gênaient. Immédiatement, le conseil a marqué 12 de ces arbres d'un côté et 14 de l'autre, qu'il se propose d'abattre.

Il s'agit d'ormes qui, sans être très gros, ont plus de trente ans d'existence. Entre ces arbres et l'habitation de mes chers voisins, il y a une grande distance, puisqu'il y a une rue qui nous sépare. Enfin, il suffirait de couper deux ou trois branches à deux ou trois de ces arbres, et je ne demande pas mieux. Je sais que mes voisins ont payé leur propriété un peu moins cher en prévision de l'ombre que ces quelques arbres pourraient leur donner.

Je prie l'excellent *Ami du Clergé* de vouloir bien me dire 1° si mon conseil municipal peut abattre les arbres de mon presbytère uniquement parce que cela lui plaît; 2° si même il peut abattre ceux auxquels il suffirait d'enlever une ou deux branches; 3° à qui je dois recourir dans le cas où il donnerait suite à son projet.

On soupçonne que les arbres serviraient au parquet de l'école. Mais où sera la jouissance si la propriété disparaît ?

Dans le cas, où cette question aurait déjà été traitée dans l'*Ami du Clergé*, veuillez m'indiquer le volume. En me répondant promptement, vous aurez rendu service à un confrère dans la peine.

R. — Par les derniers mots de la question, notre correspondant prouve combien nous avons raison de publier les tables générales de nos dix volumes. Il est très vraisemblable que la question présente a été traitée directement ou indirectement. Mais la recherche demanderait un temps dont nous ne disposons point; nous aimons mieux risquer une répétition.

Il ne s'agit pas ici de savoir les droits du curé sur les arbres de son jardin au point de vue de la coupe et de la vente, mais bien des droits de la commune propriétaire du presbytère. Nous disons que le droit d'abattre les arbres dont il s'agit et de les utiliser soit en les vendant, soit les em-

ployant, n'appartient qu'à la commune qui, — c'est l'hypothèse, — est propriétaire du sol. Mais la commune elle-même est assujétie à plusieurs conditions. La première condition est que toute coupe d'arbres doit être autorisée ou par le Préfet ou par le Chef de l'État, selon que les arbres à couper sont ou ne sont pas assujétis au régime forestier. (*Art. 90 du Code forestier.*) D'après une décision du Ministre de l'Intérieur, interprétative de cet article et des suivants, le préfet peut autoriser la coupe des arbres épars, plantés sur le cimetière ou tout autre terrain appartenant à la fabrique ou à la commune. Mais comme il s'agit ici d'aliénation de propriété, les préfets ne pourront accorder l'autorisation qu'après s'être préalablement assurés que les arbres ont atteint leur maturité et qu'ils dépérissent. Ils devront prendre des arrêtés spéciaux sur chaque demande séparée, en imposant à l'administration municipale l'obligation expresse de prélever, sur le prix des arbres vendus une somme suffisante pour remplacer les arbres abattus, et procéder au remplacement dans l'année de l'autorisation. Il a y plus; comme l'abattage d'un ou plusieurs arbres plantés dans l'enclos d'un presbytère est comme une distraction d'une partie du presbytère, et pouvant diminuer notablement la jouissance du curé ou desservant, l'autorisation dont les communes ont besoin pour l'opérer, ne doit et ne peut être accordée que dans les formes voulues par l'ordonnance du 3 mars 1825 pour les distractions du presbytère, c'est-à-dire que la demande doit être consignée dans une délibération du conseil municipal, accompagnée, d'après l'instruction ministérielle du 5 mai 1852, de l'avis du conseil de fabrique, du plan prescrit par l'ordonnance de 1825 précitée, du procès-verbal d'une enquête *de commodo et incommodo*, de l'avis du sous-préfet de l'arrondissement et de celui de l'évêque du diocèse. Si ce dernier ne fait pas d'opposition, le préfet peut statuer; s'il en fait, il faut un décret présidentiel.

D'après cet exposé, nous répondons :

Ad 1^m et 2^m. Non le conseil municipal ne peut pas abattre les arbres en question uniquement parce que cela lui plaît; il faut qu'il suive toutes les formalités prescrites pour les distractions des presbytères; et cela non seulement pour l'ensemble des arbres, mais même pour un seul.

Ad 3^m. Ce que nous avons dit en manière de préambule sur la question, trace à notre correspondant la voie à suivre pour le cas où le maire voudrait exécuter son dessein. Il faudrait faire opposition par tous les moyens que la loi met à la disposition de tout citoyen, par conséquent recourir aux tribunaux civils. L'existence d'un arrêté municipal, même approuvé par le préfet, ordonnant l'abattage des arbres, n'enlèverait pas au juge des référés compétence pour statuer sur le maintien du curé en possession provisoire du presbytère et de ses dépendances; car, en pareil cas la délibération du conseil municipal constitue un acte de propriétaire, et non un acte adminis-

tratif. (*Arrêt de la Cour de Nîmes du 20 mars 1871.*) Quand il s'agit de propriété, les tribunaux civils sont toujours compétents. Or, il s'agit ici d'un usufruit amoindri ; puisque le curé a droit aux émondages, sans parler de l'agrément qu'il peut retirer de sa plantation.

Au reste, si le maire voulait régulièrement arriver à son but, en accomplissant les formalités requises, le curé aurait le temps et le moyen de plaider sa cause pendant l'enquête et d'intéresser son évêque et ses paroissiens.

Nous engageons notre correspondant à voir le maire et à tenter une conciliation, en lui proposant un émondage qui puisse donner satisfaction aux voisins, bien que légalement ils n'y aient aucun droit. La loi est pour le curé, et il doit hardiment s'en prévaloir, au besoin.

Q. — La loi porte que les membres du conseil de fabrique seront pris parmi les notables.

Un fabricant d'excellente famille, très honorable lui-même, instruit, bon chrétien, — mais veuf et ne jouissant plus dès lors de la fortune de sa femme qui était plus riche que lui, — cessé-t-il d'être notable ? et dans ce cas, a-t-on le droit, malgré lui, de l'expulser du dit conseil, par cela seul qu'ayant volontairement cédé ses biens à ses créanciers, il n'a pourtant point réussi à les désintéresser tous, et qu'il lui faudra sans doute se retirer chez ses enfants toujours riches et bien posés ? Suivant de Champeaux, ce mot *notable* est assez élastique... par ex. : « On range ordinairement parmi les notables... des personnes pourvues d'un titre de noblesse » : ce qui est tout juste, le cas du dit fabricant.

R. — Le mot *notable* est, en effet, très élastique. D'après les anciens règlements, dit Carré (*gouvern. des paroisses*), toutes les personnes ayant titre de noblesse, celles qui exercent des fonctions publiques, comme les juges de paix, les notaires, les greffiers, percepteurs ou professions libérales, comme les avocats, les médecins, chirurgiens, officiers de santé, instituteurs, et enfin tous les propriétaires fonciers et rentiers sans distinction de profession sont notables. Dalloz dit la même chose.

Mais tout cela est relatif, et reçoit des interprétations diverses selon les milieux où l'on se trouve. Quelqu'un sera compris parmi les notables dans un village, et ne le serait pas dans une ville. La fortune en général distingue un citoyen ; et cependant si celui qui la possède était mal famé, on ne pourrait le compter parmi les notabilités de l'endroit. De même, et c'est un peu le cas que l'on nous propose, quelqu'un ayant toutes les qualités de l'éducation, de la conduite, du caractère, mais réduit à une situation très inférieure, sans que son honorabilité ait été atteinte, ne saurait perdre, par cela seul, son titre de notable.

S'il y avait eu faillite, la question changerait. L'abbé de Boyer (*Princip. sur l'adm. temp. des Paroisses*), parmi les titres d'exclusion aux fonctions de marguilliers, place les *faillites* qui exposent à des peines infamantes ceux qui les font frauduleusement. On sait comment le code de commerce définit la chose : « Tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de *faillite*. »

Le même jurisconsulte regarde comme inhabiles aux mêmes fonctions ceux qui après avoir fait faillite, ont entièrement satisfait tous leurs créanciers.

Il doit en être de même sous l'empire de la législation actuelle ; car si le décret du 30 décembre 1809 veut qu'on n'admette, dans un conseil de fabrique, que des personnes notables, il est vrai que toutes les personnes qui sont mal notées dans l'opinion publique doivent en être exclues et de ce nombre sont ceux qui ont fait faillite. L'honneur qui est inséparable du titre de fabricant, ne permet pas qu'on les admette dans le conseil de fabrique.

Le particulier dont on nous parle n'étant pas commerçant n'a pas été en faillite dans le sens du code pénal ; par conséquent, il n'est pas soumis aux peines infamantes portées contre les banqueroutiers frauduleux et les banqueroutiers simples et leurs complices. Son honorabilité s'affirme par l'abandon volontaire qu'il a fait de ses biens à ses créanciers, dont il garde l'estime. C'est une malheureuse victime du sort, peut-être d'une bonté inintelligente.

C'est à notre correspondant et aux autres membres de son conseil de fabrique à juger la situation. Si, malgré ses disgrâces, l'individu en question a réellement conservé l'estime de ses concitoyens, il reste parmi les notables et ne peut être exclu du conseil par sa déchéance financière. Mais si l'on peut l'accuser d'avoir dévoré sa fortune en débauches, en écarts de conduite, ou même par une manifeste mauvaise administration, l'opinion publique est probablement contre lui, et alors sa présence au milieu d'un conseil qui a pour mission d'administrer le temporel de la paroisse, malédifierait la population, et il vaudrait mieux, dans ce cas, lui faire comprendre qu'une démission donnée à propos couperait court à toutes les difficultés. Les fabriques doivent, comme la femme de César, ne pouvoir pas être soupçonnées.

Q. — Permettez-moi de vous poser un cas de jurisprudence qui peut-être n'est pas rare.

Un conseil municipal, voyant depuis longtemps le presbytère en mauvais état, en décrète la reconstruction.

Pendant l'exécution des travaux, il donne pour habitation à son bon curé, la seule maison qu'il trouve dans le village, maison en plus mauvais état encore que celle que l'on démolit.

Le curé l'accepte naturellement dans l'espoir d'avoir bientôt un logement convenable.

Bref, le nouveau presbytère est construit ; les travaux, sauf peut-être quelques-uns de moindre importance, sont finis, et cela depuis deux ans.

Mais voilà que le maire et le conseil municipal ne veulent pas ouvrir le nouveau presbytère à leur curé. Ils lui laissent pourtant cultiver le jardin ; mais ils s'obstinent à le laisser dans le mauvais taudis qu'ils ont loué 200 francs. Que pensez-vous de cela ? et que faire ?

R. — Nous pensons qu'il se passe là quelque chose d'insolite, qui ne s'explique pas. Quelles raisons peuvent bien donner les municipaux pour justifier leur manière d'agir ? Notre correspondant aura sans doute interrogé le maire, et celui-ci aura

dit quelque chose. Quoi ? En l'absence de toute communication sur ce point, il nous est difficile de porter un jugement d'autant plus qu'il y a là une anomalie. Pourquoi permettre au curé de cultiver le jardin, si on ne veut pas lui donner le presbytère ? Autre anomalie : pourquoi louer une habitation en ruine qui coûte de l'argent, quand on en a une autre libre et neuve qui ne coûte rien ? Il y a là un mystère qu'il appartient à notre correspondant d'élucider ; et voici comment il doit s'y prendre. Il écrira au maire pour le mettre en demeure de lui livrer l'immeuble destiné au presbytère ; et si le maire ne répond pas ou répond dans un sens négatif, il faut écrire au préfet ou lui faire écrire par l'Évêque diocésain, ce qui sera mieux, en exposant la situation telle qu'elle est. Le presbytère n'a pu être reconstruit sans délibération du conseil municipal et sans l'autorisation préfectorale. Qu'on prenne note de ces délibérations et approbation ; tout cela se trouve à la mairie, et le curé, comme tout citoyen, a le droit de voir et d'examiner les registres sans déplacement.

Le préfet, lui, répondra soit en sommant le maire de s'exécuter, soit en donnant les raisons d'un refus. La question posée administrativement recevra une solution administrative.

Vainement le maire voudrait-il s'appuyer sur l'alternative accordée par la loi de fournir un logement au curé ou une indemnité de logement. La municipalité pouvait opter quand il s'est agi de reconstruire et adopter le système d'indemnité. Mais de fait elle a opté pour la fourniture d'un immeuble, puisqu'elle a construit. Elle n'a plus de prétexte, et si véritablement elle voulait priver le curé du nouveau presbytère, elle ne le pourrait qu'en procédant comme on procède pour les distractions.

Vainement encore, le maire invoquerait-il l'article 167 de la loi municipale du 5 avril 1884, ainsi conçu : Les conseils municipaux pourront prononcer la désaffectation totale et partielle d'immeubles consacrés, en dehors des prescriptions de la loi organique des cultes du 18 germinal an X..., soit à des services religieux ou à des établissements quelconques ecclésiastiques et civils. Ces désaffectations seront prononcées dans la même forme que les affectations, »

D'après les déclarations de M. Lenoel, auteur de cet article et membre de la commission au nom de laquelle il parlait, le droit reconnu aux communes s'applique à l'avenir et non au passé ; les immeubles concordataires tels que les églises et les presbytères, sont en dehors des établissements visés par la loi ; par conséquent, il était impossible aux conseils municipaux de les désaffecter. M. le sous-secrétaire d'État au ministère de la Justice fit une déclaration analogue. D'où il suit que la municipalité en question n'a ni raison ni prétexte pour priver plus longtemps notre correspondant de son presbytère.

Q. — 1^o Dans une paroisse de campagne, la Fabrique fait remise du droit de sonnerie aux habitants. Ceux-ci, de leur côté, se chargent de l'entretien de la lampe et du balayage de l'église. Chacun le fait à son tour, en offrant le pain bénit.

Quelques rares esprits forts se dérobent à ces charges ; peut-on exiger d'eux le tarif des sonneries ?

2^o Une famille de protestants de nationalité suisse est venue cultiver une ferme sur la commune de X... Par suite de leur présence, le préfet impose d'office une contribution de 1 fr. 50 par protestant à payer par la commune pour le logement du ministre protestant de la ville voisine : peut-on échapper à ces exigences ?

Peut-on exiger la réduction de cette contribution, vu que le logement du ministre contient non seulement des appartements privés et la salle du culte, mais des salles d'école où il faisait autrefois la classe, et qui ne sont plus fréquentées aujourd'hui ?

R. — Ad 1^m. Que le contrat dont on nous parle, soit écrit ou simplement régi par l'usage, il est bilatéral et engage simultanément la fabrique, d'un côté, et les paroissiens, de l'autre. L'axiome *do ut des* lui est applicable. Par conséquent, celui qui se dérobe à la charge, tombe immédiatement sous le droit commun, il est déchu du privilège. Les fameux esprits forts, qui ont l'air d'être bien faibles, cessent d'avoir droit à la sonnerie gratuite des cloches puisqu'ils se refusent aux actes qui servent de base à cette gratuité. Non seulement on peut, mais encore on doit exiger d'eux le tarif des sonneries quand ils en réclament. Nous disons *on doit*, parce que ni le curé, ni le conseil de fabrique ne pourraient sans forfaire à leur devoir, abandonner un des intérêts qui leurs sont confiés.

Ad 2^m. « L'indemnité de logement aux curés et desservants et ministres des autres cultes salariés par l'Etat, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement et lorsque les fabriques ou au autres administrations préposées aux cultes ne pourront pourvoir elles-mêmes au paiement de cette indemnité » est une dépense obligatoire pour les communes (art. 136 de la loi du 5 avril 1884).

Or, l'article 149 de la même loi s'exprime ainsi : « Si un conseil municipal n'allouait pas les fonds exigés par une dépense obligatoire, ou n'allouait qu'une somme insuffisante, l'allocation serait inscrite au budget par décret du président de la République, pour les communes dont le revenu est de 3 millions et au dessus, et par arrêté du Préfet en conseil de préfecture pour celles dont le revenu est inférieur.

« Aucune inscription d'office ne peut être opérée sans que le conseil municipal n'ait été, au préalable, appelé à prendre une délibération à ce sujet.

« S'il s'agit d'une dépense annuelle et variable, le chiffre en est fixé sur sa quotité moyenne pendant les trois dernières années.

« S'il s'agit d'une dépense annuelle et fixe de sa nature ou d'une dépense extraordinaire, elle est inscrite pour sa quotité réelle.

« Si les ressources de la commune sont insuffisantes pour subvenir aux dépenses obligatoires inscrites d'office, en vertu du présent article, il y

est pourvu par le conseil municipal, ou, en cas de refus de sa part, au moyen d'une contribution extraordinaire établie d'office par un décret, si la contribution extraordinaire n'excède pas le maximum à fixer annuellement par la loi de finances, et par une loi spéciale si la contribution doit excéder ce maximum. »

Par la simple lecture des textes que nous venons de reproduire, notre correspondant aura vu qu'une indemnité est due au ministre protestant, et que si la commune ne l'alloue pas le préfet peut l'inscrire d'office. Ceci est évident quand il s'agit d'une paroisse. Mais une simple famille protestante, campée dans une localité catholique, constitue-t-elle donc une paroisse de manière à obliger une commune à payer le logement du ministre qui ne réside pas dans la localité ? Oui ; une ordonnance du 7 août 1842, délibérée en Conseil d'Etat, reconnaît en principe que l'indemnité de logement est due aux ministres des cultes protestant et israélite par la commune ou *par les communes de leur circonscription*. Nous serions curieux de savoir si le même préfet se montrerait aussi généreux dans le cas où il s'agirait d'une famille catholique campée dans une commune protestante. Ce n'est pas la seule inégalité que l'on constate entre la manière de traiter les catholiques et les protestants. Ainsi à propos de ce même logement dû aux uns et aux autres, il n'est dû aux catholiques que subsidiairement et en cas d'insuffisance des ressources de la fabrique ; tandis que la loi l'accorde directement et sans restriction aux protestants, et elle l'accorde, comme on vient de le voir, quand il n'y a qu'une seule famille protestante dans une commune catholique.

La contribution de la commune pour le logement du ministre est donc légale ; mais si cette contribution est jugée excessive, rien n'empêche le conseil municipal de s'élever contre cette exagération par une délibération motivée, puisqu'aucune inscription d'office ne peut être opérée par le préfet sans que le conseil municipal en soit préalablement saisi.

Q. — Permettez-moi de vous demander une solution avec toute la franchise d'un Cantabre.

Un curé quitte pour raison très grave le presbytère. Il établit son logement dans une autre maison. Peut-il placer des locataires dans le presbytère qu'il a quitté ?

R. — Dans son *Cours de législation civile-ecclésiastique*, Mgr André résout cette question affirmativement. Il raisonne de la manière suivante. Sous le gouvernement de juillet, dit-il, quelques communes avaient acheté ou fait construire des maisons pour y loger simultanément le curé et l'instituteur, ou elles se procuraient des presbytères tellement incommodes ou situés d'une manière tellement inconvenante, qu'un curé ne pouvait décemment les habiter. On demandait à cette occasion si, dans ce cas, il pouvait louer ces maisons en partie ou en totalité, afin de pouvoir se loger plus près de l'église et d'une manière plus digne de son ministère.

Cette question, dit Mgr André, ne peut faire l'objet d'un doute ; car si l'on veut assimiler le curé à un usufruitier, il est autorisé par la loi à louer ou affermer. L'article 595 du code civil porte : « L'usufruitier peut jouir par lui-même, donner à ferme à un autre ou même vendre ou céder son droit à titre gratuit. »

Si l'on veut restreindre les droits du curé à ceux d'un simple locataire, il doit avoir la même faculté, aux termes de l'article 1717 ainsi conçu : « Le preneur a le droit de sous-louer et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite. »

D'ailleurs l'ordonnance du 3 mars 1825 tranche la difficulté en décidant que les curés peuvent louer les presbytères des paroisses vacantes dont ils ont le binage ; elle n'y met qu'une condition : celle de l'autorisation de l'évêque. Il peut en être de même du presbytère paroissial proprement dit, et, *à fortiori* ; car le curé ne peut pas être moins bien traité pour le presbytère de la paroisse principale que pour celui de la paroisse accessoire.

Donc, avec l'autorisation de l'évêque diocésain, un curé peut quitter son presbytère, le louer, et, avec l'argent qu'il en retire, payer sa nouvelle habitation. La commune n'a rien à y voir. Dans ce cas, bien entendu, on ne peut exiger d'elle ni la construction d'un autre presbytère, ni une indemnité de logement : ce dernier point précisément est un nouvel argument en faveur du curé ; car s'il ne peut exiger une indemnité, il est juste qu'il la trouve dans la location du presbytère abandonné.

Nous n'avons pas besoin de faire observer à notre Cantabre que, si l'autorisation épiscopale, nécessaire pour louer le presbytère du binage, ne l'est pas pour le presbytère paroissial (ceci, en effet, ne se trouve pas dans la loi), elle est souverainement utile, en cas de contestation de la part de la commune ; car même aux yeux de nos mauvais gouvernants, l'évêque est le juge compétent par excellence de ce qui est convenable pour la dignité extérieure du prêtre ; et de même qu'il peut interdire une église parce qu'elle ne réunirait pas les conditions voulues pour un temple où l'on célèbre les saints mystères ; de même, il peut en faire autant pour un presbytère qu'il trouverait insuffisant pour protéger l'honneur et la santé de son humble coopérateur.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 16 januarii 1889.

+ ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

Hommes et choses sont appréciés par le docteur allemand avec cette sereine impartialité, avec cette tranquille justice, plus voisine de l'indulgence que de la sévérité, qu'on ne rencontre d'ordinaire que chez les écrivains qui ont à la fois beaucoup étudié et beaucoup vécu.

Si on en veut la preuve, qu'on lise, par exemple, la page suivante que, comme les précédentes, j'extraits de la préface et dans laquelle l'ex-professeur de Wurzburg, resté fidèle à l'Eglise, s'exprime ainsi sur le compte de l'un de ses anciens collègues de Munich malheureusement devenu schismatique : « Les ouvrages de Doellinger sur l'antiquité chrétienne, dit-il, sont des plus remarquables et si on peut appliquer à ce savant ce que saint Jérôme disait d'Origène : *Ubi bene nemo melius*, on ne saurait dire de lui : *Ubi malè nemo pejus*, car il a montré jusque dans les aberrations de la fin de sa vie, à l'égard de l'Eglise, qu'il avait autrefois si ardemment défendue, une noblesse d'attitude inconnue d'autres apostats. Les excellents travaux accomplis autrefois par ce savant, demeurent acquis à la science catholique, et, de même que cette science n'a pas abhorré les magnifiques productions de la période catholique de Tertullien, malgré sa chute dans le montanisme, de même elle ne renonce pas à profiter de ce qui s'est fait de remarquable chez elle par d'autres qui lui sont devenus plus tard infidèles. »

Cet esprit de justice, qui en chaque personnage démêle la part du bien de celle du mal, qui en chaque institution fait ressortir le côté louable et le côté defectueux, qui en chaque action tient compte des circonstances aggravantes et des circonstances atténuantes, cet esprit de justice, dis-je, que nous voyons ici appliqué à l'appréciation d'un vivant, inspire aussi les jugements que le cardinal Hergenroether porte sur les morts.

Si l'espace ne m'était mesuré, j'aimerais à prouver par des exemples qu'en rédigeant son livre l'illustre auteur n'a pas cessé un seul instant d'avoir sous les yeux ces nobles paroles qui dans l'édition allemande servent d'épigraphe à la nouvelle *Histoire* ; Tout pour la vérité, rien contre la vérité : tout pour l'Eglise de Dieu et avec elle : *Alles für die Wahrheit, nichts gegen die Wahrheit : alles für die Kirche Gottes und mit ihr.*

Mais j'ai hâte de finir ce compte-rendu qui, quoique trop court pour l'importance de l'ouvrage, paraîtra peut-être trop long à l'impatience de quelques-uns de mes lecteurs. Laissons donc là les généralités et venons-en à l'analyse.

(La fin au prochain n°).

Accusés de réception à MM. :

A. M. vicaire à P. (Loire-Inférieure) 4016. — J. M. curé d'O. (Alpes-Maritimes) 4017. — A. B. hosp. g. à Q. (Canada) 4019. — J. F. curé de St G. de B. (Dordogne) 4018. — P. prêtre à N. (Loire-Inférieure) 4020. — B. curé à S. S. (Meurthe-et-Moselle) 4021. — A. C. à Ste A. de J. 4022. — A. C. curé d'E. (Meurthe-et-Moselle) 4023. — P. curé de M. (Corrèze) 4024. — R. P. S. de N.-D. de L. (Morbihan) 4025. — B. Ch. h. à P. (Hte-Garonne) 4026. — L. F. curé à Ste A. des R. T. (Côtes-du-Nord) 4027. — P. curé de B. (Ht-Rhin) 4028. — P. D. archip. en ret. à S. (Dalmatie-Autriche) 3928. — H. G. curé à C. (Nord) 4030. — R. curé-doyen de M. (Vaucluse) 4031. — A. S. à A. (Vaucluse) 4032. — T. vicaire à C. (Ile-et-Vilaine) 4034. — B. curé de F. (Somme) 4037. — S. curé à St C. (Cantal) 4038. — D. recteur de L. (Finistère) 4039. — L. curé de C. (Isère) 4040. — M. curé à M. (Allier) 4041. — J. vic. gén. à A. (Tarn) 4042. — P. curé à B. (Orne) 4043. — S. curé à M. (Hte-Saône) 4044. — V. curé à V. en S. (Hte-Savoie) 4045. — H. D. curé de S. S. (Manche) 4046. —

L. curé de St G. le G. (Mayenne) 4047. — R. curé de C. (Deux-Sèvres) 4049. — C. aumônier à C. (Rhône) 4050. — C. chapelain de Ste A. (Finistère) 4051. — M. curé de S. (Puy-de-Dôme) 4052. — C. curé v.-d. à F. du P. (Mayenne) 4054. — B. vicaire de T. (Algérie) 4055. — V. curé à N. (Ain) 4056. — A. curé de C. (Charente-Inférieure) 4058. — C. curé de Ste-E. à M. (B.-du-Rhône) 4059. — T. curé de St C. (Gironde) 4060. — B. vicaire à P. (Vaucluse) 4061. — P. recteur à B.-M. (Côtes-du-Nord) 4062. — L. B. recteur de St-S. (Morbihan) 4063. — V. vicaire à St-F. de S. (Aveyron) 4064. — C. vicaire à A. (Htes-Pyrénées) 4065. — F. vicaire à M. (Mayenne) 4066. — B. curé à T. (Gard) 4067. — C. curé des M. (Creuse) 4068. — R. A. M. à W. par M. (Hollande) 4069. — M. directeur à M. (Hérault) 4070. — D. aumônier à B. (Basses-Pyrénées) 4072. — D. curé d'A. (Gers) 4074. — W. à A. (Tarn) 4077. — L. à A. (Lot-et-Garonne) 4079. — G. curé de G. (Morbihan) 4081. — B. curé de S. (Seine) 4082. — B. vicaire à M. (Rhône) 4084. — G. curé de J. (S.-et-Marne) 4085. — V. curé de V. (Cantal) 4086. — P. à L. le R. (Loiret) 4087. — C. curé de T. (Landes) 4088. — J. curé de R. (Ain) 4089. — R. curé de P. (Hte-Savoie) 4093. — B. curé de M. (Manche) 4096. — P. curé à P. (Jura) 4097. — H. curé de St-M. du B. (Seine-et-Marne) 4098. — B. à C. (Nord) 4099. — M. curé à V. (Cantal) 4100. — G. S. curé-doyen de R. (Indre-et-Loire) 4101. — L. B. vicaire à F. (Ain) 4102. — G. curé à St V. 4103. — J. S. curé de L. (Gironde) 4104. — T. vicaire à N. par P. (Indre-et-Loire) 4105. — L. inst. St-V. à V. (Rhône) 4106. — L. au T. du M. (Ile-et-Vilaine) 4107. — R. curé à R. (Hte-Savoie) 4110. — P. vicaire à St-S. de B. (Isère) 4111. — J. curé d'A. (Saône-et-Loire) 4113. — B. curé de R. (Pas-de-Calais) 4115. — B. curé à C. (Hte-Loire) 4118. — U à St J. de L. (B.-Pyrénées) 4120. — L'I-A. recteur de P. (Côtes-du-Nord) 4121. — P. vicaire à M. (Somme) 4122. — F. curé de T. (Côte-d'Or) 4123. — K. curé d'A. (Lorraine) 4124. — D. curé à V. (Tarn-et-Garonne) 4125. — D. curé à R. (Marne) 4132. — V. curé de la G. (Vendée) 4135. — M. N. C. à N.-D. de S. (Basses-Alpes) 4141. — L. curé-doyen d'A. (Gers) 4142. — L. curé de S. (Lot-et-Garonne) 4143. — L. curé d'A. (Yonne) 4144. — E. C. curé à M. (Belgique) 4148. — R. curé à M. (Somme) 4150. — M. curé à C. s. L. (Indre-et-Loire) 4151. — S. à A. (Lot-et-Garonne) 4152. — B. curé à B. (Lot-et-Garonne) 4153. — S. vicaire à I. (Hte-Loire) 4154. — G. curé à St-J. S. (Loire) 4155. — B. vicaire à L. B. (Htes-Pyrénées) 4157. — R. curé de D. (Maine-et-Loire) 4162. — L. curé à St-O. (Creuse) 4166. — D. M. au B. N. (Alpes-Maritimes) 4168. — M. à M. (Calvados) 4169. — F. curé de C. (Charente-Inférieure) 4170. — G. curé de C. (Aude) 4172. — L. curé de St-A. (Lot) 4173. — B. vicaire à R. (Aveyron) 4175. — A. J. curé de B. (Seine-et-Marne) 4176. — L. G. recteur de P. (Morbihan) 4179. — K. et M. à M. (B. du Rhône) 4181. — J. vicaire à C. en V. (Ile-et-Vilaine) 4182. — M. et L. à S. C. L. (Gironde) 4185. — M. curé de C. L. D. (Vosges) 4188. — G. curé de la C. s. D. (Saône-et-Loire) 4189. — S. curé de S. (Yonne) 4190. — C. P. chapelain à P. I. P. (Manche) 4191. — D. curé de B. (Manche) 4192. — B. curé à St-Q. (Maine-et-Loire) 4195. — T. D. à R. C. (Aveyron) 4197. — I. à A. (B.-du-Rhône) 4198. — A. curé de C. (Htes-Pyrénées) 4199. — M. curé de St-G. de R. (Rhône) 4200. — L. G. curé de B. I. P. (Hte-Saône) 4201. — L. R. curé d'A. (Puy-de-Dôme) 4202. — E. G. curé de C. le R. (Mayenne) 4203. — C. recteur de C. (Morbihan) 4204. — B. curé de la L. (Aveyron) 4209. — V. curé de L. (Ain) 4211. — L. curé-doyen de R. (Aube) 4212. — A. M. curé d'U. (Vosges) 4213. — G. curé à S. (Creuse) 4214. — F. recteur de P. (Finistère) 4215. — M. curé de T. (Loire) 4216. — C. curé de D. (B.-Pyrénées) 4217. — L. curé à D. les A. (Pas-de-Calais) 4218. — L. directeur à T. (Htes-Pyrénées) 4219. — D. curé de St-B. des B. (Nièvre) 4220. — V. à N.-D. du M. (M.-et-Loire) 4221. — R. à M. (Allier) 4222. — L. D. curé de H. P. O. W. (Canada) 4223. — C. curé de St-P. de L. (Corrèze) 4225. — D. et P. à R. M. (Ardennes) 4226. — L. D. vicaire à M. s. S. (Seine-et-Oise) 4227. — H. curé de L. (Manche) 4228. —

C. curé à S. S. M. (B.-Pyrénées) 4232. — N. A. à S. (Hérault) 4233. — D. à P. (Seine) 4234. — G. vicaire de B. (Aveyron) 4235. — L. recteur de C. (Morbihan) 4236. — F. curé-doyen de L. (Htes-Pyrénées) 4237. — L. curé de St-N. (Tarn-et-Garonne) 4242. — B. curé de C. (Gers) 4248. — H. et C. à S. et V. (Basses-Pyrénées) 4253. — B. curé-doyen de B. (Allier) 4255. — L. curé de V. (Hte-Marne) 4257. — A. T. aumônier à C. (Aisne) 4258. — H. curé de N. (Maine-et-Loire) 4259. — C. curé de St-L. de L. (Indre-et-Loire) 4261. — N. curé d'O. (Jura) 4262. — M. curé-doyen de V. (Ardennes) 4263. — R. curé de P. L. (Jura) 4265. — L. curé à B. (Basses-Pyrénées) 4266. — S. curé-archiprêtre de B. (Hte-Savoie) 4268. — L. curé de St-O. des V. (Mayenne) 4269. — S. à H. (Basses-Pyrénées) 4272. — G. recteur de P. (Morbihan) 4273. — R. curé à V. (Somme) 4274. — C. G. professeur à Ste-A. comté de K. (Canada) 4275. — L. curé de St-J. P. (Gers) 4276. — V. curé de St-G. le B. (Hérault) 4277. — C. curé de L. (Somme) 4278. — P. curé de S. (Gironde) 4281. — B. curé du M. (Var) 4283. — A. curé du M. (Oise) 4296. — T. supérieur à C. (Loire-Inférieure) 4297. — S. curé à P. s. S. (Aisne) 4300. — L. curé-doyen de T. (Nièvre) 4301. — M. vicaire à Ste-H. d. L. (Savoie) 4302. — M. curé de B. (Nord) 4305. — M. curé de B. du J. (Jura) 4306. — P. curé à V. (Sarthe) 4307. — P. curé-archiprêtre à V. (Isère) 4308. — H. curé de C. (Seine-Inférieure) 4309. — R. curé de C. les E. (Aisne) 4311. — D. curé d'A. (Yonne) 4312. — L. curé à L. (Dordogne) 4313. — T. curé de C. (Ardennes) 4314. — N. curé de St-M. (Ardennes) 4315. — D. curé de C. (Doubs) 4316. — R. curé de St-P. de G. (Lot-et-Garonne) 4318. — H. à R. (Hte-Alsace) 4334. — L. G. recteur de St-T. (Morbihan) 4335. — B. curé de M. (Loire-Inférieure) 4337. — D. curé-doyen de V. (Seine-et-Marne) 4341.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

à L'AMI DU CLERGÉ PAROISSIAL

(Supplément à l'Ami du Clergé.)

Les sept premiers numéros du *Supplément* à l'Ami du Clergé seront envoyés gratuitement à tous nos abonnés.

L'abonnement à ce *Supplément* n'est point obligatoire, et ceux qui ne voudront recevoir que l'Ami du Clergé ancien n'auront qu'à nous prévenir. Mais nous ne recevrons pas d'abonnement au *Supplément* seul.

Le prix de l'abonnement au *Supplément* est fixé à 5 francs pour la France et 6 francs pour l'étranger. Par conséquent les abonnés qui le recevront nous devront, pour l'Ami du Clergé et son *Supplément* : 13 francs en France et 16 francs à l'étranger.

Les abonnements, sans exception, pour l'Ami du Clergé et son *Supplément*, dateront du 1^{er} janvier et se termineront le 31 décembre de chaque année.

Tous les abonnés de l'Ami du Clergé qui ne refuseraient pas le *Supplément* de celui-ci avant le 15 janvier 1889, seront considérés comme formellement abonnés à ce *Supplément*, qui, à la fin de l'année, formera un volume spécial, avec ses tables, titres et couvertures.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

RUE MORIMOND. A LANGRES

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 4

PRÉDICATION : Pour le cinquième dimanche après l'Épiphanie : homélie sur l'Évangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : Messe *pro populo* à la fête du patron du diocèse.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Peut-on porter processionnellement pendant la semaine sainte l'image de N.-S. mort ? Un diacre encourt-il l'irrégularité en administrant l'Extrême-Onction ? Tous les membres du clergé doivent-ils ôter leurs chaussures pour adorer la Croix ? — A défaut de servant peut-on employer une femme pour répondre dans l'administration des sacrements ? A une messe chantée de *Requiem*, peut-on se contenter de lire à l'autel la prose *Dies iræ* ? Dans la messe chantée de *Requiem* quelle oraison dire pour plusieurs défunts ? — Pourquoi réciter debout l'*Angelus* le samedi soir et le dimanche ? — Pourquoi ne fait-on qu'aux fêtes le suffrage de la croix ? — Doit-on publier dans les deux paroisses les bans d'un jeune homme qui quitte celle qu'il habitait depuis deux ans et revient chez ses parents pour son mariage, s'il doit aller aussitôt après s'établir ailleurs ? D'une personne qui a conservé sa maison au domicile de ses parents, mais qui habite Paris la plus grande partie de l'année ? — Comment faire pour l'eau du baptême solennel dans les pays de mission où l'on ne trouve pas partout de fonts baptismaux ? — Le confesseur qui aurait absous

son complice peut-il encore entendre les confessions de la même personne ? — Peut-on mélanger la chair et le poisson dans un même repas les jours de jeûne en dehors du Carême si l'on est dispensé de l'abstinence ? — Les officiers vivant chez eux sont-ils dispensés de l'abstinence, comme les soldats nourris par l'État ? — Benoît XIV autorise-t-il à percevoir trois honoraires pour les trois messes de Noël ? — Peut-on regarder comme authentiques les formules de prière contenant des propositions et des promesses insolites ? — Doit-on appliquer à une seule âme les indulgences du Chemin de la Croix ? — Y a-t-il obligation de faire inscrire les personnes qui ont reçu le scapulaire avant les nouveaux décrets ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Questions scolaires : Le maire peut-il replacer à l'école le crucifix enlevé par l'instituteur ? — Le conseil municipal peut-il louer pour une école libre le local de l'ancienne école de filles supprimée ? — L'inspecteur peut-il interdire à un instituteur libre de conserver des jeux dans son école ? — Un instituteur public peut-il interdire à ses élèves de fréquenter un patronage ? — L'ecclésiastique qui donne l'instruction à quatre enfants est-il tenu de déclarer leur nom et âge, et de produire une attestation écrite des parents, qu'ils se destinent à l'état ecclésiastique ?

COURRIER DES LIVRES

HISTOIRE DE L'ÉGLISE, par S. E. le cardinal HERGENRÖTHER, traduite de l'allemand par M. l'abbé BELET, 4 forts vol. in-8°. Paris, Palmé, 1880-83.

TROISIÈME ET DERNIER ARTICLE ¹

Le *Manuel* du cardinal Hergenröther s'ouvre par une vaste *Introduction* de cent trente-six pages, toute bondée de faits et d'idées, de laquelle il convient tout d'abord que nous disions un mot.

Elle est divisée en deux chapitres dont le premier forme à lui seul tout un traité de critique historique.

L'auteur, en effet, après avoir répondu avec une grande hauteur de vues à ces deux questions : Qu'est-ce que l'histoire ? et quelle est sa tâche ? y établit ce qu'en France on appelle la bibliogra-

phie et ce qu'en Allemagne on nomme la littérature de son sujet.

Les renseignements qu'il donne sur les divers historiens qui dans les différents pays se sont occupés, depuis le commencement de l'ère chrétienne jusqu'à nos jours, de raconter le passé de l'Eglise, ont d'autant plus de valeur qu'ils sont non seulement indicatifs mais encore, si je peux ainsi dire, appréciatifs. Le titre de chaque ouvrage, en effet, dans la liste dressée par le savant allemand est suivi, d'un jugement court mais motivé, et suffisant, dans tous les cas, pour fixer le lecteur sur le degré plus ou moins grand de confiance mérité par tel ou tel écrivain dont on lui a conseillé la lecture.

Le second chapitre, lui, est consacré à l'examen de ce grave problème : « Quelle était la situation de l'humanité avant l'établissement de l'Eglise chrétienne, avant l'apparition de son fondateur ? »

Le cardinal Hergenröther y passe successivement en revue le monde païen et le monde juif, exposant d'un côté les divers systèmes soit de dogme soit de morale inventés par les Chinois, les

¹ Voir l'*Ami du Clergé* des 10 et 17 janvier.

Indous, les Egyptiens, les Babyloniens, les Grecs et les Romains, pour se rapprocher de la vérité dont l'idolâtrie les avait éloignés, et énumérant d'un autre côté les nombreuses sectes : Chassidims, sadducéens, pharisiens, esséniens, thérapeutes, qui depuis la captivité de Babylone s'étaient formés au sein du judaïsme.

La conclusion qui ressort de ce saisissant et érudit tableau, c'est qu'au moment que saint Paul appelle quelque part « la plénitude des temps » l'univers tout entier 1^o avait besoin d'un Sauveur et 2^o attendait sa venue, et c'est en effet par la constatation historique de ce double fait que se termine l'*Introduction* du cardinal Hergenröther.

Quant à l'ouvrage en lui-même il est divisé chronologiquement en trois grandes époques : l'antiquité chrétienne, le moyen-âge et les temps modernes.

L'*antiquité chrétienne* aux yeux du savant professeur de Wurzburg ne comprend pas moins de sept siècles. Elle commence à l'étable de Bethléem en effet, et ne s'arrête qu'au concile in Trullo. L'auteur la subdivise en deux périodes : la première qu'il appelle « le temps des persécutions sanglantes » va depuis Jésus-Christ jusqu'à l'édit pacificateur rendu à Milan par Constantin en 313 : la seconde qu'il définit « le temps des controverses dogmatiques, des grands conciles et des Pères de l'Eglise » a pour limite extrême l'année 692.

Tout le premier volume de l'édition française du *Manuel* et les six cent quarante premières pages du second sont consacrées à l'étude de cette époque dans laquelle Fleury voyait et non sans raison l'âge d'or du christianisme et qui aujourd'hui est le terrain le plus ordinaire des discussions historiques entre catholiques et protestants.

Vient ensuite le *Moyen-âge* que le cardinal Hergenröther, contrairement à la classification généralement adoptée en France ne fait commencer, on le voit, qu'à la fin du xiii^e siècle et qu'il termine dès les dernières années du xve. Cette grande époque comme la précédente se subdivise, dans le livre de l'éminent préfet des archives du Vatican, en plusieurs périodes dont chacune est caractérisée par un fait général. La première est « le temps de l'introduction du christianisme » et par là même de la civilisation dans la vieille Germanie : elle finit à la mort de Charlemagne (814). La seconde s'arrête en 1073, date de l'avènement de S. Grégoire VII : c'est le temps « de l'établissement du nouvel empire romain d'Occident et de sa prépondérance sur l'Eglise. » La troisième qui, comme s'exprime avec beaucoup de justesse le docte cardinal, est pour ainsi dire le point culminant du moyen-âge, est close par le pontificat de Boniface VIII. La quatrième et dernière enfin embrasse les quatorzième et quinze siècles, et elle coïncide avec « le déclin de la puissance politique des papes et le commencement d'une réaction hostile contre le passé. »

L'examen des diverses questions soit de fait soit de droit que soulève l'histoire de ces huit cents années, occupe dans le *Manuel* outre les cent cinquante dernières pages du second volume, les tomes troisième et quatrième tout entiers.

C'est là, c'est-à-dire au seuil du xvi^e siècle, que s'arrête la version de M. l'abbé Belet.

La dernière partie de l'ouvrage relative aux *Temps modernes* doit, elle aussi, comprendre trois périodes, allant la première de la fin du xve siècle à 1648 : la seconde de 1648 à 1789 et la troisième de 1789 jusqu'à nos jours.

Telles sont les grandes lignes du monument scientifique que le cardinal Hergenröther vient d'élever en l'honneur de l'Eglise : telles sont les proportions de chacune de ses parties.

On n'attend pas de nous, après cela, que nous

examinions l'édifice pierre par pierre et que nous passions un à un en revue, pour en déterminer la valeur exacte, tous les matériaux qui sont entrés dans sa construction. Cette critique de détail outre qu'elle demanderait beaucoup de temps, n'apprendrait absolument rien à nos lecteurs.

Que dans quatre gros volumes en effet touchant à des milliers de sujets, il ait pu se glisser quelques inexactitudes, c'est ce que tout le monde devinera aisément : que dans un livre où tant d'hommes et de faits sont appréciés, il y ait quelques jugements contestables, c'est ce dont personne n'a le droit de s'étonner : que dans une synthèse aussi vaste, enfin, l'on rencontre quelques lacunes, c'est une chose presque inévitable et ce n'est pas la constatation pratique que nous pourrions en faire qui diminuerait en rien la haute estime dans laquelle, selon nous, doit être tenue la nouvelle *Histoire* de l'Eglise.

De pareilles déficiences en effet, que comme dit Horace :

Aut incuria fudit
Aut humana parum cavit natura.

ne prouvent absolument rien, sinon que l'auteur est homme, et en dresser laborieusement la liste serait tomber dans le même ridicule que certain architecte, ami du paradoxe, dont je lisais l'autre jour l'histoire et qui pour arriver à prouver que Notre-Dame de Reims était la moins belle de nos cathédrales, crut devoir faire l'addition de toutes les tuiles qui sont à remplacer dans sa toiture, de toutes les écornures qui déparent ses pilastres et de tous les carreaux qui manquent à ses verrières. Comme si la valeur artistique d'un édifice pouvait dépendre de pareilles vétilles ! Comme si les grands monuments ne demandaient pas pour être sagement appréciés à être considérés dans leur ensemble !

Nous l'avons déjà dit et nous tenons à le répéter, envisagé de cette dernière manière, le *Manuel* du cardinal Hergenröther apparaitra, certainement, à quiconque voudra prendre la peine de l'étudier, comme il nous est apparu à nous-même, c'est-à-dire comme un très riche et très méthodique répertoire de faits solidement établis et en même temps comme un admirable instrument de travail.

A ce double titre, il se recommande aux maîtres chargés de l'enseignement de l'Histoire ecclésiastique dans nos jeunes facultés catholiques de théologie ainsi qu'aux directeurs de nos grands séminaires. Ceux-ci peuvent, croyons-nous, le mettre très utilement sinon entre les mains de tous leurs élèves, au moins entre celles des mieux doués parmi les jeunes clercs qu'ils ont à former. Ceux-là, d'autre part, ne sauraient trouver de meilleure lecture à recommander aux étudiants qui suivent leurs leçons, car parmi tous les livres du même genre existant aujourd'hui, soit en France, soit en Allemagne, nous n'en connaissons point qui soit ni plus savant, ni plus capable de donner le goût de la science et d'éveiller des vocations pour l'histoire.

Deux mots maintenant avant de terminer : l'un à l'adresse de l'éditeur, l'autre à celle du traducteur.

L'éditeur nous a fait longtemps attendre la publication des troisième et quatrième volumes de l'*Handbuch Kirchengeschichte* : nous osons le prier de nous donner le plus tôt possible la fin de ce remarquable travail. L'époque moderne est une des plus intéressantes, et à en juger par ses conséquences, une des plus importantes périodes de l'histoire de l'Eglise : nous avons hâte de l'étudier avec un guide d'une doctrine aussi sûre et d'une érudition aussi solide que l'est S. E. le cardinal Hergenröther,

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

—

POUR LE CINQUIÈME DIMANCHE APRÈS L'ÉPIPHANIE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(Saint Mathieu, xiii, 24-30.)

Afin de rendre accessibles aux esprits les moins cultivés, les grandes vérités qu'il venait enseigner aux hommes, Jésus se servait volontiers de paraboles, c'est-à-dire d'images, de comparaisons simples, familières, empruntées aux détails de la vie et de l'expérience quotidienne.

C'est une de ces paraboles, celle de l'ivraie et du bon grain, qui nous est rappelée aujourd'hui. Qui n'a vu le laboureur répandre la semence dans son champ ? Il ne se fie à personne de ce soin d'où dépend en partie le succès de la récolte. Il s'en acquitte lui-même. Chaque sillon reçoit une égale quantité de grains répartie uniformément sur toute la surface de la terre qu'un labour intelligent a défrichée et bien disposée. Au déclin du jour, le laboureur satisfait regagne sa demeure pour s'y livrer à un légitime repos. La nuit est venue, la nuit chère à tous ceux qui méditent quelque injustice ou quelque forfait. Or le père de famille de notre parabole a un ennemi. Le perfide a vu la joie et la satisfaction de celui dont il a promis de se venger. Vite il accourt et, profitant des ténèbres, il sème à pleines mains l'ivraie par dessus le bon grain. Puis, il se retire en toute hâte sans avoir été remarqué. On ne s'aperçoit de rien. Mais bientôt le froment a grandi, les épis se développent superbes et bien nourris, lorsqu'à côté et au-dessus d'eux apparaît une herbe étrangère et malsaine qui les enlace, les étrecit, les étouffe. C'est l'ivraie, l'ivraie qui va gâter et détruire la moitié de la récolte. Les serviteurs du père de famille le constatent avec effroi : « Maître, disent-ils tout d'une voix, voulez-vous que nous arrachions cette ivraie maudite ? » — « Non pas, reprend le père de famille. Car, en enlevant l'ivraie, vous pourriez aussi arracher le froment. Laissez plutôt croître l'un et l'autre jusqu'au temps de la moisson. Alors, je dirai aux moissonneurs : Coupez d'abord l'ivraie et liez-la en faisceaux pour la brûler, et amassez le bon grain dans mes greniers. » Ainsi parla Jésus. Son discours avait vivement frappé les Apôtres. A peine le peuple eut-il été congédié, qu'ils entourèrent le Maître : « Daignez, lui disent-ils, nous expliquer la parabole de l'ivraie dans le champ. » Jésus se rendit au pieux désir des disciples et donna l'explication complète et authentique qu'on lui demandait.

Nous ne ferons que redire et développer ce commentaire autorisé que l'Évangéliste a pris soin de nous conserver.

I

Celui qui sème le bon grain, c'est le Fils de l'Homme, c'est Dieu lui-même. Interrogez le laboureur, il vous dira quel soin il met à préparer la semence qu'il destine à son champ. Il veut

qu'elle soit pure, qu'elle soit de qualité supérieure, hors ligne. Ce n'est point assez. Ce froment choisi est passé au crible, trié, débarrassé de tout élément moins bon, de toute graine étrangère et nuisible. Enfin, avant de le confier à la terre, on le lave encore et on le soumet à une préparation spéciale qui doit achever de le purifier et de détruire tout mauvais germe qui pourrait nuire à sa croissance.

Ainsi agit le divin semeur. Son champ, c'est le monde : *Ager est mundus*. Dans ce vaste champ, il a répandu, et, chaque jour, il répand une semence de choix, une semence pure et sans mélange : la vérité, la grâce, tout ce qui peut rendre l'homme bon et heureux. O l'admirable et infatigable semeur ! Il sème partout et toujours, il sème avec profusion les dons les plus excellents, il en remplit et la raison, et le cœur, et les sens de tout homme qui vient en ce monde. Il a semé ses sublimes enseignements, ses divins exemples, son sang précieux. Il sème encore, il sèmera jusqu'à la fin des siècles par les mains de ses apôtres, de son Eglise, à qui il a dit : « Allez, enseignez tous les peuples et baptisez-les, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. »

Oui, M. F., telle est la mission que l'Eglise a reçue de son divin fondateur : semer le bien à travers le monde, veiller à ce qu'il croisse, à ce qu'il ne soit pas étouffé par l'ivraie, l'entourer de tous les soins qui doivent le faire fructifier et parvenir à une complète maturité. Elle sème le bien et ne peut semer que le bien. Grâce, en effet, à l'assistance qu'elle reçoit d'en haut, elle est infaillible. Jamais dans son enseignement authentique on ne pourra relever la moindre erreur, ni dans sa morale le moindre défaut, la plus légère imperfection. Ah ! si l'action de Dieu, si l'action de l'Eglise ne rencontreraient point d'obstacle, quelle riche, quelle resplendissante moisson croîtrait pour l'éternité ! D'un bout de l'univers à l'autre, on ne verrait que des âmes d'élite, des hommes aimant Dieu, dévoués à leurs frères, unis dans la même foi, dans la pratique des mêmes sublimes et éminentes vertus.

En est-il ainsi ? Non, M. F. ; si, grâce à Dieu, le nombre des fils du royaume est grand, *bonum semen, hi sunt filii regni*, le nombre des enfants d'iniquité, *zizania autem, filii sunt nequam*, est, malheureusement, plus considérable encore. Combien d'esprits révoltés contre l'enseignement divin, fermés à jamais aux lumières de la foi ! Combien de cœurs souillés, profanés, enlaidis par le vice et par le péché !

Eh quoi ! Seigneur, n'avez-vous semé le bon grain, le bon grain uniquement, dans ce vaste champ de l'univers que vous avez créé ? D'où provient toute cette ivraie ? *Nonne bonum semen seminasti in agro tuo ? unde ergo habet zizania ?*

Vous le savez, M. F., et c'est la vérité affirmée aujourd'hui par Notre-Seigneur, le mal a pour auteur ici-bas le démon. *Inimicus autem qui seminavit ea est diabolus*. Partout où Dieu a semé le bien, Satan sème l'iniquité. Et comment procède-t-il ? Il attend la nuit, il vient dans l'ombre, il se

cache, il dissimule sous des apparences trompeuses ce qu'il fait. Les ravages qu'il opère dans le champ divin sont-ils plus graves et plus étendus, c'est qu'alors la vigilance des serviteurs est endormie, *cum dormirent homines*, le zèle s'est émoussé, la charité a perdu sa vigueur.

L'œuvre du démon revêt toujours ce caractère de honte et de dissimulation, signalé par Notre-Seigneur. La secte qui, aujourd'hui, concourt le plus à propager l'erreur et le mal, ne s'entouret-elle pas d'un impénétrable mystère ? La nuit, voilà le moment qu'elle préfère pour préparer ses complots, tramer la ruine et la destruction de la moisson divine. Avec quel art aussi, elle dissimule, sous le masque de la science et de la philanthropie, la perversité de ses doctrines, l'immoralité de ses entreprises, l'égoïsme et la haine qui inspirent toute sa conduite. C'est là le secret de la séduction qu'elle exerce et de l'empire qu'elle a su prendre sur les masses. Pourquoi la franc-maçonnerie, à l'exemple de son patron, hait-elle tant la lumière, sinon parce que ses œuvres sont perverses comme ses desseins ? *Omnis enim qui male agit odit lucem, et non venit ad lucem, ut non arguantur opera ejus.* (Joan. III, 20.)

II

« Maître, voulez-vous que nous allions arracher l'ivraie ? » — « Non, pas encore, de crainte qu'en arrachant l'ivraie, vous ne déraciniez du même coup le froment. »

« Le zèle des serviteurs, remarque saint Jean Chrysostôme, quoiqu'un peu indiscret, témoigne le grand soin qu'ils avaient de la bonne semence, et montre que leur unique but était non de punir l'ennemi, mais de prévenir la perte du bon grain. Ils ne cherchent que les moyens de remédier à un si grand mal. Ils ne s'appuient pas même sur leur propre sentiment. Ils consultent la sagesse de leur maître : « Voulez-vous ? lui disent-ils. »

Belle leçon pour les fidèles ! Elle leur apprend à s'inspirer dans toute leur conduite, et particulièrement dans les œuvres du zèle catholique, de la sage direction de l'Eglise, à se laisser guider par leurs chefs légitimes, surtout par le Pontife romain, l'auguste Vicaire de Jésus-Christ sur la terre.

Le père de famille arrête ses serviteurs ; il veut qu'on laisse l'ivraie jusqu'au temps de la moisson. De plus, il donne la raison de cette conduite. En arrachant l'ivraie, on pourrait déraciner le bon grain. Dieu tolère le mal, mais ce n'est pas sans compensation ni sans profit pour son Eglise. Du spectacle de l'iniquité triomphante, il fait naître le désir de vertus sublimes ; de la persécution des méchants, il recueille des sacrifices héroïques, des mérites que nous ne saurions acquérir dans une vie tranquille ; des agressions de l'erreur, il fait surgir d'admirables manifestations de la vérité. En tolérant le mélange des justes et des pécheurs, des bons et des méchants, la Providence a encore un autre dessein. Si dans l'ordre naturel, l'ivraie ne pourra jamais devenir du fro-

ment, du moins la grâce toute puissante peut rendre bon ce qui est mauvais. Les méchants peuvent se convertir, les fils d'iniquité peuvent devenir les enfants du royaume, le plus abominable des pécheurs peut devenir un grand saint. Et c'est ce qui a été constaté maintes fois dans les siècles passés. Notre siècle, plus qu'aucun autre, nous a révélé et nous révèle chaque jour de ces merveilles et étonnantes transformations opérées par la grâce divine.

Toutefois, M. F., il ne faut pas voir dans les paroles du Sauveur autre chose qu'une simple tolérance à l'égard des méchants : on se tromperait, en concluant d'une parité de droits entre le bien et le mal. Dieu, dit saint Jean Chrysostôme, donne du temps aux méchants pour se convertir et pour rentrer en eux-mêmes. Il n'empêche pas néanmoins qu'on les réprime, qu'on leur interdise toute réunion, qu'on leur ferme la bouche, qu'on leur enlève toute liberté de répandre leurs erreurs. Il défend seulement qu'on leur ôte la vie et qu'on verse leur sang. (In Cap. XIII S. Mathei.) Le bon grain est et sera toujours la seule semence légitime du champ de Dieu, et c'est le devoir, c'est le droit de tous, pères de famille, princes, pontifes, d'interdire l'accès de ce champ aux semeurs d'ivraie. Tel est l'enseignement de tous les Docteurs, enseignement rappelé naguère encore et confirmé par la voix infaillible du Vicaire de Jésus-Christ.

III

J'ai vu, dit le Roi prophète, les impies abonder en richesses et en tous les biens du siècle. Et je me suis écrié : C'est donc en vain que j'ai travaillé sans relâche à sanctifier mon cœur, que j'ai passé ma vie avec les justes, que je me suis livré à la pratique de la plus sévère pénitence. Je croyais comprendre, ajoute-t-il, je m'abusais ; la douleur et la peine sont mon partage dans cette vie, mais une autre m'est réservée. J'entrerai dans le sanctuaire de Dieu et là je verrai le sort affreux réservé aux impies, *et intelligam in novissimis eorum.* (Ps. LXXII.)

Notre-Seigneur nous donne la même leçon à la fin de l'Evangile de ce jour. Le sort des bons et des méchants peut, sous bien des rapports, paraître identique sur la terre. Mais attendez la fin. Le temps de la moisson viendra ; le temps de la moisson, c'est-à-dire la consommation du siècle : *mensis vero consummatio sæculi*. Alors l'ivraie dont l'orgueilleuse croissance afflige et déshonore notre société sera impitoyablement arrachée et jetée au feu. La foule des pervers, des pécheurs impénitents et endurcis, séparée de la troupe joyeuse des saints, et réunie en un sinistre faisceau, sera précipitée dans ces flammes inextinguibles où il y a des pleurs et des grincements de dents. Les justes, au contraire, seront placés avec honneur dans les greniers du Père de famille. Alternative épouvantable, bien faite pour nous donner la science de la vie présente, *intelligam in novissimis eorum* ; séparation éclatante, qui

pour avoir été plus retardée, n'en sera pas moins inévitable et définitive.

Préparons-nous, M. F., à ce grand acte de justice. Si jusqu'ici nous avons été l'ivraie dans le champ de Dieu, hâtons-nous de transformer nos âmes, et ne nous laissons pas effrayer par les difficultés de l'entreprise. La grâce de Dieu nous rendra ce travail facile et la sainte espérance en adoucira l'amertume. Sommes-nous un bon grain ? affermissons-nous par la pratique des vertus chrétiennes contre la contagion des mauvaises semences qui menacent de nous étouffer, nourrissons-nous et fortifions-nous de tous les sucs divins qui peuvent contribuer à notre croissance spirituelle. Et lorsqu'au jour de la suprême moisson, la main de Dieu viendra cueillir nos âmes, ce sera pour les placer dans les greniers bénis du Paradis. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

MESSE *pro populo* A LA FÊTE DU PATRON DU DIOCÈSE

Un de nos vénérés confrères et abonnés nous adresse la lettre et le document suivants : dont nous le remercions de tout cœur :

« Monsieur le directeur,

« La question de l'obligation d'appliquer la messe *pro populo* au jour de la fête du patron du diocèse a été plusieurs fois traitée dans l'*Ami du Clergé* : des réponses ont été citées qui paraissaient péremptoires ; néanmoins il subsistait encore des doutes : des évêques, des vicaires généraux consultés se prononçaient pour l'obligation et les rédacteurs d'Ordo continuaient à l'insérer dans le calendrier.

« Or, voici une réponse toute récente adressée à l'évêché de Carcassonne et que vous serez peut-être bien aise de connaître et de communiquer à vos lecteurs :

« Carcassonnen.

« Exponens Rmus hodiernus Vicarius generalis Dioeceseos Carcassonnen. quod in quadam de rebus ecclesiasticis conferentia nonnulli ipsius Dioeceseos Parochi circa interpretationem Constitutionis Urbani VIII quæ incipit *Universa per orbem* diversimode opinati fuerint, a sacrorum Rituum Congregatione insequentis dubii humilime expetivit, nimirum : Utrum per constitutionem prædictam missa *pro populo* applicanda sit die festo unius e Patronis principalibus Dioeceseos, necne ?

« Et Sacra Rituum Congregatio ad relationem infrascripti secretarii, exquisitoque voto alterius ex Apostolicarum caeremoniarum magistris, remature perpensa, ita proposito dubio rescribendum censuit, videlicet :

« Affirmative, si non adsit proprius loci patronus principalis, si quidem ejus festum recolitur sub præcepto.

« Atque ita declaravit ac rescripsit die 23 novembris 1888.

« A. Card. BIANCHI S. R. C. Præf.

« Locus sigilli.

« Laurentius SALVATI, S. R. C. Secret.

« Je crois que cette réponse sera encore diversement interprétée. Je voudrais que le savant liturgiste de l'*Ami du Clergé* nous dise :

« 1^o Sur quoi elle est basée ? Y a-t-il quelque décret qui ordonne de célébrer *sub præcepto* la fête du patron principal du diocèse dans les paroisses qui n'ont point de patron propre ? et, s'il n'y a aucun décret, quelle valeur peut avoir la nouvelle réponse de la Sacrée Congrégation ?

« 2^o Dans certaines paroisses le patron du lieu était inconnu, ou bien sa fête était tombée en désuétude. En vertu d'un indult apostolique accordé à l'évêque diocésain, ces paroisses ont été autorisées à considérer comme patron du lieu, le titulaire de l'église. Cette autorisation a-t-elle modifié l'obligation d'appliquer la messe *pro populo* en ce sens que le curé y soit tenu le jour de la fête de ce titulaire et qu'il en soit exempt le jour de la fête du patron du diocèse ?

« 3^o Après la réponse rapportée plus haut, le rédacteur de l'Ordo doit-il continuer à faire figurer la fête du patron du diocèse parmi celles auxquelles est attachée, pour les curés, l'obligation d'appliquer la messe *pro populo* et de marquer cette fête par une croix dans le calendrier ?

« J'ai l'honneur d'être, etc. »

Nous constatons d'abord que cette réponse confirme ce que nous avons dit à diverses reprises, savoir que la fête du patron du diocèse n'est pas, par elle-même et à ce titre, une de celles où il y ait obligation d'appliquer la messe *pro populo*, puisqu'on n'est pas partout obligé d'appliquer à la fête du patron du diocèse.

Mais elle nous fixe sur deux points sur lesquels le doute était possible.

1^o Quand il n'y a pas de patron ou de région ou de lieu, comme s'exprime la Constitution d'Urbain VIII : *Unius e præcipuis Patronis cujusque civilatis aut loci*, ce qui s'entend des patrons de royaume, de province, de diocèse, de cité, etc., constitués d'après les formes ordinaires du droit, on n'est pas pour cela dispensé d'appliquer à une fête de patron, conformément à la Constitution d'Urbain VIII.

2^o Le patron du diocèse, bien que, pour les diocèses de France en général (il y a quelques exceptions), il n'ait pas été constitué autrement que par la Bulle qui, en rétablissant la hiérarchie en France, a nommé dans le tableau des évêchés nouveaux le titulaire de la cathédrale, et par la coutume qui s'est établie de regarder ce titulaire comme le patron du nouveau diocèse, néanmoins il est considéré, à cet effet au moins, comme patron du lieu.

Le décret s'appuie sur cette raison que la fête du patron du diocèse est célébrée comme de précepte dans le diocèse : ce qui effectivement ne saurait avoir lieu conformément aux règles liturgiques si le patron de la cathédrale n'était considéré comme patron de lieu du diocèse.

Le décret confirme encore une autre chose que

nous croyons avoir dite, c'est que là où il y a un patron local, on n'est pas obligé d'appliquer à la fête du patron de région,

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Il est un pays où, dans toutes les églises où l'on célèbre les mystères de la Passion de Notre-Seigneur la semaine sainte, l'image de Jésus-Christ mort est portée processionnellement le vendredi-saint dans un cercueil sous un baldaquin noir, soit dans l'église, soit dehors. On demande : L'usage immémorial du baldaquin dans ce cas est-il prohibé par quelque loi de l'Eglise ? N'étant pas prohibé, est-il louable ? N'étant ni prohibé ni louable, est-il du moins tolérable ?

2^o Un diacre administré de bonne foi le sacrement d'extrême-onction par commission de son curé. Il ne fait point de sacrement, car il n'en est pas le ministre ; mais n'encourt-il point l'irrégularité que contractent ceux qui exercent un ordre non reçu ?

3^o D'après le cérémonial des évêques, le célébrant doit, le vendredi-saint, ôter ses souliers pour adorer la croix. Les chanoines et le reste du clergé sont-ils obligés à ôter les leurs pour faire l'adoration ?

R. — Ad I. Nous ne connaissons aucune décision de l'Eglise sur ce point. Ces diverses pratiques sont tellement en dehors des saints rites que nous n'oserions ni les condamner, ni les approuver.

Ad II. L'administration de l'extrême-onction suffirait, comme matière, à faire encourir l'irrégularité. Mais le diacre ayant agi de bonne foi, n'a pas commis cet acte *scienter et temere* comme il le faudrait pour encourir cette irrégularité.

Ad III. Le vendredi-saint, ce n'est pas seulement le célébrant qui doit ôter ses souliers, mais tout le reste du clergé, même les bénéficiers, même les chanoines, même l'évêque. On peut voir la manière de faire cette touchante cérémonie au livre deuxième du *Cérémonial des évêques*, chapitre xxv, n. 25 et suivants ; et dans le *Memoriale Rituum* de Benoît XIII : *Feria sexta in parasceve*, chap. II, § 2.

Voici ce qu'on lit au *Cérémonial des évêques* en ce qui regarde le pontife :

« ... Deinde Episcopus redit ad suum falditorium, ubi ministrantibus scutiferis, deponit calceos ; et sic, detecto capite, descendit ad crucem adorandam etc. »

Puisque l'évêque doit ôter ses chaussures, par humilité, à plus forte raison les chanoines et bénéficiers y doivent être tenus. Du reste, le même *Cérémonial* le dit expressément.

« ... Interim canonici et alii beneficiati, et de clero Ecclesiæ, ordine eorum, deinde officiales, et nobiles laici adorant ordine prout in die cinerum pro capiendis cineribus dictum fuit. »

Le *Memoriale Rituum* donne également les règles à suivre pour cette cérémonie en ce qui regarde non-seulement le célébrant, mais tout le clergé :

« Celebrans excalceatus procedit ad adorationem

crucis, quam primo, secundo et tertio cum debita distantia adorat, offert pecuniam, et osculatur crucem... Clerici deponunt et ipsi calceamenta, et post Celebrantem, ante omnes alios de populo, adorant crucem, eodem modo quo Celebrans etc. »

Vous voyez que *tout le clergé* est obligé d'ôter ses chaussures.

Q. — 1^o Dans ma paroisse très petite, j'ai bien de la peine à me procurer un enfant de chœur pour me répondre la messe sur la semaine. En ce moment-ci même je n'en ai point dans le bourg d'assez grand. Dans cette pénurie je suis obligé de prendre une petite fille. Elle observe les règles prescrites pour cette fonction, c'est-à-dire qu'elle se tient en dehors du sanctuaire et ne présente rien au célébrant, ni plateau, ni burettes, etc. — Je demande à l'*Ami du Clergé* si cette petite fille ne pourrait pas m'accompagner et répondre aussi aux cérémonies du baptême et des relevailles ou pour porter le bon Dieu à un malade. Ne pourrait-elle pas allumer les cierges qui viennent à s'éteindre pendant la messe, et pénétrer alors dans le sanctuaire ?

2^o A une messe chantée de *Requiem*, on ne doit dire qu'une oraison et la prose *Dies ire*, voilà qui est certain. Mon chantre ne pouvant chanter cette prose, je me contente de la lire. Fais-je bien ?

3^o Dans la messe quotidienne de *Requiem*, quel *Oremus* doit-on dire pour plusieurs défunts : j'entends dans une messe chantée. Ne doit-on rien changer dans cet *Oremus*, v. g. dans un *Oremus* pour un époux et son épouse ?

R. — Ad I. En cas de nécessité, une femme peut répondre au célébrant, mais en restant en dehors du sanctuaire. Nous ne pensons pas que des auteurs sérieux lui permettraient de pénétrer dans le sanctuaire, ne fût-ce que pour allumer les cierges. Dans ces cas de nécessité, le prêtre doit toujours avoir près de l'autel des cierges préparés pour remplacer ceux qui viendraient à s'éteindre. Il importe aussi qu'avant la messe le célébrant examine les cierges de l'autel et n'emploie que des cierges qui promettent une durée plus que suffisante. Voilà pour la messe.

Mais pourrait-on recourir au ministère d'une femme pour l'administration des sacrements ? Les deux principaux commentateurs du Rituel romain, Baruffaldi et Catalani, réprouvent la pratique de quelques églises qui agissaient ainsi, attendu que, par le droit même, les femmes sont écartées du ministère de l'autel, et aussi parce qu'il en résulte parmi les fidèles un étonnement général. Voici les paroles de Baruffaldi :

« ... Attamen inopia Ecclesiarum in aliquibus locis ad hoc non valet, unde magna omnium admiratione, pro ministris adhibentur quandoque feminae, quæ ipso jure a ministerio altaris arcantur, ut communiter docent Doctores allegati a Pasligo... » (Titre II, n. 57.)

Catalani, qui écrivait son Commentaire trente ans après Baruffaldi, reproduit son sentiment :

« ... Cæterum, ubi deesset laicus mas, posse quidem et feminam in administratione Sacramentorum inservire, docent nonnulli apud eundem Baruffaldum, qui tamen eam sententiam improbat... » (Titre I, § 8.)

Mais ces deux auteurs exceptent les maisons

monastiques cloîtrées, où des religieuses peuvent accompagner le prêtre et même répondre.

Dans les églises paroissiales, il doit y avoir quelques ressources destinées à payer, au besoin, des servants laïcs dans l'administration des sacrements afin que le prêtre ait un servant. Quoi qu'il en soit, on ne doit pas employer une personne de l'autre sexe. Si l'étonnement des fidèles était général au commencement du dix-huitième siècle, lorsqu'ils voyaient des femmes remplir les fonctions réservées aux laïcs, que serait-ce dans les tristes jours que nous traversons ?

Ad II. Ne pourriez-vous pas faire chanter quelques strophes par votre chœur, pour vous conformer à la décision de la Sacrée Congrégation des Rites ? Du reste, pour cette question, aujourd'hui pratiquement difficile, il importe de consulter les statuts synodaux et les règlements diocésains.

Ad III. Dans la messe quotidienne chantée pour plusieurs défunts, vous pouvez prendre l'oraison *Deus veniè largitor*, ou encore *Deus; cui proprium est*, ou enfin *Animabus, quæsumus, Domine*.

Nous ne croyons pas que l'on puisse rien changer à ces oraisons. On peut parfaitement rapporter ces expressions, qui sont générales, aux personnes que l'on a spécialement en vue.

Q. — Pourquoi récite-t-on l'Angelus debout le samedi soir et le dimanche ?

R. — C'est parce que le dimanche rappelle et honore la Résurrection de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Or on ne peut mieux représenter ce Sauveur se levant du tombeau qu'en se levant soi-même.

Q. — Pourquoi ne fait-on le suffrage de la croix qu'aux fêtes ?

R. — Parce que le souvenir de la croix représente les humiliations et les douleurs de notre divin Rédempteur. Or l'expression de ces sentiments ne conviendrait pas dans les jours de fêtes, lesquels présentent un caractère joyeux, mais bien dans les fêtes qui n'ont rien de solennel, et qui rappellent l'humilité et la tristesse.

Q. — 1^o Florian est depuis deux ans commis de librairie à Paris; il revient au domicile de ses parents à Pontoise, pour se marier; il doit, après son voyage de noces, s'établir à Beauvais.

Doit-il faire publier ses bans à Paris, et dans ce cas doit-il encore les faire publier à Pontoise, s'il est majeur ?

2^o Berthe a une propriété à Vichy, qu'elle a cessé d'habiter depuis la mort de ses parents, mais où elle revient chaque année passer environ un mois.

Elle voyage beaucoup, mais passe à Paris la plus grande partie de l'année. Elle va se marier à Vichy, elle est majeure. Doit-elle faire publier ses bans à Paris et à Vichy, où elle ne demeurera pas plus que précédemment ?

R. — Ad I. Florian doit faire publier ses bans à la paroisse de Paris qu'il habitait jusque-là, parce

qu'on doit faire publier ses bans dans la paroisse que l'on quitte si on l'a habitée plus de six mois.

Il doit encore les faire publier à Pontoise parce que deux ans d'absence ne sont pas suffisants pour qu'on ne soit plus obligé de faire publier dans une paroisse que l'on a longtemps habitée. Il faudrait au moins cinq ans d'absence pour en être dispensé.

Ad II. Il semble que Berthe a deux domiciles : l'un à Paris, où elle passe la plus grande partie de l'année ; l'autre à Vichy, où elle a conservé sa maison et où elle vient passer quelque temps chaque année. Cela étant, elle doit faire publier ses bans à Paris et à Vichy.

Q. — 1^o L'eau baptismale est nécessaire dans le baptême solennel. En pays de mission très généralement on n'a pas de fonts. Alors les uns mettent leur eau baptismale dans des bouteilles; les autres, que la bouteille qui se débouche, se brise, encombre, etc., effraie, font de l'eau sainte *toties quoties* ;

Ceux-ci, croyant que cette méthode est illicite, usent dans le baptême solennel d'eau bénite ordinaire ;

Ceux-là prennent simplement de l'eau naturelle.

Qui a raison ?

2^o Je suppose impossible de faire la levée du corps à la maison mortuaire ; mais le curé peut facilement aller à la rencontre du convoi à 50 mètres, 100 mètres de l'église. Doit-il y aller ou doit-il recevoir le défunt à la porte de l'église ? Dans ce dernier cas la cérémonie de la levée du corps doit-elle être faite au complet, ou ne comprendre que le *Subvenite* ?

La conduite du corps au cimetière n'étant pas faisable, la récitation du *Benedicite* n'est jamais terminée quand l'officiant, qui vient de faire un enterrement d'enfant, arrive au pied de l'autel. Faut-il l'achever là debout ou conclure immédiatement par l'oraison ?

3^o Titus a commis une faute charnelle avec sa belle-sœur. Craignant d'être reconnu de son confesseur s'il avoue naïvement son crime, il s'accuse :

1^o D'un acte de fornication, 2^o d'une faute grave contre la justice envers son frère, 3^o d'avoir manqué notablement au précepte de la piété fraternelle. Il entremêle tout cela, bien entendu, de distractions, de murmures, de mouvements de colère, etc.

Cette accusation est-elle strictement suffisante ?

R. — Ad I. La conservation de l'eau baptismale dans des bouteilles, bien qu'elle ne soit pas conforme au rituel romain, ne semble pas prohibée. Un décret de la congrégation du Saint-Office, du 30 janvier 1765, paraît même conseiller un mode qui se rapproche beaucoup de celui-là. Le vicaire apostolique de Su-Tchuen ayant demandé la faculté de pouvoir donner le baptême avec de l'eau baptismale à laquelle les Saintes-Huiles n'auraient pas été mêlées, on lui refusa cette autorisation hors des cas de nécessité, et on décida que les missionnaires se conformeraient à l'instruction de saint Charles Borromée, qui prescrit une forme de vase d'argent ou d'étain pour porter de la cathédrale aux églises de la ville, et de l'église prévôtale dans les églises du diocèse l'eau baptismale bénite le samedi-saint. (*Collectanea... ad usum Soc. Miss. ad. Exter.*, n. 180.)

Ceux qui, n'ayant pas d'eau baptismale, bénissent l'eau à chaque fois selon la formule du Rituel, agissent très régulièrement. Il en est de

même de ceux qui emploient l'eau naturelle, conformément au décret suivant de la S. Propagande :

VIC. AP. TONKINI OCCIDENTALIS : Omnino tenentur Missionarii in conferendo Baptismo omnia agere ad præscriptum Ritualis Romani, vel in ea etiam parte quæ respicit sacramentalia et usum aquæ ad id in Baptismali Fonte asservatæ. At ubi aquam præscripto ritu benedictam asservare gravi sit incommodi aut periculi, licebit eo casu Missionariis, vel cuilibet alii qui hoc Sacramentum conferendum pro temporum opportunitate aptus erit, uti aqua communi, præsertim si benedicta fuerit, pro aqua Fontis Baptismatis, quæ nonnisi gravi cum incommodo aut periculo haberi possit. (10 Februar. 1806.)

Cette eau bénite n'est point l'eau bénite ordinaire, mais celle qui est bénite pour le baptême.

Lorsqu'on n'a que de l'eau bénite ordinaire, plusieurs décrets ordonnent de préférer l'eau naturelle non bénite. (C. S. Off. 6 apr. 1744 ; 16 dec. 1758 ; C. de Prop. F. 10 febr. 1806 ; 17 apr. 1839. Ap. Collectan. 177-186.)

Ad II. La levée du corps par le prêtre peut se faire avec les cérémonies ordinaires à quelque endroit que ce soit, même à l'entrée de l'église.

Quand le prêtre ne peut accompagner le corps au cimetière, il achève à l'église les prières de la sépulture. Rien n'indique qu'il puisse ne réciter qu'une partie du cantique *Benedicite*.

Ad III. Dans cette accusation, il n'y a pas l'intégrité *matérielle* parce que le péché n'est pas accusé dans son espèce. Il y a là, non une simple fornication, mais un adultère, et un inceste ; et rien dans les accusations citées ne fait connaître aucune de ces deux espèces. Mais la circonstance qu'il ne peut s'accuser d'inceste sans révéler sa complice, ne l'excuserait-elle pas au moins de l'accusation déterminée de ce péché ? Les théologiens ne s'accordent pas sur ce point. Si le pénitent pouvait commodément aller trouver un autre confesseur auquel la personne serait inconnue, il devrait le faire. Mais, s'il ne le peut, les uns veulent que le droit naturel qui lui défend de faire tort à la réputation du prochain l'emporte sur le précepte de l'intégrité matérielle de la confession. Les autres affirment le contraire, avec saint Alphonse, parce que le complice a perdu en ce cas le droit à sa réputation auprès du confesseur, et que, par conséquent, il n'y a pas une cause suffisante pour dispenser le pénitent de l'intégrité matérielle de la confession.

Q. — Un décret de la S. Pénitencerie a paru le 16 mai 1878 (peut-être 1879, voire même 1877) qui semble modifier assez notablement les opinions des théologiens relativement à l'absolution du complice.

De ce décret il ressort clairement que le prêtre qui a absout sa complice n'a encouru aucune censure, si la complice ne lui a pas confessé sa faute, *etiam culpabiliter*. Mais le texte qui accompagne le décret semble prêter à certaines difficultés.

Jusqu'ici les théologiens étaient unanimes à enseigner que la juridiction était maintenue au confesseur pour les confessions subséquentes ; ils ne réservaient que la

confession dans laquelle la complice obtiendrait le pardon de sa faute. Le nouveau décret l'enlève complètement, ou plutôt commande au confesseur du complice de s'abstenir à tout jamais d'entendre dans l'avenir sa complice en confession. Ceci bien compris.

1^o Le confesseur qui se hasarderait quand même à absoudre plus tard sa complice des péchés futurs qu'elle pourra lui soumettre, exceptant toujours le péché de complicité, absoudrait-il invalablement ou simplement illicitement ?

2^o Si l'absolution n'était qu'illicite, la perte *très certaine* de la réputation pour les deux complices, un dommage de 40, 30, au minimum de 20 francs, que nécessiterait un voyage pour aller se confesser ailleurs ; une absence de 3 jours, même 4 jours ou davantage qu'exigerait une confession faite ailleurs que dans sa paroisse ; ou d'autres raisons graves de cette nature seraient-ils des motifs suffisants pour appliquer le principe *Lex non obligat cum tanto incommodo* ? Supposons qu'il n'y a pas danger de rechute.

3^o Le confesseur complice qui aurait absout dans la bonne foi, sans faute formelle, croyant même devoir absoudre en conscience, non pas du péché de complicité qu'on ne lui soumet pas, mais d'autres fautes, une personne qui n'a pas encore pu confesser la faute de complicité à d'autres, tombe-t-il sous le coup de la loi ?

R. — Le décret est du 16 mai 1877. S'il a modifié les opinions de certains théologiens sur quelque point, c'est que ces théologiens avaient mal compris les Constitutions pontificales sur ce sujet.

Mais, au sujet de la juridiction du confesseur, il n'a rien innové. Maintenant encore le confesseur qui n'a pas absous son complice du péché de complicité, conserve sa juridiction pour les confessions subséquentes si le complice s'est fait absoudre de ce péché par un autre confesseur.

Quant au confesseur qui a absous son complice du péché de complicité, le décret de 1877 ordonne à son confesseur d'en lui faire une obligation de ne plus entendre les confessions de son complice ; mais il ne lui enlève pas la juridiction, de telle sorte que, s'il les entend dans la suite l'absolution sera valide, mais il aura péché.

Parfois les conditions sont plus sévères encore. Quand le même confesseur a plusieurs fois profané le sacrement en absolvant un complice, le S. Siège exige qu'il cesse à tout jamais d'entendre les confessions de qui que ce soit.

Donc.

Ad I. Il absout illicitement, mais non invalablement.

Ad II. La perte certaine de la réputation de l'un et de l'autre complice serait évidemment une raison grave et un genre de nécessité morale. Il en serait de même d'un voyage long et pénible, qui équivaldrait à une impossibilité. Il nous semble que, dans ces cas de nécessité ou d'impossibilité, la défense se trouverait levée. Mais il y a tant à craindre que nous n'oserions étendre trop cette latitude.

Quant à une perte de 20 ou 40 francs, elle nous paraît, de règle générale, insuffisante, à moins que la pauvreté des personnes n'en fasse une véritable impossibilité.

Ad III. Non : il n'encourt pas la censure par cette raison que, pour encourir la censure, il faut

qu'il y ait faute grave et qu'ici on suppose qu'il n'y a pas de faute.

Il en serait autrement si, malgré le silence du pénitent, le confesseur savait qu'il n'a pas encore été absous du péché de complicité, parce que la Constitution de Benoît XIV lui enlève toute juridiction pour absoudre, soit directement, soit indirectement, du péché de complicité. Or dans ce cas il absoudrait indirectement, en connaissance de cause : ce qui suffirait pour encourir la censure.

Q. — Dans votre n° 34 (23 août 1888), à la page 402, vous dites que le mélange de la viande et du poisson n'est prohibé que les jours de carême.

Le décret suivant ne contredit-il pas votre décision ?
Utrum fideles dispensati a lege abstinendi diebus Veneris et Sabbati, decurrente anno, quando non urget obligatio jejunii, vesci possint piscibus simul et carnibus ? (S. Pénit. 15 Febr. 1834 respondet : Permitti).

Ne doit-on pas conclure de ce décret que le mélange est permis le vendredi et le samedi ordinaires, mais qu'il est défendu tous les jours de jeûne de l'année ? — N'est-ce pas l'avis des théologiens ?

R. — Ce décret ne dit rien au sujet du jeûne des vendredis et des samedis des Quatre-Temps, ni des Vigiles. On ne peut en tirer aucune conclusion ni pour ni contre l'usage de la viande et du poisson dans un même repas en chacun de ces jours.

Le mélange de la viande et du poisson ne saurait être possible un jour de jeûne que si l'usage de la viande est permis ce jour-là par un Indult. Or, de règle générale, il n'y a d'Indult que pour les jours de carême. S'il y avait Indult pour quelque autre jour de jeûne dans les mêmes conditions que pour certains jours du carême, nul doute qu'on ne dût observer la même défense. Benoît XIV le déclare positivement (Const. *Libentissime*).

Mais la question peut se poser pour ceux qui sont non pas dispensés par Indult, mais exemptés du jeûne et de l'abstinence par l'âge, les infirmités et d'autres causes semblables. Peuvent-ils, les jours de jeûne, autorisés qu'ils sont à manger de la chair, mélanger dans un même repas la viande et le poisson ?

S'ils n'étaient exemptés que du jeûne et non de l'abstinence ils devraient respecter la défense de mélanger dans un même repas la chair et le poisson. Ainsi l'a décidé la S. Pénitencerie pour les enfants au-dessus de sept ans le 45 mars 1837, lesquels, exempts du jeûne mais obligés à l'abstinence, « doivent observer la qualité des mets prescrits par l'Eglise ».

Une réponse donnée au sujet des jours de jeûne prescrits par Pie VI pendant l'Avent affirme que ceux que l'infirmité autorise à manger de la chair, doivent observer la défense de mélanger chair et poisson à un même repas. Le P. Clément Marc en conclut que cette défense regarde tous ceux qui peuvent manger de la chair les jours de jeûne et tous les jours de jeûne. Mais il y a quelque raison de douter.

Les constitutions de Benoît XIV, *Non ambigi-*

mus, In suprema, et Libentissime, qui règlent la matière, semblent concerner uniquement ceux qui, étant tenus au jeûne, sont dispensés au sujet de la chair et du laitage, par une concession soit générale, soit personnelle ; lesquels doivent observer ces deux choses : 1^o de ne faire qu'un seul repas et ne se nourrir de chair qu'à ce seul repas, et 2^o de ne pas mélanger dans ce repas la chair et le poisson.

Mais ceux qui, sans aucun Indult ou concession positive, sont exemptés à la fois du jeûne et de l'abstinence, ne semblent point compris dans ces prescriptions. De là, un doute, pour le moins, sur l'existence de la loi en ce qui les concerne. Et, dans le doute, cette loi ne les oblige pas. (Cf. Gury-Ballerini, n° 514 note a)

Toutefois nous pensons qu'il est tout-à-fait dans l'esprit de l'Eglise que les malades eux-mêmes ne mélangent pas la chair et le poisson dans un même repas, les jours de jeûne, s'il n'y pas nécessité.

Q. — 1^o Je sais que les soldats peuvent manger de la viande tous les jours de l'année, le vendredi saint excepté. Mais les officiers qui ne logent pas dans les casernes le peuvent-ils d'abord eux-mêmes et ensuite (voici la vraie difficulté) peuvent-ils faire jouir de ce privilège leur famille, femme, enfants, avec laquelle ils logent et mangent ? En est-il de même des gendarmes ?

2^o Tout prêtre qui n'a pas charge d'âmes peut prendre trois honoraires aux trois messes de Noël. Je serais heureux d'avoir des preuves précises à fournir. *L'Ami du Clergé* traitant cette question, il y a déjà plusieurs années, renvoyait à Benoît XIV et je n'ai pas pu trouver dans les ouvrages de ce savant théologien le décret demandé.

R. — Ad I. La dispense d'abstinence dont jouissent les militaires nourris par l'Etat repose sur cette raison qu'il leur faut bien manger et que l'Etat leur sert, sous peine de ne se nourrir que de pain sec : ce qui ne leur est aucunement commandé. Ils ne sont pas tenus en effet de subir cette aggravation considérable de la loi de l'abstinence.

Les autres militaires qui, soit dans leurs pensions, soit dans leurs familles, peuvent se nourrir à leur gré, ne sont pas dispensés de la loi de l'abstinence. Toutefois l'usage s'est établi parmi eux de ne pas s'y astreindre. Les plus chrétiens d'entre eux usent sans scrupule d'aliments gras les jours d'abstinence. Dans les pensions d'officiers où la nourriture se prend en commun, quoique, à la rigueur, ils pussent faire maigre, la chose offre pratiquement tant de difficultés qu'on peut tenir la raison pour suffisante et tolérer qu'ils suivent l'usage établi parmi eux.

Mais il n'y a pas la même raison pour ceux qui vivent dans leur domicile particulier et ne sont gênés en rien pour observer la loi de l'abstinence. Ils se croient néanmoins la plupart dispensés. En bien des cas, il y aurait inconvénient à les tirer de la bonne foi. Comme il s'agit d'une loi ecclésiastique, que d'ailleurs l'erreur est assez commune, on peut ne rien dire, si l'on n'est pas consulté. Si l'on est consulté, on ne peut répondre qu'il y a

dispense ; mais on peut s'enquérir des raisons qu'aurait le militaire de faire gras et laisser la conscience des intéressés se former sur ces raisons. Mais, si l'on est sûr d'obtenir l'observation de la loi, il ne faut pas hésiter à la faire connaître.

Les gendarmes ont encore moins de raison de dispense que les officiers ayant leur logement.

Ad II. Benoît XIV parle des honoraires des trois messes de Noël dans l'Indult du 26 août 1746, *Quod expensis*, qui autorise la célébration de trois messes, le 2 novembre, dans les pays soumis à l'Espagne et au Portugal. Voici en quels termes : « An vero quum retroactis temporibus in regno Aragoniæ duæ Missæ a sacerdotibus sæcularibus, tres autem a Regularibus in die Commemorationis omnium Fidelium Defunctorum celebrarentur, duplex quoque ab illis, seu respective triplex eleemosyna acciperetur, id ignoramus : sed facile credimus id usitatum fuisse, quum *ubique fere receptum sit*, ut in sollemnitate Nativitatis Domini *pro tribus Missis tria recipiantur charitativa stiipienda*. »

Ces paroles constatent la coutume générale de recevoir trois honoraires pour les trois messes de Noël. Elles ne disent pas explicitement si cet usage est légitime. Mais on peut le conclure 1^o de l'usage lui-même qui, par lui-même, peut faire loi en cette matière ; 2^o de ce qui suit dans le texte même : car, tout en défendant de recevoir un honoraire pour la troisième messe là où l'on commencerait seulement à la célébrer, Benoît XIV permet qu'on continue de percevoir les trois honoraires là où l'usage en existait : « Ideoque de illis qui ante hoc tempus in Aragoniæ Regno duas vel tres respectivæ Missas prædicta die celebrantes, duas vel tres eleemosynas accipiebant, nihil innovandum censuimus. »

L'enseignement actuel ne permet aucun doute sur la licéité de recevoir les trois honoraires pour les trois messes de Noël.

Q. — Il circule des formules de prières, irréprochables pour le fonds. Mais on ajoute à la suite : « cette lettre ou prière a été trouvée écrite en lettres d'or, à Jérusalem, de la part de N.-S. etc... Celui qui n'y croira pas... ou la gardera sans la répandre, sera maudit... condamné au jugement, etc. »

Que penser de ces menaces, qui troublent certaines âmes, se demandant si elles doivent croire et répandre ces lettres, ou bien si elles peuvent mépriser ces menaces ! — A mon sens tout dépend de l'authenticité de ces lettres. En existe-t-il de telles ?

R. — Il nous est précisément tombé entre les mains une de ces formules de prières et nous avons remarqué avec étonnement qu'elle sortait des presses d'un imprimeur qui aurait pu facilement, et dû, s'éclairer avant d'imprimer, y eût-il perdu un bénéfice de vingt sols. Naturellement il n'y a aucune autorisation de l'Ordinaire, ce qui est contraire aux règles de l'Eglise.

En outre, nous y trouvons des non-sens et des faussetés théologiques. Pour mettre les lecteurs à même de suivre notre réfutation, nous sommes obligés de citer une partie de la petite feuille.

« ORAISONS QUI ONT ÉTÉ TROUVÉES DANS LE SAINT-SÉPULCRE DE NOTRE-SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST.

« Ces oraisons ont été trouvées au St-Sépulcre. Quiconque les portera sur soi ne tombera jamais entre les mains de ses ennemis, et ne mourra de mort subite ; les animaux sauvages, ni les bêtes venimeuses ne pourront l'offenser ; il ne mourra de peste ni de feu : où sera cette Oraison il n'y arrivera aucun mal ; ce qui est approuvé.

« A la plus grande gloire de Dieu et pour le salut de notre âme, et sans douleur : la maison où sera cette Oraison, aucune illusion diabolique, ni chose mauvaise n'y arrivera ; et qui les portera sera assuré de voir la très sainte Vierge trois jours avant sa mort ; ce qui est approuvé.

« Oraison

« Vierge Marie, Mère du Sauveur du monde, Palme bénite et louable entre toutes les femmes, priez votre cher Fils pour moi ; Reine des Anges, Couronne Virginale, Angélique des Patriarches, Gage des Martyrs, Chemin de la gloire, aidez-moi à l'heure de ma mort, obtenez-moi le pardon de mes péchés ; Vierge Marie, Fontaine de consolation, Etoile de la mer plus blanche que la neige, Dame des Anges, à votre Fils, je vous recommande mon âme entre ses mains, afin que j'aie à jouir de la gloire éternelle.

« Nouveau sentiment

« Les Dimanches vous ne ferez aucun travail sous peine d'être maudit de moi ; vous irez à l'église prier Dieu qu'il vous pardonne vos péchés. Je vous ai donné six jours pour travailler, et le septième pour vous reposer, après avoir entendu l'Office divin : vous donnerez de vos biens aux pauvres et vos champs seront remplis des bénédictions du Seigneur. Bien au contraire, si vous ne croyez pas à ma présente Lettre, malédiction tombera sur vous, sur vos enfants et sur vos bestiaux, qui seront maudits de moi. Je vous enverrai, pour marque de ma propre colère, le tremblement de terre. Vous jeûnerez cinq vendredis à l'honneur de ce que j'ai souffert sur l'arbre de la croix pour vous. Vous donnerez copie de cette Lettre à ceux et celles qui la voudront, sans intérêt que celui de ma gloire, et ceux qui jurèrent ou se moqueront de ma présente Lettre, écrite de ma propre main, et prononcée de ma propre bouche ; ceux qui la tiendront cachée sans la publier, seront maudits et confondus au terrible jour du jugement ; et celui qui dira qu'elle a été écrite de ma propre main, et prononcée de ma propre bouche, s'il avait commis des péchés autant qu'il y a des étoiles au ciel, ils lui seront pardonnés, étant marri de m'avoir offensé, et satisfaisant à son prochain, s'ils lui ont fait quelque tort ou quelque injustice ; ceux qui la garderont soigneusement dans leurs maisons, jamais esprit malin n'y entrera, ni feu, ni foudre, ni tempête n'y pourront faire aucun tort. Toute femme au travail d'enfant, sera déliivrée en la mettant sur elle. »

Nous ne nous attarderons pas à relever les irrégularités du style, qui, en certains passages, défie toute analyse et ne présente aucun sens, comme celui-ci : *Dame des anges, à votre Fils, je vous recommande mon âme entre ses mains*. Il y a encore une fausseté manifeste dans le prologue, au passage qui parle d'une approbation. D'où viendrait cette approbation et quand aurait-elle été donnée ?

Nous voulons seulement l'examiner au point de vue théologique. D'abord on attribue à cette prière une vertu puissante, qui agit *ex opere operato*, à la seule condition de la porter sur soi. N'est-ce pas en faire un sacrement proprement dit pour le temporel ? Est-il possible, en outre, que Dieu ait accordé à une formule de prière bizarre, qui a été trouvée on ne sait où, une efficacité qu'il n'a pas accordée d'une manière infaillible soit au *Pater*, soit à la salutation angélique, soit aux formules consacrées par l'Eglise pour les bénédictions et les exorcismes. Sans doute la récitation du *Pater* et des autres prières que nous avons citées obtient souvent des miracles et produit tous les effets énumérés dans la feuille en question ; mais Dieu n'a pas voulu que ce fût d'une manière infaillible et absolument certaine, et surtout par le seul contact de la formule. Il y a là une grâce qu'il accorde à la foi, quand bon lui semble. Tout cela est donc formellement opposé à l'enseignement de l'Eglise, qui n'admet que sept sacrements agissant *ex opere operato*, et qui n'accorde aux sacramentaux qu'une valeur *ex opere operantis*.

Il en est de même du passage qui recommande de croire à cette Lettre, de la garder et de la propager sous peine de malédiction : il est contraire à l'enseignement de l'Eglise. On nous demande d'abord une adhésion à une révélation privée et l'on nous impose un précepte grave, puisqu'il y a malédiction pour celui qui tiendra cette Lettre cachée, ou refusera d'en donner des copies.

Quel est l'enseignement de l'Eglise, par rapport aux révélations privées ? Tous les théologiens admettent que les catholiques qui n'ont pas reçu personnellement les révélations privées, ne sont pas tenus d'y croire, lors même que ces révélations seraient approuvées par l'Eglise, et qu'il n'est pas permis de leur accorder l'assentiment qu'on prête aux vérités de foi. Ecoutons Benoît XIV :

« Quod attinet ad cæteros ad quos revelatio non dirigitur, tam cardinalis de Lugo, quam Arausa asserunt eos non teneri reipsa credere tali revelationi ; nec si credant talem assensum posse esse fidei catholicæ aut divinæ, cum non innitatur divino testimonio, quod est ratio formalis et propria fidei divinæ¹. »

Le cardinal Bona exprime la même pensée : « Quæ vero (revelationes) circumferuntur a sanctis viris et mulieribus circumscriptæ, non ideo approbatæ censentur ut illis certitudine fidei as-

sentiamur, sed ut eas tanquam probabiles recipiamus¹. »

Et Melchior Cano : « Peu importe à l'Eglise qu'on croie ou non aux visions de sainte Brigitte et de sainte Catherine de Sienne ; certainement ces révélations n'appartiennent en aucune manière à la foi. »

L'approbation du Saint-Siège donne une simple probabilité aux révélations privées ; elle atteste que ces révélations n'ont rien de contraire à la foi ni à l'enseignement unanime des théologiens et des Pères ; mais elle ne commande pas l'assentiment des fidèles. Aussi a-t-on vu le cardinal de Turrecremata approuver les révélations de sainte Brigitte et soutenir ensuite des opinions tout-à-fait opposées à ce qui se voit dans ces révélations.

La feuille en question, en exigeant notre assentiment pour une révélation privée qui n'est pas même approuvée par l'Eglise, se met donc en opposition directe avec l'enseignement des théologiens.

Outre l'assentiment à une vérité soi-disant révélée, on impose à tous ceux qui auront connaissance de ces oraisons, l'obligation de les faire connaître, sous peine d'encourir la malédiction.

C'est donc un précepte grave. Mais tout précepte pour être obligatoire, doit émaner d'une autorité légitime. Où est donc ici l'autorité qui a droit de commander ?

Inutile de pousser plus loin cette réfutation. Ce que nous avons dit suffit pour prouver que le grotesque le dispute à l'erreur théologique dans cette petite feuille, et pour conclure qu'il est interdit, non-seulement de la répandre, mais même de la garder.

Q. — Les indulgences du Chemin de la Croix sont-elles soumises à la même loi que l'indulgence de l'autel privilégié ? c'est-à-dire, pour les gagner, doit-on les appliquer à une seule âme ou à toutes les âmes en général ?

R. — Il y a une différence entre l'indulgence de l'autel privilégié et celles du Chemin de la Croix.

Les brefs qui accordent la faveur de l'autel privilégié ne parlent que d'une seule indulgence accordée en faveur d'une seule âme. La même formule n'est pas employée pour les indulgences du Chemin de la Croix. Les indulgences que l'on gagne en faisant le Chemin de la Croix sont celles mêmes qui ont été accordées par plusieurs Souverains Pontifes aux fidèles qui visitent en personne les lieux saints. Il y en a un grand nombre tant plénières que partielles. Il y a donc certainement plusieurs indulgences plénières accordées pour l'exercice du Chemin de la Croix, mais comme il est de la nature de l'indulgence plénière de délivrer complètement l'âme à laquelle elle sera appliquée, si toutefois Dieu le juge à propos, il s'ensuit que l'Eglise, en permettant d'en gagner plusieurs, doit aussi permettre de les appliquer à plusieurs âmes.

¹ De can. sanct. lib. III, cap. 1.

¹ Bona, de Discret. Spirit. cap. 20.

C'est ce que dit M. Collomb, dans son *Petit traité des Indulgences* : « On peut conclure de là qu'il y a plusieurs indulgences plénières attachées au Chemin de la Croix ; or, comme on ne peut gagner pour soi qu'une indulgence plénière dans le même jour, il faut appliquer les autres à *différents défunts*, que l'on doit avoir soin de désigner suffisamment, comme il a été dit plus haut. »

Il n'est pas sans intérêt d'exposer la manière dont doit être faite la détermination de la personne à laquelle on veut appliquer l'indulgence. Nous citerons encore le même auteur.

« S'il s'agit d'une indulgence plénière, il est certain que pour qu'elle reste plénière et qu'elle puisse produire son effet comme telle, il faut qu'elle ne soit appliquée qu'à un seul défunt ; car si on l'appliquait aux défunts en général, ou seulement à quelques-uns, elle ne serait plus plénière pour aucun, étant divisée entre plusieurs. Il faut de plus que le défunt soit tellement déterminé, qu'il ne puisse pas être confondu avec un autre, sauf cependant à se proposer des intentions secondaires dans le cas que le premier n'en ait pas besoin. Appliquez, par exemple, l'indulgence plénière à telle personne que vous avez connue, ou, à son défaut, à telle autre ; à la personne qui vous a fait le plus de bien ; à celle que vous avez vous-même le plus scandalisée ; à l'âme qui est la plus proche, ou à celle qui est la plus éloignée de sa délivrance, à celle qui est la plus délaissée des vivants, à celle qui a eu le plus de dévotion envers la Ste Vierge, à l'âme de votre plus proche parent qui a le plus besoin de prières, etc. Je dis *qui a le plus besoin de prières*, parce qu'il pourrait facilement arriver qu'il y eût en purgatoire deux ou trois personnes à égal degré de parenté avec vous, et dans ce cas la personne ne serait pas assez déterminée, et par conséquent l'indulgence n'aurait pas son effet¹. »

Tous les auteurs ne réclament pas une détermination aussi précise.

« Rien n'empêche cependant, dit le P. Maurel, d'offrir à Dieu ces indulgences pour les âmes du purgatoire les plus délaissées, ou pour les morts de telle paroisse, de telle famille, même pour les morts en général.

Q. — 1^o Y a-t-il obligation de faire inscrire les personnes qui ont reçu le saint Scapulaire avant que la décision ne fût connue ?

Il y a trois ans j'ai imposé le Scapulaire à un grand nombre de personnes que je ne connais pas ; je ne me souviens certainement pas de la moitié ; ces personnes seront-elles privées des faveurs spirituelles que l'on peut gagner, si elles ne sont pas inscrites.

2^o Dans une mission, en 1888, bon nombre de personnes ont été revêtues du scapulaire du Mont-Carmel. — On ignorait le décret du 27 avril 1887 demandant l'inscription. — Ces personnes non inscrites sont-elles valablement reçues du scapulaire ?

Suffit-il de les inscrire ?

¹ Collomb, *Petit Traité des Indulgences*, p. 184.

² Ibid. p. 21 et 22.

Celles dont on n'aurait pas le nom seraient-elles reçues ?

Faut-il les recevoir de nouveau ?

Tout a été fait de bonne foi de part et d'autre.

R. — Ad I. Le décret du 27 avril 1887 n'a pas eu d'effets rétroactifs. Il révoque un privilège : on rentre donc dans le droit commun. Mais pour ceux qui ont été reçus valablement sans inscription, sous l'empire du privilège, c'est un fait acquis. Il n'y a aujourd'hui aucune obligation de les inscrire, bien que ce soit mieux cependant, comme le demandait déjà une ancienne décision.

Ad II. La bonne foi et l'ignorance ne sont d'aucune utilité en matière d'indulgences. Il faut donc de toute nécessité inscrire les personnes qui ont été admises dans la confrérie du Saint-Scapulaire après le 27 avril 1888. La réception a été valide, mais la personne sera privée des indulgences jusqu'à ce qu'elle soit inscrite. Il suffit de faire cette inscription en particulier pour remédier à tout. Quant aux personnes dont on ignore le nom, elles seront privées des indulgences jusqu'à ce qu'elles aient été portées sur les registres de la confrérie.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

QUESTIONS SCOLAIRES

(extraites du *Bulletin de la Société d'éducation et d'enseignement*)

Q. — Le maire a-t-il le droit de faire rétablir le crucifix enlevé de l'école publique par l'instituteur ?

R. — Cette question souvent posée a été l'objet d'un examen approfondi et réitéré de la part du comité du contentieux de la société générale d'éducation. Elle a été traitée notamment dans toute son étendue dans un rapport de M. Merveilleux du Vignaux : rapport résumé aujourd'hui de la manière suivante par M. de Crousaz-Crétet.

Notre honorable président établissait d'une manière irréfutable qu'au maire seul il appartient de régler tout ce qui a trait à l'installation des classes, et il citait les différentes lois sur l'enseignement primaire qui ont chargé la commune de fournir à l'instituteur un local convenable et le mobilier de la classe. L'article 9 du règlement modèle du 18 juillet 1882 dit même : « Quand l'instituteur prendra la direction d'une école, il devra, de concert avec le maire ou son délégué, faire le recensement du mobilier scolaire, des livres, de la bibliothèque, des archives scolaires, et, s'il y a lieu, de son mobilier personnel et de celui de ses adjoints. Le procès-verbal de cette opération, signé par les deux parties, constituera l'instituteur responsable des objets désignés à l'inventaire. »

Le maire et l'instituteur sont donc seuls ici en présence. La commune, représentée par le maire, dresse le compte des objets, et l'instituteur en prend charge. Il est permis, sans aucune intention irrespectueuse, d'assimiler le crucifix aux objets ordinaires du mobilier scolaire, et de chercher une

règle de conduite dans le texte cité plus haut. Cette règle peut se ramener à ceci : Quand de l'avis du conseil municipal et par les soins du maire, le crucifix a été établi dans la classe, l'instituteur ne peut le faire disparaître, et s'il l'a fait, le droit et le devoir du maire est de rétablir le crucifix à la place qu'il occupait. Ajoutons que l'inspecteur d'Académie n'a pas plus de droits que l'instituteur en cette matière. Il importe aussi de remarquer que ni la loi du 28 mars 1882, ni la loi du 30 octobre 1886, ni les règlements ou arrêtés qui l'ont suivie ne se sont occupés de la question. Tout ce qu'on a pu dire, contre notre interprétation, c'est que leur but étant d'ôter à l'école tout caractère confessionnel, il était contraire à leur esprit de laisser des crucifix ou autres emblèmes religieux dans l'école ; mais de texte précis interdisant la présence de ces emblèmes, on n'en a point cité, parce qu'il n'y en avait pas.

Le seul document où la question ait été traitée d'une manière officielle est la circulaire de M. Duvaux, du 2 novembre 1882. Le ministre cherche à établir une distinction, d'ailleurs absolument arbitraire, entre les écoles nouvellement bâties où la présence du crucifix serait interdite, et les écoles anciennes où elle serait tolérée jusqu'à nouvel ordre. Encore une fois, cette distinction ne repose sur rien ; mais, en admettant qu'elle fût fondée, notre correspondant se trouverait dans une situation favorable, puisqu'il s'agit chez lui d'une école déjà existante.

Nous n'hésitons donc pas à conseiller au maire de ... de résister par tous les moyens possibles à l'enlèvement du crucifix, d'autant plus qu'il a pour lui l'unanimité du conseil municipal et la très grande majorité des pères de famille. Dans ces conditions, la lutte est pour lui un devoir et présente même les plus grandes chances de succès.

On nous demande si le maire, l'adjoint, les conseillers municipaux peuvent pénétrer dans l'école pour s'assurer que tout y est en ordre. A notre avis, le maire seul a ce droit, en vertu de l'article 9 de la loi du 30 octobre 1886 ; l'adjoint et les conseillers municipaux n'en jouissent pas, à moins qu'ils ne soient délégués cantonaux.

Q. — Dans une commune de moins de 400 habitants, où l'école des filles a été supprimée, le conseil municipal peut-il louer cette école pour y établir une école libre ?

R. — Aucune raison de droit ne fait obstacle à la combinaison que propose le conseil municipal de ... En soumettant à l'approbation préfectorale les délibérations relatives aux conditions de baux dont la durée dépasse 18 ans, l'article 68, 1^o, de la loi du 5 avril 1884, dispense *a contrario* de ladite approbation les délibérations par lesquelles le conseil municipal règle les conditions d'un bail consenti pour 18 ans et au-dessous sur les propriétés communales. Rien n'empêche donc que le conseil municipal de ... ne donne mission au maire de louer, moyennant un prix que la délibération détermine, la maison naguère occupée par l'école

publique de filles, soit à un tiers qui la sous-louera à la religieuse directrice de l'école libre ; soit, sans intermédiaire, à cette religieuse elle-même, ou à la congrégation dont elle fait partie, si d'ailleurs cette congrégation possède la personnalité civile. A la vérité, l'article 68, 5^o, de la loi de 1884, soumet à l'approbation du préfet le changement d'affectation des propriétés communales déjà affectées à un service public. Mais ce texte est sans application dans la circonstance présente. La suppression officielle de l'école de filles de ... a fait de plein droit cesser l'affectation de la maison qu'elle occupait. Il n'y a donc plus à changer cette affectation, mais bien à utiliser, suivant un mode nouveau, une propriété communale devenue disponible.

Pour ce qui est de la forme du bail à intervenir, la loi de 1884 n'a point innové. Elle réserve expressément sur ce point (*art. 90, 6^o*) l'application des règlements antérieurs. Or, il résulte de la combinaison des textes auxquels se référerait à cet égard l'article 10 de la loi du 18 juillet 1837 (*décret du 5 février 1791 ; arrêté du 7 germinal an XIII ; décret du 12 août 1807 ; ordonnance du 7 octobre 1818*), que si, en matière de biens ruraux et de baux à ferme des biens des communes, la rédaction d'un cahier des charges, l'apposition d'affiches et l'adoption de la forme de l'adjudication peuvent être considérées comme prescrites, — bien qu'en fait les communes soient loin d'y recourir toujours, — rien de pareil du moins n'est ordonné en ce qui concerne les maisons destinées exclusivement à l'habitation et les baux à loyer qui les intéressent.

Nous estimons que M. le Maire de ... aura toute qualité pour passer seul et sans attendre l'approbation du préfet le bail dont le conseil municipal aura délibéré les termes.

Q. — L'inspecteur primaire a-t-il le droit d'interdire à un instituteur libre de conserver des jeux dans son école, d'y jouer des pièces de comédie et de donner congé à ses élèves à certains jours ?

R. — Les inspecteurs, sur les actes desquels nous sommes consultés, nous paraissent avoir perdu de vue l'article 9, troisième alinéa de la loi du 30 octobre 1886, qui est ainsi conçu :

« L'inspection des écoles privées porte sur la moralité, l'hygiène, la salubrité et l'exécution des obligations imposées à ces écoles, par la loi du 28 mars 1882. Elle ne peut porter sur l'enseignement que pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la constitution et aux lois. »

Ils se sont mêlés d'objets étrangers à leur haute mission ; il est donc permis de ne pas tenir compte de leurs injonctions.

Il faut, bien entendu, être prudent sur les trois articles dont il s'agit dans la consultation. Il ne faut pas, par exemple, que les enfants aient des jeux à leur disposition pendant la classe, car alors l'autorité pourrait prétendre qu'une réunion d'enfants ainsi tenue n'est pas une véritable école, et que l'obligation scolaire n'y est pas remplie ; on

ferait peut-être citer les parents de ces enfants devant la commission scolaire comme n'envoyant pas leurs enfants à une véritable école.

Il faut que les pièces jouées dans les locaux scolaires (en dehors des heures de classe bien entendu) ne le soient qu'en présence des enfants, de leurs parents, et, si l'on veut, de quelques autres personnes, mais tous nommément invités par écrit et ne payant pas leur place. Autrement, on appliquerait à l'instituteur qui dirige les représentations la législation relative aux entrepreneurs de spectacles publics.

Enfin, il ne faut pas qu'il y ait des congés très multipliés en sus du nombre des congés qui est donné par les écoles publiques; ce serait un prétexte pour un maire ou des inspecteurs malveillants pour prétendre que l'école, qui vague si souvent, ne donne pas en fin de compte l'enseignement primaire, et que le devoir imposé par la loi du 28 mars 1882 ne peut y être accompli.

Mais le fait de quelques congés extraordinaires espacés de loin en loin dans l'année ne peut servir de grief à personne. De plus, le congé hebdomadaire autre que le dimanche peut être placé au jour qui convient à l'instituteur, et être changé par lui d'une semaine à l'autre, sans qu'il eût à cet égard de compte à rendre à personne autre qu'aux parents de ses élèves.

Q. — Un instituteur public peut-il interdire à ses élèves de fréquenter les réunions d'un patronage ?

R. — L'instituteur n'a aucun droit sur les enfants de l'école publique en dehors de l'école. Leur conduite et leurs habitudes privées, lorsqu'ils sont rentrés dans la famille, après avoir satisfait aux obligations de la loi, sont en dehors de son contrôle, ainsi que les mesures que les parents jugent à propos de prendre à leur égard. Le droit des parents est absolu. Ils peuvent profiter des jours de vacances pour faire donner à leurs enfants l'instruction religieuse.

La loi du 28 mars 1882, qui a imposé l'obligation de l'enseignement primaire a décidé, dans son article 2, que les écoles publiques vauqueraient, dans ce but, un jour par semaine, « en dehors du dimanche. » A plus forte raison, les parents sont-ils en droit de les envoyer le dimanche au patronage, et l'instituteur public commet-il un abus de pouvoir en défendant à ses élèves de le fréquenter.

Assurément, l'autorité supérieure pourrait obliger l'instituteur à rapporter cette défense, et la marche à suivre pour l'obtenir d'elle serait d'adresser une plainte soit au préfet, soit à l'inspecteur d'académie. Mais il ne faut pas se le dissimuler, bien que la mesure de l'instituteur constitue une atteinte à la liberté des pères de famille, une plainte de cette nature, dans beaucoup de départements tout au moins, ne serait suivie d'aucune satisfaction.

Toutefois, le comité estime qu'il y a lieu de la formuler, ne fût-ce que pour faire ressortir les procédés incorrects et vexatoires de l'instituteur.

Mais, de toute façon, comme la défense de cet instituteur ne repose sur aucun droit et n'a aucune sanction, il y a lieu de n'en pas tenir compte, et les enfants de l'école laïque peuvent fréquenter le patronage comme si elle n'existait pas.

Si l'instituteur leur infligeait pour ce fait une punition, il y aurait encore lieu de s'en plaindre à l'autorité supérieure.

Q. — L'ecclésiastique qui donne l'enseignement secondaire à quatre jeunes gens, en vertu de l'article 66 de la loi du 15 mars 1850, est-il tenu de déclarer les noms et âge de ses élèves et de prouver, par une autorisation émanant de leurs parents, qu'ils se destinent à l'état ecclésiastique ?

R. — L'article 66 de la loi du 15 mars 1850 se borne à dire que « les ministres des différents cultes reconnus peuvent donner l'instruction secondaire à quatre jeunes gens au plus, destinés aux écoles ecclésiastiques, sans être soumis aux prescriptions de la présente loi, à la condition d'en faire la déclaration au recteur. Le conseil académique veille à ce que ce nombre ne soit pas dépassé. L'administration excède donc ses droits en exigeant que l'ecclésiastique lui fasse connaître les dates et lieux de naissance des jeunes gens, et surtout le consentement écrit de chaque père de famille. Cette obligation n'est écrite nulle part dans la loi; elle ne l'est pas davantage dans les règlements et circulaires rendus en exécution de la loi. La seule particularité relative au cas de l'article 66 que nous ayons retrouvée est une disposition du décret du 20 décembre 1850, rappelée dans la circulaire ministérielle du 4 janvier 1851, portant que les ministres du culte qui auraient été interdits ou révoqués ne peuvent profiter de la faculté accordée par l'article 66 de la loi de 1850. Nous n'avons pas découvert d'autre observation à ce sujet. Nous engageons donc notre honorable correspondant à se conformer purement et simplement aux dispositions de l'article 66 de la loi de 1850 et à ne tenir aucun compte des injonctions de l'administration.

Quelles pourraient être les conséquences de ce refus? Une poursuite en police correctionnelle, pour avoir ouvert une école secondaire sans avoir rempli les formalités prescrites par la loi?

La pénalité est une amende de 100 à 1000 fr.... de quatorze jours à un mois de prison, et une amende de 1000 à 4000 francs, en cas de récidive.

Mais nous ne croyons pas qu'aucun tribunal puisse condamner un ecclésiastique poursuivi dans ces conditions; alors même qu'une circulaire aurait exigé les pièces dont parle l'administration, le fait d'y avoir contrevenu ne saurait constituer un délit: car il n'appartient pas aux circulaires ministérielles d'ajouter aux exigences de la loi.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 23 januarii 1889.

+ ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis.*

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MATHRIER ET COURTOT.

Quant à M. l'abbé Belet nous lui demanderons, lorsque sa traduction sera achevée, de vouloir bien dresser une table analytique de tout l'ouvrage. Cette table est d'autant plus nécessaire, que le savant prince de l'Eglise expose les faits, non dans leur ordre chronologique, mais dans leur ordre logique et que par conséquent les recherches dans son *Histoire* sont assez difficiles. Or, c'est à M. l'abbé Belet que revient tout naturellement la tâche de faire un livre très commode de ce qui est déjà un livre très utile.

ŒUVRES POLÉMIQUES DE MGR FREPPEL,
1^{re} série. — Un vol. in-12, chez Victor Palmé, 76, rue des Saints-Pères.

La 9^e série des *Œuvres polémiques* de Mgr Freppel vient de paraître. Il nous semble inutile de recommander à nos lecteurs ces discours qui ont été prononcés à la Chambre, du 1^{er} juin 1886 au 22 mars 1888. On y trouvera les qualités ordinaires du vaillant évêque, la solidité, la logique implacable qui le distingue, l'érudition impeccable et même l'humour, l'ironie fine, le trait qui accable en désarmant.

Un jour par exemple il s'en prendra à M. Goblet, ministre de l'instruction publique, qui très embarrassé dans l'application du programme matérialiste que lui impose la maçonnerie, avait cru trouver une échappatoire aux protestations catholiques dans l'enseignement d'une sorte de spiritualisme d'Etat. Mgr Freppel lui dit :

« Qu'est-ce qu'on me répondait, lorsque je disais, il y a deux ans, à cette tribune : Quand dans une commune, comme c'est le cas dans la plupart des communes dans nos départements de l'Ouest, les parents sont catholiques, pourquoi ne voulez-vous pas que l'enseignement soit donné conformément à la religion catholique ? » — On me répondait : Il suffit qu'il y ait dans une école un ou deux enfants appartenant à des parents dissidents pour qu'on n'ait pas le droit d'y enseigner le catéchisme.

« Eh bien ! mais on retournera l'argument contre vous, et on vous dira : Il suffit que dans votre école il y ait un ou deux enfants appartenant à des parents matérialistes, positivistes ou athées, pour que d'après vos principes, vous n'ayez pas le droit d'enseigner votre spiritualisme ! »

Alors « ou bien vous serez obligés d'en revenir à l'école confessionnelle. » ou bien « vos écoles seront logiquement, forcément des écoles sans Dieu, dans le sens le plus absolu du mot. — Et vous aurez beau vous récrier, vous aurez beau comme à Châteauneuf-du-Loir recommander aux enfants de prier pour leurs bienfaiteurs. — c'est-à-dire pour vous, — il n'y aura plus de prières dans les écoles. » (26 oct. 1886 sur l'école neutre.)

Une autre fois il reproche doucement au même ministre d'avoir bu à Quimper à sa mort... politique (23 oct. 1886), et ajoute simplement : « J'ai trouvé le procédé un peu vif et sortant absolument de la neutralité gouvernementale. »

Mgr Freppel mieux que tout autre, — M. de Mun excepté, — connaît toutes les nuances du genre parlementaire et sait toujours faire accepter ses conclusions, quelque dures qu'elles soient à entendre. On peut voter contre ses propositions, mais la vérité a été dite et bien dite. C'est grâce à cette science exquise de la langue parlementaire que ses adversaires même l'écoutent, et à part les contradictions brutales de M. de Douville-Maillefeu et de M. de Mortillet, qui sont plutôt de fous furieux, on ne relève dans ce volume que des interruptions aussi respectueuses qu'on puisse les attendre de ces hommes dont les idées sont faussées, les préju-

gés puissants et à qui leurs engagements maçonniques défendent d'ouvrir les yeux, d'être sincères.

On sera heureux de relire les discours sur le surmenage scolaire, l'instruction primaire, le budget des cultes, le service militaire des séminaristes, sur le duel, et sur notre domaine colonial. Nulle question n'échappe à sa compétence et qu'il s'agisse des caisses de prévoyance pour les ouvriers mineurs ou des affaires de Madagascar, il est toujours prêt, il sait tout, il parle de tout et d'une manière magistrale. Il précise admirablement toute question, comme un homme qui a longtemps enseigné et qui cherche avant tout les raisons de chaque projet de loi, qui va droit au nœud du litige, et descend au fond des choses où git la vérité philosophique. Car Mgr Freppel nous paraît surtout un profond philosophe, élevé à l'école des Pères de l'Eglise, façonné à la méthode victorieuse de St Thomas.

Ses discours resteront comme des chefs-d'œuvre de raison, comme un arsenal où les polémistes de l'avenir n'auront qu'à pénétrer pour y trouver des armes de choix.

Mais dans ses œuvres polémiques se révèle aussi son caractère d'évêque catholique qui travaille au développement du règne de Dieu dans le monde. C'est ce qui explique l'étude particulière et étonnante qu'il a faite des questions coloniales. Il demande que la France prenne sous son protectorat les Nouvelles-Hébrides, la clef de la Nouvelle-Calédonie (22 Janvier 1887), qu'on impose silence aux Howas par une marche hardie sur Tananarive (30 nov. 1886), qu'on se maintienne au Tonkin, en Afrique (13 février 1887), afin d'être partout « chez soi ; » mais on sent que dans son âme d'évêque bat surtout le généreux désir de faire partout connaître J.-C.

Cette âme catholique est aussi éminemment française. Il exprime dans ce même volume l'espoir de voir un jour l'Allemagne échanger « spontanément et pacifiquement contre une rançon quelconque l'Alsace et la Lorraine » et s'il y avait en Allemagne un homme d'Etat qui cherchât vraiment la paix de l'Europe, il n'aurait qu'à prendre pour base de sa politique la magnifique lettre de l'évêque d'Angers à M. Emilio Castelar. (13 février 1888.)

Accusés de réception à MM. :

G. curé de C. (Hte-Marne) 4334. — C. curé de J. (Puy-de-Dôme) 4345. — L. M. curé de P. (Pas-de-Calais) 4346 bis. — G. curé à F. (Belgique) 4349. — A. L. curé de S. (Jura Bernois) 4320. — T. professeur à St-G. (Indre) 4355. — F. curé à T. (Marne) 4358. — D. curé de St-Q. (Mayenne) 4361. — D. curé à la B.V. (Htes-Alpes) 4365. — H. curé de G-le-C. (Côte-d'Or) 4367. — M. curé de B. (Eure-et-Loire) 4368. — B. curé de J. (Lor.) 4369. — G. curé de St-O. (Orne) 4371. — B. prêtre à M. (Nièvre) 4372. — F. curé de B. (Lot) 4384. — P. vicaire à St-P. de P. (Ille-et-Vilaine) 4385. — H. et B. à H. (Nord) 4386. — L. vicaire à V. (Loire-Inférieure) 4387. — C. à N.-D. de B. (Basses-Pyrénées) 4398. — T. C. curé de D. (Sarthe) 4399. — E. L. curé de T-s-A. (Eure) 4400. — C. curé à C. (Gers) 4401. — M. vicaire à C. (Loire) 4403. — A. F. directeur de S. à C. (Alpes-Maritimes) 4404. — D. curé de T. (Corrèze) 4405. — M. curé de V-les-A. (Jura). — 4409. — G. curé de F. (Lot-et-Garonne) 4408. — L. directeur à M-en-B. (Nord) 4411. — C. vicaire à L. (Morbihan) 4413. — P. curé de R-en-D. (Loiré) 4414. — R. curé à C-l'A. (Pas-de-Calais). 4415. — R. curé de C. (Yonne) 4416. — M. curé à T. (Lot) 4417. — C. vicaire à L. (Nord) 4418. — L. curé de F. (Pas-de-Calais) 4419. — L. curé de M-en-A. (Aisne) 4420. — V. curé à C. (Corrèze) 4422. — B. curé à P. (Lozère) 4424. — M. curé à St-M. du M. (Ain) 4425. — F. curé à B. (Basses-Pyrénées) 4426. — M. curé de C. (Côte-d'Or) 4428. — I. vicaire à P. (Hte-

Loire) 4429. — H. curé de M. (Somme) 4430. — B. curé de R-en-C. (Sarthe) 4431. — E. à M (Loire) 4432. — D. curé de F-le-C. (Vosges) 4437. — B. curé d' H. (Saône-et-Loire) 4438. — L. curé de P. (Gers) 4440. — P. curé de C. (Hte-Saône) 4441. — M. vicaire à V-le-L. (Doubs) 4444. — Le S. des p. de la M. à L. (Nord) 4445. — C. à H. (Belgique) 4446. — G. curé à C. (Isère) 4447. — d'H. P. curé à P. de B. (Isère) 4449. — P. à B. (Côte-d'Or) 4452. — L. à R. (Ille-et-Vilaine) 4453. — * B. curé de J. les M. (Loire-Inférieure) 4457. — D. curé de L. (Maine-et-Loire) 4458. — A. S. professeur à C. (Vendée) 4459. — A. O. curé de B. (Drôme) 4460. — F. curé de St-S. (Maine-et-Loire) 4462. — M. curé d'O-D. (Htes-Pyrénées) 4464. — B. à M. (Lozère) 4465. — H. curé de C. (Seine-et-Marne) 4468. — R. curé de St-E. (Meuse) 4469. — M. curé de H. (Nord) 4470. — F. curé de M. du J. (Jura) 4471. — S. curé de M. (Hte-Garonne) 4472. — P. vicaire à U. (Côtes-du-Nord) 4473. — L. curé-doyen d'E. (Morbihan) 4476. — G. vicaire à P. (Ille-et-Villaine) 4478. — W. à C. (Nord) 4480. — B. curé de St-X. de M. (Corrèze) 4481. — M. curé de St-V. D. (Seine-Inférieure) 4492. — L. curé de G. (Seine-et-Marne) 4494. — G. curé de Ste-R. de B. (Charente) 4496. — D. à C-W. (Nord) 4497. — L. vicaire à V. (Allier). 4498. — F. C. vicaire à G-s-I. (Savoie) 4499. — B. vicaire à I. (Basses-Pyrénées) 4500. — C. curé de P. (Tarn-et-Garonne). 4501. — G. curé à S. (Jura) 4503. — L. curé de St-A. C. N. (Yonne) 4505. — G. vicaire à P. (Côtes-du-Nord) 4506. — S. vicaire à N-D. d'A. (Côte-d'Or) 4507. — T. curé à M. (Puy-de-Dôme) 4508. — D. v.-a. curé d'A-le-J. (Savoie) 4509. — T. curé de N. (Aisne) 4510. — B. curé d'H. (Yonne) 4511. — K. curé de N-s-M (Charente-Inférieure) 4512. — Le D. vicaire à St-J. (Ille-et-Vilaine) 4513. — D. curé de S. (Ain) 4514. — B. au G. S. à A. (Vaucluse) 4516. — P. curé à C. (Savoie) 4517. — B. curé de la R-en-B. (Côte-d'Or) 4520. — D. curé de V. (Manche) 4529. — E. curé d'I. (Eure) 4532. — C. curé à C. (Ht-Rhin) 4533. — C. curé de T. (Gers) 4534. — T. curé-doyen de B. (Alpes-Maritimes) 4535. — R. curé de M-le-P. (Marne) 4536. — D. de M. à F-de-F. (Martinique) 4537. — N. curé de F. (Meuse) 4538. — J. vic. gén. à V. (Morbihan) 4540. — T. vicaire à V-C. (Mayenne) 4541. — F. vicaire de St-P. (Deux-Sèvres) 4542. — L. aumônier à B. (Indre-et-Loire) 4543. — R. curé à A. (Htes-Pyrénées) 4552. — D. curé à A. (Pas-de-Calais) 4553. — B. curé d'A. (Basses-Pyrénées) 4554. — R. curé au R. (Martinique) 4555. — V. curé à L. (Vendée) 4556. — B. curé de M. (Seine-Inférieure) 4557. — T. curé de V. (Aube) 4558. — C. curé-doyen d'A-du-P. (Ille-et-Vilaine) 4559. — D. curé de N-G. (Eure) 4560. — J. curé de G. (Saône-et-Loire) 4561. — B. curé de G. (Maine-et-Loire) 4562. — F. curé de D. (Ain) 4563. — C. curé à St-T-l-G. (Loire) 4564. — G. curé à C. (Lozère) 4565. — G. curé-doyen de C-s-M (Aisne) 4566. — G. curé à M. (Calvados) 4567. — P. à St-F. (Cantal) 4568. — J. chan. à S. (Aisne) 4569. — C. C. à M-en-B (Nord) 4570. — C. vicaire à T. (Cantal) 4571. — L. curé de B. (Mayenne) 4573. — R. curé de V-l-A. (Yonne) 4574. — C. curé d'H. (Pas-de-Calais) 4575. — R. vicaire à J-B. (Loire) 4576. — G. aumônier à N. (Aude) 4580. — C. curé à St-P. (Isère) 4579. — P à A. (Saône-et-Loire) 4581. — G. à V. (Meuse) 4584. — O. à L. (Rhône) 4585. — D. curé de L. (Lot-et-Garonne) 4586. —

C. vicaire à M. (Finistère) 4587. — L. B. curé de F. (Tarn) 4588. — V. curé à T. (Pyrénées-Orientales) 4591. — D. curé-d. de M. (Seine-et-Oise) 4593. — S. curé de Ste-C. (Vendée) 4594. — D. curé de P. (Pas-de-Calais) 4595. — G. à G. (Alpes-Maritimes) 4596. — R. P. B. à L-L. (Ardèche) 4597. — N. curé à F. (Manche) 4598. — G. curé à B. (Gironde) 4601. — C. curé à M. (Basses-Pyrénées) 4603. — Le P. vicaire à R. (Morbihan) 4605. — R. P. R. à E. (Indre-et-Loire) 4606. — P. curé à C. (Hte-Marne) 4607. — F. aumônier à B. (Finistère) 4608. — B. curé de M. (Basses-Pyrénées) 4609. — M. curé de St-E. des C. (Puy-de-Dôme) 4611. — L. curé-doyen d'A. (Basses-Pyrénées) 4612. — P. curé à B. (Seine-et-Marne) 4613. — S. curé de M. (Ardennes) 4614. — P. curé à L. B^{es} Pyrénées) 4616. — V. curé de T. (Aisne) 4617. — D. de B. curé à B. (Tarn-et-Garonne) 4618. — C. curé de C. (Corse). 4619. — R. curé de la C. de la T. (Isère) 4620. — N. curé d'A. (Isère) 4621. — F. curé de C. (Ardèche) 4622. — L. vicaire à Ste-P. (Manche) 4623. — I. curé-archiprêtre à M.-S. (Basses-Pyrénées) 4624. — B. curé de Ste-R. (Savoie) 4626. — D. curé à S. (Gers) 4627. — H. curé à R. (B.-du-Rhône) 4628. — L. curé de St-B.-sur-d'H. (Saône-et-Loire) 4629. — L. curé de N. près B-l-D. (Meuse) 4630. — B. curé de V. (Jura) 4631. — L. curé de T. (Nord) 4632. — H. curé de V. (Manche) 4633. — R. curé de B-l'O. (Calvados) 4634. — L. curé de C-la-F. (Manche) 4635. — G. vicaire à St-G-L. (Rhône) 4636. — Le M. curé de M. (Manche) 4637. — C. curé-doyen d'A. (Landes) 4638. — M. curé de M. (Suisse) 4639. — R. curé de V. (Haute-Loire) 4641. — B. curé de V. (Rhône) 4642. — R. curé de B. (Meuse) 4643. — R. curé de P. (Nièvre) 4644. — P. curé de C. (Marne) 4645. — L. curé de P. (Gers) 4646. — B. vicaire à A. (Nord) 4648. — L. curé d'O. (Yonne) 4649. — H. curé à B. (Seine-Inférieure) 4650. — R. curé-doyen de C. (Sarthe) 4651. — S. curé de V-en-W. (Meuse) 4652. — L. curé de T. (Vosges) 4653. — F. curé de F. (Doubs) 4654. — F. C. curé de V.-B. (Isère) 4655. — N. vicaire à M. (Ille-et-Vilaine) 4656. — G. curé de M. (Saône-et-Loire) 4657. — G. à F. (Vendée) 4658.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

RUE MORIMOND, A LANGRES

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à Mme MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 53, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 53, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 5

PRÉDICATION : Pour le dimanche de la Septuagésime : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Les curés conservent leur droit d'inhumation sur leurs paroissiens décédés dans les hôpitaux.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : L'officiant de l'absoute peut-il être autre que celui de la messe quand la messe a été celle du jour ? — Y a-t-il un décret récent qui autorise la translation de la fête patronale au lendemain de l'incidence même occupé par un semidouble ? — Y a-t-il nécessité de recourir à l'évêque pour les translations fixes ? Si ce recours n'a pas eu lieu, chaque prêtre est-il tenu de recourir ? — Doit-on doubler les invocations aux processions des Rogations ? — Un règlement est-il nécessaire pour que les membres de la Confrérie du Rosaire gagnent les indulgences ? Quelles indulgences peut-on gagner sans l'état de grâce ? — Les pri-

vilèges d'indulgences plénières attachés à des autels à perpétuité sont-ils révoqués ?

MINISTÈRE PAROISSIAL : L'association religieuse pour le soutien de la foi (suite). Sa possibilité.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quelles sont les formalités à remplir pour qu'un bienfaiteur puisse donner à la fabrique un terrain destiné à agrandir le cimetière ? — Les religieuses qui doivent ouvrir une école libre, peuvent-elles, en attendant l'expiration des délais, réunir les enfants et leur enseigner le catéchisme et la couture ? — Lequel vaut mieux pour une fabrique qui va construire une église, de vendre des biens fonds ou d'emprunter ? Peut-elle emprunter au Crédit foncier ? — Peut-on exiger l'impôt des portes et fenêtres pour un local où le curé fait apprendre et réciter le catéchisme ?

AVIS

Les tables, titres et couverture de l'année 1888 seront envoyés avec le prochain numéro.

CORRESPONDANCE

M. J. B. vicaire à F. par E. (Aveyron). — Dispensez-moi de répéter « mon avis sur l'utilité des tables générales si on n'a pas la collection complète. » Je l'ai donné. Et nous sommes absolument d'accord quand vous m'écriviez : « Je vois qu'à elles seules elles peuvent servir à consulter dans les cas où on n'a pas de temps à soi. » Quant à la collection, puisque vous la désirez, ne vous mettez pas en retard ; elle se fait rare. Vous êtes trop bon d'estimer que l'Ami du Clergé paroissial « rendra d'immenses services ; » mais il fera le possible pour n'être point indigne du bon accueil qu'on lui fait. 3683

M. V. aumônier à S. A. (Lozère). — J'ai reçu le mandat. Merci de votre bonne lettre et de vos aimables procédés : c'est moi qui reste votre débiteur. Demandez au bon Dieu qu'il me rende mon ancienne santé s'il veut bien encore agréer les services de ma bonne volonté. 3685

M. J. curé-doyen de T.-C. (Charente-Inférieure). — Permettez-moi de vous remercier de votre bon témoi-

gnage. Oserais-je vous prier de le répéter autour de vous A. M. D. G. J'ai reçu le mandat. 3692

M. E. J. curé-archiprêtre de M. (Lozère). — Le prix est absolument net. Nous n'avons pu le réduire à cause des frais de réimpression. Pour le reste, je consulte, j'écoute et j'agirai en conséquence. 3697

M. R. vicaire à S. par V. (Manche). — Reçu. Merci de l'affection que vous témoignez tout de suite au cadet par estime pour l'aîné : il a bonne volonté d'en être digne. 3721

M. D. chan. hon. curé de P. (Loire-Inférieure). — Vous êtes inscrit pour les Tables générales. 3724

M. D. à S. (Turquie d'Asie). — C'est 2 fr. que vous me redeviez, vous avez dû le voir dans le numéro qui a suivi. 3733

M. M. curé de V. par C. (Vosges). — Reçu. Merci des sympathies surtout. 3769

M. A. curé de St-L. (Mayenne). — Merci ; je vous inscris. 3799

M. B. curé de M. (Seine-Inférieure). — Je vous inscris au prix de 5 fr. et je remets vos questions au rédacteur chargé de les traiter. J'ai reçu le mandat. 3811

M. B. curé de G. (B.-Pyrenées). — J'ai reçu et je vous inscris. 3816

M. M. G. curé du B. St-B. (Hte-Garonne). — J'ai reçu et je vous inscris. 3820

M. B. curé de G. (Basses-Pyrénées). — J'ai reçu et je vous inscris. 3816

M. R. curé de G. (Ardennes). — J'ai reçu et je vous inscris. Les tables seront complètes pour les dix premiers volumes, et contiendront toutes les matières traitées jusqu'au numéro 52 de 1888 inclusivement. 3826

M. C. pro-curé de H. (Nord). — Vous ne me devez rien pour ces numéros que vous avez dû recevoir. 3627

M. B. vicaire au L. (Sarthe). — Prenez-vous le supplément aussi ? 3830

M. B. curé de H. (Nord). — Vous ne me deviez rien pour ce numéro ; ces 0 fr. 60 sont à votre disposition. 3831

M. C. vicaire à St-I. (Hte-Loire). — Je vous inscris. Entendu. 3854

M. l'abbé V. curé de V. diocèse de Tours. — Vous m'annoncez un mandat de 18 fr. et il ne porte que 17 fr. 3855

M. C. curé de E. l'O. (Loire). J'accepte, car en effet ils peuvent être utiles à d'autres. 3858

M. F. vicaire à St-P. du D. (Hte-Loire). — Entendu. Je vous inscris. 3860

M. L. curé de Ste-E. (Landes). — Je vous inscris pour les Tables générales. Comptez sur un ami vrai. 3866

M. F. curé de St-P. de C. (Lot-et-Garonne). — Je consens bien volontiers. 3867

M. C. vicaire à S. (Loire-Inférieure). — Je vous inscris. 3874

M. S. curé de S. (Suisse). — J'ai bien reçu. Vous avez maintenant satisfaction au *desideratum* que vous m'avez exprimé. 3878

M. L. chapelain à C. (Calvados). — J'ai reçu le mandat et les numéros : merci. 3891

M. L. archiprêtre à V. (Ain). — J'ai reçu. Certainement et avec plaisir. 3924

M. L. curé à C. (Aisne). — C'est entendu. 3933

M. E. curé de F. M. (Belgique). — Si vous voulez bien me faire savoir quels sont les numéros qui vous manquent et si je les ai, je vous les enverrai avec plaisir. Je n'ai aucun souvenir d'une lettre signée de votre nom. 3980

M. P. D. vicaire à V. (Loire). — J'ai reçu. En règle générale je ne puis faire ce que vous me demandez. Exceptionnellement pourtant je vous l'accorde, en raison de la raison grave que vous alléguiez, et surtout de l'engagement qu'il faudra bien tenir : « Je tâcherai en retour de propager votre excellente Revue auprès de mes confrères. » 4048

M. A. curé d'A. (Indre-et-Loire). — Cet abonnement finissait le 31 décembre ; pour l'*Ami*, le Supplément et les Tables 18 fr. 4053

M. L. curé à B. (Nord). — J'envoie le numéro 34 pour lequel vous ne me devez rien. 4083

M. S. curé à A. (Suisse). — J'ai reçu le mandat annoncé et expédié les numéros qui doivent être en votre possession. Tout est bien réglé ainsi : vous ne me devez absolument rien. 4092

M. H. curé d'A. (Hte-Marne). — Merci. Toute bonne parole venant d'un abonné me va droit au cœur. Quand elle m'est envoyée par un abonné en même temps compatriote, elle m'est doublement précieuse. 4236

M. A. J. curé de T. (Saône-et-Loire). — Vous êtes inscrit. Merci. Vous estimez que notre nouveau supplément fera beaucoup de bien. Dieu vous entende ! Ce serait la réalisation de nos espérances et de notre but. 4260

M. B. curé de V. le C. (Marne). — En deux plis, le journal se tiendrait mal sous sa bande. Le retard que vous me signalez, vous l'avez pu constater, n'existe plus. Heureux d'avoir répondu à vos désirs en publiant l'*Ami du Clergé paroissial*. 4264

M. T. curé de la B. (Maine-et-Loire). — Même réponse que ci-dessus. Merci, et que le bon Dieu contre-signe vos félicitations et bénédictions. 4271

M. B. curé de l'E. (Ardennes). — Oui, cher Monsieur, j'accepte vos vœux avec grande reconnaissance. Et je transmets votre lettre, avec instante recommandation, à celui de nos rédacteurs qui peut être coupable d'avoir oublié la première. Les tables générales, dont la rédaction ne pouvait être terminée avant janvier courant, puisqu'elles doivent contenir toutes les matières traitées jusqu'à fin décembre 1888, seront imprimées et livrées dans le courant de 1889, en juillet j'espère. Je voudrais pouvoir me rendre à votre dernière observation ; mais calculez. 4174

M. L. curé d'A. (Var). Oui ; et vos comptes sont bien à jour. Puisque vous estimez notre collection à son vrai mérite, et que vous désirez vous la procurer, ne vous mettez pas en retard, car elle s'épuise. 4178

M. C. curé de S. (Gironde). — J'ai reçu. Voyez, sur Jeanne d'Arc, notre *Courrier des livres* du 12 avril 1888. Nous pouvons vous recommander le grand ouvrage de M. de Beaucourt sur Charles VII. 4180

M. B. curé à B. (Doubs). — Reçu. Il est bien certain que je n'ai nulle connaissance de la consultation que vous avez pu demander en 1886. Renouvelez donc s. v. p. votre question : je suis à vos ordres. 4184

M. B. curé de R. (Calvados). — Inscrit ; j'ai reçu. 4187

M. L. M. curé de M. (Hérault). — Inscrit. 4193

M. A. prêtre à S. (Canada). — Tout est réglé supplément compris. Il a été tenu compte de ce qui devait servir aux journaux. J'ai envoyé les numéros. 4207

M. N. curé à St-E. (Canada). — J'ai reçu. Très volontiers pour l'*Ami du Clergé paroissial*. 4208

M. A. B. curé à L. (Canada). — C'est 22. Il reste dû 11 fr. pour la Table générale et le supplément. Vous êtes trop aimable quand vous nous dites que « notre œuvre est magistrale et provoque de plus en plus votre admiration » ; mais vous êtes certainement dans le vrai quand vous ajoutez : « Si tous les jeunes prêtres souscrivaient à cette inappréciable publication, que d'argent n'économiseraient-ils pas dans la formation de leur bibliothèque ! » 4208

M. E. G. curé de F-en-S. (Loir-et-Cher). — Reçu. Inscrit. 4210

M. L. B. vicaire à F. (Ain). — Reçu. Merci. Répétez s. v. p. vos questions dont je n'ai plus mémoire. 4102

M. G. curé à M. (Aveyron). — Inscrit, entendu. 4108

M. C. vicaire à A. (Htes-Pyrénées). — Je regrette de ne plus avoir ce numéro ; j'en prends note et si quelqu'un me l'envoyait, je vous l'adresserais. 4108

M. C. chapelain d'A. (Allier). — Certainement, et aussitôt parue elle vous sera expédiée. J'ai reçu. 4119

M. C. vicaire à C. (Aveyron). Très volontiers. 4149

M. L. curé de St-B. (Corrèze). — Accepté. 4158

M. R. curé de P. (Isère). — Merci. Condoléances sincères, et, au titre que vous indiquez, vous ne serez pas privé des Tables générales. 4163

M. D. curé de P. (Sarthe). — J'envoie les numéros pour lesquels vous ne me devez rien et je vous inscris pour les Tables dont le prix est de 5 fr. J'ai reçu le mandat. 4164

M. le ch. A. à L. (Portugal). — Reçu. Il y a d'autres bibles encore et d'autres commentaires que ceux que vous m'indiquez : chaque édition a sa valeur spéciale ; mais en la matière, comme valeur d'ensemble et utilité pratique, Cornille à Lapierre est et restera toujours le maître. 4279

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE DIMANCHE DE LA SEPTUAGÉSIME : HOMÉLIE
SUR L'ÉVANGILE

(Saint Mathieu, xx, 1-16.)

Il n'est pas possible d'entendre la lecture de l'Evangile de ce jour, sans être frappé de l'importance des enseignements qu'il renferme. Aussi ce passage de saint Mathieu a-t-il fixé particulièrement l'attention des commentateurs du texte sacré, qui en ont tiré, comme d'une mine féconde, les considérations les plus variées. Les uns y ont découvert les différents âges de l'humanité, figurés par les heures d'une même journée. Les autres ont recherché quels étaient les ouvriers appelés ainsi à travailler successivement à la vigne du Seigneur. Pour ceux-ci, les ouvriers des premières heures figurent le peuple Juif aux diverses époques de son histoire ; à la onzième heure les gentils sont appelés à leur tour et, bien qu'arrivés les derniers, leur condition sera supérieure à ceux qui les ont précédés. Il en est qui entendent la parabole entière de l'Eglise de Jésus-Christ et ils n'ont pas de peine à en faire l'application au développement de l'œuvre divine à travers les siècles. D'autres, enfin, n'ont voulu voir dans notre évangile que le touchant appel adressé, par Dieu, à tous les hommes, pour les inviter à travailler efficacement à leur salut. C'est à cette dernière considération, comme étant plus pratique pour nos âmes, que nous nous attacherons de préférence, et c'est dans ce sens que nous nous efforcerons d'entendre chacun des détails de la parabole qui nous est proposée.

I

Simile est regnum cœlorum homini patri familias, qui exiit primo mane conducere operarios in vineam suam. Et d'abord, cette question se présente à notre esprit : Pourquoi Notre-Seigneur emprunté-t-il à la vigne la comparaison qu'il veut établir entre le travail matériel et le travail de la sanctification des âmes ? A quoi la vigne doit-elle ce privilège ? N'est-ce pas à l'excellence de sa culture, à la variété comme à la continuité des soins qu'elle exige ? Voyez plutôt. A peine les premiers rayons d'un soleil printannier ont commencé à ranimer la nature, que le vigneron se met à l'œuvre. Quelle activité il déploie ! Il taille, il retranche les branches mortes, les rameaux inutiles qui nuiraient à la croissance du cep. Il laboure soigneusement la terre, refoulant tous les mauvais germes, faisant pénétrer jusqu'aux racines l'air et la rosée qui les fécondent. Avec quelle joie il voit la sève se mettre en mouvement, faire éclater les bourgeons, épanouir les feuilles, développer de jeunes et vigoureux rameaux ! Quel soin il apporte à protéger ces tendres bourgeons où se concentre tout l'espoir de la récolte ! Il les abrite, les redresse, les fixe à de solides appuis. Tout son art consiste à distribuer à chaque rameau, à diriger, à seconder

l'action de la sève. Est-ce tout ? Non. Car la maladie peut attaquer les ceps les mieux cultivés, paralyser et anéantir la plus luxuriante végétation. De là, nécessité de prévenir le mal ou d'employer contre lui d'énergiques remèdes. Le vigneron pourvoit à tout, a l'œil à tout, ne ménage ni son temps ni sa fatigue, et ne songe pas à se plaindre. Son labeur est pour lui la source des plus agréables jouissances et, toujours, l'espérance stimule et soutient ses efforts.

Voilà bien, M. F., le modèle de l'application que nous devons apporter à l'œuvre de notre salut. En quoi consiste le travail que Dieu demande de nous, sinon à réformer, à retrancher toutes les mauvaises tendances de notre nature ; à abattre sans cesse les rejetons de ces abominables passions qui envahissent le champ de notre âme. Ajoutez à cela l'active culture et la pratique généreuse des vertus chrétiennes ; une vigilance de tous les instants contre les ennemis de notre vie surnaturelle, contre leurs ruses, leurs séductions et leurs surprises ; une direction ferme imprimée à tous nos actes et à toutes nos intentions ; enfin, des remèdes appropriés aux diverses maladies qui peuvent menacer notre âme. Tel est l'abrégé des devoirs de la vie chrétienne. Qui accomplit ce travail n'est pas un oisif. Sa peine, sa fatigue est grande, mais, plus grande encore est la récompense qui l'attend : ici-bas les pures et douces jouissances de la vertu, là-haut les délices d'un éternel repos dans le sein même de Dieu.

II

Le travail de la vie chrétienne s'impose à chacun de nous. Nul ne saurait s'y soustraire sans trahir ses intérêts les plus précieux. Car notre âme, de même que la terre, ne peut rapporter de fruits que par une culture assidue. Cette conviction devrait suffire pour stimuler nos efforts et nous animer d'une noble et sainte ardeur. Après nous avoir tracé notre tâche, la Providence pourrait nous abandonner à nous-mêmes, au libre exercice de nos facultés. Mais Dieu connaît notre faiblesse et nos lâchetés. Aussi, non content d'avoir assigné à notre activité le plus noble but, il ne néglige rien pour assurer le concours de notre bonne volonté. Notre obstination et nos résistances ne lassent point son amour et jusqu'à la fin sa miséricorde nous poursuit et nous presse.

C'est ce que met en pleine lumière notre évangile. Dès l'aurore de la vie, à la première heure, *primo mane*, alors même que nous ne pouvons pas encore entendre sa voix, déjà Dieu nous appelle et déjà les conventions sont faites. Le baptême dépose dans notre âme de saintes habitudes et des forces mystérieuses que nous n'aurons qu'à développer et à exercer plus tard. Notre journée, bien vite achevée, peut se terminer là ; nous n'en recevons pas moins le salaire des travailleurs. *Conventione facta cum operariis, misit eos in vineam suam.*

L'appel de Dieu nous l'entendons à la troisième heure, à l'heure matinale encore de l'adolescence,

Heure fortunée, heure délicieuse, où l'âme préservée de toute influence mauvaise, accomplit sa tâche avec une ardeur qui, en multipliant les mérites, semble aussi multiplier les années, *consummatus in brevi, explevit tempora multa*. (Sap. iv, 13.) Quelle perte pour ceux qui, au lieu de partager cette ardeur, se laissent détourner par les instincts pervers et les habitudes coupables, et consomment dans une honteuse mollesse les forces vives, la fougue généreuse qui devraient être tout entières tournées au bien et à la vertu ! Ah ! ce sont ceux-là que le Père de famille va rechercher, ne les voyant point à sa vigne. Les trouve-t-il désœuvrés, il n'entre point en discussion avec eux, il les envoie d'autorité au travail. *Ite et vos in vineam meam*. Heureux les jeunes gens qui reçoivent cette sage et ferme direction qui les arrache aux dangers d'une funeste oisiveté ! Heureux surtout ceux qui s'y soumettent avec docilité et persévérance !

Cependant le soleil poursuit sa course, voici la sixième heure, celle qui marque le midi de la vie, la sixième heure bientôt suivie de la neuvième. L'appel de Dieu devient plus pressant. Il s'adresse davantage à notre raison. Il nous invite à appliquer à l'œuvre noble et nécessaire entre toutes de notre salut, cet esprit de prudence et de calcul qui caractérise l'âge mûr. Le temps n'est plus aux frivolités et aux chimères auxquelles trop longtemps peut-être nous nous sommes attardés. La fin du jour approchera bientôt et nous ne pourrions plus travailler. Ce n'est donc pas comme beaucoup, hélas ! se l'imaginent à notre époque, le moment d'interrompre l'entreprise commencée et d'abandonner la pratique de devoirs qui n'ont jamais été plus impérieusement commandés. *Ite et vos in vineam meam*.

Enfin la onzième et avant-dernière heure a sonné. C'est l'heure des suprêmes décisions. Le moindre délai peut tout compromettre et tout perdre. Aussi la voix du Père de famille devient-elle plus austère et plus dure. Elle éclate en reproches ; *increpavit eos* : Comment avez-vous pu rester désœuvrés tout le jour ! *Quid hic statis tota die otiosi* ! O l'amère et sanglante réprimande ! Ayons à cœur de nous l'épargner, si Dieu nous donne d'arriver à la vieillesse. Mais, alors même que nous l'aurions méritée, ne perdons pas confiance. La voix de Dieu nous rassure : elle nous dit qu'il n'est point trop tard encore, qu'il est possible même de racheter le temps perdu. Plusieurs, parmi les derniers arrivés, seront les premiers à la récompense. Ne désespérons donc jamais. Mais prenons garde de nous abandonner à une dangereuse et coupable présomption. Il serait injuste, il serait téméraire d'attendre le dernier appel du Seigneur. Qui nous avertira, qui nous assurera que c'est bien le dernier, et qu'après celui-là il ne faut plus compter sur aucun autre ? Combien croient être encore à l'aurore de la vie, qui déjà sont sur le bord de la tombe ! C'est dès le matin, *primo mane*, et à tout âge sans exception qu'il faut travailler à la vigne du Seigneur. La pratique du christianisme, l'ac-

complissement des devoirs religieux ne souffre ni interruption, ni délai. A l'œuvre donc, M. F., aujourd'hui et toujours, afin qu'au soir de la journée, tous nous puissions recevoir le salaire promis. *Ite in vineam meam*.

III

Le soir étant venu, le Maître de la vigne dit à son intendant : Appelez les ouvriers et soldez leur paye, en commençant par les derniers et en finissant par les premiers.

Tous reçoivent ainsi chacun un denier. Le partage ne semblait pas égal. Les ouvriers qui avaient travaillé la journée entière, ne purent retenir l'expression de leur étonnement : « Quoi, dirent-ils au Père de famille, ces derniers venus ont travaillé à peine une heure et vous les traitez sur le même pied que nous qui avons porté le poids du jour et de la chaleur ? » — « Mes amis, répond le Père de famille, je ne vous fais aucun tort. On vous a exactement remis le prix convenu. Mais ne suis-je pas libre de donner aux autres suivant mon gré et même autant qu'à vous. Ma bonté pour eux n'a rien qui doive exciter votre jalousie. Prenez ce qui vous appartient et allez. »

Ne cherchons pas, M. F., dans ces paroles du Sauveur une justification des retards apportés par les pécheurs à l'œuvre de leur salut. La grave et mystérieuse sentence qui suit : « *Multi enim sunt vocati, pauci vero electi*, beaucoup sont appelés, mais il y a peu d'élus, » nous l'interdit absolument.

Si Jésus-Christ donne tant de relief à cette dernière partie de la parabole, c'est encore dans un dessein de miséricorde pour les pauvres ouvriers retardataires et afin de ne pas rebuter leur bonne volonté. Il leur montre que malgré l'heure avancée ils peuvent obtenir le bonheur éternel qui est le même pour tous quant à son essence et à sa durée. Bien plus il leur laisse entrevoir que par leur ferveur et leur activité, ils peuvent égaler et surpasser le mérite des serviteurs dont la fidélité est éprouvée. Dieu pouvait-il témoigner plus de bonté et de condescendance à leur endroit ? Malheur donc à ceux qui refuseront de se rendre à ce suprême et touchant appel de la grâce. L'excès des avances miséricordieuses de Dieu justifiera la rigueur de la condamnation qui les attend. Et n'est-ce pas la prévision de cette noire ingratitude et de cette obstination insensée qui arraché au cœur aimant de Jésus le cri qui termine cette parabole, résumé de tout ce que Dieu fait pour gagner nos âmes : *Multi vocati, pauci electi* !

Je ne veux pas terminer cette instruction où je vous ai parlé surtout de l'œuvre personnelle de votre salut, sans vous dire un mot d'un autre sens de notre parabole et des conséquences qui en résultent pour nous.

« La vigne, dit saint Grégoire, c'est l'Eglise du Seigneur. » Nous en sommes à la fois les plants et les ouvriers ; sa prospérité et sa gloire dépendent de notre travail. N'est-ce pas à cause de notre

mollesse et de notre oisiveté spirituelles qu'elle est aujourd'hui dévastée par des mains impies, qui s'efforcent de briser les ceps les plus vigoureux et les plus fertiles et d'arracher ses jeunes pousses 1.

Il ne suffit pas de se lamenter de pareils désastres. Des plaintes et des gémissements, c'est trop peu. C'est à l'action que Dieu nous appelle : Allez à ma vigne, dit-il, *ite in vineam meam*. Enfants, jeunes gens, hommes mûrs, vieillards, travaillez au salut de mon Eglise avec plus d'ardeur que les impies ne travaillent à sa ruine. Travaillez par la prière, par la pénitence, mais aussi par le courageux exercice de vos droits de citoyens, par l'inébranlable constance de vos revendications, par la mise en œuvre de toutes vos influences : Faites triompher la sainteté par la pratique exacte de vos devoirs religieux, et à toutes les intrigues, à toutes les entreprises sacrilèges opposez la vigueur et l'unanimité de vos résistances, toutes les protestations d'une inébranlable fidélité !

En retour il vous sera donné de recevoir la récompense de choix promise aux bons serviteurs et vous mériterez d'être du nombre de ces privilégiés dont il a été dit : « *Pauci sunt electi*. Il y a peu d'élus. » Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Les aumôniers des hôpitaux non exempts n'ayant pas le droit de faire les funérailles des malades qui meurent dans l'hôpital, ce droit appartient, non au curé sur la paroisse duquel se trouve l'hôpital, mais au curé du domicile du défunt.

Dans la cause suivante, il n'est aucunement question du chapelain de l'hospice qui ne prétendait aucun droit, mais du curé du défunt qui prétendait conserver un droit sur son paroissien entré à l'hôpital pour un temps et par occasion, c'est-à-dire en raison de sa maladie, ce qui ne l'enlevait pas à sa paroisse.

Le curé sur la paroisse duquel existe l'hôpital, pour établir son droit de sépulture sur les malades décédés dans cet établissement, s'appuyait surtout sur un accord qu'il affirmait être intervenu entre les curés des paroisses de la ville, avant l'érection de l'hôpital, donnant au curé de la paroisse le droit d'enterrer les morts décédés sur son territoire quand ils y étaient venus pour se faire soigner dans une maladie. Il en appelait aussi à la coutume.

La S. C. maintient le droit de chaque curé sur ses paroissiens décédés à l'hôpital.

APUANA FUNERUM

Die 19 maii 1888.

Sess. 25 cap. 13 De reform.

COMPENDIUM FACTI. Apuæ, in districtu parœciali S. Nicolai, est hospitale S. Antonio Abbati dictum, anno 1636 erectum, ubi recipiuntur infirmi ex universo oppido, idest ex omnibus indistincte quinque civitatis parœciis, illuc concurrentes.

In hospitali autem est oratorium, ubi SSmm

¹ Montsabré.

Sacramentum asservatur juxta facultatem datam ab Ordinario Sarzanensi anno 1741.

Fons quoque baptismalis in oratorio habetur, de consensu parochi S. Nicolai anno 1868 constructus, ut infantibus expositis, aut ibi nascentibus sollicitè occuri posset.

Et capellanus, qui Deo ibi deservit, baptismum pueris, et extrema sacramenta infirmis absque controversia ministrat. Sed qui jus habeat funerandi defunctos, sicut etiam qui usque adhuc eos de facto parentaverit, controversatur inter partes.

Est enim parochus S. Nicolai qui contendit funera decedentium in hospitali, ex quacumque parœcia provenientium, ad se universim spectare. Dum vicissim præpositus parochus cathedralis vult, ut filiani sui in piam domum recepti, ibidem morientes non ab alio quam a se, qua paracho proprio, funerentur. Hujus contentionis origo anno 1885 non est anterior, et nata est ex funere cujusdam Berthocchi, cathedralis filiani, quem e nosocomio efferre voluit sodalitas SSmi Sacramenti, cathedralis propria, reclamante licet paracho S. Nicolai.

DUBIUM

An præposito paracho cathedralis competat jus efferendi et funerandi parochianos suos, qui in hospitali S. Antonii decedunt in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. C. re discussa sub die 19 maii 1888, censuit respondere : Affirmative et ad mentem : mens est ut Episcopus curet, ut associatio cadaverum fiat juxta præscripta Ritualis romani.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Quand une messe de *Requiem* est suivie de l'absoute, c'est le célébrant de la messe qui doit revêtir la chape noire et présider au service. Mais si l'on a dû célébrer la messe du jour et non celle de *Requiem*, v. g. le jour de la conférence, le célébrant de l'absoute ne peut-il pas être autre que celui de la messe ?

R. — Si la messe de *Requiem* n'est pas permise, l'absoute ne l'est pas non plus. La raison en est que l'absoute n'est que l'accessoire de la messe. Il ne conviendrait pas qu'après avoir célébré une messe du jour avec une couleur blanche ou rouge, etc., on fit une absoute avec des ornements noirs, toujours exigés par l'absoute. Tous les liturgistes sont d'accord sur ce point, qui a été tranché par un grand nombre de décrets.

Il n'y a donc pas lieu de se demander si l'absoute pourrait être faite par un autre prêtre que celui qui a célébré la messe du jour, puisque l'absoute est prohibée quand la messe de *Requiem* l'est elle-même. Voilà l'esprit de l'Eglise.

Cependant la sacrée Congrégation des Rites a permis en 1852 à des conventuels de Montepulciano de faire une absoute en chantant une messe du jour, mais c'était à condition que l'absoute se ferait avant la messe, et qu'on écarterait le catafalque pendant la messe.

« Posse, dummodo removeatur tumulus tempore missæ, ac finita circa illum absolutione, » (1^{er} janvier 1852, n. 5166, ad 2.)

On comprend le motif de l'Eglise, c'est qu'il ne conviendrait pas de revêtir des ornements de deuil en un jour de fête qui a un caractère joyeux.

Lorsque l'absoute a lieu après la messe, elle doit être faite par le prêtre qui a dit la messe.

En serait-il de même si l'absoute était faite avant la messe, nous ne connaissons pas de décision qui règle ce point.

Q. — Vous nous avez dit qu'on ne pouvait pas, cette année 1888, transférer la fête patronale de saint Martin au lundi 12 novembre, parce qu'il y a un semi-double. Je crois cependant qu'il existe un décret récent qui commande ou au moins permet la translation d'une fête patronale au lendemain de l'incidence.

R. — Notre vénéré correspondant se trompe sans doute; car si un pareil décret avait été porté, il serait connu. Son apparition eût fait une profonde sensation dans le monde liturgique, à raison des conséquences pratiques qu'il entraînerait.

Voici peut-être ce qui a donné lieu à cette créance. Il y a un an environ, Mgr l'évêque de Brescia exposa à la sacrée Congrégation des Rites que les saints martyrs Faustin et Jovite étaient patrons de sa ville épiscopale et de son diocèse; qu'en l'année 1888 ils tombaient le mercredi des cendres; que tout le diocèse voyait avec regret la translation de cette fête; en conséquence, Sa Grandeur suppliait humblement Sa Sainteté Léon XIII de permettre, qu'après avoir accompli la cérémonie des cendres, on pût chanter la messe solennelle propre des saints patrons, tant à la cathédrale que dans toutes les églises du diocèse.

La sacrée Congrégation refusa ce privilège parce qu'il est absolument contraire aux prescriptions de la liturgie.

Mais, par une faveur spéciale du Souverain Pontife, elle autorisa Sa Grandeur toutes les fois que cet empêchement se rencontrerait, à transférer cette fête patronale au lendemain comme en son siège propre. Voici la réponse de la sacrée Congrégation à l'Illustrissime Prélat :

« ... Sacra porro Rituum Congregatio, petitam veniam renuens concedere, utpote sacre liturgie prescriptionibus omnino adversantem, utendo facultatibus sibi specialiter ab eodem Sanctissimo Domino Nostro tributis, commisit amplitudini tue ut in casu enuntiati impedimenti festum sanctorum Faustini et Jovite in universa Brixien. diœcesi fixe transferatur in diem sequentem tanquam in sedem propriam, servatis rubricis. » (1^{er} février 1888.)

Ce décret montre que les rubriques ne permettent pas de transférer une fête patronale au lendemain, quand ce lendemain est un jour empêché; que c'est par privilège que la fête patronale des saints Faustin et Jovite est permutée au lendemain quand elle coïncide avec la fête privilégiée du mercredi des cendres; que cette coïncidence

est très rare, que par conséquent nous avons raison de dire que la fête de saint Martin, patron de lieu ou vocable d'Eglise, ne pouvait pas être remise au lendemain, qui est occupé par la fête semi-double de saint Martin, pape et martyr. Et ce que nous disions de saint Martin patron, doit s'appliquer à tout autre patron, sauf à quelques fêtes exceptionnelles bien connues, savoir la Purification de la Très Sainte Vierge, l'Annonciation, les Sept-Douleurs du vendredi après la Passion, la Nativité de saint Jean-Baptiste et le Précieux-Sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ, lorsque ces diverses fêtes sont empêchées à leur incidence. On peut alors les remettre presque toujours au lendemain, quand même ce lendemain serait occupé par un autre office.

Q. — Permettez-moi de venir à mon tour soumettre à l'excellent Ami une question de liturgie que je n'ai pu résoudre avec les données dont je dispose. Lorsqu'une fête du calendrier commun est perpétuellement empêchée par une fête propre, d'une paroisse ou d'une congrégation par exemple, elle doit être transférée au premier jour libre *tanquam in sedem fixam*. Cette translation doit se faire avec intervention de l'Evêque. Cette intervention est-elle absolument nécessaire, en sorte que, *inconsulta episcopo*, on n'ait pas le droit de faire cette translation?

Etant donné que l'autorité constituée en la paroisse ne recourt pas à l'Evêque (c'est un cas que je crois très fréquent), les autres prêtres ne doivent-ils pas néanmoins suivre la rubrique qui demande la translation?

Il me semble que la translation est faite *ipso jure* et que l'Evêque n'intervient que pour constater et régler l'accomplissement de la loi.

2^o Une congrégation religieuse d'hommes, ayant des offices propres approuvés régulièrement, publie, dans le diocèse de la Maison-Mère, un *Ordo* où les fêtes empêchées ont une *sedes fixa*, selon la rubrique.

Une maison de cette Congrégation est érigée dans un autre diocèse; elle n'a qu'une chapelle intérieure non ouverte au public, mais où on conserve le Saint-Sacrement. On y célèbre les fêtes propres de la Congrégation, mais l'autorité diocésaine n'est pas appelée à vérifier les petits changements qui se font à l'*Ordo* du diocèse. Est-il une raison pour ne pas observer la règle de la translation, par exemple d'omettre toujours une fête double mineure, perpétuellement en occurrence avec une fête double de 1^{re} classe.

En résumé, je crois que la réponse que vous voudrez bien faire à ces questions, devra éclairer la nature, la nécessité et les conséquences de l'intervention de l'Ordinaire dans la translation des fêtes empêchées par d'autres fêtes propres à une Eglise.

R. — Ad I. Cette question présente deux difficultés : 1^o Y a-t-il absolue nécessité de recourir à l'Evêque pour lui faire connaître les mutations ou translations fixes, que l'on doit opérer dans le calendrier propre d'une église; 2^o si ce recours n'a pas été fait par l'autorité constituée de cette église, les autres prêtres ne doivent-ils pas le faire?

A la première difficulté, nous répondrons : le recours à l'Evêque diocésain est aujourd'hui obligatoire.

Autrefois les translations fixes étaient opérées par la sacrée Congrégation des Rites elle-même; elle s'était réservée le soin de déterminer les jours où devaient être remplacés les offices empêchés. On

lui présentait la situation du calendrier particulier des églises, et elle réglait toutes choses conformément aux principes de la liturgie.

Plus tard, dans la première moitié du dix-huitième siècle, elle n'exigea plus qu'on recourut à elle. Elle avait donné des règles fixes en 1712 et en 1717 sur cette matière; elle demandait qu'on s'y conformât d'une manière absolue. C'est ce que nous remarquons dans un décret de 1741 :

« Serventur posteriora et ultima S. R. C. decreta, prout ex decretis 2 julii 1712, et 20 novembris 1717. »

Comme ces règles de translation n'étaient pas encore suffisantes, la sacrée Congrégation en ajouta encore d'autres en 1736, en 1742 et plus particulièrement en 1744 et en 1745.

Après cela, les règles de translation étaient nettement déterminées.

Néanmoins la sacrée Congrégation ne voulut pas abandonner ce soin aux particuliers. Elle voulut absolument que l'on recourût à l'Evêque pour lui faire connaître le nombre et les motifs de ces translations, et en outre l'ordre des translations et les jours que l'on assignerait pour ces déplacements de fêtes empêchées. C'est Gardellini, le célèbre collecteur des décrets authentiques de la sacrée Congrégation, qui nous fait connaître ces importants détails :

« ... Verumtamen, etsi certa sit regula reponendi festum perpetuo translatum in primam diem non impeditam, ita ut nemini liceat ab ea declinare, nihilominus eadem S. Congreg. jubet ne id privata auctoritate fiat, sed omnino vult ut Ordinarius cognoscat causas et ordinem translationis. Ita in Hispalen. 26 novembris 1735 :

« Sanctis qui perpetuo sunt transferendi, sit assignanda dies fixa, et commisit eidem Archiepiscopo ut pro unica vice deveniat ad hanc designationem dierum. »

Et longe clarius in laudata Frisigen. ubi legitur :

« Prima dies proxime non impedita assignanda est cuilibet festo a sua die ob perpetuum impedimentum translato ita ut dies propria et fixa festi translati : justificatis tamen apud Reverendissimum Episcopum loci Ordinarium translationum numero et causis, dierumque assignatorum ordine et qualitate. » (23 août 1744.)

Vous voyez donc que l'on est obligé de recourir à l'Evêque.

Si on ne l'a pas encore fait, ce n'est évidemment pas une raison suffisante pour violer les règles de la liturgie et pour omettre des fêtes. Mais il importe de le faire pour les années suivantes.

Ad II. La solution se trouve dans la réponse précédente. On ne conçoit pas comment on pourrait omettre *toujours* une fête double mineure qui coïncide perpétuellement avec une fête de première classe.

Q. — Doit-on doubler les litanies chantées aux processions le jour des Rogations, comme on le fait le samedi-saint ?

R. — On le doit certainement dans les églises métropolitaines ainsi qu'on peut le voir par un décret de la sacrée Congrégation des Rites en date de 1865. On exposait qu'à l'église métropolitaine de Saint-Jacques de Cuba, les chœurs chantaient le verset, et le chœur la conclusion, sans rien répéter. Des doutes s'élevèrent. Le chœur ne devrait-il pas répéter intégralement tout le verset qui vient d'être chanté par les chœurs :

« An in proposito casu debeant singuli Litaniarum versus integre a cantoribus dici et a clero repeti; vel sufficit ut ab illis inchoati ab hoc terminentur, ut hactenus factum est ? »

La sacrée Congrégation répondit que le clergé devait répéter intégralement le verset qui avait été chanté déjà intégralement par les chœurs :

« ... Affirmative ad primam partem; negative ad secundam. » (16 septembre 1865, n. 5348.)

Le doit-on dans les autres églises ? Cela ne peut pas être douteux dans les églises conventuelles, c'est-à-dire dans les cathédrales, dans les collégiales, dans les églises monastiques obligées à l'office de chœur, attendu que les offices sont les mêmes.

Quant aux basiliques majeures, cela ne paraît pas douteux ; et nous savons qu'on le fait dans les basiliques de Rome.

Mais est-on obligé de doubler aussi les invocations dans les simples églises paroissiales ? surtout dans les simples églises rurales ? Nous n'oserions pas nous prononcer, tant les opinions et les pratiques ont été et sont encore différentes.

Ce qui est certain, c'est que les personnes tenues à l'office divin et qui récitent ensemble ces litanies, soit en chœur, soit en dehors du chœur, ne sont pas obligées de répéter les invocations. Ainsi l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites en 1853, sur la demande des religieux de la Congrégation du Saint-Rédempteur :

« An litanie sanctorum in festo sancti Marci et in feriis Rogationum recitari debeant cum repetitione ab obligatis ad officium divinum, qui eas simul recitant vel in choro vel extra chorum. »

La sacrée Congrégation répondit qu'en ce cas on ne devait pas répéter :

« In casu absque repetitione recitandas. (7 mai 1853, n. 5185, ad. 2.)

Pourquoi ne doit-on pas doubler les invocations dans ce cas, attendu qu'il s'agit d'une récitation en chœur ? C'est sans doute parce que les litanies ne se doublent que dans les processions ?

Est-ce dans toutes les églises qui font des processions ? Il faut distinguer. Oui, dans toutes les églises conventuelles. Quant aux autres grandes églises et surtout quant aux petites églises, nous n'avons pas de preuves convaincantes et nous ne voudrions pas en faire une obligation. Il importerait de s'adresser à la sacrée Congrégation des Rites.

Q. — 1° Un curé d'une paroisse assez importante a établi canoniquement une confrérie du Saint Rosaire ; seulement il a négligé de faire pour l'association le ré-

glement à approuver par l'évêque diocésain. Les membres de la confrérie gagnent-ils les indulgences qui sont attachées par l'Eglise. Ce règlement est-il absolument nécessaire ?

2^o Quelles sont les indulgences plénières que l'on peut gagner pour les défunts sans l'état de grâce ?

R. — Ad I. L'absence de statuts n'invalide pas une érection de confrérie et n'empêche pas de gagner les indulgences. Ainsi a-t-il été répondu, le 22 août 1842, à l'évêque de Limoges :

« *Utrum defectus statutorum vel officialium in dictis confraternitatibus, tum etiam si in illis pia opera vel usus singulares adhibeantur non conformes illis quæ in archiconfraternitatibus Romæ servantur, officiat necne validæ erectioni vel indulgentiarum communicationi?* »

« RESP. Negative, dummodo opera exerceantur quibus adnexæ sunt indulgentiæ ¹. »

Ad. II. Il n'est pas certain que l'on puisse gagner des indulgences pour les défunts sans être en état de grâce. La Sacrée Congrégation des Indulgences a été interrogée deux fois sur ce sujet. A la première demande elle répondit : *Dilata* ²; et à la seconde : *Consulat probatos auctores* ³.

Or, que disent les auteurs ? Il sont partagés en deux opinions ; les uns affirment les autres nient. Des deux côtés il y a des hommes de grande valeur. Voici comment saint Alphonse résume l'enseignement théologique sur ce point :

« *Ut quis lucretur pro defunctis probabiliter non requiritur ut sit in gratia, quia tantum ponit opus tanquam conditionem, quo posito Pontifex applicat defuncto indulgentiam. Ita Escob. ex Suarez. Contrarium tamen docet Card. de Lugo, requirens statum gratiæ, saltem in fine operis, quæ sententia tutior est (et hæc verior mihi videtur cum Wigandt) quia nemo potest alteri applicare indulgentiam, nisi prius eam fecerit suam ⁴. »*

Collet est du même avis que saint Alphonse ; il ne donne cependant que des raisons de convenance.

Le sentiment le plus commun est que l'état de grâce n'est pas requis pour gagner des indulgences pour les défunts : il est soutenu par Navarre, Suarez, Sylvius, Gobal, Lacroix, Bonacina et une infinité d'autres. Ils apportent pour raison que les œuvres présentes ne sont pas la cause méritoire de l'indulgence, mais seulement des conditions pieuses dont l'accomplissement fournit à l'Eglise une raison suffisante pour l'accorder ⁵.

Inutile d'interroger d'autres auteurs. Tous, après avoir donné l'exposé des deux opinions, s'accordent pour conseiller de faire en état de grâce les œuvres auxquelles est attachée l'indulgence qu'on veut appliquer à un défunt, parce

que le sentiment qui requiert l'état de grâce est beaucoup plus sûr.

Cependant comme le sentiment opposé est soutenu par des théologiens de grande autorité, on peut conseiller, même à ceux qui ne sont pas en état de grâce, de gagner certaines indulgences pour les défunts. Quelles sont donc celles qu'ils pourront gagner ?

Il faut d'abord exclure toutes celles qui requièrent la confession et la communion. Si le Pape demande une confession et une communion, il est certain qu'il faut l'état de grâce ; parce qu'une confession et une communion sacrilèges ne rempliraient pas les intentions du Souverain Pontife. Mgr Bouvier, qui admet le principe précédent, enseigne cependant que l'état de grâce n'est point nécessaire pour faire l'application valide de l'indulgence d'un autel privilégié parce qu'elle n'entre point dans le prêtre et ne dépend pas de ses dispositions personnelles. Elle est attachée à l'oblation de l'auguste victime ¹. C'est, croyons-nous, admettre comme certain un principe qu'il faudrait prouver.

Il faut aussi exclure toutes les indulgences qui sont accordées avec la clause *corde saltem contrito*. Quand cette clause est insérée dans un Indult comme condition pour gagner l'indulgence, elle exige un acte de contrition parfaite, précisément pour que la personne se trouve en état de grâce au moment de gagner l'indulgence. C'est donc une preuve évidente que, ici encore, l'état de grâce est expressément requis par le Souverain Pontife. La S. Congrégation interrogée en 1870 sur le sens de la clause *corde saltem contrito*, lui a donné le sens que nous venons de rapporter :

« *An præscripta contritio requiratur duntaxat uti mera dispositio, nempe ut, quatenus aliquis in statu peccati mortalis reperiatur, ac propterea incapax lucranda cujusvis indulgentiæ, per perfectam contritionem cum proposito confessionis ad statum gratiæ restituatur et capax fiat indulgentias assequendi?* »

« RESP. Affirmative ². »

Reste-t-il en dehors de ces deux classes, beaucoup d'indulgences que l'on puisse espérer gagner sans l'état de grâce ? Il faudrait parcourir une foule d'indults ou de catalogues pour les énumérer.

Q. — Est-il vrai que les privilèges d'indulgences plénières attachées à *perpétuité* à des autels déterminés par indults particuliers, sont annulés par un récent décret ?

R. — Nous ne connaissons aucun décret récent sur le sujet qui nous occupe. Mais il y a quelque fondement à la question qui nous est posée dans une des clauses de l'indult qui autorise les évêques à désigner un autel privilégié dans un certain nombre d'églises de leur diocèse. Voici cette

¹ *Decr. S. Cong. Ind. LEMOVIGEN. 22 août 1842, ad 2 part. 3^a, n. 308.*

² *Ibid. MONTIS FALISCI, 20 août 1822, ad 3, n. 253.*

³ *Ibid. S. FLORI, 22 feb. 1847, ad 2, n. 341.*

⁴ *Lib. VI, n. 534, ad 10.*

⁵ Cf. Mgr Bouvier, *Traité des Indulg.* 5^e éd. p. 78 ; P. Maurel, 12^e édit. p. 88.

¹ *L. c., p. 78.*

² *Decreta auth. S. C. Ind. URBIS ET ORBIS, 17 dec. 1870, n. 427.*

clause : *Revocatis in eis (ecclesiis parochialibus et collegiatis) privilegiatis altaribus intuitu parœciæ, sive in perpetuum, sive ad tempus jam concessis.*

Quel est le sens de cette clause ? Le Souverain Pontife ne veut pas qu'il y ait deux autels privilégiés dans la même église pour le même motif. Par conséquent si une église paroissiale a déjà un autel privilégié comme paroisse, en vertu d'un indult particulier, même perpétuel, elle perdra ce privilège aussitôt que l'on aura obtenu pour la même paroisse un autre indult du Souverain Pontife, ou que l'évêque aura fait usage lui-même en faveur de cette paroisse des pouvoirs spéciaux qui lui sont accordés pour sept ans.

La révocation pour chaque église date seulement du jour où l'évêque aura désigné un autel dans cette église, et s'il n'en désigne pas, les anciennes concessions gardent leur valeur. C'est ce que nous dit la décision suivante du 24 mai 1843 :

« AUXIEN. In Brevis Apostolico diei 28 aprilis 1840 a sede Apostolica concessa Archiepiscopo Auxiensis pro facultate decorandi altaria privilegio apostolico in gratiam animarum defunctorum hæc leguntur : « *Revocatis in eis (ecclesiis parochialibus et collegiatis) privilegiatis altaribus intuitu parœciæ sive in perpetuum, sive ad tempus jam concessis, tibi ut semel per te ipsum in qualibet ex parochialibus et collegiatis ecclesiis hujusmodi unum dumtaxat altare ad septennium proximum designare valeas etc.* Unde quaeritur :

« 1^o Utrum vi verborum *revocatis in eis* etc., omnia omnino altaria privilegiata in quibuslibet ecclesiis, privilegio sive perpetuo, sive ad tempus excident, et sic privata privilegio remaneant usque dum Archiepiscopus præfatus denuo altaria privilegio Apostolico decorare et designare virtute Brevis præcæitati dignatus fuerit ?

« 2^o An vero utrum vi eorundem verborum *revocatis in eis* etc., priora altaria privilegiata cessent in eis tantum ecclesiis in quibus præfatus Archiepiscopus denuo decoratum privilegio altare designaverit virtute ejusdem Brevis præcæitati ?

« 3^o Utrum altaria privilegiata semper gaudeant privilegio antea concessa, quamdiu Archiepiscopus non fuerit usus facultate denuo decorandi hujusmodi altaria privilegio Apostolico ?

« RESP. Ad 1^m : *Negative.*

« Ad 2^m : *Affirmative*, videlicet cessant altaria privilegiata quæ intuitu parœciæ privilegio decorata sunt.

« Ad 3^m : *Affirmative* 1. »

La faveur de l'autel privilégié concédée à une association spéciale, n'empêche pas la désignation d'un autre autel dans la même église, même quand le bref porte la clause restrictive dont nous parlons :

« ... 4^o An per designationem novi altaris ad septennium juxta Breve intelligantur suppressa,

non solum privilegia antea concessa intuitu parœciæ, verum etiam quædam alia ?

« RESP. Ad 4^m : Nova designatione altaris privilegiati quotidiani ad septennium revocanda esse anteriora privilegia unice intuitu parœciæ concessa, non alia de causa, e. g. Confraternitatis, capellæ seu altaris jurispatronatus alicujus familiæ, sive ratione publici cœmeterii, aut præfixi numeri Missarum in ecclesia seu particulari altari satisfaciendi 1. »

Quand il n'y a pas de clause restrictive dans l'indult, l'évêque peut désigner un autre autel dans la même église, sans crainte de faire perdre au premier son privilège. Voici une décision qui ne se trouve pas dans l'édition officielle de Pustet, mais qu'on peut lire dans celles de Prinzivalli et de Barbier de Montault :

« Posse Ordinarium virtute Rescripti in eadem ecclesia secundum altare privilegiatum declarare, si unum jam ab apostolica Sede tali privilegio fuerit decoratum. *dummodo tamen in enunciato rescripto nulla adsit conditio restrictiva* 2. »

Nous croyons devoir interpréter dans le même sens la décision suivante, qui se rencontre dans l'édition officielle :

« URBIS ET ORBIS. Cum S. Sedes peculiaribus privilegiis ac gratiis de se bene merentes prosequi soleat, nuper simplici Apostolico Rescripto altaris privilegium omnibus quorundam Regularium Ordinum ecclesiis concessit, nulla prorsus apposita clausula restrictiva, vel præservativa, aut irritante aliud simile privilegium pro omnibus iisdem ecclesiis jam obtentum ; at nonnulli in dubium revocantes, utrum revera adhuc subsistente priori privilegio, posterius vigeat, vel utrumque potius sustineatur necne ? Factus est locus dubiis :

« 1^o An hujusmodi privilegium etiam cum expressione primi, sed sine ejusdem revocatione obtentum subsistat ?

« Et quatenus affirmative :

« 2^o An intelligatur revocationem privilegium antea concessum, ita ut ad formam Brevis, si expediretur, eum consuetis clausulis irritantibus, sit reducendum novissime obtentum ?

« RESP. Ad utrumque : affirmative 3. »

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

L'ASSOCIATION RELIGIEUSE DANS LES PAROISSES POUR LE SOUTIEN DE LA FOI ET DE L'IDÉE CHRÉTIENNE

(Suite 4.)

§ 2. — *Sur sa possibilité, et les moyens par lesquels on peut tenter son établissement.*

I. — Pourquoi l'ASSOCIATION des bons chrétiens pour le soutien de la Foi dans leur paroisse ne serait-elle pas possible ?

¹ Ibid, BERGOMEN, 30 jan. 1760. n. 218, ad 4. Cf. BERGOMEN, 18 junii 1742, n. 134.

² Decreta auth. S. C. Ind. QUEBECEN. 14 junii 1845. Prinzivalli, n. DLXVII ; Barbier de Montault, n. 592.

³ Decreta auth. S. C. Indulg. 17 mart. 1750. Ed. Pustet.

⁴ Voir le n° 51 de 1888, et les nos 1 et 2 de 1889.

¹ Decreta auth. S. C. Indulg. 3 et 4 maii 1843, n. 322.

Serait-ce à cause de son peu d'importance qui la fera généralement tenir pour inutile et ne méritant point un essai ? — Cependant, si nous nous en rapportons non aux raisons qui nous ont fait conclure à une opportunité de premier ordre, mais aux nombreux témoignages qui nous arrivent de la part de personnes compétentes, nous croyons plus que jamais que cette œuvre est éminemment sérieuse, et nous avons tout espoir qu'elle sera comprise et jugée avec faveur.

Ce ne sont plus seulement les vénérables prêtres et religieux que nous avons consultés dès le début, qui approuvent notre pensée et nous recommandent avec instance de travailler à la faire connaître ; nos lecteurs aussi nous encouragent. L'un d'eux, dont la signature est pour nous d'une haute valeur, nous écrit : « J'ai lu avec grand intérêt vos articles ; le tout m'a plu et pour le fond et pour la forme ; — et je crois que toutes les personnes pieuses et doctes en seront satisfaites, le P. P... partage mon sentiment... »

« Les bons prêtres accueilleront cette pensée avec grand bonheur, et travailleront, j'en ai la confiance, à fonder cette confrérie dans leurs paroisses. » Puis, après quelques conseils excellents dont nous nous empresserons de tenir compte dans la suite de notre travail, notre vénéré correspondant conclut par ces paroles qui nous ont vivement frappé : « Vous êtes dans la vérité ; *poursuivez et étendez* cette œuvre, et chez vous, et surtout au dehors. — Mais aussi développez-la et complétez-la dans le sens que je vous l'écris plus haut... Insistez en disant que c'est le meilleur moyen de lutter contre le mal présent. Il ne faut pas compter uniquement, ni sur les bons journaux, ni sur les bons livres qui ne sont pas lus ; ni sur les prédications et sermons des églises, qui ne sont pas suivis. — *Appuyez sur cette nécessité.* »

Soit de vive voix, soit par écrit, nous avons reçu beaucoup d'autres encouragements qui se résument à peu près tous en ceci : « Vous traitez la question capitale que tous les prêtres se posent aujourd'hui : — que faut-il faire pour sauver nos paroisses ? — *Si on peut l'employer*, le moyen que vous indiquez est évidemment excellent soit pour conserver, soit pour développer la vie qui leur reste, et nul autre ne peut donner un meilleur résultat. N'hésitez point à poursuivre l'exposé de votre pensée. »

— *Si on peut l'employer !* — Pour nous la preuve en est faite, car l'association religieuse, dont nous avons parlé, pour le soutien de la Foi, existe dans notre paroisse et elle donne les résultats les plus consolants. Mais cette expérience personnelle ne vaut que pour nous, et le mot — *si on peut*, — que l'on nous a répété cent fois depuis un an et qui dénote un doute et une hésitation chez nos confrères, demande une réponse directe et une nette explication.

— On craint donc, avouons-le, qu'une œuvre pour la défense de la Foi ne soit pas possible, au

moins dans la généralité des paroisses. — Or, comme on nous a dit quelques-uns des motifs de cette crainte, et que l'on nous a laissé deviner les autres, nous ferons bénéficier notre réponse de cette connaissance acquise, et nous irons droit aux objections dans cette dernière partie de notre démonstration.

1^o Nous avons ouï dire : « *Je ne trouverai personne dans ma paroisse qui consente à faire partie d'une œuvre militante pour la foi.* » — Nous ne craignons pas de l'affirmer : c'est là une erreur. A part ces populations universellement et absolument irréligieuses qui ont perdu tout sentiment chrétien, et où la paroisse n'existe plus en réalité parce qu'il n'y a plus de paroissiens, on trouve partout encore au moins quelques âmes craignant Dieu et vraiment fidèles à le servir. Or, celles-là peuvent entendre notre appel et le comprendre.

Au premier moment elles seront peut-être surprises d'une proposition qui leur semblera une surérogation et une nouveauté, mais bientôt elles en saisiront le sens profond, et même y découvriront l'idée d'un grand devoir qu'elles s'étonneront d'avoir déjà bien souvent rempli.

Y a-t-il, en effet, une seule œuvre sainte, vraiment digne de ce nom qui ne parvienne avec le temps à s'imposer à l'esprit et au cœur des chrétiens, et qui ne réussisse de quelque manière ? Mais on tombe d'admiration à la vue de ce que l'esprit de foi fait faire ou accepter chaque jour à nos bons fidèles ? L'œuvre de la Foi dans nos paroisses serait-elle donc seule incomprise ? Non, car elle a trop le caractère franchement chrétien pour ne pas être remarquée et aimée des âmes de foi.

A la longue, et peut-être même assez vite, ces âmes se pénétreront de cette idée que rien ne plaît tant à Dieu que de soutenir sa cause en le servant soi-même de tout son cœur ; et elles arriveront, si on le leur explique avec soin et doctrine, à savoir et à croire qu'à l'exemple du prêtre, leur devoir envers Dieu n'est point parfait tant qu'elles n'ont point travaillé à sa gloire. Il y a des âmes, et nous en connaissons, capables de s'élever jusques là, et qui auront pour Dieu des dévouements merveilleux, dignes d'être comparés à ceux d'un religieux ou d'une religieuse, si on les appelle, si on les encourage et si on les garde. C'est pour ce motif que nous conseillons aux pasteurs de les enrôler dans une *association* qui a pour but la protection de la Foi dans leurs paroisses.

Pourquoi tant douter de nos bons fidèles ?... Mais n'avons-nous pas coutume, nous curés, de nous adresser à eux pour nos œuvres ? N'allons-nous pas souvent frapper à leurs portes pour les prier de nous venir en aide pour notre église, pour nos enfants, pour nos pauvres, pour nos malades ? Qui d'entre nous n'a rencontré çà et là quelques personnes dévouées dont il a sollicité le concours, qui l'ont compris et secondé, sur lesquelles il peut compter ?

Eh bien, c'est ce concours qu'il faut demander pour tout et toujours et organiser sous une forme permanente dans nos paroisses; de manière à avoir près de nous, à nos ordres, sous notre main *une armée du bien*, si peu nombreuse qu'elle soit.

— 2^e *Mais à quoi bon une association, où je ne parviendrai à enrôler que quelques personnes ?* —

Lorsque Abraham discutait avec Dieu sur le nombre des justes qui auraient suffi pour sauver Sodome, le Seigneur lui avoua que pour dix justes seulement il aurait épargné la ville coupable. Le petit nombre n'est donc point à mépriser devant Dieu; il n'est pas non plus à dédaigner devant les hommes. Ne sommes-nous pas heureux, en effet, lorsque seulement deux ou trois personnes amies nous soutiennent efficacement? Oui; et le public nous juge ainsi. « Notre confrère, disons-nous souvent nous-mêmes, a des ressources, il a pour lui une bonne famille; il peut beaucoup. » Voilà notre pensée et notre langage. Or, si nous pouvions relier entre elles ces deux ou trois personnes, ces deux ou trois familles, nous avons créé une force, établi une puissance. C'est le *bon noyau* dont nous avons si souvent entendu parler au séminaire et dans les retraites pastorales, et que l'on nous a représenté comme un élément de bien si précieux.

Ajoutons que d'ordinaire, pour ne pas dire toujours, l'exemple de ces personnes dévouées entraînera quelques hésitants, et qu'ainsi dans la paroisse, autour de ces premiers et courageux ouvriers qui en seront la colonne et le soutien, se formera un groupe respectable de gens de bien.

3^e — *Ce qu'il faudrait surtout, pour associés, ce sont des hommes; et je n'en aurai pas.* —

Il est vrai que si nous avons coutume, ce qui est trop commun, de regarder principalement du côté de nos ennemis, et de ne considérer que cette masse immense qui est contre nous, nous nous écrierons infailliblement : « Nous n'aurons jamais d'hommes; jamais. » — Seulement il faudrait aussi regarder, et sans la prévention du découragement ou d'une défiance excessive, du côté de nos amis. Or, de ce côté, dans tous les pays catholiques, en France, dans notre diocèse, et probablement dans notre paroisse même, il y a encore des hommes croyants et bien disposés.

En réalité, dans ce grand mouvement catholique qui s'organise en notre patrie et s'y étend chaque jour, ce sont avant tout des hommes que nous voyons agir. Ce sont des hommes qui l'ont provoqué et qui demeurent à sa tête. Ce sont des hommes, et des laïcs, et des pères de famille qui font des œuvres, des hommes qui fondent les cercles catholiques et les patronages, des hommes qui ont défendu les religieux, des hommes qui soutiennent et créent les écoles libres, des hommes qui font partie des conférences de Saint-Vincent de Paul, qui assistent, parlent et agissent aux divers congrès catholiques. Ce qui se passe au Val-des-Bois, dans l'usine chrétienne du vaillant

M. Harmel n'est-il pas admirable? Or ce sont des patrons et des ouvriers, en un mot toujours des hommes, que nous y rencontrons. Nous n'admettons pas, après tout, que la foi et l'amour de Dieu soient, même à cette heure, uniquement localisés, réfugiés dans le cœur de la femme, de l'enfant et du prêtre.

Le cœur de l'homme, nous voulons dire de l'homme laïc, vivant dans le monde, de l'homme notre paroissien, a lui aussi son élan vers Jésus-Christ et fait sa prière au Sauveur.

Sans doute, il y a relativement moins d'hommes fidèles, il y en a peut-être fort peu dans notre paroisse, ils ont même, ceux-là encore, des défauts qui nous attristent et qu'il faut ménager avec grande prudence! Mais puisqu'ils ont de la foi, et sont du côté de Dieu, on peut les amener par la bonté et la persuasion à donner leur parole, à prendre au moins en secret l'engagement d'être toujours du parti de la religion. On leur demandera seulement ce dont ils sont capables, c'est-à-dire comme nous l'avons déjà dit, le bon exemple, la sanctification du dimanche, l'énergie dans le bien, les votes honnêtes, l'esprit chrétien... Il arrivera, s'ils sont encouragés et soutenus, qu'ils donneront peut-être plus qu'on ne le croit. L'homme en France a eu le malheur d'être trop abandonné et laissé à l'écart par le clergé depuis le commencement de ce siècle. Les prêtres qui se sont spécialement occupés des jeunes gens et des hommes savent combien ils sont accessibles à l'affection et à la confiance, et combien il importerait pour leur vertu de leur témoigner un intérêt plein de bonté.

Et quand même nous ne réussirions point à intéresser quelques hommes à notre œuvre, ce ne serait point un motif de cesser notre zèle auprès des autres personnes.

4^e — *Mes paroissiens ne sont ni riches, ni généreux, ni libres de leur temps, en quoi pourraient-ils me seconder dans mes œuvres?*

Nous répondrons d'abord qu'il est fort rare qu'un curé n'obtienne absolument rien de ses paroissiens soit en petites offrandes, soit en travail, soit en dévouement pour les bonnes œuvres de la paroisse. Mais admettons que les ressources matérielles qui nous viendront des confrères de la Foi seront tellement minimes que nous ne pourrions fonder ou soutenir aucune œuvre extérieure un peu florissante; nous dirons qu'en faisant ce raisonnement, que nous avons plusieurs fois entendu, nous semblons oublier que le but de l'association n'est point la création de telle ou telle œuvre, mais le soutien, le développement de la Foi et de l'idée religieuse. Les ressources matérielles, les œuvres, ne sont qu'un but secondaire, un moyen pour atteindre le but premier et principal. Là où ce moyen des œuvres est impossible, on en restera donc au moyen de la prière, du bon exemple, du bon esprit, de la docilité aux conseils du pasteur, moyen qui ne demande ni temps, ni argent, mais la seule bonne volonté; et

cette bonne volonté, si elle est sincère, ne tardera guère à produire quelques efforts au moins dans la famille, auprès des malades ou auprès des enfants.

Supposons même que, dans une paroisse, les confrères de la Foi soient dans l'impuissance absolue de venir jamais en aide à leur pasteur, dans quelque partie que ce soit de son ministère, l'association aura toujours cet avantage immense, le plus sûr et le plus précieux peut-être de tous, de conserver les confrères dans leur propre foi et de les enraciner dans le bien. Car, ils promettent avant tout fidélité pour eux-mêmes, et nous nous rappelons encore avec émotion ce mot naïf, mais profondément vrai d'une jeune fille de notre paroisse, à la vue des engagements pris par les associés au jour de leur réception : « Avec cela, on est forcé d'être chrétien. »

Nous avons remarqué nous-même que le grand résultat obtenu par nos confrères, depuis un an, a été généralement un accroissement en eux de foi, de fidélité et de piété. On finit, en effet, par aimer ce que l'on veut ; et il y a dans le bien comme dans le mal, une espèce d'entêtement et d'acharnement qui produit la fixité et le progrès. On a pris le parti de Dieu, on ne veut pas se démentir. N'oublions pas, enfin, que Dieu bénit ceux qui font vœu d'être siens.

Aux objections qui précèdent se sont jointes aussi quelques critiques, toutes, du reste, très amicales et très bienveillantes. Il nous faut encore leur donner un mot de réponse, avant d'indiquer les moyens d'établir l'œuvre de la Foi dans une paroisse.

(A suivre.)

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Notre cimetière, qui entoure l'église, paraît appartenir certainement à la fabrique. Un bienfaiteur, pour lui procurer l'agrandissement nécessaire, vient d'acheter du terrain et même de faire construire des murs autour du terrain ajouté.

Il faudrait maintenant céder ce nouveau terrain à la fabrique et obtenir l'autorisation d'y sépulturer. Que faut-il faire pour pouvoir aboutir ?

R. — Nous avons plus d'une fois traité la question des cimetières et particulièrement celle de leur propriété. Les cimetières n'ayant jamais été l'objet d'une vente ou d'une séquestration quelconque, même aux plus mauvais jours de la Révolution, ils n'ont pas dû suivre la destinée des églises, des presbytères. C'est pourquoi la plupart des auteurs attribuent aux fabriques la propriété des cimetières qui entouraient les églises dont elles faisaient partie. Mais telle n'est pas la jurisprudence du Conseil d'Etat qui veut que la propriété du cimetière appartienne toujours à la commune et ne puisse jamais appartenir qu'à elle. Elle ne doit, en aucun cas, appartenir à la fabrique. (*Avis du Comité de l'Intérieur du 26 octobre*

1825 ; du 15 mars 1833 ; du 27 septembre 1833).

D'après cette jurisprudence, on ne peut pas autoriser une fabrique à acquérir un cimetière. « Cette autorisation donnée, même exceptionnellement, dit l'avis du Conseil d'Etat du 27 septembre 1833 précité, pourrait donner lieu à des résultats fâcheux qu'il est du devoir de l'autorité de prévenir. » Si, par suite d'une autorisation donnée contrairement à cette jurisprudence, un terrain avait été acquis par une fabrique ou tout autre établissement, la commune devrait s'entendre avec cet établissement, lui en rembourser le prix et en devenir propriétaire. (*Avis du 15 mars 1833*). La raison qu'en donne le Conseil d'Etat, c'est que les cimetières doivent appartenir à tous les habitants sans distinction de culte. Certainement cette raison est tout à fait contraire à la liberté religieuse, et devrait militer en faveur du droit naturel qu'à chaque religion de posséder un cimetière distinct sous la surveillance du pouvoir civil. Mais enfin, telle est la doctrine de l'Etat, et devant la force, pas de résistance. En outre, l'agrandissement du cimetière, qu'il soit volontaire ou non, que le terrain à réunir au cimetière provienne d'une acquisition à titre onéreux ou d'une donation, ne peut être opéré, lorsque ces lieux ne se trouvent pas à la distance légale ; autrement, on perpétuerait indéfiniment un abus que le législateur a entendu faire cesser. (*Conseil d'Etat, arr. du 12 juillet 1860 ; 4 avril 1861 ; 16 avril 1863 et 19 mars 1865* *Décision minist. Bullet.intéri. 1865. — Lettre minist. 27 août 1839*). Une autre observation. D'après une autre décision du ministre de l'Intérieur de 1857, insérée au Bulletin, p. 260 ; d'après un avis du conseil d'Etat du 29 janvier et du 12 mars 1863, il faut transférer les cimetières situés près des églises, alors même qu'il n'y aurait pas agglomération d'habitants, parce que, est-il dit dans ces documents, si les églises ne forment pas actuellement le centre des habitations, elles sont appelées à le devenir tôt ou tard ; dès lors, les communes feraient obstacle au mouvement naturel de la population ou contreviendraient à la loi, en laissant subsister les lieux d'inhumation qui se trouvent dans le voisinage de ces édifices.

Les choses étant ainsi, la conclusion est manifeste : le bienfaiteur qui vient d'acquérir un terrain dans le but d'agrandir le cimetière, doit s'adresser non pas à la fabrique, mais à la commune, à moins que la fabrique n'ait des titres prouvant qu'elle est réellement et incontestablement propriétaire du cimetière ; et encore, dans cette hypothèse, l'intervention de la commune est absolument nécessaire, soit qu'elle veuille transférer le cimetière, soit qu'elle veuille seulement l'agrandir. Aujourd'hui surtout que les lieux d'inhumation sont définitivement laïcisés, nous croyons que la fabrique ne serait pas autorisée à recevoir un don ou un legs destiné au cimetière.

Ce n'est pas une raison pour que notre correspondant se désintéresse dans la question présente, surtout si sa paroisse a la chance de posséder une

population et surtout une municipalité chrétienne. Il doit, au contraire, utiliser le bon vouloir du bienfaiteur et lui aplanir les difficultés, s'il s'en rencontrait, auprès du maire et du conseil municipal. C'est à ces derniers qu'il incombe d'observer les lois concernant les cimetières; eux seuls ont toute la responsabilité.

Q. — Notre école est laïcisée comme bien d'autres, et nous avons le bonheur de pouvoir conserver nos religieuses en ouvrant une école libre. Tout est prêt; les déclarations sont faites. En attendant l'expiration du mois d'attente exigé par la loi, nos religieuses peuvent réunir leurs enfants et leur enseigner uniquement le catéchisme, l'histoire sainte et la couture avec d'autres travaux manuels, sans s'exposer à des tracasseries et peut-être à l'interdiction d'ouverture de l'école libre ?

R. — Oui, nous avons plusieurs fois répondu à cette question, mais nous pouvons aujourd'hui ajouter aux raisons déjà données un argument péremptoire, c'est-à-dire un jugement de la Cour de Toulouse, que nous allons reproduire à cause de son importance. Pour en mieux comprendre le texte et la portée, rappelons qu'un certain M. de Juge-Montespieu, en attendant que l'école libre de Gaussens (Gers) pût s'ouvrir, avait reçu dans son château un certain nombre de fillettes qui fréquentaient précédemment l'école des sœurs, et leur faisait donner par M^{lle} Lecourt, institutrice de ses enfants, des leçons de catéchisme, d'histoire sainte et de couture. Le châtelain avait été traduit en police correctionnelle devant le tribunal de Condom et relaxé par ses juges. Sur l'appel du ministère public, la cour d'Agen réforma le premier jugement et condamna M. de Juge à 16 francs d'amende. Mais ce dernier ne se tint pas pour battu; il se pourvut en cassation, qui cassa le jugement de la cour d'Agen (15 juin 1888) et renvoya l'affaire devant la Cour de Toulouse. Celle-ci, dans son audience du 7 novembre, adoptant la jurisprudence de la cour suprême a acquitté M. de Juge-Montespieu par les motifs suivants, qui dispensent de tout commentaire :

La cour en fait :

Attendu qu'il résulte de l'information et des débats qu'au château de Mons, domicile de M. de Juge, on a plusieurs fois réuni un certain nombre de jeunes filles, d'âge scolaire, appartenant à des familles différentes; que ces jeunes filles étaient surveillées par M^{lle} Lecourt, institutrice des enfants de Juge, qui leur enseignait le catéchisme et l'histoire sainte; que ces enfants se livraient aussi à des travaux d'aiguille; que ces faits sont les seuls qui aient été justifiés :

En droit :

Attendu que la tenue d'une école primaire peut résulter de l'enseignement partiel des matières comprises dans le programme de ces écoles, mais que l'instruction religieuse ne fait pas partie du programme fixé par la loi du 28 mars 1882; qu'elle reste en dehors du programme officiel de l'enseignement primaire ;

Attendu qu'on ne saurait admettre que des

travaux d'aiguille puissent suffire pour caractériser la tenue d'une école; que, sans doute ainsi que le rappellent les motifs de l'arrêt du 15 juin 1888, ces travaux sont compris dans l'énumération des objets de l'enseignement primaire pour les filles, mais qu'on ne peut exiger de la part des personnes qui donnent seulement ces leçons d'ouvrage les déclarations prescrites par la loi du 30 octobre 1886 ;

Par ces motifs,

Démet le ministère public de son appel :

Confirme, en conséquence, le jugement entrepris, relaxant de Juge-Montespieu sans dépens.

(Plaidant : M^e de Couesson, avocat ; M. Jordain, av. gén.)

Q. — Notre église tombe en ruines, et nous avons formé le projet de la rebâtir sur un beau plan; les ressources ne nous font point défaut, la fabrique étant propriétaire de biens fonds assez considérables et libres de toute charge. Mais nous ne sommes pas d'accord sur la manière de procéder; les uns veulent qu'on vende une partie de la propriété; les autres préféreraient contracter un emprunt. 1^o Qu'est-ce qu'il y a de préférable ? 2^o En supposant qu'on se décide pour un emprunt, pouvons-nous nous adresser au Crédit foncier, et, dans ce cas, comment procéder ?

R. — Ad 1^m. Vendre des biens fonds en ce moment-ci ne nous paraîtrait pas bien sage; car la propriété foncière, par suite des fléaux consécutifs qui l'ont frappée, est très avilie, et l'on n'en retirerait pas une juste compensation. Au reste, — d'une manière générale, — il vaut toujours mieux emprunter que vendre. Tel est l'avis de M. Téphany, auquel nous nous rangeons parce qu'il nous paraît le plus sage et le plus éclairé. « Quand une fabrique a besoin d'argent, dit-il, soit pour bâtir une église ou un presbytère, soit pour payer quelque dette, elle est obligée de recourir à l'emprunt ou à la vente de certains biens, si elle en possède. Nous ne sommes pas partisans de la vente des biens des établissements religieux. Pour que cette vente ait lieu, il faudrait une grande nécessité et de grands avantages... Nous avons toujours vu avec peine les fabriques aliéner leurs biens... Cette tendance tend à se généraliser: une fabrique a une église à bâtir; immédiatement, elle vend ses biens au lieu d'emprunter, ce qui serait plus simple, plus sûr, et plus conforme aux intentions des donateurs de ces biens. Il est toujours fâcheux pour un établissement religieux de se dépouiller de ses immeubles par la vente, sous prétexte que l'on placera sur l'Etat ou sur une société financière quelconque tout ou partie du produit de cette vente.

La terre est le meilleur fonds; si le rapport en est moindre, il est plus solide que celui de l'argent placé où que ce soit, puisque ce dernier est sujet à toutes les éventualités et à tous les dangers auxquels sont exposés soit les gouvernements, soit les particuliers, soit les compagnies ou sociétés financières dont le crédit paraît le plus solidement établi.

Nous avons connu un administrateur habile qui

gémissait de voir les fabriques se laisser trop facilement entraîner à la vente de leurs biens. Au point de vue purement temporel où il se plaçait, il trouvait cette opération généralement mauvaise. En effet de deux choses l'une : ou ces établissements aliènent leurs biens immeubles pour placer le capital de la vente ; dans ce cas, surgit immédiatement le péril de perdre le principal et le revenu ; ou ils aliènent ces biens pour dépenser tout le produit de l'aliénation à une construction quelconque, et alors ils se privent de tout revenu ; ils se condamnent à la pauvreté pour toujours peut-être.

Nous savons l'objection que l'on fait : il est ennuyeux d'avoir des dettes ; nous vendons afin d'éviter cet inconvénient auquel nous condamnons l'emprunt que vous nous conseillez. Nous répondons : l'emprunt a l'avantage de conserver nos biens et puis celui de nous forcer à une stricte économie jusqu'à ce qu'il soit intégralement payé.

Administrateurs de fabriques, votez donc rarement la vente des biens de ces établissements, libres de fondations et plus rarement encore, consentez à la vente des biens grevés de services religieux, etc. ; à moins de nécessité, recourez toujours à l'emprunt.

Ad. 2^m. Oui ; aux termes de la loi du 6 juillet 1860, la société du Crédit foncier de France est autorisée à consentir aux départements, aux communes et associations syndicales : et, aux termes d'une loi du 6 février 1862, ces dispositions sont applicables aux fabriques.

Le taux de l'intérêt des prêts consentis par le Crédit foncier est le 5 0/0, auquel la fabrique ajoute le montant de l'amortissement, si elle renonce à se libérer par anticipation ; si, au contraire, elle se réserve cette faculté, l'annuité doit être augmentée d'une commission fixée à 45 0/0.

La durée des emprunts contractés au Crédit foncier est de 50 ans au maximum.

Voici maintenant les pièces à fournir par une fabrique qui veut emprunter au Crédit foncier :

1^o Une copie de la délibération du conseil votant l'emprunt ;

2^o Une ampliation du décret du chef de l'Etat qui l'a autorisé ;

3^o Un état des recettes et dépenses ordinaires de l'établissement établi d'après les comptes des trois dernières années ;

4^o Un état dûment certifié de ses dettes ;

5^o Une copie du budget de l'année courante ;

6^o Une copie d'une délibération dûment approuvée portant que l'emprunt sera contracté au Crédit foncier. Cette délibération doit être conforme au modèle que cette société envoie à la fabrique, sur sa demande.

Q. — J'ai acheté, l'an dernier, une petite maison pour la transformer en salle de classe. C'est là que, tous les jours, les enfants de la paroisse vont apprendre le catéchisme sous la surveillance d'une religieuse ; et c'est là aussi que, tous les matins, je vais moi-même faire le

catéchisme aux enfants. Peut-on considérer cette classe comme une maison habitée et me faire payer, outre l'impôt foncier, celui des portes et fenêtres ? Ce cas peut devenir pratique pour plus d'un curé ; car, vu les nombreux avantages d'une salle de catéchisme, plusieurs cherchent à s'en procurer une.

R. — Nous ne pensons pas que dans ces conditions l'impôt des portes et fenêtres soit exigible. D'après la loi, cet impôt est proportionné à la population, au nombre des ouvertures, à leur nature, à leur situation. Au point de vue de leur nature, il n'y a que les portes et fenêtres des maisons habitables qui soient taxées. Ainsi les portes et fenêtres des granges, écuries, étables, greniers, caves ; celles des combles des maisons, à moins qu'elles n'éclaircissent des mansardes dans les maisons habitées, des pavillons de simple agrément ou *destinés à servir d'abri et non d'habitation*, sont exemptes de l'impôt.

La maison dont il s'agit n'est pas habitée ; elle sert d'abri pendant quelques instants, à des catéchistes et à des enfants qui ne l'habitent pas, puisqu'ils ont ailleurs une habitation. Tant que la maison est ainsi inhabitée, elle doit être considérée comme les kiosques d'été où l'on passe des heures et des heures à lire ou à causer, comme des serres et des salles de billards situées dans les jardins et séparées de l'habitation ; or celles-ci n'ont jamais payé l'impôt des portes et fenêtres.

Au reste qui paierait l'impôt puisqu'il n'y a pas d'habitants ? Les curés ne doivent l'impôt des portes et fenêtres que des presbytères servant à leur habitation personnelle ; d'où on conclut qu'un curé, chargé de la desserte de deux paroisses ayant chacune un presbytère, ne pouvait être tenu de payer la contribution des portes et fenêtres que de la seule maison qu'il habitait. Plusieurs conseils de préfecture et la direction des contributions directes en ayant décidé autrement à une certaine époque, le conseil d'Etat fut saisi du conflit, et, par un arrêt du 22 juin 1848, il établit que les curés ne devaient pas l'impôt des portes et fenêtres du presbytère qui leur sert simplement d'abri quand ils se rendent à la paroisse du binage, mais seulement celui du presbytère qu'ils habitent personnellement.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 30 januarii 1889.

+ ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

M. J. curé de C. V. (Lorraine). — Reçu. L'avance que vous demandiez dans la publication et l'expédition est maintenant chose acquise. La censure allemande nous honore, mais ses soucis sont vraiment mal placés. — Je ne puis partager votre avis relatif à la suppression des titres dans le supplément; je ne vois pas du reste en quoi ils peuvent vous gêner pour passer le journal à vos paroissiens. 4280

M. N. curé de T. A. (Charente). — Ah! Monsieur, si je pouvais vous n'auriez pas eu à me le demander, car je sais bien que le budget du prêtre ne peut s'équilibrer qu'en « augmentant considérablement le chapitre des privations et des sacrifices. » Mais ma condition n'est pas meilleure que la vôtre; et je ne puis donner à 10 ce qui me coûte 13: il me faudrait pour cela une fortune personnelle (que je n'ai pas) ou le don des miracles. 4282

M. V. curé d'E. (Aisne). — Reçu. Vous avez constaté que nous avons tenu compte de votre réflexion. 4303

M. M. curé de Q. (Somme). — Merci du chaud témoignage rendu à notre supplément. Ces encouragements nous aideront dans notre poursuite du mieux toujours. 4310

M. T. aumônier à M. (B.-du-Rhône). — Reçu. Merci de votre chère fidélité. Hélas! trop serré dans 8 pages, comment me serais-je logé dans 4? Je recevrai avec reconnaissance les deux volumes annoncés, et je serai heureux d'en dire le bien qu'ils méritent. 4330

M. O. P. curé de L. de V. (Corse). — Reçu. Entendu pour le reste. Vous nous enverrez, en octobre, 6 fr. pour conduire l'abonnement de l'Ami du Clergé jusqu'au 31 décembre 1889, et 5 fr. pour la première année de l'Ami du Clergé paroissial. 4338

M. G. vicaire à O. (Corse). — Vous êtes inscrit pour les tables et les réabonnements. Merci de votre jugement et de vos souhaits. 4339

M. C. curé du S.-C. de C. (Lot). — Entendu. Merci! Nous désirons plaire à tous, et c'est peu facile. Mais nous espérons quand même réaliser votre vœu de la fin. 4340

M. L. curé d'U. (Gers). — Reçu. Merci de vos vœux pour le nouveau-né: l'Ami du Clergé paroissial. Le bon Dieu les a déjà en partie exaucés. 4342

M. L. recteur de St-G. le C. (Ille-et-Vilaine). — Reçu. Merci. A la première de vos observations: oui; à la seconde: vous avez raison, mais si vous saviez les difficultés que nous avons de ce côté! 4347

M. P. curé de C. St-G. (Lorraine). — Votre abonnement renouvelé par M. L. a été payé avec le tarif des étrangers: c'était de droit, à cause de l'augmentation des frais d'affranchissement que nous devons déboursar. 4347

M. D. curé de St-A. (Lot-et-Garonne). — Je crois que vous avez maintenant satisfaction aux demandes de votre lettre du 8 janvier. 4352

M. L'H. curé de B. (Orne). — Reçu; certainement. 4370

M. P. curé de T. (Deux-Sèvres). — Reçu. Merci. Si vous envoyez les numéros que vous avez en double, vous ferez le bonheur de ceux à qui ils manquent. Il y aurait quelques sols de port, deux centimes par numéro, et je veux bien les prendre à ma charge. 4378

M. E. B. à S. (Sarthe). — Très volontiers. 4379

M. G. S. curé à St-J. S. M. (Alpes-Maritimes). — Je viens de recevoir le mandat contenu dans votre lettre et j'inscris le nouvel abonné immédiatement. Mais la lettre précédente ne m'est pas parvenue. 4383

M. L. curé de B. (Nord). Vos abonnements sont bien payés jusqu'au 31 décembre 1889. Pour le reste de votre lettre mon plus cordial merci. Mon indisposition était bel et bien à ce point grave que les médecins m'ont prévenu de prendre les précautions suprêmes, ne pouvant plus me garantir absolument 24 heures de vie. Je

vais mieux, je travaille, mais j'ai bien besoin encore de vos prières. 4393

M. P. curé de G. en A. (Marne). — Reçu et merci. Vos deux observations ont reçu satisfaction, je crois. 4394

M. D. curé de B. (Lot). — Je ne vous demande rien pour les numéros de 1888. Pour les autres: 1 fr. 80. Merci de votre bienveillant jugement. Envoyez-moi donc un mandat-poste, ce sera plus économique pour vous et plus facile pour moi. 4396

M. E. curé à F. (Tarn). — Oui, aussitôt qu'il aura paru. 4402

M. B. curé à M. (Hérault). — Reçu. Je crois que tous vos desiderata ont reçu satisfaction. 4407

M. P. curé de C. (Hte-Marne). — Merci du souvenir d'ami. La réimpression des bandes sera faite prochainement. 4410

M. R. curé de C. l'A. (Pas-de-Calais). — Reçu. Merci. Je crains que vos questions m'aient échappé et je vous serais reconnaissant de les renouveler. Note est prise de votre désir, je le soumettrai à mes collaborateurs et peut-être trouverons-nous, un peu plus tard, le temps et la place pour le réaliser. Quant aux Tables générales, songez s. v. p. qu'elles doivent aller jusqu'au dernier numéro de décembre 1888. Donc la rédaction ne pouvait être terminée avant cette date. Et après le travail de la rédaction, il faut encore le temps de l'impression: ce qui nous mènera à mi-1889. 4415

M. P. curé de W. (Pas-de-Calais). — Nous avons en effet reçu le paiement de votre abonnement par l'entremise de cette maison. 4434

M. T. à N. (Belgique). — J'ai reçu les deux. 4448

M. le Sup. du G.-S. de A. — Voyez, s. v. p., la réponse que j'ai faite plus haut sous le numéro 4415. 4461

M. G. vicaire de B. (Oise). — Reçu. Merci. 4463

M. J.-B. M. vicaire à N. (Alpes-Maritimes). — Tout notre service de bande sera prochainement réimprimé. Les numéros réclamés vous ont été expédiés. Nous attendons le mandat, sans disposer. 4474

M. M. au G.-S. à B. (Gironde). — Reçu. C'est bien ainsi. A l'année prochaine, et, je le répète, très reconnaissant. Réponse sera donnée à vos questions. 4475

M. J. curé de C. la M. (Doubs). — La table des matières de 1888 sera distribuée avec le numéro 6 de 1889. 4482

M. G. curé de St-C. (Charente). — J'ai reçu. C'est une question de santé qui a momentanément interrompu les petits articles que vous réclamez. Je ne vois pas les moyens pratiques de faire sans danger et avec profit l'épuration sur laquelle vous me consultez. 4483

M. C. curé à M. (Lorraine). Oui vous êtes bien inscrit. J'ai reçu. 4491

Accusés de réception à MM. :

S. vicaire à St-J-B. (Morbihan) 4659. — P. curé de la H.-L. (Gers) 4661. — B. curé de L. (Oise) 4662. — G. curé de B. (Tarn-et-Garonne) 4663. — G. vicaire à G. (Morbihan) 4664. — A. curé de V. (Orne) 4665. — G. curé à A. (Mayenne) 4667. — L. curé de la B. (Calvados) 4669. — B. curé à A. (Jura) 4675. — G. curé aux C. (Savoie) 4676. — C. G. à St-A. (Canada) 4677. — C. curé d'A. (Morbihan) 4678. — L. curé à C. (Nièvre) 4679. — G. curé à C. (Jura) 4680. — B. curé à S. (Meuse) 4681. — E. à R. (Ille-et-Vilaine) 4682. — C. m. o. à A. (Maine-et-Loire) 4683. — D. curé à B. (Savoie) 4685. — F. à C. (Aude) 4692. — D. curé de St-G-sur-E. (Seine-Inférieure) 4693. — I. curé de la B. des J. (Vaucluse) 4694. — S. curé de V. (Hte-Garonne) 4695. — L. curé-doyen de U. (Alpes-Maritimes) 4696. — C. curé-doyen de R. (Basses-Alpes) 4698. — P. curé de L. (Eure-et-Loire) 4699. — C.

curé de St-H-le-C. (Creuse) 4700. — L. curé-doyen de P. (Basses-Pyrénées) 4701. — de M. curé de S. (Hte-Garonne) 4702. — J. à A. (Lot-et-Garonne) 4703. — D. vicaire à B. (Nord) 4705. — L. vicaire à M. (Maine-et-Loire) 4706. — L. à N.-D. de P. (Htes-Pyrénées) 4708. — G. curé à V. (Seine-et-Marne) 4709. — A. vicaire à C. (Aveyron) 4714. — C. curé à la C. B. (Orne) 4715. — G. curé de St-S. de L. (Loire) 3979. — E. S. curé de F.-M. (Belgique) 3980. — R. chapelain à A. (Manche) 3981. — R. curé d'O. (Nord) 3982. — P. curé à F. (Nord) 3983. — M. curé à St-M.-C. (Cantal) 3984. — M. curé à V.-la-M. (Meurthe-et-Moselle) 3985. — D. curé de S. (Seine-Inférieure) 3986. — B. curé à P. (Côte-d'Or) 3987. — C. curé d'I. (Eure) 3988. — Le B. curé d'A. (Morbihan) 3989. — P. curé de St-S. (Loir-et-Cher) 3990. — B. curé de la C. (Jura) 3991. — M. à A. (Saône-et-Loire) 3992. — B. curé de L. (Gironde) 3995. — G. curé à Le V. (Vosges) 3996. — T. ch. à B. (Doubs) 3997. — Ch. P. à N. (Loire-Inf.) 3998. — B. curé d'E. (Côte-d'Or) 3999. — C. curé d'A.-s-T. (Côte-d'Or) 4000. — J. B. curé de B. (Vienne) 4001. — J. M. vicaire à St-A.-des-H. (Savoie) 4004. — H. aumônier à C. (Isère) 4005. — C. vicaire de P. (Hte-Loire) 4006. — L. curé de B. (B.-Pyrénées) 4007. — R. curé de V. (Jura) 4008. — B. curé d'A. (B.-Pyrénées) 4009. — D. vicaire à M. (Manche) 4010. — C. curé de St-J.-de-F. (Hérault) 4012. — M. curé de B. (Ain) 4013. — C. curé de P. (Tarn-et-Garonne) 4725. — G. curé de B. (Pas-de-Calais) 4727. — M. curé d'A. (Hte-Marne) 4728. — G. curé de N. (Manche) 4729. — V. curé à M. (Jura) 4730. — T. vicaire à N. (Alpes-Maritimes) 4731. — T. curé de St-C. (Indre) 4732. — P. v. f. à A. (Alpes-Maritimes) 4733. — D. curé de P. (Loire-Inférieure) 4734. — M. curé de C. (Haut-Rhin) 4735. — B. curé de P. (Aveyron) 4736. — P. vicaire à V. (Isère) 4738. — B. curé de V. (Sarthe) 4740. — L. curé d'H. (Seine-Inférieure) 4741. — B. curé à G. (Somme) 4743. — B. curé de St-E. (Cantal) 4745. — R. curé d'O. (Yonne) 4747. — C. curé de C. (Lozère) 4748. — F. curé de M. (Pyrénées-Orientales) 4749. — J. F. à P. (Aude) 4750. — S. curé de G. (Tarn) 4751. — F. curé de L. (Gers) 4753. — C. curé à M. (Aveyron) 4756. — L. B. vicaire à B. (Vendée) 4757. — S. curé de A. (Loire) 4770. — G. curé de H. (Meuse) 4772. — N. curé de S.-M. (Ardennes) 4773. — H. curé de A. (Doubs) 4774. — M. aumônier à D. (Seine-Inférieure) 4760. — B. curé à E. (Côtes-du-Nord) 4761. — M. curé à F. (Somme) 4762. — A. G. à Ch. (Côte-d'Or) 4763. — M. B. curé de C. (Gironde) 4767. — P. curé de T. (Jura) 4768. — H. vicaire à B. (Ain) 4775. — C. vicaire à D. (Hte-Savoie) 4778. — B. vicaire à S. C. (Aveyron) 4779. — R. curé à A. (Gard) 4781. — M. à G. (Tarn) 4782. — I. curé à F. (Hautes-Pyrénées) 4785. — G. curé de V. (Doubs) 4786. — P. curé à B. (Loire) 4787. — T. curé de V. (Somme) 4788. — H. curé de H. (Meurthe-et-Moselle) 4789. — C. curé d'A.-R. (Haute-Saône) 4790. — H. curé de C.-la-M. (Maine-et-Loire) 4791. — D. curé de G. (Somme) 4792. — M. curé-doyen de J.-s-A. (Orne) 4793. — D. directeur à B. (Ain) 4794. — G. à St-C.-en-S. (Sarthe) 4795. — M. curé de P. (Landes) 4797. — H. curé-doyen d'H. (Pas-de-Calais) 4799. — S. curé à G. (Lot) 4801. — O. vicaire à S. (Mor-

bihan) 4805. — D. curé de B. (Côte-d'Or) 4806. — L. curé de B. (Basses-Pyrénées) 4807. — L. B. curé de C. (Calvados) 4808. — D. curé à C. Ste-H. (Seine-et-Oise) 4809. — L. P. curé de B. (Dordogne) 4810. — L. curé de la B.-d.-A. (Mayenne) 4812. — E. L. vicaire à S.-J. de la M. 4815. — E. curé de M. (Doubs) 4817. — M. curé à C. (Côtes-du-Nord) 4818. — F. curé de B. (Somme) 4819. — A. Q. curé de D. (Suisse) 4820. — C. curé de N. aux T. (Ardennes) 4821. — C. curé de St-Y. (Corrèze) 4822. — A. à St-G.-le-G. (Manche) 4823. — C. curé de B. (Marne) 4824. — W. à F. (Doubs) 4825. — S. curé de L. S. (Basses-Pyrénées) 4826. — L. curé d'A. (Yonne) 4827. — S. curé de St-L.-en-G. (Indre-et-Loire) 4829. — B. curé de C. (Saône-et-Loire) 4828. — C. H. vicaire à B. (Maine-et-Loire) 4830. — B. curé à D. (Hte-Marne) 4831. — R. curé de P. (Pas-de-Calais) 4832. — H. vicaire à P. (Morbihan) 4833. — M. curé de V. (Aube) 4834. — C. curé de C. — D. curé de T. (Eure-et-Loire) 4835. — B. curé à M. (Ain) 4836. — P. curé de T. (Yonne) 4837.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat.
27 fr. la caisse de 12 litres *franco* gare destinataire

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricalle, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'*examen de conscience journalier* ou *règlement de vie pour la sanctification de l'année*. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Conesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : **M. Firmin DANGIEN**, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 6

PRÉDICATION : Pour le dimanche de la Sexagésime : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : *S. C. du Concile* : Le binage ne peut être autorisé pour donner seulement une plus grande facilité d'assister à la messe

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quelles oraisons doit-on dire à la messe de *Requiem* pour un prêtre? — Est-il défendu aux filles de porter dans les processions la statue de la Sainte-Vierge? — Saint Michel étant vocable d'église, doit-on en faire mémoire à l'office votif des Saints-Anges? — Y a-t-il un décret récent sur le baiser de paix des officiants à la messe pontificale? — Peut-on faire la bénédiction des cendres plusieurs fois le même jour? Un curé pouvait-il

le samedi-saint faire la bénédiction des fonts et réserver sa messe pour un enterrement, par crainte d'un enterrement civil? — Quelle est la nature de l'obligation de croire à la béatitude actuelle des saints canonisés ou béatifiés? Quelle est la gravité de l'obligation d'entretenir la lampe du Saint-Sacrement? — Le Saint-Siège a-t-il formellement défendu de vendre des reliquaires contenant des reliques des saints? — Que sont les indulgences attachées à la couronne d'Espagne?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Analyse de la bulle *Ambitiosa* sur l'aliénation des biens ecclésiastiques; son application. — Le maire peut-il supprimer une redevance payée jusque-là à la fabrique par ceux qui voulaient faire enterrer leurs morts en dehors du rang?

COURRIER DES LIVRES

BIOGRAPHIES DU XIX^e SIÈCLE. 3 volumes in-8°, se vendant séparément. Paris, Bloud et Barral, 4, rue Madame.

Trois volumes ont récemment paru de nouvelles *Biographies*, qui ne cèdent en rien aux huit qui les ont précédés. Les quelques noms qui suivent ne manqueront pas d'allécher le lecteur. Plusieurs monographies sont vraiment enlevées, toutes sont intéressantes. Ces trois volumes contiennent l'histoire de Paul I^{er}; du P. Millériot; du marquis de Jouffroy; Drouyn de Lhuys; Sainte-Beuve; Amiral Courbet; William Pitt. — Général de Pimodan; Victor Emmanuel; duc de Morny; H. Perreyve; général de Ségur; A. de Tocqueville; Alexandre I^{er}. Augustin Thierry; Baron de Stein; P. Grätry; — Fouché, Abd-el-Kader; Gaillard; Général de Brauer; Amiral Dumont d'Urville.

Chaque volume renferme un choix varié de biographies, rehaussées par le portrait fort ressemblant de chaque personnage. Les plumes sont également variées et distinguées : Adolphe Racot, le marquis de Ségur, Charles Barthélemy, J. Nicolas, Paul Antonini, R. de St-Chéron, A. Lepitre, etc.

Ces biographies sont intéressantes, parce que d'abord, en général, elles peignent bien l'époque, le milieu, le cadre dans lequel se meuvent ces physionomies curieuses, attachantes parfois. Ensuite parce qu'elles sont comme l'histoire des variations,

des évolutions, comme on dirait aujourd'hui, de ces esprits d'élite presque tous élevés dans des idées fausses, qui se débattaient dans les convulsions stériles de leur siècle; compénétrés des éléments morbides dont la Révolution a empoisonné l'atmosphère morale.

Voici par exemple M. Alexis de Tocqueville. Sur son enfance pèsent deux grandes impressions, celle de Châteaubriand qui lui infuse on ne sait quelle rêverie malade, et celle d'un homme de bien, l'abbé Lesueur, dont le souvenir rayonnera dans sa vie comme la pure auréole de la sainteté. Mais la Révolution marque plus en lui que le christianisme. Alors la profession de foi du *vicaire savoyard* était le catéchisme le plus consulté par les classes éclairées. Après les désastres de 1815, la maçonnerie occulte étreint surtout le cerveau de la France — c'est le côté que ne font pas assez ressortir les *Biographies* — et le baptême voltairien garde aussi son caractère diaboliquement indélébile. Tocqueville l'avoue, sans en comprendre la cause. « La nation française se crut gouvernée par les prêtres, dit-il. Presque tous les libéraux, c'est-à-dire la grande majorité de la nation, devinrent irréligieux, par principes politiques. En faisant de l'impiété ils croyaient faire de l'opposition. »

C'est tout l'opposé, on faisait de l'opposition afin de mieux faire de l'impiété. Mais les honnêtes gens ne le voyaient pas, et quand ils répétaient le mot d'ordre : « Honte aux Bourbons qui sont revenus dans les fourgons de l'étranger ! » ils ne se doutaient pas qu'ils se faisaient l'écho de la maçonnerie qui avait subi Louis XVIII et qui médi-

taut de renverser le trône pour mieux abattre l'autel.

Le gouvernement constitutionnel — imposé à Louis XVIII — « est un principe qui nous protège, » dit le maçon Bazot. Un autre principe qui ne les protège pas moins, c'est le libéralisme en général, et en particulier cet autre mot d'ordre : « L'Eglise libre dans l'Etat libre. »

De Tocqueville s'en fait l'ardent champion, et en politique, lui, le petit-fils de Malesherbes poussa l'oubli des traditions familiales jusqu'à prêter serment au gouvernement de Louis-Philippe. Fêru des idées de liberté il alla en 1831 étudier le système pénitentiaire des Etats-Unis et rapporta les notes de son livre la *Démocratie en Amérique* qui le conduisit à l'Académie. Ça et là on y rencontre de belles pages d'une sobriété classique, parfois d'une grave poésie. Cependant les leçons de l'abbé Lesueur lui reviennent et quand il voit toutes les sectes protestantes s'émietter, il ne peut s'empêcher de s'écrier : « L'Eglise catholique aux Etats-Unis est une reine conquérante près de prendre possession d'un nouvel et grand empire. »

Néanmoins le libéral incorrigible affirme toujours la liberté de 89, et il paraît clair, où que les Américains n'ont pas le péché originel ou qu'il n'y croit pas lui-même, car tout lui paraît beau dans cette jeune république dont de Maistre disait : « Je ne connais rien de si impatientant que les louanges données à cet enfant au maillot. Laissez-le grandir. » Le profond penseur avait bien raison et personne n'ignore aujourd'hui que cette République n'obéit qu'à un seul roi, aussi immorale qu'absolu : l'argent. Tout s'y achète, les places et les consciences, et plus qu'ailleurs le loup y mange l'agneau, le Nord écrase le Sud.

Tocqueville n'est pas impie, il place même la religion à la base de toute société. « L'incrédulité est un accident, dit-il, la foi seule est l'état permanent de l'humanité. » Et il ajoute cette forte pensée : « Si l'homme n'a pas la foi, il faut qu'il serve ; s'il est libre, il faut qu'il croie. » Mais comme en politique il rêve on ne sait quelle république à la fois élue et héréditaire, en religion il voudrait concilier l'esprit libéral et le catholicisme, le scepticisme du jour et la foi. Il cherche un chemin « qui ne conduise l'humanité ni à Héliogabale ni à saint Jérôme, » le juste milieu, à égale distance du bien et du mal. Il est académicien, et ne voit pas clair encore, il ne sait point que l'homme subit le péché originel, que le bien ne s'impose pas de lui-même, qu'à armes égales il sera toujours battu, détrôné par le mal, ni surtout que tout Etat qui veut vivre, doit, dans son propre intérêt, protéger l'Eglise. Ah ! comme la doctrine de M. de Tocqueville a bien fait l'affaire des francs-maçons ! C'est d'ailleurs le sort des libéraux, très honnêtes gens d'ailleurs, d'être perpétuellement dupes et de faire la courte échelle aux pires ennemis de l'Eglise.

Il faut de grandes catastrophes pour désiller les yeux même des penseurs les plus sérieux. Ministre des affaires étrangères en 1849, puis arrêté au coup d'Etat, il comprit que sa vie politique était finie. Il écrivit alors un livre trop peu lu aujourd'hui, concluant et consciencieux, *l'ancien Régime et la Révolution*, pour démolir ce qu'il avait édifié dans sa jeunesse pleine de nobles mais dangereuses illusions. Alors l'avenir lui apparaît « noir comme dans un four. Le flot continue à marcher, dit-il, la mer monte, et il est impossible de voir le bout de la Révolution. » Il sait enfin que pour être homme de progrès, il faut aussi être homme de tradition, que la destruction de l'aristocratie, c'est-à-dire la démocratie, amène le despotisme et que la Révolution française n'a été qu'un accident malheureux, une convulsion violente et hideuse

qui a achevé « sans transition, sans précaution, sans égards, ce qui devait se faire à la longue et insensiblement. »

Qu'on ne lui parle plus alors d'idées libérales. de « catholicisme progressif. » Ce mot, *progressif*, écrit-il à M. de Corcelles, « n'a pu être soufflé à un écrivain français que par le diable. » Et il meurt en 1859, désabusé, mais plein de foi, après avoir reçu avec une piété admirable le Dieu de sa première communion. Le génie du bien avait triomphé en lui. Mais en y regardant de près, quelle vie stérile, qui eût été si riche en œuvres, si au lieu de se laisser enivrer par les idées libératrices, il eût embrassé la vérité avec la même ardeur qu'il s'attacha à l'erreur de son siècle, qui lui fit prendre pour de l'or des paillettes de clinquant !

Une autre biographie non moins bien touchée est celle de M. Drouyn de Lhuys, un esprit plus pondéré, et vraiment honnête. On sait qu'il était ministre des affaires étrangères en 1866 et qu'il voulait jeter 100.000 hommes sur le Rhin après Sadowa. Pourquoi ne pas stigmatiser comme elle le mérite l'influence néfaste qui obligea l'Empereur à revenir sur la décision qu'avait fait prévaloir son ministre ? Ici on voudrait des détails historiques plus complets.

En revanche les détails intimes abondent. On voit l'homme bon qui n'ose désobliger son coiffeur, mais en même temps l'homme digne dont les gens du plus bas peuple même sentent et subissent l'ascendant. On y voit surtout le chrétien qui s'occupe de l'éducation de l'enfance à Mettray, mais qui ne pense pas même qu'on puisse la chercher en dehors de la religion ; l'écrivain qui se repose de la politique en composant un beau *Mois de Marie* — toujours pour les enfants de la Colonie, — où l'on a le bonheur de lire des pages d'une tendre piété, des prières d'une ravissante effusion. Ecoutez plutôt cette exhortation à l'âme qui souffre :

« Pauvre âme délaissée ! cherche un refuge au pied de l'autel de Marie. Dans l'ombre et le recouvrement, confie à son oreille discrète l'aveu de tes douloureuses langueurs, et sa bouche t'adressera ces paroles consolantes : « Il y a toujours « place au foyer paternel pour l'enfant prodigue. « Va, va vers ton père, je lui annonce ton retour. »

« Faites, ô ma divine patronne, que sortie de la terre d'Egypte, je trouve une paisible retraite dans la vallée où croît l'arbre de Jessé, où fleurit la Rose mystérieuse ! »

C'étaient là de belles âmes et vraiment il y a plaisir et profit à lire les *Biographies du XIX^e siècle*. Elles sont écrites en général avec un style entraînant, dans une bonne langue, dans un bon esprit, avec une doctrine sûre.

Nous y reviendrons à l'occasion.

CORRESPONDANCE

M. N. curé de F. (Côte-d'Or). — Je voudrais bien pouvoir vous offrir ce que vous désirez : des listes de personnes généreuses pour les œuvres. Malheureusement je n'ai pas d'autres listes que celles de mes abonnés, et, comme vous le dites trop justement, « Messieurs les ecclésiastiques ont assez de charges ». C'est aux curés-quêteurs, ou à certains prêtres directeurs d'œuvres spéciales créées et vivant des aumônes des fidèles, qu'il faudrait vous adresser. De ceux-ci, je pourrais bien vous en indiquer quelques-uns ; mais je sais, pour l'avoir expérimenté, qu'ils refusent de communi-

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE DIMANCHE DE LA SEXAGÉSIME : HOMÉLIE
SUR L'ÉVANGILE

Qui habet aures audiendi audiat.

(Luc., VIII, 8.)

Notre-Seigneur, après sa seconde mission en Galilée dans la deuxième année de sa vie publique, était de retour à Capharnaüm. Après avoir évangélisé la multitude qui se pressait à la porte de sa demeure, après avoir guéri les malades et répondu victorieusement aux attaques des Pharisiens, il quitte sa maison et va, en compagnie de ses intimes, chercher un peu de repos sur le bord du lac de Génésareth. Ce repos ne fut pas de longue durée. Voilà que de toutes les cités voisines le peuple accourt en foule, avide de ses divins enseignements. Le cœur de Jésus n'y peut résister; il monte sur une barque pour annoncer la bonne nouvelle à ses nombreux auditeurs massés sur la grève. Seulement en cette circonstance solennelle il inaugure un nouveau mode d'enseignement. Au lieu de parler ouvertement comme il avait fait jusqu'alors, il ne livrera sa doctrine que sous le voile de l'allégorie. Par justice, afin de punir les méchants de leur obstination; par prudence, afin de ne pas exposer la parole sainte aux profanations des méchants; par condescendance pour les âmes fidèles afin d'exciter davantage leur zèle pour les enseignements sacrés, il ne s'exprimera guère désormais qu'en paraboles, forme à la fois voilée et lumineuse, semblable à la colonne de nuée qui éclairait les Hébreux et aveuglait leurs ennemis. Or, en ce jour, Notre-Seigneur, « au delà du peuple qui occupait la rive, avait devant les yeux les champs descendant vers le lac, le sentier battu à travers ces riches campagnes, çà et là le roc nu, et le buisson d'épines s'élevant au milieu des moissons ¹. » S'inspirant de ce spectacle, il propose à ses auditeurs l'admirable parabole de la semence. « Celui qui sème est sorti pour répandre la semence; et tandis qu'il semait, une partie du grain est tombée le long du chemin, et elle a été foulée aux pieds, et les oiseaux du ciel l'ont mangée. Une autre partie est tombée sur la pierre, et s'est desséchée en levant, parcequ'elle n'avait pas d'humidité. Une autre partie est tombée dans les épines, et les épines ayant grandi avec elle, l'ont étouffée. Enfin une autre partie est tombée dans la bonne terre, et ayant levé, elle a produit cent pour un. » Quelle est cette semence? Quels sont ces quatre terrains? Quel est ce fruit, dont parle Notre-Seigneur? Je vais vous le dire en m'inspirant de l'explication de Jésus lui-même, le suprême docteur. Vous verrez combien justement la parole de Dieu est comparée à une semence; vous vous demanderez à laquelle des quatre catégories d'auditeurs vous appartenez; vous vous excitez à bien entendre la

parole de Dieu en réfléchissant aux magnifiques effets qu'elle produit. Instruction éminemment pratique à l'approche du carême! Aussi bien, frères bien-aimés, je vous redis la parole du divin Maître : « Que celui qui a des oreilles pour entendre, l'entende bien ! »

I

Quelle est la semence dont il est question dans notre parabole? Jésus-Christ nous répond : La semence c'est la parole de Dieu, *semen est verbum Dei*.

Au fait qu'elles sont belles les analogies entre la semence et la parole divine !

La semence est de chétive apparence, et cependant, déposée dans le sein de la terre, fécondée par les pluies et les rayons du soleil, elle germe, croît et se transforme en moissons admirables. Elle aussi, la parole de Dieu, ne paraît rien à l'extérieur, mais répandue dans les âmes qui sont le champ du Seigneur, *vos estis agricultura Dei*, elle y fait éclore les vertus les plus belles et les plus variées. *Semen est verbum Dei*.

Le laboureur ne répand pas la semence dans son champ avec parcimonie, mais il la jette à pleines mains. Ainsi le divin Agriculteur. Il verse sans relâche et avec profusion sa parole dans les cœurs, soit par les bonnes inspirations, soit par les exemples salutaires qu'il suscite, soit par le ministère de la prédication. Il a semé en parlant lui-même aux patriarches; il a semé en envoyant les prophètes; il a semé par son divin Fils; il sème et sans cesse et partout par les prêtres de la loi nouvelle, les représentants de Jésus-Christ, évangélisant en son nom et avec son autorité. *Semen est verbum Dei*.

Si l'on ne jetait pas dans la terre les semences qui doivent la couvrir de fruits, elle serait hérissée de ronces et d'épines. Pareillement, sans la parole de Dieu, c'est dans les âmes la stérilité pour le bien et une effrayante fécondité pour le mal. L'expérience est là pour le démontrer. Il en est, hélas ! un grand nombre aujourd'hui qui ne paraissent jamais dans le temple du Seigneur, qui ferment obstinément leurs oreilles aux enchantements de la parole sainte, de peur d'être obligés de bien faire, *noñt intelligere ut bene ageret*. Qu'y a-t-il dans leur esprit, dans leur cœur, dans leur conduite? Que de doutes, que d'erreurs, que de passions désordonnées, que d'actes dont les anges ont à rougir ! *Semen est verbum Dei*.

Sans doute il en coûte à l'homme des champs pour obtenir de riches moissons. Il doit affronter la rigueur du travail et l'inclémence des saisons; il lui faut pour ainsi dire arroser ses sillons de ses sueurs, mais la pensée de la moisson soutient son courage. Ah ! il en a coûté aux prophètes pour dire la vérité; il en a coûté au Verbe incarné pour annoncer la bonne nouvelle : pour devenir notre Docteur il lui a fallu prendre les livrées de notre mortalité, il a subi les contradictions et les persécutions des Scribes et des Pharisiens, et, finale-

¹ Fouard, *Vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ*, I, 389.

ment, il a subi la mort pour la parole sainte ; il en coûte à ses ministres pour cultiver les âmes et y jeter sans ivraie la bonne semence : ils encoûrent les animadversions de la foule qui ne réclame que des discours qui plaisent, les haines des impies qui s'indignent d'être condamnés, et souvent les vexations des puissants qui voudraient étouffer la divine semence. Mais quand il s'agit du salut des âmes doit-on compter avec les difficultés ? *Semen est verbum Dei.*

En vain le laboureur se fatiguerait-il beaucoup pour répandre la semence dans son champ : si c'est une terre mauvaise, si elle n'est pas préparée convenablement, il perdra son travail et sa peine. De même en est-il pour la parole de Dieu : il faut qu'elle tombe dans des cœurs bien disposés, sans quoi elle ne produirait aucun fruit. En quoi consiste cette bonne préparation ? Notre-Seigneur va encore nous l'apprendre.

II

Il distingue quatre sortes de terrains : il y a le chemin battu, le terrain pierreux, le terrain épineux et enfin la bonne terre. Ces quatre terrains signifient quatre espèces différentes d'auditeurs ; trois en qui la parole sainte est stérile, une seule où elle produit des fruits abondants. Voyons desquels nous sommes.

« Une partie de la semence, dit Notre-Seigneur, tombe le long du chemin, et elle a été foulée aux pieds et les oiseaux du ciel l'ont mangée. » Ce chemin battu, où le grain ne peut pas pénétrer, représente la classe d'auditeurs la plus coupable, savoir ceux qui ne laissent en aucune manière leur cœur s'ouvrir à la parole sainte, en un mot les *endurcis*. Ils sont représentés par les Pharisiens envieux et jaloux qui ne venaient entendre Jésus que pour lui chercher querelle et trouver moyen de le perdre, par ces Hérodiens moqueurs qui s'amusaient des discours du Sauveur, par ces Sadducéens matérialistes, trop esclaves de leurs viles passions pour songer à réformer leur vie. Oui, on vient entendre la parole sainte, non pour en profiter, mais avec un esprit dissipé qui ne songe à rien moins qu'à prêter l'oreille aux enseignements de la chaire sacrée, avec un cœur obstiné dans le mal : on y vient pour voir et être vu, pour critiquer l'orateur sacré, pour satisfaire sa curiosité, pour s'amuser aux vains ornements du discours. Aussi le démon des mauvaises passions, de la futilité, de la légèreté et de la malice emporte-t-il avec joie les paroles saintes qui eussent cependant été capables de sauver ces âmes malheureuses. Qu'ils sont nombreux les *endurcis* !

Voici une classe d'auditeurs moins coupables mais chez qui au résultat la divine semence ne produit pas plus de fruits. Ils sont figurés par le « terrain pierreux » : ce sont des chrétiens *superficiels* qui ne savent point réfléchir, des chrétiens esclaves de leurs passions qui, comme une pierre dure, ne permettent pas à la parole de Dieu de jeter des racines dans leur cœur. Non pas qu'ils

soient, comme les premiers, indifférents et insensibles à l'enseignement du prêtre. Au contraire par un reste de bonne éducation, par l'effet d'une droiture naturelle, ils accueillent la parole sainte avec bonheur, ils approuvent le bien et condamnent le mal. Ils ont des sentiments religieux ou plutôt une sorte de religiosité qui se laisse émouvoir et leur inspire quelque velléité d'amendement. Mais ce n'est qu'une impression fugitive, qui s'évanouit aussi facilement que fond la neige sous l'action d'un soleil ardent. Qu'ils se trouvent aux prises avec la tentation au sortir du temple saint, qu'ils aient à subir une persécution de la part du monde et aussitôt la parole sainte est oubliée : la passion ou le respect humain en ont eu raison. Qu'ils soient nombreux de nos jours les chrétiens superficiels !

« Une autre partie de la semence tomba parmi les épines. » Ce terrain épineux représente ceux qui ont écouté la parole, mais en qui elle est ensuite étouffée par les sollicitudes, les richesses et les plaisirs de la vie. Ils ont d'excellentes dispositions pour la vertu, mais ils sont *trop absorbés* par l'amour des biens de la terre. Ils ne réfléchissent pas assez « qu'il n'y a qu'une seule chose nécessaire. » Chez eux, dit un commentateur, la semence sainte tombe dans un sol fertile, dans une âme profondément touchée des vérités qui y sont déposées : elle ne rencontre pas de pierres, c'est-à-dire de passions violentes qui s'opposent à sa croissance ; elle trouve l'aliment qui la développe ; et en conséquence, elle y germe, elle y étend librement ses racines, elle s'élève même ; et ce n'est qu'au moment de porter du fruit qu'elle avorte. Des épines funestes, des attachements dangereux qui étaient faibles dans les commencements, dont on avait eu l'imprudence de ne pas prévoir l'accroissement, se sont élevés avec elle : et gagnant successivement et par degrés le dessus, ils l'ont absolument dominée, et ont fini par l'étouffer entièrement. Oui, petit à petit, l'attachement exagéré aux biens périssables absorbe, aveugle et pervertit ! Ah ! l'on voulait se rappeler que ces faux biens sont des épines qui sous des apparences trompeuses en barrent, piquent et déchirent, ils ne feraient pas tant de dupes. Mais hélas ! ils sont trop nombreux les mondains qui se laissent fasciner par les bagatelles, qui ne mettent pas assez sérieusement leur salut avant tout, qui sont plongés dans les vanités de la terre, et qui perdent de vue le grand avertissement du Sauveur : « Que sert à l'homme de gagner l'univers tout entier s'il vient à perdre son âme ? »

Heureusement qu'il n'y a pas seulement le terrain durci, le terrain pierreux, le terrain épineux ; il y a encore la bonne terre. La bonne terre, dit le divin interprète de notre parabole, représente ceux qui entendent la parole de Dieu avec un cœur bien préparé, avec un cœur bon et très bon, *corde bono et optimo*.

Le cœur bon et très bon c'est le cœur plein d'amour et de zèle pour la parole sainte. C'est David par exemple, qui l'apprécie au-dessus de l'or et du

l'argent, au-dessus des pierreries les plus précieuses. C'est saint Augustin déclarant que la parole de Dieu n'est pas d'une moindre valeur que le corps de Jésus-Christ. C'est saint François de Sales confessant qu'il ne trouve en lui que cela de consolant, qu'il entend toujours avec bonheur la parole de Dieu, quel que soit celui qui l'annonce. Que le canal soit d'or ou de plomb, disait-il, peu m'importe pourvu que l'eau de bénédiction arrive jusqu'à mon âme.

Le cœur bon et très bon est celui qui s'ouvre large et profond à la divine parole, qui la garde fidèlement, qui y réfléchit assidûment, *verbum retinent*. Une seule parole de Dieu, bien méditée, suffit pour convertir une âme et l'élever à la plus haute sainteté. Ce seul mot de Notre-Seigneur que je citais, il n'y a qu'un instant : *Quid prodest*, à quoi sert à l'homme de gagner l'univers ? a transformé le cœur de François Xavier et a donné à l'Eglise l'incomparable apôtre des Indes !

Le cœur bon et très bon est celui qui s'efforce de coopérer à la parole de Dieu, qui la traduit dans sa conduite, qui la met en pratique quoi qu'il en coûte, malgré les tentations et les tromperies du démon, malgré les moqueries, les railleries et les violences du monde, malgré la rébellion des passions.

Le cœur bon et très bon est celui qui ne fait point de la terre sa patrie, qui a les yeux fixés sur le ciel, qui s'excite par la pensée des récompenses à tous les sacrifices, *fructum afferunt in patientia*. Ils sont rares ceux qui ont ce cœur bon et très bon ! Faisons-nous partie de ce corps d'élite ? Examinons notre cœur. En tout cas, pour nous encourager à réaliser ces belles dispositions, considérons les fruits de la parole de Dieu.

III

C'est par la parole de Dieu que tout a été fait et que tout subsiste dans le monde matériel ; c'est par la parole de Dieu que tout se fait dans le monde moral. *Fecit fructum !*

C'est la parole de Dieu qui a fait les nations chrétiennes et a substitué aux horreurs du paganisme les douceurs de la vraie civilisation ; c'est la parole de Dieu qui sanctifie et ennoblit les individus et fait germer, croître et grandir en eux toutes les vertus. *Fecit fructum !*

La parole de Dieu nous éclaire sûrement et vivement sur toutes les vérités qu'il nous importe de connaître touchant nos origines et nos destinées, et les devoirs que nous avons à pratiquer. La parole de Dieu convertit. A moins qu'on ne lui oppose l'obstination, la dissipation ou la lâcheté, elle nous ramène de la voie de l'erreur dans le chemin de la vérité. Plus acérée qu'un glaive à deux tranchants elle pénètre jusqu'au plus intime de l'âme pour y couper impitoyablement toutes les exeroissances de la mauvaise nature. La parole de Dieu console et encourage dans les peines et les épreuves, en nous rappelant que nos souffrances, quelles qu'elles soient, sont une monnaie précieuse qui

paie pour nos fautes et nous achète les gloires ineffables, du paradis. La parole de Dieu est un feu consumant qui nous embrase de charité pour pratiquer la vertu sans relâche, et toujours avec un nouveau courage. *Fecit fructum !*

Et plus nos dispositions à l'entendre sont parfaites plus elle opère avec efficacité.

C'est elle qui purifie et divinise les pensées, les sentiments et les œuvres ; c'est elle qui sanctifie les époux, les veuves et les vierges ; c'est elle qui fait les martyrs, les autres saints qui atteignent à l'héroïsme par la pratique de la vertu, et le commun des fidèles qui suivent les voies ordinaires de la perfection : autant de manières d'expliquer les différents fruits signalés par la parabole. *Fecit fructum !*

Donc, mes frères, que ceux qui ont des oreilles pour entendre entendent bien la parole de Dieu. Particulièrement pendant le carême qui va s'ouvrir, tous, apportons à la divine parole les dispositions que Notre-Seigneur demande de nous. Soyons pleins d'empressement, de recueillement et de bonne volonté ! « Convertissez-vous, dirai-je avec saint Augustin, brisez la dureté de votre cœur avec le fer de la pénitence ; jetez loin du champ de votre âme la pierre des passions ; arrachez les épines des vaines sollicitudes. Point d'obstination, point de dissipation, point d'attaches désordonnées ! soyez tous une bonne terre ! » (Serm. LXXIII.) Ainsi soit-il !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Mgr l'Evêque de Nevers avait demandé la faculté d'autoriser le binage aux fêtes les plus solennelles pour rendre plus facile aux fidèles l'assistance à la sainte messe et la réception de la sainte communion.

Mais la S. C. considérant qu'il n'y avait là qu'une raison d'utilité et non de nécessité fut d'avis qu'il n'était pas expédient d'accorder cette faculté.

Les trois cas où le binage peut être autorisé sont : 1° Lorsqu'un prêtre dessert deux paroisses dont les habitants ne peuvent se réunir pour entendre la messe dans l'une ou l'autre des églises ; 2° lorsque la paroisse se compose de deux groupes assez éloignés l'un de l'autre pour que l'un ne puisse se rendre à l'église où le curé célébrerait ; 3° lorsque la population est assez considérable pour ne pouvoir trouver place en même temps dans l'église.

NIVERNEN.

BINATIONIS

Die 24 Martii 1888.

Compendium facti. Episcopus Nivernensis hæc exposuit : « Cum per annum decurrentem, ab ipso Oratore, S. C. C. preces oblatæ fuerint, ut varia dubia solutionem acciperent et facultates speciales concederentur pro celebratione secundæ missæ in pluribus diæcesis suæ parœciis, ab Emis Patribus ipsi rescriptum fuit : *Ut quatenus non verificentur conditiones in Benedictina Constitutione, sed tantum æquipollentes, pro facultate recurrat.* »

« Ad has igitur obtinendas facultates denuo ad Sanctam Sedem hodie recurritur. Nunc in Diocesi Nivernensi plures sunt parochi, qui missam secundam celebrant tantum in quibusdam festis solemnioribus, ut major facilitas detur fidelibus, sive sacro assistendi, sive sacram communionem majore cum devotione accipiendi : et affirmant parochi hanc secundam missam in hoc utroque casu maximi esse momenti ad conservandam et augendam pietatem in suis parœciis. Quibus rationibus permotus Orator facultatem implorat, ut deinceps in nomine Sanctæ Sedis, eidem parochi sive sacerdoti, secundæ missæ celebrandi licentiam concedere possit in supra memoratis festis solemnioribus. »

Resolutio. Sacra C. Concilii, re cognitâ sub die 24 Martii 1888, censuit respondere : *Non expedire.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Quelle oraison doit-on dire aux messes de *Requiem* dites pour un prêtre ?

R. — Il faut distinguer entre les diverses messes célébrées pour un prêtre. S'agit-il du jour de la mort ou de l'enterrement, ou bien encore de l'anniversaire ? on doit dire l'oraison *Deus qui inter Apostolicos*, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites, le 29 janvier 1752, n. 4223, ad xiv ; et les auteurs donnent la même solution pour le troisième, septième et trentième jour après la mort, bien que le décret de 1752 n'en parle pas.

S'agit-il des autres messes ? Alors on peut prendre *Præsta quæsumus*, qui se trouve dans les oraisons diverses pour les défunts.

Q. — Que pense l'*Ami du Clergé* de la défense faite par Falise, page 554, aux filles de porter aux processions les statues, même celle de la sainte Vierge. Partout je l'ai vu pratiquer ainsi par les Congréganistes. *Quid ?*

R. — Le texte de Falise auquel vous faites allusion n'est pas clair. Le docte liturgiste veut-il parler de toute procession en général, ou bien seulement de processions avec le très Saint-Sacrement ? Il est difficile de le discerner. Voici le passage :

« Aux processions, on peut porter des statues et des images des saints. Cependant à la procession du Saint-Sacrement, cela serait défendu, si on n'avait pour l'autoriser une coutume déjà ancienne et assez générale. Du moins est-il défendu de les faire porter par des filles. Plusieurs évêques et des auteurs qui ne passent pas pour sévères appellent *abus détestable, coutume condamnée*, l'usage de certains lieux où les jeunes filles portent la statue de la Sainte-Vierge. »

Quelle est la défense dont parle Falise ? Est-ce une défense faite par une loi générale de l'Eglise, ou simplement une défense portée par des statuts synodaux, ou par ordonnance épiscopale, ou par quelque concile particulier ? L'auteur n'en dit

rien, et il faudrait le dire, attendu que des règlements locaux ne concernent que les lieux et non toute l'Eglise.

En outre cette défense regarde-t-elle toutes les processions, ou seulement la procession du Saint-Sacrement ? Même incertitude.

Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'il n'y a aucune loi générale de l'Eglise qui défende aux filles de porter, dans les processions ordinaires, la bannière et la statue de la Sainte-Vierge ou des saints : ni même dans les processions du très Saint-Sacrement.

Seulement, dans ces dernières, on doit veiller à ce que les images soient portées en tête de la procession, afin qu'elles soient séparées du Saint-Sacrement par un espace convenable. Ecoutons Innocent XI :

« Licitum est iisdem Regularibus gestare in publicis processionibus cum sanctissimo Eucharistiæ Sacramento reliquias et imagines sanctorum, hoc tamen servato, ut dictæ reliquiæ et imagines portentur in principio processionis inter prima luminaria, ita ut inter ipsas et Sanctissimum Sacramentum sit rationabilis et competens distantia. » (Bref d'Innocent XI en date du 20 mai 1682.)

Voilà la seule règle générale que nous connaissons. On peut porter des reliques et des images aux processions de la Fête-Dieu. Mais Innocent XI ne défend pas aux filles de les porter.

Mais s'il n'existe pas de défense générale, il y a eu en effet quelques prohibitions particulières, par exemple, dans un concile de Malines tenu en 1607 ; dans un concile provincial de Cambrai en 1631 et dans des statuts synodaux de Liège en 1851. Ces conciles et synodes demandent que les reliques et images soient portées par des ecclésiastiques, ou bien s'il n'y en a pas, par des hommes pieux.

Q. — J'ai pour vocable d'église saint Michel. Quand je dis l'office votif des saints Anges le lundi, dois-je faire mémoire de saint Michel ?

R. — Non. Ce point a été décidé en 1887 sur la demande de la Congrégation de la Sainte-Croix et Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ :

« An in suffragiis quæ fiunt in Officio votivo sanctorum Angelorum, Commemoratio sancti Michaelis Archangeli fieri debeat in locis ubi sanctus Anghelus est Titularis Ecclesiæ, et, quatenus *affirmative*, quamam oratio est dicenda ? »

La Sacrée Congrégation répondit : *Negative.* (14 mai 1887.)

La raison n'est pas donnée par la Sacrée Congrégation. Mais elle repose sans doute sur le principe bien connu : *Non bis in idem*. Et en effet, ce n'est pas seulement saint Michel qu'on honore le 29 septembre, mais encore, bien que secondairement, tous les saints anges, comme on peut s'en convaincre en parcourant cette fête.

Q. — A la messe pontificale, les deux diacres assistant doivent recevoir la paix avant le diacre et le sous-diacre

de la messe ; vous l'avez démontré. L'évêque suffragant de la province de Québec, dans son *Cérémonial des Evêques commenté et expliqué*, l'avait nié dans une première édition. Dans une seconde, il partage votre sentiment, mais il s'appuie sur un décret récent, car il dit : « La sacrée Congrégation vient de lever le doute proposé dans cette note. »

Quel est ce décret récent ? Vous ne l'indiquez pas.

R. — Nous pensons que l'illustissime Evêque s'est trompé. Nous croyons qu'il n'en existe pas de récent, et que nous avons cité tous les décrets qui se rapportent à cette question.

Q. — Le mercredi des cendres, je chante la messe à 9 heures, et je fais la bénédiction et distribution des cendres immédiatement avant cette messe. Mais cette heure est trop tardive pour une bonne partie de ma population qui se compose d'ouvriers, et qui pourtant tiendrait à recevoir les cendres. Que pourrais-je faire ?

R. — Nous ne voyons rien qui empêcherait de suivre la méthode suivante. Dès le matin vous pourriez bénir les cendres sans aucune solennité, *privatim*, lisant tout ce qui est marqué au Missel, aspergeant et encensant les cendres, et ajoutant l'antienne *Immutemur habitu* ; puis vous distribueriez les cendres ; après quoi, vous termineriez la cérémonie en disant *Domine vobiscum*, et l'oraison *Concede nobis*.

Cette cérémonie privée ne vous empêcherait pas de la renouveler solennellement à 9 heures. Vous béniriez d'autres cendres avant cette messe paroissiale.

Vous procureriez ainsi à une grande partie de votre population les grâces nombreuses attachées à ces rites si instructifs et si édifiants.

Q. — Il s'agissait d'un enterrement un samedi-saint dans une paroisse annexe. Le curé chargé de l'annexe voulait enterrer après-midi seulement ; mais, menacé d'un enterrement civil si l'on ne donnait pas la messe au défunt, le bon curé fit la cérémonie de l'eau bénite le matin dans sa cure, et réserva sa messe pour l'enterrement qui devait avoir lieu dans l'annexe.

A-t-il bien fait ?

Que devait-il faire ?

R. — Le bon curé a mal fait, parce qu'il a violé plusieurs règles liturgiques.

Il ne pouvait célébrer la messe que dans l'office même du samedi-saint et pour cet office. En séparant la messe du reste de l'office, il ne pouvait plus la célébrer.

De plus, il y a pour les funérailles des règles spéciales à observer pendant les trois derniers jours de la semaine sainte. On devrait, ou les remettre à plus tard, ou les célébrer sans solennité, sans chant, à voix basse. On ne peut naturellement les célébrer avec la messe qui n'est pas permise ces jours-là en dehors de l'office public. On pourrait toutefois les célébrer avec chant après-midi, et de préférence sur le soir. Le bon curé a mal fait de ne pas observer ces règles.

Que devait-il faire ? Accorder ce qu'il pouvait, savoir : 1^o de faire solennellement les obsèques le samedi-saint dans l'après-midi ; 2^o de disposer

en faveur du mort de son intention qu'il n'est pas tenu ce jour-là d'appliquer à sa paroisse. Si l'église annexe a des fonts baptismaux, il aurait pu, à la rigueur, faire dans cette église l'office du samedi-saint. Mais, à quoi bon ce déplacement, puisque la messe ne pouvait servir pour les funérailles et que le corps ne pouvait être présent ?

Si la famille du mort refusait d'accepter ce que le curé pouvait offrir et exécutait sa menace de l'enterrement civil, il fallait la laisser faire. Le mort y perdait le fruit des prières de l'Eglise ; mais l'enterrement civil ne pouvait rien changer à la sentence portée par Dieu sur lui au moment de sa mort. La famille n'y gagnait que du ridicule. La paroisse aurait plus gagné en édification qu'elle ne pouvait perdre par le scandale d'un enterrement civil. Les enterrements civils peuvent nuire au bien spirituel en diminuant le respect des morts et l'estime pour les cérémonies de l'Eglise. Un premier enterrement civil, s'il ne tombe pas sous le ridicule, ou sous la réprobation des honnêtes gens, peut en susciter un second et accoutumer les fidèles à ce spectacle. Mais ce sont là des dangers secondaires. C'est un mal plus grand de laisser croire que les choses saintes et les règles de l'Eglise sont à la merci du premier venu qui viendra, la menace à la bouche, exiger ce qu'il n'a pas même le droit de demander. C'est un mal plus grand de donner à penser que le clergé est prêt à tout livrer dans la crainte de perdre une cérémonie et les émoluments qu'elle lui assure : car voilà ce que le gros public pensera de sa condescendance en pareil cas. L'honneur de l'Eglise et le respect des choses saintes nous semblent mieux assurés par l'observation des lois de l'Eglise, que par ces concessions irrégulières.

Est-il nécessaire de faire observer que désapprouvant en elle-même la conduite du curé, nous n'incriminons pas ses intentions et que nous ne frappons sa personne d'aucune condamnation ?

Q. — 1^o Quelle est la nature de l'obligation de croire à la béatitude actuelle des Saints ou des Bienheureux canonisés ou béatifiés par l'Eglise catholique ? Quel péché ferait un chrétien qui n'y croirait pas ?

2^o Quelle est l'obligation précise de l'entretien de la lampe devant le Saint-Sacrement ? Quel intervalle d'omission ferait une faute grave ?

R. — Ad I. Entre la canonisation et la béatification des saints, il y a quelques différences qui ne permettent pas de traiter en même temps de l'une et de l'autre. La principale consiste en ce que la canonisation est le jugement définitif de l'Eglise sur la sainteté de celui qu'elle canonise, ce que n'est pas encore la béatification, après laquelle la cause est reprise en entier. Nous traiterons de la canonisation tout d'abord, puis de la béatification.

La canonisation des saints est un objet qui fait partie du magistère de l'Eglise. Elle ressort du privilège de l'infaillibilité. C'est le sentiment à peu près unanime des théologiens. Et en effet,

l'objet de l'infailibilité. s'étend à tout ce qui concerne la foi et les mœurs. Or la canonisation des saints porte sur un objet qui appartient à la foi et aux mœurs : *aux mœurs*, car le décret de canonisation impose au culte religieux du monde chrétien le saint canonisé, et rien n'appartient plus aux mœurs que ce qui concerne le culte divin ; — *à la foi*, car la canonisation a un rapport intime avec deux articles du symbole.

Elle a un rapport intime avec le douzième article : Je crois « la vie éternelle », car la canonisation d'un saint contient une double définition dans le domaine de cet article : la première, qui regarde le *droit*, savoir, que les vertus constatées dans la vie du saint canonisé sont telles qu'elles méritent la vie éternelle ; la seconde, qui regarde le *fait*, savoir que ces vertus ont réellement été pratiquées par le saint et lui ont fait obtenir effectivement la vie éternelle. En donnant, comme nous le devons, notre adhésion à la sentence de canonisation, nous adhérons à la doctrine de l'Eglise sur la vie éternelle, en tant qu'elle est méritée et obtenue par les vertus qu'on attribue au saint canonisé, et en tant qu'elle est actuellement possédée par ce saint.

Elle a encore un rapport intime avec le neuvième article du symbole : Je crois « la communion des saints », soit parce que la canonisation d'un saint nous fait savoir avec certitude qu'il est un membre vivant du corps mystique de Jésus-Christ dans lequel se réalise la communion des saints ; soit parce que ce jugement de l'Eglise excite les fidèles à mettre leur espérance dans l'intercession du saint canonisé et à recourir à ses bons offices auprès de Dieu : ce qui appartient à la communion des saints par laquelle les biens de l'un deviennent le patrimoine du corps entier auquel il profite.

La canonisation des saints est donc l'exercice du magistère infailible de l'Eglise. De là cette conséquence qu'il y a pour tous les fidèles obligation d'accepter ce jugement. Et, comme ce jugement déclare que tel saint est reçu dans la gloire, il y a obligation d'admettre que tel saint est effectivement en possession de la gloire. Cette obligation, par elle-même, est grave à cause de la gravité de son objet et du jugement porté par l'Eglise.

Mais de quelle *nature* est cette obligation ? Est-ce une obligation de foi divine catholique, ou une obligation de pure obéissance à l'Eglise en tant qu'elle a droit de commander, ou quelque autre obligation qui tienne le milieu entre la foi divine catholique et l'obéissance pure et simple à l'Eglise ? C'est là une des questions les plus difficiles à résoudre. Nous devons croire de foi divine catholique les vérités que Dieu a révélées et que l'Eglise propose à notre foi. Pour qu'une vérité doive être crue de foi divine catholique, la première condition est qu'elle soit révélée. Quand elle est révélée en elle-même explicitement, il n'y a aucune difficulté : elle doit être crue de foi divine. Mais quand elle n'est pas révélée en elle-même, qu'elle n'est

révélée qu'implicitement, qu'elle se trouve seulement comprise dans une autre qui est révélée, est-elle encore l'objet de la foi divine ? C'est là que les théologiens multiplient les distinctions sans arriver à se mettre entièrement d'accord, bien qu'ils s'entendent complètement sur les applications les plus importantes des principes qu'ils établissent.

Une vérité peut être contenue dans une autre vérité révélée ou formellement ou virtuellement. Elle l'est formellement si les deux vérités sont tellement liées l'une à l'autre qu'on ne puisse nier ou affirmer l'une sans nier ou affirmer l'autre par le fait. Ainsi dans cette proposition révélée : « Le Verbe s'est fait homme », se trouve comprise formellement cette autre : « Le Verbe a pris un corps humain, une âme humaine avec les facultés humaines ». On ne peut affirmer la première sans la seconde ; on ne peut nier la seconde qu'on ne nie la première. — Elle est virtuellement contenue dans une vérité révélée quand elle est tellement liée à la vérité révélée que, pour en montrer le lien, il faut employer une troisième proposition qui fait l'office d'une mineure entre la vérité révélée en elle-même explicitement, qui est la majeure, et la vérité révélée implicitement, qui est la conclusion du syllogisme. Ainsi en est-il de la sainteté et de la félicité actuelle du saint canonisé. Il est révélé en soi et explicitement que la vie éternelle appartient à quiconque l'a méritée par la pratique de la vertu jusqu'à la fin. Que tel saint, par exemple saint Benoît-Joseph Labre, soit en possession de la vie éternelle, c'est une conclusion liée à la vérité précédente au moyen de cette mineure : Or saint Benoît-Joseph Labre a mérité la vie éternelle par la pratique de la vertu jusqu'à la fin.

Tous les théologiens accordent que l'on doit croire de foi divine les vérités *formellement* contenues dans les vérités explicitement révélées, et les croire de foi divine catholique quand elles sont proposées par l'Eglise à notre croyance.

Mais ils sont partagés sur les deux questions suivantes : Quelles sont les vérités *formellement* révélées ? et : Doit-on croire de foi divine les vérités *virtuellement* révélées ? Ceux qui excluent de la foi divine les vérités virtuellement révélées se montrent généralement plus larges que les autres pour les vérités formellement révélées, de telle sorte qu'ils mettent au nombre de ces dernières des vérités que d'autres disent virtuellement révélées. Dans l'application le désaccord est moindre qu'il ne semble être au point de départ.

Sans entrer dans un exposé qui dépasserait de beaucoup les limites ordinaires de nos consultations, nous dirons qu'il est bien difficile de ne pas admettre les vérités virtuellement révélées au nombre de celles que l'on doit croire de foi divine. Car elles sont vraiment contenues dans les vérités révélées : elles en font partie ; elles ont la même qualité d'être révélées ; elles doivent en conséquence être crues de la même manière. La mi-

neure qui fait voir leur liaison avec la vérité où elles sont contenues n'amoindrit pas leur caractère divin ; elle ne sert qu'à nous le faire clairement apercevoir.

A supposer qu'on rejette cette opinion pour admettre le sentiment des théologiens qui ne regardent comme objet de la foi divine que les vérités formellement révélées, il faudra admettre aussi avec eux qu'une vérité déduite d'une autre qui est révélée en elle-même, est cependant formellement révélée dans quelqu'un des cas suivants : 1^o lorsque cette conclusion importe à la foi ou à la discipline de l'Eglise, et tel est le cas de la canonisation d'un saint ; 2^o quand la liaison entre le principe et la conséquence, bien qu'établie à l'aide d'une mineure de fait, est tellement certaine qu'on ne puisse la nier : c'est encore le cas pour la canonisation d'un saint ; 3^o quand le principe révélé n'a d'importance que par les conclusions qu'il entraîne : ainsi cette vérité révélée que le successeur de saint Pierre est le chef de l'Eglise, n'a d'importance que par ces propositions particulières : Léon XIII qui est successeur de saint Pierre, est le chef de l'Eglise ; Pie IX de même, etc. ; or, le principe que tout homme qui pratique jusqu'à la fin les vertus chrétiennes est sauvé, n'a d'importance que par les applications ou conséquences individuelles.

De ce qui précède, nous devons conclure qu'il est fort probable et presque certain que la sainteté et la félicité actuelle du saint qui sont l'objet du décret de canonisation, doivent être crues de foi divine catholique. Conséquemment celui qui les nierait, serait fort probablement et presque certainement hérétique.

A supposer qu'il n'en soit pas ainsi, le caractère de révélation que revêt la proposition virtuellement révélée et la proposition solennelle que fait l'Eglise de la félicité actuelle du saint canonisé, font que la foi y est intéressée de plusieurs manières, savoir : 1^o sur le fond même du décret qui explique et applique à un cas particulier les données du principe révélé, et 2^o sur l'acte par lequel l'Eglise use de son magistère infaillible pour porter ce décret. Si donc, ce que nous n'admettons pas, on ne péchait point par hérésie en niant la félicité d'un saint canonisé, on commettrait néanmoins un péché contre la foi et dont la malice approcherait plus ou moins de celle de l'hérésie.

Voilà pour les saints canonisés. Pour ceux qui ne sont que béatifiés, certains auteurs assimilent le jugement de l'Eglise à celui de la canonisation : dans ce sentiment, ne pas croire à la félicité d'un bienheureux serait de même espèce que ne pas croire à celle d'un saint canonisé. Mais plus probablement, on doit mettre une différence entre ces deux jugements, celui de la béatification n'étant pas définitif : dans ce sentiment, en niant la sainteté d'un bienheureux, on ne pécherait pas par hérésie ; mais on pécherait néanmoins contre la foi par une témérité coupable : contre la foi, parce

qu'il y a dans la béatification des saints la préparation d'un jugement concernant la foi, préparation faite par l'autorité de laquelle relèvent les choses de la foi ; par une témérité coupable, parce que nul n'a droit de juger en cette matière, de juger contre le juge divinement établi, et de juger sans avoir le moyen d'asseoir un jugement sur une base solide.

Ad II. L'obligation d'entretenir la lampe du saint Sacrement est grave. Ainsi l'affirment tous les auteurs. Ainsi le fait entendre l'Eglise par ses règlements sur la matière et par le refus de dispenser sur ce sujet.

Pour qu'il y ait péché mortel, il suffit que l'intervalle soit notable. Le sentiment de saint Alphonse suivi par la plupart des théologiens, est que, pour matière gravé, il suffit d'un jour, de telle sorte que le prêtre à qui il appartient d'entretenir la lampe, fait un péché mortel si, par négligence coupable, il laissait la lampe éteinte pendant une journée, ou, comme l'ajoute Busebaum que transcrit saint Alphonse, pendant quelques nuits. (Op. mor. l. 6, n^o 248. Cf *Analecta* ser. 4, p. 1306).

Q. — Prière à l'Ami du Clergé de me dire si je n'ai pas lu dans une de ses livraisons que le Saint-Siège a formellement défendu des reliquaires renfermant des reliques de saints. C'est une question pratique pour certaines personnes pieuses. Ainsi on dispose, avec un vrai goût du reste, des cadres, de petits médaillons dans lesquels on place, avec autorisation, une ou plusieurs parcelles de reliques authentiques, puisqu'on y voit le sceau de l'Ordinaire, et à raison du travail comme de la valeur matérielle de ces reliquaires, on tire un petit bénéfice de la vente du médaillon, que l'acheteur lui-même est heureux de se procurer parce qu'il renferme une relique de saints.

R. — L'Eglise défend la vente des reliques elles-mêmes, comme on peut le voir au livre III des Décrétales, tit. XLV, et dans le Concile de Trente, sess. XXV, *De invocatione, veneratione, et reliquiis sanctorum, et sacris imaginibus*. Les auteurs reconnaissent cependant qu'il est permis d'acheter les reliques, lorsqu'il s'agit de les soustraire aux mains des infidèles ou des hérétiques. « Nec vendi nec emi possunt servorum Dei reliquiæ. Exceptio fit nisi redimi debeant e manibus infidelium vel hæreticorum. Thesaurus *De pœnis ecclesiasticis*, v^o *Reliquiæ*, c. 1^{re}. »

Quant aux reliquaires eux-mêmes, il est permis, d'après le droit commun, d'en réclamer le prix : « Pro capsâ et ornatu reliquiarum recte pretium petitur ². »

Tel est le droit commun. Léon XIII, pour des causes particulières, a modifié ces dispositions par deux décrets : l'un daté du 21 décembre 1878, émane de la Sacrée Congrégation des Indulgences et des Reliques ; l'autre fut adressé sous forme de lettre, aux évêques du monde entier, par le car-

¹ Santi, *Prælectiones juris canonici*, lib. III, tit. XVI, n. 3.

² Grandclaudé, *Jus canonicum*, t. II, p. 573.

dinal Monaco, vicaire de Sa Sainteté, le 17 janvier 1881.

Nous avons donné le premier dans l'*Ami du Clergé*, 1^{re} année, p. 255. Nous le donnons encore ici pour ceux qui n'auraient pas cette série.

1878, 21 decembris.

Reliquiæ neque emantur, neque vendantur.

Cum sanctorum Martyrum et aliorum cum Christo viventium sancta corpora, quæ viva membra fuerunt Christi et templum Spiritus Sancti, a fidelibus veneranda sint, multa enim beneficia per ea a Deo hominibus præstantur, ut eorum venerationi consulatur, utque omnis turpis quæstus eliminetur, non semel leges ecclesiasticæ, sed et civiles latæ fuerunt. Siquidem cap. 3 Cod. De sacrosanctis ecclesiis statutum fuit : *Nemo martyres distrahat, nemo mercetur.*

Jam vero abhinc nonnullis annis, suffragantibus rerum ac temporum adjunctis, abusus irrepit, ut homines catholicæ fidei osores et turpis lucri avidi sacras reliquias undequaque exquisitas et arreptas et authenticitate pollentes, Romæ potissimum, magno fidelium et maxime advenarum scandalo, vendere non erubescant.

Id cum Sanctissimo D. N. Leoni PP. XIII innoverit, Eadem Sanctitas sua volens hinc malo occurrere, et simul sacrarum Reliquiarum, quantum fieri potest, recuperationi studere, sacrorum canonum statutis inherens, districte præcepit, ne Christifideles, sub quolibet prætextu, etiam redimendi sacras Reliquias et Sanctorum exuvias, licet capsula reconditas et sigillo munitas, tam in urbe quam extra, emere aut mercari præsumant.

Insuper mandavit, ut quicumque sacras Reliquias, quæ venales prostent, invenerit, Locorum Ordinarios commoneat, quorum intererit opportune providere.

Hoc propterea decretum idem SS^{mus} D. N. fieri et publicari mandavit.

Datum Romæ die 21 decembris 1878.

Voici l'autre document. Nous en donnons la traduction.

Illustrissime et Révérendissime seigneur,

Il y a déjà près de vingt ans que l'on n'a retiré des cimetières romains appelés Catacombes aucun corps des saints martyrs pour l'exposer, avec une autorisation légitime, à la vénération des fidèles. Aussi n'a-t-on pu, à cause de cela, satisfaire aux pieux désirs d'un grand nombre de personnes qui sollicitaient des corps de martyrs. Mais dans ces dernières années, des religieux et des religieuses ayant été chassés de leurs monastères, il arriva qu'un grand nombre d'églises furent détruites ou sécularisées ; et les reliques des saints, tirées autrefois des cimetières et déposées dans des châsses de bois, qui se trouvaient soit dans l'intérieur des monastères, soit sous les autels, furent vendues publiquement en Italie avec le mobilier des églises.

Et il se trouva des hommes étrangers à la foi et même des chrétiens pires que les infidèles, pour les acheter dans l'espérance du gain, et pour en former comme une sorte de monopole.

Aussitôt que Notre Saint-Père le pape Léon XIII eut connaissance de cet exécrationnable commerce, il voulut détourner de leur entreprise vendeurs et acheteurs par le décret que publia, d'après ses ordres, la Sacrée Congrégation des Indulgences, le 21 décembre 1878. Malgré cela, et c'est un fruit de la perversité des temps, ces hommes, qui ne recherchent que l'argent et négligent leurs âmes, ne reconnaissant plus dans le Souverain Pontife une puissance capable de les détourner d'un commerce aussi criminel, continuèrent à se livrer avec plus d'ardeur, mais en secret, à leur entreprise coupable.

Pendant ce temps, un grand nombre de fidèles ignorant le décret, et inspirés par l'amour de Dieu et de la religion, persuadés qu'ils faisaient une bonne œuvre en arrachant les reliques des martyrs des mains des impies, rachetèrent, même à des prix élevés, les châsses où elles se trouvaient, et les apportèrent à Rome, à la chambre des Reliques, pour en faire constater l'authenticité.

On retrouvait dans quelques-unes les lettres authentiques délivrées autrefois ; d'autres en étaient dépourvues ; mais toutes présentaient des décors qui leur donnaient une apparence d'antiquité que venaient confirmer d'autres indices. On garda les châsses et on procéda à un examen attentif ; pour toutes celles pour lesquelles on conçut des doutes, on en porta le contenu dans les catacombes. Il est certainement regrettable que plusieurs de ces reliques, achetées à Rome même, aient été emportées au loin, sans avoir été soumises à l'examen du cardinal vicaire de Rome, qui a seul le droit de porter un jugement juridique sur les reliques extraites des cimetières des premiers chrétiens, qui entourent la ville : on espérait peut-être obtenir l'approbation des évêques de ces contrées éloignées.

Comme ce commerce sacrilège était pour ces hommes pervertis une source avantageuse de bénéfices, ils imaginèrent une nouvelle fraude. Ils firent fabriquer des châsses de même forme que les authentiques, avec des reliques fictives et des décors copiés sur les anciennes, auxquelles elles étaient absolument semblables ; ils ne craignirent pas de confectionner de la même manière et avec le même soin des lettres authentiques et parvinrent ainsi à en tromper plusieurs. Il n'a pas toujours été possible de découvrir ces tromperies et ces fraudes ; il est même à craindre que les employés eux-mêmes de la chambre des reliques, trompés par la ruse, n'aient été victimes de la fourberie des faussaires. Aussi aujourd'hui fait-on une enquête sévère pour découvrir les auteurs de ce crime et leurs complices. En attendant, le Souverain Pontife m'a chargé d'avertir les évêques de tenir généralement comme suspects les

corps des martyrs que l'on dit tirés des anciens cimetières des chrétiens à Rome, bien qu'on les donne comme ayant été reconnus par des prélats, et de ne pas les laisser exposer à la vénération des fidèles avant d'avoir obtenu de nouvelles instructions sur la conduite à tenir à leur égard.

Comme il s'agit d'une affaire de grande importance, elle la recommande à la prudence de Votre Grandeur, à laquelle...

Donné à Rome, au Palais du Vicariat, XVI kal. feb. 1881.

Ces documents sont assez explicites pour nous dispenser de tout commentaire historique. Tirons les conclusions :

Aujourd'hui il est défendu à tous les fidèles, aussi bien à Rome qu'au dehors, de vendre ou d'acheter des reliques, même renfermées dans des châsses et munies d'un sceau ; quiconque sait où se trouvent des reliques à vendre, doit prévenir l'Ordinaire du lieu, à qui il appartient de prendre les mesures nécessaires.

La pratique qu'on nous signale dans la demande tombe-t-elle sous cette défense ? Nous pensons que non. Il s'agit, en effet, d'une dérogation au droit commun, et cette dérogation doit être interprétée strictement, puisqu'elle aggrave la loi. Elle défend de vendre ou d'acheter des reliquaires renfermant des reliques sans l'autorisation de l'Ordinaire. Mais ici le cas n'est plus le même. Il s'agit de reliques véritables que des personnes autorisées par l'évêque diocésain enchâssent dans de petits reliquaires, et qu'elles cèdent à des tiers, ne réclamant, comme salaire, qu'un prix égal à la valeur matérielle du travail et des reliquaires. On rentre donc dans le droit commun, qui autorise à exiger une somme d'argent *pro capsâ et ornatu reliquiarum*. D'ailleurs il y a la permission de l'évêque réclamée par le décret de la Sacrée Congrégation des Indulgences.

Q. — Pourriez-vous dire ce qu'on entend par Indulgences attachées à la couronne d'Espagne et quelles sont ces Indulgences ?

R. — Il est question de la couronne d'Espagne, au témoignage du P. Chéry, dans le sommaire des Indulgences de la confrérie du Rosaire, publié par ordre de Pie IX, le 18 septembre 1862.

« Si vero integrum Rosarium recitabunt, omnes consequentur indulgentias, quæ in Hispania conceduntur Coronam B. Virginis Mariæ recitantibus ¹. »

Cette disposition est empruntée au sommaire publié par Innocent XI, comme l'indiquent les mots *Cap. III n° 11*, qui suivent ce paragraphe. Innocent XI s'exprime ainsi, à l'endroit cité :

« Undecimo Clemens IX denique in Brevi *Exponi Nobis*, die 22 feb. 1668, elargitur confratribus confraternitatum erectarum et erigendarum in

futurum in Indiis regi Hispaniarum subjectis integrum rosarium recitantibus omnes et singulas indulgentias quibus ex apostolica concessione fruuntur omnes Christi fideles in regnis Hispaniæ recitantes Coronam Beatissime Virginis ¹. »

En parcourant ce bref *Exponi Nobis* ², on voit que Clément IX n'a fait qu'étendre aux confréries des colonies espagnoles la faveur que Paul III avait accordée à tous les fidèles d'Espagne, *vivæ vocis oraculo*, le 3 juin 1542.

« Notum vobis facimus quod hodie Sanctissimus... concessit... quatenus universi Christifideles, in cunctis regnis Hispaniæ degentes et commorantes, qui Rosarium seu Psalterium ipsius B. V. Mariæ recitaverint, quoties illud integrum recitaverint, toties easdem indulgentias et peccatorum remissiones consequantur, quas auctoritate apostolica eis concessas consequuntur Coronam B. Mariæ Virginis recitantes ³. »

Il résulte de ces documents : 1° Que tous les fidèles *in cunctis regnis Hispaniæ degentes et commorantes*, gagnent par chaque récitation du Rosaire, *toties quoties*, les mêmes indulgences qu'ils gagneraient en réchant *Coronam B. M. Virginis* ; 2° que les confrères du rosaire de toutes les parties du monde gagnent en réchant le rosaire les mêmes indulgences qui sont attachées en Espagne à la récitation de la couronne de la B. Vierge Marie. Telles sont les conclusions qui découlent des bulles concernant le rosaire.

Deux points sont à élucider, précisément les deux de la question : 1° Que faut-il entendre par la Couronne de la B. V. Marie ? Et quelles indulgences sont attachées pour l'Espagne à la récitation de cette couronne.

« On appelle couronne de la Bienheureuse Vierge, dit le P. Chéry, un chapelet composé de grains égaux en nombre aux années que l'auguste mère de Dieu a passés sur la terre. Comme il y a deux grandes opinions sur ce point, que les uns croient que Marie a vécu soixante-trois ans, les autres soixante-douze, il y a aussi deux sortes de couronnes, l'une de soixante-trois grains, l'autre de soixante-douze. La première fut inventée par une pieuse dame anglaise, Ada, épouse de Théodoric d'Avesnes, qui vivait sur la fin du VIII^e siècle (vers 790). Elle avait l'habitude de réciter tous les jours en l'honneur de Marie soixante *Ave Maria*. On croit, sans trop de fondement, que Pierre l'Ermite prêcha cette dévotion aux peuples, afin d'attirer le succès sur les armes des croisés ⁴. »

Le P. Chéry ne cite aucune indulgence dont cette pratique ait été honorée, et nous n'en connaissons personnellement aucune. Il est donc probable qu'il ne s'agit pas de cette couronne dans les documents pontificaux.

¹ Innocent XI, const. *Nuper pro parte*, 31 juillet 1679, *Bullaire du Rosaire* publié par le P. Chéry, *La théol. du Rosaire*, t. II, p. 281.

² Ibid p. 259.

³ Ibid p. 118.

⁴ *La théologie du Rosaire* t. II, p. 118.

¹ *Rescripta auth. S. C. Ind.* Ed. Pastet. p. 422, § VII, n° 2.

« La seconde couronne, ajoute le P. Chéry, suivant le récit de Wadding (Ann. Ord. Min., tom X, année 1422, p. 61), fut enseignée par la Bienheureuse Vierge elle-même à un pieux novice de l'ordre de Saint-François. Elle lui apprit à réciter chaque jour une couronne de sept dizaines en l'honneur de ses sept allégresses. On y ajoute ensuite deux *Ave Maria*, afin d'honorer en même temps les soixante-douze années de la vie de Marie et un troisième *Ave* à l'intention du Souverain Pontife.

« Léon X, le 19 janvier 1517, accorda une indulgence plénière pour la récitation de cette couronne de la B. V. Marie. »

Ainsi donc pour le P. Chéry, la couronne de soixante-douze *Ave Maria* enseignée par la B. V. Marie à un novice des Frères Mineurs est bien ce que l'on entend par la couronne d'Espagne, et il y a une indulgence plénière attachée par Léon X à la récitation de cette couronne, indulgence que peuvent gagner tous les membres du rosaire en récitant le rosaire entier. C'est ce qu'on peut déduire des passages suivants de la *Théologie du Saint-Rosaire*, t. I, p. 362, note 1 : « Léon X, le 17 janvier 1517, accorda une indulgence plénière pour la récitation de la couronne d'Espagne; » t. II, p. 448 : « Indulgence de la couronne d'Espagne (laquelle indulgence est plénière) pour la récitation des quinze dizaines. »

Nous admettons bien l'identité de la couronne de la B. V. Marie dont il est question dans les bulles avec la couronne dont parle Wadding. Quant aux indulgences, nous pensons qu'il y a erreur.

Il s'agit évidemment de la *couronne séraphique* des Franciscains. Le P. Hilaire la nomme *corona seraphica*¹, d'autres la *Couronne de la Madone*, ou bien la *Couronne des Franciscains* ou enfin la *Couronne des Sept Allégresses*². Ferraris la désigne sous le nom de *Corona B. M. V.*³ : c'est la même expression que dans les bulles citées plus haut.

Léon X attacha une indulgence plénière à la récitation de cette couronne. Cette indulgence, supprimée par Paul V en 1606, fut restituée par le même pape, le 8 juin 1608, sur la demande du P. Louis de Saint-Jean l'évangéliste; elle fut confirmée par le Pape Innocent XI dans le bref *Exponi nobis* du 15 mai 1688 et récemment par le Pape Pie IX. Selon Ferraris, elle était accordée, non pas à tous les fidèles, mais aux frères et aux sœurs de l'ordre des Mineurs, et par communication, aux Tertiaires et aux Cordigères. Aujourd'hui cette communication est refusée même aux Tertiaires, comme on le voit pas une décision de la S. Congrégation des Indulgences du 12 juin 1884.

Le *Manuel du Tiers-Ordre* que nous avons cité tout à l'heure constate que les Pontifes romains

accordèrent diverses indulgences à ceux qui récitaient cette couronne, en dehors de l'indulgence plénière, *qui était pour les Franciscains seuls*.

Comme conclusion, nous croyons que, sous le nom d'indulgences de la couronne d'Espagne, il faut entendre des indulgences spéciales à l'Espagne pour la récitation de la couronne franciscaine. Nous ignorons quelles sont ces indulgences; mais nous pensons que le P. Chéry, en parlant d'une indulgence plénière accordée par Léon X, le 17 janvier 1517, fait une confusion. Nous accueillerons avec plaisir les documents que pourraient nous fournir nos lecteurs pour trancher définitivement cette question.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Permettez-moi de vous rappeler une parole écrite par le rédacteur des questions de jurisprudence civile ecclésiastique dans le n° 3 de la présente année : « ... nous nous préoccupons, et beaucoup, des lois canoniques relatives aux aliénations et aux locations des biens ecclésiastiques... et nous en donnerons la preuve dans un prochain numéro, en citant l'extravagante *Ambitiosæ* renouvelée par la constitution *Apostolicæ sedis* de Pie IX, en examinant si elle a force de loi en France, dans quelle mesure et dans quelles conditions, et enfin, si les lois civiles sont véritablement un obstacle insurmontable à son exécution parmi nous, et si l'on ne pourrait pas les exécuter quand même, soit en recourant à Rome *totiès quotiis*, soit en demandant des Indults perpétuels ou temporaires. »

Ces diverses questions ont pour moi un intérêt particulier, et je serais très heureux de les voir traiter le plus tôt possible.

R. — Nous sommes tout disposés à tenir parole, et d'abord, nous résumerons en quelques lignes, à cause de son excessive longueur, l'extravagante *Ambitiosæ* de Paul II, qui, surtout, régit cette question.

Que prescrit Paul II ? — Cinq choses : 1° il confirme ; 2° il innove ; 3° il excepte ; 4° il annule ; 5° il punit.

1° Il confirme l'ancien droit touchant l'aliénation des biens ecclésiastiques, cet ancien droit qui veut qu'on n'y procède jamais sans une cause juste et les formalités requises.

2° Il innove, en ce sens qu'outre les formalités prescrites par le droit ancien, il réclame de plus le consentement du chef de l'église.

3° Il excepte trois cas dans lesquels l'aliénation est valide sans le consentement du Pontife romain : le premier, c'est celui de la location *intra triennium* ; le second, c'est celui du bail amphytéotique, soit passé dans certaines conditions permises par le droit, soit regardant certains biens loués ainsi, depuis les temps anciens, et d'une évidente utilité pour les établissements intéressés ; le troisième cas excepté, est celui de l'aliénation de biens qui ne peuvent être conservés, *quæ servando servari non possunt*.

¹ *Liber Tertii Ordinis*, p. 377.

² *Manuel du Tiers-Ordre*, Poussielgue, 1873, p. 194.
³ *Vº Indulgentia*, art. v, n° 10.

4^o Paul II annule tous les contrats et toutes les dispositions faites autrement.

5^o Il punit soit les contrats passés contrairement à ces prescriptions, soit les personnes contractantes. (FILLIUCIUS, tract. XLIV, de alienat. rer. eccl'es. cap. 1.) (1^{er} mars 1468.)

Cette extravagante a été renouvelée par la constitution *Apostolicæ sedis* de Pie IX en date du 20 novembre 1869. Tel est le double document auquel il faut se reporter pour avoir actuellement la vraie doctrine catholique sur l'aliénation ou la vente des biens ecclésiastiques, et duquel il ressort, sauf les exceptions indiquées, qu'il est absolument défendu d'aliéner les immeubles ecclésiastiques proprement dits, maisons, champs, vignes, etc., les immeubles improprement dits, appelés par le droit civil *incorporels* comme les servitudes, les revenus annuels, les droits et les actions sur les immeubles; les meubles précieux, c'est-à-dire tous les objets qui font partie de ce qu'on appelle le trésor de l'église; tout ce qui est remarquable par l'art, la rareté, le prix. Le cardinal de Luca (*de alienat. disc. n. 20*) excepte les sommes d'argent qui sont placées sur l'Etat, et Bouix pense de même pour les sommes placées sur les chemins de fer et autres administrations semblables. Il y a une grande variété d'opinions sur la classification des meubles et immeubles qui sont soumis ou non soumis à l'autorisation préalable du souverain Pontife. Notre but n'est pas d'établir ces distinctions en ce moment, nous réservant de répondre particulièrement à chaque question qui nous serait posée, pas plus que de déterminer les raisons à produire pour obtenir l'autorisation pontificale; car elle n'est pas accordée sans motifs.

Ce qu'il nous faut examiner spécialement, c'est la force de la loi canonique vis à vis de notre pays. L'extravagante de Paul II et la constitution de Pie IX obligent-elles en dehors de l'Italie? A-t-on pu prescrire contre elles par une coutume contraire?

De nombreux auteurs soutiennent qu'aucune coutume contraire ne peut légitimement prescrire la loi pontificale, parce qu'elle est universelle et qu'elle est munie d'une clause dérogeant ou s'opposant à toutes les coutumes contraires :

Suivant Benoît XIV, la plupart des docteurs affirment que la constitution *Ambiliosa* oblige là même où elle ne serait pas reçue ou observée (*de syn. diœc. lib. XII, ch. VIII, n. 9.*) Le savant pontife rapporte l'exemple de saint Charles Borromée, qui, ayant trouvé dans son église de Milan, l'usage de ne pas tenir compte de la constitution Pauline, consulta le chef de l'Eglise, qui l'engagea à s'y conformer et à la mettre en vigueur : ce que fit immédiatement le saint archevêque. (*Ibid.*)

La sacrée Congrégation du Concile s'est aussi prononcée plusieurs fois contre la coutume contraire à la prohibition, notamment le 1^{er} juillet 1647 et le 13 novembre 1655.

Cependant, nous devons dire qu'il y a des canonistes, entr'autres Reiffenstuel et Bouix, qui sont

d'une opinion contraire; ils pensent qu'on peut prescrire contre la susdite décrétale par une coutume légitime. Après les autorités citées plus haut, la question nous paraît jugée, d'autant plus que Bouix n'affirme son sentiment qu'avec crainte et en recommandant de consulter le Saint-Siège.

On a formulé une objection relative à notre pays. On dit : de fait l'usage existe chez nous de ne pas consulter le Saint-Siège, et, puisque cet usage paraît légitime à quelques-uns, pourquoi ne pas en user, et d'autant plus que le recours à Rome est difficile et entraîne des retards.

Nous ne savons pas si le fait avancé est aussi certain qu'on veut bien le dire; pour notre part, nous connaissons bon nombre de diocèses où le droit canon n'est pas une lettre morte et où l'on a soin de le suivre, au contraire, chaque fois qu'il y a possibilité matérielle, et c'est ici le cas.

Quant à l'objection elle-même, Téphany donne la bonne note, comme il la donne généralement en tout. Voici comment il y répond : ... Le recours aux congrégations romaines n'est pas aussi difficile aujourd'hui qu'autrefois, puisque les communications sont facilitées partout par les voies ferrées. Une lettre arrive des points les plus éloignés de la France à Rome en quatre jours. Quant aux retards que subissent les affaires dans les congrégations romaines, ils ne sont pas aussi longs qu'on se plaît à le dire communément. D'abord il y a des affaires qui demandent de longues études, diverses recherches : on comprend que celles-là restent un temps assez notable dans les bureaux. Mais il y a d'autres affaires qui sont d'une expédition plus facile, parce qu'elles ont déjà été étudiées suffisamment par les Ordinaires des lieux; eh bien, ces affaires ne chôment pas dans les bureaux de la cour romaine : nous pouvons parler ici en connaissance de cause, puisque, pendant de longues années, nous l'avons expérimenté. Les suppliques adressées au Souverain Pontife pour les dispenses matrimoniales et les diverses autres causes restaient rarement plus de six semaines sans réponse; souvent elles revenaient exaucées au bout d'un mois ou cinq semaines. Il faut avouer que c'est faire vite les choses et qu'il ne faut pas trop se plaindre.

Mais, à supposer que l'on mit à Rome plusieurs mois, avant d'exaucer les suppliques, nous ne serions pas encore en droit de nous plaindre, si nous nous taisions sur les longs retards que subissent en France les affaires de nos Fabriques dans les bureaux du ministère des Cultes, malgré la bonne volonté des chefs. Or, il est constant que la moindre affaire intéressant ces établissements y reste le triple du temps qu'elle séjourne à Rome. Un dossier expédié à Paris y demeure en moyenne six ou huit mois, heureux quand il n'y reste pas plus longtemps. Nous pourrions raconter bien des histoires de dossiers demeurés enfouis dans les cartons du ministère des années entières. On sait, quand on les réclamait, quels prétextes étaient apportés pour colorer la négligence des employés :

le dossier n'était pas complet; il y avait une clause inacceptable dans telle ou telle pièce, etc., etc. Mais, répondrons-nous, on devait constater ces défauts dès l'arrivée du dossier; que ne les a-t-on signalés, dès lors, aux établissements intéressés qui se seraient hâtés de les corriger.

Cela étant, elle tombe d'elle-même l'objection que les fabriques et autres établissements religieux seraient lésés dans leurs intérêts, si l'on consultait le Saint-Siège sur l'aliénation de leurs biens, puisque la Chancellerie romaine répond très vite aux consultations qu'on lui adresse.

D'un autre côté, toute aliénation de ce genre doit être soumise à l'autorisation du gouvernement. Or, nous l'avons dit : il faut attendre au moins six mois, avant de recevoir cette autorisation. Pourquoi ne pas demander, entre temps, l'assentiment du Souverain-Pontife, qui arrivera certainement le premier? Il n'y a donc pas de motif, pas même de prétexte à se passer de l'intervention du chef de l'Eglise dans l'aliénation des biens ecclésiastiques, alors que cette intervention est rigoureusement exigée et qu'il n'y a ni grands ni petits inconvénients à la solliciter. En supposant même, par impossible, qu'une loi civile s'opposât à la demande de l'autorisation apostolique, elle ne devrait pas empêcher un prêtre d'accomplir son devoir. Mais cette loi n'existe pas, ou elle n'existe que dans le premier article démodé des *Organiques*; le gouvernement lui-même n'oserait l'invoquer, du moins en cette matière. Au reste, il y a un moyen bien simple qui couperait court à toutes les difficultés qu'on semble redouter, c'est pour les évêques de demander un indult par lequel il leur serait permis d'aliéner, au moins pendant un certain temps, les biens des fabriques, de passer des baux et faire tout ce qui est défendu par l'extravagante *Ambitosæ*. Ils l'obtiendraient sans nul doute, comme ils l'obtiennent avec la plus grande facilité pour les dispenses de mariage, du jeûne, de l'abstinence et même pour l'application des messes aux fêtes supprimées. Le pape n'accorderait pas, nous le croyons, des indults perpétuels; mais rien n'est plus facile que de les faire renouveler, comme cela se pratique pour d'autres matières. Or, quand on songe qu'une aliénation quelconque, hors les cas exceptés, faite sans l'observation des formalités prescrites par le droit canonique, est nulle et de nulle valeur; quand on songe que la décrétale *Ambitosæ* prononce, *positis ponendis*, la peine de l'excommunication *lata sententia* contre ceux qui aliènent les biens ecclésiastiques et ceux qui acceptent ces biens aliénés contre le droit, il nous semble qu'il vaut la peine d'y regarder à deux fois et de donner l'exemple de l'obéissance.

Q. — Suivant une délibération du conseil de fabrique de ma paroisse, en date du 10 avril 1836, les parents peuvent obtenir une place au cimetière hors du rang pour leurs défunts, moyennant 5 francs versés à la fabrique au profit de l'église.

Il ne s'agit pas ici de place décennale ou trentenaire,

mais simplement du droit d'enterrer hors du rang, près des siens.

Cette mesure d'ordre a été en vigueur depuis cette époque jusqu'aujourd'hui, c'est-à-dire pendant plus de 52 ans, sans aucune contestation ni du public ni des municipalités successives. A la publication de la loi municipale de 1884, la municipalité n'a rien changé à l'usage ancien.

Or, ces derniers temps, M. le Maire, après avis de son conseil, ou par un *motu proprio* et pour capter la popularité, a signifié aux intéressés qu'ils n'ont aucune redevance à payer à la fabrique. Il est vrai que cette fois, les intéressés sont ses propres parents.

Depuis la loi de 1884, je ne conteste pas à la municipalité la police ni les revenus du cimetière. Mais, dans l'espèce, je demande :

Pour abroger la mesure spéciale visée ci-dessus, tolérée par les municipalités antérieures au profit de notre église, ne faut-il pas de la part de la municipalité, une délibération spéciale et approuvée, notifiant à la fabrique, que la commune entend user pleinement des droits sur le cimetière, conférés par la loi, nonobstant tout usage contraire?

R. — Sous l'empire de la loi actuelle, il n'y a légalement rien à objecter à la conduite publique du maire. Il est dans son droit strict. Les cimetières ont été complètement laïcisés; la fabrique n'a absolument rien à voir dans la police ni dans les revenus. L'usage en question, ou plutôt la tolérance dont elle bénéficiait depuis 52 ans, aurait pu continuer par le consentement tacite ou exprimé du maire ou de la municipalité; mais du moment que ce consentement a été retiré au nom de la loi, il n'y a qu'à s'incliner, laissant le public apprécier la conduite non désintéressée du maire.

Au point de vue strict de la loi, non-seulement il n'est pas besoin de délibération ni de signification officielles à faire; mais, au contraire, cela serait nécessaire pour maintenir à la fabrique le privilège dont il s'agit, parce que l'intérêt de la commune est en jeu. Une municipalité n'a pas plus le droit de renoncer à un revenu qui lui appartient que la fabrique elle-même; car l'une et l'autre administrent la propriété d'un tiers. Sous ce dernier rapport, toutefois, la commune a les coudées plus franches que la fabrique en vertu de l'article 145 de la loi municipale 1884; mais, dans l'espèce, la fabrique n'a aucun droit à invoquer, ce n'est pas à elle d'accorder la sépulture hors rang; ce n'est pas non plus à elle de palper les revenus de ce privilège. Ce qui d'après l'usage était obligatoire jusqu'à présent, est devenu désormais facultatif pour les familles. Ni le curé ni la fabrique n'ont rien à dire.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 6 februarii 1889.

+ ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

uer les adresses qu'ils n'ont, du reste, recueillies
u'avec peine : ils craignent, ils me l'ont dit, de parta-
er ainsi leurs ressources au détriment de leurs œuvres
ropres. Est-ce bien, est-ce mal de leur part ? Et la
harité de ceux qui donnent ne se fatiguerait-elle pas de
a multiplicité des demandes que la *communication*
des adresses provoquerait ? Je ne sais et n'oserais en-
uêter là-dessus. Tout ce que je puis, c'est me mettre à
a disposition de tous ceux qui voudraient vous trans-
mettre quelque argent pour votre école libre. 4504

M. F. curé de D. (Ain). — Quand les courtes ré-
ponses que je fais ici n'ont pas d'intérêt que pour ceux
ui les ont provoquées, mais peuvent être utiles à tous
u au moins à plusieurs, il est nécessaire, pour être
lair, que je reproduise, au moins sommairement, la
uestion avant ma réponse. C'est pour cela que je
itérai ce passage de votre lettre : « Le supplément m'a
aucoup plu, surtout dans les Lectures, le Catéchisme
le persévérance, les Avis, et les *Leçons de plain-chant*.
e dernier point est d'une grande importance à mes
eux, car, rédigées par un maître, ces leçons nous
amèneront la bonne exécution du plain-chant.
'avouerais-je ? les prêtres, en très grand nombre,
ont besoin de ces leçons au moins autant que les
nfants. » Je suis heureux de vous entendre appuyer
insi une conviction que j'ai depuis longtemps, ce qui
ne donne l'occasion d'insister près de celui de mes
ollaborateurs, — un des trois ou quatre spécialistes
ui, en France, ont étudié et connaissent bien la ques-
ion du plain-chant, — pour qu'il nous donne aussi
rochainement que possible les leçons *pratiques* que,
e le sais, il a depuis longtemps rédigées, mais gardées
en carton ; ou, plus exactement, les leçons dont les
euls élèves du grand séminaire qu'il dirige ont, jus-
qu'ici, profité. 4563

M. A. P. curé de B.-les-P. (Aisne). — J'ai reçu et
vous êtes inscrit. 4427

M. A. à V. (Meurthe-et-Moselle). — Merci. Quand
vous voudrez. J'ai reçu. 4493

M. B. curé de G. (Maine-et-Loire). — Inscrit. 4562

M. G. curé à M. (Calvados). — Voici ma réponse :

1° Je vous répète ce que j'ai écrit en fondant *l'Ami*
du Clergé paroissial : C'est juste le contraire de ce
que vous avez lu. Si je puis renvoyer à *l'Ami du*
Clergé paroissial toutes les questions qui touchent
plus immédiatement au *ministère*, et spécialement la
rédication, cela me donnera, dans l'*ANCIEN Ami du*
Clergé, la place qui m'a jusqu'ici manqué pour les
questions historiques et apologetiques. Donc je réponds
à vos désirs, loin d'y contredire.

2° Le moyen de gagner des abonnés, comme votre
cœur me le souhaite, ce n'est évidemment pas de
laisser de côté les questions *posées* pour traiter autre
chose.

3° Augmenter les matières, traiter de tout, sans aug-
menter ni les pages ni les frais, est un problème qui
épasse mon intelligence : qui m'indiquerait un moyen
rai de le résoudre me rendrait un immense service.

4° C'est une vérité trop évidente, et celle qui, en réa-
lité, nous gêne tous : l'argent, pour vous, pour moi, est
n-dessous de ce qu'il faudrait pour faire face à toutes
es œuvres de bien rêvées. Travaillons quand même,
aisons effort sur effort, et demain ou plus tard nous
rriérons infailliblement à la victoire et à la récom-
pense. 4567

M. H. curé de B. (Belgique). — J'ai reçu. Certaine-
ment. 4582

Accusés de réception à MM. :

L. curé de M. (Hte-Saône) 4838. — A. curé-doyen à St-S.
(Gironde) 4839. — L. curé d'H. par B. (Marne) 4841. —
B. curé de D. (Marne) 4843. — R. curé à La C. C. (Ille-
et-Vilaine) 4844. — C. curé de C. (Seine-Inférieure) 4845.
— N. desservant de St-C. de R. (Ain) 4846. — D. curé
de L. (Hérault) 4847. — L. C. aumônier à St-J. (Mor-
bihan) 4848. — J. vicaire aux B. (Suisse) 4849. — B.
curé de R. (Pas-de-Calais) 4850. — L. curé à A. (Dor-
dogne) 4854. — D. à St-G.-l-B. (Saône-et-Loire) 4855. — A.
L. à C. Ill. U. S. 4865. — N. L. M. G. P. Prov. O.
(Canada) 4866. — L. curé de L. (Calvados) 4867. — D.
curé à M. (Landes) 4870. — L. curé d'A. (Basses-Pyré-
nées) 4871. — B. curé-doyen à L. (Hte-Loire) 4872. —
A. recteur de R. (Ille-et-Vilaine) 4873. — F. G. à C.
(Rhône) 4875. — R. curé à E. (Isère) 4877. — B. à B.-les-
M. (Saône-et-Loire) 4878. — P. curé de R. (Pas-de-Cal-
lais) 4879. — H. L. curé de C. (Maine-et-Loire) 4880. —
B. curé de St-C.-sur-C. (Eure) 4881. — S. curé de St-L.
(Côte-d'Or) 4882. — M. curé de V.-s-S. (Côte-d'Or) 4884.
— L. curé de C. (Indre-et-Loire) 4885. — J. M. curé-
archip. du M.-d'A. (Lot-et-Garonne) 4887. — A. curé d'A.
(Indre-et-Loire) 4888. — S. curé à V. (Gers) 4889. — G.
D. curé de J. (Aisne) 4892. — R. curé-doyen à G. (Loiret)
4895. — P. curé de M. (Saône-et-Loire) 4898. — V. P.
vicaire à V. (Isère) 4899. — L. à E. (Seine-Inférieure)
4900. — G. curé de B. (Seine) 4901. — L. F. R. à St-B.-
M. (Canada). — R. curé à G. (Oise) 4903. — T. curé
d'E. (Maine-et-Loire) 4904. — C. curé à V.-sur-L. (Lot-
et-Garonne) 4905. — D. curé de M.-l-G. P. (Aube) 4906.
— G. curé de R. (Meuse) 4907. — R. curé de la N.
(Vosges) 4915. — D. curé de M. (Seine-et-Oise) 4916. —
De F. aumônier à G. (Allier) 4918. — C. curé de V.-s-A.
(Vaucluse) 4919. — R. curé de M. (Sarthe) 4920. — L.
curé à L. (Seine-Inférieure) 4921. — B. curé d'O. (Hte-
Saône) 4922. — M. curé de D. S. P. (Hte-Saône) 4923. —
H. curé à L. (Ain) 4924. — A. curé-doyen de C. (Seine-
Inférieure) 4925. — P. curé-doyen à C. M. (Htes-Pyré-
nées) 4926. — F. curé de T. (Marne) 4929. — St-G. curé
de St-B. (Basses-Pyrénées) 4931. — G. à St-À.-s-C. (D.
Mich.) 4933. — B. G. S. à St-M.-s-C. (M. Mich.) 4934.
— E. curé de B. (Gers) 4890. — M. curé de St-C. (Indre-
et-Loire) 4936. — H. curé de M. en B. (Sarthe) 4938. —
R. curé à B. (Meuse) 4939. — B. curé de P. (Ain) 4941. —
D. et C. à M. (Gironde) 4942. — M. curé de V. (Haute-
Savoie) 4945. — M. curé de C.-B. (Somme) 4946. — G. curé
de St-J. (Vendée) 4948. — G. curé de St-B. (Puy-de-
Dôme) 4949. — D. vicaire à St-L. de A. (Orne) 4950. —
J.-F. curé de Z. (Algérie) 4963. — D. directeur à S. (Aisne)
4964. — A. curé de B. (Ardenne) 4965. — G. curé des R.
(Jura) 4966. — R. curé de G. (Seine-Inférieure) 4967. —
T. curé à R. Cté-R. (Nébraska) 4968. — D. curé de C.
(Seine-et-Oise) 4970. — S. curé de T. (Doubs) 4971. —
F. C. curé de la C.-sur-L. (Indre-et-Loire) 4972. — M.
curé de V. (Haute-Marne) 4973. — E. C. p. C. à H.
(Nord) 4974. — M. curé de M. (Aude) 4976. — J. aumô-
nier à M. (Aveyron) 4980. — B. aumônier à P. (Basses-
Pyrénées) 4982. — R. curé de B.-le-R. (Yonne) 4983. —
P. curé de St-C. (Manche) 4984. — R. curé de V. (Haute-
Savoie) 4986. — D. curé de M. (Drôme) 4989. — N. M.
curé d'A. (Vosges) 4990. — G. curé de M. (Hérault) 4991.
— S. curé de L. (M.-et-Moselle) 4992. — M. curé de B.
(Haute-Garonne) 4993. — B. curé de C. (Haute-Saône)
4994. — P. aumônier à V. (Loir-et-Cher) 4995. — P. curé
d'A. (Jura) 4996. — R. curé d'E. (Allier) 4997. — C. d'A.
vicaire à N.-en-T. (Aisne) 4998. — H. L. à C. (Nord)
4999. — D. curé de D. (Somme) 5000. — A. curé d'E.
(Corrèze) 5001. — B. au p. s. de B. (Ain) 5002. — F. curé
à M. (Meurthe-et-Moselle) 5004. — D. curé de St-L.-la-V.
(Gard) 5005. — L. curé de C. (Basses-Pyrénées) 5006. —
M. à T. (Aube) 5007. — B. aumônier à V.-sur-L. (Lot-
et-Garonne) 5010. — F. vicaire à St-P.-du-D. (Hte-Loire)
5011. — C. curé à C. (Pas-de-Calais) 5012. — C. curé-
doyen à M. (B.-Pyrénées) 5013. — A. D. curé de M.-N.
(Basses-Alpes) 5014. — B. prêtre de la M. à V. (Allier)

5016. — H. B. vicaire à L. (Nord) 5017. — C. curé de N.-D.-d'O. (Tarn) 5018. — L. curé à St-A.-de-la-M. (Maine-et-Loire) 5019. — B. curé d'O.-V. (M.-et-Moselle) 5025. — G. curé-doyen d'E. (Indre) 5026. — B. curé de G. (Tarn) 5029. — D. curé à T. (Nord) 5031. — B. curé de N. (Lot) 5032. — C. curé-doyen de St-M. (Var) 5034. — D. curé de C. (B.-Pyrénées) 5038. — P. curé à J. (Cantal) 5039. — G. chapelain à L. (Calvados) 5040. — N. vicaire à B.-s-M. (Manche) 5042. — G. curé d'E.-et-M. (Meurthe-et-Moselle) 5043. — G. vicaire à P.-L. (Morbihan) 5044. — C. curé de D. (Marne) 5046. — C. curé de C. (Aube) 5047. — R. curé de B. (Indre-et-Loire) 5048. — A. curé de R. (Aude) 5049. — A. R. vicaire à St-J. de la P. (Savoie) 5050. — B. curé à V. (Calvados) 5041. — B. curé de T. (Savoie) 5052. — G. curé de C.-en-M. (Ain) 5060. — M. F. vicaire à M. (Vaucluse) 5062. — P. vicaire à H. (Calvados) 5064. — D. curé de St-J.-de-P. (Aveyron) 5065. — B. curé à C. (Tarn) 5070. — R. aumônier à G. (Ain) 5071. — B. curé de C.-les-A. (Côte-d'Or) 5072. — C. curé de S. (Finistère) 5073. — S. professeur à C. (Maine-et-Loire) 5074. — S. vicaire à la M.-d'A. (B.-du-Rhône) 5075. — O. curé-doyen de B. (Sarthe) 5076. — D. vicaire à S. (Landes) 5077. — P. curé de S.-L. (B.-Pyrénées) 5078. — B. curé de R. (Cantal) 5079. — G. curé de P.-en-A. (Calvados) 5081. — P. curé d'A. (Somme) 5082. — C. curé de St-R. (Vosges) 5083. — T. vicaire à St-M.-de-V. (Ardèche) 5084. — J. c.-doyen de M. (Jura) 5085. — M. vic. à B. (Seine-et-Oise) 5087. — P. curé de P. (Hte-Marne) 5088. — D. curé à L. (Nord) 5089. — P. curé au M. (Vosges) 5091. — M. le S. à T. par M. (B.-du-Rhône) 5092. — B. curé au L. (B.-Alpes) 5093. — P. curé de S. (Ain) 5099. — D. curé de C. (Lot-et-Garonne) 5096. — R. curé de P.-la-B.-C. (Meuse) 5102. — M. curé de B. (Seine-Inférieure) 5103. — L. D. à A. (Somme) 5104. — V. curé d'H. (Calvados) 5105. — T. vicaire à C.-G. (Aveyron) 5108. — C. curé de S. (Basses-Pyrénées) 5106. — G. curé de la G.-V. (Saône-et-Loire) 5109. — B. curé de St-M. (Drôme) 5110. — G. curé à la B. (Tarn-et-Garonne) 5111. — B. curé de C.-s.-J. (Indre-et-Loire) 5112. — P. curé de G. (Aveyron) 5113. — J. curé de V.-s.-O. (Côte-d'Or) 5114. — A. curé d'A. (Aude) 5115. — L. S. curé de C.-le-G. (Sarthe) 5116. — C. D. curé de M. (Haute-Garonne) 5118. — V. curé à A. (Aube) 5119. — M. R. L. curé à S. (Canada) 5125. — B. à St-J.-de-Q. (Canada) 5126. — A. curé-doyen d'H. (Gher) 5134. — P. G. vicaire à M. (Isère) 5135. — M. Spen. Mass. (Etats-Unis d'Amérique) 5136. — E. B. vicaire à D. Prov. de Q. (Canada) 5136.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder

quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

27 fr. la caisse de 12 litres *franco* gare destinataire

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à retaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les

frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE).

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série *franco* 20 cent., dix séries *franco* 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi *franco* d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 7

PRÉDICATION : Pour les Quarante-Heures : la grande affaire du chrétien.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. de la Propagande. Sur la quête pour les Lieux-Saints.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : L'emploi de la cire mélangée est-il contraire aux règles ? — Peut-on réciter en français les prières après la messe ? — Léon XIII a-t-il enlevé les indulgences au chapelet du Sacré-Cœur récité sous forme de litanies ? Le chœur doit-il répéter les paroles récitées par celui qui préside ? — Y a-t-il des religieux tenus sous peine de péché mortel à travailler à leur perfection ?

MINISTÈRE PAROISSIAL : L'association religieuse pour le soutien de la foi. Sa possibilité (suite).

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un prêtre peut-il, sans autres formalités, tenir un pensionnat ou une étude surveillée, en conduisant ses élèves aux classes d'un collège ? — Les enfants sont-ils obligés de faire partie du bataillon scolaire et d'assister à ses exercices ? — Un curé dont le traitement est supprimé peut-il porter l'affaire au Conseil d'Etat ?

Un précieux témoignage

L'*Univers*, numéro du 4 février courant, vient de publier à notre endroit le trop bienveillant et trop élogieux article qui suit :

L'Ami du Clergé. — Revue de toutes les questions ecclésiastiques (dogme, morale, liturgie, droit canon, Ecriture sainte, patrologie, histoire sacrée, prédication, jurisprudence civile-ecclésiastique). Recueil paraissant toutes les semaines.

L'heure nous paraît venue de parler d'une très précieuse publication périodique qui paraît très modestement en province depuis dix ans, avec grand profit pour ses lecteurs. Cette publication a pour titre celui-là même que nous venons d'inscrire en tête de cet article. Elle ne coûte que 8 francs par an (13 francs avec un supplément facultatif dont nous allons parler), et elle s'imprime à Langres, avec l'*Imprimatur* de l'Ordinaire du lieu, tout en ayant ses bureaux, 33, rue du Cherche-Midi, à Paris, chez M. Firmin Dangiën, qui en est le propriétaire.

Elle s'imprime à Langres, disons-nous, et c'est là que se trouve à peu près toute sa rédaction. Langres ! ville d'aspect austère, tout monacal, où l'on ressent, rien qu'à y passer, des impressions de reclus et de bénédictins, où les livres ont un si doux parfum, et les bonnes doctrines un empire si puissant...

C'est Langres qui a donné à Paris Mgr Morlot et Mgr Darboy, Mgr Darboy qui y enseignait avec un si grand talent et une ardeur si vive, dans sa chaire du grand séminaire, le dogme de l'infailibilité, et qui y recueillait, à travers la ville, avec un dévouement si convaincu, des souscriptions pour l'*Univers*. Ce n'est pas cela évidemment qui l'a mené à l'épiscopat et à son siège sénatorial ; il dut passer longtemps à Paris et y arrondir ses ongles avant d'être accepté. Mais j'affirme très nettement, et c'est ma conviction la plus intime, qu'il a gagné à Langres la palme de sa splendide mort et la glorieuse pourpre de son martyre.

Ce sont les successeurs de Mgr Darboy à Langres qui rédigent l'*Ami du Clergé* ; ils le font avec un talent théologique de premier ordre. Le directeur en est cet aimable supérieur du grand séminaire et vicaire général, si doux à le voir, si conciliant à l'entendre, et toujours si modeste, qui a publié jusqu'à ce moment six ou sept beaux volumes in-8^o d'une théologie si claire, si nette et si appréciée ; celui-là même qui a donné dans l'*Univers* les remarquables articles, parus depuis en brochure, sur les deux dernières encycliques du grand Pontife régnant Léon XIII ; et il y a pour premier lieutenant le liturgiste de France le plus capable et le plus savant à cette heure, M. Maugère.

Que dirais-je de plus ?

L'*Ami du Clergé* est une revue essentielle-

ment ecclésiastique. Son caractère répond à la fin qu'elle se propose : venir en aide au prêtre pour l'accomplissement de ses devoirs sacrés, pour la solution des difficultés qu'il rencontre dans l'observation des règles liturgiques, dans l'exposé et la défense des vérités dogmatiques, dans la solution des cas de morale, dans l'application des vrais principes du droit canonique, dans la pratique des indulgences, dans les rapports des fabriques et des curés avec les autorités administratives et judiciaires, dans les tracasseries dont beaucoup de lois, et en particulier les lois scolaires, sont pour eux la trop fréquente et trop lamentable occasion.

Des rédacteurs spéciaux sont chargés de traiter chaque genre de questions. Leur compétence bien établie et le soin avec lequel leurs solutions sont étudiées, ont donné à l'*Ami du Clergé* une véritable autorité.

La variété et parfois l'imprévu des questions rend la lecture de cette publication fort intéressante. Ce ne sont point des cas imaginés, mais la nature prise sur le fait. Dans ce dialogue entre les abonnés et la rédaction, on voit défiler tous les sujets qui intéressent le prêtre à l'heure présente : on ne peut rien de plus actuel et de plus vivant.

L'*Ami du Clergé* achève sa dixième année en pleine prospérité, soutenu, d'une part, par la bénédiction et les encouragements du Souverain Pontife, de l'autre par les sympathies de ses abonnés. Quand on parcourt les tables de chaque année, on est étonné de la quantité d'idées, de solutions, de documents qu'elles contiennent ; le tout animé de l'esprit le plus orthodoxe.

Il ne craint pas de descendre aux détails, quand l'utilité le réclame ; il n'hésite pas non plus à s'élever jusqu'aux questions les plus ardues lorsque l'occasion s'en présente ; il a pour règle de porter la lumière partout où le besoin s'en fait sentir.

Depuis le commencement de cette année 1889, l'*Ami du Clergé* a un supplément de 16 colonnes, sous le titre : l'*Ami du Clergé paroissial*. C'est dire que ce supplément est exclusivement consacré à ce qui regarde le ministère pastoral, la prédication, les catéchismes, les lectures pour la prière du soir, en un mot les diverses industries du zèle sacerdotal pour le salut des âmes et le bon gouvernement d'une paroisse.

Nous venons de parcourir quelques numéros de ce supplément. En vérité, il est fait par des maîtres, et si dans l'*Ami du Clergé* l'on reconnaît la touche de professeurs éminents, dans l'*Ami du Clergé paroissial* l'on reconnaît sans plus de peine la plume de curés distingués, qui à la science du bien-dire joignent l'expérience du ministère.

Ajoutons, pour terminer, que l'on imprime en ce moment les tables générales des dix premières années. Elles sont admirablement rédigées et font de la collection de l'*Ami du Clergé* un arsenal de premier ordre.

Nos plus vives félicitations à M. Firmin Dangien qui, lui aussi, a fait, quoique laïque, des études achevées de philosophie scolastique

et de théologie, et qui est si sincèrement dévoué à la sainte cause de l'Eglise. La publication ne pouvait vivre et elle ne peut rester dans de meilleures mains.

C. R.

Je voudrais dire et je dirai mal avec quels sentiments de profonde reconnaissance et de joyeuse fierté j'ai lu et je reproduis cet article.

Je ne suis qu'un humble, bien humble soldat dans la bonne armée de la presse catholique ; mais je m'y conduis de mon mieux. Et j'éprouve aujourd'hui ce sentiment, que personne n'accusera d'être orgueil mal placé, ce sentiment dis-je, du soldat qui, le cœur bien ému et la tête haute, entend ses chefs lui dire, devant tout le régiment, qu'ils sont contents de lui.

Et si je suis heureux, c'est moins encore de l'éloge reçu que de la conviction qu'il me permet, de la conviction d'avoir fait et de faire un peu de bien.

Direction, Rédaction, Lecteurs sont, à l'*Ami du Clergé*, de foi et de cœur, bien intimement unis : je le sais, moi que mes maîtres et collaborateurs soutiennent avec un dévouement égal à leur science et à leur vertu, que mes abonnés aident d'encouragements et de sympathies qui me désespèrent souvent de ne pouvoir leur donner, assez vite, plus et mieux. Ensemble nous gémissons sur le mal contemporain ; ensemble nous voulons le combattre et le combattons : ensemble — et c'est pour cela que je reproduis ici l'article de l'*Univers* — nous nous félicitons et nous encouragerons du témoignage que nous rend le grand organe catholique. Car si le Pape, si les Evêques sont les chefs aimés, vénérés, autorisés, à qui nous demandons anxieusement la direction et donnons joyeusement l'obéissance, l'*Univers* est le modèle dont nous avons la foi, dont nous voulons imiter la docilité et le dévouement, à qui nous envions la force et le talent.

Sans doute, je parle ici de l'abondance de mon cœur, et sans avoir soumis mes sentiments au jugement de personne ; mais personne de ceux qui m'aident et de ceux qui me lisent ne me contredira.

Un dernier mot : Souvent et il y a seulement quelques jours encore, on m'a écrit : « Publiez donc quelquefois les noms de vos collaborateurs, cela encouragera la confiance et vous donnera plus d'autorité. » A quoi j'ai déjà répondu que mes collaborateurs, plus soucieux de faire le bien que de se faire admirer, tenaient à garder l'anonyme par vertu, *non nobis Domine non nobis, sed nomini tuo da gloriam*. L'*Univers*, dans l'article ci-dessus, a soulevé une partie du voile dont les maîtres de l'*Ami du Clergé* s'enveloppaient.

F. D.

PRÉDICATION

POUR LES QUARANTE-HEURES : LA GRANDE AFFAIRE
DU CHRÉTIEN

Ecce nunc dies salutis. (II Cor., vi.)

« Voici le temps favorable, voici les jours du salut ! Travaillons tous à l'amendement de notre vie ! Que l'impie abandonne son impiété, que l'homme inique renonce au désordre de ses pensées ! Tous réveillons-nous de notre mortel sommeil, secouons notre torpeur ! » Tels sont les graves avertissements que l'Eglise nous adresse à l'approche de la station quadragésimale par la bouche de ses ministres, à qui elle commande de donner à leur voix l'éclat de la trompette pour saisir plus vivement l'âme de ses enfants. Pour nous conformer aux volontés de la sainte Eglise, au pied du Très Saint-Sacrement que je prie de vouloir bénir mes paroles, je vais vous rappeler une vérité fondamentale, hélas trop oubliée. En ces jours de *salut*, je viens vous dire : Travaillez résolument à votre salut ! Quoique ce soit l'affaire aujourd'hui la plus négligée, c'est la plus importante, c'est la seule importante : *Ecce nunc dies salutis*.

I

L'affaire de notre salut est pour nous la plus importante de toutes, soit que nous la considérions par rapport à la vie présente, soit que nous l'envisagions par rapport à la vie future.

I. Se sanctifier, s'attacher à plaire à Dieu par une conduite digne et pure, travailler à son salut, c'est s'assurer pour la terre le bonheur et le succès. S'il est écrit « qu'il n'y a point de paix pour les impies, » il est écrit pareillement « qu'une paix abondante est réservée à ceux qui aiment Dieu, » et la paix est ici-bas la plus douce jouissance du cœur humain. D'autre part Notre-Seigneur nous assure que « les bénédictions temporelles seront données par surcroît à ceux qui cherchent avant tout le royaume de Dieu. »

Quelques projets que forme un homme, soit pour sa fortune, soit pour sa réputation, qui peut dire de combien d'événements divers dépend le succès de ses entreprises. N'aurions-nous besoin pour réussir que de la santé et de la vie, par combien d'accidents l'une et l'autre peuvent nous être ôtées ! Chacune des parties de notre corps est sujette à une infinité de maux ; chacun de ces maux peut nous venir d'une infinité de causes. Nous dépendons de toutes ces causes, et il n'en faut qu'une seule pour nous faire échouer. Les éléments et les êtres matériels peuvent nous nuire ou nous aider ; parmi les hommes les uns nous sont nécessaires pour favoriser nos desseins, d'autres les traversent. Or loin de pouvoir assembler, disposer, conduire tant de ressorts, il n'y en a pas un seul dont nous soyons entièrement maîtres. Il n'y a ni crédit, ni autorité, ni précaution qui puissent nous donner une parfaite assurance. Dieu seul peut tout mouvoir

et tout arrêter quand il lui plaît et comme il lui plaît. Seul il peut faire agir à son gré les causes libres sans les forcer, et les causes nécessaires sans faire lui-même aucun effort. Il rapproche en un moment les plus éloignées, il éloigne les plus proches, il les joint, il les sépare, il les oppose les unes aux autres, et par des mouvements tout contraires il les fait converger au même but.

Or en faveur de qui le Seigneur déploie-t-il les puissantes ressources de sa sagesse infinie ? En faveur de celui qui le sert. Quel est celui dont il bénit les entreprises et les travaux ? Le juste qui vit dans l'observance de sa loi sainte. A part les cas exceptionnels où, par une terrible vengeance, il donne au méchant une prospérité qui l'aveugle, et où, par une mystérieuse mais réelle miséricorde, il ménage au juste des épreuves pour multiplier ses mérites, pour qui sont les bénédictions temporelles ? Pour le bon chrétien qui cherche le royaume de Dieu avant tout et qui avant tout s'occupe de son salut. Pour qui le malheur, les insuccès, les déceptions, les ruines, les catastrophes ? Pour ceux qui ne s'occupent pas de de Dieu, qui, loin de s'attacher à se concilier ses faveurs, l'offensent et l'irritent, pour ceux en un mot qui n'ont aucune sollicitude de leur salut. Rien de plus naturel : Dieu bénit ceux qui l'aiment et il délaisse ceux qui l'oublient ou l'outragent, et l'expérience est là pour confirmer la parole du Sauveur, *quærite primum regnum Dei et hæc omnia adjicientur vobis !*

II. Mais élevons nos pensées et portons nos regards vers l'éternité. Envisagée à ce point de vue l'affaire de notre salut est pour nous l'affaire nécessaire, l'unique nécessaire : tout nous le redit, et la droite raison, pour nous le persuader, fait écho aux voix les plus autorisées, *unum est necessarium*.

Notre salut est pour nous l'unique nécessaire : c'est Dieu lui-même qui nous le déclare par sa conduite. De toute éternité il pense à notre salut ; depuis l'origine des choses il travaille à le réaliser. Tout ce qu'il fait et tout ce qu'il permet dans ce monde se rapporte à notre sanctification, *omnia propter electos*. Création de l'univers et de toutes les parties qui le composent, ordre et liaison de toutes ces parties, embellissements qu'il a plu au Créateur d'ajouter à son ouvrage, soin continuels qu'il prend de le conserver, élévation et chute des empires : tout cela est ordonné à notre salut, *omnia propter electos*. Et puis, la loi de nature ne se rapporte-t-elle pas à la loi écrite ? La loi écrite n'est-elle pas une longue préparation de la loi de grâce ? La loi de grâce n'est-elle pas une loi de salut et de bénédiction où Dieu ne s'est pas contenté de travailler pour une fin si importante, mais où il a voulu devenir lui-même un moyen infaillible pour nous y conduire ? Qui oserait dire qu'une affaire qui occupe à ce point l'infiniment Grand, l'infiniment Sage, l'infiniment Puissant, n'est pas l'affaire importante, capitale, suprême, *unum est necessarium !*

Le salut est pour nous l'unique nécessaire : c'est

Jésus-Christ qui nous le dit en propres termes, et aussi par tous ses travaux et toutes ses souffrances. Pourquoi le Verbe s'est-il abaissé aux excessives humiliations de l'Incarnation ? Pour nous et pour notre salut ! Pourquoi a-t-il accepté les abaissements de Bethléem et l'obscurité de Nazareth ; pourquoi s'est-il fatigué dans ses courses évangéliques ; pourquoi a-t-il souffert ; pourquoi est-il mort ; pourquoi a-t-il institué son Eglise, les sacrements, l'adorable sacrifice de la messe, les mystères de la grâce et les non moins mystérieuses efficacités de la prière pour l'obtenir ? Pour nous et notre salut, *unum est necessarium* !

Le salut est pour nous l'unique nécessaire. Il ne s'agit pas ici d'obtenir quelques biens temporels que la mort doit nous ravir, un bonheur plus ou moins délicieux mais qui en tout cas doit finir bientôt, d'une gloire aussi peu durable qu'elle est vaine : il s'agit de la félicité parfaite et sans mélange à gagner ou à perdre ; il s'agit de la possession de Dieu lui-même à obtenir ou à manquer ; il s'agit, sans qu'il soit possible d'avoir un sort intermédiaire, des félicités les plus ineffables à goûter, ou des tortures les plus épouvantables à subir, et cela pour une durée qui n'est autre que l'éternité ! Malheureuses victimes de la haine et de la vengeance de Dieu, âmes condamnées à brûler éternellement dans les feux de l'enfer, vous qui versez des larmes si désespérées sur votre irréparable malheur, vous qui ne cessez de vous écrier : Insensés que nous avons été, nous nous sommes trompés : par vos cris, par vos larmes, par vos regrets, par vos désespoirs, par vos grincements de dents, vous proclamez la grande maxime de Notre-Seigneur : « Il n'y a qu'une seule chose nécessaire, faire son salut ! » Et vous, saints élus, heureux habitants de la Jérusalem céleste, vous qui voyez Dieu à découvert, et qui vivez dans les douces extases que vous cause une beauté si parfaite : par votre bonheur incomparable, par votre joie inénarrable, par vos chants d'allégresse, par vos hymnes d'actions de grâces, vous nous exhortez de la façon la plus touchante à suivre vos exemples, vous nous dites avec une éloquence saisissante : Enfants des hommes, élevez-vous au-dessus de la terre et des choses de la terre, ne vous attachez point aux vanités du siècle, soyez fermes et courageux, évitez le mal et pratiquez la vertu, appliquez-vous avant tout à gagner le ciel, travaillez à votre salut, car c'est pour vous la grande affaire, c'est pour vous l'unique nécessaire : *unum est necessarium*.

II

Hélas ! il faut bien le dire, cette affaire qui est la plus importante de toutes est aussi la plus négligée.

Je le sais, il y a encore aujourd'hui, comme de tous temps, des fidèles enfants de Dieu qui n'ont point fléchi le genou devant Baal. Il y en a qui, comme saint Jérôme, saint Arsène et tant d'autres, quittent le monde, vont dans la solitude et la re-

traite pour songer aux années éternelles. Il y en a qui sont préoccupés ici-bas surtout de leur sort éternel et s'efforcent d'obtenir à l'heure de leur mort un jugement favorable du Seigneur. Il y en a qui sont en ce monde comme n'y étant pas, qui usent des biens de la terre comme n'en usant pas, qui se regardent véritablement comme des passagers, des pèlerins, des exilés ici-bas et qui marchent résolument et sans relâche à la conquête de la cité permanente, de la céleste patrie. Mais c'est le petit nombre, ce sont ceux qui suivent la voie étroite et hélas ! dit Notre-Seigneur, qu'ils sont rares, ces vaillants, ces prudents et ces sages ! *Quam pauci sunt !*

A côté de cette troupe d'élite, il y a le bataillon choisi de Satan, c'est la tourbe des matérialistes et des impies qui de parti pris ferment les yeux à toute lumière de la foi, ne songent qu'au temps et aux choses du temps, ne sont préoccupés que d'un soin : jouir et jouir encore, qui, en un mot, selon l'énergique parole de saint Paul, font leur Dieu de leur ventre ! Ce sont les émules du mauvais riche de l'Evangile. Il était heureux et considéré, il était opulent, il avait des vêtements somptueux, sa table était chargée de mets succulents : il vint à mourir, et, tandis que le pauvre Lazare qu'il avait dédaigné et rebuté, fut reçu dans le sein d'Abraham, lui, dit l'Ecriture, fut enseveli dans l'enfer, dépouillé de tous ses biens, torturé par une soif brûlante et dévoré par les ardeurs impitoyables du feu qui ne s'éteindra jamais. Telle est la vie de ces matérialistes qui ne peuvent supporter l'idée même du salut à opérer, tel sera leur châtimement !

Entre les deux camps opposés de ceux qui veulent à tout prix aller au ciel et de ceux qui de propos délibéré rejettent avec horreur toute sollicitude à cet égard, il y a l'immense multitude des indifférents, qui sans être hostiles à la religion, n'y réfléchissent guère, des demi-chrétiens qui veulent servir Dieu et le monde, des imprudents qui, tout en sachant bien l'importance du salut, n'en font pas leur premier soin et se laissent préoccuper et absorber par les sollicitudes des choses temporelles, la recherche des biens terrestres, la poursuite des honneurs mondains. Oh ! qu'ils sont nombreux ces insignes imprudents ! Ils encombrant la voie large qui mène à la perdition ! Font-ils une perte légère, ils en sont péniblement affectés ; ont-ils un procès à soutenir ils en perdent le repos et le sommeil, ils y réfléchissent jour et nuit, ils se fatiguent à consulter, ils épuisent tous les genres de précaution. Ils s'exposent à perdre Dieu et le ciel : ils n'y pensent point ! Ils courent grand risque d'être condamnés au jugement de Dieu : ils n'y pensent point ! Ils s'excitent sans relâche à travailler dans les plus belles années de leur vie par l'espérance de jouir de leurs travaux, par l'aisance et la considération, dans leurs derniers jours qui seront si courts, pendant la vieillesse à laquelle ils n'atteindront peut-être pas et qui en tout cas s'évanouira comme un songe ; mais s'assurer le

repos, la joie et la gloire pendant l'éternité : ils n'y pensent pas !

O aveuglement, ô sottise, ô folie !

Pour moi, disait saint Jean Chrysostome, lorsque je considère ces génies sublimes, ces hommes extraordinaires qui ne s'occupent qu'à fonder ou à détruire des monarchies, qu'à troubler ou à pacifier l'univers, je m'imagine voir des jeunes enfants qui s'empressent sur le rivage de la mer à rassembler des coquillages ou à élever des châteaux de sable que le moindre vent peut renverser et que le premier flot ne manque pas d'emporter. Ce mot de saint Chrysostome je l'applique non-seulement aux grands de la terre, mais aussi, et à plus forte raison, au nombre incalculable des pauvres humains qui, manquant de raison et de sens, s'amuse gravement aux vanités, aux inutilités et aux enfantillages de cette terre et perdent de vue les grandes réalités de l'autre monde ! La mort viendra, et bientôt, renverser leurs châteaux de sable, et, au lieu d'avoir fait fructifier le talent de Dieu, ils se trouveront les mains vides devant le juge suprême ! O aveuglement, ô folie !

Chrétiens, mes frères, réveillez-vous à la voix de Dieu, *ecce nunc dies salutis* ! Croyez et d'une foi ferme et efficace que le salut est pour vous la grande affaire qui mérite votre application, toute votre application ! Priez, travaillez, souffrez pour Dieu ; souvenez-vous que pas un de vos efforts ne sera perdu ! Oui, occupez-vous de vos intérêts de la terre, mais ne vous laissez point absorber par eux : que vos intérêts du ciel restent toujours vos premiers intérêts ! Oui, oui, sauvez votre âme ! *Miserere animæ tuæ placens Deo* ! Ayez pitié de votre âme qui est l'image de Dieu et qui a été créée pour l'aimer et le posséder éternellement ! Ayez pitié de votre âme : c'est Jésus-Christ lui-même qui vous en prie, lui qui en connaît tout le prix, lui qui l'a rachetée au prix de tout son sang ! Ayez pitié de votre âme et sauvez-la, c'est-à-dire, par votre fidélité à la grâce, rendez-la heureuse pour le temps et pour l'éternité ! Ainsi soit-il !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. de la Propagande

COMMENT FAUT-IL ENTENDRE LE BREF « SALVATORIS AC DOMINI NOSTRI » PRESCRIVANT UNE QUÊTE POUR LES LIEUX SAINTS

La quête pour les Saints Lieux prescrite par le Souverain Pontife doit avoir lieu dans toutes les paroisses.

Cum in litteris Apostolicis « Salvatoris ac D. N. J. C. » que in forma brevis expeditæ sunt die 25 decembris 1887 legatur : « Patriarchæ, Archiepiscopi... curare teneantur ut respective in *cujuscumque* Diœcesis Parochiali Ecclesia una saltem singulis annis vice nempe *Peria sexta Majoris Hebdomadæ*, vel alio ad uniuscujusque Ordinarii libitum similiter semel tantum quotannis eligendo lic, fidelium charitati Sanctorum locorum neces-

sitates proponantur » motum est ab aliquibus dubium, an in una tantum, vel in una quaque parœcia *cujuscumque* diœcesis id fieri debeat.

— Quapropter Amplitudini tuæ significandum duxi, prædicta verba esse intelligenda de unaquaque *cujuscumque* Diœcesis parœcia, iisdemque præcipi ut in omnibus Diœcesis parœciis *elemosynæ pro sanctis Locis* una saltem vice singulis annis colligantur.

Hæc Amplitudini tuæ habebam insignificanda et Deum precor ut te diutissime adjuvet et sospitet.

Romæ, 26 Martii 1888.

Amplitudis tuæ Uti frater addictissimus,
J. CARD. SIMEONI, *Præfectus*
D. JACOBINI, *Archiep. Tyren. Secret.*
S. C. de Prop.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Vous nous promettez depuis quelque temps de nous montrer que l'emploi de la cire mélangée est contraire à la liturgie sans être avantageuse à l'économie. Quand tiendrez-vous votre promesse ?

R. — Les cierges liturgiques devraient être en cire pure, sans aucun mélange ; car les mots *cera*, *cerei*, que l'on rencontre dans les livres liturgiques, signifient purement et simplement le *travail des abeilles*. On peut consulter sur le sens de ce mot les meilleurs dictionnaires, ils donnent la réponse que nous venons d'indiquer, *travail des abeilles*. Et le mot *candela* qu'on rencontre souvent au Missel, au Rituel, n'a pas d'autre signification, car l'histoire nous apprend que les chandelles n'étaient formées autrefois que par la cire pure.

Par conséquent il n'est pas permis d'employer d'autres matières, comme on le fait aujourd'hui, sans violer la rubrique.

Mais on nous adresse de nombreuses objections. Considérons-les successivement :

Première objection. — L'Eglise permet aujourd'hui d'employer les *bougies à l'étoile*. La sacrée Congrégation des Rites a même porté un décret sur ce point en 1850.

Nous répondons : cela est vrai, mais c'est une concession particulière ; et cette concession prouve même la thèse que nous soutenons. Voyez en effet :

Pour qui est-elle faite ? Pour des missions lointaines et naissantes de l'Océanie. Et dans quel cas ? Pour cause de nécessité, parce qu'il était à peu près impossible de se procurer des chandelles en cire, *pene impossibile esse pro sacrosancto Missæ sacrificio vel ceram vel oleum comparare*. Et la sacrée Congrégation n'accorde cette faveur qu'à la condition que les motifs allégués sont bien fondés.

« Affirmative, seu permitti posse, dummodo precès veritate nitantur. » (7 septembre 1850, n. 5150.)

Ajoutons que la sacrée Congrégation, en tête de cet Indult, a soin de rappeler que la Congrégation de la Propagande a porté plusieurs décisions intéressantes relativement aux lumières à employer pendant le saint sacrifice : qu'elle a insisté *sans cesse* pour que, dans les Missions même les plus lointaines on se servit de chandelles composées du *travail des abeilles* :

« Etsi sacra Congregatio de Propaganda fide non intermisce institerit, ut in remotissimis etiam Missionibus pro sacrosancto Missæ sacrificio adhibeantur candelæ ex industria apum labore confectæ. »

Que parfois elle a permis aux missionnaires, en vertu d'un Indult Apostolique, de se servir d'huile en place de cire, et même, à défaut d'huile, de célébrer sans lumière.

Que les missionnaires de l'Océanie regrettent vivement d'être obligés de dire la messe sans lumières.

Qu'il leur est à peu près impossible de se procurer de la cire ou de l'huile, mais qu'il leur serait moins difficile de se procurer des chandelles usitées en ces contrées, chandelles confectionnées avec de la graisse ou blanc de baleine, et connues sous le nom de *Bougies à l'étoile*. Ils désirent d'autant plus en faire usage qu'elles se distinguent par leur transparence, leur pureté et l'éclat de leur lumière.

Vu ces considérations, la sacrée Congrégation des Rites permit de s'en servir si ces raisons étaient fondées.

Ces intéressants détails montrent combien la sacrée Congrégation de la Propagande et celle des Rites tiennent à la vraie cire. Par conséquent nos adversaires ne peuvent aucunement revendiquer en leur faveur l'Indult de 1850.

Seconde objection. — Les églises de Rome elles-mêmes emploient de la cire mélangée.

Nous répondons : cela est possible, parce que la fraude se glisse partout. Nous reconnaissons même qu'elle a pénétré, il y a quelques années, dans diverses églises. Mais le Saint-Siège a-t-il approuvé cette nouveauté ? L'a-t-il même tolérée ? Non, au contraire. Le Cardinal Vicaire, l'éminentissime Patrizzi, l'a formellement condamnée. Pourquoi ? Il importe de le dire et de le répéter. C'est parce que, dit-il, elle est contraire aux saints canons et aux décrets de la sacrée Congrégation des Rites. Écoutons son Ordonnance du 17 juillet 1868 :

« On s'est mis depuis quelque temps, dit-il, à travailler une sorte de cire qui, soumise à l'analyse, révèle une toute autre substance que celle de la cire d'abeilles.

« Un pareil mélange se vend souvent pour les usages du culte, et cela contre la défense des saints Canons et les décrets de la sacrée Congrégation des Rites. Il en résulte un manque de respect pour les choses divines et le symbole qu'elles renferment, ainsi que du dommage pour les objets sacrés et les fidèles présents. Nous donc, après avoir

entendu l'Oracle de Notre Très saint Père, nous promulguons les dispositions suivantes :

« 1^o Nous défendons, sous des peines dont Nous nous réservons la détermination, à tous les Supérieurs des églises et des établissements pieux de Rome et des alentours, de se procurer et de brûler de la fausse cire, pour quelque cérémonie que ce soit.

« 2^o Nous défendons aux marchands de cire, etc., de vendre cette fausse cire pour l'usage des Églises, les Funérailles et les Services funèbres, sous peine de 1 franc d'amende par livre, et d'une amende double en cas de récidive, etc. »

Que penser maintenant de cette objection : Rome elle-même emploie de la cire mélangée ? Non ; le Souverain Pontife ne veut aucunement de cire falsifiée, parce qu'elle est contraire aux saints canons, contraire aux décrets de la sacrée Congrégation des Rites, contraire au respect dû aux choses divines et au symbole qu'elles renferment.

Il parlait ainsi en 1868. A-t-il changé de sentiment depuis ?

Non, nous en avons une preuve toute récente.

L'année dernière, un fabricant de cierges bien connu, M. Charles Desfossés, de la ville de Nantes, présenta à l'Eminentissime Cardinal Parocchi une petite brochure, dans laquelle il démontrait que l'emploi de la cire pure, loin d'augmenter la dépense, pouvait au contraire faire réaliser une économie sérieuse. Il ajoute qu'il fabriquait lui-même cette cire à des prix avantageux. L'Eminentissime Cardinal daigna accorder à son œuvre et à sa brochure une approbation explicite. En voici la traduction :

« Du Palais du Vicariat.

« Rome 19 avril 1888.

« L'opinion soutenue par M. Charles Desfossés, dans l'opuscule intitulé : *La liturgie et l'économie dans le Luminaire des Églises*, au sujet de l'emploi de la cire pure dans les cérémonies, comme étant à la fois conforme aux Rites et favorable à l'économie, m'a paru digne d'être partout propagée et d'être mise en pratique d'une manière chaque jour plus étendue, pour l'avantage de l'Eglise et pour une plus sûre observance des règles liturgiques.

« Je recommande donc de tout mon pouvoir, dans le Seigneur, à tous ceux qu'il appartient, cette opinion et l'application pratique que l'auteur en a faite.

« L. M. Cardinal Vicaire. »

Il est donc absolument faux que le Saint Siège ait changé de sentiment à cet égard.

Troisième objection. — Bon nombre de théologiens enseignent qu'il n'y a pas de péché à célébrer sans chandelles de cire, mais qu'il suffit, si l'on ne peut en avoir en cire, d'une lumière produite par le suif ou par l'huile, lors même qu'on dirait la messe par pure dévotion.

Nous savons que ce sentiment est soutenu par quelques théologiens, comme Pasqualigo, Gobat

et autres. Mais la généralité des théologiens le condamne. Saint Alphonse pense même que le motif de dévotion n'est pas suffisant pour excuser de péché mortel : « nam hæc non videtur causa gravis sufficiens ad excusandum a mortali. »

On ne peut donc pas invoquer le sentiment des théologiens ; ni les canonistes, comme on peut le voir dans Ferrari, etc. ; ni les liturgistes, voyez Gardellini, Martinucci, Le Vavasseur, de Herdt, etc.

Quatrième objection. — Bon nombre d'évêques permettent l'usage de cires mélangées.

Nous répondons que cela est possible, mais que sans doute Nosseigneurs les Evêques sont autorisés par le Saint-Siège. En tous cas nous sommes persuadés qu'ils le sont dans les cas que l'on nous cite, par exemple, si les cierges n'ont que le 20 0/0 ou même le 15 0/0 de cire pure d'abeilles ; car Nosseigneurs les Evêques n'autoriseraient jamais les ecclésiastiques de leur diocèse à violer habituellement « les saints canons et les décrets de la sacrée Congrégation des Rites, à manquer au respect qui est dû aux choses divines et au symbole qu'elles renferment et à causer du dommage pour les objets sacrés et pour les fidèles présents. »

Cinquième objection. — Pourvu qu'on ait de la lumière pendant les saints offices, peu importe d'où elle vienne.

C'est une erreur, malheureusement trop commune. Il y a plusieurs raisons qui déterminent l'Eglise à prescrire la cire d'abeilles.

D'abord une raison d'antiquité et de tradition, car nous voyons dans saint Athanase et dans le poète Prudence que dès lors on faisait usage de cette lumière pour les cérémonies du culte.

En outre, une raison symbolique très élevée. Le cire représente Notre-Seigneur Jésus-Christ. En effet :

1^o Qu'est ce que la cire ? Le produit de l'abeille sans le concours du mâle et de la femelle. Elle rappelle donc que Jésus-Christ est le fruit béni de la très sainte Vierge sans le concours de l'homme : *Et concepti de Spiritu Sancto.*

2^o La cire est le suc des fleurs les plus odorantes des champs, et par suite elle est elle-même une substance très odorante. Elle représente aussi Notre-Seigneur qui est en effet, dans son humanité, le fruit de la Fleur la plus odorante de la terre, la bienheureuse Vierge Marie, cette tige de Jessé, ce lys des champs, ce parfum délicieux, *Radix Jesse...*, *sicut lilium...*, *sicut cinnamomum et balsamum aromatisans*; et Lui-même est la substance la plus odorante par son infinie sainteté.

Ainsi donc déjà la cire symbolise la chair virginale et infiniment sainte du Sauveur. De plus :

3^o La lumière du cierge figure sa divinité ; en sorte que la flamme qui consume aujourd'hui la cire sur nos autels, représente le Verbe divin qui autrefois consuma sur l'autel du calvaire son

humanité sacrée au feu de son amour infini pour les hommes.

Ces sublimes et touchantes considérations se lisent dans de pieux et doctes auteurs ecclésiastiques, particulièrement dans Amalaire Fortunat, Fulbert de Chartres, Yves de Chartres, Pierre de Natalibus et Durand de Mende. L'Eglise les a adoptées et on les retrouve dans les liturgistes les plus autorisés.

Après cela comment ose-t-on dire : Peu importe d'où vienne la lumière ? Cela importe beaucoup. Lorsque je vois un cierge allumé, je me rappelle la chair virginale de mon Sauveur, le parfum ineffable de ses vertus. L'éclat de sa doctrine et de sa divinité et surtout de son brûlant amour, amour qui l'a porté à s'immoler pour moi sur l'autel de la croix et à renouveler chaque jour son sacrifice sur nos autels. Ces considérations élèvent mon esprit, touchent mon cœur et me font adorer et aimer un Dieu qui m'a tant aimé !

Q. — Pensez-vous qu'on puisse consacrer en dehors de la messe ? La preuve que oui, la preuve que non.

R. — Nous pensons qu'on ne peut consacrer en dehors de la messe.

La preuve directe est celle-ci. D'après l'opinion la plus probable et la plus commune, la consécration constitue l'essence même du saint sacrifice. Les autres opinions qui ajoutent à la consécration, comme appartenant à l'essence de la messe, l'oblation, la fraction de l'hostie ou la communion, s'accordent à voir dans la consécration la partie principale de l'essence du saint sacrifice. Consacrer, c'est donc offrir le saint sacrifice ; messe et consécration sont une seule et même chose, au moins pour ce qu'il y a de plus essentiel dans la messe. Consacrer « en dehors de la messe », comme s'exprime notre correspondant, serait consacrer sans les autres cérémonies qui précèdent ou suivent la consécration. Ce serait offrir le saint sacrifice en supprimant tout ce qui n'est pas la consécration. Par là, dans l'opinion de ceux qui regardent quelque une des autres cérémonies comme appartenant à l'essence du saint sacrifice, on laisserait la messe privée d'une partie de son essence ; dans l'opinion commune, on lui ôterait son intégrité : chose si importante que si le prêtre vient à défaillir après la consécration, l'Eglise ordonne qu'un autre prêtre même non à jeun, achève le saint sacrifice. Pour les autres cérémonies qui n'appartiennent certainement pas à l'essence, elles sont tellement nécessaires que jamais l'Eglise n'a permis de les omettre ; les principales, comme la récitation de l'oraison dominicale, sont certainement de la première institution apostolique.

Cela étant, celui qui consacrerait sans célébrer la messe intégralement, commettrait la plus sacrilège irrévérence envers la sainte Eucharistie, soit par l'omission des parties de la messe qui appartiennent à l'essence ou au moins à l'intégrité du saint sacrifice, soit par l'omission des rites dont l'Eglise a voulu entourer l'auguste sacrifice.

Lors même que l'oblation, la fraction de l'hostie et de la communion n'appartiendraient pas à l'essence de la messe, mais seulement à son intégrité, ces actions n'en sont pas moins d'institution divine. N. S. les a accomplies dans l'institution même de la sainte Eucharistie. Et il a donné ordre aux apôtres de faire ce qu'il avait fait lui-même. Il y a donc là une loi divine dont aucune nécessité ne saurait permettre de s'écarter et dont le Pape lui-même, bien qu'il possède tous les droits donnés par N. S. à son Eglise, ne saurait dispenser.

Quant aux autres rites, jamais l'Eglise n'en a dispensé.

Donc il n'est pas permis de consacrer en dehors de la messe.

Ayant fait la preuve *que non*, notre bon confrère voudra bien nous dispenser de faire la preuve *que oui*. S'il nous pressait, nous lui répondrions tout uniment qu'elle n'est pas faisable.

Q. — Auriez-vous la complaisance de me faire connaître par *l'Ami du Clergé* si les trois *Ave Maria* qui doivent être récités après chaque messe basse peuvent être dits en français ou toute autre langue, ou bien seulement en latin comme les prières qui suivent les trois *Ave Maria*, c'est-à-dire le *Salve Regina* et l'*Oraison* ?

R. — D'après le décret du 29 décembre 1864, on peut réciter n'importe en quelle langue une prière indulgenciée sans craindre de perdre les indulgences, pourvu que la version soit fidèle. Cependant deux décisions récentes à propos du Petit-Office de la Sainte-Vierge ont déclaré qu'on devait le réciter en latin pour gagner les indulgences qui y sont attachées¹. En examinant attentivement les diverses décisions dont nous venons de parler, on trouve, croyons-nous, la raison de cette différence dans ce que le Petit-Office est une prière liturgique au sens strict du mot et une partie de l'office divin, tandis que toutes les autres formules indulgenciées n'ont pas ce caractère.

Les prières après la messe doivent-elles être rangées au nombre des prières liturgiques proprement dites ? C'est une question que l'on peut discuter. En tous cas, personne ne peut nier qu'il n'y ait obligation pour le prêtre de les réciter dans la langue liturgique. Mais comme les fidèles ne peuvent gagner les indulgences qui y sont attachées, qu'en les récitant alternativement avec le prêtre, il s'ensuit qu'ils doivent les réciter dans la même langue que lui.

Q. — 1^o Nous récitons le chapelet du Sacré-Cœur de Jésus auquel est attaché grand nombre d'indulgences. Nous apprenons que S. S. Léon XIII vient d'enlever toutes les indulgences de ces invocations si on les récite sous forme de chapelet ; parce que, dit-on, ce chapelet est de nature à faire disparaître ou au moins à faire diminuer les récitations du Rosaire. Est-ce le cas ?

2^o Dans la récitation en chœur du chapelet du Sacré-Cœur, est-il nécessaire de répéter les mêmes invocations

que le président, ou s'il suffit de répondre la dernière partie de l'invocation ?

R. — Ad I. Nous n'avons aucune connaissance de ce décret de révocation dont vous parlez. Aussi serions-nous fort reconnaissant à celui de nos lecteurs qui en aurait le texte, si texte il y a, de nous le communiquer. Nous serions surpris qu'une pareille mesure eût été prise. Dès lors qu'une indulgence est accordée à la récitation d'une prière, qu'importe au souverain Pontife qu'on dise cette prière sous forme de chapelet ou autrement ?

Ad II. Le décret du 29 février 1820 permet de réciter alternativement avec un compagnon les prières indulgenciées, sans aucune distinction.

« An recitans alternatim cum socio orationem cui applicatæ sunt indulgentiæ, v. g. coronam, vel salutationem angelicam, dictam Angelus Domini, possit lucrari indulgentias huic orationi applicatas ?

« RESP. Affirmative¹. »

Les auteurs ne font non plus aucune distinction².

Q. — Y a-t-il des religieux obligés, sous peine de péché mortel, de travailler à leur perfection. Le P. Saint-Jure semble le dire et d'une manière généralement absolue. Je suis porté à croire qu'il faut avoir fait un vœu spécial en ce sens. Votre manière de voir, s'il vous plaît.

R. — Quelques observations sont nécessaires pour nous faire une juste idée de la question. Nous les emprunterons au P. Gautrelet³.

Désirer la perfection, y tendre habituellement par ses actes, se faire de cette tendance *une obligation rigoureuse, s'engager par vœu à faire dans chacune* de ses actions ce qui paraîtra le *plus parfait*, ce sont des choses bien différentes les unes des autres, et qu'il ne faut pas confondre.

1^o Le désir de la perfection est le premier élément de la vie religieuse et une condition nécessaire pour entrer dans cet état. Ce désir peut être plus ou moins sérieux, plus ou moins efficace ; il peut quelquefois n'être qu'une simple *vellété*. Cette disposition d'âme est toujours infiniment précieuse.

2^o Tendre de fait à la perfection d'une manière plus ou moins habituelle, c'est mettre en pratique le désir dont nous venons de parler et accomplir des actes qui, n'étant pas nécessaires pour le salut et ne tombant pas sous le précepte, rentrent dans le domaine des conseils évangéliques.

3^o Cette tendance peut être tout-à-fait libre et spontanée. Une personne dans le monde peut tendre à la perfection sans y être obligée, ni par son état, ni par aucun vœu.

Pour que cette tendance soit obligatoire, il faut que par les vœux on s'engage à la pratique des conseils évangéliques ; or, c'est ce que fait le religieux. Obligé en vertu de sa profession d'observer

¹ *Decreta authentica S. C. Indulg. URBIS ET ORBIS*, 20 sept. 1852, n. 361.

² Collomb, *Petit Traité des Indulgences*, p. 29.

³ *Traité de l'état religieux*, t. II, p. 19.

¹ 1888, *Ami du Clergé*, p. 135 et 519.

les conseils qui font la matière de ses vœux, il est par cela même obligé de tendre à la perfection; et, si ces vœux sont perpétuels, il est tenu de se maintenir toute sa vie dans cette tendance.

4^o Quand au vœu de faire, dans chacune de ses actions, ce qui paraîtrait plus parfait, c'est un engagement beaucoup plus étendu et bien plus difficile à remplir. On ne peut le confondre avec l'obligation de tendre à la perfection que contracte tout religieux par sa profession. Faire à chaque moment ce que l'on croit le plus parfait est chose si difficile, si héroïque, qu'on ne doit jamais s'y engager par vœu, et, autant que possible, sans avoir déjà pratiqué par amour ce qu'on désire s'imposer par devoir.

Ces principes posés, nous établissons quelques propositions admises unanimement par les auteurs :

1^o Il est certain que tous les religieux sont obligés de tendre à la perfection, non-seulement par les devoirs ordinaires du christianisme, mais encore par plusieurs moyens particuliers qui ne sont que de conseils, et spécialement par les trois vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance. La perfection est en effet le but de la vie religieuse, et toutes les observances qui y sont tracées sont autant de moyens pour arriver à ce but. Donc embrasser la vie religieuse et s'engager à la pratique de ces différents moyens, c'est par là même s'engager à tendre à la fin à laquelle ils sont coordonnés.

2^o Les religieux ne sont pas obligés d'être parfaits, mais ils doivent tendre à le devenir. « Il suffit à une âme religieuse de tendre à la perfection, dit le P. Meynard, c'est-à-dire d'user des moyens nécessaires et conformes à son état. L'état religieux est une école de perfection; or, tous ceux qui vont à l'école ne s'obligent pas par là même à savoir tout ce qu'on y apprend, mais simplement à vouloir l'apprendre ¹. » « Son état, dit le P. Gautrelet, n'est pas l'état de perfection acquise, mais l'état de tendance à la perfection. »

3^o Le religieux n'est pas obligé de prendre tous les moyens propres à faciliter l'acquisition de la perfection; il ne s'est pas engagé à cela. « Le religieux, dit M. Jules Didiot ², n'est pas obligé à tous les exercices qui conduisent à la perfection, mais seulement aux trois conseils qui sont les bases de son état, et à ceux qui, bien que secondaires, sont déterminés et prescrits par la règle dont il a fait profession. Les autres, assurément très utiles en eux-mêmes, sont néanmoins pour lui de surrogation, parce qu'il ne s'est pas obligé d'une manière générale et indéterminée à toutes les pratiques de perfection, mais seulement à un certain nombre d'entre elles; les autres ne sauraient donc s'imposer à sa conscience, car on n'est tenu aux

œuvres surrogatoires qu'autant que l'on s'y engage personnellement.

La tendance vers la perfection étant obligatoire pour le religieux, il y a donc péché pour celui qui n'y vise pas. La faute est quelquefois grave, quelquefois légère. Quelle est la règle pour juger de la gravité? La voici d'après les canonistes :

« Une religieuse, dit le P. Meynard, pèche mortellement contre l'obligation de tendre à la perfection : 1^o si elle méprise les moyens qui y conduisent (une religieuse qui violerait habituellement ses vœux, en matière grave, devrait être considérée comme méprisant d'une manière implicite et virtuelle les moyens essentiels qui conduisent à la perfection); 2^o si elle viole ses vœux et ses constitutions dans le but de ne point parvenir à la perfection; 3^o si elle conçoit un dessein ferme de ne faire aucun effort pour travailler à sa perfection; 4^o si elle est dans la disposition formelle de ne point avancer dans la perfection; 5^o si par sa conduite elle fait un tort considérable à la religion. » Ces conclusions sont empruntées à Lezana.

Le P. Gautrelet résume saint Alphonse et Suarez : « On pécherait grièvement contre l'obligation dont il s'agit, dit-il, si on était dans la disposition de ne prendre aucun moyen et de ne faire aucun effort pour arriver à la perfection ou de négliger quelques-uns des moyens reconnus comme nécessaires, tels que sont les vœux. (S. Lig., l. IV, 9.)

« On ne peut point excuser la disposition dans laquelle serait un religieux de n'observer que ce qui est imposé sous peine de péché grave; car, quoiqu'il puisse suffire, à la rigueur, pour tendre à la perfection, d'employer les moyens absolument nécessaires pour cela, c'est-à-dire les vœux et les règles obligeant sous peine de péché mortel, on comprend cependant que dans la pratique, la disposition de n'éviter que les fautes graves et de se permettre toutes les fautes vénielles, exposerait prochainement à en commettre de mortelles, et, du mépris des péchés véniels, conduirait au mépris du péché mortel et de la perfection elle-même en tant qu'elle est la fin de l'état religieux. Voilà pourquoi cette disposition est regardée par les théologiens comme renfermant ordinairement un péché grave. (Suarez.) Elle pourrait donc, ainsi que la transgression habituelle des règles, rendre un religieux indigne des sacrements. »

On peut conclure de ce que nous venons de dire, ajoute le P. Gautrelet, qu'il est fort rare de violer en matière grave l'obligation de tendre à la perfection, soit parce qu'on prend ordinairement les moyens rigoureusement nécessaires pour la remplir, soit parce qu'alors même qu'on ne le ferait pas, le péché consisterait plutôt dans la violation des vœux ou des règles que dans le mépris de la perfection à laquelle on ne pense pas directement.

Voilà, non pas notre avis, mais, ce qui vaut mieux, l'avis des maîtres. On peut consulter sur ce point : Suarez, *De Religione*, tom. IV, tract. viii, l. 1, cap. iv, n. 10; S. Alphonse, lib. IV, n. 10; Bouix, *Tractatus de jure regularium*, t. II,

¹ Réponses canoniques et pratiques sur le gouvernement et les principaux devoirs des religieuses à vœux simples, t. II, p. 71, n. 64.

² L'Etat religieux, par Jules Didiot, p. 31, cf. 222 et 228.

p. 552, ed. 2; Jules Didiot, *L'Etat religieux*, passim; Meynard, *Réponses canoniques...*, t. II, p. 69 et sq.; Gautrelet, *Traité de l'état religieux*, t. II, p. 19 et sq., édit. de 1885.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

L'ASSOCIATION RELIGIEUSE DANS LES PAROISSES POUR LE SOUTIEN DE LA FOI ET DE L'IDÉE CHRÉTIENNE

§ 2. — *Sa possibilité, et les moyens par lesquels on peut tenter son établissement.*

(Suite 1.)

Voici les inconvénients que l'on a cru voir à notre œuvre, et qui pourraient, nous a-t-on dit, l'empêcher de s'établir :

1^o *Elle n'aurait pas un but assez précis.* — Si nous l'avons bien compris, le confrère qui nous a fait cette observation, croit qu'une œuvre n'est possible qu'à la condition de tendre à un acte déterminé et tout à fait spécifié; ce en quoi nous sommes de son avis. Mais il pense que le *soutien de l'idée religieuse et la défense de la foi dans une paroisse* n'est point un acte de ce genre; ce que nous ne saurions admettre avec lui. Il nous semble, en effet, qu'il n'y a rien de plus *précis* que la religion, rien de *mieux déterminé* et de *plus pratique* que les commandements de Dieu, l'obéissance à l'Eglise, rien en un mot de plus *net* que les promesses du baptême, le *Credo* des apôtres, l'acte de foi catholique.

Or c'est cela même que nous donnons comme but à l'association qui doit soutenir la religion dans un pays. Qu'y a-t-il de moins vague, de moins incertain que les obligations du prêtre dans sa paroisse? Homme de Dieu, il est tenu à en défendre, à en prêcher la cause partout et de toutes manières; et ni lui, ni personne ne doutera jamais de son devoir à ce sujet. Le confrère de la Foi n'aura pas davantage l'incertitude de son devoir: son titre de bon fidèle et d'enfant de Dieu lui diront clairement en toute circonstance ce qu'il doit faire pour tenir ses engagements.

Notre œuvre ne vise pas, à la vérité, comme la plupart des associations ou confréries, un point particulier du Décalogue, une pratique de piété, un acte spécial de religion ou de charité; elle vise la *religion* elle-même, et elle est, selon le mot aimable d'un de nos amis: « La confrérie des commandements de Dieu. » C'est son caractère distinctif. C'est aussi sa raison d'être, parce que la religion tout entière est mise en cause en ce moment; et si nous tentons de former une ligue dans les paroisses pour assurer le respect et la pratique de la religion, c'est d'abord que la fidélité personnelle et individuelle laisse beaucoup à désirer maintenant, et ensuite et surtout, qu'il y a *ligue*, pour empêcher nos chrétiens de pratiquer

cette religion et même d'y croire. Encore une fois, voici ce que nous disons à nos bons paroissiens: — La foi et la religion sont en danger, voulez-vous les défendre? — Comment? — Par votre vie de fidélité, par vos actes de christianisme, et surtout par quelques œuvres de circonstance qui vous seront conseillées par vos chefs, c'est-à-dire par vos pasteurs.

N'est-ce donc pas un acte très formel et très précis, que cet acte de religion fondamental que nous demandons aux vrais chrétiens?

2^o *Cette œuvre pourrait nuire aux autres œuvres ou confréries.* — Au contraire, elle les favorise toutes, leur donne de la vigueur et les relie entre elles. Nous le prouvons par cette raison bien simple que, soutenant l'idée religieuse elle-même, elle soutient par le fait toutes les œuvres qui prennent pour but un point particulier de cette idée, un acte spécial de religion. Le confrère de la Foi, s'il est bien dans son rôle d'ami et de défenseur de la religion, aimera tout ce que l'Eglise approuve et conseille, et le Rosaire, et la Propagation de la Foi, toutes les dévotions et œuvres catholiques... C'est la religion qui inspire ces œuvres, c'est d'elle qu'elles vivent comme une branche vit du tronc qui la porte; nous leur préparons donc une sève nouvelle et un accroissement de vie en cherchant à établir une confrérie qui a pour but la religion elle-même.

3^o *Le mot de confrérie ne plairait pas à tout le monde et arrêterait peut-être quelques personnes.* — L'œuvre en question étant avant tout locale, chaque pasteur peut lui donner le nom qui lui paraît le plus convenable.

4^o *Une association locale n'aurait pas chance de vie.* — Cela ne nous paraît nullement prouvé, car chaque paroisse a une vie propre qui lui vient d'elle-même, de ses efforts, outre la vie qu'elle puise dans la grande communauté chrétienne; or nous croyons que l'œuvre privilégiée d'une paroisse sera naturellement celle qui sera en faveur de la paroisse elle-même.

De plus, si l'association doit être locale avant tout, en ce sens qu'elle doit travailler sur place, pour le bien même de la paroisse, rien n'empêche les associations particulières de se relier entre elles et de vivre d'une vie commune. Si notre œuvre s'établit, elle aura bien vite ses liens et ses moyens communs pour aider son action dans chaque paroisse.

5^o *Elle introduirait les laïcs dans le sanctuaire, en demandant le concours des fidèles.* — Il y a longtemps, cher confrère, que vous les conviez vous-même ces fidèles, ces laïcs, à y mettre un peu les pieds, dans le sanctuaire; car vous avez besoin d'eux pour vos œuvres, pour votre église et même pour bien des actes de votre ministère. Nous ne faisons donc qu'un acte très convenable et très naturel en demandant que vos paroissiens s'entendent pour vous aider. Et comme il s'agit surtout pour eux de vous seconder par leurs bons exemples, leur bonne vie, et de pren-

¹ Voir le n^o 5.

dre vos conseils pour le bien qu'ils feront, nous ne pensons pas que notre association aggrave sérieusement le danger, qui a quelquefois existé, de voir les laïcs essayer de diriger la paroisse. Généralement nous sommes assez vigilants sur ce point, pour qu'il n'y ait pas beaucoup à craindre d'une tentation de ce genre qui pourrait parfois venir à un paroissien trop entreprenant.

6° *Elle créerait des divisions dans la paroisse et surexciterait les mauvais.* — Oui et à juste titre comme du reste toute autre œuvre, si on la présente maladroitement sous l'aspect irritant d'un blâme contre ceux qui refusent d'en faire partie, ou d'une guerre, d'une hostilité contre les ennemis de la religion. Mais avec prudence et discrétion, on peut obtenir d'une partie de la paroisse le dévouement à Dieu, sans blesser nécessairement l'autre partie. Si malgré nos sages et charitables précautions quelques-uns s'offensent ou se mettent à crier, nous sommes d'avis qu'il faut, une fois de plus, les laisser faire, car il y a longtemps qu'ils se fâchent de nos sermons, de nos catéchismes, de nos meilleurs conseils, et d'une quantité d'autres choses excellentes.

Où en serions-nous, s'il nous avait fallu taire ou cesser dans l'exercice de notre ministère tout ce qui a eu le malheur de déplaire ! — « Mais au moins, disent quelques-uns, ne faisons pas de zèle qui offusque. » — C'est là une édition sacerdotale de cette vieille parole bourgeoise, trop connue : « Ne sortez pas de votre sacristie. » Nous y répondrons en demandant : Croyez-vous donc que notre ministère sacré soit une œuvre dont on doive rougir, et qu'il nous faille les ténèbres et le silence pour avoir permission de le remplir ? Si le curé doit mettre une sourdine à sa voix quand il prêche l'Evangile, et quitter le surplis, voir même la soutane, pour paraître moins clérical dans son ministère, les meilleures paroisses n'en ont pas pour vingt ans. Par ce moyen, du reste, il ne désarmerait pas ses ennemis, il se laisserait battre honteusement, et voilà tout. Nous ne sommes donc point pour la suppression du zèle par peur de la guerre, quand ce zèle s'exerce avec une sainte et charitable prudence.

7° On nous a dit encore : — *Les associés auront leurs faiblesses, leurs lâchetés, et nous verrons peut-être tomber ceux sur lesquels nous comptons le plus. C'est un grave inconvénient.* — Hélas, oui, et c'est même un grand malheur. Mais Notre-Seigneur n'a-t-il pas vu tomber Judas son apôtre ? Mais, l'Eglise, qui ordonne tous les jours des prêtres, ignore-t-elle que quelques-uns de ceux qu'elle consacre avec tant d'amour, lui feront un jour verser des larmes ? Mais tous ceux que nous baptisons ou auxquels nous faisons la première communion, demeurent-ils bons chrétiens ? Cette réflexion que plusieurs fois on nous a faite est donc douloureuse, mais elle n'est pas un raisonnement d'où l'on puisse tirer cette conséquence : qu'il faut ne rien faire !... L'évangéliste ne dit pas en effet : « Jésus-Christ eut mieux fait

de ne pas choisir Judas ; » mais seulement : « Il eut mieux valu pour Judas de n'être pas né. »

8° Enfin on nous a objecté : *Il faudrait beaucoup de temps et des soins sans nombre pour établir cette confrérie de la Foi, l'entretenir dans sa ferveur et lui faire produire un résultat, donner des fruits satisfaisants !* — Nous l'avouons, c'est très vrai, et ce travail énorme n'est pas sans faire un peu peur aux plus courageux. Disons même que c'est là surtout ce qui arrête ou fait hésiter. Car, il faudra prêcher d'exemple, marcher à la tête de l'armée du bien, diriger le zèle avec prudence, le soutenir par toutes sortes de moyens. Mais vraiment faut-il nous en plaindre, et surtout nous en étonner ? N'est-ce pas une tâche semblable qui incombe à tout ouvrier qui prend à cœur son travail et veut réussir ?... Nous n'avons pas le droit de prêcher nos confrères et de leur montrer leur devoir ; nous pouvons dire toutefois qu'il serait bien à plaindre le prêtre qui craindrait la peine, quand il s'agit de sauver la Foi dans sa paroisse.

II. Nos réponses aux objections contre la possibilité d'une confrérie de la Foi sont terminées ; nous indiquons maintenant les moyens de tenter son établissement dans une paroisse.

Nous disons premièrement qu'il faut sérieusement et longtemps peut-être s'appliquer à PRÉPARER L'ŒUVRE.

Car bien qu'elle soit toute rationnelle, toute naturelle même, nous avons constaté qu'au premier abord elle étonne un peu tout le monde, et pasteurs et fidèles. L'essai que nous avons fait dans notre paroisse, aussi bien que les nombreuses observations de nos confrères, nous ont appris qu'on n'en saisit pas toujours de suite le sens et la portée, qu'on est même plutôt incliné, au premier mot, à en contester l'avantage pratique et la possibilité. Il faut le temps pour s'habituer à cette idée et s'en bien pénétrer. Mais une fois comprise, on s'y attache facilement et on s'y dévoue de tout cœur.

Le pasteur qui voudra fonder l'œuvre dans sa paroisse, devra donc commencer par bien établir sa propre conviction à ce sujet, afin d'arriver, avec la grâce de Dieu, à une volonté solide et décidée qui, au jour dit, marchera droit sans hésiter et sans tentation de retourner en arrière. Les pensées de la foi et surtout la prière seront pour lui le moyen par excellence de donner à son âme ce zèle convaincu et l'énergie surnaturelle qui tendront résolument au but.

Il étudiera pour lui-même la question sous tous ses aspects, se rendra judicieusement compte de ce que peut lui permettre l'état de sa paroisse, du résultat possible à obtenir chez lui, des moyens qu'il aura sous la main, des personnes sur lesquelles il croit pouvoir compter, des précautions de prudence qui lui sont imposées, des œuvres qu'il peut espérer de créer un jour, etc... Car, comme les situations des paroisses ne sont nullement les mêmes, il se pourra qu'en établissant

l'association de la Foi, tel confrère doit se borner à assurer la persévérance chrétienne de ses associés, sans leur recommander d'autres œuvres que la fidélité à leurs devoirs, la fuite du mal, le bon exemple, la prière, l'attachement et la docilité à l'Eglise; que tel autre puisse songer à la formation d'un parti du bien auquel il suggérera peu à peu un certain esprit de zèle et d'apostolat; que tel autre enfin soit à même dès le début d'intéresser son monde à une bonne œuvre, comme à celle des catéchismes ou des bonnes lectures, au soin des malades, à la visite des pauvres, au patronage des petits enfants, à l'entretien et à la décoration de l'église, etc., et de se créer ainsi immédiatement des auxiliaires dans la paroisse et surtout dans les familles.

— Ayant son idée bien arrêtée pour lui-même, le pasteur essaiera de la faire connaître à la paroisse, et il tâchera d'y rallier en particulier quelques personnes à qui il s'en ouvrira plus spécialement.

Il commencera avantagusement l'initiation de la paroisse par de simples avis donnés de temps à autre avec à propos; il sera bon de les appuyer par les récits ou comptes-rendus de quelques œuvres de zèle, si nombreuses aujourd'hui, car les exemples ont une grande force de persuasion. Ces avis répétés serviront à éveiller l'idée, qu'il fera ensuite pénétrer par des instructions spéciales, prêchées aux moments opportuns.

Voici quelques titres sous lesquels il pourra présenter aux fidèles l'idée fondamentale qu'il cherchera à leur inculquer. Les développements se trouvent dans un grand nombre de discours d'actualité, de revues chrétiennes, de journaux catholiques, et même dans les articles sur le *Ministère paroissial* que nous avons publiés jusqu'ici.

Le zèle pour la gloire de Dieu.

La première demande du *Pater* : *Sanctificetur nomen tuum*.

Le désir ardent qu'à le Sauveur de rencontrer des amis fidèles qui soutiennent sa cause.

Les exemples de zèle que nous donnent les bons chrétiens depuis l'époque des persécutions jusqu'à nos jours.

Les exemples en particulier de nos missionnaires, de leurs catéchistes, et des hommes généreux qui se dévouent en ce moment à la cause de Dieu.

L'honneur et l'avantage de défendre Notre-Seigneur attaqué.

L'obligation pour chaque fidèle de faire du bien.

Ne rien faire pour Jésus-Christ, c'est presque le renier.

Ne pas s'attrister du mal est un manque d'amour de Dieu; et ne point le combattre est une infidélité au devoir.

Nos promesses de chrétien et nos vœux du baptême. Leur sens et leur étendue.

Notre titre de soldat de Jésus-Christ.

Quiconque aujourd'hui n'est pas un apôtre, est en voie de devenir un apostat.

Les devoirs des familles chrétiennes.

En quoi consiste l'apostolat du père; celui de la mère; celui de la sœur; celui du maître qui a un domestique?

Les grands intérêts religieux menacés aujourd'hui sont en même temps les grands intérêts des familles.

Le dévouement à l'enfance et à la jeunesse chrétiennes.

La religion est en cause aujourd'hui, ainsi que l'existence même de nos paroisses.

Sans l'assistance et l'appui des bonnes familles, les pasteurs sont condamnés à l'impuissance et réduits au découragement.

La ligue du mal demande la ligue du bien.

Jésus-Christ trouvera-t-il moins de dévouement dans ses disciples que Satan dans ses adeptes?

Puissance d'une vie chrétienne, puissance d'une association pour le bien.

En quoi consiste le dévouement à Dieu? Ce qu'il *défend* et ce qu'il *commande*.

Le bon esprit envers les pasteurs.

L'esprit d'obéissance aux chefs de l'Eglise.

Pourquoi faire prendre aujourd'hui aux chrétiens l'engagement d'accomplir des devoirs qui découlent de leur baptême? etc., etc.

Il ne faut pas craindre de répéter sous toutes les formes cette idée de dévouement à Dieu et de fidélité à la religion qu'il importe tant de faire entrer dans l'esprit de nos chrétiens. En la présentant ainsi sous des aspects divers, on fortifie les convictions de tous, on arrive à donner à plusieurs quelque intelligence, à leur inspirer même quelque amour de ce grand devoir.

Quant aux personnes sur lesquelles le curé peut compter en premier lieu, il leur expliquera simplement sa pensée, son dessein, les intéressera et les initiera à l'œuvre avant même son établissement définitif. Il les fera prier et communier à cette intention; il leur recommandera de réparer les blasphèmes et les insultes à la religion, de se montrer dévouées à toute espèce de bien, et désireuses de voir la foi se conserver dans la paroisse. S'il le peut, il leur proposera quelque bonne œuvre extérieure qu'il les invitera à accepter comme un moyen de soutenir la cause de Dieu... Et de la sorte, lorsque le moment d'établir la confrérie sera venu, il aura déjà des âmes toutes formées, qui en assureront le succès et le fonctionnement dès les premiers jours.

Mais comment l'ÉTABLIR cette confrérie, après que le terrain aura été ainsi préparé?

Nous invitons nos confrères à suivre pour cela le conseil plein de sagesse que nous a donné à nous-même un dignitaire de l'église qui s'intéresse vivement à l'œuvre que nous proposons, c'est-à-dire de faire affilier leur œuvre à l'archiconfrérie romaine de la *Doctrinae Christiane*, qui, par son but et ses privilèges tout à fait exceptionnels, rend possible dans chaque paroisse, avant toute approbation spéciale du Souverain Pontife, l'érection canonique de notre confrérie de la Foi.

Nous donnerons, dans de prochains articles, toutes les explications et indications nécessaires à ce sujet, sous le titre de *Confrérie de la Foi et de la Doctrine chrétienne*.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Dans ma lettre du 23 septembre dernier, je vous priais de vouloir bien me faire connaître si un prêtre pouvait tenir un pensionnat ou bien une étude surveillée sans enseigner, se contentant de conduire ses jeunes gens aux classes d'un collège voisin. Je me permets de vous rappeler que je n'ai pas encore vu de réponse à ma question; et pourtant, j'en aurais un besoin urgent.

R. — Dans les questions scolaires, si compliquées et quelquefois si obscures, nous aimons bien à nous abriter sous l'autorité du comité du contentieux de la Société générale d'Education composé d'hommes très compétents et très dévoués. Voilà pourquoi nous nous trouvons quelquefois en retard vis à vis de nos correspondants toujours pressés. Nous sommes heureux de transmettre à notre consultant corse la réponse donnée par M. Paul Josseau dans le Bulletin de la dite société du 15 janvier dernier :

« En fait, on a toujours vu, avant comme après la loi du 30 octobre 1886, des établissements dans lesquels les enfants étaient logés, nourris et surveillés, mais conduits au dehors dans un autre établissement pour y recevoir l'enseignement. Ces pensionnats sans classes seraient-ils prohibés aujourd'hui et la loi nouvelle autoriserait-elle les inspecteurs à refuser une déclaration d'ouverture d'un pensionnat de ce genre? Nous ne le pensons pas et nous estimons qu'il ne saurait même y avoir le moindre doute à cet égard. Un seul inspecteur, à notre connaissance, a cru pouvoir former opposition à la déclaration d'ouverture d'un pensionnat, faite par une personne qui, bien que possédant son brevet, ne devait pas donner elle-même l'enseignement, et faire la classe. Suivant cet inspecteur, il faut être *instituteur privé*, c'est-à-dire *chargé d'une école* et la diriger effectivement, pour pouvoir diriger un pensionnat. Ce fonctionnaire appuie son opinion sur les articles 170 et 171 du décret du 18 janvier 1887 combinés avec les articles 37 et 38 de la loi du 30 octobre 1886.

Reportons-nous à ces textes : l'article 170 du décret est ainsi conçu :

« Tout instituteur privé qui veut ouvrir un pensionnat primaire doit justifier qu'il s'est soumis aux prescriptions édictées par la loi du 30 octobre 1886 relativement à l'ouverture des écoles privées. » Cette disposition très claire signifie simplement que l'ouverture d'un pensionnat est assujettie aux mêmes déclarations et aux mêmes formalités que l'ouverture d'une école; c'est un renvoi pur et simple aux articles 37 et suivants de la loi du 30 octobre 1886.

L'article 171 du décret continue l'article 170 dans les termes suivants :

« L'instituteur qui veut ouvrir à la fois une école privée et un pensionnat primaire, peut accomplir simultanément les formalités prescrites tant pour le pensionnat que pour l'école. »

Il résulte déjà de cette dernière disposition que le pensionnat et l'école constituent deux choses distinctes et qu'elles peuvent être ouvertes simultanément ou successivement. Mais puisqu'elles sont deux choses distinctes, l'une peut exister sans l'autre. Il y a des écoles sans pensionnat. Il y a toujours eu des pensionnats sans école, c'est-à-dire sans classe faite dans le pensionnat lui-même. Et si les deux établissements sont distincts pourquoi ne seraient-ils pas dirigés par deux personnes différentes? — Serait-ce parce que le texte des articles 170 et 171 s'exprime ainsi : « Tout instituteur privé qui veut ouvrir un pensionnat... », et pourrait-on en induire que pour ouvrir un pensionnat il faut nécessairement être instituteur, c'est-à-dire donner soi-même l'enseignement et diriger une école?

Une telle interprétation du décret serait contraire à toutes les règles de l'interprétation juridique et du simple bon sens.

Les articles 170 et 171 du décret de 1887 ne font que reproduire les articles 1 et 2 du décret du 30 décembre 1850, sur les pensionnats primaires. Or, quand le législateur emprunte certaines dispositions particulières à une loi abrogée, il est clair qu'il entend faire revivre ou survivre ces dispositions particulières et qu'il entend les maintenir avec le sens qui leur était reconnu, et les appliquer comme elles étaient appliquées. Donc, puisque sous l'empire de la loi et du décret de 1850, il a été admis partout que le pensionnat et l'école pouvaient constituer deux établissements distincts dirigés par deux personnes différentes, il en est nécessairement de même aujourd'hui. — Si le décret emploie ces mots : *L'instituteur qui veut ouvrir...* c'est qu'il a en vue le cas le plus fréquent, celui où un instituteur réunit dans un même établissement l'école et le pensionnat. Les textes de loi et de décret s'occupent presque toujours de *eo quod plerumque fit*, mais ne doivent pas pour cela s'entendre judaïquement et *stricto sensu*. L'école et le pensionnat peuvent être réunis, ce sera le cas le plus ordinaire dans les campagnes; mais pourquoi ne pourraient-ils pas être séparés et constituer deux établissements distincts ayant chacun leurs directeurs? Il a toujours existé, surtout dans les villes, un certain nombre de pensionnats sans classe dont les élèves étaient conduits au dehors pour recevoir l'instruction. Il n'est pas possible qu'ils se trouvent prohibés et supprimés tacitement et sans une disposition formelle de la loi.

Un simple décret d'ailleurs ne suffirait pas à supprimer en France l'exercice d'une profession quelconque; ce serait un excès de pouvoir évident et un acte inconstitutionnel et illégal du chef

de l'Etat. Il nous semble même impossible qu'aucune loi puisse jamais être rendue pour interdire une profession aussi utile et aussi honorable que celle de directeur d'un pensionnat conduisant ses élèves dans une école pour y recevoir l'instruction. »

Le droit et le bon sens sont pour la personne qui crée de ces sortes de maisons d'étude et non d'enseignement, et en cas d'opposition, elle doit lutter énergiquement.

Q. — Les enfants d'une école primaire sont-ils obligés, s'ils réussissent, d'ailleurs, les aptitudes requises, de faire partie du bataillon scolaire ? Et en supposant qu'un enfant fasse partie du bataillon scolaire, est-il obligé d'en suivre les exercices quand ils ont lieu à l'heure même du catéchisme ?

R. — Non ; la participation aux bataillons scolaires est tout à fait libre et facultative. Le décret du 6 juillet 1882 relatif à la création de ce semblant de milice n'indique nullement qu'il y ait une obligation quelconque pour les élèves d'en faire partie ; mais il renferme un certain nombre de règles auxquelles ceux qui en font partie sont assujétis. Il y a entr'autres l'article 19, 8°, de l'arrêté organique du 18 janvier 1887, qui établit que les exercices « ne pourront avoir lieu que le dimanche et le jeudi. »

En vertu de cet article, un enfant du bataillon scolaire appelé à faire l'exercice, à l'heure même de la messe ou du catéchisme, doit-il sacrifier le bataillon au catéchisme ou le catéchisme au bataillon ? Cet article regarde la discipline du bataillon ; mais il n'a pas force de loi.

L'article 2 de la loi du 28 mars 1882 porte : « Les écoles primaires publiques vaqueront un jour par semaine, en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, à leurs enfants, l'instruction religieuse, en dehors des édifices scolaires. »

Ceci est un article de loi auquel l'arrêté organique des bataillons scolaires ne saurait faire échec : la faculté qu'il donne aux parents ne peut leur être enlevée. D'où il suit que même les parents qui consentent à envoyer leurs enfants au bataillon scolaire sont *en droit d'exiger* que les réunions du dit bataillon ne coïncident pas avec les offices du dimanche et les réunions du catéchisme, puisque les vacances de ces deux jours sont essentiellement réservées pour que les enfants puissent recevoir l'instruction religieuse.

Malheureusement, un grand nombre de familles, et même le plus grand nombre chez le peuple négligent d'user de leur droit. Les inventeurs de cette milice pour rire savaient ce qu'ils faisaient en plaçant leurs exercices aux jours destinés à l'étude de la religion. Ils ont montré une fois de plus l'esprit diabolique qui les inspire. Malheur aux parents qui ne le voient pas !

Q. — Un bon curé de mon voisinage est présentement dans ma chambre et m'annonce qu'il vient d'être mis en suppression de traitement.

Cette décision paraît avoir été prise par M. le Ministre à l'instigation d'une coterie républicaine, maire déchu en tête. La même coterie attaquait en même temps le nouveau maire tout dévoué à M. le Curé. Ayant échoué contre le maire en conseil de préfecture, la coterie a porté l'instance en Conseil d'Etat qui a confirmé la décision du conseil de préfecture. Mais M. le Curé va être mis en suppression à partir du 15 janvier, à moins de changement.

Monseigneur a défendu son prêtre et l'a bien défendu ; il ne lui impose point le changement exigé par l'administration des cultes.

Maintenant, — et c'est là toute la question, — y aurait-il lieu dans le cas, à recourir au Conseil d'Etat ? M. le Curé serait en mesure de porter l'instance jusque-là. Dans l'affirmative à la question posée, seriez-vous assez bon pour indiquer la marche à suivre.

R. — Non, il n'y a rien à faire, si ce n'est à mettre en jeu des influences, si l'on en a, parce qu'ici il n'y a qu'une mesure disciplinaire prise par l'administration et sous sa responsabilité. La jurisprudence gouvernementale sous ce rapport est déjà fixée et depuis longtemps. Quelques ecclésiastiques hardis et ayant de l'argent à jeter par les fenêtres ont vainement essayé de mettre en pratique l'idée de notre correspondant et tous ceux qui voudront marcher sur leurs traces aboutiront au même insuccès.

S'il y avait un procès quelconque, une accusation quelconque portée devant un tribunal quelconque, civil ou administratif, il y aurait débat, par conséquent possibilité de plaider et de gagner, mais ici il n'y a rien qui ressemble à une action juridique. Bien plus, à l'heure même où le ministre prend la mesure en question, il avoue la non culpabilité du sujet, puisqu'il pose l'alternative de la suppression ou du changement. Si elle considérait le curé comme un indigne, elle n'offrirait pas de le payer ailleurs. Elle ne frappe exclusivement que pour déplacer le prêtre ; et elle s'est arrogé le pouvoir d'agir ainsi non seulement pour les curés desservants et amovibles *ad nutum*, mais encore pour les curés inamovibles et même pour Nosseigneurs les évêques. La force prime le droit.

Dans ces conditions, il n'y a pas de contestations possibles. Le prêtre frappé n'a qu'à protester, même par ministère d'huissier, si cela l'amuse, dans l'espoir d'une future restitution. Après cela, d'accord avec son évêque, qu'il reste dans sa paroisse s'il a de quoi vivre, ou qu'il accepte une autre paroisse s'il ne peut faire autrement. Nous sommes persuadé que le jour de la justice viendra, avec un gouvernement réparateur, et alors certainement les spoliés rentreront en possession de ce qui leur a été iniquement enlevé.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 13 februarii 1889.

+ ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MATHIER ET COURTOT.

CORRESPONDANCE

J. aumônier à E. (Basses-Alpes). — Vous ai-je rendu ? Dans le doute, je répète le modèle de réponse vous-même m'envoyez : « affaire arrangée, abonnement reçu, inscriptions pour tables générales. » Vous recevrez maintenant plus tôt.

E. prêtre à Rome. — Je réponds aux deux dernières phrases de votre carte, après les avoir reproduites :

« Merci de votre bon article de l'autre jour sur le type typique de Ratisbonne. Je n'aurais pas eu la patience de creuser la question avec tant de calme et de philosophie. »

Réponse. — Pour vous dire que, vous et nous, sommes le vrai, je le crois, j'emprunterai le dernier mot à M. Arthur Loth, article de *L'Univers* du 4 février, tant, sur le *Processionale monasticum* à l'usage des Bénédictins : « Certains esprits prévenus ont pu croire qu'il (Dom Pothier) cherchait à innover : il se borne à nous rendre le passé. Les innovateurs sont ailleurs. On le verra par la grande publication paléographique des RR. PP. Bénédictins de Solesmes, dont Sainteté Léon XIII a daigné agréer la dédicace, et va remettre sous nos yeux les monuments authentiques du chant de saint Grégoire. »

« Je viens de lire le commencement du compte-rendu (10 janvier) sur l'Histoire Hergenrother-Bélet. À près les allures de l'article, je crains que, quand il ira juger Bélet (j'ai étudié le texte allemand et exacté la traduction), votre aimable rapporteur n'oublie la protestation formelle élevée par le cardinal (3^e édition, préface) contre son infidèle et maladroit traducteur. C'est une simple crainte, j'espère que la suite montrera qu'elle a été téméraire. »

Réponse. — Je reproduis votre observation par scrupule de sincérité. J'ignorais la protestation formelle et primée du cardinal contre son traducteur. Mais je sais qu'il y avait eu des plaintes contre ce traducteur, et, pour y répondre, l'éditeur avait : 1^o fait ajouter, aux premiers volumes de la traduction, des *Errata* prenant plusieurs feuilles et corrigeant les fautes de traduction ; 2^o exigé que le manuscrit du traducteur fût, pour les volumes suivants, révisé avant l'impression, par un homme également compétent en histoire et en langue allemande.

« L'un de mes collaborateurs qui a écrit l'article sur Hergenrother a, comme on a pu le voir, étudié l'ouvrage sur l'édition originale allemande, et, tout en ayant sous la main la traduction française, s'en est peu servi et ne l'a pas jugée. »

« Personnellement je crois, qu'avec les corrections l'ont réparée, l'édition Bélet est devenue et restera bonne pour nous. »

T. curé de T. (Pyrénées-Orientales). — Voyez l'avis de l'Armée, en réponse à votre première question. L'*Ami du Clergé* s'est plusieurs fois occupé de votre seconde question : voyez ses tables.

N. curé de F. (Monche). — Vous recevrez les tables générales dans le courant de cette année. Je l'ai dit et je le répète : l'impression ne pouvait se faire tant que fût terminée la rédaction, et la rédaction ne pouvait se terminer avant que fût achevée l'impression des volumes qu'elle devait comprendre, c'est-à-dire le 52^e et dernier numéro de 1888, qui termine le tome X^e et dernier de la première série. Or la composition typographique, la correction et l'impression des colonnes à peu près, hérissées de renvois et de renvois, demandent bien six mois, quelque hâte et quelque qu'on y mette.

« Pour la Propagation de la Foi et la Sainte-Enfance, nous y reviendrons du reste) voyez le tome X de l'*Ami du Clergé*, année 1883, pages 385 et 397. »

M. le chanoine M. à N. (Rhône). — Sur le retard, vous avez maintenant, certainement, satisfaction. Quant à vos questions en souffrance, de quelle date sont-elles et de quoi traitent-elles ? Votre lettre est muette là-dessus, et je ne pourrai vous donner satisfaction, comme je le désire, que si vous voulez bien être un peu plus explicite.

M. D. L. curé-doyen d'A. (Basses-Pyrénées). — Tout est bien en règle et nous sommes d'accord.

M. V. curé de T. (Aisne). — Reçu. Oui.

M. D. de B. curé à B. (Tarn-et-Garonne). — Reçu. Oui, bonne note est prise. Nos efforts tendront à réaliser votre espérance.

M. R. curé de la C. (Isère). — Oui.

M. N. curé à A. (Isère). — Oui, vous êtes bien inscrit.

M. Le M. curé de M. (Manche). — Merci. Vous êtes juste en ne me rendant pas responsable de déceptions où je ne fus pour rien. Toujours à vos ordres, quand vous aurez le temps de faire la nomenclature des numéros qui vous manquent.

M. L. curé de P. (Gers). — Reçu. Votre protestation appuyant avec autorité la mienne, je la reproduis : « Je ne puis m'empêcher de protester avec vous contre l'assertion très fautive d'un de mes compatriotes — inconnu d'ailleurs pour moi — à propos des rubriques. »

M. B. vicaire d'I. (Calvados). — Inscrit.

M. H. curé de B. (Seine-Inférieure). — Vous me parlez d'or et vous êtes trop aimable : « Plus vous serez connu, plus vous aurez de lecteurs. Semez donc à profusion, si vos ressources le permettent, des numéros-spécimen, c'est-à-dire les meilleurs d'entre les bons, et ils le sont tous. » Mais voilà, précisément je n'ai pas assez de ressources pour semer à profusion les numéros-spécimen qui provoqueraient certainement de nouveaux et nombreux abonnements. C'est pour cela que, au début de cette année, je disais à mes chers abonnés :

« Permettez-nous de compter aussi sur votre bienveillance et actif concours. Par ce concours plus encore que par notre travail, croyez-le bien, l'œuvre se développera, se perfectionnera, et atteindra aussi pleinement que possible le but de bien que nous désirons et poursuivons tous. »

« Ce concours que nous vous demandons et que vous ne nous refuserez pas, c'est d'abord un concours de prières ; c'est ensuite un concours de propagande. On ne peut nier la force du nombre, quand il s'agit du bien comme quand il s'agit du mal. Cette force du nombre, que nous avons déjà, il faut encore la multiplier, et pour cela, n'hésitez pas à répéter autour de vous le bon témoignage que vous nous rendez avec tant de cœur et d'unanimité quand vous nous écrivez : ainsi peut-être, ou mieux sûrement — et nous ne vous le demandons que pour cela, — ainsi sûrement vous augmenterez le nombre de nos abonnés. »

« Entendez bien ceci : Si chacun de vous nous procurait seulement, parmi ses voisins, un abonnement nouveau, et quoi de plus facile ! non-seulement vous étendriez ainsi notre champ d'action, non-seulement vous auriez ainsi rendu à un confrère les mêmes services que, nous dites-vous, nous vous rendons par nos revues ; mais vous auriez surtout doublé la force de celles-ci. A. M. D. G., et vous leur auriez fourni, sans qu'il vous en coûtât rien, les ressources matérielles nécessaires pour tant d'améliorations encore rêvées. Nous nous donnons entièrement ; donnez-nous un peu, pour l'amour des âmes ! pour l'amour de Dieu ! »

M. C. B. à J. (Canada). — Je vous inscris. Tout est réglé.

M. E. à R. (Ile-et-Vilaine). — 1^o Rien n'est changé dans l'*Ami du Clergé*, et, en particulier, il a toujours le même prédicateur. 2^o Votre écidement tombe à faux, puisque l'*Ami du Clergé paroissial* a d'autres

prédicateurs. 3^e Je fais et ferai toujours tout mon possible (sans réussir) pour contenter *tout le monde.* 4682

M. B. curé de C. (Jura). — Il m'est pénible de vous répondre négativement; mais *je ne puis pas* faire autrement. 4689

M. C. curé-doyen de R. (Basses-Alpes). — L'adresse est corrigée à la main dans nos bureaux toutes les semaines. Merci. 4698

Accusés de réception à MM. :

P. curé-doyen de G. (Mayenne) 5139. — H. curé de R. la M. (Marne) 5140. — M. curé de B. (Ain) 5142. — Le P. G. à L. par S. (Hte-Garonne) 5146. — D. curé de V. (Eure) 5147. — K. curé-doyen de L. (Meurthe-et-Moselle) 5150. — B. vicaire à P. de B. (Isère) 5151. — L. curé d'A. (Basses-Pyrénées) 5154. — A. curé de G. (Nièvre) 5157. — D. curé des E. B. (Basses-Pyrénées) 5158. — B. curé à S. (Lot-et-Garonne) 5159. — L. curé de S. (Seine-et-Marne) 5161. — L. à V. (Manche) 5162. — D. curé de St-J. de P. (Aveyron) 5163. — H. curé de C. (Calvados) 5164. — S. curé de St-H. le G. (Marne) 5166. — P. curé de T. (Yonne) 5167. — D. curé de R. (Hte-Marne) 5168. — L. curé de V. (Yonne) 5169. — P. curé de L. C. (Manche) 5170. — C. curé de la V. (Orne) 5171. — L. curé de C. (Nord) 5172. — N. curé de St-P. (Indre-et-Loire) 5173. — J. curé-doyen d'A. (Marne) 5174. — S. R. vicaire à S. (Var) 5175. — R. curé de V. les R. (Somme) 5176. — P. curé de F. (Lozère) 5177. — B. B. à la C. de B. (Meurthe-et-Moselle) 5182. — V. L. aumônier à C. (Eure) 5188. — A. C. curé de C. l'O. (Nièvre) 5191.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'*examen de conscience journalier* ou *règlement de vie pour la sanctification de l'année.* Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

27 fr. la caisse de 12 litres *franco* gare destinataire

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr. fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 8

PRÉDICATION : Deuxième sermon pour les Quarante-Heures : pénitence. — Pour le premier dimanche de Carême : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Indulgences : Quelques réponses au sujet des messes de saint Grégoire.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Tous les fidèles peuvent-ils gagner les indulgences du Rosaire dans une chapelle privée où la confrérie est érigée pour les membres de la communauté ? Saint Martin patron déplacé par suite de son occurrence avec la Dédicace doit-il être déplacé au 14, jour où dans le diocèse il est fixé par suite de son occurrence perpétuelle avec l'octave du patron du diocèse ? Au deuxième dimanche de l'Avent dans l'octave de l'Immaculée-Conception doit-on réciter à Primes tous les psaumes et les prières ? — Le prêtre qui va célébrer passant devant un autel où le célébrant en est après la consécration, doit-il faire la génuflexion à deux genoux ? — Peut-on appliquer aux défunts une messe votive du Saint-Sacrement avec exposition ? — Y a-t-il une différence entre dire une messe à l'honneur et en l'honneur de Dieu ou d'un saint ? Dans le *Dies iræ*, faudrait-il lire : *Qui salvando salvas gratis* ? — Une autorisa-

tion d'ériger une confrérie est-elle invalidée parce que le prêtre autorisé a tout d'abord refusé d'en user ? Comment procéder pour ériger une congrégation de Filles de Marie ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : L'instituteur peut-il retenir les enfants pendant le temps du catéchisme, sous prétexte de punitions à faire, ou d'exercices du bataillon scolaire à suivre ? Ces exercices peuvent-ils se faire pendant le temps des classes ? Sont-ils obligatoires ? L'instituteur peut-il faire une classe pendant la messe du dimanche ? A qui porter plainte ? Comment obtenir qu'un orphéon ne fasse pas de musique devant l'église pendant les offices ? — Peut-on attaquer la nomination d'un membre du bureau de bienfaisance dont l'élection s'est faite de vive voix ? Un citoyen sachant tout juste signer son nom peut-il être conseiller municipal, conseiller de fabrique, membre du bureau de bienfaisance ? Un adjoint hostile au curé peut-il encore faire partie du conseil de fabrique ? — La fabrique peut-elle être autorisée à emprunter pour achever le paiement d'une église bâtie à l'aide de dons volontaires ? Un emprunt sans les formes légales engage-t-il la fabrique ? Quelles formalités sont à remplir pour prendre possession de l'église et la livrer au culte ?

COURRIER DES LIVRES

BIOGRAPHIES DU XIX^e SIÈCLE. 3 vol. in-8, chez Bloud et Barral, 4, rue Madame, Paris.

Je viens de faire une nouvelle promenade et des plus agréables à travers ces *biographies*, et pour quoi ne ferais-je point part au public de l'*Ami du Clergé* des trésors que j'y ai découverts, en chemin. Suivons un ordre historique.

I. Nous sommes à la fin du XVIII^e siècle, dans ces dernières années de ruines, de sang et d'orgie où la notion du bien et du mal disparaît, où toutes les idées saines sont bouleversées et se cachent. Voici Fouché, un ex-oratorien qui a connu Robespierre à Arras et qui s'était lié avec lui. Esprit mathématique, il connaît surtout l'arithmétique de l'intérêt. Il comprend que le proclamateur de l'Etre suprême sera bientôt victime de la Révolution et il s'applique à l'opportunisme. Il est totalement dépourvu de convictions mais non d'habileté. Il vote la mort du roi ; il donne son

adhésion à l'exécution des Girondins dont plusieurs sont ses amis ; il gratifie sa fille du nom de *Nièvre*, parce qu'il est commissaire de la Convention à Nevers ; il ordonne aux Nivernais d'apporter tout leur argent, tout leur or, sous peine d'être déclarés suspects, et il en envoie un chariot à Paris, mais « il y a des erreurs dans la pesée » ; il fait écrire sur la porte du cimetière : « La mort est un sommeil éternel » ; tout par opportunisme, peur, intérêt, ambition. L'ex-oratorien ne connaît qu'un dieu : lui-même et il s'admire. De fait il est mieux avisé que pas un. Plus habile que Sieyès qui réussit tout au plus à « vivre », il est mêlé à tous les mouvements, il s'unit à Tallien contre Robespierre, à Bonaparte contre Barras, au fort contre le faible, et il regarde tranquillement la meute révolutionnaire s'entredévorer autour du gâteau qui renferme pour lui toute sa philosophie.

Ministre de la police incomparable, Bonaparte prend ombrage de sa finesse sans scrupule, et veut l'écartier ; mais le ministre est plus fort que le premier consul. Il achète la complicité de Joséphine et il paie en grand seigneur les secrets de

cour. L'argent ne lui manque jamais : telle maison de jeu lui donne trois mille francs par jour pour avoir le droit de tenir tripot. Et cet homme parti de rien, qui s'est hissé aux premiers honneurs sur les cadavres des Lyonnais, va devenir maintenant un homme de gouvernement vraiment remarquable. Bonaparte faisait échouer bruyamment les conjurations qu'il découvrait, Fouché les déjouait en silence. « L'existence d'un gouvernement, disait-il, date toujours dans l'opinion de la dernière conspiration déjouée, parce qu'une découverte de ce genre remet nécessairement en question ce que l'on croyait déjà affermi. »

Voilà une vraie maxime de gouvernement.

Ce silence excitait les fureurs de Bonaparte. « Fouché pliait, mais pour se relever bientôt, dit Bourrienne. Le plus habile comédien ne pourrait reproduire son attitude calme pendant les éclats de la colère de Bonaparte, ses réticences, sa patience à se laisser accuser, tout ce qu'il y avait de dénégation dans son silence et surtout dans ses demi-révélation. »

Comédiens l'un et l'autre : l'un jouait la comédie de la colère, l'autre celle du calme. Celui-ci devait user celui-là, il était vraiment plus fort ; et Napoléon eut beau supprimer le ministère de la police pour briser Fouché, les conspirations l'obligèrent à le rétablir et à nommer cet homme qu'il détestait duc d'Otrante. O nécessités politiques !

Le sectaire, le maçon ne change pas en lui, — et c'est un côté qu'on voudrait voir mis en lumière. — Il est haineux, impie avec une ténacité qui tranche avec sa souplesse native. En 1800, le collège de Navarre rouvre ses portes, Fouché fait déchirer l'affiche qui parlait de la nécessité des principes religieux et « des leçons de morale chrétienne que doit y donner l'abbé Sicard. » Il ne veut pas que « les générations à venir continuent à s'égarer au nom du ciel » et le rôle de la police en cette occurrence est « de diriger l'esprit public dans une voie plus saine, de le ramener sans cesse aux maximes avouées par la raison et par la philosophie. »

Ainsi parle ce cynique assassin qui écrivait après le sac de Lyon : « Les larmes de la joie coulent de mes yeux, elles inondent mon âme... Nous n'avons qu'une manière de célébrer la victoire : nous envoyons ce soir deux cent treize rebelles sous le feu de la foudre. » (21 déc. 1793.) La première phrase appartient à la sensiblerie de Rousseau, sensiblerie bête qui finit dans l'atroce avec la seconde. C'est logique.

La biographie de Fouché est une forte esquisse, aux lignes bien accusées, aux conclusions nettes et irréfutables. La signature et le style nous semblent être d'un vieil ami, d'un compatriote. Deux raisons qui nous l'ont fait mieux encore apprécier et savourer.

II. Les idées révolutionnaires ont chassé hors de France les honnêtes gens et armé toute l'Europe. Catherine II a recueilli les jésuites, « ses chers Ignatiens » et elle meurt le 19 novembre 1796 après avoir soigneusement fermé son empire aux idées qui remplirent sa vie de meurtres et de voluptés dégradées. Bien digne des philosophes, comme morale elle était descendue au niveau de Messaline. Elle léguait à son peuple un fils de l'adultère, qui n'avait pas dans les veines une seule goutte du sang des Romanoff, Paul Ier, qui apporta sur le trône tantôt les élans généreux d'une grande âme, tantôt les fantaisies d'un esprit déséquilibré.

Quand il apprit la mort de Catherine, il dit à son fidèle Rostopchine : « Peut-être Dieu me donnera-t-il la force et la raison nécessaires pour supporter l'état auquel il me destine : J'espère tout de sa bonté. » Belle parole qu'il prononça

dans un de ses rares moments lucides. Mais sa conduite n'est qu'une incohérence perpétuelle. Un jour il impose à ses soldats le costume de l'armée prussienne avec cheveux frisés et longue queue poudrée. « Cette poudre ne prend pas feu, » dit en raillant le vieux Souvarow : le lendemain l'illustre général est disgracié. Peu après Paul Ier accueille Louis XVIII et lui assigne Mittau pour résidence. Mais bientôt, s'étant passionné pour Bonaparte, il lui ordonne de quitter ses États sous quarante-huit heures. Pahlen délivre la Russie de ce monarque, doué d'ailleurs de rares et séduisantes qualités et qui tombe sous le poignard de ses courtisans, avec la complicité déguisée de son fils Alexandre Ier, le 24 mars 1801.

Dans l'histoire si mouvementée et sanglante de la Russie, il y a peu de drames plus poignants que celui de ce prince surpris par les sicaires, qui se cache dans sa cheminée, puis tient aux conjurés qui le menacent un langage vraiment royal et si noblement persuasif que plusieurs pleuraient, prêts à tomber à ses pieds.

Alexandre Ier eût été un prince accompli, bon, vaillant, généreux et grand, s'il n'eût été élevé dans les idées révolutionnaires, si fatales à l'Europe. Révolutionnaire dans les tons doux, libérateur incorrigible, sa bonté tourna à la faiblesse, et à cause de sa bonté même, il eut sur son pays et sur les événements une action plus dangereuse. Il est remarquable que la douceur est la qualité des grands sectaires, qualité néfaste, plus désastreuse que la violence, parce que la violence du moins ne trompe personne.

Il eut pour précepteur une médiocrité philosophique, Laharpe — rien du fameux Laharpe, — maçon comme tous les philosophes, qui l'éleva dans la passion pour l'instruction pure, séparée de l'idée religieuse, cette instruction qui est la mère du nihilisme. Naturellement il finit par chasser les Jésuites sans prendre garde à cet avertissement de Joseph de Maistre qui lui écrivait en voyant grandir les germes de désordre qu'il avait encouragés : « Cette secte — qui est devenue celle des nihilistes. — à la fois une et plusieurs, environne la Russie, ou pour mieux dire, la pénètre de toutes parts et l'attaque jusque dans ses racines les plus profondes. Il ne lui faut pour le moment que l'oreille des enfants de tout âge et la patience des souverains. Elle réserve le bruit pour la fin. » On l'a bien vu.

Alexandre non plus, en pratique, ne croyait pas au péché originel.

III. Napoléon avait presque fait oublier l'assassinat du duc d'Enghien dont Fouché avait dit : « C'est plus qu'un crime, c'est une faute. » Alexandre Ier même avait reconnu empereur le soldat parvenu, quand une phrase du *Moniteur* qui faisait allusion à sa complicité dans le meurtre de son père, alluma la guerre. Alors commença cette lutte de géants qui dura dix ans. L'Angleterre fournissait l'or, l'Europe les hommes. Avec l'or Albion achetait, payait les hommes. De là ce mot amer de François II, à Napoléon, le lendemain d'Austerlitz : « Les Anglais ! Ah ! ce sont des marchands de chair humaine ! »

La Prusse est écrasée à Iéna (14 octobre 1806). Le baron de Stein, ce brutal de génie comme en produit trop la Prusse, si sévère pour le roi Frédéric-Guillaume III, et surtout pour son entourage : Hanwitz « un visionnaire, disait-il, un débauché qui a trahi la femme avec laquelle il vivait », Lombard, « ce rimailleur français, ce joueur que les suites du libertinage ont privé de la moitié de ses membres » ; le baron de Stein, dis-je, mu par une idée fixe comme en avait

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

DEUXIÈME SERMON POUR LES QUARANTE-HEURES : PÉNITENCE !

Parce Domine, parce populo tuo, ne in eternum irascaris nobis.

Epargnez Seigneur votre peuple et ne laissez pas s'appesantir sur lui la main de votre justice.

Tel est le grand cri liturgique de cette fête de la pénitence que nous célébrons. Il devrait être notre unique prière parce qu'il exprime clairement en de courtes paroles le but premier de l'institution des Quarante-Heures. *Venite, procidamus ante Deum et ploremus*, venons pleurer nos péchés et ceux de nos frères; venons désarmer le bras de la Justice divine levé sur nos têtes. C'est pour notre patrie, c'est pour nos familles que nous allons prier aujourd'hui, c'est pour éloigner d'elles les malheurs qui les menacent. Levons-nous pour cette croisade pacifique; levons-nous pour accomplir ce devoir patriotique; car l'œuvre de la Réparation est une œuvre de salut public, une œuvre de défense nationale, puisqu'en expiant nos crimes et ceux du monde nous mettons à couvert de la malédiction de Dieu, nous lions les bras de sa justice et nous laissons libres de toutes entraves les bras de sa miséricorde.

Laissant de côté les magnifiques considérations que vous avez déjà entendues si souvent sur l'Eucharistie, je voudrais m'inspirer de l'esprit de cette fête pour vous en montrer le caractère spécial, c'est-à-dire l'esprit de pénitence et d'expiation. Si je ne connaissais les excellents sentiments qui vous animent, j'hésiterais avant de vous exposer une doctrine si austère et cependant si précieuse en fruits de salut; mais la vivacité de votre foi me donne la certitude de ne pas trouver sur vos lèvres cette réponse des Athéniens à saint Paul traitant le même sujet : « Réservez-nous ce discours pour une autre circonstance, nous n'avons pas le temps de vous entendre aujourd'hui. »

O Jésus, qui par un libre choix de votre cœur avez voulu naître, vivre et mourir au milieu de la souffrance, je suis sûr de répondre à un de vos plus ardents désirs, en rappelant à votre peuple, au commencement du Carême, la pratique de la pénitence qui a été la compagne inséparable de votre vie.

Deux pensées s'imposent à votre bienveillante attention : 1^o Le grand mal de notre époque c'est l'abandon de la pénitence; 2^o le grand remède, c'est le retour à la pénitence.

I

Faut-il l'avouer ! Des chrétiens disciples d'un Dieu crucifié, des catholiques issus du sang des apôtres et des martyrs reculent devant la pénitence, devant l'expiation. Pour eux, elle est incompatible avec les mœurs délicates du siècle actuel ;

pour eux elle est devenue une parole importune, écho très affaibli des austérités d'un autre âge. Que sont devenues en effet parmi nous les anciennes pratiques de la pénitence observées si scrupuleusement par nos ancêtres ? Que sont devenues aujourd'hui les lois si adoucies, si mitigées du jeûne et de l'abstinence ? Combien ne voit-on pas de chrétiens solliciter toutes les dispenses possibles ? Combien, dont la conscience est moins délicate, se dispensent eux-mêmes en une matière si grave ? Tous donnent naïvement pour excuse que le jeûne et l'abstinence les gêneraient, comme si ces lois avaient un autre but. Et parmi ceux-là même qui ont de sérieux motifs de dispenses, combien songent à suppléer par d'autres pénitences à celles que l'Eglise prescrit ? Qu'est devenu surtout le temps de l'expiation par excellence, le Carême ? Ne semble-t-il pas qu'on choisisse ce temps de préférence pour le profaner par des divertissements coupables et défendus. Chacun cherche la vie confortable, une sorte de paradis sur terre. On s'écrie d'un air convaincu : Il n'est plus possible de vivre aujourd'hui comme autrefois. Ne faut-il pas suivre le progrès ? Illusion fatale, vous dirai-je avec un orateur célèbre. Et pourquoi ne pourrait-on plus vivre aujourd'hui comme autrefois ? L'Evangile est donc changé ? Est-ce que les bases immuables de la morale chrétienne seraient sujettes aux variations des temps ? Non, non, quand même un ange descendrait du ciel pour m'enseigner la vie douce et facile, je ne le croirais pas, parce que toutes les paroles et tous les exemples de mon Dieu m'enseignent le contraire.

Nous avons abandonné la pénitence, ce grand élément de salut, et nous avons introduit par là un germe de désorganisation dans le christianisme. Voilà notre mal. C'est la pensée du pape Léon XIII, en particulier dans ses lettres encycliques pour le jubilé de 1879 et le Tiers-Ordre franciscain en 1883. C'était déjà la pensée du grand pape Benoît XIV. Il écrivait à son époque ces paroles que je livre à la réflexion de tous les gens sérieux : « C'est par la pénitence que nous détournons les fléaux de la colère divine ; si elle vient à diminuer parmi nous, c'est au grand détriment de la gloire de Dieu, au déshonneur de la religion catholique, au péril des âmes chrétiennes. On ne doit pas douter que la négligence sous ce rapport ne devienne la source de malheurs pour les peuples, de désastres pour les affaires publiques, d'infortunes pour les particuliers. »

Ce grave avertissement n'a point été écouté et on peut dire avec Dom Guéranger, l'illustre abbé de Solesmes : « Les tristes prédictions de Benoît XIV ne se sont que trop visiblement réalisées. Les nations chez lesquelles l'idée de la pénitence et de l'expiation vient à disparaître défilent la colère de Dieu et il ne reste bientôt plus pour elles d'autre sort que la dissolution ou la conquête. »

Le mal, je le répète, c'est l'oubli de la pénitence.

La logique et le simple bon sens viennent donner raison à ces graves autorités.

N'entendez-vous pas retentir partout cet axiôme trivial qui est devenu comme la devise favorite de notre siècle, la mesure et la règle de toutes ses aspirations, le mobile de toutes ses entreprises : « Là où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir. Avant tout il faut jouir. » Donc, vous l'entendez, ce n'est plus le devoir qui est la règle de nos actions, c'est le plaisir ou la jouissance. A quoi bon imposer de la contrainte à ses passions, à sa nature ; à quoi bon se renoncer, porter sa croix, se faire souffrir ? On peut bien être honnête sans cela. Mensonge hardi, erreur grossière, hérésie d'autant plus dangereuse qu'elle flatte les mauvais instincts d'une chair de péché. Aussi voyez d'ici les conséquences de ce principe diamétralement opposé à la morale de Jésus-Christ. Plus de soumission aux lois de Dieu, aux commandements de l'Eglise, aux ordres des chefs de la société ou de la famille. — L'obéissance ne m'impose-t-elle pas une gêne, elle est contraire à ma nature. Avant tout le plaisir. — La volonté habituée à toujours céder aux inclinations naturelles n'aura plus le courage et l'énergie nécessaires pour se vaincre. Attachée à ses aises, elle reculera instinctivement, toutes les fois qu'il faudra faire un sacrifice ou un effort, par la lâche crainte d'un dérangement certain ou d'une gêne possible. Ne nous étonnons plus alors si les caractères fortement trempés sont peu communs. Ne nous étonnons plus si les grandes vertus de dévouement, de chasteté, de désintéressement, de charité, de résignation, de justice sont devenues aussi rares que les épis oubliés par la faux du moissonneur. Du reste comment pourrait-il en être autrement, car il faut être fidèle à sa devise : Avant tout le plaisir ; ne contrarions pas les instincts naturels. Pour jouir, il faut s'enrichir. Aussi nous voyons les populations dévorées par la soif des richesses qui entraîne sûrement à sa suite la jalousie des pauvres contre les riches, la haine entre les diverses classes de la société. On ne sait plus vivre avec la simplicité d'autrefois et les habitudes austères et fortes de nos aïeux sont remplacées par une tendance contraire vers le luxe, l'ostentation, le sensualisme.

Voilà une partie des conséquences malheureuses de l'abandon de la pénitence. C'est la destruction certaine de l'esprit chrétien au profit de l'esprit païen, au profit du naturalisme. C'est là, je le répète, la cause principale de la situation actuelle.

II

Où donc est le remède ? Tout à côté du mal, il est dans le retour prompt et complet à l'esprit de pénitence et d'expiation. Voilà la condition la plus indispensable du salut de notre société. Est-ce que l'Eglise ne nous indique pas ce moyen infaillible ? Elle chante dans la préface du Carême : La pénitence comprime les vices, élève l'âme, nous obtient les vertus et les récompenses célestes : *Vitia*

comprimit, mentem elevat, virtutem largiris et præmia.

Notre-Seigneur lui-même en fait la condition première de salut et comme le résumé de sa doctrine : Si vous ne faites pénitence, vous mourrez tous. Toutes les prédications des prophètes, toutes les maximes de l'Evangile, toutes les exhortations des apôtres, les plus habituels enseignements des Docteurs se résument dans la nécessité de la pénitence et de l'expiation. Là est le salut, l'espérance des biens présents et futurs, le principal moyen de faire cesser le plus grand châtiment dont Dieu puisse affliger un peuple chrétien, le règne des méchants, la domination du mal, l'oppression du bien.

En face d'un tel déchainement du mal, la Justice divine offensée demande une réparation. Or cette réparation ne peut se rencontrer que dans les actes douloureux de la pénitence. Et puisque les grands coupables, loin de songer à offrir à Dieu cette réparation, ne pensent qu'à multiplier leurs crimes, ne faut-il pas que nous fassions tous nos efforts pour la présenter nous-mêmes à Dieu. Il ne suffit pas de nous indigner contre l'impiété et les vices dont le triste spectacle nous entoure ; toute légitime qu'elle soit, cette indignation est complètement stérile et impuissante à combattre le mal. Songeons surtout à nous en prendre à nous-mêmes. Si notre vie était plus sainte, plus pure, plus conforme aux lois de l'Eglise, en un mot plus pénitente, les choses n'iraient pas aussi mal.

C'est le grand pape Léon XIII qui nous l'affirme : Tant que la pénitence était pratiquée, s'il y avait des crimes, il y avait aussi une expiation pour y faire contrepois ; aujourd'hui, au contraire, tandis que le crime atteint à des proportions incroyables, l'expiation qui seul peut le contrebalancer a diminué dans la même proportion.

L'expiation et la pénitence s'imposent donc à nous, chrétiens, comme un grand devoir patriotique, de son accomplissement dépend notre salut ; car en vertu de cette loi de la solidarité qui nous enveloppe tous, nous sommes responsables des crimes et des fautes de nos semblables. Les fautes sont personnelles c'est vrai, mais sous un point de vue d'ensemble les fautes sont aussi solidaires. Le coupable pèche non seulement pour son malheur, mais pour le malheur de sa nation, de sa famille, de sa paroisse. A cause de ces responsabilités mutuelles, tous pâtiennent, les bons pour l'épreuve, les méchants pour la vengeance.

Mais pour contrebalancer les effets de cette loi de la solidarité, Dieu, dans sa miséricorde, a établi la loi de la réversibilité des mérites, grâce à laquelle le juste peut payer pour le coupable et arrêter les foudres du ciel. Voilà pourquoi toujours la pénitence et l'expiation ont sauvé les nations coupables. Tous les peuples, barbares ou civilisés, ont compris que c'était là le seul moyen d'apaiser la colère de Dieu. Que de pages de notre histoire na-

tionale ne pourrait-on pas citer pour appuyer cette doctrine. Sans la pénitence et l'expiation ne comptons pas trop sur l'efficacité de la prière. Isolée de la pénitence en effet, la prière n'a pas le vol assez rapide pour arriver jusqu'au cœur de Dieu. La prière s'adresse à la miséricorde, mais pour que la miséricorde soit libre d'agir, il faut que les entraves que lui impose la justice irritée soient brisées par l'expiation. Voilà pourquoi l'Esprit-Saint nous avertit que la prière de celui qui s'humilie pénétrera dans le ciel, *oratio humiliantis nubes penetrabit*. Voilà pourquoi l'apôtre saint Paul écrit aux Hébreux en parlant de la prière pénitente de Jésus-Christ : *Preces, supplicationesque offerens cum clamore valido et lacrymis, exauditus est pro sua reverentia*. La prière du Sauveur a été exaucée parce qu'elle était accompagnée de cris, de larmes, de gémissements et de toutes les autres marques d'un cœur contrit et humilié.

Voilà le grand exemple que Jésus nous a donné dans sa vie mortelle ; voilà le grand exemple qu'il nous offre encore dans sa vie eucharistique. Là sur l'autel il s'immole tous les jours, et la voix de son sang, les gémissements appels de la grande victime d'expiation couvrent l'horrible clameur que font nos crimes aux oreilles de Dieu. Mais Jésus-Christ ne doit pas être le seul pénitent, il veut que nous nous fassions à nous-mêmes une part dans son sang, une part dans ses pénitences, il veut que nous accomplissions en nous ce qui manque à sa Passion, il veut que nous devenions, suivant la forte expression des saints Pères, les collègues de son martyr, les associés et les compagnons de son expiation.

Concluons avec un pieux auteur. Dans la situation présente, c'est principalement de la pénitence que dépend le salut ; sans elle, nous pouvons tendre le dos à tous les châtiments ; avec elle nous obtiendrons l'effusion des grâces qui guérira tous nos maux. Chercher d'autres moyens de salut, c'est s'épuiser en combinaisons vaines et irréalisables, c'est s'abuser étrangement, c'est rester sourd aux échos des Pyrénées qui retentissent encore des paroles de la Sainte-Vierge : « Pénitence, Pénitence ! » Mettons-nous résolument à l'œuvre, confessons humblement que par nos infidélités, notre faiblesse, la recherche de nos aises, nous avons amené la situation présente. Songeons à nous réformer, travaillons à chasser le péché de nos âmes, à combattre nos défauts, à mieux accomplir nos devoirs, à correspondre plus pleinement à la grâce, à être plus fidèles aux pratiques religieuses qui sont la force des paroisses. Alors seulement l'esprit de pénitence aura de nouveau sauvé le monde. Courage donc, puisque nous avons avec nous le grand Pénitent qui chaque jour s'immole sur des milliers d'autels. Unissons nos expiations à ses expiations et, de même que les rayons du soleil d'octobre venant à percer les épais bronnards du matin se montrent tout-à-coup étincelants, de même nous verrons bientôt

apparaître éclatant le triomphe de l'Eglise, préparé et hâté par notre vie désormais plus pure, plus sainte, plus pénitente. Ainsi soit-il.

POUR LE PREMIER DIMANCHE DE CARÊME : HOMÉLIE
SUR L'ÉVANGILE

S. Mathieu VI, 1-11.

Un des caractères les plus frappants de l'enseignement de l'Eglise, c'est d'être toujours approprié aux différents états de la vie chrétienne comme aux besoins particuliers des âmes. L'évangile d'aujourd'hui nous en est une nouvelle preuve. C'est le tableau saisissant de la retraite au désert, du jeûne et de la tentation de Notre-Seigneur. A l'entrée de la sainte quarantaine, l'Eglise pouvait-elle nous offrir une instruction plus opportune ? Prenons donc courage, en voyant Jésus-Christ se faire notre modèle dans l'exercice difficile de la pénitence, et pour mieux exciter notre zèle à suivre un si bon Maître, méditons attentivement sa conduite et les leçons que celle-ci renferme.

I

Tunc Jesus ductus est in desertum a Spiritu Sancto. Jusqu'au jour de son baptême dans le Jourdain, Notre-Seigneur avait vécu dans la retraite et le recueillement. On a appelé, avec raison, cette période qui s'écoula de l'enfance au ministère public de Jésus, sa vie cachée : vie tellement silencieuse, passée dans une paix et une obscurité si profondes que rien n'en a transpiré et que les évangélistes ne nous en ont pas révélé la moindre particularité. Était-il possible de pousser plus loin l'éloignement du monde, l'esprit de recueillement et de vie intérieure ? Cependant voici que l'Esprit-Saint vient arracher Jésus à la douce compagnie de sa sainte Mère, et le pousse au désert, selon l'expression de saint Marc, *Spiritus expulit eum* (Marc I, 12). Conduite bien extraordinaire et bien surprenante ! Le Fils de Dieu n'avait, assurément, pas besoin de quitter le monde pour jouir de tous les avantages de la solitude. Son âme ne pouvait pas être un seul instant détournée de la contemplation ineffable des mystères divins. Pourquoi donc cette retraite, cette fuite de tout commerce humain, cet éloignement si absolu du monde ? N'est-ce pas uniquement pour notre instruction ? Quel autre dessein pouvait se proposer notre divin Sauveur, sinon de nous faire estimer et goûter ce à quoi lui-même, sans y être aucunement obligé, s'est soumis avec tant d'empressement, de zèle et de perfection ?

La retraite éclaire l'esprit et le dégage peu à peu des illusions dont le spectacle du monde le fascine. La retraite ranime et soutient les forces de l'âme fidèle ; là se prennent et se consolident les résolutions courageuses ; là sont demandées, méritées et obtenues les grâces qui nous font triompher de nos ennemis et marcher d'un pas ferme et assuré dans la voie du salut. L'esprit de

retraite et d'éloignement du monde, je veux dire de ses pompes et de ses vanités, est la première condition pour passer saintement le carême et la meilleure préparation aux solennités pascales. C'est ainsi que l'entend l'Eglise. Pendant tout ce temps, elle interdit sagement à ses enfants les joies et les fêtes trop bruyantes. Elle défend ces réjouissances profanes qui apportent avec elles le trouble et la dissipation, comme celles, par exemple, qui accompagnent la célébration des mariages. Elle nous invite au recueillement, à la méditation, à la prière. Son désir est que nous nous fassions un espèce de désert au milieu même du monde, que nous nous séparions entièrement de ses vanités, de ses spectacles et de ses plaisirs.

Hélas ! on oublie trop, de nos jours, ces sages défenses et ces salutaires recommandations de l'Eglise. Non seulement l'impiété affecte de les braver, en multipliant, dans ce temps de pénitence, les scandales de ses honteux divertissements. Mais les catholiques ne savent pas toujours s'imposer à cet égard la juste réserve qui leur est prescrite. Beaucoup, à qui il répugnerait de prendre part à des fêtes trop exclusivement mondaines, ne font pas difficulté de participer à ces mêmes réjouissances, lorsque, par une odieuse et criminelle profanation, elles se présentent sous le titre menteur de fêtes de charité. Les fêtes, disons le mot, les bals de charité, sont bien une des plus abominables inventions de l'enfer pour dénaturer et souiller cette chose d'une si pure, si modeste, si humble et si délicate nature, la charité chrétienne. Non, non, ce n'est point ainsi que procède la vertu divine, apportée par le Christ à la terre. Vos joies licencieuses sont une insulte aux larmes et aux souffrances des malheureux ; vos fêtes n'ont de la bienfaisance que le nom, elles en sont plutôt l'impudente et honteuse contre-façon. L'Eglise les a condamnées et flétries par la voix de ses pontifes, et tout vrai chrétien doit leur refuser son concours et sa participation.

II

Cum jejunasset quadraginta diebus, et quadraginta noctibus. A la retraite Notre-Seigneur joint la pénitence, et, du premier coup, il se porte aux dernières rigueurs de la mortification et de l'abstinence. L'Evangéliste prend soin de nous faire remarquer que le jeûne de Jésus-Christ se prolongea pendant quarante jours et quarante nuits, sans la moindre interruption, sans le plus léger adoucissement.

Mes frères, quand un capitaine veut enlever ses troupes et les porter à quelque action hardie et décisive, il se met à leur tête et s'avance le premier. Electrisés, les soldats s'élançant à sa suite, franchissent les obstacles, bravent la mitraille et la grêle des projectiles et ne s'arrêtent que lorsqu'ils ont planté leur drapeau sur la position conquise. Ainsi agit notre Dieu et notre Sauveur. Il sait combien la pénitence est importante et nécessaire : elle est si indispensable que personne sans

elle ne peut être sauvé. Mais Jésus sait aussi combien les hommes ont de peine à s'y soumettre, il sait combien il leur est difficile de vaincre et de surmonter cette répugnance funeste, cause de tant de défaillances et d'infractions à la loi. Comment les décider à gravir, à emporter d'assaut les sommets escarpés de la pénitence. Jésus n'hésite pas à montrer l'exemple. A sa suite voyez ces légions de saints s'élancer, et embrasser avec joie les plus dures austérités, les pratiques d'une mortification dont l'héroïsme nous étonne et nous confond. Courage donc, mes frères, ne soyons pas de ces chrétiens lâches et efféminés qui ne peuvent, ou plutôt ne veulent rien retrancher au train ordinaire de leur vie, qui non seulement n'observent pas les jeûnes prescrits par l'Eglise, mais, sous les plus futiles prétextes, violent constamment le précepte de l'abstinence. L'Eglise, mère tendre et compatissante, a pris soin d'adoucir la rigueur de ses prescriptions, beaucoup plus sévères autrefois pour nos pères qu'elles ne le sont aujourd'hui pour nous. Si nous profitons de cette sage condescendance, sachons du moins apporter une sérieuse bonne volonté à garder ce qui reste obligatoire pour tous. Ainsi la pénitence ne sera pas un vain mot pour nous : sa pratique nous aidera puissamment à expier nos fautes passées et à nous prémunir contre les dangers et les tentations à venir.

III

La résistance à la tentation, telle est la troisième leçon que nous offre notre évangile. Les faits que nous venons de rapporter nous ont montré Notre-Seigneur se préparant à subir les assauts de l'esprit de ténèbres. La retraite et la mortification sont, en effet, les préservatifs les plus efficaces contre les atteintes des passions, comme aussi les armes les plus sûres pour repousser les attaques du démon. Voyons maintenant Jésus aux prises avec son perfide adversaire et méditons attentivement chacun des détails de ce combat mémorable.

Nous l'avons dit, Notre-Seigneur par sa retraite au désert et son jeûne avait voulu nous indiquer clairement comment nous devons nous précautionner et être sur nos gardes, quand nous prévoyons le danger. Lui-même ne pouvait être surpris : la tentation n'avait pas le moindre pouvoir contre son infinie sainteté. Il permet néanmoins à Satan de s'approcher de lui. Il l'attire pour ainsi dire au combat, comme le remarque saint Jean Chrysostôme, en lui manifestant la faim qu'il endure ; mais après qu'il s'est laissé attaquer, il le terrasse par trois diverses fois avec une facilité toute puissante. Nous aussi, mes frères, malgré notre faiblesse et l'infirmité de notre nature blessée par le péché originel, nous pouvons sortir vainqueurs de toutes les tentations. Mais pour cela nous avons besoin de lutter, de résister, d'opposer au tentateur les mêmes refus que Notre-Seigneur lui a opposés le premier. Point de vic-

loire sans combat, point de combat sans efforts, sans lutte acharnée et soutenue.

Le démon, s'étant approché de Jésus, lui dit : « Si vous êtes le Fils de Dieu, dites que ces pierres deviennent des pains. » Il semble que cette proposition, dictée par la compassion et l'intérêt, n'ait rien en soi de criminel. Combien de fois le démon ne se présente-t-il pas à nous de cette manière, cherchant à nous persuader de l'innocuité, bien plus de l'utilité et des avantages de telle satisfaction, de telle curiosité, de telle lecture. Piège subtil, auquel tant d'âmes crédules et confiantes se laissent prendre, mais dont Notre-Seigneur nous apprend à nous défier. Ecoutez sa réponse : « Il est écrit : l'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu. » Après cela oserons-nous encore répéter cette parole si souvent apportée comme excuse lorsqu'on nous reproche notre conduite peu chrétienne, et nos infractions fréquentes, à la loi de Dieu, cette parole si commune de nos jours sur les lèvres de l'ouvrier et de l'homme d'affaires : Il faut bien vivre. Oui, mes frères, il faut vivre, il est nécessaire de nourrir et de fortifier le corps, mais il importe davantage de procurer à l'âme l'aliment surnaturel et divin qu'elle réclame. L'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu.

La satisfaction accordée aux sens, telle est la première tentation à laquelle le démon soumet le Fils de Dieu, et telle est aussi la tentation par laquelle, d'ordinaire, il essaie tout d'abord de nous perdre. A-t-il réussi à nous tromper par cet appât grossier du plaisir et nous tient-il courbés sous le joug humiliant de la sensualité, il s'arrête là, sachant bien que les autres tentations se présenteront d'elles-mêmes et que nous y succomberons d'autant plus aisément que nous aurons été plus faibles contre la première. Sortons-nous au contraire vainqueurs de cet assaut, l'exemple du divin Maître nous apprend que, loin de nous reposer sur ce consolant succès, il faut nous préparer à d'autres luttes et plus difficiles et plus dangereuses.

Jugeant le Sauveur invulnérable de ce côté, le démon tenta de le surprendre d'un autre. « Il le transporta dans la ville sainte et le plaça sur le faite du temple. Puis, il lui dit : Si vous êtes le Fils de Dieu, jetez-vous en bas. Car il est écrit : Au soin de ses anges il vous a confié ; ils vous porteront dans leurs mains, de peur que vous ne heurtiez votre pied à la pierre du chemin. » Le temple de Jérusalem avait comme tous les édifices de l'Orient, son toit en forme de terrasse. On pouvait s'y tenir et s'y promener librement. Rien donc d'extraordinaire que le démon ait pu y accompagner ou y transporter le Sauveur. Mais se précipiter de cette hauteur, c'était exposer sa vie sans utilité et demander à Dieu un miracle de pure complaisance. C'était agir par présomption et vaine gloire. D'un mot Jésus démasqua et confondit cette nouvelle ruse de Satan : « Il est écrit

aussi : Vous ne tenterez point le Seigneur votre Dieu. » Jésus devait manifester sa puissance, mais c'était, dit saint Jean Chrysostôme, en tirant les autres du précipice, non en s'y jetant, en aidant les autres à se relever, non en tombant et en se blessant lui-même.

« Vous ne tenterez point le Seigneur, votre Dieu », telle est la réponse que nous devons faire à toutes les sollicitations de l'orgueil et de la vaine gloire. Ne nous exposons pas avec une imprudente témérité au danger. Dieu nous a promis sa grâce, qui ne nous manquera pas, si nous sommes fidèles. Mais il ne nous a pas promis de miracle, et cependant trop souvent ce que nous demandons à Dieu, ce que nous nous croyons comme le droit d'exiger de lui, n'est rien moins qu'une intervention extraordinaire, qui ne nous est pas due et qui nous sera infailliblement refusée.

Il restait au démon une dernière ressource, un dernier artifice à tenter pour essayer de vaincre le Sauveur. Car, au témoignage de l'apôtre, ce déluge de péchés qui inonde le monde, n'a point d'autre source que l'appétit sensuel, l'orgueil et l'avarice. L'esprit malin le savait parfaitement, et c'est pourquoi il fait intervenir l'avarice en dernier lieu comme le plus puissant de tous les vices. Dans quelles fautes, dans quels crimes même que l'on n'aurait jamais osé commettre autrement, l'amour de l'argent et des richesses ne précipite-t-il pas chaque jour une foule de malheureux pécheurs !

Le démon conduit donc Jésus sur une montagne très élevée, que la tradition place non loin de Jérusalem ; et là, lui montrant tous les royaumes du monde avec la gloire qui les accompagne, il lui dit : « Je vous donnerai tout cela, si vous prosternant devant moi, vous m'adorez. » Cet excès d'impudente audace vous étonne et vous confond. Telle est pourtant la conduite ordinaire du démon. C'est par là, c'est en faisant briller à leurs yeux de faux biens, en les berçant des plus séduisantes promesses, qu'il était parvenu à tromper nos premiers parents. Mais ce qui servit alors à son triomphe, devait tourner ici à sa confusion et à sa défaite.

Jusque-là Jésus avait répondu avec douceur aux insidieuses avances de Satan, mais à cette dernière provocation, une sainte indignation s'empara de lui et lui fait adresser à son ennemi cette foudroyante apostrophe : « Retire-toi, Satan, car il est écrit : Vous adorerez le Seigneur, votre Dieu et vous le servirez lui seul. » Le démon avait disparu.

Ah ! mes frères, puissions-nous repousser les perfides insinuations de Satan avec l'énergie dont Jésus, notre Sauveur, nous donne un si bel exemple. C'est se prosterner devant le démon, c'est l'adorer au préjudice du culte dû à Dieu seul, que de soupirer après les pompes qu'il étale à nos yeux, que d'ambitionner et de rechercher par tous les moyens ces biens de la terre si passagers et si fragiles, dont il excite l'envie dans nos âmes. Non,

non cela ne nous est pas permis. Par dessus tout attachons-nous au service de Dieu, et n'estimons tout le reste qu'autant qu'il peut nous aider à mieux connaître, à mieux aimer, à mieux servir ce Dieu, notre Créateur et notre fin. *Dominum Deum tuum adorabis et illi soli servies.*

Voilà donc fidèlement retracée dans l'évangile de ce jour, la tâche qui nous incombe plus particulièrement pendant le saint temps du Carême. Vivre dans la retraite et dans l'éloignement des plaisirs du monde, observer avec une scrupuleuse exactitude les lois de l'abstinence, résister plus courageusement à la tentation, que faut-il de plus pour sanctifier nos âmes et les disposer aux grâces et aux joies des solennités pascales? Notre-Seigneur n'a pas trouvé de moyens plus excellents pour se préparer aux grands travaux de sa vie publique et aux succès de son apostolat. Là aussi, ne l'oublions pas, est tout le secret de la force chrétienne et de la fidélité à notre vocation. Entrons généreusement dans la voie de la pénitence à la suite de Jésus, et ce carême sera vraiment pour nous un renouvellement, une préparation efficace aux luttes qui nous attendent dans tout le cours de l'année, un gage de la victoire qui nous méritera l'éternelle récompense promise aux élus dans le ciel. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Indulgences

Un prélat romain qui veut bien nous honorer de son amitié nous envoie communication des réponses suivantes, récemment données par la Sacrée Congrégation des Indulgences au sujet des *messes dites de saint Grégoire*. C'est le résumé et la traduction du texte. Ce décret complète celui que nous avons publié dans le n° 3 de la présente année.

Un prêtre de Beaune (diocèse de Dijon) a soumis à la Sacrée Congrégation des Indulgences le doute suivant.

Est-il nécessaire que les trente messes dites grégoriennes soient célébrées :

1^o En l'honneur de saint Grégoire, bien qu'on n'en fasse pas commémoration ;

2^o Par le même prêtre ;

3^o Pour une seule âme, sans autre intention spéciale ;

4^o Pendant trente jours sans interruption ;

5^o Au même autel.

La Sacrée Congrégation a répondu :

Ad 1^m. *Negative.*

Ad 2^m. *Negative.*

Ad 3^m. Les messes doivent être appliquées à cette âme dont on demande la délivrance à la miséricorde divine.

Ad 4^m. *Affirmative.*

Ad 5^m. *Negative.*

14 janvier 1889.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Dans le tableau authentique des indulgences accordées à la confrérie du Saint-Rosaire, il s'en trouve une ainsi conçue : « Si, Sacramentis susceptis..., cappellam Rosarii vel simulacrum B. Virginis Rosarii extra cappellam publicæ venerationi in ecclesia expositum (Pius IX, 25 jun. 1866), a primis Vesperis Vigiliæ ad solis occasum ipsius festivitatis (Rosarii), devote visiterint... quoties id fecerint toties plenariam consequentur Indulgentiam. (Cap. vi, n. 4 et 7 Constit. *Salvatoris*, S. Pii V, 5 mart. 1572). — *Hæc autem Indulgentia omnibus Christifidelibus communis est.* » (Cap. v, n. 5, in c. t. Const. S. Pii V.)

Or, dans une chapelle de couvent, la confrérie du Saint-Rosaire a été canoniquement érigée, avec la dispense nécessaire à cause de l'existence de la même confrérie dans l'église paroissiale, « eo tamen pacto ut prædicta Confraternitas non nisi personas excipiat ad dictas huic monasterio ibique commorantes. »

Ceci posé, je vous demanderai :

1^o Si tous les fidèles peuvent gagner l'indulgence précitée dans la chapelle du couvent aussi bien que dans l'église paroissiale. Je le croirais puisque la restriction n'est imposée que pour la réception et que la chapelle du couvent est bien *cappella Rosarii*.

2^o Tous les confrères du Rosaire, même ceux qui ne peuvent pas être reçus dans la confrérie du couvent, peuvent-ils également gagner à la chapelle du couvent toutes les autres indulgences qui sont attachées pour eux à la visite de la chapelle ou de l'autel du Rosaire ?

3^o L'aumônier du couvent, directeur de la confrérie, peut-il se considérer comme *addictus monasterio* et en conséquence : 1^o s'inscrire lui-même sur le registre de cette confrérie ; 2^o gagner dans sa chapelle toutes les indulgences accordées spécialement aux personnes *attachées à la communauté*. — La réponse affirmative ne me paraît pas douteuse ; mais, des objections ayant été soulevées à ce sujet, je désirerais connaître l'avis de *L'Ami du Clergé*.

2^o Dans le calendrier particulier de notre diocèse, la fête de saint Martin, évêque (11 novembre), empêchée par l'occurrence de l'octave de saint Amans, patron du diocèse, est perpétuellement transférée au 14 novembre ; et la fête de saint Josaphat, fixée à ce jour dans le calendrier de l'Eglise universelle, se célèbre le 26 du même mois.

Dans les églises dont saint Martin est le titulaire, sa fête ne doit évidemment pas être transférée ; elle doit se célébrer le 11 novembre. Ne doit-on pas, dans ces églises, se conformer, le 14 novembre, au calendrier de l'Eglise universelle en célébrant ce jour-là la fête de saint Josaphat, puisque ce jour est libre dans le calendrier particulier de ces églises ?

Lorsque la fête de saint Martin, patron, doit être transférée dans ces églises, par suite de l'occurrence de la Dédicace, comme il est arrivé cette année, faut-il la renvoyer au dimanche 18, jour octave de saint Martin, ou bien l'occurrence de l'octave de la Dédicace oblige-t-elle de la renvoyer au premier jour libre ? L'Ordo diocésain indiquait qu'elle devait être célébrée le 14, comme dans tout le diocèse, avec octave se terminant le 18. Il me semble qu'il est dans l'erreur, le 14, à mon avis, étant pris perpétuellement dans ces églises, par la fête de saint Josaphat.

3^o Depuis deux ans, l'Ordo nous marque qu'au deuxième dimanche de l'Avent, *infra octavam Immaculatæ Conceptionis*, on met à Prime le *Confitemini* et le *Quicumque* et l'on dit à la messe la troisième oraison de *Spiritu Sancto*. N'est-ce pas une erreur ? Il me semble que, d'après les Rubriques, on dit toujours les cinq psaumes à Prime, quand on récite l'office du dimanche, *ut in Psalterio* (ce qui exclut seulement les

dimanches dans les octaves de Noël, de l'Épiphanie, de l'Ascension et du Saint-Sacrement), et que l'on ne dit à la messe que deux oraisons, à moins qu'il n'y ait à faire mémoire d'une fête simple ou simplifiée. — Suis-je dans le vrai ?

R. — Ad I. La chapelle du couvent ne paraît pas être dans les conditions voulues pour que tous les fidèles et même les confrères du Rosaire ne demeurant pas dans le monastère puissent y gagner les indulgences rappelées plus haut. Car elle n'est pas, ou ne semble pas être, une église publique, mais une chapelle domestique, et l'indulgence paraît attachée à une chapelle publique du Rosaire ou à une statue érigée dans une église publique. De plus la restriction pour la réception des membres de la confrérie semble devoir s'étendre aux avantages attachés à la confrérie, les raisons étant absolument les mêmes : l'érection n'est accordée que pour l'utilité des personnes qui, ne pouvant sortir de la maison, seraient dans l'impossibilité d'aller à l'église paroissiale.

Aussi répondrions-nous négativement aux deux premières questions.

Nous répondrions aussi négativement à la troisième : l'aumônier d'un monastère ne fait point partie du monastère et n'est point attaché à la communauté par un lien de communauté, mais par un office extrinsèque.

Ad II. Votre raisonnement me paraît très juste. Dans votre diocèse, saint Martin perpétuellement empêché par le jour octave de saint Amans, a dû être permuté au 14 novembre, qui était alors le premier jour libre, et qui est devenu le siège fixe de saint Martin. Par conséquent la fête de saint Josaphat n'a pas pu y être placée, et a dû être permutée au premier jour libre suivant, c'est-à-dire au 26.

Dans les églises dont saint Martin est le patron ou titulaire, sa fête doit se célébrer le 11 avec mémoire du jour octave de saint Amans. Par conséquent on a dû placer saint Josaphat au 14, qui est libre pour ces églises là.

Mais où doit-on transférer la fête de saint Martin patron, quand elle coïncide avec la fête de la Dédicace ? C'est au premier jour libre pour ces églises. Or ce premier jour libre n'est pas le 14, puisque ce 14 est occupé par saint Josaphat. De droit commun, c'est le 16.

Si le 16 se trouvait occupé dans votre diocèse, comme le fait présumer votre lettre, où devriez-vous replacer saint Martin ? Le pourriez-vous au dimanche 18 ? Nous avons dit dernièrement que non, parce que l'office est de l'octave de la Dédicace. Vous devriez donc le transférer au premier jour libre qui est après le 25 novembre.

Ad III. C'est une erreur, comme vous le dites. Les dimanches, on doit réciter à Prime, pendant les octaves (sauf celles que vous indiquez) :

1^o Le psaume *Confitemini*. Lisez cette rubrique du Bréviaire :

« Psalmus *Confitemini* dicitur ad Primam cum aliis psalmis in Psalterio assignatis in omnibus

Dominicis (quando officium fit de Dominica ut in Psalterio ; etiam in Dominicis quæ occurrunt infra octavas sanctorum). (Rubricæ generales Breviarii, titre xxii, n. 3, De Psalmo.)

2^o On doit également réciter le *Quicumque*. La Rubrique du Bréviaire est également expresse. Après avoir dit qu'on ne le récite pas les dimanches *infra octavas* de Noël, de l'Épiphanie, de l'Ascension et de la Fête-Dieu, quand on fait l'office du dimanche, elle ajoute qu'on le dit dans les autres dimanches *infra octavas*, et le dimanche de la Trinité :

« In Dominicis *infra alias octavas*, et in Dominica Trinitatis dicitur. » (Rubricæ generales, titre 23, n. 2, De Symbolo S. Athanasii.)

Voilà pour le Bréviaire.

Quant à la messe, on ne dit que deux oraisons, celle du dimanche et celle de l'octave :

« In Dominicis *infra octavas* occurrentibus dicuntur duæ orationes, una de Dominica, secunda de Octava. » (Rubricæ generales Missalis, titre ix, n. 10, De Orationibus.)

Q. — Suivant l'*Ami du Clergé* (2 août 1888, p. 366), quand un prêtre, qui porte son calice et qui va célébrer, passe — entre l'élévation et la communion — devant un autel où se dit une messe, « on enseigne communément que ce prêtre fait la gémflexion d'un seul genou sans se découvrir, et continue aussitôt sa marche. » Est-ce bien cela ? Ou faites-vous erreur ? Ici l'on enseigne qu'en ce cas ledit prêtre doit se découvrir et faire la gémflexion des deux genoux.

R. — Non, l'*Ami du Clergé* n'a pas fait erreur en disant que c'est l'opinion commune des liturgistes. Donnons-en des preuves :

Saint Alphonse de Liguori dit dans son *Liber de Cæremoniis Missæ* :

« Si transit (sacerdos) ante altare in quo facta est consecratio, unum genu flectat, caput detegat et profunde inclinatus adoret, se cooperiat et surgat. »

Ainsi saint Alphonse enseigne qu'on ne fléchit qu'un seul genou.

Il est vrai qu'il demande ici que l'on se découvre. Mais tout après, il dit qu'on peut probablement ne pas le faire, parce qu'après la consécration le Saint-Sacrement peut être considéré comme renfermé dans le tabernacle :

« Potest etiam probabiliter genuflectere capite non detecto, quia Sacramentum reconditum super altari considerari potest sicut absconditum in tabernaculo. Et sic practicatur Romæ, ut Meratus testatur. »

Et son savant traducteur et annotateur, le Rév. P. Haringer, va plus loin. Il enseigne qu'à défaut de rubriques on doit s'en tenir à la pratique de Rome, qui est de fléchir un seul genou sans se découvrir :

« Ubi rubricæ nihil præscribunt, utique servanda est praxis Ecclesiæ Romanæ, juxta quam sacerdos unum tantum genu flectit, et statim, quin caput detegat, iterum surgit. »

Quant à Baldeschi, maître des cérémonies et bé-

néficiar de la Basilique de Saint-Pierre au Vatican au commencement de ce siècle, il ne touche pas ce point. Martinucci, préfet des cérémonies pontificales, se tait également. On ne peut donc pas s'appuyer sur eux, soit pour l'espèce de génuflexion, soit pour la barrette.

Mais les liturgistes modernes enseignent la pratique que Mérati assurait être communément suivie à Rome et que nous reproduisons textuellement : « ... vel etiam posset genuflectere unico genu absque eo quod caput detegat; quia cum Sacramentum sit absconditum ob sacerdotem celebrantem, est in illo altari quasi esset in tabernaculo: et sic communiter Romæ fit. » (T. 1, Pars II, Titre II, n. 7.)

Citons quelques-uns de ces liturgistes modernes et sérieux appartenant à diverses nations catholiques.

Le R. P. Le Vavas seur : « Si le prêtre passe devant un autel où l'on dit la messe entre la consécration et la communion inclusivement, il fait la génuflexion sans se découvrir » (Cérémonial selon le rit romain.)

Falaise parle dans le même sens :

« S'il (le prêtre) doit passer devant le tabernacle où est le Saint-Sacrement, il fait une génuflexion, comme il en fait une quand on dit la messe à un autel et qu'on est entre la consécration et la communion, et cela en ne mettant qu'un genou en terre, sans se découvrir. » Puis l'auteur ajoute la double lettre AA, qui indique le sentiment commun, ou à peu près unanime des rubricistes, quand il ne l'est pas tout à fait.

De Herdt dit que le prêtre ne fait qu'une génuflexion, et il ne parle pas de se découvrir :

« Si in altari, quod transit, quodcumque sit, missa, celebretur et sit inter consecrationem et communionem, unico genu flectere debet. »

Schuster dit que le prêtre qui passe devant un autel où est exposée publiquement une relique de Notre-Seigneur ou un instrument de la passion, doit faire la génuflexion d'un seul genou et en restant couvert; puis il ajoute qu'on agit de même en passant devant un autel où est le Saint-Sacrement renfermé dans le tabernacle, ou encore devant un autre autel *après la consécration* :

« Si reliquia fuerint Christi Domini, vel ex instrumentis suæ Passionis, ac publice exposita, unico genu tunc coopertus flectit. Quod pariter observat transiens ante altare, in quo asservatur Sacramentum in tabernaculo, vel aliud Sacellum sibi proxime occurrens post consecrationem. » (Instructio practica in missæ celebratione...)

Même enseignement dans la Compagnie de Saint-Sulpice. Ainsi nous lisons dans l'opuscule intitulé : *Les cérémonies de la messe basse par un prêtre de Saint-Sulpice* :

« Il (le prêtre) fait la génuflexion, la tête couverte, lorsqu'il passe devant un autel où il y a la réserve; devant une relique de la vraie croix solennellement exposée; et devant un autel où l'on dit la messe, si c'est depuis la consécration jusqu'à la communion. »

Et M. l'abbé Bernard, de la même Compagnie, expose le même sentiment dans son *Cours de liturgie romaine* :

« Il (le prêtre) ne ferait aussi qu'une simple génuflexion, et la tête couverte, s'il passait devant un autel où on dit la messe, au moment qui sépare l'élévation de la communion. »

Nous arrêtons ici. Nous avons suffisamment fait de citations pour vous prouver ce que nous avons avancé, savoir qu'on enseigne communément que le prêtre qui passe, entre l'élévation et la communion, devant un autel où l'on dit la messe, doit faire la génuflexion d'un seul genou, sans se découvrir. Vous avez vu en effet que presque aucun liturgiste ne demande que l'on se découvre, et qu'aucun ne demande qu'on fasse la génuflexion à deux genoux.

Q. — Dans notre diocèse, nous sommes autorisés à chanter tous les jeudis une messe avec exposition du Saint-Sacrement. A une fête semi-double, serait-il permis de chanter la messe votive du T. S. Sacrement quand la messe est demandée *pro defunctis*? Le prêtre satisfait-il à son obligation?

R. — Vous pouvez très bien chanter la messe votive du T.-S.-Sacrement, avec application du fruit pour les défunts. Rien ne s'y oppose dans les rubriques, ni dans les décrets, ni dans l'esprit de la liturgie.

Mais peut-être que la personne qui vous demande cette messe, exige *absolument* une messe de *Requiem*. Dans ce cas vous ne pourriez pas satisfaire à votre obligation en chantant la messe votive du T.-S.-Sacrement, attendu que chacun est libre de demander la messe qu'il veut. Dans ce cas, vous devez dire la messe de *Requiem*; mais comme les décrets de la Sacrée Congrégation des Rites, aussi bien que l'esprit de la liturgie défendent les messes de *Requiem* sur l'autel où est exposé le T.-S.-Sacrement, vous devriez dire la messe de *Requiem* un autre jour.

Si vous avez des raisons de dire la messe de *Requiem* ce jour-là, vous pourriez très probablement la dire à un autel où le Saint-Sacrement n'est pas exposé, parce que ces sortes d'expositions qui sont autorisées toutes les semaines ne se célèbrent pas avec solennité, et ne peuvent pas être assimilées aux adorations solennelles qui ont lieu aux Quarante-Heures, à l'Adoration perpétuelle ou dans les circonstances graves.

La pratique que nous indiquons est suivie en bon nombre d'églises.

Q. — 1^o Chaque dimanche j'annonce les messes de la semaine aux deux messes: lorsque la messe est à l'intention du Saint-Esprit, de la Sainte-Trinité, etc., je dis: messe à l'honneur du Saint-Esprit, etc.; si c'est à l'intention de la sainte Vierge ou d'un saint, je dis: messe *en* l'honneur. Suis-je à la règle? Pour beaucoup, c'est peu de chose. Quant à moi, je ne juge pas ainsi les choses, et je crois qu'il y a une très grande différence entre *in honorem* et *ad honorem*.

2^o Ceux qui sont déjà avancés en âge savent que plusieurs mots ont été changés et dans les hymnes et dans

les proses. Il y a cinquante ans, nous chantions étant enfant de chœur *percatricem absolvisti* au lieu de *qui Mariam absolvisti*, etc., etc. Il me semble qu'à cette époque on eût bien fait de retrancher une lettre dans ce verset du *dies iræ* : *qui salvandos salvas gratis* ; on aurait dû retrancher l's du mot *salvandos*, et dire *salvando* à la place de *salvandos*. Il y a plus de 30 ans, une discussion des plus intéressantes a eu lieu dans l'*Univers* à ce sujet, et je me rappelle l'impression qui m'en est restée. J'étais pour celui qui soutenait qu'on devait dire *qui salvandō salvas*. L's qui a été ajoutée l'a été par erreur du copiste, à cause de l's qui suit immédiatement. Si on conserve *salvandos*, cela sonne mal avec le mot *gratis* ; le mot *salvandos* semble indiquer que les hommes avaient un droit au salut (*salvandos, id est*, qui doivent être sauvés).

R. — Ad I. Rien de plus important que la manière de dire quand elle peut avoir des conséquences dogmatiques. Une simple préposition, une particule, une lettre peuvent parfois être une grave affaire. Avec un iota inséré dans le mot qui exprime le dogme catholique, les Ariens trouvaient moyen de répandre leur hérésie.

Mais est-ce ici le cas ? La messe est offerte à Dieu en l'honneur de la sainte Vierge et des saints. Mais on l'offre aussi à Dieu en l'honneur de Dieu lui-même.

Il semblerait que, dans le français, à marque un rapport plus directe que *en*. Mais en latin il n'y a pas la même différence entre *ad* et *in*.

Donc l'emploi de à l'honneur ou *en* l'honneur nous paraît chose indifférente.

Ad II. Pratiquement, il nous suffit que le texte liturgique nous donne *Qui Mariam* et *salvandos*. Cette dernière expression n'offre pas l'inconvénient que suppose notre correspondant. Il est très certain qu'il y a des prédestinés. Il n'est pas moins certain que leur prédestination, prise dans tout son ensemble, est purement gratuite. On peut donc nommer ces prédestinés : *salvandos* ; et dire que leur prédestination est gratuite : *salvas gratis*.

Il est vrai que Dieu demande aux adultes leur coopération à la grâce pour leur accorder la félicité comme une récompense, et que le mérite doit précéder la couronne de gloire. Mais cela n'empêche pas la gratuité du salut : car le mérite lui-même est avant tout un don de Dieu. Il procède de la grâce et de la coopération de l'homme de telle sorte que la grâce y ait la première et principale place. Or, la grâce est purement gratuite. Aussi saint Augustin a-t-il raison de dire qu'en récompensant nos mérites, Dieu couronne ses propres dons.

Il n'y a donc rien qui ne soit tout-à-fait théologique dans les mots : *salvandos salvas gratis*.

Q. — D'où vient l'usage d'un grand nombre de prêtres, je crois, d'ajouter le mot *Deus* à la terminaison abrégée de la conclusion des oraisons qui s'adressent à Notre-Seigneur, v. g. les oraisons *Deus qui nobis* de la fête *Corporis Christi*, et *Fidelium*, de la messe de *Requiem* ? Cet usage est-il autorisé ?

R. — Selon toutes les apparences, cet usage s'est introduit par l'habitude qu'ont les prêtres de réciter au canon de la messe les oraisons qui précèdent

la communion. La première en effet a la conclusion courte avec le mot *Deus* : *Qui vivis et regnas Deus, per omnia sæcula sæculorum*. La seconde a une conclusion plus longue, mais où l'ordre des mots place *Deus* après *vivis et regnas* comme dans la précédente : *Qui cum eodem Deo Patre et Spiritu sancto vivis et regnas Deus in sæcula sæculorum*.

Il est tout naturel que, ayant à chanter la formule : *Qui vivis et regnas in sæcula sæculorum*, on ait été porté à y intercaler le mot *Deus* qu'on récite chaque jour dans les formules analogues. Mais cette explication, si naturelle qu'elle soit, ne légitime point cet usage qu'aucune règle n'autorise et qu'on doit par conséquent réformer.

Q. — 1^o Un curé a reçu de l'évêché, après l'avoir sollicitée, l'autorisation d'ériger dans son église la congrégation des Filles de Marie. En prenant connaissance de cette autorisation signée de Monseigneur, il s'écrie : « Je ne veux pas cette autorisation. Je n'érigerai pas la congrégation. » Un confrère vient le voir sur ces entrefaites et lui dit : « Pour moi je vous conseille d'ériger la congrégation ; vous le pouvez puisque vous avez entre les mains l'autorisation de le faire. — Enfin nous verrons. » Le lendemain le curé consentit à ériger la congrégation.

Je demande à l'*Ami du Clergé* si, par ce seul fait, que le curé avait d'abord refusé de mettre à exécution l'autorisation, il y avait obligation de la demander de nouveau, afin d'en obtenir une seconde. Pour moi, il me semble que du moment où l'autorisation a été délivrée, elle reste valide jusqu'à ce que l'évêché l'ait retirée, ou bien jusqu'à ce qu'il ait accepté le refus ; et que le curé était parfaitement libre de la mettre à exécution même après avoir d'abord refusé de le faire.

Qu'en pense l'*Ami du Clergé* ?

Dans quelles conditions cette autorisation deviendrait-elle nulle ?

2^o Pour ériger une congrégation de Filles de Marie, comment faut-il procéder, une fois l'autorisation accordée ?

Suffit-il au curé ainsi autorisé de rédiger un procès-verbal ou une déclaration en son particulier, sans témoin aucun, et de l'exposer dans la chapelle destinée à la congrégation. Autrement dit, quel acte doit passer le curé pour que la dite congrégation soit érigée ? Peut-il faire connaître ses intentions à la paroisse par tout prêtre ?

Je demande à l'*Ami du Clergé* de me répondre très exactement ; car je suis très ignorant sur cette matière.

R. — Ad I. Le refus d'user d'une autorisation accordée par un supérieur n'invalide pas cette autorisation, à moins qu'il n'ait été manifesté au supérieur et accepté par lui. Il s'agit ici d'une sorte de délégation. La juridiction déléguée, il est vrai, doit être acceptée par le délégué, car c'est une sorte de donation et de contrat, qui demande une acceptation, comme toute donation et tout contrat. D'ailleurs le délégué devant agir en vertu du pouvoir qui lui est donné, il ne peut le faire sans accepter la délégation.

Mais par là même que le délégué a refusé d'user du pouvoir qui lui est offert, il n'a pas annulé l'acte qui le lui offre. De même que cet acte subsiste dans toute sa valeur quand le délégué ignore qu'il a été choisi, ainsi subsiste-t-il même quand

il refuse d'en profiter, jusqu'à ce qu'il ait été rapporté par un acte contraire de la part de celui qui délègue. Par conséquent le délégué, changeant de sentiment, peut revenir sur son premier refus et accepter la délégation.

Ad II. Il n'y a rien de prescrit pour la cérémonie d'érection d'une confrérie, ou d'une pieuse congrégation. Cependant il faut annoncer aux fidèles d'une manière quelconque que cette érection doit avoir lieu. Naturellement c'est à celui qui est délégué à indiquer que, en vertu des pouvoirs qu'il a reçus, il déclare la confrérie érigée dans la paroisse, et qu'il admettra les fidèles à en faire partie. La rédaction d'un procès-verbal, fait même en particulier et exposé ensuite dans la chapelle de la confrérie, suffirait aussi, à notre avis, pour la validité de l'érection : mais ce serait beaucoup moins solennel. On ne conçoit pas d'ailleurs qu'on s'en tienne à cette stricte formalité.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Veuillez permettre à un lecteur assidu de votre estimable journal de vous poser quelques questions :

1° Un instituteur a-t-il le droit de retenir ses élèves aux heures de catéchisme, qui ne sont point celles de la classe, sous prétexte que ces enfants ont à faire une pénitence donnée pendant la classe ? Ces pénitences de parti pris arrivent toujours aux heures et aux jours du catéchisme.

2° Un instituteur a-t-il le droit de détourner les enfants de la première communion, du catéchisme et des offices du dimanche pour les conduire à la promenade du bataillon scolaire ?

3° Les exercices de ce bataillon peuvent-ils se faire pendant les heures de classe ?

4° Tous les élèves de l'école sont-ils tenus d'y assister ? Peut-on les punir s'ils n'assistent pas à ces exercices ?

5° Aurait-on le droit de renvoyer un petit servant de messe qui a préféré, le dimanche, assister à l'office que d'aller au bataillon ?

6° Est-il permis à ces instituteurs de faire, le dimanche, pendant la messe (il n'y en a qu'une dans la paroisse) ce que l'on appelle l'étude, c'est-à-dire, classe facultative et payante dans le local de l'école communale ?

7° A qui faut-il s'adresser pour se plaindre de certains propos tenus par l'instituteur en classe contre le clergé ?

8° Enfin, je vous prie encore de me dire par quel moyen légal je dois obtenir qu'une musique et un orchestre qui viennent jouer et chanter sur la place de l'église, changent leurs heures et ne prennent plus celle des offices qu'elles dérangent sensiblement ?

R. — Nous avons déjà répondu à la plupart de ces questions ; nous résumerons donc en quelques mots les solutions données.

Ad I. Les lois scolaires ont formellement réservé le jeudi et le dimanche pour que les parents puissent, s'ils le veulent, faire donner à leurs enfants l'instruction religieuse. Ces deux jours, et les autres jours en dehors des heures de classe, les enfants sont certainement libres d'aller où il leur plaît, même au catéchisme. Mais l'instituteur aussi est libre de retenir les enfants quand ils sont punis, sans se préoccuper de ce que les enfants

ont à faire après la classe. L'instituteur serait blâmable s'il affectait d'infliger une retenue quand il sait que l'enfant est attendu ailleurs pour l'accomplissement d'un autre devoir important. Mais il a la police de sa classe et ses règlements disciplinaires à faire observer. Tant qu'il n'envahit ni le dimanche ni le jeudi, jours réservés par la loi, il use de son droit strict.

Quand il y a parti pris, comme dans le cas présent, il faut prévenir les familles qui ont qualité pour parler à l'instituteur et pour le prier de recourir à des punitions autres que la retenue pendant les catéchismes. En cas d'obstination de sa part, les familles peuvent porter plainte au maire et à l'inspecteur ; les curés n'ont point cette faculté.

Ad II. Ni l'instituteur, ni le maire, ni le commandant du bataillon scolaire ne peuvent légalement, sous prétexte d'une promenade ou d'un exercice militaire, détourner les enfants de la première communion ni les autres, du catéchisme et des offices. D'abord, parce qu'aucun enfant n'est obligé de faire partie du bataillon scolaire, et ensuite parce que les dimanches et les jeudis sont formellement réservés par la loi pour que les enfants reçoivent, s'ils le veulent, l'instruction religieuse et suivent les pratiques de leur culte. Si les enfants ont le droit d'assister au catéchisme et aux offices, nul n'a le droit de les en empêcher. Cette manie qu'on a en certaines localités de faire manœuvrer les bataillons scolaires le dimanche pendant les offices montre bien l'esprit diabolique qui les a inspirés ; mais il appartient aux familles d'imposer leur volonté ; elles en ont le moyen bien simple, c'est de retirer les enfants du bataillon. Sous ce rapport, nous ne saurions trop engager les curés à se montrer fermes et sévères. S'ils laissent envahir le peu de temps que la loi leur a laissé pour l'instruction religieuse des enfants, c'est livrer la place à l'ennemi.

Ad III. Jamais. Les bataillons scolaires ne font point partie du programme de l'enseignement. Ils sont autorisés et un peu trop favorisés, mais non au préjudice de l'enseignement.

Ad IV. *Ex dictis*, non. Aucun élève n'est tenu à faire partie du bataillon scolaire ; mais dès qu'on en fait partie, on doit naturellement en suivre les règlements, pourvu que ces règlements ne suppriment pas la liberté religieuse. Dans tous les cas, les familles ont toujours le droit de retirer leurs enfants du bataillon.

Ad V. Nous ne connaissons pas les statuts des bataillons scolaires, ni, par conséquent, les peines disciplinaires que peut encourir un enfant en ne répondant pas à l'appel de son commandant ; mais nous répétons qu'on est toujours libre de quitter le bataillon.

Ad VI. Oui, du moment que la classe est facultative et non obligatoire, l'instituteur est libre de la faire pendant les offices et même pendant la messe unique de la paroisse, parce que, par le seul fait que la classe est facultative et que per-

onne n'est obligé d'y aller, la liberté religieuse de chacun est sauvegardée. L'instituteur qui fait cela et les inspecteurs qui l'autorisent à le faire, donnent la mesure de leur valeur morale et de leurs justes sentiments.

Ad VII. Au maire et aux autorités académiques. Le maire est très puissant sur ce point comme représentant toute la population; de plus, il a pour lui la loi qui exige la neutralité. Le curé a également qualité pour porter plainte à qui de droit; et il a un bon argument à sa disposition, c'est de menacer de représailles l'instituteur et les autorités académiques. Qu'il ne craigne pas de faire retentir la menace jusques dans les hauteurs de l'administration.

Ad VIII. La loi punit quiconque trouble l'exercice du culte divin; que ce trouble vienne de l'intérieur ou de l'extérieur de l'église. Il y a des jugements par milliers sur cette matière. Les moyens pour empêcher ce désordre sont de demander l'intervention de la police locale, et, au défaut ou au refus de celle-ci, de porter plainte au procureur de la République; car ceci relève de la police correctionnelle.

Q. — 1^o J'étais membre du bureau de bienfaisance. Le nouveau conseil municipal, teinte radicale, m'en a rayé et a nommé mon remplaçant, non au scrutin secret, mais de vive voix, ou plutôt, sur la proposition de quelqu'un que les autres ont approuvé par leur silence. 1^o me semble que cette nomination est illégale. Puis-je attaquer? De quelle manière dois-je m'y prendre?

2^o Quelqu'un qui ne sait ni lire ni écrire, mais qui a à peine signer son nom, peut-il être membre de la fabrique? membre du conseil municipal? membre du bureau de bienfaisance?

3^o L'adjoint au maire peut-il être membre de la fabrique et surtout, s'il se montre hostile au curé en lui refusant la quête d'usage (en denrées) et en le laissant chasser du bureau de bienfaisance grâce à des calomnies, mérite-t-il lui-même d'être chassé de la fabrique?

4^o Y a-t-il des textes de lois sur ces trois questions? indiquez, et, s'il est possible, citez les passages.

R. — Ad I. D'après la nouvelle loi relative aux bureaux de bienfaisance, en date du 7 août 1879, les curés ne sont plus membres de droit des commissions administratives; mais ils peuvent être nommés directement par le Préfet ou élus par les conseils municipaux. Notre correspondant se trompe en disant qu'il a été rayé; il n'a pu l'être. Son mandat étant expiré, il n'a pas été réélu, voilà tout. Que dire à cela? Dans les élections de ce genre, comme pour celles qui ont lieu aux conseils de fabriques, l'administration n'exige pas avec rigueur les formes ordinaires des élections. Cela se fait en famille; on vote verbalement et tout est lit. Notre correspondant n'a donc pas à protester contre sa non réélection, à moins qu'il ne puisse prouver qu'on a procédé à l'élection avant l'expiration de son mandat. Dans ce cas, l'élection n'ayant pas d'objet, serait nulle. Il suffirait d'insinuer le Préfet de l'illégalité commise. Nous ne dissimulerons pas à notre correspondant qu'il est bien bon de s'offusquer du procédé, et, à sa place

nous nous tiendrions pour satisfait de ne point faire partie d'une commission hostile, et pour rien au monde nous ne voudrions solliciter les suffrages d'un conseil dont pas un membre n'a eu le courage de prendre la parole soit pour poser soit pour soutenir sa candidature.

Ad II. D'une manière générale, un citoyen complètement illettré ne saurait être ni conseiller de fabrique, ni conseiller municipal, ni membre de la commission administrative d'un bureau de bienfaisance, pour la bonne raison que les délibérations doivent être signées. Mais peut-on considérer comme complètement illettré quelqu'un qui sait signer? Nous ne le pensons pas; car c'est tout ce que l'on peut exiger de chaque membre en particulier, aucun n'étant personnellement obligé d'accepter des charges comme celle de président, de secrétaire ou de trésorier.

Toutefois, ce que l'on peut dire de chaque membre en particulier ne serait pas applicable à l'ensemble d'un conseil ou d'une commission: car s'il était démontré qu'il n'est pas possible de constituer une assemblée ou un bureau, il y aurait lieu de dissoudre le conseil et de procéder à la constitution d'un autre conseil par la nomination d'autres membres assez lettrés pour occuper toutes les charges de l'assemblée.

Ad III. Il y a ici une double question: la question légale et la question de convenance. Au point de vue légal, un adjoint peut parfaitement être élu membre du conseil de fabrique. La raison qu'un adjoint peut être appelé à remplacer le maire membre de droit n'est pas suffisante pour l'évincer, parce que le maire peut se faire remplacer par un autre adjoint, s'il y en a plusieurs, ou par un membre quelconque du conseil municipal. Ainsi décidé par un avis du comité de législation du conseil d'Etat du 4 août 1840.

Quant à la question de convenance, c'est autre chose: Le simple bon sens indique qu'il serait malséant d'introduire dans le conseil de fabrique un ennemi personnel du curé. Mais autre chose est d'introduire un individu de cette espèce au conseil de fabrique, autre chose de l'y tolérer quand il y est. L'hostilité la plus notoire ne suffirait pas pour expulser du conseil l'un de ceux qui en font légalement partie. Il faudrait une indignité prouvée, comme serait le fait d'une condamnation infamante. Hors ce cas exceptionnel, il faut attendre le renouvellement d'une partie du conseil, l'expiration du mandat de celui qu'on désire évincer et obtenir son départ par l'élection. Dans le cas présent, au reste, les motifs allégués par notre correspondant ne nous paraîtraient pas justifier la mesure excessive dont il s'agit.

Ad IV. Nous ne connaissons pas sur les questions présentes d'autres textes de loi que ceux que nous avons cités plus haut.

Q. — La fabrique a fait bâtir une nouvelle église paroissiale en recourant, par l'intermédiaire de M. le curé, à la charité des fidèles. Il nous faut recourir à un em-

prunt pour la terminer. Serons-nous facilement autorisés à emprunter et quelles formalités faut-il remplir ?

2^e Un emprunt contracté sans les formalités légales engage-t-il la fabrique ? Un conseil de fabrique reconstitué pourrait-il refuser de sanctionner un emprunt contracté sans les formalités légales par le conseil précédent ?

3^e L'église paroissiale achevée, quelles formalités faut-il remplir pour en prendre possession ?

4^e Le conseil municipal peut-il exiger qu'une église bâtie par la fabrique devienne la propriété de la commune sous peine de refuser un avis favorable au changement d'église ? Que faire en cas de résistance ?

R. — Les fabriques peuvent être autorisées à contracter un emprunt pour terminer une église commencée et généralement pour toutes les dépenses qui concernent le culte. Mais obtiennent-elles facilement l'autorisation ? Cela dépend des ressources dont elles disposent comme garantie. Si elles ont ou des propriétés foncières ou des revenus assurés au-delà de leurs besoins ordinaires, le gouvernement n'ayant aucun intérêt à faire de l'opposition, n'en fait pas. Mais, à en juger par les pièces qu'il exige avant d'autoriser, il montre qu'il ne veut agir qu'à bon escient. Nous avons indiqué ces pièces dans un de nos récents numéros. En résumé, ce sont : une délibération du conseil de fabrique relatant la nécessité, la quotité, les conditions, l'emploi de l'emprunt et les moyens de le rembourser ; le tableau d'amortissement de l'emprunt par une annuité ; les derniers comptes et budget de la fabrique ; l'avis de l'évêque diocésain, du conseil municipal, du Préfet.

Quant à la filière administrative à suivre lorsque le dossier est formé, voici. Aux termes de l'article 1^{er} de l'ordonnance royale du 27 décembre 1846, les projets de décret qui ont pour objet d'autoriser les emprunts ne sont point portés à l'assemblée générale du conseil d'Etat ; ils sont immédiatement soumis au chef de l'Etat, après avoir été délibérés dans les comités, quand le remboursement devra s'opérer à l'aide des revenus ordinaires et dans un délai de moins de dix années.

Dans l'article précité où nous nous sommes occupés d'emprunts, nous avons dit et montré comment les fabriques peuvent s'adresser au Crédit foncier. Elles peuvent également s'adresser à la Caisse des dépôts et consignations. Le cas échéant, nous indiquerions à notre correspondant les conditions relatives à cette Caisse. Enfin, elles peuvent, dit M. de Champeaux (*Code des fabriques*, tom. II, p. 106) emprunter à qui bon leur semble. Il est vrai qu'il résulte d'un avis du conseil d'Etat, du 27 mai 1811, que le gouvernement recommande la Caisse des dépôts et consignations aux établissements publics, même aux fabriques. Celles-ci n'ont pas moins le droit de faire leur emprunt au prêteur de leur choix. Elles ont souvent plus d'avantage à emprunter à des particuliers, parce qu'on en rencontre qui, voulant satisfaire leur pitié, prêtent à un taux moins élevé et parfois sans intérêt.

Ad II. Un emprunt contracté sans les formalités légales serait regardé comme nul, en ce sens que

les prêteurs n'auraient aucune action contre la fabrique, mais seulement contre ceux qui auraient consenti, en leur nom, ledit acte, ou contre leurs héritiers ou ayant-cause (*Carré*, p. 322 ; *Dieulin*, tom. I, p. 189.)

Par conséquent, le conseil emprunteur disparaissant, le conseil qui viendrait après lui, pourrait refuser de sanctionner l'emprunt.

Ad III. Pour pouvoir exercer un culte dans une église, temple, oratoire, chapelle, etc., il faut l'autorisation du gouvernement, c'est-à-dire un décret du chef de l'Etat sur la demande des évêques. A cette demande seront jointes les délibérations prises à cet effet par les administrateurs de l'établissement (dans le cas présent par le conseil de fabrique) et l'avis des maires et des préfets. (*Décret du 22 décembre 1812*.) Nous ne parlons qu'au point de vue civil, notre correspondant connaissant très bien les obligations canoniques.

Ad IV. Le conseil municipal ne peut pas émettre une pareille prétention n'ayant contribué en rien à la construction. D'ailleurs, le gouvernement n'est nullement lié par l'avis du conseil municipal puisqu'on ne le lui demande pas ; le décret précité ne parle que de l'avis du maire. Cet avis, au reste, constitue une formalité dont l'absence pourrait retarder l'autorisation ; mais fût-il défavorable, le gouvernement peut passer outre. Cet avis ne saurait contrebalancer celui de l'évêque, seul juge compétent de l'utilité d'une église. Aussi, en temps normal, ne suit-on que celui-là, lorsque surtout ni la commune, ni le département, ni l'Etat n'ont pas à délier la bourse.

Ayant parlé récemment des aliénations au point de vue canonique, nous ne terminerons pas notre réponse au cas actuel sans nous demander si l'emprunt tombe sous les prohibitions de l'extravagante *Ambitosæ* de Paul II. Il faut distinguer : ou l'emprunt est pur et simple, c'est-à-dire, chirographaire, sans clause d'hypothèque, et dans ce cas, il n'est certainement pas compris dans les contrats d'aliénation prohibés ; ou bien l'emprunt se fait avec la clause d'hypothèque soit sur la totalité soit sur une partie des biens de l'établissement religieux ; dans ce cas, il faudrait la permission du Souverain-Pontife, ou de l'évêque possesseur d'un indult *ad hoc* (Matteucci, *offic. curiæ Eccl.* p. 353, n. 16.)

IMPRIMATUR

Lingonis, die 20 februarii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

Caton, la relèvera même malgré son roi qui, à cause de sa dure franchise lui écrit « qu'il n'est qu'un sujet pervers, obstiné, désobéissant, qui fait sans cesse parade de ses talents et de son génie, et qui loin d'avoir devant les yeux le bien de l'Etat, agit sous l'influence de la passion et de l'irritation personnelle. » (Janvier 1807.)

En deux ans, la Prusse paie cinq cent millions de contributions, elle nourrit une armée d'occupation de 200,000 hommes, et cependant à la fin de 1808, elle peut déjà mettre en ligne 80,000 soldats exercés. Voilà l'œuvre de Stein, si impopulaire et si patriote, le vrai père de l'Allemagne moderne, affranchie et une. Bismark lui-même est incomplet à côté du grand Baron, car celui-ci ne séparait point la raison religieuse de la raison d'Etat, la foi chrétienne de la foi nationale. L'un était un grand homme et un grand croyant, fondateur d'une œuvre durable ; l'autre sectaire et étroit, aveuglé par des succès sans précédents, et croyant en l'unique force, a produit une œuvre violente qui ne porte en son sein que des principes de vitalité violente, c'est-à-dire éphémère.

Après la Prusse, c'est le tour de la Russie qu'achève Friedland (1807). Alexandre I^{er} est subjugué par le génie altier et pénétrant de Napoléon, séduit par les qualités charmeuses dont le rusé Corse faisait volontiers parade, non sans coquetterie, devant les princes qu'il affectionnait. Mais le système continental n'était pas né viable. Tout le monde connaît l'histoire de l'épouvantable guerre de Russie, l'héroïsme mal récompensé de Rostopchine qui brûle Moscou, et la fuite désespérée de Napoléon. « L'excommunication avait fait tomber les armes des mains de ses soldats. » Depuis lors, Alexandre I^{er} s'attache à le poursuivre sans répit, c'est lui qui fait appel à toute l'Europe, assistant à toutes les batailles, et des premiers franchissant le Rhin.

Alors reparait la politique à courte vue. Outre qu'il commet la faute de céder à Napoléon I^{er} la souveraineté de l'île d'Elbe, jugeant les Bourbons impopulaires en France, il veut une consultation nationale qui se prononce sur deux questions : la forme du gouvernement puis le choix du souverain. Laharpe lui a dit que la France déteste les Bourbons, et il croit naïvement son précepteur. Il se laisse même aller jusqu'à dire à Metternich : « Un point essentiel sera de bien diriger l'assemblée. J'ai sous la main l'homme qu'il faut, l'homme le plus capable de conduire une affaire qui serait au-dessus des forces d'un novice. J'ai Laharpe. »

Metternich dut bien rire.

Le traité de Fontainebleau laissait à Napoléon l'île d'Elbe — le Czar l'avait ainsi voulu. — « Dans moins de deux ans, dit Metternich à Alexandre, ce traité ramènera les armées alliées sur le champ de bataille. »

Les souverains étaient encore réunis au congrès de Vienne quand le 6 mars au soir Metternich reçoit une dépêche de Gênes qui portait : « Napoléon a disparu de l'île d'Elbe. » — Savez-vous où il va, demanda Talleyrand ? — Le rapport n'en dit rien, répondit le ministre autrichien. — Il débarquera sur quelque côte d'Italie et se jettera dans la Suisse. — Non, il va droit à Paris ! Metternich voyait juste.

De Paris Napoléon alla droit à Waterloo. Fouché l'avait prévu. Désireux de rentrer en scène, il vint trouver Louis XVIII avant le départ pour Gand, pour lui déclarer qu'il consentira à redevenir ministre de Bonaparte, mais qu'il le prie « de l'accepter aussi pour correspondant privé. »

— En agissant ainsi, je croirai encore servir la France !

C'est la raison spécieuse qui calme tous les scrupules. Fouché n'en avait plus ; pour lui ce n'était qu'un cliché de la langue diplomatique.

Maitre de la situation après Waterloo, il prit peur en face de l'avenir. Le vieux maçon se souvenait qu'il était républicain. Il eût voulu placer sur le trône le prince d'Orange — un étranger — ou le fils de Philippe-Egalité. En attendant il fit confier la direction des affaires à une commission qui comptait Carnot parmi ses membres, et qu'il présidait. Fouché fut pendant quinze jours le vrai roi de France. Poussé enfin par l'opinion unanime du pays il dut ouvrir les portes à Louis XVIII et la commission qu'il avait dupée abdiqua. On connaît le billet que lui adressa le grand Carnot furieux : « Traître, où veux-tu que j'aie ? » — « Où tu voudras, imbécile, » répliqua Fouché. Talleyrand le félicita avec ses formes ordinaires : « Bonjour, maître » lui dit-il.

Il joignit ses efforts à ceux d'Alexandre I^{er} pour imposer du moins à Louis XVIII la forme constitutionnelle. La Charte reconnut une égale protection à tous les cultes. Ce fut la grande épave que sauva la Révolution dans le naufrage des événements, épave dont elle fit plus tard le vaisseau fragile qui porte les destinées modernes. Mais le célèbre ministre de la police ne put sauver sa fortune ; exilé comme républicain, il se fit naturaliser Autrichien, et mourut à Trieste en 1820.

On dit qu'il se convertit à la mort. Ce fut là à coup sûr un miracle de la grâce ; car cet homme n'avait ni en politique, ni en religion, ni en nationalité aucune conviction, autre que celle de l'intérêt.

Alexandre I^{er} qui voulait imposer à la France les idées libérales, fut pour elle plus clément dans la question de la libération de son territoire. Il était bon, mais utopiste ; généreux, mais illuminé. De là cette sainte *alliance*, sorte de testament mystique que pourraient à la fois signer les chrétiens et les maçons, qui exalte le christianisme et laisse croire que les religions sont indifférentes, et qui ne satisfait personne, pas même les princes signataires ; œuvre hybride faite de parcelles de vérités diminuées, partant sans force, et de fragments d'erreurs dangereuses, qui servit de cible aux traits de Béranger et de P. L. Courier et dépopularisa la Restauration. De là encore l'influence que prit sur lui M^{me} de Kründer qui lui avait persuadé qu'il était appelé à rétablir dans le monde le règne du Christ. A coup sûr c'eût été, à son gré, un règne libéral, philosophique et révolutionnaire.

Ce règne d'ailleurs il l'avait établi et le comte de Rostopchine en gémissait hautement : « Les mineurs sont en grand nombre, écrivait-il, les trous sont profonds et il n'y a personne qui soit capable de les combler. Je ne sais vraiment pas quand tout cela finira, et je ne conçois pas comment, parmi toutes ces têtes grises et chauves, il ne s'en trouve pas une qui pense à l'Empereur et qui lui fasse comprendre nettement et catégoriquement à quoi tout cela aboutira. »

Ma promenade étant déjà longue, j'ai dû m'arrêter ici. Je laisse au lecteur le soin de la continuer à travers les très intéressantes biographies de Victor Emmanuel. — un Alexandre I^{er} *roublard* si l'on veut bien me passer cette très triviale expression, — du duc de Morny et de notre glorieux Pimodan — un compatriote dont les Haut-Marnais sont fiers — tué au champ d'honneur, ou plutôt martyr pour la foi, car il paraît certain qu'il fut assassiné par un sectaire nommé Biambilla, payé pour cette infâme besogne.

En chemin il pourra cueillir comme de charmantes fleurs, de fort jolies pages sur le P. Millé-

riot, Augustin Thierry, le P. Gratry et l'abbé Perreyve. Il est assuré de rencontrer avec les fruits des fleurs, avec l'utile l'agréable.

P. D.

CORRESPONDANCE

L. curé de Ch.-sur-V. (Creuse). — Les canonistes ne trouvent aucune raison canonique qui permette de porter l'affaire à Rome. 3787

Accusés de réception à MM. :

D. curé de St-S. (Orne) 5196. — C. à B. (Oise) 5197. — C. curé de E. B. (Aisne) 5198. — Rév. S. à M. C. T. W. (England) 5199. — H. C. à St-J. d'A. (Canada) 5201. — A. curé de M. (Ille-et-Villaine) 5204. — F. curé de S. (Vosges) 5205. — L. professeur à St-P. de B. (Htes-Pyrénées) 5208. — M. curé de C. s. M. (Somme) 5210. — Le B. à N. (Loire-Inférieure) 5213. — P. curé-archiprêtre à A. (Rhône) 5215. — D. vicaire à V. (Loire) 5216. — H. F. curé de Cap. 5217. — B. vicaire à M. (Lozère) 5218. — P. curé de V. (Pyrénées-Orientales) 5219. — B. curé de P. (Loire-Inférieure) 5221. — Q. curé de F. les R. (Somme) 5226. — St P. curé à C. L. (Hte-Garonne) 5228. — V. curé de St-G. de L. (Lozère) 5234. — F. curé-doyen d'H. (Somme) 5235. — P. curé de V. (Marne) 5236. — H. curé de L. (Saône-et-Loire) 5237. — M. supérieur à G. (Algérie) 5238. — F. curé à L. (Aude) 5239. — D. curé de M. (Seine-Inférieure) 5240. — V. M. curé de St-J. le C. (Creuse) 5241. — M. curé d'E. (Aisne) 5242. — G. vicaire d'O. (Corse) 5543. — R. curé d'O. (Nièvre) 5244. — A. L. à V. (Manche) 4245. — N. curé à St-B. de B. (Isère) 5246. — V. curé des J. (Lot) 5247. — N. curé à D. (Vosges) 5248. — G. curé à B. (Ain) 5249. D. curé de St-S. (Maine-et-Loire) 5251. — F. curé de N. (Orne) 5252. — J. secrétaire à G. (Isère) 5254. — G. curé-doyen de St-H. (Vendée) 5259. — C. p. a à V. le F. (Hérault) 5262. — C. curé à C. (Nord) 5263. — B. vicaire à P. (Aveyron) 5265. — A. J. vicaire à B. C. (Hte-Loire) 5266. — H. R. curé de la B. d'A. (Aude) 5269. — C. curé de J. (Seine-et-Marne) 5272. — G. curé de B. (Ain) 5249. — L. curé de St-B. (Haute-Loire) 4940. — F. curé de St-J.-la-C. (Haute-Vienne) 5282. — V. curé de M.-s.-M. (Puy-de-Dôme) 5284. — B. à la C.-de-B. (Meurthe-et-Moselle) 5286. — B. curé-doyen à la B.-de-G. (Landes) 5287. — L. ch. à B. (Basses-Pyrénées) 5288. — C. curé de V.-le-V. (Pas-de-Calais) 5290. — B. vicaire à F. (Haute-Saône) 5293. — B. curé de B.-C. (Deux-Sèvres) 5294. — L. A. à C. (Loire-Inférieure) 5295. — L. curé de N.-l'A. (Aisne) 5298. — D. vicaire à M. (Morbihan) 5300. — C. au C.-de-M. (Meurthe-et-Moselle) 5301. — G. curé de St-J.

(Vendée) 5303. — P. curé à V. (Isère) 5304. — A. curé de R. (Var) 5305. — D. curé à V. (Seine-et-Marne) 5306. — Ste-M. vicaire à B. (Basses-Pyrénées) 5307. — C. vicaire à B. (Loire-Inférieure) 5308. — G. à C. Ste-C. (Antilles danoises) 5309. — P. curé de St-P.-sur-Y. (Savoie) 5311. — B. curé de F. (Isère) 5319. — M. curé de S. (Drôme) 5320. — Y. curé de La C. L. (Loire-Inférieure) 5321. — D. curé à D. (Guadeloupe) 5323. — G. curé à L. (Basses-Pyrénées) 5325. — C. vicaire à P. (Côtes-du-Nord) 5326. — C. curé de B. par C. (Hérault) 5327. — C. curé de V. (Seine-et-Oise) 5330. — R. curé à St-A. (Gers) 5332. — L. curé-archiprêtre de P. (Morbihan) 5333. — D. curé de M. (Pas-de-Calais) 5334. — M. p. a. à F.-G. (Seine-Inférieure) 5335. — L. à P. (Yonne) 5341. — A. P. curé de P. (Ariège) 5342.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat
27 fr. la caisse de 12 litres *franco* gare destinataire

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Conesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à Mme MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 9

PRÉDICATION : Pour le deuxième dimanche de Carême : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : Récitation des prières après la messe basse.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Y a-t-il tolérance du Saint-Siège pour un mélange ajouté à la cire ? La peinture des souches peut-elle être prise pour la couleur du cierge ? Le conopée doit-il être en soie ? A quelle heure peut-on commencer la messe de minuit ? Aux messes chantées sans diacre ni sous-diacre, quel doit être le siège du célébrant ? Comment ordonner la bénédiction du Saint-Sacrement à la suite des vêpres ? A la messe du dimanche, si elle n'est pas chantée, le célébrant doit-il après l'aspersion aller prendre les ornements à la sacristie ? — Peut-on admettre aux sacrements une femme séparée de son mari, après qu'elle a demandé le

divorce dans le but de pouvoir disposer de ses biens ? Doit-on appliquer *pro populo* et à la fête du patron du diocèse et à la fête du patron de lieu ? — La modification exigée dans les statues de N.-D. de la Salette et de N.-D. du Sacré-Cœur oblige-t-elle à faire disparaître les statues antérieurement existantes ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un belge domicilié dans la commune, mais non naturalisé, peut-il être membre de la fabrique ? — Quelle est l'histoire du décret de 1809 ? quelle est sa valeur canonique ? — Peut-on empêcher que l'instituteur réunisse les plus grands enfants des deux sexes et laisse les plus petits à sa femme qui est institutrice communale ? Quels motifs invoquer et quels moyens prendre ? — Faut-il un brevet au jeune homme par lequel un instituteur libre se fait aider pour sa classe ? — Un curé peut-il se porter entrepreneur d'une église ?

CORRESPONDANCE

M. D., curé de R. (Hte-Marne). — Reçu. Merci, mon cher ami. Dans votre dernière lettre, vous vous faisiez l'apôtre des *bons cantiques*, et il vous semble que, par mes études et mes relations, je puis vous donner tout ce qui vous manque et que vous désirez, *paroles et musique*. Vous me flattez. Mais je crois votre idée bonne et juste. Et je songe à la réaliser, mais un peu plus tard, et avec des collaborations qui, pour être autres que celles que vous m'indiquez, — je sais ce que celles-ci vaudraient, au point de vue musical, mais je ne peux plus m'en servir — seront de la même école et d'égal mérite. 5168

M. A. L., curé de C. (Gers). — Bien. L'ouvrage dont vous me parlez s'édite et se vend, si j'ai bonne souvenance, chez l'éditeur Plon, rue Garancière, Paris ; mais, me permettez-vous de le dire, si vous y cherchez des adresses *généreuses* pour les œuvres, peut-être serez-vous déçu et ne rentrerez-vous pas dans le déboursé de vos timbres-poste. Vous ne seriez sûr du succès que si vous pouviez les intéresser à des fêtes et flirtages déplorables. 5156

M. D., curé de V. (Var). — Votre étonnement m'étonne. J'ignore si, et pour quelles raisons, vous payiez *autrefois* l'abonnement au-dessous du prix fixé et indiqué en tête du journal. Mais, personnellement, je n'ai pas de bailleurs de *fonds à... semer*, je ne puis donc me permettre, si grand plaisir que cela me ferait, des générosités à prendre sur l'argent que je n'ai pas. 4955

M. N., curé de St-P. (Indre-et-Loire). — Reçu. Merci du bon témoignage donné et de la fidélité promise. J'attends votre livre, en double exemplaire, et l'Ami du Clergé en parlera en toute conscience, par conséquent avec grands éloges, je n'en doute pas après avoir lu le rapport qui motive l'approbation de votre évêque. 5173

M. C. curé de B. (Seine). — Vous me devez bien les deux abonnements, puis votre souscription aux tables : au total 21 francs. L'adresse est changée. « Si mon humble approbation, » me dites-vous, « peut vous être de quelque encouragement, volontiers je me joins aux plus autorisés que moi pour vous féliciter de tout le bien que vous faites et aidez à faire, surmontant depuis que vous avez eu la pensée si bonne et que vous réalisez si bien de joindre l'Ami du Clergé paroissial à l'ancien Ami. » Certainement, monsieur, cette approbation et ces encouragements me sont bien précieux. Ils me donnent l'occasion de répéter que, si j'ai créé l'Ami du Clergé paroissial, c'est après y avoir été maintes fois sollicité par nombre d'abonnés. 5021

M. S., vicaire à Y. (Hte-Loire). — J'ai reçu et vous êtes inscrit pour les tables générales. 4640

M. V. C. (Manche). — Votre mémoire vous sert mal quand, pour justifier la répétition de vos questions, vous m'écrivez qu'elles n'ont pas eu la réponse que vous demandez depuis plusieurs années. Peut-être la réponse n'a-t-elle pas été telle que vous la désiriez ; mais elle vous a été donnée par lettre personnelle, courte sans doute, mais suffisante pour que vous puissiez saisir notre sentiment. Ce sentiment, du reste, nous l'avons répété publiquement, en tête de notre premier numéro

de 1888, première colonne de la deuxième page. Vous le trouverez bien sans m'obliger à être plus précis. 5430

M. P. D., curé de C. (Lot-et-Garonne). — J'ai grand regret de ne pouvoir acquiescer à votre désir. *Il vous semble* pourtant, me dites-vous, que je le pourrais. Hélas ! il vous semble *par sentiment*, non *par connaissance et raison*. Moi aussi, je voudrais n'avoir à tenir compte que du *sentiment et de mes désirs*. Comme nous serions d'accord ? Mais le ministère des postes (l'esprit du gouvernement changeait-il), mon fournisseur de papier, mes imprimeurs, etc., ne se rendront jamais à vos, à mes désirs. Tout ce que je pourrai pour vous aider, de toute façon, sera fait. Mais l'impossible, non seulement personne n'y est tenu, mais personne ne peut le faire : je suis pratiquement obligé de le reconnaître, quoique je sois de l'école qui dit que le mot *impossible* n'est pas français. 5096

M. F., curé de C. (Antilles hollandaises). — En règle. Je m'applique à tout entendre et à répondre à tout. Merci de vos aimables vœux. 5127

M. J. F., curé de St-G.-de-B. (Dordogne). — Vous devez avoir en main les numéros réclamés. Heureux du jugement de votre Officialité sur la consultation que nous avons donnée, de notre mieux, à votre demande. 5053

M. B., prêtre chanoine, à St-A. de la P. (Canada). — Tout vous a été expédié, et j'espère que vous avez reçu. Prix : 0,15 par numéro. 5133

M. S. M. (Nièvre). — 18 francs. Les numéros ont été expédiés. 5132

Rev. F. C. à Ste-A. de la P. (Canada). — Evidemment, l'éloignement excuse suffisamment le retard. Vous êtes inscrit. 5123

M. G. M., directeur du Grand-S. à A. (Pas-de-Calais). — Inscrit. 5122

M. G., à L. (Haute-Garonne). — Entendu. 5146

M. S., curé de T. (Basses-Pyrénées). — Bien. 5137

M. R. F., chanoine, à B. (Tessin). — Le changement d'adresse est fait. Quant à votre dette, il vous est facile de la connaître en vous reportant aux *conditions d'abonnement* imprimées en tête de chaque numéro. 5141

M. S., curé de G. (Alsace-Lorraine). — C'est par inadvertance que j'ai continué les conditions de faveur pour les deux pays que vous me signalez. Les raisons, exclusivement commerciales, que l'ancienne administration avait de créer et de maintenir ces deux exceptions, n'existent pas pour moi ; et évidemment vos droits à vous, si le *sentiment* créait des droits, seraient bien mieux établis. Pour cette année, et parce que je ne veux pas que votre condition soit moindre que celles que vous me signalez, je consens. 4951

M. B., vicaire à M. (Lozère). — Vous pouvez être assuré 1° que les prix indiqués sont mathématiquement calculés sur les frais de revient, 2° que je tiendrai toujours mes promesses parce qu'elles seront toujours faites après étude et avec sincérité, et jamais pour attirer et piper personne. Mais il ne faut pas me demander l'impossible, ni surtout me faire responsable de promesses qui ont pu être faites par d'autres et jamais par moi. 5218

M. B., curé de P. (Loire-Inférieure). — Oui, entre juillet et septembre 1889 probablement. 5221

M. C., curé de S. (Hte-Alpes). — Merci de l'avis et surtout de la complaisance. Tout le service de bandes sera prochainement changé et refait. A vos ordres pour les numéros égarés. 5179

M. M., curé de St-N. (Loire). — Réponse négative pour les deux abonnements, et mes regrets de ne pouvoir faire mieux. Mais j'ai aussi mes charges. Votre question sera traitée à son rang. 5178

M. R., curé de C. (Seine-et-Oise). — Bien volontiers. 5183

M. C. curé à L. (Hte-Garonne). — Le franc de timbres

que vous aviez envoyé vous a été retourné dans ma lettre de réponse, il me semble ; si non c'est oublié de ma part. Votre nouvel abonnement, dû, date du 1^{er} janvier dernier. 4754

M. A., curé de M. (Ile-et-Vilaine). — L'Ami du Clergé a donné l'année dernière quelques instructions sur la liturgie, et il y pourra revenir. Il s'occupe toujours de bibliographie, avec cette différence que son *Courrier des Livres* est maintenant indépendant, étudié, rédigé, et sincère. 5204

M. R., curé de B. (Vaucluse). — Inscrit pour les tables générales pour lesquelles vous me devez 5 francs. 5206

M. le B. à N. (Loire-Inférieure). — Nous faisons de notre mieux, et surtout nous ne reculons pas devant les questions difficiles ; et personne ne désire plus que nous que personne ne pose de questions que tout le monde (?) pourrait résoudre. 5213

M. E. M. curé de C. (Hte-Marne). — Si je faisais une exception à une décision prise après l'avoir bien pesée, ce serait évidemment, de préférence, pour un compatriote. Mais les exceptions déterminent si vite la règle, quand on s'y prête, que je n'en ose point admettre. La règle, en la question actuelle, pourra, un jour changer ; mais l'heure n'est pas encore venue. Je crois que vous n'auriez point perdu à la préférence que vous vouliez nous donner. Vous pourriez du reste, à la fin de l'année, acheter le volume. Regrets de vous voir briser des liens de dix ans. 5231

M. V., curé de St-G.-de-L. (Lozère). — Je crois comprendre à quelle imprudence vous faites allusion. Mais ce n'est pas à vrai dire l'Ami du Clergé qu'il convient d'en rendre responsable. A cette date, en effet, les quatre pages formant la couverture étaient soustraites à tout contrôle de la rédaction, et ne formaient à peu près qu'un prospectus hebdomadaire d'une maison commerciale. Il n'en est plus ainsi, vous le savez.

Je ne connais pas de *bonne Vie* des saints ne coûtant que le minime prix par vous fixé. Elle serait à faire. Vous avez lu dans le programme de l'Ami du Clergé *paroissial* que celui-ci se propose de donner, mais un peu plus tard, une série de lectures sur ce sujet.

Hélas ! oui, les bons livres sont toujours chers, et vous avez raison de déplore que « ceux qui participent à la fortune ne conçoivent pas l'idée de l'œuvre du bon livre à très bon marché. » Mon Dieu ! Ces fortunés la conçoivent et en discutent même souvent avec grande ardeur contre les écrivains et les éditeurs du genre propre ; mais quant à aider ces écrivains et ces éditeurs par leur concours, ne fût-ce que par l'achat de quelques volumes, ils ne se doutent pas que ce serait autrement efficace que leurs discours : allez voir leurs bibliothèques, celles de leurs femmes, vous y trouverez foule de mauvais livres, même très chers, et souvent pas un bon. Et voilà une des principales causes pour lesquelles les bons livres ne peuvent pas avoir ces grands tirages qui seuls diminuent le prix de chaque exemplaire et rendent possible la vente à bon marché. Question sur laquelle il y aurait trop à dire pour la traiter ici, mais dont déjà nous nous sommes occupés, et sur laquelle nous reviendrons parce qu'elle est vraiment capitale.

Merci de vos vœux.

5234

M. P., curé de T. (Deux-Sèvres). — Merci d'avoir bien voulu gracieusement m'envoyer toute cette série de numéros que vous aviez en double, sans même accepter le remboursement des frais de port. Je suis d'autant plus sensible au procédé que si j'ai dû prendre l'habitude de beaucoup *donner*, on ne m'a pas habitué à beaucoup *recevoir*. Ainsi, rien qu'en janvier dernier, j'ai payé à raison de deux centimes par numéro, plus de 50 francs d'affranchissement pour les numéros de réassortiment que l'on m'a demandés sans songer à me rembourser au moins ces frais. Heureusement que la cause de cette vraie perte pour nous va cesser : si tant

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICTION

POUR LE DEUXIÈME DIMANCHE DE CARÈME : HOMÉLIE
SUR L'ÉVANGILE

Et transfiguratus est ante eos.
(Math., xvi, 1.)

L'Eglise nous fait lire à la messe d'aujourd'hui l'un des prodiges les plus extraordinaires de la vie de Notre-Seigneur, sa glorieuse Transfiguration. Les apôtres qui en furent les témoins privilégiés en gardèrent en leur âme un souvenir ineffaçable. Saint Jean y fait une évidente allusion en commençant son évangile (Joan., i, 14), et saint Pierre, à la veille de subir le martyre, dans sa deuxième épître qui fut comme le testament de son cœur, en parle aux fidèles dans des termes extrêmement émus. « Ce n'est point, dit-il, en suivant des fables ingénieuses que nous vous avons fait connaître la puissance et l'avènement de Notre-Seigneur Jésus-Christ, mais après avoir été les témoins de sa grandeur. Car il reçut de Dieu le Père honneur et gloire, lorsque cette voix descendit sur lui d'une gloire magnifique : C'est ici mon Fils bien-aimé en qui je me suis complu ; écoutez-le ! Et nous avons entendu cette voix venue du ciel, lorsque nous étions avec lui sur la sainte montagne. » (II, Pet., i, 16-18.) Au fait cet épisode évangélique nous saisit par tous les nobles côtés de notre âme. Nous aimons les montagnes et les beaux sites de la nature : la scène de la transfiguration a pour théâtre une montagne très élevée, le Thabor d'après le sentiment commun des Pères, l'un des endroits les plus fertiles et les plus ravissants de la Palestine. Nous aimons la lumière et l'éclat : au Thabor le visage de Notre-Seigneur devient brillant comme le soleil et ses vêtements d'une blancheur plus resplendissante que la neige. Nous aimons le merveilleux : et voilà qu'avec Jésus apparaissent dans la majesté Moïse et Elie, un mort qui ressuscite, un vivant dont l'existence est miraculeusement prolongée ; voilà qu'une nuée lumineuse couvre le sommet de la montagne ; voilà qu'une voix céleste et solennelle retentit. Nous aimons le bonheur : et au Thabor on est si heureux que Pierre ne peut s'empêcher de s'écrier : O Maître, il est bon pour nous d'être ici ! Nous aimons tout ce qui vivifie nos espérances : dans la transfiguration, la gloire de Jésus notre chef est un échantillon, un avant-goût de la gloire qu'il réserve à ses membres. La transfiguration, fait incomparable, célébré depuis longtemps par une liturgie spéciale dans l'Eglise ; fait glorieux pour Notre-Seigneur, car sa dignité de Fils de Dieu est proclamée par le Très-Haut lui-même en présence des représentants les plus illustres des deux Testaments : fait rempli de leçons les plus variées et les plus efficaces pour la sanctification des âmes ! Si vous le voulez, frères bien-aimés, nous l'envisagerons d'une manière toute pratique, va le temps où nous sommes. L'évangile d'aujourd'hui nous dira que pendant

le carême nous avons tous une transfiguration à opérer et il nous enseignera les moyens de la réaliser.

I

Notre-Seigneur était arrivé à la dernière année de sa vie publique. Il venait d'annoncer, pour la première fois, à ses apôtres stupéfaits, sa passion, sa mort et sa résurrection, et même il leur avait déclaré nettement la nécessité où ils étaient, s'ils voulaient être ses disciples, de souffrir et de porter leur croix à sa suite. Pour adoucir l'amertume de ces graves communications, il termina par une parole d'encouragement. « En vérité et je vous l'affirme, leur dit-il, il y en a parmi vous qui ne mourront pas sans avoir vu le Fils de l'Homme dans sa gloire. »

Huit jours après il emmène avec lui sur une haute montagne ses trois apôtres préférés, Pierre, Jacques et Jean, et il se transfigure devant eux. Il laisse paraître au dehors quelque reflet de la gloire incomparable due à son humanité à raison de son union avec le Verbe de Dieu. Son visage devient resplendissant comme le soleil. Il brille d'un éclat également vif et plein de douceur qui charme les yeux sans les éblouir, et cette splendeur qui émane de la divinité, rejaillissant jusque sur ses vêtements les fait rayonner de la blancheur de la neige.

Chrétiens, nous avons à reproduire ce mystère pendant le carême, afin de nous préparer aux solennités pascales. L'Eglise nous y pousse par les exhortations les plus pressantes et les plus répétées. Elle veut que nous changions de vie, que nous nous convertissions, que nous nous transfigurions ! Renouvelez-vous dans l'intime de votre âme, nous crie-t-elle, dépouillez-vous du vieil homme et revêtez-vous du nouveau qui a été créé dans la justice et la sainteté. Que le pécheur quitte les sentiers de l'iniquité ; qu'il change de pensées, de sentiments, de conduite ; qu'il brûle ce qu'il a adoré, qu'il adore ce qu'il a brûlé. Que celui qui est juste devienne plus juste encore ; que celui qui est saint se sanctifie davantage. Tous améliorons notre vie. *emendemus in melius*.

Mais quelle sera notre transfiguration ? Les deux symboles par lesquels Notre-Seigneur a manifesté sa gloire au Thabor nous le disent. En se purifiant de ses péchés, que notre âme devienne blanche comme la neige, *lavabis me et super nivem dealbabor*. Qu'elle se revête des vertus et surtout de la charité qui est le soleil des vertus. La charité qui embrase le cœur des flammes de l'amour divin, qui répand autour d'elle les fécondes influences du bon exemple, *resplenduit sicut sol*. Quelle sera notre transfiguration ? Si nous voulons plaire à Notre-Seigneur, rendons-nous semblables aux amis de cœur qu'il voulut avoir auprès de lui sur le Thabor. Efforçons-nous d'acquiescer la douceur de Moïse, le zèle d'Elie, la foi de Pierre, la virile espérance de Jacques le Majeur, le premier des apôtres qui versa son sang pour son divin Maître, la pureté de Jean. Surtout travaillons à

entrer dans les sentiments d'humilité de Jésus lui-même. La vertu, en effet, que Jésus fait surtout paraître en sa transfiguration, c'est l'humilité. En vertu de l'union hypostatique la gloire la plus splendide était due à son humanité sainte. Pendant toute sa vie il fait un grand miracle pour cacher cette divine splendeur. Il n'y déroge aujourd'hui que par condescendance, pour prémunir la foi des siens contre le scandale de sa passion et encourager leurs espérances. Et encore n'est-ce que pendant quelques instants, à l'écart, devant trois témoins seulement, en leur recommandant de n'en parler à personne, avant qu'il ne soit ressuscité d'entre les morts !

Oh, mes frères ! que votre âme serait belle si vous faisiez bien la transfiguration que l'Eglise vous demande. Purifiée, elle serait remplie du chœur glorieux des vertus, elle deviendrait participante de la nature divine, elle serait le temple du Saint-Esprit qui y habiterait avec les deux autres personnes divines. O beauté, ô splendeur ! Les plus magnifiques spectacles de la nature ne sont rien, dit saint Thomas, comparés à un cœur qui possède la grâce sanctifiante. Qui verrait une âme où Dieu règne par sa grâce, dit Bossuet, croirait voir Dieu lui-même, comme on voit un second soleil dans un cristal bien pur, où il se refléchit avec tous ses feux. (Lettre 26.) Il n'y a rien de si beau qu'une âme pure, disait le vénérable curé d'Ars. Notre-Seigneur en fit voir une à sainte Catherine ; elle la trouva si belle qu'elle s'écria : « Seigneur, si je ne savais pas qu'il n'y a qu'un Dieu, je croirais que c'en est un ! » L'âme pure fait l'admiration des trois divines personnes elles-mêmes ! *O quam pulchra casta generatio cum claritate !*

Ajoutez à cela que l'âme ainsi transfigurée goûte le bonheur le plus suave. C'est le Saint-Esprit lui-même qui nous l'affirme. « Une paix abondante, nous dit-il, est réservée à ceux qui aiment la loi du Seigneur ; tandis qu'il n'y a pas de paix pour l'impie. L'âme du juste est comme un festin continu. Bienheureux sont ceux qui marchent dans le chemin de la vertu ! » Et l'expérience confirme délicieusement les augustes déclarations de l'Esprit de vérité. Oui, comme le dit saint François de Sales, la bonne conscience est le meilleur oreiller pour doucement reposer. Oui, comme le dit l'auteur de l'*Imitation*, être sans Jésus est un enfer intolérable, mais être avec Jésus, par la sainteté de la vie, est un ineffable paradis, *esse sine Jesu gravis est infernus, esse cum Jesu dulcis paradisus*. Aussi bien tous, j'en suis convaincu, vous voulez opérer, en ces jours de salut, cette transfiguration qui doit vous être si glorieuse et si heureuse. Comment la réaliserez-vous ? Notre évangile nous le fait très nettement entendre.

II

I. Jésus était monté sur le Thabor pour y prier ; et saint Luc remarque que c'est pendant qu'il

priaient que son visage se transfigura, *et facta est dum oraret species vultus ejus altera*. Parole pleine d'enseignement ! La prière précède la transfiguration : si nous voulons nous faire un cœur nouveau, un cœur selon Dieu, il faut, de toute nécessité, PRIER ET BIEN PRIER.

Sans la prière nous ne pouvons pas même avoir une bonne pensée ; à plus forte raison nous est-il impossible de nous convertir du mal au bien ou du bien au mieux. Aussi les saints sont-ils unanimes à proclamer que renoncer à la prière c'est renoncer au salut, *qui orationem abjicit viam salutis deserit* ; qu'un jour passé sans prière est un jour qu'on doit regarder comme perdu, *diem sine oratione, omissam diem existimate* ; que vouloir pratiquer le bien et éviter le mal sans prier est aussi insensé que vouloir combattre un ennemi sans armes. La prière est toute puissante auprès de Dieu ; elle nous obtient tout : elle éclaire, elle purifie, elle enrichit du trésor des vertus ; elle donne la force, le courage, la patience ; elle console. La prière nous fait atteindre à la perfection, *recte novit vivere qui recte novit orare*. (S. Aug.)

Mais pour obtenir ces beaux résultats, il faut prier comme Jésus et avec Jésus.

Chrétiens qui poursuivez l'œuvre si noble de la réforme de votre cœur, priez donc avec recueillement. Une prière volontairement distraite et dissipée est une prière sans ailes : elle ne peut monter vers Dieu, *ducit illos seorsum*. Priez avec un cœur dégagé de l'amour exagéré de la créature. Elevez-vous au-dessus des faux biens de la terre pour vous attacher au bien suprême, *ducit illos in montem excelsum*. Priez avec ferveur : les apôtres s'endorment sur la sainte montagne, et ils furent privés d'une partie des joies de la transfiguration. Combien funestes la tiédeur, la paresse, la lâcheté, le dégoût, l'indifférence dans le service de Dieu, *et evigilantes viderunt majestatem ejus !* Priez enfin par Jésus-Christ en couvrant vos misères de ses mérites, car lui, il est toujours écouté comme étant le Fils bien-aimé en qui le Père céleste met toutes ses complaisances !

II. Et voilà que, pendant que le Sauveur était transfiguré, apparaissent tout brillants de splendeur Moïse et Elie, et ces saints personnages parlaient avec lui. Quel était le sujet de leur discours ? Saint Luc nous le révèle : ils s'entretenaient de la mort qu'il devait souffrir à Jérusalem, de sa passion qui est à la fois un excès d'amour, de douleur et d'humiliation, *passio in qua fuit excessus amoris, doloris et humilitatis*. (Ludolphe.)

Quel contraste entre la scène du Calvaire et la scène du Thabor ! Ici Jésus est tout rayonnant d'une gloire qui rejaillit jusque sur ses vêtements : là il est dépouillé, défiguré, méconnaissable. Ici son Père le proclame solennellement son Fils bien-aimé : là il se plaint d'être abandonné par son Père. Ici il brille entre les deux plus illustres personnages de l'ancienne loi : là il est crucifié entre deux voleurs. Ici ses apôtres ne peuvent se

séparer de lui : là ils l'abandonnent honteusement.

Et cependant c'est de sa passion que Notre-Seigneur parle avec ses deux interlocuteurs.

Né croyez pas que ce soit là un fait isolé dans la vie du Sauveur. Sa grande et principale pensée a été et demeure le mystère de sa passion. A peine entré dans le monde il s'en occupe. A Bethléem, à Nazareth, il s'en nourrit; pendant sa vie publique il l'appelle de tous ses vœux, *baptismo habeo baptizari et quomodo coartor*; dans le saint sacrement de l'autel il en renouvelle la réalité, *Deus qui nobis sub sacramento mirabili passionis tuæ memoriam reliquisti*; dans le ciel il ne la perd pas de vue.

Qui nous donnera le mot de ce mystère? Ah! c'est que c'est par sa passion et sa mort douloureuse qu'il a opéré l'œuvre qui lui tient le plus au cœur, le salut du monde! C'est qu'il a voulu que nous ayons une tendre et constante dévotion à sa passion pour nous en appliquer les mérites.

Oui, chrétiens, pendant cette station quadragesimale, une de nos grandes occupations doit être la MÉDITATION DU MYSTÈRE DE LA CROIX. Au pied de la croix nous comprendrons l'énormité du péché et la charité infinie de Dieu. Au pied de la croix nous puiserons force, courage et consolation. Au pied de la croix nous apprendrons la nécessité et le prix de la souffrance. Au pied de la croix nous nous convertirons et nous nous sanctifions davantage. *Dicebant excessum ejus!*

III. Cependant Pierre goûtait tant de bonheur dans la compagnie de son divin Maître qu'il s'écrie, tout saisi, et sans savoir ce qu'il disait, parce qu'il ignorait encore le mystère de la souffrance: « Seigneur, il nous est bon d'être ici. Si vous le voulez, faisons-y trois tentes! » A peine avait-il formulé sa demande qu'un nouveau spectacle s'offre aux yeux des apôtres. Une nuée brillante parut suspendue sur leurs têtes et attira en même temps leurs regards et leur admiration. Cette nuée lumineuse s'abaissant vers la terre et enveloppant Jésus avec eux comme sous un pavillon rayonnant, ils en furent investis. A cette vue, leur frayeur fut grande, et ce qui y mit le comble, fut une voix céleste et majestueuse qui, sortant de la nuée, retentit en disant: « Celui-ci est mon Fils bien-aimé en qui j'ai mis mes complaisances: Écoutez-le! »

« Écoutez-le! » Cette parole nous indique le troisième moyen de notre transfiguration spirituelle, savoir une DOCILITÉ parfaite à la voix de notre Sauveur. Il est le grand Docteur à qui la loi et la prophétie rendent hommage dans la personne de Moïse et d'Elie; il est le Maître autorisé par l'adorable Trinité en présence des plus grands apôtres: *Ipsium audite!* Il nous parle dans son vangile par la voix de ses ministres, par les secrètes inspirations de sa grâce, par les bons exemples qu'il place sous nos yeux: *Ipsium audite!* Ah! je le sais, il y a les docteurs du men-onge qui nous parlent par leurs mauvais exem-

ples, leurs railleries, leurs fausses maximes, leurs livres et leurs journaux; il y a leur chef suprême qui les inspire et qui nous parle, lui, par ses pernicieuses suggestions; soyez sourds à leur voix pour n'écouter que Jésus-Christ: *Ipsium audite*. Écoutez-le non seulement pour les vérités à croire, mais aussi pour les préceptes à pratiquer; écoutez-le quand il vous demande de prier, de vous mortifier, de fuir l'avarice, l'orgueil et la sensualité; écoutez-le et recevez ses instructions à l'endroit du cœur où se prennent les bonnes résolutions; écoutez-le complètement et constamment: *Ipsium audite!*

Et c'est ainsi que par la prière, la méditation de la passion du Sauveur et la docilité à ses enseignements vous opérerez cette si désirable transformation que je vous prêche: *Et transfiguratus est ante eos*. Debout donc chrétiens, et courage! Si le travail de la perfection vous effraie, que la récompense vous anime! Oh! qu'elle sera belle et grande et délicieuse notre récompense dans le ciel! C'est là proprement que nous pourrions nous écrier: Qu'il est bon d'être ici, *bonum est nos hic esse!* Nous ne verrons pas seulement un rayon de la gloire de Jésus, mais sa gloire pleine et entière; nous ne jouirons pas seulement de la compagnie de deux élus, mais nous serons avec les armées innombrables des anges et des saints; notre bonheur ne durera pas seulement quelques instants comme au Thabor, mais il persévéra dans les siècles des siècles, *bonum est nos hic esse*. Encourageons-nous par cette fortifiante pensée! Ne craignons rien, Dieu est fidèle, *nolite timere!* Quoi qu'il nous en coûte, sanctifions-nous pour avoir part à ce bonheur. Laissons-nous toucher par la grâce de Jésus, *telegit eos!* Fermons les yeux au monde, pour ne voir ici-bas que Jésus, ses exemples divins et ses divins enseignements, *neminem viderunt nisi solum Jesum*; et nous mériterons de le voir à jamais dans les joies de l'éternité!

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

DÉCRET CONCERNANT LA RÉCITATION

DES PRIÈRES PRESCRITES APRÈS LA MESSE BASSE

On doit réciter après le dernier évangile les prières prescrites par S. S. Léon XIII et ne pas les séparer de la messe par une autre cérémonie.

BASILEEN. Fredericus episcopus Basileensis, provolutus ad pedes Sanctitatis Vestræ, humiliter implorat authenticam interpretationem Apostolici Decreti quoad preces recitandas a Sacerdote, finita Missa; quæstio nempe ita se habet: « Utrum preces præscriptas (3 Ave Maria, Salve Regina, etc.), in quibusdam casibus, nempe vel alicujus parvæ functionis, vel communionis distribuendæ, peracta demum adnexa Missæ cœremonia recitare liceat: vel an subsequi Missam semper immediate debeat? »

Et Sacra Rituum Congregatio, proposito Dubio sic rescripsit : *Preces a sanctissimo Domino Nostro Leone Papa XIII præscriptæ, recitandæ sunt immediate expleto ultimo Evangelio.*

Atque ita declaravit et rescripsit die 23 Novembre. 1887.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je vous remercie et de votre lettre du 22 novembre et du développement que vous avez bien voulu donner à mes questions dans l'*Ami du Clergé* du 18 décembre. Puisque vous devez revenir sur la question de la cire, permettez-moi de vous faire part de la réponse que m'ont faite à ce sujet les RR. PP. Prémontrés. D'après eux on peut en toute *sûreté de conscience* se servir de cierges ne renfermant qu'une certaine quantité de cire. C'est du reste la pratique générale de nos contrées. Dans le diocèse de Grenoble et dans celui de Lyon, pour ne parler que de ce que je sais parfaitement, on n'exige *nullement* des cierges en cire pure. Voici les termes de la lettre des PP. Prémontrés de Frigolet.

« Nous nous sommes occupés pendant quelques années de la question liturgique de la cire. Nous avons même présenté des mémoires à la Congrégation. On a toujours répondu d'une manière évasive, et l'on nous a dit que jamais nous n'aurions une réponse catégorique. Aussi nous avons dû mettre dans nos prospectus l'observation n° 3, ci-jointe, qui est, croyons-nous, la seule solution pratique à toutes les questions. Messieurs les curés doivent connaître les règles de leur diocèse. Elles varient à tel point, sur ce sujet, que, par exemple, Autun exige la cire pure; Nîmes, le 20 0/0; Nevers, le 66 0/0; Saint-Claude, le 75 0/0; Digne, le 25 0/0; etc. »

Dans notre diocèse il n'y a pas, je crois, d'ordonnance bien précise. Mais on exige généralement le 1/3, c'est-à-dire le 34 0/0.

A Lyon certaines églises emploient le 60 0/0, d'autres le 39 0/0, quelques-unes même le 20 0/0, et cela avec l'autorisation de l'autorité épiscopale.

Que pensez-vous en droit de tout cela ? Et que faut-il faire pour être en *sûreté de conscience* ? Je ne voudrais pas être plus large que Rome ; mais je prétends qu'il ne faut pas non plus se montrer plus sévère et qu'il n'y a rien que de très légitime à user amplement des autorisations accordées ou tolérées par les Sacrées Congrégations.

1^o A quelle maison s'adresser pour avoir ces cierges en cire pure brûlant de quinze à seize heures, ainsi qu'il est dit dans l'*Ami du Clergé* du 5 juillet et offrant, même au point de vue économique, un vrai avantage ? Quel est le prix de ces cierges ?

2^o Quand on emploie des souches, la peinture de ces souches peut-elle tenir lieu de la couleur de la cire, de telle sorte qu'on puisse avec des souches blanches brûler de la cire jaune ? Bourbon semble le laisser croire. La cire jaune étant moins chère, il pourrait y avoir une raison d'économie que certains curés ne dédaigneraient pas, étant donné que la chose fût légitime.

3^o Le conopée doit être nécessairement en soie ? Ne pourrait-on pas se contenter d'une étoffe de coton, ou plutôt d'une étoffe mi-coton et mi-soie ? Qu'y a-t-il de fixé à cet endroit ?

4^o A quelle heure précise peut-on commencer la messe de minuit, à Noël ? Suffit-il que la consécration ait lieu après minuit ? — ou ne doit-on commencer la messe qu'à minuit ? — Plusieurs prêtres commencent à 11 heures 3/4. Peut-on conserver cet usage ou doit-on y renoncer absolument ?

5^o Dans les simples paroisses ordinaires, aux messes

chantées, sans diacre, ni sous-diacre, de quel espèce de siège doit se servir le célébrant, lorsqu'il va s'asseoir ? Il ne me semble pas bon d'employer en ce cas la banquette proprement dite, de manière à faire asseoir le prêtre célébrant et deux enfants de chœur laïques sur le même siège ? Faut-il alors employer trois tabourets simples, sans dossier, un pour le célébrant et les deux autres pour les servants à côté de celui du célébrant ? Serait-il mieux d'avoir un siège à dossier pour le célébrant et deux simples tabourets pour les enfants de chœur ? Mais quelle forme donner à ce siège à dossier pour qu'il ne ressemble pas trop à une chaise ordinaire ? Il ne doit pas, je crois, avoir de bras. Je suppose naturellement qu'on peut faire asseoir les deux enfants de chœur à côté du célébrant sur des tabourets différents. Telle est la pratique de notre diocèse. Qu'en pensez-vous ?

6^o Il est prescrit dans notre diocèse de donner la bénédiction du très Saint-Sacrement tous les dimanches, à la suite des vêpres. Dans ce cas le célébrant va à la sacristie, pendant le chant de l'antienne de la Sainte-Vierge, prend la chape et l'ostensoir et revient ainsi pour chanter, au pied de l'autel, l'oraison de la Sainte-Vierge Cette manière de terminer ainsi les vêpres ordinaires en chape est-elle bien régulière ?

D'autres prêtres agissent autrement. Dès le commencement des vêpres, ils disposent l'ostensoir couché sur l'autel, chantent les vêpres simplement en surplis jusqu'à l'antienne de la Sainte-Vierge inclusivement ; puis à ce moment font apporter la chape par le sacristain au pied de l'autel et exposent le Saint-Sacrement, sans retourner à la sacristie. Que pensez-vous de ces deux manières de procéder ? Peut-on ainsi coucher l'ostensoir sur l'autel pendant tout le chant des vêpres ? Comment organiseriez-vous cette cérémonie de la bénédiction à la suite des vêpres, d'une manière conforme en tout aux règles de la liturgie ?

7^o Les dimanches ordinaires, quand on ne chante pas la messe de paroisse, le prêtre qui dit cette messe de paroisse doit-il, ou plus exactement peut-il, après l'aspersion, retourner à la sacristie, prendre la chasuble et le calice ? ou bien, doit-il, comme aux messes chantées, prendre la chasuble à la banquette ou à la crédence, sans retourner à la sacristie ? Mais en ce dernier cas, à quel moment devra-t-il porter le calice à l'autel ?

R. — Comme nous vous l'avions annoncé nous avons traité cette question dans un des derniers numéros de l'*Ami du Clergé*. Nous croyons avoir démontré péremptoirement que la sainte Eglise veut de la cire pure.

Vous nous dites que Rome a fait des concessions, et qu'il ne faut pas être plus sévère qu'elle. Rien n'est plus juste. Nous avons prévu cette observation, et nous y avons répondu. Si Rome fait une concession, on peut en user, par la raison très simple que celui qui fait la loi peut en dispenser.

Mais ces concessions ont-elles eu lieu ? Et si elles ont eu lieu, sont-elles si considérables et si générales qu'on nous le dit ? Est-il vrai que Rome ait permis à des diocèses entiers de n'employer en cire pure que le 20 0/0, le 25 0/0, le 30 0/0, le 34 0/0, le 66 0/0, le 75 0/0, etc.

Si elles ont eu lieu, nous n'avons rien à dire, sinon que nous sommes très étonnés. Le Saint-Siège exige de la cire dans toutes ses rubriques et dans tous ses décrets ; il se montre très exigeant pour les missionnaires des îles les plus reculées de l'Océanie ; il menace de peines les supérieurs des églises de Rome qui se procureraient et brû-

leraient de la fausse cire ; il punit de un franc d'amende par livre les marchands de cire qui en vendent. Et il accorderait des dispenses aussi vastes, aussi générales et aussi absolues à de nombreux diocèses de France ! Il est difficile de le croire ; et pour notre compte, nous ne le croirons que lorsqu'on nous aura envoyé le texte même de la concession romaine. Nous attendons ce texte, que nous ne recevrons probablement jamais.

Vous nous demandez à quelle maison il faut s'adresser pour avoir ces cierges en cire pure :

L'*Ami du Clergé* ne fait pas l'article et ne veut recommander aucune maison. On a vu dans un de nos derniers numéros que M. Charles Desfos-sés, de Nantes, fabrique des cierges en cire pure, et qu'il a été vivement encouragé par Son Eminence le cardinal Parocchi, Vicaire de Sa Sainteté. Nous savons aussi qu'il a été approuvé par un grand nombre d'évêques français et étrangers.

Mais nous sommes persuadés que beaucoup d'autres fabricants en feraient autant si l'on s'adressait à eux et si l'on voulait payer le prix convenable. Nous savons même que les Prémontrés en fournissent.

Quel est ce prix ? Il est impossible de le dire d'une manière absolue, parce qu'il varie selon que les cierges ont telle ou telle forme, telle ou telle ornementation, telle ou telle grosseur, telle ou telle couleur. Mais ce que nous pouvons affirmer, c'est que la dépense n'est pas plus considérable en employant la cire pure, bien fabriquée, qu'en se servant de cire mélangée ; et l'on a en outre, l'inappréciable avantage d'obéir à notre sainte Mère l'Eglise, et d'éviter les nombreux inconvénients qui résultent de la cire falsifiée, particulièrement une durée beaucoup moindre, et la malpropreté produite par le coulage.

Ad II. Il n'est pas possible de répondre à cette question, par la raison que les *souches* ne sont pas liturgiques. Aucun livre liturgique ne les suppose. Rome ne les emploie pas. Mgr l'évêque de Gand dans ses Ordonnances diocésaines de 1874 ne les trouve pas décentes et les réprouve. De Herdt ne les trouvait pas convenables pour le culte ; il disait :

« Candelas metallicas vel ligneas, quarum extre-mitati parvi cerei affiguntur, sacræ liturgiæ non convenire. »

Il ne nous est donc pas possible de répondre à la question que vous nous adressez, parce que les bases ordinaires d'appréciation, rubriques, décrets, auteurs, pratique de Rome, tout nous fait défaut.

Ad III. Nous n'avons vu nulle part que le conopee doive être nécessairement en soie. Le Rituel n'en détermine pas la matière :

« Hoc autem tabernaculum *conopeo* decenter ornatum... sit collocatum. »

Il peut être aussi en coton, en laine, en lin ou en chanvre, ainsi que l'a décidé en 1855 la Sacrée

Congrégation des Rites sur la demande suivante de Mgr l'évêque de Saint-Brieuc :

« Utrum conopeum istud confici possit ex panno sive gossypio, sive lana, sive cannabe contexto ? »

La Sacrée Congrégation répondit : *Affirmative.* (21 juillet 1855, n. 5221, ad 12.)

Ad IV. La rubrique du Missel est formelle. La messe se dit après minuit :

« Dicitur post mediam noctem. »

Tous les auteurs entendent par là que l'on ne peut pas *commencer* la messe avant minuit. Nous ne nous rappelons pas avoir vu un décret, ni même un auteur sérieux, qui aient donné une autre interprétation.

Nous savons que l'usage assez général est de commencer un peu plus tôt. Faut-il le détruire ? Peut-on le conserver ? Nous laissons à de plus sages le soin de décider cette question.

Ad V. Dans les messes chantées avec diacre et sous-diacre, on se sert convenablement d'une banquette. Le célébrant est au milieu, le diacre à sa droite, le sous-diacre à sa gauche.

Mais dans les messes chantées sans diacre ni sous diacre, il ne convient plus d'employer la banquette ; ou bien, si l'on est obligé de le faire à raison de pauvreté de la fabrique, il est bon que les servants ne soient pas sur la banquette où est le célébrant ; on leur donne alors des tabourets.

Dans les églises où les cérémonies se font régulièrement, il y a trois tabourets, l'un pour le célébrant, les deux autres pour les servants.

Mais celui du célébrant est plus riche. Bien que le tabouret soit un simple siège sans bras et sans dossier, rien n'empêche cependant de remplacer ce dossier par un léger appui, à condition que cet appui n'ait pas les proportions d'un dossier.

Quant aux tabourets des enfants, ils doivent être simples, sans aucune garniture ; et ils ne doivent pas être placés sur la même ligne que celui du célébrant.

Quant à la matière, le tabouret est en bois. Le dessus est aussi en bois, du moins ordinairement. Cependant il n'est pas interdit de le couvrir de paille.

Il importe que celui du prêtre soit plus riche comme nous l'avons dit. Le siège pourrait convenablement être garni de cuir ou d'un coussin ; on pourrait aussi l'enrichir d'une tapisserie fixe, ou d'une draperie, qui décoreraient le siège, et même le petit appui.

Ces décorations ne doivent pas être en soie, parce que cette étoffe est réservée à l'évêque, comme on peut le voir dans un décret de la Sacrée Congrégation des Rites, 12 septembre 1822, n. 4590, ad 5 et 6, et dans les notes de Gardellini sur ce décret.

Pour la couleur de ces décorations, rien n'est fixé, soit par les rubriques, soit par les décrets : « Haud pro scamno Celebrantis determinatus est color, » dit Gardellini. Par conséquent on peut employer le vert, le rouge ou toute autre couleur

convenable, surtout la couleur en rapport avec celle de l'office du jour.

Quant à la forme, les rubriques et les décrets ne déterminent rien. Il est ordinairement carré, mais rien ne s'oppose à ce qu'il soit rond.

Ad VI. La première méthode suivie par un grand nombre de prêtres de votre diocèse est adoptée dans beaucoup de diocèses. Elle n'est pas indiquée par les auteurs ; néanmoins nous ne croyons pas qu'on puisse la condamner dans les églises paroissiales. Voici pourquoi. Les vêpres sont complètement terminées après *Fidelium animæ*, car l'antienne de la très Sainte-Vierge n'est pas obligatoire dans les églises ordinaires. Le célébrant peut donc quitter sa place et se rendre à la sacristie pour prendre l'étole, la chape, l'ostensoir, etc., revenir au sanctuaire, déposer l'ostensoir sur l'autel, chanter l'oraison qui suit l'antienne de la Sainte-Vierge, et ensuite faire l'exposition du très Saint-Sacrement.

La seconde méthode n'a rien non plus de vraiment condamnable ; mais la première est plus communément adoptée.

Ad VII. Le célébrant peut suivre l'une ou l'autre pratique. Il peut retourner à la sacristie après l'aspersion, pour prendre le manipule et la chasuble, et apporter le calice.

Il peut aussi, après l'aspersion, prendre les ornements à la banquette, sans retourner à la sacristie. Dans ce cas, il aurait dû apporter le calice avant l'aspersion.

La raison de ces deux solutions est que la rubrique et les décrets gardent le silence, et que l'une et l'autre n'ont rien de contraire à l'esprit de la liturgie.

Voyez donc ce qui vous paraît le mieux convenir dans les circonstances où vous vous trouvez.

Q. — Berthe est mariée depuis quelques années à M. X. Son mari est pour elle la source de mille désagréments et de bien des misères par son caractère difficile, ses emportements et sa mauvaise conduite. Lasse de patienter elle se décide à demander la séparation de corps et de biens. La séparation obtenue, elle n'est qu'en partie délivrée, à cause des circonstances encore nombreuses où elle a besoin du concours de son mari pour certains actes, aliéner par exemple. C'est chaque fois redoublement de tracasseries.

Pour couper court à une situation extrêmement fâcheuse, elle demande de bonne foi le divorce et l'obtient. Dans ce dernier fait sa bonne foi paraît certaine, son but unique a été de faire cesser les difficultés de sa position en face de son mari. Sa vie précédente a toujours été régulière ; elle était même dévote. Berthe peut-elle être admise à la pratique des sacrements ? Si elle a des conditions à remplir, quelles sont ces conditions ?

R. — Le divorce ayant été prononcé et appliqué au civil, ce n'est plus le temps de rechercher s'il y avait une raison suffisante de le demander. Mais il faut prendre la condition de la personne telle qu'elle se présente et voir ce que son confesseur doit faire au saint tribunal et son curé à l'extérieur.

Au saint tribunal, le confesseur devra examiner

si elle a été réellement persuadée qu'elle pouvait sans péché demander le divorce dans le but unique de se délivrer d'une gêne importune pour l'administration de ses biens. Dans ce cas, n'ayant pas commis de péché, elle n'a pas à recevoir l'absolution.

Dans le cas contraire, elle devra regretter son péché et promettre d'en faire pénitence avant d'être absoute. Dans l'un et l'autre cas, le confesseur fera bien de lui donner les instructions nécessaires sur la matière, savoir : que, seule l'Eglise peut juger et décider les affaires matrimoniales et qu'avant d'agir, elle aurait dû prendre conseil de ceux auxquels il appartient de juger, vu surtout que le divorce étant une atteinte portée aux lois divines et ecclésiastiques, elle ne pouvait y recourir sans prendre les moyens de mettre en sûreté sa conscience et de lever le scandale que pouvait produire sa démarche. Egalement dans l'un et l'autre cas, il devra exiger, en raison de ce scandale, qu'elle prenne les moyens que l'autorité jugera nécessaires pour qu'il soit bien avéré :

1^o Qu'elle croit sur le mariage ce qu'enseigne l'Eglise ;

2^o Qu'en réclamant le divorce, et en y persévérant, elle n'a voulu que se débarrasser d'une gêne légale dans l'administration de ses biens ;

3^o Que, quoique civilement divorcée, elle se tient pour la vraie et légitime épouse de son mari.

Si elle le promet, le confesseur pourra, dans le premier cas, l'absoudre de ses péchés, s'il y a lieu ; dans le second cas, l'absoudre des autres péchés et encore de celui qu'elle aurait fait en demandant le divorce : à moins qu'il ne préfère, pour plus de sûreté ou pour le bien de la personne, différer l'absolution jusqu'après l'exécution des promesses.

Le curé auquel elle s'adressera pour accomplir ses promesses et lever le scandale qu'on pourrait craindre de son admission publique aux sacrements, fera bien, s'il y a la moindre difficulté, ou même en tout état de cause, de consulter son évêque sur la manière de s'y prendre. C'est là une des questions pratiques les plus délicates pour le moment. Il importe qu'elle soit résolue suivant des règles communes à tous les cas semblables et en tenant compte des circonstances qui peuvent conseiller des tempéraments ou exiger quelque sévérité. Tout scandale étant levé de la manière que l'aura réglé l'autorité compétente, rien ne s'opposera plus à ce que la personne soit admise publiquement aux sacrements.

Q. — Un ordo indique comme devant être célébrées également, et la fête du patron du diocèse, et la fête du patron du lieu ; il s'appuie sur ce que, avant le concordat, de par l'autorité de l'évêque, le patron du diocèse était de précepte.

Que pense de cette particularité l'excellent liturgiste de l'Ami du Clergé ?

R. — Nous avons publié, au numéro 4 de la présente année, une décision de la Sacrée Congrégation.

gation des Rites déclarant qu'en vertu de la Constitution d'Urbain VIII, on n'est tenu d'appliquer la messe *pro populo* à la fête du patron du diocèse que quand il n'y a pas de patron de lieu.

Mais peut-on y être tenu en raison de ce que cette fête, avant le Concordat, était chômée par ordonnance épiscopale ? — Non, pour plusieurs raisons.

La première est que le Concordat, ayant aboli les anciens diocèses, a, par le fait, aboli toutes les ordonnances de ce genre et tous les patrons de diocèses. S'il en était autrement, on se trouverait en face de cette anomalie, que les territoires des anciens diocèses rattachés à d'autres diocèses nouveaux seraient encore tenus de célébrer la fête du patron de l'ancien diocèse.

La seconde est que l'évêque ne peut changer une loi de l'Eglise universelle. Or l'Eglise n'impose l'application de la messe *pro populo* qu'en des circonstances déterminées, au jour de la fête du patron du diocèse.

Nous pensons donc que l'Ordo en question est fautif. Mais jusqu'à la décision que nous avons récemment publiée, on pouvait conserver des doutes.

Q. — La forme donnée primitivement à la statue de Notre-Dame de la Salette ainsi qu'à celle de Notre-Dame du Sacré-Cœur a été modifiée par ordre du Saint-Siège, à l'occasion, je crois, d'une demande de couronnement.

Cette modification ou réforme entraîne-t-elle la condamnation de la première forme donnée à ces images ? Avant que la dite modification eût été prescrite, des statues suivant le modèle adopté d'abord avaient été érigées dans certaines chapelles. Est-on tenu sous peine de péché de les faire disparaître ? et même en général de détruire les images conformes au premier modèle ?

R. — La question est des plus pratiques, et comme notre solution peut trouver une foule d'applications, nous tenons à ne rien dire de nous-même, mais à citer tous les documents que nous avons entre les mains. Quelques notions générales sur l'approbation des images et des statues des saints permettront de mieux comprendre ces documents.

Le concile de Trente recommande aux évêques de veiller avec le plus grand soin sur les images et les statues des saints. Il condamne toutes celles qui peuvent donner l'idée d'une erreur théologique ou tromper les simples. Quant à celles qui se présentent avec une forme nouvelle, elles doivent être soumises à l'examen de l'évêque diocésain, qui ne se prononcera qu'après avoir pris l'avis du Saint-Siège dans les cas difficiles.

« In has autem sanctas et salutare observationes si qui abusus irrepserint, eos prorsus aboleri Sancta Tridentina Synodus vehementer cupit, ita ut nullæ falsi dogmatis imagines et rudibus periculosi erroris occasionem præbentes, statuuntur...

« Omnis porro superstitio in Sanctorum imaginum sacro usu tollatur, omnis turpis quæstus eliminetur, omnis denique lascivia vitetur, ita ut

procaci venustate imagines non pingantur nec ornentur.

« Hæc ut fidelius observentur statuit sancta Synodus nemini licere ullo in loco vel ecclesia, etiam quomodo libet exempta, ullam insolitam ponere, vel ponendam curare imaginem, nisi ab Episcopo approbata fuerit. Quod si aliquis dubius aut difficilis abusus sit exstirpandus, vel omnino de iis rebus gravior quæstio incidat, Episcopus antiquam controversiam dirimat, Metropolitanus et comprovincialium Episcoporum in concilio provinciali sententiam expectet, ita tamen ut nihil, inconsulto Sanctissimo Romano Pontifice, novum aut in Ecclesia hactenus inusitatum decernatur¹. »

On voit, par les derniers mots que nous avons soulignés, que la liberté laissée aux évêques était assez restreinte et que toute nouveauté était réservée à l'approbation du Saint-Siège.

Malgré le décret du Concile de Trente, l'abus s'était introduit peu à peu de peindre les images de Notre-Seigneur, de la sainte Vierge et des saints avec les habits des ordres religieux et même dans le costume des diverses nations. C'était d'abord contraire à la vérité historique, et ensuite c'était surtout une source féconde de querelles entre les ordres religieux. Pour y remédier, Urbain VIII publia le décret *Sacrosancta Tridentina Synodus*, daté du 15 mars 1642, auquel renvoient aujourd'hui encore les Congrégations romaines, comme réglant cette matière. En voici les principaux passages :

« Dans la plénitude de la puissance apostolique, nous défendons que personne, quel que soit son rang, sa qualité, son ordre, son état, sa condition, sa dignité et sa prééminence, sculpte, dépeigne, fasse sculpter et peindre, conserve ou expose publiquement les images de Notre-Seigneur Jésus-Christ, de la sainte Vierge Marie, ou des anges, des apôtres, des évangélistes et des autres saints et saintes avec un autre habit et forme qu'on a eu l'habitude de le faire dans l'Eglise catholique et apostolique depuis les premiers temps, ni avec l'habit particulier d'un ordre religieux, que les images peintes ou sculptées autrement soient enlevées des églises et autres lieux : qu'elles soient détruites ou corrigées et réformées selon la forme et l'habit usités dans l'Eglise catholique et apostolique depuis longtemps. Afin que la vénération et le culte de ces images croissent, que celles qu'on expose aux yeux des fidèles ne paraissent pas irrégulières et insolites, mais qu'elles excitent la dévotion et la piété. Et qu'on n'expose pas dans les églises et sur leurs façades ou péristyles des images profanes ou indécentes et déshonnêtes : car il faut la sainteté dans la maison de Dieu. »

« Quocirca quibuscumque Venerabilibus Fratribus... sub obtestatione divini iudicii mandamus ut prædicta inviolabiliter et exacte observent.

¹ Ses. xxv, *De sacris imaginibus...*

Mandantes insuper... personis quibuscumque etiam ecclesiasticis, sæcularibus et regularibus ut in eorum ecclesiis et locis omnia et singula præmissa observent et observari faciant. »

Il y a donc défense de sculpter, de faire sculpter, d'exposer publiquement et même de conserver les images ou statues qui présentent des formes condamnées par l'Eglise : il faut ou les détruire ou les transformer.

Telles sont les expressions mêmes d'Urbain VIII. Qu'en est-il des statues de Notre-Dame du Sacré-Cœur et de la Salette ?

Les premières statues de Notre-Dame du Sacré-Cœur représentaient la sainte Vierge avec le divin enfant devant ses genoux. Dans une lettre adressée, le 28 février 1875, au nom de la congrégation de l'Inquisition, par Son Eminence le cardinal Patrizi, à Mgr l'évêque de Przemysl, en Gallicie, le Souverain Pontife recommanda de représenter désormais Notre-Dame du Sacré-Cœur avec le divin enfant sur ses bras et non devant ses genoux :

« Huc demum subsequens Pontificis mandatum ut simulacra seu pictura cultui dicandæ representare debeant virginem Puerum Jesum non ante genua sed ulna gestantem. »

Lorsqu'il fut question de procéder au couronnement de la statue de Notre-Dame de la Salette, au nom du Souverain Pontife, le Saint-Siège ordonna que la statue fût conforme aux décrets du Concile de Trente et d'Urbain VIII. Sur la demande de Mgr l'évêque de Grenoble, la Sacrée Congrégation commanda elle-même la statue à un artiste de Rome. Quelle doit être la conduite à tenir par rapport aux statues de Notre-Dame du Sacré-Cœur et de la Salette qui ne sont point conformes aux modèles approuvés ?

Pour ce qui regarde Notre-Dame du Sacré-Cœur, à la suite de la publication de la lettre du 28 février 1875, les missionnaires du Sacré-Cœur d'Issoudun s'empressèrent de se rendre à Rome et représentèrent au Saint-Père, entre autres choses, que, s'il fallait retirer les copies de la statue de Notre-Dame d'Issoudun, répandues dans le monde entier à plus de quatre millions d'exemplaires, il en résulterait un trouble immense parmi leurs innombrables associés.

A la suite de cette requête, le cardinal Patrizi écrivit à Mgr l'archevêque de Bourges une lettre, dont le texte ne fut pas publié, mais dont le prélat rendit compte en ces termes :

Bourges, le 1^{er} mai 1875.

Mon Révérend Père,

Je suis heureux de pouvoir vous rassurer entièrement au sujet de la réponse faite dernièrement par Son Eminence le cardinal Patrizi à Mgr l'évêque de Prismil, en Gallicie.

Cette lettre publiée dans divers journaux, avec des commentaires plus ou moins exacts, avait produit une grande émotion. On s'était imaginé que le Saint-Siège avait désapprouvé la statue de Notre-Dame du Sacré-Cœur d'Issoudun.

Heureusement ces craintes sont sans fondement.

Le cardinal Patrizi, par une lettre spéciale, me fait connaître que, dans la réponse adressée à l'évêque de Prismil, il n'y a pas un mot qui concerne la forme de la statue de Notre-Dame du Sacré-Cœur qui est vénérée à Issoudun ; que c'est donc à tort que l'on a conclu qu'elle était désapprouvée par le Saint-Siège. Ce que le Saint-Père a voulu, c'est qu'à l'avenir les statues et peintures de Notre-Dame du Sacré-Cœur, destinées au culte public, fussent modifiées de manière à écarter certains abus qui se sont produits en pays étrangers.

Les nombreux associés de Notre-Dame d'Issoudun peuvent donc se rassurer. La belle statue d'Issoudun, qu'en 1869, nous avons couronnée au nom du Saint-Père, restera dans son sanctuaire vénéré.

Les représentations et images qui la reproduisent peuvent être maintenues et conservées. Tous les privilèges, faveurs spirituelles, indulgences, dont la bonté du Souverain Pontife a enrichi l'image de Notre-Dame du Sacré-Cœur, la basilique d'Issoudun et l'immense association dont elle est le centre, demeurent dans toute leur intégrité.

Quant à la nouvelle forme à donner aux statues et aux peintures destinées au culte, je sais, mon Révérend Père, que vous êtes déjà allé au devant de la pensée du Pontife suprême : vous avez soumis un nouveau type à son auguste sanction et il a daigné l'approuver et le bénir. Je ne puis que vous féliciter de ce résultat qui prouve tout ensemble et la paternelle bienveillance du Saint-Père et votre entière soumission à ses ordres.

Agréez, mon cher Père, l'assurance de mes dévoués sentiments en N.-S.

C. A., archevêque de Bourges.

Mgr l'archevêque de Bourges déclare donc que les représentations et les images anciennes peuvent être maintenues et conservées et pour cela il s'appuie sur la lettre du cardinal Patrizi.

D'autres évêques se montrèrent plus sévères. « Des différents point du diocèse, disait Mgr l'évêque de Tournay, on nous consulte relativement à l'emploi des statues et images de Notre-Dame du Sacré-Cœur.

« L'intention de Notre Saint-Père le Pape n'est pas douteuse... Quant à la manière de présenter la sainte Vierge tenant devant elle (*inter genua*) son divin Fils, il ne l'approuve pas pour le culte public, et nous n'avons aucune raison de désirer qu'il la tolère dans notre diocèse.

« Brebis dociles du bercail de Jésus-Christ, nous nous ferons tous un devoir de nous conformer religieusement à l'intention du pasteur suprême. Nous laissons toutefois une latitude convenable pour substituer le nouveau modèle à l'ancien. »

Pour ce qui concerne la statue de Notre-Dame de la Salette, nous citerons une remarque de

l'Osservatore Romano et une lettre du cardinal Bartolini à l'archevêque de Turin.

« Le Saint-Siège, dit *l'Osservatore*, ayant sur cette question indiqué aux autres sièges la règle de conduite à tenir, a voulu profiter de l'occasion favorable qui s'offrait à lui, pour rendre à cette règle sa première vigueur. Dès lors que le type et la forme de la statue de la B. Vierge de la Salette sont fixés définitivement, il est tout naturel que les autres images qui en différeraient soient remplacées par celle qui est approuvée. »

La lettre du cardinal préfet de la Sacrée Congrégation est plus explicite.

« TAURINEN

« Perillustrissime et Reverendissime

Domine uti frater,

« Quum apparitio Beatæ Mariæ Virginis sub vulgari appellatione de la Salette, Apostolicæ Sedis approbatione nullatenus gaudeat, haud licet illius imaginem sub typo jam pridem expressam publico cultui exhibere. Verumtamen novus ejusdem Deiparæ typus anno 1879 ab hac ipsa apostolica Sede approbatus fuit ; quapropter nihil obstat quominus sub hac forma ipsius imago publicæ fidelium venerationi exponi possit. Notandum vero quod titulus ecclesiasticus eidem tributus est *Reconciliatrix peccatorum*...

« Romæ die 13 januarii 1882. »

Tels sont les documents que nous avons entre les mains. Nous regrettons que le texte de la lettre adressée par le cardinal Patrizi à Mgr l'archevêque de Bourges ne nous soit pas connu : il eût complété utilement ce dossier. Notre rôle est terminé et nous laissons à chacun le soin de tirer les conclusions.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je vous serais reconnaissant de répondre à la question suivante, de plus en plus pratique dans notre pays.

Un belge, domicilié dans la commune, mais non naturalisé, peut-il être membre de la fabrique paroissiale et même membre du bureau ?

R. — Cette question n'est spécialement résolue ni par le décret du 30 décembre 1809, ni par aucune autre disposition législative ou réglementaire. Cependant, les auteurs de jurisprudence civile ecclésiastique en font découler la solution des principes généraux de notre législation.

Le *Nouveau Journal des fabriques*, entr'autres, pose en principe que les membres des conseils de fabrique sont des fonctionnaires publics dans le sens le plus étendu. Dans son acception la plus large, en effet, la qualification de *fonctionnaires publics* comprend tous ceux qui concourent dans une sphère plus ou moins élevée, à l'action du pouvoir central, ou même tous ceux à qui les lois générales de l'Etat donnent des attributions et une

certaine somme de pouvoir, même collectif, à exercer.

Or, il est de principe que l'exercice de toute fonction publique est incompatible avec la qualité d'étranger. Ce principe fait partie du droit public de la France. Et l'on part de ce principe pour établir qu'un étranger ne peut point faire partie du conseil de fabrique.

Bien que cette opinion soit générale elle ne nous paraît pas bien démontrée. Il est très contestable qu'un fabricant soit un fonctionnaire public ; la conclusion tirée de cette hypothèse est donc elle-même fort contestable. Il y aurait beaucoup à dire sur cet exclusivisme basé sur une interprétation du droit civil. Ce n'est donc que sur le droit civil que repose la vie des fabriques ? L'établissement religieux, la paroisse, l'administration temporelle de l'église, sont donc des êtres de raison ou des accessoires du pouvoir laïque ? Nous n'avons donc pas une vie propre, une puissance autonome ? Et faudrait-il aussi l'agrément du ministre des cultes et de ses agents pour prendre un sacristain ou un sonneur de cloches qui aurait le malheur de n'être pas français ?

Nous oublions vraiment un peu trop que nous avons le droit d'être quelque chose, de marcher sans lisières, de faire quelques mouvements enfin sans l'autorisation expresse de notre tuteur.

Qu'on le remarque, nous ne prêchons pas la révolte contre les lois même injustes du pouvoir civil. Nos lecteurs savent ce que nous pensons de tous les ligaments et de toutes les bandelettes dont la Révolution a entouré l'Eglise, et cependant nous recommandons d'obéir pour ne point aggraver notre joug, chaque fois que nous pouvons le faire sans violer quelque canon essentiel de nos institutions. Mais quand, par hasard, l'Etat n'a pas légitimé, pourquoi ne reprendrions-nous pas tout simplement notre autonomie, et ne nous inspirerions-nous pas de notre propre esprit ?

Ce serait ici le cas. Selon nous, comme nous le disions au début, ni le décret du 30 décembre 1809, ni aucune autre disposition législative ou réglementaire n'a résolu la question présente. Eh bien ! là où une loi, déjà odieuse et usurpatrice, ne distingue pas, nous n'avons pas à distinguer nous-même, *odia sunt restringenda*. C'est aussi un principe de notre droit public, et même du droit naturel, que les exclusions sont de droit étroit ; qu'on ne les présume pas, et que, du moment qu'elles ne sont pas écrites dans la loi, elles n'existent point.

Au reste, ceux qui sont étrangers aux yeux de la loi civile ne le sont pas aux yeux de la loi religieuse dont le caractère est d'être catholique et de ne point faire acception de personnes. De même que rien ne s'oppose à ce que le Pape introduise dans ses conseils des cardinaux, des évêques, de simples prêtres de nationalité étrangère ; de même, devant le silence de la loi civile, nous ne voyons aucune raison pour qu'une église paroissiale repousse de son conseil de fabrique un de ses paroiss-

siens capables de lui rendre service par son intelligence et ses vertus.

Nous dirons donc à notre correspondant : aucune loi civile n'interdit aux étrangers de faire partie du conseil de fabrique. Si donc le belge dont il s'agit réunit, d'ailleurs, toutes les conditions prescrites par les lois, introduisez-le tout simplement, par l'élection, dans votre conseil. De deux choses l'une : ou le pouvoir civil ne fera point d'opposition, et son silence confirmera notre droit ; ou il cassera l'élection par un décret quelconque, et ce décret sera la loi qui jusqu'à présent nous fait défaut.

Nous ne terminerons pas sans rappeler un arrêt de la cour de Cassation du 3 mai 1838, duquel il résulte que les fabriciens ne sont pas des agents du gouvernement. Il s'exprime ainsi : « Attendu que l'on ne doit considérer comme agents du gouvernement que ceux qui, dépositaires d'une partie de son autorité, agissent en son nom et sous sa direction médiate ou immédiate et font partie de la puissance publique ; que l'on ne peut ranger dans cette classe les membres des conseils de fabriques, dont les fonctions se bornent, d'après l'article 1^{er} du décret du 30 décembre 1809, à veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à administrer les aumônes et à assurer l'exercice du culte ; que leur administration tout intérieure est entièrement étrangère à l'action du gouvernement, qui n'a avec elle d'autre rapport que celui de la surveillance qu'il exerce sur elle comme sur l'administration des communes et des autres établissements publics. »

Cela étant, on se demande comment un fabricien peut être considéré comme un fonctionnaire public, et comment un citoyen de nationalité différente serait incapable de veiller à l'entretien d'une église, d'assurer l'exercice d'un culte qui est le sien, de faire partie enfin d'une administration étrangère à l'action du gouvernement.

Q. — Je vous serais bien reconnaissant si vous vouliez nous faire, un jour, l'historique du décret du 30 décembre 1809 et nous dire sa valeur canonique.

R. — Il y a déjà quelque temps que cette question nous était posée, et nous attendions une circonstance favorable pour y répondre. Nous le faisons aujourd'hui à l'occasion de la solution précédente dont ce que nous allons dire sera la confirmation.

Le règlement pour la fabrique de l'église de Saint-Jean-en-Grève de Paris, arrêté par le Parlement, le 2 avril 1737, a servi de modèle aux rédacteurs du 30 décembre 1809. Jusqu'à cette époque, les fabriques étaient régies d'une manière diverse : chacune avait son règlement particulier établi par l'évêque diocésain. La Révolution de 1793, en renversant tous les établissements ecclésiastiques, détruisit aussi les fabriques des églises dont les biens furent vendus nationalement.

Par la loi du 18 germinal an x (18 avril 1802) le

culte fut officiellement réorganisé en France ; les temples furent rouverts et les fabriques rétablies, d'une manière générale. Nos évêques se mirent, comme par le passé, à constituer eux-mêmes les conseils de fabriques ; rien ne paraissant changé dans l'ancien état des choses.

Mais l'esprit révolutionnaire, qui avait si violemment frappé dans notre malheureuse patrie toutes les institutions religieuses, avait déteint sur ceux qui étaient au timon des affaires ; tout en restaurant la religion et ses établissements parmi nous, ils voulurent les tenir sous leur dépendance : l'Etat, à leur yeux, devait passer avant l'Eglise ; il devait être son souverain, même dans les choses qui relèvent immédiatement de son domaine spirituel, au lieu de se contenter d'en être le défenseur et le protecteur. Aussi le pouvoir civil substituait-il ses lois et son autorité aux lois et à l'autorité de l'Epouse de Jésus-Christ. C'est ainsi que le 7 thermidor an xi (26 juillet 1803), après avoir porté un décret décidant que les biens des fabriques confisqués par la nation et non aliénés lui seraient rendus, le gouvernement chargea les préfets de nommer trois marguilliers, dans chaque commune, pour administrer ces biens.

« Il y avait évidemment, dit Mgr André, incohérence entre ces deux décisions. C'était instituer dans chaque paroisse deux sortes de fabriques soumises à des autorités et à des règles différentes sous certains rapports. Il était irrationnel de confier ainsi à deux administrations distinctes la régie de biens et de revenus destinés au même emploi. D'ailleurs, d'une part, les fabriciens nommés par les évêques n'avaient que des fonctions très restreintes ; de l'autre, les biens ecclésiastiques échappés au naufrage révolutionnaire étaient en si petit nombre que les marguilliers nommés par les préfets se trouvaient, dans beaucoup de localités, presque sans attributions ; il s'éleva entre les uns et les autres des rivalités, des conflits, des divisions, et, par suite, des plaintes. Le gouvernement en profita pour publier le décret du 30 décembre 1809. » (*Cours alphab. de Droit can.*, tom. III, p. 387-388.)

L'historique de la publication de ce décret et les divers articles qui le composent étant connus, on est obligé de dire qu'il n'est pas canonique. D'abord il émane directement et immédiatement de l'autorité civile, contrairement au droit et à la coutume. Jusque-là l'Eglise avait elle-même, comme il est juste, eu l'initiative de ses règlements : le pouvoir civil n'y intervenait que pour l'aider à les faire observer ; il lui prêtait, au besoin, pour cela, l'appui de la force matérielle dont il dispose. Ensuite, par le décret de 1809, l'Etat usurpe un pouvoir qui n'appartient qu'à l'Eglise : celui d'administrer en chef et maître les biens des établissements religieux. Le droit d'administrer un bien quelconque doit être laissé à celui à qui appartient ce bien ; car l'administration fait partie intégrante du domaine : elle en est la conséquence prochaine et l'appendice ; elle est l'accessoire qui suit toujours

le principal. Proclamons-le donc : le droit d'administrer les biens ecclésiastiques doit être laissé à l'autorité à laquelle ces biens appartiennent ; or c'est à l'Eglise qu'ils appartiennent ; c'est donc aussi à l'Eglise à les administrer en premier lieu soit par elle-même, ses ministres ou les autres personnes qu'elle choisira, et non en second ordre sous la dépendance de la puissance séculière.

Quoi qu'il en soit de la valeur peu canonique du décret de 1809 par lequel, selon un avis du Conseil d'Etat du 28 février 1813, ont été abrogés tous les anciens règlements des évêques sur l'administration des fabriques ; quoi qu'il en soit, on doit se soumettre dans la pratique à ces prescriptions, *toutes les fois qu'on ne peut pas les éviter* ; il y a nécessité de subir cette législation sous peine de s'engager dans des conflits qui seraient aussi nuisibles au bien de la religion qu'à celui des établissements intéressés, sous peine de voir les actes les plus importants, consentis en dehors d'elle, frappés de nullité. Les curés ne doivent jamais s'exposer à de pareils désagréments en agissant contre une prescription *claire et nette* de la loi civile qui détient les fabriques comme dans un étai ; il en serait autrement si on abusait contre elle d'un texte de loi obscur ou mal expliqué : ils devraient alors défendre avec une prudente fermeté les droits de leurs églises. Pour le faire plus sûrement et avec plus de chance de succès, ils feront bien de toujours prendre conseil de leurs évêques respectifs et de les suivre exactement.

Q. — Depuis quelque temps, l'instituteur de la commune de X. (probablement avec l'autorisation, tout au moins avec la tolérance de l'inspecteur et du maire), s'est mis à réunir dans sa classe les plus grands enfants de l'un et de l'autre sexe, et il laisse à sa femme, institutrice dans la même localité, les plus petits enfants également de l'un et l'autre sexe. D'où école mixte de part et d'autre dans le même bâtiment.

Or, s'il n'y a pas lieu de penser désavantageusement de l'institutrice, il n'en est pas de même de l'instituteur, son mari. D'où :

- 1° Ne pourrait-on pas faire cesser cet état de choses ?
- 2° Quels motifs invoquer et quels moyens prendre ?
- 3° La forme des moyens à prendre pour ne pas laisser soupçonner l'action du curé de la commune ?

4° Y aurait-il d'autres raisons à faire valoir pour obvier à ce même inconvénient en ce qui concerne l'école d'adultes du soir ?

R. — Avant de répondre directement à chacune des questions qui nous sont adressées, rappelons les articles de la loi sur l'organisation de l'enseignement primaire du 30 octobre 1886, qui les concernent :

« Art. 6. L'enseignement est donné par les instituteurs dans les écoles de garçons, par des institutrices dans les écoles de filles, dans les écoles maternelles, dans les écoles ou classes enfantines et dans les écoles mixtes.

« Dans les écoles de garçons, des femmes peuvent être admises à enseigner à titre d'adjointes, sous la condition d'être épouse, sœur ou parente en ligne directe du directeur de l'école.

Toutefois, le conseil départemental peut, à titre provisoire et par une décision toujours révocable : 1^o permettre à un instituteur de diriger une école mixte, à la condition qu'il lui soit adjoint une maîtresse de travaux de couture ; 2^o autoriser des dérogations aux restrictions du second paragraphe du présent article.

« Art. 8. Il peut être créé des classes primaires pour adultes ou apprentis ayant satisfait aux obligations des lois du 19 mai 1874 et 28 mars 1882.

« Il ne peut être reçu dans ces classes d'élèves des deux sexes..... » Cela posé, nous répondons :

Ad 1 et 2. Non seulement on peut faire cesser cet état des choses parce qu'il est illégal ; mais on le doit, parce qu'il est immoral. Nous n'avons pas à faire ressortir le côté évidemment immoral de la situation, d'autant plus que l'instituteur ne paraît pas jouir d'une grande considération sous le rapport de la tenue et des mœurs. Mais c'est illégal et l'illégalité ressort du paragraphe 1^{er} de l'article 6 que nous avons cité plus haut, et qui déclare que les écoles mixtes doivent être tenues par des femmes.

Sans doute, le paragraphe troisième du même article donne au conseil départemental le pouvoir de permettre à titre provisoire et par une décision toujours révocable, à un instituteur de diriger une école mixte ; mais non pas dans les conditions où se trouve la commune de X. L'autorisation peut être donnée dans les communes où il n'y a pas deux écoles. Mais dans la commune de X., il y a deux écoles publiques, une de filles et une de garçons. La situation est donc en dehors des cas prévus par la loi. Il n'y a pas lieu pour le conseil départemental d'user de son privilège en dispensant des rigueurs de la loi. Si donc l'école de filles tenue par la femme de l'instituteur est une école primaire publique, comme celle tenue par l'instituteur lui-même, ni l'un ni l'autre ne peut avoir des enfants des deux sexes parvenus à l'âge scolaire.

Mais que notre correspondant prenne bien garde d'errer. Peut-être l'école tenue par la femme n'est-elle qu'une école enfantine. Dans ce cas il n'y a qu'une école primaire mixte, et celle-ci, avec l'autorisation du conseil départemental, peut être tenue par l'instituteur.

Donc, dans le cas de deux écoles primaires publiques, l'une de filles, l'autre de garçons, les deux sexes ne peuvent être réunis ; et ni le maire ni l'inspecteur n'ont qualité pour autoriser ou tolérer une chose prohibée par la loi. En ces conditions, le moyen à prendre est de dénoncer l'illégalité au conseil départemental et d'en demander la cessation ; si celui-ci fait la sourde oreille, on porte la plainte plus haut ; on va jusqu'au ministre ; on saisit la presse de cette violation scandaleuse de la loi.

Dans le cas où l'école tenue par la femme ne serait qu'une école enfantine, l'autre peut être mixte ; mais pour la tenir, l'instituteur a besoin de l'autorisation, non pas du maire et de l'inspecteur, mais du conseil départemental. S'il a cette

permission, on ne peut demander la cessation de cet état des choses au nom de la loi qui n'est pas violée, mais seulement au nom de la morale, si réellement cet instituteur n'a pas la conduite qu'il doit avoir et que la loi lui suppose.

Ad. 3. Le seul moyen pour le curé de se mettre à l'abri de tout soupçon, c'est de ne pas agir par lui-même ; mais de se servir de quelque bon père de famille auquel il puisse transmettre ses convictions et dont la discrétion et la prudence lui soient garants qu'il n'en sera pas trahi.

Ad 4. Sur ce point, que notre correspondant relise le paragraphe deuxième de l'article 8 cité plus haut, il verra que le mélange des sexes aux écoles nocturnes d'adultes est formellement interdit. Aucune autorisation quelconque ne peut déroger à la loi dont il n'est nullement besoin de montrer la sagesse ; elle saute d'elle-même aux yeux.

Q. — 1^o Je veux ouvrir une école libre de garçons. Je suis muni du brevet de l'enseignement primaire. Faut-il que le jeune homme que j'emploierai sous mes ordres soit lui-même breveté ?

2^o Que faire lorsqu'on veut restaurer une église ? Quelles pièces faut-il fournir ? Ce sera mon cas bientôt.

R. — Ad 1. Cela dépend de l'emploi qu'on doit donner au jeune homme ? Il n'a pas besoin d'être breveté s'il n'a aucune mission d'enseignement ; car l'article 1^{er} de la loi du 16 juin 1881, sur les titres de capacité, n'exige formellement le brevet que pour les instituteurs et institutrices, *adjoints*, *chargés de classe*.

La loi du 30 octobre 1886 dit également dans son article 62... A dater du 1^{er} janvier 1888, le titre requis pour enseigner dans toutes les écoles énumérées aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 1^{er} de la présente loi, (c'est-à-dire dans les écoles maternelles, enfantines et primaires élémentaires,) sera le brevet élémentaire.

Du moment qu'on doit enseigner, — nous entendons les matières du programme officiel, — il faut être breveté ; mais le brevet n'est point nécessaire, par exemple, pour celui qui n'enseignerait que le catéchisme et l'histoire, objets non compris dans l'enseignement officiel, ou dont l'emploi consisterait uniquement à surveiller les enfants, soit en classe soit aux promenades et aux récréations.

Que le digne ecclésiastique qui s'est mis sur les rangs pour obtenir le brevet de capacité, et qui, l'ayant obtenu, veut l'utiliser en ouvrant une école primaire libre, reçoive toutes nos félicitations. Il mérite bien de la société et de la religion !

Quand nos sectaires retranchèrent le privilège accordé par la loi scolaire de 1850 aux prêtres non interdits, de tenir des écoles primaires, ils obéissaient, comme toujours, à une inspiration diabolique. Munis de ce privilège, bien naturel d'ailleurs, nous aurions répondu à une loi scélérate en ouvrant vingt mille écoles libres. Ils le savaient bien. Aussi ont-ils commencé par nous enlever la faculté de le faire en exigeant des prêtres comme des autres le brevet de capacité. Leurs prévisions se

sont réalisées en grande partie. Ils ont été impuissants sans doute à étouffer le dévouement chrétien. Malgré eux, des milliers d'écoles se sont dressées en face des leurs, grâce au concours de toutes les bourses et de toutes les bonnes volontés.

C'était assez comme protestation, mais très insuffisant pour enrayer le mal et la démoralisation produits par l'enseignement athée. Qu'aurait-il donc fallu de plus et que faudrait-il encore ? Il faudrait que tout prêtre n'ayant pas dépassé 35 ans d'âge, que tout élève du grand et du petit séminaire travaillât à acquérir le brevet élémentaire, afin qu'à un moment donné, l'antechrist trouvât en face de ses bataillons de petits libre-penseurs les légions thébaines de la foi instruites par nos curés-instituteurs libres. Plût à Dieu que notre faible voix fût entendue de la France entière ! et que le fier exemple donné par notre correspondant trouvât des milliers d'imitateurs.

Ad 2. Avant de donner à cette question une réponse adéquate et qui convienne surtout aux conditions de la localité, nous prions notre correspondant de nous indiquer plus explicitement ces conditions. L'église est-elle la propriété de la fabrique ou de la commune ? Quelle espèce de restauration veut-on entreprendre ? avec quel argent ? etc.. — autant de détails absolument utiles à connaître pour la rectitude de nos avis.

Q. — Les curés desservants peuvent-ils intervenir comme entrepreneurs de constructions d'églises ?

R. — Cette intervention, dans laquelle les prêtres ne doivent jamais se commettre, est inadmissible vu l'impossibilité d'exercer avec convenance un recours contre eux, s'il y a malfaçon. Au reste, ce n'est pas le rôle d'un curé de se porter comme entrepreneur de pareils travaux, quelle que soit d'ailleurs sa capacité dans la matière ; qu'il laisse ce soin aux laïques du métier, il s'épargnera ainsi avec les ouvriers et fournisseurs des discussions et des contestations qui ne conviennent pas à son caractère sacerdotal.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 27 februarii 1889.

+ ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

abonnés nous ont demandé tant de numéros perdus, est que l'annonce des *tables générales* les a amenés à écrier et à mettre en ordre leur collection. 5232

M. F., curé de St-D.-M. (Calvados). — Je prends note de votre souscription. Les tables générales seront imprimées vers le milieu de l'année. 5067

M. R., aumônier à G. (Ain). — Oni, le supplément aura, à la fin de l'année, ses tables spéciales, et formera un volume distinct. 5071

M. F., curé-doyen d'H. (Somme). — Merci du bon témoignage que vous nous rendez. Merci aussi des avis de votre expérience. 5071

Sur la question bibliographique vous nous dites : « Dans l'appréciation des ouvrages qui paraissent, soyez très sévères et indiquez seulement je ne dis pas les bons, mais les *très bons*. Le temps et la bourse des curés ne peuvent s'accommoder des médiocres. » Nous en sommes absolument comme vous ; et notre *Courrier des Livres*, bienveillant sans doute, ne sera jamais ouageur quand même, ne taira jamais les défauts graves, n'encouragera jamais les médiocrités même bien intentionnées, et ne servira jamais, par conséquent, à tromper les lecteurs. Et à ce propos, j'ai souvent pensé à l'utilité qu'aurait une étude sérieuse sur la bonne composition d'une bibliothèque ecclésiastique, indiquant, en toutes les matières d'études, et par ordre d'importance, les livres indispensables, puis les quasi-essentiels, puis les très utiles, puis ceux qui le sont moins tout en rendant des services, en allant jusqu'à ceux dont on peut très bien se passer, mais où l'on peut trouver, si on a le temps et les moyens d'en user, au moins le régal d'une saine littérature. Cette étude pourrait encore être complétée par quelques données sur les livres utiles au prêtre qui serait consulté sur les livres à placer ou permettre dans une bibliothèque de jeune homme, de jeune personne, etc. 5235

M. R. M., curé de E. (Aisne). — Sans doute, cher monsieur, je voudrais bien pouvoir encourager comme vous me le dites : mais, avant, il faut que... *je paie*. 5242

M. F., curé de L. (Aude). — Merci cher monsieur et merci (pour user moi-même de la permission que vous me demandez). Votre lettre est si bien tournée, je la crois si vraie et si juste pour mes collaborateurs que je voudrais la publier. Mais elle est *trop aimable*. 5239

M. G., vicaire d'O. (Corse). — Entendu. Et, de vos observations : la première a reçu satisfaction ; la deuxième est juste, en principe, mais la place manque à ce moment : l'idée n'est pas abandonnée et sera reprise ; la troisième, si elle s'adapte aux habitudes du service religieux en Corse, n'est pas vraie pour la généralité de la France, et c'est la généralité surtout que nous devons avoir en vue. Et merci. 5243

M. A. D., curé de M. (Pas-de-Calais). — Reçu le mandat. Numéros expédiés. Merci de vos bonnes paroles. 5334

M. C. au M. (Sarthe). — Je vous inscris. 5346

M. C., curé de R. (Hte-Marne). — Reçu. Heureux de l'appréciation portée sur le *petit nouveau*. Reconnaisant du bon souvenir. 5348

M. L., curé de C. (Aisne). — Vous êtes bien inscrit. Le travail est gigantesque. A quelques mois la mise au jour. 5349

M. T. curé de L. (Ardèche). — Si vous voulez bien m'envoyer la liste de ceux qui vous manquent, nous ferons l'échange. 5372

M. S. au F. (Morbihan). — L'impression des tables, en marche, demandera encore quelques mois. Vous êtes bien inscrit. 5384

M. B. curé de L. (Nord). — « Je suis enchanté, » m'écrivez-vous, « qu'un de mes amis m'ait fait connaître cette excellente petite revue. » Et moi je serais enchanté

que tous vos confrères encore non abonnés aient à côté d'eux un ami pareil au vôtre. Celui-ci, qui s'est aussi montré vraiment le nôtre, dont merci, s'il lit ce petit mot, est allé au-devant de ce que nous demandions, au début de cette année, à tous nos abonnés, pour le plus grand bien et la gloire de Dieu. 5089

M. Y. P. curé d'E. (Finistère). — Si vous pouvez m'offrir le volume de 1880 dans ces conditions, j'accepte tout de suite. Mais non pour le volume de 1879, car les frais de réimpression sont faits, et je ne saurais les augmenter encore de frais de rachat. 5416

M. L. C. curé de W. (Pas-de-Calais). — A vos ordres quand vous le voudrez pour compléter votre collection. Et pour le reste, je transmettrai votre lettre à qui de droit. Ne craignez jamais que personne, ici, rie des questions posées, quelles qu'elles soient, en vue du bien à faire aux âmes. 5419

M. A. M. chan. hon., curé de G. (Hérault). — Merci, et du fond du cœur et avec effusion, de vos vœux, de vos prières et de vos encouragements. Une seule fois, dans ma carrière militante déjà longue, j'ai succombé à une tentation de découragement et je m'en suis repenti. Par expérience, par grâce de Dieu qui me méritent les prières d'amis comme vous, j'espère bien travailler tant que vie me restera. 5423

M. A. S. curé d'A. (Cher). — Comme les jours sont longs quand on est malade, je le sais : et c'est ainsi que vous croyez m'avoir écrit il y a plus de quatre mois relativement à l'*Ami du Clergé paroissial* quand il n'y en a pas trois qu'il existe. J'ai tant tardé pour la même raison qui vous a fait trouver le temps long ; et j'espère pouvoir, à l'avenir, vous satisfaire mieux et plus vite. 5425

M. L. curé de M. (Seine-et-Oise). — Soyez tranquille, ici on admet qu'erreur ne fait pas compte, et nous ne présentons à personne la carte forcée. Merci des conseils doux-amers et des compliments. Reconnaisance si vous voulez bien répéter la correction des deux solutions fausses soi-disant. Ou la correction ne nous est pas parvenue (il y a 4 ans), ou la solution n'était pas fausse. Et nous ne répondons jamais aux objections par le silence. 5414

Accusés de réception à MM. :

F. P. curé de V. St-P. (F. Suisse) 5402. — L. curé de St-B. (Hte-Loire). — L. curé de W. (Pas-de-Calais) 5345. — C. au M. (Sarthe) 5346. — C. curé de R. (Hte-Marne) 5348. — L. curé de C. (Aisne) 5349. — C. curé à P. la D. (Aisne) 5350. — B. curé à C. (Alpes-Marit.) 5353. — F. curé-doyen de L. (Htes-Pyrénées) 5357. — Le B. curé-doyen d'A. (Morbihan) 5359. — D. curé de Ste-B. (Lot-et-Garonne) 5364. — C. curé d'A. (Côte-d'Or) 5365. — C. vicaire à St-I. (Hte-Loire) 5367. — V. curé à G. (Yonne) 5369. — T. curé de L. (Ardèche) 5372. — D. vicaire à B. (Basses-Pyrénées) 5374. — H. à M. en P. (Vendée) 5375. — B. curé d'H. (Seine-et-Oise) 5376. — H. curé de B. (Lot) 5377. — G. au M. (Sarthe) 5379. — L. curé de Y. le P. (Sarthe) 5383. — C. curé à M. (Doubs) 5385. — R. curé de P. L. (Jura) 5388. — J. D. B. écon. au G. S. à M. (Canada) 5395. — R. curé de St-N. à L. (Rhône) 5396. — Le B. curé-doyen d'A. (Morbihan) 5397. — V. curé de St-A. le H. (Isère) 5399. — M. curé de V. E. (Eure) 5400. — V. curé de Q. (Lozère) 5405. — A. curé d'E. (Basses-Pyrénées) 5412. — L. curé de L. (Gers) 5417. — C. curé de W. (Pas-de-Calais) 5419. — B. curé de St-L. (Landes) 5420. — D. curé d'O. (Hte-Marne) 5421. — A. M. curé de G. (Hérault) 5423. — L. curé d'E. et B. (Aisne) 5424. — S. curé d'A. (Cher) 5425. — G. à L. (Seine-et-Oise) 5426.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre (*franco* gare
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre } destinataire

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Conesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à Mme MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé BUATHIER

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 10

PRÉDICATION : Pour le troisième dimanche de Carême : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. de l'Index. Condamnation de divers ouvrages.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : A la messe d'exposition du Saint-Sacrement, où le prêtre doit-il recevoir les ablutions? — Le nom de saint Joseph est-il déclinable? Le chœur doit-il se découvrir au verset *Non nobis Domine*? Doit-on rester découvert pour la seconde moitié du verset *Gratias agimus*? — Y a-t-il un décret qui autorise à ne pas dire à genoux le *Sacrosanctæ*, quand on a une raison? — Peut-on réciter les prières de l'Itinéraire à la troisième personne du pluriel? — Comment doit-on traiter les saints portés au calendrier conjointement avec d'autres qui sont patrons de lieu? — Est-il permis de placer son argent en participation pour opérations de Bourse rapportant 10 % par mois? — Quelle marche suivre pour établir une Confrérie du Rosaire? Une personne, membre d'un institut où

l'on doit réciter le chapelet, peut-elle, par une seule récitation satisfaire aux deux obligations? Peut-on admettre les enfants qui n'ont pas encore fait leur première communion? Faut-il qu'il y ait dans l'église un autel du Rosaire? Pour gagner les indulgences de la confrérie, faut-il qu'on ait le chapelet à la main lorsqu'on récite la prière du Rosaire?

MINISTÈRE PAROISSIAL : La Confrérie de la Foi et de la Doctrine chrétienne.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Que doit faire un sous-diacre et un diacre dispensés du service militaire à titre de fils aînés de veuve, pour s'exonérer des charges militaires? — Comment faire pour assurer à des neveux la propriété d'un héritage en donnant l'usufruit au père et en faisant qu'en cas de décès d'un neveu, l'héritage passe aux autres? — Le remplaçant d'un curé malade a-t-il droit à une indemnité?

COURRIER DE L'UTILE : Culture, récolte, traitement du safran.

COURRIER DES LIVRES

VIE DE L'ABBÉ PASQUIER, chanoine de Tours, confesseur de M. Dupont..., par M. l'abbé CORBE, curé de Chemillé-sur-Dême (diocèse de Tours). In-12. Tours, Lebouvier-Poisson, rue du Commerce, 30.

Disons tout de suite que cette *vie* est plutôt l'histoire des œuvres de M. Pasquier, et particulièrement des œuvres religieuses de la Purification dont il est le fondateur. Pour des prêtres qui ont à diriger des religieuses, c'est un livre utile et pratique. La conclusion qui en ressort, et qui n'est pas suffisamment indiquée, c'est qu'une communauté religieuse se consume en efforts stériles et se perd dans les plus étranges divagations, quand elle n'est pas astreinte à une règle approuvée par l'Ordinaire d'abord, ensuite par le Pape. Que de dévouements, d'ardeurs pour le sacrifice, dans notre généreuse France au sortir de la Révolution! Mais ces élans merveilleux sont mal dirigés parce qu'on a oublié, parmi les errements gallicans, les notions les plus élémentaires du droit canon. Les yeux ont désappris de se tourner vers Rome. Et l'on végète, et l'on pivote sur place, et les œuvres demeurent méritoires sans doute, mais particulières.

Jean-Baptiste Pasquier est le fils d'un humble

cordonnier qui eut l'honneur, pendant la Terreur, d'être enfermé une année au donjon de Loches, comme suspect d'attachement à l'Eglise et aux prêtres persécutés. L'enfant grandit au milieu de ces exemples. Guéri d'une maladie du genou par Notre-Dame de Beaufort, il se consacra à Dieu dans son cœur et va, simple adolescent, prier Mgr de Barral en 1804 de le recevoir dans son séminaire, l'assurant naïvement « qu'il n'aura pas à s'en repentir. »

Nature pieuse, « vive comme la poudre » pour tant, avec un fonds de fierté qu'il combatta par d'incroyables humiliations, il nous apparaît parfois semblable à ces extatiques du moyen-âge que les vitraux antiques nous représentent comme perdus en Dieu, et réfugiés habituellement jusqu'au « centre de leur néant. » Avec cela quelque chose en lui vous attirait ; il aimait la jeunesse, et il était convaincu qu'elle ne peut se sauver que par l'amour du Sacré-Cœur et la dévotion à la sainte Vierge. Dès le mois de mai 1821, il célèbre solennellement le mois de Marie, à Saint-Saturnin de Tours où il est vicaire ; et cette dévotion inaugurée à Ferrare, en Italie, par les Pères de Saint-Camille-de-Lellis en 1884, va devenir en France comme une dévotion nationale.

Les filles de Marie, établies en 1790 par le P. Picot de Clorivière, étaient destinées à remplacer les religieuses proscrites. C'étaient ou d'an-

ciennes religieuses, ou d'excellentes dames laïques, toutes dévouées à l'œuvre de Dieu et qui obéissaient à des supérieurs laïques. Elles se partageaient les quartiers de Tours et faisaient un bien immense. Ces deux éléments devaient longtemps encore vivre côte à côte ; ce qui amena forcément des malaises, presque la ruine. Alors l'abbé Pasquier les dirige, et avec leur aide fonde une maison d'orphelines, où le miracle heureusement est à l'ordre du jour. Mais le miracle n'est qu'une exception, et l'excellent fondateur eût voulu en faire la règle. De là de graves embarras de finances qui ne le corrigeaient pas.

Il rencontre deux filles d'un dévouement sans limites. Thérèse Bousin d'abord qui s'occupe des enfants plus pauvres et qui les instruit chez elle. C'est là dans sa maison que de 1822 à 1838 fut l'âge d'or des *filles de Marie*. Puis M^{lle} Elise Prunet, cœur ardent, trop ardent, qui, pour convertir son père, demande à Dieu de faire son purgatoire sur terre. Elle ne pensait pas alors qu'elle dût s'en repentir, ni qu'elle le ferait aussi faire aux autres. C'est elle qui est supérieure.

Il y a çà et là quelques pages attachantes. Quand les orphelines manquent de pain, M. Pasquier va frapper à la porte du tabernacle, ou il y envoie une des enfants : « Mon Jésus, il n'y a plus de pain ! » Mais la joie règne toujours à la maison, et les petites filles dansent quelquefois en rond autour de lui en chantant : « Ah ! qu'il est bon, le bon Père Pasquier ! » Celui-ci continue à négliger ses livres de recettes et de dépenses, estimant que « des comptes ne sont pas nécessaires dans la maison de la Providence. »

Alors il y avait dans toute la France comme une soif de réparation et d'expiation. Une Carmélite de Tours, la Mère Madeleine de Saint-Joseph, dit un jour à M^{lle} Prunet : « Notre Seigneur demande des victimes, et c'est chez vous qu'il les veut. » « La fête de la Purification sera leur grande solennité, à raison de l'offrande que Notre-Seigneur a faite lui-même par les mains de sa sainte Mère comme première victime. » — En même temps à Briennon, près de Joigny, une sainte fille Marie Claire Adélaïde (1808-1832) avait de merveilleuses visions dont son directeur, M. l'abbé Fromentot, défère l'examen à Mgr de Cosnac, évêque de Sens. Celui-ci, sans se prononcer, y voit pourtant le doigt de Dieu. Marie-Claire, sur une demande qui lui est faite, prie pour Mgr de Montblanc, archevêque de Tours, et pour les *filles de Marie*. Il lui est révélé que « M^{lle} Prunet était, entre les vierges de Tours, l'une des plus chères au cœur adorable de Notre-Seigneur, » et quand elle meurt à l'âge de 24 ans et demi, une *filles de Marie* de Tours est guérie par l'application d'un linge qui lui a appartenu. M. Fromentot a recueilli précieusement toutes les révélations concernant les « victimes » demandées par le Sauveur, leurs règlements, leurs vêtements même, et c'est lui qui plus tard deviendra leur aumônier à Tours.

Dans toute cette exposition très documentaire, on voudrait parfois plus de sobriété, de précision. La communauté s'établit, et faute incroyable, si l'on ne connaissait toutes les ignorances canoniques du temps, c'est M^{lle} Elise, qui, laïque, est supérieure de religieuses. Ici commencent les tâtonnements, les épreuves, les luttes entre la nature humaine qui réclame tous les droits de l'humanité, et la vie religieuse faite d'obéissance et d'effacement. Mgr Morlot les laisse se débattre dans ces peines stériles, à la fois très édifiées et très inquiètes. Quand il va les visiter « il dépose à peine son parapluie. » Alors M. Pasquier est mort, les lumières du fondateur manquent aux Purificandines, et la communauté cherche toujours sa voie.

C'est M. Dupont qui la leur montrera. Il les

aime beaucoup, lui, l'homme de la Réparation universelle, et il eût désiré que sa fille Henriette devint une des « victimes » demandées par le cœur de Jésus. Dieu la cueillit à quinze ans, comme une belle fleur faite pour embaumer le ciel. Le pauvre père accablé, mais résigné, se considère alors comme la victime d'expiation, et il remet à la communauté (1848) une feuille qui portait la note suivante : « Cette amende honorable est celle qui se fait tous les jours dans la communauté des Victimes du Sacré-Cœur de Jésus. » — L'auteur omet de nous dire d'où venait cette amende honorable. Peut-être était-ce la magnifique prière composée alors par Mgr Parisi, le grand évêque de Langres, pour ses filles de l'archiconfrérie réparatrice de Saint-Dizier qui, si l'on en croit les révélations de sœur Saint-Pierre, devrait être le centre de l'œuvre réparatrice.

Maintenant leur voie est trouvée, une pieuse séculière, M^{me} Bradechal, deviendra comme une seconde fondatrice, qui les aidera mais restera en dehors de leur action. M^{lle} Prunet imitera sa pieuse et canonique réserve, et une communauté toute nouvelle va s'élever avec le titre désormais autorisé de *Religieuses de la Purification, victimes du Sacré-Cœur de Jésus*. Alors M. Morlot peut s'écrier : « Je suis heureux, je suis heureux ! Je n'étais jamais allé dans cette maison, sans en rapporter une impression excellente ! »

Ce petit livre doit être très intéressant pour le diocèse de Tours. Il serait à désirer que le même travail fût fait dans chaque diocèse, car l'esprit d'expiation, de réparation a soufflé sur toute la France depuis la Révolution, et ses manifestations ont été universelles : ici plus humbles, là plus éclatantes, mais partout instructives et pleines d'espérances, à Briennon, à Tours, à Langres ou à Montmartre.

P. D.

CORRESPONDANCE

M. L. D. curé d'A. (Seine-et-Marne). — C'est *ad theologos* que vous dirigez la question que vous m'avez adressée le 19 janvier : « Peut-on placer son argent en participation dans une banque qui promet 10 % par mois, soit 1200 francs de revenus pour 1000 francs de capital ? » Dans le corps du présent numéro même vous trouverez la réponse *théologique* que vous demandez, rédigée par un professeur de théologie morale.

Il ne m'appartient pas de faire aucune observation en addition à cette réponse *théologique*, écrite par un homme aussi autorisé. Mais si celui-ci a mieux étudié la question *théoriquement* et *spéculativement* que je ne le pourrais faire ; peut-être que, *pratiquement*, je connais mieux que lui à quoi aboutissent tant de promesses de gros revenus, et comment *opèrent*, on peut dire *tous* les auteurs de ces promesses. C'est pour cela que, non par déductions théologiques, mais par expérience pratique, je ne puis me retenir de vous crier : « Défiiez-vous ! » et comme au jeu de colin-maillard : « Casse-cou ! »

M. E. S. curé de F. (Morbihan). — Soyez sans inquiétude, vous aurez ces tables dès qu'elles seront terminées, dans le second semestre de cette année certainement. Mais il faut plus de temps, ne l'oubliez pas, pour les rédiger et les imprimer que pour y souscrire. Celui de nos rédacteurs qui en fait le manuscrit y aura travaillé 10 heures par jour pendant 18 mois. Et nos imprimeurs ne pourraient aller plus vite dans l'impression qu'aux dépens de la correction, qui, à cause de la multiplicité des chiffres et de leur importance, exige

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE TROISIÈME DIMANCHE DE CARÊME :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(S. Luc, xi, 14-18.)

Nombreux étaient, même en Judée, les possédés du démon, avant l'avènement de Notre-Seigneur. Leur sort était bien fait pour inspirer la pitié. Jouets de l'esprit mauvais et soumis par lui aux plus étranges, aux plus cruels traitements, ils ne trouvaient de repos ni le jour ni la nuit. L'incohérence de leurs paroles, l'extravagance de leurs actes, la crispation de leurs membres, leurs traits contractés et défigurés, les fréquents accès de frénésie auxquels ils étaient exposés, en faisaient les plus misérables et les plus infortunées des créatures. Aussi furent-ils l'objet particulier de la miséricorde du Sauveur qui se plut à multiplier les prodiges en leur faveur.

Un de ces malheureux que le démon avait privé de la parole et même, selon saint Mathieu, de la vue, fut présenté à Jésus. Miraculeusement délivré et guéri, le muet se mit à parler. La foule en fut dans l'admiration et parmi elle il n'y eut qu'une voix pour dire : Celui qui opère de tels miracles doit être le Messie. *Numquid hic est filius David ?* (Matth. xii, 23.) C'était le cri de la sincérité, de la foi humble et docile. Mais les pharisiens ne l'entendaient pas ainsi. Rien n'était capable de satisfaire ces esprits orgueilleux et prévenus. Selon leur habitude, ou bien ils contestent la démonstration que Jésus vient de leur donner de sa divinité, ou bien ils demandent des prodiges fantaisistes : « Faites-nous voir des miracles dans l'air, » disent les uns. « C'est par Bêélzébub, chef des démons, qu'il chasse les démons, » prétendent les autres. Ces propos sont, chaque jour, réédités sous une forme ou sous une autre, par tous les maîtres d'impiété qui travaillent à pervertir les âmes.

Notre-Seigneur prend la peine de réfuter ses contradicteurs et, par un raisonnement serré, il montre l'absurdité de leurs objections en même temps qu'il donne à ces orgueilleux sectaires une leçon pratique de la plus haute importance. Le discours du divin Maître n'a rien perdu de son actualité. Aussi, tout en l'expliquant dans son sens littéral, nous nous efforcerons d'en tirer les applications les plus propres à instruire et à affermir nos âmes.

I

Avant de se manifester au grand jour, de se traduire en actes et en discours, les objections, les doutes ont été conçus au fond du cœur. Souvent même ils y restent concentrés, soumettant la conscience à une étrange et douloureuse torture. Combien d'âmes demeurent des mois et des années oppressées par un doute, une obscurité dont la pensée les obsède et qu'il suffirait d'avouer pour obtenir l'éclaircissement et la délivrance !

Notre-Seigneur ne remarquait jamais cette disposition d'esprit, même lorsque la prévention en était la cause, sans travailler à la guérir et à la faire disparaître. C'est ainsi qu'il devina les pensées qui agitaient l'âme des pharisiens et allaient bientôt monter jusqu'à leurs lèvres. Mais il ne leur en laisse pas le temps. *Ipse autem ut vidit cogitationes eorum, dixit.* Il va au-devant des difficultés et les pulvérise avant qu'elles aient pu se produire. « Tout royaume divisé contre lui-même sera détruit, et toute maison divisée contre elle-même tombera. Si donc Satan est en lutte contre lui-même et contre les siens, comment son règne tiendra-t-il ? Et pourtant c'est ce que vous prétendez en disant que je chasse les démons par Bêélzébub. »

Bêélzébub, ou Dieu des mouches, était l'idole des Accaronites. Son nom était devenu, pour les Juifs, un terme de dérision et de mépris et avait fini par désigner, à leurs yeux, le chef des démons. Il était évident qu'en détruisant la tyrannie de Satan, Jésus ne travaillait pas dans l'intérêt des esprits de ténèbres : à plus forte raison n'agissait-il point au nom de leur chef. L'argument était sans réplique et la contradiction des pharisiens palpable.

Il y avait dans les paroles de Jésus un autre enseignement non moins grave à l'adresse des pharisiens et du peuple juif tout entier. C'est par la division et la guerre intestine que devait finir ce malheureux peuple. Jésus savait que cette fin approchait, il en connaissait les causes et plus d'une fois son âme s'attendrit en pensant à l'épouvantable ruine qui menaçait la cité sainte ; plus d'une fois ses paroles trahirent son émotion, et furent pour les Juifs de touchants et graves avertissements. Hélas ! ils ne surent pas en profiter.

« Tout royaume divisé contre lui-même tombera. » Lorsque les différentes classes qui composent une société sont en lutte les unes contre les autres, lorsque l'autorité elle-même fomenté ces divisions et va à l'encontre des vrais intérêts et de la destinée d'un peuple, comment ce peuple pourrait-il prospérer et se soutenir ? Ces vérités ne doivent point passer inaperçues pour nous. Nous ne souffrons que trop du mal qu'elles dénoncent. Puissions-nous le comprendre et travailler à resserrer les liens de l'unité par une ferme adhésion aux vrais principes qui régissent toute société humaine, par notre zèle et nos persévérants efforts à faire revivre, à remettre en honneur ces principes de salut !

Cependant Jésus poursuit son raisonnement : « Vos fils eux aussi ont parfois, comme exorcistes, le pouvoir de chasser les démons. Or, au nom de qui les chassent-ils ? Personne parmi vous n'a jamais mis en doute que ce ne soit au nom de Dieu. Pourquoi donc incriminer en moi ce que vous approuvez chez eux. Il y a là une contradiction flagrante : l'opinion que vous avez des vôtres vous juge et vous condamne. *Ideo ipsi iudices vestri erunt.* »

C'est ainsi que l'iniquité se ment à elle-même, *mentila est iniquitas sibi*. Toujours elle s'affirme avec une imperturbable assurance, mais examinez de près ses plus séduisants sophismes, étudiez à fond ses plus imposantes assertions, vous ne trouverez que contradictions et invraisemblances et de grossières erreurs dissimulées avec art sous de trompeuses apparences. Prenons donc garde d'accepter à la légère les dire des impies, et alors même qu'ils nous paraissent conformes à la vérité, soumettons-les à un contrôle sérieux, confrontons-les avec les données de la foi et ne négligeons rien pour ne pas tomber dans les pièges subtils de l'erreur.

Jésus tire lui-même la conclusion de l'excellente démonstration qu'il vient de faire, et, afin de ne laisser aucun recours à ses contradicteurs, il ajoute : « Si donc, et je viens de l'établir clairement, je chasse les démons par le doigt de Dieu, c'est que le règne de Dieu a fait son avènement parmi vous. En effet, tant que, les armes à la main, le fort garde sa demeure, il n'est point troublé dans la possession de ses biens. Mais qu'un autre plus puissant survienne et triomphe de lui, il emportera les armes qui faisaient sa force et distribuera ses dépouilles. Or voilà bien ce qui, sous vos yeux, arrive à Satan. C'est donc que son règne touche à sa fin, et que commence le règne de Dieu. *Profecto pervenit in vos regnum Dei*.

Ainsi Jésus-Christ déterminait l'objet de sa mission : combattre le démon, détruire sa tyrannie, lui arracher ses conquêtes et sur les ruines de son empire établir le règne de Dieu.

II

Mais dans cette lutte, dans cette guerre que le Fils de Dieu poursuit à travers les âges contre les puissances de l'enfer, nous ne sommes pas simplement l'enjeu du combat. Nous avons un rôle à remplir. Ce rôle, Notre-Seigneur nous l'a tracé dans une formule d'une netteté et d'une concision remarquables : « Quiconque, dit-il, n'est pas avec moi est contre moi. Quiconque ne recueille pas avec moi, dissipe. » *Qui non est mecum, contra me est ; et qui non colligit mecum, dispergit*.

« Quiconque n'est pas avec moi est contre moi, » qu'est-ce à dire, mes frères, sinon que l'indifférence en matière religieuse est une faute et un crime. Quoi qu'on prétende, on est ici-bas ou l'ami ou l'ennemi de Jésus. Entre les deux, pas de milieu où l'on puisse se confiner et se croire en sécurité. Mais, me demanderez-vous, que faut-il pour être avec Jésus ou, ce qui revient au même, n'être point contre lui ? Lui-même a pris soin de nous en instruire : « Celui qui m'aime, dit-il, garde ma parole. » *Si quis diligit me, sermonem meum servabit*. (Joan. xiv. 23.) Etre avec Jésus, c'est le servir par affection et dévouement, c'est embrasser ses intérêts, promouvoir son règne sur les âmes. Etre avec Jésus, c'est crucifier sa chair avec ses vices et ses convoitises. *Qui sunt Christi. carnem suam crucifixerunt cum vitiis et concupis-*

centiis. (Galat. v, 24.) Etre avec Jésus, c'est prendre les commandements de Dieu pour règle de sa vie, c'est être fidèle aux engagements de son baptême et aux devoirs qu'impose la profession du christianisme.

Ils ne sont donc pas avec Jésus, mais bien contre lui, les indifférents, les esclaves du respect humain, les libéraux et les modérés qui, par peur de se compromettre, n'osent pas se déclarer ouvertement chrétiens, et ne prennent de la pratique de la religion que ce qui n'est pas capable de nuire à leurs intérêts, à leur considération ou à leur avancement dans le monde. Expédient misérable qui ne leur servira de rien, sagesse toute humaine qui n'est en réalité que la plus insigne folie. Quelque fortune qu'ils réalisent dans le siècle, ils ne feront jamais que dissiper, et, au jour du grand règlement de compte, leur conduite équivoque sera sévèrement jugée et condamnée. *Qui non colligit mecum, dispergit*. Quiconque ne recueille pas avec Jésus, dissipe.

Où conduit cette indifférence pratique ? La suite du discours de Notre-Seigneur va nous l'apprendre. « Lorsque l'esprit impur est sorti d'un homme, il s'en va par les lieux arides et, ne trouvant point de repos, il dit : Je retournerai dans la maison d'où je suis sorti. Et lorsqu'il y revient, il la trouve nettoyée et parée. Alors il s'en va et prend avec lui sept autres esprits plus méchants, et entrant dans l'âme de cet homme, ils y font leur demeure. Et l'état de cet âme devient pire que le premier. »

Ce tableau, malheureusement trop exact pour bien des hommes, vous fait frissonner d'horreur. Voilà bien l'histoire des âmes présomptueuses et des cœurs mal gardés. Vous prétendez qu'une honnêteté toute mondaine vous suffit et que vous saurez vous y maintenir. Mais vous avez compté sans l'ennemi qui vous guette comme une proie facile et sans défense. Bientôt, peut-être, les sept péchés capitaux figurés par les sept esprits mauvais de l'évangile, auront élu domicile dans votre âme. Ils s'y établiront en maîtres. Et lorsque vous voudrez secouer ce joug intolérable, vous ne le pourrez plus. Votre état deviendra désespéré. *Et fiunt novissima hominis illius pejora prioribus*.

III

La sagesse de ces considérations, développées par le divin Sauveur, avait vivement frappé ses auditeurs. Ne pouvant contenir son admiration, une femme, une mère sans doute, s'écrie tout-à-coup du milieu de la foule : « Heureuses les entrailles qui vous ont porté ! heureux le sein auquel vous vous êtes nourri ! heureuse entre toutes votre mère ! » A ce nom si cher à son cœur, Jésus interrompt son discours. Il l'interrompt, afin que tous puissent entendre cet éloge décerné à sa mère, et afin de donner lui-même, un témoignage public de son respect et de sa vénération pour Celle qui lui a donné le jour. Il fait plus, il relève les paroles qui viennent d'être prononcées, il les approuve et les confirme. Mais voulant montrer d'où venait à

Marie l'insigne privilège qui devait exciter l'envie de toutes les mères, et donner en même temps une conclusion à ses précédents enseignements : « Bien plutôt heureux, dit-il, ceux qui écoutent la parole de Dieu et qui l'observent. *Quinimo beati qui audiunt verbum Dei et custodiunt illud.* »

Oui, mes frères, c'est la parole de Dieu qui donne, même ici-bas, le vrai bonheur. La parole de Dieu nous trace avec autorité la voie à suivre et, en éclairant notre marche, elle nous fait remarquer et éviter les abîmes. La parole de Dieu nous encourage et nous anime d'une sainte ardeur pour soutenir les bons combats de la vertu et du devoir. Elle nous relève lorsque nous tombons, elle nous rend la confiance lorsque nous sommes découragés par le découragement et le doute. Sans cesse elle nous fait entrevoir le terme de nos travaux et de nos épreuves et stimule nos efforts par la considération de la récompense finale.

Écoutons-la donc, cette parole ; écoutons-la avec respect, avec joie, avec une pieuse avidité. Écoutons-la, quelle que soit la voix qui nous la fasse entendre, écoutons-la de préférence à tous les vains sons que le monde, l'enfer et les passions font retentir à nos oreilles. Écoutons-la, et surtout appliquons-nous à la mettre en pratique. Que toute notre conduite soit l'écho fidèle de l'enseignement divin. Ainsi nous atteindrons à la plénitude du bonheur promis par Jésus-Christ à ceux qui écoutent sa parole et qui l'observent. *Beati qui audiunt verbum Dei et custodiunt illud.* Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. de l'Index

Sacra Congregatio Eminentissimorum ac Reverendissimorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium a SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO LEONE PAPA XIII Sanctæque Sede Apostolica Indici Librorum praviæ doctrinæ, eorundemque proscriptioni, expurgationi, ac permissioni in universa Christiana Republica prepositorum et delegatorum, abita in Palatio Apostolico Vaticano die 14 de-
cembri 1888, damnavit et damnat, proscripsit proscribitque, vel alias damnata atque proscripta in Indice Librorum prohibitorum referri mandavit et mandat que sequuntur Opera :

Trattato di diritto internazionale di Augusto Pierantoni, professore ordinario della R. Università di Roma. Vol. I. Prolegomeni. Storia dell'antichità al 1400. Roma, Forzani e C., tipografi del Senato, 1881.

Juan Montalvo. El Espectador. Tomo tercero, 5 de Marzo de 1888. Paris, libreria Franco-Hispano-Americana. J. Y. Ferrer, 1888.

La question sociale — et les partis politiques — Solutions scientifiques — Collectivisme et Progressisme, par Er. Horion, docteur en sciences, médecine, chirurgie, etc., docteur spécial en sciences

chirurgicales. — Decr. S. Off. Fer. IV die 12 Septembris 1888.

L'abbé Roca, chanoine honoraire, ancien élève de l'école des hautes études des Carmes. — Le Christ, le Pape et la démocratie. Paris, Garnier frères, éditeurs, 1884. Decr. S. Off. Fer. IV die 19 Septembris 1888.

La crise fatale et le salut de l'Europe. — Etude critique sur les missions de Saint-Ives, Paris, etc. 1885. Eod. Decr.

La fin de l'ancien monde, les nouveaux cieux et la nouvelle terre. Paris, Jules Levy, libraire-éditeur, 1886. Eod. Decr.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Dans le numéro du 29 novembre 1888, page 569, je lis : à la messe d'exposition du Saint-Sacrement, où le célébrant doit-il recevoir les dernières ablutions ? Les réponses me satisfont bien : mais je demanderai : aux messes solennelles avec diacre et sous-diacre, sans exposition du Saint-Sacrement, où le célébrant doit-il recevoir les dernières ablutions ?

R. — Cette difficulté n'est résolue ni par les rubriques, ni par les décrets de la sacrée Congrégation ni par l'opinion unanime des liturgistes. On peut donc suivre l'une ou l'autre des pratiques que vous indiquez.

Mais si le célébrant veut s'en tenir au sentiment le plus commun des auteurs, et à la coutume qui nous semble la plus répandue, il ira au coin de l'Épître pour recevoir les dernières ablutions,

Q. — 1° Pourquoi dans l'office de Saint Joseph, époux de la Sainte Vierge, le mot est-il toujours indéclinable et pourquoi le décline-t-on dans les prières après la Messe ?

2° Au verset *Non nobis, Domine*, du psaume *In exitu*, le chœur doit-il se découvrir ? Si oui, est-ce pour tout le verset, ou seulement pour la première moitié ?

3° Même question pour *Gratias agimus* du *Gloria*. Faut-il s'incliner pendant qu'on dit ou qu'on chante les trois premiers mots, ou bien jusqu'à *gloriam tuam* inclusivement ?

R. — Nous avons déjà examiné cette question, et nous avons montré par de très nombreuses preuves que le nom de saint Joseph est, tantôt décliné, tantôt indécliné. Nous en avons des preuves tirées des divers ordos romains, des décrets authentiques de la sacrée Congrégation des Rites et de celle des Indulgeances, du Rituel romain, de Bulles des Souverains-Pontifes, etc. (Voir l'*Ami du Clergé*, année 1885, pages 162 et 163.)

Ad II. Ni les rubriques ni les décrets ne disent qu'on doit se découvrir au verset *Non nobis Domine* etc., du psaume *In exitu*.

Mais est-ce une raison de détruire cette coutume dans les églises où elle existe ? Non. En ces sortes de matières, chaque église peut conserver les coutumes louables, ainsi que l'a déclaré plusieurs fois la sacrée Congrégation des Rites. Il importe de

rappeler l'observation suivante du célèbre Gavantus :

« Proprios morès unamquamque habere ecclesiam, et laudabiles consuetudines, quas non tolli a Cœremoniali Romano, neque a Rubricis Brevariis, sæpius declaravit sacra Rituum Congregatio; sed videant Episcopi ne ita pugnent cum universali Ecclesia, ut peritorum iudicio minus sint laudabiles consuetudines. » (Sect. X, ch. 2 n. 1.)

Si donc la coutume dont vous parlez existe dans votre église vous pouvez la conserver, car elle est évidemment bonne. Et alors on doit s'incliner, non seulement pour la première partie du verset, mais encore et surtout pour la seconde, qui est une glorification plus particulière du saint nom de Dieu.

Ad III. On ne doit s'incliner que pendant les trois premiers mots, car la rubrique est formelle :

« Cum dicit *Gratias agimus tibi* caput cruci inclinat. » (Ritus celebrandi missam, titre IV, n. 3.)

Et c'est le sentiment de tous les liturgistes.

Q. — Y a-t-il, ainsi qu'on me l'assure, un décret qui autorise à ne pas dire *Sacrosanctæ*... à genoux, quand on a pour cela une raison ?

R. — L'assurance qu'on vous a donnée est à moitié vraie, à moitié fausse.

Elle est vraie, si l'empêchement de vous mettre à genoux vient d'une infirmité; fausse, s'il vient de toute autre cause.

Plusieurs fois déjà l'on nous a présenté des difficultés à ce sujet. Elles viennent de ce que le décret porté sur cette matière par la Sacrée Congrégation des Indulgences est inconnu. Nous le publions aujourd'hui, afin qu'on n'ait plus à y revenir. C'est un Décret général. Il fut porté en 1856 sur une supplique émanant du diocèse de Meaux :

« Cum Sacræ huic Congregationi Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ in una Meldæ. inter alia exhibitum fuisset dubium enodandum :

« An ad lucranda Indulgentiam vel fructum Orationis *Sacrosanctæ et individuae* etc., necessario flexis genibus hæc oratio sit dicenda, vel an saltem in casu legitimi impedimenti ambulando, sedendo recitari valeat ?

« Eminentissimi Patres in generalibus Comitibus die 5 martii superioris anni apud Vaticanas ædes habitis, respondendum esse duxerunt :

« Affirmative ad primam partem ; negative ad secundam.

« Facta itaque Sanctissimo Domino Nostro Pio PP. IX relatione per me infrascriptum Sacræ Congregationis Secretarium die 12 ejusdem mensis, Sanctitas Sua votum Eminentissimorum Patrum approbavit. In Audientia vero Sanctissimi die 26 julii ejusdem anni ab Eminentissimo Cardinali sac. Congregationis Præfecto habita, Eadem Sanctitas Sua ex speciali gratia clementer indulisit ut oratio *Sacrosanctæ* etc. pro lucranda Indulgentia a sa. me. Leone PP. X adnexa, seu fructu dictæ

orationis, *etiam non flexis genibus recitari possit ab iis qui legitime impediti fuerint infirmis tantum causa*. Præsenti valituro absque ulla Brevis expeditione ; non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. »

« Datum Romæ ex Secretaria ejusdem Sac. Congregationis Indulg. die 7 januarii 1856.

« F. Card. ASQUINIUS, Præf. A. COLOMBO, Secr. »

D'après ce Décret Général, on gagne l'indulgence sans se mettre à genoux en cas d'infirmité, mais en ce cas seulement, *infirmis tantum causa*.

Par conséquent les raisons de pluie, de boue, de voyages en chemin de fer, etc., qu'on nous allégué, ne sont pas suffisantes.

Q. — Un supérieur entreprend un voyage de long cours. Il demande à ses sujets de réciter l'itinéraire pendant quelques mois pour lui et ses compagnons de voyage. L'itinéraire peut-il être récité à la troisième personne du pluriel ou seulement à la première personne du pluriel ?

R. — Ce cas n'est résolu nulle part. Nous pensons qu'il convient de réciter cette prière à la troisième personne du pluriel. Les changements ne sont pas difficiles à faire, et ils ne sont pas nombreux.

Q. — Qu'avez-vous de l'Avis suivant publié dans l'Ordo de notre diocèse :

« La fête d'un saint patron de lieu ou titulaire d'une église, qui est porté au calendrier de l'Eglise universelle sous le rit double ou semi-double conjointement avec d'autres saints, non docteurs de l'Eglise, doit être, d'après la rubrique, élevée au rit double de première classe avec octave, mais lui seul a droit à cette élévation de rit ; la règle ancienne était de disjoindre ses compagnons et de leur assigner un autre jour pour les honorer sous le rit semi-double ; la règle nouvelle ne permet plus cette translation et les maintient à leur jour en les réduisant au rit simple. On en fait donc mémoire aux premières et aux deuxième vèpres, aux laudes et à la messe le jour de la fête du patron ou du titulaire bien qu'il soit double de première classe. — La translation des fêtes des Docteurs et des doubles majeurs, doubles de première et de deuxième classe, étant toujours permise, la nouvelle rubrique dispose que les saints compagnons du patron et du titulaire qui seraient Docteurs et dont la fête serait de rit double majeur et au-dessus seront disjoints, transférés au premier jour libre et honorés en ce jour sous leur rit respectif. En ce qui concerne les Docteurs c'est une modification de l'ancienne règle qui ordonnait bien de les disjoindre, mais qui réduisait leur fête au rit semi-double. Nous indiquerons ces différents changements dans l'octavaire suivant. »

Prière de répondre le plus tôt possible à cette question qui préoccupe et divise les esprits dans notre diocèse.

R. — Voici quelques observations qui nous sont suggérées par la lecture de cet avis :

1^o Il n'est pas exact que l'on transfère les doubles-mineurs et les semi-doubles qui coïncident avec le patron ou le titulaire d'une église. D'après les rubriques nouvelles, on ne les transfère plus.

2^o Il n'est pas exact non plus qu'ils soient réduits au rit simple. Ils doivent être entièrement omis. Par conséquent,

30 Il n'est pas exact qu'on en fasse mémoire aux premières et aux secondes vêpres, aux laudes et à la messe le jour de la fête du patron ou du titulaire, puisqu'ils sont entièrement omis.

40 On ne peut pas dire non plus : « La translation des fêtes des Docteurs et des doubles-majeurs, doubles de première et de deuxième classe étant toujours permise », car cette translation n'est pas seulement permise ; elle est prescrite.

Les observations que nous venons de présenter résultent de la *seconde* correction des Rubriques générales faite par la Sacrée Congrégation des Rites, et dont voici le texte :

« Si occurrat ut Patronus, vel Titulus Ecclesie descriptus sit eodem die in Calendario cum aliis sanctis, in ea Ecclesia fit tantum de Patrono, vel Titulari. Alii si in dicto Calendario descripti sint sub officio duplici minori, non tamen alicujus Ecclesie Doctoris, vel semiduplici, de eis nihil fit. Si autem sint de majoribus festis aut Doctorum, transferuntur, ita ut de translato fiat Officium ac si proprio die celebraretur. Si vero in Calendario omnes sint tanquam festum simplex, etiam de illis nihil fit. »

Voilà les rubriques nouvelles. Mais il importe que nous fassions une remarque :

NOTA. — Cette nouvelle rubrique est très grave. Elle devait amener des bouleversements considérables dans les calendriers diocésains, et même dans les calendriers particuliers des paroisses. Mais le R. P. Mancini, l'illustre directeur des *Ephemerides liturgicæ*, affirme que ces nouvelles rubriques concernent l'avenir et non le passé. Par conséquent les translations des fêtes doubles et semi-doubles qui ont été faites avant cette seconde correction pourraient et peut-être devraient être maintenues. Nous engageons MM. les curés à s'en tenir à l'interprétation de l'éminent liturgiste, afin d'éviter les difficultés qui résulteraient, en beaucoup de paroisses, de l'application des nouvelles rubriques.

Q. — Vous avez sans doute lu cette annonce dans les journaux, tels que : *La Croix*, *l'Univers*, *l'Autorité*, etc. :

« 1200 fr. de rente avec 1000 fr.

« Participation pour opérations de bourse à terme sur la rente française 3 0/0. 10 0/0 de bénéfice par mois, capital garanti. Les clients, ajoute le prospectus, ne sont jamais engagés. Les opérations se font en notre nom et sous notre responsabilité. »

1^{re} Est-il permis de placer son argent, en participation pour opérations de bourse, quoique le capital soit garanti, et que les clients ne soient jamais engagés ?

2^e Peut-on considérer le bénéfice de 10 0/0 par mois, comme le bénéfice déterminé et fixe que l'on retire d'une obligation ?

Beaucoup d'ecclésiastiques ont ainsi placé de l'argent, dont le revenu fixe mensuel est employé en bonnes œuvres, telles que : écoles libres, orphelinats, etc.

R. — Il convient de demander avant tout, si ces opérations de bourse sont conformes à la justice.

En principe, les opérations de bourse, même les opérations à terme, à découvert, et autres qui sont

du domaine de la spéculation pure, peuvent n'être pas contraires à la morale et à la justice, si d'une part, elles reposent sur des bases solides, telles que l'intelligence, l'étude, l'industrie de l'homme : si d'autre part, elles ne renferment aucune fraude, rien qui blesse la loyauté et la justice : comme aussi elles mériteraient d'être condamnées au point de vue de la morale et de la justice, si elles se réduisaient à un pur hasard, ou admettaient des pratiques, des procédés réprouvés par l'équité.

Des opérations de bourse, qui donnent un bénéfice de 10 0/0 par mois, peuvent-elles être conformes à la justice ? Il serait peut-être difficile de répondre négativement, parce qu'il n'est point démontré que ce gros bénéfice n'est pas dû à l'intelligence, à l'habileté des opérateurs, ni qu'il intervienne aucune fraude dans leurs opérations. Cependant si ce bénéfice extraordinaire est de nature à exciter la cupidité, il ne manquera pas d'inspirer à plusieurs une juste défiance.

Jusqu'à preuve du contraire, nous supposons que ces opérations et ce bénéfice sont légitimes : et cela posé, nous répondons aux deux questions particulières qui nous sont posées.

Ad I. Ce mode de placement peut n'être pas illicite, si les spéculateurs veulent garantir le capital qui leur est confié, et en même temps faire participer leurs clients aux bénéfices de leurs opérations. Ils sont libres assurément de faire à ceux-ci des conditions très avantageuses, pour les engager à donner leur argent.

Mais aussi bien ne pourrait-on pas demander s'il est vrai et comment il se fait que les clients ne soient jamais engagés d'aucune sorte dans ces opérations ? Qu'ils ne soient pas responsables personnellement, et au-delà des sommes versées, c'est admissible : mais qu'ils ne soient pas engagés pour les sommes versées, en d'autres termes, que leur capital soit garanti contre tout accident, c'est ce qu'il faudrait démontrer. En effet, il s'agit de spéculation : or la spéculation peut n'être pas toujours heureuse. Un événement imprévu, un coup de bourse, un *crac* quelconque, ou toute autre cause, suffit parfois à ruiner bien des espérances et à engloutir bien des capitaux. A l'appui de ceci, que d'exemples on pourrait citer. Mais, nous dira-t-on peut-être : c'est la foi qui sauve, il faut avoir confiance. Nous répondons que de même qu'en matière de religion, la foi doit être accompagnée des œuvres pour opérer le salut : ainsi en matière de placement financier, la foi doit être accompagnée de la prudence, et la confiance basée sur des fondements sérieux.

Ad II. Nous répondons négativement. Si ce revenu était l'intérêt d'un capital placé en *obligation*, ou donné en prêt, il serait évidemment excessif, illégal et illégitime. Mais ce qui prouve jusqu'à l'évidence qu'il y a ici, non une simple obligation, mais une *action financière* proprement dite, c'est que la *Société* de spéculateurs en question dit formellement dans son *prospectus*, qu'il s'agit de *participation pour opérations de*

bourse. Or cette participation implique une part dans les bénéfices résultant des opérations, et par conséquent une part dans les opérations, à raison du capital versé. Or c'est là une action véritable. Celui qui verse son argent à cette société, n'est donc pas obligataire, mais actionnaire.

On ajoute que des ecclésiastiques ont placé de l'argent dans cette société, pour subvenir à l'entretien des écoles libres, des orphelinats et d'autres bonnes œuvres.

D'après ce que nous avons dit, il est permis de juger si leur zèle a été conforme à la prudence et aux règles canoniques.

Q. — Je serais heureux de pouvoir établir dans ma paroisse la confrérie du saint Rosaire. J'ai même recueilli dans ce but un certain nombre d'adhésions. Je vous prie donc de bien vouloir m'aider de vos lumières et de répondre dans votre estimable journal aux questions suivantes que je me permets de vous poser. Si la chose était possible, j'oserais même vous demander une réponse immédiate.

1° Quelle ligne de conduite faut-il suivre pour établir dans une paroisse la confrérie du Rosaire? Quelles sont les premières démarches à faire et à qui faut-il s'adresser de prime abord?

2° Une personne qui, suivant la règle de son institut, doit déjà réciter le chapelet tous les jours, peut-elle par la récitation de ce chapelet, satisfaire aux deux obligations, à l'obligation venant de sa règle, et à celle venant de la confrérie du Rosaire?

3° Bien que la sainte communion soit de rigueur pour gagner les indulgences plénières attachées à cette confrérie, ne pourrait-on point admettre et inscrire au nombre des associés du Rosaire, les petits enfants qui peuvent réciter avec piété le chapelet, dans le but de leur faire gagner des indulgences partielles et de leur faire aimer cette sainte confrérie?

4° *Si possible est*, serait-il nécessaire dans ce cas d'inscrire de nouveau leurs noms sur le registre de la confrérie, lorsque ces enfants pourront communier?

5° Pour que la confrérie du Rosaire puisse être établie dans une paroisse, est-il nécessaire que dans l'église de cette paroisse, il y ait un autel du Rosaire?

6° Pour gagner les indulgences de cette confrérie, est-il nécessaire que toujours on ait le chapelet à la main, lorsqu'on récite les prières du Rosaire?

R. — Le R. P. Chéry, de l'ordre des Frères-Prêcheurs, a tracé la marche à suivre dans un livre qui a reçu l'approbation des Supérieurs. Voici ce que nous y lisons :

« L'Eglise a confié et exclusivement réservé aux Dominicains l'institution et la direction des confréries, de telle manière qu'on ne peut en fonder aucune en aucun lieu, sans la permission du Maître général de l'Ordre ou de son vicaire.

C'est au général, dont la résidence est ordinairement à Rome dans le couvent de Ste-Marie-sur-Minerve, qu'on doit recourir pour ériger la confrérie du Rosaire dans une église.

Lorsqu'il s'agira d'une église étrangère à l'Ordre, la demande devra être faite par le curé.

Cette demande, d'après ce qui a été ordonné dans un chapitre général tenu à ce sujet, le curé ne pourra pas la faire par lui-même et en son nom, mais par l'entremise du Supérieur du couvent de la maison des Pères Dominicains la plus rapprochée, afin que la chose se fasse à la commune

satisfaction et avec le consentement de la communauté qui habite le lieu où la confrérie doit être érigée. Mais si des motifs particuliers le voulaient autrement, le curé pourra très bien faire la demande par lui-même et en son nom seul, en exposant au Révérendissime Maître général les raisons qui l'ont déterminé à agir ainsi.

On doit remarquer que le Maître général, dans le diplôme par lequel il accorde l'érection de la confrérie, exige expressément que, dans la chapelle destinée à l'association, la sainte Vierge soit représentée tenant l'Enfant Jésus dans ses bras, et saint Dominique agenouillé à ses pieds recevant d'elle le Rosaire : et qu'avant de procéder à l'érection de la Compagnie, on obtienne par écrit la permission de l'évêque diocésain, lequel devra lire et approuver les statuts; le consentement du Supérieur du couvent le plus voisin doit être pareillement donné par écrit, quand la demande n'a pas été faite par lui.

L'érection, d'après le diplôme du Maître général, ne pourra jamais être faite que par un Père Dominicain légalement délégué pour cela par lettre de son supérieur et du conseil. Il devra faire un discours sur la grandeur et les avantages du saint Rosaire et de la confrérie, et déclarera expressément que s'il venait à s'établir dans la ville ou le lieu où il vient d'ériger l'association, un couvent de Pères Dominicains, elle serait, selon les constitutions des Souverains-Pontifes, immédiatement transférée dans l'église du nouveau couvent, avec tous ses biens, ses droits, ses privilèges, ses indulgences; que toute autorité ou direction conférée au curé ou recteur lui serait enlevée.

Il était autrefois prescrit par les Souverains-Pontifes de n'ériger les confréries qu'à une certaine distance les unes des autres; mais cet ordre a été révoqué, et maintenant on peut en établir où l'on veut, sans avoir égard à la distance, à la condition toutefois qu'il n'y en aura pas deux dans la même ville, parce que deux confréries sous le même titre et la même invocation dans le même lieu ont été généralement défendues par la sacrée Congrégation.

Le Maître général et le Père délégué pour ériger la confrérie le font gratuitement, ils n'exigent rien pour la permission accordée, pour la prédication, pour l'érection de la confrérie; ils se contenteront d'être remboursés des dépenses faites pour les diplômes, les voyages et la poste¹.

Nous ferons remarquer que le tableau dont il est question plus haut, n'est pas nécessaire pour gagner les indulgences, comme on peut le voir par une décision du 31 janvier 1848². Le P. Chéry d'ailleurs le constate aussi à la page 304 et rectifie ainsi ce que sa phrase pourrait avoir de trop absolu.

Quant à la condition de la translation de la con-

¹ *La théologie du saint Rosaire*, par le R. P. M. Chéry, t. I. p. 291.

² *Decr. auth. S. C. Indulg. Briocen.* 31 jan. 1848, n. 349.

frérie dans l'église des Dominicains, si un couvent de l'Ordre vient à s'établir dans le lieu, elle peut présenter des difficultés de plus d'une sorte. Il y a surtout des difficultés matérielles résultant de la condition des confréries. N'étant pas reconnues par le gouvernement comme personnes morales, leurs biens sont entre les mains des fabriques et sous la tutelle du gouvernement, qui n'autorisera jamais la translation des titres de rente à un couvent. Le cas s'est présenté pour Langres, en 1873. Les Dominicains, qui venaient de s'y établir, demandèrent la translation de la confrérie érigée dans l'église de la paroisse St-Martin. La sacrée Congrégation des Rites, à laquelle le curé fit recours, répondit : *Rem in casu spectare ad Presidem generalem Ordinis Prædicatorum*¹. Nous savons de source certaine que les choses restèrent en l'état ordinaire.

Ad II. Les auteurs enseignent que les œuvres prescrites par la règle dans les communautés peuvent servir à gagner les indulgences, parce qu'elles ne sont pas de stricte obligation².

Ad III et IV. Il n'est pas exact que la sainte communion soit de rigueur pour gagner les indulgences plénières attachées à la confrérie du Rosaire. Un grand nombre de ces indulgences, et en particulier la plupart de celles attachées à la récitation du Rosaire, peuvent être gagnées sans la communion et même sans la confession. Ce n'est donc pas un motif pour refuser d'y admettre les enfants. Le P. Chéry reconnaît qu'on peut les recevoir; mais il recommande de n'être pas trop facile pour admettre ceux qui sont encore incapables de comprendre les devoirs à remplir³.

Ad V. Toute confrérie doit avoir son autel. C'est son siège, qui la fait appartenir à telle ou telle église, ou qui la consacre indépendante. Il n'est pas nécessaire que l'autel porte le titre de la confrérie, puisque l'Eglise permet d'établir plusieurs confréries au même autel. Cependant, pour éviter les difficultés qui ne manqueraient pas de surgir, les tribunaux romains préfèrent voir assigner son autel à chaque confrérie :

« ... 11^o An idem altare in eadem ecclesia possit assignari ut altare proprium variis sodalitatibus, v. g. sanctissimo Rosario, Beatæ Virginis de Carmelo, sanctissimo Cordi Jesu ? »

Resp. Ad 11^m : Affirmative in genere, et de consensu uniuscujusque rectoris respectivæ sodalitatibus erectæ; sed ad præcavendas quæstiones, quæ facile oriri solent quoad functiones peragendas et altare custodiendum, magis expedit, si fieri potest, ut quælibet sodalitas suum habeat altare⁴.

On peut donc légitimement établir une confrérie du Rosaire sans avoir un autel du Rosaire. Cependant, bien que l'érection soit valide, l'autel ne jouira pas de la faveur de l'autel privilégié : il

faut pour cela, à moins d'indult particulier, un autel sous le vocable du Rosaire. C'est ce que nous croyons pouvoir déduire de la décision suivante :

« Quædam sodalitas in diœcesi Cameracensi dubium solvendum S. Congregationi proponit, ut infra :

Altare SS. Rosarii privilegiatum existit pro sacerdotibus sodalibus; at vero in ecclesia dictæ sodalitatis plura existunt altaria, minime vero illud B. M. V. de Rosario datam dicatum; quid ergo sentiendum de tali privilegio in ecclesia hujusmodi altari carente ? »

Resp. Sodales canonice erectæ privilegiis et indulgentiis gaudent illorum Ordinum regularium, quorum fruuntur titulis juxta constitutionem s. m. Clementis VIII; ita sacerdotes sodalitati SS. Rosarii adscripti, gaudent privilegio altaris eo modo quo presbyteri Ordinis, qui in respectivis eorum ecclesiis habent privilegiatum altare B. M. V. de Rosario dicatum; cum vero privilegium hoc sit tantum locale, minime vero personale, sequitur, quod ea ecclesia sodalitatis Rosarii, ubi hoc altare non repetitur, privilegio quoque altaris omnino careat¹.

Là s'arrête l'édition officielle : mais on lit dans d'autres éditions : « Nisi tamen in decreto erectionis sodalitalis hujusmodi facultas tradita sit Ordinario aliud altare ad hanc finem designandi². »

Le P. Chéry donne ce décret comme M^{gr} Barbier de Montault.

Ad VI. Il y a pour les membres de la confrérie du Rosaire des indulgences attachées à la récitation du chapelet ou du rosaire, et il y a des indulgences attachées à la récitation d'autres prières. Si l'on veut gagner les indulgences attachées à la récitation du Rosaire, il faut, si l'on est seul, tenir le chapelet à la main. Si l'on est plusieurs, il suffit, si l'on a un chapelet béni par les Pères Dominicains ou par ceux qui en ont le pouvoir, que l'une des personnes tienne le chapelet à la main. Les autres personnes gagneront aussi les indulgences, pourvu que, « cæteris curi semotis, se componant pro oratione facienda una cum persona quæ tenet coronam³. »

Pour les autres indulgences, il n'est pas nécessaire de tenir le chapelet à la main.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LA CONFRÉRIE DE LA FOI ET DE LA DOCTRINE CHRÉTIENNE

Sous ce titre de *Confrérie de la Foi et de la Doctrine chrétienne*, nous nous proposons d'indiquer à nos confrères, ainsi que nous l'avons annoncé à la fin de notre dernier article sur l'asso-

¹ *Acta S. Sedis*, t. XII, p. 369, 21 avril 1873.

² Collomb, *Petit traité des Indulgences*, p. 27.

³ L. c. p. 235, n. 19.

⁴ *Decr. auth. S. C. Ind. Briocen.* 29 mai 1841, ad 11^m, n. 291.

¹ *Decr. auth. S. C. Ind. Cameracen.* 7 jun. 1842, n. 303.

² Barbier de Montault, n. 555.

³ *Decr. auth.* 22 janv. 1858, n. 384.

cialion religieuse pour le soutien de la foi, un moyen d'établir cette association dans leurs paroisses aussitôt qu'ils en auront le désir. Ce moyen, nous l'avons dit, nous a été sagement conseillé à nous-même par nos supérieurs ecclésiastiques, et, nous nous félicitons sincèrement de l'avoir employé.

Nous expliquerons d'abord comment l'affiliation à l'archiconfrérie de la Doctrine chrétienne rend immédiatement possible dans toute paroisse l'érection de notre confrérie de la Foi ; nous donnerons ensuite, avec tous commentaires et explications désirables, un projet de règlements et statuts pour la dite confrérie.

§ I. *Comment notre confrérie de la Foi se rattache à l'archiconfrérie de la Doctrine chrétienne et peut lui être affiliée.*

Au milieu du ^{xv}^e siècle, sous le Pontificat de Pie IV, au moment même où le Concile de Trente achevait ces travaux mémorables qui devaient produire dans l'Eglise un si grand mouvement religieux, prenait naissance à Rome une pieuse association, que les Souverains Pontifes devaient plus tard singulièrement encourager, et qui reçut dans la suite le nom de *Confrérie de la Doctrine chrétienne*, de ce que ses membres s'engageaient à favoriser de tout leur pouvoir la diffusion de la divine doctrine de Jésus-Christ, et même à travailler personnellement au soutien et à la propagation de la foi par l'enseignement des vérités religieuses.

A l'époque dont nous parlons (nous citons M. Pallard, auteur du *Recueil des Tiers-Ordres, Archiconfréries, etc.*) « quelques serviteurs de Dieu sous la conduite de Henri Pietra de Plaisance, compagnon de saint Philippe de Néri, se mirent à enseigner la doctrine chrétienne dans l'église de Saint-Appollinaire, à Rome. Le célèbre Baronius, alors simple prêtre, se livrait avec eux à ce pieux exercice. Pour s'en acquitter avec plus de fruit, ils se constituèrent en communauté, et s'établirent dans une maison située près du Pont-Sixte. Saint Pie V, successeur de Pie IV, leur accorda des indulgences dans le but d'encourager leur zèle. Grégoire XIII leur donna l'église de Sainte-Agathe au Transtévère, et Clément VIII leur donna celle de Saint-Martin, près du Mont-de-Pie, qui n'existe plus.

« La touchante association se développa avec une prodigieuse rapidité, et bientôt ses membres se trouvèrent dans la nécessité de se séparer. Les uns continuèrent à vivre ensemble et prirent le nom de *Doctrinaires*. Ce sont les religieux appelés encore aujourd'hui *Doctrinaires*, de tout temps si utiles à l'Eglise, dont la maison se trouve à Santa-Maria-in-Montelici, à Rome. Les autres restés dans le siècle formèrent la confrérie de la *Doctrine chrétienne*, que Paul V, par la Constitution *Ex credito nobis*, du 6 octobre 1607, éleva au rang d'archiconfrérie, et établit dans la patriarcale

basilique de Saint-Pierre du Vatican. Plus tard elle a été transférée dans l'église de Santa-Maria-del-Pianto, où elle est actuellement, et où il faut s'adresser pour les nouvelles agrégations.

« L'archiconfrérie de la Doctrine chrétienne et les confréries qui en dépendent ont pour but d'aider les curés dans l'instruction religieuse de leurs paroissiens, d'où les curés respectifs en sont toujours les supérieurs par excellence. Admettant dans son sein des hommes et des femmes, elle travaille sur tous les âges et sur toutes les classes de la société.

« Elle se compose, pour les femmes, d'une régulatrice générale, de six infirmières générales, d'une prieure, vice-prieure, portière et silenciaire à chaque école, d'un nombre de maîtresses égal à celui des écoles, et des membres simples ; et pour les hommes d'un président, des visiteurs, d'un camérlingue, d'un fabricien, de deux députés pour l'égide del Pianto, de deux conseillers, de deux syndics, d'un archiviste, d'un secrétaire, des députés pour les écoles de chaque paroisse, des députés pour l'instruction des clercs et des maîtres d'école, des prieurs, des vice-prieurs, des sous-prieurs, des silenciaires, des prêcheurs, des maîtres, des sous-maîtres, des secrétaires des écoles, des portiers et des membres simples, noms qui indiquent en substance les attributions respectives. »

Ainsi que nous le dirons bientôt, une organisation aussi solennelle et aussi compliquée en apparence n'est en aucune façon imposée aux associations particulières qui veulent s'affilier à l'archiconfrérie romaine. Nous ne l'avons fait connaître dans tous ses détails que pour montrer l'importance qu'on lui donne à Rome et le grand rôle qu'elle y joue, ainsi que dans beaucoup d'autres lieux, pour l'instruction chrétienne et le maintien de la foi.

« Toutes les personnes, continue l'auteur auquel nous empruntons cette notice, qui entrent dans l'archiconfrérie de la Doctrine chrétienne, contractent l'obligation de travailler à cette œuvre admirable, ce qu'elles peuvent faire de quatre manières : 1^o en exerçant une des charges précédemment indiquées ; 2^o en conduisant les autres fidèles aux instructions et aux catéchismes de leurs paroisses respectives ; 3^o en y assistant elles-mêmes pour le bon exemple ; 4^o en enseignant les vérités de la religion à leur famille. De plus, à la mort d'un membre de l'archiconfrérie, les frères réciteront pour lui l'office des morts, et les sœurs la troisième partie du Rosaire.

« L'archiconfrérie a pour fête patronale l'Invention de la Sainte-Croix (3 mai), qu'elle célèbre avec beaucoup de pompe. Fort répandue dans les différentes parties du monde catholique, elle emploie partout le catéchisme romain et le Compendium de Bellarmin traduits en langue vulgaire par le soin de quelque évêque ¹.

¹ Pallard, *Recueil des Tiers-Ordres, Archiconfréries, etc.*

Un de nos amis, qui a vu fonctionner l'œuvre à Venise, nous a fait part de ses impressions d'étonnement et d'édification. « Tant de personnes, nous disait-il, occupées avec tant de zèle à faire connaître Notre-Seigneur, sont une véritable puissance; et je comprends qu'avec un tel concours de pieux fidèles la foi soit restée forte et vivante en Italie. »

Qu'on nous permette de noter ici les réflexions que nous a inspirées à nous-même l'étude de cette œuvre catholique si ancienne, et pourtant si peu connue chez nous.

A la vue de ces maîtres et maîtresses, qui tiennent école de catéchisme soit dans les églises, soit dans tout autre lieu propice, à la vue de cette armée de fidèles qui créent ou patronnent ces écoles, qui y attirent les enfants et les ignorants par l'appât des récompenses, par leur propre exemple, les y conduisent même et les y surveillent, qui donnent à l'étude religieuse l'attrait de l'intérêt par des fêtes variées, l'attrait de l'émulation par des examens publics, passés d'ordinaire devant de hauts dignitaires de l'Eglise, et où de jeunes théologiens de 11 à 12 ans soutiennent de vraies thèses, nous nous sommes dit et nous nous disons encore : si le clergé de France, si admirablement dévoué à l'instruction religieuse, mais à qui seul, surtout depuis les funestes lois scolaires, incombe à peu près toute la charge de cette œuvre capitale, avait pour le seconder la ressource d'une *Doctrina christiana*, il ferait merveille, et son zèle ainsi soutenu par les Bons sortirait triomphant, au moins d'une manière suffisamment consolante, des difficultés et des persécutions présentes. — N'est-il pas temps pour lui de faire sérieusement appel à un pieux concours du peuple chrétien? Car s'il a pu jusqu'ici suffire seul à la tâche, il doit voir aujourd'hui, qu'abandonné à lui-même, il est forcément condamné à y succomber.

Cette idée de faire appel aux âmes chrétiennes de bonne volonté pour aider le prêtre dans l'exercice de son ministère pastoral, est, on se le rappelle, l'idée qui a inspiré tous nos précédents articles sur l'*Association religieuse pour le soutien de la foi*, et c'est elle qui est la base et le fonds de la confrérie que nous conseillons actuellement d'établir en la reliant à l'archiconfrérie romaine dont nous venons d'exposer l'origine et l'organisation. Or, la lecture du bref de saint Pie V, *Ex debito Pastoralis officii*, du 6 octobre 1571, par lequel le saint Pontife recommanda vivement à tous les évêques de la catholicité l'enseignement de la *Doctrina christiana*, vient de nous convaincre de plus en plus de la vérité de cette idée qui nous est chère. Dans ce bref, en effet, saint Pie V ne se borne pas à recommander aux évêques de faire enseigner la doctrine chrétienne aux enfants et aux adultes, il les exhorte de plus à recourir à l'érection des *confréries de la Doctrina christiana*, comme à un moyen puissant d'étendre les connaissances religieuses. Ces confréries, nous l'avons dit, venaient de naître sous le pontificat

de Pie IV; saint Pie V les loue, les approuve, les enrichit d'indulgences, et conjure « les patriarches, archevêques, évêques et autres prélats de l'Eglise et Ordinaires de tous lieux, de les ériger partout et en aussi grand nombre que besoin sera, » pour l'œuvre très sainte de l'instruction chrétienne et du développement de la foi. Et ce saint Pontife, lui qui a mis tant de soin à publier et tant d'empressement à présenter à tous ceux qui ont charge d'âmes le célèbre catéchisme romain, connu sous le nom de catéchisme du concile de Trente, mentionne expressément, à plusieurs reprises, le rôle des bons fidèles dans cette œuvre qu'il appelle « très sainte. » — « Considerantes... prout ex fide dignis relatibus intelleximus, quod *nonnulli approbate vitæ Christifideles... hoc opus sanctissimum amplexi sunt, ex quo salutiferi fructus hactenus proveniunt, et in dies magis auxiliante Domino speramus; et quod si ad hoc opus santissimum ubique locorum exercendum, præfatos Christifideles paternis favoribus, et indulgentiarum muneribus invitaremus, procul dubio devotio Christifidelium omnium ad præfatum opus amplectendum multo magis auferetur.*

« Cupientes igitur tam pio tamque laudabili operi viribus totis favere et animas lucrifacere Creatori, ex certa nostra scientia universos, et singulos Patriarchas, Archiepiscopos, Episcopos, ceterosque Ecclesiarum prælatos, et locorum quorumcumque ordinarios, ubilibet constitutos præsentis et futuri rogamus et hortamur attente, eis, ac eorum in spiritualibus et temporalibus vicariis seu officialibus generalibus, per apostolica scripta mandantes, quatenus hoc opus sanctissimum toto pectore amplectentes..., tot societates, seu confraternitates, quot ad hoc tam sanctissimum opus exercendum eis opportune videbuntur, auctoritate nostra erigant et instituant.

« Nos enim, ut promptius et alacrius ad hanc curam subeundam omnes Christifideles alliciantur...; de omnipotentis Dei misericordia, ac beatorum Petri et Pauli etc...¹. » (Suit l'énumération des premières indulgences accordées.)

Se peut-il rien de plus péremptoire pour nous que cet appel au peuple chrétien en faveur de la foi, proclamé si solennellement par le vicaire de Jésus-Christ au lendemain du concile de Trente?

Trente-six ans plus tard, un autre souverain pontife, le pape Paul V, dans sa constitution *Ex credito nobis*, du 6 octobre 1607, enchérissait encore si possible sur les éloges et les approbations de saint Pie V, et en octroyant des indulgences sans nombre à la confrérie de la *Doctrina christiana*, lui conférait un privilège précieux et tout-à-fait exceptionnel qui a été ratifié et renouvelé par une décision de la Sacrée Congrégation des Indulgences de 1842, savoir : « Que toutes les fois qu'une confrérie de la *Doctrina christiana*, canoniquement érigée dans un diocèse, est affiliée à l'archiconfrérie de Rome, toutes les confréries de

¹ Ex debito Pastoralis officii, 6 oct. 1571.

la Doctrine chrétienne érigées ou à ériger par l'Ordinaire dans ce diocèse, y sont affiliées de fait et participent par conséquent à tous ses avantages spirituels et à tous ses privilèges. » « Declarantes, quod cum una confraternitas dictæ Doctrinæ christianæ unius civitatis aggregata fuerit, intelligentur, et sint omnino aggregatæ reliquæ omnes utriusque sexus ab Ordinario loci erectæ et erigendæ, earumdemque indulgentiarum et gratiarum prædictarum participes sint ¹. »

Bien plus, dans la première partie de cette même constitution apostolique, Paul V concède : « que les différentes confréries de la Doctrine chrétienne aient le pouvoir, sans rien perdre de leurs avantages spirituels, de se donner à chacune les statuts qui pourront le mieux les servir, pourvu que ces statuts soient honnêtes et convenables et ne contiennent rien de contraire aux canons et décrets du concile de Trente ainsi qu'aux constitutions apostoliques ; qu'elles aient le même pouvoir, selon les circonstances de choses et de temps, de modifier en tout ou en partie et autant de fois qu'il sera besoin les règlements d'abord établis et de leur en substituer d'autres. » « Nec non, de administrataris consensu, quæcumque statuta felix regimen et gubernium dictæ archiconfraternitatis concernentia, licita tamen et honesta, ac sacris canonibus et decretis concilii prædicti, Constitutionibusque apostolicis minime contraria, condendi, illoque sic condita pro rerum et temporum qualitate, in toto vel parte, ac toties quoties opus fuerit, immutandi et in eorum locum alia de novo edendi. licentiam, facultatem auctoritatem concedimus et impertimur ². »

C'est ce dernier privilège qui a fait penser de rattacher à l'archiconfrérie de la Doctrine chrétienne l'association pour le soutien de la Foi, que nous croyons si opportune en ce moment, de lui donner de suite l'existence canonique qui provient d'une approbation de Rome et de lui procurer de précieuses indulgences.

Puisque la confrérie de la Doctrine chrétienne peut s'accommoder aux temps et aux choses pour atteindre son but qui est le soutien, le développement de la foi par la propagation de la vérité religieuse ; puisque aujourd'hui la foi est menacée, chez les grandes personnes plus peut-être encore que chez les enfants, non seulement par le péril de l'ignorance, mais par le péril autrement sérieux des lectures, des compagnies, des exemples, des sociétés secrètes : ne paraît-il pas que la Confrérie de la Doctrine chrétienne peut prendre pour but, chez nous, en ce moment, la protection et le réveil de la foi dans la paroisse entière, pour la défense des croyances religieuses, par les bonnes lectures, par la lutte contre l'impiété et l'irrégion, par la soumission à l'enseignement et à la direction des pasteurs de l'Eglise, par la fuite des sociétés pernicieuses, par les bons exemples, surtout enfin par l'Œuvre du

Catéchisme et les Œuvres de Jeunesse qui en sont le complément ?

Alors la confrérie de la *Doctrine chrétienne* devient en réalité cette confrérie de LA FOI que nous demandons, et l'établissement de cette dernière, en lui donnant ou en lui ajoutant le nom de l'archiconfrérie romaine, est rendu immédiatement possible, aux conditions suivantes ¹ :

1^o D'en rédiger les statuts suivant le but qu'on se propose ².

2^o De soumettre ces statuts à l'approbation de l'évêque du diocèse, en lui désignant un autel de l'église qui sera le siège de la confrérie. (Il n'est pas nécessaire que cet autel soit libre : plusieurs confréries pouvant avoir le même autel.)

3^o De demander une ordonnance épiscopale établissant la confrérie à l'autel désigné.

4^o De faire agréger la dite confrérie à l'archiconfrérie de Rome.

A cet effet, il faut s'informer à la chancellerie de son évêché, s'il y a déjà dans le diocèse une confrérie de la Doctrine chrétienne agrégée à celle de Rome : s'il en existe une ainsi agrégée, dans quelque paroisse que ce soit du diocèse, toutes les autres confréries du même diocèse, établies par l'évêque, jouissent aussitôt de tous les privilèges de celle de Rome, en vertu de la concession particulière de Paul V.

S'il n'y en a point d'agrégée encore dans le diocèse, il faut demander l'agrégation au directeur de l'archiconfrérie de *Santa Maria del Pianto*, à Rome. Voici les pièces à produire :

a) Copie du règlement approuvé par Mgr l'Evêque.

b) Une lettre spéciale de Monseigneur, signée par lui personnellement et munie de son sceau, autorisant l'agrégation de la confrérie érigée par lui.

c) Une lettre enfin du curé sollicitant l'agrégation de la confrérie établie dans sa paroisse.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un jeune clerc qui a fait valoir, avant son entrée au séminaire, sa dispense du service militaire comme fils de veuve, vient d'être ordonné sous-diaconne en Italie. Quelles démarches doit-il faire pour se libérer de tout service militaire ?

Je sais un cas pareil à celui-là dans lequel un pauvre séminariste ayant réclamé comme fils de veuve, s'est vu contraint à passer la révision trois années de suite, ayant été ajourné deux fois. Notez qu'il a passé la Révision, alors même qu'il était diaconne. Ne connaissez-vous pas quelque moyen de s'en tirer à moins de frais ?

¹ De l'avis de plusieurs confrères, nous avons fait connaître notre association sous le nom de Confrérie de la Foi, parce que ce mot en fait plus facilement saisir le sens et la portée. Une fois comprise, on peut l'appeler Confrérie de la Foi et de la Doctrine chrétienne, ou simplement Confrérie de la Doctrine chrétienne.

² Dans notre prochain article, nous donnerons le projet de règlement que nous avons annoncé.

¹ Ex credito Nobis, 6 oct. 1607.

² Id. 6 oct. 1607.

R. — Ces deux jeunes clercs, ayant choisi d'être dispensés comme fils aînés de veuve se sont exposés aux ennuis dont on nous parle au sujet du second. Il eût été préférable pour eux, s'ils étaient bien fixés sur leur vocation, de laisser de côté leur exemption à titre de fils aîné de veuve, et de réclamer la dispense conditionnelle à titre d'étudiant ecclésiastique. C'est encore le meilleur parti à prendre maintenant, tant que la loi en vigueur ne sera pas remplacée par une autre. Si une autre est votée et promulguée avant le travail des conseils de révision, il y aura lieu d'en bien étudier le texte pour prendre la décision la plus avantageuse. Actuellement il vaut mieux pour un jeune clerc être dispensé comme élève ecclésiastique, qu'exempté à un autre titre.

Il ne faut pas oublier que nous sommes encore sous l'empire de l'ancienne législation touchant les dispenses du service militaire. Une loi nouvelle est sur le tapis parlementaire supprimant toutes les exemptions anciennes et assujettissant le clergé à l'impôt du sang comme tous les autres citoyens. Votée deux fois par la Chambre, elle a été ces jours derniers renvoyée au Sénat. On espère que les Pères conscrits réputés plus sages que leurs collègues de la Chambre basse, ne la laisseront point passer. Quoi qu'il en soit, et en attendant l'issue de ce débat aussi ridicule qu'impie en ce qui nous concerne, nous sommes encore régis par les lois anciennes. Nous allons résumer la jurisprudence actuellement régnante, et de ce que nous dirons, notre correspondant pourra conclure relativement au cas où il se trouve.

Les ecclésiastiques sont dispensés du service militaire par l'article 20 de la loi du 27 juillet 1872, conforme à l'article 14 de celle du 21 mars 1832. La loi civile sous ce rapport est tout à fait conforme à la loi canonique qui défend aux clercs de porter les armes. Quels sont les ecclésiastiques dispensés du service militaire? Ceux qui sont régulièrement autorisés par l'autorité épiscopale à continuer leurs études théologiques, sous la condition que, s'ils n'étaient pas entrés dans les ordres majeurs à 25 ans accomplis, ils seraient tenus de servir dans l'armée pendant le temps prescrit par la loi.

Il résulte de l'article 20 de la loi précitée du 27 juillet 1872, combinée avec celle des articles 21, 25, 60 et 64 :

1^o Que pour être dispensé il faut être désigné comme élève ecclésiastique ou autorisé à continuer ses études ecclésiastiques par l'évêque ou l'archevêque de son diocèse.

2^o Que les étudiants ecclésiastiques déchus de tout droit à la dispense pour n'avoir pas rempli les conditions à l'exécution desquelles ce droit était attaché, soit parce qu'ils ne se trouveraient pas engagés dans les ordres majeurs à l'âge de 26 ans accomplis, soit parce qu'ils auraient abandonné leurs études avant cette époque, peuvent être immédiatement repris pour le service mili-

taire, puisqu'ils sont, dès ce moment, jeunes soldats disponibles.

3^o Que les étudiants ecclésiastiques qui ne se trouveraient pas engagés dans les ordres majeurs à l'âge de 26 ans accomplis ou qui auraient abandonné leurs études avant cette époque, sont tenus d'en faire eux-mêmes la déclaration au maire de leur commune, dans les deux mois à partir de 26 ans ou de la cessation des dites études.

4^o Qu'ils doivent retirer expédition de cette déclaration et la soumettre, dans le délai d'un mois, au *visa* du Préfet dans le département duquel ils auront concouru au tirage, pour être rétablis dans la première classe appelée après la cessation de leurs études.

5^o Que, si l'année est écoulée sans que la déclaration ait été faite et l'expédition de cette déclaration remise au Préfet, ils seront traduits devant les tribunaux ordinaires pour le seul fait de cette omission et passibles d'un emprisonnement d'un mois à un an. Le temps écoulé depuis la cessation de leurs études ou depuis la vingt-sixième année accomplie, et celui qui aurait été passé dans la détention, par suite des jugements dont ils auraient été l'objet, ne leur serait pas compté pour la durée du service fixé par la loi.

Les évêques fournissent, chaque année, aux termes de la circulaire du 25 mai 1832 : 1^o un état des élèves ecclésiastiques qui ont obtenu des certificats destinés à les faire dispenser du service militaire ; 2^o l'état des élèves qui, ayant été exemptés de ce service, n'auraient pas rempli les conditions de cette exemption.

On doit avoir soin, pour éviter des ennuis fâcheux, de se conformer exactement à toutes les formalités exigées par les bureaux de la préfecture et du recrutement, en conformité de la dite circulaire, soit pour former le premier état, soit pour signaler ceux des élèves qui auraient renoncé à leurs études ecclésiastiques, ou n'ont pas rempli les conditions de la dispense. On ne saurait croire à quels soucis, à quelles difficultés on s'expose, quand on ne tient pas scrupuleusement compte de ces formalités. Les supérieurs de grands séminaires et les chanceliers des évêchés, chargés surtout de traiter avec les bureaux pour les *dispensés ecclésiastiques*, ne sauraient trop veiller sur ce point, où l'on doit toujours être d'une ponctualité et d'une exactitude mathématiques, soit pour fournir à temps les pièces demandées, soit pour donner avec clarté et précision les renseignements sur chaque individu. Au reste, le Préfet envoie à chaque évêque un modèle des certificats exigés à l'appui des autres documents, au moment des conseils de révision.

Pour le premier cas, que le sous-diacre fasse parvenir au commandant du bureau de recrutement où il est inscrit, et, si on l'exige, à la préfecture du département, un certificat de son évêque (nous le supposons français) déclarant qu'il est entré dans les ordres majeurs. Il sera immédiatement rayé des contrôles de l'armée et recevra un

certificat constatant qu'il est déchargé de tout service militaire.

Pour le second cas, le jeune ecclésiastique a tout avantage à faire la même démarche. Il se serait évité l'ennui de passer la révision étant diacre, s'il avait produit ce certificat de son évêque. Qu'il se hâte de le faire.

Q. — Une personne ayant tout son avoir en obligations au porteur veut faire son testament en faveur de deux de ses neveux paternels, de telle sorte que, si l'un d'eux vient à mourir avant sa majorité ou *ab intestat*, la propriété aille au second. Elle veut en outre, laisser l'usufruit de son avoir à son frère qui est le père de ses neveux, sa vie durant.

Mais 1^o elle voudrait mettre une clause qui mette le père dans l'impossibilité de toucher aux obligations, c'est-à-dire au capital dont la propriété restera à ses enfants.

2^o Elle voudrait mettre une deuxième clause qui empêchât sa belle-sœur, mère de ces deux neveux, de transmettre à ses propres parents naturels la propriété de cet héritage, tout en lui laissant à elle-même la jouissance de ces biens sa vie durant, si ses enfants et son mari viennent à mourir.

Cette personne va consulter son curé auprès de qui elle pense trouver une discrétion qu'elle ne rencontrera pas ailleurs et lui demande une formule de testament olographe inattaquable. Je prie l'*Ami du Clergé* de donner cette formule.

R. — La première chose à faire en pareille occurrence, au moins au point de vue de la prudence, c'est de transformer les obligations au porteur en obligations nominales, ou mieux encore en inscriptions au grand livre, ce qui équivaut à des immeubles. Quant aux conditions, on peut mettre toutes celles qu'on veut pourvu qu'elles ne soient ni immorales ni contraires aux lois. Il nous semble que dans celles énumérées plus haut, il y en a une au moins contraire aux lois. Ainsi, la testatrice dit que, si l'un des enfants, héritiers de la propriété, vient à mourir avant sa majorité ou *ab intestat*, sa part de propriété passera à son frère, au détriment de son père ou de sa mère, qui, d'après elle, ne doivent jamais avoir que la jouissance et non la propriété. Cette condition est contraire aux lois; car, d'après les lois, les parents héritent de leurs enfants s'ils meurent *ab intestat*, et d'une partie de leurs biens, lors même qu'ils auraient légué tout à d'autres par testament. Un testateur n'a pas le droit de rendre impossible l'exécution d'une loi. Un père, une mère ne peuvent jamais être déshérités. Cela ne pourrait se faire que frauduleusement au moyen d'un fidéi-commis prohibé par les lois et en réduisant la fortune en valeurs au porteur faciles à faire disparaître.

Quant à mettre le père ou la mère dans l'impossibilité d'entamer le capital de leurs enfants, rien n'est plus commode : il suffit de le donner en propriété aux enfants, sauf pourtant la quotité réservée, en cas de mort de ceux-ci.

Nous pourrions, sur les données ci-dessus, fournir une formule de testament olographe; mais nous nous y refusons à cause de la responsabilité morale que nous pourrions encourir. C'est affaire

aux notaires. C'est à l'un de ces officiers ministériels qu'il faut s'adresser; ils ont la compétence nécessaire pour conseiller et diriger, et, de plus, ils ont autant et plus que personne la discrétion professionnelle. Que le curé en question mette son zèle à trouver un notaire instruit, intègre, honnête homme; c'est l'unique service qu'il peut rendre à sa paroissienne et nous l'engageons à s'en tenir là.

Q. — Lorsque le titulaire d'une cure tombe gravement malade et qu'on est obligé de le remplacer, le remplaçant a-t-il droit à une indemnité? et cette indemnité est-elle réglée par quelque loi ou décret?

R. — Oui, le remplaçant d'un curé malade a droit à une indemnité. L'article 45 du décret du 17 novembre 1811 le dit en propres termes en indiquant de quelle manière doit être réglée l'indemnité. Il est conçu dans les termes suivants : « Lorsqu'un curé ou desservant sera devenu par son âge ou ses infirmités, dans l'impuissance de remplir seul ses fonctions, il pourra demander un vicaire qui soit à la charge de la fabrique, et, en cas d'insuffisance de son revenu, à la charge des habitants, avec le traitement tel qu'il est réglé par l'article 40 du décret du 30 décembre 1809 sur les fabriques. »

Ce dernier article porte que le traitement des vicaires sera de 500 francs au plus et de 300 francs au moins.

Aujourd'hui, on ne recourt guère à ce moyen. Depuis l'établissement presque universel des caisses diocésaines, les évêques obtiennent facilement des curés vieux ou infirmes qu'ils se retirent moyennant une pension dans une maison de retraite ou dans leur famille, et ils leur donnent un successeur.

COURRIER DE L'UTILE

Q. — Je serais satisfait de lire au *Courrier de l'utile* la manière : 1^o de cultiver, 2^o de récolter et 3^o de traiter une fois cueilli le safran. A en juger par ce que j'en ai retiré, j'ai la conviction que beaucoup de jardins de curés donneraient bon an mal an 50 francs de safran que tous les pharmaciens achètent volontiers. Prière à quelque bon confrère du Gâtinais de nous renseigner là-dessus.

R. — Nous publierons la réponse à cette question aussitôt que la complaisance invoquée d'un « bon confrère du Gâtinais » nous l'aura donnée.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 6 martii 1889.

+ ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MATHIER ET COURTOT.

plusieurs lectures, lentes et attentives, sur plusieurs épreuves. 5384

M. G. professeur au Grand Séminaire d'A. — Oui, quoique vous vous soyez mis en retard d'un mois sur le dernier délai donné. 5394

M. J. M. directeur du pensionnat Saint-Maurice (Valais Suisse). — Votre commissionnaire ne nous a remis que 8 francs, et par conséquent vous redoit 2 fr. que vous pouvez lui réclamer. 5406

M. V. curé de Q. (Lozère). — Les 21 francs paient bien 88, 89 et le supplément. J'ai déjà dit pourquoi la petite diminution de prix que vous indiquez ne m'est pas possible : veuillez ou bien en croire ma conscience, ou bien vous mettre à même de calculer en connaissance de cause mes frais d'impression et de rédaction, et dans les deux cas la conclusion sera la même. Du reste, cherchez dans les Revues plus ou moins similaires, vous n'en trouverez pas une qui coûte si peu, avec autant d'abondance et de qualité dans la rédaction : et c'est la raison du reste de notre succès.

Nous savons qu'il faut parler au peuple avec précision et simplicité, simplicité qui ne doit pas exclure la correction de la langue ; et nous sommes heureux que le plan et la forme de nos lectures vous plaise. 5405

M. B. aumônier de l'hospice de P. (Basses-Pyrénées). — J'en ai bien du regret, mais malgré la bienveillance de votre *consentement*, je ne puis, moi, *consentir*. Le volume de 1880, en dehors de ceux qui font partie de quelques collections *complètes* qui me restent, et qui ne s'en détachent pas, ne se trouvent plus que *d'occasion*, et au prix de 15 à 25 francs le volume qui ne sera pas réimprimé ; le volume de 1879 se vend encore séparément, mais 15 francs *net*, à cause des frais nouveaux que j'ai déboursés pour sa réimpression ; le volume de 1881 peut encore être livré à 7 fr. 50, comme les suivants. Prenez ou ne prenez pas ; mais ne discutez pas, ce serait inutile : mes réponses, *oui* ou *non*, étant sérieusement données. 5393

M. P. à N. (Canada). — Vous ne trouverez pas même de prédication plus riche que *l'Ami du Clergé*, quoique la prédication n'y tienne qu'une place mesurée, non la plus importante. Je vous renverrais simplement, pour réponse à votre question, aux Tables générales de la première série (1879 à 1888 inclusivement), si elles avaient paru. Elles sont sous presse et vous les aurez dans quelques mois, avant la fin de l'année courante. En attendant voici, pour votre édification, quelques chiffres. Ces 10 premiers volumes formant la première série, contiennent 672 sermons ou discours ainsi distribués : sur le catéchisme du concile de Trente (Symbole des apôtres, Commandements de Dieu et de l'Eglise, Prière, Sacraments), 180 discours ; — sur les fêtes diverses de l'année, (jour de l'an, Epiphanié, Saint Nom de Jésus, Quarante-Heures, mercredi des Cendres, Saint Joseph, Passion, Rameaux, Jeudi-saint, Vendredi-saint, Pâques, Patronage de Saint Joseph, Apparition de Saint Michel, Ascension, Pentecôte, Sainte-Trinité, Fête-Dieu, Sacré-Cœur, Saint Pierre et Saint Paul, Précieux-Sang, Saint Pierre-ès-Liens, Exaltation de la Ste-Croix, Saints Anges gardiens, Toussaint, Commémoraison des Trépassés, Dédicace, Saintes-Reliques, dimanche avant Noël, Noël, dernier dimanche de l'année), 160 discours ; — sur les fêtes de la Sainte Vierge (Purification, Annonciation, Mois de Marie, Visitation, N.-D. du Mont-Carmel, Assomption, Nativité, Saint Nom de Marie, N.-D. des Sept-Douleurs, Rosaire, Maternité de Marie, Présentation de Marie au Temple, N.-D. de Lorette, Immaculée-Conception), 60 discours ; — discours divers, panégyriques, etc., 11 discours ; — Homélies sur les Epîtres, 39 ; — Homélies sur les Evangiles, 114 ; — Homélies sur les antienne O, 7 ; — sur la perfection chrétienne, 20 ; — sur des sujets de Carême et d'Avent, 49 discours ; — sur les premières Communions, 21 discours ou instructions de retraite ; — sur des sujets de circonstance, (œuvres, confréries, questions sociales), 19 discours.

Vous le voyez, n'achèteriez-vous notre première série (les 10 volumes de 1879 à 1888, complétés par une table générale analytique) que pour la prédication : vous y trouveriez un sermonnaire complet ; sermonnaire *actuel*, approprié au mal et aux ignorances du jour ; et meilleur marché que tant d'autres moins universels, moins riches et moins à jour. 5400

M. A. V. curé de B. (Aude). — J'avais demandé à chacun de mes abonnés de m'en trouver un nouveau : vous m'en adressez deux, c'est mieux encore ; et vous ajoutez vos félicitations et vos encouragements en toute estime et cordialité. Merci, merci ! 5531

M. P. G. aumônier à L. (Calvados). — 20 centimes pour chaque numéro antérieur à 1888. 5530

M. E. V. curé de J. (Vosges). — J'ai bien annoncé vingt fois l'année dernière que le prix de *souscription* aux tables générales était de 5 francs ; que la souscription serait irrévocablement close le 15 janvier 1889, et que, après clôture de la souscription, le prix des tables générales serait porté à 8 francs, parce que le tirage commençant le 15 janvier serait fait à un chiffre de très peu plus élevé que celui des souscriptions. On peut ne payer qu'après réception. Mieux vaudrait m'envoyer un mandat-poste pour votre abonnement. Ce serait pour vous plus économique que si je reconvre moi-même par reçu postal. 5472

M. L. curé de L. (Eure). — C'est encore possible, mais moyennant 8 francs. 5475

M. W. vicaire à L. (Morbihan). — S'il en est qui me demandent trop pour ce qu'ils m'envoient, vous, à l'inverse, m'envoyez trop pour ce que vous me demandez. J'ai, du reste, 1 fr. 80, dont je ferai bénéficier quelque bonne œuvre si vous ne les réclamez pas. 5484

Accusés de réception à MM. :

Le P. vicaire à St-A. (Morbihan) 5427. — D. curé-doyen à R. (Somme) 5436. — D. vicaire à N. (Loire-Inférieure) 5437. — M. aumônier à M. (Gironde) 5438. — A. curé de C. les P. (Hte-Saône) 5439. — V. curé de P. (Isère) 5440. — L. curé de P. (Doubs) 5442. — D. curé à S. (Hte-Garonne) 5445. — Le F. à T. (Côtes-du-Nord) 5449. — B. curé de St-M. (Lot) 5450. — G. à M. (Corse) 5451. — L. curé de Ste-M. (Lot-et-Garonne) 5452. — F. curé à St-D. M. (Calvados) 5455. — S. vicaire à C. (Hte-Loire) 5456. — S. curé-archip. d'O. (Basses-Pyrénées) 5460. — C. curé de S. (Htes-Alpes) 5463. — R. curé d'E. (Rhône) 5468. — L. curé de B.-H. (Seine-Inférieure) 5469. — S. vicaire à M. (Côtes-du-Nord) 5474. — L. curé de L. (Eure) 5475. — S. curé de R. (Pas-de-Calais) 5476. — R. prêtre à R. (Ont-Canada) 5477. — B. curé de L. (Pyrénées-Orientales) 5479. — H. S. à L. (Mayenne) 5481. — B. curé à G. (Lozère) 5482. — S. à T. (Doubs) 5483. — W. vicaire à E. (Morbihan) 5484. — C. curé-archip. des E. (Savoie) 5485. — L. curé de V. s. C. (Somme) 5486. — C. curé de W. (Pas-de-Calais) 5488. — B. R. J. C. D. (Manche) 5498. — M. à S. (Aisne) 5502. — B. curé-doyen de J. (Charente) 5503. — E. curé de C. (Morbihan) 5504. — L. curé de B. (Puy-de-Dôme) 5505. — B. curé d'A.-H. (Haut-Rhin) 5506. — R. curé de C. (Seine-Inférieure) 5507. — L. C. curé de St-M. d'O. (Calvados) 5508. — B. curé de B. (Lot-et-Garonne) 5509. — C. curé de M. (Tarn) 5510. — L. curé de B. en A. (Calvados) 5511. — P. P. à K. III. (Etats-Unis) 5513. — J. L. à M. (Canada) 5514. — R. curé de N.-D. du V. (Savoie) 5515. — B. curé de C. (Indre-et-Loire) 5516. — T. curé-doyen de R. (Hte-Saône) 5519. — M. vicaire à I. (Puy-de-Dôme) 5522. — C. curé de St-C. de la P. (Maine-et-Loire) 5525. — Q. curé de H. s. C. (Loir-et-Cher) 5526. — T. vicaire à M. (Aude) 5527. — L. curé de St-B. l'E. (Corrèze) 5529. — V. curé de B. (Aude) 5531. — R. curé à S. (Ariège) 5532. — L. à C. (Calvados) 5533.

¹ Prix net : 100 francs. Il ne reste qu'un très petit nombre de collections *complètes*.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : **2 f. 25** le litre { *franco gare*
— fûts — 20 litres : **1 f. 90** le litre { *destinataire*

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

SYNDICAT DE L'EXPOSITION

M. Alfred DAVOUST (ancien Chef du Service financier à l'*Agence Havas*), rappelle que les adhésions doivent lui parvenir avant le 15 mars.

Pour tous renseignements, lui écrire, 62, rue Tiquetonne, à Paris.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'*examen de conscience journalier* ou *règlement de vie pour la sanctification de l'année*. Par série de douze feuilles. (Une feuille *spéciale* à chaque mois.)

Une série *franco* 20 cent., dix séries *franco* 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi *franco* d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

Edition in-12 : **3 fr. 50** *franco*

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé BUATHIER

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de **3 fr. 50** adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — *Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.*

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 11

PRÉDICATION : Pour le quatrième dimanche de Carême : homélie sur l'Évangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. Office. Condamnation de Mathilde Marchat.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quand on a un Indult permettant de chanter la messe de *Requiem* un jour double, la messe de *Requiem* est-elle requise pour l'indulgence de l'autel privilégié ? — Quels sont les trois enfants représentés à côté de l'image de saint Nicolas ? — Que penser de la bénédiction d'une église, d'un cimetière, d'une maison avec l'eau bénite du samedi-saint ? — L'encensement est-il requis pour la bénédiction d'une fosse ? — Double-t-on l'antienne *Exultabunt* à la levée du corps ? — Peut-on se servir du rochet pour donner la communion *extra missam* ? — A laquelle des deux fêtes de saint Martin, patron, doit-on faire l'octave ? — La barette est-elle obligatoire ? — Pour l'octave de la Fête-Dieu, quand doit commencer et finir l'exposition ? — Un prêtre autorisé à dire chaque jour la messe de *Beata* doit-il toujours dire la messe de la Pentecôte à l'Avent ? — Pourquoi saint Pierre dans sa chaire est-il toujours représenté avec la même attitude ? — Peut-on laisser croire à la personne à qui l'on a promis une messe qu'on dit cette messe quand on a changé d'intention ? — Comment expliquer qu'un

protestant guéri à Lourdes demeure protestant ? — Peut-on refuser pour marraine une personne qui unit les apparences de la piété à des agissements de devineresse ? — Les Ordinaires peuvent-ils refuser des lettres testimoniales aux jeunes gens qui désirent entrer dans une congrégation ? — Quels sont les privilèges des *Familiers* de Sa Sainteté ? — Pour gagner l'Indulgence de la Propagation de la Foi ou de la Sainte-Enfance par la messe de la fête, faut-il qu'elle soit appliquée aux associés ? — Pour gagner les Indulgences attachées à l'image du Sacré-Cœur, faut-il qu'elle soit publiquement exposée ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quel est le cas de force majeure qui déchargerait la poste du paiement d'une valeur déclarée ? — Quelles sont les formalités à remplir quand on doit restaurer une église ? — Un curé peut-il être poursuivi d'office et condamné parce que le battant d'une cloche se détache et tue une personne ? De même parce que le sacristain aurait coupé quelques branches de sapin sur le cimetière pour la décoration de l'église ? — Le maire peut-il se faire remplacer par l'adjoint à la séance de *Quas'modo* ? — Est-il contraire à la loi de rétablir le Christ dans une école ?

COURRIER DE L'UTILE : La diphtérie.

COURRIER DES LIVRES

PRATIQUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CATÉCHISME DE PREMIÈRE COMMUNION, par M. A. MAUDOURT, prêtre du diocèse de Coutances, curé-doyen de Ducey. 3 vol. in-12. 4^e édition. Chez Bloud et Barral, 4, rue Madame, Paris.

Savoir faire le catéchisme, c'est l'art par excellence, c'est un don. On peut enseigner admirablement, avec méthode, avec chaleur, et obtenir de beaux résultats intellectuels. Cela prouve qu'on est excellent professeur, mais non excellent catéchiste. Ici l'enseignement doit pénétrer plus loin que l'esprit, atteindre la conscience, le cœur des enfants pour former l'une, pour nourrir l'autre d'une piété solide.

Il est aujourd'hui particulièrement difficile de faire le catéchisme parce que cette science divine est bannie des écoles et peu enseignée dans les familles. La plupart des enfants vous arrivent

ignorants, possèdent à peine quelques mots de la lettre ; le temps se passe à leur faire balbutier des définitions incompréhensibles et mal sues, et malgré lui, le catéchiste revêt aussitôt la raideur du professeur qui tance et punit. L'enfant ne trouve alors pas grande différence entre une leçon d'arithmétique et une leçon de catéchisme ; il subissait celle-là une heure auparavant, il subit maintenant celle-ci : c'est une corvée qui succède à une corvée. Et de part et d'autre les résultats sont nuls pour la majorité ; car il ne faut pas se faire illusion, à quinze ans l'enfant qui jadis a brillamment passé son certificat d'études, sait juste lire et écrire, et peu correctement. Il a étudié sans amour, il ne lui reste rien de son odieux bagage, sauf peut-être la passion de lire et l'on sait ce qu'il lira.

Pour que le catéchisme laisse des traces durables, il faut donc le faire aimer. Est-ce à dire qu'il convient de flatter les enfants, et, sous prétexte de les attirer, de s'interdire toute gronderie ou toute punition ? Loin de là. Vous ne donneriez alors qu'un enseignement affadi et tout en surface.

car vous n'auriez pu assez capter leur attention pour les contraindre à voir le fond des choses. La discipline sera toujours le nerf de toute étude, et le maître qui ne punit jamais, est, ou bien affligé d'une déplorable faiblesse, ou bien doué de mérites supérieurs à ceux de l'humaine nature. Il faut au contraire exiger beaucoup, tout ce qu'on peut, suivant les aptitudes de chacun des enfants. Ni rudesse, ni tendreté. L'idéal n'est pas de ce monde et quand on lit certains « cours pratiques » où l'onction abonde plus que la doctrine, il est évident que les auteurs ont pu faire beaucoup de catéchismes, mais qu'ils n'ont jamais vu les enfants.

M. A. Mauduit vient, à notre gré, de faire une heureuse tentative pour l'enseignement vrai du catéchisme. Quatre éditions d'ailleurs ont couronné sa méthode — car il a une méthode à lui — et trois évêques l'ont revêtue de leur haute approbation.

Son but est d'instruire les enfants qui se préparent à la première Communion, et non de publier un nouveau catéchisme de persévérance.

Sa méthode est simple et surtout rationnelle.

Il expose d'abord un point de doctrine, c'est la lettre du Catéchisme; par exemple : « De quoi sont composés les sacrements, qu'est ce que la matière, la forme? Suffit-il pour un sacrement d'appliquer la matière à la forme? » A ces questions il donne la réponse du Catéchisme.

Dans un second paragraphe analytique il la résume ainsi : « 1^{re} matière, 2^o forme, 3^o matière et forme employées ensemble, 4^o intention de faire ce que fait l'Eglise; telles sont les choses nécessaires pour qu'il y ait sacrement. » C'est ce qu'on pourrait appeler la division du travail.

Dans un troisième il explique minutieusement ces quatre choses. Il ne reste ainsi pas un seul mot dont il n'ait donné le sens précis, avec les développements, les comparaisons nécessaires.

Un quatrième paragraphe reprend toute cette doctrine, sous la forme d'un questionnaire détaillé, si bien qu'aucune face de l'enseignement ne reste dans l'ombre. Ce questionnaire est à la fois analytique et synthétique; il prend et examine chaque élément; puis il considère les vues d'ensemble. M. A. Mauduit s'est inspiré pour cette partie, la moins brillante, mais la plus importante de toutes, de cette parole de Mgr Dupanloup : « Ce que fait l'instituteur par lui-même est peu de chose; ce qu'il fait faire est tout. »

Enfin dans un cinquième paragraphe, il entre dans des considérations plus étendues, raconte des histoires frappantes pour graver la doctrine dans l'esprit. Après quelques leçons une récapitulation particulière. A la fin de chaque volume une récapitulation générale.

La méthode est lente, mais sûre. Elle repose d'ailleurs sur ce principe trop peu appliqué, que l'enseignement consiste, — qu'on me passe l'expression — à mettre de l'art dans le rabâchement. Il est plus attrayant, mais moins fructueux de se répandre en paroles et en théories.

Dans le second volume, une soixantaine de pages sont consacrées aux fêtes liturgiques. C'est sobre, mais point vulgaire et plein de choses. Voici par exemple le questionnaire au sujet de la fête de saint Joseph : « Qu'est-ce que saint Joseph? — Quel jour tombe sa fête? — Quel mois lui est consacré? — Pourquoi faut-il invoquer saint Joseph avec confiance? — Que fut-il sur la terre? — En quoi faut-il imiter saint Joseph? — Quelles grâces faut-il lui demander? »

On aurait pu rajouter cette question : « Saint Joseph est-il le plus grand saint du Paradis? » Mais on voit quel ordre, quelle netteté consciencieuse a présidé à ce travail.

M. Mauduit paraît bien connaître les enfants. Il ne les caresse point et leur déclare tout net qu'il les punira, quoique à regret, s'ils n'écourent pas. Il interroge celui qui est distrait, de préférence, pour forcer l'attention des plus rebelles. Il a quelques allocutions pieuses et pratiques; voilà le vrai catéchiste qui n'est plus seulement professeur, c'est-à-dire un peu ennuyeux. Cela va droit au cœur des enfants et entraîne plus sûrement la conviction. Une chose qu'il ne faut pas négliger, c'est le côté extérieur, la gravité, la tenue religieuse, et cette certitude de parole qui fait que l'enfant se dit : « Ce qu'il nous explique, c'est vrai, on dirait qu'il l'a vu ! » Sans nous en douter, nous nous *modernisons*, nous avons notre part des faiblesses de notre siècle où, par haine des distinctions, par passion pour l'égalité, le terne, le lieu commun, dans les relations civiles, par exemple, l'habit noir a détrôné l'uniforme. L'homme sérieux dédaigne le panache, en quoi il serait très louable si son humble personnalité seule était en jeu : mais pour frapper le peuple, il faut pourtant une certaine pompe extérieure, un certain appareil grandiose que l'Eglise n'a jamais négligé et qu'on serait coupable de mépriser si la démonstration de la vérité doit en recevoir plus d'éclat et de force. Est-ce que l'imagination n'est pas une puissance chez l'homme et surtout chez l'enfant ?

Ce qui nous plaît dans l'ouvrage de M. Mauduit, c'est ce respect extérieur pour la doctrine chrétienne. Rien de trivial, des histoires bien choisies, et une noble simplicité qui sait condescendre sans jamais s'abaisser.

Toutefois nous aurions à faire quelques critiques de détail. Sans doute, ce n'est point un *Catéchisme de persévérance* que l'auteur a voulu écrire. Cependant il nous paraît qu'il a trop écarté le côté métaphysique du catéchisme. Cela c'est la langue de l'Eglise. Quand on veut étudier une science, — prenons la grammaire, — il faut en apprendre la langue, quelque aride qu'elle soit. C'est aussi une tendance actuelle, une manie plutôt, de simplifier tout cela, c'est-à-dire de le dénaturer. Ainsi le *substantif* est devenu le *nom*, parce que le mot *substance* effaroucherait, croit-on, l'esprit des enfants et l'on préfère lui donner un équivalent hérétique, — en grammaire, — au hasard de fausser les idées. Le *substantif* c'est « le fond de la chose » pour me servir d'une expression de M. Mauduit, le *nom* n'en est que le côté extérieur, un peu le côté *adjectif*. Quelle confusion, alors, parce qu'on n'a pas osé aborder de front la langue grammaticale !

Ici, je ferai les mêmes observations. Il ne me déplairait point de voir apprises et expliquées les définitions scolastiques de la *nature*, de la *personne*, de la *substance* et des *accidents*. Cela vous effraie ? Mon Dieu ! l'enfant se familiarise bien quand il apprend l'arithmétique avec les *numérateurs*, les *dénominateurs* et les *nombres premiers*. A force de les voir, de les manipuler, il en connaît le *fond* et finit par comprendre et parler couramment cette nouvelle langue comme toute autre.

La précision philosophique manquant, et étant donnée cette passion de tout simplifier, on arrive

(La suite à l'avant-dernière page.)

¹ Dans le Mandement qu'il vient de publier sur l'Œuvre des Catéchismes, Mgr l'Evêque du Puy prescrit :

« Article 8. Afin de donner aux enfants une idée plus élevée de l'Œuvre des Catéchismes, et un sentiment plus vif de son importance et de son caractère religieux, les ecclésiastiques feront toujours cet exercice en surplis. »

PRÉDICTION

POUR LE QUATRIÈME DIMANCHE DE CARÊME :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

Erat autem proximum Pascha.

(Joan., VI, 4.)

L'Eglise est admirable dans sa liturgie. Il n'est pas nécessaire d'y réfléchir beaucoup pour comprendre qu'en la composant elle a été sous la direction toute spéciale de l'Esprit de Dieu. Par ses chants, par ses prières, par ses cérémonies, par les lectures sacrées qu'elle nous propose, elle s'efforce de frapper nos regards, nos esprits et nos cœurs, afin de nous donner plus efficacement à Jésus-Christ. Selon les diverses époques de l'année, elle travaille à nous inculquer des sentiments différents, mais qui tous se rapportent à la glorification de Dieu et à la sanctification de nos âmes. Ainsi, dans le but de nous disposer parfaitement aux solennités pascales, elle nous prêche sous toutes les formes, pendant le Carême, la conversion et la rénovation intérieure. Elle revêt ses ornements de pénitence ; elle fait taire les chants d'allégresse ; elle supprime au saint sacrifice le cantique des anges à Bethléem ; au triomphant *Alleluia* elle substitue un chant moins joyeux, et elle nous fait lire à la messe des pages évangéliques remplies des plus graves leçons, pour la réforme de notre cœur : la tentation de Jésus au désert pour nous apprendre les ruses variées du démon et le moyen d'échapper à ses pièges ; la scène du Thabor pour nous enseigner l'obligation et le mode de la transfiguration spirituelle qui doit s'opérer en nous pendant la station quadragésimale ; la discussion de Notre-Seigneur avec les Pharisiens au sujet de Bézébuth pour nous inculquer la nécessité de chasser le démon de notre cœur et de prendre les moyens nécessaires pour éviter le grand mal de la rechute. Aujourd'hui, quatrième dimanche de Carême, elle suspend momentanément la sévérité de sa pénitence, elle permet à l'orgue de faire entendre sa voix harmonieuse, elle accepte qu'on orne de fleurs les autels, des paroles d'allégresse éclatent dans son office. Pourquoi ce changement ? La raison en est expliquée par ces mots de saint Jean : *Erat autem proximum Pascha*, la fête de Pâques est proche ! L'Eglise voit déjà ses enfants rangés autour de la table eucharistique, elle les contemple dans les splendeurs et les suavités du banquet sacré, et elle ne peut retenir les transports de son bonheur, et elle est heureuse de mettre sous leurs yeux l'admirable récit de la multiplication des pains, figure de l'auguste sacrement de la communion. Méditons avec respect cette page évangélique en considérant dans le miracle de la multiplication des pains un monument de puissance, de bonté et de sagesse toute divine.

I

I. A l'approche de la troisième Pâque de la vie

publique du Sauveur, les disciples de saint Jean, après avoir enseveli le corps de leur maître, mis à mort par Hérode Antipas, allèrent trouver Jésus à Capharnaüm et ils lui firent part de ce qu'il savait lui-même. Jésus écouta avec bonté et attendrissement les circonstances tragiques de la mort de son précurseur, et consola les disciples affligés. Les apôtres, de leur côté, vinrent lui rendre compte des travaux et des succès d'une mission qu'ils venaient de faire ; il les instruisit et les encouragea. Il voulut leur procurer quelques moments de relâche, mais à Capharnaüm l'empressement du peuple était trop grand. « Venez à l'écart, leur dit-il alors, dans quelque lieu retiré, afin d'y prendre un peu de repos. » Et ils s'embarquèrent sur le lac de Génésareth et allèrent aborder sur la côte orientale pour se rendre au désert de Bethesdae Julias qui est à quelque distance de la ville.

Mais son départ avait été remarqué ; aussitôt une foule de pèlerins venus de la haute Galilée, à l'occasion des fêtes de Pâques, se joignant aux habitants des nombreuses villes qui bordent la mer de Tibériade, hommes, femmes, enfants, malades, partirent précipitamment à pieds, en contournant la partie septentrionale du lac, à la recherche de Jésus, sans même prendre le temps de se munir de vivres. Plusieurs y mettent tant de diligence qu'ils le devancèrent.

Notre-Seigneur cependant poursuivant son premier dessein, quitta la rive et « conduisit ses disciples sur une montagne voisine où il s'assit avec eux quelque temps. » Ce fut là tout le repos qu'il s'accorda. Levant alors les yeux, il vit une multitude immense, confuse, « semblable à un troupeau sans pasteur. » Son cœur n'y put tenir. S'oubliant lui-même, il descendit dans la plaine suivi de ses apôtres, et tout entier à ses pieux auditeurs, il guérissait leurs malades et leur parlait du royaume de Dieu. Et ce bon peuple ne se lassait point de l'entendre, et Jésus ne se lassait pas de l'évangéliser.

II. Cependant le temps du repas était depuis longtemps passé, le soir approchait¹, on se trouvait dans un désert, la foule était considérable (cinq mille hommes sans compter les femmes et les enfants), la faim se faisait sentir : Jésus va récompenser la bonne volonté de ses auditeurs comme un Dieu seul peut le faire, multipliant les pains miraculeusement.

Quel beau miracle en effet que celui de la multiplication des pains en cette journée mémorable ! Remarquons-en bien les caractères divins pour notre édification. C'est une merveille de PUISSANCE. *Digitus Dei est hic !*

Quelle œuvre humainement impossible ! Jésus tient à faire toucher du doigt par ses apôtres cette

¹ L'archéologie sacrée nous apprend que les Juifs comptaient chaque jour deux soirs très distincts qui commençaient le premier à la 9^e heure, 3 heures de l'après midi et le second à la 12^e heure, 6 heures de l'après midi. (Fillion.)

impossibilité, parce que, destinés à être les prédicateurs de ses grandeurs, ils devaient plus que personne être persuadés de la divinité de ses actions. Quand donc les apôtres viennent prier Notre-Seigneur de renvoyer toute cette foule d'auditeurs pour qu'ils puissent trouver de la nourriture dans les bourgs voisins : — « Nourrissez-les vous-mêmes » leur répond-il. Mais comment faire ? Il n'y a pour eux qu'une alternative : ou aller acheter des vivres dans les environs, ou chercher dans cette foule s'il n'y a pas de suffisantes provisions. Or, dit Philippe, « avec deux cent deniers, on ne pourrait avoir assez de pain pour que chaque personne pût en avoir une petite portion, » et l'on est au désert, et il faut que le repas soit pris immédiatement, et le collège apostolique, dans sa pauvreté, n'a pas à sa disposition une pareille somme. D'autre part, pour toute provision, dans cette immense multitude, il n'y a que « cinq pains d'orge et deux poissons possédés par un jeune garçon. » Les moyens humains font donc totalement défaut !

Quels grandioses préparatifs ! Malgré cette impossibilité, Notre-Seigneur commande aux apôtres de faire asseoir les pèlerins par troupe de cent et de cinquante personnes. Il donne cet ordre pour que personne ne soit oublié dans ce banquet divin et pour que tous soient témoins du prodige merveilleux que son Sacré-Cœur prépare. Le peuple obéit. « On était alors au printemps ; les ardeurs du soleil n'avaient point ôté leur parure aux monts de Galilée ; les bandes de convives rangés avec ordre, l'éclatante couleur des vêtements orientaux demeurèrent pour Pierre un souvenir ineffaçable, et il les peignait plus tard à Marc l'évangéliste comme des corbeilles de fleurs étalées sur un tapis de verdure ¹. » Tous ont les yeux fixés sur Jésus, dans l'attente de quelque chose de grand.

Quelle majesté dans l'accomplissement du miracle ! Devant cette foule muette, attentive, hale-tante, Jésus se fait apporter les cinq pains et les deux poissons ; il les prend dans ses mains divines ; il lève les yeux au ciel, où est la source de la puissance miraculeuse qu'il va manifester : il bénit les pains et les poissons pour leur communiquer la fécondité en vertu de laquelle ils vont rassasier une si grande quantité de personnes ; il les rompt et les distribue à ses apôtres pour qu'ils les donnent au peuple ; et la multiplication de la nourriture commence entre ses mains pour se continuer entre celles des douze et s'achever en celles des convives. Quelle divine facilité ! Dieu veut et le inonde est créé, Dieu veut et les semences partout et toujours germent et grandissent pour alimenter l'univers, Jésus veut et les pains et les poissons vont s'augmentant et se multipliant pour la nourriture de ses heureux auditeurs ! Quelle étonnante publicité ! Ce n'est pas en secret, ce n'est pas pour une seule per-

sonne, mais pour des milliers et des milliers que le Sauveur fait éclater la puissance de son bras ! Quelle miséricordieuse surabondance ! Dans cet ineffable festin pas un convive n'est oublié, tous sont rassasiés de cette suave nourriture sortie directement des mains du Créateur, comme à Cana tous étaient réjouis du vin exquis créé par sa volonté ; et il y a des restes pour remplir les douze corbeilles des douze apôtres, et la multitude ravie, enthousiasmée, de s'écrier dans l'élan de sa joie et de sa reconnaissance : « Celui-ci est vraiment le Prophète, le Messie qui doit venir dans le monde ! »

Oui, le prodige de la multiplication des pains est une preuve évidente de la divinité de Jésus-Christ ! Oui, c'est un des plus beaux traits de la vie apostolique du Sauveur : voilà pourquoi les quatre évangélistes le racontent à l'envi et avec délices ! Oui, c'est un miracle de divine puissance, mais aussi un prodige de DIVINE CHARITÉ.

II

Avant tout Dieu est charité ; pour nous sa miséricorde rayonne au-dessus de toutes ses perfections : et si, dans ses œuvres il faut savoir découvrir sa puissance pour l'admirer et le révéler, il faut surtout goûter sa bonté pour l'aimer et nous attacher à lui.

C'est bien la bonté en effet qui éclate dans la multiplication des pains !

Bonté pleine de tendresse. Il jette les regards sur cette foule ; il aurait pu l'éviter puisqu'il était venu pour se reposer au désert ; mais il s'oublie, il l'accueille avec douceur, *exceptit eos* ! Son cœur s'émeut sur ses misères ; il gémit de voir cette multitude comme un troupeau sans pasteur et il lui donne le pain de l'âme et du corps, *misertus est super eos* !

Bonté toute prévenante. Ce ne sont pas les pèlerins de Bethsaïde qui viennent solliciter sa charité ; c'est lui, le premier qui pense à leurs besoins. *Ememus panes ut manducent hi ?*

Bonté universelle. Elle ne fait acception de personne. Tous, riches et pauvres, bons et mauvais, y compris ses ennemis, car les Pharisiens le suivaient partout pour le persécuter, ont part à ses largesses, *manducaverunt omnes* !

Bonté généreuse. Non seulement chacun a une part au banquet miraculeux, mais tous sont rassasiés complètement ; et cependant ils étaient restés longtemps sans rien prendre, et, après une marche et une station également fatigantes, ils avaient grand besoin de nourriture, *impleti sunt* !

Bonté désintéressée. Notre-Seigneur sachant que la foule ravie voulait l'acclamer roi d'Israël, se dérobe par la fuite à ses empressements excessifs. *fugit iterum in montem* !

Bonté enfin pleine d'une touchante longanimité. Il savait que le lendemain cette multitude, inconstante dans ses sentiments, devait murmurer contre sa doctrine et l'abandonner lâchement ; et néan-

¹ Fouard, Vie de N. S. J.-C. t. 431.

moins sans se laisser rebuter par la prévision de l'ingratitude, il se laisse aller à toute l'inspiration de sa charité, *sciebat quid esset factururus !*

O Cœur sacré de Jésus, source inépuisable de miséricorde, je vous adore et je vous aime ! Je vous bénis du festin délicieux que vous avez préparé à vos disciples : je vous bénis surtout d'en avoir fait la figure d'un festin infiniment plus suave. Dans la scène de la multiplication des pains vous avez esquissé les grandeurs plus sublimes de l'adorable sacrement de nos autels. Aussi, Seigneur, nous saluons le miracle de Bethesda non seulement comme un mystère de puissance et de bonté, mais encore comme un prodige de SAGESSE.

III

S'il est vrai que la sagesse pénètre la nature de tout et ramène tout à l'unité, c'est au Verbe incréé et incarné, qui connaît les choses créées et scrute les profondeurs des choses de Dieu, qu'il appartient de produire des œuvres de sagesse. A lui de trouver les secrets rapports du fini et de l'infini et d'unifier, en vertu de sa puissance, dans des rapports de similitude, les choses temporelles et éternelles.

Or Notre-Seigneur, comme il s'en est manifestement expliqué lui-même le lendemain dans la synagogue de Capharnaüm, a fait de la multiplication des pains dans le désert un monument incomparable de sagesse. Il en a fait une figure splendide des excellences de l'Eucharistie et des dispositions avec lesquelles nous devons la recevoir.

I. Comme la multiplication des pains et mieux qu'elle, l'Eucharistie est un *chef-d'œuvre de puissance*. A la Cène, par lui-même, et à la messe, par le ministère de ses prêtres, Jésus parle, et ce n'est point du pain qui est rendu présent, mais Dieu lui-même sous les apparences du pain et du vin ! Ce n'est pas seulement un miracle qui s'opère mais une multitude de miracles : la substance du pain et du vin détruite et changée au corps et au sang du Sauveur ; les espèces sacramentelles détachées de leur sujet et supportées seulement par la puissance de Dieu : le Verbe incarné présent à la fois en des milliers de lieux partout où un ministre célèbre le saint sacrifice ; l'infiniment beau et grand renfermé sous d'humbles et chétives apparences ; l'infiniment actif réduit à l'immobilité ; le corps de Jésus invisible et impalpable à la manière des esprits, tout entier dans l'hostie et dans chaque partie de l'hostie ! *Quis loquetur potentias Domini !* (Ps. cii, 2.)

Comme la multiplication des pains et mieux qu'elle, l'Eucharistie est un *chef-d'œuvre de bonté* et l'extrême limite de l'amour, *in finem dilexit !* La terre est un désert pour l'homme tombé qui se souvient des cieux : il a faim de l'infini, de Dieu lui-même et Jésus a pitié de lui, *in finem dilexit !* Pour nous il s'abaisse aux dernières humiliations, il se cache pour mieux nous attirer

à lui. il veut s'immoler pour nous, demeurer avec nous, il veut être lui-même et vraiment la nourriture de sa créature, *accipite et manducate*, il veut lui-même nous rassasier, nous fortifier, nous réjouir, *in finem dilexit !* Ce n'est pas seulement à quelques milliers de personnes qu'il se donne, mais à tous les chrétiens, *venite ad me omnes*, à tous : riches et pauvres, savants et ignorants, grands et petits, *in finem dilexit !* Ce n'est pas seulement une fois ou deux qu'il opère cette merveille de bonté, *ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi*, il veut être la nourriture de l'humanité jusqu'à la fin du monde, *in finem dilexit !*

II. Ah ! si nous apportions au banquet eucharistique les dispositions des Juifs au banquet du désert, que de biens nous retirerions de la sainte Table !

Les Juifs de Bethesda désirent Jésus : ils font un long chemin pour le trouver ; ils se font guérir et instruire par lui : ils s'abandonnent à lui avec confiance ; ils lui sont tellement attachés que pour jouir de lui, ils oublient jusqu'aux premières nécessités de la vie : *pénitence, foi, confiance, amour, désir*, oh ! la belle préparation à la communion !

En mangeant le pain miraculeux les Juifs sont dans le saisissement, ils en goûtent la suavité avec un cœur tout ému de joie : *un recueillement plein de bonheur*, voilà le sentiment qui doit nous animer quand nous mangeons le pain des anges !

Ciel ! qu'elle fut belle l'action de grâces de ces Juifs privilégiés ! Ils offrent au Sauveur l'hommage d'une foi enthousiaste : « Celui-ci, s'écrient-ils, est vraiment le grand Prophète qui doit venir dans le monde ! » Ils lui donnent leur cœur, ils veulent le choisir pour roi. Chrétiens qui communiquez, imitez cette reconnaissance. Donnez à Jésus la royauté de votre cœur. Cette royauté-là il l'accepte ! Promettez-lui et gardez-lui *fidélité*. Fidélité complète : point de rapine dans l'holocauste. Fidélité constante, plus ferme que celle des Juifs qui, le lendemain, l'abandonnèrent ! Fidélité qui dure jusqu'à la mort !

Frères bien-aimés, voici venir un des plus solennels banquets eucharistiques, celui de Pâques, *erat autem proximum Pascha*. L'Eglise a distribué les chrétiens par groupes, par paroisses. Je demande à Dieu qu'une parole de saint Mathieu sur le prodige qui nous occupe soit réalisée en notre paroisse : *Manducaverunt omnes et saturati sunt*, tous mangèrent et furent rassasiés ! Ce sera notre honneur et notre bonheur pour le temps et l'éternité. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

La lettre suivante de Mgr l'Evêque de Chartres fait assez connaître les circonstances qui donnent quelque intérêt au décret du Saint-Office dont elle publie le texte.

LETTRE DE S. G. MONSIEUR L'ÉVÊQUE DE
CHARTRES AU CLERGÉ ET AUX FIDÈLES
DE SON DIOCÈSE

Nos très chers Frères,

Vers le milieu du mois de février de cette année, nous vîmes se présenter devant nous trois laïcs étrangers qui, avec beaucoup d'insistance et d'ardeur, venaient nous prier de vouloir bien « reconnaître et bénir un ordre nouveau formé par la très sainte Vierge elle-même. » On l'appellerait : *L'ordre des épouses du Sacré-Cœur de Jésus pénitent*, et nous étions vivement sollicité de permettre que, pour obéir à une volonté formelle de Jésus-Hostie, il fût établi dans un village de notre diocèse, à Loigny.

À l'appui de leur requête et pour preuve de ce qu'ils avançaient, à savoir : que le nouvel ordre, fondé miraculeusement par la sainte Vierge, devait, après avoir pris naissance à Etampes et avoir été transféré à Chartres, s'établir définitivement à Loigny, nos sollicitateurs invoquaient de prétendues révélations faites à une personne du nom de Mathilde Marchat, qui s'appellerait désormais, sur un ordre d'en haut : Geneviève du Sacré-Cœur.

Quelque étrange que nous parût une semblable proposition, nous voulûmes bien promettre de nous en occuper et de l'examiner. Mais, parce que tout dépendait de la nature des révélations dont le témoignage était invoqué, et que, d'autre part, ces révélations, grâce à un grand nombre de copies manuscrites, circulaient déjà dans le public, une commission fut nommée par nous pour en apprécier la valeur. C'est sur le rapport de cette commission que nous les avons condamnées comme fausses et dangereuses, en vertu de notre autorité épiscopale, dans une ordonnance datée du 8 mars 1888 et qui fut, par notre ordre, officiellement notifiée à Mathilde Marchat et à ses adhérents.

Cette femme, ayant refusé de se soumettre à notre décision, interjeta appel, et, comme c'était d'ailleurs son droit, porta sa cause devant le Saint-Siège. Toutefois, elle eût dû dès lors garder sur ses prétendues révélations le plus profond silence, mais elle ne tint aucun compte de l'injonction qui lui en fut faite de Rome même. Enfin la Congrégation du Saint-Office vient de rendre sur cette affaire un jugement définitif, par un décret rendu le 12 de ce mois, et qui confirme pleinement notre première sentence.

C'est ce jugement, N. T. C. Coopérateurs, que nous nous faisons un devoir, suivant l'ordre qui nous en a été donné, de porter à votre connaissance, et par vous à celle de vos fidèles.

Voici la lettre que nous adresse l'éminentissime cardinal, secrétaire de la Congrégation du Saint-Office :

« Illustrissime et Révérendissime Seigneur,

« Dans la cause relative à Mathilde Marchat et à son appel au Saint-Siège du jugement rendu contre elle par la curie épiscopale de Chartres, touchant ses prétendues révélations, les cardinaux

éminentissimes ayant, avec moi, charge d'inquisiteurs généraux, ont, le mercredi 12 du présent mois, décrété : que la sentence de la curie épiscopale de Chartres devait être confirmée, et ils ont ordonné en outre qu'il vous fût mandé de faire connaître publiquement qu'il n'est permis à personne d'aider et de favoriser Mathilde Marchat, d'adhérer à ses prétendues révélations ni de les propager; qu'il vous fût mandé également d'avoir à dissoudre la communauté, ouverte à Loigny, à des femmes qui ont l'audace d'adhérer aux dites révélations, contre toutes vos prescriptions.

« J'adresse à Votre Grandeur mes meilleurs souhaits devant le Seigneur.

« Rome, le 15 décembre 1888.

« Votre bien dévoué dans le Seigneur,

« R. CARD. MONACO.

« A Monseigneur l'Evêque de Chartres. »

En conséquence, N. T. C. F.,

1^o Nous maintenons et renouvelons dans toute sa teneur notre ordonnance épiscopale du 8 mars 1888.

2^o Nous déclarons de plus frappés d'interdit au sens de ladite ordonnance, et comme Mathilde Marchat elle-même, ses adhérents et ses adhérentes, ses fauteurs et tous ceux, prêtres, religieux ou laïques, qui lui prêteront aide et appui, soit en propageant ses prétendues révélations, soit en assistant aux réunions et exercices communs qui se font dans son habitation, soit enfin en contribuant par secours d'argent ou autrement à l'établissement d'une communauté à Loigny.

3^o Nous interdisons tout exercice religieux en commun dans la maison occupée par Mathilde Marchat, et nous ordonnons que l'association ou communauté qui s'y est formée sous le nom d'*Épouses du Sacré-Cœur de Jésus pénitent* soit dissoute, dans un délai de trente jours à partir de la notification qui en sera faite.

C'est avec douleur, N. T. C. F., que nous accomplissons ce devoir pénible de notre charge épiscopale, et nous supplions ardemment le divin Cœur de Jésus et Notre-Dame de Chartres de mettre fin aux opiniâtretés coupables qui nous affligent.

Et sera notre présente lettre lue en chaire, le jour de Noël ou le dimanche qui en suivra la réception.

Donné à Chartres, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing du secrétaire de notre évêché, le 23 décembre de l'an de grâce 1888.

L. EUGÈNE, évêque de Chartres.

Par mandement de Sa Grandeur,

J. ROUSSILLON, chan., secrét. gén.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Lorsqu'en vertu d'un indult on peut chanter trois fois par semaine la messe de *Requiem* aux fêtes doubles, y a-t-il, pour gagner l'indulgence de l'autel privilégié, obligation d'user de l'indult et de célébrer la messe de *Requiem*, de sorte qu'en chantant la messe

la saint du rit double, on ne puisse gagner l'indulgence de l'autel ?

Je ne saisis pas parfaitement ce qui est dit là-dessus dans l'*Ami du Clergé* au tome VIII, page 281. Les liturgistes de la Revue ne pourraient-ils pas nous donner de plus amples renseignements sur la question ?

R. — La solution que nous avons donnée au tome VIII nous semble très claire. Voici tout ce que nous avons dit :

« Pour gagner l'indulgence, on est obligé de célébrer la messe de *Requiem* les jours où les rubriques permettent de dire une messe de *Requiem*. Le cas a été décidé sur la demande de Mgr Jerphanion par un décret datant de 1848. »

Puis nous donnions ce décret obligeant absolument à dire la messe de *Requiem* toutes les fois que cette messe est permise par la rubrique :

« Enunciata decreta intelligenda esse de Missa defunctorum seu de *Requie*, quæ omnino in casu dicenda est quando a rubrica permittitur... » (22 juillet 1848, n. 5123.)

Nous en concluons que l'on est obligé de chanter la messe de *Requiem* aux doubles mineurs et aux doubles majeurs dans les églises où il est permis de célébrer en noir.

Vous nous objecterez peut-être que ce n'est pas la rubrique qui le permet, mais un indult particulier. Cela est vrai. Mais cette distinction est-elle bien importante ? Que cette permission vienne de la rubrique ou d'un indult, c'est toujours l'autorité ecclésiastique. Par là même que la messe de *Requiem* est permise, nous pensons qu'on doit la chanter pour gagner l'indulgence.

Nous ne prétendons pas que notre raisonnement soit absolument catégorique, mais il nous paraît très probable, et nous le maintenons au tome XI comme au tome VIII.

Q. — L'*Ami* voudrait-il donner quelques détails sur les trois enfants que l'on voit placé dans une cuve à côté de l'image de saint Nicolas ? Est-ce un fait historique ou une légende ?

R. — Voici la réponse de M. l'abbé Godard, qui avait fait une étude sérieuse de l'Iconographie chrétienne :

« Saint Nicolas, évêque et confesseur. Icône le plus commun peut-être après ceux de Jésus-Christ et de la sainte Vierge. Type traditionnel : Evêque : porte une longue barbe. Au près de lui, dans un objet dont la forme n'est pas bien déterminée, nacelle, baignoire ou cuveau, trois enfants. La raison de cet attribut n'est pas facile à trouver, vu l'obscurité de l'histoire du saint évêque.

A-t-on voulu représenter par là les trois jeunes filles que par sa libéralité il arracha à la prostitution ? Les trois jeunes hommes qu'il sauva de l'arrêt d'un juge inique ? Les trois princes que Constantin avait condamnés injustement, et dont il fit reconnaître l'innocence ? Ou bien les trois enfants qu'une femme avait tués, mis dans un sac, et que le saint ressuscita par ses prières ? Le peuple accepte de préférence cette dernière légende ;

et c'est peut-être à cause de cela que saint Nicolas est invoqué comme le patron des jeunes garçons. Sur certaines monnaies, saint Nicolas tient une balance dans laquelle on voit trois poids d'or pour rappeler les trois filles qu'il dota. » (Cours d'archéologie sacrée, t. 2, p. 479.)

Q. — 1° Que penser de la bénédiction d'une église et d'un cimetière faite avec de l'eau bénite du samedi de Pâques ou de la Pentecôte, *quoad validitatem et licitatem* ?

2° De la bénédiction d'une maison neuve avec cette eau ?

R. — Ad I. Il faut penser qu'on a eu tort d'employer cette eau bénite, par la raison que le Rituel romain ne le dit pas. Quand le Rituel se tait, on doit se servir de l'eau bénite ordinaire, et non d'une autre.

Mais nous ne croyons pas que ce manquement affecte la validité de la bénédiction. C'est seulement illicite.

Ad II. Pour la bénédiction d'une maison neuve on ne devait pas non plus employer l'eau bénite du samedi de Pâques ou de la Pentecôte, attendu que le Rituel romain a une bénédiction spéciale pour ce cas, bénédiction qui est différente de celle de Pâques ou de la Pentecôte.

Q. — L'encensement est-il requis pour la bénédiction d'une fosse dans un cimetière non béni ?

R. — Oui, l'encensement est requis dans ce cas, non seulement pour la sépulture des enfants, mais encore pour celle des adultes.

Q. — Faut-il doubler l'antienne *Exultabunt* à la levée du corps, comme vous l'avez dit dans le troisième volume.

R. — Non. L'*Ami du Clergé* avait en vue l'antienne *Exultabunt* du commencement des Laudes. L'antienne *Exultabunt* de la levée du corps ne se double jamais.

Q. — Peut-on se servir du rochet pour donner la sainte communion *extra missam*, etc. ?

R. — Le rochet proprement dit est un vêtement d'honneur réservé aux évêques et aux prélats. On ne peut pas s'en servir pour donner la sainte communion, ni pour l'administration des sacrements, ni pour aucune fonction qui requiert le surplis.

On doit avoir le surplis pour donner la sainte communion et administrer les sacrements.

Q. — Dans les paroisses qui ont pour patron principal saint Martin évêque, quand doit-on faire l'octave ? Est-ce à la fête du 11 novembre, ou bien est-ce à la fête de la translation de ses reliques le 4 juillet ?

R. — On doit déjà la faire certainement à la fête du 11, car la fête du patron principal a par elle-même une octave comme on le voit dans les rubriques générales du bréviaire.

Quant à la fête du 4 juillet, on peut aussi la célébrer avec octave, si telle est la coutume, ou si le Saint-Siège l'a concédé.

Q. — La barrette est-elle vraiment obligatoire ?

R. — La rubrique la prescrit formellement. Elle dit que le prêtre s'avance vers l'autel *capite cooperito* (Ritus celebrandi missam, tit. 2, n. 4); que s'il passe devant le grand autel, il fait une révérence *capite cooperito* (même endroit); que s'il passe devant un autel où se fait l'élévation, ou bien où se distribue la sainte communion, il fait la gémflexion et adore le très Saint-Sacrement la tête découverte, *delecto capite* (même endroit); qu'arrivé au bas de l'autel, il se découvre et donne la barrette au servant, *caput detegit, biretum ministro porrigit* (même titre, n. 2); qu'à la fin de la messe, il fait la révérence à l'autel, puis reçoit la barrette de la main du servant et se couvre, *accipit biretum a ministro, caput cooperit*.

La rubrique est donc formelle.

De plus, elle a été confirmée par un décret de la Sacrée Congrégation des Rites en date du 14 juin 1845, n. 5018.

Vous êtes étonné qu'elle soit si souvent violée. Nous ne le sommes pas moins que vous.

Q. — Pour la Fête-Dieu, y a-t-il obligation de faire l'exposition d'un jeudi à l'autre, ou bien peut-on la faire du dimanche dans l'octave au dimanche suivant ?

R. — Nous avons déjà dit et prouvé qu'en droit on devrait faire l'exposition d'un jeudi à l'autre.

Mais en fait il en est autrement dans beaucoup de diocèses. Devrait-on revenir au droit ? C'est une question pratique qu'il ne nous appartient pas de trancher.

Du reste, nous sommes persuadés qu'en beaucoup de paroisses, on n'y viendrait que difficilement. Nous ne disons pas qu'on n'y *reviendrait*, parce qu'on n'y est jamais venu. Dès l'année du Concordat, on a commencé les expositions le dimanche et on les a terminées le dimanche suivant. Les habitudes sont invétérées. Il serait difficile de les détruire, du moins dans un très grand nombre de paroisses. Nous en avons vu de nos yeux des preuves convaincantes.

Q. — Un prêtre qui, à raison de la faiblesse de la vue, a la permission de dire la messe de *Beata*, doit-il varier cette messe selon le temps ou bien dire toujours la même, c'est-à-dire celle de la Pentecôte à l'Avant ?

R. — Il est libre de faire l'un ou l'autre, conformément à une décision de la Sacrée Congrégation des Rites en 1823. Le maître des cérémonies de la cathédrale de Palerme avait exposé :

« An dictus sacerdos (cœcus) possit semper celebrare missam votivam D. M. V. a Pentecoste ad Adventum, vel assignatam secundum tempus ? »

La Sacrée Congrégation répondit : *Affirmative*. (12 avril 1823, n. 4504, ad XI.)

Q. — 1° Pourquoi saint Pierre est-il représenté assis sur son trône avec un bras en écharpe soutenant les clefs ?

2° Quelles sont les règles à suivre pour l'ordre, le nombre, etc., des Oraisons des Messes — chantées — basses ?

Ad I. Cette attitude de saint Pierre dans un grand nombre de ses statues, est celle de la statue qui se trouve dans la Basilique Vaticane. Cette statue remonte jusqu'au cinquième siècle. Elle reste depuis cette époque le modèle sans cesse imité par les artistes chrétiens. La dignité toute romaine qui ressort de tout l'ensemble convient admirablement au sujet. Le Prince des Apôtres est assis dans sa chaire inébranlable dont les lignes accusent la force sans exclure la grâce. Il est drapé à la romaine dans ce costume qui prête tant à l'art. Il a cette grande majesté du visage, de la pose, du geste, qui donne l'idée de la suprême autorité. De la main, qui repose sur le bras de la chaire, il tient les clefs qui sont l'enseigne de sa souveraine puissance. On conçoit que ce type si achevé ait constamment été imité.

Ad II. Pour répondre à cette question générale, il faudrait faire tout un traité. D'ailleurs les règles communes sont parfaitement connues. Nous avons déjà résolu beaucoup des cas qui offrent des difficultés. Si notre correspondant veut bien nous soumettre en particulier ceux qui l'embarasseraient, nous ferons en sorte de les résoudre.

Q. — 1° J'ai promis une messe à jour fixe. Puis-je la faire dire ce jour-là par un confrère parce que je suis empêché ou parce que j'en dis une autre dont les honoraires sont plus élevés ? J'ai laissé croire que je disais moi-même la messe annoncée.

2° Un protestant est guéri d'un cancer à Lourdes et il reste protestant sous prétexte que la Ste-Vierge bénit tous les croyants de bonne foi. Expliquez-moi ce mystère ?

3° Un particulier qui a fait bâtir une église entièrement à ses frais et qui est déclarée chapelle de secours, doit-il de préférence la léguer à la fabrique ou à la commune ?

4° Est-il permis de poser l'enfant baptisé sur l'autel de la Vierge pour le consacrer à Marie ?

5° Le dernier évangile de la messe du jour de Noël ne doit-il pas être *Cum natus esset*, de l'Épiphanie ? Pourquoi n'est-il pas indiqué au Missel ?

R. — Ad I. C'est une affaire à régler à l'amiable avec la personne à qui vous avez promis. Mais vous ne pouvez lui laisser croire que vous dites la messe promise, quand, en réalité, vous ne la dites pas.

Il serait difficile peut-être de lui proposer de renvoyer la messe à un autre jour parce qu'on vous offre pour ce jour-là des honoraires supérieurs. Très bien : mais alors, tenez-vous en à ce que vous avez promis et dites à l'autre personne que vous êtes engagé, qu'elle veuille bien accepter un autre jour.

Ad II. Il n'y a aucun mystère à ce que la Sainte Vierge guérisse des protestants qui s'adressent à elle. A Constantinople, elle guérit de nombreux musulmans. Certainement le but de ces miracles

est de faire éclater sa puissance aux yeux de ceux qui en bénéficient ou qui en sont les témoins, afin qu'ils reconnaissent que la vérité se trouve dans l'Eglise où ils vont chercher et voient se produire ces miracles.

Quant à ce protestant qui, guéri à Lourdes, reste protestant, nous ne devons pas nous en étonner. Les miracles laissent aux hommes la possibilité de ne pas croire. Que de Juifs virent les miracles de N.-S. et demeurèrent dans leur incrédulité ! Mais la raison dont il cherche à étayer son refus de répondre à la grâce, est une mauvaise raison doublée d'un sophisme.

C'est une mauvaise raison, parce que le miracle de sa guérison n'a été obtenu que par le culte de la Sainte Vierge et de son Immaculée Conception, lequel n'existe que dans l'Eglise catholique. Ce miracle est donc la preuve que la vérité se trouve dans l'Eglise catholique : la force de cette démonstration et le souci de son salut lui font donc une obligation d'entrer dans l'Eglise catholique. La reconnaissance envers sa bienfaitrice lui ferait, à elle seule, un devoir d'entrer dans cette Eglise où elle se révèle si visiblement.

Le sophisme consiste en ce qu'il s'appuie sur un principe qui est vrai quand il est bien compris et bien appliqué, savoir que la Sainte Vierge bénit ceux qui sont de bonne foi. Mais, dans le cas particulier, est-il dans la bonne foi celui qui, sollicité par un miracle fait en sa faveur, se refuse à venir là où ce miracle même lui fait voir que réside la vérité ?

Ad III. A la fabrique. Voir les consultations de jurisprudence civile.

Ad IV. C'est là une pieuse coutume que rien ne prohibe.

Ad V. Cet évangile est indiqué par la rubrique qui se trouve à la fête même de Noël après la messe de minuit :

Q. — Dans une paroisse de ma connaissance, certaine mère de famille, d'une rouerie peu commune, exerce le métier lucratif de pythonisse. Joignant très pieusement le sacré au profane, elle recommande aux clients de toute condition qui lui viennent en nombre de tous côtés, non seulement l'usage de certains médicaments naturels, et, en particulier, de je ne sais quelles herbes soi-disant médicinales, mais aussi le recours à certaines formules de prières, et la célébration de messes, et le pèlerinage à Notre-Dame de Lourdes, et des ex-voto, etc. L'air de piété la fait regarder comme une *sainte* par mainte personne de sa localité, d'autant qu'elle sait de loin en loin, suivant les circonstances, faire montre du plus pur désintéressement ; c'est encore là, aux yeux des naïfs, ce qui lui donne tant de crédit auprès de Dieu, que, grâce à ses ferventes prières, elle en obtient la guérison ou du moins l'amélioration de maladies désespérées, la cessation de la mortalité du bétail, le recouvrement d'objets perdus, la connaissance des personnes qui veulent du mal au client et lui ont donné tel mal ou qui ont causé telle perte, telle maladie dans son bétail, la connaissance de ce qui *hic et nunc* se passe à distance, serait-ce en Amérique !!! Parfois même, avant de prononcer ses oracles, elle s'élève de terre et paraît comme en extase, m'a dit un homme qui a été la consulter et qui trouve qu'on a grand tort de persécuter cette personne de Dieu !!!

Il y a plusieurs années la police s'émnt du grand concours de gens superstitieux dont bénéficie cette charlatane, mais les preuves matérielles lui firent défaut pour la condamner.

Cela étant, son curé s'est borné, en public, à la refuser une fois comme marraine pour un baptême, *ratione malæ famæ* ; il n'a jamais osé lui refuser publiquement la sainte communion.

1^o A-t-il bien ou mal fait ?

2^o Que faire à l'avenir, comme confesseur, comme curé ?

3^o Les prêtres à qui l'on offre des messes à dire sur la recommandation de notre sainte, peuvent-ils les recevoir sciemment ?

R. — Cette personne mérite-t-elle le nom de pythonisse ? Cherche-t-elle vraiment à tromper le peuple par une fausse sainteté ? Passe-t-elle du moins, aux yeux du public, pour une personne mal famée, et qui peut être mise au rang des personnes scandaleuses, auxquelles l'Eglise n'accorde pas les sacrements ?

Telles sont les questions générales auxquelles tout d'abord il faudrait répondre avant d'arriver aux questions particulières qui nous sont posées.

Or il est facile de comprendre que nous ne pouvons pas donner ici une réponse catégorique aux questions générales : et cela pour deux raisons.

La première c'est que nous n'avons pas tous les éléments nécessaires pour juger en connaissance de cause, dans une matière bien délicate et bien difficile.

De ce que cette personne fasse un métier lucratif : de ce qu'elle donne des remèdes naturels, des herbes médicinales ; de ce qu'elle conseille des prières, des messes, des pèlerinages, on ne peut pas conclure rigoureusement contre elle, au moins, *per se loquendo*. Je dis *per se loquendo*, parce que certaines circonstances superstitieuses pourraient vicier ces diverses actions, qui, par leur nature, ne sont pas mauvaises, ou même sont excellentes. En serait-il ainsi dans le cas présent ? On ne le dit pas.

L'opinion de sainteté dont jouit cette personne, lors même qu'elle ne serait pas fondée, n'est pas en soi une raison suffisante de juger qu'elle est indigne. Il faut en dire autant de la persuasion des fidèles, qui attribuent à la vertu de ses prières diverses faveurs obtenues de Dieu d'une manière plus ou moins extraordinaire.

Cependant d'autres choses inspirent plus particulièrement une légitime défiance : telles que la déconverte et l'indication des personnes qui ont causé du mal ou qui veulent du mal à une autre personne dans sa santé ou dans ses biens ; la connaissance des choses qui se passent à une grande distance, voire même en Amérique. Ceci sent bien fort la supercherie, ou quelque chose de pire encore. L'extase à laquelle prétendrait parfois cette illuminée, surtout au moment de prononcer ses oracles, ne pouvant raisonnablement être attribuée à l'action divine, vu toutes les circonstances, nous inclinerait, davantage encore, à ne pas la juger d'une manière favorable.

Mais nous ne jugerons pas, parce qu'il ne nous appartient pas de juger. C'est la seconde raison que nous avons de ne pas répondre pleinement aux questions générales.

En effet, c'est à l'autorité à juger. L'évêque doit être informé des faits. C'est à lui à prononcer, ou s'il juge prudent de suspendre son jugement, de tracer au curé la conduite à tenir à l'égard de cette personne. Ce recours à l'évêque s'impose dans la circonstance, parce que la chose est publique et que la police elle-même s'en est émue.

Cela posé, et sauf décision contraire émanée de l'autorité, nous répondrons aux questions particulières.

Ad I. Le curé qui a refusé d'accepter cette personne pour marraine et qui n'a pas osé lui refuser la communion a-t-il bien agi ?

Nous n'oserions certes lui faire un reproche d'avoir refusé à cette personne l'honneur d'être marraine. Mais il faut être conséquent et, pour être conséquent, il ne doit pas non plus l'admettre, au moins publiquement à la communion. La raison qu'il invoque, *ratio malæ famæ*, pour lui refuser l'honneur d'être marraine, vaut également et même *a fortiori* pour le refus de la communion.

Ad II. Que doit faire le curé, comme confesseur ? Le devoir du confesseur est d'interroger cette personne et de l'amener par douceur d'abord, et au besoin de l'obliger sous peine de refus de l'absolution, à lui découvrir toutes les pratiques auxquelles elle se livre, et qui attirent sur elle l'attention publique. Qu'il cherche soigneusement à pénétrer ses intentions, ses dispositions intimes.

S'il trouve des pratiques superstitieuses, de la supercherie, de l'hypocrisie, surtout cette hypocrisie qui simulerait la sainteté au profit de l'orgueil et du lucre, il devra obliger la pénitente à renoncer à tout cela, sous peine de refus de l'absolution. Au contraire, s'il découvre une certaine bonne foi, fruit d'une ignorance ou d'une illusion plus ou moins grossière ou coupable, il doit avertir la pénitente, l'instruire, la détacher de ces pratiques dangereuses et scandaleuses, et ensuite l'absoudre, s'il la trouve docile et bien disposée.

Ad III. Les prêtres à qui on offre des messes à dire, sur la recommandation de cette personne, peuvent-ils les accepter ? On ne voit pas pourquoi ils ne le pourraient pas. Cette recommandation est tout à fait extrinsèque à l'acceptation et à la célébration du saint sacrifice : elle n'en modifie pas les fins générales, ni elle ne fait pas sans doute que la fin particulière pour laquelle le saint sacrifice est demandé, soit mauvaise. Le prêtre suppose toujours, et avec raison, que la fin particulière que se proposent les fidèles qui demandent des messes est bonne : et il en est ainsi, selon toute apparence, dans le cas présent. Celui qui ferait célébrer une messe pour une fin mauvaise, pécherait gravement ; mais non le prêtre, qui n'aurait pas connaissance de cette fin mauvaise.

Cependant le prêtre ferait bien de s'enquérir de

l'intention particulière de la personne qui demande une messe, dans le cas où il aurait un motif sérieux de craindre que cette intention ne fût mauvaise.

Q. — Le supérieur d'une congrégation d'hommes, à vœux simples, a plusieurs fois, *mais en vain*, demandé à l'évêché, les lettres testimoniales, pour les jeunes gens qui désirent entrer dans la congrégation. Le décret du 25 janvier 1848 est-il annulé ? et par quel nouveau décret ?

R. — Tout ce qui regarde la réception des postulants à l'habit religieux, aussi bien dans les communautés à vœux simples que dans les ordres religieux proprement dits, est réglé par le décret du 25 janvier 1848. Aucun décret postérieur n'est venu modifier la législation canonique sur ce point. On ne doit pas admettre un postulant à l'habit religieux, s'il n'est muni de lettres testimoniales, signées par l'Ordinaire du lieu de sa naissance, et par celui du diocèse dans lequel il a habité pendant plus d'un an après sa quinzième année révolue.

Les Ordinaires, après avoir pris des informations même secrètes et tous les renseignements nécessaires, doivent mentionner dans leurs lettres ce qu'ils savent des qualités du postulant, de son âge, de ses mœurs, de sa conduite, de sa réputation, de sa condition, de son éducation, de son instruction. Ils doivent indiquer s'il a été l'objet de quelque poursuite judiciaire, s'il est lié par quelque censure, irrégularité ou autre empêchement, s'il est grevé de dettes, obligé de rendre compte de quelque administration qui lui aurait été confiée. Le pape déclare que la conscience des évêques est engagée à rendre ce témoignage selon la vérité et *qu'ils ne peuvent refuser ces lettres testimoniales* : « Et sciant Ordinarii eorum conscientiam super veritate expositorum oneratam romanere, nec ipsis unquam liberum esse hujusmodi testimoniales litteras denegare. »

La sacrée Congrégation des Réguliers a donné quelques explications sur ce décret :

1^o Une lettre privée suffit ; il suffit également que l'évêque témoigne des qualités du postulant en général, et sans entrer dans le détail de chaque chose ; mais dans ce cas les supérieurs doivent, par une autre voie, faire une enquête sur les qualités requises par le droit.

2^o On peut procéder à la vêtue et à la profession, si l'Ordinaire déclare ne pas connaître le sujet ; mais dans ce cas il faut suppléer aux lettres testimoniales par d'autres informations sûres, et accomplir les prescriptions du droit. On prolongera jusqu'à trois mois le temps de la *postulance*, afin de mieux connaître le sujet.

3^o On tiendra la même conduite à l'égard des *soldats* que l'évêque ne connaît pas et sur lesquels il ne peut prendre aucune information dans l'armée. On recourra à d'autres informations et on prolongera le temps de la *postulance* jusqu'à trois mois.

4^o Si l'Ordinaire refusait des lettres testimo-

iales, parce qu'il n'approuve pas la vocation, on peut recourir à la S. Congrégation des Evêques et réguliers ¹.

Q. — « Ex privilegio collato Bullâ Julii Pp. II, et in perpetuum confirmato a Leone Pp. X, canonici abnæ thedralis basilicæ Lauretanæ habentur Familiares et commensales perpetui summ. Rom. Pontificum pro tempore existentium. »

Pourriez-vous me dire quels sont les droits et privilèges qui résultent de ce titre de *Familier* et *Commensal* de Sa Sainteté ?

Est-ce ainsi qu'il faut traduire en français ce titre ?

R. — *Familier* est un nom fort commun en Italie, et il signifie la même chose que *commensal* parmi nous, mais dans un sens plus étendu : il comprend en effet tous les domestiques et tous ceux qui sont aux gages d'un prélat. « Familiares appellamus, dit Gomez, qui actu deserviunt et connum in domo commensalitatem habent. »

On lit dans le Sexte : « Familiarium nomine intelligi debeat illi qui vel patriæ potestati subijciuntur, vel dominicæ et expensis Domini continentur aluntur, indeque commensales dicuntur ². » Il faut donc deux choses pour constituer la *familiarité* au sens canonique du mot : un *service fait* d'un commun consentement de celui qui le fait et de celui qui en bénéficie, et l'*entretien* accordé par ce dernier au premier *in pecunia, victu et habitatione*.

Les *familiars* du pape sont donc les serviteurs du Souverain-Pontife, les ecclésiastiques qui remplissent quelques fonctions auprès de lui et auxquels il accorde la nourriture, le logement et une indemnité pécuniaire. Ils jouissent de certains droits que nous allons énumérer plus bas.

Il est d'autres personnages qui ne reçoivent du pape ni la nourriture, ni le logement, mais qui sont déclarés par lui *familiares et commensales*. Quamvis enim illi revera non sint commensales papæ, nec ullam partem victus illorum aliqui ab eo recipiant, tamen ex quo ipse Papa vult quod debeantur pro veris familiaribus et continuis commensalibus, perinde est ac si realiter essent tales ³. » Ils jouissent donc des mêmes droits que les autres.

Quels sont donc les privilèges accordés par le pape à ces *familiars* du pape ? En voici l'énumération d'après Ferraris : « Familiares papæ sunt exempti a solutione pretii pro expeditione litterarum pro suis beneficiis. — Exempti sunt a gabellis et ceteris oneribus cameralibus. — Familiares papæ non residentes possunt percipere fructus beneficiorum... tamen non percipiunt in abstentia distributiones quotidianas ⁴. »

Q. — L'*Ami du Clergé* voudrait-il m'éclairer immédiatement sur un point douteux, à savoir : Si, à la fête de la Propagation de la Foi, voire même à la fête de la Sainte-Enfance, pour gagner l'indulgence, la messe dite en ces occasions doit être dite *spécialement* pour les associés vivants ou défunts, ou si la messe à laquelle assistent les associés peut être dite pour des *particuliers*.

R. — Il y a deux sortes d'indulgences qu'on peut gagner au jour de la fête de la Propagation de la Foi. Il y a d'abord une indulgence plénière aux conditions ordinaires, confession, communion et visite. Par une concession du 17 octobre 1847, les associés des deux sexes qui vivent en communauté peuvent gagner toutes les indulgences de la Propagation de la Foi en visitant l'oratoire, même privé, ou la chapelle de la maison dans laquelle ils se trouvent. Cette fête de la Propagation de la Foi, pour jouir de l'indulgence plénière, doit être célébrée, soit un des jours indiqués dans le catalogue imprimé sur la couverture des *Annales*, soit un autre jour, mais avec la permission de l'Ordinaire. La messe peut être dite à n'importe quelle intention.

Il y a une autre indulgence plénière qui peut être gagnée une fois l'an, le jour de la commémoration générale de tous les associés défunts. Chaque paroisse est libre de choisir à son gré le jour de la commémoration de ses associés défunts. Cette cérémonie suppose une messe dite pour les associés défunts, comme l'indique clairement le rescrit du 17 octobre 1847 ; les associés, pour gagner l'indulgence plénière, sont tenus à la confession, à la communion et à la visite de l'église où se célèbre la commémoration ; mais ils ne sont pas tenus à l'assistance à la messe célébrée pour les associés défunts ¹.

Pour ce qui regarde les indulgences de la Sainte-Enfance, nous trouvons dans le catalogue les deux dispositions suivantes :

1^o Indulgence plénière aux associés qui *assisteront*, entre Noël et la Purification, à une messe dite pour tous les associés vivants.

2^o Indulgence plénière à gagner par tous les associés qui *assisteront* entre le deuxième dimanche après Pâques et la fin du mois de Marie à une messe dite pour les associés défunts. — A chacune de ces messes les associés doivent prier pour les associés soit vivants soit défunts.

Il faut donc, pour gagner ces indulgences plénières, assister à une messe dite pour les associés vivants ou défunts et y prier pour eux.

Il y a en outre une indulgence plénière attachée à la fête des patrons de l'œuvre ; mais l'assistance à la sainte messe n'est pas requise pour la gagner.

Q. — Les images du Sacré-Cœur portent ordinairement une petite prière indulgenciée, il y a même indulgence plénière au bout du mois. Mais pour la gagner quelques auteurs demandent que l'image soit exposée publiquement à la vénération.

¹ Rescripta auth. S. C. Indulg. 17 oct. 1847, p. 279, n. 366, et 10 septembre 1850, p. 286, n. 371.

¹ Lucidi, de Visit. SS. LL. t. II, p. 86 et 97-98, Gautreuil, Traité de l'Etat religieux, t. I, p. 267. Nouvelle édition. Bouix, Tractatus de Jure regularium, t. I, p. 575, tit. secunda.

² De verb. sign. cap. ult. in 6^o.

³ Gonzalez, ad Reg. 8 Cancell.

⁴ Ferraris, v^o Familiares, n. 1-18. Cf. Migne. Dictionnaire de Droit canon, v^o Familiars.

1^o Cette clause de l'exposition publique est-elle réellement une condition essentielle ?

2^o Une image placée dans une salle à manger, une chambre à coucher, une cuisine, exposée à la vue de tous ceux qui y entrent, pourrait-elle être regardée comme exposée publiquement ?

R. — Vous confondez deux choses fort distinctes. Pour accroître toujours de plus en plus la dévotion envers le Sacré-Cœur de Jésus, Pie VI, par un rescrit du 2 janvier 1799, daté de Florence, accorda à tous les fidèles du monde catholique, une indulgence de sept années et de sept quarantaines pour chaque fois qu'avec un cœur contrit, ils visiteront dévotement l'image du Sacré-Cœur de Jésus *exposée à la vénération publique dans une église, dans un oratoire, ou sur un autel quelconque*. Ils devront aussi y prier pendant quelque temps suivant l'intention du Souverain-Pontife¹. »

D'autre part, plusieurs invocations en l'honneur du Sacré-Cœur ont été enrichies d'indulgences partielles et d'une indulgence plénière à la fin du mois. Assez souvent on imprime ces invocations au bas de l'image du Sacré-Cœur : mais on peut gagner les indulgences en récitant la prière n'importe où, même en l'absence de l'image. Si l'on veut gagner l'indulgence attachée à la visite de l'image, il faut remplir les conditions énumérées plus haut, c'est-à-dire visiter une image du Sacré-Cœur exposée dans une église, un oratoire ou sur un autel quelconque et y réciter quelques prières vocales suivant l'intention du Souverain-Pontife.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — La déclaration à la poste d'une valeur renfermée dans une lettre donne droit, sauf le cas de *force majeure*, au remboursement intégral du montant de la déclaration. (*Loi du 4 juin 1859. et loi du 25 janvier 1873, art. 10.*)

Cela admis, un fabricant désire avoir un commentaire un peu étendu sur ces mots : « *sauf cas de force majeure.* »

R. — Des commentaires étendus sur ces mots, le bon fabricant dont on nous transmet le désir les trouvera dans les codes annotés sous les articles 1148, 1302, 1382 et beaucoup d'autres du code civil. Pour le cas spécial de la poste, il lui suffira de consulter le premier receveur venu : chose qui est absolument en dehors de nos attributions. Tout ce que nous pouvons dire c'est que l'expression de *force majeure* est presque toujours associée à celle de *cas fortuit* ; et même quand le législateur n'emploie que l'une, l'autre doit être sous-entendue. Elles n'ont pas cependant toutes deux la même signification. La force majeure, en effet, est une force à laquelle on ne peut résister, mais qui dérive d'une volonté légitime ou illégitime. Le cas

fortuit est un événement qui arrive par le pur effet du hasard et indépendamment de toute volonté. Au surplus, l'effet du cas fortuit est le même que celui de la force majeure : il consiste, en général, à annuler toute responsabilité. Mais dans toutes les circonstances, c'est au juge qu'il appartient d'apprécier en fait si la cas fortuit existe ou si la force majeure peut être invoquée comme une cause d'extinction de l'obligation.

Q. — Que faire lorsqu'on veut restaurer une église ? Quelles pièces faut-il fournir ? Ce sera bientôt mon cas.

R. — Si le montant des travaux doit dépasser cent francs dans une paroisse de moins de mille habitants ou deux cents francs dans une paroisse de mille ou de plus de mille habitants, le conseil de fabrique, après avoir décidé l'entreprise, fait dresser des plans et devis pour être soumis au préfet. Ce n'est qu'après l'approbation formelle de ce fonctionnaire que les travaux peuvent être adjugés, dans la forme ordinaire, c'est-à-dire après adjudication au rabais ou par soumission, après trois affiches renouvelées de huitaine en huitaine (*art. 42 du décret du 30 décembre 1809*), et exécutés.

Si le montant des travaux devait dépasser trente mille francs, les plans et devis doivent de même être adressés au préfet ; mais les travaux ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu l'approbation du ministre des cultes.

Ces règles sont applicables, soit que la fabrique pourvoie aux dépenses sur ses propres ressources, soit que les fonds lui soient fournis par des tiers, des bienfaiteurs, soit enfin qu'un secours lui ait été alloué par la commune, mais sans qu'aucune condition ait été imposée à cette allocation, et sans que l'emploi en ait été affecté à aucune destination spéciale. Nous n'avons pas besoin de dire qu'avant toute démarche civile, il est de toute convenance d'en référer à l'évêque diocésain, de prendre son conseil et de suivre sa direction. Le droit de l'évêque en cette circonstance est naturel et incontestable ; celui que s'arroge le pouvoir civil est usurpé, et nous ne devons que le subir.

Q. — Nouveaux procédés d'un maire écarlate pour se défaire de son curé.

1^o Un jour de fête paroissiale, pendant que la procession sort de l'église, le battant d'une cloche se détache et, tombant sur la tête d'une personne, la tue raide. Évidemment le pauvre curé n'y est pour rien. Cependant, malgré la famille de la dite personne qui proteste, le maire fait poursuivre d'office et le juge de paix condamne le curé. Comment donc et de quel droit ? que vous en semble ?

2^o Pour crèche de Noël, le sacristain, de son chef, et à l'insu du même curé, prend quelques branches de sapin dans le cimetière. Puis, interpellé par le même maire, il affirme qu'il n'a agi que sur l'ordre du curé. Naturellement celui-ci proteste : il n'y a d'ailleurs contre lui que le témoignage intéressé, mensonger et insuffisant du sacristain : ce qui ne l'empêche pas d'être traduit à la barre du même juge de paix et condamné. Pourquoi donc encore et de quel droit ?

Conséquence cherchée, prévue : pour avoir la paix, le

¹ *Recueil de prières*, par le chanoine Pallard, p. 185.

uré s'en va. Prière de me donner votre avis sur tout cela.

R. — Du moment que le curé s'en va, notre avis ne peut avoir qu'un intérêt rétrospectif. Nous ne donnons cependant pour le cas où pareilles aventures lui arriveraient dans son nouveau poste.

D'une manière générale, on peut être déclaré responsable des dégâts commis par ses serviteurs et ses enfants mineurs; la loi est formelle sur ce point. Mais un sonneur de cloches et un sacristain ne sont pas les serviteurs du curé, mais bien de l'église. Sans doute, ces employés sont à la nomination du curé dans les paroisses rurales, mais ils sont payés par la fabrique. Pour ce motif, si quelqu'un pouvait être considéré comme responsable, c'était le conseil de fabrique, tout au moins le bureau des marguilliers, et nullement le curé à l'exclusion des autres administrateurs.

Pour le cas du battant de la cloche qui se déboîte et tue une personne, ce que nous disons de l'irresponsabilité personnelle du curé est hors de doute. Ce n'est pas lui seul, mais tout le conseil et spécialement les marguilliers qui sont chargés d'administrer le temporel de l'église, de veiller à l'entretien de tous les objets du culte.

En attaquant exclusivement le curé, le maire déplaçait les responsabilités par un abus de pouvoir; il était lui-même responsable à l'égard du curé, dans ce sens que la cloche sert également à certains usages profanes dont il est le directeur, depuis la récente loi municipale.

En outre, le maire était incompétent pour attaquer d'office; il ne représente pas le ministère public, et il ne représentait pas davantage les personnes lésées qui, loin de se plaindre du curé, protestaient contre l'attaque dont il était l'objet. Le juge de paix lui-même était incompétent dans l'espèce. Mais il était écrit que, dans cette circonstance, la justice de paix et la magistrature municipale, feraient assaut de passion, de bêtise et d'iniquité. Notre correspondant ne dit pas l'attitude qu'il a prise devant les tribunaux; mais il aurait dû plaider l'incompétence, et, après la sentence, la déférer à la cour de cassation.

Entre parenthèses, rappelons à nos confrères que les juges de paix ne redoutent rien tant que de voir leurs jugements référés à la cour suprême, surtout quand ces jugements, comme celui-ci, appartiennent à la passion ou à la haute fantaisie. Jugeant sans appel, ils ne relèvent que de la haute cour, et ils appréhendent de passer pour des farceurs ou des imbéciles: ce qui est ennuyeux et compromettant. Lors donc qu'un curé est menacé d'un juge de paix à propos de quelque vaine traverserie ou de sornettes, qu'il dise hautement qu'il en appellera à la cour de cassation et neuf fois sur dix il apaisera la tempête.

Pour le second cas, celui du sacristain qui débouche des branches de sapin au nom du curé, si le fait était vrai, il y aurait une certaine responsabilité encourue, parce que le curé seul, en cette cir-

constance, pouvait donner des ordres puisqu'il s'agissait d'une cérémonie de dévotion, d'un petit monument qu'il dépendait de lui seul de commander ou de défendre. Mais de la part du juge, comme de la part du maire, il y avait le même esprit de haine et d'iniquité: ils se sont montrés également méprisables dans les deux cas. Quant au sacristain qui s'est fait le calomniateur de son curé, il devait être immédiatement expulsé du service de l'église comme indigne d'approcher les autels et d'entretenir des relations avec les ministres de Dieu.

Notre correspondant ajoute qu'il quitte la paroisse, il a bien fait: *cùm persecuti ros fuerint in civitate ista, fugite in aliam*.

Q. — Le maire peut-il se faire représenter à la fabrique par son adjoint pour la séance de *Quasimodo*; et la fabrique est-elle en droit de se refuser à établir son budget et son compte-rendu en présence de l'adjoint?

R. — Incontestablement. L'article 42 du décret du 30 décembre 1809 le dit en termes formels. Après avoir désigné le curé et le maire comme membres de droit du conseil, cet article ajoute: « Il (le maire) pourra s'y faire remplacer par l'un de ses adjoints. » La conséquence immédiate est que, si l'adjoint délégué par le maire a le droit d'assister à toutes les séances du conseil de fabrique, le conseil de fabrique n'a pas le droit de se refuser à établir ses comptes et budget sous prétexte que le maire n'assiste pas à la séance. Agir autrement serait absolument illégal. Le conseil doit avoir un ordre du jour pour chaque séance, et cet ordre du jour doit être suivi abstraction faite des individus présents.

Q. — A la suite de réparations qui ont l'en dans les locaux scolaires, l'image du Christ a été enlevée des salles d'école. J'insiste en particulier et en public pour qu'elle y soit rétablie conformément au vœu unanime de tous les chefs de famille. Le maire et l'instituteur prétendent que je demande une chose contraire à la loi. Je soutiens le contraire et je demande au maire pourquoi, en supposant qu'il ait raison au point de vue juridique, il ne tolère pas dans l'école des garçons ce qu'il tolère dans l'école des filles où le crucifix est encore. Je prie le cher *Ami du Clergé* de vouloir bien dire si le maire et l'instituteur ont pour eux la légalité comme ils prétendent.

R. — Les lois scolaires ne portent pas cette prohibition, pas plus qu'elles n'interdisent formellement de faire la prière. Mais certainement leur esprit est de chasser de l'école tout signe religieux comme on a chassé l'enseignement. La question du crucifix est une question d'ameublement: par conséquent, elle relève de la volonté du maire qui est chargé de fournir le local et le mobilier. Voilà pourquoi dans l'immense majorité des écoles de province, le Christ trouve sa place, et lorsqu'on a vu quelquefois des inspecteurs impies vouloir les en chasser, on a vu aussi des maires religieux et courageux lutter avec succès contre ces iconoclastes.

Donc, notre correspondant a raison: le maire et

l'instituteur mentent en affirmant qu'il y a une loi prohibitive. La chose dépend de leur bonne volonté. Que le curé insiste et instruisse énergiquement la population de son droit. Que les pères de famille pèsent de toute leur autorité sur ce maire timide ou impie, et qu'on le menace, au besoin, de l'urne municipale. S'il y avait illégalité à laisser un Christ dans l'école des garçons, pourquoi le laissent-ils à l'école des filles? C'est donc à la fois légal et illégal! quelle misère!

COURRIER DE L'UTILE

LA DIPHTHÉRIE

Un excellent praticien de Paris, M. le docteur L. Duval, veut bien nous communiquer, par un ami sien et nôtre, la note suivante dont nous n'avons pas besoin de faire remarquer l'importance et l'intérêt :

La diphthérie (angine couenneuse maligne, — vrai croup) est une maladie des plus redoutées. On est persuadé, avec raison, que les malades frappés de cette terrible affection, n'échappent que rarement à ses atteintes.

Aussi l'opinion publique s'est-elle vivement émue en apprenant que MM. Roux et Yersin, les savants collaborateurs de M. Pasteur, portaient leurs patientes recherches sur la diphthérie. On s'est pris à espérer que bientôt on posséderait le vaccin diphthérique.

Mais en attendant l'heureuse issue de ces travaux, et alors que la statistique officielle nous apprend que la semaine dernière, seulement à Paris, il y a eu cinquante-quatre décès par la diphthérie, je crois qu'il est de mon devoir d'attirer l'attention sur un remède que depuis trente-quatre ans j'emploie avec succès contre cette redoutable maladie.

Toute diphthérie, qu'elle soit angine couenneuse maligne, ou vrai croup, est l'ensemble des quatre états morbides suivants :

1^o Une localisation de la maladie, sous la forme d'une inflammation septique, siège des fausses membranes et occupant soit la région de la gorge (angine couenneuse maligne) soit la région laryngée (vrai croup) ;

2^o Un empoisonnement général de toute l'économie ;

3^o Une hyposthénie septique, autrement dire : une déchéance vitale, une diminution des forces causées par ce même empoisonnement général ;

4^o Enfin, une altération spéciale du sang, altération qui consiste dans une très grande plasticité de ce même fluide.

C'est précisément cet excès de plasticité qui explique la si facile formation des fausses membranes, de l'exsudat plastique.

Ces quatre états imposent d'urgence un traitement local et un traitement général ; c'est absolument la médication que j'offre sous ces deux formes, lesquelles consistent uniquement à boire

une préparation dite *Bière Joubarbée*, qui est en partie régurgitée, et en plus grande partie tolérée.

L'action locale de cette *Bière Joubarbée* atteint, détache, réduit en détritres les fausses membranes, qui sont expulsées par les régurgitations (vomissements sans efforts) et déterge les parties de muqueuses ainsi dénudées de leurs produits morbides.

L'action générale de la *Bière Joubarbée* anéantit le poison diphthérique : par là même, elle rend au sang sa plasticité normale, à l'économie le relèvement complet et le fonctionnement physiologique des forces vitales.

La *Bière Joubarbée* à elle seule remplace les cautérisations, dont l'action toute locale, est sans efficacité contre le poison diphthérique.

Les grands vomitifs deviennent inutiles, remplacés qu'ils sont par les régurgitations.

Les nombreuses médications employées contre la diphthérie ont toutes, ou à peu près, le défaut capital d'agir seulement sur les fausses membranes, et de rester sans action sur l'empoisonnement général, tandis que, je le répète, la *Bière Joubarbée*, éteint les fausses membranes, empêche toute répullulation membraneuse, et anéantit le poison général.

Le principe curatif de la *Bière Joubarbée*, véritable antidote de la diphthérie, est absorbé par la muqueuse stomacale, passe dans le torrent circulatoire où il anéantit le poison. Ce même principe retrouvé par l'analyse dans l'urine des malades prouve qu'il a été absorbé.

En un mot, devant l'insuffisance trop souvent constatée de la thérapeutique actuelle, j'offre un médicament que trente-quatre années d'expériences et de succès, m'autorisent à regarder comme le véritable spécifique de la diphthérie.

Ce que j'avance est confirmé par les observations d'un grand nombre d'honorables médecins de Paris et de la province. Je suis heureux de rappeler ici que le docteur Barthe, de vénérée mémoire, présenta le 5 novembre 1872, à l'Académie de médecine, mon premier travail sur le traitement de la diphthérie par la *Bière Joubarbée*, et le recommanda à la sérieuse méditation des praticiens.

D^r L. DUVAL.

Paris, le 18 février 1889.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 13 martii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

à des définitions incomplètes. Ainsi « l'âme est un esprit que Dieu a créé à son image et à sa ressemblance, et qu'il a uni à un corps ; » ou « Jésus-Christ est présent « réellement » dans la Sainte-Eucharistie, » c'est-à-dire « que ce n'est pas seulement la foi qui nous l'y montre. » — L'âme est aussi essentiellement *raisonnable*, et *réalité* est surtout opposé à *figure*.

Pourquoi, même dans un Catéchisme de première communion ne pas raconter la chute des anges pour avoir refusé de croire à l'Incarnation, de se soumettre au Dieu fait homme ; ne pas insister sur la matière et la forme de *chaque* sacrement, même du mariage, etc. ? Il est des points qu'il convient aussi de rendre bien saillants : la grâce qui n'est pas exclusivement un « don de Dieu, » mais Dieu lui-même qui est en nous, *la gloire commencée*, suivant le mot de saint Thomas ; les deux vies de l'âme, naturelle et surnaturelle ; la question du mariage civil, dans quelle mesure l'Eglise le permet... Tout cela y est, mais demanderait quelques nouveaux développements.

Toutefois l'ensemble est excellent, complet même ; je veux dire que l'auteur a rempli le but qu'il se proposait. Les œuvres contemporaines même y sont bien définies ; le Denier de Saint-Pierre, la Propagation de la foi y ont leur page d'honneur. Après avoir entendu ces leçons les enfants sont instruits.

Oserai-je en terminant cette critique formuler un *desideratum* général pour tous les Cours de Catéchisme ? Il convient, il est nécessaire de maintenir le côté métaphysique, afin de bien faire comprendre la langue de l'Eglise. Il serait facile de rendre cette science abordable en l'illustrant de quelques détails historiques. Prenons l'hérésie de Nestorius. On la préciserait par les paroles mêmes de l'hérésiarque : « Nul ne saurait enfanter plus ancien que soi. L'enfantement de Marie a donné naissance à un homme auquel Dieu s'est joint. » — « Non, lui répond saint Proclus, ce n'est pas un *homme déifié* que nous prêchons, mais un *Dieu incarné*. » Il n'y a donc pas deux personnes en Jésus-Christ, mais une seule, la personne divine, Jésus-Christ, *natus ex Maria Virgine*, ainsi que le proclame le Concile de Nicée. Condamné au Concile d'Alexandrie que présidait saint Cyrille, Nestorius en appelle à un autre Concile. C'est à Ephèse, la ville de saint Jean, la ville de Marie, que le pape saint Célestin envoie ses légats en leur disant : « Rappelez-vous que vous êtes juges des sentiments qui seront exposés et que nul n'est juge des vôtres. » Mais l'hérésiarque se sentant perdu, représente le pape comme un vieillard incapable et en appelle maintenant au pouvoir laïque de l'empereur Théodose-le-Jeune, puis il refuse de comparaître. Le Concile n'en tient pas moins ses séances aux acclamations répétées de : « Un seul Célestin ! Un seul Cyrille ! Une seule foi ! » Nestorius est déposé et Marie solennellement proclamée *mère de Dieu* dans cette ville où elle règne encore par le souvenir.

Pourquoi M. A. Maudouit, dans une *cinquième* édition, n'essaierait-il pas de joindre à la plume du théologien celle de l'historien, en expliquant ainsi sobrement la doctrine par les faits ? Son œuvre comprendrait un volume de plus, et serait complète même pour un Catéchisme de persévérance.

TROIS AVIS

A NOS LECTEURS

Nous prions ceux de nos abonnés qui ne nous ont pas encore payés, de vouloir bien

nous envoyer leur règlement le plus tôt possible.

Nous attendrons jusqu'au 10 avril avant de donner à la Poste nos quittances-reçus sur les retardataires, qui seront invités à les payer le 15 avril.

Les traites-quittances remises à la Poste, augmentées des frais de recouvrement, seront de 8 fr. 60 pour les abonnements à l'ancien Ami du Clergé seul, et de 13 fr. 70 pour les abonnements à l'Ami du Clergé et à son supplément l'Ami du Clergé paroissial.

Nous demandons à tous ceux qui le peuvent sans trop de dérangement, de nous envoyer avant le 10 avril un mandat-poste égal à ce qu'ils nous doivent, sans attendre la présentation de nos reçus augmentés des frais : ils feront ainsi une économie de 35 c. et pour nous l'économie d'écritures et de démarches sera plus importante encore.

Le talon du mandat-poste qu'on nous envoie directement sert de reçu.

Quelques-uns des reçus que nous avons remis à la Poste l'année dernière, pour les abonnements de 1888, nous sont revenus impayés, soit parce que les destinataires étaient absents quand la Poste s'est présentée, soit parce que lesdits destinataires avaient changé de domicile et d'adresse sans nous prévenir, soit pour d'autres raisons que nous ne connaissons pas encore, quoique nous les attendions depuis de longs mois.

Qui n'a pas payé reste débiteur, et nous sommes assurés que ceux à qui s'adresse ce rappel général voudront bien y répondre sans nous obliger à des réclamations personnelles dont ils devraient, en conscience, nous rembourser les frais.

Enfin, quelques abonnés, très rares heureusement, ont refusé l'abonnement courant après en avoir déjà reçu les 6, 8, 10 premiers numéros. Nous sommes les amis de nos lecteurs et ceux-ci sont nos amis : et nous savons qu'entre amis il n'y a pas de gêne. Dans le cas présent pourtant, nous trouvons qu'il y a peut-être, de la part de ceux à qui ceci s'adresse, un peu trop de sans-gêne. Nous ne leur ferons du reste pas d'autre réclamation, malgré nos droits, parce que si nous mettons nos humbles services à la disposition de tous, nous n'entendons les imposer à personne.

CORRESPONDANCE

M. B. curé de la C. (Réunion). — Ces tables ne paraîtront que dans le courant de l'année ; nous vous en ferons relire un exemplaire si vous le désirez, mais quelle reliure ? Prière de nous donner quelques indications. 5539

M. M. curé de St-B. des I. (Ille-et-Vilaine). — Reçu. Merci bien cordialement et respectueusement de l'approbation et des encouragements. 5541

M. E. curé de M. (M.-et-Moselle). — Heureux d'avoir pu vous obliger. Nous vous complétons le *Supplément* et vous inscrivons pour le service régulier. Votre souscription aux tables est bien enregistrée. 5556

Accusés de réception à MM. :

M. recteur de St-B. des I. (Ille-et-Vilaine). 5541. — L. R. curé de M. (Indre). 5544. — M. S. M. (Nièvre). 5545. — M. à N. (Nouvelle-Calédonie). 5546. — V. curé de G. (Yonne). 5547. — R. curé de la B. (B.-du-Rhône). 5548. — H. curé à C. (Loire-Inférieure). 5549. — F. curé de N.-D. du T. (Manche). 5552. — F. curé de R. (Cher). 5553. — L. curé-doyen d'I. (Calvados). 5554. — E. C. curé de C.-I.-M. (Côte-d'Or). 5558. — L. curé de C. (Isère). 5557. — D. vicaire à S. (Sarthe). 5561. — E. curé de J. (Meurthe-et-Moselle). 5562. — S. curé de R. (Canada). 5563. — B. curé de N. (Vienne). 5565. — G. curé d'A. (Morbihan). 5567. — J. vicaire à P. (Finistère). 5568. — Le T. vicaire à P. (Côtes-du-Nord). 5569. — J. à A. (B.-du-Rhône). 5571. — M. curé de N.-M. (Morbihan). 5573. — C. vicaire à L. (Nord). 5574. — R. curé de St-A. (Alpes-Maritimes). 5575. — C. vicaire à F. (Loire-Inférieure). 5576. — E. curé de F. (Seine-Inférieure). 5579. — B. curé de F. (Pas-de-Calais). 5583. — C. curé à B. (Basses-Pyrénées). 5584. — G. A. vicaire à la C. B. (Manche). 5585. — L. curé de L. (Calvados). 5586. — L. curé de L. (Calvados). Tables. — F. curé de D. la C. (Hte-Saône). 5587. — J. vicaire à St-S. (Lozère). 5589. — G. curé de B.-s.-L. (Aube). 5593. — J. vicaire à A. (Isère). 5594. — A. D. curé au M. (Maine-et-Loire). 5595. — V. curé de G. (Orne). 5596. — R. vicaire à A. (Maine-et-Loire). 5598.

SYNDICAT DE L'EXPOSITION

BOURSE. — M. Alfred DAVOUST (ancien Chef du Service financier à l'Agence Havas), rappelle que les opérations du Syndicat commenceront le 20 mars.

Pour tous renseignements, lui écrire, 62, rue Tiquetonne, à Paris.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notablement honorables.

Demandez catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

Edition in-12 : 3 fr. 30 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé BUATHIER

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 12

PRÉDICATION : Pour le dimanche de la Passion : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites. — Sur une manière spéciale à l'Espagne de porter le saint Sacrement en procession.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Que penser de l'opinion de Marie d'Agréda au sujet du vœu de chasteté de saint Joseph ? Une religieuse peut-elle monter à l'autel pendant la messe pour y déposer la clef du Tabernacle ? — Quand on dit plusieurs messes pour les obsèques un jour double, les messes passées doivent-elles être de *Requiem* ? Doit-on réciter les prières prescrites après la messe ? — Quand on ne récite pas les nouveaux offices votifs *ad libitum* peut-on ne pas réciter les offices votifs antérieurement concédés ? — Des époux qui n'ont pas reçu la bénédiction nuptiale au jour de leur mariage, peuvent-ils la recevoir plus tard ? Peut-on dire à 8 heures la messe de mariage et ne célébrer le mariage qu'à 11 heures ? Peut-on célébrer le mariage à minuit et célébrer ensuite la messe ? Peut-on séparer le mariage de la messe ? Est-on tenu de dire la messe si les époux ne donnent pas l'honoraire ? — Un prêtre empêché de célébrer un jour de fête supprimée dans un diocèse où il est permis de recevoir un honoraire en faveur des séminaires, peut-il se

contenter d'envoyer à l'évêque une aumône équivalente à l'honoraire ? — Un prêtre qui conçoit des doutes sur le vin qu'il a employé pour la célébration de la messe est-il tenu d'appliquer de nouveau ? Peut-il le faire pour une messe de binage ? Est-on tenu de visiter une demoiselle âgée qui ne rend aucune visite ? — Le précepte du bon exemple est-il positif ou négatif ? — Le vicaire général et le vicaire capitulaire peuvent-ils donner l'autorisation de toucher les vases sacrés ? — Un directeur de Congrégation affiliée à la *Prima Primaria* peut-il déléguer quel prêtre que ce soit pour les admissions ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Doit-on une place gratuite à l'église aux instituteurs et institutrices ? — Les parents ou la servante du curé doivent-ils payer leur place ? — Un curé peut-il prendre des enfants chez lui pour les instruire et leur enseigner le latin ? — Peut-on confier le soin de faire les dépenses votées par la fabrique à un membre autre que le trésorier ? Que penser d'emprunts faits par la fabrique sans les autorisations exigées ? — Le curé troublé par un charpentier voisin de l'église pendant la confession des fidèles peut-il faire cesser ce trouble ? — Les actes d'une fabrique dont le renouvellement n'a pas eu lieu régulièrement sont-ils frappés d'irrégularité ?

COURRIER DES LIVRES

Pourquoi la France catholique demande à l'Eglise Romaine la CANONISATION DE JEANNE D'ARC, par l'abbé V. Mouro, prêtre du diocèse de Saint-Dié. Une brochure in-12 de 125 pages, librairie catholique de l'œuvre de saint Paul, Paris, 6, rue Cassette.

Ce n'est qu'une brochure, mais bien intéressante et que nous voudrions voir dans toutes les maisons françaises.

M. Mouro a déjà publié *Jeanne d'Arc, modèle des vertus chrétiennes*, un beau livre, certes, exact, bien écrit, dans un style chaud qui déborde de poésie et de piété. Il connaît bien Jeanne d'Arc qu'il appellerait volontiers *sa sainte*, et dans cette brochure il entreprend de résumer le futur procès de canonisation de Jeanne d'Arc. On sait que, pour qu'un personnage soit canonisé,

il faut prouver qu'il a pratiqué à un degré héroïque les vertus théologales et les vertus cardinales ; établir ensuite qu'il a fait des prophéties ou des miracles et qu'il a constamment joui d'une renommée publique de sainteté.

Tel est le plan de cette brochure sur laquelle nous n'avons aucune réserve à formuler. Comme elle est destinée à devenir populaire, l'auteur la ferait avantageusement précéder d'une vie de Jeanne d'Arc, en une quarantaine de pages, écrites comme il sait écrire, et qui irait au cœur du peuple, tout en le guidant à travers la procédure canonique. Ce serait un excellent moyen pour exciter un mouvement unanime de l'opinion publique en France, en faveur de l'humble fille de Domremy que tous nous voudrions pouvoir invoquer sous le titre de « patronne de la patrie française. »

Quelle ravissante figure et admirablement mise en lumière ! Jeune fille, elle n'avait pas « sa pareille au village » comme l'atteste son curé ; elle

à le sens des choses surnaturelles, la foi d'abord, une foi invincible en Dieu, en ses voix : « Tout ce que je crois, dit-elle, je le tiens de ma pauvre mère ! » Veut-on savoir quelle était la foi universelle en France au quinzième siècle ? qu'on lise son procès si perfidement conduit, mais où à chaque page elle confond ses juges : « Je suis bonne chrétienne. L'Eglise et Notre-Seigneur c'est tout un ! Menez-moi au Pape et je lui répondrai. Je tiens et je crois que nous devons obéir à Notre-Très-Saint Père le Pape qui est à Rome ! » Elle sait bien que ce n'est pas l'Eglise qui la condamne et elle en appelle au Pape qui cassera le jugement infâme de Cauchon. Elle croit fermement que le Pape est infaillible.

Son espérance n'est pas moins grande. Un moine dominicain lui objecte, avant que Charles VII lui ait donné sa confiance, que Dieu n'a pas besoin de guerriers s'il veut sauver la France : « Eh bien ! s'écrie-t-elle, les gens d'armes batailleront et Dieu donnera la victoire. »

Mais elle est surtout charité. Tout enfant, elle presse sa mère dans ses bras en lui disant : « Oh ! que je vous aime ! » Et ses petites amies, Menzette et Hauviette, et Héliote, la fille de celui qui a fait sa bannière, quelle délicatesse d'affection et de procédés pour elles, quel bon cœur !

Mais cela n'est rien auprès de sa piété. La voilà dans les champs, l'Angelus sonne, elle tombe à genoux ; sur son étendard elle fait broder *Jésus-Maria*, et sa dernière prière quand les flammes l'enveloppent, c'est encore « Jésus ! Jésus ! Jésus ! » Elle jeûne tous les vendredis, elle fait rigoureusement son carême pendant qu'elle subit son long et atroce interrogatoire, et pourtant l'âge l'en dispensait. Sa seule présence sanctifie le camp auparavant si licencieux. « Ni moi ni les autres, dit Dunois, quand nous étions avec elle, n'eûmes de mauvaises pensées. Il y avait en elle quelque chose de divin. »

Mais elle sait combien grande est la faiblesse humaine et, pendant toute la guerre, elle se confesse deux fois par semaine. L'armée suit son exemple et devient admirable de discipline et de piété.

Nous avons voulu relire les historiens en vogue qui parlent de Jeanne d'Arc. A les en croire le danger que courait le roi n'était pas aussi pressant qu'on le prétend. « Les Anglais, dit M. Duruy, ne se trouvaient pas en situation beaucoup meilleure. » — Car il faut à tout prix que les fils de Voltaire amoindrissent la Pucelle, s'ils n'osent la déshonorer comme leur ignoble maître, plus raffiné encore dans le vice honteux que les ignobles géoliers de la tour Beaurevoir. Jeanne d'Arc fit bien quelque chose, mais elle subit « l'entraînement général. » — La vérité, c'est que les Anglais étaient partout triomphants et que ce fut Jeanne qui réveilla le pays.

Ce changement de l'armée, « l'enthousiasme général l'opéra. Sur un signe de Jeanne d'Arc, on les vit renoncer aux orgies, se confesser et communier. » — On le voit, c'est tout simple. — Et voilà comment ces rationalistes, pour ne pas reconnaître l'inspiration divine, préfèrent fausser l'histoire et accepter, comme tout naturels, des faits complètement inexplicables. Supposez que pendant la dernière guerre, Dieu ait suscité une autre Jeanne d'Arc après la prise de Metz, ce n'eût pas été un moindre miracle, certes, de faire communiquer toute l'armée que de « bouter hors » l'ennemi. C'est toujours le grand mot de Bossuet : « Pour rejeter d'incompréhensibles vérités, ils se précipitent dans d'incompréhensibles erreurs. »

Mais comment les nouvelles générations seraient-elles fortes après avoir subi cet enseignement affadi ?

Ils insistent ensuite — après Michelet, — sur le rôle de l'Eglise qu'on rend odieuse : « Jeanne, allez en paix, l'Eglise ne peut plus vous défendre, » dit Maître Nicolas Middy, « une des lumières de l'Université de Paris. » — Le *Juge d'Eglise*, l'évêque de Beauvais » lit la condamnation et livre Jeanne à la puissance séculière. « *Délaissée ainsi de l'Eglise*, elle se remet en toute confiance en Dieu. » — Ils savent bien cependant que l'Eglise, l'Eglise catholique, par la bouche du pape Calixte III, a cassé, en 1456, la sentence portée par ces juges vendus aux Anglais. Ils le savent, mais fidèles au mot d'ordre maçonnique, ils entendent faire de Jeanne une victime de l'Eglise, presque une libre-penseuse. Pauvre Jeanne, souillée par Voltaire, déshonorée à froid par nos historiens contemporains, elle est vraiment martyre de la pureté et victime de la libre-pensée. Aussi quel soulagement pour tous les cœurs français, quelle réhabilitation solennelle et expiatoire, le jour où nous pourrions dire : « Sainte Jeanne d'Arc, priez pour nous ! »

Tous nos historiens pourtant ne sont pas entrés dans cette voie sectaire. Un homme vraiment éminent, M. Siméon Luce, tout rationaliste qu'il est, a écrit sur la Pucelle les plus belles paroles peut-être qu'on ait dites d'elle. Après avoir célébré sa pureté : « On ne désire pas posséder les anges, dit-il, on tremble devant eux et l'on adore à genoux, devant leur face, un reflet de l'idéal divin. » Et il conclut ainsi : « Pour nous, Jeanne n'est pas seulement une vierge inspirée de Dieu, elle est encore l'expression sublime de l'âme du peuple de France au milieu de l'une des crises les plus graves que notre pays ait jamais traversées. »

Où, elle est la vierge inspirée de Dieu et la vierge du patriotisme. Qu'on ne demande pas les raisons de l'opportunité de sa canonisation. Sa vie a été sainte, elle a fait des prophéties et des miracles. Or après sa mort elle a subi le plus cruel des martyres. Traînée dans la boue par Voltaire, mal comprise des historiens, dans son pays même, — exempt d'impôts jusqu'en 1791, et doté par elle d'une école, — elle a subi la honte de la laïcisation, les religieuses ont été chassées de son école, et, malgré les protestations éloquentes des dames des Vosges, sa demeure même livrée à un vieux soldat qui remplace les vierges qui rappelaient sa pureté et sa charité. A notre siècle où le cosmopolitisme a tué l'amour de la patrie, où Jésus-Christ est chassé du code et de toute la société, où l'esprit de jouissance a pénétré partout, où l'on a pris à tâche de corrompre jusqu'à l'armée, il faut montrer, rayonnante d'une beauté céleste, Jeanne la patriote, Jeanne qui a sauvé la France au nom de Jésus et de Marie, Jeanne l'idéal du sacrifice et de l'innocence, Jeanne la patronne naturelle de l'armée française !

M. l'abbé Mourot a entrepris une œuvre vaillante, faite en partie des paroles mêmes de nos évêques, il résume donc l'opinion unanime de l'Eglise de France, et il nous apprend que le souverain Pontife Léon XIII heureusement régnant a dit du procès de canonisation de Jeanne d'Arc ces mots pleins d'espérances : « *Ultro vobis omnamur.* » Qu'il la poursuive donc, cette œuvre, et puis « Vive labeur ! »

Que de miracles elle a faits dans la suite des siècles, la chère sainte ! Nous savons une maison où l'an dernier une dame très gravement malade a été guérie par son intercession. Il conviendrait de recueillir tous ces faits publics et privés. Le général Philippe de Ségur — qui n'était pas un croyant, — raconte que le 17 janvier 1814, à Vaucouleurs, il faillit être surpris par les Cosaques.

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE DIMANCHE DE LA PASSION : HOMÉLIE SUR
L'ÉVANGILE

(S. Jean, VIII, 46-59.)

La scène mémorable à laquelle nous fait assister l'évangile d'aujourd'hui, était la vive image de ce qui, quelques mois plus tard, devait se passer aux jours de la Passion. Même douceur et même sagesse dans les réponses de Jésus, même démonstration de sa parfaite innocence, même affirmation péremptoire de sa divinité, mais aussi, de la part des Juifs, même aveuglement, même haine, mêmes accusations fausses et calomnieuses, mêmes outrages et mêmes projets homicides. Toute la Passion se trouve ici en abrégé, dans ses traits principaux, et d'avance on peut prévoir à quelles extrémités se porteront les ennemis de Notre-Seigneur.

Le bon Maître ne voulait-il pas, de la sorte, préparer ses apôtres au douloureux mystère de sa mort? Quoi de plus propre à les désabuser de l'idée préconçue et toute terrestre qu'ils se faisaient du règne du Messie, que l'hostilité croissante manifestée à l'endroit du Sauveur par les premiers et les plus influents d'entre les Juifs?

Quelle lumière projette aussi, pour nous, cette scène, sur les événements qui bientôt vont se dérouler! Un crime, surtout lorsqu'il atteint de telles proportions, n'est pas l'effet d'une cause fortuite et passagère. Il a été longuement prémédité et préparé. Il faut donc en chercher l'explication dans les circonstances qui l'ont amené plus encore que dans celles qui accompagnent son accomplissement.

Ainsi paraît l'avoir compris l'évangéliste qui s'applique, avec un soin particulier, à mettre en relief les derniers incidents de la vie publique du Sauveur. Ainsi l'entend l'Eglise elle-même. Que ne fait-elle pas pour nous donner l'intelligence la plus parfaite et le plus vif amour du grand mystère dont elle s'apprête à célébrer l'anniversaire? Pas un détail de la sainte liturgie qui, dans les jours où nous entrons, ne soit ordonné à ce but éminent. Oh! qu'elle est touchante cette préoccupation de l'Eglise! Comment n'aurions-nous pas à cœur d'y répondre? Comment pourrions-nous rester insensibles à des marques si frappantes de son zèle et de son dévouement pour tout ce qui intéresse le salut de nos âmes, Attachons-nous donc à méditer la Passion de Notre-Seigneur et que Jésus crucifié soit notre unique étude pendant ces deux semaines qui nous séparent des fêtes pascales. L'évangile de ce jour nous servira comme d'introduction à cette étude, en nous montrant Notre-Seigneur en butte à l'une des plus violentes attaques que ses ennemis aient dirigées contre lui avant d'arriver à consommer leur déicide.

I

C'était à la fête des Tabernacles. Depuis deux ans et plus, Notre-Seigneur parcourait la Judée prodiguant les bienfaits et évangélisant les foules qui se pressaient sur ses pas. Sa dernière heure approchait. Il se rendit encore une fois à Jérusalem. Une foule nombreuse, accourue de tous les pays pour prendre part à cette importante solennité, y était réunie. L'occasion était propice pour Jésus d'affirmer hautement la divinité de sa mission et de porter un suprême défi à ses contradicteurs. Il faut lire en entier dans saint Jean le magnifique discours du Sauveur, pour comprendre l'impression qu'il produisit sur ses auditeurs. Beaucoup, entraînés par cette éloquence si persuasive et si vraie, se laissèrent toucher par la grâce et crurent à Jésus. D'autres se raidirent contre l'évidence même. Ils essayèrent d'abord de discuter les affirmations du Sauveur. Mais, bientôt, à bout d'arguments, ils éclatèrent en reproches et en injures. Ils ne savent plus dire et répéter sinon que Jésus est un Samaritain, qu'il est possédé du démon. Finalement, ils recourent à la violence. La réparation du temple, entreprise par Hérode, n'était point achevée. Les matériaux encombraient, sans doute, l'entrée du parvis. Les Juifs prennent de ces pierres, pour les jeter à Celui qu'ils ne peuvent plus contredire autrement.

Nous les retrouverons ces mêmes Juifs devant les tribunaux de Jérusalem, chez Caïphe et chez Pilate. Là aussi, ils commenceront par affecter un faux zèle pour la vérité et la justice. Ils chercheront à sauvegarder les apparences; en produisant des témoins menteurs. Ils multiplieront les accusations les plus spécieuses et les plus contradictoires. Mais tout se terminera par cette exclamation qui remplace toute preuve et tout témoignage : *Hic blasphemat*, c'est un blasphémateur. *Tolle, tolle, crucifige eum*, qu'on se saisisse de lui, qu'on le crucifie!

Nous les retrouverons, hélas! ces mêmes ennemis du Sauveur à toutes les époques de l'histoire. Nous les retrouvons aujourd'hui plus nombreux, plus impies que jamais. Pendant que les âmes droites et sincères apportent à Jésus l'hommage de leur foi et de leur amour, eux continuent à ressasser des objections mille fois réfutées, à répéter des accusations dont le plus vulgaire bon sens suffit à démontrer la fausseté. Voient-ils leurs efforts échouer de ce côté, malgré l'appui des pouvoirs et des académies, ils outragent et ils blasphèment. Quelle époque eut à rougir d'un débordement de blasphèmes où le cynisme le dispute à l'infamie, comme celle où nous vivons? Ah! si tout vrai chrétien doit pleurer et gémir douloureusement devant tant d'ingratitude et de haine, il ne doit pas se laisser abattre par ces vaines attaques. Leur violence est bien la preuve la plus convaincante de leur faiblesse. Comment de pareils procédés pourraient-ils se recommander

de la vérité ? Comment seraient-ils pris au sérieux, alors qu'ils portent avec eux le signe indélébile du mensonge, de la déloyauté et du vice ?

Si nous cherchons la cause de cette hostilité obstinée, dont certains hommes poursuivent tout ce qui vient de Dieu, si nous nous demandons pourquoi certains esprits ne parviennent pas à se débarrasser de leurs préjugés, et, malgré d'appareils efforts, persévèrent dans un fatal aveuglement, dans de mortelles erreurs, écoutons ces paroles de l'évangile : « Celui qui est de Dieu, entend les paroles de Dieu. Si vous ne les entendez pas c'est que vous n'êtes pas de Dieu. » La raison ne suffit pas à donner l'intelligence et l'amour des choses de la foi. Il faut de plus être animé de l'esprit de Dieu, il faut humblement se soumettre à l'action de la grâce. A cette condition seulement, il est donné d'arriver à la pleine et entière possession de la vérité. *Qui ex Deo est, verba Dei audit.* Toutefois ce serait peu d'être éclairé des lumières de la foi, si on ne réglait sa conduite d'accord avec ses convictions. Pour ne pas encourir la mort spirituelle, surtout la mort éternelle, il est nécessaire d'accomplir ce que nous prescrit la parole de Dieu, *si quis sermonem meum servaverit, non gustabit mortem in æternum.* Ces sages conseils, Notre-Seigneur ne cessa de les rappeler aux Juifs avec la plus touchante sollicitude et la plus vive insistance. C'est pour les avoir toujours repoussés qu'ils en vinrent à n'avoir plus même une exacte connaissance de Dieu, *quem vos dicitis quia Deus vester est, et non cognovistis eum*, et furent amenés à méconnaître, à faire mourir le Fils de Dieu, le Messie depuis si longtemps attendu et désiré. La réprobation finale fut le juste châtement de cette indigne forfaiture. Prenons garde d'encourir le même sort. Notre génération n'est que trop portée à marcher sur les traces des Juifs infidèles et déicides. Réagissons de toutes nos forces contre cette déplorable tendance, nous souvenant que pour ne pas encourir la mort, c'est-à-dire la damnation éternelle, il faut garder pieusement et observer la parole de Dieu : *Si quis sermonem meum servaverit, non gustabit mortem in æternum.*

II

Quelle fut l'attitude de Notre-Seigneur vis-à-vis de ses ennemis, de quels procédés usa-t-il pour les désarmer, pour se les attacher, s'il était possible, c'est ce qu'il nous reste à examiner.

Quis ex vobis arguet me de peccato ? « Qui de vous me convaincra de péché ? » Tel est le fier défi porté tout d'abord par Jésus à ses ennemis. Sa conduite, sous quelque rapport qu'on l'examine, est inattaquable. Toutes les fois que ses adversaires ont essayé de surprendre le Sauveur soit dans ses actes soit dans ses discours, ils ont été honteusement confondus. Pourquoi s'obstiner dans une voie sans issue ? Ils n'ont pu jusqu'alors trouver le moindre fondement à leurs reproches.

Cette expérience devrait suffire. Ce serait sagesse de renoncer à des préventions que rien ne peut justifier. Mais arrêtez donc des esprits aussi entêtés que pervers.

Et pourtant Notre-Seigneur jusqu'à la fin s'efforcera de détruire les préventions de ses ennemis. Si, devant le tribunal de Caïphe, il se tait, son silence est encore une solennelle protestation de son innocence. Les Juifs le comprennent si bien, qu'ici encore ils recourent à d'indignes traitements. Cependant cela même devrait leur ouvrir les yeux. Ne pouvant incriminer la vie de Jésus, obligés de reconnaître sa sainteté, ils n'ont aucun motif de rejeter sa parole. S'ils refusent de l'entendre, ce n'est pas à Jésus qu'ils doivent s'en prendre, mais à leurs mauvaises dispositions. *Si veritatem dico vobis, quare non creditis mihi ?* Belle leçon pour ceux qui se disent disposés à croire, mais ne trouvent de difficultés que du côté des enseignements divins, alors qu'il faudrait chercher ces obstacles uniquement en eux-mêmes, dans l'orgueil de leur esprit et la corruption de leur cœur.

Après avoir protesté de son innocence, Jésus proteste encore de la pureté de ses intentions. Il n'a en vue que l'honneur de son Père et ne recherche pas sa propre gloire. Quant aux outrages dont on l'accable, s'il en flétrit l'injustice, c'est à son Père qu'il laisse le soin de les venger : *Ego autem non quero gloriam meam ; est qui quærat et judicet.* Ainsi lorsqu'il sera arrêté la veille de sa Passion et soumis aux plus inhumains traitements, il affirmera bien qu'il pourrait prier son Père qui lui enverrait plus de douze légions d'anges. Mais il ne se laissera pas moins enchaîner sans opposer la moindre résistance.

Notre-Seigneur ne se contente pas de déplorer l'aveuglement de ceux qui refusent de croire en lui. Il leur représente le danger auquel ils s'exposent : *Est qui quærat et judicet*, les grands avantages dont ils se privent : *Si quis sermonem meum servaverit, non gustabit mortem in æternum.*

« Ne pleurez pas sur moi, dira-t-il plus tard aux femmes de Jérusalem, ne pleurez pas sur moi, mais sur vous et vos enfants. Car, si l'on traite ainsi le bois vert, quel sort est réservé au bois sec ? Si le juste par excellence est soumis à de telles souffrances, que n'auront pas à endurer les pécheurs ? »

Ces paroles révélaient aux Juifs l'ineffable bonté du Cœur de Jésus. Comment n'en être pas touché, comment résister à leur invincible douceur ? Hélas ! la passion ne se rend pas plus à la miséricorde qu'à la vérité. Les Juifs ne répondent aux avances de Jésus, que par de nouvelles invectives, de nouveaux outrages : « Abraham est mort ainsi que les Prophètes ; et vous dites : Si quelqu'un garde ma parole, il ne verra jamais la mort. Etes-vous donc plus grand que notre père Abraham, qui est mort ? plus grand que les Prophètes qui sont morts également ? Que prétendez-

vous être ? » L'interrogation n'était pas sincère. En la faisant, les Juifs ne demandaient nullement à être éclairés, ils ne cherchaient qu'à embarrasser le Sauveur. Tels les impies de nos jours se soucient peu des réponses qui peuvent être faites à leurs objections, pourvu qu'ils aient affiché leur incrédulité et trouvé prétexte à quelque nouveau blasphème.

Cependant Jésus veut bien répondre directement à la question qui lui est posée : « Si je me glorifie moi-même, si je vous affirme que je suis le Fils de Dieu, vous regarderez mon affirmation comme une affirmation gratuite, vous ne croirez pas. Mais mon Père, celui que vous reconnaissez comme votre Dieu, bien que l'idée que vous vous en faites soit fausse et imparfaite, mon Père me glorifie. Il me glorifie chaque jour par les miracles que je ne cesse d'opérer. Ou bien acceptez son témoignage, ou bien avouez que vous êtes des menteurs. Vous rappelez le souvenir de votre père Abraham. Abraham, lui, avec quelle ardeur il a désiré voir mon jour ; il l'a vu et grande a été sa joie. Ah ! que ne l'imitiez-vous, pour avoir part à son bonheur ! »

Feignant encore ne pas comprendre le sens pourtant si clair de ces paroles, les Juifs essaient d'une dernière ironie : « Quoi, vous n'avez pas cinquante ans et vous auriez vu Abraham ? » Cette fois, la réponse ne laisse plus place à aucune équivoque, à aucune réplique. Comme il répondra au Grand-prêtre par le solennel et péremptoire : *Tu dixisti*, ainsi Jésus accable-t-il ses contradicteurs sous le poids de cette éclatante affirmation : « Je vous le dis : avant qu'Abraham vint au monde, JE SUIS. » « Je suis, » *ego sum qui sum*, c'était le nom que Dieu, parlant à Moïse, avait pris dans une circonstance mémorable. L'autorité avec laquelle Jésus se l'appliqua à lui-même, réduisit les Juifs au silence. Il ne leur restait plus qu'un recours, la violence. Mais Jésus, dont l'heure n'était pas encore venue, se cacha et sortit du temple.

Maintenant, mes frères, reportons les yeux sur nous-mêmes. Nous ne sommes pas étrangers à ces rudes épreuves de notre Sauveur ; nos fautes ont malheureusement établi, entre les Juifs et nous, une triste solidarité. Ce n'est donc pas seulement de nous unir à ses saintes tristesses que l'Eglise nous demande, mais de faire notre profit personnel des enseignements qui nous sont donnés, et surtout de pleurer nos péchés qui sont la vraie cause de la Passion et de la mort de Jésus-Christ. Voici arrivé pour tous le temps de se préparer par une sincère confession aux joies pascales. Ah ! puissions-nous avoir le bonheur de ne voir aucun de nos chers paroissiens manquer à ce grand devoir. De son accomplissement dépendent plus que jamais et la conservation de la foi dans les âmes et la grâce de la persévérance chrétienne, sur quoi se fonde toute notre espérance du salut éternel. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Sur une manière spéciale à l'Espagne de porter le saint Sacrement en procession.

TOLETANA. — *Hodiernus Parochus Rector Ecclesiæ in loco vulgo Puiblo de Montalban nuncupato, intra fines Archidioceseos Toletanæ, Sanctissimo Domino Nostro Leoni Papæ XIII humillime exposuit, quod Sodales Confraternitatis a Sanctissimo Sacramento nuncupatæ cui ipsemet præest, uti exoptant custodia sive tabernaculo ad Sanctissimam Eucharistiam in solemnibus supplicationibus deferendum vel humeris presbyterorum imposita, vel curru vecta ad ejusmodi pompam apposite accommodato quique a laicis pertrahitur. Hinc votis sodalium et ceterarum incolarum obsecundans Sanctissimum Dominum Nāstrum enixe rogavit ut expositum morem etiam in nonnullis Hispaniarum Diocesisibus vigentem servari permitteret. Sacra porro Rituum Congregatio, ad relationem infrascripti Secretarii, attento præsertim amplissimo commendationis officio Eminentissimi et Reverendissimi Domini Cardinalis Archiepiscopi Toletani, re mature perpensa, enuntiata petitioni rescibendum censuit : *Expositum morem posse servari.**

Atque ita rescipsit die 1 Februarii 1888.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Que penser de l'opinion émise par Marie d'Agreda (Cité myst., 1^{re} partie, n^{os} 757 et suivants) au sujet du vœu de chasteté fait par saint Joseph, époux de la sainte Vierge ?

2^o Que dire de la conduite d'une religieuse qui, dans une chapelle d'un couvent, la clef du tabernacle manquant à la communion, va la prendre et la dépose elle-même sur l'autel pendant que le prêtre y dit la sainte messe ?

1^o L'enfant de chœur est présent ;

2^o Le servant est absent.

R. — Ad I. Rien n'empêche de la trouver bonne et pieuse.

Que saint Joseph, au moins à partir de son mariage avec la sainte Vierge, ait résolu de garder la chasteté virginale, c'est ce qu'on peut conclure de la réponse faite par la sainte Vierge à l'archange Gabriel : elle n'aurait pas dit : *Virum non cognosco*, si ce n'eût été une résolution ferme prise de concert.

Ad II. Si le servant est présent, la religieuse a tort de monter à l'autel pour y déposer la clef. Elle doit remettre cette clef au servant qui la dépose sur l'autel.

S'il n'y a pas de servant, nous n'osons pas condamner la religieuse qui irait porter la clef sur l'autel. Mais cette action ne pourrait pas se renouveler souvent sans scandale. Le prêtre doit veiller

à ce que la clef soit toujours à sa disposition pour le moment de la communion.

Rappelons aussi que les communautés religieuses ne sont pas dispensées d'avoir un servent. Par conséquent le cas que l'on nous présente ne peut être qu'accidentel.

Q. — Dans notre diocèse il est d'usage pour les services de dire plusieurs messes, l'autel orné de tentures noires, et en présence du catafalque. La dernière est toujours chantée. Les uns prétendent que les messes qui précèdent celle qui doit être chantée doivent être de *Requiem*, parce que le service commence à la première messe qui se dit ; les autres disent que ces messes doivent être du jour lorsque c'est un double.

Je vous prie de nous dire :

1^o Dans un service, les messes qui se disent avant celle qui doit être chantée doivent-elles être en noir, l'autel étant orné de tentures noires : ou bien faut-il dire la messe du jour quand c'est une fête double :

2^o Faut-il dire aussi après chaque messe les prières prescrites par le Souverain Pontife ?

R. — Ad I. La messe basse, en un jour double, doit être de l'office du jour, avec des ornements conformes, et non une messe de *Requiem*.

Il importe de ne décorer l'autel d'ornements lugubres qu'après avoir dit les messes du jour.

Si on ne le pouvait pas, il serait plus conforme aux règles de dire la messe du jour sur un autre autel.

Mais nous nous heurtons contre une coutume invétérée et a peu près universelle en France. On dit des messes basses sur le grand autel déjà préparé pour la messe principale. On la dit même pendant qu'on chante au chœur les matines et les laudes. On y sonne la clochette comme à l'ordinaire, et le chœur suspend le chant pendant la consécration, et quelquefois même pendant la communion ! Combien ces pratiques sont en opposition avec les règles de la liturgie !

Ad II. Après chacune de ces messes basses, on doit dire les oraisons prescrites.

Q. — Le Propre de notre diocèse assigne aux jendis et samedis non empêchés les offices votifs du très Saint-Sacrement et de l'Immaculée-Conception. L'Indult du 5 juillet 1883, en accordant de nouveaux offices votifs *ad libitum*, avait laissé subsister l'obligation pour les premiers et notre Ordo était rédigé en conséquence. Voici maintenant que notre révérend évêque ne tient plus compte de cette distinction. Il a fait modifier en conséquence la rédaction de l'Ordo, en sorte qu'aujourd'hui par exemple, ceux qui, comme moi, ne font pas usage de l'Indult de 1883, seraient tenus à l'office de saint Valentin.

Je ne tiens nullement à garder ces offices votifs, mais je me demande si l'on a le droit, sans un rescrit du Saint-Siège (qu'on ne produit pas), de modifier la composition d'un Propre approuvé à Rome. Je sais bien qu'un décret de la Sacrée Congrégation des Rites décide qu'en cas de doute, on doit s'en rapporter à l'Ordo. Mais y a-t-il ici un doute fondé ?

R. — Il n'y a pas là un doute fondé. Il est certain que ceux qui ne font pas usage de l'Indult, ou plutôt du décret général de juillet 1883, restent toujours obligés de réciter tous les offices votifs qui ont été concédés auparavant. La preuve en est

incontestable, car elle se trouve textuellement consignée dans le décret général que je viens de rappeler :

« ... Firmis remanentibus aliis votivorum officiorum Indultis quibuscumque jam concessis. »

Par conséquent, vous ne pouviez pas réciter, ce jeudi, l'office de saint Valentin. Vous étiez obligé de dire l'office votif du Saint-Sacrement, avec mémoire de saint Valentin.

Q. — 1^o Des époux qui n'ont pas reçu la bénédiction nuptiale peuvent-ils, après avoir cohabité ensemble, recevoir cette bénédiction, soit pendant une messe votive de mariage qu'ils feraient dire plus tard, soit en dehors de toute messe ?

2^o Peut-on considérer comme *légitime* la coutume générale et immémoriale dans mon diocèse, ou du moins en ville, de célébrer à huit heures la messe de mariage à laquelle les époux communient, et de remettre le mariage et la bénédiction nuptiale à onze heures ou à une heure ?

3^o Et celle de marier à minuit, puis de dire ou chanter immédiatement la messe de mariage ?

4^o Est-on obligé de dire la messe de mariage, si les époux n'en donnent pas les honoraires ?

5^o Jusqu'à quel point est-il permis de séparer le mariage de la messe ?

R. — Ad I. Nous pensons que les époux qui n'ont pas reçu la bénédiction nuptiale peuvent, même après avoir cohabité ensemble, recevoir cette bénédiction plus tard.

Il est vrai que d'après le Rituel romain, le curé doit avertir les époux de ne pas cohabiter ensemble avant d'avoir reçu cette bénédiction :

« Moneat parochus conjuges, ut ante benedictionem sacerdotalem in templo suscipiendam, in eadem domo non cohabitent, neque Matrimonium consumment, nec etiam simul maneat, nisi aliquibus propinquis, vel aliis presentibus : quæ benedictio a nullo alio quam ab ipso paracho, seu ab alio sacerdote, de ipsius parochi vel Ordinarii licentia, fieri debet. » (De Sacramento Matrimonii, § *Moneat* etc.)

Il est vrai aussi que la Sacrée Congrégation des Rites, en 1875, met la condition que les époux n'aient pas cohabité dans la même maison. L'archevêque de Mexico avait adressé la question suivante :

« Si saltem sufficiant ad hoc ut velationes (c'est le nom que l'on donne en ce pays aux bénédictions solennelles des noces) seu nuptiarum solemnitates, elapso tempore vetito, sponsis permittantur, imo ut ipsi ad has suscipiendas rogentur, utpote a tempore immemorabili fuit in more positum ? »

La Sacrée Congrégation répondit affirmativement, mais à la condition que les époux n'auraient pas cohabité dans la même maison :

« Affirmative, seu dari posse solemnem benedictionem nuptialem, dummodo sponsi antea non cohabitaverint in eadem domo. Atque ita rescripti et servari mandavit die 25 septembris 1875. » (N. 5640, ad IV.)

Mais en 1881 la Sacrée Congrégation de l'Inquisition décrète qu'il faut exhorter les époux qui

n'ont pas reçu la bénédiction, à la demander. Elle ajoute qu'on doit la donner, pendant la messe quelquefois et en dehors des jours chômés, aux époux qui ne l'auront pas reçue, pour quelque motif que ce soit, *quand même ils la demanderaient après avoir vécu longtemps dans le mariage*, pourvu que l'épouse, si elle est veuve, ne l'ait pas encore reçue dans un mariage précédent :

« ... Insuper (decrevit Sacra Congreg. Inquisitionis) hortandos esse conjuges catholicos, qui benedictionem sui Matrimonii non obtinuerunt, ut eam primo quoque tempore petant. »

La même Congrégation ajoute :

« Benedictionem nuptialem, quam exhibet Missale Romanum in Missa pro sponso et sponsa, impetier impetendam esse in Matrimoniiis catholicorum, infra tamen Missæ celebrationem, juxta rubricas, et extra tempus feriatum, omnibus illis conjugibus, qui eam in contrahendo matrimonio, quacumque ex causa, non obtinuerint; *etiamsi petant postquam diu jam in matrimonio vixerint*, dummodo mulier, si vidua, benedictionem ipsam in aliis nuptiis non acceperit. »

Que conclure de ces textes :

1^o C'est qu'il convient que les époux n'aient pas encore cohabité lorsqu'ils demandent cette bénédiction, et que le curé les avertisse. Mais ce n'est qu'un conseil, ainsi que l'affirme Benoît XIV dans son Institution 80, n. 17 et suivants.

2^o Les époux doivent demander cette bénédiction le plus tôt qu'ils peuvent.

3^o Cette bénédiction ne doit être donnée que pendant une messe.

4^o Elle ne doit pas être donnée dans les jours chômés.

5^o Elle ne doit pas être donnée si l'épouse l'a déjà reçue dans un mariage précédent.

Ad II. Non, on ne peut pas regarder comme légitime la coutume, même générale et immémoriale dans votre ville, de dire à huit heures la messe de mariage à laquelle les époux communient et de remettre le mariage et la bénédiction nuptiale à onze heures ou à une heure, parce que la bénédiction nuptiale ne peut être conférée que pendant la messe.

Vous nous objecterez sans doute que les époux communient, ce qui est l'ardent désir de l'Eglise. Cette raison ne nous paraît aucunement suffisante pour séparer la messe du mariage et surtout de la bénédiction nuptiale.

Si les époux ont de légitimes raisons pour ne pas communier à la messe qui suit leur mariage, nous pensons qu'il vaudrait beaucoup mieux leur donner la sainte communion en dehors de la messe, à huit heures si l'on veut, que de séparer les cérémonies que la sainte Eglise tient fortement unies.

Examinons maintenant la seconde coutume que nous vous signalons.

Ad III. Non encore, on ne peut pas considérer comme légitime la coutume, même générale et immémoriale dans votre diocèse, de faire le ma-

riage à minuit, puis de dire ou de chanter immédiatement la messe de mariage.

D'abord il ne convient pas d'administrer un sacrement au milieu de la nuit. La décence s'y oppose. Qui ne voit dans un mariage célébré à une telle heure une source de désordres et d'immoralités ? Et puis la dignité de ce sacrement que l'apôtre saint Paul appelle *grand*, dans le Christ et dans l'Eglise :

« Sacramentum hoc magnum est, ego autem dico in Christo et in Ecclesia. » (Ephésiens, ch. v.)

Cette dignité, dis-je, s'y oppose absolument. Vous accomplissez des œuvres de sainteté et de lumière, il ne faut pas en faire des œuvres de ténèbres. Et si la rubrique demande que toute messe basse soit dite pendant le jour, entre l'aurore et midi « ab aurora usque ad meridiem » (Rubricæ generales Missalis), à plus forte raison le demande-t-elle si cette messe est précédée du sacrement de mariage.

Ad IV. Est-on obligé de dire la messe de mariage, si les époux n'en donnent pas les honoraires ?

Cette question, qui est trop vague, peut présenter plusieurs sens : 1^o Est-on obligé de dire une messe ; 2^o est-on obligé de dire la messe votive *pro sponso et sponsa* ; 3^o est-on obligé d'appliquer la messe pour les époux. Examinons ces trois questions :

1^o On est obligé de dire une messe, parce que la bénédiction des époux ne peut se donner que pendant une messe, *infra missam*, et non *extra*. Or comme la bénédiction est obligatoire quand on n'est pas dans le temps prohibé, il en résulte qu'en ce cas il faut dire une messe. Mais,

2^o Cette messe est-elle nécessairement la *messe votive* des époux ? On ne peut pas le démontrer péremptoirement, parce qu'on peut donner la bénédiction nuptiale pendant une autre messe, comme cela a lieu, par exemple, lorsqu'on fait un mariage dans une fête de première ou de seconde classe.

3^o Est-on obligé d'appliquer le fruit moyen de la messe aux époux ? Non, car à quel titre y serait-on obligé ? Jamais le Saint-Siège n'a fait de prescription dans ce sens là. Donc, rigoureusement parlant, on n'est pas tenu d'appliquer la messe à des époux qui ne la payent pas.

Ad V. Jusqu'à quel point est-il permis de séparer le mariage de la messe ?

Si l'on doit donner la bénédiction des époux, régulièrement on doit dire la messe tout après la bénédiction et l'imposition de l'anneau nuptial, car le Rituel romain est formel :

« His expletis, si benedicendæ sint nuptiæ. Parochus missam pro sponso et sponsa, ut in Missali romano, celebret, servatis omnibus quæ ibi præscribuntur. »

Si l'on ne doit pas bénir les noces, la rubrique ne fait aucune obligation de dire la messe tout après l'imposition de l'anneau. Bien plus, elle ne fait aucune obligation de dire une messe. Mais on

peut y être obligé à d'autres titres, à titre d'honoraire, à titre de coutume, etc.

Les questions que nous venons de traiter demandent beaucoup de prudence et de charité. Nous engageons à dire la messe pour les époux, surtout s'ils sont pauvres. S'il est des jours où il faut éviter les difficultés et les mécontentements des paroissiens, c'est dans les jours de mariages. En ces circonstances délicates MM. les curés rencontrent, hélas ! assez d'ennuis, sans qu'ils aient besoin d'en susciter d'autres encore.

Q. — Dans un diocèse où existe un indult qui permet d'appliquer aux séminaires l'honoraire des messes des fêtes supprimées, un curé infirme qui ne dit pas la messe ces jours-là peut-il tranquilliser sa conscience et par conséquent se décharger de toute obligation à ce sujet en envoyant aux séminaires autant d'honoraires qu'il y a de fêtes supprimées ou il n'a pu dire la messe.

L'Ami du Clergé de 79 et de 82 n'est pas clair ce semble sur ce point.

R. — Nous pensons que le prêtre, en agissant ainsi, serait en sûreté de conscience. Par l'indult accordé à son évêque, il est dispensé de son obligation d'appliquer la messe *pro populo* à la condition de favoriser d'un honoraire l'œuvre des Séminaires. A la vérité, le moyen ordinaire de se procurer l'honoraire est de célébrer la messe à une intention rétribuée. Mais, quand le prêtre est empêché par la maladie, rien ne s'oppose à ce qu'il prenne chez lui le montant d'un honoraire et réalise ainsi la fin pour laquelle il est dispensé de l'obligation d'appliquer *pro populo*.

D'ailleurs cette manière de faire ne le grève pas financièrement parce que, s'il ne s'acquittait de cette façon, il devrait célébrer lui-même plus tard, ou faire célébrer une messe pour chacune des fêtes supprimées. La maladie n'est pas une raison qui décharge le curé de cette obligation.

Q. — 1° Un prêtre a célébré une messe pour laquelle il a reçu un honoraire : il lui revient par après des doutes sérieux sur la nature et la pureté du vin dont il s'est servi pour la célébration de cette messe. A quoi est-il rigoureusement tenu dans ce cas par rapport à l'honoraire qu'il a reçu ? Doit-il célébrer une seconde messe, pour qu'il soit légitimement acquis ? Ce prêtre ayant à desservir une annexe où il célèbre chaque dimanche une première messe avec une intention libre, mais sans percevoir d'honoraires, ne pourrait-il pas dans cette circonstance satisfaire à cette obligation, après tout plutôt douteuse que certaine, par l'acquit de cette messe de binage, célébrée aux mêmes intentions que précédemment ? Les règles canoniques qui lui font défense de percevoir aucun honoraire pour la messe de binage du dimanche, seraient-elles violées même dans ce cas ?

2° J'ai dans ma paroisse une manière de châtelaine, vieille fille un peu originale, qui s'imagina que le curé par devoir et par position doit lui faire visite de temps en temps. Mais jamais elle ne rend au presbytère aucune de ces visites. A l'occasion du nouvel an, le curé se dérange lui-même le premier, et elle ne lui fait même pas par après parvenir sa carte par son domestique. Dans le courant de l'année, des dames de sa parenté viennent passer quelques jours chez elle : c'a toujours été pour le curé l'usage d'aller également les saluer,

mais jamais non plus elles ne lui rendent aucune de ces visites.

Est-ce que les règles et les usages du monde autorisent cette manière d'agir ?

Est-ce que le curé est vraiment tenu de se déranger pour ces braves dames, sans que jamais de leur côté elles se dérangent, elles, en aucune façon ?

Quid juris ?

A quoi le curé est-il strictement tenu par les exigences de la politesse à l'égard de tout ce monde féminin ?

R. — Ad I. Quelle est la nature et la valeur de ces doutes ? Sur quoi portent-ils ? Est-ce sur la pureté du vin seulement, dans ce sens qu'on craindrait qu'au vin naturel il ait été mélangé, en quantité notablement moindre, d'autres substances ? Est-ce sur la nature même du vin, en ce sens qu'on ait raison de craindre que ce ne soit pas du vin de raisin, comme il s'en fait actuellement un effrayant débit ? Les doutes sont-ils assez fondés pour qu'on doive en tenir compte pratiquement ? Voilà autant de questions que nous ne saurions résoudre faute de données. Nous allons nous mettre dans l'hypothèse qui seule peut donner lieu à difficulté, dans l'hypothèse que, sans être certain, ni physiquement ni moralement, que le vin qu'on a employé n'était pas du vin de raisins, on a néanmoins de sérieuses raisons de le craindre.

Le doute sur la nature du vin entraîne le doute sur la validité de la consécration sous l'espèce du vin : et ces deux doutes sont de même nature et de même gravité parce que la consécration est valide ou non selon que la liqueur a ou n'a pas la nature du vin.

Le doute sur la validité de la consécration sous l'espèce du vin entraîne un doute sur la validité du sacrifice : mais ce nouveau doute prend un autre caractère que les précédents, parce qu'il se complique d'une question théologique qui n'est pas décidée, savoir, si l'essence du sacrifice existe dans la consécration d'une seule espèce, si, conséquemment, la consécration d'une seule espèce, qui ne répond pas entièrement à l'institution divine, suffirait néanmoins à la validité du sacrifice. Les théologiens sont partagés à ce sujet.

Les uns pensent que la consécration d'une seule espèce, bien qu'elle ne suffise pas à l'intégrité du sacrifice, suffirait néanmoins à son essence et à sa validité : ce sont les moins nombreux, mais leurs raisons sont assez fortes. La sainte Victime est présente tout entière sous une seule espèce : la séparation faite au Calvaire entre la chair et le sang est déjà signifiée par les paroles de la consécration d'une seule espèce : de même qu'en communiant sous une seule espèce les fidèles mangent et boivent le Corps et le Sang du Fils de Dieu, de même en offrant sous une seule espèce, le prêtre offre véritablement le Corps et le Sang du Fils de Dieu. Si cette opinion était certainement vraie, le doute sur la validité de la consécration ne rendrait pas douteuse la validité des messes célébrées avec un vin douteux. Mais elle est contredite.

Les autres théologiens prétendent que la consécration des deux espèces est nécessaire à la validité du sacrifice. Ils ont pour raisons que le saint Sacrifice a été institué sous les deux espèces ; que la consécration des deux espèces est nécessaire pour signifier et représenter dans un rite mystique la mort de Notre-Seigneur, cette représentation étant de l'essence du sacrifice eucharistique. — Quelques-uns pensent même, avec moins de raison, que la présence simultanée des deux espèces consacrées, présence déjà requise par nécessité de précepte, serait encore nécessaire pour la validité. — Si la consécration des deux espèces est requise pour la validité du sacrifice, le doute sur la nature du vin rend également douteuse la validité des messes célébrées avec ce vin.

Cela étant, il y a sur la validité des messes célébrées un double doute, savoir : un doute de fait, sur la nature du vin ; et un doute de droit sur la nécessité, pour la validité de la messe, d'une consécration valide sous l'espèce du vin.

Si ces deux doutes se présentaient avant la célébration de la messe, il faudrait certainement prendre le parti le plus sûr, c'est-à-dire, se procurer une matière certaine, ou ne pas célébrer. Mais la messe étant célébrée, le prêtre peut la tenir pour valide en s'appuyant, pour le doute au sujet de la nature du vin, sur ce principe que « ce qui est une fois fait, est présumé bien fait jusqu'à ce que le contraire soit établi : » et pour le doute sur la validité d'une seule consécration, sur ces deux raisons, que la consécration sous l'espèce du vin n'ayant pas été certainement invalide, il y a probabilité que le sacrifice a été parfait, et que, dans le doute sur le droit, il ne peut y avoir d'obligation certaine pour le fait : étant douteux qu'une seule consécration ne suffise pas à la validité du sacrifice, on ne peut être tenu en fait de réitérer une messe dans laquelle une des deux consécractions se serait trouvée certainement invalide, à plus forte raison, douteusement invalide.

Cela étant, si le prêtre, pour la tranquillité de sa conscience, veut appliquer ses messes de binage pour compenser, s'il en était besoin, celles qu'il a célébrées avec un vin qui plus tard lui a paru douteux, rien ne l'empêche de le faire. Il ne reçoit alors, ni directement, ni indirectement, ni interprétativement un honoraire pour sa seconde messe. Il a, sans cela et antérieurement, le droit de conserver comme sien les honoraires qu'il a reçus.

Il en serait autrement s'il était tenu en justice de réitérer l'application de la messe : parce que dans ce cas, il ne posséderait légitimement l'honoraire qu'en vertu de l'application nouvelle. Pour faire servir à cet usage les messes de binage, il lui faudrait une autorisation du Saint-Siège.

Ad II. Cette demoiselle peut avoir des raisons de ne pas faire de visites. Elle doit probablement s'excuser auprès de M. le curé. Si elle ne le fait pas, c'est qu'elle se persuade que M. le curé saura deviner ses motifs et les agréer. En tout cas, la

manière d'agir du curé peut facilement lui donner l'idée qu'il lui fait remise de ce qu'elle lui devrait en ce genre. Soulever la question après coup ne serait pas adroit. Mais si quelque circonstance mettait le curé dans l'occasion de ressaisir sa liberté, il devrait bien peser les raisons en tous sens et se rappeler qu'il doit suivre non seulement les règles de la politesse mondaine, mais encore celles de la prudence chrétienne et de la charité : *Sapientibus et insipientibus debitor sum.*

Q. — Le précepte du bon exemple est-il, pour tout chrétien, un précepte positif, et non pas seulement, comme quelques-uns de mes confrères le soutiennent, un précepte négatif, en ce sens qu'il suffit de ne pas donner le mauvais exemple ?

R. — L'obligation de donner le bon exemple est une partie de l'obligation générale qui découle du précepte de la charité envers le prochain. Le bon exemple est un des moyens que nous pouvons ou devons employer, pour procurer au prochain le bien que nous sommes tenus de lui vouloir comme à nous-mêmes, et par dessus tout le bien spirituel nécessaire au salut.

L'obligation particulière du bon exemple suit donc la nature du précepte général de la charité : *Diliges proximum tuum, sicut te ipsum.*

Or ce précepte est tout à la fois négatif et affirmatif.

En tant que négatif, il oblige à éviter tout ce qui est contraire à la charité due au prochain, et cela continuellement, *semper ac pro semper*. Comme affirmatif, il n'oblige pas sans cesse, mais seulement en certains temps, en certaines circonstances, à produire envers le prochain, des actes de charité soit intérieurs, soit extérieurs.

Il en est de même de l'obligation particulière de donner le bon exemple. Comme le précepte d'où elle découle, elle a une double face. Premièrement, par son côté négatif, elle exclut de nos actes ce qui serait pour le prochain une cause de ruine spirituelle : en d'autres termes, c'est l'obligation même de ne pas scandaliser. Deuxièmement, par son côté affirmatif, elle impose le bon exemple, ou les actes bons et vertueux, comme moyens de procurer le bien spirituel du prochain.

Que cette obligation positive de donner le bon exemple existe, au moins en général, on pourrait en donner plusieurs preuves, outre celle que nous venons de déduire de la nature du précepte de la charité.

Ce texte si connu : « *Mandavit unicuique de proximo suo* (Eccl. 17), » s'entend de l'obligation de procurer par les moyens en notre pouvoir le bien et le salut de notre prochain. Or, parmi les moyens que nous pouvons ordonner à cette fin, en est-il un qui soit plus à la portée de tous, et plus efficace que le bon exemple ? Notre-Seigneur n'a-t-il pas dit : « *Ut videant opera vestra bona, et glorificent Patrem vestrum qui in cælis est.* »

Enfin, il peut se faire que le bon exemple devienne un moyen nécessaire pour procurer le bien

spirituel du prochain et alors il est obligatoire.

Mais quand sommes-nous tenus positivement à donner le bon exemple ?

Nous indiquerons, en nous appuyant sur les principes généraux qui règlent cette matière, trois cas principaux où l'obligation du bon exemple est positive et grave, *saltem ex genere suo*.

Le premier, c'est quand le bon exemple est nécessaire au prochain pour l'empêcher de tomber dans le péché, ou bien quand l'omission d'une action bonne, surtout si elle est de précepte, serait pour le prochain une cause de scandale ; par exemple, vous prévoyez qu'en n'assistant pas par votre faute à la messe du dimanche, vous serez cause que votre prochain n'y assistera pas non plus : vous êtes obligé d'assister à la messe, non seulement par le précepte de l'Eglise, mais par le précepte de la charité. Vous devez à votre prochain le bon exemple dont il a besoin pour remplir son devoir.

Et cette obligation du bon exemple sera plus étroite, dans un supérieur à l'égard de ses inférieurs, dans un père à l'égard de ses enfants, dans un pasteur à l'égard de ses paroissiens : plus grande aussi, dans les personnes constituées en dignité, que dans les particuliers : dans les ecclésiastiques, que dans les laïques, et cela, *ratione officii, vel status*.

Le second cas, dans lequel le bon exemple est obligatoire, est celui de la nécessité spirituelle du prochain, à laquelle nous ne pourrions subvenir que par l'exemple d'une vie meilleure et plus parfaite, ou d'une sincère conversion : c'est la correction fraternelle par l'exemple.

Nous ajouterons ; que pour les personnes privées, cette obligation ne s'imposerait plus probablement que si le prochain était dans une nécessité spirituelle extrême, d'où il ne pourrait sortir que par le bon exemple que nous lui donnerions.

Mais il en est autrement de ceux qui par office sont tenus à corriger, parce qu'ils ont autorité sur autrui ou charge d'âmes. Ils doivent à leurs subordonnés, non seulement de bonnes paroles, pour les porter au bien et les retirer du mal, mais encore le secours d'une vie exemplaire. Ils ne sauraient oublier cet axiôme des anciens : *Longum iter per præcepta ; breve autem et efficax per exemplum*.

Enfin, il y a obligation positive de donner le bon exemple, pour celui qui a donné le scandale. Le scandaleux, en effet, est obligé autant qu'il le peut de réparer le scandale donné. Il peut employer à cette fin divers moyens, v. g. rétracter un mauvais conseil, supprimer ce qui a été la cause directe ou l'occasion du scandale, essayer de ramener au bien par ses paroles le prochain qu'il a fait tomber, mais le moyen le plus efficace qui n'exclut point les autres, qui même les suppose et les complète, en leur communiquant une efficacité plus grande, c'est le bon exemple, surtout quand le scandale a eu pour cause le mauvais exemple : *Si pravo exemplo nocueris, bonum dare debes*. (Sœttler.)

Q. — 1^o Le vicaire général peut-il avec et même sans délégation spéciale de son Evêque accorder la permission de toucher les vases et les linges sacrés ?

2^o Pendant la vacance du Siège, le vicaire capitulaire succédant à la juridiction ordinaire de l'Evêque, peut-il (*jure proprio*) accorder cette permission ? — Et s'il le peut, les permissions de ce genre qu'il a accordées expirent-elles à la prise de possession du nouvel Evêque ?

3^o Celui qui peut accorder cette permission ne peut-il pas encore en autoriser l'usage dans l'intérieur même de l'Eglise, si surtout il juge la chose utile ?

4^o Je lis dans une note au bas de la page 200 (numéro 17, *Ami du Clergé* 1888) : Il est facile d'obtenir, « en la demandant soit..., soit à l'Ordinaire de chaque diocèse..., l'autorisation de garder et de lire la traduction des *Evangiles d'Henri Lasserre*. L'auteur de cette note n'a sans doute pas dit toute sa pensée, l'Ordinaire ne pouvant accorder pareille permission, que je sache, s'il n'est muni d'un Indult apostolique, vu que le livre est à l'Index ?

R. — Le vicaire général peut, sans une permission spéciale de son évêque, accorder l'autorisation de toucher les vases sacrés. Nous en trouvons la preuve.

1^o Dans une décision de la S. Congrégation des Rites, du 2 mai 1626. Le vicaire général de Velletri exposait à la S. Congrégation des Rites que ses prédécesseurs étaient, depuis longtemps, dans l'habitude d'accorder la permission de toucher les vases sacrés, et il demandait qu'on déclarât si cet usage était légitime, ou du moins qu'on lui accordât la permission de le continuer. « Vicarius Veliternus illustrissimi Cardinalis a Monte narravit se invenisse quandam consuetudinem in ea civitate concedendi *per vicarium* infrascriptas licentias : de quibus dubitans an sint juridicæ, petiit hoc a S. Cong. declarari vel sibi concedi licentiam utendi dicta consuetudine in tribus infrascriptis consistente :

« 1^o... 2^o Ut clerici in minoribus constituti aut prima tantum tonsura initiati, item conversi religionum et fratres laici sacristiis inservientes possint contrectare calices et corporalia. Ad quod fuit dictum : Agendum esse cum Reverendissimo Vulpio, quem reperi in nostra sententia ut clericis, non laicis concedi possit. »

La S. Congrégation recommandait de demander l'avis d'un nommé Vulpus. Ce que fit le secrétaire, comme il le constate déjà, et ensuite dans son rapport présenté le 2 mai 1626 :

« *Veliterna*. Die 2 maii 1626. Retuli me allocutum cum Reverendissimo Vulpio de dubio petito a vicario Veliterno : An scilicet concedi possit licentia tangendi calices et corporalia conversis et fratribus laicis inservientibus sacristiis, et invenisse dictum Reverendissimum cum nostra opinione, quod clericis tantum concedatur. Et ita censuit S. Cong. »

La question des pouvoirs du vicaire général relativement à la permission de toucher les vases sacrés se trouvait donc formellement posée ; c'était même le seul objet de la demande. La S. Congrégation n'y répond pas directement ; mais reconnaissant d'une manière implicite que ce pouvoir est légitime, elle en règle l'étendue. Il ne rentre pas

dans la question actuelle d'étudier cette décision relativement aux personnes à qui le vicaire général peut accorder la permission de toucher les vases sacrés ; il nous suffit de constater l'existence de ce pouvoir.

2^o Nous établissons une seconde preuve sur le raisonnement suivant : C'est un principe admis que le vicaire général peut tout ce que peut l'évêque en vertu du droit commun, à moins que le droit lui-même ou l'évêque ne l'aient réservé. Inutile de prouver cette majeure admise par tous les canonistes. Or, l'évêque a, en vertu du droit commun, le pouvoir d'accorder la permission de toucher les vases sacrés, et aucune loi, que nous sachions du moins, ne requiert une délégation spéciale pour que le vicaire général use de ce pouvoir.

Que l'évêque ait le pouvoir en question, nous le déduisons d'abord de la décision donnée plus haut. Si le pouvoir est reconnu au vicaire général, à plus forte raison doit-il être reconnu à l'évêque. Nous avons d'autres preuves plus directes. Assez souvent on s'est adressé à la S. Congrégation des Rites pour obtenir cette permission. Deux fois au moins, à notre connaissance, elle a renvoyé à l'évêque.

« *Civilatis Castelli*. Patres Oratorii S. Philippi Neri supplicarunt concedi licentiam laicis destinatis ad servitium sacristiæ tangendi vasa sacra. — S. C. remisit ad Ordinarium qui concedat licentiam pro tempore quo inservirent ¹. »

« *b) Viterbien*. Cnm soror Maria Angela Salvatori monialis professa monasterii montis Carmeli terræ Vetrallæ diocesis Viterbien. et actu ad præsens inserviens sacristiæ ejusdem monasterii, S. Rituum Congregationi humiliter supplicaverit ut sibi licite pertractandi sacra omnia suppellectilia ad sacristiam pertinentia facultatem benigne impertiretur, eadem S. Congregatio respondit : *Adeat Episcopum*. Die 29 maii 1694 ². »

Benoît XIV ³ donne une longue liste des cas pour lesquels le droit exige une délégation spéciale du vicaire général : celui qui nous occupe n'est pas compris. Bouix est encore plus complet ⁴. Son énumération contient trente-huit articles, mais ne parle pas de la permission de toucher les vases sacrés.

Nous en concluons donc que le droit reconnaît à l'évêque le pouvoir d'autoriser les fidèles à toucher les vases sacrés et n'exige pas une délégation spéciale pour que le vicaire général puisse en user comme son évêque.

Il ne s'agit pas du pouvoir de laver les linges qui ont reçu le contact immédiat de la sainte Eucharistie, tels que corporaux, purificateurs, palles ; la première ablution doit être faite par un clerc dans les ordres majeurs, et l'évêque ne peut pas la

confier à une autre personne, sans un indult pontifical :

« *Utrum moniales seu piæ feminæ vitam communem sub regula degentes possint, cum licentia Ordinarii, abluere corporalia, pallas et purificatoria ?*

RESP. *Negative*, et recurrendum ad Sanctissimum pro gratia ¹. »

Nous nous sommes placés dans l'hypothèse de l'opinion de saint Alphonse, qui est qualifiée par ce saint docteur de très commune et plus vraie, *communissima et verior*. Il y a cependant une autre opinion soutenue par un grand nombre d'auteurs qui autorise les laïques à toucher les vases sacrés sans permission, quand il y a une cause raisonnable, comme celle de remplir les fonctions de sacristains. Nous ne pouvons entrer dans tous les détails de la discussion de ce point : plusieurs fois il en a été question dans la série précédente.

Ad 2. Le vicaire capitulaire a sur ce point les mêmes pouvoirs que l'évêque. Le vicaire capitulaire possède en effet la juridiction ordinaire de l'évêque, et par cette juridiction ordinaire on entend celle qui appartient à l'évêque en vertu du droit commun ². Or, nous l'avons prouvé, c'est en vertu du droit commun, reconnu par le Saint-Siège, que l'évêque peut accorder l'autorisation de toucher les vases sacrés.

Les permissions ainsi accordées par le vicaire capitulaire n'expirent pas à la prise de possession du nouvel évêque. Ce sont, en effet, des concessions en forme gracieuse. Or il est admis en droit que ces sortes de concessions gardent toute leur valeur, même à la mort ou à la démission de celui qui les a octroyées ; mais son successeur est toujours libre de les suspendre à son gré.

Ad 3. Assurément la permission de toucher les vases sacrés est valable, si elle a été donnée sans restriction, pour l'intérieur de l'église comme pour la sacristie. « Il convient beaucoup, remarque Bourbon, que les laïcs qui, soit par concession spéciale, soit à raison de quelques fonctions dont ils sont chargés, jouissent de la faculté de toucher les vases sacrés, s'abstiennent d'user de ce pouvoir publiquement dans l'église ³. »

Ad 4. L'auteur de la note avait en vue cet indult apostolique que tous les évêques sollicitent et obtiennent, croyons-nous.

Q. — Un directeur d'une Congrégation des enfants de Marie, agrégée à la *Primaria*, peut-il déléguer pour les réceptions n'importe quel prêtre et faire ainsi participer les récipiendaires aux indulgences attachées aux membres de la Congrégation ?

R. — La question a été posée à la S. Congrégation des Indulgences, le 22 août 1842 :

¹ *Analecta*, VII, p. 263, 24 nov. 1635.

² *Analecta*, VIII, 1342.

³ *De Synodo*, I, II, cap. 8, n. 2.

⁴ *Tractatus de Judiciis*, t. I, p. 415.

¹ S. R. C. 12 sept. 1857.

² J. Ferraris, *Theorica et praxis regiminis diocessani sede vacante*, n. 56 et 59, Cf. n. 141.

³ *Introduction aux cérémonies romaines*, n. 138.

« 1^o Utrum parochus seu moderator confraternitatis cujuscumque, sive legitime impeditus, sive non, possit licite et valide sibi vicarium, vel alium presbyterum quemcumque approbatum subrogare ad recipiendum fideles confraternitati adscribendos ? »

2^o Utrum vicarius vel alius presbyter ita subrogatus pro una vice, vel ad tempus, possint habitus confratrum vel sororum, necnon coronas deprecatorias, seu rosaria, benedicere cum applicatione indulgentiarum non secus ac ipsemet parochus vel moderator confraternitatis ?

3^o Utrum hæc omnia absque ullo fidelium confraternitati adscribendorum, seu adscriptorum, detrimento fieri possint ?

RESP. Ad I. Negative, nisi ei facta fuerit in concessionne facultas subdelegandi vicarium vel alium presbyterum.

Ad II. Provisum in primo.

Ad III. Negative, deliciente in sacerdote adscribente seu benedicente legitima auctoritate¹. »

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Permettez-moi de vous demander si la fabrique est obligée de fournir une place gratuite à l'instituteur et à M^{me} l'institutrice, lors même que ceux-ci sont placés auprès des enfants de l'école, qu'ils surveillent pendant la sainte messe du dimanche ?

R. — Aucun des paroissiens n'est *légalement* dispensé de payer à l'église le prix de sa chaise. Mais, dit M. de Champeaux (*Code des fabriques*, tom. II, p. 212), des exemptions peuvent être accordées par la fabrique. Dans la paroisse où il existe des religieuses vouées à l'enseignement ou à tout autre service public, ou des frères des écoles chrétiennes, il est d'usage de ne point exiger d'eux le paiement du prix de leurs places. Cette exemption est de toute justice, mais il n'appartient pas au curé seul de l'accorder : c'est seulement en vertu d'une délibération du conseil de fabrique qu'elle peut l'être régulièrement. Quand les chaises sont mises en ferme, cette délibération doit précéder l'adjudication, à moins que l'exemption ne soit formellement stipulée dans le cahier des charges : faute de quoi le fermier des chaises serait en droit de leur faire payer leurs places comme aux autres personnes.

Mais il ne doit pas en être de même des instituteurs et des institutrices, qui doivent payer leurs places, bancs, ou chaises, qu'eux et leurs enfants occupent. Des conseils de fabrique ont statué que l'instituteur ou l'institutrice paieraient deux centimes, pour chaque dimanche et fête, pour chaque élève. Dans d'autres paroisses, une somme stipulée est payée chaque année par l'instituteur ou

l'institutrice pour leurs élèves quelqu'en soit le nombre.

Telle était la jurisprudence il y a quelques années et nous reconnaissons qu'elle était basée sur le droit strict. En principe, en effet, tout le monde, à part les employés et les membres du conseil de fabrique, doit sa place. Mais, du moment que les auteurs dont nous avons résumé plus haut la doctrine, admettent l'usage d'accorder des places gratuites à une catégorie de personnes, les religieuses institutrices ou non institutrices, nous ne voyons pas pourquoi on n'entendrait pas le même privilège aux instituteurs et institutrices laïques.

Il est un fait universel, indéniable, c'est que jamais, dans aucun pays du monde, on n'a fait payer aux enfants des écoles publiques ou privées le prix des places : aux enfants des collèges et des pensions, oui : et la raison en est bien simple : ils sont pour la plupart étrangers à la paroisse. De ceux-là, les fabriques, ou les curés au nom des fabriques, exigent avec raison un prix, et avec raison aussi on fixe un prix modique. Mais pour les enfants de la paroisse faisant partie des écoles primaires de la paroisse, cela ne s'est jamais fait nulle part : du moins, nous n'en connaissons pas d'exemples.

Aujourd'hui, grâce aux lois scolaires qui n'obligent plus le maître à accompagner et à surveiller leurs élèves à l'église, la situation a dû changer évidemment. Que faut-il faire ? Il ne s'agit pas, bien entendu, du droit strict des fabriques qui est immuable, mais de ce qu'il convient de faire. Si les enfants viennent par groupe à l'église, ils doivent jouir de l'ancienne immunité. Quant aux instituteurs et institutrices, de deux choses l'une : ou ils surveillent sans y être obligés leurs élèves, ou non. S'ils les surveillent, ils doivent être exemptés du tarif des chaises, sinon en justice, du moins en convenance et en équité, car ils rendent un service, puisqu'ils exercent, à la place du curé, la police sur les enfants. S'ils ne les surveillent pas, s'ils viennent seulement aux offices comme de simples chrétiens qui entendent remplir leurs devoirs religieux, ils n'ont plus aucun titre aux faveurs de la fabrique, et doivent payer le prix de leurs places.

Q. — Les parents ou la servante du curé peuvent-ils être obligés à payer leurs places à l'église ?

R. — Nous donnons la même réponse qu'à la question précédente. De droit strict, ils sont tenus à payer, parce que la fabrique ne leur doit absolument rien. Mais, les parents ou la servante du curé étant appelés à tout instant à rendre quelque service à l'église au moins indirectement, on les considère comme ne faisant qu'une seule personne morale avec le curé, et en étend le privilège du curé jusqu'à toutes les personnes qui forment son entourage immédiat. On ne peut dire la même chose de la famille ou des serviteurs des fabriciens parce que ces personnes ne

¹ *Decr. auth. S. C. Ind. AUXIEN*, 22 août 1842, n. 306.

ont jamais et ne peuvent être jamais appelées rendre directement ou indirectement quelque service à l'église; on doit dire la même chose de la famille des employés, tels que chantes, sacristains, sonneurs, etc.

Reconnaissons toutefois que, si la fabrique ne doit rien à l'entourage des personnes qui servent l'église à un titre quelconque, aucune loi ne lui défend d'attribuer la gratuité à tel et à tel individu ni à tous les individus de cet entourage. C'est là une question d'appréciation laissée à l'arbitrage du conseil.

Q. — Un curé peut-il prendre gratuitement ou avec rétribution un ou plusieurs élèves soit pour l'enseignement du latin soit pour l'enseignement du français? Peut-il prendre un ou plusieurs enfants n'ayant pas encore 14 ans? L'inspecteur a-t-il quelque chose à voir là-dedans?

R. — Dans le n° 4 de l'*Ami du Clergé* (24 janvier 1889), nous avons indiqué les éléments de la réponse à faire à cette question, en citant l'art. 66 de la loi du 15 mars 1850, paragraphe 3, où il est dit que « les ministres des différents cultes peuvent donner l'instruction secondaire à quatre jeunes gens au plus destinés aux écoles ecclésiastiques, à la condition d'en faire la déclaration au recteur. » Ils peuvent donner l'instruction secondaire, à plus forte raison l'instruction primaire. Ainsi plusieurs fois jugé.

Q. — Votre obligeance à répondre avec une précision une science dignes de tout éloges aux questions si intéressantes de votre publication, m'encourage à vous demander une solution pour les deux cas suivants :

1° Un conseil de fabrique nomme un de ses membres, autre que le trésorier, pour faire de ses propres deniers et sans frais toutes les dépenses votées au budget. Ce conseiller accepte, dans l'intérêt de la fabrique et sans rétribution aucune pour sa peine et ses avances. A l'annulation des comptes, il présente, sur timbre de dimension, un mémoire détaillé de toutes les dépenses qu'il a faites. Ce mémoire vérifié, accepté et signé de tous les fabriciens lui est remis comme décharge de sa gestion et solde.

La loi est-elle contre cet ordre de choses? Vaudrait-il mieux que le trésorier fût ce conseiller?

2° En 1856, la fabrique fit reconstruire l'église paroissiale. La commune et le gouvernement y concoururent pour un dixième environ de la dépense. La fabrique dut emprunter, et je ne trouve aucune trace d'autorisation quelconque pour cet emprunt.

Les travaux d'achèvement et d'ornementation ne lui ont pas permis d'amortir sa dette. Il en est résulté que, pour solder un créancier, il a fallu recourir à un autre ou à bien voulu prendre son lieu et place. Pour cette substitution de billet, je ne trouve pas davantage trace d'autorisation.

De plus, jusqu'à ce jour, la fabrique n'a payé, pour cette dette, aucun impôt à l'Etat. *Quid de jure? Quid sciendum?*

R. — Ad 1^{re}. Evidemment, ce système est absolument opposé aux lois qui concernent les fabriques et, en particulier, aux dispositions relatives à la comptabilité. Le décret du 30 décembre 1809, organisant l'administration fabricienne, détermine les attributions de tous et de chacun dans le conseil, spécialement celles du bureau des mar-

guilliers, du président, du trésorier; il indique la manière d'opérer les recettes, les dépenses, de les mandater: or toutes ces indications seraient lettre morte, si l'on adoptait le système dont parle notre correspondant; on verrait, en effet, un trésorier ne faisant rien de ce que comporte sa charge, tandis que le conseiller en question exercerait, sans avoir qualité pour cela, les fonctions du trésorier: c'est le comble de l'illégalité.

Si le trésorier titulaire est incapable de remplir convenablement ses fonctions, qu'il cède la place à un conseiller plus capable; mais celui-ci, devenu trésorier par l'élection, ne pourra pas se livrer à une administration de fantaisie: les lois sont faites pour être observées; il y a mille inconvénients à leur substituer le caprice et l'arbitraire des individus. Voilà pour la question juridique. La question de fait varie souvent selon les localités et la composition des conseils. Il existe pas mal de paroisses où le curé est obligé d'exercer à la fois toutes les fonctions, celles de président, de marguillier, de secrétaire et de trésorier. C'est assurément très regrettable; mais quand cette nécessité locale existe, nous ne saurions trop recommander au curé d'observer au moins extérieurement les formes légales, en se munissant des signatures exigées par la loi tantôt de la part des présidents soit du conseil soit du bureau, tantôt de la part des marguilliers ou du trésorier.

Certainement, quand le conseil règle les dépenses, il est reçu qu'on peut traiter à forfait avec le curé ou par abonnement, comme pour la fourniture du pain, du vin, de la cire, du chauffage, du blanchissage. On alloue une somme déterminée moyennant laquelle le curé fera la fourniture à ses risques et périls. Mais ce système, admis pour quelques détails, ne pourrait être généralisé et étendu à tout le budget des dépenses; l'étendre de la sorte, ce serait biffer d'un coup tout le décret de 1809: ce qui est inadmissible, et même impossible. Aucun évêque n'approuverait un système pareil.

Ad 2^{me}. Cette manière de procéder est également illégale, puisque les emprunts comme toute aliénation ou transfert de jouissance ou de propriété sont soumis à l'autorisation préalable. Dans cette situation bizarre, que faire? Pratiquement, il n'y a rien de mieux à faire que de la subir, mais en cherchant à en sortir le plus tôt possible. Le moyen le plus simple, c'est d'amortir les dettes de la même manière qu'on les avait contractées, et de garder sur le tout la plus grande discrétion pour éviter l'intervention civile, qui serait un vrai malheur pour la fabrique et pour ses administrateurs. Quand est-ce donc qu'on comprendra que l'exécution pure et simple de la loi est encore le moyen le plus simple et le plus sûr pour arriver au but désiré. Les quelques dépenses que ce moyen entraîne sont largement compensées par la sécurité obtenue et la joie d'échapper à des tracasseries plus ennuyeuses les unes que les autres.

Q. — J'ai pour voisin un mauvais garnement de charpentier. Sa porte donne sur la porte de mon église dont elle n'est séparée que de 3 ou 4 mètres. Or, un soir de l'été dernier, veille de l'Assomption, pendant que je confessais à mon unique confessionnal placé au bas de l'église, à côté de la porte, le charpentier se mit à aiguiser ses longues scies et avec un tel bruit qu'il m'était impossible d'entendre le pénitent et de me faire entendre de lui. Je me levai et allai prier mon voisin ou de suspendre son travail ou d'aller l'exécuter dans quelque arrière boutique. Non seulement il n'en fit rien, mais depuis cette époque, il ne manque jamais l'occasion de me vexer en affutant ses grincheux outils quand il me soupçonne au confessionnal.

N'ai-je pas le droit d'empêcher le charpentier de me troubler ainsi pendant l'exercice de mes fonctions sacerdotales? Si oui, je vous serais bien reconnaissant de me fournir quelque argument à faire valoir devant la justice et surtout quelque jugement sur la matière, s'il y en a.

R. — Oui, le prêtre catholique qui entend la confession d'un fidèle est dans l'exercice de ses fonctions sacerdotales. L'interruption ou trouble apporté à la confession, dans l'église et même dans la sacristie, constitue le délit prévu par l'article 261 du code pénal. C'est ce qui résulte de l'arrêt suivant rendu par la cour de Cassation, le 9 octobre 1824.

« La Cour,

« Vu les articles 408 et 443 du code d'instruction criminel et l'art. 261 du code pénal ;

« Attendu que la confession est la pratique d'un des devoirs les plus sacrés du culte catholique :

« Que l'accomplissement de ce devoir, de la part des fidèles, est un acte qui constitue nécessairement l'exercice du culte :

« Qu'un curé, ou tout autre prêtre catholique, qui entend la confession d'un fidèle, est dans l'exercice de ses fonctions pastorales et sacerdotales, et que l'exercice de ses fonctions se confond évidemment avec les exercices de ce culte dans le sens de la loi :

« Que l'art. 261 du code pénal porte que ceux qui auront empêché, retardé, ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans l'église, ou autres lieux destinés ou servant actuellement à ces exercices, seront punis d'une amende de 16 à 300 francs, et d'un emprisonnement de 10 jours à 3 mois :

« Que l'arrêt a constaté en fait que le curé de la paroisse de Champigny avait été troublé pendant qu'il entendait la confession d'une de ses paroissiennes et successivement dans l'église et dans la sacristie par la femme Gallois, et qu'il a en même temps refusé de lui appliquer les peines portées par l'article précité, sur le fondement que la confession n'était pas un des exercices du culte catholique, d'où il suit qu'il a expressément violé le dit article 261 :

« Casse l'arrêt de la cour royale de Poitiers. »

Q. — Voici une fabrique qui n'a pas fait les réélections aux époques voulues par la loi, et elle continue depuis longtemps à administrer; son existence est donc illégale. S'ensuit-il que tous ses actes sont frappés de nullité? S'il en était ainsi, il y a des fabriques qui

seraient plongées dans un gâchis épouvantable, un véritable chaos...

R. — Les auteurs qui traitent des fabriques sont d'accord à enseigner qu'on doit regarder, en général, comme valides jusqu'à ce que l'on ait régulé la situation de l'établissement en défaut.

« Il est important d'observer, dit Mgr Affre, que tous les actes faits par un conseil qui est en demeure de se renouveler, sont valides tant que l'autorité compétente n'a pas pourvu à leur remplacement. »

« Il importe cependant, dit Dieulin, de faire remarquer que, quand même l'existence d'une fabrique serait tout à fait illégale, elle ne serait pas pour cela sans qualité et sans droit pour continuer la durée de sa gestion. Elle peut prolonger l'exercice de ses fonctions jusqu'au renouvellement, par approbation tacite ou du moins par tolérance du gouvernement, qui veut bien reconnaître la validité des actes d'administration qu'elle pourrait faire pendant le cours de son existence illégale. On ne serait donc pas fondé à attaquer comme radicalement nulles les délibérations qu'elle aurait pu prendre pendant toute cette période de temps. En effet, les personnes investies de fonctions publiques doivent en continuer l'exercice jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement; autrement les intérêts dont elles sont chargées resteraient en souffrance. Les fabriciens non remplacés ont conséquemment capacité pour continuer l'administration des affaires de la fabrique, aussi longtemps que la réélection n'aura pas eu lieu; l'autorité supérieure est ainsi censée tolérer cette irrégularité et valider tous leurs actes. Il n'y a de nuls que les actes qui, ayant besoin, pour être valables, de l'approbation de l'autorité, n'auraient pas été revêtus de cette approbation. (*Extrait du Journal des fabriques.*)

Ainsi cette fabrique est compétente pour examiner les comptes, former le budget, passer des marchés, donner les quittances, etc., et pour faire en général tous les autres actes qui sont du ressort de l'administration fabricienne. (*Décision du min. de l'Int.*, citée par Carré. — Dieulin, p. 26 et 27.)

IMPRIMATUR

Lingonis, die 20 martii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis.*

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

Un pont jeté sur la Meuse le séparait de l'ennemi, et il n'avait pu le faire sauter. D'ailleurs la Meuse était très basse; Tout à coup la rivière grossit d'une façon prodigieuse. « On eût dit, raconte-t-il, qu'à l'aspect des Cosaques, le fleuve se soulevait d'indignation. Il croissait, il débordait à vue d'œil, les flots accouraient; ils s'accumulaient impétueusement les uns sur les autres; déjà même ils avaient atteint la hauteur du pont et ils en battaient les arches avec un acharnement inexprimable, lorsqu'au bruit de nos acclamations, cette masse, si tenace contre nos efforts, s'écroulant enfin, laissa entre nous et l'ennemi un large abîme! Nous admirions, nous applaudissions, nos soldats criaient de ravissement: nous rendions grâce à ce fleuve, si bon français, et à la patriotique protection de la vierge de Vaucouleurs. »

M. Mourot nous apprend que la chapelle royale du château de Vaucouleurs où elle a pû, a été acquise et sera réparée par M. Pierson, le célèbre artiste. M. Pierson a montré ainsi qu'il n'est pas moins amoureux de notre gloire nationale que de son art. Il a fait une bonne œuvre. Gardons et sauvons nos monuments religieux et nationaux. Nous aurons fort à faire tant le marteau de la révolution démolit vite. Puisse Jeanne d'Arc nous apporter bientôt comme autrefois « le secours du roi des cieux, à la requête de saint Louis et de saint Charlemagne. »

Elle y ajoutera la sienne, « la bonne Lorraine: » et sur notre drapeau nous écrirons de nouveau *Jésus, Maria*. C'est le miracle que nous attendons « de sa requête. »

P. D.

AVIS

A NOS LECTEURS

Nous prions ceux de nos abonnés qui ne nous ont pas encore payés, de vouloir bien nous envoyer leur règlement le plus tôt possible.

Nous attendrons jusqu'au 10 avril avant de donner à la Poste nos quittances-reçus sur les retardataires, qui seront invités à les payer le 15 avril.

Les traites-quittances remises à la Poste, augmentées des frais de recouvrement, seront de 8 fr. 60 pour les abonnements à l'ancien Ami du Clergé seul, et de 13 fr. 70 pour les abonnements à l'Ami du Clergé et à son supplément l'Ami du Clergé paroissial.

Nous demandons à tous ceux qui le peuvent sans trop de dérangement, de nous envoyer avant le 10 avril un mandat-poste égal à ce qu'ils nous doivent, sans attendre la présentation de nos reçus augmentés des frais: ils feront ainsi une économie de 35 c. et pour nous l'économie d'écritures et de démarches sera plus importante encore.

Le talon du mandat-poste qu'on nous envoie directement sert de reçu.

Quelques-uns des reçus que nous avons remis à la Poste l'année dernière, pour les abonnements de 1888, nous sont revenus impayés, soit parce que les destinataires étaient absents quand la Poste s'est présentée, soit parce que lesdits destinataires

avaient changé de domicile et d'adresse sans nous prévenir, soit pour d'autres raisons que nous ne connaissons pas encore, quoique nous les attendions depuis de longs mois.

Qui n'a pas payé reste débiteur, et nous sommes assurés que ceux à qui s'adresse ce rappel général voudront bien y répondre sans nous obliger à des réclamations personnelles dont ils devraient, en conscience, nous rembourser les frais.

CORRESPONDANCE

M. E. C. curé de C.-I.-M. (Côte-d'Or). — Reçu les 33 fr. Vous m'obligeriez en m'indiquant approximativement la date de votre second envoi de 30 fr. Les *Mélanges oratoires* du P. Caussette, épuisés chez l'éditeur, ne se trouvent plus que d'occasion. Je sais qu'un ami du P. Caussette a préparé une réédition abrégée en un volume, mais j'ignore quand et où elle paraîtra.

5558

M. Le T. vicaire à S. (Côtes-du-Nord). — Reçu. Les grands marchands grainetiers pourront vous fournir ce que vous désirez, je le crois: les topinambours ne sont pas une rareté... mais je ne me suis jamais occupé de leur culture.

5569

M. A. vicaire à Ste-S. (Haute-Loire). — L'échange est fait. Les tables générales, sous presse, paraîtront dans le second semestre de 1889, ainsi que je l'ai déjà dit et promis.

5570

M. le curé de F. (Pas-de-Calais). — Je réponds en suivant l'ordre de vos paragraphes: Reçu. — Puisque vous auriez pu, et peut-être dû me prévenir plus tôt, vous auriez été bien aimable de le faire; mais je n'exige rien. — Tous les abonnements, désormais, doivent être de janvier à décembre, et je vous serais reconnaissant d'ajouter 4 francs pour conduire le vôtre au 31 décembre 1889. — Si l'auteur veut bien nous faire remettre son ouvrage, nous l'étudierons et donnerons notre avis plus rapidement.

5583

M. J. vicaire à St-S. (Lozère). — Il ne m'est guère possible de faire cet échange, parce qu'il s'agit de volumes que j'ai en nombre suffisant, et parce que des volumes d'occasion, coupés, en état plus ou moins propre, ne valent pas, commercialement, des volumes neufs. — Pour vous obliger, j'accepterai votre souscription un peu tardive. — Et merci du bon témoignage.

5589

M. V. curé de G. (Orne). — Reçu. Vous êtes bien à la liste des souscripteurs. Heureux de votre approbation et merci de vos sympathies.

5596

M. R. vicaire à A. (Maine-et-Loire). — Reçu. Le retard est insignifiant et vous n'aviez pas à vous en excuser. Le témoignage de votre satisfaction nous est un encouragement.

5598

M. A. curé de V. d'A. (Seine-et-Oise). — C'est expédié et vous êtes inscrit. Merci de votre précieuse propagande à l'endroit de notre œuvre.

5600

M. l'abbé D. curé d'O. (Hte-Marne). — Est-ce à cause de votre nom, et en souvenir de moi, que *tel* et *tel*, qui me doivent beaucoup et à qui je ne dois rien, vous ont fait ces petites misères que je n'ai pu lire sans un sourire de pitié? Peut-être. Ils m'ont mis à même de juger leur intelligence et leur cœur.

A l'avenir, s'il vous est plus facile de payer votre abonnement à Langres qu'en mes bureaux, adressez-vous à mes imprimeurs actuels: ils me transmettront bien volontiers votre argent après vous avoir reçu poliment.

Quant à la difficulté que vous avez eue au sujet d'un abonnement à une autre feuille que vous ne voulez plus, je crois que je viens trop tard pour vous dire utilement d'être tranquille : le jugement de *paix* doit être rendu, et en votre faveur. Si je me trompe (sur le jugement) dites-le moi s. v. p. 5421

M. G. prêtre de la mission à T. (Bouches-du-Rhône). — Vous êtes bien inscrit pour les tables. Merci de vos encouragements et de vos vœux pour les deux *Amis*. 5092

M. B. curé à St-M. s. M. (Saône-et-Loire). — Reçu et vous êtes bien inscrit. C'est un vrai bonheur et un grand encouragement pour moi, et pourquoi ne l'avouerais-je pas ? quelquefois une consolation, d'entendre tant de saints prêtres m'écrivant que notre œuvre leur rend de réels services et fait du bien. Et l'effusion que vous personnellement mettez dans ce témoignage m'est allée jusqu'au fond du cœur. Oui, le *petit nouveau*, je l'espère bien, grandira pour vous mieux servir encore. Mais hélas ! c'est une vérité indiscutable que les enfants coûtent cher à bien élever.

Il y a longtemps que je rêve cette étude, qui vous semble si opportune, sur la bonne composition, sans dépenses mal justifiées, d'une bibliothèque ecclésiastique.

Réponse à votre *Post-scriptum* : Ce serait 80 francs, que vous pourriez payer par fractions si cela vous était plus commode. Vous garderiez vos deux volumes et moi je ne vous expédierais par ces deux-là. 5601

Accusés de réception à MM. :

D. curé de M. (Loir-et-Cher). 5611. — R. à G. (Bonne-Rhône). 5612. — R. curé de D.-s.-le-L. (Maine-et-Loire).

5614. — M. curé de B. (Ain). 5616. — B. curé de N. (Hte-Marne). 5617. — F. curé à V (Corse) 5620. — B. curé de M. (Loire-Inférieure) 5621. — B. curé de C. (Indre-et-Loire) 5622. — Rév. G. dét. Michizay. S. vicaire à A. (Ardèche) 5635. — B. vicaire d'I. (Calvados) 5637. — Le P. vicaire à T. (Côtes-du-Nord) 5638. — F. curé au M. d'O. (Rhône) 5639. — S. à R. (Aveyron) 5641. — J. M. G. Church. P. (Canada) 5647. — S. et D. au C. St-I. (Canada) 5651. — C. curé à O. (Nord) 5654.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé BUATHIER

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 13

PRÉDICATION : Pour le dimanche des Rameaux : la méditation des souffrances de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites. Occurrence d'un patron avec le Mercredi des Cendres.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. Quand doit-on dire une préface spéciale concédée pour la fête de tous les saints ? — Doit-on dans l'antienne *O Doctor* chanter : *Petre Damiane* ? — Le célébrant peut-il pendant le *Gloria* et le *Credo* s'asseoir sur le marchepied au coin de l'Épître ? Quelle différence entre les différents sièges liturgiques ? — Le juge peut-il prononcer, l'avocat plaider en faveur du divorce ? Le maire marier civilement des divorcés ? — Les indulgences du vœu héroïque s'appliquent-elles au

vœu conseillé par le B. Grignon de Montfort ? — Peut-on empêcher les messes d'aller hors du diocèse ? Peut-on ériger une confrérie dans une paroisse sans la permission du curé ?

LE MINISTÈRE PAROISSIAL. La Confrérie de la Foi et de la Doctrine chrétienne.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Une famille qui avant la révolution avait droit à un banc dans l'église y a-t-elle encore droit maintenant ? — Quels sont les meilleurs ouvrages sur la jurisprudence civile ecclésiastique, sur la comptabilité des fabriques, sur la tenue des sacristies ? — Quelle hauteur doivent avoir les salles de classe ? — Quelle est l'autorisation nécessaire pour créer un cimetière dans un orphelinat ? Le prêtre est-il tenu d'exiger un permis d'inhumation par écrit ?

COURRIER DES LIVRES

LES PREUVES DE LA FOI CHRÉTIENNE ou la *Religion universelle*. Conférence par Jules SÉVERIN. — Victor Palmé, br. in-12, 1888.

Cette conférence n'est qu'un résumé substantiel du beau livre d'Adrien Peladan « les Preuves éclatantes de la Révélation » avec quelques considérations personnelles et élevées. La doctrine catholique ou universelle a dû être universellement connue. On en trouve des traces étonnantes en Inde et en Chine comme en Grèce et à Rome, en Égypte ou au Mexique. Le Sauveur était annoncé et attendu partout. Les prophètes hébreux avaient surtout parlé de lui en des termes si précis que les Juifs sont inexcusables de ne l'avoir pas reconnu et reçu.

Telle est la première partie de la conférence de Jules Séverin. Les génies les plus pervers, comme Rousseau, ou les plus inconsistants, mobiles et fantaisistes comme Michelet se sont arrêtés émus devant cette auguste figure du Sauveur : « J'ai baisé de bon cœur, dit Michelet, la croix de bois qui s'élève au Colisée, vaincu par elle. De quelle étreinte la jeune foi dut-elle la serrer, lorsqu'elle apparut dans cette enceinte entre les lions et les

léopards ? Aujourd'hui encore, quel que soit l'avenir, cette croix, chaque jour plus solitaire, n'est-elle pas pourtant l'unique asile de l'idée religieuse ? L'autel a perdu ses honneurs, l'humanité s'en éloigne peu à peu ; mais je vous en prie, oh ! dites-le moi, si vous le savez, s'est-il élevé un autre autel ? »

Ces aspirations mystiques de l'historien qui fut le plus atteint de la grande névrose du siècle, sont demeurés stériles comme tout ce qui reste dans le domaine du sentiment. Chateaubriand même en essayant de faire accepter l'Eglise comme une institution poétique, voire même utilitaire qu'il serait grand dommage de faire disparaître, n'a pu acquérir aucune autorité. La science seule des origines catholiques est féconde, parle aux esprits et les force à la conviction.

Cette première partie renferme des aperçus ou plutôt des documents neufs, c'est-à-dire qu'on n'a pas suffisamment encore fait entrer dans l'histoire. Le livre indien de Manon, par exemple, nous raconte que « le serpent Caby est l'auteur du mal qui pèse sur l'humanité. Les calamités furent si grandes que Vischnou, la seconde personne de la trinité indienne, vint s'incarner dans le sein d'une femme pour en délivrer le genre humain. » Le Sauveur naquit, « sa conception miraculeuse

s'écrie : « Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'avez-vous abandonné ! » O Père, j'ai donc travaillé inutilement, c'est donc en vain que j'ai consumé tout ce que j'avais de force ! L'enfer continuera de se remplir, le démon s'emparera de la plupart des âmes que je rachète à si haut prix ! Le sang d'Abel a crié vengeance et il a été écouté ; le mien demande miséricorde et il n'est point entendu ! « Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'avez-vous abandonné ! » Et cette cruelle image lui cause une si violente douleur que peu après il incline la tête et expire !

II. Passons aux tortures de l'esprit. Rien n'est sensible à un noble cœur comme l'honneur. C'est ce à quoi il est le plus attaché. Jésus est la perfection comme Dieu et comme homme. Or Jésus est méprisé, déshonoré, insulté comme un insensé, comme le dernier des criminels, ou plutôt on le dédaigne comme un misérable ver de terre. Il est outragé en paroles : on le traite de séducteur, de blasphémateur, de perturbateur du repos public. Il est outragé en actions : pensez au jardin des Olives, aux soufflets, aux crachats, à la robe blanche des insensés, au lambeau de pourpre, au sceptre de roseau, à la couronne d'épines, aux génuflexions dérisoires, à la préférence donnée à l'assassin Barabbas, au crucifiement entre deux voleurs. Il est outragé par tous : par les particuliers et les pouvoirs officiels, par les princes des prêtres, les scribes et les pharisiens, par Hérode et Pilate, par la populace, par la vile soldatesque. Il est complètement perdu de réputation, on rougit de lui ! O Jésus, fils unique du Dieu vivant, qu'est-ce donc que les hommes trouvent à mépriser en vous que les anges adorent en tremblant, en vous qui faites les délices du paradis ? Que peuvent-ils mépriser dans votre naissance, qui est éternelle, dans votre sagesse qui est divine, dans votre conduite qui est irréprochable, dans votre personne qui rayonne de beauté et dont la majesté a renversé à terre vos plus mortels ennemis ? Ah ! Jésus, ma caution et ma victime, en vous humiliant vous réparez, vous expiez pour moi ! O vous si grand et si abaissé, ô vous l'opprobre du peuple et la gloire des anges, je me prosterne à vos pieds vous demandant pardon de mon orgueil insensé, je vous adore avec un profond respect, je compatis aux immenses douleurs de votre esprit pendant votre Passion et surtout aux tortures inénarrables de votre cœur adorable !

III. En effet, la douleur la plus amère pour un cœur bien né, l'épine la plus empoisonnée, c'est le délaissement de la part de ceux qu'il aime, c'est l'ingratitude de ceux à qui il n'a fait que du bien. Oh ! chrétiens, comme le cœur de Jésus est saturé d'ingratitude ! Pendant sa Passion, quel délaissement universel ! Ce peuple Juif que Jésus avait instruit avec tant de sollicitude et qui précédemment avait montré tant d'attachement à son divin Docteur, ce peuple que Jésus avait nourri miraculeusement dans le désert et qui en retour voulait le faire roi, ce peuple presque tout composé des

aveugles auxquels il avait donné la vue, des sourds auxquels il avait rendu l'ouïe, des muets dont il avait délié la langue, des malades qu'il avait guéris, des possédés qu'il avait délivrés, ce peuple dont l'amour l'avait rendu odieux et redoutable aux Pharisiens, ce peuple abandonne Jésus ! Que dis-je ? il est altéré du sang de son bienfaiteur, il demande sa mort à grands cris ! O cruauté ! ô douleur ! Mais il est encore une cruauté plus grande, une douleur plus cuisante pour le cœur adorable de mon Sauveur ! Les apôtres, oui, les apôtres eux-mêmes oublient leur divin Maître. Judas le trahit pour trente deniers, Pierre le renie, tous l'abandonnent honteusement ! Que va-t-on dire de vous, ô mon bien aimé Rédempteur ? Quoi ! de tant de personnes que vous avez entourées de soins pendant l'espace de trois années, qui ont été témoins de tant de merveilles, qui vous ont accompagné partout, qui ont étudié vos maximes, qui vous ont connu de la manière la plus intime ; de tant de personnes il n'y en a pas une seule qui ose se déclarer en votre faveur ! Que pensera-t-on d'une disgrâce si étrange ? Que dira-t-on d'un homme à qui il ne reste pas un seul ami dans son infortune, qui est trahi par celui-ci, désavoué par celui-là, abandonné de tous, abandonné de Dieu lui-même ! O délaissement aussi déshonorant qu'il est pénible ! Ah ! Seigneur, je le comprends, rien ne peut être comparé à votre douleur ! C'est un océan d'affliction dont la seule vue m'effraie et m'accable de tristesse, *magna est velut mare contritio tua* ! C'est une mer d'amertume gonflée par les innombrables torrents de l'iniquité humaine. C'est un abîme de confusion creusé par la perfidie de vos amis, par les impostures de vos ennemis, par les horribles mépris que vous essayez de la part des grands et de la part des plus abjects. C'est un gouffre aussi ténébreux et aussi profond que les enfers, où votre cœur souffre en quelque sorte des peines égales aux tourments des damnés, *magna est velut mare contritio tua* ! Oui, les tortures que vous avez endurées en votre âme sont inexprimables ! Mais elles ne forment qu'une partie de votre martyre. Les souffrances de votre corps sont également indicibles. D'elles aussi vous avez dit : « O vous tous qui passez, examinez, voyez s'il y a une douleur comparable à ma douleur ! » Je veux les méditer, Seigneur : faites-en sentir à mon cœur la grandeur et l'amertume.

II

Matériels que nous sommes, les choses sensibles font plus d'impression sur nous que les choses spirituelles, et de même que la peine du *sens* de l'enfer nous saisit davantage que la peine du *dam*, de même les tourments corporels du Sauveur nous émeuvent plus vivement que les tortures de son âme.

Du reste, il faut l'avouer, Notre-Seigneur a souffert en son corps d'une manière excessive, *excessus doloris* !

Quelles scènes affreuses que les mystères dou-

loureux, ainsi que les appelle 'si bien la sainte Eglise : l'agonie du Jardin des Olives, la flagellation, le couronnement d'épines, le portement de croix, le crucifiement !

Ah ! si nous pouvions approfondir avec les saints chacune de ces souffrances, quelles leçons nous en retirerions ! Mais le temps nous manque. Relevons seulement quelques circonstances de la passion corporelle de Jésus. A vous, mes frères, de les méditer en votre particulier pour en nourrir votre âme.

Remarquons d'abord l'extrême délicatesse et sensibilité du corps de Jésus. Comme le Verbe ne s'incarnait que pour souffrir, le Saint-Esprit lui avait donné un corps approprié à ce dessein, c'est-à-dire le plus susceptible de douleur qu'il soit possible d'imaginer. Il avait donné à son tempérament et à ses facultés naturelles cette perfection que Dieu donne à tout ce qu'il fait immédiatement par lui-même, en sorte qu'il avait la sensibilité si vive que les tourments lui étaient plus douloureux qu'à tout autre.

De plus, à cause de l'étroite liaison qui unit le corps et l'âme et leur rend communes les joies et les douleurs, les inénarrables douleurs du cœur de Jésus avaient leur contrecoup dans son corps sacré. C'est comme si un géant accablé par la chute d'une montagne, venait lui-même tomber sur un enfant, qui serait en même temps écrasé et enseveli sous la masse du géant et sous les ruines du rocher !

Troisième remarque. L'âme de Jésus au milieu de ses amertumes très profondes eut encore quelque consolation : l'ange de Gethsémani, les saintes femmes, la Véronique, Marie-Madeleine, l'apôtre saint Jean, sa très sainte Mère, mirent quelque baume sur son cœur. Son corps adorable souffrit sans interruption, sans le moindre relâche. Jésus est conduit, enchaîné, chez Caïphe où il est souffleté odieusement. Il passe aux mains d'une garde insolente qui pendant toute une nuit lui fait subir les plus grossières avanies. Dès le matin il est conduit chargé de liens à Pilate, du palais de Pilate au palais d'Hérode et celui-ci le renvoie au gouverneur. Après la flagellation, il n'est pas plutôt délié que les soldats se jettent sur lui, lui enfoncent sur la tête la couronne d'épines et prennent un barbare plaisir à frapper sur ces épines avec le roseau, que par dérision ils lui avaient mis entre les mains en guise de sceptre ! Ce jeu inhumain durait encore lorsque le Sauveur est rappelé devant Pilate qui le condamne à mort. On le charge d'une croix, on lui arrache ses habits qui s'étaient attachés à ses plaies, on le crucifie. Vous le voyez, il va à la mort de souffrances en souffrances, sans que son corps sacré ait le moindre répit.

Quatrième caractère des douleurs du corps de Jésus : leur universalité. Dans l'âme du Sauveur la souffrance n'avait accès que dans la partie inférieure, la partie supérieure était complètement en dehors de ses atteintes. Il n'en est pas de même

du corps adorable de mon Rédempteur. Il a souffert dans tous ses membres, et, presque dans chacun, des tourments particuliers et, dans la plupart, plusieurs tourments à la fois : de la plante des pieds au sommet de la tête, tout est plaie et douleur. Voilà pourquoi Isaïe le compare au lépreux qui n'a rien de sain en sa personne. Son visage est défiguré par les coups qu'il a reçus, on ne le reconnaît plus. Quelle partie de son corps a été épargnée dans la flagellation ? Laquelle de ses blessures n'a pas été rouverte lorsqu'on le dépouilla de ses habits chez Pilate et au Calvaire ? De combien d'épines sa tête ne fut-elle pas percée ? Combien de coups de roseaux sur ces épines ! Que de chutes fréquentes sous le fardeau de la croix ! Quels horribles supplices de la faim et de la soif ! Quelle inexprimable douleur dans les mains et les pieds percés par de longs clous avec un effroyable froissement de chairs et de nerfs en ces parties si sensibles ! Quel sûcroit d'indicible douleur pour Jésus de demeurer trois heures en croix suspendu sur ses plaies ouvertes, qui s'agrandissent et se renouvellent à chaque moment !

Non, il n'y a point de douleur comparable aux douleurs de mon Rédempteur. Il a souffert en son âme et en son corps des tortures au-dessus de toute expression, parce qu'elles sont au-dessus de toute pensée. Ah ! chrétiens, pendant cette semaine, que le souvenir de la passion de Jésus soit notre unique occupation, *recogilate* ! Comme saint Paul, ne pensons qu'à Jésus et à Jésus crucifié, *recogilate* ! N'ayons devant les yeux de l'esprit et du cœur que les excessives douleurs de Jésus, témoignage de son excessif amour pour nous, *excessus doloris excessus amoris*, afin d'y puiser lumière, force et courage pour la réforme de notre cœur, *recogilate* !

C'est le péché qui a fait mourir le Rédempteur, *posuit in eo iniquitates omnium nostrum*, donc haine implacable au péché. C'est par amour pour nous que Jésus a voulu être cloué à la croix, *dilexit me et tradidit semetipsum pro me*, donc amour à Jésus ! C'est pour notre salut que Jésus a souffert sa douloureuse Passion, donc notre salut avant tout ! O Jésus mon Sauveur, selon votre promesse, attirez à vous nos esprits et nos cœurs ! Que votre sang retombe sur nous pour nous convertir, nous sanctifier, nous sauver ! Amen.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Solution concernant l'occurrence d'un patron de région avec le mercredi des Cendres.

BRIXIEN. — Reverendissime Domine uti Frater, Exponens Amplitudo Tua Festum Sanctorum Faustini et Jovite Martyrum, istius Civitatis et Dioceseos Patronorum, qui summa ibidem veneratione gaudent, hoc anno in Feriam quartam privilegiatam Cinerum incidere, ne publica eorum-

dem solemnitas communi cum mœrore transferenda sit, ipsamet Amplitudo Tua a Sanctissimo Domino Nostro Leone Papa XIII humillimis precibus expetivit ut, quoties enuntiatum festum cum feria quarta Cinerum occurrerit, expleto in Ecclesia Cathedrali juxta officium diei Sacrorum Cinerum ritu, tam ibidem quam in cunctis Ecclesiis parochialibus ipsius Diœceseos unica missa solemnitas propria de iisdem sanctis Patronis cantari queat. Sacra porro Rituum Congregatio, petitam veniam renuens concedere, utpote sacræ liturgiæ præscriptionibus omnino adversantem, utendo facultatibus sibi specialiter ab eodem Sanctissimo Domino Nostro tributis, commisit Amplitudini Tuæ ut in casu enuntiati impedimenti festum Sanctorum Faustini et Jovitæ in universa Brixien. Diœcesi fixe transferatur in diem sequentem *tanquam in sedem propriam*, servatis Rubricis.

Quæ dum pro mei muneris ratione Amplitudini tuæ communico, ut ipsa diu atque incolumis vivat ex animo exopto.

Romæ, 1 Februarii 1888.

(L. S.)

A. Card. BIANCHI, *Præf.*
Laurentius SALVATI, *Secret.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Voudriez-vous nous donner quelques explications sur le texte suivant. Il s'agit d'une préface propre des saints :

« Sequens Præfatio cum suo cantu, vel sine cantu, dicitur in Festo ac per totam Octavam omnium Sanctorum et in Missis Votis de Omnibus Sanctis : præterea in Festis vel secundariis Patroni et Titularis uniuscujusque Ecclesiæ, necnon per Octavas eorundem et etiam in Festis Sanctorum (præterquam Angelorum) ritu solenni celebratis, quibus tamen propria Præfatio assignata non fuerit. »

D'après un privilège accordé, cette année, à notre diocèse, nous devons chanter la préface aux jours ci-dessus indiqués... « qui glorificaris in concilio sanctorum et eorum coronando merita coronas dono tua... », etc., pendant toute l'octave de la Toussaint, cette préface doit être dite même aux messes *sine cantu* pendant la susdite octave et même aux messes votives des saints.

Mais, *quid in festis sanctorum non ritu solenni, sed tantum feriali celebratis*, comme cela se présente assez souvent, surtout dans les églises où l'on chante la messe tous les jours ? Et pendant les octaves des patrons, lorsque la messe est basse, doit-on dire cette même préface, ou bien la préface commune. Je vous ai déjà posé cette question il y a 4 ou 5 mois, veuillez s'il vous plaît me donner tous détails requis à cet égard, plusieurs confrères ne savent comment faire à ce sujet. J'attends votre réponse avec impatience comme aussi la réponse aux autres questions portées sur l'autre feuille ci-jointe ?

R. — Voici comment nous interprétons cet intitulé :

Cette préface propre des saints qui vous a été concédée doit se dire :

1^o A la Toussaint, et pendant son octave : que la messe soit chantée ou non, n'importe.

2^o Aux messes votives de la Toussaint.

3^o Aux fêtes du patron, et du titulaire de chaque église ; et pendant les octaves de ces fêtes.

Quant aux fêtes des saints, on ne la dit pas dans les cas suivants :

1^o Lorsque ces saints ont une préface propre, par exemple aux fêtes des apôtres ;

2^o Quand les fêtes des saints ne se célèbrent pas solennellement ; par conséquent on ne prendrait pas cette préface propre lorsque les fêtes des saints se célèbrent sans chant, et en outre lorsqu'elles se se célèbrent avec chant mais sans solennité, comme il arrive ordinairement dans les églises dont vous parlez, où l'on chante la messe tous les jours.

Q. — Dans l'antienne *O Doctor* pour la fête de saint Pierre Damien, certaines éditions marquent *beate Petre Damiane* ; d'autres n'ont pas le mot *Damiane*. Lesquelles ont raison ?

R. — On ne doit pas ajouter le mot *Damiane* ; car aucun décret n'autorise à faire cette addition. Il est vrai qu'on ajoute quelquefois, dans l'antienne *O Doctor* et dans quelques oraisons, certaines qualifications à des saints, par exemple, *Chrysostome* à saint Jean, évêque de Constantinople ; *Chrysologe* à saint Pierre, évêque de Ravenne ; *Cælestine* à saint Pierre Mouron, pape à la fin du treizième siècle. Mais ces appellations, qui désignent quelques dons merveilleux de la grâce, ont été autorisées par divers décrets de la Sacrée Congrégation des Rites, par exemple, la première en 1736, la seconde en 1825, la troisième en 1844. Les particuliers n'ont pas le droit d'introduire aucune modification, même la plus minime.

Q. — 1^o Que penser de cette manière de faire du prêtre célébrant la grand'messe et les vêpres, et s'asseyant pendant les *Kyrie*, *Gloria*, *Credo*, etc., sur le marchepied de l'autel, au coin de l'Épître, le visage tourné vers le côté de l'Evangile ? Est-elle régulière ?

2^o Existe-t-il une différence réelle entre les sièges liturgiques désignés par les mots *faldistorium*, *sedile*, *scamnum*, *scabellum* ?

R. — Ad I. Cette manière d'agir n'est pas régulière. Si le célébrant veut s'asseoir, il doit le faire sur le *scamnum* dont nous parlerons tout à l'heure. Le Cérémonial des Evêques le dit clairement :

« ... Ideoque satis erit *scamnum* oblongum, coopertum aliquo tapete, aut panno, aptari a latere Epistolæ, in quo sedeat sacerdos celebrans cum Diacono et Subdiacono. » (Cérémoniale Episc., Livre I, chap. XII, verset 22.)

Ad II. Oui, il y a une différence entre ces divers sièges :

Le *faldistorium* est ainsi défini par M. l'abbé Bourbon :

« C'est un siège à bras, mais sans dossier, orné d'une draperie en soie de la couleur de l'office et d'un coussin sous cette draperie, ou d'une draperie fixe.

L'évêque diocésain lui-même se sert de ce siège lorsqu'il s'assied ailleurs qu'à son trône, par exemple à l'autel ou au milieu du chœur. Dans les

églises où il n'y a pas de *Faldistorium* proprement dit, la raison de nécessité autoriserait à le remplacer par le siège que nous appelons, en français, *fautueil*.

Pour un évêque officiant, le *Faldistorium*, ou le fauteuil qui en tiendrait lieu, se place au côté de l'épître, proche de la marche inférieure de l'autel ; d'ordinaire c'est devant l'extrémité de cette marche. »

Le même auteur ajoute en note :

« Le *Faldistorium* s'emploie aussi comme accoudoir sur lequel s'appuie l'évêque agenouillé. Mais le *faldistorium*-accoudoir est sans bras, ou bien on y place des coussins qui comblent le vide et fournissent une surface plane pour s'accouder ; alors aussi on dispose au devant du *Faldistorium* un coussin, sur lequel le prélat pose les genoux. Au lieu du *Faldistorium*, on peut employer un prie-dieu, *genuflexorium*, orné de deux coussins, l'un pour s'agenouiller, l'autre pour s'accouder. » (V. aussi Mgr de Conny.)

Ce siège peut aussi être placé sur le marchepied de l'autel dans certaines cérémonies, par exemple en divers moments d'une Ordination.

Le *Faldistorium* est donc un siège destiné aux évêques.

Le mot *Sedile* est un terme générique qui s'applique à tous les sièges, surtout aux sièges du chœur, et plus particulièrement aux sièges des derniers chapiers.

Le *Scamnum* est la banquettes réservée au célébrant, et aux ministres sacrés lorsqu'ils vont s'asseoir. Elle est placée du côté de l'Épître près des marches de l'autel. Cette banquettes est un siège allongé, recouvert d'un tapis, ou d'une étoffe qui n'est pas en soie. Ordinairement il n'a pas de dossier, mais il peut en avoir un, pourvu qu'il soit peu élevé, afin qu'on puisse relever par dessus la chasuble du célébrant et la faire retomber en arrière. Il ne doit pas avoir de bras.

Le *Scabellum* est un siège qui présente à peu près la forme de nos tabourets. Il est entièrement en bois. La planche qui le couvre est percée d'une ouverture pour y passer la main, afin qu'on puisse facilement le transporter d'un lieu à un autre.

Q. — 1^e Des juges chrétiens peuvent-ils, au sens de la loi civile, déclarer qu'il y a cause suffisante pour prononcer le divorce entre deux époux ? Un avocat peut-il plaider en faveur du divorce ? Un maire peut-il plaider en faveur du divorce ? — Ce même maire peut-il marier des divorcés qui se présentent devant lui pour contracter une nouvelle union ?

2^e Rome n'a-t-elle pas donné des solutions au cas que je propose ? Si oui, où se les procurer ?

R. — Ad I et II. Après la promulgation en France de la loi rétablissant le divorce, il y eut des appréciations fort diverses sur les conditions faites aux juges et aux avocats chrétiens, ainsi qu'aux maires, par le rôle qu'elle leur attribue.

Les uns prétendaient que les juges pouvaient en tous cas juger conformément à la loi, à condition qu'ils ne visassent à défaire que ce qu'avait

fait le mariage civil et qu'ils fussent bien pensants et fidèles croyants sur le sacrement de mariage ainsi que sur la compétence exclusive de l'Eglise dans les causes matrimoniales. Les avocats et les avoués pouvaient agir dans le même sens. Quant au maire, il y avait plus de doute quoiqu'on se montrât assez favorable à son intervention qu'on rapprochait de ce qu'il fait pour la célébration du mariage civil.

D'autres à l'opposé pensaient que les juges, les avocats, les avoués, les maires ne pouvaient appliquer la loi dans le sens du divorce quand le mariage était et demeurerait valide aux yeux de l'Eglise. Quelques-uns semblaient même demander que les juges démissionnassent plutôt que de prêter leur concours à l'application de la loi dans le sens du divorce.

Le Saint-Siège adressa sur ces entrefaites à chacun des évêques de France une Instruction du Saint-Office en date du 25 juin 1885 par laquelle il était déclaré qu'on pouvait tolérer que les officiers civils traitassent les causes matrimoniales sans qu'ils fussent obligés de donner leur démission, aux deux conditions suivantes : 1^o Qu'ils professassent la compétence exclusive de l'Eglise dans les causes matrimoniales ; 2^o qu'ils évitassent de rendre ou de faire rendre une sentence contraire au droit divin ou au droit ecclésiastique. L'Instruction ajoutait que l'on devrait recourir au Saint-Siège pour les cas difficiles.

Cette Instruction ne devait pas être publiée. Elle n'était destinée qu'aux évêques pour leur servir de règle dans les décisions qu'ils auraient à donner sur cette matière. Mais, sans en publier le texte, certains partisans de l'opinion qui autorisait le juge à prononcer une sentence favorable au divorce, révélèrent clairement l'existence de cette Instruction, et affirmèrent qu'elle leur donnait raison. Ils expliquaient leur sentiment dans le sens qu'indique assez clairement le préambule de la décision suivante du 27 mai 1886 :

« Quelques évêques de France ont soumis les doutes suivants à la sainte Inquisition romaine et universelle :

« Dans la lettre de la S. I. R. et U. du 25 juin 1885 à tous les Ordinaires de France, au sujet de la loi sur le divorce civil, il est décidé : « Eu égard aux « très graves circonstances des choses, des temps « et des lieux, il peut être toléré que ceux qui ont « charge de magistrat et d'avocat traitent en « France les causes matrimoniales, sans être « tenus de renoncer à leur office. » Suivent des conditions dont la deuxième est telle : « Pourvu « que, tant au sujet de la validité et de la nullité « du mariage qu'au sujet de la séparation de corps, « dans les causes où ils sont forcés de juger, ils « soient en telle disposition d'esprit que jamais « ils ne rendent ni ne provoquent par plaidoyer, « demande, excitation, une sentence contraire soit « au droit divin, soit au droit ecclésiastique. » On demande :

« 1. Est-elle exacte cette interprétation répandue

à travers la France et même imprimée d'après laquelle il est satisfait à cette condition par le juge qui, malgré la validité du mariage en face de l'Eglise, fait abstraction complète de ce mariage et ferme, et, par application de la loi civile, prononce qu'il y a lieu à divorce, pourvu qu'il n'ait en l'esprit d'autre intention que de rompre les effets civils et le contrat civil, et que là se borne le libellé de la sentence? En d'autres termes, la sentence ainsi portée peut-elle passer pour n'être point opposée au droit divin, ni au droit ecclésiastique?

« II. Le juge ayant prononcé qu'il y a lieu à divorce, le maire, ne visant, lui aussi, que les seuls effets civils, ainsi qu'il est exposé plus haut, peut-il prononcer le divorce malgré la validité du mariage aux yeux de l'Eglise?

« III. Le divorce prononcé, le même maire peut-il unir civilement à un autre le conjoint qui convoie à d'autres noces, quoique le premier mariage soit valide devant l'Eglise et que l'autre partie soit vivante? »

La réponse fut : « Ad primum, secundum et tertium dubium : *Negative.* » (V. le texte latin *Ami du Clergé*, 1886, p. 399; le texte de l'Instruction du 25 juin 1885 *Ami du Clergé*, 1886, p. 615.)

A peine cette décision était-elle connue que les défenseurs de l'opinion à laquelle était empruntée l'interprétation soumise au jugement du Saint-Office, déclarèrent que la question avait été mal posée; qu'une consultation nouvelle la remplacerait sur son véritable terrain, et qu'on verrait alors plus clairement la vraie solution.

Cette consultation, on ne fut pas tentée, on n'eut pas de suite. A deux reprises différentes nous avons fait prendre des renseignements à la source la plus authentique qu'il y ait en France. Deux fois nous fûmes assurés qu'aucune nouvelle décision générale du Saint-Siège n'était intervenue : que les instructions et décisions antérieures gardaient toute leur force.

Mais le ministère belge s'étant ému à ce sujet parce qu'en Belgique où le divorce existe, les juges catholiques ont coutume d'appliquer la loi dans le sens du divorce, demanda, par voie diplomatique, un éclaircissement à ce sujet. Le Saint-Siège répondit diplomatiquement que les deux décisions données pour la France n'apportaient aucune modification en ce qui concerne la Belgique. — Evidemment cette déclaration donnée au gouvernement belge ne modifie pas non plus les décisions données pour la France.

Une réponse de la S. Pénitencerie du 4 avril 1887 (V. *Ami du Clergé*, 1887, p. 278) décide que le confesseur doit diriger les juges conformément aux décisions récentes émanées du Saint-Siège. Ce qui fait bien saisir le sens de cette réponse, c'est que le juge avait surtout en vue d'établir aux yeux de son confesseur que celui-ci n'avait pas à lui objecter la décision du 27 mai 1886. Les trois raisons qu'il donnait sont : 1^o la réponse au gouvernement belge, 2^o les discussions des théologiens

au sujet de cette décision, 3^o le vice de cette décision qui ne vise aucunement les raisons graves qui peuvent se trouver du côté du juge et du demandeur en divorce. Malgré cela, on décide que le confesseur doit prendre pour règle les décisions récentes du Saint-Siège.

Nulle autre décision générale n'est venue ni informer, ni modifier ces actes pontificaux qu'il faut conséquemment, au moins jusqu'à nouvel ordre, tenir pour la règle authentique du jugement à porter sur cette matière, quoi qu'en puissent dire certains intéressés.

Mais l'Instruction du 25 juin 1885 recommandait de recourir au Saint-Siège pour les cas embarrassants. C'est ce qui a eu lieu plusieurs fois. Les solutions intervenues n'ont pas été publiées; elles devaient ne pas l'être. On a plus ou moins discrètement parlé. Mais en l'absence du texte, soit de la demande, soit de la réponse, il est impossible d'en rien dire pertinemment et prudemment. On assure que ces solutions particulières sont très accommodantes. Raison de plus de recourir à Rome, si l'on est embarrassé, et de ne pas trancher témérement les questions délicates que fait naître la loi du divorce, d'une façon qui paraisse ne pas tenir un assez grand compte des déclarations authentiques du Saint-Siège.

Nous pouvons garantir au vénérable religieux qui nous a fait l'honneur de nous consulter, l'exactitude de fait et de doctrine des renseignements que nous lui donnons.

Q. Est-ce que le vœu héroïque enseigné par le Bienheureux Grignon de Monfort dans son livre de la *Vraie Dévotion à la sainte Vierge* jouit des mêmes indulgences et surtout des mêmes privilèges de l'Autel personnel privilégié tous les jours, aussi bien que le vœu héroïque en faveur des âmes du purgatoire approuvé et confirmé par Pie IX, le 30 septembre 1852?

Autre question : Ce vœu empêche-t-il nécessairement le vœu héroïque en vogue pour les âmes du Purgatoire? Il semblerait que oui : car comment faire cette donation après s'être entièrement donné à Marie.

R. — Nous allons d'abord expliquer, au moyen de documents authentiques, l'essence propre des vœux ou consécérations. L'*acte héroïque* en faveur des âmes du purgatoire est ainsi exposé dans le décret du 19 décembre 1885 :

« Actus heroicus charitatis erga animas in Purgatorio detentas in eo consistit, quod Christifidelis, sive adhibita aliqua formula, sive etiam tantummodo mente, offerat Deo O. M. pro animabus Purgatorii omnia opera satisfactoria quæ ipse, quoad vixerit, peraget: necnon omnia suffragia quæ post mortem quomodocumque ei obvenire poterunt. Multi Christifideles Beatæ Virgini Mariæ devotissimi, auctore aut suasore b. m. P. Gaspare Oliden ex Ordine Clericorum Regularium Theatinorum, consueverunt hujusmodi opera satisfactoria et suffragia in manus quodammodo B. Virginis deponere ab eadem pro suo misericordie beneplacito distribuenda in favorem animarum Purgatorii. »

D'autre part, le Bienheureux Grignon de Montfort explique ainsi le vœu qu'il conseille de faire :

« Dans cette consécration de nous-mêmes à la sainte Vierge, nous lui donnons toute la valeur satisfaisante, impétratoire et méritoire, autrement les satisfactions et les mérites de toutes nos bonnes œuvres ; nous lui donnons nos mérites, nos grâces et nos vertus, non pas pour les communiquer à d'autres, (car nos mérites, grâces et vertus sont, à proprement parler, incommunicables, et il n'y a eu que Jésus-Christ qui, en se faisant notre caution auprès de son Père, nous ait pu communiquer ses mérites,) mais pour les conserver, augmenter et embellir, comme nous le dirons plus loin ; *nous lui donnons nos satisfactions pour les donner à qui bon lui semblera, et pour la plus grande gloire de Dieu.* »

Des deux côtés nous n'abandonnons pas nos satisfactions ; dans le premier vœu, il nous est permis, mais non imposé, de les remettre entre les mains de la sainte Vierge ; et dans le second, nous nous imposons volontairement l'obligation d'en faire l'abandon entre les mains de la sainte Vierge. Il n'y a donc aucune différence essentielle entre ces deux vœux sous les deux rapports précédents. Mais il semble qu'il y ait une différence dans le but qu'il se propose. Par l'acte héroïque on se dépouille *in favorem animarum Purgatorii*, et par le vœu du B. Grignon on donne ses satisfactions à la sainte Vierge *pour les communiquer à qui bon lui semblera*. Dans le premier vœu le but semble plus restreint que dans le second.

Cette différence n'est qu'apparente, à notre avis. En effet, en faisant le vœu de B. Grignon, on ne s'interdit pas de demander à la sainte Vierge d'appliquer nos satisfactions aux âmes du purgatoire, comme le fait remarquer le Bienheureux lui-même : « Cette pratique n'empêche point qu'on prie pour les autres, soit morts, soit vivants, quoique l'application de nos bonnes œuvres dépende de la volonté de la très sainte Vierge. C'est au contraire ce qui nous portera à prier avec plus de confiance. De même qu'une personne riche qui aurait donné tout son bien à un grand prince, afin de l'honorer davantage, prierait avec plus de confiance ce prince de faire l'aumône à quelqu'un de ses amis qui la lui demanderait. Il faut dire la même chose de Notre-Seigneur et de la sainte Vierge : ils ne se laisseront jamais vaincre en générosité. »

D'autre part, en faisant le vœu héroïque en faveur des âmes du purgatoire on ne s'interdit pas de prier pour les vivants et même de leur appliquer d'une certaine manière le fruit de nos œuvres satisfaisantes.

« L'acte héroïque n'empêche pas davantage de prier pour soi, pour ses parents, ses bienfaiteurs, ses amis. Je dis plus : il ne semble pas même s'opposer à ce que nous appliquions nous-mêmes, du moins dans certaines circonstances, le fruit de nos œuvres satisfaisantes, pourvu que cette application ne soit pas absolue, mais subordonnée à la volonté divine ; subordination du reste qui existe toujours

en fait, que nous ayons renoncé, oui ou non, à la liberté de disposer du fruit satisfaisant de nos œuvres ¹. »

Ainsi donc, d'après les explications données sur les deux formules, l'engagement est absolument le même de part et d'autre. Il suit de là que l'on peut, à notre humble avis, jouir des indulgences et des privilèges accordés par le Saint-Siège à ceux qui font le vœu héroïque en faveur des âmes du purgatoire, en faisant le vœu héroïque du Bienheureux Grignon de Montfort.

Q. — 1^o Dans le numéro 47 de *L'Ami du Clergé* année 1888, parlant des honoraires de messe, vous dites que c'est *contraire à la charité* que d'empêcher l'envoi des honoraires de messe hors du diocèse : je vous l'accorde ; mais ne peut-on pas regarder comme contraire aussi à la charité, le taux inférieur auquel sont les messes dans certains diocèses. Qu'on mette le même taux, qu'on l'élève comme le nôtre.

Vous voyez bien l'inconvénient qu'il y a pour nous, c'est que les messes s'en vont ailleurs, et que nous nous croyons obligés de protester contre ces agences, même du haut de la chaire ; parce que, vous avez beau dire : *Charité bien ordonnée commence par soi-même.*

2^o Peut-on ériger dans une paroisse une confrérie avec zélatrices, etc., sans la permission du curé ?

R. — Ad I. Nous n'avons voulu parler que d'une *défense absolue* qui serait faite aux prêtres de confier des honoraires de messes à d'autres prêtres ou à des religieux en dehors du diocèse, même avec la certitude morale que les messes seront dites au moment voulu. Nul doute que l'évêque ne puisse fortement engager les fidèles et les prêtres de son diocèse à donner la préférence aux prêtres du même diocèse pour la distribution des honoraires. Les bons fidèles et les prêtres se feront un devoir d'obtempérer, dans la mesure du possible, au désir de leur évêque, à moins de circonstances particulières et graves.

Loin de nous la pensée de favoriser ces agences que nous avons si souvent condamnées et contre lesquelles nous voudrions mettre en garde tous nos lecteurs.

Ad II. S'il s'agit d'une confrérie proprement dite, qui aurait son siège dans l'église paroissiale, nul doute qu'il faille, pour l'ériger, la permission du curé de la paroisse. Il est le maître dans son église et l'on ne peut pas y introduire une confrérie sans son consentement.

Si la confrérie doit être érigée sur la paroisse, dans un oratoire indépendant, avec son administration propre, son chapelain, etc., faudra-t-il encore le consentement du curé de la paroisse ? Non, si l'on a soin de réserver dans l'érection les droits paroissiaux. Les auteurs établissent, en effet, que l'évêque n'est pas tenu de demander même l'avis, à plus forte raison le consentement du curé, pour autoriser la construction d'un oratoire public séculier sur la paroisse ².

¹ P. Binet, s. j. *De l'Etat heureux et malheureux des âmes du purgatoire*, p. 368.

² Van Gameren, *De Oratoriis publicis et privatis*, p. 75 ; Gautrelet, *Traité de l'état religieux*, t. I, p. 139.

D'autre part la constitution *Quæcumque* de Clément VIII, qui règle tout ce qui concerne l'érection des confréries, ne parle pas du consentement du curé de la paroisse, mais seulement de celui de l'évêque.

Si enfin il s'agit d'une œuvre qui n'est pas une confrérie proprement dite, comme sont beaucoup d'œuvres de nos jours, le consentement du curé n'est pas rigoureusement requis pour l'établir sur la paroisse. Mais ce qui n'est pas de rigueur s'impose par les convenances.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LA CONFRÉRIE DE LA FOI ET DE LA DOCTRINE
CHRÉTIENNE (*Suite*)

§ II. *Projets de règlements et statuts pour l'adite Confrérie.*

Nous allons donner ici, pour répondre aux désirs de plusieurs de nos confrères, le règlement qui a été rédigé sous la direction de l'autorité épiscopale de notre diocèse et adopté pour la Confrérie de la Doctrine chrétienne établie dans notre paroisse.

Chaque curé, nous le rappelons, a le droit de composer, avec l'approbation de son évêque, à sa guise, et de modifier même autant de fois qu'il le faudra dans la suite, les statuts de l'œuvre de la Doctrine chrétienne qu'il veut fonder, ou qu'il désire transformer et améliorer : il s'inspire pour cela du but spécial qu'il se propose, des besoins particuliers de la paroisse, des ressources ou des moyens dont il peut disposer, des circonstances en un mot, de temps, de lieux et de personnes dont il faut tenir compte avant tout dans un sage exercice du ministère paroissial. Ce point capital a été traité dans notre dernier article. Si nous donnons aujourd'hui un projet de règlement pour cette œuvre, ce n'est donc pas avec la prétention d'imposer notre manière de voir et de la déclarer seule bonne, mais uniquement par le désir de venir en aide à nos confrères en les guidant quelque peu, ou tout au moins en leur procurant le moyen de prendre dans nos propres idées ce qu'ils croiront pouvoir leur convenir. Le meilleur règlement sera certainement celui qu'un curé judicieux et zélé fera pour sa propre paroisse.

Sous la rubrique *Observations*, nous ferons précéder ou suivre chaque chapitre de quelques réflexions qui serviront de réponse à des questions qui nous ont été posées, ainsi que des explications nécessaires pour faire connaître les motifs particuliers qui nous ont dirigé dans la rédaction de nos statuts et dans le choix de telle pratique ou de tel moyen, que nous conseillons à nos associés. Nos statuts sont imprimés et forment une petite brochure dont le dépôt est remis désormais à M. Dangien, le directeur de l'*Ami du Clergé* 1.

Le règlement entier comprend, outre le préambule qui explique les motifs et l'origine de l'œuvre ainsi que son rattachement à la Confrérie de la Doctrine chrétienne, les six chapitres suivants : I, But de la Confrérie ; II, Devoir des associés ; III, Admission et Réception des associés ; IV, Organisation de la Confrérie ; V, Ressources de la Confrérie ; VI, Fêtes et Réunions ; VII, Indulgences et Avantages. Il est suivi de la profession de la foi orthodoxe, selon la formule prescrite par les souverains pontifes Pie IV et Pie IX, et de l'acte de renoncement aux sectes maçonniques, approuvé, recommandé et enrichi d'indulgences par Léon XIII. Cette profession de foi et cet acte de renoncement servent aux confrères le jour de leur réception solennelle, et toutes les fois qu'ils veulent renouveler leurs promesses de défenseurs de la foi.

Avant de donner ce règlement lui-même dans tous ses détails, nous croyons bon de prévenir nos confrères que nous avons fait composer à Tournay, par la société saint Augustin, un magnifique cachet de l'œuvre, qui en résume très bien la pensée, la portée et les obligations. Ce cachet, en chromo, qui mesure 34 cent. sur 25, est à lui seul un règlement abrégé qui parle aux yeux et rappelle aux associés leurs devoirs et leurs promesses. On peut le faire encadrer comme un cachet de première communion, et il devient ainsi un des plus précieux souvenirs de la vie chrétienne. En voici la composition. Au 1^{er} plan, Jésus-Christ Docteur avec ses apôtres, auxquels il impose *sa doctrine* avec l'obligation de la prêcher partout : « *Allez enseigner toutes les nations, leur apprenant à garder tous mes commandements.* » Au 2^e plan, à gauche, la reproduction d'un *bas-relief* artistique représentant saint Bénigne l'apôtre de la Bourgogne « enseignant, selon l'expression même du bréviaire de Langres, toute la sainte doctrine, *omnem sanctam doctrinam,* » aux trois saints Juneaux que conduit à l'homme de Dieu leur grand-mère sainte Léonille. Ce médaillon plein de grâce, avec l'exergue « *Le prêtre et la famille chrétienne* » montre avec un charme touchant l'obéissance empressée de l'Eglise, des saints prêtres, des bonnes familles à prêcher, à garder, à aimer, à observer la doctrine du divin Maître. Une sainte mère, amenant ses trois petits enfants, devenus plus tard des martyrs, à un saint apôtre qui les évangélise : c'est ce qui a paru au prêtre éminent qui nous a aidés de ses conseils dans la fondation de notre œuvre, le mieux donner notre pensée qui, on le sait, est d'unir les pieux fidèles à leurs pasteurs pour le soutien et la propagation de la foi. Toujours au 2^e plan, à droite, à côté même du médaillon de saint Bénigne, et comme son corollaire, l'engage-

¹ 20 cent. l'exemplaire ; 1 fr. 80 la douzaine franco. — Le cliché ayant été conservé, ces statuts peuvent

être imprimés dans d'excellentes conditions de bon marché pour les paroisses qui les adopteraient, avec le nom même des paroisses dans le texte. — L'imprimerie de l'*Ami du Clergé* se charge du reste de l'impression à bon compte de tous statuts particuliers.

ment personnel de chaque associé, tiré de la profession de foi de Pie IV : « Je veux, avec l'aide de Dieu, conserver et professer entièrement et inviolablement, jusqu'au dernier soupir de ma vie, la *foi catholique* ; la faire garder, professer et enseigner, autant qu'il dépendra de moi, à ceux qui me seront soumis ou dont le soin m'appartiendra dans mon office. — Moi....., j'en fais la promesse, le vœu et le serment. » (Profession de foi de Pie IV.)

Enfin, cinq petits médaillons, disposés dans l'encadrement du cachet, contiennent les sentences suivantes qui expliquent les principaux devoirs de l'associé et donnent ainsi à première vue, avec l'engagement cité plus haut, l'idée complète de notre œuvre : 1^o RENONCER AUX SECTES MAÇONNIQUES ; — 2^o M'ABSTENIR DES LECTURES CONTRE LA FOI ; — 3^o SOUTENIR LA FOI ET MON PROCHAIN ; — 4^o SECONDER LES ŒUVRES DE CATÉCHISME ; — 5^o PROTÉGER LA FOI DANS MA FAMILLE.

Tous nos associés se sont empressés de prendre ce beau cachet et de le signer eux-mêmes. La plupart d'entr'eux l'ont mis à la place d'honneur dans leurs maisons, et ils nous assurent que sa vue les fait se souvenir de leurs devoirs de bons chrétiens 1.

En le composant, nous avons tenu à mettre sous les yeux l'idée fondamentale de *Jésus Docteur*, commandant aux apôtres d'enseigner et d'imposer sa doctrine divine. C'est la même idée que nous avons émise et développée dans le préambule suivant qui explique les raisons et l'origine de notre œuvre et qui est en tête de notre règlement :

CONFRÉRIE

De la Doctrine chrétienne et de la Foi

Etablie dans l'Eglise Saint..... de..... et affiliée à l'Archiconfrérie de l'Eglise de Santa-Maria-del-Pianto² de Rome.

Jésus-Christ, avant de quitter la terre, dit à ses disciples : « Toute puissance m'a été donnée dans le ciel et sur la terre. *Allez donc enseigner toutes les nations*, les baptisant au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit ; leur apprenant à garder tous les commandements que je vous ai donnés. » (Matth., c. xxviii, v. 18-20.)

Ces paroles du divin Maître traçaient à la fois la mission de l'Eglise, qui est d'enseigner à tous les hommes la *Doctrine de Jésus-Christ*, et le devoir de ceux-ci, qui est de connaître et de pratiquer cette *Doctrine divine*.

Dans tous les temps l'Eglise a obéi fidèlement aux prescriptions du Fils de Dieu. Depuis les Apôtres jusqu'à nos jours, elle n'a cessé de répéter au monde, sous toutes les formes, par tous les moyens et malgré des difficultés et des épreuves sans nombre, les enseignements de *Jésus-Christ*. Aussi des peuples chrétiens ont été formés et ont vécu, à certains siècles surtout, de la *Doctrine du Sauveur*.

Mais aujourd'hui, plus peut-être qu'aux heures les plus mauvaises du passé, l'Eglise de Jésus-Christ se

voit entravée dans l'accomplissement de sa mission doctrinale auprès des hommes ; et cela, malheureusement, au moment même où les hommes semblent plus disposés que jamais à moins estimer la *Doctrine chrétienne* et peut-être déjà à s'en détourner.

Frappés du danger très grand que court à notre époque la *Doctrine chrétienne*, soit à cause de la difficulté de l'enseigner aux enfants, soit à cause des obstacles multiples qui s'opposent à sa pratique par les grandes personnes, de pieux fidèles de la paroisse de... ont résolu de s'unir pour la défense, l'honneur et la diffusion de cette *Doctrine*, voulant en cela faire plaisir à Notre-Seigneur et se montrer les enfants dévoués de sa sainte Eglise.

Et sachant, qu'après le Concile de Trente, il s'est formé à Rome, dans une pensée analogue, une touchante association de la *Doctrine chrétienne*, que le pape saint Pie V¹ recommanda vivement aux évêques comme un moyen puissant d'étendre les connaissances religieuses, et que le Pape Paul V² éleva plus tard au rang d'Archiconfrérie, avec des indulgences nombreuses et de grands privilèges, ces pieux fidèles désirant s'affilier à l'Archiconfrérie romaine, dont le siège est actuellement l'Eglise de Santa-Maria-del-Pianto, ont demandé à Monseigneur l'Evêque de... l'établissement d'une *Confrérie de la Doctrine chrétienne* à l'autel... de leur église paroissiale, ainsi que l'approbation des statuts suivants de la dite Confrérie, rédigés, selon le privilège du pape Paul V, conformément au but particulier qu'ils se proposent.

Observations. — Nous croyons faire plaisir et être utile aux nombreux confrères qui nous demandent chaque jour de nouvelles explications sur cette œuvre si importante de la *Doctrine chrétienne* et de la *Foi*, qui fait depuis quelque temps l'objet de nos études sur le ministère paroissial, en publiant ici la lettre d'agrégation de notre confrérie que nous avons reçue de son Eminence le Cardinal Protecteur et du Président de la vénérable archiconfrérie de la *Doctrine chrétienne* canoniquement établie à Rome.

Cette lettre sera la *confirmatur* de ce que nous avons dit précédemment des origines, avantages, privilèges et importance de cette grande archiconfrérie, à laquelle se peuvent affilier toutes les œuvres qui ont pour but le soutien de la *Foi*. Elle montrera en particulier que quand une paroisse du diocèse a une confrérie de ce genre agrégée à l'archiconfrérie romaine, toutes les autres œuvres similaires du même diocèse, approuvées par l'Evêque, sont approuvées de fait, sans qu'il soit besoin d'un nouveau recours à Rome.

« Nos infrascripti, Cardinalis Protector, Præsides, et Officiales ven. archiconfraternitatis Doctrinae christianae in alimâ urbe canonice institutae dilectis nobis in Christo utriusque sexus confratribus confraternitatis, seu congregationis Doctrinae christianae in ecclesia Parochialis S. J.-B. et S. Joseph in L... diœcesis Lingonen, Ordinariâ auctoritate erectae, salutem. Quum Apostolica Sedis providentia Nobis, licet immeritis, non modo scholas Doctrinae christianae in hac Romani nominis et apostolici principatus arce, dirigendas, et gubernandas specialiter, commiserit: verum

¹ Un exemplaire spécimen, *franco*, 0.50. — La douzaine, *franco*, 4 fr. — Le cent, 25 fr., le port en plus. S'adresser au directeur de l'Ami du Clergé.

² *Sancta Maria de Planetu.*

¹ Bref *Ex debito pastoralis officio* (6 oct. 1571).

² Constitution *Ex credito nobis* (6 oct. 1607).

etiam, quousque evangelica veritas per tota mundi regna diffunditur, alias congregationes, et confraternitates *hujusce pii operis sectatrices* a Nobis informari, institutis nostris erudiri, privilegiisque ac indulgentiis specialibus communicari concessum sit; libenter eorum votis annuimus, quorum operam in erudiendis per universum orbem, ejusdem Doctrinæ scholis utile, ac necessarium fore agnoscimus.

« Quum igitur ex multorum relatione, et præcipue ex Rmi Ordinarii vestri litteris intellexerimus confraternitatem, seu congregationem vestram sanctis operibus effulgere, et christianæ Doctrinæ ministerio impense addici, æquum et congruum putavimus vestris satisfacere votis nobis porrectis a D. Ambrogetti speciali Procuratore in Romana curia a vobis constituto, ut ex authentico Procuræ mandato constare fecit. Quapropter confraternitatem, seu congregationem prædictam nostræ archiconfraternitati, *dummodo per nos similis gratia prius alteri in dicta diœcesi concessa, et tempore hujusmodi concessionis aliæ archiconfraternitati aggregata non fuerit*, juxta facultatem Nobis, nostræque Archiconfraternitati impertitam a S. M. Pauli V, et a Benedicto XIV, comprobata, adjungimus, et aggregamus, atque illi, ejusque confratribus utriusque sexus, nunc et pro tempore existentibus (fel. tamen rec. Clementis Papæ VIII. Constitutioni quæ incipit *Quæcumque* die 7 decembris 1604 super hujusmodi aggregationum, et cœlestis Ecclesiæ thesauri communicationum moderatione jam editæ inhærentes, una cum variationibus approbatis a S. M. Pii Papæ IX per decretum S. Congregationis Indulgentiarum die 8 januarii 1861.) Privilegia, facultates, indulgentias, et spirituales gratias nostræ archiconfraternitati per summos Pontifices Pium V, Paulum V, Clementes XI, XII et XIII, Benedictum XIV et Pium VI, concessas elargimur et communicamus. In quorum fidem præsentis litteras manibus propriis firmatas per nostræ archiconfraternitatis secretarium subscribi, signoque muniri mandavimus.

« Datum ex ædibus nostre congregationis in Ecclesia S. Mariæ de Planctu anno a Nativitate Domini MDCCCLXXXVIII Pontificatus Sanctissimi Domini Nostri divina Providentia Papæ Leonis XIII, anno XI, die vero vigesima decembris.

« L. M. Card. Vicarius.

« M. Macchi Præsides. X... X... X... »

CHAPITRE I

BUT DE LA CONFRÉRIE

Le but de la Confrérie de la Doctrine chrétienne est de grouper toutes les forces de la paroisse pour l'établissement de la Foi et des croyances religieuses.

Cette association tend à former comme une armée du bien, qui prend pour drapeau l'*Évangile*, et pour règle de vie l'*Enseignement de l'Eglise*.

Ses membres travaillent, par tous les moyens possibles, à seconder leurs pasteurs dans le ministère évangélique et principalement dans l'œuvre, si difficile au-

jourd'hui, de l'éducation chrétienne de l'enfance et de la persévérance de la jeunesse.

A cette fin, ils s'unissent dans les liens de la charité la plus parfaite et mettent en commun, sous la direction de leur curé, tous leurs efforts et toutes leurs prières :

1^o Pour s'entraider et se soutenir mutuellement dans la défense et la pratique de leur propre Foi ;

2^o Pour réveiller et protéger la Foi dans les familles :

3^o Surtout pour aider le prêtre à implanter la Foi dans le cœur des enfants et à la garder à la jeunesse.

Ils acceptent ainsi quelque chose de la mission du Prêtre et de la Religieuse dans l'Eglise : ils veulent être les vrais soutiens et comme les apôtres de la Foi dans la paroisse.

Observations. — C'est la question du catéchisme qui nous a suggéré l'idée première de faire appel aux bons fidèles pour seconder leurs pasteurs. Notre œuvre toutefois n'est pas uniquement une œuvre de catéchisme, ou de protection de la Foi dans l'enfance et la jeunesse par l'instruction et l'éducation chrétienne. Elle est cela avant tout, parce que les efforts de l'impiété se portent principalement aujourd'hui de ce côté ; mais elle est aussi pour la défense de la Foi dans tous les fidèles de la paroisse, parce que tous nos fidèles sont exposés par les lectures, par les exemples, pas les mauvaises sociétés à la perte ou à la diminution de leur foi.

Voilà notre réponse à la question qui nous a été posée dernièrement : « *Pourquoi ne vous contentez-vous pas d'une œuvre de catéchisme ? Vous auriez plus d'adhérents ?* »

Nous n'ignorons pas que l'œuvre telle que nous la concevons est plus difficile qu'une simple œuvre de catéchisme et qu'elle demande bien d'autres efforts. Mais nous nous devons à tous nos paroissiens, et non seulement aux enfants. Aussi, n'avons-nous pas hésité à donner à notre association le but que nous venons d'exposer.

Nous ajouterons encore que nous avons travaillé avant tout pour notre paroisse, et que nous n'avons pas eu la pensée de créer une œuvre pour les autres. Nous l'avons fait connaître, parce que le conseil et pour ainsi dire l'ordre nous en a été donné par des personnes que nous vénérons, et aussi par l'espérance d'être utile aux confrères qui, animés des mêmes désirs, pourront s'inspirer en quelque chose de nos idées.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — J'ai dans ma paroisse une famille qui, avant la suppression du culte, durant la Révolution, avait droit à un banc dans mon église ; est-ce qu'elle peut revendiquer son ancien droit dans cette même église qui est une de celles qui furent rendues au culte ?

R. — Nous ferons, avec Téphany, une distinction. Si la fabrique de cette église a été remise en possession des biens ou rentes formant le prix de la concession du banc, cette famille est fondée à réclamer et à exiger la jouissance de ses droits.

Si, au contraire, ladite fabrique n'a pas été re-

mise en possession de ces biens, les concessionnaires ne sont pas admis à lui faire cette réclamation.

Dans ce dernier cas, il y aurait pourtant une exception en faveur du fondateur d'une église, qui s'y serait réservé un banc pour lui et sa famille. On comprend qu'ici le droit est attaché à l'église ; il existe tant que celle-ci existe ; il ne meurt qu'avec elle et la famille. Dès lors que l'église a été rendue au culte, avec ou sans ses biens, le droit du fondateur revit dans toute sa plénitude. Il serait souverainement injuste, sous le prétexte que la fabrique n'est pas rentrée en possession de ses biens, de refuser à celui qui a construit une église, la jouissance gratuite du banc qu'il s'était réservé. « La raison dit que la paroisse qui jouit de l'église construite, cédée avec réserve d'un banc, ne peut sans injustice exiger du fondateur un paiement quelconque pour la conservation d'un droit acquis à lui et à sa famille, à raison de la construction de l'édifice dont elle a recouvré la propriété et la jouissance. » (Carré, p. 223.)

Besnier est d'un sentiment opposé. Voici comment il l'expose :

« Les biens rendus aux fabriques par l'arrêté du 26 juillet 1803 (7 therm. an XII) ont été restitués libres de toute espèce de charge. En sorte qu'un ancien fiefataire ou concessionnaire de banc dans une église, moyennant une rente constituée, ne peut réclamer la jouissance de son banc aux conditions anciennes, malgré qu'il ne puisse se refuser de servir la rente. Cette question a été soumise par le préfet de la Manche au ministre de l'Intérieur, qui l'a décidée dans ce sens, le 10 mars 1819. Cette décision peut paraître, au premier abord, contraire à la justice ; car, en règle générale, celui qui a les profits doit avoir les chargés ; mais elle n'en est pas moins fondée sur le principe incontestable que les églises tiennent leurs biens à titre nouveau, de la libéralité du gouvernement, et exempts de toutes charges. »

Nous avouons ne pas comprendre, même au second abord, la justice de cette décision, pas plus que nous n'admettons le principe incontestable, suivant Besnier, mais très constable, selon nous, que les églises tiennent leurs biens, à titre nouveau, de la libéralité du gouvernement. Une libéralité est une grâce, une chose que l'on ne doit pas. Est-ce que le gouvernement ne devait pas rendre aux églises ce que le gouvernement leur avait enlevé ? En tout cas, nous ne voyons pas comment la restitution puisse éteindre toutes les charges qui pesaient sur ces biens.

Mgr Affre enseigne, nous le savons, « que les bancs et tribunes possédés avant la Révolution ne peuvent être réclamés par les héritiers des anciens propriétaires, lors même que la concession faite à cette époque aurait été perpétuelle : cette décision est fondée sur ce que les biens restitués aux fabriques le leur ont été rendus quittes de toutes charges. » (*Avis du Conseil d'Etat du 30 novembre 1810*, approuvé le 9 décembre.)

« Ainsi, ajoute-t-il, dans le cas même où le bien concédé pour acquérir la propriété d'un banc existerait, la fabrique aurait le droit d'en jouir et de ne pas accorder le banc. C'est l'opinion exprimée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur. » (p. 154.)

Nous ne pouvons, *salva reverentia*, adopter cette opinion contraire à la justice et à l'équité, pas plus que le principe sur lequel il l'appuie.

Il n'est pas vrai d'affirmer absolument que les biens rendus aux fabriques sont libres de toutes charges.

Il est des charges que l'Etat a endossées, en prenant ces biens : ce sont les dettes susceptibles de liquidation et de remboursement par lui. Il est évident que les fabriques en sont exemptes et libres.

Il en est d'autres que l'Etat n'a pas endossées, ce sont : 1^o celles des biens chargés de fondations ; 2^o celles des biens concédés pour acquérir un banc ou un droit quelconque dans l'église, qui leur ont été restitués. Quant à ces charges les fabriques doivent les acquitter rigoureusement.

Q. — 1^o Quels sont les meilleurs ouvrages sur la jurisprudence civile ecclésiastique, sur la tenue de la comptabilité et des registres des fabriques ?

2^o Quels sont les meilleurs ouvrages sur la tenue des sacristies autre que celui de M. d'Ezerville ?

R. — Il est difficile de porter le jugement qu'on nous demande parce qu'il est rare, aussi bien en jurisprudence civile ecclésiastique qu'en tout autre matière, de trouver l'idéal de la perfection. C'est même, selon nous, impossible. Pour s'en rapprocher, il faut faire ce que nous faisons nous-mêmes, avoir les principaux auteurs sous la main et les compléter l'un par l'autre, et en tenant compte des modifications chaque jour apportées aux lois existantes par des législateurs passionnés et hostiles à tout ce qui touche de près ou de loin à la religion. Voici donc quelques auteurs avec lesquels on peut opérer cette sorte d'éclectisme : Mgr André, *Cours alphabétique de législation civile-ecclésiastique*, 4 vol. ; Mgr Affre, *Traité de l'Administration temporelle des paroisses*, revue et corrigée par l'abbé Pelgé, vic.-gén. de Paris ; M. l'abbé Téphany, *Guide pratique de l'Administration temporelle des paroisses*, 2 vol. ; M. Ravelet, *Code manuel des lois civiles ecclésiastiques*, 3^e édit. mise au courant de la jurisprudence actuelle par MM. Gassiat et Trocmé ; abbé Vouriot, *Manuel des Conseils de fabriques* ; du même auteur, *Biens ecclésiastiques* ; abbé Dieulin, *Guide des curés*, 2 vol., etc.

Dans ces divers ouvrages, on trouve à peu près tout ce que l'on peut désirer au double point de vue théorique et pratique sur la jurisprudence, sur la tenue de la comptabilité et des registres de fabriques, nous dirons même sur la tenue des sacristies ; car l'ouvrage spécial de M. d'Ezerville n'a guère fait que condenser ce qui se trouve épars, relativement à cette matière, dans les ouvrages précités.

Q. — Quelle est la hauteur réglementaire que doivent avoir les classes ? Si les plafonds n'atteignent pas d'une manière exacte la hauteur voulue, est-ce un motif suffisant pour qu'on puisse empêcher l'ouverture d'une école libre ?

R. — La hauteur réglementaire est de quatre mètres ; mais elle aurait quelques centimètres de moins, qu'il n'y aurait pas lieu à empêcher l'ouverture de la classe, si celle-ci est d'ailleurs spacieuse et bien éclairée. Ainsi jugé par le Conseil supérieur dans sa séance du 28 décembre 1888. (*Affaire Doussent, école de Cantlay, et affaire Chièze, école de Chadiot. Même séance.*)

Q. — 1^o Vous avez bien voulu répondre à une demande qui vous était faite, relativement à l'érection d'un cimetière dans un orphelinat. Vous dites qu'il faut une autorisation ; mais vous ne dites pas à qui il faut la demander, et quelles sont les formalités à remplir pour l'obtenir. Je vous serais bien reconnaissant de compléter cette question traitée dans le n^o 45 du 8 novembre.

2^o Le curé qui ne se fait pas remettre par écrit le permis d'inhumer, s'expose-t-il à des tracasseries. Vous avez donné à cette question une solution dans le n^o 46 du 15 novembre. Mais cette solution conforme à l'ancienne jurisprudence, a, ce me semble été modifiée. Je me rappelle avoir lu, il y a quelques années, une décision de quelque cour de justice, décrétant qu'en pareil cas, la responsabilité retombait sur le plus proche parent ; que c'est lui qui encourait la peine. Le prêtre est exposé aussi à une certaine pénalité, mais bien moins grande que celle dont vous parlez. Je ne me rappelle pas quelle est la cour qui a rendu cet arrêt ni en quelle année.

R. — Ad 1^{re}. L'administration locale ne serait point compétente pour accorder cette permission. Tout ce qu'elle pourrait, ce serait, par application de l'article 14 du décret du 23 prairial an XII, de permettre aux communautés, sur une demande formée à chaque décès, des inhumations individuelles dans une de leurs propriétés réunissant les conditions légales de distance et de salubrité. (*Cons. d'Et. Arrêt du 4 juillet 1838 ; décis. minist. — Bulletin de l'intérieur, 1856 p. 203 ; 1860 p. 430 ; 1864 p. 319.*)

Mais ce que l'administration locale ne peut admettre, l'autorité supérieure le peut ; et nous entendons par ce mot, non seulement le gouvernement, le ministre de l'Intérieur ou le chef de l'Etat, — ce qui tombe sous le sens, — mais encore le préfet qui, sous ce rapport, représente le gouvernement. Au reste, comme on dit à l'école, *ab actu ad posse valet consecutio*, il y a énormément d'hospices, d'hôpitaux, de couvents, spécialement les cloîtres, qui ont des cimetières privés. Ils les ont obtenus généralement des préfets, qui, en les autorisant les soumettent aux conditions prescrites par le décret de l'an XII et à la police permanente du maire de la commune. Un orphelinat est-il en situation pour réclamer le privilège d'un cimetière privé ? Nous ne saurions le dire ; mais il n'en conte guère d'essayer, en adressant la demande au préfet, et en faisant accompagner cette demande d'un plan du terrain et d'un avis favorable du maire de la localité.

Ad 2^{me}. Ceux qui, sans autorisation préalable de l'officier public, ont fait inhumer un individu décédé, sont punis de six jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 50 fr. La même peine a lieu contre ceux qui ont contrevenu, de quelque manière que ce soit, à la loi et aux règlements relatifs aux inhumations précipitées. (*Code pénal, art. 358.*)

Cet article 358 du Code pénal ne peut être appliqué que par les tribunaux correctionnels ; mais un arrêt de la Cour de Cassation du 27 janvier 1853 a décidé qu'il ne s'agit, dans l'article précité, que des personnes ayant intérêt à l'inhumation ; qu'ainsi un *ministre du culte ne commettrait qu'une contravention de police*, en procédant à une inhumation non autorisée.

Mais les peines de simple police, sans être aussi graves que celles portées dans l'article 358, sont assez sévères pour que le prêtre cherche absolument à les éviter en se munissant du permis d'inhumer. Elles sont contenues dans les articles 600 et 606 du Code pénal dont voici le texte :

Art. 600. — Les peines de simple police sont celles qui consistent dans une amende de la valeur de trois journées de travail ou au-dessous, ou dans un emprisonnement qui n'excède pas trois jours. Elles se prononcent par les tribunaux de police.

Art. 606. — Le tribunal de police gradue, selon les circonstances et le plus ou moins de gravité du délit, les peines qu'il est chargé de prononcer, sans néanmoins qu'elles puissent, en aucun cas, ni être au-dessous d'une amende de la valeur d'une journée de travail ou d'un jour d'emprisonnement, ni s'élever au-dessus de la valeur de trois journées de travail ou de trois jours d'emprisonnement.

La même sanction se trouve aujourd'hui dans le n^o 15 de l'article 471 du Code pénal. Que notre correspondant relise l'*Ami du Clergé* aux pages qu'il sait et qu'il a oublié de nous indiquer, et il trouvera certainement que nous n'avons pas pu dire autre chose que ce que nous disons aujourd'hui, car la jurisprudence n'a pas changé.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 27 martii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis.*

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

tifique moderne. Ce livre — qui a reçu de nombreuses approbations d'évêques, — n'est qu'un tissu de faits, de réflexions, d'impressions plutôt, notées au passage « dans l'ordre où elles sont venues » sans nul plan ni forme didactique. C'est intéressant, bien croqué et parfois prestement enlevé. Il est inutile de demander à M. l'abbé Charles Rossignol quel est son auteur favori. Son style porte la griffe du maître, Louis Veuillot, griffe ça et là trop visible. A-t-on remarqué combien il serait facile de *posticher* le grand écrivain ? On peut s'inspirer de sa forme, mais la manière ne restera supportable qu'à la condition de prendre aussi le fond.

Le style de ce livre a donc son mérite personnel, qui peut grandir encore, en devenant plus puissant, plus fort. Il est indépendant, plein de nerfs, mais il ressemble aux enfants de notre époque toute *sensitive*, il manque parfois de muscles. Et c'est parce qu'il nous paraît que M. Charles Rossignol peut rendre des services à l'Eglise que nous formulons cette critique. Le nerf c'est la vie bruyante, mais factice ; le muscle est le principe de la vie qui résiste, qui lutte sans répit et qui triomphe, parce qu'il est la vraie force.

Les sujets les plus divers sont traités dans la « nouvelle Défense de l'Eglise », nouvelle en effet, car on y ferraille à droite, à gauche, partout, mais toujours sur le dos de l'Etat athée et de la science libre-penseuse. Voici quelques-uns des cent-vingt titres de chapitres qu'il renferme : *C'est l'Etat qui marie*. — *La prière d'un vieux soldat*. — *Discours à la distribution des prix* ; (le député n'y est pas mal houspillé). — *Il faut que Dieu reste le maître*. — *L'ignorance du savant*. — *Elle va bien, la jeunesse des écoles laïques*. — *Noces et Marseillaise*. — *Coquillard et corbillard*, etc. C'est donc plein d'enseignements, de réflexions crânes et railleuses, d'oppositions très littéraires et de souvenirs des *Libres-penseurs*. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. La note émue retentit pénétrante et douce à travers ces chapitres — trop courts — qui nous font pénétrer dans l'âme saturée d'insanités de l'ouvrier révolutionnaire, dans le cimetière où la croix domine malgré la secte qui en a décrété l'enlèvement, dans l'usine poudreuse comme dans les champs où l'on respire à l'aise, jusque dans le cœur violent de cette jeune fille navrée, condamnée au mariage civil... M. Charles Rossignol est un *impressionniste* chrétien. Ce qu'il voit, il le peint admirablement, au vol. Que le trait soit plus profond, que la phrase ait plus d'ampleur et nous lui accorderons nos suffrages sans réserve.

P. D.

AVIS

A NOS LECTEURS

Nous prions ceux de nos abonnés qui ne nous ont pas encore payés, de vouloir bien nous envoyer leur règlement le plus tôt possible.

Nous attendrons jusqu'au 10 avril avant de donner à la Poste nos quittances-reçus sur les retardataires, qui seront invités à les payer le 15 avril.

Les traites-quittances remises à la Poste, augmentées des frais de recouvrement, seront de 8 fr. 60 pour les abonnements à l'ancien Ami du Clergé seul, et de 13 fr. 70 pour les abonnements à l'Ami du Clergé et à son supplément l'Ami du Clergé paroissial.

Nous demandons à tous ceux qui le peuvent sans trop de dérangement, de nous envoyer avant le 10 avril un mandat-poste égal à ce qu'ils nous doivent, sans attendre la présentation de nos reçus augmentés des frais : ils feront ainsi une économie de 35 c. et pour nous l'économie d'écritures et de démarches sera plus importante encore.

Le talon du mandat-poste qu'on nous envoie directement sert de reçu.

Quelques-uns des reçus que nous avons remis à la Poste l'année dernière, pour les abonnements de 1888, nous sont revenus impayés, soit parce que les destinataires étaient absents quand la Poste s'est présentée, soit parce que lesdits destinataires avaient changé de domicile et d'adresse sans nous prévenir, soit pour d'autres raisons que nous ne connaissons pas encore, quoique nous les attendions depuis de longs mois.

Qui n'a pas payé reste débiteur, et nous sommes assurés que ceux à qui s'adresse ce rappel général voudront bien y répondre sans nous obliger à des réclamations personnelles dont ils devraient, en conscience, nous rembourser les frais.

**IMPRIMERIE
MAITRIER & COURTOT**

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr. fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Conesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé BUATHIER

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 14

PRÉDICATION : Pour le saint jour de Pâques : la résurrection de Notre-Seigneur Jésus-Christ fondement de la religion chrétienne.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : Formule pour la bénédiction et l'imposition du scapulaire du Carmel.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Peut-on brûler dans un foyer vulgaire les restes des Saintes-Huiles ? Quand on n'a pu faire la procession des Rogations doit-on faire à la messe mémoire des Rogations ? Comment accorder le *Jan fetet* avec la coutume juive d'embaumer les corps ? — A quel moment précis doit se faire le premier encensement à la bénédiction du Saint-Sacrement ? — Si l'on a oublié le *Communicantes* propre, est-on obligé de le reprendre après coup ? — Doit-on, à *Dominus vobiscum* et *Orate, fratres*, élever les mains en les rejoignant ? Comment comprendre l'expression *submissa voce* pour la récitation des prières de la messe ? Y a-t-il une différence entre les deux *Memento* pour le mouvement des mains ? Quel doit être le mouvement des mains au *Credo* ? — Un curé peut-il se réserver exclusivement la confession des enfants ? Les

institutrices peuvent-elles les conduire d'office à son confessionnal ? Les vicaires n'ont-ils pas le devoir d'entendre les enfants qui veulent s'adresser à eux ? Le curé peut-il faire sonner l'angelus de midi à la sortie de la messe si elle se termine plus tôt ? — Le silence sur l'inceste invalide-t-il encore les dispenses ? — Pour gagner les indulgences de la prière *O bone et dulcissime Jesu*, faut tenir un crucifix à la main et être à genoux ?

LE MINISTÈRE PAROISSIAL : La Confrérie de la Foi et de la Doctrine chrétienne.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : L'existence d'un café à soixante mètres d'une école libre peut-elle faire obstacle à l'ouverture de l'école ? — Un legs ayant été fait à un particulier, à charge de faire acquitter des messes à perpétuité, la fabrique, le desservant, les héritiers naturels peuvent-ils forcer le légataire à acquitter cette charge ? Ces derniers pourraient-ils faire annuler le legs pour défaut d'exécution des conditions ? Un seul d'entre eux pourrait-il poursuivre cette annulation ? — Une fabrique peut-elle placer ses économies dans un emprunt départemental ?

COURRIER DES LIVRES

ACCORD DE LA SCIENCE ET DE LA RELIGION, par le docteur Alfred DEVERS, médecin en chef de l'hôpital de Saint-Jean d'Angély, 1 vol. in-12. Chez Victor Palmé. 1889.

Le médecin chrétien n'est point rare aujourd'hui, il n'a même jamais manqué. Je l'ai connu antrefois et lui dois mille hommages mérités. « Il m'a pansé, Dieu m'a guéri, » et ses soins étaient aussi éclairés qu'affectueux. Il parcourait nos villages, à cheval quand il était jeune, plus tard à pied ou en voiture, ponctuel, plein de sollicitude pour les malades, et donnant volontiers la main au curé de la paroisse dont il était le disciple. Enfant, j'aimais à les entendre se tutoyer ; cette rencontre amicale de la science et de la foi, de la terre et du ciel, du docteur et du prêtre faisait grand bien aux âmes. C'est que le docteur

exerçait aussi son apostolat. Il arrivait quelquefois le soir très tard, quand on venait le chercher, examinait son malade, tirait de son inépuisable sacoché sa trousse, avec ses mille remèdes tout préparés, s'asseyait auprès du lit et restait là tant qu'il jugeait le danger imminent. Il repartait le lendemain à l'aube, n'ayant dormi que d'un œil sur une mauvaise chaise, mais le chant des oiseaux lui causait une jouissance indicible : son malade était sauvé, son devoir largement rempli. Il saluait la croix à l'angle des routes, et composait sur cette croix bien-aimée qu'il rencontrait partout, au fond des ravins périlleux, sur le sommet des clairs côteaux, comme dans sa vie faite de croix, des strophes charmantes, dans un style grave où le romantisme n'avait point pénétré.

Cette pièce, la *Croix aux champs*, pensée entre deux berceaux ou deux chevets d'agonisants, je l'ai lue et relue, et sans doute parce que chaque mot me rappelait le cœur, la tendresse chrétienne

et la bonté d'âme de l'excellent docteur, je la trouvais tout simplement admirable.

Ces mêmes sentiments je viens de les éprouver à la lecture de ce livre du docteur Alfred Devers, adressé « aux hommes de bonne volonté, » écrit « pour ceux qui ne croient pas ou qui hésitent à croire. » La poésie même y joue son rôle, il débute par un poème. J'ai cru relire la *Croix aux champs*. Il est visible que le docteur Devers n'est point poète de profession, surtout qu'il n'écrit pas dans la langue de son siècle, puisque chacun peut le comprendre. Ses vingt pages de vers n'y perdent rien. Si la forme n'en est point toujours raffinée, la saveur en est chrétienne et les accents sincères. Il entreprend de faire sa profession de foi et d'exposer les raisons de ses croyances puis il conclut d'abord par ces deux vers touchants :

O Jésus ! ma raison d'accord avec ma foi
Reconnait humblement que Dieu même... c'est toi !

Il décrit plus loin les deux domaines de la science et de la foi. Pour l'une « c'est le fini, c'est l'univers entier, » et l'univers lui révèle Dieu,

Mais elle se perdrait dans son élan vers Lui
Si sa sœur ne venait lui prêter son appui.

L'autre apprend à l'homme qui « s'ignore lui-même » où il va, d'où il vient.

Aussi bien ces deux sœurs par des chemins divers
Rencontrent l'Eternel...

Mais l'idée-mère du livre c'est que la science n'est point l'ennemie de la foi, que les catholiques loin d'être « arriérés et ignorants » possèdent seuls la vérité et qu'ils se trouvent dans la nombreuse compagnie de tous les hommes illustres de tous les temps. L'auteur fait ensuite passer sous nos yeux par ordre alphabétique environ 350 auteurs célèbres qui viennent déposer en faveur du christianisme. Ces auteurs sont choisis non parmi les écrivains ecclésiastiques mais parmi les profanes et les ennemis. Ce qui ressort de ce livre instructif, c'est qu'il est dangereux d'être écrivain impie. Malgré tout, de temps à autre la haine tombe, l'honnête homme naturellement chrétien reparait, et il écrit de ces pages où le talent déverse toute sa splendeur longtemps et volontairement obnubilée, et elles deviennent un témoignage éclatant qui le condamne devant les hommes d'abord et surtout devant Dieu.

C'est là surtout que ces malheureux révèlent toute l'ampleur du don qu'ils avaient reçu. Les plus belles pages de Hugo, de Lamartine, de Musset, de Voltaire, ce ne sont point les pages d'orgie, — même au simple point de vue de la facture matérielle, — ce sont les pages chrétiennes. Quand ils voient la vérité, ils l'expriment d'une manière étonnamment élevée et qui seule nous donne la vaste mesure de leur génie. Puis quand ils raillent, blasphèment, se vautrent dans l'immonde, ils retombent dans la platitude, comme un bel ange aux ailes coupées, échoué dans la boue.

Cette pensée m'est particulièrement suggérée

par le passage suivant de ce pauvre Schérer qui vient de mourir et qui l'a si tristement démenti :

« Sans la foi au miracle, le secret de la vie divine sera perdu. Ah ! on parle beaucoup de spiritualisme chrétien, de religion de la conscience, et on semble voir dans l'abandon du miracle un progrès de la religion ! Que ne puis-je dire avec assez de force combien l'expression intime de mon cœur proteste contre une telle opinion ! Quand je sens vaciller en moi la foi au miracle, je vois aussi l'image de mon Dieu s'affaiblir à mes regards... Ah ! soyez-en sûr, le surnaturel est la sphère naturelle de l'âme... »

Quelle foi différente chez les anciens et chez les modernes ! L'une est profonde, voyante, l'autre toute de surface.

Voici le testament de Bacon : « Je lègue à Dieu et je dépose entre ses mains mon âme et mon corps. Je le conjure par les mérites de la bienheureuse Passion de mon Sauveur de se souvenir de mon âme au jour de mon trépas et de mon corps au jour de la résurrection. »

Colomb, sur le point d'être mis à mort par son équipage révolté s'adresse à Jésus-Christ : « Sauveur du monde, n'êtes-vous pas, vous aussi, entré dans la voie des tourments que pour y appeler ceux qui comme vous aiment l'humanité et désirent le règne de l'Evangile ? Votre œuvre s'est accomplie après votre mort ; la mienne, tout humble qu'elle est auprès de la Rédemption, aura peut-être le même sort. Un autre suivra ma trace, et le lien que je voulais établir entre les deux hémisphères se formera par les mains d'un autre et ma mort n'empêchera pas que toute la terre vous bénisse et vous adore ! »

Voilà les vrais sentiments chrétiens, et que l'univers serait heureux si on les eût traduits dans le gouvernement de ces peuples nouveaux ainsi que le voulait le pieux Christophe Colomb !

Ce livre du docteur Devers est donc une sorte de *Selectæ e profanis* qui renferme une petite Somme catholique et sociale. A la fin une double table : celle des auteurs cités et celle des sujets traités. Cherchez par exemple le mot *miracle*, vous trouverez indiqués les auteurs qui ont écrit sur cette question, d'Aguesseau, saint Augustin, Causette, Leibnitz, Zeller, Rousseau, etc.

Voulez-vous connaître les divers bienfaits de la papauté ? Arnold vous dit : « Un fait constant c'est que l'Eglise catholique a relevé le travail manuel du mépris où il était, et si l'on considère que les villes, séjours des ouvriers, se formèrent généralement autour des sièges épiscopaux, on peut même dire que l'Eglise a fondé le travail libre. Un autre fait non moins certain c'est que toute ville saluait comme un jour de délivrance le jour où elle passait de la juridiction du comte à celle de l'évêque : « Sous la crosse il fait bon vivre. »

Bensen (les Prolétaires) admirant le principe

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE SAINT JOUR DE PAQUES : LA RÉSURRECTION
DE NOTRE-SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST
FONDEMENT DE LA RELIGION CHRÉTIENNE

Surrexit, non est hic. (Marc, xvi, 6.)

Toute la gloire des mondains se termine au tombeau ; trop fière, trop infidèle pour y descendre avec eux, elle les y laisse tout seuls. Il n'en va pas ainsi de Jésus-Christ. Son tombeau devient aujourd'hui le principe de sa gloire. Cet Homme-Dieu trouve son élévation où la grandeur humaine ne trouve que sa ruine. Ce qui paraissait la consommation des abaisséments du Sauveur ne contribue qu'à relever davantage l'éclat de son triomphe. Les hommes voyant son corps dans le tombeau, se persuadèrent que la mort aurait bientôt achevé son œuvre de destruction sur lui et que de cette chair prédestinée il ne resterait plus qu'une poussière sans nom, infime et dernier vestige de toute existence ici-bas. Mais les anges les détrompent : Pourquoi chercher parmi les morts celui qui est parmi les vivants ? *Surrexit, non est hic.* Il est mort comme un criminel, mais il s'est redonné la vie comme vainqueur de la mort. On l'a enseveli comme un cadavre, et voilà qu'il sort de l'obscurité du tombeau tout éclatant de gloire.

C'est ainsi, mes frères, que Notre-Seigneur passe aujourd'hui de l'ignominie à l'honneur, de la faiblesse à la puissance, de la tristesse à la joie. Prenons part à son triomphe. Mais reconnaissons aussi nos avantages. La vue d'un Homme-Dieu qui détruit l'empire de la mort en se ressuscitant lui-même, doit affermir nos convictions et lever nos doutes. La vue d'un Homme-Dieu qui ne sort glorieux du sépulcre que pour nous donner un gage de ses promesses, dissipe toute crainte et justifie toutes nos espérances.

I

Quoi donc ! ne suffisait-il pas à l'Homme-Dieu, pour se soumettre les esprits et les cœurs, d'avoir fait éclater sa puissance en multipliant les prodiges, manifesté sa sagesse par d'admirables discours, signalé son amour en joignant à ses autres dons celui de sa propre personne ? S'il n'était ressuscité comme il l'avait prédit lui-même, serait-ce en vain que les anges se seraient unis aux hommes pour honorer sa naissance, que les astres l'auraient désigné aux gentils, que le ciel se serait ouvert pour rendre témoignage à ce Fils bien aimé en qui le Père met toutes ses complaisances ? Après avoir vu les éléments lui obéir, les créatures les plus insensibles se rendre dociles à sa voix, et l'enfer lui-même reconnaître sa puissance, aurions-nous eu encore quelque lieu de douter qu'il fût le divin Médiateur prédit par les prophètes et serions-nous en droit de nous soustraire aux règles saintes qu'il est venu nous prescrire ?

L'apôtre saint Paul décide trop clairement pour qu'il puisse nous en rester le moindre doute : « Si le Christ n'était point ressuscité, toute la foi chrétienne était sans fondement. » *Si autem Christus non resurrexit, inanis est ergo prædicatio nostra, inanis est et fides vestra* (I Cor. xv, 14). Donc, par une conséquence opposée, rien qui établisse plus solidement la divinité de Jésus-Christ, la vérité de sa religion que le triomphe de la Résurrection.

A considérer, il est vrai, toutes les démarches de l'Homme-Dieu depuis sa conception jusqu'au jour de sa mort, rien qui ne paraisse extraordinaire, qui ne porte la marque du divin. Mais, oserai-je le dire ? rien en même temps qui ne surprenne et ne tienne la raison comme en suspens. Dans sa conception, la virginité de sa mère rend gloire à sa divinité, mais l'humilité de cette vierge que rien extérieurement ne distingue des autres mères, ne nous dérobe-t-elle pas la connaissance des merveilles que le Tout-Puissant a opérées en elle ?

Dans sa naissance, le ciel qui l'annonce à la terre, la lumière qui perce les ombres de la nuit, les anges qui remplissent les airs de leurs concerts harmonieux, font assez sentir que l'enfant qui vient de naître n'est pas un enfant ordinaire. Mais le Verbe éternel voile en même temps sa grandeur sous les dehors de la faiblesse, de la pauvreté, de la souffrance.

Dans sa circoncision, l'auguste nom qu'on lui impose désigne bien le ministère auquel il est appelé. Mais en le voyant subir la peine que mérite le coupable, qui sera assez éclairé pour rendre justice à son innocence ?

Dans le temple, la sagesse de ses réponses découvre toute l'étendue de ses lumières. Mais cet enfant qui s'éclipse dès qu'on commence à le reconnaître, fait perdre la mémoire de ce qu'on aurait dû recueillir.

Pendant le cours de sa vie publique, ce n'est pas sans fondement que les foules le suivent avec admiration et s'attachent à lui. La vue des infirmes à qui il rend la santé, des aveugles qu'il éclaire, des boiteux qu'il redresse, des morts qu'il ressuscite, des tempêtes qu'il apaise, de la mer qu'il affermit, expliquent et justifient l'enthousiasme populaire. Mais pourquoi ne pas prévenir ces fatigues qui l'épuisent, ne pas confondre ces ennemis qui l'insultent, pourquoi ne pas se soustraire à la fureur qui se déchaîne ?

Il n'en est pas ainsi du miracle de la Résurrection. Ici nulle ombre qui obscurcisse la gloire de l'Homme de Dieu, nulle faiblesse qui paraisse détruire son autorité souveraine, nulle douleur, nul contre-temps qui trouble la paix de son triomphe. Voilà le témoignage par excellence qui justifie la foi chrétienne.

Quel autre qu'un Dieu pouvait se flatter d'avoir le pouvoir de quitter la vie comme le pouvoir de la reprendre ? Quel autre qu'un Dieu pouvait se

vanter d'être libre entre les morts, *inter mortuos liber*, et de n'avoir besoin du secours de personne pour briser les liens qui semblaient le retenir ? Où sont les actions de valeur qu'aient faites les héros, lorsqu'ils ne vivaient plus ? Avant Jésus-Christ on avait bien vu des hommes ressusciter d'autres hommes ; un Elie par sa prière rendre à la veuve de Sarepta l'enfant ravi à sa tendresse ; un Elisée, par le souffle de sa bouche, ranimer le cadavre du fils de la Sunamite, rappeler un autre à la vie par le simple attouchement de ses os. Mais n'était-ce pas un prodige inouï que le même homme fit tout à la fois le double miracle et de ressusciter et de se ressusciter. *A seculo non est auditum*. Tel était le pouvoir réservé à Jésus-Christ, pour faire connaître au monde qu'il était tout ensemble Homme et Dieu, Homme puisqu'il était ressuscité et Dieu puisqu'il s'était ressuscité, *ut ostenderet quoniam erat in ipso et resuscitatus homo et resuscitans Deus*. (S. Ambr.)

Ah ! ce n'est plus ici le fils de cet artisan qu'on méconnaît, qu'on méprise, qu'on rebute, c'est le fils du Très-Haut qui se manifeste tel qu'il est dans tout l'éclat de la puissance la plus admirable et de la gloire la plus merveilleuse. Reconnaissons donc que s'il fallait que le Christ s'humiliât, souffrit pour entrer dans sa gloire, le mystère de sa résurrection répare avec avantage tous ces abaissements, *resurgentis gloria sepelivit morientis injuriam* (S. J. Chrysost.), et met en pleine lumière la divinité de celui qui peut s'honorer d'un tel triomphe ? De là quelle conséquence ? C'est que, si la résurrection de Jésus-Christ prouve incontestablement sa divinité, elle est le fondement de cette foi qui nous fait croire en lui, de cette religion qui nous le fait adorer comme notre Dieu et notre Sauveur.

Mais ce n'est pas seulement la foi, mais encore l'espérance chrétienne qui reçoit de la Résurrection un accroissement de fermeté et d'ardeur.

II

« Si mon fils Joseph est vivant, s'écriait le patriarche Jacob, c'est assez. Je ne me plains plus des maux que j'ai soufferts, je ne regrette plus les larmes que j'ai versées, je ne crains plus les disgrâces qui me peuvent arriver. » Tels sont les sentiments que le mystère de la Résurrection doit mettre dans nos âmes. Pas un de nous qui ne puisse s'appliquer avec plus d'avantages ce qui faisait la confiance du saint homme Job : « Je sais que mon Rédempteur est vivant et qu'il est assez puissant pour me rendre non seulement la vie de l'âme, mais encore la vie du corps par une résurrection semblable à la sienne. *Scio quod Redemptor meus vivit et in novissimo die de terra surrecturus sum*. »

Tout ce que Jésus-Christ a fait, il l'a fait pour nous : s'il est descendu sur la terre, ce n'a été que pour nous rendre capables de monter au ciel : ses humiliations, ses souffrances nous en ont frayé le chemin, l'effusion de son sang nous en a mérité

l'honneur, et si sa résurrection termine ses travaux, c'est elle qui assure notre salut. « Dans sa mort il nous vivifie, a dit un Père, dans sa résurrection, il nous élève. » *Nos Christi mors vivificavit, resurrectio erexit*. Renfermés dans sa personne, si je puis parler ainsi, nous avons comme passé avec lui dans les différents états de sa vie : il a pris toute la chair, quand il s'est incarné, il a crucifié toute la chair quand il est mort en croix, il a ressuscité toute la chair quand il est sorti du tombeau, et nous conduisant ainsi par toutes les conditions où il s'est trouvé, il nous fait voir qu'il est véritablement notre espérance.

Trois choses semblaient nous rendre l'entrée du ciel inaccessible : la terre d'où nous tirons notre origine, le péché avec lequel nous naissons, le tombeau qui doit nous réduire en poussière.

Or, nous avions besoin d'un Dieu, mais d'un Dieu-Homme pour lever tous ces obstacles : ce médiateur nous a été donné et, en ce jour, il surmonte toutes nos difficultés.

Nous ne sommes que terre, il est vrai, et nous retournerons à la terre : premier anathème qui ait été formulé contre notre nature. Mais quoi ! nous changeons aujourd'hui d'origine ; nous ne sommes plus de la terre mais du ciel. Car si l'Homme-Dieu, après être descendu du ciel et s'être assimilé toutes les faiblesses de l'humanité, sort du tombeau, tout éclatant de gloire et revêtu de l'immortalité, n'est-ce pas pour nous donner à entendre que notre nature de terrestre qu'elle était, est devenue toute céleste, toute divine par l'alliance que le Verbe divin a contractée avec elle, et que si nous avons la terre pour principe, nous ne laissons pas d'avoir le ciel pour terme.

Mais nous naissons dans le péché ; à peine sommes-nous conçus que nous devenons prévaricateurs. Dieu est pur, il est infiniment saint, le ciel est le séjour de l'innocence et rien de souillé ne saurait y entrer ; quelle apparence donc de pouvoir y prétendre ? Ce second obstacle, j'en conviens, suffirait seul pour nous rendre inaccessible le séjour de l'éternelle félicité.

Nous aurions tout à craindre, si le même Fils de Dieu qui, par sa descente sur la terre, a ennobli notre nature, l'a tirée de sa bassesse, n'avait détruit le péché en en portant la peine, ne nous avait réconcilié avec son Père en se chargeant de nos crimes, ne s'était rendu notre caution en devenant notre médiateur. Il l'a opérée cette œuvre de réconciliation au prix de tout son sang et il en scelle et assure aujourd'hui tous les effets. Quelle ne doit pas être notre confiance ! Si nous avons lieu de craindre les rigueurs d'un Dieu juste, quand nous considérons notre indignité, nous n'avons pas moins raison d'espérer en sa miséricorde, quand nous pesons les mérites de celui qui après s'être immolé une fois sur le Calvaire, par sa résurrection, perpétue dans le ciel en notre faveur le même sacrifice et y rend son sacerdoce éternel. Quelque redoutable que soit notre juge, nous avons un avocat qui parle pour

notre défense, un médiateur qui s'intéresse à notre justification, un patron qui nous protège et qui, par le crédit qu'il a auprès de son Père, obtient en notre faveur tout ce qu'il demande.

Enfin les temps sont passés de regarder la dissolution du corps comme une destruction irréparable. Il n'appartient qu'à l'impie de ne reconnaître en lui rien au-delà du corps et de se persuader que, celui-ci détruit, tout est anéanti à jamais pour lui. De là ces criminels projets d'une ambition sans mesure, tous ces excès, cette dissolution qui ne connaît plus de bornes, cette unique préoccupation de rendre, coûte que coûte, agréable une vie au-delà de laquelle on ne se représente que le néant.

La foi ne manque pas de raisons pour confondre cette coupable persuasion d'un anéantissement complet et éternel. Mais outre que la corruption du tombeau ne saurait atteindre l'âme, l'âme substance immatérielle et immortelle, la résurrection de Notre-Seigneur nous garantit tout à la fois la possibilité et la réalité de la résurrection de nos propres corps. Que voyons-nous en effet dans ce mystère ? La chair du Sauveur flétrie tout d'abord, comme la fleur séparée de sa tige, décolorée et livide, ayant perdu toutes les beautés, toutes les énergies qu'elle recevait de son union avec l'âme. Puis cette même chair, naguère anéantie par la mort, reprend une vigueur, un éclat mille fois supérieure à celui de sa condition première. Aussi le divin Sauveur peut-il dire par la bouche du prophète : « *Restoruit caro mea, et ex voluntate mea confitebor ei* (Ps. 27, VII), ma chair a fleuri, et, pour ce sujet, je rendrai à mon Père de solennelles actions de grâce. » De là suit cette conséquence admirablement relevée par l'apôtre saint Paul : « Si le Christ est ressuscité, nous aussi nous pouvons et nous devons ressusciter, *si Christus resurrexit et nos resurgemus*. De même que tous meurent en Adam, de même Jésus à qui nous sommes unis comme les membres à leur chef, étant ressuscité, tous doivent être rendus à la vie en lui et par lui, *sicut in Adam omnes moriuntur, ita et in Christo omnes vivificabuntur*. » (I Cor. xv, 22.) Cela est si vrai, que Notre-Seigneur, pour affermir davantage notre espérance, ne voulut point ressusciter seul. Plusieurs des justes qui étaient morts avant lui, sortirent en même temps de leur tombeau et entrant dans la cité, apparurent à plusieurs, afin de bien marquer que la résurrection n'était pas un privilège réservé au Fils de Dieu, mais la loi commune dont tous bénéficieront un jour.

Mes biens chers frères, si c'est une obligation pour les chrétiens, dans les jours d'incrédulité et de déplorable indifférence où nous vivons, de s'appliquer à fortifier leur foi, à affermir et à enflammer leurs saintes espérances, reconnaissons tout ce qu'a d'avantageux sous ce rapport la contemplation du mystère que l'Eglise célèbre avec une pompe vraiment extraordinaire aujourd'hui. Que la pensée du Sauveur ressuscité nous fasse

trionpher de tous les pièges de l'erreur, nous fasse éviter ces écueils où sombrent les croyances de tant d'âmes faibles et pusillanimes. Que le spectacle de cette glorieuse résurrection anime aussi notre confiance et excite notre courage. Traversons avec une nouvelle conviction, avec une nouvelle ardeur à l'œuvre, importante entre toutes, de notre sanctification. Après les luttes, les souffrances, les épreuves vaillamment supportées de cette vie, nous avons la certitude de ressusciter avec Jésus, de ressusciter à la gloire, au bonheur, à l'immortalité, à l'éternel ravissement que nous fera goûter la possession de Dieu dans le ciel. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Formula benedicendi et imponendi scapulare B. M. V. de Monte Carmelo ab omnibus adhibenda sacerdotibus facultatem habentibus adscribendi Christifideles Confraternitati ejusdem Scapularis.

v. Ostende nobis Dne misericordiam tuam.

r. Et salutare tuum da nobis.

v. Dne exaudi etc...

v. Dnus vobiscum.

OREMUS

Domine Jesu Christe, humani generis Salvator, hunc habitum quem propter tuum tuæque Genitricis Virginis Mariæ de Monte Carmelo amorem servus tuus devote est delaturus, dextera tua sanctifica, ut eadem Genitrice tua intercedente, ab hoste maligno defensus in tua gratia usque ad mortem perseveret : Qui vivis.

Deinde aspergat aqua benedicta habitum et postea ipsum imponat dicens :

Accipe hunc habitum benedictum precans Sanctissimam Virginem, ut ejus meritis illum perferas sine macula, et te ab omni adversitate defendat atque ad vitam perducatur æternam. Amen.

Deinde dicat :

Ego, ex potestate mihi concessa, recipio te ad participationem omnium honorum spiritualium, que, cooperante misericordia Jesu Christi, a Religiosis de Monte Carmelo peraguntur. In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen.

Benedicat te Conditor cœli et terræ Deus omnipotens, qui te cooptare dignatus est in confraternitatem B. Mariæ V. de Monte Carmelo, quam exoramus, ut in hora obitus tui, conerit caput serpentis antiqui ; atque palmam et coronam sempiternam hereditatis tandem consequaris. Per Christum D. N. Amen.

Aspergat aqua benedicta.

A. Card. Bianchi S. R. C. Prefectus.

(L. † S.)

Ex Decret. S. R. C. diei 25 Julii 1888.

Laurentius Salvati S. R. C. Secretarius.

DECRETUM

approbans breviorē formulā benedicendi etc. supra relatam.

Sacra Rituū Congregatio, utendo facultatibus sibi specialiter a SSmo Dno nostro Leone PP. XIII tributis, ad Instantiam plurium sacerdotum, præsertim Congregationis SS. Redemptoris, superscriptam breviorē formulā benedictionis et impositionis Scapularis Beatæ Mariæ Virginis de Monte Carmelo a sacerdotibus adhibendam, qui facultate gaudent adscribendi Fideles Confraternitati ejusdem Deiparæ sub enunciato titulo, a Rmo Assessore ipsius Sacræ Congregationis revisam, approbavit. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 24 Julii 1888.

A. Card. Bianchi S. R. C. Præfectus.

(L. ✠ S.)

Laurentius Salvati S. R. C. Secretarius.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Peut-on brûler dans un foyer vulgaire les huiles saintes et abandonner, avec des cendres profanes, les cendres du coton ou de l'éponge ainsi consumés ?

2^o Vaut-il mieux, dans le cas où la procession des Rogations n'est pas possible, chanter, lire ou omettre les Litanies ? Quand on les a ainsi chantées, sans faire de procession *intra Ecclesiam*, on ne doit pas dire la messe des Rogations ; mais doit-on faire mémoire de cette messe ; je suppose le cas le plus ordinaire, c'est-à-dire qu'il n'y ait dans l'Eglise qu'une seule messe célébrée ce jour-là ?

3^o Etant donnée la coutume juive de l'embaumement des corps, surtout dans les familles riches, comment peut-on expliquer la parole *Jam fœtet*, dites au bout de quatre jours seulement, à propos de Lazare ?

R. — Ad I. La pratique de jeter ces étoupes dans le foyer de la maison où se fait l'administration de ce sacrement, n'est pas conforme aux règles du Rituel romain. Ce Rituel demande que le prêtre dépose les étoupes dans un vase propre, qu'il les rapporte à l'église, qu'il les brûle, et qu'il en jette les cendres dans la piscine :

« Tergat (sacerdos, vel minister in sacris) loca inuncta novo globulo bombacii, vel rei similis. eumque in vase mundo reponat, et ad Ecclesiam postea deferat, comburat. cineresque projiciat in Sacrarium. (Ordo ministrandi Sacramentum extremæ Onctionis.) »

Ad II. Oui. Si l'on n'a pas fait la procession, on fait mémoire des Rogations. C'est ce qui résulte du décret suivant porté sur la demande de Monseigneur l'Evêque de Marsi. Le vénérable prélat avait ainsi exposé cette grave difficulté :

« In Ecclesiis in quibus non solet quotidie missa de cantari, vel adest solus Parochus, quum Rubrica clare non loquatur, quæritur quæ missa legenda sit in processione sancti Marci de Rogationum minorum, præsertim si occurrat Officium duplex ? »

La Sacrée Congrégation répondit :

« Si fiat processio, legenda est missa Rogationum ; secus de festo, cum Commemoratione earundem. » (12 novembre 1881, n. 4669, ad 37.)

Si donc on ne fait pas de procession, et qu'il y ait fête double, on doit dire la messe de la fête double.

Mais quelle messe dirait-on s'il y avait fête semi-double ou fête simple ou fériée ? Ce décret ne le dit pas.

Ad III. L'embaumement n'était pas tel qu'il empêchât la corruption.

Q. — A quel point précis, lorsque se donne le salut du Saint-Sacrement, doit se faire l'encensement initial : est-ce avant tout chant ? est-ce quand on commence à chanter ?

R. — S'il y a des chantres à ce salut, ils doivent suivre les règlements diocésains ; car les règles générales de la liturgie ne prescrivent pas de chant pendant que le prêtre retire l'ostensoir ou le saint ciboire.

Aussitôt que le prêtre a retiré le Saint-Sacrement il descend au bas de l'autel, encense le Saint-Sacrement, puis fait les prières et les chants fixés par l'autorité ecclésiastique.

Q. — 1^o Le prêtre qui, à la sainte messe, a oublié dans les octaves que le canon a un *Communicantes* propre et qui s'en souvient après avoir lu le *Communicantes*, doit-il lire le *Communicantes* propre au lieu de continuer *Hanc unctionem* ?

2^o Quid s'il s'en aperçoit au milieu du *Communicantes* ordinaire ?

R. — Ad I et II. Nous ne pensons pas que dans aucun de ces deux cas, ce prêtre soit obligé de recommencer le *Communicantes* propre. Mais comme l'opinion contraire repose sur un fondement assez solide, nous conseillons de le faire.

Q. — 1^o Pour tout ce qui regarde les cérémonies de la messe, peut-on s'en tenir strictement à la lettre des Rubriques du Missel, ou bien faut-il compléter ces Rubriques par ce que disent les autres livres liturgiques ? Ainsi, par exemple, d'après les Rubriques du Missel, pour dire *Dominus vobiscum*, *Orate fratres*, etc., il n'y a qu'à étendre les mains pour les rejoindre aussitôt après : *extendens (Sacerdos) ac jungens manus ante pectus, dicit Dominus vobiscum...* Le Cérémonial des évêques veut que le prêtre, dans ces circonstances, après avoir étendu les mains, les élève à la hauteur des yeux avant de les rejoindre.

2^o Comment faut-il entendre le texte de la Rubrique qui dit qu'à la messe chantée on doit dire *submissa voce* tout ce qui à la messe basse se dit *clara voce*, excepté la bénédiction ? Faut-il le dire de manière à se faire entendre du diacre et du sous-diacre, ou du servant quand la messe est chantée sans ministres sacrés ?

3^o Y a-t-il une distinction réelle entre les mouvements des mains aux deux *Memento* ?

4^o Comment faut-il interpréter le mouvement des mains au *Credo* ?

R. — Ad I. Pour les deux cas dont vous parlez, à savoir, *Dominus vobiscum*, et *Orate fratres*, le sentiment le plus commun des liturgistes est que l'on se contente d'étendre les mains et de les rejoindre aussitôt, sans les élever.

Ad II. Il faut entendre ces mots *submissa voce* dans ce sens que les paroles prononcées par le célébrant soient entendues par les ministres, afin que ceux-ci puissent répondre. Cette solution est certaine, car elle a été donnée par la Sacrée Congrégation des Rites elle-même en 1816 à Mgr l'Evêque de Tuy, en Espagne. Sa Grandeur demandait :

« An in missa solemnî dici debeant submissa voce omnia verba ab *In nomine Patres*, usque ad *Introitum*; insuperque *Orate fratres*; *Sanctus*; *Nobis quoque peccatoribus*; et *Domine non sum dignus*? Quandoquidem Rubrica caput xxvi ita præscribit: *Alia, quæ in Missa privata dicuntur voce submissa*.

La Sacrée Congrégation donna la réponse que nous avons indiquée :

« Affirmative, dummodo intelligatur a Ministris. » (7 septembre 1816, n. 4526, ad 14.)

Ad III. Y a-t-il une distinction réelle entre les mouvements des mains aux deux *Memento*?

Les auteurs sont partagés.

Selon les uns, il y a une distinction; car la rubrique du Missel qui se trouve dans le *Ritus celebrandi Missam* dit, en parlant du *Memento* des vivants, que le prêtre *élève et joint les mains jusqu'à la face ou bien à la poitrine* :

« Elevans et jungens manus usque ad faciem vel pectus; »

Tandis que, au *Memento* des morts, elle dit que le prêtre *étend et joint les mains devant la poitrine, et les élève jusqu'à la face* :

« Extensis et junctis manibus ante pectus, et usque ad faciem elevatis. »

Selon les autres, il semble qu'il ne doive y avoir aucune distinction, parce que la rubrique du Missel qui se trouve dans l'Ordinaire de la messe, *Ordo missæ*, donne exactement la même rubrique pour les deux *Memento*. Voici cette rubrique :

« Jungit (sacerdos) manus, orat aliquantulum pro quibus orare intendit; deinde manibus extensis prosequitur. »

Ainsi les deux opinions s'appuient sur les rubriques du Missel. De là les divergences que l'on voit dans l'enseignement comme dans la pratique.

Quant au Cérémonial des Evêques, il n'est pas clair, non plus sur ces points, ni sur les suivants.

Ad IV. Là même divergence existe pour le *Credo*, parce que certains auteurs suivent la rubrique du *Ritus celebrandi Missam*, Titre vi, n. 3, qui dit que le prêtre *élève et étend les mains* :

« Elevans et extendens manus, incipit *Credo*. »

Tandis que d'autres suivent la rubrique de l'*Ordo missæ* qui dit que le prêtre *étend, élève et joint les mains*.

« Extendens, elevans, et jungens manus, dicit *Credo*. »

L'uniformité ne s'établira que par une décision de la Sacrée Congrégation des Rites.

Q. — Dans beaucoup de paroisses on chante les mystères du Rosaire avant la récitation de chaque dizaine.

Peut-on le faire à la récitation du Rosaire faite pendant le mois d'octobre, selon les intentions du Saint-Père, devant le Saint-Sacrement exposé?

R. — Nous ne voyons rien qui l'empêche.

Q. — 1^o Un curé, mon voisin, nouvellement arrivé dans une paroisse de 2,500 âmes, où il y a deux bons vicaires, et, agissant autrement que ses prédécesseurs, peut-il obliger *tous les enfants* (86 ou 87) qui doivent faire dans l'année leur première communion à s'adresser à lui pour la confession, en leur défendant d'aller à ses vicaires, qui cependant ont des pouvoirs d'entendre tous ceux qui se présentent à leur confessionnal? Avec cela où est la liberté de conscience? Est-ce que cela n'est pas une aberration?

2^o Les institutrices, congréganistes et laïques, auxquelles un tel curé commande d'envoyer à son confessionnal, à l'exclusion de ceux de tous les autres, toutes leurs élèves qui n'ont pas fait leur première communion, peuvent-elles lui obéir sans blesser leurs consciences?

3^o Les vicaires d'un tel curé n'ont-ils pas le devoir d'entendre en confession tous les enfants qui veulent recourir à leur ministère, et de faire connaître à l'Evêque du diocèse la conduite de leur curé, pour que, à cet égard, la plus grande latitude soit donnée à des enfants qui n'ont point de tranquillité et de calme de conscience?

4^o Ce même curé, grand innovateur de toutes choses, peut-il, sans préjudice des indulgences accordées à la récitation de l'*Angelus* par Benoît XIII le 14 septembre 1724, faire sonner cette prière et la réciter les dimanches, au grand étonnement de tout le monde, pendant que le célébrant de la grand-messe lit le dernier évangile vers onze heures un quart ou onze heures et demie, et cela contrairement à l'usage qui était de ne la sonner qu'à midi précis?

R. — Ad I. Un curé a le droit et même le devoir d'entendre la confession de ses paroissiens. Ses vicaires, s'il en a, sont appelés à partager avec lui, sous sa haute direction, les fonctions du saint ministère.

Il peut, dans la distribution du travail entre lui et ses vicaires, se réserver la confession des enfants qui se préparent immédiatement à la première communion. En cela, il n'y a rien d'excessif : pourvu qu'il accorde à ceux qui voudraient en user, la liberté de choisir un autre confesseur. En général, les enfants n'ont guère de préférence, ils vont librement au confesseur qui leur est désigné. Cependant il peut y avoir des exceptions, dont il faut nécessairement tenir compte.

Ad II. Les institutrices laïques ou congréganistes peuvent conduire leurs élèves, encore jeunes, qui n'ont point fait leur première communion, au confessionnal du curé, et sur sa demande expresse : attendu que le curé a le droit de confesser ces enfants, et que d'autre part, celles-ci s'adressent d'ordinaire sans répugnance au confesseur qui leur est donné : sauf exception, comme il a été dit.

Ad III. Les vicaires ne doivent pas refuser d'entendre la confession des enfants, même de la première communion, qui voudraient s'adresser à eux, et cela même malgré la défense formelle du curé. Mais ils ne devraient pas recevoir facilement ceux qui viendraient sans motif sérieux, par légèreté, étourderie ou entraînement. Ils feraient bien

de renvoyer ceux-ci avec quelques bonnes paroles à Monsieur le curé.

Quant à se plaindre à l'évêque, les bons vicaires feront bien de s'en abstenir.

Ad IV. L'heure de midi, à laquelle la cloche doit annoncer l'*Angelus*, se prend moralement, et admet une certaine latitude. Peut-on avancer ou retarder d'une demi-heure l'annonce de l'*Angelus*, le matin, le soir ou à midi, sans préjudice des indulgences accordées à cette prière? Nous le croyons sans peine.

Le curé, qui a changé l'usage établi dans sa paroisse, de sonner l'*Angelus* le dimanche à midi, pour faire sonner immédiatement après la messe paroissiale, au dernier évangile, à onze heures et demie, sans doute afin que ces paroissiens ne manquent pas de réciter l'*Angelus* tandis qu'ils sont encore dans le lieu saint, a-t-il tort? Nous ne saurions le dire. Cela dépend des circonstances. Et ces circonstances, c'est au curé qu'il appartient d'en juger.

Q. — Je suis abonné au savant *Ami du Clergé* depuis l'année 1880, et il m'a rendu souvent service. Aujourd'hui je viens lui demander un petit renseignement qui me paraît avoir quelque importance.

Veuillez consulter le n° 48, 29 novembre 1888, lisez le premier paragraphe de la page 569, n. 7, et après l'avoir lu vous me direz ce que je dois faire de ceci :

« Olim ad validitatem dispensationis super quibuscumque gradibus prohibitis consanguinitatis, aff. ex primi debebat copula at vero abrogatis his similibusque decretis et declarationibus S. S. Leo Papa XIII, per decretum 25 juin 1885 statuit et declaravit, dispensationes matrimoniales post hac concedendas etiamsi copula incestuosa, vel consilium et intentio per eam, facilius dispensationem impetrandi retineat fuerint, validas futuras. Sanatio tamen præteriti desideratur. »

Il me paraît que ce décret détruit l'enseignement de l'*Ami du Clergé*, n° 48, 29 novembre 1888, pag. 569.

R. — La comparaison des dates donnera à notre vénéral correspondant la solution de la difficulté qu'il nous expose.

L'instruction de la Propagande reproduite au n° 48 de l'année dernière est de 1877 : et c'est en 1885 que Léon XIII a déclaré que le silence gardé sur les rapports incestueux cesserait à l'avenir de rendre la dispense invalide.

C'est à cette déclaration qu'il faut s'en tenir. C'est dans ce sens que l'*Ami du Clergé* résout les questions de cette nature depuis que cette déclaration a été donnée.

Nous reconnaissons toutefois qu'une note indiquant cette importante modification aurait été utile pour ceux qui ne la connaîtraient pas d'ailleurs.

Q. — 1° Pour gagner l'indulgence de la prière *En ego o bone et dulcissime Jesu*, est-il nécessaire d'avoir physiquement et réellement un crucifix *præ oculis*?

Suffirait-il, par exemple, d'être dans une église où les crucifix abondent, quoique l'on soit tellement placé que à cause de l'obscurité, ou pour tout autre motif on ne puisse en apercevoir un seul?

L'usage d'un grand nombre de bréviaires ou de livres de piété qui impriment l'image du crucifix en tête de la susdite prière semble favoriser la première opinion.

2° Cette prière doit être dite à genoux, il semble, *genibus me provolvo*; est-ce nécessaire? et dans le cas de l'affirmative les prières aux intentions du Souverain Pontife, dont on doit la faire suivre doivent-elles être récitées dans la même posture?

R. — Voici les conditions qu'exige le décret du 31 juillet 1858 pour l'indulgence de la prière *En ego* :

« Sanctitas sua... benigne declaravit præmemoratam indulgentiam plenariam lucrari ab iis utriusque sexus Christifidelibus, qui vere poenitentes, confessi, sacraque communione refecti, dictam orationem *En ego* etc., quocumque idiomate, dummodo versio sit fidelis, ante quamcumque sanctissimi crucifixi imaginem devote recitaverint, ac insuper per aliquod temporis spatium juxta mentem Sanctitatis suæ pie oraverint ¹. »

Reprenons chacune des conditions :

1° *Ante quamcumque Sanctissimi crucifixi imaginem*. M. Pallard traduit : *Devant une image quelconque de Jésus crucifié*; et M. Collomb : *Dire devant un crucifix ou l'image d'un crucifix*². Il suffit donc, d'après le sens obvie de la phrase, d'avoir sous les yeux l'image d'un crucifix, fut-elle une gravure quelconque. C'est pour cela qu'on a pris l'habitude d'imprimer un Christ au-dessus de toutes les formules de cette prière.

2° Il n'est question nulle part de la position que l'on doit occuper en récitant cette prière. D'ailleurs on peut réciter en n'importe quelle position les prières auxquelles sont attachées les indulgences à moins d'une restriction dans le bref de concession. C'est ce que démontre le décret suivant, du 18 septembre 1862 :

« Utrum scilicet preces præscriptæ ad lucrandas indulgentias sive plenarias, sive partiales, sint recitandæ flexis genibus? — RESP. Negative, nisi aliter præscriptum sit in documento concessionis³. »

L'expression *genibus me provolvo* demande, pour se mieux vérifier, que l'on soit à genoux. Mais ce n'est pas une condition nécessaire pour gagner l'indulgence.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LA CONFRÉRIÉ DE LA FOI ET DE LA DOCTRINE
CHRÉTIENNE

§ II. Projets de règlements et statuts pour ladite Confrérie (Suite).

CHAPITRE II

DEVOIRS DES ASSOCIÉS

En conséquence, les Confrères de la Doctrine chrétienne seront, comme le Prêtre et la Religieuse, jaloux et soucieux des intérêts de la Foi, délicats et inébran-

¹ *Decr. auth. S. C. Ind. Urbis et Orbis*, n. 386.

² M. Pallard, *Recueil de prières*... Nouvelle édit. p. 122; M. Collomb, *Petit traité des indulgences*, p. 180.

³ *Decreta auth. S. C. Ind. BITHURIGEN.* 18 sept. 1862, ad 1^m, n. 388.

lables dans les questions où la Foi peut être simplement touchée.

C'est pourquoi, au jour de leur réception, devant Dieu et devant l'Eglise, en présence de leurs Confrères :

1^o Ils s'engagent à s'ABSTENIR courageusement,

De toutes paroles et conversations contre la Foi ;

De tous achats et lectures de journaux, revues et livres irréligieux ;

De toute observation malveillante contre les pasteurs de l'Eglise, principalement en présence des enfants ;

De la fréquentation trop intime ou non motivée de compagnies dangereuses pour la Foi ;

De tout acte d'adhésion aux sociétés maçonniques ou autres associations capables de perdre la jeunesse ;

Enfin, de toute action privée ou publique dont les conséquences pourraient nuire à la Foi d'un seul chrétien et à plus forte raison à la religion d'une paroisse.

2^o Ils PROMETTENT, *pour eux-mêmes*,

De s'attacher uniquement à l'enseignement et à la direction des pasteurs de l'Eglise ;

D'assister autant qu'ils le pourront aux instructions, et aux catéchismes de leur paroisse, ainsi qu'aux réunions de la Confrérie ;

D'aimer et de lire les livres de la Foi, principalement l'Evangile ;

De prier et de recevoir les sacrements dans le but d'obtenir et de conserver la Foi ;

Enfin de porter jour et nuit, soit extérieurement, soit sous les vêtements, la Croix qui est le signe de la Foi, et de préférence la Croix de l'Association.

3^o Ils PROMETTENT, *pour les autres*,

D'encourager et de soutenir la Foi du prochain, par leurs prières, leurs bons exemples, leur bon esprit envers l'Eglise, leurs bons conseils, et par tous les procédés ingénieux que suggère, selon le temps et les circonstances, la délicatesse d'une vraie charité. Ainsi, ils s'intéresseront spécialement aux pauvres et aux malades qu'ils visiteront, consolideront et soulageront de leur mieux, ils veilleront à ce que ceux qui sont en danger de mort reçoivent à temps les secours de la religion, ils assisteront les agonisants, etc... Pour la gloire de Dieu et l'édification du prochain, ils seront dévoués à toutes les bonnes œuvres, surtout à celles qui ont pour but la propagation de la Foi.

Ils promettent particulièrement de seconder l'Œuvre du Catéchisme et les Œuvres de Jeunesse de la paroisse. Pour cela, ils auront comme moyens particuliers : 1^o La surveillance bienveillante des enfants : 2^o les encouragements affectueux ; 3^o le patronage d'un ou de plusieurs enfants qui leur seraient confiés ou qu'ils choisiraient ; 4^o les offrandes, selon leurs moyens, pour l'achat des livres religieux des enfants pauvres, pour les récompenses et les fêtes de catéchisme, pour l'entretien et le chauffage de la salle du catéchisme, pour la bibliothèque de la jeunesse, etc...

Les associés qui seront à même de remplir la noble fonction de Catéchiste, pourront de concert avec M. le Curé, s'occuper de quelques enfants en particulier et leur apprendre avec les prières les premiers éléments de la Doctrine chrétienne.

Les Confrères promettent avant tout de protéger la Foi dans leurs familles, savoir : 1^o En s'opposant de tout leur pouvoir à l'introduction sous leur toit des mauvais livres ou des mauvais journaux ; 2^o en revenant à la belle pratique de la prière en commun, ou tout au moins en veillant à l'accomplissement du devoir de la prière et des autres devoirs religieux par tous les membres de la famille, principalement par les enfants et les domestiques ; 3^o en surveillant chrétiennement l'éducation de l'enfance et la persévérance de la jeunesse au point de vue surtout des dangers nombreux que peuvent courir leur foi et leurs mœurs ; 4^o enfin, en inspirant aux enfants l'amour et le respect de l'instruction religieuse, en leur faisant apprendre et réciter la leçon de catéchisme, et en la leur expliquant.

Les associés se font un devoir d'assister aux funérailles des Confrères défunts, et principalement aux ser-

vices religieux, que la Confrérie fera célébrer pour le repos de l'âme de ces défunts.

Ils renouvellent leurs promesses chaque année, à l'assemblée de la fête de l'Epiphanie ou à celle du 21 novembre, fête de la Présentation de la Sainte-Vierge, et ils sont invités à le faire plus souvent, spécialement lorsqu'ils assistent à la réception de nouveaux Confrères.

Observations. — Ce chapitre est sans contredit le plus important des statuts de notre association. Il est comme le directoire du Confrère de la foi.

Il a été rédigé ainsi avec le détail complet de ce que doit particulièrement éviter ou faire aujourd'hui le bon chrétien, sur la demande formelle de nos associés. Pour leur donner l'idée de l'œuvre à laquelle nous tenions à les initier, nous leur avons expliqué successivement tous ces points, leur faisant remarquer l'importance et la vérité de chacun.

Nous avons été facilement compris des âmes droites, car nous ne leur demandions en réalité rien de nouveau et qu'elles n'aient déjà connu et compris. Mais en attirant leur attention sur tous ces points à la fois, elles ont été frappées davantage de la gravité de leurs devoirs de chrétien, et elles nous ont demandé de leur en laisser le *memento* complet dans le règlement que nous leur annonçons.

On remarquera 1^o que nous n'avons imposé à nos associés, en dehors des devoirs naturels de la bonne vie chrétienne, que le port d'une croix. 2^o Que nous avons insisté sur tout ce qui est fondamental pour la conservation de la foi, en particulier l'obéissance à l'Eglise, et la fuite des sociétés maçonniques. 3^o Que dans cette immense variété de devoirs, chacun pourra tous les jours en trouver quelques-uns à remplir et se montrer ainsi vrai confrère de la Foi. 4^o Qu'en conséquence, notre association peut être établie dans une paroisse, sans même qu'elle ait à s'occuper d'une œuvre spéciale, comme de catéchisme ou de jeunesse ; l'Œuvre de la Foi étant bien elle-même une œuvre très caractérisée et très réelle. 5^o Que les nombreux devoirs ici notés peuvent chacun servir de thème à une instruction ou exhortation pour les réunions des confrères.

Nous avons tenu à appeler nos associés, non à des pratiques de piété supplémentaires, mais aux grands et sérieux devoirs. Que Dieu, pour qui seul nous avons agi, veuille bénir nos modestes efforts et faire prendre à un bon nombre la résolution de devenir parfaits chrétiens pour soutenir sa cause !

CHAPITRE III

ADMISSION ET RÉCEPTION DES ASSOCIÉS

La Confrérie de la Doctrine chrétienne admet dans son sein les fidèles des deux sexes, qui en témoignent le désir, et dont la vie de foi est le garant des engagements religieux qu'ils contractent en entrant dans l'Association.

Les enfants ne pourront être admis qu'un an au moins après leur première communion, et lorsqu'ils auront déjà suffisamment été éprouvés dans la piété.

L'admission régulière se fait par l'inscription sur le registre de la Confrérie. Cette inscription de la main du Directeur ou de son délégué, suffit pour donner au

nouveau membre communication des grâces et privilèges de la Confrérie.

Toutefois, il est bon que l'admission des Associés, principalement aux jours des fêtes de la Confrérie, se fasse avec solennité.

A cette fin on réunit les confrères à l'église et on expose la croix sur l'autel de la Confrérie. Après le chant ou la récitation du *Veni Creator*, et une pieuse allocution si M. le Curé le juge à propos, les nouveaux associés se mettent à genoux auprès du sanctuaire, et l'un d'eux lit à haute voix, au nom de tous les autres, la solennelle profession de foi de Pie IV et Pie IX, à laquelle il joint l'acte de renoncement aux sectes maçonniques, que le pape Léon XIII vient d'approuver et d'enrichir d'indulgences. Puis chacun d'eux, à l'appel de son nom que le Directeur inscrit alors sur le registre de la Confrérie, vient au pied de la Croix réciter, la main sur le saint Evangile, le serment qui termine cette profession de foi, ainsi que l'acte abrégé du renoncement à Satan et aux Sociétés secrètes. Il reçoit ensuite son bulletin d'admission, et, s'il le désire, la Croix de la Confrérie.

A la fin, on chante ou l'on récite, selon le temps, l'antienne du Bréviaire pour la commémoration de la Croix (*Per signum crucis* ou *Crucem sanctam*) avec les versets ou oraisons correspondants, et le célébrant bénit les Confrères avec la croix exposée sur l'autel. On peut terminer la cérémonie par le *Magnificat*.

Les Confrères présents renouvellent en même temps leurs promesses, afin notamment de gagner l'indulgence plénière accordée chaque année, par Léon XIII, à tous les fidèles qui, au jour choisi par eux, feront ou renouvelleront l'engagement de ne jamais s'affilier aux sectes maçonniques.

Observations. — 1^o En ce qui concerne l'admission des enfants, nous nous sommes conformés à une ordonnance épiscopale de notre diocèse.

2^o La réception solennelle n'étant point obligatoire, même pour notre confrérie qui l'a ainsi réglée et choisie, n'a point les inconvénients que l'on croirait y voir pour certains cas particuliers. On peut du reste admettre tel mode de réception que l'on voudra.

Deux fois déjà dans notre paroisse nous avons fait cette cérémonie, et l'impression qu'elle a laissée a été profonde.

3^o Voici, d'après notre règlement, les paroles que prononce alors le Confrère, la main sur l'Evangile : « J'en fais la promesse, le vœu et le serment. Ainsi Dieu me soit en aide et ces saints Evangiles de Dieu. » Ces paroles s'appliquant à la profession de foi qui vient d'être récitée, ne constituent pas un vœu par rapport aux obligations de la Confrérie.

Le nouveau Confrère ajoute : « Mon Dieu, je renonce de tout mon cœur à Satan, à ses œuvres, à ses pompes et aux sectes maçonniques condamnées par l'Eglise : et c'est pour Jésus-Christ seul que je veux vivre et mourir. »

Ou bien : « Humblement soumis aux ordres de Notre-Saint-Père le Pape, je m'engage devant Dieu et devant les hommes, à n'adhérer jamais en rien aux sectes maçonniques ou aux sociétés secrètes condamnées par l'Eglise, et à les combattre de tout mon pouvoir. » (Acte de renoncem. approuvé par Léon XIII.)

Deux enfants exercés à cet effet et tenant la précédente formule près du livre des Evangiles,

peuvent prononcer à haute voix ces paroles et aider ainsi les Confrères à les prononcer eux-mêmes.

CHAPITRE IV.

ORGANISATION DE LA CONFRÉRIE

Observations. — Pour mieux faire comprendre l'organisation que nous avons adoptée, nous croyons devoir placer nos explications avant le chapitre lui-même.

Nous nous sommes inspirés à la fois pour ce chapitre IV de l'Archiconfrérie romaine, des devoirs généraux que nous avons recommandés à nos associés, au chapitre II, et d'une œuvre spéciale de catéchisme et de jeunesse que nous avons établie dans notre paroisse. La non existence de cette dernière œuvre ne modifierait du reste à peu près en rien notre règlement.

Outre les dignitaires de l'œuvre, nous avons distingué les *visiteurs*, les *catéchistes* et les *zélateurs*. Ces derniers noms désignent les membres qui peuvent, plus que les autres, s'occuper de certaines œuvres de zèle, ou auprès des malades, ou auprès des enfants, ou pour le bien général de la paroisse. Le titre de *zélatrices*, donné à bon nombre de jeunes personnes, a été pour elles un grand encouragement à nous seconder pour le chant à l'Eglise, pour les reposoirs, pour la préparation des fêtes religieuses ou des fêtes de catéchisme, pour la tenue d'une petite bibliothèque, et même pour procurer des ressources matérielles pour nos œuvres.

Notre organisation a été critiquée. On nous dit : « Au lieu de ces distinctions d'associés, vous auriez pu créer diverses congrégations, une pour les mères chrétiennes, une autre pour les jeunes filles, etc... » — Outre que les petites paroisses ne permettent pas d'ordinaire de telles divisions, nous n'allions plus alors à notre but, qui est de grouper toutes les forces de la paroisse pour le bien. Du reste, nos distinctions d'associés constituent moins des catégories spéciales que de simples désignations d'offices recommandés particulièrement aux personnes qui sont plus à même de les remplir.

L'Archiconfrérie de la Doctrine chrétienne et les Confréries qui en dépendent, ayant pour but d'aider les Curés dans l'instruction religieuse de leurs paroissiens et dans leur ministère évangélique, les curés respectifs en sont toujours les Directeurs.

Néanmoins, sous la direction de M. le Curé, l'Association des Hommes et l'Association des Femmes peuvent être organisées comme il suit.

L'Association des Hommes choisit, au jour de l'Epiphanie, son Président, son Secrétaire et son Trésorier ; elle peut avoir aussi ses Zélateurs, selon qu'il va être expliqué pour l'Association des Femmes.

L'Association des Femmes met à sa tête une Présidente ou Prieure, qui a pour Assistantes une Secrétaire et une Trésorière.

La Prieure et les Assistantes ou Sous-Prieures sont nommées par les Associées le jour de l'Epiphanie, pour une durée de trois ans. Elles peuvent être réélues. En cas de départ ou de mort de l'une d'elles, on lui nomme une remplaçante dont les fonctions expireront à l'époque régulière des élections triennales.

La Présidente doit être l'âme de la Confrérie. Elle s'occupe avec la Secrétaire et la Trésorière du recrutement des nouvelles Associées, et cherche, avec les Assistantes, les Catéchistes, les Visiteuses et les Zélatrices dont l'Œuvre a besoin, et dont il va être question. Elle veille surtout à ce que chacun s'occupe avec zèle de sa charge, à ce que les enfants pauvres soient secourus, les malades visités et assistés au moment de la mort.

Elle fait ou fait faire par les Visiteuses les invitations aux funérailles des Associées, et fait recueillir par la Trésorière et les Zélatrices les offrandes nécessaires pour la célébration du saint Sacrifice de la Messe chaque fois qu'un membre a rendu son âme à Dieu.

La Secrétaire tient note de tout ce qui concerne l'Œuvre ; en particulier elle inscrit exactement les nominations des Dignitaires, les noms des Catéchistes, des Visiteuses, des Zélatrices et des Bienfaiteurs. Elle présente à M. le Curé la liste des nouvelles Associées.

La Trésorière recueille toutes les offrandes en argent ou en nature, en garde un compte exact, remet les noms des Bienfaiteurs à la Secrétaire et stimule l'ardeur des Zélatrices qui sont ses collaboratrices.

Toutes les Associées doivent remplir selon leur pouvoir pour elles-mêmes et pour les autres les engagements dont il est question au chapitre II ; toutefois, comme la situation de plusieurs d'entr'elles peut leur permettre un dévouement spécial ou plus actif, la Confrérie acceptera comme *Visiteuses*, *Catéchistes* ou *Zélatrices* toutes les Sœurs qui voudront bien et pourront remplir une ou plusieurs de ces fonctions. Lorsqu'une cause légitime ne leur permettra plus de continuer ces fonctions, elles rentreront dans le rang des simples Associées.

Les *Catéchistes* acceptent d'aider M. le Curé d'une manière spéciale pour l'instruction et la surveillance des enfants. Elles sont plus particulièrement sous la direction de M. le Curé.

Les *Visiteuses* ont surtout la charge des malades et de l'assistance des mourants. Elles exercent leur rôle de charité de concert avec la Présidente et ses Assistantes. Elle s'occupent aussi avec elles des enfants pauvres.

Enfin les *Zélatrices*, de concert avec la Trésorière, s'ingénient à procurer les ressources matérielles dont la Confrérie a besoin pour ses Œuvres, s'occupent de la Bibliothèque, des fêtes de Catéchisme, du soin des objets appartenant au Catéchisme ou destinés à être remis aux enfants, etc... Elles peuvent se partager les charges, et nommer par exemple des bibliothécaires, des sacristines, etc...

Les Zélatrices sont comme les ouvrières de la Confrérie : de leur bonne volonté et de leur activité résultera la plus grande vie dans les Œuvres de paroisse. Aussi pour les honorer et les encourager, elles forment corporation dans la Confrérie, et nomment tous les ans leur *Première*, leur *Seconde* et leur *Troisième Zélatrice*, qui seront à leur tête et qui feront partie du Conseil de la Confrérie avec la Présidente et les deux Assistantes.

Le Conseil règlera, de concert avec M. le Curé, les diverses questions qui peuvent intéresser la Confrérie et ses Œuvres.

CHAPITRE V

RESSOURCES DE LA CONFRÉRIE

Il faut à la Confrérie des ressources pour aider les enfants pauvres dans l'achat des objets religieux ou des livres d'instruction chrétienne, pour l'entretien et le chauffage de la salle du catéchisme, pour les récompenses et les fêtes, pour les messes à faire célébrer.

Les ressources de l'Œuvre se composent :

1° Des offrandes en argent ou en objets que les associés se font un devoir de faire, selon leurs moyens.

2° De la petite rétribution que chaque enfant pourra payer pour le chauffage de la salle du catéchisme.

3° De l'aumône que fait chaque associé (cinq centimes au moins) à la mort d'un confrère pour le repos de son âme

4° Du produit des quêtes aux réunions de l'Œuvre et aux fêtes du catéchisme.

5° De ce que l'activité et l'intelligence des zélateurs et zélatrices peuvent recueillir de tous côtés, et obtenir même de ceux qui ne sont pas de la Confrérie.

La personne qui s'engage à faire chaque année une offrande d'au moins 10 francs, ou qui fait une fois un don considérable, reçoit le titre de *Bienfaitrice de l'Œuvre*.

Observation. — Nous avons obtenu facilement des enfants la redevance annuelle de 0 fr. 50 pour le chauffage de la salle du catéchisme.

Nous donnons, depuis sept ans déjà, dans nos fêtes du catéchisme des récompenses que les enfants achètent avec leurs bons points. Nos associés nous aident volontiers en cette œuvre qui est devenue très populaire.

CHAPITRE VI

FÊTES ET RÉUNIONS

La fête de l'Épiphanie nous rappelant le bienfait de notre vocation à la Foi, est choisie pour fête principale de la Doctrine chrétienne.

Elle se célébrera avec la plus grande pompe le dimanche où en est renvoyée la solennité, et le Saint-Sacrement, si possible, sera exposé au moins pendant les offices. Ce jour-là, les Confrères se feront un devoir de s'approcher des sacrements ; et tous les trois ans, on y procédera aux élections ordinaires des Présidents ou Présidentes, des Secrétaires, des Trésoriers ou Trésorières.

Les autres fêtes de la Confrérie sont :

La Purification de la Sainte-Vierge, le 2 février.

L'Annonciation, le 25 mars.

La fête de la Sainte-Croix, le 3 mai, fête patronale de l'Archiconfrérie romaine.

La fête des saints apôtres Pierre et Paul, le 29 juin.

La Nativité de la Sainte-Vierge, le 8 septembre.

La Présentation de la Sainte-Vierge, le 21 novembre.

Ces jours-là, ou le dimanche suivant, il y aura réunion plénière des Associés, avec une instruction, soit au catéchisme, soit à un office du soir.

Outre ces réunions générales, il y aura à l'église ou à la salle du catéchisme, réunion des Conseils de la Confrérie, des Zélateurs ou des Zélatrices, selon que M. le Curé le jugera opportun, ou que les Présidents des Associations en feront la demande.

Les admissions des Associés se font de préférence aux fêtes solennelles de l'Œuvre.

Observations. — Nous regardons comme nécessaires, au moins tous les deux mois, des réunions où l'on rappelle les associés au devoir. Ordinairement nous faisons ces réunions à un office de la paroisse, et de la sorte nos avis sont entendus des fidèles même qui ne font point partie de l'association. Quelquefois, cependant, il faut des réunions particulières.

CHAPITRE VII

INDULGENCES ET AVANTAGES

§ I. Indulgences

Les Indulgences que peuvent gagner les Confrères de la Doctrine chrétienne sont de trois sortes :

1. Les Indulgences spéciales qui appartiennent en propre à l'Archiconfrérie romaine à laquelle ils sont affiliés, savoir :

Indulgences plénières

1° Aux fidèles des deux sexes véritablement contrits, confessés et communiés, le jour qu'ils entreront dans

la Confrérie ou qu'ils y seront inscrits. (Paul V, *Ex credito nobis*, 6 octob. 1607.)

2° Aux Frères et aux Sœurs qui, véritablement contrits et confessés, feront la sainte communion le jour de la fête principale que la Confrérie s'est choisie. (Idem.)

3° A ceux qui, véritablement contrits, confessés et communies, ou qui ne pouvant faire ces actes, invoqueront à l'article de la mort, au moins d'un cœur contrit, le nom de Jésus. (Idem.)

Indulgences partielles

1° Sept années et sept quarantaines à ceux qui, véritablement contrits et confessés, feront la communion le jour où dans l'endroit sera publiée l'agrégation de leur Confrérie à l'Archiconfrérie de Rome. (Idem.)

2° Item une fois le mois, à ceux qui véritablement contrits et confessés, feront la sainte communion. (Idem.)

3° Sept années aux prêtres membres de la Confrérie qui, dans l'église ou oratoire de la Confrérie, annonceront la parole de Dieu ou feront des conférences, lors même que ces jours-là ils n'iront à aucune école pour enseigner la Doctrine chrétienne. (Idem.)

4° Item chaque fois que les membres de la Confrérie accompagneront le Saint-Sacrement lorsqu'on le porte aux malades. (Idem.)

5° Trois années à tous les membres de la Confrérie qui accompagneront les corps des Frères et des Sœurs à la sépulture, ou assisteront aux funérailles, anniversaires, offices célébrés à leur intention, en priant pour le repos de leur âme. (Idem.)

6° Deux cents jours à ceux qui seront cause que les enfants, domestiques ou toute autre personne iront apprendre la Doctrine chrétienne. (Idem.)

7° Item chaque fois qu'ils assisteront aux divins offices de la Confrérie. (Idem.)

8° Item chaque fois qu'ils seront présents aux Congrégations publiques ou privées de la Confrérie. (Idem.)

9° Item chaque fois qu'ils visiteront les malades de la Confrérie. (Idem.)

II. Les Indulgences accordées à l'Œuvre du Catéchisme, savoir :

Indulgence plénière

Pour tous ceux qui ont la louable habitude de faire le catéchisme ou d'y assister, et qu'ils pourront gagner les jours de Noël, de Pâques et des saints apôtres Pierre et Paul, sous la condition de se confesser et de communier. (Clément XII, 27 juin 1735.)

Indulgences partielles

1° Sept ans et sept quarantaines, *chaque fois*, à tout fidèle qui, s'étant confessé et ayant communiqué, explique la Doctrine chrétienne, ou assiste à son explication. (Idem.)

2° Cinq ans aux fidèles, de quelque âge qu'ils soient, habitués à se réunir dans les écoles ou à l'église, pour apprendre le catéchisme, qu'ils gagneront toutes les fêtes de la Sainte-Vierge s'ils communient ces jours-là. (Paul V, *Ex credito nobis*, 6 oct. 1607.)

3° Cent jours aux pères et mères, *chaque fois* qu'ils apprennent ou expliquent le catéchisme à leurs enfants ou à leurs domestiques. (Idem.)

4° Enfin cent jours, *chaque fois*, à tous ceux qui pendant une *demi-heure* étudient la Doctrine chrétienne ou pour l'enseigner aux autres, ou pour s'en instruire eux-mêmes¹. (Idem.)

III. L'Indulgence plénière accordée chaque année par Léon XIII, à tous les fidèles qui, au jour choisi par eux, feront ou renouvelleront l'engagement de ne jamais s'affilier aux sectes maçonniques².

§ II. Avantages

Outre les mérites spirituels qu'ils peuvent recueillir abondamment en remplissant leurs obligations, les Confrères de la *Doctrine chrétienne* ont le précieux avantage d'être perpétuellement excités à leur propre satisfaction par le pieux soin qu'ils prennent de celles des autres, et d'être soutenus dans leur Foi par les exemples et les prières de leurs Confrères.

De plus, ils s'assurent protection et assistance par ces Confrères, dans leurs maladies et surtout au moment de la mort.

Enfin, s'ils ont fait régulièrement, chaque année, selon leurs moyens, une offrande à la Confrérie, celle-ci fait célébrer, le plus tôt possible après leur mort, une messe ou un service religieux pour le repos de leur âme.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — L'existence d'un café à une soixantaine de mètres d'une école libre serait-elle un motif suffisant pour empêcher l'ouverture de cette école ?

R. — S'il n'y a que ce motif, il ne sera pas suffisant. Le conseil supérieur de l'instruction publique a eu plusieurs fois à se prononcer sur des allégations de ce genre, notamment dans l'affaire Jacquemart (*école de Camons*, Somme). Nous lisons dans la sentence prononcée le considérant suivant : « Considérant que les motifs ayant trait aux bonnes mœurs ne sont pas suffisamment établis et que le voisinage d'un café situé à 50 mètres de distance ne peut mettre obstacle à la tenue d'une école. »

Si le voisinage d'un café était un obstacle à l'ouverture d'une école, les quatre cinquièmes des écoles publiques devraient être fermées. Il est vrai que ce qui est regardé comme parfait quand il s'agit d'une école publique devint imparfait aux yeux de certains maires quand il s'agit d'une école privée. Témoin l'école libre de Salies de Béarn qu'on a voulu empêcher comme insalubre, bien qu'elle eût servi à l'école publique pendant plus de quarante ans : témoin encore l'école du Mas d'Aire qui avait servi à l'école publique pendant dix-huit ans, et que tout à coup, un drôle nommé Lourties, maire de l'endroit et sénateur, a jugé insalubre parce qu'elle devenait école libre.

Il faut reconnaître que, si les maires, les inspecteurs primaires et souvent les conseils départementaux jugent *ab hoc et ab hac*, se laissant inspirer trop souvent par l'esprit d'hostilité, le Conseil supérieur ne se croit pas toujours obligé d'apostiller leurs iniquités et leurs caprices. C'est pourquoi nous ne cessons de recommander aux personnes intéressées qui rencontrent des oppositions ridicules ou méchantes, d'épuiser toutes les juridictions avant de s'avouer vaincues et de former appel en temps utile.

Q. — Je prie l'*Ami du Clergé*, si toutefois il le juge à propos, de vouloir bien me donner quelques renseignements au sujet de la disposition testamentaire conçue dans les termes suivants :

¹ Maurel, *Le chrétien éclairé sur la nature et l'usage des indulgences*, p. 234.

² *Sem. Relig. de Laugres*, 1887, n° 48, p. 760.

« Je donne et lègue un pré à Paul, à charge par lui de faire acquitter chaque année dans l'église annexe de X. trois messes basses pour le repos de mon âme, et ce à perpétuité. »

Cette charge du testament est, à la vérité, une charge personnelle au légataire, mais comme elle concerne en même temps l'église annexe de X. désignée pour l'acquit de ces messes, dans le cas où elles ne seraient pas acquittées dans cette église, je demande :

1^o La fabrique ou le desservant de cette église aurait-il qualité pour contraindre le légataire à se conformer aux intentions du testateur ?

2^o A défaut de la fabrique ou du desservant, les héritiers du défunt, du moins, auraient-ils le pouvoir de faire annuler le testament, ou du moins de faire mettre le légataire en demeure de remplir les conditions que lui impose le legs fait en sa faveur ?

3^o Quelle serait alors la marche qu'ils devraient suivre pour arriver à ce résultat et pourraient-ils s'en occuper dès maintenant, aucune de ces messes depuis deux ans n'ayant été acquittées dans l'église où elles doivent l'être conformément aux termes du testament ?

4^o Par donation entre-vifs, Claude a donné à Pierre un immeuble à charge pour ce dernier de faire célébrer chaque année, sa vie durant, trois messes basses pour le repos de l'âme du donateur après son décès. Le donateur est décédé ; les messes ne sont pas acquittées. Y a-t-il également, dans ce cas, pour les héritiers du défunt des moyens de contraindre Pierre à l'exécution des charges de la donation ?

5^o Un seul des héritiers, sans le concours et l'assentiment des autres, pourrait-il faire isolément toutes ces revendications, soit qu'il s'agisse de donation ou de testament ?

6^o Quel serait l'effet de l'annulation d'un testament attaqué pour inexécution des charges d'un legs qu'il renferme ? Le testament tout entier serait-il annulé, ou simplement la clause concernant le legs en question ?

R. — Ces diverses questions présentent quelque difficulté : c'est pourquoi, avant d'en donner la solution, en termes précis, nous croyons devoir la faire précéder de quelques observations préalables sur la jurisprudence en cette matière.

Quand, dans un testament ou une donation, il y a une clause qui charge les héritiers donateurs ou légataires d'acquitter des services religieux ou une redevance à une famille pour régler, par exemple, la pompe des funérailles du donateur, il n'y a nul besoin, de la part de la fabrique, de justifier d'une autorisation du gouvernement, pour accepter l'honoraire et la redevance des funérailles ou des services prescrits dans les actes par dispositions entre vifs ou testamentaires.

Une première raison qui prouve qu'il n'y a nul besoin d'autorisation, c'est que la fabrique n'est en ce cas donataire ni à titre gratuit ni à titre onéreux, soit directement soit indirectement. Le véritable donataire est ici celui auquel la valeur est donnée ; c'est, en effet, à son seul profit qu'a été faite la donation. Ce n'est là qu'une simple stipulation ou la condition d'une libéralité faite à autrui. Par conséquent, il ne faudra voir, dans la clause de faire célébrer des messes à l'intention du disposant, qu'une affaire privée à régler entre le donataire et la fabrique, pour fixer la rétribution de ces messes et l'époque de leur acquittement.

Une autre raison qui montre l'inutilité de l'autorisation, c'est que le gouvernement n'a aucun motif d'exercer ici son autorité et son contrôle puis-

qu'il n'y a ni don ni charge à apprécier. Enfin, il ne s'agit pas ici de mettre un bien hors du commerce et de le faire tomber en *main morte*, comme dans le cas de donations foncières qui sont faites aux fabriques, donations qui ont pour effet de soustraire des terrains à la circulation et de priver le trésor public des droits qu'il perçoit pour frais de mutations fréquentes. Le gouvernement n'a donc aucune raison d'exiger, de la part des fabriques, une autorisation pour des libéralités accidentelles qui ne sont faites que par clauses testamentaires.

Aussi, dans une circulaire ministérielle du 15 juillet 1838, le garde des sceaux déclare que le Conseil d'Etat a opiné que les fabriques n'avaient pas à intervenir dans l'acceptation des legs faits aux communes et aux établissements de bienfaisance, avec charge de services religieux. La raison qu'en donne le Conseil d'Etat, c'est que les testateurs n'ont point eu en vue de faire précisément une donation aux fabriques ; que le bénéfice qui résulte pour elle de l'exécution de la fondation ne représente que le prix des services religieux. Il en conclut que les fabriques ne peuvent, en ce cas, être considérées comme légataires même indirectes, et qu'il n'y a pas lieu, dès lors, d'admettre leur intervention dans l'acceptation des libéralités dont il s'agit.

La même circulaire ajoute qu'en cas d'inexécution des fondations religieuses de la part des établissements auxquels elles sont imposées, les fabriques n'auront qu'à s'adresser au préfet et au ministre qui arrêtent les budgets de ces établissements. Ils auront soin, dit cette circulaire, de s'assurer que les frais nécessaires à l'acquittement des fondations religieuses y soient compris. C'est un devoir prescrit à l'administration par la morale publique et le respect qui est dû aux dernières volontés des mourants. Tel est le résumé de cette circulaire.

Un décret du 19 juin 1806 avait déjà soumis les hospices et les bureaux de bienfaisance à payer régulièrement aux fabriques la rétribution des services religieux qui sont une charge de rentes dont ils ont été mis en possession. C'est aussi pour assurer l'exécution fidèle de ces services que le gouvernement oblige les établissements à donner avis aux fabriques des libéralités faites à condition de messes et services religieux.

Mais si la donation ou le legs était fait à un particulier, la fabrique ne pourrait employer les voies judiciaires pour obtenir le prix des services religieux ordonnés par le testateur, mais non commandés par le légataire, qu'après s'être fait autoriser à émettre une acceptation en forme.

Quand une libéralité est faite à une église comme charge d'une donation entre vifs faite à un tiers, est-il nécessaire d'en faire l'acceptation par un acte notarié ? Toulier, Delvincourt, Grenier et Duranton soutiennent la négative, parce qu'il ne s'agit, selon eux, que d'une stipulation au profit d'un tiers, selon l'article 1121 du code civil, et non

d'une donation. Deux arrêts de la cour de Cassation, des 5 novembre 1818 et 27 janvier 1819, ont jugé qu'il suffisait d'une manifestation quelconque de la volonté d'accepter, par exemple, d'une notification par huissier. Cette notification devra être faite au donateur et au donataire direct : au premier pour le lier et l'empêcher de révoquer sa disposition ; et au second pour qu'il ait à accomplir la stipulation. Cependant, si une acceptation notariée n'est pas obligatoire, elle est du moins préférable, et l'on doit toujours la conseiller. Dans tous les cas, le conseil de fabrique doit toujours délibérer sur la suffisance de la rétribution.

Si un donataire ou légataire refusait d'accomplir les conditions qui leur sont imposées par un acte entre vifs ou testamentaires, il y aurait lieu de les poursuivre devant les tribunaux. Les héritiers et les exécuteurs testamentaires sont en droit d'exercer l'action en justice. Le trésorier même de l'église dans laquelle les services doivent être acquittés aurait aussi ce droit. La rétribution perçue par la fabrique sur tous les services à célébrer dans l'église et l'obligation de veiller à ce qu'ils soient fidèlement acquittés suffisent pour motiver l'action en justice des fabriques, lorsqu'elles ont été autorisées.

Cela posé nous répondons :

Ad 1^m. Oui, après s'être fait autoriser à émettre une acceptation et à poursuivre le légataire récalcitrant. Comme il s'agit de messes annuelles et à perpétuité, il y aura lieu pour le conseil de fabrique de délibérer sur la suffisance de la rétribution et à la faire approuver par l'évêque ; *ex dictis*.

Ad 2^m. Les héritiers et les exécuteurs testamentaires, également *ex dictis*, ont le même droit que la fabrique pour réclamer en justice l'exécution de la clause apposée au legs. De plus que la fabrique, ils auraient le droit de plaider la nullité du legs pour cause d'inexécution.

Ad 3^m. La marche à suivre est celle de tout procès civil ; et ils peuvent commencer l'action dès maintenant, puisque la clause relative aux messes n'est pas exécutée depuis que la succession est ouverte. Pour donner plus de force à la poursuite, nous pensons qu'il conviendrait que les héritiers et les exécuteurs testamentaires s'unissent à la fabrique.

Ad 4^m. Il y a les mêmes moyens, *ex dictis*, puisqu'au point de vue de l'obligation il n'y a pas de différence entre le donataire et le légataire.

Ad 5^m. Parfaitement, un seul des héritiers peut avec ou sans le concours ou l'assentiment des autres, agir isolément, parce qu'il a un intérêt personnel dans le résultat du procès.

Ad 6^m. Non : il n'y aurait d'annulé que le legs dont la clause est inexécutée. Mais vraisemblablement ni le légataire ni le donataire n'attendent la cassation du don ou du legs : ils se hâteront prudemment d'exécuter la clause.

Bien que, d'une manière générale, nous recommandions d'éviter les procès, surtout les procès à propos d'intérêts minimes, et ce serait ici le cas.

car nous cherchons vainement ce que la fabrique aurait à gagner en cette circonstance, toutefois, nous jugeons tellement immorale et révoltante la conduite d'un légataire ou d'un donataire qui privent de prières leur bienfaiteur, que notre avis est qu'il faut les poursuivre énergiquement. Comme dit la circulaire ministérielle précitée, « la morale publique et le respect dû aux dernières volontés des mourants » en font un rigoureux devoir.

Q. — Nous avons quelques fonds disponibles que nous voudrions faire fructifier pendant quelques années. Or voici que notre département a été autorisé à contracter un emprunt. Ma fabrique aurait-elle le droit de souscrire à cet emprunt qui paraît très avantageux. Un mot de réponse, s'il vous plaît.

R. — Cette question a été posée au ministre des cultes qui a répondu qu'il n'existe aucune disposition expresse interdisant aux fabriques et aux autres établissements religieux le placement de leurs fonds disponibles autrement qu'en achat de rentes sur l'Etat ; mais que, d'après l'ensemble de notre législation et de nombreux avis du Conseil d'Etat, ce dernier emploi doit être préféré à tous les autres, comme étant celui qui présente le plus d'avantages, au double point de vue de la sécurité du placement et de la facilité du recouvrement des revenus, et que ce n'est qu'en raison de circonstances exceptionnelles qu'il peut y avoir lieu d'autoriser l'emploi de fonds de cette nature en acquisitions d'immeubles ou de toute autre manière qu'en achat de rentes sur l'Etat.

Ainsi, dit le ministre, il n'y a aucun exemple d'autorisations délivrées à des fabriques pour souscrire à des emprunts ouverts par les villes ou les départements ; les autorisations assez nombreuses qui ont été accordées pour les emprunts nationaux ne sauraient être considérées comme rentrant dans cette catégorie, car la souscription à un emprunt national constitue, en réalité, une acquisition de rentes sur l'Etat.

Du reste, ajoute-t-il, le pouvoir attribué au préfet, par l'article 4 du décret du 13 avril 1861 d'autoriser des placements en rente sur l'Etat, ne peut s'étendre aux souscriptions ayant pour objet des emprunts départementaux. Ce sont là deux emplois entièrement distincts, et dès lors ce serait au gouvernement qu'il appartiendrait de statuer. (*Lettre au préfet de la Mayenne*, 7 juillet 1865. Voir *M. Campion*, p. 89 et 90.)

IMPRIMATUR

Lingonis, die 3 aprilis 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

chrétien qui fait « embrasser aux plus puissants la pauvreté sans rien perdre de leur considération au jugement de qui que ce soit, ajoute : « Et d'un autre côté on voit les fils des pauvres, voire même des serfs, s'élever à la dignité de princes ecclésiastiques de l'empire et une fois là persévérer dans une pauvreté volontaire qui les rapproche de leurs familles. »

Pallmayer constate « que le gouvernement des pontifes romains, a su former, dans la partie du monde que nous habitons, une pensée européenne universelle, et cette pensée est indestructible. »

C'est pourquoi seuls les papes pourraient être les arbitres écoutés de la paix entre les nations.

Je signale le sonnet de Rochefort — qu'il aurait, dit-on, désavoué, le malheureux ! — de belles poésies de Laprade, de Lamartine, etc., — le juste de Platon, — le raisonnement du charbonnier, d'Ozanam, de beaux passages de Pasteur, d'Augustin Thierry : « Je ne me doutais pas de l'histoire de l'Eglise, » de Jouffroy, de Répler, etc. Et je clos cet article sur cette anecdote racontée par Arago :

Ampère était sur son lit de mort, un ami lui proposa de lui lire un chapitre de l'*Imitation* : « Oh ! répondit l'illustre savant, je la sais par cœur tout entière ! »

En vérité, le docteur Devers a fait une compilation utile et pleine d'intérêt. Bien que je ne le connaisse point, il ressemble parfaitement à l'excellent docteur que j'ai vu autrefois.

P. D.

Accusés de réception à MM. :

C. vicaire à B. E. (Lot-et-Garonne). 5655. — B. curé-archiprêtre à St-T.-de-C. (Ain). 5656. — B. curé-doyen à V. (Hte-Marne). 5657. — R. curé à C.-le-B. (Haute-Marne). 5657. — M. curé de R. (Oise). 5658. — L. curé d'H. (Manche). 5659. — D. curé de C. (Calvados). 5668. — J. à P. (Pyrénées-Orientales). 5669. — L. aumônier à B. (Indre-et-Loire). 5672. — E. R. vicaire au C. (Saône-et-Loire). 5673. — V. curé à Ste-H. (Saône-et-Loire). 5674. — T. curé à C. (Côte-d'Or). 5676. — R. S. des M. N.-D. de la D. (Martinique). 5677. — Q. curé à B. (Guadeloupe). 5678. — De la F. curé à C. (Ain). 5679. — D. curé à L. (Haute-Savoie). 5682. — H. aum. à B. (Seine-et-Oise). 5684. — J. A. R. C. (Vénézuëla). 5685. — J. à C. (Manche). 5686. — D. curé de C. (Hte-Garonne). 5687. — F. curé de G. (Hte-Marne). 5692. — J. curé de M. (Meuse). 5702. — R. curé de N. (Hte-Marne). 5704. — M. curé de la C. (Orne). 5706. — D. vicaire à A.-L. (Rhône). 5708. — L. T. curé à G.-C. (Morbihan). 5709. — H. curé d'E. (Aisne). 5710. — B. curé à M. (Basses-Pyrénées). 5711. — R. curé de R. (Creuse). 5712. — J. à L. en S. A. (Morbihan). 5713. — S. au F. (Morbihan). 5714. — H. vicaire à Q. (Côtes-du-Nord). 5715. — D. aumônier à la R. (Charente-Inférieure). 5716. — J. curé à H. (M.-et-Moselle). 5717. — P. curé à C.-à-B. (Marne). 5718. — A. curé de St-L. de M. (Deux-Sèvres). 5722. — M. vicaire à M. (Tarn). 5723. — M. curé de V.-la-V. (Puy-de-Dôme). 5724. — T. aux C. (B.-du-Rhône). 5725. — R. curé de S. (Hte-Marne). 5728. — W. curé à L. (Belgique). 5729. — L. à C. (Aisne). 5730. — V. curé de R. (Pas-de-Calais). 5733. — T. à P. D. (B.-Pyrénées). 5735. — M. curé de St-S. de F. (Gironde). 5739. — M. curé de F. (Hte-Marne). 5740.

— P. curé de B.-l.-P. (Aisne). — J. curé des A. (Gironde). 5742. — O. curé de M. (Hte-Saône). 5743. — J. à F. (Vendée). 5744. — V. curé à J. (Vosges). 5745. — M. vicaire à N. (Alpes-Maritimes). 5746. — B. curé de M. (Gard). 5752. — R. L. de G. à A. (Drôme). 5754. — P. curé de la F. (Puy-de-Dôme). 5755. — D. curé de C. (Somme). 5757. — F. curé au M. d'O. (Rhône). 5759. — C. curé à D. (Côte-d'Or). 5760. — L. curé de N. (Seine-Inférieure). 5761. — M. à M. (Lozère). 5765. — J. curé à B.-les-M. (Hte-Saône). 5766. — L. curé de L. (Seine-Inférieure). 5767. — A. curé de S. (Yonne). 5769. — A. curé au P.-B. (Haute-Savoie). 5772. — A. vicaire à St-Q. (Mayenne). 5773. — H. à H. (Belgique). 5775. — Rév. J. à M. (Mich. Etats-Unis). 5774. — J. B. curé à S. 5776. — J. curé de St-F. (Aveyron). 5780. — D. curé de S. A. (Hautes-Pyrénées). 5781. — L. curé-doyen de P. B. (Hte-Vienne). 5782. — G. chap. à L. (Calvados). 5783. — B. curé de D. (Aisne). 5786. — G. curé de St-J. de V. (Isère). 5787. — P. curé de M. (Suisse). 5788.

AVIS

A NOS LECTEURS

Nous prions ceux de nos abonnés qui ne nous ont pas encore payés, de vouloir bien nous envoyer leur règlement le plus tôt possible.

Nous attendrons jusqu'au 10 avril avant de donner à la Poste nos quittances-reçus sur les retardataires, qui seront invités à les payer le 15 avril.

Les traites-quittances remises à la Poste, augmentées des frais de recouvrement, seront de 8 fr. 60 pour les abonnements à l'ancien Ami du Clergé seul, et de 13 fr. 70 pour les abonnements à l'Ami du Clergé et à son supplément l'Ami du Clergé paroissial.

Nous demandons à tous ceux qui le peuvent sans trop de dérangement, de nous envoyer avant le 10 avril un mandat-poste égal à ce qu'ils nous doivent, sans attendre la présentation de nos reçus augmentés des frais : ils feront ainsi une économie de 35 c. et pour nous l'économie d'écritures et de démarches sera plus importante encore.

Le talon du mandat-poste qu'on nous envoie directement sert de reçu.

Quelques-uns des reçus que nous avons remis à la Poste l'année dernière, pour les abonnements de 1888, nous sont revenus impayés, soit parce que les destinataires étaient absents quand la Poste s'est présentée, soit parce que lesdits destinataires avaient changé de domicile et d'adresse sans nous prévenir, soit pour d'autres raisons que nous ne connaissons pas encore, quoique nous les attendions depuis de longs mois.

Qui n'a pas payé reste débiteur, et nous sommes assurés que ceux à qui s'adresse ce rappel général voudront bien y répondre sans nous obliger à des réclamations personnelles dont ils devraient, en conscience, nous rembourser les frais.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les

frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé **BUATHIER**

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N° 15

PRÉDICATION : Pour le Vendredi-Saint : la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Assemblées capitulaires.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : N.-D. Auxiliatrice étant titulaire de l'église, doit-on en faire mémoire spéciale ? — Comment régler l'office quand saint Joachim est en concurrence ou en occurrence avec une fête du même degré ? — Que penser d'une récitation de bréviaire faite en aspirant et en respirant ? — Que faire si l'*Ordo* indique le *Credo* à la fête de saint Denis ? Au jour octave de la Dédicace quelles leçons récite-t-on au troisième nocturne ? Le suffrage de la sainte Trinité, fête titulaire et patronale, doit-il se faire avant celui de la Croix ? — Peut-on le Samedi-Saint se servir des saintes huiles de l'année précédente quand on ne peut avoir les nouvelles que le mardi suivant ? — En quel état est produit le corps de Notre-Seigneur par la consécration ? — Depuis quelle date l'Espagne jouit-elle du privilège des trois messes le jour des Morts ? — Quel est le meilleur parti à tirer d'une relique de la vraie Croix ? Un malade communie en viatique dans le temps de Pâques est-il encore tenu de

communier pour le devoir pascal ? — Le droit a-t-il déterminé la manière de sonner le glas funèbre ? — Quelle doit être la forme du crucifix pour qu'on puisse y attacher les indulgences du chemin de la Croix ? — L'indulgence de 5 ans et 5 quarantaines pour la prononciation du saint nom de Jésus après *ventris tui* à chaque Ave Mar'a du Rosaire est-elle authentique ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Comment faire opposition à ce qu'une commune prenne sur le jardin du presbytère pour agrandir un cimetière qui est autour de l'église ? — Lorsqu'un fils du défunt a commandé les obsèques, en l'absence de ses frères, qui est responsable envers la fabrique ? Une note sommaire et réduite ayant été refusée par le débiteur, peut-on exiger qu'il solde la note détaillée non réduite ? Le trésorier a-t-il besoin d'autorisation pour poursuivre ce recouvrement ? — La fabrique peut-elle, pour procurer la somme nécessaire à assurer le service d'une seconde messe, imposer d'office les familles, et sanctionner sa décision par l'exclusion de la chaise des récalcitrants ? — Comment comprendre que « la rétribution des ministres du culte sera réglée par le gouvernement sur l'avis de l'évêque ? »

COURRIER DES LIVRES

L'AMIRAL COURBET d'après ses lettres, par Félix JULIEN, 1 vol. in-12, chez V. Palmé, Paris.

Ce livre est sans doute plutôt du domaine politique que du domaine religieux ; mais comme dans l'Extrême-Orient français est synonyme de catholique, et qu'on y rencontre partout le missionnaire français, la religieuse française, l'ouvrage de Félix Julien est un ouvrage catholique dont nous recommandons la lecture. De cette étude bien faite avec documents à l'appui il ressort que Courbet fut un marin des plus distingués, le plus tacticien de son temps ; un chrétien vaillant qui ne fait point parade de sa foi, mais ne la cache pas non plus : surtout que si la guerre du Tonkin s'est terminée par un si piteux dénouement et par des massacres inouïs c'est que la France reniant ses vieilles et glorieuses traditions à l'endroit de « sa clientèle

catholique » ne s'est pas conduite en nation chrétienne.

Ce livre est donc aussi un livre de justice. Il gagnerait à raconter plus en détail la guerre du Tonkin, le guet-apens de Bac-Lé, par exemple, la panique de Lang-Son. Mais il est visible que l'auteur n'a pas voulu sortir de son cadre grandiose, tout en demeurant restreint, où il nous dessine trait à trait la glorieuse figure de l'amiral.

Courbet n'était pas un catholique pratiquant mais un homme convaincu, ayant la foi profonde et naïve du marin. Avant de s'embarquer pour le Tonkin il fait un pèlerinage à sainte Anne d'Auray, comme un simple matelot ; à bord du *Bayard* il se recommande à Notre-Dame des Victoires et envoie son offrande à la chapelle *Stella maris* de Montmartre, tout cela sans bravade ni forfanterie, sans peur aussi. Ce fut peut-être avec intention qu'il choisit le *Bayard* pour son vaisseau-amiral, cet autre chevalier sans peur et sans reproche.

« Courbet nous reviendra, disait de lui, son camarade, le futur abbé de Broglie. Quand il reviendra, ce sera tout d'une pièce. Comme du centurion romain on pourra dire de lui : « En vérité nous n'avons jamais vu tant de foi en Israël. » — Il est revenu simplement, grandement, mais en réalité il ne s'était guère éloigné.

M. Félix Julien ne s'occupe que des cinq dernières années de Courbet.

En 1880, l'amiral est nommé gouverneur de la Nouvelle-Calédonie. Il prend la grande route de Suez, de Ceylan et de Sidney, et dans cette dernière ville rencontre Mgr Frayssé, le nouvel évêque de Nouméa.

— Ah ! Monseigneur, lui dit-il en lui tendant les deux mains, que d'embarras vous allez me donner ! Votre situation m'inquiète. Je suis à vous de cœur, et je n'ai point caché au ministre que s'il m'envoyait en Nouvelle-Calédonie pour me faire exécuter les décrets, il pouvait en prendre un autre. Je ne suis pas son homme. Mais il doit m'adresser des instructions. A quoi m'obligeront-elles ?

— A rien de fâcheux pour nous, amiral.

Et de fait Courbet protège les Frères, et, mieux qu'un diplomate de la nouvelle école qui n'a ni passé ni avenir, il saisit le moyen de couvrir les Maristes : « Je les considère comme sécularisés de fait, dit-il, par cela seul qu'ils appartiennent à une mission placée sous l'autorité immédiate d'un vicaire apostolique relevant directement du Saint-Siège. » Et en France il fait accepter ses raisons. — Quelle mission pénible que la sienne, en face de ces 11,000 transportés ou libérés, pires cent fois que les 23,000 Canaques de l'île ! Comment fonder des familles avec des rôdeurs de barrière qu'on unit aux filles soumises fraîchement débarquées de nos maisons centrales ! » N'étaient les baïonnettes redoutées, quelle anarchie, quels affreux désordres ! Ajoutez que ces transportés auxquels on concède 110,000 hectares de terre gratuitement — comme on ferait à d'honnêtes colons — refusent de travailler et coûtent chacun 2 francs par jour à l'Etat, plus qu'un boursier polytechnicien. Et l'on recommande pour ces gens-là une humanité, une politesse jadis réservées aux gens de bien.

Il était ferme et bon, il eût fait quelque chose, mais il est écœuré des fluctuations de la politique qui change d'orientation avec chaque ministre. Aussi écrit-il le 27 février 1882 : « Il me tarde de remettre les pieds sur l'eau. C'est encore le terrain le plus solide par le temps qui court. »

En route pour la France ! (Octobre 1882.) Voici les Nouvelles-Hébrides que les Anglais nous ont fait évacuer depuis (1888). Sidney où le Révérend-Patron « inculque depuis vingt ans aux indigènes la haine de la France et du catholicisme ; » partout, sur son chemin, la question de la France et des missionnaires. A Nouméa il trouvait que Mgr Freppel même ne faisait pas encore assez ressortir leurs services, plus tard au Tonkin il dira devant un membre du Grand-Orient qui se tint coi : « C'est en place publique, c'est comme traîtres à la France

que l'on devrait fouetter les misérables qui entravent ici l'action de nos missionnaires ! » Alors à Madagascar le prédicant Shaw disait aux Howas : « Voyez ! les Français chassent les Jésuites de chez eux ; faites de même ! » On sait comment l'amiral Pierre arrêta ce séditieux : « Il fut désavoué et il en est mort. »

Mais la France figariste et révolutionnaire méprise ou hait le missionnaire. Rivière, — qui avait besoin de mourir pour acquérir quelque gloire, — ne se doute point que le missionnaire est aussi un français, et il a le triste courage non seulement de faire de lui un portrait calomnieux, mais de le caricaturer avec « sa robe usée, son tricorne chauve, sa barbe inculte et longue. » Voilà dans toute sa largeur la pensée, l'horizon figariste. Tels n'étaient pas les amis de Courbet comme le commandant Charmoix. Quand ils virent arriver à bord du *Bucéphale* près de la grande île des Wallis les PP. Viard et Bataillon « tout l'équipage fut pénétré de respect et s'inclina devant eux. Grands, secs, maigres, leurs soutanes en lambeaux, pieds nus, ces deux hommes avaient une attitude modeste et digne qui nous remua le cœur, et cependant les gens de mer ne brillent pas par la sensibilité. J'ai vu, ajoute le commandant Charmoix, j'ai vu dans ma vie de grands personnages, grands selon les hommes, naturellement ; jamais je n'ai eu l'occasion d'en voir qui possédaient une telle majesté.

Pourtant M. Léon Renault convient que si les missionnaires ne constituent pas l'élite intellectuelle de la France, ils en sont assurément l'élite morale. Mais la France ignore ce trésor qu'elle possède. A bien juger les choses qu'allons-nous faire au Tonkin, si ce n'est y porter la lumière chrétienne ? Tout autre but serait coupable. Venger la mort de Francis Garnier et de Rivière ? Mais les indigènes n'ont-ils pas droit à leur liberté, à leur sol ? Ils les ont assassinés, pris dans un guet-apens : soit, mais dans d'autres pays cela s'appellerait patriotisme. Ah ! qu'il nous était facile de conquérir le Tonkin sans perdre un seul homme ! Vous avez sous la main des gens qui n'ont qu'un but, faire connaître Jésus-Christ et faire aimer la France. Ils s'en vont, sans armes, sans argent, sans appareils de troupes, ils ne vous demandent pas, eux, de venger leur mort, car ils ambitionnent comme la suprême gloire, comme le suprême bonheur, le privilège de verser leur sang pour leur foi, ils ne vous demandent que votre protection morale, ils disent : « Pas d'autre sang ne peut être fécond, ne doit être répandu que le nôtre ; que nous puissions seulement, revenant de temps à autre de l'intérieur des terres, serrer dans le port voisin une main amie de compatriote, et mourir en regardant au ciel le Christ, et sur l'océan, au loin le drapeau de notre France qui nous salue et qui nous dit : « Courage, vous êtes mes nobles enfants ! »

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE VENDREDI-SAINT : LA PASSION DE
NOTRE-SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST

(Par un pèlerin de Jérusalem)

Au soir de ce jour à jamais mémorable, transportons-nous, M. F., par la pensée, dans les rues mêmes de Jérusalem, et suivons Jésus, notre cher Rédempteur, le long de cette voie royale tout empreinte de ses sueurs et de son sang divin. Mais n'allez pas vous figurer des monuments splendides, des inscriptions fastueuses. Non; vous allez à travers l'anguste et perfide cité, parcourant des ruelles sombres, désolées, encombrées, heurtant des chameaux dolents, des mendiants hideux, des monkes criards, des femmes au long et lugubre voile, signe d'esclavage plutôt que de modestie. Et, au milieu de cette foule, de ce brouhaha, de ce va-et-vient, sous ce soleil torride, on vous montre du doigt un fût de colonne brisée, une pierre mutilée, un tronc d'arbre ruiné, et on vous dit : « C'est là, à genoux ! adorez, recueillez-vous ! écoutez ! voyez ! C'est le Sauveur qui passe au jour des *hosanna* enthousiastes, et quelques jours plus tard c'est encore lui, mais outragé, vilipendé, honni, traînant son gibet fait d'un arbre à peine dégrossi, suivi d'une vile multitude. Pleurez, suppliez, adorez, c'est encore Lui, toujours Lui, votre Dieu, votre Roi. Il a foulé de son pied divin tous ces sentiers. *Adorabimus in loco ubi steterunt pedes ejus.* »

I. Et d'abord gravissons le Sion, le mont si célèbre dans les fastes bibliques. C'est le jeudi soir, il est dix heures, Jésus quitte la salle de festin et se dirige vers le mont des Oliviers. Laissons à droite la vallée de Josaphat, vaste et illustre nécropole, toute hérissée de sépulcres, ensevelie dans la nuit et le silence. Avançons. Sur le premier redan de la montagne, voyez-vous ces murs hauts et épais qui entourent un petit jardin ? Ce jardin, le monde entier le connaît : *Gethsémani* ! Voilà donc l'Eden évangélique où Jésus aimait à passer les nuits en prière. Son souvenir est ici partout, dans cette poussière foulée par ses genoux et arrosée de ses larmes, dans ces fleurs pieusement cultivées dont les parfums rappellent la suavité de son nom, dans ces vénérables oliviers qui sont les mêmes peut-être ou au moins les rejetons de ceux qui abritèrent le Sauveur. On emporte de ce lieu béni quelques brindilles, quelques grains d'olives, et à quelques pas de là on descend dans une grotte nue, froide, spacieuse qu'éclaire seulement la lueur tremblante de quelques lampes : c'est la grotte de l'*Agonie*. Là, son heure étant venue, l'homme nouveau assuma sur lui la responsabilité des péchés du monde, et sous l'angoisse d'une douleur infinie il sua du sang ! Phénomène d'ineffable douleur ! Aussi ne peut-on s'empêcher de frémir en lisant sur la pierre nue : *Hic factus est*

sudor ejus, sicut guttæ sanguinis decurrentis in terram.

Victime volontaire, substituée à la foule prodigieuse des criminels de tous temps et de tous pays, la sainte Humanité du Sauveur succombait sous le faix des iniquités humaines. Les apôtres étaient là, les trois privilégiés du Thabor pourtant, mais ils dormaient, tandis que leur Maître, accablé par l'ennui, la tristesse, la peur, ne savait que répéter, durant trois longues heures, cette supplication, qui est comme le chant du cygne et la dernière mélodie de son cœur aux abois : *Pater mi, si possibile est, transeat a me calix iste*. Quoi donc ! Lui si passionné pour la douleur frissonne à la vue de ce calice d'amertume qu'il avait tant désiré ! Ah ! c'est qu'au fond de cet horrible breuvage, il y a tous les sacrilèges, tous les parjures, toutes les injustices ; il y a la mort, non point rapide et glorieuse comme celle des braves, comme celle de Jonathas et de Judas Machabée, mais atroce, mais lente, mais honteuse, la mort des sclérats ! A la fin, l'amour l'emporte, et comme s'il eût craint d'être exaucé le Fils de Dieu s'écrie aussitôt : *Non mea voluntas, sed tua fiat*.

Cependant à travers les arbres on voyait dans la nuit des lanternes et des torches s'agiter dans la vallée de Josaphat et se rapprocher rapidement du jardin : c'était la trahison et le déicide qui marchaient en silence à cette sinistre lueur. La rampe de Gethsémani est bientôt franchie et l'on voit s'agiter dans l'ombre une troupe de gens sans aveu, munis de bâtons et d'épées. Un homme se détache du groupe, sombre et implacable comme une apparition du crime, et s'approchant du Sauveur, le traître, il l'embrasse en disant : *Maître, je vous salue*. Judas était depuis trois ans à l'école de ce maître incomparable, c'était son homme de confiance. Jésus vient de lui laver les pieds, de le communier, de lui adresser les plus tendres avertissements, et lui, l'hypocrite, a quitté le festin d'adieux pour aller mettre à prix — et quel prix ! — la tête de son insigne bienfaiteur : *Amice, ad quid venisti ?* C'est tout le reproche du bon Maître. Là-bas, au fond d'une impasse, voyez-vous cette pierre grisâtre et mutilée *osculum*, vous dit le guide, c'est là ! Et l'indignation vous saisit, vous détournez la tête avec horreur et vous vous hâtez de fuir ce lieu maudit.

Mais Jésus s'était livré aux compagnons du traître et, garrotté comme un malfaiteur, il était entraîné violemment vers la ville, doux agneau conduit à la boucherie par une troupe de forcenés. En traversant le Cédron, dans un accès de fureur ils précipitent l'adorable Captif au fond du torrent sur les pointes aiguës des rochers où ses genoux impriment des vestiges sacrés que l'on voit encore aujourd'hui. Puis le hideux cortège gravit les flancs escarpés du mont Moriah, et se dirige chez le grand-prêtre Anne. Là, Jésus subit un premier interrogatoire, là il reçoit un soufflet de la main d'un valet. Souffleter Dieu, quel crime et quelle audace ! Hélas ! ne l'a-t-il été que cette fois et de

la main d'un Juif? Caton, frappé au visage par un homme du peuple, demeura impassible sans proférer une plainte. L'injure était partie de trop bas, disait-il, avec un méprisant orgueil. Jésus au contraire se plaint avec douceur et condescend à se justifier pour montrer qu'il ne méprise personne et que l'outrage du dernier des hommes peut l'atteindre.

Caïphe le remet ensuite aux mains de ses valets et de ses esclaves qui se font un jeu barbare de tourmenter l'innocente Victime, et fatigués à la fin de cet abominable passe-temps, ils la jetèrent dans un étroit cachot jusqu'au point du jour. C'est alors que Caïphe président du Sanhédrin pose cette question immense, avec une gravité hypocrite : « Je t'adjure, par le Dieu vivant, de nous dire si tu es le Christ, le Fils de Dieu. — Vous l'avez dit, et de plus je vous affirme qu'un jour vous verrez le Fils de l'Homme assis à la droite de Dieu, sur les nuées du ciel. » — La question de Caïphe et la réponse de Jésus ont tous les siècles pour auditeurs. Le nôtre principalement est attentif et ému en face de ce tribunal. Les modernes Caïphes tourmentés, obsédés par cette grande figure du Christ qui plane sur le monde, voudraient la bannir comme un fantôme importun. Ils l'interpellent avec ironie : « Es-tu le Christ, Fils de Dieu? » — Et il leur répond par l'Evangile, par ses miracles, par vingt millions de martyrs, par des nuées de témoins, par le monde converti et civilisé, par tous les génies et toutes les saintetés, par tous les échos du ciel et de la terre : « Vous l'avez dit. *Ego sum*. Et un jour je serai votre juge. » Jamais les incrédules n'infirmeront ce témoignage; ils peuvent bien comme Caïphe livrer le Christ aux moqueries et son Eglise aux blasphèmes, mais c'est en vain qu'ils essaient, dit le P. Félix, d'entamer par la parole ou par la plume ce diamant qui use tout ce qui essaie de l'user et qui brise tout ce qui essaie de le briser.

Alors, ô anges du Paradis, voilez-vous la face pour ne pas voir votre Roi livré à une soldatesque sans vergogne qui l'insulte, lui arrache les poils de la barbe, lui bande les yeux, le traite avec une barbarie devant laquelle reculera la plume des évangélistes, tout en mêlant son nom sacré à des chansons d'orgie. C'est ici que le vieux Clovis frémissant au récit de tant d'outrages et mettant la main sur la garde de son épée poussait ce noble cri, digne d'un fils aîné de l'Eglise : « Que n'étais-je là avec mes Francs ! » Cependant Pierre, cœur ardent mais présomptueux, était poussé par intimidation dans l'abîme de l'apostasie. — « Où sont donc vos souvenirs, ou vos serments, ô grand apôtre? » Mais ne nous hâtons pas de l'accuser. N'avons-nous jamais rougi de paraître chrétiens? Une fausse honte n'a-t-elle pas empêché notre main de tracer sur notre front le signe bœni du salut, la crainte pusillanime du qu'en dira-t-on, n'a-t-elle jamais fermé notre bouche ou arrêté nos pas? N'avons-nous jamais dit : *Non novi hominem*? Ah! plutôt, à l'exemple de l'apôtre repen-

tant, laissons-nous toucher par le doux et suppliant regard de Jésus et pleurons nos infidélités.

De la grotte du *Flevit amare*, qui retentit cette nuit-là même des déchirants sanglots de Pierre on aperçoit la montagne du Mauvais-Conseil où Judas se pendit. Le désespoir et le repentir sont là en présence pour l'édification de tous les coupables, et le Calvaire est là au milieu qui leur rappelle qu'il n'y a point de crime que ne surpasse la miséricorde divine. — *O crux, ave!*

II. Cette nuit de la Passion avait donc été remplie d'inénarrables souffrances, et quand le Sauveur fut amené dès le matin au palais du proconsul, il devait être pâle, défait, couvert de sang. On voit encore dans un vieux mur qui longe la Voie douloureuse le cintre d'une ouverture aujourd'hui recouverte de maçonnerie. Là était l'escalier que gravit Jésus pour aller vers Pilate. Ces pierres consacrées par les pieds ensanglantés du Christ ont été transportées à Rome où elles forment, près de saint Jean de Latran, la *Scala Santa*, l'Escalier-Saint qu'on ne monte qu'à genoux.

Jésus comparut devant Pilate : « Es-tu roi des Juifs, demande le proconsul? — Mon royaume n'est pas de ce monde. — Tu es donc roi, demandait-il à nouveau? — *Tu dicis*, je suis roi. Je suis né pour cela et je suis venu dans le monde pour rendre témoignage à la vérité. Quiconque est pour la vérité écoute ma voix. » Et Pilate demande : « Qu'est-ce que la vérité? » C'est l'éternelle question du genre humain. Et plus heureux que les sages de l'antiquité, tu as sous tes yeux la réponse vivante et lumineuse, ô Pilate : *Ego sum veritas*. La vérité, ô assemblée chrétienne, vous êtes venue au soir de ce jour de mélancolique terreur la chercher au pied de cet autel dépouillé et de cette croix voilée. Ecoutez-là car elle délivre; pratiquez-là car elle sanctifie.

Pilate eut peur de savoir la vérité. Il n'est pas le seul. Que d'hommes la fuient et n'en ont cure. Combien qui, la connaissant, n'osent pas en tirer les légitimes conséquences : la vertu et le devoir. Pilate était un honnête homme selon le monde, mais méfiez-vous de cette honnêteté qui n'a point la religion pour base. Fi de ces prétendus honnêtes gens qui, pour un peu d'or, pour conserver leur place, pour plaire à César, trahissent leur conscience. De concession en concession le lâche proconsul en arrive à mettre en parallèle le bien et le mal, la sainteté et le crime : *Quem vultis vobis dimittam, Jesum aut Barabbam*? Jésus l'innocence même et Barabbas l'émeutier, Barabbas l'insigne bandit, Barabbas l'assassin. Et la tourbe de hurler : Barabbas. Il fallait bien s'y attendre. Que ferais-je donc de Jésus, votre Roi? — *Crucifigatur!* — Pilate atterré voudrait apaiser la fureur de cette horde avide de sang. Autant vaudrait essayer d'arrêter les flots de l'océan en courroux. Puis, par je ne sais quel retour de conscience, et croyant se justifier, il se fait apporter de l'eau, et se lavant les mains devant le peuple : « Je suis

innocent, s'écrie-t-il, du sang de ce Juste. » Non, non. C'est une tache indélébile que n'effacerait pas toute l'eau de l'univers. Un mot, et tu peux délivrer ce Juste, la Justice même. Aussi cette sentence est-elle retombée sur son auteur comme une éternelle malédiction, et depuis dix-neuf siècles Pilate est-il demeuré le type de la lâcheté.

Pilate apprenant que Jésus est Galiléen le fait mener au meurtrier de Jean-Baptiste, à l'incestueux Hérode. Celui-ci en fait sa risée, le jouet de sa garde et le renvoie au magistrat romain après l'avoir habillé de blanc comme un roi de théâtre, comme un prétendant fort peu redoutable; et Pilate ordonne de le flageller pour donner quelque satisfaction aux princes juifs. En face de l'Escalier-Saint, dans le mur opposé, on voit une porte basse par laquelle on pénètre dans une cour, et de là dans le sanctuaire de la *Flagellation*. En ce temps-là il y avait ici une colonne à laquelle on liait les criminels condamnés au supplice des verges. Par ordre de Pilate, à bout d'expédients, les bourreaux dépouillent leur victime, la traînent en vociférant auprès de cette colonne destinée à ces exécutions à la romaine; ils l'y attachent par les pieds et les mains, avec des courroies, et puis avec des verges et des lanières de cuir ils font voler sa chair en lambeaux, le font asseoir sur une pierre noire et fruste que l'on voit encore dans l'église du Saint-Sépulchre : c'est le trône des opprobres, *improperia*. Un des soldats romains, ennemis naturels de tout ce qui porte le nom de roi, propose de décorer le Galiléen des insignes de la royauté, objet de ses vœux. Pour cette hideuse cérémonie, on convoque toute la cohorte au son de la trompette. Honteux de sa douloureuse nudité, le Christ ramasse çà et là les pièces éparses de son pauvre vêtement et s'en couvre en rougissant. On les lui arrache une seconde fois, on jette sur ses épaules déchirées pour manteau royal une vieille casaque militaire d'écarlate; on lui met sur la tête, pour couronne, un faisceau de ces longues épines qu'on trouve encore maintenant dans les haies de Béthanie et de Siloé, et dans sa main un roseau en guise de sceptre. Puis la cohorte composée de six cents hommes se met en file. Chacun vient rendre au nouveau roi ses hommages, selon le cérémonial prescrit par un centurion, et en passant devant lui fléchit le genou et dit : *Salut, roi des Juifs*, se relève, lui donne un soufflet, lui crache à la face, prend le roseau, lui en décharge un coup sur sa pauvre tête endolorie, et toutes ces cruautés sont accompagnées d'éclats de rire et de plaisanteries de corps de garde.

Combien de temps dura cette scène lamentable ? L'Evangile ne le dit pas, mais qu'importe ? La Passion n'a pas de temps, elle est éternelle dans le cœur de l'humanité. Et vous vous laissiez battre, meurtrir, outrager, sans dire mot, ô mon Christ adoré ! Quelques sanglots peut-être soulevaient votre poitrine, mais ce langage inarticulé de la douleur n'avait aucune amertume. *Jesus autem tacebat*, recevant avec une ineffable patience les

meurtrissures qui devaient nous guérir. Que ces lieux si durs à Jésus sont chers au chrétien ! Cette solitude antique d'aspect et sainte de souvenirs, cette terre abreuvée du sang rédempteur, les cruautés qui ont ému ces pierres et fait pleurer le monde, tout cela est parlant, pénétrant, et captive le cœur par un attrait surnaturel.

Le divin Patient était donc assis sur la pierre des Impropères, lorsque Pilate le fit amener pour le montrer au peuple dont il espérait apaiser la haine par le spectacle de cette effroyable douleur, et le faisant monter sur la galerie de l'arceau il crie : *Ecce homo !* Voilà l'homme que vous m'avez donné pour un séditionnaire ; n'est-il pas bien puni ? Voyez, il n'a plus qu'un souffle de vie, laissez-lui le rendre en paix ; quel mal peut-il faire désormais ? Mais un tonnerre de cris couvre sa voix : *Crucifigatur ! crucifigatur ! tolle ! tolle !* Pilate résiste, parlemente, hésite, et docile au conseil de sa femme, tente un dernier effort, mais un cri part de la foule : « Si tu le délivres, tu n'es pas l'ami de César. » C'était le coup de massue réservé pour le dernier par les princes des prêtres. Pilate ne réplique pas. L'image de Tibère passa devant ses yeux, il baissa la tête, et pendant qu'il se lave les mains, la meute en fureur se jette sur sa proie, et l'on n'entend plus qu'un cri, c'est la fatale, l'épouvantable imprécation *Sanguis ejus super nos et super filios nostros*.

Ainsi se termina ce drame, le plus grand, le plus lugubre, le plus émouvant qui soit au monde. Ainsi succomba l'auguste Victime. Nous voilà bien loin des bords charmants de Génésareth, des foules ravies qui se suspendaient aux lèvres de ce Docteur à nul autre pareil, des troupes de malades qui lui faisaient de si beaux cortèges. Où sont tous ceux qu'il a guéris, éclairés, consolés ? Il a versé à pleines mains la lumière, la charité, la compassion, et il n'a recueilli que la calomnie, la trahison, l'ingratitude. Bienfaiteur infatigable, il périra écrasé sous le poids même de ses bienfaits. Saint, et saint comme personne, il voit se dresser contre lui la conjuration de toutes les passions. C'est justice. Il l'a voulu. Qu'il monte donc au Calvaire dans sa douce et calme majesté, escorté par l'hypocrisie des uns, la lâcheté des autres, la cruauté de ceux-ci, l'abandon de tous. N'a pas un tel cortège qui veut. Pour nous nous le suivons avec amour et l'acclamons comme notre Libérateur : *Adoramus te, Christe, et benedicimus tibi, quia per sanctam crucem tuam redemisti mundum. O crux, Ave.*

III. Le nouvel Isaac, chargé du bois de son sacrifice se dirigea vers le Calvaire. Le cortège ayant passé sous l'arcade de l'*Ecce homo* avançait lentement. Après avoir fait deux cents pas à peine Jésus succomba. Un débris de colonne en marbre rouge marque l'endroit de cette première chute. Malgré son apparence de peu, ce lieu est saint car il a supporté le corps étendu et brisé du Christ. Chrétiens, prosternez-vous et adorez le divin Pa-

tient qui gisait là dans l'accablement de son grand travail.

A quinze pas plus loin débouche une ruelle venant du Temple. Arrêtons-nous. Marie, par une de ces inspirations qui fait tout braver au cœur des mères, voulut revoir son Fils adoré, lui dire adieu, recevoir au moins un regard de lui, un de ces regards suprêmes, rapides comme la pensée, immenses comme l'amour. Elle suivit cette petite rue transversale, devança la foule, et quand Jésus passa, la pauvre mère était là, pâle, émue, tremblante. Courbé sous son fardeau, il leva sa tête couronnée d'épines, et sa mère le vit. Elle vit ce front déchiré, ces yeux éteints, ces lèvres ensanglantées, et frappée au cœur elle tomba en *pâmoison*. Jésus fut contraint d'avancer sans pouvoir la secourir. Son heure était venue, il devait boire le calice de toutes les amertumes.

De là on voit au fond d'une impasse une vieille et sombre maison qu'on dit avoir été celle du mauvais riche, et une sorte de tanière qui s'enfonce sous des décombres : c'était la retraite de ce pauvre et patient Lazare qui mérita d'être porté par les anges dans le sein d'Abraham. Puis la Voie douloureuse monte vers l'occident.

On remarque dans une muraille, à gauche, une pierre fortement entaillée. D'après la tradition, Jésus chancelant cherche à se soutenir en appuyant sa main sur cette pierre qui garda longtemps une empreinte sanglante. C'est là que Simon de Cyrène qui revenait des champs fut requis pour aider la Victime défaillante, car les Juifs ne voulaient pas crucifier un cadavre.

Un peu plus haut, vous rencontrez un tronçon de colonne couché sur le seuil d'une maison grecque de modeste apparence : c'est la demeure de sainte Véronique. Véronique, c'était l'Hémorroïsse, la miraculée. Elle n'avait oublié, ni le bienfait de Jésus, ni les tendres paroles qui en avaient augmenté le prix. Un jour elle entendit montant la rue comme le confus murmure des vagues en furie ; elle écoute, elle s'avance, et n'y tenant plus, elle traverse la sanguinaire cohue, reconnaît son insigne Bienfaiteur, et touchée d'une indicible compassion elle se prosterne pour adorer le Dieu-Martyr, et de son voile elle essuie ce pauvre visage défiguré, trempé de sueur, souillé de sang. Par cette action que les circonstances rendaient sublime, elle semblait dire à son tour : « Ayez confiance, ô mon bon Maître, vous n'êtes pas seul, vous n'êtes pas abandonné ! Emus d'un incomparable amour, les cœurs généreux vous suivent et les siècles vous regardent. » Vous savez quelle fut sa récompense. La sainte face resta imprimée sur son voile et Bérénice, c'était son nom, s'appela Véronique, la Vraie-Image. Ce souvenir de compassion et de reconnaissance repose l'âme sur ce chemin plein d'ingratitude et d'apostasie.

Cinquante pas au-dessus on trouve la Porte Judiciaire par laquelle, en ce temps-là, les condamnés sortaient de l'enceinte des murs pour monter au Calvaire. De là on pouvait voir le lieu

abhorré où blanchissaient çà et là les ossements des suppliciés. Jésus put lire en passant sa sentence de mort rendue au nom du sénat et relatant ses prétendus crimes. C'était en même temps celle de son peuple, désormais réprouvé, et à cette vue il s'affaissa de nouveau. Un peu plus loin deux trous pratiqués dans la muraille du couvent grec de Saint-Caralambos servent de repère pour la huitième station, où le Sauveur consola les femmes éplorées d'Israël. A cinquante pas de là, une colonne renversée à la porte d'un couvent de coptes à la figure d'ébène marque la neuvième station.

Telle est cette voie royale si pleine de douloureux souvenirs, si féconde en saintes émotions, *via crucis* que l'humanité a mouillée de ses larmes et usée de ses baisers. Il n'y a point de route plus mélancolique en ce monde. L'aspect lugubre des lieux que l'on traverse ajoute encore les tristesses du présent au deuil du passé ; partout la désolation et les ruines, la trace du fer et du feu, partout l'image de la mort mais partout aussi des voix qui proclament bien haut l'amour immense du Dieu-Rédempteur.

IV. Les chrétiens de tout rite ont groupé leurs monastères autour de la sainte montagne et c'est par un long détour qu'on parvient dans le Saint-Sépulcre pour y achever le chemin de la croix. Entrons dans cette vaste basilique, la plus vénérable qui soit au monde. Dans cet enfoncement à gauche, trois ou quatre Turcs nonchalamment accroupis dégustent leur café, fumant et devisant.

Pitié, mon Dieu, c'est au pied du Calvaire !

Voilà les gardiens du plus noble des sanctuaires. Quelle humiliation ! Et les disciples du Christ doivent chaque jour, pour y pénétrer, payer tribut à ces fils de Mahomet. Quelle honte ! A l'intérieur, une foule bruyante et agitée, de toute race et de toute couleur, aux costumes bizarres, circule, converse dans tous les idiomes. Hérétiques, schismatiques, catholiques, debouts, prosternés, agenouillés, prient selon les prescriptions de leur culte. Et ces multiples autels, ce demi-jour mystérieux, cette ornementation byzantine si luxueuse, l'éclat chatoyant des étoffes, le rayonnement des marbres, des pierreries, cette atmosphère ardente des lampes éternelles, cette vapeur d'encens qui flotte dans les hautes galeries, les harmonies de l'orgue, les sons des cloches, les tintements perçants du *simantérion* grec, ces offices variés, ces chants graves, joyeux, en toutes langues se succédant jour et nuit, c'en est assez pour étourdir et désorienter le pèlerin qui franchit pour la première fois le seuil du Saint-Sépulcre. Mais on s'habitue vite à ce désordre qui a bien son côté sublime aux yeux de la foi.

Suivons donc dans leur procession quotidienne les admirables enfants de Saint-François qui depuis six cents ans montent la garde nuit et jour à la garde du *glorieux* tombeau, bravant la rigueur du climat et le cimetière du musulman. A genoux

dans la chapelle de l'*Apparition*, adorons le divin Ressuscité apparaissant là dès l'aube de Pâques à sa sainte Mère, puis à Madeleine. Voilà la *Prison du Christ*, cachot obscur où il fut jeté pendant les derniers apprêts du supplice, le sanctuaire de la *Division des Vêtements*. Puis on descend dans la citerne de l'*Invention*, où après quatre siècles, sainte Hélène retrouva le glorieux étendard du Roi des rois. De là on se rend au Calvaire par un large escalier de marbre blanc. Ce n'est plus un lieu d'infamie mais une montagne couronnée de gloire et de magnificence. A la lueur des centaines de lampes qui répandent sur ce sommet sacré des gerbes de feu, le pèlerin plonge le bras dans la fente miraculeuse toujours béante du rocher, il baise la pierre où fut planté l'instrument de notre salut. Ici, se répète-t-il avec émotion, mon Sauveur a versé les dernières gouttes de son sang pour moi, ce sol que j'embrasse en a été tout empourpré, ces échos ont retenti de ses dernières paroles. Et pour ce bonheur j'ai traversé les mers, affronté les ardeurs d'un ciel de feu, douces fatigues ! Au comble de mes vœux, que ne m'est-il donné de chanter mon *Nunc dimittis* !

L'âme éprouve sur le Golgotha des émotions et des transports qu'elle ne connaissait pas. Le chrétien ne voit plus rien de la terre, il n'entend plus que ces mots répétés par toutes les pierres du temple et par tous les battements de son cœur : « Ici, Jésus est mort par amour pour ton salut. » O mon âme, adore et tais-toi...

Le soleil défaillit et parut s'éteindre, une prodigieuse nuit envahit la terre ; dans la grande voûte enténébrée du firmament les étoiles étincelèrent comme des yeux menaçants. Ce langage de Dieu irrité fit taire les impies et la peur étouffa les blasphèmes dans la gorge des Pharisiens. Plusieurs s'en allèrent, se frappant la poitrine et s'écriant avec le centurion : *Vere Filius Dei erat*.

Salut, montagne de la Rédemption, Autel du divin sacrifice, Rocher du désert d'où ont jailli les flots vermeils du fleuve de la vie. Toutes les grandes choses qui ennoblissent l'humanité, sont descendues de ton sommet, ô montagne du Calvaire. Tu es le Sinaï des splendeurs nouvelles, l'horizon des âmes, la vision sanglante et bénie de l'amour crucifié. Le martyr qu'on torture, le malade qui souffre, l'agonisant qui gémit, se tournent vers toi, et ils se sentent fortifiés. Les cœurs souillés qui se régénèrent, les âmes pures qui se dévouent pensent au Calvaire, et cette pensée mêle à leur repentir des larmes délicieuses, à leur sacrifice des joies enivrantes. Transformation inouïe ! Un pilori devient le phare du monde, un gibet devient signe d'honneur et de vertu. Et voici que le monde bientôt s'empare de ce symbole sacré pour le planter sur tous les rivages et sous tous les cieux. Du haut des basiliques et des montagnes, la croix a vu passer les révolutions, crouler les empires, elle a vu le monde chanceler, des orages effroyables emporter des débris de couronnes, des lambeaux de pourpre et des tronçons d'épée et elle est restée

debout : *Slat crux dum voluit orbis*. Aimons-la donc, vénérons-la de toutes nos forces cette croix, noble étendard du Christ-Roi.

Ils disent, les méchants, que notre divin Crucifié n'est plus le Roi du monde, qu'il ne suscite plus l'enthousiasme ni l'amour. Ils se trompent. Il est aimé par ces vaillants missionnaires que rien n'arrête pour porter aux nations encore assises à l'ombre de la mort les bienfaits de la civilisation et de la foi ; il est aimé par ces nobles vierges, anges de charité qu'on retrouve au chevet de toutes les misères et de toutes les souffrances ; il est aimé par ces légions d'évêques, de prêtres, de religieux qui lui ont dévoué leur vie sans regret, comme sans mesure ; il est aimé par tous ces généreux chrétiens jaloux de lui conserver leur cœur avec ses plus pures affections ; et je sens, moi, tout indigne que je suis, quand je presse sur ma poitrine sa croix adorée, que je l'aime avec passion, que je l'aime comme tout chrétien doit l'aimer, à la vie, à la mort ! Ainsi soit-il !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile. ASSEMBLÉES CAPITULAIRES

C'est au président du Chapitre qu'il appartient de le convoquer, d'ouvrir l'assemblée capitulaire, d'y proposer les matières à mettre en délibération et de clore la séance. Mais tout chanoine peut y proposer les affaires qui lui paraissent demander la délibération du Chapitre. Si le président prétend clore la séance sans que l'affaire ait été traitée contrairement à la volonté des chanoines, ceux-ci peuvent valablement s'assembler sous la présidence du plus digne et délibérer valablement. C'est dans ces conditions que fut faite à Città di Castello l'élection d'un chanoine honoraire qui fut déclarée valide par la S. C. du Concile.

CIVITATIS CASTELLANÆ COMITIORUM CAPITULARIUM

Die 21 julii 1888.

Sess. 24 cap. 12 de reform.

Compendium facti. Die 9 octobris anni 1885, intimato et de more congregato capitulo cathedrali civitatis castellanæ, undecim canonici una cum eorum capite, archipresbytero Lepori, convenerunt et de pluribus negotiis regulariter egerunt. Ad extremum unus ex capitularibus Adscensus Baroni, fandi facultate arrepta, significavit, suum suorumque plurium confratrum desiderium esse, ut in canonicum honorarium proponeretur et eligeretur sacerdos M. G. utpote dignus et benemeritus de Cathedrali, ob jugem adistentiam quam præstat in excipiendis confessionibus sacramentalibus. Ideoque capituli præsidem Archipresbyterum rogavit, ut super hanc propositionem suffragia exquireret.

Archipresbyter tunc petiit an scripta candidati postulatio adesset. Et cum ei responsum fuisset, cam non haberi, nec posse haberi, quia res candidatum latebat : insuper nec esse absolute requisitam : nam constitutiones hac in re nil præfiniebant, et in aliis casibus, quatuor enim vel quinque tunc aderant in eo capitulo canonici honorarii, absque

ullo supplici libello electio hujusmodi proposita et facta fuerat : Archipresbyter proposuit, ut res ad alia comitia differretur. Reclamante vero canonico Baroni, et ad statuta capitularia ac ad consuetudinem provocante, Archipresbyter indignatus cœpit proferre *Agimus...* per quod censuit cœtum capitulare dissolutum.

At ceteri omnes canonici in aula capitulari steterunt, et senior ex ipsis, Angelus Pasquetti, præsidentiam se assumere ad comitia absolvenda declaravit. Tunc Canonicus Minio, sanguine conjunctus cum Archipresbytero, ait : de merito actionis Archipresbyteri verba non proferam ; sed censeo cœtum capitularem jam solutum esse ; nihilque capitulo superesse quam recursum ad Episcopum. Declaravit tamen permanendum esse in Capitulo ne punctaturis subjiciatur. Statuta enim ad *art. 28* cavent, ut « qui discedit non absoluto capitulo tamquam absens punctetur. »

Excepit canonicus Pasquetti, discessum archipresbyteri, ea ratione peractum, comitia capitularia dimittere non potuisse, pluraque in hujus asserti demonstrationem produxit. Hisce innixus rationibus Canonicus idem, ceu Decanus, et interpres voluntatis Capituli, declarat, cœtum capitulare prosequendum, et resumendam esse propositionem Canonici Baroni. Quum nemo verba fecerit, jussit super eodem suffragia ferre. Octo suffragia propositioni faverunt, unum contrarium fuit. Et exinde conventus juxta morem dimissus est.

Re vero ad Episcopum delata, ipse electionem canonici honorarii ratam habuit et firnavit.

Verum archipresbyter non acquievit et ad S. C. C. recurrit, postulans definiri « utrum valida sit nec ne electio canonici honorarii. »

Episcopo et capitulo de more rogatis, ut super hoc negotio mentem suam aperirent, prior significavit se a voto coram S. C. C. promendo abstinere, eo quod jam capituli acta probaverat. Capitulum vero antequam in hac re S. C. instructionem redderet, duobus canonicis commisit, ut adirent archipresbyterum, eumque rogarent ut supplicem retraheret libellum in obsequium Episcopi, qui ratum habuit actum capitulare, et ad servandam concordiam cum capite Capituli. Sed quum ille non assentiret, hinc, novis habitis comitiis, capitulares omnes, præter Minio et Cherubini, qui a voto abstinuerunt, pro validitate controversæ nominationis steterunt.

Interim ordinariis de jure actibus expletis quæstio proponitur. At ne confusio in disceptatione oria-
tur, advertendum usque ab initio est, quod nominationis impugnatio non desumitur, saltem directe, ex electi qualitatibus, sed unice ex validitate illius tractus comitiorum capitularium in quibus electio rogata fuit. Quapropter discussio ad hoc punctum limitanda est. Pariter non sunt controversa facta, sed unice jus ; idest utrum ex discessu archipresbyteri præsidentis, sessio quoque dissoluta sit, et subsequa acta extra capitularia evaserint.

DUBIUM

An electio canonici honorarii facta a capitulo Civitatis castellanæ in comitiis diei 9 octobris 1885 valida fuerit in casu.

Resolutio. Sacra C. Concilii, re cognita sub die 21 julii 1888, censuit respondere : *Affirmative et amplius.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — J'ai pour titulaire de mon église sainte Marie Auxiliatrice qui se célèbre le 24 mai. Dans les suffrages du Bréviaire dois-je faire une seconde mémoire de la sainte Vierge et prendre l'antienne et le verset des premières vêpres de ladite fête ? Je ne le pense pas ; car c'est bien ici le cas d'appliquer le principe « *non bis in idem.* » Cependant je voudrais bien être rassuré sur ce point

R. — Vous avez raison ; vous devez vous contenter du suffrage ordinaire de la sainte Vierge : *Sancta Maria succurre* etc., conformément à la décision suivante de la sacrée Congrégation des Rites donnée à des chanoines du diocèse de Turin qui avaient pour fête titulaire l'Assomption de la très sainte Vierge. La sacrée Congrégation leur répondit qu'il ne leur était pas permis, *non licere*, de prendre les antiennes de l'Assomption, mais qu'ils devaient réciter l'antienne commune *Sancta Maria.* (S. R. C. 12 janvier 1669, n. 2463.)

Bien que la décision ne porte que sur la fête de l'Assomption, il n'est pas douteux qu'elle doive s'appliquer également à toutes les fêtes titulaires de la sainte Vierge. Tous les auteurs sont unanimes à interpréter ainsi ce décret.

Q. — 1^o Lorsque la fête de saint Joachim n'était que du rit double majeur, un décret de la S. Congrégation des Rites avait décidé que quand cette fête concourt avec une autre fête de même degré, les vêpres devaient se partager. En est-il toujours de même, depuis qu'elle a été élevée au rang de fête de 2^e classe ?

2^o Dans le cas d'occurrence entre saint Joachim et saint Louis, évêque de Toulouse (19 août), toutes deux de 2^e classe, mais en observant que saint Louis évêque est à son jour *dies natalis*, laquelle doit-on transférer ?

R. — Ad I. C'est toujours la même règle ; on partage également les vêpres.

Ad II. Nous donnerions la préférence à saint Louis, parce que c'est le jour de sa mort. (S. R. C. 5 mai 1736, 3, in Einsideln.)

Cependant si vous aviez la coutume de célébrer saint Joachim avec plus de solennité que saint Louis, nous préfererions saint Joachim, parce qu'on donne communément la préférence aux saints qui ont le même grade, mais qui sont célébrés avec plus de pompe, avec plus grand concours de peuple. (S. R. C. 11 janvier 1749, n. 4498, ad 4.)

Q. — Que penseriez-vous, au point de vue de la conscience, d'une récitation soit de Bréviaire, soit du canon de la messe, faite sans interruption, en aspirant et en respirant ?

R. — Nous pensons que cette prononciation n'est pas naturelle. Mais au point de vue de la conscience, nous ne voyons pas qu'on puisse la regarder comme illicite, parce qu'elle n'est pas condamnée par l'Eglise ni par les auteurs. Toutefois elle serait condamnable si toutes les paroles et toutes les syllabes n'étaient pas exprimées, ou encore si le sens du texte était détruit par l'entremêlement des syllabes.

Q. — 1^o Quand on indique le *Credo* à la fête de saint Denis, et une 9^e leçon d'un saint pendant une octave privilégiée, que doit-on faire ?

2^o Au jour octave de la Dédicace de toutes les Eglises notre Ordo indique qu'on doit prendre les leçons du 2^e noct. « de 2^a die infra octav. » (licet aliter in breviario scriptum sit), ajoute-t-il entre parenthèse. — J'ai la dernière édition du Bréviaire, je ne vois rien qui justifie cette remarque.

3^o Dans une église qui a pour vocable la T.-S. Trinité, fête patronale également du lieu, doit-on faire mémoire de la sainte Trinité *avant* ou *après* le mémoire de la Croix dans les fêtes ?

R. — Ad I. L'Ordo a raison si saint Denis est patron du diocèse, et l'on doit dire le *Credo*. Sinon, on ne le peut que dans les lieux et les églises où saint Denys est patron.

Ad II. Au jour octave de la Dédicace, les leçons du troisième (non du deuxième) nocturne ne se disent pas lorsque des leçons d'homélie de cette octave n'ont pas pu être dites à cause de l'occurrence de certaines fêtes. Dans ce cas, on remplace les leçons du jour octave par les premières qui ont été omises. Ce cas a été décidé par la sacrée Congrégation des Rites en 1836. (n. 4787, ad 5.)

Ad III. Le suffrage de la Croix est toujours le premier, même avant la T.-S. Trinité quand elle est titulaire d'église. La difficulté a été tranchée par la sacrée Congrégation des Rites en 1852 (25 septembre, n. 5176, ad 1.) Ce n'est pas à raison de la dignité, mais de la ferialité que la préférence est donnée au suffrage de la Croix sur celui de la sainte Trinité.

Q. — Je ne reçois que le mardi d'après Pâques les saintes huiles bénites le Jeudi saint. Ne puis-je pas me servir des anciennes huiles pour la cérémonie du Samedi saint ? Je le pense aujourd'hui, conformément à l'enseignement du savant Lehmkuhl qui affirme qu'on le peut certainement d'après des décrets récents.

R. — Nous croyons que vous ne le pouvez pas, parce que le savant moraliste allemand est dans l'erreur. Voici ses paroles :

« Si vero tam cito (pour la cérémonie du Samedi saint) afferri non poterint (olea sancta), sabbato sancto benedictio Fontis peragenda est cum veteribus oleis; in vigiliâ Pentecostes, cum novis; neque omittenda aut supplenda infusio sanctorum oleorum, uti ex recentioribus decretis. S. R. Congregationis plane constat. Vide decreta in Oriolen. 23 sept. 1837, et in Cadure. 19 sept. 1859. Vid. Gardellini n. 4820 et 5294. »

On ne peut pas se baser sur cette opinion de Lehmkuhl, parce qu'elle n'est pas fondée. Sur quoi

s'appuie le savant auteur ? Sur deux décrets, celui de Orihuela porté en 1837 au moment de la guerre civile d'Espagne entre les Carlistes et les Christinistes ou Isabellistes, et celui de Cahors indiqué dans Lehmkuhl sous le n^o 5294.

Mais il y a bien d'autres solutions de la sacrée Congrégation des Rites sur cette difficulté et qu'il faut connaître pour avoir la pensée de cette Congrégation. Voici ces décrets :

1^o Celui qui a été porté pour la métropole de Corcyre, 19 janvier 1608, n. 369 ;

2^o Celui pour le diocèse de Lucques, 12 avril 1755, n. 4252, ad 3 ;

3^o Celui pour le diocèse de Gand, en 1826, n. 4623, ad 4 ;

4^o Celui pour Orihuela, en 1837, n. 4820, ad 1. Il est indiqué dans le texte de M. Lehmkuhl.

5^o Celui pour Luçon, 12 août 1854. Il ne se trouve pas dans les *Decreta authentica* de Gardellini, mais personne ne doute qu'il ait été porté ;

6^o Celui pour Cahors, 19 septembre 1859, n. 5294.

Or voici ce qui résulte de toutes ces décisions :

1^o La sainte Eglise veut que la bénédiction des fonts le Samedi saint soit faite avec les huiles qui viennent d'être bénites le Jeudi saint précédent.

2^o Si l'on n'espère pas en avoir avant un certain temps, il faut faire la bénédiction le Samedi saint avec les huiles de l'année précédente. (Décret pour Orihuela.)

3^o Mais si l'on espère en avoir prochainement, *ad breve tempus* (décret pour Lucques), alors la bénédiction des fonts se fait le Samedi saint, sans verser les saintes huiles, le prêtre finit cette cérémonie en cet endroit ; et aussitôt qu'on aura les saintes huiles on les versera *privatim et separatim*.

Mais que faut-il entendre par ces mots *ad breve tempus* ? On peut fixer un espace d'environ huit jours, en se fondant sur ce que, pour la distribution des saintes huiles, il ne faut pas dépasser le dimanche de *Quasimodo*. Car Mgr l'Evêque de Gand ayant demandé si les curés-doyens de son diocèse, chargés de distribuer les saintes huiles aux curés de leur district, pouvaient différer cette distribution jusqu'après le dimanche de *Quasimodo* :

« An decani distributionem differre possint usque post dominicam in Albis ? »

La sacrée Congrégation répondit : *Negative*.

Soit, direz-vous, la sacrée Congrégation a décidé ainsi en 1826. Mais les décrets cités par le P. Lehmkuhl sont plus récents, ils datent de 1837 et de 1859. Et ils disent positivement que l'on doit se servir des huiles de l'année précédente. Ainsi en 1837 la sacrée Congrégation des Rites est formelle, et en 1859 elle renvoie au décret de 1837.

Cela est vrai. Mais il faut examiner les motifs. Dans ces deux cas, on ne pouvait pas espérer se procurer *ad breve tempus* les huiles bénites le Jeudi saint précédent. Si l'on avait pu, on aurait

dû attendre les huiles nouvelles et les verser *privatim et separatim*.

Nous arrêtons ici, parce que nous avons déjà traité amplement cette question en 1887, pages 413 et 566. Nous y renvoyons nos lecteurs, et ils verront que la thèse du P. Lehmkuhl ne peut pas être soutenue.

Q. — 1°. Quel est le corps produit en vertu des paroles de la consécration : *Hoc est corpus meum* : le corps de Jésus passible comme au soir de la Cène ou glorieux comme maintenant dans le ciel ? Est-il théologique de croire, suivant ce que dit M. Noel dans son *catéchisme de Rodez* (v. 373), que le corps de Notre-Seigneur dans l'Eucharistie correspond à l'état dans lequel se trouve la personne du Sauveur?... de telle sorte qu'au moment de la première consécration, il aurait été passible (S. Th. 3^e q. 81. 3. c.), sans âme ni sang (exsangue et inanimé) pendant le temps de la mort du Sauveur (S. Th. 3^e 81, 4. ad 2 et 3.), et maintenant glorieux depuis la Résurrection ?

2°. Que penser alors de ce que dit un autre auteur Rouergue : *Catéchisme du catéchiste*, de MM. Barthe-Fabre (2, 456) que J.-C. communiqua, la veille de sa Passion, à sa chair qui était encore passible les qualités des corps glorieux ; et cela « par sa toute puissance qui, d'après saint Thomas, les lui a communiquées par anticipation ?

Après maintes recherches, je ne trouve point dans la *Somme* le texte auquel on fait allusion. Prière de l'indiquer.

R. — Ad I. Le corps, non pas produit simplement, mais produit sous les saintes espèces, est le corps naturel, unique de Notre-Seigneur, lequel n'est aucunement multiplié, ni modifié par la consécration. Il est donc sous les saintes espèces tel qu'il est en lui-même. D'où il suit que M. Noel a parfaitement raison de dire que le corps de Notre-Seigneur dans la sainte Eucharistie est ce qu'il est dans la personne du Sauveur. Par conséquent, à la Cène, il était passible, et dans le Triduum de la mort, le sang eût été séparé de la chair ; l'un et l'autre de l'âme, non de la divinité. Mais

Ad II. Pour être contenu sous les saintes espèces, il faut que le corps de Notre-Seigneur, sans subir en lui-même aucune modification, soit mis avec l'espace dans un autre rapport que celui où se trouvent les corps à leur état naturel. Pourrait-on trouver là une analogie avec les corps glorieux et justifier ainsi ce que notre correspondant nous cite de l'autre auteur ? Peut-être. Mais il faudrait au moins le bien expliquer ; on pourrait facilement l'entendre à faux. Ainsi, dans la sainte Eucharistie, le corps de Notre-Seigneur jouit de certaines propriétés que l'on n'attribue pas aux corps glorieux, comme d'être présent en même temps dans une multitude de lieux. Au moment de l'institution de la sainte Eucharistie, il lui manquait les principales qualités des corps glorieux : l'impassibilité, l'agilité, la subtilité.

Il ne faudrait pas en effet prendre pour de l'impassibilité cette propriété de la présence réelle en vertu de laquelle le corps de Notre-Seigneur n'a pas à souffrir de la division des saintes espèces. Les actions exercées sur les saintes espèces n'atteignent qu'elles et aucunement le corps de

Notre-Seigneur, sinon pour ce qui regarde le lieu. Fût-il encore passible, le corps de Notre-Seigneur ne souffrirait aucunement de la division des saintes espèces, pas plus qu'il ne souffre d'être rendu présent en une foule de lieux à la fois.

Nous ignorons à quel passage de saint Thomas ferait allusion le passage qu'on indique du Catéchisme du catéchiste.

Q. — Depuis quelle date l'Espagne jouit-elle du privilège des trois messes, le jour des morts ?

R. — La Bulle *Quod expensis* de Benoît XIV qui autorise tous les prêtres, réguliers et séculiers, des royaumes et domaines des rois d'Espagne et de Portugal, à célébrer trois messes le jour de la Commémoration de tous les fidèles défunts, est du 26 août 1748.

La même bulle contaste que c'était déjà un antique usage dans le royaume d'Arragon que les réguliers pussent célébrer ce jour là trois messes et les séculiers deux messes pour les défunts.

A quelle époque remonte cet usage dans le royaume d'Arragon ? Voici ce que dit le *folium* de la même cause déjà présentée en 1723, folium rédigé par P. Lambertini, plus tard Benoît XIV, alors secrétaire de la S. C. du Concile :

« Cette coutume de célébrer plusieurs fois le jour des défunts a pris son origine : — ou dans le 12^e concile de Tolède dans lequel on ne condamne pas la célébration de plusieurs messes en un même jour, mais seulement que le prêtre ne communie pas à toutes les messes qu'il célèbre : « On nous a rapporté que certains prêtres ne prennent pas la grâce de la sainte communion à chacun des sacrifices qu'ils paraissent offrir en un même jour ; » — ou dans le texte du droit can. *sufficit* de consecrat. dist. 1, où l'on rapporte sans le condamner que des prêtres disent le même jour une messe pour les défunts et une autre du jour, comme le remarque le cardinal Bona (Rerum liturg. l. 4. 18. § Postremus) ; — ou dans une ancienne coutume pour les prêtres séculiers, et, pour les prêtres réguliers dans un oracle de vive voix ou de Jules III ou de Paul III, accordé aux Pères de saint Dominique du couvent de Valence, qui fut étendu ensuite aux autres religieux du royaume d'Arragon, comme conséquence de la communication des privilèges, comme on le voit dans les auteurs cités qui parlent de la coutume d'Arragon et comme l'affirment spécialement Ange Espin. Consult. 41. num. 998, Antoine du S. Esprit, consult. 101. n. 16. »

Q. — 1°. Pour le bien de la paroisse, quel est le meilleur parti à tirer d'une relique de la vraie Croix ?
2°. Quelqu'un qui a été administré, qui a reçu le saint Viatique dans le temps de Pâques, doit-il encore communier pour ses Pâques.

Il me semble qu'en étudiant cette question il y aurait une opinion vraiment assez probable pour la négative. Veuillez répondre.

R. — Ad I. Le meilleur moyen de faire servir cette relique de la vraie croix au bien de la pa-

roisse, serait de l'exposer publiquement à l'adoration des fidèles, au moins en certains jours, tels que le vendredi-saint, le jour de la Sainte-Croix, etc. Nous supposons cette relique dûment authentiquée et renfermée dans une croix ou un reliquaire convenable.

Ad II. Il ne semble pas que l'on doive obliger à une seconde communion, une personne qui a reçu le saint Viatique dans le temps pascal.

En effet, le précepte de la communion pascalle oblige à deux choses : à communier dans le temps pascal et à communier dans sa paroisse.

Or la personne en question a posé le premier acte prescrit, puisqu'elle a communiqué dans le temps pascal. Quant au second, elle a satisfait également autant qu'elle a pu, bien qu'elle n'ait pas communiqué avec tous les fidèles, dans l'église de la paroisse : car elle a atteint la double fin du précepte qui ordonne de faire la communion pascalle dans sa paroisse, à savoir, l'édification du prochain, et la soumission due au propre pasteur. (V. Gury, Cas. Conse., t. I, n° 453.)

Donc elle n'est pas tenue à une seconde communion.

Q. — Le droit a-t-il déterminé quelque chose par rapport à la manière dont doit être sonné le glas funèbre, les personnes pour qui il faut sonner ?

R. — D'après le Rituel romain, on doit sonner trois fois pour chaque fidèle : 1^o Pendant l'agonie : « Tune, ubi riget pia consuetudo, pulsetur campana parochialis Ecclesiæ aliquibus ictibus ad significandum fidelibus instantem mortem expirantis ægroti, ut pro eo Deum rogare possint ¹. » — 2^o Immédiatement après la mort : « Interim detur campana signum transitus defuncti pro loci consuetudine, ut audientes pro ejus anima Deum precantur ². » — 3^o Pour les obsèques.

L'usage de sonner les cloches pour les morts est très ancien. On trouve dès le temps de Bède l'usage de la *cloche d'agonie*. C'était une cloche spécialement destinée à annoncer les trépas, et qu'on bénissait comme les autres. Outre cette cloche il y en avait d'autres appelées *Campanæ manuales pro mortuis*, probablement parce que des personnes parcouraient les rues en les agitant. La sonnerie elle-même était appelée *Extremum Ave Maria pro mortuis* ³.

Pourquoi sonne-t-on après le trépas ? Le Rituel répond : *Ut audientes pro ejus anima Deum precantur*. De Herdt commente ainsi ce passage du Rituel : « Pulsatur (campana) ut fideles excitentur ad conveniendum ad officium, vel saltem ad orandum pro defuncto ; item ad fugandos demones, ne fideles impediunt ab orationibus, causa precum nomine Ecclesiæ in campanæ benedictione dictarum, quæ semper in divina acceptatione manent ⁴. »

De quelle manière faut-il sonner le glas funèbre ? Il n'y a pas de règle à ce sujet : on doit suivre les usages particuliers à chaque paroisse. C'est ce que dit le Rituel dans les passages que nous avons cités. Baruffaldi, parlant de ces usages, fait une remarque de grande importance, que nous nous faisons un plaisir de mettre sous les yeux de nos lecteurs : « Unaquæque diocesis habet suas particulares consuetudines, a quibus non recedere erit prudentis parochi. Pluris enim habentur hæc signa in aliquibus locis quam quæcumque alia funeris pompa : ideo servari solidum melius erit quam rixas et contentiones apud defunctorum hæredes suscitare ¹. »

Dès le temps de Durand de Mende on sonnait deux fois pour une femme, trois fois pour un homme, et pour un ecclésiastique autant de fois qu'il avait reçu d'ordres. On sonnait encore quand on apportait le corps à l'église et quand on le conduisait au lieu de l'inhumation.

Il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup voyagé pour se persuader de la diversité des coutumes sur ce point : elles varient, non seulement de diocèse à diocèse, mais de paroisse à paroisse. Ici on sonne les cloches à toute volée, là on en sonne une tandis que l'on en tinte une ou deux autres. Aucune de ces manières n'est répréhensible, le Rituel laissant toute liberté de suivre en ce point les coutumes locales.

Les congrégations romaines se sont occupées plusieurs fois du glas funèbre. Voici leurs décisions : 1^o C'est un abus qu'on ne doit point tolérer de réserver une cloche destinée uniquement à sonner pour les nobles : chacun a le droit de demander à la faire sonner pour ses défunts ².

2^o Quand la sépulture doit être faite dans l'église des religieux, ceux-ci et le curé de la paroisse ont le droit de faire sonner leurs cloches respectives, sans que l'un ou l'autre puisse s'y opposer ³.

3^o La rétribution pour la sonnerie est fixée par la coutume ⁴.

4^o « Episcopus prohibere non potest Regularibus ne campanas pro funeribus pulsent, sine licentia ipsius Episcopi. » (S. C. Ev. et Reg. 2 feb. 1601.)

Pour qui doit-on sonner ? On peut sonner pour ceux-là seulement auxquels l'Eglise accorde les honneurs de la sépulture ecclésiastique. Le son de la cloche est comme une prière publique faite au nom de l'Eglise ; il s'ensuit qu'on ne peut l'accorder à ceux à qui elle refuse la prière publique. Cependant, si l'on craignait avec fondement des malheurs graves dans le cas du refus des cloches, certains auteurs conseilleraient de laisser sonner. C'est l'opinion de M. Craisson ⁵.

Pour la sépulture des enfants, le Rituel constate que l'on ne sonne pas ordinairement ; si l'on sonne,

¹ In Rit. Rom., l. xxxvi, n. 25.

² Ferraris, v^o Campana, n. 32.

³ S. R. C. 8 fév. 1642, n. 1364.

⁴ Ferraris, l. c. n. 31, d'après deux décisions de la S. C. des Ev. et Rég.

⁵ De la Sépulture ecclésiastique, p. 78.

¹ Tit. v, cap. 8, n. 2.

² Tit. eod. n. 4.

³ Bède et Durand de Mende, l. I, ch. iv et vi.

⁴ De Herdt, *Sacra Liturgiæ Praxis*, t. III, n. 237.

il recommande de ne pas le faire comme pour le glas funèbre, mais comme pour une fête : « In funere parvulorum ut plurimum non pulsantur campanæ; quod si pulsentur, non sono lugubri, sed potius festivo pulsari debent ¹. »

On rencontre parfois dans les familles des exigences assez bizarres. On en a vu demander à leur curé de ne pas faire sonner les cloches soit pendant le transport du cadavre à l'église, soit pendant les funérailles, afin de ne pas redoubler leur douleur. En accédant à leur désir un curé manquerait gravement à son devoir, puisqu'il est strictement obligé de garder les cérémonies instituées par l'Eglise pour l'inhumation des fidèles. En outre il s'exposerait à une foule de demandes de cette nature, au grand détriment de la foi dans sa paroisse.

Q. — Quelle doit être la forme des crucifix pour que l'on puisse y attacher les indulgences du Chemin de la Croix ?

R. — Nous sommes heureux de pouvoir transmettre à nos lecteurs la décision suivante qui nous a été communiquée par un de nos abonnés. Elle complètera les réponses que nous avons données sur le crucifix indulgencié pour le Chemin de la Croix.

En priant notre correspondant d'agréer nos remerciements, nous exprimerons à nos abonnés le plaisir qu'ils nous causeraient en nous faisant parvenir, à l'occasion, des décisions semblables données pour leurs diocèses.

« Beatissime Pater.

« Episcopus Gratianopolitanus humillime postulat solutionem infrascripti dubii.

« Utrum crucifixi quorum imago divini Redemptoris est aere cusa, ita tamen ut tantillum sit proeminens, quin e cruce solvatur seu separetur, possint nihilominus omnes indulgentias etiam viæ crucis, suscipere.

« Sacra Congregatio Indulgentiis, sacrisque Reliquiis preposita proposito dubio respondendum esse censuit :

« Affirmative.

« Datum ex secretaria ejusdem sacre Congregationis die 24 maii 1883.

« Card. Oreglia a S^o Stephano Pref. »

Q. — Dans les réponses aux consultations, plusieurs fois il a été fait mention d'une indulgence de 5 ans et 5 quarantaines, accordée à chaque Ave Maria du *rosaire*, pour la prononciation du mot Jesus après ventris tui. Or ni la Raccolta ni le P. Maurel, ni le livret délivré aux prêtres ayant le pouvoir de rosarier les chapelets, ne parlent de cette indulgence. Est-elle donc bien certaine ? Est-elle spéciale aux associés du Rosaire ?

R. — L'indulgence en question est bien authentique et elle est spéciale aux confréries du Rosaire. On la trouve mentionnée dans le sommaire des indulgences du Rosaire. § ix, n. 3.

« 3^o Confratres... Si nomen *Jesus* in fine unius-

cujusque *Ave Maria* pronuntiabunt, quinque annos et quinque quadragenas consequentur. »

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Le maire d'une commune rurale veut prendre vingt ares sur le jardin du presbytère pour l'agrandissement du cimetière. Or, de temps immémorial, le clergé de la paroisse jouit du presbytère et de ses dépendances. Il est donc à présumer qu'ils ont été restitués par la loi de germinal an x et qu'ils sont propriétés de la fabrique.

Peut-on pour empêcher cette désaffectation invoquer l'article 167 de la nouvelle loi municipale (titre vii) ?

Si cela ne suffit pas, pourrait-on invoquer une loi interdisant l'agrandissement des cimetières non situés à la distance légale de l'agglomération ? Je ne connais pas cette loi ; ce serait peut-être celle du 23 prairial an xii.

Dans la commune dont il s'agit, le cimetière entoure l'église et est contigu à la cour du presbytère. L'agrandissement ne serait distant que de trente mètres au plus du presbytère.

Voilà le cas : j'ajouterai que je connais une commune rurale qui a voulu aussi agrandir son cimetière et qui en a été empêchée par le Préfet, parce que le dit cimetière n'était pas à la distance légale du bourg. J'ai pris des renseignements dans cette commune ; mais je n'ai pas réussi à trouver le texte des motifs sur lesquels le Préfet avait basé son refus.

R. — En ce qui concerne la distraction d'une partie des dépendances du presbytère, le maire ne peut rien, ni seul, ni même avec le concours du conseil municipal. Des lois particulières régissent la matière, et nul ne peut s'y soustraire : ce sont l'ordonnance du 3 mars 1825 et le décret du 25 mars 1852. Ces documents législatifs indiquent les circonstances où une municipalité pourrait demander la distraction d'une partie du presbytère ou de ses dépendances, et prescrivent les formalités nécessaires pour l'obtenir. Une de ces circonstances c'est lorsque le presbytère se trouve avoir des parties superflues, par exemple, quand il est trop grand, quand il a un étage inutile pour l'habitation du curé ; qu'il a un jardin dépassant les bornes d'un enclos convenable. Cette circonstance ne suffit pas ; il faudrait, en outre, que les parties superflues fussent affectées à un autre service public. Dans le cas actuel, cette dernière circonstance existerait puisqu'il s'agit du cimetière ; mais il faudrait prouver la première, c'est-à-dire, démontrer que le jardin presbytéral est excessif.

Quant aux formalités, elles sont plus nombreuses et plus compliquées. La délibération par laquelle le conseil municipal demande la distraction d'une partie superflue du presbytère ou de ses dépendances doit être accompagnée (*instruct. minist. du 5 mai 1852*) de l'avis du conseil de fabrique, du plan des lieux (*ordon. de 1825*), du procès-verbal d'une enquête de *commodo et incommodo*, de l'avis du commissaire enquêteur, de l'avis du sous-préfet de l'arrondissement et de celui de l'évêque du diocèse. Si l'avis de l'évêque est défavorable, le préfet cesse d'être compétent

¹ Tit. iv, cap. 6, n. 2.

pour statuer; le dossier est adressé au ministre, et la distraction ne peut être prononcée que par décret. Toutes ces formalités sont essentielles, que le presbytère appartienne à la fabrique ou à la commune seulement. S'il appartient à la fabrique, la distraction ne pourrait avoir lieu qu'avec le consentement de cet établissement ou qu'après expropriation pour cause d'utilité publique et paiement préalable d'une indemnité.

L'honorable correspondant qui nous consulte a donc tout le temps nécessaire pour faire son opposition pourvu qu'il exige l'accomplissement exact de toutes les formalités susdites. Dans son opposition, il peut faire valoir que l'article 167 de la récente loi municipale ne donne aucun droit nouveau à la municipalité; car il a été stipulé, lors du débat de cet article, que les églises et presbytères actuels étaient concordataires, même ceux qui ont été affectés comme tels depuis le Concordat; que, par conséquent, on ne pouvait pas s'appuyer sur l'article 167 pour désaffecter tout ou partie d'un presbytère et de ses dépendances. On est donc uniquement en présence de la loi relative aux distractions.

Un autre argument peut être tiré des dispositions relatives aux cimetières, ainsi que notre correspondant incline à le croire. En effet, l'article 1^{er} et l'article 2 du décret du 23 prairial an XII, portent « qu'aucune inhumation n'aura lieu... dans l'enceinte des villes et bourgs; qu'il y aura, hors de chacune de ces villes ou bourgs, à la distance de 35 à 40 mètres au moins de leur enceinte, des terrains spécialement consacrés à l'inhumation des morts. » En outre, l'ordonnance du 6 décembre 1843, dans son article 1^{er} prescrit, en s'appuyant sur les articles du décret précité, d'appliquer « cette législation à toutes les communes du royaume », ajoutant que la translation du cimetière, lorsqu'elle deviendra nécessaire, sera ordonnée par un arrêté du préfet, le conseil municipal de la commune entendu; le même préfet déterminera le nouvel emplacement du cimetière, sur l'avis du conseil municipal et après enquête de *commodo et incommodo*.

Enfin il y a la circulaire ministérielle du 30 décembre 1843, fournissant des explications sur l'exécution de ces diverses ordonnances et décrets.

De tous ces documents il résulte que le maire dont il s'agit ne peut absolument rien, pas même avec le conseil municipal, pour agrandir le cimetière, comme il ne pourrait rien seul pour distraire une partie des dépendances du presbytère. L'agrandissement d'un cimetière équivaut à la création d'un nouveau cimetière; l'intervention du préfet est nécessaire, et le préfet est lié par le décret du 23 prairial an XII, par l'ordonnance du 6 décembre 1843; il ne peut tolérer l'agrandissement sur place du cimetière.

Le préfet, dont nous parle notre correspondant en refusant l'agrandissement du cimetière d'une commune voisine n'a pu s'appuyer que sur les

motifs que nous avons indiqués plus haut; et il agira cette fois encore comme il a agi précédemment: la loi est formelle. Conjointement avec la fabrique, le curé doit donc s'opposer à toute tentative de distraction en dehors des formalités légales, et à tout agrandissement sur place du cimetière au nom de la loi.

Q. — Je vous serais bien obligé si vous vouliez, le plus tôt possible, répondre aux questions suivantes :

1^o Quand des enfants perdent leur père et que l'un d'eux, en l'absence des autres, commande l'enterrement, à qui le trésorier est-il en droit de réclamer la totalité des frais funéraires, si dans le nombre il s'en trouve un qui renonce à la succession paternelle ?

2^o Une note collective des frais réduits d'une inhumation est déposée chez l'huissier, les débiteurs refusent de la solder sous prétexte qu'elle n'est pas détaillée. Quelques jours après, satisfaction est donnée à leur exigence, par une autre note, cette fois très détaillée, approuvée par l'évêché, mais non réduite comme la première et en tout conforme au tarif du diocèse.

Le trésorier est-il en droit d'exiger devant la justice le paiement de la seconde ?

3^o A-t-il besoin pour cela d'une autorisation préfectorale ?

R. — Ad 1^{re}. C'est celui qui commande ou au nom duquel on commande un service, qui est responsable vis à vis du trésorier de la fabrique. Dans le cas présent, le fils du défunt ayant réglé lui-même les frais funéraires, lui seul les doit au trésorier, sauf recours contre ses frères et cohéritiers au partage de la succession; car les frais funéraires sont une charge de l'hérédité; mais le trésorier de la fabrique n'a pas à s'immiscer dans la répartition. Il ne connaît qu'un individu, et c'est à celui-là seul qu'il doit porter sa note et en réclamer le paiement.

Ad 2^{me}. Parfaitement. En présentant une note réduite aux débiteurs on leur faisait une libéralité: cette note n'ayant pas été acceptée telle quelle, la libéralité ne l'a pas été non plus. A partir du refus, la fabrique reprenait sa liberté d'action; elle a donc usé de son droit en présentant une note basée sur le tarif du diocèse, et elle n'en sort pas en exigeant le paiement intégral.

Ad 3^{me}. Non: dans ce cas, l'autorisation n'est pas nécessaire. La pratique de toutes les justices de paix est d'admettre les fabriques à poursuivre directement pour le recouvrement des droits casuels, des redevances pour location de bancs, et des rentes fondées sur des titres qui ne sont pas contestés: il n'y a pas, en effet, un procès proprement dit, parce qu'il n'y a pas contestation sur le fond du droit ou la question de propriété. On peut donc, en ces différents cas, se passer de l'autorisation du conseil de préfecture, si les juges de paix sont disposés à admettre les fabriques à plaider sans cette autorisation, surtout s'ils jugent en dernier ressort, c'est-à-dire que leur sentence ne puisse être frappée d'appel. (Dieulin.)

Cependant, il faut prévoir le cas où les juges de paix refuseraient de juger sans autorisation préalable. Dans ce cas, le trésorier, en vertu de l'article 78 du décret du 30 décembre 1809, et en

attendant l'autorisation de plaider, qui dans le cas présent ne peut être refusée à moins qu'il ne constate que les débiteurs sont insolvables, le trésorier, disons-nous, est tenu de faire tous les actes conservatoires pour le maintien des droits de la fabrique et toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement de ses revenus.

Ces diligences, dit Le Besnier, consistent dans des avertissements réitérés, donnés aux débiteurs dans un commandement ou une sommation de paiement faite par huissier, dans les saisie-gagerie, saisie-exécution et finalement dans la vente d'objets mobiliers, etc.

Q. — Comme ancien abonné, je vous prie de répondre au cas suivant :

Le saint nom de Dieu invoqué, les membres de la fabrique ont rendu compte de la quête faite annuellement au mois de septembre dans la paroisse en faveur de la seconde messe du dimanche. Pour jouir du privilège de la seconde messe, il est dû à M. le curé la somme de 200 fr. Depuis huit ans que M. le curé est au milieu de nous, cette quête n'a donné environ que 140 fr. et tend chaque année à diminuer, faute à quelques paroissiens qui refusent tout espèce de dons, ou ne donnent pas selon la mesure de leurs ressources. Pour remédier à cela les membres de la fabrique fixent la somme de quatre francs par paire de bœufs et portent la sanction que quiconque refusera cette somme sans raisons plausibles ou surtout se refusera à toute offrande, paiera sa chaise à l'église, au lieu du tarif ordinaire de un franc, cinq francs.

Si, après un avertissement charitable la personne s'obstine à ne pas donner cette somme, sa chaise sera mise hors de l'église dans le plus bref délai.

Ainsi délibéré et arrêté à St-P. — Suivent les signatures de tous les fabriciens.

1^o La fabrique a-t-elle le droit de porter cette sanction ?

2^o Peut-elle mettre dehors la chaise d'un récalcitrant ?

R. — Ad 1^m. Nous ne le pensons pas. En tout cas, pour que cette sanction eût force judiciaire, il faudrait qu'elle fût approuvée par l'évêque diocésain et homologuée par le gouvernement. Cette approbation et cette homologation n'existant pas, la sanction est vaine.

Ad 2^m. Comme conséquence de ce que nous venons de dire, il est inadmissible que la fabrique crée un code pénal spécial et l'applique en dehors du sujet. Un paroissien a une chaise à l'église soit parce qu'il l'a louée au prix du tarif général, soit parce qu'il y a droit de tout autre manière. Cela posé, nul ne peut lui ôter sa chaise, tant qu'il en paye la redevance convenue et qu'il ne fait rien de contraire au cahier des charges relatif aux chaises et bancs.

Nous pensons que, dans la situation qui nous est exposée, le curé et son conseil de fabrique suivent une voie insolite dont le résultat nous paraît fort problématique. L'unique sanction admissible, c'est la cessation de la seconde messe. Si les paroissiens désirent pour leur commodité une seconde messe, c'est à eux d'y pourvoir par l'indemnité exigée en pareille circonstance. La quête traditionnelle ne suffisant pas, il faut recourir à un autre moyen, mais un moyen qui

atteigne tout le monde sans revêtir un caractère odieux pour quelques-uns. Un de ces moyens serait une souscription volontaire; mais nous ne le conseillerions pas à cause des variations qui surviennent souvent dans les idées. Le plus sûr et le plus pratique, ce serait d'obtenir de la commune l'indemnité de 200 fr. La commune représente la population entière et a le droit, sinon le devoir, de lui donner satisfaction sur un *desideratum* général des habitants. Un autre moyen, à défaut de bon vouloir dans la municipalité, ce serait d'augmenter le tarif des chaises dans une proportion suffisante pour effectuer la somme requise. Cette mesure étant générale et pouvant être approuvée par l'évêque diocésain, n'a rien de désobligeant pour personne; le sacrifice de chacun est relativement minime, et un refus de paiement aurait sa sanction naturelle et légale dans le retrait de la chaise non payée; car, dès qu'on peut invoquer une loi générale, un tarif général et homologué, non seulement on a le droit pour soi, mais aussi la force, même la force judiciaire au besoin.

Q. — Que faut-il entendre par ces mots de l'article 20 du décret du 23 prairial an xii, relatif aux inhumations : « ... Les frais de rétribution à payer aux ministres des cultes... seront réglés par le gouvernement, sur l'avis des évêques... »

Est-ce que ce règlement ne regarde pas exclusivement les conseils de fabrique et l'évêque diocésain ?

R. — Assurément, le droit d'établir un tarif dépend des conseils de fabriques et de l'évêque diocésain. Voici dans quel sens il faut entendre les paroles guillemettées de la question. Tout tarif concernant les funérailles, etc., qui ne sera pas réglé et approuvé par le gouvernement, sera réputé aux yeux de l'autorité civile comme nul et non avenu, en cas de réclamation de la part des ministres du culte demandant à force les débiteurs à leur payer ce qui leur revient, aux termes de ce tarif.

Si donc le tarif d'une église n'est pas approuvé conformément à cet article, on ne peut pas recourir à l'autorité judiciaire du pays pour réclamer ce qui lui est dû. L'avantage qu'il y a pour une fabrique à soumettre son tarif à la sanction gouvernementale consiste dans le droit de se faire payer, de par les tribunaux, quand il y a lieu.

Ces réclamations devant les tribunaux, le clergé doit les éviter autant que possible. Cependant, il ne faut pas que cette débonnaireté cléricale devienne une occasion d'insulte ou de raillerie pour la religion. S'il en était ainsi, il faut poursuivre, mais laisser ce soin au trésorier qui est, du reste, chargé de cette besogne par la loi.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 10 aprilis 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

Voilà ce qu'ils réclament et en échange de cette bienveillance, pourtant bien naturelle, qui aurait tout au plus besoin de montrer quelquefois comme une menace salubre, la gueule ouverte et silencieuse du canon, déjà ils nous auraient conquis et pour toujours le Tonkin, l'Annam, la Cochinchine, tout un royaume d'Indo-Chine qui serait venu à nous, si nous lui avions assuré la sécurité.

Mais ces gens qui se dévouent sans espoir terrestre rencontrent-ils des Européens ? c'est pour déplorer leur rapacité et leur impiété ; des gouverneurs ? c'est Rivière qui les méprise déclarant qu'il ne peut pas même « s'en servir ; » c'est de Courcy qui au lieu de les consulter, eux qui connaissent le pays, se laisse enfermer à Hué, dans une souricière d'où il sort par des prodiges de valeur sans doute, mais en soulevant l'Annam qui massacre 40,000 chrétiens. Les missionnaires se plaignent, demandent à être protégés dans cette horrible situation qu'ils n'ont pas faite pourtant, ils ne sont pas même reçus et ils sont contraints de prendre eux-mêmes les armes pour se défendre. Des milliers de chrétiens bloqués sur le rivage de Quinhon sont recueillis par... deux navires allemands, la *Maria* et la *Gerda*. Quarante mille chrétiens ont péri, mais du moins le général n'aura point passé pour *clérical* : la France est sauvée.

Paul Bert du moins entendait « se servir » des missionnaires « sans les servir », mais il n'est pas plus juste que les autres résidents ou gouverneurs. Si l'Annam se soulève, ce sont les chrétiens qui en sont la cause, ils ont, dira M. Chailley son gendre et historien, « par leur conduite passée et présente, exaspéré les Annamites de religion contraire. » Oui ils ont eu le tort d'avoir confiance dans notre drapeau quand dans tous les traités signés par le normalien Patenôtre, ou le naïf Fournier, ou le pharmacien Harmand, jamais il n'est question des chrétiens, les chrétiens hors la loi ! Ils n'ont qu'un droit celui de mourir, qu'un devoir celui de tomber avec grâce, comme les antiques gladiateurs, sans proférer une plainte qui paraîtrait séditeuse à ces nouveaux empereurs païens.

M. Etienne Lamy donne la raison de ces incroyables excès : Nos hommes d'Etat pour la plupart tiennent la religion pour funeste ; ils haïssent l'Eglise. Cette haine est leur foi, elle est leur vertu, leur gloire, leur profession, leur plaisir. On dirait, pour plusieurs, l'unique titre à leur mandat.

Combien plus grande, plus lumineuse nous apparaît la grave figure de Courbet, sur ce fond d'ombres chinoises ! M. Julien raconte avec de savants détails sa campagne du Tonkin : d'abord la prise de Thuan-an (20 août 1883), puis celle de Son-tay (16 décembre). Mais la diplomatie d'Harmand soulève la question de la suzeraineté de la Chine sur l'Annam, Luu-Vinh-Phuoc est sollicité par la Chine d'exterminer les chrétiens. Néanmoins Courbet répond encore de la situation et il mar-

chait sur Bac-Ninh quand le commandement lui fut enlevé. « C'est une sorte de dissolution », dit-il dans ses lettres qui se font amères.

Le traité de Hué signé par M. Patenôtre cède trois provinces à la Chine qui se sent puissante, puisqu'on la redoute. De là le guet-à-pens de Bac-Lé. Alors Courbet bombarde Kelung et engage cette grandiose bataille de Fou-Tchéou où à sa sortie du Min les vaisseaux anglais et américains, spectateurs de cette magistrale action, s'écrient en saluant : « Hurrah ! Hurrah pour Courbet. » Les vaisseaux allemands se taisent, sans pouvoir dissimuler leur jalousie dépitée.

Il faut lire toute la correspondance de l'amiral, son jugement plus que sévère sur les hommes du jour qui au lieu d'épouvanter Pékin par le bombardement de Port-Arthur et la saisie du riz, s'occupent uniquement des prochaines batailles électorales. L'expédition des deux torpilleurs contre les cinq croiseurs chinois est pittoresquement racontée. Courbet était fier de cette jeunesse prête à tous les sacrifices et qu'il aimait tant ! Aussi combien touchante est son émotion quand après avoir coulé son vaisseau chinois, Ravel, le fidèle Ravel qu'on croyait perdu, revient traînant à la remorque de la *Saône* les deux porte-torpilles. On vit alors Courbet « ce chef impassible qu'aucune émotion ne semblait atteindre se relever brusquement de son banc, battre des mains, tendre les bras, puis les ouvrir comme pour y appeler, pour y étreindre les glorieux absents, les ressuscités de l'abîme. »

Il languissait, se consumait d'ennuis et de chagrin à surveiller les rochers de Formose où ses soldats mouraient de la fièvre. Ainsi le voulait une diplomatie qui se croyait très fine. Il obtint pourtant d'échanger ce mouillage inhospitalier contre celui des Pescadores dont la position géographique est supérieure à celle de Hong-Kong même. Avec quelle maîtrise il s'en empara (27 mars 1885). Toujours avare du sang de ses soldats, il ne perdit que cinq hommes. Ce fut sa dernière joie. Bientôt tonne le canon de Lang-Son. Brière de l'Isle adresse une dépêche désespérée et folle au gouvernement, M. Ferry est emporté par un coup de vent parlementaire, on signe une paix douloureuse où nous abandonnons tout, les Pescadores même et surtout l'honneur.

Courbet en mourut de chagrin. Dans son testament il refusait les honneurs militaires, puisqu'il était interdit aux hommes qui devaient les lui rendre de franchir le seuil de l'église. Mais ce testament ne fut connu qu'après l'imposante cérémonie des Invalides, au moment où celle d'Abbeville allait commencer. Sur les instances de l'amiral Galibert, sa famille consentit à tenir cette clause secrète.

Tel fut Courbet, un caractère antique, un marin hors de pair, mais un ami sûr, une âme loyale et délicate, un grand chrétien. Il avait toutes les supériorités, dit l'amiral Dompierre d'Hormoy, celles de l'esprit et celles du cœur.

Nous félicitons M. Félix Julien d'avoir fait ressortir cette noble figure. Il a aussi rendu justice à Léon XIII en signalant son attitude vraiment française dans les questions de l'Extrême-Orient. « Le Souverain Pontife, dit-il, a donné la preuve d'une modération extrême, en résistant à la tentation, à l'attrait, au prestige de traiter directement avec le chef d'un empire de 400 millions d'âmes. A tous les motifs qui l'éloignaient de nous, le Pape a résisté. Il n'a pu détourner son regard de la France. Dans un acte de souveraine sagesse il a décidé que, à l'avenir comme dans le passé, toutes les fois qu'il s'agirait de protéger les chrétiens dans l'Extrême-Orient, ces chrétiens fussent-ils Français, Européens ou indigènes, c'est l'intervention de la France qu'il faudrait invoquer. »

Que d'autres récits fortifiants l'on trouve dans son livre qui nous font aimer l'Eglise, les missionnaires, la France ! Signalons en terminant ce trait de l'amiral Bourgois monté sur la frégate la *Bellone* en 1870, et rencontrant la frégate allemande l'*Augusta* dans les eaux neutres de Fayal. Impossible donc de l'attaquer sur place. L'amiral « s'approcha de l'ennemi, passa à le frôler ; puis, comme un gant jeté à sa face, en fit deux fois le tour, s'en alla au large, dans les eaux libres, stoppa et attendit. La frégate prussienne ne bougea pas. »

Oui. « ces souvenirs font du bien. »

P. D.

Accusés de réception à MM. :

L. curé à S. (Jura Bernois) 5812. — J. G. miss. apost. à M. (Egypte) 5790. — L. curé à O. (Alsace) 5793. — L. curé à S. (Htes-Pyrénées) 5794. — L. curé à G. (Dordogne) 5796. — S. L. à B. (Basses-Pyrénées) 5799. — D. vicaire à H. (Landes) 5800. — R. curé de la B. (Bouches-du-Rhône) 5801. — L. curé à M. (Aude) 5802. — C. curé à C. (Côte-d'Or) 5803. — V. au sém. de K. (Algérie) 5804. — B. curé de L. (Ardennes) 5805. — P. à S. (Jura) 5808. — B. curé à St-B. de C. (Isère) 5809. — T. à B. (Puy-de-Dôme) 5810. — G. à H. (Annam) 5813. — S. curé de C. (Ain) 5814. — C. curé de C. (Morbihan) 5815. — C. ch. hon. curé à M. (Hérault) 5816. — B. curé de C. (Corse) 5817. — P. curé de C. du L. (Loiret) 5818. — M. curé à la C. R. (Hte-Savoie) 5820. — C. curé de C. en S. (Seine-et-Marne) 5821. —

T. m. l. à L. (Rhône) 5822. — L. vicaire à L. (Calvados) 5823. — N. vicaire à B. (Ain) 5824. — P. vicaire à P. (Loire-Inférieure) 5825. — F. curé-archiprêtre aux A. 5826. — M. curé à B. (Nord) 5827. — R. professeur à la R. (Charente-Inférieure) 5828. — G. curé d'H. (Hte-Saône) 5829. — R. vicaire à B. (Vosges) 5830. — G. curé de L. (Côte-d'Or) 5832. — P. curé de St-E. d'O. (Landes) 5833. — B. curé à B. (Basses-Pyrénées) 5837. — H. curé de C. (Aisne) 5838. — M. curé de B. (Oise) 5839. — P. vicaire à L. (Nord) 5840. — C. curé de C. (Eure) 5841. — G. curé à P. (Ariège) 5842. — M. C. curé à S. B. (Rhône) 5843. — A. vicaire à Ste-S. (Hte-Loire) 5844. — A. curé à C. s. D. (Vaucluse) 5845. — P. C. vicaire à M. (Basses-Pyrénées) 5846.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

* Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 16

PRÉDICATION : Pour le dimanche de Quasimodo : homélie sur l'Evangile (Excellence et conditions de la véritable paix).

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : Vêpres solennelles des fêtes transférées au dimanche. Elles ne dispensent pas des vêpres obligatoires.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Peut-on faire les offices des trois derniers jours de la Semaine sainte avec deux servants seulement ? — Comment régler la messe pour une fête de bienheureux concédée sous le grade double-majeur en occurrence avec le dimanche de Quasimodo ? Doit-on bénir l'ostensoir et la lunule ? Purifie-t-on la lunule ? Un sourd-muet peut-il répondre par signes à la messe ? — La messe des Rogations est-elle obligatoire ? — Quel est pour les fidèles le côté le plus noble de l'Eglise ? — Une procession en l'honneur de saint Joseph, célébrée en exécution d'un ancien vœu, est-elle une prière liturgique ? Peut-on y chanter les litanies de saint Joseph ? — Dans un diocèse où les honoraires des messes des fêtes supprimées sont attribuées au Petit-Séminaire, le curé qui reçoit une offrande pour la messe de la fête patronale doit-il cette offrande au Petit-Séminaire ? Que faire si, dans une bénédiction de cloches,

on a oublié les onctions à l'intérieur des cloches ? — Y a-t-il grave obligation de conserver la sainte Réserve dans une église paroissiale ? — Le mariage pour lequel le prêtre a oublié de faire les questions ordinaires, peut-il être validement contracté par le fait que les époux se sont mutuellement donné la main ? Les témoins peuvent-ils rester dans leurs bancs ? — La dévotion est-elle obligatoire pour tout chrétien ? — Comment expliquer le retard qu'apportaient autrefois au baptême des personnages recommandables quand on taxe maintenant de faute grave un délai de plus de huit jours ? — Dans quel ordre doivent marcher les bannières à la procession ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Une directrice d'institution libre est-elle obligée de se conformer pour l'entrée et la sortie des classes aux heures des écoles publiques ? Peut-elle faire donner l'instruction religieuse par un prêtre à l'heure et dans la salle qu'il lui plaît ? L'inspecteur pouvait-il l'empêcher ? A-t-il le droit de parcourir les salles de classe sans prévenir la directrice ? — Quelle différence entre les chapelles vicariales et les chapelles de secours ? — Que penser de l'article du décret de prairial an XII qui, en cas de sépulture, donne à l'autorité civile le pouvoir de commettre un autre prêtre pour y procéder ?

AVIS

A NOS LECTEURS

Conformément à l'avis inséré dans l'AMI DU CLERGÉ du 14 mars dernier et répété dans les numéros suivants, c'est au 15 avril que devaient être mises à la Poste les traites-quittances pour le recouvrement des abonnements non encore soldés.

M. Firmin Dangien, gravement malade, ne peut, pour le moment, faire le travail nécessaire à l'envoi de ces traites-quittances ; nos abonnés seraient bien aimables de lui envoyer par MANDAT POSTAL le montant de leurs dûs, au plus tôt, sans attendre la traite.

Les abonnés au seul AMI DU CLERGÉ doivent, pour leur abonnement, la somme de 8 francs. Ceux qui sont abonnés encore au supplément, l'AMI DU CLERGÉ PAROISSIAL, doivent 13 francs.

Le talon du mandat-poste sert de reçu.

Nous recommandons M. Firmin Dangien aux prières de nos abonnés.

F. P.

COURRIER DES LIVRES

COMMENTAIRE SUR LES ÉPÎTRES CATHOLIQUES, par A. F. MAUNOURY, chanoine de Séz. Un beau vol. in-8°, xvi-532 pages, chez Bloud et Barral, 1888, 4, rue Madame, Paris.

Après avoir publié son *Commentaire sur les Epîtres de saint Paul* en 4 vol. in-8°, M. Maunoury explique avec le talent qui le distingue les Epîtres catholiques de saint Jacques, saint Pierre, saint Jean et saint Jude. Talent précis, science parfaite de la linguistique, connaissance solide des Pères « ces beaux génies qui avaient reçu le don

d'intelligence pour comprendre les Ecritures, » voilà ce que nous remarquons tout d'abord dans ce nouveau *Commentaire* qui est précédé d'une lettre flatteuse de Mgr l'évêque de Séz.

Il est bien vrai qu'une fausse science moderne, copiste servile de l'érudition allemande et qui s'enveloppe de formules ridicules, parlant une langue de convention qui manque avant tout de clarté, a volontairement négligé, sinon dédaigné les Pères. Cela vous fait mal de lire ces pages où sont jugés très cavalièrement ces illustres génies que Dieu a suscités en leur temps pour éclairer des lumières de la tradition la doctrine de l'Eglise. Inconsciemment peut-être une certaine science catholique actuelle a imité les allures du rationalisme. C'est un grave défaut.

M. Maunoury emprunte largement aux Pères, et il sait bien le grec : deux immenses mérites. Les Epîtres catholiques sont trop peu étudiées. Elles ont toutes un côté polémique, qui nous montre à vif les plaies faites à l'Eglise primitive par les hérétiques du temps, qui fait ressortir les erreurs cent fois renouvelées et réfutées depuis, toujours les mêmes, et revêtant presque la même forme. Avant chaque épître l'auteur place une préface de quelques pages, sobres, lumineuses, mais que l'on voudrait moins courtes. Il y a tant de détails historiques qui seraient là si bien à leur place ! Mais M. Maunoury, en esprit méthodique, n'entend pas sortir de son sujet. Pourtant nous persistons à croire que quelques explications de plus, sur la vie de saint Jacques par exemple, sur le rôle, la doctrine de Simon et de son impure Hélène, ne messieraient point et feraient plaisir au lecteur.

L'Epître de saint Jacques reflète la belle âme, la droiture de l'apôtre que les Juifs mêmes appelaient le *saint*. Josèphe, au dire de Clément d'Alexandrie, considéra le siège de Jérusalem par les Romains comme une juste punition de sa mort. Fils de Cléophas frère de saint Joseph, élevé avec le Sauveur et frère de saint Jude, il ressemblait physiquement à Jésus-Christ qui avait pour lui une si grande affection qu'il lui apparut après sa résurrection, *visus est Jacobo*. (I Cor. xv.) Saint Paul le nomme le premier « de ceux qui passaient pour être les colonnes de l'Eglise. » (Gal. ii, 9.) Il fut en effet le premier des évêques, il gouverna le premier la première des églises, celle de Jérusalem. Son caractère, sa justice qui ne faisait nulle distinction entre le pauvre et le riche, sa parfaite irréprochabilité nous font mieux comprendre l'autorité de son Epître.

Cette Epître semble particulièrement écrite pour réfuter les protestants. Déjà Simon le Mage ou ses adeptes, interprétant mal saint Paul, prétendaient que la foi sans les œuvres suffit pour le salut. Aussi semble-t-il que saint Paul ait concerté cette Epître avec le premier évêque de Jérusalem.

Quelles puissantes images on y rencontre même au seul point de vue littéraire ! Jamais il n'a été dit rien d'aussi énergique sur les mauvaises langues. *Ecce quantus ignis quam magnam sil-*

vam incendit ! (III, 5.) On y trouve même des traits de mœurs frappants. Déjà les Juifs avaient la passion du lucre : « Nous partirons aujourd'hui ou demain pour nous rendre en telle ville, nous demeurerons là un an, nous y trafiquerons et nous y ferons un gain considérable. » — « Or qu'est-ce que la vie ? leur dit saint Jacques, *vapor est ad modicum parens*. » (iv, 13.) Tout cela est bien mis en lumière par M. Maunoury qui ne craint pas d'ajouter aux sentences des Pères les trésors d'érudition profane qu'il a amassés dans sa longue vie de professeur. Ce n'est pas nous qui l'en blâmerons. Une belle pensée de Sénèque, frappée comme il savait le faire, nous cause plus de jouissance qu'un sophisme allemand, creux de pensée et lourd d'allure.

La première Epître de saint Pierre est écrite dans une langue vraiment *pontificale*. Le Prince des apôtres parle *tamquam potestatem habens*. Pour bien comprendre cette lettre magistrale, datée de Babylone, c'est-à-dire de Rome, que Messaline abaissait alors au-dessous de l'antique Babylone, un commentaire historique et évidemment nécessaire, et par conséquent une étude sur la doctrine de Simon renouvelée par Hegel, — à cette différence près que le Mage est bien supérieur à l'Allemand. Hegel en effet prétend que la puissance infinie est sortie de son inaction pour créer, « par une loi fatale de sa nature, » tandis que Simon lui laisse au moins la liberté de s'épanouir dans ses Eons ; sachant bien que poser une loi à Dieu c'est l'anéantir. D'après Simon cet univers, œuvre d'ignominie et de ténèbres, a été créé par des anges mauvais. Pour quiconque n'admet pas le péché originel, il est difficile de trouver une autre explication à l'existence du monde ; et les philosophes du dernier siècle n'ont guère fait que rajeunir l'idée du Magicien. Ces anges ont chassé leur mère l'*Epinoïa*, la fille du Père, qui s'en va errante dans le monde. Simon la rencontre sous la forme de son Hélène, l'épouse, il la prêche et le monde est racheté par le baptême conféré au nom de Simon et d'Hélène ; relevé par la connaissance de l'*Epinoïa* qui affranchit les âmes de toutes les lois humaines, œuvre des mauvais anges. Les francs-maçons ont une doctrine semblable dans la connaissance de l'acacia.

L'Epître de saint Pierre est rempli d'allusions à cette doctrine, qui demandent à recevoir plus d'éclaircissement historique.

La seconde Epître de saint Pierre écrite vingt ans plus tard vers l'an 66, est plus affectueuse, communicative, touchante. C'est comme un testament, le dernier chant de son âme. Car Jésus-Christ lui est apparu, sans doute quand Pierre sur les instances des fidèles, s'étant échappé de Rome la nuit, rencontra le Sauveur sur la voie Appienne. Ils marchèrent quelque temps ensemble jusqu'à l'endroit où la piété des fidèles a construit l'église *Domine quo vadis*. C'est là que Jésus-Christ dut annoncer à son apôtre qu'il lui fallait

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICTION

POUR LE DIMANCHE DE *Quasimodo* : HOMÉLIE SUR
L'ÉVANGILE (EXCELLENCE
ET CONDITIONS DE LA VÉRITABLE PAIX)

Venit Jesus et stetit in medio et dixit :
Pax vobis ! (Joan., xx, 19.)

Le Sauveur ressuscité était déjà apparu le saint jour de Pâques à Marie-Magdeleine, aux autres saintes femmes, à Pierre, aux disciples d'Emmaüs. Il avait envoyé à ses chers disciples des messagers pour leur annoncer sa victoire sur la mort et les préparer à sa visite. Son sacré Cœur ne veut pas laisser la journée s'écouler sans aller en personne leur porter officiellement la nouvelle de sa résurrection et leur donner l'assurance de leur pardon. C'était le soir ; les apôtres dispersés par la violente tempête de la passion s'étaient ralliés, moins saint Thomas, dans le Cénacle. Par crainte des Juifs, qui pouvaient faire retomber sur eux leur colère, ils s'étaient enfermés. Ils s'entretenaient avec les disciples d'Emmaüs de l'apparition dont ceux-ci avaient été favorisés et de celle accordée à Pierre. Tout à coup, sans que les portes eussent été ouvertes, en vertu des prérogatives de son corps glorifié, Jésus se tient debout au milieu de l'assemblée, aimable et majestueux tout ensemble. Ses lèvres s'entrouvrent. Que va-t-il dire ? Sont-ce de durs reproches qui vont éclater ? Non, le déluge des souffrances est passé, dit Bossuet, les caractères du ciel sont refermés, les eaux se sont retirées, la colombe s'approche avec un rameau d'olivier. Jésus parle, et de la voix la plus douce et la plus caressante : « Que la paix soit avec vous, *Pax vobis !* »

Oh ! la bonne parole ! Qu'elle fut suave au cœur des apôtres, qu'elle est délicieuse au cœur du chrétien ! Car c'est à nous aussi que le Sauveur l'adresse, puisque la paix est le fruit particulier des solennités pascuales. Goûtons-le donc ce fruit précieux, savourons-le, en méditant, avec le bel évangile de ce jour, les éléments qui le composent.

I

Rien de plus doux, de plus précieux, de plus divin que la paix.

La paix c'est la condition du bonheur : sans elle les délices les plus enivrantes ne sont qu'amertume ; avec elle les peines les plus cuisantes sont plus douces que le miel. La paix c'est notre plus riche trésor. « Quand l'univers serait bouleversé, disait saint François de Sales, il ne faudrait pas se troubler, parce que l'univers ne vaut pas la paix de l'âme. » La paix c'est le don suprême de Jésus à la terre. Longtemps à l'avance les prophètes l'ont acclamé comme « le Prince de la paix », et ont salué son entrée dans le monde comme « l'ère d'une paix surabondante ». A peine est-il né que les anges, pour célébrer sa mission, chantent à Bethléem le « cantique de la paix. »

Avant de s'engager dans les péripéties cruelles du terrible drame de sa passion, prévoyant les troubles, les agitations, les défaillances de ses apôtres, il leur laisse sa paix. Et quand, sorti du tombeau, il vient leur annoncer son triomphe, sa première parole est le souhait de la paix, *stetit in medio et dixit : Pax vobis !*

Qu'est-ce donc que la paix ? Quels éléments composent cet ineffable don ?

La paix, dit saint Augustin, c'est la tranquillité de l'ordre. *Pax est tranquillitas ordinis*. Si donc nous voulons jouir de la paix, il faut que l'ordre règne en nous-mêmes : dans notre esprit par la foi, dans notre volonté par la soumission à la loi de Dieu, dans notre cœur par la pureté de la conscience.

Sans la foi il est impossible d'avoir la paix. Livrée à elle-même, aveuglée par la fumée des passions qui montant des régions inférieures de l'âme obscurcit son regard, la raison humaine est bornée dans ses connaissances, deshonorée par l'erreur, incertaine dans ses affirmations, inconstante et irrésolue. Sans la foi, c'est pour l'homme l'angoisse du voyageur qui s'égare dans un labyrinthe ou qui ne peut s'orienter dans une vaste forêt sans chemin et sans issue. Elle ne sait d'une manière précise ni l'origine de l'homme, ni sa destinée, ni les moyens d'atteindre à sa fin. Elle ignore le mystère de la douleur. Et l'ignorance, le doute, le désespoir l'étreignent et la fatiguent comme un cruel cauchemar.

Bien différente est l'âme qui est éclairée des vives lumières de la foi. Elle sait, elle voit, est tranquille. Elle est fixée d'une manière infail-
lible dans la certitude. La vérité l'inonde de ses paisibles clartés. *Justificati ex fide pacem habemus !* (Rom., v, 1.) Elle jouit d'un bonheur délicieux que seuls peuvent apprécier ceux qui ont été privés de « ce don de choix ». C'est ce bonheur que fait entendre saint Pierre par ces paroles : « En croyant vous recevrez une joie ineffable et pleine de gloire, et vous remporterez le salut de vos âmes comme la fin et le prix de votre croyance. » (I Pet., i, 9.) C'est ce bonheur que proclame saint Ambroise en disant : « Là où est la foi véritable, le Sauveur enseigne, veille et fait éclater sa joie. Là est le repos, la tranquillité, le remède à tous les maux. » *Ubi fides..., ibi requies, ibi tranquillitas, cunctorum est medicina*. (Serm. xii.)

Aussi bien le premier souci du Sauveur ressuscité en apparaissant à ses apôtres est de leur rendre la paix de l'esprit en les réintégrant dans la foi qu'ils avaient perdue. Il faut avouer qu'ils étaient bien prévenus contre la vérité, et qu'ils opposèrent à l'évidence une incroyable obstination, permise par la Providence pour servir à l'instruction des siècles futurs. Marie-Magdeleine et les saintes femmes leur annoncent que Jésus est ressuscité : ils ne croient pas, ils traitent leurs paroles de rêverie. Pierre témoigne de la réalité de la résurrection : les autres apôtres ne le croient

pas davantage. Les disciples d'Emmaüs racontent comment le Sauveur s'est manifesté à eux : ils ne se laissent point convaincre pleinement, ils croient un instant, puis le doute les envahit de nouveau. Jésus leur apparaît, il leur parle : ils méconnaissent le son de sa voix, ils s'imaginent voir un fantôme, mille pensées diverses montent à leur cœur des bas-fonds de l'incrédulité. Jésus en preuve de son identité leur montre les plaies de ses mains et de ses pieds, il les leur fait toucher. O plaies sacrées de mon Sauveur, marques glorieuses de son triomphe, sources intarissables de grâces, témoignages d'amour infini, je vous salue ! Est-ce assez pour convaincre les apôtres ? Non. Ils sont dans la joie, c'est vrai, mais ils sont stupéfiés et n'osent point croire encore. Inépuisable dans sa condescendance, Jésus, pour leur enlever tout doute sur la réalité de son corps sacré, leur demande s'ils n'ont point quelque chose à manger. Ils lui présentent un morceau de poisson rôti et un rayon de miel. Jésus mange et leur donne les restes. C'est alors que, vaincus par une évidence éblouissante, ils croient enfin et jouissent du bonheur de la foi. *Garisi sunt... viso Domino !*

Or Thomas n'était point là quand Jésus vint. Les dix lui font part de l'heureuse nouvelle : il ne croit point ! « A moins, dit-il, que je ne voie dans ses mains le trou des clous, et que je ne mette mon doigt à la place des clous, et que je ne mette ma main dans son côté, je ne croirai pas ! » Quelle opiniâtreté sans excuse, quelle présomption, quelle ingratitude, quelle témérité, quelle irrévérence ! Jésus ne se lasse pas ! Dans l'incrédulité de saint Thomas il veut guérir la nôtre. Il se soumet aux exigences de son apôtre. Huit jours après, tous les disciples rassemblés, il apparaît : « La paix soit avec vous, leur dit-il ; s'approchant de saint Thomas : Mets ton doigt là, lui dit-il ; approche ta main et mets-la dans mon côté et ne sois plus incrédule mais fidèle ! » Thomas se rend enfin en s'écriant : « Mon Seigneur et mon Dieu ! » Cri de foi, cri d'amour, cri de bonheur !

Et les apôtres écrasés pour ainsi dire sous le poids des preuves, sont enracinés dans la foi. Ils ont été difficiles à donner leur adhésion : aussi bien leur témoignage est-il irrécusable, parce qu'ils sont des témoins qui n'ont pas été trompés et qui n'ont eu aucune raison de tromper.

Croyons donc avec la foule des chrétiens dans tous les siècles, avec les esprits les plus éminents de l'humanité que « Jésus est le Christ Fils de Dieu » afin d'avoir la vie. « Bienheureux ceux qui n'ont pas vu et qui croient ! » C'est pour nous que le Sauveur a dit cette parole. Croyons à sa divinité, à son évangile, à ses promesses, et nous aurons la paix de l'esprit, et nous serons heureux, *Pax vobis !*

II

Jésus ne se contente pas au soir de sa résurrection de mettre l'ordre dans l'esprit de ses apôtres par la foi : il porte la paix dans leur volonté en

les sanctifiant. Renouvelant son divin salut : *Pax vobis !* il leur donne le Saint-Esprit : *Accipite Spiritum Sanctum*. Ce n'est pas la communication plénière de la Pentecôte, mais une communication privée et partielle avec d'augustes pouvoirs toutefois, entr'autres celui de sanctifier le monde avec l'autorité même de Jésus-Christ : « Comme mon Père m'a envoyé, moi je vous envoie, *Sicut misit me Pater et ego mitto vos !* »

Oui, l'ordre dans la volonté par la *soumission complète aux commandements du Seigneur* est un élément nécessaire, une condition indispensable de la paix chrétienne. Les oracles divins et l'expérience de tous les jours le proclament bien haut.

Il n'y a point de paix pour l'impie, dit l'Esprit-Saint, *non est pax impiis*. — Il est à la merci du démon son maître qui lui fait durement sentir sa tyrannie. — Il est agité par ses passions qui ne lui laissent aucun repos : c'est par exemple une ambition qu'il ne peut satisfaire ; une avarice qui ne dit jamais : c'est assez ; une susceptibilité, un amour-propre qui lui fait sentir jusqu'aux plus légères atteintes du mal ; une jalousie qui le dévore ; une haine qui le remplit de fiel ; une colère qui le transporte. Son cœur est toujours amer et troublé, semblable à un océan bouleversé par la tempête. — En vain est-il dans les honneurs, l'opulence et les plaisirs mondains, en vain le croit-on heureux : en vain se dit-il dans le bonheur, il n'a point la paix ! Sa conscience, témoin de ses iniquités, le juge et le torture du douloureux aiguillon du remords, *Dicentes : Pax et non erat pax !* (Jer. vi.)

La paix au contraire est pour celui qui observe la loi du Seigneur : *Pax multa diligentibus legem tuam*. (Ps. cxviii.) Quand le Saint-Esprit habite dans une âme par la grâce sanctifiante, il y répand les suavités d'un délicieux bonheur, que l'Ecriture compare aux joies d'un festin continu, *Mens justî quasi juge convivum*. Le juste est en paix avec Dieu : dans la prospérité il le bénit, dans l'adversité il adore les desseins de la Providence qui ne permet l'épreuve que pour le plus grand profit de ceux qui l'endurent. Il est en paix avec le prochain : point de ressentiment, point de soupçons, point d'envie, point de fierté, point de ces aigreurs qui sont des semences de division et de discorde. Il est en paix avec lui-même par la soumission de la concupiscence : *Deus in medio ejus non commovebitur*.

Frères bien aimés, voulez-vous la paix ? Tous, je vous entends, vous me répondez : Je la souhaite, je la désire, je la veux, je l'aime ! Eh bien ! poursuivrai-je avec saint Augustin, pratiquez la justice, car la justice et la paix sont deux sœurs inséparables ; gardez soigneusement en vos âmes le Saint-Esprit, *Accipite Spiritum Sanctum !*

III

Mais hélas ! nous sommes si fragiles ! Si nous perdons la grâce sanctifiante, est-ce que nous

serons à jamais privés du trésor de la paix? Rassurez-vous, chrétiens! Notre-Seigneur dans sa bonté infinie a trouvé moyen de rendre aux cœurs coupables la pureté et l'innocence. Le soir de la résurrection il pardonne si généreusement leurs fautes aux apôtres qu'il leur donne le pouvoir tout divin de remettre les péchés, en instituant le sacrement de Pénitence par ces paroles adorables entre les plus adorables : « Les péchés seront remis à ceux à qui vous les remettrez, ils seront retenus à ceux à qui vous les retiendrez. »

Remarquez les circonstances solennelles de cette solennelle institution.

Jésus souffle sur le visage des apôtres, parce que comme le souffle vient du cœur, de même le pouvoir qu'il leur donne vient de l'excès de son amour.

Il leur donne le Saint-Esprit parce que la remise des péchés est une œuvre de bonté, et la bonté est attribuée à la troisième Personne.

Il choisit le jour de la résurrection qui est un jour d'allégresse pour établir la pénitence, parce qu'elle réjouit le ciel et la terre, en ressuscitant le pécheur, dont la conversion est vraiment un jour de Pâques, qui le fait passer de la mort à la vie et du péché à la grâce. Admirez ici la libéralité du Sauveur qui communique aux hommes un ministère si merveilleux, *posuit in nobis verbum reconciliationis*. (II Cor., v.) Car qu'y a-t-il de plus grand que de remettre les péchés? Purifier les consciences, fermer l'enfer, ouvrir le ciel, n'est-ce pas plus que de ressusciter les morts? Et néanmoins quelle facilité dans l'exercice de ce pouvoir : deux mots suffisent pour l'appliquer : Je vous absous, *Ego te absolvo*! Quelle douceur : il ne faut point d'autre défense au coupable que la confession et la douleur de sa faute pour obtenir son pardon! Quelle étendue : il n'y a point de crimes, si énormes qu'on les suppose, qui soient exceptés du ministère de la réconciliation! Quelle source ineffable de la paix la plus délicieuse : un jour on félicitait un grand évêque¹ de notre siècle du succès de ses œuvres vaillantes pour le service de l'Eglise, il répondit par cette admirable parole, qui est l'expression des sentiments d'un nombre infini de chrétiens : « RIEN N'APPROCHE DU BONHEUR D'UNE CONFESSION BIEN FAITE! »

Frères bien aimés, le Sauveur au saint tribunal et à la table sainte, dans ces fêtes pascales, vous a dit bien délicieusement : *Pax vobis*, que la paix soit avec vous! Gardez-la bien cette paix! Confiance : Jésus, du haut du ciel prie pour vous! Courage : lutez généreusement contre l'enfer, le monde et les passions! Gardez la foi en fuyant tout ce qui pourrait y porter atteinte : les lectures mauvaises, les compagnies perverses, les séductions du vice; gardez l'Esprit-Saint par l'observation complète et constante des préceptes du Seigneur; et vous aurez la paix! Quant à vous, pauvres pécheurs, qui n'avez pas encore déposé le

fardeau de vos iniquités, nous vous en prions au nom de Jésus-Christ, venez entendre la parole de réconciliation; les plaies du Sauveur, comme autant de bouches éloquentes, vous appellent; venez chercher le bien incomparable de la paix! Et remplis de reconnaissance vous direz avec effusion au Sauveur, comme saint Thomas. Vous êtes mon Seigneur et mon Dieu! Et tous, d'un cœur débordant de joie, pendant le temps pascal, nous chanterons le joyeux et triomphant *Alleluia*, en attendant que nous allions le chanter dans les délices sans fin du Paradis!

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Les *Acta Sanctæ Sedis* ont commencé, avec leur numéro de janvier, à publier divers décrets de la Sacrée Congrégation des Rites dont le premier en date est du 12 janvier 1878. Nous donnerons ceux qu'il peut être plus utile de connaître.

On sait que pour les solennités renvoyées au dimanche, il n'y a d'autorisée régulièrement que la messe solennelle. Mais la coutume très louable qu'ont les fidèles d'assister aux vêpres chantées et l'inconvénient qu'il y aurait à ne pas chanter pour eux les vêpres de la fête ont introduit la coutume de chanter ces vêpres. Le décret suivant décide que rien ne s'y oppose, mais qu'on ne doit pas omettre les vêpres du jour là où elles sont obligatoires.

LINGONEN

Rmus Dnus Guillelmus Bouange Episcopus Lingonensis pro Diœcesi sibi commissâ humillime postulavit :

Ut in Choro solemniter cantari valeant secundæ Vesperæ festorum, quorum solemnitas ad Dominicam proximam insequentem transferenda sit.

Sacra vero Rituum Congregatio ad relationem subscripti Secretarii, audita sententia alterius ex Apostolicarum Cæremoniæ Magistris, rescribere censuit : Nihil obstare, dummodo non omitantur Vesperæ Officii currentis ubi adest obligatio. Die 30 Januarii 1878.

Un autre décret dit que tous ceux qui sont tenus à l'office, ne sont pas déchargés de l'obligation de réciter les vêpres du jour pour avoir chanté les vêpres votives de la solennité transférée.

ANICIEN

Rmus Dnus Petrus Marcus Le Breton Episcopus Aniciensis in Galliis a S. R. C. sequentis Dubii declarationem humillime exquisivit, nimirum :

Ex indulto diei 2 Septembris 1858 solemnitas exterior quorundam festorum transfertur in Diœcesi Aniciensi ad Dominicam sequentem, et celebratur per Missam votivam de festo sub ritu solemniori; ex eodem autem Indulto in Choro, excepta Ecclesiæ Cathedrali in qua cantari debent Vesperæ occurrentes, Vesperas solemniter cantare licet de festo translato, et qui tenentur ad Officium easdem Vesperas privatim absolvere debent de Officio occurrente.

Hinc quæritur an omnes Clerici in Sacris cons-

¹ Mgr Parisi, *Biographie par L. Veuillot*.

tituti et Officio divino addicti, qui in Choro Vesperas solemnitate translate cantaverunt, Vesperas diei occurrentis privatim persolvere insuper teneantur, vel illi tantum qui in Choro Vesperis solemnitate non interfuerunt. Ratio dubii jacet in principiis generalibus apud auctores probatos receptis, vi quorum nonnulli ex nostris ab hac duplici recitatione sese excusatos existimant.

Et Sacra eadem Congregatio ad relationem subscripti Secretarii, declarare censuit: In casu omnes tenentur ad recitandas privatim Vesperas de festo in Calendario occurrente, quoniam Vesperæ solemnitate translate solummodo devotionis gratia recitandæ permittuntur.

Atque ita declaravit. Die 18 Maii 1878.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Je n'ai plus qu'un ou deux enfants de chœur, et nous approchons de la semaine sainte. Or, dans ces conditions, puis-je célébrer les offices du jeudi-saint et du vendredi-saint? Un de ces enfants encenserait et l'autre porterait un flambeau pour aller au reposoir. Si la liturgie me le défend, en raison de la pénurie d'enfants de chœur ou je me trouve en ce moment, ne pourrais-je pas, au moins le vendredi-saint, faire l'office jusqu'à l'adoration de la croix inclusivement, et m'arrêter là? Ou bien ne pourrais-je renfermer la sainte hostie le jeudi-saint après la messe, et la retirer du tabernacle du maître-autel, et terminer ainsi la messe des présanctifiés?

R. — D'après le *Memoriale Rituum*, destiné aux petites églises, on ne pourrait pas accomplir les rites des trois derniers jours de la semaine sainte, si l'on n'avait pas au moins trois servants; et vous n'en avez que deux. Faites donc tous vos efforts pour en trouver un troisième; car il serait très fâcheux que vous omettiez ces rites si instructifs, si touchants, et auxquels la plupart des fidèles sont profondément attachés. La cessation de ces cérémonies nuirait beaucoup à la piété des bons chrétiens, comme à la gloire de Dieu et au salut des âmes.

Q. — Un indult accorde pour être célébrée le 28 avril une fête rite double majeur avec office et messe *approuvés* en l'honneur d'un bienheureux.

1^o Pour les aumôniers de religieux ou de religieuses des diocèses nommés dans l'Indult: 1^o quelle messe et quelles oraisons cette année, la fête étant en occurrence avec le dimanche *in Albis*? 2^o Quelle messe et quelles oraisons en général, pour ces fêtes de Bienheureux? 3^o *Quid*? si c'était un saint?

2^o Pour les aumôniers de religieuses des diocèses non nommés? *Quid*?

3^o Si la messe et l'oraison sont de *Communione*, peut-on dans l'oraison nommer le bienheureux? le saint?

4^o L'ostensoir se bénit-il? la lunule? et par qui? Purifie-t-on la lunule? Si oui, comment? Si non l'hostie étant consacrée et la lunule *non purifiée* apportée à la sacristie, la lunule doit-elle reposer sur un corporal? Le sacristain qui a le pouvoir de toucher les vases sacrés, peut-il toucher la lunule?

5^o Un sourd-muet pourrait-il répondre par signes aux prières de la messe? Ce serait une nouveauté sans

doute de voir un sourd-muet répondre par signe à toutes les prières.

Les sourds-muets formés par la méthode d'articulation répondent admirablement bien aux prières de la messe: il n'est pas question de ces derniers.

R. — Ad I. 1^o Une fête double-majeur ne peut pas se célébrer le dimanche *in Albis*. Elle doit être transférée au premier jour libre.

2^o Lorsque le Saint-Siège concède un office de bienheureux, il détermine la messe et les oraisons qu'il faut dire.

3^o Même réponse lorsqu'il s'agit d'un saint.

Nota. — Les aumôniers des maisons religieuses chargés de dire la messe conventuelle, sont obligés de prendre la messe correspondant à l'Office que l'on récite dans ces maisons, attendu que, d'après les rubriques, la messe conventuelle doit être en harmonie avec l'Office.

Ad II. C'est à vous d'examiner le texte de l'Indult pour voir si la concession s'étend aux communautés de votre diocèse. N'ayant pas ce texte, nous ne pouvons donner aucune décision.

Ad III. Si la messe et l'oraison concédées sont du Commun, on peut parfaitement nommer le bienheureux ou le saint concédés.

Ad IV. On enseignait communément que la lunule devait se bénir.

Quant à l'ostensoir lui-même, les opinions étaient partagées. Les uns disaient qu'on pouvait le bénir, d'autres le niaient. Aujourd'hui il n'y a plus de doute, car l'Appendice ajouté depuis quelques années au Rituel romain, donne la formule même de bénédiction. Nous la reproduisons, parce que la plupart des prêtres ne l'ont pas:

Benedictio Ostensorii pro SS. Sacramento fidelium venerationi exponendo.

v. Adjutorium nostrum etc.

r. Qui fecit etc.

v. Dominus vobiscum.

r. Et cum spiritu tuo.

OREMUS

Omnipotens sempiternus, vasculum istud pro Filii tui Domini nostri Jesu Christi Corpore fidelium venerationi exponendo fabrefactum, benedicere, et sanctificare dignare, qui eundem Unigenitum in hoc sæculo pio affectu venerantur, et in futuro perpetuam pietatis suæ mercedem accipiant. Per eundem Christum Dominum nostrum. r. Amen.

Deinde sacerdos Ostensorium aspergat aqua benedicta.

Par qui l'ostensoir peut-il être béni? Par tous les prêtres qui ont le pouvoir de bénir les vêtements sacerdotaux.

Purifie-t-on la lunule? Oui, on doit la purifier; et on doit la purifier aussi souvent que le ciboire; car la raison est la même, à savoir, pour que les saintes espèces ne se perdent pas, ou ne se corrompent pas.

Comment la purifie-t-on? Comme le ciboire. On peut donc se servir du pouce et de l'index; mais on se sert plus avantageusement de l'index. Le

plus souvent même on ne peut se servir que de l'index. Il importe de ne jamais rapporter à la sacristie la lunule sans l'avoir purifiée.

Les sacristains qui ont reçu le pouvoir de toucher les vases sacrés vides, peuvent également toucher la lunule après qu'elle est purifiée.

Ad V. Nous ne pensons pas qu'un sourd-muet puisse être servant de messe, parce que l'Eglise demande que les paroles soient prononcées. D'ailleurs les fidèles ne pourraient pas s'associer aux réponses du sourd-muet, comme la sainte Eglise désire qu'ils le fassent.

Q. — Notre *Ordo* porte que l'on doit dire la messe des Rogations. Cette messe n'est pas due aux paroissiens. Réponse s'il vous plaît. Est-on libre ?

R. — Votre *Ordo* ne fait que reproduire un décret de la sacrée Congrégation des Rites porté en 1869 sur la demande de Mgr Baillargeon, archevêque de Québec.

Vous nous dites que la messe des Rogations n'est pas due aux paroissiens. Il faut distinguer. L'application du fruit moyen n'est pas due, cela est certain ; le curé est libre d'appliquer ce fruit à qui il voudra. Mais la célébration de la messe des Rogations n'est-elle pas obligatoire ? Le décret de 1869 l'affirme ; et dans le cas où il y aurait un enterrement à faire ce jour là et où il n'y aurait pas d'autre prêtre que le curé, ce curé serait obligé de dire la messe des Rogations, et par conséquent ne pourrait pas dire la messe des défunts.

Ce décret, que nous avons déjà reproduit littéralement, a suscité bien des difficultés, parce que la coutume contraire existait dans la plupart des paroisses, et que le renvoi de la messe des défunts au lendemain ou quelques jours après, offre des inconvénients réels. Il nous a valu bon nombre de lettres dans lesquelles on nous dit que cette solution est moralement impraticable. Nous comprenons ces observations et nous sentons ce qu'elles ont de sérieux. Mais nous ne sommes pas législateurs. Nous ne pouvons que faire connaître les décisions de la sacrée Congrégation des Rites.

Dans des cas semblables, on peut avantageusement recourir au Saint-Siège.

Q. — Quel est le côté le plus noble de l'Eglise pour les fidèles ?

R. — Pour les fidèles comme pour le clergé, le côté le plus noble de l'Eglise est le côté qui se trouve à la droite du crucifix de l'autel ; par conséquent à la gauche des fidèles qui entrent au saint temple.

Cette solution, qui pouvait être contestée autrefois et qui l'était en effet il y a trois à quatre siècles, ne peut plus l'être maintenant ; car les rubriques du Missel, du Cérémonial des Evêques et du Pontifical ne laissent aucun doute. Le Missel dit positivement que le côté de l'Epître est à la gauche de l'autel :

« *Osculato altari, accedit (sacerdos) ad cornu*

ejus sinistrum, id est Epistolæ. » (Ritus servand. in celebratione missæ, titre v, n. 3.)

Quel est le côté droit ? C'est celui de l'Evangile.

« *Primum incensat (sacerdos) eas (reliquias) quæ a dextris sunt, id est a parte Evangelii, etc.* » (Ritus servand. etc., titre iv, n. 5.)

Voyez également le Cérémonial des Evêques, livre 41, chap. viii, n. 44 ; et le Pontifical, sur les consécration d'un autel :

« *Facit autem primam crucem in dextera parte posteriori altaris, id est ubi legitur Evangelium.* »

Q. — 1° Si une procession faite par suite d'un vœu autorisé depuis plus de 200 ans par l'évêque du lieu est une prière liturgique ?

2° Si à cette procession on peut chanter les litanies de saint Joseph, comprises dans le vœu et qu'on a toujours chantées à cette procession jusqu'à ce jour, quoiqu'elles ne soient pas une prière liturgique ?

R. — Ad I. Ni le vœu, ni l'approbation de l'évêque ne sauraient donner à cette procession un caractère liturgique qu'elle n'aurait pas par elle-même, car le vœu se rapporte à l'œuvre telle qu'elle est, sans en changer la nature. Il ne fait qu'y ajouter une bonté spéciale émanant de la vertu de religion.

L'autorisation de l'évêque était nécessaire pour que la procession pût être faite licitement. Mais elle n'en change pas non plus le caractère.

Une procession en l'honneur de saint Joseph est-elle une prière ou fonction liturgique ? Non, si par liturgique on entend une cérémonie prévue spécialement et réglée par les livres liturgiques. Oui, si par liturgique on entend une prière faite en la forme usitée dans l'Eglise pour ce genre de supplications ou d'actions de grâces ; et l'on doit observer dans ces processions les règles liturgiques.

Ad II. Les litanies de saint Joseph n'étant point autorisées par acte du saint Siège pour l'Eglise universelle, on ne peut les chanter à cette procession qu'en vertu de l'autorisation épiscopale qui paraît y avoir été donnée ; sinon, il serait facile de la demander.

Q. — 1° Dans mon diocèse en vertu d'un indult au jour où l'on devait acquitter la messe *pro populo* on acquitte une messe manuelle dont l'honoraire est au profit du Petit-Séminaire. Or, dans ma paroisse, le jour de la fête patronale il y a une offrande pour l'honoraire de la messe de ce jour qui devrait être *pro populo*. En acquittant donc cette messe *pro populo*, dois-je un honoraire au Petit-Séminaire ? Et quel honoraire ? Ce ne peut être l'offrande toute entière.

2° Nous avons eu dernièrement la bénédiction solennelle de deux cloches. Toutes les autres cérémonies du Pontifical ont été parfaitement bien faites ; malheureusement le célébrant seul avait le livre, et après avoir fait les onctions extérieures sur les cloches avec les saintes huiles, il a oublié les onctions intérieures. La bénédiction n'est-elle pas valable tout de même ? S'il faut faire les onctions intérieures, faut-il une nouvelle délégation de l'Ordinaire, etc. Veuillez dire ce qu'il y a à faire.

R. — Le curé est déjà tenu, en vertu de sa charge, d'appliquer la messe *pro populo* le jour

de l'incidence de la fête patronale. Si l'offrande qu'on lui fait lui imposait une obligation nouvelle, il devrait acquitter une seconde messe. Mais il n'en est pas ainsi : il ne se croit pas obligé et ses paroissiens ne le croient pas obligé à cette seconde application de la messe. Il faut en conclure que l'offrande est une oblation faite au curé à l'occasion de la messe de la fête patronale, mais qu'elle n'est pas l'honoraire de la messe.

Cela étant, le curé appliquant *pro populo* le jour de l'incidence de sa fête patronale, ne doit certainement pas la totalité de l'offrande en question.

Doit-il la valeur d'un honoraire ? Cela dépend de la teneur de l'Indult, des conventions faites avec l'évêché, ou des ordres donnés par l'Evêque en vertu de l'Indult : toutes choses qui nous échappent.

Ad II. Dans les cas semblables, la S. Congrégation des Rites fait suppléer les cérémonies omises. Si c'est le même prêtre qui supplée, il ne semble pas qu'une nouvelle délégation soit nécessaire parce qu'il a été délégué pour la bénédiction intégrale. D'ailleurs les onctions à suppléer font corps avec les autres cérémonies et ne constituent avec elle qu'une bénédiction totale. Il en serait autrement si les onctions omises étaient suppléées par un autre prêtre.

Q. — Saint Alphonse et Gury assurent qu'il y a obligation de garder la sainte Eucharistie à demeure dans l'église paroissiale. Quelle est la gravité de cette obligation ?

R. — Cette obligation est grave parce qu'elle repose sur des raisons graves. La principale raison est la nécessité d'avoir toujours sous la main de quoi administrer le saint viatique aux malades en danger de mort. La gravité de cette raison ressort de celle de l'obligation où sont les fidèles de recevoir le saint viatique, du grand besoin qu'ils ont de n'être pas privés de ce moyen d'assurer leur salut, et de l'obligation où se trouve le curé de pourvoir à ce qu'ils puissent recevoir le saint viatique.

Les autres raisons, qui se rapportent à l'utilité spirituelle des fidèles, sans être aussi strictes, ont néanmoins une assez grande force.

Aussi le Rituel fait-il une obligation au curé d'avoir en réserve le nombre d'hosties consacrées qui peut être nécessaire pour la communion des infirmes et pour la communion des autres fidèles,

Curare porro debet ut perpetuo aliquot particulæ consecratæ eo numero qui usui infirmorum et aliorum fidelium communioni satis esse possit, conserventur in pixide. D'après ces paroles, il y a là plus qu'une convenance, ou une obligation légère qui céderait devant une raison légère, mais une obligation ferme qu'il est difficile de ne pas regarder comme grave.

mariage. Au moment où il va pour procéder à leur mariage, le prêtre apprend *nequiores istos nocte præcedenti*. Cette nouvelle le trouble au point que quand les jeunes gens s'approchent de l'autel pour se marier, il oublie de leur demander leur consentement réciproque et leur fait seulement se donner les mains, puis continue les autres cérémonies qui sont sur le rituel romain. Ce n'est que quand les époux sont partis, qu'il s'aperçoit de sa bévue. Qu'à faire ? Quelques confrères disent que le consentement nécessaire à la validité du mariage a été suffisamment exprimé par les époux quand ceux-ci se sont joint les mains, cette cérémonie étant le signe de la tradition des corps, et encore quand, arrivés à la sacristie après la cérémonie, ils ont entendu la lecture de l'acte de mariage au bas duquel ils ont apposé leur signature. Je n'admets guère, quant à moi, cette dernière raison, car, au moment où ils apposaient leur signature, les époux n'avaient pas évidemment l'intention de contracter mariage, puisqu'ils croyaient ce sacrement reçu. Au sujet de la première, quel est votre sentiment, et, au cas où il n'y aurait pas mariage, que faudrait-il faire ?

2^e Une autre question par rapport au mariage. Les témoins peuvent-ils rester dans leurs bancs, ou bien doivent-ils accompagner les futurs, afin de constater positivement le consentement donné ?

R. — Ad I. Bien que le consentement doive régulièrement être exprimé par paroles, les signes qui l'exprimeraient certainement suffiraient à la validité du mariage. Mais il faut que ces signes expriment le consentement et que le consentement ainsi exprimé existe réellement dans la volonté des contractants.

Plusieurs raisons dans le cas présent pourraient servir à établir que le consentement a été valide-ment donné. Les époux étaient présents pour contracter le mariage. Ils ont pensé le contracter en accomplissant la cérémonie que le prêtre leur a fait exécuter. Cette cérémonie d'ailleurs de se donner la main signifie, d'une manière même bien claire, la mutuelle tradition des corps qui est l'essence du mariage. Dans le langage ordinaire, « demander la main » d'une personne, c'est la demander en mariage ; « donner sa main » c'est s'unir par le mariage à qui on la donne.

Ce signe d'ailleurs était, dans son exécution extérieure et dans sa signification, perceptible pour les témoins. Il avait donc encore ce qu'il faut pour que le mariage soit, comme il est requis, attesté par les témoins et le curé.

La signature par les époux de l'acte de mariage ne pourrait pas aussi facilement passer pour l'expression du consentement.

Reste à savoir si chacun des deux époux a voulu intérieurement donner son consentement, en accomplissant la cérémonie telle que le prêtre la fit faire.

Ad II. Les témoins doivent être à portée de voir ou d'entendre ce qui se fait, de telle sorte qu'ils puissent témoigner que le consentement a été réellement donné. Si, de leur banc, ils peuvent suffisamment connaître ce qui se fait, il n'est pas nécessaire qu'ils quittent leurs places et suivent les fiancés. Sinon, il le faut.

Q. — 1^o Permettez-moi de vous exposer ce cas :

Des futurs époux se présentent à l'église pour se

Q. — Telle que saint Thomas la définit « *Voluntas quædam promptè se tradendi ad ea quæ pertinent ad Dei famulatum*, » la dévotion est-elle obligatoire pour tout chrétien ?

R. — La dévotion, telle qu'elle est définie par saint Thomas, est dans une certaine mesure obligatoire pour tout chrétien.

Avant de faire la preuve de cette proposition, il faut d'abord marquer le sens précis de la définition.

Le Docteur Angélique entend par ces mots *Voluntas quædam*, une volonté actuelle, c'est-à-dire un acte de la volonté, qui veut s'appliquer au service de Dieu. L'adverbe *promptè*, implique un certain empressement, une certaine ardeur à se porter aux actes du culte divin. Enfin les derniers mots de la définition *ea quæ pertinent ad Dei famulatum*, embrassent non seulement ce qui regarde le culte divin, mais tout devoir qui découle de la volonté divine, qu'il soit général et imposé à tous, ou particulier et propre à l'état et à la condition de chacun.

La dévotion, selon saint Thomas, est donc la volonté actuelle de se porter avec promptitude à tous les actes du culte et du service divin : *ad omnem Dei famulatum*. (Perr. De virt. Relig. 42.)

Telle qu'elle est définie, elle n'est pas une vertu ou une habitude, mais un acte de la vertu de religion.

Or, dans cet acte, il y a, ou il peut y avoir trois choses : 1^o la volonté ferme de se livrer aux actes du culte et du service divin ; 2^o une certaine promptitude à s'y livrer. Ces deux éléments constituent la dévotion que l'on appelle substantielle.

La troisième chose, qui peut intervenir, est une certaine joie ou suavité spirituelle, qui accompagne d'ordinaire l'acte de dévotion, et c'est en quoi consiste la dévotion *accidentelle*, ainsi dénommée parce qu'elle n'est pas nécessaire à la vraie dévotion.

De ces deux sortes de dévotions, il n'y a évidemment que la première qui puisse être obligatoire. La seconde en effet, n'est pas toujours en notre pouvoir ; elle est plutôt un effet causé en nous qu'un acte libre de notre volonté. Il n'en est pas de même de la dévotion substantielle : elle est toujours en notre pouvoir moyennant la grâce de Dieu.

Mais cette dévotion substantielle est-elle vraiment obligatoire ? Nous avons affirmé qu'elle est obligatoire dans une certaine mesure pour tout chrétien. C'est ce qu'il faut maintenant démontrer.

Pour ce faire, nous établissons qu'elle est nécessaire pour tout chrétien, dans son principe, dans son objet, et en elle-même ou dans son acte.

1^o *Dans son principe*, qui est la charité. Tous admettent que la dévotion suppose la charité, d'où elle découle comme de son principe ou de sa cause prochaine. De fait, on conçoit qu'il faut aimer Dieu pour se livrer avec promptitude à tout ce qu'il demande de nous. Le pécheur que son péché tient séparé de Dieu sa fin dernière, et atta-

ché à la créature qu'il a préférée au créateur, peut-il se porter au service de Dieu avec cette généreuse ardeur de la dévotion ?

Il y a plus : si l'acte de la dévotion suppose l'habitude de la charité, l'acte de charité nous rapportant avec tous nos actes à Dieu aimé par dessus et pour lui-même, renferme au moins virtuellement la dévotion.

Donc, la charité étant nécessaire à tous, la dévotion est nécessaire à tous dans son principe.

2^o *Dans son objet*. Cet objet ne regarde pas seulement certaines classes de personnes, comme les religieux, les ecclésiastiques, mais tout chrétien : car c'est tout devoir, découlant d'un précepte général ou particulier. Il se diversifie suivant les conditions et les emplois : mais il subsiste et s'impose à tous, parce qu'il n'y a aucun état de vie qui n'ait ses obligations particulières, sans parler des obligations communes.

Du côté de l'objet, la dévotion s'applique donc à tous, puisque tous sont obligés de bien remplir tous leurs devoirs.

3^o *En elle-même ou dans son acte*. C'est ici la matière de l'obligation. Si l'acte de la dévotion est obligatoire, il est évident qu'il ne peut l'être que dans certaines circonstances, *certo tempore*, comme l'acte de la charité qui n'oblige pas constamment.

Nous prouverons l'obligation de l'acte de dévotion, en disant en quel temps, en quelles circonstances, il est obligatoire.

En quel temps ? Il est bien difficile de marquer en quel temps s'impose l'obligation *directe* de l'acte de dévotion, parce qu'aucun temps ne paraît déterminé pour cet acte ; à moins de dire que l'obligation de cet acte est renfermée implicitement dans l'obligation de l'acte de charité qui l'inclut virtuellement. En quelles circonstances ? Cette question vise plus particulièrement l'obligation *indirecte* ou *per accidens*.

Cette obligation existe, lorsque nous ne pouvons pas, sans l'acte de dévotion, vaincre une tentation, éviter le danger de pécher, de tomber dans une tiédeur coupable : toutes les fois en un mot, que notre volonté se trouve faible et chancelante, en face d'un devoir, quel qu'il soit. Dès lors que pour le remplir, notre volonté a besoin d'être raffermie et excitée par l'acte de dévotion, cet acte devient obligatoire. Nous supposons qu'il s'agit d'un précepte à accomplir et non pas seulement d'un conseil.

Nous ajoutons que l'omission de l'acte de dévotion dans ces circonstances où il oblige, n'est pas un péché spécial contre la vertu de religion, qu'il ne se distingue pas du péché commis contre le précepte qui a été transgressé, et qu'il suffit, en confession, d'accuser la transgression de ce précepte.

Q. — 1^o Comment expliquer que des hommes instruits de la doctrine chrétienne, tels que saint Grégoire de Nazianze et saint Ambroise, sans parler de saint Augustin, parce que celui-ci avait cessé de mener la vie du

bon fidèle, aient différé leur baptême, comme ils l'ont fait ? Ambroise se comporte comme un évêque, dans sa préfecture de Milan, et il se fait seulement baptiser pour être ordonné ?

2^o Aujourd'hui les ordonnances épiscopales ou conciliaires et les théologiens taxent de faute grave le délai du baptême, au-delà de la huitaine, au plus ; et jadis un retard prolongé indéfiniment ne reçoit aucun blâme des historiens catholiques et ne paraît point avoir été toujours censuré par les évêques, ni les conciles, malgré ce qui est dit des cliniques.

Un petit éclaircissement, si l'on veut, sur la discipline antique par rapport au baptême des enfants de chrétiens et des adultes convertis.

R. — L'Eglise a toujours administré le baptême aux enfants. C'est là une vérité historique qui a son fondement dans l'Ecriture et qui est mise en pleine lumière par les témoignages les plus authentiques de la tradition. Les théologiens tirent trois preuves de l'Ecriture pour démontrer que le baptême des enfants est l'ordonnance divine : premièrement le fait de la circoncision, la principale figure du baptême, opérée sur les enfants ; secondement le texte de saint Jean, III, 5 : « Si un homme ne naît de l'eau et de l'esprit, il ne peut entrer dans le royaume des cieux, » comparé au texte de saint Mathieu, XIX, 14, où le royaume des cieux est déclaré surtout la propriété des enfants ; et troisièmement le fait des apôtres conférant parfois le baptême à toute une famille ; ainsi saint Pierre à la famille de Corneille ¹, saint Paul à celle de Lydie ², à celle du géolier Philippe ³, et de Stéphanas ⁴. Il est fort probable qu'il y avait des enfants dans la maison. D'ailleurs, comme le remarque un évêque anglican, M. Garner, « les mots *maison, famille*, si fréquents dans l'Ecriture, sont des hébraïsmes, qui marquent les enfants de la maison. Ainsi quand les apôtres dirent *un tel et toute sa famille*, ou *un tel et toute sa maison*, il faut nécessairement y comprendre ses enfants ⁵. »

Ces preuves, nous le reconnaissons, ne sont pas rigoureuses en elles-mêmes, et le P. Perrone n'hésite pas à dire : *Veritas hæc in scripturis vix insinuat... quia expressæ de parvulorum lavacro nihil legitur* ⁶. On ne peut néanmoins en méconnaître la valeur partielle, valeur qui est singulièrement renforcée d'abord par ce fait que, nulle part dans l'Ecriture, le baptême des enfants n'est interdit, et surtout par cet autre fait que dès le commencement des enfants ont été baptisés dans l'Eglise, qu'il n'y a eu que des objections partielles et fort rares contre cette pratique, et cela seulement de la part des hérétiques et de ceux qui, comme Tertullien, ne se faisaient pas scrupule de préférer leur opinion privée à celle de l'Eglise.

Les preuves tirées de la tradition sont abondantes et remontent à l'origine même de l'Eglise.

Voici quelques textes seulement qui établissent la pratique de l'Eglise. — Saint Denys : « Divini nostri duces probaverunt infantes recipi ad baptismum ¹. » — Saint Clément : « Baptizate vestros pueros atque eos educate in disciplina et monitis Dei ². » — Origène : « Ecclesia traditionem ab apostolis suscepit etiam parvulis dare baptismum ³. » Inutile de poursuivre cette énumération. On trouvera d'autres autorités en grand nombre dans Billuart, *Tract. de Baptismo*. Diss. III, art. II et dans les grands théologiens.

Mais à côté de cette pratique constante de l'Eglise conférant le baptême aux enfants, on voit une autre pratique contraire s'établir, surtout au quatrième et au cinquième siècle. Un grand nombre de chrétiens, et parmi eux des hommes instruits, d'une conduite exemplaire, différaient le baptême jusqu'à un âge avancé. On peut citer saint Ambroise, saint Martin, saint Grégoire de Nazianze. Pourquoi ces retards ? Il en est qui remettent le baptême volontairement jusqu'à un âge avancé et même jusqu'au lit de mort, afin de pouvoir, sans trouble ni crainte, se livrer plus longtemps à leurs habitudes criminelles et échapper aux obligations de la morale chrétienne : ils pensaient que le baptême devait leur assurer, à la fin de la vie, une place certaine au ciel. D'autres agissaient par des motifs moins futiles. Ne se sentant pas la force de mener une vie parfaite, craignant surtout de retomber dans le péché, persuadés qu'ils étaient qu'il valait mieux ne pas recevoir la grâce que de la perdre, ils attendaient, pour demander le baptême, que l'âge des passions fût écoulé, afin d'être moins portés au mal. Il en est qui s'appuyaient sur les effets du baptême pour la rémission de la peine temporelle. Afin de se ménager l'entrée immédiate du ciel à la mort, ils ne voulaient recevoir ce sacrement que quelques instants avant de rendre le dernier soupir. Il en est d'autres qui agissaient pas humilité ; ils voulaient s'exercer longtemps dans les œuvres de la pénitence pour se mieux disposer à cet acte solennel. D'autres partageaient l'erreur novatienne et croyaient que, dans le cas où, après leur baptême, ils retomberaient dans un péché grave, ce péché ne pourrait plus d'aucune façon leur être pardonné. D'autres enfin ne voulaient recevoir le baptême qu'à l'âge de trente ans, comme Notre-Seigneur, ou même, comme lui, être baptisés dans le Jourdain. Ajoutez à cela le relâchement de la discipline, suite nécessaire de l'exil des évêques, la crainte de la persécution à laquelle on échappait si l'on n'était pas baptisé, la négligence, chez un grand nombre, de ce qui concernait le salut, et vous aurez une partie des raisons qui faisaient différer le baptême.

L'Eglise protestait, par la voix de ses ministres, contre cet abus, sans parvenir à le déraciner complètement. Saint Jean Chrysostome, saint Basile,

¹ Act., X, 48.

² Ibid. XVI, 15.

³ Ibid. XVI, 33.

⁴ Ibid. I, Corinth., I, 16.

⁵ *Le Baptême de l'Eglise primitive*, cité par les *Analecta*, VIII, 1739.

⁶ *Tract. de Bapt.*, cap. IV, n. 64.

¹ *Eccl. Hierarc.* cap. ult.

² *Lib. 6. Const. Apost.*, cap. 15.

³ *Com. in cap. VI Epist. ad Rom.*

saint Grégoire de Nazianze lui-même et beaucoup d'autres se sont élevés fortement contre les retards apportés au baptême.

Pour ce qui regarde les adultes convertis, l'Eglise ne les baptisait *ordinairement* qu'à Pâques ou à la Pentecôte, à moins qu'il n'y eût péril de mort, ou qu'on ne fût en temps de persécution. Toutefois, quand ils étaient suffisamment instruits et bien disposés, on procédait au baptême, même en dehors du temps prescrit, mais sans employer toutefois les cérémonies solennelles de ces deux jours. Telle est l'opinion de saint Thomas et de Soto ¹.

Q. — Dans une paroisse où plusieurs bannières sont portées à la procession, quelle est la place de chacune, c'est-à-dire laquelle doit marcher en avant, etc. ? parmi les suivantes : 1° Bannière de paroisse (un évêque); 2° Bannière de confrérie de charité (une sainte Anne); 3° Bannière de garçons (saint Joseph); 4° Bannière de filles (sainte Vierge).

R. — On fait attention, pour assigner l'ordre de prééminence aux bannières dans les processions, non pas au personnage représenté sur la bannière, mais à la société dont elle est l'emblème : chaque bannière devant se trouver au milieu des membres de la société ou en tête du corps.

Ordinairement les jeunes filles marchent en tête de la procession ; ensuite viennent les confréries, suivant leur degré d'ancienneté, puis la croix du clergé et le clergé.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Dans une institution libre comprenant un pensionnat et un externat, dirigé par des religieuses et divisés en six classes, il est fait chaque samedi aux élèves par M. le curé de la paroisse ou l'un de ses vicaires, de 1 à 2 heures de l'après-midi, un catéchisme de persévérance, dans la plus grande salle. Or, l'un de ces derniers samedi, un inspecteur primaire est entré dans la salle pendant le catéchisme, et il a signifié à M. le curé qu'il n'a pas le droit d'enseigner dans cette maison libre, dans une classe, à l'heure ordinaire de la classe, et ce, d'après le décret du 10-20 janvier 1887.

Ce décret consulté ne dit rien de cela. Je demande au bon *Ami du Clergé* : 1° Une directrice d'institution libre a-t-elle le droit de déterminer les heures d'entrée et de sortie des classes dans sa maison, ou bien est-elle obligée de se conformer aux heures fixées pour les écoles publiques ? — 2° A-t-elle le droit de donner ou de faire donner par un prêtre de la paroisse l'enseignement religieux à l'heure et dans la salle qu'elle juge plus convenable ? — 3° Si l'inspecteur a outrepassé ses droits, qu'y a-t-il à faire pour qu'à l'avenir pareil ennui ne se renouvelle pas ? — 4° L'inspecteur a-t-il le droit de parcourir et d'inspecter toute la maison sans faire prévenir la supérieure ? (c'est ainsi qu'il agit toujours). La chose presse, le catéchisme étant suspendu.

R. — Ad I. Ce qui caractérise précisément les établissements libres c'est de ne relever absolument en aucune manière des autorités académiques sur ce point, pas plus que sur les pro-

grammes et les méthodes. Les règlements en ces matières, non seulement sont élaborés par la directrice ou ses chefs à elle, mais encore ils n'ont besoin d'aucune sanction des pouvoirs publics.

Ad II. Comme conséquence de ce que nous venons de dire la directrice a le droit de donner ou de faire donner l'enseignement religieux par n'importe qui, à n'importe quelle heure et dans n'importe quel lieu. Cet enseignement n'étant pas dans le programme des écoles publiques, la loi n'exige et ne peut exiger aucun diplôme dans celui qui le donne.

Ad III. Quand un inspecteur outrepassé ses droits d'une manière évidente, comme dans le cas présent, on commence par ne pas tenir compte de ses observations ; mais si, par mesure de prudence et de précaution, on ne croit pas devoir agir ainsi, il faut le dénoncer à ses chefs hiérarchiques et, au besoin, au ministre de l'Instruction publique.

Ad IV. Oui, nous le pensons ; et ce droit lui vient de ce que la loi lui confère la mission d'inspecter et de surveiller les écoles libres au point de vue de l'hygiène, de la morale et de l'exécution des lois qui atteignent aussi bien les établissements privés que les établissements publics. Mais ceci n'est que le droit strict ; la bonne éducation veut qu'on n'entre pas dans une maison, même pour l'inspecter légalement, sans en prévenir le maître ou la maîtresse.

Q. — Je vous serais personnellement très obligé, si dans l'un de vos prochains numéros, vous vouliez bien expliquer la différence qui existe entre les chapelles vicariales et les chapelles dites de secours, ainsi que la législation particulière qui les régit ?

R. — 1° *Chapelles vicariales*. Les chapelles vicariales sont des chapelles érigées sur la demande des communes, dans les mêmes formes et sous les mêmes conditions que les chapelles simples. Elles en diffèrent seulement en ce que le chapelain de la chapelle vicariale reçoit de l'Etat l'indemnité de 350 francs accordée aux vicaires, indépendamment du traitement qui doit être voté par la commune et qui ne peut être moindre de 250 francs.

Une ordonnance royale du 25 août 1819, en créant cinq cents nouvelles succursales, autorise les évêques à placer, soit les vicaires déjà établis, soit les vicaires à établir dans les cures ou succursales trop étendues, dans une autre commune que celle du chef-lieu paroissial. Les vicaires ainsi placés doivent recevoir, comme les autres, l'indemnité allouée par le trésor et qui est maintenant de 350 francs. L'ordonnance exigea, comme seule condition, que la commune dans laquelle le vicaire serait placé prit, selon les formes administratives, l'engagement d'entretenir son église, et d'assurer à ce vicaire le traitement prescrit par le décret du 30 décembre 1809.

Ce sont les chapelles à qui des vicaires furent ainsi accordés qui reçurent le nom de chapelles vicariales.

¹ Billuart, *Dissert.* III, art. VI, p. 324, t. VI, Edition Palmé.

Pour obtenir l'érection d'une chapelle vicariale, il faut observer les mêmes formalités que pour l'érection d'une chapelle communale.

Quand une commune a été érigée en chapelle et qu'elle s'est engagée à faire un traitement fixe, il y a pour elle obligation de le payer, sans qu'elle puisse s'y soustraire; si elle ne le votait pas, le préfet serait tenu de l'imposer d'office.

Un avis du comité de législation du 31 mars 1841 déclare qu'il n'y a pas lieu d'établir une chapelle dans les communes qui n'ont pas 300 âmes, à moins de circonstances extraordinaires.

La réunion des petites communes étant dans l'esprit de la loi du 18 juillet 1837, le gouverneur doit par voie de conséquence, n'être pas disposé à accorder des chapelles vicariales aux communes d'une faible population; parce qu'il devint plus difficile de réunir au chef-lieu de la commune, des villages ayant à part une chapelle et un desservant ou chapelain. L'unité d'église et de pasteur est un acheminement à l'unité administrative.

La *chapelle* et la *chapelle vicariale* ont une fabrique, sont aptes à posséder, acquérir, recevoir des dons et legs. Elles jouissent, en un mot, des mêmes prérogatives que les succursales. Par conséquent, la commune ou section de commune dans laquelle est établie la chapelle, ou la chapelle vicariale, ne concourt pas aux frais du culte paroissial dans le chef-lieu de la cure ou de la succursale. Un presbytère doit être fourni par la commune au chapelain qui dessert la chapelle ou la chapelle vicariale. Le chapelain est tenu comme le curé ou desservant à la résidence.

D'après la loi du 2 avril 1817, il s'était élevé diverses questions sur l'érection des chapelles ou annexes, et sur l'acceptation des donations faites à ces établissements. Ces questions furent l'objet d'un avis des comités réunis de la législation et de l'intérieur du conseil d'Etat, du 28 décembre 1819 (*inédit*). Cet avis porte :

« 1^o Que toute chapelle dont l'érection est autorisée par le roi, est apte à posséder ou à recevoir, aux mêmes termes et dans les mêmes formes que les cures et succursales, suivant les distinctions établies dans l'ordonnance du 2 avril 1817 :

« 2^o Qu'il y a lieu de créer une fabrique pour toute chapelle dont l'érection est autorisée ;

« 3^o Que, lorsqu'il s'agit de dons ou legs faits en faveur d'une chapelle, dont l'érection n'a pas encore été autorisée par le roi, l'érection devra préalablement être obtenue par le maire de la commune :

« 4^o Que, quant aux annexes, elles ne sont point aptes à posséder; qu'en conséquence, les donations qui pourraient être faites, soit en faveur d'une annexe déjà existante, soit en faveur d'une annexe à établir, doivent être acceptées par le desservant ou le trésorier de la fabrique de l'église paroissiale, à la charge de donner à la libéralité reçue la destination indiquée par le donateur. »

Les motifs de cet avis sont « que la dépendance établie par le décret du 30 septembre 1807 pour

les chapelles ou annexes, à l'égard des cures ou succursales, n'est qu'une dépendance spirituelle, et que les fabriques créées, conformément au décret du 30 décembre 1809, auprès des chapelles établies ont toujours été considérées comme entièrement indépendantes de la fabrique de l'église paroissiale ;

« Qu'il existe une grande différence entre les chapelles entretenues par une commune, pour l'utilité générale de ses habitants, et une annexe qui, souvent, n'a d'autre but que la commodité de quelques personnes, et dont par conséquent l'existence n'est que précaire :

« Qu'il ne serait dès lors pas convenable qu'un établissement de ce genre pût recevoir et posséder, et que c'est l'église paroissiale qui paraît le plus naturellement appelée à gérer et conserver des biens ou revenus affectés au service du culte. »

D'après une décision concertée entre le ministère des cultes et le ministère de l'intérieur, lorsqu'une commune a été érigée en chapelle vicariale, le prêtre chargé par l'autorité ecclésiastique de desservir cette chapelle doit résider dans la commune même et y assurer l'exercice quotidien du culte. Quand ces conditions sont remplies, le traitement que la commune a dû prendre l'engagement de payer pour obtenir l'érection de son église en chapelle vicariale est une dépense obligatoire. C'est alors le premier alinéa de l'article 40 de la loi du 18 juillet 1837 qu'il y a lieu d'appliquer, s'il est nécessaire de recourir à une imposition extraordinaire pour assurer le paiement de ce traitement. Mais, si le chapelain ne réside pas dans la commune, la dépense n'est plus que facultative, et un décret du chef de l'Etat serait nécessaire pour le faire acquitter au moyen d'une imposition extraordinaire, d'après le deuxième alinéa du même article.

Il arrive très rarement, du reste, qu'une commune érigée en chapelle vicariale soit obligée de recourir à un pareil moyen pour payer le traitement du chapelain. En effet, d'après la jurisprudence du conseil d'Etat, l'érection n'est autorisée que d'après l'engagement pris par la commune d'assurer le paiement de ce traitement sur des revenus ordinaires. Il serait anormal qu'une dépense permanente, comme l'est par sa nature le traitement du prêtre desservant une chapelle vicariale, ne pût être acquittée qu'à l'aide d'une ressource ayant un caractère purement temporaire.

Du moment qu'une église est légalement ouverte à l'exercice du culte paroissial sous l'un des titres de cure, succursale ou chapelle vicariale, les réparations que cette église ou le presbytère peuvent exiger constituent pour la commune, dans le cas d'insuffisance des ressources de la fabrique, une dépense obligatoire (*art. 30 et 16 de la loi du 18 juillet 1837*), qui, en cas de nécessité, doit être acquittée à l'aide d'une imposition extraordinaire.

2^o *Chapelles de secours.* On appelle chapelles de secours des églises dans lesquelles la paroisse dont elles dépendent est autorisée à faire célébrer les offices religieux quand elle le juge convenable, mais qui n'ont aucune existence légale distincte et séparée de cette paroisse. On voit que ces chapelles n'ont aucune similitude avec celles dont nous venons de parler : dans la hiérarchie des églises, elles ne devraient être classées qu'après les annexes.

L'origine des chapelles de secours remonte aux premiers temps de la réorganisation du culte catholique en France. Le gouvernement consentit, dès 1803 à 1804, à accorder ce titre à un assez grand nombre d'églises auxquelles il ne pouvait en conférer un autre, dont les dévotions des localités auraient déploré la suppression, et qu'il n'y avait que ce moyen de conserver légalement au culte.

Nous ne saurions mieux faire comprendre la nature des chapelles de secours, dit M. Boué, qu'en disant qu'on doit les considérer comme des chapelles intérieures, comme des autels de l'église paroissiale, qu'on a détachés du bâtiment de cette église, et qu'on a transportés à quelque distance. Si l'on veut bien admettre cette assimilation, il devient facile d'en déduire toutes les règles qui régissent ces chapelles.

La chapelle de secours n'étant qu'une chapelle de l'église paroissiale, elle n'a point d'existence distincte et séparée de la paroisse, elle n'a donc ni circonscription, ni prêtre particulier qui la desserve, ni fabrique qui l'administre. Elle est desservie par le clergé de la paroisse, qui vient y célébrer les offices quand le curé le juge convenable ; elle est administrée par la fabrique paroissiale, qui en perçoit les revenus, et qui en supporte tous les frais, toutes les dépenses. Elle peut recevoir soit des dons soit des legs ; mais ces dons et ces legs sont acquis à l'église principale, sauf à exécuter l'emploi prescrit par ces donateurs ou testateurs. Le plus souvent ces donateurs ou testateurs demandent que leurs libéralités soient employées à l'entretien, à la décoration ou l'embellissement de la chapelle de secours en faveur de laquelle ils donnent.

Quand on veut faire ériger une église en chapelle de secours, il faut que le conseil de fabrique prenne une délibération en formant la demande : qu'il évalue, dans cette délibération, le montant présumé des dépenses de cette chapelle, et qu'il s'engage à y pourvoir. Cette délibération est adressée à l'évêque, qui y joint son avis et la transmet au ministre des cultes.

Le conseil municipal de la commune doit être aussi consulté sur l'érection demandée : il est même nécessaire qu'il y consente ; car les dépenses de la chapelle devant être ajoutées à celles de la paroisse, et confondues avec elles, si les ressources de la fabrique se trouvaient insuffisantes, la commune serait tenue de subvenir aux uns et aux autres ; c'est une charge éventuelle qu'il faut

qu'elle consente à s'imposer. Mais presque toutes les chapelles de secours reçoivent beaucoup d'offrandes, et par conséquent produisent plus de revenus qu'elles n'occasionnent de frais. L'évêque et le préfet envoient au ministre leur avis avec la délibération du conseil municipal.

Si la demande est admise, un décret du chef de l'Etat contresigné du ministre des cultes prononce l'érection en ces termes : Est érigée en chapelle de secours l'église de la commune de....., canton de....., arrondissement de....., département de..... Paris, le..... 188.....

Q. — Je lis dans le décret du 23 prairial an xii l'article 19, ainsi conçu : « Lorsque le ministre d'un culte, sous quelque prétexte que ce soit, se permettra de refuser son ministère pour l'inhumation d'un corps, l'autorité civile, soit d'office, soit sur la réquisition de la famille, commettra un autre ministre du même culte pour remplir ces fonctions ; dans tous les cas, l'autorité civile est chargée de faire porter, présenter, déposer et inhumer les corps. »

Il y a là une quantité de choses dont je ne comprends pas toute la portée ; et je vous serais reconnaissant si vous vouliez bien, selon votre habitude, m'éclairer sur le sens de cet article et sur son obligation actuelle.

R. — Qui ne voit une atteinte portée à la liberté la plus sacrée du ministère sacerdotal en cet article décidant que, si le prêtre refuse de faire une inhumation, l'autorité civile pourrait commettre un autre prêtre pour le remplacer ?

« S'il s'agit de refus de sépulture et de sacrements, dit M. de Cormenin, l'autorité civile n'a aucune intervention juridictionnelle à exercer... » (*Droit administratif*, t. I, p. 333 et suivantes.)

Qui ne voit en même temps la contradiction dans le même article, qui reconnaît au prêtre la faculté de refuser son ministère, quand il s'agit d'une inhumation ? Aussi, comme le dit Mgr Affre, « toutes les décisions émanées du gouvernement ont réglé unanimement que, sur le refus du curé, l'autorité civile devait faire procéder à l'inhumation. Le gouvernement a compris que le refus de sépulture étant fondé sur une discipline de l'Eglise, l'évêque seul devait être juge des cas où ces lois sont sujettes à une dispense ou à une interprétation favorable. » (p. 554.)

« On n'a jamais prétendu, dit M. Campion, que la commission donnée à un ministre du culte, en cas de refus de concours de la part d'un autre ministre, put être obligatoire ; car c'eût été donner au décret une signification impossible dans un pays où la plus large indépendance est assurée aux convictions religieuses par toutes les lois constitutionnelles. »

Pourquoi cependant, puisque telle n'est pas la prétention du gouvernement ; puisque le ministre des cultes a fixé la jurisprudence dans le seul sens raisonnable et conforme à l'opinion des jurisconsultes modernes les plus éclairés ; pourquoi cependant, le ministre a-t-il dénoncé comme abusif le refus de sépulture fait par l'évêque de Clermont à la famille de M. de Montlosier ? Et pourquoi le

Conseil d'Etat, par une décision du 30 décembre 1838, a-t-il fait droit à la requête du ministre des cultes, en déclarant le refus abusif ?

« Il ne faut, dit Mgr Affre, voir dans cet acte du Conseil d'Etat qu'une de ces complaisances si communes dans un corps amovible. Il est évidemment contraire aux principes de notre droit public, aux principes de la juridiction ecclésiastique et à la jurisprudence antérieure du ministère de l'intérieur. Aussi, cet arrêté, déterminé par des motifs politiques, a-t-il été combattu par les jurisconsultes les moins favorables au clergé. » (p. 557 et 558.)

De quelque côté qu'on envisage l'article 19, il ne saurait recevoir ni interprétation, ni exécution, ainsi que le dit le ministre des cultes, dans une lettre du 8 juin 1838, adressée au préfet de Seine-et-Oise.

« Si l'autorité civile (disait ce dernier, dans une circulaire adressée au maire de son département, au mois de septembre 1838), voulait encore mettre en pratique cet article, elle empiéterait arbitrairement sur l'autorité ecclésiastique, dépourverrait le prêtre de la liberté d'action dont il doit jouir dans l'exercice de ses fonctions spirituelles, et opprimerait la religion, au lieu de la soutenir. »

Ce même magistrat va plus loin : il voit dans l'exécution de l'article 19 une oppression de la conscience du défunt, autant du moins qu'on peut opprimer la conscience d'un mort.

« Quand un homme a vécu toute sa vie hors de l'Eglise ; lorsque dans ses divers actes il n'a voulu se soumettre à aucune de ses épreuves, à aucun des sacrements que le culte catholique comporte ; lorsque enfin, dans ses derniers moments, il refuse d'exprimer les regrets et le repentir que l'Eglise demande pour lui rouvrir son sein, il y a de l'inconséquence autant que de l'intolérance à demander de gré ou de force au prêtre, les prières de la sépulture chrétienne. A la violence que l'on fait à la conscience du prêtre on ajoute la violence à la conscience du défunt. » (*Circulaire du 24 septembre 1838, insérée dans le Journal des Conseils de fabrique*, t. V, p. 15. — Voir Mgr Affre, p. 559.)

L'autorité civile, nous venons de le prouver, ne peut ni forcer le prêtre qui la refuse, à donner la sépulture ecclésiastique, ni en commettre un autre à sa place : mais n'a-t-elle pas le droit de présenter le corps à l'église, d'après les termes suivants de l'article 19 : Dans tous les cas, l'autorité civile est chargée de faire porter, présenter... les corps ?

« Nous répondrons d'abord, avec Mgr Affre, que si, comme tout le monde en convient, le décret n'a pu conférer au maire le pouvoir de commettre un prêtre, il n'a pu davantage lui commettre une fonction sacerdotale. L'un est aussi contraire que l'autre à la distinction des deux puissances, à la liberté catholique, aux lois de l'Eglise, au bon sens, à la raison, à la nature même des choses. Aussi la jurisprudence du ministère des cultes est-elle fixée sur ce point comme

sur le premier. Le maire doit donc, ainsi que le recommande la circulaire déjà citée de M. le préfet de Seine-et-Oise, faire conduire le corps directement au cimetière.

« On ne concevrait pas que des avocats se fussent prononcés dans un autre sens, si leur opinion n'eût été émise, quelques mois avant la révolution de 1830, époque où se manifesta contre le clergé la réaction morale la plus violente dont il ait été l'objet depuis la grande révolution de 89. Du reste, toute leur argumentation porte sur un seul mot, sur le mot « présenter. » (*Ibid.* p. 559.)

Le mot *présenter* n'entraîne pas nécessairement l'idée d'introduction forcée dans l'église : il signifie littéralement station, sans entrée, ou avec entrée, du consentement du curé,

Au reste, cette question est tranchée par l'administration civile elle-même. Voici ce que dit une circulaire ministérielle de la justice et de l'intérieur des 15 et 16 juin 1847 :

« Quoiqu'il advienne, l'autorité civile est chargée de faire porter, présenter, déposer et inhumer les corps, mais elle n'a pas le droit de les introduire dans l'église contre le gré du ministre du culte. L'autorité se bornera à faire présenter le corps à l'entrée des lieux consacrés au culte, lorsque le prêtre n'aura point accompagné le convoi après son départ de la maison mortuaire, afin que le prêtre puisse le recevoir et procéder aux cérémonies conformes au rit de sa communion : s'il y a refus de sépulture ecclésiastique, l'autorité doit faire transporter le corps au lieu des inhumations et veiller à ce que jamais on ne force les portes du temple. »

Quelle conduite devrait tenir un curé si, au mépris de ces décisions, le maire de la commune faisait introduire forcément dans l'église le corps d'un individu auquel il refuse la sépulture ecclésiastique ?

Il devrait immédiatement adresser sa protestation au maire et au préfet par l'intermédiaire de son évêque.

Reconnaissons qu'à l'heure actuelle, les pouvoirs publics ayant complètement laïcisé les cimetières, ne soulèvent plus de difficultés du genre de celle-ci. Ils sont manifestement pour les enterrements civils.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 17 aprilis 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

replier sa tente pour passer dans la demeure éternelle. « Certus quod velox ut dispositio tabernaculi mei secundum quod est Dominus noster Jesus Christus significavit mihi. » (I. 14). M. Maunoury ajoute d'après saint Ambroise que les païens voulaient mettre à mort l'apôtre parce qu'il enseignait la loi chrétienne et spécialement la chasteté. De là ces recommandations fréquentes : « Défie vous des faux prophètes qui seront châtiés comme Lucifer et Sodome, des impudiques et des contempteurs de l'autorité qui blasphèment et qui l'ignorent. » (II.) M. Maunoury fait bien ressortir les rapports qui existent entre cette épître et celle de saint Jude. On y retrouve les mêmes expressions, les mêmes anathèmes contre les corrompus du siècle, avec une éloquence singulière et des images saisissantes. (10-14). L'altercation de saint Michel avec le diable et la prophétie d'Hénoch sont parfaitement expliquées d'après les Pères. Il est difficile pourtant de ne pas voir aussi dans les paroles d'Hénoch la menace du déluge.

Les Epîtres de saint Jean ne sont pas moins lumineusement commentées. Au commencement de chaque chapitre un sommaire analytique donne l'enchaînement logique des idées. Puis vient la traduction française en regard du texte, traduction sobre et exacte, enfin le commentaire. L'auteur explique d'abord un verset, et il en donne un commentaire d'ensemble ; ensuite il reprend chaque mot en particulier, dans un français limpide. Telle est d'ailleurs partout sa manière de procéder. Il ne laisse subsister aucune difficulté, aucune obscurité. Prenons par exemple ce verset (II, 22), « Quis est mendax nisi is qui negat quoniam Jesus est Christus ? » Voici l'explication d'après le grec, qui porte l'article : « Quel est le plus funeste et le plus criminel des menteurs ? » En effet, dit le vénérable Bède, tous les autres « mensonges n'approchent pas de celui-là. » — Ces mots vous font comprendre aussitôt que le menteur le plus redoutable est celui qui nie la Divinité de Jésus-Christ parce qu'il nie la Rédemption, le péché originel ; il n'a pas même l'idée de ce qu'est l'humanité.

Les versets du chapitre V, d'une interprétation si difficile, « tres sunt qui testimonium dant in cœli..., in terrâ... » sont également bien expliqués. Toute cette épître est dirigée contre ceux qui niaient le rôle divin de Jésus-Christ. Or Jésus-Christ est le seul moyen de posséder la vie éternelle et de triompher du monde, car il est le Fils de Dieu. La preuve ? Ce sont d'abord les trois personnes divines qui l'apportent : Le Père au Jourdain et sur le Thabor ; le Fils qui s'est lui-même rendu témoignage ; le Saint-Esprit qui est descendu sur sa tête pendant que Jean le baptisait. A côté de ces trois témoignages célestes, voici sur la terre *spiritus, aqua et sanguis*. L'Esprit de Dieu qui a renouvelé la face de la terre, — ou, suivant d'autres, ce souffle divin qu'exhala le Sauveur en poussant un grand cri et qui convertit le centurion, *clamans voce magna,*

emisit spiritum, puis d'après Tertullien, l'eau et le sang de son côté percé, *hos duos baptismos*, ces deux baptêmes, ces deux sacrements admirables qui coulèrent de son cœur, le Baptême et l'Eucharistie : l'eau qui purifie les âmes, le sang qui fait les martyrs et multiplie les vierges. Considérez plutôt dans le monde les effets sensibles de cette eau et de ce sang : les pêcheurs convertis et les milliers d'hommes qui meurent pour le nom de Jésus-Christ. Ces trois témoignages : l'Esprit qui maintient la pure doctrine et toujours crée des saints dans l'Eglise, l'eau du baptême et le sang de l'eucharistie frappent les yeux de tous les hommes de la terre, ne forment qu'un même témoignage et concourent à attester la même vérité, savoir que Jésus-Christ est le Fils de Dieu, *unum sunt.* »

Tel est l'abrégé de sa belle interprétation. Il est facile maintenant de se rendre compte de l'excellence de sa méthode.

Nous ne parlons pas de la savante dissertation qui suit sur l'authenticité du verset 7, que la science patriotique de l'auteur établit victorieusement.

La seconde Epître renferme les mêmes idées en résumé. Elle est adressée à Electe, une personne distinguée d'Ephèse sans doute, dont les enfants l'étaient venu visiter. Il affirme que Jésus-Christ est « venu dans sa chair, » contre l'enseignement de Cerinthe et de Basilide. On y trouve une affection discrète et pieuse. Cette discrétion est imposée peut-être par la persécution. Quand il reverra Electe, alors seulement il lui parlera à cœur ouvert. Jusque là qu'elle ne reçoive pas chez elle ceux qui ne demeurent pas dans la doctrine de Jésus-Christ. « *Nec ave ei dixeritis.* »

Même discrétion dans la troisième Epître écrite pour le vieillard à Caius, sans doute celui de Corinthe qui avait été baptisé par saint Paul. « J'aurais peut-être écrit à votre Eglise, mais celui qui aime à y tenir le premier rang, Diotréphès ne nous reçoit point. » « C'était probablement un gentil converti au christianisme, dit M. Maunoury. Saint Jean ne l'accuse pas d'hérésie, mais de rébellion contre l'autorité apostolique. » Les hommes ont toujours été les mêmes. « Le christianisme, ajoute-t-il, s'est fondé au milieu des persécutions du dehors et des scandales du dedans... Nous nous affligeons avec raison des scandales qui éclatent de nos jours : ils continuent de prouver que l'Eglise est fondée et soutenue par un Dieu. »

En résumé ce « Commentaire des Epîtres catholiques, est une œuvre consciencieuse, savante et utile. »

Accusés de réception à MM. :

P. curé à la M. (Sarthe) 5847. — M. curé de B. (Haut-Rhin) 5848. — L. H. curé à P. (Côtes-du-Nord) 5849. — B. curé à V. (Allier) 5850. — B. curé d'A. (Meurthe-et-Moselle) 5851. — De V. vicaire à L. (Gironde) 5852. — D. curé à M. (Nord) 5853. — B. curé de B. (Aube) 5854. — C. curé de C. (Charente) 5855. — L. curé de B.

(Nord) 5856. — B. curé de M. (Loiret) 5859. — L. c.-d. à C.-du-V. (Var) 5860. — J. G. vicaire à B. (Dordogne) 5861. — F. curé à M. (Gard) 5862. — D. curé à P.-M. (Aude) 5863. — A. curé d'A. (Haute-Garonne) 5864. — B. curé de P.-le-G. (Haute-Marne) 5867. — G. curé de B. (Haute-Marne) 5868. — R. curé de B. (Allier) 5869. — V. curé-doyen de R. (Indre) 5870. — B. curé d'E. (Deux-Sèvres) 5871. — M. vicaire à T. (Maine-et-Loire) 5873. — D. curé à M. (Tarn-et-Garonne) 5874. — M. curé de B. (Lot-et-Garonne) 5875. — L. vicaire à la R. (Gironde) 5876. — M. curé d'A. (Lot-et-Garonne) 5877. — B. curé de St-M.-le-R. (Lot) 5878. — D. curé à N. (Aude) 5879. — C. curé à L. (Hte-Garonne) 5880. — K. recteur à T. (Finistère) 5881. — C. curé à P. (Tarn) 5882. — N. curé-doyen à B. (Corrèze) 5884. — S. aumônier à R. (Loir-et-Cher) 5885. — H. curé à V. (Vosges) 5887. — G. curé de M. (Vienne) 5889. — B. curé de D. (Tarn) 5890. — C. curé de R. (Dordogne) 5892. — J. L. à T. (Aube) 5894. — T. vicaire à M. (Hautes-Pyrénées) 5895. — J. curé d'A. (Vienne) 5896. — B. curé de C. (Côtes-du-Nord) 5897. — C. curé de V. (Creuse) 5898. — C. curé à V. (Meuse) 5899. — P. curé de M. (Isère) 5900. — P. à C. (Hte-Loire) 5901. — B. curé de R. (Mayenne) 5902. — B. curé de C. (Var) 5903. — B. aumônier à T. (Puy-de-Dôme) 5904. — E. vicaire à C. (Loire) 5905. — B. curé de C. (Jura) 5906. — M. vicaire à R. (Ille-et-Vilaine) 5907. — V. vicaire à C. (Saône-et-Loire) 5910. — H. curé de St-V.-l'A. (Seine-Inférieure) 5911. — C. curé d'U. (Loire) 5912. — B. aumônier à R. (Marne) 5913. — L. curé à St-H.-s-Y. (Eure-et-Loire) 5914. — M. à M. (Somme) 5917. — C. vicaire à G. (Morbihan) 5918. — B. curé de S. (Haute-Garonne) 5919. — C. vicaire à Q. (Finistère) 5920. — P. curé d'A. (Vosges) 5921. — S. curé de S. (Orne) 5922. — N. M. curé à M. (Canada) 5925. — P. curé à M. B. (Vienne) 5926. — C. curé-doyen de M. (Cantal) 5928. — T. curé à N.-C. (Haute-Marne) 5929. — C. curé du P. (Oise) 5930. — H. D. curé d'U. (Orne) 5932. — D. à T. (Aube) 5935. — R. curé de V.-P. (Haute-Saône) 5936. — C. curé de L. (Vienne) 5937. — J. vicaire à R. (Cantal) 5938. — B. curé de B. (Basses-Pyrénées) 5939. — F. curé à C. (Suisse) 5942. — L. vicaire à V. (Pyrénées-Orientales) 5943. — B. curé à St-G.-du-P. (Calvados) 5945. — R. vicaire à St-J.-du-B. (Aveyron) 5948. — R. aumônier à St-A. (Loir-et-Cher) 5949. — M. vicaire à St-D. (Haute-Marne) 5950. — A. curé de St-E. (Pas-de-Calais) 5952. — M. curé de St-G.-de-G. (Gironde) 5953. — G. B. vicaire à L. (Aveyron) 5954. — V. curé à E. (Puy-de-Dôme) 5955. — M. curé d'O. (Meurthe-et-Moselle) 5956. — P. curé d'A. (Pyrénées-Orientales) 5957.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 420 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 444 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

IMPRIMERIE

MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 17

PRÉDICATION : Pour le deuxième dimanche après Pâques : homélie sur l'Evangile (le bon Pasteur et la brebis fidèle).

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : On peut célébrer la fête du titulaire d'une chapelle de Petit-Séminaire.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Les vases sacrés de vermeil sont-ils prohibés dans les églises ordinaires ? — Quelle doit être la couleur de l'étole pour la communion non en viatique des malades ? — Pour un autel fixe, suffit-il que la base soit en moëllons ? La boîte des reliques pour la consécration peut-elle être déposée dans l'église même ? Quels doivent être les grains d'encens ? La cérémonie commence-t-elle à *Veni Creator* ? — Quelle faute y a-t-il à dire la messe en noir un jour double ? — Y a-t-il faute à n'avoir que de la bougie à l'autel pour les vêpres ? N'ayant pas de chape violette pour la bénédiction des cendres, doit-on en prendre une d'autre couleur ? Toutes les prières de la Pu-

rification sont-elles obligatoires pour le prêtre ? Y a-t-il un directoire pour les cérémonies dans les petites églises ? Peut-on se servir de pantoufles pour célébrer la messe ? — Faut-il parler en chaire de l'obligation de voter ? — Convient-il à un catholique de visiter l'exposition de 89 ? — Le droit canon fixe-t-il l'intervalle à laisser entre la mort et la sépulture ? — Quels sont les auteurs qui ont traité de la nomination et de la mutation des curés en France ? Une succursale qui était cure avant le Concordat, le demeure-t-elle encore ?

LE MINISTÈRE PAROISSIAL : Le catéchisme à notre époque.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : A qui appartiennent les oblations faites aux services dans les chapelles des hospices ? — L'article de l'ordonnance de 1843 qui défend de placer aucune inscription sur les tombes sans qu'elle ait été approuvée par le maire, est-il tombé en désuétude ?

A NOS LECTEURS

L'Ami du Clergé paroissial a publié, ainsi qu'il l'avait promis, un carême complet composé de douze instructions fondamentales : de six conférences pour les hommes, traitant des sujets les plus actuels, et propres à éclairer tant d'âmes à qui les événements et la grâce de Dieu n'ont pas encore ouvert les yeux ; de trois sermons de retraite et de nombreuses lectures.

Voici le *mois de Marie* et le temps des premières communions. Nous allons consacrer tous nos efforts à donner quelques bonnes et pratiques instructions qui puissent aider le clergé paroissial dans sa tâche si pénible, si chargée, à cette époque de l'année.

Le présent numéro renferme entre autres choses 1^o un sermon d'ouverture du *mois de Marie*, qui sera suivi de cinq instructions sur la vie de la sainte Vierge. Etudier la sainte Vierge dans son histoire telle que la racontent l'Evangile, la Tradi-

tion, les premiers Pères presque ses contemporains, et même d'autres auteurs du temps qu'il ne faut point dédaigner, car ils nous ont gardé quelques précieuses parcelles de vérité ; tirer les conclusions pratiques de cette admirable vie ; recueillir les enseignements qui en découlent particulièrement pour notre époque à qui le culte de Marie est nécessaire, à cause des tendances impies ou sensualistes qui la désolent ; voilà le plan de ce *mois de Marie*. Chacune des cinq instructions historiques pourra facilement se partager en deux parties, que les pasteurs des âmes développeraient à leur gré.

2^o Le commencement d'une retraite de première communion. Les instructions du jour de la première communion, le pasteur les tire plutôt de son cœur, en s'inspirant des circonstances, en rappelant aux paroissiens la grandeur de cette action, les purs souvenirs qu'elle a laissés dans leur vie, souvenirs qui sont une joie ou un remords, toujours une grâce. Ce qui nous paraît le plus important c'est la retraite qui précède le grand jour.

Nous avons pensé qu'il serait bon de donner

non seulement les instructions, mais les avis, les recommandations utiles, en quelque sorte une retraite en action, une direction de la retraite générale; direction nécessaire pour que les exercices se suivent dans un ordre naturel, que les enfants demeurent dans la même atmosphère de grâce et de parole, appliquant dans leurs exercices les principes posés au début, jusqu'aux avis reçus. Ce qui manque le plus dans une retraite c'est l'esprit de suite, c'est une méthode. Celui de nos collaborateurs qui est chargé de cet important travail s'appliquera à combler cette lacune.

Puissions-nous réussir à faire quelque bien aux âmes bien-aimées de nos enfants? La seule récompense que nous ambitionnons c'est d'y parvenir.

COURRIER DES LIVRES

LES SERVITEURS DE DIEU, par Léon AUBINEAU, 6^e édition, 2 vol. in-12, chez V. Palmé.

Il serait superflu de faire l'éloge de ce livre. Il doit faire partie de toute bibliothèque d'où la note pieuse et vraiment élevée n'est point exclue. La lecture de plusieurs de ces récits serait même très goûtée à certaines prières du soir, pendant l'éte par exemple. L'auteur nous révèle dans sa préface le but qu'il s'est proposé : « Pendant que les générations formées et pétries par une université absolument voltairienne, s'enrôlent sous l'ignoble drapeau du sensualisme, quelques hommes, dans l'énergie et la simplicité de l'amour divin, ne cessent de témoigner à la terre que l'ancienne vérité est toujours vivante, qu'elle a toujours la puissance d'élever et de féconder les peuples, qu'elle a toujours en ses mains le secret de nourrir et de fortifier les cœurs, de former et de consacrer les Etats, de consolider et de cimenter les sociétés. Ces efforts des serviteurs de Dieu passent inaperçus aux yeux du monde; ils pénètrent néanmoins de toutes parts et contredisent partout la corruption moderne. Resteront-ils stériles?... Ne sont-ils pas déjà un gage d'espérance?... »

M. Léon Aubineau le croit, il prononce même le mot de « renaissance » et nous le remercions de ses bonnes paroles. Il est certain que dans notre société dirigeante qui pourrait un jour, si elle avait plus conscience de sa mission, prendre en main l'avenir, les fils sont plus chrétiens que les pères. Ceux-ci avaient été nourris du lait universitaire; ils se sont aperçus, devenus hommes, que ce lait était gâté, et ils n'en ont pas voulu pour leurs enfants. Tout est là, et c'est une idée qu'il faut rendre populaire, que l'Université aujourd'hui c'est le mal, et un mal très coûteux. Elle est de plus un attentat à la liberté privée, une prime à la décadence et finalement à l'ignorance, puisqu'elle détient le monopole, paralyse tous les efforts individuels; et qu'en fait elle nous a constitués dans un état d'infériorité notable en face

des autres peuples. Elle est enfin par ses programmes une officine d'impiété, une arme toujours dirigée contre l'Eglise. C'est une vieille machine qui a été posée à faux niveau et qui n'est plus, à l'heure qu'il est, soutenue que par l'étai fragile d'une légalité qui a dû s'inscrire en principe contre la liberté. Le jour où elle croûlera sera le signal d'une époque de vraie renaissance religieuse, scientifique et sociale. Les nouvelles générations d'ailleurs sont déjà lassées de ce privilège ruineux.

Les *Serviteurs de Dieu* auront été les précurseurs de cette renaissance, et le livre de M. Aubineau nous raconte leurs efforts qui, pour être obscurs, n'en sont que plus héroïques. Plusieurs de ces figures ont occupé dans leur siècle une place lumineuse, telles que les Ravignan, les des Genettes, la sœur Rosalie, ou le vénérable curé d'Ars. Mais le monde ne les connaissait point, n'ayant jamais pénétré dans leur intimité. Qu'il est doux d'y pénétrer à l'aise, d'admirer leurs mérites et leurs vertus, avec M. Léon Aubineau comme introducteur.

Vous ne rencontrez pas d'ailleurs dans cette charmante galerie que des visages contemporains. Elle se ferme sur les *premières mères de la Visitation*, que l'auteur a presque révélées à son siècle trop occupé de guerre et de révolution pour se souvenir que la paix, le bonheur, la poésie, la vraie grandeur habitent surtout les cloîtres, surtout les premiers cloîtres, surtout l'admirable congrégation qui eut pour fondateur cette âme délicate qui fut saint François de Sales, et cette femme virile qui s'appelait sainte Jeanne de Chantal.

M. Léon Aubineau possède deux belles notes, la note pieuse et la note littéraire. Tout le monde a admiré la première, à la suite du grand Veuillot qui s'en disait « piqué au cœur. » Nous croyons qu'on n'a point assez remarqué l'autre. Dans cette école fondée par Louis Veuillot, où l'on professait deux cultes, celui « du Pape » et celui de « la grammaire, » se sont épanouis de magnifiques et solides talents. Mais le maître les éclipsait; s'ils n'eussent été doués d'une méritoire humilité, le voisinage les eût gênés. Louis Veuillot était un homme, un écrivain, un polémiste à part, doué d'un cœur très aimant et d'une superbe massue. Il eut dans notre siècle le privilège unique d'être et de rester très aimé et très haï; de vous faire pleurer les plus douces larmes d'émotion et de provoquer le plus formidable rire.

Ses lieutenants gravitaient autour de lui, mais chacun dans son orbite propre. Dans cette maison-là chacun avait son verre. Le maître se souciait peu de l'académie et du genre académique. Il gardait sa prose originale, « ce mâle outil, » cette « épée » qu'il maniait si bien. Peu lui importaient les formes convenues et quelques peu vieilles de cette assemblée faite pour diriger le mouvement littéraire, et qui s'est contentée de le suivre pesamment, imprudemment et partout; si bien que

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE DEUXIÈME DIMANCHE APRÈS PAQUES :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE (LE BON PASTEUR ET LA
BREBIS FIDÈLE)

Ego sum Pastor bonus.

(Joan. x.)

Voici l'une des plus aimables scènes que nous présente la vie des champs : un berger conduisant son troupeau. Il veille sur lui avec amour, et son talent est de le bien diriger là où les paturages sont plus verts, où la fontaine est plus limpide, où l'ombre épaisse des grands arbres le garantira mieux des ardeurs du soleil. Les brebis vont où on les mène, et si l'une d'elles s'écarte, nul labeur n'est pénible au berger jusqu'à ce qu'il ait réuni son troupeau. Assis sur un trône de gazon et portant fièrement sa houlette comme un sceptre, il est au comble de la joie lorsqu'il voit toutes ses brebis brouter paisiblement ensemble l'herbe en fleurs ou les feuilles de cytise, tandis que de jeunes agneaux bondissent autour de lui et courent après ses caresses comme après le lait de leur mère¹.

C'est sous le gracieux symbole du pasteur que l'aimable Jésus veut bien se représenter à nous dans l'évangile si touchant et si instructif du deuxième dimanche après Pâques. Cette belle allégorie est extraite d'un discours que le Sauveur prononça à Jérusalem, la troisième année de sa vie publique, au jour de la fête des Tabernacles, après la guérison de l'aveugle-né, alors que les Pharisiens cruels et intolérants venaient de chasser de la synagogue l'heureux miraculé. En même temps que Notre-Seigneur y annonce sa mort et la conversion des gentils, il y décrit en termes d'une incomparable douceur les caractères du bon pasteur et de la brebis fidèle. Méditons avec respect et amour ce double portrait du Sauveur et du bon chrétien. Méditation délicieusement actuelle en ces jours bénis où l'Agneau de Dieu vient, par l'Eucharistie, de nourrir de sa chair sacrée les brebis du Seigneur !

I

Le titre de roi a quelque chose de si auguste qu'il imprime toujours la crainte. Jésus-Christ veut bien le porter parce qu'il est juste que nous vivions toujours dans la crainte ; mais il se plaît bien davantage à prendre le titre de pasteur qui ne respire que la tendresse de la sollicitude la plus aimante. Jamais il ne nous a dit : Je suis votre roi, quoiqu'il le fût en effet ; et il nous répète plusieurs fois qu'il est notre Pasteur. C'est sous cette appellation que nombre de fois il s'est fait annoncer par les prophètes ; c'est de ce nom que les apôtres aimaient à le désigner ; c'est l'office de pasteur qu'il confère à Pierre en l'établissant solennellement, après sa résurrection, son vicaire

sur la terre : Pais mes agneaux, pais mes brebis ; c'est le titre qu'il revendique pour lui-même à plusieurs reprises dans l'évangile, et notamment dans l'importante circonstance de sa vie que l'Eglise rappelle aujourd'hui à notre souvenir

Je suis, dit-il, le bon Pasteur, c'est-à-dire je suis celui qui remplit véritablement et excellemment à l'égard des âmes tous les offices du pasteur le plus dévoué à l'égard de ses brebis.

I. Le bon Pasteur connaît ses ouailles et veille à tous leurs besoins, il se donne tout entier à la garde de son cher troupeau, bornant à cela tous ses efforts et tout son bonheur. Jacob veillait jour et nuit et supportait toutes sortes de fatigues pour qu'il n'arrivât pas le moindre mal au troupeau de Laban son beau-père ; il ne reculait ni devant les ardeurs du soleil, ni devant les rigueurs du froid, ni devant les nuits sans sommeil. C'est une pâle image de ce que Jésus fait pour nous. Il nous connaît, *cognosco meas*. Connaissance universelle et particulière, *proprias oves vocat nominatim* : il nous porte tous et chacun en particulier inscrits dans son cœur, comme le grand prêtre de l'ancienne loi portait sur sa poitrine le nom des douze tribus d'Israël ! Connaissance intime, détaillée et pleine d'affection ! Il a toujours les yeux arrêtés sur nous, sans jamais nous perdre de vue. Il nous donne tous ses soins, toutes ses pensées, toute son application. Durant sa vie mortelle il n'a jamais fait une seule démarche, jamais prononcé une parole, jamais formé une pensée, jamais fait aucune action que pour le salut des âmes. Il nous assure que pas un des cheveux de notre tête ne tombe sans la permission de sa Providence. Cette connaissance pleine d'amour qu'il a de nous se manifeste par les bienfaits les plus signalés.

II. Le bon pasteur guide ses brebis, il les dirige, il marche à leur tête, *ante eas vadit*. C'est ce qu'a fait Notre-Seigneur par ses divins exemples. Avant d'annoncer son évangile par ses paroles, il a voulu le prêcher par ses actions. Il ne nous a rien commandé qu'il ne l'ait pratiqué lui-même : le premier il est entré dans les voies pénibles de la vertu, de la sainteté, de la pénitence, de l'humilité, de la douceur, du désintéressement, de la patience ; le premier il a marché au supplice et à la mort, il est descendu au tombeau, il est ressuscité glorieux, il est monté triomphant au plus haut des cieux. Le paradis, voilà le terme heureux où il nous mène par le chemin qu'il a parcouru avant nous. Suivons donc avec confiance ce guide qui ne saurait nous égarer ; à sa suite nous trouverons paix et bonheur, *ego non sum turbatus te pastorem sequens* ! (Jer., XVII, 16.)

III. Le bon pasteur nourrit ses brebis *pascua inceniet*. Avec quelle perfection le Sauveur Jésus remplit cet office ! Il nous nourrit du pain de sa parole avec une incroyable prodigalité dans les prédications que nous entendons, dans les saintes lectures que nous faisons, apaisant la faim de connaître qui tourmente l'âme humaine et nous donnant les notions les plus certaines et les plus

¹ Mgr de la Bouillerie, *le Symbolisme de la nature*.

complètes sur nos origines, nos devoirs et nos destinées, *pascua inveniet*. Il nous nourrit du délicieux aliment de sa grâce, fruit précieux de son sang répandu, par la prière, par les sacrements, par le saint sacrifice de la messe, par les illuminations de l'esprit, par les bons mouvements du cœur, par les bons exemples qu'il nous met sous les yeux, par les salutaires exhortations qu'il nous procure, par les joies si suaves de la bonne conscience, par les miséricordieux tourments du remords, *pascua inveniet*. Il nous nourrit d'une façon infiniment plus délicieuse encore. O cieus, soyez remplis d'étonnement sur ce prodige, *Obstupescite cœli super hoc!* Quel est le pasteur qui abreuve ses brebis de son sang? Quelle est la mère qui nourrit son enfant de sa chair? Jésus le bon Pasteur veut être lui-même, et vraiment, la nourriture de ses brebis. Dans l'Eucharistie il nous donne à manger sa propre chair, il nous donne à boire son propre sang! Encore une fois que tous les êtres soient dans l'étonnement à la vue de cette merveille! Soyez stupéfaits d'admiration, anges du ciel! Soyez sans parole et dans un ravissement qui vous mette hors de vous-mêmes, hommes mortels, et reconnaissez qu'il est impossible de voir jamais un pasteur qui conduise ses brebis dans des pâturages aussi gras et aussi succulents, *pascua inveniet!*

IV. Le bon pasteur enfin protège son troupeau, il le défend contre l'incursion des loups; dans le danger il ne fuit pas, il s'expose même au péril pour sauvegarder ses brebis. Sous ce rapport encore il n'appartient qu'à vous, ô Jésus! mon aimable Sauveur, il n'appartient qu'à vous de dire avec vérité: Je suis le bon Pasteur. Tout l'enfer était déchainé contre nous; le péché, pire que toutes les bêtes féroces, pire que les démons eux-mêmes, nous dévorait; la justice de Dieu votre Père, justement irrité contre nous, nous érasait dans sa fureur; et vous, très bon Pasteur, vous vous êtes interposé entre le Juge et les coupables, vous avez reçu tous les coups, vous avez exposé votre vie, que dis-je? vous avez résolument accepté la mort pour sauver vos brebis. O Pasteur incomparable! O trop heureux troupeau! *Bonus pastor animam suam dat pro ovis suis*.

Ce n'est pas tout: le Sauveur ressuscité et siégeant dans la gloire ne nous abandonne pas. Du haut du ciel il continue de nous protéger contre le loup ravisseur, c'est-à-dire contre le démon et ses agents, qui sont le monde et les passions, *lupus est diabolus*. (S. Greg. Magn.) Il le fait par le ministère des prêtres, pasteurs secondaires, qu'il a établis pour tenir sa place sur la terre. Il le fait par lui-même en intercédant sans cesse auprès de son Père, afin d'obtenir pour les brebis de son troupeau pardon et miséricorde, *semper vivens ad interpellandum pro nobis*. Il le fait par l'effusion de la grâce qu'il a méritée par ses souffrances et sa mort douloureuse, encourageant ceux qui sont fidèles, assistant ceux qui sont exposés au danger et recourent à lui, guérissant

ceux qui sont malades, ramenant au bercail ceux qui s'en éloignent, rendant la vie à ceux qui se laissent immoler par l'ennemi! *Bonus pastor animam suam dat pro ovis suis!*

Oui, mon Sauveur, vous êtes véritablement le Pasteur par excellence, et c'est avec un cœur plein de reconnaissance que je chante le cantique de votre aïeul David, le berger de Bethléem: « Le Seigneur est mon Pasteur et rien ne me manquera. Il m'a établi dans un lieu abondant en pâturages, il m'a rafraîchi de ses eaux bienfaisantes. Sous la garde de sa houlette, je ne crains rien et je m'enfoncerai sans frayeur au milieu des ombres de la mort. La verge dont il me conduit et le bâton dont il me défend de la fureur des loups fait la joie et la consolation de mon âme! »

Chrétiens, vous le comprenez, Jésus est le vrai Pasteur de nos âmes, à nous d'être des brebis fidèles. Qu'avons-nous à faire pour cela: Notre-Seigneur nous l'indique dans l'allégorie de notre évangile et je vais vous l'exposer rapidement dans ma seconde partie.

II

I. La brebis est le symbole de l'innocence, de la simplicité, de la douceur et de l'esprit de sacrifice. Elle va paisiblement aux pâturages sans attaquer personne, sans se battre avec les autres brebis; on a beau lui enlever sa toison, la frapper, lui donner le coup de la mort, elle se laisse faire, elle ne se plaint pas; et sa destinée, après avoir donné à l'homme sa laine et ses agneaux, est d'être conduite à la boucherie. Voilà pourquoi sans doute Notre-Seigneur a si fort affectionné le nom d'*agneau de Dieu*, lui si doux et si humble de cœur, lui la victime du genre humain! Si donc nous voulons lui plaire, imitons ces belles qualités. Soyons purs, simples, doux, humbles, patients et résignés.

II. Passons aux qualités expressément réclamées par Notre-Seigneur. Et d'abord, dit-il, les brebis de ma bergerie me connaissent, *cognoscunt me meæ*. Connaître Jésus, c'est la plus noble science qui puisse orner l'esprit humain; connaître Jésus, c'est se mettre dans la sainte nécessité de l'aimer: comment contempler en effet ses incomparables grandeurs, ses vertus si parfaites, ses bontés ineffables, sans l'aimer souverainement, sans s'attacher à lui, sans lui donner son cœur? Connaître Jésus, c'est la source du bonheur, c'est la clef du ciel! Etudions donc le bon Sauveur! Aimons à entendre parler de lui, surtout dans la prédication de la parole de Dieu; aimons à lire sa doctrine et ses œuvres dans les saintes Lettres; aimons à méditer l'évangile en action dans la vie des saints.

III. La docilité, seconde qualité que le bon Pasteur demande à ses brebis, *ovæ vocem ejus audiunt*. Son cœur éprouve le besoin de s'entretenir avec nous. Il nous parle par les commandements qu'il nous fait, par les conseils qu'il nous donne. Il parle à nos oreilles par la voix de ses

ministres et de nos supérieurs ; il parle à nos yeux par les saints exemples dont il nous fait les témoins ; il parle à nos esprits par les célestes rayons de sa sagesse ; il parle à nos cœurs par les bons sentiments qu'il nous inspire. Ah ! Seigneur, parlez, je vous en prie, votre parole m'est plus douce que le miel. Parlez, votre serviteur vous écoute. Parlez, je veux être de ceux à qui l'on dit : « Faites ceci, » et ils le font ; « Venez, » et ils viennent ; « Allez, » et ils vont. Parlez, je veux, avec votre grâce, vous obéir en tout, partout, constamment et joyeusement !

IV. Le bon Pasteur veut une troisième qualité aux brebis de sa bergerie : c'est la fidélité, *illum sequuntur, alienum non sequuntur*. Certes il y en a beaucoup qui aspirent à nous conduire. Il y a les passions qui nous font entendre leur voix de sirène, qui nous caressent pour nous perdre, qui nous flattent pour nous tyranniser et nous rendre malheureux. Il y a le démon qui est le mercenaire ou plutôt la bête féroce qui cherche à nous dévorer. Il y a le monde avec ses maximes mensongères, avec ses exemples pervers, avec ses plaisirs trompeurs qui ne souhaite rien tant que de nous séduire. La brebis fidèle ne se laisse point tromper. Un mot contre la foi, contre la religion, contre la docilité aux pasteurs, contre la soumission à l'Eglise, un mot contre l'obéissance, la pureté, la charité, la trouble, l'alarme, l'effarouche, la met en fuite. Chrétiens, gardons une loyale fidélité à notre Sauveur ! Rappelons-nous qu'on ne peut servir deux maîtres ; que l'amour du monde est incompatible avec l'amour divin ; que qui veut être l'ami de ce siècle se constitue l'ennemi de Dieu. Ne nous engageons pas derrière les mondains, sur la voie large semée de roses : elle va en enfer. Suivons Jésus sur la voie étroite : elle mène au ciel. Soyons fermes, inébranlables, intransigeants dans notre foi. Ne pactisons pas avec les ennemis du Christ. Arrière le mauvais livre, le mauvais journal, le spectacle licencieux ! Arrière les docteurs d'impiété et d'immoralité. Et s'ils nous demandent si nous les reconnaissons : lançons-leur fièrement l'apostrophe de saint Polycarpe à Marcion : Je vous reconnais pour les premiers nés de Satan !

Notre-Seigneur termine notre évangile par une parole digne de la charité infinie de son Sacré-Cœur. « J'ai encore, dit-il, d'autres brebis qui ne sont pas de cette bergerie, il faut que je les y amène et il n'y aura qu'un troupeau et qu'un pasteur. » Travaillons, frères bien-aimés, à réaliser ce dessein de Notre-Sauveur, en priant ardemment pour la conversion des pécheurs, des hérétiques, des schismatiques et des infidèles. Et, en attendant, que cette paroisse, petite portion du grand troupeau de Jésus, soit *une* par la concorde des esprits et des cœurs ! L'union dans la charité ici-bas est l'image et l'avant-goût des joies ineffables du paradis.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Le clergé d'un petit séminaire peut célébrer la fête du titulaire de sa chapelle sous le rite de première classe avec octave. Cette chapelle est donnée comme publique.

SAGIEN.

Rmus Dnus Carolus Fredericus Rousselet Episcopus Sagiensis Sacrae Rituum Congregationi exposuit, in Urbe Sagiensi extare Ecclesiam seu Cappellam publicam minori Seminario adnexam ac sub titulo Beatae Mariae Virginis Immaculae die 7 maii anni 1872 consecratam. In hac autem Ecclesia, cui inserviunt Sacerdotes minori Seminario addicti, quotidie plures Missae (privatae quidem) celebrantur, et singulis Dominicis cantantur Missa et Vesperae, excepto tamen tempore feriarum scholarum, mensibus Augusto et Septembri, per quod tempus saltem una quotidie Missa privata celebratur tum in Dominicis tum in aliis diebus. Hinc ab eadem S. C. humiliter exquisivit « utrum festum Immaculae Conceptionis die 8 Decembris possit et debeat celebrari a Clero dicti Seminarii ut Festum Titularis, id est sub ritu duplici primae Classis cum Octava et aliis privilegiis ? »

Sacra porro eadem Congregatio audito altero ex Apostolicarum Caeemoniarum Magistris, ad relationem subscripti Secretarii, in casu decernere rata est, Affirmative.

Atque ita decrevit die 30 Martii 1878.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Certains auteurs affirment que les vases sacrés en vermeil ne sont pas permis dans les églises ordinaires, mais sont réservés exclusivement aux cardinaux et aux basiliques.

R. — Cette opinion est certainement erronée. Qu'entend-on par vases en vermeil ? Ce sont des vases en argent doré. Or la rubrique du Missel dit que le calice et la patène doivent être en or ou en argent, ou au moins avoir une coupe en argent dorée à l'intérieur :

« Debet esse calix vel aureus vel argenteus, aut saltem habere cuppam argenteam intus inauratam et simul cum patena itidem inaurata. (Ritus serv. in celebr. Missae, t. I, n. 1.) »

Voilà bien le vermeil. Ainsi, il est prescrit lorsque le calice et la patène ne sont pas en or pur, mais que la coupe est en argent, ce qui a lieu très communément.

Est-il besoin de faire observer que cette rubrique du Missel concerne les églises ordinaires, aussi bien que les basiliques ?

Cette solution est d'autant plus importante que les vases en vermeil se généralisent de plus en plus.

Q. — Quelle est la couleur de l'étole lorsqu'on porte la communion à des malades, mais non en viatique ?

R. — Lorsqu'on porte la communion à des malades, non en viatique, nous pensons qu'on doit se servir de la couleur blanche; 1^o parce que le Rituel romain la prescrit, sans distinguer entre communion en viatique et communion par dévotion :

« Ubi vero convenerint qui Eucharistiam comitaturi sunt, sacerdos indutus superpelliceo et stola, et si haberi potest, pluviali *albi coloris*... » (De communione infirmorum.)

Il importe de faire une observation, c'est que la rubrique précédente se trouve sous le titre général : *De communione infirmorum*.

2^o Une seconde raison c'est que le Rituel fait une distinction entre la communion en viatique et la communion par dévotion, lorsqu'il s'agit des paroles que l'on doit prononcer en donnant la sainte Eucharistie. S'agit-il du viatique ? Le Rituel prescrit les paroles :

« Accipe, frater (vel soror) etc. »

S'agit-il d'une communion qui n'est pas donnée par manière viatique ? Le Rituel prescrit la formule ordinaire :

« Corpus Domini etc. »

Voici cette rubrique :

« Si vero Communio non datur per modum viatici, dicat (sacerdos) more ordinario : *Corpus Domini nostri*... »

Nous demandons pourquoi le Rituel fait ici une distinction et pourquoi il ne la ferait pas lorsqu'il s'agit de la couleur des ornements ?

En résumé la rubrique relative à la communion des malades prescrit la couleur blanche d'une manière absolue, donc on doit prendre la couleur blanche toute les fois qu'on leur porte la sainte communion.

On nous objectera sans doute que lorsqu'on donne la sainte communion à l'église en dehors de la messe, on doit prendre une étole qui ait la couleur de l'office du jour ; or le cas est le même, puisque l'on donne la sainte Eucharistie aux malades en dehors de la messe.

Nous répondons que les cas ne sont pas les mêmes. Lorsqu'on distribue la sainte communion à l'église en dehors de la messe, on prend la couleur de l'office du jour, afin que la couleur de l'étole soit en harmonie avec les parements qui ornent l'autel : or cette raison n'existe plus quand on va porter la sainte communion dans la maison des malades.

Q. — Je prends la liberté de recourir encore à votre obligeance pour quelques renseignements de détail, au sujet de la consécration de notre autel majeur. Je désire donc savoir :

1^o S'il suffit que l'autel soit construit en moëllons ; ou bien s'il est nécessaire que sa table de marbre porte, à chacun de ses angles, sur un pilier en pierre de taille ?

2^o Si la boîte des reliques peut être déposée dès son arrivée à la sacristie ou sur l'autel d'une chapelle, en sorte qu'il n'y ait pas lieu de faire une procession en dehors de l'église.

3^o Les grains d'encens, requis pour la consécration

d'un autel, sont-ce des grains comme ceux fixés au cierge pascal ou des grains d'encens commun ?

4^o D'après ce que j'ai lu, il me paraît que, quand il n'y a qu'un autel à consacrer, la cérémonie commence au *Veni Creator* ?

R. — Ad I. Il n'est pas nécessaire que la table de marbre s'appuie, à chacun de ses angles, sur un pilier en pierres de taille ; il suffit que l'autel soit construit en moëllons. Mais il faut que la pierre d'autel repose, sur ces moëllons ou *stipes*, dans toute sa longueur, *ex omni parte*, conformément à la décision suivante de la sacrée Congrégation des Rites en réponse à une question de Mgr l'Evêque de Troyes :

« ... hæc ipsa altaria supra expressa consecrari posse, dummodo omni ex parte stipitibus adhareant. » (S. R. C. 20 décembre 1864, n. 5338.)

Ad II. La boîte des saintes reliques peut être déposée à la sacristie ou sur l'autel d'une chapelle ; et il n'est pas nécessaire, lorsqu'on va les chercher, d'organiser la procession *en dehors de l'église*, car le *Pontifical* ne le requiert pas. Voici le texte même de la rubrique :

« ... Pontifex deinde procedit processionaliter cum cruce, et clero, ad locum in quo nocte præterita conservatæ reliquiæ fuerunt ; sed priusquam locum ipsum ingrediatur, stans ad extra, deposita mitra, dicit : *Oremus* etc. (De Altaris consecratione, quæ fit sine Ecclesiæ Dedicatione.) »

Ad III. Les grains d'encens sont composés d'encens ordinaire, qui n'a pas été béni, surtout qui n'a pas été béni pour le cierge pascal.

Ad IV. La cérémonie de la consécration d'un autel ne commence pas, comme vous le pensez, par *Veni Creator*, mais par l'antienne *Ne reminiscaris* et les sept psaumes pénitentiels, lesquels se récitent à voix basse auprès de l'autel à consacrer. Vous trouverez dans le *Pontifical* tout ce qu'il faut faire. Mais nous vous ferons observer que les rites relatifs à la consécration d'un autel, sans que l'église elle-même soit consacrée, se trouvent, non au chapitre intitulé : *De altaris consecratione*, mais plus loin, dans un chapitre spécial intitulé : *De altaris consecratione, quæ fit sine Ecclesiæ Dedicatione*.

Q. — 1^o Quelle faute y a-t-il à dire sciemment la messe en noir un jour double ?

2^o Un prêtre qui ne s'aperçoit qu'à l'autel qu'il n'a pas pris l'ornement de la couleur du jour, doit-il retourner à la sacristie, pour en mettre un autre ?

3^o Y a-t-il faute, et quelle faute, à chanter les vêpres avec de la bougie à l'autel, et sans aucun cierge de cire ?

4^o Là où il n'y a pas de chape violette, pour bénir les cendres, le prêtre est-il tenu de prendre une chape quelconque, verte, par exemple ?

5^o Toutes les prières et cérémonies de la fête de la Purification sont-elles obligatoires pour le prêtre. Ne peut-on rien omettre ? Est-il indispensable de tout chanter ? N'existe-t-il pas un directoire spécial pour les cérémonies moins solennelles qui se célèbrent à la campagne, en particulier pour la semaine-sainte ?

6^o Peut-on se servir, pour dire la messe, de pantoufles fourrées ou non, ou de chaussures vulgairement appelées confortables, pourvu que la semelle soit en cuir ? C'est dans le but d'éviter le froid aux pieds.

R. — Ad I. Vous voulez sans doute parler d'une messe basse de *Requiem* en un jour double. Or cette messe est prohibée dans les jours du grade double. Il y a donc péché. Mais, en soi, il n'y aurait que péché véniel. Si on le faisait fréquemment ou s'il y avait grave scandale il pourrait y avoir péché mortel.

Ad II. Oui, il doit retourner à la sacristie, car la rubrique relative à la couleur des ornements doit être strictement observée, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites dans une réponse à l'évêque de Marsi en 1831 :

« *Servetur strictim Rubrica quoad colorem paramentorum.* » (12 novembre 1831, n. 4669, ad 54.)

Or rien n'empêche ce prêtre d'observer cette rubrique, puisqu'il remarque son erreur en arrivant à l'autel.

Ad III. Il est certain qu'on viole la rubrique en chantant les vêpres avec des bougies, sans cierges de cire, ainsi que nous l'avons démontré péremptoirement. Mais quelle est la gravité de la faute ? Nous n'oserions pas le décider, parce que nous n'avons pas de guide en cette matière.

Ad IV. Nous préférierions faire la cérémonie des cendres en aube et avec une étole violette, plutôt que de prendre du vert. C'est la pratique ordinaire des églises qui sont trop pauvres pour se procurer une chape violette. Mais il est bon de rappeler que le *Memoriale Rituum* de Benoît XIII, obligatoire pour les petites églises, demande une chape violette.

Ad V. Toutes les prières et cérémonies de la fête de la Purification sont obligatoires pour le prêtre.

Le chant n'est pas obligatoire d'après le *Memoriale Rituum*. Mais c'est un usage très ancien de chanter ces offices, même dans les petites églises. Il importe de continuer ces vénérables traditions toutes les fois qu'on le peut. Nous vous avons rappelé bien souvent dans l'*Ami du Clergé* l'influence salutaire du chant dans les fonctions liturgiques.

Le Cérémonial dont vous parlez existe réellement. C'est le *Memoriale Rituum* dont nous venons de parler. Il a été composé par Benoît XIII, lorsqu'il était encore archevêque de Bénévent. Depuis, il a été déclaré obligatoire par la sacrée Congrégation des Rites. Il indique les cérémonies à suivre pour les six jours suivants : Purification de la Très-Sainte-Vierge, mercredi des cendres, dimanche des rameaux, et les trois derniers jours de la semaine-sainte.

Ad VI. Il est difficile de répondre à cette question parce qu'il y a des pantoufles de toute sorte ; et quand aux pantoufles confortables nous avouons humblement ne pas même les connaître. Ce que nous pouvons dire c'est que les chaussures sont habituellement de couleur noire, et que l'on doit repousser tout ce qui serait indécent, tout ce qui scandaliserait ou choquerait les fidèles. En 1872, le maître des cérémonies de la cathédrale de Gironne, exposa à la sacrée Congrégation des Rites que certains prêtres, sous prétexte d'économie ou

de commodité, contrairement aux anciennes prescriptions et à l'avis d'hommes distingués par leur sainteté et leur doctrine, se servaient de bottines noires pour le saint sacrifice de la messe ; que d'autres se servaient de chaussures de couleur blanche. Il demandait donc s'il était permis de mettre de pareilles chaussures pour dire la sainte messe.

La sacrée Congrégation répondit que les clercs devaient, surtout dans les fonctions sacrées, revêtir les chaussures dont se servent publiquement les prêtres qui jouissent de l'estime générale dans leur localité ou dans leur diocèse :

« *Clericos in sacris præsertim functionibus adhibere debere caligas seu calceamenta, quibus publice uti solent probati clerici Loci seu Dioceseos.* » (31 août 1872, n. 5507, ad 3.)

Q. — Faut-il parler en chaire de l'obligation de voter ?

Que faut-il dire sur ce sujet ?

R. — L'obligation de voter, en elle-même, abstraction faite des circonstances qui peuvent la modifier ou même l'annuler dans des cas particuliers, est une obligation grave de sa nature. Comme toutes les obligations graves, elle doit avoir sa place dans l'enseignement pastoral. Les chrétiens doivent être instruits de leurs devoirs d'électeurs, comme de leurs devoirs de pères, de maîtres, de serviteurs, comme de leurs devoirs de profession.

Or la forme ordinaire de l'enseignement pastoral est la prédication de vive voix. A ce genre se rapportent les Mandements et autres documents épiscopaux destinés à être lus dans l'assemblée des fidèles. Cette forme d'enseignement n'exclut pas les autres formes, conversations, conférences, brochures, etc. ; mais celles-ci sont moins officielles.

Il convient que la prédication pastorale renseigne les électeurs chrétiens sur la nature et la gravité de l'obligation qu'ils ont de voter. Sans doute, on peut, par les autres moyens d'action faire parvenir à plusieurs, à beaucoup peut-être, les connaissances qui leur sont nécessaires à ce sujet. Il est même des esprits que l'on ne sera sûr d'atteindre que par quelqu'un de ces moyens. En tout cas, ils peuvent appuyer très utilement la prédication proprement dite. Mais c'est la prédication proprement dite qui donne à l'enseignement de tout point de morale, quel qu'il soit, son véritable caractère d'enseignement divin dans son origine, divinement sanctionné et divinement annoncé aux hommes.

On dira peut-être : le devoir électoral est une matière politique ; la chaire ne doit point retentir de politique. — Il y a, dans cette objection, une première et capitale erreur : que le devoir électoral soit une matière politique. C'est, au premier chef, une matière morale, une affaire de la conscience, parce que c'est une question de bien ou de mal moral dans l'exercice d'un droit, parce que

tout homme, en conscience, est tenu d'user du pouvoir dont il dispose pour empêcher le mal dont il serait autrement responsable, pour sauvegarder le bien confié à sa garde. Or l'Eglise a mission d'enseigner les fidèles sur tout ce qui se rapporte à la morale et aux devoirs de la conscience.

Il y a, dans la même objection, une seconde erreur que nous ne saurions trop déplorer, mais qui est tellement passée à l'état d'axiôme que la plupart des chrétiens seraient étonnés de l'entendre contredire. Cette erreur est que la chaire n'admet pas les questions de politique. Nous savons bien que la prudence commande une grande réserve en ces matières. Mais comment soustraire la politique à l'enseignement officiel de l'Eglise, quand la morale et la conscience, quand la religion et l'Eglise sont perpétuellement mêlées à la politique ? Est-il une question de politique qui n'intéresse la conscience ? En est-il une où la morale n'ait rien à voir ? Une politique sans morale ni conscience est une politique de barbares et de scélérats. L'Eglise et la religion ne sont-elles point aussi mises en cause par la politique ? Pour ne parler que de ce qui se passe sous nos yeux, quel est le seul caractère soutenu qu'ait offert la politique ? Celui de la lutte contre l'Eglise et contre la religion catholique : dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les cloches, dans les cimetières, dans l'exercice de la bienfaisance, que poursuit-on sous les noms de laïcisation et de guerre au cléricalisme, sinon l'idée catholique et l'institution dans laquelle cette idée se concrète, l'Eglise catholique ?

Lorsque la politique attaque ainsi ce que tout fidèle doit avoir plus à cœur que sa propre vie, on voudrait que l'Eglise ne puisse le renseigner, même officiellement et par la voie ordinaire de la prédication, sur les devoirs électoraux et politiques que cette guerre lui impose !

Mais, si la raison de morale et de religion demande que le prêtre enseigne à l'électeur ses devoirs politiques, il est logique qu'il ne les considère qu'au point de vue de la morale et de la religion.

D'autre part, la prudence ne permet pas de traiter ces questions en tout temps et de toutes manières. Il y a « le temps de parler et le temps de se taire ». Le sage examine en quel temps il convient d'ouvrir la bouche et de quelle manière il le fera.

Généralement, il serait peu prudent de traiter en chaire des devoirs des électeurs en pleine agitation électorale. On pourrait voir dans la parole du prêtre ce qu'il n'y doit pas mettre, et refuser d'accepter des enseignements qu'on croirait dirigés contre un candidat déterminé.

Il faut pourtant que ces enseignements soient rappelés opportunément de telle sorte que les électeurs les aient présents à l'esprit quand ils devront les mettre en pratique.

Nous ne pouvons ni ne voulons nous ingérer à donner des conseils sur ce qu'il convient de faire

dans des circonstances déterminées. Mais le moment actuel semble être avantageux. Ainsi en a jugé Mgr Freppel. L'instruction pastorale qu'il vient de publier en brochure de propagande donne, avec l'autorité qui s'attache à son nom, avec la clarté et la vigueur habituelle de son talent, avec la prudente habileté qui caractérise ses actes les plus déterminés, tout ce qu'il importe de faire comprendre aux catholiques revêtus de la dignité d'électeurs.

Q. — Convierait-il à un catholique de visiter l'exposition universelle de 1889 ? Ne devrait-il pas s'abstenir de cette visite *in odium Revolutionis*, comme on s'abstient de la lecture de certains ouvrages *in odium auctoris* ?

R. — Il ne convierait nullement à un catholique de visiter l'exposition universelle de 1889, en tant qu'elle serait la glorification de la Révolution impie de 1789, si cette visite était ou pouvait être prise pour une adhésion aux principes de la Révolution. Tous les catholiques doivent répudier publiquement ces principes. A cause de quoi, celui qui s'abstiendrait de visiter l'exposition, *in odium Revolutionis*, agirait par un motif fort louable, et ferait un acte convenable.

Entre la visite de l'exposition et la lecture d'un livre prohibé *in odium auctoris*, il y a une différence à noter : c'est que ce livre est réputé dangereux et mauvais en soi, ce que l'on ne peut pas dire de l'exposition, lors même que le but qu'on s'est proposé en la faisant, ne serait pas bon.

Q. — Le droit canon a-t-il déterminé d'une manière générale le temps qui doit s'écouler entre la mort et la sépulture ?

R. — « Nullum corpus sepeliatur, dit le Rituel, præsertim si mors repentina fuerit, nisi post debitum temporis intervallum ut nullus omnino de morte relinquantur dubitandi locus ¹. »

Le droit n'a rien déterminé d'une manière précise relativement à l'intervalle que l'on doit mettre entre la mort et la sépulture : il exige seulement un temps suffisant pour que l'on n'ait aucun doute sur la réalité du trépas. Les statuts synodaux autrefois comblaient cette lacune en exigeant ordinairement un espace de douze heures pour une mort ordinaire et un espace de vingt-quatre heures pour une mort subite. La S. Congrégation du Concile a décidé qu'un évêque ne pourrait pas déterminer un espace de vingt-quatre heures, sous peine d'excommunication *latae sententiæ* ².

En France, la loi civile exige un intervalle de vingt-quatre heures entre le moment du décès et l'inhumation ³. La raison de ce délai est facile à trouver. Il est exigé pour donner aux familles et à la société des garanties désirables contre les inhumations précipitées. Car,

¹ Tit. vi, cap. i, n. 3.

² S. C. C. *Horton. Censurarum*, 12 déc. 1705.

³ Code civil, art. 77.

Qui tôt ensevelit, bien souvent assassine,
Et tel est cru défunt qui n'en a que la mine ¹.

Cette règle existait déjà avant la promulgation du code civil dans la plupart des communes de France. Aujourd'hui, elle s'impose au prêtre comme une loi de l'autorité civile, qui dispose justement sur une matière de son ressort. Mais il faut reconnaître que l'obligation de conserver un mort pendant un certain temps peut présenter, dans les villes surtout, de graves inconvénients. Dans les centres où la population ouvrière se trouve confinée dans des habitations assez restreintes, il en résulte une promiscuité des vivants avec les morts qui nuit parfois au respect, et au danger pour la propagation par les cadavres des maladies contagieuses.

Q. — 1^o Quels sont les auteurs français ou étrangers qui ont traité de la nomination et de la mutation des curés en France ?

2^o Un évêque peut-il changer, sans raisons canoniques, un curé ou un desservant ?

3^o Le prétexte seul, sans preuves à l'appui, que le bien ne se fait pas dans une paroisse, ou que le caractère du curé ne convient pas à l'esprit de la population, est-il une raison canonique suffisante pour motiver une mutation ?

4^o L'appel contre une décision épiscopale imposant un changement peut-il et doit-il se faire au métropolitain, ou bien directement à Rome ?

5^o Dans le cas d'un appel de ce genre, quelle est la procédure à suivre et les formalités à remplir sous peine de nullité ?

6^o L'appel interjeté, dans ce cas, a-t-il un effet suspensif ou dévolutif ? Quelle conduite à tenir si le changement est imposé immédiatement sous peine de censure ?

7^o Une succursale qui était cure avant le Concordat, est-elle considérée encore comme telle par le droit canon ?

R. — *L'immovibilité des desservants au point de vue du droit*, par M. l'abbé J.-Chr. Ioder, secrétaire général de l'évêché de Strasbourg. Chez l'auteur, 1 fr. Par la poste, le port en sus.

De l'immovibilité des curés desservants, par M. l'abbé Pierret, archip. de Rethel, in-8^o de 58 pages. Lecoffre.

Praxis fori ecclesiastici, auctore Pacifico Pierantonelli, curiæ romanæ advocato, in-8^o de 280 pages. Rome, 1883. Le titre IV, p. 86 à 115, est consacré à l'immovibilité, telle qu'elle existe en France aujourd'hui.

Ami du Clergé, t. V, année 1883. Nous avons publié une longue étude sur la question, précisément au point de vue que l'on nous demande de traiter aujourd'hui. Elle est indiquée, à la table, p. 615, à l'art. *Histoire et variétés*, sous le titre *Desservants*.

En 1885, p. 177, nous sommes revenus sur la question.

Analecta juris pontificii. Il y a des renseignements sur le sujet dans la plupart des volumes. Ce sont d'abord deux études spéciales que l'on trouve :

T. II. *Traité des curés amovibles in genere* ;

T. XIX. *Traité des curés amovibles en France*, p. 190, 214.

Il y a ensuite la relation, avec le *Folium*, des causes concernant l'amovibilité : Cause du 18 mars 1854, t. I, col. 1196 ; cause du 27 novembre 1858, t. IV, 1625 ; cause d'Annecy, 22 mars 1873, t. XIV, 605.

Il y a enfin les réponses du Saint-Siège faites à la relation de *statu Ecclesiæ*, qui sont rapportées au t. XI, p. 26, 36, 329, 335, 342, 710, 733, 761, 880, 952.

Acta S. Sedis. Ils ont publié deux études spéciales et ensuite rapporté les décisions du Saint-Siège avec le résumé du *folium* sur les diverses causes soumises à son examen.

Journal du droit et de la jurisprudence canonique. Dans les numéros d'octobre et de novembre 1888, le P. Sanguinetti, s. j., a commencé une étude sur la question des desservants. Nous en attendons avec intérêt la suite.

La Revue des sciences ecclésiastiques, t. VIII, p. 186, août 1863, donne une solution pratique pour le diocèse d'Eichstædt, en Bavière.

Voilà une liste assez longue de documents, qui permettront d'étudier à fond la question. Ce que nous avons dit au t. V nous dispense d'entrer ici dans tout détail ; nous prions notre correspondant de s'y reporter, il y trouvera la solution à tous ses doutes.

Il y verra qu'un changement imposé sans aucune raison canonique serait valide, sans être licite ; qu'il n'y a pas d'appel proprement dit à y opposer, mais que le desservant qui se croit lésé injustement peut adresser un recours directement au Souverain Pontife ; ce recours n'a pas d'effet suspensif et il ne dispense pas d'obéir, comme aussi il ne ferait pas éviter la censure qui pourrait être portée en cas de refus d'obéissance.

Ad VII. Une succursale qui était cure avant le Concordat ne l'est plus, parce que le cardinal Caprara a annulé et détruit tous les titres des églises anciennes pour leur substituer de nouveaux titres.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LE CATÉCHISME A NOTRE ÉPOQUE

Nos lecteurs ont pu se convaincre que nous nous préoccupons avant tout de l'essentiel et de l'actuel, dans nos études sur le ministère paroissial. Soit que nous signalions un danger religieux, soit que nous indiquions un but à poursuivre, soit que nous proposons un moyen, nous nous efforçons toujours, pour le bien connaître, de nous placer à l'heure présente, dans la situation réelle qui nous est faite aujourd'hui dans les paroisses. Et autant nous tenons à ne voir les choses que dans leur actualité, autant, sinon plus encore, nous ne voulons les juger et les apprécier que

¹ Molière, *L'Etourdi*.

d'après leur côté sérieux et fondamental en fait de religion. Ce sont les grands devoirs chrétiens, les pratiques pieuses essentielles qui nous charment et que nous recommandons. Là est à toute époque l'unique succès véritable, de là seulement peut venir le salut aujourd'hui.

C'est à ce double point de vue que nous avons traité la grave question de la défense et du soutien de la foi dans nos paroisses, par le concours de toutes les âmes de bonne volonté. C'est dans cet esprit encore que nous commençons sous ce titre : LE CATÉCHISME A NOTRE ÉPOQUE, une nouvelle étude de cette même question de la Foi dans ce qu'elle a de particulier pour l'enfance.

Nous dirons ce que nous pensons du catéchisme et ce que par lui il faut tenter d'obtenir aujourd'hui ; nous indiquerons ensuite les moyens ou les méthodes qui nous semblent devoir en faciliter la pratique et en procurer le succès.

Ce que nous pensons de l'œuvre paroissiale du Catéchisme

I. Elle est la seule ressource universellement possible pour sauver la religion de l'enfant.

Nul n'ignore comment depuis plusieurs années les efforts des francs-maçons se portent avec une rage particulière contre l'éducation chrétienne de la jeunesse. Pour ne parler que de la France, ce qu'ils y ont fait dans ces derniers temps pour y rendre laïque, c'est-à-dire irrégulière et athée l'instruction de l'enfance, est effrayant. Leur marche en avant depuis 1880, l'année des lois scolaires et des décrets, est immense, et il n'est aucunement certain qu'ils ne finiront point par tout laïciser, et peut être plus radicalement encore que jusqu'ici. Les surprises du passé, sont hélas ! un faible garant contre les craintes de l'avenir. Car que de fois n'avons-nous pas dit : « C'est impossible » ; et ce que nous avons cru le plus impossible est parfaitement arrivé et il demeure ; on ne s'en étonne déjà plus.

Le plus clair, c'est que nos enfants de France sont et seront peut-être longtemps encore élevés sans Dieu, absolument en dehors de leur religion, et souvent même avec des préjugés contre elle, eux des baptisés et des enfants de chrétiens ! Les conséquences en seront terribles si les catholiques ne remédient pas au mal avec toute l'énergie de leur foi.

On a vraiment compris ce devoir en notre pays ; l'effort chrétien qui s'est fait et qui se continue dans nos villes et même dans nos campagnes pour la cause de l'éducation religieuse est admirable. Que de collèges catholiques bâtis, que d'écoles libres fondées au prix d'énormes sacrifices et de superbes dévouements.

Mais, sans vouloir diminuer en rien le mérite et l'importance de ces œuvres magnifiques et nécessaires, qu'il nous soit permis de faire remarquer qu'elles sont *absolument insuffisantes*, parce qu'elles ne portent et ne porteront jamais leur

bienfait qu'à une très minime partie de nos pauvres enfants ! Les bons collègues et les bons pensionnats ne sont la ressource que des familles aisées ! Dans les paroisses mêmes où l'on réussit à fonder des écoles tenues par des religieuses (car c'est surtout de ce côté que se portent les desirs des pasteurs et la générosité des fidèles), les petites filles seules sont admises à en profiter, et les petits garçons, dont la foi sera plus tard exposée à tant de dangers, soumise à tant d'épreuves, demeurent condamnés au péril obligatoire de l'école rêvée par la franc-maçonnerie. Y a-t-il possibilité, au surplus, d'établir partout au moins l'école chrétienne des filles ? Et à côté de cette école on aura toujours l'école laïque fréquentée par des enfants qui sont eux aussi nos paroissiens !

Si précieuse et si désirable que soit l'école chrétienne libre, elle n'est donc pas pour un curé le moyen de sauver la religion de *TOUS ses petits enfants*. Il n'y a que le catéchisme qui nous permette d'atteindre tous ces enfants à peu près sans exception et de leur apporter secours et remède dans la mesure du possible.

Généralement, en effet, on reconnaît encore la nécessité du catéchisme et les familles les moins chrétiennes consentent d'ordinaire à y envoyer leurs enfants ; le gouvernement lui-même qui l'a chassé de l'école, n'ose pas le supprimer tout-à-fait, car il déclare, à contre-cœur il est vrai, nous en laisser la charge.

Le catéchisme est donc admis, il existe partout avec ses éléments, son passé, et espérons-le, il n'est pas près de finir. Or puisque par lui et *par lui seul* nous pouvons encore arriver à tous les enfants, il demeure, nous ne disons pas l'unique moyen, mais *la seule ressource universellement possible pour essayer de sauver la religion de l'enfant*.

II. En conséquence, l'œuvre paroissiale du catéchisme s'impose à nous pasteurs, comme une obligation de premier ordre, et un devoir d'une immense étendue.

Ce n'est pas au rigoureux point de vue théologique que nous nous plaçons ici pour traiter cette grande question de ministère pastoral, et de quelques expressions que nous nous servions, nous n'entendons pas décider si tel ou tel point oblige *sub gravi* ou *sub levi*. Nous parlons simplement comme un prêtre qui se met sérieusement en face de son devoir, considère les besoins, les intérêts des enfants dont il a la charge, et se dit : « Voici ce que la situation présente impose à mon zèle plus encore qu'à ma conscience. »

« 1^o Me dévouer corps et âme à l'œuvre du catéchisme dans ma paroisse, puisqu'il ne me reste plus que ce moyen de faire connaître Dieu à tous mes enfants. » — Ne pas y donner tous les soins dont je suis capable, la laisser languir par ma faute, ce serait me rendre en quelque sorte matériellement complice des ennemis de l'enfance chrétienne et faire le jeu de ceux qui veulent le plus

possible amoindrir et restreindre le bienfait de son éducation religieuse.

« 2^o Régler judicieusement, et de la manière la plus favorable au bien spirituel de l'enfant, les jours et les heures de catéchisme ; et par devoir autant que pour donner aux autres l'estime de l'œuvre, rester moi-même d'une fidélité absolue à cette règle. » — L'instituteur fait sa classe aux heures réglementaires, et il lui faut pour l'omettre, même une seule fois, une dispense ou une raison grave ! Mon devoir est plus sacré que le sien ; je le dis souvent à mes paroissiens et je le crois. Il faut que ma conduite proclame elle aussi mes convictions, et que mon respect et mon amour pour le catéchisme impressionnent mes enfants et les familles.

« 3^o Faire assez le catéchisme pour que tous les enfants puissent arriver à une science religieuse en rapport avec les besoins de notre époque d'indifférence hostile et d'incrédulité. » — Non seulement l'école ne m'est plus d'aucun secours pour le catéchisme, mais sa laïcité, son esprit rationaliste, mais tout l'état de notre pauvre société m'oblige à donner une instruction plus solide et plus complète qu'autrefois.

« 4^o Enfin élargir l'ancien cadre de mon enseignement catéchistique et lui faire embrasser tout ce qui a trait à l'éducation chrétienne, puisque désormais le soin de cette éducation si nécessaire retombe sur moi seul. » — En fait de lecture du latin, de chant ecclésiastique, de connaissance des saints offices, d'histoire sainte, d'évangile, etc., l'enfant ne saura jamais que ce que moi, son prêtre, je lui aurai appris ou fait étudier sous ma direction.

Voilà certainement de très graves et de très pénibles devoirs que nous impose le catéchisme ! Mais qui oserait sérieusement les discuter ? Ou si l'on veut théoriquement le faire, qui croirait pratiquement pouvoir s'y dérober ? Ils nous demandent à coup sûr bien du temps et bien des travaux ! Mais n'est-ce pas le cas de redire ici ce que nous écrivions l'an dernier dans un de nos premiers articles sur le ministère paroissial : « Nous ne devons pas plus regretter notre dévouement que le refuser. Ouvriers de l'Eglise dans une paroisse, nous acceptons le labeur qui se présente au moment où nous nous trouvons chargés du champ du père de famille. Alors qu'il était plus facile et plus heureux, nous avions des heures de repos et nos saintes jouissances ; maintenant qu'il est devenu très rude et très ingrat, il n'y a qu'à en porter le poids courageusement et sans relâche. C'est à nous que ce devoir incombe, puisque nous sommes les travailleurs du moment et les pasteurs de tous les temps l'eussent accepté sans hésiter, s'ils eussent vécu à une époque semblable ¹. »

Aujourd'hui, ne rien faire de plus qu'autrefois pour le catéchisme, alors que l'Etat et les sociétés

maçonniques ont tant fait contre le catéchisme, est-ce permis ? Mais ce serait comme accepter un état de choses condamné par l'Eglise ; ce serait ne pas écouter la voix du vicaire de Jésus-Christ ; ce serait montrer pour l'éducation chrétienne de l'enfance moins de zèle et d'amour que les fauteurs du mal en font paraître pour l'éducation laïque et irrégulière de cette pauvre enfance !... Nous gémissons quelquefois de ce que les familles ne sont point émues de la situation cruelle que les lois et l'esprit du jour ont faite à la jeunesse pour sa foi et sa persévérance ! Si nous ne faisons pas plus pour cette jeunesse que dans le passé, ne mériterons-nous pas nous-mêmes les reproches que nous adressons aux autres ?

On ne peut plus même dire aujourd'hui : « Attends, » car il est temps d'agir. Pourvu qu'il ne soit pas déjà trop tard.

Mais pour qu'un pasteur puisse tenter avec chance de succès une œuvre si complexe du catéchisme, nous disons :

III. Qu'il faut attirer l'enfant au catéchisme par toutes sortes de moyens et le lui faire aimer ainsi qu'à sa famille.

Bien que le catéchisme soit encore admis, nous devons avouer qu'il n'est plus guère aimé, ni désiré.

Autrefois, il faisait la partie première de l'éducation de l'enfance : il était en honneur aussi bien dans l'école que dans la famille, et le pasteur n'avait pas à en démontrer la nécessité et l'importance.

Mais aujourd'hui le catéchisme est trop souvent négligé s'il n'est pas vu à regret ou combattu. Les parents le subissent et les enfants sont exposés à n'y voir qu'une surcharge à leur trop nombreuses leçons. Il faut donc le leur faire aimer et pour ainsi dire le leur rendre agréable.

C'est pour cela qu'il y a tant à désirer un local convenable pour le catéchisme : une salle, chauffée en hiver au moins à l'égal de la salle d'école, où les enfants soient chez eux, un peu plus libres qu'à l'église, et où le pasteur puisse leur parler à son aise et au besoin les récréer. C'est pour cela qu'un peu partout on se préoccupe tant des bons points et des récompenses de catéchisme, et même des petites fêtes ou réjouissances de catéchisme.

Par ces moyens, on tente de gagner le cœur de l'enfant et, si possible, le cœur des parents ; de se faire moins disputer l'heure du catéchisme et de la prière, et de provoquer même chez les indifférents, par l'appât de la récompense, l'effort nécessaire pour l'étude du catéchisme. Nous ne pouvons pas toujours parler librement des dangers de l'école laïque, ni même dire toute notre pensée sur la préférence que doivent donner les familles chrétiennes à l'étude religieuse : nous risquerions de blesser et d'irriter bien du monde : on nous accuserait de faire la guerre à l'instituteur qui d'ordinaire est le dieu de la commune. Mieux vaut, par quelques sacrifices pécuniaires et des procédés

¹ *Ami du Clergé*, numéro 17, 28 avril 1888. Ministère Paroissial : La lutte nécessaire.

aimables, exciter l'ardeur des enfants pour le catéchisme. Si nous parvenons à leur plaire, les parents seront satisfaits et la cause du catéchisme sera gagnée.

Le résultat, sans doute, ne sera pas toujours merveilleux ou parfait ; cependant d'ordinaire il ne sera pas nul, et certainement il sera toujours moins mauvais qu'autrement.

Mais, pour aboutir aussi sûrement que possible,

IV. Il faut exciter dans toutes les âmes chrétiennes, l'es-time profonde, le zèle ardent du catéchisme et les associer à cette œuvre paroissiale.

Le curé laissé à lui-même, quelque admirables que puissent être ses efforts, succombera à la tâche, principalement dans les grandes localités. Comment pourra-t-il seul atteindre tous les enfants, les surveiller, les faire étudier, surtout les récompenser et subvenir aux divers besoins de l'œuvre ? Ses ressources personnelles n'y suffiront presque jamais. Son courage même faillira, s'il n'est soutenu sérieusement par des âmes de foi et de dévouement ; car il a une lutte terrible à soutenir contre l'esprit laïque du jour, contre l'hostilité d'un bon nombre, contre l'indifférence d'un plus grand nombre encore, contre la susceptibilité des parents et contre les mille excuses apportées chaque jour pour justifier les négligences des enfants et des familles.

Qu'il soit donc à la tête du catéchisme, qu'il explique la doctrine, qu'il préside les réunions, qu'il mette en mouvement et dirige tout ; c'est son droit et son rôle. Mais qu'il ait avec lui, pour le seconder, toutes les âmes chrétiennes, sincèrement amies de Dieu et de la religion ; c'est aussi leur mission et leur devoir !

Ici valent admirablement toutes les raisons que nous avons données de la nécessité d'une association religieuse pour le soutien de la Foi dans les paroisses. Mais nous ne pouvons nous répéter. Disons seulement que là où existerait cette association précieuse, comme Confrérie de la Foi ou de la Doctrine chrétienne, ou sous toute autre forme qui plairait davantage, l'œuvre du catéchisme serait fondée par là même et le curé aurait des collaborateurs.

Ces collaborateurs du prêtre peuvent : 1^o Prier et se sanctifier pour l'éducation de l'enfance ; 2^o fournir eux-mêmes ou trouver avec le prêtre les ressources matérielles pour l'œuvre du catéchisme, pour la construction ou la location de la salle, le chauffage, les récompenses, les petites fêtes ; 3^o encourager les enfants, les exciter à venir au catéchisme, à l'étudier, les avertir quelquefois avec prudence, les surveiller un peu dans les rues, dans les champs, même à l'église, instruire enfin, *de concert avec le pasteur*, les plus ignorants.

« Si une paroisse acceptait cette œuvre, écrivions-nous il y a quelque temps dans la *Semaine religieuse* de notre diocèse, quelle vie en résulterait ! Non seulement il y aurait espoir de garder

les enfants à l'Eglise catholique, mais les apôtres du catéchisme eux-mêmes seraient forcément chrétiens ou du moins amis du christianisme. Ce ne seraient plus seulement le pasteur, les sœurs institutrices qui auraient le souci de l'éducation religieuse de l'enfance, ce seraient 10, 20, 30 personnes de la paroisse. Et si la personne associée à l'œuvre a elle-même des enfants, le catéchisme rentre dans sa famille par le fait, et y reprend sa place d'honneur qu'il avait autrefois. »

Les francs-maçons disent : « *Tout pour l'école.* » Les catholiques diraient : « *Tout pour le catéchisme.* » La résistance se porterait juste sur le point d'attaque.

Après cet exposé général de notre pensée sur l'œuvre du catéchisme à notre époque, il nous reste à dire ce que nous croyons le mieux convenir pour sa pratique.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Lorsqu'on célèbre dans les chapelles des hospices des services qui rentrent exclusivement dans l'exercice du culte paroissial, à qui reviennent les oblations qui sont faites pendant ces services ?

R. — Une décision concertée entre le ministre de l'intérieur et le ministre des cultes a reconnu que ces oblations, attribuées aux fabriques par les décrets du 23 prairial an XII et du 18 mai 1806, devaient être versées dans ce cas, dans la caisse de ces établissements.

Le ministre des cultes a pris, le 15 juillet 1850, une décision identique au sujet des droits attachés aux services funèbres qui sont célébrés dans les chapelles des communautés religieuses et dans celles des hospices.

Ces décisions s'appliquent tout à fait aux chapelles annexes, celles-ci se trouvant vis-à-vis des églises paroissiales dans la même position que les chapelles des hospices et des communautés religieuses. (*Campion*, p. 564.)

Q. — L'article 6 de l'ordonnance du 6 décembre 1843 relative aux cimetières défend de placer aucune inscription sur les tombes, sans qu'elle ait été au préalable soumise à l'approbation du maire. Cette prohibition n'est-elle pas tombée en désuétude ?

R. — « Cet article, dit M. Rousset, est l'application générale d'une règle de jurisprudence établie par une ordonnance rendue au contentieux, le 7 janvier 1842.

« Déjà et en vertu de l'article 16 du décret du 23 prairial, an XII, l'autorité municipale était investie d'un droit absolu de police et de surveillance sur les cimetières qui emportait implicitement celui de prévenir les atteintes à la morale publique ou religieuse, à l'ordre et aux lois qui pourraient résulter des inscriptions de cette nature. » (p. 141).

En principe on ne devrait placer aucune inscription sur une tombe, sans l'avoir préalablement soumise au visa de l'autorité municipale ; mais en pratique cela ne se fait jamais. Chacun inscrit sur la tombe de ses parents ou amis ce qu'il juge à propos, et personne ne songe à inquiéter l'auteur de l'inscription. Cela se comprend : le but que s'est proposé le législateur a été d'empêcher qu'une inscription tumulaire ne fût offensive de la morale ou ne donnât prétexte à quelque désordre ou quelque trouble. N'est-il pas suffisamment atteint, dès lors que l'autorité du lieu peut faire effacer, dès qu'elle se produit, toute inscription qui lui paraît malséante ?

Nous faisons ici une réflexion, dit Téphany. En donnant au maire la police des cimetières, tout naturellement le législateur civil devait lui donner le contrôle des inscriptions tumulaires. Mais le maire a-t-il toujours la compétence requise pour juger de ces inscriptions ? Dans les campagnes les maires sont très souvent illettrés ; il y a des pays, comme en Basse-Bretagne, où ils ne savent pas même le français. J'ajoute : souvent, très souvent, la langue latine sert à retracer sur les tombes les sentiments des familles : comment les maires qui ne sont pas tenus de savoir cette langue apprécieront-ils les paroles qu'elle exprime ?

Le curé de l'endroit est ordinairement plus apte et plus intéressé, à cause de son caractère sacré, à mieux juger les inscriptions placées sur les tombes : n'eût-il pas été convenable qu'on lui eût donné, avec le maire, le droit de les approuver ? Puisque l'article 73 du décret du 30 décembre 1809 défend de placer dans les églises aucune inscription, à moins que ce ne soit sur la proposition de l'évêque diocésain, pourquoi, lorsqu'il s'agit d'un lieu également sacré, puisqu'il est béni par les prières de la sainte Eglise ; pourquoi lorsqu'il s'agit de nos cimetières, a-t-on laissé le clergé complètement en dehors dans une question plus grave qu'on ne le pense ? Si le curé avait, en ce point, l'autorité du maire, on ne verrait pas dans beaucoup de cimetières une foule d'inscriptions, sinon immorales, du moins ridicules, saugrenues et provoquant la dissipation et les réflexions les plus indécentes dans un lieu où tout devrait commander le respect et le recueillement. Qui de nous en visitant certains monuments funéraires, n'a été affligé à l'audition de ces réflexions ? On allait pour prier sur la tombe d'un parent ou d'un ami, et tout à côté on était troublé par des éclats de rire et des moqueries aussi bruyantes que malséantes ? Qui de nous, chose plus grave encore, n'a lu sur certaines pierres sépulcrales des vers tirés de quelques-uns de nos poètes français, où le doute sur la vie future et l'éternité des peines était exprimé, dans ce style nuageux qui leur est propre, par des auteurs qui ont fait naufrage dans la foi ?

Lorsqu'il était curé de Brest, Mgr Graveran, mort évêque de Quimper, fit à ses paroissiens une

remarquable instruction sur les inscriptions des cimetières que nous voudrions voir entre les mains de tous les maires et curés. Il déplore l'abus de ces inscriptions et leur rappelle ce qu'elles doivent être.

« L'aspect de notre cimetière, je le sais, est tout religieux, tout chrétien. De toute part, la croix s'élève comme un signe de rédemption, comme une protestation éloquente contre l'empire de la mort. Mais l'effet moral qui doit en résulter est trop souvent affaibli par le langage que parle la douleur. Ici, elle s'exhale en discours d'une triviale simplicité ; ailleurs elle adopte des formes et des pensées moins religieuses que profanes. Le goût et la piété sont blessés tour à tour. Le cœur cherchait de salutaires émotions, mais l'esprit choqué s'arrête à la critique : un rire involontaire et pénible tarit la compassion ; et l'on ne rapporte d'une excursion si propre à ébranler les puissances de l'âme que le sentiment stérile d'un mauvais langage. Je voudrais, chrétiens, que toute inscription sépulcrale n'énonçât que les noms et qualités des personnes ; où, si l'on tenait à y ajouter un mot d'éloge, une expression de regret, que le choix en fût toujours fait avec discernement. Le domaine des morts n'est pas une propriété de famille ; le public y circule, attiré le plus souvent par une oisive curiosité, quelquefois par le mystérieux besoin de se livrer à une sainte tristesse, et de méditer sur le néant de la vie présente... »

Il termine par ces mots : « Je conclus, mes frères, par où j'ai débuté. Qu'un goût judicieux préside au choix des paroles qui exprimeront vos regrets pour les morts, et votre respect pour leur vertu. Que la douleur parle toujours un langage chrétien. Qu'au milieu de ces vastes débris entassés par la mort, la pensée d'un meilleur avenir vienne consoler l'âme attristée. Nous ne sommes pas de ces contempteurs de la foi universelle qui n'aperçoivent rien au delà du tombeau et cherchent dans la pourriture leurs dernières destinées. Par delà cette limite nous découvrons un monde plus heureux ; nous savons que le regard du Très-Haut surveille dans la tombe l'œuvre silencieuse de notre dissolution, conservant avec soin pour le féconder un jour le germe de notre immortalité. » (*Vie et œuvres de Mgr Graveran, par M. l'abbé Téphany*).

L'ouvrage français intitulé : *Les Catacombes*, et l'ouvrage italien intitulé : *Osservazioni sopra i cimiteri dei SS. martiri*, par Boldetti, contiennent un grand nombre d'inscriptions prises sur les tombeaux des martyrs et des chrétiens enterrés dans les catacombes. Un dernier mot sur cet article. Si le curé n'a pas le droit d'exiger qu'on soumette préalablement à son approbation les inscriptions tumulaires : s'il ne peut, de sa pleine autorité, faire effacer celles qui blessaient la morale, la foi ou les convenances, il a, du moins, celui de réclamer contre elles auprès de l'autorité municipale, et, au besoin, auprès de son évêque et de l'autorité supérieure.

S'il arrivait que l'autorité civile, municipale ou préfectorale, refusât d'approuver une inscription où se trouve par exemple une invocation à Notre-Seigneur, à la sainte Vierge et aux saints, mais inattaquable au point de vue de la morale et de l'ordre public, il faudrait réclamer et protester contre cet acte arbitraire. Le curé devrait en informer son évêque qui demanderait justice auprès de qui de droit.

Cette réflexion nous est suggérée par le fait inqualifiable suivant, raconté dans les colonnes du journal *l'Univers*, du 11 août 1876 :

« Nous recevons la lettre suivante :

« Paris, le 7 août 1876.

« Monsieur,

« Quoique je ne sois pas partisan de vos polémiques, je vous l'avoue franchement, je n'en viens pas moins franchement vous exposer le fait suivant :

« Ma femme vient de mourir et a été enterrée le 30 juillet : chrétienne sans bigotisme, ayant dans le cœur le culte le plus vénéré pour la mère de Notre Sauveur et pour saint Joseph, son patron. J'ai cru devoir, comme preuve de mon affection pour elle et pour satisfaire aux désirs de toute sa vie, la placer une dernière fois sous la protection toute puissante de la sainte Vierge et de saint Joseph.

« A cet effet, Monsieur le directeur, j'ai fait faire ou mieux j'ai voulu faire faire et placer sur la tombe de celle que j'ai perdue, la mère d'un pauvre petit enfant de quatre ans, une croix devant porter l'inscription suivante :

J. M. J.

Pater noster

Joséphine Jacques, épouse Léon Guipon, née le 3 juin 1822, décédée le 29 juillet 1876.

Chère âme, du haut du ciel, veille et prie pour ton enfant et pour ton époux.

Ils prient Dieu pour toi et te pleureront toujours.

Mère de notre Sauveur

et saint Joseph

priez pour elle.

Au revoir amie!

« Cette inscription était-elle politique, anti-morale, pouvant exciter à la haine des uns contre les autres? N'était-elle pas tout simplement chrétienne?

« Pourquoi donc la préfecture a-t-elle refusé et biffé les initiales et mots suivants :

« J. M. J. ou Jésus, Marie, Joseph.

« *Pater noster*.

« Mère de notre Sauveur et saint Joseph, priez pour elle.

« Comment! Au moment où l'on tempête tant, et avec raison, contre les enterrements civils, et où certaines autorités départementales ne les autorisent même que la nuit et par des chemins détournés, il se trouve un département, une ville, une capitale, Paris en un mot, pour refuser une aussi simple démonstration religieuse, une invocation à Jésus, Marie et Joseph; un dernier appel, un dernier et suprême recours à la mère de notre

Sauveur et à saint Joseph : refuser même cette demande indirecte au passant, de prier pour la pauvre âme, par ce mot : *Pater noster*!

« Comment faut-il donc mourir? Avait-on le droit de me biffer ces quelques mots sur la croix? Avait-on le droit de m'empêcher de faire appel, au nom de ma chère femme, aux noms les plus saints et les plus vénérés par elle?

« Je me plains avec raison de l'ingérence de la police dans des actes aussi simples, aussi naturels et incapables surtout de troubler la paix publique.

« Cette ingérence incroyable, la suppression des mots ci-dessus indiqués, tout cela connu du public, ne peut produire qu'un scandaleux effet, c'est-à-dire pousser plus que jamais aux enterrements civils, l'autorité s'opposant non à la démonstration simple et naturelle des croyances chrétiennes, mais à leur simple indication.

« Voyons qu'y a-t-il donc de subversif dans les mots retranchés? Veut-on aller jusqu'à défendre la croyance en Jésus, Marie et Joseph? Veut-on pousser à l'athéisme? Quelle autorité a donc la préfecture?

« A vous, Monsieur le Directeur, le droit et le devoir de demander des explications officielles, et c'est à vous que je porte ma plainte.

« Si un agent subalterne a pris sous son bonnet la suppression indiquée plus haut, il faut qu'il en soit rendu responsable et répare sa faute.

« Je porterai ma plainte, s'il le faut, par une pétition, au Sénat et à la chambre des Députés.

« Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, avec ma reconnaissance, l'assurance de mes sentiments respectueux et me croire votre humble serviteur.

« GUIPON,

« 49, rue Ducouëdic. »

« La réclamation de M. Guipon est parfaitement juste, et l'on s'explique difficilement comment l'autorité s'attribue le droit d'interdire ainsi l'expression la plus simple de la foi chrétienne! Aussi ne pouvons-nous qu'encourager notre correspondant à se pourvoir devant qui de droit pour obtenir justice de ces tracasseries ineptes. »

IMPRIMATUR

Lingonis, die 24 aprilis 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MATHRIER ET COURTOT.

parmi ses quarante membres on n'en compterait pas dix aujourd'hui qui aient fait œuvre sérieuse, surtout œuvre irréprochable. La Bruyère fut admis dans son sein à titre de « zéro, » Molière en fut exclu. Louis Veuillot l'avait trop rudement jugée pour qu'elle songeât à lui. C'est une gloire considérable qui lui a manqué à l'académie. Il était d'ailleurs reçu qu'il n'avait point le style académique, et lui ne voulait point l'avoir.

Le style académique, tel qu'il devrait être, sobre, naturel, vif et clair, Louis Veuillot le possédait mieux qu'un conquêteur. Il est, avec Voltaire, l'écrivain vraiment français de race. Léon Aubineau, dans cette école, était de tous, en vertu de son éducation, celui qui avait le plus de tendance au style de l'académie, le plus de passion pour la forme antique, peut-être la plus grande connaissance de la langue. C'est ce qui donne à ses livres un mélange de grâce moderne et de sévérité du grand siècle. Le littérateur paraît discrètement, mais il paraît partout. Pour lui la Visitation est aussi « une école littéraire. Saint François de Sales n'a pas seulement légué son esprit et son cœur à ses filles, il leur a légué sa plume, cette plume si fine et si savante dans sa naïveté, si déliée et si ingénieuse, que la main énergique de la Mère de Chaugy a su, tout en lui conservant ses qualités natives, mettre en exercice avec une verve tout à la fois brûlante et pénétrante. » Mais il ne comprend pas la littérature sans que le nom ou la pensée de Dieu s'y retrouve à chaque page, et sous ce rapport le grand siècle, — parce qu'il avait une surface païenne, — ne vous satisfait point, il est sec, froid, comme s'il se fût étudié à ne point exprimer sa pensée intime, qui pourtant était tout imprégnée de religion. Aussi M. Aubineau est-il heureux de signaler dans l'*Année sainte de la Visitation*, remplie des biographies des illustres Visitandines du XVII^e siècle, « la note religieuse, qui, pour échapper aux historiens et être dédaignée des académiciens, n'était pas moins sous le règne de Louis XIV, la dominante des mœurs générales et l'accord même de la société entière. » Le grand siècle ressemble à certaines familles patriarcales où le respect interdit l'expansion. L'affection n'en est que plus profonde, mais on n'y est pas démonstratif.

Signalons encore chez M. Léon Aubineau le respect de la langue. Il s'en considère comme le gardien, et de fait il la garde bien. Les barrières de l'académie ne défendent point les immortels de ses remarques mordantes et érudites, non plus que de ses traits qui frappent fort et juste. Ni M. Meilhac ni M. Jules Simon même naguère n'ont trouvé grâce devant lui. Dans le premier il relève des abus d'adverbes et ce mot trivial : « Il travaillait énormément », « qui n'est pas de bon goût et rapproche des termes qui ne concordent pas. » Dans le second un laisser-aller étrange : « On a été penser à moi. » Il ne faudrait pourtant point confondre la vulgarité avec la simplicité. L'académie est « une institution qui échappe à l'éternel

devenir. » Ceci est à la fois un souvenir germanique et scolastique. Aussi ce genre « lâché » lui fait une peine visible : « Où est la bonne compagnie maintenant ? » s'écrie-t-il avec tristesse ; et qui oserait soutenir qu'il n'a pas raison en tout point, au point de vue de la langue, de l'usage, du sentiment. Trivialité ou solennelle afféterie, voilà ce qu'on appelle à l'académie le bien dire. Comme on est heureux que l'école de Veuillot n'y soit pas représentée.

D'ailleurs dans les *Serviteurs de Dieu* on trouvera maintes pages qui sont des modèles du genre vraiment académique tel que nous l'avons défini, la grâce moderne mise à la forme antique. Lisez par exemple sœur Rosalie. Comme l'auteur a bien mis en relief les traits de cette « servante des pauvres » qui était vénérée de tous les ouvriers de Paris et qui arracha pendant les journées de juin 1848 un garde mobile à la fureur des insurgés ! « Elle était toujours pour les vaincus. » Le curé d'Ars n'est pas moins attachant. Deux femmes en deuil se rencontrent un jour à Ars, affligées toutes deux, et qui se reconnaissent pour deux âmes-sœurs, bien qu'elles ne se soient jamais vues et que leur vie soit bien différente. L'une est une vraie chrétienne qui a vu mourir coup sur coup ses trois fils ; l'autre une créature frivole qui « courait aux plaisirs » et qui avait aussi perdu son fils unique. « Celle-ci fut introduite la première auprès du bon curé ; il écouta ses gémissements et gémit lui-même, il pleura, lui parla un langage tendre et compatissant, et, la faisant mettre à genoux, s'agenouilla et pria avec elle. Un père n'aurait pas eu pour sa fille de recherches plus affectueuses ni plus caressantes. Auprès de la chrétienne au contraire le sage directeur fut sinon sévère, au moins austère et ferme. Il ne lui reprocha pas les larmes, mais il la mit en garde contre l'excès de la douleur. Il replaça ce pauvre cœur, un instant étonné et renversé, dans les hautes et sublimes régions de la foi. Nous connaissons maintenant le curé d'Ars.

Voulez-vous une autre page aussi belle de forme que de foi, lisez Madame *Louise de France*. Sur sa demande les dames de la cour lui envoyèrent « un costume en rapport avec les travaux » du cloître, et ne sachant quels pouvaient bien être les travaux d'une Carmélite, elles firent pour « la sœur Thérèse de saint Augustin ce qu'on appelait alors un manteau de lit en taffetas couleur de rose. Comme cette nuance ne peut être employée à la sacristie, et que l'habit n'avait pas beaucoup d'ampleur, on laissa à la princesse la liberté de travailler à la cuisine. Dans ce milieu tout nouveau pour elle, son premier soin fut de considérer ce que faisaient les autres ; elle vit ses sœurs occupées à récurer des casseroles. Un peu téméraire peut-être dans son zèle, elle s'embarqua aussitôt dans une grande entreprise, et s'empara d'un énorme chaudron. Croyant les instances qu'on lui fit de le quitter dictées par les égards qu'on gardait pour ce qu'elle appelait son immortalité

et sa délicatesse, elle défendit son choix et se mit à l'œuvre, frottant avec ardeur l'intérieur et l'extérieur de ce chaudron, comme elle avait vu faire pour les casseroles ; l'habit de taffetas couleur de rose se trouva bien de fête, et les forces de la princesse s'usèrent en vain, le vilain chaudron s'obstina à rester noir. Les sœurs étaient édifiées, confuses et récréées en même temps de voir l'embaras de la princesse. Elles l'avertirent enfin que les chaudrons ne se lavent que d'un côté :

« — Je ne m'en serais jamais doutée, répondit la postulante, et j'espère, en m'appliquant, pouvoir mieux vous aider dans la suite. »

Voilà, je crois, de belle littérature, bien saine, bien chrétienne, bien française. Ah ! si Messieurs de l'académie pouvaient écrire comme cela !

P. D.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Un Polonais, **Romuald PRUSZYNSKI**, émigré en France vers 1830, après avoir habité divers lieux, serait décédé en ces dernières années. Un de ses parents désire connaître le lieu et la date de son décès. Il promet une récompense de 40 roubles à qui fournira les renseignements demandés.

Adresser au bureau de l'Ami du clergé.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG

PRECIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES EPICIERIS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

EXTRAIT de *LA CROIX*, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : **2 f. 25** le litre } pris en
— fûts — 20 litres : **1 f. 90** le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à retaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 444 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

IMPRIMERIE MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 18

PRÉDICATION : Pour le troisième dimanche après Pâques : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : Quand on célèbre la fête du patron de la paroisse, on n'est pas tenu à faire celle du patron du diocèse.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Dans l'administration du saint Viatique, doit-on dire *Miserere tui* ou *Miserere creitrit* — Aux services pour les défunts, un jour double, le catafalque étant dressé, peut-on dire en noir les messes basses pour le défunt ? Après ces messes doit-on réciter les prières prescrites par le Pape ?

La formule : « M. X. et M^{lle} X. ont reçu la bénédiction nuptiale dans l'église de... », est-elle convenable ? — Y a-t-il dispense du maigre pour les militaires vivant chez eux ? — Quelle a été la résolution de la S. C. du Concile en trois cas particuliers de nullité de mariage traités en 1751, 1667, 1669 ? — Une jeune femme que son beau-père empêche de cohabiter avec son mari peut-elle retourner chez ses parents ? — Dans l'on-

doient, faut-il donner un nom à l'enfant ? — Y a-t-il des règles canoniques défendant les mariages à certains jours et spécialement le samedi ? L'indemnité accordée aux bineurs est-elle pour tout le ministère à exercer dans les annexes ou seulement pour les offices paroissiaux ? Peut-on obtenir dispense pour un mariage contracté depuis trente ans entre un juif et une chrétienne ? — Le curé d'une paroisse de ville peut-il refuser à une famille la permission de faire les funérailles de leur défunt dans une paroisse voisine ? Peut-il le refuser au confrère voisin ? surtout si la famille consent à payer double enterrement ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Peut-on empêcher un particulier de construire une grange dont le mur affleurerait l'abside de l'église ? — Que permet et que défend la loi aux religieuses qui soignent les malades ? — L'administration peut-elle s'opposer à l'installation d'écoles dans les hôpitaux et les hospices ? — L'inspecteur peut-il interdire aux écoles libres de recevoir des enfants au-dessous de cinq ans ?

COURRIER DES LIVRES

QUELQUES GRAINS DE BON SENS A PROPOS DU DIMANCHE, par un catholique. Paris, Tequi, 85, rue de Rennes. Une br. in-12 de 60 pages, 8^e édition.

Ce n'est qu'une brochure sans grande mise en forme, mais qui donne pourtant plus que le titre ne promet.

Elle comprend trois chapitres : le précepte du dimanche ; la loi du repos ; la loi de la sanctification.

I. L'homme doit imiter Dieu. C'est là son devoir, le but de sa vie, la raison de son existence. Il doit être saint, parfait comme Dieu. Il doit se reposer le septième jour, à l'exemple du Créateur. De ce repos Dieu a fait un précepte, et si l'Eglise a changé le jour, ce fut pour obéir à « des instructions divines. » Cette loi est, dit le P. Caussette, « une loi de la création et quiconque l'enfreint encourt un grave châtement, et tout Etat dont la législation l'attaque succombera. » Le dimanche

conduit directement, nécessairement à l'observation de tous les autres préceptes (Mgr Pie). Pas de religion sans dimanche. Mais le troisième précepte renferme deux obligations, celle du repos et celle de la sanctification du dimanche.

II. La loi du repos nous oblige, aux termes du Catéchisme du Concile de Trente, à éviter tout ce qui peut mettre un obstacle au culte rendu à Dieu, *ad id primum... ut quaecumque divinum cultum impedire possunt omnino vitemus* ; à « s'abstenir de tout travail de corps et de toutes affaires temporelles. » Le dimanche c'est comme « un jour de retraite spirituelle » où l'on doit s'occuper de choses saintes. Il n'y a pas de coutume qui puisse prévaloir contre la loi de Dieu. Pie V dans sa célèbre bulle *Cum primum* a déclaré « que la coutume aussi ancienne qu'on la suppose, est sans force contre la loi relative aux fêtes, » et il est bon de rappeler avec Bossuet « que tout ce qu'on tolère à cause de la dureté des cœurs ne devient pas permis. »

Il faut « s'abstenir d'affaires temporelles » : le négoce, affaires temporelles ; le travail de bureau

qui n'a point trait à la sanctification de l'âme, l'enseignement de matières profanes, affaires temporelles.

L'auteur distingue deux sortes d'œuvres : les œuvres de *formation* et les œuvres de *conservation*. Celles-ci seules sont permises, mais toute production ou fabrication est interdite. De ce principe il tire des conclusions rigoureuses et vraies pour les artisans, officiers ministériels, marchands, employés, jardiniers, fournisseurs, boulangers, etc.

L'esprit public est opposé à ces conclusions et ce que l'auteur ne dit pas, c'est que cet esprit public a été informé par la secte maçonnique avec un art incomparable, un zèle, une science diaboliques. Elle a mis la main sur toutes les grandes administrations de crédit, sur les chemins de fer, les postes, les télégraphes, etc. L'organisation de ces services a été faite en France en dehors de l'Eglise, en réalité contre l'Eglise ; on pourrait ajouter qu'en général les chefs en sont ou juifs ou francs-maçons. Et c'est ainsi qu'une armée de plusieurs centaines de milliers d'humbles fonctionnaires, réduits à l'impossibilité d'assister à la messe le dimanche, sont voués à l'ignorance religieuse, à l'oubli de leurs devoirs, à un esclavage impitoyable en ce monde, et peut-être à la perte de leur âme. Il y aurait une curieuse étude à écrire pour comparer ensemble les serfs du moyen-âge et les serfs des administrations modernes : Ceux-là ne jouissaient pas d'une moindre liberté.

A l'exemple de la France, l'auteur oppose celui de l'Angleterre où « les établissements publics sont fermés, les manufactures cessent leur travail dès l'après-midi du samedi. Toute liberté est alors laissée à chacun pour faire ses emplettes, partir en voyage ou vaquer aux soins de la maison. » Et cependant l'Angleterre est encore la plus riche des nations de l'Europe.

Il est incontestable cependant que l'outillage moderne — et surtout les idées modernes — ont créé de nouvelles impossibilités. On voudrait voir cette question traitée dans une autre édition. Dans les usines, une machine ne peut s'arrêter qu'à grands frais. Pour les hauts fourneaux, tout arrêt est impossible. Un patron qui fait reposer ses ouvriers *tous* les dimanches essuie des pertes d'argent que ne subissent point ses concurrents qui produisent. Cette loi de la concurrence, qui est toute révolutionnaire, ruine les patrons chrétiens, force à une production frelatée, et tue à bref délai l'ouvrier converti en une machine qui marche, marche toujours jusqu'à ce qu'elle se brise. L'employé est le serf ; l'ouvrier d'usine, si le patron n'est pas chrétien, c'est l'esclave antique, condamné sans répit aux carrières, ou à la meule ou aux galères.

Ici l'Etat seul — l'Etat chrétien — peut intervenir efficacement, par des lois générales. Rien de plus facile d'ailleurs que de diminuer les services et de laisser à chacun la liberté, le repos que Dieu

dans son précepte veut même pour « les bêtes de somme. »

Dans cette brochure, relevons encore un bon conseil, dont tout chrétien se fera un précepte. N'achetons rien le dimanche, ne voyageons pas, n'écrivons pas de lettres le dimanche, à moins d'une nécessité réelle. Si l'exemple pouvait gagner, la société, qui est malade surtout de cette maladie, serait sauvée.

III. Enfin la loi de *sanctification* serait observée avec plus de facilité. C'est non seulement le matin qu'il faut sanctifier, mais le soir et tout le jour du dimanche. Or tous les dimanches la France affiche son impiété, commet un crime social : « Tous les huit jours, s'écriait Mgr Cortet (*Mandement de 1887*), elle se met en insurrection publique contre Dieu. Tout les huit jours elle jette au Tout-Puissant un insolent défi ! » Voilà son grand crime puni pourtant par d'effroyables désastres, et chose remarquable, qui frappaient surtout le dimanche. Sedan, Metz et Paris ont capitulé un dimanche.

Dans cette brochure, bénie par Léon XIII, on peut trouver la matière de deux ou trois solides instructions.

MOIS DE MARIE ET DU ROSAIRE, Couronne des quinze samedis, par l'abbé THÉRIC DE MACON DE MONCHEVRAY. 3^e édition. 1 vol. in-32. Avignon, Séguin frères, 13, rue Bouquerie.

C'est un livre pieux, revêtu de nombreuses approbations — parmi lesquelles une lettre très affectueuse et amicale de Mgr Ricard, — et qui fait naturellement partie des ouvrages qui composent la « Bibliothèque de la jeune fille chrétienne. »

Pour chaque samedi l'auteur propose une vertu particulière à pratiquer ; puis il offre à ses lecteurs une *méditation* pour le matin et une *lecture* pour le soir. Cet ouvrage renferme donc trente petites instructions couronnées par de gracieuses considérations sur la rose et le rosaire, et par l'exhortation pressante du Pape Léon XIII, heureusement régnant, de nous mettre sous la protection de Marie. « Puisqu'il lui est doux et agréable par dessus toute chose, dit le Souverain Pontife, d'accorder son secours et son assistance à ceux qui les lui demandent, il n'est pas douteux qu'Elle ne veuille et pour ainsi dire qu'Elle ne s'empresse d'accueillir les vœux que Lui adressera l'Eglise universelle. De tous les titres glorieux qui Lui sont décernés, le plus mémorable est celui qui lui vient du Rosaire. Nous avons de nos jours autant besoin du secours divin qu'à l'époque où le grand Dominique leva l'étendard du Rosaire de Marie, à l'effet de guérir les maux de son temps. » (Encyclique du 1^{er} septembre 1883).

Méditations et lectures sont constamment accompagnées d'une histoire bien choisie et édifiante. Quelques-unes sont charmantes.

Ce livre peut également servir pour le mois

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE TROISIÈME DIMANCHE APRÈS PAQUES :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(Saint Jean, xvi, 16-22).

C'était le soir même de la dernière Cène, quelques heures seulement avant la douloureuse agonie du Jardin des Olives, pendant que Judas achevait les préparatifs de son indigne trahison, que Jésus s'entretenait de la sorte avec ses disciples. La sainte Eucharistie venait d'être instituée. L'âme des apôtres était tout à la paix et à la joie. Jésus prit la parole et longuement, avec une douce et insinuante complaisance, il développa les mystères les plus profonds, comme aussi les plus consolants : son union avec son Père, le caractère distinctif de son Eglise, à savoir l'unité dans la vérité et la charité, les contradictions qui attendaient ses disciples dans le monde, la certitude du triomphe. Comment résumer en quelques mots un discours si rempli de doctrine, qui contenait tant d'aperçus nouveaux pour les apôtres ? Ceux-ci, tout entiers aux paroles qui tombaient des lèvres du bon Maître, osaient à peine se permettre quelques rares et brèves interrogations. Rien, du reste, qui trahit les suprêmes angoisses dont était déjà agité le Cœur de Jésus. Pourtant, quelques allusions plus ou moins transparentes excitèrent l'attention des disciples. Telle est celle qui fait le sujet de notre évangile.

« Encore un peu de temps, disait Jésus, et vous ne me verrez plus, et encore un peu de temps et vous me verrez, parce que je vais à mon Père. » Les apôtres s'alarment de cette annonce mystérieuse. A voix basse, à la dérobée, ils se demandent les uns aux autres : « Que veut-il dire ? Que signifient ces paroles : encore un peu de temps ? En vérité, nous ne comprenons pas, *nescimus quid loquitur*. » Ils brûlaient d'interroger directement le Sauveur. Qu'était cette disparition prochaine, dans quel temps précis devait-elle avoir lieu, combien durerait-elle ? Jésus devina leurs pensées : « Vous vous demandez, reprit-il, ce que j'ai voulu dire par ces mots : encore un peu de temps, et vous ne me verrez plus, et encore un peu de temps et vous me verrez. Sachez-le donc, et, en vérité, cela vous suffit, vous pleurez et vous gémez, tandis que le monde sera dans la joie. Vous, vous serez dans la tristesse, mais votre tristesse n'aura qu'un temps, elle se changera en joie. Y a-t-il de plus cruelles angoisses, de plus grandes douleurs que celles de la maternité ? Mais ce sont des douleurs d'un instant. Il n'en reste pas même un souvenir à la mère que la vue de son enfant bien-aimé console, ravit, exalte. Ainsi, *maintenant*, voici arrivé pour vous le temps de la tristesse. Mais je vous verrai de nouveau et votre cœur se réjouira, et personne ne vous ravira votre joie. »

Les paroles du Sauveur étaient tout à la fois

une révélation et un avertissement pour les apôtres. Nous y trouverons nous-mêmes les plus utiles instructions sur le caractère et les conditions de la vie chrétienne ici-bas.

I

Les apôtres étaient loin de soupçonner l'imminence de l'effroyable déluge de maux qui allait fondre sur le divin Maître et les soumettre eux-mêmes à une si terrible épreuve. L'idée de souffrance et, à plus forte raison, l'idée de mort, surtout de mort ignominieuse et violente, était totalement opposée à la conception qu'ils s'étaient formée de la mission du Messie. Plusieurs fois Notre-Seigneur s'était efforcé, mais en vain, de les détromper, en leur annonçant dans les termes les plus clairs, les plus formels, tous les détails de sa passion. Il ne croit plus devoir insister sur une révélation qui toute lumineuse qu'elle soit par elle-même, ne laissera pas que d'être encore très obscure pour les apôtres et ne pourra que les jeter dans les plus embarrassantes perplexités. Il appuie donc davantage sur la brièveté de l'épreuve et sur les consolations qui en doivent être le couronnement. Du reste, c'était le dessein du Sauveur d'embrasser dans un seul discours un certain nombre d'événements distincts, mais devant avoir les mêmes conséquences.

Et, en effet, dit Bossuet résumant tous les Commentateurs, par ces paroles : *Encore un peu, et vous ne me verrez plus*, etc., « on pouvait entendre : Dans peu vous cesserez de me voir ; car je vais mourir ; et dans peu vous me reverrez, car je ressusciterai : les ombres de la mort ne me peuvent pas retenir, et il faut que je retourne à mon Père. Durant le temps que je serai dans le tombeau, le monde triomphera, et il croira être venu à bout de ses desseins, et vous serez dans la désolation et l'oppression comme un troupeau dispersé. Mais à ma résurrection, qui suivra de près, la joie vous sera rendue, et la confusion à vos ennemis. C'est ainsi qu'on pouvait entendre ces prompts passages de la vue à la privation, et de la privation à la vue. Mais la suite nous fait voir que Jésus-Christ regarde plus loin. Nous cesserons de le voir, non précisément à cause qu'il ira à la mort, mais à cause qu'il montera aux cieux, à la droite de son Père : et nous le reverrons pour ne plus le perdre, lorsqu'il viendra des cieux une seconde fois pour nous y ramener avec lui ¹. » Pendant que le monde serait tout entier à ses fêtes et à ses plaisirs, sans vouloir en être détourné, la prédication de l'Evangile ne réservait aux apôtres que luttas, que travaux, que persécutions et souffrances de toute nature. Ce devait être pour eux une mort de tous les jours, selon l'expression de saint Paul, une sollicitude et une angoisse de tous les instants. Le Maître ne serait plus là pour les consoler et les soutenir. Mais sa divine parole devait suffire à les élever au-dessus

¹ Méditations sur l'Evangile.

des tristesses qui allaient marquer le temps de la séparation. Quelle récompense que celle qu'il leur laisse entrevoir : « L'épreuve sera courte, et *iterum modicum*, Les jours de votre exil seront abrégés. Je vous verrai de nouveau, et votre cœur se réjouira, et personne ne vous ravira cette joie. » A mesure, en effet, que chacun des disciples quittera cette vie, il ira retrouver son Maître dans les cieux et jouir plus intimement que jamais de sa douce présence.

Mais, mes frères, sous ce rapport, notre condition est la même que celle des apôtres. Les lois essentielles de la vie chrétienne ne peuvent être ni modifiées ni changées. Aussi convient-il de regarder comme adressés à nous personnellement les instructions et les conseils que plusieurs sont tentés d'appliquer aux seuls disciples du Sauveur.

II

Trois choses nous sont plus spécialement rappelés dans notre évangile : la brièveté de cette vie, la manière dont nous devons en envisager les joies et les tristesses, enfin l'espérance qui doit soutenir nos efforts et garder nos âmes dans la paix.

Et d'abord la brièveté de la vie présente. *Modicum et iterum modicum*, « un peu de temps » et puis « encore un peu de temps, » voilà la mesure de notre existence ici-bas. Et même d'après certains interprètes ce n'est pas seulement l'espace d'une vie humaine qui est compris dans ce mot « *modicum*. » mais tout le siècle présent, tout le temps qui s'écoulera jusqu'à la fin du monde. Ainsi, d'après le langage du Sauveur, qui est celui de la vérité, cent ans, mille ans ne sont qu'un point imperceptible de la durée : tous les siècles, si nombreux qu'on les suppose, sont moins que rien comparés à l'éternité. Mais alors, selon cette règle, qu'est-ce que dix ans, qu'est-ce qu'une année. Qu'est-ce qu'un jour ? Oh, que ce temps est court, passager, prompt à fuir et à nous échapper ! Et nous sommes assez insensés pour le perdre, pour l'employer à des inutilités, comme si nous en avions trop, comme s'il ne devait pas être dépensé tout entier à servir Dieu et à mériter le ciel. Qu'attendez-vous donc, pécheurs, pour vous convertir, et vous, justes, pour secouer cette tiédeur qui vous empêche d'avancer ? Hâtez-vous, car le temps passe, et il vous sera demandé un compte sévère de l'emploi que vous en aurez fait. Hâtez-vous de profiter du peu qui vous est donné, pour faire le bien. *Dum tempus habemus, operemur bonum*.

« Vous pleurerez et vous gémirez, et le monde se réjouira, » seconde leçon importante contenue dans notre évangile, leçon bien méconnue de nos jours, et qu'il importe de faire entendre au siècle qui se glorifie d'être appelé « le siècle du bien-être. » A quoi devons-nous nous attendre, pour entrer dans l'esprit de Notre-Seigneur ? A ce que notre vie soit tout autre chose qu'un paradis anti-

cipé, un festin continuel, une constante partie de plaisir. « Que celui qui veut me suivre, nous dit le divin Maître, se renonce soi-même et porte sa croix. » (Matth. xvi, 24). Pour pratiquer la vertu et sauver son âme, il faut se contraindre, il faut résister aux entraînements de la mauvaise nature, aux passions, aux tendances désordonnées de l'esprit, aux coupables désirs du cœur. La vie du chrétien doit être une lutte de tous les instants avec soi-même, avec le monde et ses scandales. Ainsi peut-elle être appelée un deuil prolongé, une tristesse perpétuelle, tristesse entretenue encore par le souvenir de nos fautes et la crainte du jugement de Dieu, mais tristesse bien supérieure à toutes les joies des mondains. « Pleurons, disait Tertullien, puisque c'est notre destinée, mais n'oublions pas qu'elle est la meilleure. »

Et en effet, « cette tristesse, nous dit encore Bossuet, ne sera pas seulement changée en joie dans le jour de l'éternité ; mais dès le siècle présent, la joie de Jésus-Christ triomphera dans notre cœur : et c'est de ce fond de joie que goûtera intérieurement un cœur attaché à Jésus-Christ, que sortira ce dégoût des plaisirs du monde qui ne sont qu'illusion, tentation et corruption. »

Les consolations et les douceurs de la vertu ne sont pas les seules joies qui nous soient réservées. Il en est d'autres pour le juste, et celles-là seront éternelles, elles ne pourront pas nous être ravies. Telle est la grande espérance déposée par le divin Maître au cœur de ses disciples. Une éternité de bonheur, de bonheur inaltérable, sera le prix de quelques années de privations, de souffrances et d'efforts. Gardons-nous donc de nous plaindre de la violence et de la durée de nos maux ici-bas. Si nous avons vraiment l'esprit chrétien, nous nous réjouirions plutôt d'avoir davantage à souffrir. Loin de porter envie à ceux qui nous paraissent fortunés selon le monde, nous nous applaudirions et nous remercierions Dieu du lot privilégié que sa bonté nous a départi. Ainsi agissaient les saints. Non seulement ils se complaisaient dans leurs souffrances, mais encore ils conjuraient Dieu d'inventer pour eux de nouvelles épreuves et, au milieu d'indicibles tortures, on les entendait s'écrier : « Encore plus, Seigneur, encore plus. » Ah ! c'est qu'ils savaient toujours tenir leurs regards élevés vers le ciel !

Marchons généreusement sur leurs traces. Plusieurs semaines nous séparent encore de l'Ascension, et déjà l'Eglise veut que nous soyons tout occupés de ce qui fait l'objet de cette fête. Répondons de notre mieux à cette pieuse préoccupation, et dès aujourd'hui n'ayons de pensée que pour le Ciel, ne vivons, ne travaillons que pour le Ciel, afin qu'il nous soit donné d'occuper un jour la place que Notre-Seigneur est allé nous y préparer. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Quand une paroisse a un patron dont elle célèbre la fête et dont la solennité en France est renvoyée au dimanche suivant, elle ne doit pas célébrer de cette manière la fête du patron du diocèse.

SANCTI CLAUDII

Hodiernus sacris cæremoniis in Cathedrali Ecclesia Sancti Claudii Præfectus Sacræ Rituum Congregationi quæ sequuntur exposuit : « Juxta ordinem Diœceseos Sancti Claudii, solemnitas ejusdem Sancti Patroni Civitatis Episcopalis et totius Diœceseos, cujus festum die 6 Junii agitur, in gratiam Fidelium ad Dominicam proxime sequentem transfertur, et in singulis Parœciis reipsa habetur. Omnis tamen locus in hac Diœcesi suum proprium habet Patronum, cujus solemnitas pariter in Dominicam sequentem a die incidentiæ, vi Indulti Apostolici die 9 Aprilis 1802 in universo Galliarum Reipublicæ territorio concessa, transfertur. Porro ex pluribus Sacræ Rituum Congregationis responsis solemnitas Patroni Diœcesis videtur non esse habenda, cum festum talis Patroni recolendi nulla Fidelibus incumbat obligatio. At vero mos receptus in pluribus ejusdem regionis diœcesibus aliter obtinet. » Hinc Orator hæc duo Dubia eidem Sacræ Congregationi pro opportuna resolutione humillime proposuit, nimirum :

Dubium I. Utrum in locis ubi proprii Patroni solemnitas agitur, etiam Patroni diœceseos solemnitas in Dominica sequenti debeat haberi ?

Dubium II. Et quatenus negative, an talis usus ad arbitrium Episcopi retineri valeat ?

Sacra vero Rituum Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, hisce Dubiis rite perpensis rescribere rata est :

Ad I et II. Negative ad tramites Decretorum, præsertim in una Marsorum diei 12 Novembris 1831 ad 41.

Atque ita rescripsit die 30 Martii 1878.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Lorsqu'on donne la communion *en viatique* doit-on dire *Misereatur vestri*, au pluriel, ou bien *tui*, au singulier ?

R. — Il y a deux opinions. Selon les uns, on doit employer le singulier *tui*; selon d'autres, le pluriel *vestri*.

Nous allons indiquer les auteurs qui suivent ces opinions; puis nous exposerons notre propre sentiment :

1^o Les auteurs qui soutiennent la première opinion sont les plus nombreux.

Le plus ancien est Baruffaldi dans ses Commentaires sur le Rituel romain.

« Notandum quod hic sacerdos dicit : *Miserea-*

tur tui etc. non *Misereatur vestri* etc., ut in communione ad altare; et ratio esse potest quia hæc ministratio Sacramenti non est cum Missa connexa; in missa omnes adstantes participes sunt communionis sacerdotis; in viatico vero solus infirmus, ut alibi diximus. » (De communione infirmorum, titre xxvi, § xxi, n. 169.)

Il a été suivi par la plupart des rubricistes. Ainsi Romsée exige aussi expressément le singulier :

« Dicto *Confiteor*, sive ab infirmo, sive ejus nomine ab alio, sacerdos ad ægrotum conversus dicit : *Misereatur et Indulgentiam* in numero singulari. » (Artic. III, § II. De viatico, n. 10.) L'auteur cite en note un seul liturgiste, Baruffaldi.

M. Hazé, l'annotateur de Romsée, reproduit le texte du maître sans faire aucune observation.

Falise partage le même sentiment : « Le malade ou un des assistants à sa place récite le *Confiteor*. Le prêtre après avoir fléchi le genou dit : *Misereatur, Indulgentiam* au singulier. » Puis il cite Baruffaldi, Cavaliéri, Pavone et le Rituel de Toulon.

De Herdt adopte l'opinion de ses compatriotes belges : « *Confiteor* dicitur ab infirmo, si potest, vel ab alio ejus nomine. Dicta confessione, sacerdos stans versus infirmum, cavens ne tergum SS. Sacramento vertat, dicit *Misereatur et Indulgentiam* signando infirmum ut alias, sed in singulari, *tui, tuorum* etc. » Il cite Baruffaldi et Martinucci. (Administratio SS. viatici, n. 191, n. 5.)

Bouvry penche aussi vers cette opinion : « Textus relatus a Baruffaldi, habet *Misereatur tui*; alia versiones habent *Misereatur* etc. Videtur dicendum *tui* et non *vestri* : omnino enim congruit ut tota oratio fiat pro persona in ultimo agone constituta, quæmadmodum arguit Cav. t. IV, d. 79. n. 41. »

Martinucci tient le même langage : « Post hæc, ab infirmo ipso vel ab aliquo adstantium recitatur *Confiteor*, et sacerdos ad infirmum conversus dicit *Misereatur tui* etc. » Dans une note, il avertit que tel est le sentiment des rubricistes. Voici ses propres paroles : « Sacerdos in administrando SS. viatico, ex sententia rubricistarum dicit : *Misereatur tui* etc. » (Livre IV, chap. VII, n. 17.)

M. l'abbé Bourbon est dans le même sens : « Pour la communion d'un malade, le prêtre dit *Misereatur tui* etc. *Indulgentiam... tuorum* etc. » (De l'administration des malades, n. 1083.)

O'Kane est hésitant, à cause du texte du Rituel qui ne porte pas *tui* ou *tuis* au singulier, et qui au contraire « semblerait plutôt donner à entendre que la forme doit être *vestri, vestris*, au pluriel, car c'est là la forme donnée entièrement avant la communion. dans l'église, forme dont on doit se servir, d'après tous les auteurs, même quand il n'y a qu'un seul communiant. » Mais après cela, il semble se ranger à l'opinion qui veut le singulier.

« En tous cas, dit-il, les commentateurs ensei-

gnent unanimement que la forme doit être ici au singulier. Le motif le plus probable pour lequel on emploie ici le singulier est, selon Cavalieri, que l'Eglise désire que nos prières en cette occasion soient spécialement offertes en faveur de la personne, de même que, quand nous récitons les litanies pour un mourant, le Rituel nous ordonne de dire au singulier : *Ora pro eo (ea)*, et de suggérer à la personne malade, la prière *Sancta Maria, ora pro me*, etc.. quoique dans d'autres circonstances, quand on les récite même seul, on doit dire : *Ora pro nobis*. » (Communion des malades, n. 815).

Cavalieri est aussi rangé par un grand nombre d'auteurs parmi les tenants de cette opinion ; nous venons de voir en effet que Falise, Bouvry et O'Kane s'appuient sur ce savant rubriciste. Et ce n'est pas sans quelque raison, puisqu'il donne les raisons pour lesquelles on doit employer le singulier, raisons indiquées brièvement plus haut par O'Kane.

« *Credere ergo itaque causam illam esse cujus meminimus in tomo 3, caput 397, agentes de precibus quæ dicuntur agonis tempore, circumstantiam nempe, et occasionem, in quibus preces dicuntur, omnino. exposcere quod oratio nostra integra fiat pro æterna salute morientis seu proximi ad extremas angustias deducti, et non aliis communes fiant; quare sicuti eapropter in Litanis ipsis dispensat Ecclesia ut reponatur ora pro eo, et in strophis Maria Mater gratiæ mutetur tu nos in tu me ab hoste protege, ubi a sanis sine mutatione ulla respective, dici debet ora pro nobis, et tu nos, etsi unus solus ea pronuntiet...* » (T. IV, chap. 5, decreti XI, n. XI, p. 62-63).

Telle est la première opinion.

La seconde est soutenue par les *Ephémérides liturgiques*. Voici la raison donnée par cette savante Revue. Le Rituel romain prescrit le pluriel, *Misereatur vestri*, pour la communion des personnes en bonne santé. Or, lorsqu'il traite de la communion des infirmes, il prescrit de dire : *Misereatur etc., Indulgentiam etc.* Cette manière de s'exprimer indique certainement que l'on doit employer la même formule pour la communion en viatique et pour celle des personnes bien portantes. Écoutons ce raisonnement :

« *Rituale romanum in communione sanorum præscribit dicendum : Misereatur vestri etc., Indulgentiam, Absolutionem et remissionem... tribuat vobis etc. Cum autem agit de communione infirmorum Rituale præscribit dicendum : Misereatur etc., Indulgentiam etc. Ex qua se exprimi ratione indubium nobis est, in utraque communione, sive sanorum, sive infirmorum quibus Eucharistia per modum viatici administratur, eandem esse adhibendam formulam, scilicet in plurium numero.* »

Nous ne connaissons pas d'autres auteurs qui soutiennent cette opinion.

Maintenant, nous tenons à exposer notre sentiment. Quel est ce sentiment, c'est celui des *Ephé-*

mérides. On doit employer le pluriel, *vestri, vestrorum*. Pourquoi ? Parce que c'est le sens naturel du Rituel. Que dit le Rituel pour la communion distribuée dans l'Eglise ? C'est qu'on doit employer le pluriel. Il donne même intégralement la forme :

« *Misereatur vestri, Omnipotens Deus, et dimissis peccatis vestris, perducatur vos ad vitam æternam. Amen.* »

« *Indulgentiam, absolutionem et remissionem peccatorum vestrorum tribuat vobis omnipotens et misericors Dominus. Amen.* »

Or que dit ce même Rituel dans les rubriques suivantes qui traitent de la communion des infirmes à la maison ? C'est qu'on doit dire : *Misereatur etc., Indulgentiam etc.* Il n'ajoute rien, ni *vestri*, ni *tui*. Comment faut-il achever ? Evidemment selon l'unique formule qui a été intégralement donnée auparavant et qui est au pluriel. Certes, si l'on devait changer cette formule, le Rituel l'aurait fait remarquer.

Il y a une formule qui doit être changée lorsqu'on donne la sainte communion par viatique : *Corpus Domini nostri etc.*, au lieu de *accipe fratrem (vel soror) viaticum Corporis etc.* Aussi le Rituel ne manque pas de le faire observer :

« *Si vero communio non datur per modum viatici, dicat more ordinario : Corpus Domini nostri Jesu Christi etc.* »

Il en eut été de même si la formule plurielle qui est donnée intégralement devait être récitée au singulier.

Voilà notre sentiment.

On nous objectera sans doute notre hardiesse. Comment osez-vous, nous dira-t-on, vous mettre en contradiction avec tous les liturgistes. Nous répondons :

1^o Que nous ne sommes pas seuls, car les *Ephémérides liturgiques* soutiennent la même thèse que nous ; par conséquent nous sommes en bonne et savante compagnie.

2^o Que les liturgistes se sont trompés, attendu que le Rituel Romain est d'une parfaite clarté. Parlant de la communion donnée en viatique, il se contente d'indiquer le commencement de la formule ainsi qu'il suit : *Misereatur etc., Indulgentiam etc.* Il renvoie par conséquent à la formule qu'il a donnée intégralement auparavant et qui est au pluriel : *Misereatur vestri, omnipotens Deus, et dimissis peccatis vestris, perducatur vos ad vitam æternam.*

Il en est de même pour l'*Indulgentiam*. Il est au pluriel.

Par conséquent, il faut employer le pluriel en donnant le viatique.

On nous dira : Comment donc tous les auteurs ont-ils pu se tromper ?

Voici comment est venue l'erreur. Baruffaldi est le plus ancien interprète du Rituel romain. Or il se trompa. Il avait une mauvaise édition du Rituel. Elle ne portait pas seulement *Misereatur etc., Indulgentiam etc.*, comme toutes les édi-

tions de ce livre, mais bien *Misereatur tui, tuis, te* ; et de même pour *Indulgentiam ; tuorum, tibi* ; tout était au singulier. Or les liturgistes qui sont venus après lui, l'ont suivi, et par conséquent sont tombés dans la même erreur.

Mais ne croyez pas que tous les auteurs l'aient suivi sans répugnance. Ainsi Cavaliéri, qui le premier après lui toucha cette question, hésite à prendre ce sentiment. Il pense que l'on devrait employer le pluriel, attendu que l'édition du Rituel qu'il avait entre les mains, ne portait pas *tui, tuis* etc., comme celle de Baruffaldi. Mais il adopte, dit-il, le sentiment de Baruffaldi, parce que l'édition de ce dernier donne le singulier.

Ainsi donc Cavaliéri n'adopte cette opinion que parce qu'il croit que le Rituel romain exige le singulier. Sans cela il demanderait le pluriel. En réalité il interprète le Rituel comme nous le faisons. Seulement nous ne pouvons nous empêcher de le blâmer. Il a des doutes sur la véritable version. Son édition n'est pas conforme à celle de Baruffaldi, et il ne cherche pas à éclaircir son doute ! Il est d'autant plus à blâmer qu'il vivait habituellement à Rome où toutes les éditions du Rituel étaient en opposition avec celle de Baruffaldi. Et son erreur était d'autant plus grave qu'il jouissait d'une très grande réputation dans l'Eglise.

Nous en dirons presque autant de l'Irlandais O'Kane. Il penchait visiblement vers notre sentiment, puisqu'il dit que le Rituel romain semblerait plutôt donner à entendre que la forme doit être *vestri, vestris*, au pluriel, car c'est là la forme donnée entièrement avant la communion dans l'Eglise, forme dont on doit se servir, d'après tous les auteurs, même quand il n'y a qu'un seul communicant.

Il ne préfère l'autre opinion, qui veut le singulier, que parce qu'elle est suivie par tous les auteurs. En réalité, il incline vers l'interprétation que nous avons donnée.

Quant aux autres liturgistes, ils ne discutent pas la question ; ils n'examinent pas le Rituel ; ils s'appuient simplement sur les auteurs, particulièrement sur Baruffaldi et sur Cavaliéri. Or ces deux auteurs s'étant trompés, tous les autres se sont également trompés. Voilà comment est venue l'erreur commune.

On nous fera sans doute encore une autre objection. On nous dira : Vous ne considérez donc pas les savantes et pieuses raisons que les liturgistes apportent à l'appui de leur thèse ; écoutez donc Baruffaldi qui en donne une excellente, à savoir, que lorsqu'on donne la sainte communion à l'Eglise on emploie le pluriel parce qu'on prie, non seulement pour les communicants, mais encore pour les personnes qui sont présentes à cette cérémonie. Ecoutez encore Cavaliéri qui en apporte également une très édifiante, c'est qu'il faut prier tout spécialement pour le salut du mourant, et lui appliquer, à lui seul, toutes les prières du Rituel.

Nous répondons 1^o que la première raison, qui est de Baruffaldi, lequel paraît l'avoir lui-même empruntée à Gavantus, ne plaît pas à Cavaliéri, attendu que l'on emploie le pluriel à l'Eglise lors même qu'on donnerait la sainte communion au seul servant de la messe et qu'il n'y aurait absolument que lui. Il ne faut donc pas nous objecter la raison donnée par Baruffaldi.

2^o Que ces raisons là, bonnes ou mauvaises, n'ont rien à voir ici. Ce n'est pas telle ou telle raison qu'il faut considérer, c'est la loi elle-même. Est-elle claire ? Il faut l'observer. Or cette rubrique du Rituel est claire, il faut l'observer.

En résumé : le texte du Rituel demande le pluriel quand on donne la sainte communion en viatique. Baruffaldi, se servant d'une édition défectueuse, a enseigné que l'on devait employer le singulier ; il s'est trompé ; par conséquent tous les auteurs, en le suivant, se sont trompés.

Q. — 1^o Dans notre diocèse, il est d'usage de célébrer plusieurs messes à l'occasion de certains services. Or, dans un service qui se faisait dernièrement dans ma paroisse on discutait cette question, qui du reste l'a été ailleurs, à savoir si pour ces services, lorsque c'est une fête double, on doit dire toutes les messes basses avec l'ornement noir, la représentation étant présente et l'autel paré d'une tenture noire ; ou bien ces messes doivent-elles se dire avec la couleur que comporte la fête. Les uns disent qu'elles doivent se dire avec l'ornement noir, et c'est ce qui se fait dans quelques paroisses, les autres disent qu'on ne le peut pas. Voudriez-vous nous éclairer sur cette question le plus tôt possible.

2^o Doit-on aussi après ces messes dire les prières que nous récitons après la messe. On se trouve aussi divisé sur cette autre question.

R. — Ad I. Les messes basses ne peuvent pas être de *Requiem* dans les jours du grade double. Ce cas a été décidé six ou sept fois par la Sacrée Congrégation des rites ; et toute coutume contraire doit être détruite. Qu'il nous suffise de citer un décret, celui de 1751 porté pour la Pologne. On disait :

« Invaluit consuetudo in Regno Poloniae celebrandi missam de Requiem in omnibus sepulchris, præsentæ cadavere, in festo dupl. min. non tamen celebrari ; utrum hoc licite tolerari possit ? »

La Sacrée Congrégation donna la réponse suivante :

« Missæ privatæ de Requiem, etiam corpore præsentæ, et insepulto, dici non possunt diebus quibus fit de Officio duplici, vel aliis a Rubrica exceptis, et quæcumque consuetudo in contrarium abusus esse declaratur : Missa tamen unica solemnis, insepulto corpore, celebrari poterit etiam in Dominicis, et festis diebus, non tamen solemnioribus primæ classis. » (29 janvier 1752, n. 422, ad 42.)

On ne le peut donc pas dans les jours doubles ou équivalents.

Nous exceptons évidemment le cas où le défunt aurait droit à une autre messe de *Requiem* en

vertu de quelque titre particulier, par exemple de confrérie, d'ordre religieux, etc., car alors on peut chanter une seconde messe de *Requiem* les mêmes jours où les anniversaires sont permis. (S. R. C. 19 sept. 1654, n. 1732, etc.)

Ad II. Après les messes basses qui se disent aux jours de services, on doit dire ces prières, puisque Léon XIII les prescrit après les messes basses sans aucune distinction.

Q. — Puisque les fiancés ne contractent réellement mariage que devant le prêtre, puisque la bénédiction nuptiale n'est qu'un accessoire au sacrement et même dans certaines circonstances ne leur est pas même donnée, n'est-ce pas un tort dans les livres de famille imprimés comme propagande catholique à l'usage des familles chrétiennes, de se borner à rédiger ainsi la formule :

M. X. et Mlle X. ont reçu la bénédiction nuptiale dans l'Eglise de X. ?

Quelle formule supplémentaire à ajouter à celle-ci ?

Cette seule formule ne devient-elle même pas une erreur quand dans la célébration du mariage, il n'y a pas eu la bénédiction nuptiale proprement dite ?

R. — La formule qu'on nous signale est vraie pour ce qu'elle dit quand la bénédiction nuptiale a été donnée. Mais, dans l'esprit d'un grand nombre de chrétiens, elle a un sens faux. Car, trompés par la prétention du pouvoir civil à vouloir faire lui-même le mariage, ils s'imaginent que le mariage se contracte à la mairie et que l'Eglise ne fait qu'y ajouter une bénédiction. Cette erreur est beaucoup plus commune qu'on ne le pense généralement. Voilà pourquoi nous avons déjà précédemment signalé, après d'autres, les inconvénients de cette formule et pourquoi nous répétons que les fidèles catholiques doivent la répudier ou au moins la compléter en mentionnant explicitement la célébration de leur mariage à l'Eglise. On pourrait y employer cette formule ou une autre semblable : « M. X. et Mlle Z. ont contracté mariage et reçu la bénédiction nuptiale devant M. dans l'Eglise de... »

La perversion des idées sur le caractère sacré du mariage est l'un des fruits de l'introduction du mariage civil. Il faut que les fidèles et davantage les ecclésiastiques évitent tout ce qui peut contribuer à accréditer une erreur qui tend à se répandre de plus en plus et fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour défendre la notion chrétienne et seule vraie du mariage.

Q. — Voulez-vous me permettre de faire ici quelques observations relativement à la réponse faite par votre estimable *Ami du Clergé* dans son numéro 4 (1889) p. 48, à la question posée relativement à la loi de l'abstinence en ce qui concerne les officiers et leurs familles, etc.

La réponse est très sage sans doute, mais elle suppose qu'il n'y a pas d'indult sur cette matière et que les simples soldats font gras parce qu'ils ne peuvent faire autrement, etc.

A titre de missionnaire, ayant prêché la sainte quarantaine dans différentes villes, très souvent j'ai eu occasion de constater que ces familles très chrétiennes d'officiers usaient largement de ce qu'elles regardaient

comme un droit. Or des personnes graves que j'ai consultées croient que ces familles ont raison et me prient de vous soumettre les motifs sur lesquels nous nous appuyons.

Dans l'état pontifical avant 1870 et même depuis et jusqu'à cette année 1889, du moins par les quelques soldats qui sont encore au Vatican au service du Souverain-Pontife, chaque année paraît un indult, communiqué à qui de droit et qui dispense de l'abstinence non seulement les soldats, mais les officiers, leurs familles, les domestiques, voire même les étrangers mangeant à leur table, les gendarmes, les douaniers et leurs familles sont également dispensés. Voici ce que m'affirment plusieurs officiers zouaves de nos amis. Bien plus, il est vrai que c'est un privilège, une récompense, si vous voulez, chaque année le général de Charette reçoit un indult qui accorde la même faveur à tous les anciens zouaves, à leurs familles et à leurs domestiques bien qu'ils soient rentrés dans la vie civile. Libre à eux d'en user.

S'il en est ainsi pour les soldats du Pape, il est bien à croire que l'autorité ecclésiastique s'est servie de la même mesure pour les armées des autres nations qui lui en faisaient la demande.

Je suppose qu'un gouvernement athée ne se préoccupe plus de demander la dispense, l'Eglise qui est une bonne mère a dû pourvoir d'une autre manière aux intérêts de ses enfants, surtout en France.

R. — Nous avons donné l'enseignement des auteurs. Mais il est évident que des indults pontificaux peuvent modifier ces solutions. Nous n'avons rien à objecter contre l'existence des indults dont on nous parle. Mais rien ne nous donne raison de croire que semblable faveur ait été demandée ou accordée pour la France.

Pour faire la demande, il aurait fallu qu'un dignitaire ecclésiastique ayant charge de l'armée au spirituel se mit en instance auprès du saint Siège. Or l'aumônerie militaire n'a jamais été constituée en France à l'état de corps ayant à sa tête un aumônier supérieur qui en fit l'unité, surtout en temps de paix. On a vu des aumôniers en chef d'expéditions ou de corps d'armée, mais pas d'aumônier en chef de toute l'armée française. Il n'y avait donc et il n'y a personne pour prendre cette initiative.

De plus la persuasion commune est assez bien établie pour que les meilleurs militaires se croient le droit de ne pas observer l'abstinence. A quoi bon demander une permission quand on croit user d'un droit incontesté ?

Enfin le saint Siège a coutume de ne répondre que quand il est interrogé et de n'accorder dispense que quand il est sollicité. Il n'a donc pas dû accorder une dispense que personne ne sollicitait.

Les facilités accordées en ce genre par le saint Siège sont un indice très sûr qu'il serait facile d'obtenir, même pour les militaires vivant en leur particulier, ou qu'il approuvât et confirmât le droit dont ils croient avoir déjà la jouissance, ou qu'il pourvût au cas par dispense. Mais rien ne nous donne à penser qu'on ait jamais sollicité ou obtenu cette concession.

Q. — Auriez-vous l'obligeance, puisque vous avez les documents *ad hoc*, de donner, dans l'*Ami du Clergé*,

le plus tôt possible, les déclarations qu'a données la Sacrée Congrégation du Concile au triple cas que voici :

1° *Contracto matrimonio inter M. et M., susceptisque inde filiis, delatum est ad curiam Episcopalem hos conjuges in quarto gradu consanguinitatis esse conjunctos. Separati proinde ambo fuerunt. Vir obtinuit dispensationem Apostolicam ea lege ut ipsius ac mulieris consensus renovaretur.*

Quum uterque renuisset ratum habere matrimonium, mulier postulavit ut illud nullum declararetur à S. Cong. Concilii.

Quæritur quid potuerit declarare S. C. Concilii (Responsum dedit S. C. anno 1751). Quodnam responsum quoad verba ipsa ?

2° *Quum bona fide contractum fuisset deinde consummatum matrimonium inter B. et M., compertum est postea inter eos exstare consanguinitatem in quarto gradu, re delata ad Episcopum, quæsierunt conjuges an valeret matrimonium, et casu quo negative, postulavit B. an posset ducere in uxorem aliam mulierem consanguineam Mariæ in tertio gradu. Casum resolvit S. Cong. Conc. anno 1667. Quæritur quænam fuerit, quoad verba, ejus solutio ?*

3° *Puella Anna, statim ac nata, ob imminens periculum, fuit domi baptizata, dein ad ecclesiam pro explicatione sollemnitatibus consuetis delata. Parochus, facti inscius eam aquis Baptismi denuo lustravit, et Antonius e fonte sacro suscepit. An inter Annæ Matrem et Antonium contractum fuerit impedimentum cognationis spiritualis, ita ut non possent matrimonium inire, quæsitum est à S. Cong. Concilii quæ respondit, anno 1669.*

Quidnam, quoad verba declarare debuerit S. C. C. ?

R. — La collection imprimée des décrets de la S. C. du Concile : *Thesaurus Resolutionum Sacræ Congregationis Concilii* ne commence qu'à l'année 1748. Les deux derniers cas qui nous sont soumis remontent à 1667 et 1669. Mais on a la substance des causes dans Zamboni.

Pour le premier, au doute : « An constet de nullitate matrimonii in casu etc. », il fut répondu : Affirmative.

La cause ayant été présentée de nouveau la réponse fut : « In decisis, et amplius. »

Pour le second cas, la réponse fut que le mariage ne pouvait avoir lieu sans dispense, à cause des deux empêchements d'honnêteté publique et d'affinité. (Zamboni Matrim., § IX, n. 2.)

Pour le troisième cas, la réponse fut que l'empêchement n'était pas contracté. (Zamb., ibid., § X, n. 2.)

Q. — 1° Par suite d'une lubie de son beau-père, une jeune mariée ne peut pas cohabiter avec son époux, elle est enfermée dans une pièce retirée de la maison. Cette fille a-t-elle là une raison légitime pour retourner chez ses parents et d'abandonner son mari ?

Explication du cas : J'ai dans ma paroisse une jeune fille qui s'est mariée avec un jeune homme d'une autre paroisse ; les deux époux se sont unis sans se bien connaître, seulement pour faire plaisir à leurs parents. Le jour où la jeune fille est arrivée pour s'installer chez son mari, le beau-père qui est un original comme on n'en voit guère, fit comprendre à son fils qu'il ne pouvait pas cohabiter avec sa femme parce que, lui disait-il : « Ta constitution est trop faible, tu deviendrais bien vite poitrinaire, tu tousses déjà. » La nuit venue, ce beau-père mène sa bru à la cuisine et l'y enferme à clef. La pauvre fille ne sait que dire, elle patiente quelques jours ; et quelques altercations avec sa belle-mère étant venues s'ajouter à cet état de choses,

elle finit par retourner chez ses parents. De retour dans ma paroisse, je la gronde et veux la forcer de retourner avec son mari ; elle n'en veut pas entendre parler et fait la malade. Puis-je l'admettre aux sacrements ?

2° Quand on ondoie des enfants, est-il mieux de leur imposer un nom de saint que de dire tout simplement ; Je te baptise, etc. *Quid ?* si on n'a pas l'espoir que l'enfant soit baptisé par après avec toutes les cérémonies, et *quid* si on prévoit que les cérémonies pourront être suppléées. Alors dans ce cas, si en ondoyant on a imposé un nom de saint et qu'en suppléant les cérémonies on en impose un autre, quel est le véritable ?

R. — Ad I. Il serait bien difficile de condamner cette pauvre femme.

A vrai dire, ce n'est pas elle qui abandonne son mari : mais c'est elle plutôt qui est délaissée par lui.

En effet, le mari en refusant de cohabiter avec elle, et en la reléguant loin de lui dans une pièce retirée de la maison, rompt absolument ou refuse de réaliser la société conjugale. Il est le véritable auteur de la séparation. En cela, c'est lui seul qui est coupable et non la jeune femme qui est privée injustement de la cohabitation et de la vie commune à laquelle elle a droit.

Peut-on lui faire un crime d'avoir cherché un refuge, dans une situation aussi anormale, auprès de ses parents ?

Pourvu qu'elle soit dans la disposition de retourner à son mari, quand celui-ci sera revenu à de meilleurs sentiments à son égard, pourvu encore que la cause de la séparation soit connue du public, il ne paraît pas qu'il y ait lieu de l'éloigner de la réception des sacrements.

Nous avons supposé que la faute était du côté du mari, nous avons dû le conclure de l'exposé de la question. La solution ne serait pas la même, s'il y avait faute aussi et mauvaise volonté d'autre part.

Nous ajouterons que si la séparation devait se prolonger, le mieux serait de porter l'affaire au tribunal ecclésiastique.

Ad II. C'est aux parents et aux parrains, et à leur défaut au prêtre qui baptise, à donner un nom au baptisé : l'imposition du nom, faite par le ministre du sacrement, est une cérémonie du baptême.

Or dans l'ondolement ou baptême privé qui se fait sans les cérémonies de l'Eglise, la présence et le concours des parrains ne sont pas nécessaires, mais seulement plus convenables. C'est le sentiment de plusieurs théologiens, suivi par saint Liguori : licet non necessario sit adhibendus patrinus in baptismo privato, tamen bene adhiberi potest, et præstantius adhibetur. (L. VI, tr. 2, n° 147.)

Par analogie ou identité de raison, on peut en dire autant de l'imposition du nom, quand le baptême privé est administré par le ministre ordinaire de l'Eglise qui a qualité pour ajouter au baptême les cérémonies de l'Eglise, surtout s'il baptise en présence des parrains, qui ont fait choix de concert avec les parents, du nom que doit porter le nouveau baptisé. En serait-il de

même dans le cas où un simple fidèle serait appelé à donner le baptême à un enfant qui serait en danger prochain de mort? Nous ne le pensons pas : d'abord à cause de la raison que nous venons d'indiquer; et ensuite parce que dans cette nécessité extrême, il faut s'appliquer avant tout, à ce qui est nécessaire à la validité du Sacrement. C'est pourquoi aux fidèles qui baptisent en cas de nécessité, on recommande seulement de prononcer la formule sacramentelle en versant l'eau sur la tête du baptisé.

La solution est la même si l'on prévoit que les cérémonies du baptême pourront être suppléées ou non.

Le nom imposé dans le baptême privé resterait-il le nom véritable, si on imposait un nom différent, en supplant les cérémonies du baptême? Nous répondrons que le nom qui a la priorité mériterait d'être préféré; que cependant il pourrait être changé, même *auctoritate propria* comme l'enseignent communément les auteurs. (Lig. 1. c. 145.) Et cela s'applique même au nom imposé dans le baptême solennel. Enfin nous ajouterons que les deux noms peuvent être retenus, puisqu'il est licite d'imposer plusieurs noms au baptême.

Q. — 1^o Dans le diocèse de Metz, un statut interdit aux pasteurs ou à leurs délégués de procéder à la célébration d'aucun mariage le *samedi*, sans permission écrite de l'évêque; cette permission ne s'accorde que pour des *raisons très graves*. Ce statut est fondé sur un *usage immémorial*. — Nous, prêtres d'un diocèse voisin, nous serions heureux qu'un statut semblable fût introduit dans le corps de notre droit diocésain; car, même dans nos campagnes, l'usage se généralise de célébrer les mariages le samedi, au grand détriment du respect dû au jour du Seigneur.

Cela posé, n'y a-t-il pas une loi générale de l'Eglise, une décision de concile, qui règle la matière et qui défende la célébration solennelle des mariages à certains jours, *ratione jejunii et abstinence, ratione solemnitate aut dici dominicæ, aut ratione scandali*? — N'y a-t-il pas un concile provincial qui ait porté une défense sur ce point *pour le samedi* en particulier? et l'usage immémorial du diocèse de Metz n'aurait-il point pour origine un canon de ce concile?

Si oui, pourriez-vous me les indiquer ou mieux nous en donner le texte dans l'excellent *Ami*?

2^o Je suis en désaccord d'opinion avec quelques confrères voisins au sujet de l'*indemnité de déplacement pour le service du binage*. Je prétends que les 200 fr. qui nous sont alloués dans ce but nous obligent à aller à l'annexe *gratuitement* accomplir tous les devoirs du ministère d'un pasteur (j'attache au mot gratuitement l'unique sens du voyage, et je ne parle pas du casuel) par conséquent à y célébrer les offices du dimanche et des fêtes, les messes de mariage et d'enterrement. Je ne crois pouvoir demander d'indemnité de déplacement que pour les messes non nécessaires, tels que les services de trentaine ou anniversaires et les simples messes basses.¹

Mes contradicteurs prétendent que les 200 francs ne visent que les offices paroissiaux, et que, pour mariages et enterrements, outre le casuel afférent, ils peuvent demander l'indemnité de déplacement.

Un autre raisonne ainsi : je ne demande et ne puis demander d'indemnité de déplacement pour les messes basses que je vais dire à l'annexe; elles coûteraient trop cher à mes paroissiens; ils ne m'en feraient plus dire. Pour chaque messe basse, je prends le même prix que

pour les messes dites à la paroisse. Mais, je fais compensation aux enterrements et aux mariages, pour lesquels je prends toute entière mon indemnité de déplacement, soit 1 fr. par k^m.

Quid juris? Qui de nous est dans le vrai?

3^o L'Eglise accorderait-elle les dispenses nécessaires pour réhabiliter le mariage contracté entre un juif et une catholique, mariés civilement depuis une trentaine d'années et n'ayant pas d'enfants? A quelles conditions seraient-elle accordées? Quelles seraient les démarches à faire? (Ce sont des gens très riches.)

R. — Ad I. La défense de célébrer solennellement les mariages en certains jours remonte aux premiers temps de l'Eglise. Il en est qui en voient l'origine dans l'avertissement que donne l'apôtre saint Paul aux fidèles de Corinthe, I Cor. VII, 5. Il est question de cette défense dans le concile de Laodicée, chap. 52 : « Non oportet in quadragesima aut nuptias aut quælibet natalitia celebrare. » Avant le concile de Trente, la défense s'étendait du premier dimanche de l'Avent au jour de l'Epiphanie, de la Septuagésime à l'octave de Pâques, du premier jour des Rogations à la Pentecôte; elle comprenait en outre les trois semaines qui précèdent la Nativité de saint Jean-Baptiste.

Le concile de Trente a accordé plus de latitude : « Ab adventu Domini Nostri Jesu Christi usque in diem Epiphaniæ, et a feria quarta Cinerum usque in Octavam Paschatis inclusive antiquas solemnium nuptiarum prohibitiones diligenter ab omnibus observari sancta Synodus præcipit. » Le Rituel romain ajoute quelques mots d'explications : Meminerint parochi a dominica prima Adventus usque ad diem Epiphaniæ et a feria iv Cinerum usque ad octavam Paschæ inclusive solemnitates nuptiarum prohibitas esse, *ut nuptias benedicere, sponsam traducere, nuptialia celebrare convivium*. Matrimonium autem omni tempore contrahi potest. »

Voilà le droit commun. Aussi Mgr Gousset ajoute-t-il : « Un curé doit faire tout ce qui dépendra de lui pour empêcher les fiancés de se marier le dimanche ou une fête de commandement, ou un jour d'abstinence. Cependant, à moins qu'il n'y ait une défense particulière, à cet égard, de la part de l'Ordinaire, il peut les marier ces jours-là, s'ils paraissent disposés à ne rien faire qui soit contraire à l'esprit de l'Eglise. »

Mais la coutume, les conciles provinciaux et même les évêques peuvent interdire la célébration du mariage en certains jours pendant lesquels elle serait permise de droit commun. C'est un principe admis par tous les canonistes; il ne s'agit que de l'établissement d'un empêchement prohibant.

Plusieurs conciles provinciaux ont fait usage de ce droit et ont défendu la célébration du mariage les jours de dimanche et de fêtes. Assurément s'il y a une coutume ancienne, la loi sera plus facilement reçue; mais on peut la porter légitimement en dehors de toute coutume. Dans ce cas, le point essentiel n'est point de porter la loi, mais de la

¹ Sess. XXIV, *De Reform. Matrim.*, cap. 10.

² *Théolog. morale*, t. II, p. 568.

faire observer. Scavini fait remarquer que la violation de cette défense ne constituerait pas une transgression grave : « Si prohibitio sit ne fiat talie ob venerationem alicujus festi tantummodo, tunc inobedientia illa non esset nisi venialis ¹. »

Ad II. Voici comment le service de binage est déterminé par une circulaire du 20 juin 1827 : « Le droit à l'indemnité n'existe qu'autant que la paroisse légalement érigée en succursale a été réellement desservie en y disant la messe le dimanche ou tout autre jour de la semaine, suivant que l'évêque diocésain l'a ordonné, en y allant *faire des instructions, en visitant les malades et en y administrant les sacrements*. Ce n'est qu'à ce service réel qu'une indemnité est accordée par le gouvernement ². Les communes qui fournissent l'indemnité de binage pour les annexes qui ne sont pas érigées en succursales, ont assurément la même pensée : assurer le service religieux, qui consiste dans la célébration de la messe du dimanche, l'instruction religieuse, la visite des malades, l'administration des sacrements et les sépultures. La messe de mariage et la messe de la sépulture ne rentrent pas nécessairement dans l'administration des sacrements, et il semble qu'on puisse exiger pour elles l'indemnité de déplacement. Mais d'autre part, comme le curé est obligé de se déplacer pour faire le mariage lui-même et la sépulture, et qu'il est payé pour ce déplacement, nous ne voyons pas quel autre motif il pourrait invoquer pour se faire payer une seconde fois ce déplacement avec la messe, à moins qu'il n'invoque la fatigue résultant du voyage à jeun. Mais est-ce là un titre suffisant ? Nous raisonnerions autrement, s'il y avait eu double voyage pour le mariage et pour la messe, pour la sépulture et la messe d'enterrement.

Pour le prêtre qui ne demande pas le supplément qu'il peut légalement exiger pour les messes basses et qui se compense aux enterrements et aux mariages, il agit mal, d'après nous.

En effet, comme nous venons de le prouver, il ne nous paraît pas légitime d'exiger un supplément pour les enterrements et pour les mariages ; on ne peut donc invoquer que le titre de compensation. Mais si cette compensation tombe sur des personnes qui n'ont point demandé de messes basses, n'est-elle pas illégitime ? Ne l'est-elle pas encore, si en tombant sur des personnes qui ont fait dire des messes basses, elle dépasse en valeur la somme qui a été cédée. En outre, est-elle bien légitime dans son principe ? L'honoraire des messes basses a été arrêté entre la personne et le prêtre, soit d'une manière explicite, soit d'une manière implicite ; il l'a été d'une manière explicite si, sur la demande de la personne, le prêtre a indiqué le taux ordinaire, et d'une manière implicite, si le prêtre a accepté sans réclamation l'offrande ordinaire. Dans l'un et l'autre cas, il est

intervenu une sorte de contrat volontaire. Or, tous les théologiens enseignent que la compensation n'est pas permise dans ce cas.

Ad III. Tous les auteurs enseignent aussi que l'Eglise accorde difficilement une dispense pour la disparité du culte, surtout dans les pays catholiques. Pour un mariage avec un juif, la dispense rencontre encore plus de difficultés, à raison des lois qui interdisent aux fidèles la communication avec les juifs en bien des circonstances. Mais l'Eglise, qui est vigilante pour prévenir le mal, agit avec une bonté toute maternelle lorsqu'il s'agit de le réparer, et elle accorde, pour régulariser une situation, des dispenses qu'elle aurait refusées avant le mariage. Pour le cas présent, il faut recourir au Saint-Siège par l'intermédiaire de l'évêché.

Q. — 1^o Dans une ville où il y a plusieurs paroisses, le curé d'une paroisse a-t-il le droit de refuser à une famille que les funérailles d'un de ses paroissiens aillent se faire dans une paroisse voisine ?

2^o A-t-il le droit de refuser au confrère voisin qui lui en fait la demande ?

3^o Que penser d'un curé qui refuse toute autorisation, même quand la famille consent à payer double enterrement ?

4^o L'autorité diocésaine a-t-elle raison d'appuyer le curé qui agit ainsi ?

R. — Nous avons traité la question fort longuement l'année dernière : nous nous contenterons donc de quelques mots de solution en renvoyant pour les preuves à nos articles sur la sépulture.

Ad I. Si l'élection de sépulture a été faite légitimement par le défunt ou par ses héritiers, lorsque les coutumes locales le permettent, le curé ne peut refuser à la famille de faire ailleurs les funérailles.

Dans le cas contraire, il le peut. Même distinction s'il y a ou non sépulture de famille dans une autre paroisse.

Ad II. La demande présentée par un confrère voisin ne change rien à la question. Il peut se faire que des raisons particulières obligent un curé à refuser à un confrère une autorisation qu'il serait heureux de lui accorder dans d'autres circonstances.

Ad III et IV. Nous ne pouvons pas juger, ne connaissant pas les circonstances et nous sommes obligés de revenir à notre première distinction. S'il y a eu élection légitime de sépulture, ou bien s'il y a sépulture de famille, le curé doit laisser faire ailleurs la sépulture. Dans le cas contraire, le paiement par la famille d'un double honoraire est un motif qui peut le déterminer à céder plus facilement ses droits, mais ce n'est pas une cause canonique qui lui enlève d'elle-même le droit de faire la sépulture. Il peut se faire que l'intérêt de la paroisse lui conseille de refuser absolument la permission demandée. Si, dans ce cas, il a pour lui l'approbation de l'autorité épiscopale, gardienne des droits de la paroisse, on ne peut rien lui reprocher.

¹ *Tract. de Matr. Disp.* III, cap. I. Note.

² *Cours alph. de la législation civile ecclésiastique*, par Mgr André, 1884, t. I, p. 516, v^o Binage.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Un de mes voisins a formé le projet de bâtir une grange dont une partie viendrait effleurer le contour de l'abside de l'Eglise. Je cherche à le détourner de son dessein. N'y a-t-il pas une distance précise à laquelle les voisins sont tenus de s'éloigner des murs et piliers de l'Eglise ?

Quelle marche à suivre s'il surgit des contestations ?

R. — La solution de cette question dépend, d'une part, de la construction de l'église, de la largeur des larmiers, du point jusqu'où se projettent les eaux pluviales et de l'étendue des fondations souterraines ; d'autre part, des plans et pièces qui peuvent exister et qui peuvent fournir des renseignements sur la largeur du pourtour de l'église ; à défaut de documents et de renseignements à cet égard, cette largeur doit être fixée d'après l'avis d'hommes de l'art, sur l'examen des fondations et de l'ensemble de l'édifice. La décision doit donc dépendre de l'état des lieux et des titres invoqués par les particuliers. (*Ecole des communes*, 1851, p. 124, voir *M. Rousset*, p. 29, 30 et 31.)

Mgr Affre supposant que le sol qui tient à l'église et la touche immédiatement serait une propriété privée, se demande aussi à quelle distance doivent être les édifices du propriétaire, pour laisser à l'église les jours nécessaires.

« Il faut distinguer, dit-il, entre les droits de l'église provenant de la prescription, et celui qui résulte de la destination du père de famille.

« Si l'église est déjà en possession depuis un temps suffisant pour avoir acquis la servitude par prescription, c'est-à-dire depuis trente ans, elle a droit à ce que le propriétaire ne bâtit pas à moins de six pieds de distance. C'est ainsi que l'ont décidé deux arrêts de la Cour de Cassation des 23 avril 1817 et 24 juin 1823. L'ancien droit était plus favorable aux églises. Il résulte de la loi 9 au dig., *De Aedificiis privatis*, que si quelqu'un est dans l'intention de bâtir sur un terrain limitrophe des édifices publics, il lui est enjoint de laisser entre les édifices et sa construction un espace de quinze pieds. Nos auteurs, appliquant cette loi aux églises et aux chapelles publiques, étaient unanimes pour exiger la même distance.

« Si, au lieu de la prescription, les adversaires de l'Eglise pouvaient invoquer la destination du père de famille, la cause de la fabrique serait encore moins favorable. Tel serait le cas où un particulier aurait construit une église sur son terrain, ou la laisserait construire en fournissant volontairement l'emplacement. Dans ce cas, si on était raisonnable, on devrait admettre que ce propriétaire doit laisser une distance au moins de six pieds, par la raison bien simple que celui qui a construit une église, ou cédé le terrain pour la construire, n'a pas voulu qu'elle devint obscure par son fait. Mais il serait à craindre qu'à cette raison on opposât le principe, mal appliqué sans

doute au cas présent, que la destination du père de famille vaut titre. » (p. 139 et 140.)

Quand il surgit des contestations au sujet du point qui nous occupe, quelle est la marche à suivre pour les vider ?

Les questions de cette nature doivent être portées devant les tribunaux civils, et c'est à la commune propriétaire de l'église qu'incombe la mission de défendre sa propriété. C'est donc au conseil municipal à délibérer, à l'effet de demander au conseil de préfecture l'autorisation de faire intenter par son maire une action en suppression de toutes les servitudes dommageables et contraires au respect dû aux édifices religieux qui obstruent et salissent l'église. (*C. Paris*, 18 février 1851. *Ecole des communes*, 1851, p. 124.)

Si la fabrique est propriétaire de l'église, ce serait à elle à défendre ses droits, en suivant la marche tracée pour la commune.

Q. — J'ai sur ma paroisse une bonne religieuse qui soigne les malades et leur administre quelques médecines de temps en temps, le médecin se trouvant à huit kilomètres et aucune pharmacie n'existant dans le canton.

Or, le susdit médecin menace de poursuivre la bonne sœur comme faisant de la médecine illégale.

L'Ami du Clergé voudrait-il nous dire le plus tôt possible, ce que la loi permet à la sœur et ce qu'elle lui défend. Il rendrait ainsi un éminent service à un grand nombre de religieuses qui peuvent se trouver, comme la nôtre, en butte aux tracasseries de quelque docteur plus ou moins libre-penseur.

R. — Il n'y a pas d'exercice légal de la médecine de la part d'une religieuse qui, dans un cas d'urgence, a pratiqué une saignée ou conseillé une application de sangsues ; de tels soins rentrent dans la classe des actes d'humanité qu'autorise l'avis du Conseil d'Etat du 8 vendémiaire an xiv. N'est pas non plus coupable d'exercice illégal de pharmacie la religieuse qui a remis à des malades des médicaments simples, sans en retirer aucun profit, alors d'ailleurs qu'on peut constater qu'elle n'a causé par là ni préjudice moral ni préjudice matériel aux pharmaciens du même lieu. Ainsi décidé par l'arrêt suivant de la Cour de cassation :

« Arrêt de la Cour de cassation du 14 août 1864 :

« La cour ; en ce qui touche le premier moyen, pris de la violation de l'article 35 de la loi du 19 ventôse an xi, relative à l'exercice de la médecine :

« Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué (rendu par la Cour de Rennes, le 22 avril 1863), que la sœur Sainte-Marie-Théophile, supérieure des sœurs de Saint-Didier (Ile-et-Vilaine), n'a visité les malades qu'après avoir insisté pour qu'un médecin fût appelé près d'eux, et que tous ont reçu les conseils et les soins de l'homme d'art, sauf deux ou trois qui refusaient obstinément de recourir à son ministère, ou pour lesquels il avait refusé de venir ; que, si l'inculpée a fait une saignée et conseillé une application de sangsues, elle ne l'a fait que dans les cas d'urgence ;

« D'où il suit que la supérieure des sœurs de

Saint-Didier a rendu aux malades pauvres de simples visites et leur a donné des soins rentrant dans la classe des actes d'humanité que l'avis du Conseil d'Etat du 8 vendémiaire an XIV, approuvé par l'empereur, déclare être permis à la bienfaisance et à la charité des citoyens, que nulle loi ne défend et que la saine morale conseille ;

« Attendu que l'urgence, circonstance exceptionnelle sous l'empire de laquelle la supérieure des sœurs de Saint-Didier s'est trouvée placée quand elle a pratiqué une saignée et conseillé une application de sangsues, constituait la force majeure qui relève de l'inobservation des lois ;

« Sur le second moyen, pris de la violation des articles 35 et 36 de la loi du 21 germinal an XI, contenant organisation des écoles de pharmacie ;

« Attendu qu'il appert de l'arrêt dénoncé que la sœur Sainte-Marie-Théophile s'est bornée à remettre à des malades des sirops, des potions, des gargarismes d'une composition simple, et sur la demande, au moins dans une circonstance, de l'officier de santé Goulay lui-même ;

« Qu'en agissant ainsi l'inculpée a suivi l'exemple des religieuses, vouées comme elle, au soulagement des malades indigents, et autorisée, depuis près de soixante années, par l'administration supérieure, conformément aux avis de l'école de médecine et du comité consultatif d'hygiène publique, à Paris, à préparer et à délivrer des tisanes, des potions huileuses, potions simples, loochs simples, cataplasmes, fomentations, médecines, médicaments semblables, dont la préparation n'exige pas de connaissances pharmaceutiques bien étendues ;

« Attendu, d'ailleurs, que l'arrêt n'impute pas à la sœur Sainte-Marie-Théophile d'avoir préparé ou distribué des remèdes officinaux, ou d'avoir tiré un profit des actes de charité qui lui sont reprochés ;

« Que cet arrêt déclare, enfin, par une appréciation souveraine, que la partie civile n'a subi ni préjudice moral, ni préjudice matériel ;

« Que, dans cet état des faits et en présence de l'interprétation constamment donnée par le gouvernement, par l'administration, par une longue pratique, aux lois sur l'art de guérir, lois dont le but a été de protéger les populations contre les surprises d'une ignorance cupide et d'un empirisme dangereux, c'est à bon droit que la Cour impériale de Rennes a décidé que la supérieure des sœurs de Saint-Didier n'avait pas contrevenu aux dispositions législatives précitées ; rejette, etc. »

Déjà une lettre de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à Mgr l'évêque de Saint-Brieuc, en date du 27 novembre 1861 donnait des instructions analogues à celles contenues dans l'arrêt précité.

La conclusion à tirer est que les religieuses doivent mettre une grande prudence dans leur manière d'agir, surtout si elles ont autour d'elles des médecins et des pharmaciens cupides et mal intentionnés ; mais dans les limites tracées plus

haut, elles n'ont absolument rien à craindre des tribunaux.

Q. — L'administration peut-elle s'opposer à l'installation et au fonctionnement d'écoles dans les hôpitaux et hospices ?

R. — Telle est la question qui nous est posée par un de nos correspondants auquel le sous-préfet de son arrondissement a signifié « que l'inspection générale des services administratifs était résolue à ne pas le tolérer plus longtemps. »

L'inspection des services administratifs ne peut le tolérer ! On ne saurait, à la vérité, faire plus nettement et plus cavalièrement échec à la loi qui a prévu et admis l'existence d'écoles dans les hôpitaux et hospices ! Si l'administration entrainait dans cette voie de leur refuser, en principe, un caractère légal, elle commettrait un abus de pouvoir dont on pourrait certainement avoir raison en se pourvoyant devant la juridiction compétente contre la décision qui les interdirait. Il est de toute évidence, en effet, que lorsque, dans son article 43, la loi du 30 octobre 1886 dispose que « les écoles ouvertes dans les hôpitaux et les hospices sont assujetties aux mêmes conditions que les écoles privées, relativement au programme, au personnel et aux inspections, » elle en consacre l'existence légale. Elles sont nombreuses, d'ailleurs, les écoles qui fonctionnent dans les hôpitaux et hospices, et elles ont été fondées en général par des particuliers, avec l'autorisation du gouvernement, au moyen de donations ou de legs dont, en cas de fermeture, les intéressés pourraient demander la révocation. L'administration exposerait donc la commune à en perdre le bénéfice en soulevant des difficultés à cet égard. Ces écoles ont une existence légale, nous le répétons ; une décision du Conseil supérieur de l'instruction publique l'a encore reconnu le 29 décembre 1888, et il ne dépend pas de l'inspection générale des services administratifs de les supprimer. Nous conseillons, toutefois, à nos correspondants, de se préoccuper tout particulièrement des conditions d'hygiène, de salubrité et autres exigées par les lois, et de se reporter notamment au décret du 7 octobre 1850, à la circulaire du 30 juillet 1858, à celle du 19 janvier 1875 et à l'instruction du 18 janvier 1887 qui les visent d'une manière précise, car ils ne doivent pas se dissimuler que l'administration sera plus disposée que jamais à insister sur leur entier accomplissement.

Sous cette réserve, nos correspondants devront énergiquement lutter, partout où il sera nécessaire, contre l'étrange et illégale prétention que l'administration semble devoir soulever, au plus grand dommage des communes.

Il paraît que, dans certaines localités, l'autorité supérieure se refuse aussi, par un abus de pouvoir que l'on ne saurait assez signaler et flétrir, à autoriser les commissions administratives à louer à des particuliers, qu'elle soupçonne de songer à y établir des écoles, des biens et des maisons appar-

tenant aux hôpitaux et situés en dehors des bâtiments d'hospice. C'est un nouvel obstacle apporté au droit des communes de s'administrer elles-mêmes, et l'administration s'appuie, paraît-il, pour l'élever, sur l'article 120 de la nouvelle loi municipale du 5 avril 1884, qui dispose « que les délibérations par lesquelles les commissions administratives chargées de la gestion des établissements publics communaux changeraient l'affectation des locaux ou objets appartenant à ces établissements, dans l'intérêt d'un service public ou privé quelconque, ou les mettraient à la disposition soit d'un autre établissement public ou privé, soit d'un particulier, ne seraient exécutoires qu'après l'avis du conseil municipal et en vertu d'un décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur. »

Assurément ce décret pourrait être déferé au Conseil d'Etat, s'il faisait échec, contre toute raison, aux légitimes intérêts de la commune ; mais que dire de cette disposition de loi qui restreint de la sorte les droits des commissions administratives et tend à empêcher toute location avantageuse à la commune, si elle doit être consentie à un particulier qui en voudrait faire, ou serait soupçonné d'en vouloir faire un usage contraire aux vues de l'administration, et, par exemple, dans ce cas particulier, à celle de nos laïciseurs à outrance ! C'est une mesure excessive, vexatoire pour les communes et de nature à détacher davantage encore les populations de l'état de choses actuel.

Il sera possible, toutefois, croyons-nous, de se soustraire, dans un certain nombre de cas, à l'effet de cette disposition. Il suffira, par exemple, pour ceux des biens de l'hospice qui sont actuellement loués, que les commissions administratives laissent les baux se continuer ou se renouveler par voie de tacite reconduction, sans prendre de nouvelles délibérations, inutiles le plus souvent. En maintenant les choses en l'état, en ne changeant pas l'affectation des locaux, en ne se mettant pas dans le cas de l'article 120 de la loi du 5 avril 1884, c'est-à-dire, nous ne craignons pas de nous répéter sur ce point, en ne prenant pas une nouvelle délibération, on évitera l'ingérence de l'autorité supérieure et la nécessité d'un décret, tout en se maintenant dans la légalité.

Nous engageons donc nos correspondants à conseiller cette manière de procéder aux commissions d'hospice. (M. La Caille, rapporteur.)

Q. — Dans une commune où il n'existe ni école maternelle publique, ni classe enfantine publique, l'inspecteur primaire peut-il évoquer le règlement scolaire élaboré par le conseil départemental et l'article 10 de l'arrêté du 18 janvier 1887, pour interdire aux écoles libres de recevoir des enfants âgés de moins de cinq ans ?

R. — Le règlement invoqué par l'inspecteur ne concerne que les écoles publiques. Ce règlement, en effet, n'a pu être fixé par le Conseil départe-

mental que conformément au règlement scolaire, modèle qui a été rédigé et publié en ces termes par l'arrêté du 18 juillet 1882 :

« Le ministre, etc.

« Vu la loi du 28 mars 1882 ;

« Le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

« Arrête :

« Le règlement scolaire modèle pour servir à la rédaction des règlements départementaux des écoles primaires publiques, en date du 6 janvier 1881, est modifié ainsi qu'il suit. »

Après la loi du 30 octobre 1886, un nouveau projet de règlement scolaire modèle a été soumis au Conseil supérieur de l'instruction publique avec l'arrêté du 18 janvier 1887. Le Conseil n'a pas eu le temps de s'occuper de ce règlement, qui n'a pas encore été officiellement promulgué ; mais l'intitulé montre que, comme celui de 1882, il ne peut, dans la pensée de ses auteurs, s'appliquer qu'aux écoles publiques :

« Règlement scolaire modèle pour servir à la rédaction des règlements départementaux relatifs aux écoles primaires publiques. »

De même, l'article 10 de l'arrêté du 10 janvier 1887 appartient au titre premier qui s'applique exclusivement à l'enseignement public. Vouloir l'étendre aux écoles privées serait une contradiction manifeste avec l'article 35 de la loi du 30 octobre 1886, qui porte que « les directeurs et directrices d'écoles primaires privées sont entièrement libres dans le choix des méthodes, des programmes et des livres... »

En somme, les règles relatives à l'âge auquel les enfants peuvent être reçus dans les écoles libres sont contenues uniquement dans l'article 36 de la loi de 1886 et peuvent se formuler ainsi :

Si la commune ne possède ni école maternelle publique, ni classe enfantine publique, les écoles libres peuvent recevoir les enfants âgés de moins de six ans (la loi ne fixe pas de minimum) et de même sexe que ceux pour lesquels elles sont spécialement établies. Si, au contraire, la commune possède une école maternelle publique ou une classe enfantine publique, les écoles primaires libres ne peuvent recevoir les enfants de moins de six ans qu'à la condition d'avoir elles-mêmes une classe enfantine ; mais dans cette classe on peut admettre les enfants des deux sexes.

Toute interprétation de la loi en opposition à ces deux règles est absolument arbitraire, et on doit y résister. (Rapporteur, M. Rémont.)

IMPRIMATUR

Lingonis, die 1 maii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

d'octobre. Le style ne manque point de fraîcheur, de jeunesse, et la doctrine est puisée aux meilleures sources. L'auteur a largement emprunté aux Pères. Il donne des détails intéressants sur la dévotion des *quinze samedis*, qui a pris naissance à Toulouse vers la fin du *xvii*^e siècle. Elle consiste simplement en quinze méditations pratiques, prières et communions faites pendant quinze samedis consécutifs dans la chapelle de la sainte Vierge, en l'honneur des quinze mystères de notre salut, et l'Eglise y a attaché de grandes indulgences. (Indulgence plénière à chaque samedi. 29 sept. 1853, décret de la S. C.)

On ne saurait donc trop recommander ces pieuses pratiques et ce petit livre qui en est comme le manuel. A la fin « la prière filiale de saint François de Sales à la B. V. Marie, » de belles prières pour la messe de communion des quinze samedis et une méthode pour réciter pieusement le Rosaire.

Enfin les quinze mystères du Rosaire exprimés en quinze strophes aussi bien faites que le comportent la difficulté du sujet et les exigences du vers, et qu'on peut chanter sur l'air de l'*Ave Maria* de Lourdes. Tous nos enfants seraient heureux de chanter ce cantique populaire et surtout le refrain *Ave Maria*.

ROME AU PAPE, par Joseph DENAIS, br. grand in-8, de 24 pages, chez Palmé, 1889.

L'auteur étudie la question qui remue aujourd'hui le monde catholique : « Le Pape quittera-t-il Rome ? »

L'Italie ne veut pas « tolérer » qu'on soulève la question du pouvoir temporel. Dans une circulaire du 2 décembre 1888, envoyée à tous les représentants de l'Italie à l'étranger, M. Crispi leur enjoint de faire comprendre aux puissances qu'elles n'ont rien à voir dans cette question, qui est toute privée entre le Pape et lui. Cela ne manque point d'audace. Comme si la liberté du Souverain-Pontife ne regardait, ne préoccupait pas toute la catholicité, comme si deux cents millions de fidèles n'étaient point blessés dans leur conscience et dans leur foi, parce que les lois des garanties ne garantissent plus rien ; parce que les francs-maçons, dans leur haine irréconciliable, entendent bien les supprimer ainsi que « le garanti, » suivant leur odieux langage ; parce que le roi Humbert sera demain livré pieds et poings liés à la Révolution qui l'emprisonne déjà, et que la vie du Pape ne sera, n'est déjà plus en sûreté.

Que M. Crispi le veuille ou non, la question sera soulevée, par les catholiques anglais, — le duc de Norfolk à leur tête, — par les catholiques de France, d'Autriche et d'Amérique ; par les quinze millions de catholiques allemands qui seront plus puissants que lui sur l'esprit du Chancelier, qui veut avant tout gouverner et donner la paix aux sujets de la Prusse ; et M. Crispi sera sacrifié par ses alliés d'occasion.

Rome *intangible* c'est un défi jeté à Dieu, et que Dieu relèvera.

Mais le Pape quittera-t-il Rome ? Il la quitterait, répond M. Joseph Denais, s'il était poussé « aux dernières extrémités, » s'il n'était plus libre, s'il n'avait plus rien à attendre ou à espérer d'elle. L'histoire nous montre vingt-deux papes qui ont dû s'éloigner de Rome et dont plusieurs, comme saint Grégoire VII, sont morts en exil. Léon XIII peut quitter Rome, il ne renoncera pas pour cela au pouvoir temporel. Ce n'est pas lui qui en serait amoindri, mais l'Italie qui serait ainsi mise au ban de l'univers.

Il est certain que sa situation est intolérable. Lui, le Pontife habile et mesuré, qui regarde et attend sans haine et sans colère, lui qu'on a accusé de trop aimer son Italie, et dont le caractère majestueux et conciliant a attiré à ses pieds l'affectueuse admiration du monde entier. C'est lui qui chaque année est abreuvé d'avanies, par la *conversion* des biens de la Propagande, amassés par les catholiques et dont on fera peut-être des armes pour les attaquer ; par des congrès libres-penseurs établis aux portes du Vatican ; par des insultes dont il a été un jour l'objet pour s'être montré à une fenêtre de son palais. Et il s'est plaint le 24 décembre dernier, en Consistoire : « Tout le monde voit quelle est notre situation et à quelles extrémités on veut nous pousser. »

« N'amenez pas le Pape aux « aux dernières extrémités, » conclut Joseph Denais dans son éloquent brochure. Le Pape peut se passer de vous, et vous ne pouvez vous passer de la paix avec le Pape. Rome est au pays et au monde. Rome n'est pas à vous. »

Malgré tout nul catholique n'est inquiet. Le départ du Pape serait la réprobation de l'Italie. Le vicaire de Jésus-Christ ne manquerait point d'abri et c'est l'univers catholique qui le ramènerait triomphant à Rome.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

IMPRIMERIE

MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Un Polonais. **Romuald PRUSZYNSKI**, émigré en France vers 1830, après avoir habité divers lieux, serait décédé en ces dernières années. Un de ses parents désire connaître le lieu et la date de son décès. Il promet une récompense de 10 roubles à qui fournira les renseignements demandés.

Adresser au bureau de l'Ami du clergé.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG

PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé **BUATHIER**

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à Mme MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 19

PRÉDICATION : Pour le quatrième dimanche après Pâques : homélie sur l'Évangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : Décisions concernant vingt-six questions très intéressantes pour la France.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quelle doit être la couleur de l'étole pour porter la sainte communion à un malade qui ne communie pas en viatique ? Quand on porte la sainte communion dans une bourse suspendue au cou, doit-on encore avoir le voile huméral ? Faut-il dans cette bourse un corporal ? Les saints nouvellement canonisés sont-ils obligatoires pour toute l'Eglise ? Pourquoi préparer un vase d'eau et un de vin pour la communion des malades ? — Le prêtre pendant l'absoute peut-il porter des gants pour se défendre du froid ? — Combien devait-on dire d'oraisons le dimanche de la Quinquagésime devant le Saint-Sacrement exposé ? — Peut-on donner la sainte communion en dehors de la messe à des religieuses qui ne peuvent y assister ? Le curé peut-il fermer l'église le dimanche pendant la messe d'un prêtre étranger ? Un Indult autorise les prêtres à célébrer la nuit les trois messes de Noël, *ubi plures affluunt sacerdotes* : comment interpréter cette clause ? — L'Extrême-onction remet-elle les péchés oubliés ? Est-ce un péché d'offrir à déjeuner à un ami un jour de jeûne ? Les prêtres qui reçoivent pour les besoins du diocèse des honoraires pour les messes des fêtes supprimées, peuvent-ils, sans compter, envoyer une somme fixe probablement inférieure à celle qu'ils ont reçue ? —

Comment traduire *Domnum apostolicum* dans les Litanies ? Peut-on demander à Dieu de confirmer le pape infaillible dans la vérité de la sainte religion ? — Le prêtre peut-il porter à trois francs l'honoraire des messes demandées par une testatrice qui voulait le fixer ainsi, mais n'a pas insisté pour le faire inscrire sur son testament ? — Peut-on bénir la maison et les récoltes d'un protestant ? — Les filles-mères ont-elles droit à recevoir la bénédiction nuptiale ? — Pour gagner l'indulgence accordée le 30 septembre dernier, la confession de tous les huit jours ou de tous les quinze jours pouvait-elle suffire ? suffisait-il de s'être confessé huit jours à l'avance ? — Les honoraires pour l'office des morts chanté à domicile et pour la levée du corps appartiennent-ils au curé si ce sont les vicaires qui ont fait ces offices ? — Les curés qui ont usé de la profession de foi de Pie IV non complétée, ont-ils été valablement installés ? — Peut-on mettre entre les mains des fidèles les traductions de la Bible de Genoude et de Sacy ? — La statue de St-Joseph du Sacré-Cœur avec l'Enfant-Jésus debout aux pieds du saint est-elle liturgique ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Qui, de l'héritier ou de l'usufruitier, doit payer les frais de sépulture ? — Un curé peut-il, avec l'approbation du conseil de fabrique, faire ouvrir une porte de l'église qui a été précédemment murée ? — Comment faire rentrer une somme due depuis quatre ans à la fabrique par des gens à l'aise pour service religieux ? — Le curé peut-il, de ses deniers et sans en référer à personne, agrandir la tribune de son église ?

AVIS

A NOS LECTEURS

Conformément à l'avis inséré dans l'AMI DU CLERGÉ du 14 mars dernier et répété dans les numéros suivants, c'est au 15 avril que devaient être mises à la Poste les traites-quittances pour le recouvrement des abonnements non encore soldés.

M. Firmin Dangien, gravement malade, ne peut, pour le moment, faire le travail nécessaire à l'envoi de ces traites-quittances ; nos abonnés seraient bien aimables de lui

envoyer par MANDAT POSTAL le montant de leurs dûs, au plus tôt, sans attendre la traite.

Les abonnés au seul AMI DU CLERGÉ doivent, pour leur abonnement, la somme de 8 francs. Ceux qui sont abonnés encore au supplément, l'AMI DU CLERGÉ PAROISSIAL, doivent 13 francs.

Le talon du mandat-poste sert de reçu.

Nous recommandons de nouveau M. Firmin Dangien aux prières de nos abonnés. Nous espérons, avec leur charitable concours, obtenir de Dieu la continuation d'un mieux qui paraît se dessiner dans son état.

F. P.

COURRIER DES LIVRES

LE COMTE DE FALLOUX et ses MÉMOIRES,
par Eugène Veuillot, un vol. in-12 de xxii-356 pages,
chez Palmé.

Le vent est aux *Mémoires*. Ces sortes de livres n'ont guère que deux buts, flétrir ses ennemis, comme le fit Saint-Simon, ou se grandir soi-même. En parlant de soi, nul ne saurait être impartial ; et si l'on appartient à l'histoire, qu'on laisse donc à l'histoire le soin de juger.

Encore autrefois les *Mémoires* ne se produisaient-ils que quarante ou cinquante ans après, comme ceux du cardinal Consalvi ; ou à une époque fixée par l'auteur même, comme fit Talleyrand, si bien que ses *Mémoires* impatientement attendus ne sont pas encore publiés. Mais aujourd'hui on nous les sert tout chauds d'actualité, d'amour ou de haine. Qu'on s'étonne après cela qu'ils fassent surgir des livres brûlants. Nous ne réformerons pas notre siècle passionné, avide de connaître les dessous des hommes et des choses, et qui d'ailleurs a ses jugements tout faits, ce qui dispense d'étude.

Les *Mémoires* du comte de Falloux eussent paru avec quelque utilité dans cinquante ans. Alors, les contemporains disparus, les passions calmées, ils eussent passés inaperçus de la foule ; tandis que l'académicien discret eût pu savourer certaines pages bien écrites, et l'histoire faire comme il convient la part modeste du *moi* toujours hâssable.

Mais des amis trop impétueux les ont publiés et comme M. de Falloux était un des tenants de l'école libérale — plus brillante que solide, et qui, malheureusement pour elle, s'est à peu près toujours trompée, — son œuvre pleine d'excuses et de palliatifs devait soulever plus d'une contradiction. M. Eugène Veuillot, avec le talent précis et incisif qui le distingue, a aussitôt entrepris une réfutation qui a grandi tout-à-coup aux proportions d'un volume. Nul ne saurait le blâmer de la riposte : il défend une mémoire chère et attaquée. Le caractère de M. de Falloux y est vivement discuté, et l'on est tenté de souscrire au portrait que fit de lui en 1872 Louis Veuillot : « La fleur de lis lui servit de recommandation pour s'introduire chez l'aigle et de passe-port pour aller au coq. La croix ne lui nuisit point auprès de M. Thiers ; et, ce qui montre combien l'homme est fort, ni l'aigle, ni le coq, ni M. Thiers ne lui nuisirent beaucoup auprès de la fleur de lis et de la croix. Il sut monter avec agilité, descendre avec prudence, n'être nulle part, demeurer partout. »

Certains traits, comme ses insinuations auprès de Mgr de Ségur de la cécité duquel il voulait abuser, vous font mal, on hésite à croire et pourtant il est difficile de nier.

Sa très roturière famille était marchande il y a soixante ans à Angers, » écrivait dans son rapport en 1848 Bordillon, préfet de Maine-et-Loire, et il ne cesse de se prévaloir de sa noblesse, de ses alliances. Ambitieux, il ne dédaigne pas les petits moyens, s'ils peuvent le faire aboutir à ses fins ; tacticien parlementaire de cette tactique familière à M. Buffet et qui a toujours échoué, grâce à lui, les catholiques sont battus en Maine-et-Loire, en 1848, mais il arrive bon treizième. Cela lui suffit, et il se loue de son habileté. D'ailleurs il n'a point ménagé « son admiration pour le peuple de Paris, » au lendemain des journées de Février. « Sa bravoure (du peuple) a été quelque chose d'héroïque : ses instincts, d'une générosité, d'une délicatesse qui dépasse celle de beaucoup de corps

politiques qui ont dominé la France depuis soixante ans. On peut dire que les combattants, dans la double ivresse du danger et du triomphe, ont donné tous les exemples sur lesquels n'ont plus qu'à se régler aujourd'hui les hommes de sang-froid... »

Il a regretté ce dithyrambe maladroit, soit ; mais un homme de vrai caractère ne l'eût pas commis.

Laissons de côté les questions ou trop politiques, ou trop personnelles du livre de M. Eugène Veuillot, pour résumer brièvement ses deux beaux chapitres vraiment neufs, sur le rôle de M. de Falloux dans l'expédition de Rome en 1849 et dans la loi de 1850. Les *Mémoires* en attribuent à peu près tout le mérite à M. de Falloux, mais comme il en faut rabattre !

I. Le 24 novembre 1848 Pie IX quittait Rome, la nuit, et le lendemain il était en sûreté à Gaète. Les ambassadeurs des puissances le suivent et toute l'Europe s'émeut de voir le chef de la catholicité réduit à prendre la fuite. La maçonnerie s'est trop pressée, et ne s'est point montrée assez vigilante ; la voilà fort embarrassée à Rome. Le prince de Canino fait décréter la déchéance du pape le 9 février suivant. C'est bien taillé, mais quand il faut recoudre il ne se trouve que des tailleurs illuminés, comme Mazzini, Arnellini et Aurelio Saffi qui sont incapables de donner un vêtement décent à la « République romaine. » L'Espagne s'honore en protestant par la bouche de Martinez de la Rosa, son représentant. D'ailleurs Pidal avait dit aux Cortès : « Nous allons à Rome dans l'intérêt catholique de la liberté de l'Eglise. »

La France avait dû suivre le mouvement. Dès le 27 novembre M. de Corcelles avait mis à la disposition du Pape une brigade de 3500 hommes mais uniquement « pour sa sûreté personnelle, » spécifiait M. Bastide, ministre des affaires étrangères. L'opinion fut plus honnête et força Cavagnac à offrir le 3 décembre, au pape « une hospitalité que la France serait heureuse et fière de lui assurer, disait-il, et qu'elle saurait rendre digne d'elle et de Sa Sainteté. »

Donc le Pape était populaire en France. Louis Napoléon le comprit, et comme on était aux veilles de l'élection présidentielle, il crut qu'il était de bonne politique d'aller plus loin que son concurrent. Le 9 décembre, il écrivit au Nonce pour protester qu'il n'était pas « complice du prince de Canino » et pour « déplorer » que celui-ci n'ait point senti que le maintien de la souveraineté temporelle du chef vénérable de l'Eglise était intimement lié à l'éclat du catholicisme, comme à la liberté et à l'indépendance de l'Italie. »

Il fut élu président sur ces paroles le lendemain. Il choisit parmi ses ministres Odilon Barrot et de Falloux. L'expédition de Rome fut aussitôt préparée, malgré Ledru-Rollin, à qui Odilon Barrot adressa cette fière parole : « Nous ne sommes pas venus au pouvoir pour réparer les regrets de M. Ledru-Rollin, mais pour réparer ses fautes et les ruines de la patrie. »

L'Assemblée législative élue pour succéder à la Constituante, le 13 mai 1849, était beaucoup mieux disposée encore, malgré une minorité violente de socialistes. Pendant ce temps, le général Oudinot s'était présenté aux portes de Rome où il avait été reçu à coups de fusil (30 avril) ; et M. Ferdinand de Lesseps avait été député auprès de lui par la franc-maçonnerie pour lui interdire « de se mêler du gouvernement de Rome » (24 mai), mais surtout pour lui empêcher le rétablissement du pouvoir du pape à Rome. Oudinot ne l'écoula pas et le 29 juillet il entra dans la cité pontificale, mal-

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE QUATRIÈME DIMANCHE APRÈS PAQUES :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(Saint Jean, xvi, 5-14).

L'Ascension de Notre-Seigneur, la descente du Saint-Esprit sur les Apôtres, tels sont les deux mystères que nous rappelle l'évangile de ce jour. Pour bien comprendre le sens des paroles du Sauveur, reportons-nous, comme nous l'avons fait dimanche dernier, au moment solennel où elles furent prononcées. Représentons-nous Jésus-Christ au milieu de ses Apôtres après que la dernière Cène eut été achevée. Ses actes, ses discours, tout avait été extraordinaire dans cette mémorable soirée. Une certaine inquiétude, de la tristesse même avait fini par s'emparer de l'esprit des disciples. Ils avaient peine à comprendre l'avenir que leur [faisait entrevoir le divin Maître. Jésus insiste donc, et, en même temps qu'il instruit ses Apôtres, il les rassure, les console, en leur montrant d'importants avantages là où de funestes préjugés ne leur laissaient voir que d'irréparables malheurs.

I

« Je vais à celui qui m'a envoyé... Je m'en vais à mon Père et vous ne me verrez plus. » C'est en ces termes aussi clairs qu'expressifs que Jésus annonce à ses Apôtres qu'il va les quitter. Impossible de se méprendre sur le sens de ces paroles. C'est bien d'une disparition durable, d'une absence prolongée qu'il s'agit. Désormais les Apôtres ne vivront plus en la compagnie de leur bon Maître, ils ne le verront plus de leurs yeux, n'entendront plus sa voix, ne seront plus soutenus par les multiples manifestations de sa bonté et de sa puissance. Il y avait là de quoi jeter le trouble dans leurs âmes. Aussi, interdits par cette soudaine annonce, ils ne songent même pas à interroger le Sauveur sur les circonstances et les suites de son départ : *nemo ex vobis interrogat me : Quo vadis ?* C'est là cependant ce qui importe pour eux. Si Jésus, en se séparant de ses disciples, les avait abandonnés à eux-mêmes, à leurs propres ressources, ils eussent été bien incapables de toute initiative et de toute entreprise de zèle. Ce sentiment de leur faiblesse, de leur impuissance, les Apôtres l'éprouaient ; et bientôt une triste et douloureuse expérience devait confirmer toutes leurs craintes, toutes leurs appréhensions à cet égard. Ils ne voyaient pas comment, le Sauveur absent, ils pourraient poursuivre la mission inaugurée par lui et à laquelle ils se savaient associés. Tout entiers à l'accablement où les jette la perspective d'un abandon prochain, ils sont sur le point de perdre courage et confiance : *sed quia hæc locutus sum vobis, tristitia implevit cor vestrum.*

Combien de fois n'avons-nous pas ressenti nous-mêmes la même désolation, les mêmes alarmes

qui tourmentèrent l'âme des Apôtres. Nous nous sentons forts, pleins d'énergie et d'ardeur, dans l'intimité de Notre-Seigneur, dans les assemblées saintes, aux jours de fête, pendant les exercices d'une mission ou d'une retraite. Mais si nous quittons l'église, si nous ne sommes en la présence et sous les regards du divin Maître, au milieu de nos frères dont la ferveur nous édifie, si les solennités trop tôt passées nous laissent privés des joies et des consolations sensibles que nous y goûtions, nous nous prenons à douter de nous-mêmes, l'avenir nous apparaît difficile, une sorte de découragement envahit notre âme, il semble que nous soyons délaissés et que jamais nous ne pourrions réaliser les bonnes et fermes résolutions prises au temps de la ferveur. « Ah ! désormais, je serai seule, bien seule, s'écriait une petite orpheline au soir de sa première communion. Que vais-je devenir ainsi ? » Et cette pensée lui faisait verser des larmes brûlantes. Voilà l'épreuve à laquelle un grand nombre d'âmes sont exposées dans la vie chrétienne. Voilà aussi l'explication de la tiédeur et du relâchement auquel, hélas ! se laissent si facilement entraîner tant de chrétiens de nos jours. Sans doute nous ne saurions trop nous défier de nous-mêmes ; mais, pour que cette salutaire défiance ne devienne pas un danger, il faut qu'elle aille de pair avec une inaltérable confiance en Dieu. Nous devons avoir conscience de notre faiblesse, mais sans jamais perdre de vue les promesses de Notre-Seigneur, sans cesser d'espérer de sa miséricorde l'assistance et le secours qui nous sauvera.

Ecoutez plutôt comment Jésus reprend ses Apôtres et relève leur courage : « Parce que je vous ai parlé ainsi, votre cœur est rempli de tristesse. Cependant, et ceci est la plus parfaite vérité, il est utile pour vous que je m'en aille. Car si je ne m'en vais pas, le Consolateur ne viendra pas à vous ; mais si je m'en vais, je vous l'enverrai. » Précieux et abondants seront les fruits de la venue de l'Esprit-Saint. Notre-Seigneur les énumère dans un exposé lumineux et saisissant. Ainsi loin d'être abandonnés et privés de guide et d'appui, les Apôtres se verront merveilleusement confirmés dans la vérité et affermis contre toutes les épreuves.

Courage, donc, courage et confiance, âmes craintives et défiantes. L'Esprit sanctificateur est toujours avec l'Eglise. C'est sa grâce qui nous dirige et nous soutient, et, nous en avons la certitude, cette grâce, suffisante pour nous faire triompher de toutes les difficultés et accomplir toute bonne œuvre, ne nous manquera jamais.

II

La seconde partie de notre évangile traite de la mission et de l'origine éternelle du Saint-Esprit. C'est ce qu'il nous reste à expliquer.

Notre-Seigneur définit ainsi les effets de la mission de l'Esprit-Saint : « Quand il sera venu, il convaincra le monde touchant le péché, touchant

la justice et touchant le jugement. » Que faut-il entendre par là ? Notre-Seigneur prend soin de nous l'expliquer. Le péché touchant lequel le Saint-Esprit convaincra le monde, c'est de n'avoir point cru en Jésus-Christ, *de peccato quidem, quia non crediderunt in me*. Par la justice, il faut entendre l'innocence et la sainteté de Jésus admirablement confirmée par le double miracle de sa Résurrection et de son Ascension, *de justitia vero, quia ad Patrem vado, et jam non videbitis me*. Le jugement enfin, c'est la condamnation du prince de ce monde, du démon et de tous ceux qui l'imitent dans sa révolte, *de judicio autem, quia princeps hujus mundi jam judicatus est*.

Cette mission du Saint-Esprit s'est accomplie non seulement à l'égard des Juifs, qui ont obstinément refusé de croire à Jésus et de reconnaître sa sainteté, et ont ainsi encouru comme peuple la plus terrible des réprobations, mais elle se continue à travers les âges pour tous les hommes. Chaque jour, de nouvelles preuves s'ajoutent aux anciennes qui rendent criminel et inexcusable le refus de croire à Jésus et de suivre ses divins enseignements. Péché des incrédules, péché des mauvais chrétiens, péché qui est le principe et la source de tous les autres. Prenons garde que ce péché ne devienne le nôtre. Comme la justice, c'est-à-dire la sainteté chrétienne, est fondée sur la foi, nous ne pouvons perdre celle-ci, sans être convaincus d'avoir aussi perdu celle-là. L'intégrité de la vie est indissolublement attachée à l'intégrité de la foi. Plus notre foi en Jésus-Christ sera vive, plus notre justice se développera, plus elle sera féconde en bonnes œuvres, plus elle nous rendra irrépréhensibles pour le jour du jugement. Vivons donc dans l'esprit de la foi, si nous voulons éviter la condamnation portée contre le monde. C'est, au témoignage de l'Apôtre, le seul véritable principe de vie pour nous, *justus ex fide vivit*.

Convaincre le monde touchant le péché, touchant la justice et touchant le jugement, tel est le premier effet de la mission du Saint-Esprit. Il en est un autre qui regarde plus spécialement les Apôtres et l'Eglise de Jésus-Christ. « J'aurais encore beaucoup de choses à vous dire, ajoute en effet ce divin Sauveur, mais présentement ces choses dépassent votre portée. Or, lorsque cet esprit de vérité sera venu, il vous enseignera toute vérité. » C'est donc par l'Esprit-Saint, par Dieu lui-même que l'Eglise est enseignée, c'est de lui qu'elle reçoit non pas seulement une partie de la vérité, mais, remarquez-le bien, toute la vérité, *docebit vos omnem veritatem*. Ne craignons pas que l'Eglise puisse se tromper jamais, qu'elle puisse jamais être arrêtée par une difficulté quelconque, ou embarrassée pour résoudre nos doutes et nos objections, pour répondre d'une manière satisfaisante à toutes les questions qui tourmentent notre intelligence. Voulons-nous connaître et posséder la vérité, la vérité tout entière, sans aucun mélange d'erreur, c'est à l'Eglise, à l'Eglise seule

qu'il faut demander cette précieuse faveur. La science humaine est bornée et, sur quantité de points, indécise et peu sûre d'elle-même. S'en tenir à ses données, sans vouloir accepter l'enseignement de l'Eglise, c'est volontairement priver son intelligence d'une lumière bien supérieure et plus parfaite, c'est s'exposer à des erreurs et à des incertitudes sans nombre. Tel est le sort, peu enviable, des esprits orgueilleux qui ne voient rien au-dessus de la science et qui prétendent tout soumettre à son contrôle. Mettons-nous en garde contre leurs sophismes. Au-dessus de la science purement humaine, il y a, il y aura toujours l'enseignement infaillible de l'Eglise. L'opinion de tous les savants du monde n'atteindra jamais le degré de certitude que porte avec elle la doctrine du Vicaire de Jésus-Christ, établi de droit divin Docteur universel de toutes les nations.

Comment l'Esprit-Saint enseignera-t-il toute vérité aux Apôtres ? C'est, dit Notre-Seigneur, *qu'il ne parlera pas de lui-même, mais il dira ce qu'il a entendu, et il annoncera les choses futures*. Sur quoi Bossuet fait cette remarque : « Il ne dira que ce qu'il a entendu, mais il a tout entendu ; aussi enseignera-t-il toute vérité. Il est dans le conseil où l'on dit tout. Le Père dit tout par son Fils, le Fils dit tout par sa naissance... Le Saint-Esprit est le troisième dans ce secret : nulle créature n'y entre. On ne dit rien à demi dans cette unité : on n'entend rien imparfaitement. C'est pourquoi l'Esprit approfondit tout : il entre en tout, même dans les profondeurs de Dieu (I Cor. II, 10). Et c'est le caractère que lui donne le Sauveur du monde, en disant *qu'il nous enseigne toute vérité, et annonce les choses futures*. »

Par ces paroles et par celles qui suivent, Notre-Seigneur nous révèle le mystère ineffable des communications intérieures des trois personnes divines : « Il me glorifiera, parce qu'il prendra du mien, et vous l'annoncera. » Qu'est-ce à dire, mes frères ? Les paroles qui suivent immédiatement celles qui terminent notre évangile, achèvent de nous l'indiquer. « Tout ce qui est à mon Père, est à moi : et c'est pourquoi je vous ai dit qu'il prendra du mien et il vous annoncera ce qu'il aura pris. » (Joan. XVI, 15). Le Fils a tout pris du Père, et il glorifie le Père : le Saint-Esprit prend du Fils et il glorifie le Fils. Il est l'Esprit du Père comme du Fils, procédant de l'un et de l'autre, comme d'un seul et même principe. Et c'est par cette autorité de principe et d'origine que Jésus-Christ l'envoie, car il ne peut y en avoir d'autre entre les Personnes divines.

Tel est, mes frères, le résumé des grandes et sublimes vérités contenues dans l'Evangile de ce jour. Gardons-en fidèlement le souvenir gravé dans nos cœurs. Si nous avons peine à comprendre ces profonds mystères qui surpassent infiniment la capacité de notre pauvre intelligence, ne laissons pas de les admirer et de remercier

Dieu de ce qu'il a bien voulu nous en donner quelque connaissance dès cette vie. Ainsi nous nous préparerons à les contempler un jour à découvert dans la pleine lumière de l'éternité. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Le décret suivant contient un grand nombre de solutions intéressantes.

Les réponses exposent le droit général de l'Eglise; mais elles ne visent pas les indults particuliers qui auraient pu ou pourraient dans la suite être obtenus sur quelques points.

Le grand nombre des questions et la difficulté de lecture qui résulte de l'éloignement des réponses nous engageant pour cette fois à changer l'ordre consacré et à mettre sous chaque question la réponse correspondante. Nous reproduirons prochainement les décrets visés dans ces réponses.

SOCIETATIS JESU

R. P. Vincentius Licalzi Sacerdos Societatis Jesu a suis Superioribus deputatus ad componendum Directorium Divini Officii pro duabus provinciis Lugdunensi ac Tolosana ejusdem Societatis a Sacra Rituum Congregatione subsequentium Dubiorum solutionem humillime exquisivit, nimirum :

Dubium I. Quid sentiendum de usu in dies semper invalescente celebrandi Missas coram SSmo Sacramento publice exposito in Ecclesiis, in quibus non desunt alia altaria, item et distribuendi s. Communionem in iisdem Missis, et extra Missas in eodem altari ?

Ad I. Ad primam partem, non licere sine necessitate, vel gravi causa, vel ex speciali indulto : ad secundam partem ; Negative.

Dubium II. Et quatenus tolerari possit talis usus, an possit agitari campanula decursu Missarum quæ leguntur in eodem altari, saltem diebus Dominicis ratione populi pro ea Missa congregati ?

Ad II. Consulat Decretum in una Mechlinien. 12 Septembris 1874 ad XII.

Dubium III. Cum adest Sanctissimum Sacramentum expositum licetne adhibere pro Missis Ministrum laicum absque veste talari et superpelliceo, saltem ubi deest copia Ministrorum qui clerici sint ; item an regula a Clementina Instructione præscripta, qua vetatur ne quis altare expositionis circumbeat, quin superpelliceo indutus, obliget pro qualibet expositione ?

Ad III. Ad primam partem : consulat probatos auctores ; ad secundam partem : detur Decretum in Patavinâ 12 Julii 1739.

Dubium IV. Item an liceat perdurante expositione 1^o celebrare Missas votivas de Virgine in aliis altariibus ; 2^o reliquere in altari expositionis Reliquias aut Imagines Sanctorum, quæ ibidem inter candelabra vel juxta murum ad ornamantum adessent ; 3^o superimponere vel saltem affigere tabernaculo candelabra, quæ pro ipsa expositione inserviunt ; 4^o accendere lumina coram imaginibus Domini Nostri, sive in eodem sive in alio altari ;

5^o nuncupare vota religiosa vel solemnes consecrationes ?

Ad IV. Ad primam partem : detur Decretum in Varsavien. 7 Maii 1746 ad IX ; ad secundam partem : detur Decretum in Aquen. 2 Septembris 1741 ad V ; ad tertiam partem : consulat probatos auctores ; ad quartam partem : ad primum, Negative, ad secundum Affirmative ; ad quintam partem : Affirmative, dummodo amoveatur quæcumque irreverentia.

Dubium V. An liceat pluries in eadem Ecclesia et die impertiri benedictionem cum SSmo. Sacramento occasione piarum Congregationum vel ad devotionem ; item an liceat interrompere expositionem SSmi Sacramenti pro danda benedictione ob causa indictas ?

Ad V. Ad primam et secundam partem : juxta prudens Ordinarii arbitrium, evitata tamen nimia frequentia, et dummodo non agatur de expositione Quadraginta horarum.

Dubium VI. Cum permittitur ab Ordinario ut detur benedictio SSmi Sacramenti occasione alicujus concionis habendæ, potestne ob majorem utilitatem concioni præmitti benedictio ?

Ad VI. Affirmative juxta Ordinarii concessionem, et justa de causa.

Dubium VII. Haud raro ratione majoris solemnitatis solet fieri expositio SSmi sacramenti in diebus festis, quandoque etiam decursu unius vel alterius Missæ, an possit talis usus tolerari ?

Ad VII. Juxta prudens Ordinarii arbitrium, servatis rubricis in hujusmodi expositionibus præscriptis ; quoad vero Missas, provisum in responsione ad Dubium I.

Dubium VIII. Invaluit usus apud Moniales ut clavis tabernaculi non penes Cappellanum, sed inter septa monasterii asservetur etiam cum domus Cappellani finitima est monasterio, an servari possit talis usus ?

Ad VIII. Negative.

Dubium IX. Valetne sustineri usus aliquarum Ecclesiarum, in quibus ratione concursus ingentis populi, cum non sufficiat multitudo pro S. Communionem quantitas hostiarum, jam celebrata nova Missa statim a consecratione reassumitur distributio Communionis ?

Ad IX. Abusum esse interdicendum.

Dubium X. In quibusdam valetudinariis adest legitime erectum sacellum : an Sacerdos ibi litans possit intra Missam Communionem distribuere ægrotis, qui adsunt in cubiculis circa ipsum Sacellum ?

Ad X. Detur Decretum in Florentina 19 decembris 1829 ad I.

Dubium XI. 1^o An teneantur Sacerdotes inquirere an Missale, quo utuntur, sit ab Episcopo approbatum vel hoc pertineat ad Rectorem Ecclesiæ, et quatenus affirmative ad secundum an possint. 2^o Item plerumque accidit ut Sacerdotes affluentes ad Ecclesias Monialium inveniant Missas proprias ejusdem Monialibus concessas quin sit determinatum an illi uti possint Sacerdotes utriusque cleri :

an tunc omnes possint indiscriminatim eas legere si sint de Sanctis; 3^o An si de Beatis?

Ad XI. Ad primam partem : consulat probatos auctores ; ad secundam et tertiam partem : Negative, nisi contest de privilegio.

Dubium XII. Quæritur : An usus Conopæi super Tabernaculo nunc censeatur obligatorius, et an pretiosa ornamenta ipsius Tabernaculi dispensent?

Ad XII. Detur Decretum in Briocen. 21 Julii 1855 ad XII.

Dubium XIII. An pars posterior alicujus altaris præsertim si illud esset altare majus possit adhiberi ad modum armorioli ?

Ad XIII. Doceat de altaris forma.

Dubium XIV. An in Processione Corporis Christi liceat adhibere plus quam duos Thuriferarios ; et an tolerandum quod ea die pueri cotta induti circumcumeant altare spargendo flores et thus offerendo etiam tempore Benedictionis ?

Ad XIV. Negative in omnibus.

Dubium XV. An pro hac Processione tolerari possit, 1^o usus erigendi plura altaria per vias et adjungendi *Alleluia* ad *¶ Panem de cælo præstitisti eis* tempore Processionis, quæ fit in Galliis Dominica post Octavam Corporis Christi ; 2^o item usus adhibendi eadem occasione instrumento vulgo *Tamburro* etiam intra Ecclesiam ?

Ad XV. Ad primam partem ; detur Decretum in Volaterrana 23 Septembris 1820, et addendum : *¶ Alleluia* ; ad secundam partem Affirmative, sed tantum per viam.

Dubium XVI. An occasione primæ Communionis puerorum vel ob devotionem erga Sanctum Joseph in mense Martio possint altaria ornari floribus, et pulsari organa etiam tempore Quadragesimæ ; an idem negative dicendum, si effigies Sancti Joseph sit extra altare exposita ; et in hoc ultimo casu an possit relinqui discooperta tempore Passionis ?

Ad XVI. Ad primam partem : Affirmative ; ad secundam partem : provisum in prima ; ad tertiam partem : consulat probatos auctores.

Dubium XVII. An possit præscribi contra aliquas Rubricas particulares ex. gr. contra usum intorticii adhibendi in Missis a Consecratione ad Communionem ?

Ad XVII. Consulat Decretum Urbani Papæ VIII appositum in Missali : et quoad exemplum peculiare consulat probatos auctores.

Dubium XVIII. An possit pars anterior Corporalis in Missa explicari tantum ante Offertorium, an potius sensus Rubricæ talis sit ut obliget ad illud explicandum ab initio Missæ ?

Ad XVIII. Serventur in casu Rubricæ.

Dubium XIX. An tolerari possit usus cereorum fictorum ex metallo in quibus machina quadam introducitur cereus ?

Ad XIX. Tolerari posse.

Dubium XX. An minister Missæ privatae possit quærere varias partes Missæ saltem Communionem in Missali pro commoditate Sacerdotis ?

Ad XX. Negative, et serventur Rubricæ.

Dubium XXI. In multis Ecclesiis in die Nativitatis Domini, incipitur Missa ita ut jam Sacerdos sit in puncto Consecrationis pulsante media nocte, an hoc sit legitimum ?

Ad XXI. Serventur Rubricæ, et contrarios abusus esse tollendos.

Dubium XXII. An in collatione sacrorum Ordinum cum Sacerdotes imponunt manus ordinandis presbyteris et cum omnes circum Episcopum stant elevata manu, an omnes debeant habere necessario stolam ?

Ad XXII. Consulat Pontificale Romanum de Ordinatione Presbyteri.

Dubium XXIII. In quibusdam regionibus mos est, ut tempore Quadragesimæ suspendatur ingens velum cæruleum, repræsentans Christi passionem, ante ingressum presbyterii in Ecclesiis, quod auferitur in Sabbatho sancto ; an talis usus possit tolerari in casu quo non modo scenico illud auferetur ad cantum *Gloria in excelsis*, sed cum Ministri parant altare post cantum Litaniarum Sanctorum ?

Ad XXIII. Attenta consuetudine tolerari posse.

Dubium XXIV. An teneantur ad repetendam recitationem Officii ; qui ex errore recitaverit partem Officii vel etiam integrum officium approbatum tantum pro aliqua Ecclesia particulari ?

Ad XXIV. Consulat probatos auctores.

Dubium XXV. An possint omitti ratione musici concentus quædam verba orationum ex. gr. *Ave Maria*, ita ut in cantu harum Orationum supprimantur aliquæ prærogativæ Beatæ Mariæ Virginis ex. gr. *Mater Dei* ?

Ad XXV. Negative.

Dubium XXVI. An conclusio adhibenda pro Oratione Sancti Ignatii de Loyola sit *per Dominum vel qui vivis* etc.

Ad XXVI. Conclusionem dicendam esse. *Per Dominum Nostrum Jesum Christum.*

Sacro porro eadem Congregatio ad relationem subscripti Secretarii, hisce Dubiis mature diligenterque perpensis, respondendum censuit. (Voir les réponses plus haut.)

Atque ita respondit ac rescripsit die 11 Maii 1878.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Le Rituel prescrit l'étole de la couleur du jour pour donner la sainte communion en dehors de la messe et la couleur blanche pour le saint viatique. Quelle couleur faut-il prendre pour porter la sainte communion à un malade qui ne communie pas en viatique ?

2^o Quand on porte la sainte communion dans une bourse suspendue au cou, doit-on avoir un voile huméral ? ou la bourse peut-elle être regardée comme en tenant lieu ? Ne doit-elle pas être regardée plutôt comme tenant lieu du pavillon du ciboire ?

3^o Faut-il mettre un petit corporal dans cette bourse ?

4^o Est-il vrai que les offices des saints nouvellement canonisés sont déclarés obligatoires *urbi et orbi* ?

5^o Le Rituel prescrit de préparer un vase avec du

vin et un autre contenant de l'eau. Quel est leur usage? Ne peut-on pas se contenter de préparer un vase contenant de l'eau comme c'est l'usage général en France.

L'expérience a dû vous prouver que l'*Ami du Clergé* est fort bien tel qu'il est aujourd'hui et que ceux qui vous demandent des modifications se font illusion.

R. — Ad I. On prend la couleur blanche, car le Rituel romain, en parlant de la communion des infirmes, ne fait aucune distinction entre les malades qui reçoivent la sainte communion en viatique et ceux qui la reçoivent par dévotion.

« *Sacerdos indutus superpelliceo et stola, et, si haberi potest, pluviali albi coloris...* » (Rituaire, De Communione infirmorum.)

Ad II. Quand on porte la sainte communion dans une bourse suspendue au cou, est-on obligé d'avoir un voile huméral? Nous pensons qu'on doit en avoir un; car le Rituel romain, qui est notre unique règle en cette matière, suppose deux voiles; d'abord le voile, que nous appelons ordinairement pavillon et qui couvre le ciboire :

« *Sacerdos aliquot particulas consecratas, vel unam tantum, si longius aut difficilior iter sit faciendum, ponet in pyxide seu parva custodia, quam proprio suo operculo cooperit, et velum sericum superimponit...* »

Voilà bien un premier voile pour couvrir le ciboire.

Immédiatement après, le même Rituel en exige un second pour couvrir les épaules du prêtre :

« *Ipse vero sacerdos, imposito sibi prius ab utroque humero oblongo velo decenti...* »

Voilà bien le second voile, le voile huméral pour le prêtre.

Aussi l'opinion contraire, qui ne demande pas de voile huméral, nous paraît fautive, bien qu'elle soit soutenue par l'illustre Cavalieri.

Ad III. Oui, on doit mettre un corporal dans la bourse : « *Bursam cum corporali,* » et en outre un purificateur pour essuyer les doigts du prêtre : « *et cum linteolo purificatorio ad digitos sacerdotis abstergendos.* » (Rituaire Romanum.)

Ad IV. Les offices des saints nouvellement canonisés ne sont obligatoires pour tout l'univers catholique que dans le cas où le Saint-Siège le veut ainsi. Si le Saint-Siège ne détermine rien, les nouveaux saints doivent être inscrits dans les martyrologes, mais on n'en fait pas l'office.

Ad V. Le Rituel prescrit de préparer deux vases, l'un avec du vin, l'autre avec de l'eau, afin que le prêtre puisse choisir celui qui conviendrait le mieux au malade.

Vous nous demandez si l'on ne pourrait pas se contenter du vase d'eau comme c'est l'usage général en France. C'est l'opinion de certains liturgistes. Mais nous croyons qu'elle ne doit être admise que dans le cas où l'on sait que l'eau conviendra mieux que le vin au malade.

Du reste, c'est ordinairement la famille du malade qui prépare ces vases. Elle doit savoir ce qui convient le mieux, et alors le prêtre n'a pas besoin de préparer deux vases.

En finissant, nous vous remercions des félicitations que vous voulez bien nous adresser.

Q. — Est-il permis par la rubrique à un prêtre qui fait l'office de célébrant dans une inhumation de porter des gants, et surtout des gants en peau glacés, pendant le chant de l'absoute et du *Libera*, sous prétexte de se préserver du froid.

R. — Il n'est pas permis à un prêtre de porter des gants, surtout des gants glacés, pendant une absoute.

Les évêques eux-mêmes n'ont pas ce droit, même à la messe pour les défunts.

« *Episcopus ipse non utatur in hac Missa (pro defunctis) sandaliis et chirotecis, nec baculo pastoralis...* » (Cœrem. Episc., liv. II, chap. XI, n. 2.)

Et cependant les évêques ont le droit et le devoir de les porter dans les autres messes.

Les prêtres qui en portent pour l'absoute sont donc tout à fait blâmables.

Non seulement il leur est interdit d'en porter pendant une absoute; mais en tout autre office de chœur; parce que les gants sont, de droit commun, un insigne réservé à l'évêque.

Nous ne parlons pas ici des hauts personnages ecclésiastiques qui auraient reçu ce droit par indult pontifical. Le nombre en est très restreint. Combien il serait fâcheux que les vanités du monde pénétrassent dans le sanctuaire! Ce ne sont pas seulement les règles de la liturgie qui auraient à souffrir; mais aussi la modestie chrétienne et l'esprit ecclésiastique.

Q. — Je viens solliciter une réponse de votre excellent journal. Combien devait-on dire d'oraisons à la messe du dimanche de la Quinquagésime, devant le saint Sacrement exposé? Je prétends avec l'*Ordo* de notre diocèse qu'on devait dire cinq oraisons : 1^e celle du jour, 2^e l'oraison *A cunctis*, 3^e une autre oraison *ad libitum*, puis après ces oraisons prescrites par la Rubrique, celle du très saint Sacrement et celle du Pape, à cause de l'anniversaire du couronnement. Un de mes confrères prétend qu'on devait retrancher l'oraison *ad libitum*. Dites-nous, s'il vous plaît, qui a eu raison?

R. — Il faut distinguer entre exposition et exposition. 1^o S'agit-il d'une exposition pour les Quarante-Heures? Cela paraît assez probable, puisqu'il s'agit d'une exposition faite le dimanche de la Quinquagésime. Or voici ce que vous deviez faire cette année :

Vous deviez chanter la messe de la Quinquagésime, avec la seule oraison du très saint Sacrement exposé, sous une seule conclusion, sans aucune collecte et sans aucune commémoration.

Ce point est certain, surtout depuis 1883; car la sacrée Congrégation des Rites l'a décidé sur la demande de Mgr l'archevêque de Montréal. Voici le texte de ce très important décret :

« *In dominicis vero privilegiatis primæ vel secundæ classis... canenda est missa dicî currentis cum Oratione SS. Sacramenti, sub unica conclusione, ommissis collectis et commemorationibus.* » (18 mai 1883, n. 5871, ad v.)

Par conséquent on ne devait dire que deux oraisons, et toutes deux sous la même conclusion.

2^o S'agit-il d'une exposition pour l'Adoration perpétuelle? Ou devait faire la même chose. C'est du moins ce que nous avons pu constater d'après tous les rescrits de Rome qui nous ont été communiqués.

3^o S'agit-il d'une simple exposition? On devait aussi faire la mémoire du très saint Sacrement; mais cette fois elle devait se faire dans l'ordre que vous indiquez, à savoir, après l'oraison du dimanche, *A cunctis*, et après celle du Souverain-Pontife.

Q. — 1^o Est-il permis de donner la communion en dehors de la messe? v. g. à des religieuses à qui leur règle détermine le nombre des communions par semaine, et qui, en raison de la classe, ne peuvent assister au saint sacrifice?

2^o Un prêtre étranger vient passer trois mois dans une famille de ma paroisse. Malgré sa présence, le curé est obligé de biner chaque dimanche; or, l'étranger ne prêchant pas, le public se rend en foule à sa messe. Le curé doit-il fermer l'église pendant cette messe afin de forcer ses paroissiens à assister à son prône?

3^o Un indult accordé à notre diocèse nous autorise à célébrer les 3 messes, la nuit de Noël, *ubi plures affluunt sacerdotes*. Quelle interprétation faut-il donner à *plures*? Deux suffisent-ils, pour jouir de l'indult?

Si *non*, le prêtre qui ne chanterait pas la messe de minuit, peut-il du moins en dire une après la messe chantée, soit vers une heure du matin?

R. — Ad I. Oui, cela est permis, attendu que le Rituel romain demande seulement une cause raisonnable pour qu'on puisse donner la sainte communion en dehors de la messe; or le motif que vous indiquez est évidemment raisonnable.

Ad II. Il en aurait le droit. Mais serait-ce prudent? Le mécontentement des paroissiens ne l'emportera-t-il pas sur l'avantage de leur faire entendre le prône, s'ils y viennent?

Ad III. Le mot *plures*, surtout dans cette circonstance, suppose plus de deux prêtres.

Régulièrement on ne devrait pas dire une seconde messe après avoir chanté la première; plusieurs décisions s'y opposent. Mais une coutume contraire et générale existe en bon nombre d'églises; et les fidèles assistent aussi à cette seconde messe. Nous conseillons beaucoup de prudence.

Q. — 1^o Dans le catéchisme de notre diocèse il est dit que le sacrement de l'extrême-onction efface les restes du péché, et même les péchés *oubliés* ou qu'il serait impossible de confesser. — Que faut-il entendre par les péchés *oubliés*? Sans aucun doute on entend parler des péchés que le pénitent ne s'est pas rappelés au moment de la dernière confession suivie d'absolution, et qu'il aurait accusés alors s'il s'en était souvenu. Mais ces péchés oubliés involontairement n'ont-ils pas été effacés par l'absolution reçue? — Il me semble donc inutile et même faux d'attribuer cet effet au sacrement de l'extrême-onction que l'on reçoit dans la suite. — Qu'en pense l'Ami du Clergé?

2^o Il est défendu, sans une raison sérieuse, de coopérer au péché des autres: c'est un principe général de morale. Aussi aucun bon chrétien n'osera présenter des aliments gras à un convive ni le vendredi ni aucun des autres jours d'abstinence. Mais en est-il de même pour

le jeûne? Si l'on reçoit pendant le carême, par exemple, la visite d'un ami bien portant et visiblement tenu au jeûne, mais peu scrupuleux sur cet article, y aura-t-il beaucoup de chrétiens assez courageux pour ne pas lui offrir de déjeuner, ou des aliments prohibés à la collation du soir? N'y a-t-il point un péché dans cet acte de complaisance?

3^o Le Souverain-Pontife a autorisé les curés de notre diocèse à recevoir des honoraires pour les messes dites le jour des fêtes supprimées, mais en les obligeant à remettre ces honoraires à Mgr l'Evêque pour les besoins du diocèse. Or un certain nombre de curés ne se croient pas obligés de compter rigoureusement les sommes ainsi reçues, et se contentent de verser à la caisse épiscopale une somme approximative, mais plutôt inférieure que plus forte. Quelques-uns versent chaque année la somme fixe de 30 francs, tandis que, s'ils reçoivent pour chacune de ces fêtes l'honoraire de 1 fr. 50 fixé par le tarif, ils devraient de 37 à 42 fr., suivant qu'il y en a un nombre plus ou moins grand à coïncider avec le dimanche.

1. Ces prêtres peuvent-ils être en sûreté de conscience, ou sont-ils obligés de compter rigoureusement et de verser à la caisse épiscopale tous les honoraires qu'ils ont ainsi reçus?

2. Sont-ils tenus à restituer toutes les sommes qu'ils ont de la sorte injustement détenues, depuis qu'ils sont obligés aux messes *pro populo*? S'il y a déjà un certain temps qu'ils ont cette obligation, la somme pourrait être considérable, et la restitution serait onéreuse pour des curés pauvres.

3. S'ils désirent obtenir une *condonation* pour le passé, peuvent-ils se contenter de la demander à l'Evêque? Celui-ci n'est-il point simple administrateur, et non propriétaire, des biens de l'évêché; et par suite n'est-il pas hors de son pouvoir de renoncer à quelques-uns des revenus du diocèse?

4. S'il faut recourir au pape, à qui faut-il s'adresser, et dans quelle forme?

5. Que doit faire un prêtre qui a conseillé à quelques-uns de ses confrères de ne donner que 30 francs par an pour les messes *pro populo* et qui ne se rappelle plus auxquels de ses confrères il a donné ce conseil? Est-il obligé de restituer en leur place s'ils ne le font pas eux-mêmes, pour les sommes qu'ils ont ainsi retenues jusqu'ici? Est-il de plus obligé de se rétracter assez publiquement pour ceux qu'il a ainsi conseillés en aient connaissance, afin de dégager sa responsabilité pour l'avenir?

R. — Ad I. Il est évident que, s'il n'y a pas de péchés oubliés qui n'aient déjà été remis par l'absolution, l'extrême-onction ne saurait les remettre. Mais ne peut-on pas faire la supposition de certains péchés oubliés qui n'auraient point encore été remis? Par exemple, le malade aurait oublié un péché grave et, ne se sentant coupable d'aucun autre ne se serait pas confessé ou n'aurait pas reçu l'absolution, le confesseur jugeant inutile de la lui donner. En ce cas il ne serait pas inutile que l'extrême-onction remit le péché oublié.

Mais est-il faux d'attribuer cette vertu à l'extrême-onction? Aucunement. L'extrême-onction peut remettre, en certains cas, le péché, même mortel.

Dans le texte de saint Jacques, après l'affirmation qui concerne le soulagement du malade, nous lisons: *Et si in peccatis sit, remittentur ei*: ce que le saint concile de Trente explique de cette manière: « Res etenim hæc gratia est Spiritus sancti, cujus Unctio delicta, si quæ sint adhuc expianda, ac peccati reliquias abstergit. » (Sess. 14 de Extrem.

Unct. c. 2.) Le concile ne distingue pas entre péchés véniels et péchés mortels. Les théologiens ne distinguent pas davantage et ils enseignent que l'extrême-onction peut, en certains cas, remettre les péchés même mortels. Le seul point qu'ils discutent et sur lequel ils se divisent est celui de savoir si c'est *per se* ou *per accidens* qu'elle remet alors les péchés.

Ad II. La raison est la même pour le jeûne que pour l'abstinence, si ce n'est que le jeûne ne peut plus être observé le même jour après qu'il a été rompu. Si donc l'ami qui vient vous visiter a déjà rompu le jeûne, vous pouvez lui offrir le soir des mets prohibés à la collation : ce que vous ne devriez pas faire s'il lui était encore possible d'observer le jeûne et qu'il n'en fût pas dispensé.

Ad III. Les curés qui usant de l'indult pontifical reçoivent des honoraires pour les messe des fêtes supprimées à la condition de les remettre à l'évêque pour les œuvres spécifiées dans l'indult, doivent remettre intégralement les honoraires perçus. Ils n'ont aucun droit à en conserver la moindre part. Mais ils ne peuvent être tenus, de ce chef à verser plus qu'ils n'ont reçu.

Si donc ils ont indûment conservé une partie de ces honoraires, ils sont tenus à restitution de la façon et dans la mesure où est tenu celui qui s'est injustement approprié le bien d'autrui.

Pour obtenir une condonation ils devraient s'adresser au Saint-Siège. Car l'évêque ne peut pas plus la leur accorder qu'il ne peut les dispenser de remettre en entier l'honoraire qu'ils ont reçu. La raison en est qu'il n'est pas en son pouvoir de leur créer le droit de retenir quoi que ce soit des honoraires qu'ils ont reçus : et cela lors même qu'il pourrait valablement transiger pour sa part, à titre d'administrateur des biens de l'Eglise.

Pour recourir au Saint-Siège, il suffit d'adresser une supplique au Saint-Père en spécifiant de quelle manière et en quelle quantité on a conservé une partie des honoraires, et en exposant les motifs que l'on a de solliciter une condonation.

Le prêtre qui a donné à ses confrères le conseil de ne remettre qu'une somme déterminée inférieure à la somme perçue en réalité, est tenu de rétracter son conseil auprès de tous ceux auxquels il l'a donné, s'il y a raison de craindre que ce conseil ne soit suivi. Autrement il demeurerait ou deviendrait cause des dommages qui en résulteraient pour les œuvres auxquelles ces honoraires sont destinés, et de la violation par ses confrères de la prohibition ecclésiastique.

Quant à savoir s'il est tenu, à leur défaut, de restituer les sommes indûment conservées par eux, c'est une question à résoudre d'après les données théologiques sur la coopération par conseil. Il serait trop long de faire toutes les suppositions et d'examiner tous les cas possibles.

Dans ce qui précède, nous supposons que la somme versée est inférieure à la totalité des honoraires perçus. Mais, bien que le tarif diocésain porte l'honoraire d'une messe à 1 fr. 50, il peut

bien arriver que les messes soient moins rétribuées. Il serait encore possible d'ailleurs que chaque prêtre conservât la liberté d'appliquer à certaines fêtes pour le peuple de sa paroisse. De cette façon la somme de trente francs pourrait représenter le montant exact des honoraires. Bien que le tarif plus élevé et le nombre de fêtes supprimées eussent permis de recueillir une plus forte somme, le curé ne serait pas tenu au-delà de cette somme représentant ce qu'il a perçu.

Pourrait-on fixer d'avance une somme moyenne qui tantôt serait dépassée, tantôt non atteinte, mais qu'on jugerait, à forfait, devoir représenter la moyenne des honoraires reçus ? Et, dans ce cas, pourrait-on la fixer à trente francs ? Nous n'osons le décider.

Q. — 1^o Comment traduire les mots *Domnum apostolicum* dans ce passage des litanies des saints : *Ut Domnum apostolicum et omnes Ecclesiasticos ordines in sancta religione conservare digneris.*

2^o Si l'on doit traduire ces mots comme ils le sont dans nos livres de prières français par le Souverain Pontife, comment expliquer aux fidèles qu'il y ait lieu de demander à Dieu de conserver dans la vérité de la sainte religion le pape infaillible et dans la sainteté de cette même religion son représentant et son organe ici-bas ?

R. — Ad I. Par les mots « *Domnum Apostolicum* », il faut entendre le Souverain Pontife, auquel appartient en propre l'expression « *Apostolicum* ». Il est aussi la tête de la hiérarchie désignée par les mots : « *Et omnes ecclesiasticos ordines* ». Enfin dans l'oraison qui répond à ce verset, il est explicitement et personnellement fait mention du pape régnant.

Quand même on croirait devoir recourir à quelque autre interprétation qui serait en dehors du texte, pour ne pas admettre qu'on prie là pour le pape, on se trouverait, au sujet de l'oraison, en face de la même difficulté, et cette fois inévitable, puisque le pape y est nommé et par son nom propre et par son titre et que l'Eglise demande à Dieu de le diriger dans le chemin du salut éternel. Mais il n'y a rien là qui doive nous embarrasser. En effet,

Ad II. En accordant certains privilèges, Dieu ne dispense pas toujours, on peut même dire que, de règle générale, il ne dispense pas d'employer les moyens ordinaires de se procurer les grâces qui sont l'objet de ces faveurs. C'est ainsi que les apôtres, quoique confirmés en grâce selon que le tient l'opinion commune, n'étaient point dispensés de la grande et universelle loi de la mortification. Saint Paul nous dit qu'il châtie son corps et le réduit en servitude, de peur qu'après avoir prêché aux autres, il ne devienne lui-même réprouvé. Or, un moyen ordinaire d'obtenir les grâces de Dieu, c'est la prière. Aussi, chaque fois qu'il a fallu définir solennellement un point de la foi, les Souverains Pontifes, bien qu'infaillibles, ont toujours réclamé les prières de l'Eglise. Rien donc d'étonnant que l'Eglise prie pour que Dieu dirige le

pape dans la voie de la sainte religion, le conserve dans la vérité et dans la sainteté.

D'ailleurs prier pour obtenir une grâce et le remercier de l'avoir obtenue sont au fond deux choses identiques. Demander à Dieu une grâce qui nous est antérieurement assurée, c'est exactement la même chose que le louer, le remercier de nous en avoir donné le gage. Prier Dieu qu'il conserve le Souverain Pontife dans la sainte religion c'est équivalement le louer et le remercier de ce qu'il le fait.

On peut, de là, conclure pour l'utilité des fidèles que la prière est bien nécessaire puisqu'il faut prier même pour obtenir les grâces qui sont d'avance assurées, et qu'il faut reconnaître que tout bien vient de lui.

Q. — Une personne qui possédait des biens d'église qu'elle avait achetés pendant la révolution, consentait à donner au prêtre des honoraires de trois francs pour chaque messe qu'il dirait pour elle après sa mort. Elle veut consigner cette condition dans son testament, mais on s'y oppose : la condition n'est pas inscrite. Le testament fait, le prêtre la revoit et la personne lui dit : c'était ma volonté, mais on s'est opposé à l'écrire. Le prêtre peut-il prendre trois francs pour chaque messe, sur la somme qu'elle a laissée pour messes ?

R. — Si cette personne avait consenti d'abord à porter à trois francs l'honoraire des messes qu'elle voulait faire célébrer après sa mort, ce à quoi elle n'était pas tenue en justice, même dans la circonstance particulière où elle se trouve, son consentement paraît avoir été inefficace, et par conséquent reste sans effet.

Car, si elle avait voulu sérieusement, elle aurait imposé sa volonté dans son testament : ce qui est le pur et simple droit, un testament n'étant autre chose que l'expression de la volonté du testateur.

De plus, après que son testament est fait, cette même personne se contente de dire *au prêtre qui la revoit, c'était ma volonté, mais on s'est opposé à l'écrire* ; au lieu de lui dire : je vous autorise, malgré que mon testament ne porte pas cette clause à dire des messes pour la somme léguée par moi à raison de trois francs par messe. Dès lors qu'elle n'a pas dit cela, elle n'a pas voulu d'une volonté sérieuse et efficace.

Donc il ne semble pas que le prêtre chargé d'acquiescer des messes pour la somme portée au testament de cette personne, puisse prendre trois francs pour honoraires de chaque messe ; parce que nulle part cet honoraire n'a été déterminé par la donatrice d'une manière efficace, ni dans le testament, ni avant ni après le testament : et parce que l'augmentation de l'honoraire diminuerait nécessairement le nombre des messes demandées : ce à quoi la donatrice ne paraît pas du tout avoir consenti.

L'honoraire de ces messes devra être fixé par le tarif diocésain.

Q. — Peut-on bénir la maison, la récolte d'un protestant dont la femme et les enfants sont catholiques ? surtout peut-on faire ces bénédictions en sa présence ?

N'est-ce point *communicare in divinis cum hæreticis* ?

R. — Il n'y a pas de communication *in divinis* avec les hérétiques dans le fait de bénir la maison ou les récoltes d'un protestant, par la raison qu'il n'y a ici aucun rite hérétique. La présence de ce protestant à la bénédiction n'est pas un obstacle. S'il n'est pas digne, comme protestant, de la bénédiction de l'Eglise, il n'est pas indigne de l'Eglise, de répandre ses bienfaits, à l'exemple du Père céleste, *super bonos et malos*.

Cette bénédiction répandue sur des biens temporels, et librement acceptée, peut apporter une lumière et une grâce à ce protestant, dont la femme et les enfants sont catholiques. Toutes les bénédictions de l'Eglise tendent à la conversion et à la sanctification des âmes.

Enfin cette bénédiction ne saurait être refusée à la prière de cette épouse et de ces enfants catholiques, qui sans doute, l'ont sollicitée, surtout si l'époux et père protestant n'y fait pas d'opposition.

Q. — (*Ami du Clergé*, 13 décembre 1887, p. 497.) A propos de la bénédiction nuptiale, que les filles-mères ont le droit de demander et de recevoir, on objecte :

1^o Que la coutume contraire, qui serait, selon vous, formellement opposée aux rubriques du Rituel, n'y est opposée que par déduction.

2^o Que vous ne citez, pour l'infirmier, aucun décret de la S. C. des Rites.

A cela qu'avez-vous à répondre ?

R. — Ad I. Le Rituel prescrit à tous les époux de se rendre à l'église pour y recevoir la bénédiction nuptiale ; il n'en excepte que les veuves qui l'ont déjà reçue, comme on peut le voir par le chapitre I, n. 15 et 16, du titre VII. Le commandement tombe donc directement sur les filles-mères aussi bien que sur les vierges.

Ad II. Le décret du 31 août 1881 de la S. Congrégation de l'Inquisition n'est-il pas à lui seul une nouvelle promulgation de loi, suffisante pour abroger toute coutume contraire. Il contient la clause : *Contrariis quibuscumque non obstantibus*, et il marque clairement une obligation : « *Benedictionem nuptialem... semper impertinentiam esse in matrimoniis catholicorum.* » L'Eglise tient tant à ce qu'elle soit donnée qu'elle exhorte tous ceux qui ne l'ont pas reçue à la solliciter, même après un long temps passé dans le mariage.

Q. — A l'occasion de la fête expiatoire pour les morts, le 30 septembre dernier, le Souverain Pontife accordait une indulgence plénière aux fidèles en prescrivant la confession et la communion. Or je demande :

1^o Si la confession de chaque semaine, ou la confession *bis in mense* où ce privilège existe, suffisait pour gagner l'indulgence.

2^o Si la confession faite par une personne, huit ou dix jours avant la fête, mais dans l'ignorance de l'indulgence, pouvait suffire pour la gagner ?

R. — Ad I. La confession de chaque semaine, ou la confession *bis in mense*, quand il y a indult, suffit pour gagner *quascumque indulgen-*

tias, dit le décret du 9 décembre 1763 ; elle pouvait donc servir à gagner l'indulgence du 30 septembre.

Ad II. Quand on ne se confesse pas dans les délais indiqués plus haut, il faut le faire le jour ou la veille de la fête à laquelle est attachée l'indulgence. Ce n'est qu'en vertu d'un indult que, dans quelques diocèses, on peut faire la confession ou deux, ou trois, ou huit jours avant la fête.

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire, à notre avis, ni de penser positivement à chacune des indulgences qu'on peut gagner, ni de les connaître dans le détail : une intention générale de gagner toutes les indulgences qui se rencontreront suffit. Les auteurs enseignent, en effet, qu'il n'est pas nécessaire de connaître les indulgences pour les gagner.

Q. — Dans ce pays, le clergé a l'habitude de chanter les vêpres des morts dans la maison mortuaire la veille d'un enterrement puis, le lendemain, de faire la levée du corps. Il y a un petit casuel pour cela.

Voici maintenant ma question.

Une paroisse a, je suppose, trois prêtres, un curé et deux vicaires : les vicaires seuls chantent tous les *Placebo* et font toutes les *conduites* : le curé a-t-il droit à une part dans le casuel ?

Pour moi j'en doute.

R. — C'est un principe reçu en droit canon que les curés ont droit aux honoraires attachés aux fonctions pastorales, lors même qu'ils ne remplissent pas ces fonctions par eux-mêmes.

Or la levée du corps est certainement une fonction pastorale réservée au curé ; il a donc le droit d'en toucher les honoraires, alors même qu'il n'y assisterait pas personnellement, à moins qu'un tarif régulièrement établi et approuvé par l'autorité diocésaine n'attribue les honoraires de la levée du corps au prêtre qui l'a faite. On peut voir, par ce que nous avons dit à la page 666, t. IV, année 1882, qu'il existe des tarifs ainsi rédigés ¹.

Pour les vêpres des morts, qui sont chantés à la maison mortuaire, elles ne rentrent aucunement dans les droits du curé. Comme c'est une cérémonie tout-à-fait différente de la sépulture et qu'elle a lieu en dehors de l'église paroissiale, le curé n'a aucun droit ni pour se la réserver, ni pour en exiger les honoraires quand il ne la remplit pas par lui-même. Nous supposons qu'il n'est intervenu aucune convention particulière entre le curé et ses vicaires sur ce point.

Q. — La nouvelle profession de foi est obligatoire pour les curés et les prêtres à charge d'âmes depuis 1877. Cette formule ne nous a été communiquée dans notre diocèse de Bayonne qu'en l'année 1882. Les desservants qui ont été installés dans l'intervalle et qui ont lu la profession de foi de Pie IV l'ont-ils été valablement ?

R. — C'est par un décret du 20 janvier 1877 que la Sacrée Congrégation du Concile a modifié la

formule de Pie IV et impose une nouvelle formule : « Mandavit... ut in posterum fidei professio ab omnibus qui eam emittere tenentur sic et non aliter emittatur, sub comminationibus ac pœnis a concilio Tridentino et a supradictis constitutionibus S. M. Pii IV statulis. Idque igitur ubique, et ab omnibus ad quos spectat, diligenter et fideliter observetur ¹. »

La nouvelle formule est donc obligatoire sous les mêmes peines que la formule de Pie IV, de sorte que celui qui emploie l'ancienne formule au lieu de la nouvelle encourt ces peines, c'est-à-dire qu'il perd le droit aux fruits de son bénéfice : « Alioquin prædicti provisi fructus non faciant suos, nec illis possessio suffragetur. » M. Grandclaude interprète comme nous les clauses du décret ².

Pour le cas présent, il faut faire entrer en ligne de compte l'ignorance de la loi et la bonne foi de ceux qui ont fait la profession pendant l'intervalle de 1877 à 1882. Ne connaissant d'autre formule que celle de Pie IV, ils l'ont employée, croyant satisfaire à leur devoir. Assurément il n'y a pas de faute ; mais que penser de la peine ? Il en est qui enseignent que la bonne foi excuse de la peine comme du péché, parce que la peine est infligée à cause de la faute ; mais cette bonne foi ne se suppose pas : il faut la prouver. Le sentiment commun n'admet pas que la bonne foi puisse s'opposer à la perte des fruits du bénéfice. C'est l'opinion de Bouix ³ et de M. Grandclaude ⁴ et de la Sacrée Congrégation du Concile. D'autre part *multi et graves canonistæ* enseignent que l'on peut garder les fruits du bénéfice, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une sentence déclaratoire du juge ecclésiastique.

Nous ajouterons ce passage de Zamboni : « Omnes obstricti ad hanc professionem, si eam statuto tempore emittere negligent, vel minus recte expleant, coguntur ad sacram Congr. Concilii recurrere pro facultate eandem fidei professionem etiam elapso tempore emittendi, vel minus rite ac invalide peractam renovandi. Imo impertitur recurrentibus facultas prædicta et condonatio fructuum, si bona fide fuerint percepti sub onere tamen aliquid pauperibus elargiendi ⁵. »

Telle est notre manière de voir avec les raisons qui l'appuient. Mais comme il s'agit d'une chose importante, qui concerne un certain nombre de prêtres, il serait utile de la soumettre au Saint-Siège.

Q. — 1° Peut-on mettre la traduction de la Bible de M. de Genoude entre les mains des fidèles ? Elle n'est accompagnée d'aucune note, ni d'aucune approbation.

Même question pour la traduction de la Bible par Le Maître de Sacy. J'ai à ma disposition trente exemplaires du nouveau testament. *Le Saint-Evangile selon*

¹ *Acta S. Sedis*, t. X, p. 72.

² *Jus canonicum*, t. I, p. 120.

³ *De parochia*, p. 532.

⁴ *Jus canonicum*, t. I, p. 121.

⁵ Zamboni, *Collectio declarationum* S. C. C., t. IV, v° *Professio fidei*, p. 533 et 534.

¹ Cf. année 1887, 316.

la concordance des quatre évangélistes, par Le Maistre de Sacy, et les autres livres du nouveau testament (Nancy, Vagner). Cette traduction n'est revêtue d'aucune approbation et cependant je sais que l'édition a été faite sur la demande d'un supérieur de communauté religieuse qui en donne un exemplaire à toutes les religieuses professes. Puis-je en faire autant et distribuer les trente exemplaires qui sont à ma disposition ?

2° Où trouverait-on des renseignements sur la médaille de saint Benoît, son origine, ses effets ?

Ad 1^m. La traduction de la Bible en langue vulgaire faite par un auteur catholique est soumise à certaines règles que l'on peut résumer dans les propositions suivantes : Pour qu'une version de la Bible en langue vulgaire de l'Ancien ou du Nouveau Testament, faite et publiée par un auteur catholique, soit permise, il faut, si elle ne renferme pas de notes, qu'elle ait été approuvée par le Saint-Siège. Si elle renferme des notes, l'approbation de l'évêque suffit. Les versions en forme de paraphrase, comme celle du P. de Carrières, sont comparées aux versions annotées, elles sont par conséquent permises à tout le monde, si elles ont l'approbation de l'Ordinaire. Sont donc défendues toutes les versions qui, n'ayant pas de notes, n'ont pas obtenus l'approbation du Saint-Siège, ou qui, ayant des notes, n'ont pas l'approbation de l'évêque.

Pour le *Nouveau Testament* en particulier, la traduction de M. Glaire est la seule qui soit approuvée par le Saint-Siège.

Ces principes appelés, voici quelques mots que nous trouvons dans les auteurs classiques au sujet des deux traductions dont il est question :

1^o *La Traduction de M. Genoude* : « Elle est fort élégante, mais remplie de faux sens. On regrette aussi que dans les dissertations insérées dans quelques éditions, l'auteur n'ait pas tiré un meilleur parti des matériaux précieux qui lui sont tombés entre les mains. » Ce jugement est de M. Rault, vicaire général de Séz. ¹

On lit aussi dans une *Introduction générale à l'étude des Livres-Saints* à l'usage des élèves du grand séminaire de Langres, que plusieurs éditions de la version de M. Genoude sont prohibées pour avoir été publiées sans l'autorisation de l'Ordinaire.

2^o *La traduction de Sacy* : « Cette traduction, dit M. Rault, qui emprunte le jugement de Feller, a été faite sur la Vulgate, avec des explications du sens spirituel et littéral tirées des Saints-Pères. Ces explications, froides et sèches comme tout ce qui est sorti de cette école, sont, en grande partie, de Du Fossé, de Huré et de Letourneur, tous trois plus ou moins engagés dans le Jansénisme. Il faut les lire avec précaution. » « Les Jansénistes firent paraître une traduction de la Bible entière, c'est la Bible dite de Sacy, publiée contre toutes les règles de l'Eglise, sans nom d'auteur, sans permission de l'Ordinaire, etc..., et habilement adaptée aux doctrines de la secte ². »

Ad 2^m. On peut consulter un volume intitulé : *Origine et effets admirables de la croix ou médaille de saint Benoît*, par dom ZELLI-JACOBUI du Mont-Cassin, abbé de Saint-Paul, sur la voie d'Ostie. Traduit de l'italien par A. d'Avrainville. 6^e édition revue et corrigée par M. l'abbé Janvier. Prix, 1 franc. On trouve cet ouvrage à Tours, à l'Oratoire de la Sainte-Face, et à Langres, à l'Œuvre des Vieux-Papiers.

Q. — J'ai trouvé dans une église une statue de saint Joseph du Sacré-Cœur, l'enfant montrant son cœur est aux pieds du saint comme il était aux pieds de la sainte Vierge dans les anciennes images de N.-D. du Sacré-Cœur. Cette statue (*en pierre, d'un artiste du pays*) est-elle liturgique ? Je n'ai pas souvenir d'en avoir vu ailleurs d'analogue.

R. — La statue elle-même est tout-à fait liturgique. On représente la sainte Vierge avec l'enfant divin dans ses bras pour indiquer la maternité divine. Et c'est là, croyons-nous, le motif qui a déterminé le Souverain-Pontife à faire modifier la statue de N.-D. du Sacré-Cœur, ainsi que nous l'avons dit à la page 103 de cette année.

Quant à saint Joseph, les artistes qui ont la connaissance des règles de l'art chrétien, ne le représentent jamais avec l'enfant Jésus dans ses bras. Votre statue est donc conforme aux règles de l'iconographie. Nous ne voulons pas dire cependant que celles qui sont autrement soient condamnées.

Quant au titre de la statue, il est nouveau et nous ne savons s'il est accepté par l'Eglise.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Qui de l'héritier ou de l'usufruitier doit payer les frais de sépulture ?

R. — Celui des héritiers qui fait la commande d'un convoi est tenu, à l'égard de la fabrique, pour la totalité des frais sauf son recours contre ses cohéritiers pour leur part et portion. Cette solution résulte d'un jugement parfaitement motivé, rendu par le tribunal de paix de Calais le 3 juillet 1857, en ces termes :

« Considérant qu'on ne saurait astreindre une fabrique, créancière privilégiée, à suivre la divisibilité des héritiers d'un défunt qui peuvent être en partie inconnus, en partie insolvables ou dans l'intention de renoncer à la succession ;

« Considérant que, si, en droit commun, chacun des héritiers n'est tenu que pour ses parts et portions dans les dettes de la succession (art. 873), ce principe a surtout pour application la divisibilité de l'obligation pour les héritiers entr'eux ; mais que, dans l'espèce, c'est le cas de se reporter au 4^e § de l'article 1221, qui déclare que la divisibilité vis à vis le créancier reçoit exception à l'égard des héritiers « quand il résulte de la nature de l'engagement que l'intention présumée des contractants

¹ *Cours élémentaire d'écriture-Sainte*, t. I, p. 82.

² *Introduction générale à l'étude des livres saints*, p. 113.

« a été que la dette ne pût s'acquitter partiellement. »

« Que si cette disposition doit recevoir quelquefois son application, c'est assurément dans l'espèce; qu'il est évident qu'une fabrique agit sous la foi et la confiance due à l'honorabilité ou à la solvabilité de la personne qui s'est adressée à elle; »

« Qu'en pareil cas, l'héritier qui se présente est en réalité plus que le *negociator non gestor*, mais personnellement le *porté fort* de la succession; »

« Qu'une considération morale d'une autre portée domine ces sortes d'engagements; qu'en effet, la nature même de l'obligation et le respect dû aux morts ne permettent pas à un conseil de fabrique et encore moins au représentant de la succession, d'aller débattre en quelque sorte, en présence d'un cercueil, le bon vouloir ou la solvabilité de tout ou partie des héritiers; qu'autrement il arriverait dans le conflit des opinions diverses, que le défunt serait exposé à rester privé des honneurs funèbres; »

« Qu'on ne peut admettre qu'une fabrique entend s'obliger à discuter divisément une succession qui peut être représentée par un grand nombre d'héritiers collatéraux parmi lesquels il s'en trouverait souvent d'insolvables; »

« Que, par un sentiment de décence publique, commandé par la nature même des choses, la fabrique ne voit et ne connaît pour le représentant de la succession, que l'héritier avec qui elle a traité, que conséquemment elle est fondée à diriger son action contre celui-ci seul, sauf le recours de ce dernier contre les autres représentants de la succession. »

« Le tribunal condamne le sieur Pille-Laplace à payer à la fabrique de Saint-Pierre-les-Calais la somme de cinquante-deux francs pour les frais d'enterrement de son père (sauf le recours du défendeur contre chacun des autres héritiers) et le condamne aux dépens. »

Etant donné ce jugement — et l'on en trouverait sans doute d'autres du même genre, — notre correspondant n'a pas à s'occuper si celui qui a commandé le convoi a hérité de la nue-propriété ou de l'usufruit; il ne connaît et ne doit connaître que celui des deux qui a ordonné la cérémonie religieuse, sauf à ce dernier de recourir contre ses cohéritiers à un titre quelconque; ce dernier point est affaire aux notaires, avocats et avoués.

Bien que cet aspect de la question ne nous regarde pas, nous dirons que les commentateurs du Code civil soutiennent que l'usufruitier même universel n'est point tenu des dettes de la succession, il en doit seulement payer les intérêts à partir de l'ouverture de l'usufruit. (*Bordeaux, 12 mars 1840*).

Les frais funéraires, en cette circonstance, rentrent dans la catégorie de tous les autres frais qui accompagnent d'ordinaire l'ouverture d'une succession, tels que ceux de mutation, de médecins, de médecines, de serviteurs, etc. C'est l'héritier ou les héritiers qui payent; mais celui qui

commande est censé les représenter, et c'est lui seul que la fabrique doit poursuivre.

Q. — Un curé peut-il avec l'approbation du conseil de fabrique, mais sans le consentement du conseil municipal, faire ouvrir à ses propres frais une porte de l'église qui a été précédemment murée, on ne sait à quelle époque.

R. — Nous n'hésitons pas à nous déclarer pour l'affirmative; d'abord parce que, selon nous, les fabriques sont propriétaires des églises. Mais dans le cas même où l'on attribuerait la propriété des églises à la commune, la fabrique, d'après Mgr Affre et Mgr André, peut faire dans l'église tout ce qui est nécessaire et utile à son embellissement et à sa conservation. Elle a, en effet, le droit d'en retirer tous les produits; elle a le droit d'y faire les dispositions nécessaires pour la rendre plus propre au service du culte. Si une croisée était nécessaire pour lui donner un jour suffisant, elle pourrait la faire pratiquer. C'est en vertu de ce droit que les fabriques peuvent établir une porte de communication entre l'église et le presbytère, droit reconnu par un arrêt de la cour de cassation du 6 décembre 1806 et par une lettre ministérielle du 4 février 1862 adressée à Monseigneur l'évêque de Verdun.

La difficulté, s'il y en avait, serait moindre en cette circonstance, puisqu'il ne s'agit que de rouvrir une porte qui a déjà existé et qui, par conséquent, rentre dans le plan général de l'édifice. Toutefois, en raison de l'état des esprits à l'heure présente et du mauvais vouloir de l'autorité civile, nous engagerions notre correspondant à consulter préalablement l'évêque diocésain qui le mettrait à couvert par son autorisation ou ne manquerait pas d'obtenir l'assentiment du préfet, s'il jugeait à propos de le lui demander.

Q. — Quels moyens légaux employer pour faire payer à des rentiers fort à leur aise, une somme de cent francs pour service religieux. Ils avouent bien être débiteurs de cette somme, mais ils prétendent la solder quand cela leur plaira. Nous n'avons aucune reconnaissance en main, mais tout le pays sait, pour y avoir assisté, ce qu'a été le service en question. Depuis 4 ans, mon prédécesseur et moi avons chaque année fait une démarche gracieuse dont le résultat est toujours : « *Quand nous voudrons.* »

R. — Les moyens légaux sont le recours aux tribunaux, mais comme le trésorier de fabrique ne peut poursuivre ni défendre devant les tribunaux, même de paix, sans autorisation du conseil de préfecture, il faut qu'il commence par exécuter l'art. 78 du décret du 30 décembre 1809, ainsi conçu : « Toutefois le trésorier sera tenu de faire tous actes conservatoires pour le maintien des droits de la fabrique et toutes diligences nécessaires pour le recouvrement de ses revenus. »

Or, pour procéder à ces actes conservatoires, le trésorier n'a besoin d'aucune autorisation préalable. En quoi consistent ces diligences dont parle le décret précité ? — Elles consistent, dit Le Bes-

nier, dans des avertissements réitérés donnés aux débiteurs dans un commandement ou une sommation de paiement faite par huissier, dans les saisie-gagerie, saisie exécution et finalement dans la vente d'objets mobiliers. Mais, s'il s'agissait de saisie immobilière, comme elle doit être portée devant le tribunal, ce serait une action qui ne pourrait être intentée sans un arrêté du conseil de préfecture.

C'est comme actes conservatoires qu'une circulaire ministérielle du 21 décembre 1833 a recommandé aux trésoriers et même aux fabriciens, sous leur responsabilité personnelle, de faire interrompre toutes les prescriptions prêtes à s'accomplir.

Mais nous ne dissimulerons pas à notre correspondant qu'il est bien tard aujourd'hui pour recourir à toutes ces mesures : car aucun acte conservatoire n'ayant été fait depuis quatre ans, la prescription est acquise aux débiteurs ; et, s'il leur plaisait de l'invoquer, le trésorier de la fabrique ou plutôt la fabrique elle-même en serait pour ses frais. Néanmoins, dans l'espèce, nous ne balancerions pas à nous munir de toutes les permissions nécessaires et à attaquer les susdits rentiers devant la justice de paix, qui serait pour eux, même en cas de perte du procès, un pilori déshonorant. Autant nous répugnons à poursuivre une famille peu fortunée, autant nous serions sans pitié pour ces riches scandaleux qui se moquent de la justice autant que des convenances.

Dans le cas d'une poursuite, nous recommandons de consulter l'évêque, comme l'exigent la plupart des statuts diocésains, et surtout de présenter un mémoire absolument légal, c'est-à-dire basé sur un tarif homologué par le gouvernement, le seul qu'on puisse invoquer devant la justice civile et sur papier timbré.

Q. — Veuillez me permettre de demander un petit renseignement à l'excellent et utile *Ami du Clergé*.

Il y a quelques années, j'ai fait exécuter à mes frais et à la satisfaction de tous, des travaux pour améliorer et consolider la tribune de mon église. Il restait à avancer la balustrade de 80 centimètres pour l'agrandir.

Cette année, j'ai commencé ce travail, croyant qu'en payant de mes deniers, je pourrais continuer cette amélioration sans rien dire à personne. Au moment de nous mettre à l'œuvre, le maire me fait dire que je n'ai pas le droit de toucher à la tribune sans l'avis et l'autorisation du conseil municipal. Ma réponse a été celle-ci :

« Soit ! je vais payer les bois préparés et je me retire. Rien ne sera fait. » Ai-je bien agi ? ou bien aurai-je dû continuer ? Quels sont ici les droits du curé ?

R. — Nous en demandons pardon à notre correspondant, mais nous lui devons la vérité : il s'est mis dans son tort en procédant en dehors de la légalité. L'intervention du maire était aussi illégale, comme nous le prouverons tout à l'heure ; mais en agissant comme il l'a fait, le curé s'est mis dans l'impossibilité de triompher devant l'autorité supérieure d'une opposition sans fondement. Ne sait-il donc pas qu'il a une fabrique dont il fait partie et chargée d'administrer le temporel de

son église ? Parce qu'elle n'a pas à fournir de finance, ce n'est pas une raison pour qu'elle soit dépouillée du droit que lui confère la loi. C'est donc avec la fabrique que le curé devait s'entendre ; il fallait provoquer une délibération portant la modification projetée et estimer le travail au chiffre minimum qui dispense de demander aucune permission à l'autorité civile ; se faire charger par le conseil de l'exécution du travail, et puis marcher. Dans ces conditions, ni le maire ni le conseil municipal ni même le préfet n'avaient rien à voir. (*Circulaire du 6 août 1841*).

De son côté, le maire n'avait pas le droit de faire intervenir son autorité qui est nulle dans la matière. Il n'avait qu'un droit, celui de dénoncer l'acte du curé au préfet qui seul a qualité pour faire suspendre des travaux commencés, eussent-ils été autorisés. Sous ce rapport, le curé pouvait donc répondre au maire que l'affaire ne le regardait pas, et ne tenir aucun compte de son veto. Ceci résulte de l'ensemble de la législation et notamment d'une circulaire approuvée du préfet de la Mayenne aux maires de son département en date du 12 mars 1850, dont nous extrayons le passage suivant :

« Remarquez, du reste, que l'autorité municipale n'est pas exclue de la surveillance des travaux ; le maire est de droit membre du conseil de fabrique, et la commune s'y trouve ainsi représentée. Lorsque les travaux dont le projet a été délibéré et régulièrement approuvé, sont mis ensuite à exécution, le maire a, en outre, en cette qualité, le droit et le devoir de surveiller cette exécution. S'il arrive que, dans sa conviction, la majorité du conseil de fabrique ait failli ou, s'il s'aperçoit que, dans le cours des opérations, les plans et devis (*quand il y en a*) ne sont pas suivis, que l'on s'écarte des règles de l'art ou que l'on compromet la solidité de l'édifice, il doit à l'instant appeler l'attention du préfet sur les erreurs du conseil ou signaler les infractions au projet et les malfaçons. J'aviserai alors aux mesures à prendre dans l'intérêt soit de la commune, soit de la fabrique elle-même. »

On voit par ce texte combien le maire en question sortait de son rôle en s'opposant aux travaux entrepris par le curé. Mais on voit aussi quel eût été l'embarras du curé vis-à-vis du préfet, dans le cas où ce dernier aurait été saisi de l'affaire, n'ayant pas mis son conseil de fabrique au courant de son entreprise.

Nous n'en dirons pas davantage. Notre honorable correspondant trouvera dans la lecture de ce que nous venons d'exposer la manière de reprendre légalement son œuvre et de la mener à bonne fin.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 8 maii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MATHRIER ET COURTOT.

gré le prince-président sans doute, car ce ne fut pas lui, mais le général Vaillant qui fut nommé maréchal. Vaillant avait prudemment pointé ses canons, voilà son unique mérite.

Quel fut le rôle de M. de Falloux dans l'expédition de Rome? un rôle effacé d'honnête homme, rôle qui bientôt devint suspect.

Louis Napoléon, lié d'une part par ses serments maçonniques, poussé d'ailleurs par le pays, essaya de satisfaire et la secte et les électeurs. Ceux-ci avaient approuvé l'expédition de Rome, sans attendre l'influence ignorée de M. de Falloux. Celle-là criait. Le président écrivit alors (18 août 1849) sa fameuse lettre à Edgar Ney, qu'il terminait par ces mots : Je résume ainsi le rétablissement du pouvoir temporel du pape : « Amnistie générale, « sécularisation de l'administration, code Napoléon « et gouvernement libéral. » M. de Falloux connut cette lettre, avant qu'elle fut lancée. Elle fut lue en conseil et il ne protesta point.

Il faut avouer que son rôle est singulièrement amoindri. L'honneur de l'expédition revient à Cavaignac, d'abord, et surtout à l'opinion publique qui se traduisit par les cinq millions et demi de suffrages qui accueillirent la lettre du prince Louis Napoléon, datée du 9 décembre. Naturellement M. de Falloux ne fut pas opposé à l'expédition de Rome, il l'approuva, la favorisa, encouragea le mouvement, mais elle se fût faite sans lui. Et il garde sur sa mémoire de n'avoir pas protesté avec éclat contre la lettre à Edgar Ney.

II. M. Eugène Vuillot n'établit pas avec moins de clarté la part néfaste qu'il prit à la loi de 1850.

Cette loi est bonne, très bonne, si on la compare à celles qui nous régissent, mais à y regarder de près, elle contient en germe les lois du 28 mars, les lois de M. Ferry.

Que voulaient Louis Vuillot et Mgr Parisi? Que doit vouloir tout catholique? La liberté de l'Eglise, surtout dans l'enseignement. L'Université c'est le monopole, l'ignorance, l'arrêt des talents, un écrasement, un éteignoir, un système d'impunité; c'est le mal. Point de pacte avec le mal. Mais les libéraux ont toujours rêvé l'alliance du bien et le mal, la soudure impossible de l'argile et du fer qui, manquant de cohésion, firent crouler la statue de Nabuchodonosor. Ils jugèrent, dans leur sagesse, qu'il n'était pas opportun de soulever cette question de principe, parce que, pensaient-ils, elle n'avait aucune chance de recevoir une solution chrétienne. C'est pourquoi ils se croisèrent les bras. Ils firent mieux, ils lièrent les bras à ceux qui voulaient agir. M. de Falloux appela dans le sein de la commission des hommes certainement recommandables, mais tous *opportunistes*, partant nuls; et ils eurent bien soin d'en exclure Louis Vuillot et le grand évêque de Langres, Mgr Parisi. Cette exclusion est un crime, et un crime voulu, le crime d'une coterie qui prétendait seule avoir toute la sagesse, et demeurait si convaincue de son infailibilité qu'elle n'essaya pas même d'ébranler cet édifice colossal et malfaisant qui s'appelle l'Université. Ce n'était pas possible de l'ébranler, diront-ils. Est-ce bien sûr! Car la Législative était composée d'excellents éléments. Et puis, au moins fallait-il essayer.

Mais non, toujours l'opportunisme. Ils ne croyaient pas opportun de donner un coup de hache à cet arbre dont les fruits ont empoisonné tout le siècle; comme plus tard ils déclareront qu'il n'est pas opportun d'affirmer le dogme de l'infailibilité, comme plus tard... Ils se sont trompés partout; l'Esprit-Saint le leur a même signifié; ils ne continuent pas moins à se vanter.

Que nous importe la liberté de l'enseignement secondaire de la loi de 1850? C'est quelque chose, mais c'est la liberté de l'enseignement supérieur

que tout catholique doit réclamer, la liberté de la collation des grades, la liberté d'enseigner la vraie science, la science catholique, sans avoir besoin de subir l'estampille universitaire et maçonnique, la liberté comme à Cambridge, comme à Oxford, comme en Suisse, comme en Allemagne, comme en Amérique, comme dans tous les pays du monde où l'on est savant, et où cela ne coûte rien à l'Etat. Certes, nous payons cher l'ignorance et la tyrannie universitaires. Et qui pourrait admettre qu'on la glorifie d'avoir forgé même un anneau de cette chaîne qui nous étreint?

Au lieu que, supposez des esprits moins étroits et moins persuadés qu'eux seuls avaient raison, des hommes vraiment attachés aux principes; l'Université recevait en 1850 un coup mortel. D'autres Universités se seraient élevées librement, avec le droit de conférer les grades. C'était une heureuse rivalité de science, de méthode, de travail. Nos Universités catholiques, avec les moyens de conduite et d'étude qu'elles puisaient dans la religion l'emportaient sur leurs sœurs rivales; les jeunes générations allaient à elles parce qu'elles étaient la science, l'avenir, l'ordre; la France était transformée.

L'Episcopat regardait, mais peu consulté. En majorité il tenait pour les principes de la liberté catholique; si bien que Mgr Parisi ne voulut point voter la loi de 1850. Il eût pu le faire, car elle était relativement bonne; même bonne, prise en elle-même si l'on fait abstraction du principe du monopole universitaire. Il s'abstint parce que le principe n'avait pas été affirmé et que nombre de ses collègues en étaient contristés : « J'ai craint, dit-il, que mon vote ne parût un blâme indirect contre une partie de mes vénérables collègues. »

Disons en terminant que M. Eugène Vuillot a fait la lumière sur ces points importants, et qu'il a rendu un vrai service à l'histoire. Il était là, il a vu, il sait, il peut dire : *Et quorum pars magna fui*. On rencontrera sans doute quelques vivacités inséparables de toute polémique. Toute vivacité est blâmable, mais il est remarquable que ceux qui les blâmeront le plus sont ceux qui s'en abstiennent le moins. Chez lui toutefois, le style, la clarté d'exposition, la solidité des preuves, la langue même qu'il manie depuis tantôt cinquante ans, tout cela grandit encore; et je ne crois pas que des adversaires *impartiaux*, s'il en a, — refusent de lui rendre ce délicat hommage.

P. D.

Accusés de réception à MM. :

C. curé de N. (Doubs) 5958. — M. à la F. (Sarthe) 5959. — R. vicaire à M. (Côtes-du-Nord) 5960. — R. curé de G. (Yonne) 5961. — A. F. de S. (Portugal) et J. A. dos S. (Portugal) 5962. — C. curé à V. (Aisne) 5965. — R. curé de T.-s.-O. (Côte-d'Or) 5968. — C. curé à St-C. (Yonne) 5969. — R. curé de V. (Tarn) 5972. — L. vicaire à A. (Manche) 5975. — E. curé à F. (Tarn) 5976. — C. de L. (Basses-Pyrénées) 5977. — P. D. à C. (Lot) 5978. — B. vicaire à A. (Maine-et-Loire) 5979. — B. curé de D. (Haute-Marne) 5982. — D. à St-B.-p.-G. (Drôme) 5985. — M. curé-doyen à L. (Basses-Pyrénées) 5987. — C. curé de St-M. (Deux-Sèvres) 5988. — V. curé-doyen du C. (Hérault) 5989. — P. curé de C. (Nord) 5990. — D. vicaire à B. (Finistère) 5991. — R. curé de V. (Loir-et-Cher) 5992. — D. curé de S. (Manche) 5993. — C. curé de C. (Seine-et-Marne) 5994. — C. miss. apost. à M. (Egypte) 5995. — M. S. curé au R. (Ardèche) Oui, Mandat pour *Ami* reçu. 5964. — M. B. curé à L. (Alpes-Maritimes). Entendu pour la date fixée; hélas! je suis depuis un an dans le même cas; je regrette de vous répondre par un refus. 5974. — M. D. à St-B.-p.-G. (Drôme). Je vous inscris. 5985.

Bibliographie

LE PARFUM DE LOURDES,

par M. Louis COLIN. 1 beau volume in-8 écu, de 450 pages. — PRIX : 3 fr. 50, franco 4 francs.

Librairie BLOU & BARRAL, 4, rue Madame, et
59, rue de Rennes, Paris.

Ce qui se voit, ce qui se sent, ce qui se goûte au lieu le plus intime des âmes, sur les bords du Gave, tel est le **Parfum de Lourdes**. Les innombrables pèlerins qui ont visité la Grotte et que la Grotte a charmés, seront heureux de lire ce volume qui, dans une suite de tableaux *exquis*, de récits *merveilleux*, émouvants, de descriptions *enchantées*, retraduit pour eux la physiologie inoubliable du panorama qu'ils ont contemplé. Chacun y retrouvera, comme dans un *memento*, son Lourdes, tel qu'il l'a connu aux grands jours, ce Lourdes unique qu'il emporte comme un rêve d'outre-monde, au fond de ses chers souvenirs. L'ouvrage de M. Louis COLIN n'intéressera pas moins, nous devons le dire, ceux qui, n'ayant pas eu le bonheur de voir Lourdes, seraient désireux de le connaître.

L'illustre conférencier de Notre-Dame de Paris, le T. R. P. Monsabré, a bien voulu adresser à l'auteur la lettre suivante :

« MON CHER AMI,

« Je vous retourne votre manuscrit si bien nommé le **Parfum de Lourdes**. J'aurais voulu pouvoir l'examiner plus à fond, mais les pages que j'ai lues m'ont vivement intéressé. J'y ai retrouvé votre fraîche imagination, votre tendre pitié, tout votre beau talent d'écrivain chrétien.

« Moyennant les quelques corrections que je vous ai indiquées sur le texte, vous aurez là un ouvrage que le public accueillera avec faveur et qui certainement contribuera à la gloire de Dieu et de la Sainte Vierge.

« Agréez, mon cher ami, mes sentiments affectueux.

« FR J. M. L. MONSABRÉ. »

La lettre du T. R. P. Monsabré que nous venons de reproduire sera, auprès de nos lecteurs, la meilleure des recommandations pour le **Parfum de Lourdes** ; qu'il nous suffise d'ajouter que cet ouvrage est le digne pendant du beau livre sur **La Salette**, paru il y a quelques mois à la même librairie, sous les auspices de NN. SS. les évêques de Grenoble et de Verdun, livre dû également à la plume d'un écrivain chrétien des plus distingués, M. J. Bertrand. CH. DE MONTREVEL.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Un Polonais, Romuald PRUSZYNSKI,

émigré en France vers 1830, après avoir habité divers lieux, serait décédé en ces dernières an-

nées. Un de ses parents désire connaître le lieu et la date de son décès. Il promet une récompense de 10 roubles à qui fournira les renseignements demandés.

Adresser au bureau de l'*Ami du clergé*.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRECIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES EPICIERIS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885
SE MÉFIER DES IMITATIONS

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 20

PRÉDICATION : Pour le cinquième dimanche après Pâques : homélie sur l'Évangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : A quel autel doit être le tabernacle du Saint-Sacrement ?

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : La statue de saint Jean-Baptiste, titulaire de l'église, doit-elle, dans cette église être placée avant celle du Sacré-Cœur ? Le moment où l'on peut porter le saint viatique aux malades est-il le même que celui où l'on peut commencer la messe ? — Pour la levée du corps les ministres sacrés peuvent-ils porter la tunique et la dalmatique ? le célébrant peut-il avoir l'aube sous la chape ? — Y a-t-il un décret autorisant à dire des messes basses de *Requiem* pour des funérailles un jour de fête double ? — Les processions peuvent-elles être regardées comme cérémonies privées ? — Si l'on a un patron de lieu, doit-on faire l'office du patron du diocèse et sous quel grade ? — Doit-on simplifier ou transférer un double ou un semi-double tombant le jour octave d'un patron de paroisse ? Peut-on insérer quelque chose à la bénédiction du Saint-Sacrement entre *Tantum ergo* et le verset *Panem de coelo* ? Doit-on réciter tout l'*Orate fratres* à haute voix et tourné

vers le peuple ? — Faut-il allumer un cierge pour tirer le ciboire du tabernacle et le porter en lieu sûr ? — Est-il nécessaire que le calice soit consacré avec la patène quand celle-ci a été réparée ? — Un mourant ayant rendu un billet à son débiteur et ayant le lendemain dit au débiteur de le remettre à M. le curé pour faire célébrer des messes à son intention, le curé est-il tenu de rendre ce qui reste de la somme ? — Le curé peut-il confesser des religieuses ses paroissiennes si elles ont un confesseur spécial ? La permission de l'oratoire domestique expire-t-elle avec l'évêque qui l'a accordée ? — Que faire des reliques dont l'authentique n'existe plus ? — Quelle est la date des apparitions de la Sainte-Vierge à Catherine Labouré ?

LE MINISTÈRE PAROISSIAL : Le catéchisme à notre époque. Sa pratique.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quelle est la prescription applicable aux frais funéraires ? — Un curé est-il obligé d'obéir à un trésorier franc-maçon qui exige un renouvellement de l'inventaire de la fabrique ? — Le notaire doit-il informer le curé d'une somme léguée pour services religieux ? Le curé peut-il attaquer les héritiers en revendication de legs ?

AVIS

A NOS LECTEURS

Conformément à l'avis inséré dans l'AMI DU CLERGÉ du 14 mars dernier et répété dans les numéros suivants, c'est au 15 avril que devaient être mises à la Poste les traites-quitances pour le recouvrement des abonnements non encore soldés.

M. Firmin Dangien, gravement malade, ne peut, pour le moment, faire le travail nécessaire à l'envoi de ces traites-quitances ; nos abonnés seraient bien aimables de lui envoyer par MANDAT POSTAL le montant de leurs dûs, au plus tôt, sans attendre la traite.

Les abonnés au seul AMI DU CLERGÉ doivent, pour leur abonnement, la somme de 8 francs. Ceux qui sont abonnés encore au supplément, l'AMI DU CLERGÉ PAROISSIAL, doivent 13 francs.

Le talon du mandat-poste sert de reçu.

M. Firmin Dangien est très touché de l'intérêt que veulent bien lui témoigner les abonnés de l'AMI DU CLERGÉ. Il leur en exprime toute sa reconnaissance et les prie de lui continuer le secours de leurs prières. Son état s'est un peu amélioré. F. P.

COURRIER DES LIVRES

BROCHURES SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Les Réformes et la Révolution en 1789, par le Comte Henri DE L'ÉPINOIS, une brochure in-12 de 50 pages. Paris, librairie de la société bibliographique, 76, rue des Saints-Pères.

Nous ne saurions trop recommander ces brochures toutes d'actualité et faites par des hommes dévoués et instruits.

L'ignorance, une ignorance voulue et entretenue à grands frais dans le public par une presse vendue, pèse de plus en plus sur le peuple qui vit non de vérités historiques, mais de préjugés. Il y a chez lui toute une éducation à refaire, une instruction à reformer. Dans nos écoles on n'enseigne rien de l'histoire telle qu'elle est, mais un roman convenu où tout ce qui tient à l'Eglise est raillé et bafoué. Nous croyons que des prédications historiques parfois ne messieraient point, feraient grand bien aux auditeurs et leur réserveraient de véritables surprises. L'histoire n'est point de la politique. C'est par l'histoire qu'on attaque l'Eglise ; c'est par l'histoire qu'il convient de répondre. La meilleure preuve de la divinité de l'Eglise, c'est le bien qu'elle a fait dans le monde, ce sont ses saints, ses institutions. Il faut dire tout cela, non d'une manière vague, en ressassant les lieux communs historiques, mais en appuyant sur les faits précis, les dates, l'esprit et les tendances d'un siècle, les hérésies et les misères qui le désolaient, les remèdes de paroles, d'exemples, d'œuvres qu'y ont apportés nos papes, nos saints.

Certes, nous n'avons pas à rougir de notre passé, pas même de l'Inquisition, que ne connaissent nullement d'ailleurs ceux qui racontent avec une foi touchante ses forfaits. Louis Veuillot regretait « qu'on n'ait pas brûlé Jean Huss plus tôt et que Luther n'ait pas été brûlé comme lui, » et il ajoutait : « Quelque précieux que fussent les jours des hérésiarques, ils ne valaient pas ce qu'ils ont coûté. » Il avait grandement raison. Tout Etat qui veut vivre a son Inquisition sans laquelle il n'y a pas de gouvernement possible. On n'a point gardé le mot, mais on tient la chose. On exile, on proscriit, on jette en prison, on suspend les traitements. Nous vivons en pleine Inquisition, n'en déplaise.

Notre histoire de France a été particulièrement dénaturée. Mgr Freppel expose dans sa belle brochure, *La Révolution et le Centenaire de 1789*, plusieurs idées qui ne sont point neuves et cependant point assez répandues. Le droit public du moyen-âge portait comme principe que *Lex fit consensu populi et constitutione regis*. Que de luttres nos rois durent engager avec leurs vassaux qui n'étaient point gens à accepter des lois de despotisme ! Le droit public fut donc fondé sur le consentement du peuple mis en constitution par le roi et bientôt « écrit es cœurs des Français, » par la tradition, par les siècles.

Les démêlés de Philippe-le-Bel avec Boniface VIII changèrent ce droit public, et la France, plus brillante au moyen-âge qu'aucun peuple du monde, entra dans une époque de décadence. Le roi chercha des armes pour combattre le pape. Alors les légistes parurent. Ils exhumèrent le droit romain que l'Eglise défendait d'enseigner, parce que c'est le droit païen, le droit qu'observèrent les empereurs païens et qui enfanta Tibère et Héliogabale divinisés par lui.

Le vieux principe brutal et despotique fut remis en vigueur : *Quidquid principi placuit legis habet*

vigorem, traduit ainsi dans le langage du temps : « Si veut le roi, si veut la loi. »

Comme les peuples étaient chrétiens, les conséquences de cette doctrine monstrueuse n'apparaurent point tout d'abord dans toute leur hideur païenne. D'ailleurs les Parlements tenaient encore, jusqu'au jour où Louis XIV les avilit et s'écria : « *L'Etat c'est moi !* » Ce principe du vieux droit romain créa le régime du bon plaisir et amena la Révolution. Celle-ci d'ailleurs ne se rua sur la royauté absolue que pour confisquer l'absolutisme à son profit, si bien qu'au bon plaisir du roi succède aujourd'hui le bon plaisir du peuple, c'est-à-dire un innombrable désordre qui accumule d'affreuses ruines.

M. Henri de l'Epinois étudie en quelques pages pleines de faits la doctrine souterraine qui, pendant le XVIII^e siècle a conduit le pays à la Révolution ; l'action de Louis XVI, le roi honnête homme ; l'état général des esprits, tous disposés à accepter les réformes justes et nécessaires. On était en pleines réformes quand les Etats-Généraux furent convoqués. La noblesse, qui jusque-là avait été exempte d'impôts, parce qu'elle payait l'impôt obligatoire du sang, demandait une répartition des charges où elle ne fût pas plus épargnée que les autres corps de la nation ; le clergé proposait de faire un emprunt de 400 millions sur ses biens. « Avec cette somme disait à un député républicain une amie de Mme de Tourzel, on pourrait éteindre la dette publique. »

« Cela peut être, répliqua-t-il, mais le clergé ne serait pas détruit. » Louis XVI ignorait ces dispositions haineuses qui, par le philosophisme, avaient pénétré jusqu'à la moëlle les classes moyennes qui firent le Tiers-Etat. Aussi fut-il surpris quand il parcourut la liste des élus de 1789 :

« Qu'aurait dit la nation, s'écria-t-il dans son honnêteté révoltée, si j'avais ainsi composé moi-même mon conseil ? »

Dans le Tiers-Etat les deux tiers des membres étaient avocats ou procureurs, gens médiocres et méchants, impatientes et tumultueux, tous élevés depuis 1762, c'est-à-dire depuis l'expulsion des Jésuites, et ayant subi le joug et les idées de d'Alembert, le grand-maître occulte du nouvel enseignement.

Dans le clergé, même proportion et plus grande encore d'hommes très nouveaux : deux cent quatre curés de campagne sur deux cent quatre-vingt onze membres. En général le clergé des campagnes, réduit à la « portion congrue, » avait souffert, il avait souffert avec le peuple. De là l'incroyable attachement que celui-ci lui témoigna pendant la Révolution. Mais que d'éléments aigris, ardents, prêts à faire le jeu des sectaires !

Cependant le 5 mai 1789 deux principes restent debout : la royauté qui doit régner et la religion catholique qui demeure la religion dominante des Français. Mais « nos politiques nouveaux, écrivait

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICTION

POUR LE CINQUIÈME DIMANCHE APRÈS PAQUES :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(Saint Jean, xvi, 23-30).

Vous venez d'entendre les dernières paroles de cet admirable discours qui suivit immédiatement la Cène et dont quelques extraits ont déjà servi de texte à nos instructions des dimanches précédents. C'est avec un soin jaloux, avec une pieuse attention que les enfants recueillent et conservent dans leur cœur les suprêmes adieux, les suprêmes recommandations d'un père, d'une mère tendrement aimés. Or, voici bien l'adieu, la recommandation finale que Jésus laisse à ses disciples avant de consommer son sacrifice. Aussi le bon Sauveur tient à ce que les Apôtres ne perdent rien des précieux conseils par lesquels il veut terminer le cours de ses divines instructions. Ecoutez plutôt : « En vérité, en vérité je vous le dis. » Ces expressions sur les lèvres de Jésus sont l'annonce d'une grave et importante révélation. « Tout ce que vous demanderez à mon Père en mon nom, il vous le donnera. Jusqu'ici, vous n'avez rien demandé en mon nom. Demandez et vous recevrez, afin que votre joie soit parfaite. » Puis Jésus ajoute : « Je vous ai dit ces choses en paraboles, voulant ainsi mettre mes enseignements à votre portée. Le temps vient où je ne vous parlerai plus en paraboles, mais où je vous instruirai clairement de ce qui concerne mon Père. » De nouveau, il insiste sur la nécessité, les conditions de la prière : « Alors vous demanderez en mon nom ; je ne vous dis pas que je prierai moi-même mon Père pour vous, car mon Père vous aime, parce que vous m'avez aimé et que vous avez cru que je suis sorti de Dieu. » Jésus se reprend encore pour affirmer d'un mot l'origine et annoncer une dernière fois la fin de sa mission : « Je suis sorti de mon Père et je suis venu dans le monde ; maintenant je quitte le monde et je retourne à mon Père. » Il avait fini de parler. Les Apôtres qui jusque là avaient gardé religieusement le silence, ne peuvent se défendre de témoigner hautement leur admiration et leur reconnaissance : « C'est maintenant, dirent-ils, que vous parlez clairement et que vous n'usez plus de paraboles. Nous voyons bien à présent que vous savez tout, et qu'il n'est pas nécessaire que l'on vous interroge, car vous lisez jusqu'au fond des cœurs. C'est ce qui nous fait croire d'une foi certaine que vous êtes sorti de Dieu. »

Tel est le sens général du texte évangélique. Mais reprenons brièvement ce texte dans chacun de ses détails, afin de le mieux fixer dans notre mémoire et de ne rien perdre des utiles instructions qu'il renferme.

Nous verrons successivement ce qui nous est enseigné touchant les conditions et l'efficacité de la prière, touchant le caractère de clarté imprimé à

l'enseignement des vérités divines ; enfin, la foi humble et ardente des Apôtres nous sera un excellent modèle des qualités que doit avoir la nôtre.

I

Il faut que la prière soit bien nécessaire à la vie chrétienne, qu'elle soit une des conditions essentielles du salut, pour que Notre-Seigneur en fasse l'objet de ses plus fréquentes exhortations. Aujourd'hui, il insiste particulièrement sur sa toute puissance. Pourquoi cela ? N'est-ce pas afin de révéler à ses Apôtres le secret de la force qui leur restera, même lorsqu'il les aura quittés. L'affirmation du Sauveur est explicite et formelle, elle ne permet pas le moindre doute, la moindre hésitation : « Tout ce que vous demanderez à mon Père en mon nom, il vous le donnera. » Devons-nous conclure de là que toute prière, quelle qu'elle soit, quelque demande qu'elle formule, sera nécessairement exaucée ? Oui, mes frères, toute prière, toute prière obtient son effet si elle est vraiment une prière, c'est-à-dire si elle est accompagnée des conditions déterminées par le divin Sauveur lui-même. « Pourtant, me direz-vous, nous prions souvent, nous faisons notre possible pour bien prier, mais il semble que Dieu ne nous entende pas, et nous ne voyons pas quel fruit nous revient de nos prières. Comment donc Jésus-Christ a-t-il pu dire : Tout ce que vous demanderez à mon Père, il vous le donnera ? » Ce ne sont point les paroles du Sauveur qui sont trompeuses, mais l'idée que nous nous en faisons. Que peut bien signifier cette expression : « Tout ce que vous demanderez, » sinon : tout ce que vous demanderez de raisonnable et qui ne soit pas nuisible, mais utile à votre salut ? Or, ne nous arrive-t-il jamais, je vous le demande, de nous tromper sur ce qui nous est réellement opportun et avantageux ? Serait-il de la sagesse divine de nous octroyer ce qui doit tourner à notre détriment et à notre perte ? Personne n'oserait le soutenir.

Mais s'ensuit-il que, dans ce cas, nos prières soient entièrement rejetées et réprouvées par Dieu. Gardons-nous de le croire. Car, si elles n'obtiennent pas l'effet direct que nous désirions et attendions, elles nous procurent, du moins, un accroissement des grâces qui nous sont nécessaires dans l'ordre déterminé par la Providence.

Confiants dans les promesses du Sauveur, persévérons dans la prière, dans la prière humble, sincère, fervente. Prions au nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ. C'est la condition qui est spécialement recommandée aujourd'hui aux Apôtres. Prier au nom de Notre-Seigneur, c'est demander par lui, par la vertu de son intercession, par les mérites de son incarnation, de sa vie et de sa mort. Le nom de Jésus-Christ ainsi invoqué, opère des miracles, dit saint Jean Chrysostôme. Enfin que la foi et la charité accompagnent et règlent toutes nos demandes. Après avoir dit à ses Apôtres : « Demandez et vous recevrez, » Notre-Seigneur se hâte d'ajouter : « Car mon Père lui-

même vous aime, parce que vous m'avez aimé, et que vous avez cru que je suis sorti de Dieu. » C'est dans cet amour et dans cette foi qu'il faut chercher tout le secret de la merveilleuse et toute puissante efficacité de la prière.

II

Cependant Jésus poursuit : « Je vous ai dit toutes ces choses en paraboles. L'heure vient où je ne vous parlerai plus ainsi, mais où je vous instruirai clairement de ce qui concerne mon Père. » Jésus, par ces paroles, manifeste que s'il s'est servi jusqu'alors de paraboles pour enseigner les vérités du salut, ce n'a pas été sans des motifs de haute sagesse et de grande miséricorde. Mais cette forme d'enseignement, nécessaire lorsque Notre-Seigneur s'adressait à tout le peuple, devenait insuffisante lorsqu'il s'agissait de ceux qui à leur tour, allaient devenir les docteurs des nations. Il fallait une doctrine plus précise, plus décisive, afin que la vérité pût briller d'un pur et irrésistible éclat, triompher de toutes les erreurs, de toutes les fausses et perfides interprétations par lesquelles l'esprit du mal chercherait à l'obscurcir, bien plus à la détruire et à la faire disparaître, s'il était possible.

Le temps prédit par Jésus pour ces lumineuses et complètes révélations, était celui qui devait suivre la résurrection, c'est-à-dire les quarante jours que le Fils de Dieu passa sur la terre jusqu'à son Ascension, « visitant ses disciples et parlant avec eux du royaume de Dieu. » (Act. 1, 3.)

C'est alors que les Apôtres reçurent de la bouche même de Jésus-Christ des instructions si claires et si parfaites sur la constitution de l'Eglise, ses droits et ses pouvoirs, sa morale et son culte, que, l'Evangile ayant été prêché dans le monde entier, tous les fidèles se trouvèrent avoir une même foi, les mêmes sacrements, un même culte.

Non, Jésus-Christ n'a pas voulu que le moindre doute, la plus petite incertitude pût planer sur les vérités essentielles au salut. L'Eglise dans tous les temps a professé sous ce rapport une doctrine aussi précise que ferme et immuable. Elle n'a plus à chercher la solution des graves problèmes qui touchent à l'origine, aux destinées et à la fin de l'homme. Et tout esprit sincère, qui recherche la vérité de bonne foi, est contraint finalement d'accepter les définitions, de souscrire aux dogmes, d'embrasser la morale qu'enseigne l'Eglise de Jésus-Christ.

Remercions Dieu, mes frères, de nous avoir fait naître dans cette pleine lumière, et que notre confiance croisse et grandisse en proportion de cet inestimable bienfait.

III

C'est ce qu'en effet nous constatons chez les Apôtres eux-mêmes. La simple annonce de ce dessein du Sauveur les ravit et les remplit de joie. Cela suffit pour établir à leurs yeux que Jésus possède toute science : *Nunc scimus quia scis*

omnia, et qu'il est vraiment le Fils de Dieu : *In hoc credimus quia a Deo existi*. Oh, l'admirable foi que celle des Apôtres ! Quel caractère de simplicité, de certitude, de sécurité elle porte avec elle ! Pour les Apôtres la parole de Jésus, c'est la parole de Dieu. Dès qu'elle s'affirme, ils l'acceptent non seulement sans contester, sans hésiter, mais encore avec une ardeur, avec un bonheur inexprimable. Ainsi, tandis que les esprits superbes, que les hommes corrompus, arrivent difficilement à la connaissance et à la possession de la vérité, les âmes dégagées de tout parti pris et libres du joug des passions, y arrivent du premier coup et comme sans efforts.

Mes frères, si nous comparons les temps présents, que les divines clartés du christianisme ont vivifiés, avec les temps où les Apôtres recueillaient ces enseignements et ces promesses de la bouche du Sauveur, tout l'avantage n'est-il pas en notre faveur ? C'est bien maintenant que nous pouvons proclamer que Jésus-Christ a parlé ouvertement. Quel magnifique accomplissement des prédictions divines nous avons sous les yeux ! L'Eglise prodiguant la lumière à travers les siècles, à mesure que le monde en a besoin ; fixant les intelligences, réunissant tous les esprits et toutes les volontés dans la sublime unité de son dogme, de sa morale et du ministère de ses pasteurs. Ah ! c'est surtout le chrétien qui peut avec justice répéter ces admirables paroles : « Oui, Seigneur, « nous croyons que vous êtes sorti de Dieu ! »

Nous ne terminerons point cette instruction, sans nous demander quelle a été l'intention de l'Eglise, en choisissant pour ce jour le texte évangélique que nous venons d'expliquer. Il est question dans cet évangile de la prière et aussi de l'Ascension de Notre-Seigneur. Or, quelques jours à peine nous séparent de la solennité où nous célébrons le touchant mystère de Jésus-Christ s'élevant en corps et en âme jusqu'au plus haut des cieux. Il est juste que toutes nos pensées soient concentrées sur ce glorieux et consolant événement. Mais c'est par la prière, par des désirs ardents que nous devons préparer nos âmes à une fête qui nous rappelle si éloquemment l'objet de nos immortelles espérances. C'est d'ailleurs à cette fin que l'Eglise a établi trois jours de Rogations, c'est-à-dire de prières publiques et solennelles. Prenons part à ces prières, assistons pieusement aux processions qui vont se faire durant ces trois jours ; elles ont pour but d'attirer sur nous, sur nos récoltes et sur nos biens les bénédictions célestes. Purifions aussi nos cœurs, afin de nous unir par une communion fervente à Notre-Seigneur. Ce sera pour nous un achèvement vers cette union ineffable à laquelle ce bon Sauveur nous convie dans le ciel. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Il n'est pas nécessaire que le tabernacle du saint Sacrement soit à l'autel majeur. Là où se fait l'exposition perpétuelle du saint Sacrement, il faut à un autre autel un tabernacle du saint Sacrement pour la communion des fidèles.

GANDAVEN.

DD. Architecti Gandavenses de Bethune et Verhøgen quum operam suam impendant in ædificatione Ecclesiarum, Sacræ Rituum Congregationi sequentia dubia pro opportuna declaratione humillime exhibuerunt, nimirum :

Dubium I. An tabernaculum in quo asservatur SSimum Sacramentum debeat in altari majori Ecclesiæ necessario collocari ?

Dubium II. Et quatenus negative, quænam regulæ præ oculis habendæ sint in constructione altaris pro asservando SSmo Sacramento ?

Dubium III. Si in altari majori adest expositio perpetua SSmi Sacramenti veluti fit in Ecclesiis Sanctimonialium Adoratricum, requiritur ut in alio altari laterali ponatur tabernaculum in quo extet SSma Eucharistia pro Comunione fidelibus distribuenda ?

Et Sacra eadem Congregatio referente subscripto Secretario, hisce Dubiis rescribere censuit :

Ad I. Negative.

Ad II. Regulæ in casu servandæ, prudenti arbitrio Ordinarii determinentur.

Ad III. Affirmative.

Atque ita rescripsit. Die 18 Maii 1878.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Une église possède les statues du Sacré-Cœur de Jésus et de saint Jean-Baptiste. Saint Jean-Baptiste est titulaire de cette église. Quelle est de ces deux statues celle qui doit être placée au maître-autel ? Il me semble que celle du titulaire doit avoir la préférence. Quelques-uns de mes confrères soutiennent le contraire.

2^o Le Rituel romain et la théologie disent qu'on ne peut porter le Saint-Sacrement, la nuit, que dans le cas où il y a nécessité : *Noctu autem hoc sacramentum deferri non debet, nisi necessitas urgeat*. Que devons-nous entendre ici par le mot nuit ? Si on le prend dans un sens strict, on ne pourrait pas aller communier à domicile, un infirme non en danger de mort, avant l'apparition du jour. Cependant beaucoup de prêtres prétendent qu'on peut porter le Saint-Sacrement à un infirme quelconque, à partir du moment où l'on peut commencer la messe : par exemple, pour notre pays, à 5 h. 54, dans la première partie de janvier, et à 1 h. 30, dans la première partie de juillet. Cette manière de faire accommode très bien un certain nombre d'infirmes qui ne peuvent rester longtemps à jeun. Que pensez-vous de ce cas.

R. — Ad I. Il est convenable de placer sur l'autel la statue du saint auquel cet autel est dédié, et c'est la pratique ordinaire. On lui donne même la place d'honneur, c'est-à-dire qu'on le met à la droite du crucifix. Il importe de conserver ces tra-

ditions qui permettent de juger promptement quel est le titulaire de telle ou telle chapelle, de tel ou tel autel.

Ad II. Le Rituel romain, en défendant de porter la sainte communion pendant la nuit, à moins que la nécessité n'y oblige, ne détermine point les limites du jour et de la nuit. Il ne dit pas davantage quelle est la raison principale pour laquelle on ne doit pas porter la sainte communion la nuit aux malades. On peut bien supposer que c'est à cause des irrévérrences que rendraient possibles les ténèbres de la nuit. Mais il y a lieu de penser que, la nuit fût-elle très éclairée, et tout danger d'irrévérence écarté, la défense n'en subsisterait pas moins. La nuit n'est pas le temps de vaquer au travail, ni, à plus forte raison, aux cérémonies qui se font au dehors des églises.

Quoi qu'il en soit, on peut affirmer qu'il serait contraire à l'esprit de l'Eglise d'aller porter la sainte communion avant le moment où l'on peut commencer la sainte messe. Quel est ce moment ? Le Missel dit : depuis l'aurore jusqu'à midi :

« Missa privata, saltem post Matutinum et Laudes, quacumque horâ ab aurora usque ad meridiem dici potest. » (Rubricæ generales missalis, titre xv, n. 1.)

Mais que faut-il entendre par aurore ? On distingue deux aurores, l'aurore mathématique et l'aurore morale. L'aurore mathématique est la première lueur qui commence à paraître quand le soleil est à dix-huit degrés au-dessous de l'horizon. L'aurore morale, appelée encore aurore politique est le moment où le repos de la nuit est communément terminé et où l'on commence à se livrer au travail. C'est cette seconde aurore qu'il faut surtout considérer :

« Tempus enim auroræ et meridiei non mathematicæ, sed moraliter accipiendum est. » (Gury, annoté par Ballerini, t. 2, p. 264 : S. Alphonse, n. 241, etc.)

Et c'est bien la pensée du Saint-Siège ; car lorsque le pape Urbain VIII publia l'édition corrigée du Missel, on se préoccupa de la rubrique relative à l'aurore que nous venons de donner. Urbain VIII fit convoquer chez le cardinal Oregio un certain nombre de savants illustres dans le but d'examiner avec soin cette difficulté. Théodore de Rubeis, savant mathématicien, et Ingolus, secrétaire de la sacrée Congrégation de la Propagande, voulaient qu'on ajoutât à la rubrique quelques mots d'explication. Mais tous les autres membres furent d'un avis opposé attendu que l'aurore se prend dans le sens moral, c'est-à-dire que l'aurore est le commencement du jour civil, moral, usuel :

« Hoc est de exordio diei civilis, moralis et usualis, in quo homines deliculo surgere solent ad opera, juxta receptas et approbatas regionum consuetudines. » (S. R. C. 18 septembre 1634, n. 1007.)

Q. — 1^o Les ministres peuvent-ils revêtir la dalmatique et la tunique à la levée du corps, pendant l'absoute, et ensuite pour aller au cimetière ?

2° Le célébrant peut-il aussi revêtir l'aube sous la chape pendant la levée du corps.

R. — Ad I. Pour la levée du corps les ministres sacrés ne peuvent revêtir la dalmatique et la tunique, car le Rituel romain ne mentionne pas ces vêtements sacrés et par là même les exclut. Or, on doit suivre ce Rituel, conformément à une décision de la sacrée Congrégation des Rites en 1846 pour le diocèse de Tury :

« In sepultura defunctorum dum cadaver e sua domo defertur ad Ecclesiam cum assistentia parochi et ministris sacris cum Pluviali, dalmatica et tunicella indutis, Ministri sacri sine amictu, neque alba, neque cingulo superimponunt Dalmaticam et Tunicellam soli cottæ vel superpelliceo. Quæritur an talis consuetudo possit sustineri, vel cogendi sint Ministri sacri ut simul cum Dalmatica et Tunicella induant anictum, albam et cingulum ? »

La Sacrée Congrégation répondit qu'il fallait suivre la disposition du Rituel romain, lequel dans ce cas exclut les vêtements sacrés, attendu qu'il n'en est pas fait mention :

« Servandam dispositionem Ritualis romani, quod in casu excludit sacras vestes ibi non memoratas. » (23 mai 1846, n. 5050, ad 10.)

Pour l'absoute, les ministres sacrés gardent les vêtements sacrés qu'ils avaient à la messe, excepté le manipule qu'il déposent.

Si le célébrant conduit le corps au cimetière, le diacre et le sous-diacre l'accompagnent. Dans cette circonstance, ils font comme le prêtre. Si celui-ci ôte ses ornements, et ne prend que le surplis et l'étole, ils ôtent également leurs ornements. Quand le cimetière est près de l'église, il est d'usage que le prêtre garde les vêtements qu'il avait à l'absoute; quand il est éloigné, le prêtre se contente ordinairement du surplis et de l'étole.

En beaucoup d'églises, le diacre et le sous-diacre, immédiatement après l'absoute, se retirent à la sacristie, ôtent tous leurs ornements, et n'accompagnent pas le célébrant au cimetière. Il importe alors qu'il y ait un clerc ou au moins un sacristain pour servir le célébrant.

Ad II. Non, le célébrant, pas plus que le diacre et le sous-diacre, ne doit avoir l'aube pour la levée du corps. D'après le Rituel romain, il doit revêtir simplement le surplis, l'étole noire; il peut encore y ajouter la chape noire :

« ... Parochus, induitur superpelliceo, et stola nigra, vel etiam pluviali ejusdem coloris... »

Cette disposition du Rituel a été confirmée en 1855 par un décret de la sacrée Congrégation des Rites, même pour le cas où le célébrant devrait faire lui-même l'office des morts et célébrer la messe immédiatement après.

« Utrum hoc in casu induere possit Albam loco superpellicei, ut mos est, si immediate post Officium mortuorum, quod ipse parochus facit, missam sit celebraturus ? »

La sacrée Congrégation répondit : *Negative.*

(S. R. C. 21 juillet 1855, n. 5221, ad 1; décision pour le diocèse de Saint-Brieuc.)

Q. — Permettez-moi une réflexion au sujet de la réponse donnée dans votre numéro du 21 mars dernier, page 136, *ad primum*. Vous nous dites que « la messe basse, en un jour double, doit être de l'office du jour, avec des ornements conformes et non une messe de *Requiem*. » Jusqu'à ces dernières années j'avais toujours été de cet avis, mais des prêtres m'ont assuré que de Herdt dans une de ses dernières éditions rapportait un décret autorisant à dire une messe de *Requiem* en pareille circonstance. Je vous serais reconnaissant si vous aviez la bonté de me dire si ce décret existe réellement ?

R. — Nous ne connaissons pas ce décret et nous croyons qu'il n'existe pas.

Il est clair que nous ne parlons pas ici des messes basses de *Requiem* pour des pauvres qui n'ont pas les ressources suffisantes pour payer les frais d'une messe chantée; car il est alors permis de dire une messe basse de *Requiem* aux fêtes doubles mineures et même doubles majeures, mais ce n'est évidemment pas le cas qui nous est posé.

Nous ne croyons pas non plus que de Hert ait donné une solution différente de la nôtre.

Q. — L'*Ami du Clergé* a démontré que l'on pouvait réciter *privatim* des litanies approuvées non par l'Eglise, mais par un Evêque. Or les processions peuvent-elles être regardées comme des prières ou cérémonies *privées* ?

R. — Non les processions ne peuvent pas être regardées comme des cérémonies privées où l'on pourrait chanter des litanies autres que les litanies du saint nom de Jésus, de N.-D. de Lorette et celles qui se trouvent dans les livres liturgiques. Nous en avons la preuve dans le décret suivant de la sacrée Congrégation du Saint-Office :

Litaniæ omnes, præter antiquissimas et communes, quæ in Breviariis, Missalibus, Pontificalibus et Ritualibus continentur, et præter litanias de Beata Virgine quæ in sacra Æ de Lauretana decantari solent, non edantur sine revisione et ad probationem Ordinarii, nec publice in ecclesiis, publicis oratoriis et *processionibus* recitentur absque licentia et approbatione sacrorum Rituum Congregationis. » (18 avril 1860).

Q. — Je ne suis pas tenu à l'office du patron du diocèse, parce que j'ai un patron dans ma paroisse; le jour du patron du diocèse est-il pour moi un jour entièrement libre ou bien suis-je encore obligé à l'office du diocèse sous le rite double majeur (comme patron secondaire) ?

R. — Le principe que vous émettez est trop absolu. Où avez-vous vu que les ecclésiastiques qui ont un patron de lieu ne sont pas tenus à l'office du patron de diocèse ? On peut être obligé à l'un et à l'autre, et cela à lieu toutes les fois que le patron du diocèse a été approuvé comme tel par le Saint-Siège, ou bien qu'il est célébré comme tel par la coutume du diocèse; et, dans ces deux

cas, le jour où l'on honore le patron du diocèse n'est plus pour vous un jour libre; vous êtes obligé d'honorer le patron du diocèse.

Sous quel grade? Tantôt sous le grade de première classe avec octave et c'est le cas ordinaire, tantôt sous le grade double-majeur, sans octave.

Comment peut-on savoir sous lequel de ces deux grades on doit célébrer ce patron? Les ordos diocésains ne manquent pas de fournir les indications nécessaires; mais nous répétons que c'est ordinairement sous le grade de première classe avec octave.

Q. — 1° L'Ordo diocésain, parlant de l'office des Patrons de paroisse, s'exprime ainsi : *Dies octava non admittit nisi duplex 1 aut 2 classis; pro aliis dupl. sive maj. sive min. et pro sem., die octava occurrentibus, dies fixa et perpetua, in ecclesiæ calendario, assignanda est.* — Depuis le Bref du Souverain-Pontife, en date du 28 juillet 1882, modifiant la rubrique concernant la translation des fêtes, j'aurais cru qu'un double ou semi-double, tombant le jour de l'octave, devait être simplifié et non renvoyé. Qui a raison?

2° Aux bénédictions du très saint Sacrement, certains prêtres récitent l'amende honorable ou font chanter un cantique après le *Tantum ergo*, immédiatement avant la bénédiction. Est-ce conforme aux rubriques? Il me semble que rien ne doit séparer le chant du *Tantum ergo*, le *Ÿ Panem de coelo* et l'oraison. Les amendes honorables et les cantiques devraient, d'après moi, précéder le *Tantum*, le *Ÿ* et l'oraison.

3° Des prêtres disent l'*Oratoire*, *fratres*, et les paroles qui suivent tournées vers le peuple et à haute voix. N'est-il pas plus conforme au texte de la rubrique de dire *Orate fratres, elata voce* et de se retourner vers l'évangile, en achevant la prière *submissa voce*?

R. — Ad I. Vous touchez à une question des plus difficiles dans l'état actuel des rubriques.

Il est certain que les doubles de première et de seconde classe qui tombent dans un jour octave ordinaire, ont l'office et la messe, et que le jour octave n'a que mémoire.

Il est également certain qu'un double-majeur qui tombe *toujours* en un jour d'octave, doit être transféré et remplacé au premier jour libre qui devient son jour fixe.

Il est également certain qu'une fête double-mineure ou semi-double d'un saint qui est associé au patron ou au vocable d'église, doit être absolument omise. Les nouvelles rubriques sont formelles sur ce point, comme nous l'avons démontré dans cette revue.

Mais en est-il de même, si ce double-mineur ou ce semi-double sont *toujours* empêchés par quelque office plus important, par exemple par un jour octave? Doit-on encore absolument omettre ce double-mineur et ce semi-double? Le cas est plus difficile, parce que nous n'avons pas de principe de solution certaine.

Pour nous, il nous semble qu'on ne doit pas omettre ces offices, parce que les rubriques ne prescrivent leur omission que dans le cas où ils sont associés avec le patron ou le vocable d'église. Pour les autres on doit les transférer à jour fixe. C'est le sens des *Rubriques générales* du bréviaire, Titre X, De Translationibus, nos 1 et 2.

Nous suivrions donc la solution donnée par votre Directoire.

Ad II. Comme vous le dites, il est plus conforme à l'enseignement des rubricistes comme à la pratique des églises les plus régulières, de dire, avant le *Tantum ergo*, l'amende honorable et les autres prières prescrites par l'autorité.

Cependant s'il ne s'agissait que de courtes louanges, comme par exemple les louanges suivantes auxquelles sont attachées des Indulgences : « Dieu soit béni ! » « Béni soit son Saint Nom ! » etc., alors on pourrait les placer après le *Tantum ergo*, immédiatement avant la bénédiction. C'est ce qui résulte d'une décision de la Sacrée Congrégation des Rites en date de 1871, pour le diocèse de Borgo-San-Donnino, au diocèse de Parme.

Le Vicaire Capitulaire de ce diocèse exposait nettement la difficulté.

« In diocesi Burgi-San-Dominici, sicuti et in plurimis aliis, recitari solent coram SSmo Sacramento exposito vulgari sermone sequenter laudes approbatæ, quibus annexæ sunt nonnullæ Indulgentiæ : « Dio sia benedetto, Benedetto il suo « sancto Nome, Benedetto Gesù Cristo vero Dio « et vero Uomo etc. » Ast in aliquibus dictarum Ecclesiarum recitatur immediate post Orationem « Deus qui nobis sub Sacramento mirabili etc., » sed antequam impertiaturo populo Benedictio, in aliis post benedictionem cum Venerabili, sed priusquam reponatur SSimum Sacramentum in Tabernaculo. Hoc posito, quæritur an continuari possit ad libitum utraque consuetudo? »

La Sacrée Congrégation répondit : « Affirmative. » (11 mars 1871, numéro 5472, ad 7).

On remarquera que ces louanges en langue vulgaires sont très courtes et indulgenciées.

On remarquera aussi qu'il s'agit d'une coutume existante.

Ad III. Voici ce qu'il en est relativement à l'*Orate, fratres*. Il ne se dit pas précisément *elata voce*, comme vous le dites, mais bien *voce aliquantulum elata*, comme on peut le voir dans le *Ritus servandus in celebratione missæ*. Ce n'est donc pas à haute voix que l'on doit prononcer les mots *Orate, fratres*, mais à voix médiocre, c'est-à-dire d'un ton qui tient à peu près le milieu entre la voix haute et la voix basse. C'est ce même ton médiocre que l'on prend à *Nobis quoque peccatoribus*, à *Domine non sum dignus*, et enfin à *Sanctus* et *Benedictus* de la préface.

Pour l'autre question, vous avez raison; il est plus conforme à la rubrique de se retourner du côté de l'autel aussitôt qu'on a dit *Orate, fratres*. Examinez en effet la rubrique du *Ritus servandus* indiqué plus haut. Mot à mot : « Le prêtre dit d'une voix un peu plus élevée *Orate, fratres*, et continuant à voix basse, *ut meum ac vestrum* etc., il achève le cercle, en retournant, les mains jointes devant la poitrine, à main droite vers le milieu de l'autel. »

« ...Dicit (sacerdos) voce aliquantulum elata *Orate, fratres*, et secreto prosequens *ut meum ac*

restum etc., perficit circulum, revertens junctis manibus ante pectus a manu dextra ad medium altaris. »

On nous objectera sans doute que la rubrique qui se trouve dans l'*Ordo missæ*, suppose que l'*Orate, fratres*, est récitée intégralement du côté du peuple. Et en effet cette rubrique porte :

« Postea osculatur altare, et versus ad populum, extendens et jungens manus, voce paululum elevata dicit : *Orate, fratres etc.* »

Nous répondons : Les rubriques qui se trouvent dans l'*Ordo missæ* ne sont qu'un résumé très incomplet et très imparfait des rubriques qui se trouvent dans le *Ritus servandus* etc. Si donc on veut connaître le vrai sens d'une rubrique, ce n'est pas dans le résumé qu'il faut chercher, mais dans le texte même du *Ritus servandus*, qui est plus complètement et plus clairement exposé.

Q. — Chaque soir peut-on, sans avoir au moins un cierge allumé, ouvrir le tabernacle pour ôter le ciboire ? Existe-t-il quelque décret ordonnant d'allumer un cierge dans cette circonstance ?

R. — Il est de règle et d'usage universel que lorsqu'on transporte le très saint Sacrement d'un lieu à l'autre, il soit accompagné de deux cierges.

Q. — Notre église possède un assez joli calice. Un accident étant arrivé à la patène, la fabrique l'a remplacée par une nouvelle qui faute d'évêque n'est pas encore consacrée.

Certains confrères m'assurent que pour que la patène puisse être consacrée je dois envoyer le calice. La preuve, disent-ils, se trouve dans les paroles de la dernière oraison de *consecratione patenæ et calicis*. D'autres me disent que je puis envoyer la patène seule et que l'évêque n'aura qu'à modifier la dernière oraison.

R. — Les deux consécrationes de la Patène et du Calice étant distinctes, il n'y a nulle nécessité d'envoyer le Calice. La consécration du Calice ne saurait d'ailleurs être renouvelée sans sacrilège.

Q. — Il y a cinq ans, un de mes paroissiens, riche et sans enfant, m'apportait à la cure 750 francs à charge par moi de fonder après son décès quatre messes anniversaires pour lui et ses proches parents défunts. De son vivant, cette somme devait être capitalisée, et il ajouta que plus tard son intention était de me donner encore une somme équivalente en faveur de notre église. Ce donateur tombe malade deux jours après, et ses jours étant en danger, il fallait lui rappeler la promesse qu'il m'avait faite ; lui ne m'en parlait plus, ou peut-être avait-il changé d'intention ? Je n'osai le faire moi-même, crainte de m'attirer les foudres de ses neveux héritiers. Je chargeai de cette commission notre maire qui était son neveu par alliance ; il accepta. Mais voici la réponse que son oncle lui fit :

Donne à M. le curé le billet de 400 francs que tu avais souscrit, où tu déclarais me devoir cette somme que je t'avais prêtée, mais que j'ai remis hier à ton épouse en lui disant de le porter chez vous. Le neveu, stupéfait, croyant que l'oncle lui avait remis cette dette, ne fit aucune réponse. Peu après, j'allais rendre visite au malade, et il me dit que M. le maire me devait remettre le montant du billet de 400 francs qu'il lui devait et qu'il avait rendu à sa femme, la veille ; à charge par moi de faire dire 200 messes pour le repos de son âme et

d'ajouter cinq messes anniversaires aux quatre déjà fondées. Ce que j'acceptai. J'en informai M. le maire qui ne fit aucune réclamation. Deux jours après l'oncle mourait.

L'année suivante, il fallait exécuter les volontés de l'oncle, mais auparavant l'épouse du maire me fit observer que peut-être ils n'étaient pas tenus de me verser les 400 francs, attendu que l'oncle lui avait rendu le billet et que par conséquent celui-ci ne pouvait plus disposer d'une chose qui ne lui appartenait plus. Dans la bonne foi, je lui répondis que j'avais promis à son oncle de faire dire 200 messes pour le repos de son âme avec cet argent, etc., et qu'il devait me verser les 400 francs. Ce qui fut exécuté, il y a bientôt trois ans.

Mais après avoir réfléchi et consulté, un doute m'est venu au sujet de cette décision. Je ne suis pas tranquille et je voudrais que l'*Ami du Clergé* me dise ce que je dois faire maintenant.

1^o Suis-je obligé de rendre à M. le maire les 200 francs qui restent et qui sont placés à la caisse d'épargne, pour aider à payer les neuf messes anniversaires fondées par l'oncle, avant sa mort, et le surplus devant être donné à notre église ?

2^o Avec les 200 autres francs, j'ai fait dire les 200 messes que m'a demandées le défunt : je ne les ai plus. Que faire maintenant ? A quoi suis-je tenu ? Pourrait-on me les réclamer ? Est-ce que je puis rester tranquille ?

R. — Généralement la remise d'un billet, signifie la remise de la dette, dont il est l'attestation et la preuve.

En a-t-il été ainsi dans le cas présent ? Le neveu débiteur à qui le billet a été remis, par l'intermédiaire de sa femme, paraît l'avoir cru. Son acceptation, quoique tacite, n'a certainement pas fait défaut, et aurait suffi à rendre la donation irrévocable. Mais l'oncle créancier, a-t-il eu la volonté de remettre la dette, en remettant le billet aux mains de son neveu ? Y a-t-il eu de sa part donation absolue et définitive ? C'est la question à élucider : et c'est aux circonstances qu'il faut demander un indice révélateur de l'intention de l'oncle.

Or, les paroles que celui-ci adresse à son neveu, le lendemain de la remise du billet, dont il a soin de faire mention, et celles qu'il adresse ensuite à son curé, qu'il charge de faire célébrer des messes pour le repos de son âme, semblent indiquer, qu'en remettant le billet, il n'avait pas entendu faire l'abandon de la somme qui lui était due. Autrement, il serait difficile d'expliquer, comment, un jour seulement après avoir fait condonation de la dette, il obligerait son neveu à l'acquitter ; comment il assurerait au curé, sans hésitation et défiance aucune, que son neveu était tenu de lui solder les 400 francs, inscrits au billet remis entre ses mains.

On peut objecter, que l'oncle a pu ignorer qu'une donation acceptée devient irrévocable : et qu'ainsi, ayant cru pouvoir revenir sur ce qu'il avait fait la veille, il a changé sa première disposition. Cela est possible : mais cela ne tendrait-il pas à prouver aussi que la volonté de donner, si elle a existé, n'a pas été absolue et définitive ?

Si maintenant nous examinons les circonstances du côté du neveu, nous remarquons trois choses : 1^o Le neveu accepte au moins tacitement et sans faire aucune objection, l'obligation à lui imposée

par son oncle, de payer 400 francs, montant de sa dette, à M. le curé, pour faire célébrer des messes ; 2^o la femme du neveu, fait bien quelque difficulté, au moment de payer les 400 francs ; mais enfin elle se soumet, et le paiement volontaire équivaut à une reconnaissance de l'obligation ; 3^o enfin et surtout le neveu, est par sa femme héritier de l'oncle mourant. Celui-ci peut imposer à son héritier telle obligation qu'il lui plaît. Cette obligation devient une charge réelle, qui pèse sur l'héritage, ou la portion d'héritage échue en partage, et à laquelle l'héritier ne peut se soustraire. Et n'est-ce pas comme telle, qu'elle a été considérée et acceptée par les parties intéressées ?

Nous concluons : l'obligation de solder le montant du billet, si elle n'est pas certaine, mais seulement plus probable, en tant qu'elle atteint le souscripteur du dit billet, acquiert une probabilité et une force plus grandes, en tant qu'elle s'impose à l'héritier.

Il faut féliciter le neveu qui a fait noblement son devoir, en remplissant les dernières volontés de l'oncle, malgré les difficultés qu'il aurait pu soulever, pour se soustraire au paiement de la somme qu'il a versée entre les mains du curé ; en somme il a fait son devoir. Il a rempli une obligation de conscience moralement certaine.

Il ne nous semble donc pas, que le curé qui a décidé que la susdite obligation devait être remplie ; qui a reçu l'argent demandé doive s'inquiéter, ni rendre quoi que ce soit : d'autant que cet argent n'est pas pour lui, mais pour le défunt qui a formellement exigé qu'il soit employé à faire célébrer des messes pour le repos de son âme.

Q. — 1^o Un curé ne peut-il pas confesser les religieuses qui sont dans le territoire de sa paroisse, lors même qu'elles auraient un confesseur distinct, exprès pour elles ?

L'évêque a-t-il le droit de limiter les pouvoirs du curé à ce sujet ?

Ces religieuses étant aussi ses paroissiennes, il semble que le curé a le droit de les confesser et qu'on ne peut l'en empêcher.

2^o Le privilège de la chapelle domestique cesse-t-il quand disparaît l'évêque qui l'a accordé ?

R. — Ad I. Nous supposons qu'il s'agit de religieuses à vœux simples, comme sont toutes nos religieuses à peu près en France. La question peut être étudiée au point de vue de la validité et de la *licité*.

S'il s'agit de la validité, le curé a, en vertu même de son titre, le droit d'absoudre même les religieuses qui ont un confesseur spécial, pourvu qu'elles n'aient pas été déclarées exemptes de la juridiction paroissiale par un acte régulier et juridique.

L'évêque peut-il limiter les pouvoirs du curé à ce sujet ? S'il est question d'exempter totalement une maison de la juridiction paroissiale pour en faire une sorte de paroisse, l'évêque pourrait le faire à la rigueur, d'après quelques canonistes, en suivant les règles tracées par le droit pour le

démembrement d'une paroisse. S'il est question simplement de limiter la juridiction du curé par rapport à *certaines personnes*, de manière qu'il ne puisse les absoudre valablement, nous pensons que l'évêque ne peut le faire. Quand il délègue des pouvoirs particuliers, il est libre de déterminer la qualité des personnes et d'apposer les limites qu'il juge convenables : par exemple nous voyons que des confesseurs sont approuvés uniquement pour les fidèles et non pour les religieuses. Mais le curé possède, en vertu de son titre, une juridiction ordinaire sur toutes les personnes qui forment la paroisse. Le droit reconnaît à l'évêque le pouvoir de réserver des cas, mais non celui d'exempter certaines personnes de la juridiction ordinaire.

La question change d'aspect s'il s'agit de la *licité*. L'Eglise demande que les religieuses à vœux simples, aussi bien que les autres, aient un confesseur spécial pour elles, un seul autant que possible, et que ce confesseur ne soit pas le curé de la paroisse, ordinairement du moins, parce que la charge de confesseur d'une communauté importante ne peut guère s'allier avec les multiples devoirs d'un curé. Il s'agit évidemment ici des communautés importantes et non de celles qui ne renferment qu'un nombre restreint de religieuses. Le curé ne peut donc nullement se plaindre si l'évêque diocésain nomme un confesseur spécial pour une communauté religieuse qui se trouve sur sa paroisse. Quels seront alors ses droits à lui ?

1^o Si une religieuse se présente à son confessional, dans l'église paroissiale, il peut toujours l'absoudre valablement et licitement : nombreuses sont les décisions à ce sujet.

2^o S'il s'agit d'entendre les confessions dans la chapelle de la communauté, le curé ne peut pas s'y présenter sans y avoir été appelé, parce qu'il ne peut s'imposer à aucun de ses paroissiens comme ministre du sacrement de pénitence.

3^o Peut-il être demandé par les religieuses ? Non, répond Bouix, *si l'évêque le défend* : « Tenendum est, statui posse ab Ordinariis ut moniales istæ nequeant confiteri nisi confessario pro ipsis specialiter approbato. Id clare supponit Benedictus XIV in sua bulla *Pastoralis* ; si quidem ad omnes mulierum et puellarum communitates, etsi clausuram non habentes, extendi vult Tridentinam legem, de dandis bis aut ter in anno confessariis extraordinariis. Ad quid enim opus esset iis communitatibus extraordinarios confessarios deputare, si liberum eis foret cuilibet ex approbatis pro diocesi sacerdotibus confiteri ? »

La défense de l'évêque n'enlève cependant pas au curé le pouvoir d'absoudre valablement, et, s'il y a des raisons sérieuses, licitement.

Ad II. Nous ferons remarquer que ce n'est pas en vertu de pouvoirs personnels, mais en vertu d'un indult pontifical que l'évêque accorde le privilège de la chapelle domestique d'une manière

¹ *Tractatus de jure regularium*, t. II, p. 336.

permanente. C'est uniquement pour rectifier une idée fausse présentée dans la question, la solution étant toujours la même.

Il s'agit ici d'une concession appelée dans le droit *rescriptum gratiæ*. Or, quelles sont les règles d'interprétation des *Rescripts de grâces* ?

Les voici, d'après Mgr Santi : « Relate ad rescripta gratiæ animadvertimus quandoque concedi gratias quæ repetitos actus complectunt : ex. gr. ut quis a choro absteineat, *ut quis tali vel tali privilegio gaudeat*. (C'est bien le cas qui nous est proposé.) Hæ vero gratiæ, si concedantur cum clausula *ad beneplacitum nostrum*, cessant morte concedentis, cum quo ejus beneplacitum desinit. Si vero concedantur cum clausula : *ad beneplacitum sanctæ Sedis*, perseverant donec vel concedens, vel ejus successor non revocaverit. Cui casui accomodant auctores etiam in quo Pontifex utatur clausula *donec revocavero*. Nam revocatio est propria actus positivus qui per mortem non verificatur ¹. »

Il s'agit ici d'une question de clause : à vous donc de vérifier les clauses de l'indult dont vous parlez.

Q. — J'ai trouvé dans une maison des reliques dont rien n'atteste positivement l'authenticité. Sur chacune d'elles est une étiquette indiquant le nom du saint auquel elle appartient. Qu'en faire ? Dois-je les faire brûler et en jeter les cendres dans la piscine, ou les placer respectueusement dans quelque meuble en vertu de cette présomption que peut-être ce sont de véritables reliques ? Je sou mets cette question à l'excellent *Ami du Clergé* ? Sa décision sera ma ligne de conduite ?

R. Il vaut mieux placer ces reliques dans un endroit décent d'un meuble, à la sacristie, par exemple, avec une notice sur le lieu et les circonstances où vous les avez trouvées, en ayant soin surtout de conserver bien intacte les étiquettes qui s'y trouvaient collées. Lors de la visite épiscopale, vous les soumettez à l'examen de Mgr l'Evêque, à qui il appartient de prononcer sur leur authenticité.

Jusqu'à ce que votre évêque ait statué, vous ne pouvez ni les exposer à l'église à la vénération des fidèles, ni même les placer sur l'autel entre les candélabres par manière d'ornement. Vous ne pouvez pas non plus les brûler de votre propre autorité, parce que l'étiquette forme une présomption, ou un commencement de preuve en leur faveur ².

Q. — Au numéro 48, de l'année 1882, vous fixez à l'année 1825 l'apparition de la sainte Vierge à Catherine Labourré, apparition dans laquelle fut révélée à la terre la médaille de l'Immaculée Conception, dite *miraculeuse*. Et au numéro 47 (année 1888) la dite apparition est renvoyée à l'année 1830. Quelle est donc la date réelle de cette apparition ?

R. — Les apparitions, car il y en eut trois,

¹ *Prælectiones juris canonici*, lib. I, t. III, n. 36.

² De Herdt. *Sacræ liturgiæ praxis*, t. II, n. 192 : Adone, *Synopsis canonico liturgica*, lib. I, n. 436 et seqq.

datent de la fin de 1830 et du commencement de 1831. Nous en avons la preuve dans une lettre du prêtre même à qui la religieuse les manifesta, et qui est datée du 17 mars 1834.

«... Vers la fin de l'année 1830, une personne me fit part d'une vision qu'elle eut, me dit-elle, dans l'oraison... Environ six mois après la personne eut la même vision... Enfin, après le même intervalle, elle vit et entendit pour la troisième fois les mêmes choses... »

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LE CATÉCHISME À NOTRE ÉPOQUE.

SA PRATIQUE ¹

Dans notre premier article, nous avons posé comme principes et expliqué les quatre propositions suivantes, qui résument toute notre pensée sur l'œuvre du catéchisme.

1^o *Le catéchisme paroissial est la seule ressource universellement possible pour sauver la religion de l'enfant.*

2^o *En conséquence, cette œuvre s'impose à nous, pasteurs, comme une obligation de premier ordre, et un devoir d'une immense étendue.*

3^o *Il faut attirer l'enfant au catéchisme par toutes sortes de moyens et le lui faire aimer, ainsi qu'à sa famille.*

4^o *Il faut enfin exciter, dans toutes les âmes chrétiennes, l'estime profonde, le zèle ardent du catéchisme, et les associer à cette grande œuvre paroissiale.*

Nous ne croyons pas que l'on puisse objecter quoi que ce soit contre la vérité de ces principes et des diverses conclusions que nous en avons tirées. Mais, comme on peut soulever la question de difficulté pratique, nous allons, pour essayer de la résoudre dans la mesure de nos forces, exposer ce que nous connaissons personnellement de plus propre à faciliter, dans une paroisse ordinaire, l'établissement et le fonctionnement d'un bon catéchisme.

Notre étude portera sur les quatre points suivants :

1^o L'organisation d'un catéchisme ;

2^o La matière et la méthode du catéchisme ;

3^o Les encouragements et les moyens d'émulation au catéchisme ;

4^o Les moyens d'associer les âmes chrétiennes à l'œuvre paroissiale du catéchisme.

Avons-nous besoin de dire, qu'en faisant ainsi connaître notre manière de voir sur tous ces points pratiques, nous n'avons pas plus l'intention de l'imposer que la prétention de la croire la seule bonne et la seule possible. Nous ne pouvons ni savoir et apprécier tous les moyens, ni prévoir et juger tous les cas et toutes les situations. Ce que

¹ Voir l'*Ami du Clergé* du 25 avril, n° 17.

nous voulons, c'est attirer l'attention sur une grave question, en provoquer un sérieux examen, et aider au besoin, par quelques avis ou aperçus, les confrères qui cherchent à la résoudre au mieux pour leur paroisse. C'est le cas de rappeler à ces confrères que nous serions très heureux de recevoir communication des divers moyens employés par eux avec succès pour l'œuvre du catéchisme. Nous nous ferions un plaisir de les faire connaître à nos lecteurs à la suite de nos propres articles.

I. L'organisation d'un catéchisme

Ce n'est point chose aussi facile qu'on pourrait le croire à première vue, que l'organisation d'un catéchisme dans une paroisse, simplement pour la distribution du temps, le choix des heures, la division des groupes d'enfants ; et pourtant de cette bonne organisation dépendent en grande partie nos succès dans l'œuvre de l'éducation religieuse de la jeunesse.

Il s'agit pour nous, en effet, *non pas seulement de faire le catéchisme, mais d'aboutir, par ce moyen, tant à une solide instruction religieuse qu'à la vraie éducation chrétienne de nos enfants ; car, évidemment, c'est moins le catéchisme lui-même que son résultat qui préoccupe le bon prêtre*. Qu'on nous permette de bien mettre en vue ce point d'une gravité tout à fait exceptionnelle, afin de justifier à l'avance des conseils qui sans cela pourraient paraître exagérés, ou du moins d'une énorme exigence. Nous tenons donc pour incontestable qu'un curé n'a point la véritable intelligence et n'est point à la hauteur de son devoir s'il ne se dit pas : « J'ai à faire l'éducation chrétienne de tous les enfants de ma paroisse, et ce que je dois, ce que je veux, c'est de mener cette œuvre à bonne fin. Autant un instituteur a charge de sa classe, autant un directeur d'école, un supérieur de collège ont charge de leur établissement, autant j'ai charge et responsabilité de la formation religieuse de la jeunesse de ma paroisse ; j'ai à cœur de réussir. D'où il suit que je dois *constamment et courageusement* travailler auprès de mes enfants, rechercher avec prudence sans doute, mais aussi avec une extrême diligence les meilleurs moyens de les bien instruire et de les bien élever. — Dès lors je n'ai pas le droit d'agir à ma guise et selon mon caprice en cette affaire, faisant le catéchisme quand je me trouve disposé ou un peu plus libre, l'omettant quand une raison de simple convenance personnelle m'engage à prendre un petit repos ou un petit plaisir. Dès lors je dois le faire autant que l'intérêt et les besoins des enfants le réclament ; et de telle sorte aussi que tous puissent en profiter, les groupant au besoin selon leurs âges ou leurs aptitudes afin de pouvoir leur servir la vérité qui leur convient et dont ils sont capables, car il ne serait ni consciencieux, ni judicieux de ma part de réunir les enfants de manière, il est vrai, à les avoir tous sous ma main, mais avec l'impossibilité, en raison de leur nombre ou de leur mélange, de leur être sérieusement utile. Dès

lors enfin, pour le choix du lieu et de l'heure du catéchisme, je ne dois pas uniquement me régler sur ce qui est le plus à ma convenance, mais aussi sur ce qui est le mieux à la portée des enfants ; car si j'ai le droit de tenir compte de mes difficultés personnelles, j'ai le devoir également de ne pas trop oublier les peines et les misères de mes petits auditeurs. Sans compter que je suis leur père et qu'à ce titre je dois les aimer et leur être agréable, comme leur maître et leur éducateur je n'ignore pas qu'il importe de ne pas les décourager par mes exigences. Assez de causes les détournent du catéchisme, pour que j'évite de mon mieux tout ce qui pourrait de ma part les en éloigner encore ou le leur faire prendre en grippe. Si l'enfant n'est point persuadé que je cherche à lui rendre le catéchisme le moins pénible possible, il ne se laissera point complètement pénétrer des leçons du catéchisme, et aussi je ne lui aurai pas fait tout le bien que je dois. »

On le voit donc, l'organisation d'un catéchisme, même dans la plus petite paroisse, soulève pour un pasteur une quantité de questions. Quand fera-t-il le catéchisme ? Est-ce seulement le dimanche et le jeudi ? S'il le fait les autres jours, sera-ce avant la classe du matin ou après la classe du soir, sera-ce à onze heures ? Le fera-t-il tous les jours ou seulement deux ou trois fois la semaine ? Le fera-t-il seulement pendant l'hiver, le cessant pendant l'été ? A quel âge l'enfant y sera-t-il admis, à quel âge cessera-t-il d'y assister ? Y aura-t-il un catéchisme distinct pour les petits, un autre pour les grands ? Comment s'occuper spécialement de ceux qui doivent être préparés prochainement à la première communion, sans négliger l'éducation des plus jeunes ou la persévérance de ceux qui ont déjà été admis à la sainte Table ?

Nous avouons sincèrement que la solution de ces diverses questions nous a longtemps et sincèrement préoccupé pour le catéchisme de notre paroisse, et que nous avons cherché pendant plusieurs années, avant de la rencontrer, l'organisation qui nous a paru le mieux répondre à l'exigence de nos devoirs et aux besoins de nos enfants. Nous nous garderons bien de donner comme exemple cette organisation personnelle et toute locale, qui ne pourrait complètement convenir à un autre prêtre ou à une autre paroisse, puisque nuls prêtres et nulles paroisses ne se ressemblent tout à fait. Cependant nous allons dire les raisons qui nous ont guidé, ou si on le veut les principes qui nous ont dirigé dans cette organisation, dont nous avons lieu de nous féliciter puisque pour nous elle a fait ses preuves.

1^o Nous croyons qu'il est absolument nécessaire à un pasteur de s'occuper de l'éducation religieuse de ses enfants, non seulement aux jours que semblent lui réserver à cet effet les lois scolaires, mais constamment et toute l'année, et cela depuis leur premier âge jusqu'à leur complète formation chrétienne.

Le dimanche et le jeudi que nos gouvernants

ont hypocritement laissés libres, pour permettre aux familles, qui le voudront, de donner ou faire donner à leurs enfants l'instruction religieuse, ne nous suffisent pas pour remplir notre mission chrétienne auprès de l'enfance. Le dimanche, aussi bien pour le curé que pour les enfants, est pris en trop grande partie par les offices et les exercices traditionnels de religion, pour qu'il devienne possible de le surcharger par un catéchisme supplémentaire; d'autre part, si nous prenions le jeudi tout entier ce serait nous aliéner à jamais l'enfant qui, ne veut pas et ne peut pas donner tout son jour de congé. Le dimanche restera donc surtout le jour de la prière et nous servira à former l'enfant à l'amour de Dieu et à l'accomplissement des devoirs religieux; le jeudi nous permettra de donner à cet enfant pendant une heure ou deux de précieuses leçons; mais il nous faudra en outre, dans la semaine, l'appeler auprès de nous souvent pour suivre sa formation, le maintenir dans l'idée chrétienne, le faire prier et compléter son instruction.

Nous devons tenir à réunir nos enfants tous les jours s'ils est possible, car nous n'aurons sur eux une véritable influence et nous ne les élèverons sérieusement qu'autant que nous les aurons réellement sous la main. Même pendant l'été, même pendant les vacances scolaires, nous ne pouvons totalement les abandonner, parce que sans le prêtre les enfants ne persévèrent ni dans l'accomplissement de leurs devoirs religieux, ni surtout dans la vertu. Volontairement donc, et sans une raison d'impossibilité absolue, nous ne suspendons donc point nos réunions catéchistiques pendant toute une partie de l'année. Notamment, nous ne mettons point dans notre règlement qu'après les premières communions faites dans la paroisse, il n'y aura plus de catéchisme jusqu'aux prochains mois d'octobre ou de novembre, comme si une cérémonie de première communion était pour nous une délivrance et une décharge! Ainsi pense le monde, il est vrai, car il ne connaît d'autre raison et d'autre but à nos soins à l'enfance que la première communion; et la première communion faite il croit au terme de notre tâche et à la fin de nos sollicitudes. Bien autre est l'idée du prêtre! Il se sait obligé à la formation chrétienne de l'enfant, et la première communion pour lui ne devient un but qu'autant qu'elle est nécessaire à cette formation sainte, qu'elle en est le moyen le plus auguste et le plus parfait, et que d'ordinaire aussi elle en annonce, elle en marque un heureux et sérieux commencement. Aussi, une cérémonie de premières communions ne lui fait pas oublier qu'il doit parfaire l'œuvre divine commencée dans le jeune communiant, et qu'il a, tout autant qu'avant cette cérémonie, à instruire, à élever, à protéger, à faire prier tant d'autres petits enfants, qui eux n'ont pas communiqué encore et dont les âmes lui sont confiées.

2^e Mais autant nous souhaitons que les réunions catéchistiques des enfants soient fréquentes, régulières et constantes, autant nous

croyons qu'elles doivent être réglées et imposées avec prudence et délicatesse d'attention, avec tous les ménagements que demandent la susceptibilité des maîtres d'école, les exigences des parents et la situation des enfants.

Parce que nous sommes convaincus que trop demander est le meilleur moyen de ne rien obtenir, et que demander mal est un moyen plus sûr encore de se faire tout refuser, nous devons agir avec une grande discrétion et une extrême bonté pour appeler à nous les enfants.

On va sans doute nous objecter que nous sommes précisément indiscrets en réclamant une telle assiduité de l'enfance auprès du prêtre. Aussi avons-nous hâte de nous expliquer.

Oui, nous voulons que les enfants fréquentent le prêtre et le voient aussi souvent que possible. Mais nous ne prétendons pas que toutes ces réunions doivent être des catéchismes proprement dits, qui retiennent longtemps l'enfant et lui imposent un travail. A notre idée, les leçons de catéchisme ne doivent pas avoir lieu tous les jours pour les mêmes enfants, de peur de leur rendre le catéchisme odieux ou simplement trop pénible. Si, en dehors du catéchisme du dimanche et du grand catéchisme du jeudi, elles leur sont données deux fois par semaine depuis le mois de novembre jusqu'au mois de juillet, ou trois fois jusqu'au mois de mai, quand il y a impossibilité absolue d'avoir les enfants pendant l'été, nous savons qu'il est facile d'expliquer chaque année dans ces leçons toute la doctrine chrétienne, ce qui répété pendant quatre ou cinq ans est de nature à donner une solide instruction religieuse. De cette manière les catéchismes sont réguliers et peu surchargeants. Nous avons facilement réussi à les faire accepter, surtout en employant le moyen des bons points dont nous parlerons plus tard.

En dehors de la leçon du catéchisme, que nous devons tant craindre de rendre fatigante, nous pouvons avoir d'autres réunions qui nous permettent surtout de faire prier les enfants. A moins de se trouver en présence de mauvaises volontés déclarées, on peut à la longue avec des ménagements et de la patience, surtout avec l'appât d'une petite récompense amener l'enfant à faire au moins une fois par jour sa prière avec le prêtre, ce qui est peut-être le plus grand remède à l'affreux mal de l'école laïque. Nous connaissons plusieurs paroisses où, depuis les lois scélérates, tous les enfants, avant la classe du matin, se rendent à l'église pour la prière. Les curés disent leur messe un peu plus tard pour ne point gêner ces petits enfants qui arrivent avec leurs livres sous le bras et leur petit déjeuner dans l'estomac, et qui ne vont ainsi à l'école qu'après être venu quelques instants à l'église. Quand la messe doit être devancée ou retardée, le curé tinte la cloche vers sept heures et demie pour appeler les enfants à la prière. Cette pieuse réunion a lieu même pendant les vacances, et un certain nombre d'enfants n'y manquent jamais surtout quand on double alors la récom-

pense. Les parents, un peu étonnés au début, ont admirablement compris cette œuvre si utile et si sainte; nous croyons même qu'ils l'estiment et qu'ils l'affectionnent.

D'autres prêtres ont pensé qu'il leur serait plus facile de réunir leurs enfants pour la prière du soir, et ils les appellent au son de la cloche après la classe. Quelques-uns même ont la réunion du matin et la réunion du soir; ce qui est plus parfait encore, mais à notre sens un peu plus difficile.

Inutile de dire comment toutes ces réunions mettent l'enfant en contact avec le prêtre, l'habituent aux pensées religieuses, et le forment au bien.

Ainsi expliquées, nos demandes ne paraîtront sans doutes plus indiscrettes, d'autant plus que nous nous appliquerons en les faisant à ménager toutes les susceptibilités et toutes les exigences.

Nous ne dirons pas un mot de l'instituteur en demandant les enfants, et si quelque jour nous avons à nous plaindre de sa mauvaise volonté nous irons avec prudence et modération dans nos réclamations.

Quant aux parents, nous paraîtrons entrer dans leurs vues pour les soins à donner à leurs enfants et les précautions à prendre pour ménager leur santé. Nous éviterons pour la leçon de catéchisme, de choisir des heures par trop matinales ou par trop tardives, de manière à gêner le moins possible l'enfant et la famille.

Le moment de onze heures, après la classe du matin nous paraît généralement mieux convenir pour le catéchisme de la semaine. Il y a bien pour le curé quelques petits inconvénients connus! Mais on peut y remédier suffisamment et légitimement en s'accordant un congé le lundi ou le mardi.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Quelle est la prescription applicable aux frais funéraires? ou quel est l'arrêt de cassation régissant la matière? Le privilège repose-t-il seulement sur les meubles et les valeurs mobilières et non sur les immeubles?

Quelle conduite pour le trésorier qui veut faire opposition?

R. — *Le Journal des Conseils de fabriques* (tom. II, p. 368) pense que l'action des fabriques en paiement des frais d'inhumation et de services funèbres doit être considérée comme rentrant dans le § 3 de l'article 2271 du Code civil, et, en conséquence comme se prescrivant par six mois.

Le temps paraît bien court; mais l'article 2275 accorde comme palliatif contre l'abus qui pourrait être fait de prescriptions à courte durée, le droit de déférer le serment à celui qui oppose la prescription. A l'égard de celui qui oppose la prescription, ce serment forme le complément de la preuve résultant de la prescription elle-même; de sorte que, s'il refuse de déclarer sous serment que la

chose a été réellement payée, il est réputé par cela même renoncer au bénéfice de la prescription acquise.

Le privilège dont bénéficient les frais funéraires repose aussi bien sur les immeubles que sur les meubles. Il est dit, en effet dans l'article 2104 : « Les privilèges qui s'étendent sur les meubles et les immeubles sont ceux énoncés dans l'article 2101. » Or dans l'énumération faite par cet article se trouvent mentionnés sous le numéro 2 les frais funéraires,

Nous avons dit, dans le précédent numéro, à propos d'une question sur le même sujet, ce que le trésorier doit faire pour recouvrer ce qui est dû à la fabrique.

Q. — Un curé est-il obligé d'obéir à un trésorier franc-maçon libre-penseur, ne mettant jamais les pieds à l'église, qui a forcé le dit curé à faire un inventaire du mobilier de l'église et de la sacristie?

Cet inventaire avait été fait en 1877 par ordre de Mgr l'Evêque et sur imprimé; il n'a fallu recommencer le tout et ajouter ce qu'on avait acheté depuis et le transcrire sur un cahier. Si je n'avais obéi, j'étais dénoncé et mon traitement était supprimé.

Ce franc-maçon libre-penseur avait-il le droit d'exiger cet inventaire? Les raisons, s. v. p.

R. — En lisant des choses pareilles, on croit rêver, car l'absurde s'empile sur l'impossible. S'imaginer-t-on, en effet, un franc-maçon libre-penseur membre d'un conseil de fabrique et investi par ce conseil d'une charge qui est le plus grand témoignage d'estime et de confiance qu'on puisse donner à un homme? Le franc-maçon libre-penseur est l'ennemi déclaré de la religion, de l'église, de ses dogmes comme de sa morale; il en désire et il en poursuit la destruction; et c'est à un individu de cette espèce que l'on confie le soin de veiller à l'entretien et à la conservation du temple, d'administrer ses finances et tout ce qui est affecté à l'exercice du culte afin d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises! Comme on n'est introduit au conseil de fabrique que par l'élection, il s'est donc trouvé chez notre correspondant une majorité pour admettre cet indigne, et une autre majorité pour le nommer trésorier!...

Il faut absolument que ce scandale cesse. Que notre correspondant se hâte de le signaler à l'évêque diocésain. Celui-ci saura bien trouver un moyen pour faire élaguer un membre qui déshonore l'institution; et s'il ne le pouvait à cause de la complicité du conseil, il lui resterait de demander la révocation du conseil tout entier. Puisque ce franc-maçon n'a ni le bon sens ni la pudeur de comprendre que sa place n'est point dans une administration d'église, il appartient au curé d'en provoquer l'expulsion par tous les moyens de droit et ils ne manquent pas.

Cela dit, nous venons directement à la question. Le trésorier, — qu'il soit franc-maçon ou qu'il soit bon catholique, — n'a pas qualité pour ordonner de dresser un inventaire et surtout d'imposer cette mesure au curé. Le trésorier exerce des

fonctions parfaitement déterminées par la loi, et il les exerce au nom du conseil de fabrique qui l'a nommé *ad hoc*. Or, d'après le décret organique des fabriques (1809, art. 25), le trésorier est chargé de procurer la rentrée de toutes les sommes dues à la fabrique, soit comme faisant partie de son revenu annuel, soit à tout autre titre, de faire toutes les dépenses votées, etc. Il n'est jamais question de l'inventaire dans ses attributions.

Cependant le décret précité s'occupe des inventaires. Son article 55 s'exprime ainsi : « Il sera fait incessamment et sans frais, deux inventaires : l'un des ornements, linges, vases sacrés, argenterie, ustensiles, et en général de tout le mobilier de l'église : l'autre des titres, papiers et renseignements avec mention des biens contenus dans chaque titre, du revenu qu'ils produisent, de la fondation à la charge de laquelle les biens ont été donnés à la fabrique. Un double inventaire du mobilier sera remis au curé ou desservant.

« Il sera fait tous les ans, un récolement desdits inventaires afin d'y porter les additions, réformes ou autres changements; ces inventaires et récolements seront signés par le curé ou desservant et par le président du bureau. »

Comme on voit, l'obligation de dresser un inventaire remonte au décret du 30 décembre 1809, et regarde le conseil de fabrique et non le curé. Seulement comme le curé est le gardien de l'église, et répond d'une certaine manière et dans une certaine mesure du mobilier qu'elle renferme, il est appelé à reconnaître l'inventaire par sa signature : d'où il est permis de conclure que l'inventaire ou son récolement doit se faire devant lui.

Dans le cas actuel l'église de X. était en règle quant à l'inventaire puisqu'il en existait un remontant à l'année 1877. Il ne pouvait donc être question que du récolement annuel, et pas plus sur ce point que sur l'autre le trésorier n'avait qualité pour intimiser des ordres. A titre de membre du conseil, et pendant une séance du conseil, il pouvait rappeler que la loi exige un récolement annuel et demander qu'on y procédât, mais là finissait son rôle et s'arrêtait son pouvoir. L'obéissance du curé à son injonction illégale nous paraît excessive, et la crainte d'une dénonciation sans objet et de la suppression de son traitement pour une raison qui n'existe pas, ne saurait la justifier.

Maintenant que nous avons indiqué la jurisprudence en la matière, nous ne saurions trop recommander aux curés de veiller eux-mêmes à l'observation des lois relatives aux inventaires et récolements, il y va de leur propre intérêt; car avec des francs-maçons et des libres-penseurs on ne saurait trop se prémunir contre les soupçons et la calomnie. Quant à celui qui nous fait l'honneur de nous interroger aujourd'hui, nous l'engageons à prendre ses mesures pour se débarrasser au plus tôt d'un citoyen qui déshonore son église, au lieu de la servir.

Q. — Un prêtre sait qu'avant de mourir, un de ses paroissiens a fait insérer dans son testament passé devant notaire une clause ainsi conçue : Je lègue à M. l'abbé X., curé à St-G., la somme de 300 fr. pour qu'il célèbre des messes à mon intention.

Or les héritiers du testateur ne songent pas à acquitter les charges qui leur incombent visiblement; le curé n'est averti ni par eux ni par le notaire; il connaît le fait et d'une façon certaine par le public seul. Cela dit, je pose les questions suivantes :

1^o Le notaire est-il tenu de prévenir officiellement le curé du legs fait en sa faveur ?

2^o Prévenu ou non, le curé qui sait qu'il est nominativement désigné comme légataire peut-il et doit-il en conscience attaquer les héritiers devant les tribunaux en revendication du legs ? Les frais n'absorberaient-ils pas 300 fr. ? Je n'ai pas trouvé trace de procès de ce genre et il y aurait lieu d'en intenter beaucoup. Ne serait-ce que pour effrayer les mauvais chrétiens qui oublient leurs morts, ne serait-il pas bon de les poursuivre ?

R. — Ad 1^m. L'ordonnance du 2 avril 1817, art. 5, impose l'obligation à tout notaire dépositaire d'un testament contenant un legs au profit d'une fabrique ou autre établissement public, de lui en donner avis lors de l'ouverture ou publication. Le décret du 3 juillet 1863 renouvelle et étend l'obligation des notaires concernant les dons et legs faits aux établissements d'utilité publique.

Mais ceci regarde les établissements publics. Le legs dont il est ici question ne regarde pas la fabrique, ni la cure, mais bien la personne même du curé et ses intérêts personnels; d'où nous croyons pouvoir conclure que si le notaire est obligé d'avertir le curé, ce n'est pas en vertu de l'ordonnance du 2 avril 1817. Nous inclinons à croire que rien ne l'y oblige; car s'il y était obligé, la susdite ordonnance n'aurait pas sa raison d'être.

Ad 2^m. Oui, le curé peut revendiquer judiciairement la délivrance de son legs, mais à ses risques et périls; c'est-à-dire que, si le legs n'existe pas réellement dans le testament, il s'expose à des frais considérables. Il ne faut pas croire tout ce que l'on dit, et, quand une chose est rapportée par l'opinion publique, il y a fort à craindre qu'elle ne le soit pas exactement. C'est au curé à bien peser les circonstances et à bien s'informer dans quelle mesure et de quelle manière le legs, s'il y en a, est formulé. C'est peut-être, dans l'espèce, une simple charge de l'hérédité, qui dépend uniquement de la conscience des héritiers; et dans ce cas, il n'a qu'à attendre, n'ayant aucune qualité légale pour réclamer. Mais, s'il a la certitude au moins morale de l'existence réelle du legs, non seulement il *peut*, mais, d'après nous, il *doit* réclamer; car il s'agit d'une âme à soulager.

Pourquoi notre correspondant ne s'adresse-t-il pas d'abord directement aux héritiers ? Ce serait peut-être le meilleur parti à prendre, sauf ensuite à prendre d'autres moyens. Mais, en tout état de cause, il a le droit de formuler sa réclamation, même par voie judiciaire.

IMPRIMATUR

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

alors un homme d'Etat américain, Governor Moris, sont incapables et ils se croient capables, et leur insuffisance est aggravée par leur infatuation. » Réunis sous prétexte de pourvoir aux besoins financiers de la monarchie ils ne demeurent pas une seule journée sur ce terrain pacifique. « Telle n'était pas la mission que le pays leur avait confiée, avoue naïvement M. Carnot dans son discours prononcé à Versailles le 5 mai dernier. L'heure de la Révolution avait sonné. »

Il s'agissait non point d'étayer la monarchie, mais de la renverser. Voilà le but : ou ce n'était qu'un moyen pour atteindre le vrai but qui était de détruire la religion, l'Eglise, de nier la souveraineté de Dieu, sa loi, son domaine, et de mettre à la place de ses antiques et gênants commandements les principes de 89, c'est-à-dire la liberté de mal faire.

Où sont en effet les autres résultats de 89, ces conquêtes dont nous sommes si fiers ? Les finances sont-elles rétablies ? Mais c'est la banqueroute désormais en permanence, — quatre en trois ans, de juillet 1793 à septembre 1797 ; si bien qu'en 1799 le ministre Gaudin en est réduit à s'écrier : « Il n'existe réellement plus vestige de finances. »

Le grand Livre ? Il date de 1799.

Les routes ? On ne les entretient plus.

L'instruction publique ? Il n'y a plus d'écoles.

La liberté individuelle ? Rappelez-vous la loi des suspects.

L'association ? Sous prétexte de liberté le décret du 18 août 1792 interdit aux citoyens la liberté d'habiter avec d'autres citoyens pour suivre une règle qu'ensemble ils auraient librement choisie.

Où donc sont ces prétendues conquêtes ? Elles n'existent pas.

Oui, il fallait des réformes : elles étaient en voie de s'opérer, elles se seraient faites d'elles-mêmes plus sûrement, plus tôt, plus complètement, sans la Révolution qui n'a été qu'une boucherie où, d'après le républicain Prudhomme, dix-huit mille six cent treize personnes furent guillotines ; une suite de défis à l'Europe et de guerres où périrent deux millions d'hommes ; une persécution à mort contre l'Eglise ; un néfaste point d'arrêt pour la civilisation.

Toutes ces brochures — et particulièrement celle-ci de M. le Comte Henri de l'Epinois — sont comme on voit, éminemment instructives et probantes.

LE CLERGÉ ET LA SOCIÉTÉ ACTUELLE, par l'abbé GEORGEL, chanoine et vicaire général d'Oran, une brochure in-12, de 72 pages, chez V. Palmé.

Le clergé, que doit-il être ? Tout. Qu'est-il actuellement ? Pas grand chose. — A qui la faute ? »

Telle est l'idée de cette brochure. Deux camps sont en face : Les jouisseurs et les affamés. Quelles sont les solutions de la situation ? La solution païenne, c'est-à-dire l'antique esclavage et la solution chrétienne, c'est-à-dire le relèvement de l'homme par l'Evangile. L'ouvrier même le plus

violent, a pourtant un cœur d'homme dans la poitrine. Il peut être bon époux et bon père, il est entraîné par des meneurs qui semblent s'intéresser à ses besoins mais qui l'exploitent et se servent de lui. Si nous employions les mêmes moyens, mais sincères dans notre bouche ! Il faut l'aimer et agir. Le siècle actuel a voulu se passer de Dieu ; tous nos princes ont travaillé contre l'Eglise, Dieu les a frappés tous. Il ne veut donc pas que nous périssions après tant d'épreuves auxquelles il nous a miraculeusement arrachés. Mais agissons, utilisons les dons de Dieu ; travaillons plutôt que de parler et de pleurer.

Quel est l'homme qui doit prendre la direction du relèvement social ? Le prêtre. Il jouit d'une influence incontestée parce qu'il vit dans le monde et que pourtant il a un pied dehors. Il est haut, qu'il ne s'abaisse jamais.

Avec le pauvre qu'il soit bon, patient, compatissant à ses misères.

Avec le riche, toujours digne et austère de vie, sinon de formes. Le riche viendra à lui pour entendre une parole sincère, des consolations solides dont il a si souvent besoin.

Que partout il donne l'exemple de l'intégrité de mœurs et de vues. Ne participe-t-il pas un peu aux erreurs de son siècle, erreurs qu'il condamne parfois si vivement ? « En réalité nous sommes tous ou nous avons tous été quelque peu révolutionnaires. » (Page 43.)

Toutes ces idées sont excellentes. Celle-ci ne l'est pas moins : Le prêtre ne doit s'inféoder à aucun parti politique, autrement il s'abaisse et perd le prestige qu'il tient de sa situation unique. Nous appartenons au parti catholique, et au parti catholique seul. Combien souvent nous sommes sortis diminués de quelques triomphes aussi bruyants qu'éphémères ! Les partis entendent bien, — même ceux qui paraissent nous protéger, — se servir de nous. Mais servir ensuite l'Eglise, franchement, d'une manière dévouée, s'ils le promettaient, ils ne tiendraient pas.

M. Georgel partage nos adversaires en trois catégories : les sectaires, les anarchistes et les républicains ordinaires. Avec lui nous reconnaissons que les anarchistes souvent sont des égarés. Mais croit-il que pour les autres qui ont quelque pouvoir, quelque influence réelle, il y ait lieu de distinguer deux catégories ?

Il tire enfin cette conclusion décourageante, que, dans la situation actuelle, le clergé « n'est pas grand chose ; » ni dans la famille, qui ne garde, au mariage par exemple, qu'une religion purement décorative ; ni dans l'enseignement, bien que le nombre des écoles religieuses augmente ; ni dans les consolations qu'il devrait donner et que le peuple remplace par des plaisirs qui l'étourdissent — sauf pour l'enseignement, c'est exact.

Mais le remède ? Mais à qui la faute ? « La réponse se trouve partout dans ce petit opuscule, » dit-il. Nous l'avons vue poindre ça et là. Pourquoi ne pas la faire résolument ?...

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRECIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES EPICIERS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Un Polonais, Romuald PRUSZYNSKI,
émigré en France vers 1830, après avoir habité divers lieux, serait décédé en ces dernières années. Un de ses parents désire connaître le lieu et la date de son décès. Il promet une récompense de 10 roubles à qui fournira les renseignements demandés.

Adresser au bureau de l'Ami du clergé.

AUX AMES PIEUSES LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou réglement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Conesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les

frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

IMPRIMERIE MAITRIER & COURTOT A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 21

PRÉDICATION : Pour la fête de l'Ascension.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : Titulaires d'église célébrés comme patrons de lieux.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Où fixer l'office nouveau des sept fondateurs de l'ordre des Servites, le 11 février étant occupé par une fête transférée à jour fixe ? — Où se place le prêtre en arrivant à l'église dans l'enterrement d'un enfant ? — Y a-t-il une formule de bénédiction pour la fosse des petits enfants ? — Pourquoi n'est-il pas prescrit d'encenser le corps des enfants à l'église quand c'est prescrit au cimetière ? — Est-ce un abus de venir à l'offrande aux enterrements des enfants ? — Quelle est la matière de la chape ? — Doit-on imposer les mains dans l'Extrême-Onction en disant : *Per impositionem manuum nostrarum* ? — Où se trouvent les formules d'exorcisme ? — Comment doit-on, selon les occurrences, célébrer la fête de l'Annonciation ? Quand peuvent-ils binner pour cette fête les prêtres qui en ont le pouvoir ? — Les chasubles pliées sont-elles obligatoires dans quelles églises ? — L'antependium est-il obligatoire ? Le ciborium fixe est-il régulier ? — Comment entendre la prohibition d'employer à l'autel des croix blanches dans les enterrements ? Peut-on voiler de noir ou de violet les décors de l'autel ? Doit-on aux messes chantées sans ministres sacrés, faire chanter l'épître par un enfant de chœur ? Au temps pascal, quand on donne la sainte Communion avant ou après la messe, doit-on ajouter *Alleluia* à l'antienne et au V ? quelle oraison réciter ? Le vendredi saint, à la procession, la croix doit-elle être encore voilée ? — Au salut du Saint-Sacrement, doit-on être debout pour les antiennes chantées à la Sainte-Vierge ? — Doit-on dire la messe solennelle des fêtes transférées au dimanche dans les chapelles publiques ? dans les chapelles des communautés religieuses ? Doit-on commencer le jeudi ou le dimanche les saluts de l'octave du Saint-Sacrement ? Aux messes qui correspondent aux offices votifs, doit-on réciter le *Gloria* et le

Credo ? — Si l'on emploie pour le mariage un anneau déjà béni, peut-on le bénir de nouveau ? Peut-on célébrer une messe de *Requiem* le lendemain du Rosaire pour les confrères défunts s'il y a ce jour une fête double-majeure ? Peut-on ne pas voiler la statue de saint Joseph le jour de sa fête tombant dans le temps de la Passion ? — Quelle préface chanter le dimanche de la solennité de Saint-Remy ? Laquelle, si à ce dimanche se célèbre le Saint-Rosaire ? — Est-il permis de s'abonner à un journal qui parle des duels comme d'une chose ordinaire sans mentionner les condamnations qui le frappent ? — Avons-nous été trop sévère sur les deux questions de l'indulgence de l'autel privilégié et de la messe *pro populo* ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Comment faire solder les frais de sépulture quand le défunt laisse l'usufruit à une personne et le fonds à d'autres ? — La loi exigeant le permis d'inhumer atteint-elle le prêtre ? et, dans l'affirmative, le prêtre doit-il conserver la pièce ? La fabrique autorisée par l'évêque à accepter une somme à charge de service religieux peut-elle placer cette somme à la caisse d'épargne ? Comment, avec une rétribution de trois francs, s'y prendre pour satisfaire le chœur et la fabrique ? La fabrique étant héritière universelle peut-elle donner à bail, un bien fonds qui dépérit ? — Le cimetière ayant été agrandi, peut-on, avec l'agrément du maire, niveler la partie nouvelle avec la terre de l'ancienne ? comment donner à la fabrique la propriété de la partie nouvelle appartenant à une société privée ? Comment s'y prendre pour faire rendre à la fabrique une subvention votée par le conseil municipal, supprimée par le préfet ? — La législation actuelle fait-elle un avantage au septième enfant ? Permet-elle qu'un boursier soit élevé dans une institution libre ? — Dans quel but a été fondée l'Académie des Nobles ecclésiastiques de Rome ? Ses membres sont-ils prélats ? Quels sont leurs privilèges ? — Est-il vrai que l'Etat n'autorise pas de fondations de messes si l'honoraire n'en est fixé à 5 francs ?

COURRIER DES LIVRES

L'ÉTERNITÉ, Retraite de Notre-Dame, par le P. FELIX, un vol. in-12 de 440 pages, chez Téqui, 85, rue de Rennes.

Dans son livre la *Destinée*, le P. Félix a prouvé que « Dieu seul est notre destinée. » Il va démon-

trer que notre « destinée » est éternelle. « Jamais dit-il, à aucune époque de l'humanité, on ne vit dans aucune société éclater un tel antagonisme à l'idée de l'Eternité. Des hommes au milieu de nous se rencontrent qui font à cette doctrine de l'Eternel une guerre acharnée, on dirait que ce spectre de l'Eternel les épouvante et les irrite... Ils éprouvent je ne sais quel frénétique désir de se renfer-

mer avec l'animal dans le présent comme en une étroite prison et de se faire de tout ce qui est du temps une défense contre l'Eternité. »

Rien n'est malheureusement plus vrai, et comme cette doctrine est commode, elle gagne. Le peuple n'aime pas à entendre parler de l'éternité. Les uns s'en épouvantent, d'autres en sourient, un grand nombre n'y croient pas et disent : « Cela n'est plus de notre temps. »

Et cependant tous marchent vers leur éternité, oublieux ou insoucians de cette grave vérité : ils y tombent sans y être préparés, et la chaire chrétienne où retentissent mille discours contemporains, nourris surtout de la palpitante actualité, demeure muette des discours éternels. Evidemment c'est une faute. Il convient sans doute d'éclairer les peuples, de leur signaler tous les périls présents ; mais ils les verront mieux à la clarté éternelle ; il importe que l'idée de l'éternité devienne dans leur cœur une conviction profonde. Que de fautes évite une âme qui pense à l'éternité ; quelle arme puissante pour résister à ses passions ; comme les choses de la terre lui paraissent, — souffrances ou richesses, — momentanées et légères au regard du poids éternel de gloire qui l'attend !

Ce nouveau livre du P. Félix est précieux parce qu'il traite à la façon magistrale, savante et claire qu'on lui connaît, cette grande vérité trop oubliée et trop peu prêchée.

L'Eternité existe. I. C'est d'abord le témoignage *du dehors* qui l'affirme. 1^o Le témoignage du christianisme, de *Jésus-Christ* son *chef* et son fondateur ; de l'*Eglise* comme *corps*, dont le symbole, le culte, les sacrements ne redisent qu'un mot : Eternité ; de tous ses *membres*, des dix milliards de chrétiens qui ont cru sa doctrine, de ses apôtres, de ses martyrs, de ses confesseurs, de ses vierges.

Tous nos martyrs, sous les violences qui les broyaient, sous les supplices qui les déchiraient ont jeté leur sang dans un témoignage et en face de leurs tyrans et de leurs bourreaux, ils ont dit et redit cette parole : « Il y a une Eternité, nous croyons à la vie Eternelle, nous le jurons par ce sang. »

2^o Le témoignage de toute l'humanité. Comment cette croyance qui est pourtant si gênante pour les passions humaines, est-elle universelle dans la durée et dans l'espace ? Qui l'a inventée ? Comment la rencontre-t-on sur tous les points du monde à la fois ? Et c'est bien l'Eternité « le temps qui durera toujours. » *Τὸν αἰὶ Χρόνον*, dit Platon. « Ah ! dirai-je au négateur audacieux de l'Eternelle vie, vous niez l'Eternel ; soit, mais allez jusqu'au bout de votre négation. Niez le mot aussi, le mot qui en l'exprimant la démontre. Vous détruisez le fait immense attestant la croyance de l'humanité : donc, détruisez la parole qui atteste le fait, ou croyez à ce qu'attestent ensemble le fait et la parole ! »

Quels sont d'ailleurs ces négateurs ? Un groupe d'hommes, — et quels hommes ! — contre des

milliards d'hommes ! « La mort appelle la mort, et plus une âme par le péché se donne la mort à elle-même plus elle gravite vers le néant qu'elle convoite. Au contraire plus une âme est dans l'ordre, la justice et la sainteté, c'est-à-dire plus se sent *vivante* par son union à la source de toute vie ; plus elle aspire à prolonger et à étendre, dans le sens de l'Infini, sa vie grandissante. »

II. Voici maintenant le témoignage *du dedans*, de l'âme.

« O âme humaine, dirai-je avec Tertullien, paraîs ici comme témoin au tribunal de la vérité. *O anima, consiste in medio* ; j'en appelle à la simplicité et à la véracité de ton témoignage. *Te simplicem appello*. »

Appuyé sur ce principe « qu'il ne peut y avoir un nom de pensée qui s'impose subjectivement, sans une réalité qui lui réponde objectivement, » il dit avec saint Augustin : « O Eternité ! O infinité ! comment es-tu entrée dans nos âmes, toi que nos sens ne soupçonnent même pas ? » Qui nous l'a donnée cette idée ? Le corps, la société, la nature, toutes ces choses essentiellement changeantes et éphémères ? Il n'y a que Dieu, et un Dieu éternel qui nous l'ait pu communiquer et nous la gardons comme un reflet de l'Eternel entrevu.

Mon âme *espère* l'Eternel, Dieu peut-il frustrer cette attente ?

J'aime l'Eternel, or l'amour suppose toujours l'éternité de durée. Les amours humains, même les plus mondains, même les plus coupables, « ces amours qui se ruent sur le périssable, et se cramponnent aujourd'hui à ce qui ne doit pas avoir de lendemain, eh bien ! même ceux-là, au sein de la caducité de tout ce qu'ils aiment, rêvent l'Immortalité de leur vie et de leur félicité. « Notre rêve, c'est un amour éternel dans un cœur éternel. »

Je *veux* l'Eternel comme bien, comme fin dernière, je *cherche* l'Eternel, même quand j'adore les choses du temps. Voyageur qui ne s'arrête pas, travailleur obstiné, j'aspire au repos éternel. Alors seulement je serai *arrivé*.

III. Comme cette pensée est puissante, efficace sur notre vie !

Elle a d'abord une puissance d'*illumination*. Sans elle « tout ici-bas, n'est rien, » dit Bossuet. Elle réduit toute chose à sa juste valeur, par cette seule question : *Quid hoc ad æternitatem ?*

Une puissance de *consolation*. Elle est la seule *grande* consolation. Le soldat grièvement blessé va mourir sur le champ de bataille, dans le sang, sous la neige ; « mourir là, seul, loin de tous ceux qui l'aiment, et qui demain vont pleurer sur lui. Comment se consolera-t-il ? Comment ? Ah ! notre jeune martyr de la patrie croit à une autre patrie... » Charles I^{er} « le matin du jour de son exécution, éveillé d'un sommeil tranquille, dit à son serviteur : « Voici le jour de mon second mariage, je veux être vêtu comme au jour de mes

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE L'ASCENSION.

Attollite portas, principes vestras, et elevamini, portæ æternales, et introibit Rex gloriæ.
(Ps. xxiii, 7.)

C'est l'entrée triomphale au ciel de son Sauveur que l'Eglise célèbre aujourd'hui, et la pompe éclatante de cette solennité dit assez la grandeur d'un si glorieux mystère. Vainqueur de la mort et de l'enfer, Jésus-Christ s'affranchit définitivement des bassesses et des humiliations auxquelles il s'était soumis pour notre salut ; il reprend les insignes de la Royauté éternelle qu'il a un instant déposés ; son humanité sainte est toute transfigurée et reflète d'une manière ineffable les splendeurs de la divinité ; il arrive ainsi aux portes de la cité sainte. Toute la milice céleste l'attend pour lui faire cortège, pour l'accompagner, au milieu des acclamations les plus enthousiastes, jusqu'à ce trône étincelant de gloire sur lequel il va prendre place à la droite de son Père. Voilà le magnifique triomphe que nous rappelle cette fête et qui, bien des siècles d'avance, ravissait déjà le Roi-Propète, en lui arrachant ces sublimes accents : « Princes de la Cité sainte, ouvrez vos portes ; ouvrez-vous, portes éternelles, et que le Roi de gloire fasse son entrée dans les célestes parvis. — Quel est ce Roi de gloire, dont vous vous faites ainsi le héraut, ô saint Prophète ? — C'est le Dieu fort, le Dieu puissant dans les combats, le Dieu des vertus qui est lui-même le Roi de gloire, *Dominus fortis et potens, Dominus potens in prælio...*, *Dominus virtutum ipse est Rex gloria*.

Pourquoi, M. F., tant de pompe et de magnificence dans ce triomphe de l'Homme-Dieu ? Nous le comprendrons aisément, si nous nous rappelons et l'extrême humilité à laquelle cet Homme-Dieu a voulu se soumettre, et la grandeur des souffrances qu'il a embrassées, et la décisive victoire qu'il remporta sur les puissances de l'enfer. Tels sont les titres qu'il fait valoir aujourd'hui auprès de son Père. Est-il étonnant si Celui-ci se croit obligé de décerner à son Fils la plus haute des récompenses, une couronne d'une beauté, d'un prix infini ? Mais reprenons cette considération, et, en nous efforçant d'approfondir les raisons d'un si consolant mystère, nous aurons lieu d'en tirer d'utiles conséquences pour notre propre conduite.

I

L'humilité profonde qu'il a manifestée en son Incarnation, est le premier fondement de l'élévation à laquelle parvient aujourd'hui notre Sauveur. Lui-même ne l'a-t-il pas affirmé bien des fois durant le cours de ses prédications apostoliques : *Qui se humiliat, exaltabitur*. « Celui qui s'humilie sera exalté. » Nous n'avons qu'à ouvrir les saintes Ecritures pour avoir, à chaque page, la confirmation de cette doctrine. Pour ne citer qu'un exemple, voyez comment Dieu se plaît à glorifier

l'humble Mardochée. Mardochée, quoique étant l'oncle de la reine, se tient comme un pauvre esclave méprisé, à la porte du palais d'Assuérus. A côté de lui, l'orgueilleux Aman domine, exigeant que tous s'inclinent devant lui, tous, même ce petit Juif qu'il traite avec fierté et dédain. Mais l'heure de la justice a sonné. C'est à Mardochée que le triomphe est décerné, et c'est Aman qui est chargé d'en régler l'apprêt et d'en rehausser l'éclat au prix de sa propre humiliation. Bien plus le gibet qu'il a préparé pour ce Juif méprisé, devient l'instrument de sa perte. Il meurt misérablement, pendant que Mardochée est introduit en présence du roi et reçoit l'anneau, gage de commandement et de puissance. Ainsi Satan qui a tout disposé pour perdre Jésus et qui se croit enfin arrivé au terme de ses haineux desseins, voit soudain tous ses plans renversés. Ce qui devait être pour le Sauveur le comble de l'anéantissement, cette passion douloureuse, cette mort en qui se résumaient tous les opprobres et toutes les humiliations, deviennent au contraire un principe de gloire et de force. L'enfer est confondu, il n'a déployé tant de ruse, ne s'est donné tant de peine, que pour le voir servir à accroître la honte de sa défaite et à relever la grandeur du triomphe de celui qu'il prétendait abaisser.

Toujours il en sera ainsi. Les efforts de l'impiété pour discréditer la religion, les machinations savantes inventées pour lui porter le coup de grâce et en finir avec elle, ont puissamment contribué à lui donner cette extension et cette vie pleine de zèle et d'activité, qui seront son éternel honneur. Dans les premiers siècles, plus les tyrans immolaient de martyrs, plus ils multipliaient le nombre des chrétiens. De nos jours, les violentes attaques dirigées contre l'Eglise, procurent à celle-ci un rajeunissement et une vigueur qu'elle n'a point connus aux plus beaux jours de la paix et de la prospérité. Quel motif de confiance pour nous ! Comment, après une expérience si convaincante, pourrions-nous craindre pour l'avenir de notre foi. L'exaltation du Fils de Dieu résultant de l'excès même de ses abaissements, nous est un sûr garant de l'indéfectible triomphe de la sainte Eglise.

II

Il est un second principe de cette gloire éminente que nous révèle le mystère de l'Ascension, c'est la souffrance, la souffrance qui a si vivement attaqué l'humanité sainte de Jésus-Christ. Quelle partie de son corps ou de son âme est demeurée étrangère à la douleur ? Vous avez encore les détails de la Passion trop présents à la mémoire, pour qu'il soit nécessaire de retracer en ce moment le tableau émouvant de toutes les tortures qu'a essuyées alors surtout notre bon Sauveur. Ah ! si ces souffrances n'étaient point nécessaires à notre salut, que la moindre des actions de l'Homme-Dieu eût suffi à procurer, reconnaissons du moins combien elles furent avantageuses, nécessaires même, pour porter à son comble l'honneur qui, par une juste

conséquence de l'Incarnation, devoir rejaillir sur la chair sacrée du Sauveur : *Nonne hæc oportuit pati Christum, et ita intrare in gloriam suam.* (Luc. xxiv, 26.)

Aujourd'hui ce corps qui a été broyé, consumé par la souffrance, est tout transfiguré. L'éclat du soleil n'approche pas de son éblouissante clarté. Quelle beauté peut être comparée à celle qui resplendit dans les plaies des pieds, des mains et du côté transpercé de Jésus. Telles, les cicatrices qu'un vaillant soldat a reçues au milieu de la mêlée ardente et meurtrière, suscitent l'admiration et le respect. Elles sont la preuve authentique d'une âme héroïque et généreuse, et, si elles ont coûté du sang et des larmes au brave qui n'a pas craint d'exposer sa vie sur le champ de bataille, elles demeurent l'objet de ses plus chers souvenirs, comme aussi sa plus précieuse récompense. Plus honorables encore sont les plaies de Jésus ; voilà pourquoi il veut en faire témoin toute la cour céleste ; voilà pourquoi il les garde, pour que leur voix éloquente se fasse sans cesse entendre en faveur des pauvres pécheurs.

Nous voyons, dans l'Ancien-Testament, Daniel magnifiquement récompensé et honoré, pour avoir été exposé à des lions affamés qui ne laissèrent pas d'épargner le serviteur de Dieu. Comment le Fils de Dieu après avoir été la proie de lions furieux qui ont mis sa chair en lambeaux et épuisé tout son sang, n'obtiendrait-il pas plus d'honneur encore ? Daniel mérita d'être placé immédiatement après le roi et de recevoir le commandement de tout le royaume. Jésus-Christ, pour prix de ses souffrances, voit son humanité sainte élevée à la dignité la plus sublime et méritant de prendre place à la droite même du Père, *sedet ad dexteram Patris*.

Pourrions-nous, après un tel exemple, ne pas estimer les épreuves et les tribulations autrement que ne le font les mondains. Pour le monde égoïste et sensuel, les souffrances sont un mal, l'unique mal qui soit à redouter et contre lequel il faille prendre les dernières précautions. Jésus-Christ nous apprend à tenir une autre conduite. Il nous montre une source éclatante de bonheur et d'espérance là où tout est tristesse et amertume pour la nature. Loin de fuir l'épreuve et la douleur accueillons-les donc comme les messagères de la divine providence, et préparons-nous à partager le calice du Sauveur sur la terre, si nous voulons goûter sa félicité dans le ciel.

III

Enfin, au jour de son Ascension, Notre-Seigneur se présente devant son Père comme un conquérant victorieux. S'il est venu sur la terre, ce n'a été que pour livrer une guerre à mort aux tyrans qui opprimaient l'humanité. Rude a été cette guerre et terribles les combats qu'il a fallu engager. Notre-Seigneur n'a pas versé le sang de ses ennemis, mais il y a mis tout le sien, et c'est par là qu'il a remporté la plus éclatante des victoires. Mieux que

le général romain, il pourra se vanter d'avoir infligé à ses adversaires une défaite complète et définitive et redire à son Père la parole sublime qu'il adressait à ces apôtres : *Ego vici*. Et de qui a-t-il ainsi triomphé ? Du monde, de l'enfer, du péché, tous trois conjurés pour maintenir la honteuse domination qu'ils exerçaient sans conteste sur tous les hommes.

Mais voyez aujourd'hui notre Sauveur chargé de leurs dépouilles, montrant enchaînés ceux qui autrefois tenaient tout l'univers dans la plus humiliante des servitudes : *Ascendens Christus in altum captivam duxit captivitatem*. Voyez la foule, non plus des esclaves chargés de fers, mais des joyeux rachetés qui l'escortent dans sa marche triomphale. Quel conquérant humain eut jamais pareil cortège ?

Un tel spectacle ne saurait nous laisser froids et insensibles. « Si l'on voyait, s'écrie ici Bossuet, une telle magnificence lorsque les consuls et les dictateurs triomphaient des nations étrangères ; si les arcs triomphaux portaient jusqu'aux nues le nom et la gloire du victorieux ; s'il montait dans le Capitole au milieu de la foule de ses citoyens, qui faisaient retentir leurs acclamations jusque devant les autels de leurs dieux : aujourd'hui que notre invincible Libérateur fait son entrée au plus haut des cieux, enrichi des dépouilles de nos ennemis, quelle serait notre ingratitude, si nous n'accompagnions son triomphe de pieux cantiques et de sincères actions de grâces ! »

Mais prenons garde, M. F., que Notre-Seigneur est notre avant-coureur dans le chemin du ciel, selon l'expression même de saint Paul, *præcursor pro nobis introivit Jesus*. S'il nous montre ainsi le but auquel nous devons tendre, il nous en indique également les moyens. Toute autre voie que celle qu'il a suivie, serait donc non seulement moins sûre, mais encore radicalement incapable de nous conduire à ce terme si désirable. Marchons donc courageusement sur les traces de Notre-Sauveur. Que l'humilité, que la mortification soient la règle de notre vie. Loin de nous ces recherches de l'orgueil et de la sensualité, cet amour excessif du bien-être qui ne peut qu'amollir nos âmes et les détourner de la poursuite du souverain bien. Avec cela, ne cessons pas de combattre les ennemis de notre salut, et ne leur laissons ni paix ni trêve, jusqu'à l'heure du triomphe final. De la sorte nous nous montrerons les fidèles disciples et imitateurs de Celui qui n'a voulu goûter le repos et le bonheur auxquels il avait droit par naissance et par nature qu'après les avoir de plus mérités par le plus héroïque des sacrifices. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Le décret suivant régularise pour le diocèse de Tours la coutume qui s'est introduite de célébrer en la ren-

voyant au dimanche la fête des titulaires d'église qu'on a pris l'habitude de regarder comme patrons de lieu.

TURONEN.

In Archidiœcesi Turonensi, velut in aliis quibusdam diœcesibus per Galliam, ex non legitima interpretatione Indulti lati a Cardinali Caprara legato a latere pro reductione festorum die 9 aprilis 1802, in omnibus fere Ecclesiis parochialibus habiti fuerunt velut Patroni Sancti Titulares earumdem Ecclesiarum, quorum festa proinde transferuntur cum Missa solemni ad insequentes Dominicas.

Porro difficile admodum esset Clerum et Fideles adducere ut invectam hanc praxim deponant, siquidem Titularium festa communiter Festa patronalia nuncupantur. Quapropter optime noscens Archiepiscopus Turonensis id non recte concordare cum Decreto sa. me. Urbani Papæ VIII, nec cum sanis principiis de Festis Titularium, nec tandem cum præscriptis in memorato Indulto Cardinalis a latere Legati, Sanctissimum Dñm Nostrium Leonem Papam XIII enixe erogavit ut elargiri dignaretur Indultum, cujus vigore in qualibet Ecclesia Archidiœcesis Turonensis, quæ nullum habet patronum loci suæ Parochiæ a proprio Titulari distinctum, agi valeret Festum Titularis eo modo quo Festum Patroni recolitur.

Sacra porro Rituum Congregatio, re accurate perpensa, utendo facultatibus sibi specialiter ab eodem SSmo Domino Nostro tributis, ita hisce precibus rescribere censuit : Pro gratia, quatenus Patronus, non sit particularis oppidi; dummodo tamen non vigeat consuetudo honorandi Patronum Diœceseos. Atque ita rescripsit et indulsit. Die 26 novembris 1878.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Où mettre le nouvel office de l'ordre des Serviteurs de Marie, fixé au 11 février, ce jour dans notre diocèse étant déjà occupé par une autre fête transférée à jour fixe.

R. — Ce nouvel office doit être laissé au jour même qui a été assigné par la Sacrée Congrégation des Rites, c'est-à-dire au 11 février, parce que ce jour est le vrai jour de la mort d'un des sept fondateurs de l'ordre; or il communique aux autres son privilège.

Quant au saint qui dans votre diocèse avait été transféré et remplacé le 11, il doit être reporté plus loin, au premier jour libre.

Q. — Quelle place l'officiant doit-il prendre en arrivant à l'église pour l'enterrement d'un petit enfant? Doit-il tout le temps rester auprès du corps, ou aller au chœur?

R. — Lorsqu'on est arrivé à l'église, l'officiant reste auprès du cercueil comme pour les absoutes des adultes; il ne va pas au chœur.

Q. — Pourquoi le Rituel ne donne-t-il pas de formule de bénédiction pour le tombeau des petits enfants?

R. — Parce qu'on ne dit pas de prières pour cette bénédiction. Cette bénédiction se fait simplement par l'aspersion d'eau bénite et par l'encensement.

Au reste, doit-on bénir cette fosse des petits enfants si le cimetière est béni? Cavaliéri pense que non.

Q. — Pourquoi le Rituel ne prescrit-il pas l'encensement du corps des enfants à l'église, et le prescrit-il au cimetière?

R. — C'est peut-être parce que l'aspersion et l'encensement du corps de l'enfant se rattacherait à l'aspersion et à l'encensement de la fosse; de sorte que si l'on omettait l'aspersion et l'encensement de la fosse, on devrait également omettre l'aspersion et l'encensement du cercueil.

Nous avons dit *peut-être*, parce que ce n'est là qu'une opinion mais elle ne paraît pas dénuée de fondement.

Q. — Est-ce un abus de venir à l'offrande aux enterrements de petits enfants?

R. — Nous ne voyons pas que cette coutume présente quelque chose de blâmable si elle est suivie sans difficulté par les habitants. Mais comme elle est peu répandue et qu'elle ne nous paraît pas avoir de racines dans l'antiquité, nous pensons qu'il y aurait des inconvénients à vouloir l'établir.

Q. — Quelle doit être la matière de la chape?

R. — Ni les rubriques ni les décrets de la Sacrée Congrégation des Rites n'ont tranché ce point. Mais il convient que la chape soit confectionnée avec de la soie, comme le manipule, l'étole et surtout la chasuble.

Q. — En administrant l'Extrême-Onction, faut-il imposer les mains, à ces mots : *Per impositionem manuum nostrarum*?

R. — Non, on ne doit pas imposer les mains aux paroles que vous indiquez, car la rubrique n'en parle pas; et il n'y a pas non plus de décrets en ce sens. Par conséquent on ne le doit pas; et même on ne le peut pas, car il n'est permis à personne d'ajouter des rites sacrés.

Q. — Où sont contenues les formules d'exorcismes et la manière de procéder.

R. — Au Rituel romain, sous le titre : « De exorcisandis obsessis a Dæmonio. »

Q. — Il y a des règlements liturgiques spéciaux pour la fête de l'Annonciation, mais ils varient suivant les cas et les jours où tombe le 25 mars. Veuillez donc, en raison même de la divergence que cela doit produire dans la célébration de cette fête tant à l'incidence qu'au jour de translation, me renseigner et me dire :

1^o Comment on doit, suivant les occurrences, célébrer la fête de l'Annonciation?

2^o Quel est, suivant les cas, le jour où MM. les curés

ayant le droit de biner, peuvent, à raison de cette fête, user de leur pouvoir.

R. — Ad I. Dans les fêtes chômées, dont l'Annonciation fait partie de *droit*, il y a lieu de ne jamais confondre l'Office et la fériation (ou chômage).

L'Office consiste dans la récitation du bréviaire et de la messe propres à ces fêtes ; la fériation au contraire comprend *pour les fidèles* le repos religieux et l'assistance à la messe, et exige *de la part des curés* l'application du saint sacrifice pour leur peuple.

Je dirai plus : c'est dans cette distinction que se trouve l'explication naturelle des divergences, que nous allons signaler, dans la célébration de l'Annonciation tant à son incidence qu'à ses jours de translation.

Premièrement, quand l'Annonciation n'est empêchée par rien : ni par une fête d'un grade supérieur, ni par un dimanche privilégié, ni par une férie qui exclue les doubles de 2^e classe, on la célèbre nécessairement avec son office propre et sa fériation *de droit* au 25 mars, jour de son incidence, et il n'y a lieu de rien transférer. En conséquence, le 25 mars de cette année là, les fidèles sont tenus au repos religieux comme à l'assistance à la messe, et les prêtres obligés à la récitation du bréviaire et de la messe de l'Annonciation comme à l'application des fruits du saint sacrifice pour leur peuple. Cela est assez évident et va de soi suffisamment, pour qu'il soit inutile de citer les décrets et les rubriques tant générales que spéciales du bréviaire et du missel qui établissent ce point.

En outre, ce jour là, d'après le Cérémonial des Evêques, lib. II, cap. VIII, n. 53, le célébrant et les ministres sacrés doivent, au *Credo* de la messe solennelle, se mettre à genoux pendant le verset : *Et incarnatus est* etc. ; et de par un décret du 17 novembre 1607, il est fait défense expresse de dire la messe ce jour-là dans les oratoires privés.

Ainsi se célèbre l'Annonciation, quand elle n'est pas empêchée au jour de son incidence, dans tous les pays où elle est d'obligation, comme en Italie, en Autriche, en Suisse, en Espagne, etc. Pour les autres pays, comme en France ou en Belgique, où elle n'est que de dévotion, tout le reste demeure obligatoire, et il y a chez nous comme ailleurs récitation de l'Office de l'Annonciation, application de la messe pour les fidèles, et même défense de dire la messe dans des oratoires privés. (S. R. C. 18 août 1884, n. 5920).

Deuxièmement, la solution que nous venons de donner vaut pour le cas où l'Annonciation est titulaire d'église. La Congrégation en effet, par un décret du 1^{er} septembre 1612, n. 461, a déclaré que cette fête ne serait point alors transférée ni sous le rapport de l'Office ni sous le rapport de la fériation, lors même qu'elle se trouverait en occurrence avec une autre fête, un dimanche ou une férie, qui excluent les secondes classes. La raison en est que, dans ce cas, jouissant du privilège des vo-

lables d'Eglise, l'Annonciation a le grade de 1^{re} classe.

Troisièmement, quand l'Annonciation coïncide avec un dimanche privilégié, comme cela aura lieu en 1894 et 1900, la fériation, qui comporte pour le peuple l'assistance à la messe avec le repos religieux, et pour les prêtres l'obligation de dire la messe *pro populo*, n'est point déplacée ; elle reste attachée au 25 mars, comme cela résulte des décrets du 20 mars 1706, n. 3739 et du 10 décembre 1733, n. 4020, et se confond absolument avec la fériation du dimanche obligeant déjà par elle-même à ces trois choses. Aussi bien, le jour où l'office de l'Annonciation sera transféré pour être récité, les fidèles ne seront tenus ni au repos religieux ni à l'audition de la messe, et les prêtres ne seront plus obligés d'appliquer la messe de l'Annonciation pour leur peuple.

De plus, c'est ce dimanche là même, et non le jour où l'on dira le bréviaire et la messe de l'Annonciation, que les décrets de 1607 et 1884, cités plus haut, défendent de dire la messe dans les oratoires privés, comme c'est aussi ce dimanche qu'on devra, par respect et par honneur pour l'Incarnation du Verbe, qui eut lieu le 25 mars, s'agenouiller à la messe solennelle pendant le verset : *Et incarnatus est* etc., du *Credo*.

Enfin, il résulte d'autres décrets de la même Congrégation, que la lecture du Martyrologe, seulement facultative en dehors du chœur, se doit faire au chœur, dans l'hypothèse d'un dimanche privilégié tombant le 25 mars, absolument comme si on devait célébrer ce jour là l'Office propre de l'Annonciation et non celui du dimanche. Mais cela, bien entendu, n'empêche nullement que cette lecture soit recommencée et faite de rechef la veille du jour où l'on récitera effectivement l'office empêché. (5 mai 1736, n. 4044 ; 2 septembre 1741, n. 4419 ; 7 décembre 1844, n. 4985).

Voilà ce qu'il faut observer exactement, tant au 25 mars qu'au jour de la translation, quand l'Annonciation est empêchée par un dimanche.

Quatrièmement, la solution qui précède s'applique aussi aux différents cas où cette fête de la Sainte-Vierge est empêchée par une fête d'un grade supérieure ou par un office qui l'exclut. A *part le Vendredi et le Samedi saints*, toujours on suit la règle que nous venons d'énoncer ; il n'y a pas jusqu'au Jeudi saint, où la Congrégation ne permette, à cause de l'incidence du 25 mars, quelques messes privées avec *Gloria* et *Credo* comme à la messe solennelle, pour permettre aux fidèles d'observer la fériation de l'Annonciation. (S. R. C. 27 sept. 1716, n. 3893).

Mais en quels jours doit-on faire de l'office transféré ? Il y en a deux que l'Eglise regarde comme le siège propre de l'Annonciation : c'est le 26 mars et le lundi de *Quasimodo*.

C'est le 26 mars, quand l'Annonciation tombe en Carême, avant la grande semaine, et que ce 26 mars n'est pas occupé par une fête occurrente d'un grade supérieur. Cela ressort des Rubriques

générales, tit. x, n. 1, des Rubriques spéciales du bréviaire et du missel, au 25 mars, et du décret général du 20 juillet 1748, n. 4197.

C'est le lundi de Quasimodo, quand l'Annonciation arrive dans la grande semaine (sauf le Vendredi ou le Samedi saints, dont nous nous réservons de parler à part) ou bien encore dans la semaine de Pâques, et que ce lundi n'est pas occupé par une fête incidente d'un rit plus élevé. Ainsi parlent la Rubrique au 25 mars aussi bien que les décrets du 2 septembre 1741, n. 4119 et du 7 décembre 1814, n. 4988, 2.

La raison sans doute de ces règles spéciales est de ne pas trop éloigner de son jour l'office propre de l'Annonciation, mais quand la fériation a eu lieu le 25 mars dans tout l'univers catholique, il n'y a plus qu'un intérêt moindre et secondaire à ce que l'office transféré soit également partout récité le même jour. Le but, qui est de réunir dans une même pensée tous les fidèles aux pieds des autels pour remercier Dieu de l'ineffable mystère de l'Incarnation et participer aux grâces qui nous en reviennent, est atteint dans ce qu'il y a de plus essentiel, quand on a chômé cette fête, là où elle est d'obligation ; et quand là, où elle n'est que de dévotion, on a pu participer le même jour aux grâces de l'Incarnation, et par l'application de la messe au peuple et par le gain des indulgences. Quant à l'office qui regarde beaucoup plus les les prêtres que le peuple, il n'y a plus grand inconvénient à ce qu'il ne soit pas universellement récité le même jour, puisque les fidèles ne sont plus tenus d'y prendre part au jour de sa translation, et c'est pour cela, pensons-nous, que le 26 mars aussi bien que le lundi de Quasimodo, partout où il y a une fête occurrente de 1^{re} classe, l'office de l'Annonciation lui cède le pas et est reporté plus loin.

Cinquièmement, quand l'Annonciation tombe le Vendredi ou le Samedi saints, ni la fériation ni l'office n'ont lieu cette année là le 25 mars, mais la fériation se transfère conjointement avec l'office, et sans qu'on puisse les séparer l'un de l'autre, au lundi de Quasimodo comme en son jour propre. C'est au point que le 4 ou le 5 avril, qui dans ce cas coïncident avec le lundi de Quasimodo, les choses se passent absolument comme si on était au 25 mars.

Il y a annonce de la fête comme si c'était le jour incident de l'Incarnation ; il y a repos religieux, obligation d'aller à la messe, récitation de l'office de l'Annonciation, application de la messe pour le peuple, défense de dire des messes dans les oratoires privés, agenouillement du célébrant et de ses ministres à la messe solennelle pendant le verset : *Et incarnatus est* etc., du Credo ; et même octave, si l'Annonciation est titulaire d'Eglise.

Je dis plus : le lundi de Quasimodo, dans ce cas unique et particulier, est tellement le jour propre de l'Annonciation, que cette fête de la Sainte-Vierge l'emporte sur toute autre, même de 1^{re} classe

incidente. (2 septembre 1741, n. 4119 et 25 mars 1817, n. 4528).

D'abord l'Eglise, en choisissant ce jour pour y transférer tout d'une pièce et *per modum unius* la fête de l'Annonciation, comme office et comme fériation, n'a eu d'autre but que de voir tout l'univers chrétien réuni dans une même pensée, comme au 25 mars, pour fêter cet incomparable mystère et y participer. Mais si l'Annonciation ne l'emporte pas ce jour là sur les fêtes, même de 1^{re} classe, l'Eglise n'arriverait pas à ses fins. *Ou bien*, en effet, pour avoir cette unanimité devant les autels pour honorer ce mystère, il faudrait détacher la fériation de l'office : et alors on violerait la teneur des décrets qui veulent qu'on ne transfère la fériation que conjointement avec l'office, et on soumettrait ainsi la même fête à une double translation, savoir : translation de la fériation au lundi de Quasimodo et translation de l'office à un jour ultérieur : ce qui répugne au sens liturgique. *Ou bien*, sans tenir compte de cette unanimité d'honneurs et de louanges que voulait l'Eglise pour glorifier ce mystère, on observerait le décret défendant de disjoindre en ce cas la fériation et l'office, et alors on irait contre le but de l'Eglise et on violerait encore la partie du décret qui a fait du lundi de Quasimodo le jour propre de cette translation. Ce serait l'arbitraire.

De plus, sans cette préférence de l'Annonciation sur les fêtes incidentes, même de 1^{re} classe, il arriverait dans le cas présent qu'on ne pourrait gagner cette année là aucune des indulgences attachées à cette fête. Ce n'est pas le 25 mars qu'on a pu les gagner, puisqu'en raison de sa coïncidence avec le Vendredi ou le Samedi saints, il a fallu la transférer avec office et fériation. Et comment les gagner le 4 ou le 5 avril, si ce jour là se rencontre une fête de 1^{re} classe ? Si on n'observe que la fériation, on ne gagne pas les indulgences, parce qu'elles ne se transfèrent alors que quand il y a translation de la fériation avec l'office ; et si on tient compte de la fête de 1^{re} classe, pour tout reporter plus loin, c'est-à-dire la fériation et l'office de l'Annonciation, on ne gagne pas non plus les indulgences, parce que cette translation s'est faite contre le droit, et que le gain des indulgences exige une translation légitime. C'est à bon droit que l'Eglise a décidé que dans ce cas particulier l'Annonciation l'emporterait sur les fêtes de 1^{re} classe occurrentes.

Ad II. MM. les curés autorisés à biner le jour de l'Annonciation ne doivent user de cette faculté qu'ils ont, qu'au jour où cette fête est effectivement chômée, s'il s'agit des pays où elle est d'obligation ; et pour les autres pays, au jour où elle serait également chômée, si elle cessait d'être pour eux une fête de dévotion.

Le jour est le même dans les deux cas, c'est le 25 mars même et non le jour où l'office est transféré. De la sorte, les premiers peuvent satisfaire au précepte d'entendre la messe ; et les seconds comme les premiers peuvent participer aux fruits

de l'Incarnation par l'application de la messe qui leur est faite et par la facilité qu'on leur donne de gagner les indulgences attachées à cette fête.

Il n'y a d'exception à cette règle que pour le cas où l'Annonciation tombe le Vendredi et le Samedi saints : car alors la fériation n'a plus lieu le 25 mars, mais le 4 ou 5 avril, et on bîne ces jours là pour la même raison qu'on bînaît les autres fois le 25 mars.

Q. — 1° Est-il vrai que les chasubles pliées soient obligatoires ? 2° Dans quelles églises ?

R. — Ad I. Cela est certain puisque la rubrique du Missel les prescrit formellement dans les *Rubriques générales*, titre XIX, n. 6.

Ad II. Dans quelles églises ? La rubrique que nous venons de rappeler prescrit au diacre et au sous-diacre de les porter dans les cathédrales et dans les églises principales : « In cathedralibus ; et præcipuis ecclesiis. »

Mais que faut-il entendre par ces *églises principales* ? En 1875, la Sacrée Congrégation des Rites déclara qu'il fallait y comprendre les églises paroissiales : Le maître des cérémonies de la Métropole de Venezuela, avait ainsi posé la question :

« An pro Ecclesiis majoribus, in quibus, diebus jejunii Diaconus et Subdiaconus servire debent in Missa cum Planetis ante pectus plicatis, veniant etiam Ecclesie parochiales ? »

La Sacrée Congrégation répondit : « Affirmative ad effectum de quo in casu. » (23 aprilis 1875, n. 5607, ad 7.)

Par conséquent toutes les églises paroissiales, qui ont des ministres sacrés devraient se servir de ces chasubles pliées en Avent, en Carême et dans les autres jours de pénitence désignés par les rubriques.

Q. — Je viens de faire construire une nouvelle église paroissiale. Etant à la veille de commander le maître-autel, je voudrais que la structure en fût bien conforme aux traditions et aux prescriptions liturgiques.

1° L'*antependium* qui doit recouvrir tout le devant de l'autel est-il obligatoire ou simplement facultatif ? S'il est obligatoire, il serait inutile de faire les frais pour avoir un autel ouvragé, puisque l'ornementation de l'*antependium* y suppléerait.

2° Que pensez-vous du ciborium fixe et monumental de la plupart des autels qu'on fait aujourd'hui ? Le ciborium mobile n'est-il pas plus conforme aux prescriptions liturgiques ?

R. — Ad I. Bon nombre de liturgistes regardent le devant d'autel comme obligatoire, parce que le Missel et le Cérémonial des Evêques l'exigent. (Missel, *Rubricæ generales*, titre XX ; Cérémonial des Evêques, livre I, chap. XII, n. 11.)

Mais d'autres pensent que le devant d'autel n'est plus nécessaire dès que l'autel est orné d'or ou de pierres précieuses. C'est le sentiment du célèbre Gavantus et de Quarti qui sont suivis par d'autres auteurs. A quoi bon, en effet, parer d'or, de pierres précieuses, de riches sculptures la partie antérieure de l'autel si c'est pour les cacher sous l'*antependium* ? Les rubriques qui demandent cet *antependium*, pensent-ils, ne peuvent s'appliquer qu'aux autels

dépourvus de tout ornement précieux. Et en fait, la plupart des autels riches n'en ont pas.

Ad II. Nous ne comprenons pas très bien ce que vous entendez par le ciborium *fixe et monumental* de la plupart des autels qu'on fait aujourd'hui ; il nous est donc impossible de vous répondre sur ce point.

La plupart des ciborium, appelés encore *baldaquin*, *dais*, etc. que nous avons vus soit à Rome, soit dans d'autres cathédrales, étaient fixes.

En tous cas, ils doivent être fixes dans les cathédrales, et aux autels où l'on célèbre chaque jour ; car si un décret demande un baldaquin à tous les autels, à plus forte raison en faut-il au dessus de ces autels où Notre-Seigneur s'immole quotidiennement. Le baldaquin est une marque de respect et d'honneur pour les princes et les évêques. Il faut donc donner ce signe au Roi des rois, au Pontife des pontifes, qui daigne descendre en personne sur nos autels pour renouveler son divin sacrifice.

Nous vous félicitons de l'idée que vous avez d'élever un baldaquin dans votre nouvelle église. Vous entrez entièrement dans les vues du Saint-Siège, et vous donnez un bel exemple à tant de grandes églises et même, faut-il le dire, à des cathédrales, qui sont dépourvues de cette décoration, que les rubriques et les décrets déclarent obligatoires.

Q. — 1° Le Cérémonial défend d'employer à l'autel dans les solennités funèbres des croix blanches. Que sont ces croix prohibées ? Sont-ce des ossements croisés ? ou un semé de croix sur les étoffes ; ou bien les croix de la chasuble et de ses accessoires doivent-elles être d'une autre couleur ?

2° Quand l'autel est richement décoré, peut-on aux offices de défunts voiler les décors, images, etc., d'un voile noir, ou violet dans le cas où l'autel renfermerait le Saint-Sacrement.

3° Malgré l'usage contraire en France, doit-on aux messes chantées sans diacre ni sous-diacre, faire chanter l'épître par un enfant de chœur ou par d'autres prêtres présents ? ou bien le célébrant doit-il après le chant des oraisons lire l'épître à voix basse comme le prétendent quelques auteurs.

4° Au temps pascal, quand avant ou après la messe on donne la communion en ornements noirs, que faire des *Alleluia* ? quelle oraison réciter ?

5° Le vendredi saint après l'adoration de la croix, quand on va chercher la sainte hostie au reposoir, doit-on à la procession porter la croix découverte ou encore voilée de violet ?

R. — Ad I. Vous faites sans doute allusion à un passage du Cérémonial des Evêques relatif à la messe pontificale de *Requiem*, où il est défendu de mettre des croix blanches, *cruces albæ*. Voici ce passage :

« ... Omnia paramenta, tam altaris quam celebrantis, et ministrorum, librorum, et faldistorii sint nigra, et in his nullæ imagines mortuorum vel *cruces albæ* ponantur. » (Cérémoniale Episcop. Livre II, chap. XI, n. 4.)

Vous voyez qu'il est défendu de mettre des croix blanches sur les ornements de l'autel, du célébrant, des ministres, des livres et du faldistorium. Tous les ornements doivent être noirs.

Mais il n'est pas question ici des tentures, ni du drap mortuaire. A Rome, le drap mortuaire est très riche. Le milieu est une large bande d'étoffe jaune; les deux côtés sont d'étoffe noire. Il est tout galonné en or et des figures de têtes et d'ossements de morts y sont brodés. Il en est de même sur les tentures qui garnissent le chœur et la nef. (V. le Cérémonial expliqué, p. 288, 289; le Traité pratique de la construction des Eglises, par Mgr Barbier de Montault.)

On ne peut jamais se servir de *draps mortuaires blancs* pour les funérailles des adultes.

Mais une croix blanche sur un fond noir n'est pas condamnée, surtout si elle est peu large. Saint Charles Borromée en prescrivait une.

« Pallium cadaveris crucem albam in medio habeat. »

En résumé, il est défendu de mettre des *croix blanches* sur les parements de l'autel, ainsi que sur ceux du célébrant et des ministres sacrés. Par conséquent il est défendu de mettre des croix blanches sur les chasubles, sur les étoles et sur les manipules. Il est également défendu de mettre à l'autel et sur les ornements du célébrant et des ministres sacrés des emblèmes de la mort, par exemple, des têtes de morts, des ossements, des larmes (Voyez plus haut le texte du Cérémonial des Evêques); mais on n'exclut pas les galons ni les franges de couleur blanche, et on n'empêche pas que les croix en galons soient blanches.

Ad II. Quand l'autel est richement décoré, peut-on, à l'office des défunts, voiler les images? Les règles liturgiques se taisent sur ce point. A Rome, le maître tableau, au-dessus de l'autel où l'on chante la grand'messe pour les défunts, se couvre d'un voile noir. Mais c'est un usage local, et non une rubrique ni un décret.

Quant aux autres images et statues qui sont dans l'église, on ne les voile pas, à Rome, pendant les grandes messes des défunts.

Nous ferons observer que l'autel ne doit pas être richement décoré pendant les messes de *Requiem*. Ainsi on ne met comme décorations ni fleurs, ni statues, ni reliquaires. Il n'y a donc pas lieu de les voiler. Mais si les statues ou reliquaires étaient attachés à l'autel d'une manière fixe, que devrait-on faire? Serait-on obligé de les voiler? Les livres liturgiques ne touchent pas cette question.

Dans le cas où l'on aurait la coutume de le faire, quelle devrait être la couleur du voile? D'après les principes généraux de la liturgie, il faudrait examiner si le très saint Sacrement est au tabernacle ou non. S'il y est, on emploierait le violet, s'il n'y est pas, le noir.

Ad III. Dans les messes chantées sans diacre ni sous-diacre et sans un clerc, il serait mieux que le célébrant lût l'Epître, plutôt que de la laisser chanter par un enfant de chœur ou par un laïque. C'est la réponse de la sacrée Congrégation des Rites au cardinal archevêque de Lisbonne en 1875 :

« Sacra vero Congregatio, audita relatione ab

infrascripto secretario facta, rescripsit : Scribatur Emo Patriarchæ Lisbonensi ad mentem. Et mens est : Quod quum Missa cantetur sine ministris et nullus sit clericus inserviens qui superpelliceo indutus Epistolam decantet juxta rubricas, satius erit quod ipsa Epistola legatur sine cantu ab ipso celebrante; numquam vero in Ecclesiis monialium decantetur ab una ex iis. »

Romæ die 23 Aprilis 1875 (n. 5604).

Voilà la pensée de la sacrée Congrégation.

Mais lorsqu'il s'agit de toucher au culte extérieur et de quitter des traditions anciennes et générales dans un diocèse, il faut montrer beaucoup de prudence, et ne rien faire sans avoir consulté l'autorité ecclésiastique. Autrement, il en pourrait résulter de graves inconvénients.

Ad IV. Nous avons traité complètement cette question en 1885, p. 618. Nous avons conclu que :

1^o Les cérémonies étaient les mêmes quand on donne la sainte communion avec des ornements noirs, excepté seulement la bénédiction, qui doit être absolument omise.

2^o Dans le temps pascal, on doit certainement ajouter *Alleluia* au verset *Panem de cælo*, etc,

3^o Doit-on l'ajouter à l'antienne *O sacrum convivium*? La solution n'est pas aussi certaine parce que plusieurs auteurs graves l'affirment; mais nous penchons vers la négative.

Quelle oraison réciter au temps pascal? C'est l'oraison *Spiritum nobis*. etc. Il n'y a pas de doute puisque le Rituel le dit expressément.

Ad V. Le vendredi saint, lorsqu'on va au reposoir chercher la sainte Réserve, on doit porter la croix *découverte*, car le *Memoriale Rituum* de Benoît XIII le dit expressément :

« Crux processionalis denudata, et delata a tertio clerico. » (De processione ad sacellum).

Q. — Doit-on se lever pendant la bénédiction du Saint-Sacrement, à l'*Inviolata*, et aux autres antiennes ou cantiques à la Vierge?

R. — Les Rubriques n'ont rien décidé sur ce point. Nous ne connaissons pas non plus de décrets relatifs à la posture que l'on doit avoir pendant le chant de ces antiennes à la Sainte-Vierge; il importe donc de suivre la coutume.

Mais le chœur doit être debout pour le chant du *Te Deum*, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites en 1779 (n. 4393, ad 17), sauf pendant le verset *Te ergo quæsumus* où l'on doit se mettre à genoux.

Q. — 1^o Doit-on dire la messe des fêtes dont la solennité est transférée au dimanche par le concordat dans les chapelles publiques.

2^o Le doit-on dans les chapelles des communautés religieuses? ou doit-on y célébrer les messes du dimanche?

3^o En France doit-on commencer les saluts de l'octave du Saint-Sacrement le jeudi, jour de la fête, et terminer le jeudi suivant, ou commencer le dimanche pour finir le dimanche? Je parle au point de vue du droit, car je crois qu'il faut pratiquement suivre l'usage du diocèse.

4^e Le prêtre qui a dit les offices votifs doit-il réciter le *Gloria* et le *Credo* aux messes correspondantes ?

R. — Ad I. Oui, on le doit, si dans ces chapelles publiques on a coutume de chanter la messe dans les jours de fête. La Sacrée Congrégation des Rites l'a ainsi décidé en 1848 pour le diocèse de Tournai, sur la demande de M. Loiseau, professeur de droit canon :

« An prædicta missa votiva solemniter celebranda sit, non modo in ecclesiis parochialibus, sed et in oratoriis publicis ? »

La Sacrée Congrégation donne la réponse que nous venons d'indiquer :

« Affirmative ; dummodo de more in festis cantetur. » (22 juillet 1848, n. 5137, ad iv.)

Ad II. Dans les chapelles des communautés religieuses, soit d'hommes soit de femmes, il faut s'en tenir à la coutume suivie dans chaque communauté. C'est encore une décision de la Sacrée Congrégation des Rites pour le même diocèse :

« An itidem in Ecclesiis Regularium, et Monialium ? »

Voici la réponse : « Ab unaquaque ecclesia suam servandam esse consuetudinem. » (Même décret, ad 5.)

Ad III. Au point de vue du droit, on devrait commencer les saluts du très saint Sacrement le jeudi, nous l'avons démontré dans cette Revue, année 1884 et 1885. On peut voir sur cette question le décret du 12 novembre 1831, n. 4671.

Ad IV. Il doit dire le *Gloria* mais non le *Credo*.

Q. — 1^o Une personne qui veut se marier, n'ayant pas assez d'argent pour se procurer une alliance, emprunte pour la circonstance l'alliance de sa voisine (alliance déjà bénite) mais avec l'intention de la lui rendre aussitôt après la cérémonie ! Que penser de la conduite d'un prêtre qui, sachant la chose, fait sur la susdite alliance la bénédiction mentionnée dans le Rituel. Ne serait-il pas préférable de marier sans alliance ?

2^o Dans ma paroisse on a coutume, tous les ans le lendemain de la fête du Rosaire, de dire une messe de *Requiem* pour les membres défunts de la confrérie. Or l'année passée le lundi qui suivait le premier dimanche d'octobre était double-majeur : pouvais-je en raison de la coutume me croire autorisé à dire la messe en noir ?

3^o Nous avons ici une congrégation de religieuses dont la fête patronale arrive le 19 mars. Certains prétendent que si cette fête tombe dans la semaine de la Passion, les religieuses sont dispensées, à raison de la solennité, de voiler leur patron : ce serait ridicule disent-ils. D'autres soutiennent le contraire. Qui a raison ?

R. — Ad I. On ne peut pas bénir un anneau qui a déjà reçu la bénédiction. Dans ce cas le prêtre se contente de donner l'anneau d'emprunt, mais bénit, à l'époux qui le remet à l'épouse.

Il ne serait pas permis d'omettre la cérémonie de la tradition de l'anneau. On doit observer tous les rites fixés par la sainte Liturgie.

Ad II. Cette coutume n'est pas légitime parce qu'elle est contraire aux rubriques et aux décisions de la Sacrée Congrégation des Rites ; or on ne peut pas prescrire contre les rubriques et contre les décrets. Il importe donc que vous demandiez un indult pour l'avenir.

Nous sommes étonnés que votre diocèse n'en ait pas pour ce cas là.

Il est probable aussi que votre diocèse est autorisé à chanter deux messes de *Requiem* chaque semaine dans les jours doubles-mineurs et doubles-majeurs, vous auriez pu user de cet indult.

Ad III. On doit voiler toutes les images pendant le temps prohibé, même le jour de la fête du titulaire de l'église et du patron. Ce cas avait déjà été décidé par la S. Congrégation des Rites le 16 novembre 1649. La même congrégation a renouvelé sa décision en 1876 pour le cas de saint Joseph, patron de l'Eglise universelle. Le secrétaire de l'archevêque de Buenos-Ayres avait ainsi posé la question :

« Cum SSmo Domino Nostro Pio Papæ IX placuerit S. Josephum, patronum Universalis Ecclesiæ declarare : An detegi possit vel debeat ejus imago, quando ejus festum occurrit in hebdomada Passionis ? »

La Sacrée Congrégation répondit négativement : « Negative, juxta Decretum in una Januen. diei 16 novembris 1649, ad 3. Atque ita rescripsit, et servari mandavit die 3 aprilis 1876. » (n. 5660.)

Q. — 1^o J'ai pour patron S. Remy, 1^{er} octobre. Le dimanche suivant je célèbre la solennité de cette fête. Quelle préface dire ? La commune ? ou celle de la Trinité ?

2^o Dans le cas où la solennité du patron tomberait le jour du Rosaire, ce qui arrive presque tous les ans, alors quelle préface dire ?

R. — Ad I. Vous devez prendre la préface du dimanche, c'est-à-dire de la Sainte-Trinité. Vous ne devriez dire la préface commune que dans le cas où vous célébreriez le dimanche une messe votive solennelle proprement dite. Or la messe de votre fête patronale n'est pas une messe votive solennelle proprement dite, parce qu'elle n'est pas dite *pro re gravi*, et parce qu'elle est prescrite par une loi pour être dite régulièrement chaque année. Cette solution qui était certaine depuis quelques années, vient d'être confirmée par un décret de la Sacrée Congrégation des Rites. Voici le texte de la décision :

« Quoties patronus non habet præfationem propriam, adhibendam esse præfationem de sanctissima Trinitate seu de tempore.

« Atque ita rescripsit die 10 februarii 1888. »

C'est une réponse au rédacteur de l'*Ordo* du diocèse de Nantes. On doit donc prendre la préface du dimanche. Or la préface du dimanche est ordinairement celle de la Sainte-Trinité.

Je dis *ordinairement*, parce qu'elle peut quelquefois être celle de *Tempore* ; ce qui a lieu dans les temps qui ont une préface propre à savoir les temps de Carême, de la Passion et de Pâques. De là ces expressions de la Sacrée Congrégation *seu de Tempore*.

Ad II. Dans le cas où la solennité du patron tomberait le jour de la solennité du Rosaire, vous devriez encore prendre la préface de la Trinité. On

enseigne communément qu'on ne peut pas dire la préface de la fête occurrente qui aurait une préface propre.

Q. — Est-il permis de s'abonner, ou même seulement de lire un journal qui à l'occasion parle des duels comme des faits tout ordinaires ; qui en y reproduisant les procès-verbaux, en racontant même les combats, ne voit que le point d'honneur, selon les idées du monde, sans faire aucune mention de ce qu'il y a de criminel dans cet acte ni des censures de l'Eglise qui le frappent.

R. — Le fait de raconter les duels, comme des faits ordinaires, sans faire mention des condamnations portées par l'Eglise, peut n'être pas *en soi* une raison suffisante de prohiber la lecture d'un journal. Pourvu toutefois que ce journal ne préconise pas le duel : ce qui serait contraire à la loi divine et ecclésiastique.

Q. — La solution que vous donnez à deux questions : 1^o L'indulgence de l'autel privilégié ; 2^o La messe *pro populo*, dans les fêtes supprimées, me paraît un peu sévère.

Dans le premier cas, je ne vois pas pourquoi le prêtre serait tenu de remplacer par une autre indulgence celle dont il n'aurait pas fait profiter un défunt parce qu'il n'aurait pas dit une messe de *Requiem*, un jour permis, si ce prêtre ne s'est pas engagé formellement vis-à-vis de celui qui paie l'honoraire.

Dans le deuxième cas il me paraît dur que l'Evêque exige un honoraire d'un prêtre, qui, par maladie n'a pu dire la messe un jour de fête supprimée, alors qu'il est dispensé d'en faire l'application à ses paroissiens.

Je verrais avec plaisir, si vous ne croyez pas devoir donner une autre solution, que vous la corroboriez par de nouveaux arguments.

R. — Ad I. On suppose, dans la solution que rappelle notre correspondant que le prêtre s'était engagé de quelque façon à faire application de de l'indulgence de l'autel privilégié.

Ad II. Voici l'ordre des idées qui conduisent tout naturellement à la solution que nous avons donnée.

De droit général, le curé ou le prêtre qui en fait les fonctions, doit appliquer la messe *pro populo* à chacune des fêtes supprimées.

La maladie, qui le met dans l'impossibilité de célébrer lui-même le jour de la fête, ne le décharge pas de cette obligation. Il doit s'en acquitter, ou le jour même par un autre prêtre qui applique la messe à sa place, ou un autre jour, le plus tôt possible, s'il ne peut le jour même. C'est le droit de l'Eglise qui lui impose cette obligation dont seul le Saint-Siège pourrait le dispenser.

En lui demandant un honoraire en faveur des œuvres pour lesquels l'indult est accordé, l'évêque n'augmente aucunement ses charges. S'il ne donne cet honoraire, il reste tenu de l'application d'une messe *pro populo*. Les deux charges sont équivalentes.

Le doute de notre vénéré correspondant vient de ce qu'il suppose à tort que la maladie déchargerait le curé d'appliquer la messe *pro populo*.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Il arrive souvent qu'un mourant donne par testament le fonds ou capital de son avoir à ses parents et l'usufruit à un autre, à sa femme par exemple, ou une femme à son mari. Il arrive presque aussi souvent, dans ce pays, qu'après la mort du testateur, plus particulièrement de la testatrice, l'usufruitier se refuse à payer soit les funérailles, soit les messes et services que le testateur ou testatrice s'est légué à lui-même, sous prétexte qu'il ne veut pas diminuer le total de son usufruit et il renvoie cette dette aux héritiers du fonds. De leur côté, les héritiers prétendent qu'ils ne doivent rien payer tant qu'ils n'ont rien reçu. De cette sorte, ceux à qui sont dues les funérailles attendent infiniment ; et le défunt ou la défunte attend dans le purgatoire, au moins jusqu'à la mort de l'usufruitier, le soulagement qu'il ou elle a voulu se procurer par les messes et services inscrits dans le testament. *Quid Juris?*

R. — Nous avons déjà répondu en plusieurs circonstances à des questions de ce genre notamment dans le n^o 19 de la présente année, et nous ne comprenons pas que les curés n'agissent pas comme agissent tous ceux qui sont créanciers d'une succession. Les frais funéraires, en effet, sont comme les frais de justice, les salaires des domestiques, les fournitures de médecine et d'alimentation : ils sont privilégiés ; c'est-à-dire, que la succession en répond, et ils passent avant tout partage et toute distribution. Voici, au reste, textuellement et en entier, l'article 2101 du code civil touchant la matière :

« Les créances privilégiées sur la généralité des meubles (*et des immeubles*) sont celles ci-après exprimées et s'exercent dans l'ordre suivant :

« 1^o Les frais de justice ;

« 2^o Les frais funéraires ;

« 3^o Les frais quelconques de la dernière maladie, concurremment entre ceux à qui ils sont dus ;

« 4^o Les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante.

« 5^o Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille ; savoir, pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et, pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros. »

Nous avons ajouté entre parenthèse et en le soulignant le mot *immeubles* parce que cela ressort de l'article 2104. Voilà donc l'ordre des créances qui doivent être payées avant toutes choses par l'ensemble de la succession. Un trésorier de fabrique n'a donc pas à distinguer entre héritiers de la propriété nue et usufruitiers ; sa réclamation porte sur l'ensemble de la succession, comme celle qu'aurait à faire un notaire, un greffier de tribunal, un huissier, un fournisseur, un médecin, un domestique, chacun à son rang et selon son droit.

Le raisonnement du nu-propriétaire dont parle notre correspondant n'est soutenable à aucun point de vue. Refuser de payer tant qu'ils n'ont rien reçu !... Mais ils ont reçu, puisqu'ils sont devenus propriétaires. Ont-ils opposé cet argument

au bureau de l'enregistrement qui a réclamé les droits de mutation ? S'ils l'ont opposé, ils savent ce qu'on leur a répondu, et ils ont dû s'exécuter dans un certain laps de temps sous peine de payer double droit. Que doit faire le trésorier de la fabrique en pareille occurrence ? Attaquer de front l'héritier et dans sa personne tout l'héritage, faire tous actes conservatoires pour les lesquels il n'a pas besoin d'autorisation, et empêcher la prescription à tout prix, ainsi qu'il est prescrit par l'article 25 du décret du 30 décembre 1809.

Q. — 1^o La législation actuelle pour le permis d'inhumation n'affecte-t-elle point uniquement les parents du défunt, même le fossoyeur, et non le ministre du culte ? Si les dits permis concernent encore les ministres du culte, ces derniers doivent-ils les conserver ?

2^o La fabrique a reçu une somme avec charge d'une messe chantée et un salut perpétuels. L'évêché a approuvé avec cette restriction, « que la fabrique se mette en règle avec la loi. » La fabrique peut-elle sans trop s'inquiéter de cette restriction, verser la somme à la caisse d'épargne ?

3^o Il y a dans telle paroisse nombre de messes chantées fondées. Les chantages ici sont bénévoles, mais ils n'abondent plus. Comment s'y prendre pour sauvegarder la volonté des défunts, les droits du prêtre, les susceptibilités déplacées des marguilliers ; le prêtre a trois francs ; qu'il s'arrange. Le prêtre est connu, convenable ; mais il est loin de créer des bourses aux chantages...

4^o La fabrique est héritière universelle — il n'y a d'ailleurs point d'héritiers à réserve, et les biens fonds dépérissent, — peut-elle sans rien encourir les mettre à bail ?

R. — Ad 1^m. La loi concernant le permis d'inhumation n'a été nullement modifiée. Sans doute l'obligation du permis atteint quiconque veut procéder à une inhumation, par conséquent la famille du défunt en premier lieu ; mais elle atteint également et spécialement les curés. Voici, en effet, dans son texte l'art. 1^{er} du décret du 4 thermidor an XIII (23 juillet 1805) relatif aux autorisations des officiers de l'état civil pour les inhumations : « Il est défendu à tous maires, adjoints et membres d'administrations municipales, de souffrir le transport, présentation, dépôt, inhumation des corps, ni l'ouverture des lieux de sépulture ; à toutes fabriques d'églises et consistoires ou autres ayant droit de faire les fournitures requises pour les funérailles de livrer les dites fournitures ; à tous curés, desservants et pasteurs, d'aller lever aucun corps ou de les accompagner hors des églises et temples, qu'il ne leur apparaisse de l'autorisation donnée par l'officier de l'état civil pour l'inhumation, à peine d'être poursuivis comme contrevenant aux lois. »

Il résulte de ce texte, d'abord que le curé ne peut procéder à la sépulture sans le permis de l'autorité civile, et ensuite qu'il peut exiger que le dit permis reste entre ses mains. Puisqu'il ne peut procéder légalement à la cérémonie de la levée du corps et de l'enterrement qu'après la délivrance de cette pièce, il est évident qu'elle doit lui être remise comme preuve de l'autorisation. Si l'on se bornait à la lui montrer, le but de la loi ne nous

paraîtrait pas complètement rempli ; le curé serait en droit de refuser son ministère. Par une simple présentation, il pourrait, en effet, être induit en erreur par l'exhibition d'un faux permis et se trouver en contravention sans le savoir. Il faut pour sa garantie qu'il puisse contrôler la pièce, vérifier et reconnaître la signature du représentant de l'autorité municipale ; et pour cela, il est de toute nécessité que le permis d'inhumer lui soit remis et reste définitivement entre ses mains.

Toutefois n'exagérons rien. Après avoir affirmé la loi, nous devons ajouter que, de fait, il y a des milliers et des milliers de communes rurales où le fameux permis n'est jamais donné par écrit, parce que les dangers prévus par la loi ne sont pas à craindre ; pas plus les maires que les habitants ne cherchent noise au curé. Mais, pour peu que ce dernier soit en butte aux tracasseries de quelqu'un, il fera bien de s'en tenir au texte de la loi et de conserver le permis entre ses mains, du moins pendant quelques semaines.

Ad 2^m. Pourquoi donc la fabrique se dispenserait-elle d'exécuter les ordres de l'évêque diocésain et se déroberait-elle à la loi concernant les dons et legs chargés de services religieux ? Cette loi est très juste et très sage ; car elle garantit à perpétuité le respect des dernières volontés d'un citoyen. Or, en agissant en dehors d'elle ou contrairement, et, dans l'espèce, en plaçant l'argent reçu à la caisse d'épargne, toute garantie disparaît. Il faut donc se courber sous les obligations légales que plusieurs fois nous avons fait connaître. Comme, dans le cas présent il y a charge de services religieux, l'approbation provisoire de l'évêque diocésain était nécessaire ; le prélat l'a donnée en invitant le curé à observer les autres conditions légales ; il reste donc à ce dernier d'établir le dossier de l'affaire et de l'adresser au préfet, si la somme léguée ne dépasse pas mille francs, et au ministre des cultes, si la somme est plus élevée.

Ad 3^m. Cette question pourrait être un peu plus claire ; nous ne voyons pas trop ce qu'elle signifie. Dans ces conditions, comment donner une solution compétente ? Nous avons compris qu'il y a fondation de messes chantées à 3 francs ; que le curé reçoit la somme entière et qu'il n'en détache rien ni pour la fabrique ni pour les employés. Si c'est bien là ce qu'on a voulu dire, nous ne saurions admettre un pareil système qui ne respecte ni la justice ni l'équité. Il est de règle générale que les fabriques ne doivent point accepter ni dons ni legs s'il n'y a pour elles un certain bénéfice. Dans le cas présent, non seulement la fabrique n'aurait pas de bénéfice, mais elle subirait une perte, puisqu'elle doit fournir le pain, le vin, le luminaire, les serviteurs, sans compensation. Le curé dont il s'agit a beau être convenable sous les autres rapports ; sous celui-ci, il est victime d'une illusion qui rappelle trop bien le raisonnement du lion distribuant le butin.

Ad 4^m. Voilà encore une question obscure. S'agit-il d'un legs qu'on a été autorisé à recevoir ? Ou

bien, s'agit-il d'un bien légué, mais dont on n'est pas encore entré en possession? Dans le premier cas, l'interrogation porte sur la question du bail, et la réponse est que la fabrique peut et doit administrer les biens-fonds comme tous les autres biens qu'elle possède en suivant les règles tracées par le décret du 30 décembre 1809, art. 62, relatif aux baux. Mais s'il s'agit d'une succession qu'on n'a pas encore été autorisé à accepter, l'acceptation provisoire qu'on a dû faire suffit pour permettre au bureau des marguilliers, non de louer le bien-fonds à bail, mais, de le faire travailler provisoirement en régie pour qu'il ne dépérisse pas. Nous conseillons toutefois qu'on prenne l'avis de la préfecture, qui, le cas échéant, donnerait les pouvoirs nécessaires.

Q. — Notre cimetière placé autour de l'église et appartenant certainement à la fabrique, vient d'être agrandi, et ses murs ont été reconstruits par une société privée, le tout avec l'approbation de la municipalité. Cela posé, je demande : 1^o avec le consentement du maire, peut-on, sans être inquiété, prendre sur l'ancien cimetière une couche de terre superflue pour faire un remblai dans la partie agrandie; 2^o que faire pour céder légalement à la fabrique le nouvel agrandissement et pouvoir y sépulturer?

Notre fabrique qui est pauvre, a reçu jusqu'ici de la commune une subvention de 300 francs. Bien plus, en 1888, le subside a été porté à 500 francs pour faire intégralement le traitement du clerc-sacristain et celui du vicaire. Mais, par suite de dénonciations calomnieuses, faites sans doute par les instituteurs, le préfet, sans alléguer aucun motif vient de supprimer ces 500 francs. La municipalité, bien disposée, va réclamer énergiquement. Cela étant, 3^o que faire pour obtenir ces 500 francs très nécessaires? 4^o Pour les avoir déjà en 1889? — Prière de répondre au plus tôt.

R. — La manière dont la première question est posée signifie que l'agrandissement du cimetière a été fait illégalement, c'est-à-dire en dehors de l'autorité préfectorale : ce qui est contraire à l'art. 2 de l'ordonnance du 6 décembre 1843, portant que la translation d'un cimetière (il en est de même de son agrandissement) sera ordonnée par un arrêté du préfet, le conseil municipal entendu; que le préfet déterminera également le nouvel emplacement du cimetière sur l'avis du conseil municipal et après enquête de *commodo et incommodo*. Or, ce qui nous induit à dire que le préfet n'a même pas été consulté, c'est que, s'il l'avait été, il n'aurait pu autoriser l'agrandissement sur place. En effet, l'agrandissement des lieux de sépulture, qu'il soit volontaire ou non, que le terrain à réunir au cimetière provienne d'une acquisition à titre onéreux ou d'une donation, ne peut être opéré lorsque ces lieux ne se trouvent pas à la distance légale; autrement, ou perpétuerait indéfiniment un abus que le législateur a entendu faire cesser. (*Arrêts du Conseil d'Etat du 12 juillet 1861, 16 avril 1863, 19 mai 1865, etc.*)

Cela dit, nous venons directement aux questions posées :

Ad 1^m. En droit, cela ne se peut; car un avis du Conseil d'Etat du 43 nivôse an xiii (3 janvier 1805),

approuvé le 45 nivôse de la même année, porte « que la fixation du terme de cinq années pendant lesquelles on ne peut disposer du terrain pour *aucun usage* et de cinq autres pendant lesquelles on ne peut que semer et labourer sans fouiller ni creuser le terrain, a eu lieu en connaissance de cause et après un mûr examen. »

Toutefois, en l'espèce, le cimetière dont il s'agit restant avec la même destination avec un agrandissement de terrain en plus, nous pensons qu'en vertu de son droit de police et de son autorité spéciale sur les lieux de sépulture, le maire peut permettre d'enlever une couche de terre superflue soit en quelque coin où personne n'a jamais été enterré, soit sur des allées : ceci est un travail d'entretien et d'amélioration que l'avis du Conseil d'Etat n'a certainement pas eu l'intention de viser.

Ad 2^m. Il n'y a absolument rien à faire; la municipalité n'a pas à céder à la fabrique un droit que tout le monde possède sous la direction du maire de la commune. La fabrique n'a pas à s'occuper de l'endroit où elle va déposer les morts venant de l'église; l'emplacement est désigné par l'ordonnateur du cimetière, s'il y en a un, ou par le maire qui en tient lieu. Tout ce que le curé peut faire, s'il se trouve dans un pays religieux et possède un maire bien intentionné, c'est de demander à ce dernier l'autorisation de bénir la partie annexée à l'ancien cimetière.

Ad 3^m et 4^m. D'après les récentes lois, la commune n'a plus aucune obligation de venir en aide aux fabriques, si ce n'est en certains cas majeurs, comme pour le logement du curé et les grosses réparations, après épuisement des ressources fabriques. Par conséquent, le préfet a qualité pour supprimer d'office une allocation qui ne lui paraît pas justifiée par l'état financier de la commune. Mais si la commune ayant satisfait à toutes ses dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires avec ses recettes ordinaires, se trouve avoir un boni, elle a le droit de l'employer à tout ce qui n'est pas défendu par la loi, et sans avoir besoin d'autorisation. Un récent arrêt du Conseil d'Etat déclare que la commune peut donner de son excédant, même aux écoles libres qui n'ont rien à faire avec l'Etat; à plus forte raison, peut-elle faire une générosité à la fabrique, quand elle se trouve en situation. Pour triompher du préfet, elle n'a qu'à insister et à porter, au besoin, ses prétentions devant le ministre. Si elle peut démontrer qu'elle est dans les conditions de prospérité voulue, elle réussira forcément, ne fût-ce qu'en vertu de l'arrêt du Conseil d'Etat précité.

Q. — 1^o Quels sont les avantages que fait la législation actuelle au septième enfant de la famille?

2^o L'Etat consent-il à ce qu'on fasse élever l'enfant dans un établissement libre?

R. — Ad 1^m. La législation n'offre aucun avantage à un enfant pour la raison qu'il est le septième ou le huitième ou le neuvième, etc. L'Etat, les départements, les communes accordent des

bourses, et en les accordant ils posent des conditions. Ordinairement les boursés sont accordées comme récompense des services civils ou militaires des parents lorsque l'insuffisance de fortune est constatée ; de plus, elles sont attribuées à certains établissements pour favoriser le recrutement de certaines professions ou pour étendre et propager certaines connaissances spéciales, surtout en matière d'agriculture et d'industrie. Au demeurant toute famille peut demander la faveur d'une bourse ou d'une portion de bourse et l'obtenir si les motifs allégués sont justes ; mais le seul fait qu'on est le septième enfant d'une famille ne constitue pas un droit. Les boursiers nationaux sont nommés, sur la proposition du ministre de l'instruction publique, par le Président de la République ; les préfets confèrent, sous la confirmation du recteur, les bourses départementales et communales, les premières d'après une liste dressée par le conseil général, les dernières d'après les présentations faites par le conseil municipal.

Les candidats aux bourses nationales, départementales et communales doivent justifier par un examen préalable qu'ils sont en état de suivre la classe correspondante à leur âge (*Décret du 7 février 1852, art. 1^{er}*).

Ad 2^m. Oui, l'Etat peut consentir ; car d'après la législation qui régit la matière, on appelle bourse le prix ou une partie du prix de la pension payée par l'Etat, le département, la commune dans un établissement d'instruction public ou *privé* ; mais nous doutons fort qu'en ce moment-ci ceux qui détiennent le pouvoir à un titre quelconque accordent des bourses dans les établissements libres tenus par des religieux. Cependant cela se voit quelquefois pour les bourses accordées par certains conseils généraux et par certaines communes.

Q. — 1^o Dans quel but la *Noble Académie ecclésiastique* (place de la Minerve, à Rome) a-t-elle été fondée ?
2^o Les membres de cette académie sont-ils prélats ?
3^o Quels sont leurs privilèges ?

R. — Ad 1^m. Cette académie dont quelques ecclésiastiques avaient eu la première idée vers la fin du dix-septième siècle, fut organisée et régulièrement établie par le pape Clément XI, dans le palais Severoli qu'il acheta en 1706, sur la place de la Minerve et qu'il enrichit d'une belle bibliothèque. Depuis lors, les papes successifs entourèrent des soins les plus paternels cet institut où des jeunes gens appartenant à la noblesse étaient instruits dans les sciences ecclésiastiques avant d'entrer dans la prélature et d'être investis de fonctions et de charges gouvernementales.

Malgré cette haute protection des souverains pontifes, l'académie des *Nobles ecclésiastiques* subit une éclipse que l'histoire n'explique pas et que le pape Pie VI fit cesser en mettant de l'ordre dans ses finances par une dotation de dix mille écus en 1776. Depuis lors, cet établissement a joui d'une constante prospérité. Il a fourni à l'Eglise un

grand nombre de cardinaux, d'évêques, de prélats. Deux papes sont sortis de son sein : Clément XIII en 1759, et Léon XII en 1823.

Ad 2^m. Marchant sur les traces de ses prédécesseurs, Grégoire XVI lui prodigua ses faveurs. Après une visite dont il honora l'académie, il en éleva tous les membres à la prélature romaine en proportion du talent et de la science de chacun, de sorte qu'aujourd'hui même on y trouve toute espèce de prélats depuis le simple clerc ou chapelain pontifical jusqu'au protonotaire apostolique. C'est toujours un évêque qui en est le président et le directeur.

Ad 3^m. Les privilèges de l'académie résultent de ce que nous venons de dire ; ses membres appartiennent tous à la prélature et sont destinés aux diverses fonctions dont dispose le gouvernement pontifical, quelle que soit leur nationalité, car l'élément étranger y est admis.

Q. — Est-il vrai que le gouvernement n'accepte plus aujourd'hui de fondation de messes faites à une fabrique à moins que le taux de l'honoraire ne soit fixé à 5 francs ?

C'est ce que vient d'affirmer le notaire d'un de mes paroissiens qui voulait faire à la fabrique une petite rente de manière à avoir, après sa mort, quatre messes par an. La fabrique avait accepté et fixé l'honoraire à 2 fr. 50. Cet honoraire avait été accepté par l'évêché. Mais, sur l'affirmation du notaire que cette fondation ne serait pas approuvée par le gouvernement qui exige le taux de 5 francs, mon paroissien se trouve dans l'embarras et forcé par ses petites ressources de se contenter de deux messes par an. Est-ce possible ?

R. — L'assertion du notaire est non seulement erronée mais encore absurde ; erronée, car il n'y a aucun document officiel ni même rien dans la pratique gouvernementale d'où l'on puisse déduire le fait avancé ; absurde, parce que le gouvernement n'a pas à intervenir dans un tarif paroissial autrement que pour l'homologuer. D'où il suit qu'il peut refuser l'homologation, mais non imposer un chiffre. Agir autrement constituerait de sa part un envahissement sur les attributions dont la loi investit les fabriques et les évêques diocésains. On voit quelquefois le gouvernement s'insurger contre un tarif exorbitant ; on le voit aussi refuser une autorisation d'accepter un legs qui serait onéreux pour les fabriques. Mais ici rien de cela n'existe. Un honoraire de 2 fr. 50 représente parfaitement et la rémunération d'une messe et le bénéfice de l'établissement religieux. Ce bénéfice n'est évidemment pas considérable ; mais puisque la fabrique et l'évêché s'en contentent, l'autorité civile ne peut exiger rien de plus. Dans tous les cas, son refus d'autoriser ne peut se baser sur le point en question.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 22 maii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MATHRIER ET COURTOT.

noces. » Il gravit les degrés de l'échafaud ; et, sa tête royale déjà posée sur le billot fatal, il dit en souverain : « Je vais d'une couronne corruptible à une couronne incorruptible. — Oui, ajouta l'évêque Juxon, vous changez une couronne périssable contre une couronne éternelle. »

« Et Charles mourut, lui aussi, la joie au cœur et le sourire aux lèvres. »

Une puissance de *conversion*, et combien grande elle doit être pour rompre les fortes chaînes de la *superbe*, de la *cupidité* et de la *volupté* ! « Je soupirais, dit saint Augustin, enchaîné que j'étais non par un lien qui m'entreignait par le dehors, mais par ma propre volonté devenue au dedans de moi comme une chaîne de fer, *suspirabam ligatus, non ferro alieno, sed meâ ferreâ voluntate*. Et cette servitude je la trouvais douce, *dulciter premebar*. Cette chaîne, seule l'Eternité peut la briser quand elle crie au voluptueux au sein même du plaisir : « Moi l'Eternité, me voici ! Demain, aujourd'hui je vais venir à toi, et tu vas venir à moi ! »

Une puissance de *sanctification*. C'est cette pensée seule avec l'espérance de voir Dieu éternellement qui fait les saints, *speculantes æterna*, dit l'Imitation.

Une puissance d'*apostolat*. Hiérarchiques, éducateurs, ou conquérants, tous les apostolats sont dirigés par l'idée de l'Eternel. Le prêtre, le professeur chrétien, le missionnaire n'ont qu'un but : sauver les âmes pour l'éternité.

Voilà une analyse bien sèche et à grands traits des trois premières conférences. On y a reconnu la méthode, la clarté, la logique et l'éloquence de l'ancien conférencier de Notre-Dame.

La quatrième conférence nous montre ce que l'éternité ajoute à la souffrance des réprouvés et au bonheur des élus. La cinquième établit l'éternité des peines par le témoignage de l'*humanité*, du *christianisme* et même de la *raison* qui si elle ne la démontre pas l'approuve et la confirme au nom de la *logique*, de l'ordre *moral* et de l'ordre *sociétal*.

Un mot seulement des deux dernières qui traitent des *objections* et des *hypothèses*.

IV. Les objections sont de nulle valeur car elles ne viennent que de l'ignorance, ne sont inspirées que par les passions, n'ont qu'un but, « renverser nos dogmes et élever sur leurs ruines le trône de la raison devenue désormais souveraine maîtresse et la seule révélatrice du présent et de l'avenir, » — un but maçonnique.

Mais sur quels sophismes s'appuient-elles ? Les voici.

1. « L'Eternité des peines nie la sagesse et la Providence de Dieu. » Mais quel est le but de la création ? La glorification de Dieu avant tout ; le bonheur de la créature ne vient qu'après. Voilà ce que nous dit la philosophie la plus élémentaire. « On nous attaque d'ordinaire, messieurs, au nom de la philosophie par défaut de philosophie ; au nom de la raison par défaut de raison ; au nom de

la science par défaut de science, ou du moins de science suffisante. Je n'en voudrais pour preuve que la manière dont on prétend mettre notre dogme en contradiction avec le plan de Dieu Créateur et Providence. »

2. « L'Eternité des peines nie la justice. » — Mais quand il s'agit d'une éternité de bonheur vous ne protestez pas. Quelle logique ! Connaissez-vous d'ailleurs à fond le mystère de la prévarication humaine ? Savez-vous jusqu'à quel point infini Dieu est offensé ?

3. « L'Eternité des peines est opposé à la bonté et à l'amour de Dieu. » — Mais ce n'est pas l'amour de Dieu qui repousse et damne le réprouvé ; c'est le pécheur lui-même qui se damne en repoussant l'amour, qui s'obstine éternellement à haïr cet amour. « Dieu aime dans le réprouvé ce qu'y a mis son amour en le créant, c'est-à-dire la substance de son être. Mais le désordre que le réprouvé a mis en lui-même, en retournant contre Dieu l'œuvre même de Dieu, comment ce divin amour pourrait-il sans se mentir à lui-même l'aimer, l'attirer, l'embrasser pour l'unir éternellement à lui ? Ne serait-ce pas se nier, et pour ainsi dire se suicider lui-même ? »

Quant aux *hypothèses*, — qui sont de pures suppositions, des opinions qui ne reposent absolument sur rien tandis que notre doctrine repose sur des témoignages irréfragables, — elles se résument en trois principales.

1^{re} Celle de l'*anéantissement fatal*, suivant les matérialistes, ou *obligatoire*, c'est-à-dire que Dieu devrait anéantir l'âme coupable, ou *facultative*. « Il dépendrait de nous et de nous seulement, d'éteindre ou de développer dans l'avenir la vie que nous confère notre espèce. »

Ce sont de pures et absurdes hypothèses.

2^{re} Celle de l'*amoindrissement successif* et progressif de la peine du réprouvé. Qu'il y ait une mitigation dans la peine *accidentelle*, saint Thomas l'admet, la peine *essentielle* demeure : la séparation de Dieu demeure, ne pouvant « se diminuer ni se diviser. » Cette doctrine de conciliation à outrance aboutit en fin de compte à l'identification du bien et du mal.

3^{re} Celle de *purifications indéfinies* au delà de la tombe. La mort ne serait pas le dernier mot de notre destinée, le coupable expierait ensuite, montant à chaque expiation un degré et se rapprochant du ciel. — C'est à peu près aussi neuf que la métempsycose. Ainsi le pécheur se convertira après sa mort. Mais s'il ne le veut pas alors ? s'il entend rester éternellement révolté ? Dieu devrait donc s'incliner à la fin, pour ne pas lui appliquer l'éternité des peines qui, dites-vous, répugne à son amour ?

Tout cela également est aussi gratuit qu'absurde.

Ce livre est donc plein d'intérêt, de science, de logique. Tout pasteur des âmes qui se donnera la peine de l'étudier en tirera de lumineuses et solides instructions. L'Eternité, c'est une vérité fon-

damentale qu'il faut rappeler de temps à autre et qui fait toujours impression. Ce sujet, tant creusé par les prédicateurs, le P. Félix a eu le mérite de l'entourer de considérations neuves, actuelles, admirablement présentées.



VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MÉNAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERIS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne du 30 décembre 1888 :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 20 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Un Polonais, Romuald PRUSZYNSKI, émigré en France vers 1830, après avoir habité divers lieux, serait décédé en ces dernières années. Un de ses parents désire connaître le lieu et la date de son décès. Il promet une récompense de 10 roubles à qui fournira les renseignements demandés.

Adresser au bureau de l'Ami du clergé.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Conesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût franco.

S'adresser à l'administration du journal.

IMPRIMERIE

MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N° 22

PRÉDICATION : Pour la fête de la Pentecôte : l'Esprit-Saint et la liberté chrétienne.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : On ne peut célébrer des messes basses au maître-autel pendant l'office des défunts.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Le vase contenant l'eau baptismale doit-il être d'argent ou d'étain ? Peut-on faire servir plusieurs années le même cierge pascal ? Que faire de ce qui en reste ? Quand doit-on allumer le cierge pascal ? Doit-on faire la procession aux fonts le lundi de Pâques ? Peut-on donner la bénédiction du Saint-Sacrement après la messe avec l'écharpe sur la chasuble ? Où le célébrant doit-il lire la Passion aux messes des Rameaux et de la semaine sainte ? Peut-il ne dire qu'une messe basse le dimanche des Rameaux ? Où est le Christ pendant le chant des Prophéties le vendredi saint ? Comment faire pour l'adoration de la croix par les fidèles s'ils sont très nombreux ? La croix doit-elle être de bois ? — Y a-t-il, au sujet des causes de divorce portées devant les juges civils, deux solutions, une pour la Belgique et une pour la France ? — Le curé peut-il donner autorisation générale à ses paroissiens de travailler le dimanche à leurs récoltes ? Peut-on admettre aux sacrements des personnes qui ne se saluent pas ? des beaux-frères et belles-sœurs qui

s'esquivent pour ne pas se rencontrer ? Que faire pour une enfant refusée d'abord pour la première communion comme idiote, mais admise plus tard dans une autre paroisse, si elle se présente pour communier ? — Les évêques sont-ils obligés d'employer au profit de leurs séminaires les composantes qu'ils exigent pour les dépenses de parenté ? — Est-il vrai que la médaille miraculeuse ne soit pas autorisée ? — Pour que l'indulgence de l'autel privilégié soit applicable à un défunt, faut-il que la messe soit célébrée pour lui seul ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quelles sont les formalités à remplir pour obtenir une subvention de l'Etat affectée à une grosse réparation de l'église ? Quelle est la quotité de ce secours ? A qui appartient-il de diriger les travaux ? Quand doit-on verser au percepteur les sommes votées par la fabrique et la commune ? Comment procéder pour acquérir deux paliers contigus à l'église et nécessaires pour l'ouverture de deux fenêtres ? — La commune peut-elle de son chef créer un corbillard et l'imposer à toutes les familles ? — Le curé binaire doit-il une seconde fois la cote mobilière et l'impôt des portes et fenêtres pour le presbytère de l'annexe ? — Peut-on pour des fondations se servir du moyen de dons anonymes ? Comment procéder ?

COURRIER DES LIVRES

CATÉCHISME DU PATRON, élaboré avec le concours d'un grand nombre de théologiens, édité par Léon HARMEL. Paris, aux bureaux du journal la *Corporation*, 262, boulevard Saint-Germain. 6 janvier 1889.

Ce titre est audacieusement chrétien. La Révolution est venue dire à l'ouvrier : « Tu as des droits qu'il faut faire respecter. Pour ce qui concerne tes devoirs, si tu en as, tu as bien le temps de les apprendre. N'en aie cure. » Et voici que le patron catholique lui tient hardiment cet autre langage, bien différent : « Ouvrier, mon enfant, — car tu es de ma famille, et mon nom de *patron* « est dérivé du mot père » — tu m'entretiens beaucoup de tes *droits* dont l'exercice t'a réduit au dé-

sordre, à la misère, à la haine. Eh bien ! moi je viens te parler de mes devoirs, afin de t'apprendre à remplir les tiens. »

En vérité, ce titre seul est grand, beau et touchant.

I. En de savants préliminaires, écrits dans une langue qui est la langue même de l'illustre M. Le Play, mais avec une simplicité parfaite, une limpidité incroyable pour un sujet si élevé, l'auteur définit, par demandes et par réponses, ce que c'est que le *patron*, l'ouvrier, la famille entière.

1. « Le *patronat*, comme le nom l'indique, est une extension de la paternité. On nomme patron, au sens propre du mot, l'homme qui fait valoir une propriété ou un capital à l'aide du travail d'autrui, en vertu d'un contrat d'engagement. La propriété et l'exploitation par contrat d'engagement sont les deux bases du patronat.

2. « On appelle *ouvrier* l'homme adonné par état au travail des mains, qui s'engage sous l'autorité d'un patron et lui loue son labeur moyennant un salaire. Mais l'ouvrier proprement dit, et en particulier l'ouvrier d'usine et de grande entreprise, se distingue par trois caractères : 1^o le travail manuel sur la machine, le métier, ou avec l'outil, à domicile, à l'atelier ou au chantier ; 2^o le savoir professionnel qui le distingue de l'apprenti ou du simple manœuvre ; 3^o l'engagement sous l'autorité d'un patron, engagement qui comporte le louage du travail et du savoir professionnel moyennant salaire.

« L'usine est une fabrique dont le produit est obtenu par des machines plus que par le travail de l'ouvrier. Ces vastes exploitations attirent sur un même point des multitudes d'ouvriers qui, si l'on n'y prend garde, deviennent un danger pour la famille naturelle, la société civile et les âmes. Pour la famille naturelle, car l'usine sépare les uns des autres le père, la mère et les enfants. Pour la société civile, car l'expérience nous montre ces agglomérations livrées à l'arbitraire et au désordre, — sources des haines dont l'explosion ébranle les sociétés les mieux assises — et de l'anarchie qui détruit peu à peu toute la hiérarchie sociale. Pour le salut des âmes, car les hommes arrachés à la famille naturelle par l'usine, l'atelier ou le chantier de travail sont voués sans défense aux influences mauvaises, à l'irréligion, à l'immoralité qui les dégradent, et par voie de conséquence à la tyrannie et à l'arbitraire qui les exploitent.

« Existe-t-il un moyen de conjurer ces dangers ? Oui : c'est la reconstitution de la famille ouvrière autrefois organisée par l'Eglise catholique, détruite par le triomphe des principes de la Révolution.

3. *La famille ouvrière*, c'est la société du patron et des ouvriers, assemblés par la nécessité de l'exploitation et unis par la pratique des devoirs réciproques que la justice et la charité leur imposent.

« Le patron est le chef de la famille ouvrière. On nomme famille ouvrière cette société du patron et des ouvriers par analogie à la famille domestique. De même que celle-ci est l'ensemble de personnes qui se rattachent à un foyer commun sous l'autorité paternelle, ainsi celle-là est l'ensemble des personnes qui, en vertu d'un contrat libre, se rattachent à une entreprise commune sous l'autorité d'un patron.

« De droit naturel, le patron est, de la part de Dieu, investi du *devoir* et du *droit* non seulement d'assurer la prospérité de l'exploitation, mais encore de constituer et de gouverner l'ensemble des personnes placées sous sa direction selon les lois de la famille, de la société et de l'Eglise.

« La fin naturelle de la famille ouvrière, c'est le bien spirituel et temporel de ses membres et le bien général de la société. »

Tels sont succinctement analysés et avec les

mots mêmes du livre, ces préliminaires élevés qui s'inspirent comme tout le *Catéchisme du patron* de la doctrine de l'Eglise. « Les auteurs, lisons-nous dans l'*avant-propos*, tout en écoutant les leçons de l'expérience, ont recherché avant tout l'exactitude doctrinale. »

II. Il nous serait très agréable d'analyser de même les trois parties du *Catéchisme du patron*, mais l'espace ne nous le permet point. Nous devons nous borner à les indiquer.

La *première partie* traite de la *Constitution* de la famille ouvrière, c'est-à-dire des rapports mutuels du patron et des ouvriers, et de la responsabilité du patron. Le patron doit toujours « encourager l'esprit de famille qui porte l'ouvrier à se considérer comme enfant de la famille et à dire : mon atelier, mon métier, mon outil. » D'ailleurs « rien ne ressemble plus à la famille naturelle que la famille ouvrière ; ici, comme là, les intérêts sont communs. » Mais pour rendre à l'autorité patronale son prestige et sa force, « le patron doit respecter l'autorité en lui-même, par la dignité de sa vie ; avoir foi au pouvoir qu'il tient de Dieu ; être bon, sage et fort dans l'exercice de ses droits. » Qu'il n'oublie pas que sa responsabilité s'étend à tout le bien qu'il peut et doit réaliser, à tout le mal qu'il peut et doit empêcher.

La *seconde partie* s'occupe des *devoirs du patron*. En principe il ne peut fonder aucune entreprise dans un but contraire aux lois de Dieu et de l'Eglise, ni même y coopérer comme actionnaire.

Il a : 1^o des *devoirs professionnels* « fondés sur les contrats qui ont donné naissance à la famille ouvrière » : *d'abord* pour réglementer le travail des enfants, des mères de famille. Il doit laisser aux ouvriers le temps de remplir leurs devoirs envers Dieu, « le premier de tous les maîtres, » et supprimer le travail du dimanche. *Ensuite* pour acquitter le salaire. Il ne peut l'abaisser sans mesure, à son gré, « car le travail de l'homme n'est pas une marchandise, mais un acte humain, » — principe admirable qui assure le pain de l'ouvrier. — Mais à lui d'en empêcher la dilapidation. *Enfin*, pour établir la discipline par le recrutement d'un bon personnel ; en veillant à la salubrité de l'atelier ; en obligeant les autorités secondaires à se montrer impartiales, à surveiller la bonne production, à « faire respecter les droits, la conscience, et la tranquillité de chacun » ; en assurant le respect de la femme « presque universellement dégradée dans les ateliers modernes » ; en élevant les apprentis dans le devoir moral, en poscrivant l'impiété, les mauvais livres, les discours contraires à la morale, à la religion et à l'autorité « alors même qu'ils ne troublent pas l'ordre », enfin en faisant observer les commandements de Dieu et ceux de l'Eglise.

Qu'elles devraient méditer ces principes rigoureusement logiques, tant de maîtresses de maison qui ne demandent à leurs domestiques qu'un service brutalement bien fait, sans avoir souci de leur

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICTION

POUR LA FÊTE DE LA PENTECOTE : L'ESPRIT-SAINT
ET LA LIBERTÉ CHRÉTIENNE

Ubi autem Spiritus Domini, ibi
libertas. (II Cor., III, 17.)

Grands et inestimables furent les bienfaits que le Saint-Esprit apporta au monde, en venant ostensiblement le jour de la Pentecôte, prendre la direction et la conduite de l'Eglise. Mais de ces dons, qui des apôtres devaient passer à toutes les générations chrétiennes, je ne veux aujourd'hui admirer qu'un seul. C'est l'Esprit divin qui, selon la parole de l'Apôtre, a doté le monde de la liberté, non pas de cette liberté trompeuse et mensongère que les hommes nous vantent comme une des plus excellentes conquêtes de l'esprit moderne et qui au fond n'est trop souvent que le contrepied de la vraie liberté et la plus funeste des servitudes. La liberté chrétienne, la seule qui mérite ce beau nom, est l'affranchissement complet de tout esclavage et la noble faculté qui permet à l'homme de pourvoir à tout ce qu'exigent légitimement sa fin et sa condition sur cette terre. Ainsi entendue, la liberté est un des plus beaux dons de l'Esprit divin, elle est le privilège particulier, exclusif des enfants de Dieu, et personne ne saurait ravir à l'Eglise la gloire d'en être la gardienne vigilante, la protectrice dévouée.

Il y a trois choses, a dit saint Augustin, qui ôtent à l'homme la liberté et qui le rendent esclave : ce sont l'erreur, la crainte et l'amour : l'erreur qui fausse sa pensée ; la crainte qui asservit son langage et influence sa conduite, et l'amour, je dis l'amour-propre, l'amour des choses d'ici-bas, qui domine son cœur et corrompt toutes ses actions.

Pour que l'homme soit libre, il faut que sa raison connaisse la vérité, que sa langue ose dire et défendre la vérité, et que lui-même, se mettant au-dessus des passions et des intérêts de ce monde, ait le courage d'agir en toutes rencontres selon la vérité.

Or, c'est là ce qu'a réalisé l'Esprit-Saint, au jour de sa descente sur les apôtres. Il nous a affranchis tout à la fois de l'erreur, de la crainte et de la tyrannie des passions ou du péché. Il nous a fait libres, parce qu'il nous a assuré la possession de la vérité et de la justice, qui sont les conditions d'une liberté pleine et parfaite.

Montrer comment ces merveilleux effets ont été produits, sera tout le sujet et le partage de ce discours.

I

Si nombreuses et si effroyables étaient les erreurs qui avaient fini par s'imposer à toutes les intelligences, que la Sainte-Ecriture compare l'état du monde avant l'avènement du Sauveur à cette nuit obscure dont nul rayon de lumière ne parvient à pénétrer les épaisses ténèbres. A peine la

vérité jetait-elle encore quelques faibles et pâles reflets. Partout l'ignorance, partout l'imposture, partout l'asservissement des esprits aux plus ridicules préjugés, aux plus abaissantes doctrines. Comment les hommes auraient-ils été libres, accablés qu'ils étaient sous un tel joug, aveuglés par tant d'erreurs et de mensonges ? comment auraient-ils pu distinguer le bien du mal, le vrai du faux ? Tristes jouets, malheureuses victimes de l'esprit mauvais, ils devaient bientôt arriver aux dernières aberrations, aux derniers égarements de l'esprit et du cœur. Ainsi voyons-nous encore de nos jours l'erreur abaisser les plus belles intelligences et leur faire prostituer à l'iniquité des dons qui ne devaient servir qu'au triomphe de la justice, tandis que la vérité relève les plus humbles esprits et leur inspire, quand il le faut, de hautes pensées et de sublimes paroles.

Ah ! le Sauveur avait bien raison lorsqu'il disait à ses apôtres : « Vous connaîtrez la vérité et la vérité vous fera libres : *Cognoscetis veritatem et veritas liberabit vos.* » (Joan. VIII, 32.) Comme la lumière du soleil assure la marche du voyageur et éclaire le travail de l'homme, ainsi celui qui possède la vérité et se laisse diriger par elle, avance hardiment dans la voie de la justice, sans crainte de s'égarer et de tomber dans les pièges de l'erreur et du mal.

Mais la vérité, n'est-ce pas au jour de la Pentecôte qu'en a été faite la plus parfaite manifestation. Les apôtres, ignorants jusque-là, dont la foi était si timide et si faible, deviennent tout à coup, sous l'action de l'Esprit-Saint, des docteurs éloquents et intrépides. Telle est la force de la vérité qui éclate dans leurs discours qu'ils opèrent des conversions sans nombre et qu'en peu de temps leur parole transforme la face de la terre.

Qui donc, dans tous les temps, a le plus contribué à propager et à faire triompher la vérité ? Qui donc a partout et toujours dépensé à cette œuvre capitale et le sang de ses martyrs, et les fatigues de ses missionnaires, et les labeurs incessants de ses docteurs et de ses apôtres ? Qui donc, pour maintenir jusqu'à la fin l'intégrité de la doctrine qui lui a été confiée, a affronté toutes les rigueurs des puissances et consenti les plus durs sacrifices ? La sainte Eglise catholique seule. Ah ! c'est que l'Esprit divin est toujours avec elle et grâce à cette assistance souveraine, l'Eglise ne cessera de combattre l'erreur, d'étendre le domaine de la vérité, et par conséquent de procurer aux hommes cette liberté sainte, cette liberté vraie qui grandit en proportion de l'étendue et de la fermeté de notre foi : *Cognoscetis veritatem et veritas liberabit vos.*

II

Si l'erreur ôte la liberté et rend esclave, non moindre est la servitude imposée par le péché. C'est l'apôtre saint Jean qui nous le dit : « Le pécheur est l'esclave de son péché : *Qui facit peccatum, servus est peccati.* » Servitude humiliante,

joug écrasant dont on ne sent bien tout le poids que si l'on cherche sincèrement à s'en débarrasser. Que reste-t-il, je vous le demande, de la liberté, lorsque, selon l'expression de saint Augustin, l'habitude du vice finit par créer une sorte de nécessité à laquelle le pécheur, abandonné à lui-même, ne peut plus résister? Cela nous explique l'abîme effroyable de corruption où le monde était plongé à l'avènement de Notre-Seigneur. Mieux encore nous apparaît la grandeur du bienfait qui devait nous affranchir d'un tel esclavage. C'est le sang de Jésus-Christ qui nous a procuré cet affranchissement, *qua libertate Christus nos liberavit* (Gal. iv, 31); c'est la grâce de l'Esprit-Saint qui nous a fait triompher du mal, et nous a rendu la sainte liberté du bien : *Lex Spiritus vitæ liberavit me a lege peccati*. (Rom. viii, 2.) Gloire donc à cet Esprit sanctificateur, qui n'a pas plutôt visité la terre, que celle-ci se met à produire les plus beaux fruits de vertu et de sainteté! Désormais la triste fatalité qui pesait sur l'humanité, cet entraînement irrésistible au mal est détruit. Il n'y aura plus pour le bien d'impossibilités, ni de difficultés insurmontables. Voyez, au contraire, quelle magnifique efflorescence de bonnes œuvres se manifeste partout sous l'action de l'Esprit divin. Les générations succèdent aux générations, et toujours la liberté chrétienne affirme sa force et sa vie en ceux qu'elle anime, toujours elle confond ceux qui s'obstinent à rester les esclaves du vice et du péché.

Affermissons-nous, M. F., dans cet esprit de justice et de sainteté. Et puisque nous pouvons jouir à jamais de cette liberté sainte des enfants de Dieu, ne retombons pas dans le honteux esclavage où se traînent les enfants du siècle et dont nous avons été heureusement tirés. Soyons libres, puisque telle est notre vocation, *in libertatem vocati estis*. (Gal. v, 13.) Mais pour cela ne nous séparons point de l'Esprit-Saint duquel nous tenons ce don précieux. Lui seul peut nous en garantir l'avantage et la conservation : *Ubi autem Spiritus Domini, ibi libertas*.

III

Enfin il est une troisième tyrannie que l'Esprit-Saint avait mission de détruire, la tyrannie de l'opinion, cette crainte des hommes qui arrête sur nos lèvres la confession de la vérité, et nous fait trahir nos plus importants devoirs. C'est un bien honteux esclavage que celui qui, dans les occasions où les intérêts de la vérité, les intérêts de Dieu et de la religion exigent que l'on parle, tient la langue liée par une fausse prudence, une vaine crainte de déplaire aux hommes. Oui, c'est là une indigne servitude, dont l'Esprit de Dieu seul est capable de nous affranchir; car il est dit dans l'Ecriture « qu'il ouvre la bouche des muets, et qu'il rend éloquente la langue même des enfants, » et l'on peut entendre par enfants ces âmes faibles et timides auxquelles une parole, un geste, une menace suffit pour imposer silence et pour les faire

trembler. On vit ce prodige le jour de la Pentecôte : ces apôtres qui auparavant n'avaient pas eu le courage de dire un mot en faveur de leur maître, que la voix d'une femme avait fait pâlir, ces apôtres que la crainte de la synagogue tenait enfermés au cénacle, se produisent devant la multitude et parlent à haute voix. Et que disent-ils? Tout ce qui peut déplaire aux chefs du peuple, des vérités prosrites par l'autorité suprême, des vérités qui couvrent la nation des Juifs de honte et qui l'accusent de déicide, des vérités amères, qui désolent la nature en ne lui laissant d'espoir que dans les rigueurs de la pénitence. Ces vérités, ils les disent, ils les prêchent en tous lieux, ils les soutiennent devant les tribunaux, ils les publient malgré les tourments, malgré les prisons, malgré la mort dont on les menace. Ils ne connaissent d'autre prudence que celle de l'Evangile, d'autre politique que celle de se déclarer franchement et sans détour pour un maître crucifié. Vous en conviendrez, M. F., voilà des hommes bien libres, bien indépendants; c'est la vertu de l'Esprit divin qui leur donne cette sublime liberté.

Aussi, chrétiens, si vous y prenez garde, il n'y a sur la terre que les âmes religieuses, les âmes droites qui soient vraiment des âmes fortes et qui aient le courage de dire et de défendre la vérité. L'esprit qui les anime a rendu leurs lèvres trop fières pour la dissimuler ou pour la taire; elles ignorent ce langage du monde, ce langage de feinte, de bassesse et d'intérêt, qui sous le vain et commode prétexte de ne point choquer, de ne pas blesser, laisse triompher l'erreur et l'impiété; elles savent que le chrétien est un témoin public de la vérité, et qu'il est honteux ne n'oser dire sa pensée quand elle est à la gloire de la religion et pour le salut du prochain.

Mais non seulement les apôtres qui ont reçu l'Esprit-Saint, prêchent librement la vérité, toute leur conduite s'inspire de la même liberté ferme et constante. Ils forment entre eux une société admirablement organisée, ils s'érigent en Eglise, et vis-à-vis de l'ancien temple des Juifs, ils ont pour nouveau temple ce cénacle où ils mettent en pratique la doctrine de l'Evangile. On a beau leur dire que l'autorité civile ne souffrira pas cette religion nouvelle; qu'un décret va tout dissoudre; que les soldats viendront tout disperser; ils ne travaillent pas moins à consolider leur ouvrage, à faire de nouveaux disciples, à accroître leur nombre, à étendre leur autorité. Ils prient publiquement et en commun, ils invoquent tout haut le nom de Jésus. Qu'on leur crie : prenez garde que l'on ne vous entende, tenez-vous dans le secret, malheur à vous si vous attirez l'attention! Ils ne tiennent aucun compte de toutes ces timides et fausses précautions; ils savent que l'œuvre qu'ils font est l'œuvre de Dieu, que c'est une mission divine qu'ils remplissent, un devoir de religion qui leur est imposé, et rien n'est capable de les en distraire. Ils agissent avec autant de liberté et d'indépendance, que s'ils avaient l'approbation uni-

verselle et la reconnaissance officielle des pouvoirs humains.

Que de réflexions cette liberté tout apostolique doit faire naître en nos âmes ! Elle est la preuve que la vérité a le droit de se faire entendre, le droit de s'établir et que ce droit elle le tient d'elle-même ; qu'elle n'a besoin ni de l'agrément, ni du consentement des princes pour régner sur les hommes. Elle nous apprend encore que, lorsque le ciel parle et ordonne, il faut obéir, lors même que tout d'ailleurs paraît s'opposer à l'œuvre qu'il commande, et qu'il faut alors compter pour rien les oppositions, les contrariétés, les tracasseries qui ne manquent jamais de faire obstacle aux entreprises des serviteurs de Dieu. Enfin cette sainte liberté nous montre qu'en matière de religion il n'est point de respect humain, point de crainte qui doivent nous faire négliger ou oublier les devoirs qui nous sont imposés ; qu'il faut prier, assister aux assemblées de l'Eglise, participer aux saints mystères, paraître à la table sacrée, sans se mettre en peine de l'impie qui raille, ni du méchant qui censure, ni du lâche chrétien qui s'éloigne.

Voilà, M. F., les nobles et saintes libertés que l'Esprit de Dieu est venu confirmer et développer par sa descente sur les apôtres au jour de la Pentecôte. Laissons le monde avec ses libertés mensongères ; s'il nous propose l'indépendance, ce n'est trop souvent que l'indépendance vis-à-vis de Dieu, indépendance qui cache un triste asservissement aux caprices des hommes, aux passions de notre propre cœur ; s'il nous vante ses libertés, ce ne sont, hélas ! que libertés de l'erreur et du vice, libertés d'une vie sans morale et sans règle. Non, non, ce ne saurait être l'idéal du chrétien. Divinement affranchi du joug de l'erreur, du joug de la nature corrompue, du joug de l'opinion tyrannique, il ne peut consentir à se soumettre de nouveau à un si humiliant esclavage. Il est fait pour le ciel ; aussi, brisant chaque jour les liens qui l'enchaînent à la terre, il tend à conquérir la vraie liberté des enfants de Dieu, dont il aspire à jouir éternellement dans la société du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

La défense de célébrer des messes basses au maître-autel pendant qu'il se fait un office au chœur ne permet pas de célébrer des messes basses de *Requiem* pendant l'office des défunts.

GNESNEN. ET POSTNANIEN.

Emus et Rmus Dnus Cardinalis Miccislaus Ledochowski Archiepiscopus Gnesnen. et Posnaniens. sequentia duo Dubia Sacre Rituum Congregationi declaranda proposuit nimirum :

Dubium I. Missam privatam in altari majori illo tempore quo in Choro Horæ Canonice dicuntur, Decreta Sacre Rituum Congregationis celebrari prohibent : queritur an sub denominatione

Horarum Canonicarum etiam Officium Defunctorum in casu intelligatur ?

Dubium II. Et quatenus affirmative, an hæc prohibitio extendatur ad illas Ecclesias in quibus proprie dictus Chorus non invenitur, sed diversi sacerdotes occasione funerum congregati Officium Defunctorum in communi recitent ?

Sacra porro eadem Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, audita etiam in scriptis sententia alterius ex Apostolicarum Cæremoniarum Magistris, utrique Dubio rescribere censuit : Affirmative. Atque ita rescripsit ac declaravit. Die 20 decembris 1878.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Vous êtes théologien, canoniste, jurisconsulte, rubriciste, et vous répondez avec un savoir, une clarté et une complaisance admirables à toutes les questions qu'on vous pose. C'est pourquoi je viens, avec confiance, vous prier de décider les cas ci-dessous formulés.

1° Est-il de rigueur, nécessaire, que le grand vase contenant l'eau baptismale, soit d'argent ou d'étain ?

2° Un cierge pascal convenable coûte cher, ne pourra-t-il pas servir plusieurs années ? Dans les églises qui ont peu de revenus, le curé se trouve dans l'alternative ou de faire resservir le même, ou d'employer un cierge de petit calibre non façonné, et peu convenable.

3° Si le même ne peut servir qu'une année, que doit-on faire de ce qui reste ? N'est-on pas obligé de le *profaner* en le faisant fondre, pour en faire des cierges qui ne seront point bénits ?

4° Doit-il être allumé toutes les fois que la messe ou l'office sont chantés, depuis Pâques jusqu'à l'Ascension ?

5° La procession aux fonts baptismaux le lundi de Pâques, est-elle de rigueur ?

6° Est-il permis de donner la bénédiction du T.-S. Sacrement avec l'écharpe sur la chasuble à la fin de la messe ?

7° De quel côté de l'autel un curé sans ministres sacrés doit-il lire la *Passion*, le dimanche des Rameaux, mardi, mercredi et vendredi de la semaine sainte ?

8° Lorsqu'il fait la cérémonie de la bénédiction des Rameaux, peut-il dire la messe basse ? Si oui, quel évangile doit-il lire à la fin de la messe ?

Lorsque l'officiant a fini de lire ce qui suit le *Munda cor meum*, le servant de messe doit-il répondre : *Laus tibi Christe* ?

9° Où doit être le Christ lorsque le célébrant chante ou lit les prophéties, les oraisons, le vendredi saint ? Si, sur l'autel, à quel endroit ? Où va-t-il le prendre pour chanter : *Ecce lignum crucis* ?

10° Le Cérémonial dit que pendant que le célébrant est prosterné et récite le *Miserere*, les enfants de chœur mettent la nappe sur l'autel et le reste, ce qui suppose que l'autel était nu auparavant, et il n'est pas fait mention du Christ.

Si le Christ est ailleurs, où doit-il être ?

11° Le Cérémonial dit qu'après le clergé les fidèles viennent adorer la croix, dans le même ordre ; mais pour se conformer à cette prescription il faudrait beaucoup trop de temps, il me semble qu'il vaut mieux que le célébrant présente lui-même le Christ aux fidèles qui viennent s'agenouiller à la table sainte pour l'adorer. N'est-il pas de rigueur que ce Christ soit en bois ? N'est-ce pas le même qu'on met ensuite sur le tabernacle et devant lequel les fidèles doivent ce jour-là faire la gémflexion ?

12° Le samedi saint peut-on mettre sur le tabernacle un Christ métallique ?

R. — Nous nous permettons de rectifier l'éloge que nous adresse notre correspondant, en l'avertissant que la vérité exige l'emploi du verbe actif *avoir* « vous avez » au lieu du verbe auxiliaire *être* « vous êtes » : si ce n'est toutefois que l'*Ami du Clergé* étant tout-à-fait *un* dans la multiplicité de ses rédacteurs, peut, sans mensonge, se dire tout ce qu'ils sont.

Ad I. Non, il n'est aucunement de rigueur que le grand vase contenant l'eau baptismale soit d'argent ou d'étain. La rubrique demande seulement que le font baptismal soit propre :

« Quæ (aqua) in fonte mundo, nitido et puro diligenter conservetur. » (Rituale, de materia Baptismi).

Il suffit donc qu'il y ait une matière solide, par exemple, le marbre ou une autre pierre solide, polie, non poreuse. La liturgie n'exige donc pas un autre vase qui serait placé dans cette fontaine, et qui contiendrait l'eau baptismale.

Plus tard nous pourrions traiter plus amplement cette importante question des fonts baptismaux.

Ad II. Si vous conserviez le cierge pascal de l'année précédente, vous ne pourriez pas le bénir, parce que cette bénédiction-là n'est pas une bénédiction *invocative* destinée à solliciter des faveurs spirituelles, mais une bénédiction *constitutive* qui députe l'objet à une fin sacrée et qui empêche de l'employer désormais à des usages profanes.

Mais est-il bien convenable de se servir d'un cierge qui a été béni l'année précédente et d'omettre la cérémonie de cette bénédiction ? Nous posons simplement la question, parce que nous ne pensons pas qu'elle soit tranchée. Mais nous vous engageons à faire cette cérémonie.

Vous nous objectez que votre église est pauvre. Soit. Alors, pourquoi ne pas acheter un cierge pascal peu considérable, conséquemment peu coûteux, et néanmoins très décent.

Ou bien encore, si celui de l'année précédente était de grande dimension, vous pouvez le faire refondre et le bénir à nouveau, parce que la fusion lui a fait perdre sa forme substantielle, et lui a enlevé sa bénédiction. Dans ce cas, il ne vous coûterait pas cher, puisque vous auriez fourni la matière.

Ad III. Que doit-on faire des restes du cierge pascal ? On peut les faire refondre. Par ce fait, le cierge perd sa bénédiction, et l'on peut employer la cire, ainsi fondue, à l'usage que l'on voudra, même à des usages profanes ; mais il est bien plus convenable d'en faire des cierges qui servent à des usages sacrés.

Ad IV. Quand est-ce qu'on allume le cierge pascal ?

Il est des jours où l'on doit l'allumer, d'autres où on le peut, d'autres où on ne le peut pas.

1^o On le doit aux messes et aux vêpres solennelles de Pâques et des deux jours suivants ; le samedi avant le dimanche *In albis* : tous les dimanches jusqu'à l'Ascension. La sacrée Congrégation des Rites l'a ainsi décidé en 1607 sur la de-

mande de Mgr l'évêque de Plaisance. Voici la réponse de la sacrée Congrégation :

« Cereus paschalis regulariter accenditur ad missas et vespas solennes in tribus diebus paschæ, sabbato in Albis et in diebus dominicis, usque ad festum Ascensionis D. N. J. C., quo die, cantato Evangelio, extinguitur. (19 mai 1607, n. 351, ad 13).

En outre, d'après le *Memoriale Rituum* de Benoît XIII, on doit encore l'allumer aux fêtes d'obligation qui arriveraient entre Pâques et l'Ascension. Mais ce cas ne peut plus se présenter pour la France et la Belgique depuis le Concordat liturgique du 9 avril 1802, puisque toutes les fêtes de ce temps ont été supprimées en ce qui regarde l'obligation du repos et de l'assistance au saint sacrifice.

2^o On le peut, et même c'est une coutume louable, d'après Gavantus, pendant toute l'octave de Pâques, parce que l'octave est la continuation de la fête. D'après Mérali, c'est aussi un usage qui paraît louable de l'allumer aux fêtes des apôtres, des patrons et titulaires, de la Dédicace de l'Eglise, de toutes les fêtes de saints célébrées solennellement, et à toutes les messes votives solennelles qui ne seraient pas célébrées avec couleur violette :

« Ultra dies a Gavanto descriptos in quibus ascendi debet cereus Paschalis, placet etiam, immo videtur conveniens usus accendi dictum Cereum in festis Apostolorum, Patroni ac Titularis, et Dedicacionis Ecclesiæ, et in omnibus festis sanctorum de præcepto ; immo et in diebus festorum sanctorum, non de præcepto, sed solemniter in choro celebratis... Item in missis votivis solennibus pro re gravi, dummodo non adhibeatur color violaceus. » (T. I, pars 4, tit, x, n. 67).

3^o On ne le peut pas aux messes des grandes et petites litanies, c'est-à-dire aux messes de procession de saint Marc et des Rogations, et aux messes analogues où l'on emploierait la couleur violette ; à plus forte raison aux messes de *Requiem*, lesquelles écartent tout signe de joie.

Ad V. La procession aux fonts baptismaux le lundi de Pâques n'est pas prescrite par la liturgie. Mais si l'usage existait, il nous semble qu'il serait louable. L'histoire ecclésiastique nous apprend que pendant de nombreux siècles les nouveaux baptisés se rendaient processionnellement aux fonts baptismaux, non seulement le lundi, mais pendant toute l'octave de Pâques.

Ad VI. Lorsqu'on donne la bénédiction du T.-S. Sacrement à la fin de la messe, la règle est d'ôter la chasuble, et de revêtir la chape, puis l'écharpe.

Ad VII. Le prêtre qui célèbre la messe sans ministres sacrés doit ainsi lire la Passion : le dimanche des Rameaux, le mardi et le mercredi saints, du côté de l'Evangile. Mais le vendredi saint, du côté de l'Epître, comme on peut le voir dans le *Memoriale Rituum*, de feria VI in Parasceve.

Ad VIII. Dans les petites églises, le prêtre qui fait

la bénédiction des rameaux pourrait dire une messe basse, d'après le *Memoriale Rituum*. Mais nous avons déjà dit bien des fois qu'il est très important de maintenir les traditions du chant. Du reste, si vous avez des règlements diocésains ou des coutumes antiques, vous devez les observer.

Pour le dernier évangile de ce dimanche, le curé doit agir comme si la messe avait été chantée. Par conséquent, il doit lire l'Évangile de saint Jean; le *Memoriale Rituum* est formel :

« ... Et in fine missæ legitur evangelium S. Joannis *In principio*, etc. » (De dominica Palmarum, chap. II, § 3, de Processione).

Lorsque l'officiant a fini le texte de la Passion qui suit le *Munda cor meum*, le servant doit répondre *Laus tibi, Christe*, comme il le fait ordinairement à la fin de l'évangile.

Ad IX. Au commencement de l'office du vendredi saint, le Christ doit être placé sur l'autel. Le *Memoriale Rituum* le dit expressément en parlant des choses qu'il faut préparer :

« In altari majori, crux lignea in eodem, coopta velo quod facile solvi et removeri possit. »

Mais en quel endroit de l'autel ? Les Rubriques se taisent aussi bien que les décrets. Les auteurs ne se prononcent pas non plus. De là, grande divergence dans la pratique. Assez communément on la met au milieu des candélabres nus, dans le cas où il n'y a pas de tabernacle. S'il y a un tabernacle, on la met quelquefois à l'entrée du tabernacle qui est alors ouvert et vide.

Ailleurs c'est sur le milieu de l'autel immédiatement devant le tabernacle.

Ailleurs, à côté du tabernacle, soit à droite, soit à gauche. Chaque église suit sa coutume.

Vous voyez qu'on ne peut pas la placer sur la crédence comme on le fait quelquefois.

Ad X. Les diverses places que nous venons d'indiquer pour le crucifix voilé, n'empêchent pas de placer les nappes sur l'autel pendant que le célébrant prosterné récite le *Miserere*.

Ad XI. Vous trouvez que souvent il serait trop long d'observer la rubrique qui prescrit aux laïques de venir le vendredi saint, adorer la croix dans le même ordre que les clercs.

Cette difficulté a été prévue par bon nombre d'auteurs, particulièrement par Bauldry, Méral, de Herdt, Le Vasseur, etc. Ils disent que dans le cas, on pourrait en placer une autre ou même plusieurs, en des endroits convenables, sur un tapis ou coussin. Toutefois ces croix devraient être enlevées au moment de la procession vers le reposoir. Mais après l'office, rien n'empêcherait de les replacer sur un coussin ou tapis pour que les fidèles qui n'auraient pas encore fait leur adoration, la fassent en ce moment. C'est d'ailleurs ce qui se pratique dans un très grand nombre d'églises.

Ad XII. Il est très convenable que la croix employée pour les cérémonies du vendredi saint soit en bois, afin qu'elle corresponde aux paroles *Ece lignum crucis*. Aussi le *Memoriale Rituum* de-

mande-t-il que l'on prépare une croix de cette matière : *Crux lignea in eodem*. Mais nous ne croyons pas que ce soit absolument nécessaire, parce que le Cérémonial des Evêques et le missel ne parlent que d'une croix, *crux*, sans déterminer la matière. De plus, en 1831, la sacrée Congrégation des Rites ayant été consultée par l'évêque de Marsi relativement à ce point, répondit qu'il fallait observer le *Memoriale Rituum*, ou bien une coutume louable. Voici la question :

« Crux quæ feriat sexta in Parasceve est detegenda et adoranda, debetne esse lignea, an potest esse etiam de metallo, præsertim si in ea lignum veræ crucis includatur? »

La sacrée Congrégation répondit :

« Servetur rubrica *Memoralis*, vel laudabilis consuetudo. » (11 nov. 1831, ad 59).

Q. — Je trouve dans l'*Ami du Clergé* (numéro du 28 mars 1889) la double solution donnée par Rome, pour la France et la Belgique, à la question de savoir si les juges, avocats et maires peuvent, et dans quelle mesure, s'occuper des demandes en divorce. Si j'ai bien compris, en Belgique les juges peuvent rendre des sentences en cette matière, en France ils ne peuvent pas ; eh bien, voilà qui est de nature à troubler la foi ; il ne s'agit pas ici de discipline, mais de dogme. Comment concilier, dans une affaire aussi grave, la différence de ligne de conduite pour deux pays obéissant au même chef qui est le Pape et professant le même symbole ? Que répondre raisonnablement à un juge français qui se plaindrait de cela ou qui déclarerait qu'il cesse de croire ?

R. — Notre langage trop discret a pu induire en erreur notre vénéré correspondant et lui faire supposer que les juges pourraient en Belgique ce qu'ils ne peuvent pas en France dans les causes de divorce portées à leur tribunal ; qu'il y aurait conséquemment deux solutions différentes : l'une pour la France, l'autre pour la Belgique.

Nous n'avons rien dit de semblable. Mais, parce que certains canonistes français s'autorisent de la réponse diplomatique donnée au ministère belge pour corriger, ou, si l'on veut, pour interpréter dans un sens large les décisions données pour la France, nous avons tenu à écarter l'objection d'un mot discret et sans aller au fond de la chose. Voilà pourquoi nous avons dit, par une espèce d'argument *ad hominem* que si les déclarations données aux Evêques de France ne modifient pas les choses pour la Belgique, à plus forte raison, la réponse diplomatique donnée au ministère belge ne modifie pas les déclarations adressées aux Evêques de France. Mais ce n'est là qu'une réponse à l'objection : encore est-elle *ad hominem*. Le propre de ces réponses est de valoir surtout par le rapport qu'elles ont avec la persuasion, fût-elle peu fondée, de l'adversaire. Il ne faut donc pas y chercher l'exposé complet de la vérité.

De plus la réponse donnée au ministère belge ne dit ni ne fait qu'il y ait deux solutions, une pour la Belgique et une pour la France. Il y est seulement affirmé que la réponse donnée pour la France ne change rien à ce qu'il en est de la Bel-

gique. Mais qu'en est-il de la Belgique en cette question ? La réponse diplomatique ne le dit aucunement. Elle ne fait aucune mention, même implicite, de ce qui se pratique en fait dans ce pays ; elle tranche moins encore la question de droit. Que fait-on, que ne fait-on pas en Belgique ? Ce qui se fait est-il bon, licite, vraiment toléré par l'Eglise ? Quiconque voudrait le tirer de cette réponse diplomatique serait d'avance assuré que ses conclusions seraient hors des prémisses.

On assure, il est vrai, que les juges catholiques en Belgique prononceraient sans scrupule le divorce en cas de mariage valide aux yeux de l'Eglise ; mais le fait est-il aussi sûr, aussi constant, aussi universel qu'on le prétend ?

On ajoute que l'Eglise le tolère ainsi. Est-ce bien vrai ? Et si c'est vrai, de quelle tolérance s'agit-il ? Car il y a tolérance et tolérance. Toute tolérance suppose que la chose tolérée est illicite en elle-même. Mais il est une tolérance qui permet de la faire licitement ; ainsi en est-il de la tolérance par laquelle le Saint-Siège tolère que les juges civils en France accueillent les causes matrimoniales portées à leur tribunal ; la chose autrement illicite devient pour eux et dans les cas prévus tout-à-fait licite ; ils ne pèchent pas en la faisant ; leur acte ainsi rendu licite n'est pas objectivement un péché. Et il est une autre tolérance qui laisse la chose illicite en elle-même et dans l'acte considéré objectivement par lequel on la fait, de telle sorte que cet acte demeure en lui-même un péché. bien que l'auteur puisse être sans péché en raison de la bonne foi ; cette seconde espèce de tolérance est le silence gardé par l'autorité sur une chose désordonnée sur laquelle elle craint d'élever la voix de peur de causer un plus grand mal. Si les choses se passent en fait dans la Belgique comme on l'affirme et que ce soit toléré, la tolérance est-elle de la première espèce et fait-elle que l'acte du juge, d'illicite qu'il était, devienne licite ? Ou bien n'est-elle pas de la seconde espèce qui laisse illicite la chose ainsi tolérée ?

Nous avouons que les décisions données pour la France nous paraissent établir que la tolérance, si tolérance il y a, serait de la seconde espèce.

Mais alors que pourrait-on en conclure ? Rien, sinon qu'il demeure défendu aux juges de prononcer le divorce quand le mariage est valide aux yeux de l'Eglise, comme c'est déclaré pour la France, bien que le Saint-Siège, pour des raisons à lui connues, n'ait point eu l'intention d'élever la voix pour la Belgique en donnant cette décision pour la France. *Intelligenti pauca.*

Q. — 1^o L'été dernier a été très pluvieux ; les récoltes pendantes ont par conséquent beaucoup souffert ; or, un dimanche matin, un curé du voisinage a annoncé, du haut de la chaire, à ses paroissiens, qu'ils pouvaient aussitôt après l'audition de la messe couper leurs blés, atteler les bœufs pour les rentrer, dépiquer et le reste, parce que ce jour-là le temps était beau et pouvait ne pas l'être les jours suivants.

Je demande si le curé a le droit de donner ainsi une

dispense générale, de constater publiquement, et dès lors, comme on dit, *in foro externo*, que la loi du repos dominical n'oblige plus, *cum tanto incommodo* ?

2^o Deux familles de ma paroisse sont en brouille ; le fait est public, connu de tout le monde, puisqu'il y a eu des discussions qui ont donné lieu à des injures réciproques. Toutes ces personnes remplissent leurs devoirs religieux ; non seulement elles font leurs pâques, mais quelques-unes d'entr'elles font la communion fréquente ou presque fréquente ; or, j'entends dire autour de moi qu'elles ne se saluent pas, ce qui produit un très mauvais effet, et même scandaleux ; on crie à la haine et au scandale chez les dévots ; chacune de celles-ci, il est vrai, déclare au tribunal de la pénitence qu'elle n'a pas de rancunes, qu'elle donne le salut et qu'on ne le lui rend pas, etc. Quelle est celle qui ment ? Mentent-elles toutes ? Que faire pratiquement ? Veuillez traiter la question. Dans le recueil de l'*Ami du Clergé* j'ai bien trouvé, je dois le dire, à la table, une question analogue à celle que je vous pose à ce mot : pardon des offenses ; mais à la page indiquée je ne vois rien dans ce sens.

3^o Beaux-frères et belles-sœurs sont en brouille, mais n'habitent pas ensemble ; dans l'une des maisons se trouvent d'autres parents vivant avec une partie de la famille brouillée ; lorsque l'autre partie vient visiter quelques personnes de la parenté, celle qui habite la maison s'en va pour ne pas se trouver en contact avec les autres ; il en est qui connaissent cette situation dans le pays ; cette manière d'agir est-elle charitable ?

4^o Une enfant jugée idiote par plusieurs prêtres, à la suite d'un examen de première communion, est refusée comme incapable de comprendre la valeur d'un si grand acte, même *in confuso*. Deux ans après le père de cette enfant l'a conduite, non pourtant sans l'agrément du propre curé, dans une paroisse d'un autre doyenné pour la faire examiner à nouveau ; après quelques épreuves douteuses l'admission a été prononcée, bien que l'un des confrères présents ait fait observer que cette admission n'était pas sans inconvénient, attendu que le curé de sa paroisse ne croirait peut-être pas pouvoir l'admettre aux sacrements ; c'est ce qui m'arrive ; l'idiotisme de l'enfant en question me paraît être toujours le même, en sorte que je n'ose l'absoudre ; puis-je faire connaître mon embarras ? Dois-je prendre mes mesures pour que l'enfant ne communie pas ? Le père qui est très irrité contre moi, parce qu'il me rend responsable du refus de sa fille pour la première communion lors du premier examen qu'elle a subi m'a fait prier de la prendre au nombre de ceux de mes paroissiens qui vont être confirmés ; je n'ai pas cru devoir refuser, m'appuyant sur ce que l'enfant dont il s'agit avait fait sa première communion ; ai-je bien fait ?

R. — Ad I. Le curé n'a pas le droit d'autoriser par une dispense générale tous ses paroissiens à faire le dimanche toute espèce de travail, ni même un travail déterminé comme le travail des champs pendant plusieurs dimanches. Quand il y a une raison suffisante, il peut permettre un travail déterminé et pour un cas particulier : la permission s'étendra à tous les paroissiens qui sont dans le même cas. La raison suffisante n'est autre que la nécessité plus ou moins grande de travailler, afin d'éviter un grave dommage, par exemple, la perte ou la détérioration des récoltes.

Que ce droit du curé, implique le pouvoir de dispenser véritablement, ou seulement de déclarer que la loi ecclésiastique cesse d'obliger, il importe peu : il existe, il est certain, et la coutume suffit à le consacrer.

Cela posé le curé dont il s'agit a-t-il usé convenablement de son droit ?

Et d'abord, pouvait-il dispenser du haut de la chaire? Rien ne s'y opposait. La dispense n'est pas un acte de juridiction du for interne, mais du for externe.

Pouvait-il prononcer sur la nécessité de travailler? Il pouvait en juger, soit par lui-même, soit par d'autres personnes prudentes. En général, il est mieux d'attendre que les paroissiens fassent valoir la raison suffisante de la dispense, et demandant la permission de travailler.

A-t-il bien fait de permettre, non seulement de rentrer les récoltes, mais encore d'y mettre la faucille ou la faux? Cela dépend de la nécessité qui motivait la dispense. Les récoltes sur pied ne causent pas tant de danger que les récoltes déjà coupées. La raison qui suffit à autoriser la rentrée des récoltes coupées, n'est pas toujours suffisante pour autoriser la coupe.

Cependant il peut se rencontrer des cas où l'on pourrait permettre d'abattre les récoltes le dimanche : par exemple, si sans cela elles se trouvaient exposées au danger probable d'être perdues.

Ad II. Ce n'est pas assez que ces personnes chrétiennes, dont la brouille a été publique, ne conservent aucun sentiment de haine ou de mauvais vouloir. Elles sont tenues à une réconciliation extérieure. Et c'est pour elles une obligation, non seulement de se réconcilier, mais de se donner à l'occasion les marques ordinaires de la charité commune.

La réconciliation et les marques de charité continuent à faire défaut entre ces personnes. Mais par la faute de qui? C'est ici le nœud de la difficulté, les deux parties prétendant faire des avances auxquelles on ne répond pas.

Nous pensons que, dans l'impossibilité de discerner laquelle des deux dit vrai, il y a lieu de croire que toutes les deux sont en faute et refusent de se réconcilier sérieusement : et cela, surtout, si l'opinion publique n'est pas plus favorable, sous ce rapport, à l'une qu'à l'autre. Alors, pour éviter le scandale, et parce qu'il y a lieu de douter de leurs dispositions, il conviendrait de ne pas les admettre aux sacrements jusqu'à ce que la réconciliation soit sérieuse et publique.

Ad III. Non, cette manière d'agir, ou plutôt de s'éviter, n'est ni charitable, ni convenable.

Ad IV. Rien d'étonnant en ce que cette enfant, jugée incapable de faire sa première communion, ait pu être admise deux ans plus tard. Elle a pu se développer et acquérir la science nécessaire.

Si elle est bien disposée, on ne voit pas pourquoi son curé, auquel elle revient après sa première communion, ne l'admettrait pas aux sacrements, et en particulier à la réception du sacrement de confirmation.

Q. — N'y a-t-il pas une bulle d'un pape (Léon XII peut-être) ou un concile qui oblige les évêques à employer au profit de leurs séminaires, grand ou petit, l'argent ou componende qu'ils exigent lorsqu'ils accordent des dispenses de parenté du troisième au quatrième degré par exemple, des dispenses de bancs? Ne

pourriez-vous me citer, me donner le texte ou le passage en question?

R. — Le texte que vous demandez est de Pie VII, et il se trouve dans un indult accordé aux évêques de France, le 29 février 1809. Avant de le donner, nous dirons deux mots d'explications pour permettre à tous nos lecteurs d'en bien comprendre la portée.

1^o Il est strictement défendu à l'exécuteur d'une dispense matrimoniale accordée par le Saint-Siège de recevoir *pour lui* une rétribution quelconque, ou un don, un présent, même minime et spontanément offert, pour l'exécution et la fulmination de cette dispense; cette défense est consignée dans le rescrit même de dispense et a pour sanction diverses peines, en certains cas l'excommunication et la nullité de la dispense. Même défense est portée pour l'Ordinaire qui dispense en vertu d'un indult du Saint-Siège.

2^o Mais une dispense, qu'elle vienne du Saint-Siège ou soit accordée par l'Ordinaire en vertu d'un indult, entraîne toujours des frais, frais de poste, d'agence, de bureau, etc., et l'exécuteur de la dispense ou l'Ordinaire ne sont pas obligés de les supporter. Il y a des enquêtes à faire, des actes à rédiger, des registres à tenir, des employés à payer. A raison de ces divers frais, les chancelleries épiscopales peuvent exiger une somme d'argent, que l'on désigne sous le nom de *taxe*. A qui à la fixer? doit-on suivre la détermination qui a été faite par Innocent XI, connue sous le titre de *taxa innocentiana*? Deux questions intéressantes, fort débattues aujourd'hui encore, mais qui ne rentrent pas dans notre cadre.

3^o Outre la taxe destinée à couvrir les frais d'une dispense, les souverains pontifes demandent aux suppliants une somme d'argent qui varie avec leur fortune et avec l'importance de la dispense demandée, et que l'on appelle *componende*. Quelquefois même des suppliants qui n'ont aucun motif canonique à alléguer obtiennent une dispense dite *sans cause*, en offrant une componende plus élevée et en compensant ainsi la dérogation à la loi. Les souverains pontifes ont toujours employé l'argent provenant des componendes à des œuvres d'utilité publique, comme sont les hôpitaux, les séminaires.

4^o Les auteurs enseignent communément que les évêques, lorsqu'ils dispensent en vertu d'un indult des empêchements réservés au souverain pontife, ne peuvent exiger aucune componende. C'est l'opinion de M. Brillaud¹, qui invoque l'autorité de Giovine, de Benoît XIV et de la Sacrée Congrégation de l'Inquisition. Cependant la cour de Rome a parfois fait des exceptions et accordé aux évêques de certaines contrées l'autorisation de percevoir une componende. En 1798, le cardinal Gerdil, qui exerçait les pouvoirs de légat apostolique dans les Etats du roi de Sardaigne, permit d'affecter la moitié des componendes dues à la

¹ *Traité pratique des empêchements et des dispenses de mariage*, p. 183.

Daterie au profit de quelque hôpital ou autre œuvre pie : la somme devait être versée entre les mains du trésorier de l'œuvre.

En 1809, certains évêques français sollicitèrent l'autorisation d'imposer une componende quand ils dispenseraient en vertu d'un indult, afin de se procurer des ressources pour subvenir aux besoins des prêtres âgés et pauvres et à ceux des séminaires. C'est ce que dit Pie VII, dans le bref *Vix nova* : « Preces insuper quæ a nonnullis e vobis porrectæ sunt præ oculis habentes, non negleximus ecclesiasticis viris paupertate ac senio contractis ac seminariis diocesanis subsidia quæ potuimus comparare, concedentes scilicet ut in eorum utilitatem muletæ illæ a vobis convertantur, quæ ad resarciendum aliqua ratione vulnus quod ex dispensationum matrimonialium concessionibus ecclesiasticæ disciplinæ infligitur. »

Le pape accorda la permission demandée, mais à la condition expresse que ces componendes seraient employées pour l'entretien des séminaires, ou pour venir en aide aux prêtres indigents, et qu'on inscrirait sur un registre visible et public le montant et l'emploi de ces componendes. L'indult ne dissimule pas que ces différentes prescriptions obligent sous peine de péché grave : *Graviter onerata super his omnibus Episcoporum conscientia*.

Voici maintenant les termes exprès de la concession. Ils se trouvent dans le premier des trois indults accordés le 27 février 1809 aux évêques de France, sous le n° 18 :

« ... 18^o Et prædictæ facultates gratis et sine ulla mercede exercentur; indulgendo tamen Episcopis, attentis peculiaribus Galliarum circumstantiis, et ex specialissima gratia in exemplum non trahenda, ut, (præter moderatas Cancellariæ episcopalis taxas, juxta diœcesis usum, pro confectione actuum tum in executione matrimonialium dispensationum quas Apostolica Sedes immediate concesserit, tum in earum concessionibus quas Episcopi ipsi hujus decreti vigore largiti fuerint,) in concedendis dispensationibus matrimonialibus ex delegata apostolica auctoritate elemosynam a dispensandis pro qualitate personarum et impedimentorum diversitate, exigere possint in favorem seminarii diœcesani vel indigentium ecclesiasticorum erogandam, et non aliter, retento visibili et publico regesto harum elemosynarum, cum inscriptione finem et usum ipsarum determinante : graviter onerata super his omnibus Episcoporum conscientia. »

Cette faculté accordée en 1809 est-elle toujours en vigueur ? M. Brillaud est porté à croire que non. « Notons d'abord, dit-il, que les pouvoirs donnés n'étaient que temporaires ; l'indult n'était valable que pour cinq ans ; et dans le bref *Vix nova* explicatif de ces facultés, Pie VII disait qu'il avait le ferme espoir que, ce temps assez long étant écoulé, les affaires religieuses seraient suffisamment rétablies en France pour que la disci-

pline ecclésiastique pût être ramenée, même en cette matière, à son ancienne sévérité.

Les nouveaux indults ne font plus mention depuis longtemps de cette faculté... Les *Analecta* disent qu'en 1860 un évêque français ayant sollicité en cour de Rome l'approbation de taxes ou componendes dont plusieurs étaient relatives aux dispenses de mariage, il en reçut le bref suivant : « Ex audientia Sanctissimi, die 29 septembris 1860, Sanctissimus, attentis peculiaribus circumstantiis, Episcopo oratori facultatem tribuit, ad biennium duraturam, percipiendi præfatas summas, non coacte sed a sponte dantibus, easque in causas expressas impendendi ¹. »

Le 12 août 1882, sur une instante demande de Mgr l'archevêque de Cambrai, la Sacrée Congrégation du Concile a autorisé pour le diocèse de Cambrai, à titre provisoire et jusqu'à ce que le Saint-Siège en ait décidé autrement, une componende, et, *attentis peculiaribus circumstantiis*, il a permis à l'archevêque, après avoir prélevé les frais de chancellerie, d'employer le surplus, *non solum in pia opera sed et ad necessaria vite*.

« De tous ces faits, conclut M. Brillaud, il nous semble résulter que la cour de Rome considère comme périmées les facultés exceptionnelles accordées en 1809 pour la perception de componendes ; et que dès lors les évêques ne peuvent en percevoir qu'autant qu'ils y seraient autorisés par une autre concession spéciale du Saint-Siège ². »

M. Planchard, vicaire général d'Angoulême, se prononcerait pour l'affirmative. L'argument tiré des nouvelles concessions du Saint-Siège ne lui paraît pas absolument décisif : la concession ne prouve pas rigoureusement que l'indultaire ait bien fait d'adresser son secours à Rome ou qu'il fût réellement dépourvu du pouvoir qu'il a sollicité. D'autre part il eût trouvé dans les indults accordés après l'expiration de celui de 1809 des données qui lui permettent de conclure à la propagation du pouvoir en question. Toutefois il désire un acte du Saint-Siège qui vienne confirmer et régulariser la pratique suivie en beaucoup de diocèses de France.

« La confirmer, en enlevant tout doute sur la légitimité, et en accordant à nouveau le privilège, si besoin est. Il y a pour conserver cette pratique de graves raisons : 1^o l'intérêt des bonnes œuvres et le défaut de ressources suffisantes pour les soutenir ; 2^o la grande difficulté qu'il y aurait, dans les diocèses où l'usage de l'indult pour cas urgents est fréquent, à établir et à faire accepter une différence radicale entre les frais d'une dispense en cour de Rome et ceux d'une dispense concédée en vertu d'un indult.

« La régulariser ; car nous avouons que si la coutume a un point de départ légitime, il peut y avoir des irrégularités de détails. Les componendes à employer en bonnes œuvres sont-elles toujours

¹ Anal. v. 250.

² *Traité pratique...*, p. 185-186.

bien distinctes des taxes qui servent à couvrir les frais de chancellerie? N'est-on pas obligé en beaucoup de diocèses, d'employer une très large part des sommes perçues aux frais généraux de chancellerie qu'il est impossible de couvrir autrement? Les œuvres qui profitent des componendes versées sont-elles exclusivement les deux œuvres désignées dans l'indult, et quand ces dernières sont suffisamment pourvues, n'en est-il point d'autres très importantes, qui ont le plus grand besoin d'être aidées? Enfin, ce registre *visibile et publicum*, qui doit relater les sommes perçues et l'emploi qui en a été fait, existe-t-il partout? Autant de questions, qu'il suffit de poser pour faire comprendre que si le Saint-Siège intervenait, il y aurait bien des détails à prévoir, bien des modifications à introduire dans les concessions de l'indult de 1809, pour rendre le privilège plus large et plus approprié aux besoins actuels ¹. »

Q. — Est-il vrai que la médaille miraculeuse ne soit pas autorisée? Quelques-uns le prétendent et s'appuient sur des explications fournies par Gardellini en 1836.

R. — La médaille miraculeuse n'étant pas destinée à un culte public n'a pas besoin d'autorisation. Les paroles de Gardellini que l'on nous oppose, ont été écrites, non pas à l'occasion de la médaille, mais à l'occasion d'un tableau représentant la sainte Vierge telle qu'on la voit sur cette médaille et destiné à être placé au-dessus d'un autel.

... « *Visitator Congregationis (Missionis) supplicavit* :

« ... 3^o Ut, quoniam in hujus Ecclesiæ ara principe nulla extat icon, collocari ibidem valeat illa Beatae Mariæ Virginis Conceptionis titulo, sed illa forma effigiata quam refert numisma Parisiis anno 1830 cusedum.

« Resp. ad 3^m. *Negative*, et apponatur imago sancti Nicolai titularis ². »

Gardellini donne les raisons de la réponse négative :

« Quia imago hæc, eo quo pieta est modo et eo quo representatur in numismate Parisiis cusedo, differt quamplurimum ab ea imagine qua a vetustissimis temporibus Beatae Virginis Conceptioni consuevit, atque hinc cum hujusmodi imago nova et insolita sit in Ecclesia, ut talis adnumerari inter eas debet de quibus et sanctæ Tridentinæ Synodi Patres, et Urbanus VIII decreverunt non licere ullo in loco vel in ecclesia ponere ³.

Il n'est pas question en tout cela de la médaille miraculeuse, mais d'un tableau seulement. La S. Congrégation des Rites fut encore interrogée, en 1877, sur les tableaux et les statues représentant la Sainte-Vierge comme elle se trouve sur la médaille miraculeuse, et elle répondit que les

évêques pouvaient autoriser ces tableaux et ces statues, en se conformant au Décret du Concile de Trente et à la constitution d'Urbain VIII.

« An posset ab ordinariis permitti, vel saltem tolerari, ut ad publicam fidelium venerationem exponantur in Ecclesiis imagines seu simulacra B. M. V. sub titulo *de Lourdes, de la Salette* et *Immaculatæ Conceptionis lucis radios e manibus emittentes*?

« Resp. Affirmative, servatis tamen cautelis, præsertim Decreto Tridentinæ Synodi *de invocat. vener. et Reliquiis Sanctorum et sacris imaginibus* (Sess. XXV) præscriptis, et san. mem. Urbani VIII constitutione *Sacrosanta Synodus*, 15 maii 1642, confirmatis ¹. »

Q. — Puisque l'indulgence plénière attachée à l'autel privilégié, n'est applicable chaque fois qu'à une seule âme du purgatoire, est-il nécessaire pour que cette âme en ait le bénéfice, que le saint Sacrifice soit offert pour elle seule ou bien peut-on en déterminer à son gré une de celles pour qui est offerte la sainte messe, quand celle-ci est offerte pour deux, ou plusieurs, ou toutes les âmes du purgatoire?

R. — L'indulgence de l'autel privilégié ne peut être appliquée qu'à un seul défunt. Il est nécessaire que la messe soit dite pour ce défunt, mais il n'est pas requis qu'elle soit dite pour lui seul. Quand la messe est dite pour plusieurs défunts à la fois, le célébrant peut appliquer l'indulgence à celui qu'il veut. S'il ne fait aucune application particulière, l'indulgence n'est pas pour cela inutile. C'est ce que nous déduisons des deux décisions suivantes de la S. Cong. des Indulgences.

A. « ... 2^o Num apud Trappenses in missa, quæ quotidie celebratur pro pluribus (fratribus scilicet propinquis et benefactoribus), indulgentia altaris ad unum ex eis limitetur?

« 3^o Num privilegium inutile evaserit ex eo quod uni ex iis determinatæ animæ non consueverit applicari?

« Resp. Ad II : *Affirmative*.

« Resp. Ad III : *Negative* ². »

B. « Utrum indulgentia plenaria altaris privilegiati personalis 1^o debeat a sacerdote qui Actum heroicum charitatis emisit, applicari animæ pro qua missam celebrat? aut 2^o possit applicari pro libito cuivis defuncto? aut 3^o debeat applicari animabus quas B. V. Maria a Purgatorio liberavi cupit?

« Resp. Ad primam partem, *Affirmative*; hoc enim modo privilegium altaris conceditur a Summo Pontifice; Ad secundam et tertiam partem : *Provisum in responsione ad partem primam* ³. »

¹ *Nouv. Rev. Theol.*, t. XVIII, p. 636.

² S. R. C. 27 aug. 1836, ad 3^m.

³ *Decreta authentica Congreg. Sacr. Rituum*, vol. III, app. I, p. 188, note.

¹ S. R. C. Portus Aloysii, 12 mai 1877, ad 1^m.

² 19 juin 1880, n. 451.

³ Décret du 19 déc. 1885, ad V.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je me permets de demander à l'*Ami du Clergé* :
1° Quelles sont les formalités à remplir pour obtenir de l'Etat une subvention affectée à une grosse réparation de l'église ?

2° Quel est d'après la loi, le secours accordé ordinairement par l'Etat ?

3° Si la somme offerte par la fabrique est plus grande que celle de la commune, à qui appartient-il de diriger les travaux et de signer les mandats de paiement ?

4° A quel moment faut-il verser dans la caisse du percepteur les sommes offertes soit par la fabrique soit par la commune ?

5° L'ouverture de deux fenêtres au côté nord de l'église nécessite l'achat de deux paillers contigus à l'édifice. Quels sont les procédés à suivre pour cette acquisition ?

R. — Ad 1^m. Plusieurs circulaires ministérielles prescrivent les formes et les conditions à remplir pour obtenir un secours de l'Etat ; celle du 29 juin 1841 les résume toutes. La demande à l'effet d'obtenir un secours doit être adressée, avec pièces à l'appui, au préfet qui propose l'allocation au ministre des cultes. On peut aussi recourir au ministre lui-même qui accorde directement sur les demandes bien motivées, mais surtout appuyées par de puissantes recommandations.

Pour pouvoir obtenir un secours du gouvernement il faut : 1° que la réparation à faire soit approuvée par l'autorité compétente ; 2° que la commune ou la fabrique ou les deux aient voté une grande partie des dépenses de cette réparation, les deux tiers ou au moins la moitié, et qu'elle prouve par l'état de sa caisse qu'elle ne peut l'effectuer entièrement sans être secourue ; 3° que la demande soit accompagnée d'un plan et devis des travaux à exécuter, dressé par un architecte, ainsi que des budgets de la fabrique et de la commune.

A l'appui d'une demande il faut produire les pièces suivantes : — les plans et devis des travaux projetés ; — une délibération du conseil de fabrique ; — le dernier compte et le dernier budget de cet établissement ; — une délibération du conseil municipal ; — le budget de la commune ; — un certificat du receveur municipal faisant connaître la quotité et la durée des impositions extraordinaires dont la commune est grevée, les dettes auxquelles elle a à faire face, les fonds placés pour son compte au trésor, leur disponibilité ou leur affectation spéciale ; — un relevé de ses recettes et dépenses ordinaires, d'après les comptes des trois derniers exercices ; — l'avis motivé de l'évêque diocésain ; — l'avis motivé du préfet, indiquant le montant de la dépense, les ressources locales qui y ont été affectées, ainsi que le chiffre de la subvention à accorder. (*Circul. du 29 juin 1841, du 31 juillet 1844, du 7 juillet 1845 et du 17 octobre 1850.*)

Ad 2^m. Ordinairement c'est le tiers ; mais on va quelquefois jusqu'à la moitié, quand la paroisse

est pauvre et qu'elle est fortement recommandée par des amis du gouvernement.

Ad 3^m. D'après la Jurisprudence établie entre les deux ministres de l'intérieur et des cultes, la direction des travaux doit être confiée à la fabrique quand celle-ci est en état de supporter la totalité ou la plus forte partie de la dépense ; elle appartient au contraire à l'administration municipale, quand c'est la commune qui prend à sa charge la totalité ou la majeure partie des travaux, qu'elle soit aidée ou non du concours de l'Etat.

Les fonds destinés à l'exécution des travaux ainsi entrepris à frais communs doivent être centralisés dans la caisse de celui des établissements qui est investi du droit de direction de ces travaux, alors même qu'une partie de ces fonds provient d'un secours alloué par l'Etat.

Le secours ainsi alloué par l'Etat doit être toujours perçu directement et quittancé par le receveur municipal ; mais lorsque la fabrique est appelée à diriger les travaux, ce comptable doit ensuite verser le montant de ce secours dans la caisse de l'établissement religieux sur la quittance du trésorier de cet établissement. (*Lettres minist. du 6 novembre 1860, et du 18 juillet 1859.*)

Ad 4^m. D'après les explications données plus haut, la fabrique n'a pas à verser sa quote-part à la caisse du receveur municipal, à moins que la direction des travaux n'appartienne à la commune ; c'est dans sa caisse à elle que doivent être centralisés les allocations quand c'est elle qui dirige. Quant au moment où les versements doivent être opérés, soit d'un côté soit de l'autre, la loi n'en précise point ; mais la simple logique dit qu'ils doivent être opérés dès que l'établissement dirigeant les réclame, aussitôt après l'autorisation reçue ; ou, d'un commun accord, à mesure et au prorata des besoins. Mais si l'établissement dirigeant l'exige avant tout travail commencé, nous ne voyons pas sur quoi on se baserait pour refuser.

Ad 5^m. Les formalités à suivre pour obtenir l'autorisation d'acquiescer à titre onéreux, c'est-à-dire, en achetant, sont indiquées dans la circulaire du 29 janvier 1831 dans les termes suivants : — Estimation de l'immeuble à acheter, faite contradictoirement par deux experts nommés, l'un par l'administration de l'établissement intéressé, l'autre, par le propriétaire qui se propose de devenir vendeur ; — un plan figuré et détaillé du bien ; — le consentement du vendeur ; — l'enquête *de commodo et incommodo* par un commissaire au choix du sous-préfet ; — délibération du conseil de l'établissement ; et, si l'opération intéresse une fabrique, joindre la délibération du conseil municipal ; — opinion du sous-préfet ; — opinion de l'évêque ; — l'avis particulier du préfet.

Q. — Nous n'avons pas ici d'administration des pompes funèbres. Jusqu'à présent, les corps étaient portés

à bras au cimetière par des hommes au service de la fabrique.

Or, récemment, le conseil municipal a voté la construction d'un corbillard, réglé des classes et un tarif, et décrété que le tout serait obligatoire, à ce point que, si quelqu'un refuse de se servir du corbillard, il payera quand même.

Le conseil pouvait-il ainsi imposer sa volonté aux habitants sans s'être assuré de leur consentement par une enquête de *commodo et incommodo*? Sinon, peut-on refuser de payer le corbillard dont on ne se sera pas servi? Le conseil pourra-t-il actionner les récalcitrants.

L'Ami du Clergé me ferait bien plaisir en répondant le plus promptement possible à cette question.

R. — Le susdit conseil municipal anticipe. La loi qui doit soustraire le monopole des pompes funèbres aux fabriques n'est encore qu'à l'état de projet. Elle a bien été prise en considération au corps législatif; mais cela ne suffit point; il faut qu'elle passe au sénat, et jusqu'à présent, elle n'a pas été encore admise. Nous sommes donc toujours sous l'empire de l'ancienne législation, et nul maire et nulle municipalité ne peut s'y dérober sans sortir de la légalité et sans violer le droit.

Or, d'après cette législation encore existante, les fabriques jouissent *seules* du droit de fournir les voitures, tentures, ornements, et de faire généralement toutes les fournitures quelconques nécessaires pour les enterrements et pour la décence ou la pompe des funérailles. (*Décret du 23 prairial an XII, 12 juin 1804*). Le même article, paragraphe 2, ajoute que les fabriques pourront faire exercer ou affermer ce droit, d'après l'approbation des autorités civiles, sous la surveillance desquelles elles sont placées.

Il résulte de cet article du décret concernant les sépultures, — du moins tant qu'il existera, — que la municipalité en question a usurpé un droit appartenant à la fabrique. Celle-ci peut donc faire opposition à la municipalité sous ce rapport, et l'obliger, sans préjudice des autres peines, à lui remettre toutes les sommes que la municipalité perçoit indûment. Une autre conséquence, c'est que les citoyens sont en droit de refuser les services que la municipalité leur impose, et de continuer, comme par le passé, à se servir du brancard de l'église.

Les dispositions législatives concernant cette matière, en d'autres termes, le privilège de monopole dont les fabriques jouissent encore est tellement incontestable et incontesté, que, tant qu'il ne sera pas supprimé par une loi, les fabriques ont droit à être payées pour les convois des athées et libres-penseurs qui se font enterrer civilement. Ceci paraît peut-être paradoxal; et, de fait, les pompes funèbres de Paris qui ont affirmé le monopole des fabriques, ont protesté contre cette anomalie: mais en vain; elles ont été condamnées à payer, comme par le passé, aux fabriques le chiffre convenu pour toute espèce de convois; de sorte qu'on assiste à cette bizarrerie, que les amateurs de funérailles impies dont l'intention est de priver

l'église d'un de ses revenus, payent, sans s'en douter, un quantum à cette même église, objet de leur haine stupide.

Combien de temps durera cet état des choses? On ne saurait le dire. Les élections nouvelles peuvent apporter de grands changements au corps législatif et dans les personnes et dans les idées. Mais à l'heure présente, le vénérable confrère doit, la loi en main, empêcher la municipalité de fournir quoi que ce soit pour les obsèques des citoyens; et, si en raison de la prétendue loi sur la liberté des funérailles, la municipalité s'occupe de pourvoir aux enterrements dits civils et fait, contrairement aux lois, des fournitures, elle viole le droit de la fabrique, et celle-ci peut l'obliger administrativement et judiciairement à verser au moins une partie de la recette dans sa caisse. Nous n'hésitons pas à conseiller aux fabriques de tenir bon sous ce rapport et, d'entreprendre au besoin, un procès. Elles le gagneraient haut la main.

Q. — 1^o Un curé bieur se retirant dans le presbytère de la commune où il bîne, quand il a un service quelconque à y remplir, peut-il être imposé là à la cote mobilière ou plutôt locative, ainsi qu'à la contribution des portes et fenêtres.

2^o *Quid*, si, dans l'affirmative, il ne voulait jouir que du jardin où se trouvent quelques arbres fruitiers?

3^o *Quid* encore, s'il ne demandait la jouissance du dit presbytère que pour y réunir plus commodément le bureau des marguilliers et le conseil de fabrique?

R. Ad 1^{re}. L'impôt personnel et mobilier, réunis en un seul, sont exigés aujourd'hui du prêtre comme de tout autre habitant français ou étranger de tout sexe, jouissant de ses droits. Mais comme on n'a qu'une personne, qu'on n'occupe qu'un mobilier en même temps, on ne doit cette double imposition qu'une fois. Notre correspondant le paye déjà dans le presbytère de sa paroisse chef-lieu; il ne le doit donc pas dans la paroisse annexe. Il faut dire la même chose de l'impôt des portes et fenêtres; les curés et desservants ne doivent payer cet impôt que pour les presbytères servant à leur habitation personnelle; d'où il est aisé de conclure qu'un curé, chargé de la desserte de deux paroisses, ayant chacune un presbytère, ne peut être tenu de payer la contribution des portes et fenêtres que de la seule maison qu'il habite. Le conseil de Préfecture de la Meuse et la Direction des contributions directes en avaient décidé autrement, en mettant à la charge du curé l'impôt des portes et fenêtres des deux presbytères dont il avait la jouissance. Mais le conseil d'Etat a annulé cette décision par un arrêt en date du 22 juin 1848 dont voici les deux considérants :

« Considérant que les ecclésiastiques, logés gratuitement dans les propriétés communales servant de presbytères, ne sont imposables à la contribution des portes et fenêtres que pour la partie desdits presbytères servant à leur habitation personnelle :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur X. dessert à la fois les communes de A. et

de B., qu'il a son domicile dans la première de ces communes et que le presbytère de B. ne sert pas à son habitation personnelle ; que, dès lors, c'est à tort que le conseil de préfecture a maintenu le requérant au rôle de la contribution des portes et fenêtres de la dite commune, arrête : art. 1^{er} l'arrêté... est annulé. »

Ad 2^m et 3^m. De ce que nous venons de dire il découle, comme conséquence immédiate, que les curés bineurs jouissent comme ils l'entendent du presbytère de la commune où ils exercent le binage et sans en payer aucun impôt ; qu'ils peuvent même le louer à la seule condition d'être autorisés par leurs évêques. Ainsi s'exprime sur ce point l'art. 2 de l'ordonnance royale du 3 mars 1825 : « Les curés ou leurs vicaires, ainsi que les desservants, autorisés par leur évêque à biner dans les succursales vacantes, ont droit à la jouissance des presbytères et dépendances de ces succursales, tant qu'ils exercent régulièrement ce double service ; ils ne peuvent en louer tout ou partie qu'avec l'autorisation de l'évêque. »

Q. — Vous avez parlé quelquefois des dons manuels anonymes ; conseillerez-vous aux fidèles de s'en servir pour leurs fondations ? Comment procéder ?

R. — Assurément ; car les dons anonymes ont l'avantage de dispenser les fabriques, curés ou desservants, et, en général tous les établissements à qui ils sont attribués, de l'accomplissement des formalités d'investigation prescrites par l'ordonnance du 14 janvier 1831, et par les instructions ministérielles à l'égard des donateurs et de leurs héritiers présumptifs.

L'emploi de cette sorte de dons permet en outre aux bienfaiteurs de se soustraire entièrement au contrôle de l'administration supérieure, qui, se trouvant dans l'impossibilité de recueillir les renseignements ordinaires sur la fortune des donateurs, etc., doit ou repousser absolument ces sortes de dispositions ou en autoriser intégralement l'acceptation. Or, comme en l'absence d'indications sur la position des donateurs et de celle de leurs héritiers, elle manque absolument d'éléments d'appréciation pour justifier un rejet, elle est ainsi amenée à autoriser purement et simplement les dons anonymes.

Les moyens à employer pour réaliser des dons anonymes sont naturellement très variés. Quand on veut faire un don anonyme pur et simple, il suffit de déposer soit dans un tronc, soit sur un autel de l'église, la somme dont on veut disposer. En l'absence de toute déclaration accompagnant le dépôt, le don est censé attribué à la fabrique ; mais il peut tout aussi bien être fait en faveur des curés ou desservants successifs de la paroisse ; seulement cette destination doit être indiquée dans une note jointe à la somme ou aux billets, actions, obligations, etc., objet du don anonyme.

Il est également nécessaire d'accompagner le don d'une note écrite lorsque l'on veut instituer une

fondation de services religieux ou assigner une destination spéciale aux valeurs données. Les valeurs peuvent être également transmises soit au curé, soit au président ou trésorier de la fabrique par une lettre non signée. Le gouvernement autorise l'acceptation des dons anonymes ; il en existe même d'assez nombreux exemples. Ainsi, un décret du 14 juin 1862 a autorisé l'acceptation du don anonyme d'une somme de mille francs provenant d'un dépôt fait dans le tronc de l'église succursale de Lachaise-le-Vicomte (Vendée) à la charge d'affecter la moitié du revenu de cette somme à la célébration de messes basses dont le nombre serait réglé par l'autorité diocésaine.

Un autre décret du 6 juillet 1863 a autorisé le trésorier de l'église succursale de Valles-Ville (Hte-Garonne), le desservant de cette succursale et le maire de Valles-Ville, à défaut de bureau de bienfaisance, à accepter le don anonyme d'une somme de deux mille francs trouvés sur l'autel de Notre-Dame de l'église de Valles-Ville, avec une note prescrivant le placement de cette somme en rentes sur l'Etat et l'emploi des arrérages à l'acquit de services religieux et en distribution d'aumônes aux pauvres,

Enfin, par un autre décret du 9 mars 1864, le trésorier de la fabrique de l'église d'Ore (Haute-Garonne) a été autorisé à accepter le don anonyme d'une somme de 1050 fr. trouvés dans le tronc avec une note portant que cette somme était donnée à la fabrique de l'église, à la charge de remettre tous les ans au desservant 45 fr. pour messes à l'intention de Joseph, donateur, et de ses membres décédés de sa famille. Après avoir fait ressortir l'utilité pratique des dons anonymes qui permettent à leurs auteurs de rester inconnus, nous devons ajouter que nous considérons toutefois ce mode de libéralités comme tout-à-fait exceptionnel et ne devant pas être généralisé. Quand il n'y a pas de motif particulier pour se couvrir du voile de l'anonyme, il est préférable de suivre le mode ordinaire qui offre plus de garantie.

Nous ne voyons pas non plus pourquoi, au lieu de déposer l'argent dans les tronc ou sur les autels, le donateur ne le confierait pas lui-même entre les mains soit du curé soit de tout membre du conseil qui aurait sa confiance, en réclamant l'anonymat. Rien ne s'y oppose.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 29 maii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

conduite, ni même des nuits passées dehors, et qui se croient en sûreté de conscience. C'est une application privée et très répandue du libéralisme, qui n'admet pas qu'il faille protéger le bien, de peur de gêner la précieuse liberté du mal.

2^o Des *devoirs sociaux* qui l'obligent plutôt au nom de la charité, à faire respecter les lois des sociétés auxquelles il appartient : les devoirs envers l'Eglise en assurant aux ouvriers l'enseignement chrétien et la possibilité de remplir leurs devoirs religieux ; envers la *société*, pour que l'usine ne devienne jamais un péril social : envers la *famille ouvrière* en donnant le bon exemple et en assistant ceux qui sont dans la peine ou la misère : envers la *famille de l'ouvrier* en y fortifiant l'autorité paternelle, en y maintenant l'union, en venant en aide surtout aux familles nombreuses, afin « d'honorer ainsi la loi de Dieu si outragée aujourd'hui sur ce point. »

3^o A l'*extérieur de l'exploitation*, ses obligations ne cessent pas. L'ouvrier est toujours son enfant, et, « il est faible : sa liberté ne peut être entière si elle n'est garantie par une protection désintéressée qui puisse le soustraire, même au dehors, aux influences funestes des meneurs, des politiciens, des cabaretiers et des ennemis de tout genre qui vivent à ses dépens. »

La *troisième partie* énumère les moyens d'action : La *chapelle*, les *écoles*, — pas d'écoles neutres, — les *associations ouvrières*, la *corporation*.

Les *associations* doivent avant tout s'inspirer du sentiment religieux, naître de la liberté individuelle, se gouverner elles-mêmes, se rattacher à l'autorité de l'Eglise et du patron.

Sans religion, pas de charité « et si la charité chrétienne n'intervient pas, l'intérêt divise. » Mais il faut aussi que l'ouvrier entre librement dans l'association. Ainsi il se sentira responsable. Ensuite qu'ils se gouvernent eux-mêmes, autrement l'association, « serait sans initiative, sans action, sans résultat. »

Les associations sont nécessaires. « Dès que plusieurs hommes se trouvent ensemble, si on ne les associe pour le bien, ils s'associent pour le mal. » La famille ouvrière choisira des délégués qui auront la confiance de leurs égaux, et auxquels le patron remettra ses pouvoirs de chef de famille. Mais ces délégués d'atelier seront « des ouvriers sincèrement chrétiens, capables d'un véritable dévouement. » Le difficile sera de les former, et l'on y arrivera par les confréries, Ainsi faisaient les anciennes corporations. Pour établir ces confréries on créerait d'abord certaines institutions moralisatrices, comme les conférences de saint Vincent de Paul la société de la bonne presse, etc.

Ainsi serait assurée la liberté du bien ; ainsi « les faibles pourraient braver les obstacles du dehors, affronter le respect humain qui règne en maître dans tous les centres industriels où les bons sont isolés. »

Mais l'association elle-même n'a pour but que

d'arriver à fonder la *corporation*, c'est-à-dire une association régulièrement établie entre les patrons et les ouvriers, formant un corps moral constitué, légalement reconnu, autonome, permanent, et pouvant posséder.

Elle se compose d'un groupe *patronal* et d'un groupe *ouvrier*. Le groupe patronal renferme dans son sein, outre les patrons, des membres d'honneurs, étrangers à la profession, et pouvant servir d'arbitres entre patrons et ouvriers.

La corporation chrétienne unit : 1^o les patrons entre eux, interdisant toute concurrence déloyale, facilitant, par l'entente, des achats avantageux, et stimulant l'éducation professionnelle en favorisant l'emploi de procédés nouveaux qui permettent de lutter avec l'étranger ; 2^o les patrons et les ouvriers, en réglant les salaires et le travail, en établissant des caisses de chômage, de retraite, etc. ; 3^o les patrons, les ouvriers et les consommateurs, en donnant des produits meilleurs, en faisant naître une confiance réciproque.

Seule la corporation peut protéger l'ouvrier, prendre en main ses intérêts, lui faire rendre justice, conjurer la misère ; seule aussi elle peut donner la prospérité durable à l'usine. « Le patron doit donc chercher à l'établir par tous les moyens dont il dispose. » Ainsi seulement il allégera sa responsabilité et ses redoutables obligations de conscience.

Telles sont les grandes lignes du *Catéchisme du Patron*.

III. Parmi les approbations nombreuses d'évêques et de théologiens nous trouvons celle de notre savant directeur, M. Perriot qui « a examiné le texte dans ses plus petits détails, dit-il » et qui déclare « que tout y est de la plus parfaite exactitude théologique. »

Après les encouragements délicats du cardinal Langénieux, citons cette lettre admirable de Mgr Freppel à M. Léon Hamel :

« Ce qui m'a frappé tout particulièrement, dit l'éminent prélat, c'est la précision et la sûreté de doctrine avec lesquelles vous définissez les droits et les devoirs réciproques du patron et de l'ouvrier, sans confondre un instant les principes de la justice avec les préceptes de la charité, et assignant à la liberté, comme à l'autorité leur rôle naturel et leurs vraies limites. »

Après avoir rappelé qu'au Congrès d'Angers « une seule question a soulevé des objections qui dénotent des préjugés encore vivaces, celle du patronat », il félicite M. Hamel de l'avoir résolue par « de courtes formules qui ne laissent rien à désirer pour la justesse et la clarté. »

« Chaque fois que nous parlons de l'autorité patronale, ajoute-t-il : on nous oppose la liberté et la dignité de l'ouvrier, comme s'il y avait là des notions contradictoires. Mais le mot d'oppression ne saurait avoir de sens du moment qu'il s'agit d'associations libres et volontaires. Or, comme vous le dites en excellents termes : « Il faut que l'ouvrier « entre librement dans les associations pour se

« sentir responsable de l'observation des règles et de la prospérité générale. S'il entre par contrainte, sa présence y sera un désolvant et une cause de malaise; il y restera comme un membre étranger. »

« Et quant à la dignité de l'ouvrier, en quoi pourrait-elle être atteinte par l'autorité patronale s'exerçant avec mesure et dans la sphère de ses attributions? A moins d'aller contre la nature même des choses, il faut pourtant bien admettre qu'aucune entreprise collective n'est possible en dehors d'une autorité...

« Qu'on le veuille ou non, la famille naturelle est nécessairement le type primordial, dont devra se rapprocher plus ou moins toute réunion d'hommes travaillant à une même fin.... On aura beau s'ingénier pour remplacer la hiérarchie par une égalité absolue, partout chimérique, on n'aboutira jamais qu'à l'anarchie et au chaos....

« Quand les ouvriers du Val-des-Bois appelaient leur chef « le bon père », il ne rendaient pas seulement à un homme de cœur l'hommage de leur reconnaissance, ils précisaient encore, mieux que n'ont su le faire beaucoup d'économistes, la nature et le caractère des relations qui doivent exister entre le patron et les travailleurs. »

Nous ne nous permettrions pas de rien ajouter à ce jugement magistral d'une voix si autorisée.

C'est la Révolution qui a faussé les esprits en déclarant avec Rousseau que l'homme nait bon, et que c'est la société qui le rend mauvais. C'est elle qui a isolé l'ouvrier en proclamant l'égalité universelle et en détruisant les corporations qui le soutenaient. Il est nécessaire de réagir contre ces erreurs fécondes en désastres. Ne serait-ce qu'à ce point de vue le *catéchisme* est une sorte de symbole qui affirme courageusement la vérité et toute la vérité; c'est un énergique acte de foi.

Il se trouvera des esprits de juste milieu qui déclareront que ce sont là de belles utopies. Ces utopies ont été réalisées, donc les doctrines du *Catéchisme* sont pratiques.

Nous connaissons les ouvriers pour les avoir vus de près, et nous pouvons affirmer qu'avec le temps, ils se rangeraient à l'idée de l'association et même

de la corporation, quand ils la comprendraient bien. Ce n'est pas l'ouvrier qui se montrerait réfractaire, c'est le patron qui manquera le plus; le patron chrétien qui fait travailler l'homme sans l'exploiter, et qui n'oublie pas les intérêts supérieurs de la conscience.

Que d'usines changeraient de face, au point de vue moral surtout, si chaque soir les patrons lisaient un de ces graves et lumineux chapitres du *Catéchisme du Patron*!

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRECIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES EPICIERES ET PHARMACIENS

L'extrait de viande LIEBIG sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre (pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre (magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à Mme MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : **M. Firmin DANGIEN**, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 23

PRÉDICATION : Pour la fête de la Sainte-Trinité : Sublimité du mystère de la Sainte-Trinité.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : *S. C. du Concile* : Réduction de fondations.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Comment célébrer saint Sulpice et saint Antoine, patrons principaux ? — Peut-on aux inhumations employer des souches au lieu de cierges ? des cierges de stéarine ? — L'octave de saint Hilaire patron tombant le jour de sainte Agnès, pourquoi ne pas remplacer sa fête le 28 janvier ? Les cartons d'autel manuscrits sont-ils prohibés ? — Est-on obligé à la grand-messe de chanter intégralement le Graduel et l'Alleluia ? Suffit-il aux messes de morts *corpore presente* que le prêtre lise le *Dies iræ* sans qu'on le chante au chœur ? Nos paroisses ont-elles des patrons de lieu, ou seulement des titulaires d'église ? Est-on obligé d'appliquer *pro populo* à la fête du patron ? — Faut-il avertir un ménétrier qui a présidé des danses tout l'hiver et exiger qu'il renonce à ce métier ? Comment agir avec les jeunes personnes qui fréquentent ces danses ? Que penser des leçons de danse données dans des pensionnats de religieuses ? Peut-on obliger les fidèles à n'avoir

pour les enterrements que des cierges ayant au moins le minimum nécessaire de cire ? Faut-il au confessionnal interroger les femmes sur le sixième commandement, ou bien les attendre ? — Qu'exiger d'un franc-maçon qui a vendu son âme au démon et qui a vendu à grand prix les Saintes Espèces qu'il a dérobées ?

LE MINISTÈRE PAROISSIAL : Le Catéchisme à notre époque. Organisation.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : A qui, de la fabrique ou de la commune, appartiennent les pigeons qui habitent le clocher et les voûtes de l'église ? Les maires qui ont la clef du clocher, peuvent-ils y entrer quand ils veulent et pour tout ce qui leur plait d'y aller ? A qui appartient une église bâtie par la fabrique à l'aide de fonds réunis par le curé ? Peut-on empêcher le maire d'arborer le drapeau sur cette église le 14 juillet ? Le maire ayant la clef de l'église et pouvant faire sonner depuis l'église, a-t-il le droit de forcer la porte qui ferme la voûte de la tour ? — Une fabrique peut-elle, sans autorisation préalable poursuivre devant le juge de paix le recouvrement de son casuel ? Le legs d'une somme destinée à être entièrement employée en honnaires de messes est-il sujet à autorisation ?

COURRIER DES LIVRES

LES GRANDS AVERTISSEMENTS DE L'APOCALYPSE et d'autres oracles sacrés à la double lumière de la raison et de la foi. Un vol. in-12, deuxième édition. Chez Séguin frères, à Avignon, et chez Victor Palmé, Paris, 1889.

L'esprit de prophétie réside dans l'Eglise, c'est de foi. Mais comme à côté des vrais prophètes il peut se rencontrer de plus nombreux visionnaires, l'Apôtre nous avertit de ne pas croire à tout venant. Il est incontestable que les prophéties — comme les miracles — étaient plus éclatantes à la fondation de l'Eglise que plus tard, parce qu'elles étaient plus nécessaires ; et cependant alors saint Paul recommandait de les éprouver, avant d'y donner son adhésion. Combien plus doit-on se défier à notre époque, pleine de cerveaux hallucinés, de ces mille révélations qui sont aussitôt

crues d'un grand nombre, parce qu'elles flattent de secrètes espérances, et qui sur tous produisent toujours quelque impression.

En général la défiance existe. Après avoir subi de cruelles déceptions, plusieurs ont fini par ne plus croire à rien, par ne plus espérer même en Dieu. Les Ecritures divines ont été même par eux mises en une certaine défaveur, et le rationalisme a habilement exploité cette tendance pour déclarer — peut-être faire accepter — que l'Apocalypse est au nombre de ces prophéties illusoires, et qu'on doit le considérer comme le produit d'un cerveau malade. C'est ainsi que l'esprit humain, essentiellement instable, se porte rapidement d'un excès à l'excès contraire.

Or l'Apocalypse est un livre inspiré, divin, inscrit au canon des Ecritures, et accepté par l'Eglise. Ce n'est donc pas un tissu de révélations vulgaires et douteuses, mais une prophétie certaine de l'avenir. Il faut le lire, le méditer, sans toutefois se

permettre d'imposer aucune conclusion. C'est la vue générale du monde futur. Mais quand Bossuet a échoué à l'interpréter — parce qu'il se plaçait d'ailleurs à un point de vue restreint, n'envisageant dans l'Apocalypse que l'avenir judaïque — qui oserait avoir la présomption de mieux voir, de mieux comprendre ?

L'école moderne part d'un autre principe. Les sept épîtres de saint Jean aux Eglises correspondent aux sept sceaux et figurent les sept âges de l'Eglise.

Tel est le principe général des *Grands avertissements de l'Apocalypse*, qui porte d'ailleurs l'imprimatur de Mgr l'Evêque d'Avignon.

Essayons, — sous toutes réserves, le sujet étant si délicat, — d'émettre quelques-unes des idées de l'auteur sur cette partie de l'Apocalypse qui lui paraît fondamentale.

L'Epître, c'est l'exposition de l'histoire de l'Eglise ; le sceau en est l'explication.

La première, à l'ange d'Ephèse, reproche à l'Eglise d'avoir perdu sa charité première. Mais elle est zélée et ne peut supporter les méchants, *scio opera tua et laborem*, et jamais elle n'a défailli, *et non defecisti*. (II, 3.)

Saint Jean plus tard demande l'explication « en pleurant, » parce que personne ne pouvait briser le sceau. Mais l'Agneau vient et lui dit : « Regarde ! » *Veni et vide*. Et il voit un cheval blanc « et Celui qui le montait tenait en main un arc, et il reçut la couronne du victorieux. » (VI, 2.) C'est Jésus-Christ triomphant et qui monte au ciel dans sa puissance souveraine. Voilà le premier âge, l'Eglise primitive, pleine de ferveur, mais pourtant désolée et refroidie déjà par les Ebionites, les Nicolaites, surtout les Cérinthiens, précurseurs d'Arius.

Dans la seconde épître, à Smyrne, « le démon envoie plusieurs fidèles en prison afin de les éprouver. Et ils auront dix jours de tribulation... Soyez fidèles jusqu'à la mort. »

Le second sceau lui découvre un cheval rouge et celui qui le monte armé d'une grande épée égorge ou laisse égorger les peuples. C'est le second âge, l'ère des dix persécutions, où la puissance romaine a atteint son apogée, où le sang des chrétiens coule à flots dans ces boucheries immenses organisées par le démon.

Dans la troisième épître, à Bergame, celui qui parle tient un glaive à deux tranchants, et il a peu de reproches à faire, *habeo adversum te pauca*. Cependant un grand nombre ont écouté Balaam qui leur a enseigné la jouissance et l'impureté.

Le troisième sceau fait voir un cheval noir ; le cavalier tient en main une balance. L'Eglise triomphe, Constantin règne, le prince juste et chrétien ; mais Balaam a séduit les saints, Arius a enseigné le blasphème, et l'univers un beau jour a gémé de se réveiller arien, sensuel et prêchant la doctrine qui affranchit les passions. Il est bientôt frappé par la justice du prince, par le glaive de l'Eglise à Nicée, par la justice de Dieu.

La quatrième épître à Thyatire nous montre l'Eglise toujours animée de foi et de charité comme au lendemain de l'Ascension, avec de nouvelles œuvres plus belles et plus nombreuses. Mais elle permet à une femme, Jezabel, qui se dit prophétesse d'enseigner et de séduire les fidèles, de leur apprendre la fornication, comme Arius.

Et le quatrième sceau ouvert fait apparaître à nos yeux un cheval pâle, monté par la mort. L'enfer le suit, et il reçoit le pouvoir de semer dans l'univers les fléaux du glaive, de la faim, de la mort et des bêtes féroces. — L'Eglise régnait en paix, élevant une foule de jeunes nations qui se rendront sa gloire quand le vieux levain païen s'introduit avec Justinien dans la législation informée alors par le christianisme ; levain funeste qui fera fermenter toute la masse des passions humaines, et qui produira dans les âges modernes cette pâte séduisante et empoisonnée qui s'appellera le protestantisme, puis la Révolution. Le pouvoir civil y est en effet sacré prépondérant.

D'autre part Arius a divisé le monde chrétien. Voici Mahomet qui, sous prétexte de ramener une unité de foi plus haute, remontant à Abraham, et acceptée par les juifs comme par les chrétiens, continue l'œuvre d'Arius, nie la divinité de Jésus-Christ, et comme la fausse prophétesse Jezabel, divinise l'impureté. L'Orient est en feu, *in tribulatione maxima* (II, 23), l'Eglise grecque se sépare violemment du centre, l'Eglise romaine, et bientôt elle est balayée, saccagée, émietlée ; ses fils sont mis à mort par les successeurs de Mahomet, et par ces grands conquérants qui s'appellent Tamerlan et Gengis-Kan, *Et filios ejus interficiam in morte*. (II, 23.)

Ainsi se ferme le quatrième âge de l'Eglise.

La cinquième lettre, à l'Eglise de Sardes, est pleine de reproches sanglants : « *Nomen habes quod vivas et mortuus es. Esto vigilans, et confirma cætera quæ moritura erant*. Je ne trouve pas tes œuvres pleines devant mon Dieu. — *Si non vigilaveris veniam ad te tanquam fur*. Hélas ! il en est peu qui n'aient souillé leurs vêtements, *sed habes pauca nomina in sardis qui non inquinaverunt vestimenta sua*. »

Et le cinquième sceau nous révèle « sous l'autel une foule d'âmes, celles des martyrs qui sont morts pour rendre témoignage à la parole de Dieu. » C'est le protestantisme et les guerres de religion, si longues, si sanglantes depuis Charles-Quint qui écrase les protestants à Muhlberg, jusqu'au traité de Westphalie qui reconnaît et consacre les droits de l'erreur, et qu'on a appelé à bon droit « l'apostasie des nations. »

La sixième lettre, à Philadelphie, parle d'une Eglise sans force, « *quia modicam habes virtutem*. Cependant je te préserverai de la grande tentation qui éprouvera tout l'univers. Me voici bientôt. Garde bien ce que tu possèdes, *Ecce venio cito tene quod habes, ut nemo accipiat coronam tuam*. » (III, 2.)

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICTION

POUR LA FÊTE DE LA SAINTE-TRINITÉ : SUBLIMITÉ
DU MYSTÈRE DE LA SAINTE-TRINITÉO altitudo divitiarum sapientiæ et
scientiæ Dei ! (Rom. XI, 33.)

C'est dans le ciel seulement qu'il nous sera donné de connaître Dieu, de le voir face à face, sans ombre, sans voile, sans obscurité, *Videbimus eum sicuti est*. Cette sainte et ineffable contemplation, dont nous ne pouvons pas même soupçonner l'étendue et la jouissance, comblera alors à jamais tous nos vœux, *Satiabor cum apparuerit gloria tua*. Telle est la ferme espérance que l'Esprit-Saint s'est plu, dans l'Ancien comme dans le Nouveau Testament, à entretenir dans l'âme de ses plus fidèles serviteurs. David, les Prophètes, saint Paul, surtout à qui il a été permis d'entrevoir quelques rayons de la gloire éternelle, tout en confessant leur impuissance, n'en célèbrent pas moins en des termes qui nous émeuvent et nous ravissent, la certitude et les splendeurs de la vision céleste. Mais convient-il d'attendre cette heure privilégiée que les saints appelaient de toute l'ardeur de leurs désirs, pour élever notre esprit et nos pensées vers Dieu, et nous est-il interdit de scruter pendant cette vie les mystères de l'éternité ? Non, M. F., il est bon, il est juste, il est nécessaire même de chercher à perfectionner en nous la notion et la connaissance de Dieu. N'est-ce pas ce devoir que l'Eglise a voulu nous enseigner en instituant cette fête de la Très-Sainte-Trinité ? Sans doute le but premier de cette solennité est de rendre à Dieu, un en trois personnes, les hommages dûs à sa souveraine grandeur. Mais qu'est-ce qui fait le prix de nos adorations, sinon l'amour et la ferveur qui les animent ? Et cette ferveur et cet amour peuvent-ils avoir d'autre principe, après la grâce, que la méditation des divines perfections ?

Ah ! M. F., si tant de chrétiens oublient aujourd'hui le culte qu'ils doivent à Dieu, s'ils en viennent même à cet excès d'impiété que déplorait le Roi Prophète, de nier Dieu sinon de bouche au moins par leur conduite, *dixit insipiens in corde suo : Non est Deus* (Ps. xiii, 1), à quoi attribuer ce malheur, sinon à la coupable négligence que les hommes apportent à s'instruire des choses divines. Cette indifférence pour la plus nécessaire des connaissances est bien la racine de tous nos maux. « La sagesse, dit Bossuet, consiste à connaître Dieu. » N'est-il pas juste de conclure que la plus funeste folie consiste à ignorer Dieu ?

Ce qui confirme cette doctrine, ce sont les efforts des sectes impies pour abolir toute notion de la divinité. Vous êtes témoins des entreprises qui sont la conséquence de ces abominables projets. Vous savez aussi combien d'âmes sont chaque jour victimes de cette guerre faite à l'idée même de Dieu.

Cette constatation suffit à nous convaincre de

l'obligation rigoureuse qui nous incombe de développer en nous la connaissance de Dieu. Et ce ne sont pas seulement les preuves, qui établissent la vérité de son existence, mais encore sa nature intime, ses infinies perfections, les manifestations variées de sa sainte Providence, qui doivent faire l'objet de nos plus fréquentes méditations.

La fête que nous célébrons nous rappelle particulièrement ce devoir. Pour y satisfaire, nous nous appliquerons à considérer dans l'ineffable mystère de la Sainte-Trinité, cette grandeur et cette perfection qui ne conviennent qu'à Dieu et qui commandent si impérieusement la soumission et le respect. Le symbole de saint Athanase résume ainsi la doctrine catholique de ce mystère : « C'est, dit-il, l'unité dans la trinité, et la trinité dans l'unité. *Unitas in trinitate, et trinitas in unitate*. » Le bref développement de ces deux propositions sera tout le sujet et le partage de ce discours.

I

Et d'abord l'unité de Dieu dans la Trinité des personnes divines, *Unitas in Trinitate*.

En Dieu, la foi nous fait admirer l'unité la plus parfaite qui existe. *Deus unus est* : telle est l'affirmation qui résume toute la doctrine de nos Saints Livres, que les Apôtres ont portée jusqu'aux extrémités de la terre, que les Martyrs ont scellée de leur sang, que les Docteurs ont défendue et développée dans de savants traités, que les Conciles n'ont cessé de répéter et de confirmer.

Ainsi, M. F., il n'y a qu'un seul Dieu, auteur et maître absolu de cet univers, roi suprême auquel toutes les créatures sont soumises et à qui elles doivent respect, honneur, louange et adoration : *Unus Dominus, unus Deus et Pater omnium* (Eph. iv, 5).

De plus, il n'y a, il ne peut y avoir en Dieu qu'une nature spirituelle, indivisible, immuable, excluant toute idée de partage, toute idée d'éléments physiques et matériels. « Si nous pouvions contempler une âme à découvert seulement quelques instants, s'écriait un saint, ce serait assez pour nous faire mourir de ravissement et de bonheur. » Que serait-ce s'il nous était donné de voir un de ces brillants séraphins qui se tiennent sans cesse en la présence de Dieu, dont l'intelligence est si lumineuse, le cœur si embrasé des ardeurs de l'amour divin ? Et pourtant l'âme la plus pure, le séraphin le plus parfait ne sont rien, si on les compare à Dieu. La comparaison même ne saurait être tentée, tant la distance qui les sépare de Dieu est infinie. Toutes les beautés créées, tous les chefs-d'œuvres où se reflète la pensée de si puissants génies, les conceptions les plus idéales où l'âme humaine, ravie au-dessus d'elle-même, puisse s'élever, ne sont que des taches et des laideurs auprès de l'immense et infinie splendeur de la nature divine. Ah ! si la simple conviction de cette supériorité suréminente de Dieu sur toute créature suffisait à jeter les saints dans l'extase et arrachait de leur lèvres ces cantiques brûlants qui sont l'ex-

pression la plus sublime de l'admiration humaine, qui pourrait dépeindre les saints transports des esprits célestes en présence de l'Eternité. Et encore les anges sont-ils bien impuissants à découvrir toutes les merveilles des perfections divines. Dieu seul se connaît, Dieu seul embrasse d'un clair regard cette nature si une, si simple, si parfaite, si au-dessus de toute parole et de toute conception humaine.

Mais comment concilier cette unité transcendante avec la trinité des personnes de Dieu ? Qui nous le dira, qui nous découvrira ce mystère ? Ah ! pourquoi chercher à sonder ce qui dépasse si évidemment la capacité de notre pauvre intelligence ? Écoutez plutôt l'explication si claire et si précise que nous donne la sainte Eglise, notre mère. Voici en quels termes elle nous enseigne ces hautes et sublimes vérités dans le symbole qu'elle a emprunté de l'un de ses plus illustres Docteurs, saint Athanase : « Du Père, du Fils et du Saint-Esprit une est la divinité, identique la gloire, coéternelle la majesté, Ce qu'est le Père, le Fils l'est, l'est également le Saint-Esprit. Incréé est le Père, incréé le Fils, incréé le Saint-Esprit. Infini est le Père, infini est le Fils, infini le Saint-Esprit. Eternel est le Père, éternel le Fils, éternel le Saint-Esprit. Et pourtant ils ne sont pas trois Eternels, mais un seul Eternel. De même il ne sont pas trois Incréés, ni trois infinis, mais un seul Incréé, un seul Infini. Pareillement tout puissant est le Père, tout puissant le Fils, tout puissant le Saint-Esprit. Et cependant ils ne sont pas trois tout puissants, mais un seul tout puissant. Ainsi le Père est Dieu, le Fils est Dieu, le Saint-Esprit est Dieu. Et cependant il n'y a pas trois Dieux, il n'y a qu'un seul Dieu. Ainsi encore le Père est souverain Seigneur, souverain Seigneur le Fils, souverain Seigneur le Saint-Esprit. Néanmoins il n'y a pas trois Seigneurs, mais un seul Seigneur. De même, donc, que la vérité chrétienne nous oblige de confesser de chacune des personnes en particulier qu'elle est Dieu et Seigneur ; de même la religion catholique nous défend de dire qu'il y a trois Dieux et trois Seigneurs. »

Ainsi, M. F., quand nous exaltons les trois Personnes divines, nous ne devons jamais perdre de vue l'unité indivisible de cette substance qui est tout ensemble Père, Fils et Saint-Esprit.

O unité Sainte, unité ineffable, que Notre Seigneur ne craint pas, dans son infinie bonté, de nous proposer pour modèle, je vous adore. Avec saint Paul j'avoue et je reconnais l'impossibilité absolue où je suis de vous comprendre. Mais aussi, dans mon admiration et ma reconnaissance, je chante avec l'Eglise. « Gloire à vous, ô Trinité, parfaite en égalité, ô Divinité une, avant tous les siècles, maintenant et à jamais : *Gloria tibi, Trinitas æqualis, una Deitas, et antè omnia sæcula, et nunc, et in perpetuum* (Offic. Festi.)

II

Après avoir considéré l'admirable unité qui existe en Dieu dans la Trinité des Personnes, il

nous faut envisager l'autre côté non moins sublime du mystère, je veux dire la Trinité dans l'unité, *Trinitas in unitate*.

Avant de nous élever jusqu'au sein de la divinité pour y découvrir, à l'aide des lumières de la foi, la réalité de trois personnes distinctes dans une parfaite unité de principe et de nature, arrêtons un instant nos regards sur ce monde visible, et cherchons si nous n'y découvrirons pas quelque image de ce mystère ineffable qui « associe le nombre avec l'unité d'une manière si haute et si admirable. » Voyez plutôt ce qui se passe en nous. L'homme qui a été fait à la ressemblance de Dieu et en qui se trouve une irradiation divine, ne nous montre-t-il pas, en quelque sorte, la trinité dans l'unité ? L'âme est intelligence, l'âme est volonté, l'âme est mémoire. Il y a donc trois âmes dans l'homme ? Non, mais il y a trois puissances distinctes dans l'âme. Nous trouvons la même chose, mais d'une manière plus large dans la famille qui est aussi l'œuvre de Dieu. Y a-t-il trois humanités, parce que trois personnes différentes, le père, la mère et l'enfant constituent l'humanité vivante ?

Rien donc, M. F., dans l'adorable Trinité qui heurte de front, comme se plaisent à l'affirmer, impunément nos prétendus libres penseurs, les données de l'expérience et du sens commun. Qu'ils nous citent plutôt une seule créature où ne se rencontre reproduite, de quelque manière, la distinction importante à établir entre l'essence divine et les trois personnes. Les enfants de nos catéchismes n'ont pas de peine à comprendre ces figures, imparfaites sans doute, mais qui suffisent à faire rejeter toute idée de contradiction dans la doctrine de l'Eglise, doctrine qui n'est point la sienne, mais celle de Dieu lui-même.

Mais avançons et essayant, toujours appuyés du secours de notre foi, de pénétrer la nature du mystère, nous y découvrirons de non moins saisissantes clartés. Quel est, en effet, l'enseignement catholique touchant les mutuelles relations qui se trouvent entre les trois personnes divines et qui font leur égalité, comme leur distinction, et leur origine. Le voici dans sa brièveté et sa concision : Dieu le Père se comprend lui-même, se parle à lui-même ; et il engendre son Fils qui est sa pensée, son image intellectuelle éternellement subsistante, sa parole, son Verbe. Il aime cette parole, ce Verbe qu'il a produit de son sein, et qu'il y conserve. Son Fils à son tour l'aime, comme un Fils parfait aime un Père parfait. Mais qu'est-ce que leur amour, sinon cette troisième personne, don commun et réciproque du Père et du Fils, le Saint-Esprit. Ainsi Dieu est infiniment exprimé dans le Fils et infiniment aimé dans le Saint-Esprit, en sorte qu'il se fait du Père, du Fils, et du Saint-Esprit, une très simple et très parfaite unité. Parce que l'éternité est la substance de Dieu, quiconque est sorti de Dieu et de sa substance en sort nécessairement avec une même éternité, une même vie, une même majesté. Les trois personnes sont donc

coéternelles et égales en toutes choses : le Fils a tout ce qu'a le Père, excepté d'être Père; le Saint-Esprit a tout ce qu'ont le Père et le Fils. Tout est un entre eux. C'est pourquoi saint Augustin dit : « En Dieu il y a nombre, en Dieu il n'y a point de nombre : quand vous comptez les trois personnes, vous voyez un nombre ; quand vous demandez ce que c'est, le nombre n'existe plus, vous ne trouvez que l'unité simple : *Quia tres sunt, -tanquam est numerus; si quæris quid tres, non est numerus* » (In Joann. Tract. xxxix.)

Telle est, M. F., résumée d'une manière très imparfaite, l'économie de l'auguste mystère qui nous occupe. Mais si nous ne pouvons en pénétrer ici bas, autant que nous avons le désir, les sublimes secrets dont la révélation est réservée pour l'autre vie, nous pouvons du moins louer, bénir, aimer sans réserve dans le temps ce que nous contemplerons sans fin dans l'éternité. Unissons donc nos hommages à ceux de toute l'Eglise, à ceux des anges et des saints, et faisons monter jusqu'au ciel le cri de notre admiration et de notre amour : « A vous la louange, à vous la gloire, à vous l'action de grâce, ô Trinité bienheureuse, dans les siècles des siècles : *Tibi laus, tibi gloria, tibi gratiarum actio in sæcula sempiterna, o beata Trinitas!* » Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Il arrive bien souvent que les revenus des fondations sont insuffisants pour les charges dont elles grèvent les fabriques. La suppl. que présentée à la S. Congrégation par S. G. Monseigneur l'Evêque d'Angoulême expose la situation d'un grand nombre de fondations dans les divers diocèses de France. Le grand nombre d'affaires de ce genre pour lesquelles il aurait fallu recourir au Saint-Siège a fait accorder à l'Evêque suppliant la faculté de réduire les charges de fondations pour cinq années seulement.

ENGOLISMEN

FACULTATIS CONDONANDI ET REDUCENDI ONERA

Die 18 Augusti 1888.

Per summaria precum.

COMPENDIUM FACTI. Engolismensis Ordinarius S. Sedi sequentia exposuit, quod « nuperrime recurrebat ad eam favore hospitalis civitatis Rupescaldii, suæ dioceseos, et obtinebat condonationem missarum in eo fundatarum, et reductionem quoad futurum. Vix autem obtento S. Congregationis Concilii rescripto, et alii duo casus ex aliis Diocesis locis ipsi delati sunt, qui et ipsi recursum ad S. Sedem exigent. Nunc, inquisitione summam instituta, sat multa per totam diocesisim male ordinata, quæ simul exponenda voluit Sanctitati Vestre, ut succurrere dignetur. »

« Sunt foundationes, quarum fundus diminutus, vel etiam penitus consumptus, plerumque inculpabiliter, quandoque vero ex incitia aut negligentia administratorum, qui pecuniam in solvenda

ecclesiæ debita, vel in eam reparandam consumpserunt; et onera vel de præterito adimpleta non sunt, vel in præsens non habetur quod eis adimplendis sufficiat. — Quandoque etiam defunctorum hæredes redditus solvere renuunt ad implenda onera, nec utiliter cogi possunt. — Demum, non infrequenter fundus vel pecunia ab initio legata insufficientis erat, et tamen acceptata fuit ab administratoribus ecclesiarum, absque Episcopi approbatione, imo absque ullo ad eum recurso; quod vitium frequens fuit decursu præsentis sæculi, nec cessavit nisi post sæpius inculcatum jus et post iteratas ab Episcopo oratore admonitiones. »

« Foundationes autem hujusmodi, ut plurimum, sunt missarum lectarum tantum, conjunctis tamen aliquando missis cum cantu celebrandis, vel etiam addita obligatione officium defunctorum, certis diebus decantanti. Interdum occurrunt simul, ejusdem testamenti lege, onera missarum cum aliis oneribus, v. g., certam redditum partem erogandi in pauperes, aut lampadis coram Sanctissimo ardentis expensis providendi etc. »

« Episcopus orator expedire arbitratur, ut generalis instituatur per totam diocesisim inquisitio de foundationum existentia, conditionibus et implemento, successive tamen et adhibito sui Vicarii generalis auxilio, ne labore revisionis supra modum gravetur, et quæcumque minus recta reperta fuerint, ad juris et æquitatis regulas, necnon Decretorum Sanctæ Sedis sanctiones componantur. »

« Verum et aliud est Sanctitati Vestre exponendum, quod et ejus providentiam requirit. Sanctæ enim Sedis indulta, dum reductionem missarum Episcopis concedunt, ut plurimum earum numerum ad taxam eleemosynæ missæ manualis definiendum volunt. Jamvero eleemosyna missarum manualium in Diocesi engolismensi, unius libellæ ab antiquo constituta, nostris temporibus admodum exigua facta est, nec sacerdotum inopiæ sublevandæ satis congrua. Licet in multis Galliarum Diocesisibus aucta fuerit, eam tamen universim augere Episcopus orator usque huc reformidavit, ne exitus fieret pejor, et adhuc decrescerent paucissimæ fidelium suæ Diocesis obligationes ac missarum petitiones. Hinc ubi de oneribus missarum in hospitali Rupescaldensi fundatarum reducendis recenter actum est, a Sanctitate Vestra obtinuit ut majorem manuali taxam statuere posset. Idem et nunc ex postulandum putat, non tamen omnibus in casibus erit necessarium; nam in quibusdam locis, quorum sacerdotes eleemosynis missarum non carent, si fundatorum descendentes vel consentiant vel non supersint, etc. forsan consultius erit concedere, ut missæ, ad taxam eleemosynæ missæ manualis reductæ, in aliis ecclesiis celebrandæ tradantur, docto semper coram Episcopo de foundationis adimplemento.

« His omnibus expositis, instantè supplicat Episcopus engolismensis orator, ut Sanctitas Vestra, amplam sibi concedere velit facultatem, intra quinquennium proximum tantum, per se vel per suos Vicarios generales exercendam, condonandi

quoad præteritum, et reducendi quoad futurum fundationum onera, sive ea in missis lectis, aut cantatis, aut in obligatione cantandi officium defunctorum, vel in aliis oneribus consistant, sive plura hujusmodi onera in eodem casu concurrant, taxata eleemosyna missarum reductarum etiam ad taxam missæ perpetuæ, juxta morem Diœcesis, vel, si eleemosyna minor quandoque præfinienda visa fuerit, facta rectoribus ecclesiarum potestate earundem missarum celebrationem alibi procurandi, ac servatis de cetero regulis a probatis auctoribus, ac signanter a Benedicto PP. XIV in suo opere *De Synodo* traditis. »

RESOLUTIO. Sacra Cong. Concilii, re cognita, sub die 18 Augusti 1888, censuit respondere : *Pro gratia juxta petita ad quinquennium, facto verbo cum SSmo.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Dans une paroisse qui a pour patrons principaux saint Sulpice, évêque, et saint Antoine, abbé, comment doit-on célébrer ces fêtes, à l'incidence, pendant l'octave, aux suffrages, etc. ?

R. — Il nous est impossible de répondre à cette question, parce qu'on ne donne pas assez de renseignements. S'agit-il de deux patrons de lieux ? S'agit-il de deux patrons d'église ? S'agit-il d'un patron de lieu et d'un patron d'église ? De quel saint Sulpice s'agit-il ? Nous ne pouvons croire qu'il s'agirait de saint Sulpice qui est le titulaire de l'Eglise Saint-Sulpice de Paris, car alors il devrait être célébré le 17 janvier, c'est-à-dire le même jour que saint Antoine, ce qui est impossible.

Nous prions donc notre vénéré correspondant de nous fournir de plus amples renseignements.

Q. — 1^o La rubrique tolérerait-elle qu'à une inhumation on placât autour du catafalque des souches avec cire pure, au lieu de cierges, comme c'est l'usage dans certaines paroisses, surtout quand on a lieu de craindre que la matière des dits cierges, soit tout autre chose que de la cire. — Il semble qu'on puisse le faire attendu qu'on dit bien la messe avec souches renfermant des bougies de cire. Or, qui peut plus, peut moins. — Les raisons apportées sont la propreté, certain usage, l'économie pour la fabrique, et aussi la presque certitude que les cierges du commerce ne renferment que peu ou point de véritable cire d'abeilles :

2^o Que penser de l'emploi des cierges de stéarine aux inhumations ?

3^o Traiter, si c'est possible, la question du luminaire aux différentes fonctions ecclésiastiques et référer aux usages généraux de France.

R. — Ad. I. Nous pensons qu'on peut tolérer l'usage des souches métalliques autour d'un catafalque, attendu que la Sacrée Congrégation des Rites vient de décider, d'une manière générale, sans faire aucune distinction, qu'on pouvait en tolérer l'emploi :

« An tolerari possit usus cereorum fictorum ex metallo in quibus machina quadam introductur cereus ? »

R. Tolerari posse (18 mai 1878, n. 5228, ad. 19).

Pourquoi ne pourrait-on pas faire, auprès d'un catafalque ce qui peut être toléré sur un autel. Si donc cet usage existe, nous pensons qu'on peut le continuer.

Ad. II. La stéarine ne pourrait pas remplacer la véritable cire pour les inhumations, parce que les inhumations sont une cérémonie liturgique ; or on doit employer de la vraie cire dans les saints offices. Nous avons déjà dit combien on est sévère sur ce point dans la ville de Rome. Défense formelle est faite à tous les Supérieurs des Eglises et établissements pieux de brûler de la fausse cire « pour quelque cérémonie que ce soit. »

Défense est également faite aux marchands de cire de vendre de la fausse cire pour l'usage des églises, « pour les funérailles et services funèbres », sous peine de 1 franc d'amende par livre, et d'une amende double en cas de récidive.

Ad. III. La réponse se trouve dans la solution précédente. Les rubriques et les décrets ne font aucune exception pour la France. Nous avons déjà suffisamment traité cette question il y a quelques semaines. (Voir le n^o 75 de cette année.)

Q. — 1^o L'octave de saint Hilaire, patron, tombe le 21 janvier, jour de la fête de sainte Agnès (*primo*) ; notre *ordo*, reportait cette sainte Agnès au 15 février, premier jour simple. Pourquoi le 28 janvier, fête de sainte Agnès *secundo*, ne pas fêter sainte Agnès, et pourquoi mettre le *secundo* avant le *primo* ?

2^o Les cartons d'autels, *manuscripts*, enrichis d'ailleurs d'enluminures artistiques sont, me dit-on, prohibés pour la célébration du Saint-Sacrifice. Y a-t-il des décrets à ce sujet ?

Et dans le cas où il serait permis de s'en servir, doivent-ils être (*manuscripts* ou non) revêtus de l'approbation de l'Ordinaire.

R. — Ad. I. Les renseignements que vous nous donnez sont insuffisants pour que nous puissions résoudre sûrement notre question. Il est probable que votre *ordo* a raison. Si saint Hilaire est patron de votre diocèse, la fête de sainte Agnès est perpétuellement empêchée par le jour octave. Par conséquent elle a dû être remplacée au premier jour libre comme en son jour fixe. Or, quel était le premier jour libre ? Ce n'était pas le 28 janvier puisque la Sacrée Congrégation des Rites le défend, et réserve ce 28 à la fête du Saint Nom de Jésus pour le cas où cette fête serait empêchée le second dimanche de l'Epiphanie. Ce n'était pas non plus le 3 février, puisque ce jour est réservé à la Purification pour le cas où cette fête se trouverait empêchée par un dimanche de seconde classe. Il est donc probable que la fête de sainte Agnès a été remplacée au jour qui lui convient.

Ad. II. On vous a trompé lorsqu'on vous a dit que les canons d'autel *manuscripts* sont prohibés. Voici ce qu'il en est des cartons, soit *manuscripts*, soit imprimés :

1^o La rubrique du Missel ne prescrit qu'un seul carton, c'est celui du milieu, qu'elle appelle tableau des secrètes :

« Ad crucis pedem ponatur tabella, secretarum

appellata » (Rubricæ generales Missalis, Titre xx, De præparatione altaris et ornamentorum ejus).

2^o Le temps a introduit deux autres cartons, l'un au coin de l'épître, qui contient le *Lavabo*, l'autre au coin de l'évangile, qui contient l'évangile de saint Jean *in principio*. Ces deux canons ne sont pas prescrits par les rubriques ni par les décrets ; mais ils ne sont pas condamnés non plus ; et l'usage en est général aujourd'hui, même à Rome.

3^o Mais un décret de 1864 exige qu'on écarte les canons, en dehors de la messe, lorsqu'on fait l'exposition du très Saint-Sacrement. Le procureur général du tiers-ordre de saint François avait demandé :

« An in expositione SSmi Sacramenti, sive pro Oratione Quadraginta Horarum seu alia quavis de causa amovendæ omnino sint Tabellæ ab altari expositionis, quas rubricæ ad Celebrantis commoditatem exigunt in missæ celebratione ? »

La Sacrée Congrégation répondit : *Affirmative*. (20 décembre 1864, n. 5343, ad. 3.)

Q. — 1^o Est-on obligé, à la grand'messe du dimanche de chanter intégralement l'*Alleluia* et le Graduel. Dans plusieurs paroisses, on a l'habitude, *brevitatis causâ*, de ne chanter que l'*Alleluia*, sans les paroles qui suivent et sans le Graduel. Est-ce licite et quelle raison faut-il pour se permettre cette abréviation ?

2^o Est-il suffisant, aux messes des morts, *corpore præsentæ*, que le célébrant récite la prose *Dies iræ*, sans que le chantage la chante ou la récite, et s'il faut que le chantage la chante ou la récite, pourrait-il se contenter d'en chanter ou réciter quelques versets seulement ?

3^o Nos paroisses ont-elles, aujourd'hui, des patrons de lieu ou n'ont-elles que de simples *titulaires* ou patrons d'église ? Par exemple, dans notre diocèse où il y a un patron du diocèse, qui est la Sainte-Vierge, les paroisses peuvent-elles avoir un *patron de lieu* ?

4^o De plus, un curé est-il obligé, le jour de la fête patronale d'appliquer la messe *pro populo* ?

R. — Ad I. Le Saint-Siège n'a rien décidé sur cette question pour les églises qui ne sont pas conventuelles, vous devez vous en tenir aux règlements diocésains ou aux coutumes des lieux.

Ad II. Pour la prose *Dies iræ*, nous avons déjà dit que les chantages pouvaient omettre quelques strophes, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites pour le diocèse de Saint-Brieuc en 1854 :

« Sequentiam *Dies iræ* semper dicendam in missis de Requie quæ cum unica tantum oratione decantantur, verum aliquas strophas illius cantores prætermittere posse. » (12 août 1854, n. 5208, ad 12).

Quelles sont les strophes que l'on peut omettre ? La sacrée Congrégation des Rites ne l'indique pas.

Mais ce que l'on peut affirmer, c'est qu'elle veut que l'on chante toutes les strophes qui contiennent des supplications en faveur des défunts ; car le prévôt de la Congrégation de l'Oratoire de la ville de Turin, ayant demandé si l'on pouvait tolérer l'usage introduit dans cette communauté, d'omettre dans les messes chantées, le chant de l'Introït, de

l'offertoire, de la communion, et, pour les messes de *Requiem*, la prose *Dies iræ*, l'offertoire et quelque partie de l'absoute, la sacrée Congrégation répondit :

Ou bien ne célébrez pas de messes pour les défunts, ou bien chantez tout ce qui contient des prières :

« Vel non celebrandas missas defunctorum, vel canenda esse omnia quæ precationem suffragii respiciant. » (11 sept. 1847, n. 5118, ad 2).

On objectera peut-être que cette réponse laisse quelque doute, parce qu'elle ne détermine pas les parties de la messe qui contiennent des prières. On peut donc se demander si la prose *Dies iræ* et l'offertoire renferment des prières proprement dites. Mgr Collier, évêque de Port-Louis, eut des doutes et les adressa en 1857 à la sacrée Congrégation des Rites :

« Utrum in responso a sacra Rituum Congregatione die xi septembris 1847 in Taurinen. ad dubium secundum dato quod respicit missas defunctorum cantandas, verba illa Precatio Suffragii includant Sequentiam *Dies iræ*, quæ vix vocari potest oratio vel precatio ? Item utrum in dictis missis cantari necessario debeat offertorium ? »

La sacrée Congrégation répondit : « Affirmative. » (9 mai 1857, n. 5243, ad 1).

Ad III. Vous demandez si les *paroisses* ont aujourd'hui des patrons de lieu, ou bien si elles n'ont que de simples *titulaires*. Nous répondons :

Le mot paroisse peut être pris en deux sens. Il peut signifier une commune, c'est-à-dire un village ou une ville, et alors la paroisse peut avoir, et a ordinairement un patron de lieu. Il peut également signifier une partie seulement d'une commune, comme il arrive dans les villes qui ont plusieurs églises, et alors cette paroisse n'a qu'un patron d'église, c'est-à-dire un titulaire.

N'a-t-elle pas aussi un patron de lieu ? Elle n'en a pas de particulier pour elle ; elle a le même patron de lieu que toutes les autres paroisses de la ville. Prenons par exemple la ville de Paris. Chacune des paroisses a son patron d'église ou titulaire, mais elle n'a pas de patron de lieu particulier ; elle a le même patron de lieu que toutes les autres paroisses, à savoir, Sainte-Geneviève.

Dans un diocèse qui a un patron de diocèse, les paroisses peuvent-elles avoir un patron de lieu ? Oui, si par paroisse vous entendez une commune. Non, si par paroisse, vous entendez seulement l'église d'une ville.

Ad IV. Oui, un curé est obligé d'appliquer la messe pour son peuple à la fête du patron de lieu ; mais non à la fête du titulaire de son église.

Il n'est pas obligé d'appliquer à la fête du patron du diocèse.

Q. — 1^o Doit-on sortir de la bonne foi un ménétrier qui, après avoir dirigé des danses pendant tout l'hiver, se présente pour faire ses pâques, mais ne parle pas du métier qu'il exerce. Il y a certitude qu'il ne profiterait de l'avertissement du confesseur, que pour ne plus se confesser. Vaut-il mieux l'éloigner de l'éclairant, ou l'ad-

mettre, sans l'interroger ? Voici ce qui est arrivé pour les danses ses ; l'année dernière, je les avaient prévenues qu'elles seraient au moins retardées pour la communion pascale, et que quant à l'absolution elles ne l'obtiendraient que tout autant qu'elles me promettaient d'abandonner les bals. Les danseuses sont venues au confessionnal ; mais n'ayant voulu rien promettre, elles sont reparties, sans avoir été absoutes, et je ne les ai plus revues de quelque temps. Plusieurs sont allées trouver des prêtres voisins qui les ont admises, soit parce qu'elles ne faisaient pas connaître leur situation, soit parce qu'elles paraissaient bien disposées. Que faire ?

Quelle direction donner aux enfants de Marie sur ce point délicat de la danse ? Leur règlement interdit, sous peine d'exclusion, leur apparition dans ces assemblées. Le bruit court dans la paroisse que telles et telles fréquentent les bals ; le curé ne peut les frapper sans preuve, et la preuve est difficile à faire, quand les intéressées nient. Quel parti prendre, selon vous ?

2° Que pensez-vous des communautés religieuses, et elles ne sont pas rares, qui font apprendre la danse à leurs élèves, aux jeunes filles ? Usage reçu, me direz-vous. Mais là se pose la cause de beaucoup de péchés. Ne vaudrait-il pas mieux effacer cet art d'agrément des programmes ? Veuillez donner votre avis motivé.

3° Il serait à souhaiter que là où on ne peut brûler, pendant les offices liturgiques, de la cire pure, on se servit au moins de cierges ayant le minimum exigé par les statuts diocésains : la plupart des fabriques sont privées des ressources et ne peuvent faire la dépense du luminaire de l'année ; à cela vous me répondez que les enterrements sont là pour fournir une bonne part de la cire nécessaire ; oui et non vous répondrai-je. Oui ; mais les fidèles qui visent d'abord à l'économie, apportent à l'Eglise, pour les cérémonies funèbres, des cierges de stéarine, où la cire brille par son absence ou est en petite quantité. Pour parer à cet inconvénient, ma fabrique, selon son droit, a un dépôt de cierges liturgiques qu'elle peut imposer ; c'est ce que je m'efforce de faire comprendre ; alors, on crie à la tyrannie et on menace d'enterrer civilement ; que faire ? Faut-il résister ? Faut-il céder ? Votre avis. — De plus, c'est le nombre des cierges qui détermine la classe des inhumations ; il en faut 12 à la troisième, 8 à la quatrième ; les fidèles veulent bien 12 cierges, mais ils ne veulent payer que la quatrième classe ; le curé doit-il résister ? Doit-il céder ?

4° Vaut-il mieux interroger les femmes sur le devoir du mariage, les jeunes filles sur le sixième commandement que de les attendre ? Ici les interrogations d'un très pieux missionnaire ont produit le plus mauvais effet.

R. — Ad. I. Ce ménétrier, qui a fait danser tout l'hiver, est-il dans la bonne foi ? Peut-on admettre qu'il n'a pas même soupçonné l'immoralité de son triste métier ? Mais quand même il serait dans la bonne foi, ce qui nous paraît moralement impossible, il faudrait l'avertir ; et ce, quand même il n'y aurait pas *spes emendationis*, parce qu'il y a un scandale public à empêcher.

Si cet homme ne profite pas de suite de l'avertissement, il en pourra profiter plus tard, et s'il abandonne les sacrements, la Religion n'a rien à y perdre, ni probablement lui non plus, tant que ses dispositions ne seront pas changées.

Quant aux danseuses, nous ne pensons pas qu'il soit bon de les prévenir en général et surtout en public, que l'absolution leur sera refusée ou différée, si elles ne promettent pas de renoncer au bal. Une pareille menace, s'adressant à toutes n'en arrêtera aucune : et il en arrivera presque toujours ce que vous avez constaté vous-même.

Que faire alors, dites-vous ? Nous avons déjà répondu plusieurs fois à cette question. La manière d'agir, dépend beaucoup des circonstances, bien qu'elle doive s'appuyer toujours sur les principes de la théologie.

Il faut examiner si les danseuses renferment une occasion prochaine de péché grave. On peut absoudre une personne, pour qui la danse n'est pas une occasion prochaine, surtout si elle ne danse que rarement. Je suppose que sa participation au bal ne cause pas de grave scandale. Il en est autrement de celle qui trouve dans le bal un danger prochain. Elle doit renoncer à courir ce danger : sans quoi, elle n'aurait pas la contrition. Faut-il lui faire promettre de ne plus jamais danser ? Cela serait peut-être un peu imprudent, et même excessif : parce qu'il peut arriver que la danse n'implique toujours pour elle un pareil danger, et même qu'il se rencontre certaine circonstance où elle soit obligée de quelque manière à y prendre part. Il est donc plus avantageux de lui faire comprendre la nécessité d'éviter en général toute occasion prochaine de péché mortel, sans lui faire une obligation formelle de renoncer à la danse, mais tout en lui faisant bien sentir le grave danger que renferme d'ordinaire le divertissement, si peu convenable pour une personne chrétienne, qui tient à son honneur et à sa vertu. Si elle a ce ferme propos d'éviter en général toute occasion prochaine de péché, elle peut recevoir l'absolution. La grâce du Sacrement fortifiera sa bonne disposition, et la rendra, sinon incapable de retomber, du moins plus vigilante et plus ferme dans le bien.

C'est donc au confessionnal surtout qu'il faut agir avec ces personnes : et tenir, un juste milieu, également éloigné d'une sévérité excessive, qui refuserait *a priori* les sacrements, et d'une indulgence aveugle, parce qu'elle fermerait les yeux sur des désordres graves et n'exigerait pas les dispositions nécessaires à la bonne réception des Sacrements.

Nous pensons que cette simple application des principes, est un moyen plus sûr pour éloigner des danses, que les menaces de refus d'absolution. Et si par ce moyen, on parvient à détacher de la tourbe des danseuses, quelques personnes plus sérieuses et bien posées dans le pays, on aura déjà porté à la danse un coup terrible, dont elle souffrira beaucoup, si même elle n'en meurt pas.

Ce qui précède s'applique à toutes les danseuses. Notre correspondant nous demande encore notre avis, sur la manière de résister à l'invasion de la danse dans les congrégations de la Sainte-Vierge.

Ici nous conseillons plus de sévérité, puisque le règlement de la Congrégation des enfants de Marie interdit positivement la danse. Une congréganiste qui a notoirement violé le règlement sur ce point, doit être éliminée de la Congrégation, au moins, si elle ne répare pas le scandale qu'elle a donné. Mais comment savoir qu'elle a dansé ? Ce n'est pas aux coupables d'ordinaire qu'il faut demander la preuve de leur culpabilité, mais au té-

moignage de personnes dignes de foi. C'est donc aux témoins du fait, qu'il faut en demander l'attestation. Un bon moyen pour un curé d'être bien renseigné sur les faits et gestes des congréganistes, c'est d'avoir dans la Congrégation une présidente avec un conseil de deux ou trois personnes, chargées de veiller à tout ce qui touche à la Congrégation, et en particulier à la conduite des Congréganistes.

Ad. II. Assurément, il serait mieux de supprimer cet art d'agrément parce qu'il renferme un danger pour les personnes qui l'apprennent; mais quelquefois le mieux n'est-il pas l'ennemi du bien? C'est pourquoi, il est difficile dans cette question de se prononcer d'une manière absolue.

Ad. III. Les cierges, exigés par la rubrique pour la célébration de la messe et des saints offices doivent être en cire. Il n'en est pas de même de ceux qui sont ajoutés en plus, afin de donner plus d'éclat aux cérémonies religieuses.

La question du nombre et de la qualité des cierges offerts par les familles dans les cérémonies funèbres, est différente. Elle est réglée par les prescriptions générales et particulières, et aussi par la coutume locale.

Les fidèles peuvent prendre pour luminaire les cierges de la Fabrique, mais il n'y sont pas tenus, à moins d'un règlement spécial, qui les y obligerait.

Ad. IV. En cela comme en toutes choses, il faut suivre les règles de la prudence. Le confesseur doit interroger, quand il a une présomption fondée, que l'interrogation est nécessaire ou utile à l'intégrité de la confession.

Q. — Rémo, franc-maçon, a vendu son âme au démon : de plus, Rémo a vendu à un grand prix les saintes espèces qu'il a volées. Les plus terribles maladies l'accablent lui et ses enfants. Pénétré de remords, il se présente pour demander son pardon. Que doit exiger auparavant de lui le confesseur?

R. — Rémo doit : 1^o renoncer à la franc-maçonnerie, qui l'a conduit à cet abîme d'iniquités. S'il a encouru l'excommunication, ce qui paraît certain, à moins qu'il n'ait ignoré la censure portée contre les francs-maçons, il doit recourir au Pape, à qui l'absolution de cette censure est réservée. Ce recours cependant peut se faire par lettres, et par le moyen du confesseur, qui demandera le pouvoir d'absoudre de l'excommunication.

Rémo doit : 2^o rétracter le pacte honteux, par lequel, il a vendu son âme au démon : détruire tout ce qui le rappellerait. Ce pacte n'oblige à rien, et ne donne au démon, d'autre droit, que celui qu'il acquiert par le péché qu'il fait commettre. Le malheureux qui a fait cet horrible marché avec le démon, peut et doit en tout temps y renoncer. Il y renoncera efficacement par une pénitence sincère. Pour obtenir plus facilement son pardon, qu'il recoure à la Sainte-Vierge avec autant d'humilité que de confiance.

Rémo doit : 3^o concevoir encore une vive horreur

du crime de sacrilège et de simonie, dont il s'est rendu coupable, en vendant les saintes espèces. Ce crime est celui de Judas, qui bourrelé de remords alla jeter dans le temple « le prix du sang. »

Le nouveau Judas est-il tenu de restituer la somme qu'il a reçue? Il y a controverse sur ce point. Les uns disent qu'il y a obligation de restituer, parce que le contrat simoniaque est nul. D'autres nient cette obligation, par la raison, que ce contrat simoniaque, quoique contraire à la vertu de religion, n'est pas évidemment contraire à la justice, parce que des deux côtés, il y a tradition de choses appréciables : la chose spirituelle n'étant pas dénuée de prix, étant même au-dessus de toute estimation pécuniaire.

Dans le doute, il faudrait au moins engager Rémo à imiter Judas, non dans son désespoir, mais dans la restitution du prix de son sacrilège. A qui devrait-il restituer? De préférence à l'Eglise, en faveur des œuvres pies et surtout eucharistiques.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LE CATÉCHISME A NOTRE ÉPOQUE. SA PRATIQUE

I. L'organisation d'un catéchisme (Suite ¹)

Nous avons signalé l'importance capitale de la bonne organisation d'un catéchisme dans une paroisse, et expliqué déjà deux principes qui doivent nous diriger dans cette organisation.

Nous avons dit : 1^o *Qu'il est absolument nécessaire à un pasteur de s'occuper de l'éducation de ses enfants, non seulement aux jours que semblent lui réserver à cet effet les lois scolaires, mais constamment et toute l'année, et cela depuis leur premier âge jusqu'à leur complète formation chrétienne.*

Nous avons établi : 2^o *Qu'autant les réunions catéchistiques des enfants doivent être fréquentes, régulières et constantes, autant elles doivent être réglées et imposées avec prudence et délicatesse d'attention, avec tous les ménagements que demandent la susceptibilité des maîtres d'école, les exigences des parents et la situation des enfants.*

Nous ajoutons : 3^o *Il est indispensable d'organiser dans toutes les paroisses, sans aucune exception, un grand et un petit catéchisme.*

Le bon sens le dit : Il faut traiter l'enfant selon son âge, et en fait de soins, de nourriture, de surveillance, d'éducation et d'instruction, on doit tout proportionner à sa taille, à ses besoins, à ses capacités. Sa famille et l'école comprennent parfaitement cette nécessité et s'y soumettent; aussi le prêtre, chez qui le sens divin et le dévouement chrétien viennent relever encore le bon sens et le

¹ Voir l'Ami du Clergé du 25 avril numéro 17, et du 16 mai numéro 20.

dévouement humains, ne doit-il faire aucune difficulté de la reconnaître lui-même et d'en accepter le premier et plus généreusement que personne les conséquences.

Ces conséquences, pour ce qui le concerne, sont : Que tous ses enfants n'ayant ni le même âge, ni le même développement intellectuel, il ne peut leur tenir à tous le même langage ; et que dès lors, s'il ne veut perdre le fruit de son temps et de ses travaux auprès de l'une ou de l'autre partie de ses petits auditeurs, il doit diviser ces derniers au moins en deux sections, établir en d'autres termes un *grand* et un *petit catéchisme*.

Or, un *grand* et un *petit catéchisme* supposent non seulement des leçons et des enseignements distincts, mais encore des réunions séparées. Car, si le pasteur tentait, durant une même séance, de se occuper des deux sections, s'adressant à cet effet tantôt aux grands et tantôt aux petits, il en résulterait successivement pour les uns et les autres une perte de temps obligée, d'où naîtraient forcément l'inattention, la dissipation, l'ennui, le dégoût du catéchisme, et là où les enfants sont un peu nombreux, la ruine inévitable de la discipline.

Les instituteurs, il est vrai, passent d'une section à l'autre dans leurs classes ; mais outre que ces classes durent trois heures au moins, ce qui permet de consacrer un temps passable à chaque groupe, les élèves après avoir entendu la leçon du maître, se livrent à un travail personnel qui les tient constamment en haleine. Le peu de durée de chacun de nos catéchismes et leur mode exclusif d'enseignement oral ne nous permettent d'y faire ainsi plusieurs cours d'une manière fructueuse.

Ce n'est donc qu'exceptionnellement et pour de bonnes raisons, comme dans un cas d'impossibilité ou de nécessité imprévue, quelquefois aussi pour donner un peu d'émulation aux enfants, que nous ne ferons qu'un catéchisme. Nous devons tenir à avoir d'ordinaire un grand catéchisme et un petit catéchisme séparés, et combiner dans ce sens notre organisation.

Dans les paroisses où il y a plusieurs prêtres, cette organisation peut se faire sans grande peine, surtout, ce qui est tant à désirer, s'il existe un local distinct pour chaque catéchisme.

Il en serait de même là où des religieuses ou des personnes capables pourraient et voudraient se charger du catéchisme des petits enfants. Et pour le dire en passant, nous pensons que le curé peut utiliser avec empressement, là où il les rencontre, ces précieux dévouements, nous croyons même qu'il doit instamment leur faire appel, les encourager et les soutenir de tout son pouvoir. Son zèle pastoral ne perdra rien à être ainsi secondé, surtout s'il sait donner la direction aux catéchistes ; et il aura par ce moyen l'inappréciable avantage de pouvoir se consacrer sérieusement à l'éducation religieuse des enfants plus âgés. Nous connaissons des paroisses où les choses se passent ainsi, au grand profit et à la parfaite satisfaction de tous.

Il est plus difficile d'organiser les deux catéchismes là où le prêtre est absolument seul pour l'un et l'autre ; car alors se présente une question de temps et de travail des plus sérieuses. Voici ce que nous conseillerions : S'il y a possibilité de continuer le grand catéchisme toute l'année, c'est-à-dire à peu près jusqu'aux grandes vacances scolaires, ce qui est de tout point préférable, nous croyons, qu'en dehors du jeudi, il faut consacrer deux jours par semaine à chaque catéchisme ; par exemple, le mardi et le vendredi au grand catéchisme, le mercredi et le samedi au petit catéchisme. S'il n'y a point d'espoir de conserver les enfants plus âgés pendant les mois d'été, nous donnerions pendant l'hiver trois jours au grand catéchisme, et un jour seulement au petit ; à charge de racheter, à partir du mois de mai, pour les plus jeunes enfants, cette insuffisance de catéchisme au commencement de l'année.

Les jeudis, au moins jusqu'à Pâques pour le grand catéchisme, et plus tard même pour le petit catéchisme nous seront d'une grande ressource pour compléter notre enseignement religieux, et un curé zélé ne manquera jamais d'en tirer bon parti. Il faut donc tenir compte du jeudi dans l'organisation de nos catéchismes.

4^e Nous avons appris par expérience que rien n'est plus consolant pour le pasteur, ni plus avantageux pour les enfants qu'un catéchisme supplémentaire fait spécialement pour ceux de ces enfants qui se préparent à la première communion pendant l'année.

Avant toute explication et preuve quelconque, nous tenons à déclarer que ce catéchisme en petit comité, fait presque tous les jours en notre sacristie, pour les enfants qui arrivent à l'âge de communier et exclusivement pour eux, est celui que nous affectionnons par dessus tous les autres et auquel nous renoncerions le plus à regret. Les joies mêmes qu'il nous donne, aussi bien par ses heureux résultats que par les rapports d'intimité qu'il crée entre nous et nos petits enfants, ne nous ont jamais permis de penser à la fatigue qui peut en venir ou à la sujétion à laquelle il nous condamne. Essayez, dirons-nous au confrère tenté de sourire de ce qu'il croira pouvoir appeler nos tendresses enfantines, et vous verrez qu'il y a plus de vrai plaisir à converser chaque soir vers 4 h. avec quelques petits enfants, généralement bien disposés à cause de leur prochaine communion, qu'à s'occuper dans sa chambre ou ailleurs des choses mêmes les plus agréables. Mais d'abord écoutez nos raisons.

Les catéchismes, dont nous venons de donner en principe l'organisation générale, sont les catéchismes pour tous, les catéchismes d'éducation et de formation religieuses qui doivent prendre l'enfant dès sa première lueur de raison et le conduire jusqu'à son parfait développement chrétien. Car, nous nous plaisons à le redire, nous ne sommes pas de ceux qui ne voient au catéchisme d'autre raison d'être que la première communion, et qui

croiraient volontiers qu'on ne doit le faire qu'en vue de cette cérémonie. Nous nous plaçons bien plus haut et nous sommes sûrs d'être dans le vrai. Nous croyons donc et sans cesse, et de toutes manières nous essayons de faire partager nos convictions à nos paroissiens. Nous croyons que le catéchisme est l'école *spirituelle et surnaturelle* de l'enfant, et que cette école sainte, dont le soin est confié aux ministres de Dieu, doit commencer aussitôt et se prolonger aussi longtemps au moins que l'école humaine dont on fait tant de cas et dont on prend si fort souci. C'est dans ce sens qu'il nous faut tenter d'établir les catéchismes dans nos paroisses, de les faire comprendre et accepter.

Toutefois, comme la première communion est l'acte le plus auguste et le plus saint qui se puisse concevoir, il importe d'y préparer spécialement le jeune enfant dont nous faisons l'éducation chrétienne; et comme les familles ont encore généralement gardé pour cet acte une sérieuse estime, et concentrent même souvent sur lui toutes leurs préoccupations religieuses, il faut profiter de ces bonnes dispositions qui rendent les parents plus accommodants, pour prendre à part les enfants, l'année de leur première communion, et leur inculquer ainsi tout à l'aise les principes de la piété et de la science religieuse.

Nous appelons ces enfants presque tous les soirs après la classe, à partir de la Toussaint; et parce que nous les gardons peu de temps, une demi-heure au plus, et qu'ils ont la première communion en perspective, ils viennent généralement sans regret. Nous repassons avec eux le catéchisme en entier, et cette revue nous permet de combler bien des lacunes pour l'instruction, de remédier à bien des ignorances. Plusieurs fois nous avons vu des paresseux endurcis, s'éveiller enfin et se mettre à l'œuvre après quelques-unes de ces réunions intimes. Nous avons surtout constaté que l'impression religieuse de ces petites réunions est excellente, et que, pour l'esprit de prière et la conduite chrétienne, elles ont plus d'effet que tout autre moyen. Généralement un avis, un bon conseil, un mot de piété les accompagne; toujours la prière du soir les termine. Nous ne connaissons rien de meilleur pour contribuer à la formation de l'enfant chrétien.

Moins elles sont nombreuses et plus elles sont fructueuses ces réunions préparatoires à la première communion. C'est pourquoi, au risque (comme on nous l'a fraternellement reproché) de nous imposer chaque année un travail qu'il nous serait facile de n'accepter que tous les deux ou trois ans, nous n'avons pas hésité à préparer de la sorte des premières communions, toutes les fois que nous avons des enfants qui ont l'âge requis par l'Eglise. Nous trouvons à cette méthode d'autres avantages très sérieux encore; mais comme elle a ses contradicteurs très convaincus, nous nous contenterons de dire notre manière de voir sans insister.

5^o Il faut s'efforcer par le moyen du catéchisme, d'assurer la persévérance des enfants qui ont fait leur première communion.

Le principe du catéchisme de persévérance, ou du catéchisme après la première communion, est tellement admis qu'il n'y a qu'une voix pour en proclamer la nécessité absolue, et pour reconnaître que sans ce catéchisme il n'y a point de persévérance possible.

Comment essayer d'y attirer les enfants? Nous le dirons plus tard. Nous indiquons seulement ici comment nous le concevons, principalement dans les petites paroisses de campagne.

À la ville, les catéchismes de persévérance sont établis d'ordinaire tout spécialement et à peu près exclusivement pour les *persévérants*. Là, cette méthode est excellente et pratique; elle y est du reste la seule possible.

Mais dans nos petites paroisses, le catéchisme de persévérance doit, à notre sens, se faire d'une autre manière. Il doit se confondre, *le dimanche*, avec ce que nous appelons le *catéchisme de paroisse*, et pendant la semaine avec le *grand catéchisme*, auquel les jeunes communicants doivent continuer d'assister. Il serait impossible, croyons-nous, d'organiser autre chose d'une manière durable. Le temps et les forces feraient défaut au prêtre, qui trouvera déjà bien lourd le fardeau d'un grand et d'un petit catéchisme, augmenté du catéchisme de première communion.

Du reste, le catéchisme de paroisse ou du dimanche, qui existe partout, est un vrai catéchisme de persévérance, différant seulement de celui des villes en ce que tous les enfants y assistent avec les grandes personnes qui le veulent. Il faut faire en sorte d'y intéresser toute la paroisse en y donnant une explication suivie de la doctrine chrétienne, de manière à en exposer tout l'ensemble dans l'espace de trois ou quatre années. Nous ne croyons pas que le catéchisme du dimanche doive faire suite aux catéchismes de la semaine, autrement les grandes personnes qui le fréquentent n'entendraient que des enseignements détachés, ne se reliant point les uns aux autres, et ne formant point ce tout qui plaît et instruit. Nous faisons toutefois répéter au début de ce catéchisme la lettre des deux chapitres que nos enfants ont étudié pendant la semaine. À cela nous trouvons avantage et pour les enfants qui récitent ainsi deux fois leur leçon, et pour les paroissiens qui entendent ce qu'ils ont appris autrefois.

Ce catéchisme du dimanche, fréquenté pendant plusieurs années, remettra en mémoire aux enfants qui ont fait leur première communion et gravera dans leur esprit l'enseignement religieux. Il les aidera aussi à se maintenir dans leurs bonnes résolutions, par les conseils et les exhortations qu'y donne le Pasteur. Il faut donc tout faire pour exiger l'assistance des persévérants à ce catéchisme, et si on le peut obtenir d'eux qu'ils fréquentent encore au moins une année le grand catéchisme de la semaine, surtout pendant l'hiver.

On nous dira sans doute que le tout est de réussir. Nous répondrons que pour réussir il faut d'abord vouloir fortement et essayer avec entêtement. Avec le temps et la patience, on obtient parfois des succès inespérés. Nous nous permettons de parler ainsi parce que, malgré bien des étonnements et des résistances de nos paroissiens au début, nous avons enfin abouti à imposer notre règlement tout entier, et même généralement à en faire comprendre les avantages.

6^o *L'organisation d'un catéchisme une fois établie, il faut la respecter soi-même afin de la faire respecter par les autres.*

C'est là notre dernière pensée sur le sujet qui nous occupe. La paroisse jugera notre catéchisme par le cas que nous en ferons nous-mêmes. Si pour un motif vain, pour une cause futile, nous touchons au règlement du catéchisme, nous l'ébranlons. Au contraire, si nous nous y montrons fidèlement attachés, nous en inspirerons l'estime aux enfants et aux parents.

Nous croyons donc que le règlement du catéchisme une fois connu de la paroisse, il faut nous imposer le devoir de n'y rien changer sans une absolue nécessité. Et alors, si le changement nécessaire peut être prévu à l'avance, nous l'annonçons le dimanche précédent; sinon, nous le faisons connaître à temps aux enfants, leur fixant une autre heure ou un autre jour pour le catéchisme qui, sauf le cas de force majeure, ne doit jamais être supprimé.

On le voit, et nous l'avons dit dès le début, cette grave question de ministère pastoral ne manque pas de difficultés, dont la moindre n'est certainement pas d'avoir la patience et le courage qu'elle exige d'un bon curé.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je suis curé d'une paroisse avec annexe, de deux villages, par conséquent; et les dernières élections municipales m'ont doté de deux maires d'un rouge vif qui se donnent la main pour me taquiner et me vexer autant qu'ils le peuvent. Le *Manuel* de M. Ravelet donne aux curés des lumières nécessaires sur bien des questions qui les intéressent au suprême degré; mais il est certaines choses que je n'y vois pas et pour lesquelles je viens aujourd'hui réclamer vos lumières :

1^o Les pigeons qui habitent et font leur couvée dans les clochers ou sur les voûtes des églises, ainsi que le guano qu'ils y laissent sont-ils la propriété de la fabrique ou de la commune ? Jusqu'en ces derniers temps; dans mes deux paroisses, la fabrique en avait la jouissance paisible; mais les nouveaux maires ne veulent pas cela, et, sans consulter ni curé ni conseil de fabrique, ils se sont permis de crocheter les portes donnant accès dans la tour et au-dessus de l'église pour y faire la chasse aux pigeons et enlever le guano qu'ils ont vendu au profit de la commune. Sont-ils dans leur droit et la fabrique peut-elle réclamer contre eux ?

2^o Mes maires croient que, d'après la nouvelle loi municipale qui leur donne droit à une clef du clocher pour les cérémonies civiles déterminées par la loi, ils peuvent faire tout ce que bon leur semble dans le clocher, y aller quand il leur plaît, et sans aucune nécessité pour

y faire du vacarme, casser et briser les portes qui en ferment l'entrée : ce qu'ils ont fait à plusieurs reprises l'année dernière. C'est au point que l'un d'eux, parce que je m'opposais à ces actes de vandalisme, parce que je ne voulais pas qu'il posât une échelle, à lui, pour monter, m'a saisi par le corps et a failli me faire mourir sous la tour en m'étranglant dans ses deux mains sans que je l'eusse touché ni ne lui eusse fait la moindre injure. Le même, cette année, se permet, pour se donner des airs de maître, de faire monter sur la toiture les couvreurs et ferblantiers pour les réparations à faire. Le peut-il, quand la fabrique s'y oppose, n'a rien décidé à ce sujet, ni demandé aucune subvention à la commune ? Mon maire n'outrepasse-t-il pas ici de beaucoup ses droits ?

3^o A propos du droit de propriété de la fabrique sur une église et sur les drapeaux qu'on arbore au 14 juillet sur nos clochers, je voudrais savoir quelles sont aujourd'hui les églises propriétés de la fabrique et les titres à faire valoir pour les réclamer comme telle. L'église de mon annexe n'a que 12 ans; c'est moi qui l'ai fait bâtir et c'est la fabrique qui par moi a tout entrepris, tout payé, tout fait, tout exécuté, ne demandant à la commune et au département que quelques faibles allocations, qui, ce me semble, ne peuvent enlever à la fabrique son droit de propriété sur l'église. De plus, l'ancienne église que j'ai fait démolir pour reconstruire la nouvelle à la place, avait elle-même été construite en 1817, à la place des ruines de l'église d'avant la révolution, ruines qui ont été vendues seulement en 1812 à un individu dont on cite encore le nom. La commune n'a aucun titre pour prouver que c'est l'Etat qui a fait vendre l'église ruinée d'avant la Révolution. Elle n'en a pas non plus pour prouver que c'est elle qui en a fait la vente. Je suppose donc qu'elle n'a pas été vendue en 93 ou avant, et que, comme elle dépendait, comme aujourd'hui, de la paroisse, elle est encore propriété de la fabrique. Ai-je raison ?

4^o Ferais-je bien de m'opposer à ce que mon maire arbore le drapeau sur le clocher de cette chère église au 14 juillet ou autres jours ?

Nota. — Mes maires ont en leurs mains une clef de l'église et peuvent sonner, quand il leur plaît, sans monter dans le clocher et en restant au bas de la tour où aboutit la corde de la cloche. Peuvent-ils avec cela, sans me demander la clef, enfoncer la porte qui ferme en haut la voûte de la tour ?

R. — La lettre que nous venons de reproduire ci-dessus était adressée à M. Armand Ravelet, l'auteur du *Code manuel des lois civiles ecclésiastiques*. M. Ravelet étant mort depuis plusieurs années, c'est l'un des éditeurs et annotateurs de son précieux ouvrage qui répond pour lui.

Ad 1^{er}. Si des pigeons ont quitté leur colombier pour venir dans le clocher d'une église, sans y avoir été attirés par fraude ou artifice, ils appartiennent à la commune suivant une décision du ministre de l'intérieur. Les fabriques ne possèdent pas sur les églises, dit-il, un droit d'usufruit tel que le définit l'article 582 du Code civil; leur jouissance est d'une nature toute spéciale; elle ne l'exerce qu'au point de vue de la célébration du culte, et ne sont pas fondées, par conséquent, à réclamer les avantages conférés à l'usufruitier ordinaire. C'est donc à la commune, comme propriétaire de l'église, à disposer, en vertu des articles 546 et 564 du Code civil, du colombier qui s'est formé dans le clocher de cette édifice. (*Bulletin de l'intérieur, année 1863, pag. 175.*)

Telle est la jurisprudence de l'autorité civile; mais elle est très contestable et nous la contestons.

Nous la contestons d'abord pour l'église de l'annexe qui, d'une manière évidente, est la propriété de la fabrique, puisque c'est la fabrique qui l'a construite de ses propres deniers, avec quelques secours insignifiants de l'Etat et du département. Si le fait de donner un subside rendait le donateur propriétaire, il n'y aurait plus de propriétaire certain, parce qu'il y en aurait trop. Donc, au moins pour le clocher et l'église de l'annexe, le maire a fait acte d'usurpation; le colombier et ses produits de pigeons et de guano appartiennent à la fabrique.

Nous allons plus loin en affirmant qu'il en est de même; — c'est tout au moins douteux, — pour l'église de la paroisse principale, parce qu'il n'est nullement certain que la commune en soit véritablement le propriétaire.

La propriété des églises restituées au culte en vertu de l'article 72 de la loi du 18 germinal an x est très controversée et très débattue entre les fabriques et les communes. Les diverses Cours royales, les tribunaux et les jurisconsultes sont divisés d'opinion sur cette question. Le Conseil d'Etat déclare que ces églises et presbytères sont propriétés communales, tandis que la Cour de Cassation les déclarent, au contraire, propriétés fabriciennes. Un autre arrêt de la Cour de Cassation du 7 juillet 1840 a décidé que la propriété absolue des églises n'est exclusivement attribuée ni aux fabriques ni aux communes. On en a conclu, comme la Cour royale de Bordeaux (*arrêt du 6 février 1838*), que les fabriques et les communes doivent être considérées comme co-propriétaires de ces édifices; d'autres, au contraire, déclarent que l'Etat a conservé la qualité de propriétaire; cette interprétation a été admise dans l'ordonnance royale du 21 mars 1837.

Si la propriété des églises et presbytères n'appartient exclusivement ni aux communes ni aux fabriques s'il était vrai que l'Etat fût seul demeuré propriétaire de ces édifices, il semblerait que, dans ce système, l'Etat pourrait seul intenter les actions relatives au droit de propriété de ces églises et presbytères, et défendre à ces actions. Ce serait là une doctrine tout à fait nouvelle en jurisprudence. Il paraît, au contraire, aujourd'hui, à l'abri de toute contestation, que, dans toutes les hypothèses, il appartient aux fabriques d'intenter toutes les actions relatives aux églises et presbytères.

La propriété des églises, restituées au culte catholique, en vertu de l'article 72 de la loi organique, devrait incontestablement appartenir aux fabriques, établissements publics reconnus par la loi pour posséder et gérer les biens ecclésiastiques. Or, les églises sont des biens ecclésiastiques remis à la disposition des évêques. Il y aurait donc une sorte d'inconvenance qu'elles fussent possédées par les communes dont les conseils municipaux, dans les pays mixtes, sont presque exclusivement composés de protestants, et, dans les pays catholiques, de membres qui ne le sont que de nom. Il est plus rationnel et plus équitable que ces églises soient ex-

clusivement la propriété des catholiques, représentés, dans une commune, par le Conseil de fabrique. On objecte un avis du Conseil d'Etat de 1806, qui dit que les églises doivent être considérées comme des propriétés communales. Mais on ne fait point attention qu'alors il n'y avait point de fabriques légalement constituées, puisqu'elles ne l'ont été que par le décret du 30 décembre 1809, et que tous les biens des fabriques, comme les églises dont il est ici question, étaient administrées dans la forme particulière aux biens communaux. (Art. 3 de l'arrêté du 7 thermidor an XI). Nous pensons donc que ces églises sont et doivent être des propriétés fabriciennes.

Les communes ne peuvent être propriétaires que des églises qu'elles ont fait construire à leurs propres frais, ou qu'elles ont acquises par achat, ou par dons et legs.

Celle dont il s'agit ici est-elle dans ces conditions? Si oui, le fait par le maire d'avoir pris les pigeons et le guano dans le clocher est légal. Si non, c'est un acte arbitraire contre lequel la fabrique doit protester et réagir.

Ad 2^m. Il suffit de lire le texte de la loi municipale pour voir que le maire en question n'en a compris ni le sens ni la portée. C'est l'article 101 de la loi du 5 avril 1884 qui fait autorité; il s'exprime ainsi :

« Une clef du clocher sera déposée entre les mains des titulaires ecclésiastiques, une autre entre les mains du maire *qui ne pourra en faire usage que dans les circonstances prévues par les lois et règlements*. — Si l'entrée du clocher n'est pas indépendante de celle de l'église, une clef de la porte de l'église sera déposée entre les mains du maire. »

D'après la teneur de la loi qui donne une clef du clocher au maire, il est manifeste que le maire ne peut pas s'en servir *ab hoc et ab hac*, sans nécessité. Il ressort de la discussion de la loi que la clef du clocher (et subsidiairement celle de l'église) n'a été remise au maire que pour pouvoir y pénétrer ou y faire pénétrer un sonneur, dans le cas où le sonneur officiel, requis d'exécuter certaines sonneries civiles, se refuserait à cet office, et dans le cas également possible où le curé ferait de l'opposition. Hors de là, le maire n'ayant nul besoin de pénétrer dans le clocher, ne doit pas se servir de la clef. Il ne peut même pas prétexter les réparations à faire sur la couverture ou aux voûtes de l'église. D'abord, en vertu de la loi municipale précitée, article 136, n° 12, la commune ne peut pas agir sans être requise par la fabrique; car, porte le paragraphe 42, les grosses réparations aux églises ne sont obligatoires pour les communes qu'après l'application préalable des revenus et ressources disponibles des fabriques à ces réparations. Le devoir d'un maire est donc ou d'attendre que la fabrique l'appelle ou de l'appeler à étudier avec lui la question des travaux à exécuter. Agir autrement; introduire, sans prévenir ni le curé ni le conseil de fabrique, des ouvriers dans le clocher, ou sur l'église, c'est faire preuve d'ignorance ou

d'arbitraire. Maintenant, un curé doit-il se montrer trop chatouilleux sur ce point? *Nideat ipse.* Celui qui écrit ces lignes a eu pour maire un deces imbéciles prétentieux, protestant de religion et chaudronnier enrichi d'état, qui pour bien prouver au curé de la paroisse qu'il était le maître du matériel de l'église, amenait des ouvriers pour la toiture et les introduisait dans l'église sans prévenir son curé. Celui-ci se gardait de rien dire: trop heureux de voir exécuter par la commune des travaux qu'on aurait pu contraindre la fabrique à exécuter de ses propres deniers. Quand il y a intérêt réel pour l'établissement religieux, il faut savoir fermer les yeux sur la vanité féroce de certains maires.

Nous ne disons pas ceci à l'adresse de notre correspondant que son maire a voulu étrangler. Devant des brutalités de ce genre, il faut opposer le droit à l'illégalité! et la force à la force.

Ad 3^m. D'après ce que nous avons dit ci-dessus in 1^o, l'église de l'annexe est indubitablement la propriété de la fabrique; celle de la paroisse l'est également selon nous; mais l'Etat ne l'admet point malgré l'évidence et les arrêts de la Cour de cassation. En l'absence de titres certains, il est inutile de faire des réclamations. Mais si l'on a des titres, il faut les opposer, et porter le débat devant le Conseil d'Etat.

Ad 4^m. Non; notre correspondant ne ferait pas bien de soulever un conflit à propos du 14 juillet. Il peut certainement empêcher qu'on appose des drapeaux sur le clocher et l'église de l'annexe qui sont indubitablement la propriété de la fabrique. Mais à quoi bon? — A sa place, — manière de faire acte de propriétaire, — nous écririons quelques jours d'avance au maire de l'endroit pour lui offrir spontanément l'anodine satisfaction qu'il convoite.

Ad notam. La réponse à la note de notre correspondant se trouve dans ce que nous avons dit plus haut. Les maires n'ont droit à la clef que pour faire sonner eux-mêmes, quand le curé ou le sonneur officiel s'y refusent; quand ce refus n'existe pas, il n'a pas lieu de s'en servir.

Q. — 1^o Une fabrique a-t-elle le droit de poursuivre sans autorisation préalable devant le juge de paix pour se faire payer la part de casuel qui lui est due? Sur quelles décisions s'appuyer dans le cas d'une affirmative? 2^o Une fabrique a reçu un legs de 800 francs pour faire dire des messes à 2 francs l'une jusqu'à épuisement de la somme. Ce legs est-il soumis à l'autorisation du gouvernement? Dans le cas où cette autorisation serait requise, serait-elle accordée, la fabrique ne retirant aucun bénéfice de ce legs?

R. — Ad 1^m. Non; il lui faut l'autorisation du conseil de préfecture pour pouvoir plaider même en justice de paix. On ne saurait invoquer l'arrêt de la cour de cassation du 21 juin 1808, qui dispense de l'autorisation du conseil de préfecture, quand il ne s'agit que d'un objet mobilier de peu de valeur, parce que cet arrêt a été rendu antérieurement au décret du 30 décembre 1809, dont

l'article 77 exige l'autorisation du conseil de préfecture.

Mais si la fabrique ne peut tenter de procès sans permission, son trésorier peut et doit en vertu de l'article 78 du même décret, faire tous les actes conservatoires pour le maintien des droits de la fabrique et toutes diligences nécessaires pour le recouvrement de ses revenus. — Ces diligences, dit Le Besnier, consistent dans des avertissements réitérés donnés aux débiteurs dans un commandement ou une sommation de paiement faite par huissier, dans les saisie-gagerie, saisie-exécution et finalement dans la vente d'objets mobiliers etc., etc. Pour tous ces actes et autres du même genre, on n'a pas besoin d'autorisation.

Ad 2^m. Il est de règle, lorsqu'un testateur a prescrit la célébration d'un nombre plus ou moins considérable de messes, sans désignation d'église, de considérer la disposition comme une charge d'hérédité. Les héritiers peuvent faire célébrer les messes dans une église de leur choix, sans avoir besoin d'obtenir l'autorisation du gouvernement. (*Extrait d'une dépêche du ministre des cultes du 12 mai 1855.*)

Mais en ce qui concerne les dons et legs pour célébration de messes une fois dites dans une église désignée, — et c'est ici le cas, — il y a lieu d'après la jurisprudence suivie jusqu'à ce jour par le conseil d'Etat, de les considérer comme des libéralités en faveur de la fabrique de l'église ainsi nommée. Toutefois, quand il s'agira de sommes peu importantes, il pourra ne pas être statué à cet égard, s'il résulte de l'instruction que les messes, objet de ces dispositions, ont été acquittées déjà. Cette circonstance de fait devra toujours être relevée avec soin. Le gouvernement ne fait pas de difficultés pour autoriser ces legs, bien que l'intérêt de la fabrique ne soit pas évident; car c'est toujours une utilité réelle pour une fabrique de pouvoir procurer à son curé des honoraires de messes. La seule chose qui pourrait induire le gouvernement à refuser l'autorisation, ce serait l'opposition des héritiers; mais, même en cette circonstance, le gouvernement penche toujours pour l'exécution des dernières volontés du mourant, sauf de rares exceptions.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 5 junii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis.*

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MATHRIER ET COURTOT.

frigidus, nec calidus. — Et tu dis : Je suis riche et ne manque de rien. Et moi je te dis que tu es pauvre et misérable. Pour devenir riche achète de mon or éprouvé et brillant. Ceux que j'aime, je les châtie, fais donc une sincère pénitence. » (III, 19.)

Et le septième sceau révèle la fin du monde. (Chap. VII). Sept anges sonnent de la trompette. Le premier sonne, et le tiers de la terre est brûlé ; le second, et le tiers de la mer se change en sang... Vient ensuite l'énumération des fléaux qui accableront l'univers ; enfin le jugement général.

Suivant l'auteur des *Grands avertissements* nous serions actuellement à la fin du cinquième âge, peut-être au commencement du sixième. La Révolution, fille naturelle du protestantisme appartiendrait encore à cette période fatale « où la vie est à la surface, mais la mort dans les âmes. » *Novem habes quod vivas.*

Telles sont les grandes lignes de ce livre qui d'ailleurs renferme bien des explications contradictoires. Cela devait être car l'auteur s'appuie sur beaucoup de révélations anciennes ou récentes qui ont un côté vrai, les autres incertains ou faux.

La trame historique ne manque ni de grandeur ni d'éclat. Les événements s'adaptent assez bien aux sept épîtres et aux sept sceaux, mais n'est-on pas obligé de recourir à des sens accommodatices qui ne satisfont pas ? Le cataclysme suprême serait amené par le triomphe momentané du paganisme et de l'islamisme qui se donnerait la main. La question d'Orient serait résolue en 1912. Constantinople redeviendrait le siège d'un royaume chrétien indépendant, Jérusalem, la capitale du monde. Il ne paraît point que les événements prennent le chemin qui conduirait à cet heureux dénouement. Naturellement Paris, la grande Babylone, serait détruit.

Ainsi que nous le disions au début de cet article, il est bon de lire l'Apocalypse, mais dangereux de tirer des conclusions, même à l'aide des prophéties de saint Malachie. Le grand pape Léon XIII, qui serait désigné sous le nom de *Lumen in cælo* devait avoir une élection fort disputée, *in maxima electorum controversia*, être nommé contre l'attente générale, *præter hominum expectationem*. Or son élection s'est faite en vingt-quatre heures, et comme son mérite avait franchi dès longtemps les frontières même de l'Italie, personne ne fut surpris. A lui succéderait *Ignis ardens*, puis *Religio depopulata*, *Fides intrepida*, *Pastor Angelicus*, *Pastor et nauta*, *Flos florum*. Il faut avouer que si ces qualifications sont assez claires, elles demeurent vagues, et ne caractérisent rien. Il n'en va pas de même des suivantes *de medietate lunæ*, *de labore solis*, *Gloria olivæ* qu'il faut vraiment torturer pour leur donner un sens quelconque.

Et le sixième sceau nous épouvante en nous annonçant des tremblements de terre, le soleil qui devient noir, la lune qui paraît sanglante, les étoiles qui tombent du ciel, et les rois qui se cachent dans des cavernes (VI, 15) en disant aux

montagnes : « Tombez sur nous ! » — C'est le jugement de Dieu qui commence.

La septième, à Laodicée, caractérise l'indifférence des derniers temps « *quia tepidus es, et nec*

Ce qu'il y a de plus clair dans cette prophétie c'est que le dixième pape clôrait les annales de l'humanité rachetée, que sous son règne, la cité aux sept collines serait détruite, et que le redoutable juge viendrait juger son peuple, *civitas septicollis diruetur et judex tremendus judicabit populum*. Il est qualifié du nom de *Petrus romanus*.

Nous ne nous permettons pas de juger ces prophéties auxquelles Cornelius à Lapidé reconnaissait une grande autorité et qui certainement jetteraient quelque jour sur l'Apocalypse, mais on ne comprend bien une prophétie que l'événement passé, et il ne faut pas leur faire dire ce qu'elles ne renferment point, surtout définissons-nous des sens accommodatices qui ne sont au fond que les caprices de notre imagination.

Ce livre révèle surtout le travail de l'esprit humain obstinément tourné vers l'avenir, les efforts qu'il a faits pour en percer les voiles et l'intuition dont furent doués les grands génies et les grands saints. Dans la menace de la cinquième épître : « Si tu ne veilles pas, je viendrai à toi soudain comme un voleur, » Holzauser avait vu et prédit la Révolution, en Autriche, par la sécularisation des biens de l'Eglise sous Joseph II, et en France par la Révolution. Et quoi de plus prophétique que ces paroles du P. Lacordaire en 1844 :

« Ne croyez pas que la persécution s'arrête à ce qui s'est vu et à ce qui s'est fait jusqu'ici. De jour en jour l'inégalité de mœurs entre l'Eglise et ce qui n'est pas elle, se manifestera davantage, et la suprématie surhumaine de l'Eglise, devenant de plus en plus intolérable, lui attirera de ses ennemis une plus parfaite et plus glorieuse persécution. On ne se contentera pas un jour de nous nier un droit, on nous les niera tous. Le monde politique, fatigué de nous obéir malgré lui, et de nous respecter malgré lui, tentera un dernier effort pour secouer de sa peau la lèpre de la divinité. »

Qu'ils sont vrais ces accents du grand Dominicain ! M. Paul Bert, inconsciemment sans doute, n'a-t-il point parlé de la lèpre du catholicisme ? Voilà de beaux commentaires de l'Apocalypse, ceux-là, et qu'on aime à méditer, quand ils viennent d'une âme ardente et voyante comme le P. Lacordaire.

La situation du reste est aujourd'hui nettement tranchée. « La Révolution croit à l'humanité, disait Proudhon, l'Eglise croit à Dieu. » L'humanité manquera à la Révolution, car le jour viendra où elle saura que la Révolution est sa pire ennemie. L'homme aura-t-il la force de la chasser à coup de pied de son palais, ce monde qu'elle a souillé de toute l'ordure humaine ? C'est douteux, car il aura été saigné à blanc ; ses convictions vitales, sa foi, sa confiance en l'avenir auront disparu peut-être. Mais l'Eglise est créatrice, elle accourra, comme le

bon Samaritain et versera sur ses plaies l'huile de sa doctrine qui adoucit, et le vin de la vertu qui fortifie.

Après la définition de l'infailibilité du pape, comme on en félicitait le cardinal Manning qui l'avait soutenue dans un admirable discours, il se contenta de répondre : « Le monde peut maintenant croûler, nous avons de quoi le reconstruire. »

Les événements déjà se lèvent pour nous instruire. « La bourgeoisie, disait encore le P. Lacordaire en 1848, quand il crut devoir résigner son mandat, la bourgeoisie représente l'ordre matériel et le désordre moral ; la classe ouvrière qui a plus de moralité prise dans la masse a aussi la violence en partage et une facilité inouïe à suivre les plus déplorables directions. » Chaque année constate ce fait et l'aggrave, attendons. Les événements apporteront à l'Apocalypse son meilleur commentaire. Mais pour les mieux comprendre, il faut le lire.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE

LIEBIG

PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERIS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres :	2 f. 25 le litre	pris en
— fûts — 16 litres :	1 f. 90 le litre	magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

IMPRIMERIE

MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 24

PRÉDICATION : Pour la fête du Saint-Sacrement : le trésor incomparable.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : Peut-on célébrer la messe de *Requiem* aux funérailles le jour de l'Incidence et le dimanche de la solennité externe des fêtes transférées ?

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Comment ordonner la fête de saint Christophe patron et l'octave ? — Où placer l'invocation *Regina sanctissimi Rosarii* ? Peut-on ajouter *Regina cleri* ? — Quelles oraisons devait-on réciter à la messe la veille de saint André, faisant l'office votif du Saint-Sacrement ? — A l'entrée solennelle avec diacre et sous-diacre, bénit-on l'encens à la sacristie ? — Quand la messe de *Requiem* est prohibée, peut-on chanter en noir les matines et l'absoute, puis la messe du jour ? — Peut-on par honneur pour un prêtre porter son calice à l'autel, etc. ? Peut-on interrompre l'exposition des Quarante-Heures pour un enterrement ? Quel texte doit-on baisser après l'évangile de la Passion ? Au temps de la Passion où il n'y a que deux oraisons, doit-on supprimer l'oraison commandée ? — Y a-t-il de vrais patrons de lieu en France ? — Quid agendum cum sacerdote qui complices suam in peccato turpi ausus est absolvere ? — Quelle instruction donner et comment, aux sages-femmes, aux médecins pour le bap-

tême des enfants en danger ? — Peut-on servir gras à des protestants un jour d'abstinence ? — Un professeur de séminaire qui réunit pour la Propagation de la foi auprès de ses élèves la somme suffisante, jouit-il des privilèges accordés aux bienfaiteurs de l'œuvre ? Des élèves peuvent-ils gagner les indulgences du Chemin de Croix avec un crucifix indulgencié s'il leur est interdit d'aller à l'oratoire où se trouve le chemin de croix ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Dans quels cas les subventions communales peuvent-elles être exigées ? Quelles sont les formalités à remplir ? — Un calvaire planté sur un terrain communal devient-il la propriété de la commune ? Le maire peut-il empêcher que la fabrique ne le transporte ailleurs et n'en utilise les matériaux ? — L'église paroissiale étant remplacée par une église nouvelle bâtie par la fabrique, le conseil municipal peut-il disposer de l'église ancienne sans consulter le conseil de fabrique ? — Peut-on léguer à une fabrique la rente nécessaire à assurer tels services religieux conformément au tarif diocésain sans déterminer ni cette rente, ni le capital ? — Qu'a décidé le Conseil d'Etat pour les chiens de presbytère ?

COURRIER DE L'UTILE : Traitement de la Diphtérie.

COURRIER DES LIVRES

VIE DE Mgr DARBOY, archevêque de Paris, par M. l'abbé GUILLERMIN. Chez Bloud et Barral, 4, rue Madame, Paris.

I

N'en déplaise à l'auteur de la *Vérité sur Monseigneur Darboy*, les vies de Mgr Darboy récemment parues ont mis le public en émoi, et peut-être n'y aura-t-il pas nui. Il s'étonnait dans une page mélancolique de « l'indifférence d'aujourd'hui, » et ajoutait : « Est-ce une réserve louable, faite de prudence, de crainte et de respect ? Est-ce lassitude des polémiques passées ? Ne serait-ce pas aussi une indifférence qui viendrait de ce que le jeune clergé, qui s'abonne à moitié prix à des journaux à moitié mondains, suit avec peu d'inté-

rêt le mouvement de la vie extérieure de l'Eglise ?... »

Eh bien ! sans vouloir répondre à tous les points d'interrogation, nous déclarons hautement qu'il a mis le doigt sur une des plaies de l'époque ; plaie heureusement guérissable, et qui se guérira. Un de ces jeunes membres du clergé, à l'intelligence alerte et droite, mais prise peut-être de la griserie d'être quand même « de son temps et de son pays, » nous disait un jour :

— Ah ! ces feuilles « à moitié prix » me fatiguent. Vous n'y trouvez pas de doctrine : et, après une épreuve de quelques mois, plus même d'esprit.

Tous les hommes sérieux, un moment surpris par la nouveauté et le bon marché en reviendront, ou même en sont déjà revenus. Je n'en veux pour preuve que le bruit qui s'est fait autour de la *Vie de Mgr Darboy*, par l'abbé Guillermin.

Il avait cependant bien débuté : « La première loi de l'histoire, disait-il d'après Léon XIII, c'est de ne pas oser mentir ; la seconde de ne pas craindre de dire vrai. » Il a observé la première, mais un peu oublié la seconde.

C'est chose épineuse que d'écrire la biographie d'un homme qui, comme Mgr Darboy, a de si près approché Napoléon III, et gardé de si grandes distances à l'égard de Pie IX. M. Guillermin d'ailleurs était mal placé pour juger. Il n'a pas connu Mgr Darboy, il l'avoue très ingénument. « Il burinait les médaillons » de NN. SS. de Quélen, Affre, Sibour et Morlot, quand tout à coup il s'est trouvé en face de cette figure séduisante et savante de Mgr Darboy. Il s'est passionné pour son sujet, et comme il « burinait » avec amour ces traits de sirène merveilleuse, l'idée lui est venue de faire une statue en pied. Pourquoi ne s'est-il pas souvenu du fameux vers d'Horace ?

De l'intelligence admirable de Mgr Darboy, il n'a pas assez dit. Lucidité, à-propos, décision, finesse, esprit charmeur et primesautier, il possédait toutes ces brillantes qualités plus qu'aucun évêque de son temps. Il le savait, et les éloges qui le touchaient le plus, c'étaient ceux qui les signalaient et les relevaient. A une intelligence naturelle de premier ordre ajoutez un travail passionné et constant, une science profonde de la tradition, une plume facile, un style peut-être un peu philosophique, mais revêtu de couleurs si vraies, parfois si éclatantes, visant au genre académique, mais bien supérieur à celui que l'auteur de la *Vérité sur Mgr Darboy* trouve admirable... pour l'académie ; un pinceau délié dessinant des traits sobres et fermes sans nuire à l'harmonie des contours : et vous aurez toute la mesure de l'illustre archevêque de Paris. La mesure, ce semble était assez bonne, et il fallait s'arrêter là.

S'arrêter là toutefois était difficile. Dans un archevêque de Paris, mort glorieusement en haine de la foi, après de nombreuses et publiques erreurs, comment se borner à esquisser la figure littéraire ? C'est par ce côté-là surtout, c'est visible, que M. l'abbé Guillermin a été saisi, entraîné, sur la vieille foi de Buffon : « Le style c'est l'homme. » Mais chacun subit un peu son siècle ; Mgr Darboy le savait mieux que personne, et ses lettres demeurent, qui révèlent de regrettables tendances. M. Guillermin a au moins amoindri les plus importantes. Pourtant « la seconde loi de l'histoire c'est de ne pas craindre de dire vrai. »

Les parents de Georges Darboy étaient d'humbles et honnêtes gens : « Je vois toujours, nous disait un de ses compatriotes, M. Darboy père descendre le dimanche à l'église, avec son chapeau haut de forme, dans une tenue irréprochable. C'était la dignité même, avec ce contentement légitime du père qui a commencé avec rien et fondé une maison modeste, mais honorée, que vient visiter avec bonheur son fils portant la soutane violette et la croix de l'archevêque de Paris. La mère de Mgr Darboy était une robuste paysanne

d'Ouges, douée d'un jugement exquis, nature exubérante et bonne, mais qui parlait sa langue à elle. S'il est vrai qu'elle a dit en apprenant que son fils était nommé archevêque de Paris : « Hélas ! les archevêques de Paris ne durent guère ! » elle a dû le dire en patois.

Mgr Darboy aimait son pays, ses parents, et je sais peu de pages plus belles que celles qu'il a écrites sur la patrie. Elles étaient citées autrefois dans les livres de lecture pour les enfants : « Voici la patrie ! Cette maison où votre âme s'est épanouie sous les regards attendris d'un père, et que vous retrouvez, après un demi-siècle, tout embaumée encore du parfum des baisers maternels ; ces chemins que vos premiers pas ont foulés si souvent et si gaiement ; ces campagnes où le ciel et le soleil avaient pour vous des sourires qu'ils vous ont refusés partout ailleurs sur un sol étranger ; ces horizons connus, ces eaux courantes et ces bois, tous ces chers objets que vous avez naïvement associés aux plus vives impressions de votre jeunesse, en y déversant pour ainsi dire le trop plein de cette sensibilité dont le cœur surabonde à vingt ans ; ce coin de terre que vous ne pouvez revoir sans trouble et sans charme, et où se montre je ne sais quelle image mélancolique d'un bonheur d'autant plus regretté qu'il a fui pour jamais : oui, c'est la patrie... » Cette page est pleine de souvenirs de son cher Fayl-Billot.

Nommé vicaire de Saint-Dizier après de brillantes études « il était aumônier du dépôt de mendicité de la ville, » c'est-à-dire de la maison des fous, pour appeler les choses par leur nom ; mais dès lors quand l'abbé Darboy devait prêcher, l'église Notre-Dame ne pouvait contenir l'affluence des auditeurs. La *Vie* de M. Guillermin est très incomplète touchant la jeunesse, les études, la méthode, l'enseignement de l'abbé Darboy jusqu'en 1845, à sa sortie du diocèse de Langres.

Ce fut sa traduction des *Œuvres de saint Denys l'Aréopagite* et l'étude solide qui la précède qui firent sa fortune.

Un jour le doyen de Nogent-le-Roi, M. Mettrier, se rendait à Langres à pied. Il est rejoint par une brillante voiture qui s'arrête ; une tête curieuse sort de la portière : « Savez-vous si Mgr Parisi est à Langres ? demande-t-on. — Je le pense car je vais solliciter une audience de Sa Grandeur. — Alors montez, car nous-mêmes nous allons directement au palais épiscopal.

C'était Mgr Affre qui venait faire visite à l'illustre évêque de Langres. En chemin on causa du diocèse et l'archevêque de Paris demanda :

— Avez-vous dans votre diocèse quelques célébrités, quelques prêtres travailleurs et remarquables par leur talent ?

— Oui, Monseigneur, nous avons M. Drioux, un véritable historien, M. Duplessy, surtout M. Darboy, un professeur de dogme d'un grand avenir.

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICTION

POUR LA FÊTE DU SAINT-SACREMENT : LE TRÉSOR
INCOMPARABLE

Infinitus thesaurus est hominibus : quo
qui usi sunt, participes facti sunt amicitie
Dei.
(Sap., vii, 14.)

Aujourd'hui rien de moins apprécié que la sainte messe. L'irréflexion, la froideur, la profanation, l'impiété l'enveloppent d'un nuage épais et ténébreux : pour un grand nombre de chrétiens c'est le trésor caché, et cependant, en réalité, c'est le trésor incomparable, *infinitus thesaurus est hominibus*.

Qu'est-ce que la messe ? J'interroge les saintes âmes de tous les siècles, et elles me disent par leur conduite que c'est la perle précieuse de l'évangile, digne d'être achetée au prix de toutes les richesses. Je les vois assister avec un empressement avide aux divins mystères, malgré leurs occupations. Je vois l'empereur Constantin faisant tous les jours célébrer le saint sacrifice en sa présence, jusque dans ses camps ; saint Venceslas, roi de Bohême, préparer lui-même de ses mains augustes la matière du sacrifice ; saint Louis, roi de France, entendant chaque jour plusieurs messes ; l'illustre Thomas Morus, chancelier d'Angleterre, se faisant un honneur de servir le prêtre à l'autel.

Qu'est-ce que la messe ? J'interroge les saints Docteurs et ils me répondent par saint Bernard : « En entendant ou en célébrant une seule messe, on peut plus mériter que celui qui emploierait toute sa fortune à soulager la misère des pauvres, plus que celui qui s'en irait en pèlerinage jusqu'aux extrémités du monde et qui visiterait avec la plus grande dévotion les sanctuaires de Rome et de Terre-Sainte. »

Qu'est-ce que la messe ? J'interroge l'Eglise et elle me déclare par le Concile de Trente : « que c'est l'action la plus sainte et la plus divine de la religion chrétienne ; — qu'elle n'est autre chose que le sacrifice de la croix rappelé, renouvelé et appliqué. » (Sess. xxii.)

Qu'est-ce que la messe ? J'interroge Dieu lui-même et il m'assure par son prophète Malachie qu'elle est l'objet de ses plus chères complaisances. « Vous ne m'êtes plus agréables, dit le Dieu des armées aux prêtres de l'ancienne loi, et je ne recevrai plus d'offrande de vos mains. Voilà que de l'Orient à l'Occident mon nom est grand parmi les nations : en tout lieu on sacrifie et l'on offre à mon nom une oblation pure. » (Mal., i, 11.)

Qu'est-ce que la messe ? J'interroge le démon lui-même et il me fait entendre par son acharnement à discréditer nos mystères sacrés, par son ardent désir du temps où, sous le règne de l'antéchrist, « il aura puissance contre le sacrifice perpétuel, » que la messe est le mur et l'avant-mur de protection de la religion chrétienne.

Oui la messe est notre trésor incomparable, *infinitus thesaurus est hominibus*. Nous le croyons,

c'est vrai ; mais croyons-le davantage ; en cette belle solennité affermissons-nous dans cette foi par la méditation de deux admirables paroles de la liturgie du Sacrifice. « Par Jésus-Christ immolé sur nos autels nous rendons à Dieu tout honneur et toute gloire, » *Per ipsum... Deo... omnis honor et gloria* ; « par Jésus-Christ offert pour nous à la messe nous sommes comblés de toute bénédiction céleste, » *Omni benedictione cœlesti et gratia repleamur*. La messe est un trésor infini de glorification pour Dieu et de sanctification pour nous : voilà l'objet et le partage de ce discours.

I

On raconte ¹ qu'une sainte âme, embrasée de l'amour de Dieu et du désir de sa gloire, s'écriait souvent : « Ah ! mon Dieu, mon Dieu, que je voudrais avoir autant de cœurs et autant de langues, qu'il y a de feuilles sur les arbres, d'atomes dans l'air, de gouttes d'eau dans l'océan, pour vous aimer et vous louer autant que vous le méritez ! Oh ! que n'ai-je en mon pouvoir toutes les créatures, pour les déposer à vos pieds, afin que toutes se consument d'amour pour vous, pourvu que je vous aime plus qu'elles toutes ensemble, plus même que les anges, plus que les saints, plus que le paradis tout entier. » Un jour qu'elle se livrait à ces transports avec la plus vive ardeur, elle entendit le Seigneur lui répondre : « Console-toi, ma fille ; par une seule messe que tu entendas avec dévotion, tu me rendras toute la gloire que tu souhaites et infiniment plus encore ! »

Le messe, en effet, est la continuation et la reproduction du sacrifice de la croix. C'est la même victime, le même prêtre, la même valeur infinie. « Toute la croix de Jésus y est renfermée » dit Bossuet, sa vertu nous y est appliquée, et nous avons la puissance de glorifier les divines perfections à l'égal de ce qu'elles méritent.

Par la messe nous glorifions la souveraine grandeur de Dieu et notre absolue dépendance à son égard. Jésus-Hortie, le Dieu fait homme, se substitue à nous, il s'anéantit devant son Père par la consécration séparée du pain et du vin, et, au moyen des abaissements infinis où il se réduit, à notre lieu et place, sous les espèces sacramentelles, il proclame hautement le domaine suprême du Créateur sur nous qui sommes ses créatures.

Par la messe nous glorifions l'inépuisable libéralité de Dieu et nous reconnaissons notre complète indigence. Nous avons besoin de tout et nous ne possédons rien de nous-mêmes. Mais ayons confiance ! Avec Jésus-Hostie rien ne peut vous être refusé. A l'autel il se met entre nos mains comme une monnaie d'un prix infini pour acheter de Dieu tout ce que nous pouvons désirer de lui, quelque précieux que puisse être le bien que nous sollicitons.

Par la messe nous glorifions la bienfaisance de

¹ Saint-Jure, connaissance et amour de Jésus-Christ, liv. 3.

Dieu à notre égard. Nous sommes à tout instant comblés de ses grâces. Il faut remercier : le cri de la nature, la volonté du Seigneur, notre propre intérêt l'exigent. Avec la messe nous sommes riches en reconnaissance : c'est un Dieu que nous rendons à Dieu pour tous ses bienfaits !

Par la messe nous glorifions l'*incorruptible justice* du Roi du ciel et de la terre ; les outrages faits à sa majesté sont réparés par les humiliations infinies de la divine victime, les peines dues aux péchés sont expiées par sa réelle et volontaire immolation ; aux fureurs de la vengeance succèdent les douceurs du pardon, à la colère la bienveillance, à la rigueur la clémence. Il en est, dit saint Léonard de Port-Maurice, ¹ qui s'étonnent en voyant le changement qui s'est opéré, en quelque sorte, dans la conduite de Dieu par rapport au gouvernement du monde. Anciennement il se faisait appeler le Dieu des armées, il parlait à son peuple du milieu des nuages et la foudre à la main, et de fait il le châtiât selon toute la rigueur de sa justice. Pour un seul adultère il fit passer au fil de l'épée vingt-cinq mille personnes de la tribu de Benjamin. Pour un léger sentiment d'orgueil auquel David se laissa aller en faisant le dénombrement de son peuple, il envoya une peste si cruelle qu'en peu d'heures elle causa la mort à soixante-dix mille personnes. Et maintenant voilà qu'il supporte avec patience, non-seulement la vanité et les légèretés, mais même les impudicités les plus révoltantes, les scandales les plus criants, les blasphèmes les plus horribles contre son saint nom. Pourquoi une telle diversité de conduite ? Nos ingratitude serait-elles plus excusables ? Ne le pensez pas. Elles sont au contraire plus criminelles à raison des bienfaits immenses dont nous avons été comblés. La raison véritable d'une si étonnante indulgence de la part de Dieu, c'est la sainte messe dans laquelle l'Agneau sans tache s'offre sans cesse au Père éternel comme victime pour expier les péchés des hommes. Voilà le soleil qui réjouit la sainte Eglise, dissipe les nuages et rend la sérénité au ciel. Voilà l'arc-en-ciel qui apaise les tempêtes de la justice divine !

Par la messe nous glorifions la *bonté* de Dieu considérée comme l'ineffable assemblage de toutes les perfections. La meilleure preuve de dilection, dit Notre-Seigneur, c'est de mourir pour ceux qu'on aime. Et voilà qu'à la messe nous nous immolons, en la personne de Jésus-Hostie, qui nous représente, à l'amour de Dieu. Nous nous donnons à lui, nous nous sacrifions à lui ; nous le reconnaissons si bon, si beau, si parfait que nous nous faisons profession de ne penser, de n'aimer, de ne respirer que pour lui ; nous protestons de la façon la plus expressive que nous nous consacrons à lui, que nous nous dévouons à lui, que nous ne voulons vivre et mourir que pour lui ! Nous lui donnons le suprême témoignage d'amour !

Oui, à la messe nous exaltons l'auguste Trinité

infiniment, efficacement, au nom du ciel, de la terre et du purgatoire, dans l'univers entier, à tous les instants du jour, par Jésus-Christ qui offre pour nous unies dans un ineffable hommage ses adorations du sacrifice du Calvaire et celles de l'immolation eucharistique, *per Christum... Deo omnis honor et gloria !*

Oui, à la messe nous possédons un trésor infini pour glorifier Dieu, mais aussi pour nous sanctifier. C'est un concert incomparable en l'honneur du Père, du Fils et du Saint-Esprit, mais c'est encore une source intarissable de grâces et de biens célestes pour nous, *omni benedictione cœlesti et gratia repleamur !* Nous allons nous en convaincre dans la seconde partie de ce discours.

II

« Que le sacrifice du chrétien est grand, s'écrie Bossuet ! Qu'il est auguste ! Mais qu'il est simple ! Qu'il est humble ! Un peu de pain, un peu de vin et quatre paroles le composent ! Jereconnais le caractère du sauveur Jésus. Qui voyez-vous ? un homme. Qu'y croyez-vous ? un Dieu.... Voilà les vraies richesses de l'Eglise ¹. » — « Ce sacrifice est d'une valeur infinie où toute la croix de Jésus est renfermée ². »

En effet, il n'y a rien qui procure aux anges plus de joie, aux justes plus de grâce, aux pécheurs plus de secours, aux âmes du purgatoire plus de consolation qu'une messe.

La messe d'abord nous donne vraiment, réellement, substantiellement, Notre-Seigneur Jésus-Christ, comme s'exprime le saint concile de Trente, *verè, realiter, substantialiter*. (Sess. XIII, can. 1.) Elle agrandit l'Incarnation, elle reproduit la Rédemption, elle fait qu'on peut répéter à tous les chrétiens ce que saint Paul disait aux Galates : « Le Christ a été placé sous vos yeux ; sous vos regards il a été crucifié, *Ante quorum oculos Christus præscriptus est, in vobis crucifixus*. (Gal. III, 1.) ». Elle fait, dit très justement saint Chrysostome, de la terre un paradis !

La messe, en rendant parfaitement à Dieu le culte d'honneur et d'amour qui lui est dû, en le reconnaissant solennellement comme le principe de tout bien, en lui donnant pleine et entière satisfaction pour les outrages que lui fait le péché, en le remerciant dignement de tous ses bienfaits, gagne son cœur, nous le rend favorable et l'incline à répandre sur nous ses faveurs de prédilection.

La messe, surtout comme prière, ouvre sur nos têtes un déluge de grâces.

Oh ! qu'elle est admirable la prière de la messe !

Prière immensément humble : quel abaissement dans l'immolation suppliante du calvaire et de l'autel ! Prière incomparablement fervente : Jésus, notre sauveur, voit nos indigences, il désire de toute l'ardeur de son Sacré-Cœur notre bien, il le sollicite, au nom de ses mérites infinis, par des cris

¹ Le saint sacrifice de la messe, trad. Labis.

² Médit. 58^e journée.

² Oraison funèbre de Marie-Thérèse d'Autriche.

vainqueurs, *cum clamore valido* ! Prière souverainement agréable : celui qui la fait monter jusqu'au trône de Dieu c'est le Saint, l'Immaculé, le Verbe incarné, celui en qui la Trinité met toutes ses complaisances ! Prière merveilleusement efficace.

Elle obtient pour les élus du ciel une augmentation de gloire accidentelle, comme parlent les théologiens.

Elle procure aux âmes du Purgatoire la remise de leurs fautes vénielles, la délivrance de la peine temporelle soit en totalité, soit en partie. Aux premiers siècles du christianisme, un chrétien fut pris par des corsaires et conduit dans une région lointaine, sans qu'il lui fût possible de donner de ses nouvelles. Sa femme le croyant mort, faisait dire chaque semaine une messe pour le repos de l'âme de son mari. Mais, ô merveille ! chaque fois que le saint sacrifice était célébré, le captif se trouvait délivré, et les chaînes qui le chargeaient tombaient d'elles-mêmes. Etant parvenu à s'échapper, il revint dans sa patrie, et apprit de sa femme, en supputant les mois et les jours, la cause de ce miracle. Saint Grégoire-le-Grand, qui rapporte ce fait, ajoute : « Quelle vertu le sacrifice de l'autel doit-il avoir pour la délivrance des âmes du purgatoire ! » En effet, saint Jérôme affirme qu'à chaque messe qui se dit, beaucoup d'âme sortent du purgatoire et s'envolent au paradis, *Missa celebrata, plures animæ exiunt de purgatorio*.

La prière de la messe obtient pour les pécheurs le pardon de leurs crimes, si grands qu'ils soient. Non pas immédiatement, mais en faisant descendre sur leur âme de vifs rayons de lumière surnaturelle, des sentiments de sincère componction qui les amènent à la pénitence.

Pour les justes elle est la source des grâces les plus précieuses et les plus variées. Grâces de la remise de la peine temporelle due à leurs fautes, *opus nostræ Redemptionis exercetur*. (Secr. in Missa Dom. 9 post Pent.) Grâces de la préservation du péché mortel, *Si quis devote audiet Missam, non incidet in peccatum mortale et venialia remittentur ei*. (S. Aug.). Grâces de lumière pour discerner la vérité, grâces de force pour pratiquer énergiquement le bien, grâces d'affermissement dans la vertu : « Celui qui entend pieusement la messe, assure le pape saint Grégoire-le-Grand, se maintiendra dans la bonne voie. » Grâces de préservation des malheurs et dangers temporels, grâces de succès même pour les choses de la terre, grâces surtout de la persévérance finale, comme l'affirme le grand évêque d'Hippone : *Qui Missam devote audierit subitanea morte non peribit*. (S. Aug.). Grâces que nous implorons et une foule d'autres que nous ne songeons pas à solliciter, *Absque dubio dat nobis Dominus quod in Missa petimus; et quod magis est, sæpe dat quod non petimus*. (S. Jérôme). Véritablement, ajoute

saint Léonard de Port-Maurice, la messe est le soleil du genre humain qui répand ses rayons sur les bons et sur les méchants, et il n'y a pas d'âme si perverse qui ne retire quelque profit de l'assistance au saint sacrifice, bien des fois même sans qu'elle y pense. C'est ce qui arriva dans une circonstance mémorable. Je termine par ce trait rapporté par saint Antonin, archevêque de Florence. Deux jeunes gens, assez libertins du reste, sortirent un jour ensemble pour une partie de chasse; l'un des deux avait entendu la messe auparavant, mais non pas l'autre. Tandis qu'ils étaient en chemin, il s'éleva tout à coup une violente tempête, et au milieu des tonnerres et des éclairs, ils entendirent une voix qui criait : « Frappe, frappe ! » Comme ils continuaient à marcher, saisis de frayeur, la foudre éclata et tua celui qui n'avait pas assisté à la messe. L'autre que l'épouvante mettait hors de lui-même, ne savait où diriger ses pas, lorsqu'il entendit de nouveau la même voix qui répéta : « Frappe, frappe ! » Le malheureux jeune homme s'attendait à une mort certaine; mais il fut rassuré par une autre voix qui répondit : « Je ne puis pas, parce qu'aujourd'hui il a entendu le *Verbum caro factum est*. » Ce fut donc la messe à laquelle il avait assisté qui le préserva d'une mort certaine.

Venez donc avec confiance et empressement, frères bien aimés, venez puiser au trésor inépuisable, *In finitils thesaurus est hominibus*. Voulez-vous honorer Dieu à l'égal de ses grandeurs ? Venez à la messe : Jésus-Christ adorera pour vous. Voulez-vous dignement remercier Dieu pour ses bienfaits sans nombre ? Venez à la messe : Jésus remerciera pour vous. Voulez-vous offrir à Dieu une juste satisfaction pour vos fautes ? Venez à la messe : Jésus demandera pardon pour vous. Voulez-vous sûrement obtenir les grâces dont vous avez besoin ? Venez à la messe : Jésus priera pour vous. Venez à la messe souvent, assistez-y pieusement, et la messe sera pour vous la paix, la joie, la vie, le salut ! Ainsi soit-il !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Le décret suivant pour Saint-Dié et celui qui y est visé et que nous reproduisons, réglent ce qui regarde la messe des funérailles le jour de l'incidence et aux jours de dimanche où se transfèrent certaines fêtes de 1^{re} classe.

SANCTI DEODATI

Quum Rmus D. Maria Camillus Albertus de Briey Episcopus S. Deodati Sacræ Rituum Congregationi sequens Dubium declarandum proposuerit, nimirum :

An Missam exequialem præsentæ corpore celebrare liceat in Festis de præcepto primæ classis, quorum, ex Apostolico Indulto diei 9 Aprilis 1802 pro reductione Festorum in Gallia, solemnitas ad Dominicam proximam insequentem translata, istius Missæ celebrationem, ea dominica impedit ?

¹ Hujus quippe (sacrificii) oblatione placatus Dominus, gratiam et donum penitentis concedens, crimina et peccata etiam ingentia dimittit. (Trad., Sess. xxii.)

Sacra eadem Congregatio, exquisito voto alterius ex Apostolicarum Cæremoniarum Magistris, ac referente infrascripto Secretario, sic declarare censuit : Negative, et detur Decretum in una Namurcen. diei 23 Martii 1835 ad 14 quæsitum 1. Atque ita declaravit et rescipsit. Die 20 Martii 1880.

1 NAMURCEN. Dubium 14. In Belgio, sicuti in Gallia vi reductionis Festorum factæ auctoritate sa. me. Pii Papæ VII, plura sunt Festa, quorum solemnitas transfertur in Dominicam proximè occurrentem. Exinde plurimæ exortæ sunt difficultates ad praxim, pro quarum solutione, queritur 1. An Missa canenda sit more votivo cum unica Oratione in Dominica, quando Festum, ejus solemnitas transferenda præscribitur, incidit in ipsam Dominicam v. g. anno præterito Sanctorum Petri et Pauli ? 2. An commemoratio omnium Sanctorum Apostolorum, faciendi in solemnitate Sanctorum Petri et Pauli, habeat locum in die festivitatis vel in Dominica in quam solemnitas transfertur, vel in utraque ? 3. Idem queritur quoad Parochias, quarum sanctus Stephanus est Patronus, de commemoratione omnium Sanctorum Martyrum in ipsius Festivitate præscripta ? 4. Ex instructione data Parisiis die 11 Decembris 1806 a Cardinale Legato a Latere, sola solemnitas præfatorum Festorum differtur in Dominicam subsequentem, in qua Officium quidem a Clero tam publice, quam privatim, et Missa recitabatur juxta Rubricas occurrentes seu juxta consuetum ordinem, canitur tamen una Missa Solemnis de Festis illis more votivo cum unica Oratione : an autem Officium etiam vespertinum Dominicæ occurrentis, si fiat de ea, cantandum est solemniter, seu cum pompa, servato tamen ritu semiduplici ratione solemnitatis translata ? 5. In reductione Festorum Pius Papa VII eam legem adjunctam esse voluit, ut « in festis diebus, vigiliisque eas præcedentibus, quæ supresse decernuntur, in omnibus Ecclesiis de consuetudo Divinorum Officiorum, sacrarumque cæremoniarum ordine ac ritu nihil innovetur, sed omnia ea prorsus ratione peragantur, quæ hactenus consueverunt die 9 Aprilis 1802. » An igitur in Festis, quorum solemnitas differtur in occurrentem proximam Dominicam Officium publicum tam matutinum, quam vespertinum peragendum est sicut ante reductionem ? 6. An licet cantare Missam de Requie, presente corpore, in Dominicis in quas transfertur solemnitas illorum Festorum primæ Classis ? An illud licet in ipso die festivitatis ? 7. An indulgentiæ concessæ festis primæ classis, quorum solemnitas transfertur ut supra, cadunt in ipsam solemnitatem, vel in festivitatem ? 8. Nonnullis festis quorum solemnitas differtur in Dominicam sequentem interdiciuntur Sacra in Sacellis domesticis, queritur an illud interdictum intelligendum sit de die festivitatis, vel de Dominica, in qua fit solemnitas ? 9. Si in unam eandemque Dominicam incidat solemnitas translata v. g. Sanctorum Petri et Pauli, et Patroni Diocesis, vel Parochiæ, equidem celebranda erit dignior, an altera transferenda sit in ipsam Dominicam, quæ si fuerit impedita, an adhuc in aliam ? Si Dominica ad quam juxta Indultum præfatum transferenda esset solemnitas, sit dies propria Sancti Joannis Baptistæ, an solemnitas Patroni, transferenda erit ad Dominicam impeditam, quum festum S. Joannis sit ejusdem ritus, nec transferri possit, ne duplex solemnitas primæ classis eadem die in una Ecclesia peragatur. Dicitur sequens responsum ab Eminentissimo Cardinale Caprara pro tempore Legato a Latere datum fuisse Dubiis propositis a Cambiariensi Episcopo. 1. « Si in unam, eandemque Dominicam incidat solemnitas translata tum Anniversarii dedicationis, tum Patroni, ea solemnitas celebranda erit de digniori, scilicet de dedicatione, translata minus digno, id est Festo Patroni ad primam Dominicam non impeditam juxta Rubricas. » 2. « Si Dominica ad quam juxta Indultum re-

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Le vocable de mon église est saint Christophe, martyr (25 juillet). Dans la crainte de violer les règles de la liturgie, je vous prie d'avoir l'obligeance de me donner l'organisation de la fête de mon patron et de son octave.

R. — Voici comment nous organiserions cette fête et son octave :

24 Vêpres de saint Christophe, sans mémoire.

25 *Jeudi, rouge*, saint Christophe, martyr, patron de l'église, 1^{re} classe avec octave ; leçons du 1^{er} nocturne *Fratres debitores*, au commun de plusieurs martyrs ; du 2^e et 3^e nocturne, au commun d'un seul martyr. A la messe *Credo*, préface commune. — Vêpres de saint Christophe, mémoire du suivant.

26 *Vendredi, blanc*, sainte Anne, mère de la très sainte Vierge, doublé de seconde classe ; leçons du 1^{er} nocturne *Mulierem* du commun, *Credo*, préface commune. Rien du patron à laudes ni à la messe. — Vêpres du suivant, mémoire du précédent ; rien de l'octave, ni de saint Pantaléon, martyr.

27 *Samedi, rouge*, saint Jacques, apôtre, double de 2^e classe (transféré du 25) ; neuvième leçon et mémoire de saint Pantaléon à laudes et à la messe basse. Rien de l'octave ; *Credo*, préface des apôtres. — Vêpres de saint Jacques, mémoire du dimanche et des saints Nazaire, etc., mart. ; rien de l'octave.

28 † *Dimanche*, 7^e après la Pentecôte ; *rouge* à cause de l'octave, *semid.* ; office du dimanche ; neuvième leçon (les trois réunies) des saints martyrs ; mémoires des saints martyrs et de l'octave à laudes et à la messe ; préface de la Trinité. — Vêpres du suivant, mémoire du dimanche, des saints martyrs (2^{es} vêpres), de l'octave ; et des saints Félix, etc., martyrs.

Mais messe paroissiale de saint Christophe, mémoire du dimanche sous la même conclusion ; préface de la Trinité. — Vêpres paroissiales de saint Christophe, sans mémoire.

29 *Lundi, blanc*, sainte Marthe, vierge, double-majeure. Leçons du 1^{er} nocturne au commun ; mémoire de l'octave et des saints martyrs à laudes et à la messe, *Credo*, préface commune. — Vêpres

ductionis Festorum diei 9 Aprilis 1802 transferenda esset solemnitas Patroni sit dies propria Sancti Joannis Baptistæ : tunc solemnitas Patroni transferenda erit ad primam Dominicam non impeditam juxta Rubricas, ne scilicet (quum Festum Sancti Joannis Baptistæ sit ejusdem ritus, nec transferri possit) duplex solemnitas primæ Classis eadem die in una Ecclesia peragatur. » An præfatum responsum sit authenticum, et applicandum similibus casibus ?

Ad 14. « Quest. 1. Negative : quest. 2. In die festi : quest. 3. Ut ad proximum : quest. 4. Posse : quest. 5. Affirmative : quest. 6. Servetur Rubrica sicut ante reductionem Festorum, et extendatur etiam ad Dominicam : quest. 7. Recurrat ad Sacram Congregationem Indulgentiarum : quest. 8. In die festi : quest. 9. Affirmative : quest. 10. Juxta Instructionem a Cardinale Legato a latere Episcopo Cambiariensi datam.

de sainte Marthe, mémoire de l'octave et des saints Abdon et Sennen, mart.

30 *Mardi, rouge*, de l'octave, semi-double; leçons du 1^{er} nocturne de l'Écriture courante; 9^e leçon et mémoire des saints martyrs à laudes et à la messe, 3^e oraison *Concede nos, Credo*, préf. commune. — Vêpres du suivant, mémoire de l'octave.

31 *Mercredi, blanc*, saint Ignace, confesseur, double; mémoire de l'octave à laudes et à la messe, *Credo*, préface commune. — Vêpres de saint Ignace jusqu'au capitule, ensuite de l'octave, mémoire de saint Ignace et des saints Machabées, mart.

JUILLET

1 *Jeudi, rouge*, de l'octave double; 9^e leçon, et mémoire des saints Machabées à laudes et à la messe, *Credo*, préface commune. — Vêpres de l'octave jusqu'au capitule, ensuite de saint Alphonse (antienne de Magnificat *O Doctor*), mém. de l'octave et de saint Etienne, pape et martyr.

Saint Pierre-ès-Liens est remis au 9. Voici la manière d'organiser son office.

8... Vêpres du suivant, mémoire de saint Paul et du précédent.

9 *Vendredi, blanc*, saint Pierre-ès-Liens double-majeur (transféré du 1^{er}); 9^e leçon de la vigile; mémoire de saint Paul, de la vigile et de saint Romain, martyr, à laudes et à la messe, *Credo*, préface des apôtres, dernier évangile de la vigile. — Vêpres de saint Laurent, mémoire de saint Pierre et de saint Paul.

Q. — 1^o Où placer, dans les litanies de Lorette, la dernière invocation ajoutée par Léon XIII : *Regina sanctissimæ Rosarii*.

Il y a, en effet, divergence. Les uns la mettent la dernière, d'autres avant *Regina sine labe*, etc.

2^o Peut-on ajouter cette autre invocation : *Regina Cleri*?

R. — Ad I. Elle doit être placée la dernière, avant l'*Agnus Dei*.

Voici du reste les trois dernières invocations :

Regina sanctorum omnium, ora.

Regina sine labe originali concepta, ora.

Regina sanctissimæ Rosarii, ora.

Agnus Dei etc.

Ce texte est extrait d'une édition de 1888, qui nous a été envoyée de la Propagande.

Ad II. On ne peut ajouter aucune invocation aux litanies sans un indult apostolique. Ce cas a déjà été décidé plusieurs fois par la Sacrée Congrégation des Rites, savoir en 1631, en 1683, en 1821, en 1839, et en 1865.

D'après ce dernier décret, porté pour le diocèse de Mileto, on n'a pas même le droit d'ajouter le patron de lieu, ni le titulaire de l'église.

Q. — La vigile de saint André, j'ai fait l'office du Saint-Sacrement; pour la messe, j'ai dit la messe votive de la Sainte-Vierge. Quel a dû être l'ordre des oraisons à la messe?

R. — La première oraison devait être celle de la

messe de la Sainte-Vierge; la seconde, celle de votre office, c'est-à-dire du Saint-Sacrement; la troisième, celle de la vigile de saint André, et la quatrième celle de saint Saturnin.

Nous supposons que vous disiez une messe basse, parce que nous doutons que vous puissiez dire dans une messe chantée l'oraison conforme à l'office que vous avez récité, c'est-à-dire à l'office du très saint Sacrement.

Q. — Dans les fêtes solennelles, v. g. Pâques, Pentecôte, adoration du Saint-Sacrement, etc., là où il y a célébrant, diacre, sous-diacre, maître des cérémonies, thuriféraire et deux acolythes, peut-on bénir l'encens à la sacristie avant de se rendre à l'autel; ou la présence d'autres membres du clergé est-elle nécessaire pour l'entrée solennelle?

R. — Le thuriféraire ne porte l'encensoir qu'autant que l'on se rend à l'autel *processionnellement*; et par conséquent on ne le bénit que dans ce cas. Le Cérémonial des Evêques et les autres livres liturgiques ne supposent pas d'encensoir dans d'autres cas. Avant de partir processionnellement, le thuriféraire fait bénir l'encens puis s'avance en tête de la procession, immédiatement avant la croix. (Voyez ce Cérémonial, livre II, chap. viii, n. 24.)

Nous savons que l'usage existe en certaines églises de se servir d'encensoir et de bénir l'encens, aux fêtes solennelles, lors même qu'on ne partirait pas ainsi processionnellement; mais c'est là un usage particulier, et qui est en dehors des rubriques et des décrets. Nous ne pouvons donc rien en dire, puisque nous manquons de bases pour régler cette pratique.

Q. — 1^o Les jours où la rubrique défend de faire des services funèbres, tout en noir, peut-on chanter d'abord le nocturne, faire l'absoute immédiatement après, et enfin dire la messe avec la couleur du jour?

2^o Dans une paroisse où existe la confrérie de l'exposition mensuelle du Saint-Sacrement, faut-il l'exposer avant ou après la messe?

3^o Faut-il, pour l'exposition, chanter un motet, avec ou sans oraison et encenser ensuite; ou doit-on se contenter de l'encensement, comme plusieurs le font?

R. — Ad I. Nous avons déjà dit qu'il est défendu de chanter des nocturnes et de faire l'absoute; à l'occasion de services, dans les jours où les messes de *Requiem* sont prohibées, à savoir aux fêtes de première et de seconde classe, aux octaves privilégiées (de Pâques, de la Pentecôte, de l'Épiphanie, de Noël et la Fête-Dieu), pendant la semaine sainte, les dimanches et les vigiles de Noël et de la Pentecôte.

Ad II et III. Ces points particuliers sont réglés par des ordonnances épiscopales, ou par les statuts diocésains, ou par l'usage général.

Q. — 1^o A la messe basse, un prêtre peut-il habituellement, pour honorer un confrère, préparer son calice, le porter à l'autel, ouvrir le missel, etc., après les ablutions, recouvrir le calice, l'emporter? ou plutôt, ne sont-ce point là toutes choses défendues par les rubriques?

2° En paroisse où a lieu l'exposition solennelle des Quarante-Heures (pratiquée comme en France), survient un enterrement très ordinaire. Pour ne rien changer au commencement ni à la fin de l'exposition, crainte d'ailleurs de contrister la famille, et parce que, dit-il, la charité prime tout, le bon curé suspend l'exposition, renferme le Saint-Sacrement, pour chanter office et messe d'enterrement; après quoi il reprend l'exposition. Que faut-il penser de tout cela? Et n'est-ce point se mettre trop à l'aise avec les rubriques?

3° En semaine-sainte, après évangile de la Passion, la rubrique porte : *osculatur textum*. Quel est le texte précis à baiser? N'est-ce pas celui où l'on commence à lire *tono evangelii*?

4° En semaine de la Passion, n'y ayant de règle que deux oraisons à la messe, faut-il supprimer celle pour l'Eglise ou le pape, au profit de celle du Saint-Esprit, spécialement recommandée par les vicaires capitulaires, *sede vacante*? ou supprimer celle-ci, au profit de l'autre? ou, par exception, dire l'une et l'autre?

R. — Ad I. Non, cela n'est pas permis, parce que la rubrique du missel dit expressément que ces diverses fonctions doivent être accomplies par le célébrant; et nous ne voyons nulle part que l'on puisse agir ainsi pour lui faire honneur. La rubrique est absolue. Elle atteint même les ecclésiastiques constitués en dignité, mais qui sont inférieurs aux évêques, comme les chanoines, les vicaires généraux, les protonotaires apostoliques. On peut voir sur ce point le décret de 1817, n. 4536, ad 6. et surtout la note de Gardellini commentant ce décret. Cet illustre commentateur cite encore plusieurs décrets qui sont dans le même sens, savoir ceux de Orte, de Todi, de Pise, de Cosenza, de Sienna, de Foligno, d'Aquila et d'Ascoli. L'honneur dont vous parlez est réservé aux évêques.

N'y a-t-il donc pas d'exceptions. Oui, il y a quelques exceptions indiquées par les auteurs, par exemple, les cas de vieillesse, d'infirmité ou d'autres causes qui empêcheraient le prêtre de porter le calice à l'autel. Mais on ne cite pas le motif d'honneur que vous indiquez.

Ad II. Lorsqu'il s'agit d'une exposition du Saint-Sacrement pour cause grave et publique comme les Quarante-Heures proprement dites, il importe de faire l'office funèbre sans chant, sans messe et sans aucune solennité; si on le peut il convient de ne pas approcher du très saint Sacrement, mais de rester le plus loin possible, par exemple dans une chapelle latérale, ou au bas de l'église, afin de ne pas troubler les adorateurs. C'est ce qui résulte de toutes les réponses données par la Sacrée Congrégation des Rites pour des cas analogues.

Quant à la défense de chanter ou même de dire la messe d'enterrement, elle a été portée en 1875 pour l'église métropolitaine de Florence. On avait exposé que certains prêtres regardaient comme licite la célébration des funérailles en présence du très saint Sacrement exposé, par la raison qu'aucun décret ne le défendait.

La Sacrée Congrégation répondit qu'il fallait s'abstenir de célébrer des messes de *Requiem*, soit solennelles, soit simplement lues :

« Sacra vero Congregatio, audita relatione ab infrascripto Secretario facta, re mature accurate-

que perpensa rescribendum censuit : Juxta instructionem Clementinam ; iis diebus abstinendum esse a celebrandis missis defunctorum sive solennibus sive lectis... » (19 juin 1875, n. 5613.)

Voilà notre réponse pour le cas des Quarante-Heures proprement dites. Mais s'il s'agissait des Quarantes-Heures improprement dites qui ne consistent pas dans une adoration de quarante heures continues, nous n'oserions pas condamner un prêtre qui croirait devoir renfermer le saint Sacrement pendant tout l'office funèbre et chanter la messe de *Requiem*; surtout s'il y avait peu d'adorateurs, et que l'enterrement fût considérable. Bon nombre d'auteurs le permettraient.

Ad III. Oui, lorsqu'on baise le texte, ce n'est pas au commencement de la Passion, mais, comme vous le dites, à l'endroit où le prêtre commence à prononcer *tono Evangelii*.

Nous ferons remarquer que l'on ne baise pas le texte de la Passion le vendredi-saint.

Ad IV. Si vous avez une oraison commandée dans le temps de la Passion, vous devez la surajouter. Vous avez ainsi trois oraisons à dire, celle de la messe, celle pour l'Eglise ou pour le Pape, enfin celle du Saint-Esprit qui est commandée. La raison en est que l'oraison commandée n'est pas prohibée pendant la semaine de la Passion. Mais elle l'est le dimanche des Rameaux et les trois derniers jours de la semaine-sainte.

Q. — Y a-t-il de vrais patrons de lieu en France et surtout dans les petites localités?

Dans les églises de nos campagnes, il ne reste trace de l'élection du patron du lieu. Aucun document ne relate ni le concours du peuple et du clergé, ni celui de l'évêque, ni celui de la Sacrée Congrégation des Rites. Cependant chaque année chaque paroisse célèbre sa fête patronale.

Y a-t-il, malgré cette absence de toute preuve positive de l'élection canonique du patron, obligation pour le curé d'appliquer la messe *pro populo* le jour de l'incidence de cette fête?

R. — Vous ne pouvez pas avoir de doute sur l'élection de votre patron, dès que la fête se célèbre de temps immémorial, et qu'aucune difficulté n'est soulevée sur ce point.

Vous objectez que vous n'avez aucun document qui relate pour l'élection de ce patron, le concours du peuple et du clergé, ni celui de l'évêque et de la Sacrée Congrégation des Rites. Nous répondons que le plus souvent, ces documents ne peuvent pas exister. Voici pourquoi. Les patrons de lieu remontent ordinairement très haut, souvent même à l'époque de l'établissement des communes; or, les règles ou conditions que vous venez de rappeler ne datent que du dix-septième siècle. Elles ne furent publiées qu'en 1630. Ce fut l'œuvre d'Urbain VIII. Or ces règles ne concernent pas les élections antérieures, mais seulement celles qui devaient avoir lieu à l'avenir, comme on peut le voir en tête du décret :

« DECRETUM PRO PATRONIS IN POSTERUM ELIGENDIS.

« S. R. C., annuente SSmo, quoad patronos lo-

corum *in posterum* eligendos hunc ordinem servari mandavit.... » (Die 23 martii 1630).

Si donc votre patron a été choisi avant 1630, vous devez présumer qu'on a suivi les règles tracées à cette époque, et qu'il est légitime. Par conséquent vous devez appliquer la messe pour votre peuple le jour de l'incidence de cette fête.

Q. — Absolutio complicitis est casus speciali modo summo Pontifici reservatus, ita ut ipse Episcopus non possit tantæ culpæ reum sacerdotem absolvere ; quæ cum ita sint, quæritur a docto amico cleri.

1° Quomodo se gerere debeat confessor erga miserum sacerdotem qui complicem suam in peccato turpi ausus est absolvere ?

2° An reus sacerdos absolvi possit, indirectè, a confessario ordinario, ne infamia oriatur, propter cessationem muneris sacerdotalis ?

3° A quo peti debeat potestas absolvendi in casu, et quæ formalitates sint adimplendæ ad obtinendam hanc potestatem ?

4° An in unaquaque diocesi nullus sit sacerdos specialiter designatus pro absolutione hujus peccati enormis, saltem occasione exercitiorum spiritualium ?

5° An sacerdos sic absolutus, si postea Romam adeat, debeat sistere coram majori Pœnitentiario ?

6° An simulatio absolutionis sufficiat ut excommunicatio incurratur ; si hodie hæc simulatio sufficiat, cum per tot sæcula non suffecerit, cur hæc modificatio ?

R. — Ad I. Absolvens complicem in materiâ turpi, incurrit excommunicationem *speciali modo* reservatam Summo Pontifici.

Ad II. Ad cujus absolutionem obtinendam, tenetur S. Pontificem aut ejus delegatum adire *personaliter*, vel si non potest, *per litteras*. Constat ex decreto 23 junii 1886. Insuper de absolutione concedendâ a confessario ordinario in casu necessitatis, statuit prædictum Decretum : « In casibus urgentioribus, in quibus absolutio differri nequeat absque periculo gravis scandali vel infamiæ, super quo confessoriorum conscientia oneratur, dari posse absolutionem, injunctis de jure injungendis, a censuris etiam *speciali modo* Summo Pontifici reservatis, sub pœna tamen reincidentiae in easdem censuras, nisi saltem infra mensem per epistolam et per medium confessarii absolutus recurrat. »

Unde si non possit vitari scandalum vel infamia, ob cessationem muneris sacerdotalis aut parochialis, absolvi potest a confessario ordinario miser iste sacerdos qui absolvit complicem in materiâ turpi : sed infra mensem tenetur recurrere per litteras et per medium sui confessarii : quod si omittat, reincidit in eandem excommunicationem.

Ad III. Supplicatio ad obtinendam facultatem absolvendi ab hac excommunicatione, dirigi debet ad Eminent. S. Pœnitentiariæ Praefectum : et si jam absolutio data est, in casu urgentiore de quo supra, hujus expressa mentio faciendâ est. Exprimendum est quot personas complices et quoties absolverit. Ad formam vero supplicationis nihil speciatim exigitur : nulla formula imponitur. Sufficit, si exprimatur gratia petita, id est, facultas absolvendi a tali excommunicatione propter impossibilitatem ex parte excommunicati adeundi *personaliter* S. Sedem, factâ insuper mentione, abso-

lutionis jam datæ propter necessitatem vitandi scandalum aut infamiam, si ita res se habuerit. Exprimendum est vero, nomen, non sacerdotis pro cujus grâtiâ petitur facultas, sed confessarii absolvendi facultatem petentis, ad quem rescriptum dirigi queat.

Ad IV. In diœcesibus et etiam temporibus spiritualium exercitiorum cleri, nullus est, qui specialiter sit delegatus ad absolvendum a prædictâ excommunicatione. Pro singulis casibus a S. Pontifice petenda est absolvendi facultas.

Ad V. Absolutus ab eo qui absolvendi potestatem habet delegatam a Summo Pontifice, non jam tenetur comparere coram S. Pontifice aut ejus delegato, etiamsi Romam ire ipsi contingat : secus, si secus.

Ad VI. Sufficit ad incurrendam excommunicationem de quâ, simulatio absolutionis. Constat ex decreto S. Officii 22 julii 1773 : ex responsione S. Pœnitentiariæ 1^a martii 1878 : item ex responsione S. Officii 10 decemb. 1883. Cujus dispositio-nis ratio per se satis liquet.

Q. — Je reçois l'*Ami du Clergé* depuis le mois de janvier cette année ; cette revue est bien instructive surtout pour le prêtre, je demande un petit espace dans vos colonnes.

Il y a une question assez épineuse dans la pratique du ministère, c'est l'instruction à donner aux médecins, aux sages-femmes et aux femmes pour ce qui regarde l'administration du baptême, dans quelles circonstances il faut l'administrer, ce qui doit être évité pour *præcavens abortus*, etc.

1° Dans quelles circonstances doit-on donner cette instruction, aux personnes susdites ?

2° Ne pourriez-vous donner un résumé de ce qui suffirait aux prêtres pour instruire les personnes que je viens de nommer ?

3° Convient-il de donner cette instruction en chaire ou au confessional ?

R. — Il importe que toutes personnes, et particulièrement celles qui sont appelées par leurs fonctions à donner le baptême en cas de nécessité, soient instruites de la manière d'administrer ce sacrement. De ce nombre sont les médecins et les sages-femmes. Le prêtre doit s'assurer, si ces personnes ont une science suffisante sur ce point, les instruire au besoin, et enfin les avertir, que c'est pour elles, une obligation grave de charité, de procurer aux enfants en danger de mort, la grâce du baptême.

Avec le médecin, il convient de procéder avec tous les égards qui lui sont dus : il faut lui bien expliquer la manière de baptiser. S'il a donné le baptême sur un membre de l'enfant, non encore complètement sorti du sein de la mère : qu'il baptise de nouveau sur la tête, et sous condition, si l'enfant arrive vivant à la lumière.

Il faut demander aussi à la sage-femme, de quelle manière elle baptise : et lui donner toutes les instructions nécessaires.

Si l'enfant baptisé par ces personnes en cas de nécessité, survit, est présenté à l'Eglise pour le baptême solennel, le curé doit s'enquérir de la manière dont le baptême a été administré, et

pour chaque cas particulier, exiger autant que possible, l'attestation des personnes présentes.

Ici la science requise est à la portée de tout le monde. Car pour baptiser, il suffit de verser sur la tête de l'enfant de l'eau naturelle, en disant : « Je te baptise au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit. » L'intention de faire ce que l'Eglise fait en baptisant, est renfermée dans la volonté et l'acte de conférer le baptême.

Notre correspondant nous demande encore ce qui doit être évité, *ad præcavendum abortum*. D'abord et nécessairement, tout ce qui tendrait directement à cette fin : et ensuite toutes les causes, qui plus ou moins directement pourraient amener cet effet : tels que, porter de lourds fardeaux, se livrer à des exercices ou travaux pénibles, à des marches fatigantes, à la danse, à des transports violents de colère, à des austérités excessives, etc.

Cela posé, dans quelles circonstances un curé doit instruire sur ces différents points ?

1^o S'il s'agit du baptême, le curé doit en parler au catéchisme, et même en chaire : parce que tout chrétien, est tenu de savoir, non seulement ce qui regarde la nécessité, la nature et les effets du baptême, mais encore la manière de baptiser, si les circonstances le demandaient. Ce qui n'empêche pas de donner une instruction plus complète aux personnes qui sont appelées plus fréquemment à remplir ce devoir de charité.

2^o Le résumé de tout ce que doivent savoir ces personnes, se trouve dans le catéchisme : c'est la substance de la doctrine catholique sur ce point.

3^o Il y aurait peut-être de l'inconvénient à parler en chaire des précautions auxquelles sont tenues les femmes enceintes, *ad præcavendum abortum*.

Mais on peut les avertir en particulier, ou mieux les faire avertir par d'autres personnes prudentes.

Q. — Dernièrement une discussion a eu lieu entre confrères, et voici à quel sujet :

Vous savez que M. H. Lasserre rapporte dans son *Histoire de Notre-Dame de Lourdes* que s'étant trouvé à Solesmes en même temps que M. et M^{me} de Freycinet, un jour maigre, Dom Guéranger avait servi la table en gras, à l'hôtellerie, pour M. et M^{me} de Freycinet, à cause de leur qualité de protestants.

Les uns, parmi nous, prétendaient que les protestants ne sont pas soumis aux lois de l'Eglise : c'est en vertu de ce principe qu'avait agi Dom Guéranger : les autres soutenaient qu'ils y sont soumis, comme baptisés, et que leur révolte ne doit pas leur devenir un bénéfice. Où est la vérité ? S'il y a controverse, quelle est l'opinion la plus sûre, la plus pratique ? Raisons à l'appui.

R. — Tous les auteurs enseignent que les hérétiques sont tenus d'observer les lois de l'Eglise. Pèchent-ils toujours en ne les observant pas ? Les auteurs répondent généralement d'une manière négative, *à raison de l'ignorance où ils se trouvent par rapport à l'obligation*. Citons quelques passages :

Saint Alphonse : « Obligantur tamen hæretici,

et alii qui per baptismum Ecclesiæ semel sunt subjecti ¹. »

Gury : « Hæretici, schismatici et quicumque alii baptizati, etsi non catholici, legibus ecclesiasticis per se tenentur, quia, quamvis sint rebelles, non cessant esse Ecclesiæ subditi : attamen per accidens in praxi non videntur peccare ; quia fere nesciunt se ex conditione sua ad servandas has leges teneri, etiamsi forte necessitatem et obligationem ingrediendi ecclesiam catholicam jam cognoscant ². »

Scavini : « Hæretici vero, schismatici et quicumque alii baptisati, etsi non catholici, rigore et perse ecclesiasticis legibus obligantur ; quia quamvis sint rebelles, non cessant esse Ecclesiæ subditi. Neque juvat asserere illos esse membra a corpore Ecclesiæ abscissa ; nam ita appellantur quoad communionem, non vero quoad characterem. Attamen per accidens in praxi non videntur peccare in singulis casibus si has vel illas leges non servant ; quia licet sint hæretici formales, et ideo graviter peccent per rebellionem generalem, nihilominus in particularibus peccare non putant ; hoc tamen ab aliis non admittitur (nisi illi versentur in ignorantia invisibili), secus neque per generalem rebellionem culpa tenerentur ; quia neque in hac putant peccare ³. »

C'est Billuart qui s'est approché le plus de la question qui nous occupe : « Hæretici tenentur, quia per baptismum fiunt Ecclesiæ subditi, neque præsumi potest Ecclesiam filios in suam matrem rebelles eximere ab obligatione legum suarum, cum hoc esset et eorum fovere proterviam et catholicis occasionem perversionis præbere.

Si inferas : Ergo peccant caupones, laniones, etc., in partibus catholicis subministrando hæreticis carnes diebus prohibitis, non secus ac si subministrarent catholicis : respond. nego illationem, quia cum necessitate compellente, aut aliis justis de causis, princeps aut res publica eos admittat et concedat habitationem, subest justa causa venditibus negligendi eorum peccata ministrando eis carnes, cum alioquin vel recederent, vel rixas et turbas excitarent ⁴. »

Avec ces principes il est facile d'expliquer la conduite de Dom Guéranger.

Q. — 1^o Dans notre petit séminaire qui compte environ 300 élèves, chaque professeur recueille dans sa classe pour l'œuvre de la Propagation de la Foi au moins huit souscriptions (20 fr. 80) qui sont ensuite remises à la fin de l'année au directeur chargé de les faire parvenir au comité de l'œuvre. Chaque professeur a-t-il ainsi droit « aux faveurs particulières aux bien-faiteurs ecclésiastiques : autel privilégié personnel, trois fois par semaine ; pouvoir d'appliquer aux chapelets, médailles, etc., les indulgences apostoliques ?

2^o Nos élèves n'étant pas autorisés par le règlement à aller dans l'oratoire du séminaire où se trouvent les stations du chemin de la croix peuvent-ils gagner les

¹ Lib. I, n. 154.

² T. I, n^o 92, ad 5^{me}.

³ *Tract. de legibus*, n. 212.

⁴ T. II, p. 638, Ed. Palmé.

indulgences, à la grande chapelle, en tenant entre leurs mains un crucifix indulgencié *ad hoc* ?

R. — Ad 1^m. Chacun des professeurs du séminaire en question peut, en versant au moins 20 fr. 80, jouir des privilèges particuliers aux bienfaiteurs ecclésiastiques. La clause est formelle :

« Tout prêtre qui, dans l'année, aura versé à la caisse de l'œuvre une somme représentant au moins le produit de huit souscriptions (20 fr. 80) par chaque centaine d'âmes de la paroisse qu'il habite, ou de l'établissement auquel il est attaché, quelle que soit d'ailleurs la provenance de cette somme. »

Comme le séminaire compte trois cents élèves, et qu'il forme au moins sept classes distinctes, il s'ensuit que les professeurs remettent 20 fr. 80 pour moins de cent élèves : ils se trouvent donc dans les termes de l'indult et peuvent profiter des privilèges.

Ad 2^m. Il y a pour les élèves un empêchement moral indépendant de leur volonté et qui leur permet de gagner les indulgences attachées aux crucifix bénits pour le chemin de la croix.

Mais nous nous demandons pourquoi on ne leur établirait pas un chemin de la croix dans la grande chapelle de l'établissement, puisque c'est possible, facile, peu dispendieux et fort utile pour la piété. Aucune règle n'interdit l'établissement des stations dans diverses chapelles de la même maison, ou même dans différents endroits de la même église. Les *Avertissements* conseillent même d'ériger dans la même église un chemin de la croix pour les hommes et un autre pour les femmes ¹. Dans une décision du 4 août 1767 il est parlé de quatre chemins de la croix érigés dans le même monastère, sans un mot de blâme pour le trop grand nombre ². C'est facile : il suffit de solliciter l'autorisation de l'Ordinaire, qui accordera en même temps la faculté d'ériger en vertu d'un indult. On peut aussi solliciter les pouvoirs auprès du Ministre général des Frères Mineurs, à Rome, le Fr. Bernardinus a Portu Romatino. On ne peut user de ces pouvoirs qu'après les avoir fait viser par l'Ordinaire. Nous avons reçu, il y a quelques années, par l'intermédiaire d'un ami qui se trouvait à Rome une autorisation pour ériger vingt chemins de croix, pour laquelle on n'a réclamé qu'une fort légère aumône, *obuli quinque pro Terra sancta*.

C'est donc peu dispendieux de ce côté. D'autre part, il suffit d'une modeste croix de bois pour chaque station.

On ne peut nier que les élèves retireront plus de fruit du chemin de la croix en parcourant chacune des stations et en y faisant une méditation attentive des souffrances de Notre-Seigneur, que s'ils se contentent de réciter vingt *Pater*, vingt *Ave* et vingt *Gloria Patri*. C'est un bon et facile moyen

de leur enseigner la pratique de l'oraison mentale. Aussi avons-nous vu, dans certains séminaires, un chemin de croix érigé dans le lieu même de la promenade, assez à l'écart pour que l'on puisse y prier sans être gêné par les divertissements des autres élèves. C'est là une œuvre excellente, à laquelle les directeurs des séminaires n'eussent trop encourager. On oublie assez volontiers plus tard l'exercice du chemin de la croix que l'on conseille aux autres, parce que on ne s'en est pas formé dans la jeunesse comme une nécessité.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Dans quels cas, les subventions communales peuvent-elles être exigées d'après la législation nouvelle ? Formalités à remplir.

R. — D'après la législation nouvelle, c'est-à-dire, la loi du 5 avril 1884, les communes ne sont plus obligées de fournir de subventions aux fabriques que dans les cas prévus à l'article 136, n° 11 et n° 12. La loi s'exprime ainsi aux passages susdits : (sont obligatoires pour les communes) : 11° L'indemnité de logement aux curés et desservants et ministres des autres cultes, cultes salariés par l'Etat, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement et lorsque les fabriques ou autres administrations préposées aux cultes ne pourront pourvoir elles-mêmes au paiement de cette indemnité : 12° les grosses réparations aux édifices communaux, sauf, lorsqu'ils sont consacrés aux cultes, l'application préalable des revenus et ressources disponibles des fabriques à ces réparations.... S'il y a désaccord entre la fabrique et la commune, quand le concours financier de cette dernière est réclamé par la fabrique dans les cas prévus aux paragraphes 11 et 12, il est statué par décret sur les propositions des ministres de l'intérieur et des cultes. »

Quant aux formalités à remplir, elles consistent, lorsqu'il y a lieu, à formuler la demande dans une délibération du conseil de fabrique et l'accompagner d'une copie des budget et compte et de toutes les pièces justificatives que le conseil municipal est en droit d'exiger pour éclairer son opinion sur l'insuffisance des revenus de la fabrique. Quand la commune résiste, le dossier est envoyé au préfet qui l'envoie à l'évêque diocésain pour avoir son avis. Autrefois, sous le régime de l'ancienne législation, la préfecture et l'évêché étaient d'accord, le préfet pouvait inscrire d'office la dépense sur le budget des communes : aujourd'hui, comme on l'a vu dans le texte de la loi, les difficultés sont tranchées par décret présidentiel sur la proposition des ministres de l'intérieur et des cultes.

Q. — 1° Un calvaire planté sur un terrain communal par les soins du curé agissant au nom de la fabrique ou par la fabrique elle-même, devient-il propriété de la commune ou reste-t-il propriété de la fabrique, qui l'a

¹ *Decreta auth. S. C. Ind.*, p. 82.

² *Ibid.*, n. 236.

acheté et fait planter, surtout si c'est la fabrique qui l'entretient et le restaure en temps nécessaire ?

2^e S'il est, malgré cela, propriété de la commune, redevient-il propriété de la fabrique, quand il tombe de vétusté ou par accident et qu'on l'enlève du terrain communal où il gisait pour le mettre en un autre lieu, par exemple au cimetière ou contre l'église, à la disposition du curé ou du Conseil de fabrique ? Le curé, en ce dernier cas, toujours mandataire de la fabrique, peut-il enlever ou faire enlever quelques vieilles ferrures consolidant les bras de la croix pour les faire servir à un calvaire neuf, sans l'autorisation du maire ou du conseil municipal ? Et, s'il l'a fait, le maire refusant qu'on plante le nouveau calvaire où sont entrées les ferrures du vieux, a-t-il le droit de lui faire un procès, et si ce procès lui est fait, — ce qui a eu lieu pour moi, — le juge de paix peut-il condamner le curé ? — Moi, je l'ai été ; car le cas que je pose m'est personnel. Plusieurs avocats m'excitent à rappeler au tribunal de première instance. Avant de le tenter, je voudrais être sûr de mon droit. C'est pourquoi je vous prie, dans l'intérêt de la religion, d'étudier sérieusement la question.

R. — Ad 1^m. Sur la question de propriété, il n'y a pas de doute possible ; le calvaire appartient à celui qui en a fait la dépense ou à qui il a été donné. Le fait qu'il est dressé sur un terrain communal n'en rend pas la commune propriétaire. Quand il a été dressé avec l'autorisation des pouvoirs publics, il reçoit de cette autorisation le caractère de monument public ; il a droit, à ce titre, d'être protégé, et celui qui le briserait ou le détériorerait encourrait la peine édictée par l'article 257 du code pénal. De même, et pour la même raison, l'autorité qui en avait permis l'érection, pourrait en ordonner l'enlèvement. Mais ceci ne touche en rien la propriété de l'objet qui continue à appartenir, comme ici, dans l'espèce, à la fabrique, comme toutes les autres croix et tous autres objets scellés, ou non scellés aux murs de l'église. Par conséquent, dans l'hypothèse que l'autorité civile voudrait faire enlever la susdite croix, elle devrait en prévenir la fabrique et lui rendre l'objet. Ceci nous paraît incontestable, et nous ne sachons pas qu'on l'ait jamais contesté. Done,

Ad 2^m. La commune n'étant pas et ne pouvant pas être propriétaire d'un monument qu'elle n'a pas édifié et qui ne lui a pas été donné, elle n'a pas à intervenir quand le curé agissant au nom de la fabrique ou la fabrique elle-même en opèrent la restauration ou le reconstruisent ou en utilisent les morceaux, les ornements, les pierres, les bois ou la ferrure. Tout ce que peuvent le maire et le conseil municipal, c'est d'empêcher la restauration sur place parce qu'on est sur le terrain communal, ou d'en dresser un nouveau, puisqu'ils ont même le droit de l'enlever. Soutenir le contraire, ce serait le renversement du droit public ; et l'on arriverait à cette conclusion non moins odieuse qu'absurde, à savoir : qu'une autorisation équivaut à une conquête ou à un achat. Ainsi, quand un entrepreneur de fêtes dépense cent mille francs pour dresser, par exemple, un amphithéâtre, il s'ensuivrait que l'amphithéâtre appartiendrait à l'établissement qui a prêté le terrain. Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que cela fût stipulé dans l'acte d'autorisation consenti par le concessionnaire.

Voit-on d'ici tous ceux qui ont fait à grands frais des constructions au Champs-de-Mars, dépouillés de leur titre de propriété pour le seul fait qu'ils ont été autorisés à bâtir sur un terrain de l'Etat ou de la Ville de Paris !

Le juge de paix dont il est question a donc mal jugé ; et nous sommes complètement de l'avis des avocats qui engagent notre correspondant à porter la cause devant le tribunal de première instance. Seulement, qu'il n'oublie pas qu'il n'a été que le délégué de la fabrique ; c'est donc à la fabrique de se pourvoir après avoir demandé et obtenu du conseil de préfecture l'autorisation de plaider. Comme cette autorisation est également nécessaire au conseil municipal, il est à présumer que la chose s'arrangera administrativement par l'intermédiaire du préfet.

Q. — La fabrique a fait construire une église, et nous sommes à la veille d'en prendre possession. Par le fait même de l'abandon de l'église paroissiale, celle-ci sera-t-elle désaffectée, et la municipalité pourra-t-elle en disposer à son gré, sans l'avis du conseil de fabrique et l'autorisation de l'évêque ? Nous avons affaire à une municipalité écarlate qui pourrait bien avoir la prétention de la démolir tout de suite sans prendre l'avis de personne, ou bien encore, d'en faire une salle de bal.

R. — Cette question doit être résolue d'après les principes relatifs aux anciennes églises supprimées. Voici ces principes. On appelle église supprimées celles qui étaient en possession d'un titre régulier, mais qui ont cessé de le posséder, par suite d'une autre organisation ecclésiastique, qu'elles soient ou non, de fait, ouvertes ou fermées au culte. Cette règle s'applique aussi bien aux églises de l'ancien régime qu'à celles d'aujourd'hui supprimées, de fait, pour une raison quelconque, comme dans le cas présent.

L'église nouvelle ne peut être livrée au culte qu'en vertu d'une autorisation régulière du gouvernement ; sans cette autorisation, l'ouverture de la nouvelle église serait illégale. (*Loi du 18 germinal an X, art. 44. — Décision ministérielle du 14 octobre 1817.*) Les églises supprimées dont les fabriques ont été envoyées en possession (c'est bien ici le cas, puisque l'église remplacée actuellement a servi et sert encore d'église paroissiale) peuvent étre louées, échangées, ou aliénées à leur profit. (*Décret du 30 mai 1806, art. 1^{er}.*) Toutefois aucune aliénation ne peut être faite qu'après avoir été autorisée, par une ordonnance royale, aujourd'hui par un Décret présidentiel, dans la forme ordinaire. — et cette autorisation n'est donnée que lorsque la conservation de l'édifice ne paraît pas nécessaire ou utile pour l'exercice du culte. (*Décret du 30 mai 1806, art. 2.*)

L'abandon aux fabriques a été fait effectivement, dit M. Vuillefroy, non seulement dans l'intention de leur créer des ressources financières, mais aussi et principalement afin qu'elles conservent les édifices pour être affectés au culte, lorsque les ressources de la commune et les autres circonstances permettront d'en rétablir l'exercice. *Aucune église*

supprimée ne peut donc être aliénée démolie avant qu'il ait été reconnu qu'elle n'est d'aucune utilité pour le culte. (*Décision ministérielle du 14 thermidor an XIII.*) Partant de ce dernier document, le conseil de fabrique de la paroisse dont il s'agit pourrait donc encore prétendre conserver la vieille église ou comme chapelle de secours, ou comme chapelle des catéchismes ou pour toute autre objet se rattachant au culte.

Le produit des locations ou aliénations des églises supprimées et les revenus des biens pris en échange appartiennent à la fabrique de l'église principale, et ici dans l'espèce, à l'unique fabrique qui existe et qui a bâti l'église nouvelle. « Il doit être employé de préférence à l'acquisition de presbytères ou de toute autre manière, aux dépenses du logement des curés et desservants, là où il n'existe pas de presbytère. (*Décret du 30 mai 1806, art. 4.*) L'attribution, faite par la loi des églises supprimées, aux fabriques des églises conservées, comprend aussi le mobilier. (*Décision ministérielle du 18 octobre 1808.*)

Toute cette législation et tous ces règlements, — on aura pu le remarquer, — supposent dans leurs auteurs l'opinion que les églises sont la propriété des fabriques; avec cette jurisprudence qui est également celle de la Cour de cassation, on se demande comment l'Etat a pu et peut encore déclarer les églises et les presbytères propriétés communales.

La conclusion de tout ceci est que notre correspondant doit veiller à ce que sa municipalité ne lui joue pas quelque coup de jarnac. Qu'avant de livrer sa nouvelle église au culte, il demande l'autorisation d'aliéner l'ancienne au profit de la fabrique. En cas de refus, nous lui conseillerions de retarder plutôt la prise de possession du nouvel édifice en attendant des temps meilleurs; ce qui ne peut manquer à bref délai.

Q. — Pourrait-on annuler un legs ainsi conçu : « Je donne et lègue par testament à la fabrique de X. le capital nécessaire pour former le revenu exigé par le tarif du diocèse afin que la dite fabrique fasse acquitter chaque année à perpétuité dans l'église de X. 12 messes basses pour le repos de mon âme et de l'âme de mon mari ? »

Les héritiers étant riches, et le tarif comme la rente pouvant varier, on désirerait ne pas fixer le chiffre de ce capital. L'excellent *Ami du Clergé* voudra bien répondre à cette question avec sa bienveillance ordinaire.

R. — Pour que le legs soit formulé d'une manière parfaitement claire et indiscutable, il serait préférable d'écrire : « Je donne et lègue *par le présent testament.* » Un ergoteur, en effet, pourrait ne voir dans l'autre formule qu'un rappel de ce qui aurait été fait dans un autre testament qu'on ne pourrait retrouver puisqu'il n'existe pas. A part cette petite observation qui n'est peut-être pas inutile, le legs est valablement exprimé, s'il a, d'ailleurs, toutes les autres conditions voulues par la loi.

Nous n'en dirons pas autant du second point, à savoir qu'on ne voudrait pas fixer le chiffre du capital

sous prétexte que le tarif comme la rente peut changer et que les héritiers sont riches. Le gouvernement ne saurait approuver un système pareil, d'abord parce qu'il faut connaître le chiffre du capital pour déterminer le chiffre des droits de succession, et ensuite parce que cette manière d'agir, en la supposant acceptable, ne servirait que très imparfaitement les intérêts de la fabrique, dans cette hypothèse, en effet, il faudrait laisser le capital déjà incertain entre les mains des héritiers. Ils sont riches, dit-on; mais ils pourraient cesser de l'être, et dans ce cas, le legs serait compromis; et si, demeurant riches, ils devenaient impropres, dans leur descendance, le danger serait pire encore. Notre correspondant suppose encore que le tarif et la rente peuvent changer et que les héritiers suivraient volontiers les variations en hausse ou en baisse. Tout cela est quelque peu puéril. Pourquoi aller chercher ainsi midi à quatorze heures, au lieu de s'en tenir purement et simplement aux usages et aux lois? C'est notre avis, et nous pensons humblement que c'est le bon.

Q. — Je vous serais très reconnaissant si vous faisiez rechercher une décision du Conseil d'Etat qui concerne les chiens des presbytères et qui a été portée, il y a trois ou quatre ans. Vous avez bien quelques articles sur cette matière, mais aucun, faute du texte de l'arrêt, ne peut donner satisfaction au curé de campagne taquiné par une municipalité capricieuse. Le Conseil d'Etat, lui, a tranché nettement la question : le chien du presbytère dans les campagnes doit être classé parmi les chiens de garde.

Soyez donc assez bon de rechercher ce document officiel, — ce qui doit vous être facile, — et l'insérer dans votre journal. Je l'avais soigneusement conservé; mais je ne le trouve plus aujourd'hui.

R. — Il n'est pas commode de trouver un document de si maigre importance. Toutefois, à l'occasion, nous nous empresserons de le découvrir et de le publier. Nous avons dit à ce propos que sur une protestation portée par nous-même devant le Conseil de préfecture de Seine-et-Oise, le jugement de ce tribunal administratif nous avait été favorable et qu'il s'était basé sur la décision du Conseil d'Etat dont il s'agit. Outre notre affirmation nous avons aujourd'hui le témoignage de notre honorable correspondant qui a eu le document sous ses yeux et en sa possession. En attendant que nous ayons le texte, cela peut suffire, ce me semble; et la conduite à tenir par un enré de campagne, si son chien est qualifié de chien de luxe est toute tracée. Qu'il proteste devant le Conseil de préfecture de son département, comme c'est son droit, on lui rendra justice; au besoin, qu'il en appelle au Conseil d'Etat. là évidemment on doit connaître les décisions qui en sont sorties.

COURRIER DE L'UTILE

De nombreux lecteurs de l'*Ami du Clergé* ayant lu avec intérêt mon premier article sur la Diphthé-

rie, je les prie d'en recevoir ici tous mes remerciements.

Pour répondre aux lettres, aux demandes qui m'ont été adressées, je publie un deuxième article complémentaire qui contiendra les divers renseignements désirés.

I. La bière joubarbée est une bonne et vraie bière uniquement à l'orge et au houblon, dans la composition pharmaceutique de laquelle entre le *Sedum Acre* à l'état d'alcoolature.

Sedum Acre (petite joubarbe de Linné).

De là la dénomination de bière joubarbée.

II. Comme traitement unique, local et général de l'angine couënneuse maligne, je fais boire la bière joubarbée par verres à bordeaux, un, toutes les quinze minutes.

Un premier litre ainsi employé suffit pour nettoyer la gorge de ses fausses membranes.

Afin d'empêcher toute répullulation Diphtérique il est nécessaire que les convalescents boivent un deuxième litre, mais alors à intervalles plus éloignés, toutes les 30 à 45 minutes.

Avec cette précaution, l'économie se trouve saturée et je n'ai jamais eu à combattre un retour pseudo-membraneux.

Le traitement est le même pour les adultes et pour les enfants à partir de 5 ans.

Pour de plus jeunes enfants, le traitement est le même, seulement avec des doses proportionnées à l'âge : cueillerées à dessert, verres à liqueur, à madère.

Le traitement du croup, qu'il débute d'emblée, ou qu'il soit dû à l'extension des fausses membranes de la gorge au larynx, est absolument le même.

Des régurgitations faciles et sans fatigue expulsent des lambeaux, de nombreux débris de fausses membranes désagrégés par la seule action de la bière joubarbée.

III. L'action thérapeutique de la bière joubarbée peut se résumer ainsi :

1^o En passant par la gorge, elle s'infiltre entre la muqueuse et les fausses membranes : elle les ramollit, détache leurs adhérences, les décolle, les désagrège en lambeaux, en débris nombreux.

2^o Elle expulse ces lambeaux, ces débris par de simples et faciles régurgitations qui n'occasionnent aucune fatigue.

3^o Elle déterge les surfaces muqueuses ainsi dénudées et les modifie de telle sorte qu'une nouvelle fausse membrane ne pullule jamais à la place de celle qui vient d'être expulsée.

4^o Si la bière joubarbée est en partie régurgitée, elle est en plus grande partie tolérée.

La résine, ce principe essentiellement acre et seul actif du *Sedum Acre*, est absorbée par la muqueuse stomacale et passe dans le torrent circulatoire.

L'analyse le prouve en constatant dans l'urine des malades la présence de cette même résine, dont le passage dans le serum du sang est, par là même, établi comme fait positif.

Dans ces conditions, chaque ondée sanguine pénètre l'économie et la rend impropre à la réactivité, à la conservation du poison microbo-diphtérique.

La source de l'exsudat plastique se trouve tarie en peu d'heures et, ainsi, s'éteignent les fausses membranes par l'extinction même de leur élément toxique générateur.

C'est donc à titre de contre poison de la diphtérie que je recommande la bière joubarbée, ce seul remède que je considère comme vraiment efficace, parce qu'il agit tout à la fois et localement en détruisant les fausses membranes et généralement en anéantissant le poison microbo-diphtérique dans le sang.

Jusqu'à présent, c'est le seul remède présenté qui ait l'avantage de réunir ces deux actions curatives.

24 heures, au plus, suffisent pour nettoyer entièrement la gorge, le larynx de toute production diphtérique.

Pendant ce traitement, les angineux ne doivent boire aucune boisson autre que la bière joubarbée.

Tisanes, bouillon, lait, vin, doivent leur être rigoureusement refusés. Ces diverses boissons leur seraient non seulement *inutiles* mais *nuisibles*.

Inutiles, par leur action nulle sur la maladie.

Nuisibles, en modifiant, en réduisant l'action curative de la bière joubarbée.

Mais aussitôt que les fausses membranes ont disparu, j'ordonne bouillons, potages, soupes, afin de relever les forces et de réduire la convalescence à sa plus simple expression.

IV. 1^o A elle seule, la bière joubarbée remplace les divers dissolvants alcalins qui diluent le sang et diminuent les forces sans le moindre avantage.

2^o Elle remplace les gargarismes, les collutoires dont l'action fatigante est seulement locale et peu efficace.

3^o Elle remplace les grands vomitifs qui occasionnent de violentes secousses sans résultats marqués.

4^o Elle remplace les caustiques trop souvent employés sans succès, toujours douloureux pour les malades et dangereux pour les personnes qui les appliquent.

En résumé, ce qui fait la valeur de la médication joubarbée sur les autres médications, c'est que, je le répète, seule elle agit et localement sur les fausses membranes et généralement sur le sang empoisonné.

Les autres médications se bornent à agir seulement sur les fausses membranes, laissant le poison diphtérique infecter toute l'économie.

Dr L. DUVAL.

Paris, ce 4 juin 1889.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 12 junii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

— Ah ! oui. le traducteur de saint Denys. Ce doit être en effet un homme d'avenir.

Mgr Affre le vit, et six mois après, en janvier 1846, nous retrouvons l'abbé Darboy aumônier du collège Henri IV.

Comme professeur il s'était montré brillant, solide, romain. Les cahiers de ses anciens élèves prouvent qu'alors il enseignait dans son plein relief la doctrine de l'infailibilité. Pour toutes les grandes questions qui s'agitaient alors il montrait un entrain, une conviction, une audace même telle qu'on peut l'attendre d'un esprit supérieur servi par un magnifique talent qui a gardé toute son indépendance. En 1841 il écrivait avec énergie et tristesse : « Parmi les gens de bien, si trois joignent leurs pensées et leurs efforts, les autres disent : « C'est une spéculation ! » Et ils se retirent... Mais que faut-il donc faire ? Il faut prendre aux pervers les inventions de leur infernale sagesse... Demandez la liberté, et qu'on ne vous force plus, par une contradiction tyrannique, à envoyer vos enfants chercher de l'esprit dans l'Université. »

Or cinq ans après nous le voyons aumônier de l'Université.

Maître de conférences à l'école des Carmes que venait de fonder Mgr Affre, prédicateur distingué, écrivain remarquable, en même temps qu'il traduisait l'*Imitation*, le chef-d'œuvre de son esprit moraliste, il s'est révélé journaliste dans le *Moniteur catholique* fondé par Mgr Sibour, et qui d'ailleurs ne vécut guère. Mais à ce labeur quotidien l'abbé Darboy avait encore affiné sa plume. Il parut bientôt que cette plume gardait un fond amer, quand Mgr Sibour le chargea de répondre à l'abbé Combalot qui avait critiqué la conduite politique de l'archevêque de Paris (1852).

« L'Eglise ne dédaigne pas le talent, écrivait-il. Ce qui vous le prouve, c'est l'estime où le vôtre est tenu dans les rangs du clergé français. Mais le talent n'est pas la mesure nécessaire des dignités ecclésiastiques : C'est de quoi vous pouvez vous apercevoir, à la place que vous occupez dans la hiérarchie. »

Le ton était yif, dur même, et « il parut dit le cardinal Foulon que par ce côté le jeune lutteur n'avait pas assez ménagé le vieil athlète. »

Après dix ans, d'ailleurs employés à écrire des livres solides, l'aumônier du collège Henri IV était nommé vicaire général (1852) et après l'assassinat de Mgr Sibour (3 janvier 1857) vicaire capitulaire avec MM. Buquet et Surat. C'est lui qui rédigea la lettre capitulaire. On le devine d'ailleurs rien qu'aux phrases suivantes : « Richement orné de ce qui attire, il ne cherchait pas dans les autres ce qui éloigne. Il travaillait à défendre les principes, jamais à contrister les personnes... Son âme ne respirait que charité, et il méritait de mourir, comme il lui est arrivé, en bénissant. »

C'est alors qu'il écrit son savant ouvrage sur *Saint Thomas Becket*, traduction du Révérend Giles, mais traduction maîtresse et précédée d'une

Introduction de 250 pages où l'on trouve autant de science que de style. Les descendants de la famille de saint Thomas lui envoyèrent la croix pectorale de l'illustre défenseur de l'Eglise : « J'en accepte l'augure, dit-il, et comme archevêque et comme martyr. » Il était alors évêque de Nancy (1859).

En 1859, il avait prêché un carême aux Tuileries et charmé l'Empereur, le plus grand charmeur du siècle. Mais celui qui fut définitivement séduit ce fut l'évêque. Le reste de sa vie en apportera plus d'une douloureuse preuve.

On serait mal venu près de ses anciens condisciples, — et il en reste, — si l'on avançait que l'abbé Darboy était exempt d'ambition. Tous sont d'avis qu'il interprétait dans le sens, qui à première vue paraît le plus naturel, le mot de saint Paul : *Qui episcopatum desiderat, bonum opus desiderat*. Tous affirment plus fortement encore que personne mieux que lui ne méritait par son admirable talent et son esprit aussi net que varié cette haute dignité. Personne d'ailleurs ne soupçonna jamais l'intégrité, l'irréprochabilité de sa vie. Il s'est peint, mieux peut-être qu'il n'eût voulu, dans sa devise épiscopale : *Labore fideque*. D'aucuns eussent préféré *fide et labore*. Mais il est évident que la priorité du *travail* ne fut pas intentionnelle. Lui, le travailleur obstiné, ne rêvait que travail. C'était là sa pensée habituelle, le labeur était sa seconde vie, ou plutôt il ne comprenait pas la vie sans le travail. Et quand il eut à choisir cette devise qui doit résumer et le caractère de l'homme et celui de l'évêque, le premier mot qui jaillit de son âme ce fut celui-là : *Labor* ! Avec le travail, avec sa parole, sa plume, son zèle, sa vigueur d'esprit, il croyait pouvoir aboutir à tout, remuer les âmes, soulever un monde. Mais c'était le travail informé par la foi ; par cette foi qui l'inspirait depuis plus de trente ans dans ses études, ses veilles, ses recherches historiques, par cette foi qu'il comprenait si bien et qu'il rêvait de faire comprendre et accepter par son siècle, par son pays, par son temps, lui qui se prévalait volontiers d'être de son temps et de son pays. *Labore fideque*.

Aussi avec quelle complaisance il revient sans cesse sur la nécessité de l'étude, sur la volonté, sur le caractère. Plusieurs lui reprocheront cependant d'avoir manqué de caractère. Peut-être dans ce reproche y aurait-il quelque injustice. Mgr Darboy était un homme de caractère, mais il aimait d'amitié l'Empereur, il professait pour lui d'abord une admiration sans réserve, et quand l'admiration dut disparaître, il lui garda toute son affection, mais entière et fidèle. Il avait pour lui ce faible que nous conservons pour nos amis, même malheureux, même coupables, et qui parfois s'appelle une vertu, dans la vie privée.

Dans la vie publique cela s'appelle des erreurs, et nous verrons que Mgr Darboy en commît plusieurs. Mais dès 1865 il disait à Fayl-Billot, à la pose de la première pierre de l'église : « Messieurs,

l'empire tombera, c'est fatal. Les meilleurs états du trône impérial disparaissent, et les hommes qui le soutiennent ne sont plus assez forts. » Dès lors l'admiration avait disparu, mais l'affection était restée, absolue et aveugle, comme souvent les affections profondes.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

GRILLAGES
R. GARIEL 2^{ter}, Quai de la Mégisserie
CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.
RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^{fr} 50
Châssis de Couche depuis 7 fr.
Envoi franco du Catalogue

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire : 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

Envoi franco d'échantillons sur demande.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Conesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

IMPRIMERIE

MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à Mme MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherché-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 25

PRÉDICATION : Pour la fête du Sacré-Cœur de Jésus : le deuxième centenaire de 1689.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Permission de satisfaire par une seule messe à une double obligation d'appliquer *pro populo*.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Est-il permis d'ajouter à l'onction des pieds : *et per lumborum delectationem* ? Au temps pascal, doit-on ajouter *Alleluia* aux prières qui se disent après la messe ? — Peut-on employer un ornement de soie jaune traversée de fils d'argent ? — Peut-on laisser ouvert pendant les obsèques le cercueil de l'enfant décédé ? Peut-on chanter des cantiques français le dimanche pendant la messe solennelle ? à l'exposition du Saint-Sacrement ? — Une bénédiction d'ornements faite, par mégarde, avec de l'eau de Lourdes est-elle valide ? La bénédiction des murs fait-elle partie de la bénédiction d'un oratoire privé ? — Y a-t-il un saint Acace ? Peut-on le prendre pour patron des domestiques ? pour patron de lieu ? — Peut-on valablement et licitement baptiser en humectant le bout du ponce avec lequel on fait la croix sur le front de l'enfant ? — Peut-on chanter plus de trois fois par semaine des messes de *Requiem* pour des services de neuvième jour et d'anniversaire ? Le même prêtre peut-il chanter plusieurs de ces messes dans plusieurs paroisses ? — Que penser des indulgences accordées au saint nom

de Jésus dans l'*Ave Maria* et autres doublées par Alexandre VI ? — La récitation du *Pater* et de l'*Ave* est-elle nécessaire pour gagner les indulgences de la Propagation de la Foi ? L'inscription est-elle nécessaire ? Le vicaire chargé par son curé d'administrer cette œuvre dans la paroisse jouit-il des privilèges ? Les indulgences accordées pour avoir accompagné le Saint-Sacrement supposent-elles qu'il est donné en viatique ? — La nouvelle formule pour la bénédiction du scapulaire du Carmel supprime-t-elle les précédentes ? — Où trouver exposés les devoirs des chanoines ? ce qui concerne l'Officialité ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Peut-on nommer conseiller de fabrique un paroissien auquel il manque à *Quasimodo* quelques jours pour avoir six mois de domicile réel ? Peut-on garder une somme de dix mille francs dans la caisse à trois clefs en attendant le moment de l'employer ? Peut-on autoriser le trésorier à la placer comme il l'entendra sauf à en répondre ? — L'église appartenant certainement à la fabrique le maire peut-il y arborer un drapeau le 14 juillet, faire inscrire sur les murs la devise de la république ? Le conseil municipal peut-il désaffecter le presbytère actuel pour le remplacer par un autre dépourvu de jardin ? — Le trésorier de la fabrique peut-il englober sur un même mandat trimestriel tout ce qui est dû au curé pour frais dont il est chargé ?

COURRIER DES LIVRES

VIE DE Mgr DARBOY, archevêque de Paris, par M. l'abbé GUILLERMIN. Chez Bloud et Barral, 4, rue Madame, Paris.

II

Le nouvel évêque de Nancy se hâta de rendre compte à Pie IX de l'état de son diocèse. Après avoir loué son clergé, il déclare au pape « avec une filiale confiance, qu'en arrivant il a ressenti les inconvénients qui résultent du défaut de fermeté. » — « J'ai tâché, ajoute-t-il, et je tâche encore d'y remédier sans bruit et peu à peu. Le clergé n'est pas ingouvernable, mais j'ose dire qu'il était ingouverné. »

Ce trait peint Mgr Darboy. Il voulait gouverner et avec lui on devait se sentir gouverné. Ses idées

gallicanes cependant ne se font pas jour dans ses actes publics, loin de là. Sa lettre à Pie IX en 1862, où il s'excusait de ne pouvoir se rendre à Rome, pour la canonisation des martyrs du Japon, est admirable de foi, de soumission filiale : « Vous êtes, écrivait-il, l'autorité sous sa forme la plus puissante et la plus douce, vous êtes mon père et mon chef ; tout ce que vous dites est bien dit, et tout ce que vous faites est bien fait. Je remercie mon noble et généreux pape de vous avoir, il y a treize ans, replacé sur votre trône et de vous y maintenir aujourd'hui sans gêner la liberté de vos actes. »

Pourtant au milieu de ces lignes touchantes, la dernière sonne faux. Il fallait que Mgr Darboy fût encore étonnamment *charmé* pour n'avoir pas dès lors démêlé le fil caché de la politique impériale. Aussi bien s'il l'eût vu, il l'eût montré, et il

ne fût pas devenu à bref délai archevêque de Paris (1863).

Dans son premier mandement à son nouveau diocèse, à cette cité de Paris « qui, disait-il, a beaucoup de ce qu'il faut pour rendre les difficultés plus graves qu'on ne les trouve ailleurs, sans qu'elle fournisse en proportion les moyens de les résoudre, » il s'affirme « évêque prêt à donner sa vie pour l'Eglise, homme de *son temps* et de *son pays*, plein de confiance dans ce puissant diocèse, et résolu à ne méconnaître aucun droit, comme à ne négliger aucun devoir. »

L'idéal de son esprit obstiné n'a point varié, et et s'il a prouvé qu'elle est bien difficile, la tâche d'être « homme de son temps et de son pays, » quand le temps et le pays sont à l'erreur, du moins il a montré ce qu'est un évêque, le bon pasteur qui donne sa vie pour ses brebis, pour l'Eglise. Il s'entoure d'hommes sérieux et zélés, sollicite à l'étude, se donne tout entier à son diocèse, s'enquiert des moindres détails et n'hésite pas à proposer certaines charges importantes au concours. Son esprit élevé ne craignait point les talents, ne travaillait pas à les enfouir, étant d'ailleurs exempt de cette funeste jalousie des dons de Dieu et se sentant partout supérieur.

Il étonne ceux qui l'entourent par sa lucidité d'intelligence non moins que par sa puissance de travail. « Un soir, nous raconte un prêtre, de ses compatriotes, il avait bien voulu m'accueillir à dîner. Le dîner achevé, nous passâmes au salon et nous nous primes à causer du pays, en famille, avec un abandon charmant de sa part. Tout-à-coup entra Mgr Buquet, porteur d'une liste de cas difficiles sur lesquels il venait le consulter.

« — M. l'abbé n'est pas de trop, dit simplement l'archevêque, lisez-nous vos difficultés.

« Et tout en tisonnant il répondait à chacune avec une clarté, une netteté de jugement qui me faisait dire, à part moi, après la solution de chaque cas : « Comme c'est bien cela ! Quelle « science pratique, quelle admirable présence « d'esprit ! »

L'un de ses premiers actes publics d'évêque fut de flétrir la *Vie de Jésus* de M. Renan. Personne n'a oublié ces belles et fortes pages : « Jésus-Christ remplit le monde, et les siècles portent son nom. Toutes les générations s'inclinent en passant devant lui. Ses autels, assis dans les consciences, environnés de respect et défendus par l'amour, bravent les injures des hommes et la main du temps, ils survivent à toutes les révolutions et à toutes les ruines. — L'enfance l'adore comme un Dieu, et l'aime comme un frère ; la jeune fille lui donne son cœur quand elle veut le garder pur ; les mères appellent ses bénédictions sur la tête de leurs fils ; plusieurs, en trop grand nombre sans doute, le méconnaissent et l'offensent, entraînés par les intérêts et les passions. Mais le vieillard se sent ramené vers lui par la maturité de ses pensées et par la lumière tranquille de ses derniers soleils. »

Et à la communion des hommes en 1864, à Notre-Dame, avec quelle éloquence il parle « des tristes et usuels blasphèmes dont Jésus-Christ depuis quelques mois a été l'objet ! »

« Je me sens soulevé par le souffle qui sort de vos rangs ; l'horizon s'élargit devant mes yeux. Par delà les murs de cette basilique, la grande image de mon pays m'apparaît, me touche et m'émue. »

« Messieurs qui communiez, dites-le d'avance, dites-le et de toute manière à ceux qui vous environnent. Dites-le, si c'est possible, à toute la France : La religion fait vivre les sociétés, l'irreligion les tue. Les peuples meurent de vice, comme les individus, et quand ils sont morts de vice, ils meurent de faim ! »

Oui, il y a de bien belles pages dans la vie de Mgr Darboy, mais voici quelques revers de ces pages. On ne saurait les déguiser sans trahir la vérité. L'éloge n'a d'ailleurs aucune valeur, s'il supprime l'impartialité. Nous sommes de ceux qui aiment Mgr Darboy, car il est, d'autre part, l'une des gloires du diocèse de Langres, mais entre Mgr Darboy et Pie IX nous n'hésiterons pas un instant. Aussi bien il est bon de remarquer que l'épiscopat traversait alors une époque de transition. Les idées gallicanes persévéraient dans les mœurs, et quelques évêques n'étaient point insensibles à l'ambition d'être de petits papes dans leurs diocèses. C'est pourquoi l'appel à Rome les gênait singulièrement. Mgr Darboy n'était pas éloigné d'être de ce nombre si l'on en juge par la visite qu'il imposa aux Jésuites et aux Capucins de son diocèse, exempts de droit. C'était évidemment empiéter sur les attributions du pape.

Ces mêmes principes le rapprochaient plutôt du pouvoir civil, même des articles organiques qu'il acceptait, sauf trois, en quelque chose, « sous l'influence d'idées gallicanes *sui generis*, » dit avec clémence M. Guillermin. Dans son discours au Sénat du 12 mars 1865, il soutint que le pape n'avait pas juridiction *ordinaire* et *immédiate* surtout les diocèses. Franchement, on ne reconnaît plus l'historien de saint Thomas Becket. Enfin il donna l'absoute aux obsèques du maréchal Magнан, grand-maître de la maçonnerie (1^{er} juin 1865). Il prétendit que les insignes maçonniques n'étaient point sur le cercueil ou qu'on ne les vit point. Mais il n'ignorait pas que le maréchal fût franc-maçon. Telles furent les raisons qui motivèrent la fameuse lettre de Pie IX du 26 octobre 1865 qu'une indiscretion fit connaître à tout l'univers catholique deux ans après.

Ce fait tout considérable qu'il est ne serait pourtant qu'une tache qu'un Fénelon eût su rendre glorieuse. Malheureusement, on ne voit pas que les idées de Mgr Darboy aient depuis notablement changé ; et c'est ici, sur la question du Concile surtout que le livre de M. Guillermin est incom-

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DU SACRÉ-CŒUR DE JÉSUS : LE
DEUXIÈME CENTENAIRE DE 1689.

Ego sum resurrectio et vita. (Joan. XI, 25.)

C'était à une des heures les plus mémorables de la vie publique du Sauveur. Il venait de recevoir la confiance d'une grande douleur. Marthe et Marie se lamentaient auprès de lui, de la disparition de leur frère bien aimé, et, à travers les larmes et les paroles brûlantes par lesquelles s'exhalaient leur désolation et leurs regrets, Jésus avait reconnu l'accent d'une humble et ardente prière. Mais, hélas ! depuis quatre jours Lazare était dans son tombeau, et la mort poursuivait rapidement son œuvre de destruction. « *Jam fœtet*, déjà se fait se fait sentir l'odeur de la décomposition finale », s'était écriée Marthe en proie à la plus vive perplexité. Quel espoir qu'un cadavre si lamentablement défiguré puisse être rappelé à la vie ? Cependant Jésus ne craint pas d'en donner l'assurance aux deux sœurs de Lazare : « Je suis, dit-il, la Résurrection et la Vie. Ayez confiance et vous verrez la gloire de Dieu se manifester : *Ego sum resurrectio et Vita..... Si credideris, videbis gloriam Dei.* »

« Je suis la résurrection et la vie ! » n'est-ce pas cette divine parole qui a été la consolation, le soutien, l'espérance de l'Eglise à toutes les heures critiques de son existence, alors que ses ennemis se vantaient d'avoir scellé à jamais la pierre de son tombeau ?

« Je suis la résurrection et la vie ! » qui plus que la nation française a vérifié la réalité de cette solennelle affirmation ? Clovis y a cru sur le champ de bataille de Tolbiac et Jeanne d'Arc dans son humble retraite de Domremy. Ainsi ont été écrites toutes les plus belles pages de notre histoire nationale.

« Je suis la résurrection et la vie ! » c'est bien aussi le résumé des révélations faites touchant notre pays à la bienheureuse Marguerite-Marie en cette année 1689 dont nous célébrons le deuxième centenaire. Nous aurions tort, M. F., au milieu d'autres souvenirs que l'on exalte et solennise par tous les moyens à cette heure, d'oublier celui-là. Il importe, en effet, d'une manière plus efficace et plus intime, à l'avenir et aux destinées de notre patrie.

Or, vous le savez, ces révélations ont trait au culte du Sacré-Cœur de Jésus. Pour entrer dans l'esprit du glorieux anniversaire qui nous occupe, laissez-moi vous rappeler aujourd'hui et les magnifiques promesses du Cœur de Jésus à la France et les obligations qui en découlent pour nous.

I

Tout peuple a reçu de Dieu une mission à remplir ici-bas. L'accomplit-il fidèlement, il grandit et prospère, mais s'il la trahit et la délaisse, s'il ab-

dique honteusement les privilèges de sa vocation, s'il s'emploie à une fin contraire les dons qui lui avaient été octroyés pour exécuter les desseins de la Providence, alors viennent sur ce peuple le châtement, la réprobation, la décadence et la ruine. Belle entre toutes est la mission de la nation française. Il est vrai de dire avec les Papes, avec les docteurs de l'Eglise, avec les penseurs catholiques les plus éminents, que Dieu nous a choisis pour remplacer l'antique Israël, pour être au temps de la loi de grâce, le défenseur armé, le soldat de son Eglise, le propagateur de l'Evangile, le bouclier, la protection extérieure de la justice, de la vérité, l'appui et le soutien dans le monde de toutes les saintes et nobles causes, en un mot, l'exécuteur des hautes-œuvres de Dieu, ainsi que le proclamaient nos pères, *gesta Dei per Francos*. La France a loyalement accepté ce rôle glorieux. Malgré certaines infractions passagères et promptement réparées, elle a fait honneur à sa mission, et tous les efforts tentés dans ces derniers temps pour l'y faire renoncer n'ont pu aboutir, et n'aboutiront pas à la détourner du but qu'à travers mille vicissitudes et des labeurs incessants elle poursuit depuis bientôt quatorze siècles.

Dieu, de son côté, il faut le reconnaître, nous a payés de retour. Avec quelle munificence il nous a comblés de ses faveurs, c'est ce que nos annales proclament à toutes leurs pages. Si notre pays a toujours été à la tête des nations et les a surpassées toutes par l'éclat de sa puissance, les merveilles ressources de son génie, sa brillante civilisation, n'est-ce pas à une assistance particulière de la divinité qu'il doit tous ces avantages ? Il y a entre Dieu et la France comme un égal échange de services et de bienfaits : nos malheurs eux-mêmes, juste punition de défaillances et d'infidélités prolongées, concourent encore à confirmer l'évidence de ce pacte séculaire qui est notre raison d'être et l'explication de notre histoire tout entière.

Mais, hélas ! depuis deux siècles surtout que n'a pas fait l'esprit du mal pour amener la France à renoncer à sa légitime mission, à trahir les desseins de Dieu sur elle, à s'abandonner à une lâche et honteuse apostasie ! Je n'ai pas besoin, M. F., d'insister sur le détail de ces déplorables tentatives. Vous êtes suffisamment instruits des visées de l'impiété et du but auquel tendent tous ses efforts. L'impiété peut paraître triompher pour un temps ; son triomphe ne saurait être ni un triomphe complet, ni un triomphe définitif. Nous en avons pour garant les promesses deux fois séculaires et non désavouées faites à la bienheureuse Marguerite-Marie.

Vous savez, M. F., comment Notre-Seigneur se servit de l'intermédiaire de cette humble religieuse pour faire connaître et promouvoir la dévotion à son divin Cœur, cette dévotion si douce et si suave, qui en révélant aux hommes les trésors infinis de la bonté et de la tendresse divine, devait si puissamment contribuer à retremper la foi, la piété, le zèle

des chrétiens à notre époque. Mais dans la pensée du Sauveur, cette admirable dévotion, si hautement approuvée par l'Eglise, ne devait pas être seulement un moyen de salut, une source d'abondantes bénédictions pour les individus. Elle est destinée à procurer les mêmes avantages aux peuples qui officiellement l'embrasseront, en rendant au Cœur de Jésus le culte et les honneurs qui lui sont dus et dont Jésus-Christ lui-même a voulu fixer la nature et l'étendue. C'est pour notre patrie surtout que le Cœur sacré de Jésus se déclare *un puissant protecteur*¹. Il le déclare en faisant choix pour la révélation du don de son amour d'une cité française, d'une institution française, d'une âme éminemment française, il le déclare plus expressément en chargeant la bienheureuse d'un message auprès du roi de France, il le déclare en pressant l'accomplissement des conditions qu'il a mises à la réalisation de ses promesses.

Ainsi, M. F., tandis que la société travaille systématiquement à se constituer en dehors de Dieu, tandis qu'elle prononce la déchéance du Christ et lui signifie son exclusion de toutes les affaires humaines, tandis qu'elle va jusqu'à lui déclarer ouvertement la guerre, lui ne nous rejette pas encore, il ne désespère pas de nous, *il aime toujours les Francs*, et se plaît à leur prodiguer les avances de sa miséricorde et de sa tendresse.

Mais, M. F., prenons garde que la patience divine ne touche à son terme et que le Cœur du Christ ne finisse par se retirer de nous. Efforçons-nous donc de renouer et de cimenter à jamais l'alliance ineffable qu'il nous propose : la justice et notre intérêt nous en font un impérieux devoir. Dieu n'a pas besoin de nous, mais nous ne saurions impunément nous passer de lui. Les dehors brillants de notre civilisation, les merveilleux progrès des arts et des sciences, toutes ces choses qui exaltent l'orgueil de l'homme, ne doivent pas nous faire oublier cette vérité capitale. Non, M. F., on ne bâtit rien de solide en dehors de Dieu. *nisi Dominus ædificaverit domum, in vanum laboraverunt qui ædificant eam*. Dieu est et sera toujours pour les nations, comme pour les familles et les individus l'unique et nécessaire principe de vie, selon la parole du divin Maître : *Ego sum resurrectio et vita*.

II

Le deuxième centenaire de 1689 en nous rappelant les promesses du Christ en faveur de notre nation, nous redit également les conditions mises aux grâces signalées qui nous sont offertes. Que demande Notre-Seigneur ? Qu'exige-t-il en retour de sa protection si désirable ? Trois choses surtout. Il veut que la France se consacre à son divin Cœur, il veut qu'elle construise une église, un autel, un monument spécialement affecté à honorer son Cœur, il veut enfin que le drapeau national ombrage dans ses plis l'image de ce même Cœur.

Voilà ce que réclame Notre Seigneur, ce qu'il réclame, remarquez-le bien comme autant d'actes officiels, accomplis au nom de la nation tout entière, par ceux qui ont charge et mission de la représenter. Que d'épreuves, que de malheurs auraient été épargnés à notre pays, s'il avait correspondu fidèlement aux volontés de Dieu ! Mais, hélas ! il faut le dire, il y a deux siècles déjà que ces volontés ont été nettement formulées, et jusqu'ici elles n'ont point reçu leur complet accomplissement. A nous d'achever ce que nos pères n'ont pas voulu, disons mieux, ce qu'ils n'ont pu faire pour réaliser pleinement ce qui leur était demandé : à nous de tendre de toutes nos forces et sans relâche vers ce but, et de faciliter du moins à nos descendants ce qui aujourd'hui serait au-dessus de nos efforts.

Déjà, en 1873, sur l'initiative de l'archevêque de Paris et avec l'approbation de l'Assemblée nationale, a été entreprise en l'honneur du Cœur de Jésus, la construction d'un temple magnifique dans la capitale même de la France. De toutes les parties du pays affluèrent bientôt les aumônes destinées à donner à ce monument un caractère vraiment national. Rien d'admirable comme le détail de ces offrandes où à côté de largesses vraiment royales l'obole du pauvre et de l'ouvrier occupe une si belle place. Ainsi s'élève majestueuse et grandiose la basilique érigée par la France au Sacré-Cœur ; elle n'attend plus que son couronnement pour être vraiment digne de sa glorieuse destination. Hâtons, M. F., ce moment béni par notre générosité. Prenons tous part, selon nos moyens, à cette œuvre de réparation et de salut. Et puisse-t-il n'y avoir aucune famille, aucun catholique qui demeure étranger à ce grand dessein, qui n'ait à cœur de réaliser de la sorte le premier vœu du Sauveur.

Mais il en est un autre à l'accomplissement duquel nous pouvons prêter un non moins utile et non moins précieux concours, je veux dire la consécration entière de la France au Sacré-Cœur. Notre siècle a fait beaucoup déjà pour donner satisfaction à ce désir, sans contredire le plus important aux yeux de Notre-Seigneur. Tous les diocèses de France ont été consacrés successivement au divin Cœur de Jésus ; et chaque année cette consécration est renouvelée avec solennité dans les soixante mille églises ou chapelles de France. Cependant Notre-Seigneur demande davantage encore. C'est de la nation en tant que société politique et civile qu'il exige un acte de foi, un hommage de respectueuse soumission et de fidélité à son divin Cœur. Aussi pour répondre dans la mesure que les circonstances le permettent, à cette volonté-formellement affirmée du Sauveur, un appel pressant a été adressé, en ce glorieux anniversaire à tous les fidèles pour les imiter à consacrer leur famille au Cœur de Jésus. Nous ne doutons pas que tous les chefs de familles vraiment chrétiens, que les pères, que les mères dignes de ce beau titre et qui en comprennent la grandeur et les obliga-

¹ Lettres de la Bienheureuse, du 22 février et du 17 juin 1689.

tions, ne soient heureux d'accomplir au foyer même de la famille cet acte de Consécration. Vous vous unirez à ces pieuses et saintes familles si nombreuses encore dans notre patrie. Par la ferveur de vos hommages vous suppléerez à l'indifférence affichée d'autre part, vous hâterez le moment où ce grand devoir sera enfin compris et exécuté dans sa conception la plus parfaite et la plus élevée. Ah ! le jour témoin de cette suprême et souveraine Consécration de la France au divin Cœur de Jésus, sera un jour grand et décisif entre tous pour notre patrie. Saluons-en l'aurore dans la consécration authentique et collective des familles françaises, qui s'accomplira cette année même ; et de tous nos vœux appelons l'heure bénie qui verra la France, notre patrie bien-aimée, tout entière unie dans un élan d'amour, de reconnaissance et de dévouement au Cœur Sacré de Jésus.

Telles sont, M. F., les dispositions que l'Eglise demande de nous pendant ces fêtes qui nous rappellent les mystères les plus suaves et les plus consolants de notre foi. Avec cela, que chacun de nous redouble individuellement de piété et de ferveur envers ce Cœur adorable, source de tant de grâces et de bienfaits. L'esprit de cette dévotion est surtout un esprit de prière. Prions donc davantage encore, prions en union avec le Cœur de Jésus prions avec persévérance. Et bientôt, comme autrefois Marthe et Marie nous mériterons d'entendre, dans la joie de nos âmes, cette parole de salut : « Celle dont vous pleurez la mort et la décadence, votre France bien aimée, ressuscitera ; car ce n'est jamais en vain que l'on invoque Celui qui est la Résurrection et la Vie. »

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

On accorde à un curé de satisfaire par une seule messe à l'obligation d'appliquer *pro populo* pour deux paroisses, quand il ne peut bîner.

DIVIONEN.

QUOAD BINATIONEM

Die 18 januarii 1889.

Per summaria precum.

COMPENDIUM FACTI. Sacerdos Heron supplicibus litteris hæc referebat, nimirum : « quum sit parochus ecclesiæ vulgo dictæ St. Seine l'Abbaye, alteram adhuc parochiam, cui nomen Vaux-Saules, sat longo et aspero itinere distantem, suscepit pascendam. Quod quidem onus libentissime accepit, quia secus, attenta sacerdotum in Diœcesi divionensi penuria, proprio caruissent pastore Vaux-Saulenses. Duabus parœciis autem præfatus, duplex onus habet pro missis populo applicandis.

« Vi quidem indulti RR. DD. Episcopo Divionensi die iv aprilis 1887 concessi, unâ satisfacit

missâ obligationi sacrificium offerendi pro populo, præterquam diebus pro quibus existit facultas binandi. — Ast sæpe sæpius accidit ut in parochia St. Seine l'Abbaye alter sacerdos transitorio modo degat ; unde parochus, sive diebus dominicis, sive diebus festis, amissa facultate binandi ob alterius sacerdotis præsentiam, obligationem habet alteram adhuc missam pro parœcia ubi non celebrat applicandi. — Ex altera parte, quum parochia Vaux-Saules tribus constet viculis inter se et ab ecclesia sat longe distantibus, missis quæ celebrantur diebus festis ad devotionem, ut dicitur in Gallia, non fit nisi minimus populi concursus. Unde præfatus orator, sive ob nimiam defatigationem, sive ob defectum populi assistentis, abstinet, hisce diebus, iterum celebrare, quod quidem haud absonum videtur juri aut praxi Ecclesiæ Romanæ. In hoc tamen casu, quemadmodum et in primo, remanet adhuc obligatio missam applicandi pro altera parœcia. »

« Quapropter, haud immemor encycl. litt. s. m. Pii IX *Amantissimi*, ubi — *Cum nos minime lateat peculiare casus contingere posse, in quibus pro re et tempore aliqua hujus obligationis remissio parochis sit tribuenda*, — prædictus sacerdos Divionensis humillime postulat, ut Sanctitas Vestra dignetur ei concedere facultatem duplici oneri per unam tantum missam satisfaciendi, quotiescumque, stante hac vel illa quacumque causa, diebus dominicis et festis, unam tantum missam celebrabit. »

Ordinarius autem Divionensis has præces transmittat ita subsignando : *Visum ac commendatum.*

RESOLUTIO. Sacra C. C. re cognita, sub die 19 januarii 1889 censuit respondere : *Quoad dies dominicos aliosque Festos de præcepto, in quibus alter sacerdos fortuito degit in Parœcia S. Seine l'Abbaye, qui nolit aut nequeat ob eleemosynæ congruæ defectum in altera parœcia celebrare, licere parochis pro hac Parœcia sacrum iterare ; quo vero ad dies festos suppressos non licere sacrum iterare ac proinde provisum per rescriptum diei 4 aprilis 1887.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Dans l'administration du sacrement d'extrême-onction, est-il défendu, permis, ou commandé d'ajouter aux paroles de la dernière onction les mots : ... *et per lumborum delectationem*... qui caractérisent la forme de l'onction des reins omise chez nous ! Ya-t-il quelque décret sur ce point ?...

2^o Au temps pascal on doit ajouter *Alleluia* à la fin de tous les versets et réponses... En est-il de même pour le verset et réponses des prières qui se disent après la messe ?

R. — Ad I. Vous voulez sans doute parler de l'onction des pieds, et vous voulez savoir s'il serait permis d'y ajouter les mots : *et per lumborum delectationem*. Nous répondons négativement, parce

qu'il n'est pas permis de faire une addition ou une modification de ce genre aux formules des sacrements, et parce que les pieds ne sont pas le siège de la délectation que l'Eglise a en vue par les mots *lumborum delectatio*.

La rubrique prohibe absolument l'onction des reins pour les femmes. Il faut omettre cette onction et les paroles qui s'y rapportent. La raison de cette rubrique est une raison de décence morale.

Pour les hommes, on doit faire cette onction, à moins qu'on ne puisse pas les mouvoir à cause de la maladie ou du danger :

« *Hæc autem unctio ad lumbos, ut dictum est, omittitur semper in feminis, et etiam in viris qui ob infirmitatem vix, aut sine periculo moveri non possunt.* » (Rituel romain).

Par conséquent on a tort de l'omettre chez vous.

Vous nous objecterez peut-être que cette onction est omise assez généralement, et que l'illustre Baruffaldi, qui écrivait en Italie, au commencement du dix-huitième siècle, témoigne qu'elle était le plus souvent omise.

Nous répondons : 1^o que Baruffaldi reconnaît cette omission ; mais il ne l'approuve pas. Il affirme même qu'il est facile de faire cette onction. Sauf dans le cas de maladie extrêmement grave, *nisi in plus quam gravissime laborantibus*, et il en donne pour preuve sa propre expérience lorsque pendant sept années, il était à la tête d'un grand hôpital ;

2^o Que la Sacrée Congrégation des Rites veut que l'on observe entièrement le Rituel romain sur ce point. Ainsi, en 1858, l'évêque d'Utrecht expose à la Sacrée Congrégation des Rites que l'onction des reins n'avait jamais été pratiquée dans son diocèse, et il demandait la permission d'omettre la formule de cette onction dans l'édition du Rituel qu'il voulait publier. La Sacrée Congrégation répondit qu'il fallait imprimer totalement et fidèlement le Rituel romain, et que Sa Grandeur, aussi bien que le clergé, devaient s'occuper de disposer insensiblement les fidèles à recevoir cette onction :

« ... Ardentissimum votum suum expressit (Sacra Congregatio), ut curante Amplitudine tua, et docentibus parochis, paulatim et sensim sine sensu disponantur fideles ad istam quoque specialem unctionem in extremo agone recipiendam juxta Ritualis romani præscriptiones. » (14 août 1858, n^o 5271).

Cette onction devrait donc être donnée.

Et comment ? A l'endroit où le prêtre met sa ceinture, soit de chaque côté, comme le pratiquait Baruffaldi, soit de l'un ou de l'autre côté, comme le dit Castaldi.

Ad II. Au temps pascal, nous pensons qu'on ne doit pas ajouter *Alleluia* au verset et au répons des prières qui se disent après la messe basse, parce que ces prières, imposées pour les temps douloureux que nous traversons, ne respirent que la tristesse.

On ne peut pas ajouter *Alleluia* aux versets de Prime et de Complies, même au temps pascal, car la rubrique le défend :

« *Versibus prædictis Tempore Paschali semper additur Alleluia ; non autem versibus precum, nec in Pretiosa ad Primam, neque in versibus Responsiorum Matutini.* » (Rubricæ gener. Breviarii, titre XXIV, n^o 4.)

Pour la même raison nous pensons qu'on ne doit pas l'ajouter aux prières prescrites par Léon XIII.

Q. — Un curé a reçu de l'œuvre de Sainte-Elisabeth qui fonctionne sous le patronage de l'autorité diocésaine une chasuble confectionnée en étoffe simulant le drap d'or, la trame de ce tissu n'est rien autre chose que de la soie jaune traversée de fils d'argent. Peut-il, *tuta conscientia*, se servir d'un pareil ornement ?

R. — Il est très conforme à la pensée de l'Eglise que la chasuble soit un tissu de soie ; et le mélange de quelques fils d'argent n'est pas défendu.

Mais ce qui est contraire à la liturgie, c'est la couleur jaune. Cette couleur est prohibée pour la messe et pour l'exposition du très saint Sacrement :

« *Utrum liceat uti colore flavo vel cæruleo in sacrificio missæ, et expositione Sanctissimi Sacramenti ?* »

R. : « Negative. » (16 mars 1833, n. 4707, in Veronen.)

Toutefois si votre église est pauvre, vous obtiendrez de l'autorité ecclésiastique la permission de vous en servir jusqu'à ce qu'elle soit usée.

Nous nous demandons pourquoi l'on s'obstine à donner aux ornements sacrés cette teinte jaune que l'on sait avoir été réprouvée par la Sacrée Congrégation des Rites.

Q. — 1^o J'ai assisté, il y a peu de jours, à l'enterrement d'un petit enfant dont le cercueil est resté découvert pendant toute la cérémonie. Que pense l'*Ami du Clergé* de cet usage qui tend à s'introduire parmi nous ? Est-il conforme aux règles et à l'esprit de l'Eglise ? Doit-on le laisser introduire là où il n'existe pas ?

2^o Est-il défendu de chanter des cantiques français le dimanche, pendant la messe solennelle ?

3^o Les règles de l'Eglise ne sont-elles pas plus sévères lorsque le Saint-Sacrement est exposé ?

4^o Au moment de l'exposition du Saint-Sacrement, peut-on remplacer, comme je l'ai vu faire quelquefois, la strophe *O salutaris hostia* par un cantique exprimant en français les mêmes pensées ?

R. — Ad I. Cette pratique est contraire aux traditions de l'Eglise et à la pratique générale des églises.

Ad II. La Sacrée Congrégation des Rites a porté plusieurs fois des décrets pour prohiber les chants en langue vulgaire pendant la messe solennelle. Citons seulement les deux derniers décrets qui sont relativement récents. Le premier fut porté en 1862 pour l'archidiocèse de Valence, en Espagne. L'archevêque avait demandé :

« *Potestne tolerari praxis quod in missa solemnī, præter cantum ipsius missæ, cantetur in choro a musicis aliqua laus vulgo dicta aria, sermone vernaculo ?* »

La Sacrée Congrégation répondit :

« Negative, et abusum eliminandum. » (22 mars 1862, n. 5321, ad 1.)

Le second décret est de 1870. Il fut porté pour le diocèse de Saint-Hyacinthe. L'évêque expose à la Congrégation de la Propagande que l'usage existait, dans toute la province ecclésiastique de Québec, d'exécuter des chants en langue vulgaire pendant la messe solennelle ; qu'il avait eu soin d'avertir le clergé et les fidèles de se conformer aux décrets de la Sacrée Congrégation des Rites, mais que ses vœux n'avaient pas été réalisés. Sa Grandeur demandait donc ce qu'Elle devait faire. Fallait-il tolérer l'usage, ou plutôt l'abolir complètement ?

« An usus hic esset tolerandus, vel potius omnino abolendus ? »

La Sacrée Congrégation de la Propagande lui répondit d'agir avec prudence afin de pouvoir faire disparaître cette coutume insensiblement et sans scandale :

« ... Sacra Congregatio de Propaganda Fide... rescribere rata est : Episcopus prudenter se gerat ut possit sensim sine sensu hunc morem remove abscque fidelium scandalo. Atque ita rescripsit die 10 decembris 1870. » (N. 5466.)

Ad III. Pendant l'exposition du Saint-Sacrement il n'est pas permis non plus de chanter des cantiques en langue vulgaire. La Sacrée Congrégation des Rites l'a défendu plusieurs fois.

Néanmoins, elle ne montre pas autant de sévérité dans les diocèses où existe la coutume d'exécuter ces chants, et où le peuple ne verrait pas sans chagrin quitter cette pratique. Ainsi, en 1864, la Sacrée Congrégation répondit à l'évêque de Nicaragua qui lui exposait cette difficulté, qu'on pouvait tolérer cette pratique, à raison de la coutume :

« Attenta consuetudine, tolerari posse. » (27 septembre 1864, n. 5336, ad 7.)

Ad IV. Au moment de l'exposition, peut-on remplacer la strophe *O salutaris hostia* par un cantique en français exprimant les mêmes pensées ? Nous répondons que la liturgie ne prescrit pas de chanter *O salutaris hostia* au moment de l'exposition, ni aucun autre chant en particulier. Néanmoins il est très convenable de chanter en ce moment une antienne ou une hymne propres au Saint-Sacrement, par exemple, *O sacrum convivium, Pange lingua, O salutaris hostia*, etc. Comme la sainte Eglise ne prescrit rien, il importe de s'en tenir aux règlements épiscopaux et aux coutumes diocésaines.

Q. — 1^o Appelé dernièrement à bénir un ornement, on me présenta, par inadvertance, de l'eau de Lourdes au lieu d'eau bénite. Je n'ai été instruit de la méprise que quelques jours après ; je n'ai pas cru devoir recommencer la bénédiction, pensant que l'aspersion de l'eau bénite n'était pas essentielle à la bénédiction. Ai-je eu raison ?

2^o Quelque temps avant, bénissant un oratoire privé, j'ai oublié l'aspersion de la moitié des murs qui doit se

faire à l'extérieur, il fallait passer dans un autre appartement pour faire cette aspersion. La pensée ne m'en est pas venue sur le moment ; j'ai bien fait l'aspersion à l'intérieur : je n'ai pas cru devoir y revenir, je vous serai reconnaissant de me dire ce que vous en pensez et ce qu'il y aurait à faire ?

R. — Ad I. Nous pensons que cet ornement n'est pas béni, parce que vous avez omis un des rites prescrits par l'Eglise, à savoir l'eau bénite.

Dans un sacrement, il y a la matière et la forme. Tous deux sont essentiels. Il en est de même dans les sacramentaux. Il y a la matière et la forme. La matière, c'est la chose que l'on bénit ; la forme, ce sont les paroles ou prières de la bénédiction accompagnées des rites prescrits. Or un des rites prescrits, c'est l'aspersion d'eau bénite : et ce rite nous semble assez important pour que son omission rende la bénédiction nulle.

Ad II. Puisqu'il s'agit de la bénédiction d'un oratoire privé, vous n'étiez pas obligé de faire l'aspersion de cet oratoire à l'extérieur. Il n'est pas même requis de circuler dans l'intérieur comme on doit le faire pour la bénédiction d'un oratoire public ou d'une église.

Il importe de se rappeler que la bénédiction d'un oratoire privé ne se fait pas avec les rites fixés pour un oratoire public. Ce point a été décidé en 1820 sur la demande de l'évêque de Compostelle le 11 mars 1821, n. 4565, ad 10.

Mais est-il défendu pour cela de bénir un oratoire privé ? Non, répond Gardellini. Seulement il faut se servir d'une des deux formules suivantes : *Benedictio loci*, ou bien, *Alia benedictio domus novæ*.

Pourquoi cette différence ? C'est que les églises et oratoires publics sont destinés pour toujours à un usage sacré, tandis que les oratoires domestiques peuvent retourner à un usage profane selon le bon plaisir du propriétaire. (On peut voir les observations de Gardellini sur le décret 4565 que nous venons de citer ; Gatticus, de Oratoriis domesticis, chap. XII, n. 20 ; Baruffaldi, Ad Rituale romanum Commentaria, tit. 72, n. 18 et 19 ; et Catalani, Rituale romanum, titre VIII, chap. 19, n. 10 ; etc.)

En résumé, vous n'avez plus rien à faire pour la bénédiction de cet oratoire. Vous avez même trop fait, puisque vous avez employé des expressions qui dédiaient à perpétuité une chapelle domestique qui peut-être retournera prochainement à un usage profane.

Q. — 1^o Savez-vous s'il existe un saint Acaë ?

2^o Y a-t-il une raison spéciale de le choisir pour patron des domestiques qui se mettent à condition.

3^o Devrait-on le regarder comme patron de lieu ?

Pour vous faire comprendre cette question, je vous dirai que dans plusieurs paroisses des diocèses de M. et de R. on a coutume le premier dimanche d'octobre de célébrer la fête de saint Acaë. L'objet principal de cette fête est de procéder au louage des domestiques de tout âge pour tous les emplois. La matinée est très mouvementée jusque vers 9 heures. A 10 heures, messe très solennelle suivie d'un salut du Saint-Sacrement. Personne n'y manque ; l'église est insuffisante.

Ensuite réjouissances, jeux, tirs, petits repas, etc., où tout se passe convenablement. C'est alors surtout que se traite la question de louage. Le soir, repas de famille.

Cela posé, que pensez-vous des questions que j'ai posées ?

R. — Ad I. Oui, il existe un saint Acace. Il en existe même plusieurs mentionnés dans le Martyrologe romain :

« Acatius, Episcopus Amidæ, 9 aprilis.

« Acatius, præbyter et martyr Sebaste sub Diocletiano, 27 novembris.

« Acatius, martyr Prusiæ, 28 aprilis.

« Acatius, martyr Mileti, sub Licinio, 28 julii. »

On trouve encore des saints de ce nom dans des martyrologes particuliers ; par exemple, saint Acace, un des quarante martyrs de Sébaste, 9 mars ; Acace de Mélitine, évêque en Arménie, conf. ; Acace, évêque d'Autriche, conf., 31 mars. En Belgique on honore également un enfant du nom de Acas, mort à Tourout, le 11 juin.

Ad II. Nous ne voyons dans la vie d'aucun de ces saints une raison particulière qui l'aurait fait choisir pour patron de louage.

Ad III. Devrait-on regarder ce saint comme patron de lieu ? Les détails que vous nous avez donnés ne sont pas suffisants pour que nous puissions nous prononcer sur ce point. L'important serait de savoir si le clergé et la population ont choisi ce saint pour patron de lieu. Souvent, les pièces font défaut ; mais on peut y suppléer par la tradition ; par la croyance de toute la population, surtout des anciens ; par l'application de la messe qui aurait toujours été faite pour la population ; par l'octave donnée à cette fête ; par l'absence de toute autre fête patronale pour ces pays, car il n'existe presque pas de village en France qui n'ait un patron de lieu. Voilà quelques-uns des moyens qui pourraient vous guider dans cette recherche.

Q. — La théologie, le Rituel romain et le catéchisme prescrivent aux prêtres qui baptisent de verser trois fois de l'eau sur la tête des enfants auxquels on administre le premier des sacrements. Un prêtre, lorsqu'il baptise, se contente d'humecter le bout de son ponce dans l'eau bénite et de toucher ensuite en forme de croix le front de l'enfant qu'il baptise, prétendant que ce baptême est très bon et que grand nombre de prêtres font ainsi.

1^o Le baptême ainsi conféré est-il sûr, et n'a-t-il pas besoin d'être renouvelé sous condition ?

2^o Est-il vrai qu'un grand nombre de prêtres font ainsi ?

3^o Peut-on agir contrairement aux prescriptions du Rituel lorsqu'on baptise ?

4^o Le prêtre qui se contente de toucher le front de l'enfant avec son ponce humecté, au lieu de verser l'eau, pêche-t-il et quel péché commet-il ?

R. — Ad I. Si ce prêtre n'humecte que le bout du ponce pour former une croix sur le front de l'enfant, il est bien douteux que le baptême soit valide, parce qu'il est bien douteux qu'il y ait ablution, ce qui est requis universellement. Le cardinal Gousset résume la pensée des théologiens lorsqu'il dit :

« Pour assurer le baptême, il ne suffit pas de faire tomber quelques gouttes d'eau, ni de tremper son doigt ou autre chose dans l'eau, et de les appliquer au sujet ; il faut prendre de l'eau dans un vase ou dans une coquille d'une certaine capacité, et la verser sur celui qu'on baptise. »

Un tel baptême est donc douteux, et il a besoin d'être renouvelé sous condition.

Ad II. Le prêtre qui baptise ainsi prétend qu'un grand nombre de confrères font comme lui ; et vous nous demandez si cela est vrai. Nous répondons que nous n'avons jamais vu baptiser de cette manière, et nous n'avons jamais entendu dire qu'aucun prêtre le fit. Pour l'honneur du sacerdoce nous aimons à croire que personne n'emploie un moyen qui exposerait à conférer invalablement un sacrement aussi nécessaire, et qui, de plus, serait en opposition formelle avec les prescriptions de la sainte Eglise, car l'Eglise ne reconnaît que trois manières d'appliquer la matière de ce sacrement : l'*infusion*, l'*immersion* et l'*aspersion*. Or la méthode que vous indiquez n'est ni l'une ni l'autre.

Ad III. Non, on ne peut pas agir contrairement au Rituel quand on baptise. On doit le suivre fidèlement toutes les fois qu'on le peut.

Ad IV. Le prêtre qui se contente de toucher le front de l'enfant pêche certainement, et certainement il pêche gravement, puisqu'il expose à la nullité le sacrement de baptême, qui est le plus nécessaire des sacrements. Combien la science est nécessaire au prêtre ! Combien de maux engendre l'ignorance ?

Q. — Dans notre diocèse, MM. les curés ont la permission de chanter trois fois par semaine la messe des morts malgré l'occurrence de fêtes doubles, il n'y a et il ne peut y avoir de difficultés si on célèbre de simples messes, après avoir usé trois fois de la permission, on chante la messe du jour avec l'ornement prescrit.

Mais dans la même semaine on a quelquefois plusieurs services d'enterrement, de neuvaine ou d'anniversaire pour lesquels le peuple ne comprendrait pas qu'on ne prit pas l'ornement noir : on peut être prié dans la même semaine d'aller dire la messe dans deux paroisses voisines pour des services semblables où les familles demandent plusieurs messes, et où il est d'usage de les célébrer toutes en noir, on ne peut guère refuser de se rendre à l'appel de confrères dont on a besoin à son tour : de plus, plusieurs prêtres manquent d'honoraires et sont heureux d'être ainsi appelés.

Cela dit :

1^o Les services de neuvaine et d'anniversaire sont-ils d'un degré tel, qu'on puisse en célébrer plus de trois dans la même semaine, malgré l'occurrence de fêtes doubles ?

2^o Un prêtre appelé plus de trois fois dans la même semaine dans des paroisses voisines ou qui aurait déjà célébré des messes de *Requiem* dans sa propre paroisse peut-il répondre à l'appel de ses confrères malgré l'occurrence de fêtes doubles ?

R. — Ad I. Les services d'anniversaire peuvent être chantés dans tous les jours doubles mineurs et majeurs. On pourrait en chanter ainsi tous les jours de la semaine.

Les seuls jours où vous ne le pourriez pas sont les fêtes doubles de première ou de seconde classe, les fêtes privilégiées (mercredi des cendres et la semaine sainte) les vigiles privilégiées (de Noël et de la Pentecôte), et les octaves privilégiées (de Pâques, de la Pentecôte, de l'Épiphanie, de Noël et de la Fête-Dieu), enfin les dimanches, même ordinaires.

Ad II. Si les églises voisines où vous allez chanter des messes ont le droit de chanter des messes de *Requiem* ces jours-là, vous pouvez en user, parce que les indults sont accordés, non pas aux prêtres, mais aux églises.

C'est du moins dans ce sens que sont rédigés tous les indults apostoliques que nous avons eus entre les mains.

Q. — Que faut-il penser des indulgences suivantes, mentionnées dans le Manuel du saint Rosaire du P. Pradel : « Cinq ans et cinq quarantaines pour prononcer le nom de Jésus à l'*Ave Maria*, indulgence doublée par Alexandre VI (*Illius qui*). 100 ans et 100 quarantaines pour le port du chapelet rosarié, indulgence doublée par le même pape. Ces indulgences doublées sont-elles bien authentiques ? Et l'indulgence de soixante mille ans ? Qu'en pensez-vous ?

R. — Nous ne savons vraiment qu'en penser, et lorsque nous aurons exposé les diverses pièces du procès, il est probable que vous serez du même avis que nous. La question n'est cependant pas dépourvue de tout intérêt, et peut-être nos incertitudes décideront-elles quelques-uns des maîtres dans la science du Rosaire à l'élucider scientifiquement ou à la faire trancher juridiquement.

Les deux indulgences dont vous parlez ont été primitivement accordées par Innocent VIII, dans la bulle *Splendor paternæ gloriæ* du 26 février 1491. Il y en avait encore une autre de 60,000 ans et de 60,000 quarantaines pour la récitation du tiers du Rosaire, accordée à tous les confrères du Rosaire, *toties quoties id dixerint*. Le 13 juin 1495, Alexandre VI, dans le bref *Illius, qui*, confirma et doubla toutes les indulgences accordées par ses prédécesseurs aux confrères du Rosaire : *Omnes indulgentias a prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus concessas auctoritate apostolica, tenore presentium duplicamus, perpetuis futuris temporibus duraturis*.

Ces deux bulles sont-elles authentiques et les indulgences qu'elles concèdent sont-elles encore en vigueur ? Les deux questions ne sont pas connexes ; il peut se faire que les bulles soient authentiques et que les indulgences aient cessé ; comme aussi les indulgences peuvent continuer en partie, sans que la question d'authenticité soit définitivement établie ; à raison d'un acte subséquent du Saint-Siège qui les approuve.

Les deux bulles en question ne se lisent qu'au Bullaire des Dominicains, t. IV, p. 67 et 115. Elles renferment toutes les deux une erreur de date assez bizarre, qui a porté des critiques à douter de leur authenticité. Le rédacteur de la bulle *Splendor paternæ gloriæ* en fixe la date de composition

au 4 des kalendes de mars de l'année 1488, et à la septième année du pontificat d'Innocent VIII ; toutes ces dates sont écrites, non en chiffres, mais en toutes lettres. Or il se trouve que 1488 est la quatrième, et non la septième année du pontificat d'Innocent XI. On retrouve la même discordance de dates pour le bref d'Alexandre VI, qui porte dans le texte la date des ides de juin 1494, et que l'éditeur du Bullaire inscrit au 13 juin 1495, pour le faire concorder avec la troisième année du pontificat d'Alexandre VI.

Malgré cela, les auteurs dominicains ne doutent pas de l'authenticité des deux documents que nous étudions. C'est d'abord l'éditeur du Bullaire, qui les insère avec une note pour rectifier les erreurs de date, mais sans exprimer le moindre doute sur leur authenticité. C'est ensuite le P. Pradel, dans son *Manuel du très saint Rosaire*, et le P. Chéry, dans sa *Théologie du saint Rosaire*. « Les indulgences, dit ce dernier, accordées dans cette bulle (*Splendor paternæ gloriæ*) sont très considérables, si considérables qu'elles semblent, à première vue, fabuleuses. Néanmoins elles sont parfaitement authentiques ; elles n'ont pas été révoquées, et elles ont été reconnues par la S. Congrégation, qui les a comprises dans le sommaire publié par elle ¹. »

« Ce bref, dit-il, en parlant du bref d'Alexandre VI, est de très mauvaise latinité ; néanmoins il est parfaitement authentique ; il a été confirmé par Sixte V et Benoît XIII ². »

Nous ferons remarquer que la confirmation dont il est ici question est assez générale, qu'elle se contente de nommer les pontifes qui ont accordé des indulgences aux confréries du Rosaire, sans désigner les bulles ou brefs où elles se trouvent ³. Il est vrai que le Bullaire dominicain ne renferme qu'une pièce de chacun de ces deux papes, celles que nous étudions.

Nous pourrions encore ajouter que Pie IX, par un décret du 12 mai 1851, a confirmé toutes les indulgences accordées par chacun de ses prédécesseurs aux confrères du Rosaire : « *Prævia confirmatione singularum indulgentiarum quæ per gloriosos prædecessores suos tam sodalibus confraternitatis sanctissimi Rosarii, quam universis Christifidelibus Rosarium recitantibus fuerant elargitæ* ⁴. »

Mais, à notre avis, tout cela ne résout pas d'une manière satisfaisante la question d'authenticité, qui se trouvera singulièrement ébranlée, surtout pour le bref *Illius qui* d'Alexandre VI, par la solution de la seconde question.

Les indulgences renfermées dans ces deux bulles sont-elles en vigueur aujourd'hui ?

Jusqu'ici on n'a dressé que deux catalogues authentiques des indulgences de la confrérie du Ro-

¹ *Théol. du S. Rosaire*, t. II, p. 67.

² *Ibid.*, p. 70.

³ *Ibid.*, Bref de Sixte V. *Dum ineffabilia*, p. 199 : Benoît XIII, *Pretiosus*, p. 314.

⁴ *Ibid.*, t. II, p. 399.

saire, l'un approuvé par Innocent XI, le 31 juillet 1679, et l'autre approuvé par Pie IX, le 18 septembre 1862.

Le 7 mars 1678, la Sacrée Congrégation des Indulgences suspendit les indulgences accordées à un certain nombre de confréries, parmi lesquelles celle du Rosaire, jusqu'à ce qu'elles aient revu leurs sommaires ¹. *Porro summaria indulgentiarum pro congregationibus Doctrinæ Christianæ... Rosarii... nisi ab eadem congregatione recognita, non permittuntur*. Si nous ne nous trompons sur la valeur de cette phrase, elle signifie que toutes les indulgences accordées précédemment qui ne seront pas insérées dans les sommaires approuvés se trouveront par là même suspendues, parce qu'elles n'auront pas été reconnues par la S. Congrégation. C'est une conséquence rigoureuse.

Le général des dominicains, Antoine de Monroy, fit dresser avec un soin scrupuleux un long catalogue, où l'on inséra un certain nombre de bulles pontificales sur l'authenticité desquelles ne planait aucun doute. On n'avait pu retrouver les diplômes des concessions faites par Sixte IV, Adrien VI, Clément VII, Grégoire XIII, Alexandre, nonce apostolique, et Raymond, cardinal légat. Un bref du 16 juin 1679 revalida ces concessions, comme si les lettres authentiques existaient ².

Le catalogue fut enfin publié le 31 juillet de la même année, en tenant compte de ces revalidations, avec l'approbation fort explicite du Souverain-Pontife : « Nous approuvons et confirmons par autorité apostolique le sommaire inséré et placé ci-devant des indulgences et faveurs spirituelles avec toutes et chacune des choses y contenues, leur donnant la vigueur et la fermeté inviolable du Saint-Siège, et suppléant à tous et chacun des défauts, tant du droit que du fait, s'il s'en était glissé quelqu'un, de quelque manière qu'il soit arrivé... »

Ces derniers termes sont à remarquer ; ils renferment la confirmation d'un privilège *in forma speciali*, comme disent les canonistes, c'est-à-dire que le privilège, lors même qu'il aurait été nul jusque-là, acquiert désormais de la valeur en vertu de cette confirmation, qui est une nouvelle concession : « Non solum jus ante quesitum servat, dit Maschat, sed novum jus addit. ita ut, si res antea non valuit, ex tunc valeat, et censeatur veluti nova concessio auctoritate superioris firmata ³. »

Or, nous trouvons dans ce catalogue les trois indulgences de la bulle *Splendor paternæ gloriæ*, avec l'indication de cette constitution, à laquelle on attribue la date du 28 février 1488 : « Tertio ex concessione Innocentii VIII, in Bulla, quæ incipit *Splendor paternæ gloriæ*... ⁴. » Il n'y est aucune-ment question de la bulle d'Alexandre VI, doublant ces indulgences. Nous en concluons donc

que les indulgences de cette bulle n'ayant pas été approuvées par la S. Congrégation après le décret du 7 mars 1678 se trouvent suspendues par la clause insérée dans ce décret.

Le 18 septembre 1862, la S. Congrégation des indulgences a approuvé un nouveau sommaire des indulgences du Rosaire. Il n'y est pas question non plus de la bulle *Illius qui* d'Alexandre VI. En outre, la principale indulgence de la bulle *Splendor paternæ gloriæ*, celle de soixante mille ans pour la récitation d'un chapelet, a disparu, tandis que les deux autres sont conservées. Assurément cette suppression n'est pas sans motif : elle ne peut être le résultat d'un oubli, alors qu'il s'agit d'une indulgence si importante. Qu'en conclure pour la validité de cette indulgence aujourd'hui ?

Le P. Pradel pense qu'on peut toujours la gagner. « La vérité nous oblige à dire que dans le dernier sommaire publié par la S. Congrégation des Indulgences pour le Rosaire, le 18 septembre 1862, l'indulgence de soixante mille ans a été omise ; quoique celle de cent ans pour le port du rosaire ou chapelet, qui a la même origine, y ait été insérée. Mais cette suppression n'infirme pas positivement la validité en question. Il faudrait pour cela un décret formel. Nous l'avons dit plus haut. » Ainsi s'exprime le P. Pradel. C'est aussi l'opinion du P. Chéry.

Notre rôle est terminé : à vous de tirer les conclusions.

Q. — 1^o Dans l'*Ami du Clergé*, auquel vous collaborez avec tant de science et de dévouement, au tome IX, année 1887, page 458, indulgences concernant la Propagation de la Foi, à cette question : IV. Num adscriptus, qui non solet quotidie recitare preces præscriptas, scilicet unum Pater et Ave cum invocatione Sancte Franciscus Xaveri ora pro nobis, aut qui suum obolum hebdomadalem solvere negligit, 1^o frui possit Indulgentiis?... il est répondu, page 459, ad 1^{am} partem dubii IV : Negative.

Ceci posé, est-ce que les associés qui versent chaque année leur 2 fr. 60, mais ne récitent pas la prière quotidienne indiquée plus haut (le *Pater*, l'*Ave*, l'invocation à saint François Xavier), pourront gagner le 3 mai et le 3 décembre, ou l'un des sept jours suivants, l'indulgence plénière si l'un de ces jours ils se confessent, communient, et visitent l'église de l'œuvre ou l'église paroissiale, y priant à l'intention du pape. Ce matin en annonçant l'indulgence plénière, j'étais fort embarrassé à cause de la réponse donnée dans l'*Ami du Clergé* ; plus d'un associé sans doute, versant son aumône, mais sans réciter la prière quotidienne. Que devrai-je dire à mes pénitents, si venant pour remplir les quatre conditions de la confession de la communion, de la visite à l'église, accompagnée de la prière aux intentions du pape, ils me répondent qu'ils ne récitent que rarement le *Pater*, l'*Ave* et l'invocation à saint François Xavier.

2^o Ici mon curé m'a confié l'œuvre de la Propagation de la Foi ; j'inscris sur une feuille volante les associés, et je les partage en dizaines sans mettre un chef de dizaine, car je puis facilement remplir l'office de chef de dizaine : j'ai quatre dizaines dont une seule est complète. Comme à la question « Qualis huic pio Operi adscriptio requiratur, ut quis possit frui tum indulgentiis, tum facultatibus ac privilegiis concessis ? il est répondu : « Servetur consuetudo : pro lucrandis vero indulgentiis fruidisque privilegiis sufficit, ut præscripta opera adimpleantur, » j'en conclus que si mon

¹ *Decreta auth. S. C. Indul.*, n. 18.

² *Théol. du S. Rosaire*, t. II, p. 271.

³ In lib. II *Deccr.*, t. 80.

⁴ Bref *Nuper pro parte* d'Innocent VIII, cap. III, n. 3. *Théol. du S. Rosaire*, t. II, p. 279.

organisation laisse à désirer, néanmoins elle n'est pas un obstacle au gain des indulgences. Je vous prierais de me dire si ma conclusion n'est point erronée.

3^o Les curés peuvent sans doute se décharger de l'œuvre et la confier à leur vicaire ? Messieurs les curés le font dans beaucoup de paroisses ; M. le Secrétaire de l'évêché m'a dit que cela était permis, du moins je le crois.

4^o Pour les indulgences accordées à ceux qui accompagnent le Saint-Sacrement porté aux infirmes, est-il nécessaire que la Sainte-Eucharistie soit donnée *per modum Viatici* ? Il me semble que non. Suis-je dans le vrai ? Le Rituel romain ne fait point de distinction ; il place l'annonce des indulgences à la fin de la rubrique ayant pour titre : *De communione infirmorum*. C'est le Père Maurel qui me donne des doutes à cause de sa manière de s'exprimer dans son livre, le *Chrétien éclairé sur la nature et l'usage des indulgences*, page 245 de la 12^e édition.

R. — Ad 1^m. La récitation du *Pater*, de l'*Ave* et de l'invocation *S. Francisce Xaveri*, sont de rigueur pour gagner les indulgences de la *Propagation de la Foi*, de sorte que les associés qui omettent ces prières, lors même qu'ils verseraient leur cotisation, ne peuvent gagner les indulgences pendant tout le temps qu'ils ne les disent pas. Mais du jour où ils les reprennent, ils gagnent les indulgences correspondantes, en accomplissant les autres conditions prescrites.

Ad 2^m. Aucune inscription n'est nécessaire pour que l'on fasse partie de la *Propagation de la Foi* ; il suffit de verser la cotisation entre les mains d'un collecteur quelconque. Votre manière d'agir ne prive donc pas les associés du droit de gagner les indulgences.

Ad 3^m. Les vicaires peuvent aussi bien que les curés être membres des comités chargés de veiller aux intérêts de l'œuvre de la *Propagation de la Foi*. Il y a même des faveurs octroyées à tout prêtre qui verse une somme déterminée, quelle qu'en soit la provenance.

Ad 4^m. Les indulgences dont parle le Rituel ont été accordées par Paul V, le 3 novembre 1606. Il en est de particulières aux membres de la confrérie du Saint-Sacrement, et il en est de communes pour tous les fidèles. Les termes dans lesquels sont concédées ces dernières donnent raison à votre interprétation :

« Indulgentia quinque annorum totidemque quadragenarum parochis ceterisque utriusque sexus Christifidelibus, qui sine lumine sanctissimum Sacramentum, cum ad infirmos, aut alio defertur, processionaliter associaverint ¹. »

Q. — Que faut-il penser de la nouvelle formule abrégée pour la bénédiction et l'imposition du scapulaire du Mont-Carmel ? (*Ami du Clergé*, numéro 14, p. 159).

Elle s'impose, n'est-ce pas ? *Formula... ab omnibus adhibenda* ; mais dans quelles conditions ?

1^o Supprime-t-elle la grande formule du Rituel ? Non, sans doute.

2^o Ne supprime-t-elle pas du moins la petite formule ancienne, non insérée dans le Rituel, mais donnée par Maurel, etc. ?

3^o Et alors, la nouvelle formule abrégée portant la

date du 24 ou du 25 juillet 1888, que penser de bénédiction et imposition dudit scapulaire, faites *sciement* d'après l'ancienne formule abrégée, le 16 mai 1889 ? Est-ce valide, en définitive ?

R. — Ad I. Rien, dans le décret qui accompagne la formule dont vous parlez, n'indique que la formule qui se trouve dans les Appendices du Rituel Romain, soit supprimée. Il n'y a aucune clause révocatoire, et d'ailleurs on ne concevrait guère qu'une bénédiction, qui est particulière à un ordre religieux, soit interdite à cet ordre sur la demande de quelques prêtres, qui certainement n'avaient pas cette intention en demandant l'approbation d'une nouvelle formule.

D'autre part, les Carmes, en autorisant des prêtres à distribuer le scapulaire du Mont-Carmel, les autorisent à employer la bénédiction et les cérémonies accoutumées : ce qui ne peut guère s'entendre que de ce qui se fait dans l'ordre du Carmel.

Ad II et III. Toute formule de bénédiction qui n'est pas approuvée par la S. Congrégation des Rites est par là même à l'index. La formule publiée par le P. Maurel a-t-elle cette approbation ? Nous l'ignorons. Le P. Maurel dit qu'elle se trouve dans la *Raccolta di Orazioni*, sesta edizione romana, 1825. Nous n'avons pas cette édition ; mais la neuvième que nous avons, ne renferme pas la formule, et le *Recueil de Tiers-Ordres, Archiconfréries*, etc., de M. Pallard n'en fait pas mention. S'il est vrai que la sixième édition romaine renferme la formule indiquée, c'est une forte présomption en faveur de l'approbation de cette formule. Comment supposer qu'un consulteur de la S. Congrégation des Indulgences, dans un livre approuvé expressément par cette Congrégation, ait donné une formule de bénédiction à l'index ? D'autre part la disparition de cette formule, dans les éditions postérieures, laisse des doutes sur son approbation.

Q. — Il y a longtemps que je suis abonné à l'*Ami du Clergé*, mais il n'y a que peu de temps que je suis chanoine. Pourriez-vous me dire dans quel ouvrage je pourrais trouver le mieux exposés les devoirs d'un chapitre et des chanoines, et cela en tenant compte de l'état actuel des choses en France. Je vous en serez très-reconnaissant.

R. — Vous trouverez tous les renseignements que vous pouvez désirer dans l'ouvrage de Bouix : *Tractatus de capitulis*, 1 volume in-8. Ecrit en France, par un auteur français contemporain, cet ouvrage nous semble répondre à tous vos desirs. Tous les traités de Droit canon ont aussi étudié les droits et les devoirs des chanoines.

Parmi les moralistes modernes, qui étudient surtout les devoirs, nous recommandons le volume de M. Berardi, *Praxis confessoriorum*, ouvrage estimable à tous points de vue, et qui consacre de nombreuses pages çà et là à la question qui vous préoccupe.

¹ *Rescripta auth. S. Cong. Indulg.*, p. 431.

Q. — Connaissez-vous un travail traitant spécialement de l'*Officialité*, dans le genre de l'Etude canonique sur les vicaires par J. B. Deneubourg.

R. — Nous pouvons citer parmi les modernes :

1^o *Traité des peines ecclésiastiques, de l'appel, et des Congrégations romaines*, par Stremmer, Paris, Poussielgue-Rusand, 1 vol. in-8, 1860.

2^o *Tractatus de Judiciis ecclesiasticis, ubi et de vicario generali Episcopi*, auctore Bouix, 2 vol. in-8.

3^o *Praxis fori ecclesiastici ad præsentem Ecclesiæ conditionem, accommodata*, auctore Pacifico Pierantonelli, Romæ, 1883, 1 vol. gd. in-8^o 284 pages.

4^o *Enchiridion confessorii et iudicis ecclesiastici*, seu ratio compendiosa iudicandi in utroque foro de abusu sacramenti pœnitentiæ et œconomice procedendi in cæteris clericorum causis disciplinariis et criminalibus, auctore Petro, Rota, Turin, Marietti, 1884, 1 vol. in-8.

5^o *Manuel de la juridiction ecclésiastique au for extérieur et spécialement au for contentieux*, avec appendice sur les règles du Droit, par M. Brillaud, Paris, Lethielleux, 1885, 1 volume in-8.

Parmi tous ces ouvrages, celui qui nous semble répondre le mieux aux désirs de notre correspondant, c'est le *Manuel* de M. Brillaud. Il traite en français, toutes les questions relatives à la formation et au fonctionnement de l'*Officialité*. Il ne serait pas suffisant pour une étude approfondie de la question : mais il renferme tout ce qui est nécessaire pour ceux qui ne désirent qu'une connaissance succincte.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Votre avis, s. v. p., sur les questions suivantes :

1^o Un jeune homme (28 ans), élevé dans la paroisse, s'est marié dans une paroisse voisine où il est resté plus de deux ans. Dans le courant de l'été dernier, il a acheté une propriété qu'il venait voir assez souvent pour diriger certains travaux. Mais il ne s'y est fixé définitivement avec sa femme et son enfant que le 10 novembre. A *Quasimodo*, il lui manquera donc une douzaine de jours pour avoir six mois de domicile réel. Ce défaut de quelques jours sera-t-il un obstacle pour qu'il soit nommé membre du conseil de fabrique ?

2^o Nous avons en caisse plus de 10,000 francs, somme assez ronde pour une paroisse de moins de 500 âmes. Destinée à des réparations plus ou moins prochaines à faire à l'église, cet argent avait été prêté à des particuliers. Nous l'avons fait rentrer en grande partie, et nous nous occupons des moyens de faire rentrer le reste. Peut-on nous inquiéter si nous le laissons dans l'armoire en attendant le moment favorable pour l'employer ou bien sommes-nous obligés de le placer sur l'Etat ?

Nous ne demandons jamais rien à la commune. Le maire n'assiste jamais au conseil de fabrique ni ne délègue personne. On croit que c'est parce qu'un de ses fils doit à la fabrique et ne veut pas payer. Jusque-là, l'archevêché a approuvé nos budgets, quoique le conseil municipal ne l'ait pas approuvé (expression du conseil municipal). Un avoué près le tribunal, et de bonne re-

nommée, nous dit de laisser faire le conseil municipal sans nous inquiéter.

3^o Le conseil de fabrique, qui a de la répugnance à placer sur l'Etat, peut-il autoriser le trésorier à user, moyennant 3 0/0, comme bon lui semblera, de cet argent, v. g., en le prêtant en son nom à des amis, se chargeant de rendre de ses fonds personnels en cas de perte. Il est bien en état de pouvoir en répondre. On ne risquerait rien. Seulement, il voudrait qu'on lui abandonnât l'argent pour 4 ou 5 ans; autrement il n'en pourrait pas user. Il ne voudrait pas non plus d'hypothèques.

Merci d'avance.

R. — Ad 1^{re}. Le jeune homme en question pouvait parfaitement être élu membre du conseil de fabrique. En exigeant le domicile de la part de tous les fabriciens, la loi ne spécifie ni la nature ni la durée du domicile. (*Art. 3 du Décret du 30 décembre 1809.*) Pourvu que, de fait, on soit domicilié, fût-ce de la veille, cela suffit. A défaut de texte législatif, il y a l'induction et la déduction logiques. Si, postérieurement à sa nomination, un fabricien transportait son domicile hors de la paroisse, il perdrait, par cela seul, sa qualité. Pour une raison analogue et en sens inverse, par cela seul qu'il a établi son domicile dans une paroisse, il peut être fabricien dans cette paroisse.

Ad 2^{me}. Tout ceci est bien irrégulier et nous ne saurions l'approuver; d'abord parce que la loi est violée et ensuite parce qu'il y a un danger imminent de tout perdre. Sans doute, rigoureusement, au point de vue du droit strict, une fabrique peut laisser dans son armoire l'excédent de ses retraites; mais c'est de la mauvaise administration, et on n'a pas le droit de mal administrer; au contraire. Comment ce système de laisser les capitaux improductifs peut-il se concilier avec le devoir de servir et de procurer les intérêts de la fabrique? D'abord, on viole la loi qui exige des autorisations aussi bien pour prêter que pour emprunter. Puis, il y a une imprudence dont tout le conseil, et particulièrement le trésorier, peuvent être rendus responsables en cas de perte de l'argent. On n'est pas rigoureusement tenu de placer les excédents de recettes, les gros boni en rentes sur l'Etat; mais on a besoin de l'autorisation de l'Etat pour les placer ailleurs et surtout sur les particuliers; et il ne la donne qu'à bon escient.

En vertu d'une décision du ministère des finances du 18 janvier 1882, les fabriques peuvent déposer aux caisses d'épargne jusqu'à concurrence d'une somme de huit mille francs, leurs fonds disponibles. Pourquoi ne pas user de ce moyen si simple et si sûr? Le trésorier, qui désire profiter de cet avantage, n'a qu'à s'adresser au bureau de poste desservant la paroisse qu'il représente. Lorsque le compte d'une fabrique dépasse la somme de huit mille francs, la caisse d'épargne peut acheter pour cet établissement une rente sur l'Etat, mais à la condition de prévenir sans retard le préfet du département, afin qu'après avoir rempli les formalités d'usage, il sollicite du gouvernement un décret autorisant l'immatriculation, au nom de la fabrique, de la rente acquise.

Quel que soit le placement, en dehors de la caisse d'épargne, il faut l'autorisation du gouvernement. Les marguilliers ou fabriciens feront bien d'y prendre garde et de se conformer aux exigences des lois et règlements, s'ils ne veulent pas s'exposer, soit à une révocation (*art. 5 de l'ordonnance du 12 janvier 1825*), soit encourir une grave et redoutable responsabilité, que le directeur des cultes rappelle en ces termes dans sa circulaire du 6 mai 1881 : « En vertu de l'article 1383 du code civil qui leur est applicable, ils peuvent être tenus de réparer les dommages causés par leur fait ou même par leur simple négligence. Dans ce cas, ils sont exposés à une action civile de la part : 1^o de leurs successeurs élus ou nommés, en raison des pertes qu'aurait éprouvées la fabrique ; 2^o des représentants des bienfaiteurs, pour la disparition ou le changement de destination des fondations, sans préjudice de la demande en révocation des libéralités qu'ils peuvent introduire (*art. 956 du Code civil*) ; 3^o des procureurs près la cour et tribunaux, qui, chargés d'une manière générale de veiller sur les biens des mineurs, et plus particulièrement munis d'un mandat à l'égard des fabriques par l'article 90 du décret du 30 décembre 1809, se trouvent avoir double qualité pour poursuivre d'office et requérir des condamnations judiciaires, dont la sanction directe se trouve dans l'article 2421 du Code civil, qui confère aux établissements publics le droit d'hypothèque légale sur tous les biens de leurs comptables et gérants. »

Assurément, comme dit l'avoué dont notre correspondant invoque l'autorité, on n'a pas à se préoccuper du conseil municipal qui n'a rien à voir ici ; mais on doit se préoccuper de la loi et l'accomplir. Donc,

Ad 3^m. La pensée de livrer les capitaux au trésorier, sans hypothèque, sans autorisation, pour les faire valoir à sa guise et à son profit, moyennant 3 0/0, est illégale d'abord, ensuite absurde, et enfin dangereuse au premier chef ; cela ne peut et ne doit pas être pour les raisons exposées ci-dessus.

Notre avis est donc que notre correspondant insiste pour que la fabrique se mette au plus tôt en règle. Le mieux serait d'employer l'argent dont elle regorge en réparations intelligentes ou embellissements. Si, au contraire, on veut laisser grossir la somme en vue de quelque projet grandiose, c'est encore le grand Livre qui offre le plus d'avantage et de sécurité.

Q. — Notre nouvelle église paroissiale, bâtie par la fabrique sans la participation ni de l'Etat ni de la commune, est incontestablement propriété fabricienne.

Cela étant, le maire a-t-il le droit :

1^o D'y arborer des drapeaux à l'occasion du 14 juillet :

2^o D'y apposer la fameuse inscription : République française : Liberté, Egalité, Fraternité ? Que faire si, dans l'un et l'autre cas, le maire ne tient pas compte de l'opposition du conseil de fabrique ?

3^o Le conseil municipal a-t-il le droit de désaffecter

le presbytère qui a un jardin, parce qu'il a acheté pour servir au logement du curé une maison dépourvue de jardin ? N'est-il pas nécessaire, pour que cette substitution soit légale, qu'elle soit consentie par le conseil de fabrique et autorisée par l'évêque ? N'avons-nous pas le droit d'exiger un autre jardin comme compensation de celui qu'on veut prendre ?

R. — Ad I. La police de l'église appartient au curé. Ce droit doit s'étendre au clocher, aux galeries, aux porches, à la façade et à tous les murs de l'édifice sacré.

Les choses étant ainsi, on ne conçoit pas comment un maire pourrait, sans abus de pouvoir, se permettre de faire pavoiser ou illuminer le clocher d'une église et l'église elle-même, malgré le curé qui en a la police et la surveillance.

Avant la publication de la nouvelle loi municipale, le curé avait seul le droit de conserver entre ses mains la clef du clocher de l'église ; il était donc considéré comme étant, en quelque sorte, le seul maître du clocher. Le maire ne pouvait donc pas, jusqu'à cette publication, faire acte de maître sur le clocher comme sur l'église en les pavoisant ou en les illuminant.

Mais en est-il de même, depuis que la loi du 5 avril 1884, a établi qu'une seconde clef serait déposée entre les mains du maire « qui ne pourra en faire usage que dans les circonstances prévues par la loi. » Nous pensons que, sous l'empire de la nouvelle loi municipale, le maire n'a pas le droit de pavoiser ou d'illuminer ni le clocher ni l'église, sans la permission du curé, même le jour de la fête nationale. La clef qu'il est autorisé d'avoir entre les mains ne lui confère pas ce droit puisqu'il ne peut en faire usage, au terme de l'article 101, que pour faire sonner les cloches dans certaines circonstances déterminées d'une manière générale dans l'article 100. La clef du clocher lui a été donnée pour le mettre à même d'exercer ce droit, le cas échéant, mais non pour un autre usage.

Quoiqu'il en soit de la question de principe, pratiquement parlant, les curés agiront avec sagesse en demandant à leurs évêques respectifs la ligne de conduite qu'ils doivent tenir, dans le cas où l'autorité civile exigerait le pavoisement et l'illumination soit du clocher soit de l'église et dans le cas où elle le ferait sans leur autorisation.

Jusqu'ici nous avons supposé que l'église est la propriété de la commune. Si, au contraire, l'église est exclusivement la propriété de la fabrique qui l'a construite de ses propres deniers sans que la municipalité y est contribué, — c'est le cas actuel, — l'autorité civile a encore moins de droit d'exiger le pavoisement ou l'illumination d'un édifice sur lequel elle n'a aucun titre.

Si l'autorité municipale s'obstinait à faire illuminer et pavoiser l'église ou le clocher, propriété incontestée de la fabrique, malgré le refus ou sans le consentement du curé, celui-ci agirait prudemment en se faisant déléguer par écrit par le bureau des marguilliers, à l'effet de former opposition à ces illuminations et à ce pavoisement.

En cas de poursuites le curé mandataire de la

fabrique, pourrait mettre cet établissement en cause et opposer valablement l'exception préjudicielle de l'article 182 du code forestier, la fabrique pouvant, c'est l'hypothèse, exhiber son titre de propriété sur l'église. Si cependant, pour des raisons particulières, l'évêque du diocèse avait prescrit de tolérer l'illumination ou le pavoisement, sur demande écrite de la municipalité, le curé devrait se conformer à ses prescriptions.

Ad II. Nous ne pouvons qu'appliquer sur ce point le même principe que ci-dessus, si l'inscription était imposée par la municipalité. Si elle était imposée par l'Etat, plusieurs auteurs sont moins affirmatifs; quelques-uns même attribuent ce droit à l'Etat à cause du caractère de monument public attribué aux églises livrées au culte, que ces églises soient la propriété de la fabrique ou de la commune n'importe. Les églises quelles qu'elles soient ne peuvent être affectées au culte public qu'en vertu d'une permission de l'autorité publique: ce qui leur donne précisément le caractère de monuments et leur assure, à ce titre, la protection des lois. Jouissant des avantages, il est logique, disent les partisans de cette opinion, qu'elles en subissent les inconvénients. Lors donc que le gouvernement ordonne que tous les monuments publics portent sur leur murs ou à leur frontispice la fameuse trilogie: Liberté, Egalité, Fraternité, ou pense qu'il serait difficile de lui nier ce droit; d'autant plus, dit Mgr Affre (édition Pelgé), qu'aucune inscription ne pouvant être placée dans une église sans l'autorisation de l'évêque d'abord et celle du ministre des cultes après, les mêmes autorisation et approbation seraient nécessaires pour que l'inscription fût enlevée ou déplacée. Cette règle s'applique à la devise liberté, égalité, fraternité.

Sans approuver cette jurisprudence qui suppose un droit de l'Etat sur les églises que, pour notre part, nous nions formellement, nous engageons notre correspondant à imiter les évêques en fermant les yeux sur l'apposition de la fameuse devise sur nos églises, d'autant mieux qu'elle ne fut jamais plus véridique et plus à sa place qu'au frontispice des temples chrétiens.

Ad III. Nous l'avons dit plusieurs fois, avec preuves à l'appui, le droit reconnu aux communes, par l'art. 167 de la loi municipale du 5 avril 1884, de désaffecter les édifices consacrés au culte (églises ou presbytères), s'applique à l'avenir et non au passé. Par conséquent, dans le cas actuel, le conseil municipal ne peut faire l'opération dont il s'agit en vertu du susdit article. Pour l'exécuter légalement, il lui faut l'agrément de l'évêque, du curé, du conseil de fabrique. Sans ce triple consentement, il n'a ni qualité ni pouvoir pour faire sortir le curé du presbytère qu'il occupe dans une autre habitation. Il ne peut y parvenir qu'en demandant à qui de droit une distraction des parties superflues de l'ancien presbytère, et en suivant la filière des formalités prescrites par la loi en pareille occasion. C'est le cas ou jamais de se montrer énergique, ne fût-ce que pour obtenir un jardin au

nouveau presbytère. L'avis de l'évêque étant absolument nécessaire pour aboutir, il appartient au prélat de poser carrément des conditions.

Q. — Le trésorier de la fabrique peut-il légalement englober sur un même mandat trimestriel tout ce qui est dû au curé pour frais dont il a été chargé, par exemple, sous la formule suivante: « A M. l'abbé X. la somme de (ici le chiffre) pour les frais du culte dont il est chargé, pendant le premier trimestre de 1889 ? »

R. — Oui, mais à la condition de désigner dans le mandat la somme allouée au budget pour chaque objet. Il y a bien des fabriques, en effet, qui prennent des abonnements avec le curé pour la fourniture de diverses choses comme pain, vin, huile, blanchissage, chauffage, etc. Ceci est régulier; mais pour que le mandat le soit également, il faut qu'il exprime les sommes votées pour chaque chose par abonnement, et la portion afférente à chaque trimestre.

Voici à peu près une formule qu'il est libre à chaque conseil de modifier tout en respectant la substance :

A M. le curé. 1^{er} trimestre de 1889.

1 ^e Supplément de son traitement par la fabrique,	25 fr.
2 ^e Fourniture de la cire par abonnement avec lui,	40 »
3 ^e id. de l'huile pour la lampe par abonnement avec lui,	15 »
4 ^e Fourniture pour le chauffage par abonnement avec lui,	15 »
5 ^e Paiement des employés conformément au budget,	50 »
Total...	145 fr.

On a demandé si la fabrique pourrait traiter ainsi à forfait pour tout avec la fabrique. Nous ne connaissons pas la loi qui le défende. Cependant, nous ne pensons pas que l'esprit de la législation concernant les fabriques puisse admettre un pareil système d'une manière générale et s'étendant absolument à tout. C'est bien assez qu'on soit obligé d'y recourir quand on ne peut pas faire autrement, comme dans un grand nombre de paroisses où l'on ne trouverait de fabriciens qu'à cette condition.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 19 junii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

plet. La *Vérité sur Mgr Darboy* y supplée, bien qu'elle n'apprenne rien de nouveau. Les documents qu'elle produit, M. Guillermin les avait en mains, puisqu'ils sont tirés de l'ouvrage de M. Emile Ollivier : *l'Eglise et l'Etat au Concile du Vatican*, et qu'il les cite, — en partie.

Ici, il n'y a point de question de personnes, il s'agit des principes.

« Mgr Darboy, écrit M. Emile Ollivier, était arrivé à Rome avec un grand prestige. Il l'avait accru. Mis en situation, grâce à la libéralité de l'Empereur, de faire honorable figure, il réunissait un grand nombre de ses collègues chaque soir dans sa demeure de la rue Condotti. Là, dans ses entretiens familiers, il gagnait par sa bonne grâce ceux dont il avait conquis l'admiration par la supériorité de son esprit. »

Il correspond alors directement avec Napoléon III. Mais quelles lettres !

Voici sur la liberté du Concile (26 janvier 1870) :

« Il est difficile de soutenir que le concile ait toutes les apparences de la liberté. Il n'a pas fait son règlement. Ce ne serait qu'un inconvénient médiocre si les droits d'une assemblée libre y étaient assez garantis. » Bref c'est le pape qui a nommé partout lui-même ses hommes. L'acoustique est déplorable, « la discussion presque impossible. » — « De tout cela il résulte que les observations et critiques des orateurs seront appréciées seulement par les commissaires nommés, comme il a été dit, sous la pression officielle, et que les votes seront émis par des hommes qui n'ont pas pu se rendre compte suffisamment de la discussion. »

Mais que pense-t-il de la définition de l'infaillibilité ?

« Nous sommes un groupe d'environ cent cinquante évêques de tous pays, sauf l'Espagne, qui venons d'envoyer au pape une contre-pétition, à l'effet d'obtenir qu'il veuille bien ne pas laisser poser une telle question à cause des difficultés *théologiques*, historiques et *politiques* dont elle est hérissée. »

Il insiste encore sur la liberté des évêques au Concile : « Si je ne me trompe, elle n'y paraît pas entière et par conséquent l'autorité de leurs décisions en sera *infirmée*. »

Que doit faire l'Empereur, en cette occurrence ?

« Dire au public, — à l'occasion d'une discussion au Corps législatif, — que plusieurs choses dans ce qu'on sait du Concile ne sont pas absolument satisfaisantes » et qu'on veuille à ce que les intérêts dont l'Etat est le défenseur ne soient suffisamment sauvegardés. »

Le gouvernement impérial dut faire ses représentations. Voici quels en furent les résultats d'après une lettre du 21 mai 1870.

« A la communication du gouvernement français en date du 20 février, le gouvernement pontifical a répondu en lançant le *schema*, ou projet de définition sur l'infaillibilité. » — Hélas !

Que faire alors ?

« La pensée m'est venue que le gouvernement de Votre Majesté pourrait y ajouter un acte qui aurait une portée considérable. Il consisterait à *rappeler M. de Banneville* (notre ambassadeur), sans lui donner de successeur à présent... Le rappel serait une sanction des mesures précédemment adoptées, n'engagerait pas le gouvernement dans une lutte et pourtant serait ici d'un grand effet. »

M. Emile Ollivier plus sage, répondit « que le rappel de notre ambassadeur entraînerait le rappel de nos troupes, ce qui aurait l'inconvénient de mêler une question d'ordre purement politique à un débat dogmatique... Notre seule arme serait la persécution, ce dont Dieu nous garde ! »

Voilà des lettres qui font mal. Il en est une autre à M. Emile Ollivier, du 16 février, qui n'est pas moins pénible. Elle classe l'épiscopat français en deux camps : l'ultramontanisme et le gallicanisme : deux camps à peu près également nombreux : « Peut-être qu'à l'épreuve ceux-là seraient plus nombreux qui pensent que la magistrature et le clergé de notre pays ont rendu service à la société et à la religion, en tempérant leur mutuelle action, par ce système de pondération qu'on a nommé le gallicanisme, et en *prévenant ainsi au seizième siècle, une scission religieuse* qui s'est produite chez d'autres peuples, précisément à cause de la situation trop dépendante que la cour de Rome lui avait faite. »

Donc, avoir « un épiscopat compact » et pour cela « choisir des évêques animés d'un même esprit, de l'esprit qu'on préfère... ceux qui veulent marcher d'accord avec leur temps et le gouvernement de leur pays. »

Voilà le gallicanisme *sui generis* de Mgr Darboy. Il est visible qu'il faisait grande, bien grande dans l'Eglise la part habile, la part humaine, et le mot désormais historique rapporté par le cardinal Manning avec ce sans- façon anglais qui paraît viser à l'innocence, mais qui est terrible, révèle dans son âme jusqu'à la fin une arrière-pensée amère.

Il s'est soumis d'ailleurs avec simplicité, avec sincérité et nul doute que, sans la guerre déclarée le lendemain même de la définition, il ne l'eût fait avec éclat. Il s'enferme alors dans Paris avec ses enfants, sachant que le bon pasteur n'abandonne pas ses brebis. Les cent dernières pages du livre de M. Guillermin sont pleines de documents, et cependant touchantes. Le sentiment qui en ressort c'est que l'archevêque de Paris se fit longtemps illusion sur la fin qui lui était réservée, mais qu'il est mort en héros et en martyr. En martyr, car il a été massacré en haine de la foi : en héros, car il n'a point tremblé devant les fusils des communards ; en évêque surtout, car le dernier geste de sa main droite dont le pouce et l'index furent brisés par une balle, fut encore pour bénir les horribles scélérats qui l'ont tué.

Mais à qui la responsabilité de cet assassinat ?

L'histoire maintenant peut l'affirmer, pièces en mains, c'est à M. Thiers qui s'obstinait à dire que la vie de l'archevêque ne courait aucun danger : Instances du nonce, de M. Washburne, de Mgr Darboy même et de l'abbé Deguerry, « tout fut inutile, dit Maxime du Camp, on se brisa contre un entêtement que les événements ont rendu singulièrement coupable. »

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG

PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

GRILLAGES
R. GARIEL 2^{ter}, Quai de la Mégisserie
CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.
RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^{fr} 50
Châssis de Couche depuis 7 fr.
Envoi franco du Catalogue

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Conesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

IMPRIMERIE

MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 26

PRÉDICATION : Pour le quatrième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : On dispense pour un temps un chanoine de la résidence et des charges du chapitre.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Peut-on, de droit commun, dire une messe basse un jour double, pour l'inhumation des pauvres ? — Que signifie le roseau triangulaire ? Où le place-t-on après le chant du *Lumen Christi* ? — Saint Jean-Baptiste étant patron, quelle messe paroissiale doit-on chanter dimanche prochain, de saint Jean-Baptiste ou des saints Apôtres ? — Une fille-mère est-elle obligée de laisser sa fortune à son enfant naturel ? An fornicationes militum cum meretricibus sint peccata gravia ? Que

penser des marchands catholiques qui vendent le dimanche ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Le conseil de fabrique peut-il, sans autorisation, ouvrir une fenêtre dans le mur de l'église, pour y placer une verrière ? — Le sonneur étant rétribué par une quête à domicile, la fabrique pourrait-elle exiger de ceux qui refusent de donner à la quête un honoraire plus fort quand ils demandent la sonnerie ? Le curé pourrait-il refuser son ministère aux récalcitrants ? — A l'enterrement d'un maire l'école laïque doit-elle avoir le pas sur l'école congréganiste ? — La fabrique est-elle tenue de fournir et blanchir les surplis des vicaires ?

VARIÉTÉS : Les opérations de bourse devant la conscience.

COURRIER DES LIVRES

PALÉOGRAPHIE MUSICALE. Fac-similés photographiques des principaux manuscrits du chant grégorien, ambrosien, mozarabe, gallican, publiés par les Bénédictins de l'abbaye de Solesmes. Solesmes, imprimerie Saint-Pierre, 1889.

Sous ce titre commence la publication de toutes la plus importante pour la science du chant ecclésiastique. En toutes les branches de l'histoire et de la science archéologique, les monuments tiennent la première place. Les opinions des savants, si respectables qu'ils soient, ne valent qu'à la condition d'être conformes aux documents que nous ont laissés les contemporains. Si, faute de données, ils ont fait des écarts, la connaissance des monuments vient les rectifier et remettre les érudits sur la voie qui mène sûrement à la vérité.

Mais les monuments anciens sont relativement rares. Il faut, en particulier, aller chercher, bien loin parfois, dans les bibliothèques conservées ou reconstituées après les incompréhensibles dispersions opérées par les vandales de la révolution. Il faut avoir des loisirs et de l'argent pour faire les courses et les séjours qu'exigent les recherches et l'étude des manuscrits. Comment ne pas saluer

avec joie les publications qui, moyennant une dépense relativement très modique et de beaucoup inférieure à celle d'un voyage de moyenne longueur, vous mettent entre les mains les sources les plus authentiques et les plus exactement reproduites ? Avec les merveilleuses inventions qui ont remplacé par la lumière la main des transcrits, on est sûr d'avoir, non seulement les choses que contiennent les documents, mais les documents eux-mêmes tels qu'ils sont, avec tous leurs caractères, leurs ratures, leurs macules, leur aspect et jusqu'aux rides des parchemins sur lesquels ils s'étalent. Avec cela, sans sortir de sa chambre, on peut étudier les sources de première main.

Bien que notre génération n'ait pas inventé la méthode de travail dont le premier fondement est l'étude des sources, on doit reconnaître qu'elle l'a généralisée et, l'on ne peut nier, nous disent avec raison les PP. Bénédictins, « qu'une impulsion nouvelle, universelle, pleine de promesses n'ait porté de nos jours les amis de la vérité à la recherche et à l'analyse des monuments originaux ; en même temps qu'une pensée de vulgarisation tendait à les mettre sous les yeux du plus grand nombre possible de travailleurs. »

Nous nous réjouissons de voir les Bénédictins

de Solesmes entrer dans cette voie pour le chant ecclésiastique et répandre partout le texte des documents les plus importants où se trouve consignée l'antique et vraiment authentique tradition du chant sacré, depuis ses origines jusqu'à l'époque de décadence lamentable où cette tradition reçut de l'ignorance, de l'arbitraire et du mauvais goût de si déplorables atteintes. S'il fallait avoir la douleur de voir définitivement régner dans la pratique les tristes fruits de l'âge qui fut pour le chant sacré une époque de décadence et de corruption, on aurait du moins dans la série de ces vénérables monuments la consolation de constater que l'inspiration chrétienne a été dans le principe et pendant de longs siècles vraiment digne de sa divine origine et de sa céleste mission.

Mais l'utilité de cette publication ne se bornera pas à cette consolation platonique.

Le premier avantage que procurera à la cause du chant ecclésiastique la publication en *fac-simile* des vénérables documents où il a été consigné dès les temps les plus reculés, sera de montrer que, avant les corruptions introduites sous le nom de réformes, le chant grégorien était partout le même, et comme il était à peu près seul en usage dans toute l'église latine, on en conclura que pendant les longs siècles représentés par nos manuscrits, la langue musicale de l'Eglise était vraiment une : *Erat terra labii unius et sermo-num eorundem*.

Le second avantage sera de faire voir par la comparaison du chant grégorien avec les chants ambrosien, mozarabe, gallican, que tout le chant ecclésiastique dérive d'une source unique, d'une origine commune, qui ne saurait être que la tradition primitive de l'Eglise. Je n'insiste pas sur la conséquence que l'on en peut tirer pour montrer comment c'est Rome qui a fait, sous tous rapports, l'Occident chrétien. Mais, au point de vue musical, je ferai remarquer que cette unité de caractère et d'origine et cette variété de dialectes indiquent aux amateurs la voie qu'ils devront suivre pour arriver à la vraie et complète conception du chant ecclésiastique : relever les caractères communs de cette langue musicale incomparable, noter les différences, qui ne sont qu'accidentelles et secondaires, et nous donner avec exactitude les principes généraux d'une langue que nous avons tant d'intérêt à bien connaître.

Le troisième avantage sera de permettre aux maîtres de chant d'étudier, documents en main, non seulement les notes essentielles des mélodies grégoriennes, mais encore les nuances traditionnelles d'exécution, la manière de rendre les ornements très naturels dont elles sont accompagnées, l'interprétation des signes bien compris des chantres d'autrefois, mais dont la connaissance a disparu depuis que les mélodies grégoriennes ont été exécutées d'une manière antipathique à leur caractère.

Le quatrième avantage sera de fournir aux mêmes maîtres de chant le moyen de contrôler

par eux-mêmes et d'une manière entièrement sûre les corrections faites au chant traditionnel de l'Eglise et de pouvoir classer par ordre de mérite les différentes éditions issues de ces corrections. Si l'on admet en principe que la perfection du genre existe dans la version antique et authentique universellement répandue, telle que la révélera la publication des manuscrits les plus importants, chaque édition prendra rang selon le plus ou moins de ressemblance qu'elle aura gardée avec ce type primitif. Si, au contraire, on admet que ce type est tout ce qu'il y a de plus éloigné de l'idéal, une édition devra être regardée comme d'autant meilleure qu'elle y ressemble le moins. Parmi toutes les éditions en vue, je sais bien à laquelle je donnerais la première place et la dernière dans chacune de ces deux hypothèses. Mais ce n'est pas le lieu de faire ce classement, ni même de discuter la valeur relative des deux principes diamétralement opposés que je viens de formuler.

Le cinquième avantage sera d'éclaircir de plus en plus la question de la bonne exécution du chant grégorien. Les premiers principes d'exécution sont déjà bien mis en lumière. On ne manque d'aucune donnée essentielle, théorique et pratique, pour le chant des antiennes les plus simples.

Se laisser guider par le texte, embrasser chaque membre de phrase d'une seule émission de voix, pratiquer et bien pondérer les pauses qui les terminent, accentuer le chant en accentuant régulièrement les paroles : voilà qui donne une exécution excellente de ces antiennes. Mais on a besoin d'étudier dans les sources mêmes les mélodies plus chargées de notes. Le texte ne saurait seul indiquer le rythme. Parfois il est nul, comme dans le *jubilus* de l'*Alleluia*. Toujours il y a impossibilité de plier le rythme du chant à celui des paroles. Mais ces riches vocalises ont leur rythme à part, leurs divisions, leurs pauses, leurs notes importantes, leurs formes particulières dont chacune a son caractère spécial. On ne saurait vraiment bien exécuter ces modulations que quand on en connaîtra la structure dans ses moindres détails. Les publications des Bénédictins de Solesmes pourraient suffire à la rigueur, mais les documents serviront de pièces justificatives à leur texte et l'on y trouvera au surplus des renseignements précieux sur les éléments qui entrent dans la composition de ces séries et sur la manière de les interpréter.

La *Paléographie musicale* comprend deux parties étroitement unies : le texte et les *fac-simile*. Le texte donnera l'intelligence des *fac-simile*. Ceux-ci sont la partie capitale de la publication.

Du texte, il a paru jusqu'à présent une *Introduction générale* et quelques remarques sur le Mss. 339 de S. Gall, qui ouvre la série des *fac-simile*.

Voici le sommaire de l'Introduction générale :
1^o De l'influence des nouveaux procédés de repro-
(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE QUATRIÈME DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE : HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(S. Luc, v, 1-2.)

Vous venez d'entendre, raconté par l'évangéliste saint Luc, un des plus touchants épisodes de la vie du Sauveur. Vous avez reconnu dans ce récit, d'une simplicité et d'un intérêt si frappants, cette touche divine qui apparaît ici surtout et nous prouve avec tant d'évidence la vérité du saint Évangile.

I

Il y avait un an environ que Notre-Seigneur avait inauguré le cours de ses prédications apostoliques. Déjà, il avait visité la Judée, la Samarie et la Galilée ; cette dernière contrée avait été particulièrement le théâtre où le divin Maître aimait à faire entendre ses enseignements et à multiplier les miracles de sa toute-puissance. Là il devait trouver ses premiers et ses plus dévoués disciples. De tous côtés les foules accouraient à lui et ne se lassaient pas de l'écouter. Parfois même la presse devenait si grande que Jésus était obligé de monter sur une hauteur afin de pouvoir être vu et entendu de tous.

C'était un de ces jours où le nombre des auditeurs avides de la parole de Dieu, avait crû à l'excès : *Quum turbæ irruerent in Jesum, ut audirent verbum Dei*. Jésus se trouvait sur le bord même du lac de Génésareth, ce lac privilégié qui devait être le témoin de tant et de si merveilleux prodiges. Il aperçoit deux barques amarrées au rivage ; les pêcheurs en étaient descendus et lavaient leurs filets. Il entre dans une de ces barques. Elle appartenait à Simon Pierre, le futur chef des apôtres. Jésus le pria de s'éloigner un peu de terre, et s'étant assis, il se mit à enseigner le peuple du haut de cette barque.

Avez-vous remarqué, M. F., le sens profond que revêt la conduite du Sauveur en cette circonstance. Au lieu de conduire la foule sur une montagne, comme il avait coutume de le faire, surtout lorsqu'elle devenait trop nombreuse, c'est vers le lac de Génésareth qu'il se dirige. Là il se choisit une chaire où il pourra parler librement. Quelle sera cette chaire ? La barque même de celui qu'il vient chercher pour en faire le premier de ses apôtres. Rien n'était capable de disposer le cœur de Simon-Pierre, comme cette attention marquée de la part du Sauveur. Assis lui-même aux pieds de Jésus, il put recueillir, sans en perdre aucune, toutes les paroles qui tombaient des lèvres du divin Maître. Nul doute que l'âme ardente de Pierre n'ait été bientôt transportée d'admiration et d'amour pour celui qui parlait avec tant de sagesse et d'autorité.

Le moment était venu de demander un acte héroïque à l'apôtre. Jésus avait cessé de parler ; il se tourne vers Simon et subitement : « Gagne la haute mer, lui dit-il ; » puis : « Jetez vos filets

pour prendre le poisson. » Il ne devait pas ignorer cependant que les apôtres venaient de passer une nuit laborieuse. Ne les avait-il pas trouvés, quelques heures auparavant, occupés à nettoyer et à réparer leurs filets. Quoique brisé par la fatigue, plus encore, averti par une dure expérience, de l'inutilité de nouveaux efforts, Pierre n'hésite pas un instant ; il ne songe pas à faire la moindre objection, il ne s'enquiert point du but que Jésus peut se proposer en les condamnant à une pêche qui, selon toutes les apparences, n'avait aucune chance de réussite. Pierre ne songe même pas à tout cela. Mais pour marquer la promptitude et l'énergie de son obéissance : « Maître, dit-il, nous avons travaillé toute la nuit et nous n'avons rien pris ; toutefois, vous le demandez, je vais jeter le filet. »

Telle est bien la confiance que les successeurs de Pierre, les pontifes appelés successivement à conduire la barque de l'Eglise, devaient mettre dans la parole du Sauveur. Lorsque de grands sacrifices leur sont demandés, que des entreprises difficiles et laborieuses sont imposées à leur zèle, ils ne reculent, à l'exemple de Pierre, ni devant la peine ni devant l'immolation. Et toujours d'insépérables et providentiels succès répondent à cette confiance. C'est que Jésus est présent dans la barque de Pierre ; voilà l'explication des victoires que remporte l'Eglise malgré sa faiblesse apparente, malgré le défaut de tout secours humain, malgré l'habileté et la puissance de ses ennemis.

Et nous, M. F., ne pouvons-nous, pour notre conduite personnelle, tirer quelques conséquences pratiques du texte que nous venons d'expliquer ? Assurément et de très importantes ? Ne nous arrive-t-il pas, hélas ! de travailler pendant la nuit, je veux dire, dans l'état du péché, qui est la vraie nuit de l'âme, et aussi, nonobstant nos efforts, de ne faire aucun profit ! Oui, reconnaissons-le, tout ce que nous entreprenons en dehors de Jésus, sans sa grâce et sa particulière assistance, ne saurait réussir. Nos œuvres, quelque peine que nous nous donnions, sont des œuvres mortes, inutiles, qui demeureront sans récompense. Travaillons donc, mais avec Jésus présent, travaillons, mais sur la parole, d'après les préceptes et les commandements de Jésus. Oh ! alors nous n'aurons point à craindre d'insuccès, tout nous sera à profit, nous récolterons une ample moisson de mérites là où précédemment nous n'avions trouvé que disette et désolation, et les légers efforts que nous nous imposerons, seront récompensés au centuple. Nous en avons pour garant la suite du récit évangélique dont il faut continuer l'exposition.

II

Les apôtres ne se sont pas contentés d'un commencement de zèle et d'ardeur. Les voilà à l'œuvre. Quelle activité ils déploient ! oubliant leurs précédentes fatigues, ils mettent à exécuter l'ordre qui leur a été donné, toute la diligence possible. La sueur découle de leurs membres, tandis que leurs bras robustes manient les rames, lancent et di-

rigent le filet. Mais la présence de Jésus anime leurs efforts. Il ne sentent point la peine et sont décidés à ne suspendre ce dur exercice que sur un commandement nouveau du divin Maître.

Mais pourquoi Jésus aurait-il prolongé davantage cette expérience? Il avait désormais la certitude qu'une fois confirmés par la vertu de l'Esprit-Saint, les apôtres seraient capables d'une fidélité et d'un dévouement à toute épreuve. Que restait-il donc? sinon de montrer à ces pêcheurs encore si timides et si défiants d'eux-mêmes tout ce qu'ils pouvaient attendre de l'assistance divine. Ils ne tardèrent pas à l'éprouver de la manière la plus sensible et la plus convaincante. Du premier coup, ils prennent une quantité de poissons telle que le filet se rompait. Loin de se complaire dans ce succès, ils ne songent qu'à faire partager cette bonne fortune à leurs autres compagnons de pêche. Par signes ils appellent ceux qui se trouvaient sur l'autre barque. Ceux-ci accourent, et tous ensemble ils jettent leurs filets. Chaque fois la même capture se renouvelle aussi merveilleuse, aussi abondante. Bientôt il faudra renoncer à pêcher plus longtemps, car les barques, chargées à l'excès, menacent de couler à fond.

Ainsi se trouvait récompensée la foi et l'obéissance de l'apôtre. Mais cette pêche n'était, à vrai dire, que l'image et l'annonce d'une autre pêche plus merveilleuse encore. Ces vastes filets qui se rompent, tant ils renferment de poissons, représentent l'Eglise, la vraie Eglise de Dieu, régie par le vicaire de Jésus-Christ, le successeur de saint Pierre, et dans laquelle doivent affluer toutes les nations de l'univers. L'immensité des chrétiens y est représentée par tous les fidèles, qui y sont entrés depuis la première prédication de saint Pierre jusqu'à nos jours. Et, en effet, Pierre et les autres apôtres, après avoir gagné la haute mer, c'est-à-dire après s'être dispersés à travers les contrées les plus peuplées et les plus florissantes, commencent cette pêche miraculeuse des âmes qui ne doit plus avoir de fin. Jérusalem. Antioche. Rome. Athènes. Ephèse. Corinthe. Alexandrie, toutes les grandes cités, tous les peuples entendent à la fois l'annonce de la bonne nouvelle, et dès le jour de la Pentecôte, le nombre des conversions qui s'opèrent à la parole de Pierre tient du miracle. Chaque jour, les conversions s'accroissent dans des proportions extraordinaires. Les apôtres sont obligés de s'adjoindre de nouveaux compagnons pour continuer avec eux et après eux l'œuvre commencée. De siècle en siècle on verra, malgré les défections, les schismes et les hérésies qui menaceront de rompre le filet divin, se reproduire les mêmes prodiges. Et cette propagation rapide et merveilleuse ne sera pas une des marques les moins authentiques de la vraie Eglise.

III

Pierre, tant qu'il avait été absorbé par son rude travail, n'avait pu saisir toute la grandeur du miracle qui venait de s'accomplir. Mais à peine eut-il ramené et replié son filet, que la vue de l'immense

quantité de poissons que contenait la barque, et la pensée que cette pêche merveilleuse s'était faite dans les conditions les plus défavorables, le jetèrent dans une profonde stupeur. La puissance et l'autorité de Jésus lui apparurent dans la plus vive lumière. Eperdu, hors de lui, il tombe aux pieds de son Sauveur : « Seigneur, s'écrie-t-il, retirez-vous de moi, car je ne suis qu'un pauvre pêcheur : *Exi a me, Domine, quia homo peccator sum.* »

L'émotion de Pierre s'était communiquée à ses compagnons ainsi qu'à Jacques et à Jean fils de Zébédée qui se trouvaient également à cette pêche.

Pour comprendre la parole de Pierre, il faut se rappeler l'idée que les Juifs s'étaient faite de la divinité. Selon les traditions populaires, nul ne pouvait survivre s'il avait vu Dieu. Saint Pierre ajoute la vraie raison qui doit nous faire trembler en la présence de Dieu : c'est notre indignité comme pêcheurs. Par lui-même le péché éloigne Dieu de nous. Quand donc nous avons sur la conscience quelque faute mortelle, nous devons nous hâter de nous en purifier, afin de pouvoir paraître sans crainte devant Dieu. Du moins ne devons-nous jamais avoir la triste hardiesse de nous approcher en cet état des sacrements qui requièrent la vie de la grâce.

Jésus se hâta de calmer les inquiétudes de son apôtre : « Ne craignez point ; car tout ceci n'a d'autre but que de vous indiquer la mission qui vous attend. Désormais, ce sont des hommes que vous prendrez : vous serez des pêcheurs d'hommes. »

Pierre et ses compagnons comprirent-ils de suite le sens et l'étendue des paroles du Sauveur. Il est permis d'en douter. Toutefois il ne font ni objection ni demande d'explication. Ils abandonnent tout d'un commun accord, biens, profession, parents, patrie, pour s'attacher à Jésus et le suivre partout.

O l'admirable exemple pour les chrétiens de toutes les époques, mais surtout pour nos contemporains. Le grand obstacle, en effet, au service de Dieu, n'est-ce pas notre attachement immodéré aux biens de ce monde. Et pourtant ce que Dieu demande de nous, les devoirs que la religion nous impose peuvent-ils être comparés aux obligations qui résultaient pour les apôtres de leur sublime mission. La pratique de nos devoirs religieux est, certes, compatible avec le soin de nos affaires, les affections de la famille, l'accroissement de notre fortune. Néanmoins, qu'arrive-t-il ? C'est que beaucoup de chrétiens ne consentent pas à être distraits de ces préoccupations terrestres et matérielles qui les absorbent tout entiers. Ils ne craignent pas, pour cela, d'abandonner tout le reste ou de le regarder comme tout à fait secondaire et inopportun. Les malheureux ! ils se trompent étrangement. Les apôtres nous apprennent aujourd'hui, par leur propre exemple, ce que, toute proportion gardée, nous devons faire quand le service de Dieu

nous appelle : Quitter, interrompre, au moins pour un temps, nos occupations ordinaires, et nous donner généreusement, sans retard, sans arrière-pensée à l'œuvre dont Dieu réclame de nous l'accomplissement. Est-ce ainsi que nous agissons, M. F. ? Déplorons la coupable insouciance que nous avons peut-être montrée jusqu'ici pour l'affaire importante entre toutes de notre sanctification. Appliquons-nous-y désormais avec tout le soin et l'attention désirables. De la sorte, nous n'aurons pas à craindre d'être réduits à dire, un jour, comme les apôtres : « Nous avons travaillé la nuit et nous n'avons rien pris : *Per totam noctem laborantes, nihil cepimus.* » Notre vie, toute remplie de mérites et de bonnes œuvres, sera vraiment la reproduction de la pêche miraculeuse. Après avoir tout quitté et sacrifié pour suivre Jésus sur la terre, nous mériterons que tout nous soit rendu au centuple dans le Ciel.

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

On verra par la cause suivante que la suppression par le gouvernement des revenus ecclésiastiques ne supprime point les obligations des titulaires ; mais que le Saint-Siège consent à diminuer provisoirement les charges si ces titulaires se trouvent dans l'impossibilité morale d'y suffire.

MONTISALTI

RESIDENTIÆ ET ONERUM CANONICALIUM

Die 24 Martii 1888.

Sess. 22 cap. 3 De reform

COMPENDIUM FACTI. Tullius Galli, canonicus ecclesiæ collegiæ Rotellæ, Diœcesis Montisalti, S. C. C. exposuit, quod ab anno 1876 a residentiæ loco discessit, et Montisalti prius commoratus est, deinde in pago Force ejusdem Diœcesis, ubi in præsens organum pulsatur, et coadjuvat etiam parochum in excipiendis confessionibus.

Oneribus missarum, quæ canonicatui sunt adnexæ, semper satisfecit, exceptis missis conventualibus dierum ferialium, quas ab anno supra dicto nunquam celebravit. Cujus irregularis agendi rationis hanc ipse allegabat excusationem, quia scilicet capitulum Rotellæ suppressum civiliter fuerat, et nunc pene extinctum.

Nihilominus cum undequaque securus in conscientia se non sentiret, ad sui animi quietem, petebat, ut absolveretur ab obligatione missarum conventualium, quas non celebraverat, sanaretur quilibet defectus in perceptione reddituum canonicalium admissus, et ab obligatione residentiæ ipse in posterum liberaretur.

Rogatur super hisce precibus Episcopus coadjutor, factaque ei lege ut Rotellæ capitulum audiret, hæc respondit : « Vix ac transmissa fuit ad hanc Curiam instantia, qua sacerdos Tullius Galli, canonicus ecclesiæ collegiæ Rotellæ, poscebat,

ut posset facere suos redditus canonicatus ab anno 1876 indebite perceptos, ob non impletam residentiæ legem, utque in posterum extra locum beneficii posset commorari, illam statim patefeci tum Priori capituli, tum alteri canonico superstiti. Hi in unum congregati autumant, oratorem oneri residentiæ satisfacere debere : 1^o quia, eo absente, nequit officium in choro recitari ; 2^o quia si olim redditus beneficii satis erant ejus sustentationi, multo magis sufficere nunc debent ob obtentam reductionem missarum 52, quæ onus peculiare ejus beneficii constituiebant, ad 12 tantum singulis annis applicandas ; 3^o quia populus ejus loci de ipsius absentia conqueritur ; 4^o tandem quia prior-parochus aliquo eget sacerdote, qui eum adjuvet in confessionibus excipiendis, præsertim cum vita excesserint quatuor canonici coadjutores.

« Contra, orator ait, se non posse propriæ sustentationi prospicere redditibus præbendæ canonicalis, qui exigui valde sunt.

« Et reapse si præ oculis habeatur, annuos redditus non excedere libellas circiter 260 et ab his detrahatur onus missarum conventualium 37 circiter et aliarum duodecim, quas celebrare debet ratione alterius oneris, canonicatui adnexi ; et insuper si advertatur ipsum in diebus suis jam processisse, esse scilicet quasi septuagenarium, adeoque non posse Rotellæ residere quin famulum sibi adjungat ; facili negotio despicitur, redditus ejusmodi vel necessariis impensis impares esse. E contra pulsando organa in ecclesia collegiata Fortii annuatim habet libell. circiter 290 et alias triginta pro quolibet mense recipit uti confessarius ; quas tamen paucis aliis mensibus ipsum percipiturum puto, nam brevi novus renunciabitur parochus, qui ejus ministerio in excipiendis confessionibus non indigebit.

« Ad hæc, quamvis Rotellæ resideret, haud facile esset muneribus chori satisfacere, tum quia prior parochus ratione officii sui, sæpe sæpius non posset choro interesse, tum quia canonicorum alteruter, aliis de causis, ab hoc munere obeundo posset excusari.

« Quod attinet ad satisfactionem onerum missarum, orator ex quo Rotellam reliquit, celebravit quotannis missas duodecim ad satisfaciendum oneri peculiari canonicatui adnexo, missas vero conventuales celebravit vel celebrare fecit tantum diebus Dominicis singularum hebdomandarum sibi in turno contingentium, reliquas omnes omisit : putavit enim capitulum, quippe quod ad tres tantum canonicos reductum erat, ex tunc dissolutum fuisse, ac proinde onus quoque missarum conventualium cessasse, una cum onere residentiæ.

« Quod ad me spectat, submisce putarem Oratori, inspecta ejus gravi ætate, nec non tum canonicatus, tum aliorum proventuum exiguitate, indulgeri posse, ut fructus omnes illegitime perceptos sibi retineat : pro missis vero conventualibus neglectis, aliquem missarum parvum numerum, intra determinatum tempus, pro una vice,

celebrandarum, posse injungi. Relate vero ad legem residentie in posterum, id istius sacri Consensus sapientissimo judicio plenissime submitto. Tantum animadvertam quod, inspecto parvo sacerdotum numero in singulis Diocesibus parochiis, oratori difficile esset, ni dicam impossibile, alium invenire sacerdotem, quem sibi substituat in officiis choralibus, vel ipsis tantum diebus festis, implendis, præsertim cum Rotellæ, præter duos dictos canonicos, nullus alius adsit sacerdos. »

DUBIUM

An et quomodo preces canonici Tullii Galli admitti possint in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. Concilii, re cognita, sub die 24 martii 1888, censuit respondere : *Celebrato aliquo numero missarum, prudenti arbitrio Episcopi determinando, pro gratia absolutionis et condonationis quoad præteritum; et quoad futurum pro gratia dispensationis a residentia et chori servitio ad quinquennium.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Pour l'inhumation des pauvres, d'après les liturgistes (Mgr de Conny, le R. P. Le Vasseur, etc.) on ne peut dire une messe basse de *Requiem* les jours doubles ; c'est ce que j'ai enseigné jusqu'à ce jour.

Moi-même, en 1876, j'ai obtenu un indult pour l'inhumation de mes pauvres. On me l'a accordé comme une insigne faveur (*de speciali gratia benigne annuit*). Or dans un des derniers numéros des *Ephémérides* et même dans l'*Ami* (1889, n° 20, p. 232), je vois que ce n'est pas un privilège, mais un droit commun !

Est-ce certain ? Faut-il réformer notre *Ordo* ?

R. — Pour nous, il n'est pas certain que le *droit commun* permette de dire une messe basse de *Requiem* pour les pauvres dans les fêtes doubles (mineures et majeures).

Nous exceptons un cas, c'est celui des églises rurales où le plus souvent il n'y a qu'un prêtre qui célèbre, et où il célèbre sans chant. On peut alors, de droit commun, au vrai jour anniversaire, se contenter d'une messe basse.

Ce cas a été décidé en 1700 pour le diocèse de Coire, en Savoie.

Nous donnons le texte de ce décret parce qu'il a servi comme de règle pour les décisions subséquentes :

« Utrum in Ecclesiis parochialibus ruralibus, in quibus per annum plerumque unus tantum sacerdos celebrat, et sine cantu, possit dici Missa de Requiem, quando Anniversaria ex Testatorum dispositione, eorum recurrente obitus die, vel quando dies 3, 7, vel 30 incidunt in festum duplex minus ? »

La Sacrée Congrégation répond affirmativement en ce qui regarde les messes et les anniversaires.

« Quoad Missas et Anniversaria recurrente obitus die Affirmative. In reliquis Negative, et servetur Decretum Generale editum sub die 5 Augustii

1662, quod incipit « Cum Sanctissimus, etc. » (19 junii 1700, n. 3565, ad 9.)

Ainsi donc il est permis à un prêtre, qui est seul et qui habituellement célèbre la messe sans chant, de lire une messe de *Requiem* un jour d'anniversaire dans une fête double. Or il n'est pas question ici d'une messe pour les pauvres ni d'un cas d'enterrement. A plus forte raison le peut-on s'il s'agit d'un enterrement et d'une messe pour les pauvres.

Laissons de côté ce cas exceptionnel, et examinons le cas ordinaire d'une église rurale où le prêtre chante habituellement les messes de *Requiem*.

Ce prêtre peut-il, de droit commun, lire une messe de *Requiem* pour les pauvres en une fête double ?

Nous répondons négativement, et voici notre preuve. En 1833, Blaise Lentini, archiprêtre de l'église Saint-Nicolas, de Borgo De-Laurea, demanda cette faveur pour l'enterrement des pauvres qui n'ont pas le moyen de payer une messe solennelle :

« ... Ratus est pauperes defunctos, queis vires non suppelunt pro obtinenda missa solemnî de Requie, in die depositionis, inferioris esse conditionis respectu divitum ; propterea ne hoc peculiari ritu ab Ecclesia statuto priventur, concedendum esse, ut pro defunctis pauperibus Missa a Rituali recensita die præscripta legi etiam valeat in diebus festis et ritus duplicis, atque ad hoc Indultum obtinendum Sacrorum Rituum Congregatione humillime supplicavit. »

Or cette supplique ne fut pas exaucée. La Sacrée Congrégation s'en tint aux décrets d'Alexandre VII qui se trouvent en tête du missel :

« Et sacra eadem Congregatio ad Quirinale sub infrascripta die in Ordinario Cœtu coadunata, audita relatione ab infrascripto Secretario, omnibus rite consideratis, præsertim Decretis sa. me. Alexandri Papæ VII rescribendum censuit : Negative, et serventur Rubricæ. » (Die 17 Augusti 1833, n. 4719.)

Par ce décret il est défendu de dire une messe basse de *Requiem* dans les fêtes doubles.

Malgré cela l'usage contraire s'établit dans certaines églises.

Ainsi en 1840, l'évêque de Bruges exposait à la même Congrégation que dans son diocèse existait la coutume de dire une messe basse de *Requiem* pour les pauvres, *présente corpore*, jusqu'aux fêtes doubles-majeures, et il demandait si l'on pouvait les conserver :

« ... Quæritur an prædicta consuetudo servari possit ? »

La Sacrée Congrégation répondit qu'on le pouvait dans le sens du décret porté pour Coire :

« Servari posse juxta Decretum in una Curien. diei 19 junii 1700, ad Dubium IX. »

Or nous avons vu tout à l'heure que ce décret permet de lire une messe basse dans les églises rurales où le plus souvent le prêtre célèbre sans chant. Ce décret n'a donc pas d'application pour

les églises rurales où le plus souvent on célèbre la messe avec chant.

L'année suivante, 1841, le cardinal archevêque de Malines fit connaître à la Sacrée Congrégation des Rites que dans *beaucoup d'églises* de son diocèse on suivait la même coutume qu'au diocèse de Bruges ; il demandait donc s'il était permis de se conformer au décret porté pour ce dernier diocèse :

« ... Quum præfatus usus invaluerit quoque in multis ecclesiis Archidiocesis Melchliniensis, quaeritur an per totam hanc Diocesim prædicto Decreto se conformare liceat ? »

La Sacrée Congrégation répondit : « Affirmative » (22 mai 1841, n. 4921, ad 6.)

Ainsi donc le diocèse (aujourd'hui l'archidiocèse) de Malines obtint la même autorisation que le diocèse de Bruges, et par conséquent dans les mêmes conditions, c'est-à-dire pour les églises rurales où le plus souvent on ne chante pas de messe.

Examinons encore d'autres décisions de la Sacrée Congrégation :

En 1871, le vicaire capitulaire d'Adria, en Vénétie, demanda si l'on pouvait lire une messe de *Requiem* pour les pauvres dans les fêtes doubles, excepté les principales :

« Utrum possit interdum, etiam in festis duplicibus, exceptis principalioribus, legi tantummodo hæc Missa loco ut *cum cantu* dicitur ? »

La Sacrée Congrégation l'accorda dans le sens de la concession faite pour Malines :

« Affirmative ad tramitem *concessionis* in una Mechlinien. diei 22 Maii 1841, ad VI. Atque ita declaravit et *indulsit* die 2 septembris 1871 (n. 5491, ad 3.)

Or nous avons vu plus haut que l'usage de dire des messes basses pour l'inhumation des pauvres existait dans beaucoup d'églises du diocèse de Malines ; que la concession qui lui était faite était la même que celle qui avait été faite l'année précédente pour le diocèse de Bruges où existait l'usage de lire ces messes de *Requiem* ; qu'enfin ce n'est qu'une concession, *ad tramitem concessionis*, qu'un indult, et *indulsit*.

Nous voilà en 1871, toujours avec une concession, avec un indult.

Rapprochons-nous encore de nos temps.

Vous nous apprenez qu'en 1876 vous avez vous-même reçu de la Sacrée Congrégation des Rites une autorisation semblable, par grâce spéciale, *de speciali gratia*.

Dans les années suivantes, cette Congrégation a-t-elle été plus large. Nous ne le pensons pas. En effet, le journal italien l'*Avvisatore Ecclesiastico* nous apprend qu'un décret a été porté le 30 juin 1887 pour les archidiocèses et diocèses d'Australie, de Zélande, etc. Eh bien ! la Sacrée Congrégation des Rites usant des facultés spéciales accordées par Léon XIII, permet *par grâce spéciale*, de suivre les décrets portés pour Coire, Bruges et Malines, à savoir de lire une messe unique de *Requiem* aux funérailles des pauvres, en s'en te-

nant aux clauses et limites marquées dans ces décrets :

« S. R. C. utendo facultatibus sibi specialibus a SS. D. N. Leone Papa XIII tributis, *de speciali gratia* benigne annuit ut memorata Decreta (*Curien.* die 19 junii 1700, *Brugen.* 12 sept. 1840, et *Mechlien.* 22 Maii 1841), serventur etiam in Archidiocesis et Diocesis Australiæ Trasmariæ et Zelandæ, nempe ut in exequiis pauperum legi possit unica Missa de Requie, attamen singulis sub clausis et limitationibus in Decretis ipsis concessis. » (30 junii 1887.)

Bien que ce récent décret n'ait pas été inséré dans le dernier fascicule des décrets authentiques qui va jusqu'au 23 novembre 1887, on ne peut guère douter qu'il ait été réellement porté. L'*Avvisatore* ne l'a certainement pas inventé.

Du reste cette concession n'apporte aucun changement à la discipline de la Sacrée Congrégation depuis 150 ans, puisqu'elle renvoie purement et simplement aux décrets pour Coire, Bruges et Malines.

D'après ces documents, nous ne voyons pas comment chaque prêtre peut, *sans indult*, en vertu d'une concession générale, encore moins du droit commun, lire une messe de *Requiem* pour les pauvres, en une fête double, dans les églises où le plus souvent on célèbre les messes avec chant.

Vous nous objectez que nous avons donné une décision en ce sens de concession générale dans l'*Ami du Clergé* de cette année, p. 232.

Nous répondons que dans cet endroit nous ne traitons pas la question en détail. Nous l'avons fait en 1888, p. 484, dans le sens que nous venons d'indiquer ; et depuis ce temps aucun document authentique du Saint-Siège n'est venu modifier notre sentiment.

Vous ajoutez que les *Ephémérides liturgiques* enseignent que le pouvoir de lire cette messe basse de *Requiem* pour les pauvres dans les jours doubles est de droit commun. Cela est vrai, mais la conclusion de la savante revue romaine ne nous paraît pas ressortir des décrets de la Sacrée Congrégation que nous avons eu soin de citer avec détail.

Si telle est la pensée de Saint-Siège, nous faisons des vœux pour que la Sacrée Congrégation le déclare nettement.

Q. — 1^o Que signifie le roseau triangulaire du samedi saint ?

2^o Que doit-on en faire, après qu'il a servi, c'est-à-dire après le chant de *Lumen Christi* ?

R. — Ad I. Suivant l'opinion la plus sérieuse, les trois branches du cierge triangulaire qui se réunissent en une seule base, représentent les trois personnes divines dans l'unité de nature.

Le roseau qui est à la base figure probablement Notre-Seigneur Jésus-Christ faible, humilié, et qui cependant procure la gloire de la très sainte Trinité.

En outre, dit un Père de l'Eglise, de même que

le roseau tue les serpents, de même Jésus-Christ dans sa passion a vaincu le démon :

« ... Candela in calce unum quid esse deberent, et deinde distingui in tres, ad designandum mysterium Unitatis et Trinitatis Dei; fortasse significat Arundo humilitatem passionis Christi, ex qua in fine patuit major gloria unitatis et Trinitatis Dei. Patuit autem veluti lumen Christi, qui in Trinitate est Deus, vel, *ex Athanasio de Passione*, sicut Arundo serpentes necat, ita passio Christi diabolum vicit. » (Gavantus, Pars IV, Tit. x, n. 5, litt. m.)

II. On le dépose sur le marchepied de l'autel du côté de l'évangile.

Q. — Saint Jean-Baptiste est le patron de ma paroisse. Le dimanche 30 juin que dois-je faire? Dois-je dire la messe paroissiale de saint Jean-Baptiste ou des saints Apôtres? Si saint Jean a la préférence, la seconde messe, que je dis dans la même église, ne pourrait-elle pas être des saints Apôtres Pierre et Paul, au lieu d'être seulement de la commémoration de saint Paul? Qu'en pense l'Ami du Clergé? Et dans ce cas, à quelle messe faut-il faire mémoire du Sacré-Cœur? Car dans notre diocèse le Sacré-Cœur est une des fêtes renvoyées au dimanche suivant quant à la solennité.

R. — La solennité de saint Jean-Baptiste l'emporte, parce que ce saint est liturgiquement plus digne.

De droit commun, on ne peut pas célébrer deux solennités le même jour dans la même église, vous devez donc renvoyer au dimanche suivant la solennité des saints Apôtres.

Dans votre diocèse, on devrait remettre encore la solennité du Sacré-Cœur au dimanche subséquent, c'est-à-dire au cinquième dimanche après la Pentecôte.

Mais voilà bien des translations. Celle du Sacré-Cœur est-elle obligatoire? N'est-ce pas une simple faculté accordée à votre diocèse? Nous n'avons pas les éléments nécessaires pour décider cette difficulté. C'est à l'autorité diocésaine qu'il appartient de la résoudre.

Q. — 1^o Une fille-mère est-elle obligée en conscience de laisser sa fortune par testament à l'enfant naturel qu'elle a eu? Prompte réponse s'il vous plaît.

2^o Je me souviens d'avoir vu autrefois je ne sais plus dans quel auteur que je ne puis retrouver, cette opinion: *Quod fornicationes militum cum meretricibus non sunt peccata graviora*. Est-ce vrai? Mon souvenir est-il exact, et quel auteur a émis cette opinion?

3^o Que penser des marchands catholiques qui le dimanche ne ferment pas leurs magasins et vendent à tout venant?

4^o Que penser de ceux qui de plus font étalage? Ces deux manières de faire ont passé en coutume dans bien des localités. Un curé doit-il réclamer contre elles.

R. — Ad. I. a) De droit naturel, le père et la mère sont tenus solidairement de pourvoir à l'entretien, à l'éducation, à l'établissement convenables de leur enfant, légitime ou naturel, reconnu ou non. L'un n'est tenu pour le tout qu'à défaut de l'autre.

Il est difficile de déterminer l'étendue de cette obligation naturelle, quand aux dépenses que les

parents doivent s'imposer, surtout pour élever un enfant naturel. En général, il faudra tenir compte, des circonstances et de la fortune des parents.

b) L'enfant naturel peut être reconnu légalement, ou ne l'être pas.

S'il n'est pas reconnu légalement, il n'est pas héritier. La loi ne lui accorde aucun droit sur les biens de ses père et mère. (Art. 956, C. c.) Cette loi fondée sur les bonnes mœurs, oblige en conscience non moins qu'au for extérieur. Elle frappe de nullité absolue toute disposition contraire des parents, qui, par voies détournées voudraient transmettre leurs biens à l'enfant illégitime. Ces biens, transmis contre les prescriptions de la loi, devraient faire retour aux héritiers légitimes.

Mais si l'enfant naturel est reconnu légalement, soit par acte authentique, soit dans son acte de naissance, il acquiert des droits. La loi établit une réserve en sa faveur, art. 757: « Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père et mère décédés, est réglé ainsi qu'il suit: Si le père ou la mère a laissé des enfants légitimes, ce droit est d'un tiers de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue, s'il eût été légitime; il est de la moitié, lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs; il est des trois quarts lorsque les père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frère, ni sœur. » — Art. 758. « L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque ses père et mère ne laissent pas de parents au degré succésible. »

Dans cette hypothèse de la reconnaissance légale, le père ou la mère, qui a reconnu l'enfant naturel, ne peut le priver de la réserve qui lui est constituée par la loi. Pour qu'il arrive à cette réserve qui lui est faite, il n'est pas besoin de testament, la loi suffit.

c) La mère de cet enfant naturel que nous supposons reconnu dans son acte de naissance, ou autrement, peut-elle lui transmettre par testament, outre la réserve constituée par la loi, la totalité de ses biens?

Non, si elle a des héritiers nécessaires; oui, dans le cas contraire. L'enfant naturel peut à défaut d'héritiers nécessaires, être appelé à succéder par testament. Ce n'est plus en qualité d'enfant qu'il succède, mais comme étranger; il n'est pas de condition pire que serait un étranger, qui peut être institué légataire universel. Cette raison vaut aussi pour l'enfant non reconnu, qui ne peut succéder *ab intestato*.

d) Mais la mère de l'enfant naturel, qui n'a pas d'héritiers nécessaires, est-elle obligée en conscience de laisser à celui-ci par testament, la totalité de sa fortune?

Il serait bien difficile d'établir cette obligation sur des preuves sérieuses. Dès lors qu'elle a pourvu aux besoins, à l'éducation, à l'établissement de son enfant, surtout si elle lui transmet la réserve que la loi lui constitue quand il est reconnu légalement il semble qu'elle a rempli tout son devoir. L'incli-

nation naturelle qui porte les parents à laisser leurs biens à leurs enfants, n'emporte pas une obligation rigoureuse, au moins quand il s'agit de la totalité de ces biens, et que les enfants ne sont pas dans le besoin.

Ad. II. Fornicationes militum cum meretricibus, sunt peccata gravia.

Nulla est ratio sub hoc respectu discriminandi inter milites et alios non milites. Quod enim prohibetur jure naturali et divino, pro omnibus prohibetur. Porro hoc duplici jure prohibetur fornicatio sub gravi, ut constat ex Apost. ad Eph. 5: I Thessal. 4 — ex propositione (infra) damnata ab Innoc. XI.

Nec evacuatur peccati gravitas, quia committitur a militibus, qui, ut tales, jure naturali et divino nullatenus eximuntur; vel quia committitur cum meretricibus, unde imo gravius evaderet, utpote naturæ magis repugnans: vel demum, quia toleratur meretricium a magistratibus, cum tolerantia hæc licitum non faciat malum quod non impeditur ob timorem mali gravioris.

Utrum vero inveniat auctor, qui contra docuerit, nullum impromptu habemus, qui citari valeat: forsan nec est impossibile talem reperiri.

Non defuerunt tamen auctores, qui negarunt fornicationem esse jure naturali vitatam, inter quos Caramuel, quorum sententia damnata est ab Innoc. XI, in hac propositione: « Tam clarum videtur fornicationem secundum se nullam involvere malitiam, et solum esse malam, quia interdicta, ut contrarium omnino rationi dissonum videatur. »

Ad. III et IV. L'Ami du Clergé a déjà répondu à ces deux questions. Nous nous contenterons de dire qu'il faut interpréter la loi ecclésiastique qui défend d'acheter et de vendre le dimanche, surtout publiquement, d'après les usages établis et approuvés au moins tacitement. Il est assez généralement reçu, dit Mgr Gousset, que l'on peut vendre et acheter le dimanche, non seulement les choses nécessaires pour la journée, comme le pain, le vin, la viande, etc., mais encore ce dont les gens de la campagne peuvent avoir besoin, pour une ou plusieurs semaines, pour un temps même considérable, comme les vivres, les vêtements et autres objets de consommation. Mais il n'est pas permis d'exposer publiquement les marchandises: on doit tenir la boutique fermée, ou du moins n'en laisser que la porte ouverte. Ou excepté le cas où l'on exposerait la marchandise dans certaines foires ou marchés publics autorisés par la coutume et tolérés par les évêques. S. Lig. L. III. n° 286.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Le conseil de fabrique a-t-il le droit, sans autorisation, avec ses propres ressources ou à l'aide de dons particuliers, d'ouvrir dans le mur de l'église une fenêtre à l'effet de recevoir une verrière offerte par une personne pieuse de la paroisse, le conseil de fabrique jugeant d'une grande utilité de donner du jour à cette partie de

l'église. Le conseil municipal peut-il s'opposer à cette ouverture sous prétexte que c'est toucher aux murs de l'édifice. Une réponse catégorique, s. v. p., dans un des plus prochains numéros.

R. — Voici la réponse du *Bulletin des lois ecclésiastiques*: « C'est une erreur de croire que les fabriques ne peuvent toucher aux murs de l'église sans l'assentiment de la commune. Sans doute, elles ne sauraient être fondées à exécuter aux églises, propriétés communales, sans le secours de l'autorité civile, des travaux de grosses réparations pouvant compromettre leur solidité; mais il ne faut point perdre de vue qu'elles sont l'établissement légal chargé de leur conservation, de leur entretien, de leur appropriation aux besoins et aux convenances du culte, et de leurs réparations quelles qu'elles soient; d'où il suit que, si dans le cours d'un travail de réparation ou d'appropriation exécuté aux frais de la fabrique, la disposition intérieure demandée par l'autorité ecclésiastique rend nécessaire la suppression d'une partie de mur séparatif devenue inutile, cette suppression est valablement et légalement faite, lorsque les fabriciens procèdent avec leurs propres fonds et qu'ils ne dépassent pas d'ailleurs le chiffre de la dépense indiquée dans les articles 41 et 42 du décret du 30 décembre 1809. »

Cette doctrine, suivant les rédacteurs du *Bulletin*, résulte de la circulaire ministérielle du 6 août 1841:

« Le décret de 1809, porte cette circulaire, doit être entendu en ce sens que, dans les cas y spécifiés, les bureaux des marguilliers et les conseils de fabrique pourront agir sans recourir préalablement à l'autorité du préfet, et ce qu'ils auront ainsi fait sera légal à coup sûr... »

« Mais, ajoute la même circulaire, si le préfet est informé que, quoique faisant légalement et sans excéder leurs pouvoirs, les conseils de fabrique en usent mal ou inopportunément, il doit leur prescrire de s'arrêter dans le cours de leur opération... »

Si l'autorité préfectorale en arrivait là, on ne pourrait pas passer outre sans se jeter dans de grandes difficultés et s'exposer aux plus graves inconvénients. Au reste, quand ce cas se présente, le préfet et l'évêque doivent se concerter ensemble pour constater l'état des choses et prendre un parti en conséquence.

Du moment qu'on ne change pas la disposition générale de l'édifice, on peut donc toucher aux murs de l'église soit pour percer des portes, des fenêtres, appuyer une chaire, placer un orgue, construire une tribune, sans l'avis et même contre l'avis du conseil municipal.

Q. — Dans une petite paroisse de 300 âmes, il est d'usage de payer le sonneur au moyen d'une quête en denrées qu'il fait lui-même à domicile.

Aujourd'hui, par esprit de parti, un certain nombre d'habitants se refusent à donner pour cette quête. De là il résulte que le sonneur ne se trouvant pas suffisamment rétribué, menace la fabrique d'abandonner la sonnerie,

si cette dernière ne le refait pas de ses propres deniers. Or, vu la modicité de ses ressources, la fabrique ne peut prendre à sa charge, ni en tout ni en partie la solde du sonneur. Que faire ?

1^o La fabrique n'aurait-elle pas le droit de réduire les récalcitrants en permettant au sonneur d'exiger de chacun d'eux un fort salaire, 10 francs par exemple, chaque fois qu'ils demandent la sonnerie pour leurs enterrements et leurs anniversaires ?

2^o Supposé encore le cas où pour se soustraire au paiement de cette somme de 10 francs, ils consentiraient à se passer de toute sonnerie, le curé n'aurait-il pas le droit de refuser son ministère pour tout service qu'on voudrait faire sans sonnerie.

R. — Ad I. La fabrique n'a pas seulement le droit, mais aussi le devoir de chercher et de trouver un moyen légal de pourvoir au service de l'église. Or, elle ne peut se passer d'un sonneur, et elle ne peut avoir de sonneur sans lui donner un traitement sous une forme quelconque. Le moyen adopté jusqu'à présent et qui est pratiqué dans des milliers de paroisses rurales n'obtenant plus le résultat nécessaire, la fabrique est obligée d'en chercher un autre, soit en élevant le prix des chaises ou le tarif général des cérémonies particulières, convois ou enterrements, demandées par les particuliers. C'est à elle de choisir la manière la plus efficace et en même temps la plus équitable et aussi la plus prudente pour ne point heurter le sentiment public.

L'amende de 10 francs édictée en cette circonstance n'est-elle par exagérée ? Les sonneries doivent être tarifées comme tout le reste, d'une manière fixe et approuvée par l'autorité. Alors, les récalcitrants sont soumis au tarif et n'ont rien à dire. Dans le cas actuel, et à première vue, la somme de 10 francs paraît exorbitante et propre à révolter les petites gens. Il faudrait la diminuer, ou tout au moins la faire homologuer non seulement par l'évêque, mais encore par le pouvoir civil afin de lui donner force de loi devant les tribunaux.

Ad II. En principe, le curé a le droit de refuser son ministère, au moins en ce qui regarde la pompe des cérémonies, à quiconque ne se soumet aux règlements paroissiaux. Chacun doit être libre de prendre la classe qu'il veut ; mais une fois choisie, il est obligé d'en subir toutes les conséquences ; il ne saurait exiger, ayant pris un quatrième ordre, de lui retrancher ou de lui ajouter quelques détails que cet ordre ne comporte pas, tels que sonneries, lumineuse, chantes, etc.

Q. — On préparait de solennelles funérailles à M. le maire de B., conseiller général du canton. L'adjoint chargé par le conseil municipal et d'accord avec la famille invita M. le préfet du département, M. le sous-préfet de l'arrondissement, M. le président du conseil général, tous les corps constitués de la commune et toutes les écoles de la ville. Tous les invités acceptèrent avec empressement, parce que le défunt avait acquis de son vivant d'universelles sympathies. Quelques heures après, M. l'adjoint envoya aux directeurs et directrices d'écoles communication du règlement ou ordonnance-ment de la cérémonie. Sur ce règlement, à la suite des écoles de filles, on avait placé l'école libre dirigée par

les frères de saint Viateur, et à la suite de l'école libre on avait placé l'école communale publique et laïque.

Le frère directeur de l'école libre réclama et demanda que son école fut placée, non pas en tête mais à la suite de l'école laïque. Ce rang était plus honorable puisqu'il la rapprochait du clergé ; il croyait y avoir droit parce que son école était une maison religieuse contradictoirement à l'école laïque, et parce qu'elle avait coutume d'occuper cette place dans toutes les processions.

L'adjoint fit part de cette réclamation à l'instituteur communal et à certains municipaux. Ceux-ci et l'instituteur engagèrent M. l'adjoint à maintenir le règlement, tel qu'il avait été fait, et l'instituteur déclara que, si la place plus honorable n'était pas donnée à son école, il ennuierait et n'assisterait pas à l'enterrement.

La raison de ces Messieurs était que le caractère d'école publique donnait un rang de supériorité sur celle qui n'était qu'école libre ou privée ; qu'en outre, l'école communale avait avec le chef de la commune dont on célébrait les funérailles un lien plus fort et plus étroit que l'école libre et privée. M. l'adjoint en appela à M. le curé-doyen de B.

M. le curé fit observer que le maire d'une commune où se trouvait deux écoles, l'une dite publique et l'autre libre, était aussi bien maire de l'une comme de l'autre : que, dans l'espèce, le vénéré cher défunt des funérailles duquel il s'agissait, avait compté dans l'école libre un plus grand nombre de ses administrés que dans l'école publique ; que la distinction possible entre école publique et école libre n'établissait pas une différence entre les deux écoles égale à celle que produisait le caractère religieux de l'école libre dirigée par des religieux, contradictoirement à l'école publique dirigée par de simples laïques et sous un programme qui excluait tout enseignement et toute pratique religieuse ; que, dans une cérémonie religieuse, les corporations religieuses avaient le pas sur les autres ; que la liturgie catholique prescrivait dans les processions de donner la préséance aux membres des ordres religieux sur les simples fidèles ; que, du reste, c'était à l'autorité ecclésiastique à régler l'ordre des processions et la place que chacun devait y occuper ; que, dans le cas présent, c'était lui-même, curé-doyen du lieu, qui était investi de cette autorité ; que par suite, il déclarait que l'école publique laïque marcherait la première et que l'école libre, dirigée par les clercs de saint Viateur, marcherait à la suite de la première.

M. le préfet arriva la soir même du jour, veille des funérailles. On lui soumit le conflit. Le lendemain matin, M. l'adjoint vint avertir M. le curé que M. le préfet avait déclaré la veille qu'en principe la nouvelle loi était au clergé le droit de régler les funérailles hors de l'église ; que cette loi n'en faisait dépendre le règlement que des familles des défunts et de la municipalité du lieu ; que dans l'espèce lui, préfet, déclarait que si l'école publique n'avait pas le pas sur l'école libre, il n'assisterait pas aux cérémonies qui devaient se faire dans l'intérieur de l'église. *Quid juris ?*

R. — La réponse de M. le curé-doyen était parfaitement correcte et conforme aux principes liturgiques, les seuls qu'il eût à invoquer dans la circonstance. Un convoi religieux est une cérémonie religieuse dont le clergé seul a la direction et la police. Peu importe que la cérémonie se fasse au dehors ; elle devient comme un prolongement de l'église, et l'autorité ecclésiastique y conserve et y exerce tous ses droits.

La prétention de l'instituteur public est au moins grotesque et ne soutient par l'examen. Les écoles libres existent de par la loi comme les écoles publiques, et ce n'est que par un sentiment d'injustice criante que les pouvoirs publics affectent pour cette dernière tant de prédilection.

Quant aux affirmations du préfet, elles sont absolument fausses. La nouvelle loi concernant les funérailles n'a nullement enlevé au clergé le droit de régler la *cérémonie religieuse* ; elle ne s'occupe que de ce qui est étranger au côté religieux, comme les enterrements civils, les pompes funèbres, l'itinéraire à suivre par les convois, les questions de cimetières, etc., au reste le préfet le reconnaissait lui-même, en disant qu'il n'assisterait pas aux cérémonies de l'intérieur de l'église si on ne lui donnait satisfaction à l'extérieur. N'était-ce pas avouer qu'il n'avait pas à faire intervenir son autorité contre celle du curé. Il s'est montré assez ignorant dans sa décision et ridicule dans sa menace.

Le curé a bien fait de ne pas insister sur son droit incontestable, à cause du caractère de la cérémonie et de la mémoire de celui en l'honneur de qui elle était faite. Mais, à sa place, nous aurions envoyé au premier magistrat du département une protestation bien sentie, qui lui aurait servi de leçon.

Q. — 1^o La fabrique est-elle tenue de fournir des surplis aux vicaires ?

2^o Est-elle tenue de faire blanchir ces surplis ?

R. — Ad I. Le surplis était autrefois l'habit personnel du curé. Les prêtres de l'ancien temps ne le quittaient jamais. Aussi quelques auteurs, entr'autres Piales, de Boyer, etc., enseignent qu'il doit être considéré comme le vêtement personnel du curé, qui doit se le procurer sans qu'il puisse l'exiger de la fabrique. Mgr Affre (*Traité de l'administration temporelle des paroisses*, 4^e éd. p. 220) et M. Carré (*Traité du gouvern. des paroisses*), fondés sur cet ancien usage, disent que la fabrique ne doit pas de surplis, parce qu'il est considéré comme habit du curé. Nous ne pouvons partager ce sentiment, car il est évident qu'aujourd'hui le surplis n'est nullement un habit du curé. Il est un habit ou un ornement nécessaire à l'administration des sacrements et à la célébration de l'office divin. Il fait donc partie des ornements que la fabrique doit fournir en vertu de l'article 37 du décret du 30 décembre 1809.

L'auteur anonyme du *Droit des curés et des paroisses* a fait une dissertation sur l'obligation où sont les fabriques de fournir les surplis aux curés des paroisses ; il cite un arrêt du parlement de Grenoble, du 21 février 1775, qui assujétit les Minimes décimateurs de la paroisse de Saint-Jean de Royan, à cette fourniture. On sait qu'autrefois les fabriques et, à leur défaut, les gros décimateurs, devaient fournir tout ce qui est service pour le service divin. (*Article 21 de l'édit de 1695*.)

Le surplis, comme le remarquent Thomassin (*Discipline de l'Eglise*, part. IV, lib. I, ch. xxxvii, n^o 4), Mgr André, au mot *habit*, et d'autres, n'est qu'une aube raccourcie. Le concile de Rouen de l'an 1072, canon v, ordonne aux curés de se servir d'aubes pour administrer le baptême et l'extrême-onction. On voit par là, dit encore Thomassin, que

le surplis a succédé à l'aube dans les occasions semblables ; car, d'après le droit canonique, les sacrements doivent toujours être administrés en surplis et en étole. Or, si le surplis n'est qu'une aube plus courte pour l'administration des sacrements et la célébration des offices de l'Eglise, il nous paraît évident que la fabrique est obligée de le fournir comme elle fournit les aubes et tous les ornements nécessaires au culte divin.

Le *Journal des Conseils de fabriques* (tom. VII, p. 420, janvier 1842) ordinairement si judicieux dans ses solutions, ne nous paraît pas avoir bien saisi le véritable point de vue de cette question. Il estime qu'elle doit être résolue d'après les statuts ou, à défaut, d'après l'usage de chaque diocèse. Il a été trompé en cela par les divers auteurs cités plus haut, ne sachant pas que, d'après l'ancienne discipline, le prêtre portait habituellement le surplis comme il porte aujourd'hui la soutane. Mais, sous la législation actuelle et d'après l'article 37 du décret de décembre 1809, la fabrique doit fournir tous les ornements et le linge nécessaire au culte.

M. Gaudry partage notre sentiment. « Mgr Affre, dit-il (*Traité de la légis. des cultes*, tom II, p. 600), pense avec M. Carré que les fabriques ne sont pas tenues de fournir le surplis parce que, dit Mgr Affre, le surplis est considéré comme habit du curé. Nous ne pouvons pas partager cette opinion, et peu nous importent les anciens règlements sur ce point. Si, en effet, anciennement le surplis faisait partie de l'habillement du curé, nous concevons qu'il n'ait pas été mis à la charge des fabriques ; mais aujourd'hui, il n'en fait point partie. C'est un vêtement exclusivement destiné à la célébration des offices religieux. Il doit donc être à la charge de la fabrique, et réputé sa propriété, comme tout ce qui est ornement consacré à la célébration du culte. »

M. Prompsault ajoute (*Diction. raisonné de Droit*, etc., tom. III, p. 841) : « le surplis est un habit de chœur et de ministère pastoral tout à la fois. C'était anciennement le curé qui se le fournissait ; comme c'était lui qui était chargé de l'entretien du chœur de l'église, lorsqu'il levait les dimes. On a eu tort de conclure de là que la fourniture du surplis n'était pas obligatoire pour la fabrique. Le curé aujourd'hui est complètement déchargé de toutes les fournitures qui sont nécessaires à l'accomplissement du ministère pastoral. Elles sont, sans exception aucune, à la charge de la paroisse. Ceci résulte de l'article 37 du Décret du 30 décembre 1809, ainsi conçu : « Les charges de la fabrique sont de fournir aux frais nécessaires du culte, savoir : les ornements, les vases sacrés, le linge, le luminaire, le pain, le vin, l'encens, etc. »

La spécification que fait le législateur, après avoir parlé d'une manière générale, a eu pour but d'empêcher qu'on ne donnât à ces paroles une interprétation qui n'était pas dans sa pensée. Si le curé était tenu de se fournir de surplis, il serait

tenu pareillement de se fournir d'étole pastorale et de payer les frais de blanchissage des surplis quoiqu'il ne se serve de l'un et de l'autre de ces vêtements et ornements que pour le service de la paroisse. Le rituel de Belley tranche la difficulté en ordonnant qu'il y en ait au moins deux en bon état dans la sacristie des paroisses qui n'ont qu'un seul prêtre.

La fabrique doit fournir au moins autant de surplis que d'aubes pour le service des prêtres de la paroisse.

La fabrique doit fournir les surplis ou rochets non seulement aux curés et desservants, mais aux vicaires et aux prêtres auxiliaires, de la même manière qu'elle fournit les autres ornements et les vases sacrés.

Les surplis dont se servent les chœurs doivent également être fournis par la fabrique ainsi que les aubes ou surplis des enfants de chœur.

Nous avons un peu insisté sur l'obligation où est la fabrique de fournir les surplis parce que la décision contraire donnée par Mgr Affre et quelques autres auteurs a souvent occasionné des contestations pénibles entre les curés et certains conseils de fabrique. Ce qui nous étonne c'est que M. l'abbé Pelgé dans l'édition qu'il a faite du livre de Mgr Affre, édition dite revue, corrigée et mise au courant de la législation et de la jurisprudence, garde un silence absolu sur la question des surplis. Il s'exprime, en effet, ainsi : « l'article 37 (du Décret de 1809) parle du linge et n'entre dans aucun détail : on peut réduire celui qui est nécessaire aux objets suivants : il faut qu'il y ait pour chaque prêtre attaché au service d'une paroisse comme vicaire ou comme habitué, deux aubes, deux cordons, six amicts, douze purificateurs, douze manuterges... » Avec quoi donc un vicaire fera-t-il les baptêmes, chantera-t-il les vêpres ou présidera-t-il tant d'autres cérémonies qui exigent le surplis ? Nous croyons que cette omission est un pur oubli de la part de M. Pelgé ; car la preuve que M. le vicaire-général de Paris ne partage pas la manière de voir de Mgr Affre sur la question du surplis, c'est qu'il l'a retranchée de l'ouvrage. Ce retranchement, joint à ce qui se pratique universellement dans les églises de Paris, est une confirmation de notre jurisprudence, qui est, croyons-nous, celle de la France entière et de tout l'univers catholique.

Ad 2^m. Le blanchissage du linge d'église est, comme le linge lui-même à la charge de la fabrique. Or, nous venons de démontrer que les surplis font partie du linge d'église ; donc la fabrique est tenue de les blanchir, tout comme les aubes, les cordons, les amicts, nappes, purificateurs, etc., etc.

VARIÉTÉS

LES OPÉRATIONS DE BOURSE DEVANT LA CONSCIENCE

Plusieurs fois déjà il a été question ici des opérations de Bourse au point de vue de la conscience, surtout par rapport aux ecclésiastiques. Nous avons traité ce sujet l'année dernière, à la page 317, et cette année à la page 113. On nous pose les mêmes demandes relativement aux laïques. Le sujet est des plus actuels, à raison des désastres financiers qui ont jeté la désolation dans un si grand nombre de familles ; mais il est impossible de le traiter dans le court espace réservé aux réponses ordinaires. Pour que notre travail soit accessible à un grand nombre, plus initiés au jeu de bourse qui consiste à transvaser la leur dans celle du pauvre, qu'à celui qui consiste à s'enrichir en transvasant adroitement celle d'autrui dans la leur, il nous faudra donner la définition et l'explication de la plupart des opérations financières. Les théologies morales ne parlent pas ou fort peu de ces sortes de questions : c'est une lacune. Cependant nous avons, pour nous guider dans ce labyrinthe, des études savantes, publiées par des hommes de valeur, dont le nom fait autorité. Ce sont d'abord deux consultations théologiques dues à la plume de M. Jules Didot, doyen de la Faculté théologique de Lille et publiées dans le *Propriétaire chrétien*, fort bon petit journal, qui ne paraît que quatre fois l'an, avec quatre pages seulement, mais où l'on trouve d'excellentes idées¹. C'est ensuite une brochure intitulée : *Les opérations de Bourse devant la conscience*, publiée par M. Deville, docteur en théologie et en droit canon, professeur de théologie à la maison des Chartreux, à Lyon². Nous ne ferons qu'analyser ces deux auteurs, qui se complètent l'un l'autre.

Tout individu qui veut prendre part aux opérations de bourse peut se proposer l'un ou l'autre de ces deux buts : ou bien faire un placement de fonds pour avoir un revenu fixe, ou bien se procurer, en dehors de l'intérêt, fort peu élevé d'ailleurs, de son capital, des bénéfices particuliers résultant de diverses opérations financières. Dans le premier cas, il fait un *simple placement de fonds* ; dans le second son action peut être appelée *spéculation, jeu de bourse, agiotage*, suivant les combinaisons financières qu'il emploie et suivant les règles qui dirigent sa conduite. Dans tous ces cas, il y a, en dehors des lois civiles qui règlent la matière, des obligations de conscience qui souvent vont au-delà des prescriptions de la loi, et qui leur sont quelquefois opposées. « Les opérations de Bourse, comme tous les actes humains, relèvent de la conscience et sont soumises aux prescriptions qu'elle édicte. Au fond de toutes les

¹ *Le propriétaire chrétien*, 32, rue de Verneuil, Paris, n. 7, juillet 1887 et n. 12, octobre 1888.

² Lyon, 1884, Vitte et Perrussel.

questions financières, il y a toujours une question de justice naturelle, et, par conséquent aussi, de théologie morale ¹. »

§ I. Placements de fonds.

Le placement de capitaux fait d'une manière stable, dans le but de se procurer un revenu à peu près fixe, n'a rien *en soi* que de parfaitement légitime, et dont la conscience la plus honnête et la plus délicate puisse s'alarmer. Cependant ce placement, si simple qu'il paraisse et si légitime qu'il soit en lui-même, donne lieu à une foule de cas de consciences, parce qu'il engendre des devoirs multiples. Il peut se faire, dans les sociétés de crédit, sous deux formes diverses, l'*action* et l'*obligation*, dont il est bien nécessaire de préciser la nature et la différence, parce que les responsabilités ne sont pas les mêmes dans les deux cas.

Les sociétés financières sont créées dans le but de réunir les capitaux nécessaires pour les grandes entreprises qui se trouvent au-dessus des forces des simples particuliers. L'établissement d'un chemin de fer, par exemple, demande une somme de cinq cents millions; il n'existe aucun capitaliste capable de fournir cette somme. Eh bien ! qu'arrive-t-il ? une société se forme pour la construction de ce chemin de fer ; et, pour attirer à elle les petits capitaux et leur donner libre accès dans l'entreprise, elle divise le capital dont elle a besoin en un million de parts, qu'elle offre au prix de cinq cents francs. Chacune de ces parts est représentée par une feuille de papier revêtue de la signature des représentants de la société : c'est là ce qu'on appelle un *titre*.

Une fois tous les titres placés, c'est-à-dire les cinq cents millions trouvés, l'action de la Société pourra s'exercer et commencer la construction de la voie ferrée, qu'une action isolée n'aurait jamais osé entreprendre. Cette action commune est le résultat d'un million d'efforts individuels, d'un million d'actions particulières. C'est pour cela que le titre remis en échange des cinq cents francs a gardé le nom d'*action*.

Si la société ainsi constituée a besoin de nouveaux capitaux pour achever la construction de la ligne de chemin de fer, ou compléter son réseau, elle fera un emprunt en procédant de la même manière que pour les actions ; elle créera des titres et les offrira au public en échange d'une certaine somme d'argent, de trois cents francs par exemple : ces titres constituent ce qu'on appelle des *obligations*.

Il y a une immense différence entre l'*action* et l'*obligation*, et par conséquent entre le porteur d'*actions* et le porteur d'*obligations*. L'*actionnaire* est membre de la société financière, qui agit en son nom, tandis que l'*obligataire* est simplement créancier de cette même société. Aussi l'intérêt de l'*action* est illimité et dépend du succès de l'entreprise : on l'appelle *dividende* ; l'inté-

rêt de l'*obligation* est fixe au contraire, et il est toujours payé le premier, c'est-à-dire avant le dividende attribué à l'action, en sorte que les actionnaires ne peuvent rien toucher avant que les obligataires aient reçu intégralement l'intérêt qui leur est dû. Ces notions données, nous examinons les devoirs de conscience qui incombent soit à l'actionnaire, soit à l'obligataire.

N° I. Obligations morales de l'actionnaire.

L'actionnaire peut être considéré sous trois points de vue :

1^o *Comme propriétaire*. Comme tel, il est tenu, de par la prudence, à ne pas compromettre sa fortune et celle de sa famille dans des achats considérés d'actions douteuses ou certainement véreuses.

2^o *Comme négociant*. L'actionnaire est véritablement négociant ; il n'accomplira pas personnellement, il est vrai, tant qu'il demeurera *simple actionnaire*, toutes les opérations de négoce, d'industrie de banque, etc., qui se feront avec son argent. Mais ne nomme-t-il pas le gérant de la société, le conseil de surveillance, les administrateurs et les mandataires, qui choisiront eux-mêmes des directeurs ou des auxiliaires pour le fonctionnement de l'entreprise ? Le simple actionnaire ne fait-il pas souvent partie des assemblées de vérification et de surveillance, avec une ou plusieurs voix délibératives, avec le droit de choisir les commissaires qui examineront les comptes et au nombre desquels il sera peut-être lui-même ? Or, qu'est-ce que tout cela, sinon les préliminaires ou les corollaires d'une gestion financière, limitée, il est vrai, mais suffisante pour créer des devoirs et des responsabilités au for de la conscience ?

Or, comme *négociant*, « l'actionnaire est tenu, dit M. Didot, à remplir les obligations de sincérité, de droiture, de probité, qui doivent présider à toutes les opérations de commerce. Il est tenu d'éviter les concurrences déloyales aux sociétés analogues à la sienne, les entreprises plus ou moins ouvertement dirigées contre des œuvres, des institutions ou des gouvernements catholiques... Il est tenu de refuser son concours à des sociétés de démoralisation et de déchristianisation, soit par la mauvaise presse et l'imagerie scandaleuse, soit par la fabrication de produits ruineux pour l'âme et pour le corps des pauvres ou des barbares auxquels on prétend faire consommer ces horribles poisons. Il est tenu de s'éloigner des compagnies industrielles où les gros dividendes représentent avant tout la violation de la loi du dimanche, l'oppression scandaleuse des ouvriers par des patrons sans justice et sans cœur ; la dépravation systématique des mœurs populaires par les scandales voulus et calculés d'une industrie éhontée ; la séduction du public par une publicité mensongère ; l'exploitation des clients par des ventes à beaux deniers d'objets sans valeur. Il est tenu d'équilibrer, autant qu'il le peut, l'actif et le passif de la société ; d'empêcher les

¹ *Les opérations de Bourse*, p. 10.

spéculations malfaisantes qui dévorent l'argent des naïfs ; de verser, par conséquent, ce que la loi et les statuts sociaux l'obligent à payer pour le prix des actions souscrites. »

3^e *Comme mandant.* L'actionnaire est nécessairement le *coopérateur* de tous les membres et de tous les agents de la société ; il est nécessairement l'auteur, pour sa part, de ce qui se fait de conforme ou de contraire aux statuts, aux résolutions des assemblées, aux décisions des administrateurs, directeurs, commissaires, etc., qu'il nomme ou fait nommer, qu'il surveille ou qu'il doit surveiller, qu'il approuve enfin par ses votes, ses actes ou son silence.

De cette solidarité, de cette coopération, de ces mandats exprès ou tacites, résulte une grave responsabilité. Il doit choisir des mandataires capables, fidèles, consciencieux ; se rendre compte de leur conduite administrative, de leurs choix d'employés et d'agents, de leur gestion financière ; empêcher de tout son pouvoir les abus, les dilapidations, les injustices, les offenses à la loi divine ; exiger au besoin la révocation des mandataires incapables, infidèles, indéliçats. Empêcher le mal de tout son pouvoir, protester en votant, en parlant et au besoin en se retirant d'une société décidément mauvaise, tel est donc le devoir capital d'un actionnaire ; car le mal est plus facile à prévenir qu'à réparer. Quant aux moyens à employer, lorsqu'il est question de réprimer efficacement la violation des lois divines dans les entreprises financières, industrielles ou commerciales, assurément il faut s'inspirer d'un grand esprit de sagesse, de prudence et d'habileté. Il faut agir opportunément, doucement, patiemment. Toutefois les intérêts de Dieu méritent d'être soutenus avec autant d'énergie, pour le moins, que ceux d'un homme ou d'une société financière ¹.

C'est ici le lieu de se demander quelles sont les responsabilités de l'actionnaire, au point de vue de la conscience, quand la société est mise en faillite. D'après la loi civile, si les actions sont nominatives, tous les titulaires successifs sont tenus, les uns à défaut des autres, de faire les versements nécessaires pour la complète libération du titre. Evidemment c'est le titulaire actuel qui est le premier obligé. Si les actions sont au porteur, les souscripteurs primitifs sont tenus des derniers versements pendant deux ans à dater de la délibération de l'assemblée qui a décidé la mise au porteur. Ces prescriptions obligent-elles en conscience ? « Les prescriptions et les pénalités portées par la loi civile, dit M. Jules Didiot, étant évidemment sages et dans l'intérêt de tous, nul doute qu'elles ne soient obligatoires en conscience. Si donc la nécessité l'exige, l'actionnaire, même celui qui a rempli le plus régulièrement les charges résultant de son titre, est tenu de sacrifier, sans subterfuge et sans réserve, sa quote part de bénéfices et d'actions. Mais s'il a gravement négligé

ses devoirs, s'il a sciemment mal voté ou mal surveillé, s'il a été de connivence dans les malversations commises par les agents de la société, sa responsabilité morale peut s'étendre plus loin et l'obliger en conscience, indépendamment des sentences juridiques qui pourront intervenir, à réparer les dommages causés avec sa participation plus ou moins formelle. » M. Didiot admet cependant des circonstances atténuantes qui peuvent diminuer la responsabilité morale et l'obligation de restituer.

M. Deville pense que, au point de vue du droit naturel, les derniers acheteurs ou titulaires sont vraiment responsables, que les actions soient nominatives ou simplement au porteur. C'est à eux, en effet, qu'incombe l'obligation morale de répondre aux appels de fonds, que ces appels soient faits par la société elle-même ou par le syndic de la faillite, peu importe, puisqu'ils ont pris sur eux l'engagement implicite d'y satisfaire en achetant les actions. Les souscripteurs primitifs et les acheteurs intermédiaires ne seraient tenus *en conscience* à faire les versements qu'autant qu'il leur est absolument démontré que leurs cessionnaires sont insolvables ¹.

N^o II. Obligations morales de l'obligataire

Celui-ci n'est, on se le rappelle, qu'un prêteur, un bailleur de fonds, un loueur d'argent. Il n'a aucune influence sur la marche de la société financière, et son avis n'est demandé dans aucune circonstance. Aussi la loi civile le décharge de toute responsabilité. Il n'en est pas de même de la conscience. Elle le considère d'abord comme propriétaire et lui impose les règles de prudence qu'elle impose à l'actionnaire. Il est aussi *coopérateur*, non pas d'une manière aussi étendue que l'actionnaire, mais réellement toutefois, en tant qu'il fournit à la société par son argent, le moyen d'atteindre son but. Si donc le but de la société est mauvais, il encourt une responsabilité plus ou moins grande, suivant le nombre des obligations qu'il possède. Il est donc défendu à tout chrétien de prendre ou de garder des obligations dans des sociétés financières, industrielles ou commerciales dont le but est contraire, soit à l'équité naturelle, soit à la loi divine. Il y a là une véritable coopération au but mauvais que poursuit cette société. Mais là se borne la responsabilité. Si donc la société a un but louable ou du moins indifférent, l'obligataire n'a aucun devoir par rapport à la manière dont sont gérés ses intérêts, parce qu'il n'a aucune influence sur l'administration. Si la société vient à se dissoudre, comme créancier, il peut exiger le remboursement total ou partiel de ses obligations, comme peut le faire tout créancier dans une liquidation quelconque.

(A suivre)

¹ M. Deville, p. 100.

IMPRIMATUR

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

¹ M. Jules Didiot.

duction sur le progrès des études archéologiques ;
2° l'usage des *fac-simile* dans l'archéologie musicale depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours ;
3° les traités de musique et les manuscrits notés ;
leur importance respective au point de vue de la restauration archéologique du chant ; 4° état actuel des esprits en face des questions relatives à la musique grégorienne ; 5° la philologie musicale ;
6° la paléographie musicale ; 7° plan et exécution.

Chacun de ces sujets est magistralement traité. Quiconque a lu les *Mémoires grégoriennes* de Dom J. Pothier connaît l'étendue de ses connaissances, la sûreté de ses jugements, la sagacité de ses analyses. Nous voudrions pouvoir reproduire toute cette introduction pour la satisfaction de ceux de nos lecteurs qui, amateurs de chant ecclésiastique, ne pourront se procurer la *Paléographie musicale*. Nous allons du moins donner des extraits du dernier article.

« L'ensemble de notre collection telle que nous avons dessein de la mettre au jour, se composera des principaux représentants des familles de manuscrits neumatiques, neumes à accents combinés, latins, gothiques, italiens ; neumes avec signes romaniens ; neumes à points superposés ; notation bilingue, c'est-à-dire neumatique et alphabétique en même temps ; notation guidonienne ou neumes sur lignes.

« Notre choix portera avant tout sur les responsoriaux, graduels et antiphonaires grégoriens, les plus anciens et les plus purs, et, parmi eux, sur les manuscrits romaniens de l'école de Saint-Gall, et sur tous ceux qui renferment des particularités de notation propres à nous renseigner sur le rythme, ce point capital de la restauration archéologique.

« Parmi les pièces contenues dans ces monuments anciens, plusieurs ont cessé d'être en usage dans la liturgie romaine. C'est ainsi, par exemple, que les offertoires, sauf à la messe des morts, ont perdu leurs versets. Ces parties disparues n'en sont ni moins grégoriennes ni moins belles de style, ni moins intéressantes pour le musicien et l'archéologue. Nous n'aurons garde de les omettre.

« Certaines compositions, comme les hymnes, les proses, les tropes, les séquences et autres pièces, sont postérieures à l'époque grégorienne ; sans être toujours d'une inspiration aussi délicate et aussi parfaite que le grégorien pur, elles demandent néanmoins à être connues et étudiées : nous aurons soin de les recueillir...

« Une étude placée en tête de chaque monument en indiquera brièvement les particularités remarquables aux points de vue paléographique, musical et liturgique, et donnera les notions les plus élémentaires pour initier tous les lecteurs au déchiffrement des neumes.

« Notre publication est destinée à tous les amateurs de chant liturgique, en dehors de toute préoccupation de parti. Loin de vouloir fournir de nouveaux éléments à la polémique, nous apportons pacifiquement à tous des éléments pour tra-

vailler, des moyens pour étudier les questions avec pièces en main, pour comparer documents à documents, et tirer de ces rapprochements la lumière et la certitude que chacun d'eux pris isolément ne suffit pas à donner. Afin de conserver à notre œuvre ce caractère, nous voulons être aussi sobres que possible de réflexions personnelles, laissant les monuments eux-mêmes se servir mutuellement de traduction et de commentaire...

« C'est à l'Eglise catholique, et plus spécialement aux Pontifes romains, personne ne doit l'oublier, que la science et l'art sont redevables de cette langue musicale liturgique. Inspiratrice et gardienne fidèle du beau, comme elle l'est du vrai et du bien, la sainte Eglise a créé cette langue harmonieuse dont les accents comme spontanés et le rythme souple et naturel aident et obéissent à la fois si merveilleusement aux sentiments de l'âme qui prie en chantant et chante en priant.

« Faire connaître et goûter le chant de l'Eglise, c'est donc travailler à la gloire de l'Eglise elle-même. C'est pourquoi, tournant nos regards vers son chef bien-aimé, nous l'avons prié de bénir notre œuvre et d'en accepter l'hommage. Nos humbles désirs et les témoignages de notre filiale vénération, présentés à Sa Sainteté par l'Eminentissime Bibliothécaire de la sainte Eglise romaine ont été paternellement agréés. Sous de tels auspices nous avancerons avec confiance, soutenus aussi par les encouragements que nous avons reçus des personnages les plus éminents en dignité et en savoir, comme par les adhésions et les conseils qui nous venus de tous côtés ; appuyés d'autre part sur un concours dont la liste de nos premiers souscripteurs rend témoignage, et sur une bienveillance pour laquelle nous voudrions pouvoir exprimer personnellement à tous et à chacun notre vive reconnaissance. »

C'est donc, ajouterons-nous pour conclure, une œuvre de toutes manières aussi solide qu'elle est utile et importante.

F. P.



GRILLAGES

R. GARIEL 2^{ter}, Quai de la Mégisserie

CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.

RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^{fr} 50

Châssis de Couche depuis 7 fr.

Envoi franco du Catalogue

IMPRIMERIE
MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MÉNAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERIS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS
POUR
Pigeons, Poules et Faisans
N° 4 5 6 7
3^f 4^f 5^f 5^f 50
R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS
Envoi de l'Album sur demande.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les

frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé **BUATHIER**

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 27

PRÉDICATION : Pour le cinquième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : On permet de prélever les honoraires de la prédication du carême sur les aumônes pour les défunts et d'exiger une contribution pour les Saintes-Huiles.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Doit-on exposer le Saint-Sacrement sur le thabor, sur le tabernacle ou sur l'autel ? Peut-on bénir les scapulaires en l'absence des récipiendaires ? — Peut-on conserver l'usage de renvoyer au dimanche la solennité de sainte Madeleine titulaire d'église ? — Peut-on fixer au mur les chandeliers de l'autel pour la messe ? — Doit-on dire *Dominus vobiscum* après l'antienne *Hæc dies* aux Petites Heures ? — Peut-on employer un laïque ou un minoré pour faire office de sous-diacre ? — Est-il nécessaire que la messe soit chantée le samedi saint ? — Le vendredi saint, faut-il des chandeliers de bois et des cierges jaunes ? — Peut-on, le samedi saint, aller chercher le ciboire après la messe avec les ornements de la messe ? — Peut-on après le chemin de croix bénir les fidèles avec la croix ? — A quel moment doit se faire l'exposition pour les Quarante-Heures ? Peut-on donner la sainte communion à la messe devant le Saint-Sacrement exposé ? L'orgue peut-il remplacer le Graduel et l'*Alleluia* ? Peut-

on avoir pour la messe chantée un cérémoniaire laïque ? — Où se place à la procession la bannière de la paroisse ? — Y a-t-il un règlement qui oblige les autorités civiles à assister à la réception de l'évêque ? — Peut-on s'engager par vœu à rester en purgatoire plus longtemps pour que plusieurs âmes soient délivrées ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : La veuve usufruitière est-elle tenue d'une part des frais funéraires ? — Le préfet peut-il exiger du trésorier de la fabrique les pièces justificatives de ses comptes ? Le chien du vicaire doit-il être coté comme chien de luxe ? — La municipalité peut-elle faire passer une rue sur le jardin du presbytère ? La commune doit-elle une indemnité ? doit-elle clore le reste du jardin ? — Peut-on faire une donation à une desservance comme à une fabrique ? — Une directrice d'école libre peut-elle se faire suppléer par une institutrice brevetée ? Lorsqu'une autre directrice lui succède, celle-ci peut-elle, en faisant les déclarations nécessaires, demander de pouvoir ouvrir un cours d'adultes ? — Un notaire membre ou parent d'un membre du conseil de fabrique peut-il passer les actes de la fabrique ? — Où trouver l'*Exposition des maximes et des règles*, etc., de Portalis ?

VARIÉTÉS : Les opérations de bourse devant la conscience (suite).

COURRIER DES LIVRES

PALÉOGRAPHIE MUSICALE. Fac-similés photographiques des principaux manuscrits du chant grégorien, ambrosien, mozarabe, gallican, publiés par les *Bénédictins de l'abbaye de Solesmes*. Solesmes, imprimerie Saint-Pierre, 1889.

2^e ARTICLE

Le premier monument reproduit en *fac-similé* est le célèbre antiphonaire de Saint-Gall, qui contient tous les chants de la messe. Il commence avec le premier dimanche de l'Avent et se poursuit selon l'ordre du temps jusqu'à la fin du cycle liturgique, en y mêlant les fêtes des saints. La division du Propre du temps et du Propre des Saints dans les livres liturgiques ne s'est introduite que plus tard.

Ce Graduel de Saint-Gall est fort ancien. Il est du x^e siècle. Il remonte par conséquent à une époque très voisine du séjour de Romanus, l'un des chantres envoyés de Rome, à la demande de Charlemagne pour former en deçà des Alpes des écoles de chantres où l'on apprit exactement le chant romain. Charlemagne avait compris qu'une réforme de chant devait se faire en remontant à la source même : c'est au Pape, à l'Eglise romaine, aux chantres romains, que sur l'avis du Pape lui-même il demande la vraie et pure tradition grégorienne : *Revertimini ad fontes gregorianos*. Romanus, l'un des deux chantres, donnés à Charlemagne, et l'on doit penser que c'était un maître parmi les plus habiles, muni d'un exemplaire, qui fût certainement révisé, collationné, authentiqué par l'école de Rome, apporta dans les Gaules et la Germanie et les mélodies grégoriennes authentiques et

la manière authentique de les exécuter. Aux signes neumatiques qui exprimaient les mélodies, il ajouta du sien quelques signes et quelques lettres destinés à aider la mémoire des chantres et à fixer pour eux les nuances d'interprétation que son enseignement oral leur avait apprises. Ainsi nous avons dans le Graduel de Saint-Gall et la notation authentique du chant grégorien au ^xe siècle, qui ne pouvait être que celle de saint Grégoire conservée avec tant de soin dans l'Eglise romaine, et les signes qui nous révèlent l'interprétation traditionnelle des mélodies grégoriennes.

Dans l'état de décadence ou l'ignorance des siècles qui nous précèdent a fait tomber le chant ecclésiastique, nous avons grand besoin de faire comme Charlemagne, de retourner à la vraie source grégorienne. La corruption avérée et aussi authentique que possible, de nos éditions modernes de chant nous fait une nécessité de remonter aux anciens monuments du chant grégorien, L'oubli, la méconnaissance complète de la vraie interprétation des mélodies grégoriennes nous fait un devoir de recueillir toutes les indications que peuvent nous fournir les documents où se trouve consignée l'antique tradition de saint Grégoire. Rien à ce double point de vue de plus important que le Graduel de Saint-Gall. Nous y trouvons et les notes romaines qui nous donnent le corps de la mélodie, et les signes romaniens qui nous fixent presque entièrement sur les nuances d'exécution.

Mais, nous dira-t-on, comment la lumière sortira-t-elle de cet indéchiffrable grimoire ? Imaginez des séries plus ou moins longues de signes cabalistiques formant au-dessus du texte des lignes irrégulières très chargées, parfois doublées, des points, des bâtons, des semblants de lettres mal formées, une sténographie informe et monotone, des vrais hiéroglyphes.

Nous répondrons que ces hiéroglyphes ont été déchiffrés, que ces signes sont très précis et que l'intelligence que nous en avons ne laisse aucun doute sur leur signification. Leur forme seule indique le nombre, la nature, la place respective des notes, leur groupement rythmique, quels sons doivent être unis, quelques sons doivent être séparés, où commencent et finissent les mots mélodiques, quelles syllabes les composent, et pour pousser notre énumération jusqu'au bout, quelles lettres musicales forment chaque syllabe. Quelques minutes d'étude attentive, à l'aide d'un tableau des signes, d'un alphabet, suffisent au premier venu pour reconnaître toutes ces indications. Une seule chose manquait à la notation neumatique pour suffire à tout par elle-même : c'était de présenter aux yeux la grandeur des intervalles : un signe spécial sert à noter le groupe de deux notes ascendantes ; ce signe sert pour tous les groupes de cette nature quelle que soit l'étendue de l'intervalle : seconde, ut-ré ; tierce, ut-mi ; quarte, ut-fa ; quinte, ut-sol. Ces intervalles s'apprenaient par cœur ; on mettait dix ans à former un chantre. C'était long, sans doute, mais c'était sûr. La mémoire et la lon-

gue habitude ôtaient aux chantres toute hésitation. Le contrôle perpétuellement exercé de la *schola cantorum* empêchait l'introduction de quelque variante que ce fût. Croira-t-on que cette tradition orale, soutenue de la notation neumatique, conserva pendant de longs siècles les mélodies grégoriennes plus exactement que ne fit plus tard une notation plus parfaite et qui ne laissait vraiment rien à désirer ?

Ce n'est pas qu'on ne cherchât déjà à compléter la notation neumatique en comblant la lacune que nous venons de signaler. On se servit à cette fin des lettres de l'alphabet dont chacune répond à un son de l'échelle vocale. De là ce que l'on appelle la notation *bilingue*, c'est-à-dire la notation qui nous offre à la fois la forme et la découpeure des mélodies dans les neumes, et les intonations dans une ligne de lettres surajoutées.

Mais on trouva mieux : ce fut de tracer des lignes qui correspondraient invariablement aux mêmes sons et de placer sur ces lignes les neumes anciens en ayant soin de conduire leurs lignes jusqu'à la hauteur précise qui répondait au son à émettre. Pour que nul doute ne fût possible, on indiqua par une lettre, qui devenait une clef, le son représenté par la ligne. Chacune des sept premières lettres de l'alphabet était ainsi la clef d'une corde vocale. On se contenta d'abord de deux lignes, celle de l'*ut*, dont la lettre ou clef est C, et celle du *fa*, dont la lettre ou clef est F. On en traça ensuite quatre avec leurs lettres ou clefs respectives : A, *la* ; B, *si* ; C, *ut* ; D, *re* ; E, *mi* ; F, *fa* ; G, *sol*. Mais on remarqua bientôt qu'une seule clef suffisait à chaque tête de ligne, les autres cordes étant parfaitement déterminées dès lors que l'une d'elles était fixée. Ainsi on eut la portée, cette merveilleuse invention qui simplifia étonnamment l'étude du chant, surtout lorsque Guy d'Arezzo eut inventé les noms très commodes qu'il donna aux notes de la gamme. Les neumes restèrent, mais ne présentèrent plus aucune imperfection.

Avec la notation ainsi complétée, les neumes demeurèrent donnant sur les mélodies les mêmes indications qu'auparavant et recevant de leur position sur la portée ce qui leur manquait pour ne rien laisser à désirer. Après cela, la notation du chant ecclésiastique ne fit plus aucun progrès fondamental. Les figures devinrent plus géométriques. Les notes prirent la forme du carré, du rhombe, du losange, les queues devinrent verticales, mais en conservant la place que leur assignait leur origine neumatique. Et il en fut ainsi jusqu'au jour où l'oubli des traditions cantorales amena les copistes et les imprimeurs à confondre les groupes dans la notation comme on les confondait en égalisant les notes dans l'exécution.

Mais avant cette corruption de l'interprétation et de la notation, cinq siècles de tradition toujours vivante avaient conservé l'intégrité primitive des mélodies. Ce qui l'atteste mieux que toute conjec-

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE CINQUIÈME DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(Matth., v, 10-24.)

C'était vers la fin de la première année de sa vie publique. Notre-Seigneur se trouvait en Galilée, non loin de Capharnaüm, sa résidence habituelle. Il venait, par un choix définitif, de désigner les douze apôtres à qui il devait plus tard confier le soin de prêcher l'évangile aux nations et de diriger l'Eglise naissante. Comme il descendait de la montagne, il s'aperçut que la foule accourue pour l'entendre était particulièrement nombreuse ce jour-là. N'étant donc arrêté sur une colline, il s'assit au milieu de ses disciples et, dans un exposé lumineux et complet, il développa les vérités et les réceptes qui devaient faire le fond de la religion nouvelle.

C'est à ce discours du Sauveur, connu sous le nom de « Sermon sur la Montagne », qu'est emprunté l'Evangile de ce jour. La supériorité de la justice chrétienne y est affirmée et le cinquième commandement de Dieu y reçoit sa vraie et authentique interprétation.

I

L'accusation la plus commune formulée contre le Sauveur par ses ennemis, consistait à le représenter comme un violateur et un contempteur de la loi. C'est pourquoi Notre-Seigneur tient à protester ici solennellement en face de tout le peuple rassemblé : « Non, s'écrie-t-il, je ne suis pas venu pour détruire la loi, mais pour en procurer le parfait accomplissement : *Non veni solvere legem, sed adimplere.* » Il part de là pour montrer comment il faut entendre chacun des préceptes de cette loi dénaturée par les scribes et les pharisiens. Mais, avant d'entrer dans le détail, il pose en principe cette maxime, comme une sorte de défi à ses adversaires et comme la base de tout son enseignement : « En vérité, je vous le dis, si votre justice n'est pas plus grande que celle des scribes et des pharisiens, vous n'entrerez pas dans le royaume des cieux. »

Les scribes passaient pour connaître le plus parfaitement la loi de Dieu, occupés qu'ils étaient sans cesse à transcrire le texte de cette loi, à en approfondir le sens afin de pouvoir l'expliquer au peuple. De leur côté, les pharisiens formaient une secte à part dans la nation, se distinguant par le soin attentif et scrupuleux qu'ils apportaient à l'observation des moindres préceptes. Les scribes étaient les plus instruits d'entre les Juifs, les pharisiens étaient les plus pieux, les plus zélés, les plus exemplaires. Les Juifs avaient une grande estime des uns et des autres, admiraient la sainteté de leur vie, et ne croyant pas possible de pousser plus loin la perfection ici-bas, ils s'estimaient heureux de marcher, même de loin, sur les traces de ces hommes. L'interprétation donnée par eux de

la loi était tenue pour aussi sacrée et obligatoire que la loi elle-même.

Mais voici que Notre-Seigneur, sans même faire allusion aux vices de leur conduite, ne craint pas d'affirmer que cette justice des scribes et des pharisiens, c'est-à-dire l'ensemble des vertus pratiquées par eux, ne saurait désormais suffire pour mériter le ciel. L'évangile ne marque pas que les auditeurs de Jésus aient été étonnés et troublés de cette révélation. Les commentaires que le Sauveur fit de cette doctrine, suffirent à les convaincre en même temps qu'ils entraînèrent leur assentiment et leur admiration.

En est-il ainsi de nous. M. F., et la maxime du Sauveur que je viens de vous rappeler, est-elle la règle de nos jugements et de notre conduite ? Hélas ! combien de chrétiens de nos jours, sont inférieurs même aux Juifs sous ce rapport ! Combien qui regardent la vertu des pieux fidèles comme exagérée, superflue et nullement imitable, qui ne visent qu'à une honnêteté purement naturelle et qui s'imaginent avoir assez fait s'ils ont évité certains actes plus déshonorants, certains désordres plus scandaleux et plus criants. Est-il étonnant que le sens moral s'obscurcisse dans ces âmes, que l'horreur du vice finisse par s'émousser, et que l'on ne rencontre plus que peu d'hommes résolus, coûte que coûte, à éviter tout mal, à accomplir tout bien prescrit par la loi de Dieu ? Il importe que ces chrétiens faibles et relâchés entendent le terrible reproche que leur adresse aujourd'hui le divin Maître lui-même. Non, leur justice, non, leur honnêteté n'est pas suffisante. Ils n'aspirent tout au plus qu'à être des païens passables. En vérité, ils oublient qu'ils ont été élevés à une dignité plus haute, qu'ils sont chrétiens et que leur baptême leur impose des obligations plus étroites, une morale plus élevée que celle des infidèles, et même une sainteté plus grande que n'était celle des scribes et des pharisiens. « *Nisi abundaverit iustitia vestra plus quam scribarum et pharisæorum, non intrabitis in regnum cælorum.* »

II

Il fallait montrer comme ces observateurs, réputés parfaits, de la loi de Dieu, étaient éloignés d'en avoir la vraie intelligence et d'en faire l'entière et juste application. Notre-Seigneur va donc prendre chacun des plus importants préceptes, en donner le sens reçu jusqu'alors et celui plus étendu qu'on devra leur attribuer désormais. Dans l'évangile d'aujourd'hui, l'Eglise ne nous remet devant les yeux que les enseignements relatifs au cinquième précepte. Notre-Seigneur y déclare deux choses : premièrement, que ce n'est pas seulement l'homicide qui est défendu par ce commandement, mais encore la haine, la colère, les injures, en un mot tout ce qui peut porter atteinte à la charité ; deuxièmement, que c'est pour nous une obligation grave de nous réconcilier au plus tôt avec notre prochain, lorsque nous l'avons offensé de quelque manière.

« Vous savez qu'il a été dit aux anciens : Vous ne tuerez pas, et quiconque commettra ce crime, sera traduit en justice et condamné. » Tel est le texte littéral de la loi. Les Juifs, grâce à une large et indulgente interprétation, avaient pu en conclure que l'homicide seul était criminel et méritait châtiment. « Or, continue le Sauveur, moi je vous le dis : Quiconque se met en colère contre son frère mérite le même jugement que l'homicide, Mais celui qui manifeste cette haine par une parole, un geste de mépris ou d'indignation, qui dit à son frère *racca*, est passible d'être déferé à un tribunal supérieur, à celui du « Conseil ». Enfin celui qui à la colère ajoute l'injure et l'outrage, et traite son père de fou, celui-là est digne du châtiment suprême, c'est-à-dire du supplice du feu.

Notre-Seigneur se sert à dessein de cette vive et expressive comparaison des tribunaux humains, pour mieux faire comprendre aux Juifs les divers degrés de malice que peuvent revêtir les péchés contraires à la charité envers le prochain. Pourquoi cela, M. F. ? C'est que, dit saint Jean Chrysostôme commentant ce passage de saint Mathieu, « il n'y a rien que Jésus-Christ estime tant que la charité. Elle est la mère de tous les biens ; la marque des disciples de Jésus-Christ, et la gardienne de toutes les vertus. C'est donc avec raison que Jésus-Christ retrace toutes les inimitiés, en arrache jusqu'aux moindres racines, et sèche ces sources empoisonnées, qui corrompent et étouffent la charité. Ne vous imaginez pas qu'il y ait de l'hyperbole et de l'exagération dans ces préceptes ; comprenez les grands biens qu'ils produisent, et admirez-en la sagesse et la bonté. Dieu ne désire rien avec tant d'ardeur que de nous unir tous ensemble par le lien de la charité. C'est pour ce sujet, et que par lui-même et que par ses disciples il nous recommande si souvent cette vertu et qu'il ne punit rien avec plus de sévérité que les violations dont elle est l'objet. »

Les fidèles de la primitive Eglise eurent à cœur d'accomplir à la lettre les recommandations du Sauveur. Vous savez quelle admirable union régnait parmi eux et quelle influence eut le spectacle de leur charité sur la conversion des infidèles. Ah ! qui fera revivre parmi nous ces heureux temps ! A mesure en effet, que la foi s'affaiblit et que les hommes s'affranchissent davantage du joug salutaire de la religion, il est évident que la vraie charité tend de plus en plus à disparaître de notre société. Quand vit-on jamais plus d'inimitiés et de discordes entre les membres d'une même famille, d'une même cité, d'un même Etat ! Tout ce que la langue humaine renferme de termes injurieux, blessants, déshonorants, ne suffit pas à traduire tant de haines, et chaque jour la passion s'ingénue à en inventer de nouveaux. Nous avons ainsi la preuve que de vaines déclamations sont radicalement impuissantes à établir la fraternité entre les hommes, que la paix sociale est un don du ciel et la conséquence de l'accomplissement fidèle et intégral de la loi de Dieu.

Efforçons-nous donc de faire notre profit des graves enseignements que nous rappelle notre évangile.

Réprouvons et maudissons l'erreur et le vice, nous n'avons que trop d'occasions de le faire, mais dans notre cœur, dans nos paroles, dans toute notre conduite, efforçons-nous de conserver la paix, la charité envers les personnes. C'est notre devoir de chrétiens ; ajoutons que c'est le plus sûr moyen d'assurer le triomphe de la cause que nous défendons.

III

Toutefois, M. F., ce n'est point assez de ne conserver aucun sentiment d'animosité contre notre prochain. Notre-Seigneur exige davantage de ses disciples. Ecoutez ce qu'il ajoute après avoir formellement condamné toute pensée, toute parole de haine et de mépris : « Si, présentant votre offrande à l'autel, vous vous souvenez que votre frère a quelque chose contre vous, laissez là votre offrande devant l'autel ; allez auparavant vous réconcilier avec votre frère : vous reviendrez ensuite offrir votre don. » Ici encore Notre-Seigneur fait allusion à ce qui s'observait chez les Juifs touchant les sacrifices en usage dans le temple de Jérusalem : Chacun apportait sa victime ou le présent qu'il voulait offrir à Dieu et les remettait entre les mains du prêtre chargé d'accomplir les rites sacrés. Mais il est facile d'entendre les paroles du Sauveur au sens de la loi nouvelle. Si nous n'offrons pas nous-mêmes le sacrifice auguste de nos autels, nous y prenons tous part et par notre présence et par nos prières, et plus spécialement encore par la sainte communion. Que faut-il pour que cette participation soit agréable à Dieu, méritoire pour nous ? C'est que nous commencions par examiner si nous avons la paix avec tout le monde.

Nous arrive-t-il de découvrir qu'un seul de nos frères peut avoir quelque sujet de plainte et de ressentiment à notre endroit, empressons-nous de faire ce qui dépend de nous pour détruire cette fâcheuse impression. Alors nous pourrons, avec confiance, nous présenter devant Dieu, implorer notre propre pardon et les grâces qui nous sont nécessaires.

Sans doute, la nature frémit parfois, elle se révolte, lorsqu'on lui demande telle démarche, tel bon procédé, telle parole agréable, comme condition de paix et de réconciliation. Il n'est rien qui lui soit plus à charge, rien qui lui coûte davantage. Aussi le monde n'a garde de conseiller ces soumissions et ces sacrifices souvent héroïques, qu'il considère plutôt indignes d'une âme fière et élevée. Seul Notre-Seigneur avait autorité pour nous dire jusqu'où s'étend sous ce rapport notre devoir. Mais après le commandement exprès qu'il nous fait, nous ne pouvons plus avoir de doute. Notre charité ne sera parfaite qu'autant que nous saurons, s'il est nécessaire, nous réconcilier sincèrement avec nos frères et que tous nos efforts tendront à ne laisser jamais subsister entre eux et

nous la moindre prévention, la moindre trace de ressentiment et de haine.

Ce que Notre-Seigneur a fait pour le commandement de la charité, il l'a réalisé pour d'autres dont la pratique parfaite n'est pas moins pénible et difficile à la nature. Partout sa parole a porté de lumineuses clartés, éclairé tous les doutes, renversé tous les obstacles. Mais Jésus-Christ ne s'est pas contenté de nous tracer la voie, il a voulu nous y précéder lui-même et, par son propre exemple, nous inviter à embrasser généreusement la pratique de la loi de Dieu. Il veut bien encore aller plus loin, en nous offrant sans cesse le secours tout puissant de sa grâce pour aider notre bonne volonté. Montrons-nous reconnaissants pour tant de bienfaits, et que notre gratitude se traduise surtout par la perfection de notre justice, et la sainteté de notre vie. Pour cela, ayons sans cesse présente à la pensée la parole du divin Maître, par laquelle commence notre évangile : « Si votre justice n'est pas plus parfaite que celle des scribes et des pharisiens, vous n'entrerez pas dans le royaume des Cieux : *Nisi abundaverit iustitia vestra plus quam scribarum et pharisæorum, non intrabitis in regnum cælorum.* »

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

La coutume s'était établie de temps immémorial, dans les églises cathédrale et paroissiales du diocèse de Feltre, de prélever sur les offrandes faites le 4^e dimanche de carême pour les défunts de quoi rémunérer les prédicateurs du carême. Une autre d'exiger des curés une contribution d'une livre pour les saintes huiles.

La S. C. trouve bon de tolérer ces deux coutumes, malgré ce qu'elles ont d'anormal.

BELLUNEN.

CONSUETUDINUM

Die 28 aprilis. 1888.

Sess. 22 decret. De observ. et evit. in celeb. miss. Sess. 24 Cap. 14 de reform.

COMPENDIUM FACTI. Bellunensis Episcopus S. C. Concilii avidit enarrans, quod in Cathedrali feltrien. ; et in nonnullis aliis ecclesiis parochialibus illius Diocesis a tempore, quod dicunt immemorabile, mos est, ut stipendium quod datur concionatori quadragesimali perficiatur, prælevando determinatam summam ab eleemosynis et oblationibus, quæ in dominica quarta quadragesimæ in defunctorum suffragium colliguntur.

Quod expensæ pro acquirendo oleo, quod in Cæna Domini benedicuntur, pro Cathedrali feltrien. mensa episcopali, pro Cathedrali vero bellunen. in vim antiquissimæ consuetudinis, a duobus parochis urbanis sustententur.

Verumtamen in vim consuetudinis pariter antiquissimæ, in utraque Diocesi parœciæ et curatiæ

foraneæ, actu quo olea benedicta recipiunt, libellam unam solvunt : quæ summa in Diocesi feltrien. cathedralis custodi tribuitur, qui olea distribuit ; in Diocesi vero bellunen. prædictis parochis urbanis datur, qui, solutis expensis pro procurando oleo occurrentibus, et data compensatione cathedralis custodi, qui pariter olea distribuit, id quod superest sibi retinent.

Hisce expositis, Episcopus imploravit, ut quatenus opus esset, S. C. C. declararet utramque consuetudinem manuteneri posse.

Hujusmodi precibus acceptis rescriptum fuit, ut Episcopus rem ageret cum Rmo Patriarcha Venetiarum.

Quod statim effecit Episcopus, sed absque effectu : siquidem Emus Patriarcha respondit, consuetudinem circa modum complendi stipendium prædicatoris tolerari non posse, nisi constet de offerentium consensu ; alteram vero, circa oblationes factas cum distribuuntur olea benedicta, retineri quidem posse respectu custodum, cum pro eis adsit aliquis labor, minime vero respectu duorum parochorum, cum ipsi nullum perferant laborem, et quoad expensas quas subeunt, pro emendis oleis, præsumendum sit, quod olim eorum beneficiis aliquid in compensationem annexum fuerit.

Habito mox citato Patriarchæ responso, Ordinarius Bellunensis iterum ad S. C. C. confugit summam repetens, quæ in primo libello exposuerat et simul declarans quoad primum quæsitum, quod pro libellis 33, quæ prælevantur favore prædicatoris, huic onus incumbit duas missas celebrandi : quo vero ad secundum quæsitum, parochorum urbanorum Bellunensibus beneficiis nihil unquam annexum fuerat pro onere, quod ipsis incumbit, emendi et distribuendi oleum benedicendum.

Hisce præhabitis Episcopus iterum petiit, ut S. C. C. hujusmodi consuetudines ratas haberet, vel sin minus sanatoriam quoad præteritum indulgeret.

DUBIA

I. *An sustineri possit consuetudo assignandi, favore sacri concionatoris, partem eleemosynarum in suffragium defunctorum collectarum in casu.*

II. *An consuetudo exigendi unius libellæ oblationem, pro sacris oleis tribuendis, sustineri possit in casu. Et quatenus negative ad utrumque vel ad alterutrum,*

III. *An et quando concedenda sit absolutio pro præterito in casu.*

RESOLUTIO. S. C. Concilii re discussa sub die 28 Aprilis 1888 respondere censuit : Ad 1^m et 2^m tolerari posse. Ad 3^m provisum.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^e Dans les saluts ordinaires du Saint-Sacrement peut-on mettre l'ostensoir sur ce que l'on appelle vulgairement *thabor*? et si ce n'est pas permis, est-on obligé de le placer sur l'exposition qui est au-dessus du tabernacle, ou bien suffit-il de le déposer sur l'autel en étendant dessous un simple corporal?

2^e Quand on donne le scapulaire à un certain nombre de personnes (une cinquantaine d'élèves par exemple), peut-on pour plus de commodité bénir d'abord tous les scapulaires en l'absence des récipiendaires et puis les leur imposer?

R. — Ad I. En France, les pratiques varient selon les diocèses, et quelquefois selon les églises. En certains lieux, on met l'ostensoir sur le trône de l'exposition. En d'autres, on le met sur un thabor placé lui-même sur l'autel. En d'autres on le met simplement sur un corporal placé au milieu de l'autel.

Les deux dernières pratiques sont diversement jugées. Mais comme elles n'ont pas été condamnées par le Saint-Siège, nous ne pouvons pas non plus les repousser.

Ad II. Oui on peut bénir les scapulaires en l'absence des récipiendaires, et ensuite le leur imposer, car aucun décret n'exige la présence des personnes qui le reçoivent.

Mais il importe de se rappeler que l'imposition des scapulaires ne peut être faite que par le prêtre même qui les a bénis. Ce point a été décidé en 1872:

« ...Ceterum in impositionibus in futurum peragendis, ab eodem sacerdote scapularia imponantur, a quo ipsa Scapularia benedicuntur. » (S. Congreg. Indulg. 16 juin 1872.)

Q. — Dans ma paroisse, nous célébrons la solennité de sainte Marie-Madeleine, titulaire de notre église, le dimanche qui suit son incidence, et cependant ce n'est pas la patronne du pays. Notre vraie patronne est la Sainte-Vierge sous le titre de Sa Nativité, 8 septembre. Pouvons-nous continuer notre usage, qui est fort ancien? Notre population tient beaucoup à la solennité de Sainte-Madeleine.

R. — Nous vous engageons à continuer votre pratique jusqu'à ce que vous ayez pu régulariser votre situation.

Voici les raisons de notre réponse:

1^e Le clergé de France s'est trompé dans l'interprétation de l'instruction du cardinal Caprara, mais il s'est trompé en toute bonne foi, parce que le terme employé par le cardinal pouvait donner lieu à l'équivoque.

De quel terme, en effet, s'est servi l'Eminentissime cardinal? du mot *parœcia*:

« Officia Epiphaniæ Domini, SS. Corporis Christi, SS. Apostolorum Petri et Pauli, et SS. Patronorum cujuslibet diocesis et *parœciæ* recitanda erunt a clero tam privatim quam publice in Ecclesiis, et Missa de eisdem festis dicenda in proprio suo die. » (Réponse du cardinal-légat à M. Forgeur, vicaire-général de Malines, en date du 21 juin 1804.)

Or, ce mot de paroisse s'entend plutôt, dans le langage usuel, d'une église avec ses fidèles que d'un village ou d'une ville avec ses habitants.

Voilà pourquoi la plupart des églises de France transfèrent au dimanche suivant, la solennité des titulaires d'églises, aussi bien que celle des patrons de villages ou de villes.

2^e Cette coutume ne semblait pas mauvaise puisqu'elle a pour but d'honorer les titulaires d'églises avec une plus grande solennité, et d'exciter la dévotion des fidèles envers ces saints.

3^e Elle paraît aux habitants, et il ne serait généralement pas possible de la détruire sans que les fidèles en fussent contristés, et que la religion n'en souffrit quelque détriment.

4^e Enfin, parce que le Saint-Siège a autorisé l'archidiocèse de Cambrai, sur la demande de son archevêque Mgr Duquesnay, à conserver sa coutume:

« Ex interpretatione minus recta Decreti Cardinalis Caprara Legati a latere, invaluit usus ut in unaquaque parœcia solemnitas Titularis insequenti Dominica celebretur. Pro gratia petitur ut hujusmodi usus in posterum servari possit, utpote qui fidelium devotionem erga Sanctos Titulares foveat nec sine perturbatione deleatur. »

La sacrée Congrégation répondit: « *Pro gratia.* » (12 février 1884.)

Or, il est bien permis de penser que le Saint-Siège accordera la même faveur, à tous les évêques de France qui la solliciteraient, puisque tous sont dans le même cas que Mgr l'archevêque de Cambrai.

Q. — Peut-on fixer au mur attenant à l'autel des chandeliers qui serviront à la messe basse? Faut-il que les chandeliers soient sur l'autel ou fixés à l'autel lui-même?

R. — Non, on ne peut pas fixer au mur attenant à l'autel des chandeliers qui serviraient à la messe basse, parce que cette pratique est contraire 1^o aux rubriques du Missel, 2^o à un décret de la sacrée Congrégation des Rites.

1^o La rubrique du Missel demande que la croix soit placée au milieu de l'autel, et que les chandeliers soient de chaque côté de cette croix:

« Super altare collocetur crux in medio, et candelabra saltem duo cum candelis accensis hinc et inde in utroque ejus latere. » (Rubricæ gener. Missal. Tit. xx).

2^o Cette rubrique a été confirmée en 1865 par une décision de la sacrée Congrégation des Rites sur la demande de Mgr Regnier, archevêque de Cambrai. L'illustre prélat demandait deux choses: D'abord, est-il absolument requis de placer les chandeliers sur l'autel. Ensuite peut-on tolérer l'usage ancien d'attacher les chandeliers à un mur qui touche presque l'autel:

« Requiriturne absolute, ut super altare collocentur candelabra ad missam celebrandam? Et potestne tolerari usus antiquus pro missa privata duorum candelaborum hinc et hinc parieti altare fere tangenti infixorum? »

La sacrée Congrégation répondit :

« Affirmative, et contrarius usus, etsi antiquus, cum sit contra legem, abolendus erit. » (16 sept. 1865; n. 5351, ad 1.)

Q. — Dans la semaine de Pâques, chaque petite Heure se termine par l'antienne *Hæc dies* suivie de l'oraison. Doit-on dire *Dominus vobiscum* avant cette oraison ? La rubrique n'en parle pas.

R. — A la vérité, la rubrique n'en parle pas, ainsi qu'on peut le constater pour Prime et pour les petites Heures. Pour Prime en effet la rubrique porte : « Quibus (psalmis) finitis, dicitur Antiph. *Hæc dies*. Postea oratio. »

De même aux autres petites Heures : « Ad alias autem Horas, post Antiph. *Hæc dies*, dicitur Oratio. »

Mais la rubrique ne défend pas non plus de le dire. Il faut donc recourir aux *Rubriques générales* du bréviaire. Or que dit la rubrique des oraisons ? C'est qu'avant l'oraison on dit toujours : *Dominus vobiscum* :

« Ante orationem, etiam quando aliquis solus recitat Officium, semper dicitur versus *Dominus vobiscum*. »

Q. — Peut-on employer un laïque pour remplir les fonctions de sous-diacre ?

R. — Non, la sacrée Congrégation des Rites l'a défendu en 1861, n. 5310, ad 2.

Q. — Peut-on employer un minoré ?

R. — Oui, il peut revêtir les ornements du sous-diacre, mais non le manipule, ainsi que l'a décidé plusieurs fois la sacrée Congrégation des Rites, notamment en 1848 (n. 5126, ad 5).

Q. — Est-il de rigueur que la messe soit chantée le samedi saint ?

R. — Oui, dans les églises cathédrales et dans les autres églises conventuelles.

Il en est de même dans les grandes églises, soit en vertu des prescriptions de l'autorité, soit en vertu d'une coutume légitime.

Mais on n'est pas obligé de la chanter dans les petites églises, ainsi qu'on peut le voir dans le *Memoriale Rituum* de Benoît XIII. Toutefois il importe de le faire lorsqu'on le peut, afin de relever la dignité du culte, d'inspirer aux fidèles un plus grand respect pour les saints offices, et de les y attirer plus efficacement. Cette solution est vraie, surtout pour les églises où l'on a toujours chanté ces offices.

Q. — Est-il de rigueur que les chandeliers qu'on met sur l'autel le vendredi saint soient en bois et les cierges en cire jaune ?

R. — Non, il n'est pas nécessaire que les chandeliers soient en bois. Le *Memoriale Rituum* destiné aux petites églises ne l'exige pas : et même il n'en parle pas.

Mais, quant à la cire, il demande de la cire commune, c'est-à-dire de la cire jaune.

« Altare ipsum undequaque nudum cum sex candelabris habentibus cereos extinctos ceræ communis. » (De præparandis, etc., chap. 1.)

Q. — Après la messe du samedi saint, peut-on aller immédiatement avec la chasuble et l'écharpe, prendre le ciboire dans la chapelle du Saint-Sacrement pour le porter au maître-autel ?

R. — Après la messe du samedi saint, le prêtre doit, d'après le *Memoriale Rituum*, aller à la sacristie et déposer les ornements de la messe ; puis revêtir le surplis, l'étole blanche et l'écharpe, ensuite, précédé de porte-cierges et d'un autre servant qui porte la bourse des corporaux, se rendre à l'endroit où est le saint ciboire et le rapporter au tabernacle :

« Completo evangelio S. Joannis, revertitur in sacristiam, et missalia paramenta deponit.

« Celebrans, accipit super cottam, stolam albam, et præcedentibus clericis cum cereis et alio cum bursa corporalium, et velo humerali, accedit ad locum, ubi asservatur pyxis cum particulis.

« Ibi, adhibitis debitis genuflexionibus, accipit velatis manibus pyxidem, quam portat in solito tabernaculo servandam... » (*Memoriale Rituum*, de sabbato sancto, § VII, de reportatione pyxidis).

Q. — Peut-on suivre la coutume en vigueur dans beaucoup de paroisses de ce diocèse de bénir avec la croix les fidèles qui ont fait solennellement le chemin de la croix ; et aussi après les stations de la procession de saint Marc et des Rogations ?

R. — Cette coutume ne nous semble pas condamnable, surtout après le chemin de la croix. Certains auteurs recommandent même cette bénédiction, non pas il est vrai après qu'on a fait le chemin de la croix, mais après qu'on a érigé les stations.

Q. — 1° Le dimanche des Quarante-Heures, comment et à quel moment doit se faire l'exposition du Saint-Sacrement, à la messe ?

C'est l'usage chez nous de l'exposer dès le commencement de la messe, sans que cependant il n'y ait rien de positivement prescrit. Cet usage me paraît contraire à tout ce qu'enseignent les auteurs qui généralement supposent que l'hostie que l'on expose est consacrée à la messe même de l'exposition.

2° Que pensez-vous de la communion donnée aux messes devant le Saint-Sacrement exposé, par exemple, le jour de l'adoration perpétuelle, des Quarante-Heures, les premiers vendredis du mois ? Dans les églises ordinaires, c'est toujours au maître-autel que s'expose le Saint-Sacrement, c'est toujours à cet autel aussi que, les jours de fêtes, on célèbre les messes. Dès lors la communion s'impose. Comment faire ?

3° Aux messes chantées, après l'épître, l'orgue ne peut-il pas remplacer et le *Graduel* et l'*Alleluia* ?

4° Peut-on à cette messe chantée sans ministres employer un cérémoniaire laïque à l'autel, à côté du prêtre, tournant les feuillets du livre comme le cérémoniaire clerc à la messe solennelle ?

R. — Ad 1. L'usage d'exposer le très Saint-Sacrement immédiatement avant la messe n'est pas

contraire, autant que vous le croyez, aux rubriques et à l'enseignement des auteurs.

Il n'y a que quelques circonstances où les rubriques supposent que l'hostie est consacrée à la messe qui précède l'exposition ; par exemple à la messe du jeudi saint, à celle des Quarante-Heures *proprement dites*, à celle de la Fête-Dieu.

Mais en dehors de ces circonstances solennelles il n'est pas défendu de faire l'exposition du très Saint-Sacrement avant la messe.

Lorsqu'il s'agit de coutumes religieuses auxquelles les fidèles prennent part, il faut agir avec beaucoup de prudence, surtout lorsque les coutumes sont très répandues et que les populations y sont attachées.

Ad II. Certainement il n'est pas dans l'esprit de la sainte Eglise que l'on distribue la sainte communion à l'autel où est exposé le très Saint-Sacrement, ni même que l'on y célèbre une messe soit basse, soit chantée. Les décrets de la sacrée Congrégation des Rites qui prohibent ainsi les messes et la sainte communion sont très nombreux, et il n'est pas nécessaire de les indiquer, parce que nous croyons l'avoir fait les années précédentes.

Néanmoins il peut y avoir de sérieuses raisons de convenance ou de nécessité qui obligent à donner la sainte communion sur cet autel.

Aussi dans ces derniers temps la sacrée Congrégation des Rites a-t-elle déclaré qu'il fallait conserver cette coutume. Cette importante décision a été portée sur une supplique du diocèse de Reims. On avait exposé les raisons suivantes :

« In plerisque capellis monasteriorum, et pluribus ecclesiis parochialibus diocesens Rhemensis, unicum reperitur altare, ubi distribui possit sacra communio. Quæritur utrum per preces quadraginta horarum, vel quando venerationi fidelium exponitur Ssmum Sacramentum permitti possit distributio sacræ communionis intra vel extra missam coram Ssmo super altari exposito, ratione maximæ difficultatis aliter agendi, ne sacra communio fidelibus denegetur? »

La sacrée Congrégation répondit :

« Hujusmodi vero instantia a subscripto secretario in sacra rituum Congregatione relata, sacra eadem Congregatio rescribere censuit : *Servetur consuetudo.* »

Cette réponse est du 26 septembre 1868 (n. 5411).

Vous êtes à peu près dans le même cas que les paroisses du diocèse de Reims.

Du reste l'usage de donner la sainte communion à l'autel de l'exposition est à peu près universel aujourd'hui. Nous répondons, en conséquence, avec la sacrée Congrégation : *Servetur consuetudo.*

Ad III. Aux messes chantées, l'orgue ne peut-il pas, après l'épître, remplacer le *Graduel* et l'*Alleluia* ? Nous le pensons, car le Cérémonial des évêques dit qu'à la messe solennelle, on touche l'orgue après l'épître :

« In missa solemnî pulsatur... finita epistola. » (De organo, n. 9.)

Cette dernière version n'a pas été modifiée dans la dernière édition du Cérémonial des Evêques, datée de 1886.

Or, si le Cérémonial des Evêques, destiné aux cathédrales et aux grandes églises, permet de figurer le Graduel et l'*Alleluia*, on peut légitimement conclure que les petites églises ne sont pas obligées de le chanter.

Mais les paroles du Graduel et l'*Alleluia* ne doivent-elles pas être prononcées ? Le docte Bauldry enseignait qu'il suffirait que le célébrant récitât tout. Mais en 1852, la sacrée Congrégation des Rites décida, que l'on pouvait dire à voix basse les paroles figurées par l'orgue, mais qu'on ne les omettait pas. L'évêque de Montepulciano avait ainsi posé la question :

« Quum pulsatur organum in Missa cantata, Offertorium, et Postcommunio submissa voce ab uno recitatur in Choro, vel nihil dicitur diebus præsertim ferialibus. »

La sacrée Congrégation donna la réponse que nous avons indiquée plus haut :

« Dicitur posse submissa voce, sed non omitti. » (10 janvier 1852, n. 5466, ad 3.)

Nous ferons observer qu'il s'agit ici de la messe conventuelle, puisqu'il est question de la messe chantée et d'un chœur, même aux jours de férie. Or, on n'y chante pas, d'après le Cérémonial des Evêques, l'antienne de l'Offertoire ni de la Communion. A plus forte raison n'est-on pas obligé de les chanter dans les petites églises.

Mais dans les églises qui n'ont pas d'orgue, on a pris la bonne habitude de chanter l'*Alleluia*, ainsi que l'Offertoire et la Communion, pour remplacer le silence qui aurait lieu en ces moments là pendant que le célébrant lit ce texte et qu'il se prépare à chanter l'Evangile.

Lorsqu'on ne chante pas le Graduel dans les petites églises, doit-on prononcer les paroles qui ne sont pas chantées ? Nous ne connaissons aucune décision sur ce point. Nous ne pensons pas qu'on y soit obligé, au moins dans les petites églises.

Ad IV. Peut-on, à une messe chantée sans diacre ni sous-diacre, employer un cérémoniaire laïque, à l'autel à côté du prêtre, tournant les feuillets du livre, comme le cérémoniaire clerc à la messe solennelle ? Nous n'avons pas de règles sur ce point. Aussi les pratiques sont-elles très diverses. En certaines églises, on juge plus à propos de n'en pas employer. En d'autres on les emploie, mais on ne leur fait pas toujours remplir les mêmes offices. Ainsi, certains célébrants les laissent à leurs côtés, même depuis la consécration jusqu'à la sainte communion. D'autres, au contraire, préfèrent rester seuls dans les moments les plus importants de la messe ; et nous les approuvons complètement. En agissant ainsi, ils donnent aux fidèles une plus haute idée de l'ineffable mystère qui s'accomplit alors sur l'autel. Autrefois

en beaucoup d'églises on tirait des rideaux devant l'autel pour dérober aux assistants la vue du prêtre. Cette cérémonie produisait une impression aussi profonde que salutaire. Faisons nos efforts pour rehausser la majesté des saintes cérémonies, surtout au moment où le divin Sauveur daigne descendre sur nos autels, s'immoler pour nous et se donner dans la sainte Communion !

Qu'on ait soin aussi de ne confier la fonction de cérémoniaire qu'à des jeunes gens graves, édifiants, qui jouissent d'une bonne réputation. Autrement, il vaudrait beaucoup mieux s'en passer.

Q. — Quand, à une procession, il y a plusieurs bannières, où est la place de la bannière de *paroisse* ? Est-ce en tête de la procession, ou après les autres, immédiatement avant la croix du clergé ?

R. — Immédiatement avant la croix du clergé.

Q. — Quand un évêque vient dans une paroisse, *doyenné* ou *succursale*, surtout la première fois, y a-t-il encore un règlement qui oblige les autorités civiles, ou corps constitués, à assister à sa réception, et aussi à la procession du presbytère à l'église ?

R. — Les règlements sur la matière n'ont pas été abrogés. Mais ils n'obligent pas les autorités civiles ou administratives d'assister à la procession. Le plus auquel elles seraient tenues, ce serait, si les personnages ou les corps sont classés dans l'ordre des préséances au-dessous des évêques, de se présenter à l'heure que l'évêque leur aurait fait indiquer.

Q. — Est-il permis à une personne de s'engager par vœu vis à vis de Dieu de rester en purgatoire elle-même le temps que Dieu jugera utile, afin que de son vivant à elle, plusieurs âmes soient délivrées du purgatoire et aillent plus tôt adorer Dieu dans le ciel. Se condamner soi-même d'avance à faire du purgatoire qu'on ne ferait pas, au bénéfice de tels et tels qui y souffrent, le peut-on ? C'est héroïque.

R. — On peut s'engager par vœu, à faire aux âmes du purgatoire l'application de tout le mérite satisfaitoire des souffrances et des bonnes œuvres de cette vie et aussi des indulgences que l'église nous accorde et que nous pouvons acquérir à leur profit. C'est ce que l'on appelle le vœu héroïque de charité envers les âmes du purgatoire. Dès lors qu'en vertu de la communion des saints, nous pouvons venir en aide à ces âmes éprouvées, et que Dieu accepte, comme paiement de leur dette, les œuvres saintes faites à leur intention, les indulgences qui les font participer aux mérites et aux satisfactions de Jésus-Christ et des saints, rien ne s'oppose à ce que nous leur donnions tout ce dont nous avons la libre disposition.

Mais pourrait-on s'engager par vœu, à souffrir en purgatoire, au lieu et place des âmes que l'on veut délivrer ?

Cette intention, inspirée par la charité, aurait sans doute son mérite, et sous ce rapport, pourrait être utile aux âmes du purgatoire. Elle aurait quelque point de ressemblance avec le désir qu'exprime

l'Apôtre, quand il disait : « *Optabam ego ipse anathema esse a Christo pro fratribus meis.* » (Rom. ix. 2.)

Mais cette intention serait-elle efficace ? Serait-elle conforme à l'ordre établi de Dieu, pour la rémunération et l'expiation au delà de la tombe ? En un mot, ce vœu serait-il *de re possibili* ?

Il y a lieu d'en douter. Rien dans l'Ecriture ou la tradition ne semble autoriser cet échange de peines après la mort. Au contraire il est dit formellement, et c'est un point de foi, que Dieu rendra alors à chacun selon ses œuvres : *Reddet unicuique secundum opera ejus*. Et d'ailleurs la réversibilité des mérites ne peut plus avoir lieu, puisque les souffrances du purgatoire ne sont pas méritoires, mais seulement expiatoires.

Il ne paraît donc pas qu'il soit possible de se substituer aux âmes qui souffrent dans le purgatoire, afin de les délivrer : le vœu, qui aurait pour but cette libération par cette substitution, ne serait pas, au moins d'une manière certaine, *de re possibili* : et manquerait par conséquent d'une condition essentielle *au vœu proprement dit*.

Nous ajoutons *au vœu proprement dit* : parce que nous n'entendons point exclure le vœu improprement dit, qui est un ardent désir de secourir les âmes du purgatoire par tous les moyens possibles, désir, qui emporterait même la volonté de souffrir en leur place, si cela se pouvait et plaisait à Dieu. Cette volonté toute conditionnelle et dépendante de la volonté de Dieu, serait l'acte d'une ardente charité.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Pierre a institué légataire à titre universel Jacques, son neveu. Il a laissé à Françoise, son épouse, l'usufruit de tous ses biens sa vie durant et l'a chargée de *faire célébrer pour deux cents francs de messes pour le repos de son âme, une moitié dans l'année du décès, et l'autre moitié l'année suivante (sic)*.

Jacques, l'héritier, prétend et veut que la veuve usufruitière paie le quart au moins des frais de sépulture. La veuve de son côté prétend ne devoir contribuer en rien pour les frais de sépulture parce que son mari n'en a pas fait mention dans son testament ; elle ne se croit obligée qu'à faire célébrer les messes dont elle est chargée par le testament. Je demande :

La veuve doit-elle payer une part des frais de sépulture et dans quelle proportion, ou bien l'héritier seul y est-il tenu ?

R. — L'article 612 du code civil est formel sur ce point : « L'usufruitier, y est-il dit, ou universel ou à titre universel (c'est ici le cas), doit contribuer avec le propriétaire au paiement des dettes. » Or la dette contractée pour les frais funéraires soit vis à vis d'une fabrique, soit vis à vis de tout particulier est privilégiée en vertu de l'article 2101 du même code civil, et ce privilège frappe la totalité des biens de la succession, meubles et immeubles.

Voilà le principe quand le testateur n'a rien

stipulé de contraire dans son testament. Ici le testateur a bien mis une charge particulière sur l'usufruit, celle des messes. Mais de ce qu'il a stipulé une charge particulière, il ne s'ensuit pas qu'il ait voulu dispenser l'usufruitier des charges attachées de droit commun. C'est pourquoi il nous paraît évident qu'ici la veuve doit contribuer aux frais des funérailles.

Mais dans quelle proportion ?

Le même article 612 du code civil s'en explique de la manière suivante : « On estime la valeur du fonds sujet à l'usufruit ; on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur. Si l'usufruitier veut avancer le somme pour laquelle le fonds doit contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt. Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix, ou de payer cette somme, et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une portion des biens soumis à l'usufruit. »

Quand à déterminer la proportion de la contribution de chacun : à défaut d'entente à l'amiable c'est au tribunal ou à des experts à l'établir. Ici la discussion serait vraiment pénible, et notre correspondant fera bien de l'arranger pour le mieux, en faisant comprendre à la veuve, qu'elle doit contribuer aux frais funéraires, et en faisant comprendre à l'héritier qu'il doit tenir compte, de son côté, de la charge qui pèse déjà sur l'usufruitier. Quand à la fabrique, c'est à la succession qu'elle a affaire, et, si elle avait à réclamer judiciairement la créance, elle devrait actionner en même temps et la veuve et l'héritier. Le tribunal saura bien les mettre d'accord.

Q. — 1^o Un préfet a-t-il le droit d'exiger du trésorier de la fabrique les pièces justificatives du compte lorsque ce compte a reçu le *visa* approbatif de l'évêché et que le conseil municipal à qui il a été soumis conformément à la loi n'a réclamé aucune modification ?

2^o Je suis vicaire en pension chez mon curé. J'ai un chien, M. le curé en a un autre. Or, le mien est taxé comme chien de luxe : ne puis-je pas réclamer ? Quelles raisons faire valoir ? Quels moyens prendre ?

R. — Ad 1^{er}. Non : le préfet n'a pas qualité pour exiger d'un trésorier de fabrique les pièces justificatives de ses comptes approuvés par son conseil, par l'évêque diocésain et même par le conseil municipal. En principe et d'une manière générale, le préfet n'a rien à voir au budget et au compte d'une fabrique, pas plus d'ailleurs que la commune, si la fabrique ne demande aucun secours ni à la commune ni à l'Etat. Tout ce que la fabrique doit faire c'est de déposer une copie du budget et du compte à la mairie, sans que celle-ci ait à l'approuver ou à le désapprouver. Mais si l'on demande quelques secours soit à la commune, soit à l'Etat, c'est autre chose. La loi du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale confère aux conseils municipaux le droit de se faire soumettre les budget et compte et d'exiger qu'ils soient accom-

pagnés des pièces justificatives. Ainsi jugé par un avis du conseil d'Etat du 20 novembre 1839.

Cette exigence des pièces justificatives, aucune loi et aucun règlement ne l'attribue à l'Etat, quand c'est à celui-ci que le secours est demandé ; mais il nous semble qu'elle est dans la nature des choses. Parmi les conditions, en effet, à remplir pour obtenir un secours de l'Etat, une circulaire ministérielle du 29 juin 1841 cite, entr'autres, la production du dernier compte et du dernier budget de la fabrique, plus une délibération du conseil municipal. S'il en est ainsi, le préfet, chargé d'apprécier les besoins de la fabrique postulante, peut évidemment exiger comme élément d'appréciation la production des pièces justificatives. Il ne peut pas être vis-à-vis de la fabrique dans une condition moindre que le conseil municipal ; et puisque celui-ci peut exiger les pièces justificatives, l'Etat, par l'intermédiaire du préfet, ou directement peut l'exiger aussi.

Hors la demande de secours, le compte d'un budget ne relève que du conseil de fabrique qui l'appare et de l'évêque diocésain qui l'approuve.

Ad 2^m. Un presbytère n'est pas censé et ne peut être censé avoir deux chiens de garde. L'un des deux étant déjà coté comme chien de garde, le second ne saurait l'être en même temps, d'autant plus que le vicaire n'étant que pensionnaire n'a pas d'habitation à faire garder. Notre correspondant n'a rien à réclamer ni aucune raison à faire valoir, il ne pourrait que s'adresser à la bienveillance des répartiteurs qui sont quelque peu plénipotentiaires dans la question.

Q. — La municipalité de ma paroisse a l'intention de percer une rue traversière qui n'est pas d'une grande utilité, mais *sit pro ratione voluntas*. Pour cela, elle prendrait une grande allée de mon jardin toute plantée de tilleuls (une trentaine) : cette allée forme rive du côté du sud-est. Elle prendrait, en outre, une grange sous laquelle se trouve ma cave (il y a, ailleurs, une autre cave mise à peu près hors d'usage), et, de plus, une écurie. Le presbytère ayant été autrefois donné à la commune, je me demande si elle a le droit de faire cette distraction sans autorisation, et si le conseil de fabrique a le droit de s'y opposer.

Dans le cas où elle effectuerait son projet, 1^o à qui appartiendraient les tilleuls qui sont de belle grosseur, est-ce à la commune, à la fabrique ou personnellement au curé qui les taillait à son profit ?

2^o La commune serait-elle tenue à clore d'un mur le jardin dans lequel elle fait passer cette rue traversière et de faire ce mur avant la rue qui livrerait ainsi le jardin à tout le public ?

3^o Serait-elle tenue à faire une autre grange, une autre écurie et une autre cave, ou pourrait-elle se borner à ne faire qu'un hangar, pour mettre le bois ?

4^o Enfin, pour le terrain qu'elle aurait ainsi distrait, serait-elle tenue à une indemnité ? J'avoue que le jardin sans cela, sera encore d'une belle grandeur.

Quelques membres de la municipalité voudraient profiter de cela pour échanger ce presbytère qui est loin de l'église contre une autre habitation très rapprochée. Dans ce cas, la commune pourrait faire ce qu'elle voudrait de l'ancien presbytère. Mais ce sera-t-il ?

R. — Il ne suffit pas qu'une municipalité veuille une chose pour l'accomplir de sa propre autorité

et sans observer les formalités légales. La distraction d'une partie d'un presbytère ou de ses dépendances n'est pas chose impossible, mais elle est très difficile à obtenir surtout lorsque la fabrique et l'évêque, diocésain s'y opposent. D'abord on ne peut distraire que les parties superflues et pour un autre service public, et, si le presbytère appartient à la fabrique, il faudrait le consentement de la fabrique ou une loi d'expropriation pour cause d'utilité publique et une indemnité préalable. Mais lors même que le presbytère appartient à la commune, il y a des formalités légales qu'il faut remplir sous peine de nullité. Ces formalités sont contenues dans l'ordonnance du 3 mars 1825, le décret du 25 mars 1852 et une circulaire ministérielle du 5 mai de la même année. Voici les principales : la demande de distraction doit être consignée dans une délibération du conseil municipal, laquelle sera accompagnée de l'avis du conseil de fabrique, du plan de la propriété avec indication de ce qu'on laisse et de ce qu'on retire du procès-verbal d'une enquête *de commodo et incommodo*, de l'avis du commissaire enquêteur, de l'avis du sous-préfet de l'arrondissement et de celui de l'évêque du diocèse. S'il n'y a pas d'opposition de la part de l'autorité diocésaine, le préfet peut statuer. S'il y a opposition, il faut un décret présidentiel.

Le changement d'un presbytère pour un autre est soumis aux mêmes conditions ; que notre honorable correspondant s'en souvienne pour le cas où il aimerait mieux son habitation actuelle que celle que quelques-uns voudraient lui donner sous prétexte de le rapprocher de l'église. Cela posé, nous venons aux questions qui nous sont adressées.

Ad 1^m. Si la distraction a lieu légalement, c'est-à-dire après l'accomplissement de toutes les formalités indiquées plus haut, les tilleuls appartiennent à la commune, puisque le presbytère lui appartient. La fabrique n'a rien à y voir, encore moins le curé, lequel n'étant qu'usufruitier n'avait droit qu'aux émondages.

Ad 2^m et 3^m. La commune ne serait tenue qu'aux conditions qui lui seront posées par la fabrique et par l'évêque et consignées dans l'arrêté préfectoral ou le décret présidentiel autorisant la distraction. Si donc la fabrique, le curé et l'évêque diocésain jugeaient à propos de ne pas faire d'opposition, ils agiraient au moins sagement en mettant pour condition qu'on clôturerait le restant du jardin avant tout travail et qu'on rebâtirait la grange dans des conditions convenables. Naturellement, la commune serait portée à faire le moins possible ; mais il appartient à ceux qu'on dépouille d'imposer une juste compensation.

Ad 4^m. Si le presbytère appartenait à la fabrique on lui devrait une indemnité ; mais le presbytère appartenant à la commune, et la distraction étant faite légalement, la commune ne doit aucune indemnité.

Q. — Prière de dire si l'on peut faire une donation à une desservance comme à une cure, à une fabrique, etc.

R. — Parfaitement ; la desservance ou succursale est absolument comme la cure, un établissement ecclésiastique reconnu par la loi ; elle est, en conséquence, apte à recevoir par legs et donations, à acquérir et à posséder toutes sortes de biens, meubles et immeubles avec l'autorisation spéciale du gouvernement, aux mêmes conditions et dans les mêmes formes que tous les établissements publics. L'acceptation de ces dons et legs se fait par le curé, c'est-à-dire par le titulaire de la desservance ou succursale. (*Art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817*). Mais si le curé est lui-même le donateur, cette acceptation a lieu par le trésorier de la fabrique en faveur de la cure ou succursale. (*Ordonnance du 7 mai 1826, art. 1^{er}*).

Q. — 1^o Une sœur, directrice d'école libre, se fait remplacer à la classe par une sœur brevetée. La directrice sur laquelle repose la maison et comme pour telle aux yeux de l'académie, peut-elle s'absenter pendant le temps des classes ? Si l'inspecteur vient visiter la classe et ne la trouve pas dans la maison, peut-il sévir pour ce motif ?

2^o Lorsque la directrice d'une école libre est changée de maison et remplacée par une autre, cette dernière en faisant sa déclaration conforme à la loi et en affichant pendant trente jours, peut-elle, sans autres formalités, demander aussi l'ouverture d'un cours d'adultes pendant l'hiver.

R. — Ad I. Si la directrice légale veut pouvoir s'absenter pendant les classes et confier l'enseignement à une autre sœur brevetée, elle fera bien de se munir pour cela d'une autorisation écrite, après avoir fait approuver sa remplaçante pour l'enseignement : car, sans cette autorisation, l'inspecteur survenant pourrait poursuivre la sœur enseignante comme ayant ouvert une classe sans les formalités légales ; ce qui la rendrait passible d'une punition sévère, et l'école pourrait être fermée.

Ad II. Cette question est tranchée par l'article 8 de la loi sur l'organisation de l'enseignement primaire du 30 octobre 1886. Cet article s'exprime ainsi : « Il peut être créé des classes primaires pour adultes ou apprentis ayant satisfaits aux obligations des lois des 19 mai 1874 et 28 mars 1882. L'ouverture d'un cours privé pour les adultes et pour les apprentis ci-dessus désignés est soumise aux conditions exigées pour l'ouverture d'une école privée, sauf dispense de tout ou partie de ces conditions par le conseil départemental. »

Nous ne voyons dans ce texte rien qui s'oppose à ce que la même demande d'ouverture d'écoles primaires ne contienne en même temps la demande d'ouverture d'un cours d'adultes. Mais, comme on l'a vu, le conseil départemental peut dispenser de toutes formalités : nous pensons qu'il vaut mieux demander directement l'autorisation à ce conseil et ne recourir aux déclarations de droit commun qu'en cas de refus. Un instituteur, une institutrice libres ayant déjà satisfait aux obligations de la loi pour l'ouverture de leur école libre, obtiennent fa-

cilement l'autorisation de faire une classe d'adultes pendant l'hiver.

Q. — Un notaire, membre ou parent d'un membre d'un conseil de fabrique, peut-il passer les actes de vente, d'acquisitions ou tous autres qui concernent cette fabrique ?

R. — Oui, c'est ce qui résulte de l'avis du Comité de l'Intérieur du Conseil d'Etat du 7 avril 1843, applicable à tous les établissements publics et notamment aux fabriques. En voici le texte :

« Les membres du Conseil d'Etat composant le comité de l'intérieur et de l'instruction publique, consultés par M. le ministre de l'intérieur sur la question de savoir si un notaire qui est membre d'une commission administrative d'hospice peut recevoir l'acte de vente d'un immeuble appartenant à cet établissement :

« Vu la lettre du préfet du Var, au ministre de l'intérieur; Vu le rapport du premier bureau de la direction de l'administration départementale et communale :

« Vu la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat; considérant en fait, que, si, dans quelques circonstances, il peut y avoir quelque inconvénient à ce qu'un notaire passe lui-même les actes de vente et d'acquisitions qu'il concourt comme administrateur de l'hospice à faire décider, l'interdiction de passer des actes pour le compte de ces établissements occasionnerait des inconvénients plus graves que ceux qu'on voudrait éviter;

« Qu'ainsi dans les localités où il n'existerait qu'un notaire, membre de la commission administrative de l'hospice et du bureau de bienfaisance, la passation des actes publics concernant ces établissements deviendrait impossible, puisqu'il ne pourrait pas instrumenter et qu'il ne pourrait pas être appelé un autre notaire.

« Considérant en droit, que la loi du 25 ventôse an XI, sur le notariat ne contient aucune disposition qui interdise aux notaires de recevoir ces actes de vente ou d'acquisition qui concernent les hospices ou les établissements de bienfaisance dont ils sont administrateurs :

« Sont d'avis :

« Qu'aucun ne paraît s'opposer à ce que les notaires qui sont en même temps administrateurs d'établissement charitables, puissent passer les actes de ventes, d'acquisitions et autres qui concernent ces établissements. »

Cet avis a été adopté par le ministre, par décision du 15 mai 1843.

L'article 8 de la loi du 25 ventôse an XI, sur l'organisation du notariat, est ainsi conçu : « Les notaires ne pourront recevoir des actes dans lesquels leurs parents ou alliés, en ligne directe à tous les degrés, et en collatérale jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement seraient parties ou qui contiendraient quelque disposition en leur faveur. » Cet article est la seule disposition qui pût être invoquée pour faire interdire au fils ou à tout autre parent, à l'un des degrés ci-dessus indiqué, soit le

trésorier d'une fabrique, soit tout autre membre quelconque de cet établissement, le droit de recevoir, comme notaire, les actes intéressants cette fabrique.

Mais le nouveau *Journal des conseils de fabrique* qui examine cette question, ne pense pas qu'une pareille interdiction puisse résulter d'une disposition conçue en ces termes. En effet, l'art. 8 de la loi du 25 ventôse, an XI, n'a évidemment entendu parler que des actes dans lesquels l'ascendant ou le parent est intéressé personnellement et pour son propre compte. Or, l'on ne saurait considérer comme tels des actes où cet ascendant ou ce parent ne figure que pour le compte et comme mandataire ou représentant d'une personne morale telle qu'un établissement public. Ainsi, le trésorier d'une fabrique et à plus forte raison, les autres marguilliers, ainsi que les membres du conseil ne peuvent être réputés parties aux actes de cette fabrique, dans le sens de l'article précité de la loi du 25 ventôse, an XI. Cet article doit, d'ailleurs comme toutes les dispositions prohibitives, être interprété limitativement; il ne peut donc être étendu au delà du cas spécial qu'il a prévu et réglé.

Cette solution ne saurait être douteuse : car il a été reconnu que les notaires administrateurs d'établissements publics peuvent également passer les actes de ventes, d'acquisitions et autres qui concernent ces mêmes établissements, c'est ce qui a été décidé spécialement à l'égard des établissements charitables, par l'avis du Comité de l'intérieur du Conseil d'Etat rapporté plus haut. Cet avis se fonde principalement sur l'absence de toute disposition prohibitive à ce sujet, soit dans la loi du 25 ventôse, an XI, sur le notariat, soit dans toute autre loi. Or, si un membre du conseil de fabrique ou de tout autre établissement, peut également instrumenter lui-même, comme notaire, en faveur de cet établissement, à plus forte raison faut-il reconnaître que le même droit appartient au notaire qui n'est que parent en ligne directe ou collatérale d'un membre de conseil de l'établissement.

Cependant, au point de vue des convenances, les fabriques doivent, autant que possible, s'abstenir de confier la rédaction de leurs actes au notaire de la localité ; lorsque ce notaire est lui-même membre du conseil de fabrique ou parent à un degré rapproché de l'un des fabriciens. Sauf le cas d'urgence et à moins d'impossibilité momentanée résultant de l'état des voies de communications, il paraît convenable pour éviter les soupçons qui pourraient s'élever dans l'esprit du public, de s'adresser en pareil cas, à un notaire que sa position mette à l'abri de toute imputation.

C'est là, on le comprendra, une question toute de fait et d'appréciation, dont la solution doit être abandonnée, dans chaque espèce, soit à la prudence des administrateurs de l'établissement lui-même, soit au notaire dont la dignité personnelle pourrait souffrir selon les cas, si la marche contraire était suivie.

Q. — Où pourrait-on trouver la fameuse *Exposition des maximes et des règles consacrées par les articles organiques de la convention passée le 26 messidor, an IX, entre le gouvernement français et le pape Pie VII*, par I. E. M. Portalis.

R. — Ce travail destiné à défendre les articles organiques a paru pour la première fois dans l'ouvrage donné au public par M. Frédéric Portalis, sous ce titre : *Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat de 1801 et les articles organiques publiés en même temps que ce concordat*.

Le document en question a été reproduit *in extenso* dans la 4^e édition du *Cours de la législation civile ecclésiastique* de Mgr André et dans les éditions suivantes ; et il mérite la plus grande attention, en ce que, émané de l'auteur lui-même des articles organiques, il en explique le véritable sens et en offre le commentaire le plus naturel.

VARIÉTÉS

LES OPÉRATIONS DE BOURSE DEVANT LA CONSCIENCE ¹

§ II. La spéculation, le jeu et l'agiotage

Au lieu de se contenter de l'intérêt fixe que rapportent les obligations, ou du dividende plus ou moins élevé des actions, on peut faire, par rapport aux titres eux-mêmes, un véritable commerce, en les achetant quand ils sont à un prix assez bas, et en les revendant quand ils ont monté. Il y a à ce sujet une foule d'opérations financières, dont nous indiquerons les principales, et dont l'ensemble prend le nom de *spéculation, d'agiotage* ou de *jeu*, suivant les règles qui dirigent la conduite.

N^o I. Nature de la spéculation, de l'agiotage et du jeu.

La *spéculation* est définie par M. Guillard, professeur de droit français à Berne : *L'exercice libre et varié, mais loyal, de tous les moyens aptes à procurer, par la combinaison d'achats et de ventes, au comptant ou à terme, à la hausse ou à la baisse, des bénéfices aléatoires à l'opérateur* ².

Nous parlons ici d'une spéculation honnête, qui emploie des moyens approuvés par la conscience. La loyauté des moyens, voilà ce qui la distingue de l'*agiotage*, pris ordinairement en mauvais sens ; car on désigne ordinairement sous ce nom la mise en action, *per fas et nefas*, de toutes les manœuvres propres à imprimer aux cours de la bourse une direction en rapport avec le but d'opérations aléatoires, engagées ou méritées sur la hausse ou la baisse des valeurs.

Il y a également une différence marquée entre la spéculation et le *jeu*. Le hasard qui, à une table de jeu, est l'élément dominant, n'est plus à la bourse qu'un élément secondaire pour le véri-

table spéculateur. Il faut à celui-ci une intelligence pratique des affaires peu communes, des connaissances variées et un travail soutenu pour distinguer, parmi les affaires qui se présentent, celles qui sont appelées à un avenir prospère. « Le champ d'étude qui se déroule devant l'homme de Bourse est immense : la politique, les lois de l'économie sociale, la condition prospère ou malheureuse du pays, le développement de la richesse agricole et industrielle, l'offre et la demande, voilà autant de questions qui doivent lui être familières ; car elles exercent sur les cours des valeurs une influence décisive et souveraine. Eh bien ! je le demande, n'y a-t-il pas là de quoi occuper sérieusement la vie d'un homme ? ¹ » En somme, la spéculation, en dehors d'un certain aléa qui lui est nécessairement inhérent, nécessite le travail et l'effort, tandis que le jeu s'appuie avant tout sur le hasard et n'entretient que les mauvaises passions.

Il nous faut maintenant étudier la moralité de ces trois sortes de combinaisons financières.

N^o II. Moralité de l'agiotage, de la spéculation et du jeu

I. L'*agiotage* est absolument interdit comme étant contraire aux lois de la justice et à une foule d'autres vertus. Son agent principal est le mensonge. L'agioteur n'est en somme qu'un voleur, assez adroit pour faire tomber dans sa bourse l'argent d'autrui, sans s'exposer aux poursuites de la justice. Pour n'être pas responsable devant la loi, il ne l'est pas moins devant sa conscience et il est tenu, en toute justice, à la restitution de tous les bénéfices qu'il a réalisés par des moyens frauduleux et injustes.

II. La *spéculation*, quand elle reste dans les limites que nous avons indiquées, qu'elle est basée sur le travail et qu'elle n'emploie aucun moyen injuste pour fausser les cours des valeurs, qu'elle ne dépasse pas les forces financières de celui qui opère, n'est contraire ni à la justice ni aux autres vertus morales ; elle est même très utile pour favoriser les grandes entreprises et aider au développement de la richesse nationale.

La loyauté des moyens et le travail, voilà précisément ce qui distingue la véritable spéculation de l'agiotage et du jeu, qui lui donne son caractère de justice et d'honnêteté, qui la rend accessible aux consciences les plus délicates. Quant à son utilité pour l'industrie et le commerce, il est facile de la démontrer. « Elle est l'auxiliaire indispensable du crédit public et privé ; sans elle les emprunts d'Etat seraient presque impossibles. On sait en effet que ce ne sont guère les vrais détenteurs qui se pressent aux guichets des souscriptions : ce sont les spéculateurs, les banquiers, les financiers qui n'aiment pas immobiliser leur argent, qui n'ont souvent que la moitié, le quart du capital souscrit, mais ne craignent pas, à l'aide d'un ver-

¹ Voir le numéro précédent.

² *Les opérations de Bourse*, p. 517.

¹ Deville, p. 17.

sement partiel, d'escompter les bénéfices de l'avenir. Peu à peu les titres de rente passent de leurs mains dans celles des rentiers, où ils restent comme un placement définitif.

« Sans la spéculation, où en serait l'industrie, qui a réalisé tant de grandes choses ? Où seraient les voies ferrées qui rapprochent si merveilleusement les distances ? Où seraient la plupart des inventions du génie moderne ? Où serait enfin ce mouvement d'affaires dont la société a besoin pour vivre et dont elle vit, comme de l'aliment nécessaire à sa prospérité matérielle ¹. »

Mais à côté de la spéculation honnête et féconde, qui repose sur le travail et la probité, il y a une spéculation criminelle et malfaisante, qui emploie tous les moyens possibles, la fourberie, le mensonge et la calomnie, pour arriver à son but : c'est celle que nous avons désignée plus haut sous le nom d'agiotage. Il y a aussi le jeu, qui n'a pas recours à la fraude comme moyen, mais qui repose sur le hasard plutôt que sur le travail personnel.

III. Le jeu peut être considéré dans son but à un double point de vue : comme distraction et comme opération commerciale pour augmenter sa fortune. Envisagé comme distraction, il est un agréable passe-temps et a toujours trouvé grâce devant la morale, même la plus rigide. Il n'est pas défendu alors d'y mettre un enjeu, dans le but unique d'*intéresser*, ce qui impose l'obligation de le restreindre à une affaire de peu d'importance, et pour l'enjeu et pour le temps.

Envisagé comme opération commerciale, « le jeu en général, de quelque espèce qu'il soit, sous quelque dénomination qu'il se cache, n'est pas un moyen normal, régulier, providentiellement ordonné d'acquérir légitimement la propriété d'autrui... On joue pour se distraire et se récréer. *Jouer pour gagner*, même pour gagner peu de choses, ne fut jamais honnête et pratiqué par les honnêtes gens. *Jouer pour gagner sa vie* fut toujours jugé malhonnête, digne seulement des lâches et des paresseux, et capable de conduire à toutes sortes de crimes bien connus à Bade, à Monaco... et à la Bourse ². »

Mais à quelles vertus est opposé le jeu de hasard, le seul dont il s'agisse ici, pratiqué uniquement en vue d'augmenter sa fortune ? Il n'est pas opposé à la stricte justice, il est vrai, pourvu qu'il se fasse sans fraude et sans duperie, que l'enjeu soit véritablement la propriété du joueur, et surtout que l'égalité entre les joueurs soit parfaitement observée. « Mais, dit M. Deville, il est ordinairement immoral, car il favorise l'oisiveté et toutes les passions mauvaises ³. » M. Jules Didiot trouve le mot *immoralité* un peu exagéré et il lui préfère le mot *irrégularité*.

Quant à la gravité de la faute qu'il y a à détour-

ner le jeu de son véritable but, qui est de récréer, pour en faire un instrument de fortune, *considérée en elle-même*, elle n'est que *vénielle*. « Il détourne sans doute le jeu de sa véritable fin, dit M. Jules Didiot, qui est de reposer l'homme et de le préparer à de nouveaux travaux ; mais ce n'est là, *de soi*, qu'une faute vénielle. Il en fait un moyen de lucre, c'est vrai ; mais s'il n'en use pas contre les règles de la justice, s'il ne tombe pas en d'autres abus très graves et très fréquents, celui-ci ne semble pas devoir dépasser les bornes de la simple indécatesse ou du péché véniel seulement. »

Mais il y a bien d'autres circonstances extrinsèques qui rendent le jeu gravement coupable quand il porte sur des sommes importantes. C'est en effet, manquer aux devoirs les plus élémentaires et les plus graves de la prudence, de la charité, de la justice que d'exposer à de nombreux et imminents périls des sommes considérables dont la perte serait la ruine du joueur, de sa famille, de ses créanciers. La loi divine ne permet ni d'être léger et inconsideré à ce point, ni d'être dissipateur à plaisir.

Ces principes posés, voici les conclusions de M. Jules Didiot : « 1^o Il est contraire à la délicatesse, sinon aux prescriptions formelles de la conscience chrétienne, de jouer à la Bourse, c'est-à-dire de se livrer à des jeux de pur hasard et à des paris non justifiés par de sérieux motifs.

« 2^o Si l'on n'y expose qu'une somme relativement faible, dont le sacrifice ne saurait être taxé de prodigalité coupable, injuste, scandaleuse, la faute ne sera pas grave ; mais elle n'en blessa pas moins l'honneur d'une âme vraiment catholique...

« 3^o Ce serait en vain que l'on voudrait excuser les jeux de Bourse par le versement préalable d'une *couverture*. Celui qui consigne cette somme avant de jouer montre qu'il peut et qu'il veut, — plus ou moins réellement, — payer ses dettes éventuelles ; mais il est tout aussi bien un joueur et un parieur que celui qui opère sans cette précaution ; et s'il engage ainsi d'avance des fonds considérables, il ne saurait être excusé d'une faute, souvent grave, d'imprudence et de prodigalité ; il paraît ne pas consentir à violer ses engagements, rien de plus, et ce n'est pas assez. »

(A suivre)

IMPRIMATUR

Lingonis, die 3 julii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

¹ Deville, p. 19.

² J. Didiot.

³ M. Deville, p. 19.

ture, c'est que, si l'on compare entre elles les notations du seizième siècle avec celles du dixième, on retrouve dans les premières le même nombre de notes, les mêmes groupements, les mêmes divisions que dans les dernières. C'est encore que si l'on interprète la notation carrée du douzième au seizième siècle à l'aide des données qui se retrouvent dans les auteurs contemporains, on arrive comme résultat à ce qu'expriment les formes neumatiques et les additions romaniennes des siècles antérieurs. Qu'on prenne son point de départ dans les plus anciens documents connus pour descendre jusqu'aux âges récents, ou qu'on remonte des derniers âges où la tradition s'est maintenue pour remonter jusqu'aux origines, on arrive à avoir des mélodies grégoriennes la même conception.

Il n'y a pas même à excepter les écrivains de l'époque mensuraliste, à supposer qu'on s'en tienne à leurs traités sur le plain-chant proprement dit. Car il faut distinguer chez eux les traités ou les chapitres concernant la musique et le plain-chant. Malgré les nombreuses ressemblances que ces deux genres conservèrent longtemps, la différence fut longtemps bien accusée. Pendant que Dom J. Pothier suivait la tradition en descendant le courant depuis les premiers âges, nous le remontions à partir de l'époque mensuraliste, mais à l'aide des textes seuls, qui concernent le plain-chant. L'identité des constatations nous frappa l'un et l'autre. Evidemment nous tenions la même tradition, chacun par un bout, pour nous servir d'une image vulgaire. Quand les indications romaniennes du dixième siècle marquent plus de célérité, les règles du treizième siècle concernant les valeurs relatives des notes du plain-chant obligent également à plus de célérité.

Ainsi donc, et c'est là que nous voulions finalement aboutir, le manuscrit de Saint-Gall et ceux de la même époque ne sont pas des documents isolés. Ils se retrouvent avec quelque différence d'aspect, non de fond ou d'interprétation dans les manuscrits des âges postérieurs. Et ainsi les neumes nous apparaissent constamment reproduits et rendus dans une notation très claire et très accessible jusqu'au temps où l'on confondit tout.

Mais il est avantageux à la science du chant que nous ayons sous les yeux les neumes de la première époque : ils nous garantiront l'exactitude de ceux de la dernière et par les renseignements authentiques que nous y rencontrerons, nous verrons indubitablement que la tradition a été longtemps, bien longtemps d'accord avec elle-même. Et nous pourrions espérer qu'elle redeviendra, au moins dans une bonne mesure.

Voilà pourquoi la publication du manuscrit de Saint-Gall et des autres de cette époque nous paraît si importante.

À côté du manuscrit neumatique, beaucoup de nos lecteurs désireront une traduction qui leur permette d'en connaître par eux-mêmes le contenu.

Voici comment les éditeurs répondent à ce désir bien compréhensible.

« En regard des textes originaux que nous donnerons tels qu'ils sont dans les documents eux-mêmes, nous aurions pu placer, et l'on ne manquera pas de nous dire que nous l'aurions dû, une traduction en notes modernes, traduction sans laquelle les anciens neumes surtout resteraient lettre close, même pour la plupart des archéologues. Cette traduction sera donnée, mais elle ne viendra pas de nous : elle sera fournie par les documents eux-mêmes que nous publierons dans la suite. Les manuscrits guidoniens en particulier, qui font leur apparition dans l'histoire dès le XI^e siècle, sont une traduction déjà suffisamment claire des anciens neumes. Ceux-ci, très opportunément placés sur les lignes de la portée, n'ont pas pour cela subi d'altération substantielle. » (*Introd.*, p. 17.)

Mais en attendant, devons-nous garder bien précieusement nos fac-similés dans l'élégant et très commode carton qui a protégé dans le voyage l'envoi des premières livraisons ? Nous est-il impossible de nous livrer à l'étude de ce texte précieux, faute d'un guide sûr qui conduise nos pas ? Non : les guides ne manqueront à aucun amateur de chant.

« En attendant que notre recueil en soit arrivé aux neumes guidoniens, nous disent les éditeurs, nous renverrons le lecteur, pour ce qui regarde les parties encore en usage dans la Liturgie romaine, au *Liber Gradualis* des Bénédictins, au Graduel de la commission rémo-cambraisienne publié chez MM. Lecoffre à Paris, aux travaux de MM. Raillard, Hermesdorff, etc. Des tables spéciales rendront facile la comparaison entre les livres imprimés et les manuscrits. » (*Ibid.*)

Le Graduel rémo-cambraisien donnera toute la série des sons composant les mélodies, avec les divisions rythmiques les plus importantes, les membres de phrase. Les divisions qui forment comme les mots et les syllabes des phrases mélodiques, ne sont point indiquées. Mais, de la confrontation de ce Graduel avec le manuscrit de Saint-Gall, il ressortira que l'édition rémo-cambraisienne serait susceptible de recevoir une plus grande perfection : ce qu'on obtiendrait facilement, moyennant finances et la somme serait considérable, si, en conservant toutes les notes telles qu'elles sont quant au nombre et à la place sur la portée, on les groupait d'une manière conforme* aux neumes. Ce *desideratum* ne se fait aucunement sentir dans le *Liber Gradualis* des Bénédictins où les groupements neumatiques sont parfaitement reproduits.

F. P.

(Pour la PALÉOGRAPHIE MUSICALE, s'adresser au directeur de l'imprimerie Saint-Pierre, à Solesmes, Sarthe.)



L'extrait de viande LIEBIG sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS

POUR Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS

Envoi de l'Album sur demande.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé BUATHIER

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 28

PRÉDICATION : Pour le sixième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Réduction de charges.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Les décrets déclarant qu'on ne célèbre pas les titulaires des chapelles sont-ils abrogés ? — Le prêtre qui célèbre l'office votif des Saints-Anges peut-il en faire mémoire le dimanche aux vêpres paroissiales ? — Doit-il y avoir une croix sur l'autel en dehors de la messe ? Faut-il un Christ à cette croix ? En quel lieu doit-elle être placée ? — Entre l'Ascension et la Pentecôte n'y a-t-il qu'une antienne à chaque nocturne du Commun ? Quand on récite le suffrage d'un patron de chapelle, est-on tenu de réciter encore celui du patron de la paroisse ? Quand on sépare matines de laudes, doit-on commencer les laudes par le *Pater* et l'*Ave* ? Quand on reçoit sans indication des honoraires de messes, à quel taux peut-on les fixer ? Suffit-il pour la récitation du Bréviaire de s'appliquer à prononcer toutes les paroles ? Que faire s'il arrivait qu'il tombât du Précieux-Sang sur l'autel ? — La forme du baptême serait-elle valide, si l'on disait *Fili* pour *Filii* ? si l'on supprimait *in* ? si l'on mettait une légère inter-

ruption dans *Spir-ritus* ? — L'offrande du vendredi saint est-elle pour les Lieux-Saints ou pour le curé ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Le mauvais vouloir des héritiers peut-il faire obstacle à ce qu'une fabrique touche une somme qui lui est léguée ? Quelles formalités sont à remplir ? — Y a-t-il une loi qui fixe l'école au chef-lieu de la commune ? — Quelles sont les paroisses où le curé peut nommer et remercier les employés de l'église ? — Où trouver la formule modifiée de la Profession de foi de Pie IV ? — Le curé à qui il est légué une somme pour les frais funéraires et pour des messes à acquitter, doit-il le droit de 90/0 ? — Comment obliger les familles à accepter la cire fournie par la fabrique, si elles en trouvent de moins bonne à moindre prix ? Le trésorier de la fabrique a-t-il qualité pour réclamer devant la justice les honoraires du curé et du sacristain ? — Le curé assistant au conseil de fabrique est-il dans l'exercice de ses fonctions ? — Peut-on, sans faire intervenir le maire de la commune, faire don à la fabrique d'une maison devant servir de presbytère ?

VARIÉTÉS : Les opérations de bourse devant la conscience (suite et fin).

COURRIER DES LIVRES

PENSÉES SUR L'HISTOIRE, par Charles CHARAUX, professeur de philosophie à la Faculté de Grenoble. Paris, Pedone-Lauriel, éditeur, rue Soufflot, 13. Un vol. in-12, 1889. — 2 fr. 50.

C'est un professeur de philosophie qui tient à dire son fait à l'histoire, par ces *Pensées sur l'histoire* ; mais il le dit en philosophe, dans une langue discrète, sans excéder jamais la mesure, au contraire. Ce sera là un des points faibles de son livre vis-à-vis du gros public ; c'est trop fin, les allusions demeureront trop voilées pour lui ; les délicats, les vrais lettrés seuls goûteront ces pensées irréprochables en général par le fond, exquisées par la forme.

Comment un philosophe en est-il venu à parler d'histoire : « L'homme, dit-il, n'est-il pas à lui-même une petite cité, avec sa lente formation, son

apogée d'un instant, son déclin rapide, avec ses troubles intérieurs, ses guerres, ses trêves, ses victoires, ses défaites, avec les lois qu'il se dicte et qu'il viole, avec les dominations qu'il subit ou qu'il impose ? La cité n'est-elle pas à son tour semblable à un homme dont elle reproduit, dans la durée de son existence, les phases successives et les diverses fortunes ? »

Déjà la philosophie avait appelé l'homme « un petit monde, » afin de se permettre de tout régir et de tout juger dans sa dominatrice universalité. Personne ne lui contesterait son droit, si elle n'en profitait parfois pour s'élever si haut qu'on ne la perceût plus, pour parler une langue si vague qu'on ne l'entend plus. Grande et sublime faculté que celle de généraliser, à la condition pourtant que toute trace de l'analyse, tout souvenir de l'individu ne disparaisse pas. A ce propos, on pourrait chicaner sur quelques *Pensées*. C'est un philosophe spiritualiste qui les écrit, un spiritualiste

chrétien même. Il s'est placé en penseur sur les sommets de l'histoire, mais il en est un qui les domine tous, du haut duquel on embrasse tout l'horizon des siècles, toute la série immense des événements, c'est la montagne qui a remplacé les formidables empires d'or, d'argent, d'airain et de fer, l'Eglise. M. Charaux la connaît, l'a explorée, mais pas plus que les autres, et c'est son tort. Comment comprendre l'histoire sans y voir partout l'action de l'Eglise, la souveraine de l'histoire, la mère et l'institutrice des nations modernes ? Il constate que cette action salutaire, aujourd'hui encore compénètre tous les peuples, bien que « la chrétienté n'existe plus ; » il ne dit pas assez combien elle a été créatrice.

Les deux discours qui précèdent les *Pensées* peuvent leur servir d'introduction. Dans le premier il traite « du beau et de la pensée dans l'histoire. » Si la pensée vit dans un peuple, elle se fabrique un instrument, une langue, elle inspire ses philosophes, ses poètes, ses orateurs, ses artistes, elle produit la beauté.

Hérodote a été appelé le père de l'histoire, parce que le premier il l'a comprise, synthétisée et racontée. Encore son récit se rapproche-t-il plutôt de la chronique qui est l'enfance de l'histoire. Mais peu à peu les peuples grandissent dans le progrès, la langue s'affine, les idées générales se dégagent avec le côté *humain*, éternel des choses et de la pensée, la poésie ajoute à la langue sa splendeur, et alors naissent ces écrivains qui seraient les maîtres de l'histoire, comme Quinte-Curce et Tite-Live, s'ils n'avaient confondu la fantaisie et la vérité, l'histoire et le roman. Michelet appartient à cette école inepte et brillante.

Non, l'histoire et la poésie ne peuvent s'entendre. L'une vit ici-bas, l'autre dans les sphères supérieures où elle contemple les beautés célestes. Leur domaine est distinct. Les choses humaines sont trop terre-à-terre pour que la poésie puisse s'occuper d'elles sans les dénaturer. Elle est invinciblement portée à leur donner une auréole qu'elles n'ont pas, à les exposer dans une gloire idéale qui jure avec la réalité. Inconsciemment la poésie de Michelet — ce grand inconscient — a produit, sous le rayon du maître qui voyait tous les événements dans une lumière fardée, une légion d'historiens menteurs. Sous prétexte de donner à l'histoire du mouvement et de la vie, ils l'ont peinte épileptique.

Les jugements de M. Charaux sur les historiens sont mesurés et prudents. Cependant il tient aux discours imaginaires de Tite-Live ou de Tacite : « Les discours sans lesquels l'histoire ne serait pas ont leur place marquée dans l'histoire. Ce n'est pas une raison de les condamner parce que la mode n'est plus d'en écrire. »

Il est certain que Galgacus a dû parler à ses Bretons avant d'engager la suprême lutte contre les Romains d'Agricola ; mais il n'est pas moins sûr qu'il n'a rien dit de ce que Tacite rapporte. Alors ce n'est plus de l'histoire.

On comprend le mobile qui entraîne l'éloquent philosophe sur cette pente idéale. Il trouve avec raison qu'on a trop forcé l'analyse et abusé de l'anecdote. L'école de M. Taine n'est pas irréprochable. Outre qu'elle oublie les idées générales, éternelles, qu'elle écarte systématiquement les conclusions, c'est-à-dire les enseignements des faits, il est, hélas ! malheureusement aussi facile de mentir avec les chartes et documents authentiques, qu'à un ministre des finances aux abois, depuis Terray à M. Tirard, de jongler avec les chiffres.

L'historien parfait n'est pas encore né. Celui-là n'appartiendra d'abord à aucune école : il devra être impartial et joindre à la critique éclairée et analytique de M. Taine — qui pourtant choppe quelquefois — l'idéal et les larges vues de Bossuet.

La beauté de l'histoire réside dans la *Cité* « ce corps des citoyens qui aimant leur pays savent ce qu'ils aiment, et en le servant savent pourquoi ils travaillent et se dévouent. » M. Charaux qui paraît admirer beaucoup la *cité antique*, particulièrement Rome, n'a pas suffisamment fait ressortir la supériorité de la *cité chrétienne*. Si « la beauté de l'histoire, ce sont les hommes de cœur et de dévouement, » la première cité ne saurait soutenir la comparaison avec la seconde, Titus « les délices du genre humain, » avec saint Vincent de Paul. Ah ! quand on a subi l'enseignement universitaire qu'il est difficile, malgré de constants efforts, d'enlever l'odieux vernis qui a fini par pénétrer jusqu'à l'âme ! En décrivant avec une vraie éloquence la beauté qu'offre au monde une nation malheureuse, mais qui n'a pas abdiqué et qui résiste ; « l'homme avec ses luttes intérieures, ses vertus et ses dévouements qui couvrent la multitude de ses défaillances, » l'éminent professeur éclairé de toutes les lumières chrétiennes ne s'élève pourtant pas au-dessus de Sénèque : « *Ecce par Deo dignum spectaculum, vir bonus cum malâ fortunâ compositus,* » disait mieux encore que lui le philosophe païen.

Voilà les fruits d'un siècle qui a voulu se passer de christianisme et qui ne vit que de ce qui lui reste de christianisme : semblable à un arbre coupé l'hiver dernier et qui cependant pousse encore quelques feuilles, là couché sur le bord de la route, parce qu'il garde quelques gouttes d'une sève qui sera tarie demain.

Le second discours révèle les mêmes tendances vers l'idéal, les tendances « du spiritualisme chrétien » honnête et convaincu, mais qui s'arrête sur le seuil du temple, admirant les verrières du sanctuaire où parlent des figures émaciées, aux mains jointes, parmi les couleurs brillantes et douces qui s'efforcent de peindre le ciel. Ces verrières, pour lui, c'est la légende, pour nous c'est la vérité. Il admire, et n'ose entrer, sans doute il ne ressemble en rien à l'amer sceptique « qui reste debout, sous les sacrés portiques, » railleur et

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE SIXIÈME DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE.

 (Saint Marc, VIII, 1-9.)

Les Évangélistes nous ont laissé le récit de deux multiplications des pains, opérées par Notre-Seigneur. Le soin avec lequel sont relatés les moindres détails de ce double prodige, indique assez l'importance qu'y attachèrent les Apôtres.

A quelques semaines d'intervalle, l'Eglise remet successivement l'un et l'autre sous nos yeux ; si elle est obligée dans le cycle de l'année liturgique de passer sous silence un grand nombre des faits racontés par nos saints Évangiles, elle veut du moins que le miracle, d'un genre à part, rapporté aujourd'hui fixe tout particulièrement notre attention. C'est qu'en même temps qu'il est la vive image du plus auguste de nos mystères, il offre à la piété chrétienne une mine incomparable d'enseignements et d'applications pratiques. L'attachement du peuple à Notre-Seigneur, l'amour et la sollicitude de ce divin Sauveur pour ce même peuple qu'il est venu sauver, apparaissent ici dans un jour saisissant et bien digne d'arrêter notre attention. Nous nous contenterons d'envisager le côté important entre tous du prodige qui nous occupe. Aussi bien, dans ce miracle d'un instant, nous verrons se dérouler toute l'histoire de l'Eglise, l'œuvre du Christ et continuatrice de son œuvre, et une fois de plus il nous sera donné de relever les bienfaits de son action sociale dans le monde.

I

Remarquez d'abord, M. F., comment les Galiléens se montrent empressés à accourir pour voir et entendre Jésus. A peine ont-ils appris que le divin Maître est présent dans leur contrée, que de tous côtés ils se lèvent et quittant leurs occupations et leurs travaux, ils ont hâte de profiter des avantages de cette présence. Quelques-uns même viennent de fort loin, sans se laisser arrêter par aucun obstacle.

Ah ! dans cet empressement spontané et unanime se manifeste d'une manière frappante l'instinct populaire qui se porte si naturellement à la vérité, au bien, lorsque rien ne vient vicier ses tendances, comprimer son élan, enchaîner sa liberté. On a dit que l'homme était essentiellement être religieux, et, malgré tous ses efforts, l'immixtion n'a pu encore infirmer la vérité de cette parole. Mais ce qui est évident quand il s'agit de l'homme privé et individuel, ne l'est pas moins si l'on envisage l'ensemble de l'humanité, dans les peuples et les nations qui la composent. Jamais on n'a vu une société, un empire sans religion. Et de même que l'homme athée et irréligieux, porte imprimé sur son front un stigmate d'infériorité et de débilité, ainsi un peuple sans culte et sans autels, serait le plus incompréhensible et le plus

malheureux des peuples ; il ne pourrait même pas subsister, pas plus que le corps n'a de vie, de beauté et de forme sans l'esprit qui l'anime.

Les Juifs ont-ils fini par trouver le Sauveur, avec quel respect, avec quelle attention et quelle pieuse avidité ils écoutent et recueillent les instructions qui tombent de ses lèvres divines ! L'objection perfide, cauteleuse, ne germe point dans ces esprits droits et sincères. La vérité leur apparaît claire, lucide, évidente ; ils ne cherchent point à plier la doctrine de Dieu, à leurs passions, à leurs intérêts, aux calculs d'une sagesse tout humaine. Aussi, plus ils voient et entendent Jésus, plus ils s'attachent à lui. Trois jours durant, ils le suivent sans éprouver aucune lassitude. Ils oublient même le boire et le manger, tant ils ont à cœur de n'être pas un seul instant distraits de leur sainte occupation. Ah ! c'est qu'ils savent que Jésus ne fait que passer parmi eux et qu'il ne tardera pas à porter à d'autres régions le bienfait de sa présence, de sa parole et de ses miracles.

Quelle leçon pour nous dans cette conduite des Juifs ! Notre génération, saturée de doctrines creuses, erronées, mensongères, montre trop souvent une indifférence coupable pour les vérités et les enseignements divins. Elle ne peut consentir au moindre effort, au plus léger sacrifice pour rechercher Dieu efficacement. Ne lui parlez pas de la nécessité, pour quiconque veut suivre Jésus, de se renoncer soi-même, de mortifier ses passions, de rompre avec les habitudes vicieuses du monde. Elle trouve ce joug trop austère, et tout entière à ses folles jouissances elle renvoie à plus tard l'accomplissement de ces graves devoirs. D'où vient cette différence entre la conduite des Juifs et celle des chrétiens d'aujourd'hui, entre l'empressement des uns et la négligence des autres ? N'est-ce pas de ce que l'amour du bien-être, l'esprit de licence a détruit et remplacé l'esprit de foi, éteint et comprimé les plus nobles aspirations de l'âme ! Mettons-nous en garde contre les atteintes de ce mal funeste qui exerce tant de ravages autour de nous. Cherchons Dieu et servons-le dans la simplicité d'un cœur dégagé de toute préoccupation matérielle. Alors il nous sera donné de goûter les consolations et les joies que Jésus réserve à ses fidèles serviteurs, joies et consolations bien supérieures en réalité à tout ce que le monde peut nous offrir.

II

La suite du saint Évangile nous fait voir, en effet, comment Jésus répond au dévouement et au zèle empressé de la foule qui s'est attachée à lui sans pouvoir se résoudre à s'en séparer. Il montre bientôt qu'il ne se laisse pas vaincre en libéralité, et qu'en sacrifiant tout pour lui, on trouve tout en lui. Pendant trois jours, il s'applique à instruire ce peuple, à lui donner la pleine révélation du royaume de Dieu. Non seulement il éclaire, mais il encourage, il console, il élève l'âme de ses auditeurs. Les préceptes reçoivent leur vraie et juste interprétation, les devoirs de chacun sont nette-

ment établis, la voie de la perfection et de la sainteté est ouverte à tous. Et pour que personne ne puisse prétexter de son indignité ou de son impuissance, Jésus proclame le grand devoir de la pénitence et il livre aux foules le secret de la force surnaturelle, en enseignant, en recommandant sans cesse la persévérance dans la prière. Il fait plus encore : en même temps qu'il rend la santé aux malades et guérit toute infirmité par l'effet visible de la puissance divine, il éteint dans les âmes la fièvre des passions, purifie les cœurs et avec l'assurance du pardon, leur rend la paix et l'amitié de Dieu.

Aujourd'hui Notre-Seigneur veut donner une marque plus sensible encore de sa sollicitude pour tout ce qui touche au bonheur des peuples. Les vivres que toute cette multitude avait apportés étaient épuisés. Le désert où l'on se trouvait était loin d'offrir des ressources suffisantes et, avant qu'ils aient pu regagner le pays qu'ils habitaient, beaucoup étaient exposés à tomber en défaillance dans le chemin. Jésus s'émeut de cette dure extrémité, et c'est alors que de son cœur il laisse échapper ce cri, cet aveu de son immense amour pour les hommes : « *Misereor super turbam*, je suis en peine pour le peuple, car il y a trois jours déjà qu'ils me suivent et ils n'ont plus rien à manger. Il n'est pas possible de les renvoyer ainsi. »

« *Misereor super turbam !* » cri bien digne d'un Dieu qui se déclare le plus tendre et le meilleur des pères. Autrefois Salomon, ne trouva pas, dans sa sagesse, de moyen plus efficace pour découvrir la mère véritable de l'enfant qui lui était apporté, que d'exposer cet enfant à un péril imminent. L'amour maternel se déclara alors avec une expression de sincérité admirable qui ne permettait pas la moindre hésitation. Ainsi nous est-il donné de reconnaître dans la parole de Jésus la révélation vivante de cette Providence qui dispose toutes choses avec suavité et sans la permission de laquelle pas un cheveu ne saurait tomber de notre tête.

« *Misereor super turbam !* » c'est surtout des nations coupables et rebelles à leur mission que le Cœur de Dieu s'émeut. Il multiplie en leur faveur les avances de sa miséricorde, il leur envoie ses prophètes comme à Ninive, il cherche en elles le moindre signe de repentir pour leur accorder un généreux pardon ; et s'ils les abandonne à leur malheureux sort, s'il épuise sur elles toutes les rigueurs d'une implacable vengeance, c'est qu'elles sont arrivées au fond de l'abîme du vice et de la corruption.

Où. M. F., la compassion de Dieu est une compassion active et laborieuse, qui s'affirme, au besoin, par des prodiges de la toute puissance. L'évangile de ce jour nous en fournit la preuve.

Voyant la détresse de la multitude, Jésus avait réuni ses disciples. Il veut les prendre à témoin de la gravité du péril qu'il va leur dénoncer et leur faire saisir la grandeur et l'importance du miracle

qu'il se propose d'opérer sous leurs yeux. Deux mois auparavant, les Apôtres avaient vu le Sauveur aux prises avec les mêmes difficultés, et le souvenir de la première multiplication des pains était resté vivant dans leur cœur. D'une commune voix ils répondent qu'il ne faut pas songer à trouver dans ce désert de quoi rassasier une foule si considérable, puis ils attendent non sans anxiété ce que va décider le divin Maître. Ils n'osent pas le prier de renouveler encore une fois le prodige qui avait excité à un si haut point la reconnaissance et l'enthousiasme de la multitude. Mais la nature de leur réponse laisse assez voir l'ardeur de leurs désirs. « Combien avez-vous de pains, leur demande. Jésus ? » — « Sept, répondirent-ils. » Alors Jésus commande aux peuples de s'asseoir, et prenant les sept pains, il commence par rendre grâces à Dieu, donnant ainsi un solennel exemple de ce que tout chrétien doit faire avant de prendre sa nourriture quotidienne. Puis il rompt les pains et les donne à ses disciples qui les distribuent au peuple. Il fait de même de quelques petits poissons que les Apôtres possédaient. Tous en mangèrent et après qu'il furent rassasiés, on put encore remplir sept corbeilles des morceaux qui étaient restés. Or, il y avait là environ quatre mille hommes, parmi lesquels, remarque saint Mathieu, il ne fallait compter ni les femmes, ni les enfants. Jésus avait mis le comble à la mesure de ses bienfaits à leur égard, alors seulement il les congédia.

L'Eglise a fidèlement marché sur les traces de son Chef. Toujours elle a joint à la plus tendre sollicitude des âmes, le souci du bonheur temporel des peuples. Aussi, tout en se proposant pour but suprême, de nous assurer la possession des biens éternels, elle est encore de tous les gouvernements d'ici-bas, celui qui a travaillé et qui travaille le plus efficacement à la prospérité matérielle et morale des nations. Rappelez-vous seulement ce qu'elle a fait pour la défense des faibles et des opprimés ; rappelez-vous l'essor qu'elle n'a cessé de donner à ces grandes et innombrables institutions de charité que nous voyons toujours en lutte contre les infirmités, les misères, les déshonneurs de l'humanité ; rappelez-vous ces légions généreuses d'hommes et de femmes qui, fidèles aux traditions du glorieux passé de l'Eglise, se dévouent à l'éducation de l'enfance, au soin des pauvres, des malades, des convalescents, des incurables, des orphelins, des vieillards, de tous les abandonnés. C'est ainsi que l'Eglise apporte un très précieux et très utile concours à toutes les œuvres, à toutes les entreprises qui intéressent le bien des sociétés. Non, elle ne le cède à aucun pouvoir sous ce rapport, et quoi que prétendent ses adversaires, ils ne parviendront jamais à faire oublier ni méconnaître sa noble, intelligente, sage et féconde action dans le monde.

De tout ce que nous venons de dire, M. F., nous tirerons cette conclusion que l'on ne perd rien, et que l'on gagne toujours beaucoup en s'attachant à Dieu et en le servant fidèlement. La piété, dit saint

Paul, a les promesses de la vie présente comme de la vie future. Si elle ne diminue pas pour nous les peines et les difficultés, du moins elle ne nous laisse pas sans secours et sans consolations. N'hésitons donc pas à suivre Notre-Seigneur avec le courage et la constance dont les habitants de la Galilée nous ont donné l'exemple; fortifions-nous de plus en plus dans l'amour et la pratique de notre sainte religion. Dieu aura pour agréable notre fidélité, qui obtiendra ainsi sa première récompense, et en retour, il nous comblera de ses grâces et de ses bénédictions ici-bas, en attendant qu'il nous couronne de gloire et d'immortalité dans le ciel.

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Des nécessités ayant fait prendre sur les capitaux de legs pieux et les ressources manquant pour satisfaire à toutes les charges, le Saint-Siège accorde condonation et réduction, mais à condition qu'il sera pourvu à l'acquit certain des charges pour l'avenir.

PATAVINA

ABSOLUTIONIS ET CONDONATIONIS MISSARUM

Die 21 julii 1888.

Per summaria precum.

COMPENDIUM FACTI. Parochia s. Teclæ loci *Este* 36 legatis missarum ditatur, quæ tamen ultimis hisce annis plene non fuerunt satisfacta. Expouunt enim rector et ædiles parœciæ ex prælevatione trigesimi pro centenis, ex annuis tributis *divitiarum mobilium* et *manus mortuæ*, et ex litibus in defensionem piarum causarum, licet adversa fortuna actis, sortem ac redditum legatorum fuisse imminutam: insuper ex residuis proventibus sæpius distractam fuisse aliquam pecuniæ summam, et conversam in subsidium pauperum sacerdotum qui ecclesiæ inserviebant, in extinctionem expensarum cultus, et in emptionem paramentorum, quibus ecclesia indigebat.

Hinc usque ad annum 1884, paullatim libellæ 11, 166 subtractæ fuerunt, et in alium finem quam in missarum applicationem conversæ. Porro petitur, ut ex hac summa 9384 libellæ condonentur, 1782 vero utpote dependentes ab exactionibus factis et faciendis possint, sed intra biennium, distribui in missarum stipendia.

Notandum vero quod provinciæ Præfectus gestionem parœciæ revisens, et hujusmodi debitum erga pia legata inveniens, exhortatus est ædiles, ut de eo absolutionem a competenti ecclesiastica auctoritate exposcerent, ut administratio recte progredi possit.

Spondent vero hodierni ædiles se in posterum haud amplius manus esse apposituros super legatorum redditu, etiam ex eo quod hodie ex elevatione elemosinæ ab 1,23 ad duas libellas pro singulis missis, sufficiens emolumentum datum sit sacerdotibus ad vitam ducendam.

Preces veritate niti testificans Ordinarius, easdem commendavit.

RESOLUTIO. Sacra C. C. re cognita sub die 21 Julii 1888 censuit respondere: *Pro gratia juxta petita, cauto de fidei adimplemento onerum pro futuro, facto verbo cum SSmo.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Dans le n° 17 de l'*Ami du Clergé* (25 avril 1889), page 195, vous donnez un décret qui oblige (*possit et debeat*) le clergé d'un petit séminaire à célébrer la fête du titulaire de sa chapelle (première classe avec octave).

Est-ce parce que la chapelle dont il est parlé n'est pas seulement bénite, mais consacrée (*consecratam*), ou bien les décrets précédents disant que le titulaire de ces chapelles (mêmes publiques) ne doit pas être célébré (première classe avec octave), sont-ils rapportés et annulés?

R. — C'est déjà parce que la chapelle de ce petit séminaire (de Sééz) est consacrée qu'on doit célébrer le titulaire de cette chapelle.

Il est vrai que le décret de la Sacrée Congrégation des Rites, rappelé par vous, ne le dit pas. Mais un décret postérieur, et de la même année 1878, est plus explicite. Mgr Favre, évêque de Montréal, exposa que la chapelle de son grand séminaire était consacrée depuis quatorze ans et que dès lors on avait la coutume de célébrer la fête du titulaire et de la Dédicace; mais que des doutes venaient de surgir touchant la légitimité de ces offices, par la raison que cette chapelle n'était pas ouverte indistinctement au public. Sa Grandeur demandait donc si l'on avait agi régulièrement en introduisant dès le commencement la célébration de ces deux fêtes, du titulaire et de la Dédicace.

« Utrum ab initio recte fuerit introducta celebratio festi Titularis et Dedicationis supradicti oratorii? »

La Sacrée Congrégation donna cette très importante réponse: à savoir: quand un oratoire a été vraiment consacré et non simplement béni, on doit célébrer l'office du titulaire et de la Dédicace:

« Et sacra eadem Congregatio ad relationem subscripti Secretarii, accurate re perpensa, sic declarare censuit: Dummodo reapse Oratorium fuerit consecratum et non simpliciter benedictum, celebrandum esse Officium tam sancti Titularis, quam Dedicationis. Atque ita declaravit ac rescripsit. »

Ce décret est du 29 novembre 1878.

Quelques années après, en 1885, le même évêque eut encore des doutes sur cette matière, et il s'adressa de nouveau à la Sacrée Congrégation des Rites:

Les oratoires consacrés, disait-il, ont droit à ce que l'on célèbre la fête de leur titulaire et de leur dédicace, ainsi qu'il résulte du décret du 29 no-

vembre 1878. Mais ont-ils ce même droit s'ils sont simplement bénits :

« An Decretum in Marianopolitana 29 novembris 1878, ex quo constat quoddam Oratorium consecratum ibidem descriptum jus habuisse ut celebrentur cum octava tum ipsius festum Titulare, tum ejus Dedicatio, extendi debeat ad oratoria ejusdem generis simpliciter benedicta, in eo sensu quod eorum Titulus cum octava sit celebranda ? »

La Sacrée Congrégation répondit que le décret de 1878 ne s'étendait pas aux oratoires simplement bénits :

« Pro oratoriis simpliciter benedictis negative, et servantur decreta. » (18 juillet 1885, n. 5943, ad 5.)

Donc les séminaires qui ont des chapelles consacrées doivent célébrer le titulaire sous le grade de première classe avec octave ; ils doivent de même célébrer la Dédicace.

Quant aux séminaires qui ont des chapelles simplement bénites, ils ne peuvent célébrer ni le titulaire ni la Dédicace.

Mais qu'arriverait-il si ces chapelles, non consacrées étaient proprement publiques, c'est-à-dire si elles étaient destinées par l'autorité compétente, non seulement au personnel du séminaire, mais aux fidèles en général, de manière que les fidèles aient le droit d'y entrer comme dans une église ordinaire ?

On pourrait soutenir que ces chapelles ont un titulaire liturgique qui doit être honoré sous le rite de première classe avec octave.

On voit avec quelle hésitation nous procédons, parce que nous marchons sur un terrain resté obscur jusqu'à présent. Mais nous avons la conviction que la lumière se fera dans un temps prochain.

Q.— Lorsque je dis l'office votif des saints anges le lundi, je dois en faire mémoire aux secondes vêpres du dimanche. Puis-je faire chanter cette mémoire aux vêpres paroissiales ?

R. — Non, vous ne le pouvez pas, parce que le décret général *Per Apostolicas Litteras* du 5 juillet 1883, ne permet d'agir ainsi qu'aux chapitres et aux communautés d'ecclésiastiques qui ont consenti à réciter *choralement* ces offices votifs.

Cette solution paraissait assez probable d'après le décret précité :

« Datur Indultum Generale tam Capitulis et Ecclesiasticorum Communitatibus quibuscumque, quam Singulis de utroque Clero, persolvendi Officia votiva per annum loco Officiorum ferialium, præterquam in feriis, Quarta Cinerum, totius Tempore Passionis, ac sacri Adventus a die 17 ad 24 Decembris inclusive ; quoad choralem quidem recitationem de consensu Capituli seu Communitatis ab Ordinario semel pro semper approbando. »

Néanmoins elle était loin d'être évidente. Aussi deux ans après, en 1875, Mgr Favre, archevêque de Montréal crut-il devoir poser expressément la question à la Sacrée Congrégation des Rites : En

dehors des églises qui ont opté pour les nouveaux offices votifs, les prêtres qui usent de ce privilège peuvent-ils faire mémoire de ces offices votifs aux messes et aux vêpres chantées ?

« An extra Ecclesias, quorum Calendario rite addita fuerunt Officia votiva per Decretum 5 julii 1883 concessa, privilegium personale ad libitum ista recitandi Missasque respondententes more festivo celebrandi, sic intelligi debeat, ut in cantandis Missis ac Vesperis (salvo jure Missas more stricto votivo celebrandi) ne Commemoratio quidem de iisdem fieri possint ? »

La Sacrée Congrégation répondit qu'ils ne pouvaient pas faire cette mémoire. (18 juillet 1885, n. 5943, ad 1.)

A plus forte raison ces prêtres ne peuvent pas chanter la messe et les offices votifs.

Q. — 1° *L'Ami du Clergé* nous a dit qu'il fallait absolument une croix sur l'autel pendant la messe. Est-on obligé d'en avoir une en dehors de la messe ?

2° Vous nous avez dit aussi qu'il faut un christ attaché à la croix. Est-ce bien sûr ? La rubrique du missel n'en parle pas.

3° Vous n'avez jamais dit le lieu où doit être placée cette croix. C'est cependant un point important. Peut-on la mettre devant le tabernacle ? Au-dessus ?

R. — Ad I. Nous ne croyons pas qu'on y soit obligé, parce que la rubrique qui veut une croix, parle de l'autel où doit être célébré le saint sacrifice de la messe.

« Altare, in quo sacrosanctum Missæ Sacrificium celebrandum est... » (Rubricæ gener. Missal., tit. xx.)

Telle est aussi l'opinion commune des liturgistes.

Par conséquent on ne serait pas obligé de mettre une croix sur un autel où l'on ne devrait pas célébrer.

Néanmoins il est convenable de la laisser toujours, au moins au grand autel. Voici pourquoi, c'est que la révérence exigée par les rubriques de la part de ceux qui passent devant le grand autel, est dirigée vers le seul crucifix.

Ad II. Nous croyons qu'il faut encore sur cette croix l'image de Jésus en croix, et qu'il ne suffirait pas d'une croix nue.

Vous nous objectez une rubrique du missel qui effectivement ne requiert qu'une simple croix :

« Super altare collocetur Crux in medio... » (Rubricæ gener. Missal., tit. xx.)

Nous répondons : cela est vrai. Mais cette rubrique n'est pas la seule qui touche cette question. Elle est complétée en deux autres endroits, d'abord au missel lui-même, ensuite au Cérémonial des évêques.

Et d'abord au missel lui-même. Que dit la rubrique concernant les rites à observer pour la célébration de la messe ? Lorsque le prêtre arrive au bas de l'autel, il se découvre, donne sa-barrette au servant et fait une révérence profonde à l'image du crucifié.

« Cum pervenerit ad altare, stans ante illius infimum gradum, caput detigit, Biretum ministro

porrigit, et altare seu imagini Crucifixi desuper posite, profunde se inclinat. (Ritus servand. in celebrat. Missæ, tit. II, n. 2.)

Le Cérémonial des évêques veut aussi que la croix de l'autel, avec l'image du très saint Crucifié s'élève tout entière au-dessus des chandeliers :

« ... et crux ipsa tota candelabris supereminet cum imagine sanctissimi Crucifixi. » (Cœremoniale Episc., liv. I, chap. XII, n. 11.)

Ad III. Vous nous dites que jamais nous n'avons précisé l'endroit de l'autel où cette croix doit être placée.

Nous croyons avoir dit qu'elle doit être placée au milieu de l'autel, mais en arrière, et entre les chandeliers, car la rubrique du missel est très nette sur ce point :

« ... et candelabra saltem duo cum candelis accensis hinc et inde in utroque ejus latere. » (Rubr. gener. Missal, tit. XX.)

La solution est donc très positive lorsqu'il n'y a pas de tabernacle. Mais elle n'est plus aussi certaine lorsqu'il y a un tabernacle, parce que ce tabernacle doit être placé au milieu de l'autel. Que faire alors ?

Peut-on placer la croix devant le tabernacle ? Nous répondons : ce tabernacle est vide, ou bien il contient la très sainte Eucharistie ; s'il est vide, nous ne voyons rien qui empêcherait d'y placer la croix.

S'il contient la sainte Eucharistie, il nous semble qu'on ne doit pas mettre la croix devant, et cela pour deux raisons, d'abord parce qu'il ne convient pas de dérober aux regards des fidèles le trône béni où réside le divin Rédempteur ; ensuite parce que cette croix empêcherait d'ouvrir le tabernacle et d'en retirer le saint ciboire.

Cette dernière raison est une raison d'ordre purement physique, mais elle a aussi sa valeur, et corrobore la première raison qui est d'ordre moral.

Par conséquent, nous ne conseillons pas de mettre la croix devant le tabernacle, bien que nous n'ayons pas de raison péremptoire pour le défendre.

Ne pourrait-on pas la mettre sur le tabernacle ? Nous ne connaissons aucune rubrique ou décret qui s'y opposent. C'est même une pratique très répandue.

Mais il faut se rappeler que cette croix doit être assez grande pour que le célébrant et les fidèles puissent facilement voir le crucifix. Dans sa constitution *Accepimus*, Benoît XIV prescrivait aux archevêques et évêques de ne pas souffrir un abus très répandu de son temps, et qui consistait à ne placer sur le tabernacle qu'une très petite croix :

« Illud vobis præcipimus ut nullo modo patiamini rem divinam fieri ad hujusmodi altaria, nisi Crucifixus inter candelabra ita promineat ut sacerdos celebrans ac populus sacrificio assistens eundem Crucifixum facile et commode intueri possint. »

Q. — 1^o De l'Ascension à la Pentecôte, quand on fait l'office du commun, une seule antienne suffit-elle à chaque nocturne ?

2^o Le patron de notre collège est saint Joseph. Celui de la paroisse sur laquelle l'Institution est située, est saint Martin. Quand il y a suffrages, sommes-nous tenus à faire commémoration du patron de la paroisse avec laquelle, d'ailleurs, nous n'avons aucun rapport ?

3^o Quand on sépare matines et laudes ou bien aussi les nocturnes de matines, doit-on, quand on reprend la récitation, commencer par : *Pater, Ave*. Je suppose une interruption notable, de plusieurs heures, par exemple ?

4^o Des personnes vous remettent parfois une certaine somme pour qu'on acquitte des messes à leur intention. Elles ne parlent pas du taux de l'honoraire pour chaque messe. Que faire alors ? Pour moi, j'ai des honoraires de messes basses régulièrement à 1 fr. 50. Puis-je prendre 1 fr. 50 dans le cas énoncé ou bien simplement 1 fr. Les honoraires de messe basse sont ordinairement de 1 fr. dans notre Institution. Mais ces personnes n'en savent rien, sans doute. Ce sont des amis, des connaissances ; on n'ose pas leur demander le taux de l'honoraire.

5^o Dans la récitation du bréviaire, pour ce qui est de l'attention suffisante, suffit-il de s'appliquer à bien prononcer tous les mots ?

6^o Si par malheur, pendant la célébration de la sainte messe, il arrivait après la consécration, qu'on laissât tomber sur le corporal ou sur la nappe, du précieux sang de Notre-Seigneur, que doit-on faire immédiatement et après la messe ?

R. — Ad I. Oui, de l'Ascension à la Pentecôte, quand on fait l'office du commun, une seule antienne suffit au commencement de nocturne. Et l'on ne peut même pas en dire plus d'une, car la rubrique des antiennes affirme que les psaumes de chaque nocturne se disent sous une seule antienne au temps pascal :

« Tempore paschali, in officio tam novem quam trium lectionem, psalmi cujuslibet nocturni dicuntur sub unica antiphona quæ officio convenit, ut suis locis ponitur... » (Rubrica gener. Breviarii, titre XXI, n. 6.)

Or le temps pascal s'étend jusqu'à la fête de la Trinité exclusivement.

On trouve une rubrique analogue pour chaque commun, en tête du premier nocturne.

Ce qui fait illusion à plusieurs prêtres, c'est que l'Ascension ne suit pas cette règle ; chaque nocturne a trois antiennes, mais c'est une exception à la règle générale.

Ad II. Vous n'êtes pas tenus au suffrage de l'église Saint-Martin sur le territoire de laquelle vous habitez et avec laquelle vous n'avez rien de commun.

Alors, n'avez-vous pas de suffrage particulier à faire ?

Si votre chapelle est consacrée, vous êtes tenu à faire l'office du titulaire, et par conséquent, à en dire le suffrage, ainsi qu'il résulte des décrets du 29 novembre 1878 et du 18 juillet 1885.

Si, sans être consacrée, elle est proprement publique, c'est-à-dire destinée et ouverte à tous les fidèles en général, comme une église, nous sommes portés à croire que vous devez faire l'office du titulaire de cette chapelle et par conséquent en dire le suffrage comme il paraît ressortir du décret du 15 février 1873 pour le diocèse de Saint-Germain au Canada (n. 5532, 3^o).

Si elle n'est ni consacrée, ni proprement pu-

blique, êtes-vous tenus à quelque suffrage ? Non, à moins que la coutume n'existe de faire celui du patron de lieu :

« A quovis sacerdote nullius ecclesiæ servitio addicto nullam faciendam esse commemorationem nisi adsit consuetudo faciendi commemorationem de patrono loci. » (15 février 1873, n. 5532, 50.)

Ad III. Quand on sépare matines de laudes, doit-on, quand on reprend la récitation, commencer par *Pater* et par *Ave* ? Non, car la sacrée Congrégation, récemment interrogée sur ce point, par l'évêque de Montréal, a déclaré qu'il fallait commencer les laudes comme au Psautier :

« Si contingat in recitatione privata, separari matutinum a laudibus, quæritur... quomodo inchoandæ sint laudes ? »

La sacrée Congrégation répondit :

« ... laudes inchoandas ut in psalterio. » (18 mai 1883, n. 5871, ad 41.)

Or le Psautier ne demande ni *Pater* ni *Ave*.

Ad IV. Dans ce cas, il faut s'en tenir pour la quotité de l'honoraire à la coutume du lieu, ou bien aux statuts synodaux. S'il n'y en a pas, on doit s'en rapporter à la décision de l'évêque. Ce point a été tranché par la sacrée Congrégation du concile dès l'année 1698 :

« Attendendam esse consuetudinem loci, vel legem synodalem, quatenus adsit; sin minus, statuendam esse per episcopum eleemosynam competentem ejus arbitrio. » (15 novembre 1698.)

Cette règle n'a pas été changée depuis.

Ad V. Dans la récitation du bréviaire, il faut certainement *prononcer tous* les mots, autrement il y aurait quelque faute. Mais il n'est pas nécessaire que l'attention se porte absolument sur chacun des mots ; il suffit d'une attention *morale et générale* pour bien dire toutes choses. C'est la pensée de saint Alphonse, lequel résume ainsi l'opinion la plus commune des canonistes dans la phrase suivante :

« Sufficere moralem et generalem (intentionem) qua quis curet bene omnia dicere, cum intentione orandi. »

Ad VI. Si par malheur il arrivait, après la consécration, qu'on laissât tomber sur le corporal ou sur la nappe, du précieux sang, que doit-on faire, d'abord immédiatement, ensuite après la messe ?

Immédiatement, il faut lécher le précieux sang. Bien que la rubrique se taise sur ce point, c'est certainement la mesure la plus conforme à l'esprit de la liturgie.

Après la messe, la rubrique indique ce qu'il faut faire, à savoir, laver trois fois les linges, à l'endroit où ils ont été imbibés, au-dessus d'un calice ; puis jeter dans la piscine l'eau de l'ablution. Assurément, il serait plus respectueux que le prêtre prit cette ablution, s'il le pouvait. Mais les auteurs comme Suarès, etc., qui indiquent cette solution, n'en font pas une obligation ; et la rubrique n'en fait pas même mention ; il suffit donc de jeter l'eau à la piscine.

Q. — 1^o Un baptême où l'on dirait *et Fili* au lieu de *et Filii*, tout le reste étant bien posé et l'intention bonne, n'est-il pas valide ?

2^o L'omission de l'expression *in* avant *nomine* peut-elle nuire à la validité d'un baptême ?

3^o Dire par défaut de respiration *Spir-ritus sancti* au lieu de *Spiritus sancti*, sans arrêt appréciable dans la séparation des deux premières syllabes de *Spiritus*, présente-t-il un danger pour la validité du baptême ?

R. — Pour qu'un changement dans la forme d'un sacrement la rende invalide, il faut que ce changement soit substantiel, c'est-à-dire, qu'il atteigne la substance même de la forme et lui fasse cesser d'exprimer ce qui est essentiel.

Dans la forme du baptême, la forme doit exprimer 1^o la personne du ministre ; 2^o la personne du sujet qui reçoit le baptême ; 3^o l'action de baptiser ; 4^o l'invocation de la Sainte-Trinité. Si la corruption de la forme était telle qu'une seule de ces choses, ou n'y fût plus comprise, ou fût exprimée d'une façon qui ne conviendrait pas au baptême tel que N.-S. l'a institué, la forme serait invalide. Ainsi la forme serait invalide si le mot *baptizo* était remplacé par le mot *libero* ; parce que le baptême ne délivre l'homme du péché que par le rite sacré institué par Notre-Seigneur, qui est l'action de baptiser.

Lorsque le changement de la forme y laisse subsister ces éléments essentiels, la forme demeure valide.

Mais quel est le changement qui ôte aux mots, quel est celui qui leur laisse leur signification ? Pour en juger, il faut remonter à la nature du langage qui est un signe de convention. C'est l'usage général qui fixe les lois du langage ; mais l'intention et la volonté de qui l'emploie peut avoir son influence sur la signification d'un mot. Il peut arriver que quelqu'un veuille employer un mot avec une signification tout autre que celle que lui assigne l'usage. Il faut donc dans ses appréciations tenir compte de l'usage et de la manière dont les hommes ont coutume de comprendre les choses et, dans une certaine mesure de l'intention de celui qui parle.

D'après les lois communes du langage, des deux parties qui composent les mots, le radical et la terminaison, le radical qui est comme l'essence et la substance du mot, est beaucoup plus important que la terminaison qui n'est qu'un accident et n'exprime qu'un rapport à autre chose. Aussi, est-il plus facile qu'une corruption soit substantielle si elle porte sur le radical et qu'elle ne soit qu'accidentelle, si elle porte sur la terminaison.

Cela posé, nous répondons aux cas qui nous sont soumis :

Ad I. Ce baptême est valide. 1^o parce que la différence entre *Filii* et *Fili* ne porte que sur la terminaison ; 2^o que la différence entre l'un et l'autre est presque insignifiante, les deux *i* ayant dans la prononciation habituelle, presque le même son qu'un *i* seul ; 3^o que la construction de la phrase et l'intention bonne du ministre ne permettent pas de

donner à sa phrase un sens autre que le sens naturel qu'elle aurait avec *Filii*.

Ad II. Si l'entention du ministre est bonne et que parle retranchement de *in*, il n'ait pas voulu changer le sens de la forme, le baptême est encore valide, parce ce que le rapport exprimé par la préposition *in* se rend très bien en latin par l'ablatif.

De plus, l'hébreu n'ayant pas d'ablatif le rend par une particule qui répond à la préposition *in*, d'où l'on peut tirer une nouvelle raison d'admettre ici l'équivalence entre *in* et l'ablatif.

Mais si le ministre du baptême entendait par là signifier que le rit de l'ablution n'est rien et que la sanctification est uniquement due à la mention des trois personnes, ce qui impliquerait qu'il ne baptise pas véritablement, la forme deviendrait invalide, ou à tout le moins douteuse.

Ad III. Cette interruption n'est pas substantielle, les deux parties du mot conservent une union morale suffisante pour que le sens ne soit pas détruit.

Q. — Dans ma paroisse (et il en est ainsi dans plusieurs autres), le soir du jeudi saint et le vendredi saint on va adorer la croix qui est déposée sur un coussin et les fidèles pour la plupart font une petite offrande dans un plat d'argent placé au pied de la croix. A l'office du vendredi saint le prêtre qui fait adorer lui-même la croix aux fidèles est suivi d'un enfant de chœur qui porte aussi un plat dans lequel beaucoup déposent également une légère offrande. Même chose se pratique le mercredi des cendres quand on vient recevoir les cendres. Je viens donc vous demander à qui revient cette offrande, à l'église ou au curé. Les avis en effet sont partagés à ce sujet. D'aucuns même prétendent que cette offrande doit être pour les Lieux-Saints; mais pour les Lieux-Saints il y a une quête prescrite et qui se fait à la prière du jeudi saint ou du vendredi saint, et encore ce n'est que depuis deux ou trois ans que cette quête est destinée à cet effet, auparavant Monseigneur l'évêque lui donnait un autre objet.

Ceux qui prétendent que cette offrande est pour le curé, au moins celles du mercredi des cendres et de l'office du vendredi saint, s'appuient sur une habitude qui existe dans d'autres parties du diocèse où les fidèles en venant recevoir l'absolution pour leurs Pâques ont coutume de faire une offrande au prêtre en menue monnaie ou en œufs qu'ils déposent à côté du confessionnal dans une corbeille ou un plat placés là exprès.

Dans le cas où l'on déciderait que rien n'appartient au curé, que doivent faire ceux qui dans la bonne foi ou dans le doute seulement, ont jusqu'ici gardé pour eux ces différentes offrandes?

En répondant à ces différentes questions, vous obligerez beaucoup de confrères qui agissent les uns d'une manière les autres d'une autre.

R. — La quête pour les Lieux-Saints, imposée autrefois par un grand nombre de Brefs des Souverains Pontifes, a été rappelée, le 26 décembre 1887, à l'attention des évêques par le Bref : *Salvatoris ac Domini N. J. C.* Le Souverain Pontife demande *ut respective in cujuscumque diœcesis parochiali ecclesia, una saltem singulis annis vice, nempe feria sexta majoris hebdomadæ, vel alio ad uniuscujusque Ordinarii libitum similiter semel tantum quotannis eligendo die, fidelium charitati sanctorum Locorum necessitates proponantur.*

Pour satisfaire à ce précepte, un certain nombre

d'évêques ont ordonné une quête le jeudi ou le vendredi saint. D'autres ont décidé que les offrandes déposées par les fidèles qui viendraient adorer la croix le vendredi saint, seraient envoyées à l'évêché pour les Lieux-Saints. Nous en concluons donc que les offrandes faites par les fidèles qui viennent adorer la croix n'appartiennent pas nécessairement aux Lieux-Saints, qu'elles ne leur appartiennent qu'autant que les évêques les leur auront attribuées par un acte positif et formel, et que l'établissement d'une quête pour les Lieux-Saints est une preuve certaine que l'évêque n'a pas voulu disposer en leur faveur des offrandes en question.

A qui, du curé ou de la fabrique, appartiennent-elles donc? Si le curé ou son représentant tiennent eux-mêmes à la main la croix que les fidèles viennent baiser, l'offrande appartient certainement au curé; mais il en serait autrement, si l'offrande se faisait en l'absence du célébrant, à moins toutefois qu'une coutume particulière ne l'attribuât au curé de la paroisse, même dans ce cas. C'est la doctrine que nous avons exposée dans l'étude publiée par *L'Ami du Clergé*, en 1887, p. 330 et 341. En parlant des offrandes faites à une image ou à une relique insigne, nous disions à la page 343, à la fin de l'article.

« D'après la loi générale, ces offrandes doivent être employées suivant les intentions des fidèles. Or, les fidèles n'ont pas ordinairement pour but de favoriser le curé de la paroisse. Aussi les auteurs ne lui reconnaissent-ils que le droit de s'approprier les offrandes qui sont faites quand il présente lui-même l'image ou les reliques à baiser, sauf encore toute coutume contraire. »

La question pratique de conscience ne peut donc être résolue qu'en tenant compte des coutumes particulières. Vos doutes prouvent que vous les ignorez; c'est donc à l'autorité diocésaine qu'il faut demander la solution pratique.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Il y a près de trois ans, une dame laissait par testament à la fabrique deux cents francs pour l'église. Il n'y a guère qu'un an que les héritiers nous en ont informés. (Les notaires disent qu'ils ne sont par tenus à cette formalité).

Le Conseil de fabrique prit à la *Quasimodo* dernière une délibération pour accepter provisoirement le legs et demander l'autorisation préfectorale. Mais pour diverses raisons les fabriciens résolurent ensuite de proposer au principal héritier chargé de liquider la succession, de nous délivrer le legs sans formalités, déduction faite des droits payés par la famille et des frais qui auraient été à la charge de la fabrique.

Il nous a été répondu qu'un homme de loi, de la famille, prétendait que cette délivrance ne pouvait être faite qu'après toutes les formalités. Votre numéro 52 de l'année 1888 p. 620, semble dire le contraire:

1° Peut-on voir là un indice du mauvais vouloir des héritiers?

2° Ce mauvais vouloir pourrait-il empêcher la fabrique de toucher les 200 francs ?

3° Enfin, en cas de mauvais vouloir, que devraient faire les fabriciens pour satisfaire à leur devoir ?

Je désirerais montrer votre réponse à l'héritier principal et à la fabrique.

R. — Les notaires qui prétendent n'être pas tenus à prévenir les fabriques des legs faits à leur profit, se trompent grossièrement. L'ordonnance du 2 avril 1817, article 5, impose l'*obligation* à tout notaire dépositaire d'un testament contenant un legs au profit d'une fabrique ou autre établissement public, de lui en donner avis lors de l'ouverture ou publication du testament. Le décret du 3 juillet 1863 renouvelle et étend l'obligation des notaires concernant les dons et legs faits à ces mêmes établissements.

Nous maintenons ce que nous avons dit dans notre numéro 52 de l'année 1888, concernant la délivrance de certains legs faits aux églises, sans conditions d'aucune sorte, quand ces legs consistent en des sommes d'argent peu importantes, et que les héritiers consentent à les délivrer. La fabrique ne court aucun risque : elle y gagne même les frais de mutation et autres. Le risque serait plutôt pour les héritiers qui s'exposeraient ainsi à payer plusieurs fois dans la suite des temps, s'ils n'ont en mains aucune preuve de l'acquittement du legs. Mais, comme nous le disions, dans le numéro précité, quand cela se fait, il faut que tout le monde soit bien d'accord et la chose doit s'accomplir en silence. Cependant, nous ne dissimulerons pas, étant donné surtout l'obligation du notaire, — officier public — de notifier les legs aux établissements bénéficiaires, il est difficile que les choses passent toujours inaperçues, et, alors on s'expose à des revendications de la part du fisc et à des ennuis de toute sorte. Pour peu donc que les héritiers exigent l'accomplissement de toutes formalités, comme cela apparaît dans l'espèce, il ne faut pas hésiter à les accomplir. Donc,

Ad I. Dans le cas présent, les tergiversations et les objections présentées par les héritiers semblent accuser quelque mauvais vouloir de leur part.

Ad II. Ce mauvais vouloir, en supposant qu'il soit réel, ne peut par lui-même empêcher la fabrique de toucher les 200 francs qui lui ont été légués ; mais il peut y contribuer. L'une des conditions, en effet, pour obtenir l'autorisation d'accepter un legs, c'est (*ordonn. du 14 janvier 1831; art. 3*) qu'il faut interpellier les héritiers connus du testateur par acte extrajudiciaire pour qu'ils prennent connaissance du testament et donnent leur consentement à son exécution ou produisent leurs moyens d'opposition. Leur opposition, dit une circulaire du 14 septembre 1839 n'est point un obstacle à l'autorisation des libéralités faites aux établissements ecclésiastiques ; leur consentement ne saurait être non plus une raison suffisante pour en déterminer nécessairement l'approbation. Les héritiers sont consultés parce que le gouvernement veut protéger tous les intérêts, mais il n'est lié dans

aucun cas ; il conserve toujours son libre arbitre et son indépendance.

Les héritiers peuvent donc, sinon empêcher, du moins entraver ou retarder la délivrance du legs.

Ad III. S'il y a réellement mauvais vouloir de la part des héritiers, c'est une raison de plus pour procéder légalement et remplir point par point toutes les formalités exigées par la loi. Les frais pour un legs de 200 fr. ne peuvent pas être bien considérables, et l'on évite bien des tracasseries.

Q. — Je vous serais bien reconnaissant de vouloir me faire savoir par notre cher *Ami* si quelque article de loi ou autres dispositions s'opposent à ce qu'une école soit construite en dehors du chef-lieu de la commune.

L'école de ma paroisse menace plus ou moins ruine. Si jusqu'ici il n'en existe pas une neuve, il faut l'attribuer aux divisions de partis qui troublent la commune. Depuis longues années, l'école se trouve dans un village assez important relativement au bourg, qui possède l'église et le presbytère ; maintenant qu'il s'agit de construire un palais scolaire, beaucoup de personnes le voudraient à B... où se trouve le bureau de poste ; d'autres au G... où est l'église, bourg qui donne son nom à la commune et distant de 2 kilomètres de B.

R. — Non, il n'existe pas de dispositions législatives ou réglementaires fixant d'une manière absolue le point du village ou de la bourgade où doit être construite une école. Ceci est affaire au conseil municipal qui est censé représenter l'intérêt général de la commune et connaître les nécessités topographiques et autres, ainsi que les convenances de la population. L'autorité académique a, du reste, voix au chapitre, en ce sens qu'elle peut refuser son approbation à un projet qui ne réunirait pas, autant que possible, toutes les conditions jugées utiles ou nécessaires. Généralement, — le bon sens le dit, — il faut que l'école soit centrale de manière à ce que les enfants puissent l'aborder facilement. Toutefois, il y a souvent des raisons qui font préférer un local à un autre. Ainsi, toutes choses égales, il serait bon que l'école ne fût pas trop loin de l'église, parce que les enfants doivent la fréquenter pour le catéchisme les offices, etc., etc. Nous connaissons pour notre part plusieurs communes composées de hameaux où l'école se trouve dans un isolement complet. Nous connaissons également une ville où l'école communale est située en dehors de ses limites sur le territoire d'un pays voisin, et enfin une autre localité où la division des partis était telle que l'accord ne pouvant se faire à l'amiable, l'autorité préfectorale appuyée par celle du ministre de l'instruction publique a tranché directement la question en fixant elle-même le terrain.

Q. — *L'Ami du Clergé*, pourrait-il nous indiquer quelles sont les paroisses où le curé peut seul nommer ou remercier le clerc, l'organiste, le serpentiste, etc., en un mot les différents employés de l'église ; — et quelles sont les paroisses où ces employés doivent être nommés par le conseil de fabrique ?

R. — Nous ferons observer d'une manière générale que le conseil de fabrique n'est jamais appelé

à nommer les employés de l'église. C'est le curé ou le bureau des marguilliers. D'après l'article 33 du décret du 30 décembre 1809, c'était le bureau qui nommait ou révoquait les divers employés, sur la présentation du curé. Mais l'article 7 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, a établi une distinction et modifié l'état des choses. Le bureau des marguilliers a conservé son droit dans les paroisses urbaines ; mais dans les paroisses rurales, c'est le curé seul qui nomme aux divers emplois directement est sans contrôle d'aucune sorte. Voici d'ailleurs comment est expliquée cette modification dans le rapport qui précède la susdite ordonnance : « Il paraîtrait également indispensable de modifier le droit existant en ce qui concerne la nomination des sacristain, chantre et sonneur, dans les communes rurales. D'après l'article 33 du décret du 30 décembre 1809, la nomination et la révocation de l'organiste, des sonneurs, des bedeaux, suisses, et autres serviteurs d'églises, appartiennent aux marguilliers, sur la proposition du curé ou desservant. Mais il est facile de concevoir combien ce droit exercé rigoureusement présente d'inconvénients dans les communes rurales, où la plupart des marguilliers n'ont point d'éducation et peuvent dès lors manquer aux égards et aux convenances. C'est un moyen certain d'entretenir les mésintelligences entre le pasteur et les paroissiens peu zélés, et de susciter de grandes contrariétés au desservant. Ce serait donc concourir à rendre au clergé des campagnes la considération dont il doit jouir que de le soustraire à cette dépendance, etc... »

Toute la question est donc de savoir qu'est-ce qu'on entend par paroisses urbaines et par paroisses rurales. Au point de vue théorique, il serait peut-être difficile d'établir la distinction, parce que cela n'a jamais été fait d'une manière assez constante et assez claire pour établir la jurisprudence sur ce point. Le passage du rapport que nous avons reproduit suppose que par paroisses urbaines il faut entendre les paroisses des grandes villes ayant au moins cinquante mille habitants ; car l'énumération qu'il fait des employés *organistes, sonneurs, bedeaux, suisses, etc.*, suppose des églises déjà grandes car ces officiers et employés ne se trouvent que dans les paroisses très importantes. Nous pensons qu'il faudrait prendre pour base de la distinction, non pas la dénomination de ville mais plutôt le chiffre des appointements, et regarder comme urbaines les paroisses où le traitement de ces employés dépasse mille francs annuels sans compter le casuel.

Nous dirons plus encore. Puisque, même dans les paroisses urbaines, les marguilliers ne peuvent nommer ou révoquer que *sur la proposition du curé*, ils s'honoreraient sans violer aucune loi, en abandonnant complètement au curé, la nomination et la révocation du personnel, à celui qui seul a le droit de lui commander dans l'église, et qui seul a qualité pour juger ce qui convient ou disconvient dans le lieu saint.

Q. — Je prie le cher et savant *Ami du Clergé* d'indiquer à ses lecteurs où ils pourraient se procurer la formule de la profession de foi de Pie IV, modifiée par la S. Congrégation du Concile.

R. — La modification dont il s'agit a été communiquée officiellement à tous les évêques du monde catholique, lesquels l'ont transmise à leurs diocèses respectifs soit par des mandements ou circulaires soit dans leurs *ordo*. En tous cas, on trouvera certainement la formule aux évêchés, en attendant que les livres où elle était consignée autrefois aient été réédités avec les récentes corrections.

Q. — Une personne vient de mourir dans ma paroisse. Elle me lègue par testament une somme de trois cents francs qui doit être employée à payer les frais funéraires et à faire dire des messes pour le repos de son âme.

Le receveur d'enregistrement me réclame comme droit de mutation 9 0/0 et le double-décime.

En me basant sur une de vos anciennes solutions, je soutiens qu'il ne peut demander que 1 0/0. Qui de nous a raison ? Il est évident que le legs ne renferme rien à titre gratuit.

R. — Nous avons en effet, dans le n° 26 (année 1881), page 305, établi les circonstances et les conditions dans lesquelles une fabrique légataire n'a que 10/0 à payer pour les legs onéreux, c'est-à-dire pour les fondations perpétuelles de messes ou services religieux. Mais le cas présent n'offre pas la moindre parité avec ceux dont nous parlions. D'abord, il ne s'agit pas ici de la fabrique, mais bien du curé comme homme privé ou simple particulier ; dès lors on ne saurait lui appliquer le bénéfice accordé à un établissement public. Il ne s'agit pas non plus d'une fondation perpétuelle, du moins notre correspondant ne nous le dit pas, — mais bien du paiement des frais funéraires et de quelques messes une fois dites. C'est si vrai que le curé en question n'a besoin d'aucune autorisation gouvernementale pour accepter le legs. On ne comprend même pas que le testateur ait désigné le curé comme légataire ? il suffisait qu'il désignât la somme aux héritiers pour qu'elle devint une simple charge d'hérédité ; comme il suffirait que les héritiers remissent la somme au curé dans les intentions du testateur pour que le curé n'eût pas besoin de l'accepter comme légataire, et, par conséquent, n'eût pas à payer des frais de mutation. Et c'est ce qu'ils auraient dû faire, car les frais funéraires sont la première dette, — dette sacrée — qui s'impose à une succession.

Les choses ne se présentant pas ainsi, c'est le droit commun qu'il faut suivre. Le curé devenu légataire par la volonté du testateur n'est vis-à-vis du fisc qu'un légataire ordinaire soumis aux lois.

Toutefois, nous croyons qu'en cette circonstance le receveur de l'enregistrement dépasse son droit en réclamant pour la mutation 9 0/0 et le double-décime. Ce droit est celui exigé pour les immeubles légués. Mais ici on ne lègue pas d'immeubles, mais une simple somme d'argent transmissible de la main à la main ; or l'argent de cette nature a toujours été considéré comme valeur mobilière pour

laquelle on ne peut exiger que 6 fr. 60 centimes plus le double-décime.

Quoi qu'il en soit, notre correspondant, nous semble-t-il, a un moyen bien simple de se soustraire aux droits de mutation ; c'est de refuser le legs purement et simplement. Il y perdra peut-être les quelques messes demandées, si les héritiers se montraient mal intentionnés à cet égard. Mais il serait sûr d'avoir les funérailles payées, car c'est une dette de la succession, indépendamment de tout testament, et même une dette privilégiée.

Q. — 1° Si les fidèles refusent de prendre la cire vendue par la fabrique, sous prétexte qu'on la vend meilleur marché dans la ville voisine, — ce qui est vrai, parce que la qualité est très inférieure, — comment les y contraindre ?

Les temps sont mauvais de toutes manières, et bien qu'il fût à souhaiter qu'on employât partout de la cire vierge ou du moins aussi excellente que possible, on rencontre dans beaucoup de localités, de ce côté-là, des obstacles insurmontables. Ne vaudrait-il pas mieux que la fabrique se résignât à acheter des cierges ne contenant que 30 0/0 de cire ? Dans ce cas, les familles ne récriminent pas autant quand la fabrique veut leur imposer son monopole. Si la fabrique tient de l'excellente qualité, à 60 pour cent, par exemple, elle est obligée de vendre plus cher, les familles refusent d'acheter, et elles vont chercher ailleurs une qualité mauvaise dont on se sert ensuite pour la célébration de la messe. Une famille m'a menacé de faire un enterrement civil, parce que je maintenais ferme sur ce point le droit de la fabrique. Que faire pratiquement ? Le trésorier dans nos campagnes refuserait d'agir au moins habituellement.

2° Le trésorier a-t-il qualité pour réclamer devant le juge de paix les honoraires du curé et du sacristain ? Les droits de la fabrique ici sont nuls : le trésorier ne paraît donc jamais pour le recouvrement des fonds paroissiaux ; mais peut-il intervenir pour le curé sans procuration ?

R. — Ad I. Dans toute paroisse bien organisée, les difficultés du genre de celles-ci sont prévues dans les tarifs qui doivent indiquer pour chaque classe non seulement le nombre des cierges, mais encore leurs poids et leur qualité. Dans ces conditions, on se demande comment pourrait surgir un conflit. Mais si, dans les règlements paroissiaux ou a négligé d'exiger une certaine qualité, les paroissiens sont excusables et inattaquables en choisissant une qualité inférieure.

Une autre manière d'éviter les conflits, c'est de faire prendre à la fabrique une délibération approuvée par l'évêché et homologuée par la préfecture, d'après laquelle la fourniture de la cire sera faite par l'église et payée en argent par les familles.

Enfin, une troisième manière indiquée par notre correspondant lui-même, c'est que la fabrique, se conformant au malheur des temps, et à la crise financière agricole qui se fait sentir partout, se montre moins exigeante à l'endroit de la qualité de la cire et use, dans la limite du droit liturgique, de toute la latitude accordée par le St-Siège. Si nous en jugeons par une petite brochure qui nous arrive directement de l'Abbaye de Notre-Dame-des-Dombes hautement patronnée par Mgr l'évêque de Belley, dans le diocèse duquel elle est située, nous trouvons des cierges, dits liturgiques et dans les-

quels il entre, selon les prix, 75, 60, 50, 34 et même 20 pour cent de cire pure. Les vénérables religieux qui s'adonnent à cette industrie de la fabrication des cierges ne peuvent pas être soupçonnés d'agir en dehors des règles liturgiques.

C'est donc à notre correspondant de voir quel est le meilleur système à adopter en tenant compte des circonstances locales, d'en faire adopter un par son conseil de fabrique, et alors il pourra exiger que tout paroissien s'y soumette.

Ad II. Quand le décret du 30 décembre 1809 dit, en parlant des devoirs du trésorier, qu'il est chargé d'opérer les recettes et les dépenses, il ne distingue pas entre ce qui revient à la fabrique proprement dite ou à chacun des ayant-droit. Le trésorier a pour mission de recueillir tout ce qui est dû en vertu d'un tarif. Par conséquent, si les frais d'un mariage, d'un enterrement ou de toute autre cérémonie ne comporte rien pour la fabrique elle-même mais seulement pour le curé et les autres employés, le trésorier a qualité pour opérer la recette par tous les moyens de droit, et n'a nul besoin d'une commission ou délégation spéciale.

Q. — Depuis ta naissance, cher *Ami*, je te lis avec intérêt et utilité. Je recours aujourd'hui à tes lumières, certain que tu me répondras avec ta compétence accoutumée.

En 1888, p. 166, tu affirmes « que le curé n'est pas considéré comme étant dans l'exercice de ses fonctions quand il assiste aux délibérations du conseil de fabrique... », qu'il peut être poursuivi sans l'autorisation du conseil d'Etat.

Le tribunal correctionnel de Carcassonne vient de te donner tort. Voici le cas : G., maire de B., avait insulté l'abbé X. au moment où celui-ci, accompagné des autres membres de la fabrique, fermait l'église au moyen d'une nouvelle serrure apposée par ses ordres. Cité en justice le maire a soulevé l'incompétence, étant donné que l'outrage avait eu lieu alors que le curé était dans l'exercice de ses fonctions et devait être considéré comme ministre d'un culte salarié par l'Etat.

Le tribunal s'est déclaré incompétent parce que l'insulte s'adressait au curé en raison de sa fonction de curé ; que son droit de fabricant ne provenait que de sa qualité de curé, agent salarié par l'Etat.

Si le maire avait assisté le curé dans cette opération et qu'il eût soulevé l'incompétence parce que lui-même était dans l'exercice de ses fonctions, il n'y aurait pas de difficultés ; mais l'incompétence est admise parce que le curé est dans l'exercice de ses fonctions.

La jurisprudence aurait-elle changé ? Y aurait-il des décisions contraires à l'arrêt de la Cour de cassation du 8 mai 1869. Ce qui confirme mon doute, c'est qu'en 1880, p. 418, tu dis incidemment, il est vrai, que le curé assistant d'office au conseil de fabrique, est dans l'exercice de ses fonctions.

R. — Non ; la jurisprudence établie par l'arrêt de la Cour de cassation du 8 mai 1869 n'a pas été modifiée, que nous sachions du moins. Aussi sommes-nous étonnés que le tribunal de Carcassonne ait jugé contrairement. Notre surprise est d'autant plus grande que, s'il y avait doute pour un curé assistant au conseil, ce doute ne saurait exister quand il s'agit d'un curé occupé à faire placer une serrure à la porte de son église. Il faut vraiment une forte dose d'imagination pour voir dans cette opération une des fonctions du ministère ecclésiastique. Aussi

malgré toute la déférence que nous professons pour notre honorable correspondant, serions-nous bien aise de voir le texte du jugement de Carcassonne pour en apprécier les considérants. Mais en le supposant tel qu'on nous le dit, nous ne pouvons y voir qu'une erreur de droit commise par un tribunal de première instance, comme il s'en commet tous les jours. C'est vraiment dommage, que cette sentence qu'on nous oppose n'ait pas été déferée à la Cour d'appel et au besoin, à la Cour de Cassation. Nous maintenons donc jusqu'à nouvel ordre notre opinion.

Q. — Une personne riche de ma paroisse se propose de faire don à la fabrique d'une maison d'habitation pour servir de presbytère aux curés successifs de la paroisse. Une chose l'ennuie, c'est de devoir faire intervenir le maire de la commune avec lequel elle est brouillée depuis longtemps. Cette intervention du maire en pareille circonstance est-elle absolument nécessaire, et la chose ne peut-elle pas s'accomplir directement avec le gouvernement ?

R. — Parfaitement, un décret du 22 février 1873 ne laisse aucun doute à cet égard. Nous y lisons ce qui suit :

« Le trésorier de la fabrique de la succursale de Trégranteur, section de la commune de Guégon (Morbihan), et le desservant de cette succursale, tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux clauses et conditions énoncées, la donation faite à la dite fabrique par le sieur Marie-Adolphe de Poulpique de Halgouët, suivant acte notarié du 28 juin 1872, et consistant en une maison, un jardin et un pré, le tout situé sur le territoire de Trégranteur, estimé 2,000 francs et destiné à servir de logement au desservant de la paroisse, qui seul jouira des terres dépendant de la maison donnée et comprise dans la donation. »

Ce décret demande une observation. Un projet de décret concerté entre le ministre des cultes et celui de l'intérieur proposait de faire intervenir le maire au nom de la commune, dans l'acceptation conjointement avec la fabrique et le desservant. En adoptant le projet de décret proposé, le conseil d'Etat en a modifié la rédaction de façon à ne pas faire intervenir le maire dans l'acceptation de la libéralité. Les fabriques ont qualité pour devenir propriétaires à titre onéreux ou à titre gratuit d'un presbytère, et d'autre part, s'il n'est pas douteux que la donation d'un presbytère à une fabrique ne soit avantageux à la commune, qui pourrait être obligée, s'il n'existait pas de presbytère, de payer une indemnité de logement aux desservants, l'intérêt de cette commune paraît suffisamment sauvegardé par la mention faite dans le décret de la destination des bâtiments donnés à servir de logement au desservant. Cette destination ne pouvant être ni changée ni modifiée ultérieurement sans l'autorisation du gouvernement, on ne voit pas quelle garantie de plus offrirait à la commune l'intervention du maire dans l'acceptation de la libéralité.

VARIÉTÉS

LES OPÉRATIONS DE BOURSE DEVANT LA CONSCIENCE ¹

N° III. Application des principes aux opérations financières

Nous allons parcourir maintenant successivement les principales opérations de Bourse et leur faire l'application de ces règles. En étudiant leur nature intime, nous jugerons aussi de leur degré de moralité, suivant la part plus ou moins grande qu'elles laissent à la spéculation, au jeu, à l'agiotage. Nous ne pouvons d'ailleurs et ne voulons parler que des principaux.

1^o *Les marchés au comptant.* C'est un échange d'argent contre des titres ou valeurs. Ils sont de deux sortes : les uns constituent de simples placements de capitaux, parce qu'en achetant on n'a pas l'intention de revendre, mais uniquement de se procurer un revenu fixe. Les autres commencent à entrer dans le domaine de la spéculation en se fondant sur la variation des cours. J'achète aujourd'hui dans l'intention de revendre plus tard quand les cours auront monté. Ce genre d'opérations est en somme le commerce des valeurs mobilières.

Les marchés au comptant de la première espèce sont tout-à-fait légitimes si l'on y observe les conditions de bonne foi et de sincérité requises dans toutes les opérations commerciales. Ils rentrent dans l'administration de ses biens, qui est permise à tout le monde, et ils ne touchent en rien à la spéculation, à plus forte raison au jeu. Il n'est pas défendu pour faire un placement de ce genre d'attendre que les cours soient descendus.

Dans le second cas, nous sommes en plein dans la spéculation et nous confinons déjà au jeu, qui peut à la vérité ne pas offenser la stricte justice, mais ne saurait être jamais considéré comme la source vraiment morale de la richesse et de la fortune.

2^o *Les marchés à terme.* On donne ce nom à des opérations dont le règlement se fait à une époque plus ou moins éloignée du moment de la négociation, mais toujours déterminée d'avance. Ils sont de deux sortes : les marchés fermes et les marchés libres ou à prime.

Les marchés *fermes* sont ceux dans lesquels le vendeur et l'acheteur s'engagent à livrer à la liquidation, l'un ses titres, l'autre son argent, sans qu'aucun puisse se soustraire à l'exécution de l'obligation qu'il a contractée.

D'après M. Deville, cette opération, au point de vue économique, présente ses avantages réels et sérieux, et l'emporte de beaucoup sur le marché au comptant, quand les contractants ont tous deux, l'un les titres vendus et l'autre l'argent pour les payer. Ils constituent l'exercice d'une spéculation très légitime, et n'offrent, au point de

¹ Voir les deux précédents numéros.

vue moral, aucune prise à la critique, en supposent toujours que les contractants sont de bonne foi. C'est encore le commerce des titres.

Le marché à *prime*, ou *libre*, ainsi appelé par opposition au marché *ferme*, qui se trouve irrévocable, est celui dans lequel l'acheteur se réserve, à son choix, en liquidation, la faculté d'exiger la réalisation de la convention, ou de renoncer à la négociation, moyennant l'abandon d'une certaine somme ou prime payée d'avance au vendeur.

Il faut ajouter à cela les opérations que l'on appelle à *découvert*. On donne ce nom à des opérations dans lesquelles acheteurs et vendeurs n'ont pas l'intention d'échanger des titres pour de l'argent, mais uniquement de payer ou de toucher une différence, suivant que l'opération leur a été favorable ou non. Ce n'est plus le commerce de titre, mais de la spéculation pure.

Pour que l'opération soit conforme à la stricte justice, il faut que les deux contractants puissent et veuillent payer : il n'y aurait pas alors égalité entre les deux parties.

Les marchés à *prime* et les opérations à *découvert* sont-ils contraires, sinon à la justice, du moins aux autres vertus morales ? M. Deville répond :

« Ou bien la spéculation, dont ces actes ne sont que l'instrument, repose sur des données sérieuses, sur l'étude et le travail, et alors elle est parfaitement morale et légitime.

Ou bien elle ne s'appuie sur rien, et alors elle n'est autre chose que le jeu, et doit être jugée comme lui, c'est-à-dire comme étant toujours en opposition avec la moralité vraie, sinon avec la stricte justice.

Ou bien enfin elle repose sur des données fausses et mensongères, et alors elle constitue l'escroquerie et le vol, justiciables, non seulement de la conscience, mais aussi de la police correctionnelle ¹. »

M. Jules Didiot se montre plus sévère. Tout en admettant une distinction de raison entre la spéculation pure et le jeu, il les confond dans la pratique et applique à la spéculation pure toutes les prohibitions qu'il apporte au jeu de Bourse :

« On me demande si je ne confonds pas injustement la *spéculation* avec les *jeux de Bourse*, et, si celle-là, encore que sujette à certains accidents du sort, n'est pas le libre et louable exercice de l'esprit humain s'appliquant au négoce des titres et de l'argent, tandis que les jeux de Bourse sont uniquement fondés sur le hasard. Je ne me refuse pas absolument à cette distinction, quoique les joueurs prétendent bel et bien spéculer, et que les spéculateurs ne se contentent pas du négoce effectif et terre à terre, qu'ils laissent dédaigneusement aux petits rentiers. J'incline donc à prendre pour synonymes les mots de *jeu* et de *spéculation*, et j'attends, pour les distinguer absolument l'un de l'autre, une réforme radicale dans nos mœurs financières. »

¹ P. 43.

3^o *Le report*. Le mot *report* a différentes significations. Au point de vue qui nous occupe il signifie un prêt sur titres, et il consiste à prêter des capitaux pour quelques jours, à un taux fixé par le marché de l'offre et de la demande, afin de faciliter l'acquisition ou la vente des valeurs fictives, en fournissant aux joueurs l'argent nécessaire pour prolonger d'un terme une spéculation malheureuse. Le report arrive parfois à un taux fabuleux : 10 ou 11 0/0 par quinzaine. Au point de vue de la *justice*, le report est-il légitime ?

On peut le considérer soit comme un prêt, soit comme un contrat de vente. Considéré comme *prêt*, on se demande s'il n'est pas entaché d'usure. M. Deville est porté à répondre négativement, et il s'appuie sur les motifs suivants : L'intérêt d'un capital doit être proportionné aux risques et périls courus par ce capital : c'est une loi générale et nécessaire, fondée sur la justice naturelle et sur l'équilibre financier. La théologie elle-même admet le principe, dès lors que, pour légitimer le prêt à intérêt, elle admet comme titre extrinsèque le danger auquel est exposé le capital, *periculum sortis*. Or, dans l'opération du *report*, le *periculum sortis* est considérable, et le *report* s'élève à mesure que le péril augmente.

Si le report est un contrat de vente et d'achat, sous une forme quelconque, il participe de la nature de la spéculation, dont il est un des agents les plus puissants. Il faut donc le juger comme on juge la spéculation elle-même.

Si le report est une opération sérieuse, intelligente, étudiée à l'avance, il n'a rien d'illégitime en lui-même, car il est le résultat d'une spéculation laborieuse et honnête.

S'il ne constitue qu'une opération de pur hasard, alors il se confond avec le jeu, qui quoique ne blessant pas la justice stricte, n'en est pas moins immoral si on l'emploie comme moyen de faire fortune.

Enfin, si le prix des reports se tend à la suite de faux bruits, de nouvelles mensongères, ce n'est pas autre chose que l'escroquerie et le vol. Telle est l'opinion de M. Deville. M. Jules Didiot arrive aux mêmes conclusions :

« Le placement des fonds *en reports* ne saurait donc être autorisé qu'à la double condition de n'être pas usuraire et de ne servir qu'à des spéculateurs ou plutôt à des contractants sérieux, sans jamais soutenir des joueurs proprement dits et sans les aider à perpétuer leur intolérable trafic. »

IMPRIMATUR

Lingonis, die 10 julii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

déprisant. Depuis Musset, la raison et la foi se sont ouverts bien des esprits fermés, et nous aimons à voir ces sceptiques d'hier, un pied en avant vers le sanctuaire, croyant déjà au fond de l'âme, bien qu'ils n'osent encore repousser du pied les vieilles conventions d'antan pour dire hardiment en public : « Je crois en Jésus-Christ, en la sainte Eglise catholique ! » Quand ils l'auront dit, ils posséderont la clef de l'histoire, et comme leurs livres seront beaux à lire !

« L'idéal dans la vie des nations, » pour l'auteur des *Pensées* n'est encore qu'un idéal naturel ; quoiqu'il rende hommage à l'idéal religieux » dont l'inépuisable richesse fait la richesse de tous les autres, n'est pas moins le bien des âmes les plus simples que celui des intelligences les plus favorisées. » Il est visible que l'idéal chrétien est son idéal, mais « il vous laisse prononcer en toute liberté, » un peu comme M. Taine qui vous permet de conclure comme lui ou même contre lui. Cela ne suffit point, à notre gré. L'écrivain parle parce qu'il croit, parce qu'il est sûr de posséder la vérité. Il est apôtre et la vérité ne saurait le laisser indifférent, lui surtout qui l'annonce et l'explique. Il doit donc toujours conclure.

Des *Pensées*, plusieurs sont remarquables, et comme elles sont détachées, bien qu'unies ensemble par un lien réel, nous ne pouvons qu'en citer quelques-unes qui feront juger des autres. Elles ne sont d'ailleurs, nous l'avons dit, que le développement des discours préliminaires :

« Faites étudier l'histoire aux matérialistes que vos raisonnements n'auraient pas convaincus. Ils n'y découvrent pas à chaque page les signes éclatants, les œuvres parlantes de la raison et de la liberté, ils ne les verront nulle part et vous perdez votre peine d'argumenter contre eux. »

« La légende... fait honneur à l'âme du peuple. Elle se crée avec sa passion, mais aussi avec son amour inné du beau, de bien, de grand, son espoir à lui, en attendant l'autre qui peut-être ne la verra pas, et il ne souffre point que le mal y demeure sans châtement, ni la vertu sans récompense. La pire des légendes, c'est celle que des historiens mal informés créent à leur guise, par imagination, caprice ou passion ; quelquefois par esprit de secte et de parti... »

Lisez ce joli parallèle de La Bruyère et de Zola : « Malheureux paysan français, dont un moraliste du XVII^e siècle dans un accès d'humeur chagrine a décrit en vingt lignes la misère physique, dont un romancier contemporain vient d'étaler en deux volumes l'affreuse, la hideuse misère morale !... En vérité le livre d'Emile Zola ne fait pas oublier de la Bruyère, ou plutôt il confirme d'anciens soupçons. Il ne s'agit pas ici de comparer les deux écrivains ; mais pour le procédé il n'est pas si différent.

« Si j'étais contraint, par une loi fatale, d'écrire l'histoire de mon pays tour-à-tour sous deux inspirations opposées, mais libre de commencer, à mon choix, par l'amour ou la haine de la religion

qui a fait sa force et sa gloire, plus fidèle à la nature et à la raison que ne le fut Michelet, je débiterais par la haine, bien sûr que l'amour venant à la suite couvrirait le souvenir de mes débuts, ou me les ferait pardonner.

« L'histoire de l'humanité est comme ces grands fleuves qui vont à la mer par toutes les voies, par tous les lits, par tous les détours que les circonstances où la volonté de l'homme réussit à leur imposer. On peut tout sur eux, sauf de les empêcher d'aller à la mer ; on peut tout sur l'histoire, sauf de l'empêcher d'aller où Dieu veut. »

Cette pensée qui clôt le livre en est aussi la conclusion. Malgré les *desiderata* que nous signalons avec notre liberté ordinaire, les *Pensées sur l'histoire* sont d'un esprit élevé et sérieux. Elle sont bien frappées et chrétiennes. Celles que l'auteur publiera dans la suite seront catholiques.

P. D.

AUX AMES PIEUSES LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.



GRILLAGES

R. GARIEL 2^{ter} Qual de la Mégisserie

CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.

RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^{fr} 50

Châssis de Couche depuis 7 fr.

Envoi franco du Catalogue

IMPRIMERIE MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.


VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERIS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS
POUR
Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS
Envoi de l'Album sur demande.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les

frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé **BUATHIER**

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 29

PRÉDICATION : Pour le septième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : Décret relatif à la fête du Sacré-Cœur.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quelle messe doit-on dire à la fête du Sacré-Cœur ? — Comment dire cette messe le premier vendredi du mois ? — Quelle fête l'emporte dans l'occurrence du Sacré-Cœur et des fêtes du titulaire, du patron, de la dédicace ? — Pourquoi la fête du Sacré-Cœur cède-t-elle aux fêtes de saint Jean-Baptiste et des saints apôtres Pierre et Paul ? A quel jour se transfère le Sacré-Cœur en occurrence avec ces fêtes ? — Les églises qui avaient le privilège de célébrer le Sacré-Cœur de première classe et de lui donner intégralement les premières vêpres conservent-elles ce privilège ? Ceux qui avaient le privilège d'une octave le conservent-ils ? En est-il de même des indulgences ? — Rectification au sujet de la fête des Sept-Fondateurs de l'Ordre des Servites. — Le servant doit-il baiser les burettes à l'offertoire ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un prêtre peut-il léguer sa bibliothèque à la Conférence ecclésiastique d'un canton ? — Peut-on faire interdire dans le local scolaire une fenêtre autrefois condamnée qui donne vue sur tout le presbytère ? — Le curé peut-il, sans le conseil de fabrique, acheter de son argent ou à l'aide de dons, des objets utiles à l'église ? — La commune mise en demeure de relever les murs du jardin du presbytère peut-elle louer pour trois ans ce jardin afin de couvrir les frais ? — Peut-on empêcher un voisin de faire une construction qui affleure l'abside de l'église ? Quelle est la marche à suivre ? — Ceux qui ont largement contribué à la construction d'une église, ont-ils, par le fait, droit à un banc gratuit dans l'église ? Comment se perd le droit à une place dans l'église ? — Lorsqu'il y a lieu d'accorder au curé une indemnité de logement, quel doit en être le montant ? A-t-il droit à une indemnité pour le jardin s'il n'y en a pas ?

VARIÉTÉS : Les livres paroissiaux.

COURRIER DES LIVRES

UNE GRANDE DAME DANS SON MÉNAGE au temps de Louis XIV, d'après le journal de la comtesse de Rochefort (1689), par Charles DE RIBBE. Un vol. in-12, chez Victor Palmé, 76, rue des Saints-Pères, Paris, 1889.

I

Un nouveau livre très attrayant et bien documenté, digne de ses frères aînés : *Une famille au seizième siècle ; la vie domestique*, etc., et qui nous montre l'histoire réelle de la noblesse de province sous le règne de Louis XIV. C'est bien un côté encore inexploré de l'histoire du grand roi. Les écrivains, toujours partiaux, privés de documents vrais, ou ne voulant point les consulter, n'ont guère étudié le peuple, la province au xvii^e siècle. Ils ont exposé les guerres, les splendeurs de Versailles, les récriminations sanglantes de Fénelon. Ils se sont bien gardé d'omettre le portrait du paysan de La Bruyère et ils se sont arrêtés là, satisfaits de leur tâche facile qui n'est

qu'une misérable réédition de vieilles inepties, et ils ont fermé leur livre, les uns sur une apologie, les autres sur d'éloquents malédictiones.

« Ces splendeurs et ces misères, était-ce là toute la société française ? » demande M. de Ribbe. En-dessous du monde d'alors qui se voit trop, qui fait tout pour appeler sur lui l'attention, il y en a un autre qui ne se voit pas assez et dont on n'a jamais beaucoup parlé... Dieu merci ! la France entière n'était pas à Versailles, ni changée à l'image de Versailles, et on la connaîtrait bien mal si on ne la jugeait que par ce que nous en racontent Saint-Simon et La Bruyère. Il n'y avait pas rien que des comtesses de Fiesque, une grande dame qui vendit de belles terres pour acheter un miroir de Venise et qui disait : « J'avais une méchante terre qui ne me donnait que du blé. Je l'ai vendue et j'ai eu ce miroir. Est-ce que je n'ai pas fait merveille ? Du blé ou ce beau miroir ! »

Il y avait donc une noblesse de province qui donnait l'exemple des fortes vertus domestiques. La cour du grand roi était comme une exposition

perpétuelle qui ruinaient les grandes familles. On y menait un train au-dessus de ses ressources, ce n'était que rivalité de beaux équipages et de laquais en splendide livrée. Le jeu achevait l'œuvre de misère commencée par l'orgueil. On était loin de ses terres qu'on ne pouvait surveiller et qui ne donnaient rien. Ajoutez que ces terres ne produisaient que du blé qui se vendait peu ou mal : « J'en ai vingt mille boisseaux à vendre à Bourbilly, écrivait en 1673 Madame de Sévigné, je crève de famine sur un tas de blé. »

Si elle fût demeurée à Bourbilly, elle eût vécu dans l'abondance; elle eût pu nourrir tous les pauvres de la contrée et fait rapporter quatre fois plus à ses terres. C'est ce que lui écrivait franchement son cousin Bussy-Rabutin : « Je tire plus de mes terres à proportion que vous ne tirez de Bourbilly, parce que je suis sur les lieux et que vous en êtes éloignée. Comme vous dites, on vit de ses revenus quand on les consomme soi-même, et transportés ils reviennent à rien. » Le remède à cette misère, le spirituel cousin, proscriit de la cour, le lui donne : « Faites-vous exiler ! » Mais la marquise était bien trop mondaine pour en user. La cour où elle brillait et se ruinait, était son élément, sa vie, et malgré ses beaux préceptes d'économie, ses lettres pressantes et dignes de Colbert lui-même, — pour les principes d'ordre qu'elle y expose, — à sa fille dissipatrice, Madame de Grignan, celle-ci, qui n'a pas été formée à la pratique ménagère, et qui d'ailleurs est entraînée par les folies de son mari et par le jeu de la *bas-sette*, achèvera trop rapidement l'effondrement de la maison de Grignan, le petit Versailles de la Provence.

Madame de Sévigné la reprend même durement : « Je ne réponds rien à ces comptes et à ces calculs que vous avez faits, à ces avances horribles, à cette dépense sans mesure, 120,000 livres ! Il n'y a plus de bornes : deux dissipateurs ensemble, l'un voulant tout, l'autre l'approuvant, c'est pour abîmer le monde !... Dieu sait comme les dépenses de Grignan — qui avait 365 fenêtres — et de ses compagnies, sans compte et sans nombre, qui se faisaient un air d'y aller de toutes les provinces, et tous les enfants de la maison à table jusqu'au menton avec tous leurs gens et leur équipage, Dieu sait combien ils ont contribué à cette consommation de toutes choses ! » (1^{er} avril 1689.)

Mais quand la ruine est consommée l'année suivante, elle abandonne aussitôt à sa fille même Bourbilly dont elle s'était pourtant réservé l'usufruit : « Ma très chère, songez (car il y a des temps que l'on ne saurait rien ménager) que Bourbilly est à vous. C'est un petit morceau qu'il était bon de garder pour la soif; mais vous ne sauriez être plus altérée que vous ne l'êtes présentement. » (22 janvier 1690.)

Si seulement elles avaient consulté leurs traditions de famille ! Chez les Grignan, Jeanne d'Ancezune, mariée à Louis-François de Castellane-Adhémar, perdit son mari en 1624 et plaça avan-

tageusement ses cinq fils et ses sept filles. Et à Bourbilly même vivait encore le souvenir de Jeanne de Chantal, la grand'mère de Madame de Sévigné; le modèle de la châtelaine maîtresse de maison. Elle n'aimait point les détails ménagers, mais le baron son mari « lui donna l'exemple de feu la baronne de Chantal, sa mère. » Alors « voyant qu'elle entroît dans une maison fort embrouillée d'affaires, dit la mère de Chaugy, elle en prit le soin avec tant de vigilance que, dans peu de temps, elle y mist bon ordre. »

Et quel fut son secret ? Le voici : « Elle s'accoutuma à se lever grand matin; elle avoit déjà mis ordre au ménage, et envoyé des gens au labeur quand son mari se levait. » Soldat dans l'âme, le baron s'occupait sans doute assez peu d'administrer ses domaines.

Toutes les grandes dames sans doute n'imitaient point la sainte baronne. Montaigne nous fait le portrait déconft du mari qui « revient maussade et tout marmiteux du tracés des affaires environ midy, que Madame est encore après à se coiffer et attifer en son cabinet. » — « C'est affaire aux reynes, ajoute-t-il avec malice, encore ne scay-je. » Mais que devenait alors le château et sa fortune quand le seigneur était occupé à quelque lointaine expédition, si la châtelaine ne prenait pas vaillamment la direction ? Disons que le nombre de ces femmes de cœur était considérable, qui, comme Jeanne de Schomberg, épouse du duc Roger du Plessis de Liancourt, voyant son mari débauché et dépensier, s'imposa l'obligation de relever sa maison :

« Je verray moy-mesme, écrit-elle dans son règlement, et examineray toutes nos affaires avec soin, selon la capacité que Dieu me donnera pour cela, sans rien désirer faire davantage que ce qui m'est possible, et avant que d'y travailler, je feray une petite élévation de mon cœur au Saint-Esprit, pour luy demander le don de conseil et de force, afin d'agir en tout avec prudence et fermeté.

« Je songeray que je suis obligée à ce travail, puisque c'est celui que Dieu m'a imposé et que je dois conserver avec soin le bien qu'il m'a donné en charge.

« Tous les jours je verray la feuille de nostre maison pour la dépense qui aura esté faite du jour précédent. Tous les lundys, je confronteray lesdites feuilles avec celles des cuisiniers, sommeliers et palefreniers qui servent de contrôle... Tous les mois j'arrêteray le mois de l'argentier et celui des provisions.

« Et tous les ans, j'arrêteray le compte général de nostre maison. »

Quelle foi pratique, quelle piété et quelle sagesse dans ces lignes ! Aussi bien elle sauva la fortune de ses enfants et l'âme de son mari.

La comtesse de Rochefort ressemblait à Jeanne de Schomberg, comme on peut s'en convaincre

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE SEPTIÈME DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(Saint Mathieu, VII, 15-21.)

Il est, à l'heure actuelle, un double danger pour les âmes pour lequel il importe particulièrement de se mettre en garde : la séduction des mauvaises doctrines, l'indifférence d'un grand nombre en face des devoirs et des pratiques de la vie chrétienne. Notre évangile qui signale avec tant de force ces deux principales causes de perdition et contient de si graves avertissements à ce sujet, a ainsi un caractère frappant d'à-propos qui n'échappera point à votre piété. Écoulons donc avec respect les paroles du divin Maître, méditons-les avec une religieuse attention, gravons-les profondément dans notre esprit, afin qu'elles inspirent et guident sans cesse notre conduite.

I

Attendite a falsis prophetis! « Défiez-vous des faux prophètes! » Telle est la première recommandation du Sauveur, que nous rappelle l'évangile de ce jour.

Attendite! C'est l'attention et la vigilance de la sentinelle sur qui repose la sécurité de la ville. La sentinelle observe avec soin tout ce que l'horizon peut offrir d'insolite et d'inaccoutumé. À la moindre apparence de danger, elle donne l'alarme. Nul ne peut forcer l'entrée de la cité, s'il n'a fourni le mot de passe, s'il n'a été reconnu pour bon et loyal citoyen. *Attendite!* Soldats du Crist, vous aussi, le Maître vous y invite, soyez toujours en éveil, toujours sur vos gardes, toujours prêts à faire face à l'ennemi qui cherche à vous circonvenir. *Attendite!* « Faites bien attention, » car plusieurs ont été surpris sans défense; leur incurie a causé leur perte. *Attendite!*

Mais contre qui surtout doit s'exercer la vigilance chrétienne? *Attendite a falsis prophetis.* L'ennemi, ce sont ces faux prophètes, tous ces hommes qui altèrent la vérité et enseignent l'impie et le mensonge. Faux prophètes, les hérétiques : en rejetant l'enseignement et la direction de la Sainte-Eglise, ils se condamnent aux perpétuelles incertitudes et variations de l'esprit humain. Faux prophètes, ces savants qui, pour avoir pénétré plus avant les secrets de la nature, s'arrogent le droit de juger de tout, même des choses surnaturelles, d'après les théories et les opinions qu'ils se sont formées. S'il est avantageux de les consulter sur ce qui est de leur compétence scientifique particulière, il serait téméraire, pour le reste, de se fier à leur seule autorité et d'accepter sans contrôle leurs assertions souvent erronées. Faux prophètes ces écrivains, ces romanciers, ces journalistes qui, mus par un vil esprit de mercantilisme, affaiblissent et diminuent les vérités parmi les hommes, caressent les préjugés et les erreurs populaires, flattent, légitiment ou excusent les

plus mauvaises passions. Nous ne parlons pas ici de ceux qui se déclarent ouvertement les champions de l'impie et du libertinage, de ces hommes cyniques, de ces littérateurs dégradés et avilis qui se sont fait, de nos jours, une si triste spécialité du blasphème et de l'immonde. Ah ! ceux-là ne prennent point de masque ni de déguisement, et leurs victimes sont dûment averties des dangers auxquels elles s'exposent par un pareil contact. Mais combien qui sans se laisser aller à de semblables excès, cachent sous un verni de modérantisme et d'honnêteté mondaine, des pièges non moins subtils et non moins dangereux? Agneaux inoffensifs et caressants en apparence, ce sont en réalité des loups, des loups ravisisseurs dont les déprédations ont de tout temps affaibli et décimé le troupeau du Christ. C'est contre leurs caresses meurtrières qu'il importe surtout de se tenir en garde. En vain protestent-ils de la droiture, et de la pureté de leurs intentions, ce sont des faux prophètes, de la race de ceux contre lesquels Notre-Seigneur a voulu justement nous prémunir. Fuyez-les, M. F., usez envers eux de plus scrupuleuse réserve, de la plus attentive vigilance. *Attendite a falsis prophetis!* Faux prophètes encore ces sectateurs des sociétés secrètes, maçonniques et autres qui cherchent à tromper les simples par de pompeuses déclarations d'humanité et de philanthropie. Faux prophètes ces hommes qui se servent de la politique pour répandre des doctrines subversives de tout ordre social. Qui pourrait dénombrer ceux qui à cette époque méritent cette flétrissante appellation? On les rencontre partout et partout leur influence s'affirme par les plus déplorables résultats.

Pourquoi, M. F., Notre-Seigneur nous demande-t-il tant d'attention à l'endroit des faux prophètes? C'est qu'ils sont difficiles à reconnaître, à cause des adroits déguisements dont ils savent se couvrir. « Ils viennent à vous sous des peaux de brebis et au fond ce sont des loups ravisisseurs » *Veniunt ad vos in vestimentis ovium, intrinsecus autem sunt lupi rapaces.* Ces maximes séduisantes, ces protestations solennelles de sincérité, de désintéressement, de dévouement à toutes les grandes et nobles causes, ce zèle simulé pour la vérité et la justice, qu'est-ce autre chose que la toison dont se pare l'animal carnassier pour mieux égorger le troupeau? Ajoutez à cela les talents naturels, les qualités de l'esprit et du cœur dont sont doués parfois même les pires ennemis de l'Eglise, le charme et l'éloquence de leurs discours, la magie de leur style, tout ce qui séduit et captive. Il n'y a pas jusqu'à certaines vertus dont ils ne puissent faire ostentation et dont le vain éclat ne suffise à en imposer aux âmes droites et sans défiance.

Qui donc, sous ces belles apparences, nous fera découvrir la réalité? Notre-Seigneur nous l'indique quand il ajoute : « C'est à leurs fruits que vous les reconnaîtrez. » Un arbre bon, sain, vigoureux, d'espèce choisie se révèle par l'excellence de ses fruits. Mais on n'a jamais cueilli de raisins sur les épines, ni de figues sur les ronces. Un arbre d'une

essence inférieure et dégénérée, un arbre mauvais ne peut donner que de mauvais fruits. Ainsi en est-il dans l'ordre moral. La vie se manifeste surtout par les actes. Si les principes qui sont la base des actes sont faux et vicieux, ceux-ci ne peuvent être conformes à la vérité et à la vertu. Les esprits superficiels ne le remarqueront peut-être pas tout d'abord. Mais tôt ou tard l'évidence se fera. Or, les vices de la conduite seront toujours un préjugé puissant contre les prétendus réformateurs et leurs doctrines. On ne saurait donner sa foi et sa confiance à celui dont la vie n'est pas pure, ni l'intégrité sans atteinte. C'est par leurs actes qu'il faut juger ceux qui aspirent à être les guides et les censeurs des autres. A *fructibus eorum cognoscetis eos*. L'histoire a confirmé pleinement sous ce rapport la parole du divin Maître. Les hérésiarques, les chefs des sectes révoltées contre l'Eglise, se sont presque tous abandonnés aux désordres les plus criants et ont laissé la réputation la plus déshonorée. Ce qui se passe sous nos yeux, n'est pas fait pour amoindrir la vérité de cette remarque, la valeur de ce signe qui nous a été donné comme principal moyen d'examen et de contrôle.

Ah ! M. F., Notre-Seigneur avait raison de nous inviter à la circonspection et à la vigilance, les faux prophètes qui nous entourent sont nombreux et rusés. Mais si, pleins de confiance en la grâce de Dieu, nous savons user des armes mises entre nos mains, nous n'aurons rien à redouter de la séduction de leurs doctrines et de leurs exemples. C'est le premier enseignement que nous devons tirer de notre évangile.

II

Le second péril signalé par Notre-Seigneur est celui de l'indifférence populaire en face des devoirs et des œuvres de la vie chrétienne. Tel est le sens qu'il faut donner à ces paroles : « Ceux qui me disent : Seigneur, Seigneur, n'entreront pas tous dans le royaume des Cieux. »

Ils se trompent donc ceux qui s'imaginent qu'il suffit de croire en Dieu, de confesser la divinité de Notre-Seigneur Jésus-Christ, pour être sauvé.

Ils se trompent ceux qui se contentent de prier Dieu dans le secret de leur demeure ou encore assistent régulièrement aux saints offices et s'unissent aux supplications publiques de l'Eglise, mais refusent de corriger leurs mauvaises habitudes, de pratiquer les vertus particulières à leur état, de fréquenter les sacrements, d'accomplir en un mot la loi de Dieu dans son intégrité et sa perfection.

Ils se trompent ceux qui, différant leur conversion jusqu'au dernier moment, se tournent alors vers Dieu moins par le regret de leurs fautes que par la crainte du châtimement qui les attend. Tels étaient les sentiments du roi Antiochus. Accablé par la maladie dont le Seigneur avait puni son impiété, il confessa son crime, il cria même vers Dieu mais il ne fut point exaucé et n'obtint pas miséricorde. (II Machab. ix.) De telles prières restent stériles, parce qu'elles sont faites avec les lèvres et non avec le cœur. Il ne suffit donc pas de

dire : Seigneur, Seigneur, pour entrer dans le royaume des Cieux.

« Celui-là seul y entrera, qui fait la volonté de mon père qui est dans les Cieux. » Voilà clairement énoncée la condition à laquelle nous obtenons notre salut. Refuser d'accomplir la sainte volonté de Dieu pour n'obéir qu'à soi et vivre à sa guise, c'est s'établir en quelque sorte soi-même son Dieu, se faire des idoles de ses propres passions, méconnaître tous les droits du Créateur, se placer en dehors de la fin universelle des êtres que le Seigneur a créés pour lui et pour sa gloire. Et l'on voudrait que ce soit là l'idéal de la vie humaine ici-bas ? Parce que nous protestons contre ces doctrines dégradantes, on nous reproche d'être des rétrogrades, des ennemis du progrès et du bonheur des peuples ? Non, non, dans ces prétentions de l'impiété et de la libre-pensée ne se trouve point la solution du mystère de nos destinées. Pour nous il n'y a de vrai, de sûr, d'infailible que la parole du Christ. Or, que demande, qu'exige de nous Jésus-Christ ? Qu'avant tout et par-dessus tout nous fassions la volonté de Dieu, c'est-à-dire que nous pratiquions toute bonne œuvre et accomplissions toute justice. Saint Paul a pris soin de nous faire connaître ces fruits excellents que Dieu attend de nous, ces bonnes œuvres dont dépend essentiellement notre sanctification : « Les fruits de l'esprit, dit-il, sont la charité, la joie, la paix, la patience, la bénignité, la bonté, la longanimité, la douceur, la foi, la modestie, la tempérance, la chasteté. » (Galat. v, 22-23.)

Appliquons-nous à développer ces vertus dans nos âmes. Mais pour que les actes en soient agréables à Dieu et méritoires pour le Ciel, il importe que ces vertus soient vivifiées par cette sève surnaturelle qui n'est autre chose que la grâce. Nos œuvres, quelque parfaites que nous les supposions, restent vulgaires et sans prix et Dieu ne daigne pas y toucher, si la vie divine n'est en nous, si le péché mortel règne dans notre cœur. Au contraire, nos actions, même les plus simples, ont-elles la grâce pour principe, Dieu s'y complait et il se croit obligé de les récompenser par le plus grand don de sa libéralité : la gloire éternelle.

Voilà, M. F., la conviction que notre évangile doit affermir en nous, la sainte espérance dont il doit nous animer. Si le sort réservé à l'arbre stérile ou ne produisant que de mauvais fruits, est bien propre à nous effrayer et à nous faire trembler : *Excidetur et in ignem mittetur*, les promesses attachées au zèle et à l'activité chrétienne sont un précieux et tout puissant encouragement. Comment hésiterions-nous encore ? Nous n'avons peut-être jusqu'à présent que trop cédé à l'indifférence pratique. Mis en garde désormais et contre les dangers de l'inaction et de la paresse spirituelle, nous travaillerons plus efficacement à la sanctification et au salut éternel de nos âmes.

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Nous donnons ici le texte du Décret-Général relatif à la fête du Sacré-Cœur.

Nous le ferons suivre d'observations liturgiques qui serviront à éclairer les passages les plus difficiles, et qui résoudront un certain nombre de questions pratiques.

DECRETUM

URBIS ET ORBIS

Altero nunc elabente sæculo, ex quo Redemptoris nostri præcipua caritatis beneficia, sub Ipsius Sacratissimi Cordis Symbolo, cultu peculiari, mirifice in dies adaucto, a Fidelibus recoli cæpta sunt; enixas iteratasque preces Sanctissimo Domino Nostro LEONI PAPÆ XIII quamplurimi sacrorum Antistites, cleri etiam ac populi vota depromentes, undique porrexerunt, ut Festum SSmi Cordis Jesu, a fe. re. Pio Papa IX sub ritu Duplici majori universæ Ecclesiæ præscriptum Decr. S. R. C. 23 Augusti 1856. *Ex quo.*, deinceps ad ritum Duplicis primæ classis, citra obligationem festivi præcepti, elevare dignaretur.

Porro Beatissimus Pater, Cui nihil potius est quam ut Fideles *crecant in gratia et cognitione Domini Nostri Jesu Christi*, Ipsiusque *sciant supereminentem scientiæ caritatem*, hujusmodi supplicia vota libentissime excepit: eo præcipue animum Suum intendens, ut gliscentibus impietatis conatibus, Fideles in hac saluberima devotione perfugium et munimen inveniant, et vehementiori erga amantissimum Redemptorem amore inflammati, digna Ei laudis et placationis obsequia persolvant, simulque pro Fidei incremento et Christiani populi pace atque incolumitate divinas miserationes ferventius implorent. Hisce permotus Beatissimus ipse Pater, Sacrorum Rituum Congregationis audito consilio, de speciali gratia et privilegio, decernendum censuit:

Nulla facta immutatione relate ad eos, qui amplioribus ex Apostolicæ Sedis Indulto gaudent privilegiis, Festum Sacratissimi Cordis Jesu ritu DUPLICIS PRIMÆ CLASSIS sine Octava in universa Ecclesia amodo celebretur; absque præcepto audiendi Sacrum, et a servilibus operibus abstinendi.

Idem Festum feria VI post Octavam Corporis Christi, tanquam in sede propria, recolatur; et nonnisi Solemnitatibus ritus Duplicis primæ classis universalis ecclesiæ, nempe Nativitatis S. Joannis Baptistæ, ac Ss Apostolorum Petri et Pauli, nec non Festis particularibus ejusdem ritus seu Dedicationis, ac Titularis Ecclesiæ, locique Patroni, quando hæc sub duplici præcepto fiant, locum cedat: quibus in casibus, die immediate ea Festa insequenti, veluti in sede propria, reponatur.

In concurrentia Festi SSmi Cordis Jesu cum die octava Corporis Christi, Vesperæ integræ fiant de eadem Octava, sine ulla Commemoratione, attenta indole peculiari utriusque Festi. Quoad concurrentiam vero cum Duplicibus primæ classis,

ambæ Vesperæ ordinentur ad tramitem rubricarum et decretorum Sacræ Rituum Congregationis.

Insuper ad Fidelium pietatem erga Sacratissimum Cor Jesu impensius fovendam, Sanctissimus Dominus Noster libens ultro concessit, ut in cunctis Ecclesiis et Oratoriis, in quibus die festo, sive proprio sive translato, ipsius Sacris Cordis Jesu, coram Sanctissima Eucharistia persolverent divina Officia, clerus et populus, qui hisce Officiis intererit, easdem lucretur Indulgentias, quas Fidelibus, divinis Officiis per Octiduum Corporis Christi adsistentibus, Summi Pontifices elargiti sunt.

In iis vero Ecclesiis et Oratoriis, ubi feria VI, quæ prima unoquoque in mense occurrit, peculiaria exercitia pietatis in honorem Divini Cordis, approbante loci Ordinario, mane peragentur; Beatissimus Pater indulisit, ut hisce exercitiis addi valeat Missa votiva de Sacro Corde Jesu; dummodo in illam diem non incidat aliquod Festum Domini, aut Duplex primæ classis, vel Feria, Vigilia, Octava ex privilegiatis: de cetero servatis rubricis.

Voluit demum Sanctitas Sua, ut super hoc Decreto expediantur Litteræ Apostolicæ in forma Brevis. Die XXVIII Junii, festo SSmi Cordis Jesu, anno MDCCCLXXXIX.

CAROLUS Card. LAURENZI, S. R. C. Præfectus L. † S.

VINCENTIUS NUSSI, S. R. C. Secretarius.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

OBSERVATIONS SUR LA FÊTE DU SACRÉ-CŒUR

Bon nombre de questions nous ont déjà été adressées sur le récent décret général *Altero nunc*, relatif à la fête du Sacré-Cœur, et dont nous publions le texte plus haut.

Dès aujourd'hui nous allons donner quelques solutions.

Pour plus de clarté, nous procéderons par questions et par réponses.

Q. — Quelle messe doit-on dire à cette fête?

R. — Le décret général ne touche pas cette question. Il faut en conclure qu'il n'y a rien de changé sur ce point; c'est l'ancienne messe *Miserebitur*. Quand à la seconde messe, *Egredimini*, elle ne pourrait être dite que par ceux qui ont reçu un indult spécial.

Q. — Comment doit-on dire cette messe, le premier vendredi du mois dans les églises où l'on fait certains exercices de piété en l'honneur du Sacré-Cœur?

R. — Voilà une question très pratique, à laquelle il n'est pas possible de répondre d'une manière catégorique, par la raison que le décret général garde sur ce point le silence le plus complet.

Cette messe est-elle une messe votive solennelle *pro re gravi*; ou bien, sans être une messe solen-

nelle *pro re gravi*, peut-elle être assimilée à une messe des Quarante-Heures ? S'il en est ainsi, on ne ferait aucune commémoration des offices occur-rents.

Si elle n'était qu'une messe votive privée, on devrait faire mémoire de l'office récité au bréviaire ainsi que toutes les autres mémoires du jour ; et s'il n'y avait aucune mémoire ce jour-là, on devrait réciter, comme troisième oraison, la troisième oraison *De Tempore*, à savoir, en ce temps-ci jusqu'à l'avent, l'oraison *A Cunctis*.

Nous présumons que cette messe du Sacré-Cœur n'est pas une simple messe votive privée ; et, vendredi dernier, nous avons conseillé à plusieurs de nos amis qui nous interrogeaient, de ne faire aucune mémoire. Nous ne sommes pas absolument certains de notre solution. Aussi avons-nous adressé notre doute au Saint-Siège.

Si nous nous sommes trompés, nous avertirons nos lecteurs.

Mais doit-on au moins faire mémoire du très saint Sacrement dans les églises où il est exposé ? Nous conseillons également de n'en pas faire à cause de l'identité substantielle de mystère entre les fêtes du Saint-Sacrement et du Sacré-Cœur. Bien que la Sacrée Congrégation des Rites ait répondu autrefois qu'on le *pouvait*, nous pensons qu'il est plus conforme à son esprit de n'en pas faire.

Q. — Lorsque les fêtes du patron de lieu, du titulaire de l'église, et de la Dédicace de l'église, coïncideront avec la fête du Sacré-Cœur, quelle est celle qui l'emportera ?

R. — Plusieurs ecclésiastiques trouvent que le texte du décret général est obscur. Mais en examinant de près le texte latin l'obscurité disparaît. Voici les trois solutions qui se dégagent de ce paragraphe :

1^o La fête du Sacré-Cœur cède le pas aux fêtes de saint Jean-Baptiste et des saints apôtres Pierre et Paul. Mais

2^o Elle l'emporte *ordinairement* sur les autres fêtes de première classe, patrons de lieu, titulaires d'églises, Dédicaces d'églises, et autres fêtes de première classe.

3^o Je dis que le Sacré-Cœur l'emporte *ordinairement* sur les fêtes de patron de lieu, titulaire, etc., parce que si ces dernières fêtes étaient fériées, c'est-à-dire célébrées avec le double précepte (de se reposer et d'entendre la sainte messe), alors elles l'emporteraient sur le Sacré-Cœur.

Ces explications données, nos lecteurs comprendront parfaitement le texte du décret, qui de prime abord semble présenter des difficultés :

« Idem festum feria vi post Octavam Corporis Christi, tamquam in sede propria, recolatur ; et nonnisi solemnitatibus ritus duplicis primæ classis universalis Ecclesiæ, nempe Nativitatis S. Joannis-Baptistæ, ac SS. Apostolorum Petri et Pauli, necnon festis particularibus ejusdem ritus, seu Dedicationis, ac Titularis Ecclesiæ, locique

Patroni, quando hæc duplici præcepto fiant, locum cedat ; quibus in casibus, die immediate ea festa insequenti, veluti in sede propria reponatur. »

Q. — Pourquoi la fête du Sacré-Cœur cède-t-elle aux fêtes de saint Jean-Baptiste et des saints apôtres Pierre et Paul, et l'emporte-t-elle sur les autres fêtes de première classe ?

R. — C'est sans doute parce que les fêtes de saint Jean et des saints Apôtres se célèbrent avec plus de solennité que les autres dans l'Eglise universelle. Si l'on nous objecte qu'en plusieurs nations la fête de saint Jean et celle des saints Apôtres ne se célèbrent pas aujourd'hui avec plus de solennité que les autres, nous répondrons qu'elles devraient s'y célébrer, et qu'en tout cas, elles leur sont supérieures par leur dignité intrinsèque.

Q. — Si le Sacré-Cœur coïncide avec les fêtes de saint Jean-Baptiste et des saints Apôtres, en quel jour le transfère-t-on ?

R. — Au lendemain samedi, qui devient son jour propre. Le décret est formel :

« Quibus in casibus, die immediate ea festa insequenti, veluti in sede propria, reponatur. »

Par là même que le Sacré-Cœur sera transféré au samedi comme en son jour propre, il en résulte qu'il jouira des mêmes privilèges que s'il était célébré le vendredi. Par conséquent il l'emportera sur une fête de patron de lieu, de titulaire d'église, de Dédicace, ou d'autre fête de première classe qui tomberait le samedi et qui ne serait pas fériée.

Q. — Les églises qui avaient déjà le privilège de célébrer le Sacré-Cœur sous le rite de première classe et qui lui donnaient intégralement les premières vêpres, gardent-elles ce privilège ?

R. — Cette difficulté n'est pas tranchée dans le décret, et il n'est pas possible de la résoudre d'une manière certaine. Il semble que les églises qui avaient obtenu le privilège de célébrer le Sacré-Cœur sous le rite de première classe et avec préférence sur toute fête occurrente, quelle qu'elle fût, conservent leur privilège, même pour la concurrence, parce que le nouveau décret porte qu'il n'est rien changé pour ceux qui avaient reçu de plus amples privilèges :

« Nulla facta immutatione relate ad eos, qui amplioribus ex Apostolicæ Sedis Indulto gaudent privilegiis, festum Sacratissimi Cordis Jesu ritu duplicis primæ classis sine Octava in universa Ecclesia amodo celebretur ; absque præcepto audiendi sacrum, et a servilibus operibus abstinendi. »

Or c'était un plus grand privilège qui était accordé à ces églises, puisque le nouveau décret refuse au Sacré-Cœur les premières vêpres, et toute mémoire.

Par conséquent ceux qui ont reçu le privilège spécial de célébrer les premières vêpres du Sacré-Cœur, le garderaient encore aujourd'hui ; surtout s'ils avaient coutume de célébrer avec pompe ces

premières vêpres. Autrement, il y aurait pour eux diminution de privilèges.

Q. — Ceux qui avaient obtenu le privilège d'une octave pour la fête du Sacré-Cœur, la gardent-ils ?

R. — Cela ne peut être douteux, puisque le décret nouveau déclare ne pas enlever les privilèges plus amples qui auraient été concédés auparavant.

Q. — En est-il de même pour les indulgences particulières qui auraient été accordées à des églises, ou à des communautés, ou à des particuliers.

R. — Nous répondons encore affirmativement, et pour la même raison. Par conséquent, ceux qui en ont obtenu des indulgences, soit pour les jours préparatoires au Sacré-Cœur, soit pour le vendredi, jour d'incidence de la fête, soit pour le dimanche suivant, soit pendant l'octave, gardent ce privilège.

OBSERVATION RELATIVE A LA FÊTE DES SEPT FONDATEURS

Nous avons répondu que cette fête devait être célébrée le 11 février, de préférence à toute autre fête qui aurait été transférée en ce jour comme en son jour fixe. Nous en donnions pour raison que l'un des sept Fondateurs était mort ce jour-là. Notre solution était basée sur une réponse de la savante Revue romaine bien connue sous le nom d'*Ephemerides liturgicae*. Mais cette Revue nous apprend dans son dernier numéro qu'elle s'était trompée. S'appuyant sur de faux renseignements, elle pensait que l'un de ces saints, Alexis Falconieri était mort le 11 février, tandis qu'en réalité il était mort le 17 de ce mois. C'était une erreur. Voici en effet le jour de la mort de ces sept saints :

1^{er} janvier, Bonfils Monaldi.
17 février, Alexis Falconerii.
18 avril, Amédée de Amideis.
3 mai, Sostene et Uguccio.
20 août, Manetti.
31 août, Bonajuncta.

Nous devons donc aussi rectifier notre solution. Aucun de ces saints n'est mort le 11 février. Par conséquent cette fête a été fixée par le Saint-Siège au 11 février comme en un jour *simplement assigné*, et non comme en un jour *natal*. Par conséquent encore elle ne doit pas être préférée à une autre fête qui aurait été auparavant assignée dans le même jour, soit dans l'ordo diocésain, soit dans l'ordo particulier d'un diocèse.

Nous prions les rédacteurs d'ordos de tenir compte de l'importante rectification que nous signalons aujourd'hui.

Nous sommes heureux d'avoir cette occasion de remercier un savant chanoine de nos amis qui nous avait fait pressentir notre erreur.

Q. — Le servent de messe doit-il baisser les burettes à l'offertoire ?

R. — Il est certain qu'il doit baisser la burette de vin, car la rubrique est formelle :

« Accipit (sacerdos) ampullam vini de manu ministri (qui osculatur ipsam ampullam, non autem manum celebrantis)... » (Ritus servandus in celebr. missæ, titulus VII, n. 4.)

Quant à la burette d'eau, la solution n'est pas aussi certaine, attendu 1^o que la rubrique n'en fait pas mention et que 2^o plusieurs auteurs n'en parlent pas non plus.

Néanmoins nous devons ajouter que le plus grand nombre des liturgistes enseigne que le servent doit également la baisser (citons quelques auteurs, Martinucci, de Herdt, Le Vasseur, Falise, Cavaliéri, Bouvry, etc.)

Nous parlons ici du baiser fait par le servent avant de donner les burettes. Suivant quelques auteurs, le servent devrait également faire ce baiser en recevant les burettes des mains du célébrant. Mais nous devons dire que le texte de la rubrique ne prête aucunement à une interprétation de ce genre. N'est-ce pas compliquer gratuitement une cérémonie qui présente déjà suffisamment de difficultés, surtout si les ministres sont des enfants, comme il arrive le plus souvent.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Seriez-vous assez bon pour me dire si je pourrais par testament léguer ma bibliothèque et même un peu d'argent à la *Conférence ecclésiastique* de mon canton. Tous mes collègues du voisinage le nient formellement, pour ma part, je n'ai aucune raison ni pour ni contre ; mais je désire être instruit avant de rédiger mon testament pour ne point faire fausse route.

R. — Oui, les dons et legs attribués à une *Conférence ecclésiastique* constituent des libéralités sujettes à l'autorisation du gouvernement. Ils doivent être acceptés par le curé de canton, président de la conférence, agissant tant en son nom qu'au nom des desservants et vicaires du canton qui forment la conférence. C'est le cas d'appliquer l'axiome *ab actu ad posse valet consecutio*. En effet, un décret du 25 juin 1873, autorise un de ces legs dans les termes suivants :

« Le curé de la paroisse de Murat (Cantal), agissant en exécution de l'article 31 de la loi du 18 germinal an X et de l'article 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817, tant en son nom qu'en celui des desservants et vicaires du canton de Murat, qui forment la *Conférence ecclésiastique* de ce nom, est autorisé à accepter, aux clauses et conditions énoncées le legs fait à la dite conférence par le sieur François Raymond, suivant son testament olographe du premier septembre 1868 et consistant dans tous ses livres, estimés 130 francs.

Q. — Mon presbytère occupe une aile d'un ancien couvent, et forme l'un des côtés d'un carré dont les autres côtés sont l'église de ma paroisse, une école

laïque de filles, et un mur peu élevé. Le tout est considéré comme appartenant à la commune. Mon jardin est renfermé entre les côtés de ce carré.

L'école a des fenêtres donnant sur mon jardin et par là même ayant vue sur ceux des appartements du presbytère qui s'ouvrent sur le jardin, au rez-de-chaussée ; ces fenêtres sont à demi interceptées par des *hottes* qui ne permettent pas aux habitants de l'école de voir directement ce qui se passe dans le jardin : elles ont besoin pour cela de monter sur des chaises et elles ne s'en font pas faute. Mais à cela, je ne vois pas de remède à apporter, et je ne songe pas à m'en plaindre.

Il en est autrement pour une fenêtre du premier étage qui n'a pas de *hotte* et qui s'ouvre de l'intérieur. De là, la vue plonge sur toute la propriété du presbytère. C'est un grave ennui que je voudrais sinon supprimer, du moins atténuer : et voilà sur quoi je me permets de vous consulter pour savoir quels sont mes droits.

Cette école a été laïcisée, il y a environ six ans. Lorsqu'elle était occupée par des religieuses, la fenêtre si gênante existait, mais elle était interdite. Les institutrices laïques l'ont ouverte : il y a, je le répète, environ six ans. N'aurais-je pas le droit de les obliger à la tenir sans cesse fermée comme elle l'était avant qu'elles ne fussent substituées aux religieuses, et, en ce cas, à qui dois-je m'adresser pour obtenir le rétablissement de l'ancien état des choses ? Faut-il provoquer une délibération du conseil de fabrique ?

On invoquera sans doute contre moi le silence de mon prédécesseur. (Je ne suis ici que depuis quelques semaines.)

On me dira encore (l'architecte de la ville l'a déjà fait) : que le presbytère avec son jardin et l'école étant propriétés communales, c'est en réalité un propriétaire qui impose une servitude à une partie de sa propriété au profit d'une autre partie de la même propriété, et qu'il use en cela d'un droit incontestable. Que devrai-je répondre ?

Vous comprendrez que la chose m'est intolérable ?

R. — L'inconvénient qui nous est signalé est des plus graves, et nous ne saurions trop engager notre correspondant à faire tous ses efforts pour le supprimer. Il peut et il doit y parvenir, non pas en invoquant les articles du code civil concernant les servitudes, puisqu'il ne s'agit pas ici de deux héritages appartenant à deux propriétaires différents, mais en invoquant le droit qu'a le curé de n'être point troublé ni amoindri dans la jouissance de son presbytère. Au nom de la convenance la plus vulgaire la fenêtre dont il s'agit était interdite il y a six ans. Par ce seul fait, le curé possédait toute son indépendance, et ce n'était pas le moindre avantage de son usufruit. Ni le maire ni le conseil municipal, encore moins les institutrices laïques, ne pouvaient enlever ce bénéfice au curé sans avoir procédé comme la loi exige qu'on procède pour une distraction d'une partie superflue du presbytère et de ses dépendances. Aux yeux du simple bon sens, la servitude imposée au presbytère par l'ouverture de cette fenêtre autrefois fermée est mille fois pire que si l'on supprimait une partie du presbytère. Or, si l'on ne peut faire de suppression de terrain, à plus forte raison, selon nous, ne peut-on pas établir une servitude qui rend en quelque sorte le presbytère inhabitable ; car il est absolument aussi indécent pour les institutrices de pouvoir plonger dans le jardin et les appartements du curé, que pour le curé de pouvoir plonger dans l'habitation de ces dames.

Que doit donc faire le curé ? Il doit prendre ses mesures pour faire réintégrer l'état des lieux tel qu'il était, il y a six ans. La servitude actuelle n'a pu s'établir par prescription puisque pour cela il faudrait un délai de trente ans. La fabrique doit donc, et, à son défaut, le curé qui est en cause et qui est victime, exiger du maire ou de la municipalité qui a violé les lois et décrets relatifs à la distraction des presbytères et protecteurs du droit de jouissance qu'en ont les curés.

Pour donner plus de force à la réclamation, il serait bon que l'évêque diocésain l'appuyât de sa haute autorité : et certes, il ne refusera pas de le faire ; car il est le premier intéressé à sauvegarder la dignité de ses prêtres.

En cas de refus de la part de la municipalité, il faut s'adresser au conseil de préfecture, ou bien au ministre des cultes, et même au conseil d'Etat : la cause nous paraît imperdable.

Et enfin, comme on ne peut plus compter sur la justice d'un gouvernement laïcisateur à outrance, si, par impossible, la revendication du curé n'était pas admise, il ne reste à celui-ci qu'un moyen, et nous l'engageons fortement à en user après épuisement de toutes les juridictions, c'est de se clore par des plantations, et, au besoin, du moins en ce qui concerne la fenêtre indiscrete, par un treillage aux mailles très-serrées et des plantes grimpantes, placé aux distances légales. Pour notre part, et en particulier par le temps qui court, nous considérerions comme inhabitable un presbytère dans les susdites conditions.

Maintenant, qu'on essaie d'abord par la douceur, par l'appel aux convenances, aux bons sentiments du maire, des institutrices elles-mêmes. Peut-être se rendra-t-on à l'évidence ; ce serait mieux et plus court.

Q. — Un curé pourrait-il acheter, de sa propre autorité, quelque chose qui pourrait être utile à l'église comme, par exemple, un *ombrellino*, avec des fonds donnés par quelqu'un ou par lui-même sans que le conseil de fabrique en soit informé ?

R. — Dans les questions de ce genre il y a toujours deux côtés : le côté théorique et le côté pratique. Théoriquement, ce sont les fabriques qui sont chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples, d'administrer... généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte afin d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises auxquelles elles sont attachées, soit en réglant les dépenses qui y sont nécessaires, soit en assurant les moyens d'y pourvoir. (*Art. 1^{er} du décret de 30 décembre 1809.*) Toute somme d'argent arrivant de n'importe quelle source doit donc d'après la loi être encaissée par la fabrique et dépensée légalement, après délibérations par le bureau des marguilliers, le trésorier, etc. De son côté, le curé dirige le culte et est chargé de la police intérieure du temple. Voilà pour la théorie.

Mais pratiquement, qui pourrait contester à un curé le droit d'embellir son église par une décora-

tion quelconque, surtout quand il ne touche pas à la caisse officielle et ne blesse aucun droit utile du conseil, quand son intervention consiste à donner à l'église un meuble qui lui manque, comme un *ombrellino*, des bouquets, ou tout autre objet décoratif? A côté du texte des lois, il y a leur esprit, il y a les traditions et les usages, et tout cela est en faveur du curé. On ne comprendrait pas un conseil de fabrique faisant de l'opposition au zèle et à la générosité d'un curé dans ces petits détails; ce serait un vrai scandale.

Ce serait différent, si le curé, comme on le voit quelquefois, entreprenait des travaux ou faisait des achats avec l'argent de la fabrique et sans consulter celle-ci. Alors, il dépasserait son droit; et la fabrique justement blessée pourrait le compromettre en refusant de payer des dépenses qu'elle n'a pas consenties.

Q. — Au mois de janvier dernier, les murs de mon jardin attenant au presbytère (non aliéné à l'époque de la Révolution) se sont effondrés.

J'ai demandé au conseil municipal de vouloir bien les relever soit avec les ressources communales soit en demandant un secours au département et à l'Etat.

Au lieu d'accepter une telle proposition, cinq membres sur huit présents ont signé au registre que les murs seraient relevés avec les revenus du louage de mon jardin pendant trois ans, et ils ont demandé à M. le préfet l'autorisation de pouvoir louer le jardin.

La commune manque de ressources pour effectuer ce travail. Veuillez, s. v. p., m'indiquer quels sont les moyens à prendre pour relever ces murs, malgré le mauvais vouloir du conseil municipal.

R. — Il est inutile de discuter la question de propriété. Malgré l'équité, le bon sens, la saine interprétation des documents, les sentences multiples des tribunaux, et même de la cour de cassation, l'Etat persiste à regarder les églises et les presbytères comme des propriétés communales, et, en vertu de cette jurisprudence arbitraire, les communes se regardent comme les légitimes propriétaires de ces immeubles. Mais alors faudrait-il au moins être logique avec soi-même, en acceptant les charges aussi bien que les bénéfices de la propriété. Or, l'une de ces charges est de pourvoir aux grosses réparations jugées nécessaires. La commune dont il est ici question, doit donc en vertu de ses propres principes, relever les murs démolis du jardin, comme elle devrait le faire pour la mairie elle-même, la maison d'école et tous les immeubles lui appartenant. Si elle ne le fait pas, le préfet peut et doit l'y forcer en écrivant d'office au budget la somme nécessaire pour le travail. Si la commune n'a pas de ressources, elle doit s'en procurer par les moyens que les lois mettent à sa disposition, tels que les centimes additionnels, le recours au département ou à l'Etat.

Cependant, si la fabrique avait des ressources, la charge des grosses réparations lui incomberait avant la commune, d'après la loi municipale du 5 avril 1884, article 135, n° 12.

Etant donné que la fabrique a sa caisse vide et n'a nul moyen de la remplir, c'est donc à la com-

mune de s'exécuter de la manière que nous avons dit plus haut. Le moyen imaginé par quelques membres du conseil municipal, c'est-à-dire le louage du jardin pendant 3 années, afin d'en employer le produit à la reconstruction des murs, est absurde et illégal. La municipalité n'a pas le droit de diminuer la jouissance du curé, pas plus qu'elle n'a le droit de distraire une partie du presbytère sans l'observation des formalités légales.

Que reste-t-il donc à faire à notre honorable correspondant? D'abord, il doit absolument s'opposer à la location de son jardin; demander ensuite à nouveau à la commune la réparation du mur en lui en démontrant l'urgence. Si la commune fait la sourde oreille, il faut faire connaître au préfet l'état des choses, il a qualité pour forcer la commune à entretenir les immeubles communaux. Et, enfin, si toutes les autorités se refusent à remplir leur devoir, il ne reste au curé qu'à laisser tomber le mur complètement et à le remplacer lui-même soit par une haie vive ou un treillage quelconque ou à demander à l'évêque son changement.

Q. — Un de mes voisins a formé le projet de bâtir une grange dont une partie viendrait effleurer le contour de l'abside de l'église. Je cherche à le détourner de ce dessein. 1° N'y a-t-il pas une distance précise à laquelle les voisins sont tenus de s'éloigner des murs de l'église? 2° Quelle marche à suivre, s'il surgit des difficultés?

R. — La solution de cette question dépend, d'une part, de la construction de l'église, de la largeur des larmiers, du point jusqu'où se projettent les eaux pluviales et de l'étendue des fontaines souterraines, d'autre part, des plans et pièces qui peuvent exister et qui peuvent fournir des renseignements sur la largeur du pourtour de l'église; à défaut de documents et de renseignements à cet égard, cette largeur doit être fixée d'après l'avis d'hommes de l'art, sur l'examen des fondations et de l'ensemble de l'édifice. La décision doit donc dépendre de l'état des lieux et des titres invoqués par les particuliers. (*Ecole des communes*, 1851, p. 124. — Rousset, p. 29, 30 et 31.) Mgr Affre supposant que le sol qui tient à l'église et la touche immédiatement serait une propriété privée, se demande aussi à quelle distance doivent être les édifices du propriétaire pour laisser à l'église les jours nécessaires.

« Il faut distinguer, dit-il, entre le droit de l'église provenant de la prescription et celui qui résulte de la destination du père de famille. »

Si l'église est déjà en possession depuis un temps suffisant pour avoir acquis la servitude par prescription, c'est-à-dire depuis trente ans, elle a droit à ce que le propriétaire ne bâtisse pas à moins de 6 pieds de distance. C'est ainsi que l'ont décidé deux arrêts de la cour de cassation des 23 avril 1817 et 24 juin 1823. L'ancien droit était plus favorable aux églises. Il résulte de la loi 9 au Digeste, *de ædificiis privatis*, que, si quelqu'un est dans l'intention de bâtir sur un terrain limitrophe des édifices publics, il lui est enjoint de laisser entre

les édifices et sa construction un espace de 45 pieds. Nos auteurs appliquant cette loi aux églises et aux chapelles publiques, étaient unanimes pour exiger la même distance.

Si, au lieu de la prescription les adversaires de l'église pouvaient invoquer la destination du père de famille la cause de la fabrique serait encore moins favorable. Tel serait le cas où un particulier aurait construit une église sur son terrain ou la laisserait construire en fournissant volontairement l'emplacement. Dans ce cas, si on était raisonnable on devrait admettre que ce propriétaire doit laisser une distance au moins de six pieds, par la raison bien simple que celui qui a construit une église ou cédé le terrain pour la construire, n'a pas voulu qu'elle devint obscure par son fait. Mais il serait à craindre qu'à cette raison on opposât le principe, mal appliqué sans doute, au cas présent, que la destination du père de famille vaut titre. » (P. 139 et 140.)

Ad II. Les questions de cette nature doivent être portées devant les tribunaux civils, et c'est à la commune propriétaire de l'église qu'incombe la mission de défendre sa propriété. C'est donc au conseil municipal à délibérer, à l'effet de demander au conseil de préfecture l'autorisation de faire intentar par son maire une action en suppression de toutes les servitudes dommageables et contraires au respect dû aux édifices religieux qui obstruent et salissent l'église. (*Cass. Paris, 18 février 1851. — Ecole des communes 1851, p. 124.*)

Si la fabrique est propriétaire de l'église, ce serait à elle de défendre ses droits, en suivant la marche tracée pour la commune.

Q. — 1^o Tous ceux qui ont contribué, par de larges dons, à la construction d'une église, peuvent-ils prétendre à la possession gratuite d'un banc en cette église ?

2^o Comment perd-on les bancs et les places dans l'église ?

R. — Ad I. L'article 72 du décret du 30 décembre 1809 est ainsi conçu : « Celui qui a bâti entièrement une église peut, sans concession, y retenir un banc. » Qu'on remarque ces mots : *Celui qui a bâti entièrement*, il n'est pas dit *ceux qui auront contribué* ; autrement il eût fallu accorder des bancs à un nombre fort souvent considérable de personnes qui, dans une localité, favorisent par leurs dons et souscriptions la construction d'une église.

« La disposition de l'article 72 du décret du 30 décembre 1809 exclut, dit Mgr Affre, les prétentions que plusieurs individus, ayant construit une église, croiraient pouvoir élever sur la possession d'un banc. Le décret accorde le privilège à celui et non à ceux qui ont élevé l'édifice. » (P. 152).

Ad II. Premièrement on perd un banc concédé à perpétuité dans une église, si celui auquel il a été accordé et sa famille ont cessé d'exister. (*Art. 72 du décret du 30 décembre 1809.*)

Deuxièmement, le paroissien qui a obtenu dans

une église la concession d'un banc soit à vie, soit pour un temps plus ou moins long, perd son droit en quittant la paroisse, pour se fixer ailleurs.

Si cependant, tout en ayant fixé son domicile hors de la paroisse, l'intéressé y avait gardé une résidence où il vient de temps en temps, peut-on dire alors qu'il a perdu son droit ? Nous ne le croyons pas. « Pour qu'il y ait lieu, dit le *Journal des fabriques*, de prononcer contre le concessionnaire d'un banc l'extinction de son droit, il convient qu'au changement de domicile soit jointe une cessation entière de résidence. » (*Tom. II, p. 25.*)

« Une résidence quelconque, dit Mgr Affre, suffit pour que la location du banc ne soit pas sans objet, que l'intention des parties contractantes soit remplie et pour ne pas aller contre l'usage. Le code ne dit rien de plus. » (P. 158.)

La fabrique ne pourrait donc pas procéder à une nouvelle location, si l'intention de ne plus résider n'était constante, soit parce que le locataire y a vendu l'habitation et les biens qu'il possédait, soit parce qu'il a élu ailleurs son principal domicile, et qu'en outre il n'y fait jamais sa résidence.

Il est juste d'attendre un certain laps de temps, de manière qu'on soit certain de l'intention du concessionnaire de fixer son domicile hors de la paroisse.

Q. — 1^o Lorsqu'une paroisse se trouve dans la situation exigée par les lois pour que le curé reçoive une indemnité de logement, quel doit être le chiffre de l'indemnité à fournir au curé ?

2^o Est-il dû aux curés une indemnité pour la jouissance d'un jardin quand il ne peut leur en être fourni en nature ?

R. — Ad I. Ce chiffre n'a été fixé par aucune disposition législative ; il doit être en rapport avec le logement qu'il convient de procurer au curé. Une municipalité qui apprécie le caractère et la position du chef spirituel d'une paroisse, ne lésinera pas sur ce point ; elle se montrera plutôt large, surtout si ces ressources le lui permettent.

Que si la municipalité allouait une indemnité insuffisante pour la location d'une maison convenable, le curé devrait en aviser l'autorité préfectorale, il lui ferait connaître le prix de son loyer, en lui adressant copie, dûment signée par le propriétaire, du bail de location, ou reçu de la somme payée pour la dite location. Avec ces documents, le préfet sera à même de constater le mauvais vouloir du conseil municipal, de lui en faire l'observation, et si le dit conseil de s'y rend pas, de porter d'office à son budget une somme plus considérable.

Si le préfet ne faisait pas droit à la demande équitable du réclamant, celui-ci pourrait recourir au ministre des cultes.

« Aux termes de l'article 92 du décret du 30 décembre 1809, il doit être fourni aux curés et desservants un presbytère, ou, à défaut de presbytère un logement, ou, à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire. »

Cette disposition s'applique également au cas où le presbytère est devenu inhabitable. Lorsque cet

état des choses a été reconnu par les autorités administrative et religieuse, et que le curé a été autorisé à quitter son presbytère, il peut se loger ailleurs à sa convenance. S'il ne se trouvait pas de maison disponible ou convenable, à proximité de l'église, il faudrait tenir compte au curé, d'une indemnité qui lui est due, de la différence du prix des loyers dans sa commune et celle où il a été obligé de fixer sa résidence, ainsi que de la dépense quotidienne résultant du déplacement.

En effet, l'indemnité pécuniaire due à défaut de presbytère doit représenter le prix de location d'un logement convenable. Par conséquent, ce n'est pas au taux des loyers de la commune qui n'a point de presbytère, mais d'après le prix courant des loyers de l'endroit où le curé s'est établi qu'elle doit être fixée.

Le conseil municipal n'est pas fondé à prétendre ne devoir qu'une somme déterminée. En cas de contestations ou de refus de sa part d'allouer au curé la somme demandée par lui, c'est à l'autorité administrative de prononcer. Le décret du 30 décembre 1809, dans ses articles 93, 96 et 97, et la loi du 18 juillet 1837 dans son article 39, ont déterminé les formes du recours à exercer contre la commune. Si le préfet refusait d'inscrire d'office au budget de la commune la totalité de l'indemnité réclamée par le curé, celui-ci pourrait s'adresser au ministre des cultes pour le faire juge de la difficulté existante entre la commune et lui au sujet de la fixation de cette indemnité. (Extrait du journal *l'Univers*, 1876).

Ad II. Le décret du 30 décembre 1809, art. 92, impose aux communes l'obligation de leur fournir un logement, mais il n'y est pas question de jardin.

L'article 72 de la loi du 18 germinal, an X (8 avril 1802), dit, il est vrai, que les anciens presbytères non aliénés, seront rendus aux curés avec les jardins y attachant. Il ajoute qu'à défaut de presbytère, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin. Mais si l'on voit dans ce dernier article la constatation de l'ancienne législation, qui dotait toujours le presbytère d'un jardin, en ne séparant pas ce dernier du premier; « les jardins attachant; » si on y voit d'autre part le vœu de la nouvelle législation qui autorise les communes à procurer le jardin avec le logement presbytéral, on ne peut pas en tirer la conséquence rigoureuse que ce jardin soit absolument dû. Ce qui résulte clairement de la disposition précitée de l'article 72, complétée par l'article 4 du décret du 11 prairial, an XII (31 mai 1804) et par l'article 92 du décret de 1809, c'est que, si les communes sont tenues de fournir un logement à leurs curés, elles ne sont pas obligées d'y joindre un jardin.

Tel est le droit strict, mais, dans la pratique, l'administration encourage toujours les communes qui ont des ressources à faire la dépense dont il s'agit. C'est un moyen d'adoucir la condition, si

digne d'intérêt, du clergé des campagnes. (*Inst. du min. de l'Int.* 1850, p. 65.)

Cela dit, nous répondrons directement à la question posée : 1^o Il n'est dû aucune indemnité aux curés pour la jouissance d'un jardin, quand il ne peut leur en être fourni en nature.

2^o Ces messieurs ne seraient pas fondés à réclamer, à défaut de jardin, une indemnité pécuniaire.

Nous ajouterons, comme conséquence à tirer de ce qui précède, que, si l'on ne doit pas absolument aux curés, ni un jardin ni une indemnité pour s'en procurer un, on ne peut pas non plus leur enlever jouissance de celui qui existerait attachant au presbytère ou en dépendant. S'il arrivait qu'une commune, ou même une fabrique malveillante tentât pareil excès, le curé devrait protester auprès de l'évêque qui réclamerait officiellement auprès du préfet. Au reste, cette éventualité n'est pas possible d'après les explications qui ont été données au corps législatif, lors de la discussion de l'article de la loi municipale de 1884 qui attribue, dans certains cas, aux conseils municipaux la faculté de désaffecter les établissements religieux.

VARIÉTÉS

ÉTUDE CANONIQUE SUR LES LIVRES PAROISSIAUX

Sous le nom de *livres paroissiaux* nous entendons les livres qu'un curé doit avoir dans sa paroisse en vertu de certaines prescriptions du droit. On en compte six d'après le droit général :

1^o Le livre des mariages, imposé par le concile de Trente (session xxiv, 1) et le Rituel ; 2^o le livre des baptêmes ; 3^o le livre des sépultures ; 4^o le livre des confirmés ; 5^o le livre de l'état des âmes : ces quatre derniers sont mentionnés au Rituel ; 6^o enfin le livre des messes soit perpétuelles soit manuelles, dont il est fait mention dans la constitution *Nuper* d'Innocent XII.

Par rapport à ces livres, le curé a des devoirs et des droits que nous allons étudier d'abord d'une manière générale. Nous dirons ensuite quelques mots de chacun de ces livres.

ARTICLE I. *Des livres paroissiaux in genere.*

§ I. De la rédaction des livres paroissiaux

I. Le premier devoir du curé est de tenir exactement les livres en question et d'y enregistrer fidèlement les actes prescrits. C'est là une obligation *sub gravi*, que nous expliquerons plus en détail en parlant de chacun des livres en particulier. On ne pourrait donc pas excuser de péché mortel celui qui n'inscrirait pas les différents actes.

« Quoique ces registres, dit Mgr Gousset, n'aient plus parmi nous l'importance qu'ils avaient autrefois, on ne pourrait excuser d'une faute grave le curé qui négligerait quelques actes, du moins

tractum quotannis parochi ad curiam episcopalem transmitterent, ut in ejusdem curiæ tabulario asservaretur, *non equidem ad transumptus desumendos*, in parochorum præjudicium, sed ad præcavendam dumtaxat fortuitam eorum jacturam, proposito dubio : *An et quomodo decretum episcopi* diei 26 novembris 1830, *sit confirmandum vel infirmandum in casu ?* responsum prodiit : *Affirmative in omnibus ad primam partem, negative ad secundam*. In folio autem hujus causæ plures afferuntur provinciales et diocesanæ Synodi, quæ decretum continent pro deferendis quotannis ad curias sive archiepiscopales, sive episcopales librorum parochialium exemplaribus ¹. »

Comme c'est un droit pour le curé de conserver l'authentique des actes religieux, c'est à lui qu'est réservé le droit d'en délivrer des extraits. Il est autorisé, à moins d'une coutume contraire légitime, à demander une juste rétribution pour son travail. Tel est l'enseignement de Barbosa :

« Parochus tenetur de illis (libris parochialibus) fides facere necessarias et potest accipere pro sua mercede illud quod in loco solitum est dari ; si vero solitum sit fieri gratis, gratis et ipse faciet, quia S. Cong. Epis. et Regul. episcopo *Caven*. sub die 3 jan. 1604, rescripsit nihil pro hujusmodi fide recipi posse ². »

Nous venons de citer un *Folium* où il est dit que si les évêques peuvent exiger le dépôt d'une copie aux archives épiscopales, ce n'est cependant pas *ad transumptus desumendos in parochorum præjudicium*.

§ III. De la valeur juridique des livres paroissiaux

Les registres, lorsqu'ils sont rédigés conformément aux prescriptions canoniques, ont une valeur juridique comme écriture publique.

« Circa autem librum baptisatorum, dit saint Alphonse, notandum hunc fidem facere in quovis tribunali, ut advertit Croix³. Ce que saint Alphonse dit du registre des baptêmes, on peut le dire des registres des mariages et des sépultures et des livres des messes.

Ils ont le caractère de documents authentiques devant les autorités ecclésiastiques et, dans beaucoup de pays, devant l'autorité civile. Ils établissent une preuve judiciaire complète sur les faits qu'ils attestent et elle ne peut être contestée que par une contre-preuve établissant leur falsification ou la non identité de la personne dont il est question avec celle dont parlent ces registres ⁴.

Mais pour faire foi, il faut que l'on présente ou bien le livre lui-même ou une copie faite mot-à-mot. Tout autre extrait n'a aucune valeur juridique.

« Ut fides ex parochialibus libris extracta, dit Lucidi, in judicio legitimam faciat probationem,

necesse est ut fiat cum formali transcriptione de verbo ad verbum, sicuti jacet. Aliter autem facta fides seu attestatio parochi, quibuscumque verbis concepta sit, absque formali, ut supra, transcriptione particulæ non probat, ut tenuit S. Rota in *Toblana* capellæ, 17 mai 1615. » (Barbosa, l. c. n. 21) ¹.

Deux fois la S. Congrégation du Concile a eu à s'occuper d'un cas fort intéressant au sujet des extraits des actes religieux. Il s'agissait de savoir si l'on pouvait, sans encourir l'irrégularité, communiquer les extraits demandés par l'autorité judiciaire dans des procès criminels. La réponse fut affirmative dans les deux cas. Nous rapporterons seulement la dernière décision, qui est du 12 août 1843.

« Fiet necne irregularis parochus, qui iudicibus vel magistratibus sæcularibus fidem sibi fieri petentibus sive de ætate cujuscumque rei, sive de morte ab eo vulnerati et occisi, vel demum de ætate testium productorum in causa sanguinis et quidem per exemplum transumptum ex libris quibus describuntur pueri baptisati ac fideles defuncti sepulti, atque ab ipso paracho subscriptum hocce documentum prebeat ?

« Resp. Posse parochum a iudice requisitum, audito prius Ordinario, transcribere ex libro parochiali fidem, quin ullam contrahat irregularitatem ². »

C'est un devoir pour les évêques d'examiner attentivement les livres paroissiaux, au moment de la visite pastorale, et d'en rendre compte dans l'état du diocèse lors de la visite *ad limina*. On lit, en effet, dans l'Instruction de Benoît XIII : « An (parochi) librum matrimonii et baptisatorum, aliosque libros, quos ad normam Ritualis romani retinere debent, retineant. »

Lucidi expliquant ce passage fait la remarque suivante :

« Episcopi, vel eorum vice visitatores in sacra diocesis perlustratione hujusmodi libros a parochis et aliis qui eosdem retinere tenentur, sibi exhiberi omnino jubeant, ut explorent, aut juxta leges a Rituali romano præscriptas conficiantur, ac si quid abnorme ibidem deprehenderint, rite corrigi et reformari decernant ³. »

(A suivre)

¹ Lucidi, t. I, p. 398, n. 248.

² S. C. C. *Guatimalen*. 12 août 1843. L'autre décision est du 10 décembre 1661, in *Lycien*.

³ Lucidi, t. I, p. 396, n. 242.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 17 julii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

¹ Lucidi, t. II, p. 652, n. 94.

² *De Officio et Potest.* Par., part. I, cap. vii, n. 19.

³ Lib. VI, n. 145.

⁴ Dict. de la théol. cathol. traduit par Goschler. V^o *Curr.* t. V, p. 525.

par la lecture du journal que publie M. de Ribbe, et qui lui fut révélé par un érudit des plus distingués, M. Coulondres, d'Avignon.

Qu'était-ce donc que cette comtesse de Rochefort ? car elles sont nombreuses les familles qui portent ce nom.

Rochefort n'est plus qu'une petite commune du département du Gard, située au pied de Notre-Dame de Grâce, autrefois « Nostre-Dame de Roque-Vermeille, » dont le sanctuaire fut, dit-on, remporté par Charlemagne après une victoire qu'il remporta sur les Sarrazins à Arles. Autrefois les sommets environnants, — aujourd'hui broussailleux et stériles, — portaient de superbes forêts, comparables à celle de la Sainte-Baume, la seule qui ait été respectée par la cupidité insensée, produit de la jouisseuse révolution. De nobles seigneurs s'occupaient « des eaux et forêts, » et l'un d'eux, — qui d'ailleurs s'y ruina, — Claude de Montconis, assainit la vallée de Rochefort, aujourd'hui la richesse des habitants. L'ancien régime avait du bon. On y vivait moins vite, et l'on ne mangeait pas en herbe le bien de ses enfants. La baronnie de Rochefort échut à l'opulente et antique famille des Porcellets qui produisit de nombreux rejetons, tous empreints d'un esprit de conduite et d'économie qui les rendit partout prospères et se « provignant au loin. » Les familles étaient fécondes, les enfants presque invariablement de six à neuf, et tous se faisant la courte échelle pour atteindre les situations, occupaient des emplois considérables, conduisaient de superbes domaines.

Un Porcellet, possesseur du château de Rochefort, fut tué à Zutphen, en 1672, et sa sœur Madeleine des Porcellets reçut cette terre comme dot en 1683 quand elle épousa à Beaucaire André de Brancas.

Tout autrement dirigée est « la case des Brancas, » pour employer le mot de Madame de Sévigné. Ceux-ci sont par race dissipateurs, vaniteux, avides d'honneurs, surtout la branche cadette des Brancas-Villars à laquelle appartient André. Ils sont ducs et pairs, excessifs en toutes choses, ambitieux et peu faits pour s'occuper de leurs fermiers. L'un d'eux a servi de modèle à La Bruyère pour peindre le *distrain*, Ménélaque ; un autre, « Brancas-Système, » se passionnera pour le système de Law ; au demeurant, mal équilibrés, pauvres d'argent et incapables de gérer leurs affaires matérielles. Ajoutez à ces traits la passion du jeu et il est facile de conclure que l'opulence ne dut pas régner longtemps au château de Rochefort.

Les biens de Madeleine sombrèrent sans doute dans le gouffre de tant de passions malsaines réunies. Elle le laisse seulement entendre car sa plainte est discrète, comme il sied à une femme de grand caractère qui ne veut pas que rien porte atteinte à la dignité de son mari.

« On n'est sûr que des vertus qui tiennent au sang, écrivait dans son livre de raison Antoine de Courtois, de Sault ; celles-là seules ne se démentent

jamais. Les familles parmi les hommes sont comme les familles parmi les plantes ; les unes produisent les vertus, comme les roses la suavité de leurs parfums ; les autres produisent le vice et la honte, comme les plantes vénéneuses répandent une odeur fétide. C'est pourquoi, mes enfants, il faut vous attacher à une bonne race. »

L'expérience prouve que cette théorie est vraie, bien qu'on ne puisse pas en presser rigoureusement toutes les conclusions, sous peine de tomber dans le fatalisme. Les romanciers modernes ont abusé de l'atavisme, et à voir avec quelle unanimité ils s'appliquent, — comme nos bons jurés ! — à conclure à l'irresponsabilité humaine, on ne saurait méconnaître qu'ils obéissent à un mot d'ordre, au fond maçonnique. Si le fils hérite fatalement des vices ou des vertus de son père, il n'y a plus ni bien ni mal, car il n'y a plus de liberté. Mais cette erreur, comme toute erreur, repose sur une vérité et le conseil d'Antoine de Courtois est à suivre : « Il faut vous attacher à une bonne race. »

André Brancas, on le devine, mangea gaiement et grandement sa fortune avec celle de Madeleine. Criblé de dettes, mais toujours magnifique, beau joueur surtout, prisé à la cour, il était aux abois quand, par surcroît de malheur, en 1689, à la suite de la révolution d'Angleterre, Louis XIV leva l'arrière-ban de ses milices. André s'équipa coûteusement, en gentilhomme de haute lignée et partit. Madeleine alors résolut de reconstituer leur fortune, et elle écrivit en tête d'un grand registre : Journal de ce que j'ai fait depuis le 17 may 1689, jour du « départ de Monsieur le comte de Rochefort. »

Nous allons la voir à l'œuvre dans le gouvernement de sa maison.

(A suivre.)



GRILLAGES

R. GARIEL 2^{ter} Qual de la Mégisserie

CLOTURES DE CHASSES, le mètre **25 cent.**

RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. **5^f 50**

Châssis de Couche depuis **7 fr.**

Envoi franco du Catalogue

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MÉNAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERIS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS
POUR
Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS
Envoi de l'Album sur demande.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé **BUATHIER**

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 30

PRÉDICATION : Pour le huitième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'Evangile (le bon usage des richesses).

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Ordination des religieux *extra tempora*.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quelles leçons prendre pour les différents jours de l'octave de sainte Madeleine ? Où devait-on remplacer la fête des saints Pontifes Romains empêchée ? Quels sont les jours où l'on ne peut chanter la messe de *Requiem* le corps présent ? le corps absent ? de *obitu*, de 3^e, 7^e, 30^e jour ? — Un prêtre qui suit le calendrier romain, peut-il le mardi faire l'office votif de saint Pierre et de saint Paul ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Dans toute fondation de messes est-il de droit que la fa-

brique ait le tiers du revenu ? Le trésorier est-il rééligible chaque année ? Est-il tenu de produire son livre de comptes à la requête du conseil ? Un prêtre est-il tenu d'employer le grand format pour correspondre avec son évêque ? Peut-il lui envoyer sa carte au jour de l'an ? Quelle place doit avoir à table l'évêque ? le vicaire général ? Appartient-il de droit au curé de fournir le vin pour la sainte messe ? d'acheter les ornements, vases précieux, etc. ? — A quelle époque le trésorier entre-t-il en charge ? A qui appartient-il de le nommer ? — Le maire peut-il par un arrêté supprimer la quête à domicile pour la sonnerie ? Peut-on passer outre avant d'avoir obtenu l'annulation de l'arrêté ? Peut-on imposer aux prestations le cheval et la voiture du curé qui en a besoin pour la desserte de sa paroisse ? — Qu'entend-on par quotité disponible ?

VARIÉTÉS : Les livres paroissiaux (suite).

COURRIER DES LIVRES

UNE GRANDE DAME DANS SON MÉNAGE au temps de Louis XIV, d'après le journal de la comtesse de Rochefort (1689), par Charles DE RIBBE. Un vol. in-12, chez Victor Palmé, 76, rue des Saints-Pères, Paris, 1889.

II

Cette année 1689 était pleine de menaces. Le roi d'Angleterre Jacques II, imprudent et étroit, avait indisposé la nation en donnant au catholicisme un éclat provoquant, alors qu'il eût fallu surtout apaiser et faire oublier. Nul prince ne montra jamais plus que lui, combien parfois le mieux est l'ennemi du bien. Marlborough, son page favori, le trahit et appela secrètement le prince d'Orange, le gendre même du roi. Le prince prépara une flotte pour combattre la France, disait-il, puis tout-à-coup il quitta le Texel et cingla vers l'Angleterre. Jacques se réfugia auprès de Louis XIV qui vint recevoir la reine et le prince de Galles à Chatou. « Madame, dit-il, je vous rends un triste service, mais j'espère vous en rendre bientôt de plus grands et de plus heureux. »

Ce service qu'il espérait rendre, c'était le rétablissement de Jacques II sur le trône. Aussi en mai 1689 remet-il au roi déchu une escadre de treize vaisseaux. En lui faisant ses adieux à Saint-Germain : « Tout ce que je peux vous souhaiter de mieux, dit le grand roi, c'est de ne vous revoir jamais ! »

Qu'advient-il d'un avenir qui paraissait si précaire ? Louis XIV s'était indisposé l'Europe par la hauteur avec laquelle il avait dicté le traité de Nimègue. Guillaume III, cet homme plein de ressources et de perfidie, ne réussirait-il pas à amener l'Espagne, la Savoie, l'Autriche et l'Allemagne contre la France ? Le roi le craignait, c'est pourquoi il fit appel à l'arrière-ban, c'est-à-dire à la milice qui ne faisait point partie des compagnies permanentes. « Voici un étrange commencement de guerre, écrivait M^{me} de Sévigné (13 avril 1689), où d'abord nous faisons paraître notre dernière ressource. »

Un départ subit, avec de magnifiques équipages, — car en France la vanité a toujours été plus inépuisable que la bourse, — cela suffisait à ébranler une maison solide, et à ruiner une fortune mal assise, comme celle de la comtesse de Rochefort.

Mme de Sévigné nous donne à ce sujet de précieux renseignements, car son fils aussi, le marquis, doit partir à la tête de bas gentilshommes de Rennes et de Vitre qui l'ont mis à leur tête : « Il va s'établir avec toute cette noblesse, pour lui apprendre à escadronner et à prendre un air de guerre. Il tiendra une table enragée ; enfin, Dieu le veut. » (19 juin.) Pourtant quand elle le voit cinq semaines après « escadronner » avec une distinction qui enlève l'admiration de ses troupes son orgueil maternel s'éveille et elle oublie combien grande sera la « sottise dépense. » Elle ne se défend point toutefois d'une arrière-pensée où l'amertume perce à travers la fierté : « Je songeais, en le voyant si joli à la tête de ses escadrons, comme Lully disait d'un air qu'il avait fait pour un opéra et qu'on chantait à la messe : « Seigneur, « je vous demande pardon, je ne l'avais pas fait « pour vous ! » Messieurs de l'arrière-ban, je ne l'avais pas fait pour vous. »

Voilà donc André de Brancas, appauvri et presque ruiné qui part avec ses hommes, surtout son fidèle Sicard, l'intendant de la maison. Il passa la revue à Nîmes, dit Etienne Bornelly, à l'Esplanade, avec cinquante gentilshommes. « Tous portaient des juste-corps avec de grands galons d'or : ils avaient des plumes blanches à leurs chapeaux et étaient supérieurement montés. » Comme à Versailles, grandeur et misère.

C'était le 17 mai 1689, le jour même où Guillaume III déclarait la guerre à la France qui soutenait Jacques II. Madeleine demeurée seule se trouve un instant comme écrasée. D'une santé frêle, d'une intelligence pratique réelle, mais qui ne s'était jamais appliquée aux affaires, comment va-t-elle gouverner une maison si considérable et si obérée ? Jusque-là sa foi s'était comme endormie, elle croyait, mais d'une foi tiède et peu active. Le malheur, le besoin, ses deux enfants en bas âge, vont réveiller en elle le vieux sang des Porcellets, si habiles à édifier leur fortune, et les pratiques chrétiennes qui la fortifieront dans cette lutte pour la vie, si nouvelle pour elle, la fille de cinquante générations qui n'ont jamais connu la gêne.

D'abord elle se rend compte de sa situation. « Le 30 may, j'ai employé une partie du jour à arrêter des comptes. » Comptes du meunier, des fermiers, dettes criardes aux fournisseurs, elle a déjà tout réglé par elle-même. Alors commencent les négociations. Elle cède aux uns la rente de telles fermes ; à d'autres elle représente que « M. de Rochefort a porté tout l'argent qu'elle avait pour faire sa campagne. » Si les créanciers deviennent trop pressants, elle s'abrite des lettres d'Etat. En général elle supplie qu'on attende « à Notre-Dame d'Août, » époque où nobles et bourgeois recueillaient les blés de leurs métairies. Elle est aussi mieux accueillie que la cigale présomptueuse qui promettait de payer « avant l'août. » Cependant les « lettres d'Etat » ne la sauvent pas toujours, car elles ne défendent de toucher qu'aux biens de

son mari : « Le 28 juin, M. Aillaud (un de ses hommes d'affaires), m'a rapporté mes lettres d'Etat. Messieurs les consuls ont répondu que leur signification était inutile puisque les biens d'Arles m'appartiennent à moy en particulier et à mon propre. Il m'a rapporté ensuite qu'il y aurait peu de blé au mas de Beaujeu, et au mas de Sainte-Cécile. *Dieu soit loué de tout !* »

Belle formule chrétienne qu'on rencontre à chaque page des livres de raison de ce temps où les esprits étaient élevés, les cœurs grands. Etienne Borrelly, l'honnête notaire de Nîmes sus-mentionné, y écrivait à propos de son fils Joseph : « C'était l'enfant le plus beau que l'on pût voir : il donnait du plaisir à toute la maison. C'est le cinquième garçon que Dieu m'a ôté. *Dieu soit loué et béni !* » Son dernier fils, Marc-Antoine meurt à la guerre, le malheureux père ajoute cette ligne admirable de simplicité et de foi : « J'aurais voulu le faire recevoir dans mes charges. Me voilà sans successeur. *Dieu soit béni de tout !* » Et partout dans toutes les classes, en Alsace, en Allemagne comme en Provence, on retrouve les mêmes sentiments, la même formule, tant les cœurs sont compénétrés de christianisme !

C'est que le malheur a ouvert les yeux à notre Madeleine. « Le 30 may » le jour même où elle a arrêté tant de comptes, elle s'est rendue le matin à Notre-Dame de Grâce par un rude sentier. « Après disné j'ay assisté à vêpres et à la prière qui s'est faite pour Monsieur et pour toute la famille. » Le premier juin elle « ordonne dans toutes ses terres de faire des prières pour Monsieur de Rochefort jusques à son retour. »

Le 2 juin elle part pour sa maison de Beaucaire avec tous ses gens, le Père Archias en tête. Elle y continuera ses dévotions ; la prière la soutiendra, l'inspirera dans ses détresses. Elle ne craindra pas de suivre les processions de pénitents, pour son mari, ses enfants, sa maison. Ces processions étaient aussi originales que pieuses : « C'est une belle chose, écrivait d'Uzès Racine en 1661, de voir le compère cardeur et le menuisier gaillard avec la robe rouge, donner des arrêts et aller les premiers à l'offrande. Vous ne voyez pas cela à Paris. »

De peur qu'à Beaucaire, à cause de la foire où s'étaient tant de séductions, des « loteries » à la mode qu'elle est obligée elle-même à donner ; du jeu si passionnant que les femmes mêmes ne pouvaient se visiter sans avoir les cartes en main, elle ne soit entraînée dans le tourbillon, et ne perde de vue ses affaires, ses bonnes résolutions de piété, elle ira se confier à une sainte fille, universellement vénérée, à sœur Simone, du couvent de Saint-Remy, et lui demander des prières avec ses avis. Elle écrit le 8 juin : « J'ay vu cette sœur qui m'a charmée. Elle m'a dit qu'il falloit songer à me convertir, et M. de Rochefort aussi. Elle m'a fort assurée que Dieu me le feroit revenir en

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE HUITIÈME DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE (LE BON USAGE
DES RICHESSES)

*Fili hujus sæculi prudentiores filiis lucis
in generatione sua sunt. (Luc., xvi, 8.)*

Elle est bien célèbre cette décision par laquelle, au rapport de Cassien, le patriarche saint Antoine a clos une conférence religieuse relative à la parole évangélique que je viens de citer. Plusieurs moines étant venus des différents parties de la Thébàide pour décider quelle est la vertu au moyen de laquelle le religieux peut parvenir au plus sublime degré de perfection : comme ils différaient de sentiment sur ce point, la conférence se prolongea depuis le soir jusqu'au lendemain matin. Les uns regardaient l'austérité, qui s'adonne aux veilles et aux jeûnes continuels, comme une vertu très nécessaire ; car, disaient-ils, lorsque le corps est exténué et l'esprit purifié par ces mortifications, l'âme s'unit promptement à Dieu. D'autres jugeaient plus important encore le parfait détachement des biens de ce monde, parce qu'en rompant les liens qui nous attachent à la terre il fait que nos cœurs devenus libres, s'élèvent plus facilement vers le Très-Haut. Ceux-ci nommaient la solitude, ceux-là l'obéissance, d'autres la charité, d'autres une autre vertu. Enfin le saint patriarche se leva : « Vous vous trompez, mes frères, la vertu qui tient la première place dans la vie chrétienne, c'est la prudence. Elle est cet œil lumineux, dont parle N.-S., qui éclaire le corps tout entier. C'est elle qui nous apprend à bien vivre et à bien mourir. »

La prudence, vertu précieuse, nécessaire, indispensable pour aller au ciel ; mais hélas ! vertu méconnue !

Les chrétiens en sont misérablement dépourvus, si on les compare aux mondains. Ceux-ci ont continuellement présent à l'esprit le but qu'ils poursuivent ; ils réfléchissent sérieusement aux moyens de l'atteindre ; ils choisissent judicieusement ceux qui y mènent plus vite et plus sûrement ; ils exécutent avec une énergie pleine de vigueur le plan qu'ils ont délibéré. Témoin cet économe infidèle, dont nous parle notre évangile, qui, sur le point d'être privé de sa charge pour ses indignes malversations, songe si promptement à se ménager un avenir, prend si habilement sa détermination et s'impose à la reconnaissance des créanciers de son maître, en leur remettant une partie de leur dette. Aussi mérite-t-il les éloges de son supérieur qui le loue, non pour son action qui est une injustice, mais pour son habileté qui est pleine de sagacité. Les chrétiens, eux, sont de la plus insigne imprudence. Ils ne songent guère à leur grande affaire ici-bas, à leur salut ; ils ne réfléchissent point aux moyens d'y réussir ; ou s'ils y pensent quelquefois, ils ne savent point passer de la réflexion à la pratique. *Fili hujus sæculi prudentiores filiis lucis in generatione sua sunt.*

Dans l'évangile de ce jour, Notre-Seigneur stigmatise ce grave désordre, et faisant appel à notre bonne volonté, il nous signale tout ensemble un obstacle à notre salut et un moyen de l'assurer. Cet obstacle et ce moyen ce sont les richesses. « Faites-vous, nous dit-il, des amis avec cette monnaie d'iniquité, afin qu'à votre sortie de ce monde, ceux-ci vous reçoivent dans les tabernacles éternels. »

En deux mots : les richesses *damnent*, les richesses *sauvent* : voilà l'objet et le partage de cette homélie.

I

N.-S. était dans la dernière année de sa vie apostolique ; peu de mois le séparaient de la consommation de son sacrifice. Poursuivi par les basses jalousies des princes des prêtres et des pharisiens, malgré la fureur de ses ennemis et l'ingratitude de ceux qu'il comble de ses bienfaits, il continue son œuvre d'évangélisation, et, avec une incomparable charité et une divine mansuétude, il multiplie les plus salutaires conseils et les plus sublimes leçons. Après les belles paraboles de la brebis perdue, de la drachme et de l'enfant prodigue touchant la miséricorde de Dieu, il fait un long discours sur les richesses, en montrant les dangers et les utilités, et nous excitant à en user prudemment, si nous voulons entrer « dans les tabernacles éternels. »

Hélas ! parmi les disciples de l'Évangile un trop grand nombre ne savent point user des biens de ce monde, et c'est ce qui arrache à notre divin Sauveur ce cri douloureux : « Les enfants de ce siècle sont plus prudents dans leurs affaires que les enfants de lumière ! »

Les richesses en effet sont pour ceux-ci une pierre d'achoppement qui les fait glisser d'abîme en abîme dans l'imprudence la plus lamentable, celle qui aboutit au malheur éternel.

Imprudence de grossière erreur qui les fait se tromper sur le sens de la vie. « Pourquoi Dieu vous a-t-il créés et mis au monde ? » Au lieu de répondre comme la sagesse évangélique : « pour le connaître, l'aimer et le servir sur la terre et le posséder éternellement dans le ciel, » beaucoup, à tous les degrés de la hiérarchie sociale, disent, du moins par la pratique : « Nous sommes sur la terre pour amasser de l'or, pour acquérir des terres, pour devenir riches ! » Afin d'atteindre ce but ils multiplient les efforts, ils dressent des plans, ils s'ingénient, ils se fatiguent, ils oublient tout le reste, ils foulent aux pieds toute autre considération, même les droits les plus sacrés de la justice, *auri sacra fames !*

Imprudence d'aveuglement qui les fait se reposer dans la richesse acquise comme dans l'obtention du bien suprême. Ces pauvres égarés sont de glace pour Dieu et la religion, ils perdent le goût de la prière et des choses du ciel, mais ils sont fascinés par les biens de la terre qui sont entre leurs mains ; ils les caressent, ils les couvent du regard, si j'ose ainsi parler, ils n'osent point y toucher ; le son de leur argent fait tressaillir leur cœur de bonheur ; la vue de leurs domaines les enivre de féli-

cité. Félicité vaine, creuse, pleine d'inquiétude, déchirée de cruelles épines, passagère en tout cas. Est-ce qu'on mettra leur bourse, ou leurs valeurs, ou leurs champs, dans leur cercueil ? Abjecte avarice, je te maudis !

Imprudence de folie qui leur fait user de leurs trésors, non pour Dieu, mais pour eux-mêmes, pour leurs plaisirs, pour satisfaire leur concupiscence, donner une indigne pâture à leur vanité, à leur orgueil, à leur luxe effréné, à leur gourmandise et à leur gloutonnerie, à leurs intrigues, à leurs honteux désordres !

Oh ! que les richesses sont dangereuses ! Elles damnent ceux qui les recherchent comme le souverain bien, ceux qui s'y reposent comme dans la suprême béatitude, ceux qui en font l'aliment de leurs passions.

Mais entendons Jésus-Christ lui-même nous en signaler le péril et l'abus.

Dans notre évangile il leur donne un nom significatif ; il les appelle « une monnaie d'iniquité, » parce que le plus ordinairement le péché se mêle ou à leur acquisition, ou à leur conservation, ou à leur usage. — Parmi les rares malédictions sorties de sa bouche, qui aime tant à bénir, il y en a une pour les riches : *Vae vobis divitibus !* — Il déclare qu'il y a une sorte d'impossibilité morale pour eux d'aller au ciel, à cause des nombreux filets dont leurs trésors embarrassent leurs pas dans le chemin de la vertu. « Il est plus facile à un chameau, dit-il, de passer dans le trou de l'aiguille qu'à un riche de pénétrer dans le royaume des cieux. » — Il nous signale le détraquement moral où les biens de ce monde jettent ceux qui y sont asservis. « Celui qui est infidèle dans le dépôt des petites choses de la terre, est infidèle dans l'usage des grandes choses de l'ordre surnaturel. » — Il fait ressortir à nos yeux la funeste fascination des richesses et le terrible réveil de ceux qui après n'avoir pensé qu'aux biens d'ici-bas seront jetés soudainement au pied du tribunal de Dieu, pour rendre compte de leur vie. *Stulte, hac nocte repetent animam tuam !* — Il nous peint avec des couleurs effrayantes le sort de ces misérables qui auront abusé de leur fortune pour se procurer tout le bien-être temporel, sans nul souci du bonheur éternel. Et c'est par ce trait qu'il termine son grave discours sur les richesses, d'où est extrait le passage évangélique que nous lisons aujourd'hui à la messe. « Il y avait, dit-il, un homme riche qui était vêtu de pourpre et de lin et qui chaque jour faisait de splendides festins. A sa porte gisait un mendiant couvert d'ulcères, nommé Lazare, qui eût souhaité pouvoir se nourrir des miettes qui tombaient de sa table, mais personne ne lui en donnait, seulement les chiens venaient et léchaient ses ulcères. Le mendiant mourut et il fut porté par les anges dans le sein d'Abraham. Le riche mourut aussi et il fut enseveli dans les enfers. Or élevant les yeux du fond de l'abîme il vit de loin Abraham, et Lazare dans son sein. Et il se mit à crier : « Abraham, mon père, ayez pitié de

moi, envoyez-moi Lazare afin qu'il trempe dans l'eau l'extrémité de son doigt pour rafraîchir ma langue, car je suis torturé dans cette flamme. » — « Mon fils, répondit Abraham, souvenez-vous que vous avez eu des biens dans votre vie, tandis que Lazare n'a eu que des maux. Il est consolé maintenant, et vous, vous êtes dans les tourments. Et de plus entre vous et nous il y a un abîme infranchissable, en sorte qu'il est impossible de passer d'un lieu à l'autre. »

Qui ne tremblerait en entendant ce récit ? Qui ne serait convaincu du danger des richesses ? La fortune est un hôte avec lequel on ne peut vivre sûrement qu'en multipliant les précautions de la prudence ; c'est une coupe enchanteresse dans laquelle il ne faut tremper les lèvres qu'à bon escient parce qu'elle est facilement empoisonnée ; c'est une arme capable de donner la victoire, mais qu'il faut manier avec prudence sous peine de se blesser mortellement ; c'est une clef qui doit nous ouvrir le ciel, mais trop souvent le démon s'en sert pour nous ouvrir l'enfer.

Les richesses damnent, nous venons de le voir.

Les richesses sauvent, nous allons l'expliquer.

II

Non, les richesses ne sont point mauvaises en elles-mêmes ; elles viennent de Dieu, et, si nous nous en faisons l'idée qui convient, si nous les considérons, non comme notre fin dernière, mais comme un moyen de l'obtenir, elles peuvent nous aider puissamment à mériter le paradis, soit que nous en fassions l'objet d'un renoncement absolu comme les religieux, comme saint François d'Assise si bien représenté un crucifix à la main, le regard au ciel, foulant aux pieds un sac plein d'écus, soit que nous les répandions dans le sein du pauvre, selon cette parole de Jésus de notre évangile : « Et moi je vous le dis, faites-vous des amis avec cette monnaie d'iniquité, afin que quand vous viendrez à manquer, ils vous reçoivent dans les tabernacles éternels. »

Voulons-nous être des économes fidèles des biens de Dieu, voulons-nous être des enfants de lumière vraiment prudents et mériter les éloges de notre souverain seigneur et maître ? Faisons l'aumône.

L'aumône est l'auxiliaire de la Providence pour établir une juste répartition des biens temporels, pour réaliser l'union si nécessaire entre les riches et les pauvres et cimenter dans l'unité les différentes classes de la société.

L'aumône est l'arôme céleste qui empêche les richesses de se corrompre et de se changer en poison mortel.

L'aumône transforme les biens terrestres en moyens aussi puissants qu'efficaces pour nous obtenir le ciel.

L'aumône en effet oblige Jésus-Christ lui-même, qui, par une ineffable invention de son amour, veut bien se substituer à la personne du pauvre, et regarde comme fait à lui-même ce qu'on aura fait au dernier des siens, et par là même elle nous con-

cille ses faveurs de prédilection. *Mihi fecistis!* — L'aumône est une semence précieuse qui multiplie nos biens temporels. Dieu renvoie au centuple, et par des voies dignes de sa munificence, ce que la charité a fait couler secrètement dans les mains du pauvre. Cet héritage, le succès de ce commerce, le gain de ce procès, ce mariage avantageux, c'est la récompense de cet argent distribué, de ce secours procuré, de cette infortune assistée, de cette misère soulagée. Rappelez-vous comment l'huile et la farine de la veuve de Sarepta, après qu'elle eût fait l'aumône au prophète Elie, se multiplièrent miraculeusement. — L'aumône remet les péchés, non pas immédiatement par elle-même, mais en faisant descendre dans l'âme du pécheur des grâces victorieuses de conversion. C'est en termes étonnants que l'Ecriture exalte cette puissance de l'aumône. Jamais elle n'a rien dit de plus fort ni de l'efficacité des sacrements de la loi nouvelle, ni du sang même de notre Rédempteur qui en est la source. « Donnez l'aumône, dit Jésus-Christ, et tout péché sans exception vous est remis, » *dote eleemosynam, et ecce omnia munda sunt vobis*. — L'aumône nous ouvre les portes du ciel en nous donnant de puissants intercesseurs dans la personne des pauvres; les pauvres, amis de Jésus et qui deviennent les nôtres, *facile vobis amicos de mammona iniquitatis*; les pauvres dont les vœux s'élèvent jusqu'au trône de Dieu et que Dieu exauce, *Iste pauper clamavit et Dominus exaudivit eum*; les pauvres, circonstance bien remarquable, dont le crédit auprès de Dieu ne dépend ni de leur mérite ni de leur innocence. Car ils intercedent pour ceux qui les soulagent, sans parler, sans agir, sans y penser et même sans le vouloir. C'est assez qu'ils paraissent revêtus de nos aumônes pour que Dieu les entende, et qu'en leur considération il dilate sur nous les entrailles de sa miséricorde; car dans le langage de l'Ecriture, ce n'est pas proprement le pauvre, mais l'aumône faite au pauvre qui intercède pour son bienfaiteur, *conclude eleemosynam in corde pauperis, et hæc pro te exorabit*.

Frères bien aimés, où en êtes-vous par rapport à l'aumône? Si le Maître universel de tout ce qui existe vous disait cette parole de notre évangile: *Redde rationem villicationis tue*, rendez compte de votre administration, qu'auriez-vous à répondre? Que faites-vous de vos facultés, des grâces que vous recevez, de vos talents, et puisque c'est l'objet précis de notre homélie, que faites-vous de vos biens temporels? Songez-vous aux pauvres? Etes-vous prudents? Utilisez-vous un moyen aussi efficace que l'aumône pour atteindre à la fin sublime de votre existence, aux joies éternelles de l'autre monde?

A vous de répondre.

Mais, de grâce, prenez aujourd'hui une sage et salutaire résolution, celle de faire l'aumône.

Faites l'aumône: souvenez-vous de cette belle parole de Saint Philippe de Néri: *Vivre, c'est faire du bien!*

Faites l'aumône: rappelez-vous le proverbe tyrolien: « Donner pendant sa vie, c'est de l'or; à ses derniers moments, c'est de l'argent; à sa mort, c'est du plomb! »

Faites l'aumône *joyeusement*, Dieu aime l'allégresse dans la bienfaisance. Faites l'aumône *tous* sans exception, y compris les indigents: « Que celui qui a beaucoup donne beaucoup, que celui qui a peu donne peu. » La pauvre veuve qui jeta dans le tronc une toute petite pièce de monnaie ne fut-elle pas grandement louée par Notre-Seigneur?

Faites l'aumône, et vous vous procurerez ici-bas une joie ineffable, mais surtout vous mériterez le bonheur sans fin du paradis.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Un religieux qui n'a pas de privilège qui lui permette de se faire ordonner par tout évêque catholique, mais qui a le privilège de se faire ordonner *extra tempora*, peut se faire ordonner par un évêque étranger, à condition de lui produire une attestation de l'évêque dans le diocèse duquel se trouve sa famille religieuse qu'il ne doit pas faire d'ordination *extra tempora*.

LUNEN. SARZANEN.

DUBIA CIRCA ORDINATIONEM REGULARIUM

Die 18 augusti 1888.

Sess. 23 cap. 8 De reform.

COMPENDIUM FACTI. Episcopus Lunen. Sarzanen. S. C. C. supplicem dabat libellum sequentis tenoris:

« Regularis quidam privilegio carens, ut a quocumque catholico Antistite ordinari valeat, Ordinarii, in cujus diocesi extat conventus, ubi Regularis incolit, attestaciones exhibuit extraneo Episcopo, quibus declaratur, ipsum Ordinarium extra tempora statuta ordinationem non tenere. Querit:

« I. An Juxta Constitutionem Benedicti XIV Impositi 27 Febr. 1746 Episcopus extraneus possit extra tempora, a canonibus statuta, Regularem, prædicto privilegio carentem, ordinare.

« II. Quatenus affirmative: An sufficiat attestatio Ordinarii diocesani ut in causa; vel requiratur attestatio, qua declaratur Episcopum loci, quo Regularis degit, non tenere ordinationem temporibus statutis.

« III. Et quatenus negative ad primum: Consuetudo contraria potestne ab illa constitutione Benedictina derogare? »

DUBIA

I. An juxta Constitutionem Benedicti XIV Impositi 27 februarii 1746, Episcopus extraneus possit, extra tempora, a canonibus statuta, regularem prædicto privilegio carentem ordinare in casu.

Et quatenus affirmative.

II. An sufficiat attestatio Ordinarii diocesani ut in casu; vel requiratur attestatio, qua decla-

ratur, Episcopum loci, quo regularis degit non tenere ordinationem temporibus statutis.

Et quatenus negative ad primum.

III. *An consuetudo contraria ab illa constitutione Benedictina derogare possit in casu.*

RESOLUTIO. Sacra C. C. re ponderata sub die 18 augusti 1888 censuit respondere : Ad I. *Affirmative.* Ad II. *Requiri attestationem, Episcopum proximo legitimo tempore non habitarum ordinationem.* Ad III. *Negative.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — J'ai pour patronne de ma paroisse sainte Madeleine et pendant son octave j'ai à faire trois fois son office. Quelles leçons faut-il prendre chaque fois au deuxième et au troisième nocturne ? Il n'y a pas de 2^o loco, et les leçons du deuxième nocturne 1^o loco ne s'appliquent nullement à ma sainte. Puisqu'il est permis de se servir de l'octavaire romain, n'est-il pas permis à plus forte raison de se servir du bréviaire pour compléter cette octave et en varier les leçons ? C'est-à-dire ne peut-on pas dans ce but prendre dans le corps du bréviaire les leçons où il est fait mention de sainte Madeleine et en faire les leçons des deuxième et troisième nocturnes ? Par exemple les leçons du vendredi de la quatrième semaine de carême, celles du jeudi dans l'octave de Pâques, l'homélie du jour de l'Assomption, ne pourraient-elles pas me servir de leçons du deuxième nocturne, — et celles du jeudi de la semaine de Passion, et du vendredi des Quatre-Temps de septembre, ne peuvent-elles pas faire mes leçons du troisième nocturne d'autant plus que pour ces deux dernières l'évangile reste le même ? — Ou bien enfin suis-je obligé de dire quatre fois l'office intégralement comme au jour de la fête ?

2^o Dans notre diocèse nous avons pour le premier dimanche non empêché après l'octave de saint Pierre et de saint Paul, la fête des saints Pontifes romains, grade double-mineur. Cette fête n'a rien de particulier à notre diocèse. Or le savant rédacteur de l'*Ordo* diocésain a jugé à propos de mettre cette fête au 14 juillet et de renvoyer saint Bonaventure au 24, alors que le dimanche suivant, 21, sixième après la Pentecôte, est tout-à-fait libre. N'y a-t-il pas là une faute ?

3^o Quels sont les jours dans l'année où il est défendu de chanter des messes de *Requiem* avec le corps présent ?

4^o Quels jours peut-on les chanter, le corps absent ?

5^o En quels jours peut-on chanter les messes de morts, dites *de obitu*, du troisième, du septième, du trentième jour, et anniversaire ?

6^o Pour pouvoir dire ces messes en des jours doubles majeurs, est-il nécessaire que ce soit véritablement le septième ou trentième jour ou le vrai anniversaire ?

7^o *Quid* si ces jours ne sont qu'approximatifs ?

8^o *Quid*, si l'anniversaire se célèbre, comme c'est la coutume chez nous, au onzième mois ?

R. — Ad I. Vous ne pouvez évidemment pas suivre la méthode que vous indiquez relativement aux leçons à réciter pendant l'octave de sainte Madeleine. Elle ne s'appuie sur rien. Ce serait du pur arbitraire.

Vous devez observer les règles ordinaires tracées par l'Eglise, soit dans les rubriques, soit dans les décrets, attendu qu'il n'a jamais été fait d'exception pour votre sainte patronne. Voici donc ce que

vous devez faire pour le second et pour le troisième nocturne.

D'abord, il ne s'agit que du 24, 27 et 29 juillet, puisque les autres jours de votre octave sont occupés par des fêtes. Cela posé, examinons 1^o les jours *infra octavam*, 2^o le jour octave.

1^o *Les jours INFRA OCTAVAM.* Les leçons du second et du troisième nocturne doivent être prises au commun des saintes femmes, car la rubrique l'exige lorsqu'il n'y a pas de leçons propres :

« *Infra octavam vero patroni vel Titularis Ecclesiae aut alterius festi quod in aliquibus Ecclesiis consuevit cum Octava celebrari, si apud illas Ecclesias non habentur propriae et approbatae lectiones pro 2^o et 3^o nocturno infra octavam, repetantur lectiones positae in communi sanctorum, si de sanctis fiat octava ; alioquin lectiones diei festi.* » (Titulus VII, de Octavis, n. 4.)

Or il n'y a pas de propres pour sainte Marie-Madeleine ; donc vous devez les prendre au commun.

2^o *Au jour octave.* Les leçons du second et du troisième nocturne, sont celles du jour de la fête :

« *Officium de Octava fit cum tribus nocturnis... et omnia dicuntur sicut in die festi, praeter lectiones quarum primae tres semper sunt de scriptura occurrente in officio de tempore...* » (Tit. VII, de Octavis, n. 4.)

Cette rubrique a été récemment confirmée par un décret du 12 février 1884, porté sur la demande de Mgr l'Evêque d'Alby :

« *In die octava alicujus festi, lectiones sive 2ⁱ sive 3ⁱ nocturni, quoties propriae non habeantur a S. Sede approbatae pro aliqua Ecclesia vel Diocesi, desumendae sunt ex Octavario Romano, et in ejus defectu iterum lectiones dicendae diei festi.* » (N. 5905, ad III, pour le diocèse d'Alby.)

Voilà les vraies règles. Vous ne pouvez donc pas chercher ici et là, dans le corps du bréviaire, des leçons qui vous paraîtraient convenir à sainte Madeleine.

Nous ne pouvons que louer le zèle avec lequel vous avez cherché ces leçons. Mais nous devons vous dire qu'aucune ne concorde avec celles qui sont indiquées dans l'Octavaire romain.

Vous nous dites qu'il serait bon pendant l'octave d'alterner les leçons 1^o et 2^o loco qui se trouvent au commun. Votre idée est bonne. A la vérité elle n'est pas indiquée dans les rubriques générales sur les octaves ; mais elle est conseillée par bon nombre de liturgistes et par le récent décret pour Alby que nous venons de citer tout à l'heure. Elle est donc bonne. Mais encore faut-il que ce commun ait des leçons 1^o et 2^o loco. Or le commun des saintes femmes n'en a pas. Par conséquent vous devez répéter, le 27 juillet, les leçons que vous avez déjà dites le 24, c'est-à-dire celles du commun des saintes femmes.

Ad II. Nous présumons aussi qu'il y a eu erreur de la part de votre savant directeur d'*Ordo*. On ne pouvait pas placer cette fête des saints Papes au 14 juillet, parce que ce jour était occupé par la fête

de saint Bonaventure qui est du même grade, qui est en outre fête primaire, et qui de plus est fixé en un jour du mois, ce qui lui donne la préférence sur une fête attachée à un dimanche.

On devait donc transférer la fête des saints Papes au dimanche subséquent, 21^e juillet.

C'est la solution donnée par tous les ordos de la ville de Rome dans les églises où cette fête des saints Papes est célébrée sous le grade doublemineur.

Ad III. Il est défendu de chanter des messes de *Requiem*, même le corps présent, dans les jours suivants :

1^o Aux fêtes de première classe qui sont chômées; par exemple, pour la France, à Noël, à l'Ascension, à l'Assomption, à la Toussaint. A plus forte raison aux fêtes de première classe qui tombent les jours de dimanche, comme Pâques et la Pentecôte.

2^o Aux fêtes suivantes, qui ne sont plus chômées en France, à savoir, l'Epiphanie, la Fête-Dieu, les saints Apôtres Pierre et Paul, et le patron principal de lieu; non seulement le jour de l'incidence, mais encore le dimanche suivant où l'on célèbre la solennité.

3^o A la fête du titulaire principal de l'Eglise; mais seulement dans l'Eglise de ce titulaire.

4^o A la Dédicace de toutes les églises en France. Aux fêtes de l'Immaculée-Conception et de saint Joseph. Ces cas, qui ont été le sujet de tant de discussions, ont été récemment tranchés sur la demande de Mgr Catteau, évêque de Luçon. L'illustrissime prélat avait ainsi exposé la difficulté :

« Cum festa S. Joseph et Immaculatæ Conceptionis B. M. V. ad primum gradum inter solemnitates erecta sint, quaritur an his diebus liceat celebrare Missam solemnem de Requie præsentis cadavere, uti fit feriis 2 et 3 infra Octavam Paschæ et Pentecostes ? »

La Sacrée Congrégation des Rites répondit : *Negative*. (29 décembre 1884, n. 5929, ad VIII.)

5^o Les trois derniers jours de la semaine sainte.

6^o Quand le très saint Sacrement est exposé pour cause publique; à moins que l'exposition n'ait lieu à cause des obsèques d'un grand personnage public. Dans ce cas on dirait la messe de *Requiem*.

Si la fête de saint Jean-Baptiste était célébrée avec une grande célébrité, on ne pourrait pas non plus dire la messe de *Requiem*, attendu que la grande célébrité du jour empêche de célébrer une messe de *Requiem*. Ecoutez le Rituel romain :

« Missa propria pro defunctis præsentis corpore celebrari poterit; dum tamen Conventualis Missa, et Officia divina non impediuntur, *magnaue* diei celebritas non obstat. » (De exsequiis.)

S'il n'y avait pas grande célébrité, nous n'oserions pas nous prononcer, parce que nous n'avons pas de base solide.

Voilà les jours où les messes de *Requiem* sont prohibées, même le corps présent.

Par conséquent on pourrait chanter la messe de *Requiem, corpore præsentis*, aux fêtes de première

classe non énumérées ci-dessus; les lundis et les mardis qui suivent Pâques et la Pentecôte; très probablement à la nouvelle fête du Sacré-Cœur de Jésus; les dimanches, même de première classe (1^{er} d'avent, 1^{er} de carême, ceux de la Passion, des Rameaux, de Quasimodo et de la Sainte-Trinité); les vigiles, même privilégiées de Noël et de la Pentecôte; les octaves, même privilégiées, de Pâques, de la Pentecôte, de Noël, de l'Epiphanie, et de la Fête-Dieu.

Lorsque nous disons qu'on peut chanter ces messes de *Requiem*, nous examinons la chose *en soi*, parce qu'il se pourrait que des circonstances particulières empêchassent de chanter ces messes, même dans les jours où elles sont permises d'ailleurs. Donnons un exemple. Nous avons dit que les messes de *Requiem, corpore præsentis*, étaient permises dans la plupart des dimanches. Et cependant elles ne peuvent pas être célébrées s'il n'y a pas d'autre prêtre que le curé, parce que le curé est obligé de dire la messe paroissiale, et qu'il n'est pas permis de biner pour dire une messe d'enterrement.

Ad IV. En quels jours peut-on chanter la messe de *Requiem*, le corps absent ?

Si le corps est absent, mais non encore enterré, comme il peut arriver en temps de maladie contagieuse ou pour autre cause raisonnable, on peut chanter la messe de *Requiem* jusqu'aux fêtes doubles de seconde classe inclusivement, lors même qu'elles seraient chômées. On le pourrait aussi les dimanches; les octaves, mêmes privilégiés, les vigiles, mêmes privilégiées (de Pâques, de la Pentecôte et surtout de l'Epiphanie); enfin les fêtes privilégiées du mercredi des cendres et des trois premiers jours de la semaine sainte.

Si le corps est absent, mais déjà enterré, le privilège est moins grand. On ne peut pas chanter la messe de *Requiem*, aux fêtes de seconde classe, ni les dimanches, quels qu'ils soient. Mais on le pourrait les trois premiers jours de la semaine sainte (sacrée Congrégation des Rites, 23 septembre 1837, n. 4822, ad 1); et par conséquent aux octaves même privilégiées, le mercredi des cendres et les vigiles privilégiées.

Ad V. En quels jours le peut-on pour le 3^e, 7^e, 30^e jour, et pour l'anniversaire ?

Ces messes sont encore un peu moins privilégiées que les précédentes, car on ne peut pas les chanter les trois premiers jours de la semaine sainte, ni aux octaves privilégiées, ni le mercredi des cendres, ni les deux vigiles privilégiées de Noël et de la Pentecôte.

Ad VI. Oui, pour pouvoir dire ces messes en des jours doubles-majeurs, il est nécessaire que ce soit véritablement le jour 3^e, 7^e, 30^e et anniversaire; mais pour cela on peut compter les jours, soit depuis le jour de la mort, soit depuis le jour de l'enterrement, selon la coutume des églises, *juxta ecclesiæ consuetudinem*, ainsi que l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites, le 23 février 1884, n. 5907, ad 10.)

On doit donc s'en tenir aux vrais jours ; excepté les cas où on ne le pourrait pas, par exemple parce que les vrais jours sont prohibés pour ces messes de *Requiem*, par exemple si ces vrais jours coïncident avec des dimanches, des octaves privilégiées, etc., ou pour d'autres motifs suffisants. Dans ces cas, il est permis de différer, ou mieux, d'anticiper ces messes en des jours libres, et avec les mêmes privilèges que si on les célébrait au 7^e et 30^e jour, ou à l'anniversaire.

S'il n'y avait pas de motifs suffisants pour transférer ou anticiper ces messes, elles perdraient leurs privilèges, elles ne pourraient se célébrer que dans les jours où sont permises les votives privées ; on devrait dire la messe quotidienne, avec trois oraisons prises dans les *oraisons diverses* pour les défunts, et non avec les oraisons propres qui se trouvent dans la messe de *die obitus*, ou dans la messe de l'anniversaire.

Ad VII. La solution est dans la réponse précédente.

Ad VIII. Si l'anniversaire se célèbre au onzième mois, comme c'est la coutume chez vous, le cas est assez difficile en théorie, parce que cette coutume n'est pas conforme aux rubriques, ni aux décrets, ni aux usages universels. Mais pour vous personnellement, la solution nous paraît assez facile. Puisqu'il s'agit d'un usage général dans votre diocèse, vous devez l'observer, parce que vous n'avez pas le droit de violer des coutumes anciennes et universellement suivies dans votre diocèse. Outre la question de droit qui vous interdit tout changement viendrait la question d'opportunité. Pensez-vous qu'il soit bien prudent de tenter de changer une coutume qui est ancienne et qui regarde le peuple ? Il est bien douteux que vous réussissiez, surtout dans les jours d'impiété que nous traversons. Il est bien probable que les âmes du purgatoire paieraient les frais de votre imprudence. Elles perdraient les suffrages du onzième mois, et n'obtiendraient guère ceux du douzième.

C'est à l'évêque qu'il appartient de régler cette situation.

Q. — Je me sers du calendrier romain. Mais j'habite la France. Je voudrais savoir si je puis, ou non, les mardis libres, dire l'office de saint Pierre et de saint Paul ?

R. — Cette question nous a été adressée plusieurs fois déjà. Nous n'osions pas répondre parce que nous n'avions pas les données suffisantes. Que disait en effet le décret général du 5 juillet 1883, *per Apostolicas litteras* ? Que pour le mardi on pouvait réciter l'office votif des saints Apôtres :

« ... Feria III de sanctis Apostolicis. »

Mais qu'à Rome on dirait l'office de saint Pierre et de saint Paul.

« Romæ vero de SS. Petro et Paulo. »

Quel est le sens du mot *Romæ* ? S'agit-il seulement des clercs qui habitent la ville de Rome ? Ou

bien s'agit-il aussi de ceux qui n'habitent pas Rome, mais qui ont le privilège de suivre l'*Ordo* du clergé romain. Il nous était impossible de résoudre la difficulté. La sacrée Congrégation des Rites avait seule qualité pour cela. C'est ce qu'elle vient de faire sur la demande du R. P. Mancini, directeur des *Ephemerides liturgicæ*. L'illustre lazariste avait ainsi posé la question :

« In decreto Urbis et Orbis « per Apostolicas litteras, » n° 1^o legitur : « Feria III non impedita, assignatum officium votivum de sanctis Apostolicis. » Deinde subditur : « Romæ vero de sanctis Petro et Paulo. » Cum autem plures communitates religiosæ, in majoris unitatis gratiam cum S. Sede, utantur calendario cleri romani proprio, quæritur : An illa verba « Romæ vero de sanctis Petro et Paulo » eos tantum afficiant, qui Romæ materialiter degunt, an alios etiam qui calendario cleri romani utentes, extra degunt quidem, sed ad officium quod spectat quid unum efficiunt cum clero romano ? »

Or la sacrée Congrégation des Rites vient de répondre que l'Indult s'étend, non seulement à ceux qui habitent matériellement la ville de Rome, mais encore à tous ceux qui ont le privilège de suivre l'*Ordo* du clergé romain.

« Et sacra eadem Congregatio, ad relationem infrascripti secretarii, re mature perpensa, ita proposito dubio rescribendum censuit, videlicet : *Negative ad primam partem ; Affirmative ad secundam*. Atque ita rescripsit die 18 maii 1889. »

C. Cardinal Laurenzi, S. R. C. præfectus.

Vinc. Nussi, secretarium.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Dans toute fondation de messes, est-il de droit que le tiers du revenu appartienne à la fabrique ?

2^o Une fondation d'intérêt général, v. g. pour tous les défunts de la paroisse, est-elle soumise à une même règle ?

3^o Le trésorier est-il rééligible chaque année ?

4^o Le trésorier est-il obligé de produire son livre de comptes à la requête du conseil ?

5^o Un prêtre correspondant avec son évêque, doit-il nécessairement employer le grand format ?

6^o Est-il admis qu'un simple prêtre envoie sa carte à l'évêque le 1^{er} de l'an ?

7^o Quelle place doit tenir l'évêque à table ?

8^o Quelle place doit tenir le vicaire général ?

9^o La fourniture du vin pour la messe appartient-elle de droit au curé ?

10^o Les achats d'ornements, linge et vases précieux doivent-ils être faits par le curé ou le trésorier de la fabrique ?

Merci d'avance à l'*Ami du Clergé* qui répondra à ces questions avec sa compétence et sa lucidité habituelles.

R. — Ad I. Aucune disposition législative ne détermine la quotité que la fabrique peut retenir d'une somme léguée pour fondation de messes. Quelques auteurs en effet, parlent du tiers, mais sans raison sérieuse. D'autres, en plus grand nom-

bre, en particulier Mgr Affre, disent que la fabrique ne peut retenir que la somme qui lui est destinée par la volonté connue ou présumée du fondateur et doit se conformer en ce point à ce qui a été fixé par l'ordonnance épiscopale réglant la fondation ou par celui qui a donné l'honoraire. La somme à retenir, qui est une représentation des déboursés de la fabrique pour la célébration du sacrifice, ne doit pas être considérable. (*Edition Pelgé, p. 256.*)

Ad II. Même solution.

Ad III. Oui, le trésorier est toujours rééligible ainsi que le président, le secrétaire, et tous les membres du conseil comme tels. Il n'y a d'exception que pour l'un des marguilliers qui composent le bureau. « Au premier dimanche d'avril de chaque année (maintenant dimanche de Quasimodo), l'un des marguilliers cessera d'être membre du bureau et sera remplacé. » (*Art. 15 du décret du 30 décembre 1809.*)

Ad IV. Non, il n'y a, d'après l'article 87 du décret du 30 décembre 1809, que les archevêques et évêques en cours de visite ou leurs vicaires généraux qui pourront se faire représenter tous comptes, registres et inventaires. Le conseil n'a le droit de le requérir que comme pièce justificative à la séance de Quasimodo, lorsque le compte lui est présenté par le bureau des marguilliers à qui le trésorier l'a remis pour l'examiner, le clore et l'arrêter. Mais si le conseil n'a pas qualité sur ce point, nous pensons que le bureau des marguilliers peut requérir cette exhibition, non seulement quand le trésorier lui présente, tous les trois mois, un bordereau signé de lui et certifié véritable, mais même quand cela lui plait, ou plutôt quand il a une raison de le faire, car enfin, les marguilliers sont administrateurs, et ceux-ci ont toujours le droit, et en particulier le président, d'interroger leur comptable.

Ad V. Ceci n'est pas et ne peut être déterminé par une loi ou un règlement quelconque. C'est une question de politesse que chacun tranche selon les circonstances et surtout en se réglant sur la pensée du prélat sur ce point. Malgré la grande distance qui sépare un simple prêtre de son évêque, la nature de leurs relations, dont la charité forme la base, suppose entre le supérieur et le subordonné un certain abandon qui n'exclut pas le respect, et qui se concilierait peu avec un papier grand format et des formules trop obséquieuses. En parlant de la sorte, nous sommes convaincus d'exprimer le sentiment de tout l'épiscopat, et, de fait, nous n'avons jamais entendu dire qu'on se servit pour écrire à son propre évêque, d'autre papier que du bon papier usuel et de forme ordinaire.

Le grand format doit être réservé pour les évêques, archevêques et cardinaux étrangers auxquels on a l'honneur d'écrire exceptionnellement par nécessité ou par courtoisie.

Mais si nous admettons le bon papier en format ordinaire, nous condamnons absolument les formats de fantaisie si prodigieusement multipliés à

l'heure actuelle. On ne peut user de ces papiers excentriques qu'avec les personnes de l'intimité.

Ad VI. Non, un simple prêtre ne peut pas envoyer sa carte à son évêque pour le 1^{er} de l'an. Il n'est obligé à rien du tout, d'après l'usage général. Mais s'il veut faire quelque chose, il doit ou aller s'inscrire ou porter sa carte lui-même à l'évêché ou écrire une lettre. La carte vulgaire arrivant par la poste, c'est trop cavalier.

Ad VII. Ici également, il y a diverses appréciations, nous donnons la nôtre. Selon nous, le curé doit s'effacer devant son évêque, comme l'évêque lui-même s'effacerait devant le Pape, car il a juridiction ordinaire et plénière dans chaque paroisse comme le Pape sur tous les diocèses. En réalité, il est le maître de la maison, le curé vient après ; il préside la table et les conversations. Par conséquent, c'est à lui de désigner les places et les honneurs à chacun des convives, excepté au curé dont la place est forcément en face du prélat.

Ad VIII. Si l'évêque est présent, c'est à lui de placer le vicaire général comme il l'entend, d'après ce que nous avons dit plus haut. Si l'évêque est absent, le vicaire général étant son représentant officiel a droit à la première place, celle qu'occuperait l'évêque, mais il n'est pas, comme ce dernier, le maître de la maison et il n'en fait pas les honneurs ; c'est le curé qui alors exerce la fonction de président et distribue les places.

Ad IX. Non, l'article 27 du décret du 30 décembre 1809 dit formellement que les marguilliers fourniront l'huile, le pain, le vin, l'encens, la cire et généralement tous les objets de consommation nécessaire au culte. Voilà la théorie et la loi, mais pratiquement c'est le curé qui est chargé par abonnement, c'est-à-dire par forfait, de fournir ces divers objets.

Ad X. Le même article du décret précité, dit que les marguilliers pourvoient également à l'achat des ornements, meubles et ustensiles de l'église et de la sacristie ; mais les convenances l'emportent sur la loi. Ces achats pratiquement sont confiés aux curés.

Q. — 1^o Je désirerais bien savoir quelle est l'époque où le trésorier doit entrer en exercice de sa charge. Les avis sont partagés autour de moi, les uns sont pour le 1^{er} janvier, les autres pour le Quasimodo.

2^o Par qui doit être nommé le trésorier ? Est-ce par le bureau des marguilliers seul ou par tout le conseil ?

R. — Ad 1^{re}. Le trésorier doit entrer en charge, non le dimanche de Quasimodo, comme le pratiquent à tort certaines fabriques, mais le 1^{er} janvier, époque à laquelle commence l'exécution du budget, qui doit toujours être clos au 31 décembre, suivant le mode adopté dans toutes les comptabilités des établissements publics.

Le décret du 30 décembre 1809 confirme ce sentiment, car l'article 85 porte : « Le trésorier sera tenu de présenter son compte annuel au bureau des marguilliers, dans la séance du premier dimanche du mois de mars. » Or, il est évident que, si le trésorier entrait en charge au dimanche de

Quasimodo, il ne pourrait présenter un compte annuel au premier dimanche du mois de mars et encore moins communiquer au bureau des marguilliers les pièces justificatives de son compte. Le trésorier entre donc en exercice le 1^{er} janvier de chaque année ; il cesse cet exercice le 31 décembre, et il a comme tous les comptables, deux mois pour faire ses recouvrements arriérés et régler son compte qui doit être divisé, comme le budget, en deux chapitres, l'un de recettes et l'autre de dépenses. (Art. 82 du décret.) Puis ce compte est examiné, clos et arrêté dans la séance du dimanche de Quasimodo.

Ad 2^m. Un trésorier ne peut être valablement élu par le conseil de fabrique tout entier ; sa nomination appartient exclusivement au bureau des marguilliers.

Cette solution résulte de l'arrêté ci-après du ministre des cultes (M. de Falloux) du 27 janvier 1849.

« Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

Vu la lettre du 28 octobre 1848, par laquelle Mgr l'évêque de Mende demande l'annulation des élections faites par le conseil de fabrique de l'église paroissiale de Malzieu, les sieurs Imbert Duchemin et Quatreuil fils, comme fabriciens et du sieur Quatreuil père, comme trésorier.

Vu l'avis de M. le préfet de la Lozère en date du 9 novembre 1848, tendant également à l'annulation de ces trois élections,

Vu les autres pièces du dossier,

Vu le décret du 30 décembre 1809,

En ce qui concerne l'élection du sieur Imbert Duchemin,

Considérant qu'à défaut d'une disposition formelle qui fixe l'âge avant lequel on ne peut être admis à faire partie des conseils de fabrique, on doit par analogie adopter l'âge de 25 ans, exigé par la loi pour être membre d'un conseil municipal ; que n'ayant point atteint cet âge, le sieur Imbert Duchemin a été dès lors irrégulièrement élu conseiller de la fabrique de l'église de Malzieu :

En ce qui concerne l'élection du sieur Quatreuil fils ; considérant que le sieur Quatreuil fils, est domicilié dans la partie de la commune de Malzieu-Forain, comprise dans la circonscription de la paroisse de Malzieu ; qu'il a pu être légalement élu membre de la fabrique de cette paroisse ; que la qualité de maire de Malzieu-Forain et membre de droit de la fabrique de l'église succursale de Mailanes, section de la commune de Malzieu-Forain, ne s'opposent pas à ce que le sieur Quatreuil fils, soit nommé fabricien de l'église de la paroisse dont il dépend, attendu qu'il est libre de se faire remplacer dans le conseil de fabrique de Mailanes ; que d'ailleurs les incompatibilités sont de droit étroit et ne peuvent être créées en l'absence d'un texte formel de loi :

En ce qui concerne la nomination du sieur Quatreuil père :

Considérant que, aux termes de l'article 9 du

décret du 30 décembre 1809, la nomination du trésorier appartient aux membres du bureau des marguilliers ; que la nomination faite par le conseil de fabrique du sieur Quatreuil père, comme trésorier, est dès lors irrégulière ;

Arrête :

Article 1^{er}. Sont déclarées nulles et comme non avenues les élections faites par le conseil de fabrique de l'église paroissiale de Malzieu (Lozère), du sieur Imbert Duchemin comme membre du conseil de fabrique, et du sieur Quatreuil père comme trésorier.

Article 2. M. l'évêque de Mende et M. le préfet de la Lozère, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret. »

Q. — 1^o De plus en plus les fabriques et le clergé se voient persécutés par des tyranneaux de village chez qui l'ignorance des lois le dispute à la haine farouche.

Voici le texte d'un arrêté municipal pris sous l'inspiration de la plus basse jalousie contre les droits coutumiers d'un sonneur non subventionné.

« Nous R., maire de la commune de Cl. ; vu l'article 50 de la loi du 14 décembre 1789, portant que les fonctions propres du pouvoir municipal sont de faire jouir les habitants d'une bonne police ;

Vu la loi du 16-24 août 1790 ; vu l'art. 46 de la loi du 22 juillet 1791 ;

Vu l'art. 94 de la loi du 5 avril 1884 ;

Vu le règlement pour la sonnerie des cloches dressé par M. le préfet et M. l'évêque, en date du 4 juillet 1885 et notamment l'article 5 ;

Considérant qu'à la date du 22 juillet 1888, les fabriciens de la commune ont été avertis d'avoir à inscrire à leur budget des sonneurs, la somme qu'ils croient nécessaire, afin de faire disparaître cette coutume honteuse et humiliante, consistant à aller traîner un sac à l'effet de lever un salaire pour un ouvrage quelconque ;

Considérant l'embarras des habitants dans ces sortes de visites répétées deux fois par an, et que, malgré notre refus formel, cette habitude s'est renouvelée,

Arrêtons :

Article 1^{er}. Il est interdit à toute personne, sous prétexte qu'elle aurait sonné les cloches, d'aller quêter dans la commune et de lever quoi que ce soit.

Article 2. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Fait à Cl. le 2 mars 1889. — Signé X.

Vu et approuvé pour être exécuté d'urgence, conformément à l'art. 95 de la loi du 5 avril 1884... Signé pour le préfet, B., secrétaire général. »

Ce factum odieux me paraît contraire aux lois, constituer un abus de pouvoir et partant de nulle valeur, d'après un arrêt de la cour de cassation, 16 février 1834, portant 1^o qu'un maire n'a pas le droit de défendre au sacristain de la paroisse d'aller au domicile des habitants solliciter des dons volontaires destinés à son salaire ; 2^o qu'un arrêté portant semblable défense est pris hors des limites du pouvoir municipal et n'est pas obligatoire. (*Journal des fabriques*, t. I, p. 65.) Je demande donc :

1) Cette législation a-t-elle été modifiée ?

2) Quel est l'avis de l'Ami du Clergé sur la valeur légale et obligatoire de l'arrêté en question ?

3) Peut-on passer outre sans en obtenir l'annulation ?

La fabrique ne possède aucune ressource pour suppléer à la quête frappée de suppression, et les cloches se trouvent ainsi condamnées au silence.

2^o Autre question. Un curé qui a cheval et voiture de place pour desservir sa paroisse plus commodément,

est-il impossible aux prestations pour son cheval et sa voiture dont il paie d'ailleurs les impôts ?

R. — Ad 1^m. Nous ne connaissons pas d'acte arbitraire plus brutal que celui qui nous est signalé par notre correspondant. De la part d'un maire de campagne haineux et bête comme celui dont il est ici question, et sans doute peu au courant des droits et des devoirs de sa magistrature improvisée, cela pourrait se comprendre. Mais ce qui ne se comprend pas, c'est le visa de la préfecture. Des administrateurs de haut parage n'ont pas le droit d'ignorer les lois et la jurisprudence établie par les tribunaux de toutes les juridictions.

L'arrêt de la cour de cassation qu'on nous signale est formel et authentique ; il y en a un autre du 10 novembre 1810.

Le tribunal civil d'Arbois, par un jugement du 17 décembre 1834, a décidé que les quêtes ou collectes effectuées dans les paroisses au profit des pasteurs et des employés de l'église ne sont défendues par aucune loi et passibles d'aucune peine ; que l'arrêté par lequel un maire même avec l'autorisation du préfet, interdirait de pareilles quêtes, serait illégal ; qu'il n'obligerait ni les citoyens ni les tribunaux, et ne pourrait servir de base à aucune condamnation ; qu'un maire n'a pas le droit de saisir le produit d'une quête effectuée dans la commune au profit du curé ou du sonneur ; que le maire qui se permet un semblable abus de pouvoir doit être, sur la demande du curé ou desservant, porté devant le tribunal de l'arrondissement, condamné à restituer immédiatement les objets saisis et à tous les dépens de l'instance ; qu'il peut même être condamné à des dommages intérêts ; que, pour introduire cette action contre un maire, il n'est pas nécessaire d'obtenir préalablement aucune autorisation du gouvernement ni du conseil d'Etat, et que les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer.

Outre les documents précités, il y en a beaucoup d'autres. Une lettre du ministre des cultes (M. Barthe) au préfet de la Corse en date du 14 septembre 1838 ; une autre du même, au ministre de l'intérieur, du 7 décembre 1838 ; également un arrêt de la cour de cassation en date du 3 juin 1847 ; deux autres arrêts de la même cour suprême du 1^{er} août 1850 et du 13 août 1858.

Les lois et règlements sur lesquels s'appuie le maire ne s'appliquent point et ne peuvent s'appliquer en l'espèce, pas même l'article 94 de la loi municipale de 1884. Toutes ces citations sont un trompe l'œil. Nous disons donc hardiment aux questions qui nous sont posées : 1^o non, l'ancienne législation touchant la matière n'a pas été modifiée ; 2^o l'arrêté municipal, malgré la griffe préfectorale, n'a aucune valeur légale et obligatoire ; 3^o oui, on peut passer outre, et notre avis est qu'il faut passer outre, se laisser dresser procès-verbal et se défendre devant les tribunaux jusqu'en cour de cassation au besoin. C'est la voie que, pour notre compte, nous préférons ; toutefois on

peut déférer l'approbation préfectorale au ministre de l'intérieur et au conseil d'Etat.

Ad 2^m. Oui, les ecclésiastiques sont tenus, comme tous les autres habitants, conformément à l'article 3 de la loi du 21 mai 1836, à acquitter les prestations soit en argent soit en nature pour voiture et cheval. Mais notre correspondant parle d'un cheval et d'une voiture *de place*. Qu'est-ce qu'il entend par ce dernier mot ? S'il entend un équipage loué sur la place publique, il ne doit ni prestations ni impôts d'aucun genre. L'attelage soumis à l'impôt et aux prestations est celui que l'on possède chez soi pour son service personnel.

Q. — Vous seriez bien aimable de me dire ce qu'on entend par *quotité disponible*, car nous sommes menacés d'un procès à l'occasion d'un legs fait à la fabrique, sous prétexte que le testateur aurait dépassé cette quotité susdite.

R. — Il y a la quotité disponible ordinaire et la quotité disponible entre époux. C'est de la première qu'il s'agit ici.

Le législateur a pensé que le devoir des ascendants ne se bornait pas à fournir, de leur vivant, des aliments à leurs descendants, et qu'à leur décès ils devraient encore laisser à ceux-ci une portion de leurs biens : cette portion de biens est ce qu'on appelle *la réserve*, par opposition à la *quotité disponible*, c'est-à-dire à la portion des biens dont les ascendants peuvent disposer. On a cru aussi devoir accorder une réserve aux ascendants sur les biens de leurs enfants décédés sans postérité : mais les collatéraux, sans en excepter les frères et sœurs, n'ont droit à aucune réserve.

Les libéralités du disposant ne peuvent excéder la moitié de ses biens, quand il laisse à son décès un enfant légitime ; le tiers, s'il en laisse deux ; le quart, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre (*article 913 du code civil*) : les petits-enfants issus du même père ou de la même mère ne sont jamais comptés que pour une personne dans la computation des réserves, et cela, d'après la doctrine universellement reçue, quand bien même ils seraient appelés seuls à la succession de leur aïeul ou aïeule (*article 914*).

La cour de cassation a jugé que les enfants naturels légalement reconnus ont droit aussi à une réserve sur les biens de leur père ou mère ; cette réserve est graduée sur le droit de succession que la loi leur accorde ; si, par exemple, l'enfant naturel est en concours avec un enfant légitime, sa part de succession n'étant que le tiers de ce qu'il aurait eu, s'il eût été légitime, sa réserve n'est aussi que du tiers de ce qu'elle aurait été dans la même hypothèse, c'est-à-dire d'un neuvième.

Les libéralités ne peuvent excéder la moitié des biens, si, à défaut d'enfants, le défunt laisse un ou plusieurs ascendants dans chacune des lignes paternelle et maternelle ; et les trois quarts, s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne ; les biens ainsi réservés au profit des ascendants sont par eux recueillis dans l'ordre où la loi les ap-

pelle à succéder ; d'où quelques auteurs concluent que les ascendants autres que les père et mère n'ont droit à aucune réserve lorsqu'il existe des frères ou sœurs du défunt qui les auraient exclus en totalité de la succession. La question de savoir si les père et mère de l'enfant naturel, légalement reconnu, ont droit à une réserve, est encore controversée, quoique la négative semble plus généralement admise.

VARIÉTÉS

ÉTUDE CANONIQUE SUR LES LIVRES PAROISSIAUX ¹

ARTICLE II. *Des livres paroissiaux in specie.*

§ I. Liber baptizatorum

« Liber baptizatorum habetur in ecclesiis in quibus confertur baptismus, » dit le Rituel romain. Il n'y a donc pas obligation pour toutes les églises paroissiales d'avoir un registre des baptisés, mais seulement pour celles qui ont le droit de conférer le baptême. C'est que la possession des fonts baptismaux n'est pas un droit inaliénable des églises paroissiales : une paroisse peut exister sans cela, et, de fait, dans un grand nombre de villes, surtout en Italie, une seule église a le droit de conférer le baptême aux enfants de plusieurs paroisses. Dans ce cas, c'est au curé de cette église à tenir le registre des baptêmes et les curés des autres paroisses ne peuvent exiger qu'on leur remette après chaque baptême un certificat constatant que le sacrement a été administré. C'est ce qu'a décidé la Sacrée Congrégation du Concile le 14 janvier 1860 in *Reatina*. Une antique coutume réservait au curé de la cathédrale le droit de baptiser tous les enfants de la ville. Les autres curés réclamèrent l'autorisation d'élever des fonts baptismaux : elle leur fut refusée. Ils demandaient ensuite : « An sit locus traditioni schedularum collati baptismatis in casu ? — *Resp. Negative.* »

Le Rituel précise exactement le moment où l'acte de baptême doit être rédigé. C'est immédiatement après le baptême, avant que l'enfant soit emporté de l'église, ou du moins avant le départ des parrains : « Antequam infans ex Ecclesia asportetur, aut susceptores discedant. »

L'acte de baptême doit être rédigé avec une scrupuleuse exactitude. Par rapport au ministre, il doit indiquer le nom du prêtre qui a conféré le baptême. « Si forte non parochus, sed alius baptizaverit, id exprimitur, » dit le Rituel. Par rapport au baptisé, il faut, au témoignage de saint Alphonse, indiquer le jour et l'heure de sa naissance. « Parochus autem tenetur diligenter in libro adnotare diem et horam nativitatis ². » Le Rituel ne réclame que les noms du baptisé, sans s'occuper du jour et de l'heure de la naissance. Aussi la remarque de saint Alphonse, qui a une grande valeur pour les pays où les actes religieux font autorité

devant les tribunaux civils, n'a plus la même importance pour les pays où les actes de l'état civil sont tenus par des laïques. Il peut être utile cependant pour déterminer l'âge d'un ordinand.

Par rapport aux parents, il faut indiquer leurs noms. Toutes les fois qu'il y a légitime mariage, l'enfant doit être inscrit sous le nom du père, à moins que l'adultère ne soit juridiquement établi. — S'il y a eu contrat civil, il faut le noter. — Quand l'enfant est né en dehors de tout mariage, on doit indiquer le nom de la mère, si c'est un fait public. Quant au père, quand même il serait clairement désigné par l'opinion publique et que le curé aurait la certitude morale relativement à sa faute, il ne doit pas être nommé sur les registres, sinon dans le cas où il serait convaincu judiciairement, ou bien s'il demandait lui-même à être inscrit en signant au bas de l'acte. La reconnaissance d'un enfant faite devant l'officier de l'état civil constitue précisément pour nous la preuve juridique réclamée, et l'on ne fait aucune injure en attribuant, sur les registres religieux, l'enfant à celui qui lui a donné son nom à la mairie. On doit noter exactement la circonstance de l'illégitimité, à cause de l'irrégularité qui s'ensuit.

S'il s'agit d'un enfant exposé, on doit indiquer le jour et le lieu où il a été rencontré, le nom de la personne qui l'a trouvé, l'âge présumé de l'enfant.

Par rapport aux parrains, on doit indiquer exactement leurs noms et les autres circonstances qui peuvent les faire aisément reconnaître, à cause de la parenté spirituelle qu'ils contractent.

Par rapport au baptême lui-même, il faut indiquer où et comment il a été administré, si c'est à l'église ou à la maison, si c'est d'une manière absolue ou sous condition.

Tous ces détails sont importants, au témoignage d'un grand nombre d'auteurs. « Multi, dit Scavini, parochum damnant de mortali, si hæc negligat, cum id evenire non possit sine gravi familiarum damno ¹. »

L'acte de baptême, lorsqu'il est exactement rédigé, peut servir à prouver plusieurs choses. Il faut placer en premier lieu la collation du baptême, l'âge du baptisé, la légitimité de la naissance, le lieu d'origine pour l'ordination. Écoutons Lucidi :

« Ex particula de libris baptismalibus rite desumpta probatur, quod quis baptizatus ablutus, itemque ostenditur qua quis ætate constitutus sit, ut multis allegatis doctoribus, docet Barbosa. Probatur insuper quæ cujusque origo ; ideoque ostenditur ex iis quo loco quis etiam per accidens natus est, et ex quo aliquis loco sit oriundus, et itidem descendencia ². » Chacune de ces assertions s'appuie sur une décision de la Rote.

La preuve tirée des actes de baptême est tellement convaincante, en certains cas, qu'elle prévaut devant les Congrégations romaines sur les témoi-

¹ Voir le numéro précédent.

² Lib. VI, n. 145.

¹ *Theol. mor.*, t. III, p. 549, n. 556.

² Lucidi, t. I, p. 399, n. 252.

gnages les plus formels. C'est ce que l'on peut voir par une décision de la Sacrée Congrégation du Concile du 27 juin 1857, au sujet d'un jeune homme qui demandait à être ordonné. Les registres de l'état civil et les registres du baptême le portaient comme étant né de légitime mariage ; mais l'opinion publique et ses parents eux-mêmes le déclaraient comme adultérin : « Licet ipse tum ex libris paræcialibus, tum ex civili, ut vocant, statu, legitimo ortus conjugio appareat, attamen ejus parentes fatentur ac publica fama fert eundem esse adulterinum, natum scilicet ex patre libero et matre conjugata. » On demandait pour lui dispense de l'irrégularité *ob defectum natalium*. La Sacrée Congrégation répondit : *Non indigere*.

§ II. Liber confirmatorum

« Liber confirmatorum habeatur in ecclesiis in quibus confertur Chrisma, » dit le Rituel. Bien qu'il ne soit question que des églises où l'on administre le sacrement, les théologiens enseignent que le livre des confirmés doit être tenu et par l'évêque qui administre le sacrement de confirmation et par le curé de *chaque* paroisse : « Parochos teneri, *dît saint Alphonse*, in librum referre nomina confirmatorum et patrinorum suæ parochiæ, (eamque curam ad episcopos etiam pertinere), tum propter sciendam cognationem spiritualem, cum propter ordines suscipiendos ¹. »

Pour ce qui regarde les évêques, leur obligation est clairement mentionnée dans la constitution *Ad honorandam*, de Benoît XIV, du 27 mars 1742, § 13, et dans une décision de la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers du 30 mars 1855.

La formule à employer se trouve au Rituel ; elle indique le jour et le lieu de la confirmation, le nom du confirmé, avec ceux de ses père et mère et de son parrain, et celui de l'évêque qui a administré le sacrement. On ne voit pas ce qu'on pourrait y retrancher.

§ III. Liber matrimoniorum

Il est imposé et par le concile de Trente et par le Rituel : « Habeat parochus librum, *dît le concile de Trente*, in quo conjugum et testium nomina diemque et locum contracti matrimonii describat, quem diligenter apud se custodiat ². »

Bécamel dit à ce sujet : « Parochus debet habere librum in quo conjuges, testes, diem mensem et annum scribat, prout præcipiunt C. Trid. et Rituale R. Et cum hoc ad solemnitatem sacramenti pertineat, propter finem vitandi lites, obligat sub mortali ex sententia communi : siquidem mortuis testibus et parochus solo hujusmodi libro matrimonium plene probatus ³. »

Le cas auquel Bécamel fait allusion n'est pas chimérique ; il s'est présenté à Naples, et la Sacrée Congrégation du Concile a dû s'en occuper en 1844 et en 1847. Un curé avait négligé d'inscrire sur les

registres paroissiaux un mariage auquel il avait assisté dans une maison particulière. Après la mort du curé et des témoins, le mari sollicita la déclaration de la nullité de son mariage, en alléguant qu'il ne l'avait pas contracté en présence de son propre curé, mais en présence d'un laïque qui s'était fait passer pour le curé. Le procès dura trois ans et donna lieu à une foule d'enquêtes fort coûteuses qui ruinèrent la femme et son fils, pour aboutir à une fin de non-recevoir. Tous ces débats auraient été évités, si le curé avait rempli son devoir et inscrit l'acte de mariage sur son registre.

Barbosa regarde aussi comme une obligation grave la rédaction exacte des actes de mariage. Pour qu'ils aient une valeur juridique, il faut que l'on y indique le nom des témoins et le lieu où le mariage est célébré. « Ex libro enim parochiali ubi hujusmodi descriptio reperitur, matrimonium plane probatur, quoniam parochus testimonium ferenti de rebus ad suum officium pertinentibus apprime creditur ¹. »

Nous avons vu plus haut que la formule du Rituel est obligatoire, à notre avis.

Y a-t-il obligation pour le curé de rédiger lui-même les actes de mariage sur les registres paroissiaux ? La question est motivée par les pressantes recommandations du Rituel.

On lit, en effet, dans le Rituel, pour ce qui concerne ces actes : « Peractis omnibus, parochus *manu sua* describat in libro matrimoniorum nomina conjugum, et testium, et alia juxta formulam præscriptam ; idque licet alius sacerdos vel a se, vel ab ordinario delegatus, matrimonium celebraverit ². »

Et dans un autre passage : « Cæterum si alteri presbytero ab Ordinario vel a Parochus ipso facultas facta sit jungendi aliquos id in libro proprii parochi sic adnotetur *ipsius Parochi manu*... ³. »

Rien de plus précis : l'acte doit être, non seulement signé, mais rédigé par le curé, *manu sua*, et cela dans toute hypothèse, à l'exception de tout autre individu, même du prêtre qui aurait, par délégation, assisté au mariage. Mais l'exclusion ne s'étend pas jusqu'au vicaire qui a, soit en vertu de sa commission, soit en vertu d'une délégation générale, le pouvoir d'assister à tous les mariages dans la paroisse. La preuve en est facile à faire. Le vicaire qui est ainsi délégué *ad universalitatem causarum* et qui a le pouvoir de subdéléguer, remplit son office en assistant au mariage et en rédigeant l'acte, et on peut lui appliquer la règle posée par Barbosa : *Parochus testimonium ferenti de rebus ad suum officium pertinentibus apprime creditur*. » Il n'en est pas de même de celui qui est délégué pour un cas ; comme il n'a de pouvoir qu'en vertu de sa délégation, le curé intervient comme témoin autorisé pour affirmer qu'il a accordé lui-même l'autorisation, ou qu'il a reconnu

¹ Lib. VI, n. 188.

² Sess. XXIV, cap. I.

³ *Tract. de Matr.*, n. 147, p. 212.

¹ Barbosa, *De off. et pot. paroch.* l. c. n. 6.

² *Rituale*, t. VII, cap. II, n. 6.

³ Titul. X, cap. v.

comme authentique l'autorisation accordée par l'Ordinaire.

Les auteurs font remarquer que si le mariage a été célébré dans une église autre que l'église paroissiale, avec les autorisations voulues, le prêtre délégué à cet effet délivrera un extrait authentique de l'acte de mariage, pour que le curé des parties puisse le transcrire dans le registre des mariages de sa paroisse ¹.

Le droit a des prescriptions spéciales pour les mariages secrets. Elles ont été déterminées jusque dans les moindres détails par le savant pontife Benoît XIV, dans sa constitution *Satis vobis*, adressée aux évêques du monde entier. Nous traduisons le passage qui concerne la rédaction des actes de ces mariages.

« Après la célébration du mariage, le curé, ou tout autre prêtre en présence duquel il a été contracté, devra en présenter sans retard à l'évêque l'acte écrit, avec mention du lieu, du temps et des témoins qui y ont assisté. Il sera de votre devoir de veiller attentivement, pour la perpétuelle mémoire de ce qui a été fait, à la transcription exacte de ce document sur un registre tout-à-fait distinct de celui où sont inscrits les mariages publiquement contractés. Ce registre des mariages secrets, relié avec soin, fermé et scellé, devra être gardé avec précaution dans votre chancellerie épiscopale. On ne pourra en rompre les sceaux et l'ouvrir, avec votre permission, que pour y inscrire un autre mariage de cette sorte, ou pour une nécessité judiciaire, ou enfin quand ceux qui y sont réellement intéressés sollicitent un document, à raison de l'impossibilité où ils sont de trouver des preuves ailleurs. Aussitôt l'affaire terminée, le livre doit être fermé et scellé comme auparavant. Les actes de ces mariages secrets que doivent vous envoyer soit le curé, soit le prêtre qui l'a remplacé, seront transcrits dans ce livre, tels qu'ils sont, mot-à-mot, par une personne que vous désignerez et qui jouira aux yeux de tous d'un renom d'intégrité et d'honnêteté à toute épreuve. L'authentique lui-même sera conservé intact dans un endroit secret ². »

Si des enfants naissent de ces mariages secrets, le curé qui les baptise ne doit pas inscrire le nom des parents sur les registres paroissiaux. Il y a dans chaque évêché un registre qui doit être tenu avec le même soin que celui des mariages secrets, et sur lequel on inscrit ces baptêmes avec le nom des parents. C'est à ceux-ci à faire les démarches nécessaires et à présenter à l'évêché une attestation du baptême reçu pour que leurs enfants puissent au besoin faire la preuve de leur légitimité. Toutes ces prescriptions sont encore tirées de la même constitution de Benoît XIV.

§ IV. Liber mortuorum

Nous avons fort peu à dire au sujet de ce re-

gistre. Il doit se trouver, non seulement dans les églises paroissiales, mais encore dans les églises qui ont le droit de faire les sépultures :

« Demortuorum liber, dît *Lucidi*, iis etiam in ecclesiis, licet non parochialibus, asservandus est, quæ jus sepeliendi obtinent et exercent ¹. »

« Ex parochiali defunctorum libro, dît *Barbosa*, probatur alicujus mors et locus ubi e vita migravit ². »

§ V. Liber status animarum

Le Rituel place ce livre au nombre de ceux que chaque curé doit avoir. D'après le concile de Trente, ceux qui ont charge d'âmes doivent, en vertu d'un commandement divin, connaître les fidèles confiés à leurs soins. C'est pour aider les curés à acquérir cette connaissance que le Rituel prescrit la tenue du *livre de l'état des âmes*.

Saint Charles Borromée, ce fidèle restaurateur de la discipline ecclésiastique, ne négligea pas cette prescription du Rituel. On trouve dans les actes de l'église de Milan une importante instruction à ce sujet. Aussi cette pratique est-elle fidèlement observée en Italie. A Rome, le livre de l'état des âmes est dressé, ou plutôt rectifié chaque année vers le milieu du carême, époque à laquelle les curés ont l'usage de se rendre dans toutes les maisons, d'en visiter les habitants, sans en oublier un seul, et de les inscrire sur leur registre suivant la formule indiquée au Rituel.

C'est ici surtout que le curé doit éviter d'enregistrer quoi que ce soit qui porterait atteinte à la réputation du prochain. Voici à ce sujet une lettre assez importante de la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers à l'inquisiteur de Malte :

« Salvatore et Gabriel, prêtres, et d'autres concitoiens ont porté plainte contre le prêtre Salvatore Bonini, précédemment pro-curé de l'église paroissiale de Casal Zeitun, pour les notes injurieuses qu'il a faites dans le livre de l'état des âmes, avec diffamation pour les recourants. Après avoir pris connaissance des informations que vous avez transmises par votre lettre du 11 mars dernier et consulté l'avocat Andreotti, juge rapporteur, les Ems cardinaux m'ont commandé de vous écrire, comme je fais, de faire effacer absolument sur ce livre de l'état des âmes toutes les notes ou expressions injurieuses pour les recourants, ou pour d'autres personnes, de sorte qu'il ne reste pas de souvenir et de vestige des choses qui blessent la réputation d'autrui, fussent-elles vraies, car le livre de l'état des âmes doit uniquement servir pour enregistrer le nom et l'état des paroissiens, et non pour les diffamer, en prenant note de leurs méfaits. Rome. le 18 avril 1780 ³. »

(A suivre.)

¹ *Lucidi*, t. I, p. 386, n. 244.

² *Barbosa*, l. c. cap. VII, n. 13.

³ *Analecta*, t. XII, p. 167.

IMPRIMATUR

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

¹ Ioder, *Formulaire matrimonial*, p. 63; *Lucidi*, t. I, p. 400, n. 253.

² Const. *Satis vobis*, 17 nov. 1741, § 10.

santé et qu'il me conserveroit mes enfants. Elle me déclara ensuite que le mestier qu'il faisoit n'étoit pas propre pour un homme de son estat, et qu'il l'apprendroit à ses dépens. Elle m'exprima cela plusieurs fois différentes, en répétant toujours : « Je veux qu'il se convertisse, et Nostre-Dame de Consolation le préservera de tout danger. »

« J'ay promis quelque chose à Nostre-Dame de Consolation, qui est dans le couvent de la sœur Simone, pour l'époque du retour de M. de Rochefort. »

Quel changement dans cette âme en trois semaines ! La femme pieuse est aussi devenue la femme forte. Elle visite ses celliers, son lardier, ses greniers. Elle met la main au fuseau, fait fabriquer du cadis, gros drap tout en laine, du cordat — ou de la toile — pour la casaque du cocher, de la serge, demi-laine mélangée de fil, pour ses gens. Sainte Jeanne de Chantal jadis avait ainsi filé une pièce de serge, qu'elle avait envoyée à saint François de Sales, teinte en violet pour étrenne en 1606. Madeleine fabrique aussi du crespou, — étoffe de laine crêpue, — du burate en filoselle, sorte de cadis mêlé de soie : « Le 4 juin ma pièce de cordat, écrit-elle, a été partagée en six grandes nappes, six petites et deux douzaines de sacs. J'ay moy-même coupé tout cela. » Avec ses vieilles jupes, on « façonnera des robes à son fils le chevalier. » Elle s'occupe même des lessives, fait refondre sa vaisselle d'étain, car l'argenterie est peu connue alors en province, — enferme ses tapisseries et tentures de salon, vrais nids à poussière, et qui lui causeraient mille embarras. Ainsi que le remarque très judicieusement M. de Ribbe, « avec le défaut de clarté qu'on leur reprochera, la poussière sera un des griefs qui les feront proscrire sous Louis XV. » On leur préférera le blanc et l'or et on les confinera dans les greniers d'où notre siècle les a pieusement exhumées.

En un mot Madeleine se rend compte. Elle sait par exemple que « neuf livres de cocons ont rendu une livre moins une once, de soie fine » et en entrant chez elle Fénelon n'eût pas manqué de s'écrier : « La belle chose que l'ordre dans une maison ! »

Qui sait si elle n'avait pas lu le traité sur l'*Éducation des filles* que Fénelon venait de faire paraître ? (1687). Quels précieux avis il renferme sur l'économie d'un ménage et la direction de la vie !

« Rien ne contribue plus à l'économie et à la propreté que de tenir toujours chaque chose à sa place. Cette règle ne paraît presque rien ; cependant elle irait loin si elle était exactement gardée... »

Il faut que les mères accoutument de bonne heure leurs filles « à gouverner quelque chose, à faire des comptes, à voir la manière de faire le marché de tout ce qu'on achète, à savoir comment

il faut que chaque chose soit faite pour être d'un bon usage... »

« La plupart des femmes négligent l'économie, comme un emploi bas qui ne convient qu'à des paysans ou à des fermiers, tout au plus à un maître d'hôtel ou à quelque femme de charge... Il faut sans doute un génie bien plus élevé et plus étendu pour s'instruire de tous les arts qui sont en rapport avec l'économie, et pour être en état de policer tout une famille, qui est une petite république, que pour jouer, discourir sur des modes et s'exercer à des petites gentilles de conversation. C'est une sorte d'esprit bien méprisable que celui qui ne va qu'à bien parler. On voit de tous côtés des femmes dont la conversation est pleine de maximes solides, et qui faute d'avoir été appliquées de bonne heure n'ont rien que de frivole dans la conduite. »

Comme il sait railler ces femmes « qui se savent bon gré d'épargner une bougie pendant qu'elles se laissent tromper par un intendant sur le gros de toutes leurs affaires ! »

Ne disait-on pas que notre siècle avait inventé les leçons de choses ? Pauvres mesquines leçons à côté de ces remarques pratiques et grandes !

L'étude des détails de la maison ne fait point oublier à Madeleine ses devoirs de piété. Toujours levée de grand matin, elle assiste d'abord à la messe à la chapelle du Pré. « Le 22 juillet, jour et feste de la Madeleine, j'ai consacré tout ce jour à la dévotion de Sainte-Madeleine comme je dois, puisque j'ai l'honneur de porter son nom. » On est cependant alors on pleine foire de Beaucourt. Cette foire d'ailleurs est née, comme presque toutes les anciennes foires, d'une idée religieuse. Les pèlerins se rendant en foule à la Sainte-Baume, les marchands lessuivaient. On y rencontre force jeux en 1689. « Au mieux courant, après la procession se délivre le mouton, au mieux vaillant l'espée, le drap est livré et parti au mieux luttant ; même à la mieux courante des fillettes seront baillées les chausses en sabatons. » Le soir, on danse, le long de la promenade. Les bals « durent pour l'ordinaire jusqu'à minuit et une heure ; il ne s'y passe jamais aucun désordre. » Ajoutez les marchandises les plus diverses, draps éclatants, couteaux à manche d'ivoire, miroirs éblouissants, tout l'attirail du luxe en un mot.

Madeleine se laissera légèrement entraîner l'année suivante, elle se le reproche aussitôt : « Ayant des dettes, puisqu'il me faut épargner pour les payer, j'eusse dû me priver de voir la foire ; j'aurais de la sorte évité la tentation que donne la vue et je me serais dispensée des emplettes que j'ai faites. »

Mais si vous voulez juger à quel point cette femme s'est mûrie et sanctifiée dans le travail et l'épreuve, lisez cette conclusion de son Journal :

« Il n'y a rien de meilleur pour faire réussir ses affaires que de les offrir à Dieu et de mener une vie réglée : mais sur toutes choses avant tout, de servir Dieu, car c'est là le solide, le monde n'estant

qu'une pompe où l'on ne reçoit que des amertumes par toutes les déraisons que l'on y voit. »

C'est bien la conclusion que tire toute âme chrétienne qui a vécu. Combien il serait à désirer que dans notre siècle, où chacun sait lire et écrire, toute famille eût son livre de raison ! Cependant nous croyons que l'historien qui les lirait plus tard éprouverait une singulière déception. La foi y serait, sinon absente, au moins voilée et amoindrie, la foi, c'est-à-dire ce qui fait le charme du Journal de Madeleine. Alors il apparaîtrait clairement que nous sommes bien au-dessous du niveau moral du XVIII^e siècle ; car souvent c'est le blasphème, la plainte, la rancune, le murmure qui remplacent ces sentiments qui nous émeuvent dans les pages recueillies par M. de Ribbe, parce qu'ils sont empreints de foi, de résignation, de charité, de confiance en Dieu.

(A suivre)

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MÉNAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS

POUR
Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

**R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS**

Envoi de l'Album sur demande.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à retaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.



GRILLAGES

R. GARIEL, 2^{ter}, Quai de la Mégisserie

CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.

RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^f 50

Châssis de Couche depuis 7 fr.

Envoi franco du Catalogue

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Conesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 31

PRÉDICATION : Pour la fête de l'Assomption : les grandeurs de Marie.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. de l'Index : Condamnation de divers ouvrages.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Peut-on faire le dimanche après l'incidence la solennité des patrons d'églises annexes ? — Quelle est la conclusion complète de l'oraison après l'antienne *Alma Redemptoris* ? — Y a-t-il des messes de *Requiem* chantées, non solennelles, avec trois oraisons ? L'Immaculée-Conception tombant le 2^e dimanche de l'Avent, quel jour doit-on la faire ? — Fait-on de 1^{re} classe avec octave les titulaires des chapelles de séminaire ? — Doit-on s'incliner dans le *Gloria à Gratias agimus tibi* ? — Comment ordonner la fête du Sacré-Cœur le lendemain de l'octave du Saint-Sacrement et en occurrence avec un double ? — Les nappes d'autel damassées sont-elles prohibées ? Peut-on couvrir d'une autre

nappe la nappe d'autel dont les extrémités sont pendantes ? — Un prêtre étranger qui a récité un office double peut-il dire une messe de *Requiem* dans une église où l'on célèbre des funérailles ? — Les associés du scapulaire de l'Immaculée-Conception gagnent-ils par la récitation des six *Pater, Ave, Gloria Patri*, les indulgences accordées à la visite des sept basiliques de Rome, etc.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : L'école communale a-t-elle le pas sur l'école libre à une procession, contre l'ordre du curé ? — L'offrande du pain bénit, là où en existe l'usage, est-elle obligatoire ? — Dans quels cas les subventions de la commune peuvent-elle être exigées ? — Que penser d'un enterrement civil pour lequel, sans l'aveu du curé, on emploie le drap mortuaire, les cierges de la fabrique, etc. ?

VARIÉTÉS : Les livres paroissiaux (fin).

COURRIER DES LIVRES

UNE GRANDE DAME DANS SON MÉNAGE au temps de Louis XIV, d'après le journal de la comtesse de Rochefort (1689), par Charles DE RUBRE. Un vol. in-12, chez Victor Palmé, 76, rue des Saints-Pères, Paris, 1889.

III

Olivier de Serres écrivait :

On dit bien vray qu'en chacune saison
La femme fait et défait la maison.

C'est la femme qui a fait ou défait la France. Au temps de Louis XII, quand les chevaliers suivaient le roi en Italie, leurs femmes restaient dans leurs châteaux, reconstituaient les foyers et les patrimoines fonciers, tenant dignement la place de leurs époux. François I^{er} les attira à la cour et les députés du tiers s'en plaignent au roi en 1576, aux états de Blois : « Avant François I^{er}, disent-ils, n'y venoient jamais les grandes dames de France, sinon quand elles estoient mandées à quelque entrée ou acte solennel, par le moyen de quoy il y avoit en chascune province de grands seigneurs

résidans... et quant aux dites dames, elles avoient leurs maisons réglées en toute discipline, où les filles de la noblesse du pays estoient élevées en toute vertu : à présent la noblesse tant grande que petite veut estre à vostre suite... »

Henri IV réagit contre l'abandon des campagnes et ordonna aux seigneurs « qu'ils allassent voir leurs maisons, et donner ordre à faire valoir leurs terres, leur apprenant, dit Périfixe, que le meilleur fonds que l'on puisse faire est celui d'un bon ménage. » Lui d'ailleurs donnait l'exemple de la simplicité, vêtu de drap gris, et portant des pourpoints souvent troués au coude. Sully le secondait, ne cessant de prêcher l'économie. Sa maison d'ailleurs était admirablement conduite. Quand les affaires de l'Etat ne réclamaient point sa présence, il la dirige lui-même, mais si son roi le rappelle il peut se reposer de tout sur Anne de Courtenay, sa femme. « Je n'eus le loisir d'estre longtemps marchand de bled, écrit-il, et me résolus de laisser madame ma femme achever la vente : » ce dont elle s'acquitta fort bien.

Heureux si Louis XIV et Louis XV eussent suivi les traces de leur aïeul ! Ils attirèrent la province à Paris, la cour absorba la France, la noblesse s'y

ruina dans le faste, s'y déprava d'idées et de mœurs et fut elle-même une des causes efficaces, — la principale, — de la révolution, à qui sa complicité donna un décisif appoint. Si la noblesse fût restée dans ses terres, le peuple n'eût pas été gagné aux idées nouvelles, la révolution ne se fût pas effectuée.

Un des hommes qui essayèrent le plus efficacement d'enrayer par les femmes ce mouvement de ruine et de frivolité fut Fénelon, par son *Traité de l'éducation des filles*. Comme il raille ces grandes dames « qui se savent bon gré d'épargner une bougie, pendant qu'elles se laissent tromper par un intendant sur le gros de toutes leurs affaires. » Qu'elles administrent donc elles-mêmes leurs maisons. Qu'elles disent à leurs filles « ce que c'est que fiefs, seigneur dominant, vassal, hommages, rentes, droit de champart, lods et ventes... Ces connaissances sont nécessaires puisque le gouvernement des terres consiste en toutes ces choses. »

En cela Madeleine était vraiment disciple de Fénelon. Elle voit ses fermiers, s'entend avec eux, mieux même que son intendant Sicard, voulant que son bien lui rapporte, mais en toute justice. Elle paraît avoir la passion de la justice. Elle plaidera, s'il faut, mais elle ne laissera pas périliter entre ses mains les biens de famille. Elle a l'œil du maître « qui engraisse la terre, » suivant le proverbe. Elle voit les améliorations à introduire. A Rochefort il faudrait faire planter des oliviers et des mûriers ; à la Grande-Ile, sur le Rhône, faire une *pallière* qui lui gagnerait bien dix hectares de terrain sur le fleuve ; tandis que si on néglige ce travail « notre isle au lieu d'augmenter dépérira et finira par être emportée par les inondations. » Sicard n'avait pas vu cela, ni bien d'autres choses.

Aussi elle paie de sa personne. Elle craint l'eau, mais pour voir sa Grande-Ile, elle traverse le Rhône sur un câble tendu, à la « *traille* de Valebrègues. » Elle visite la stérile et marécageuse Camargue où elle possède un *mas* (mansus) à Beaujeu. La voyez-vous discuter avec son fermier Laugier, un maître homme, mais retors comme un normand, qui naturellement exige constamment des réparations et des diminutions. « Madame de Laugier nous a bien régalez, » dit-elle, et quelque temps après elle accueillera son fermier à sa table à Beaucaire, mais ne lui cèdera pas sur un point, et déjouera ses petits complots avec le fermier de Sainte-Cécile. Les deux compères ont trouvé plus fin qu'eux.

A Coquillade, le mazet menace ruine. « Le 8 juillet, je suis allée au Mazet de Coquillade, dès trois heures du matin, pour voir mes maçons et mon aire. Ces gens-là m'auroient gasté tout mon bastiment si je n'y eusse été. » Toujours l'œil du maître, que rien ne saurait remplacer. Elle y fait mesurer son blé « devant elle ; » et quelques jours après elle passe en revue sa cave ; où elle garde ses vins, de Rochefort, et d'autres lieux situés sur les côtes du Rhône : « Le 12 juillet, j'ai visité mes caves, et ayant fait goûter tous mes vins, j'ai marqué les

meilleurs tonneaux, afin de les garder pour Monsieur, et deux autres pour le commun. » Oh ! l'admirable femme qui s'oublie toujours, mais qui, parmi ses travaux quotidiens, a sans cesse présente la pensée de son mari !

« Le 5 août, jour de Nostre-Dame des Neiges, je me suis levée de bon matin pour faire mes dévotions. C'est le jour où j'épousai M. de Rochefort, il y a six ans ! » Le 17 août on lui apporte de ses nouvelles, elle écrit : « J'eus des nouvelles de M. de Rochefort qui me firent beaucoup de plaisir. » Quatre jours après on lui envoie deux paires de perdreaux de la chasse d'Estezargues : « J'ai écrit que je n'en voulois plus, que M. de Rochefort ne fust arrivé. » Quelle intimité, quelle tendresse profonde révèlent ces deux simples lignes !

Mais ces enfants, croyez-vous qu'elle les laisse en arrière plan dans son cœur ? Ils demeurent son souci, sa préoccupation, après avoir été au herceau l'objet de son tranquille amour. Son fils aîné a sept ans. Le 14 octobre 1690 elle écrit : « Il faut maintenant songer à le bien élever car tout l'avenir des enfants est dans l'éducation. » Le temps n'est plus où de ses robes elle lui confectionnait de petits vêtements. Le voilà déjà un petit homme, il faut le consacrer à Dieu : « J'ai voulu que mon fils le marquis reçût aujourd'hui le saint scapulaire. (Le 15 octobre, en la fête de sainte Thérèse.) C'est de bonne heure que les parents doivent offrir leurs enfants à Dieu. »

Madeline est donc une femme complète, qui comprend et pratique toutes ses devoirs. Ses courses, ses travaux l'ont abattue, brisée, non découragée ; elle a dû se retirer au château de Lascours, chez Louise, sa sœur cadette, mariée aussi à un Brancas, d'une autre branche. C'est là que Dieu l'a récompensée de toutes ses sollicitudes en lui accordant enfin le rétablissement de sa fortune. Après de graves considérations où elle se reproche « la mélancolie » dont elle s'est trouvée accablée « par le mauvais état où elle voyait ses affaires, » elle écrit alors d'une main pieuse autant que reconnaissante :

« Enfin le bon Dieu nous a fait la grâce de remédier à l'état de nos affaires, dans le temps que j'y pensais le moins. J'espère, moyennant sa grâce, de les régler dans quelques années. Mais il faut pour cela que la maison soit bien réglée ; il faut même épargner tout ce que l'on peut, car autrement on ne saurait lier les deux bouts dans les mauvaises années. Et puis on doit se priver de bien des choses, pour donner aux pauvres. »

Voilà ce que l'épreuve acceptée chrétiennement a fait de cette grande dame : une femme forte, économe, pieuse et bonne. Que de cœur, que de bonté chrétienne dans cette dernière phrase ! On sent que Madeleine, si froide en apparence, si pratique en affaires, ne pouvait voir un pauvre sans se sentir touchée au fond de l'âme. Et son émotion, sa conviction l'amenaient à se « priver pour lui. »

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICTION

POUR LA FÊTE DE L'ASSOMPTION : LES GRANDEURS
DE MARIE

Maria optimam partem elegit quæ non auferetur ab ea.
(S. Luc, x, 42.)

Dieu préféré à tout et tout le reste abandonné pour Dieu, c'est ce que loua le Sauveur dans Marie, sœur de Lazare, c'est ce que l'Eglise nous fait admirer aujourd'hui en Marie, mère de Jésus. Aussi bien est-ce là le principe et la cause de l'incomparable exaltation de cette Vierge très sainte que le ciel acclame comme sa reine et dont la terre salue avec tant de joie le triomphe et la gloire. Quelle gloire, en effet, et quel triomphe ! En ce jour, Marie triomphe de la mort : son glorieux trépas n'a pas d'autre cause que la charité divine ; elle triomphe du tombeau : en y descendant, sa chair virginale n'y subira point l'atteinte de la corruption. Bientôt Marie en sort pleine de vie ; elle paraît, nous dit saint Jean, revêtue des rayons du soleil, la lune est à ses pieds, des étoiles lumineuses forment son diadème. Les légions célestes accourent pour lui faire cortège et l'introduire dans le royaume éternel où son divin Fils l'attend pour la couronner d'honneur et de gloire. Lui-même se lève à son approche, il la conduit, aux acclamations du ciel tout entier, au trône éminent qu'il lui a préparé, il la fait asseoir à sa droite et lui confie une partie de sa puissance. Voilà ce que nous rappelle une fête, chère entre toutes à la piété chrétienne et dont les siècles se sont plu à accroître l'éclat et la magnificence.

Il est naturel en ce jour, il est convenable de vous entretenir des grandeurs de Marie. Mais que prétendons-nous, mes frères ? Une bouche mortelle pourrait-elle exprimer ce que le ciel et la terre ont jamais admiré de plus sublime ? Tout ce que nous nous proposons, c'est de vous donner une esquisse et comme un aperçu de ce que le Tout-Puissant a fait dans cette bienheureuse Vierge et qui lui faisait dire à elle-même dans l'élan de sa reconnaissance : « Oui, il est vrai que Dieu a opéré en moi de grandes choses ! *Fecit mihi magna qui potens est.* »

Où la véritable grandeur se révèle-t-elle, sinon dans l'assemblage des perfections naturelles, dans la sublimité des vertus, dans tout ce qui trahit une âme sage, éclairée, forte, généreuse ? Quiconque s'élève au-dessus du vulgaire par l'éminence du rang, les prérogatives singulières du talent ou du génie, la supériorité du pouvoir, l'éclat des services rendus, est grand à nos yeux. Ce qui force et obtient les applaudissements des hommes, ce qui est l'objet d'un culte particulier et sacré, nous apparaît également comme grand, comme digne de louange et d'admiration. Qu'opérera donc le rapprochement de ces différentes sources de grandeur ? Envisageons Marie ; elle réunit tout. La nature lui a prodigué ses dons, la grâce semble avoir épuisé pour elle ses largesses,

la divinité s'est en quelque sorte communiquée à elle. Perfections naturelles, vertus éminentes, rang sublime, voilà le principe et le fondement de la grandeur de Marie et ma première réflexion ; prérogatives étonnantes, pouvoir universel, culte particulier, voilà les marques sensibles et extérieures de cette grandeur et ma deuxième réflexion.

Daignez, ô Vierge sainte, seconder mes efforts et mettre sur mes lèvres des paroles capables d'entretenir, de fortifier dans l'âme de mes auditeurs ces sentiments de vénération et d'amour que nous vous devons à tant de titres. C'est la grâce que je vous demande, en vous disant avec l'ange : *Ave Maria.*

I

N'attendez pas de moi, chrétiens, que je relève ici la gloire de Marie par ces distinctions périssables qui excitent l'hommage et l'admiration des mondains. Ce n'est pas de fleurs si fragiles que je veux composer sa couronne : il en est d'une beauté plus réelle, plus solide, plus durable qui s'offrent à mes regards et que je veux mettre sous vos yeux.

Sans doute, tout ce que l'auteur de la nature pouvait réunir pour former une créature digne de lui, brilla en Marie. « A son aspect, disait saint Denis l'Aréopagite, je fus tellement frappé et saisi que j'aurais cru devoir l'adorer, si j'avais été moins instruit des droits de la divinité. » — « Beauté de Marie, s'écrie à son tour Gerson, beauté sans égale et qui renferme tout ce qu'il y a de beautés répandues dans les autres créatures ! » Mais ces qualités naturelles ne doivent nous frapper qu'autant qu'elles sont l'indice, le reflet d'une âme éminemment sainte et parfaite. Le prophète oubliant tout le reste, ne voit en Marie que cette gloire intérieure et cachée de l'âme : *Omnis gloria ejus filia regis ab intus.* (Ps. XLIV, 14). Lumières supérieures, sentiments élevés, prévoyance attentive, prudence consommée, tous les plus beaux dons de l'esprit et du cœur, ornent en effet l'âme de la Très-Sainte Vierge et en font le chef-d'œuvre des intelligences créées. Ainsi déjà, si nous nous en tenons à cette considération, nous voyons éclater en Marie une perfection idéale, une perfection surhumaine et toute céleste. En elle nulle ombre, nulle tache, nul défaut, tout est beauté, selon l'expression même de l'Esprit-Saint : *Tota pulchra es.* Disparaissez grandeurs et beautés profanes, si dangereuses pour qui les étale et s'en applaudit. De quelle modestie sincère, de quelle humilité profonde Marie enveloppe et voile aux yeux des hommes les merveilles dont Dieu l'a comblée dans son corps et dans son âme ! Précieux exemple pour tous ceux à qui a été départi quelque talent, quelque avantage naturel et qui seraient tentés de s'en prévaloir aux yeux des hommes. Qu'ils s'appliquent plutôt, ainsi que l'a fait Marie, à soutenir, à rehausser ces perfections fragiles et périssables, par la poursuite des vraies et solides vertus.

La vertu, mot effrayant pour les âmes terrestres et dominées par les sens, la vertu, chose inconnue de ceux-là même qui se flattent d'être les lumières de leur siècle ! Ils ne veulent rien admettre au-delà de la raison et de la nature ; mais trop souvent ils prennent pour voix de la nature, pour cri de la raison, des penchants, des goûts, des vices que la droite raison désavoue et contre lesquels la nature proteste. Réprimer, combattre toutes les tendances inférieures ; se porter dans des vues toujours pures et relevées, à ce qui est vrai, noble, excellent, à ce qui développe et perfectionne la nature ; tendre de toutes ses forces à cette perfection dont la réalité nous est révélée en Dieu ; voilà ce que nous appelons vertu, voilà par où Marie fut grande et très grande. Prévenue de la grâce de Dieu dès le premier instant de son existence, elle fut fidèle à cette grâce et y correspondit avec une ardeur, une constance admirable. Il lui fut demandé de grandes choses, elle les exécuta ; elle enchérit encore par des vertus, des actes héroïques où elle eut tout le mérite d'une volonté qui choisit et préfère le plus grand bien. Humilité profonde, virginité sans tache, ardente charité, il n'est pas en Marie de vertu que nous ne trouvions portée au plus haut degré. Quel modèle, mes frères ! s'il nous est impossible d'y atteindre, admirons du moins cette sainteté sublime et efforçons-nous d'en approcher.

Ici, mes frères, s'achèverait l'éloge de toute autre créature ; celui de Marie est à peine commencé. Aussi bien arrivons-nous à un caractère de grandeur qui n'est propre qu'à elle.

Une créature douée des plus rares perfections, ornée des plus éminentes vertus, sans doute était destinée à occuper un poste distingué : elle méritait de gouverner l'univers, de faire le bonheur, comme elle était l'ornement de l'humanité. Créons pour elle des mondes nouveaux et les soumettons à son empire, montrons-la à toutes les nations et voyons-les entraînées par ses charmes vainqueurs. Mais qu'est-ce que les nations soumises, les peuples subjugués, qu'est-ce que les royaumes et leurs richesses, la terre et ses trésors ? Rien de tout cela ne peut approcher de ce qui est réservé à Marie. Le Verbe éternel devient, veut être le fils de Marie ; Marie devient la Mère de Dieu. Dignité ineffable et unique et le comble de toutes les grandeurs créées ! Dieu puissant, vous pouviez créer des cieux plus admirables, une terre plus riche et plus vaste, vous ne pouvez élever aucune créature à une maternité plus grande. *Majorem matrem non potest facere.* (S. Bonaventure.) Marie est donc, non pas Dieu, mais ce qui est le plus rapproché de Dieu, mais la plus parfaite image de la divinité. De là pour elle ces prérogatives étonnantes, ce pouvoir universel, ce culte sacré qui sont le développement et les insignes de sa grandeur et feront le sujet de la seconde partie de ce discours.

II

Il entrait dans les desseins de Dieu que Marie

déjà grande par ses perfections naturelles, par ses vertus éminentes et par la dignité sublime de Mère d'un Dieu, parût grande à nos yeux et fixât nos hommages.

Rien n'était encore et Marie était présente à l'adorable Trinité. L'Eglise ne craint pas de lui appliquer ces paroles étonnantes de Salomon : « C'est de toute éternité que mon existence est arrêtée dans les décrets de Dieu ; dès le commencement j'ai paru devant lui, il s'est occupé de moi, il m'a placée dans son esprit et son cœur, *ab aeterno ordinata sum.* » Depuis l'origine du monde et dans toute la suite des siècles nous voyons Marie promise, annoncée et figurée. Elle est cette arche qui préserve du déluge, elle est cet arc tracé dans les nues, où les rayons du soleil de justice sont développés et annoncent par l'harmonie et la variété des couleurs le règne de la paix ; elle est ce buisson ardent que les flammes enveloppent et respectent ; l'arche d'alliance tracée par Dieu à Moïse pour être la protection et le salut du peuple hébreu ; la tour élevée par David comme un rempart inexpugnable contre ses ennemis ; elle est ce trône de Salomon, trône élevé et glorieux, siège de la sagesse incréée.

Une enfant annoncée et promise sous des figures si expressives et si brillantes, va sans doute paraître avec cette magnificence que donne la richesse, le faste et la noblesse des aïeux ? Voilà ton écueil, vanité mondaine, et par où Dieu se plaît à te confondre. Ce qui précéda Marie, devait frapper les esprits et les rendre attentifs. Elle arrive, et pour elle il est un genre de grandeur inconnu au monde, mais non moins réel et admirable ; ce n'est pas ce qui, d'ordinaire, ravit, surprend, éblouit ; ce sont des distinctions, des privilèges d'un ordre plus élevé. L'œil de l'homme ne sait point les distinguer, mais la foi se plaît à les contempler. Marie sort d'un sang illustre, mais dans une branche obscure et presque ignorée : nul caractère distinctif ne signale son berceau, ni opulence, ni rang, ni dignité. Mais le ciel lui réserve un don d'un prix inestimable. Par une faveur insigne, Marie est, dès le premier instant de sa conception, préservée de la tache originelle. Rare et singulier privilège, sans doute ! Mais tout ce que Dieu pouvait en faveur de Marie, s'écrie un célèbre docteur, n'a-t-il pas dû le réaliser : *Potuit, ergo fecit.*

Après cela faut-il nous étonner de la ressemblance frappante qui se rencontre entre Jésus et sa sainte Mère. Jésus est impeccable par nature, Marie l'est par grâce. Jésus est la sagesse infinie, Marie est son trône, *sedes sapientiæ*. Jésus est la voie qui conduit au ciel, Marie en est la porte, *janua cæli*. Jésus est le soleil de justice, Marie est la Mère de la grâce, l'étoile du matin, *stella matutina*. Lorsque Jésus souffre, Marie est dans la douleur, *stabat juxta crucem*. Jésus triomphe de la mort, Marie n'en éprouve point les terreurs. Comme celui de Jésus, son corps descend au tombeau, mais sans ressentir ni altération, ni di-

vision, il reste incorruptible. Après trois jours, Jésus ressuscite, après trois jours Marie est par Jésus rendue à la vie. Jésus monte au ciel en présence de ses apôtres; ils sont réunis par un prodige pour être témoins de l'Assomption de Marie. Jésus est assis à la droite de Dieu, et Marie est, en corps et en âme, à la droite de son Fils.

Vierge privilégiée, ne deviez-vous pas dès lors devenir la plus puissante des créatures! Fille bien-aimée de Dieu, ce que peut un enfant auprès d'un père tendre et dévoué, vous le pouvez et vous l'obtenez et votre puissance d'intercession n'a d'autres bornes que celle de l'amour du Père pour vous. Mère du fils le plus parfait, d'un fils qui est Dieu, pourriez-vous essayer des refus? revêtue du droit naturel de mère sur ce fils, ayant exercé sur lui l'autorité, le pouvoir de mère, n'avez-vous pas un titre sacré à exiger, à prescrire, à vouloir même, s'il était possible, contre lui?

Ainsi, mes frères, la toute-puissance de Dieu se trouve en quelque sorte entre les mains de Marie, elle l'exerce sur tout ce qui existe; les anges, les hommes lui sont soumis et doivent reconnaître son empire. Cherchez, imaginez ce qu'il y a de plus rare, de plus frappant dans l'ordre naturel, dans les événements profanes, ce qu'il y a de plus inattendu dans l'ordre surnaturel, partout vous trouverez des grâces signalées obtenues par l'intercession de Marie. Maintes fois son influence se manifeste au milieu des événements où l'habileté humaine succombe. Les schismes et les hérésies déchirent-ils le sein de l'Eglise, Marie en délivre ses enfants, *cunctas hæreses sola interemisti*. Des ennemis impies et redoutables menacent-ils la chrétienté, Marie fait remporter contre eux de décisives victoires.

O France, toujours tu as reçu des preuves de cette bienfaisante protection. Tes annales le proclament. Marie t'a aimée plus que les autres nations. De nos jours encore, malgré nos infidélités et nos malheurs, Marie n'a-t-elle pas multiplié sous nos yeux le témoignage de sa maternelle bonté : lumineuses apparitions, mystérieux avertissements, tendres reproches, encouragements au repentir et à la prière? Ah! plus que jamais, fidèles à nos saintes traditions, appliquons-nous à demander à la reine des cieux et de la France, les grâces privées et publiques qu'un cœur chrétien et français peut et doit désirer. Restons, restons étroitement unis de cœur à celle dont la protection est le rempart de nos croyances et la meilleure défense de notre nationalité.

Mais si telles sont les prérogatives de Marie et les bienfaits qu'elle ne cesse de répandre, comment pourrions-nous ne pas lui payer un large tribut d'admiration, d'amour et de reconnaissance? Il faut le dire, mes frères, le peuple chrétien n'a pas manqué à ce grand devoir. *Vive Marie, Mère de Dieu!* c'est le cri que firent retentir, dans un jour mémorable, les habitants d'une grande cité, et ce cri est resté l'expression vraie du culte de l'Eglise envers la Très-Sainte Vierge, culte tout

plein de généreuse ferveur et d'ardent enthousiasme. C'est l'amour et le culte de Marie qui a inspiré à nos saints docteurs, aux Cyrille, aux Ephrem, aux Ambroise, aux Anselme, aux Bernard, aux Bossuet et à tant d'autres leurs pages les plus suaves et les plus sublimes. C'est l'amour et le culte de Marie qui a enfanté la plupart des chefs-d'œuvre que le monde admire, et surtout ces splendides cathédrales, ces NOTRE-DAME, dont les pierres antiques chantent la foi de ceux qui les ont élevées à la gloire de la Mère de Dieu. Quelles formes n'a pas revêtues la piété envers Marie? Oublierai-je ces pèlerinages si touchants, ces gracieux sanctuaires que l'on rencontre partout et où tant de générations sont venues s'agenouiller, prier, demander le secret de toutes les vertus et de tous les dévouements. Oui, Marie a droit à un culte particulier, et si jamais culte ne fut mieux fondé, jamais non plus culte ne fut plus fort, plus vivace et plus profondément gravé au cœur des chrétiens. Tournons-nous donc, mes frères, vers cette Vierge incomparable, et unis à tout le peuple fidèle, offrons-lui avec nos hommages nos plus ardentes prières.

Reine du ciel et de la terre, vous êtes la douceur de nos jours et notre espérance, *dulcedo et spes nostra*, nous vous saluons. Vers vous s'élèvent nos soupirs et nos cris, de cette vallée où tout est combat, misère, larmes et désolation, *ad te clamamus, exsules*. Ne vous laissez pas, ô vous qui êtes notre bienfaisante patronne, laissez encore tomber sur nous ces regards, regards de tendresse et de miséricorde, qui purifient les cœurs, sanctifient les âmes, opèrent le salut, *illos tuos misericordes oculos ad nos converte*. Que l'union, la ferveur, le zèle de la vérité et des bonnes œuvres fassent de plus en plus régner votre Fils et bénir votre nom parmi nous! Et que ce nom sacré soit pour tous ceux qui m'entendent un aliment de douceur pendant la vie, un motif de confiance à la mort, un titre à voir Jésus votre Fils, à partager ses triomphes et les vôtres durant l'éternité. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. de l'Index

DECRETUM

Feria VI die 14 decembris 1888.

Sacra Congregatio Eminentissimorum ac Reverendissimorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium a SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO LEONE PAPA XIII Sanctæque Sede Apostolica Indici librorum praviæ doctrinæ, eorumdemque proscriptioni, expurgationi, ac permissioni in universa christiana Republica prepositorum et delegatorum, habita in Palatio Apostolico Vaticano die 14 decembris 1888 damnarit et damnat, proscripsit proscribitque, vel alias damnata atque proscripta in Indicem librorum prohibito-

rum referri mandavit et mandat quæ sequuntur Opera :

Trattato di diritto internazionale di Augusto Pierantoni, professore ordinario della R. Università di Roma. Vol. I. Prolegomeni. Storia dell'antichità al 1400. Roma, Forzani e C., tipografi del Senato, 1881.

Juan Montalvo. El Espectador. Tomo tercero, 15 de Marzo de 1888. Paris, libreria Franco-Hispano-Americana. J. Y. Ferrer, 1888.

La question sociale et les Partis politiques — Solutions scientifiques — Collectivisme et Progressisme, par Er. Horion, docteur en sciences, médecine, chirurgie etc., docteur spécial en sciences chirurgicales. — *Decr. S. Off. Fer. IV die 12 Septembris 1888.*

L'abbé Roca, chanoine honoraire, ancien élève de l'Ecole des hautes études des Carmes. — Le Christ, le Pape et la Démocratie. Paris, Garnier frères, éditeurs, 1884. *Decr. S. Off. Fer. IV die 19 septembris 1888.*

— La crise fatale et le salut de l'Europe. — Etude critique sur les missions de Saint-Ives. Paris, etc. 1885. *Eod. Decr.*

— La fin de l'ancien monde, les nouveaux cieux et la nouvelle terre. Paris, Jules Levy, libraire éditeur, 1886. *Eod. Decr.*

Datum Romæ die 17 decembris 1888.

PLACIDUS MARIA card. SCHIAFFINO præf.

FR. HIERONYMUS PIUS SACCHERI Ord.
Præd. S. Ind. Congreg. a Secretis

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Ayez la bonté de me dire si on peut faire le dimanche qui en suit l'incidence, la solennité des patrons des églises annexes aussi bien que des églises paroissiales.

R. — La sacrée Congrégation des Rites interrogée si l'on devait célébrer, le dimanche qui suit l'incidence de la fête patronale, la solennité de cette fête dans les oratoires publics comme dans les églises paroissiales, répondit qu'on le devait, pourvu qu'on eût la coutume d'y chanter les offices :

« Affirmative, dummodo de more in festis cantetur. » (22 juin 1848, n. 5137, ad 4 ; pour Tournai).

Si l'on doit célébrer la fête du patron dans les oratoires publics, à plus forte raison dans les annexes.

Dans votre question vous parlez des *patrons des églises annexes*. Vous voulez sans doute dire *patrons des annexes*.

Au reste, si les annexes avaient la coutume de célébrer la solennité des *patrons d'églises*, elles pourraient facilement faire légitimer cette coutume.

Q. — J'ai quelquefois entendu terminer la seconde oraison de l'antienne *Alma Redemptoris* à ces mots : *Suscipere Dominum nostrum Jesum Christum*. La conclusion est-elle complète ? ou faut-il ajouter *Filium tuum qui tecum*, etc. ?

R. — La conclusion est incomplète ; il faut ajouter *Filium tuum*, mais rien de plus. Toutes les éditions que nous avons pu voir, romaines, françaises, allemandes, belges, etc., sont uniformes.

Q. — Que faut-il entendre par *messe de Requiem non solennelle* à laquelle selon un *Ordo* on pourrait dire la *messe quotidienne* avec trois oraisons, sans être obligé de dire la *prose* ?

Peut-on par cette messe entendre une messe chantée sans diacre ni sous-diacre et avec le moins de solennité possible, alors que d'*ordinaire* dans cette église on chante presque toutes les messes avec diacre et sous-diacre ?

La coutume ou l'épique peut-elle autoriser cette messe ainsi chantée sans prose, mais avec trois oraisons ?

2^e Pourquoi la conclusion de l'oraison « *Deus qui salutis æternæ* » est-elle plus courte si cette oraison est dite après l'antienne « *Alma Redemptoris* » que si elle est dite comme oraison de la fête de la Circumcision ?

R. — Ad I. Pour connaître sûrement le sens de ces mots, il faudrait s'adresser au rédacteur de cet *Ordo*. Nous présumons que par ces mots *messe non solennelle*, il veut dire messe basse, et alors la solution est vraie.

Si au contraire il entendait une messe *chantée*, même sans pompe, la solution serait fautive, car alors on devrait ne dire qu'une seule oraison, et on serait obligé de dire la prose. Telle est la règle invariable pour toute messe de *Requiem* chantée, comme nous l'avons montré péremptoirement dans l'*Ami du Clergé*.

Ad II. Les oraisons ordinaires du bréviaire et du missel ont les conclusions longues, parce que ce sont les oraisons des offices eux-mêmes. Les antennes finales de la Sainte-Vierge ne sont qu'un appendice des offices, et pour cela ont les conclusions brèves.

Q. — Cette année, l'Immaculée-Conception tombe le 2^e dimanche de l'Avent. En quel jour doit-on la faire ?

R. — On doit la célébrer le 2^e dimanche, parce qu'elle est maintenant fête de première classe. Les difficultés que vous apercevez, et que nous croyons devoir omettre, viennent de ce que vous vous appuyez sur les anciennes rubriques, lesquelles ont été réformées, au titre de *Commemorationibus*, titre IX.

Il n'est plus possible aujourd'hui de traiter la question des occurrences et des translations, si l'on n'a pas en main les nouvelles Rubriques. En 1882, 1883, etc., l'*Ami du Clergé* a fait connaître les nombreuses modifications introduites dans les anciennes Rubriques par suite du bref pontifical *Nullo unquam*.

Q. — Je lis dans des *Revue*s ou Semaines religieuses que les chapelles des Petits-Séminaires en général sont considérées comme publiques, et qu'on doit célébrer la

fête des titulaires sous le grade de 1^{re} classe avec octave. On affirme qu'il y a un décret dans ce sens, et que ce décret a été confirmé par un nouveau décret. Voudriez-vous nous donner ces décrets ?

R. — Nous ne connaissons ni l'un ni l'autre de ces décrets, et nous ne pensons pas qu'ils existent. Priez ces Revues et Semaines religieuses d'en donner le texte.

La seule chose qui soit décrétée, c'est que les chapelles de séminaires, lorsqu'elles sont consacrées, ont droit à ce qu'on célèbre les fêtes de la dédicace et du titulaire de la chapelle. Mais il faut qu'elles soient consacrées. On ne le pourrait pas si elles étaient simplement bénites, comme nous l'avons suffisamment démontré dans le dernier numéro de l'*Ami du Clergé*.

Q. — Pendant le *Gloria in excelsis*, doit-on s'incliner au verset *Gratias agimus tibi*, etc. ?

R. — Oui, l'on doit s'incliner et se découvrir à *Gratias agimus tibi*. Mais il faut observer qu'on ne doit pas le faire pendant tout le verset, mais seulement aux trois premiers mots, *Gratias agimus tibi* ; car le missel romain est très formel.

« Cum dicit (sacerdos) *adoramus te, gratias agimus tibi, caput cruci inclinat.* » (Ritus celebrandi missam, Titre IV, n. 3.)

Les meilleurs liturgistes, nous dirions presque l'unanimité des liturgistes donnent la même interprétation que nous.

Par conséquent il faut abandonner le sentiment des autres auteurs, aussi bien que la pratique suivie dans un grand nombre d'églises et d'établissements religieux où l'on reste découvert et incliné pendant les mots *propter magnam gloriam tuam*.

Cette observation s'applique également au prêtre qui dit le *Gloria*. Il doit relever la tête après le mot *tibi*.

Q. — La fête du Sacré-Cœur de Jésus vient d'être élevée au rang de double de 1^{re} classe. Je n'ai que la traduction donnée par le journal le *Monde*, je n'ai pas le texte latin du décret. Je pense que vous le connaissez et que vous le donnerez ; voici la traduction donnée par le *Monde* :

« Dans l'occurrence de la fête du Sacré-Cœur de Jésus avec le dernier jour de l'octave de la Fête-Dieu, les vêpres seront tout entières de l'octave, sans aucune commémoration, vu le caractère spécial de l'une et de l'autre fête. »...

Voici maintenant notre calendrier :

12 juin. S. Léon III, pape et conf. double.

13 juin. S. Antoine de Padoue, conf. double.

14 juin. S. Basile, év. conf. et doct. double.

La fête du Sacré-Cœur est élevée au rit double de 1^{re} classe. Comment ordonner l'office ? Pourrait-on mettre ainsi ?

12 juin. Vesp. de oct. SS. sacram. sola com. S. Leonis III. De S. Antonio de Padua nihil hoc anno.

13 juin. SS. Cordis Jesu, dupl. 1 cl. sine com. — In vesp. com. S. Basilii.

R. — Votre rédaction nous semble très exacte.

Q. — 1^o Les nappes d'autel *damassées* sont-elles l'objet d'une prohibition ?

2^o Peut-on sur la grande nappe d'autel dite à la romaine placer une nappe ayant les dimensions de l'autel ? Ce procédé aurait pour raison d'être l'économie résultant de ce que la petite nappe supérieure changée tous les huit ou quinze jours permet de conserver la grande nappe deux ou trois mois dans un état de propreté convenable.

R. — Ad I. Non, elles ne sont pas prohibées. On s'en sert même à Rome, au moins dans les fêtes solennelles.

Ad II. D'après la rubrique, c'est la nappe supérieure qui doit être la plus longue des trois et qui doit retomber jusqu'à terre :

« Hoc altare operiatur tribus mappis seu tobaleis mundis ab episcopo vel alio habente potestatem benedictis, superiori saltem oblonga, quæ usque ad terram pertingat, duabus aliis brevioribus vel una duplicata. » (Rubr. gen. missal., T. XX.)

Pour conserver la propreté de la grande nappe, il importe de la couvrir, en dehors du temps de la messe, d'une housse, soit en laine soit en toile, qui soit elle-même très propre.

Q. — Permettez-moi, à titre d'abonné à votre excellent journal l'*Ami du Clergé*, de venir vous demander s'il y a un décret tout récent de la Sacrée Congrégation des Rites autorisant un prêtre étranger à dire la messe en noir (*un jour de rit double pour lui*), dans une église toute tendue de noir dont tout le clergé, le *rit du jour* le permettant, y célèbre en noir ?

Je vous serais reconnaissant si vous pouviez bientôt, M. le Directeur, me faire une prompte réponse.

A défaut de décret, la réponse que vous avez faite en 1884, vol. 6, pag. 4, col. 2, quest. « Mgr l'Archevêque de Paris... » Cette réponse, ou plutôt l'adoucissement à cette réponse que vous manifestez dans la dernière phrase : « Toutefois, nous ne les condamnerions pas si, pour éviter de scandaliser les fidèles, ils avaient cru devoir se conformer à leurs confrères. » Cette réponse, dis-je, la maintiendrez-vous également si ce prêtre étranger avait, d'après l'*Ordo* de son diocèse ou de son ordre s'il est religieux, un office double de première classe. La raison de la possibilité du scandale des fidèles n'est-elle pas la même dans l'un comme dans l'autre cas ?

R. — La question que vous nous proposez est aussi grave que pratique. Ainsi que vous le rappelez, on nous avait adressé une question analogue en 1884. Nous n'avions pas osé nous prononcer nettement, parce que nous nous trouvions en face de deux décrets opposés, l'un de 1746, l'autre de 1866.

D'après le premier, tout prêtre, soit régulier, soit séculier, qui aurait un office double, et qui dirait la messe dans une église étrangère où l'office est semi-double, devait prendre la messe conforme à son office. Ce décret était clair. Le chapitre de l'église royale de Varsovie avait ainsi exposé le cas à la Sacrée Congrégation des Rites :

« Cum contingat sapius in Ecclesiis Regularium vel aliis, præsertim in die obitus seu Anniversario defunctorum, Missas celebrari a confluentibus sacerdotibus, supplicatur declarari : an sacerdotes qui recitant Officium de festo duplici confluentes ad Ecclesias sive Regularium, sive aliorum, ubi dicitur Officium de semiduplici, possint ibi dicere Missas privatas defunctorum ?

La Sacrée Congrégation avait répondu : *Negative*. (7 mai 1746, n. 4181, ad 13.)

Ainsi la réponse était catégorique. Aussi l'enseignement des liturgistes était uniforme. Ils disaient : Vous avez récité un office double et vous allez dire la messe dans une église qui n'a qu'un office semi-double ; vous devez dire la messe conforme à votre bréviaire, et vous ne pouvez pas dire la messe de *Requiem*, parce que vous êtes lié par votre office, qui est double.

Mais en 1866, la Sacrée Congrégation donna une solution absolument opposée, ainsi qu'on peut en juger par la question suivante que la Sacrée Congrégation se posa elle-même, et par la réponse qu'elle fit :

Est-il licite aux prêtres qui ont récité un office double, de réciter la messe de *Requiem* dans une église étrangère où l'office n'est pas double, et où l'on célèbre soit un anniversaire, soit les funérailles d'un défunt, le corps présent :

« An sacerdotibus, qui recitaverunt Officium alicujus sancti duplicis, licitum sit celebrare Missam de Requie in aliena Ecclesia, ubi non dicitur Officium duplex, imo fiunt exequiæ pro aliquo defuncto præsentæ corpore, vel Anniversarium ? »

La Sacrée Congrégation répondit : *Affirmative*. (4 mars 1866, n. 5358, ad 3.)

La réponse est évidemment opposée à celle de 1746. Comment expliquer cette opposition ? La Sacrée Congrégation a-t-elle voulu réellement révoquer le décret de 1746 ? Il nous le semblait ; mais elle ne le disait pas, et ne faisait même pas allusion à ce décret. De là l'hésitation que vous avez remarquée dans notre réponse de 1884.

Aujourd'hui nous savons que la Sacrée Congrégation a voulu purement et simplement révoquer le décret de 1746.

Par conséquent tout prêtre qui va dire la messe dans une église étrangère où l'office est semi-double ou au-dessous, et où l'on célèbre des funérailles *corpore præsentæ*, ou même un simple anniversaire, peut, *licitum est*, dire une messe de *Requiem*, lors même qu'il aurait récité un office double.

On voit combien cette solution est importante, car jusqu'à ces derniers temps les auteurs donnaient un enseignement contraire, et les églises suivaient cet enseignement, en se basant sur le décret de 1746 qui faisait loi.

La Sacrée Congrégation a cru devoir changer sa discipline, sans doute pour qu'il y ait complète uniformité dans l'église qui célèbre des funérailles ou des anniversaires.

Bien que le décret ne parle que des anniversaires nous pensons qu'il en est de même pour les services de septième et de trentième jour, attendu que la raison est la même.

Vous nous demandez si la solution serait la même dans le cas où le prêtre qui dit la messe dans cette église étrangère, aurait un office double de première classe. Nous croyons devoir répondre affirmativement, d'après l'adage bien connu :

« Ubi lex non distinguit, nec non distinguere debemus. »

Q. — Vous avez publié dans le numéro 36 de l'*Ami du Clergé* (6 septembre 1888), une décision par laquelle les associés du scapulaire de l'Immaculée-Conception, qui récitent six fois le *Pater*, l'*Ave* et le *Gloria Patri*, peuvent gagner chaque fois (*toties quoties*) les indulgences accordées à ceux qui visitent les sept basiliques de Rome, l'église de la Portiuncule à Assise, etc. Or un auteur de théologie morale que vous connaissez sans doute déjà, et dont la théologie commence à se répandre universellement, semble contredire votre manière de voir, ou du moins la tenir pour douteuse : c'est Lehmkühl S. J. Veuillez avoir la bonté d'examiner la note au bas de la page 393, 2^e volume, 3^e édition.

Je vous serais bien reconnaissant, si vous vouliez avoir la bonté de me dire si l'argument de l'auteur change votre manière de voir, et de me le communiquer au plus tôt par la voie de l'*Ami du Clergé*, car plusieurs personnes s'étant présentées pour se faire admettre dans la confrérie du scapulaire de l'Immaculée-Conception, je me propose de les recevoir le 25 mars prochain, et comme je dois leur parler en même temps des indulgences qu'on peut gagner, vous me rendrez un grand service en me faisant connaître dans le prochain numéro de l'*Ami du Clergé* votre dernière décision.

R. — Nous ne partageons pas les doutes du savant Jésuite, et les raisons qu'il allègue ne nous font pas changer d'opinion. C'est peut-être téméraire de notre part ; mais nous allons exposer nos motifs, et nous pensons qu'ils ne seront pas sans poids auprès de nos lecteurs. La théologie du P. Lehmkühl n'étant pas entre toutes les mains, nous sommes obligés de citer entièrement la note, quoiqu'elle soit longue. Dans la 4^e édition que nous avons consultée, elle se trouve à la page 396.

« Nuper in dubium vocatum est, num revera omnes illas indulgentias, non *partiales* tantum — nam de his non est dubium — sed etiam *plenary*, quæ illorum locorum visitatione annexæ sunt, fideles possint lucrari *toties quoties*, idque siminüs sibi, saltem defunctis. Atque negativa sententia Romæ prævaluit.

« Ratio dubitandi est decretum Innoc. XI. 7 martii 1678, *Delatæ sæpius* (Decr. authent. n° 18), quod servandum esse etiam relate ad indulgentias cærulei scapularis, ipsa S. Congr. et Pius IX expresse edixerant : « Decret. authent. n° 374 et rescripta auth. summ. 57, scil. pag. 577 in nota. » Sed hoc decretum in ipso illo authent. summario loc. cit. sic exhibetur, ut indulgentiam *pro vivis* concessam in certum diem locum pium visitantibus non posse acquiri dicatur nisi semel. Quod si ita est, facile intelligitur, id non ob stare, quin indulgentiæ illæ, etiam plenariæ, acquiri possint pluries defunctis. At verba ipsius decreti eam restrictionem, *pro vivis* non expriment, sed dicitur absolute : « Semel autem dumtaxat in die plenariam indulgentiam in certos dies ecclesiam visitantibus concessam, vel aliud pium opus peragentibus, lucrificari. » Num igitur S. Congr. erravit in exhibendo et explicando illo decreto ?

« E contrario rationem videmus affirmandi, non verba quidem adamussim esse servata, *sed sen-*

sum. Sacra enim Congr. probè sciens, decreta favores restingentia esse strictæ prorsus interpretationis, videtur perpensis, verbum illud, *lucrifieri*, si late sumatur, dicere, sive sibi sive defunctis acquirere; si strictiore sensu, solum sibi acquirere: nam qui pro defunctis acquirit indulgentiam, remissionis pœnarum temporalium-lucrum non facit, sed eam in alios transfert. Imo videtur etiam alio modo ostendi posse, indulgentias confratribus cœrulei scapularis pro recitando 6 *Pater*, etc., concessas, etiam plenarias (quanquam fortasse non omnes), pluries in die acquiri posse. Nam decretum illud Innoc. XI, loquitur de indulgentiis in *certos dies concessis*. Si quæ igitur indulgentiæ plenariæ pro visitatione basilicarum urbis compo-
st, etc., in *certos dies* tantum concessæ sunt, hæ a confratribus cœrulei scapularis semel tantum in die acquiri possunt; quæ autem sine certorum dierum determinatione, eas pluries in die a confratribus 6 *Pater* etc., recitantibus acquiri posse existimo. Atque cum hac explicatione videtur plane consentire, quod habetur in summario indulgent. Ordinis Seraphici (*Rescript. authent. summar.* 15, n. 8), quo eadem indulgentiæ recitantibus 6 *Pater*, etc., coram SS. Sacramento concessæ exhibentur, idque ita, *ut sæpius in die acquiri possint, utpote quæ non habent determinationem aut limitationem temporis*. At, re manente dubiâ, authentica decisio desideratur. »

Il s'agit d'interpréter le décret du 14 avril 1856 et celui du 7 mars 1678, auquel il renvoie. Nous les citons d'abord l'un et l'autre.

a) *Décret du 14 avril 1856*: « ... 3^o An indulgentias de quibus in superioribus dubiis, lucentur toties quoties, et an in quocumque loco preces fuderint? »

« RESP. Ad 3^m. Affirmative, juxta votum consultoris, nempe servato decreto Sacra Congregationis die 7 Martii 1678 approbato ab Innocentio XI, cuius initium *Delatæ sæpius* 1. »

b) *Décret du 7 mars 1678*. Ce décret renferme un grand nombre d'indulgences déclarées apocryphes. Sur la fin on trouve les deux clauses suivantes relatives aux concessions faites ou à faire :

« Indulgentias vero Stationum Urbis, quæ a Romanis Pontificibus singulari quodam beneficio vel communicatæ sunt, vel communicabuntur interdum aliquibus locis, Ordinibus aut personis, diebus tantum stationum in Missali romano descriptis suffragari posse declarat: semel autem dumtaxat in die plenariam indulgentiam in certos dies ecclesiam visitantibus concessam vel aliud pium opus peragentibus lucrificari 2. » En d'autres termes « les indulgences des stations de Rome que les Souverains Pontifes par privilège spécial ont communiquées ou pourront communiquer à certains lieux, à certains ordres ou à certaines personnes ne peuvent se gagner que les jours de stations désignées dans le Missel romain; et l'indul-

gence plénière accordée à ceux qui visitent une église en certains jours ou qui font quelque autre œuvre pie ne peut se gagner qu'une fois par jour. »

Il y a, entre ces deux décrets, une apparence de contradiction; celui de 1678 semble refuser ce qu'accorde celui de 1856. En effet, si les indulgences attachées à la visite d'une église ou à une œuvre pie ne peuvent *en toutes circonstances*, être gagnées qu'une fois par jour, il n'y a donc pas lieu à la concession *toties quoties*. Pour faire disparaître cette contradiction l'auteur des *Rescripta authentica* de la Sacrée Congrégation des Indulgences a inséré dans le Sommaire des Indulgences du Scapulaire de l'Immaculée-Conception une note qui explique le décret de 1678: « Juxta memorandum decretum indulgentia plenaria *pro vivis* concessa in diem certum, ecclesiam locumve visitantibus, non acquiritur nisi semel in die 1. »

Le P. Lehmkuhl fait remarquer que la note renferme deux mots importants qui ne se trouvent pas dans le décret de 1678; c'est la restriction *pro vivis*. De là pour lui un doute sur la valeur de cette remarque.

Pour nous nous croyons voir dans cette note une interprétation *authentique* des deux décrets. Voici nos preuves. Nous les tirons :

1^o Du décret d'approbation qui se trouve en tête des *Rescripta*: « Sacra Congregatio... concessionibus indulgentiarum contentas sive in Rescriptis proprie dictis sive in summariis, prouti ista in hoc volumine jacent post collationem cum originalibus in tabulario ejusdem Sacre Congregationis adservatis peractam, uti authenticas recognovit, et typis imprimi atque publicari posse permisit. »

Les sommaires sont donc approuvés *prouti ista in hoc volumine jacent*. Or, la note explicative sans se trouver dans le corps du sommaire, fait cependant un tout avec lui, et elle a été soumise en même temps que lui à l'approbation de la Sacrée Congrégation; ce qui lui confère une sorte d'authenticité.

2^o Du *votum* du Consulteur. La réponse du 14 avril 1856 est ainsi conçue: *Affirmative, juxta votum Consultoris*. Cette clause indique, croyons-nous, que la Sacrée Congrégation adopte les conclusions du Consulteur, avec les explications qu'il en donne. C'est donc au *votum* du Consulteur qu'il faut se reporter pour avoir le sens complet de la réponse.

Les *Analecta* ont publié des extraits de ce *votum*; ils sont de nature à dissiper tous les doutes au sujet de la question que nous traitons. Le Consulteur donne, dans deux passages, l'interprétation du décret de 1678. Le premier concerne les Tertiaires de Saint-François; car il était aussi question d'eux dans le décret de 1856.

« Exceptis Indulgentiis plenariis concessis in certos dies ecclesiam visitantibus, vel aliud pium opus agentibus, quæ semel tantum in die lucrari

¹ *Decr. auth.* n. 374.

² *Decr. auth.* n. 18.

¹ *Rescripta auth. S. Cong. Ind.* p. 577.

queunt, prout cavetur decreto Sacrae Congregationis Indulgentiarum 7 mart. 1678 (*Delatae saepius, ab Innocentio XI confirmato*), de cæteris, etiam plenariis, quæ non in certos dies, sed absolute ecclesiam, locum etc., visitantibus conceduntur, de his, inquam, *nulla lege cautum invenio contrarium*; hoc est quod non possint lucrari *toties quoties*. » Le consulteur en conclut donc qu'ils peuvent gagner certaines indulgences *toties quoties*. Il apporte en outre comme preuve l'interprétation donnée depuis longtemps par les Franciscains au décret de 1678 :

« *Quia id habet maxime inter franciscas observantes consuetudo non nova* ¹. »

Cette coutume ancienne, *consuetudo non nova*, est consignée dans le Sommaire des Indulgences de l'Ordre séraphique approuvé par la Sacrée Congrégation des Indulgences le 20 juillet 1841 ². Le P. Lehmkuhl en cite quelques mots ; nous donnons le passage complet pour permettre de le mieux comprendre.

« *Hæc statio indulgentiæ dicendo supradicta Pater noster, etc... ante altare sanctissimi Sacramenti, acquiri potest saepius in die, eodem prorsus modo, quo eam lucraretur quicumque religiosus, qui personaliter visitaret Ecclesias Romæ, Hierosolymorum, Compostellæ, et Portiunculæ, perinde atque acquiruntur indulgentiæ perpetuæ quæ non habent limitationem aut determinationem temporis, ut affirmant Angelicus doctor S. Thomas, Corduba, Toledo, Henriquez, aliique.* »

La constitution *Misericors Dei Filius*, en supprimant la communication des privilèges, a privé par là même les Tertiaires de la faculté de gagner cette indulgence ; mais les explications du consulteur conservent la même autorité.

Le consulteur examine la même question par rapport aux associés du scapulaire de l'Immaculée-Conception. Il se demande s'ils peuvent gagner les indulgences des sept basiliques de Rome, de la Portiuncule, de Jérusalem et de Saint-Jacques de Compostelle *toties quoties et ubivis fundant se Pater, Ave, Gloria Patri*. Voici sa réponse :

« *Respondeo quoad reliqua duo affirmative* ; hoc est sodales præfatos consequi indulgentias sibi concessas *toties quoties, et ubivis recitent preces consuetas, seu præscriptas, videlicet sex Pater, Ave et Gloria*, idque cum limitationibus pro tertiariis assignatis, stante decreto S. Congregationis Indulgentiarum (7 martii 1678) quod *indulgentia plenaria pro vivis concessa in diem certum, ecclesiam, locumve visitantibus non lucratur nisi semel...* »

On ne peut rien de plus clair : on peut donc gagner *toties quoties* toutes les indulgences pour les défunts, et même, parmi les indulgences pour les vivants, celles qui ne sont pas concédées *in diem certum, ecclesiam locumve visitantibus*.

C'est ainsi que l'avait compris M. Pallard. Dans

la première édition de son *Recueil des Tiers-Ordres...*, publié en 1863, on lit à propos du point qui nous occupe : « L'indulgence plénière pour les *vivants* accordée à ceux qui visitent quelque église ou quelque autre lieu, en un jour déterminé, ne s'acquiert qu'une fois. *Innocent XI, 7 mars 1678* ¹. »

Tels sont les motifs qui nous enlèvent tout doute au sujet du privilège des associés du scapulaire de l'Immaculée-Conception par rapport aux indulgences plénières. Ajoutons que la S. Congrégation les autorise à appliquer aux défunts toutes les indulgences des sept Basiliques de Rome, de la Portiuncule, de Jérusalem et de saint Jacques de Compostelle. C'est ce que nous trouvons encore dans le décret du 14 avril 1856 :

« ... 6^o An denique hæ ipsæ indulgentiæ omnes animabus in Purgatorio detentis applicari possint ?

« RESP. Ad 6^m. Affirmative. »

Nous croyons pouvoir en conclure que, pour celui qui a l'intention d'appliquer aux défunts toutes les indulgences qu'il gagnera, il y a possibilité de gagner plusieurs fois celles qui sont concédées pour les vivants, parce que son intention les fait sortir de la restriction énoncée. On peut donc en pratique concilier et les intérêts des âmes du purgatoire et ses intérêts personnels. La méthode est des plus simples. Il est facile de réserver pour soi chaque jour une indulgence plénière de celles accordées aux vivants, et d'offrir toutes les autres du même genre pour les défunts. On ne sera privé de rien, puisqu'on ne pourrait pas les gagner pour soi ; et on en fera profiter les âmes du purgatoire, sans qu'il en coûte autre chose que la peine de diriger son intention une fois pour toute. Quant à ceux qui ont fait le *Vœu héroïque de charité*, il n'y a pas même besoin d'émettre cette intention particulière, puisqu'ils ont offert toutes leurs indulgences pour les âmes du purgatoire et que toutes celles qu'ils gagnent sont applicables aux défunts.

Nous n'avons rencontré nulle part cette remarque ; cependant nous la donnons, parce que nous la croyons appuyée sur des raisons sérieuses.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — J'ai établi, il y a deux mois, une école libre dans ma paroisse ; elle est tenue par des religieuses. Avant de partir en procession, dimanche dernier, je leur avais dit publiquement de marcher en tête de la procession avec leurs élèves ; les enfants de l'institutrice laïque (25 contre 65) étaient désignées comme devant venir aussitôt après.

Mais à peine l'avis était-il donné que l'institutrice est sortie de sa place, s'est rangée un peu à l'écart pour laisser passer la croix de procession et a fait défiler ses élèves à la suite.

¹ *Analecta*, série IV, col. 1637.

² *Rescripta auth.* p. 385.

¹ Pallard, *Recueil des Tiers-Ordres*, p. 442.

Quand la procession a dû retourner, je me suis aperçu de ce qui s'était passé et j'ai fait cette simple réflexion : « Il est probable qu'on n'a pas entendu ce que j'ai dit avant le départ relativement à l'ordre à suivre ; pour cette fois, passe ; mais à l'avenir, j'espère qu'on voudra bien se conformer aux ordres donnés par qui de droit en laissant marcher en tête l'école religieuse. » L'institutrice s'est alors avancée, et pendant que je rentrais dans l'église, elle a prononcé à très-haute voix ces paroles : « Je suis l'institutrice communale ; nous devons marcher en tête, et je le ferai toujours. »

Après la messe, l'instituteur, après lecture d'une affiche, a fait l'éloge de la conduite de l'institutrice : — « Nos écoles sont communales ; nous sommes chez nous, et les sœurs n'y sont pas ; nous soutiendrons nos droits. Du reste, je vais faire ma déclaration immédiatement.

Je crois que l'institutrice n'était nullement dans son droit. Elle n'est, d'après moi, qu'une simple paroissienne pendant la procession, et qu'elle n'avait point à se prévaloir de son titre de communale *parce que la procession avait lieu sur la place publique* ; que ce titre lui interdisait même de par les lois et les avis ministériels de faire partie de cette cérémonie non laïque et non communale et que ce n'est que par tolérance et par prudence que ses chefs tolèrent leur présence dans nos processions religieuses.

Je serais heureux d'avoir votre avis là-dessus et que vous m'indiquiez quelques circulaires ministérielles ou académiques qui doivent exister sur la matière et qui peuvent être à votre connaissance à l'appui de mon opinion. Que conseille la prudence si la rébellion se renouvelle ?

R. — Avant de répondre à notre honorable correspondant, je me permets de lui faire une petite observation. Où a-t-il vu que la place d'honneur dans une procession se trouve immédiatement après la croix ? Mais si cette place était la plus honorable c'est le clergé qui devrait l'occuper. Il y a donc là un malentendu. Le centre de la procession, le point principal et le plus digne est celui où se trouve le célébrant ; les plus dignes marchant devant lui, selon leur rang dans la hiérarchie, ce qui fait que derrière la croix qui marche en tête se trouvent les moins honorés. Le bon curé s'est donc trompé, et son erreur partagée par l'institutrice et l'instituteur a été la cause du conflit.

Mais enfin, étant donnée la persuasion où tout le monde se trouvait, la conduite des laïques a été non moins ridicule et grotesque qu'odieuse. Le cas s'est déjà présenté et nous l'avons jugé de la même manière.

Le curé est directeur du culte dans son église, après l'évêque conformément aux règles canoniques et liturgiques, et, quand il y a un culte extérieur, procession ou convoi, l'église se prolonge jusqu'à tous les endroits où il s'étend. En outre, le curé a la police dans son église, par conséquent partout où a lieu un exercice du culte, dans les rues et les places publiques aussi bien que dans le sanctuaire et dans les nefs. (*Article 9 de la loi du 18 germinal an X, et décision gouvernementale du 21 pluviôse an XIII, 10 février 1805.*) Comme directeur du culte et comme chargé de la police, le curé a donc le droit de réglementer une cérémonie intérieure ou extérieure. Ceci est incontestable et n'a jamais été contesté ; et c'est si vrai qu'un trouble survenant dans une procession extérieure est assimilé à

un trouble survenant en pleine église et est passible des mêmes peines édictées par la loi contre les perturbateurs des cérémonies religieuses.

Cela donné, on voit combien la conduite de l'institutrice d'abord et de l'instituteur après était irrépréhensible ; ils ont violé l'un et l'autre la loi en ne tenant pas compte de l'autorité légale du curé. En supposant que le curé eût voulu que force restât à la loi et eût exigé l'obéissance des rebelles, il n'avait qu'à suspendre la cérémonie pour faire condamner l'institutrice.

Faut-il discuter les motifs mis en avant par les laïques ? Ils sont plus que pitoyables. Il y a un décret du 24 messidor an XII (13 juillet 1803) relatif aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires. Mais un magister ayant un peu de cervelle et quelques connaissances des lois devrait savoir qu'il n'y est question que des cérémonies officielles demandées par le gouvernement, et que ni les écoles ni leurs maîtres ni figurent à aucun titre et à aucun degré ; que par conséquent, s'ils y assistent, ce ne peut être qu'au simple titre de paroissiens dont ils doivent suivre la loi commune et quant aux places à occuper et quant aux redevances à payer, quand il y a lieu.

Sur quel règlement, sur quelle loi pourraient-ils s'appuyer pour affirmer qu'une école doit occuper une place d'honneur à l'église ou dans les processions, pour prétendre que l'école communale doit primer à ce titre une école qui ne l'est pas. En vertu de quel principe ce grand nigaud de pédagogie serait-il plus *chez lui* à l'église ou dans les processions que l'école libre tenue par des sœurs ? Serait-ce parce qu'il est payé par la commune ou par l'Etat ? mais alors le ramasseur des boues et l'allumeur des réverbères seraient également plus *chez eux* à l'église que l'organiste et le sacristain qui ne sont rétribués que par la fabrique. Les religieuses sont institutrices par la loi tout aussi bien que les laïques communales. Au reste, vis à vis des curés elles n'ont pas plus de droit que les autres ; elles ne reçoivent leurs places que de l'autorité des curés. Mais on comprend que leur vocation, l'esprit religieux de leur enseignement, les multiples services qu'elles rendent à la religion et à l'église soient des titres à la faveur du prêtre dont elles sont en quelque sorte les collaboratrices et le soutien.

Bien plus, ainsi que notre correspondant l'a observé lui-même, non seulement les instituteurs laïques n'ont aucune qualité pour réclamer une place de leur choix et un rang d'honneur, mais en venant aux cérémonies religieuses, ils sont en contradiction flagrante avec leurs règlements académiques et disciplinaires qui ne les forcent plus à accompagner leurs enfants à l'église, qui exigent même qu'ils pratiquent sous ce rapport la plus stricte neutralité. Nous n'avons pas sous la main ces documents : mais tout le monde les connaît, et l'immense majorité des instituteurs s'en prévalent pour désertir l'église et donner ainsi le mauvais exemple à leurs enfants.

Maintenant, que conseille la prudence si la rébellion se renouvelle? Ceci est une question de conduite qui ne peut guère se résoudre que sur les lieux en raison des circonstances particulières où l'on se trouve. Le curé ne peut pas oublier que les enfants des écoles laïques lui appartiennent comme ceux des écoles libres; qu'il doit les aimer, les catéchiser, les soigner avec la même sollicitude et la même paternelle affection. Il doit donc éviter de les rebuter, de froisser les familles et se souvenir du fameux *da mihi animas*.... Mais d'un autre côté, il ne peut pas laisser mépriser son autorité par ceux-là mêmes qui doivent donner l'exemple du respect.

Il aurait peut-être ici l'occasion de se tirer finement d'affaire en laissant les écoles laïques en tête et en faisant savoir que la place d'honneur est celle qui se rapproche le plus du clergé. Il pourrait encore, en supposant la continuation de la lutte, donner l'ordre au porte-croix de venir se placer devant l'école religieuse. Les laïques se trouveraient ainsi en dehors du cortège comme des enfants perdus. Nous émettons des idées, mais dans toutes ces questions de conduite locale, il faut bien flairer, comme on dit, l'air du bureau, consulter les confrères voisins, les personnes sages de la paroisse, et surtout l'évêque diocésain.

Q. — Dans une paroisse où existe la coutume d'offrir le pain bénit, cette présentation de pain, étant une source de revenus pour la fabrique, est-elle obligatoire pour les fidèles?

R. — « L'ancienne jurisprudence civile avait consacré en France, dit M. Campion, p. 563, l'usage de la présentation du pain bénit, et il n'était permis à aucun paroissien de s'en écarter. Partant de ce principe que tous les fidèles devaient, à leur tour, offrir le pain bénit, on décidait que, quand l'un d'eux croyait pouvoir s'en dispenser, les marguilliers qui représentaient la communauté paroissiale étaient autorisés à employer une somme proportionnée à la qualité du paroissien qui se refusait à ce devoir, pour le faire remplir à sa place et à ses dépens.

« Sous l'empire du droit actuel, la présentation du pain à l'église est tout à fait facultative pour les fidèles. Il n'y aurait donc aucun moyen de contrainte à exercer contre eux pour les obliger individuellement à supporter cette dépense. Leur charge, à cet égard, doit être remplie par la fabrique toutes les fois qu'ils refusent de la remplir eux-mêmes. En effet, l'obligation de la fabrique est clairement indiquée dans l'article 37 du décret du 30 décembre 1809, où il est dit que les charges de la fabrique sont, entre autres, celle de la fourniture du pain. Cette expression s'applique non seulement au pain d'autel, mais aussi au pain bénit que l'église a coutume d'offrir au fidèles. Dans le cas où les paroissiens refuseraient de le présenter, la fabrique ne serait donc pas fondée à prétendre qu'elle n'est pas tenue de le fournir. Il suit de là, que si une fabrique portait annuellement dans son

budget un crédit pour le pain bénit, la commune à laquelle elle réclamerait une subvention ne serait pas en droit d'exiger la radiation de cet article comme s'appliquant à une dépense non obligatoire. » (*Bull. des lois civ. ecclés. 1869, p. 113.*)

Q. — Subventions communales. Dans quels cas peuvent-elles être exigées d'après la législation nouvelle? Formalités à remplir?

R. — D'après la dernière loi municipale (5 avril 1884, article 36), sont obligatoires pour les communes les dépenses suivantes: « ... N° 11, l'indemnité de logement aux curés et desservants et ministres des autres cultes salariés par l'Etat, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement et lorsque les fabriques ou autres administrations préposées aux cultes ne pourront pourvoir elles-mêmes au paiement de cette indemnité;

« N° 12: les grosses réparations aux édifices communaux, sauf lorsqu'il sont consacrés aux cultes, (églises, presbytères), l'application préalable des revenus et ressources disponibles des fabriques à ces réparations.... S'il y a désaccord entre la fabrique et la commune, quand le concours financier de cette dernière est réclamé par la fabrique dans les cas prévus aux paragraphes 11 et 12; il est statué par décret des ministres de l'intérieur et des cultes. »

Par grosses réparations on entend *à fortiori* les reconstructions d'églises, quand il est prouvé que les anciennes ne peuvent plus être conservées. Les subventions pour *frais du culte* ne sont plus obligatoires pour les communes, mais elles sont facultatives, en vertu de la loi précitée.

Quand aux formalités à remplir, ce sont les mêmes qui existaient sous le régime de la précédente législation: l'insuffisance des ressources de la fabrique doit être dûment constatée. Par conséquent, toute demande de subvention communale doit être accompagnée des pièces justificatives, c'est-à-dire d'un état de la situation fabricienne, des comptes et budgets. Dans ce cas, mais dans ce cas seulement, les conseils municipaux ont le droit de vérifier les comptes et les budgets, de les critiquer, d'en demander modification, notamment pour les recettes quand on n'a pas tiré le meilleur parti possible des revenus. (*Décision ministérielle du 27 janvier 1845.*) Ainsi une fabrique qui ne louerait pas bancs et chaises peut être obligée par la commune à les louer pour diminuer sa propre charge, sous peine d'être privée de la subvention communale.

Q. — J'ose vous demander votre avis sur un fait qui s'est passé chez moi.

Il y a environ trois semaines, un citoyen de ma paroisse de montagne mourait de la petite vérole d'une façon plus ou moins inattendue, et, comme il n'avait pas refusé publiquement les sacrements, j'étais décidé à lui accorder la sépulture ecclésiastique.

Je conviens avec la famille de l'heure de l'enterrement pour le lendemain et on sonne le glas à tous les *Angelus*. Une heure avant les funérailles, on fait prendre à l'église tous les objets accoutumés, clochettes, cierges

fournis par la fabrique, drap mortuaire, brancard, etc.

Mais voici qu'au moment désigné, on trouve dans une poche du défunt un testament vrai ou faux dans lequel il déclare vouloir être enterré sans prêtre. Jusque-là tout va bien; c'était son droit, et le pauvre homme ne méritait pas les prières de l'Eglise. Mais l'enterrement n'a été rien moins que civil.

D'abord, par la plus profonde des indécidables, on a voulu se servir de tous les insignes de l'Eglise. Sur le cercueil était tristement étendu mon drap mortuaire; quatre hommes portaient les quatre cierges de la fabrique, et le mien se trouvait entre les mains de l'adjoint, lequel ceint de son écharpe, précédait le convoi, pendant qu'un gamin courait devant lui en agitant la sonnette des processions.

Ledit adjoint, janséniste convaincu, est le beau-frère du défunt, et c'est en cette qualité que le maire lui a cédé l'honneur de pontifier à l'enfouissement du mari de sa sœur, hérétique encore plus enragée que lui-même. Du reste, le même adjoint a été dix ans maire, et, durant son règne, il a eu plusieurs fois l'occasion de présider des enterrements refusés par le curé, en lisant tout le long du chemin les sept psaumes de la pénitence et autres prières sur la tombe, et tout cela, en français, de sorte que les badauds trouvaient ces cérémonies plus intéressantes que les chants latins du prêtre. N'est-ce pas un enterrement plus protestant que civil? Que méritent tous ces gens-là et ceux qui profanent les insignes de l'Eglise, et ce monsieur opportuniste ou radical, qui usurpe les fonctions de curé et abreuve de prières le cadavre d'un libre-penseur qui n'en veut pas? et la foule de catholiques plus ou moins fervents qui assistent émerveillés à ces sortes de singeries religieuses? réponse, s. v. p.

R. — Nous ne voyons ici qu'une de ces bêtises insignes comme on en rencontre quelquefois dans les campagnes plus ou moins civilisées. Rien ne montre l'intention de profaner les choses saintes qui, d'ailleurs dans l'espèce, n'existent pas ici. Si le conducteur de ce convoi de nouveau genre avait endossé les habits religieux, employé des objets consacrés ou bénits, tourné en dérision une cérémonie d'une religion reconnue par l'Etat, il tombait sous le coup de la loi du 22 mars 1822 qui inflige une amende de 300 à 6,000 francs et un emprisonnement de trois mois à cinq ans. Mais rien ne révèle de telles intentions dans le maire janséniste. En réalité il procède à un enterrement civil que la loi l'oblige à présider, et, comme il est janséniste avéré, il donne à sa tenue un dehors religieux quelconque qui n'a rien d'hostile, du moins en apparence, à la religion catholique ou à ses ministres. C'est grotesque, mais ça n'a pas l'air méchant, et nous félicitons notre correspondant de n'avoir point, par une plainte inopportune, transformé une puérilité en délit.

Mais ce que nous ne pouvons comprendre, par exemple, c'est que, devant la volonté expresse de n'avoir point de funérailles religieuses catholiques, il n'ait pas fait reprendre aussitôt tous les objets venant de la sacristie tels que le drap mortuaire, les cierges, le brancard, etc. Ces objets appartenant à la fabrique et destinés aux convois organisés par la fabrique, devaient être retirés aussitôt qu'on a refusé les cérémonies du culte, et toute résistance qu'on aurait tentée pour les retenir malgré le curé eût constitué un délit passible du code pénal. S'il les a laissés sans protestation, de quoi se plaint-il!

Nous pensons que tout cela est bien drôle et bien inconvenant; et notre correspondant, selon nous, doit s'appliquer à faire disparaître ces mômeries en sachant allier la fermeté à la prudence, et en amenant petit à petit sa population à l'alternative de l'enterrement exclusivement religieux ou exclusivement civil.

VARIÉTÉS

ÉTUDE CANONIQUE SUR LES LIVRES PAROISSIAUX ¹

§ VI. Liber Missarum

Le livre ou plutôt les livres de messes sont imposés par la constitution *Nuper* d'Innocent XII. Nous n'en étudierons que ce qui concerne les curés.

§ 27. *Idemque teneantur pariter in sacrario duos libros retinere, ac in eorum altero singula onera perpetua et temporalia; in altero autem missas manuales, et tam illorum quam istarum ad implementum, et eleemosynas distincte ac diligenter annotare, et annotandas, seu annotanda curare, singulisque annis de supradictis adimplementis, eleemosynis et oneribus pariter exactam rationem suis superioribus reddere, ac omnes et singulas rationes hujusmodi in præfatis respective libris simili distinctione et diligentia, tam præfati, a quibus rationes debent reddi, quam superiores, quibus reddendæ erunt, describere seu annotare, sive describendas vel annotandas respective curare.* »

Innocent XII indique dans le numéro précédent ceux auxquels s'adresse la recommandation que nous venons de citer. Ce sont « omnes et singuli rectores, superiores, et ministri quarumcumque tum secularium, tum regularium ecclesiarum, seu illarum capitula. »

Un peu plus loin, il promulgue une suspense, *late sententiæ*, contre ceux qui négligeront de tenir ces livres : « Quod si prædicti ad quos cura... præfatorum librorum respective pertinet, seu pertinere debet, suam operam præmissis, ut præferatur, minime navaverint, et superiores tum secularium, tum regularium ecclesiarum rationem prædictam non exegerint, seu non invigilaverint quod præfati qui in curam... librorum incumbunt; suo muneri, ut præferatur, satisfaciant, in singulis respective casibus, seculares pœnam suspensionis incurrant. » La constitution d'Innocent XII est aujourd'hui encore en pleine vigueur.

Il doit donc y avoir dans chaque église paroissiale, outre le tableau des fondations, un livre ou un tableau, sur lequel on inscrira chaque année, au jour voulu, l'acquittement de ces fondations, de manière que la vérification soit facile à faire.

Il doit aussi y avoir un registre pour les messes manuelles. Si le curé est seul prêtre de la paroisse, ou si chacun des prêtres reçoit personnellement des fidèles, les honoraires des messes qu'il ac-

¹ Voir les deux numéros précédents.

quitte, il suffit de les inscrire sur le registre privé de chacun, parce que la constitution d'Innocent XII ne vise que le cas où des honoraires sont remis pour le clergé, et non aux prêtres personnellement. Sur ce registre on doit inscrire les messes demandées à mesure qu'elles se présentent, avec leurs honoraires, et à côté on marque l'acquiescement, quand elles ont été dites. C'est au prêtre qui a célébré à remplir ce devoir, et l'évêque peut l'y forcer par des peines. Dans le cas où l'acquiescement n'aurait pas été inscrit sur le registre, on doit accepter le témoignage du prêtre qui affirme sous le serment qu'il a célébré la messe demandée : l'évêque ne pourrait pas refuser de le recevoir.

« Adnotandum etiam, dit Lucidi, quod quamvis episcopus multare possit eos sacerdotes, qui missarum celebrationem in libro recensere neglexerunt, non potest tamen suo decreto statuere ut, hac deficiente probatione, nulla alia in supplementum afferri possit, veluti docet Monacelli. Si enim sacerdos jurejurando asserat sese celebrasse, eidem credendum est, tametsi per oblivionem, aut aliam quamecumque causam celebrationis inscriptio in libros desideretur¹. » Le septième concile provincial de Milan impose une amende aux prêtres qui négligent d'inscrire sur le registre l'acquiescement des messes.

La constitution d'Innocent XII frappait de suspension le curé qui ne possédait pas les deux registres indiqués plus haut. Cette peine n'ayant pas été renouvelée dans la constitution *Apostolica sedis*, se trouve par là même abrogée ; mais l'obligation grave qu'elle suppose subsiste toujours. A la peine spirituelle, l'évêque peut ajouter une amende. Ainsi le septième concile provincial de Milan, dont nous venons de parler, impose une amende d'un écu d'or au curé qui n'a pas les livres indiqués dans son église. Clément XI publia, pour Rome, plusieurs décrets pour procurer l'exécution de la constitution d'Innocent XII. Il indique, au moyen de tableaux, la manière de tenir les livres des messes, et, outre la suspension, il menace d'une amende et d'une peine corporelle, *ad arbitrium suum*, ceux qui refuseront de se conformer à ses ordonnances².

Mais à ce devoir du curé correspond un droit. C'est à lui à garder le livre des messes, comme l'a décidé la S. Congrégation du Concile :

« Occasione dissidii facti inter rectorem et beneficiatos residentes ecclesiæ parochialis S. Mariæ in cœlum assumptæ villæ de Llimiana, hoc perpensum fuit dubium, an et ad quem, vel quos spectet jus retinendi librum in quo adnotantur missæ, anniversaria, aliaque opera pia in eadem ecclesia fundata. S. C. respondit ad rectorem spectare. *Urgellen*. 42 mars 1757, dub. 4³. »

¹ Lucidi, t. II, p. 418, n. 9.

² Ferraris, v^o *Missæ*, art. XV, n. 2 et sqq.

³ Zamboni, t. II, p. 387, n. 15.

APPENDICE

Le livre des monitions canoniques

Ce livre n'est pas obligatoire partout ; il est propre au diocèse de Rome et il est destiné à recevoir les monitions canoniques que font les curés aux personnes qui tiennent des relations scandaleuses. Une instruction du 29 décembre 1793 prescrivit la tenue de ce registre. Elle a été renouvelée par un édit du 20 mai 1817. Bien que cet édit ne concerne que Rome, nous le donnons cependant en entier comme preuve du soin que les Pontifes romains veulent voir apporter par les curés de Rome au salut des âmes. Chacun de nous peut y prendre un encouragement à bien remplir ses devoirs.

« Il est de grande importance que les RR. Curés enregistrent exactement dans un livre particulier les monitions canoniques qu'ils sont obligés de faire. C'est pourquoi nous rappelons à chacun d'eux l'obligation de tenir un pareil registre et dans le même temps nous faisons imprimer l'instruction donnée jadis par écrit par notre tribunal, le 29 décembre 1793, laquelle est comme il suit : S'il existe des relations scandaleuses, que le curé avertisse l'homme et la femme, et qu'il note le jour de la monition dans un livre. Il doit tenir ce livre secret. Huit jours après cette monition, et selon leur prudence, on fera la seconde monition, si le commerce continue et on la notera dans le livre comme la précédente. Et dans le cas où la relation scandaleuse ne cesserait pas, le curé procédera à la troisième monition comme ci-dessus.

« Cette dernière monition restant sans effet, il en informera le tribunal du Vicariat en remettant au lieutenant le certificat des trois monitions, portant l'indication des jours où elles ont été faites. Le lieutenant en référera au congrès de la semaine pour prendre les dispositions ultérieures. »

Pour ce qui est des monitions sur d'autres objets, les discordes entre mari et femme, sévices entre eux ou entre frères et sœurs, manque d'éducation et de surveillance du côté des parents à l'égard des enfants, négligence pour assister à la doctrine chrétienne, et autres cas semblables, on laisse à la prudence des RR. Curés de porter les recours, après avoir fait les monitions paternelles qu'ils croiront utiles.

« Enfin, afin d'empêcher que la présente instruction ne tombe dans l'oubli, nous ordonnons de la conserver dans ledit livre des monitions canoniques. Donnée dans le palais de notre résidence, le 20 mai 1817¹.

¹ *Analecta*, t. II, col. 2780, n. 122.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 31 julii 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

Il y avait dans cette vieille noblesse des trésors de bonté, de sens pratique, des ressources incroyables. La légende des chevaliers qui se faisaient honneur de ne pas savoir écrire a fait son temps. Il y en eût sans doute comme il y a en France des fanfarons de vice et des assassins; ce qui ne prouve pas que tout le pays soit perdu de vices et assassin. La grande faute, le grand crime de la noblesse c'est de n'avoir pas continué de vivre avec le peuple, surtout quand elle avait ce magnifique programme si bien retracé par le prince de Condé, père du grand Condé : « Etre principalement les hommes du prochain pour le soulager dans ses besoins, le consoler dans ses afflictions, le corriger dans ses manquements, lui rendre justice, le tirer de l'oppression, le garantir et le venger de la violence. » Le paysan provençal du xve siècle n'était pas à plaindre, il gagnait largement sa vie. Sous Louis XII, d'après le chancelier l'Hôpital, « il n'avait d'autre soucy que son labourage et mesnage champêtre. S'il survenoit quelque dispute entre paysans, ils s'en accordoient de voisins à voisins, ou le gentilhomme du village ou quelque aultre homme de bon sens les apaisoit pour la plupart. » Mais quand le gentilhomme eut quitté ses terres pour Versailles, on se détacha de lui, on cessa de l'aimer parce qu'on cessa de le connaître, son influence disparut, et la Révolution ne rencontra plus d'obstacles. Pour régner elle n'eût qu'à terroriser l'homme des champs, d'abord, en attendant qu'elle pût le dépraver en chassant la religion de son cœur, de sa maison, de son village, de son école, de toute la société.

Cette belle étude de M. de Ribbe se termine par la monographie de Madame Calvet, une mère vaillante et pieuse, et des Grimoard de Beauvoir. Cette dernière famille se divisa en deux branches, l'une catholique, l'autre protestante. La réforme ne se contenta pas de diviser l'Europe, elle sépara les familles. Jacques de Beauvoir est protestant, et pourtant élevé par les Jésuites de Nîmes. Le protestantisme marque dans son style sévère et froid, mais Jacques est un protestant de bonne foi, aussi plus tard revient-il au catholicisme après avoir lu l'*Exposition de la foi* de Bossuet. Il est l'ainé, et par conséquent remplace le père auprès de ses sept frères et de ses quatre sœurs. Même marié il ne les perd point de vue; et partage sa sollicitude entre eux et ses propres enfants. Ses trois premiers fils entrent à l'école des Cadets créée par Louvois. C'est malgré lui, car il eût voulu que l'ainé prit un jour sa place, suivant les traditions des races fixées au sol. Mais il ne leur en donne pas moins leur équipement. n'ayant en vue que de leur préparer un brillant avenir.

Le troisième, François, est le fils préféré. En octobre 1696 il est tué d'un coup de canon, à la tranchée, devant Valence : « Ce fut ma sœur André qui reçut la lettre du capitaine, écrit Jacques. L'ayant lue elle m'appela le matin chez elle, et comme elle m'apprit la mort d'un de mes fils, je lui demandai lequel. Quand elle me l'eût dit, ma

douleur fut si vive que je ne pus verser une larme; le coup qui venoit de frapper mon enfant me frappoit moy-mesme. Je gardois l'impression du tendre adieu qu'il m'avoit fait, lorsque, me tenant embrassé la nuit du départ, il me répétoit qu'il s'en alloit, avec la peine de me laisser indisposé. J'écris ces lignes pour mes fils et mes filles, afin que le souvenir de leur frère leur soit toujours un modèle d'honneur, et je les sollicite de garder à jamais entre eux la tendresse qui est naturelle dans notre famille. »

Louis, son fils aîné, se livre au jeu, fait des dettes. Avec quelle tristesse et quelle énergie Jacques lui reproche sa conduite ! « Quand vous vous estes jeté dans des embarras et que vous nous y avez mis avec vous, j'ay souffert tout ce que peut souffrir un bon père... J'écris ceci afin que vous gardiez le souvenir de la bonté de vostre père pour vous. Je n'iray pas plus avant sur ce sujet. » Et c'est bien inutile, car le prodigue revient aussitôt.

Cette monographie fort belle fait surtout ressortir « les deux sentiments qui, avec l'idée de Dieu, portent en eux l'honneur des races humaines et la vie des sociétés, le respect filial, l'autorité et le dévouement paternels. » C'est pourquoi il faut la lire et la faire lire à notre temps, où le fils tutoie son père pour bien affirmer sans doute qu'il lui est égal enfant, et qu'il se regardera comme son supérieur à vingt ans.

Signalons enfin une belle page empruntée au livre de fraison de la mère de Lamartine, publié plus tard par le grand poète avec ce titre : « *Manuscrit de ma mère.* »

2 septembre 1801. « La volonté de Dieu soit faite ! Nous avons été hier horriblement maltraités par un grand orage, la grêle a achevé de détruire toute notre récolte. Nous devons faire une année superbe ; à peine nous restera-t-il de quoi subsister et faire exister nos pauvres familles de cultivateurs. J'en suis malade de saisissement et d'inquiétude. Ce malheur nous oblige à bien des retranchements et des privations ; tous nos projets d'aller passer les hivers à Mâcon, pour l'éducation de nos enfants, sont renversés. Nous vendrons probablement notre cheval et notre char-à-banc. Mais Dieu le veut ; cette pensée doit me suffire pour me consoler de tout. Moins j'aurai d'agrément dans ce monde, moins je m'y attacherai, plus je songerai au seul monde important et impérissable, le monde éternel... Mon mari a eu un bien grand courage, plus grand que le mien, bien qu'il souffrit davantage dans le moment : « Pourvu que toi ni nos enfants ne me soyez enlevés, j'accepte tout ; mes biens sont dans vos cœurs. » Puis il a prié avec moi, au bruit des grêlons qui cassaient les branches et les vitres, et des sanglots des paysans qui se désespéraient dans la cour. »

Voilà des pages bien chrétiennes, bien confortantes, et l'on ne saurait trop remercier M. de Ribbe de les avoir rapportées ou mises au jour. Elles feront du bien.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERES ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS

POUR
Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS

Envoi de l'Album sur demande.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

IMPRIMERIE MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBEARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.



GRILLAGES

R. GARIEL, 2^{ter}, Quai de la Mégisserie

CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.

RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^f 50

Châssis de Couche depuis 7 fr.

Envoi franco du Catalogue

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.), s'adresser au Directeur : **M. Firmin DANGIEN**, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 32

PRÉDICATION : Pour le dixième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'Evangile (l'humilité dans la prière).

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Evêques et Réguliers : Comment doivent se régler les communions des religieuses.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quelles différences y a-t-il au point de vue liturgique entre les messes votives *pro re gravi* et les messes célébrées devant le Saint-Sacrement ? Comment ordonner les messes des Quarante-Heures ? peut-on les traiter comme messes solennelles *pro re gravi* ? A quel jour placer le nouvel office des Sept Fondateurs des Servites ? — Les registres religieux sont-ils publics comme ceux de l'état civil ? La reconnaissance faite dans le mariage d'un enfant né hors mariage suffit-elle pour le légitimer ? peut-on modifier son acte de baptême ? Avant l'introduction du mariage civil des jeunes gens ayant l'âge canonique pouvaient-ils se marier légitimement sans le consentement de leurs parents ? Est-il bien pour

un ecclésiastique de donner le bras à une dame en passant du salon à la salle à manger ? Qu'entend-on par donner la sépulture ecclésiastique sans la solennité des obsèques ? Peut-on absoudre sous condition hors le danger de mort ? Peut-on admettre à la communion un pénitent absous conditionnellement ? Peut-on donner la sépulture ecclésiastique à un pécheur public à qui on a donné l'extrême-onction pendant qu'il était privé de ses sens ? Doit-on traiter comme pécheur public un franc-maçon qui exige que ses enfants ne reçoivent au lycée aucune instruction religieuse ? — Est-il permis aux ecclésiastiques d'acheter des obligations financières ? Décision de la Sacrée Pénitencerie.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Lorsqu'il est ordonné de procéder à une enquête de *commodo et incommodo*, qui peut en déterminer la marche ? — Que faire au sujet d'un testament fait en faveur du curé de la paroisse *pro tempore* ?

NOS TABLES

DES DIX PREMIÈRES ANNÉES DE L'AMI DU CLERGÉ

L'impression de nos Tables se poursuit activement, soigneusement, lentement. Elle s'achèvera bientôt. Mais, nous l'avouerons sans difficulté, elle aura duré plus que nous ne l'avions prévu.

Le premier travail, que plusieurs de nos correspondants ont qualifié de bénédictin, quelle que fût la puissance d'application de l'auteur et la longueur de ses journées, a demandé plusieurs mois au-delà de nos premières prévisions.

Une révision très sérieuse et entièrement détaillée en a été commencée et se poursuit concurremment avec l'impression.

Ajoutez les difficultés matérielles de la composition et de la correction, quelques retards dus à des circonstances qui sont à supposer en général, lors même qu'il serait impossible de les prévoir dans leur espèce, et vous comprendrez,

cher lecteur, pourquoi nos Tables sont encore sous presse. Elles en seront bientôt complètement sorties. Et nos souscripteurs verront, c'est notre espoir, qu'elles font honneur à notre imprimeur, à notre intelligent collaborateur et, pourquoi ne le dirions-nous pas ? à notre rédaction dont les articles ont fourni la matière de cet ouvrage déjà si apprécié sur les spécimens que nous en avons donnés.

Encore un peu de patience !

COURRIER DES LIVRES

Trésor de chronologie, d'histoire et de géographie, pour l'étude et l'emploi des documents du moyen-âge, par M. le comte MAS LATRIE, membre de l'Institut. in-folio. Victor Palmé.

Pour rendre compte d'un livre de cette nature et de cette valeur, il faut la plume d'un homme particulièrement compétent, qui ait fait lui-même de solides et longues études en la matière. M. Léon Aubineau a ce

mérite, et tout ce que nous pourrions dire nous-mêmes n'aurait pas l'autorité de l'étude qu'il vient de publier, dans l'*Univers*, sur le *Trésor de chronologie, d'histoire et de géographie*, par M. le comte de Mas Latrie. Et nous nous empressons de la reproduire au profit de nos lecteurs.

I

Ce gros in-folio comprend environ 1.200 pages, à deux et à trois colonnes de menu texte.

Le seul aspect du volume donne à admirer l'énergie et la générosité du libraire qui a tenté et mené à bien l'impression de ce formidable travail d'érudition, d'histoire et géographie ; érudition, il est vrai, consacrée à la recherche et à la constatation de la vérité, par conséquent à la gloire de l'Eglise. C'est de l'histoire du moyen-âge qu'il s'agit en effet, et l'histoire du moyen-âge, où la France a une grande part, est surtout l'histoire de la lutte et des triomphes de l'Eglise par toute la terre. La pensée de la patrie et le dévouement à l'Eglise peuvent seuls expliquer la colossale entreprise de la publication d'un volume d'une composition difficile et délicate, plein de chiffres et de tableaux.

L'ouvrage est le résumé et le fruit d'une vie d'étude et de travail, et il a fallu à l'auteur l'application et l'expérience de cinquante années pour concevoir et parfaire cet immense labeur. Membre aujourd'hui de l'Institut, M. le comte de Mas Latrie a consacré toute sa vie aux études du moyen-âge, aux études des documents du moyen-âge, comme dit le titre de son remarquable in-folio.

Il a été professeur à l'école des Chartes après en avoir été élève ; il a concouru à l'enseignement que Guessard et Quicherat avaient inauguré à cette école, enseignement sérieux, solide, précis, qui ne sacrifiait rien à la phrase, où le souci du professeur n'était pas de briller et de se faire valoir, mais bien d'instruire ses auditeurs, de leur inculquer les principes d'une étude saine et sérieuse et de leur montrer le chemin de la vérité. Nous parlons ici de la vérité historique. En prenant sa part de cet enseignement remarquable, qui a été tout particulier à l'école des Chartes, et dont il est à désirer qu'elle conserve et maintienne les traditions, M. de Mas Latrie donnait au public des œuvres d'érudition, qui ont mis son nom hors de pair. L'histoire de Chypre, les relations de la France avec l'Orient et l'Afrique ont principalement attiré son attention et ont été le thème de travaux pleinement et justement appréciés par l'Europe savante. Il a visité pour ses études, outre les divers monuments des anciens pays barbaresques, les archives de Chypre, celles de la Grèce et de l'Italie, de Venise particulièrement et des autres cités de la Péninsule en rapport avec l'Orient, les îles et la côte africaine. En même temps, il était chef d'une des sections de nos archives nationales, et tout son temps depuis les jours où nous nous sommes rencontrés, l'un et l'autre, dans ce grenier de la Bibliothèque alors royale, où M. Guérard faisait un cours préparatoire à l'Ecole

des Chartes, tout son temps et toute son intelligence ont été voués à étudier, manier et comparer les divers documents du moyen-âge. C'est dans ce manquement et cet emploi qu'il a dressé et composé les diverses parties de l'énorme volume que nous avons sous les yeux.

Ce n'est pas un livre en l'air, mais un livre pratique, d'une utilité incontestable, et dont l'usage devient indispensable désormais aux érudits et aux archéologues. Cette œuvre d'érudition est en effet une œuvre d'expérience, une œuvre vécue, comme disent aujourd'hui les romanciers et les critiques de l'école réaliste.

C'est pour comprendre, classer, éclairer et utiliser les divers documents de notre histoire nationale que M. de Mas Latrie, selon le besoin de ses études et les nécessités de se reconnaître à travers les obscurités et les dédales de la chronologie, a consulté, dressé, réuni, les diverses tables qu'il nous donne, et amassé tout ce véritable *trésor* de lumière et de critique qu'elles composent. Il n'a pas travaillé au hasard, par caprice, d'après une imagination plus ou moins heureusement préconçue. Il a dans sa longue et laborieuse carrière, ramassé au jour le jour, et combiné les renseignements dont il avait besoin lui-même et que ne lui donnaient pas les ouvrages des érudits, ses prédécesseurs. Il a ainsi complété et en quelque sorte, sur certains points où ils lui faisaient défaut, suppléé ces œuvres dont il ne parle qu'avec respect et que de prime-abord il n'eut pas songé à perfectionner. Il les tient pour des modèles incomparables ; son but est aujourd'hui en analysant leurs conclusions et en les répandant, en y ajoutant beaucoup, dirons-nous, de réunir en un seul volume et de donner « dans des limites restreintes et accessibles au grand nombre, les notions et les instruments de travail les plus nécessaires au point de vue de la chronologie, de l'histoire et de la géographie pour l'étude et l'emploi des monuments écrits de toute nature que nous a laissés le moyen-âge : chartes, chroniques, écrits des Pères Conciles, vies des saints, cartulaires, obituaires, calendriers, pèlerinages et voyages divers.

La première partie de ce gros volume, la chronologie technique, s'ouvre par la dissertation des Bénédictins de *l'art de vérifier les dates* sur les dates des chartes, des chroniques et des autres monuments de l'histoire depuis Jésus-Christ. On a, de nos jours, bientôt mis une date au bas d'une lettre, et on l'a aussi vite imprimée au haut d'une feuille périodique. Il suffit cependant d'avoir lu autre chose qu'un journal pour savoir que les affaires étaient plus compliquées autrefois. Dans nos dates usuelles même, il y a un chiffre qui demande explication, et qui est un hommage à l'incarnation du Verbe de Dieu. Que signifie en effet ce chiffre de 1889 que nous mettons couramment ? c'est l'année de Jésus-Christ. Quand a commencé l'ère ou le calcul des années de Jésus-

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE X^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE (L'HUMILITÉ
DANS LA PRIÈRE)

Omnis qui se exaltat humiliabitur, et qui se humiliat exaltabitur. (Luc., XVIII, 14.)

La parabole si saisissante, que l'Eglise nous fait lire aujourd'hui à la messe, se rattache au groupe d'instructions que Notre-Seigneur donna quelques mois avant sa mort, dans son dernier voyage de Galilée à Jérusalem. Il parlait de la prière ; il venait d'expliquer, dans la parabole du juge inique, l'un de ses caractères, la *persévérance* ; il expose ici une autre qualité non moins essentielle : l'*humilité*.

L'humilité ! il faut que ce soit une vertu bien importante pour que le Saint-Esprit, dans les Ecritures, nous la recommande avec tant d'insistance, et qu'il flétrisse en termes si sévères le vice opposé : « Là où est l'humilité, dit-il, là est la sagesse. » Et ailleurs : « La prière de celui qui s'humilie pénétrera les cieux et triomphera du cœur de Dieu. » Et encore : « Vers qui abaisserai-je les regards, dit le Seigneur, sinon vers celui qui est humble de cœur ? » L'orgueilleux au contraire lui est en abomination ; il le dédaigne, il ferme l'oreille à ses supplications, et, tandis qu'il donne sa grâce aux humbles, il résiste aux superbes.

L'humilité ! c'est la vertu de prédilection du cœur de Jésus. C'est la leçon qu'il veut par dessus tout nous inculquer par ses paroles et ses exemples, lui si prodigieusement humble à la crèche, à Nazareth, sur la croix, à l'autel : *Discite a me quia mitis sum et humilis corde !*

Après cela, quoi d'étonnant si les saints docteurs exaltent avec une si pompeuse magnificence les gloires de l'humilité ; s'ils la mettent au premier rang des vertus, sinon pour son objet du moins pour sa nécessité ; s'ils l'appellent « la source des grâces, le principe de la sainteté, le fondement de la perfection, la mère et la gardienne des dons célestes ?

Puis donc que l'humilité est d'une telle importance dans l'économie de la vie chrétienne, soyons heureux, aujourd'hui que l'Eglise propose à nos méditations la parabole du Pharisien et du Publicain, de nous retremper dans l'estime et l'amour de cette vertu. Puissions-nous, en prêtant l'oreille aux adorables enseignements du Sauveur, nous persuader de la nécessité où nous sommes, soit que nous soyons justes, soit que nous soyons pécheurs, d'apporter dans la prière un esprit parfaitement humble ! Ce serait pour nous, je vous l'assure, une source très féconde de sanctification.

I

L'humilité est une vertu qui nous faisant connaître à nous-mêmes exactement tels que nous

sommes, nous rend vils et méprisables à nos propres yeux. L'humilité, selon la doctrine de saint François de Sales, n'est que le courage de la vérité appliquée à soi-même dans toute sa rigueur et ses conséquences. Elle fait que nous ne nous en faisons point accroire, que nous sentons notre néant, que nous recourons avec empressement à l'aide de Dieu, que nous n'aspérons pas à des grandeurs exagérées, que nous ne dédaignons personne, que nous acceptons patiemment l'humiliation. « L'humilité morale, dit le grand évêque de Genève, s'arrête à la connaissance de sa misère et de sa pauvreté, l'humilité chrétienne va jusqu'à l'amour de cette pauvre et chétive condition, jusqu'au contentement de n'être rien et d'être compté pour rien, par respect pour la vérité et pour les humiliations du Verbe incarné. »

Voilà le sentiment indispensable qui doit nous animer quand nous nous adressons à Dieu dans la prière, sentiment de notre néant, de notre indignité et de notre indigence !

Vous qui pratiquez la vertu, vous qui êtes entourés de l'estime de vos semblables, vous pourriez peut-être vous exagérer votre mérite, vous confier en vous-mêmes, vous croire plus que vos frères. Pour vous prémunir contre ce danger, Notre-Seigneur vous met sous les yeux le tableau hideux et repoussant du Pharisien de notre évangile, afin que dégoûtés de la laideur de l'orgueil, vous vous déterminiez à l'éviter à tout prix.

Aussi bien quelle prière indigne, infructueuse et coupable que celle du Pharisien !

Ce qui fait le mal de ce misérable orgueilleux c'est qu'il oublie trois grands principes qu'une âme religieuse doit constamment avoir sous les yeux pour se maintenir dans l'humilité et être par conséquent l'objet de la bienveillance de Dieu.

I. Le voyez-vous ce répugnant personnage, tout près du sanctuaire, parce qu'il se juge le plus digne, enveloppé pompeusement dans son manteau, le front haut, le regard fièrement levé vers le ciel, il se croit le type achevé de la perfection, affranchi de toute misère, orné de toute vertu ! L'insensé ! il ignore cette vérité élémentaire de nos saintes Lettres « que personne ne sait s'il est digne d'amour ou de haine. » Jamais, à moins d'une révélation particulière, nous ne pouvons avoir l'absolue certitude que nous sommes dans l'amitié de Dieu. C'est ce qui doit nous tenir dans une constante humilité. Craignons d'admirer en nous-mêmes un esclave de Satan, alors que nous pensons nous complaire dans un citoyen de la Jérusalem céleste ! Oui, quand même nous jeûnerions tous les jours, quand nous distribuerions tous nos biens aux pauvres, quand nous aurions les mains et le cœur purs de toute injustice et de toute impureté, quand pour le nom de Jésus-Christ nous aurions affronté les périls de la terre et des mers, la morsure des reptiles et la dent des bêtes féroces, quand, semblables à saint Paul, nous aurions été ravis au troisième ciel, nous devrions vivre dans une sainte défiance de nous-mêmes

et nous écrier : « Ma conscience ne me reproche rien, mais je ne répons pas pour cela de ma sainteté, *nihil mihi conscius sum, sed non in hoc justificatus sum!* »

II. Le Pharisien ne s'arrête pas à cette première erreur ; il descend plus bas, il est possédé pleinement par la seconde forme de l'orgueil : le mépris du prochain. Il fait deux parties de l'humanité : lui d'un côté, et le reste du genre humain de l'autre, et il s'estime incomparablement supérieur à tous les hommes qui ne sont sans exception qu'un ramassis d'injustice et d'impudicité. Ah ! s'il s'était rappelé que tout don parfait vient d'en haut et que par nos propres forces nous ne sommes pas même capables d'avoir une bonne pensée, même s'il eût possédé réellement toutes les qualités qu'il se figurait avoir, même si les autres hommes eussent été aussi criminels qu'il le disait, est-ce qu'il aurait osé s'exalter au-dessus d'eux, est-ce qu'il se serait préféré au Publicain, comme il le faisait hautement avec tant de cruauté, à quelques pas de lui ? Non, assurément, car jamais le mendiant qui a le bon sens ne songe à s'enorgueillir du don qu'il tient de la charité.

Retenons bien cette leçon : nous ne possédons en propre que le péché, tout le bien qui est en nous vient de Dieu, *gratia Dei sum id quod sum*. Quand même nous serions des chérubins par la science et des séraphins par l'amour de Dieu ; quand nous serions des prodiges de patience, de douceur et de générosité, nous n'aurions aucun titre à en tirer vanité, car c'est par grâce que nous sommes ce que nous sommes, *gratia Dei sum id quod sum*. Que dis-je ? plus nous sommes avantagés des bienfaits de Dieu, plus nous devons trembler à cause du compte qu'il nous faudra rendre, plus nous devons nous mettre au-dessous du prochain. Cela vous semble étrange, chrétiens : écoutez un saint vous l'expliquer. Saint François d'Assise s'était élevé à une haute perfection ; il avait fait mourir en lui complètement le vieil homme ; il était l'admiration de tous ceux qui le connaissaient ; il avait le don de miracles, et, à force d'innocence, il avait reconquis l'empire primitif d'Adam sur la nature : il était avec Jésus-Christ dans les communications les plus intimes, au point que, par un privilège inouï, il était devenu participant des stigmates de la passion du Sauveur. Et cependant saint François s'estimait le plus misérable des hommes. Et comme l'un de ses compagnons s'étonnait de son langage : « Ah ! lui répondit le saint, très justement et très humblement, je ne mens pas ; je suis convaincu que si le plus grand de tous les pécheurs avait reçu les mêmes grâces que moi, il en aurait mieux profité, et je suis persuadé que si la main de Dieu ne me soutenait, je tomberais dans les plus affreux désordres ! »

III. Oui, sans la grâce de Dieu, le plus saint des hommes, le matin, peut être, le soir, le plus noir scélérat : c'est la troisième vérité que le Pharisien oubliait. Il avait tant de confiance en lui-

même, il comptait tellement sur ses propres forces pour persévérer, qu'il ne sent pas le moindre besoin de demander le secours de Dieu. Il monte au temple pour y prier ; mais il ne fait pas la moindre prière. Il se vante impudemment de quelques qualités extérieures qui sont loin d'être la sainteté complète ; il insulte audacieusement le genre humain tout entier ; il couvre de honte le pauvre Publicain, mais il ne demande rien à Dieu. Bien différente est la conduite des âmes vraiment humbles. Elles savent qu'elles portent en elles un foyer d'iniquité et qu'il n'y a aucun péché commis par le prochain qu'elles ne puissent commettre elles-mêmes. Elles savent que David, l'homme selon le cœur de Dieu, est tombé ; que le sage Salomon est tombé ; que Pierre, le chef du collège apostolique, est tombé ; et, en face de ces colonnes renversées, elles craignent, elles, faibles roseaux, d'être rompues par la tempête, et elles vivent dans cette crainte salutaire qui les pousse sans cesse à implorer auprès de Dieu aide et protection.

Mes frères, ayons peur de l'orgueil. Ne nous enflons pas de vanité, ne méprisons personne, ne nous confions pas en nous-mêmes : ce serait notre perte ! Dieu délaisse les orgueilleux, il les déteste, il leur résiste, il les aveugle, il les maudit, il les abaisse, *qui se exallat humiliabitur!* Témoin ce Pharisien qui est souillé, sans le voir, de tous les crimes qu'il reproche aux autres : avare, injuste, sépulchre blanchi, rempli à l'intérieur de pourriture ; malheureux qui a la funeste puissance de tourner en poison mortel ce qui doit donner la vie, trouvant dans la prière, qui devrait le fortifier, un nouveau motif de condamnation, *qui se exallat humiliabitur!* Ah ! plutôt imitons les beaux sentiments du Publicain, afin d'avoir part à la glorification promise aux humbles par Notre-Seigneur Jésus-Christ, *qui se humiliat exaltabitur!*

II

Le Publicain dans sa prière est le modèle du pécheur allant à l'audience de Dieu ; il est notre modèle à tous, car tous, hélas ! nous sommes pécheurs, et celui qui dirait qu'il est sans péché serait un menteur, dit l'apôtre saint Jean.

Or pour les pécheurs, si peu qu'ils réfléchissent, l'humilité est facile. Ils n'ont qu'à considérer les abjections qui sont la suite du péché pour concevoir un salutaire mépris d'eux-mêmes. Quelle chose odieuse en effet que le péché, et combien vil est celui qui le commet ! Dieu est la souveraine majesté, toutes les nations comparées à lui ne sont pas même comme une goutte d'eau en face des gouffres immenses de l'Océan, et l'homme, chétif ver de terre, ose se dresser contre Dieu et lui dire : Je ne vous obéirai pas ! se peut-il une révolte plus audacieuse ? L'homme est comme écrasé des bienfaits de Dieu : Quels bienfaits que la création, la rédemption, l'Eucharistie, le ciel et ses récompenses ! Et l'homme refuse de se soumettre à son bienfaiteur ; il va même jusqu'à se

servir de ses dons pour l'outrager : se peut-il une plus monstrueuse ingratitude ? L'homme pour un plaisir grossier et passager va de gaité de cœur au devant des supplices éternels : se peut-il une plus inconcevable folie ? L'homme par le péché quitte le parti du plus auguste et du meilleur des maîtres pour s'attacher au démon le plus infâme des tyrans : se peut-il une plus insigne trahison ? L'homme pécheur en foulant aux pieds le sang de Jésus-Christ consent à crucifier de nouveau le Sauveur dans son cœur : se peut-il un plus infâme parricide ?

Quel est l'homme qui, en songeant aux audaces, aux ingratitude, aux folies, aux hontes de ses péchés, ne rougirait de lui-même, s'estimerait lui-même, dédaignerait le prochain, et ne s'adresserait à Dieu avec un sentiment de profonde confusion ?

Tels sont bien les sentiments du Publicain de notre évangile.

Tandis que le Pharisien offensait Dieu par son insolente arrogance, le Publicain se tenait à l'écart, loin du sanctuaire, pas assez éloigné cependant pour ne point entendre les outrages de son orgueilleux compagnon. Et sans oser lever les yeux il se frappait la poitrine en disant : « O Dieu, soyez-moi propice, à moi pauvre pécheur ! »

Comme il comprend bien l'horreur que doit inspirer l'offense de Dieu, ce Publicain ! Comme il est vil à ses propres yeux, comme il se méprise, en un mot comme il est humble ! Son humilité éclate de toute part. Elle paraît dans son extérieur : il a les yeux baissés vers la terre ; dans ses gestes : il se frappe la poitrine comme s'il voulait indiquer et punir la source impure de toutes ses fautes ; dans ses paroles : il fait une prière bien courte il est vrai, mais pleine de sentiments. Il s'accuse, il demande pardon. « Je n'invoque pas mes mérites, dit-il, mais j'en appelle à votre miséricorde, ô mon Dieu ! Je suis un pécheur, mais vous êtes plein de clémence. Je mérite un châtiement, mais vous pouvez m'en faire grâce. Je reconnais mon impiété, je m'accuse et me condamne ; vous que j'ai offensé, ayez pitié de moi ! » Et non seulement il s'humilie en actions et en paroles, il est humble du fond du cœur, et en preuve de la sincérité de ses sentiments, il souffre en silence qu'on le vilipende. Le Pharisien le méprise de la façon la plus outrageante, il ne s'en plaint pas, il ne répond rien à l'insulteur, il endure tout avec patience. Il ne songe qu'à une chose : s'abaisser et s'anéantir devant Dieu. Aussi voyez la récompense qu'il reçoit : il obtient une grâce de parfaite contrition, Dieu lui pardonne ses iniquités, et il retourne justifié dans sa maison. Son humble prière est montée jusqu'au ciel des cieux, elle a touché le cœur du Dieu très grand et très miséricordieux !

Frères bien-aimés, estimons et pratiquons l'humilité, surtout dans nos prières. Soyons bien persuadés de notre néant, de notre impuissance et du besoin incessant que nous avons du secours d'en-

haut. Si nous sommes justes, craignons de tomber, surtout ne nous préférons à personne. Si nous sommes pécheurs, sachons que le chemin le plus sûr et le plus prompt pour rentrer en grâce avec Dieu c'est l'humilité. Que le souvenir de nos péchés, même pardonnés, nous tienne toujours petits à nos propres yeux. Saint François de Borgia pensait souvent à ses iniquités passées, et pour se tenir dans un continuel mépris de lui-même il se regardait « comme un gracié de l'enfer. » David même, après avoir reçu de Dieu l'assurance que son iniquité lui était remise, avait toujours ses fautes devant les yeux. Agissons de même : pensons à nos péchés passés, non pour nous inquiéter ou nous décourager, mais pour alimenter notre humilité, nous exciter à la vertu et mériter les gloires promises à ceux qui s'abaissent !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Evêques et Réguliers

Les religieuses doivent faire les communions de règle, si elles n'en sont empêchées par une cause raisonnable. Le confesseur peut leur permettre de communier plus souvent, sans que le consentement du supérieur ou de la supérieure doive intervenir.

LITTERÆ Eminentissimi Præfecti ad Ordinarium Burdigalensem quoad communionem peragendam a familiis religiosis.

Perillustris ac Reverendissime Domine uti Frater,

Ex parte Officialis istius curiæ ecclesiasticæ expositum nuper fuit, quod in omnibus fere familiis religiosis præscribuntur in Statutis certi dies, in quibus omnes ad sacram communionem accedere debent, et quod multi communionum catalogum ita intelligunt quasi nulli sit licitum communicare etiam de consilio confessorii, nisi accedat quoque formalis consensus Superioris vel Superiorissæ.

Quibus expositis, quæsitum proponit : Quenam sit mens Ecclesiæ, quando approbat hæc statuta circa communionem in familiis religiosis ? Scilicet, an haberi debeant ut prohibitiva ne plures fiant communionem, vel præceptiva, ita ut omnes contentur ita vivere ut mereantur ad communionem accedere saltem in illis diebus ?

Itaque Sacra hæc Congregatio Episcoporum et Regularium, omnibus perpensis, respondit :

Negative ad primam partem ; et facultatem frequentius ad Sacram Synaxim accedendi relinquendam esse privative iudicio Confessorii, excluso consensu Superioris vel Superiorissæ ;

Affirmative ad secundam partem, quoties rationabilis causa non obstat.

Hæc erant à me Amplitudini Tuæ significanda, cui interim fausta cuncta ac prospera adprecior a Domino.

Amplitudinis Tuæ.

Romæ, 4 Augusti 1888.

Ut frater addictissimus

I. CARD. MASOTTI, *præfectus*

ALOISIUS EPISCOPUS GALLINICEN. *Secretarius.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — J'ai l'honneur de vous prier de m'aider pour résoudre quelques difficultés. Plus je cherche dans mes livres et dans mes revues, moins j'y vois clair, comme celui qui regarde le soleil.

1^o Aux messes solennelles *pro re gravi* et aux messes solennelles de l'adoration perpétuelle (notre *Indult* en ce cas a autant d'étendue que pour les messes *pro re gravi*), on ne doit dire qu'une oraison : c'est certain depuis 1883. Mais ne doit-on pas faire mémoire du dimanche sous une seule conclusion, quand ces messes solennelles sont célébrées le dimanche ?

2^o Dans notre diocèse, au dimanche de la Quinquagésime et les deux jours suivants, on n'expose le très saint Sacrement que quelques heures (à la cathédrale le jour seulement). Or cela ne remplit pas les conditions pour les privilèges des Quarante-Heures. Mais, disent les *Ephémérides*, cette exposition peut être regardée comme une exposition *pro re gravi*. J'ai l'intention de le faire déclarer par notre évêque. Mais alors, nous aurons des privilèges plus étendus que pour les Quarante-Heures : car la messe solennelle votive *pro re gravi* peut être célébrée le dimanche de la Quinquagésime ! Qu'en dit notre guide ? Si cela ne se peut, que faire 1^o pour le dimanche ? 2^o pour le lundi où se trouve un double (1890) et pour le mardi où se trouve un simple ?

3^o Les sept fondateurs des Servites doivent être fixés au premier jour libre. Notre calendrier est disposé comme il suit : 11 et 12, doubles ordinaires transférés perpétuellement, 13 et 14, semi-doubles transférés perpétuellement, 15, simple.

Les semi-doubles, transférés perpétuellement doivent sans doute rester à leur place, et la fête nouvelle fixée au 15 ?

R. — Ad I. En examinant attentivement les termes de cette question, je crois m'apercevoir qu'il y a une confusion. Vous ne distinguez pas deux choses qui sont tout à fait différentes, à savoir, les messes votives solennelles *pro re gravi* d'une part, et d'autre part les messes solennelles célébrées à l'occasion de l'exposition du Saint-Sacrement.

Il y a une différence entre les unes et les autres.

1^o Les messes votives solennelles *pro re gravi* sont celles qui sont dites pour un motif grave, *pro re gravi*. Et par motif grave, les liturgistes entendent ordinairement un motif qui affecte la société ou une partie de la société, soit directement, par exemple pour détourner un fléau, pour obtenir la paix dans un temps de guerre, ou pour d'autres motifs analogues, soit indirectement, par exemple, pour la santé du chef de la société.

Or ces sortes de messes votives solennelles sont les plus privilégiées. L'Eglise permet de les célébrer, même dans les dimanches privilégiés de seconde classe, ainsi que dans les fêtes de seconde classe, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites le 11 mars 1837 :

« In Dominicis privilegiatis secundæ classis, et festis itidem secundæ classis. » (N. 4866, ad 1.)

Mais elle défend de les célébrer aux fêtes doubles de première classe, aux dimanches de première classe, aux fêtes des Cendres et de la semaine sainte, aux vigiles de la Pentecôte et de Noël.

2^o Les messes solennelles du très saint Sacre-

ment et les autres messes qui se célèbrent à l'occasion de l'exposition solennelle du très saint Sacrement, sont d'un autre ordre ; elles sont moins privilégiées. Elles ne peuvent se célébrer dans les dimanches de seconde classe, ainsi que dans les fêtes qui sont également de seconde classe. Du reste, comme cette matière est assés compliquée, nous indiquons les jours et la manière de les célébrer.

Nous prions nos amis de vouloir bien se rappeler les décisions que nous allons donner, et de conserver ce numéro.

1^o Si les Quarante-Heures ont lieu pendant l'octave de la Fête-Dieu, la messe est de l'octave, sans aucune mémoire des fêtes occurrentes, et à plus forte raison sans les oraisons *de Tempore*.

2^o Si elles ont lieu dans un dimanche ordinaire, la messe est du très saint Sacrement, sans aucune mémoire, même du dimanche, et sans les oraisons *de Tempore*.

3^o Si elles ont lieu dans un des huit dimanches de première classe (savoir, premier dimanche d'avent, premier de Carême, dimanche de la Passion, des Rameaux, de Pâques, de Quasimodo, de la Pentecôte et de la Sainte-Trinité), alors la messe est de ce dimanche, avec la seule oraison du très saint Sacrement, sous la même conclusion : sans aucune mémoire ; à plus forte raison sans aucune oraison *de Tempore*.

4^o Si c'est un des neuf dimanches de seconde classe (savoir, deuxième, troisième, ou quatrième d'avent ; Septuagésime, Sexagésime et Quinquagésime ; deuxième, troisième ou quatrième de Carême), on suit absolument les mêmes règles qu'au n^o 3.

5^o Si elles ont lieu dans une férie privilégiée, savoir le mercredi des Cendres, et les trois premiers jours de la semaine sainte (car les Quarante-Heures et les Adorations perpétuelles sont prohibées les trois derniers jours de la semaine sainte), alors la messe est de la férie privilégiée, avec la seule oraison du Saint-Sacrement, sous la même conclusion : sans aucune mémoire et sans les oraisons *de Tempore*.

6^o Si elles ont lieu dans une fête simple, ou semi-double, ou double-mineure ou double-majeure, on dit la messe du très saint Sacrement, sans aucune mémoire, et sans les oraisons *de Tempore*.

7^o Si elles ont lieu dans une vigile privilégiée (de Noël ou de la Pentecôte) nous pensons qu'on doit agir comme pour les fêtes privilégiées, c'est-à-dire qu'on doit dire la messe de la vigile avec la seule oraison du très saint Sacrement sous la même conclusion : sans aucune mémoire, et sans les oraisons *de Tempore*.

8^o Si elles ont lieu dans une fête de première ou de seconde classe qui coïncident avec un dimanche ordinaire, alors on dit la messe de la fête, avec l'oraison du très saint Sacrement sous la même conclusion : ensuite la mémoire du dimanche, sous une seconde conclusion.

9^o Si elles ont lieu dans une octave privilégiée, autre que celle de la Fête-Dieu, (savoir, de Pâques, de la Pentecôte, de l'Epiphanie et de Noël), on dit la messe de l'octave privilégiée, avec la seule oraison du très saint Sacrement sous la même conclusion; sans aucune autre mémoire.

Ce que nous venons de dire s'applique 1^o aux adorations perpétuelles établies en France depuis quelques années : c'est du moins le sens de tous les indults pontificaux que nous avons pu voir; 2^o aux Quarante-Heures improprement dites, qui commencent le matin et finissent le soir.

Vous nous demandez si l'on doit faire mémoire des dimanches aux messes d'exposition devant le Saint-Sacrement. Il y aurait lieu de faire des distinctions. Mais elles se trouvent dans ce que nous venons d'exposer, particulièrement aux nos 2, 3, 4, 8 et 9.

Ad II. Le dimanche de la Quinquagésime et les deux jours suivants, si l'on fait l'exposition des Quarante-Heures proprement dites ou des Quarante-Heures improprement dites, on suit les règles que nous venons de tracer.

Faisons l'application pour l'année prochaine 1890 :

Dimanche de la Quinquagésime; messe de ce dimanche, avec la seule oraison du très saint Sacrement sous la même conclusion : sans les oraisons de *Tempore*.

Lundi, 17 février; messe de la Paix (si on le veut, car elle n'est pas obligatoire en soi), avec la seule oraison du très saint Sacrement; sans aucune oraison de *Tempore*.

Mardi, 18 février, messe du très saint Sacrement, sans aucune mémoire ou oraison de *Tempore*.

D'après tout ce que nous venons de dire, vous voyez que les messes célébrées à l'occasion des Quarante-Heures ou de l'Adoration perpétuelle, sont différentes des messes votives solennelles *pro re gravi*; et elles ont moins de privilèges.

Ce qui vous a sans doute trompé, c'est que les messes des Quarante-Heures sont quelquefois appelées par certains auteurs messes votives solennelles; mais on n'a pas l'intention de les assimiler complètement aux messes votives solennelles *pro re gravi* dont parle le missel quand il dit :

« In missis votivis, quando solemniter dicuntur pro re gravi, vel pro publica Ecclesia, dicitur una tantum oratio... » (*Rubricæ generales*, De Orationibus, n. 14).

Ces auteurs les appellent votives solennelles par opposition aux messes votives *privées* qui se disent sans chant, sans solennité, et qui ne peuvent être dites que dans les semi-doubles ou au-dessous.

Par conséquent il importe de ne pas faire déclarer par Mgr l'Evêque, et de ne pas dire dans votre *Ordo* que la messe des Quarante-Heures est une messe votive *pro re gravi*. Ces expressions seraient de nature à faire croire qu'elle a les mêmes privilèges que les messes votives solennelles *pro re gravi*; et il est probable que la plupart de MM. les curés le croiraient, puisque vous penchiez vous-

même vers ce sentiment, bien que vous soyez très versé dans la science de la liturgie.

Est-ce à dire qu'un évêque ne pourrait pas imposer la messe des Quarante-Heures comme messe votive solennelle *pro re gravi*? Loin de nous cette pensée. Nous croyons qu'il le peut; et alors cette messe pourrait se célébrer même dans les dimanches de seconde classe et dans les fêtes de seconde classe. Mais alors ce privilège lui appartiendrait, non à titre de messe des Quarante-Heures, mais à titre de messe commandée comme votive solennelle *pro re gravi*.

Ad III. Votre rédaction relative à la fête des Sept-Fondateurs me paraît très exacte. Vous faites bien de ne pas déplacer les semi-doubles qui, dans votre diocèse sont assignés au 13 et au 14 et de transférer au 15 la nouvelle fête.

Q. — 1^o Les registres de baptêmes, mariages et sépultures sont-ils publics comme ceux de la mairie de telle sorte que le curé ne puisse refuser de les montrer à quiconque veut y faire des recherches?

2^o La reconnaissance d'un enfant faite par son père et sa mère à la mairie au moment de leur union civile suivie du mariage à l'église suffit-elle pour que je modifie l'acte de baptême dans lequel cet enfant est dit illégitime? Plus tard, pour sa première communion ou son mariage, il me serait pénible de lui donner cet acte de baptême non modifié. Les parents ne pourraient-ils pas canoniquement reconnaître l'enfant devant le curé sans recourir à Rome, ce qui ne serait guère pratique aujourd'hui.

3^o Avant l'établissement du mariage civil en France un garçon de 14 ans et une fille de 12 pouvaient-ils se marier légitimement devant l'Eglise malgré l'opposition de leurs pères et mères?

4^o Des prêtres fort respectables d'ailleurs subissent l'usage mondain de donner le bras à une femme en passant du salon à la salle à manger et de la salle à manger au salon; d'autres prêtres non moins respectables refusent de s'y conformer. Quel est le plus conforme aux convenances ecclésiastiques? Rome a-t-elle dans ses réponses ou la pratique de son clergé quelque chose qu'on puisse invoquer pour ou contre?

5^o Qu'entend l'*Ami du Clergé* (année 1885, n^o 18) par donner la sépulture ecclésiastique sans la solennité des obsèques?

6^o Peut-on absoudre sous condition hors le danger de mort et l'administration du baptême.

7^o Peut-on permettre de communier au pénitent ainsi absous?

8^o Peut-on enterrer un pécheur public auquel on a administré l'extrême-onction pendant qu'il était privé de l'usage de ses sens?

9^o Un homme qui passe pour franc-maçon ne met jamais les pieds à l'église, exige que ses enfants au lycée ne reçoivent aucune instruction religieuse, et fait profession d'impiété, doit-il être traité comme pécheur public 1^o pendant sa vie, 2^o à sa mort.

L'assistance de cet homme à un mariage à l'église où il se croit obligé de paraître comme témoin pour ne pas blesser les époux est-elle une rétractation suffisante pour qu'on puisse l'admettre 1^o comme témoin à ce mariage, 2^o comme parrain.

On l'a vu quelquefois mêlé au milieu de la foule des fidèles dans le cimetière s'agenouiller, au pied d'une tombe, mais il n'entre pas dans l'église même ce jour-là qui est le dimanche des Rameaux.

R. — Ad I. L'article 45 du code civil, établissant la publicité des actes de l'état civil, autorise toute

personne à en demander communication, et à s'en faire délivrer des extraits.

Quant aux actes de l'Etat religieux, contenus dans les registres de baptêmes, de mariages, de sépultures, la loi civile ne dit rien. Elle ne les reconnaît pas, elle les ignore simplement. Donc elle ne peut vouloir les rendre publics.

Mais abstraction faite de la loi civile, il peut y avoir obligation de donner connaissance par copie ou autrement, des actes religieux.

Quand les fidèles ont un intérêt particulier à connaître ces actes, à en produire les extraits, par exemple pour qu'il conste de leur état religieux, pour qu'ils puissent être admis à remplir une charge, à recevoir un sacrement, etc., ils ont le droit d'en demander communication. Et conséquemment, il y a obligation de satisfaire à leur juste demande. Cette obligation découle de la charité et de la justice : elle est déterminée par les règlements ou statuts particuliers ou généraux.

Ad II. La reconnaissance d'un enfant naturel, faite à la mairie, au moment du mariage dit civil, n'emporte pas du tout la légitimation de l'enfant aux yeux de l'Eglise. Elle n'a d'effet que pour le civil.

Le mariage religieux contracté ensuite entre le père et la mère de l'enfant naturel, légitime celui-ci pourvu qu'il ne soit ni incestueux ni adultérin. Alors pas n'est besoin de recourir à Rome : la légitimation est la conséquence du mariage.

Mais pouvez-vous modifier après coup l'acte de baptême de l'enfant ainsi légitimé ?

Non ; sans doute. Une modification de ce genre dans un acte authentique, si elle était admise comme possible, ouvrirait la porte à de graves inconvénients ; elle nuirait beaucoup à la valeur des actes de l'état religieux.

Notre correspondant dit qu'il lui serait pénible de délivrer à l'enfant légitimé un acte de baptême non modifié. Nous ne voyons d'autre adoucissement à sa peine, que celui d'ajouter, à l'acte de baptême fidèlement transcrit et sans modification aucune, une note indiquant que l'enfant a été légitimé par le mariage subséquent de son père et de sa mère.

Cette note peut-elle figurer au registre, soit de baptême, soit surtout de mariage, avec la déclaration des parties contractantes qui reconnaissent l'enfant naturel, rien ne s'y oppose ; mais il faut se conformer aux formules imposées par l'autorité épiscopale, pour la confection des actes de l'état religieux.

Ad III. Avant l'établissement du mariage civil en France et avant que la loi ait établi l'âge du mariage à 18 ans pour les hommes et à 15 ans pour les femmes, un garçon de 14 et une fille de 12 ans, ayant par conséquent l'âge fixé par la loi canonique, pouvaient-ils se marier *légitimement* devant l'Eglise, malgré l'opposition de leurs pères et mères ?

Le mot *légitimement* est susceptible de deux sens. Il peut signifier valablement et licitement.

S'il s'agit de validité, il est certain que ce ma-

riage était valide, comme il le serait encore aujourd'hui *positis alias ponendis*, même sous l'empire de la nouvelle loi civile. La raison en est évidente : l'autorité civile ne peut aucunement établir des empêchements dirimants au mariage : ses prescriptions ou prohibitions sur ce point, n'ont pas de valeur.

Mais si la question se pose au point de la licéité, la réponse est différente.

L'Eglise ne va pas sans doute jusqu'à exiger comme essentiel au mariage, le consentement des parents, mais elle n'approuve pas toujours les mariages contractés contre le gré des parents, et elle le déclare formellement dans le Concile de Trente, et cela « *justissimis de causis*. » Sess. xxiv, ch. 1.

Parmi ces causes, il faut assurément mettre le respect et l'obéissance qu'un enfant doit à ses parents, et qui exige de lui qu'il ne s'engage pas dans le mariage, sans le consentement de ceux à qui il doit tout, et qui ont qualité et expérience pour le diriger dans une affaire aussi importante.

Il n'y a d'exception à cette règle que le cas où les parents feraient à un enfant voulant contracter mariage, une opposition qui ne serait pas raisonnable, et le mettraient ainsi dans la nécessité de se passer de leur agrément.

On comprend sans peine que ces considérations aient plus de force encore, quand ceux qui veulent se marier, ne font qu'atteindre l'âge canonique de 14 ou de 12 ans. C'est un devoir pour les parents et les pasteurs de les en détourner : et s'ils persistent dans leur résolution, s'ils contractent mariage contre le gré de leurs parents, ce mariage encore qu'il soit valide, s'il n'y a pas d'autres empêchements, ne sera pas toujours licite.

Ad IV. Il est difficile d'approuver ou de condamner en général, les ecclésiastiques qui se conforment à cet usage du monde, dont parle notre correspondant. En particulier pour juger cet acte, il convient de tenir grand compte des circonstances de personnes, d'âge, de lieux, etc.

Tout en recommandant aux ecclésiastiques et de mille manières, la plus exacte réserve envers les personnes du sexe, l'Eglise n'a rien déterminé que nous sachions sur ce point.

Mais parce qu'il y a toujours quelque danger à s'écarter de la réserve ecclésiastique, pour se rapprocher des usages mondains, et que l'édification du prochain et la bonne renommée du prêtre, ont plus à y perdre qu'à y gagner, nous estimons qu'il vaut mieux *en général*, rester en deça des limites du permis, que de s'exposer à aller au delà et que l'abstention qui consiste à ne pas se conformer à cet usage du monde, a moins d'inconvénients que son contraire.

Ad V. L'*Ami du Clergé* a rapporté (année 1885, n° 18, p. 277) un décret de la Sacrée Congrégation du Saint-Office, en date du 18 mai 1886, concernant la sépulture des suicidés. Dans le doute si le suicide est l'effet de la démence ou du désespoir, la Congrégation permet d'accorder aux suicidés la sépulture ecclésiastique, mais sans les pompes et les

solennités des obsèques, « *vitatis tamen pompis et solemnitatibus exsequiarum.* »

Quel est le sens de ces mots : *pompes et solennités des obsèques* ?

Il nous semble qu'il est suffisamment indiqué dans la question à laquelle la Sacrée Congrégation a répondu par son décret.

Cette question était ainsi formulée : « *Utrum liceat ecclesiasticam sepulturam dare, suicidis, aut solemnnes exequias cum missâ celebrare ?* »

D'où, par obsèques solennelles, il faudrait entendre la célébration de la messe, avec tout ce qui est ordonné ou tient à la pompe du service divin, comme le son des cloches, les chants de l'Eglise, la conduite solennelle du corps, et toutes les cérémonies qui rehaussent l'éclat de la sépulture chrétienne.

Est-ce seulement la messe solennelle ou chantée qui est défendue ? Nous serions inclinés à le croire, sauf meilleur avis, parce que ces mots de la question posée, « *solemnnes exequias cum missâ celebrare* » et ceux de la réponse « *vitatis tamen pompis et solemnitatibus,* » ne semblent pas exclure une simple messe basse, célébrée sans pompe ni solennité.

Du reste, il est recommandé de recourir à l'évêque, quand c'est possible, pour chaque cas particulier.

Ad VI. Nous répondrons brièvement, que l'on peut absoudre sous condition, même en dehors du danger de mort.

C'est la doctrine commune des théologiens, que l'absolution conditionnelle est licite, *justâ extante causâ*. Or cette cause juste, n'est pas seulement la nécessité extrême où se trouve le pénitent, v. g. le malade privé de l'usage de ses sens et qui ne peut donner des signes certains de sa disposition, le moribond qui jouit de ses facultés et de ses sens, et dont la disposition reste douteuse ; mais encore tout dommage spirituel notable, que le refus de l'absolution pourrait causer au pénitent douteusement posé.

Par application de ce principe, on peut absoudre conditionnellement des pénitents douteux, s'ils sont dans un péril probable de mort, v. g., le soldat qui va au combat, celui qui entreprend une traversée périlleuse, l'infirme qui doit subir une opération dangereuse *mulier cito paritura, cujus partus solent esse difficiles* ; s'ils sont en péril de tomber dans la démence, ou d'être emmenés en captivité chez les infidèles. (S. Lig.)

De même, et avec non moins de raison, on donnera l'absolution sous condition, malgré le doute qui subsisterait sur la disposition des pénitents, aux enfants, aux personnes qui ne jouissent pas de la plénitude de leurs facultés (*semifatuus*), aux sourds, aux muets, à tous ceux en général qui sont physiquement et moralement impuissants à apporter au sacrement de Pénitence des dispositions plus certaines. Quand aux enfants en particulier, saint Alphonse dit expressément : « *pueri dubiè dispositi absolvi possunt (saltem post duos*

vel tres menses) sub conditione, licet sola venialia accusent. » (Hom. apost. Tract. ult. n° 38.)

Enfin on peut absoudre sous condition un sujet douteux, uniquement parce qu'on a lieu de craindre qu'il abandonne les sacrements. S'il est renvoyé sans absolution, Mgr Gousset établit ce sentiment, qui est généralement admis, par la raison suivante, qui vaut pour tous les autres cas. C'est pour procurer et assurer autant que possible notre salut, que le sacrement de Pénitence a été institué. Or ce serait s'écarter du but de son institution, que de le refuser au pécheur, auquel, vu ses dispositions actuelles, on croit plus avantageux de l'accorder que de le refuser, et que ce refus éloignerait peut-être pour toujours du seul moyen de salut qui lui reste. En usant d'une certaine condescendance envers lui, on a l'espoir de l'affermir dans le bien, et de l'amener à des dispositions plus parfaites. Donc si on l'absout, on agit dans l'intérêt de son salut. D'ailleurs, même si l'absolution est nulle par défaut des dispositions essentielles, le sacrement n'est pas profané, puisque la condition posée par le ministre restreint sa volonté et empêche la confection du sacrement.

Nous rappellerons que, si, dans les cas précités et d'autres semblables, le confesseur peut absoudre sous condition, il ne s'ensuit pas qu'il le puisse toujours. Ici, comme en toutes choses, il faut éviter l'abus : et il y aurait abus, si le confesseur recourait à la condition pour ne pas examiner avec soin les dispositions du pénitent, ou s'il n'avait pas, après un examen qui le laisserait dans le doute, une raison suffisante, une cause juste pour absoudre conditionnellement. Ecarter du pénitent un grave danger pour son salut, ou lui procurer un avantage spirituel notable, voilà à quoi se réduit cette raison suffisante, cette cause juste.

Notons encore que la condition dont il s'agit est celle-ci : « *Si tu es ritè dispositus,* » et qu'il suffit de l'exprimer mentalement.

Nous prions notre correspondant de revoir dans la théologie, cette importante question avec tous les développements que nous n'avons pas pu donner.

Ad VII. Mgr Gousset répond ainsi à cette question : « On n'admettra point à la communion l'enfant à qui on a donné l'absolution dans le doute, s'il avait suffisamment l'usage de la raison. Quant aux pénitents qui ont reçu l'absolution avec des dispositions douteuses, on ne leur conseillera pas de communier : on leur proposera même, autant que la prudence le permettra, de différer leur communion, en les engageant à s'y préparer par une autre confession. Mais si le pénitent, se croyant réconcilié avec Dieu, en vertu de l'absolution que le confesseur a cru pouvoir lui donner, tient à recevoir l'Eucharistie, soit à raison du danger où il se trouve, soit afin de donner le bon exemple à ses enfants, soit pour réparer le scandale qu'il a donné au public en s'éloignant trop longtemps

des sacrements, ou si on a lieu de craindre, qu'en lui défendant de communier on ne le jette dans le découragement, nous pensons qu'on peut alors le *laisser* s'approcher de la sainte Table. En l'admettant à la participation de l'Eucharistie, on agit dans son intérêt, on prend le parti le plus sûr, le plus avantageux pour son salut, le plus conforme par conséquent à la fin principale des sacrements.

« Fût-il vrai, que le pénitent n'ait pas été réellement absous de ses péchés, comme on le suppose dans la bonne foi, comme il se croit en état de grâce, s'il s'approche de la sainte Table avec l'attrition, la communion aura son effet : en lui communiquant la grâce, elle lui obtiendra par elle-même la rémission de ses péchés, comme l'enseignent communément les théologiens. Ce n'est point l'état du péché, dit très bien Collet, mais l'affection au péché mortel, qui est un obstacle aux effets du sacrement. Si au contraire, il reçoit la communion, sans avoir l'attrition, qu'il ne croit point nécessaire, parce qu'il se croit en état de grâce, cette communion sera nulle quant à ses effets, mais elle ne sera pas sacrilège : on ne peut pas dire de lui, qu'il ait la conscience de quelque péché mortel, qu'il soit, *sibi conscius peccati mortalis*. » T. II, n° 474.

Ad VIII. De ce qu'un pécheur public, ait reçu l'extrême-onction, lorsqu'il était complètement privé de l'usage de ses sens, on ne peut pas conclure, *per se loquendo*, qu'il ait droit à la sépulture chrétienne. Cependant s'il n'a pas repoussé le prêtre, et si rien n'indique qu'il l'aurait repoussé à ses dernier moments, il y a place encore pour l'indulgence. S'il reste du doute, recourir à l'évêque.

Ad IX. Un homme qui professe ouvertement l'impiété et qui s'applique à l'infiltrer autant qu'il peut dans l'âme de ses enfants, ne peut échapper à la note infamante de pécheur de public : il est même quelque chose de pire, puisqu'il est l'ennemi déclaré de la religion de Dieu et de son Eglise. S'il est de plus franc-maçon et qu'il ait connaissance des censures portées contre les adhérents à la secte, il est excommunié : et comme tel, et aussi comme pécheur public, il ne peut être admis aux sacrements, ni prétendre à la sépulture chrétienne.

Evidemment, le fait d'assister comme témoin, à un mariage catholique, ou même de s'agenouiller au milieu de la foule des fidèles sur une tombe du cimetière ne suffit pas à réparer le scandale de son impiété, ni à briser le lien de son excommunication.

Mais peut-il être admis comme témoin d'un mariage religieux, et comme parrain au baptême ?

Il peut être admis comme témoin, et non comme parrain.

Le concile de Trente n'exige pas de témoins qualifiés, pour assister au mariage. Il suffit, qu'ils aient l'usage de la raison, et qu'ils puissent attester ce qu'ils ont vu. Par conséquent toute personne raisonnable, peut servir de témoin, fût-elle pécheresse, infâme, infidèle, femme ou enfant.

Il n'en est pas de même du parrain. Le Rituel dit formellement : « Sciant Parochi, ad hoc munus non esse admittendos infideles, aut hæreticos, non publice excommunicatos aut interdictos, non publice criminosos aut infames, nec præterea qui sana mente non sunt, nec qui ignorant rudimenta fidei; hæc enim Patrini spirituales filios suos, quos de baptismi, fonte susceperint, ubi opus fuerit, opportune docere tenentur. »

DÉCISION DE LA S. PÉNITENCERIE RELATIVEMENT AUX OBLIGATIONS DU CRÉDIT FONCIER ITALIEN, DU 25 JANVIER 1888.

Est-il permis aux ecclésiastiques d'acheter des obligations financières ?

Au n° 1 de l'*Ami du Clergé* de cette année, p. 5, nous avons dit : « Le placement de son argent dans une maison de commerce ou dans une société industrielle, pour un intérêt déterminé à l'avance, sans aucune participation aux bénéfices éventuels, ou, en d'autres termes, l'achat d'*obligations* ne constitue pas un négoce illicite défendu aux ecclésiastiques par les bulles pontificales. »

Et un peu plus bas : « Si les placements dont nous parlons, sont permis en eux-mêmes, les spéculations financières au sujet de ces fonds, consistant à les acheter dans un moment de baisse *dans le but avéré* de les revendre quand ils seront en hausse, sont interdites. C'est en réalité un acte de négoce. Il n'est cependant pas interdit de profiter d'un moment de hausse pour vendre ces obligations, pourvu qu'on n'ait pas eu, dans le principe, au moment de l'achat, l'intention de réaliser des bénéfices. »

Nous sommes heureux de nous trouver en parfaite conformité de doctrine avec la S. Pénitencerie, comme on peut le voir par la réponse suivante, qui a été donnée, le 25 janvier 1888, à l'évêque de Conversano. Nous traduisons la supplique, qui se trouve en italien :

« Eminentissime Prince,

« L'évêque soussigné de Conversano expose respectueusement à Votre Eminence Révérendissime, que beaucoup d'administrateurs des lieux pies, et aussi des personnes privées ont l'habitude de placer leur argent sur le Crédit foncier, dont le but est d'avancer, moyennant un taux raisonnable, des fonds aux propriétaires ruraux, en prenant hypothèque sur leurs biens.

« Or, il en est qui ont élevé des doutes sur la licéité de ce placement, parce que l'administration du Crédit foncier prête aux injustes acquéreurs des biens ecclésiastiques ou des lieux pies, en prenant hypothèque sur ces mêmes biens ; il faut cependant ajouter que les possesseurs d'obligations demeurent tout à fait étrangers à l'administration de la Société.

« Ceci posé, le soussigné a recours à Votre Eminence Révérendissime, et la supplie de vouloir bien résoudre le doute et déclarer si on peut lici-

tement prendre les obligations du Crédit foncier.

« Dans le cas de la négative, le soussigné prend la liberté de présenter à Votre Eminence d'humbles instances pour être autorisé, par concession apostolique, à permettre ce placement de fonds à ses diocésains. »

Réponse de la S. Pénitencerie

« S. Pœnitentiarii Venli in Christo Patri Episcopo Oratori ad præmissa respondet, attentis omnibus tolerari posse, servatis de cætero servandis, id est : « 1^o Personæ ecclesiasticæ se abstineant a qualibet negotiatione prædictarum obligationum, et præsertim ab omni contractu qui speciem habeat, ut vulgo dicitur, *di giuochi di borsa* (de jeux de bourse);

« 2^o Administratores autem locorum piorum curent ut hi tituli in loco tuto caute custodiantur;

« 3^o Ne commutentur in alios titulos absque gravi necessitate et de consensu Ordinarii, ejusque et administratorum onerata conscientia ;

« 4^o Et ne alienentur inconsulta S. Sede, quando ad eam recurritur tempus suppetat.

« Datum Romæ in Sacra Pœnitentiaria, die 25 januarii 1888.

« R. CARD. MONACO, P. M.

« Hip. Cancus Palombi, S. P. Secr. »

Cette réponse demande quelques observations, pour en préciser autant que possible la portée. Il n'y est question que du *Crédit foncier italien* ; mais les principes sur lesquels elle repose sont les principes généraux de la théologie et du droit canon. Prenons chacune des parties.

Il y a d'abord la réponse générale : *Attentis omnibus, tolerari posse*. Les placements de fonds sur le Crédit foncier italien semblaient défendus et par la loi naturelle et par la loi ecclésiastique. La loi naturelle interdit à quiconque de confier son argent aux sociétés dont le but est mauvais, parce qu'il en résulte une coopération plus ou moins directe aux effets mauvais produits par la société. Or, en avançant l'argent aux acquéreurs des biens des églises et des œuvres pies, le Crédit foncier italien semblait favoriser une œuvre mauvaise. D'autre part la loi ecclésiastique a tracé des règles pour le placement des capitaux libres appartenant aux églises et aux autres œuvres pies : ils doivent, dit Lucidi, être employés *in bonis stabilibus, tuis atque frugiferis*. Les titres de la dette publique ne remplissent pas par eux-mêmes les conditions requises par la loi ; c'est ce que Lucidi déduit des nombreuses demandes présentées, soit par les évêques, soit par les administrateurs des œuvres pies, pour obtenir l'autorisation d'acheter des titres de rentes de la dette publique. La Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers à laquelle ces demandes sont présentées accorde facilement la permission demandée ; elle tolère les placements ainsi faits sans sa permission ; elle prend même l'initiative de les conseiller, parfois, à condition que l'on prendra des titres *nominalifs*, et non des titres *au porteur*. C'est ce que nous concluons

d'un rescrit du 13 juillet 1845 : « Cæterum investimentum fieri poterit *etiam* in schedis *Consolidato debiti publici*, quæ non sint, ut aiunt *al portatore* ¹. »

La S. Pénitencerie déclare qu'il y a lieu à tolérance pour le Crédit foncier italien, c'est-à-dire que les laïques peuvent, sans violer la loi naturelle, et les administrateurs des lieux pies, sans violer la loi naturelle et la loi ecclésiastique, prendre des obligations de ce Crédit foncier. Après ce que nous avons dit de la loi ecclésiastique, la décision de la S. Pénitencerie ne doit pas étonner, parce que le Crédit foncier est regardé comme un établissement public. Quand aux doutes provenant de la coopération à une chose mauvaise, ce serait le cas d'étudier dans quelles circonstances cette coopération peut être licite ; nous ne nous y arrêterons pas aujourd'hui, parce que bientôt nous devons répondre *ex professo* à une question sur ce sujet. En tout cas, pour la circonstance, il n'y a pas coopération coupable dans l'achat des obligations du Crédit foncier italien, puisque la S. Pénitencerie tolère qu'on les achète. Cette décision n'étonne pas, car le Crédit foncier italien n'a pas précisément pour but de favoriser l'achat des biens ecclésiastiques ; ce n'est que par exception que quelques personnes font appel à son crédit ouvert à tous, moyennant certaines garanties. Le but est donc bon en lui-même. D'ailleurs les porteurs d'obligations ne prennent aucune part à l'administration de la société, et leur coopération est très indirecte et il y a bien des motifs pour la légitimer.

La solution de la question est complète dans ces quelques mots : *attentis omnibus tolerari posse* ; le cas particulier était résolu et la S. Pénitencerie aurait pu ne rien ajouter. Cependant elle croit utile de rappeler les règles générales relatives à cette matière. Nous sortons donc ici d'une circonstance spéciale pour rentrer dans le droit commun ; c'est ce qu'indique les expressions : *Servatis de cætero servandis*. Aussi la fin de la réponse a-t-elle une importance particulière, parce qu'elle rappelle des lois assez oubliées en pratique, et qu'elle est une preuve que le Saint-Siège, aujourd'hui encore, en presse l'observation. Nous allons expliquer chacun des quatre articles.

« 1^o Personæ ecclesiasticæ se abstineant a qualibet negotiatione prædictarum obligationum, et præsertim ab omni contractu qui speciem habeat, ut vulgo dicitur, *di giuochi di borsa*. »

Sous le nom de *personnes ecclésiastiques* il faut entendre, d'après Pie IV : « Quosvis clericos, tam sæculares, quam quorumvis etiam mendicantium Ordinum ac Militiarum regulares ². Or cette constitution de Pie IV a été formellement confirmée par Benoît XIV, dans la constitution *Apostolicæ servitutis*, et par Clément XIII par la constitution *Cum primum*.

¹ *Analecta*, III, col. 386.

² Const. *Decens esse censes*, Bull. Rom., t. IV, part. II, p. 58.

On s'est demandé s'il fallait comprendre les clercs minorés dans la défense. Saint Alphonse répond que, s'il s'agit de bénéficiers, le sentiment commun déclare qu'ils sont astreints par les lois interdisant le négoce; et qu'ils n'y sont pas astreints, s'ils ne sont pas bénéficiers. Toutefois l'évêque peut interdire le commerce à tous les clercs minorés et même aux clercs tonsurés. C'est ce qu'enseigne Ferraris, d'après une réponse de la S. Cong. du Concile, du 2 août 1687 ¹.

Sous le nom de *réguliers* il faut aussi entendre les religieux qui font des vœux simples. C'est l'opinion commune des auteurs, qui s'appuient sur un indult accordé aux religieux Rédemptoristes de Nocera, le 5 juin 1818 ².

Il n'est question, dans la réponse de la S. Pénitencerie, que d'*obligations* et non d'*actions* du Crédit foncier. Les obligations, comme on sait, rapportent un intérêt fixe, mais ne donnent aucun droit à prendre part à la direction de la société. Les actions, au contraire, outre l'intérêt fixe, donnent un droit aux revenus éventuels et à l'administration de la société. La S. Pénitencerie ne parle pas d'actions, parce que Mgr l'Evêque de Conversano n'avait pas soulevé de doutes à ce sujet.

Toute sorte de négoce est interdit aux ecclésiastiques au sujet de ces obligations, mais surtout le jeu de bourse. Que le jeu de bourse soit un négoce proprement dit, on en convient facilement. Qu'il puisse y avoir d'autres sortes de commerce interdites relativement aux *obligations*, beaucoup d'ecclésiastiques le nient, en pratique surtout; et cependant la S. Pénitencerie le dit clairement. Cela découle d'ailleurs de la nature même du négoce défendu, que l'on définit : *Emptio rei eo fine facta, ut ea non mutata cum lucro revendatur*. Aussi le P. Sanguinetti, parlant de l'achat des obligations par les ecclésiastiques, dit-il : « Si quis eas *ad hunc finem acquirat* ut *cariori pretio* dividendat, indeque *lucrum* percipiat, id omnino recidit in *negotiationem quæstuosam* eamque absolute prohibitam, adeoque id illicitum dici debet ³. »

Le P. Marc expose les mêmes principes : « Non liceret tamen in eis negotiari, id est *habitualiter* eas emere, animo carius vendendi cum earum pretium increverit ⁴. »

Il n'est donc pas défendu, quand on veut acheter des obligations, d'attendre que les cours soient en baisse, si l'on n'a pas l'intention de revendre quand les cours seront plus haut, mais seulement celle de payer moins cher au moment de l'achat. De même celui qui a acheté des obligations à un prix assez bas, et qui se trouve dans la nécessité de les revendre peut, sans inconvénient, attendre le moment propice. Nous n'hésiterions pas à affirmer la même chose pour celui qui, profitant d'une hausse

extraordinaire, vendrait des titres qu'il avait acheté avec l'intention bien arrêtée de les garder, ou bien encore qui se dessaisirait de titres d'une sûreté douteuse pour en acheter de plus solides. Dans toutes ces circonstances on ne rencontre pas, au moment de l'achat, le but avéré de revendre plus cher, ni les actes répétés qui constituent l'*habitude* dont parle le P. Marc.

« 2^o *Administratores autem locorum piorum curent ut hi tituli in loco tuto caute custodiantur.* »

Sous le nom de *lieux pies* on entend ici les établissements de bienfaisance érigés, ou du moins gouvernés par l'autorité ecclésiastique. Il faut donc deux choses pour caractériser un lieu pie : qu'il s'occupe d'œuvres de bienfaisance, et qu'il soit sous le contrôle de l'évêque. On devra donc regarder comme lieux pies ceux-là seuls dont les administrateurs seront approuvés par l'évêque, ou bien dont la comptabilité sera soumise à la vérification de l'Ordinaire. Les autres établissements de bienfaisance dont les comptes et l'administration pécuniaire relèvent absolument des laïques, sans aucune surveillance de l'évêque, ne sont pas rangés au nombre des lieux pies, lors même qu'ils seraient desservis par des ecclésiastiques ou des religieux. La raison en est que ces établissements ne sont pas, au point de vue matériel, dirigés par l'Eglise ou sous sa dépendance : « *Advertendum esse arbitror, dit Avanzini, sub nomine piorum locorum de quibus in citato Tridentini capite agitur, ea esse pia loca tantummodo intelligenda quæ vel ab Ecclesia, vel cum dependentia ab Ecclesia administrantur, non illa vero quæ vel a privatis personis, vel a solo gubernio, sine ulla ab Ecclesia dependentia reguntur* ¹. »

La recommandation de veiller à la garde des titres rappelle un acte de bonne administration qui se conçoit de lui-même. Si les titres sont nominatifs, comme le réclame ordinairement le Saint-Siège, ils ne peuvent pas s'égarer, personne ne pouvant en toucher les intérêts ou les vendre, à l'exception des titulaires. Si ce sont, au contraire, des titres au porteur, ils rentrent dans la catégorie des choses précieuses, et il est nécessaire de veiller à leur garde avec le plus grand soin.

« 3^o *Ne commulentur in alios titulos absque gravi necessitate, et de consensu Ordinarii, ejusque et administratorum onerata conscientia.* » Lorsqu'il s'agit de remplacer un titre par un autre titre, il n'est pas nécessaire de recourir au Saint-Siège; l'autorisation de l'évêque suffit, mais aussi elle est nécessaire. Il faut aussi, comme il est dit, une grave nécessité.

« 4^o *Ne alienentur inconsulta S. Sede, quando ad eam recurrerit tempus suppetat.* » La vente d'un titre de rente constitue un de ces actes d'aliénation interdits par la constitution *Ambitosæ* de Paul II. Lorsque l'utilité ou la nécessité, même évidente, de l'église ou des lieux pies exige cette

¹ Ferraris, v^o *Negotium*, n. 47.

² *Analecæ*, VII, 490, n. 49.

³ *Juris eccles. privati institutiones*, lib. I, tit. III, p. 126.

⁴ *Inst. mor. Alph.*, n. 2228.

¹ *Comm. in Const. Apostolicæ Sedis*, p. 369, a.

aliénation, on ne peut y procéder qu'après avoir sollicité le consentement du Souverain-Pontife. Si toutefois la nécessité était imminente, comme le soulagement urgent des pauvres, le paiement d'une dette exigée par voie judiciaire, la solution d'une contribution de guerre, le remboursement forcé d'une rente sur l'Etat, et que le recours au Saint-Siège fût impossible, il serait permis d'agir avant de solliciter le *beneplacitum*, sauf à faire ratifier dans la suite ces actes irréguliers. Le P. Meynard ajoute à cette énumération « le cas d'une utilité notoire qui résulte de la conclusion immédiate d'une affaire ; » mais il réclame le consentement de l'évêque. 1. La Sacrée Congrégation du Concile a traité un cas de ce genre le 22 juin 1822 ; il s'agissait des Servites du diocèse de Côme, qui avaient été forcés, dans les premières années de ce siècle, de vendre quelques-uns de leurs biens, sans pouvoir demander l'autorisation du Saint-Siège, toutes communications avec Rome étant interrompues. Le secrétaire de la Sacrée Congrégation disait à ce sujet : « Alienatio igitur aliis temporibus, aliisque in circumstantiis illicita, nunc licita dici posset, ex juris regula : *Quod non est licitum in jure, necessitas facit licitum.* » La restriction : *Quando ad eam recurrendi tempus suppetat*, consacre cette manière d'agir.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Lorsque la loi ordonne de procéder à une enquête de *commodo et incommodo*, y a-t-il des règles particulières à suivre en cette circonstance, ou bien dépend-il de la fabrique ou du maire de l'organiser comme ils l'entendent ? J'aurais besoin de connaître ces détails ; car avant longtemps, nous serons obligés d'en ouvrir une, et je désirerais, autant que possible, me conformer à tout ce qu'exige la législation.

R. — On nomme enquête de *commodo et incommodo*, celle qui a pour objet de faire connaître à l'autorité supérieure les avantages et les inconvénients d'une mesure ou d'une opération quelconque. Elle devient nécessaire toutes les fois que l'autorité supérieure a du doute sur l'utilité d'une acquisition, d'un échange que la fabrique se propose de faire ou d'une construction qu'elle désire entreprendre, ou de tout autre opération pour laquelle la fabrique demande son autorisation.

Il doit être procédé à l'enquête par un commissaire désigné par le préfet et le procès-verbal doit en être rédigé sur un papier libre, afin d'éviter des frais préjudiciables aux établissements publics ecclésiastiques.

L'objet, le jour et l'heure de l'enquête sont indiqués par le maire de la commune, quinze jours à l'avance par voie d'affiches et de publications.

Les déclarations pour ou contre la mesure pro-

jetée, doivent être individuelles et consignées dans le procès-verbal par le commissaire enquêteur. Chaque déclarant souscrit sa déclaration, ou mention est faite qu'il ne veut ou ne sait signer, après lecture donnée. Lors même que les déclarations sont identiques, elles doivent être consignées séparément dans le procès-verbal, indépendamment les unes des autres, avec leurs raisons respectives.

Les affiches annonçant l'ouverture des enquêtes de *commodo et incommodo* relatives aux acquisitions, aliénations, échanges, etc., qui intéressent les fabriques et les établissements ecclésiastiques et religieux, peuvent être imprimées sur papier blanc, et sont affranchies du timbre, lorsqu'elles sont apposées par les soins de l'autorité administrative. Il en est autrement lorsque ces affiches émanent de l'autorité ecclésiastique. Il importe dès lors que les secrétaires d'évêchés s'abstiennent de signer des procès-verbaux d'affiches. Ils doivent laisser ce soin aux préfets et sous-préfets, ou à leurs délégués conformément à l'usage généralement suivi.

Ces solutions ont été consacrées par la décision ci-après du ministre des finances, provoquée sur la demande de Mgr l'évêque d'Orléans, par le ministre de l'instruction publique et des cultes.

Lettre du 30 Août 1855, de M. le ministre des finances (M. Magne) à M. le ministre de l'instruction publique et des cultes.

« Monsieur et cher collègue,

« Suivant dépêche des 14 mai et 14 août derniers, vous avez appelé ma bienveillante attention sur une lettre par laquelle Mgr l'évêque d'Orléans, après avoir présenter des observations tendant à établir qu'une affiche placardée par les soins de l'évêché, et annonçant une enquête de *commodo et incommodo* à fin d'aliénation de deux maisons appartenant à la fabrique de l'église de Saint-Paterne, a pu, sans contravention, être imprimée sur le papier de couleur blanche et non timbré, demande que, dans le cas où le signataire et l'imprimeur dudit placard auraient réellement contrevenu aux lois sur l'affichage, il leur soit fait remise de la somme de 401 fr. 55 cent., tombant solidairement à leur charge pour amendes et frais.

« A ce sujet, vous faites remarquer, Monsieur et cher collègue, que l'affiche dont il s'agit, qui a pour objet l'accomplissement d'une formalité exigée par une circulaire de l'un de vos prédécesseurs, en date du 29 janvier 1831, diffère essentiellement des affiches indiquant le jour d'une adjudication à faire par une commune, une fabrique, etc. ; que ces dernières se rattachent à un intérêt privé, tandis que les autres, bien qu'opposées à l'occasion d'affaires privées, touchent réellement à un intérêt public.

« Vous ajoutez que, dans le cas où l'affiche aurait été placardée par les soins de M. le préfet du Loiret, ou M. le maire d'Orléans, au lieu de l'être par ceux du secrétaire de l'évêché, aucune difficulté

¹ Réponses canoniques sur le gouvern. des Relig., t. I, p. 327.

ne se serait probablement élevée; qu'il eût été préférable sans doute que l'affiche n'eût pas été signée par ce dernier, mais que cette irrégularité commise de bonne foi, ne saurait être un obstacle à la remise des amendes.

« L'article 56 de la loi du 9 vendémiaire, an VI, qui assujettit au timbre toutes les affiches, quels que soient leur nature et leur objet n'admet d'exception qu'à l'égard des affiches d'actes émanés de l'autorité publique.

« En fait, l'affaire concernant l'enquête de *commodo et incommodo*, ouverte dans l'intérêt de la fabrique de l'église de Saint-Paterne, a été signée par le secrétaire de l'évêché d'Orléans, qui ne saurait, à aucun titre être considéré comme représentant ou délégué de l'autorité publique. L'exception prévue par la loi du 9 vendémiaire an VI, n'était donc pas applicable à cet imprimé; et c'est avec raison que les amendes encourues par le signataire et l'imprimeur de l'affiche ont été réclamées par les préposés de l'enregistrement et des domaines.

« Toutefois, comme la contravention commise dans la circonstance ne peut être attribuée qu'à une interprétation erronée des dispositions législatives, sur la matière, je ne vois aucun inconvénient à user d'une entière indulgence envers les contrevenants.

« J'ai l'honneur de vous informer, en conséquence, qu'il ne sera pas insisté sur le paiement des amendes encourues, mais à condition que le droit de timbre et les frais seront immédiatement acquittés. »

Q. — V. N. meurt à M., le 30 mai 1889, âgé de 67 ans, il ne laisse ni ascendants, ni descendants : son père, mort insolvable, a fait perdre, surtout à M., plus de 30,000 fr. L'expropriation de ses biens ne pût payer qu'une faible partie des dettes.

V., après avoir mûri et communiqué son projet au notaire pendant plusieurs années, sous trois curés divers, passe, le 18 janvier 1887, devant M. le Vicaire et trois frères maristes, qui devaient garder le secret, un testament notarié, dont voici les termes essentiels :

« Je donne et lègue à M. le Curé qui desservira la paroisse de M... à mon décès, tous les biens meubles et immeubles que je délaisserai à mon décès.

« Il en disposera, quant à la propriété, à dater de mon décès; et, quant aux fruits et revenus, à dater seulement du décès de M^{me} D... mon épouse; et à la charge par mon dit sieur le Curé d'exécuter les dispositions particulières que je lui donnerai de *vive voix*. Ou que je lui livrerai par écrit, etc. »

V. meurt presque subitement. Il avait eu le tort de parler de son testament à sa femme qui l'avait rendu public. Un notaire était auprès du lit de mort : on sollicita en vain un cadeau pour un parent, il ne voulut rien promettre.

M. C..., mon ami, arrive après la mort, voit une étrangère qui fouillait la boîte qui contenait les valeurs de V..., déclare qu'il faut porter cette boîte au curé, l'unique héritier qui la respectera et la fera respecter.

La veuve approuva le projet; lui remit la boîte qui ne fût apportée, que je scellai pour la confier à un notaire; il n'y manque ni un sou ni un papier.

V... laisse deux frères : 1° Clément qui a dû quitter le grand séminaire et vendre son notariat; il devait tout à V..., et la renié deux fois publiquement parce qu'il était

trop modestement vêtu. V... ne voulait ni le voir ni répondre à ses lettres.

Clément m'écrivait le 30 mai : « Demandez à V... qui ne me répond jamais s'il consentira à me recevoir. »

2° Denys qui n'a jamais su rendre à V... les sommes qui lui avaient été avancées.

Il laisse : 3° Une sœur G... mariée à T..., qui a peiné son bienfaiteur le plus possible, a essayé quatre jours avant la mort d'obliger le garde à dresser procès-verbal à V... pour un peu d'eau jetée par la fenêtre. Elle a envoyé le notaire pour réclamer un titre qui pouvait lui être utile, et V... malade a répondu : « Elle ne l'aura que quand elle aura apporté les 150 fr. qu'elle me doit depuis trop longtemps. J'ai été assez bon pour aller emprunter et prêter au notaire les 150 fr. qu'il devait fournir au nom de G... » C'était trop tard.

Ces trois héritiers naturels mais indignes ont fait mettre les scellés à mon insu après la disparition de la boîte, et attaquent M. C... et moi, pour avoir enlevé une boîte contenant, disent-ils à tort, 5000 fr. argent, 30000 fr. valeurs et titres. Ils attaquent le testament fait à une personne incertaine (au curé qui desservira) et à la charge d'exécuter des dispositions non exprimées. La veuve avait droit aux revenus par son contrat de mariage, il n'y a jamais eu d'autre testament.

V... est censé avoir fait son testament à la suite d'une mission (en 1886); mais il était sain de corps et d'esprit et a continué sans le moindre trouble à faire son commerce.

Un jugement de non conciliation a eu lieu; l'affaire est appelée au tribunal de première instance. C... et deux témoins ont certifié dès le premier abord que la boîte remise à C... par la veuve avait été portée à M. le Curé; ce qui n'a pas empêché le greffier de leur faire signer, à leur insu, que la boîte avait été prise et emportée par M. le Curé.

Après avoir bien étudié le cas, soyez assez bon pour nous donner votre appréciation, indiquer la meilleure position à prendre, la thèse la plus sûre à soutenir.

M. le Curé peut certifier qu'il peut disposer comme il voudra, qu'il n'est obligé à livrer à aucune administration ni argent ni comptes. Il utilisera *meliori modo* les fonds qui rentreront plus ou moins rapidement; meubler et réparer l'église, procurer un abri et des soins et des religieuses aux malades. Voilà les deux dispositions verbales manifestées par V...

R. — L'affaire dont il s'agit nous paraît grosse de difficultés, et ressort uniquement des tribunaux civils. Nous ne voulons pas assumer la responsabilité d'un avis juridique. Le curé légataire n'étant désigné que par son titre, nous pensons que le legs est destiné à la cure, établissement public, et que pour ce motif, il a besoin d'être autorisé par le gouvernement. Il vaut la peine de consulter un avocat intelligent et dévoué.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 6 augusti 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

Christ ? à la naissance ou à la mort du divin Sauveur ? Il y a une ère de l'Ascension. D'autres points de départ ont été pris pour la numération des années, et quelques-uns en dehors des enseignements et de l'histoire de la foi catholique : les Bénédictins ont dressé les tables des Olympiades, de l'ère Julienne et de celle d'Alexandre, des ères d'Antioche et d'Alexandrie, de Constantinople et d'Espagne, des martyrs et de l'Hégire ; ils en mentionnent plusieurs autres qui ne sont pas portées dans leurs tables et que nous n'avons pas l'intention d'énumérer.

Pour nous en tenir aux années de Jésus-Christ, il y a d'autres calculs que celui du commencement de l'ère. Le commencement de l'année a varié. Noël et la Pâque ont été tour à tour, selon les temps, les contrées ou les inspirations particulières, pris pour termes primordiaux : la Pâque est une fête mobile ; son mouvement donne lieu à divers calculs et à divers moyens de calcul. Le terme pascal, *terminus paschalis* déterminait le jour de la grande fête, et le calcul s'en éclaircit par la combinaison dite des lettres dominicales. Il y avait aussi la série des indictions, l'épacte, le nombre d'or. Certains de nos calendriers portent encore ces dénominations qui ne sont plus bien comprises de tout le monde, mais dont les mentions au cours des pièces anciennes servent à en préciser la date.

La dissertation des Bénédictins révèle tous ces mystères, en mentionne l'utilité, en explique le jeu. Les tables, qui suivent, donnent la concordance selon les diverses ères de la chronologie du monde depuis l'an premier de Jésus-Christ jusqu'à l'an 2000 ; elles donnent aussi le tableau des divers cycles solaires et lunaires, de l'Indiction, de l'Epacte et de la diversité de la fête de Pâques. C'est une œuvre immense, minutieuse, effrayante, dont nos paroles ne sauraient faire comprendre l'utilité que saisira le premier regard jeté sur ces grandes pages de chiffres rangés sur dix-huit ou vingt colonnes. Ce sont ces tableaux qui donnent son titre au grand ouvrage des Bénédictins : *L'art de vérifier les dates*, ouvrage vraiment incomparable qui ne se trouve plus dans le commerce et dont les exemplaires atteignent un prix énorme quand par hasard ils sont soumis au feu des enchères.

M. de Mas Latrie a donc raison d'offrir aux hommes d'étude ce précieux et indispensable instrument de travail. Les Bénédictins l'ont fait suivre de deux calendriers perpétuels, lunaire et solaire, dont nous n'avons pas besoin d'exposer ici le mécanisme, et que le *Trésor de Chronologie*, achevé par un fort remarquable travail du P. Escoffier, qui a composé un calendrier perpétuel liturgique, dressé selon la date pascalle qui, on le sait, varie et se meut entre trente-cinq jours, du 22 mars au 25 avril. Ce calendrier liturgique donne la date de chacune des fêtes fixes ou mobiles de l'Eglise catholique. M. de Mas Latrie, a encore ajouté, à l'œuvre des Bénédictins une table particulière des olympiades et une du calcul des induc-

tions. Il a inséré au supplément de son *Trésor* un calendrier mongol. Une table de la concordance de l'ère arménienne, dressée d'après les travaux de M. Dulaurier, et la grande table de Vüstenfeld pour la traduction des années de l'Hégire en dates chrétiennes, ont pris rang dans le corps de l'ouvrage. L'extension donnée de nos jours aux études de l'histoire des croisades et des nations musulmanes, l'intérêt aussi porté à l'Extrême-Orient, feront apprécier l'insertion de ces divers travaux dans le *Trésor de Chronologie*.

Pour en terminer avec la première partie de ce grand ouvrage, celle que M. de Mas Latrie appelle la chronologie technique, il faudrait s'arrêter au *Glossaire des dates*. Les Bénédictins l'avaient dressé ; mais depuis eux, les travaux et les recherches des érudits ont relevé toutes sortes de renseignements que M. de Mas Latrie a classés et mis en ligne. Nos pères, qui vivaient de la vie de l'Eglise, ne se bornaient pas à mettre à leurs divers actes un simple chiffre comme nous faisons aujourd'hui. Les dates qu'ils avaient à noter, leur rappelaient des fêtes, des prières, des réjouissances : de là, toutes sortes de dénominations, les unes pittoresques et empruntées aux usages du temps, les autres pieuses rappelant un saint célèbre ou une fête alors bien connue. Les offices de l'Eglise étaient familiers à tout le peuple, de là encore cette désignation des jours de l'année par les premiers mots de l'introit de la messe, ou par le récit de l'Evangile lu en ce jour ; le jour de l'aveuglé par exemple, le jour de la promenade de Notre-Seigneur sur la mer. *Ambulatio dominica in mare* : on dit encore tout couramment le *Dimanche du bon Pasteur* sans que tout le monde comprenne d'ailleurs quel jour est désigné. Le Glossaire des dates est intéressant à lire : il y a quelques désignations bizarres. L'ensemble est touchant, il témoigne combien tout le peuple était associé à la vie de l'Eglise, à sa vie liturgique, et comment tous les accidents de la vie commune se mouvaient dans ce cycle de prières et d'adorations.

(A suivre)

LÉON AUBINEAU.

CORRESPONDANCE

M. R. à M. (Macédoine). — Entendu : ce sera alors pour le supplément de 89, 6 fr. ; les Tables 5 fr., abonnement 90, 16 fr. Merci pour vos bonnes prières à mon intention. 6163

M. T. curé de C. (Haute-Marne). — Reçu : entendu. 6167

M. B. curé à C. — Vous trouverez une Bible ornée de cartes et gravures chez Palmé au prix de 1 fr. 50. 6263

M. S. curé au R. (Ardèche). — Reçu ; le volume vous sera expédié aussitôt prêt. 6276

M. B. curé à F. (Pas-de-Calais). — J'ai reçu ; la Table générale 5 fr. 6281

M. le Ch. M. P. di S. (Italie). — C'est par oubli, car la somme a été reçue. 6295

R. P. P. à M. (Drôme). — La Table générale n'a pas encore paru ; aussitôt sa publication, le volume vous sera adressé. Mandat reçu. 6303

M. B. curé d'H. (Seine-et-Oise). — Mandat reçu ; merci. 6307

M. L. curé de S. (Lot-et-Garonne). — Cette maison ne vend plus d'Alpinine. Les questions sont envoyées à leurs rédacteurs spéciaux. 6311

M. D. curé à B. (Haute-Loire). — Une demi-reliure, dos basane, plats en papier, 2 fr. 50 ; demi-reliure, dos basane, plats en toile, 2 fr. 75 ; tout toile 2 fr. 75. Le port, 60 cent. 6314

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERS ET PHARMACIENS.

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS

POUR
Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS

Envoi de l'Album sur demande.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.



GRILLAGES

R. GARIEL, 2^{ter}, Quai de la Mégisserie

CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.

RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^f 50

Châssis de Couche depuis 7 fr.

Envoi franco du Catalogue

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 33

PRÉDICATION : Pour le onzième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Rites : Pouvoirs de l'évêque pour autoriser la célébration de la messe dans les oratoires de communauté, un oratoire pour les infirmes, la conservation du Saint-Sacrement, le binage.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Pourquoi ne dit-on pas le * *Fidelium* à la fin de Complies ? Pourquoi ne lit-on pas *Sanctorum communionem* dans les Symboles de Nicée et de Constantinople ? Pourquoi le dimanche de Quasimodo est-il appelé *in albis* dans le Bréviaire romain et *in albis depositis* dans le parisien ? — Comment régler l'Ordo pour les 2, 3 et 9 février 1890 ? — Le diacre doit-il dire *Offerimus* en même temps que le prêtre et avoir comme lui les yeux élevés vers la croix ? — Gagne-t-on les

indulgences pour lesquelles suffit la confession de tous les huit jours, si, accidentellement, on avance d'un jour sa confession hebdomadaire ? — Le curé peut-il s'opposer à ce que la fabrique fournisse à un prêtre atteint de maladie les ornements pour la célébration de la sainte messe ?

LE MINISTÈRE PAROISSIAL (suite) : Le catéchisme à notre époque. Sa pratique.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quelle est la compétence des divers tribunaux, judiciaires et administratifs, pour ce qui regarde les fabriques ? — Le curé logé par la commune dans une maison louée peut-il refuser un autre logement qu'on veut lui imposer pour donner le sien à l'instituteur ? — Quelles sont les formalités à remplir pour poser un cénotaphe et une inscription dans une église ?

COURRIER DES LIVRES

Trésor de chronologie, d'histoire et de géographie, pour l'étude et l'emploi des documents du moyen-âge, par M. le comte MAS LATRIE, membre de l'Institut, in-folio, Victor Palmé.

II

La seconde partie du Trésor s'ouvre par un document qui est un bien plus grand témoignage de la vertu de l'Eglise : c'est le catalogue des Saints : environ dix-huit mille, dans l'ordre alphabétique, avec renvois aux *Acta Sanctorum* des Bollandistes. Une seconde table range ensuite leurs noms d'après l'ordre chronologique et selon les diverses contrées où ils ont vécu et triomphé. Rien qu'à jeter un regard sur cette table chronologique et régionale, on admire que notre France ait été si fertile en saints ; on prend aussi de la civilisation des siècles écoulés et de la perfection des sociétés qui nous ont précédés, une idée que les histoires ne donnent qu'à ceux qui savent bien lire. La vie de l'homme sur la terre n'a d'autre fin, selon le catéchisme, que le service de Dieu et la conquête de la vie éternelle. Le régime social le plus parfait est celui qui

donne aux hommes le plus de facilité pour profiter des mérites du sang de Jésus-Christ, et la plus belle civilisation du monde a été celle qui a laissé passer le plus de citoyens en paradis ; or, d'après nos tables, ce sont les sixième et septième siècles, en France, qui se font surtout remarquer par l'abondance des saints. Il y a là un fait évident et considérable qui contredit bien des notions historiques.

Le catalogue chronologique des saints se termine à saint Vincent de Paul ; cela n'empêche pas l'alphabétique d'avoir noté des saints postérieurs à ce grand apôtre de la charité : sainte Jeanne-Françoise Frémyot de Chantal, par exemple, et même saint Benoît-Joseph Labre, que le Trésor un peu en retard, mentionne comme bienheureux. Il enregistre la vénérable Louise de France, mais oublie sa nièce la vénérable Clotilde, reine de Sardaigne. Il y aurait donc à ajouter en supplément le catalogue déjà bien nombreux des saints et des vénérables des derniers jours ; le vénérable Vianney curé d'Ars, par exemple ; les Vén. Libermann, fondateur de l'apostolat des noirs et André Fournet, fondateur de la Congrégation des filles de Saint-André de la Puge ; la vénérable Emilie de Rodat, de la Sainte-Famille de Villefranche de Rouergue et la V. Anne-Marie Rivier, des sœurs de la Présentation. Combien d'autres témoigne-

raient de l'heureuse abondance des saints en notre triste dix-neuvième siècle.

Par exemple si l'on peut ajouter au *Trésor* il faudrait aussi, de ci de là, retrancher quelque chose. Le cardinal de Bérulle, qui est vénéré à l'Oratoire et dans les carmels de France n'a, que je sache, aucun titre dans la hiérarchie des saints. C'est à tort que le *Trésor* le donne pour bienheureux. L'erreur est de peu de conséquence. Le *Trésor* ne l'a pas inventée et n'a fait que la reproduire d'après certains livres. Il ne faut jamais laisser s'accréditer les erreurs : elles se propagent trop rapidement, et font souvent comme la lice de la fable qui ayant un pied en veut quatre. Le *Trésor* le prouve. Ce catalogue des saints si précieux pour l'historien qui, par les indications des *Acta* et de leurs divers volumes, se voit à même de vérifier les faits de la vie de chacun de ces grands héros ; ce catalogue dressé avec autant de souci de l'érudition que d'amour pour l'Eglise, renvoie impitoyablement presque tous les saints apostoliques des Gaules au troisième siècle. Saint Martial, l'enfant de la tribu de Benjamin, qui portait les cinq pains le jour de la multiplication est placé à l'an 250, sous le couvert, j'en conviens, des Bollandistes ; et il n'est pas mentionné dans le catalogue chronologique, non plus saint Denys de Paris, notre aéropagite, que le catalogue alphabétique classe à l'année 250, toujours sous le couvert des Bollandistes. Saint Front par contre, du sentiment des Bollandistes encore, est mis au premier siècle, et il ouvre même le catalogue chronologique : mais le même saint Front est de nouveau noté, avec son titre de premier évêque de Périgueux, au second siècle. Nous n'insistons pas : la question de l'apostolicité de nos Eglises est aujourd'hui résolue. Le culte et la piété qui avaient hésité à la fin du dix-huitième siècle, ont repris le train de l'antique et vivante tradition romaine et nationale. Dans toutes nos églises de France, des travaux ont été poursuivis depuis plus de quarante ans ; partout la liturgie ramenée au rite romain, a réhabilité l'apostolicité de nos églises ; la prière publique la proclame à Tours comme à Paris, à Limoges comme à Arles, à Toulouse et à Clermont. Devant cette grande voix de la piété populaire réveillée par l'érudition, et éclatant dans nos temples, faut-il que l'Institut se bouche les oreilles et dédaigne de regarder « au-dessous de la critique » ? Avec toutes sortes de discrétions, le savant auteur du *Trésor* ne laisse pas de souligner à sa manière ce parti-pris. Le *Trésor* est un musée, où ont été recueillies les opinions autorisées : sous le couvert des Bollandistes, il renvoie l'évangélisation des Gaules et saint Denys, à l'an 250 ; et sous leur couvert encore, il glisse que saint Lazare de Béthanie a été le premier évêque de Marseille. Les *Acta sanctorum* ont débattu diverses thèses, et les ont définies de modes différents. L'auteur du *Trésor*, qui ne choisit pas, sait mieux que personne combien la question est claire et simple : mais ne faut-il pas ménager l'Institut ? et ce ménagement, où se croit tenu un de ses membres, témoigne de la force des préjugés de tout le corps. Il n'a pas encore donné dans son sein droit de bourgeoisie à la vérité catholique. Elle le conquerra. Aussi le *Trésor* qui fera bien nous l'avons dit, de dresser un supplément des Bienheureux et des Vénérables des derniers jours, y pourra ajou-

ter aussi une chronologie exacte de nos divers saints apostoliques et évangéliques.

Des saints aux Pères de l'Eglise, on n'a qu'à tourner la page, et le *Trésor* donne la chronologie des Pères de l'Eglise et de leurs œuvres. Cette chronologie est empruntée à la *Patrologie latine* de l'abbé Migne. Ces index, dit M. de Mas Latrie, faciliteront la mise en œuvre des ressources historiques de cette belle publication. Elle comprend, on le sait, le texte de nos historiens nationaux, saint Grégoire de Tours, Richer, O. Vital, les historiens des Croisades et les autres. Elle contient aussi les lettres des Papes jusqu'à Innocent III ; ces lettres tirées des archives du Vatican, dont la publication est comme une rénovation historique. On sait, en outre, quel intérêt ont pour l'histoire de l'introduction du christianisme les écrits des premiers Pères. Ajoutons que plusieurs des volumes de la *Patrologie* dressés par les Bénédictins de Solesmes et, en particulier par le cardinal Pitra, de vénérée et érudite mémoire, sont illustrés de documents, de dissertations et de notes critiques que signalent les index.

La chronologie historique des Papes qui suit celle des Pères de l'Eglise a mis en œuvre toutes les découvertes des derniers jours ; et les années du Pontificat de chacun des successeurs de Saint-Pierre sont calculées d'après les registres de Jaffé, ceux de Potast et tous les travaux sur les Souverains-Pontifes, publiés par les savants français et étrangers dont nous n'avons que faire d'énumérer les noms respectés et connus. Outre ce calcul des années de chaque pontificat et les divers caractères diplomatiques des actes des Souverains-Pontifes, le *Trésor* donne les itinéraires de chacun de ces vicaires de Jésus-Christ. Ces itinéraires, qui désignent chacun des lieux où ont passé et vécu les Papes sur la terre, sont absolument nécessaires pour la vérification des dates. Ils ont été dressés d'après les historiens et en majeure partie d'après le texte même des actes pontificaux. Il y a un certain intérêt à parcourir ces documents. Longtemps les Papes semblent ne pas quitter Rome ni l'Italie. Quand les tumultes les obligent à s'éloigner un peu du tombeau de saint Pierre, au sixième siècle, on les voit venir à Constantinople, quelquefois comme prisonniers. C'est le Pape saint Etienne II qui le premier vient en France y sacrer Pépin-le-Bref. Je ne veux pas rappeler les noms des Souverains-Pontifes appelés par diverses raisons dans notre patrie, auprès de Charlemagne et de ses successeurs. Mais les successeurs de saint Grégoire VII, particulièrement depuis que saint Urbain II eût prêché la croisade et passé une année entière dans notre pays (août 1095, septembre 1096), les Souverains-Pontifes du douzième siècle, Pascal II, Calixte II, Innocent II, Eugène III, qui avait été moine à Clairvaux, Alexandre III, ont paru et séjourné dans les villes et les monastères de notre France très chrétienne. Je trouve je ne sais quel plaisir, au double titre de catholique et de français, à saluer et à lire les noms des divers lieux honorés de ces visites et de ces séjours des vicaires de Jésus-Christ constatés dans des actes authentiques.

Nous nous étendons trop sur ces divers documents du *Trésor*, et nous avons tort de nous arrêter à relever ce qu'ils nous disent ; nous sommes

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE ONZIÈME DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(S. Marc, VII, 31-37.)

Dans le courant de la troisième année de sa vie publique, Notre-Seigneur avait subitement quitté la Judée pour se retirer quelque temps dans le pays de Tyr. Il se trouva ainsi au milieu de populations païennes, en faveur desquelles il ne laissa pas d'opérer quelques miracles. L'évangile ne mentionne que la guérison si touchante de la fille de la Chananéenne, mais il est permis de croire que ce ne fut point l'unique signe que Jésus donna aux gentils de l'apparition du Messie sur la terre. Nous n'avons, du reste, pas d'autres détails sur ce séjour du Sauveur dans une terre étrangère et nous ne connaissons ni les causes ni la durée de cette absence momentanée. Aujourd'hui saint Marc nous trace l'itinéraire du retour en Galilée et note les particularités qui suivirent. Il nous apprend que Jésus, après avoir poussé jusqu'à Tyr, alors encore non complètement déchu de son antique splendeur, passa par Sidon et traversa la Décapole, ainsi nommée des dix cités qui la composaient, puis gagna les bords du lac de Génésareth. Sans doute, Jésus n'avait point trouvé les dispositions de ces peuples trop éloignées du bienfait du salut, car bientôt nous l'entendrons dire aux habitants de Bethsaïde et de Chorozaïn : « Malheur à vous ! si Tyr et Sidon avaient vu les merveilles dont vous avez été témoins, il y a longtemps qu'ils auraient fait pénitence dans le sac et la cendre. » (S. Math. XI, 21.)

Les compatriotes du Sauveur n'attendaient pas sans impatience son retour. A peine sa venue fut-elle divulguée que les foules affluèrent auprès du divin Maître, lui amenant de nombreux malades et lui demandant de nouveaux prodiges. Le premier qu'il accorda à leur foi fut la guérison d'un sourd-muet et c'est le fait évangélique que l'Eglise prend soin de nous rappeler en ce jour. On peut y voir trois parties distinctes : les circonstances qui précédèrent et déterminèrent la guérison du sourd-muet, le miracle lui-même et la reconnaissance que témoigna le peuple.

I

Parmi les malades et les infirmes guéris par Jésus, les uns ne durent leur salut qu'à leur propre zèle et à leur propre activité. Ils n'ont pas reculé devant de pénibles fatigues pour arriver jusqu'au Sauveur. L'ont-ils rencontré, ils ne craignent pas de l'importuner par leurs prières et leurs instances. Aussi recevront-ils de la bouche du divin Maître ce consolant témoignage : « C'est votre foi qui vous a sauvés, *fides tua te salvum fecit.* »

Mais d'autres fois, il fallait qu'un père, une mère, des parents ou des amis dévoués rendissent

aux malades le service de les conduire et de les présenter à Jésus. Soit indifférence sur leur état, soit ignorance des moyens providentiels mis à leur disposition, soit impossibilité physique de se mouvoir, combien d'obstacles s'opposaient souvent à ce que ces malheureux pussent eux-mêmes solliciter leur guérison. Ce n'était que grâce à la prévoyance et à la charité compatissante de leurs proches qu'ils obtenaient une grâce si désirée. Ainsi arriva-t-il pour notre sourd-muet. L'évangile nous déclare qu'il fut amené à Jésus, dont son infirmité ne lui avait pas permis de connaître jusque là la vertu et la puissance. Mais ceux qui le conduisaient ne se contentèrent point de le mettre en présence du Sauveur. Intercédant encore pour ce pauvre muet qui était bien incapable d'exposer son infortune, ils conjurent Jésus de lui imposer les mains, *deprecabantur eum ut imponat illi manum.*

Ainsi, mes frères, il est des pécheurs qui, sentant profondément le malheur de leur condition et ayant conservé une foi vive dans la divine miséricorde, se hâtent d'aller trouver Jésus, ne se laissant arrêter par aucune difficulté, et implorent avec humilité et confiance le pardon de leurs fautes et la guérison de leur âme. Mais, hélas ! combien n'existe-t-il pas de pécheurs endurcis, accablés par les chaînes d'une longue captivité, impuissants à vouloir et à tenter quoi que ce soit pour sortir d'un si triste état ? Le mal où ils demeurent obstinément plongés, serait incurable, si la charité chrétienne ne leur venait en aide. C'est le premier et le plus important office de cette charité, de s'employer efficacement au salut des autres ; mais c'est aussi celui qui demande le plus de sollicitude et de patients efforts. Détruire les erreurs et les préjugés invétérés, renverser les barrières élevées par le respect humain et les passions, et après avoir fait la lumière dans l'intelligence, relever la volonté et la tourner au devoir et à la vertu : voilà bien l'œuvre par excellence et le rôle précieux de l'Apostolat catholique. La parole, l'exemple, toutes les industries d'un zèle pieux et éclairé, la prière, la prière surtout, sont les moyens ordinaires, les conditions indispensables du succès. Or, il n'est personne dans la grande famille chrétienne qui ne puisse de la sorte travailler au salut des brebis égarées ou perdues et procurer le retour d'un grand nombre au bercail de la sainte Eglise. Ce devoir de charité fraternelles'impose donc à tous et chacun doit le remplir dans la mesure des grâces et des talents qui lui ont été départis. La parenté, les liens de l'amitié ou de la reconnaissance peuvent accroître encore cette obligation, la rendre plus stricte et plus nécessaire.

De nos jours, en face des progrès du mal, des triomphes de l'erreur et de l'impiété, des efforts multipliés de l'enfer pour détourner les hommes de Dieu, des défaillances de tant d'âmes, victimes de l'incrédulité, les pieux fidèles comprennent mieux la nécessité de cette action du zèle catho-

lique, et de plus en plus ils s'appliquent à en étendre le champ. Il en est résulté l'éclosion d'une foule d'œuvres, appropriées aux besoins particuliers des diverses classes de la société ou encore aux conditions des contrées où elles ont pris naissance. Ces œuvres servent à réunir, à grouper les bonnes volontés, en vue d'un résultat plus vaste et plus durable, à concentrer les efforts qui demeureraient inefficaces, s'ils étaient isolés, à vulgariser et à propager les industries et les inventions de l'apostolat chrétien. Les esprits étroits et égoïstes peuvent en méconnaître l'importance et l'incontestable utilité; mais tous ceux qui ont sincèrement à cœur l'extension du règne de Notre-Seigneur et le salut des sociétés aussi bien que celui des individus, reconnaîtront dans les œuvres catholiques l'instrument le plus opportun comme le plus puissant d'action, et emploieront à les soutenir toute leur influence, ne leur ménageant d'ailleurs, ni leur temps ni leurs ressources.

II

Il suffisait d'attirer l'attention de Notre-Seigneur sur une de ces infortunes ou de ces misères qui sont trop souvent le partage de notre nature ici-bas, pour qu'aussitôt le cœur du divin Maître s'émût et fût disposé à accorder la grâce sollicitée. Le sourd-muet lui est présenté, et sans répondre à ceux qui le lui ont amené, Jésus le prend par la main, le tire hors de la foule et le conduisant à l'écart, il lui met ses doigts dans les oreilles et un peu de salive sur la langue. Puis levant les yeux au ciel et poussant un soupir, il prononce, dans l'idiôme qui lui était habituel, cette simple et unique parole dont l'Evangéliste a voulu nous conserver l'expression même : « *Ephphetha*, ouvrez-vous. » Et aussitôt les oreilles de cet homme s'ouvrirent, le lien de sa langue se rompit et il se mit à parler distinctement.

Qui n'admirerait figurée dans cette guérison la merveilleuse économie des sacrements de la loi nouvelle? Ces doigts mis dans les oreilles, cette salive dont est touchée la langue du sourd-muet, qu'est-ce autre chose que ces signes simples et mystérieux qui sont la matière du sacrement? et cette brève et forte parole n'est-elle pas l'image de ces paroles sacramentelles pleines de concision et d'énergie qui opèrent dans l'ordre surnaturel des phénomènes plus étonnants que les miracles de la nature?

Le sourd-muet lui-même, par ses oreilles fermées et sa langue liée, exprime bien l'état lamentable des pécheurs, de ces âmes qui n'entendent plus la voix de Dieu et ne recourent plus à lui par la prière. C'est cette similitude qui arrache des soupirs à Jésus. Parmi tous les malheurs qui peuvent nous arriver, en est-il un seul, en effet, qui soit comparable à celui d'être privé de Dieu et de ne pouvoir aller à lui! Cette affreuse calamité a fait descendre le Fils de Dieu sur la terre; c'est elle qui l'émeut en ce moment et lui

fait verser des larmes de compassion. *Et suspirans in cælum, ingemuit.*

Mais quels que soient la gravité de la condition de ces pauvres pécheurs et leur endurcissement, ne désespérons point toutefois de les voir revenir à la grâce. Jésus-Christ n'a pas moins de pouvoir sur les âmes que sur les corps, et il n'a fait ce miracle visible sur la personne du sourd-muet que pour nous donner un gage certain du miracle invisible qu'il était disposé à opérer dans les cœurs. Courage donc mes frères, et ne craignons pas que nos efforts pour ramener nos frères à Dieu, pour replacer la société dans la voie dont de plus en plus elle tend à s'écarter, demeurent stériles. Si nous accomplissons réellement ce qui est en notre pouvoir pour procurer un résultat si désirable, tôt ou tard Dieu récompensera notre zèle par une de ces paroles vives, efficaces, pénétrantes et même, s'il est besoin, par quelqu'un de ces coups d'éclat qui ont raison des plus dures et des plus longues résistances.

III

Le troisième enseignement renfermé dans notre évangile a trait au grand devoir de la reconnaissance envers Dieu. Pourquoi Notre-Seigneur défend-il au peuple de parler du miracle éclatant qu'il vient d'accomplir et pourquoi au lieu de se rendre à cette injonction, le peuple n'en devient-il que plus ardent à divulguer les merveilles dont il vient d'être le témoin? « Jésus recommanda aux assistants de ne rien dire à personne. Mais plus il le leur défendait, plus ils le publiaient, et ils l'en admiraient davantage disant : « Il a bien fait toute chose; il a fait entendre les sourds et parler les muets. » En recommandant le secret sur ce qui s'était passé, Jésus, nous disent les Commentateurs, voulait nous apprendre à ne pas faire le bier pour la gloire qui en résulte, et à rendre nos bonnes œuvres plus méritoires aux yeux de Dieu, en les cachant aux yeux des hommes. Mais il n'en est pas des injonctions de la modestie, comme des commandements de l'autorité; elles n'imposent pas la même obligation d'obéissance. Il n'y a pas de faute à les enfreindre, et souvent même ce serait un tort d'y obtempérer. La conduite des Juifs, en cette circonstance, s'explique donc et se justifie d'elle-même, et nous ne voyons pas que Jésus ait cherché davantage à comprimer l'élan de leur admiration et de leur reconnaissance.

L'expression de cette reconnaissance revêt un caractère qui ne doit point nous échapper. Les Juifs, par l'empressement de leur foi et de leur charité, avaient contribué à procurer au sourd-muet le bienfait de sa guérison. Dès lors, il semble qu'ils auraient pu, avec quelque apparence de raison, s'attribuer une partie du mérite, tout en laissant le principal honneur à Dieu. C'est ainsi, qu'en maintes rencontres où nous n'avons eu qu'une faible part au bien produit, nous ne laissons pas de nous applaudir et de nous féliciter, comme si nous avions été les seuls auteurs de tout ce qui

s'est fait. Vanité coupable qui n'est que trop commune parmi les mondains et même parmi les chrétiens. Tout autre est la conduite des Juifs. Ils s'oublent eux-mêmes pour renvoyer toute la gloire à Jésus : il n'y a pas dans les applaudissements dont ils saluent le prodige dû à leur généreuse initiative, la moindre allusion au concours qu'ils ont prêté au sourd-muet. « C'est Jésus qui a tout fait, c'est à sa seule bonté qu'il faut attribuer un si heureux événement : *Benè omnia fecit, et surdos fecit audire, et mutos loqui.* » Apprenons de là à rapporter à Dieu tout le bien de nos œuvres et à le remercier de nous avoir choisi en cela pour instruments de sa Providence, nous souvenant que « toute grâce excellente et tout don parfait vient d'en haut et descend du Père des lumières. » (Jac. I, 17.) Rendons surtout à Dieu de particulières actions de grâces, lorsque nous voyons quelqu'un de nos frères au salut duquel nous nous étions activement intéressés, céder à la bénigne influence de la grâce et réjouir par la ferveur de sa nouvelle vie le cœur de son Sauveur et de son Dieu.

Divin Jésus, abaissez aussi sur nous un regard de miséricordieuse compassion. Vous, qui autrefois avez ouvert les oreilles et délié la langue du sourd-muet, touchez de votre main divine l'oreille de notre âme, déliez la langue de notre cœur, afin que nous puissions toujours entendre votre voix et prononcer toutes les paroles qui vous béniront.

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Rites

Diverses solutions sur le pouvoir des évêques au sujet de la messe et du Saint-Sacrement.

NIVERNEN.

Rmus D. Stephanus Antonius Lelong Episcopus Nivernen. quæ sequuntur Sacre Rituum Congregationi exposuit, opportunam declarationem seu resolutionem humillime exposulans, videlicet :

I. Potestne Episcopus jure ordinario concedere licentiam etiam plures Missas qualibet die celebrandi 1^o in Capellis seu Oratoriis publicis piarum Communitatum etiam earum quæ clausaram non habent; 2^o in Capellis seu Oratoriis piarum Communitatum, quæ licet non habeant ingressum in via publica, inserviunt tamen quotidianis exercitiis totius Communitatis; 3^o in Capellis seu Oratoriis ad personas quidem privatas pertinentibus, sed quæ sunt publica vel semipublica in eo sensu quod habeant ingressum in via publica vel prope viam publicam ut semper cuilibet volenti intrare permittatur.

II. Potestne Episcopus alia oratoria præter Capellam seu principale Oratorium erigere in piis Communitatibus sive ob numerum Sacerdotum ibi degentium, ut ab omnibus Missa dici possit, sive in gratiam infirmorum qui nequeunt adire Capellam seu Oratorium principale?

III. Potestne Episcopus jure proprio concedere

facultatem asservandi SSimum Sacramentum 1^o in Ecclesiis seu Capellis publicis quæ tamen titulo parochiali non gaudent etsi utilitatibus Paroeciae inserviant; 2^o in Capellis piarum Communitatum publicis, id est quarum porta pateat in via publica vel in area cum via publica communicante et quæ habitantibus omnibus aperiuntur; 3^o in Capellis seu Oratoriis interioribus piarum Communitatum, quando non habent Capellam seu Oratorium publicum in sensu exposito ut evenit ex. gr. in Seminariis?

IV. Potestne Episcopus jure proprio licentiam concedere uni Sacerdoti secundam Missam diebus dominicis aut festis de præcepto celebrandi 1^o in Oratoriis seu Capellis quæ a S. Sede vel vi Indulti ab ea concessi fuerunt approbata, quando propter distantiam a Parochiali Ecclesia ista secunda Missa proficere potest voto Parochianorum, qui aliter Missam non audirent vel saltem difficillime; 2^o in duabus Ecclesiis in eadem Parochia existentibus quando pro utraque deservienda unicus adest Sacerdos et tamen, non sine detrimento religionis, Missa in una tantum celebraretur; 3^o in eadem Ecclesia quando aliter pars sat notabilis Parochianorum Missam non audiret; 4^o quando valde utilis est, sin autem necessaria ista secunda Missa ut communicari a Fidelibus cum majori facilitate et ædificatione frequentius possit?

Sacra itaque Rituum Congregatio, referente subscripto Secretario, hisce postulatis sic respondit :

Ad I. Episcopus utatur jure suo in omnibus casibus expositis.

Ad II. Si porro ex piarum Communitatum conditione necessaria sit erectio alterius oratorii ad valetudinarii utilitatem, pro ejus erectione facultas erit a Sancta Sede obtinenda.

Ad III. Implorandum est indultum a Sancta Sede quoad omnia postulata.

Ad IV. Posito quod Episcopus jam facultatem obtinuerit a S. Sede concedere Sacerdotibus suæ Diocesis indultum bis in die festo sacrum litandi, erit suæ prudentiæ hæc speciali facultate in casu necessitatis pro populi bono uti, si vero ejusmodi facultate ipse non sit intructus, eam impetrare poterit. Atque ita respondit ac declaravit. Die 8 Martii 1879.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Vous avez traité la question de l'Annonciation d'une manière complète et savante ; je ne m'étonne plus du retard que vous avez mis à la publier. Je crois que cet article aura été instructif pour bien des prêtres.

Voici quelques questions auxquelles je vous prie de bien vouloir répondre :

1^o Pourquoi ne dit-on pas *fidelium animæ* après complies et qu'il est même défendu de le dire ?

2^o Les symboles de Nicée et de Constantinople sont un développement du symbole des Apôtres ; pourquoi en a-t-on retranché ces paroles : *Sanctorum communionem* ?

3^o Le dimanche de Quasimodo est appelé au bréviaire

romain *Dominica in Albis*. Au bréviaire parisien c'était la semaine de Pâques qui était désignée par ce terme *in Albis* et le dimanche de Quasimodo était appelé *in Albis depositis*. Quel est le sens de ces paroles dans chaque bréviaire ?

R. — Ad I. L'office des complies présente un caractère tout particulier. Son but est de nous préparer à passer saintement la nuit et de nous obtenir une bonne mort, figurée par une bonne nuit. Cette pensée est assez importante pour occuper, à elle seule, tout notre esprit et tout notre cœur.

Ad II. Pourquoi a-t-on retranché du symbole que nous disons le dimanche et à certaines fêtes l'article *Sanctorum communionem* ?

Nous répondons : On a retranché les expressions, mais on a conservé le sens dans le verset : « Et unam, sanctam, catholicam et apostolicam Ecclesiam. »

En effet, le mot *unam... Ecclesiam*, ne signifie pas seulement qu'il n'y a qu'une seule Eglise véritable, mais encore que tous ceux qui la composent sont unis entre eux comme le sont les membres d'un même corps, qu'ils n'ont qu'une seule Tête, Notre-Seigneur Jésus-Christ, et que tous les biens spirituels sont communs entre eux.

Le mot *catholicam... Ecclesiam* renferme encore le même sens. Car l'Eglise est universelle non seulement par l'universalité de temps, en ce sens qu'elle embrasse tous les siècles depuis Jésus-Christ; non seulement encore par l'universalité de lieu, en ce sens qu'elle est répandue dans tous les pays; non seulement enfin par l'universalité de doctrine, en ce sens qu'elle embrasse toutes les vérités révélées par Jésus-Christ; mais encore par l'universalité de communion qui existe entre tous ceux qui ont été, qui sont et qui seront les membres de Jésus-Christ, soit sur la terre, soit au ciel.

Vous voyez donc que la doctrine de l'Eglise sur la communion des saints est parfaitement exprimée dans le symbole de Constantinople.

Ad III. Dans le bréviaire parisien, la semaine de Pâques était appelée *in Albis*, parce que dans toute cette semaine les personnes qui avaient été baptisées la veille de Pâques étaient revêtues d'habits blancs, symbole de la blancheur procurée à l'âme par le baptême.

Dans le même bréviaire, le dimanche de Quasimodo était appelé *In Albis depositis*, parce qu'en ce dimanche on cessait de porter, on déposait ces vêtements blancs.

Au bréviaire romain, ces mots *Dominica in Albis* assignés au dimanche de *Quasimodo*, signifient également que les baptisés déposaient en ce jour leurs vêtements blancs. Saint Augustin fait allusion à cette discipline dans son sermon sur l'octave de Pâques, quand il rappelle aux premiers néophytes que s'ils déposent leurs habits blancs, du moins ils doivent en garder toujours la blancheur dans leur âme :

« Neophytorum habitus commutatur; id ita faciendum, ut candor qui de habitu deponitur, semper in corde teneatur. »

Q. — J'éprouve quelques difficultés pour la rédaction de l'Ordo de 1890. Voudriez-vous avoir l'obligeance de me dire comment vous organiseriez l'office le 2 et 3 février, ainsi que le 9 février qui coïncide avec le troisième dimanche de Carême et sainte Françoise.

R. — Voici comment nous organiserions cet office de la Purification :

1^{er} février. Vêpres de saint Ignace, avec mémoire de la Septuagésime seulement. Rien de la Purification, parce qu'elle est transférée au 3 février.

2^e février. Violet. Dimanche de la Septuagésime. Office de ce dimanche.

Avant la messe, bénédiction et distribution des cierges. Puis procession, en tenant les cierges allumés. Mais la messe n'est pas de la Purification et on ne porte pas les cierges.

Messe de la Septuagésime. La seconde oraison est encore de la Sainte-Vierge, *Deus qui salutis* et la troisième pour l'Eglise ou pour le Pape. Mais il faut remarquer que la secrète de la Sainte-Vierge est la même que celle de la messe de la Septuagésime. Il faut donc la changer en prenant celle de la messe votive de la Sainte-Vierge, *Tua Domine*. Préface de la sainte Trinité.

Prime se dit comme aux dimanches simples, avec quatre psaumes, mais avec le psaume *Dominus regnavit* au lieu de *Confitemini* et avec le symbole *Quicumque*.

Vêpres de la Purification avec mémoire de la Septuagésime. Rien de saint Blaise. A complies, antienne *Ave regina cœlorum*.

3^e février. Lundi blanc. La Purification de la Très Sainte-Vierge, double de seconde classe. — 9^e leçon et mémoire de saint Blaise à laudes et à la messe privée. On n'en fait rien à la messe chantée. Credo, préface de Noël. Vêpres de la Purification, mémoire de saint André Corsini. Pour ceux qui célèbrent le mystère de la Passion, mémoire de l'Oraison de Notre-Seigneur et de saint André Corsini.

Aujourd'hui MM. les curés ne sont pas obligés d'appliquer la messe *pro populo*.

Examinons maintenant l'office du dimanche 9 mars.

8 mars. Les vêpres sont entièrement de saint Jean de Dieu. On ne peut pas les partager avec sainte Françoise qui est pourtant du même grade. La raison en est que cette sainte doit être simplifiée le lendemain. Il ne conviendrait pas de lui donner un commencement d'office qui ne pourrait pas être continué le lendemain. Donc vêpres de saint Jean de Dieu, mémoire du dimanche et de sainte Françoise.

9 mars. 3^e dimanche de Carême, violet, office de ce dimanche, *semidouble*. Pas de leçon pour sainte Françoise, mais sa mémoire à Laudes (suffrages) et à la messe, 3^e oraison *A cunctis*, préface de Carême. Les vêpres sont également du dimanche, avec mémoire de sainte Françoise, des saints Quarante-Martyrs et suffrages.

Q. — 1^o Est-ce que le diacre doit prononcer les paroles *Offerimus tibi* en même temps que le prêtre, et regarder la croix.

2^o Que penser de ceux qui ne le font pas ? L'habitude de les omettre peut-elle devenir légitime ?

R. — Ad I. Il est certain que le diacre doit dire la prière *Offerimus* en même temps que le célébrant, car la rubrique du missel le dit formellement :

« ... Diaconus illum (calicem) celebranti dat, et pedem calicis tangens, seu brachium dextrum celebrantis sustentans, cum eo dicit : *Offerimus tibi, Domine*, etc. » (Ritus servandus in celebr. Missæ.)

Mais le diacre est-il obligé de regarder la croix en disant cette prière ? Le missel se tait sur ce point, et les auteurs ne s'accordent pas. Nous pensons qu'il est dans l'esprit de l'Eglise que le diacre regarde aussi la croix, parce qu'il offre aussi le calice conjointement avec le prêtre. Et en effet le prêtre ne dit pas *Offero tibi Domine* comme il l'a fait pour l'offrande de l'hostie, mais au pluriel *Offerimus tibi, Domine, calicem salutaris*. Il semble donc que le diacre doit imiter le célébrant dans le regard comme dans les paroles.

A Rome, on le fait ainsi, d'après le *Manuale sacrarum Cæremoniarum* de Mgr Martinucci :

« Dein (Diaconus) manum dexteram sub pedem calicis supponet, et sinistra pectori applicita, oculisque ad crucem elevatis, recitabit cum Celebrante oblationis formulam, id est *Offerimus tibi Domine*, etc. »

Bon nombre d'auteurs enseignent la même pratique.

Ad II. L'habitude prise par certains diacres d'omettre la prière *Offerimus* est-elle légitime ? Evidemment non, car nous ne voyons absolument aucune raison sérieuse pour asseoir cette légitimité.

On nous objecte divers prétextes.

Et d'abord le diacre ne sait pas de mémoire la formule prescrite.

La réponse est facile : le diacre doit l'apprendre. Lorsqu'on s'engage dans une profession, il faut en connaître les fonctions surtout quand il s'agit d'une profession aussi grave, aussi sacrée.

On nous objecte, en outre, que dans ce moment le diacre s'occupe de remettre la patène dans la main du sous-diacre.

Nous répondons : Ce n'est pas encore le moment de donner la patène au sous-diacre. Il le fera, mais seulement après avoir dit la prière *Offerimus*, et couvert le calice. La rubrique est très précise :

« Quem (calicem) *postea* positum in altari, ut supra, palla cooperit. Subdiacono *deinde* stanti in cornu Epistolæ ponit in dextra manu patenam, quam cooperit extremitate veli ab ejus humero pendentis. » (Ritus servandus etc., titre VII, n. ix.)

Le sous-diacre doit donc attendre, au coin de l'épître, que le diacre ait couvert le calice et lui ait remis la patène. L'observation complète de cette rubrique n'offre aucune difficulté.

Par conséquent la coutume d'omettre la prière *Offerimus* est absolument illégitime.

Q. — Je vais généralement à confesse chaque quinze jours le mercredi, rarement un empêchement arrive, mais une fête, etc. Je vais être en ce cas le mardi ou le jeudi : y a-t-il péril pour les indulgences ? Nous avons un indult pour les quinze jours.

R. — La confession de huit ou quinze jours, requise pour le gain des indulgences, doit s'entendre strictement de la confession faite, *quotlibet decurrente septem dierum spatio, vel quotlibet decurrente quatuordecim dierum spatio*. Ainsi l'a décidé la Congrégation des Indulgences, le 23 novembre 1878.

La Congrégation fut interrogée sur le sens précis de cet espace de sept ou quatorze jours en ces termes :

1^o *Utrum Christi fidelis, qui singulis hebdomadis et stato die, ex. gr. sabbato, confessionem peragere solet, satisfaciat oneri præscriptæ confessionis ?*

2^o *Utrum oneri præscriptæ confessionis satisfaciat Christifidelis, qui iis in locis pro quibus viget indultum, alternis hebdomadis et stato die, ex. gr. sabbato, confessionem peragere solet ?*

Aux deux questions elle répondit : *Affirmative*. (25 février 1886).

Donc il faut que tout intervalle de sept ou de quatorze jours ait sa confession : et on reste dans les limites en se confessant à jour fixe, le huitième ou quinzième jour.

Cependant la confession à jour fixe, qui est déclarée suffisante n'est pas imposée, et on peut faire accidentellement la confession prescrite avant le huitième ou quinzième jour.

Par conséquent notre correspondant qui a l'habitude de se confesser chaque quinze jours le mercredi, peut, sans péril pour le gain des indulgences, faire sa confession le mardi précédent. Nous supposons qu'il conserve l'habitude de se confesser le mercredi, et que c'est accidentellement et rarement, v. g. à l'occasion d'une fête, qu'il avance sa confession.

En est-il de même quand il remet sa confession au jeudi suivant ?

Il nous semble qu'il faut distinguer. Dans le cas d'un empêchement légitime, qui oblige à remettre la confession au-delà du terme fixé ou même à l'omettre accidentellement, on peut continuer à gagner les indulgences. (V. Decret. auth. n^o 231.)

Mais s'il n'y a pas d'empêchement légitime, la réponse est moins certaine. Nous pensons toutefois que l'on peut encore affirmer que les indulgences sont acquises, quand la confession n'est remise au jour suivant, que rarement. La raison en est que ce fait de remettre exceptionnellement la confession au jour suivant, ne détruit pas l'habitude de la confession de quinze jours à laquelle l'indulgence est attribuée.

S'il restait un doute à ce sujet, il ne porterait que sur le gain de l'indulgence plénière, attachée au jour qui suivrait les quatorze jours, dans lesquelles la confession aurait dû être faite.

Tel est le sentiment de Lehmkühl : « Summum

de hoc dubitari potest, num si quando aliquis sine legitimo impedimento confessionem ultra hebdomadam protaxerit, illè post elapsos septem die, sequenti die plenariam indulgentiam lucrari possit. »

Ce qui est dit de la semaine et des sept jours, s'applique aux deux semaines ou quatorze jours.

Q. — Un prêtre retiré du saint ministère et accusé d'épilepsie offre tous les jours le saint sacrifice de la messe à une heure fixée par le curé de la paroisse. La fabrique consent à lui fournir ce qui lui est nécessaire ; mais le curé s'y oppose, en disant que la fabrique n'est pas assez riche et qu'il ne veut pas qu'un prêtre atteint de cette maladie, se serve des mêmes ornements que lui.

La fabrique n'admettant pas les raisons du curé s'adresse à l'évêque dans l'espoir que Sa Grandeur y verra bien régler la question selon la droite raison.

Mgr ne pense pas ainsi, car d'après lui ce serait le curé qui aurait raison ; parce que, dit-il, ce prêtre a des ressources suffisantes. Dans un cas semblable, comment faire ?

R. — La question qui nous est posée a été soumise plusieurs fois aux Congrégations romaines, et elles se sont toujours prononcées en faveur du curé. C'est d'abord la sacrée Congrégation du Concile :

« Episcopus non potest cogere, sed hortari curatos et rectores ecclesiarum, ut necessaria ministrarent presbyteris celebrare volentibus in eorum ecclesiis ¹. »

La S. Congrégation des Rites a étudié deux fois la question. Nous nous contenterons de citer la première décision, la seconde n'ayant fait que la rappeler mot par mot.

« An episcopus possit cogere rectores ecclesiarum parochialium suæ diocesis ut vinum, hostias, paramenta et cætera ad celebrandum necessaria subministrarent presbyteris in eorum parochiis commorantibus, et in eorum ecclesiis celebrare volentibus, juxta antiquam consuetudinem ?

« Resp. Episcopum non posse cogere prædictos rectores, sed hortari, et rectores recte facturos si monitionibus et hortamentis episcopi pareant ². »

Adone, dans sa *Synopsis canonico-liturgica*, publié en 1886, donne ces deux décisions de la sacrée Congrégation des Rites comme réglant aujourd'hui la matière ³.

Le curé est donc dans son droit ; d'autre part l'évêque ne lui exprime pas le désir de l'y voir renoncer ; et nous comprenons sa réserve en présence des motifs allégués. Il s'ensuit qu'on ne peut trancher la difficulté qu'en passant par les conditions imposées par le curé, ou en se faisant à l'amiable de mutuelles concessions.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LE CATÉCHISME A NOTRE ÉPOQUE.

SA PRATIQUE ¹

II. Matière et méthode du catéchisme

Notre but, d'après le titre général de nos articles, étant de traiter la question du catéchisme à notre époque, nous allons, sur la méthode et principalement sur la matière du catéchisme, exposer ce qui, dans l'état actuel, nous semble mériter l'attention toute particulière des curés.

Les obligations catéchistiques ont toujours constitué une des branches principales, peut-être même la plus importante du ministère paroissial en raison de ses conséquences pour l'avenir des enfants que l'on forme et de la société religieuse elle-même que l'on perpétue en lui donnant de nouveaux membres. Aussi, que n'avons-nous pas lu à ce sujet dans la théologie et les pieux auteurs, que n'avons-nous pas appris sur ce point au séminaire et entendu depuis dans les retraites ecclésiastiques ! Eh bien ! le plus grave à notre avis, c'est que ces obligations de premier ordre, qui de tout temps ont préoccupé et inquiété la conscience des bons prêtres, viennent de subir, depuis quelques années, un changement peut-être sans exemple dans le passé, changement douloureux qui en accroît notablement l'étendue et les difficultés. C'est sur ce changement né de l'esprit du jour plus encore que des lois scolaires, c'est sur cette nouvelle étendue, sur ces difficultés nouvelles de nos obligations catéchistiques que nous prions nos confrères de réfléchir, pour juger notre manière de voir sur la matière et la méthode du catéchisme.

De ce que nous sommes absolument seuls maintenant à donner aux enfants la science religieuse, de ce que, en outre, nous n'avons plus pour le lieu et le temps de nos leçons les facilités d'autrefois, de ce qu'enfin les parents nous refusent souvent leur concours à l'égal des instituteurs, ou nous opposent même une hostilité à peine déguisée, on est porté à dire et on a même dit quelquefois : « Il faut désormais pour l'instruction de l'enfance se contenter de l'essentiel et laisser le reste. »

Si cette parole devenait jamais la règle de nos catéchismes, c'en serait fait à brève échéance de la religion parmi nous, et nous ne craignons pas de le dire : le clergé aurait failli à son devoir. Qu'il y ait des cas extraordinaires d'impossibilité absolue ou de difficultés tout exceptionnelles où l'on soit réduit à cette extrémité : c'est malheureusement vrai ! Mais le prêtre ne subit une telle nécessité qu'après avoir essayé tous les moyens, avec une profonde tristesse, et surtout sans se faire la moindre illusion sur le résultat. Aussi, craint-il, comme un suprême malheur, de voir ces exceptions se généraliser dans sa paroisse. Or, c'est précisément un tel état de choses que le

¹ S. C. C. 15 déc. 1703.

² S. R. C. in *Equitanien*. 10 juin 1602 : cf. *Soanen*. 31 mai 1698.

³ *Synopsis canonico-liturgica*, p. 49, n. 382.

¹ Voir les nos 17, 20 et 23.

clergé serait tenté de croire universellement imposé aujourd'hui à son ministère près de l'enfance. Les difficultés ont fait naître cette tentation dangereuse, le découragement de plusieurs a essayé de la justifier, la peur du travail et de la fatigue nous inclinent tous à y croire. Regardons le devoir et non pas la peine; et nous conclurons qu'il nous faut, au prix de tout sacrifice et par l'emploi même de moyens extraordinaires, travailler à donner à nos enfants une science religieuse très complète et plus sérieuse qu'à toute autre époque. Nous insistons, parce que : quand même nous n'admettrions pas qu'il y a une nécessité aujourd'hui de nous limiter à l'enseignement des choses essentielles, en pratique il y a un vrai danger pour nous à ne donner à nos enfants qu'une instruction insuffisante, si nous n'y prenons tout à fait garde et surtout si nous craignons un peu la gêne. Il y a en effet tout à faire aujourd'hui, et tout ce qu'il faut faire est devenu si laborieux et si pénible, qu'à moins d'efforts très soutenus et très courageux, on arrive vite à omettre quelque chose ou à n'accomplir qu'imparfaitement ce que l'on entreprend. Il n'y a point cependant d'illusion à se faire : ce ne sont pas quelques notions religieuses à peine entrevues ou saisies qui peuvent, dans un siècle impie comme le nôtre, au milieu des mauvais livres et des mauvais journaux, soutenir longtemps la foi de l'enfant et garantir sa persévérance; une science chrétienne complète, bien entrée dans l'esprit de l'enfant et pénétrant toute son intelligence est seule capable de donner un résultat pour l'avenir. La connaissance des principaux mystères de la religion, la lettre même du catéchisme apprise de mémoire pour le moment de l'examen, mais sans être possédée à fond et d'une manière indestructible : cela peut suffire pour le jour de la première communion, mais non pour le lendemain. Cette science d'une heure disparaîtra subitement et presque en entier; et le peu qui en restera, ne sera qu'à l'état de vague reminiscence ou d'idées confuses qui n'entretiendront aucune conviction. Aussi, à quinze ans, l'enfant sera devenu ignorant, puis bientôt incrédule, et dès lors irrégulier sans espoir de retour.

C'est une terrible vérité que nous signalons là; elle est de nature à inspirer bien des craintes pour l'avenir de tant d'enfants, de jeunes gens surtout que le prêtre voit si incomplètement, pour ne pas dire si mal instruits. Elle est de nature à effrayer tous les amis de la religion, particulièrement les curés qui ont charge d'âmes et voient ici leur responsabilité engagée. Par contre, elle réjouit grandement les ennemis de Dieu, qui ont compté sur elle pour le succès de leur mauvaise entreprise. Ils savaient bien, en effet, que leurs lois n'empêcheraient pas tout catéchisme; mais ils espéraient amener par elles une diminution de l'*instruction religieuse*, source des saines convictions et des principes chrétiens, garantie de la persévérance ou du retour après la chute. Ils auraient même redouté, par peur de la colère des

populations, de voir la première communion abolie par leur système; ils ont paru au contraire la respecter et la désirer pour tromper le peuple comme ils trompent depuis longtemps le bourgeois par les aumôniers de lycée ou de collège. Seulement ils ont pris des précautions hypocrites pour que cette première communion soit imparfaitement préparée, et dès lors demeure sans grand effet.

Nous autres prêtres, qui ne pouvons partager sur ce point les illusions de la foule, les laisserons-nous faire leur jeu tranquillement et gagner ainsi la partie contre nous? Nous ne le devons pas, et par conséquent nous ne le voulons pas! C'est pourquoi, en ce qui nous concerne, nous n'avons pas craint, dans nos précédents articles, de recommander à nos confrères une organisation des catéchismes de paroisse qui impose un grand travail; c'est pourquoi encore nous leur disons aujourd'hui avec confiance de s'appliquer, dans ces multiples catéchismes, à donner un *enseignement complet et très sérieux*, et de le répéter avec une patience infatigable jusqu'à ce qu'il ait pénétré l'âme des enfants et les ait habitués et façonnés à l'idée chrétienne.

Que doit renfermer aujourd'hui l'enseignement catéchistique? Tout ce que les chrétiens doivent savoir et croire, aimer et pratiquer en fait de religion, tout ce qu'il leur importe de connaître comme moyens et exercices de piété. La raison en est toute simple : Le catéchisme demeurant l'unique école religieuse, ce que l'enfant n'aura pas appris sur la religion au catéchisme, il ne le saura jamais. Il faut donc nous considérer comme chargés de faire au catéchisme toute l'*éducation chrétienne* de nos enfants.

En conséquence, notre enseignement comprendra en premier lieu l'étude et l'explication de cette Théologie des fidèles que nous recevons de nos évêques et que nous remettons aux enfants et aux familles. La volonté de l'Eglise est formelle sur ce point : et rien du reste n'est plus avantageux que de suivre de point en point ces manuels de la Doctrine chrétienne qu'on appelle catéchismes. Dans les réunions de persévérance elle-mêmes, nous pensons qu'il faut d'ordinaire s'attacher encore au livre du catéchisme, mais alors avec des explications plus complètes et des développements proportionnés à l'âge et à la capacité des auditeurs. De la sorte, nous n'imposons à l'esprit du persévérant aucun effort pour nous suivre; et il ne trouve dans notre enseignement développé qu'une continuation naturelle et progressive des premières leçons qu'il a reçues. C'est là, croyons-nous, le meilleur moyen de graver ces leçons d'une manière durable dans son intelligence. Le catéchisme diocésain appris et expliqué tout entier; voilà donc l'objet principal des études religieuses de l'enfant et des instructions du catéchiste.

Mais ce livre du catéchisme, pour être bien compris et goûté, demande la connaissance de

nombreux faits historiques auxquels il fait allusion et sur lesquels même il appuie sa doctrine. Ainsi, il rapporte en quelques mots les origines du monde et certains évènements qui montrent l'intervention de Dieu ; il parle de nombreux personnages de l'ancien Testament, de patriarches, de prophètes, etc. A toutes ses pages, il nomme Notre-Seigneur et ses apôtres ; il cite leurs paroles, leurs actions, leurs miracles. Mais, comme il est avant tout doctrinal, il ne raconte pas dans le sens propre du mot ces faits ou ces choses, qui n'ont de valeur et de véritable intérêt que quand on en a la connaissance plénière ; il ne fait guère que les mentionner à l'appui de son enseignement, les supposant connus d'autre part.

Ils l'étaient, et parfaitement bien, à l'époque où l'histoire sainte était enseignée dans les classes et dans les familles ; alors que le récit des faits de l'ancien et du nouveau Testament circulait naturellement et de toutes parts dans la société chrétienne. Avec ces pieuses données dont son esprit était imbu dès le premier âge, l'enfant saisissait sans peine le sens et la portée de ces mots historiques dont son catéchisme était rempli. Aujourd'hui, si l'histoire sainte n'est point enseignée avec soin par le curé lui-même au catéchisme, tous ces mots seront des énigmes ou des non-sens pour le pauvre enfant qui ne les aura jamais entendu prononcer.

Il faut donc que l'histoire sainte fasse partie intégrante aujourd'hui de nos enseignements catéchistiques.

Il le faut d'abord, ainsi que nous venons de le dire, pour l'intelligence du livre du catéchisme lui-même.

Il le faut pour l'étude de notre religion ! Car comment peut-on avoir une vraie science de cette religion si on ignore l'histoire sainte, qui en est le récit, qui en montre l'origine, le développement, les preuves et les fondements, qui en fait connaître les plus saints et les premiers héros ? Est-ce que l'histoire du Décalogue et de la manne, celle d'Abraham et de Moïse, celles de Samuel et de David, de Judith et d'Esther, est-ce que l'histoire des amis de Jésus-Christ, des apôtres de Jésus-Christ, de Jésus-Christ surtout, ne font point partie de la religion elle-même ?

Il le faut encore à cause de l'intérêt qu'y prennent les enfants, et intérêt qui rejaillit sur le catéchisme lui-même. Les enfants aiment les récits et ne s'en lassent jamais, tandis qu'ils se fatiguent rapidement d'une science froide et trop aride. Or, et c'est là un effet certain de la grâce de Dieu, les récits de l'histoire sainte charment par-dessus tout nos enfants, et nous avons là un moyen facile et tout divin de faire oublier à ces enfants les ennuis parfois inévitables d'un catéchisme dogmatique. Disons même que nos récits religieux, pleins de grâce et de vérité, leur feront oublier d'autres récits qui dessèchent leur âme s'ils ne la blessent et ne la tuent pas. Nos instituteurs saturent leurs élèves de leurs théories

naturalistes qu'ils appuient par des faits de toutes sortes, vrais ou faussés, mais toujours choisis à dessein contre nous et présentés sous un jour rationaliste ; nous n'avons pas de meilleure arme contre eux que de jeter le surnaturel dans leurs malheureux disciples par les pieux traits et les leçons de l'histoire sainte.

Nous n'avons qu'à faire appel à nos souvenirs personnels, ou à ceux de notre expérience, pour juger du plaisir et du bien que font aux enfants les récits de la Sainte-Ecriture. Nous nous rappelons encore l'impression salutaire que produisaient sur nous les histoires de Joseph et de Samuel ; et pour peu que nous ayons fait le catéchisme, nous avons pu constater que les enfants d'aujourd'hui ressemblent encore sous ce rapport aux enfants d'autrefois. Mais les grandes personnes elles-mêmes n'écoutent-elles pas comme avec une avidité et une joie toujours nouvelles ces saints récits qu'elles ont déjà cent fois entendus ? Et le prédicateur n'est-il pas toujours le bienvenu quand il a un trait d'histoire sainte ou d'Evangile à apporter à un auditoire peu avide ou même assoupi ? Ceci nous fait penser à une chose qui complète ce que nous avons dit plus haut : c'est que sans l'histoire sainte bien apprise, non seulement nos enfants ne comprendraient pas suffisamment le catéchisme, mais ne seraient plus à même de suivre les prédications qui se basent sur l'Ecriture-Sainte.

Qu'on nous permette maintenant d'achever l'exposé de notre pensée sur l'étude de l'histoire sainte, par deux réflexions que nous appellerons personnelles à cause des convictions toutes particulières que nous avons sur les points qu'elles concernent.

1^o Nous croyons que pour faire tirer aux enfants le vrai profit de l'histoire sainte, il ne faut pas, *même sous prétexte du défaut de temps*, se servir de livres si abrégés qu'ils paraissent comme une simple table des matières. De tels livres sont bons pour un *memento*, mais non pas pour des leçons. Pour les enfants, même pour les plus jeunes, il faut des faits et des détails ; c'est le seul moyen de nourrir leur intelligence et de meubler leur mémoire. Un résumé trop court d'un fait intéressant, lui enlève toute sa saveur et toute sa grâce : l'enfant qui le comprend à peine, ne l'aime plus, il faut un livre qui raconte.

Si l'enfant ne peut en étudier toutes les pages pour ce qu'on appelle généralement *les apprendre*, on peut au moins les lui faire lire, ou les lire avec lui. La leçon orale, appuyée de cette lecture, arrivera certainement à la longue à un bon résultat. Nous en avons fait l'expérience.

2^o Nous ajoutons qu'il faut surtout s'appliquer à faire connaître aux enfants l'histoire évangélique et les actes des apôtres.

Nous ne nommerons pas ici le prêtre vénérable et profondément instruit dans les choses de Dieu, qui nous a ouvert le premier les yeux sur ce point capital. Son humilité aurait trop à en souffrir.

Mais nous rapporterons ce qu'il nous a dit il y a plusieurs années : « C'est l'Evangile qu'il faut faire connaître dans les catéchismes et nous ne savons pas l'Evangile.

« C'est l'Evangile ; car l'Evangile c'est la vie de Notre-Seigneur, sa doctrine, sa pensée, sa grâce, ses miracles preuves de sa divinité. Le Sauveur est tout dans la religion ; il faut qu'on le connaisse plus que ses figures, plus que ses prophètes... Avez-vous remarqué combien les fidèles aiment les leçons de l'ancien Testament ? Ils aiment beaucoup plus encore celles de l'Evangile.

« Vous travaillez à faire des chrétiens de vos enfants, c'est-à-dire à former en eux Jésus-Christ ? vous recourez pour cela à bien des moyens, mais vous oubliez le bon qui est celui qu'a employé Notre-Seigneur lui-même, et auquel il a laissé une vertu divine ; vous oubliez l'Evangile ! Croyez-vous que les récits ou les exhortations, que vous prendrez dans l'Evangile, pour former au bien l'âme de vos petits enfants, ne vaudront pas mieux que mille paroles que vous tirerez de votre esprit humain. Jésus-Christ prêchait mieux que vous, et ce n'est pas sans motif que l'Esprit-Saint nous a conservé ses instructions.

« Nous ne savons pas l'Evangile qui est la vie de Notre-Seigneur ! Pas aussi bien du moins que la vie de Joseph, de Moïse et de David. On ne nous l'a pas fait étudier dans son ensemble et d'une manière suivie ; mais seulement par morceaux détachés, dans les évangiles du dimanche. Faites donc en sorte que vos enfants étudient l'Evangile, comme ils ont jusqu'ici étudié l'histoire sainte, et qu'ils connaissent tout ce que Notre-Seigneur a dit et a fait. Il y aura à cela grand profit, et il faut propager cette idée. »

Nous avons reproduit à peu près textuellement ces paroles, auxquelles nous nous félicitons d'avoir cru ; nous avons l'espoir qu'elles inspireront à quelques confrères l'idée de faire étudier plus complètement l'Evangile dans leurs catéchismes. Qu'ils essaient, et ils verront l'intérêt étonnant que les enfants prennent à cette étude ! Nous croyons aussi que ces enfants y puisent la foi et l'amour du Sauveur.

Il y a dix jours à peine, nous causions avec une religieuse qui est chargée dans la ville où elle habite de faire le catéchisme à ceux qu'on appelle les *petits laïques*, à cause de l'école qu'ils fréquentent. Les petits garçons qu'elle instruit sont les plus désespérants de tous, ceux dont M. le vicaire ne peut tirer parti ; leurs familles, leurs maîtres, leurs antécédents, tout contribue à les rendre fort mal préparés aux impressions cléricales. « Eh bien ! nous disait cette dévouée catéchiste, ce que j'obtiens d'eux avec l'Evangile est étonnant. Je leur ai procuré à tous la petite bible illustrée d'Einsiedeln, et ils l'ont sous les yeux pendant que je leur explique la leçon de catéchisme. Ils regardent les belles images de ce bon petit livre, et me posent des questions qui indiquent qu'ils prennent goût à savoir les choses de

la religion. L'autre jour nous expliquions l'Eucharistie et l'un d'eux me dit : « Ma sœur, il faut « commencer par lire dans notre bible le chapitre « où N.-S. institue l'Eucharistie et où Judas fait « une mauvaise communion. » Nous avons lu ce chapitre et mes petits garçons ont très bien suivi et compris ma leçon. Leur bible est un livre qu'ils affectionnent, et qu'on lit dans leurs familles. J'ai déjà obtenu d'eux qu'ils n'insultent plus les prêtres. Bien au contraire, ils les saluent et commencent à les aimer. »

Ce petit récit d'une sœur confirme tout à fait notre manière de voir, même au sujet de la bible illustrée d'Einsiedeln, qui est précisément celle que nous préférons et que nous suivons depuis plus de huit années. Malgré le caractère un peu trop allemand de la traduction française, cette petite bible est excellente pour le fonds, elle est surtout très précieuse, nous dirons même incomparable, pour l'étude de l'Evangile et la vie de Notre-Seigneur. L'édition au surplus est fort soignée et les gravures sont parfaites. Comme la bonne sœur, nous travaillons à faire de ce petit livre la bible des familles.

Mais quand pourrions-nous faire ce catéchisme d'histoire sainte ? Nous pensons qu'il y a grand avantage à le fixer au jeudi. Ce jour-là nous avons plus de temps, et nous pouvons en conséquence faire réciter et faire lire dans la même séance. Et comme il est question d'histoire, nos auditeurs seront plus patients et mieux disposés.

Cette étude de l'histoire sainte et de l'Evangile le jeudi, n'empêche pas les *recits du catéchiste* à l'appui des leçons de doctrine chrétienne données les autres jours. Bien au contraire, cette répétition sert à graver le tout dans l'esprit des enfants. Nous conseillons de joindre souvent à ces histoires tirées de la Bible quelques lectures du bon et beau livre de Lhomond sur *l'Histoire de l'Eglise*. Les enfants y trouvent grand avantage et y prennent grand plaisir ; et cela donne occasion au catéchiste de parler des faits religieux les plus importants qui ont eu lieu dans l'Eglise.

Au risque de paraître trop exigeant, nous disons que nos enseignements du catéchisme doivent comprendre encore tout ce qui a trait à la pratique de la vie chrétienne et aux usages religieux auxquels l'enfant doit être initié.

Faire étudier et réciter les formules de prières, surtout au petit catéchisme, donner les notions nécessaires pour la lecture du latin, apprendre à connaître les fêtes et les offices de l'Eglise, à se servir des paroissiens, donner des leçons de chant ecclésiastique dans la mesure de son talent et de ses forces ; voilà autant de devoirs qui nous incombent et à l'accomplissement desquels il faut de temps à autre consacrer quelques heures. Si nous les négligeons, il arrivera que nos enfants ne sauront ni lire dans les livres d'église, ni suivre les offices, ni surtout chanter les louanges de Dieu. Et peu à peu disparaîtront les habitudes chrétiennes qui font la force et la beauté de la religion

dans les paroisses. Quelle tristesse et quel froid là où sont tombées ces habitudes, là où l'on ne chante plus, là où personne ne semble plus prendre part à ce que fait le prêtre à l'autel ! Or, le prêtre seul peut empêcher les paroisses d'être réduites sous peu à cette mort apparente ! C'est dire qu'il est tenu de s'employer tout entier et de grand cœur à entretenir les habitudes et les usages religieux, et qu'il doit travailler à y initier les enfants.

Voilà ce que nous paraît devoir embrasser le catéchisme à notre époque ! C'est un travail immense que le catéchiste a sur les bras, et il lui faut une grande science, un grand dévouement, une grande patience, une grande charité et une grande piété pour le mener à bonne fin.

Nous indiquerons prochainement quelques moyens auxquels il peut recourir avec avantage pour réussir dans la mesure du possible.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — On vous demande bien souvent devant quels tribunaux il faut porter telle ou telle affaire, et vous répondez toujours, selon votre habitude, avec autant de clarté que de précision. Mais toutes vos réponses sont naturellement éparpillées, et quand il s'agit pour vos lecteurs de trouver eux-mêmes dans votre collection les solutions de cette espèce, il rencontre des difficultés et perd beaucoup de temps.

Ne pourriez-vous pas, une fois pour toutes, grouper dans un seul article, du moins en ce qui concerne les fabriques, les divers tribunaux judiciaires ou administratifs chargés de trancher leurs différends, soit qu'elles demandent, soit qu'elles défendent ? Vous rendriez, je crois, service à plus d'un.

R. — L'observation est très juste et nous y faisons droit immédiatement.

I^o Compétence de l'autorité judiciaire

Les tribunaux civils statuent :

Sur toutes les questions concernant la propriété des biens des fabriques et leurs servitudes, excepté les biens nationaux, dont la vente et la concession sont soumises à l'interprétation de la justice administrative, quant à leurs limites ou à leurs servitudes :

Sur les contestations entre une fabrique et une commune, qui se disputent la propriété d'un terrain, en se fondant par exemple, sur la possession, la prescription ou sur divers autres actes de propriété faits par elle, en différents temps ;

Sur les questions relatives au recouvrement des revenus et des rentes dus aux fabriques par des particuliers qu'il s'agit de contraindre à payer :

Sur les procès qui s'élèvent entre les fabriques et les héritiers des donateurs ou testateurs, relativement à l'existence, à la validité et à l'exécution des dons, ou des legs faits aux églises :

Sur les contestations entre les fabriciens et les entrepreneurs ou les fournisseurs au sujet de marchés faits de gré à gré, par exemple, pour des tra-

vaux exécutés par économie, pour la construction d'une sacristie, la confection d'un autel et tous autres marchés faits personnellement par les fabriciens pour l'acquisition d'objets d'ameublement d'églises :

Sur la validité d'un acte de concession de bancs, sur les effets de cet acte et les dommages-intérêts résultant de son inexécution. (*Arrêt du conseil d'Etat des 4 juin 1826 et 12 décembre 1827.*)

II^o Compétence de la justice de paix

Doivent être portées devant le juge de paix du domicile du défendeur : 1^o toutes demandes personnelles et mobilières jusqu'à 200 fr., c'est-à-dire toute créance, comme les demandes de casuel, de loyer de banc, annulation du bail des bancs, ou revendication d'objets mobiliers (linge, ornements, vases sacrés, etc.), évalués par la demande à une somme moindre ; 2^o les demandes en paiement de loyers ou fermages, lorsque les locations annuelles n'excèdent pas 20 fr. ; celles en indemnités pour dégradations, selon les articles 1732 et 1735 du Code civil jusqu'à 200 fr., s'il s'agit d'incendies ou inondations, et jusqu'à 1500 fr., pour toute autre cause ; enfin, celles pour réparations locatives, à quelques sommes qu'elles puissent monter, et réciproquement les demandes en indemnités formées par le fermier pour non-jouissance, lorsque la difficulté ne consistera que dans le taux de l'indemnité, pour laquelle toutefois on n'aura pas demandé plus de 500 fr. ; 3^o de même aussi et à quelque somme que ce soit, les contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année, par exemple, le sacristain, le bedeau et autres gens de services à gages ; 4^o les actions civiles pour diffamation verbale et injures publiques, verbales ou par écrits autrement que par la voie de la presse ; ainsi que les mêmes actions pour rixes ou voies de fait qui n'ont pas un caractère criminel.

L'appel des jugements des tribunaux de paix est interdit avant les trois jours qui suivront celui de la prononciation de ces jugements, et après les trente jours qui suivront la signification à l'égard des personnes domiciliées dans le canton.

Doivent être portées directement au tribunal civil, toutes autres actions, telles que les demandes personnelles, mobilières et autres d'une importance supérieure à celles qui viennent d'être indiquées comme étant de la compétence du juge de paix ; ainsi que les contestations relatives au droit même de propriété ou de servitude, sur les immeubles. Au reste, le ministère d'un avoué étant alors indispensable, tout détail deviendrait superflu.

III^o Compétence du préfet et du ministre.

Le préfet statue sur tout ce qui a rapport au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique ;

Sur ce qui concerne la construction, reconstruction et sur toutes les réparations des églises et presbytères, si c'est la commune qui les effectue ;

Sur l'envoi en possession des biens nationaux remis à la disposition des fabriques;

Sur les contestations entre plusieurs communes pour le partage des biens, en cas de l'érection de l'une d'elles en succursale;

Sur la répartition des frais du culte entre plusieurs communes;

Sur les transactions passées entre une fabrique et un particulier;

Sur le mode d'exécution d'un jugement contre une fabrique et le règlement du paiement de ses dettes après vérification de la créance et constatation de sa légitimité;

Sur les demandes en remise de contributions directes;

Sur l'acceptation des dons et legs mobiliers faits aux établissements ecclésiastiques ou religieux s'ils ne dépassent pas 300 francs.

Il concourt à la nomination des fabriciens en cas d'organisation intégrale de la fabrique.

Il peut enfin rapporter ses arrêtés, ceux de ses prédécesseurs, des sous-préfets et des maires.

Il y a droit de recours au ministre contre les décisions du préfet en matière administrative, et au conseil d'Etat en matière contentieuse. Si c'est pour incompétence ou pour excès de pouvoir que le recours a lieu, on peut indifféremment le former, soit devant le conseil d'Etat, soit devant le ministre que la matière concerne.

Le ministre prononce comme juge d'appel sur les décisions de tous les fonctionnaires subordonnés à sa juridiction, rapporte ou ordonne de rapporter leurs actes et arrêtés en matière exécutive.

Il n'y a point de forme déterminée pour lui adresser une réclamation. S'il refuse de donner sa décision, on ne peut le poursuivre pour déni de justice; il ne reste que le recours au gouvernement ou à la Chambre.

Quant aux sous-préfets ils ne sont que des agents d'information, de surveillance et de transmission.

IV^e Compétence du conseil de préfecture

Le conseil de préfecture statue :

Sur les contestations entre une fabrique et des entrepreneurs des travaux d'églises et de presbytères qui sont exécutés par adjudication publique; ceux qui sont faits par économie étant du ressort des tribunaux ordinaires;

Sur les contestations entre les fabriques et les entrepreneurs des pompes funèbres relativement au sens et à l'exécution de l'acte d'adjudication.

Sur les contestations entre les fabriques et les séminaires, touchant la propriété et l'usage des biens nationaux à eux respectivement rendus;

Sur les contestations entre les fabriques concernant la préférence d'attribution à l'une d'elles, de biens et de rentes ayant appartenu à des églises supprimées;

Sur les contestations entre une fabrique et un curé, pour dépenses faites par celui-ci relative-

ment au culte. (*Arrêt du conseil d'Etat du 22 juin 1810*);

Sur les contestations entre un hospice, un séminaire ou une fabrique relativement au droit à être envoyé en possession d'une rente, par priorité ou préférence;

Sur les contestations relativement à la répartition des revenus, d'une cure, entre l'ancien titulaire ou ses héritiers et le nouveau titulaire;

Sur les demandes en dégrèvement d'impôts à l'égard des propriétés des fabriques;

Sur les contestations entre une fabrique et le domaine touchant la propriété des rentes transférées par celui-ci, après l'envoi en possession de celle-là;

Sur les contestations entre une fabrique et l'acquéreur d'un bien national s'il s'agit d'interpréter l'acte de vente, par exemple, dans le cas où les démembrements de ce bien donnerait lieu à des difficultés pour des limites ou des servitudes. Un arrêt de la cour de cassation du 13 décembre 1830, a prononcé que toutes les questions qui doivent être décidées par voie d'interprétation d'actes administratifs, sont du ressort de l'autorité administrative :

Sur les contestations entre une fabrique et un trésorier touchant les articles contestés des comptes. (*Arrêt de la cour de cassation du 9 juin 1823*);

Sur les demandes d'autorisation de plaider.

Les demandes à former auprès du conseil de préfecture doivent être adressées par voie de pétition, au préfet, qui en est président.

L'appel au conseil d'Etat est toujours permis contre les arrêtés du conseil de préfecture. Il peut être formé soit pour incompétence, soit pour vices de forme ou fausse application des lois.

Le pourvoi contre un arrêté du conseil de préfecture doit être remis dans le délai de trois mois au secrétariat général du conseil d'Etat. Le délai part de la notification faite au réclamant de l'arrêté par lui attaqué. (*Arrêts du conseil d'Etat des 12 juillet, 19 juillet et 27 octobre 1837*).

Ce délai passé, les jugements ne peuvent plus être attaqués; ils acquièrent la force de chose jugée, et conséquemment le recours devant le conseil d'Etat n'est plus recevable.

V^e Compétence du conseil d'Etat.

Le conseil d'Etat vérifie les bulles et autres rescrits émanés du Saint-Siège.

Il juge les appels comme d'abus et autorise la mise en jugement des ecclésiastiques pour cas d'abus dans leurs fonctions.

Il donne son avis sur les statuts et règlements des congrégations et associations religieuses, sur l'établissement des séminaires, sur l'érection des chapelles domestiques, sur les baux à longs termes et sur l'acceptation des dons et legs immobiliers ou dépassant 300 francs, qui sont faits aux établissements ecclésiastiques ou religieux.

Il donne en appel les autorisations de plaider

aux fabriques et aux autres établissements publics.

Il juge en appel de toutes les causes portées devant les conseils de préfecture, réforme, s'il y a lieu, leurs arrêtés et ceux du préfet, dans le cas où la loi autorise le recours, ainsi que les décisions du ministre en matière contentieuse.

Il fixe la compétence des diverses attributions administratives.

Il maintient et démarque, en cas de conflit, la division fondamentale du pouvoir administratif et judiciaire.

Les délibérations du conseil d'Etat ne sont proprement que des avis, à moins qu'il n'intervienne la signature présidentielle qui leur donne le caractère d'arrêtés ou d'ordonnances.

Le recours au conseil d'Etat contre la décision d'une autorité qui en ressort, n'est plus recevable après trois mois du jour où cette décision aura été notifiée. (*Déc. 1806, art. 1, 10, 11.*)

Le recours des parties au conseil d'Etat, en matières contentieuses, est formé par requête signée d'un avocat.

L'introduction et l'instruction des instances, les incidents qui peuvent survenir pendant l'instruction d'une affaire contentieuse, les décisions du conseil, les constitutions d'avocats sont réglés par le décret du 22 juillet 1806.

Q. — 1^o De temps immémorial, la commune loue une maison pour servir de logement au curé. Je dois dire que la fabrique ne saurait aucunement le faire. Ressources nulles.

Sous prétexte de réaliser des économies, le nouveau maire, mange-prêtres distingué en sa qualité de franc-maçon et de transfuge de la bonne cause, veut envoyer le curé dans un autre local.

Mais voici où perçait l'hypocrisie de notre Souloûge rouge : la raison d'économie est une fausseté, puisque le presbytère actuel est de nouveau loué par la commune pour y installer les écoles communales et pour favoriser un instituteur du pays, nouveau transfuge à qui ne plaît pas le nouveau local destiné au curé.

Dans ce cas, en raison du *melior est conditio possidentis* et aussi parce que la maison servant jusqu'ici de presbytère est de nouveau louée par la commune, le curé ne serait-il pas en droit de considérer cet immeuble comme devant toujours être légalement affecté au prêtre sans qu'on l'en puisse chasser ?

2^o Supposé qu'il ne puisse légalement se maintenir dans la vieille maison presbytérale transformée en école communale, le curé ne pourrait-il pas, quand il sera prévenu officiellement d'avoir à vider les lieux, exiger un sursis de six mois ou plus, pour pouvoir, sur son refus d'habiter le nouveau local qui n'est pas habitable, chercher une habitation qu'il devrait au besoin se procurer à ses frais.

R. — Ad I. La maison servant actuellement de presbytère n'étant pas la propriété de la commune, ne nous paraît pas jouir du privilège des presbytères proprement dits, lesquels ne pourraient être ni distraits ni désaffectés sans l'accomplissement des formalités légales prescrites par l'ordonnance du 3 mars 1825 et du décret du 25 mars 1852. Cependant, la commune continuant à la louer, on peut se demander en vertu de quel principe, elle en chasserait le curé pour la donner à l'instituteur.

Il faut saisir de la question l'évêque diocésain et lui laisser tracer la ligne de conduite. L'évêque intervenant directement auprès du préfet a qualité pour plaider le droit et les convenances et empêcher la consommation d'une iniquité.

Ad II. Le curé a le droit de protester par tous les moyens légaux et même de refuser la nouvelle habitation qu'on lui destine. C'est en ce dernier cas surtout que l'intervention épiscopale lui sera d'une grande utilité.

Q. — Quelles seraient les formalités à remplir et les conditions pour placer un cénotaphe avec des inscriptions dans une église ?

R. — Nul cénotaphe, nulles inscriptions, nuls monuments funèbres ou autres, de quelque genre que ce soit, ne peuvent être placés dans les églises que sur la proposition de l'évêque diocésain et la permission du ministre des cultes. (*Art. 73 du décret du 30 décembre 1809.*)

La permission de placer des cénotaphes, inscriptions, monuments funèbres ou autres dans l'église peut être accordée à deux classes de personnes : 1^o à celles qui auraient rendu de grands services et en faveur de qui cette autorisation serait demandée par le vœu des habitants et alors la concession peut être gratuite ; dans ce cas, la délibération de la fabrique, qui exprime le consentement à la concession gratuite, doit être accompagnée de celle du conseil municipal, qui fait connaître le vœu des habitants. (*Décision ministérielle du mois de mars 1821.*) 2^o A celles qui offriraient d'assurer à l'église des avantages suffisants. En effet, l'article 73 du décret du 30 décembre 1809, a eu pour principal objet l'avantage des fabriques. (*Décision ministérielle du 6 mai 1812.*) On ne peut donc obtenir la faveur qu'il autorise que par un bienfait réel en faveur des fabriques. Ce bienfait, pour une inscription, doit être porté au moins, dans la plus petite église de campagne, à 10 francs de rente. (*Décision ministérielle du 11 décembre 1812.*) Le prix dépend du reste de l'objet et de l'importance de la commune où est placée l'église.

La demande qui doit être adressée à la fabrique, doit contenir, s'il s'agit d'une inscription, le texte de cette inscription, et, s'il s'agit d'un monument, son plan général et l'indication de ses détails. La demande et les pièces à l'appui sont adressées à l'évêque. L'autorisation est accordée sur sa proposition, par le ministre des cultes.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 14 augusti 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis.*

Le propriétaire-directeur-gérant : F. D'ANGIEN.

Langres. — Imprimerie MATHRIER ET COURTOT.

à peine à la moitié du volume ; il ne faut pas avoir la prétention de signaler dans un seul article de journal tous les renseignements intéressant l'histoire de l'Eglise classés dans ce précieux volume. La chronologie des cardinaux comprenant, — avec de brèves notices sur les basiliques de Rome et les titres des cardinaux, prêtres et diacres, — la série des évêques suburbicaires et celle des cardinaux selon l'ordre des promotions, du pontificat de saint Léon IX à celui de Benoît XIV, cette chronologie avec ses compléments au supplément et dans une addition au supplément, est un document à peu près nouveau qui, sans doute, a besoin d'être complété, comme le remarque avec modestie l'auteur, mais qui tel qu'il est, étayé surtout de la liste chronologique des *scriptores* et dataires des actes pontificaux, doit rendre de grands services, et met aux mains des hommes d'étude un instrument de recherches et un repaire de vérifications important.

La chronologie des Conciles donne une notice fort abrégée de chacune de ces assemblées jusqu'au concile du Vatican : ces notices, qui occupent 72 des grandes colonnes de ce volume, sont suivies d'une brève table alphabétique, avec indication chronologique.

Une chronologie précieuse est celle des pèlerinages, itinéraires et descriptions de la Terre-Sainte. On y suit jusqu'aux premières années du dix-septième siècle (1625) le mouvement des peuples chrétiens vers les lieux saints, depuis le pèlerinage de sainte Hélène. Je fais grâce à mon lecteur de Ptolémée, de Strabon et des autres payens. Mais je lui signale la liste chronologique des divers ordres religieux, depuis saint Benoît jusqu'aux Petites-Sœurs des pauvres, qui ne s'attendaient pas, j'en suis sûr, à être jamais inscrites au *Trésor d'histoire et de chronologie*.

Je ne m'arrêterai pas aux séries historiques qui suivent. M. de Mas Latrie explique dans la préface qu'il a été contraint de se restreindre et de résumer, en en donnant l'essentiel, les séries des Bénédictins relatives aux empereurs, rois, souverains et chefs d'Etat de divers titres (khans, hospodars, sultans, émirs) dans le monde entier. Il indique aussi ce qu'il a ajouté à ces nomenclatures qui paraissent sans fin et dont il a redressé et complété plusieurs. Les additions sont formidables. Elles ont trait principalement, avons-nous dit, aux contrées de l'Europe orientale, à l'Orient latin, à l'Asie, à l'Afrique musulmane. Rien de précieux et d'utile pour les études de nos relations avec ces contrées livrées aujourd'hui à l'islamisme et à la barbarie, que ces renseignements s'étendant du Magreb marocain au Turkestan, à la Chine et même au Japon.

Pour la France, le *Trésor* a complété les listes des grands fondateurs données par les Bénédictins ; il y a ajouté celles des grands officiers de la couronne, référendaires, chambellans, amiraux, maréchaux et autres, qu'on trouverait difficilement ailleurs : il a ajouté celle des familles et des seigneuries féodales relevées dans ces derniers temps par les érudits voués aux études historiques. Nous regrettons de ne pas entrer dans le détail ; la nomenclature seule des travaux accomplis dans ces dernières années, que le *Trésor* analyse ; travaux d'érudition sérieuse appliquée aux sources origi-

nales : cette nomenclature des seigneuries et des dignités nationales est infiniment trop longue pour que nous recherchions à en reproduire quelque chose. Remarquons simplement que l'histoire de toutes nos provinces et de la plupart des cités et des monastères de France y est intéressée.

La chronologie des évêques et archevêques de France est reproduite d'après les *Séries* du P. Gams et avec l'autorisation de l'auteur. Son travail, réputé le plus complet dans son ensemble et le meilleur, n'en a pas moins été redressé en bien des détails ; et les diverses études de notre érudition départementale, qui est infatigable ont mis M. de Mas Latrie à même de redresser les séries épiscopales d'un grand nombre de nos diocèses. Il cite les auteurs dont les travaux lui ont servi ; à un certain nombre d'anciens élèves de l'école des Chartes, aujourd'hui archivistes départementaux, se mêlent beaucoup d'ecclésiastiques, prêtres, curés, chanoines, partout sous l'impulsion des évêques, appliqués à étudier et à relever les monuments et les gloires de l'ancienne vie religieuse de notre bon et beau pays.

Dans ce travail que j'admire, résumé intelligent, patient et en général exact, je veux relever une erreur. Faut-il l'attribuer au P. Gams ? L'évêché de Moulins n'a pas été érigé en 1790 ni supprimé en 1802. Les soi-disant évêchés que la Constitution civile du clergé avait voulu créer, n'ont jamais eu d'existence canonique ; et le Concordat s'est gardé de les désigner : Pas plus Moulins que Saint-Maixent, Guéret, Vesoul ou Versailles, dont l'évêché a été institué en 1804, si l'on veut s'en rapporter à la date même de la convention signée avec le gouvernement et à celle de la bulle de ratification du Souverain-Pontife, mais en 1802 seulement, selon la date de la bulle déterminant la nouvelle circonscription des diocèses de France (9 av. 1802). L'évêché de Moulins ne fut érigé qu'à la Restauration, dont le premier Concordat de 1817 n'a reçu d'exécution qu'en 1823.

Cette série des archevêques et évêques de France ouvre en fait la troisième partie du *Trésor*. Sous le titre de Hiérarchie ecclésiastique, elle donne le tableau des provinces ecclésiastiques du monde. C'est le répertoire des foyers de la lumière divine, dont un grand nombre est éteint aujourd'hui. Les verra-t-on revivre jamais ? Comment ne pas admirer que l'Afrique, notre Afrique si pesante et si rebelle, ait été illuminée jadis et comme inondée de tant de clartés. Vingt longues colonnes du *Trésor* suffisent à peine à enregistrer simplement les noms des évêchés africains.

La liste des anciens monastères de la Gaule et de la France et celle des monastères du monde chrétien viennent ensuite. La première, dressée depuis longtemps par M. de Mas Latrie, et publiée par la société de l'histoire de France, m'a rendu tant de services que je la puis recommander en pleine connaissance de cause ; elle reparait dans le *Trésor* augmentée et complétée ; elle donne le nom latin et le nom vulgaire des monastères, la date de la fondation et le titre du patron. La liste des monastères du monde chrétien est dressée sur le même plan et avec la même exactitude. Ces deux listes sont suivies d'une autre encore plus importante, « le Répertoire des évêchés du monde chrétien. » Plus de huit mille noms géographiques

y sont enregistrés dans l'ordre alphabétique, « les noms anciens sont autant que possible identifiés à ceux des localités modernes. » J'ai voulu rendre ce répertoire aussi complet que possible, dit M. de Mas Latrie : j'y ai compris tous les évêchés anciens existant encore, tombés en désuétude ou supprimés formellement, j'ai cru bon d'y admettre les évêchés des deux Amériques et les évêchés dont la création plus récente par Pie IX et Léon XIII a donné une si féconde impulsion à la propagande catholique et par là à l'influence française dans le monde entier depuis la Cochinchine jusqu'en Australie. » Au terme de ce long article, nous ne sommes pas fâchés de laisser parler l'auteur ; et pour clore, nous ajouterons que le *Trésor* est dédié au cardinal Lavigerie, archevêque de Carthage et d'Alger « en hommage respectueux et chers souvenirs de vénération et de gratitude cordiales. »

Léon AUBINEAU.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MÉNAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS
POUR
Pigeons, Poules et Faisans
N° 4 5 6 7
3^f 4^f 5^f 5^f 50
R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS
Envoi de l'Album sur demande.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

GRILLAGES
R. GARIEL, 2^{ter}, Quai de la Mégisserie
CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.
RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^f 50
Châssis de Couche depuis 7 fr.
Envoi franco du Catalogue

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à Mme MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 34

PRÉDICATION : Pour le douzième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile (la charité envers le prochain).

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : On ne peut satisfaire par une messe de binage à une charge de fondation.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quand le prêtre donne la communion avant la messe, doit-il y avoir du vin et de l'eau dans le vase où il se purifie les doigts ? Peut-on mettre le ciboire avec les hosties à consacrer, à côté du calice ? Comment doit faire pour sainte Monique

un aumônier des Frères qui célèbre la fête du B. de la Salle ? Dans la chapelle intérieure d'une communauté, célèbre-t-on les messes de fêtes renvoyées au dimanche ? — Quel péché y a-t-il à prendre des actions d'un mauvais journal et que doit faire celui qui en possède ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quelle est la situation légale des chapitres cathédraux ? Qu'en est-il, au point de vue civil, de la réunion des cures aux chapitres ?

VARIÉTÉS : De l'assistance des moribonds.

COURRIER DES LIVRES

LA DOCTRINE CHRÉTIENNE exposée sommairement sous forme de catéchisme. **Traité de la religion**, par l'abbé A. N. LAURENT, curé de Rouvres-sur-Aube. Une brochure in-12 de 60 pages. Chez Rallet-Bideaud, Langres.

Je me souviens qu'un écrivain très mondain ayant à juger les solides conférences du P. Monsabré, — ou plutôt l'orateur, car le fond lui échappait, — trouva un mot vrai, plus vrai sans doute qu'il ne croyait : « En somme, écrivait-il, le P. Monsabré nous fait le catéchisme. » Cela paraissait même le choquer légèrement, car il est évident qu'un publiciste figariste est bien au-dessus du catéchisme. Théodore Jouffroy eût pensé autrement, lui qui disait que ce « petit livre » renferme toute science, donne les solutions naturelles de tous les problèmes moraux, politiques, sociaux : « Demandez à ce petit enfant qui n'a pas encore eu le temps de réfléchir, d'où il vient, où il va, il vous fera une réponse sublime. »

Toutefois l'écrivain figariste avait bien jugé : le P. Monsabré a surtout fait le catéchisme à son vaste et brillant auditoire, c'est là sa grande gloire, et celui-ci ne s'en est aperçu qu'après quinze ans, tant pour lui la doctrine chrétienne était

chose nouvelle. A son exemple, il faut faire le catéchisme au peuple qui sous ce rapport n'est guère moins ignorant qu'un membre de l'Institut ; et la première chose qu'il faut lui apprendre, lui redire, lui répéter c'est que la religion l'oblige, et que la religion catholique seule renferme la vérité, la loi, la règle complète des consciences et des mœurs.

C'est ce que vient de faire M. l'abbé Laurent dans un excellent petit traité qui sera suivi de plusieurs autres. Ce traité renferme trois chapitres :

I. Après avoir dit ce qu'est la religion et que Dieu est son auteur il se demande : « La religion existe donc de droit naturel et divin ? — Oui : la religion existe de droit naturel et divin : aussi le défaut de religion est à la fois un crime contre nature et une révolte contre Dieu. »

« La religion naturelle suffit-elle aux hommes ? — Non, la religion naturelle ne suffit pas aux hommes, attendu que Dieu, leur souverain Maître, leur en a révélé et imposé une plus excellente qui est la religion surnaturelle. »

« L'obligation de pratiquer la religion chrétienne est-elle grave ? — Oui, l'obligation de pratiquer la religion chrétienne est grave, et le refus volontaire de cette pratique est une faute mortelle qui exclut du ciel et conduit en enfer. »

« L'homme a-t-il le droit de régler de quelle manière il rendra à Dieu le culte religieux ? — Non, l'homme n'a pas ce droit, attendu que Dieu a

réglé lui-même la manière dont il veut être adoré et servi par chacun de nous. »

Ces quatre questions prises parmi les trente-neuf qui forment le premier chapitre donnent une idée de la manière de l'auteur, précise, claire et théologique.

II. Le second chapitre traite des marques de la vraie religion. Les religions se contredisent, donc il y en a de fausses. Une seule doit être vraie, celle qui vient de Dieu, c'est la religion chrétienne : et comme plusieurs se disent chrétiennes, la religion catholique. Pourquoi ? « 1^o parce qu'elle a manifestement Jésus-Christ comme auteur, 2^o en ce que les miracles s'opèrent dans son sein. »

Après avoir développé ces deux raisons avec beaucoup de netteté, l'auteur en déduit les conséquences rigoureuses, sans rien atténuer.

« Que faut-il penser de toutes les religions autres que la religion catholique ? — Il faut penser que toutes sont fausses. »

« Faut-il désespérer du salut de tous ceux qui vivent au sein d'une fausse religion ? — Il faut très certainement désespérer du salut de tous ceux qui vivent et meurent volontairement au sein d'une religion fausse, et connaissent suffisamment la religion catholique et le précepte de l'observer ; mais il ne faudrait pas absolument désespérer du salut de tous ceux qui ont vécu et sont morts avec bonne foi sincère au sein d'une religion fausse, et se sont efforcés d'éviter le mal et de faire le bien toute leur vie, surtout s'ils ont reçu le saint baptême. »

D'où il résulte que ceux qui se sauvent dans une religion fausse ne le font point par la vertu de cette religion ; que le salut est plus difficile pour les païens et les musulmans que pour les juifs, qui ont une connaissance plus parfaite du vrai Dieu et de sa loi par les livres saints et par leur croyance au Messie ; » plus difficile pour les protestants que pour les schismatiques « car dans quelques-unes des sectes protestantes le saint Baptême n'est plus valablement administré. »

« Croyez-vous qu'il y ait beaucoup d'infidèles, de juifs, de protestants, de schismatiques vivant de bonne foi au sein de leurs fausses religions ? — J'incline à croire qu'il y a réellement beaucoup de ces dissidents vivant de bonne foi au sein de leurs fausses religions dans les pays où la religion catholique est inconnue ; mais il m'est bien difficile de croire à l'existence de cette bonne foi, surtout chez les personnes instruites, dans les lieux où la vraie religion catholique est connue et publiquement enseignée et pratiquée. »

L'auteur formule son opinion personnelle qui ne serait peut-être pas partagée en tout point par le cardinal Newman, ni par ceux qui ont vécu longtemps au sein de l'erreur avant de voir la vérité. Pour exercer plus libéralement son infinie miséricorde sur les hommes, Dieu a laissé se former l'immense royaume de la bonne foi. C'est le domaine de sa bonté, domaine que lui seul connaît. Com-

ment s'établit la bonne foi ? Jusqu'où peut-elle aller ? De simples préjugés ne peuvent-ils pas lui servir de base ? — L'âme n'est pas comme les astres qui marchent dans l'espace en suivant une ligne fatale, déterminée d'avance, et dont ils ne sauraient s'écarter. Les réponses rigoureuses à ces questions sont presque toujours fausses en pratique, parce qu'elles ne tiennent point compte de l'irréflexion et de la faiblesse qui occupent tant de place dans toute vie humaine. Les corps ont un poids différent suivant qu'ils sont dans le vide, dans l'air ou dans l'eau. Qui pourrait dire aussi quelle est sur les âmes l'influence décisive des milieux ?

Un des mérites de ce petit « traité de la religion » est aussi de répondre aux objections courantes : « Toutes les religions sont bonnes. — Chacun est libre de pratiquer la religion de son choix. — La vraie religion consiste à être honnête homme. — C'est à l'enfant quand il sera grand à choisir lui-même sa religion, etc. » A ces dictons malheureux on a fait bien des réponses, mais peu qui soient péremptoires. A un trait on a voulu répondre par un autre trait, ce qui ne suffit pas. A l'erreur il faut opposer la vérité, la raison théologique, c'est ce qu'a fait M. l'abbé Laurent avec une admirable solidité. Les traits passent, les raisons restent. Tel principe avec ses déductions logiques, peut donner lieu à un excellent catéchisme de persévérance. Qu'on en juge plutôt d'après cette partie de réponse à cette dernière objection : « L'enfant devra plus tard choisir lui-même sa religion. »

« C'est contraire au droit souverain de Dieu ; et le mépris de ce droit souverain est un crime monstrueux et contre nature en ce que, s'il serait monstrueux et contre nature de laisser ignorer à un enfant son père et sa mère, et de dire que cet enfant devenu grand aura le droit de rechercher ses parents ou de les renier, il serait beaucoup plus monstrueux et contre nature de laisser ignorer à un enfant son Dieu, son Sauveur Jésus-Christ et la religion qui lui donnera la grâce de Dieu et le ciel... »

Si ce n'est pas le mot, c'est l'idée qui est à emporter-pièce.

III. Le dernier chapitre établit que tout homme et que toute société doit obéissance à l'Eglise catholique.

Tous les hommes sont tenus d'entrer dans cette société religieuse qui a été fondée par J.-C. et qui est dirigée par le Pape et par les Evêques. « Les prêtres ne sont que les auxiliaires et les délégués » des chefs de l'Eglise. Ceux-ci de leur côté « ne sont pas maîtres absolus des dogmes, des préceptes, du culte et des sacrements, de manière à pouvoir ajouter ou retrancher à leur gré, mais seulement les ambassadeurs, les interprètes et les ministres de Dieu et de J.-C. pour les conserver dans leur parfaite intégrité. » Aussi n'y a-t-il point de dogmes ni de préceptes nouveaux.

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

—

POUR LE XII^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE
(LA CHARITÉ ENVERS LE PROCHAIN)

Hoc fac et vives. (Luc., x, 28.)

L'attache que nous avons à nous-mêmes, disait Bossuet ¹, c'est la ligne de séparation, c'est la paroi mitoyenne entre tous les cœurs ; c'est ce qui fait que chacun de nous se renferme tout entier dans ses intérêts et se cantonne en lui-même, toujours prêt à dire avec Caïn : « Qu'ai-je à faire de mon frère ? *Num custos fratris mei sum ego ?* » Oté l'amour-propre, le propre intérêt, dit un autre grand moraliste chrétien ², je vous répondrai de la charité parmi les hommes. Il n'y aura plus de discorde parmi eux, plus de querelles entre les particuliers, plus de division dans les familles, plus de factions dans les Etats, plus de schismes dans l'Eglise. Pourquoi se hait-on les uns les autres ? Pour l'intérêt. Pourquoi se déchire-t-on les uns les autres ? Pour l'intérêt. Pourquoi travaille-t-on à se détruire les uns les autres et se détruit-on en effet ? Pour l'intérêt. Quel a été dans le christianisme le principe de tant d'hérésies et de tant de sectes, quel en a été le soutien ? L'intérêt. Quoi d'étonnant si Notre-Seigneur a voulu prémunir particulièrement ses disciples contre l'abject égoïsme, le pernicieux amour-propre, le vil intérêt, en leur inculquant fortement et fréquemment les belles et douces leçons de la charité fraternelle ? Or c'est précisément l'amour du prochain que le charitable Jésus nous enseigne dans la page divine que je viens de vous lire, et qui est, au jugement des saints docteurs, l'une des perles les plus précieuses de l'écrin évangélique. Méditons-la avec respect et amour ; nous y apprendrons de la manière la plus persuasive la *nécessité* et la *pratique* de l'amour du prochain.

I

Sans la charité fraternelle impossible d'aller au ciel. Ecoutez notre évangile. Un docteur de la loi voyant la haute réputation que Jésus s'était acquise dans toute la Palestine, voulut le mettre à l'épreuve, sonder sa capacité et tâcher ou de l'embarasser ou de lui faire avancer quelque chose qui pût tourner contre lui. Ce fut dans l'automne qui précéda sa Passion et sans doute un jour de sabbat, lorsque Jésus enseignait le peuple dans la synagogue, que ce docteur se leva au milieu de l'assemblée, et proposa une question vague et générale à laquelle il n'était pas aisé de donner une réponse précise et complète : « Maître, que dois-je faire pour posséder la vie éternelle ? » Mais Jésus pour déjouer le piège et laisser son adversaire s'avancer lui-même, lui répondit : « Qu'y a-

t-il d'écrit dans la loi ? Qu'y lisez-vous ? » Forcé de répondre le scribe ne put se dérober et il dit : « Vous aimerez le Seigneur votre Dieu de tout votre cœur, de toute votre âme, de toutes vos forces et de tout votre esprit et votre prochain comme vous-même. — Vous avez bien répondu, lui répartit le Sauveur, faites cela et vous vivrez, » *hoc fac et vives*.

La parole est claire, c'est la Vérité même qui l'a prononcée : si l'on veut vivre de la vie de la grâce, si l'on veut aller au ciel, il faut à la fois aimer Dieu et le prochain. Ce sont deux commandements, dit Notre-Seigneur, dans une circonstance analogue à celle où il se trouve aujourd'hui, mais le second est semblable au premier. Ces deux amours, dit saint Grégoire-le-Grand commentant la parole du Sauveur, sont comme deux parties qui composent un seul tout, deux anneaux d'une même chaîne, deux actions d'une même vertu, deux ouvrages d'une même main, deux mérites inséparables dont l'un ne peut subsister sans l'autre : *Sunt duo isti amores duæ quædam partes, sed unum totum ex utrisque compositum ; duo annuli sed catena una ; duæ actiones, sed una virtus ; duæ operæ, sed una charitas ; duo apud Deum merita, sed unum sine alio inveniri impossibile est*.

Non, on ne peut aimer Dieu sans aimer en même temps le prochain. Le prochain n'appartient-il pas à Dieu ? N'est-il pas son ouvrage et l'œuvre de ses mains ? Ne l'a-t-il pas placé sur la terre pour le faire servir à sa gloire et à l'exécution de ses volontés ? On honore jusqu'aux derniers serviteurs des grands, on respecte leurs chiffres et leurs armes jusque sur leurs équipages : quand quelqu'un a une véritable affection, il aime tout ce qui appartient à son ami, il se sent ému à la vue de son habitation, des moindres objets qui sont à son usage, de tout ce qui rappelle son souvenir. O Dieu, ô majesté suprême, ô bonté infinie, si nous vous aimons sincèrement, comment pourrions-nous ne pas respecter et chérir nos frères, vos créatures et vos serviteurs ? Comment pourrions-nous haïr des créatures que vous avez formées et que vous entretenez avec tant de soin, qui sont les chefs-d'œuvre de votre sagesse et de votre puissance et la plus noble portion de votre héritage ! *Diliges proximum tuum sicut teipsum*.

Quand le jeune Tobie, guidé par l'ange, entra dans la maison de Raguel, celui-ci le considérant attentivement dit à son épouse Anne : « Comme ce jeune homme ressemble à Tobie mon cousin ! » Et quand il apprit de la bouche de l'archange Raphaël que ce jeune homme venait de Ninive, qu'il était de la tribu de Nephthali, et le fils même de Tobie, ne pouvant maîtriser son émotion, il se jeta à son cou et l'inondant de ses larmes : « Soyez béni, mon fils, lui dit-il, car vous êtes l'enfant d'un bon et excellent père ! » Toute créature humaine est l'enfant d'un père meilleur et plus excellent encore ; tout homme est l'enfant de Dieu ; tous nous avons l'honneur de porter l'empreinte

¹ Sermon sur la charité fraternelle.

² Bourdaloue.

de l'image divine ; si donc nous aimons Dieu, nous devons avoir pour le prochain quelque chose de la tendresse de Raguel pour le fils de, son parent et ami Tobie, *diliges proximum tuum sicut teipsum*.

Il y a plus : Si nous aimons Dieu, nous devons avoir les sentiments de Dieu, penser comme lui, aimer comme lui. Or Dieu aime notre prochain d'un amour ardent, généreux, constant, ineffable. Pour tous et chacun de nous le Verbe s'est incarné, Jésus a vécu, a souffert, a subi la mort la plus ignominieuse. A tous et à chacun de nous Dieu prodigue le trésor de la grâce, fruit du sang du Sauveur. De tous et de chacun de nous Dieu veut faire les héritiers de son royaume et les cohéritiers de son Fils Jésus-Christ. Dites ce qu'il vous plaira de votre prochain ; faites de sa personne un portrait aussi désavantageux que vous voudrez ; employez pour peindre son caractère les couleurs les plus noires ; dites, si vous voulez, que c'est un lâche, un perfide, un ingrat, un violent, affirmez qu'il n'a ni esprit, ni conduite, ni honneur, ni religion. Dieu hait son péché, mais tel qu'il est, Dieu aime sa personne et il vous commande de l'aimer, *diliges proximum tuum sicut teipsum*.

Ah ! je comprends que Notre-Seigneur voulant nous ouvrir le ciel insiste sur l'amour du prochain comme sur la condition essentielle pour y entrer : *hoc fac et vives* ! Je comprends qu'il ne soit pas lassé de nous le prêcher ; qu'il ait eu à cœur de nous le recommander quelques heures avant son sanglant sacrifice avec une incroyable énergie, l'appelant « un commandement nouveau, » « son commandement, » « le signe auquel on reconnaîtrait ses disciples. » Je comprends que ses apôtres aient travaillé à nous l'inculquer avec une grande énergie, disant avec saint Paul : « Quand j'aurais une foi à transporter les montagnes, une mortification à anéantir mon corps, une science angélique, si je n'aime pas mon prochain je ne suis rien ; » avec saint Jean : « Qui n'aime pas son prochain demeure dans la mort ; » avec saint Pierre : « Aimez-vous aussi cordialement que des frères. » Je comprends que les premiers chrétiens, fidèles aux enseignements du Sauveur, aient eu entre eux tant de cordialité qu'ils excitaient l'étonnement des païens et les forçaient de s'écrier : « Voyez donc comme ils s'aiment ! » L'amour du prochain est la condition de la vie chrétienne, vous en êtes persuadés, *hoc fac et vives*. Mais quels doivent être les caractères de cet amour ? Notre évangile va nous le dire.

II

Le docteur de la loi, mis dans l'embarras par la direction inattendue que Jésus venait de donner à l'entretien, avait réellement à s'excuser, à se justifier devant toute l'assistance d'avoir voulu entamer une controverse sur une prétendue difficulté qu'il avait lui-même si promptement et si aisément résolue. Essayant donc de montrer que sa première question n'était pas aussi vaine qu'elle

pouvait maintenant le paraître, les termes de la loi manquant parfois de clarté et ayant besoin d'un commentaire, il ajoute : « Et qui est mon prochain ? » Relativement à Dieu mes obligations sont claires, je les reconnais ; mais il n'en est pas de même concernant le prochain. Tout d'abord quel est-il ce prochain que je dois aimer comme moi-même ?¹

Cette question fournit à Notre-Seigneur l'occasion de nous donner l'une de ses plus suaves instructions dans l'admirable histoire ou parabole du bon Samaritain. Il nous y fait connaître les caractères essentiels de la charité fraternelle dans le langage le plus touchant et le plus persuasif.

Un homme, dit le divin Maître, descendant de Jérusalem à Jéricho tomba entre les mains des voleurs qui le dépouillèrent, le couvrirent de plaies et le laissèrent demi-mort. Un prêtre qui passait le vit, et sans lui porter secours, continua sa route. Un lévite fit de même ; mais un Samaritain qui voyageait par ce chemin en eut pitié et lui vint en aide. Ce charitable Samaritain ne fut guidé dans son œuvre de miséricorde ni par la vanité, ni par l'espoir d'une récompense, ni par l'attrait du misérable qui par son état horrible provoquait plutôt le dégoût, ni par aucun motif humain. C'est pour Dieu qu'il agit. Pour Dieu ! voilà le principe d'où doit procéder notre amour pour nos frères. Notre charité doit être premièrement surnaturelle. Nous devons aimer le prochain pour Dieu ; pour plaire à Dieu ; parce que nous aimons Dieu ; parce que les hommes sont l'œuvre, les images, les enfants de Dieu, les frères de Jésus-Christ ; parce que Jésus-Christ a voulu se substituer à nous, et regarder comme fait à lui-même ce qu'on aura fait au dernier des siens. « Oh ! s'écriait saint François de Sales, quand verrons-nous le prochain en la poitrine du Sauveur ? Qui le regarde hors de là court risque de ne l'aimer ni purement, ni constamment, ni également. Mais là qui ne l'aimerait ? qui ne le supporterait ? qui ne souffrirait ses imperfections ? qui le trouverait de mauvaise grâce ou ennuyeux, lorsqu'on le voit dans cette poitrine si aimé et si aimable, que le Dieu Sauveur meurt d'amour pour lui ? » Pour Dieu ! Comme cette pensée aplanit toutes les difficultés et rend capables des plus héroïques sacrifices pour le prochain ! Pendant le siège de Paris, un frère des écoles chrétiennes soignait, avec un dévouement rare, un pauvre soldat atteint de la variole noire. Un témoin s'étonnait de son courage en lui disant : « Ce que vous faites là, je ne voudrais pas le faire pour dix mille francs. — Mais je ne le ferais pas pour cent mille, répondit le frère. » Puis se recueillant et baisant son crucifix, il ajouta avec un sourire angélique : « Je le fais pour Jésus-Christ ! » *Vade et tu fac similiter* !

Le deuxième caractère du véritable amour du prochain c'est l'universalité. La charité ne fait

¹ Fillion, *commentaire sur saint Luc*.

aucune exception parce que ses motifs s'étendent à tous : vivants et morts, justes et pécheurs, amis ou ennemis. A l'opposé du paganisme qui excluait le pauvre, le vieillard, le malade, l'ennemi; à l'encontre du pharisaïsme étroit qui repoussait du cercle étroit de son affection l'infidèle, le pécheur, l'étranger; contrairement à la libre-pensée contemporaine qui prône la fraternité universelle et ne craint pas d'afficher les éliminations du mépris pour le faible et de la haine pour le juste et l'honnête, la charité chrétienne embrasse dans sa dilection tous les fils d'Adam, et si elle a des préférences c'est pour l'indigent, le délaissé et le malheureux. Telle est bien la miséricorde de notre bon Samaritain. Il aime un juif, un ennemi héréditaire qui le méprise et le déteste. *Vade et tu fac similiter.*

« L'amour de Dieu, dit saint Grégoire, n'est jamais oisif. S'il vit, il accomplit de grandes choses; s'il refuse d'agir, ce n'est point de l'amour. » Telle n'est pas la charité de notre Samaritain. Non seulement elle est surnaturelle et universelle, elle est encore agissante. Il ne s'en tient pas à un sentiment stérile, à des vœux inutiles. Quelque pressé qu'il puisse être, il descend de cheval; quelque répugnance qu'il éprouve, il s'approche du malheureux, il lave ses plaies, il les panse, il en adoucit la douleur et en arrête le sang. Il était pourvu de vin et d'huile pour son usage sans doute; mais sa charité lui fait oublier ses propres besoins pour subvenir à la nécessité d'un malheureux. Non seulement il sacrifie ce qu'il a pour son usage, mais il s'incommode et se fatigue. Il met le malade sur sa monture, il le suit à pied, et lui-même le conduit jusqu'à ce qu'il ait trouvé une hôtellerie. Là, il ne l'abandonne point. Que ses affaires en souffrent ou non, le besoin de ce malheureux est devenu son unique affaire. Il prend de lui un nouveau soin, il demeure avec lui le reste du jour et toute la nuit suivante. Et le lendemain, obligé de partir, il donne de l'argent au maître d'hôtel pour avoir soin du blessé, il recommande de ne rien épargner, et si ce qu'il laisse ne suffit pas, il promet à son retour de payer ce qui aura été dépensé au delà.

Voilà, chrétiens, un bel exemple de charité! Oui, en vérité, ce Samaritain, comme le docteur de la loi fut obligé d'en convenir, quoiqu'il en coûtât à son orgueil et à son esprit de caste, a bien compris le précepte fondamental de l'amour du prochain. Mes frères, comprenez-le vous-mêmes, et surtout pratiquez-le : c'est la condition de la vie de la grâce et de la gloire : *Hoc fac et vives!* Aimez-vous les uns les autres : aimez vos amis et vos ennemis, les riches et les pauvres, les justes et les pécheurs, aimez-les pour Dieu; aimez-les en Dieu; aimez-les en les supportant, en priant pour eux, en exerçant envers eux les œuvres de miséricorde, et vous mériterez les éternelles récompenses promises à la charité : *Hoc fac et vives!*

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Malgré les raisons qui, parfois, semblent militer en sens contraire, le Saint-Siège maintient fermement la règle de ne pas recevoir d'honoraire pour la messe de binage. Dans le cas présent, il y a ceci de particulier que le revenu du curé est insuffisant et qu'on demandait l'autorisation de satisfaire à une fondation par la messe de binage. Le Saint-Siège, en accordant le binage pour les besoins de la paroisse, refuse l'autorisation de satisfaire par cette messe à une fondation qui aurait donné au curé deux cents livres par an.

TUDERTINA

ELEEMOSYNÆ PRO SECUNDA MISSA

Die 15 septembris 1888.

Per Summaria precum.

COMPENDIUM FACTI. Supremis quibus decessit tabulis mensis Junii 1887 Franciscus Bianchini, domo *Collevalenza* Diœcesis tudertinae, legatum ducentorum libellarum annualium constituit ad hoc, ut singulis diebus festis in illius pagi parochiali ecclesia, secunda missa celebraretur pro anima sua et populi commodo.

Verum sacerdos non invenitur qui illuc accedat et legato satisfaciatur.

Aliunde, notat in suo supplici libello parochus loci, necessitas duarum missarum pro diebus Festis in hac parœcia videtur evidens. Nam nedum permagnus animarum numerus, quæ 700 superant, nedum accessus ad Ecclesiam pro multis perdifficilis, sed etiam parvitas Ecclesiæ, quæ unica est et vix capit 300 fideles, exposcunt celebrationem secundæ Missæ pro diebus anni festis. Idque evincitur etiam ex facto, quia, tempore præterito, adfuit semper Capellanus pro celebratione secundæ Missæ.

Qua de re præsens parochus prospiciens necessitatem secundæ Missæ in die crescentem, propter populi jugè augmentum, atque in præbenda parœciali videns magnum detrimentum, humiliter petit facultatem celebrandi secundam, et per eandem satisfaciendi legato defuncti Bianchini.

Hisce precibus Ordinarius commendatitias literas adjugebat sequentis tenoris : « Preces... commendamus, nam Parœcia Collisvalentia, quæ semper habuit secundam Missam diebus festis, nunc eadem indiget etiam plus quam anteactis temporibus, cum numerus animarum valde auctus sit, et nunc ascendat ad animas plusquam septingentas. »

« Testamur insuper Beneficium parœciale esse ita tenue, ut vix, aut ne vix quidem, ad misere vivendum Parocho sufficiat. Hisce de causis submisce putamus posse concedi, si ita Eminentissimis Patribus libuerit, tum facultatem sacrum binandi diebus festis, tum facultatem satisfaciendi legato per Missam binatam. »

RESOLUTIO. Sacra C. Concilii, re cognita, sub die 15 Septembris 1888, censuit respondere : *Quoad binationem affirmative, quoadusque alius Sacer-*

dos reperiatur, qui secundam missam celebret ; quad reliqua negative.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Quand le prêtre donne la communion avant ou après la messe est-il absolument requis qu'il se purifie les doigts dans un vase contenant de l'eau et du vin ainsi que l'a dit l'*Ami du Clergé* (dixième année, page 547). La réponse donnée par la Sacrée Congrégation le 11 mars 1858 concernant le binage ne fait pas mention du vin : « Et subinde aquæ vasculo digitos lavet. »

2^o Nos pierres sacrées sont généralement si petites qu'il est comme impossible de suivre la rubrique et de mettre le ciboire contenant des hosties à consacrer derrière le calice. Ne pourrait-on pas en pareil cas le mettre à côté, soit à gauche, soit à droite ?

3^o Un aumônier des Frères des Ecoles chrétiennes dit l'office et la messe du bienheureux de la Salle le 4 mai. Comment doit-il alors faire l'office de sainte Monique ?

4^o Nous n'avons ici, à l'école, qu'une chapelle située dans l'intérieur de la maison, au deuxième étage. Les dimanches et fêtes on y fait les offices auxquels assistent les élèves. Lorsque la solennité d'une fête est renvoyée au dimanche, devons-nous, à la messe de communauté, chantée ou non chantée, dire la messe de la fête renvoyée ou celle du jour ? Le pouvons-nous ? Par exemple cette année le dimanche 23 juin tombait la solennité de la Fête-Dieu. Devait-on, à la messe de communauté, dire la messe du dimanche ou celle de la Fête-Dieu ? Le pouvait-on ?

Que doit faire un prêtre qui va dire la messe dans une communauté religieuse ces jours-là ?

R. — Ad I. Le rituel romain est formel. Il commande de préparer du vin et de l'eau pour la purification des personnes qui ont communie :

« ... Vasculoque uno vel pluribus decenti et commodo loco expositis, cum vino et aqua ad purificationem eorum qui communionem sumpserint... » (Ordo administrandi sacram communionem.)

Cette rubrique est très claire.

Vous nous dites qu'une nouvelle rubrique, relative aux prêtres bineurs, et qui se trouve dans l'appendice des dernières éditions du rituel, ne demande que de l'eau pour purifier les doigts du prêtre après qu'il a communie à sa première messe.

Effectivement, cette rubrique porte :

« Dicat (sacerdos) : *Quod ore sumpsimus* etc., et subinde aquæ vasculo digitos lavet, dicens : *Corpus tuum* etc., et abstergat. »

Nous répondons : les cas ne sont-ils pas différents ? Dans le cas de binage, il s'agit de purifier les doigts du prêtre ; et l'ablution n'est pas destinée aux fidèles.

Dans le cas de la communion donnée aux fidèles en dehors de la messe, l'ablution est surtout destinée aux personnes qui viennent de communier ou bien au prêtre s'il a déjà célébré. Dans ce dernier cas, l'Eglise n'a-t-elle pas quelques raisons de préparer du vin et de l'eau. Elle ne dit pas ses motifs ; mais elle dit nettement qu'il faut préparer du vin et de l'eau pour les communicants. Pourquoi ne pas observer la rubrique ?

Mais si le rituel n'indique pas le motif pour

lequel l'Eglise exige deux vases, l'un de vin, l'autre d'eau, les deux commentateurs principaux du rituel, Baruffaldi et Catalani le donnent, c'est pour que chacun des fidèles puisse choisir le liquide qui lui convient, car il est des personnes qui ne peuvent supporter le goût du vin. Écoutons ces deux célèbres liturgistes :

« Paratis particulis, duo vasa præparanda præcipit Rubrica ad purificationem fidelium post sumptam Eucharistiam : unum vino, alterum aqua plenum, non eo quia ex ambobus sumere debeant fideles, sed ad hoc, ut cui magis libeat accedant ; sunt enim qui a vino abstinere solent... » (Ad Rituale romanum commentaria, ordo ministrandi sacram communionem, § I, n. XI.)

Catalani n'est pas moins formel :

« ... Ceterum recte ait hic noster § paranda esse vasa distincta, quorum alterum scilicet vinum contineat, alterum aquam ; plerique enim sunt qui nec vel a longinquo vini odorem ferre valent. » (Rituale romanum Commentariis illustratum.)

Vous voyez que notre solution était conforme à la lettre et à l'esprit de la rubrique du rituel.

Ad II. La rubrique du missel demande que le ciboire qui contient les hosties, soit placé derrière le calice, et non par côté :

« Si est consecraturus plures hostias pro communione facienda, quæ ob quantitatem super patenam manere non possunt, locat eas super corpore ante calicem ; aut in aliquo calice consecrato, vel vase mundo benedicto, ponit eas retro post calicem... » (Ritus servandus in celebr. missæ, tit. II, n. 2.)

Il importe donc que les pierres d'autel soient assez longues pour que l'on puisse placer, l'un derrière l'autre, l'hostie, le calice et le ciboire.

Si par hasard il arrivait qu'on ne pût ainsi disposer ces divers objets l'un derrière l'autre, on devrait alors placer le ciboire, soit à côté du calice soit à côté de l'hostie.

Mais habituellement cela n'est pas permis.

Vous nous objecterez peut-être que votre pratique n'est pas contraire à la tradition ; qu'autrefois on plaçait l'hostie et le calice à côté l'un de l'autre, l'hostie à gauche, c'est-à-dire du côté de l'Evangile, le calice à droite, du côté de l'Épître, et qu'à Rome même cette discipline s'est maintenue jusqu'au x^{ve} siècle.

Cette objection serait fondée. Mais il faut remarquer que cette coutume a été changée, à raison des inconvénients qu'elle présentait.

D'abord elle était moins convenable. Puisque l'hostie doit être prise et consacrée la première, il importe qu'elle soit davantage sous les yeux et sous la main du prêtre.

En outre, il est prudent de mettre le calice en arrière, afin qu'il ne soit pas exposé à être renversé par les divers mouvements du prêtre.

Ces raisons sont bonnes, mais ce n'est pas sur elles que nous fondons l'obligation de placer le ciboire derrière le calice, c'est sur la rubrique. La rubrique parle, donc il faut obéir, parce que,

de l'avis commun des canonistes et liturgistes actuels, les rubriques du missel sont obligatoires, au moins en ce qui regarde les rites qui s'accomplissent pendant la célébration de la messe, *in celebratione missæ*. (Voir les bulles en tête des missels.)

Ad III. L'aumônier des frères des écoles chrétiennes peut et doit célébrer la messe solennelle de communauté pour le bienheureux de la Salle le 4 mai. Mais il n'est pas dispensé pour cela de réciter l'office de sainte Monique qui tombe le même jour.

Vous direz peut-être que cet aumônier préside les vêpres du Bienheureux, et qu'il serait trop dur de l'obliger encore à dire les vêpres conformes à son *Ordo*. Nous répondons que le Saint-Siège le veut ainsi. Plusieurs fois déjà nous avons eu à traiter cette question à l'occasion des solennités transférées au dimanche suivant. Nous avons montré que le Saint-Siège permet de célébrer les vêpres votives des solennités transférées, mais qu'il exige en même temps que les clercs tenus au saint office récitent les vêpres de leur calendrier.

Ad IV. Dans les chapelles publiques, on doit chanter la messe des solennités transférées au dimanche, si l'on a coutume d'y chanter la messe aux jours de fêtes. Ainsi l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites en 1848 sur la demande de M. Loiseau, professeur au grand séminaire de Tournai :

« An prædicto missa votiva solemniter celebranda sit non modo in Ecclesiis parochialibus, sed et in Oratoriis publicis ? »

La Sacrée Congrégation donna la réponse que nous venons d'indiquer :

« Affirmative, dummodo de more in festis cantetur. » (22 juillet 1848, n. 5137, ad 4.)

Or, d'après les détails de votre lettre, votre chapelle n'est pas publique. Par conséquent vous n'êtes pas tenu de célébrer la messe des solennités transférées, quand même vous auriez la coutume de chanter la messe dans votre chapelle aux jours de fête.

Le pouvez-vous ? Rien n'est décidé sur ce point. Mais si vous le faites habituellement nous vous engageons à continuer. Dans la même supplique, le même professeur demandait ce que l'on devait faire dans les églises des religieux et des religieuses, la Sacrée Congrégation répondit que chaque église devait conserver sa coutume :

« Ab unaquaque Ecclesia suam servandam esse consuetudinem. » (Même décret, ad v.)

Nous pensons que vous pouvez agir de même si vous chantez la messe ; car le texte du concordat liturgique ne parle que de messes chantées, *missa canetur*, que des solennités.

Que doit faire un prêtre qui va célébrer la messe dans une communauté religieuse ce jour-là, si l'on y fait la solennité ?

Si ce prêtre chante la messe de communauté, il doit célébrer la messe que les religieuses ont cou-

tume de chanter. S'il dit une messe basse, il est d'usage qu'il suive son *Ordo*.

Q. — Quel péché y a-t-il à prendre des *actions* d'un mauvais journal, et que doit faire celui qui en possède ?

R. — La question concerne exclusivement les laïques, une loi particulière interdisant aux ecclésiastiques de prendre des *actions* même dans des entreprises honnêtes. Il faut d'abord définir s'il y a coopération à un acte mauvais et si cette coopération peut être légitimée par une cause quelconque. Bien des hypothèses peuvent se présenter.

Pour un journal mauvais, l'agent principal est le directeur du journal : c'est lui qui est cause directe, immédiate, principale de l'apparition du journal, parce qu'il écrit lui-même une partie des articles, indique aux autres rédacteurs les articles à traiter, l'esprit dans lequel on doit les écrire, etc.

Quant aux actionnaires, ils sont causes réelles et partielles de l'existence du journal et des effets qu'il produit. Ils sont en effet copropriétaires du journal et fournissent chacun leur part de l'argent qui, par les circonstances mêmes, est destiné à exercer une causalité fort efficace par rapport à l'effet produit.

Cette coopération sera *formelle*, s'ils ont l'intention mauvaise de l'agent principal. Ils commettent alors des péchés de même nature que ceux de cet agent et sont responsables des effets comme lui. Elle ne sera que *matérielle*, s'ils n'ont pas l'intention mauvaise de l'agent principal, mais une autre indifférente en soi, par exemple de placer de l'argent à un taux avantageux et de se ménager, comme actionnaires, des dividendes élevés.

La coopération des actionnaires n'est que *mediate*, parce qu'elle est cause d'une cause. Ce ne sont pas eux qui écrivent les articles mauvais, mais ils fournissent l'argent destiné à payer les écrivains, qui sans cela n'écriraient pas. Elle est *éloignée*, parce que par elle-même elle est indifférente, et qu'il faut l'action de plusieurs autres agents pour la déterminer et lui faire produire des effets mauvais.

Quel est l'effet produit ? C'est la publication d'un mauvais journal. Parmi les mauvais journaux il en est qui se proposent principalement, sinon uniquement, d'attaquer la religion et de pervertir les consciences. C'est là leur but avéré, et pour y parvenir, ils entassent à profusion les blasphèmes contre la doctrine de l'Eglise, le sacerdoce, la révélation. D'autres, sans se proposer ouvertement le même but, sont indifférents en matière de doctrine ; on peut donc y exposer à son gré l'erreur ou les véritables principes, la pure morale de l'évangile ou les turpitudes de la vie mondaine. Ces derniers ne sont pas les moins dangereux, parce qu'ils faussent peu à peu le jugement et leurs lecteurs finissent par ne plus distinguer le vrai du faux en matière religieuse, et par faire passer dans la pratique les aventures galantes dont leur imagination dépravée se repait chaque jour.

En somme il y a dans ces journaux profession d'hérésie, blasphèmes, calomnies fréquentes contre toutes sortes de personnes, surtout contre les religieux et les prêtres, propos malhonnêtes, etc.; en outre il y a péché de scandale, même direct, par rapport aux lecteurs. Que d'âmes y puiseront un poison fatal qui leur fera perdre ou la foi ou l'innocence, souvent les deux à la fois! Que de familles divisées et ruinées par les récits scandaleux, par les mensonges impudents qui s'étalent chaque jour dans ces feuilles éhontées! Que d'individus sont privés de leur place et plongés dans la misère par suite des dénonciations calomnieuses qu'elles acceptent volontiers, quand elles ne les provoquent pas! Si la société elle-même menace aujourd'hui de sombrer, c'est là une conséquence directe de la mauvaise presse. Cette conséquence découle nécessairement de la publication du mauvais journal, et rien ne peut l'empêcher de produire son effet, sinon la suppression même du journal, ou le changement de direction, ce qui ferait qu'il ne serait plus mauvais.

Il faut remarquer en outre que l'effet mauvais est certainement produit, qu'il se renouvelle souvent, peut-être tous les jours, qu'il y a danger pour un nombre incalculable de personnes, peut-être plus de cent mille par jour.

Tels sont les fruits des mauvais journaux, et ces fruits résultent, non pas complètement, mais en partie de la coopération des actionnaires. On ne fait rien sans argent, aujourd'hui surtout; plus un journal est riche, plus il a d'actionnaires par conséquent, plus aussi il peut faire de mal.

Ces principes généraux posés, il faut en venir aux applications particulières. Est-il licite d'acheter, de garder ou de vendre des actions d'un journal mauvais?

A. ACHAT D'ACTIONS. I. S'il s'agit d'un journal qui a pour but direct de combattre la religion, les auteurs reconnaissent que c'est une œuvre intrinsèquement mauvaise, que rien ne peut légitimer, dans aucune circonstance: il est donc interdit d'une manière absolue d'acheter ces actions.

II. Nous supposons un journal qui n'a pas ce but, mais qui de fait écrit des choses mauvaises, comme par exemple certains journaux actuels en France rédigés par des hommes de toute opinion. Deux cas peuvent se présenter: |

Si les actionnaires ont l'intention mauvaise de l'agent principal, leur participation constitue une coopération *formelle*; ils commettent alors les mêmes fautes que cet agent, ils sont responsables des mêmes effets, après lui cependant, et sont tenus comme lui à les faire cesser.

Nous supposons une coopération *matérielle* seulement; c'est-à-dire que celui qui veut acheter n'a pas d'intention mauvaise: il se propose uniquement de se procurer des revenus. Nous nous trouvons en présence d'un acte qui est indifférent de lui-même, mais qui a un double effet, l'un bon et permis, l'autre mauvais. Toutes les distinctions

fort longues et assez confuses faites par les théologiens sur ce point, peuvent se ramener aux deux principes suivants. *S'il y a nécessité d'agir*, entre deux maux il faut choisir le moindre; il est permis de choisir quand ils s'équivalent. *S'il n'y a pas nécessité d'agir*, celui-là agit absolument bien qui, avec une bonne intention, produit un acte licite par soi, ayant de fait un bon effet aussi important que l'effet mauvais qui doit également suivre de cet acte; ou bien, même le bon effet n'ayant pas cette importance, la coopération sera encore, absolument parlant, licite et bonne, si l'agent a l'intention d'empêcher un mal plus grave que celui que son acte produit, et que d'autre part le mauvais effet se produirait aussi facilement par d'autres, si lui-même s'abstenait.

Pour le cas qui nous occupe, il s'agit de savoir s'il peut y avoir une nécessité, une raison assez grave pour excuser la coopération qui consiste à prendre des actions d'un journal mauvais, mais qui n'a pas pour but bien arrêté de combattre la religion, ou de pervertir les mœurs.

D'abord nous pouvons dire *a priori* que généralement cette raison doit être d'une gravité extrême, puisqu'il s'agit d'un effet mauvais dont la gravité est extrême; mais il faut néanmoins considérer en même temps l'efficacité de la coopération.

S'il est question de fonder un tel journal, et que le nombre d'actions qu'on veut prendre et les autres circonstances fassent en sorte que sans cette coopération la chose ne se réaliserait pas, que l'abstention suffirait à empêcher l'effet mauvais, nous ne trouvons aucune raison qui puisse légitimer la coopération; non pas qu'elle soit intrinsèquement mauvaise, mais parce que l'effet nous paraît trop grave pour pouvoir imaginer chez un particulier une nécessité assez grande d'agir. Au reste d'ordinaire les actions trouvent malheureusement trop facilement des acquéreurs, ou du moins elles se divisent entre un certain nombre de possesseurs. D'ordinaire donc l'efficacité n'est pas aussi grande, et alors un mal grave à éviter pourrait excuser; mais plus la coopération est efficace, et plus grave devrait être la raison d'agir. Il faut avouer cependant que, dans les circonstances ordinaires, il sera difficile de trouver une cause excusante, et la conclusion ordinaire et pratique sera que la coopération est illicite.

Quand il s'agit d'acheter des actions d'un journal déjà existant, l'efficacité est encore par elle-même beaucoup moins grande, puisque la part d'argent représentée par l'action reste engagée, n'importe en quelles mains celle-ci vienne à passer. Celui donc qui l'achète en seconde main continue, il est vrai, la coopération, mais de telle sorte que, sans lui, non seulement d'autres produiront très probablement le même effet mauvais, mais que l'effet mauvais est infailliblement le même. Par conséquent ici un motif de moindre gravité pourrait suffire; il peut même y avoir lieu à une bonne intention intrinsèque chez l'acheteur, et même telle qu'elle suffise à elle seule à légitimer l'acte,

voire même à le rendre bon, comme nous allons le voir.

B. POSSESSION ET VENTE D'ACTIONS MAUVAISES. Celui qui a de pareilles actions, soit qu'il les ait achetées à tort, soit qu'il les ait reçues par héritage ou autrement, que doit-il en faire? Doit-il s'en défaire et comment? Ou peut-il les retenir et à quelles conditions?

D'abord de quelle façon qu'il s'en défasse, il ne reprend pas la part d'argent engagée, et l'effet mauvais continue tout comme avant. Nous croyons donc que celui qui reconnaît sa faute, ou qui a reçu les actions sans qu'il y ait péché pour lui, pourvu qu'il exclue toute mauvaise intention et rétracte ou exclue toute volonté de coopérer, de manière que l'argent reste engagé dans la mauvaise entreprise tout à fait malgré lui, peut retenir les actions.

Mais n'a-t-il aucune autre obligation à remplir, sauf à exclure toute mauvaise volonté et à éviter tout scandale? Nous pensons qu'il faudrait l'engager à employer aux bonnes œuvres, en particulier à combattre la mauvaise presse, ce qui lui revient de l'argent engagé, au moins au-dessus d'un intérêt ordinaire, et surtout quand c'est de sa propre faute que la coopération a commencé. Il n'y aurait cependant aucune obligation stricte de restitution, puisqu'il n'y a pas d'injustice, malgré que ce soit le fruit du péché; et par conséquent il pourrait en toute justice retenir des dividendes et le prix de l'action en cas d'amortissement.

De même, s'il vend les actions, il en reçoit et est justement le prix, même en admettant que cette vente soit illicite.

Mais serait-il permis de vendre ces actions?

Il nous semble qu'il faut distinguer. S'il est question de les vendre à un homme certainement bien intentionné, qui ne deviendra ni coopérateur formel, ni coopérateur coupable, mais qui, le mal tant irréparable, fera l'usage de ces actions le plus profitable au bien, ou du moins un usage correct, nous croyons qu'il pourra les vendre. Il serait même à conseiller dans beaucoup de cas que celui qui a été coupable dans telle coopération le fût, pour éviter tout danger de reprendre sa volonté mauvaise et pour montrer plus efficacement sa conversion. C'est dans ce cas et à pareilles conditions que nous disions plus haut que la bonne intention, qui serait ici de rendre service et de tirer autant que possible le bien du mal, suffirait à elle seule à légitimer, et même à rendre bon l'acte de coopération matérielle qui consiste à reprendre de telles actions.

Au contraire on ne pourrait vendre ni même donner ces actions à un homme qui peut souffrir scandale et devenir coopérateur formel ou du moins coopérateur coupable; ceci serait défendu par la raison du scandale. De plus cette vente serait en quelque sorte un contrat *circa rem turpem*; car il ne l'est pas dans l'hypothèse précédente, c'est-à-dire une espèce de *substractio materiæ*, par les

conditions que posent les circonstances mêmes. Par conséquent ici l'acheteur avant d'avoir reçu les actions pourrait résilier; mais il n'aurait pas droit à restitution, s'il les avait acceptées, à moins qu'il n'y ait eu fraude de la part de vendeur, ou que lui-même se fût trompé sur la nature de la marchandise.

Nous pensons donc aussi qu'il ne serait pas permis de les présenter indistinctement en vente à tout le monde.

Que faudrait-il dire s'il s'agissait de vendre à un homme déjà déterminé au mal? C'est la question générale s'il est permis de demander à quelqu'un de faire ce qu'il peut faire sans péché, mais que l'on sait devoir le faire avec une intention mauvaise. Suarez y répond: « Si sit aliqua rationalis causa petendi; alioquin sine causa præberem proximo occasionem peccandi ¹. » A notre avis la prévision d'une baisse, et par conséquent un dommage à éprouver, au moins par celui qui est par sa faute propriétaire de telles actions, ne serait pas suffisante. Au contraire si la vente lui a été conseillée par son confesseur, c'est-à-dire s'il est dans les conditions indiquées plus haut où la vente est à conseiller, cette raison nous paraît suffire.

Nous avons suivi, pour la solution de cette question, M. Waffelaert, professeur de théologie morale au séminaire de Bruges, dont nous avons résumé les principes et assez souvent emprunté les expressions elles-mêmes ².

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Quelle est la situation légale des chapitres cathédraux; 2^o qu'est-ce qui en est au point de vue civil de la réunion des cures aux chapitres.

R. I. Chapitres cathédraux

La constitution civile du clergé avait supprimé les chapitres, mais le pape Pie VII eut soin de stipuler dans le concordat, art. 11, que les évêques pourraient en établir dans leur cathédrale. L'article 35 de la loi du 18 germinal an X ajouta que « les archevêques et évêques qui voudraient user de la faculté qui leur était donnée d'établir des chapitres, ne pourraient le faire sans avoir obtenu l'autorisation du gouvernement tant pour l'établissement lui-même que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à le former. »

Les évêques, usant de cette faculté, s'empresèrent d'établir des chapitres, d'après les instructions du cardinal Caprara. Dès 1804, le gouvernement les reconnût. Il leur conféra le privilège de l'existence civile, et en dota les membres. Mais il

¹ De Charitate, disp. X, sect. III, n. 2.

² Etude de théologie morale sur la coopération, surtout en matière politique et religieuse, suivie d'une Dissertation sur l'espèce morale du scandale. Un volume in-8. Cet ouvrage a paru par articles dans la Nouvelle Revue théologique, tome XIII, XIV et XV.

se réserva d'approuver les statuts présentés par les évêques.

Ces statuts doivent régler le nombre des chanoines, les conditions nécessaires pour être nommé chanoine, les objets et les formes des délibérations du chapitre, les préséances qui y seront observées et les offices et cérémonies faites par le chapitre. Nous croyons devoir donner ici, à titre de renseignement, les statuts arrêtés pour le chapitre du diocèse de Paris, et qui ont servi de modèle à la plupart des statuts arrêtés pour les autres diocèses.

« Article 1^{er}. Le chapitre métropolitain est composé de membres, et de vicaires-généraux de l'archevêque.

« Art. 2. On ne peut être nommé chanoine sans avoir reçu l'ordre de la prêtrise.

« Art. 3. Les vicaires généraux, dont les pouvoirs seront révoqués par l'archevêque, cessent d'être membres du chapitre.

« Art. 4. Le curé de la métropole et le directeur du séminaire ont rang parmi les chanoines quand ils assistent à l'office.

« Art. 5. Un des vicaires généraux nommés par l'archevêque a le premier rang dans le chœur.

« Art. 6. Les autres chanoines prennent rang, suivant l'ancienneté de leur ordination, pour la première fois seulement, et, dans la suite, suivant la date de leur entrée dans le chapitre.

« Art. 7. Quand le curé de la métropole et le directeur du séminaire assistent à l'office, ils prennent rang parmi les chanoines, suivant l'ancienneté de leur ordination, pour la première fois, et dans la suite, le curé, suivant la date de son institution canonique, et le directeur du séminaire, suivant la date de sa nomination à cette place.

« Art. 8. Les chanoines ne forment point un corps particulier et ne s'assemblent jamais pour délibérer sans la permission de l'archevêque.

« Art. 9. L'archevêque préside les assemblées du chapitre, soit par lui-même, soit par l'un de ses vicaires généraux par lui commis à cet effet.

« Art. 10. Il détermine les matières qui sont mises en discussion, et demande l'avis des chanoines sans être astreint à s'y conformer.

« Art. 11. Il nomme seul aux différents titres dans la métropole, et aux différentes fonctions qui s'y exercent.

« Art. 12. Les chanoines lui donnent connaissance des abus, et ne peuvent dans aucun cas, les réformer par eux-mêmes.

« Art. 13. L'archevêque officie toutes les fois qu'il le juge convenable. Les chanoines officient chacun à leur tour; le curé sera pareillement admis à officier à son rang.

« Art. 14. La grand'messe capitulaire des dimanches et fêtes, est la messe paroissiale de la métropole.

« Art. 15. Les sépultures, baptêmes, mariages, services ordinaires sont faits par le curé ou ses vicaires.

« Art. 16. L'archevêque seul fixe l'heure, le lieu et le cérémonial des différents offices. »

Les chapitres étant des établissements publics reconnus par la loi, peuvent recevoir des libéralités et acquérir des biens meubles et immeubles. (*Loi du 2 janvier 1817, art. 1^{er}.*)

Leur administration temporelle est soumise aux règles générales relatives à l'administration des autres établissements publics; elle est en outre soumise à des règles spéciales. Ces règles ont été posées par le titre III du décret du 6 novembre 1813.

Les chapitres n'offrent aujourd'hui une véritable importance que pendant la vacance du siège. Un diocèse ne pouvant rester sans gouvernement, il y a été pourvu par les lois de l'Eglise, d'après lesquelles la juridiction et l'administration provisoire du diocèse passent alors de plein droit au chapitre, qui l'exerce par des vicaires généraux de son choix. Il lui est défendu d'administrer directement le diocèse; le concile de Trente prescrit la nomination d'un vicaire dans le délai de huit jours. L'usage, en France, est que le chapitre délègue l'administration à plusieurs vicaires généraux appelés capitulaires, et dont la nomination est subordonnée à l'agrément du gouvernement comme celle des vicaires généraux de l'évêque. (*Décret du 28 février 1810, art. 6.*)

Aussitôt qu'un siège est vacant, le chapitre cathédral est tenu d'en donner avis au gouvernement ainsi que de la nomination des vicaires généraux qu'il a élus. (*Art. organ. 37.*)

Le chapitre et les vicaires généraux nommés par lui ne peuvent se permettre aucune innovation dans les usages et coutumes du diocèse. *Ne, sede vacante, aliquid innovetur.* (*Loi organ. art. 38.*)

L'administration du chapitre commence le jour de la mort de l'évêque, et dure jusqu'au jour de la notification de l'institution canonique du nouvel évêque par le Souverain-Pontife.

On suit les mêmes règles pour le cas de translation, c'est-à-dire que l'évêque transféré conserve ses pouvoirs jusqu'au jour de la notification de cette translation opérée par le Pape.

En cas de démission de l'évêque, la juridiction du chapitre ne commence canoniquement que dès le jour où le Pape lui a notifié l'acceptation de cette démission. Mais, aux yeux du gouvernement, un évêque dont la démission a été acceptée par le Président de la République, n'est plus considéré comme évêque. (Décision ministérielle de décembre 1838.) Ce n'est que du jour de l'enregistrement des bulles que le nouvel évêque commence son administration sous le point de vue légal.

II. Réunion des cures aux chapitres

Dans les églises cathédrales qui forment paroisses, le titre curial peut être réuni au chapitre avec l'autorisation du gouvernement. Le chanoine administrateur prend alors le nom de l'archiprêtre et remplit l'office de vicaire épiscopal pour le service de la paroisse cathédrale. Il est agréé par le Président de la République comme les vicaires

généraux, et amovible comme eux. Son traitement est le même que celui des autres chanoines.

Par une circulaire du 20 mai 1807, dont nous donnons le texte ci-après, le ministre des cultes invite les archevêques et évêques à réunir aux chapitres les cures des églises métropolitaines et épiscopales, afin de faire cesser les inconvénients et les discussions qu'entraîne l'existence d'une cure indépendante du corps du chapitre. Aussi la plupart des évêques se sont-ils empressés d'opérer cette union qui existe aujourd'hui dans presque tous les diocèses. Avant d'adresser sa circulaire aux évêques, Portalis avait présenté à l'empereur le rapport suivant :

Rapport de M. Portalis à l'empereur sur la situation des curés des métropoles et cathédrales.

« Sire,

« A l'époque mémorable du rétablissement du culte en France par Votre Majesté, il fut permis aux archevêques et évêques d'établir des chapitres dans leurs métropoles et dans leurs cathédrales ; mais les circonstances ne permettant point alors à Votre Majesté de doter les chapitres qui seraient institués, la permission donnée aux archevêques et évêques n'eut d'abord aucun effet.

« Les cures sont de première nécessité dans l'ordre religieux. La loi du 18 germinal an X en ordonna l'érection, et elle assura le traitement des ecclésiastiques qui seraient appelés à les desservir.

« En conséquence, dans les métropoles et les cathédrales, les cures ont existé avant les chapitres.

« Votre Majesté, voulant ensuite perfectionner son ouvrage, pensa que le siège épiscopal devait être environné d'un clergé capable d'en assurer la dignité.

« Il est un genre de solennité qui est nécessaire à l'exercice de ses fonctions, pour imprimer aux fidèles le respect convenable. Pour parvenir à procurer au culte ce genre de solennité, Votre Majesté fixa un traitement pour les chanoines ; alors les chapitres furent réellement établis.

« Mais les cures existaient déjà, les ecclésiastiques attachés à la cure formaient un corps distinct des ecclésiastiques attachés au chapitre. Il y avait en quelque sorte, deux églises dans la même église.

« Aussitôt il s'éleva des rivalités et des jalousies entre le corps paroissial et le corps capitulaire. Ces deux corps ne pouvaient s'entendre sur les heures respectives de la célébration de leurs offices. On était toujours en dispute dans le partage des oblations, l'évêque lui-même se trouvait souvent contrarié dans sa propre église par les prétentions des curés et des vicaires attachés à la cure.

« Des plaintes m'étaient souvent portées sur tous ces objets. Je sentais la nécessité de tout ramener au principe de l'unité ecclésiastique par la réu-

nion au corps du chapitre de la cure existant dans une métropole ou dans une cathédrale.

« Dans le système de cette réunion, c'est le chapitre qui est curé et qui fait exercer, par un de ses membres, les fonctions curiales. Ce membre du chapitre est choisi par l'évêque et présenté par lui à Votre Majesté.

« Alors toutes les oblations sont pour l'église cathédrale, et il n'y a plus de distribution contentieuse à faire. Le service paroissial s'accroît de toute la dignité attachée au service épiscopal et capitulaire. On ne peut plus dans la même église, élever autel contre autel, et les fidèles ne sont pas froissés entre les prétentions opposées de ceux qui sont chargés de les faire jouir du grand bienfait de la religion.

« Aussi, dans tous les temps, les cures attachées aux métropoles et aux cathédrales étaient presque toutes unies aux différents corps du chapitre. Il en était de même dans les monastères, quand il en existait.

« Cependant, avant que de soumettre à cet égard mes idées à Votre Majesté, j'ai voulu connaître l'avis des évêques les plus instruits et les plus influents. Ces prélats, comme je m'en flattais, ont reconnu l'utilité et la nécessité du plan que je viens de présenter à Votre Majesté.

« Mgr le cardinal archevêque de Paris m'a renvoyé son projet de réunion de la cure de sa métropole à son chapitre, et, dans mon travail d'aujourd'hui, je le propose à la sanction de Votre Majesté.

« Ce prélat, à qui j'avais fait connaître que l'intention de Votre Majesté était que l'office canonial fût exactement célébré dans son église métropolitaine, vient d'ordonner cette célébration, et, depuis samedi dernier, l'office canonial est entièrement rétabli comme on le célébrait dans les plus beaux temps du christianisme.

« Tant qu'à Paris on ne récitait pas l'office, je n'osais inviter les évêques des chapitres des autres diocèses à le réciter ; aujourd'hui que l'antique discipline des églises a repris à Paris son premier lustre, je vais y ramener tous les autres chapitres de France,

« Ainsi, sous la puissante influence du génie de Votre Majesté, toutes choses, dans l'Eglise comme dans l'Empire, reprennent leur état légitime. »

Circulaire aux archevêques et aux évêques de l'empire français, relative à la réunion des cures aux chapitres.

« Le 20 mai 1807,

« Messieurs,

« M. le cardinal archevêque de Paris s'est aperçu que l'existence, dans la métropole, d'une cure distincte et indépendante du corps du chapitre avait de grands inconvénients et entraînait des divisions interminables entre le corps capitulaire et le corps paroissial, soit pour l'heure des offices, soit pour l'administration des deux fabriques, soit pour la nature et la diversité des fonctions et des présences ; en conséquence, il a pensé que le mieux était de réunir la cure au chapitre, et cette union a été

consommée par une ordonnance que Sa Majesté a sanctionnée.

« J'ai cru, Messieurs, qu'il était utile de vous donner connaissance de cette mesure, afin que, si dans votre métropole vous éprouviez les mêmes inconvénients, vous puissiez recourir aux mêmes remèdes. »

En vertu des statuts du cardinal de Belley, en date du 27 janvier 1807, le *chapitre* en corps est chargé de la célébration des offices divins; l'instruction du peuple et l'administration des sacrements sont spécialement confiés à un archiprêtre pris parmi les chanoines. Il est nommé et révoqué à la volonté de l'archevêque, auquel seul il est responsable de ses fonctions. En cas de révocation, il continue d'être chanoine.

Sous la législation actuelle un évêque peut, sans abus, opérer la réunion d'une cure au *chapitre* de son diocèse.

Cette réunion peut avoir lieu du vivant du titulaire de la cure et sans son consentement, et l'évêque peut ordonner que les fonctions curiales seront exercées par un vicaire amovible. C'est ce qui résulte de l'arrêt du conseil d'Etat du 14 juillet 1874, lequel, en statuant sur l'appel comme d'abus dirigé par un curé contre un évêque, décide que le principe d'inamovibilité des pasteurs du second ordre n'est pas applicable aux curés des églises cathédrales, et que le pouvoir disciplinaire des évêques peut s'exercer sur les prêtres discrétionnairement, hors les cas prévus par les canons, sans avoir entendu l'inculpé.

VARIÉTÉS

DE L'ASSISTANCE DES MORIBONDS

Nous supposons que le malade a reçu les derniers sacrements : il nous faut dire quelles sont les obligations qui incombent au curé à partir de ce moment. Le Rituel les énumère ainsi : « Si la maladie devient plus grave, le curé fera des visites plus fréquentes et il continuera à veiller avec soin au salut du mourant. Il avertira les parents de venir le chercher quand l'heure dernière sera arrivée, afin qu'il puisse se trouver auprès du malade quand il rendra le dernier soupir ¹. »

Il y a deux obligations renfermées dans ces paroles du Rituel : celle de visiter le malade plus souvent quand la gravité de la maladie augmente, et celle de se trouver à côté de lui à ses derniers moments. Nous allons dire si les prescriptions du Rituel obligent, jusqu'à quel point, et en vertu de quels principes, qu'elles obligent, et comment elles obligent.

Nous ferons observer que la première des deux obligations n'est pas contestée; quant à la seconde, c'est-à-dire à l'obligation de se trouver auprès du malade lorsqu'il rend le dernier soupir, elle mérite une attention spéciale et c'est elle que viseront particulièrement nos preuves.

¹ *Rit. rom.*, c. 5, de modo jurandi morientes.

ART. I. Existence de l'obligation d'assister les malades aux derniers moments.

Les prescriptions du Rituel romain s'imposent en conscience : nous en emprunterons la preuve aux congrégations romaines, à la raison théologique, à la pratique de l'Eglise universelle, à l'autorité des théologiens.

N. I. Preuve tirée des décisions des congrégations romaines

a) *S. C. du Concile*. Maintes fois la S. Congrégation du Concile s'est occupée de cette question : Toujours elle a, d'une manière explicite ou d'une manière implicite, reconnu la force obligatoire des prescriptions du Rituel sur l'assistance des moribonds. La dernière décision est du 23 mars 1878. La demande suivante avait été présentée par l'évêque de Bâle : « An teneantur parochi, aliqui animarum curam gerentes moribundis assistere, etiamsi eos sacramentis rite munierint? » La Sacrée Congrégation répondit : « Super assistentia infirmorum standum præscriptionibus Ritualis Romani. » On ne peut rien de plus précis. Les prescriptions du Rituel ont donc force de loi et cela pour tous les pays du monde, puisque le Rituel doit être suivi partout.

Nous rappellerons à ce sujet que l'on avait prétendu restreindre à l'Italie l'obligation d'assister les malades au dernier moment, par cette raison que les décisions rendues jusqu'ici ne concernaient guère que l'Italie. Cette prétention doit être rejetée à cause de la présente décision qui concerne la Suisse.

Nous parlerons plus loin d'une importante décision de l'année 1840, où la S. Congrégation du Concile proclama l'obligation d'assister à leurs derniers moments les malades même éloignés de la ville, malgré une coutume contraire immémoriale.

Nous pourrions encore citer les déclarations données en 1729, 1736, 1737, 1738, 1742, 1744, 1759, 1761, 1762, 1766, 1776, 1785, 1786, 1788, 1721.

Inutile d'analyser chacune de ces décisions; nous rapporterons cependant quelques-uns des principes qu'elles consacrent. Ainsi plusieurs fois la S. Congrégation du Concile a décidé que les simples prêtres, surtout s'ils ont une part quelconque dans les dîmes, étaient, eux aussi, obligés à assister les malades aux derniers moments, en cas de nécessité.

« An iidem presbyteri participantes de decimis prædialibus teneantur per turnum assistere cuilibet moribundo, juxta decretum episcopi, vel potius teneantur tantum coadjuvare eundem parochum ejusque substitutum in incursu, seu copia ægroantium? Resp. Præsbyteros hortandos, sed non cogendos, nisi in casu necessitatis ¹. »

On lit la même disposition dans une réponse au sujet de la visite *ad limina* : « Qui sacerdotes decimarum participes fiunt, parochi præstare operam debent in morientium agone, ne hisce ullum

¹ *Anal. V*, col. 832.

desit in tanto discrimine ecclesiasticum subsidium ¹. »

En 1759, un évêque avait rendu un décret ainsi conçu : « Quoique la cure paroissiale soit exercée par l'archiprêtre, nous déclarons que dans le cas d'un véritable et réel empêchement, c'est-à-dire lorsque l'archiprêtre doit administrer les sacrements en même temps à plusieurs malades ou *assister plusieurs moribonds*, les chanoines sont strictement obligés de suppléer au besoin, sans prendre pour excuse qu'ils ne sont pas chargés de la cure. » Les chanoines firent appel de ce décret, qui fut confirmé ².

Nous en concluons que si les chanoines et les autres prêtres sont tenus en cas de nécessité, au défaut du curé empêché, l'obligation première retombe sur le curé.

b) *S. Congrégation des Evêques et Réguliers*. Dans une décision du 1^{er} septembre 1854, elle a constaté d'une manière implicite le devoir des curés en décidant que les religieux étaient obligés par la charité à assister les malades au dernier moment, subsidiairement au curé. S'il y a obligation pour les religieux, à plus forte raison y a-t-il obligation pour le curé ³.

La S. C. des Evêques et Réguliers a aussi manifesté sa pensée dans la décision du 6 juin 1855 ⁴ et plus spécialement encore dans les observations faites sur les constitutions de certaines congrégations. On lit dans une pièce de ce genre, du 6 juillet 1860 :

« Juxta Ecclesiæ disciplinam sacerdotes non solum debent infirmis sacramenta ministrare, sed iisdem in articulo mortis constitutis spiritualem assistentiam præstare. Quare hac de re mentio fieri oportet in constitutionibus ⁵. »

Et dans une autre du 25 avril de la même année :

« Statuendum est ut pro assistentia infirmorum in articulo mortis existentium juxta Rituale Romanum advocetur parochus, vel alius presbyter, si haberi possit ⁶. »

Dans la pensée de la S. Congrégation, il y a obligation pour les personnes qui entourent les malades à appeler le curé ; il doit donc y avoir pour le curé une obligation corrélatrice de se rendre auprès de l'agonisant.

c) *Autorité du pape Benoît XIV*. Nous ne parlons pas du sentiment de Benoît XIV avant son élévation au pontificat ; il en sera question quand nous étudierons la doctrine des canonistes. Comme pape Benoît XIV a touché la question d'une manière incidente, il est vrai, mais suffisamment cependant pour que l'on connaisse sa pensée. Dans la constitution *Firmandis*, destinée à régler les rapports des évêques avec les curés réguliers, on trouve le passage suivant :

« Ad personalem quoque parochi visitationem,

proindeque ad episcopi jus et officium pertinet ea occasione examinare... an ægrotantibus et in extremo vitæ agone laborantibus debita spiritualia subsidia sedulo præstet et sacramenta Ecclesiæ tempestive conferat ¹. »

Le pontife distingue entre les malades et ceux qui sont au moment du dernier combat, c'est-à-dire à l'agonie.

N. II. Preuve tirée de la raison théologique.

L'assistance des malades au dernier moment s'impose au curé en vertu du droit naturel et du droit divin. En vertu de sa charge, le curé doit veiller au salut des âmes qui lui sont confiées, et les aider dans leurs besoins spirituels. Plus ces besoins sont pressants, plus le salut est exposé, plus aussi l'assistance est obligatoire.

Or, tous les saints nous disent que le démon fait, au moment de la mort, des efforts inouïs pour perdre les âmes ; qu'à ce moment surtout le malade a besoin de consolation et d'encouragements. Écoutons saint Alphonse de Liguori :

« Aucune œuvre de charité n'est aussi agréable à Dieu et n'est plus avantageuse au salut des âmes que d'aider pendant la dernière lutte les malades à bien mourir ; car au moment de la mort, qui doit fixer le sort éternel de chacun d'entre nous, les forces de l'enfer augmentent, tandis que celles du malade diminuent. Pour montrer combien l'assistance des malades lui était agréable, Dieu a plusieurs fois fait voir à saint Philippe de Néri des anges suggérant aux religieux les paroles qu'ils devaient dire aux moribonds ². »

Saint Julien de Tolède : « Nam quia et diabolus extrema vitæ nostræ suis laqueis innectere nititur, si in ipso exitu piis fratrum precibus et sedulis psalmodiæ officiis muniamur, longe ille semper repellitur, nec audet se nociturum divinis castris ingerere, ubi audit nomen domini per ora concinentium fideliter resonare ³. »

« Il est un abus, dit Scavini, contre lequel nous devons nous élever avec force. Trop souvent on voit ses malades abandonnés de leur confesseur après qu'il leur a donné les derniers sacrements. On accumule à la hâte la confession, la communion, l'extrême-onction et l'indulgence *in articulo mortis*, afin de pouvoir respirer un peu et dormir tranquille. On a grand soin de calmer les inquiétudes des parents en leur disant qu'on n'a plus rien à faire, que l'on a donné au malade tous les secours spirituels dont il pouvait avoir besoin, et qu'il suffit maintenant de lui suggérer de fois à autres quelques sentiments de confiance et de résignation... Le malade est abandonné à lui-même ; peut-être, hélas ! comme il arrive assez souvent, s'est-il rappelé quelques péchés graves qu'il aurait un grand désir de confesser ; qui sait même si, ce qui n'est pas sans exemple, il n'a pas retenu

¹ Anal. XII, col. 465. Siponto.

² Ibid. V, col. 832.

³ Analecta, IV, 2023.

⁴ Analecta, XIII, col. 973.

⁵ Analecta, V, col. 926.

⁶ Analecta, V, col. 1052.

¹ Bull. Bened. XIV, t. II, p. 447, const. *Firmandis*, § 9, 6 nov. 1744. Ed. de Malines.

² *Homo apostolicus, Appendix II*.

³ *Prognosticon*, t. I, c. 17.

par quelque timidité quelque péché énorme qu'il serait actuellement disposé à déclarer à son confesseur, s'il avait le bonheur de le voir...

« Compter sur les parents en de telles circonstances, c'est bien souvent une pure illusion. C'est donc au confesseur à faire entendre la voix du zèle et de la piété; c'est lui qui doit, autant qu'il est possible, rendre jusqu'aux derniers moments les devoirs que réclame l'âme dont il est chargé. Hélas! elle va faire son entrée dans l'éternité! Peut-elle jamais être trop bien disposée à paraître au tribunal du Souverain Juge? »

N. III. Preuve tirée de la pratique de l'Eglise universelle.

I. Dès les premiers siècles de l'Eglise, on trouve la coutume établie d'assister continuellement le malade au moment de l'agonie. Les anciens Rituels prescrivent aux prêtres de se rendre au chevet des agonisants et d'y réciter des psaumes et des litanies jusqu'au dernier soupir. Les religieux, les clers séculiers et les simples fidèles doivent tous être assistés par un prêtre *in extremo agone*. Nous ne pouvons citer tous les textes qui établissent cet usage; mais on peut les voir dans l'ouvrage de Dom Martène, *De antiquis Ecclesiæ ritibus*. Il y a, au livre 3, un chapitre intitulé : *De agendis circa ægrotos in exitu animæ laborantes*, où l'on trouvera de précieux renseignements. On peut aussi consulter le livre 5, *De antiquis monachorum ritibus*, au chapitre 9.

Les rituels de France, même ceux de Paris, de Lyon, d'Alet, etc, mentionnent la même obligation.

II. Une foule de conciles provinciaux ont ordonné l'assistance des malades jusqu'au dernier soupir. Nous pouvons citer les conciles de Ravenne, en 1569, de Bordeaux en 1582, de Reims en 1583, de Bourges et d'Avignon, en 1584, d'Aix en 1585, de Toulouse en 1590, de Narbonne en 1604, le quinzième concile de Bénévent, vers 1700, et le concile de Bordeaux en 1868.

Des textes de ces conciles il ressort clairement que l'on n'a pas eu l'intention de formuler une obligation nouvelle et particulière, mais uniquement de rappeler un devoir imposé par les lois générales de l'Eglise :

Citons quelques passages :

« Nec putet suo satisfactum officio sacerdos, dit le concile de Reims en 1583, si semel tantum ægrotum inviserit, dum unctio fuit adhibenda. Sed quam diutissime poterit eum consoletur et inculcet quæ spectant ad salutem... eique quousque e vivis excesserit assistat et operam impendat. »

Dans la lettre de publication du concile de Bordeaux, en 1869, les Pères s'expriment ainsi : « Avec le Pontife romain nous avons dit dans le détail les obligations des curés envers les malades et les mourants. A moins d'impossibilité absolue, l'as-

sistance du prêtre, ses prières, ses exhortations, sont dues au mourant jusqu'à son dernier soupir. »

III. Les synodes diocésains parlent comme les conciles provinciaux. On cite les synodes de Valence, en Espagne, en 1556, des cardinaux Mattei 1804, Lambruschini 1845, Macchi 1846, de Châlons 1657, de Laon 1683, de Beauvais 1699, de Grenoble 1828, d'Eisstatt 1713, d'Ypres 1768; les constitutions synodales de Genève par d'Aranthon d'Alex 1668, de Melfi et Rapolla (royaume de Naples) par Louis Branciforti 1670.

« In agonia, disent ces dernières (parochus), sit continuus usque ad animæ expirationem, verba divina sæpe sæpius dicens ut actum amoris in Deum moriens eliciat. »

« Lorsque le danger augmente, est-il dit dans le synode d'Ypres, le curé avertira les parents de le faire appeler à temps pour qu'il puisse se trouver auprès du mourant. Car il ne doit pas souffrir que le malade traverse ce danger suprême sans se trouver présent lui-même pour l'aider dans ce dernier combat, quand bien même il ne serait là que pour réciter les prières de la recommandation de l'âme. »

N. IV. Preuve tirée de l'autorité des théologiens et des canonistes.

Une foule d'auteurs se sont occupés de la question et tous ont conclu à l'obligation pour le curé d'assister les mourants à leur dernier moment. On peut citer : 1^o parmi les théologiens Gobat, Roncaglia, La Croix, Sporer, Pauwels, Clericati, S. Liguori, Voit, Gousset, Bérardi, etc.; 2^o parmi les canonistes Barbosa, Leurenus, Braschi, Giraldi, Bouix, etc.; 3^o parmi les auteurs sur les obligations du curé Possevin, Polanco, Cordeiro, d'Abreu, Demia, Bassi, Belotti, Lohner, Homobonus, Malaguzzi, de Mangin, cardinal de La Luzerne, etc. 4.

Comme nous devons revoir plus loin quelques passages de la plupart de ces auteurs, nous ne citerons ici que ces mots de Bérardi et de Catalani : « Assistentia moribundorum, etiam postquam sacramenta omnia administrata fuerint, certe est de præcepto, ut patet ex Rituali, et ex scandalo quod parochus præberet, si, datis sacramentis, ad moribundum amplius accedere nollet 2. »

Catalani est aussi affirmatif : « Teneri ex justitia parochum infirmis parochiæ assistere potissimum in commendatione animæ, certa sententia est unanimi theologorum consensu comprobata 3.

(A suivre.)

¹ Nous empruntons cette longue énumération d'auteurs à l'annotateur de Frassinetti, *Manuel pratique du jeune curé*, p. 301.

² *Praxis confessoriorum*, p. 728, n. 783.

³ *Comment, ad Rituale Roman.* de administ. Extreme Unctionis, § 19.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 21 augusti 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

¹ *Theologia moralis*, tract. x, n. 217.

L'auteur examine ensuite la question du libéralisme qui donne à l'Eglise des conseils de prudence, de tolérance; prudence « qui consiste à mettre les opinions et les volontés des hommes avant les vérités et les préceptes de Dieu; » tolérance qui place sur un pied d'égalité la vérité et l'erreur.

« La société civile est-elle tenue de pratiquer la religion? — Oui; elle est tenue de pratiquer la religion aussi bien que l'Eglise et chacun de nous en particulier... Elle est de droit divin soumise à l'Eglise quant à la religion... Elle est tenue de protéger la religion catholique. »

« Doit-elle aussi protection aux fausses religion? — Non; attendu que toute fausse religion est un mal et un désordre, et n'a aucun droit ni au respect, ni même à l'existence. »

« Les pouvoirs publics peuvent-ils cependant quelquefois tolérer qu'une fausse religion ait sa place dans l'Etat? — Il peut arriver que les pouvoirs publics puissent avoir cette tolérance, sans être criminels, quand elle est jugée nécessaire pour éviter un mal égal ou plus grand ou pour obtenir un bien.... » Toutefois « cette tolérance ne peut être regardée comme une approbation, mais seulement comme le support nécessaire et forcé d'un mal qu'on ne peut empêcher afin d'éviter un autre mal égal ou plus grand, ou de procurer un bien. »

« Que faut-il penser au sujet du salut des législateurs qui édictent et des rois ou chefs d'Etat qui promulguent des lois par lesquelles l'enseignement de la religion est exclu des écoles, principalement des écoles primaires? — Ces législateurs et ces rois ou chefs d'Etat commettent un scandale très grave, souillent leur conscience d'un péché mortel, trahissent les vrais intérêts de la société, méritent la réprobation de Dieu et des hommes, et sont en danger de damnation éternelle. »

« Qu'est-ce donc que le libéralisme? — C'est une doctrine révolutionnaire d'après laquelle la société civile doit être libérée et émancipée de l'autorité religieuse, laquelle réside dans l'Eglise catholique, et par suite doit être indépendante de toute religion et de toute suprématie même divine. »

L'auteur distingue ensuite trois degrés dans le libéralisme et déclare « que la manière de parler et l'agir des libéraux est coupable, car il n'est pas possible de s'insurger, ainsi qu'ils le font, avec une entière bonne foi, contre la doctrine révélée et les avertissements réitérés des Souverains Pontifes et des évêques catholiques... de s'affirmer innocemment plus éclairé qu'eux... »

« La défense de la suprématie religieuse appartient principalement au Souverain Pontife et aux évêques, et aussi aux prêtres catholiques, qui sont les organes du Souverain Pontife et des évêques, mais elle n'est pas interdite aux fidèles instruits et élevés pour la cause de Dieu et l'honneur de la religion, à la condition pour eux de combattre en polémistes soumis à l'autorité religieuse, et de soutenir la vérité avec une noble fermeté alliée à la

charité la plus sincère, pour la personne des adversaires de cette suprématie divine. »

Toutes les questions s'enchaînent dans ce petit traité comme des théorèmes de géométrie. Plusieurs d'entre elles ne sont rien autre chose que le résumé des lumineuses encycliques de Léon XIII, sur ces matières. C'est pourquoi nous regardons ce travail comme précieux dans sa concision, irréprochable dans ses conclusions et sa doctrine.

Plusieurs trouveront peut-être qu'on y porte trop facilement de graves condamnations. Ce jugement lui-même serait entaché de libéralisme. On ne saurait trop éclairer les esprits et c'est les éclairer que de signaler ce qui est condamnable et condamné; d'autant mieux que si l'on frappe les erreurs, on se garde de juger le côté intime des personnes. Je dis le côté intime, car il est nécessaire d'affirmer que les législateurs qui font de mauvaises lois, comme hommes publics sont certainement coupables devant Dieu et devant leur pays, que leur salut est en danger et que ne pas faire son salut c'est aller en enfer. Nous connaissons certain libéralisme pratique qui consiste à ne pas même effleurer les grandes vérités de la foi de peur de scandaliser les âmes faibles ou de les éloigner. Ce n'est pas nous qui nous rattacherons à cette funeste doctrine.

D'autres diront que ces questions sont bien relevées pour la masse du public. C'est une erreur. Chaque jour les journaux les traitent ces questions, les font entrer dans l'âme du peuple qui se remplit de préjugés et nous n'y répondrions pas en exposant les doctrines de l'Eglise! Ce serait trahir notre devoir.

Nous estimons qu'il faut les traiter hardiment surtout dans les catéchismes de persévérance, dicter quelques-unes des formules principales après avoir expliqué la doctrine, afin qu'elles demeurent dans l'âme à l'état de conviction, comme des règles infaillibles de conduite, comme des réponses victorieuses aux ennemis de l'Eglise qui, eux ne se taisent pas, mais parlent, calomnient, altèrent la vérité toujours.

Ce serait un bon livre à faire entrer dans les familles, à donner à un enfant qui vient de faire sa première communion, à une jeune fille qui veut garder non seulement la pureté des mœurs, mais la rectitude de l'esprit. N'oublions pas que l'ennemi perfide s'attaque d'abord à l'esprit. C'est parce que nous ne vivons que de préjugés, parce que la société en est en quelque sorte formée, que nous sommes si affaiblis, si annihilés, et qu'il est si difficile de réagir contre l'opinion prévenue et faussée.

Ce petit livre en un mot est plein de vérités pratiques, actuelles, nécessaires à connaître, il est plein de lumière.

P. D.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRECIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES EPICIERES ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

ABREUVOIRS
POUR
Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS
Envoi de l'Album sur demande.

**L'ART DE S'ENRICHIR
PAR LA PÊCHE**
3^e édition, augmentée de secrets infail-
libles. 1^{er} 50 francs. F. LABBE
5, rue Belzunce. - PARIS.

AUX AMES PIEUSES LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

GRILLAGES
R. GARIEL 2^{ter}, Quai de la Mégisserie
CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.
RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^f 50
Châssis de Couche depuis 7 fr.
Envoi franco du Catalogue

IMPRIMERIE MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 55, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 35

PRÉDICATION : Pour le treizième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile (la lèpre du péché).

CONGRÉGATIONS ROMAINES S. C. de l'Index : Condamnation de la brochure : Roma et l'Italia.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. Y a-t-il péché à omettre les prières demandées par Léon XIII après les messes basses ? Le prêtre, pour l'oraison, doit-il être debout ou à genoux ? Avant de descendre pour ces prières, le prêtre doit-il faire l'inclination à la croix ? En la faisant doit-il avoir les mains jointes ? Si l'on distribue la sainte communion après la messe, doit-on le faire avant ou après ces prières ? — Y a-t-il des règles sur la manière de faire les signes de croix sur le calice et l'hostie ? — Pense-t-on à Rome que la récitation anticipée des matines dès deux heures en tout temps soit valide ? — Comment régulariser la situation d'un homme qui vit avec la fille de sa femme défunte ? — Quelle conduite tenir avec un braconnier qui veut s'approcher des sacrements ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Le curé et la fabrique ont-ils besoin d'autorisation pour exécuter à leurs frais des réparations au presbytère, s'ils acceptent un léger secours de la commune ou qu'ils le refusent ? — Comment se font les renouvellements, annuel et triennal, de la fabrique ? La fabrique a-t-elle besoin d'autorisation pour ouvrir une rosace dans l'église en exécution d'un legs ? Quelles sont les formalités à remplir pour l'acceptation d'un champ légué au curé et à ses successeurs ? Peut-on rétablir des portes à l'enceinte du presbytère par lesquelles les habitants ont pris l'habitude de passer depuis la Révolution ? — Le curé peut-il imposer silence à des jeunes gens qui chantent d'une manière discordante et troublent l'office ? Comment agir si la police locale refuse d'intervenir ? Peut-on avoir un employé assermenté ? — Quel est le meilleur mode de placement pour des fonds libres donnés de la main à la main pour que les rentes servent à une mission ?

VARIÉTÉS : De l'assistance des moribonds (suite).

COURRIER DES LIVRES

JÉRUSALEM. Ses Gloires, — ses Malheurs, — par l'abbé Boulfroy, curé de Lamorlaye (Oise). Un vol. in-12, chez l'auteur ou chez René Haton, 35, rue Bonaparte, Paris. (Prix 1 fr., se vend au profit de l'Œuvre du Vœu national.)

L'auteur pour s'excuser d'écrire, après tant d'autres, ce petit ouvrage sur Jérusalem, invoque l'autorité de saint Augustin : « Il est bon, disait l'évêque d'Hippone, que les mêmes questions soient traitées par plusieurs, en style différent, mais avec une foi identique, afin que la vérité parvienne à un plus grand nombre sous des formes variées. »

Il n'avait pas besoin de s'abriter de cette grave et décisive parole. Un livre sur Jérusalem est toujours intéressant et le sien est particulièrement documenté. La note personnelle y manque un peu, étouffée qu'elle est par les détails de lieux ; l'intérêt historique y gagne ; car ces détails sont nom-

breux, précis, bien ordonnés, non sans quelque relief, et la lecture en est agréable.

J'aurais voulu que, de plus, en tête du livre fût placée une bonne carte de Jérusalem et des lieux environnants. On ne sait pas comme l'intérêt est décuplé quand on suit le pèlerin, du mont Sion au mont Moriah, de la porte Dorée à la porte de Jaffa. Quand il vous dit : « J'étais là, telle chose m'advint. » C'est alors surtout qu'on « croit y être soi-même. » De même pour la description des monuments, de la mosquée d'Omar par exemple. Qu'on serait heureux de suivre sur un plan par terre dans le genre de ceux que le chanoine de Blöser a si bien dessinés pour les églises de Rome.

Ces réserves faites, le livre de M. Boulfroy est exact et bien composé. C'est pourquoi nous allons en faire une large analyse.

I. Il nous décrit d'abord Jérusalem. Après Châteaubriand et Lamartine, il n'est plus permis d'essayer d'un tableau, mais la description topographique demeure utile, et ces grands maîtres ont

bel et bien oublié le côté catholique. L'idée religieuse, sous leur plume, prend même des couleurs si personnelles qu'elle en devient fantaisiste.

Jérusalem est avec Rome, la cité de l'univers religieux. Elle l'est même plus que Rome ; car elle est le berceau de la religion patriarcale, et mosaïque, peut-être le berceau du genre humain. On ne saurait rejeter à la légère les traditions antiques qui affirment que Adam a été enseveli sur le Golgotha même et que le sang du Sauveur tombant de la croix, a pénétré jusqu'à ses vieux ossements qui ont tressailli de se sentir purifiés et avec eux toutes les générations humaines. Enfin c'est à Jérusalem que le Sauveur a été crucifié, tandis que Rome n'a été arrosée que par le sang bien glorieux, il est vrai, des apôtres. Jérusalem, la cité prédestinée, a failli à sa mission, elle a été rejetée et réprouvée, et c'est Rome qui a été choisie pour la remplacer, pour devenir à son tour la reine et le centre du monde ; mais elle n'arrive qu'en second plan. Voilà pourquoi tout ce qui nous parle de Jérusalem nous touche, et ce sera une des plus pures gloires de notre siècle d'avoir établi les pèlerinages au tombeau du Sauveur, ces croisades de prière qui poussent l'Occident vers l'Orient, comme au moyen-âge, par cet instinct naturel et surnaturel qui nous ramène toujours à notre berceau. Qui peut prévoir les résultats de ces croisades annuelles au point de vue catholique ? Ce sera peut-être la délivrance des Lieux Saints. L'influence française s'y maintient, malgré tout ; et qu'il lui serait facile de devenir prépondérante ! L'influence russe augmente, et mieux vaudrait encore voir le tombeau du Sauveur gardé par des chrétiens que par des musulmans. Pendant six siècles, seuls les fils de saint François se sont maintenus, au prix de leur sang, de leur vie, auprès du saint Sépulcre, sentinelles courageuses qui se faisaient tuer plutôt que d'abandonner l'héritage du Maître dont sans cesse on cherchait à les expulser. L'Europe chrétienne ne se souvenait plus de Jérusalem. Nos pèlerins nous ont rappelé sa mémoire et Jérusalem connue, c'est déjà Jérusalem reconquise.

Toutes les grandes cités se sont établies sur le bord d'un fleuve. Jérusalem est située « au centre d'une chaîne de montagnes » ; son point le plus élevé est à huit cent mètres au-dessus du niveau de la mer. Ce qui caractérise la « cité de la paix », c'est son aspect de forteresse qui a été jusqu'à David le rempart de l'idolâtrie, et qui depuis, pendant mille ans, est demeurée le sanctuaire de la vérité, de la croyance en un Dieu unique ; forteresse inexpugnable que Titus n'eût pas prise, s'il n'eût eu pour alliée terrible la famine, mais surtout forteresse de l'idée religieuse.

« Jérusalem est assise sur une double rangée de collines parallèles. » A l'est les monts Akra, Ophel, Moriah et Bézetha. C'est sur le Moriah que Salomon a élevé le temple remplacé aujourd'hui par la mosquée d'Omar. A l'ouest le mont Sion, la tour de David et le Golgotha. En dehors de l'enceinte à l'est, séparée par le torrent du Gédron et

la vallée de Josaphat se trouve une troisième chaîne parallèle dont les deux anneaux extrêmes sont le mont du Scandale et le mont des Oliviers.

Elle a sept portes. Les plus intéressantes sont à l'ouest la porte de Jaffa qui conduit à Hébron, au sud, la porte de Sion qui mène au tombeau du grand roi ; à l'est la Porte Dorée qui donne sur le mont Moriah. C'est là que saint Joachim et sainte Anne se rencontrèrent après l'apparition de l'Ange ; c'est par cette porte que Notre Seigneur entra triomphant à Jérusalem le jour des Rameaux.

La population de vingt-cinq mille âmes se divise en quartiers séparés : le quartier *chrétien* autour du Calvaire ; arménien sur le mont Sion ; juif, entre le Sion et le Moriah ; musulman au nord-est de la ville. Les arabes, — les vrais habitants de Jérusalem, — avec leurs longues tuniques serrées par une ceinture, vous rappellent Abraham et Jacob. Rien ne change sous ce ciel immobile de l'Orient, ni les mœurs, ni les vêtements, ni les visages.

Il y a là onze mille juifs, hideux et avarés, reconnaissables à leur éternel type, si noble mais si dégradé, qui habitent le quartier le plus infect. Tous les vendredis ils viennent près du mont Moriah pleurer sur les misérables débris qui restent de l'ancienne enceinte extérieure des murs de Jérusalem : « C'est un usage qui remonte à la plus haute antiquité puisque saint Jérôme en parle dans ses lettres. Ils arrivent vers le coucher du soleil en costume de fête, portant ce livre inspiré du ciel que Dieu avait dicté à leurs pères mais qui n'est plus pour eux qu'un livre scellé dont ils ont perdu l'intelligence. Les femmes et les filles avec leurs turbans, leurs bracelets et leurs tuniques aux vives couleurs, ont conservé une physionomie biblique ; accroupies par terre en groupes séparés, elles se cachent la tête dans leurs mains. C'est ainsi que le prophète les avait vues, ces filles de Sion, assises au milieu des décombres et des sépulcrs. Des jeunes gens, des vieillards à barbe blanche, types flétris, mais superbes encore d'une noblesse native, se tiennent debout, immobiles, le visage tourné vers la muraille salomonienne, objet de leur vénération. Longtemps il se contentent de murmurer leurs prières sur un mode doux et plaintif : c'est une mélodie trainante, empreinte de mélancolie. Par instants, quelque vieux rabbin chante les lamentations de Jérémie et la foule lui répond par une sorte de refrain. Quand il se tait, les hommes s'approchent, appliquent l'oreille aux fentes des pierres comme pour entendre une réponse mystérieuse. Puis la dolente psalmodie est reprise avec un accent suppliant, désespéré, avec des mouvements d'avant en arrière, et la muraille, de nouveau interrogée demeure muette. Ils continuent et tout leur corps est entraîné par un balancement rapide qui finit par leur donner le vertige, alors ils éclatent en sanglots, poussent des cris de détresse, collent leurs lèvres et leurs fronts sur les pierres vénérées ; quelques-uns même s'ar-

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE XIII^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE (LA LÈPRE DU PÉCHÉ)

Occurrerunt ei decem viri leprosi.
(Luc., XVII, 12.)

Vous venez d'entendre une page évangélique dans laquelle le cœur sacré de Jésus se montre à nous tout plein de grandeur, de puissance, de bonté, de tendresse et de miséricorde. Ce touchant miracle de la guérison des dix lépreux offre à l'âme chrétienne les leçons les plus douces et les plus variées. Si vous le voulez, j'en mettrai une en lumière ; elle suffira, je l'espère, pour éclairer vos esprits, toucher vos cœurs et vous inspirer les plus salutaires résolutions. Je considérerai dans la lèpre corporelle une image de la lèpre spirituelle qui est le péché. Notre évangile nous dira successivement combien misérable est l'état du pécheur, comment il peut être délivré de son mal et quels sentiments doivent remplir son âme après sa guérison.

I

Vous connaissez sans doute le trait suivant de la vie du bon roi saint Louis, qui revient bien à notre homélie. Durant la traversée, alors qu'il se rendait en Palestine pour combattre les musulmans, il aimait à s'entretenir de sujets de religion. Un jour, s'adressant au sire de Joinville, il lui posa cette question : « Qu'aimerais-tu mieux d'être lépreux ou de commettre un péché mortel ? » Et le bon sénéchal lui répondit candide-ment : « Sire, jamais je ne vous ai menti, et, à dire vrai, j'aimerais mieux avoir commis trente péchés mortels, voire même cinquante, plutôt que d'être lépreux. » A cette parole le visage du roi devint sévère et prenant à part Joinville : « Malheureux ! qu'as-tu dit ? Apprends qu'il n'y a pas de lèpre plus affreuse que d'être en péché mortel ! »

Saint Louis avait mille fois raison, vous allez vous en convaincre.

La lèpre de Palestine, celle dont parle l'évangile, est une maladie horrible, elle commence par des taches blanchâtres qui, grosses tout au plus comme des pointes d'aiguille lorsqu'elles se manifestent, ne tardent pas à envahir la surface entière ou du moins de larges parties du corps. Du dehors, le mal pénètre au dedans, atteignant peu à peu les nerfs, les os et la moelle, son action dissolvante est telle que les membres tombent à la fin littéralement par lambeaux. Quoique la nature ait parfois réussi à surmonter cette triste maladie, l'art humain est incapable de la guérir. Epidémique elle transformait ceux qu'elle avait atteints en parias ou excommuniés de la vie sociale, auxquels le séjour dans les villes était interdit. Objet d'horreur, c'était la corruption de la mort envahissant une chair vivante. Aussi nul fléau n'était plus redouté des juifs ; ils l'appelaient le doigt de Dieu, la touche de Dieu, le châtement de Dieu.

Les signes funèbres qui entouraient le lépreux fortifiaient encore cette prévention. Relégué aux portes des villes, les vêtements en lambeaux comme pour un deuil, la tête rasée, les lèvres couvertes d'un voile, le lépreux n'était plus aux yeux de ses concitoyens qu'un sépulcre animé, obligé de pousser à l'approche de tout homme ce cri lugubre : « Impur ! Impur ! ¹ »

Affreuse est donc la lèpre du corps.

Plus affreuse encore est la lèpre de l'âme, la lèpre spirituelle, la lèpre du péché.

La lèpre physique déshonore le corps, le rend hideux et repoussant : la lèpre morale défigure l'âme plus horriblement encore. Elle la dépouille des divines beautés de la grâce sanctifiante et des délicieuses parures des vertus surnaturelles ; elle la couvre d'une tache si laide et si immonde qu'elle est en abomination et en dégoût à Dieu et aux anges.

La lèpre corporelle est une maladie mortelle qui ronge sa victime et en fait un cadavre vivant. La lèpre du péché donne la mort à l'âme, elle fait de celui qu'elle atteint un cadavre vivant : il est vivant de la vie physique ; il est, non pas mourant, mais mort à la vie de la grâce.

La lèpre du corps est une maladie contagieuse : éminemment contagieuse est la lèpre de l'âme. Il est presque impossible d'être pécheur seulement pour soi. De la personne du prévaricateur se dégage un air empesté qui empoisonne et tue. Lucifer pèche et il entraîne le tiers des anges dans sa prévarication ; Ève, sous la suggestion du démon, pèche et elle fait partager sa faute à son malheureux époux. Si du moins la lèpre spirituelle pouvait être localisée ! si l'on pouvait séquestrer les pécheurs comme on séquestrait les lépreux ! Mais non, ces foyers de pestilence vont et viennent librement ! Ah ! pères et mères, entourez vos enfants d'un cordon sanitaire ! Maîtres, environnez vos élèves et vos serviteurs d'un rempart protecteur contre les pestilences homicides du mauvais exemple qui sévit partout, hélas ! sur les places publiques, dans les rues, dans les ateliers, dans les écoles, dans l'intérieur des maisons, partout où il y a une réunion d'hommes !

Il avait donc raison le bon roi saint Louis quand il disait « qu'il n'y a pas de lèpre plus affreuse que d'être en péché mortel. »

Mais passons à notre seconde question : Comment peut-on guérir de la lèpre du péché ?

II

Quand je parle de guérison pour le péché il va sans dire que nous supposons une intervention de la puissance de Dieu, car le péché, comme la lèpre, est une maladie humainement inguérissable. Or notre évangile nous signale deux remèdes surnaturels, et d'abord la prière.

Les dix lépreux connaissaient la puissance et la

¹ Cf. Fillion, *commentaire in Matth.* et Fouard, *Vie de N. S. J. C.*

bonté de Jésus de Nazareth ; ils savaient qu'il commandait en maître à la maladie et à la mort elle-même. Aussi dans leur infortune, n'attendant rien du côté de la terre, ils recourent au divin médecin par la prière. Mais qu'elle est admirable dans sa brièveté leur supplication ! Elle possède à un haut degré toutes les qualités qui doivent la rendre victorieuse du cœur du Dieu sauveur. Prière humble : ils se tiennent loin de Jésus et du chemin comme la loi le leur ordonnait, *qui steterunt a longe* ; ils se reconnaissent et se déclarent bien misérables : *Miserere !* Prière fervente : vivement pénétrés de leur infortune, sentant leur mal profondément, ils ne viennent pas, mais ils *accourent* au devant de celui qui peut les guérir, *occurrerunt ei decem viri leprosi* ; leur désir de guérir est tel qu'il leur fait élever la voix *levaverunt vocem*. Prière pleine d'attention : ils ne songent à rien autre chose qu'à revenir à la santé, *miserere !* Prière pleine de confiance : ils proclament sa puissance et sa bonté, ils donnent à N.-S. les titres plus capables de toucher son cœur : Vous êtes notre sauveur et nous sommes du nombre des infortunés que vous êtes venu délivrer, *Jesu !* Vous êtes notre seigneur et maître et nous sommes votre bien, parce que nous sommes vos créatures, *Præceptor !* Nous savons que vous êtes la bonté et la puissance même : votre cœur n'a qu'à éprouver pour nous un mouvement de compassion, et nous sommes guéris, *miserere !* Ajoutez à cela que c'est une prière faite en commun plus efficace que la prière solitaire : *Miserere nostri*. Aussi bien le cœur de Jésus s'émeut et il accorde la grâce demandée.

Pêcheurs, voulez-vous rentrer en grâce avec Dieu ? Priez. La prière peut tout ; mais que votre prière ressemble à celle des lépreux ; qu'elle soit humble, ardente, confiante ; et vous aussi vous retrouverez la santé spirituelle.

Le second remède que N.-S. propose aux lépreux spirituels est renfermé dans ces paroles : Allez vous montrer aux prêtres, *Ite, ostendite vos sacerdotibus !* Jésus fait ce commandement parce que c'était aux prêtres sous l'ancienne loi qu'il appartenait de constater officiellement la guérison de la lèpre et de rendre à la vie civile ceux qui en avaient été séquestrés. Remarquons la foi des dix lépreux. Jésus les envoie, ils obéissent pleins de confiance en la parole du Sauveur. Ils ne disent pas : A quoi bon aller nous présenter aux prêtres, nous ne sommes pas guéris. Non, Jésus a parlé, et cela leur suffit. Aussi recoivent-ils sans délai leur récompense, ils sont guéris en chemin, *Et factum est dum irent mundati sunt*.

Pêcheurs, allez, vous aussi, vous montrer aux prêtres ! Recourez à la confession ! La prière est une préparation au pardon des péchés, mais c'est aux pieds du prêtre que ce pardon est donné par l'absolution. Quelquefois il est vrai, en raison de la perfection de la contrition, obtenue par la prière, la lèpre est guérie avant la sentence du prêtre ; mais en général outre la prière, l'aveu et

le regret de ses fautes, pour revenir à la santé spirituelle il faut la parole du ministre de Jésus-Christ. Admirable grandeur du sacerdoce chrétien ! Les prêtres de l'ancienne loi ne pouvaient que constater la présence et la disparition de la lèpre, ils n'avaient pas le pouvoir de la guérir ; les prêtres de la loi nouvelle ont puissance de purifier les âmes de la lèpre du péché la plus invétérée. Jésus leur a donné cette divine prérogative par ces paroles incomparables : « Les péchés seront remis à ceux à qui vous les remettrez, ils seront retenus à ceux à qui vous les retiendrez ! » Pêcheurs allez donc au prêtre avec une foi vaillante, *Ite, ostendite vos sacerdotibus !* Voyez en lui, non point un homme, mais un représentant de Dieu, un autre Christ ! Quelles que soient vos iniquités venez avec confiance, avouez-les avec un sincère regret, et le pardon vous sera libéralement octroyé, et vous vous en irez purifiés !

III

Quels ne durent pas être les sentiments des lépreux quand soudain ils virent succéder à l'infirmité la vigueur, à l'horreur de leur maladie la beauté de la santé ! Quelle joie et quelle allégresse dans leur cœur ! Quelle commotion de bonheur dans leur âme !

Ceux qui se sont approchés avec les dispositions convenables du sacrement de pénitence ont encore infiniment plus raison de se réjouir. Ils étaient morts et ils sont ressuscités : leur âme était horrible aux yeux de Dieu et des anges, et elle est revêtue d'une beauté si splendide que les plus étonnantes magnificences de la création ne sont que laideur en comparaison : ils se sont confessés et ils ont recouvré la beauté, dit S. Augustin en interprétant le Psalmiste, *Confessio et pulchritudo in conspectu ejus !* De plus ils étaient faibles et débiles pour le bien et à la merci des incursions du démon ; maintenant par la vertu du sacrement de pénitence ils ont des grâces de défense et des grâces de soutien, des grâces que Dieu leur donne pour combattre le péché, pour tenir ferme dans la tentation, pour ne plus succomber sous le poids de la fragilité humaine, en un mot pour persévérer dans les résolutions que la pénitence leur a inspirées. Et cette résurrection, cette transformation, cette amitié de Dieu recouvrée, ces troubles de la conscience apaisés, cette certitude de l'assistance particulière de Dieu obtenue, leur est au cœur un baume d'une douceur ineffable qui les inonde du plus délicieux bonheur.

« Or l'un des lépreux voyant qu'il était guéri retourna sur ses pas glorifiant Dieu à haute voix. Et il vint se jeter aux pieds de Jésus, le visage contre terre pour lui rendre grâces : et celui-là était samaritain. » Ah ! qui pourrait dire quels furent les sentiments de son cœur ? sa bouche ne pouvait que faiblement les exprimer ; mais Jésus les voyait, et sa posture les indiquait. Hélas ! ne devrais-je pas être sans cesse prosterné à vos pieds, divin

Sauveur de mon âme ! vous qui m'avez délivré, non une fois, mais tant de fois, d'une lèpre bien plus honteuse et plus dangereuse pour moi, de la lèpre de mes péchés ; vous qui, non content de me purifier, daignez encore me nourrir de votre chair, m'abreuver de votre sang, me communiquer votre être divin ?

« Alors Jésus lui dit ; Tous les dix n'ont-ils pas été guéris ? Où sont donc les neuf autres ? Il ne s'en est point trouvé qui soit revenu et ait rendu gloire à Dieu, sinon cet étranger. Puis il lui dit : Levez-vous, allez ; votre foi vous a sauvé. » Par ces paroles l'Evangile nous dit la rareté de la reconnaissance : elle est rare en effet dans les familles où les enfants oublient le dévouement de leurs parents ; dans l'Eglise dont on méconnaît les services en l'outrageant, en la calomniant, en la persécutant ; envers Dieu à qui l'on sait encore demander, mais à qui l'on ne sait pas dire *Merci* ! Un lépreux sur dix est reconnaissant : quelle fidèle peinture de l'ingratitude ! En vérité il avait raison ce philosophe qui disait « que rien ne vieillit si vite que les bienfaits. » D'autre part la plainte de Jésus, pourtant si habitué à la dureté du cœur de ceux qu'il obligeait, nous montre bien combien l'ingratitude lui est pénible !

Chrétiens, évitons ce défaut. Sachons remercier : le sens intime, l'exemple de Notre-Seigneur qui tant de fois dans l'évangile remercie son père, l'exemple des saints et des anges dans le ciel qui chantent sans cesse l'*alleluia*, l'exemple de l'Eglise qui dans son office public et spécialement au saint sacrifice redit si souvent le refrain de l'action de grâces, nous le recommandent. Remercions le Seigneur : nos intérêts l'exigent ; tandis que l'ingratitude est un vent brûlant, dit Saint Bernard, qui dessèche les sources de la grâce, la reconnaissance ouvre sur nos têtes des torrents de bénédictions. Remercions pour les bienfaits généraux et particuliers : pour notre création, notre rédemption, les sacrements que nous sont conférés et spécialement après nos confessions puisqu'au saint tribunal la lèpre de notre âme est purifiée. Remercions en nous rappelant cette belle parole de S. Jérôme : « La reconnaissance est semblable à cette liqueur d'Orient qui ne se conserve que dans les vases d'or ; elle parfume les grands cœurs, elle s'aigrit dans les petits. » Remercions : ce sera notre salut : *fides tua te salvum fecit*. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. de l'Index

DECRETUM

Sabbato 13 Aprilis 1889

Sacra Congregatio Eminentissimorum ac Reverendissimorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium a SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO LEONE PAPA XIII Sanctaque Sede Apostolica

Indici librorum pravæ doctrinæ, eorumdemque proscriptioni, expurgationi, ac permissioni in universa christiana Republica præpositorum et delegatorum, habita in Palatio Apostolico Vaticano die 13 aprilis 1889 damnavit et damnat, proscripsit proscribitque, vel alias damnatum atque proscriptum in Indicem librorum prohibitorum referri mandavit et mandat quod sequitur Opusculum :

Roma e l'Italia e la realtà delle cose, pensieri di un Prelato Italiano. Opuscolo estratto dalla *Rassegna Nazionale* an. XI, vol. XLVI, 1^o marzo 1889. Firenze etc.

Itaque nemo cujuscumque gradus et conditionis prædicta Opera damnata atque proscripta, quocumque loco, et quocumque idiomate aut in posterum edere aut edita legere vel retinere audeat sed locorum Ordinariis aut hæreticæ pravitatis Inquisitoribus ea tradere teneatur sub pœnis in Indice librorum vetitorum indictis.

Quibus SANCTISSIMO DOMINO NOSTRO LEONI PAPÆ XIII per me infrascriptum S. I. C. a Secretis relatis. SANCTITAS SUA Decretum probavit, et promulgari præcepit. In quorum fidem etc.

Datum Romæ die 13 Aprilis 1889.

PLACIDUS MARIA card. SCHIAFFINO Præf.

Fr. Hieronymus Pius Saccherri Ord. Præd.

S. Ind. Congreg. a Secretis.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Y a-t-il péché à omettre les prières demandées par Léon XIII après les messes basses ?

R. — L'obligation n'est pas douteuse, car le Souverain Pontife ne demande pas seulement ces prières. Il les prescrit formellement. Voici du reste les expressions qui expriment le commandement :

« Itaque Sanctitas Sua per præsens sacrorum Rituum Congregationis Decretum mandavit, ut in posterum in omnibus tum Orbis tum catholici orbis Ecclesiis preces infra scriptæ, ter centum dierum Indulgentia locupletatæ, in fine cujusque Missæ sine cantu celebratæ, flexis genibus recitentur... »

Les mots *Decretum* et *mandavit* indiquent une prescription formelle.

Q. — Il est certain que les fidèles doivent réciter ces prières à genoux, puisque le décret le dit. Mais quelle doit être l'attitude du prêtre pour l'oraison. Doit-il être debout comme à l'ordinaire, ou bien à genoux ?

R. — Le décret de Léon XIII ne tranchait pas cette difficulté. Voilà pourquoi, en 1884, Mgr Catteau, évêque de Luçon, en demanda la solution à la sacrée Congrégation des Rites :

« Queritur utrum in recitandis precibus... Celebrans ad Orationem assurgere debeat, prout fert regula generalis quoad Orationes ? »

La sacrée Congrégation répondit négativement, en se référant à une réponse antérieure :

« Negative in casu, ut ex responso diei 20 Augusti 1884. » (29 décembre 1884.)

Voici la réponse du 20 août à laquelle il est fait allusion :

« An oratio *Deus refugium* cum suis Versiculis ab ipsomet Sacerdote in casu recitanda sit, prouti *Ave Maria* et *Salve Regina*, flexis genibus ? »

La sacrée Congrégation répondit : *Affirmative*. (20 août 1884.)

Toutefois nous devons faire observer que le décret du 29 décembre ne se trouve pas dans la collection des décrets authentiques qui a été publiée depuis, non plus que la réponse du 20 août à laquelle ce décret renvoie. Voilà pourquoi il nous reste quelque doute sur ce point.

Dans l'état de la question, nous n'oserions pas affirmer que le prêtre qui se lève comme d'ordinaire pour dire cette oraison violerait une prescription et ferait un péché ; car il est probable que l'omission qui a été faite de la réponse et du décret cités a été volontaire. On ne se serait pas trompé deux fois en pareille matière.

Q. — Est-on obligé d'incliner la tête à la croix avant de descendre pour dire ces prières après la messe ?

R. — Plusieurs fois on nous a proposé cette question, et jusqu'à présent nous n'avons pas osé répondre parce que nous n'avions aucune base sérieuse de solution.

Quelques-uns de nos plus doctes et plus vénérables amis, nous avaient pressé de répondre affirmativement, attendu, disaient-ils, qu'une savante Revue avait répondu dans ce sens. Nous avons encore différé notre solution, parce que les preuves ne nous paraissaient nullement convaincantes ; et nous avons raison.

Aujourd'hui nous pouvons donner la réponse de la sacrée Congrégation, qui déclare que l'inclination n'est ni prescrite, ni prohibée.

La question a été adressée en 1885 à la sacrée Congrégation par le rédacteur de l'Ordo du diocèse d'Arezzo. Il demandait deux choses : d'abord : le célébrant doit-il faire une inclination à la croix avant de descendre pour réciter les prières prescrites par Léon XIII ? Ensuite, en quel endroit doit-il s'agenouiller pour réciter les prières ? Est-ce sur le pallier de l'autel, ou bien sur le plus bas degré ?

« Sacerdos, expleta Missa, debetne se inclinare cruci altaris, antequam descendat ad præscriptas preces recitandas ; hasque recitans debetne genuflectere in suppedaneo tantum, vel in infimo altaris gradu ? »

Sur le premier point, la sacrée Congrégation donna la décision que nous avons indiquée plus haut : l'inclination n'est ni commandée ni prohibée.

« Inclinationem de qua in casu non præscribi neque prohiberi... »

Sur le second, elle laisse le choix de s'agenouiller soit sur le pallier, soit sur le dernier gradin du bas de l'autel :

« ..., et in recitatione precum, genuflectendum pro lubito sive in suppedaneo, sive in infimo gradu altaris. »

Atque ita rescripsit, declaravit, ac servari mandavit. Die XVIII Junii 1885. (n. 5942, ad 12.)

Q. — Doit-on avoir les mains jointes en faisant ces prières ?

R. — Nous ne connaissons pas de décision de l'autorité sur ce point. Mais cette position des mains nous paraît convenable et conforme aux règles ordinaires de la liturgie.

Q. — Si l'on distribue la sainte communion après la messe, doit-on le faire avant de réciter les prières ?

R. — On doit réciter les prières immédiatement après avoir dit le dernier évangile, par conséquent avant de distribuer la sainte communion. Ce cas a été tranché en 1887 sur la demande de Mgr l'évêque de Bâle. L'illustrissime Prélat avait ainsi exposé la difficulté :

« Fredericus Episcopus Basileensis, provolutus ad pedes Sanctitatis Vestrae, humiliter implorat authenticam interpretationem Apostolici Decreti quoad preces recitandas a sacerdote, finita Missa ; questio nempe se ita habet :

« Utrum preces præscriptas *Ave Maria*, *Salve Regina*, etc., in quibusdam casibus, nempe vel alicujus parvæ functionis, vel communionis distribuendæ, peracta demum adnexa Missæ ceremonia recitare liceat ; vel an subsequi Missam semper immediate debeant ? »

La sacrée Congrégation fit la déclaration indiquée plus haut :

« Et sacra Rituum Congregatio, proposito Dubio sic præscripsit : Preces a Sanctissimo Domino Nostro Leone Papa XIII præscriptæ, recitandæ sunt immediate expleto ultimo Evangelio.

Atque ita declaravit et præscripsit die 23 novembris 1887. »

Cette décision ne doit pas étonner. C'est la conséquence des divers buts que se proposait le Souverain Pontife en établissant ces prières. Que voulait-il ? Que ces prières fussent unies aux prières si efficaces du saint sacrifice, cela n'est pas douteux. Il voulait aussi que tous les assistants s'associaient au prêtre en répondant alternativement, et qu'ils gagnassent ainsi trois cents jours d'indulgence. Or ces divers buts, surtout les deux derniers, ne pourraient être atteints s'il y avait une séparation entre la messe et ces prières, attendu qu'un certain nombre de fidèles auraient déjà quitté l'église avant que le prêtre pût dire ces prières.

On remarquera également que ce n'est pas seulement la distribution de la communion qui est prohibée, mais encore toute autre fonction, lors

même qu'elle serait courte, *vel alicujus parvæ functionis*.

Q. — Y a-t-il des règles sur la manière de faire les signes de croix sur l'hostie et le calice ? Après avoir tracé la première ligne, la main peut-elle aller directement à gauche pour commencer la ligne transversale.

R. — Voici la manière indiquée par tous les liturgistes. Après avoir tracé la grande ligne, la main doit retourner par la même voie jusqu'au point où passera la ligne transversale. C'est alors seulement que la main doit revenir à gauche pour faire la ligne transversale.

Autrement, on ne trace pas une croix, mais une figure qui ne présente même plus l'apparence d'une croix.

Ce défaut est très fréquent.

Et il faut bien reconnaître qu'il n'est pas nouveau. L'histoire de la liturgie nous apprend que dès le neuvième siècle, bon nombre de prêtres y tombaient. Le pape Léon IV, qui occupa le Saint-Siège de 847 à 855, s'en plaint dans une homélie. Travaillez, leur dit-il, à faire des croix en ligne droite sur l'hostie et le calice, et non avec des espèces de cercles :

« Calicem et oblatam recta cruce signate, id est non in circulo et variatione digitorum, ut plurimi faciunt... istud signum † recte facere studete. »

Les avis de Léon IV ne seraient pas moins utiles au dix-neuvième siècle qu'ils ne l'étaient au neuvième.

Q. — Peut-on commencer la récitation anticipée des matines et des laudes du lendemain à deux heures en tout temps ? Vous avez déjà plusieurs fois traité cette question et je trouve vos raisons excellentes. Mais mes confrères voisins m'objectent toujours le sentiment de certains docteurs romains qui assurent qu'à Rome on admet communément l'opinion contraire. S'il ne fallait que passer quelques jours à Rome pour être instruit de ce que pense le clergé de Rome, j'en aurais bientôt le cœur net, devant y aller à l'occasion du grand pèlerinage. Ma's je crains bien de n'avoir pas le temps, ni peut-être le moyen de m'en informer. C'est pourquoi je vous prie de me renseigner plus spécialement, si vous le pouvez, sur l'opinion à cet égard du clergé romain.

R. — Malgré l'adage malin qui assure que les lois se font à Rome et s'observent ailleurs, il y a très forte présomption que le sentiment du clergé romain est celui que dessinent les décrets et réponses des Congrégations Romaines. Or, sur le point qui nous occupe, les documents émanés des Congrégations romaines, s'expriment en ces termes : qu'on peut commencer la récitation des matines et des laudes du lendemain lorsque le soleil atteint le milieu de sa course entre midi et le coucher. C'est d'ailleurs l'enseignement commun.

Mais à cette présomption s'ajoute un fait récent. C'est que la question ayant été discutée à l'une des dernières séances du Cas de conscience de Rome, à l'Apollinaire, sous la présidence du cardinal Parocchi, en présence de plusieurs cardinaux et consultants des diverses Congrégations romaines, « on a conclu unanimement, avec l'approbation explicite de l'Eminentissime Président, que l'opi-

nion autorisant la récitation privée des Matines et des Laudes à deux heures après-midi, par anticipation sur le jour suivant, est *dénuée de toute probabilité*. » Nous empruntons ce renseignement au *Canoniste contemporain* (n° d'août) qui nous arrive fort à propos pour donner pleine satisfaction à notre consultant. A qui connaît l'importance de ces réunions du Cas de conscience, il ne saurait rester aucun doute sur le sentiment du clergé romain à ce sujet.

Q. — Vous savez que parmi les œuvres, dont s'occupent les membres des Conférences de Saint-Vincent de Paul, il y a celle des mariages irréguliers, et vous savez qu'une des plus grandes plaies qui rongent le cœur de nos sociétés modernes dans les classes populaires, c'est le concubinage. Nous avons été assez heureux pour en faire régulariser un certain nombre au point de vue religieux et civil.

Je prends la respectueuse liberté aujourd'hui d'implorer l'assistance de vos lumières sur un cas que je viens vous signaler. Voici le fait :

C. s'est marié à une veuve qui avait eu, de son mari, une fille du nom de P. A. Après quelques années, cette femme devenue épouse C., meurt sans avoir eu d'enfants dans son second mariage. C. reste dans la maison où il résidait du vivant de sa femme, et, au bout de quelques années, il lui prend envie de se marier avec la fille P. A. Bien plus, par suite de criminelles relations avec cette dernière, ils se présentent, tous les deux devant l'officier de l'état civil qui, légalement, leur refuse de recevoir leur acte de mariage. Alors ils se présentent devant le curé de leur paroisse qui oppose un même refus. Les parties persistent dans leur égarement et voilà que quatre enfants leur sont nés : l'aîné, une jeune fille de 16 ans aujourd'hui, un garçon de 12 ans, une autre fille de 7 ans et une autre fille de 3 ans.

Les familles (honorables) des deux côtés, ne peuvent plus les voir en face du scandale ; mais toutefois, il convient de dire que, dans leurs rapports et commerce avec les gens qui ont affaire avec ces dites parties, celles-ci se montrent avec grande honnêteté et franchise d'actes et d'actions, et elles désirent, d'un grand désir, de voir leur union établie tant au civil qu'au religieux. Ils se passeraient volontiers du civil, sachant que le mariage est un sacrement qui ne peut être conféré par des autorités civiles.

Ils sont séparés, mais leurs désirs sont toujours là. Le futur (je ne sais comment l'appeler), s'occupe de faire valoir les terres de sa future, en même temps que ses biens propres, avec intelligence et bon père de famille, étant cultivateur de profession et propriétaire.

Ils ont fait donner et font donner à leurs quatre enfants, une instruction et éducation chrétienne, dans des couvents et chez les frères des écoles chrétiennes. Et la jeune fille de 16 ans, l'aînée des quatre, aurait manifesté l'envie de se faire religieuse !... Elle ignore son origine ! Il est bon de faire observer que les deux familles ne sont nullement unies par la parenté. Il n'y a eu que l'alliance que je viens de signaler. Veuillez donc bien me signaler, Monsieur le Rédacteur, la marche et les formalités à suivre pour obtenir les dispenses, tant religieuses que civiles, que nous avons à faire pour arriver aux fins de ce projet. Les parents respectives ne demandent pas mieux autant que les parties, et nous sommes disposés à tout faire pour cela.

R. — Le respectable vice-président qui nous demande notre avis aura beaucoup de peine à trouver le moyen de régulariser cette union. En tout cas il n'arrivera, si la chose est possible, qu'en se faisant diriger, pour le religieux comme

pour le civil, par quelque homme expert en chacune de ces parties.

Voici ce qui fait la difficulté. L'autorité civile n'accorde jamais dispense pour ce que nous appelons le premier degré d'affinité en ligne directe, c'est-à-dire pour qu'un mari épouse la mère ou la fille de sa première femme. Dans le cas présent, il s'agirait pour le mari veuf C., d'épouser P. A. la fille de sa femme défunte. Au point de vue civil, il faudrait voir s'il y a moyen de surmonter la difficulté et d'obtenir cette dispense qu'on assure n'être jamais accordée.

Si l'on ne peut l'obtenir, il faudra renoncer à l'espoir de régulariser civilement l'union de C. et de P. A. De plus il en résultera une difficulté pour régulariser cette union au point de vue religieux, parce que la loi civile défend au prêtre de célébrer le mariage religieux sans qu'ait été préalablement célébré le mariage civil. Cette loi est en elle-même oppressive de la religion catholique et contraire au droit divin : mais il est difficile de ne pas l'observer, à cause des peines qu'on encourrait en la violant. Toutefois il y aurait lieu d'étudier le cas bien à fond, si l'on ne rencontrait pas d'autre obstacle que l'impossibilité du mariage civil. Peut-être y aurait-il dans cette impossibilité même une raison à invoquer, même devant les tribunaux, en faveur du prêtre qui passerait outre.

Mais il est bien à craindre que l'impossibilité soit aussi grande du côté du mariage religieux que du côté du mariage civil.

L'Eglise n'a jamais dispensé en pareil cas quand l'affinité provient d'un mariage légitime, c'est-à-dire, quand le mari était uni par mariage légitime à la mère dont il voudrait, devenu veuf, épouser la fille. On ne saurait espérer une dispense, si le cas est bien tel qu'il se présente. C'est là un de ces cas lamentables sur lesquels on ne peut que gémir. Quant aux enfants, s'il leur faut, pour leur bien spirituel, des dispenses, si difficiles qu'elles paraissent à obtenir, on pourra les demander plus tard, par exemple, quand la fille voudra, si elle en a la vocation, se faire religieuse.

Mais il reste une supposition qui rendrait possible une dispense : ce serait que le mariage de C. et de la mère eût été invalide. Et il l'aurait été si C., avant d'épouser la mère avait eu un commerce charnel avec la fille. Par ce commerce avec la fille, il aurait contracté avec la mère une affinité coupable qui aurait rendu invalide leur mariage, à moins qu'ils n'en eussent obtenu dispense. C'est là un côté à examiner. Car, dans ce cas, il ne serait pas impossible d'obtenir la dispense nécessaire pour régulariser le mariage avec la fille.

Que l'on commence par s'enquérir auprès de l'un et de l'autre si, avant le mariage avec la mère, il y avait eu entre eux commerce charnel. Si cela n'a pas eu lieu, il est inutile d'aller plus loin.

S'il y a eu commerce charnel avec la fille avant le mariage avec la mère, il faut s'enquérir si dispense a été demandée de l'empêchement résultant

de ce commerce. S'il y a eu dispense, il faut s'en tenir là : nulle solution possible.

S'il n'y a pas eu dispense, le premier mariage a été invalide, il est possible d'aboutir. Dans ce cas, il faut premièrement porter la cause devant l'officialité diocésaine et faire déclarer par elle la nullité du premier mariage. Ce point obtenu, on demandera dispense à Rome de l'empêchement d'affinité illicite au premier degré en ligne directe.

Pour accorder les dispenses d'affinité, le Saint-Siège exige ordinairement que les parties aient obtenu dispense du gouvernement quand cette dispense est nécessaire. Dans le cas présent, la dispense du gouvernement ne s'accordant pas, il faudrait, dans la demande, mentionner cette impossibilité, bien qu'elle doive rendre la dispense plus difficile à obtenir. En taisant cette circonstance, on s'exposerait à ce que la dispense accordée fût entachée du nullité.

A supposer que la dispense fût obtenue du Saint-Siège, il ne resterait plus qu'à trouver le moyen de tourner la loi civile qui défend au curé de donner (comme ils disent) la bénédiction à ceux qui ne justifient pas en bonne et due forme qu'ils ont contracté mariage devant l'officier civil : ce qui n'est pas impossible, et cela, sans exposer le curé à l'amende ou à la prison.

Mais y aura-t-il possibilité d'utiliser ces données ?

Nous avons fait la supposition d'un empêchement d'affinité illicite parce que c'est celui qu'on serait porté à soupçonner dans le cas présent, si la fille était en âge d'y donner lieu avant le second mariage de sa mère. Mais la solution serait la même si, au lieu d'un empêchement d'affinité, il y avait eu un autre empêchement pour lequel on n'aurait pas eu dispense avant le mariage.

Q. — Quelle conduite tenir à l'égard d'un braconnier qui voudrait s'approcher des sacrements ? Tout acte de braconnage constitue-t-il un péché contre la justice et oblige-t-il à restitution ? A quoi serait-il tenu ? Et un pêcheur ?

R. — Un braconnier peut violer plusieurs lois, dont les unes sont purement pénales, les autres obligent en justice, et les autres en vertu de la charité. Il faut dire la même chose du pêcheur à peu de choses près. Il nous faut faire diverses suppositions pour exposer chacune des obligations qui incombent à ces deux hommes.

1^o Si la chasse a eu lieu dans un parc clos de tous côtés ou dans « une possession attenante à une habitation, et entourée d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, » elle constitue une injustice, un vol, qui oblige à restitution, il y a obligation pour le chasseur de rendre le gibier lui-même. C'est que les animaux sauvages qui sont renfermés dans ces lieux sont regardés par la loi comme ayant perdu leur liberté tant qu'ils y resteront. La réserve cependant ne s'applique pas aux oiseaux, à moins qu'ils n'aient aussi perdu leur liberté. Bien que

juchés sur les arbres d'un parc, les oiseaux peuvent s'échapper librement.

Nous dirons la même chose pour la pêche qui se fait dans les étangs ou les viviers appartenant à des particuliers : c'est un vol qui entraîne la restitution du poisson pris et qui, dans certains cas, peut donner lieu à des dommages intérêts, parce qu'il empêcherait le repeuplement des étangs.

2^o Si le braconnage a eu lieu dans une chasse louée à prix d'argent pendant le temps ou les retenteurs ont le droit d'en jouir, il y aurait injustice, s'il était assidu, ou bien si l'on faisait une battue. Quelques actes isolés ne sont pas censés porter un préjudice considérable, parce qu'ils ne font pas disparaître le gibier. Comme il y a injustice, il y a obligation de restituer; mais le gibier reste la propriété du chasseur, parce que tant qu'il est en liberté, la loi le regarde comme *res nullius*. La quotité de la restitution se mesurera sur le dommage causé aux retenteurs de la chasse. « Il ne suffirait même pas toujours, dit M. Waffelaert, de rendre les animaux capturés, qui n'équivalent pas de soi au dommage causé, puisqu'en disparaissant disparaissent aussi leurs fruits et leurs semblables non atteints : mais il faudrait restituer, au *pro rata* du dommage, le prix de la chasse ¹. »

Il faut dire la même chose pour ce qui regarde la pêche dans des rivières, des canaux ou des fleuves affermés à des individus ou à des sociétés. Pour calculer l'étendue du dommage, il doit tenir compte de la quantité de poissons prise et de l'endroit où elle a été prise. Assurément le dommage sera plus grave, s'il s'agit d'une pêche dans un tronçon de canal ou de petite rivière de quelques kilomètres que s'il s'agit d'une pêche dans un grand fleuve. C'est que dans une portion de canal réservée entre deux écluses, il n'y a pas grande facilité pour le poisson de se renouveler. Tous les deux ou trois ans, on y dépose un peu d'alevin, que l'on espère retrouver plus tard développé suivant une proportion quasi mathématique; c'est donc une sorte de culture, qui donne au propriétaire sur le poisson un droit de propriété presque aussi strict que s'il s'agissait d'un étang privé. Pour les grands fleuves, il n'en est pas de même; le poisson y est bien *res nullius*; d'ailleurs comme il n'y a pas de barrages, il se trouve tantôt dans le lot d'un individu, tantôt dans celui d'un autre. Il faudrait que la pêche s'y fit en grand, ou au moyen de substances nuisibles, pour causer un tort réel au retenteur. Et encore dans ce cas le poisson resterait la propriété du pêcheur, bien que celui-ci fût tenu à une indemnité.

La solution serait absolument la même pour le braconnage, s'il avait lieu dans une forêt, ou même un terrain non boisé, qui ne serait pas loué mais que le propriétaire s'est réservé; et pour la pêche faite dans une rivière traversant une pro-

priété particulière, qui la longe des deux côtés. Il y aurait en outre, dans ce cas, violation du droit du propriétaire, en s'engageant sur son terrain contre sa volonté.

3^o Souvent aussi, dit encore M. Waffelaert, il se commet des injustices ou d'autres péchés à l'occasion de la violation des lois sur la pêche, sinon en vertu de cette violation. Ainsi celui qui cause un dommage aux moissons, etc., commet évidemment une injustice. De même celui qui oppose une résistance violente, aux agents de la force publique ou du moins qui est prêt à cette résistance. L'on peut encore violer la charité due à soi-même ou aux siens en s'exposant pour un rien à des peines graves et qui ont trop souvent des suites funestes tant pour le coupable que pour sa famille. D'où l'on voit que les braconniers de profession sont difficilement excusables de péchés graves, d'ordinaire du moins, et certes de fait, les gens de cette espèce, méritent peu d'égards et de confiance, non seulement devant les tribunaux humains, mais aussi au tribunal de la pénitence. »

4^o Celui qui chasse ou pêche en *temps prohibé* ou avec des *engins défendus*, serait coupable, d'après M. Bonal, parce que la loi qui interdit la chasse ou la pêche « *mensibus quibus animalia sunt grvida, pariuntve, vel dum prohibetur ne fiat certis instrumentis quibus minuta et nimia animalia caperentur, sicque soboles exstingueretur aut multum minueretur* ¹, » est une loi d'utilité publique, qui oblige en conscience. La remarque est vraie, mais elle trouvera assez rarement son application dans la pratique, et il sera difficile à un particulier de violer la loi en matière grave.

5^o Les auteurs enseignent communément aujourd'hui que celui qui chasse sans permis ne commet aucune faute, parce qu'il ne viole qu'une loi pénale. « Celui, dit M. Waffelaert, qui enfreint seulement les dispositions de la loi au sujet du permis de chasse, *du temps ou des armes prohibées*, ne commet pas d'injustice, et nous croyons même qu'il ne se rend coupable d'aucun péché, pourvu qu'il soit prêt à obéir, s'il est pris en contravention; en d'autres termes nous pensons que ces lois, au sens indiqué, sont purement pénales. Nos raisons sont les suivantes : d'abord la gravité des peines statuées semble suffire à atteindre le but de la loi sans autre obligation; et de plus on ne saurait démontrer une obligation plus stricte, immédiate en conscience. »

On voit, par les mots que nous avons souligné, que M. Waffelaert regarde aussi comme purement pénales les lois relatives au temps et aux engins prohibés. Et nous pensons qu'il a raison, au moins d'une manière générale; toutefois il serait difficile de déclarer exemptes de faute une chasse qui détruirait le gibier de toute une contrée, ou une pêche qui dépeuplerait une rivière : il y a un tort réel fait à la société.

Tel est l'enseignement des auteurs modernes :

¹ *Etude de théologie morale sur l'obligation en conscience des lois civiles* par M. Waffelaert, professeur de théologie au séminaire de Bruges, à la fin.

¹ *Institutiones theologicæ*, t. vi, p. 67.

« *Ita hodie communiter*, » dit M. Bonal¹. Carrière serait plus sévère; pour lui, aucune de ces lois n'est purement pénale : « *Cum ex dictis justæ sint illæ leges et nihil ostendat esse mere pœnales, facile intelligitur eum peccare qui eas transgreditur.* » Il détermine ensuite la gravité de la contravention. Chasser sans permis ne constituerait qu'un péché véniel; il en serait de même de la chasse en temps prohibé ou avec des armes défendues, à moins qu'on ne cause un grave dommage à la société².

Comme l'opinion soutenue par MM. Bonal et Waffelaert est l'opinion commune des auteurs modernes il est permis de la suivre en pratique. Il y a d'ailleurs parmi les fidèles une bonne foi contre laquelle il serait difficile de réagir. Les hommes, même foncièrement chrétiens et suffisamment instruits, regardent ces lois comme purement pénales. Ils ne les enfreindront pas eux-mêmes, il est vrai, mis ils ne se feront aucun scrupule de conscience d'accepter du gibier tué dans un temps prohibé, ou même d'en demander à ceux qui peuvent facilement leur en procurer. Carrière lui-même admet l'excuse de la bonne foi : « *Insuper evenire potest ut quis, ratione bonæ fidei, excusetur etiam a peccato veniali.* »

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — J'ai recours à votre obligeance pour m'indiquer ce que j'ai à faire; je ne le vois pas très clairement dans vos réponses et particulièrement à la page 239 du tom. X de *l'Ami du Clergé*.

Les cloisons de mon presbytère tombent; les planchers sont dans un mauvais état. La fabrique reconnaît la nécessité d'une réparation et elle vote 400 francs. La dépense sera plus que double, mais je me charge de payer le surplus des 400 fr. Point de plans puisqu'il n'y a qu'à refaire; point de devis, puisque je paye la plus grande partie. La fabrique m'autorise à faire exécuter les travaux suivant mes goûts.

J'allais me procurer les matériaux, lorsque j'ai appris officiellement que le conseil municipal avait voté 70 fr. pour cette réparation. La fabrique n'a rien demandé officiellement. J'avais simplement dit à deux conseillers : « puisque vous avez voté une réparation à mes deux confrères (nous sommes trois curés dans une commune de 1600 âmes), faites de même pour moi. Vous voyez l'état de ma maison: si vous avez cent francs donnez-les nous; si vous n'en avez que cinquante, donnez-les de même. Un de ces deux conseillers m'annonça la somme votée, et ajouta-t-il: le maire veut que vous lui demandiez l'autorisation d'employer ces 70 francs et même de commencer la réparation avec la somme que la fabrique et vous, vous fournissez.

Ceci posé, j'ai l'honneur de vous demander : puisque la fabrique et moi nous payons la réparation, ai-je besoin de l'autorisation de la commune 1° si nous acceptons les 70 francs votés par elle; 2° si nous les refusons. Si, en les refusant, je puis me passer de son autorisation, je suis décidé à le faire. D'ailleurs, si le maire veut que je sache que le conseil municipal a voté quelque chose, ne doit-il pas me prévenir, ou prévenir le président de la fabrique officiellement?

En d'autres termes, si je puis sans m'exposer à des ennuis de la part du maire faire mes réparations comme il est convenu entre ma fabrique et moi, je ne demanderai rien à la commune et elle gardera sa somme ridicule de 70 francs. — Le maire n'est pas précisément mon ami, parce qu'il veut plaire au sous-préfet qui est loin d'avoir mon affection et de me donner la sienne.

R. — Tout ce que nous avons dit dans l'article cité par notre correspondant est parfaitement exact mais ne regarde pas absolument le cas dont il s'agit aujourd'hui.

Aux termes des lois et règlements relatifs aux réparations des églises et presbytères, on n'a nul besoin de l'avis de la commune, encore moins de son autorisation quand elle ne fournit pas d'argent; mais on a besoin de celle du préfet quand il s'agit d'une dépense comme celle en question (Art. 12, 41 et 42 du Décret de 1809), parce que la fabrique ne peut pas franchir certains chiffres. Dans ce cas, on demande directement l'autorisation au préfet, en lui envoyant les plans et devis. Le maire n'a pas à donner ou à refuser l'autorisation; si les travaux entrepris lui déplaisent, il peut les signaler au préfet qui peut en suspendre l'exécution, et celui-ci doit toujours être obéi; mais le maire n'a que le droit de dénonciation au préfet, et quand il veut intervenir, il ne le peut que par une délégation du préfet.

Que doit donc faire notre correspondant en cette circonstance? Tout simplement exposer au préfet la situation, et attendre sa réponse pour s'y conformer. Il est probable qu'il n'exigera ni plans ni devis quand il saura qu'il n'y a qu'à remplacer des planchers et des plafonds existants, mais pourris, et que le curé s'engage à couvrir la dépense. S'il en est autrement, à cause de la part contributive de la fabrique, il faudra suivre ses indications. Mais le curé fera bien de refuser le secours communal qu'il n'a pas sollicité officiellement, afin d'ôter au maire toute velléité d'intervention.

Une manière d'abréger les formalités, ce serait d'avoir préalablement l'avis favorable et même l'autorisation de l'évêque. Les préfets font rarement de difficultés dans ces conditions, surtout quand les communes n'ont rien à fournir.

Q. — Vous me rendriez bien service, si vous vouliez reprendre le plus tôt possible aux questions suivantes :

1° Mon conseil de fabrique se trouve composé de cinq membres et de deux membres de droit, le curé et le maire. Chaque année, le dimanche de Quasimodo, nous nommons le président et le secrétaire du conseil, ainsi qu'un membre du bureau. Au bout de trois ans nous faisons le renouvellement de deux membres du conseil, et au bout de trois autres années, le renouvellement de trois membres; de telle sorte qu'au bout de six ans révolus, tous les membres du conseil sont renouvelés. En procédant ainsi sommes-nous dans la légalité?

2° Serait-on dans la légalité en renouvelant chaque année le président et le secrétaire du conseil, ainsi que les trois membres du bureau?

3° Qu'entend-on par renouvellement annuel et triennal par rapport aux conseils de fabrique?

4° Une personne pieuse veut donner à la fabrique la somme de 300 fr., à la condition que celle-ci fera faire une rosace dans l'église et qu'elle y placera un vitrail représentant sa famille en prière devant le patron.

¹ *Ins. Theol.* t. VI, p. 67.

² *Compend. de Justitia*, n. 92.

La fabrique peut-elle ouvrir cette rosace dans l'église sans autorisation ? Peut-elle encore sans autorisation placer ce vitrail ainsi exécuté ?

5^e Une personne vient de faire une donation d'un champ à moi-même ainsi qu'à mes successeurs, à la condition de dire une messe à perpétuité à son intention.

Quelles sont les formalités à remplir en pareille circonstance ?

Ne pourriez-vous pas m'indiquer certains moyens à prendre pour éviter tôt ou tard que l'Etat ne s'en empare ?

6^e Mon presbytère et ses dépendances (non aliénés à la Révolution) sont reliés ensemble par un mur de clôture continu.

Deux portes donnant sur la cour et fermées avant la Révolution empêchaient les habitants de passer entre le presbytère et les jardins.

Après la Révolution, les portes ont disparu et depuis lors, les habitants circulent entre le presbytère et les jardins, ce qui est une véritable servitude. Puis-je remettre les deux portes selon leur état primitif, en vertu de mon droit d'usufruitier, sans que j'aie rien à craindre du conseil municipal et du préfet ?

R. — Ad I. C'est parfaitement légal ; c'est ainsi que le décret du 30 décembre 1809 a réglé les choses.

Ad II. En renouvelant chaque année le président et le secrétaire, oui ; mais non en renouvelant les trois membres du bureau ; *un seul* membre du bureau doit être remplacé chaque année, à Quasi-modo. (Art. 15 du décret précité.)

Ad III. Par renouvellement annuel on entend l'élection faite chaque année du président et du secrétaire du conseil, qui peuvent être réélus ; l'élection d'un des trois marguilliers qui doit être remplacé et qui ne peut être réélu la même année, et enfin l'élection faite par le bureau des marguilliers de son président spécial, de son secrétaire et d'un trésorier : ces trois personnages peuvent être réélus.

Par renouvellement triennal, on entend les élections qui ont lieu tous les trois ans à l'expiration du mandat de chaque fabricien, comme il est dit *in 1^o*.

Ad IV. La fabrique a besoin d'une autorisation pour accepter la donation susdite, et cette autorisation donnée comporte celle de l'ouverture de la rosace qui est la condition de la donation.

En soi, nous pensons qu'une fabrique peut sans autorisation ouvrir une rosace quand elle la juge nécessaire, pourvu que, pour l'ouvrir elle ne dépasse pas le chiffre autorisé par le décret du 30 décembre 1809. (art. 41 et 42.) Quant au choix du sujet de la rosace, cela ne regarde que la fabrique et spécialement le curé.

Ad V. Une circulaire ministérielle expliquant le décret du 15 février 1862, en date du 10 avril de la même année dit à ce propos : « D'après la jurisprudence constante du conseil d'Etat, les dispositions entre vifs ou testamentaires portant fondation perpétuelle ou temporaire de services religieux dans une église paroissiale ou succursale doivent être acceptées, comme les libéralités ordinaires par la fabrique de cette église chargée de faire célébrer les services institués.

« Quant aux curés ou desservants, ils ne sont appelés à intervenir dans l'acceptation des dispositions qu'autant qu'il leur est attribué une quote part du capital et des immeubles donnés ou légués aux fabriques pour cette destination.

« Les fabriques, au contraire, acceptent conjointement avec les curés ou desservants, les dons ou legs faits pour fondations de services religieux, soit à la cure ou succursale, représenté par des titulaires successifs, soit, ce qui revient au même, aux prêtres qui desservent les paroisses. »

Il résulte de ce texte que la fabrique et le curé doivent accepter simultanément, la première à cause de la fondation dont elle doit surveiller l'exécution, et le second, parce qu'il est appelé à jouir du champ, déduction faite de ce qui peut revenir à la fabrique pour les frais du service. En dehors de cette particularité, on procède pour cette donation comme pour toutes les autres.

En fait de moyens pour empêcher un jour que l'Etat ne s'empare du champ, nous n'en connaissons pas, et il n'en existe pas d'autres que la reprise du bien par les donateurs si les conditions sont inexécutées. Les lois existantes protègent cette propriété comme toutes les autres. Mais en cas de révolution, il n'y a pas de résistance contre la force. On l'a vu, en 1793, et on le reverrait encore, le cas échéant.

Ad VI. Nous le croyons. Toutefois il serait mieux de rétablir les choses avec le consentement de la municipalité ; cela couperait court à toutes les difficultés, tandis que, si le passage est utile à la population, il y aurait des murmures et peut-être de la rébellion.

Q. — Quelques jeunes gens, trois ou quatre, chantent dans les bancs d'une manière et d'une force désordonnées avec des discordances voulues et au hasard, n'ayant pas de livres en main. Voulat faire cesser les désaccords que ces malavisés mettent entre les deux chœurs de chantes et le désordre qui en résulte dans les offices j'ai défendu tout chant dans la nef, et invité les perturbateurs à aller au chœur s'unir aux chantes, s'ils voulaient chanter. Ils n'ont pas tenu compte de ma défense de chanter dans la nef, ni de mon invitation à passer au chœur.

Or, voici la question que j'ai l'honneur de vous poser.

1^o La manière d'agir de ces jeunes gens ne constitue-t-elle pas un trouble dans le culte ? La population est scandalisée et indignée de leur conduite.

2^o Comment faire cesser cette insubordination juridiquement, puisque la police locale n'ose pas intervenir efficacement ?

3^o Comment s'y prendre pour faire asseoir un homme qui serait chargé de la police de l'église, au besoin ; et qu'aurait-il à faire dans ce cas ?

4^o Quel est le meilleur placement à faire d'une somme qu'on a remise à la fabrique avec charge d'employer les intérêts seulement pour faire *une mission* quand la somme sera suffisante pour cela ?

Il s'agit de n'employer que les intérêts sans jamais toucher au capital, et l'on devra laisser les intérêts entre les mains des créanciers pour qu'ils s'accumulent jusqu'à la somme qu'on jugera nécessaire.

L'autorisation est-elle nécessaire pour placer cette somme dont l'autorité ignore l'existence ; car elle provient d'un legs non reconnu par la loi et remis de la main à la main par l'exécuteur testamentaire qui est l'héritier universel ?

R. — Ad I. Le chant par lui-même ne constituerait pas un trouble dans le sens délictueux; mais il est devenu délit du moment que le curé l'a défendu et que, malgré sa défense, les jeunes gens l'ont continué. C'est surtout la désobéissance publique, en pleine église, aux ordres du curé investi du droit de police qui donne au chant en question le caractère d'un délit.

Ad II. Après que le bedeau ou le suisse ou le curé lui-même ont réitéré leur injonction de se taire ou de quitter la place ou l'église même, on porte plainte au procureur de la république qui poursuit à la demande du curé, et qui même a le devoir et le droit de poursuivre d'office les perturbateurs.

Ad III. C'est au préfet ou au sous-préfet qu'on s'adresse quand on veut faire assermenter un homme pour l'investir d'une portion d'autorité judiciaire, et alors l'individu choisi prête serment devant le juge de paix de son canton. Ses procès-verbaux font foi comme ceux des gendarmes, gardes-champêtres, etc., mais il n'y a que les propriétaires de terres et forêts que la loi admet à se donner des gardes assermentés. Cette faculté ne s'étend pas aux curés pour les agents de leur église. C'est pourquoi on ne peut pas demander pour les sacristains, suisses et bedeaux qu'ils soient assermentés et, de fait, ils ne l'ont jamais été dans aucune église de France. Mais comme agents et délégués du curé qui a droit de police dans son église et tout ce qui en tient lieu, ils transmettent les ordres de leur chef, et, en cas de poursuite judiciaire contre les perturbateurs, ils servent de témoins devant les tribunaux.

Ad IV. A moins de placer les fonds libres sur la caisse d'épargne, laquelle réunit assez bien toutes les conditions dont parle notre correspondant sans exiger une autorisation spéciale de l'autorité civile, on ne peut faire aucun placement perpétuel sans y être autorisé. Si donc on ne veut pas faire intervenir l'Etat, les fabriques doivent recourir aux caisses d'épargne; mais alors la fondation n'a pas d'autre garantie que la discrétion et la probité des conseils de fabrique.

Il vaudrait mieux, d'après nous, user d'un autre moyen qui aurait l'avantage de tout concilier. Les missions étant interdites, aux termes du décret impérial du 26 septembre 1809 et de l'article 7 du décret du 7 prairial an XII, les donations qui seraient faites aux fabriques pour ces destinations ne sont pas susceptibles d'être autorisées. Mais le gouvernement autorise sans difficultés les dons et legs destinés à faire faire des *prédications extraordinaires* : ce qui est à peu près la même chose. Les dons et legs peuvent donc être faits aux évêques pour les prêtres auxiliaires de leurs diocèses, en ayant soin d'employer ce terme de *prêtres auxiliaires* et d'éviter celui de *missionnaires diocésains* qui pourraient soulever des difficultés.

On pourrait bien également demander l'autorisation d'accepter le legs sous quelque autre prétexte pour l'intérêt accumulé pendant plusieurs années être employé à tel achat ou telle dépense. Mais

nous ne le conseillons pas parce que la vérité n'y est pas suffisamment respectée et l'iniquité du gouvernement ne saurait justifier un subterfuge de ce genre, sans compter qu'il y aurait plus d'un danger à s'en servir.

VARIÉTÉS

DE L'ASSISTANCE DES MORIBONDS

(Suite)

ART. II. *Gravité de l'obligation d'assister les malades aux derniers moments*

Nous citons d'abord les auteurs et ensuite nous donnerons notre appréciation.

I. La question est ainsi envisagée par l'annotateur de Frassinetti :

« Quant à la nature de l'obligation de l'assistance des moribonds, comme c'est une obligation morale elle a dû être appréciée diversement. Marchand ne croyait pas à une obligation stricte, sauf le cas où cette assistance paraîtrait moralement nécessaire au moribond violemment tenté. Mais généralement on tient pour l'obligation. Seulement il y a eu partage d'opinions sur la gravité ou la légèreté de l'obligation. Possevin, Barbosa, Macédo, Cordeiro, Leurenus pensaient à l'encontre de Tolet, que l'obligation n'était pas *sub gravi*. Mais depuis on incline vers la gravité de la faute, avec saint Charles, Benoît XIII, saint Liguori et Giraldi. Je puis même affirmer que j'ai reçu de Rome la confirmation de cette doctrine, avec la même obligation, si le curé est empêché de se faire remplacer par un autre prêtre, si c'est possible ¹. »

Catalini : « Peccant lethaliter parochi illi qui ubi infirmis præsertim pauperibus sacramenta administrarunt, eorum facies amplius non vident, nisi cum mortuos afferre ad ecclesiam debent ². »

Barbosa et Giraldi : « Si infirmus incipiat agonizari, dit Barbosa, advertat parochus majorem ei incumbere adjuvandi obligationem ac magnum et necessarium esse moribundis opem ferre in eo statu a quo vel in bono, vel in malo dependet æternitas.

« Ob hanc rationem, ajoute Giraldi, penitus rejicienda est quorundam opinio, existens parochum a mortali culpa non assistentem infirmo post recepta sacramenta; gravissimæ enim culpæ reus esset, si, cum commode posset, eum desereret; cujus quidem culpæ gravitas repetenda est ab ea temporis circumstantia, in qua infirmus, si quando sui pastoris ope indiget, tunc certe est cum diabolus ipsius calcaneo insidiatur. Huic necessitati accedit et alia gravior animadversio, quod nempe infirmus indigeat iterum ob aliquod novum peccatum confiteri, qui casus, cum non raro contingat, quisque intelligit parochum dictum infirmum deserentem a mortali culpa excusari non posse ³. »

¹ Manuel pratique du jeune curé, p. 301, note.

² L. c.

³ De officio parochi, part. I, cap. VII, n° 26.

Possevin, après avoir affirmé l'existence de l'obligation, cherche à en déterminer la gravité et il se demande, si elle oblige sous peine de péché mortel : « Non credo, répond-il, quia videtur res levis, nisi in eo qui ad talem statum sit redactus cum mortali, puta non confessus aliquo pravo affectu, vel cum perseverantia in statu mortali : quia iste cum sit in magna indigentia pœnitentiæ, videtur curatus tanquam pastor teneri omni modo et via, dum superest halitus, illius salutem procurare, et tanto gravius credo teneri quanto periculosius est damnum vicinum et irreparabile moribundi 1. »

Nous ferons remarquer que spéculativement la théorie de Passevin est vraie, mais pratiquement le curé peut rarement avoir la certitude que sa présence n'est pas nécessaire, ou du moins très-utile.

Berardi : « Hæc obligatio potest esse gravis, et certe parochus graviter delinqueret 1º Si ex firma consuetudine sic semper se gerere vellet ; 2º Si moribundus esset fragilis aut valde tentatus, et multo magis si confessionem adhuc facere non potuisset aut noluisset ; 3º Si infirmus valde turbaretur eo quod parochus discrete vocatus advenire nollet, aut magnam illius incuriam ostenderet 2. »

II. Pour apprécier la gravité d'une loi, il faut examiner les motifs qui l'ont occasionnée et le but qu'elle se propose. Or le but de la loi que nous examinons est de fournir aux fidèles les moyens surnaturels propres à leur assurer une bonne mort. Les motifs qui l'ont occasionnée, sont les dangers plus grands, les tentations plus nombreuses et plus violentes que le démon a coutume de susciter aux dernières heures de la vie. Donc plus la nécessité du moribond sera grande, plus aussi l'obligation de la loi sera grave ; et si quelques causes diminuent ou même enlèvent totalement la nécessité ou rendent inutile la présence du prêtre, l'obligation sera assurément moins grave, sans toutefois disparaître complètement.

1º Il y aurait certainement péché mortel pour un curé de laisser *habituellement* les malades sans les revoir après l'Extrême-Onction ; parce qu'il est impossible qu'il n'y en ait pas quelques-uns qui aient encore besoin de son ministère. Que cette manière d'agir soit le fruit de la négligence, ou d'une résolution arrêtée à l'avance, nous la croyons gravement coupable, dans l'un et l'autre cas.

2º Nous n'excuserions pas non plus de péché mortel, le curé, qui de parti pris refuserait toute visite, même à un seul malade, après lui avoir donné les sacrements : nos raisons sont les mêmes que pour le cas précédent.

3º Aucun auteur n'oblige le curé à rester d'une manière permanente auprès du malade auquel il a donné les derniers sacrements. Ce que l'on conseille, depuis ce moment jusqu'au moment de l'agonie, ce sont des visites plus fréquentes. « Ingra-

vescente morbo, parochus infirmum frequentius visitabit, dit le Rituel. » Nous citerons deux auteurs fort connus en Italie, où ils font autorité. Leur sentiment a d'autant plus de valeur que l'assistance des malades attire toute l'attention des populations et des curés dans ce pays.

« On ne saurait prétendre, dit Frassinetti, qu'après l'administration des sacrements, le curé ou son remplaçant ne s'éloigne plus du chevet du malade, jusqu'à sa mort, ou jusqu'à un mieux sensible, comme c'est la coutume en quelques endroits. Si abandonner les malades administrés est un abus par défaut, ceci est un abus par excès et une pratique vicieuse ; d'abord parce qu'elle oblige le curé ou son remplaçant à être retenu près du malade jour et nuit, sans pouvoir s'occuper des autres choses de son ministère et sans pouvoir prendre le repos nécessaire ; secondement parce que le curé sachant que les parents, après l'Extrême-Onction, prétendent à une assistance continuelle du malade est fortement tenté de différer le plus possible l'administration de ce sacrement, pour ne pas se priver trop tôt de la liberté et n'être pas obligé de se clouer au chevet du malade... Voici donc la règle à suivre : Donner de bonne heure aux malades les sacrements, compris l'Extrême-Onction ; les visiter ensuite fréquemment, même plusieurs fois le jour, *si la distance ou d'autres occupations* n'en empêchent ; plus le malade approchera de sa fin, plus les visites se multiplieront, comme aussi s'il se présente un besoin plus grand des consolations spirituelles ; recommander aux parents que lorsqu'ils verront le mal empirer et précipiter sa marche, ils en donnent avis sans retard au curé, et enfin, voyant la mort imminente, que le curé ne quitte plus le malade 1. »

« Si, sacramentis administratis, dit Berardi, mors adhuc valde distare videatur, vel si ipsa agonia nimis diuturna sit, parochus non tenetur toto illo tempore apud infirmum die ac nocte manere ; imo praxis hujusmodi familiis generatim non placeat, aliis parœciæ curis obsessis, et forsitan gravioribus adhuc inconvenientibus occasionem præberet. Adde quod multi infirmi nimio terrore afficiuntur si videant parochum ab eorum domo nunquam discedere, ejusque præsentiam non libenter ferunt. Interpolatæ itaque brevesque visitationes sufficient, rariores aut frequentiores juxta distantiam et alias curas, speciatim vero juxta infirmi desiderium et maxime juxta illius necessitatem, mortisque propinquitatem. Ruri præstat ut prope noctem hujusmodi infirmi semper visitentur 2. »

4º Il y a obligation pour le curé de se trouver auprès du malade au moment de l'agonie. Il devra donc employer les moyens nécessaires pour connaître ce moment : « Monebitque instante periculo se confestim vocari, ut in tempore præsto sit morienti, » dit le Rituel.

Le curé devra prévenir les parents ou les domes-

¹ De officio curati, cap. XIII, n. 13.

² Praxis confessoriorum, p. 728, n. 783.

¹ L. C. p. 303.

² Praxis confessoriorum, p. 728.

tiques du malade de l'appeler quand ils verront sa dernière heure arrivée, et il devra se rendre aussitôt à l'appel. Devra-t-il rester continuellement auprès du malade? C'est la pensée du Rituel, qui trace au curé la manière d'assister le moribond jusqu'au dernier soupir. C'est la pensée des auteurs que nous avons cités et l'on ne saurait élever un doute sur cette obligation. Mais hâtons-nous d'ajouter qu'elle ne s'impose pas en toute circonstance sous peine de péché mortel, et que les auteurs admettent certains tempéraments.

C'est le lieu d'appliquer la règle générale que nous avons posée plus haut : la présence du prêtre sera plus ou moins obligatoire, selon qu'elle est plus ou moins nécessaire et plus ou moins désirée. D'autre part, la présence d'une personne qui puisse efficacement assister le malade, lui suggérer les actes des vertus propres à son état, permettra au prêtre de s'absenter plus facilement.

a) S'il s'agit d'un malade impénitent, le curé est tenu à tenter tous les moyens qui sont en son pouvoir, et à rester aussi longtemps que possible auprès de lui. Nous pouvons citer l'autorité de Possevin. Il se demande si le curé est tenu à rester jour et nuit près du moribond et il répond : « Si moribundus sit impœnitens, credo teneri omni modo et via dum superest halitus, illius salutem procurare et tanto gravius teneri, quanto periculosius est damnum vicinum et irreparabile moribundi. Si vero is recepit sacramenta et christiane vixerit est bonum apud illum manere, sed non necessarium, consuetudine generali ita interpretante ¹. »

b) Si le malade est fortement éprouvé par la tentation au moment de l'agonie, ou bien s'il est faible et a l'habitude de tomber fréquemment dans des fautes graves, le curé est tenu à prolonger sa visite afin de fortifier cette âme et de l'absoudre en cas de chute.

Il en est de même pour le cas où le malade désire avec beaucoup d'ardeur la présence du prêtre. Abandonner le malade dans ces circonstances, sans des raisons très graves, c'est lui causer injustement un tort spirituel considérable.

5^o Quelles sont les causes qui dispensent le curé de cette assistance permanente jusqu'au dernier moment? La S. Congrégation du Concile interrogée sur ce sujet, en 1878, par l'évêque de Bâle, a refusé de traiter la question et a renvoyé aux auteurs approuvés. Pourquoi cette réserve? Il est facile, à notre avis, de l'expliquer. L'obligation du curé d'assister les malades jusqu'au dernier soupir est absolument certaine : mais les motifs de s'en dispenser dépendent de circonstances tellement particulières et variables pour chaque cas, qu'il est bien plus prudent de ne pas poser de règles générales et de laisser à la conscience de chaque curé, éclairée par une saine théologie, le soin de décider dans quels cas il peut abandonner un agonisant.

Or quelles sont donc les exceptions admises par

les théologiens? Saint Charles ne paraît en admettre que deux : la nécessité d'administrer un autre malade ou les devoirs obligatoires de la charge pastorale. D'autres auteurs ajoutent le cas d'une agonie trop longue : « Si ipsa agonia nimis diuturna sit, Parochus non tenetur toto illo tempore apud infirmum die ac nocte manere, » dit Berardi. On peut dire la même chose pour les malades entièrement privés de leurs sens : « Si tamen infirmus sit amens, phreneticus aut usu rationis destitutus, visitationes rariores esse possunt, » dit de Herdt ¹. Cependant il ne faut pas croire qu'un malade est privé de ses sens, parce qu'il ne fait plus aucun mouvement. Souvent l'esprit demeure fort sain, alors qu'il ne peut en aucune manière se servir du corps.

Nous verrions encore un motif suffisant de s'éloigner quelque temps du malade, sauf à revenir de temps à autre, quand l'agonie se prolonge, dans l'ennui que la présence du prêtre causerait soit au malade, soit à sa famille, dans la nécessité où l'on serait de donner assez souvent au moribond des soins auxquels les convenances ne permettraient pas au prêtre d'assister.

Il est d'autres motifs tirés de la situation personnelle du curé, par exemple d'une santé débile, d'une grande fatigue, de travaux pressants ayant trait au ministère, etc., qui lui permettraient, après avoir donné au malade tous les secours nécessaires de s'absenter pour quelque temps, sauf à revenir aussitôt qu'il le pourra et à se faire appeler si le malade le désire ou si le dernier moment approche.

Mais alors même que la conscience ne ferait pas au curé un devoir strict de veiller assidûment à l'assistance des malades, la charité chrétienne interviendra dans les cas où la nature réclamerait contre une sujétion parfois gênante, en conseillant d'aller plus tôt au delà du devoir que de rester en deçà.

(A suivre.)

¹ *Sacrae Liturgiæ praxis, Pars 6, Rituale, n. 214.*

IMPRIMATUR

Lingonis, die 28 augusti 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis.*

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

¹ Possevin, l. c. n. 14.

rachent les cheveux et la barbe, tandis que les femmes se voilent le visage, se frappent la poitrine et se jettent la face contre terre : c'est un spectacle navrant. »

C'est ainsi que M. l'abbé Bouffroy décrit, non sans éloquence, cette scène unique au monde, et qui frappe tous les voyageurs, d'un peuple le plus ancien du monde, qui n'a plus de foyer, plus de sol, plus de patrie, et qui pleure sur cette terre qui ne lui appartient plus, et à laquelle il ne renonce pas.

Ce qui nous console à Jérusalem, nous catholiques français, ce qui nous honore, surtout c'est la présence de nos religieux, de nos religieuses. Voici les Pères Franciscains sans lesquels, dit M. Guérin, la France de Charlemagne eût vainement cherché à exercer son protectorat séculaire sur des sanctuaires que les catholiques auraient renoncé à visiter. Ils ont été les premiers à la peine, et ils y sont toujours, car ils n'abandonnent pas un instant le Saint-Sépulcre, de peur de laisser diminuer notre influence. Voici encore les *Dames de Sion*, du P. Ratisbonne; qui à l'endroit même où un peuple pris d'une incroyable folie a crié : « *Crucifigatur!* » chantent tous les soirs trois fois, de leur voix pieuse et virginale : « *Pater, dimitte illis, nesciunt enim quid faciunt.* » Ce sont encore les sœurs de Saint-Joseph de l'Apparition, les Pères Augustins de l'Assomption, qui ont créé les pèlerinages de pénitence, les filles de Saint-Vincent de Paul. Toute la France catholique semble transportée et établie en permanence à Jérusalem, enseignant notre langue, faisant aimer l'Eglise, et la France, la plus belle conquête de l'Eglise. Ce sont eux, ce sont elles, qui nous ont fait en Orient notre belle « clientèle catholique, » suivant le mot de Gambetta; et M. de Saint-Vallier le proclamait au Sénat en 1882 : « Les Congrégations françaises en Orient, c'est l'angle de soutien de toute notre influence. Il n'est ni sage ni patriotique de songer à les détruire. Les sœurs de Saint-Vincent de Paul, les sœurs *Franciscaines*, comme on les appelle là-bas, portent sous leur cornette blanche, le drapeau de la France. »

II. Le Saint-Sépulcre, propriété de Joseph d'Arimathie, fut naturellement profané par le paganisme. L'empereur Adrien surtout s'acharna à détruire les souvenirs chrétiens, et à la place même où Jésus-Christ expira, où il fut déposé mort jusqu'à sa résurrection, il fit ériger des statues infâmes. C'est ainsi que la Révolution souilla nos temples par l'exposition obscène de statues vivantes. Dès longtemps d'ailleurs Mgr Gaume a montré que la Révolution est la fille naturelle du Paganisme qu'elle a tenté de ressusciter dans les idées, l'éducation, la langue, l'enseignement, les mœurs.

Sainte Hélène n'eut qu'à renverser les images païennes, pour connaître les endroits précis où s'étaient accomplis les mystères de notre foi. Au lieu de les faire oublier, l'empereur sectaire avait travaillé, sans le vouloir, à en perpétuer la mé-

moire. Malheureusement, croyant faire grand et mieux, l'architecte dénatura les lieux saints. Une grotte conduisait au Saint-Sépulcre, une symétrie sacrilège la fit supprimer. On traita de même les rochers du Calvaire. En revanche Constantin construisit une basilique immense et avec un luxe inouï. Chosroès la brûla, mais le moine Modeste la rebâtit et l'on sait qu'Haroun-al-Raschid en envoya plus tard les clefs à Charlemagne. C'est de cette époque que date notre protectorat sur les Lieux Saints. Pendant les croisades et depuis, nos rois conclurent bien des traités avec les sultans, mais en réalité la Palestine était abandonnée. En 1808 la coupole et les chapelles furent de nouveau la proie du feu, et en 1868, la France, la Turquie et la Russie les réparèrent à frais communs.

M. Bouffroy nous montre à l'intérieur de cette basilique toutes les sectes, toutes les liturgies, qui s'y succèdent, non sans désordre; encore cette liberté commune, faut-il la payer cher. Le turc est là, méprisant et avide. Quelle honte pour les nations chrétiennes qui, en 1854 par exemple, n'auraient eu qu'un mot à dire. Mais dès lors la politique qui prévalait était celle qui ne tenait point compte des intérêts religieux, la politique des catastrophes.

Ici, que de souvenirs! La *Pierre de l'onction* sur laquelle fut déposé le corps de Jésus-Christ; la chapelle de *l'Apparition*, où Jésus ressuscité apparut à sa mère : la *division des vêtements*, puis la chapelle souterraine où sainte Hélène attendait, priant pendant qu'on cherchait la vraie Croix, les *Impropères*, où l'on vénère un tronçon de la colonne où le Sauveur fut attaché; la chapelle d'*Adam* où la tradition veut qu'aient été ensevelis les restes du premier homme.

Au-dessus de cette dernière chapelle, dans une chapelle supérieure on vénère le trou profond où fut plantée la croix. Par une fissure, le sang de Jésus-Christ coula sur le crâne desséché d'Adam. Voici maintenant la fente verticale énorme qui convertit un savant naturaliste anglais.

Seuls les Juifs sont exclus de ces lieux sacrés : les protestants n'ont pas le droit d'y célébrer leurs offices, mais seulement les chrétiens de toutes les sectes grecques, et les catholiques.

Voilà le sépulcre glorieux prédit par Isaïe. Glorieux en effet, malgré sa déplorable dépendance des musulmans. Mais du moins ils sont respectueux, et quand vous passez en priant, eux-mêmes se découvrent et prient. Qu'ils sont mystérieux les desseins de Dieu sur son propre fils! Il semble que le Sauveur après sa mort ait voulu continuer encore à souffrir, comme pour parachever sa passion sainte, et jusqu'à la fin des siècles. Il souffre dans l'Eucharistie où il est exposé aux blasphèmes et aux outrages : il souffre dans son corps mystique, l'Eglise, dont la destinée est d'être persécutée; il souffre, dans ces lieux qu'il a consacrés de sa présence, arrosés de ses sueurs et de son sang, où il n'est même pas chez les siens, où tous les souvenirs sensuels qu'il y a laissés, sont en

quelque sorte prisonniers. Il veut, comme tous ses enfants, n'être souverainement affranchi qu'au dernier jour. à la résurrection de tous les hommes.

CORRESPONDANCE

M. C. curé à E. (Nord). — Vous êtes inscrit aux mêmes conditions. 6333

M. M. à M. (Gironde). — Merci de vos bonnes prières. J'ai reçu le tout ; merci. 6336

M. C. sup. à A. (Egypte). — Reçu mandat. Entendu pour la Table qui vous sera expédiée aussitôt imprimée. 6337 bis.

M. L. curé-doyen de G. (Aisne). — Inscrit. 6344

M. C. curé à V. (Meurthe-et-Moselle). Inscrit aux mêmes conditions. Oui pour l'envoi. Nous pouvons vous fournir la première année au prix de 15 fr. franco. 6347

M. M. curé à N.-M. (Morbihan). — Nous réimprimons les bandes en ce moment et la vôtre se trouve des premières. 6350

M. l'abbé H. aumônier à B. (Seine-et-Oise). — Vous avez dû recevoir le numéro réclamé. Quant à votre bande, vous l'aurez réimprimée pour le prochain envoi. 6372

M. V. curé-doyen à B. (Corrèze). — Nous pouvons vous fournir la petite bible d'Einsiedeln, en français, au prix de 1 fr. 50, franco. Le numéro, 0 fr. 20 sans supplément, 0 fr. 25 avec supplément. Très touché de votre sympathie. 6374

Nous rappelons à nos abonnés que toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 50 centimes en timbres-poste, pour frais de réimpression.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE

LIEBIG

PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres :	2 f. 25 le litre	{ pris en magasin.
— fûts — 16 litres :	1 f. 90 le litre	

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

GRILLAGES

R. GARIEL

2^{ter}, Quai de la Mégisserie

CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.

RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^f 50

Châssis de Couche depuis 7 fr.

Envoi franco du Catalogue

IMPRIMERIE MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 55, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 36

PRÉDICATION : Pour le quatorzième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile (la Providence divine).

CONGRÉGATIONS ROMAINES : Lettre de S. S. Léon XIII à l'évêque de Crémone.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. Dans la messe de saint Joseph, doit-on prendre pour deuxième oraison *Concede quasumus?* — Peut-on obtenir que la solennité du Sacré-Cœur soit transférée au dimanche suivant ? — Quelles sont les cas où l'on doit bénir les fosses ?

LE MINISTÈRE PAROISSIAL (suite) : Le catéchisme à notre époque. Sa pratique. Encouragements et moyens d'émulation.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Si un fabricant démissionne à la séance de *Quasimodo* et n'est pas remplacé sur-le-champ, comment doit se faire la nomination de son successeur ? — Le curé est-il obligé de tolérer que les morts soient apportés jusqu'à l'entrée de l'église sur le brancard de la commune, et qu'on se serve du drap mortuaire de la commune, l'un et l'autre étant réclamés en haine de la religion comme ayant servi aux enterrements civils ? Le curé doit-il exiger l'enlèvement de drapeaux mis dans le même esprit sur le cercueil ?

VARIÉTÉS : De l'assistance des moribonds (suite et fin).

COURRIER DES LIVRES

JÉRUSALEM. Ses Gloires, — ses Malheurs, — par l'abbé Boulfroy, curé de Lamorlaye (Oise). Un vol. in-12, chez l'auteur ou chez René Haton, 35, rue Bonaparte, Paris. (Prix 1 fr., se vend au profit de l'Œuvre du Vœu national.)

III. C'est sur le mont Moriah, nivelé et façonné, que Salomon construisit le Temple, la merveille de l'Orient, détruit par Nabuchodonosor, rebâti par Zorobabel et splendidement orné par Hérode-le-Grand. Les pierres en ont disparu, il n'en reste pas une seule, ainsi que l'avait prophétisé Jésus-Christ ; mais cependant tout nous parle du Sauveur. C'est ici que Marie s'est consacrée à Dieu, a vécu onze ans. C'est ici qu'elle a présenté à Dieu son divin enfant, que celui-ci plus tard chassa les vendeurs et les acheteurs. Sur la colline opposée, il s'assit un jour et pleura sur Jérusalem.

Le temple est aujourd'hui remplacé par la mosquée d'Omar, « trop petite pour ce vaste emplacement, » mais remarquable par ses cinquante-six fenêtres ogivales ornées de vitraux arabes. On y vénère la *Sakhrah*, « pierre fruste de dix coudées de long et de large » sur laquelle Jacob dormit à Bethel, pendant qu'il voyait en songe la mystérieuse échelle, et qui servait autrefois de support à l'ar-

che. Au sud de la mosquée d'Omar, sur le même mont Moriah s'élève l'El-Aksa, le temple musulman qui remplace l'ancienne église de la Présentation, bâtie à l'endroit même où Marie, se consacrant à Dieu au Temple, levait le drapeau de la virginité. Là sont les colonnes de l'épreuve. Ceux qui sont assez minces pour passer entre ces deux piliers, « sont assurés de voir les houris. » Sous l'El-Aksa, les écuries de Salomon, qui servirent plus tard aux Templiers et pouvaient tenir six cents chevaux.

Sortons et dirigeons-nous du côté des remparts, voici « un tronçon de colonne engagé dans un créneau comme un canon. » C'est la première assise de l'El-Sirath, le pont invisible de Mahomet, « plus étroit que le tranchant d'un cimeterre de Damas » et sur lequel il faudra passer pour aller au ciel.

IV. Du mont Moriah on descend dans la vallée de Tyropœon presque comblée par les ruines accumulées sur Jérusalem par trente siècles de guerres et de désastres, et l'on gagne, au sud-ouest, le mont Sion, « que le Seigneur a choisi et qu'il a aimé », la montagne et la cité de David, c'est là qu'était la vieille forteresse des Jébuséens, que David prit d'assaut et qu'il fortifia. C'est encore aujourd'hui une admirable citadelle. Salomon y bâtit son palais resplendissant d'or et de pierre-

ries. Dans l'angle du sud-est, voici le Cénacle odieusement profané par les musulmans. Là, où Jésus-Christ a institué le sacrement de son amour où se tint le premier Concile, ils établirent autrefois un harem ! C'est aujourd'hui une salle gothique partagée par trois arcades, longue de quatorze mètres, large de six. L'étage inférieur où Jésus-Christ lava les pieds à ses apôtres est mal hanté et fermé aux chrétiens. On ne peut visiter le Cénacle sans avoir le cœur navré. Le Sépulcre du moins a gardé la gloire extérieure : le respect, la décence y règnent. Pourquoi Jésus-Christ permet-il ces profanations humiliantes ? Mais pourquoi ne les permettrait-il pas, lui qui se plaît à résider dans de pauvres églises et qui souffre même de descendre dans des cœurs misérables, parfois impies.

Quittons le Cénacle si saint et si outragé. Cette maison voisine, c'est l'habitation de Caïphe. Dans la nuit qui précéda la mort, Jésus-Christ fut amené ici par les soldats conduits par Judas. Il descendit le mont des Oliviers, traversa le Cédron où il fut précipité par la brutalité d'un sbire. Ses genoux laissèrent leur marque sur une pierre de cet torrent dont « il devait boire l'eau en chemin. » L'odieux malfaiteur qui le jeta violemment sur les cailloux du Cédron ne se doutait guère qu'il accomplissait une prophétie. De là le Sauveur se dirigea vers l'Akra par la porte Herquiline, et gagna la maison de Caïphe, après avoir été souffleté chez Anne qui habitait non loin de son gendre, sur le mont Sion, par un valet assuré d'être ainsi agréable à son maître. De là il fut ramené le matin chez Pilate au pied du mont Moriah, au nord, en traversant toute la ville : Il voulait sans doute épuiser la coupe des outrages, recevoir les insultes de la populace de tous les quartiers. Quelles stations que celles de la *Voie de la Captivité* ! Le baiser de Judas, au Cédron, chez Anne, chez Caïphe ; les cruautés lâches de la valetaille, l'accueil sceptique de Pilate, la réception empressée d'Hérode tout heureux de parler avec cet homme en qui il ne voit qu'un merveilleux prestidigitateur ; le manteau d'écarlate ! Et alors seulement commencera la *voie douloureuse* ! — Sur la pente orientale du mont Sion, la grotte du *flevit amaro*, où Pierre pleura son triple reniement. Mais du haut de la montagne, quelle vue magnifique sur la ville : « J'aurais, écrit Lamartine, moi, humble poète d'un temps de décadence et de silence, j'aurais, si j'avais vécu à Jérusalem choisi le lieu de mon séjour et la pierre de mon repos précisément où David choisit le sien. C'est la plus belle vue de la Judée, de la Palestine et de la Galilée. »

Du mont Sion au sud, M. Bouffroy nous ramène au mont des Oliviers à l'est, autrefois couvert d'arbres et de fleurs, cultivé en terrasses superposées qui formaient les *jardins du roi*, à Gethsémani où il nous fait visiter les mêmes oliviers qui ont été témoins des sanglots et des prières du Sauveur. « Un chêne est jeune à cent ans, un olivier à mille ans, » dit-on dans les pays chauds, il est

donc vraisemblable que ce sont les oliviers du temps de Jésus-Christ. Cette grotte de l'agonie, Adam et Eve y auraient aussi pleuré, après leur faute, suivant une ancienne tradition. Tout près de cette grotte, c'est l'église de l'Assomption, qui renferme le tombeau vide de Marie. Constantin l'a séparé « par une coupure artificielle du massif rocheux dans lequel il avait été taillé » et l'a enfermée dans une basilique souterraine. Quand on y descend, on rencontre les tombeaux de sainte Anne et de saint Joachim, de saint Joseph et de saint Siméon. Mais, hélas ! les Grecs ne permettent pas aux Latins de célébrer les saints mystères, sur ces autels vénéérés, malgré les firmans qui nous y autorisent.

Montons plus haut. Voici un rocher blanc sur lequel s'arrêta Marie avant de monter au ciel. Thomas l'y aperçut, elle lui sourit et laissa tomber son voile que l'apôtre recueillit avec amour et qu'on montre encore aujourd'hui à Prato, en Toscane. Puis c'est le *Dominus flevit*, sanctuaire qui nous rappelle la tristesse de Jésus-Christ en voyant l'ingratitude de cette cité qu'il aimait tant. Plus haut encore l'église du *Pater*, bâtie par la princesse de la Tour d'Auvergne, sur le plan réduit du *Campo santo* de Pise, à la place même du « moustier qui avait nom sainte Patenostre, là que Jhesu-Chris fist Patenostre et l'apprint à ses apoustrés. »

À quelques mètres de ce doux sanctuaire, de ce lieu où Jésus-Christ apprit à l'humanité à prier à l'aide d'une formule sublime qui n'a rien d'humain car elle suppose une connaissance parfaite de Dieu et de l'homme, vous entrez dans une grotte souterraine où les apôtres composèrent le *Credo*. Le *Pater* et le *Credo*, les deux prières qui ont changé le cœur, réformé les mœurs, illuminé les âmes depuis dix-huit siècles.

Enfin, au sommet, une mosquée à ciel ouvert, à la place même d'où Jésus-Christ s'éleva au ciel. Sainte Hélène y avait bâti une église dont on essaya en vain de fermer la coupole, comme si Dieu eût voulu qu'il demeurât libre, le chemin des airs que prit Jésus-Christ en allant à la droite du Père. Les musulmans ont respecté cette tradition en construisant leur mosquée. On vénère encore en ce lieu la pierre de l'Ascension, usée par les baisers des fidèles. « Les anciens voyageurs disent que les Turcs ont enlevé l'empreinte du pied droit pour la transporter dans la mosquée d'Omar. » Les traces qui restent de son pied divin établissent que Jésus-Christ en montant au ciel tournait les yeux vers le nord. À sa gauche Jérusalem, désormais réprouvée, et qu'il ne regarde plus ; derrière lui le midi, Hébron, l'Égypte, tous les miracles de l'Ancien-Testament qui se ferment sur celui-ci qui n'est pas le moins surprenant, le miracle de l'ingratitude du peuple déicide. Dieu cependant a, comme toujours, atteint son but à travers les conséquences et les dangers de la liberté humaine :

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE XIV^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE
(LA PROVIDENCE DIVINE)

Nolite solliciti esse.
(Math., vi, 31.)

L'évangile, dont l'Eglise nous fait faire aujourd'hui la lecture, est certainement l'un des plus admirables et des plus instructifs de l'année. Il fait partie du célèbre discours sur la montagne qu'un saint docteur appelle la « grande Charte » du christianisme. Notre-Seigneur profite de la présence d'un grand nombre d'auditeurs réunis autour de lui sur un plateau de la montagne des Béatitudes pour promulguer le code de l'empire messianique : ce sont ses apôtres qu'il vient de choisir après une nuit passée en prière, ses disciples avides de son enseignement et une foule de peuple venue de la Galilée, de la Décapole, de Jérusalem, de la Judée et des pays au delà du Jourdain pour entendre sa parole et être guéris de ses infirmités. Il expose dans les huit béatitudes les conditions requises pour devenir membre de son royaume ; il proclame les qualités nécessaires aux chefs de la société qu'il établit ; il signale les différences de l'ancienne et de la nouvelle loi : enfin il ajoute un certain nombre de règles de conduite pour guider tous ses fidèles. L'une de ces règles c'est une foi pleine de confiance à la Providence ; elle est énoncée dans les belles paroles que je viens de vous lire. Je suis heureux de m'entretenir avec vous de ce grand sujet ; et pour le faire avec méthode et profit, je vous signalerai une double obligation, que ce dogme consolant impose à notre esprit et à notre cœur : d'une part nous devons croire fermement à la Providence ; d'autre part nous devons avoir en elle une confiance illimitée.

I

Ils sont nombreux aujourd'hui les négateurs de la Providence : les uns la rejettent formellement. Ils relèguent Dieu dans les sphères lointaines d'une éternité paresseuse, où, concentré en lui-même, il n'a nul souci de ses créatures. D'autres, sans formuler cette horrible doctrine en paroles, y souscrivent par leur conduite. Ils pensent et agissent en dehors de Dieu. Les sages s'appuient sur leur prudence, comme si elle était infaillible ; les riches comptent sur leur or, les jeunes gens sur leur âge, les personnes robustes sur leur force, comme sur des fondements inébranlables ; on a tant de confiance dans la faveur des grands, dans le dévouement d'un ami qu'on croit avec ce secours se passer de tout le reste, de Dieu même ; nous éprouvons tous les jours l'impuissance et l'infidélité des hommes sans que cette expérience puisse nous éclairer, et nous continuons à recourir à ces roseaux qui ont plié et qui se sont brisés si souvent entre nos mains.

Erreur grossière, illusion déplorable !

Est-ce que l'artiste, après avoir tiré de son génie un chef-d'œuvre, le dédaigne et l'abandonne ? Et Dieu est le créateur de ce bel univers ! Est-ce que le père qui a du cœur, la mère qui est digne de ce nom, ne prennent pas, selon tout leur pouvoir, soin de l'enfant à qui ils ont donné le jour ? Et Dieu est notre père, il veut que nous lui donnions ce nom ; c'est de lui que nous tenons l'existence ; que dis-je ? il a pour nous plus de tendresse qu'une mère. « Est-ce qu'une femme peut jamais oublier son enfant, dit-il dans Isaïe ? Est-ce qu'elle sera sans compassion pour le fruit de ses entrailles ? Or quand même elle l'oublierait, moi je ne vous oublierai point. » Dieu est l'infiniment sage qui s'est proposé, en créant, sa gloire par le bonheur de ses créatures : il est l'infiniment puissant pour réaliser ses desseins ; il est la science infinie que connaît à fond et jusqu'au plus détail chacun des êtres de son empire ; il est l'infiniment bon, la charité qui répand sur toute créature ses bienfaits sans nombre. La Providence repose sur l'esprit, le regard, le bras et le cœur de Dieu comme sur quatre colonnes élevées, lumineuses, inébranlables. La Providence de Dieu est proclamée par les Ecritures dans les termes les plus solennels : « Votre Providence, ô Père, dit le Sage, gouverne toutes choses. » C'est, dit Isaïe, « l'aigle qui veille sur ses aiglons. » C'est, dit Notre-Seigneur, « la poule qui rassemble ses petits sous son aile. » « Pas un de vos cheveux ne tombe de votre tête, dit encore le Sauveur, sans que le Père céleste le sache et le permette. » « Elle atteint d'une extrémité à l'autre de la durée et de l'espace et elle dispose tout avec force et douceur. » La Providence de Dieu, mais c'est un dogme que tout esprit, même non chrétien, pourvu qu'il veuille réfléchir, doit confesser. « Après tout, écrivait un philosophe célèbre, chef de l'école éclectique ¹, après tout, il est une vérité plus éclatante à mes yeux que toutes les lumières, plus certaine que les mathématiques ; c'est l'existence de la divine Providence. Oui, il y a un Dieu, un Dieu qui est une véritable intelligence ; qui, par conséquent, a conscience de lui-même ; qui a tout fait et tout ordonné avec poids et mesure, et dont les œuvres sont excellentes, dont les fins sont adorables, alors même qu'elles sont voilées à nos faibles yeux : oui, telle est mon inébranlable foi. »

Oh ! quelle est admirable, délicate, bonne, bien-faisante, généreuse la Providence à l'égard de ses créatures ! C'est plus qu'une mère pour l'attention, la sollicitude et le dévouement, *miserebitur tui magis quam mater !*

Elle a soin de l'humble fleur des champs qui s'épanouit le matin et se flétrit le soir ; elle lui donne la goutte de rosée, le rayon du soleil et un vêtement si beau qu'il surpasse les splendeurs de la parure de Salomon.

Elle a soin des animaux qui remplissent l'univers pour l'utilité et l'agrément de l'homme.

¹ V. Cousin.

« Regardez, nous dit le Sauveur, les oiseaux du ciel ; ils ne sèment point, ils ne moissonnent pas, ils n'amassent point dans des greniers, et le Père céleste les nourrit. »

Elle a soin de l'homme, le roi de la création. Le Seigneur Dieu se fait une affaire personnelle de tout ce qui nous touche. Noémi, tenant sur ses genoux et dans ses bras l'enfant de Ruth rappelle de fort loin la Providence en soin de nous. De quelque côté que nous nous tournions, où que nous allions, partout nous sommes à l'ombre des ailes du Seigneur. Elle éloigne de nous les dangers, elle pourvoit à toutes nos nécessités, elle tourne à notre avantage toutes nos épreuves. Elle veille sur le juste, mais elle n'abandonne pas le pécheur, car c'est toujours son enfant. Elle lui accorde la lumière et la chaleur vivifiante de son soleil, et la fécondité de sa rosée, elle frappe sans cesse à la porte de son cœur. Il n'y a pas d'industrie que la grâce n'emploie, chemin qu'elle ne prenne, obstacle qu'elle n'écarte ou qu'elle ne brise pour ramener l'homme à Dieu par Jésus-Christ. Il serait plus facile de suivre les directions des mille souffles de la rose des vents que les tours, détours et retours de la grâce dans le monde des âmes ¹.

O Providence, j'adore votre hauteur et votre profondeur : vous vous occupez des empires et du plus chétif insecte, les dirigeant, les gouvernant, les comblant de vos dons, *nec major in illis, nec minor in istis* ! J'adore votre longueur ; elle embrasse tous les temps et la durée sans fin de l'éternité ! J'adore votre largeur : « vous portez la vie dans tous les germes, vous mettez du sang dans toutes les veines, de l'eau dans toutes les sources, du duvet dans tous les nids, des fleurs dans tous les prés, des sables dans tous les déserts, et des étoiles dans tous les cieux ! ² »

O Providence de Dieu, qui personne ne trompez, qui jamais ne dormez, qui toujours veillez et donnez, je crois en vous, je veux espérer en vous !

II

Puisque Dieu est si bon pour nous, puisqu'il ne veut que notre bien, puisque sans cesse il répand sur nous une pluie de bienfaits, confions-nous à lui en tout et toujours, pour les choses du corps et pour les choses de l'âme, pour le temps et l'éternité, dans la prospérité et l'adversité. Recourons à lui comme l'enfant à son père, reposons-nous en lui comme le nouveau-né dans les bras de sa mère. Rien de plus digne et de plus doux que la confiance en Dieu.

Avoir confiance en Dieu, c'est l'honorer ; c'est le croire vrai dans ses paroles, éclairé sur nos besoins, tendre et compatissant pour nous secourir, puissant pour exécuter en notre faveur ce qui surpasse les forces de la créature, sage pour le faire par des voies douces et faciles, par des voies in-

connues à toute prudence humaine, fidèle pour nous aider promptement, constamment et sans jamais se lasser, magnifique pour nous accorder tout ce que nous lui demandons, enfin assez miséricordieux pour que nos crimes ne l'empêchent pas de nous faire du bien.

Avoir confiance en Dieu c'est se procurer la paix, la plus profonde et la tranquillité la plus délicieuse. Quand on sait se dire : Dieu me voit, me protège et ne veut que mon bien en tout et partout, on est heureux du plus délicieux bonheur. La confiance en la Providence de Dieu c'est la vertu fréquemment et vivement recommandée par le Saint-Esprit ; c'est la vertu joyeusement pratiquée par les saints. « Ce m'est une grande jouissance, disait saint François de Sales, de marcher les yeux fermés sous la conduite de la Providence. Ses desseins sont impénétrables, mais toujours doux et suaves à ceux qui se confient en elle. Laissons-la donc conduire notre âme qui est sa barque, elle nous fera venir à bon port. Heureux ceux qui se confient en celui qui peut comme Dieu, et veut comme père nous donner tout ce qui nous est bon ; malheureux, au contraire, ceux qui mettent leur confiance dans la créature : celle-ci promet tout, donne peu et fait payer bien cher le peu qu'elle donne. »

Mais comme Notre-Seigneur, dans notre évangile, attire spécialement notre attention sur la confiance en la Providence dans les choses temporelles, prêtons l'oreille à sa voix. Or il signale deux défauts qui sont contraires au filial abandon qu'il veut nous voir pratiquer ; et ces défauts, hélas ! font le malheur du plus grand nombre des hommes.

Il y a d'abord l'attachement excessif aux richesses lesquelles permettent de se procurer tous les plaisirs mondains et de satisfaire toutes les mauvaises passions. « Nul, nous dit le Sauveur, ne peut servir deux maîtres ; car ou il haïra l'un et aimera l'autre, ou il s'attachera à l'un et méprisera l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et Mammon. » Il en est, vous le savez, qui ne rêvent qu'à une chose : amasser de l'argent ; qui ne travaillent qu'à une chose : acquérir de l'argent ; qui n'estiment qu'une chose : la possession de beaucoup d'argent. Ce sont les avares. Pour atteindre leur but ils sacrifient tout : repos, conscience, salut, éternité. Pauvres malheureux ! Ils ne voient pas qu'ils sont esclaves, esclaves du Dieu de l'argent, Dieu bien dur et bien froid et bien vil et bien incapable de leur procurer le bonheur ! Arrière l'avarice ! Le divin Maître nous le commande.

Mais il est une classe d'hommes moins coupables mais plus nombreux que les misérables avares. Ce sont ceux qui ont une sollicitude exagérée pour leurs besoins temporels, qui ont toujours peur de manquer soit pour la nourriture, soit pour le vêtement. L'un craint pour sa santé, l'autre pour sa réputation, l'autre pour son bien, un autre pour sa vie ou pour l'existence de ses amis. Celui-ci songe à placer son argent, celui-là à établir un

¹ Mgr Lacarrière, *De la Providence divine*.

² Ibid.

enfant, presque tous s'occupent à ramasser de quoi subsister dans la vieillesse, et tout cela avec beaucoup de fièvre et une extrême inquiétude. Préoccupés, absorbés par la terre, ils perdent de vue le ciel. L'affaire de leur salut passe au second plan. Ils s'épuisent en sollicitude pour des biens périssables et ne songent pas assez à grossir leur trésor éternel. C'est un véritable désastre. Aussi Notre-Seigneur insiste-t-il coup sur coup dans notre évangile pour nous éloigner de cette préoccupation excessive et nous tourner vers la confiance dans le Dieu très clairvoyant, très puissant, très aimant et très bon.

Frères bien-aimés, ayez confiance en la Providence. Dieu qui vous a donné l'être, ce qui est plus, vous donnera la nourriture et le vêtement, ce qui est moins. Il prend soin du lis des champs et de l'oiseau qui vole dans les airs : vous êtes plus que le lis et l'oiseau. Il est le tout-puissant et il vous aime, et vous, de vous-mêmes, vous ne pouvez rien, pas même ajouter une minute à votre vie. Ayez confiance : que votre confiance soit *prudente*. Aidez-vous afin que le ciel vous aide ; mais, je vous prie bannissez l'exagération et l'angoisse de la sollicitude. Ayez confiance : que votre confiance soit *religieuse*. Sans doute, votre Père sait vos besoins, *scit Pater vester quia his omnibus indigetis* ; il accorde beaucoup de grâces sans même qu'on l'en sollicite ; mais il bénit surtout ceux qui l'en prient ; il veille particulièrement et avec un soin plus jaloux sur ceux qui se font une loi d'observer scrupuleusement ses commandements. Frères bien-aimés, je vous le dirai avec mon adorable Maître, voulez-vous non seulement être aidés et bénis, mais privilégiés entre tous, « cherchez avant tout le royaume de Dieu, et toutes ces grâces temporelles qui font la préoccupation de tant de chrétiens vous seront données par surcroît. » Cherchez le royaume de Dieu par une vie sainte et pure, et la vie éternelle, après les bénédictions d'ici-bas, vous sera accordée dans la terre des vivants !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

Lettre de Léon XIII à l'évêque de Crémone

L'ouvrage condamné par le décret de l'Index que nous avons publié dans notre dernier numéro, *Roma et l'Italia*, avait pour auteur l'évêque de Crémone. Celui-ci se soumit à la condamnation et rétracta son ouvrage. Il reçut en retour une lettre de Léon XIII, bien capable de lui adoucir l'amertume de s'être trompé en matière si importante, et de lui rendre, ainsi qu'aux autres esprits égarés par les mêmes idées, la notion vraie de ce qu'est la question du Pouvoir Temporel du Pape.

LEO PP. XIII

VENERABILIS FRATER, SALUTEM ET APOSTOLICAM
BENEDICTIONEM

Libentes intelleximus, id quod te facere æquum erat, nec dubitabamus facturum, summa te voluntate potestatis legitimæ decreto paruisse, judicio-

quo Nostro recentem illam lucubrationem tuam teque ipsum submisisse cum obsequii reverentiæque testificatione debita. Quain re eminebat profecto virtutis exemplum, nominatim in Episcopo laudandum : idque etiam insignius, quia maximâ populi coronâ libere editum. De illa vulgo cognita modestia Fenelonii nondum fama conticuit : quo ipso confirmatur, non tam esse miserum aliqua in re opinione delinquere, quam deliquisse fateri gloriosum. — Habes igitur, venerabilis frater, in ipsa facti conscientia præcipuum fructum consolationis : quamquam videri tibi jucunda ac perhonorifica debet etiam approbatio hominum sapienter judicantium. Horum erga te voluntas illam quoque animi molestiam facile absterserit, quam debes ex eorum clamore plausuque cepisse, qui tua illa scriptura in suffragium causæ suæ avidius abutuntur. — Ceterum intelligis quanti sit videre diligenter, ne causa romani pontificatus in angustiorum campum disceptando cogatur. Videlicet oportet in negotio tam gravi non iudicium ex eventis rerum mutabilibus facere, sed repetere altius rationes, serioque perpendere quid iustitia postulet, quid Sedi Apostolicæ ad divinum munus suam desideretur. — Quod enim sæpe diximus sæpiusque est dicendum, in civili principatu non humana quædam res, sed libertas vertitur officiorum apostolicorum ac iurium : quæ libertas alienæ obnoxia esse potestati arbitrioque non debet. Idcirco decessores Nostri omnes incolumitatem tueri principatus sui omni contentione studioque conati sunt, Nosque ipsi conamur vindicare perseverantia pari, quantarum rerum contineat ille præsidium, æstimantes. Hoc iudicio dirigenda opinio est : hoc idem accurate animis inculcandum, præsertim cum apud multos, cetera laudabiles liberorum sententiarum plus æquo creverit favor. — Te interim paternæ caritatis sinu complectimur, constanterque fore ut ipse benevolentia Nostræ voluntate mutua tuorumque vicissitudine officiorum respondeas, certo scimus. Divinorum vero munerum auspicem, animique in te Nostri testum accipe Apostolicam benedictionem, quam tibi peramanter impertimus.

Datum Romæ apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris die 19 aprilis anno 1889, Pontificatus Nostri duodecimo.
LEO PP. XIII.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Hier je disais la messe votive de saint Joseph, et j'avais pour 3^e oraison *A cunctis*. Que devais-je faire ? Fallait-il prendre l'Or. *Concede quæsumus* ?

R. — Non, vous deviez prendre l'oraison *A cunctis*, seulement vous deviez omettre le nom de saint Joseph, afin d'éviter une répétition qui n'est pas dans l'esprit de l'Eglise. La solution que nous émettons était très contestée il y a quelques années. Mais en 1876 la difficulté fut tranchée par la sacrée Con-

grégation des Rites, à la prière de l'évêque de Ruremonde. Le vénéré prélat exposait ainsi la difficulté.

« Quum jam in oratione *A cunctis* nomen S. Joseph exprimendum sit de præcepto, quæritur utrum in Missis votivis in honorem S. Joseph celebrandis, tempore quo hæc oratio tertio loco dicenda veniet, Orationi prefatæ substituenda sit Oratio *Concede*, quæ primo loco ponitur inter Orationes diversas, uti alias declaratum fuit ? »

La Sacrée Congrégation donna la réponse que nous avons indiquée plus haut :

« Recitandum esse Orationem *A cunctis*, omisso nomine S. Joseph. » (27 Mai 1876.)

Ce décret fut confirmé par Pie IX le 1^{er} juin 1876.

Auparavant les liturgistes donnaient le choix entre l'oraison *Concede quæsumus* et l'oraison *A cunctis*.

Q. — Jusqu'à présent nous disions l'office du Sacré-Cœur le 3^e dimanche après la Pentecôte. Le Saint-Siège demande aujourd'hui qu'on le récite le vendredi précédent. Pensez-vous que nous puissions obtenir l'autorisation de transférer la solennité de cette fête au dimanche suivant.

R. — Nous sommes persuadés que vous pourriez facilement l'obtenir : car nous connaissons un diocèse à qui elle a été accordée sans difficulté.

On accorda même une faculté qui n'avait pas été sollicitée, c'est que toutes les messes basses elles-mêmes pourraient être du Sacré-Cœur de Jésus, à moins qu'il n'y ait en ce dimanche une fête de première ou de seconde classe.

Les concessions faites par le Saint-Siège montrent clairement qu'il tient à ce que le très sacré Cœur de Jésus reçoivent des honneurs tout particuliers. Il appartient au clergé de seconder les vues de Léon XIII, surtout dans les jours douloureux que nous traversons.

Q. — Quelles sont les circonstances où l'on doit bénir les fosses ? Ne doit-on pas toujours le faire ?

R. — On n'est pas toujours obligé de bénir les fosses au moment de l'inhumation.

Il est même une circonstance où on ne le peut pas : c'est lorsque le cimetière a été béni. A la vérité, le Rituel romain n'est pas explicite sur ce point. Mais un décret de 1876 a tranché la difficulté. Le rédacteur de l'Ordo du diocèse de Ruremonde avait posé ce même cas à la sacrée Congrégation des Rites :

« An sepulchrum quod novum foditur in cœmeterio rite benedicto, prima tamen vice benedicendum sit ? »

La sacrée Congrégation répondit négativement. (27 mai 1876, n. 5664, Dubium v, ad 1.)

Mais il est des cas où l'on doit faire la bénédiction même dans les cimetières bénits :

1^o Certainement on doit le faire s'il s'agit, non plus d'une simple fosse, mais d'une crypte ou d'un sépulchre en pierre, construit dans le cimetière. Cette solution a été également donnée en 1876 sur la prière du même rédacteur :

« An igitur præscriptio hæc tantum respiciat cryptam seu sepulchrum lapideum in cœmeterio vel Ecclesia ædificatum, non autem simplicem foveam in Ecclesia effossam ? »

La sacrée Congrégation répondit : *affirmative*. (Même décret, même doute, ad II.)

La raison de cette décision n'est pas donnée, mais apparemment c'est parce que l'on a apporté au cimetière une nouvelle matière, savoir, la pierre ou le marbre du tombeau, qui n'avaient pas encore été bénits.

2^o Très probablement on le doit encore s'il s'agit d'une inhumation faite dans une église, parce que l'église n'a pas été bénite à l'effet de recevoir des tombeaux. C'est du moins le sentiment de Baruffaldi :

« Sepulchrum quodcumque debet benedici de more, ut *in capite de sepulturis* habemus. Et quamvis Ecclesia, in qua ædificatum sit sepulchrum, benedicta jam fuerit vel consecrata, nihilominus, ratione novæ materiæ adhibitæ in ædificatione sepulchri, hoc benedici debet, quia locus mutat materiam et usum ; ratione enim suæ foundationis Ecclesia non patitur sepulchrum, sed ex privilegio et tolerantia, ut alibi diximus. »

Cavalieri parle dans le même sens, au tome 3, décret 174, n. 24. Et nous ne voyons pas que ces auteurs aient été contredits :

3^o Très probablement aussi on le doit dans le cas d'urgence nécessaire, lorsque les cadavres ne peuvent être inhumés dans les églises ou les cimetières, par exemple dans les cas de guerre ou de peste. Quarti pense qu'il convient de faire la bénédiction de la sépulture, et que l'on doit alors employer la courte bénédiction marquée au Rituel romain.

Evidemment cette bénédiction est au moins de la plus haute convenance, bien qu'elle ne soit prescrite ni dans les rubriques du Rituel, ni dans les décrets des Congrégations romaines : Nous conseillons de le faire toutes les fois qu'on le peut.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LE CATÉCHISME A NOTRE ÉPOQUE.

SA PRATIQUE ¹

III. Encouragements au catéchisme, et moyens d'émulation.

Si la tâche est lourde pour le catéchiste aujourd'hui, il faut convenir qu'elle n'est pas légère non plus pour l'enfant, déjà fatigué des travaux de l'école. Ce serait se tromper que d'attribuer toujours au mauvais vouloir ses négligences et ses indocilités ; l'ennui et le dégoût peuvent bien quelquefois le prendre au milieu de tant de leçons et d'exigences, comme ils nous prennent nous-mêmes quand nous sommes écrasés et surmenés. Nous devons lui tenir compte de l'effort que lui coûtent

¹ Voir les nos 17, 20, 23 et 33.

l'assistance au catéchisme et l'étude que nous lui imposons ; d'autant plus que son âge ne lui permet pas d'avoir comme nous pour stimulant, l'idée du devoir et la voix de la conscience. C'est pourquoi nous pensons qu'il est éminemment utile, d'encourager les enfants au catéchisme, afin de leur en faire oublier la peine.

Ce ne serait pas, selon nous, faire preuve de connaissance de l'enfant que de ne point croire aux sentiments d'aversion ou de lassitude qu'il peut éprouver vis-à-vis du catéchisme, surtout quand cet enfant a de mauvais maîtres ou de mauvais parents. Et si l'on y croit, ce serait montrer peu de dévouement que d'y rester indifférent et de ne point tenter de les combattre par toutes sortes de bons procédés. La première condition pour qu'un enfant profite du catéchisme, n'est-elle pas d'abord qu'il y vienne sans répugnance ?

Ce qui est meilleur, c'est qu'il y vienne avec plaisir ; car la docilité et l'ardeur au travail s'ensuivent, et dès lors son éducation chrétienne est assurée. Plus d'une fois même, si les enfants aiment vraiment leur catéchisme, on obtiendra d'autres résultats très importants, savoir : que certaines personnes ou familles hostiles laissent tomber quelques-uns de leurs préjugés contre nous, et que l'instituteur irréligieux perde de son influence. Les enfants sont en effet, une puissance pour créer un courant d'opinion dans un village ; et celui qui parvient à leur plaire et à gagner leur affection peut compter sur une troupe de petits avocats qui plaideront sa cause par leurs bonnes dispositions à son endroit. Les enfants nous aiment ! c'en est assez pour que les parents ne nous détestent pas.

Or, pour attacher l'enfant au catéchisme, rien ne vaut comme les petits plaisirs et les récompenses.

Qu'un catéchiste, de temps à autre et avec les précautions voulues pour sauvegarder la discipline, permette un peu à son jeune auditoire de respirer et lui raconte pour cela un trait intéressant ; qu'au lieu de le gronder toujours et de le menacer, il le déride même quelquefois par une anecdote de bon goût ; qu'une autre fois, il termine le catéchisme quelques minutes avant l'heure, et qu'il laisse voir que c'est par affection qu'il agit ainsi ! Qu'il témoigne par un moyen ou par un autre de son désir d'être agréable à ceux qu'il instruit et dont il exige le travail ! Ces attentions seront certainement remarquées, et les enfants en seront satisfaits. Qu'il promette, au début d'une réunion, à la condition qu'on sera sage et studieux, la lecture d'une histoire à la fin de cette réunion, ou au début de la séance suivante. Il peut être assuré que cette promesse sera accueillie avec faveur et fera la plus heureuse impression ! Il faut si peu pour contenter les enfants. — Une bonne sœur institutrice nous a plusieurs fois raconté en riant les grands plaisirs qu'elle fait à ses plus petites élèves, avec des moitiés de pommes qu'elle découpe en 7 ou 8 morceaux, avec des noix qu'elle divise en parties presque imperceptibles, avec des riens, qui pour

la plupart du temps même ont été fournis par les enfants. Mais, comme il s'agit d'une récompense, chacune reçoit sa part avec jubilation ; et il n'est pas rare de voir les larmes et les sanglots chez les malheureuses qui n'ont pas été admises à la distribution. Un vicaire nous montrait un jour une boîte de pastilles de chocolat : « C'est avec cela, nous dit-il, que j'obtiens mon chapitre ! Je prends ces garçons-là par la bouche. »

Faire plaisir aux enfants pendant la séance même du catéchisme, sans pour cela se montrer faible ou peu exigeant, c'est un premier moyen, surtout auprès des plus jeunes, pour le leur faire aimer. Nous en recommandons instamment l'emploi pour les succès des petits catéchismes.

Il existe un second moyen : *Le Bon Point*.

Le bon point fait plaisir au moment qu'on le reçoit, et il a en outre l'effet d'entretenir une espérance et de provoquer des desirs qui deviennent des stimulants d'une haute valeur. Nous supposons, ce qui doit toujours être, que le bon point donne droit à une récompense contre laquelle on l'échangera un jour.

Plus d'une fois nous avons vu sourire du bon point, et nous n'en avons pas été surpris ; car longtemps nous l'avons jugé nous-même comme un petit moyen embarrassant, et d'une utilité contestable. Une circonstance assez pénible nous a fait recourir au bon point, et par lui nous avons réussi non seulement à conserver à nos enfants leur ancienne ardeur pour le catéchisme, mais à leur en inspirer une nouvelle. Voilà huit ans déjà que nous l'employons, et nous sommes surpris aussi bien que nos paroissiens d'un résultat qui demeure aujourd'hui ce qu'il était au premier jour.

Pour répondre au désir que nous en ont témoigné plusieurs confrères, et dans l'espoir que notre manière de faire pourra suggérer quelques idées pratiques, nous allons expliquer l'usage que nous faisons du Bon Point.

1^o Nous avons déterminé avec précision les circonstances où l'on peut le mériter et ses conditions.

Nous donnons à l'enfant, qui s'y tient bien du reste, un bon point par assistance à toute réunion catéchistique, et un bon point par assistance à la prière du matin qui se fait chaque jour pendant la sainte messe ou immédiatement après. Le samedi nous donnons deux bons supplémentaires à ceux qui n'ont pas manqué pendant la semaine à cet exercice de piété qui, grâce à ce moyen, est entré dans l'habitude des enfants et des familles. C'est là peut-être le résultat le plus important que nous ait donné le bon point.

Au début, quelques parents ont été étonnés de nous voir ainsi appeler leurs enfants avant la classe : l'instituteur ne savait que dire et que faire ; mais les enfants voulaient leur bon point, et ils sont venus. Aujourd'hui cette prière du matin à l'église avant la classe est admise : bon nombre de nos petits enfants viennent même la faire pen-

dant les vacances, mais alors pour deux bons points.

Nous pensons que là, où l'assistance des enfants aux offices du dimanche ne va pas d'elle-même, le curé ferait bien d'essayer l'emploi du bon point.

Outre le bon point d'assistance, il y a le bon point de récitation. Il est d'usage qu'on reçoive un bon point pour le chapitre de catéchisme, deux bons points pour l'évangile du dimanche et deux bons points pour la leçon d'histoire sainte.

Viennent enfin les bons points supplémentaires accordés aux leçons extraordinaires comme celle de la Passion, aux leçons supérieurement apprises, aux explications bien données, ou mérités par l'attention et la bonne conduite. Pour ces récompenses supplémentaires nous avons établi, au grand contentement des enfants, des bons points d'une valeur double, qu'on appelle *bonnes notes*. Cinq bonnes notes, qui équivalent déjà à dix bons points ordinaires donnent droit en outre à un billet de satisfaction, et dix billets de satisfaction obtenus entre deux fêtes de catéchisme méritent une belle *carte d'honneur* avec inscription du nom du lauréat. L'honneur n'empêche pas le profit ; la carte d'honneur fait prime, et compte pour 120 bons points au jour des récompenses.

Nous avons remarqué que les enfants attachent une grande importance à la bonne note, au *Satisfecit* et à la carte d'honneur.

On peut leur en procurer le plaisir à bon compte. Un bon point différent du bon point ordinaire, mais un peu plus beau servira de bonne note. Il existe des billets de satisfaction et des cartes d'honneur, imprimés pour les classes chrétiennes, qui peuvent convenir pour les catéchismes.

Ce n'est qu'à titre de renseignement que nous donnons les précédentes indications ; car, chaque catéchiste détermine comme il lui convient le mieux les conditions et le nombre des bons points à donner. Si nous avions le droit d'émettre un avis, nous dirions au confrère qui veut faire l'essai des bons points : « Ne les multipliez pas outre mesure, et n'en donnez point cinq ou six par leçons. Trop nombreux, ils perdent de leur valeur ; et quand le moment de les échanger contre une récompense sera venu, l'enfant ne trouvera pas dans l'objet nécessairement médiocre qu'il recevra un équivalent suffisant des deux ou trois mille bons points qu'il aura entre les mains. » Nous ajouterions : « Ayez une règle bien claire et bien précise, que tous les enfants connaissent ; afin qu'ils soient juges eux-mêmes de leur mérite ou de leur non mérite. Jusques et surtout dans ces petites choses, il ne faut laisser aucune part au caprice ou à la faveur. »

2^o La distribution des bons points et des bonnes notes se fait par nos enfants eux-mêmes, et en un clin d'œil à la fin de chaque séance. Un ou deux des plus intelligents viennent chercher les bons points, et ils les remettent aux destinataires sous la surveillance d'un public intéressé ou jaloux qui ne permet ni le moindre oubli, ni la moindre pré-

férence. D'après notre attitude et nos remarques pendant le catéchisme, tout le monde sait, en effet, ce que chacun a mérité. S'il y a doute, nous tranchons la difficulté qui ne manque jamais de nous être soumise. Nous ne croyons pas qu'il faille ordinairement distribuer les bons points pendant le catéchisme lui-même ; cela occasionnerait un certain trouble et donnerait des distractions. Nous ferions cependant quelquefois exception pour les récompenses extraordinaires.

Il faut recommander à l'enfant de conserver ses bons points précieusement, et surtout de ne pas les vendre aux camarades. Toute fraude découverte serait sévèrement punie, principalement par la privation de récompenses durant un temps proportionné à la faute. Depuis huit ans, nous n'avons eu qu'une ou deux occasions de sévir. Les délinquants sont rares, parce qu'ils ont à peu près la certitude d'être découverts ou trahis. Les enfants sont d'excellents policiers et de perfides confidents.

Les bons points dont nous faisons usage sont de trois sortes : Le bon point *unité*, le bon point de 10, la carte de 50. Après le catéchisme ou après la messe, mais principalement après le grand catéchisme du jeudi, les enfants viennent faire les échanges nécessaires, afin de ne pas nous obliger à avoir un nombre illimité de bons points unités. De cette manière, pour un catéchisme de 40 enfants et dans les conditions ci-dessus indiquées, une bonne collection de bons points doit comporter au moins 2,000 bons points unités (car il faut compter avec les négligents qui ne font pas les échanges en temps voulu), 500 bons points de 10 et 400 cartes de 50. Si on donne à la carte une valeur de 100, il faut alors augmenter le nombre des bons points de 10.

Nous ne croyons pas qu'il faille admettre des bons points de deux, de cinq, de vingt, etc... Nous en avons fait l'essai et nous avons dû y renoncer à cause des complications de compte. En apparence ils sont avantageux, en réalité ils sont très gênants, font perdre du temps et occasionnent des erreurs. Les bons points, pour être commodes, doivent se distinguer, non point par une inscription qui en détermine la valeur, mais par leur forme qui au premier coup d'œil permet de les classer dans les unités ou les dizaines, etc... ¹

¹ Depuis longtemps nous employons des bons points unités, sur lesquels nous avons imprimé nous-même une petite sentence morale. Ils sont en grande faveur auprès des enfants, qui n'y lisent jamais sans un plaisir marqué soit sur un avis, soit une critique de leurs défauts, soit une question sur leur conduite ou sur leurs devoirs. Plusieurs de nos amis, et en particulier les directeurs de cette revue, nous ont engagé à publier notre collection, et à l'offrir à nos confrères. Après avoir longtemps hésité, nous avons cédé à leurs desirs.

Nous avons joint à cette jolie série des bons points *unités* une série de bons points de 10 et de 50, avec inscriptions qui présentent le résumé complet de l'histoire sainte et des actes des apôtres sur les bons points de 10, et le résumé de l'Evangile sur les bons points de 50. Pour donner une idée de l'œuvre modeste que nous avons entreprise pour le bien des enfants, nous enverrons aux lecteurs de l'*Ami du Clergé*, qui nous en fe-

3^e La question la plus intéressante pour les enfants est celle des récompenses données au bon point ; elle est de beaucoup la plus délicate pour le catéchiste, qui doit *trouver les récompenses* et les *distribuer d'une manière intéressante*. Ceci nous amène à dire deux mots des récompenses elles-mêmes et des fêtes de catéchisme.

Le bon point, au moins une fois par an, doit s'échanger contre une récompense ; autrement il aurait la valeur d'un morceau de carton, et il ne tarderait pas à en subir la destinée.

Disons-le, ce sont ces récompenses qui épouvantent le plus les pauvres curés et surtout les curés pauvres ; car il faut puiser dans sa bourse, et donner l'exemple, dût-on, comme nous le dirons dans un prochain article, faire appel à la bonne volonté et à la générosité de quelques paroissiens. Ces récompenses même répugnent à plusieurs, qui les condamnent en principe, sous prétexte que c'est déjà bien assez pour nous d'avoir la charge et la peine du catéchisme, sans nous astreindre encore à payer nos élèves et à faire des ingrats. Logiquement, c'est vrai ; mais le zèle pastoral a une manière de raisonner qui déconcerte la logique humaine, et l'on voit un nombre incalculable de pasteurs qui se sacrifient pour leurs enfants et les attirent à eux et à Dieu par le moyen des petites récompenses. Tant de prêtres, qui se dévouent ainsi à la jeunesse, sont la meilleure preuve de la bonté de la thèse que nous soutenons ici : qu'il faut s'imposer des sacrifices personnels pour faire plaisir aux enfants et les gagner au catéchisme. Ceux qui n'ont pas dans l'âme un amour passionné et inquiet de la jeunesse chrétienne ne seront jamais convertis à cette idée ; ceux, au contraire, en qui brûle cet amour dévoué, ne trouveront jamais qu'il leur est tout à fait impossible de faire quelque chose dans ce sens. D'autant plus que les récompenses à donner peuvent être minimes ; des chapelets, des catéchismes, des évangiles, des articles de classes, des objets de piété, de petits livres, mille bibelots à bon marché que l'on trouve surtout dans les bazars.

Un excellent moyen de se procurer pour l'heure voulue, le stock d'objets à distribuer, est de mettre la main sur chaque bonne occasion que l'on ren-

ront la demande, quelques-uns de nos bons points unités, et un spécimen de notre collection de bons points de 10 et de 50. Nous avertissons que tous nos bons points sont imprimés sur bon carton souple de diverses couleurs. Nous n'avons fait de tirage sur papier faible que pour rendre plus facile et moins coûteux l'envoi des spécimens.

La série des unités comprend 164 bons points différents, imprimés sur deux demi-feuilles A et B. La série des 10 et des 50, réunis sur deux autres demi-feuilles A et B, comprend 20 cartes de 50 et 48 bons points de 10.

Prix de chaque série : 30 c. — Franco par la poste 40 c. — Pour 7 séries et au dessus, jusqu'à 30 séries qui forment un poids de 3 kilog., l'envoi par colis postal est préférable, puisqu'il ne coûte que 60 c. — Ajouter en conséquence au prix d'achat de 30 c. par série, 60 c. pour le colis. Pour plus de 30 séries, plusieurs colis postaux sont nécessaires. Adresser provisoirement les demandes à M. l'abbé Jacob, chanoine honoraire, curé du Pailly, par Chalindrey, Haute-Marne.

contre, et d'amasser peu à peu et ça et là pendant tout le cours de l'année tous les riens qui peuvent être d'une valeur quelconque pour les enfants. Telle est notre méthode ; et nous pouvons assurer que ce ne sont pas les dons considérables qui ont enrichi notre caisse et fourni notre trésor d'approvisionnement, mais bien les petits sous que nous avons appelés jour par jour avec une patience vigilante, et les objets que nous avons recrutés un à un en les payant, bien entendu, le moins cher possible. La bénédiction de Dieu a été visible pour notre œuvre ; car, à peine commencée et connue, elle a été soutenue par une quantité de nos paroissiens riches ou pauvres, qui nous disent souvent en nous remettant le sou ou la pièce blanche, ou bien en nous donnant un cadre, un verre, un objet de couture etc. : « M. le curé, voilà pour vos enfants. »

Nous ne disons pas que nos récompenses ne nous coûtent rien, mais que nous parvenons à nous les procurer, et en abondance ¹.

Pour les distribuer, nous organisons une fête de catéchisme qui en double le prix. D'abord, au lieu de les remettre simplement aux enfants en échange de leur monnaie de papier, nous les leur vendons aux enchères. Les lots sont exposés, et des vendeurs ou des vendeuses les mettent au prix convenable, en commençant par les lots les plus sérieux. Les amateurs se présentent alors, et se les disputent avec un acharnement et des cris qui ne manquent pas d'un certain comique. On les adjuge au plus offrant, qui souvent les paie le double de leur mise à prix et n'en est pas moins ravi, autant parce qu'il a obtenu l'objet qu'il convoitait que parce qu'il a eu le dernier mot sur ses camarades. L'objet adjugé n'est remis que contre remboursement. Nous avons des garçons ou des filles de caisse qui sont exigeants et qui ne livrent pas un lot sans qu'on le leur paye intégralement et au comptant. Il arrive souvent que le même enfant est assez riche pour faire plusieurs acquisitions.

Cette vente, qui demande un temps assez long, offre tant d'intérêt aux enfants et même aux parents qui y assistent en grand nombre, que nous la croyons, là où elle est possible, le meilleur mode de distribution des récompenses que l'on puisse trouver. Nous connaissons plusieurs prêtres qui en ont adopté un autre. Ils font défiler par ordre de mérite, et le mérite ici est le chiffre des bons points, les enfants devant les lots exposés ; le premier choisit ce qui lui plaît, puis le second, puis le troisième ; enfin le dernier accepte ce qui reste. Mais cette méthode, qui est plus courte, n'a pas à beaucoup près l'intérêt palpitant et le succès de la vente. Elle est toutefois la seule possible là où il y a un très grand nombre d'enfants à récompenser.

Nous ne conseillerions pas de distribuer individuellement les récompenses aux enfants en

¹ Nous nous mettons dès aujourd'hui à la disposition de nos confrères pour les renseignements et les indications dont ils pourraient avoir besoin pour le choix et l'achat des objets à donner aux enfants.

échange d'un certain nombre de bons points qu'ils nous apporteraient. Cela manquerait du charme et de l'attrait que donne la distribution publique à l'Eglise ou dans une salle convenable. Il faut donner du prestige aux bons points, et c'est pour cela que nous tenons à donner au jour où l'enfant nous les rapporte, le caractère d'une véritable fête de catéchisme.

Cette fête est annoncée à l'avance et la paroisse y est invitée; elle a toujours lieu un dimanche. Le matin à la messe, il y a instruction spéciale, et les enfants ce jour-là sont en honneur. Le soir, la vente des bons points a lieu comme nous l'avons dit, et elle est généralement accompagnée de chants, de dialogues ou de petites scènes religieuses ou amusantes qui font la joie des enfants et des familles chrétiennes.

Il faut bien mettre en honneur le catéchisme, puisque nos ennemis ont si bien travaillé à l'avilir...

Dans notre prochain article, nous indiquerons quelques autres moyens d'encouragement ou d'émulation.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Que doit faire le curé d'une paroisse dont le conseil de fabrique réuni en séance de *Quasimodo* de l'année courante reçoit et accepte la démission écrite et signée d'un de ses membres sans pouvoir *illico* à son remplacement; dont le président laisse passer le 1^{er} dimanche de juillet sans convocation, mais attend pour cela que le candidat de son choix et du choix de trois autres fabriciens ait atteint l'âge d'éligibilité?

Par cette temporisation, qui peut se prolonger jusqu'à je ne sais quelle époque, ce conseil ne perd-il pas son droit de pouvoir par lui-même à la vacance?

Dans l'affirmative, qui de l'évêque ou du préfet a droit de nommer?

Qui du maire ou du curé a droit de présentation? que doit encore faire le curé en face de ce même conseil qui, dans la susdite séance, après avoir réglé les recettes et les dépenses de l'église, dressé son budget, ne le signe pas; qui, après avoir nommé le président, le trésorier et le secrétaire, n'en rédige aucune délibération, prétextant une réunion à bref délai pour régulariser tous ces actes et pouvoir à la vacance; mais réunion que M. le président est encore à provoquer, son candidat privilégié n'ayant pas encore atteint ses 25 ans?

Veuillez me dire ce que j'ai à faire?

R. — Les élections annuelles ou triennales se font le dimanche de *Quasimodo* et pas un autre jour, à moins d'une autorisation spéciale *ad hoc*. (*Ordonn. roy. du 12 janvier 1826, art. 2.*) Mais quand il s'agit de remplacer un membre décédé ou démissionnaire, l'élection doit se faire dans la plus prochaine séance ordinaire tenue après le décès ou la démission (*ibid. art. 3*).

Si un mois après les époques indiquées dans les deux articles précédents, le conseil de fabrique n'a pas procédé aux élections, l'évêque diocésain nommera lui-même. (*Ibid. art. 4.*) Or, ce dernier article n'a pas limité la durée du temps pendant lequel l'évêque peut exercer son droit. L'article 1^{er}

de cette ordonnance ne constituait qu'une disposition transitoire, applicable seulement aux conseils de fabrique qui en 1825 ne s'étaient pas renouvelés d'une manière régulière; il ne disposait pas pour l'avenir. (*Circulaire ministérielle du 15 mars 1849*).

La démission du fabricant dont il est ici question ayant été donnée avant *Quasimodo*, c'est ce jour là qu'on devait procéder à son remplacement avant ou après le renouvellement triennal, ou en même temps si le démissionnaire faisait partie des membres dont le mandat était expiré. Le remplacement n'ayant pas eu lieu, il appartient à l'évêque diocésain d'y pourvoir en vertu de l'article cité plus haut.

Il y a également irrégularité dans le fait de n'avoir pas signé le procès-verbal de la séance de *Quasimodo*, les compte et budget; irrégularité qui doit être signalée à l'évêque ou au préfet.

Ni le maire ni le curé n'ont le droit spécial de présenter un candidat; ce droit n'appartient à personne ou appartient à tout membre du conseil. Régulièrement, en séance on ne discute pas une candidature, quoique cela se fasse pratiquement; chacun vote comme il veut et pour qui il veut.

Notre correspondant a sa ligne de conduite toute tracée; c'est de demander à son évêque d'user de son droit en nommant d'autorité le remplaçant du démissionnaire, et de rappeler le conseil à l'ordre pour le reste.

Q. — Permettez à un abonné de la première heure de vous soumettre certaines difficultés relatives aux fournitures que les fabriques avaient jusqu'ici le droit de faire pour les sépultures et services funèbres. J'ai parcouru les 10 années de l'*Ami du Clergé*, mais je n'ai pas trouvé une solution complète qui, du reste, doit être modifiée selon les circonstances et les milieux dans lesquels on se trouve.

Il y a quatre mois, un médecin étranger à la localité mais y demeurant depuis 6 années, était enterré civilement. C'était le chef du parti républicain qui assista tout entier à l'enterrement. Comme la paroisse est malheureusement très divisée par la politique; je crois plus prudent de ne point parler en chaire pour flétrir cet acte impie. Mais comme protestation, le maire de la commune et moi, nous décidâmes de donner à la fabrique un brancard afin de n'être pas obligés de laisser introduire dans l'église l'ancien brancard qui venait de servir à un enfouissement et qui appartenait à la commune.

Tout allait très-bien, lorsqu'il y a 15 jours, un garçon de 17 ans, fils de parents républicains mourait chrétiennement.

Les parents circonvenus par leurs coréligionnaires en politique qui cherchent de toute manière à vexer les conservateurs aujourd'hui au pouvoir, voulurent m'imposer le brancard de la commune et un drap mortuaire blanc donné par le comité républicain. Si je refusais, ils voulaient un enterrement civil.

Par esprit de conciliation, j'acceptai qu'on placât le drap blanc sur le cercueil à condition qu'il fût recouvert par le drap noir de la fabrique. Je permis aussi de transporter le corps du défunt sur l'ancien brancard jusqu'à la porte de l'église. Je comptais ainsi avoir la paix.

Qu'arriva-t-il?

Au moment où j'allais faire la levée du corps, les chefs et *chefesses* du parti rouge, au lieu et place des parents qui se dissimulaient prudemment, refusèrent le drap de

la fabrique, sous prétexte que l'autre était couvert de couronnes et de fleurs; on s'emporta on invectives contre moi; enfin, les parents parurent, et on céda seulement lorsqu'on me vit bien décidé à m'en aller.

A la porte de l'église, même obstination pour y faire pénétrer le brancard. Je fus encore obligé de tenir tête à ces évergumènes devant au moins 500 personnes.

Enfin, on dut se conformer à ce qui avait été convenu, la veille, entre la famille et moi.

Arrivés dans l'église, les porteurs refusèrent de placer le cercueil sur le brancard de la fabrique et le déposèrent sur le pavé où il resta cinq ou six minutes jusqu'à ce que des âmes charitables eussent apporté des chaises sur lesquelles on mit le pauvre cadavre. Inutile de dire que pour ne pas augmenter le scandale, je n'ai pas insisté à l'église et ai fait mettre immédiatement de côté le brancard de la fabrique. J'en avais assez; je craignais de laisser paraître un peu d'émotion.

Conclusion : le parti républicain et irrégulier veut dans la paroisse absolument paraître quelque chose. Ne pouvant plus dominer parmi les vivants, il veut dominer parmi les morts.

Il a donc décidé, non pas pour me vexer (tout le monde le sait), mais pour jouer pièce aux conservateurs, de n'avoir rien de commun avec eux. Les républicains ont maintenant leur bal, leur café, leurs fournisseurs spéciaux, ils veulent être séparés jusques dans la mort. Désormais, ils auront leur brancard et leur drap mortuaire particuliers qui serviront à tous les républicains et rien qu'aux républicains, fussent-ils pour cela être obligés, disent-ils, d'acheter un autre brancard et un autre drap mortuaire noir.

Jamais on n'avait vu pareil acharnement et semblable sottise.

La guerre a commencé au lendemain des élections de mai et, à propos de tout, se poursuit impitoyable.

Je suis le curé de tous; je veux donc être l'homme de tous, mais je veux d'abord observer mes lois et règlements. Je sais que je ne gagnerai absolument rien en cherchant à éluder les dispositions de la loi; il faudrait toujours céder davantage.

Ceci posé, et étant donné les sentiments hostiles des républicains, que dois-je faire? La fabrique ayant brancard très-propre et plusieurs draps mortuaires.

1^o Dois-je tolérer le transport des corps sur le brancard communal jusqu'à la porte de l'église?

Si oui, ne serait-ce pas mieux de ne faire la levée du corps qu'à la porte de l'église?

2^o Etant admis que les républicains ont déclaré bien haut qu'ils ne voulaient ce brancard que pour protester contre les catholiques qui sont au pouvoir, puis-je laisser introduire dans le lieu saint ce brancard qui a servi à un enterrement civil et qu'on ne veut employer que pour glorifier cet acte irrégulier?

3^o Suis-je obligé d'accepter leur drap mortuaire: fût-il noir avec des bordures rouges comme celui qu'ils font faire?

4^o Tout particulier aurait-il le droit d'avoir son drap mortuaire?

5^o Si, comme on l'affirme, en signe de patriotisme, ils placent des drapeaux tricolores sur le cercueil, ne dois-je pas exiger leur enlèvement?

Quid Juris?

Je veux agir la loi en main; me montrer tolérant en pratique, mais soutenir les droits de la fabrique.

Réponse, s. v. p., le plus tôt possible. J'ai deux vieillards malades que leurs enfants veulent faire enterrer à la nouvelle mode, et je veux être prêt pour toute éventualité.

R. — Le récit qui nous est fait ressemble à une fable d'un comique achevé, et il nous faut la parole d'un vénérable curé pour y croire. Voilà à quoi aboutit la jolie politique qui s'est implantée chez nous; à diviser la France en deux et à semer partout la discorde civile. Nous comprenons les em-

barras du prêtre qui veut être et qui doit être l'homme de tous. S'il ne se cramponne pas aux principes et aux lois pour les imposer à tout le monde sans exception, il n'aboutira qu'à mécontenter les uns et les autres au grand préjudice de la religion qu'il veut faire respecter.

Nous ne saurions blâmer un confrère animé, comme celui qui nous fait l'honneur de nous écrire, des plus nobles sentiments et des intentions les plus pures; mais nous ne partageons pas sa manière de voir, ou plutôt sa manière d'agir en cette circonstance.

L'article 22 du décret du 23 prairial an XII, donne aux fabriques exclusivement le monopole des pompes funèbres. Il est ainsi conçu : « Les fabriques des églises et des consistoires jouiront seules du droit de fournir les voitures, tentures, ornements, et de faire généralement toutes les fournitures *quelconques* nécessaires pour les enterrements et pour la décence ou la pompe des funérailles.

Les fabriques et les consistoires pourront faire exercer ou affermer ce droit, d'après l'approbation des autorités civiles, sous la surveillance desquelles ils sont placés.

Cet article et plusieurs autres du même décret, ont été dénoncés, il est vrai, et la Chambre des députés a voté la loi qui les supprime. Mais cette loi n'est pas encore acceptée par le Sénat; jusqu'à ce que le Sénat l'ait discutée et votée, et jusqu'à sa promulgation, elle reste à l'état de projet.

Nous sommes donc encore sous le régime du décret de prairial; les fabriques jouissent du monopole. A moins de le faire exercer ou de l'affermir à d'autres avec l'approbation du gouvernement, il n'y a qu'elles qui puissent fournir le mobilier et l'outillage nécessaire aux enterrements.

Contre cette loi égale pour tous, il n'y a ni brancard républicain ou municipal ni drap mortuaire quelconque qui tiennent; tous les partis doivent se courber devant elle. Si on accepte un drap mortuaire plus ou moins franc-maçon d'un radical, quelle raison opposer à un franc-maçon qui en apportera un plus franc-maçon encore! Et alors où est l'autorité qui préside aux cérémonies de l'Eglise?

On reconnaît dans le cas présent que cette farce républicaine n'a d'autre but que de vexer les conservateurs et de glorifier les enterrements civils. En la tolérant, un curé semblerait faire cause commune, et logiquement, les conservateurs, c'est-à-dire la partie la plus honorable de la population, pourrait lui dire: vous permettez donc qu'on nous vexe et qu'on glorifie un acte irrégulier? Ce n'est pas le rôle d'un pasteur qui a le désir de se montrer tel qu'il doit être, le père de toutes les âmes et le juge impartial de tous ses enfants.

Sous le bénéfice de la loi précitée et de nos observations, voici notre réponse aux divers *quæsitæ* qui nous sont proposés :

Ad 1^{er}. Non : il ne faut pas tolérer d'autre brancard que celui de la fabrique, d'autre drap mor-

taire que celui de l'église ; parce que c'est le droit exclusif de l'église de le fournir, et parce que toute concession sur ces divers points est une porte ouverte à tous les abus et un encouragement au désordre.

La crainte d'un enterrement civil ne justifierait pas, selon nous, une complaisance si dangereuse. Aux menaces de cet acte impie, il faut répondre par ces paroles de Notre-Seigneur : « Que les morts ensevelissent leurs morts ! » l'enterrement se fera selon le rite et les lois de la sainte Eglise, ou il ne se fera pas.

La levée du corps à la porte de l'église ne guérit rien et n'arrange rien ; elle n'aurait d'autre résultat qu'établir deux catégories de morts ; ceux qu'on honore en allant les chercher à domicile, et ceux qu'on met à l'index en n'allant pas les chercher. Il faudrait d'ailleurs, à la porte de l'église, opérer un changement de brancard et de drap mortuaire qui amènerait des conflits et du trouble sur le seuil du temple sacré, comme on l'a vu dans le fait allégué.

Ad 2^m, 3^m et 4^m. Non, *ex dictis*.

Ad 5^m. Le curé n'est pas obligé assurément d'interdire une décoration de drapeau ; mais il peut le faire sans que personne puisse s'opposer à sa décision sur ce point et cela en vertu de son droit de police. Nous ajouterons puisqu'on nous demande notre avis que le curé agira sagement en prohibant toutes ces exhibitions et manifestations étrangères à la liturgie.

Tout le monde comprendra qu'on pare de drapeaux le cercueil d'un soldat, d'un marin qui a versé son sang pour les défendre. Une autorisation donnée en pareil circonstance ne peut établir d'antécédent. Mais tolérer qu'un simple citoyen reçoive un pareil honneur et surtout qu'on fasse de cet honneur une manifestation politique et patriotique sans que rien de spécial la justifie ou même l'explique, lorsqu'au contraire cela peut exciter les passions, ce serait, d'après nous, une imprudence grave et une insigne maladresse. Dans tous les cas, nous le répétons, personne ne peut forcer le curé, pas plus l'autorité locale que les simples citoyens, et, si, en cette matière, le maire voulait outrepasser ses droits, le curé devrait porter plainte par voie de pétition soit au préfet du département, soit au ministre des cultes, qui réprimeraient ces abus de pouvoir.

Le meilleur de tous les systèmes c'est de s'en tenir aux lois ecclésiastiques, droit canon, liturgie, statuts diocésains. Avec cette autorité on est à l'abri de toute revendication, parce qu'on traite tout le monde de la même manière.

Nous n'avons pas besoin de dire que notre conseil ne s'étend pas aux bannières que certaines corporations portent à l'église quand elle viennent en corps assister à une cérémonie, à un service commandé par elle. D'une manière générale, ces bannières portent l'image de quelques saints et leur présence à l'église n'est qu'un acte de foi de ceux qui l'arbovent ainsi chrétiennement. Mais si

ces bannières même devaient être l'occasion d'un trouble quelconque ou un objet de scandale, de dérision ou de conflit, il faudrait les bannir impitoyablement. C'est ce que nous avons dû faire nous-même une fois à propos d'une messe de compagnonnage et des emblèmes maçonniques attachés à un guidon ; et le public sensé qui est toujours en majorité dans les paroisses nous a donné hautement raison.

VARIÉTÉS

DE L'ASSISTANCE DES MORIBONDS

(Suite et fin)

ART. III. *Manière d'assister les mourants*

Pour bien assister les malades au dernier moment, le curé a plusieurs choses à faire, qui lui sont recommandées soit par le Rituel, soit par les auteurs.

I. Absolution des moribonds

Saint Alphonse, dont l'autorité s'impose en pareille matière, recommande de renouveler souvent l'absolution aux moribonds. Nous transcrivons ce passage important.

« Dum infirmus adhuc sensibus viget, absolutio-nem pluries ei conferre post brevem reconcilia-tionem juvabit, ut ita ille magis circa statum gratiæ securus reddatur, si forsan præteritæ confessiones invalidæ fuissent, aut saltem gratiæ augmentum recipiat, necnon purgatorii pœnæ ei minuantur. Et si forte infirmus tunc in lethale incidat peccatum, ne exerceat, sed monens, ut Jesu et Mariæ nomina invocet ; si rursum tentatur, benigne ipsum confortet, procuret ut contritionis actum eliciat, et statum absolvat. Si tamen infirmus jam sensibus caret, et nullum doloris nec absolutionis desiderii signum ostendit, non expedit valde sæpius intra eundem diem absolutionem ei impertiri ; quia tunc, licet conditionate detur, tamen ut sacramentum valeat administrari sub conditione, urgens et gravis causa requiritur ; unde opus est ut aliquod notabile temporis spatium intermediet. Verum in hoc sacerdos ex conscientia quam noverit infirmi, se dirigere debet ; nam si ille habitatus fuerit in pravis cogitationibus, si aliquo vulnere moritur, aut aliqua odii vel impuri amoris passione est irretitus, si infirmitas est nimis acerba et ipse non libenti animo, suffert, tunc sæpius absolutio dari potest ; sin autem sufficit ut trium aut quator horarum spatium intercedat : frequentius tamen si jamjam moriturus est. Non abs re autem erit ægrotum, dum mente pollet, monere, ut si loqui non possit, signum aliquod determinatum det, dum absolutionem quærit, aut dum sacerdos ipsi conferre vult, ex gr. oculos claudat vel reseret, manum elevet, caput inclinet et similia ¹. »

Nous résumons ainsi la doctrine de saint Alphonse :

¹ Appendix 2. *De assistentia erga moribundos*, § v.

1^o Toutes les fois que le malade est retombé dans le péché mortel, on peut lui renouveler l'absolution, après lui avoir fait accuser sa faute et produire un acte de contrition.

2^o Même en dehors du cas de faute grave, on peut renouveler plusieurs fois l'absolution à l'agonisant, après une légère réconciliation. Combien de fois le pourra-t-on faire ? Certainement après trois ou quatre heures, et même plus souvent à l'approche de la mort, ou en cas de grandes tentations. Cela ressort de ce que nous allons dire dans le n^o suivant.

3^o A un malade, privé de ses sens, qui n'a donné aucun signe de contrition, ni de désir d'absolution, on pourra renouveler l'absolution après trois ou quatre heures. Il sera bon de ne pas attendre si longtemps, si les habitudes antérieures du malade ou les circonstances font craindre qu'il ne retombe dans le péché.

4^o A plus forte raison pourra-t-on suivre la même règle pour le malade plein de foi, qui a eu, avant son agonie, le désir de recevoir l'absolution. On pourra même se montrer plus facile à son égard.

Pendant que le malade conserve l'exercice de ses facultés, le curé doit l'exhorter, dit le Rituel, à faire des actes des vertus chrétiennes. Qu'il fasse l'acte de foi en croyant fermement tous les articles de foi et tout ce que croit et enseigne la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine; qu'il espère trouver N.-S. J.-C. propice par sa miséricorde et gagner la vie éternelle par le mérite de sa passion et par l'intercession de la Sainte-Vierge Marie et de tous les saints; qu'il aime Dieu de tout son cœur et qu'il désire l'aimer de tout l'amour que tous les saints ont pour lui; que par amour de Dieu il se repente de toutes les offenses qu'il a peut-être commises envers Dieu et le prochain; qu'il demande pardon à ceux qu'il aura offensés par paroles ou par actions et que de son côté il pardonne du fond du cœur, par amour de Dieu à tous ses ennemis; qu'il supporte patiemment à cause de Dieu la douleur qu'il souffre et la maladie en pénitence de ses péchés; qu'il ait le propos de se garder du péché, si Dieu daigne lui rendre la santé.

REMARQUES : 1^o Les actes des vertus théologiques sont obligatoires au moment de la mort. Cette obligation est reconnue et enseignée par tous les auteurs qui ont traité la question. En effet, si l'homme est obligé de rendre à Dieu comme fin surnaturelle assez souvent pendant sa vie, à plus forte raison doit-il le faire au moment de la mort. En outre, il doit se prémunir le mieux qu'il peut contre les tentations du démon si fréquentes à cette heure; mais le remède le plus efficace contre toutes ces tentations consiste dans les actes des vertus théologiques.

2^o L'acte de contrition parfaite est aussi obligatoire, en dehors du sacrement de Pénitence. Même à l'article de la mort, la contrition parfaite n'est pas requise pour recevoir l'absolution, puisqu'il est absolument certain que la contrition impar-

faite suffit avec l'absolution pour la rémission des péchés. Cependant le moribond est tenu encore, même après l'absolution, à faire un acte de contrition parfaite, mais à un autre titre, que Ferraris expose ainsi : « Quia scilicet quilibet fidelis tenetur præsertim eo puncto, in quo agitur de summa rerum, et momento a quo pendet æternitas, suæ salutis prospicere atque consulere omni meliori quo fieri potest modo, qualis est eliciendo præter confessionem sacramentalem actum contritionis perfectæ, nam non sumus infallibiliter certi de ministro baptismi, ac de ordinatione sacerdotis ¹. »

3^o Les actes des autres vertus s'imposent aussi aux malades, mais avec moins de gravité.

4^o Le Rituel suggère encore certaines oraisons jaculatoires, et surtout l'invocation des noms sacrés de Jésus et de Marie.

5^o Tous les auteurs recommandent d'être fort court dans ces exhortations, afin de ne pas fatiguer le moribond. « Si le malade n'a besoin que de consolations, dit Scavini, on devra lui suggérer brièvement (car les longues exhortations fatiguent les malades et leur sont peu utiles) les actes de foi, d'espérance, de charité, de contrition, de soumission à la volonté de Dieu, etc. On fera bien de mettre entre les mains du malade un petit crucifix qu'on lui recommandera de baiser de temps en temps, en disant du fond du cœur : « O mon Jésus ! je vous aime de toute mon âme. »

6^o « Le curé fera aussi attention, dit Frassinetti, à ne pas permettre que des personnes inutiles pour l'assistance du malade s'établissent dans la chambre; elles ne pourraient que le troubler et le distraire des bonnes pensées dont il doit être occupé, particulièrement si elles tenaient des discours vains, imprudents ou sur des affaires qui intéressent grandement le malade ². »

Il sera bon de jeter souvent de l'eau bénite sur le lit du malade et même sur la figure, afin d'éloigner le démon; de bénir le malade avec la main, de lui faire baiser fréquemment le crucifix et l'image de la sainte Vierge ou quelques reliques des saints, etc.

II. La recommandation de l'âme.

« 1^o Quand le curé va faire la recommandation de l'âme, il doit emmener avec lui, si c'est possible, au moins un clerc portant un vase d'eau bénite. Avant de pénétrer dans la chambre du malade, il revêtira le surplis et l'étole violette. En entrant il dira : *Pax huic domui*, etc., et ensuite aspergera le malade, son lit et les assistants avec l'eau bénite, en disant : *Asperges me*, etc.

« 2^o Ensuite il fera baiser le crucifix au malade, et l'excitera par de bonnes paroles à espérer la vie éternelle et placera la croix devant lui, afin que la vue de son Sauveur crucifié lui donne la confiance de son salut.

« 3^o Puis ayant allumé un cierge et s'étant mis à

¹ L. Ferraris, v^o *Moribundus*, n^o 30.

² *Manuel pratique du jeune curé*, p. 305.

genoux avec tous les assistants, il récitera les litanies suivantes.

« 4^o Quand l'agonisant sera sur le point d'expirer, on dira les oraisons suivantes : *Proficiscere* etc.

« 5^o Si l'agonie se prolonge on pourra lire le passage de l'évangile selon saint Jean, la passion et d'autres psaumes, etc. »

Le cierge doit être allumé au moment où l'on commence les litanies et rester allumé tout le temps de l'agonie. Il convient de faire usage d'un cierge béni, parce qu'il a une vertu particulière pour éloigner le démon et ses tentations. Généralement les fidèles emploient des cierges bénits à la fête de la Purification. Dans le cas où il n'y aurait pas de cierge béni à la maison, le curé devrait en bénir un en employant la formule du rituel, que l'on trouve aussi à la fin du Missel. C'est au mourant à tenir le cierge s'il le peut.

« 1^o Quand le dernier moment est arrivé, tous les assistants doivent se mettre à genoux et prier avec ferveur. Le mourant, s'il le peut prononcera trois fois le nom de Jésus. S'il ne le peut pas, un assistant ou le prêtre le prononcera à haute voix à sa place. On pourra aussi si on le juge à propos, lui suggérer plusieurs fois les aspirations suivantes : *In manus tuas Domine*, etc.

« 2^o Dans les pays où ce pieux usage existe, on annoncera l'agonie par quelques coups de la cloche de l'église paroissiale, afin que les fidèles du lieu puissent prier pour le mourant.

« 3^o Après la mort, le prêtre dira le *subvenite*, etc. »

REMARQUES. 1^o Cavalieri conseille d'introduire là où il n'existe pas, l'usage d'annoncer l'agonie par le son de la cloche ¹.

2^o D'autre part saint Alphonse fait remarquer que quand le malade est privé de ses sens les prières lui sont plus utiles que les paroles ².

3^o Il ne faut pas se précipiter pour annoncer la mort, parce qu'il peut arriver qu'après un soupir qu'on regardait comme le dernier, l'âme n'ait pas encore abandonné le corps. En fermant les yeux, en comprimant la bouche et en couvrant le visage on peut accélérer la mort. Il est convenable pour le prêtre de continuer à prier pour le mourant, jusqu'à ce que la mort soit absolument certaine.

REMARQUES. 1^o La recommandation de l'âme doit ordinairement être faite par le curé, puisque son devoir l'oblige à se trouver auprès du malade au moment où elle doit être faite. En cas d'absence du curé, elle peut être faite par tout autre prêtre, sans aucune permission ou délégation. C'est pour ce motif que les prières en ont été insérées au bréviaire. S'il ne se rencontre pas de prêtres, les personnes présentes doivent, au témoignage de Cavalieri, rendre au mourant le service de lui réciter les prières de l'agonie.

2^o Le Rituel recommande au prêtre de revêtir le surplis et l'étole violette pour réciter ces prières, parce qu'il s'agit d'un des sacramentaux. Les auteurs n'y voient pas une obligation stricte, mais une simple convenance, et la pratique générale supprime l'usage du surplis et de l'étole ¹. Gavantus toutefois exhorte les curés à suivre les prescriptions du Rituel, et à instruire les fidèles du désir de l'Eglise à ce sujet, afin de prévenir leur étonnement.

3^o On commence par réciter les litanies jusqu'à l'oraison *Proficiscere*. Quant à cette oraison et aux suivantes jusqu'à l'évangile tiré de saint Jean, on doit les réserver pour le moment précis de la dernière lutte. Dans le cas où l'agonie se prolongerait on pourrait dire à volonté les prières qui sont indiquées par le Rituel, ou recommencer les litanies ou dire d'autres prières, ou encore exciter le malade qui a l'usage de ses sens à produire les actes des vertus, et ensuite on dira l'oraison *Proficiscere*, quand arrivera le dernier moment.

4^o Quand les prières de la recommandation de l'âme sont récitées par un prêtre, elles doivent être dites en latin, parce que le latin est la langue liturgique de l'Eglise. Les fidèles peuvent les réciter dans une autre langue. Dans le cas où les prières indiquées par le Rituel ne suffiraient pas, il vaut mieux les recommencer que de dire les prières composées par quelques auteurs.

On doit varier le genre et le nombre dans les litanies et les prières qui les suivent, selon les cas : « An in Litanis brevibus, in ordine Commendationis animæ, quando preces recitantur pro muliere, variandum sit genus, sicut placet Cavalieri, tom. 3, c. XIX, sec. 2, n. xv, et etiam numerus, quum recitantur pro pluribus, et an in orationibus et precibus ejusdem commendationis similiter fieri debeat variatio, ubi sensus exposet? — Respond. Affirmative ². »

¹ Gavantus, l. c.

² S. R. C. 12 aug. 1854, ad 2.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 4 septembris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

¹ Tom. 3, decis. 245, ad xi.

² Appendix 2. *De assistentia erga moribundos*, § v, n. 7.

il a gardé la vérité dans le monde. Maintenant l'avenir est aux peuples du nord, aux fils de Japhet.

V. Une promenade autour des murs de Jérusalem est nécessairement intéressante. Nous allons la faire avec M. Boulfroy. Descendons de la montagne des Oliviers dans la vallée de Josaphat, à l'est de Jérusalem, immense plaine remplie de sépultures. « Chaque carrière, dit M. de Vogué, percée de mille trous par les enterreurs ressemble à un gâteau de cire travaillé par les abeilles. Chaque pierre de cette vallée recouvre des ossements. » Les Juifs emporte avec eux de cette terre bénie, afin que leur poussière repose un jour mêlée à la poussière de la vallée de Josaphat, d'où se lèveront les morts au dernier jour suivant le prophète Joël.

Dirigeons-nous vers le midi. Voici une grotte, qu'on regarde comme le tombeau de saint Jacques-le-Mineur. La nuit où Jésus-Christ fut arrêté à Gethsémani, Jacques, brisé de douleur, se réfugia dans cette grotte, et il ne voulut prendre aucune nourriture jusqu'à ce qu'il eût vu son bon maître ressuscité. Cette tradition n'est pas opposée à l'Ecriture puisque saint Paul écrit : *deinde visus est Jacobo*.

Passons au tombeau de Zacharie, fils de Barachie, et arrêtons-nous à cette colonne, élevée à la place même du figuier où Judas se pendit ! C'est à ce degré inouï, unique de perversité que l'a conduit l'avarice, — que saint Paul appelle une idolâtrie, — ce disciple maudit qui demeure avec Caïn et Pilate, et plus qu'eux signalé à l'exécration des siècles.

A gauche le *mont du Scandale* et la *piscine de Siloé* où fut guéri l'aveugle-né; cet héroïque témoin de Jésus-Christ qui dit aux Pharisiens avec une si cruelle ironie : « Je sais une chose, c'est que je ne voyais pas et que je vois. Est-ce que vous voudriez aussi devenir ses disciples ? » Ce n'est pas impunément qu'on affirme sa foi avec ce courage. Il fut jeté avec Marthe et Marie sur une barque sans gouvernail et vint aborder sur les côtes de Marseille. Il devint ainsi l'un des premiers apôtres de notre Gaule prédestinée à devenir pendant des siècles le témoin de Dieu.

Poursuivons. Voici la tour de Rogel, le puits de Néhémias où fut retrouvé le feu sacré. Ici Abraham revenant de délivrer son neveu Loth, fut béni par Melchisédech, ce pontife si cher à Dieu à cause de la pureté de son âme et du symbolisme de ses sacrifices. Nous entrons ensuite dans l'affreuse vallée de la Géhenne, hantée par les chacals et les oiseaux de proie. En cette grotte voisine, au pied du mont du *Mauvais conseil* se réfugièrent huit apôtres pendant la Passion, non loin du champ de *Haceldama* qui fut payé avec les trente deniers de Judas. C'est sur ce mont du *Mauvais conseil* que quarante jours avant la Passion Caïphe réunit l'assemblée de pharisiens où fut décidée la mort de Jésus-Christ.

Nous tournons au nord. Voici le *Champ du foulon* où fut exterminée l'armée de Sennachérib :

la « piscine supérieure, » où Isaïe entrevit la Vierge qui devait enfanter l'Emmanuel. Nous traversons la route de Jaffa où dans quelques années peut-être, viendra aboutir le chemin de fer qui enlèvera à la ville sainte son cachet antique de cité solitaire et sacrée. Au delà de la porte de Damas s'ouvrent les *Carrières royales* où se réfugia Jean de Giscala. Puis voici la grotte de Jérémie, à l'est du consulat de France. C'est là qu'il composa ses *Lamentations*, à côté de la citerne où les Juifs le plongèrent dans la boue jusqu'au cou.

Que de souvenirs se pressent alors dans l'âme chrétienne éclairée par les lumières de l'histoire ! Tout l'univers a passé ici. Alexandre-le-Grand et Nabuchodonosor, Titus et Godefroy de Bouillon. C'est d'ici que le jeudi 14 juillet 1099, Godefroy de Bouillon avança au niveau des murs sa tour roulante, au cri de « Dieu le veut ! Dieu le veut ! » Et le lendemain vendredi, à l'heure même où Jésus-Christ mourut sur la croix il était maître de Jérusalem !

Voulez-vous des souvenirs plus doux et plus reposants, vous êtes à deux pas de Béthanie où vous pourrez méditer sur la *pierre du Colloque*, pleurer sur le tombeau de Lazare, vous asseoir aux pieds du Sauveur comme Madeleine. Surtout allez à Bethléem, « ce coin de terre qui plus que tout autre vous sourit et vous attire » et qui n'est qu'à huit kilomètres de Jérusalem. Ce petit coin sera votre pieux et fidèle guide.

Quand on a visité Jérusalem, on comprend mieux les Ecritures. Les mœurs des patriarches, vous les retrouvez sous la tente des scheiks qui se transmettent l'autorité, comme Abraham la transmettait à Isaac. Dans les maisons vous voyez le *solarium* ou la terrasse, le *cenaculum* parfois à côté, appartement intime et plus élevé, réservé aux repas et aux visites. Dans les champs, les vignes entourées de pierres sèches et à l'un des angles, la tourelle où veille un gardien, au temps des vendanges. Il n'est pas donné à tous de faire ce beau voyage, mais tous du moins peuvent et doivent lire les ouvrages qui nous parlent de Jérusalem et des lieux sanctifiés par la présence de Jésus-Christ. C'est pourquoi ce petit livre est un bienfait ! Il est exact, il instruit, il est pieux, il est écrit avec un cœur français, il fait plaindre et fait aimer Jérusalem.

CORRESPONDANCE

M. B. à L. (*Gallicie-Autriche*). — Vous avez dû recevoir les livraisons de 89; nous continuerons l'envoi régulièrement. Vous pouvez nous retourner ce volume qui a été expédié, par erreur, pour 88. 6377

M. B. curé de M. (*B.-du-Rhône*). — Reçu; merci. 6378

M. B. curé de St-M. (*Saône-et-Loire*). — Reçu le mandat. Encore un peu de patience; la Table générale se prépare, mais quel travail pour l'auteur ! Merci de vos souhaits. 6388

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG

PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERIS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS

POUR
Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3^f	4^f	5^f	5^f 50

**R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS**

Envoi de l'Album sur demande.

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

EXTRAIT de *LA CROIX*, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : **2 f. 25** le litre } pris en
— fûts — 16 litres : **1 f. 90** le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de **5 fr. 50** un caisson renfermant **2 litres MORIMONDINE**.



GRILLAGES

R. GARIEL, 2^{ter}, Quai de la Mégisserie

CLOTURES DE CHASSES, le mètre **25 cent.**

RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. **5^f 50**

Châssis de Couche depuis **7 fr.**

■ Envoi franco du Catalogue ■

IMPRIMERIE MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 37

PRÉDICATION : Pour le quinzième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Ce qu'il en est du décret *Tametsi* du Concile de Trente à Francfort et à Bornheim au diocèse de Limbourg.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.
Où placer un chanoine assistant avec ses insignes à un enterrement ? L'encensement de deux coups est-il dû aux chanoines isolés assistant avec leurs insignes ? A la levée du corps peut-on chanter ou le *De profundis* ou le *Laudate*, de même en allant à l'église ? Peut-on chanter le cantique *Benedictus* en allant de l'église au cimetière ? — L'adoration perpétuelle tombant dans l'octave de Pâques, quelle messe doit-on chanter ? Dans une octave privilégiée, si l'on fait mémoire d'un saint simplifié, doit-on encore ajouter l'oraison *de tempore* ? Pendant une octave qui demande le *Credo*, doit-on le réciter à une messe votive ? Peut-on dire la messe votive d'un saint très honoré dans une localité ? Un prêtre qui ne peut réciter que de mémoire la messe de *Beata*, peut-il célébrer seul ? Un prêtre peut-il se rincer la bouche à son lever ? — Ne ferait-on pas mieux de renvoyer au dimanche les bénédictions qui ne réuniraient en semaine qu'un petit nombre d'assistants ? — Un curé autorisé à permettre à ses paroissiens l'usage de la viande le samedi, peut-il user de cette faculté pour ses parents ? Un vicaire ou un prêtre habitué administrant accidentellement la paroisse jouissent-ils de ce pouvoir ? Peut-on bénir une croix très petite n'ayant point l'image du cruci-

fix ? Pour bénir les chapelets de Notre-Dame du Rosaire, faut-il le surplis et l'étole ? Peut-on célébrer deux fois dans l'année la fête du Précieux-Sang ? — Peut-on être en même temps ministre du baptême et parrain de l'enfant ? — Y a-t-il devoir de conscience pour un instituteur laïque d'enseigner le catéchisme après la classe ? — La clause : et appuyé sur les moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise a-t-elle été rejetée de la définition de l'infaillibilité uniquement parce qu'elle était inutile ? Quel est le texte même de la définition ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Une fabrique peut-elle faire apposer les scellés quand elle est créancière d'une succession ? Un créancier ordinaire le peut-il ? Le juge de paix peut-il apposer d'office les scellés dans les palais épiscopaux et les presbytères à la mort des titulaires ? — Les héritiers pourraient-ils réclamer des sommes données de la main à la main par la personne de son vivant pour des messes à célébrer, pour l'embellissement de l'église, pour les pauvres ? — Comment faire pour forcer la municipalité à traiter avec honneur les ossements mis au jour par le transport des terres du cimetière ? — A qui appartient la nomination et la révocation des porteurs de morts ? — L'inspecteur primaire peut-il empêcher une école libre de recevoir des enfants au-dessous de six ans ? Faut-il, pour les recevoir, une autorisation ? Quelles formalités seraient à remplir ? — Comment faire pour maintenir malgré le préfet les allocations votées par le conseil municipal en faveur du curé, du vicaire et de l'école libre ?

COURRIER DES LIVRES

LA FRANCE EN 1889, par le comte DE CHAUDORDY, un vol. in-12, 2^e édition, chez Plon, 10, rue Garancière, Paris.

Il est peu de plumes plus autorisées que celle de M. le comte de Chaudordy. Ecrivain serré, historien compétent, habile diplomate, il connaît ces dessous de cartes de la politique qui seuls laissent voir la vérité tout entière. Le livre qu'il vient de publier est donc un livre à lire, bien qu'il renferme quelques traces de préjugés, et qu'il ne tienne point assez compte de l'action maçonnique, sur

les événements ; ce qui est une grande erreur, et une plus grande lacune. Cette action a été certainement prépondérante sur la première Révolution qui, sans elle, demeure incompréhensible ; et tant que les historiens ne se décideront pas à étudier ce côté particulier, ils ne connaîtront point et ne nous feront point connaître l'histoire. Il est évident que dans cette orgie de discours, de réformes brutales et de sang, on obéissait à un mot d'ordre. Cette armée de scélérats avait des chefs reconnus, un programme. Pourquoi craindre de mettre des noms sur les figures, de montrer l'identité du programme des grandes assemblées et des convents secrets ?

Voici ce que dit M. de Chaudordy dans sa courte préface à propos du centenaire de 1789 : « L'idée était séduisante, de rattacher à ce grand mouvement politique les bienfaits de toute nature que la science appliquée à l'industrie a apportés, durant ce siècle, à l'humanité. Mais on a oublié qu'il était facile de contester que ces bienfaits fussent dus à la Révolution qui a arrêté l'essor scientifique et industriel, en jetant la nation dans le désordre et la guerre ; et qu'il était aisé au contraire de montrer les malheurs dont on a eu à souffrir à cause d'elle.

« Croire que les gouvernements monarchiques consentiraient à se faire représenter à cet anniversaire était se bercer d'étranges illusions. Mais c'est le besoin habituel de notre nation de vouloir mêler le monde entier à ses affaires ; les gens qui la gouvernent en partageant cette erreur, commettent sans cesse des fautes graves. »

Et quel est le résultat de cent ans de révolution ? « Le pays a subi deux invasions ; il a perdu ses frontières. Autour de nous, tout le monde a grandi, et nous sommes diminués. Notre état politique, social, économique ont été bouleversés. Les inimitiés et les haines ont succédé au sentiment d'entente nationale. L'avenir est très sombre. »

Le remède ? Des élections générales qui ne seront pas moins passionnées et intelligentes que les autres. M. de Chaudordy en propose d'autres, mais il arrive trop tard, comme un spécialiste qui est appelé auprès d'une moribonde. Quelques jours plus tôt il l'eût sauvée, mais le mal a fait de tels progrès que nulle médecine humaine ne peut plus les arrêter. Cependant il est toujours intéressant de lire des pages bien écrites « sans parti pris » par un homme sérieux et indépendant.

Ce livre se divise en deux parties : la France à l'intérieur, et la France à l'extérieur.

I. Par la multiplicité des races qui l'ont formée, par les idées chrétiennes qui l'ont compénétrée ; par son climat doux et sain, la France est un pays à part, économe et généreux, le seul qui se soit jamais passionné d'une manière désintéressée pour l'idéal. « Mais elle ne peut s'habituer à l'étude des détails, » par conséquent l'esprit d'organisation lui manque.

Sauf l'Eglise qui seule a quelquefois protégé les faibles, personne ne s'est occupé constamment des besoins du peuple. Opprimé par la féodalité, instrument des rois dans leur lutte contre les grands feudataires, délaissé depuis par eux, et totalement oublié par Louis XIV, sa situation était mauvaise, et des réformes étaient urgentes. Louis XVI s'occupa activement et loyalement de les faire et dans l'assemblée des notables de 1787, le mal qu'il signala surtout, ce fut l'inégalité : « Une énorme disproportion, disait de Calonne, se trouve entre les contributions des différentes provinces ; » des droits de douanes intérieurs, de circulation « rendent les diverses parties de la France étrangères l'une à l'autre ; » « la rigueur et l'arbitraire de la

taille pèsent sur la partie la plus souffrante des sujets. » Et le roi songeait à établir un impôt territorial unique, et un impôt du timbre universel. Tout le monde y serait astreint, même le roi ; car « le droit de n'être pas sujet aux charges publiques serait le droit de ne pas être protégé par l'autorité publique, de n'être pas citoyen. Toute préférence envers l'un est une injustice envers l'autre. »

Le roi rêvait même des assemblées provinciales élues en dehors des trois ordres, et composées des députés élus par les assemblées de districts, celles-ci nommées par les députés des assemblées municipales.

« Les améliorations qui se sont produites depuis 1789 existaient donc en germe, à ce moment. » Donc la Révolution a été inutile. Maintenant comment s'est-elle faite ? « Les traditions furent brutalement rompues. On recréa tout d'une pièce et l'on anéantit d'un seul coup ce que l'expérience et le savoir avaient successivement ajouté, en les améliorant, aux coutumes, aux usages, aux habitudes du pays. » Mais cette brutalité, la constitution civile du clergé, la destruction des 19 universités de France, tout cela n'est pas naturel. C'est la cause qu'il faut nettement accuser, d'autant plus qu'elle persiste, qu'elle est maîtresse, et qu'elle ne se repent que d'une chose c'est de n'avoir pas exercé plus de cruautés, imposé plus de lois odieuses pour déchristianiser la France.

En 1789, notre armée était la première de l'Europe, parce que Louis XVI avait « supprimé le favoritisme pour les grades d'officiers, et qu'il surveillait la nomination des bas officiers. » C'est l'armée royale qui a remporté les victoires de la République.

La vente des biens nationaux a établi dans le pays des haines impérissables entre les acheteurs et les propriétaires, entre leurs descendants surtout, haines vivaces encore aujourd'hui. Vous trouvez souvent dans les campagnes, chez certains demi-bourgeois ou paysans à l'aise, une aversion profonde pour la noblesse. Cherchez la source de leur fortune, vous verrez qu'elle est dans l'achat des biens nationaux. M. de Chaudordy remarque avec raison que le milliard des émigrés qui fut si impopulaire eût dû être versé par ces acheteurs, et non par la nation entière. C'eût été juste, et le peuple eût applaudi.

La France par ses traditions est monarchiste. Elle ne considère pas l'idée pour l'idée ; pour la comprendre il faut qu'elle l'incarne dans un homme. Toujours conduite, dispensée de réfléchir pendant huit siècles à sa constitution politique qu'elle se transmettait toute faite, le sens politique lui manque : « Le français est spirituel, disait Fonfrède, mais en politique il n'est pas intelligent. » Delà ses aspirations vers la dictature, ses erreurs parlementaires, son inexpérience démocratique qui lui coûte si cher. « Chacun croyant avoir le droit de prendre sa part du budget général, les

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE QUINZIÈME DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(Saint Luc, VII, 11, 16.)

Naïm était une petite ville de la Galilée, située dans une plaine fertile, entre les riantes montagnes du Thabor et de l'Hermon. Elle n'était pas loin de Nazareth et de Capharnaüm. Pauvre aujourd'hui et désolée, réduite à quelques misérables habitations, elle était, aux jours du Sauveur, vivante et prospère et méritait ce nom de « Belle » que les Juifs lui avaient donné.

Nous pouvons croire qu'elle n'était pas moins recommandable par la foi et la piété de ses habitants, puisque nous voyons Jésus opérer en sa faveur un de ses plus touchants miracles. Mais ce prodige, où la tendre bonté du Sauveur se révéla d'une manière si saisissante et où la multitude qui en fut témoin, remarqua surtout la manifestation d'une grande puissance et d'une grande mission, *Propheta magnus surrexit in nobis*, renferme pour nous de trop importantes leçons pour que nous ne nous appliquions pas tout spécialement à les méditer avec l'attention qu'elles méritent.

I

Jésus venait de quitter Capharnaüm et, suivi de ses disciples et d'une foule nombreuse, il se dirigeait vers Naïm. Comme il en approchait, voici qu'un autre cortège sortait de la cité. C'était une procession funèbre qui conduisait un mort à sa dernière demeure. Et ce mort quel était-il ? Quelque personne d'un âge avancé, sans doute, dont la vie avait été pleine de jours et de travaux, et qui avait vu avec joie venir la fin de ses épreuves et de son pèlerinage. Non, ce ne fut point là le spectacle qui s'offrit aux regards de Jésus et de ceux qui l'accompagnaient. — Le cadavre soigneusement enveloppé de parfums et de bandes et couvert d'un simple voile, qui était alors porté au lieu de sa sépulture, était celui d'un jeune homme. Moissonné au printemps de ses jours, à cette heure enchantée qui voit l'éclosion de tant de désirs et d'espérances, et où tout sourit à l'âme naïve et confiante, cet enfant avait peut-être rêvé un brillant avenir, cru à une existence prolongée et prospère. Il s'était endormi le soir bercé par ces douces et trompeuses illusions. Mais le lendemain tout cela s'était évanoui pour faire place à la nuit sombre et implacable du tombeau. Voilà bien le néant de cette vie et le peu de fond que l'on peut faire sur ses promesses. Qui donc nous dit mieux que ces morts prématurées le vide des biens de ce monde ? L'homme pourrait-il être condamné à voir se dresser devant lui le banquet de la vie, sans qu'il lui soit permis d'y goûter un seul instant ? O amère ironie de la destinée, ô cruelle impuissance de la nature ! N'aspirer qu'à une fin terrestre, et le plus souvent en être frustré au début même. Qui nous

donnera l'intelligence d'un pareil mystère ? Ce que les doctrines désolantes du matérialisme et de la libre-pensée ne sauraient expliquer sans se contredire, sans s'infliger un nécessaire démenti, la foi catholique le justifie, l'éclaire, en donne les vraies et justes raisons : « Ce qui rend la vieillesse vénérable, nous dit l'Esprit-Saint dans le livre de la Sagesse, ce n'est ni la longueur de la vie, ni le nombre des années ; la prudence de l'homme lui tient lieu de cheveux blancs, une vie sans tache équivaut à la maturité de l'âge. Le juste, parce qu'il s'est appliqué à plaire à Dieu, en a été aimé ; et Dieu l'a retiré du milieu des pécheurs. Il l'a retiré de crainte que le mal ne corrompît son esprit et que l'erreur ne séduisît son âme. Car la fascination des amusements et des occupations mondaines ne laisse pas apercevoir ce qui est bon, et la violence de la passion corrompt le cœur jusque-là sans malice. Mais quoique ayant peu vécu, le juste a rempli la course d'une longue vie. Son âme était agréable à Dieu qui s'est hâté de l'enlever du milieu de l'iniquité. Les peuples voient cette conduite de la Providence sans la comprendre, et il ne leur vient point dans la pensée que la grâce de Dieu et sa miséricorde est sur ses saints et que ses regards favorables sont sur ses élus. Le juste en mourant condamne les impies qui lui survivent et sa jeunesse sitôt finie confond l'existence prolongée des méchants. » (Sap. IV, 7-16.)

Aussi remarquez, M. F., que l'évangile fait ressortir moins l'infortune du jeune homme si prématurément ravi à la vie, que l'infortune de sa mère privée de l'unique soutien, de la seule consolation qui lui restât sur la terre. Car elle n'avait pas d'autres enfants que ce fils arraché à sa tendresse, et de plus elle était veuve. Peut-il y avoir sort plus pitoyable que celui de cette pauvre mère ? C'est ainsi que juge le monde, et, quand il rencontre un de ces terribles accidents plus fréquents peut-être aujourd'hui qu'à une autre époque, il s'en empare pour accuser la Providence divine et mettre en doute l'existence même de cette infinie sagesse qui gouverne et dirige toutes choses avec force et suavité.

Ah ! si Dieu avait besoin de justification, il ne serait point difficile de trouver une foule de raisons qui vengent sa conduite même au point de vue borné de l'esprit humain. Combien de calculs égoïstes, infâmes, contraires à tous les préceptes de la religion, à tous les intérêts de la famille et de la patrie et qui ont besoin d'être flagellés par quelque châtiment exemplaire et public ! Combien d'idôlatries dont le foyer domestique est aujourd'hui le théâtre et qui attirent sur la tête des parents et des enfants, les foudres vengeresses de la justice de Dieu ! Vous vous étonnez de voir cette justice éclater de temps en temps et frapper des coups d'autant plus retentissants qu'ils sont plus redoutés et plus terribles. Mais, en face des sacrilèges profanations du mariage et des outrages faits à la sainteté du sacrement ne faut-il pas admirer plutôt la patience et la bonté divine qui apporte

tant de modération et de ménagement à punir les coupables ?

II

En permettant le triste événement qui plonge aujourd'hui une pauvre mère dans la plus extrême désolation, la conduite de la Providence paraît surtout avoir été inspirée par un grand dessein de miséricorde. Du reste, cette mère plus forte que sa douleur, qui accompagne son fils et veut elle-même le déposer dans son sépulcre, nous offre un admirable exemple de courage et de résignation. En la voyant, Notre-Seigneur ne put point ne pas se représenter cette scène non moins sublime où une autre femme, une autre mère, sa divine Mère elle-même, devait assister à la mort sanglante et recueillir le dernier soupir du meilleur et du plus aimé des fils. Comment le cœur si bon du divin Maître n'eût-il point été attendri devant un tel spectacle ? Toute la cité avait été touchée d'une immense et profonde compassion ; elle avait été unanime à donner à la pauvre veuve un témoignage éclatant de sympathie. Une foule nombreuse, nous dit l'Évangile, suivait le cercueil. En accomplissant ce devoir de charité, elle fournissait au Sauveur un nouveau motif d'intervention. Que fera donc Jésus en cette rencontre ! Il s'adresse directement à la mère dont les larmes l'ont ému de compassion. A cette femme que la touchante démonstration de ses compatriotes ne suffit pas à consoler, il dit une de ces paroles qui ont le don de guérir les blessures les plus douloureuses de l'âme : « Ne pleurez pas. » Oh ! si nous avions plus de foi, dans nos afflictions, dans nos tristesses et nos épreuves de chaque jour, nous n'irions point mendier auprès des hommes de misérables et stériles consolations. C'est à Jésus lui-même, à Jésus vivant au milieu de nous, à Jésus seul que nous voudrions confier le secret de la douleur qui étreint et torture notre âme, souvent dans ses fibres les plus délicates et les plus intimes. Qu'importe que le monde nous plaigne et s'apitoie sur notre condition, un regard, une parole de Jésus valent mieux pour la paix du cœur que toutes les marques d'intérêt que peuvent nous prodiguer nos amis même les plus chers. Heureuses les âmes qui mettent ainsi en Dieu leur confiance ; elles ne sont pas exposées à ces déceptions si fréquentes et si amères des consolations purement humaines ; car, fallût-il un miracle pour leur prouver toute l'étendue de la compassion divine, Jésus n'hésiterait pas à l'accomplir, comme il l'a accompli en faveur de la pauvre mère de notre évangile.

En effet, s'étant approché, il toucha le cercueil. Aussitôt les porteurs s'arrêtèrent. La foule suspendue attendait ce qui allait se passer. « Jeune homme, levez-vous, je vous le commande, dit Jésus. » A ce ton absolu, qui ne reconnaît pas le suprême arbitre de la vie et de la mort ? Jadis on avait vu Elie ressusciter le fils de la veuve de Sarepta, Elisée rendre à la Sunamite l'enfant qu'elle pleurait ; mais quelle différence entre Jésus domptant la mort d'un mot et les prophètes réduits à

ranimer et à échauffer de leur haleine des cadavres glacés ! Au lieu des longs et pénibles efforts d'une puissance déléguée, nous apparaît l'autorité d'un Maître souverain. En rendant la vie à des corps inanimés et déjà atteints par la corruption du tombeau, Jésus montrait clairement que rien ne lui était impossible, et par un argument invincible, il répondait à toutes les difficultés élevées contre la résurrection des corps, qui doit avoir lieu à la fin du monde. O combien ridicules m'ont toujours paru les bornes que les impies prétendent assigner à la puissance divine et combien sottes les objections qu'ils ne cessent d'opposer aux décrets de l'infinie sagesse !

Mais il est une autre résurrection figurée par celle du jeune homme de l'évangile : c'est la résurrection à la grâce de l'âme morte par le péché. L'Eglise déplore plus vivement que la veuve de Naïm, le triste sort de ses enfants égarés dans les voies de l'iniquité ! Elle n'a pas assez de larmes pour exprimer sa douleur et l'indicible désir qu'elle éprouve de voir les malheureux pécheurs sortir du tombeau de leurs crimes et renaître à une vie nouvelle, vie toute sainte, vie désormais exempte de défaillance et de ruine. Mais quand c'est la jeunesse, la jeunesse avec ses merveilleuses ressources pour le bien, qui prématurément est la proie de la mort spirituelle, ah ! quels déchirements pour le cœur maternel de l'Eglise ! Jeunes gens chrétiens, faites donc tout pour épargner ce deuil à votre mère, fuyez ces abîmes où peut sombrer votre innocence, vivez, vivez de longs jours pour Dieu, appliqués au devoir et à la vertu. Et s'il vous arrive de succomber à quelque coup funeste de l'enfer, ne perdez pas courage et souvenez-vous que votre Dieu est tout puissant pour ressusciter les âmes comme pour ressusciter les corps. Quand la voix de Jésus se fera entendre à votre cœur vous appelant à la résurrection et à la vie, vite debout ! A peine Jésus eut-il parlé, que le mort de l'évangile rompant les bandelettes et les liens qui le retenaient se mit sur son séant. Imitiez-le et comme lui prouvez que vous êtes vivant, prouvez-le par votre langage, par vos œuvres vraiment chrétiennes.

III

L'évangéliste termine le récit du miracle de Naïm par ces mots : « Et tous ceux qui étaient présents furent saisis de frayeur, et ils glorifiaient Dieu disant : Un grand prophète s'est levé parmi nous, et Dieu a visité son peuple ! » L'impression profonde, salutaire que ressentirent les heureux témoins du prodige accompli par Jésus, vous semble naturelle. Il eût fallu un cœur plus dur que la pierre pour résister à un tel spectacle. Cependant l'évangile paraît relever le mérite de la foule, en relatant les sentiments qu'elle exprime avec tant d'énergie et d'enthousiasme. Ah ! c'est que les âmes droites savent seules se rendre ainsi à l'évidence sans arrière-pensée, sans hésitation, avec une plénitude d'adhésion qui exclut tout doute, toute incertitude, tout délai. Il n'en va pas

de même des hommes orgueilleux, esclaves de la passion ou du respect-humain. La Providence a beau multiplier sous leurs yeux les signes de crédibilité; les manifestations les plus touchantes de la bonté divine les laissent insensibles : ils semblent même s'endurcir davantage à mesure que la grâce se révèle plus clairement et d'une manière plus pressante. N'est-ce point là le crime capital de notre génération de ne répondre que par un redoublement d'impiété et de blasphèmes à toutes les avances que Dieu lui a faites et lui fait encore chaque jour pour la sauver.

Instruits par les leçons que nous offre notre évangile, prenons garde de donner dans les misérables égarements des mondains. Pour cela appliquons-nous à ne jamais perdre de vue la fragilité de la vie, qui nous est rappelée aujourd'hui. On meurt à tout âge et malheur à ceux que la mort surprend. Un jugement inflexible leur est réservé. Ceux, au contraire, que le divin Maître trouvera vigilants et fidèles, auront part à l'éternelle récompense.

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

LIMBURGEN

Dubia circa matrimonia clandestina

Diverses considérations permettaient de penser que le décret *Tametsi* du Concile de Trente était en vigueur à Francfort et Bornheim dans le diocèse de Limbourg. Les catholiques l'observaient pour leurs mariages entre catholiques. Mais on n'avait pas la preuve que le décret y eût été expressément publié. L'évêque de Limbourg exposa tout au long l'état des choses et soumit à la sacrée Congrégation les doutes suivants.

Dubia

I. *An decretum Tridentinæ Synodi Sess. XXII cap. 1 De reform. matrim. clandestina matrimonia invalidans fideles Francofurti degentes sive vi publicationis, sive vi observantiæ diuturnæ obliget, ita ut matrimonia ibi, non servata forma Tridentina, inter catholicos pro nullis habenda sint in casu.*

II. *An decretum illud eadem ratione etiam sponso catholicos locum Bornheim incolentes obstringat in casu.*

Et quatenus affirmative ad utrumque.

III. *Quid agendum relate ad eos catholicos Francofurtenses et Bornheimenses, qui antehac matrimonium clandestine contraxerunt, et de validitate nihil dubitantes adhuc in eodem vivunt in casu.*

Et quatenus negative ad utrumque 1^m et 2^m dubium vel alterutrum.

IV. *An idem decretum ibidem publicandum sit absque tamen præjudicio validitatis matrimoniorum ab a catholicis inter se vel a catholicis cum protestantibus contractorum in casu.*

RESOLUTIO. Sacra Congreg. Concilii re cognita

sub die 19 januarii 1889 censuit respondere : *Ad I. et II. constare fideles Francofurti et Bornheim degentes, lege Tridentina, circa matrimonia clandestina teneri. Ad III. et IV. In voto consultoris.*

Vœu du consultant

Ad dubium III.

« Catholici qui antehac in parochia Francofurtensi et Bornheimensi clandestine matrimonium contraxerunt et nihil dubitantes adhuc in eodem vivunt, si utraque pars sese sistat in foro ecclesiastico aut facili negotio induci possit, ut sese sistat, in forma Tridentina renouent consensum secreto coram parocho et duobus testibus; si una tantum pars sese sistat, altera vero pars sese sistere recuset, Rmo Episcopo Limburgensi danda est facultas sanandi hujusmodi matrimonia in radice ad normam facultatis d. 4. Decembris 1886 a SS. Domino Episcopis Austriacis concessæ; si neutra pars sese sistat, neque ulla sit spes, ut moniti sese sistant, relinquendi sunt in sua bona vel mala fide juxta cap. 6, D. De consang. et affn., IV, 14. »

Ad dubium IV.

« In parochia Francofurtensi lex Tridentina irritans matrimonia clandestina, cum certo iam sit promulgata, nova promulgatione, qua denuo in illa parochia vim obtineat, omnino non indiget; promulgatio vero quæ fit ex mera utilitate relinquenda est prudenti arbitrio Episcopi Limburgensis juxta verba cap. *Tametsi* Concilii Tridentini. In parochia vero Bornheim, licet a solemnibus quadam promulgatione abstinendum sit, tamen majoris securitatis causa expedit, ut ibidem simpliciter quadam ratione fidelibus catholicis intimetur matrimonia clandestina a Catholicis celebrata esse omnino nulla et irrita ex lege Tridentina. »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Dans les enterrements solennels, le curé est assisté des vicaires de la paroisse, tous en chape noire. Où placer dans ces cérémonies un vénérable chanoine honoraire revêtu de ses insignes ? doit-il être auprès du célébrant ou auprès des vicaires ?

2^o L'encensement de deux coups est-il dû aux chanoines isolés en dehors de leur collégiale quand ils portent leurs insignes ?

3^o Aux enterrements, certains livres de chant indiquent qu'à la levée du corps dans la maison mortuaire on chante le *De profundis* ou le *Laudate*; l'usage contraire est de réciter ces psaumes ; est-il légitime ?

4^o Peut-on les chanter en se rendant à l'église, au lieu du *Miserere* et du *Beati immaculati* ?

5^o Le *Benedictus* doit se chanter au cimetière après la bénédiction de la fosse. Peut-on le chanter le long du chemin surtout quand le parcours est long, ou vaut-il mieux faire ce parcours en silence ?

R. — Ad I. Nous avons déjà dit que d'après les règles du droit canon et de la liturgie, MM. les chanoines n'ont pas le droit de porter l'habit canonical hors de leur église, soit cathédrale, soit collégiale. Ils ne le pourraient que s'ils étaient en corps

avec leur chapitre, ou bien encore, peut-être, s'ils représentaient le chapitre.

Telles ont été, jusqu'à présent les décisions des Congrégations romaines ; et tel aussi a été l'enseignement des théologiens, canonistes et liturgistes, même en France.

Nous n'avons donc pas de règle pour décider le cas anormal qui nous est proposé.

Ad II. La réponse est dans la solution précédente.

Ad III. Le Rituel Romain ne laisse pas au célébrant l'alternative de dire le *De profundis* ou le *Laudate*. On doit dire le *De profundis*. Voici le texte même du Rituel :

« Parochus vero, antequam cadaver efferatur, illud aspergit aqua benedictæ, mox dicit Antiphonam : *Si iniquitates, cum psalmo De profundis clamavi etc., etc.* »

Puisque vos livres de chant vous laissent le choix entre le *De profundis* et le *Laudate*, prenez le *De profundis*, et alors vous observerez la liturgie romaine, sans violer l'usage de votre diocèse.

Vous nous dites ensuite que ces mêmes livres de chant demandent que l'on chante ce psaume, mais que l'usage est de le réciter : et vous nous demandez si cet usage est légitime ? Nous répondons affirmativement ; cet usage est légitime, attendu qu'il est conforme à la rubrique romaine.

Ad IV. Peut-on chanter le *De profundis* ou le *Laudate* au lieu du *Miserere* et du *Beati immaculati*, en se rendant à l'église ? Non, puisque la rubrique prescrit de chanter le *Miserere* et le *Beati immaculati*.

« Deinde cadaver effertur, Parochusque de Domo procedens, statim gravi voce intonat Antiphonam : *Ersullabunt Domino*, et cantores inchoant psalmum *Miserere* etc. »

Nous ne voyons pas pourquoi l'on s'écarte ainsi d'une rubrique si formelle, et si facile à observer.

Ad V. Le *Benedictus* doit se chanter au cimetière seulement, puisque la rubrique le dit.

Mais que dire, en allant de l'église au cimetière, si le parcours est long ? La rubrique n'a pas prévu ce cas. Puisqu'elle ne prescrit rien, il semble que l'on pourrait partir en silence, de même qu'on est allé en silence à la maison mortuaire. Mais plusieurs auteurs conseillent de répéter l'antienne *In Paradisum*, ou bien encore de réciter des psaumes tirés de l'office des morts ou des Psaumes Graduels. On pourrait aussi les chanter. Puisque la rubrique se tait, on peut choisir l'une ou l'autre de ces diverses pratiques.

Q. — 1^o Quand l'adoration perpétuelle tombe dans l'octave de Pâques, quelle messe doit-on chanter, et combien d'oraisons faut-il dire ?

2^o Lorsque dans une octave privilégiée on doit faire mémoire d'un saint simplifié, faut-il ajouter encore les oraisons de *Beata vel pro papà*, où les supprimer si la messe comporte déjà trois oraisons ?

3^o Si on dit une messe votive dans une octave qui com-

porte le *Credo*, faut-il à cette messe votive réciter le *Credo* à cause de l'octave ?

4^o Saint Alpinien est très honoré dans une ville du diocèse de Montauban ; il y a un grand concours de peuple. Je voudrais pouvoir dire la messe votive de ce saint. Le puis-je ? A qui faut-il demander l'autorisation.

5^o Un prêtre a la vue tellement affaiblie qu'il ne peut plus lire la messe même de *Beata* (obtenue par indult) ; il la récite de mémoire. Ce prêtre peut-il dire la messe seul ou est-il obligé d'avoir un prêtre assistant ?

6^o Un prêtre peut-il sans scrupule se rincer la bouche tous les matins à son lever pour la conservation de ses dents, malgré le péril d'avaler une ou deux gouttes d'eau ?

R. — Ad I. On doit dire la messe de l'octave de Pâques avec la seule oraison du très saint Sacrement sous la même conclusion. Par conséquent on ne dit pas l'oraison de *Tempore*, ni même la commémoration d'un saint simplifié, dans le cas où il y en aurait. Voyez le n^o 39 de cette année.

Ad II. Lorsque dans une octave privilégiée on doit faire mémoire d'un saint simplifié, et qu'on a déjà dit les trois oraisons que comporte la messe, on n'ajoute pas l'oraison ou les oraisons de *Tempore*.

Ad III. Lorsqu'on dit une messe votive dans une octave qui comporte le *Credo*, on ne peut pas dire le *Credo*, car le décret du 2 septembre 1690 (n. 3232, ad 1 et ad 2) le défend d'une manière absolue.

Evidemment nous supposons une messe votive privée, parce que dans les messes votives solennelles, il se dit ordinairement ; on ne l'omet qu'aux messes de couleur violette qui se disent pendant la semaine. Il se dirait encore si la messe votive solennelle était célébrée un dimanche.

Ad IV. Rien n'empêche que vous disiez la messe votive de saint Alpinien ; et pour cela vous n'avez besoin d'aucune autorisation, car ce saint est canonisé. Son nom est inscrit au martyrologe romain.

Quand nous disons que vous pouvez dire la messe de ce saint, nous supposons que vous la direz dans des jours où les messes votives sont permises. Vous savez que les messes votives privées sont défendues aux sept fêtes privilégiées (le mercredi des cendres, et la semaine sainte), tous les dimanches, les vigiles privilégiées (Noël, Epiphanie et Pentecôte) aux fêtes doubles, octaves privilégiées (Noël, Epiphanie, Pâques, Pentecôte et Fête-Dieu).

Ad V. Nous croyons qu'un prêtre dont la vue est tellement affaiblie qu'il ne puisse plus lire la messe de *Beata*, et qu'il soit obligé de la réciter de mémoire, a besoin d'un nouvel Indult Apostolique. La raison en est que les Indults sont ordinairement accordés à la condition qu'on ne récitera pas la messe de mémoire.

«... et dummodo orator non sit omnino cæcus, memoriter non recitet... »

Telle est à peu près la teneur de ces sortes de concessions. Par conséquent, il ne suffirait pas que ce prêtre se fit accompagner par un prêtre assistant, il doit recourir à Rome pour obtenir un

nouvel Indult qui lui permette de réciter de mémoire.

D'après votre lettre, ce prêtre infirme, qui avait reçu le pouvoir de dire la messe de *Beaté*, disait jusqu'à présent la messe, seul, sans un prêtre assistant. Nous en sommes étonnés, et nous vous serions reconnaissants si vouliez bien nous communiquer le texte de cet Indult, parce que nous n'avions pas encore vu une faculté aussi étendue.

Ad VI. Il n'y a aucun péché à se rincer la bouche le matin, lors même qu'on avalerait de l'eau. Mais si l'accident survient, il y aurait péché à célébrer la messe puisqu'on ne serait plus à jeûn.

Les prêtres scrupuleux feront bien de ne pas prendre soin de leur bouche en ce moment pour ne pas se créer d'ennuis.

Mais on peut se rincer la bouche sans grand danger, si l'on n'est pas d'un caractère trop distrait. Il suffit de la volonté et d'une attention ordinaire pour ne pas avaler d'eau. Les restes d'eau qui peuvent demeurer dans la bouche après qu'on a rejeté l'eau de lavage, ne font plus qu'un avec la salive et ne peuvent rompre le jeûne.

Q. — J'ai à célébrer le premier vendredi de chaque mois, pour les membres de la confrérie du Sacré-Cœur, une messe fondée, suivie de la bénédiction avec le saint Ciboire; or, pendant l'été, dans nos petites paroisses de la campagne, l'assistance à la messe de la semaine se compose de deux ou trois personnes, au plus. Il peut même arriver qu'il n'y ait de présent que le servant; une assistance aussi minime me paraît insuffisante pour donner la bénédiction après la messe.

Ne serait-il pas plus convenable de remettre cette bénédiction au dimanche suivant, pour la donner soit après vêpres, soit après l'exercice du soir, où l'assistance est régulièrement plus nombreuse, et toujours composée d'au moins quinze personnes, pour la prière du soir.

Votre avis, s'il vous plaît, à ce sujet.

R. — Nous comprenons très bien votre difficulté. Mais pour la résoudre, vous devez vous adresser à l'autorité diocésaine, qui seule a qualité pour régler ces sortes de matières.

Q. — 1^o En vertu d'un Indult apostolique, notre évêque accorde à tous les curés du diocèse la faculté de permettre l'usage des viandes aux fidèles placés sous leur juridiction, pendant presque tous les samedis de l'année. Un curé peut-il permettre l'usage des viandes, les samedis, aux membres de sa famille qui ne sont pas auprès de lui mais qui habitent la maison paternelle? Un vicaire ou un prêtre habitués, chargés momentanément du service paroissial auraient-ils cette même faculté?

2^o Pourrait-on appliquer la formule de la bénédiction, marquée au rituel, sur une croix en argent ayant à peine la longueur d'un demi pouce et sur laquelle ne se trouve point l'image du Christ? Et si négative ne peut-on pas appliquer la bénédiction *ad omnia*?

3^o Lorsqu'on bénit les chapelets de Notre-Dame du Rosaire doit-on prendre une étoile et de quelle couleur? Faut-il revêtir aussi le surplis?

4^o Dans notre diocèse on célèbre deux fois la fête du Précieux-Sang, le vendredi après le quatrième dimanche du carême et le premier dimanche de juillet. Je crois qu'on peut bien le faire. Mais je désire avoir l'avis de l'*Ami du Clergé*.

R. — Ad I. Si les parents sont sous la juridiction du curé et ne retombent sous aucune restric-

tion mise par l'évêque à la faculté qu'il délègue à ses curés, nous ne voyons rien qui l'empêche de les dispenser comme les autres fidèles.

Le prêtre qui n'administre la paroisse qu'accidentellement et sans titre ne saurait faire usage des pouvoirs accordés aux curés.

Ad II. On peut appliquer la formule de la bénédiction sur une croix en argent qui n'aurait qu'un demi pouce de longueur, attendu que le Rituel ne détermine pas la dimension des objets que l'on bénit.

Mais peut-on bénir une simple croix sur laquelle ne se trouve point l'image du Christ? Il ne peut y avoir de doute sur ce point. On le peut, puisque le Rituel indique deux bénédictiones différentes, l'une pour la simple croix, sous le titre :

« *Benedictio novæ crucis;* »

L'autre pour les saintes images, de Notre-Seigneur, de la très-sainte Vierge et des autres saints, sous le titre :

« *Benedictio imaginum Jesu Christi Domini nostri, Beatæ Mariæ Virginis, et aliorum sanctorum.* »

Et Baruffaldi fait observer que la première de ces bénédictiones s'applique aux croix simples, c'est-à-dire, sans l'image de Notre-Seigneur.

A la vérité, cette bénédiction d'une croix nouvelle est destinée surtout aux grandes croix, par exemple à celles que l'on érige sur les routes, ou à l'entrée des maisons monastiques, ou en d'autres endroits. Mais si l'on peut bénir une grande croix qui ne porte pas l'image du Sauveur, pourquoi ne pourrait-on pas en bénir une petite?

Du reste nous n'avons jamais vu de prohibition de ce genre dans les décrets de la sacrée Congrégation des Indulgences.

Ad III. En règle générale, lorsqu'on fait une bénédiction en dehors de la messe, le prêtre revêt au moins le surplis et l'étole.

Quant à la couleur, on prend celle du temps :

« *In omni benedictione extra Missam, sacerdos saltem superpelliceo et stola, pro ratione temporis utatur, nisi aliter in Missali notetur.* » (Rituale romanum : De Benedictionibus, Regulæ generales.)

Qu'entend-on par la couleur du temps? C'est celle qui est conforme à l'office du jour.

Ad IV. Si Mgr votre évêque a obtenu pour son diocèse la faveur de célébrer la fête du Précieux-Sang dans les deux de l'année que vous indiquez, et qu'il marque cette fête dans l'*Ordo* diocésain, tous les clercs astreints à la récitation des Heures, non seulement peuvent, mais doivent réciter cet office deux fois, une fois en carême, et l'autre au commencement de juillet.

La sainte Eglise fait célébrer deux fois la fête des Sept-Douleurs de la très-sainte Vierge; pourquoi ne permettrait-elle pas de célébrer deux fois la fête du très précieux Sang de Notre Seigneur Jésus-Christ?

Q. — Quelqu'un peut-il être à la fois, ministre du sacrement de baptême, et parrain de l'enfant qu'il baptise ?

Le bon sens, et le rituel, qui demande un ministre et un parrain, semblent réprouver la chose.

D'autre part, il paraît que l'Ordinaire de notre diocèse le permet quelquefois.

Les théologiens que j'ai consultés jusqu'ici, ou n'osent pas se prononcer ou ne sont pas du même sentiment.

Qu'en pense l'*Ami du Clergé* ? Donner des preuves, et d'où elles sont tirées, s'il tranche la question.

R. — Aucune rubrique ni aucune loi générale de l'Eglise ne défend au prêtre qui baptise d'être en même temps parrain. Nous croyons donc qu'il peut l'être.

On peut nous faire quelques objections tirées, 1^o de l'opinion de quelques théologiens, 2^o de l'antique discipline de l'Eglise, 3^o de quelques statuts diocésains. En effet : 1^o Plusieurs théologiens le défendent. Ainsi Gobat enseigne que le prêtre ne peut pas être ministre et parrain en même temps, parce qu'il ne convient pas qu'il remplisse un double rôle, faisant lui-même les demandes et les réponses. Tel est aussi le sentiment d'Amort.

2^o La coutume ancienne de l'Eglise a toujours été opposée à cette pratique.

3^o Divers statuts diocésains ou même provinciaux défendent aux ecclésiastiques d'être parrains. Ainsi saint Charles exclut non seulement les moines et les religieux, mais encore les clers séculiers qui ont reçu les ordres sacrés :

«... Nec vero monachos, Regulares, clericosve sæculares sacris initiatos ad infantem de baptismo suscipiendum adhiberi sinet (parochus).

On trouve la même prohibition dans un statut de Westminster :

« Non admittantur patroni... ecclesiastici. »

Mais on peut répondre à ces divers arguments :

1^o Et d'abord nous pouvons opposer aux deux théologiens cités tous les autres théologiens, car ils ne parlent pas de cette prohibition. Quant à la raison sur laquelle ils fondent leur opinion, à savoir que les prêtres ne peuvent jouer deux personnalités, interroger et répondre, nous répondons : rien n'empêche que le prêtre charge une autre personne de répondre et d'agir à sa place. Bien plus, la substitution n'est pas nécessaire dans la plupart des cas ; il y a ordinairement une marraine, qui répond aux interrogations et cela suffit. Par conséquent ce sentiment, qui s'appuie sur quelques théologiens et sur la raison qu'ils en donnent, n'est pas suffisamment fondé.

2^o Le second argument n'est pas plus solide. Il s'appuie sur la coutume, qui aurait toujours existé dans l'Eglise, de ne jamais remplir les deux fonctions en même temps, celle de baptiseur, et celle de parrain.

Cet argument repose sur une base historiquement fautive. L'histoire nous apprend en effet qu'on a vu des évêques être parrains d'enfants qu'ils baptisaient. Ainsi saint Grégoire de Tours raconte dans son histoire des Francs (*Historia francorum*) qu'un évêque (probablement, Chrasmare, évêque de Tournay et Noyon), baptisa

Samson, fils de Chilpéric, et lui servit de parrain. Un autre fils du même roi, fut également baptisé et tenu sur les fonts par Ragnemode, évêque de Paris. Le pape Adrien en fit autant à l'égard de Pépin, fils aîné de Charlemagne.

Cette preuve tirée de la coutume de l'Eglise n'est donc pas fondée.

3^o Quant à l'argument tiré de certains statuts diocésains ou provinciaux, on n'en peut rien conclure, parce que ces statuts particuliers ne peuvent atteindre que les ecclésiastiques appartenant à ces diocèses ou à ces provinces.

Vous voyez que votre évêque peut parfaitement permettre à un prêtre d'être baptiseur et parrain de l'enfant qu'il baptise.

Q. — Y a-t-il un devoir de conscience pour un instituteur laïque d'enseigner le catéchisme après la classe ?

R. — L'instruction religieuse est essentielle à l'éducation qu'un instituteur, soit laïque, soit congréganiste, doit aux enfants qui lui sont confiés. L'enseignement neutre, fût-il vraiment et strictement neutre, ce qui ne se voit nulle part, n'a jamais été regardé par l'Eglise comme un enseignement bon et licite. Passer sous silence Dieu, la fin dernière, les devoirs religieux, la nécessité d'être les fidèles sujets de la sainte Eglise, c'est la plus traîtresse manière de les nier. Mettre sur le même pied la révélation divine et les erreurs du rationalisme, la religion vraie et les religions fausses c'est enseigner l'indifférentisme tant de fois signalé par les Souverains Pontifes comme un également funeste et une trahison de la vérité. Nul catholique ne peut donc se contenter de l'enseignement neutre, qu'il soit laïque ou congréganiste, qu'il soit instituteur ou chargé à quelque titre que ce soit, de veiller sur l'instruction d'un enfant.

Mais le devoir strict du maître en cette matière ne saurait s'étendre, ni pour les matières, ni pour le temps au delà des limites de son office.

Quant à la matière, le meilleur manuel du maître et de l'élève est sans contredit. Le catéchisme, le texte même, que les évêques mettent entre les mains de l'enfance chrétienne et dont les curés doivent exiger la connaissance des enfants qu'ils ont à former. C'est le catéchisme que doivent faire apprendre les instituteurs maîtres de leur action. Mais à supposer que des circonstances majeures, indépendantes de leur volonté, ne leur permettent pas d'enseigner la lettre même du catéchisme, ils devraient trouver d'autres moyens de faire pénétrer dans l'esprit des enfants les notions religieuses qui doivent faire partie de tout enseignement pour qu'il ne soit pas digne de condamnation. Du moment que l'instituteur s'acquitte ainsi de son devoir, dans la mesure possible et suffisante, on n'est pas en droit d'exiger strictement qu'il fasse davantage.

Quant au temps, l'instituteur n'est tenu à titre de justice qu'au temps exigé par les règlements qui fixent le nombre d'heures destinées à la classe

et la rétribution qui répond à ce service. En dehors de ce temps, il n'est pas tenu strictement à rien envers ses élèves, à moins que cette obligation ne lui soit imposée d'ailleurs. Or, dans la question rien ne fait supposer qu'il soit soumis en cela à une obligation particulière de justice.

Mais ne serait-il pas tenu à titre de charité, s'il lui était possible de s'y prêter? C'est là une question qu'il est impossible de résoudre d'une manière générale par un seul mot. Il faut peser, d'une part, la nécessité plus ou moins grande de son concours pour assurer la formation religieuse de ses élèves, d'autre part la possibilité physique ou morale pour l'instituteur d'étendre jusque là son action, les facilités où les difficultés qu'il rencontrera du côté des parents et du côté de l'administration civile, le plus ou moins d'espoir qu'il y aurait de réussir dans une si noble tâche et de ne pas compromettre le bien qu'un bon instituteur peut encore procurer malgré les obstacles que lui oppose la loi de malheur. C'est de l'étude approfondie des circonstances que devrait sortir, comme conséquence, la règle à suivre dans chaque situation particulière.

Q. — M^{me} Ramsay, dans un livre intitulé : « *The Bell of the Sanctuary* » et cité par Mgr Foulon dans la vie de Mgr Darboy, prête à ce dernier ces paroles : « La définition du dogme était ainsi formulée : *Le Pape est infaillible lorsque assisté de Dieu il prononce sur une question de théologie ou de morale.* Je fus d'avis qu'il fallait ajouter la clause : *et appuyé sur les moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise.* Mon avis fut rejeté par le motif que, pour tout catholique, cette vérité était palpable, ayant été enseignée, comprise et acceptée par toutes les générations depuis saint Paul et que l'insérer ne serait qu'une répétition inutile et une concession à l'esprit indocile du siècle. Le Saint-Père a envisagé la proposition sous ce point de vue. »

1^o Est-il vrai que cette clause : *et appuyée sur les moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise* : a été rejetée pour la raison invoquée ci-dessus ?

2^o Le Saint-Père a-t-il pu envisager la proposition sous ce point de vue ?

3^o Quel est le texte même de la définition du dogme de l'infaillibilité du Souverain Pontife ?

J'ai toujours cru qu'un dogme devait être formulé d'une manière claire et complète.

R. — Ad I et II. La clause : *et appuyé sur les moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise*, aurait jeté dans la définition de l'infaillibilité une foule d'obscurités et d'incertitudes.

Elle pouvait signifier que le Pape, en définissant un dogme de foi doit agir d'une manière prudente et, par conséquent, user des moyens mis par Dieu lui-même à sa disposition pour connaître la révélation divine. Dans ce sens, il est palpable pour tout catholique que c'est ainsi que les choses doivent se passer et, la chose étant évidente par elle-même, il était tout à fait inutile de l'insérer. Mais le rejet de cette clause avait d'autres motifs encore.

Elle était trop vague et trop indéterminée. Quels sont en effet ces *moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise* ? Où en eût été la formule ? Qui

aurait eu charge de les déterminer ? — Puis, qui eût dû juger si, dans tel cas particulier, les *moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise* avaient été mis à contribution, et suffisamment pour que la définition fût irréfutable ?

Pouvait-on préciser la formule ? Aucunement. Notre-Seigneur a promis à son Eglise l'assistance de son Esprit ; mais il n'a, nulle part et par aucune parole, limité cette assistance à tel mode déterminé à l'exclusion de tel autre. On ne trouverait, dans la sainte Ecriture, aucun texte qui permet de dire : « La foi de Pierre ne sera inébranlable et son enseignement incontestable que s'il se met dans telle ou telle condition d'assistance. » Rien non plus de semblable dans la vraie tradition de l'Eglise.

Les Gallicans, il est vrai, voulaient faire dépendre l'infaillibilité du Pape du consentement exprès ou tacite de l'épiscopat. Mais c'est là une erreur manifeste facilement réfutée par les textes qui établissent Pierre chef de l'Eglise. Pour ne citer que ceux qui se rapportent plus explicitement à l'infaillibilité : Pierre a reçu, par la prière de Notre Seigneur, la mission de confirmer la foi de ses frères et ce seraient ses frères, les évêques qui, par leur consentement confirmeraient la foi de Pierre, du Souverain Pontife ! C'est sur Pierre que l'Eglise est bâtie ; Pierre est le fondement qui la rend inébranlable : et Pierre lui-même ne saurait se tenir debout s'il ne reposait sur ceux qui composent l'édifice et auxquels il doit servir de fondement, et la foi qu'il enseigne aurait besoin d'être confirmée par le consentement de ses disciples ! Pierre reçoit la charge de paître le troupeau tout entier, même les mères-brebis avec les agneaux, comme le dit justement Bossuet ; et Pierre ne pourrait marcher sûrement à la tête du troupeau, ni faire bon usage de sa houlette, s'il n'avait pour se régler l'assentiment des brebis ! Voilà des impossibilités manifestes. La clause : *appuyé sur les moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise*, ne pouvait qu'obscurcir le sujet. Ce n'est pas faire une supposition gratuite que de voir dans cette formule la consécration formelle ou équivalente de l'erreur gallicane. C'est là un de ses autres défauts.

Je ne sais si Mgr Darboy entendait mettre parmi les *moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise*, le consentement exprès ou tacite de l'Episcopat. Mais il est évident qu'il n'aurait pu trouver mieux. Et il est à croire que son esprit délié, si comme je le pense, il avait essayé d'une autre formule, aurait au fond ramené cette doctrine. C'était là un grave danger.

Un autre encore plus grave eût été de donner à croire que l'infaillibilité tenait à l'emploi de certains moyens d'information plutôt qu'à une assistance spéciale de l'Esprit Saint : ce qui aurait complètement dénaturé la notion même de l'infaillibilité. Ces moyens, tout autre que le Pape, pourrait les employer aussi bien que lui et jouir de son infaillibilité.

Enfin cette clause, inutile et dangereuse comme explication, ainsi que nous venons de le montrer brièvement, eût été facilement comprise dans un sens restrictif ou limitatif. En d'autres termes, au lieu de définir que le Pape est infaillible quand il définit un point de foi ou de mœurs, on aurait plutôt défini qu'il n'est pas infaillible, sinon quand son jugement aurait cadré avec la règle formulée dans la clause, c'est-à-dire, avec ces moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise.

Dès lors, à quoi bon cette infaillibilité dérivée et de second ordre ? Pourquoi ne pas s'en tenir à l'infailibilité première concrétée dans ces moyens d'assistance ?

On le voit : le Concile et le Pape ont eu, en dehors de la raison prêtée à M^r Darboy, plusieurs autres excellents motifs de ne pas admettre la clause.

La définition d'ailleurs n'y a rien perdu pour la clarté, l'intégrité et la justesse. Notre estimable correspondant, pour qui la question paraît être assez neuve, en jugera par le texte même que nous traduisons pour sa satisfaction, en y joignant de très brefs commentaires sous forme de notes.

Ad III. « C'est pourquoi, nous attachant à la tradition reçue dès le début de la foi chrétienne ⁽¹⁾, pour la gloire de Dieu notre sauveur, l'exaltation de la religion catholique, et le salut des peuples chrétiens ⁽²⁾, avec l'approbation du saint Concile ⁽³⁾ nous enseignons ⁽⁴⁾ et nous définissons comme dogme divinement révélé : que le Pontife Romain ⁽⁵⁾, quand il parle ex cathedra ⁽⁶⁾ c'est-à-dire, que, s'acquittant de l'office de Père et de Docteur de tous les chrétiens, il use de

(1) Voilà la preuve de fait que, pour définir, le Pape ne néglige pas de recourir aux sources de la révélation. On en aura une autre preuve quelques lignes plus bas quand le Pape mentionne le concours du Concile. Il en existe une autre dans ce qui précède la définition : le Pape énumère plusieurs moyens employés pour mettre en plein jour la vérité.

(2) Réponse à ceux qui ont osé prétendre que cette définition devait être ou aurait été préjudiciable aux peuples chrétiens.

(3) Les Gallicans attachaient l'infailibilité au consentement de l'Episcopat dispersé ou réuni : ils ont ici le consentement de l'Episcopat réuni : le plus solennel et le plus facile à constater.

(4) C'est le Pape qui porte la définition dans les Conciles qu'il préside.

(5) Le Pontife Romain, comme tel, mais lui en personne, et non l'Eglise Romaine.

(6) C'est là l'expression consacrée par les théologiens. Cette expression pouvant n'être pas claire pour tous, le Concile a voulu l'expliquer tout au long dans le membre de phrase suivant, bien plus clair et plus exact que la clause des *moyens d'assistance reconnus*.

sa suprême autorité apostolique pour définir une doctrine concernant la foi ou les mœurs comme devant être tenue par l'Eglise entière ⁽⁷⁾; *par l'assistance divine qui lui a été promise dans la personne du bienheureux Pierre* ⁽⁸⁾, *jouit de l'infailibilité même dont le divin Rédempteur a voulu pourvoir son Eglise pour définir la doctrine concernant la foi et les mœurs* ⁽⁹⁾; *et que par conséquent ces définitions du Pontife Romain sont irréformables par elles-mêmes et non par le consentement de l'Eglise* ⁽¹⁰⁾.

Cette définition ne condamne point le Pape à définir sans employer aucun moyen d'information ou de recours à Dieu ; mais elle ne lui en impose aucun. Elle fait dépendre la pleine, entière et absolue soumission des fidèles, non de la constatation que le Pape s'est entouré de telle ou telle garantie humaine, fût-elle surnaturelle, mais de la constatation qu'il a parlé *ex cathedra*, c'est-à-dire comme Pasteur et Docteur de tous les chrétiens, définissant un point de dogme ou de morale. C'est beaucoup plus simple, plus clair, plus sûr que d'avoir fait dépendre la valeur de ces définitions de l'emploi des *moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise*.

Ajoutons, chose capitale : c'est le dogme tel qu'il a été révélé.

(7) De là il résulte que le Pape reste unique juge des moyens : du moment que son autorité est intervenue, nul ne peut plus quereller sur la préparation de la définition.

(8) L'assistance promise à Pierre est divine, immédiatement divine, sans qu'aucun moyen s'interpose entre Dieu et son vicaire.

(9) L'infailibilité du Pape est celle même de l'Eglise ; l'Eglise n'a pas d'autre infailibilité que celle du Pape.

(10) Ces derniers mots réprouvent en propres termes la doctrine gallicane sur l'infailibilité, doctrine que tous maintenant sont obligés de tenir pour hérétique.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o Une fabrique peut-elle faire apposer les scellés quand elle est créancière d'une succession ?

2^o Un créancier ordinaire peut-il en faire autant ?

3^o Est-ce qu'un juge de paix a le droit d'apposer d'office les scellés dans les palais épiscopaux ou les presbytères à la mort des titulaires ?

Y a-t-il sous ce rapport une différence entre les curés titulaires et les desservants.

R. — Ad I. Oui ; l'apposition des scellés est un acte conservatoire qu'il appartient aux trésoriers d'accomplir. Les fabriques ont donc le droit de la requérir quand ils jugent à propos.

Ad II. Absolument. Il n'y a point là un privilège pour les fabriques ; tout créancier a le même

droit, ainsi que les héritiers et les exécuteurs testamentaires.

Ad III. D'après l'article 16 du 6 novembre 1813, il est prescrit au juge de paix d'apposer le scellé, en cas de décès du titulaire d'une cure, sans rétribution pour lui et son greffier, ni autres frais, si ce n'est le seul remboursement du papier timbré. Bien que le décret ne parle que des cures, l'Etat peut ordonner, et, de fait, il ordonne souvent l'apposition des scellés dans les desservances. Toutefois, nous ne pensons pas que les juges de paix puissent le faire spontanément et d'office dans ce dernier cas.

L'article 37 ajoute : « Le juge de paix de la résidence d'un archevêque ou évêque, fera d'office, aussitôt qu'il aura connaissance de son décès, l'apposition des scellés dans le palais ou autre maison qu'il occupait.

Les scellés sont levés ensuite, soit à la requête des héritiers, en présence du trésorier de la fabrique s'il s'agit d'une cure ou succursale, ou du commissaire de la mense épiscopale, s'il s'agit d'un archevêché ou évêché. (Art. 17 et 39.)

Q. — J'ai dans ma paroisse une célibataire atteinte d'une maladie qui l'emportera d'ici à quelques semaines. Elle a une certaine fortune qu'elle laissera à ses frères et sœurs. Avant de mourir, elle voudrait donner de la main à la main au curé de sa paroisse : 1^o la somme de 600 fr. pour qu'il dise des messes pour elle après son décès; 2^o deux mille francs (2000) pour l'embellissement de son église. Elle voudrait donner à une autre personne 600 fr. pour les pauvres.

Si ses héritiers le savaient, ce qui est presque sûr, pourraient-ils obliger le curé et l'autre personne à leur livrer ces sommes après le décès de la malade ?

Si oui, comment pourra-t-elle s'y prendre pour que ces dons manuels ne soient pas réclamés et repris par ses héritiers ?

R. — En ce qui concerne le curé et pour les 600 fr. de messes, nous estimons que les héritiers ne pourraient pas réclamer la dite somme, parce qu'elle n'a pas le caractère d'un dépôt, mais bien celui d'un paiement anticipé d'un labeur. Le dépôt est un contrat par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature. (*Code civil, art. 1915.*)

Il nous paraît évident que la somme susdite de 600 fr. n'a été ni livrée ni reçue à la charge de la garder et de la restituer en nature, puisqu'elle devient la propriété immédiate de celui à qui elle a été remise, avant même qu'il ait pu mettre la main à l'œuvre demandée et dont elle est le salaire; elle n'a pas, non plus, à être restituée en nature, mais en un travail d'une certaine espèce.

Il n'en est pas de même de la somme de 2000 fr. donnée au même curé pour embellir l'église. Cette somme a bien le caractère du dépôt puisqu'elle doit être restituée en nature à la fabrique qui a seule qualité pour accepter la donation après en avoir obtenu l'autorisation de l'Etat. Or, l'acte de donation n'ayant pas été accepté par la fabrique autorisée avant le décès de la donatrice, la libéralité devient caduque.

Il faut dire la même chose pour les 1000 fr. destinés aux pauvres, laquelle somme doit être acceptée préalablement par le bureau de bienfaisance autorisé à cet effet. La donatrice venant à mourir avant l'acceptation requise, la libéralité devient caduque également.

Tout cela ressort du code civil. L'article 1937 qui autorise le dépositaire à rendre le dépôt à celui qui a été indiqué pour le recevoir, reçoit exception pour le cas de mort du déposant avant la remise du dépôt; le décès mettant fin au mandat du déposant la chose déposée ne peut plus être restituée qu'à son héritier, aux termes de l'article 1939.

Ainsi le dépôt fait entre les mains d'un tiers, pour être remis à une personne désignée après le décès du déposant, ne donne à cette personne aucun droit sur la somme déposée et n'autorise pas le dépositaire à en effectuer, à décès arrivé, la remise entre ses mains. (*Arrêt de la cour de cassation du 16 août 1842.*) Ces solutions sont conformes à deux arrêts, l'un de la Cour de cassation du 22 novembre 1819 et l'autre de la Cour de Paris du 1^{er} mars 1826.

La cour royale de Douai, par un arrêt du 31 décembre 1834, a décidé en conséquence des mêmes principes, que le dépositaire doit, lors du décès du déposant, remettre la somme déposée à l'héritier du défunt qui la réclame, et non aux personnes désignées pour la recevoir, à l'exception toutefois de la portion dont il aurait été déjà fait emploi au moment de l'action en restitution intentée par l'héritier.

Il résulte de cette jurisprudence, dit Mgr André, un salutaire avertissement pour les ecclésiastiques et pour tous les hommes de bien qui seraient chargés de l'honorable mission d'employer, au nom d'un tiers, des sommes ou des valeurs à eux remises, à des restitutions, à des distributions de secours aux pauvres ou à d'autres œuvres pies.

Que faire alors pour empêcher les réclamations d'héritiers cupides et sans conscience? Le même Mgr André donne un premier conseil qui s'applique particulièrement à la personne chargée de distribuer aux pauvres; c'est de s'empresser de remplir les intentions du donateur.

Il y a deux autres moyens; le premier est de déterminer le donateur à faire sa donation selon toutes les formalités légales relatives aux libéralités entre vifs; et, le second qui devient le meilleur si la mort est imminente, c'est d'engager le bienfaiteur à faire des dispositions testamentaires.

Q. — Notre conseil municipal est républicain et par conséquent tout hostile aux intérêts religieux. Il se préoccupe néanmoins en ce moment d'agrandir le cimetière.

Ce travail exige des transports de terrain. Il faut prendre celui qui existe entre l'église et le presbytère qui autrefois était cimetière. Or, les ossements sont complètement négligés; ils sont livrés aux pieds des passants et à toutes les malpropretés.

Puis, les transports de terrain sont faits sur les bords d'une route; or, les charrettes viennent souvent heurter les bords du terrassement; les os sont entraînés, jetés

dans les ornières ou écrasés par les roues des charrettes.

J'aurais voulu qu'au fur et à mesure on eût recueilli ces restes dans une grande caisse en bois. On ne l'a pas voulu ; c'est une profanation, une violation de tombeaux. Quelle marche dois-je suivre ?

R. — L'administration municipale se montre en cette circonstance non seulement dépourvue de tout sentiment des convenances et du respect dû aux morts, mais encore ignorante des lois du pays.

La législation a prévu le cas d'une translation de cimetière et elle a réglé tout ce qui doit se faire en pareille occurrence. D'abord, on ne peut opérer des fouilles dans un ancien cimetière que dix ans après la dernière inhumation. En outre, l'article 5 de l'ordonnance du 6 décembre 1843 relative aux cimetières dit formellement que « les restes qui avaient été inhumés dans l'ancien cimetière seront transportés dans le nouveau, aux frais de la commune. »

Ces derniers mots ont été commentés par M. le ministre de l'intérieur dans une circulaire adressée aux préfets en date du 30 décembre 1843. Voici comment il s'exprime :

« Quant à la prescription qui termine l'article 5, et en vertu de laquelle les restes inhumés dans les terrains concédés doivent être transportés, aux frais de la commune, dans le cimetière nouvellement établi, vous aurez soin de recommander aux administrations locales, d'abord de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les familles soient averties, afin que les exhumations et les réinhumations soient opérées, s'il est possible, par leurs soins et avec leur concours, en second lieu, de veiller à ce que, *dans tous les cas*, il soit procédé à ces opérations avec tout le respect, en même temps qu'avec toutes les précautions de salubrité qu'elles exigent. A l'égard des frais que les communes auront à supporter dans ce cas, il ne peut être question que des frais matériels, tels que creusement de fosses et transport des restes et, au besoin, des matériaux des tombes érigées sur les terrains abandonnés ; toute dépense accessoire de pompe funèbre ou autre devant rester à la charge des familles. »

Mais en dehors de la loi, il y a le sentiment inné des convenances et du respect dû aux cendres des morts ; et nous ne comprenons pas que la population ne se révolte pas à la pensée qu'une municipalité laisse traîner à la voirie des ossements qui furent ceux de ses ancêtres, probablement de quelques membres des familles encore survivantes. Nous connaissons des pays où un tel scandale ne serait pas possible, et les habitants indignés en auraient bien vite raison.

Q. — Dans les enterrements, nous avons pour le transport des corps, des porteurs attitrés, pas de corbillard.

A qui appartient la nomination comme la révocation de ces employés ?

Dernièrement, notre maire, qui est un radical farouche,

a révoqué un de ces porteurs, parce que celui-ci est connu ou dit, conservateur. En avait-il le droit ?

Ou bien, ces employés sont-ils des serviteurs de l'église dont la nomination ou le renvoi appartiennent au curé ou au bureau des marguilliers, selon les circonstances ?

R. — Le convoi ou transport du corps de la maison du défunt à l'église et de l'église au cimetière est un acte purement civil qui intéresse essentiellement la police. L'assistance du clergé n'en change rien le caractère ; c'est donc à l'administration de le diriger et de pourvoir aux mesures d'ordre, de police et de précautions à observer à l'occasion du transport des corps. (*Décision ministérielle du 15 brumaire an XI.*)

Le mode le plus convenable pour le transport des corps est réglé suivant les localités par les maires, sauf l'approbation des préfets. (*Décret du 12 juin 1804, art. 21.*) Ce transport est soumis à une taxe fixe. Les fournitures qu'il réclame sont comme celles relatives aux cérémonies intérieures de l'église, faites par les fabriques et à leur profit. (*Même décret, art. 22.*) Elles peuvent faire exercer ce droit ou l'affermir, d'après l'approbation des autorités civiles. (*Même décret.*)

Dans les campagnes, les bourgs et même les petites villes, les fabriques ne perçoivent aucun droit sur le transport des corps, qui, selon l'usage, et surtout si le cimetière est près de l'église, se fait souvent gratuitement par les parents, ou amis ou voisins du défunt.

Dans les villes où il existe des entreprises et marchés pour le transport, la taxe fixe relative à ce transport et le prix des fournitures sont réglés par un tarif délibéré, par le conseil municipal et soumis avec l'avis du préfet à l'approbation du président de la République par le ministre de l'intérieur. (*Décret du 18 mai 1806. Art. 11. — Avis du Conseil d'Etat du 10 août 1841.*)

On comprend facilement la raison qui a dû faire exiger l'intervention du ministre de l'intérieur (*et non du ministre des cultes*) dans cette matière qui est mixte de sa nature. En effet, si le produit des tarifs doit tourner au profit des fabriques, en vertu du privilège qui leur est attribué par les décrets du 21 prairial an XII (*12 juin 1804*) et du 18 mai 1806, les conseils municipaux et le ministre de l'intérieur, tuteurs des communes, sont plus spécialement chargés de défendre l'intérêt des familles contre l'élévation des tarifs que les fabriques pourraient être portées à demander par suite de leur privilège. (*Avis du Comité de l'Intérieur du 20 avril 1828.*)

Il est à désirer que les tarifs soient dressés de concert entre les fabriques et les conseils municipaux. (*Avis du comité de l'intérieur du 7 novembre 1837.*)

Le conseil d'Etat, dit Mgr Affre, a déclaré dans un avis du 8 janvier 1844, qu'il y aurait lieu d'examiner sérieusement si on ne pourrait pas autoriser les parents ou amis du décédé à faire eux-mêmes le transport de son corps, sans recourir aux entrepreneurs des pompes funèbres.

sans leur faire payer les droits fixés par le règlement. Le conseil d'Etat laissa la question indécise, mais parut pencher en faveur de l'exemption des droits. Les motifs étaient que, « quelques motifs que soient ces droits ils sont toujours onéreux pour la classe peu aisée de la société; que dans plusieurs villes des départements, les citoyens de la même profession, et quelquefois les individus de la même famille, désirent se rendre mutuellement les derniers devoirs; qu'à l'avantage de prévenir des frais onéreux, cet usage réunit celui de resserrer les liens d'amitié entre les membres d'une même famille et d'une même cité. »

Telles sont toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant le transport des corps. En résulte que si les fabriques ont le monopole de toutes fournitures tant pour les cérémonies de l'église que pour le transport des corps, le mode de transport appartient exclusivement aux maires, sauf approbation du préfet. C'est donc aux maires de nommer et de révoquer les porteurs. Toutefois il ne faut pas oublier que le curé a le droit de police dans l'église et les cérémonies intérieures; par conséquent un maire ne pourrait pas imposer comme porteur un individu qui causerait un scandale pour l'assistance et le lieu saint. Si cela arrivait, le curé aurait le droit de le repousser et le maire ne pourrait passer outre. D'où il résulte que, dans l'exercice de son droit, le maire ne peut bien de s'entendre avec le curé. Dans la pratique, il y a des paroisses, où les porteurs sont désignés par le curé; dans ce cas, c'est aussi le curé qui les révoque.

Q. — Notre commune possède une école publique de filles dirigée par une institutrice laïque, et une école libre dirigée par des religieuses. Or, d'après l'article 21 de la loi du 16 avril 1867, une école soit publique soit libre ne peut recevoir des enfants au-dessous de six ans, lorsque dans la commune il n'existe pas de salle d'asile publique ou libre. Notre commune est dans ce cas. Cependant l'école publique reçoit des enfants au-dessous de six ans, tandis que l'inspecteur primaire défend aux religieuses d'en recevoir sous peine de voir leur école fermée.

Dans ces conditions, la lutte n'étant pas égale, les religieuses voudraient à la rentrée des classes, recevoir, comme aussi les petites filles au-dessous de six ans.

1^o Y a-t-il dans la nouvelle loi scolaire quelque article sur lequel M. l'inspecteur puisse s'appuyer pour défendre aux religieuses de prendre des enfants au-dessous de six ans?

2^o S'il n'est pas fondé à porter cette défense, les religieuses ont-elles besoin d'une autorisation pour recevoir des susdites petites filles?

3^o Si oui, à qui la demander?

4^o Quelles sont les formalités à remplir?

5^o Une fois l'autorisation accordée par qui de droit, faut-il un temps déterminé avant de pouvoir en user?

6^o Que conseillez-vous dans la situation?

La solution des questions ci-dessus est urgente; prière de répondre dans l'un des plus prochains numéros.

R. — Cette question a été traitée par l'*Ami du Clergé* année 1886, p. 104, et nous engageons notre correspondant à relire ce que nous avons dit. Il verra que les prétentions de son inspecteur ne sont ni nouvelles ni fondées.

Mais y a-t-il eu modification à la loi de 1867? Oui, il y en a une, et la voici :

L'article 21 de la loi du 16 avril 1867, disait :

« Aucune école primaire, publique ou libre, ne peut sans l'autorisation du conseil départemental, recevoir des enfants au-dessous de six ans, s'il existe dans la commune une salle d'asile publique ou libre. »

L'article 36, paragraphes 2 et 3, dernière loi scolaire (30 octobre 1886) s'exprime ainsi :

« Aucune école privée ne peut sans l'autorisation du conseil départemental, recevoir d'enfants des deux sexes, s'il existe au même lieu une école publique ou privée spéciale aux filles.

« Aucune école privée ne peut recevoir des enfants au-dessous de six ans, s'il existe dans la commune une école maternelle publique, ou une *classe enfantine publique*, à moins qu'elle-même ne possède une classe enfantine. »

Il suffit de lire ces deux textes pour voir la différence. Notre correspondant doit donc s'informer si dans l'école primaire publique des filles, il y a annexée une école enfantine, — chose qu'il peut parfaitement ignorer. S'il y en a une, l'inspecteur a la raison pour lui, et les religieuses commettraient une faute en recevant des fillettes au-dessous de six ans. Dans ce cas également, elles n'ont qu'à annexer une école enfantine à leur établissement pour jouir du même droit.

Mais si l'école publique n'a ni école maternelle ni école enfantine, aucun inspecteur ne peut empêcher l'école libre de recevoir des enfants au-dessous de six ans.

Si l'inspecteur persiste dans ses menaces, il faut le dénoncer à l'inspecteur d'académie et, au besoin, au conseil départemental. Dans tous les cas, on peut passer outre et recevoir des enfants, si on a la certitude qu'on n'a pas annexé une école enfantine à l'école primaire.

Au reste, pourquoi ne pas aller directement interroger les chefs hiérarchiques de cet inspecteur mal intentionné?

Q. — Le conseil municipal, tout entier conservateur, a voté à l'unanimité le traitement du vicaire, un supplément de cent francs au desservant, et de plus 1,700 fr. pour l'école libre tenue par les sœurs de la Croix.

Comme vous le pensez, le crédit affecté au traitement des religieuses a été rayé sans pitié par M. le préfet.

Pour le traitement du vicaire, et le supplément accordé au curé, ce petit tyranneau n'a pas été si radical. Il s'est contenté d'exiger de la commune mille formalités pour nous ennuyer sans doute et faire disparaître s'il le pouvait ces crédits en lassant la patience du conseil municipal, mais le pauvre! il se trompe grossièrement. Après avoir rempli toutes les formalités exigées par la préfecture, ce dernier vient de prendre une dernière délibération pour prier M. le préfet d'accorder l'approbation des crédits en question.

En cas de refus, qu'y a-t-il à faire? Le conseil municipal est décidé à poursuivre le préfet jusqu'au dernier retranchement. Il ira, s'il le faut, jusqu'au conseil d'Etat.

Je prie très-instamment le savant *Ami du Clergé* de nous tracer une voie sûre pour écraser le tyran et rendre le conseil municipal libre de disposer des fonds de la commune comme il l'entend.

Je lui serais on ne peut plus obligé, s'il voulait nous donner une réponse dans le plus bref délai. Nous avons besoin d'argent pour soutenir l'école libre.

Voici le texte de la délibération du conseil municipal extrait du registre :

« Le conseil municipal prend la liberté de rappeler à M. le préfet qu'il avait inscrit sur le budget primitif de 1889: 1^o un traitement de 300 fr. sous la dénomination de « allocation à la fabrique, » 2^o une allocation de 100 fr. pour le desservant. Et sur le budget supplémentaire de 1889, une nouvelle allocation de 100 fr. pour M. le desservant.

« M. le préfet ayant demandé à propos de ces crédits des délibérations spéciales, le conseil municipal s'empresse de les lui accorder dans la session de mai dernier.

« Il n'a pas été répondu à la délibération concernant le vicaire.

« On ne peut pourtant pas laisser sans traitement ce jeune prêtre qui est pauvre. Il a été répondu à la délibération concernant le desservant par la demande de la désignation des enterrements faits gratuitement. Il est impossible de fournir cette note à l'avance, mais il est certain qu'à la fin de l'année, les 100 fr. votés ne seront qu'une indemnité insuffisante pour cet objet.

« Ce crédit, du reste, a toujours figuré dans les budgets de Bruges, et il était destiné à indemniser le desservant non seulement des sacrifices faits par lui pour les enterrements des indigents, mais aussi de tant d'autres qu'un bon prêtre à l'occasion de faire dans une paroisse.

« Et il est bon de rappeler que toujours ce crédit a été approuvé par l'autorité préfectorale, sans qu'il ait jamais été demandé des explications sur son emploi. Le conseil qui est aussi soucieux des intérêts religieux que des intérêts matériels des administrés prie M. le préfet d'accorder l'approbation du crédit en question, qui est si nécessaire. »

R. — Il ne faut pas se faire illusion ; la dernière loi municipale est sans doute très favorable à la liberté des communes sur bien des points ; mais il ne faut pas croire qu'elle leur donne carte blanche, et que les municipalités peuvent disposer des fonds de la commune absolument comme elles l'entendent. Ce serait s'abuser étrangement.

Ainsi, l'article 68 (*loi du 5 avril 1884*), s'exprime ainsi : « Ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par l'autorité supérieure les délibérations portant sur les objets suivants : »

Suit une énumération interminable, dans laquelle nous relevons les nos 9 et 10 ainsi conçus : 9^o le budget communal ; 10^o les crédits supplémentaires.

Si d'une manière générale, le préfet a qualité pour approuver, il en a aussi pour désapprouver.

L'article 148 porte également : Le décret du président de la République ou l'arrêté du préfet qui règle le budget d'une commune peut rejeter ou réduire les dépenses qui y sont portées, sauf dans les cas prévus par le paragraphe 2 de l'article 145 et par le paragraphe 2 de l'article 14.

Toute la question est donc de savoir si dans le cas présent les crédits dont il s'agit sont de ceux qui réclament l'approbation du préfet, ou peuvent s'en passer, c'est-à-dire s'ils font partie du budget général et s'ils tombent sous l'exception indiquée au paragraphe 2 de l'article 145. Que dit ce paragraphe ? En voici le texte : « Lorsqu'il (le budget) pourvoit à toutes les dépenses obligatoires et qu'il n'applique aucune recette extraordi-

naire aux dépenses soit obligatoires, soit facultatives, ordinaires ou extraordinaires, les allocations portées au dit budget pour les dépenses facultatives ne peuvent être modifiées par l'autorité supérieure. »

Est-ce la condition du budget dont parle notre correspondant ? Si oui, que sa municipalité persiste et en appelle, au besoin, au conseil d'Etat, et il aura gain de cause. Mais, si c'est le contraire, il devra capituler devant le caprice et surtout le mauvais esprit de l'administration actuelle.

Dans quelques communes favorisées de la fortune et ayant des *boni* considérables, il s'est trouvé des municipalités conservatrices et chrétiennes qui ont voulu bénéficier du paragraphe 2 de l'article 145 et qui ont voté des fonds soit directement pour les écoles libres, soit pour la fourniture des livres ou chauffage de tous les enfants de toutes les écoles sans exception, et leurs préfets, emboitant le pas à leurs tristes chefs de file, les ministres, les ont effacés d'office, sous prétexte que ces écoles étaient censées hostiles au gouvernement et conséquemment hors la loi.

Ces actes arbitraires ont été déferés au conseil d'Etat, qui, après plusieurs semaines de tâtonnement, a fini par découvrir que les écoles libres, loin d'être hors la loi, n'existent qu'en vertu de la loi, et il a déclaré qu'à bon droit un conseil municipal lui vote une partie de ses fonds libres dans les conditions exprimées par le paragraphe 2 de l'article 145 de la dernière loi municipale.

C'est donc à notre correspondant et à son conseil municipal de voir dans quelles conditions ils se trouvent.

La même question s'était présentée à nous, il y a quelque temps, nous l'avions résolue conformément à la loi municipale, et contrairement à la pratique de plusieurs préfets. Le conseil d'Etat vint à propos nous donner raison en établissant la véritable jurisprudence.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 11 septembris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

ministres sont obligés de satisfaire ce désir sous peine d'être renversés. » Si bien que « après cent ans de troubles, nous sommes moins avancés au point de vue des saines idées libérales que nous ne le serions s'il n'y avait pas eu de Révolutions. » Donc la Révolution a été nuisible, malfaisante.

L'éducation a été faussée ; l'instruction, organisée par des gens à systèmes qui rêvent un niveau de connaissance égal pour tous, a jeté tous les esprits dans le même moule, sans leur permettre de se développer librement, et nous les a amoindris. « Il semble qu'on craigne les natures exceptionnelles, et qu'on fasse le possible pour les annihiler. » L'enseignement libre, plus libéral, a certainement une grande supériorité sur l'enseignement de l'Etat. « L'Etat ne peut faire mieux que l'imiter. »

On a voulu atteindre la religion « et l'on a détruit la morale et les principes mêmes de la dévotion sociale. De la part de gens chargés de diriger un pays, cela prouve une ignorance complète des principes du gouvernement. » Les écrivains, les journalistes ne travaillent qu'à démolir.

Aussi M. Guillot, dans son livre *Paris qui souffre*, a-t-il constaté que le nombre des criminels âgés de moins de 20 ans, s'est élevé depuis dix ans de 5,000 à plus de 20,000. « Qui a formé cette génération abominable de criminels précoces, conclut éloquentement M. de Chaudordy ? C'est la République laïcisatrice, franc-maçonne, anticatholique, qui opère partout, en France, et surtout à Paris, depuis 10 ans. »

Enfin l'éducation politique est mal conduite, ou plutôt elle n'est pas conduite. Gambetta n'était qu'un paresseux de génie, doué de tempérament, qui avait fait des études de diplomatie dans les cafés concerts. Delà ses prodigieuses ignorances. Un charbonnier fait un apprentissage, sous peine de produire de la cendre au lieu de charbon, mais cela n'est pas nécessaire pour diriger les masses, pour gouverner un pays.

Pour remédier à ces maux énormes et bien constatés, l'auteur fait appel aux femmes de France. Elles sont toutes figaristes, et ce n'est pas dans leur journal qu'elles puiseront l'héroïsme ni le dévouement. Pourtant, dit-il, « un peuple ne peut revenir à un passé détruit. » Pourquoi non, si ce « passé détruit » était l'ordre et peut ramener la prospérité ? Il est sûr que pour rétablir un peu d'honnêteté publique, il est nécessaire que tout « le présent soit détruit, » que l'éducation et les mœurs soient changées, que la presse redevienne morale, que la religion rentre dans les écoles publiques et dans les familles.

Chaque jour, les idées se font pires, la nuit pénètre de plus en plus dans les intelligences. Il y a quelques semaines nous rencontrions un jeune professeur du lycée de X... se rendant à Paris pour son certificat d'aptitudes pédagogiques. Il était aimable, intelligent et parlait avec bonheur des enfants qu'il venait d'instruire et qu'il avait laissés la veille. De la facilité d'élocution, une

grande clarté dans les idées qu'il émettait, une nature foncièrement honnête. Il aimait beaucoup l'aumônier, un homme large d'idées, très versé dans les langues orientales qu'il pouvait étudier à loisir. Il n'était pas moins lié avec le professeur de philosophie, un éclectique, qui se complaisait à comparer les systèmes, et qui oscillait de l'un à l'autre.

« Mais la meilleure philosophie, hasardai-je, c'est la philosophie chrétienne. Un honnête homme ne saurait en admettre d'autre.

— Aussi bien, c'est par cette profession de foi, qu'il a terminé son cours : « Messieurs, j'ai beaucoup lu, étudié, comparé et médité. Eh bien ! la philosophie la plus élevée et la plus pratique, c'est encore celle de l'Evangile : « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit. »

— C'est très juste, et peu compromettant. Mais si vous admettez ce principe de morale, — qui n'est pas naturel du tout à l'homme, attendu que le bien d'autrui ferait souvent parfaitement notre affaire, — si vous l'inculquez dans l'esprit de vos enfants, il faut que vous leur donniez une raison qui le leur fasse adopter. Vous leur dites : « Mes enfants, ne soyez pas menteurs, ne volez pas. Votre voisin a une orange ou une tablette de chocolat, ne les lui prenez pas. » Ils vous demanderont pourquoi ! Vous avez beau faire : il ne peut y avoir de morale sans dogme !

— Oh ! ceci, c'est une question spéciale que je n'ai pas étudiée. Ce n'est pas de ma compétence. »

Voilà où nous en sommes ! Ce jeune homme charmant, bien élevé, animé d'une entière bonne volonté, capable, — car il a été reçu depuis, — ayant charge d'âmes, puisqu'il enseigne de jeunes enfants auxquels il est attaché, ne comprenait pas cette vérité que M. Guillot énonce avec énergie : « La morale pratique ne peut, sauf chez certaines natures exceptionnelles, subsister que par le dogme ; le jour où elle devient une abstraction d'ordre purement humain, elle peut-être discutée et varie suivant le sentiment, l'intérêt et les appétits de chacun. »

Cela n'était pas dans son programme ! Et cependant je l'ai vu ce programme, il était terriblement chargé d'inutilités. Encore une belle intelligence jetée dans le moule et qui y laissera sa liberté, sa pensée propre, sa personnalité.



LA
MORIMONDINE
Vin tonique apéritif
et digestif
A BASE DE MUSCAT
sans alcool

PRÉPARATEURS :
JOBARD Frères
A LANGRES
(Haute-Marne)

**VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG**

PRECIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERIS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS

POUR Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS

Envoi de l'Album sur demande.

AUX AMES PIEUSES LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 114 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.



GRILLAGES

R. GARIEL, 2^{ter}, Quai de la Mégisserie

CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.

RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^f 50

Châssis de Couche depuis 7 fr.

Envoi franco du Catalogue

IMPRIMERIE MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 35, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 38

PRÉDICATION : Pour le seizième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile (l'hydropisie de la vaine gloire).

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Saint-Office : Faculté de dispenser des empêchements publics en cas de péril de mort.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.
Que doit-on faire pour le bréviaire et pour la messe la veille de la Pentecôte, une fête double y incidant ? — A quel jour remplacer la fête de Notre-Dame des Sept-Douleurs empêchée le troisième dimanche de septembre ? — Le 8 mars 1890, doit-on faire mémoire de sainte Françoise avant la mémoire du dimanche ? — Après le *Lavabo*, où doit-on dire le *Gloria Patri* et le *Sicut erat* ? — Quelle terminaison doit-on donner à l'absoute faite sur le catafalque *absente corpore* ? et que doit-on réciter au retour du cimetière ? Que penser de l'oraison *super tumulum defuncti* qui se lit au missel des morts de Ratisbonne ? — Le confesseur doit-il être aussi sévère envers les instituteurs publics qu'envers les parents qui enverraient leurs enfants à l'école neutre ? — Un magistrat doit-il démissionner plutôt que de prononcer la nullité d'un mariage valide ? — Peut-on gagner l'indulgence de la Portioncule *Toties quoties* en ne sortant que dans le tambour de la porte ou à la sacristie ? Tous les fidèles peuvent-

ils gagner cette indulgence dans l'église où se trouve une fraternité ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : A quoi s'expose un maire qui, de son autorité privée, remplace des bancs dans l'église malgré la protestation du curé ? — Un curé peut-il couper à son profit des arbres qu'il a lui-même plantés dans des marécages dont la jouissance lui a été abandonnée ? — Est-il facile à un conseil municipal de déposséder le curé d'un jardin et d'une fontaine dont ils l'ont mis en possession ? — Le curé peut-il, à ses frais, faire ouvrir une fenêtre nécessaire pour éclairer une chapelle et la pourvoir d'un vitrail ? — Les dispositions de la nouvelle loi militaire seront-elles rétroactives ? N'est-il pas à craindre qu'on ne les applique plus sévèrement aux membres des communautés religieuses ? Comment les religieux même prêtres pourront-ils être dispensés du service militaire ? La loi nouvelle atteint-elle tout citoyen à l'âge où il se trouve ? — Le curé peut-il autoriser un photographe à photographier une statue vénérée de son église ? La fabrique peut-elle faire obstacle à ce que celui-ci vende cette photographie ? — Qui, de l'héritier ou de l'usufruitier, doit faire acquitter les messes imposées par une défunte ? — Quelles sont les formalités à remplir pour qu'une fabrique soit autorisée à vendre des propriétés ?

Le présent numéro a du retard ; les suivants n'en auront pas : les élections sont terminées au pays de l'imprimeur, et bien terminées.

COURRIER DES LIVRES

LA FRANCE EN 1889, par le comte DE CHAUDORDY, un vol. in-12, 2^e édition, chez Plon, 10, rue Garancière, Paris.

II

1. L'auteur esquisse ensuite l'état social de la France. En haut l'aristocratie, qui s'est trop désintéressée des affaires du pays, qui boude et se plaint de n'être pas aimée. Ses rancunes personnelles l'ont empêchée de voir plus loin, de diriger et de s'attacher le peuple. La haute finance et la grande industrie, moins scrupuleuses et très « en-

fants du siècle » ont développé les intérêts matériels au point de ne point paraître avoir d'autre dieu que l'argent. Elles se sont même jetées dans la politique qui n'a pas eu à se louer de leur intervention. Ces industriels, médecins et magistrats n'y entendent rien. Ce n'est pas leur métier. Les grands propriétaires ne s'occupent pas de prendre de l'influence sur leurs fermiers. Ils restent éloignés et oubliés, c'est justice. Seul le paysan s'est enrichi, et comme c'est la Révolution qui l'a mis en possession de ce sol qu'il cultive ou plutôt qu'il adore, au fond il aime la Révolution, son cœur est plein de haines, et de préjugés contre le passé. Mais « la religion et le patriotisme ont reçu de rudes atteintes dans son âme mal défendue » et uniquement appliquée à la matière. M. de Chaudordy se berce de ce vain espoir « qu'il est impossible en définitive qu'une classe si labo-

rieuse et si bien faite pour donner au gouvernement du pays un courant régulier et modéré ne finisse pas par le créer. » Il se trompe : le principe de la conservation de ses biens, ne suffit pas à élever un homme assez haut pour qu'il se choisisse un gouvernement qui mette à sa base le respect de Dieu, et les règles de la morale. Or il n'y a que ces gouvernements qui vivent. Quand sa propriété sera attaquée le paysan deviendra peut-être une bête féroce, jamais un législateur.

Quant à l'ouvrier il s'excite et il est excité contre la bourgeoisie et « l'infâme capital. » Par qui ? Pourquoi ne pas dire que c'est par les doctrines maçonniques qui sont essentiellement anti-sociales.

En un mot « deux faits généraux dominent tout : le développement croissant de l'esprit et des passions démocratiques, le développement prodigieux des intérêts matériels. » On pourrait en ajouter un troisième, le développement poignant de l'inquiétude générale. Paris est une « tête trop grosse » qui, pour vouloir contenir le cerveau du genre humain, oublie qu'elle contient le cerveau de la France. Le fonctionnaire devenu instable a perdu sa capacité, son honnêteté, son dévouement ; la magistrature a baissé, le clergé a été vilipendé, la laïcisation poussée à outrance, au hasard d'augmenter les dépenses, dans un simple but sectaire. L'assistance publique qui dépensait 21 millions en 1877, en dépense trente, et le service est infiniment plus défectueux. On ne secourt que 3000 enfants abandonnés au lieu de 4 à 5000. En revanche, en sept ans, depuis 1882 on a compté plus de 138,000 jeunes filles pourvues du brevet élémentaire ou supérieur, soit chaque année 18,000 pour 16 ou 1,700 vacances. Que deviennent les seize mille autres qui demeurent sans emploi ? Voilà l'état social engendré par la Révolution, qui tient avant tout à éveiller les appétits et à faire la chasse aux âmes. Ça coûte cher ; mais la morale disparaît, Dieu est oublié et l'enfer se peuple ; la maçonnerie et Satan sont contents. Il est vrai qu'ils sont habiles, et les honnêtes gens comme M. de Chaudordy ne les arrêteront pas.

2. Ces détails vous donnent déjà une idée de ce qu'est l'état *économique* de la France, étant posé ce principe : « Coûte que coûte, pourvu que le mal se fasse ! » Dieu a frappé la vigne. L'agriculture ne vit que grâce à la taxe d'entrée de 5 francs par quintal. L'ouvrier réclame ce qu'on lui a promis, savoir l'augmentation de salaire et la diminution des heures de travail. Mais les théories nouvelles qu'il a tant approuvées se retournent contre lui. Le prix de la matière première doit être nécessairement diminué si l'on veut lutter avec l'étranger. Pour obtenir cette diminution l'on prend sur le salaire de l'ouvrier qui deviendra malheureux. Impossible d'ailleurs à lui de s'élever, car pour devenir ingénieur il faut passer des examens spéciaux sur des connaissances très inutiles à la profession et qu'il ne peut acquérir. « L'éducation industrielle est donnée en France au rebours de

ce qui devrait être. » Par contre les ingénieurs sortis des écoles officielles ne connaissent point le travail de l'ouvrier ; ne l'ayant pas eux-mêmes exécuté.

En pratique faut-il être libre échangiste ou protectionniste ? « Il faut l'être suivant l'intérêt qu'y trouve la nation ; et l'on doit changer les procédés, si cela est possible, suivant les circonstances. Les Etats-Unis nous donnent à cet égard, un exemple bon à imiter. »

Mais la grande erreur économique de la France c'est d'avoir trop donné à l'industrie et trop peu à l'agriculture. La France est peut-être le seul pays du monde qui puisse se suffire si l'on appliquait la doctrine du « labourage et pâturage » chère à Henri IV. Il est certain que l'agriculture souffre, et comment diminuer les impôts qui l'écrasent quand d'après la déclaration de M. Amagat, « depuis dix ans (1877) le déficit annuel est de 600 millions. » En 1870 la dette était de 11 milliards 752 millions. En 1877, tous les frais de guerre réglés, elle s'élevait à 20 ou 21 milliards. Aujourd'hui elle est de 34 milliards. Les laïcisations et les chemins de fer électoraux ont coûté cher. Il est vrai qu'il a fallu créer tant de chefs de bureaux sans employés !

Un signe caractéristique de la moralité d'un pays, c'est l'augmentation de la population. Cinquante mille naissances de plus que de décès par an constituent un état déplorable. L'Allemagne n'a qu'à attendre vingt ans pour nous faire la guerre ; alors nous n'aurons guère plus de soldats à lui opposer que la Belgique. En Allemagne l'excédent des naissances sur les décès est de 12 pour mille habitants, chez nous de deux à peine. Il n'y a qu'une chose qui augmente chez nous, ce sont les divorces. On sait qui a provoqué et édité la malheureuse loi qui les encourage.

Sur le grave sujet de la dépopulation voici la pensée de M. de Chaudordy, qui s'appuie sur M. de Molinari : « Pour que la France produise plus d'enfants, puisqu'elle a besoin de bras, il suffirait, à son sens, que l'éducation des enfants fût un peu moins coûteuse, aussi bien dans la classe bourgeoise que chez les ouvriers. Le malheur est qu'aujourd'hui ceux-ci sont écrasés par des impôts de consommation qui pèsent sur les familles, en raison directe du nombre de leurs enfants. Et quand aux gens aisés, l'instruction secondaire qu'on donne à leurs fils dure trop longtemps, coûte trop cher, et renvoie les élèves trop mal préparés à une carrière lucrative. Que le législateur ne se préoccupe pas d'encourager les citoyens à faire des enfants, et surtout qu'il n'aille pas gaspiller le trésor en primes variées au « mérite vivicole. » Qu'il lui suffise de ne pas entraver par des lois d'éducation mal entendues et par des impôts mal établis le mouvement naturel de la production humaine. »

On n'accusera certes par ces graves économistes de remonter aux causes réelles de cet horrible
(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE XVII^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :

HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(L'HYDROPSIE DE LA VAINÉ GLOIRE)

Ecce homo hydropicus erat ante illum... Ipse vero apprehensum sanavit eum ac dimisit.

(Luc., xiv.)

L'évangile de ce jour nous raconte que Jésus, dans son dernier voyage à Jérusalem, traversant la Galilée, fut invité à un festin, le jour de sabbat, chez l'un des principaux chefs des Pharisiens de la région. Le nombre des convives était grand, et le Sauveur eut la tendre charité de s'y rendre dans l'intention de profiter de la circonstance pour instruire, édifier et convaincre ces sectaires qui l'observaient méchamment, afin de découvrir s'il n'y aurait rien à reprendre en lui. Un hydropique se présenta devant Notre-Seigneur, et Jésus d'un seul attouchement de sa main puissante le guérit et le renvoya plein de santé et d'allégresse, puis il instruisit l'assemblée par un de ces discours qui ravissaient par leur divine sagesse les esprits et les cœurs. Or, mes frères, les saints docteurs ont vu dans l'infirmité de cet homme l'image d'une maladie de l'âme très commune et très pernicieuse : la passion de la vaine gloire¹. Notre-Seigneur nous le fait entendre du reste en faisant suivre le miracle de la guérison de l'hydropique d'une instruction sur l'humilité.

Certes, si on la considère en elle-même, il n'y a rien de plus à dédaigner que la passion de la gloire humaine : cependant, il faut l'avouer, ce n'est pas un ennemi négligeable. On l'a dit cent fois : c'est un bien plus fragile que le verre ; mais contre ce verre si fragile les vertus les plus solides vont se briser tous les jours. Elle ressemble au vent par l'inconsistance et l'inanité : mais elle en a aussi la force destructive, et souvent, en matière de perfection, elle ébranle les plus fermes édifices et déracine les cèdres les plus élevés. On peut dire que de tous les vices il n'en est aucun qui ait, autant qu'elle, arrêté les âmes dans le chemin de la vertu et les ait plongées dans la tiédeur et même le désordre. Ce sera donc faire chose utile que d'examiner la nature de ce défaut, d'en étudier les funestes effets et d'en signaler les remèdes, afin que, d'une part nous en concevions une salutaire horreur et d'autre part nous travaillions à nous en affranchir dans toute la mesure du possible.

I

L'hydropisie est une maladie qui est caractérisée par le développement excessif de certaines parties du corps qui s'enflent et se tuméfient. Telle est la

maladie de la vaine gloire. C'est une enflure du cœur. Le vaniteux s'exagère son propre mérite ; il se trouve trop à l'étroit en lui-même ; il veut se dilater, se grandir, manifester à l'extérieur son excellence, pour conquérir l'estime, les louanges, les salutations, les honneurs, les premières places dans les festins et les assemblées des hommes. Je ne veux pas dire toutefois que rechercher la considération humaine soit toujours un péché de vaine gloire. Saint Paul avait été discrédité dans l'esprit des Corinthiens par des hommes jaloux et calomnieux. Dans l'intérêt de son ministère, pour la gloire de Dieu et le salut des âmes, il avait besoin de l'estime et de la considération de ceux qu'il évangélisait. Que fait l'apôtre ? Il entreprend son apologie. Il rappelle longuement aux Corinthiens ses travaux apostoliques, ses sublimes révélations et son ravissement au troisième ciel. Et en agissant ainsi, non seulement il n'offense point Dieu, mais il fait une action très méritoire. Donc pécher par vaine gloire ce n'est pas précisément rechercher la considération humaine, mais c'est la rechercher d'une manière désordonnée : pour elle-même, sans y être autorisé par le motif de la gloire de Dieu, du bien du prochain ou de notre propre utilité. C'est agir comme ces Pharisiens que Notre-Seigneur a si souvent flétris et condamnés. Ils faisaient de longues prières, mais c'était seulement pour être remarqués ; ils jeûnaient, mais c'était avant tout pour avoir la réputation d'hommes mortifiés ; ils portaient attachées à leurs vêtements de larges banderolles où étaient inscrites des sentences de la loi, mais c'était uniquement pour faire parade de leur piété ; ils faisaient l'aumône, mais ils avaient soin de sonner de la trompette, afin que tous pussent avoir une parfaite connaissance de leur générosité.

Or, mes frères, quoiqu'il n'y ait rien de plus vain que cette misérable gloire humaine, la plupart du temps décernée par l'ignorance, le caprice et la passion, si souvent disputée et amoindrie par la jalousie et la malignité, sitôt flétrie par le temps, et, en somme, parfaitement inutile pour notre salut, car nous ne serons jugés ni sur l'estime dans laquelle on nous aura tenus, ni sur les éloges que nous aurons reçus, mais sur nos œuvres ; — quoiqu'il n'y ait personne qui ne soit convaincu de l'inanité de la vaine gloire, puisqu'il n'est point de vaniteux qui ne rougisserait de paraître tel et puisqu'on prend en pitié le faible d'esprit qui se plaît à savourer le grossier encens des louanges humaines ; — cependant la vaine gloire a quelque chose de si fascinant, elle caresse si doucement les inclinations perverses de notre nature déchuë, qu'il n'est personne qui résiste complètement et toujours à ses attraits séducteurs.

Voyez plutôt, frères bien-aimés. Le poison de la vaine gloire infecte toute notre vie. La préoccupation d'être vu, remarqué, estimé, loué est l'une des pensées qui hantent le plus habituellement notre esprit. Est-il une conversation où nous ne glissions quelques mots pour faire ressortir notre

¹ Designat hydropisis specialiter superbiam, quia, sicut in hydropico erat turgens corporis inflatio, sic in superbo est tumens mentis elatio; et ideo coram superbis Pharisæis curat hydropicum corporaliter, ut hoc exemplo ipsi discant curari spiritaliter. (Ludolph. Carth. *Vita Jesu-Christi*, t. II, p. 727.)

mérite ? Est-il beaucoup de nos actions qui soient absolument pures du vice de la vanité ? On trouve encore des cœurs chastes, des âmes exemptes de la cupidité, mais des chrétiens entièrement libres de la vanité, hélas ! il n'en existe guère ! *Procul et de ullimis finibus pretium ejus !* Le savant fait parade de ses connaissances, l'homme courageux aime à raconter ses exploits, l'homme du monde ses aventures, l'avare son économie, le prodigue sa générosité, l'homme léger sa vanité, l'esprit lourd son aplomb. Tel vise à se faire remarquer par ses vêtements, son langage, son maintien, sa démarche ; tel tire vanité de sa naissance, de ses parents, de ses richesses, de sa science, de ses avantages extérieurs ; tel autre fréquente les sacrements, fait de longues poses à l'église, affiche pour ainsi dire ses vertus, le croirait-on ? pour se faire un renom de piété et de religion. Les pervers se recherchent eux-mêmes, les mondains se recherchent, les âmes chrétiennes se recherchent. Tant il est vrai que, sous le rapport de la vaine gloire, tous s'écartent de la vraie voie, *omnes declinaverunt* ; et il n'en est pas un seul qui fasse constamment le bien sans y mêler le vain alliage de la recherche de soi-même, *Non est qui faciat bonum, non est usque ad unum*. Vous connaissez la nature de la vaine gloire, vous savez combien c'est un vice général ; considérons-en maintenant les effets. Peut-être qu'à la vue des ravages qu'elle produit dans l'âme, nous nous déciderons à lutter énergiquement contre elle !

II

Celui qui est atteint d'hydropisie a les entrailles brûlées comme par un feu dévorant. Il est tourmenté par une fièvre qui ne lui laisse point de repos. En vain fait-il des efforts pour éteindre la soif qui l'épuise : il ne fait que l'irriter. Ainsi en est-il du vaniteux : plus il recherche l'estime humaine, plus il en est altéré. Il vit dans une continue agitation ; il ne connaît point les jouissances de la paix promise aux humbles. Avant d'agir il a souci de plaire ; après l'action il s'inquiète de savoir s'il a plu. Son âme ressent toutes les fluctuations de l'opinion. Un geste, un regard, un sourire suffit pour le troubler et le bouleverser. S'il échoue il est triste ; s'il obtient des louanges, qui souvent ne sont que des formules de politesse auxquelles il est le seul à croire, il en savoure avec délices les odeurs empoisonnées qui, au lieu d'endormir sa passion, ne font que la surexciter.

L'hydropisie est un foyer permanent de corruption. En vain le malade prend-il les meilleurs aliments, ils ne lui profitent presque en rien, parce que le mal les altère et les convertit en humeurs malignes. La vaine gloire pareillement corrompt les meilleures actions : elle en détruit le mérite où le diminue notablement. C'est le ver rongeur qui gâte les fruits de nos vertus ; c'est la rouille qui s'attache à nos bonnes œuvres et les dévore. Qu'il soit vrai que la vaine gloire porte atteinte aux

mérites de nos bonnes œuvres, Notre-Seigneur nous en donne l'assurance formelle. Et pour produire dans nos cœurs une conviction plus profonde, à l'autorité de sa parole divine il ajoute la sainteté du serment. Parlant des Pharisiens qui dans leurs actions ne cherchaient qu'à plaire aux hommes : « En vérité, en vérité, je vous le dis, nous déclarerai-ils, ils ont reçu leur récompense. » Remarquez ces mots : *Ils ont reçu*, c'est-à-dire ils ont travaillé pour le monde et le monde leur a donné la récompense qui est en son pouvoir, récompense fragile, temporelle, passagère, *vani vanam*. Quant aux récompenses éternelles ils n'ont pas à y compter : *Receperunt mercedem suam*. Oh ! quels ne seront pas les regrets pleins de confusion des vaniteux au jour des suprêmes manifestations ! Sur la terre on les aura vus beaucoup travailler et ils ne recevront qu'un modique salaire, si tant est qu'ils soient dignes d'en recevoir un. Sur la terre on les aura vus beaucoup semer, et alors leurs moissons seront ou complètement dévastées ou affreusement ravagées. Sur la terre on les aura vus peut-être combattre les combats du Seigneur, et alors peu ou point de couronnes sur leurs fronts. Ah ! les malheureux, ils auront travaillé pour le monde et ils n'auront reçu que la vaine récompense du monde, *Receperunt mercedem suam* ! Ils regretteront leur erreur, mais il ne sera plus temps : l'éternité aura commencé !

En altérant les humeurs l'hydropisie ruine le tempérament du malade, diminue ses forces et le réduit à une extrême faiblesse. De même la vaine gloire paralyse peu à peu les énergies de notre âme, nous jette dans un grand état de langueur et fait que nous nous traînons péniblement sur le chemin de la vertu. Qui s'en étonnerait ? N'est-ce pas la grâce qui fait la vie de notre âme ? Le moyen ordinaire d'obtenir la grâce n'est-il point la prière ? Et le moyen de rendre la prière efficace n'est-ce pas l'humilité, selon ces paroles : « Dieu résiste aux orgueilleux et il donne sa grâce aux humbles ; » et encore : « La prière de celui qui s'humilie pénétrera les cieux ? » Or le vaniteux manque de cette humilité qui est toute puissante sur le cœur de Dieu. Et si Dieu ne lui résiste pas formellement et directement comme à l'orgueilleux, il faut dire qu'il l'entend bien peu volontiers. Quelquefois nous nous demandons pourquoi nous sommes si languissants dans le service de Dieu, ne serait-ce pas parce que le tempérament de notre âme est miné par le poison de la vaine gloire ?

Enfin si l'on néglige d'arrêter par d'énergiques remèdes son action désorganisatrice, l'hydropisie conduit plus ou moins prochainement à la mort. Pareillement périrons-nous victimes de la vaine gloire, si, infectés de cette maladie nous n'y portons remède. Comment devons-nous agir pour éviter une telle catastrophe : c'est ce qui nous reste à expliquer.

III

Pour guérir de la maladie de la vaine gloire,

faisons comme l'hydropique de notre Evangile : allons au divin médecin, *Et ecce hydropicus erat ante Jesum*. Allons à Jésus, et Jésus par ses divines leçons, par ses saints exemples, nous indiquera un remède souverain. Puisque la vanité consiste à rechercher l'estime humaine pour elle-même, le moyen de couper le mal par la racine c'est donc de ne rien faire par l'unique motif de plaire aux hommes, de vous proposer au contraire en toutes nos actions de plaire à Dieu. Et c'est là précisément le remède que Notre-Seigneur nous propose.

« Quand vous faites l'aumône, disait-il à ses disciples, que votre main gauche ignore ce que votre main droite aura donné. Quand vous priez, gardez-vous de toute ostentation, aimez à vous dérober aux regards des hommes et votre Père céleste vous comblera de ses bénédictions. Quand vous vous mortifiez, ne laissez rien paraître à l'extérieur, mais ornez votre visage de gaieté et d'affabilité. » Et si pour un motif quelconque nous sommes obligés de paraître en public, il veut que dans nos paroles et dans nos actions nous ayons l'intention de plaire à Dieu. « Soit que vous mangiez, nous dit-il par son apôtre, soit que vous buviez, soit que vous priiez, soit que vous fassiez l'aumône, soit que vous conversiez, soit que vous étudiiez, soit que vous fassiez tout autre chose, faites tout pour la gloire de Dieu. » C'est là ce qu'il appelle *l'œil simple* qui illumine tout le corps de nos actions qui les rend agréables à Dieu et sans lequel elles ne sont que des œuvres de ténèbres. O Jésus, touchez-nous par votre grâce, par vos enseignements, par vos exemples et nous serons guéris, *Ipse vero apprehensum sanavit eum ac dimisit*.

En effet, parce que le Sauveur connaissait combien cette pureté d'intention devait coûter à notre amour-propre, tant la vanité est profondément enracinée dans nos âmes, il a voulu tout particulièrement ici joindre l'exemple au précepte afin que, vaincus par la perfection de son renoncement, nous nous déterminions à nous renoncer nous-mêmes. Lui, le Dieu de majesté, lui à qui sont dus tout honneur et toute gloire, il a voulu paraître au milieu de nous comme un Dieu caché, *Verè tu es Deus absconditus* ! N'était-il pas un Dieu caché alors que petit enfant, il pleurait dans l'étable de Bethléem ? N'était-il pas un Dieu caché à Nazareth, dans l'atelier de Joseph, où il voila si bien sa divinité qu'on le prenait pour un simple charpentier ? N'était-il pas un Dieu caché au calvaire où il mourait entre deux larrons, abreuvé d'outrages par ceux dont il avait guéri les malades et ressuscité les morts ? Et si pendant sa vie publique il fit des actions d'éclat, s'il opéra d'étonnants prodiges, il n'eut pas d'autre intention que notre salut et la gloire de Dieu et il nous avertit qu'en toutes ses œuvres « ce n'est pas sa gloire qu'il cherchait mais celle de son Père. »

Voilà notre modèle ; voilà le remède à l'hydropisie spirituelle : ne vivons pas pour nous, mais

pour Dieu ; ne travaillons pas pour la terre mais pour le ciel. Je vous laisse sur une parole du grand apôtre de Rome au seizième siècle, de saint Philippe de Néri. Bien des fois il fut sollicité par les souverains Pontifes d'accepter de hautes dignités dans l'Eglise, toujours il refusa modestement mais invinciblement ; et quand on parlait devant lui d'épiscopat, de cardinalat, levant les yeux au ciel, il disait avec amour : *Paradis ! Paradis !* Quand le démon de la vaine gloire nous fera entendre sa voix de sirène, nous aussi élevons nos regards et nos cœurs en haut, chassons-le en lui criant : *Paradis ! Paradis !* Et nous serons exaltés parce que nous aurons été humbles ; et nous trouverons le repos de nos âmes pour le temps et pour l'éternité !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Saint-Office

Faculté de dispenser des empêchements publics aux mariages, en cas de péril de mort.

DUBIUM quoad facultatem dispensandi super impedimentis publicis matrimonialibus in mortis periculo

Illme ac Rme Domine

Supremæ huic Congregationi Sancti Officii propositum fuit dubium : « Utrum Ordinarii in casibus extremæ necessitatis facultatem dispensandi super impedimentis publicis matrimonialibus in mortis periculo, literis Supremæ Congregat. die 20 Febr. 1888 concessam, parochis et universim confessariis approbatis modo generali subdelegare valeant, an non. » Quo dubio mature perpenso, Eminentissimi Patres una mecum Generales Inquisitores fer. IV, die 9 Januarii 1889 dixerunt : « Supplicandum Sanctissimo ut decernere et declarare dignetur, Ordinarios, quibus memorata facultas præcitatis literis diei 20 Februarii 1888 data fuit, posse illam subdelegare habitualiter parochis tantum, sed pro casibus, in quibus desit tempus ad ipsos Ordinarios recurrendi et periculum sit in mora. Eadem feria ac die Sanctissimus D. N. D. Leo divina providentia PP. XIII, in solita audientia R. P. D. Adessoris S. O. impertita, benigne annuere dignatus est juxta Eminentissimorum PP. suffragium.

Hæc tibi dum nota facio, fausta cuncta ac felicia precor a Dno.

Datum Romæ ex S. O. die 1 Martii 1889.

R. CARD. MONACO.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — L'an prochain, nous aurons dans notre diocèse une fête double le jour de la vigile de la Pentecôte. Que devons-nous faire pour le bréviaire, et pour la messe.

R. — Pour le bréviaire, vous devrez lire les trois leçons de votre fête (en les unissant ensemble pour constituer votre neuvième leçon). Vous devrez également en faire mémoire à Laudes.

Pour la messe, vous omettez cette mémoire, non seulement à la messe solennelle, mais encore aux messes privées.

On doit omettre également les oraisons qui seraient commandées.

Q. — En 1890, les Sept-Douleurs de la Sainte-Vierge seront empêchées le 3^e dimanche. Vaut-il mieux les célébrer au premier jour libre que de les transférer jusqu'au dimanche 28 septembre.

R. — Vous ne pouvez pas agir ainsi, parce que la rubrique ne vous laisse pas cette liberté. Vous devez transférer cette fête jusqu'au dimanche 28. Voici le texte de la rubrique.

« Tunc festum Dolorum transfertur in primam ex sequentibus Dominicis non impeditam Officio I. vel 2, cl. (Decretum 18 sept. 1814.)

Et même, si ce dimanche était empêché, vous devriez transférer cette fête au dimanche subséquent libre : Vous ne pourriez la célébrer au premier jour libre après le 3^e dimanche de septembre que dans le cas où tous les dimanches jusqu'à l'Avent seraient empêchés.

Q. — En 1890, le 8 mars, comment organiser les vêpres ? La mémoire de sainte Françoise ne doit-elle pas être faite avant celle du dimanche ?

R. — Non ; on doit d'abord faire la mémoire du dimanche, ensuite celle de sainte Françoise.

Il est vrai que sainte Françoise est du grade double, et le dimanche du grade semi-double ; mais comme on ne peut pas faire l'office de sainte Françoise le lendemain, mais celui du troisième dimanche de carême, il serait irrégulier de lui donner la préférence aux premières vêpres et de la mettre au second rang au corps de l'office et à la messe. La solution nous paraît incontestable. Les vêpres doivent donc être ainsi organisées :

Vêpres de saint Jean de Dieu, mémoire du dimanche (3^e de carême), et de sainte Françoise.

Il en serait autrement s'il s'agissait d'un dimanche ordinaire. On aurait les vêpres suivantes :

Vêpres de saint Jean de Dieu jusqu'au capitule, ensuite de sainte Françoise ; mémoire de saint Jean, et du dimanche. Il en est autrement pour les dimanches de seconde classe.

Q. — Après le *Lavabo*, où doit-on dire 1^o le *Gloria Patri* ? 2^o le *Sicut erat* ?

R. — Ad I. Les liturgistes sont divisés sur ce point. La raison en est que la rubrique n'entre pas dans des détails suffisants aux deux endroits où elle en parle.

D'abord, dans le *Ritus servandus in celebratione Missæ*, elle se contente de dire que le prêtre lave ses mains en disant le psaume *Lavabo* avec *Gloria Patri* :

« Lavat manus, id est, extremitates digitorum pollicis et indicis, dicens psalmum *Lavabo inter innocentes, cum Gloria Patri* etc., qui versus, *Gloria Patri*, prætermititur in Missis defunctorum etc., et in Missis de Tempore a Dominica de Passione usque ad Sabbatum Sanctum exclusive.

« Celebrans, lotis manibus, eas tergit, et illius ante pectus junctis, revertitur ad medium altaris. (Titre VII, De Offertorio et aliis usque ad Canonem, n. 6 et 7.)

Ensuite dans l'*Ordo Missæ*, la rubrique exprime la même idée en termes différents : Le prêtre lave ses mains en disant *Lavabo* etc. :

« Interim sacerdos lavat manus dicens : *Lavabo.* »

Et le psaume *Lavabo* est suivi du *Gloria Patri* et du *Sicut erat*.

Voilà les rubriques. Or, en quel endroit le célébrant doit-il dire le *Gloria Patri* ?

Selon les uns, le *Gloria Patri* doit être récité au coin de l'Épître, parce qu'il fait partie du psaume *Lavabo*, en effet l'*Ordo Missæ*, qui donne le texte intégral du psaume *Lavabo*, y joint le *Gloria Patri*, comme formant partie intégrante. Par conséquent, si le psaume doit être récité entièrement au coin de l'Épître, le *Gloria Patri* doit y être récité également.

Cette opinion est encore partagée par les nombreux liturgistes qui enseignent que non seulement le verset *Gloria Patri*, mais même le répons *Sicut erat* doit être récité au coin de l'Épître, et que nous indiquerons tout à l'heure en traitant la seconde question.

Selon d'autres on n'est pas obligé de dire le verset *Gloria Patri* au coin de l'Épître ; on peut le dire en revenant au milieu de l'autel. C'est le sentiment de l'illustre Gavantus. Voici ses propres paroles :

« Ad versum *Gloria Patri* qui potest dici cum reductis, in medio altaris caput inclinatur. » (The-saurus sacrorum Rituum, pars II, titre VII, n. 6, lettre T.)

C'est aussi le sentiment d'Angelus Contus, de Lohner, d'Arnoud, de Tonelli, de Bauldry, de Baldassari, de Bissus et de Gervasi. Tous ces auteurs s'accordent à dire que le *Gloria Patri* peut n'être pas récité au coin de l'Épître. A la vérité ils sont en désaccord sur un point, à savoir : peut-on le dire en allant à l'autel ? ou bien faut-il attendre qu'on soit arrivé au milieu de l'autel ? Gavantus, Angelus, Lohner, Arnould et Baldeschi, pensent qu'on peut le dire en allant à l'autel. Tonelli, Bauldry, Baldassari, Bissus et Gervasi enseignent qu'on doit le dire au milieu de l'autel, parce que le prêtre ne peut faire l'inclination de tête en marchant.

Quoiqu'il en soit de ce point secondaire, ces liturgistes sont au moins d'accord sur le point principal que nous traitons, à savoir, que le *Gloria Patri* peut n'être pas récité au coin de l'Épître.

Voilà les deux opinions. Selon la première, le *Gloria* doit se dire au coin de l'Épître. Selon la

seconde, on n'y est pas obligé ; on peut le dire, soit en retournant à l'autel, soit quand on y est arrivé.

Quelle est la vraie ?

Si l'on examine attentivement le texte des rubriques, il semble que la première y soit plus conforme.

Mais comme la seconde est soutenue par des auteurs graves et nombreux, nous n'oserions pas nous prononcer.

Ad II. Où doit-on dire le *Sicut erat* ? Ici encore les liturgistes sont partagés.

Selon les uns, on peut le dire au milieu de l'autel. C'est le sentiment de Gavantus, de Lohner, de Bauldry et des autres liturgistes que nous venons de nommer. Car si l'on peut réciter le *Gloria Patri* en allant au milieu de l'autel, ou bien lorsqu'on y est arrivé, à plus forte raison, on peut et on doit y réciter le répons *Sicut erat*.

Selon plusieurs autres, on le dit en revenant au milieu de l'autel. Nous pouvons indiquer parmi les défenseurs de cette opinion :

Saint Alphonse de Liguori qui parle ainsi :

« *Ad Gloria Patri* se versus crucem inclinat, et tunc statim persequendo *Sicut erat* etc., in medium altaris redit. » (Liber de Cæremoniis Missæ, chap. VIII, n. 14).

Le R. P. Le Vavasseur est du même avis « pendant lequel (*Gloria Patri*) il fait une inclination de tête vers la croix, et revient au milieu de l'autel. »

M^r de Conny partage ce sentiment, comme on peut s'en convaincre par ces mots.

«... Et à ce verset (*Gloria Patri*) il incline la tête à la croix ; tout aussitôt il revient au milieu. »

Selon une troisième opinion, le répons *Sicut erat* doit se dire au coin de l'Épître, par la raison que ce répons fait partie du psaume *Lavabo*, et que ce psaume embrasse le *Gloria* et le *Sicut erat*. Ce sentiment est soutenu par de graves liturgistes.

M^r Martinucci, préfet des Cérémonies Apostoliques est très formel :

« Manutergium relinquet in altari vel tradet ministro ; junctisque manibus dicet *Gloria Patri*, caput ad crucem vertens, atque ibidem complebit verbum *Sicut erat* etc. »

De Herdt n'est pas moins absolu. Néanmoins il ajoute que, selon quelques liturgistes, le *Gloria Patri*, ou au moins le *Sicut erat* peut être récité en allant vers l'autel. Ce passage, qui suppose une étude soignée de la question mérite d'être citée intégralement :

«... Recitat (sacerdos) psalmum usque ad finem in cornu Epistolæ. Dum dicit *Gloria Patri*, faciem sine motu pedum convertit ad crucem altaris, et eadem caput profunde inclinat usque ad *Spiritu sancto* inclusive ; facie reversa ad altaris parietem, proseguitur *Sicut erat* etc., quo dicto revertitur ad medium altaris.

« Juxta quosdam, versus *Gloria Patri* aut saltem *Sicut erat* dici potest eundo ad medium alta-

ris ; sed versus *Gloria Patri* melius ad cornu Epistolæ legitur, quia eundem inclinationem capitis versus crucem recte exhiberi non potest ; versus autem *Sicut erat* dici potest vel in cornu Epistolæ facie reversa ad parietem altaris, ut supra dictum est, vel si magis placeat, eundo ad medium altaris, modo in ipso accessu ad medium altaris totaliter sit finitus, cum sacerdos ibi statim dicere debent *Suscipe Sancta Trinitas*. »

La *Nouvelle Revue théologique* est plus sévère. Elle pense que le sentiment qui permet de dire le *Gloria* et le *Sicut erat* ailleurs qu'au coin de l'Épître est opposé à la rubrique du Missel. Voici ces raisons :

« 1^o Sous la dénomination du verset *Gloria Patri*, le Missel comprend aussi le verset *Sicut erat*.

« 2^o Ces deux versets font partie du même psaume. La rubrique placée en tête du Missel le dit formellement. De même, l'*Ordo Missæ*, qui en donne le texte, ne sépare nullement du psaume, comme il est aisé de s'en assurer, les deux versets *Gloria Patri* et *Sicut erat*.

« 3^o Le psaume entier doit être récité avant que le célébrant retourne au milieu de l'autel : *lavat manus, dicens psalmum*. Or si les deux versets *Gloria Patri* et *Sicut erat* font partie du psaume, et si le psaume doit être récité en entier au coin de l'Épître, il est évident que ni l'un ni l'autre des deux derniers versets du psaume ne peuvent être récités par le célébrant en revenant au milieu de l'autel.

Peut-être ne faut-il pas prendre la rubrique du Missel dans un sens si rigoureux ; mais la preuve en incombe aux partisans de l'opinion contraire ; et aussi longtemps qu'ils ne l'ont pas apportée, nous sommes en droit de regarder leur sentiment comme opposé à la Rubrique du Missel. »

Voilà les divers sentiments des liturgistes sur cette question pratique.

On peut suivre l'opinion que l'on voudra. Mais nous pensons qu'on doit rejeter l'opinion de Gavantus qui permet de dire le *Gloria Patri* en se rendant à l'autel et en faisant en même temps l'inclination de tête, ce qui est contraire aux règles générales de la liturgie qui ne permettent pas de faire des inclinations en marchant.

Q. — 1^o A l'absoute faite sur le catafalque *absente corpore* les divers rituels terminent les prières au *requiescant in pace* chanté par les choristes. Le missel des morts de Ratisbonne, p. 45, y ajoute *Anima ejus ; Si iniquitates et De profundis*, Kyrie, Pater, plusieurs versets, l'oraison *Fidelium*. Auquel faut-il donner la préférence ?

2^o Au retour de l'enterrement, le même missel prescrit les mêmes prières, les autres rituels se contentent de l'antienne *Si iniquitatis* et du *De profundis*.

3^o Au même missel se trouve sous la rubrique *super tumulum defuncti*, une longue oraison suivie de l'Evangile de saint Jean et de l'antienne *Trium puerorum*.

Est-ce une prière particulière ou universelle et quel en est l'usage ?

R. — Ad I et ad II. Comme il s'agit de culte public, nous engageons à suivre les traditions du

diocèse, jusqu'à ce que l'autorité diocésaine en décide autrement.

Ad III. Nous ne connaissons pas l'usage de ces prières.

Q. — L'excellent opuscule *L'Ecole neutre devant la théologie*, établit que l'école véritablement neutre n'est guère possible, et que si elle était possible, elle serait encore condamnée par l'Eglise. D'où il déduit la conduite sévère à tenir par le confesseur envers les parents.

Mais le cas des instituteurs officiels n'est pas ici moins grave. Je voudrais bien au plus tôt voir préciser par l'excellent *Ami du Clergé* la conduite à tenir à leur égard par le confesseur.

R. — Notre vénéré confrère a grandement raison de tenir pour excellent l'ouvrage : *L'Ecole neutre en face de la théologie, cas de consciences par deux prêtres, docteurs en théologie*. (Paris, Retaux-Bray). La doctrine en est sûre, les solutions très solides et rien n'est mieux motivé que les moyens pratiques qui y sont recommandés.

Pour que ceux de nos lecteurs qui n'ont pas cet ouvrage sous les yeux comprennent la doctrine que nous aurons à exposer au sujet des instituteurs publics, il est nécessaire que nous transcrivions les conclusions de nos excellents docteurs au sujet des parents : nous les prenons dans l'ordre et sous la forme qu'ils leur ont donnés, mais en omettant les preuves sur lesquelles ils les appuient.

Premier cas : *l'école est positivement irréligieuse*. « Les parents sont tenus, sous peine de péché mortel, d'éloigner leurs enfants d'un pareil foyer de corruption, au risque de perdre leur emploi, d'être condamnés à l'amende ou à la prison. »

Deuxième cas : *l'école neutre en face d'une école chrétienne*. « Les parents doivent sous peine de faute grave, préférer l'école chrétienne à l'école neutre, sauf raisons vraiment sérieuses, dont l'appréciation appartient à l'évêque ou aux confesseurs délégués à cet effet. » Voir au cas suivant une condition indispensable à réaliser.

Troisième cas : *l'école neutre est seule* : « Nous avons reconnu que des raisons graves rendent licite la fréquentation de l'école neutre (à la condition, bien entendu, que le danger prochain de perversion puisse être écarté). »

Ces devoirs des parents reposent sur des principes de droit naturel et ont été plusieurs fois souverainement déclarés par les Souverains Pontifes, notamment par Pie IX et Léon XIII, soit en propres termes, soit en termes équivalents.

Les mêmes principes et les mêmes décisions imposent aux instituteurs des devoirs qu'ils sont tenus d'accomplir de telle sorte que le confesseur ne puisse les absoudre qu'autant qu'ils les observent ou promettent sérieusement de les observer. Quels sont ces devoirs : c'est ce que nous allons exposer.

La loi du 28 mars 1882 organise l'enseignement primaire en dehors de tout élément religieux.

C'est, en droit, l'école neutre, c'est-à-dire, un genre d'école que l'Eglise condamne et que nul catholique ne peut accepter comme bon. Le catholique ayant charge d'instituteur public est-il tenu de démissionner plutôt que de subir cette loi de neutralité ? Non, à moins qu'il ne lui devienne impossible de s'acquitter de ses devoirs de chrétien, soit de ses devoirs personnels, soit de ses devoirs professionnels. Voici les raisons de cette solution et de la restriction qu'elle contient.

L'instituteur catholique n'est pas obligé de démissionner si, tout en subissant la loi de la neutralité dans la mesure suffisante à satisfaire ses supérieurs, il peut sortir de cette même neutralité dans la mesure nécessaire à la formation chrétienne de la jeunesse. Nul doute qu'il ne dût donner sa démission ou s'exposer à la révocation s'il lui était impossible de faire le nécessaire pour que son enseignement, donné conformément à la loi, ne devint pernicieux pour les élèves confiés à ses soins : rien ne saurait l'excuser de coopérer par lui-même à une œuvre aussi mauvaise et aussi funeste. Mais s'il peut suffisamment pourvoir à ce que son enseignement soit vraiment religieux et catholique, pourquoi démissionnerait-il ? Ne vaut-il pas mieux qu'il continue à enseigner puisqu'il le fait à l'avantage des enfants et les préserve d'avoir un maître qui les pervertisse ? — On dira que sa démission sera une protestation contre la loi et que, à ce point de vue, elle sera motivée et utile. — Peut-être : et si des protestations unanimes s'étaient produites de toutes parts, il est à penser qu'elles auraient fait reculer les persécuteurs de l'enfance. Mais ceux auxquels il appartenait de donner le branle, ont préféré un autre genre d'action et de résistance ; une démission isolée serait sans grand effet ; et si elle n'est pas nécessaire, dans l'état actuel des choses, elle serait regrettable. L'instituteur chrétien n'est donc pas obligé de démissionner s'il peut donner un enseignement qui ne soit pas neutre.

Le peut-il avec la loi de 1882 ? Oui, en bien des cas.

D'abord, il a sa liberté d'action en dehors du temps réglementaire des classes. Il peut pendant ce temps enseigner par l'exemple, accomplissant au vu et su de ses élèves tous les devoirs d'un bon chrétien. Il peut même donner l'instruction religieuse d'accord avec le curé : cela se fait en plusieurs localités à la demande ou à la grande satisfaction des familles.

Ensuite, pendant le temps même des classes, il est légalement libre d'éliminer tous les ouvrages, tous les textes athées, irréligieux ou autrement dangereux pour la foi et les mœurs des enfants. A plus forte raison peut-il ne rien dire de lui-même qui soit mauvais ou dangereux. De plus, sans enseigner la religion comme une branche déterminée et spéciale d'instruction primaire, il peut saisir toutes les occasions qui se présentent, et ces occasions sont fréquentes, d'instruire ses élèves des vérités religieuses, de leur recomman-

der l'accomplissement de leurs devoirs et la pratique des vertus chrétiennes. Par ces moyens, il fait, ou que l'école ne soit pas vraiment neutre, mais catholique au moins pour l'essentiel, ou que l'école neutre, si on préfère l'appeler ainsi, ne cause aucun préjudice spirituel aux enfants. Il peut donc ne pas démissionner.

Mais si la tyrannie de quelque membre de l'administration civile le mettait dans l'impossibilité de remplir ses devoirs personnels de chrétien ou ses devoirs professionnels d'instituteur chrétien, il devrait exposer plutôt sa situation temporelle que sa conscience. Il devrait accomplir son devoir, quand même, et se résigner aux épreuves dont ce serait pour lui l'occasion. Nous avons connu un instituteur chrétien, excellent instituteur au point de vue pédagogique, qui fut déplacé cinq fois en quatre ans. Comme il avait autant d'énergie que de foi, il déclarait ouvertement qu'il irait quelque part qu'on l'envoyât, mais que partout il ferait son devoir. Il finit par laisser le mauvais vouloir de l'inspecteur impie et immoral auquel il devait ces tribulations.

L'instituteur public, ne démissionnant pas, est tenu, de la manière la plus absolue d'éloigner de son école tous les livres, tous les textes, toutes les doctrines qui pourraient nuire à l'âme des enfants. C'est là un point rigoureux du droit naturel. Il n'est permis à personne d'empoisonner un enfant. Il y aurait moins de mal à empoisonner son corps qu'à empoisonner son âme.

De plus il est rigoureusement tenu, mais dans la mesure seulement où c'est nécessaire, et, en dehors de la nécessité, dans la mesure où c'est prudent, de glisser dans son enseignement selon les occasions, toutes les notions nécessaires à la formation religieuse des enfants. Car il est tenu de ne pas laisser à son école le caractère de l'école *sans - Dieu*, de l'école neutre réprouvée par l'Eglise.

Le premier de ces devoirs n'admet pas de plus ou de moins : tout enseignement mauvais est interdit et il n'est jamais permis, ni toléré de mal faire soi-même. Le second est susceptible de plus ou de moins parce que, dans l'impossibilité de faire tout bien, il faut qu'on se règle pour le bien à faire sur les données de la prudence chrétienne. Mais, chacun de ces devoirs est très grave de sa nature. Le scandale est un grand péché ; mais quand il s'exerce envers les enfants, très impressionnables et incapables de réagir contre ceux qui les dominent par l'autorité et l'intelligence, il est bien plus grave encore. Aussi Notre-Seigneur a-t-il dit : « Malheur au monde à cause des scandales ; mais malheur surtout à celui qui scandalisera un de ces petits qui croient en moi. Il lui vaudrait mieux être précipité, une meule au cou, jusqu'au fond de la mer. »

Q. — Dimanche dernier, en faisant le catéchisme au prône de la messe, je me suis appuyé sur ce passage de l'*Ami*, 1887, page 361 : « Rappelez-vous qu'aucun magistrat séculier n'a le pouvoir de prononcer la nullité

d'un mariage valide, etc. » et je suis allé jusqu'à énoncer cette conclusion qui en sort clairement, savoir, que le magistrat devait donner sa démission.

Mais en lisant à l'instant, votre réponse *id.* 1889, page 149, je suis amené à vous demander, si je ne devrais point dans mon prochain catéchisme revenir sur cette question. J'ignorais l'instruction du Saint-Office du 25 juin 1885.

Mais cette instruction me semble en contradiction avec la décision du 27 mai 1886.

R. — Le retard que nous avons mis involontairement à donner cette réponse ne permettra pas à notre vénérable correspondant de se rectifier aussitôt que, dans sa droiture, il l'aurait désiré.

En écrivant le mot *se rectifier*, nous sentons poindre un scrupule ; nous nous demandons si le mot propre ne serait pas plus tôt : *s'expliquer*. Qu'on en juge.

L'instruction du 25 juin 1885 déclare que le juge peut, sans être obligé de démissionner, accueillir les causes matrimoniales portées à son tribunal, bien qu'il soit canoniquement incompetent.

Mais cette même instruction ne lui donne aucunement ni ne lui reconnaît le droit de prononcer la nullité d'un mariage valide aux yeux de l'Eglise. Parmi les conditions mises à la tolérance en question, il en est une par laquelle il est exigé qu'il ne prononce pas de sentence qui serait contraire au droit divin et ecclésiastique. Or, prononcer la nullité d'un mariage valide aux yeux de l'Eglise, c'est porter une sentence contraire au droit divin et ecclésiastique. Donc il ne lui est pas permis, même par tolérance, de prononcer la nullité d'un mariage valide aux yeux de l'Eglise. Passer outre, c'est commettre un péché et un péché grave, si l'on a la connaissance suffisante pour comprendre la gravité de la matière, qui est incontestable. Plutôt que de commettre ce péché, le juge devrait livrer sa vie, comme tout homme devrait le faire plutôt que de commettre un péché quelconque. A plus forte raison, devrait-il plutôt se résoudre à perdre son office.

D'après l'instruction du 25 juin 1886, il n'est pas tenu de démissionner pour éviter de juger les causes matrimoniales portées à son tribunal. Mais, d'après la même instruction, il doit éviter de prononcer la nullité d'un mariage valide aux yeux de l'Eglise, et, par une conséquence naturelle, être prêt à perdre plutôt son office que de prononcer la nullité d'un mariage valide aux yeux de l'Eglise.

Cette doctrine ayant paru trop rigide à certain *Canoniste*, celui-ci imagina une interprétation qui permettait au juge de rendre une sentence de nullité contre un mariage valide aux yeux de l'Eglise. Le côté ingénieux de cette interprétation était de distinguer : d'une part, entre l'acte du juge qui déclare que les conjoints se trouvent dans le cas prévu par la loi sur le divorce, et celui du maire qui, visant la sentence du juge, prononce effectivement la dissolution du mariage ; d'autre part, entre les effets civils et le mariage lui-même. Du

premier chef, on concluait que le juge, en réalité ne prononce pas le divorce, qu'il ne fait qu'y coopérer de loin et par une déclaration qui n'a rien d'illicite. Du second chef, on concluait que l'action du juge se bornant uniquement à défaire ce qu'avait fait le mariage civil et à priver le mariage des effets civils, il n'y avait là rien qui allât contre le droit divin et ecclésiastique, ni par conséquent fût contraire à la condition exprimée dans l'instruction du 25 juin 1885. D'après ce sentiment le juge pouvait, sans être obligé de démissionner ou de se mettre en danger de perdre sa charge, non seulement accueillir les causes portées à son tribunal, mais encore prononcer le divorce civil d'un mariage valide aux yeux de l'Eglise.

Cette interprétation ayant été soumise au Saint-Office fut condamnée par la décision du 27 mai 1886, qui, bien loin de contredire l'instruction du 25 juin 1875, n'a fait au contraire que la confirmer en l'expliquant. Il reste donc établi que le juge, même avec la tolérance dont l'Eglise use à son endroit, ne peut licitement rendre une sentence de divorce contre un mariage valide aux yeux de l'Eglise ; par conséquent, qu'il doit exposer plutôt sa charge que de prononcer une pareille sentence. Toutefois rien ne l'oblige à démissionner, parce qu'il ne sera jamais dans la nécessité de juger ainsi. Qu'il fasse son devoir et qu'il attende. Nul n'a aucun droit de le rechercher à ce sujet. Si on le maltraite, il sera persécuté pour la justice.

Voilà de quoi permettre à notre vénérable correspondant d'expliquer plus complètement ce qu'il a dit dans son catéchisme. Le juge n'est en aucun cas tenu de démissionner : mais il est des cas où il ne doit pas craindre de s'exposer à perdre sa charge plutôt que de prononcer le divorce.

Q. — 1^o Pour gagner l'indulgence *Toties quoties* de la Portioncule, faut-il sortir complètement de l'église ? ne suffit-il pas de se rendre sous le porche, c'est-à-dire entre le grand portail et ce que nous appelons le *tambour* (2^e porte).

Pour le prêtre, peut-il se contenter de quitter l'église proprement dite et de rentrer dans la sacristie adjacente ?

2^o Dans l'église, où se trouve une *fraternité*, tous les paroissiens, même ceux qui ne sont pas tertiaires, peuvent-ils gagner l'indulgence ?

R. — Ad I. Pour gagner l'indulgence *Toties quoties* de la Portioncule, il est nécessaire de sortir complètement de l'église. C'est là une condition générale imposée chaque fois que l'on peut faire plusieurs visites dans la même journée. La Sacrée Congrégation des Indulgences a tranché la difficulté en 1864.

« An sufficiat, ut in una eademque ecclesiam tot preces seu visitationes repetantur, quot sunt indulgentiæ lucrandæ, quin de ecclesia post quamlibet visitationem quis egrediatur, et denuo in eam ingrediatur ? — RESP. Negative ¹. »

Lors du Jubilé de 1875, les Vicaires capitulaires de Luçon demandèrent à la S. Pénitencerie :

« IV. ... Quæritur num ad hujusmodi visitationes inter se distinguendas necesse sit post unamquamque ab ecclesia egredi, an vero sufficiat in eadem ecclesia manendo, de uno in alium illius locum transire, aut etiam tantummodo assurgere, uti pro stationibus S. Viæ Crucis vulgo usu venit ? — RESP. Ad quartum : *Necesse est egredi ab ecclesia* ¹. »

Une question analogue était encore posée quelques jours plus tard à la S. Pénitencerie.

« An ad distinguendas numero visitationes necesse sit et sufficiat ut fideles egrediantur, et rursus in eandem statutam ecclesiam ingrediantur ? — RESP. *Affirmative*. »

Il n'y a pas de doute : il faut sortir complètement de l'église. Mais le porche ou *tambour*, et la sacristie font-ils partie de l'église ? Les auteurs ont étudié la question surtout par rapport à la profanation des églises. Tous les porches qui sont placés *extra corpus ecclesiæ*, c'est-à-dire en dehors du mur de l'église, ne sont pas censés faire partie de l'édifice.

« Non violatur ecclesia, si quis extra illam, vel in porticu turri, aut subtus in spelunca percussus, fugiat in ecclesiam ². » Dès lors que l'on dépasse la porte même de l'église ou de la chapelle, se trouvât-on dans une galerie, un couloir, sous un portique, on n'est plus dans l'église, on en est sorti.

S'il s'agit d'un tambour ménagé à l'intérieur même de l'église au moyen d'un ouvrage de menuiserie, à notre avis, il ne peut plus être dit *extra corpus ecclesiæ*, fût-il fermé de tous côtés, il est bien *intra corpus ecclesiæ*, absolument comme l'est un confessionnal.

Pour une sacristie séparée de l'église par un couloir, surtout si elle a une porte extérieure, nous reconnaitrions aussi qu'elle est distincte de l'église, c'est un bâtiment à part et qui a sa destination propre. Lorsqu'on y entre, on est nécessairement obligé de quitter l'église, il y a donc bien *egressus ab ecclesia*, comme le demandent les Congrégations romaines, et cette sortie suffit à notre avis, pour gagner les indulgences.

Si la sacristie se trouve contiguë à l'église et qu'on ne puisse y entrer que par une porte ouverte dans le mur de l'église, sans aucune autre issue au dehors, nous la regarderions comme faisant partie de l'église même. C'est ce que dit Ferraris, en parlant de la clôture : « Si (sacristia) habet ingressum, a sola ecclesia... censetur pars ecclesiæ, et ejusdem, non conventus officina ³. » On ne pourrait donc se contenter de pénétrer dans la sacristie pour distinguer les visites ; il n'y aurait pas *egressus ab ecclesia* ; or, *necesse est egredi ab ecclesia*, dit la S. Pénitencerie.

Ad II. La S. Congrégation des Indulgences a

¹ *Acta S. Sedis*, 1875, VIII, p. 266.

² Craisson, *Manuale totius juris*. n. 4794 ; Ferraris v^o *Ecclesia*, art. iv, n. 48.

³ Ferraris, v^o *Conventus*, art. iii, n^o 13.

¹ S. C. Ind. 29 fev. 1864, ad 3^m, n. 399.

tranché la question négativement, le 12 décembre 1888.

« Petrus Eugenius Rougerie, Episcopus Apamiensis, sequens dubium Sacre Indulgentiarum Congregationi proponit.

« An ex Constitutione Sanctissimi Domini Nostri Leonis Papæ XIII, quæ incipit Misericors Dei Filius, abrogatum sit privilegium, quo, uti asseritur, in Ecclesiis ubi erectæ reperiébantur Congregationes Tertii Ordinis Sæcularis Sanctis Francisci Assisiensis, acquiri poterat Indulgentia de *Portiuncula* nuncupata ?

« S. Congregatio respondit : *Affirmative*.

« Datum Romæ ex secretaria ejusdem S. Congregationis, die 12 decembris 1888. »

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — A quoi s'expose, au point de vue légal, un maire qui, de son autorité privée, a remplacé les bancs dans l'église, malgré les protestations du curé ?

Le conseil de fabrique, pour se créer des ressources indispensables au culte, avait décidé à l'unanimité, que les bancs ne seraient désormais mis à la disposition des hommes qu'autant que ces derniers consentiraient à payer une certaine redevance. Par suite de l'enlèvement des bancs que le maire lui-même avait opéré, en qualité de mandataire de la fabrique, deux bancs avaient déjà été loués. Maintenant, l'acte d'ostracisme du maire remet toute en question,

R. — De la part du maire, c'est tout simplement un acte d'usurpation. Ni comme membre de droit du conseil de fabrique, ni comme magistrat municipal, il n'a qualité pour faire quoi que ce soit dans l'église, il est, sous ce rapport exactement comme le dernier des citoyens; par conséquent, le conseil de fabrique en tant qu'il a disposé légalement des bancs, et le curé en tant qu'exerçant la police dans le temple, pourraient le poursuivre en police correctionnelle. Nous les engageons à ne pas recourir à ce moyen contre un homme qui paraît plus borné que méchant. Il est bon toutefois qu'on lui fasse observer l'illégalité et l'odieux de son acte.

Q. — Il y a 52 ans, la commune de St.-C. avait abandonné par délibération approuvée par le préfet et le ministre de l'intérieur à mon prédécesseur deux marais pour lui servir de jardin.

Or, après expérience faite, il est prouvé que ces marais sont complètement impropres au jardinage aussi bien qu'à toute autre culture, hormis celle des arbres.

Mon prédécesseur ne pouvant tirer de ces marais dont il payait les impôts, aucun autre revenu que celui des arbres, y planta des peupliers et pendant 42 ans, y prit des arbres selon son gré et à sa convenance sans aucune opposition de l'administration municipale. Depuis 10 ans, j'ai moi-même, à plusieurs reprises, abattu des arbres dans ces marais sans plus d'opposition de la part de la commune.

Mais cette année, en ayant fait abattre un certain nombre, la commune m'intente une action en restitution. Une chose à remarquer, c'est que nous avons planté ces arbres à nos frais. Quand la commune nous a abandonné ces terrains, ils étaient complètement nus.

1° Pouvons-nous invoquer en notre faveur les articles 590 et 591 du code civil ?

2° La commune peut-elle invoquer contre nous les articles 592 et 593 ?

3° En ce cas, pouvons-nous réclamer le remboursement des impôts et des frais de plantation ?

4° Connaissez-vous des cas analogues à celui-ci ?

R. — Les questions de pur droit civil ne sont pas de notre compétence, et, pour rien au monde nous ne voudrions assumer la responsabilité d'un conseil pour lequel nous nous regardons comme dépourvus d'autorité. Nous prions notre correspondant de ne voir dans notre réponse qu'un simple aperçu.

D'après la définition de l'usufruit donnée par tous les auteurs, il est de l'essence du contrat d'assurer à l'usufruitier le droit de recueillir et de faire siens tous les fruits que peut produire la chose mobilière ou immobilière sujette au droit d'usufruitier. (*Delvincourt*. — *Toullier*. — *Duranton*.) Ce qu'il est tenu de rendre au propriétaire à la cessation de l'usufruit, c'est la chose elle-même telle qu'il l'a reçue sans aucun changement provenant de son fait et sans autre détérioration que celle qui résulte par la force même des choses de l'emploi journalier auquel elle est destinée.

Ici les curés n'ont reçu qu'une terre, il semble qu'ils ne doivent rendre que la terre, et que tout ce qu'ils lui ont fait produire leur appartient. Mais y a-t-il un véritable usufruit dans le sens du code? beaucoup d'auteurs l'affirment, d'autres le nient. Les lois qui régissent les fabriques et les presbytères demandent qu'on dresse un état des lieux, pour éviter que les communes n'exigent plus qu'elles n'ont donné, et pour forcer l'usufruitier à remettre les choses en l'état. Ici l'état des lieux a-t-il été fait? L'usufruit finit-il à la mort de chaque curé pour recommencer avec son successeur ?

Tout ceci réclame le savoir et l'expérience des hommes de loi.

A la place de notre correspondant, en cas de poursuite, de la part de la municipalité devant les tribunaux civils, nous essaierions de soulever la question d'incompétence; car un arrêt de la cour de cassation du 13 décembre 1830 a prononcé que toutes les questions qui doivent être décidées par voie d'interprétation d'actes administratifs, sont du ressort de l'autorité administrative. Or l'affectation des deux marais incultes étant le résultat de deux actes administratifs, l'un de la municipalité, l'autre de la préfecture et du ministère de l'intérieur, il semblerait que la préfecture et le ministère ont le droit d'interpréter ce qu'ils ont fait.

En outre, le curé fera bien de mettre en avant la fabrique qui a qualité pour représenter les intérêts du presbytère. Il y aurait à cela un bénéfice. D'abord elle aurait besoin de l'autorisation du conseil de préfecture pour défendre au procès, de même que la commune a besoin de la même autorisation pour attaquer. Ces autorisations se demandent sur mémoires motivés; il y aurait donc là une occasion d'obtenir un premier jugement ad-

ministratif qui peut-être accommoderait les choses.

Nous ne connaissons pas de cas absolument identique à celui-ci. Nous connaissons bien des cas ou des curés, ayant abattu de grands arbres, ont été condamnés à en payer le prix à la commune. Mais ces arbres faisaient déjà partie du fonds, ou bien l'on en ignorait l'origine. Mais nous n'avons gardé aucun souvenir de condamnation pour avoir enlevé un arbre qu'on avait soi-même planté.

Nous prions notre correspondant de nous excuser si nous ne discutons pas la thèse qu'il propose. Qu'il recoure aux jurisconsultes civils, et avant tout à l'autorité administrative, bien que les questions de propriété soient du ressort des tribunaux ordinaires.

Une observation en finissant. Les curés ne doivent jamais l'impôt foncier ni pour le presbytère, ni pour le jardin. C'est donc à faux qu'il a été payé pendant 52 ans, et, le cas échéant, on fera bien d'en réclamer la restitution.

Q. — Un mot de réponse, s'il vous plaît, à la question suivante pour m'éviter des recherches dans votre excellent *Ami*. Elle est pour moi actuelle et importante.

Un maire ou un conseil municipal peut-il sans difficulté déposséder un presbytère d'un jardin et d'une fontaine dont il a été mis en possession par lui à un moment donné ?

Il s'agirait pour moi de ramener le premier, s'il était possible, à sa première destination et de ne point en laisser arracher la seconde, comme j'en suis menacé par quelques tyrans de la commune. Comment avoir raison d'eux ? les moyens à prendre ? sur quoi s'appuyer ?

R. — Non ; ni le maire ni le conseil municipal ne peuvent facilement arracher à un presbytère ses dépendances, jardins, écuries, fontaines, etc. Ils n'ont même aucun pouvoir direct pour cela. Le seul motif qu'ils pourraient mettre en avant pour s'autoriser à commettre un acte pareil serait l'article 167 de la dernière loi municipale (5 avril 1884), ainsi conçu : « Les conseils municipaux pourront prononcer la désaffectation totale ou partielle d'immeubles consacrés, en dehors des prescriptions de la loi organique des cultes du 18 germinal an X... soit aux cultes soit à des services religieux ou à des établissements quelconques ecclésiastiques et civils. Ces désaffectations seront prononcées dans la même forme que les affectations. »

Mais, nous l'avons dit souvent et il ne faut pas l'oublier, lors du débat de cette loi, les députés et le gouvernement lui-même par l'organe du sous-secrétaire d'Etat au ministère de la justice, déclarèrent que cet article ne concernait point les paroisses ou succursales, les presbytères lesquels sont considérés comme concordataires, même quand ces édifices auraient été affectés au culte depuis le concordat.

Si donc une municipalité avait besoin ou envie de retrancher quelque chose à une église, à un presbytère ou à leurs dépendances elle ne pourrait

le tenter qu'en vertu des lois et décrets relatifs à la *distriction* des parties superflues de ces établissements. Or, le cercle décrit par ces lois et ces règlements est fort restreint. Il faut que le presbytère, pour ne parler que de cet immeuble, ait des parties superflues ; il faut qu'on en ait besoin pour un autre service public. Cela supposé, il faut une délibération du conseil municipal demandant la distraction pour des motifs sérieux ; il faut l'avis de la fabrique, de l'évêque, du préfet, une enquête *de commodo et incommodo*, l'avis du commissaire enquêteur.

En outre, si l'avis de l'évêque est défavorable, la question ne peut-être tranchée par le préfet ; un décret présidentiel est nécessaire. Telle est la jurisprudence basée sur l'ordonnance du 3 mars 1825, sur le décret du 25 mars 1852 et sur la circulaire du 5 mai 1852, qui la résume et en explique les prescriptions.

Si donc la municipalité dont il s'agit voulait passer outre à toutes ces formalités, notre correspondant doit la rappeler à l'ordre, et s'opposer, même *manu militari* à toute voie de fait contraire à la doctrine que nous venons d'exposer.

Q. — Le curé peut-il avec ses propres ressources ou avec des fonds provenant de libéralités particulières et du consentement du conseil de fabrique, pratiquer dans le mur de son église une ouverture pour recevoir une verrière jugée nécessaire pour éclairer une des chapelles ?

Est-il besoin de consulter le conseil municipal, et l'autorisation de M. le préfet est-elle nécessaire ?

R. — Nous avons répondu récemment à une question analogue et nous prions notre correspondant de relire ce que nous avons dit. En résumé, voici les dispositions de la loi concernant cette matière.

Quand il s'agit de travaux à exécuter dans une église, on n'a besoin d'aucune autorisation pour faire les réparations locatives qui n'excèdent pas 100 fr. dans les communes au-dessous de mille âmes et 200 francs dans celles d'une plus grande population. Il suffit que le conseil délibère et que le bureau exécute. Au-delà de ce chiffre, il faut l'autorisation du préfet, et quand la dépense dépasse 30,000 fr. celle du ministre.

Le conseil municipal, n'étant pas appelé à fournir de subvention, n'a même pas d'avis à donner. Le maire n'a qu'un droit, celui de dénoncer au préfet les travaux exécutés, et le préfet, en tout état de cause, peut interrompre les travaux ; d'où il suit qu'on ne devrait prudemment jamais entreprendre un travail de quelque importance, sans l'assentiment du préfet pour éviter les surprises désagréables.

Quant à l'objet spécial de la question actuelle, il a reçu diverses interprétations. La plus sûre est celle que nous indiquons plus haut et qui consiste à demander l'agrément du préfet par l'intermédiaire de l'évêque. Il y en a une autre absolument conforme au droit, selon nous, mais qui n'est pas toujours admise de fait par les administrations

tracassières; et elle consiste à donner à la fabrique et au curé d'accord avec la fabrique le droit de pratiquer, sans autorisation préalable, l'ouverture dont il s'agit. Nous appuyons notre sentiment sur une analogie. Par un arrêt du 6 décembre 1836, la Cour de cassation a reconnu que la fabrique et spécialement le curé avaient le droit de faire percer une porte de communication entre l'église et le presbytère. Avec ce principe, Mgr Affre, Mgr André et d'autres auteurs en invoquent un autre, à savoir que « les fabriques peuvent faire dans les églises, tout ce qui est nécessaire et utile à leur embellissement et à leur conservation. Elles ont le droit d'y faire les dispositions nécessaires pour les rendre plus propres au service du culte, et si une croisée était nécessaire pour leur donner un jour suffisant, elles pourraient sans nul doute, la faire pratiquer. »

Avec un maire intelligent et bien intentionné il n'y aurait aucun inconvénient à suivre l'opinion de ces doctes prélats, basée du reste, sur le sens commun et l'équité. Mais si l'on redoute l'intervention illégale du maire par quelque dénonciation au préfet, il est préférable d'en référer à l'évêque, de se faire approuver par lui et, par son intermédiaire, d'obtenir l'assentiment du préfet qui est malheureusement tout puissant en cette matière.

Q. — 1^o Les dispositions de la nouvelle loi militaire, en tant qu'elle atteint tous les membres du clergé, seront-elles rétroactives ?

2^o N'est-il pas à craindre que les législateurs qui l'ont portée, on sait dans quel esprit, ne l'appliquent plus rigoureusement aux membres des communautés religieuses, en leur imposant, par exemple, l'obligation de passer sous les drapeaux un temps plus ou moins long, pour le bénéfice dont ils ont usé — frauduleusement à leur sens, — comme élèves ecclésiastiques ?

3^o Les religieux, même prêtres, n'ont aucun titre aux yeux des législateurs qui les dispense du service militaire. Comment y pourvoir pour qu'ils puissent profiter du bénéfice de la loi ?

4^o Les uns disent que la nouvelle loi atteint tout citoyen à l'âge où il se trouve, c'est-à-dire que, s'il a 25 ans, il tombe dans la réserve, et s'il a 31 ans dans l'armée territoriale, et, s'il en a 36, dans la réserve de cette armée; il se trouve par le fait soumis aux diverses périodes de service actif correspondantes à ces différents degrés. L'abrogation des lois antérieures et des privilèges qu'elles octroyaient, me semble leur donner raison. D'autres soutiennent, au contraire, que tous ceux qui ont bénéficié des anciennes lois, à quelque titre que ce soit, n'ont plus rien à voir avec le service militaire. Qu'en pensez-vous ?

R. — Ordinairement, quand une loi est promulguée, le ministre compétent en fait suivre la promulgation d'une circulaire explicative ou d'une instruction qui en détermine l'application. Rien de cela n'a été fait encore, bien que la loi remonte au 15 juillet dernier. On dirait que le gouvernement a lui-même honte de cette œuvre malpropre, uniquement élaborée en haine de la religion catholique. Peut-être aussi ne se hâte-t-on pas à cause des élections prochaines et de l'effet désastreux que pourraient produire sur les populations chrétiennes certaines applications de cette loi. Tout cela

laisse le public dans l'ignorance des choses et rend impossible pour le moment du moins, l'éclaircissement des obscurités qui enveloppent le texte des articles spéciaux qui concernent les prêtres et les religieux.

Nous avons essayé d'interroger quelques personnages du ministère de la guerre, et nous n'avons pas été peu surpris de constater en eux une espèce de conviction prudemment voilée que la loi en ce qui nous concerne, ne serait jamais exécutée ou qu'elle ne le serait que partiellement ou politiquement.

Il y a pourtant quelques points d'ores et déjà indiscutables. Ainsi, contrairement à ce qu'ont dit quelques journaux, les séminaristes ne seront pas astreints cette année au service militaire. C'est absolument sûr, car la classe 1888 qui a tiré au sort, cet hiver, bénéficie de toutes les dispositions de l'ancienne loi du 27 juillet 1872. C'est seulement la classe 1889 qui sera soumise à l'incorporation totale prescrite par la loi du 15 juillet dernier. On sait qu'elle ne sera appelée au tirage au sort qu'en janvier prochain. C'est par une erreur voulue que les journaux avancés ont affirmé que le ministre ordonnerait un second conseil de révision pour englober la classe 1888 dans les dispositions de la loi actuelle. Les lois, de droit commun, n'ont pas d'effet rétroactif, et celle-ci est du nombre.

De plus, au Titre VIII. *Dispositions transitoires*.

Art. 92, il est dit : « Les jeunes gens dispensés conditionnellement du service actif en temps de paix avant la mise en vigueur de la présente loi, conformément à l'article 20 de la loi du 27 juillet 1872, conserveront la situation qui leur est faite par la dite loi au point de vue des obligations du service militaire, sous la réserve des dispositions contenues dans l'article 93 ci-après.

« Art. 93. — La présente loi est applicable aux hommes appelés en vertu des lois antérieures, libérés ou non du service militaire, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de quarante-cinq ans. »

Le premier de ces articles est clair et spécifique nettement que les ecclésiastiques jusqu'ici dispensés conditionnellement en vertu du paragraphe 7 de l'article 20 de la loi de 1872 n'ont pas à s'inquiéter pour eux-mêmes de la loi nouvelle.

Mais le second, l'article 93 pourrait donner des inquiétudes aux prêtres qui, pour une cause ou pour une autre, auraient servi comme volontaires d'un an ou autrement.

Voilà notre réponse ad 1^m, autant qu'on peut répondre en l'absence de tout document.

Ad 2^m. Oui, cela est à craindre, si la loi doit être appliquée par ceux qui l'ont faite. On connaît l'élasticité de leur morale et la singulière justice qu'ils professent quand il s'agit du clergé en général et des religieux en particulier.

Ad 3^m. Quand le moment sera venu, les évêques y pourvoiront dans leurs diocèses respectifs, probablement en incorporant à un titre quelconque les religieux, novices et prêtres, à leur clergé paroissial.

Ad 4^m. A l'exception de ceux qui sont désignés dans l'article 92 cité plus haut, nous partageons la première opinion; dans ce cas, en effet, on ne peut dire que la loi ait d'effet rétroactif, puisqu'elle atteint chacun à l'âge où il se trouve. La loi nouvelle ayant abrogé tous les privilèges de l'ancienne, elle n'atteint pas le tirage au sort déjà accompli, mais elle atteint les autres services (réserve de l'armée active, armée territoriale et réserve de celle-ci) sous la période desquels on se trouve. Ceci a déjà reçu une application lors de la promulgation de la loi qui organise les réserves et l'armée territoriale. Des jeunes gens qui avaient fait tout leur service, ou qui même s'étaient fait remplacer ont dû prendre les armes comme réservistes. Nous en avons connu qui ont combattu simultanément et à double titre : personnellement comme réservistes et dans la personne d'un remplaçant comme soldats dans l'armée active.

Il en sera de même sous la loi nouvelle. La classe 1888, par exemple, qui est exempte de l'incorporation entrera dans la réserve, et chaque classe selon son âge, entrera dans le service de la période correspondante.

Nous ne pouvons fournir actuellement des détails plus précis. Mais aussitôt que nous en aurons, nous nous ferons un devoir d'en informer nos lecteurs.

Q. — Un curé à la tête d'un pèlerinage, a autorisé un photographe, sur la demande qui lui en avait été faite, à photographier la statue vénérée dans le sanctuaire de ce pèlerinage. Le photographe qui n'avait pas fait connaître le but qu'il se proposait, se met à faire maintenant le commerce de ces photographies. Or, la fabrique paroissiale vend elle-même des photographies et des images de la dite statue, c'est donc un préjudice qui lui est causé.

1^o Le curé avait-il le droit de donner cette autorisation ?

2^o Peut-on empêcher le photographe de vendre les photographies ?

3^o Quels moyens y a-t-il à prendre et qu'y a-t-il à faire ?

R. — Ad 1^m. Incontestablement, le curé ayant la police de son église peut permettre à un artiste ou industriel quelconque d'y entrer et d'y exercer sa profession. Il peut aussi bien poser des conditions, en vertu du même droit. Mais dans le cas présent, il n'a posé aucune condition; on se demande dès lors sur quoi il s'appuierait pour empêcher le photographe, dûment autorisé, à tirer le meilleur parti possible de son art et de son autorisation. Le curé a peut-être commis une faute préjudiciable *per accidens* à la fabrique; mais, si faute il y a, elle n'est imputable qu'à lui-même.

Nous ne voyons aucun moyen d'empêcher le photographe de vendre les produits de son travail, d'autant plus que la fabrique ne saurait invoquer aucune loi pour prétendre au monopole de la vente.

Q. — J'avais posé trois questions, et le cher *Ami* a répondu à deux seulement. Il serait bien aimable de s'occuper aussi de la troisième qui concerne un legs pour messes mis dans un testament sans que la testatrice ait indiqué par qui sera acquitté le legs. Elle a fait

héritier un de ses propres parents et donné l'usufruit à son mari. Elle était sans enfants. Qui doit faire dire les messes, et quand? Est-ce l'usufruitier, est-ce l'héritier?

R. — Notre réponse au troisième point était renfermée dans la solution donnée des deux autres. Du moment qu'un legs a été fait à la fabrique, celle-ci est légataire, par conséquent sur le même pied que les autres héritiers, *positis ponendis*. Elle doit donc réclamer la délivrance de son legs à la succession, après avoir obtenu l'autorisation préalable de l'accepter. D'où il suit que la somme léguée doit être fournie, dans le cas présent, par l'héritier et l'usufruitier dans la proportion de ce que chacun possède : proportion qui à défaut d'entente est déterminée par le tribunal.

Q. — Ah! qu'il me tarde de voir paraître les tables; elles nous éviteraient bien des recherches inutiles.

Quelles sont donc les formalités à remplir actuellement pour qu'une fabrique soit autorisée à vendre des propriétés ?

R. — Les formalités à remplir pour aliéner une propriété fabricienne immobilière sont les mêmes que pour les acquisitions et échanges. Une circulaire ministérielle du 29 janvier 1831 concernant l'exécution de l'ordonnance du 14 janvier de la même année en fait l'énumération suivante :

1^o Estimation de l'immeuble ou des immeubles faite contradictoirement par deux experts nommés, l'un par l'administration de l'établissement intéressé, l'autre par le propriétaire qui se propose de devenir vendeur ou échangiste.

2^o Un plan figuré et détaillé des lieux.

3^o Consentement du vendeur ou échangiste.

4^o Information *de commodo et incommodo* par un commissaire au choix du sous-préfet ;

5^o Délibération du conseil de l'établissement, et, si l'opération intéresse une fabrique, joindre la délibération du conseil municipal ;

6^o Opinion du sous-préfet ;

7^o Opinion de l'évêque ;

8^o Avis particulier du préfet ;

9^o En certains cas, l'autorisation du pape au point de vue canonique.

Toutes ces pièces sont requises pour une vente d'immeuble, à l'exception toutefois de la soumission de l'acquéreur et de l'expertise contradictoire, puisque d'après le droit commun, les ventes ne peuvent avoir lieu qu'aux enchères publiques.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 18 septembris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

mal, ni aux grands principes chrétiens. Les remèdes qu'ils suggèrent sont aussi anodins que celui que vient d'employer l'Etat en exemptant de la cote personnelle le père de famille qui a sept enfants.

3. M. de Chaudordy traite enfin des partis du gouvernement, et des réformes à introduire. « François I^{er}, fils aîné de l'Eglise catholique, s'allie aux Turcs; Richelieu, cardinal, fait acte d'alliance avec les protestants à l'étranger. Si l'on demande aux républicains de France de soutenir les catholiques en Allemagne ou en Orient, que répondent-ils ? Que leurs prétendues traditions s'y opposent. » Ceux qui ont raillé la royauté de droit divin acclament une Révolution de droit divin, qui pour eux est un dogme. Seule une monarchie autoritaire peut organiser une revanche, assurer l'avenir. « En Prusse, après Iéna, le but de la revanche a été poursuivi sous la direction et l'action de la monarchie. » Venise et la Pologne ont péri, parce qu'elle n'ont pu s'entendre sur un roi. Quinze ans de guerres, presque de défaites n'ont pas abattu Louis XIV, parce qu'il faisait corps avec la nation, tandis qu'une seule bataille a renversé les Napoléons.

Mais puisque « la République est le gouvernement que nous devons subir, il faudrait en revenir à la situation qui fut entièrement faussée par le fait du maréchal de Mac-Mahon, mal conseillé quand il enleva brusquement la direction des affaires à M. Jules Simon. » M. de Chaudordy oublie toujours que M. Jules Simon, — le n° 606 — dévoué à la franc-maçonnerie ne pouvait qu'exécuter le programme maçonnique. Il y eût mis le temps, ce qui eût été plus dangereux encore. C'est ainsi qu'on prépare, qu'on affadit l'opinion publique qui finit par perdre la claire notion du bien et du mal.

Les réformes qu'il propose ne sont point excellentes, mais bonnes, si on les compare à ce que nous avons :

On ne voterait qu'à vingt-cinq ans.

Les sénateurs seraient nommés par tous les conseillers municipaux.

Il n'y aurait que cinq cents députés au plus, et la durée de la session serait restreinte. Pour élire le Président de la République on ajouterait aux membres des deux Chambres environ cent délégués des conseils généraux.

Le Président de la République nommé pour sept ans pourrait être réélu sans interruption. Il choisirait librement ses ministres. Comme aux Etats-Unis ceux-ci n'assisteraient pas aux discussions des assemblées, et ne se retireraient pas sur un vote contraire. Toutefois ils seraient obligés d'exécuter les décisions prises par les assemblées.

En Suisse les ministres, parmi lesquels on choisit le chef du pouvoir exécutif, quoique prenant part aux délibérations des Chambres, restent trois ans en fonction, quels que soient les votes de celles-ci.

Des commissaires nommés par le Président de

la République pourraient être chargés de donner des explications aux Chambres.

Le Conseil d'Etat aurait le soin de préparer les lois.

Enfin on instituerait un conseil spécial pour la vérification et la validation des élections contestées.

De cette étude il résulte *d'abord* que les ministres anglais sont bien supérieurs aux ministres français. Ils voyagent beaucoup, *à leurs frais*, étudiant les pays étrangers qu'ils visitent, ne pensant qu'à leur pays et au désir de s'instruire pour le mieux servir. Les nôtres ne voyagent qu'en France, reçoivent des ovations mais ne se rendent compte de rien, parce qu'ils n'ont pas le temps, et ne voient que leurs coreligionnaires; ne vont presque jamais à l'étranger, soignent beaucoup leurs intérêts, se jalourent entre eux et ne demeurent pas. A propos de la désorganisation de la police, Clovis Hugues écrivait au *Petit Marseillais* : « Il n'est pas besoin d'aller chercher midi à quatorze heures, le mal vient de nous, députés. On ne retrouve plus les assassins parce que nous avons désorganisé la police, comme nous avons du reste à peu près désorganisé toute administration. » Le grand mal des ministres c'est qu'ils sont à la merci de tels députés.

Ensuite, que notre constitution doit être revisée. Celle des Etats-Unis « a pour principe fondamental une forte autorité au sommet, et une grande pratique de la liberté pour tout le reste. Ce sont les deux points qui nous font le plus défaut. Elle se résume : dans un Président élu à deux degrés, qui choisit ses ministres à sa volonté, qui commande en chef toutes les forces du pays, dans une représentation peu nombreuse, composée du Congrès et d'un Sénat, et dans l'organisation d'une puissance judiciaire faisant contre poids à l'exécutif et au législatif, les modérant au besoin l'un par l'autre. » Pourquoi ne pas modifier la Constitution dans ce sens, en fortifiant l'autorité du Président, et en limitant l'omnipotence des assemblées ?

Veut-on savoir ce que pense de nous M. Cleveland, président des Etats-Unis ? Voici ce qu'il disait en septembre 1888 dans un discours à propos du centenaire des Etats-Unis : « En France le président n'est en réalité qu'une simple figure pour la représentation publique, un jouet dans la main de la faction (car on ne saurait lui donner le nom de parti) qui prévaut pour l'instant dans la Chambre des députés. Sa fonction principale, parfaitement ingrate d'ailleurs, est de reconstruire perpétuellement des cabinets qui s'écroulent à peine construits, sur lesquels il n'a aucune influence, et qui non seulement voient toute leur politique soumise au contrôle incessant des députés qui les ont fait nommer, mais encore vivent constamment dans la crainte d'une émeute ou d'une révolution par le peuple de Paris. Dans ce système politique, le Sénat, comme la Chambre des lords en Angleterre, n'a aucune influence sur

la marche du gouvernement et ne ressemble en rien à notre Sénat, dont les membres représentent des Etats, et qui ont à la fois le courage et la possibilité de résister, quand ils le jugent nécessaire, au Président des Etats-Unis, ou à la Chambre des représentants, ou à tous les deux.»

Cette première partie se termine en montrant les trois questions menaçantes pour l'avenir : l'impôt progressif, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et la mairie centrale de Paris. L'auteur tire cette conclusion sévère : « Ces dix dernières années compteront certainement parmi celles qui ont été les plus funestes à la France. Ces années ont préparé une catastrophe qui pourrait bien être la dernière. »

Voilà le mal, les remèdes humains, la conclusion. Le malade est bien désespéré.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE

LIEBIG

PRECIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES EPICIERS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Conesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

EXTRAIT de *LA CROIX*, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

GRILLAGES

R. GARIEL 2^{er}, Quai de la Mégisserie

CLOTURES DE CHASSES, le mètre 25 cent.
RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. 5^f 50
Châssis de Couche depuis 7 fr.

■ Envoi franco du Catalogue ■

IMPRIMERIE

MAITRIER & COURTOT

A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 53, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : **M. Firmin DANGIEN**, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N° 39

PRÉDICATION : Pour la fête du saint Rosaire : la dévotion à Marie.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : *Vicariat de Rome* : Ordre aux évêques de transmettre à leurs successeurs les reliques de la vraie croix renfermées dans leur croix pectorale.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. Comment recueillir les saintes parcelles après la communion ? — L'erreur quant au nom ou au tiocèse du postulant dans une faculté accordée de bénir des objets ou de lire les livres à l'index, tend-elle nulle cette faculté ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quels sont les droits respectifs de l'architecte gouver-

nemental et du curé avec la fabrique dans une ancienne cathédrale classée comme monument historique ? L'architecte peut-il défendre à la fabrique de remplacer par un autre un vieil autel sans caractère ? s'opposer à la pose de vitraux fournis par le curé et la fabrique ? s'approprier les sculptures trouvées dans les fouilles pour la réparation du dallage ? vendre au profit du domaine les anciennes dalles autrefois placées par la fabrique ? Pour les réparations aux frais de l'Etat, ne doit-il pas procéder par adjudication publique ? n'est-il pas tenu de justifier de l'emploi des secours accordés par l'Etat ? L'architecte ne doit-il pas veiller chaque année à la conservation de l'édifice et l'Etat fournir à la dépense ?

COURRIER DES LIVRES

LA MUSIQUE EN LORRAINE

Étude rétrospective d'après les archives locales, par Alb. JACQUOT. Un vol. in-4^e de xv-197 pages avec trois planches hors texte et 31 gravures dans le texte. Paris, 3^e édition Fischbacher.

La Revue de l'art chrétien en signalant ce remarquable ouvrage rappelle d'abord le texte de la vie de Charlemagne par le moine d'Angoulême, où il est établi que le grand empereur, passionné pour le chant de l'Eglise, fonda une école de chantres à Metz. Il avait célébré la fête de Pâques à Rome. Une dispute s'éleva entre les chantres francs et les romains. Les uns prétendaient qu'ils chantaient mieux et avec plus de goût, les autres que fidèles aux traditions du pape saint Grégoire, ils possédaient le vrai chant. Les Romains ne menaçaient certes pas les Francs, ni leur exécution rude et gutturale, *eos stultos, rusticos et indoctos velut bruta animalia affirmabant*. La querelle menaçait de s'envenimer quand le roi Charles dit à ses chantres : « Répondez-moi : qu'est-ce qui est plus pur de la source ou des ruisseaux qui en découlent ? — C'est la source, » dirent-ils tout d'une voix. « Eh bien ! retournez-donc à la

source grégorienne. » *Revertimini vos ad fontem sancti Gregorii, qui a manifesti corruptis cantilenam ecclesiasticam.*

Et il demanda au pape Adrien des chantres pour rétablir le vrai chant dans toute la France. Le Pontife lui donna Théodore et Benoît, deux chantres très doctes de l'Eglise romaine, qui avaient été instruits par saint Grégoire, et il y ajouta des antiphonaires de saint Grégoire que ce grand pape avait lui-même notés à la romaine, *quos ipse notaverat Notâ Romanâ*. Charlemagne envoya l'un d'eux à Metz, l'autre à Soissons et ordonna une réforme universelle de tous les antiphonaires de son royaume. Et tous les chantres francs apprirent la note romaine. Mais il paraît que leurs rudes gorges se pliaient difficilement à l'exécution coulée des neumes. *Et omnes francie cantores didicerunt notam romanam, quam nunc vocant notam franciscam, excepto quod tremulas, sive titulas, sive collisibiles vel secabiles in cantu non poterant perfecte exprimere franci, naturali voce barbarica frangentes in gutture voces potius quam exprimentes.*

« Mais la meilleure école fut celle de Metz et autant l'enseignement du chant à Rome l'emportait sur celui de Metz, autant l'école de Metz l'emportait sur les autres écoles des Francs. »

Pour être connu ce texte n'en est pas moins curieux à lire.

Un homme qu'il faut signaler aussi, pour son talent musical, pour les belles *Eudes* qu'il a publiées et pour ses recherches bibliographiques au point de vue de la musique lorraine, c'est M. Grosjean, organiste de Saint-Dié. On ne peut se faire une idée de la patience qu'il lui fallut pour reconstituer les *Airs des Noël's Lorrains* qu'il a publiés en 1862, avec accompagnement d'orgue ou d'harmonium. Lui-même nous raconte dans sa *Préface* les peines que lui coûtât ce travail : « Pour trouver les 86 airs donnés dans ce recueil, j'ai d'abord écouté la tradition et fait dire ces cantiques par des personnes âgées, afin de les noter d'après leur chant. Mais comme la tradition populaire avait corrompu et dénaturé ces airs, la plupart du moins, je ne pouvais pas les publier. Pour sortir d'embarras, j'ai fait des recherches dans tous les recueils de cantiques de Noël et de chansons que j'ai pu me procurer. Après bien des investigations pénibles et ennuyeuses, je suis parvenu à rassembler un grand nombre d'airs indiqués en tête des Noël's contenus dans les *Grandes Bibles* imprimées à Toul, à Nancy, à Epinal et à Bruyères, à la fin du siècle dernier. »

La Société d'émulation du département des Vosges a décerné dans sa séance publique du 10 décembre 1863 à M. Grosjean une médaille de vermeil qui était supérieurement méritée. Il nous semble que des recherches semblables faites dans toute la France seraient très utiles au point de vue de l'art et de l'histoire de la musique.

La *Musique en Lorraine* est loin d'être une simple étude, c'est un ouvrage consciencieux et qui ne laisse guère à dire, car le sujet est traité à fond. M. Jacquot a consulté les archives locales et les monuments si curieux de Pont-à-Mousson, de Saint-Nicolas du Port, où sur les chapiteaux sont représentés des musiciens jouant des instruments du temps que nous avons bel et bien oubliés. Il les a analysés, expliqués avec une autorité qui révèle non seulement un artiste, mais un savant.

Son livre d'ailleurs est très alléchant par ses planches et ses gravures. La première planche, en couleur, représente les musiciens de la cour de René II; la seconde les armes de Lorraine, la troisième un vitrail du quinzième siècle où l'on voit saint Genest, le patron des ménestriers, jouant du violon; enfin beaucoup de gravures exactes et bien exécutées.

« Le travail serait complet, dit la *Revue de l'art chrétien*, si l'auteur consentait à y parler du chant d'église, vulgairement appelé *plain chant*, et des cloches, car la Lorraine fut le pays des fondeurs; or leur harmonie en vaut bien une autre. » Il est évident que cette double étude, la première surtout, serait plus intéressante encore que celle de la seule *Musique*.

AUTORITÉ DE L'ÉCRITURE dans les questions historiques et scientifiques, par M. DUCHEMIN, curé de Villiers (Manche). Une petite brochure in-8°.

La brochure n'est pas absolument récente, mais la question demeure très actuelle. Au deuxième congrès des catholiques normands se posait la question de « l'exégèse dans ses rapports avec l'apologétique, l'inspiration et l'interprétation des livres saints en ce qui est purement scientifique, en ce qui n'intéresse ni directement ni indirectement la foi ou les mœurs. » Terrain brûlant s'il en fût, et au sujet duquel nous nous permettrons tout d'abord une simple remarque c'est que les savants qui cherchent noise à la sainte Ecriture n'ont pas pris la peine d'en faire une étude sérieuse, cela ne rentrant pas dans leur domaine. Leur ton tranchant est donc hors de mise. Personne d'ailleurs ne déraisonne comme un savant qui n'est pas sur son terrain. Que de fois ne l'avons-nous pas expérimenté ?

M. Duchemin précise parfaitement la question. La science est changeante et les « faits acquis » de notre siècle et des autres n'ont produit jamais que des conclusions très douteuses. La création de la lumière du premier jour a constamment scandalisé les esprits forts qui demandaient raison à l'Eglise de cette énormité : la lumière créée avant le soleil. « Il est évident, dit M. de Chambrun de Rosemont, que si l'Eglise n'eût été qu'une institution humaine, avec plus ou moins d'habileté elle se serait débarrassée d'un fardeau si pesant; mais elle ne s'en débarrassa point. Elle se taisait devant les docteurs qui paraissaient avoir raison, mais elle maintenait son texte comme un dépôt sacré dont la garde lui était confiée, et dont le sens serait révélé plus tard. Or il arrive aujourd'hui que ce texte qui paraissait condamner l'Eglise, la relève et l'entoure d'une auréole unique au monde. »

Quelle est donc la règle à adopter en cette matière ? La voici : « Si l'accord n'existe pas entre la science et l'Eglise, c'est que la science est incomplète. Dans ce cas, loin de m'élever avec la science contre la révélation, je m'inclinerai devant la parole de Dieu; et, de la science mal informée appelant à la science mieux informée, je recommencerai les travaux que je croyais achevés. »

Rien n'est plus logique que cette règle formulée par M. de Chambrun. En effet, qu'est-ce que l'Ecriture Sainte ? C'est la parole de Dieu. Est-ce une vérité de foi ? Oui, et de foi définie par le Concile de Trente et par celui du Vatican. Pour qu'un livre fasse partie du Canon des Ecritures il faut qu'il ait Dieu pour auteur : « *Spiritu sancto inspirante, conscripti, Deum habent auctorem.* » (Conc. Vatic.) Sont anathématisés ceux qui nient leur inspiration divine, même dans le moindre fragment, reconnu canonique par l'Eglise : « *Si quis sacræ scripturæ libros integros cum omnibus suis partibus, prout illos sancta Tridentina synodus recensuit, pro sacris et canonicis non sus-*

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICTION

POUR LA FÊTE DU SAINT ROSAIRE : LA DÉVOTION
A MARIE

Ego diligentes me diligo. (Prov., VIII, 17.)

Nous lisons dans la vie de saint François d'Assise qu'un jour ce grand saint vit deux échelles qui s'élevaient de la terre jusqu'au ciel. L'une était rouge : au sommet s'appuyait Notre-Seigneur. L'autre était blanche : au sommet se tenait la Sainte-Vierge. Les fils de François gravissaient avec ardeur l'échelle rouge afin d'atteindre à Jésus ; mais leurs efforts étaient inutiles ; tous retombaient découragés. A cette vue François pleura et il se plaignit doucement à Notre-Seigneur. Jésus lui répondit : « François, ordonne à tes frères de monter les degrés de l'échelle blanche. C'est par ma mère qu'ils arriveront jusqu'à moi. » Aussitôt le saint transmit cet ordre à ses religieux ; et ils gravirent facilement l'échelle virginale et Marie les conduisit à Jésus.

Ce trait de la vie du patriarche séraphique est une admirable mise en scène de l'adage : *Ad Christum per Mariam*, c'est par Marie qu'on va à Jésus ! Ceux en effet qui aiment la très sainte Vierge sont aimés par elle et sont comblés par cette mère de miséricorde d'une surabondance de grâces, *Ego diligentes me diligo*. La dévotion à Marie, la tradition tout entière le confirme, est le signe le plus certain de prédestination.

Dieu soit béni : vous aimez Marie. C'est avec bonheur que chaque année, correspondant aux exhortations du Pontife du Rosaire, vous vous pressez au pied des autels de l'Immaculée : et cette année vous vous disposez à recourir avec une ferveur nouvelle à celle qui est appelée « la mère de la sainte espérance. »

Or je voudrais vous rendre encore plus certains de votre salut en développant, ne serait-ce que d'un degré, votre estime et votre affection pour la très sainte Vierge. Pour atteindre ce but je ferai appel à votre foi et à votre patriotisme. Je vous dirai : comme catholiques et comme français aimez Marie, car la dévotion à Marie est essentiellement catholique, éminemment française.

I

Par le fait que nous sommes chrétiens, c'est-à-dire disciples du Christ, nous devons nous conformer aux pensées et aux sentiments du Dieu-Sauveur ; et la mesure de nos hommages à l'égard d'une créature est précisément celle des honneurs dont elle a été avantagée par lui. Nous devons honorer ceux qu'il a honorés, et dans la proportion où il les a honorés, *sic honorabitur quemcumque rex voluerit honorare*. (Esth., VI, 9.)

Or Notre-Seigneur a doté Marie de trois excellences qui exigent de notre part un culte exceptionnel, supérieur à celui que nous rendons aux anges et aux saints.

I. Excellence de sanctification d'abord. Avant que l'univers existât, avant que cette terre fût formée, avant que les montagnes fussent affermisses sur leur base, Marie occupait les pensées du Verbe. Avant qu'elle fût créée, il la préfigure par les femmes les plus illustres du peuple d'Israël, il l'annonce par la voix solennelle de ses prophètes. Au premier instant de sa conception il la préserve, par un privilège inouï, de la tache du péché originel, il ne permet pas que l'ombre la plus légère du péché porte atteinte à sa pureté immaculée, il l'enrichit de grâces si précieuses et si abondantes qu'elles surpassent celles de tous les élus ensemble, il l'élève à l'honneur de la maternité divine : dignité si grande qu'un saint docteur s'écrie : « Dieu peut faire une terre plus belle que celle que nous habitons, des cieux plus splendides que ceux que nous admirons, mais une créature plus sublime que sa Mère, il ne le peut ! » Ce n'est pas assez : lui, le maître de l'univers, lui l'infiniment grand, il veut rendre hommage à Marie ! Qui dira sa déférence, sa tendresse, son respect pour sa mère ? Il lui obéit quoiqu'elle soit sa créature ; pour elle il avance l'heure de la manifestation de sa puissance en accordant à sa demande le miracle de Cana ; il ne veut point mourir avant d'avoir rempli à son égard les suprêmes devoirs de la piété filiale et l'avoir confiée à son disciple bien-aimé. Et il nous la présente, à nous tous ses disciples, en nous disant : « Voici celle qui est toute pure en qui il n'y a point de tache ; voici l'objet de l'admiration du ciel : voici le chef-d'œuvre de mes mains : voici celle que j'ai voulu honorer et respecter le premier, honorez-la vous-mêmes du culte du plus profond respect. » *Sic honorabitur quemcumque voluerit rex honorare !*

II. Notre-Seigneur a conféré à Marie une seconde excellence bien capable de toucher nos cœurs. Il lui a confié le ministère le plus suave et le plus fécond qui l'unit à nous par les liens les plus tendres et les plus forts. Il a voulu que sa mère fût la mère de tous les chrétiens.

C'était au moment où il allait, sur le Calvaire, consommer l'œuvre de notre rédemption. Du haut de la croix où il était attaché il voit à ses pieds la très sainte Vierge et saint Jean. « Femme, dit-il à Marie, voilà votre fils ! » Et à saint Jean : « Voilà votre mère ! » Et par ce suprême testament, par ces paroles toutes-puissantes, nous devenions, dans la personne du disciple bien-aimé qui nous représentait, les enfants de Marie. Et Marie, solennellement, officiellement, dans des tortures ineffables, devenait notre mère, recevant de Dieu le cœur le plus tendre et le plus dévoué pour tous ceux qui devaient croire au Sauveur.

Ah ! qui dira quelle merveille c'est que le cœur d'une mère ? C'est une source intarissable d'affection, d'indulgence et de dévouement. C'est une image du cœur de Dieu. Une mère vit plus dans ses enfants qu'en elle-même. Ses pensées, ses sollicitudes, ses travaux sont pour eux ; elle ressent plus vivement qu'eux leurs joies et leurs douleurs.

Voilà ce qu'est Marie pour chacun de nous. Que dis-je ? l'amour des mères de la terre n'est rien à côté de l'amour de Marie pour nous ; c'est un morceau de glace comparé au feu le plus ardent !

Pourrions-nous donc ne pas aimer celle qui nous aime tant ? Aussi bien Jésus nous la désignant nous dit comme à saint Jean : « Voilà votre mère ! aimez-la comme je l'ai aimée ! Honorez-la du culte de l'amour le plus filial ! » *Sic honorabitur quemcumque voluerit rex honorare !*

III. Quittons le Calvaire, par la pensée transportons-nous au ciel, fixons nos regards sur la très sainte Vierge. Quelle excellence de glorification ! Jésus l'a fait asseoir à sa droite ; il l'a couronnée reine du ciel et de la terre ; il a mis entre ses mains un sceptre, non de domination, mais de miséricorde. Elle est reine, mais pour donner. En effet elle est établie la distributrice de toutes les grâces qui doivent sauver les élus. Pas une faveur ne tombe du ciel sur la terre qu'elle ne passe par ses mains. Ce n'est pas assez : elle se fait notre avocate pour nous obtenir les bienfaits du Seigneur. Avocate infatigable, ne vivant comme son divin Fils que pour intercéder pour nous. Avocate parfaitement éclairée : dans la lumière de Dieu elle nous voit chacun en particulier, comme si nous étions seuls au monde, elle discerne nos besoins, nos demandes, nos désirs. Avocate toute puissante, toujours écoutée, à cause de sa dignité de mère de Dieu, *omnipotentia supplex !* Encore une fois, mes frères, honorez celle que Dieu a ainsi honorée ; honorez-là non-seulement d'un culte de respect et d'amour, mais encore de confiance sans limite. *Sic honorabitur quemcumque voluerit rex honorare !*

Ah ! Je ne m'étonne pas que l'Eglise, incarnation de Jésus-Christ et porte-voix de ses volontés, nous presse si vivement par son exemple et les exhortations de ses pasteurs de rendre hommage à la très sainte Vierge, qu'elle lui consacre un jour par semaine, le samedi, un mois par an, le mois de mai ; qu'elle fasse marcher de front dans un admirable parallélisme les fêtes de Marie et les fêtes du Sauveur : l'Annonciation et la Conception, Noël et la Nativité, le Saint Nom de Jésus et le Saint Nom de Marie, la Passion et la Compassion ; l'Ascension et l'Assomption ; qu'elle prescrive à ses ministres de commencer et de finir les heures canonales par la prière à Marie et d'invoquer plusieurs fois son saint nom dans l'adorable sacrifice ?

O Marie, ma souveraine et ma mère, ô vous, créature privilégiée, qui occupez la première place dans les conseils de la Trinité, et dans le cœur de Jésus, et dans le culte de l'Eglise, je vous vénère, je vous aime, je mets en vous tout mon espoir. Je veux vous servir à la vie et à la mort, parce que je suis chrétien, et aussi parce que je suis français.

II

En effet s'il y a quelque chose d'antique et de populaire dans notre patrie c'est le culte de Marie.

La dévotion à la Sainte-Vierge est pour nous un patrimoine glorieux et l'un de nos plus solides motifs d'espérance ; et il y a des liens si étroits entre la reine du ciel et notre pays qu'il est passé en proverbe d'appeler la France le royaume de Marie, *Regnum Gallie regnum Mariæ*.

Voyez plutôt.

Notre pays était encore païen que déjà nos pères, par une mystérieuse intuition, rendaient hommage à la vierge mère *virgini pariturae Druides*. La veille du baptême de Clovis et de ses guerriers, saint Remy passait la nuit en prières au pied de l'image de Marie, comme pour mettre sous sa spéciale protection le nouveau royaume chrétien. Charlemagne faisait broder son image vénérée sur ses glorieux étendards. Sa statue rayonnait partout : au sommet des montagnes, au bord des fontaines, au fond des forêts. Le sol se couvrit d'églises dédiées à son nom, en sorte que le moyen-âge, comme on l'a dit, fut un acte de foi à la Vierge traduit en pierres. Parmi les belles cathédrales de France, magnifiques monuments de la religion de nos pères, les plus belles sont dédiées à la mère de Dieu. La piété invente les vocables les plus expressifs pour exprimer sa confiance et son amour : pour le voyageur il y a Notre-Dame de Bonne-Rencontre, Notre-Dame de Bon-Retour ; pour le marin Notre-Dame de la Garde, Notre-Dame de la Délivrance ; pour le pêcheur, Notre-Dame de Grâce, de Refuge, de Miséricorde ; pour les cœurs joyeux, Notre-Dame de Liesse ; pour les âmes affligées, Notre-Dame de Consolation, de Pitié, de Bon-Secours !

La France est le royaume de Marie : N'est-ce pas en France en effet qu'ont pris naissance les pratiques les plus populaires de piété envers Marie ? Quoi de plus poétique et de plus grandiose à la fois que cette musique sacrée qui trois fois le jour s'envole de chaque clocher, dans tout l'univers catholique, célébrant les abaissements du Verbe incarné et les gloires de Marie mère de Dieu ? Où donc l'*Angelus* a-t-il commencé ? En France, au concile de Clermont, lors de la prédication de la première croisade. — Quoi de plus efficace que la prière du Rosaire ? C'est le Rosaire qui éclaire les esprits, touche les cœurs et opère des merveilles de grâce ; c'est le Rosaire qui a vaincu les Albigeois à Muret, les Musulmans à Lépante et à Vienne ; c'est le Rosaire qui a rendu à Pie VII la liberté ; c'est le Rosaire qui est l'espoir des Pontifes, et particulièrement de Léon XIII, dans les tempêtes qui assaillent le vaisseau de l'Eglise. Or où le Rosaire a-t-il été institué ? En France, où la Sainte-Vierge le révéla à saint Dominique. — Où la médaille miraculeuse fit-elle son apparition ? N'est-ce pas en France il y a un demi-siècle ? — Où le mois de Marie est-il célébré avec plus de piété, où les pèlerinages aux sanctuaires de la Vierge sont-ils plus enthousiastes, n'est-ce pas encore en France ?

La France est le royaume de Marie : ne lui a-t-elle pas été consacrée officiellement par un de

ses rois les plus pieux Louis XIII, en action de grâces de ses nombreux bienfaits ? Et la procession qui se fait chaque année, le 15 août, dans toutes les paroisses du royaume, n'est-ce pas un mémorial toujours vivant de cette consécration ? Et ce culte si antique et si universel, bravant tous les obstacles, ne s'est-il pas continué jusqu'à nos jours, pour y devenir encore plus expansif, en sorte que ce siècle, appelé le siècle de l'industrie, du progrès matériel, et hélas ! de la révolution, est appelé aussi le siècle de Marie, tant la confiance en la Vierge y est vive, tant les pèlerinages à ses sanctuaires sont nombreux et fréquents, tant les grâces obtenues sont merveilleuses. *Regnum Mariæ regnum Galliæ !*

Mais Marie ne se laisse point vaincre en générosité ; et si la France lui a été fidèle, elle a été fidèle à la France, en veillant sur elle avec une sollicitude toute spéciale.

Marie est la gardienne de notre foi : grâce à la souveraine dominatrice de l'erreur, jamais l'hérésie n'a pu prendre pied parmi nous, ni au temps des Albigeois, ni à l'époque du protestantisme.

Marie est la protectrice de nos armes. Il fut un temps où notre pays était bien humilié. Après des revers sans exemple, l'ennemi, l'Anglais, occupait presque tout notre territoire. Marie suscite pour nous rendre à nous-mêmes, une autre Judith. C'est au pied de la statue de la Vierge, incrustée dans le vieux chêne de Domremy, que Jeanne d'Arc entendit ses *voix*. C'est aux pieds de la Vierge dans l'église de Notre-Dame de Fierbois qu'elle trouva sa vaillante épée, et c'est armée de son virginal étendard, sur lequel on lisait ces mots : Jésus-Marie, qu'elle alla de victoire en victoire jusqu'à Reims où elle fit sacrer le roi. Et en ce siècle elle voulut nous êtres secourable d'une manière éclatante. Le boulevard de la Russie tomba en notre pouvoir le 8 septembre, fête de la Nativité, jour choisi à dessein par le général en chef, pour le suprême assaut. Et en reconnaissance de son assistance maternelle une statue gigantesque, faite avec les canons pris à Sébastopol, fut élevée sur la montagne du Puy à l'honneur de Notre-Dame de France !

Marie est pour nous l'ange du bon conseil. Nous avons mérité par nos crimes les châtiments de Dieu. La foudre va éclater. Marie descend du ciel pour nous convertir. Le 19 septembre 1846, à La Salette, apparaissant à deux pâtres, elle nous supplie avec larmes de faire pénitence pour nos trois grands crimes nationaux : le blasphème, la profanation du dimanche, et la violation de l'abstinence !

Marie veut être notre hôte ; elle veut habiter au milieu de nous par l'effusion contenue de ses miséricordes. « J'ai posé mes pieds vainqueurs sur toute la terre, semble-t-elle nous dire ; j'ai occupé la place d'honneur dans toutes les nations ; mais j'ai jeté mes racines dans un peuple honoré du ciel et j'ai fixé mon séjour dans la cité que Dieu a

sanctifiée. » Ce peuple c'est le nôtre ; cette cité c'est Lourdes. Lourdes où la mère de Dieu a apparu tant de fois ! Lourdes où elle a fait jaillir une source miraculeuse ! Lourdes qu'on pourrait appeler « les lieux saints d'occident ! » Lourdes où Marie convertit les pécheurs et guérit toutes les infirmités ! *Regnum Galliæ, regnum Mariæ.*

Le pape Benoît XIV répétant le vieil adage : La France est le royaume de Marie, ajoutait : *Nunquam peribit*, elle ne périra jamais !

Parole consolante, parole fortifiante !

Ah ! les temps sont mauvais, comme nous le disait naguère Léon XIII, la foi est battue en brèche ; les mœurs s'en vont ; la jeunesse se pervertit ; la religion est attaquée de toutes parts. Confiance en Marie cependant ! Recourons à elle, elle ne laissera point périr la France catholique, *nunquam peribit !* Elle fera luire pour nous des jours meilleurs. Elle nous conduira à Jésus. O Marie, ô mère, au milieu de la perversité générale, gardez-nous dans la pureté, écarter les obstacles qui pour nous se dressent sur le chemin, conduisez-nous à Jésus, afin que jouissant de sa présence, nous soyons heureux pour l'éternité.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

Vicariat de Rome

On ordonne aux évêques de transmettre à leurs successeurs les reliques de la vraie croix qu'ils ont dans leur croix pectorale.

LITTERÆ quibus præcipitur Episcopis, ut successoribus suis transmittant particulas ss. ligni Crucis, quas thecis inclusas pectore præ se suspensas ferunt.

Ilme et Rme Domine,

Cum reliquiæ sanctissimæ Crucis in dies rariores fiant ac merito timendum sit ne paullatim non facile suppetant quæ ipsis Episcopis, veluti proprium suæ dignitatis gestamen, rite tradantur ; ex jussu sanctissimi D. N. Leonis XIII. Reverendis Episcopis enixe commendatum volumus, ut ss. ligni particulas quas thecis inclusas pectore præ se suspensas ferunt, Successoribus suis transmittendas curent, adeo ut post ipsorum mortem, (studio et opera Capituli Cathedralis, vel ejus qui, vacante Sede, Episcopi vices gesserit) ad hos perveniant legitimo hæreditatis jure. Quo pacto, novis Episcopis nulla erit necessitas alias non sine difficultate aliunde quærere, sed omnes tanquam sibi et officio suo addictas et destinatas in promptu paratas habebunt, ceteris qui sequentur suo tempore transmittendas.

Quod de Crucis dumtaxat reliquiis intelligendum est. Nam de thecis ex pretioso metallo in Crucis formam affabre factis, statuent quod opportunius videbitur : quæ, cum demptæ fuerint ss. ligni particulae, donari, legari quibus placebit ac per privatos hæredes distrahi, vendi, remota

quavis indecoræ aut profanæ negotiationis specie, libere poterunt. Sunt enim pretio æstimabiles.

Non dubito, Illme Domine, quin huic æquissimo providentissimi Pontificis desiderio ea qua par est cura et diligentia sis obsequuturus.

Interim, omnia Tibi a Deo et a Virgine Matre fausta ex intimo corde adprecans, me tuis precibus præcipue commendo.

Amplitudinis Tuæ,

Romæ, ex Ædibus Vicariatus, in Solemnis An-
nuntiationis Deiparæ, die 25 Martii 1889.

Uti Frater

L. M. CARD. VICARIUS.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Pour recueillir les saintes parcelles après la communion, je vois suivre divers systèmes :

1^o Les uns reculent le calice, d'autres non.

2^o Les uns replient les extrémités du corporal et les secouent sur la patène ; d'autres non.

3^o Les uns se servent de la main droite seulement pour tenir la patène qui recueille les saintes parcelles ; d'autres se servent successivement de la main droite et de la main gauche.

4^o Les uns disent toute la prière *Quid retribuam* pendant qu'ils recueillent les parcelles ; d'autres s'arrêtent avant *Calicem salutaris*.

5^o Après qu'on a pris le Précieux-Sang, les uns s'arrêtent un instant ; d'autres continuent immédiatement.

Y a-t-il des règles fixes sur ces points divers et quelles sont-elles ?

R. — Les règles données par les rubriques se trouvent en deux endroits ; d'abord dans le *Ritus servandus in celebratione Missæ* ; ensuite dans l'*Ordo Missæ*. C'est principalement sur ces règles que nous baserons nos réponses.

Ad I. La rubrique ne prescrit pas de reculer le calice, elle n'en parle même pas. Voici ses paroles :

« Deinde depositis manibus dicit secreto : *Quid retribuam Domino pro omnibus quæ retribuit mihi ?* Et interim discooperit calicem, genuflectit, surgit, accipit patenam, inspicit corporale, colligit fragmenta cum patena, si quæ sint in eo ; patenam quoque diligenter cum pollice et indice dextræ manus super calicem extergit, et ipsos digitos, ne quid fragmentorum in eis remaneat. »

Ces paroles sont extraites du *Ritus servandus*,

L'*Ordo Missæ* ne demande pas davantage qu'on recule le calice. Il est plus bref que le *Ritus servandus* : il se contente de dire :

« Deinde discooperit calicem, genuflectit, colligit fragmenta, si quæ sint, extergit patenam super corporale, interim dicens : *Quid retribuam.* »

Quant aux liturgistes, ils ne sont pas d'accord. Les uns enseignent qu'on doit reculer le calice ; d'autres n'en parlent pas, et plusieurs même défendent de le reculer ; d'autres le permettent.

1^o M. Favrel recommande de le reculer un peu. Il se base sur la pratique, qu'il dit être générale

et sur l'ancien Cérémonial de l'église de Langres.

C'est aussi l'opinion du jésuite Hippolyte A. Portre, du bénédictin Michel Bauldry et du *Manuel des cérémonies romaines*. Voici les paroles de ce dernier :

« Ayant mis la main gauche sur le corporal, il découvre de la droite le calice et le *recule* pour recueillir plus commodément les fragments. »

Nous citons cet auteur à cause de l'influence qu'il a eue au commencement de ce siècle et qui explique pourquoi cette pratique a été adoptée par un si grand nombre de prêtres lorsqu'on est revenu à la liturgie romaine.

2^o D'autres, comme Gavantus, Baldeschi, de Conny, etc., ne parlent pas de cette pratique et par conséquent y sont contraires. Il en est un bon nombre qui vont plus loin et qui font remarquer qu'on ne doit pas le reculer. Citons quelques auteurs :

Mgr Martinucci, préfet des Cérémonies apostoliques, défend de l'écarter :

« Fragmentis collectis, *quin calicem inde moveat.* » (Tome I, p. 328, n. 122.)

Falise exprime la même idée dans son *Cérémonial romain* :

« Il (le prêtre) découvre le calice, sans le reculer auparavant. »

De Herdt n'est pas moins formel, et il en donne deux raisons, à savoir qu'il n'est pas nécessaire de le reculer pour recueillir les saintes parcelles et que la rubrique n'en parle pas :

« *Calicem e medio remove* non debet, tum quia opus non est ad sacras particulas colligendas, tum quia de eo nihil in rubricis notatur. » (*Sacra liturgiæ praxis juxta ritum romanum*, n. 266.)

3^o D'autres liturgistes le permettent.

Mérati suppose que l'on peut être forcé de l'écarter, et dans ce cas il veut qu'on l'écarte aussitôt qu'il est découvert et qu'on ne fasse la genuflexion qu'après l'avoir écarté, et cela afin qu'on ne soit pas obligé de faire deux genuflexions :

« *Quod si celebrans cogatur remove calicem ut perquirat fragmenta, si quæ sunt super corporale, illum removeat statim ac discooperuit, et postea genuflectat, ne certe cogatur bis genuflectere, quod alioquin faciendum esset.* »

Cavaliéri expose le même sentiment, presque dans les mêmes termes :

« Si celebrans exploret calicem a suo loco esse removendum ut fragmenta diligentius colligantur, hunc removeat statim ac discooperit, et postea genuflectat, ne cogatur bis genuflectere. »

Saint Alphonse partage ce sentiment, comme on peut le voir dans le passage suivant dans son *Liber de Cæremoniis Missæ* :

« Si sacerdos calicem dimovere deberet ut fragmenta colligere possit, id faciat antequam genuflectat. »

Le R. P. Le Vavasseur dit que le prêtre le fait s'il le veut. Mais il demande que l'on fasse la gé-

gnuflexion aussitôt que le calice est découvert, et non après l'avoir reculé :

« Après ce moment de recueillement il abaisse et sépare les mains en disant à voix basse : *Quid retribuam Domino pro omnibus quæ retribuit mihi*, il découvre le calice, fait la gñuflexion, se relève, recule s'il veut le calice jusque vers le fond de l'autel. »

En résumé, les rubriques ne prescrivent pas de reculer le calice et n'en parlent même pas. Donc on n'est aucunement obligé de le faire, car l'opinion des liturgistes ne constituerait une obligation qu'autant qu'elle serait unanime et qu'ainsi elle exprimerait le sentiment de l'Eglise. Or il n'en est pas ainsi. Les uns le demandent, d'autres le défendent, d'autres disent qu'on le fait si cela est nécessaire, et d'autres si on le veut.

Ad II. Faut-il prendre les extrémités du corporal et secouer les saintes parcelles sur la patène ?

La rubrique se tait sur ce point, et il n'y a pas de décrets sur cette matière.

Mais plusieurs auteurs recommandent cette méthode.

Ainsi nous lisons dans le manuel des Cérémonies romaines :

« Il fait ensuite (après avoir reculé le calice) une gñuflexion, se relève, et prenant entre les deux doigts qui sont joints et celui du milieu de chaque main les deux bouts du corporal en devant, il le secoue sur la patène avec les deux mains. »

M. Favrel recommande aussi cette méthode avec quelque différence dans la manière de secouer le corporal :

« Le prêtre, dit-il, ayant fait la gñuflexion, se relève, recule un peu le calice, puis prenant entre l'index et le *medius* de chaque main les coins de la partie antérieure du corporal, il le secoue sur la patène, d'abord de la droite seule, puis de la gauche, enfin des deux mains ensemble. » (*Cérémonial selon le rit romain*, première édition, en note. Cette note est extraite de l'ancien Cérémonial de Langres).

Mérati indique aussi une manière qui se rapproche de celle-là et qui semble meilleure.

Cette méthode est assez communément suivie en France par les anciens prêtres. Mais comme elle n'est pas marquée dans les rubriques du missel, ni dans les décrets de la sacrée Congrégation des Rites, ni dans le commun des auteurs, nous croyons qu'on fera bien de ne pas la suivre, d'autant qu'elle présente de véritables inconvénients en ce que les parcelles sont souvent rejetées à côté ou en arrière du calice et qu'il est à peu près impossible de les recueillir.

Ad III. Faut-il se servir seulement de la main droite pour recueillir les saintes parcelles avec la patène ?

La rubrique garde le silence, comme on peut le voir dans le texte que nous avons cité ad I. Elle se contente de dire que le prêtre prend la patène, *accipit patenam*, sans indiquer avec quelle main.

Mais les auteurs ne s'accordent pas.

Selon les uns on n'emploie que la main droite. Nous pouvons citer Mgr Martinucci qui ne parle que de la droite :

« *Dextera accipiet patenam.* » (Dans l'endroit cité plus haut, p. 121.)

C'est aussi le sentiment de Bouvry, de Conny qui dit positivement que « cette action ne doit pas se répéter de la main gauche, après avoir été faite de la main droite. » (*Petit cérémonial romain*); de Falise, Baldeschi, etc.

Beaucoup d'autres disent qu'on se sert, ou du moins qu'on peut se servir des deux mains. Citons-en quelques-uns :

M. Favrel explique ainsi la manière de recueillir les parcelles avec les deux mains successivement :

« Il prend la patène de la droite vers le calice entre les mêmes doigts, et la conduit à trois ou quatre reprises le long du corporal, tandis que de la gauche il en relève les extrémités pour renvoyer les parcelles sur la patène ; il reprend ensuite de la main gauche la patène au même endroit, et il la conduit vers sa main droite, ainsi qu'il l'a fait de l'autre côté du corporal. »

Le R. P. Le Vasseur dit qu'on peut agir ainsi :

« Il (le célébrant) prend la patène de la main droite entre l'index et le doigt du milieu, et la conduit, à trois ou quatre reprises, le long du corporal en différents sens, tandis que de la gauche il en relève les extrémités pour renvoyer les parcelles sur la patène. Il fait ensuite la même chose dans le sens inverse, en prenant, s'il le veut, la patène de la main gauche, mais en ayant soin de la prendre par le même côté où il la tenait de la droite.

D'après ces citations, vous voyez qu'on n'est pas obligé de se servir de ses deux mains.

Ad IV. Doit-on dire toute la prière *Quid retribuam* avec le *Calicem salutaris*, pendant qu'on recueille les parcelles ? Ou bien faut-il s'arrêter après *retribuit mihi*, c'est-à-dire avant *Calicem salutaris*, de manière que l'on ne dirait *Calicem salutaris* qu'après qu'on aurait fait tomber les saintes parcelles dans le calice.

La première opinion s'appuie sur la rubrique de l'*Ordo Missæ*, qui en effet dit que l'on récite la prière *Quid retribuam* pendant qu'on exécute les cérémonies précédentes ; or la prière *Quid retribuam* est donnée non seulement jusqu'à *Calicem salutaris*, mais même jusqu'à *Sanguis Domini*.

Mais la seconde opinion est mieux fondée parce qu'elle s'appuie sur la rubrique du *Ritus Missæ*, qui est plus détaillée que l'*Ordo Missæ* et qui par là même fait mieux connaître la pensée de l'Eglise : or elle dit expressément que l'on ne commence la prière *Calicem salutaris* qu'en prenant le calice après y avoir fait tomber les saintes parcelles.

« *Post extersionem patenæ, junctis pollicibus et indicibus calicem dextera manu infra nodum*

euppæ accipit, sinistra patenam, dicens *Calicem salutaris*, etc. »

Donc on doit suivre cette dernière opinion.

Ad V. Après avoir pris le Précieux-Sang, doit-on s'arrêter un instant comme on l'a fait après avoir pris la sainte hostie ? Ou bien faut-il continuer immédiatement ?

On ne doit pas s'arrêter, d'abord parce que la rubrique ne le suppose pas :

« Quibus sumptis (Pretioso Sanguine et particula sacra) dicit secreto : *Quod ore sumpsimus*, etc., et super altare porrigit calicem ministro, etc. »

Ensuite parce que la sacrée Congrégation des Rites l'a ainsi décidé sur la demande d'un prêtre napolitain. Voici la question :

« An sacerdos post sumptionem Pretiosissimi Sanguinis debeat parumper immorari in adoratione, pro ut fit post sumptionem sacræ hostiæ ? »

La sacrée Congrégation répondit :

« Serventur rubricæ. » (24 septembre 1842, n. 4950, ad 2.)

Or nous venons de voir que la rubrique ne parle pas de cette adoration.

Q. — L'erreur quant au nom ou au diocèse du postulant dans une faculté accordée de bénir des objets ou de lire les livres à l'index, rend-elle nulle cette faculté ?

R. — Pour ce qui regarde les dispenses de mariage, il est certain que l'erreur dans le nom du diocèse les rend nulles, parce qu'elles viennent de Rome en forme *commissaire*, et qu'il n'y aurait aucun official délégué pour les exécuter. Quant à l'erreur tombant sur les noms et les prénoms des suppliants, une opinion que Gury et d'autres auteurs donne comme *commune*, enseigne que si telle erreur est réparée par des circonstances qui fassent suffisamment connaître la personne des impétrants, elle n'est qu'accidentelle et n'annule point la dispense, puisqu'elle ne change pas la volonté du supérieur par rapport à la grâce qu'il a accordée. Une autre opinion, qui compte non moins de défenseurs, surtout parmi les modernes¹ et qui peut invoquer en sa faveur certains actes du Saint-Siège, soutient le contraire ; parce que cette erreur détruit l'identité de la personne.

Faut-il appliquer la même doctrine aux autres rescrits ou indults ? Donnons d'abord les règles posées par Reiffenstuel² et résumées par Ferraris³ : « *Erores in rescriptis quoad spectat, si irrepserint in nomine vel cognomine, modo de persona constet, rescriptum non vitiatur*; quippe quod conceditur non propter nomen, sed propter personam supplicantis et qualitates ipsi intrinsecas... Error vero diœcesis, quando per rescriptum fit *delegatio causæ*, nempe ordinario diœcesis, vitiatur

rescriptum, quippe in hoc casu persona de legati attenditur. Additur vero notanter *quando per rescriptum fit delegatio causæ*. Nam quando ad præviam supplicationem partis ipsemet Pontifex gratiam concedit, v. g. actualiter cum aliquo dispensando, jam constat de mente concedentis, ac proinde non obstat error in nomine diœcesis, modo constet de corpore. »

Appliquons cette règle aux cas que nous étudions. La faculté de bénir les croix et autres objets, et celle de lire les livres à l'index sont accordées directement par le Souverain Pontife, ou par les Congrégations, en son nom, comme on peut s'en convaincre par l'exemple suivant :

« Auctoritate SSmi D. N. Leonis PP. XIII, Nobis commissa, si vera sunt exposita, liceat oratori, quoad vixerit, legere ac retinere, sub custodia tamen ne ad aliorum manus perveniant, libros quoscunque prohibitos ; exceptis de obsœnis ex professo tractantibus, et iis qui loci Ordinario excipiendi visi fuerint. In quorum fidem... »

Si donc il y a erreur par rapport au nom du diocèse, cette erreur, à notre avis, n'annule pas la dispense.

En est-il de même pour le nom du postulant ? Si le nom est complètement changé, l'indult est nul. Les auteurs enseignent bien que l'erreur sur le nom et le prénom du suppliant n'est pas substantielle, quand d'autres circonstances font connaître d'une manière certaine la personne en question, *modo de persona constet* ; mais pour le cas présent, dans un rescrit du genre de celui que nous venons de citer, dont la formule est la même pour tous, sauf le nom du suppliant, où sont les circonstances qui aideront à lever les doutes ?

Il est des cas où l'erreur serait regardée comme accidentelle, et où par conséquent elle n'invaliderait pas l'indult. M. Brillaud les a exposés avec beaucoup de clarté pour les dispenses de mariage :

« L'erreur ne serait pas substantielle dans les cas suivants :

a) Si les suppliants, ordinairement appelés d'un prénom diminutif, par exemple Antonin pour Antoine, Annette pour Anne, ne sont désignés dans le Rescrit que par le nom simple ; car il est de style, dans les chancelleries romaines, de ne pas employer les prénoms diminutifs.

b) Si les suppliants, ordinairement appelés d'un double nom, par exemple Jean-Marie, Marie-Anne, ne sont désignés dans le rescrit que par l'un ou l'autre de ces noms ; puisque l'un et l'autre nom appartenant à la personne, elle peut également être désignée par l'un ou l'autre.

c) Si les noms et prénoms étant exacts dans la transcription de la supplique, au haut du bref, ou dans la partie narrative, ils sont reproduits dans le corps du bref d'une façon fautive ; car alors il est évident que l'erreur ne provient que d'une distraction de copiste et que la dispense accordée concerne les suppliants.

d) Si l'orthographe du nom se trouve légèrement

¹ Santi, *Prælect. juris can.* lib. I, tit. III, n. 9; Feije, *De impedimentis et dispensationibus matrimonialibus*, n. 698; Giovine, *De dispensationibus matrimonialibus*, tom. II, p. 6; Brillaud, *Traité pratique des dispenses de mariage*, p. 308, etc.

² De Rescriptis, n. 220.

³ Ferraris, 8^o Rescriptum, n. 89.

modifiée, mais de façon cependant à ne produire aucune confusion de personne, par exemple, si une lettre est omise ou apposée par une autre, *a* pour *o*, ou *u* pour *n*, etc.¹ »

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je prie l'*Ami du Clergé* si bienveillant et si sage de répondre aux difficultés suivantes :

1^o Quels sont dans une ancienne cathédrale classée comme monument historique, les droits respectifs de l'architecte gouvernemental ou ses représentants et du curé avec son conseil de fabrique ?

2^o L'architecte, entr'autres prétentions, peut-il défendre à la fabrique de placer un autel nouveau à la place d'un vieux qui n'est plus convenable et qui n'a aucun caractère architectonique ?

3^o L'architecte a-t-il le droit d'enlever et de s'approprier, malgré les protestations du curé, des sculptures trouvées dans les fouilles qui sont faites, lors de la réparation du dallage ?

4^o L'architecte peut-il s'opposer au placement de vitraux fournis par le curé et la fabrique ? Est-ce à lui de désigner l'artiste vitrier ?

5^o L'architecte a-t-il le droit de vendre comme appartenant au Domaine, des dalles enlevées pour faire place au nouveau dallage ?

L'ancien pavé avait été exécuté aux frais de la fabrique, avant le classement du monument.

6^o En cas de grosses réparations faites aux frais de l'Etat, l'architecte n'est-il pas obligé d'établir ses marchés, par adjudication publique, ou peut-il traiter à la sourdine avec des particuliers ?

7^o Les travaux terminés, l'architecte ou son représentant dans la localité, n'est-il pas obligé à justifier devant une autorité quelconque, de l'emploi des secours accordés par l'Etat ?

NOTA. Le ministre a répondu, à propos d'un orgue demandé par l'église en question, que cette église n'ayant plus d'évêque, l'Etat ne s'occupe pas des meubles meublants, mais seulement de l'entretien du bâtiment. Pourquoi dès lors l'architecte s'oppose-t-il au placement d'un autel ?

8^o Le rôle de l'architecte et la charge de l'Etat ne se bornent-ils pas à la conservation du monument, toiture, murs, pavé ? Et l'Etat ne doit-il pas verser une somme annuelle pour cet entretien.

Nous comprenons très bien que l'architecte est dans son rôle en donnant son avis dans les réparations à faire ; mais comment expliquer les tracasseries de l'administration des Beaux-Arts, tracasseries dont se plaignent tous les curés, qui sont dans le cas de celui dont je parle ? Nous voudrions voir clair dans cette question, afin de pouvoir agir en conséquence et en dehors de tout arbitraire.

R. — Ces questions relatives aux cathédrales et aux monuments historiques méritent quelques explications préalables ; car la jurisprudence en pareille matière n'a pas toujours été identique ; elle a suivi comme beaucoup d'autres choses, les fluctuations de la politique et surtout des politiques.

Il est certain que les édifices dont il s'agit, si chers à la religion et, en général, si remarquables sous le rapport de l'art et de l'histoire, exigeaient pour leur conservation des soins presque journaliers et un entretien intelligent qui leur manquait.

On faisait bien à quelques-uns d'entr'eux des réparations plus ou moins considérables et toujours fort dispendieuses, mais qui ne remédiaient pas à tout ; car il ne suffit pas de restaurer ces précieux édifices, ce qui est toujours une fâcheuse nécessité, il faut surtout prévenir les réparations en apportant une grande attention à leur conservation et à leur entretien.

Des architectes habiles, par des précautions toutes spéciales et une vigilance continuelle, pouvaient seuls obtenir ce résultat. Le gouvernement l'a compris en confiant les travaux d'entretien annuel de ces édifices à des architectes nommés *ad hoc* par le ministre des cultes. Il a établi par un arrêté du 16 décembre 1848, ce qu'il appelle des *conservations diocésaines*, et dont le but est d'entretenir et de conserver avec moins de frais pour l'Etat tous les édifices diocésains, et, par une conséquence naturelle, tous les édifices consacrés au culte : car les architectes conservateurs établis spécialement pour les édifices diocésains qui sont à la charge de l'Etat, ne refuseront pas sur la demande des communes et des fabriques, de veiller à la conservation des autres édifices.

Que le gouvernement ait le droit et le devoir de se préoccuper de la conservation des édifices religieux, et notamment des cathédrales sous le rapport de l'art, on le conçoit : il importe à la gloire du pays d'avoir des monuments dignes de sa grandeur, et nos cathédrales sont des chefs-d'œuvre qui décorent la France et excitent l'admiration des artistes du monde entier. Mais, à force de s'occuper des arts et de l'archéologie, on a fini par oublier, dit M. Gaudry, que les cathédrales n'étaient pas seulement des monuments d'architecture, qu'elles étaient avant tout, des édifices nécessaires au culte et remis à la disposition des évêques par l'article 12 du concordat.

Or, un arrêté du 7 mars 1848, après avoir cependant déclaré que leur conservation n'importe pas moins à la gloire artistique du pays qu'à l'intérêt de la religion, compose une commission d'architectes chargée d'émettre son avis sur la convenance et la quotité des subventions à accorder. Ainsi, plus d'influence des évêques sur les travaux de leurs cathédrales ; toutes les mesures à adopter sont concentrées dans les mains des laïques, qui, de Paris, devaient imposer leurs volontés au clergé.

Les conséquences de l'arrêté du 7 mars 1848 ont été développées et commentées par une circulaire du 25 juillet 1848, qui pose d'une manière absolue le principe inexact que tous les édifices diocésains appartiennent à l'Etat et menace de destruction les travaux faits sans autorisation. Un nouvel arrêté du 16 décembre 1848 consacre ces dispositions. Les évêques étaient donc complètement dépouillés du droit de coopérer à la conservation et à l'embellissement de leurs cathédrales.

Cet état des choses, offensant pour la dignité épiscopale, et fâcheux pour l'intérêt du culte, ne pouvait pas durer. Sur les réclamations des évê-

¹ *Traité pratique*, p. 308, n. 365.

ques, un nouvel arrêté du 12 mars 1849 signé de M. de Falloux, donna d'abord aux évêques et aux préfets le droit de produire leurs observations sur le choix des architectes diocésains chargés des travaux des cathédrales; puis enfin, le 7 mars 1853, un décret règle définitivement le mode de conservation de ces monuments et l'intervention des évêques. Les travaux ordinaires doivent être faits par des architectes pris sur les lieux, nommés par le ministre de l'avis des évêques et des préfets. Les travaux extraordinaires se font par des artistes de choix du gouvernement. Une inspection générale de trois membres a pour objet de signaler les travaux à faire au double point de vue de l'art et de la dépense; une commission générale des arts et édifices religieux fait ses observations et le ministre décide. Ces mesures réservent aux évêques une certaine influence dans l'exécution des travaux, par leur droit de concourir à la nomination des architectes et par leurs relations habituelles avec le ministre des cultes. Tel est aujourd'hui l'état de la législation sur ce point.

Pour les travaux de réparations des édifices diocésains, le ministre de l'intérieur, dans les attributions duquel ils se trouvaient alors, avait tracé dans une circulaire du 12 septembre 1820 les règles à suivre pour les architectes. Bien que ces règles deviennent en grande partie sans objet, par suite de l'établissement des *conservations diocésaines*, nous allons la consigner ici parce que ces mêmes conservations s'en inspirent et souvent l'invoquent soit pour soit contre les évêques selon qu'ils veulent leur plaire ou les ennuyer. On peut donc aussi l'invoquer contre elles.

On voit en effet dans cette circulaire que les évêques sont les premiers et les meilleurs juges, sinon de ce que la conservation des édifices diocésains ou la perfection du goût peut réclamer, du moins de ce qui est convenable, soit pour les cérémonies religieuses dans leurs cathédrales, soit pour le palais épiscopal, soit enfin pour le logement des élèves et pour les exercices du séminaire, et qu'en conséquence, les préfets et les architectes, conformément aux dispositions du décret du 30 décembre 1809, doivent toujours se concerter avec les évêques pour les réparations et reconstructions à faire aux édifices diocésains.

Plusieurs prélats, sachant que la puissance civile est, de sa nature, envahissante, et craignant que l'institution des *conservations diocésaines* ne soit le prétexte de nouveaux empiètements sur leurs droits, adressèrent à cet égard des réclamations au ministère des cultes qui répondit par une circulaire en date du 20 avril 1849, qu'il n'avait voulu ni soulever des questions de propriété, ni déroger à la législation existante sur les droits des évêques, des fabriques et des administrations de séminaires; qu'il s'était uniquement proposé d'assurer à tous les diocèses un moyen puissant, une garantie efficace pour la bonne exécution de leurs travaux. Qu'ainsi, en ce qui concerne les cathédrales, les articles 105, 107, 108, 109 du dé-

cret du 30 décembre 1809 conservent leur vigueur, et qu'il en est de même du décret du 6 novembre 1813, en ce qui concerne les séminaires, etc. Les évêques conservent donc leurs droits et leurs privilèges relativement à leurs édifices diocésains.

Pour compléter les renseignements nécessaires aux questions posées, nous allons rapporter ici 1^o les articles susdits du décret de 1809; 2^o les circulaires du 12 septembre 1820, du 1^{er} décembre 1838; 3^o enfin le décret du 7 mars 1853; 4^o l'arrêté du ministre des cultes touchant ce décret, en date du 20 mai 1853 :

ARTICLES DU DÉCRET DU 30 DÉCEMBRE 1809

« ART. 105. Toutes les dispositions concernant les fabriques paroissiales sont applicables, en tant qu'elles concernent leur administration intérieure, aux fabriques des cathédrales.

« ART. 107. Lorsqu'il surviendra de grosses réparations ou des reconstructions à faire aux cathédrales, aux palais épiscopaux et aux séminaires diocésains, l'évêque en donnera l'avis officiel au préfet du département dans lequel est le chef-lieu de l'évêché; il donnera en même temps un état sommaire des revenus et des dépenses de la fabrique, en faisant sa déclaration des revenus qui restent libres après les dépenses ordinaires de la célébration du culte.

« ART. 108. Le préfet ordonnera que, suivant les formes établies pour les travaux publics, en présence d'une personne à ce commise par l'évêque, il soit dressé un devis estimatif des ouvrages à faire.

« ART. 109. Ce rapport sera communiqué à l'évêque qui l'enverra au préfet avec ses observations. Ces pièces seront ensuite transmises par le préfet, avec son avis, à notre ministre des cultes. »

CIRCULAIRE DU 12 SEPTEMBRE 1820

« Monsieur le préfet,

« Les règlements administratifs prescrivent de n'exécuter aucune dépense de grosses réparations, constructions nouvelles, ou reconstructions aux bâtiments affectés ou employés à un service ou établissement public, sans l'autorisation préalable du ministre, sauf les cas extraordinaires du péril imminent.

« Les articles 107 et suivants du décret du 30 décembre 1809, en appliquant spécialement ce principe aux travaux des évêchés, cathédrales et séminaires diocésains, ont en outre exigé le concert de l'administration ecclésiastique et du préfet pour la formation des projets.

« Une circulaire du 22 octobre 1812, a tracé les règles qui devaient être suivies dans la rédaction des plans et devis des travaux relatifs aux bâtiments civils en général.

« J'ai occasion de me convaincre, chaque année, combien l'exécution de ces diverses dispositions est négligée dans plusieurs départements.

« Des devis me sont envoyés par des évêques à l'insu de leurs préfets, qui ne se trouvent plus en

mesure d'établir les demandes d'allocations nécessaires pour la dépense au budget de leur département.

« D'autres fois ce sont les préfets qui me les transmettent sans avoir consulté l'évêque sur la convenance, soit des travaux projetés, soit de l'époque où ils peuvent être entrepris.

« Il arrive aussi que des devis sont déjà en partie ou même entièrement exécutés lorsqu'ils me parviennent, et je n'ai quelquefois connaissance qu'une dépense considérable a été entreprise ou effectuée, que par la proposition qui m'est faite d'allouer au budget de l'exercice la somme destinée à l'acquitter, ou par les demandes en remboursement des entrepreneurs, leurs réclamations en indemnités pour devis outre passés, etc.

« Dans quelques diocèses, on a cru justifier ces irrégularités par la considération que les dépenses avaient été couvertes en partie avec les revenus propres de l'établissement ou avec des libéralités. Cette circonstance ne peut dispenser de satisfaire aux formes administratives que le décret précité du 30 décembre 1809 prescrit sans exception.

« Ces infractions aux règles établies ont les plus grands inconvénients pour l'administration supérieure, qui ne peut plus exercer sa surveillance, et pour ceux qui en ordonnant ces travaux, engagent leur responsabilité.

« La surveillance du ministre sur les travaux qui s'exécutent dans les départements n'est ni une vaine formalité, ni une mesure insignifiante de centralisation.

« Sous le rapport de l'art, elle a eu plusieurs fois pour heureux résultats de repousser des projets que le goût ne pouvait avouer, ou d'en améliorer d'autres qui eussent pu compromettre la solidité et la conservation des *édifices*.

« Sous celui des convenances, elle isole les besoins réels de la chose de cette foule de petites considérations accessoires qui ne cherchent que trop souvent à s'y rattacher.

« Sous celui de l'économie, elle apprécie, d'après la comparaison des besoins généraux, ce que les ressources permettent d'entreprendre; elle fait la part de la nécessité et celle du luxe.

« Le ministre, faute d'avoir été mis à portée d'exercer cette surveillance, et d'ailleurs restreint dans la limite du crédit qui lui est ouvert chaque année pour cet objet spécial, s'est vu forcé, dans plusieurs occasions, soit d'ajourner le paiement de dépenses effectuées, soit de différer des travaux de la plus grande urgence, pour en solder de beaucoup moins pressants, qu'on avait fait exécuter ainsi irrégulièrement avec précipitation.

« Enfin, il s'est trouvé quelquefois dans l'impossibilité d'admettre des dépenses qui avaient eu lieu sans son autorisation, et qui ont dû rester à la charge de ceux qui les avaient ordonnées.

« Ces mesures rigoureuses, quoique justes et nécessaires, n'en sont pas moins pénibles : c'est pour éviter d'y revenir, que je me crois obligé de vous rappeler expressément qu'il ne doit être en-

trepris aucuns travaux de réparations, de constructions neuves ou de reconstructions aux *édifices diocésains*, sans une autorisation spéciale et préalable du ministre, hors les cas suivants déjà établis, soit par la circulaire du 22 juillet 1816, soit par les instructions transmises, chaque année, avec les budgets approuvés ;

« 1^o Lorsque l'urgence sera telle, qu'il y aurait du péril à attendre cette autorisation pour commencer les ouvrages ; mais alors vous m'en donnerez avis immédiatement, en m'adressant un procès-verbal ou rapport de l'architecte constatant l'urgence ;

2^o Lorsqu'il ne s'agira que de réparations de simple entretien. Celles qui n'excéderont pas 3,000 francs pourront s'exécuter, même avant le règlement du budget de l'exercice ; celles qui s'élèveraient jusqu'à 5,000 francs n'auront point besoin d'autorisation préalable, lorsque le montant en aura été alloué au budget : cette allocation emportera approbation définitive.

« Mais les réparations et entretiens qui dépasseraient, y compris la somme à valoir pour objets imprévus, les deux taux qui viennent d'être rappelés avec les circonstances auxquelles ils se rapportent ; les constructions neuves, les reconstructions et les grosses réparations, à quelques sommes que s'élèvent les projets de ces trois espèces de travaux ; enfin tous les changements, augmentations ou diminutions que l'architecte proposerait d'opérer dans un projet arrêté par moi, ne pourront s'exécuter qu'après que j'y aurai donné mon approbation ; il en sera de même lorsqu'une réparation évaluée à moins de 3,000 fr. ou de 5,000 francs, suivant les cas précités, sera portée au-delà par un projet supplémentaire contenant des additions ou des modifications à un projet primitif.

« A l'avenir toutes dépenses de cette sorte, pour lesquelles il n'aurait pas été satisfait aux formalités qui viennent d'être indiquées, seront rejetées, ainsi que toute proposition d'allocation sur quelque nature de fonds que ce soit ; elles demeureront personnelles à ceux qui auraient donné les ordres pour les faire effectuer.

« Je n'attache pas une importance moindre à l'exécution exacte des dispositions de la circulaire du 22 octobre 1812, sur les règles à suivre pour la rédaction des plans et devis, et de celle du décret du 30 décembre 1809, qui exige que le préfet se concerté avec l'administration ecclésiastique pour la formation des projets.

« Les évêques sont les premiers et les meilleurs juges, sinon de ce que la conservation du bâtiment ou la perfection du goût peut réclamer, du moins de ce qui est convenable, soit pour les cérémonies religieuses dans leurs cathédrales, soit pour le logement épiscopal, soit enfin pour celui des élèves et pour les exercices du séminaire.

« En négligeant de les consulter sur la formation d'un projet, on s'expose donc, ou à manquer à des convenances essentielles, en augmentant, suppri-

mant ou ajournant hors de propos, ou à choisir pour l'exécution des travaux, des époques inopportunes.

« La nécessité de prendre l'avis de l'administration ecclésiastique ramène naturellement à la mesure recommandée tant de fois par mes prédécesseurs, celle de faire précéder tout projet, hors ceux relatifs à des réparations de simple entretien, de la rédaction d'un programme indiquant les divers objets dont l'architecte devra s'occuper dans son travail : c'est le seul moyen d'obtenir des projets complets, où tout ce qui est nécessaire aura été prévu, et de mettre un terme à ces nombreux devis supplémentaires, qui viennent, à chaque instant, augmenter, les uns après les autres, une dépense toujours annoncée comme définitive à chaque nouvelle augmentation.

« Ces programmes devront être arrêtés par vous et par l'évêque, et me seront adressés avec le travail de l'architecte.

« Je vous réitère d'ailleurs l'invitation de faire observer exactement pour la formation des plans et devis les dispositions prescrites par la circulaire précitée du 22 octobre 1812, autant dans l'intérêt des établissements mêmes que dans celui de l'administration. D'un côté, la correspondance relative à leur régularisation entraîne la perte d'un temps précieux pour les bureaux ; de l'autre, les renvois et les retours, en multipliant les délais qui s'écoulent jusqu'au moment de l'approbation définitive, laissent faire aux dégradations des progrès aussi nuisibles aux *édifices* qu'à l'économie. »

CIRCULAIRE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1838

« Monsieur le préfet,

« La répartition des fonds de secours affectés à la réparation, ou à la reconstruction des *édifices* du culte paroissial a donné occasion à mon prédécesseur de vous adresser, ainsi qu'à MM. les Evêques, des instructions très précises et très détaillées sur les soins que les administrations locales doivent apporter à la conservation et à la restauration des églises qui offrent quelque intérêt sous le rapport de l'art.

« En rapportant ces instructions par ma circulaire du 25 juin dernier, je n'ai pas eu besoin d'observer qu'elles s'étendaient naturellement aux églises cathédrales. Il eût été superflu de faire remarquer que ces *édifices* d'un ordre supérieur dans la hiérarchie ecclésiastique, et comptant pour la plupart dans le nombre des chefs-d'œuvres d'architecture dont s'honore la France, ne méritaient pas moins de sollicitude que les autres ; mais ils se trouvent placés sous le rapport de l'administration dans une situation qui peut exiger quelques explications particulières.

« Les églises cathédrales ne sont pas sorties, comme les églises paroissiales, des mains du domaine ; elles sont demeurées la propriété de l'Etat, qui pourvoit à leur entretien, à leur réparation, à leur achèvement sur les fonds du trésor public alloués pour cette destination au budget du ministère

des cultes ; elles rentrent ainsi directement dans les attributions spécialement dévolues à ce ministère. C'est à lui que doivent être soumis les projets des architectes, établis sur un programme donné par l'autorité diocésaine, « le premier et le meilleur » juge, sinon de ce que la conservation du bâti-
« ment ou la perfection du goût peut réclamer, « du moins de ce qui est convenable pour les cérémonies religieuses. » (*Circulaire du 12 septembre 1820*, ci-dessus, p. 526.)

« Ce n'est aussi qu'avec l'approbation du ministre des cultes que l'on peut y exécuter les modifications ou embellissements dont la fabrique ferait les frais, soit avec ses propres ressources, soit avec les fonds qui seraient mis à sa disposition par la piété des fidèles. (*Même circulaire.*)

« Le clergé et les fabriques des cathédrales doivent comprendre, en effet, que, n'ayant que le simple usage des églises, il ne saurait leur être permis d'y faire aucune disposition susceptible de les attaquer, soit dans leur construction, soit dans leur ornementation, et qu'ils doivent se borner à émettre des vœux que je consulterai toujours avec un vif intérêt, et que je m'empresserai d'accueillir lorsque j'en aurai la possibilité, après les avoir soumis à l'examen des gens de l'art.

« Les dispositions de la loi du 18 juillet 1837, qui dispensent les communes de soumettre à l'approbation de l'autorité supérieure les projets de travaux à faire aux *édifices* communaux, et dont la dépense n'est pas évaluée à plus de 30,000 fr., ne sont nullement applicables ici, même par analogie.

« Les communes n'ont obtenu cette dispense qu'en faveur de leur droit de propriété, et parce que ce sont elles qui font la dépense. Quant aux cathédrales et aux autres *édifices diocésains*, il est évident que l'Etat, propriétaire à son tour, intéressé, par conséquent, au plus haut degré à leur conservation, chargé d'ailleurs de pourvoir au paiement des travaux sur un crédit dont il est obligé de calculer la répartition entre tous les diocèses, de manière à assurer partout le service de l'année, ne peut laisser à l'autorité secondaire la faculté d'ordonner ou d'autoriser les dépenses dont le ministre responsable n'aurait pas été mis à même d'apprécier préalablement la convenance par rapport au monument ou à sa destination, ou l'opportunité par rapport aux besoins ou aux ressources.

« Un motif non moins impérieux exigerait ce contrôle, en l'absence même des considérations que je viens d'énumérer. La restauration de la principale église du diocèse semble devoir être un type offert aux communes de la circonscription, qui ont une église à réparer. Si cette restauration est faite avec intelligence, il en ressortira un bon exemple, dont profiteront les localités secondaires. Or, il est malheureusement démontré par une multitude de faits que le zèle, d'ailleurs si louable, des chapitres et des fabriques, n'est pas une sûre garantie contre des mutilations infiniment regrettables. Le

ministre ne peut donc se départir en aucune manière de la haute tutelle qui lui est attribuée.

« Dans quelques circonstances, des poursuites ont dû être exercées contre des administrateurs qui s'étaient permis de mutiler les *édifices religieux* confiés à leurs soins, sous des prétextes de restaurations ou d'améliorations ; mais ces répressions tardives ne rétablissent pas un objet d'art qui a été détruit ou déshonoré. Il faut donc s'attacher principalement à prévenir de tels abus.

« Il faut observer, au reste, que souvent le ministre et les artistes qu'il consulte sur les projets, ne peuvent juger que très imparfaitement de leur convenance relative, de connaître suffisamment l'importance ou le caractère du monument. Il est fort difficile d'exiger que les architectes appuient ces projets, quelquefois peu considérables, de dessins d'ensemble, qui occasionneraient des frais dont seraient loin de les couvrir les honoraires alloués en raison des travaux à faire. On sait cependant qu'une dépense minime peut suffire pour dénaturer le caractère d'un *édifice*. L'administration supérieure doit donc désirer d'être mieux renseignée qu'elle ne l'est généralement sur l'état et le mérite des *édifices* placés dans ses attributions, et rechercher les moyens praticables d'obtenir ce résultat. »

(Dans le reste de la circulaire, le ministre demande des notices succinctes indiquant pour chaque cathédrale les diverses époques de sa construction, le caractère et l'état de ses vitraux et de ses boiseries, les monuments qu'elle renferme, etc.)

DÉCRET DU 7 MARS 1853

« Napoléon,

« Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat, au département de l'instruction publique et des cultes ;

« Vu l'arrêté du gouvernement en date du 16 décembre 1848.

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1^{er}. Les travaux ordinaires d'entretien des édifices diocésains sont dirigés par des architectes ayant leur résidence dans le diocèse et nommés par le ministre de l'instruction publique et des cultes, sur l'avis des évêques et des préfets.

« ART. 2. Les travaux extraordinaires de restauration et de construction peuvent être confiés par décision spéciale du ministre des cultes à des *architectes* pris hors des diocèses où les travaux doivent être exécutés. Dans ce cas, le service d'entretien peut être réuni au service extraordinaire.

« ART. 3. Les plans et devis des *architectes* diocésains ordinaires et extraordinaires pour les travaux à exécuter dans le cours d'un exercice sont soumis à l'administration des cultes avant le 1^{er} décembre de l'année précédente.

« Le préfet, après avoir pris l'avis de l'évêque, le transmet au ministre avec ses observations.

« ART. 4. Trois inspecteurs généraux, nommés annuellement par notre ministre de l'instruction

publique et des cultes sont préposés au service des travaux diocésains.

« Les honoraires de chacun de ces inspecteurs sont fixés à 6,000 fr. et seront prélevés sur le fonds du chapitre X du budget des cultes.

« ART. 5. Les inspecteurs généraux visitent, soit périodiquement, soit par commission expresse les édifices diocésains dont la surveillance leur est confiée par le ministre. Ils constatent l'état des bâtiments, la convenance des projets des *architectes*, la bonne exécution des travaux, la régularité des dépenses, et en font leur rapport particulier au ministre.

« Réunis en comité sous la présidence du directeur général des cultes, ils procèdent à l'examen définitif des plans et devis fournis par les *architectes* ; ils donnent leur avis sur toutes les questions d'art et de comptabilité qui se rattachent aux travaux ; ils préparent un projet de répartition des crédits ouverts au chapitre X du budget des cultes ; ils adressent annuellement au ministre un rapport sur la situation des édifices diocésains.

« Les demandes de secours formées par les communes en faveur de leurs églises et presbytères sont également renvoyées à l'examen du comité des inspecteurs généraux.

« ART. 6. La commission des arts et édifices religieux instituée près le ministre de l'instruction publique et des cultes est désormais composée de trois sections : section d'architecture et de sculpture ; section des vitraux peints et des ornements religieux ; section des orgues et de la musique religieuse.

« ART. 7. Les trois sections sont réunies sous la présidence du directeur général des cultes, pour entendre le rapport annuel que les inspecteurs généraux sont tenus d'adresser au ministre sur la situation des édifices diocésains.

« Les observations de la commission sont annexées au rapport pour être communiquées au ministre.

« ART. 8. La section d'architecture et de sculpture dont les trois inspecteurs généraux font nécessairement partie pendant la durée de leur mission, est saisie, sur le rapport de l'un de ces inspecteurs, de l'examen de tous les projets entraînant des travaux extraordinaires.

« ART. 9. Un arrêté de notre ministre de l'instruction publique et des cultes déterminera le mode de comptabilité des travaux diocésains. »

ARRÊTÉ DU 20 MAI 1853

« Le ministre, secrétaire d'Etat, au département de l'instruction publique et des cultes,

« Vu le décret du 7 mars 1853, relatif à l'organisation du service des travaux des édifices diocésains :

« Sur le rapport du comité des inspecteurs généraux et sur la proposition du directeur général de l'administration des cultes, arrête :

« ART. 1^{er}. Les *architectes* diocésains sont chargés de la conservation et des travaux de tous les

édifices du diocèse qui ressortissent à l'administration des cultes. Il n'y a en qu'un par diocèse.

« ART. 2. L'*architecte* diocésain rédige les projets et travaux d'entretien, de restauration et de construction de ces édifices; il tient les attachements et règle les dépenses, conformément au mode de comptabilité prescrit par le ministre de l'instruction publique et des cultes. Il est chargé, en outre, de l'examen préparatoire des projets produits par les communes du diocèse, à l'appui des demandes de secours qu'elles adressent à l'administration des cultes pour la restauration ou la construction de leurs églises et presbytères.

« ART. 3. L'*architecte* qui ne réside pas dans le diocèse auquel il est attaché est suppléé, pendant son absence, par un *architecte* qui prend le titre d'inspecteur des travaux.

« Lorsque ces travaux extraordinaires paraissent exiger une surveillance très assidue, en raison de leur nature ou de leur importance, une décision du ministre prépose à cette surveillance un ou plusieurs inspecteurs ou agents, alors même que l'*architecte* réside sur les lieux.

« ART. 4. Les inspecteurs sont nommés par le ministre, sur la proposition des *architectes*, après avoir pris l'avis des évêques et des préfets.

« ART. 5. Les honoraires des *architectes* diocésains se composent de deux parties, l'une fixe, l'autre proportionnelle à la dépense des travaux à exécuter.

« Les honoraires fixes, s'élèvent à 1,200 fr. par an, et les honoraires proportionnels sont calculés à raison de 3 1/2 pour cent du montant de la dépense.

« L'*architecte* qui est chargé de plusieurs diocèses ne perçoit d'honoraires fixes que pour l'un d'eux.

« Les honoraires des inspecteurs sont fixés par le ministre, suivant les circonstances, sans pouvoir dépasser le taux de 1,200 fr. par an, sauf le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 3.

« Les frais de voyage des *architectes* diocésains non résidants leur sont remboursés à raison de 2 fr. par myriamètre et de 10 fr. par jour d'absence.

« Les honoraires et les frais de voyage sont imputés sur les fonds du chapitre X du budget des cultes.

« Les dispositions portées au présent article ne seront mises en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 1854. »

CONCLUSION

De ces divers documents, des deux derniers surtout qui constituent toute la loi actuelle concernant les cathédrales et les églises classées comme monuments historiques, notre correspondant conclura comme nous sur les diverses questions qu'il nous a posées :

Ad 1^m. En dehors du mobilier (meubles non meublants), les droits du curé et de son conseil de fa-

brique sont absolument nuls; ils ne peuvent qu'avoir des idées, les soumettre à l'architecte gouvernemental ou à ses représentants légaux. Ceux-ci en tiennent compte ou n'en tiennent pas compte. Une fois nommés, ils ne dépendent que du ministre en dernier ressort, et en premier ressort de la commission des monuments historiques siégeant à Paris. Le seul droit qui reste au curé et au conseil de fabrique est de protester et de soumettre leurs observations soit directement, soit par l'intermédiaire de l'évêque. Mais on peut passer outre à leur avis.

Ad 2^m. Parfaitement; l'architecte peut se permettre cela *ex dictis*; nous connaissons une cathédrale qui, depuis plus de 10 ans, est en instance pour remplacer un vieil autel vermoulu par un nouveau magnifique et du style de l'église. Elle a toujours échoué contre le mauvais vouloir de l'architecte et surtout du gouvernement.

Ad 3^m. C'est horrible à penser; mais il en est ainsi, l'Etat prétendant être le propriétaire absolu et exclusif des cathédrales anciennes et nouvelles.

Ad 4^m. Oui. *ex dictis*.

Ad 5^m. Oui. *ex dictis*.

Ad 6^m. Il n'a aucune obligation autre que de faire ce que le gouvernement lui dit.

Ad 7^m. Devant l'autorité de ses chefs hiérarchiques qui ne sont ni à la cathédrale ni à l'évêché.

La réponse du ministre rapportée dans le *nota*, est une fin de non recevoir, accusant sa mauvaise volonté dans l'espèce.

Ad 8^m. Il devrait en être ainsi; mais l'Etat s'arroge tous les droits et n'en reconnaît aucun aux autres. Il alloue chaque année une somme quelconque pour les monuments historiques; mais il la distribue à son gré à qui il veut et de la manière qu'il veut.

L'unique manière d'avoir quelque indépendance, nous disait un jour un évêque, ancien curé d'une église classée, est de commencer par faire ce qu'on veut, en ayant soin que ce soit bien. L'architecte se montre furieux, dénonce le curé à l'évêque et lui demande de blâmer son subordonné. L'évêque blâme, et le curé est blâmé; mais le fait est accompli, et, à moins d'être contraire à toutes les règles, il est respecté.

Espérons que ce régime d'empiètement et d'arbitraire aura une fin; il n'est que temps.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 25 septembris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingoniensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

ceperit, aut eos divinitus inspiratos esse negaverit. anathema sit. » Telle est la définition du Concile du Vatican.

S'ils sont inspirés, pourquoi craindre qu'ils ne se trompent et que la science humaine ne les prenne en défaut ?

Reste la question d'interprétation.

En matière de foi et de morale, l'Eglise seule est l'interprète infallible. Mais en matière purement scientifique ?

Eh bien ! d'abord, malgré toute la liberté accordée par l'Eglise, il n'est pas permis de donner une interprétation qui va contre le texte. Ainsi on ne pouvait dire que le soleil a été créé le premier jour, puisque c'est la lumière qui a été créée ce jour-là, et le soleil seulement le quatrième.

Serait-ce aussi trop exiger que de demander des interprètes la simple bonne foi qu'ils apportent à expliquer les livres profanes, en s'aidant « des circonstances, du contexte, des manières de parler alors employées ? » Quand enfin aura-t-on compris que si Josué au lieu de dire : « *Sol, ne movearis !* » s'était écrié : « Terre, arrête-toi ! » personne n'eût su ce qu'il voulait dire ? C'est l'Esprit-Saint qui dicte, mais c'est une plume humaine qui traduit. De là cette différence de ton, de style, de valeur poétique même, suivant le génie particulier de chacun des prophètes dont il emploie la plume : « *Accedamus simul ad verba Libri tui*, dit saint Augustin, *et queramus in eis voluntatem tuam per voluntatem famuli tui, cujus calamo dispensasti ea.* » La plume peut être imparfaite, mais jamais menteuse.

Ajoutons qu'il se rencontre des erreurs de copiste surtout pour les nombres et pour les noms de contrées. C'est à l'exégèse d'en tenir compte dans la mesure convenable. Mais en principe, même au point de vue scientifique, jamais on ne saurait trouver d'erreur dans l'Ecriture-Sainte. S'il y a des contradictions, elles ne peuvent être qu'apparentes. Et si la science prétend qu'elles subsistent, M. Duchemin déclare hardiment avec d'illustres savants anglais « qu'il ne peut y avoir opposition entre la parole de Dieu écrite dans la nature et la parole de Dieu écrite dans les Livres saints, et qu'il y a nécessairement erreur dans le système en question, » préconisé par de demi-savants.

La science n'en est ni à sa première ni à sa dernière bévue.

« Il suffit même de connaître, conclut-il, les principes les plus élémentaires de la science et de la méthode scientifique pour se convaincre que ces systèmes, que l'on nous oppose parfois avec tant de fracas, sont encore souvent plus opposés à la logique et à la vraie science qu'au texte sacré. Voilà même pourquoi il est si important de nos jours, à tous ceux qui veulent défendre la foi, d'étudier sérieusement le mouvement scientifique de notre époque et de n'y jamais rester étranger.

« Mais ce serait à tort que, sans énoncer formellement, sans doute, que la Bible affirme des erreurs scientifiques, on paraîtrait cependant cher-

cher à éluder ses affirmations formelles, ou à en atténuer la portée, là où elle ne peut formuler dans les matières purement scientifiques, dans la crainte de la voir un jour contredite par les faits. C'est la parole de celui-là même qui a créé le monde. Il sait ce qu'il a fait, comment il l'a fait et les lois qu'il a données à son œuvre. Nous n'avons pas à craindre de sa part une parole imprudente qui ait besoin de nos excuses ou de nos atténuations. En présence de cette parole nous avons des hypothèses qui peuvent être plus ou moins plausibles, et s'appuient sur un plus ou moins grand nombre de faits, mais qui peuvent se trouver cependant contredites par de nouveaux faits, au moment où l'on s'y attendait le moins. »

Voilà une doctrine solide et sûre. M. Duchemin n'est pas assurément du nombre de ces catholiques qui redoutent la science, et qui paraissent convaincus que M. Renan sait mieux l'hébreu que saint Jérôme !



LA
MORIMONDINE
*Vin tonique-apéritif
et digestif*
A BASE DE MUSCAT
sans alcool

PRÉPARATEURS :
JOBARD Frères
A LANGRES
(Haute-Marne)



GRILLAGES
R. GARIEL 2^{ter}, Quai de la Mégisserie
CLOTURES DE CHASSES, le mètre **25 cent.**
RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. **5^e 50**
Châssis de Couche depuis **7 fr.**
Envoi franco du Catalogue

VIN

Un ecclésiastique de nos amis, propriétaire de beaux vignobles dans les Pyrénées, aurait à céder quelques pièces d'excellents vins de table : 120 fr., fût perdu, franc de port et de régie jusqu'à la gare la plus voisine du destinataire ; 144 fr. si l'on renvoie le fût *franco*.

S'adresser à l'administration du journal.

IMPRIMERIE
MAITRIER & COURTOT
A LANGRES (Haute-Marne)

La Maison, possédant un matériel entièrement neuf, se charge de tous les travaux typographiques à des prix modérés.

Exécution rapide et soignée.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MÉNAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS

POUR
Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS

Envoi de l'Album sur demande.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres **MORIMONDINE**.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé **BUATHIER**

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à Mme MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 40

PRÉDICATION : Pour le dix-huitième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Indulgences : Indulgences accordées à une prière à l'usage des prêtres.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. Pourquoi, à la messe, la fraction de l'hostie ? pourquoi en trois parties, dont l'une est mise dans le calice ? — En quel sens l'édition de plain-chant de Ratisbonne est-elle authentique ? La correction qui lui a donné naissance a-t-elle été faite dans le sens d'un retour à des traditions anciennes ? De quel genre est l'autorité de la S. C. des Rites sur le chant ecclésiastique ? Les corrections faites au chant ecclésiastique dans cette version peuvent-elles s'assimiler aux corrections des hymnes par Urbain VIII ? — Un curé est-il obligé, comme curé, à célébrer une fois la semaine dans une chapelle des sœurs hospitalières ? Les sœurs peuvent-elles l'exiger si le traitement est supprimé par la commune ? Le curé peut-il deman-

der que le bureau de bienfaisance fasse le traitement ? — Comment comprendre que l'évêque ne puisse déléguer toute son autorité ? — Y a-t-il un décret qui ne permette pas aux illégitimes d'entrer dans un ordre religieux sans dispense apostolique ?

LE MINISTÈRE PAROISSIAL (suite) : Le catéchisme à notre époque. Encouragements et moyens d'émulation.

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Peut-on sans nouvelles formalités, démolir une voûte non visée dans le plan de restauration d'une église et la mettre à l'unisson avec les autres, s'il n'en coûte rien à la commune ? Peut-on, sans le conseil municipal, construire un hangar adossé à la cure ? La cure étant sur le chemin public, peut-on planter des ceps de vigne devant la façade ? — Pourquoi faire figurer aux recettes les cierges des enterrements ? Ne faut-il pas, en tête de chaque budget ou compte, une place pour le boni ou le déficit de l'année précédente ?

COURRIER DES LIVRES

LA FRANCE EN 1889, par le comte DE CHAUDORDY, un vol. in-12, 2^e édition, chez Plon, 10, rue Garancière, Paris.

III

La seconde partie de ce livre : « la France à l'extérieur, » est mieux traitée que la première. M. de Chaudordy y apporte sa compétence indiscutable de diplomate. Le sujet à la fois est grave et douloureusement intéressant ; on comprendra que nous nous y arrêtons sérieusement. Le sujet le comporte, et le livre le mérite.

1. La cause de toutes les révolutions qui ont désolé l'Europe depuis près de quatre siècles, de l'instabilité et de l'inquiétude générales, c'est, — M. de Chaudordy ne le dit pas assez haut, — l'introduction du protestantisme. La guerre de trente ans ne fut qu'une guerre religieuse que Richelieu fit tourner au profit des protestants et de la Révolution. Le célèbre Cardinal eut à choisir entre les intérêts de l'Eglise et ceux de la France. Il opta

pour ces derniers, et prépara le fameux traité de Westphalie où se fit l'apostasie officielle des nations. C'est le plus beau triomphe moderne du libéralisme, triomphe gros de tous les désastres qui nous ont accablés depuis. Frédéric-Guillaume, le grand Electeur de Brandebourg, y reçut d'amples possessions et fit entrer la Prusse dans le concert européen. Fille du protestantisme, la Prusse, que Louis Veuillot a si bien appelée « le péché de l'Europe, » se signalera dès lors par sa haine contre la France. Quand on eut reconnu comme roi Frédéric I^{er}, le fils de Frédéric-Guillaume, les nations comprirent qu'elles avaient commis une grande faute et c'est pour la réparer qu'éclata cinquante ans plus tard la guerre de sept ans. On est effrayé, écrit en 1759 Ernest Bernstoff, ministre du roi de Danemarck, au duc de Choiseul, « de l'existence de la nouvelle monarchie que le roi de Prusse a élevée avec un art et une promptitude qui ont surpris une partie de l'Europe et trompé l'autre, » de l'audace de ce « prince qui ayant fait de ses Etats un camp, et de ses peuples une armée, se verra, pour peu qu'on lui laisse le loisir d'arrondir et

d'affermir son établissement, l'arbitre des grandes affaires de l'Europe, et le poids de la balance entre les puissances. »

La guerre de sept ans tourna contre nous, et l'on vit apparaître deux puissances nouvelles avec qui il faudrait désormais compter : la Prusse et la Russie.

Toutefois si notre influence s'était amoindrie, avec la vieille monarchie elle ne pouvait sombrer. Le pacte de famille de 1761 déclarait que « les peuples de la France, de l'Espagne, des Deux-Siècles, de Parme et de Plaisance ne formaient qu'une seule nation, qu'une seule famille. » C'était l'union des races latines, union parfaite, et que la Révolution rendra désormais impossible, mais qui alors était formidable. Les Bourbons disparaissent, plus d'alliés. On ne nous connaît pas en Europe, on nous exclut. Les deux Napoléon tombent sans qu'une nation leur tende la main et aujourd'hui la situation pour nous n'a pas changé.

La guerre de 1870 a bien montré notre isolement en Europe. L'Angleterre pouvait nous sauver. Le 17 février 1871, M. Torrens reprocha amèrement à la Chambre des Communes de n'avoir pas fait une seule démarche pour recommander la modération à l'Allemagne au lendemain de Sedan : « Alors, s'écria-t-il, l'Angleterre n'avait qu'à lui dire : Nous rappellerons notre ambassadeur de Berlin, si vous n'offrez pas maintenant à la France des conditions raisonnables, de manière à mettre un terme à cette barbare effusion de sang. » Les Anglais aimèrent mieux nous voir écrasés, sans réfléchir qu'ils ne peuvent vivre sans l'appui d'une puissance militaire du continent, et que nos défaites étaient pour eux un principe plus ou moins lointain de désastres.

La Russie, battue par nous à Sébastopol, redoutait plutôt de nouvelles victoires; l'Italie songeait à se jeter sur Rome. Seule la Hongrie voulait nous défendre. Alors Andrassy se rendit au Parlement Hongrois, représenta que la guerre paralyserait le commerce et l'industrie, et que la Hongrie n'avait rien à gagner à une intervention armée de l'Autriche : « Si l'Autriche était battue, la Hongrie en subirait les conséquences ; si l'Autriche était victorieuse l'indépendance Hongroise était compromise. » Ce raisonnement fit réfléchir les partisans de la guerre, et la bataille de Wörth leur ferma la bouche.

Le résultat de cette politique c'est que l'empire austro-hongrois a aliéné sa liberté d'action, et que Berlin dicte ses volontés à Vienne.

L'Angleterre et l'Autriche avaient cependant intérêt à nous secourir; elles ne l'ont pas fait parce que la Révolution nous a isolés en Europe.

Pourrions-nous au moins aujourd'hui compter sur la Russie ? Rien ne le prouve. Quand Alexandre III est monté sur le trône beaucoup le prétendaient. On disait qu'il serait du parti *vieux russe*. « Qu'est-ce qu'un vieux russe ? Un ennemi systématique de l'Allemagne ? Non, pas absolument ; mais un partisan du développement de la Russie

par elle-même, dans ses propres voies, par ses principes et par ses enfants, à l'exclusion de toute importation d'hommes ou d'idées ; c'est un adepte du *Slavisme*, de la *Gazette de Moscou* et de M. Katkoff. On y voit bien l'aversion de l'influence allemande, on n'y trouve pas l'expression d'une sympathie française. Les deux grandes races slave et française sont sans doute admirablement faites pour s'entendre. Pierre-le-Grand ne vint à Paris que poussé par cette idée, afin de poser les bases d'une alliance pour l'avenir. Mais ce qui nous sépare d'elle, ce sont toujours nos idées révolutionnaires.

Le rêve serait l'alliance de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Mais ce rêve de civilisation et de gloire, qui le réalisera ? Il ne manque pas de politiques pour pousser à la lutte l'éléphant contre la baleine : qui les poussera à la réconciliation ?

2. Jetons maintenant un coup d'œil sur notre politique extérieure depuis la guerre de 1870. M. Thiers, par sa prétention à l'infailibilité, compromit souvent nos intérêts. Contre toute tradition « il correspondait directement avec les agents et traitait avec les ambassadeurs étrangers. » Le maréchal de Mac-Mahon rentra dans les traditions et, par son influence considérable à l'étranger, facilita surtout en Autriche, la rentrée de la France dans les réunions diplomatiques européennes. Le 16 mai avec sa complète inexpérience fit pâle figure au congrès de Berlin. « Il y sacrifia la Roumanie, qui nous avait été si attachée pendant la guerre, au désir de plaire aux Juifs en les imposant à ce pays. Le consul d'Allemagne dans la principauté put dire : « Ce sont vos amis qui nous vengent ! »

Puis on se mit à rêver colonies, M. de Bismark encourageait doucement. Jadis on se créait des colonies afin d'assurer des débouchés pour placer exclusivement les produits de la mère-patrie. Mais nous agissons tout autrement. Aussi un ambassadeur étranger disait-il malicieusement : « Je ne vois pas pourquoi nous nous opposerions à la conquête du Tonkin par vos armes ; c'est vous qui en paierez les frais, et c'est nous qui en retirerons les bénéfices. »

« De pareilles expéditions ne sont pas une bonne école pour notre armée. En Prusse, où l'on s'est contenté de faire des manœuvres, on a mieux conservé les traditions de la stratégie militaire. L'Allemagne et l'Autriche, sans colonies, sont restées très fortes. Et dire que les mêmes hommes qui ont blâmé, et avec raison, l'expédition du Mexique sont tombés dans la même erreur ! » Les colonies nous coûtent et ne nous rapportent guère. La Cochinchine par exemple rapporte 25 millions et en coûte 33.

Tous les hommes, qui gouvernent l'Europe paraissent d'ailleurs frappés d'aveuglement. Le roi de Prusse s'est déclaré empereur, puis maître d'états jusque là indépendants, et personne n'a

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE XVIII^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(Saint Mathieu, ix, 1-8.)

C'est à saint Mathieu qu'est emprunté le texte évangélique dont vous venez d'entendre la lecture. Deux autres évangélistes, saint Marc et saint Luc, rapportent le même fait : mais quoique identiquement semblable pour le fond, le récit de chacun d'eux se fait remarquer par une diversité de détails et d'expressions qui exclut toute entente et n'est pas une des moindres preuves de la sincérité et de la véracité de nos saints évangiles. Tout en nous appliquant à suivre saint Mathieu, nous ne laisserons pas de signaler ce qui, chez les autres évangélistes, nous paraîtra de nature à donner plus de clarté et de force à notre commentaire.

La guérison d'un paralytique, tel est le miraculeux événement qui doit fixer aujourd'hui notre pensée et faire l'objet de nos plus sérieuses méditations. Or, il est bon de le remarquer, si ces sortes de guérisons sont fréquentes dans l'évangile, celle qui nous occupe est, sans contredit une des plus touchantes et des plus instructives, une de celles où brillent avec un incomparable éclat la *bonté* et la divine *puissance* du Sauveur. N'est-ce point là ce qui vous a frappé en relisant les paroles évangéliques. Cette conviction ne fera qu'augmenter, si vous voulez bien approfondir et méditer chacun des détails, chacun des incidents qui distinguent ce prodige et lui donnent un intérêt si particulier et si attachant.

I

On ne découvre pas dans la vie du Sauveur un seul instant abandonné à l'inaction, un seul qui ne soit consacré par quelque œuvre excellente, utile, tendant à la gloire de Dieu ou au salut du genre humain. Bravant les fatigues et les obstacles que ne cessent de lui susciter des hommes haineux et prévenus, particulièrement les scribes et les pharisiens, Jésus parcourt les bourgs et les villages de la Judée, semant partout la bonne nouvelle, guérissant les malades, convertissant les pécheurs, appelant à sa suite et initiant à leur héroïque et sublime mission ses disciples et ses apôtres. Rien ne peut le distraire de cette occupation sainte en laquelle se résument tous les travaux de sa vie ; faire le bien, *qui pertransiit benefaciendo*.

Aujourd'hui l'évangile nous le représente quittant le pays des Geraséniens situé au delà de la mer de Galilée. Etant monté sur une barque, Jésus traverse une partie du lac et arrive à Caparnaüm où depuis un an il avait fixé sa résidence habituelle et qui était devenue le centre de ses prédications apostoliques. Va-t-il là du moins prendre quelque repos et goûter les charmes du recueillement et de la solitude ? Gardez-vous de le croire. L'évangile ne nous signale son retour, que

pour montrer le divin Sauveur enseignant, dans sa propre demeure, le peuple qui se presse bientôt autour de lui au point que l'humble édifice est insuffisant à contenir la foule des auditeurs.

Un jour donc, cette foule devint si nombreuse que non seulement elle remplissait la maison, mais qu'elle débordait au dehors, obstruant la porte et interdisant ainsi tout accès auprès du Sauveur. Au premier rang, observe saint Luc, étaient assis des pharisiens et des docteurs accourus de toutes les bourgades de la Galilée et de la Judée et jusque de Jérusalem, non pour profiter des divins enseignements mais pour tâcher de surprendre, de contredire et d'accuser le Maître. Tels ces hommes qui ne viennent dans nos églises, n'assistent aux instructions de leurs pasteurs que dans un esprit de contention et d'hostilité marquée, habiles à dénaturer la doctrine, à tourner en dérision les enseignements sacrés, à récriminer sans cesse contre la parole des ministres du Seigneur. Mais Jésus use de miséricorde envers ses obstinés contradicteurs et ne les repousse point de sa présence. Plusieurs, sans doute, durent à cette douce et indulgente condescendance de se rendre enfin à l'évidence de la vérité et de devenir les plus fervents admirateurs de Jésus. Souvent certains événements paraissent amenés à cette unique fin de fournir au Sauveur l'occasion de toucher ces âmes orgueilleuses et endurcies. N'est-ce pas un semblable dessein de la bonté divine qui, en cette circonstance, conduit un pauvre paralytique aux pieds de Jésus ? Privé de tout usage de ses membres, étendu sans mouvement sur un triste grabat, il est réduit à implorer un secours étranger pour parvenir jusqu'à son libérateur. Quatre de ses compatriotes consentent à lui rendre ce pénible service. Après bien des efforts, quel ne fut pas leur dépit de se voir arrêtés par la foule, dans l'impossibilité d'attirer les regards et l'attention du divin Maître ? Mais combien la charité est ingénieuse ! Est-il une difficulté qui puisse l'arrêter, un obstacle, si insurmontable qu'il paraisse, qu'à force d'énergie et d'audace elle ne parvienne à vaincre ? Les maisons de l'Orient n'ont point de toits, mais une simple plate-forme qui leur sert de terrasse. Ces terrasses communiquent entre elles et l'on peut aisément passer de l'une à l'autre. Les quatre porteurs hissent leur malade en haut de la maison, puis, au-dessus de l'endroit où enseigne Jésus, ils pratiquent une ouverture dans le toit et, descendant le paralytique, ils le déposent en présence même du Sauveur. Celui-ci ému et consolé par tant de foi interrompt aussitôt son discours, et s'adressant au paralytique, il lui dit ces douces et encourageantes paroles : « *Confide, fili*, ayez confiance, mon fils. » Cet accueil si bienveillant est la première récompense accordée à la charité de ceux qui ont conduit le malade, non moins qu'à la foi du malade lui-même. Notre-Seigneur avait mis avant tous les autres le précepte de l'amour du prochain. Il tient à manifester hautement combien l'observation de ce commandement lui est agréable et combien elle

est efficace pour obtenir les grâces et les bienfaits du ciel.

Efforçons-nous donc, M. F., d'exceller dans cette vertu si nous voulons avoir accès auprès de Jésus. C'est sa volonté sainte que nous nous appliquions à rendre à nos frères toute sorte d'offices, les assistant dans leurs besoins, les aidant, leur procurant tous les secours temporels et surtout spirituels qui sont en notre pouvoir. Ah ! puisse le spectacle de notre charité réjouir le Cœur du divin Maître et le consoler de tant d'amertumes dont l'abreuve les méchants par leurs projets de haine et de vengeance !

Apprenons aussi de notre évangile que parfois il en coûte pour aller à Jésus. L'accès de sa maison est souvent rendu difficile non par l'empressement des foules, mais par leur éloignement et par ce misérable respect humain qui en est la conséquence. Combien d'âmes se retirent tristement et renoncent à approcher de Jésus, arrêtées par un fatal préjugé ! Soyons plus courageux. Elevons-nous au-dessus des jugements d'une vaine et méprisable opinion. Plus nous aurons de difficultés à surmonter pour servir Dieu fidèlement et plus il nous sera demandé de pénibles efforts et de sacrifices, plus aussi Dieu nous ménagera de consolations et de douceurs et plus abondantes envers nous seront les effusions de sa bonté miséricordieuse et de son amour.

II

Admiron la conduite de Notre-Seigneur à l'égard du paralytique. La première grâce qu'il veut lui accorder, comme étant de beaucoup la plus importante, c'est un pardon complet et la rémission de tous les péchés de sa vie passée : *Remittuntur tibi peccata tua*. Ne pouvons-nous pas en inférer que c'était là également le vœu le plus cher du pauvre malade, celui qu'il avait le plus à cœur de voir agréé par Jésus. Admirable exemple qui nous enseigne à ne jamais nous présenter dans la maison de Dieu sans un repentir sincère de nos fautes et la résolution de nous en purifier au plus tôt.

Mais, en agissant de la sorte, Notre-Seigneur n'entendait pas moins donner à la foule et surtout à ses ennemis une preuve singulière de sa toute puissance. Par ces paroles si expresses : « Vos péchés vous sont remis, » il affirmait sa divinité d'une manière plus formelle et plus sensible qu'il n'aurait pu le faire par la seule guérison du malade. Les docteurs de la loi ne s'y trompèrent pas et comme, malgré tout, ils étaient résolus de parti pris à nier cette divinité, ils se disaient en eux-mêmes : « Cet homme blasphème : qui peut en effet remettre les péchés sinon Dieu seul ? » (Marc. II, 7.) Que répond Jésus à ces murmures ? Improuve-t-il le sentiment qu'ils expriment ? Nullement, mais il le confirme aussitôt et par ses paroles et par ses miracles. S'il n'eût été égal à son Père, il se serait contenté de dire aux pharisiens : « Vous vous trompez et vous vous méprenez au sujet de mes intentions ; non, non, je n'ai point le

dessein ni la coupable témérité de vouloir passer pour Dieu ; loin de moi une prétention aussi insensée. » Mais non, partant de cette conviction de ses adversaires, qu'il n'est qu'au pouvoir de Dieu seul de remettre les péchés, il va, par une logique inflexible et par l'enchaînement de faits irrécusables amener cette conclusion que, accomplissant les œuvres de Dieu, il a une puissance divine, il est Dieu lui-même.

Cependant, remarque saint Jean Chrysostôme, si Jésus reprend les scribes et les docteurs de la loi de leur dispositions mauvaises, il le fait avec une extrême douceur : « Si vous ne croyez pas, semble-t-il leur dire, que je puisse remettre les péchés, mais que j'usurpe ce qui ne m'appartient pas, sachez que je puis pénétrer le secret de vos pensées : elles me sont, en effet, clairement révélées en ce moment. Or, en maints passages de l'Écriture, il est affirmé que Dieu seul voit le fond des cœurs. » (II Par. VI, 30 ; Ps. IX, 40 ; I R. XVI, 9. etc.) Les adversaires de Jésus se taisent ne pouvant rien répliquer à l'évidence de son affirmation. Mais Jésus les presse, il veut multiplier, accumuler les preuves, et ne plus laisser à l'incrédulité ni prétexte, ni excuse, ni moyen de se dérober à l'éclat de la vérité. Il fait donc aux scribes cette demande : « Lequel des deux est le plus aisé, ou de dire : Vos péchés vous sont remis : ou de dire : Levez-vous et marchez ? » Il fallait bien reconnaître que nul de ces miracles n'est au pouvoir de l'homme. Personne ne songe à contredire ce qui apparaît clairement aux yeux de tous. Alors le divin Sauveur, pour établir d'une manière incontestable le but qu'il se propose en guérissant le paralytique : « Je veux, poursuit-il, que vous sachiez que le Fils de l'homme a sur la terre le pouvoir de remettre les péchés. Levez-vous donc, ô paralytique, prenez votre lit et retournez-vous-en dans votre maison. » Le paralytique se leva et s'en alla, comme le lui avait ordonné Jésus. Les ennemis du Sauveur étaient confondus ; et la foule, sans comprendre encore parfaitement le grand mystère de l'Incarnation, mais pleine de respect pour les révélations divines et prête à en accepter toutes les conséquences, se mit à glorifier Dieu et à témoigner son admiration en s'écriant : « Ce que nous avons vu aujourd'hui est vraiment merveilleux, » *Quia vidimus mirabilia hodie*. (Luc. V, 26.)

Ces merveilles que d'orgueilleux sectaires s'obstinaient à ne pas voir et à ne pas comprendre, et que la foi humble et ardente du peuple saluait par d'unanimes acclamations, ces merveilles si souvent renouvelées et dont le nombre s'est prodigieusement accru dans le cours des siècles, s'imposent toujours à notre attention. Dieu, M. F., ne nous a pas ménagé les motifs de crédibilité, et quand il exige l'hommage de notre foi, ce n'est pas un assentiment aveugle et irréfléchi qu'il nous demande. Tant de lumières et de clartés entourent nos dogmes sacrés, que les plus savants comme les plus ignorants peuvent, avec la grâce de Dieu, et doivent leur donner une ferme et entière adhésion. C'est donc

une illusion funeste que de dire : Je serais heureux de croire, mais je ne puis avoir la foi. Quiconque cherche la vérité sincèrement et dans les sentiments d'une réelle humilité et d'une respectueuse soumission à la parole de Dieu, ne peut manquer d'arriver bientôt à une sûre et calme possession de ce don divin. Puissent ces dispositions rester toujours les nôtres, mettons-nous en garde contre ce qui pourrait nous les ravir, à savoir l'orgueil de l'esprit et l'esclavage des passions. Ainsi notre foi ne connaîtra point de défaillance ; à travers tous les écueils qui l'attendent, elle se maintiendra ferme et assurée. Elle sera notre soutien et notre meilleure consolation ici-bas : par elle il nous sera donné d'entrevoir et de goûter par avance les ineffables lumières, les joies infinies de l'éternité.

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Indulgences

Cent jours d'indulgences sont accordés pour la récitation de la prière suivante :

*RESCRIPTUM quo conceditur Indulgentia centum dierum pro oratione ad gratiam implo-
randam servandæ castitatis viris ecclesiasticis
in sacris Ordinibus constitutis.*

BEATISSIME PATER

Gaussens sacerdos Dioceseos Burdigalensis ad pedes S. V. humiliter provolutus expostulat, ut omnibus Ecclesiasticæ militiæ addictis et in sacris Ordinibus jam constitutis corde saltem contrito ac devote recitantibus subnexam Orationem aliquam Indulgentiam benigne concedere dignetur.

ORATIO

*Domine Jesu Christe, sponse animæ meæ ;
deliciæ cordis mei, imo cor meum et anima mea,
ante conspectum tuum genibus me provolve, ac
maximo animi ardore te oro atque obtestor, ut
mihi des servare fidem a me Tibi solemniter da-
tam in receptione Subdiaconatus. Ideo, o dulcis-
sime Jesu, abnegem omnem impietatem, sim
semper alienus a carnalibus desideriis et terre-
nis concupiscentiis, quæ militant adversus ani-
mam, et castitatem, Te adjuvante, intemperate
servem.*

*O Sanctissima et Immaculata Mariæ, virgo
virginum et mater nostra amantissima, munda
in dies cor meum et animam meam, impetra
mihi timorem Domini et singularem mei diffi-
dentiam.*

*Sancte-Joseph, custos virginitalis Mariæ, cus-
todi animam meam ab omni peccato.*

*Omnes sanctæ virginis, divinum agnum quo-
cumque sequentes, estote mei peccatoris semper
sollicitæ, ne cogitatione, verbo, aut opere delin-
quam et a castissimo corde Jesu unquam disce-
dam. Amen.*

SS. D. N. Leo Papa XIII in audientia habita die 16 martii 1889 ab infrascripto Secretario S. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis præpositæ, omnibus, de quibus in precibus, corde saltem contrito ac devote recitantibus propositam orationem, Indulgentiam centum dierum, defunctis quoque applicabilem, semel in die lucrandam, benigne concessit. Præsenti in *perpetuum* valituro, absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ ex Secretaria ejusd. S. C. die 16 martii 1889.

C. CARD. CRISTOFORI, *Præfectus*

† ALEXANDER Episcopus Oensis *Secretarius*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Pourquoi, à la messe, brise-t-on la sainte hostie ?

2^o Pourquoi la brise-t-on en trois parties ?

3^o Pourquoi met-on une de ces trois parties dans le calice ?

R. — Ad I. On brise la sainte hostie pour plusieurs raisons :

D'abord pour imiter Notre-Seigneur Jésus-Christ, car nous voyons dans les évangiles et dans la première épître de saint Paul aux Corinthiens, que le divin Sauveur fit la fraction du pain sacré avant de le donner à ses apôtres.

Ensuite pour se conformer à la tradition apostolique tant dans les églises orientales que dans l'église latine.

Enfin pour une raison de nécessité, car le célébrant ne pourrait pas prendre la grande hostie sans la rompre. On peut voir sur cette question Benoît XIV dans son traité *De sacrosancto Missæ sacrificio*, sect. I^a, n. 328, 329, etc.

Ad II. La réponse à cette question est plus difficile ; parce que cette division de l'hostie en trois parties n'a pas été pratiquée par Notre-Seigneur. De plus, on n'en trouve pas l'origine dans les premiers temps du christianisme. Enfin, l'Eglise grecque et l'Eglise mozarabe font cette division d'une manière autre que l'Eglise latine.

Ainsi les Grecs divisent l'hostie en quatre parties, avec lesquelles ils forment une croix sur l'autel, puis ils mettent une de ces parties dans le calice.

Selon le rit mozarabe, qui était autrefois suivi dans les églises d'Espagne, le prêtre divisait d'abord l'hostie en deux parties égales, puis il partageait la première en quatre, et la seconde en cinq, pour constituer neuf parties qui représentaient neuf mystères de la religion chrétienne, à savoir : 1^o la Corporation, terme qui exprimait l'Incarnation, 2^o la Nativité de Notre-Seigneur, 3^o la Circuncision, 4^o l'Apparition (c'est ce que nous appelons la Transfiguration), 5^o la Passion, 6^o la Mort, 7^o la Résurrection, 8^o le Règne, 9^o la Gloire.

Dans certaines églises de France, la division de l'hostie en trois parties existait déjà dès le neuvième siècle, puisque Amalaire nous apprend que quelques évêques agissaient ainsi pour imiter la fraction que fit Notre-Seigneur avec les deux disciples d'Emmaüs.

Au onzième siècle, Jean d'Avranches détaille l'usage qu'on faisait de son temps des trois parties de la sainte hostie; l'une était mise dans le calice pour être mêlée au Précieux-Sang; le prêtre prenait l'autre pour communier et pour donner la communion au diacre et au sous-diacre; et la troisième était réservée pour les malades, ou bien, si cela n'était pas nécessaire, elle était consommée par le prêtre ou par un des ministres.

Après ces détails historiques, on voit combien il est difficile de répondre à la question qui nous est adressée, attendu que ce rite ne remonte pas aux premiers siècles, et que pendant longtemps il s'est accompli d'une manière différente, même dans l'Eglise latine.

Cependant, comme la pratique actuelle existe à peu près uniformément depuis le onzième ou le douzième siècle, quelques auteurs mystiques en ont donné certaines raisons, que nous reproduisons.

La première, c'est pour imiter la fraction en trois parties que fit le Sauveur avec les disciples d'Emmaüs. C'est la raison donnée par Amalaire.

Une seconde raison est exposée par saint Thomas. Voici selon lui, ce que représentent les trois parties de l'hostie :

La partie mise dans le calice et réunie au Précieux-Sang, signifie que Jésus-Christ et la sainte Vierge sont au ciel en corps et en âme.

La partie que prend le célébrant représente les membres de l'Eglise militante qui sont brisés par les passions, comme le pain l'est par ceux qui le mange.

Enfin la partie qui autrefois était réservée dans le tabernacle pour les malades, représente ceux qui sont morts et dont les corps resteront au tombeau jusqu'au jour du jugement.

Nous ne pouvons mieux faire que de donner le texte du docteur Angélique, texte reproduit par Benoît XIV dans son traité *De sacrosancto Missæ sacrificio*.

Après avoir dit que saint Bonaventure, Hugues de Saint-Victor et quelques autres ont donné des raisons de la fraction de l'hostie en trois parties, l'immortel Pontife ajoute qu'il suffit, pense-t-il, d'exposer celles de saint Thomas :

« Nos vero, dit-il, satis esse putamus quæ hæc de rescripsit D. Thomas, afferre. Itaque 3 part., q. 83, art. v, ad octavum, secutus can. *Triforme* de Consecrat., dist. 2, ait S. Doctor hostiam quæ immittitur in calicem significare in cælo cum corpore et anima esse Christum, B. Virginem et si qui alii sancti cum corporibus sunt in gloria, partem quam sumit sacerdos innuere ambulantes adhuc in terra, qui Sacramentis utuntur, et ita passionibus continentur, ut panis comesus denti-

bus atteritur; tertiam denique partem, quæ olim in altari pro infirmis reservabatur, significare eos quorum corpora usque ad iudicii diem jacebunt in sepulcro, animæ vero sunt vel in purgatorio, vel in cælo. »

Dans un autre endroit, saint Thomas expose une autre explication donnée par quelques liturgistes.

La partie que l'on met dans le calice représente, dit-il, ceux qui sont encore sur la terre.

La partie qui est en dehors du calice et qui est réservée, ce sont ceux qui jouissent au ciel de la béatitude complète, quant au corps et quant à l'âme.

L'autre partie qui est prise par le prêtre dans la sainte communion, représente les autres *cæteros* sans doute, ceux qui sont en purgatoire. (Voir Sylvius dans son Commentaire sur la Somme de saint Thomas, q. 85, art. 5.)

Que penser de ces diverses opinions? Il nous semble qu'il ne faut pas y attacher une trop grande importance, d'abord parce que cette division de l'hostie en trois parties n'est ni très antique, ni universelle, ensuite parce que les auteurs ne sont pas d'accord.

Il n'y a qu'un seul rite qui nous paraisse suffisamment expliqué, c'est celui de l'immixtion de la particule de l'hostie avec le Précieux-Sang. Cette union de l'hostie avec le Précieux-Sang signifie la réunion du corps de Jésus-Christ avec son âme le matin de Pâques, et par sa suite sa résurrection glorieuse. Elle signifie également, par extension, la résurrection de la très Sainte-Vierge et des autres saints, s'il y en a, *si qui alii sancti cum corporibus sunt in gloria*, pour parler le langage de saint Thomas.

Cette explication nous semble suffisamment fondée, parce que c'est la plus ancienne. Peut-être même remonte-t-elle à l'origine de ce rite. Ce qui est certain c'est qu'elle est donnée dès le neuvième siècle par Amalaire dans son livre *de ecclesiasticis officiis*. On la retrouve aussi dans d'autres liturgistes de la même époque ou à peu près, comme Florus, Alcuin et Remy d'Auxerre. Elle est reproduite au onzième siècle par Maurelle, archevêque de Rouen, en termes très précis :

« Per particulam oblatae immissæ in calicem, ostenditur corpus Christi, quod resurrexit a mortuis. »

Ad III. Pourquoi met-on une de ces trois parties dans le calice? Nous venons de le dire à la fin de la précédente réponse : c'est pour représenter la résurrection de Notre-Seigneur. A la consécration on figure la mort de Jésus-Christ en consacrant séparément le corps et le sang. En faisant l'immixtion du corps et du sang, on représente sa résurrection. Il importe qu'on représente aussi la mort et la vie glorieuse du Sauveur, attendu que le sacrifice de la messe est le renouvellement de celui qu'il a offert en mourant sur la croix et qu'il offre vivant au ciel.

Q. — Vos réponses sur la question du plain-chant et de l'édition officielle me font espérer que je trouverai auprès de vous la solution de plusieurs difficultés qui me restent dans l'esprit. Il en est qui paraîtront peut-être singulières. Mais j'aime à me rendre compte de tout ce que je trouve à ma portée. Il est vrai que la question du plain-chant me dépasse par plus d'un côté. Du moins elle m'intéresse. Voici mes difficultés.

1° L'édition de Ratisbonne est déclarée authentique. Si j'ai bien compris, elle serait très différente des manuscrits en usage avant son apparition. Un livre est authentique quand il est de l'auteur auquel on l'attribue, quand le texte est celui même de l'auteur. Comment peut-on entendre que l'édition de Ratisbonne soit authentique si elle diffère des anciens monuments du chant de saint Grégoire ?

2° Si le chant de cette édition est le pur résultat d'une correction, le travail en a-t-il été fait dans le sens d'un retour à des traditions anciennes conservées dans l'Eglise romaine ?

3° De quel genre est l'autorité de la sacrée Congrégation des Rites sur le texte même du chant grégorien. Peut-elle le modifier à son gré et imposer ces modifications ?

4° Les corrections faites au chant ecclésiastique dans la version médicéenne reproduite par l'édition de Ratisbonne peuvent-elles être assimilées, au double point de vue de l'art et de l'autorité, aux corrections des hymnes du bréviaire romain par Urbain VIII ?

J'ai besoin des solutions à ces diverses questions pour répondre à des confrères qui demeurent persuadés que l'édition officielle est celle qui offre le plus de garanties pour la pureté et l'authenticité du texte comme pour la correction au point de vue de l'art musical ? Je ne partage pas leur avis ; mais je ne veux pas m'aventurer à leur donner des arguments qui ne répondraient pas à la réalité des choses.

R. — Nous allons répondre aussi clairement que possible et avec certitude aux difficultés ci-dessus exposées. Il importe grandement que nulle équivoque ne prenne racine. Il est si difficile d'arracher les préjugés quand ils ont grandi et propagé au loin !

Ad I. L'expression *authentique* est susceptible de plusieurs sens.

Le premier sens, celui qui avait cours à peu près uniquement chez nous avant ces derniers temps, était bien celui que donne notre correspondant. Un livre est authentique quand il est de l'auteur auquel on l'attribue et contient le texte primitif de cet auteur. Des reliques sont authentiques quand elles sont reconnues, par qui de droit, appartenir à tel saint dont elles portent le nom, ou qu'elles ont été certainement extraites de sépultures de saints, comme des tombeaux des Catacombes portant les signes du martyre. Dans le cas des reliques toutefois, il intervient un élément très important qui se rapporte au second sens du terme *authentique*, savoir l'acte de l'autorité ecclésiastique qui reconnaît ces reliques et les déclare authentiques. Mais cet acte lui-même est la constatation d'office que les reliques sont certainement des corps saints auxquels on les attribue et ainsi l'authenticité même des reliques, ce que nous pouvons appeler leur *authenticité intrinsèque*, est la base du jugement qui les déclare authentiques ou de ce que nous appellerons leur *authenticité extrinsèque*.

Le mot *authentique* a effectivement un second

sens qui n'était pas inconnu auparavant, mais qui moins usuel chez nous tend à prévaloir sur le premier. Une chose est authentique, en ce sens quand elle porte extérieurement le cachet de l'autorité ; qu'elle a son approbation, sa recommandation, sa garantie. C'est l'*authenticité extrinsèque*, qui par elle-même ne change pas la nature de la chose garantie, mais lui donne un caractère officiel.

Il peut arriver que les deux sens soient unis et que l'authenticité extrinsèque ait pour objet de garantir l'authenticité intrinsèque. Ainsi en est-il de l'authenticité des saintes reliques. Mais ils ne sont pas nécessairement unis : une chose peut être déclarée officielle, par acte d'authenticité extrinsèque sans être authentique au premier sens du mot.

En quel sens l'édition de Ratisbonne est-elle déclarée *authentique* ? Nul doute qu'elle ne le soit au sens de l'*authenticité extrinsèque*, c'est-à-dire qu'elle n'ait été déclarée édition *officielle*. Il existe à ce sujet toute une série de décrets rendus sur la proposition de la Commission spéciale formée par le défunt cardinal Bartolini ou à la demande de l'imprimeur. Nous avons montré dans des réponses précédentes qu'elle n'est pas néanmoins obligatoire comme plusieurs le comprennent. Mais elle est vraiment déclarée officielle.

Est-elle encore authentique au premier sens du mot ? Il semblerait que la Commission romaine l'avait tout d'abord ainsi entendu sans toutefois l'assurer d'une façon catégorique. Nous en avons la preuve dans un décret dont nous possédons une copie authentique au double sens du mot, c'est-à-dire transcrite sur les registres de la S. C. des Rites certifiée conforme par le secrétaire et munie du sceau de ladite Congrégation. Dans ce décret du 24 mars 1875, on lit le considérant suivant : « Comme (cette édition) contient le chant grégorien que l'Eglise romaine a toujours conservé et qui par conséquent, en vertu de la tradition, peut être regardé comme le plus conforme à celui que le Souverain-Pontife, saint Grégoire-le-Grand avait introduit dans la liturgie sacrée. Quoniam... et continet cantum Gregorianum quem semper ecclesia romana retinuit, proindeque ex traditione conformior haberi potest illi, quem in sacram liturgiam Summus Pontifex sanctus Gregorius Magnus invexerat. »

Ce décret dit *explicitement* que l'édition médicéenne contient le chant grégorien qu'a toujours conservé l'Eglise romaine. Il ajoute par voie de conséquence *probable* et en se basant sur le principe de la tradition que ce chant *peut* être regardé comme plus conforme au chant que saint Grégoire-le-Grand a introduit dans la liturgie.

La présomption cède au fait. Il est certain que ce chant est, de tous les chants réformés, celui qui s'éloigne le plus des monuments anciens, très nombreux et très concordants ; que ce chant n'était pas en usage dans l'Eglise romaine avant le xvi^e siècle, puisque la correction qui lui a

donné naissance est postérieure à Palestrina ; ceux qui lui sont le plus favorables prétendent que c'est une œuvre posthume de grand musicien, et l'on sait la date de son apparition et de son approbation par Paul V.

Il est donc de toute nécessité de reconnaître que ce chant n'a rien d'authentique au premier sens du mot. Et parmi ceux qui se font les avocats de l'édition officielle, on n'en trouverait pas un, ne fût-il que médiocrement versé dans la matière, qui osât maintenant soutenir cette authenticité.

Il reste donc que la seule authenticité de l'édition de Ratisbonne est celle qu'elle tire des décrets nombreux qui la déclarent authentique, c'est-à-dire officielle. Il n'y a là qu'une authenticité extrinsèque, la seule d'ailleurs que lui revendiquent explicitement les décrets postérieurs à celui du 24 mars 1875.

Ad II. Aucunement. On peut juger du caractère de ces corrections 1^o par la comparaison des morceaux du Graduel médicéen avec les manuscrits romains, italiens, français, allemands, anglais qui, s'accordant merveilleusement, malgré quelques variantes, nous représentent de la manière la plus certaine la tradition écrite de l'Eglise romaine ; 2^o par l'étude des principes qui ont présidé à la correction et dont on trouve l'expression la plus certaine dans les corrections elles-mêmes.

Si l'on compare l'édition médicéenne aux manuscrits, on trouve qu'elle en diffère considérablement.

1^o Pour le genre de notation : ce ne sont pas seulement quelques formes de notes composées qui ont disparu ; mais c'est la distribution des neumes en syllabes musicales distinctes, formant entre elles des mots mélodiques. Sans doute, il y a dans le Graduel médicéen des longues et des brèves de convention, mais elles se suivent dans des séries uniformes où l'œil n'aperçoit plus rien de la riche économie dont nous venons de parler.

Pour comprendre quel bouleversement introduit dans le chant la suppression des divisions mélodiques, on peut faire l'expérience suivante : Qu'on écrive un discours, une phrase, en supprimant tous les intervalles entre les mots et qu'on essaie de le lire. La confusion du chant est encore plus grave que celle de la phrase littéraire. Pour cette dernière, grâce à l'habitude que l'on a de la langue, on arrivera promptement à reconstituer les mots. Pour le chant il n'y a pas possibilité de s'y reconnaître, à moins d'être très habile et d'y mettre un grand travail.

2^o Pour les mélodies elles-mêmes : elles ont été tellement changées qu'il ne reste bien souvent qu'une vague ressemblance avec les mélodies primitives ; pour celles qui ont davantage conservé leur antique teneur, les changements sont assez considérables pour leur donner un tout autre cachet.

Reprenons la comparaison précédente. Suppo-

sons qu'au lieu de respecter dans la confusion des mots l'orthographe de chacun d'eux, on ait changé ou même retranché des lettres, des syllabes même, eût-on laissé tous les radicaux, quelle sagacité et quel travail ne faudra-t-il pas pour retrouver le sens enfermé dans ce texte mutilé !

3^o Pour la distinction entre les diverses espèces de pièces de chant : dans les manuscrits, un graduel est bien différent d'un introït ; les formules sont autres, plus riches, plus développées, bâties sur un type *sui generis* ; dans l'édition médicéenne, toutes les pièces de la messe, introït, graduel, offertoire, communion, sont ramenées à un seul type, celui de l'antienne modérément ornée.

Si l'on cherche dans l'édition même les principes qui ont présidé à sa formation, rien de plus facile que de les constater. Quand on voit la même manière de corriger se reproduire deux cents fois sans aucune exception, il est bien permis de conclure que c'est là l'indice certain d'un principe de correction. Nous avons fait ce travail et nous en avons donné les principaux résultats dans une série d'articles publiés par l'*Ami du Clergé*, (année 1883, n^o 42 et suiv. *Variétés*). Aucun de ces principes qui n'ait été alors tout-à-fait nouveau et n'ait contre lui toute la tradition écrite.

La correction s'est donc faite, non pas dans un sens traditionnel, mais dans un sens opposé à la tradition alors encore vivante.

Ad III. La question du chant peut s'envisager sous plusieurs aspects, savoir : 1^o au point de vue de l'art ; 2^o au point de vue de l'archéologie ; 3^o au point de vue de l'usage à en faire dans la liturgie.

La S. Congrégation des Rites n'a reçu des Souverains-Pontifes aucune mission pour décider les questions de chant au point de vue spécial de l'art. Ce n'est pas une commission d'artistes ayant à juger si telle pièce a bien le caractère du ton dans lequel la rangent sa finale et son échelle, si les membres de phrases en sont bien rythmés, si les divisions en sont bien cadencées. Ce qu'elle examine, c'est si un chant répond à la règle suivie dans l'Eglise et au but qu'il doit avoir de glorifier Dieu et d'édifier les fidèles.

Elle n'a pas davantage à chercher ni à décider quel chant était en usage dans les premiers siècles de l'Eglise et jusqu'au temps même des apôtres. Elle s'occupe de ce qui est, et, dans la mesure où un progrès serait à désirer, de ce qui pourrait être tenté.

Ce n'est pas à dire que l'art et l'archéologie ne puissent lui fournir de précieuses données et servir à éclairer ses jugements ; mais elle ne fait ni de l'archéologie pour l'archéologie, ni de l'art pour l'art.

On fait donc fausse route quand on s'appuie sur des décrets de la S. C. des Rites pour définir une question d'art ou d'archéologie pure. Egalement, quand on prétend qu'un texte adopté et recommandé par la S. C. des Rites est, par le fait, cano-

nisé et sacré au point de vue artistique et archéologique.

Mais où la S. C. des Rites est compétente et souverainement compétente, c'est quant à l'usage à faire du chant dans la liturgie, c'est là son domaine.

Qu'elle modifie le chant qui doit servir dans l'office divin ; qu'elle impose ces modifications : elle est pleinement compétente et obéissance lui est due.

Jamais il ne lui viendra en pensée de décréter que la version qu'elle adopte doit être tenue pour la plus artistique.

L'autorité de la S. C. des Rites sur ce point est donc purement disciplinaire et liturgique, nullement artistique, encore moins dogmatique. D'où il suit qu'on peut sans être hérétique, et même sans lui manquer de respect, trouver que le chant adopté par elle n'est pas parfait au point de vue de l'art, pourvu qu'on ne méconnaisse pas son autorité disciplinaire et liturgique.

Ad IV. Les corrections introduites dans le chant par l'édition médicéenne ne ressemblent à celles qui furent faites aux anciennes hymnes par Urbain VIII que de fort loin, surtout en ce qui constitue leur caractère intrinsèque.

La correction des hymnes avait pour but principal, au point de vue littéraire, de ramener les hymnes à la pureté métrique des types sur lesquels elles avaient été conçues. Ces types étaient très connus : l'iambe presque toujours dimètre, le vers saphique, l'asclepiaque, etc. On en avait des exemples nombreux et aussi parfaits qu'il est possible à l'art humain de les réussir. La correction avait donc une base certaine et solide. A des pièces de poésie, on appliquait les lois bien connues de leur propre versification. Nous ne parlons pas de quelques hymnes rythmées sur l'accent et le nombre de syllabes qu'on a refondus dans la métrique d'Horace.

Mais dans la correction des chants du graduel, il en a été tout autrement. On n'a point eu en vue de ramener ces chants à des règles bien constatées régissant les mélodies ecclésiastiques et violées dans ces pièces. On n'avait aucun spécimen de musique antérieure qui pût servir de type. Les rares fragments qu'on croit posséder de la musique ancienne des grecs et des romains n'ont que fort peu de rapport avec les cantilènes ecclésiastiques. Si l'on avait dû formuler des règles pour les chants du graduel, il aurait fallu procéder comme pour les autres arts dont les règles sont empruntées aux chefs-d'œuvre du genre. Il aurait fallu prendre pour règles les mélodies mêmes qu'il s'agissait de corriger. Ce n'est point ainsi que l'on a procédé. On a soumis les mélodies grégoriennes à un travail de refonte sur de prétendus principes empruntés : les uns à la métrique, comme lorsqu'on décréta que les syllabes antépénultièmes brèves seraient invariablement réduites à n'avoir qu'une seule note ; — les autres, au goût particulier des correcteurs, comme lorsqu'on modifia les pas-

sages contenant des imitations ou des répétitions, sous prétexte de mettre plus de variété dans la mélodie ; — les autres, à une fausse conception des tons, comme lorsqu'on changea les intonations dont la première note n'était pas la même que la finale du ton ; — les autres à une fausse théorie de l'accent musical, comme lorsqu'on voulut faire cadrer invariablement l'élévation de la mélodie avec l'accent qui appelle, dans le langage parlé, une élévation de la voix. Ainsi on a plié les mélodies du graduel à des lois qui n'étaient point faites pour elles : les plus rationnelles, quoique étrangères et inapplicables, celles de l'accent et de la mesure, appartiennent au langage parlé ou déclamé, ou poétique, etc.

De la comparaison entre la correction des hymnes et celle des mélodies du graduel, il résulte que la première s'est faite pour régulariser dans leur propre genre des pièces de poésie fautives pour la versification, tandis que la seconde, celle des mélodies, s'est faite pour plier les mélodies à des lois empruntées de partout ailleurs que du chant lui-même.

Concluons. Toute question de soumission et de déférence envers la S. C. des Rites mise à part, il y a d'excellentes raisons pour trouver que l'édition médicéenne est loin d'être la plus conforme au chant de saint Grégoire, la plus exacte, la plus régulière au point de vue de l'art, et pour regretter que les études sur le plain-chant aient été assez peu avancées en Italie à l'époque où la commission spécialement chargée de choisir l'édition officielle prit sa décision pour qu'elle ait pu adopter celle que tant de raisons auraient dû écarter.

Q. — 1^o Un curé qui dans l'intérieur de sa paroisse, à cinq cents mètres de l'église, a une communauté de quatre religieuses hospitalières institutrices, est-il par cela seul qu'il est curé obligé d'aller gratuitement une fois la semaine dire la messe dans la chapelle privée des sœurs ?

2^o Les religieuses ont-elles le droit de forcer le curé à ce service supplémentaire, si on ne le paie plus ? Sur quoi ce droit peut-il être fondé aujourd'hui puisqu'on a supprimé le traitement de deux cents francs qui était établi pour cela depuis bien des années.

3^o Quand M^{sr} l'évêque dit à un curé en parlant d'une chapelle de religieuses : « Vous pourrez y dire la messe, » peut-on soutenir que par ces expressions-là l'évêque entend imposer au curé l'obligation d'une messe par semaine et gratuitement chez les sœurs, il me semble que c'est bien forcer le texte que je viens de citer ?

4^o Quand l'évêque dans une autre lettre dit au même curé : « Quant au pouvoir de confesser dans la chapelle, rien ne s'oppose à ce que vous continuiez à en user, selon que vous le jugerez utile ; il en sera de même pour la conservation du très saint Sacrement. » Peut-on soutenir d'après ces paroles de Monseigneur que le curé est obligé de confesser les religieuses dans leur chapelle et qu'il est obligé de leur laisser toujours le saint Sacrement ?

5^o Du moment qu'on lui fait la sottise de lui supprimer deux cents francs qui étaient depuis des années votés à titre gracieux par le conseil municipal pour ce service de la chapelle, du moment que M^{sr} l'évêque ne semble pas lui imposer une obligation rigoureuse puisqu'il se contente de lui dire : « vous pourrez y dire la

messe; » du moment qu'il ne semble pas davantage lui imposer l'obligation d'y conserver toujours le très saint Sacrement, ce curé ne peut-il pas supprimer tout à fait ce service qui du reste n'est pas une sinécure, pour protester contre la sottise qui lui est faite et aussi pour essayer d'obtenir le rétablissement du traitement de deux cents francs. C'est le jardinier et le laboureur des religieuses qui au conseil municipal ont fait la majorité pour supprimer le traitement du curé.

6° Au cas où le conseil ne voudrait pas rétablir ce traitement au budget supplémentaire de la commune pour 1890, le curé pourrait-il demander que le bureau de bienfaisance, propriétaire de l'établissement des sœurs et conséquemment de leur chapelle, prenne à sa charge ce traitement de chapelain des sœurs (comme il le peut) et en cas de refus, retirer le saint Sacrement de la chapelle et cesser d'y dire la messe ?

Le curé fait encore partie de la commission du bureau : peut-il de lui-même introduire cette demande lorsqu'on fera le budget supplémentaire et comment faire cela ?

R. — Non, le curé n'est pas tenu, *en vertu de sa charge*, à aller dire la messe dans la chapelle d'une communauté religieuse, située sur sa paroisse. Par conséquent s'il le fait, il a droit à une rémunération particulière en dehors de l'honoraire de la messe, à raison du travail extrinsèque résultant du dérangement. Si on lui supprime la rémunération, il peut *licitement* refuser d'aller dire la messe. Dans ce cas, il devra consommer les saintes Espèces, parce que les indults autorisant la conservation du saint Sacrement dans les oratoires exigent *ordinairement* deux messes par semaine.

Les religieuses, même en offrant une rémunération, ne peuvent que prier le curé pour le service de leur chapelle; elles n'ont aucun titre pour l'obliger à un service supplémentaire. Toutefois, si le curé refusait, même avec un honoraire convenable, elles pourraient s'adresser à l'évêque, qui nommerait un autre prêtre comme aumônier.

L'évêque ne peut pas non plus obliger un curé à servir d'aumônier à des religieuses, sans qu'on lui fournisse un traitement en rapport avec le temps qu'il leur consacre. Beaucoup de curés se font un plaisir de montrer le plus grand désintéressement; toutefois leur droit n'en subsiste pas moins, reconnu par l'Eglise qui oblige même les communautés les plus pauvres à nourrir leur confesseur.

Ces principes posés, nous tirons les conséquences. Vous n'êtes pas tenu, *en justice*, à faire gratuitement le service de la communauté dont vous parlez, et vous pouvez licitement, comme curé et comme membre du bureau de bienfaisance, user de tous les moyens en votre pouvoir pour faire rétablir l'indemnité soit par le conseil municipal, soit par le bureau de bienfaisance.

Mais tout ce qui est permis, à la rigueur du droit, ne convient pas toujours, et on peut envisager la question à un autre point de vue qui n'est pas sans intérêt. Vous nous demandez une solution canonique, et nous vous la donnons d'autant plus volontiers qu'elle vous est favorable; permettez-nous d'ajouter un conseil d'ami, et de réaliser ainsi notre titre d'*Ami du Clergé*.

Vous allez solliciter au bureau de bienfaisance le rétablissement de votre indemnité; vous ferez très bien, et rien n'empêche de laisser comprendre que vous *pourriez être* amené à la triste nécessité de cesser tout service, si on ne satisfaisait pas à vos légitimes observations. J'espère que vous obtiendrez gain de cause, grâce à l'intervention de la supérieure de vos religieuses. Faisons aussi la supposition contraire; car on peut s'attendre à tout aujourd'hui. Allez-vous, à la fin de l'année interrompre tout service, retirer le saint Sacrement de la chapelle et n'y plus réparaître? Qui punirez-vous par là? Les religieuses seules, qui assurément ne sont pas responsables des écarts de leur jardinier et de leur laboureur: les véritables auteurs de la suppression, vous ne les atteindrez pas. — Arriverez-vous à votre but? C'est peu probable encore; aujourd'hui les municipalités, même les meilleures, sont tellement chatouilleuses sur le point d'honneur, qu'il suffit de vouloir entrer en lutte avec elles pour les voir se porter aux résistances les moins justifiées, et elles trouveront toujours appui en haut pour des questions comme celle-là.

D'autre part ne courez-vous pas risque de perdre aux yeux de la population l'opinion de désintéressement que l'on a volontiers de tout prêtre, et qui lui concilie l'estime générale ?

Continuer à contraire un ministère gratuit, c'est jeter un défi public à ces hommes de mauvaise foi, répondre par la charité à leur grossièreté et se ménager pour bientôt une réparation complète. On est fort quand on a l'opinion pour soi, et on l'a toujours, quand on se montre insensible aux mauvais procédés.

Enfin faisons une dernière supposition. Des circonstances particulières qui nous échappent, vous obligent, dans l'intérêt commun, à incliner du côté de la rigueur; pourquoi vous compromettre personnellement dans cette lutte avec des hommes que vous pouvez être appelé à assister un jour ou l'autre au dernier moment? Il serait plus sage de demander à votre évêque de traiter la chose administrativement, ce qu'il ne vous refusera certainement pas. Dans ce cas, les rigueurs, si rigueurs il y a, sont attribuées à l'administration, chose tout à fait impersonnelle, et ne viennent pas créer des difficultés personnelles au curé.

Voilà notre humble avis, que nous nous gardons bien de regarder comme ce qu'il y a de plus sage, mais que nous vous demandons de méditer un instant dans le calme de la prière avant de le repousser.

Q. — Les auteurs enseignent qu'un Ordinaire ne peut déléguer toute son autorité; autrement il constituerait un autre soi-même et semblerait abdiquer. Mais je ne comprends pas cette raison, car s'il ne fait que déléguer, il n'établit pas un autre Ordinaire et ne fait que se créer un auxiliaire. Donc en quel sens ne peut-il pas déléguer toute son autorité ?

R. — La proposition que vous exprimez, se trouve au chapitre VII, du titre XXXII, livre I, dans

le Sixte. Tous les canonistes à peu près l'ont commentée ; il nous suffira d'en citer quelques-uns :

« *Judex ordinarius*, dit Ferrari, *potest suæ jurisdictionis partem, non autem totam jurisdictionem delegare ; ideo vero partem et non totam, quia hoc posteriori casu alium crearet judicem ordinarium, quod absque principis vel legis auctoritate fieri nequit* ¹. »

Santi dit aussi : « *Etiam judex ordinarius auctoritate propria sese ab integra potestate exuere nequit, eam alteri delegando* ². » Il en donne la raison plus loin en établissant que le juge a besoin d'une détermination de l'autorité publique pour remplir légitimement ses fonctions : « *Si igitur judex est persona legitima, a publica potestate debet constitui* ³. » M. Grandclaude établit que pour l'Eglise le Souverain Pontife seul peut instituer des juges *ordinaires*, parce que lui seul est *Summus Principes* ⁴.

Craisson s'exprime de la même manière et il invoque l'autorité de Reiffenstuel : « *Nec superior ordinarius, nec delegati ad universalitatem causarum, qui habentur ut Quasi-Ordinarii, possunt, inconsulto principe, totam suam jurisdictionem alteri committere. Ita communiter ; quia, inquit Reiffenstuel (lib. 1, tit. 29, n° 56), loquendo de judice ordinario : « Judex inferior principe non « potest, propria auctoritate loco sui, alium judicem ordinarium constituere* ⁵. »

Q. — Quel est le décret, s'il vous plaît, qui défend d'admettre les illégitimes dans un ordre religieux sans une dispense apostolique ?

R. — Aucune loi *générale* n'interdit aux illégitimes l'entrée dans un ordre religieux. Sixte V ; il est vrai, avait établi cet empêchement par les deux constitutions *Cum de omnibus*, et *Ad Romanum* ; mais Grégoire XIV, par la bulle *Circumspecta*, des ides de mars 1590, l'abrogea en termes précis : « *Volentes eos, qui quovis modo illegitimi procreati fuerint, ad habitum et professionem regularem admitti posse, quem ad modum admitti poterant, si supradictæ constitutiones (Sixti V) editæ non fuissent* ⁶. »

Aussi dans le Formulaire publié par la sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers pour l'examen du postulant qui demande l'habit religieux, il n'est pas question d'illégitimité comme formant un empêchement à l'entrée en religion ⁷.

C'est donc à tort que le P. Meynard, en énumérant les conditions exigées par les constitutions de chaque institut, dit d'une manière absolue : 9° « *Etre née de légitime mariage* ⁸. »

Cependant un certain nombre d'ordres religieux

ou de communautés ont inscrit, dans leurs constitutions, l'illégitimité comme un empêchement qui s'oppose à l'admission d'un postulant ou d'une postulante. Ces constitutions, quand elles ont été approuvées par le Souverain Pontife, obligent en conscience.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LE CATÉCHISME A NOTRE ÉPOQUE.
SA PRATIQUE ¹.

III. Encouragements et moyens d'émulation (suite)

Les nombreuses lettres, que nous avons reçues, à la suite de notre dernier article, sur les récompenses et les fêtes de catéchisme, nous montrent qu'il n'est pas hors de propos de revenir quelque peu sur cette grande question des récompenses. Nos lecteurs nous pardonneront d'autant mieux notre surabondance, que c'est sur le désir d'un bon nombre d'entre eux que nous entrons ainsi dans les plus petits détails.

I. On nous a prié d'abord de donner quelques explications nouvelles sur la *bonne note* et l'usage que l'on peut en faire.

Ainsi que nous l'avons dit : la bonne note n'est qu'un bon point spécial, d'une valeur double, destiné à récompenser la sagesse, les efforts et les succès extraordinaires.

Le *bon point* est notre monnaie courante, avec laquelle nous payons les leçons ordinaires, les assistances au catéchisme, à la sainte Messe, etc. A moins d'une faute, d'un manquement à la discipline, d'un cas de paresse, tout le monde le reçoit et à peu près également. Mais la *bonne note* s'ajoute de temps à autre au bon point pour les enfants qui se distinguent par leur assiduité, leur bonne volonté et leur piété. C'est une récompense de choix, moins commune que le bon point, et dès lors plus appréciée. Les enfants en jalourent l'honneur plus encore que le profit. Avec elle, en effet, ils achèteront un jour, comme avec le bon point, les objets qui leur plaisent ; mais avec elle surtout ils obtiennent le billet de *satisfaction* qu'ils montrent à leurs parents, et principalement la belle *carte d'honneur* qui porte leur nom et qui reste leur propriété.

Nous avons dans notre catéchisme plusieurs enfants qui font des efforts vraiment étonnants pour arriver à cette fameuse *carte d'honneur*. C'est pourquoi nous conseillons l'emploi de la bonne note, surtout lorsque le bon point, par suite de la coutume, a déjà perdu quelque peu de sa valeur auprès de notre petit monde. Elle devient alors un moyen excellent pour réveiller l'émulation, car c'est du nouveau. D'après le système que nous avons adopté (mais chacun peut choisir le sien) : cinq bonnes notes s'échangent

¹ *Summa institutionum canonicarum*, t. II, n. 743.

² *Prælectiones juris canonici*, lib. I, t. XXIX, n. 11.

³ *Ibid.*, lib. I, t. XXXII, n. I.

⁴ *Jus canonicum universum*, lib. I, t. XXXII, p. 352.

⁵ Craisson, *Manuale*, n. 312.

⁶ Bouix, *de Jure Regularium*, t. I, p. 538.

⁷ Lucidi, *de Visit. S. L.* t. III, docum. 47.

⁸ *Réponses canoniques et pratiques*, t. I, n. 143, p. 150.

¹ Voir les nos 17, 20, 23, 33 et 36.

contre un *satisfecit*, et dix *satisfecit* obtenus dans l'espace de six mois donnent droit à la carte d'honneur.

II. Pour répondre aux questions qui nous ont été posées sur le mode de distribution des bons points, nous répéterons qu'il ne faut faire cette distribution qu'à la fin de l'exercice ou de la leçon ; et que, pour gagner du temps, on la confie à deux ou trois enfants qui s'acquittent de cette tâche en un clin d'œil. Ils se souviennent admirablement et de ceux que le catéchiste a privés du bon point, et de ceux à qui il a promis une bonne note ou un bon point supplémentaire. En cas d'oubli, ces derniers se chargent bien du reste de réclamer auprès des distributeurs.

Les bons points de deux ou de cinq sont un embarras pour la distribution rapide ; il est plus commode de n'avoir que des bons points unifiés dont on en fait ensuite l'échange contre les cartes de dix ou de cinquante ¹.

III. On nous a principalement interrogé sur les choix des objets à donner en récompense aux enfants et sur les fêtes de catéchisme. Nous allons, en conséquence, rendre notre réponse aussi complète que possible.

1^o *Choix des objets*. Nous distinguons les *objets pieux*, les *objets utiles* et les *objets de fantaisie*. Les objets *pieux* doivent tenir le premier rang et ils sont du reste les plus appréciés des enfants. Voici ceux que nous donnons ordinairement : images de toutes sortes, seules ou avec cadres, chapelets, grandes médailles de vingt-cinq à quarante centimes, statuettes, crucifix, bénitiers, Catéchismes, Evangiles, Histoires saintes, Bibles illustrées, petits paroissiens, grands paroissiens, cantiques, livres de piété, comme Visites au Saint Sacrement, Imitation de Notre-Seigneur ou de la Sainte-Vierge, etc...

Nous avons constaté que les objets *utiles* sont aussi en très grande faveur, surtout auprès des parents. Nous avons donc admis dans nos distributions tout ce qu'il est possible de recruter ça et là ou d'acheter à bon compte chez les marchands, savoir : tous les articles classiques à la portée de

notre bourse, comme crayons (surtout crayons de couleur), porte-plumes en tous genres, règles, plumes, cahiers, calepins, pastels, boîtes de couleurs à tous prix, petits sous-mains, plumiers en bois ou en cuir, grattoirs, cartons d'écolier ; les articles de ménage eux-mêmes, et ce au grand contentement des familles, tire-bouchons, verres, tasses, assiettes, carafes, porte-bouteilles, bretelles, chaussettes, bonnets au crochet, foulards, cravates, cache-nez, mouchoirs de poche, peignes, savons, miroirs, porte-monnaie, paniers, chapeaux, casquettes etc, etc. ; grâce à des ressources, qui ne sont pas à la disposition de tous les confrères, nous avons donné même des coupons d'étoffe pour vêtements.

Enfin, pour ajouter la note gaie à nos distributions et contenter les étourdis qui ne nous manquent jamais, nous admettons aussi, mais en petit nombre, quelques objets de *fantaisie*, comme polichinelles, diables en boîte, poupées, trompettes, toupies et autres jouets, voire même quelquefois des flacons d'eau de senteur.

En adoptant pour nos récompenses une telle variété d'objets, nous avons réussi, non seulement à plaire à nos petits acheteurs par le charme de l'imprévu et même de l'étrange, mais encore à réduire nos dépenses ; car cela nous permet d'accepter sans distinction les dons qu'on veut bien nous faire et d'acheter ici ou là tout ce que nous trouvons à bon compte. Nous ne craignons pas, pour faire un marché avantageux, de nous rendre aux bazars, aux liquidations, et de demander aux commerçants de nous mettre à part les articles un peu défraîchis ou dépareillés. Nous réclavons aussi à nos amis et à nos paroissiens les objets inutiles qui encombrent souvent les ménages et qui sont encore présentables.

Et pour ne pas nous trouver pris au dépourvu à la veille d'une fête de catéchisme, nous prenons à tâche d'avoir toujours en réserve un stock assez sérieux, que nous augmentons à chaque bonne occasion rencontrée pendant l'année.

2^o *Fêtes de catéchisme*. Nous persistons à dire que la distribution doit valoir plus, auprès de l'enfant, que la récompense elle-même. Il faut donc choisir un mode de donner qui décuple au besoin le don lui-même. Cela s'obtient par les fêtes de catéchismes.

Ces fêtes, telles que nous les entendons, doivent comprendre premièrement une fête religieuse proprement dite, secondement la distribution publique des récompenses, et troisièmement, si on le peut, une petite fête récréative.

La fête *religieuse* a lieu à l'église, un dimanche, aux offices de la paroisse. Les enfants assistent en habits de fête, avec les oriflammes et la bannière du catéchisme ; ils viennent à l'offerte, et il y a, si possible, pain bénit spécial pour eux ce jour-là. Au sermon qui doit être solennel, le curé traite devant les familles un ou deux points de l'éducation religieuse par le catéchisme. Le soir, avant ou après le salut du Saint-Sacrement, il y

¹ Nous rappelons aux lecteurs de l'*Ami du Clergé* que, sur les instances de nos amis, nous venons de publier la collection de bons points dont nous nous servons depuis longtemps dans nos catéchismes. Elle se compose 1^o d'une série de cent-soixante-quatre bons points unifiés, portant chacun une petite sentence morale, une critique ou question piquante fort goûtées des enfants ; 2^o d'une série de bons points de dix et de cinquante, portant un résumé complet ou memento de l'Histoire Sainte, des actes des apôtres et de l'Evangile. Cette dernière série comprend vingt cartes de cinquante, et quarante-huit cartes de dix. — Chaque série imprimée sur deux feuilles de bon carton souple A et B, se vend trente centimes ; franco, par la poste, quarante centimes. Pour sept séries et au-dessus jusqu'à trente séries, l'envoi par colis postal est préférable puisqu'il ne coûte que soixante centimes. — Nous envoyons gratuitement aux confrères qui le désirent quelques bons points unifiés, et un spécimen sur *feuille de papier simple*, de la collection des bons points de dix et de cinquante. — Adresser provisoirement les demandes à M. l'abbé Jacob, chanoine honoraire, curé du Pailly, par Chalindrey, Haute-Marne.

a bénédiction des enfants. Rien ne sert plus à convaincre les parents de la grandeur du catéchisme et de leurs obligations à cet égard, qu'une fête religieuse ainsi conçue et ainsi dignement célébrée. C'est un des meilleurs moyens de relever le catéchisme au-dessus de l'école, et de montrer combien il s'en distingue par son caractère chrétien et tout à fait sacré. Pourquoi ne pas nous servir de ce que nous avons en notre pouvoir, de nos cloches, de nos chants, de nos cérémonies saintes, pour célébrer et honorer ce cher catéchisme que nos ennemis ont eu tant à cœur de mépriser et d'avilir ?

Après la fête religieuse, doit venir la fête *joyeuse*, c'est-à-dire au moins la distribution des récompenses. Nous avons, ce nous semble, dans notre dernier article, assez indiqué les divers modes possibles de cette distribution pour n'avoir pas à y revenir aujourd'hui. Nous recommandons seulement à nouveau, de ne jamais donner ces récompenses sans une certaine mise en scène qui rappelle les distributions de prix des écoles. Il faut donc non seulement choisir un local convenable, mais encore le décorer avec des guirlandes ou des couronnes, préparer des chants et exposer sur une petite estrade les objets que les enfants vont choisir ou acheter. A défaut de chants plus appropriés à la circonstance, on peut recourir aux cantiques du chapelet ou des réunions de Congrégations. Les demoiselles de la paroisse ne nous refuseront pas le concours que nous leur demanderons à cette fin. Quelques enfants peuvent débiter une fable ou un petit dialogue. Nous avons parfois obtenu un grand succès auprès des parents en faisant réciter une poésie pieuse à de petits bébés de quatre ou cinq ans.

Si nous le pouvons facilement, pourquoi n'ajoutions-nous pas aussi à notre fête le côté *récréatif* ? Une petite chansonnette amusante, une jolie scène jouée par deux ou trois enfants, ne seraient pas plus déplacées ici que dans les fêtes des pensionnats religieux ou des cercles catholiques ; et et ils auraient pour résultat de gagner à l'œuvre du catéchisme les plus précieuses sympathies.

Nous ne disons point que tout cela soit possible partout, ni même qu'il faille toujours le faire quand il est possible. Nous indiquons seulement une série de petits moyens auxquels on peut recourir selon les aptitudes de chacun, les règles de la prudence et les circonstances. (A suivre.)

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je recours à votre expérience pour élucider trois questions obscures pour moi.

1^o Je suis occupé à faire à mon église une restauration complète. Les plans et devis sont approuvés partout. La voûte de la nef est démolie pour être reconstruite d'après le plan général et élevée d'un mètre.

Mais, pour des raisons dont le développement serait trop long, il n'a pas été question d'en faire autant pour la voûte du chœur.

Etant donné que je ne demande rien au conseil municipal et vu son opposition d'ignorance doublée d'entêtement, puis-je me passer de lui pour démolir cette voûte afin de la mettre en harmonie de style et d'élévation avec celle de la nef et disposer ses petites fenêtres conformément à celles de la nef. Ces fenêtres du chœur sont comprises dans les plans et devis.

Dans ce cas, comment m'y prendre ?

2^o Ai-je besoin du conseil municipal pour faire à la cure, sans frais de sa part, une amélioration qui consiste à établir un hangar en maçonnerie adossé à la cure et sur un terrain lui appartenant ?

3^o Ma cure se trouve sur le chemin public. Puis-je planter devant des ceps de vigne ?

De plus ai-je le droit d'établir le long de la cure une tonnelle de 1^m à 1^m50 de large donnant sur le chemin, et ne tenant qu'aux murs ?

Il faut remarquer qu'autrefois (je ne sais plus combien d'années,) il y avait sur ce devant de la cure et tout le long, une espèce de basse-cour de 1 à 2 mètres de large fermée par un grillage.

R. — Ad 1^m. Il est bien regrettable qu'on n'ait pas compris la voûte du chœur dans les travaux d'ensemble. C'était si naturel ! Mais enfin cela n'a pas été fait, et l'on se trouve en présence d'une opposition absurde, celle du conseil municipal. Il faut passer outre, ainsi que nous l'avons dit plusieurs fois, et se contenter de l'assentiment du préfet. Nous allons plus loin. Si dans l'espèce, on avait quelque raison de craindre le mauvais vouloir du préfet, la fabrique ne devrait pas balancer à démolir la vieille voûte du chœur, sans crier gare. Une fois démolie, il faudrait bien permettre de la rebâtir.

La jurisprudence sur le point qui nous occupe a été incertaine pendant quelque temps. Le ministre de l'intérieur prétendait que, l'église étant une propriété communale, du moment où il s'agissait d'y exécuter des travaux de nature à affecter l'édifice en lui-même, comme des travaux de grosses réparations ou de reconstruction, c'était à la commune exclusivement de diriger ces travaux ; qu'il devait en être ainsi dans tous les cas semblables et sans qu'il y eût même à s'arrêter à l'origine des fonds destinés à payer les travaux, c'est-à-dire que ces fonds fussent fournis par la commune ou par la fabrique, en partie ou en totalité. Le grand motif mis en avant était l'obligation pour la commune de venir au secours de la fabrique s'il y avait mal façon, etc., etc., et en l'absence de ressources suffisantes.

Le ministère des cultes, de son côté, soutenait que le motif allégué et pris dans la loi du 18 germinal an X et le décret du 30 décembre 1809 n'existe pas, et que, quels que soient les travaux à exécuter dans une église, les administrations municipales n'ont à intervenir dans ces travaux que, lorsque les fabriques, manquant de ressources, sont obligées de recourir à elles ; que les articles 43 et 94 du décret de 1809 statuent formellement dans ce sens ; que vainement, partant de ce principe que les églises sont des propriétés communales, on prétendrait en conclure que les conseils municipaux ont le droit de veiller à la conservation de ces églises et d'interposer à leur gré leur autorité ; que cette argumentation serait vicieuse, qu'en effet, l'espèce

de propriété communale dont il s'agit échappe à l'administration et à la surveillance habituelle des autorités municipales, un conseil spécial, le conseil de fabrique, étant chargé de la régir pour la commune et à la place de ses autorités; que, du reste, l'autorité municipale n'est pas exclue de ce conseil, parce que le maire en est membre de droit; que la commune y est ainsi représentée et qu'elle y a la part d'influence que la loi a jugé devoir lui attribuer; que le maire est toujours averti de tous les actes de la fabrique; que s'il croit que la majorité du conseil de fabrique se trompe, qu'il y a un mal à prévenir et à empêcher, il lui est facile d'informer le préfet et de provoquer son action.

Le ministère de l'intérieur s'est incliné devant le sentiment du ministère des cultes. La jurisprudence actuelle est donc que la direction des travaux doit être confiée à la fabrique, quand celle-ci ne réclame rien à la commune. Tel est précisément le cas présent, puisque les travaux à exécuter à la voûte du chœur ne doivent rien recevoir du trésor municipal. Par conséquent, on peut les exécuter sans consulter le conseil municipal et malgré lui. Seulement, ainsi que nous le disions plus haut, il faut l'assentiment du préfet qui l'accordera surtout si la demande motivée lui en est faite par l'intermédiaire de l'évêque. Nous engageons notre correspondant à procéder ainsi, à moins qu'on ne prévoie du mauvais vouloir à la préfecture. Dans ce dernier cas, on recourt au moyen peu légal mais infaillible de rendre le travail nécessaire par quelques coups de pioche intelligents. Pour notre part dans une circonstance analogue, nous aimerions mieux suspendre tous les travaux plutôt que de renoncer à ceux du chœur. A moins de vouloir une restauration grotesque, ceux-ci s'imposent.

Ad 2^m. Si le terrain sur lequel notre correspondant se propose de bâtir son hangar fait déjà partie de l'enclos du presbytère, et si ce hangar n'est qu'adossé au presbytère sans percer les murs, son droit est incontestable; il peut bâtir même une maison, sauf à remettre les choses dans le *statu quo ante* à son départ, et il n'a besoin pour cela de l'autorisation de personne. Dans le cas contraire, il s'exposerait à se voir condamner à démolir, sous prétexte que le mur du presbytère n'est pas de force à soutenir une construction nouvelle. Quant au terrain, il est évident que, s'il n'est pas déjà affecté au presbytère, le curé n'a pas le droit d'y toucher sans autorisation.

Ad 3^m. Oui, on peut planter des ceps de vigne, et les faire grimper le long du mur. Quant à tailler cette vigne en forme de tonnelle suspendue sur le chemin, c'est autre chose; il faut tenir compte des lois et règlements concernant la voirie. Si comme pense notre correspondant, le presbytère avait autrefois deux mètres de terrain donnant sur la route, pourquoi ne les revendique-t-il pas? On n'a pas pu les distraire du presbytère sans remplir les formalités légales relatives aux distractions.

Pour que notre avis fût complet et bien motivé

nous aurions besoin de connaître le plan de la route, sa largeur. Il pourrait se faire qu'elle soit très large en cet endroit et que le tracé officiel ne touche pas au terrain qui appartenait notoirement autrefois au presbytère. Dans ce cas, le curé aurait le droit de se clore, et d'attendre les revendications de la commune. Mais, en l'absence de renseignements, nous nous en tenons à ce que nous avons dit plus haut.

Q. — Je ne comprends pas l'obligation qui est faite aux fabriques de mentionner sur leurs budgets la cire qui provient des enterrements, et voici pourquoi. Je suppose que je porte en recette vingt francs de cire par approximation. Comme ce n'est point du numéraire réel qui entre en caisse, et qu'il faudra pourtant tenir compte de cette somme dans les comptes, il se trouvera que les chiffres produiront 20 fr. de plus que la caisse, la cire se dépensant dans l'église pour les offices, et la fabrique étant souvent obligée d'en acheter; car celle à laquelle elle a droit ne lui suffit pas. Ne vaudrait-il pas mieux ne pas embarrasser les comptes d'une recette qui paraît fictive? Lorsque la fabrique vend elle-même la cire aux familles, je comprends que le bénéfice qui en résulte, figure en recette sur les budgets. Mais quant à y faire figurer la cire des inhumations dont le nombre est très variable, je ne comprends pas.

2^e Pourquoi en tête des budgets et comptes ne fait-on pas une place au boni ou au déficit de l'année précédente. Il me semble que dans la confection du compte de 1888, par exemple la première recette de cet exercice devrait être le boni qui existait au 31 décembre 1887. Suis-je dans le vrai?

R. — Ad 1^m. A notre tour, nous ne comprenons pas la difficulté qui semble embarrasser notre correspondant. Il est logique qu'on porte en recette tous les produits quelconques, en nature ou en argent, qui constituent les revenus de la fabrique, et qu'on estime approximativement ceux en nature. Peu importe en vérité, que la fabrique se serve des cierges des inhumations pour les cérémonies de l'église; si elle ne s'en servait pas, elle les vendrait un prix quelconque, et devrait en acheter, en prenant sur la caisse, pour les nécessités du culte. Tout cela se traduit en argent et doit figurer aux compte et budget. C'est exactement comme si la fabrique possédait une vigne; elle devrait bien estimer approximativement le prix de la récolte, sauf à employer le vin au service de l'église. Il y a toujours là une recette et une dépense, et omettre de les mentionner, ce serait une faute de comptabilité.

Ad 2^m. Ici, notre correspondant a raison; en tête des budgets et comptes, il faut nécessairement une place pour le boni ou le déficit de l'année précédente: car le boni est la première recette et le déficit la première dépense de l'année suivante. Cela se pratique d'ailleurs, partout où la comptabilité est bien tenue.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 2 octobris 1889.

† ALPH. MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

protesté. « L'Italie, à peine née, a supprimé le pouvoir temporel des papes, sans qu'aucun souverain, même parmi les catholiques, ait présenté une simple observation. » Quel affaïssement universel, surtout quand on se rappelle la lutte légendaire de l'Angleterre contre Napoléon I^{er}, qui était un autre homme encore que l'empereur Guillaume.

La situation demeure grave parce que « la France ne peut abandonner des contrées, qui, malgré ses malheurs, veulent lui rester fidèles. L'empereur Guillaume s'est trompé. En les annexant à l'empire, il a créé un avenir plein d'incertitudes. L'Europe, en acceptant ces événements, a perdu sa tranquillité. » M. de Bismark l'a compris ; de là l'entente des trois empereurs ; et, après la retraite du Czar, la triple alliance. L'Italie s'est tournée contre nous avec une ingratitude qui toutefois n'a surpris personne. M. Crispi « esprit agité et révolutionnaire, même resté au pouvoir », pour être agréable à l'Allemagne, a maintenu la dénonciation du traité de commerce avec la France, bien que cela coûte à l'Italie 80 millions par an ; puis, pour trouver une compensation à cette mauvaise spéculation il s'est précipité sur Massanaouah où les armes italiennes n'ont pas brillé.

Et puis, il y a le Pape, qu'il a volé et qui n'est plus libre : « Le nouveau code pénal contient des atteintes très sérieuses à l'indépendance du clergé et de la papauté. Ce fait, joint à beaucoup d'autres, pourrait pousser Léon XIII à quitter Rome. En ce cas très grave, il serait absolument nécessaire qu'il établît son séjour sur un territoire où aucun pouvoir ne le puisse dominer. Il nous semble que, tout bien examiné, une île seule peut offrir de pareilles conditions. Il serait utile en outre qu'elle fût voisine du siège de Rome. On a parlé de l'île de Malte. La Corse serait bien préférable. Le gouvernement français ferait un acte louable en offrant cette île au Saint-Père à titre de résidence. Si Sa Sainteté acceptait, les puissances devraient se mettre d'accord pour reconnaître la neutralité absolue de l'île pendant tout le temps que le pape y séjournerait. Mais nous ne pensons pas qu'il y ait lieu, avant longtemps, de songer à la réalisation de cette pensée. »

« Nous devons reconnaître en tout cas que ce n'est pas vers la France que se portent les tendances de Léon XIII. »

M. de Chaudordy se montre très sévère pour M^{rs} Galimberti, nonce à Vienne, « que le chancelier a su faire entrer dans son jeu, » et qui a toujours promis que M. de Bismark arrangerait la question romaine, tandis que dans les entretiens que ce dernier a eus avec M. Crispi « pas un mot n'a été dit à ce sujet. » Léon XIII ne saurait en être longtemps dupe. « La conversation qu'il a eue avec l'empereur pendant la visite que celui-ci a faite au Vatican ne peut pas l'avoir satisfait. Il n'a pas laissé ignorer qu'il avait été froissé par la façon dont l'entrevue s'est passée. »

Il signale ensuite l'instabilité de notre politique

étrangère. « Depuis douze ans le portefeuille des affaires étrangères a changé douze fois. » M. Grévy, à la fin de sa présidence, comprit qu'il devait s'occuper des questions extérieures. Il finit même par « acquérir une expérience et une autorité que la durée de ses fonctions contribuait à rendre effective. Au point de vue des questions extérieures, sa chute est à regretter. » Aussi M. Flourens est-il resté ministre des affaires étrangères pendant trois cabinets successifs, environ trois ans et demi. « Il a su prendre pour base de la politique française à l'extérieur l'entente avec la Russie, et il nous a mis sur le pied de rapports intimes avec cette puissance. Il a cherché en même temps à avoir les meilleures relations avec l'Angleterre : mais il n'a pas aussi bien réussi de ce côté. »

Sur la question de l'esclavage en Afrique, les conclusions de M. de Chaudordy sont inattendues. Le moment est mal choisi, dit-il. Le Cardinal Lavigerie a mis son entreprise sous la protection du prince de Bismark qui a saisi cette occasion de nous engager à disséminer nos forces. « Le grand chancelier allemand a adressé une dépêche au Saint-Père en faveur de l'œuvre d'un Français qui paraît oublier les intérêts de son pays au profit d'une vague idée de bienfaisance humanitaire. Ce fait prouve une fois de plus ce que nous avons déjà constaté dans le courant de ce récit, c'est-à-dire la tendance fâcheuse qu'ont nos compatriotes à s'écarter trop souvent des devoirs stricts du vrai patriotisme. Nous ne craignons pas d'être suspectés de manquer de dévouement à l'Eglise, aussi croyons-nous pouvoir nous permettre de dire hautement aux catholiques français de ne pas soutenir cette œuvre qui ne sert pas, en ce moment, les intérêts de la patrie. L'argent sera mieux employé à aider nos écoles libres, ou à de bonnes œuvres dans le pays. »

Jamais les diplomates et les apôtres n'ont pu s'entendre. Et cependant ne doit-on pas regretter que Richelieu n'ait pas été plus apôtre que diplomate ? La France n'y aurait rien perdu, et l'Europe était peut-être sauvée.

En résumé, pour l'avenir, il faut savoir se préparer, et savoir attendre. « Pour pouvoir soutenir une guerre avec quelque espoir de succès ; il est nécessaire d'avoir : 1^o un gouvernement capable de la conduire, c'est-à-dire ayant de l'autorité, et certain que sa résidence est à l'abri des agitations populaires ; 2^o une armée qui soit aussi complètement préparée que possible et des chefs expérimentés pour la diriger ; 3^o des alliances, ou au moins des amitiés solides. Ce qui fait le plus grand défaut actuellement, c'est la force gouvernementale. »

En somme ce livre est un livre réfléchi, et écrit en toute bonne foi.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MÉNAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERES ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



ABREUVOIRS
POUR
Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS
Envoi de l'Album sur demande.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé **BUATHIER**

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : 33, rue du Cherche-Midi, Paris ; Directeur : Firmin DANGIEN.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse. — Un an : 8 francs. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) s'adresser au Directeur : M. Firmin DANGIEN, 33, rue du Cherche-Midi, Paris. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 41

PRÉDICATION : Pour le dix-neuvième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile (la fidélité dans la prière).

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. de l'Index : Condamnation de deux ouvrages.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quelle est la version véritable de la prière *Ego volo celebrare missam* ? Y a-t-il une doxologie propre pour l'Avent ? — Pourrait-on se recevoir soi-même dans le Tiers-Ordre de Saint-François ? — Un curé peut-il dispenser du jeûne pour tout un

carême ? Peut-il déléguer son pouvoir à ses vicaires ? Un évêque peut-il dispenser du maigre toute une paroisse pour un ou deux jours ?

LE MINISTÈRE PAROISSIAL : Le catéchisme à notre époque. Sa pratique. Moyens d'émulation (suite).

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quels sont les droits des évêques au point de vue civil sur l'impression des livres d'église ?

COURRIER DE L'UTILE : Manière de faire vieillir le vin.

COURRIER DES LIVRES

LACORDAIRE, ORATEUR

I

Les livres, — je veux dire les beaux livres, — sont en vacances. En attendant qu'ils rentrent, il me semble utile — peut-être même sera-t-il intéressant — de faire un retour sur les beaux livres passés.

Notre siècle touche presque à sa fin. Un siècle de révolutions, d'erreurs, de vérités, de luttes, de batailles, de victoires et de défaites, de dévouements prodigieux et d'affaissements qui vous navrent. Jamais le mal et le bien ne se sont trouvés en contact si prochain, n'ont rencontré non plus autant de valeureux champions. Mais l'on se battait avec passion et comme des soldats qui luttent dans les ténèbres, aussi est-il arrivé souvent que des hommes se sont blessés qui appartenaient au même camp. De là des haines intestines et alors irréconciliables. C'est qu'il est peu de lutteurs pleinement désintéressés. Tel qui est inaccessible à l'intérêt, de très bonne foi se constitue l'esclave de son amour-propre, et se figure volontiers que lui seul voit juste, et que quiconque voit autrement compromet la patrie ou l'Eglise. D'ailleurs en pleine mêlée le soldat vaillant garde tout autre souci que celui de mesurer ses coups. Pourvu qu'il

frappe fort, sa conscience lui rend bon témoignage.

L'heure de l'apaisement est venue, car dès longtemps ils ont disparu ces nobles lutteurs qui s'appelaient Lacordaire, Gerbet, Montalembert, Louis Veuillot, Dupanloup, Pie, Guéranger, Plantier, Ozanam et tant d'autres dont l'Eglise de France porte le deuil comme de ses plus généreux enfants. Paix à leur mémoire honorée. S'ils ont connu les erreurs ou les entraînements, cela prouve qu'ils n'avaient point dépouillé toute passion humaine, et qu'il faut un secours particulier de Dieu au pape pour n'errer jamais, car l'homme par lui-même ne saurait se maintenir dans l'intègre et dans la juste vertu. L'histoire dira que, malgré leurs dissentiments, ils demeurent les gloires les plus pures de notre siècle, et que répudier un seul d'entre eux révélerait un cœur passionné, partant injuste, et une incurable infirmité d'esprit. On peut garder ses préférences pour l'un ou pour l'autre, mais on doit reconnaître que tous ont des côtés admirables, que tous ont travaillé avec des succès plus ou moins contestés et par des voies diverses à l'œuvre de Dieu, à l'établissement du règne de Jésus-Christ. L'époque violente et ignorante de la pleine vérité religieuse où ils ont vécu explique leurs erreurs, et si l'on tient compte de leur caractère respectif, qui ne s'effaça jamais entièrement, on comprend leurs écarts. Le Père Lacordaire avoue que « de son siècle il avait tout aimé. » L'idée de li-

berté l'avait séduit parce qu'elle est grande, et qu'il ne voulait pas considérer les abus de la liberté. A son temps qui se prétendait libre il répondait avec la même fierté que saint Paul : « Moi aussi je suis citoyen romain et libre ! »

Cette réponse fut sa force parce que par elle il passionna ses contemporains : elle fut aussi sa faiblesse parce qu'elle lui fit négliger les raisons éternelles pour ces considérations qui empruntent leur valeur et leur éclat au siècle qu'elles flattent et qui passe. Toutefois il fut grand et à mesure que s'éloignent les années où il vécut, il vous apparaît plus imposant encore, comme une magnifique statue aux proportions colossales et qui est trop loin de vous pour que vous en distinguiez le métal. Ici la statue est d'or, mais pas dans toutes ses parties.

Ses idées fausses sur la liberté le conduisirent en mai 1848 à l'Assemblée nationale où il alla siéger à l'extrême gauche, espérant pouvoir réconcilier l'Eglise et le peuple. « Mais le peuple ici, c'était la Révolution. Lacordaire ne saisit point cette nuance essentielle, et quand il vit l'Assemblée envahie le 15 mai, comme aux plus mauvais jours de notre histoire, il se retira découragé : « J'ai compris, écrit-il à M. Auguste Nicolas, que dans une assemblée politique l'impartialité conduisait à l'impuissance et à l'isolement, qu'il fallait choisir son camp et s'y jeter à corps perdu. Je n'ai pu m'y résoudre. »

On voit qu'il n'avait pas tout compris. Il ne savait pas encore que la Révolution est l'ennemie irréconciliable de l'Eglise, et qu'elle ne lui tendrait jamais la main, fût-il assis parmi la Montagne et prêt à fraterniser avec elle. Il emporta au tombeau quelque chose de cette vieille illusion, et il est permis de croire que s'il eût eu dès lors les idées nettement catholiques que depuis Mgr Freppel a apportées à la tribune française, avec son éloquence et sa parole enflammée, le célèbre dominicain eût exercé une influence prépondérante sur cette assemblée qui ne manquait pas d'éléments excellents. Son camp était tout choisi, il eût même pu s'y mouvoir avec indépendance sans demeurer impuissant et isolé.

Aussi se précipita-t-il d'un extrême à l'autre. « Le clergé de France, écrivait-il, ne s'exposera jamais sans dommage au souffle des passions politiques. » Théorie dangereuse qui n'est vraie nulle part, au moins dans notre monde sublunaire qui est atteint du péché originel. Car « le souffle des passions politiques » se projette constamment sur la religion, cette lumière divine que Dieu a allumée au sein de l'humanité. Le prêtre peut-il la voir vaciller, prête à s'éteindre, sans s'émouvoir. L'immense « dommage » serait qu'il restât ou qu'on le crût indifférent.

Ne croyons pas toutefois que Lacordaire soit corrigé à la suite de cette épreuve. Il avait laissé tomber ces paroles dans un moment de tristesse, il réagit bientôt et l'écrivain de l'*Avenir* reparait dans l'*Ere nouvelle* « arborant un drapeau où la

religion, la République et la liberté s'entrelaçaient dans les mêmes plis. »

Ce n'est donc pas comme homme politique, ni comme journaliste, ni même comme historien que nous admirons le Père Lacordaire. Sa *Vie de saint Dominique* est écrite de ce style ferme, chaud et fortement buriné qui lui est propre ; mais la vraie méthode historique y fait défaut, la connaissance du temps, l'étude des sources. Les pages qui vous ravissent et vous enlèvent sont celles où l'on retrouve l'orateur. Il n'écrit pas, il parle, il vous remue et vous croyez l'entendre. Personne autant que lui n'eût su donner de la grandeur et de la vie aux événements s'il se fût fait historien, mais il est avant tout orateur. Ses œuvres oratoires méritent une place d'honneur dans toute bibliothèque.

Il est né orateur. Tout enfant il prêche devant la bonne Colette, qui l'écoute ravie : « Asseyez-vous, Colette, le sermon sera long aujourd'hui. » Et comme elle lui représente que ses poumons ne suffiront pas au travail qu'il leur impose : « Non, non, dit-il, il se commet trop de péchés, la fatigue n'est rien, je veux prêcher toujours. »

Berryer assiste à l'une de ses premières plaidoiries, et lui prédit qu'il se placera au premier rang du barreau. Mais ce jeune homme passionné et ne croyant en rien, jeté dans le tourbillon d'un monde corrompu, et gardant une pureté de vie irréprochable, après de longues et silencieuses réflexions entre tout à coup au séminaire de Saint-Sulpice, à 22 ans.

« Ces conversions qui semblent brusques, dit Sainte-Beuve avec qui il était lié, sont toujours devancées par d'intimes mouvements qui les préparent. » Le jeune avocat voulait infuser ses convictions à son temps et à son pays, par la parole. Longtemps il avait douté ou nié ; « il avait connu la douleur et le charme de l'incrédulité, » dit-il dans la préface de ses *Conférences*. Dieu l'avait ainsi permis afin que connaissant la misère et les angoisses de l'âme qui ne croit pas, il trouvât des accents plus touchants, des accents personnels pour convertir les impies.

Comment s'est fait ce changement ? Il le raconte ainsi à M. Lorain. « Je suis arrivé à mes croyances catholiques par mes croyances sociales, et aujourd'hui rien ne me semble mieux démontré que cette conséquence : La société est nécessaire ; donc la religion chrétienne est divine, car elle est le seul moyen d'amener la société à sa perfection en prenant l'homme avec toutes ses faiblesses, et l'ordre social avec toutes ces conditions. »

Cette idée sera l'une des grandes idées de sa vie, et nous la retrouverons dans ses *Conférences*. On le voit, il prépare des arguments neufs, que son époque puisse comprendre. Depuis Rousseau on cherche l'idéal de la société. En passant par cette société féroce de la Révolution, où les hommes ressemblaient plutôt à des bêtes sauvages, on

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE XIX^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE (LA FIDÉLITÉ A L'APPEL
DE DIEU)

Multi enim sunt vocati, pauci vero electi.
(Math. xxii, 14.)

La page évangélique que l'Eglise propose à nos méditations en ce dix-neuvième dimanche après la Pentecôte est remplie des plus précieux enseignements. C'est une admirable esquisse de l'économie de la Providence sur le monde ; c'est un coup d'œil divinement prophétique sur les destinées religieuses des Juifs et des Gentils ; c'est un tableau vivant des bontés de Dieu et de la malice de l'homme ; c'est une pressante exhortation au souvenir de nos fins dernières et à la nécessité de travailler à notre salut ; c'est une forme nouvelle et une saisissante répétition du *porro unum est necessarium*, « une seule chose est nécessaire ; gagner le ciel ! » Ces graves leçons empruntent encore quelque chose de plus solennel au temps où elles nous furent données. Jésus nous les adressa au commencement de la « Grande Semaine, » quelques jours avant de consommer l'œuvre de notre rédemption ; elles sont un fragment du suprême testament ; elles font partie des dernières paroles, *novissima verba* : à ce titre elles doivent nous être plus chères et elles méritent notre spéciale attention ! Nous aurons suffisamment commenté notre évangile en répondant à ces trois questions : Quel est le festin qui y est représenté ? Que signifie la robe nuptiale qui manque à l'un des assistants ? Quel est le sort des différents conviés ?

I

Le royaume des Cieux, dit Notre-Seigneur, est semblable à un roi qui fit les noces de son fils et qui envoya ses serviteurs appeler les invités aux noces.

Comme de nos jours en nos contrées, le mariage se solennisait toujours en Orient par un festin. C'était plus qu'un repas de fête ; il était accompagné de chants d'allégresse et de jeu d'instruments ; il portait même un caractère religieux, devant être suivi de la bénédiction nuptiale ; enfin il se donnait aux dernières heures du jour à la lumière des flambeaux ¹. Plus grand était le nombre des convives plus grande était la gloire des époux. Quelquefois même le peuple tout entier était invité : témoin le festin d'Assuérus auquel pendant de longs jours prirent part tous les habitants de Suze depuis le plus grand jusqu'au plus humble. De plus, chez les Orientaux, ces grands amis du formalisme et des cérémonies, il y avait presque toujours plusieurs invitations répétées. Après un avertissement général, on faisait prévenir encore à l'approche de la solennité.

¹ L'abbé Glaire.

Le roi dont il est question dans l'évangile c'est Dieu, le Roi des rois. Son fils c'est Notre-Seigneur Jésus-Christ. Le mariage, c'est le mystère de l'Incarnation, c'est l'union du Verbe avec la nature humaine ; c'est l'union de Jésus-Christ avec son Eglise. Le festin, c'est le christianisme, dans son ensemble, avec ses grâces, ses secours, ses joies, ses victoires et ses récompenses, chef-d'œuvre de sagesse, de douceur et de magnificence ; c'est le pain de la parole de Dieu qui nous est distribué avec tant de générosité ; c'est la nourriture des sacrements et surtout l'adorable Eucharistie, où Jésus, par le plus prodigieux effort de sa charité, nous donne sa chair à manger et son sang à boire. Festin admirable qui a été chanté avec enthousiasme par les prophètes et particulièrement par Isaïe (xxv, 6) et Zacharie (ix, 17). Festin immense par le nombre des conviés : les Juifs d'abord appelés par les prophètes, par le Sauveur lui-même et les apôtres ; mais ils furent sourds à la voix du Seigneur et leurs richesses devinrent la dépouille des gentils qui furent en masse invités aux noces de l'Agneau. Les conviés, ah ! grâces en soient rendues au Sauveur, c'est nous-mêmes qui avons été appelés à l'admirable lumière de Dieu, au bienfait de la foi ! Festin incomparable en durée : il se poursuivra jusqu'à la fin des siècles pour se continuer dans les joies ineffables de l'éternité. Il avait en vue ce splendide festin le roi prophète, quand il entonnait ce beau cantique que nous répétons avec lui : « C'est le Seigneur qui me conduit, rien ne pourra me manquer. Il m'a établi dans un lieu abondant en pâturages. Il m'a élevé près d'une eau fortifiante. Il m'a ramené au bercail. Il m'a conduit dans les sentiers de la justice pour la gloire de son nom. O Dieu, mon espérance, quand même je marcherais au milieu de l'ombre de la mort, je ne craindrais aucun mal, parce que vous êtes avec moi. Votre verge et votre bâton ont été pour moi le sujet d'une grande consolation. Vous m'avez préparé une table pour me fortifier contre ceux qui me persécutent. Que mon calice est enivrant, qu'il est admirable ! Et votre miséricorde me suivra tous les jours de ma vie afin que j'habite pour l'éternité dans la maison du Seigneur. » (Ps. xxii.)

II

A défaut donc des Juifs qui, par dédain, attachement exagéré aux biens de ce monde et méchanceté, refusèrent d'entendre l'appel de Dieu et osèrent même mettre à mort le Maître de la vie. Dieu convia à son festin les nations païennes, même les plus perverses, qui s'empressèrent de correspondre à une si noble et une si délicieuse invitation. Mais pour être digne du divin banquet, pour être sauvé, la foi ne suffit pas : Notre-Seigneur va nous l'apprendre.

Les serviteurs du Roi s'en allèrent donc par les chemins et rassemblèrent tous ceux qu'ils trouvèrent, mauvais et bons, et la salle des noces fut remplie. Or le roi entra pour voir les convives, et

il vit là un homme qui n'était pas revêtu de la robe nuptiale. Et il lui dit : Mon ami, comment êtes-vous entré sans avoir la robe nuptiale ? Pour bien comprendre la faute et la punition de ce convive il faut nous rappeler encore ici les mœurs orientales. Une robe nuptiale c'est assurément un vêtement de fête, une parure distinguée, digne en un mot d'une cérémonie aussi solennelle que l'a toujours été la célébration d'un mariage. On regarderait comme un homme mal élevé et même comme un insulteur effronté quiconque viendrait assister à un repas de noces avec des vêtements malpropres et communs. Mais il existe en Orient une coutume spéciale qui rehaussait encore dans le cas présent l'énormité de l'injure. Quand une personne de distinction fait des invitations pour un repas solennel, elle ne manque jamais d'envoyer à tous les invités une robe de cérémonie. Fût-on le plus pauvre des hommes on n'avait donc aucun motif à alléguer pour se dispenser de venir à la fête avec un vêtement convenable ¹. Aussi bien l'invité de notre évangile n'a-t-il rien à répondre aux reproches du roi : il est abîmé dans la confusion, convaincu de négligence et de mauvaise volonté, *at ille obmutuit* !

Dans le festin du Christ la robe nuptiale c'est l'innocence conservée ou recouvrée, c'est la foi qui opère par la charité ; il ne suffit pas de croire pour être sauvé mais il faut faire les œuvres de la foi ; il faut être chrétien d'esprit et de cœur. *Habete fidem cum dilectione : ista est vestis nuptialis*. (S. Aug., sermo xc.)

Il vient le grand Roi, Dieu lui-même, visiter ses convives ; il vient chaque jour auprès des quatre-vingt mille personnes qui passent de vie à trépas ; il viendra pour nous ; il viendra procéder au jugement particulier. Ah ! si nous avons la robe nuptiale, si notre cœur est exempt de faute grave, bienheureux serons-nous ! Mais si nous avons prévariqué sans faire pénitence si notre âme est souillée, ne serait-ce que d'une seule faute mortelle, quelle sera notre honte ! Eh ! quoi, nous avons tant de moyens de nous sauver, Dieu nous sollicitait au bien par tant de grâces extérieures et intérieures, *sto ad ostium et pulso* ; et les bonnes inspirations, et les lumières spirituelles, et tant d'exhortations pressantes des pasteurs, et tant de bons exemples, et les sacrements, et la divine Eucharistie et l'adorable sacrifice de nos autels ! Et nous avons fait la sourde oreille ! Tandis que le Roi du ciel a mis tant d'empressement à nous procurer la robe nuptiale, nous avons négligé de nous en revêtir. Qu'aurons-nous à répondre quand il nous dira : « Comment, ayant reçu le baptême, avez-vous porté si longtemps le nom de chrétien et avez-vous fait profession de l'être, en menant une vie toute mondaine, toute païenne, toute corrompue, toute opposée aux lois du christianisme ? Comment avez-vous osé vous asseoir à la table sainte avec une conscience souil-

lée et sans vous être éprouvé vous-même ? Comment après avoir perdu votre innocence, ne vous êtes-vous pas hâté de la recouvrer ? Comment vous êtes-vous laissé surprendre par la mort ? Comment êtes-vous entré dans votre éternité sans avoir mis ordre à votre conscience, sans avoir éclairci vos doutes, sans avoir fait pénitence, sans vous être assuré, autant qu'il dépendait de vous, que vous étiez rentré en grâce avec votre Dieu ? *Amice, quomodo huc intrasti non habens vestem nuptialem* ? Ces questions seront pour nous des coups de tonnerre qui nous écraseront, et tremblants et confondus nous n'aurons rien à répliquer, *at ille obmutuit*. Et nous serons forcés de nous écrier, mais trop tard pour être pardonnés : C'est ma faute, c'est ma faute, c'est ma très grande faute ! *Iustus es Domine* !

III

Alors le Roi dit aux serviteurs : Liez-lui les mains et les pieds et jetez-le dans les ténèbres extérieures ; là il y aura des pleurs et des grincements de dents. Car il y a beaucoup d'appelés mais peu d'élus.

Voici le sort qui attend les invités du Grand-Roi. Honneurs, joie et félicité pour le temps d'abord puis pour l'éternité à ceux qui entendent fidèlement l'appel de Dieu. Travailler à son salut c'est l'œuvre par excellence de la sagesse. On goûte une paix abondante, *pax multa diligentibus legem tuam*, on jouit de la délicieuse approbation de la conscience ; point de labeurs, point de peine, ou si peine il y a, la peine est aimée, dit saint Augustin, parce que cette peine est une mère féconde qui enfante l'innocence et la gloire. Malheur au contraire à ceux qui ne répondent point à l'invitation du Roi des rois qui les appelle au festin de la religion chrétienne, ou y répondent imparfaitement.

En dédaignant le Seigneur, ils méritent d'être dédaignés par lui. Dieu change de place le candelabre de la foi, et au lieu des lumières qui éclairent et vivifient ce sont les ténèbres de la mort. Les dons du ciel qui demandent à se communiquer vont ailleurs. *Movebo candelabrum*. Les Juifs sont infidèles, Dieu crée un nouvel Israël. Lorsqu'au ix^e siècle, dit un pieux commentateur ¹, Photius, élevant l'étendard du schisme, eut séparé l'Eglise grecque de la communion catholique, pour consoler son Eglise d'une perte aussi douloureuse, Dieu étendit sa domination sur les régions hyperboréennes ; et elle vit le Nord venir prendre dans son sein la place de l'Orient. Lorsqu'au xvi^e siècle, les hérésies de Luther et de Calvin, infectant divers royaumes, les eurent arrachés à la religion, Dieu, pour dédommager son Eglise, sembla agrandir la terre d'un hémisphère. Il ouvrit à travers les flots une route jusque là inconnue, vers un monde nouveau. La croix de Jésus-Christ, plantée sur les rivages de l'Amérique, y renversa les idoles ; et un peuple catholique naquit sur ces terres lointaines qui n'avaient vu que

¹ Fillion, comment. in Mathæ.

¹ La Luzerne.

des peuplades infidèles. Ce n'est pas uniquement envers les royaumes, que Dieu exerce cette subrogation de sévérité à l'égard des uns, de bienfaisance pour les autres. Il en agit de même de particulier à particulier pour les diverses vocations, et pour toutes les grâces. Saül est réprouvé et son sceptre passe dans les mains de David. Plusieurs races successivement choisies et ensuite rejetées siègent sur le trône de Samarie. L'orgueilleux Aman reçoit le châtiment de sa méchanceté; le sage Mardochée occupe sa place. Judas est précipité de l'apostolat, Mathias y est élevé. Que de grâces, de même, Dieu nous avait destinées, que notre indifférence a fait passer en de meilleures mains qui ont su les retenir et en profiter. Hélas ! combien d'autres ont reçu avec reconnaissance ce qui m'avait été inutilement offert, ont joui de mes fautes et se sont enrichis de mes dépouilles !

Ce n'est pas tout : à l'égard des invités infidèles et des mauvais convives, Dieu fait sentir les rigueurs de sa colère. Pour les nations, il déchaîne contre elles les fléaux, il les humilie et même les fait disparaître à jamais. Ainsi agit-il à l'égard de Jérusalem déicide; il lança contre elle les armées de Vespasien et de Titus qui l'assiégèrent, l'incendièrent et la détruisirent. Les individus, il les soumet à des épreuves inexplicables ici-bas, mais surtout il les voue à la plus redoutable vengeance en les jetant pieds et poings liés dans les cavernes noires de l'enfer, où un feu, pas assez brillant pour leur laisser les bienfaits de la lumière, leur fera endurer pendant toute l'éternité d'innombrables douleurs et verser des pleurs inconsolables.

Quel sera notre sort ? Il est entre nos mains : il dépend de notre fidélité à la grâce, car nous sommes tous appelés au Ciel. Quel sera notre sort ? Nous ne pouvons le dire d'une manière certaine, tout ce que nous pouvons affirmer c'est « qu'il y a beaucoup d'appelés mais peu d'élus. » Quel sera notre sort ? si nous voulons qu'il soit celui des élus, de cette parabolle du Sauveur emportons un double sentiment : Ayons confiance, mais gardons au fond de notre cœur une crainte salutaire.

Craignons, car tous les Juifs furent appelés à la lumière de la foi, peu en profitèrent : *Multi vocati pauci vero electi*. Craignons, car parmi ceux qui furent conviés à la place des premiers invités il y en eut un qui fut jeté dans les ténèbres extérieures.

Ayons confiance, car, dit saint François de Sales, bien qu'en comparaison du reste du monde et des nations infidèles le nombre des chrétiens soit fort petit, cependant de ce petit nombre il s'en perd fort peu, selon cette remarquable sentence : « Il n'y a point de damnation pour ceux qui sont en Jésus-Christ. » Joint que celui qui donne le commencement donne aussi le parfaire, il est croyable que la vocation au christianisme qui est une œuvre de Dieu, est une œuvre parfaite et qui est conduit à la fin de toute consommation qui est la gloire. (Esprit de saint François.)

Donc travaillons à notre salut immédiatement, courageusement, constamment. Sauvons notre

âme, c'est l'unique chose nécessaire. Sauvons notre âme et nous serons heureux ici-bas et dans le ciel.

Amen !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. de l'Index

Par un décret en date du 14 juin 1889, la S. C. de l'Index a mis au Catalogue des livres prohibés les deux ouvrages suivants :

Synopsis Juris Canonici prout olim erant et prout nunc sunt tempora per Hieremiam Fiore Canonicum Ecclesiæ Majoris et Matricis sub titulo SS. Apostolorum Petri et Pauli in oppido Cusani Mutri Dioceseos Telesinæ. Neapoli ex Typographæo Perrottiano MDCCLXXXVI. — *Decr. S. Off. Fer. IV die 1 maii 1889.*

Il Rosmini — Enciclopedia di Scienze e Lettere redatta da un Consiglio di Direzione composto di Scrittori accreditati nei diversi rami del Sapere. Milano. — *Decr. S. Off. Fer. IV die 29 maii.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Quelle est la version véritable, complète de la prière : *Ego volo missam celebrare* ? Je possède des livres et des feuilles qui aux mots : *perseverantiam in bonis operibus tribuat nobis*, ajoutent ces deux mentions : *Cor contritum et humiliatum atque felicem vite mee consummationem, tribuat nobis omnipotens et misericors Dnus*. Ces deux membres de phrase sont-ils dans la version officielle ?

2^o Y'a-t-il une doxologie obligatoire pour le temps de l'Avent ? Il n'en est pas question dans la rubrique des hymnes ni dans votre excellent commentaire du bréviaire.

R. — Ad I. Plusieurs fois déjà on nous a signalé la variété qui existe dans le texte de cette prière. Nous n'avons pas répondu parce que nous avons remarqué nous-même des divergences, quelquefois assez notables.

Nous avons cherché la vraie version dans dix sources sûres, à savoir dans le Bullaire et dans les décrets authentiques des indulgences publiés avec l'approbation de la sacrée Congrégation des Indulgences. Nous ne l'avons pas trouvée.

Mais voici celles que nous trouvons dans les éditions officielles du bréviaire et réputées pour leur exactitude.

Protestatio facienda ante Missam.

Indulg. 50 dierum.

Gregorius PP. XIII.

« Ego volo celebrare missam, et conficere corpus et sanguinem Domini nostri Jesu-Christi, juxta ritum sanctæ Romanæ Ecclesiæ, ad laudem omnipotentis Dei, totiusque curiæ triumphantis, ad utilitatem meam, totiusque curiæ militantis; pro omnibus qui se commendaverunt orationibus

meis in genere et in specie, et pro felici statu sanctæ Romanæ Ecclesiæ. Amen.

« Gaudium cum pace, emendationem vitæ, spatium veræ pœnitentiæ, gratiam et consolationem Sancti-Spiritus, perseverantiam in bonis operibus tribuat nobis omnipotens et misericors Dominus. Amen. »

Vous voyez que les deux mentions dont vous parlez ne s'y trouvent pas.

Il est très regrettable que l'on se permette des modifications dans les textes officiels, et surtout lorsqu'il s'agit d'indulgences; d'autant plus qu'on s'expose quelquefois à perdre les indulgences.

Vous remarquerez aussi que l'indulgence accordée par notre Saint-Père le Pape Grégoire XIII à tous les prêtres qui récitent cette prière avant de célébrer, n'est pas de cinquante années, comme l'affirment certains recueils d'indulgences, mais de cinquante jours seulement.

Ad II. Non, il n'y a pas de doxologie propre pour le temps de l'Avent.

Q. — Pourrait-on se recevoir soi-même dans le Tiers-Ordre de Saint-François, si l'on avait reçu le pouvoir d'y admettre ?

R. — La question a été soumise à la sacrée Congrégation des Indulgences pour les confréries et les pieuses associations, et elle a reçu une réponse affirmative, le 16 juillet 1887.

« An is qui habet facultatem adscribendi socios in aliquam Confraternitatem, vel piam Associationem, seipsum illi adscribere valeat, ita ut possit Indulgentias, quæ eidem adnexæ sunt, lucrari ?

« Resp. : Affirmative, quatenus hæc facultas habeatur *indiscriminatim*, minime vero *taxative*, uti in una Cameracensi 7 martii 1840. »

La réponse pour Cambrai, à laquelle il est fait allusion, est conçue dans les mêmes termes pour la première partie; la seconde partie renferme l'explication du terme *taxative* : « ex gr. pro aliqua Monialium communitate tantum etc. »

Faut-il appliquer la même règle au Tiers-Ordre ? On peut en douter. Le Tiers-Ordre, en effet, n'est pas une confrérie proprement dite, mais il tient une place intermédiaire entre les confréries et les ordres religieux et il a la prééminence sur toutes les confréries et les archiconfréries, comme l'a décidé la sacrée Congrégation des Rites le 28 mai 1886 : « Ad tramites apostolicarum Constitutionum, necnon declarationis S. Cong. Episcoporum et Regularium diei 20 septembris 1748, Tertiariis Franciscanibus cœtum constituentibus, nempe proprio habitu indutis ac sub cruce incedentibus jus inest super quascunque sodalitates laicas. »

Toutefois, bien que le Tiers-Ordre ne soit pas une confrérie proprement dite, ne peut-on pas le comprendre sous le nom générique de *pieuse association*, qui se trouve dans la réponse du 16

juillet ? Nous le croirions volontiers. Malgré cela l'opinion ne nous paraît pas assez sûre pour la suivre en pratique.

Si le prêtre qui peut admettre au Tiers-Ordre ne peut s'y recevoir lui-même, le prêtre religieux ou tertiaire peut gagner l'indulgence de l'absolution générale ou de la bénédiction papale en la donnant en public. Cette faveur accordée par Pie IX, le 18 juin 1876, ne tomberait pas sous la révocation des privilèges faite par Léon XIII, si l'on en croit quelques auteurs, parce qu'elle n'est pas un privilège du Tiers-Ordre.

Q. — 1° Un curé peut-il dispenser du jeûne ou du maigre pour tout un carême ?

2° Peut-il déléguer son pouvoir sur ce point à ses vicaires ?

3° Un évêque pourrait-il dispenser du maigre toute une paroisse pour un ou deux jours ?

R. — Ad I et II. La question est d'une application journalière. On nous pardonnera donc de la traiter avec quelque étendue, afin de fournir à nos lecteurs les moyens de se tirer d'embarras dans une foule de cas.

En vertu de leur mission dans les paroisses, les curés pas plus que les vicaires ne peuvent dispenser ni des lois générales de l'Eglise, ni même des statuts diocésains; ils sont les uns et les autres dépourvus de tout pouvoir dans le for extérieur entendu dans le sens strict du mot; et, en eussent-ils un, ils ne pourraient prétendre à dispenser dans une loi émanée d'un supérieur. Ce sont là des principes juridiques incontestables et incontestés. Or, les lois qui imposent le jeûne et l'abstinence sont des lois générales; les curés et les vicaires ne peuvent donc prétendre au pouvoir d'en dispenser en vertu d'un droit propre. Examinons maintenant si, en vertu d'un titre particulier, ce pouvoir ne leur serait pas reconnu par les théologiens, au moins en certaines circonstances.

Les théologiens reconnaissent généralement aux curés un certain droit de dispense. Disons en vertu de quel titre, dans quelles circonstances, et avec quelles précautions ils peuvent en user.

A. Tout d'abord, *pour le carême, en vertu d'un indult apostolique*, presque tous les évêques autorisent les curés à accorder des permissions plus amples que celles contenues dans le mandement, à ceux qui pourraient en avoir besoin. Mais, si amples que soient ces permissions, elles ne peuvent déjà certainement pas s'étendre aux vendredis de carême, pas plus qu'aux autres vendredis de l'année, à moins que certaines circonstances spéciales ne permettent de conclure que l'indult confère aussi ce pouvoir. Elles ne peuvent pas être données d'une manière générale, puisqu'il s'agit de cas particuliers. Enfin une cause est requise, comme l'indiquent clairement les termes de la concession. Ces restrictions faites, le curé peut-il, en vertu de cette autorisation, dispenser une personne ou une famille pour tous les jours où l'abstinence du carême oblige, à l'exception du ven-

¹ Decr. auth. S. C. Indulg. Camerac. 7 mars 1840, n. 280.

dredi toutefois ; avec une cause raisonnable, oui ; sans cause raisonnable, non. Le curé, en effet, ne peut pas dépasser les termes de la délégation ; or, la délégation l'autorise à accorder de plus amples permissions à ceux qui en auraient besoin. Si le besoin n'existe pas, s'il n'y a pas de cause, en un mot, la dispense est nulle.

Les vicaires peuvent-ils user de ces pouvoirs délégués par l'évêque ? Oui, s'ils sont compris dans l'acte de délégation, comme cela a lieu dans un grand nombre de diocèses, où les fidèles sont autorisés à s'adresser soit à leur curé, soit à leur confesseur.

Etant donné que les vicaires ne soient pas autorisés par l'évêque à dispenser, le curé pourrait-il leur subdéléguer les pouvoirs qui lui ont été communiqués en vertu d'un indult ? Oui, parce qu'il est délégué pour toutes les causes d'abstinences, et pour tous ses paroissiens. C'est un principe du droit que celui qui est délégué *ad universalem causarum* peut subdéléguer, mais pour quelques cas particuliers seulement ¹.

B. Dispenses accordées en vertu de la coutume.

Les auteurs les plus anciens, comme Cajétan l'Armilla, Navarre, Azor, et un grand nombre d'autres reconnaissent aux curés le droit de dispenser de l'abstinence et du jeûne en vertu d'une coutume déjà alors généralement reçue ; quelques-uns cependant exigent que le recours à l'évêque ne soit pas facile. Voici comment les théologiens de Salamanque expliquent cette doctrine : « Communis sententia est affirmativa, docens ex consuetudine id licite posse facere (parochum). Et ratio est quia consuetudo jurisdictionem dat ; sed consuetudo obtinuit, scientibus et consentientibus episcopis, quod parochus cum suis subditis in jejuniis dispenset ; ergo licet ex vi sui muneris in parochianos jurisdictionem in foro externo non habeat, tamen ex consuetudine id licite facit, non solum quando non est facilis aditus ad episcopum, ut docent Navarrus, Lopez ; sed etiam quando facile inveniri poterit, quia est in eadem civitate, aut est in præsentia parochi ². »

Les auteurs modernes enseignent la même chose. Saint Alphonse donne la formule qu'ont suivie à peu près tous ceux qui ont écrit après lui : « Parochi similiter, de jure ordinario, propter consuetudinem, videntur posse dispensare cum suis parochianis, etiam præsente Episcopo, in necessitatibus frequentibus, sed solum in iis in quibus adest usus dispensandi, ut pote in jejuniis, et in abstinence a labore in diebus festis ³. » Dans sa théologie il est plus affirmatif : « Certe id possunt ex justa causa ⁴. »

Gury reproduit saint Alphonse à peu de choses près : « De jure ordinario, ratione consuetudinis,

possunt dispensare (parochi) cum suis subditis pro casibus particularibus in jejuniis, in abstinence, in operibus die festo prohibitis, et aliis hujusmodi, quæ frequenter occurrunt et indigent prompta dispensatione. Ita communiter ¹. » Gabriel de Varceno et Sabetti ont copié textuellement Gury ².

Berardi est aussi affirmatif : « Parochi non solum declarare hunc vel illum a jejuniis excusari ; sed vere in casibus particularibus dispensare possunt, idque quamvis facilis ad Episcopum aditus pateret ³. » Inutile de continuer ces citations, qui sont à peu près identiques. Il sera intéressant cependant d'apprendre de ces auteurs le motif de leur assertion : « Ratio est, dit saint Alphonse, quia hoc expedit ad suave regimen Ecclesiæ ; nimis enim grave foret ex locis remotis adire Episcopos ad obtinendam dispensationem cujus necessitas occurrit in diem ⁴. — Suavis Ecclesiæ Gubernatio, dit de son côté Elbel, postulat, ut in similibus casibus, utpote frequenter contingentibus, in quibus, ad Summam Sedem pro gratia recurri non potest moraliter, etiam aliis inferioribus, utputa episcopis et parochis, concedatur facultas dispensandi ⁵. »

Voilà donc une coutume immémoriale, antérieure même au concile de Trente, qui n'a été condamnée par aucun acte de l'autorité supérieure, bien qu'elle soit connue des Souverains Pontifes, puisqu'elle est admise communément par les théologiens anciens et universellement par les théologiens modernes ; cette coutume est donc incontestablement revêtue de toutes les conditions de légitimité ; elle crée par conséquent un droit en faveur des curés, et pour parler comme les théologiens de Salamanque, elle leur accorde un véritable pouvoir, « *consuetudo jurisdictionem dat*. »

Berardi, dans son traité *de Parocho*, reconnaît la légitimité de cette coutume, qui s'appuie sur le consentement tacite de l'Eglise. « Quamvis parochi, dit-il, ordinario solum declarent quod talis vel talis obligatio adsit vel non adsit, tamen interdum veras dispensationes (quæ tamen potius licentiæ dici debent) concedere possunt. » Et il se demande : « Quo titulo parochi veras dispensationes seu licentias concedendi facultatem habere possunt ? — Ex tacito consensu Ecclesiæ, quæ in quibusdam casibus consuetudinem dispensandi, et in quibusdam aliis probatorum theologorum sententias talem facultatem admittentes, cognoscit et tacet ⁶. »

Examinons les caractères de ce pouvoir et les circonstances dans lesquelles il peut s'exercer.

a) C'est un pouvoir ordinaire ; tous les théolo-

¹ Gury Dumas, t. I, p. 163, n. 116.

² Gabriel de Varceno, *Compendium. Tract. de leg. art. II*, p. 85 ; Sabetti, *Compendium*, n. 100, Quær. 4.

³ Berardi, *Praxis confessoriorum*, n. 543, p. 458.

⁴ Saint Alphonse, lib. III, n. 1032.

⁵ Elbel, *Theologia moralis decalogalis*, pars III, conf. xiv, n. 413.

⁶ Berardi, *de Parocho*, n. 871 et 874.

¹ Santi *Prælectiones juris canonici*, lib. I, tit. xxix, n. 4 et 11 ; Bouix, *de Judiciis*, t. I, p. 143, ed. 2^a.

² *Collegii Salm. cursus theol. moralis*, tom. V, tract. iv, seu xxiii, punct. vii, § iv, n. 155.

³ *Homo apost.* tract. ii, n. 59.

⁴ Lib. III, n. 1032, 3^a.

giens le disent, après saint Alphonse : « *Parochi de jure ordinario propter consuetudinem.* » D'ailleurs, comme l'enseigne Reiffenstuel ¹, et généralement les canonistes, un pouvoir qui tire son origine de la coutume, est un pouvoir ordinaire. Nous attirons l'attention sur cette assertion, parce qu'elle nous servira de point d'appui pour la solution de la question relative à la délégation des vicaires.

b) Il ne peut s'exercer que pour des particuliers, et non pour la paroisse tout entière : « cum suis subditis particularibus, dit saint Alphonse, non vero pro tota parochia ². » Mais pour la même personne, jusqu'où peut s'étendre la dispense ? Berardi va nous le dire, en empruntant la doctrine de saint Alphonse : « ... 2^o Dispensare volent personas particulares quoad jejunium, *nedum pro uno vel altero die, sed etiam absolute* (S. Lig. III, 1032, 3); 3^o Quoad abstinentioniam a carnibus aliis que cibis vetitis; sed hoc nisi ageretur de declaratione pro personis jam omnino excusatis) solum pro aliquo die vel ad tempus, seu ad modum simplicis licentiæ (Gury, *Cas. conse.* I, 109.); 4^o Quoad opera servilia diebus festis; sed solum petita licentia in singulis casibus; 5^o Quoad auditionem missæ in iisdem festis diebus, pariter pro aliqua vice vel ad tempus ³. »

c) Naturellement ce pouvoir ne concerne que les paroissiens, et non les étrangers : « Cum suis subditis tantum, » disent les théologiens.

d) Il faut une cause juste : « *ex justa causa.* » C'est ici que la difficulté pratique devient réellement sérieuse, parce que la validité de la dispense dépend de la réalité de la cause. Quand la dispense est accordée par celui qui a fait la loi, elle est toujours valide, même quand elle est accordée sans juste cause ; parce l'obligation de la loi dépend uniquement de sa volonté ; mais quand la dispense est accordée par un inférieur, elle est invalide dans ce cas ; « non enim superior præsumi potest, dit Scavini, dedisse inferiori potestatem imprudenter dispensandi in lege propria ; cum non sit præsumendus velle peccare ⁴. »

Quelles sont donc les règles que doit suivre le curé dans l'usage du pouvoir de dispenser ? Berardi, ce théologien si simple et si prudent en même temps, que nous aimons à citer, va nous les énumérer :

« Ad judicandum autem an causa adducta sit sufficiens ad dispensandum, praxim aliorum ejusdem diocesis vel loci parochorum considerare oportet. Si in tali vel tali casu dispensatio omnino denegari soleret, tunc concedenda non esset ; parochus enim salutarium legum custos est, et nimia facilitas dispensandi leges ipsas enervaret et paulatim evanescere faceret. Si autem ex communi praxi casus resolvi nequiret, aut si circum-

stantiæ prorsus particulares intercederent ; tunc si ageretur de re valde momentosa, Parochus Episcopum consulere deberet ; sin minus de concilio aliorum aut etiam propria prudentia se decidere posset ; sed ita ut semper reminiscatur quod Ecclesia dispensandi facultatem ei tribuere non intendit, nisi quando seria de causa, et sine præponderante legis detrimento, omnibus perpensis, dispensatio concedenda esse videatur. *Notandum tamen quod durities cordis quoque, ne pejora mala sequantur, interdum pro causa ad dispensandum satis justa haberi potest* ¹. »

e) Ce pouvoir, le curé peut l'exercer en dehors du tribunal de la pénitence, puisqu'il appartient au for externe, et même quand on a toute facilité de recourir à l'évêque, comme l'enseigne d'Annibale : « Parochi, ex receptis moribus, adeoque jure suo, ac proinde etsi Episcopus facile adiri possit, dispensant in jejuniis et observatione festorum, sed singulariter tantum ². »

Les vicaires ont-ils le même pouvoir ? En vertu de la coutume, non ; les théologiens, en effet, ne parlent que des curés. Mais pourraient-ils être délégués par leurs curés pour l'exercer ? Rien ne s'y oppose ; c'est un principe incontesté qu'un pouvoir ordinaire est susceptible d'être délégué. Or, nous l'avons constaté, le pouvoir des curés relativement aux dispenses est vraiment ordinaire ; il faut admettre qu'ils peuvent le commettre à leurs coopérateurs. C'est ce qu'enseigne en termes exprès Holzmann : « Et his omnibus, dit-il en parlant des curés, competit potestas dispensandi ordinaria, quam proinde etiam aliis committere et delegare poterunt ³. »

Mais quelle délégation faut-il ? Quand il s'agit d'un vicaire remplaçant un curé absent ou indisposé, il suffit d'une délégation générale pour tout ce qui touche à l'intérêt de la paroisse : elle comprend alors tout ce qui n'est pas excepté, et elle est licite, puisqu'il y a une cause raisonnable. C'est dans ce sens qu'il faut entendre le passage de saint Alphonse : « Id possunt etiam Vicarii Parochorum, qui exercent actus parochiales jurisdictionem exigentes, *nisi parochi expresse repugnent* ⁴. » Mais quand le curé est présent, peut-il déléguer à son vicaire le pouvoir d'accorder les permissions dont il s'agit ? Deneubourg répond négativement ⁵ : « En dehors de ces deux cas (l'absence et l'impossibilité morale pour le curé de dispenser par lui-même) il nous est impossible de reconnaître aux curés la faculté d'autoriser par une délégation leurs coopérateurs à accorder ces sortes de dispenses, parce qu'ils peuvent toujours s'acquitter par eux-mêmes de cette besogne pastorale. »

Nous n'admettons pas l'assertion du savant ca-

¹ Berardi, *de Parocho*, n. 877.

² D'Annibale, *Summula theol.* I, 208.

³ Holzmann, *Theologia moralis*, t. I, pars III, n. 19.

⁴ Lib. III, n. 1032.

⁵ Deneubourg, *Etude canonique sur les vicaires paroissiaux*, p. 318.

¹ *Jus canonicum universum*, lib. I, t. XXIX, n. 11.

² Lib. III, n. 1032, ad 3^o.

³ Berardi, *de Parocho*, n. 876.

⁴ *Tract. de legibus*, n. 265. Edit. Lecoffre.

noniste, parce qu'elle ne nous paraît pas fondée en droit. Quand une personne jouit d'un pouvoir ordinaire, elle peut le déléguer, même sans cause, à moins que la loi ne lui interdise d'une manière formelle. La loi, il est vrai, interdit au curé de déléguer des vicaires pour l'accomplissement des *charges* qui lui sont purement personnelles, si ce n'est dans le cas d'empêchements légitimes : « *Licite delegare nequit ad officia sibi prorsus personalia, nisi sit impeditus et necessitas urgeat* ¹ ; » mais nous n'avons trouvé aucun canoniste qui ait rangé ce pouvoir de déléguer parmi les charges et surtout parmi les charges personnelles du curé. Le curé peut donc, à notre avis, déléguer à ses vicaires le pouvoir de dispenser dans les cas où il peut dispenser lui-même. Il peut le déléguer entièrement, parce qu'il est lui-même *pouvoir ordinaire*, et que le pouvoir ordinaire peut se substituer une autre personne *ad universalitatem causarum*. Dans ce cas les vicaires sont *délégués* proprement dit, et non *sub-délégués*. Toutefois, le curé ne peut déléguer que suivant l'étendue des droits que lui reconnaît la coutume, c'est-à-dire pour les particuliers et non pour la paroisse entière, et seulement quand il y a une cause raisonnable.

Ad II. Le pouvoir des évêques, comme celui des curés, émane de la coutume, lorsqu'il s'agit de dispenser des lois générales de l'Eglise. Ils ne peuvent donc en user que dans les cas particuliers : « *Sed neque ipsi Episcopi*, dit Berardi, pour l'abstinence, *proprie dispensant, nisi forte cum particularibus ad tempus, nempe pro hac vel illa vice, ad modum simplicis licentiæ* ². »

Mais une dispense accordée à une paroisse est pour l'évêque une dispense particulière relativement au diocèse ; il peut donc l'accorder sans excéder ses pouvoirs.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LE CATÉCHISME A NOTRE ÉPOQUE.
SA PRATIQUE ¹

III. Encouragements et moyens d'émulation (suite)

Nous reprenons l'exposé des moyens d'encouragement et d'émulation que nous avons annoncés.

I. *Un usage des bons points*. — Plusieurs de nos amis se sont heureusement servis de nos bons points de dix et de cinquante, qui portent un résumé d'Histoire Sainte ou d'Evangile, comme de programme ou de questionnaire. Pour donner l'idée juste de leur méthode, faisons connaître le texte d'un bon point d'Histoire Sainte et d'un bon point d'Evangile. Soit pour l'Histoire Sainte le bon point suivant qui parle de Joseph :

HISTOIRE SAINTE

ENFANCE DE JOSEPH
SA TUNIQUE. SES SONGES
JOSEPH VENDU PAR SES FRÈRES
JOSEPH CHEZ PUTIPHAR
JOSEPH EN PRISON

Pour l'Evangile, prenons le bon point de Jésus bon pour les pécheurs :

SAINT ÉVANGILE

Jésus bon pour les pécheurs

LA SAMARITAINE AU PUIS DE JACOB
LA PÊCHERESSE MADELEINE AUX PIEDS DE JÉSUS
LA CHANANÉENNE ET LES MIETTES DE LA TABLE
LA FEMME ADULTÈRE PARDONNÉE
LE PUBLICAIN ZACHÉE. — LE BON LARRON

Avec ces bons points choisis ou tirés au hasard, le catéchiste, ou bien explique les passages de l'ancien et du nouveau Testament résumés dans le texte, ce qui est une manière intéressante de faire sa leçon ; — ou bien interroge les enfants eux-mêmes séance tenante, ce qui est une méthode d'examen ; — ou bien enfin donne un sujet d'étude aux enfants pour le catéchisme suivant, avec promesse de récompense, si la réponse aux questions du bon point est satisfaisante.

Il y a là assurément une idée pratique que nous avons cru devoir faire connaître.

II. *Le carnet de catéchisme*. — Un autre moyen d'émulation et d'entraînement que nous avons expérimenté nous-même est celui-ci : Donner à chaque enfant un petit carnet de catéchisme, portant son nom, et y inscrire chaque jour les mauvaises notes méritées, ou les chapitres à étudier à nouveau. Le carnet en blanc est pour les parents le signe de la bonne conduite ou du travail de l'enfant. A la fin de la semaine, quand le catéchisme est peu nombreux, ou à la fin du mois, quand il y a beaucoup d'enfants, on peut écrire sur chaque carnet un mot d'encouragement, de réserve ou de blâme. Avec ce moyen, le catéchiste correspond avec les familles. Nous l'employons toujours pour le catéchisme spécial de la première communion, et il nous est d'une grande utilité.

III. *L'examen annuel de catéchisme*. — Ne serait-il pas à propos, pour les enfants et les parents, et un peu aussi pour les catéchistes, d'organiser dans chaque paroisse un examen annuel d'instruction religieuse fait par les confrères voisins ? Cet examen a lieu pour l'admission à la première communion, et nous savons qu'il est un moyen sérieux d'excitation au travail. Mais combien d'enfants, qui, par paresse ou par la faute de leurs parents, attendent à la dernière heure pour s'instruire, seraient peut-être poussés à mieux

¹ Berardi, *de Parocho*, n. 881.

² Berardi, *Praxis confessoriorum*, n. 525, ad 15^m, p. 435.

³ Voir les nos 17, 20, 23, 33, 36 et 40.

faire par la crainte d'une constatation publique de leur ignorance ! Il faudrait dans ce cas, tenir un registre de catéchisme et y inscrire les notes d'examen chaque année. Sur ce même registre, ne pourrait-on pas marquer les absences aux réunions catéchistiques ? Et à l'époque de la première communion on aurait ainsi, pour ou contre le candidat, des preuves écrites qui ne seraient certainement pas sans valeur.

Ces examens de catéchisme, faits avec quelque solennité, et surtout avec le plus grand soin de la part des prêtres, ne manqueraient pas selon nous de produire un excellent effet sur nos populations. Et s'il nous était permis d'exprimer ici un vœu, nous souhaiterions de les voir organisés dans les diocèses par Nosseigneurs les Evêques. En attendant, nous engageons vivement nos confrères à les établir dans leurs paroisses.

IV. *Le certificat d'instruction religieuse.* — Comme complément et sanction de ces examens, conviendrait-il d'instituer un *certificat* d'instruction religieuse qui serait délivré, à l'instar du *certificat d'études*, dans des conditions déterminées ?

Nous n'oserions pas nous prononcer ; d'autant plus que pour donner à ce certificat une réelle valeur il faudrait l'intervention de l'autorité diocésaine.

Nous émettons seulement cette idée sous forme de question, parce que nous la savons partagée par plusieurs confrères, qui nous ont priés de la signaler dans nos articles sur le catéchisme.

V. *La salle de catéchisme.* — Il nous reste à parler d'un dernier moyen d'encouragement au catéchisme : S'il est le plus difficile, il est aussi, sans contredit, de beaucoup le plus sérieux ; et le moment est venu, croyons-nous, de s'en préoccuper activement partout ; nous voulons dire : *La salle de catéchisme.*

On nous a jetés hors des classes pour nos leçons ! à dire vrai, ce ne sera plus un malheur lorsque nous aurons tous un local digne et suffisant pour donner ces leçons ; car notre enseignement mérite bien son chez-soi, autant et plus que l'enseignement scolaire.

Tout le mal est que, chassés des locaux scolaires, nous n'avons actuellement que l'église pour réunir nos enfants. Or il nous faut autre chose : 1^o parce que l'église est d'ordinaire trop vaste, trop humide ou trop froide comme local de catéchisme, pour des élèves qui sortent d'une salle de classe bien conditionnée, et surtout pour des parents qui sont d'une si grande exigence aujourd'hui pour la santé de leurs enfants ; 2^o parce qu'il est à peu près impossible, vu le long temps qu'il nous faut y consacrer, de donner convenablement l'instruction religieuse en entier à l'église ; 3^o parce que le respect dû au lieu saint ne nous permet pas de prendre vis-à-vis des enfants ou de leur donner à eux-mêmes toute la liberté voulue et nécessaire ; 4^o parce que le caté-

chisme vaut bien l'école et qu'il a droit à sa maison ; 5^o enfin, parce que la salle du catéchisme est extrêmement précieuse pour toutes les œuvres paroissiales.

Donc, partout où il est possible de créer une salle de catéchisme, il faut le faire. Plusieurs curés ont trouvé le moyen d'aménager cette salle dans une dépendance du presbytère ; d'autres ont construit quelque chose à proximité de l'église. Nous en connaissons plusieurs qui, pour aller plus modestement, ont parfaitement abouti. Ils ont loué une maison, ou tout au moins une chambre convenable où ils réunissent les enfants. Il n'est pas nécessaire que ces chambres soient dans les conditions imposées aux salles scolaires : il suffit qu'elles soient assez vastes, saines et faciles à chauffer pendant l'hiver.

On comprend l'avantage de ces salles de catéchisme. L'enfant n'y souffre pas du froid ; il y est à son aise ; il peut même y prendre de petites récréations. Les parents n'ont plus autant d'excuses à faire valoir contre le catéchisme ; le catéchiste enfin y est lui-même plus à l'aise et plus facilement maître de ses élèves.

Nous savons bien que l'établissement de la salle de catéchisme rencontrera de grandes difficultés, surtout des difficultés pécuniaires. Toutefois nous avons cru devoir soulever ici la question de *sa nécessité* dans l'état actuel des choses. Avec le temps, avec la persévérance, plusieurs arriveront certainement à l'établir. Et plus tard, chaque curé voudra avoir sa salle de catéchisme comme il a sa sacristie. Or, quand on veut bien une chose, on finit presque toujours par aboutir.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je voudrais bien que vous déterminiez d'une manière complète les droits des évêques, au point de vue civil, sur la question des livres d'église à imprimer, sur les privilèges que la loi leur confère. Je suis ruiné par le fait du mien ; il me plairait de savoir si je suis victime de l'arbitraire ou de la loi.

R. — Nous avons résumé dans les quelques lignes qui précèdent un formidable réquisitoire où le respect dû à la dignité épiscopale nous a paru complètement oublié. C'est pourquoi nous donnons une réponse juridique, mais générale, où notre correspondant trouvera la solution qu'il désire.

On entend par livres d'église dont les évêques seuls peuvent autoriser l'impression, les livres à l'usage ordinaire et public de l'église. On ne peut comprendre sous ce titre des ouvrages particuliers composés par des tiers et qui peuvent être, comme tous autres livres, l'objet d'une propriété littéraire. (*Décision ministérielle du 29 novembre 1810.*)

Des règles spéciales ont été établies pour l'impression des livres d'église, heures et prières. Ces

livres ne peuvent être imprimés ou réimprimés, dans chaque diocèse, qu'avec la permission de l'évêque. Cette permission doit être rapportée textuellement, et imprimée en tête de chaque exemplaire. Elle doit être renouvelée à chaque édition, « afin que l'on ait la garantie qu'il n'a été fait aucun changement, ou que le changement jugé convenable. » (*Décision ministérielle du 4 septembre 1810.*)

Gardien de l'orthodoxie, dit M. l'abbé Dieulin, surveillant de la morale, conservateur de la discipline et chef souverain du culte dans son diocèse, l'évêque a un droit d'inspection et de haute censure sur tous les livres ayant rapport à l'enseignement religieux et à la liturgie. Il a en conséquence le droit d'interdire aux fidèles la lecture de tous les ouvrages qu'il trouve dangereux, hérétiques ou suspects en fait de la doctrine, de morale et de piété, aussi bien que celui d'indiquer le choix des livres qui contiennent l'enseignement religieux et règlent les pratiques du culte. Pour assurer à l'évêque, avec plus d'efficacité, l'exercice de son droit naturel de surveillance sur tout ce qui touche à la foi, à la morale et à la liturgie, la loi lui a conféré à lui seul le privilège d'autoriser l'impression des livres d'église à l'usage de son diocèse. Voir ci-après le décret du 7 germinal an XIII.

L'évêque en vertu de ce décret a le droit de surveiller, d'autoriser ou de défendre l'impression des livres liturgiques; mais il n'a pas la propriété de ceux dont il n'est pas auteur. La Cour de cassation, par arrêt du 28 mai 1830, a décidé que « le décret du 7 germinal an XIII en disposant que les livres d'église, les heures et prières ne pourraient être imprimés ou réimprimés sans la permission de l'évêque diocésain, n'a pas conféré aux évêques la propriété de ces livres; qu'il n'a fait qu'établir dans l'intérêt des doctrines religieuses et de leur unité, un droit de haute censure épiscopal, duquel il résulte pour les évêques celui de porter plainte, et pour le ministère public le droit et le devoir de poursuivre, même d'office, les imprimeurs qui contreviendraient à sa disposition. »

Les infractions à l'interdiction de publier des livres d'église sans la permission spéciale de l'évêque doivent être poursuivies conformément à la loi du 19 juillet 1793; toutes contestations élevées à ce sujet sont du ressort de l'autorité judiciaire. Elles doivent être portées par les évêques et déferées d'office par le ministère public devant les tribunaux.

La détermination de la nature et de l'étendue des droits des évêques sur les livres d'église sans la permission spéciale de l'évêque de leur diocèse a été pendant longtemps l'objet de fréquentes difficultés, et a donné lieu à des interprétations contradictoires. Mais un arrêt de la Cour de cassation du 9 juin 1843, nous paraît mettre désormais hors de toute controverse le droit des évêques. Cet arrêt, rapporté ci-après, décide que les évêques sont investis du droit absolu d'accorder ou de refuser la permission d'imprimer ou de réimprimer les

livres d'église, dans l'étendue de leur diocèse, même de ceux dont ils ne sont pas auteurs; que la permission qu'ils accordent à cet égard est personnelle à l'imprimeur qui l'obtient, tellement que cette permission ne peut autoriser un autre imprimeur à faire une édition de ces livres, sous peine d'être poursuivi comme contrefacteur. Une décision du ministre de l'intérieur, du 19 octobre 1810, porte que tout imprimeur qui a imprimé ou réimprimé des livres d'église pour lesquels la permission de l'évêque est requise, doit en déposer un exemplaire au secrétariat de l'évêché.

L'évêque qui a composé un catéchisme pour l'usage de son diocèse, peut, comme auteur, surveillant et censeur des livres d'église, vendre à un imprimeur-libraire le privilège exclusif d'imprimer ce catéchisme: il y a contrefaçon de la part de celui qui le réimprime sans autorisation. (*Arrêt de la Cour de cassation du 30 avril 1825.*)

Mais un arrêt de la Cour de Colmar, du 6 août 1823, a décidé qu'il n'en serait pas de même, si l'auteur du catéchisme n'était pas l'évêque, et que le droit de surveillance seul n'équivaldrait pas au droit de propriété. Ainsi lorsqu'un évêque cède à un tiers le privilège exclusif d'imprimer le catéchisme composé par l'un de ses prédécesseurs cette cession n'attribue pas aux cessionnaires le droit de poursuivre en contrefaçon ceux qui sans permission ont imprimé l'ouvrage. L'arrêt ci-après de la Cour de cassation, du 9 juin 1843, modifie cette décision.

Mais il n'y a pas d'abus, de la part d'un évêque, de déclarer qu'il ne reconnaît pour catéchisme de son diocèse, que celui imprimé sous ses yeux et revêtu de sa permission et approbation, et que tout exemplaire auquel manquent ces conditions doit être réputé faux et contrefait. (*Arrêt du Conseil d'Etat du 18 mars 1841.*)

Les évêques sont propriétaires de leurs mandements, lettres et instructions pastorales, et l'on ne peut, sans contrefaçon, les imprimer sans leur autorisation. (*Arrêt de la Cour de cassation du 27 thermidor an XII.*)

Il est généralement admis aujourd'hui que, si les évêques n'ont pas un véritable droit de propriété sur les livres d'église qui s'impriment dans leurs diocèses, hors le cas bien entendu où ils en sont les auteurs, du moins ils sont investis du droit absolu d'en autoriser ou d'en interdire l'impression de telle sorte que la violation de ce droit par les tiers tombe sous l'application du décret du 7 germinal an XIII ci-après, lequel renvoie pour la pénalité à la loi du 19 juillet 1793, relative au délit de contrefaçon.

Il y a toutefois un point sur lequel la jurisprudence et la doctrine présentent quelque incertitude, c'est de savoir si les évêques peuvent céder à un imprimeur le privilège exclusif d'imprimer les livres d'église dont ils ne sont pas les auteurs; mais la difficulté quelque peu subtile, paraît porter uniquement sur la qualification du droit des évêques, car on s'accorde généralement à reconnaître que,

de leur droit de surveillance et de censure, au point de vue de la doctrine, dérive nécessairement le droit d'accorder la faculté d'imprimer les livres d'église à qui ils jugent convenable; ce qui en fait arrive à peu près au même résultat que si on leur reconnaissait expressément le droit de céder le privilège exclusif de l'impression.

Quant à la confiscation des livres dont les évêques ne sont pas les auteurs, il a été jugé que le produit ne peut leur en être attribué.

La cour impériale de Toulouse, par un arrêt du 2 juillet 1857, rapporté ci-après, a statué que les évêques ont un droit de propriété sur les livres d'église composés par une commission qu'ils ont nommée à cet effet, et cela alors même qu'il ne s'agit que d'une compilation, si cette compilation a exigé du discernement et de l'intelligence et si notamment elle a été le résultat d'une traduction. (*Loi du 19 juillet 1793, article 1^{er}.*)

En conséquence, le fait par tout autre que celui à qui l'évêque a concédé le privilège exclusif de l'impression de pareils livres, de les réimprimer constitue le délit de contrefaçon. (*Même loi, art. 3.*)

Toutefois il n'en est plus de même si le livre a été réimprimé avec des changements qui en ont fait disparaître le travail personnel de l'évêque ou de la commission par lui nommée. Mais, en ce cas, le fait rentre du moins sous l'application du décret du 7 germinal an XIII, qui défend d'imprimer les livres d'église sans la permission de l'évêque diocésain sous les peines édictées par la loi du 19 juillet 1793.

Les évêques sont investis du droit absolu d'accorder ou de refuser la permission d'imprimer ou de réimprimer les livres d'églises, dans l'étendue de leur diocèse même, ceux dont ils n'ont pas la propriété; et la permission qu'ils ont donnée à un libraire ne peut être invoquée par un autre; cette permission est essentiellement personnelle.

Le fait d'imprimer un livre d'église sans la permission de l'évêque diocésain ne peut donner lieu qu'à la confiscation du livre, conformément au décret du 7 germinal an XIII, il n'est point possible, en outre, de l'amende portée en l'article 427 du code pénal auquel ne peut se référer l'article sus-indiqué qui lui est antérieur.

DÉCRET IMPÉRIAL DU 7 GERMINAL AN XIII (28 mars 1805), concernant l'impression des livres d'église, des heures et des prières.

« Napoléon, empereur des Français,

« Sur le rapport de notre ministre des cultes, décrète :

« ART. 1^{er}. Les livres d'église; les heures et prières, ne pourront être imprimés ou réimprimés que d'après la permission donnée par les évêques diocésains, laquelle permission sera textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire.

« ART. 2. Les imprimeurs-libraires, qui feraient

imprimer, réimprimer des livres d'église, heures ou prières, sans avoir obtenu cette permission seront poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793.

« ART. 3. Le grand juge, ministre de la justice et les ministres de la police générale et des cultes sont chargés de l'exécution du présent décret. »

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 9 JUIN 1843

« La Cour,

« En ce qui touche la publication des livres d'église qui ont fait l'objet de la poursuite :

« Attendu que le décret du 7 germinal an XIII a son principe et sa source dans les articles 14 et 30 de la loi du 18 germinal an X, sur l'organisation des cultes, portant que les évêques veilleront au maintien de la foi et de la discipline, qu'il n'y aura qu'une liturgie et qu'un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France.

« Que ce décret défend, dans les termes les plus absolus d'imprimer ou de réimprimer les livres d'église, heures et prières sans la permission des évêques diocésains, cette permission devant être textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire; qu'il veut que les imprimeurs et les libraires qui, sans l'avoir obtenue, feraient imprimer ou réimprimer des livres d'église, heures ou prières, soient poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793;

« Attendu que, pour la solution de la question soumise à la décision de la cour, il n'est pas nécessaire de déterminer la nature des droits que le décret du 7 germinal an XIII confère aux évêques diocésains; qu'il suffit de considérer qu'il ne permet pas d'entreprendre contre l'autorité et l'inspection qu'il leur a données sur la publication des livres de l'église;

« Attendu que ce décret est impératif et formel. Qu'il subordonne l'impression et la réimpression de ces livres à l'accomplissement d'une condition toujours nécessaire, savoir : la permission de l'évêque diocésain; que celui-ci est donc le maître de l'accorder ou de la refuser, qu'il est hors de doute que cette permission est personnelle et spéciale pour l'imprimeur qui l'obtient, puisque, d'une part, il est tenu d'en justifier, et de l'autre, la rapporter en tête de chaque exemplaire, et que de l'autre, l'imprimeur ou le libraire qui ne s'en serait pas muni, avant toute publication, encourrait les pénalités de la loi du 19 juillet 1793;

« Que l'évêque donnant, sous sa responsabilité les livres de liturgie nécessaires à son diocèse, il faut bien qu'il ait le choix de l'imprimeur qui sera chargé de les publier sous sa direction; que s'il suffisait d'une permission une fois demandée, pour que tout imprimeur ou libraire se crût autorisé à faire de ces livres une édition nouvelle, ces spéculations intéressées, rendraient vaines les mesures que l'évêque lui-même aurait prises pour les publications qu'il aurait ordonnées; que l'exercice du droit de haute censure, qui lui appartient incontestablement,

ablement, serait impossible, ou qu'il donnerait lieu à des discussions dangereuses, soit sur les retranchements ou les additions qui auraient été faits aux textes sacrés, soit même sur leurs altérations ;

« Que cependant, il y aurait péril pour la pureté du dogme ; que l'unité de la liturgie et de la discipline serait compromise ; que ce serait méconnaître tout à la fois le but du décret du 7 germinal an XIII, et enfreindre ses prohibitions les plus expresses ;

« Et attendu que l'arrêt attaqué a constaté en fait, que Dufaure, avait sans la permission de l'évêque de Versailles, imprimé et publié les livres l'Eglise, heures et prières, intitulés : la Sainte-Quarantaine, l'Eucologe et le Petit paroissien ;

« Qu'en décidant que, par là, il avait contrevenu au décret du 7 germinal an XIII, combiné avec la loi du 17 juillet 1793, en prononçant contre lui les peines établies par le Code pénal, ledit arrêt, loin de violer le décret précité en a fait une juste application ;

« Rejette, etc. »

ARRÊT DE LA COUR IMPÉRIALE DE TOULOUSE DU 22 JUILLET 1857.

« La Cour ;

« En ce qui touche le délit de contrefaçon pour lequel Rodière était renvoyé devant le tribunal ;

« Attendu que le changement de la liturgie à Albi a entraîné la nécessité de faire imprimer et publier les livres d'église dans lesquels, auprès du commun tel qu'on le trouve dans ceux de tous les pays qui suivent le rit romain, devaient figurer le Propre du diocèse, qui consiste principalement dans le choix des saints qui y sont particulièrement honorés, dans la détermination des jours ou leurs fêtes doivent être célébrées, dans la fixation des offices spéciaux à chacun d'eux ;

« Qu'une commission nommée par l'archevêque fut chargée sur ses soins ;

« Que, de la déposition d'un de ses membres entendu devant le tribunal, il résulte que la composition des prières quoiqu'elles ne forment en général qu'une compilation, a exigé du discernement et de l'intelligence ;

« Qu'elles ont été traduites ;

« Que cette traduction constitue une propriété ;

« Que si l'archevêque d'Albi peut la revendiquer puisque il s'est à bon droit approprié l'ouvrage fait pour lui par les ecclésiastiques qui ont agi sur sa désignation et qui étaient investis de sa confiance, Rodière ne peut être poursuivi qu'autant que, dans le paroissien qu'il a publié, il aura reproduit celui dans lequel Mame, libraire à Tours, cessionnaire du Propre du diocèse d'Albi, inséré en entier dans le missel et le bréviaire, a publié par extrait seulement ce même Propre qui ne devait figurer que partiellement dans le paroissien qu'on impute au prévenu d'avoir contrefait.

« Attendu que, même dans la partie où le choix

des prières obligatoires pour tous, imposées aux fidèles comme une émanation de l'autorité épiscopale et dans lesquelles on pourrait penser que l'auteur s'efface pour ne laisser paraître que le prélat qui prescrit, Rodière a introduit des changements nombreux ; que son paroissien ne contient point les dernières pages du livre de Mame ; que surtout on n'y retrouve pas la traduction qui est le travail principal et essentiel de la commission.

« Qu'il doit donc être relaxé du chef de la contrefaçon ;

« En ce qui touche l'impression qu'il a faite sans la permission épiscopale ;

« Attendu qu'en publiant son livre sans la permission exigée par le décret du 7 germinal an XIII, Rodière a méconnu le droit que l'épiscopat revendique comme la conséquence du pouvoir et de l'obligation de la surveillance qui dérive de son institution même, qu'au lieu d'admettre le libre examen, la religion catholique forme la majesté de la foi, dont la pureté toujours permanente est la loi de son existence et de sa durée, sur le principe d'autorité ; que, dans la hiérarchie ecclésiastique, l'exercice en est remis aux évêques, chargés de conserver dans son inviolabilité, l'orthodoxie et l'unité de la liturgie, que cette règle a été consacrée par l'article 14 de la loi du 18 germinal an X, qui dispose : « Qu'ils veilleront au maintien « de la foi et de la discipline ; »

« Que l'accomplissement de cette obligation suppose le rétablissement du droit qu'ils puisent dans la suite des traditions fondées sur le pouvoir de censure qui leur appartient sur les publications qui se rattachent à l'exercice du culte ; que s'il était un principe incontesté, c'était celui qui voulait que leur permission fût nécessaire pour l'impression des livres d'église ou de prières ; que si, dans le besoin de concilier ce droit avec ceux de la puissance publique, l'approbation de cette dernière était réclamée, aucun ouvrage de ce genre n'aurait été publié sans la permission de l'autorité ecclésiastique ;

« Attendu que, lorsque le culte catholique fut rétabli, le retour à ces lois fut la suite nécessaire de sa restauration ; une religion ne pouvant être admise sans entraîner comme conséquence nécessaire l'application des principes et des règles qui la gouvernent ;

« Que, déjà, sous l'empire de la loi du 18 germinal an X, le ministre qui en avait été le principal rédacteur, enseignait lui-même que les évêques, à qui le dépôt de la foi était confié, avaient l'obligation de la surveillance et le droit de censure sur la publication des ouvrages relatifs aux offices divins ;

« Que si pour mieux censurer et garantir la responsabilité du corps épiscopal, on crut à la nécessité d'une disposition législative spéciale, la connaissance de cette inspiration sous laquelle fut préparé le décret du 7 germinal an XIII, ne laisse pas de doute sur l'esprit dans lequel il fut conçu ;

que son texte est en parfaite conformité avec sa pensée; que l'article 1^{er} qui détermine le droit des évêques, en disposant que les livres d'église, les heures et les prières ne pourront être imprimés et réimprimés que d'après leur permission, prouve que leur surveillance doit être toujours éveillée; que, l'examen dont une première impression, nécessairement autorisée, atteste l'existence, ne dispense pas d'un second dans le cas de la réimpression; que le droit de censure revêt avec toute sa liberté; qu'il est exercé pour l'édition nouvelle, qui ne peut pas être publiée, si en tête de chaque exemplaire, n'est pas rapportée l'autorisation en vertu de laquelle elle paraît;

« Que les obligations des imprimeurs-libraires ne sont ni moins strictes ni moins précises; que, lorsque l'article déclare que ceux qui feront imprimer ou réimprimer des livres ou des prières sans avoir obtenu cette permission, seront poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793, l'hésitation est impossible;

« Qu'il faut reconnaître que la permission donnée à l'un ne peut pas servir aux autres, puisque chacun peut l'obtenir et qu'il ne peut pas se livrer à l'impression qu'autant qu'il peut justifier de son existence par sa reproduction textuelle mise au commencement du volume qu'il publie;

« Que ce pouvoir reconnu à l'évêque est la conséquence de la responsabilité qui lui est imposée et dans laquelle on a pu puiser une assimilation entre sa situation et celle de l'auteur qui jouit d'une entière liberté dans le choix de son imprimeur, que c'est une nécessité dérivant de la force même des choses; que l'évêque a seul reçu la mission de veiller à l'unité de la liturgie; qu'une autre autorité serait cependant appelée à partager cette surveillance, ne fût-ce que pour vérifier la conformité de l'édition de l'imprimeur non autorisé avec celle de l'imprimeur qui a obtenu la permission; que l'impossibilité d'appliquer un pouvoir qui pût exercer ce droit sans s'ingérer en des matières qui sont hors de sa compétence, ramène au texte du décret du 7 germinal an XIII; que lorsqu'il veut qu'aucun livre d'église ne puisse être publié sans la permission de l'évêque, et qu'il punit l'imprimeur-libraire qui ne l'aura pas obtenue, il faut dire que cette permission doit être spéciale et personnelle;

« Que, dans cet ordre de considérations, disparaît le traité avec Mame; que si l'évêque, auteur de livres liturgiques, peut les céder en vertu du droit qui dérive de la composition d'une œuvre littéraire, il ne saurait, quand il ne les a pas composés, en transmettre la propriété par l'effet de son autorité épiscopale, qu'ainsi la cession d'un privilège exclusif, faite à ce titre, ne constituerait pas un droit dont le cessionnaire pût se prévaloir contre les tiers, mais qu'elle ne pourrait pas davantage anéantir le pouvoir qui appartient à l'évêque; que son droit de surveillance et de censure, émanation d'une autorité dont la conservation importe à la foi elle-même, ne saurait éprouver

d'atteinte en ce qui concerne la publication de livres d'église; que toute impression ou réimpression qui est faite est soumise à la prescription du décret du 7 germinal; que Rodière, qui n'a pas obtenu la permission d'imprimer, a contrevenu au texte précis d'une loi politique, qui lui imposait cette obligation;

« Attendu que si l'on pouvait admettre que la permission accordée à un imprimeur, ayant pour effet de déterminer la composition du livre qui doit être distribué aux fidèles, tous les autres peuvent l'imprimer à leur tour, ce droit ne saurait exister en leur faveur qu'à la condition de se conformer textuellement à l'édition qui a été faite, avec la sanction de l'autorité diocésaine; que le paroissien de Rodière ne présente point cette reproduction identique et fidèle, etc.;

« Attendu que la Cour doit prononcer la confiscation de l'édition qu'il a faite, puisque c'est la peine appliquée au délit dont elle reconnaît l'existence;

« Mais qu'il n'y a pas lieu d'infliger d'amende, que c'est une punition nouvelle introduite par le code pénal, auquel ne peut se référer le décret du 7 germinal an XIII, qui lui est antérieur; qu'il y a donc lieu de se tenir dans l'application stricte de la loi du 19 juillet 1793;

« Faisant droit à l'appel du procureur général infirme, etc. »

COURRIER DE L'UTILE

MOYEN TRÈS SIMPLE POUR FAIRE VIEILLIR LE VIN

Remplir les bouteilles de vin, comme à l'ordinaire; bien les boucher et même les ficeler, puis les coucher par terre, sur le toit de préférence, et les laisser ainsi exposées au soleil pendant trois ou quatre jours. Il n'y a qu'un petit inconvénient, c'est qu'il se forme un petit dépôt. Pour le reste, il est presque impossible de reconnaître que ce soit du vin jeune: on le prendra pour un vin vieux de sept à huit ans. L'illusion a été tellement forte que jusqu'à présent tout le monde y a été pris.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 9 octobris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le propriétaire-directeur-gérant : F. DANGIEN

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

a abouti à un état violent, sans consistance ni sécurité. Le remède, la félicité, la perfection, il les propose, et il montrera qu'ils sont les seuls vrais.

S'il aime son pays, il entend bien ne pas négliger, dans la mesure de ses forces, une seule âme humaine créée à l'image de Dieu. Il est apôtre, il rêve d'être missionnaire ; un jour on l'arrêtera prêt à partir pour l'Amérique : « Quelle mission sublime, écrit le jeune séminariste, que celle d'annoncer l'Evangile aux nations ! Si tandis que Platon, l'honneur de la Grèce, se promenait avec ses disciples dans le jardin de l'Académie, un homme se fût présenté à lui et eût charmé ses oreilles par la lecture de quelques pages de l'Evangile, Platon fût tombé à genoux et l'eût adoré comme un dieu ! »

Tout le monde connaît cette page enjouée où il raconte son premier sermon au réfectoire de Saint-Sulpice : « J'ai prêché, c'est-à-dire que dans un réfectoire où mangeaient cent trente personnes j'ai fait entendre ma voix à travers le bruit des assiettes, des cuillers et de tout le service. Je ne crois pas qu'il y ait de position plus défavorable à un orateur que de parler à des hommes qui mangent ; et Cicéron n'eût pas prononcé les *Catilinaires* dans un dîner de sénateurs, à moins qu'il ne leur eût fait tomber la fourchette des mains dès la première phrase. Que serait-ce s'il avait eu à leur parler du mystère de l'Incarnation ? C'est cependant ce qu'il m'a fallu faire, et j'avoue que, à l'air d'indifférence qui régnait sur tous les visages, à cet aspect d'hommes qui ne semblent pas vous écouter, et dont toute l'attention paraît concentrée sur ce qui est dans leur assiette, il me venait comme des pensées de leur jeter mon bonnet carré à la tête. Je descendis donc de la chaire avec l'intime persuasion que j'avais mal prêché. »

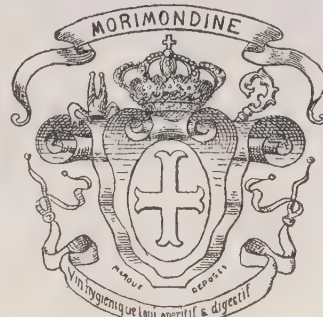
Ses maîtres furent de cet avis : l'un d'eux même trouva le tout ridicule. « Ses condisciples, meilleurs juges, comprirent que ce jeune orateur était quelqu'un ; mais il marchait par des voies si extraordinaires qu'ils se déconcertaient à le suivre. Plus tard, devenu aumônier des Visitandines de la rue Saint-Etienne du Mont, il produisit une impression semblable sur les bonnes sœurs : « Notre aumônier fait trop de métaphysique, » disaient-elles (1827).

C'est alors qu'il fut nommé second aumônier du collège Henri IV (1828). Mais comment trouver le chemin de ces âmes d'enfants dont l'Université impie occupait toutes les avenues, et « qui crachaient le pain de Dieu ? » Il passa là trois dures années, seul, sans amis, sans soutien ; mais s'affermissant de plus en plus dans son idée de réconcilier l'Eglise avec son siècle. Alors apparut dans son horizon Lamennais. Ils rédigèrent ensemble *l'Avenir*, en prenant pour devise : « Dieu et liberté ! » ces deux mots flamboyants qui allumèrent dans une foule d'esprits enthousiastes une flamme dangereuse où ils se brûlèrent les ailes.

Le but pour lui, c'était de rendre l'Eglise de

France indépendante. « M. de Lamennais sera en France le fondateur de la liberté chrétienne et américaine, » écrit-il à M. Lorrain. Il ne comprenait pas ce qu'avait d'erroné cette théorie qui se condensa plus tard dans cette formule que Pie IX a condamnée : « L'Eglise libre dans l'Etat libre. » Il ne voyait que l'effacement, l'écrasement du clergé, le fait lamentable et non la doctrine de l'Etat athée. Tout le monde parlait de liberté, il invoquait aussi la liberté pour l'Eglise, il demandait qu'on ne la traitât point en ennemie puisque les prêtres sont citoyens, comme les autres citoyens, et qu'on lui appliquât le droit commun.

Aussitôt au nom de la liberté, il ouvre une école sachant bien que pour élever une société, il faut commencer par l'enfant. On l'en expulse, alors il reprend la robe d'avocat pour la défendre et quand le procureur du roi déclare avec dédain que les prêtres sont les ministres d'un pouvoir étranger il lui réplique de son banc : « Monsieur l'avocat du roi, nous sommes les ministres de quelqu'un qui n'est étranger nulle part, Dieu ! » Puis il parle et avec une telle éloquence que l'auditoire hostile pourtant applaudit. Désormais il ne sera plus que le grand avocat de Dieu ?



LA
MORIMONDINE
*Vin toni-apéritif
et digestif*
A BASE DE MUSCAT
sans alcool

PRÉPARATEURS :
JOBARD Frères
A LANGRES
(Haute-Marne)



GRILLAGES

R. GARIEL 2^{ter}, Quai de la Mégisserie
CLOTURES DE CHASSES, le mètre **25 cent.**
RONCES ARTIFICIELLES, les 100 m. **5^f 50**
Châssis de Couche depuis **7 fr.**
Envoi franco du Catalogue

AUX AMES PIEUSES

LA CLEF DU CIEL

Bulletins mensuels d'examen de conscience journalier ou règlement de vie pour la sanctification de l'année. Par série de douze feuilles. (Une feuille spéciale à chaque mois.)

Une série franco 20 cent., dix séries franco 1 fr. 75.

Un missionnaire écrivait à l'auteur : « Vos petites feuilles peuvent s'appeler *La Clef du Ciel*, elles doivent se trouver entre les mains de toute personne désireuse de se sanctifier. »

S'adresser à M. l'abbé BRAULT, curé de Couesmes, par Château-la-Vallière (Indre-et-Loire).

Il y a deux éditions, une pour le clergé et l'autre pour les fidèles et les communautés religieuses.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERES ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres **MORIMONDINE**.



ABREUVOIRS

POUR
Pigeons, Poules et Faisans

N° 4	5	6	7
3 ^f	4 ^f	5 ^f	5 ^f 50

R. GARIEL, 2^{ter}, quai de la Mégisserie
PARIS

Envoi de l'Album sur demande.

Edition in-12 : 3 fr. 50 franco

LE SACRIFICE

DANS LE DOGME CATHOLIQUE & DANS LA VIE CHRÉTIENNE

Par l'abbé **BUATHIER**

Curé-archiprêtre de Saint-Trivier-de-Courtes (Ain)

4^e édition, revue et complétée

Cette quatrième édition a sur les précédentes le triple avantage d'être plus complète, d'un format plus commode et d'un prix moins élevé.

L'ouvrage de 500 pages sera envoyé *franco* contre un mandat-poste de 3 fr. 50 adressé à l'auteur. Il a été recommandé pour les lectures de carême. — Nombreuses approbations épiscopales.

N. B. — Il reste encore quelques exemplaires de l'édition de luxe à 6 francs.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 42

PRÉDICATION : Pour la fête de la Toussaint.
CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : On accorde par grâce de ne convoquer au synode diocésain que certaines catégories de prêtres.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Que faire quand la parcelle de la sainte hostie demeure attachée aux parois du calice après la communion ? — Dans une paroisse où il y a des prêtres habitués, le curé peut-il, pour l'assistance aux enterrements et pour les fonctions de sous-diacre, prendre des séminaristes ? — Un ecclésiastique

qui a acheté de bonne foi des actions d'une compagnie industrielle pour les vendre à profit, peut-il les garder en attendant le moment propice ? Que doit-il faire des bénéfices ? quelles peines a-t-il encourues ? Un ecclésiastique peut-il confier des fonds à une maison qui promet des bénéfices considérables, en dehors, dit-elle, de tout jeu de bourse ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Quels sont, au point de vue civil, les règles concernant les dispenses ?

A NOS LECTEURS

Comme nos lecteurs le verront par le nouvel en-tête ci-dessus, les Bureaux de l'Ami du Clergé sont transférés à Langres. Cette revue conserve néanmoins un cabinet de correspondance, d'abonnement et de service à Paris, 33, rue du Cherche-Midi.

La santé du cher M. Dangien est plus compromise que jamais, et il ne peut continuer plus longtemps la Direction du Journal.

Dans le prochain numéro nous expliquons ce que devient son Œuvre. Elle passe entre les mains de M. le chanoine DENIS, chancelier de l'Evêché de Langres, et elle est appelée à prendre, sous sa Direction, un nouveau et grand développement.

Disons tout de suite qu'il sera fait droit, dans quelques jours, à toutes les réclamations parvenues aux Bureaux de Paris depuis quelques semaines.

Il va être pourvu d'urgence à l'achèvement des Tables, et d'ici à la fin de l'année, tous les souscripteurs seront servis.

COURRIER DES LIVRES

LACORDAIRE ORATEUR

II

— Ce ne sera jamais un prédicateur !

C'était la parole découragée, qui se répétait le 5 mai 1833 au soir, dans le salon de Mme Swetchine, et c'était de Lacordaire qu'on parlait, de Lacordaire âgé de trente et un ans, et qui venait d'échouer dans un sermon à Saint-Roch. Et lui-même était si convaincu de son échec qu'il écrivait le lendemain à M. Lorain : « C'est la seconde fois que j'éprouve combien mon genre d'esprit est peu sympathique avec une assemblée ordinaire de fidèles. »

Qu'avait-il donc dit à Saint-Roch et pourquoi s'était-il senti si froid devant « cette assemblée ordinaire de fidèles ? »

D'abord ce n'était pas même « une assemblée ordinaire, » un auditoire passable. A sept heures du soir, les offices terminés, et l'église presque vide, quelques rares amis et quelques bonnes femmes attendaient, ceux-là avec impatience, celles-ci avec résignation, une prédication de surcroît, qui, si l'on en croit Edouard Drumont, n'avait pas même été annoncée. « Il paraissait, dit-il, qu'on admettait à l'essai, en petit comité, quelque jeune apprenti de prédication. Le nouveau prédicateur monte en chaire, regarde ce petit auditoire épars dans la vaste nef, éclairée par les rayons mourants du jour qui tombe, et parle une heure durant sur l'Invention de la Sainte-Croix, sans pouvoir réussir à réchauffer cette voûte

froide, non plus qu'à réveiller les bonnes femmes qui ne comprennent guère et trouvent que c'est long.

De fait, c'était élevé, et digne d'un auditoire moins ordinaire. Voici la théorie qu'il exposait : Le péché nous a fait perdre tous nos avantages, seule la Rédemption, la Croix peut nous les rendre. En effet :

1^o L'homme n'a pas la *vie*. Cette vie qu'il a reçue ne vient pas de lui, elle n'est pas durable, il ne peut l'empêcher de disparaître.

2^o L'homme n'a pas la *gloire*, ou ce qu'il en peut connaître et posséder ne le rassasie pas. Ce n'est qu'un vain bruit, une jouissance éphémère dont il est bientôt las.

3^o L'homme n'a pas l'*amour*. Il n'est pas véritablement aimé, puisque l'amour vrai ne doit point cesser ni mourir.

Cependant il a soif de vie, de gloire, d'amour ; ces trois choses sont comme les éléments essentiels de son être, la raison de son existence. Ne les possédant pas, il souffre. Où les trouvera-t-il ces éléments nécessaires à son bonheur ?

Dans la Rédemption qui lui assure : la *vie* de l'âme ici-bas et au ciel ; la *gloire* qui rayonne dans une conscience pure, sereine, régie par des principes vrais ; dans le chrétien que le monde même honore et qui sera comme un roi au ciel ; l'*amour* parfait qui n'abandonne pas, qui ne change pas, car son objet est infiniment aimable, et que le chrétien trouve à son affection une réciprocity infiniment aimante.

On doit reconnaître que tout cela sortait du convenu de l'époque, et que l'auditoire accoutumé de Saint-Roch n'y entendit guère. Ajoutez que Lacordaire ne s'étant point muni du bonnet carré qu'il avait en horreur, les bonnes dévotes attendirent longtemps et en vain le signal de la péroraison, ce qui dut leur donner une pauvre idée d'un prédicateur aussi peu au courant des usages.

Mais n'est-il pas évident que ces idées hardies, encore à l'état d'embryon dans le sermon de Saint-Roch, Lacordaire ne cessera de les développer et qu'elles deviendront le fond de ses plus admirables conférences ? Plus qu'on ne croit, il a été l'homme de quelques idées, arrêtées à trente ans dans son puissant cerveau. « L'homme est un être social, un être enseigné. » Voilà l'idée mère de la plupart des conférences de Notre-Dame. C'est aussi un être qui a soif d'amour : « Nous poursuivons l'amour toute notre vie et nous ne l'atteignons jamais que d'une manière imparfaite et qui fait saigner notre cœur. » Voilà ce qu'il ne cessera de dire aux âmes malades de notre siècle, — particulièrement dans ses immortelles conférences sur Jésus-Christ, — et c'est pourquoi il a trouvé tant d'écho, il a surtout passionné, élevé, grandi la jeunesse que remuaient ces accents généreux.

Non, le sermon de Saint-Roch n'était pas un échec ; pour nous c'est au contraire une révélation. Cependant il portait avec lui son enseignement, il prouvait d'une manière décisive que le jeune orateur n'était pas fait pour un auditoire paroissial. Il eût certainement échoué au chapitre des annonces. Il n'était pas non plus missionnaire, ni des campagnes, ni des villes. Outre qu'il n'avait point le culte du bonnet carré, il ne se complaisait point dans le terre à terre, — si nécessaire pourtant et si fécond, — des grands enseignements sur les fins dernières, ni des petites vérités pratiques. Il ferait mieux, il serait plus grand que cela, il deviendrait le missionnaire de son temps.

Toutefois il s'ignore encore et se cherche. Il sent bien que le *démon* de la parole le hante, comme le *démon* familier et philosophique qui tourmentait Platon. Quelques mois après, nous le trouvons au collège Stanislas, « improvisant tous les di-

manches, écrit Maurice de Guérin, des choses admirables sur les vérités fondamentales de la foi. » Ces conférences ne demeurent pas longtemps ignorées, la jeunesse *pensante* accourt, et après elle ce que Paris compte de plus distingué, Châteaubriand, Lamartine, Victor Hugo. La petite chapelle devint trop étroite, on dut renvoyer les élèves. Leurs bancs furent vite accaparés et s'en bien remplis qu'un jour Berryer fut réduit, ne pouvant entrer par la porte, à gravir sur un échelle pour entrer par la fenêtre.

Que disait-il donc de si attachant pour attirer cette foule d'hommes si délicats en matière de pensée et d'éloquence ? Il reprenait son sujet de Saint-Roch, mais agrandi en des proportions immenses. La Rédemption, la réparation de l'homme déchu, demeure le centre de ses thèses. Dieu crée l'homme qui lui désobéit librement. Voilà l'origine du mal en ce monde. Mais Adam avant sa chute était droit, instruit par Dieu même, et doué d'une glorieuse liberté, digne de sa noble intelligence. « Le premier arbre de la liberté a été planté, — s'écriait-il, en face des hommes qui avaient fait 1830, au nom de la liberté. — il a été planté, il y a longtemps, dans le Paradis, par la main de Dieu même ! » Mais l'homme a voulu goûter au mal, de là sa dégradation profonde. Cependant malgré tout, il ne fut pas abandonné, il était préparé à la Rédemption et soutenu par les prophètes. Sa condition ne valait pas notre condition présente, mais elle était suffisante et juste, s'il eût voulu la mettre à profit. Il a péri par sa faute, non par la faute de Dieu.

Ces discours furent jugés séditions. Des gens bien intentionnés trouvaient que faire planter un arbre de liberté par Dieu, même au paradis, était chose sacrilège, et que dans la bouche du disciple de Lamennais, de tels propos sentaient le fagot. Il est vrai que les *Paroles d'un croyant*, venaient de paraître. Mgr de Quélen fut circonvenu et interdit les conférences du collège Stanislas. En vain l'abbé Lacordaire lui écrivit : « Monseigneur, je vous demande justice ; je revendique le seul bien du prêtre, le seul honneur du prêtre : la liberté de la parole évangélique, la liberté de prêcher Jésus-Christ. » Malgré M. l'abbé Affre qui plaida en faveur du jeune orateur, Mgr de Quélen garda une sèche inflexibilité.

— Je regrette, Monseigneur, lui écrivit de nouveau Lacordaire, que vous ayez jugé mon œuvre sans l'avoir connue. Après quelques jours d'amertume contre vous j'ai pris le dessus : je ne vous en parlerai plus. J'avais compté sur deux hommes ; le premier, je l'ai quitté parce qu'il trahissait les espérances de tous ; le second m'a failli. Je ne compte plus que sur Dieu. (Avril 1834.)

Il est visible que l'amertume avait persévéré, car M. Affre lui ayant demandé dans une affectueuse visite ce qu'il pourrait dire de sa part à Mgr de Quélen, Lacordaire répondit : « Vous pouvez dire à Monseigneur que je regrette de ne plus prêcher mes conférences, à cause de la jeunesse qui en avait besoin, et à cause de l'Eglise de France qui s'accréditera le bruit que nul ne peut y avoir un peu de talent, sans être persécuté. » (Déc. 1834.)

C'était dur, mais malheureusement vrai. Tout homme qui travaille, ne serait-ce que par conscience, pour occuper sa vie, pour l'empêcher de rester vide, rencontrera toujours devant lui comme adversaires la multitude de ceux qui ne font rien, excitée par quelques envieux qui dirigent l'explosion de leurs prophéties de malheur et de leurs imprecations ineptes. Lacordaire qui était très sensible souffrit toute sa vie de se heurter à cet obstacle là même où il eût dû plutôt s'attendre à des encouragements : et, en 1848, il écrivait encore à Mgr

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE TOUS LES SAINTS

Redemisti nos Deo in sanguine tuo, ex omni tribu, et lingua, et populo, et nationo, et fecisti nos Deo nostro regnum.

(Apoc. v, 9-10.)

Voilà le cantique des saints dans le ciel ! ils chantent la gloire de Celui qui les a sauvés par son sang ; mais ils chantent aussi leur propre gloire ; et ce qui, dans cette gloire, paraît surtout exciter leurs plus vifs transports, c'est l'immortelle royauté dont Dieu les met en possession. Vous nous avez rachetés par votre sang, disent-ils, vous nous avez rachetés de toute tribu, de toute langue, de tout peuple et de toute nation, et vous nous avez fait régner avec Dieu.

Ainsi l'assemblée des élus est une assemblée de rois ; rien de bas, rien de vulgaire parmi ceux qui la composent : tous sont anoblis, illustres, puissants, tous sont assis sur un trône. Et cependant c'est une réunion de personnes prises indistinctement de tout âge, de toute condition, de tout rang : les uns autrefois libres, les autres esclaves, ceux-ci indigents, et ceux-là riches, ceux-ci solitaires retirés dans les déserts, ceux-là chrétiens vertueux au milieu du monde, ceux-ci innocents jusqu'à la mort, ceux-là pécheurs revenus à Dieu par la pénitence. De toutes les classes de la société, de tous les lieux de la terre il s'est formé dans ce séjour du bonheur un monde nouveau, mais un monde pur et sans tache, un monde habité par un peuple-roi, par un peuple destiné à régner éternellement. C'est là le spectacle que l'Eglise offre à nos regards ; elle croit que la vue de tant de grandeur et de magnificence, promise à tous sans différence d'état et de rang, fera sur nous une impression plus vive que ne font les exemples isolés de sainteté qu'elle nous présente dans ses fêtes particulières. Mère féconde de tous les saints elle nous montre avec complaisance les honneurs et la félicité dont jouissent les premiers-nés de ses enfants ; et pour réveiller nos espérances, enflammer nos desirs : « Telle est, nous dit-elle, la gloire que le Seigneur réserve à tous ceux qui auront vécu saintement sur la terre : *Gloria hæc est omnibus sanctis ejus*. (Ps. CXLIX, 9.)

C'est, de nos jours, le tort des mondains de dédaigner cette vraie et solide grandeur qui distingue les élus de Dieu, et de réserver toute leur admiration et tous leurs hommages pour le vain éclat qui s'attache aux dignités humaines, à la science et à la force, souvent même au vice audacieux et triomphant.

A l'encontre de cet engouement funeste, montrons combien les saints l'emportent sur ceux que le siècle décore du nom de « grands. » Cette supériorité nous apparaîtra en toute évidence, si nous voulons écouter attentivement le témoignage de la raison, le témoignage du monde lui-même, et enfin

celui de Dieu, juge suprême de tout vrai et réel mérite.

I

Quels sont, aux yeux de la raison, les grands hommes vraiment dignes de ce nom ? à quels traits devons-nous les reconnaître ? N'est-ce pas à une élévation singulière de vues et de pensées, à la sublimité d'un courage que rien ne peut étonner ni abattre, à des actions et à des œuvres grandes et merveilleuses. Si ce sont là les caractères de la véritable grandeur, on peut affirmer que celle-ci ne se trouve que chez les saints, ou chez les grands hommes que la religion a formés.

Et d'abord n'est-il pas vrai de dire que tous ces héros que le monde nous vante, tous ces rares génies dont il veut que la gloire nous éblouisse : guerriers, politiques, philosophes, savants, orateurs, écrivains fameux, n'ont jamais eu que des ambitions et des vues terrestres, par conséquent vaines et périssables. L'unique fin que la plupart se sont proposée, n'a-t-elle pas été de faire briller leur sagesse, leur habileté, leur éloquence ou leurs autres talents, sur la scène du monde, afin d'attirer les applaudissements des hommes et les louanges de la postérité ? Et si quelques-uns ont prétendu ne rechercher que le bonheur et l'affranchissement de leurs semblables, n'ont-ils point placé ce bonheur dans des biens trompeurs et n'ont-ils pas souvent voulu l'atteindre par des moyens réprouvés et injustes ?

Plus noble et plus pure a été l'ambition des saints ; ils ont porté plus haut leurs pensées. Ils savaient que cette existence mortelle, remplie de tant de douleurs et de tristesses, n'est pas le tout de l'homme ; que ce monde visible, malgré toutes les merveilles qu'il renferme, n'est pas la vraie patrie des enfants de Dieu, mais un lieu d'exil et de passage ; qu'au delà de cette vallée de larmes, de ce théâtre de misères, de désordres et de crimes, est le royaume de la sainteté et de la paix, où il n'y a plus ni vicissitude, ni crainte, ni douleur, et où les élus de Dieu goûtent au sein d'un repos inaltérable, des délices toujours nouvelles. C'était vers ce séjour de la félicité immuable et permanente, que leur cœur s'élançait sans cesse du milieu des objets périssables dont ils étaient entourés. L'esprit fixé sur les biens infinis, ils planaient au-dessus des choses humaines : ils habitaient moins la terre que le ciel ; ils regardaient la gloire de ce monde comme une fumée qui se dissipe dans les airs, les plaisirs des sens comme un opprobre, la vie comme une fleur qui se fane en un jour ; leur existence sur la terre était un perpétuel *sursum corda* vers les cieux.

Sont-ce là, M. F., des pensées basses et rampantes ? ne sont-ce pas plutôt les sentiments les plus élevés et les plus divins qui puissent entrer dans le cœur de l'homme ? et puisque les seuls saints les ont eus, n'ai-je pas raison de conclure qu'on ne trouve qu'en eux seuls cette élévation extraordinaire de vues et de pensées, qui est le premier caractère de la véritable grandeur ?

Le monde, dont toutes les pensées sont fausses quand il veut juger de la religion, voudrait faire envisager la piété comme une faiblesse de cœur et comme la vertu des lâches. Quoi donc ! étaient-ce des hommes sans cœur que Jésus-Christ appelait à sa suite, lorsqu'il disait que le royaume des cieux souffre violence, et que ce sont les violents qui le ravissent ? Faut-il donc un courage médiocre pour se dépouiller de toutes choses et se renoncer soi-même, pour pratiquer d'une manière héroïque et constante les plus difficiles vertus, pour se dévouer aux ignominies et aux outrages, aux tourments et à la plus cruelle mort ? Les âmes magnanimes qui, par la vertu toute puissante du Dieu anéanti jusqu'à la croix, se sont vaincues et anéanties elles-mêmes, sont les seules à ne pas reculer devant de tels sacrifices. Mais c'est là un genre de courage inconnu aux héros du siècle et dont ils n'eurent pas même l'idée. Il n'appartient en propre qu'aux grands serviteurs de Dieu ; et ainsi, encore, les saints emportent en force et en grandeur d'âme sur les plus vaillants et les plus courageux d'entre les mondains.

Le troisième et dernier caractère de la véritable grandeur, qui consiste en des œuvres excellentes et merveilleuses, ne leur convient pas moins éminemment que les deux premiers. Me demanderez-vous ce que les saints ont fait de grand et d'admirable ? Ah ! M. F., qu'il m'est facile de répondre ! et quel champ s'ouvrirait ici devant moi, si le temps me permettait de le parcourir ! Dans l'ordre moral, les superstitions monstrueuses du paganisme abolies, les mœurs des barbares adoucies, les bienfaits de la civilisation partout répandus avec la connaissance et l'amour du vrai Dieu, l'exemple donné à tous de la pratique des plus sublimes vertus, comme de la fidélité aux plus pénibles devoirs ; au point de vue même purement utilitaire et matériel, les déserts défrichés et peuplés, les monastères devenus les asiles des sciences et des lettres, l'esclavage combattu et enfin détruit, les écoles fondées, d'innombrables institutions de charité créées pour porter remède à toutes les faiblesses, à toutes les infirmités, à toutes les misères, à tous les déshonneurs de l'humanité, voilà l'œuvre des saints, ou plutôt ce n'est là qu'une légère esquisse des bienfaits immenses dont l'humanité leur est redevable. (De Mac Carthy.)

C'est ainsi qu'aux yeux même de la seule raison, la sainteté nous apparaît déjà avec une auréole de grandeur incomparable, qui éclipsé et dépasse de beaucoup toutes les grandeurs créées. Le monde, tout incrédule et injuste qu'il est, ne saurait toujours s'y tromper : l'évidence lui arrache de temps en temps des aveux trop précieux, pour que nous n'en recueillions pas ici l'expression comme une des preuves les plus solides en faveur de notre thèse.

II

Oui, M. F., et vous l'avez maintes fois observé, la vertu des saints, la vertu des chrétiens fervents, force le respect du monde, et je dis du monde tel

qu'il est, méchant, censeur, obstiné dans ses vices et ses égarements. C'est un fait étrange, mais vrai : les libertins eux-mêmes, on l'a dit avec raison, élèvent souvent dans leur cœur un autel à la vertu, avant que la religion ne lui en érige un dans ses temples. Devant la sainteté ils s'inclinent, leur orgueil souffre et se trouve dans la gêne, leur conscience se réveille, ils éprouvent des remords et sentent vivement leur dégradation et leur avilissement. C'est aux hommes vertueux qu'ils ont recours dans les moments les plus importants, dans les affaires les plus délicates ; à eux qu'ils se fient, dans leur sein qu'ils aiment à déposer leurs secrets et leurs intérêts les plus chers. Et ce qui est encore plus remarquable, c'est surtout après la mort des saints que l'estime pour leur personne éclate d'une manière frappante. Un maître, un grand, un prince meurt, tous les honneurs qu'on lui rendait descendent avec lui dans le tombeau ; la tombe égalise et anéantit tout. Mais qu'un homme de bien, un vrai serviteur de Dieu, un chrétien qui a vécu dans le mépris du monde, de ses biens, dans la mortification et la pénitence, dans l'exercice de la charité et de la miséricorde, qui a honoré la religion par une vertu soutenue et constante, qu'il meure, dis-je, il ne fait que disparaître aux yeux, mais il vit dans les souvenirs, il laisse après lui comme une odeur céleste, qui répand je ne sais quelle douceur, quelle suavité, quelle joie secrète de l'âme, qui l'attendrit et la fait éclater en louanges et en bénédictions. Oui, le monde bénit la mémoire du juste, il parle de ses vertus, il rappelle sa bienfaisance, sa charité, son dévouement, sa générosité ; il envie son sort, il implore sa protection, il vénère son nom, il dit avec l'accent d'une religieuse conviction : « C'est un saint. »

Et ce n'est point flatterie, ce n'est point caprice, ce n'est point intérêt, c'est l'expression naturelle et simple de ce sentiment d'estime et de respect involontaire qu'inspire la sainteté même au monde le plus corrompu et le plus vicieux, c'est le cri de la conscience publique.

Mais nous avons mieux que le témoignage de la raison et le témoignage du monde, c'est le témoignage de Dieu au-dessus duquel il ne peut y en avoir d'autre.

III

Devant Dieu rien ne mérite proprement le nom de grand. Lui seul est grand, en effet, toutes les créatures sont devant lui comme si elles n'étaient pas. Cependant il n'en est pas moins vrai de dire que Dieu estime et considère les saints ; ils sont le terme et, après lui-même, la fin de toutes ses œuvres. C'est pour eux que l'univers a été créé ; c'est pour la consommation des saints que le monde subsiste et que les générations se succèdent. Tous les événements tristes ou heureux qui occupent l'attention des hommes, toutes les vicissitudes des choses humaines, jusqu'à ces grandes révolutions qui renversent ou relèvent les empires et les royaumes, sont ordonnées ou permises pour

l'intérêt seul des élus, *propter electos*. Le ciel, cette auguste demeure du Très-Haut, est le royaume des saints, préparé pour les recevoir, depuis l'origine des siècles : *Paratum vobis regnum a constitutione mundi*. (Matt. xxv, 34.)

Est-il étonnant après cela que Dieu, même ici-bas, prenne un tel soin de l'honneur de ses élus.

N'est-ce pas d'eux que le Sauveur des hommes a dit : « Ils feront les œuvres que je fais moi-même et ils en accompliront de plus grandes : *Qui credit in me, opera quæ ego facio, et ipse faciet, et majora horum faciet*. » Son amour de complaisance les suit jusque dans la tombe, il glorifie jusqu'à leur poussière, il attache, il mêle pour ainsi dire sa toute puissance à leur cendre, et pour parler le langage de l'Ecriture, il fait fleurir et germer les miracles sur l'aridité de leurs ossements comme les lis et les roses sur des tiges desséchées ; il fait sortir la santé et la vie du séjour même de la mort, tant il a à cœur de prouver au monde, que tout dans ses saints jusqu'aux débris de leur mortalité, jusqu'à leurs plus humbles dépouilles, tout est grand, tout est précieux, tout est digne de ses regards. Il semble dire : concevez combien leur âme est grande à mes yeux, puisque ce qu'il y a de plus vil en eux est si grand, est si puissant par l'éclat et la vertu que je lui communique.

Est-ce tout ? Non, M. F., Dieu fait davantage encore pour ses élus. Il permet, il ordonne à son Eglise de les invoquer, de leur élever des statues et des temples, de consacrer des autels sous leur invocation, d'offrir le saint sacrifice en leur honneur, de célébrer leurs anniversaires et de vénérer d'un culte public leurs restes sacrés. Qui donc, à l'exception de ses saints, Dieu a-t-il jamais honoré de la sorte.

Ah ! il faut que la sainteté soit quelque chose de bien grand pour que le Seigneur lui ait destiné de si magnifiques récompenses. Vous le voyez, M. F., aux yeux de Dieu, comme aux yeux du monde et de la raison, les saints sont ce qu'il y a de plus élevé, de plus digne d'admiration ici-bas. La vraie grandeur de l'homme est tout entière dans la vertu ; le mérite résultant de la sainteté, est seul pur, sans défaut, sans faiblesse et sans mélange, seul il est solide, durable, immortel.

Que suit-il de là, M. F. ? Cette vérité, — et que ne puis-je la graver si avant dans vos esprits qu'elle soit à jamais la règle de votre conduite ! — il s'ensuit que la sainteté doit l'emporter au-dessus de tout dans notre estime. Estimons-la dans les autres, mais recherchons-la encore avec plus d'empressement en nous-mêmes. Tous les autres avantages ne peuvent nous procurer que de vaines et passagères satisfactions. La sainteté seule, c'est-à-dire le service fervent et persévérant de notre Dieu, nous donnera une grandeur et des consolations réelles, une grandeur et des consolations que la mort elle-même ne pourra détruire mais qui demeureront pendant toute l'éternité. Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

L'impossibilité de réunir en synode diocésain tous les prêtres ayant charge d'âmes a déterminé déjà plusieurs évêques à faire approuver par le Saint-Siège qu'ils ne convoquent à ces assemblées que certaines catégories de prêtres.

Le Saint-Siège tenant compte de cette impossibilité accorde qu'il en soit ainsi, mais par faveur spéciale et pour un temps. Par cette concession, les dispositions du droit canonique se trouvent formellement maintenues dans la dispense même qui les attempère aux nécessités présentes.

BAJONEN.

SYNODI DIOECESANÆ

Die 16 Februarii 1889.

Per summaria precum.

COMPENDIUM FACTI. Episcopus Bajonensis die 14 Septembris anni 1888 Sanctam Sedem adiit eique pandidit, « se ad mensem Octobris synodum diœcesanam indixisse. Quum autem, ait, diœcesis sit amplissima et quingentæ numerentur parochiales ecclesiæ, quarum plurimæ plus centum kilometris ab urbe episcopali distant, impossibile est, ut omnes sacerdotes curam animarum habentes ad Synodum conveniant; necesse est enim ut uno parochio abeunte, vicinus adsit qui curæ animarum invigilet. Intimatio ergo facta est 1: Canonicis et capitulo Cathedralis ecclesiæ ; 2. Canonicis honorariis ; 3. Archipresbyteris et decanis qui quadraginta duo numerantur ; 4. Superiiori et professoribus Seminarii diœcesani ; 5. Superiioribus collegiorum ecclesiasticorum ; 6. in singulis decanatus parochia a rectoribus decanatus designando, qui suo et confratrum nomine Synodo aderit. »

« Rogat igitur prafatus bajonensis Episcopus Sanctitatem vestram ut hunc convocandi modum qui solus in nostris diœcesibus possibilis videtur, tanquam validum declarare et sua suprema auctoritate approbare dignetur. »

RESOLUTIO. Sacra C. Concilii, re ponderata sub die 16 Februarii 1889 censuit respondere : *Pro gratia ad decennium*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Que faire lorsque la parcelle de l'hostie mise dans le calice s'attache à la paroi du calice, tout le précieux sang ayant été absorbé ?

R. — On peut suivre indifféremment deux méthodes ; la première consiste à amener avec un doigt la sainte parcelle au bord du calice, et à la prendre avant la purification. Dans ce cas, on se sert de l'index, suivant l'opinion et la pratique ordinaires.

La seconde méthode consiste à verser du vin et à prendre la parcelle avec la purification.

Ces deux méthodes sont conformes à la rubrique *De defectibus*, titre X, n. 8, qui s'exprime ainsi :

« Si sumendo sanguinem, particula remanserit in calice, digito ad labium calicis eam adducat, et sumat ante purificationem, vel infundat vinum et sumat. »

Si l'on suit la première méthode, il convient de lécher immédiatement le doigt qui a touché le Précieux-Sang ; ou bien au moins de veiller à ne rien laisser tomber du Précieux-Sang et à ne rien toucher avec l'index qui est imbibé de ce Précieux-Sang, et enfin de bien purifier ce doigt avec le vin et l'eau de l'ablution.

Quelle est la meilleure de ces méthodes ? Toutes deux sont bonnes, puisqu'elles sont proposées par les rubriques. Cependant Benoît XIV préfère la seconde. Voici ses propres paroles :

« Qui posterior modus videtur decentior, et usurpatur frequentius ; etsi enim potest contingere ut sacerdos guttam aliquam vini hauriat, antequam particulam deglutiat et rumpater naturale jejunium, tamen sacerdos jejunus ad altare accessit, nec nisi coactus reverentia erga Sacramentum, et obligatione illud perficiendi eo modo utitur ad extrahendam particulam e fundo calicis, ut observant Aversa de Eucharistia, q. 8, sect. 9 ; Cardinalis de Lugo, de Eucharistia, Disput. 15, sect. 4, n. 78 ; Quartus, ad Rubricas missalis, pars 2, tit. X, sect. 1, n. 7. » (De sacrosancto Missæ sacrific. Lib. tertius, chap. 15, n. 41.)

Ajoutons que cette méthode est plus facile à suivre.

Q. — 1^o Dans une paroisse où il y a des prêtres habitués, le curé prend, pour assister aux enterrements moyennant une rétribution, des séminaristes qui ne sont pas dans les ordres et les préfère aux prêtres habitués. Agit-il licitement ?

2^o Ces mêmes séminaristes remplissent les fonctions de sous-diacre aux messes du dimanche ; est-ce permis ?

R. — Ad I. Il est permis à tout prêtre d'assister comme particulier aux funérailles ; mais pour prétendre aux honoraires attachés à l'assistance, il faut y avoir été invité. Mais par qui doit être faite l'invitation et qui sont ceux qui ont un droit à être invités ?

4^o Quand rien n'a été déterminé à l'avance par le défunt lui-même, le droit commun reconnaît à ses parents ou héritiers la faculté absolue de faire les invitations aux chapitres, aux religieux, aux prêtres séculiers, aux confréries, etc. : « Juxta alias resoluta, in arbitrium esse hæredum defunctorum designare numerum regularium qui funeri intervenire debent, non autem in voluntatem parochorum, non obstante contrario decreto synodali¹. » Ainsi s'exprime la S. Congrégation des Rites.

Le curé ne peut pas priver les héritiers de ce droit, comme l'a déclaré la même Congrégation, le 17 juin 1673 : « An parochi civitatis prohibere possint hæredibus defunctorum ne ipsas confraternitates invitent ad associanda cadavera quæ in

eorum ecclesiis parochialibus deferuntur ? — Resp. Non posse prohiberi¹. »

Les héritiers ne sont tenus, *en droit strict*, ni à solliciter la permission du curé, ni même à le prévenir des invitations qui sont faites, et celui-ci ne peut repousser une confrérie, une communauté, un chapitre, des prêtres séculiers, sous prétexte qu'ils ont été invités à son insu. C'est ce que démontre la décision suivante de la S. C. des Evêques et Réguliers :

« I. An Patres Carmelitæ possint, absque scientia parochi, vocari ab hæredibus ad associanda cadavera in casu ?

« II. An vocati absque hujusmodi scientia, repelli possint a parochi a dicta associatione in casu ?

« III. An parochus teneatur præstare commodum dictis Carmelitæ celebrare volentibus missas lectas in ecclesia parochiali, præsentem cadavere defuncti in casu ?

« Resp. Ad I. Affirmative.

« Ad II. Negative.

« Ad III. Affirmative, et amplius causam non proponi mandavit². »

2^o Quand les héritiers n'usent pas de leur droit, c'est au curé que revient la faculté de faire les invitations. C'est ce qu'indique Amostaz : « Sacra Congregatio, in una Ferrarien. 7 septembris 1613, censuit parochum ad libitum vocare ad funus clericos quos voluerit, nec cogitur vocare viciniore, nisi aliter fuerit dispositum ab hæredibus defuncti, quorum voluntas est servanda. Ex qua quidem declaratione satis depromitur intelligendum illam facultatem concessam esse parochis, nisi aliter ab hæredibus defuncti dispositum fuerit, quibus in primis competit destinare numerum sacerdotum³. »

C'est ce que constatent aussi les statuts du clergé romain, qui suivant une expression de la Rote, *haberi solent pro lege, et normam episcopis tribuere*. On y lit : « Ad unum parochum defuncti proprium pertinet presbyteros, juxta numerum ab hæredibus ipsius prefixum, ad funus vocare. »

3^o Des coutumes particulières peuvent cependant enlever au curé ce droit et réserver à une congrégation ou à une confrérie, ou à un autre prêtre la faculté de désigner les prêtres qui assisteront aux funérailles.

La S. Congrégation du Concile a dû examiner, le 20 décembre 1879, une coutume de ce genre pour la ville d'Aqui, en Piémont, et elle s'est prononcée contre le curé, parce que le droit en question était exercé depuis plus de cent ans par une communauté de prêtres⁴.

Mais qui doit-on inviter ? Le premier qui a le

¹ S. R. C. 17 juin 1673, in *Monopolitana*.

² S. C. Ep. et Reg. 6 déc. 1729, cité par les *Analecta*, XI, col. 635.

³ Amostaz, de *Causis piis*, l. 6, cap. 2, n. 51.

⁴ *Analecta*, 1880, col. sqq. et 599. Cf. *Acta S. Sedis*, XII, p. 179.

¹ S. R. C. 7 déc. 1671, in *Senarum*.

droit d'être toujours convoqué, c'est le curé de la paroisse à laquelle appartient le défunt, quel que soit le lieu de la sépulture. On doit l'appeler, lors même que le défunt aurait demandé à être inhumé uniquement par des religieux. Les héritiers peuvent, s'ils le désirent, n'inviter que le curé : « *Licere hæredibus defunctorum solum parochum vocare.* » Ainsi lit-on dans une décision de la S. Congrégation du Concile, du 25 janvier 1726.

Lorsque les héritiers veulent inviter plusieurs prêtres, ils doivent donner la préférence *aux vicaires de la paroisse*. Le curé doit faire de même. C'est ce qui résulte de la décision du 20 décembre 1879, dont nous avons déjà cité une partie :

« An unus seu potius omnes viceparochi semper præferendi sint ceteris præbyteris in cadaverum associatione in casu ? »

« *Resp. Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.* »

Déjà la question avait été tranchée dans le même sens, en 1726 : « *Licere hæredibus defunctorum solum parochum vocare ad funus, sed quatenus alios presbyteros vocare velint, esse preferendos illis ecclesiæ matricis, in numero ipsis hæredibus benevisio 1.* »

Piton en donne le motif : « *Quæ quidem prælatio in jure est fundata, cum clerus inserviat ecclesiæ parochiali prædicando, celebrando missas et divina officia, immo etiam adjuvando et parochum administrando sacramenta parochianis.* » De là il résulte que c'est au vicaire qu'incombe, au défaut du curé, le soin de visiter les malades, de les administrer, de les assister au dernier moment. L'équité naturelle demande donc qu'on leur accorde sur les autres une préférence lorsqu'il s'agit des funérailles, où il y a quelques émoluments à percevoir.

Mais là s'arrête l'obligation des familles et des curés ; les curés et les vicaires ont seuls le droit de préférence. Lorsque ceux-ci ont été invités, on ne peut appeler qui l'on veut aux funérailles, sans être astreint de s'adresser d'abord aux prêtres habitués de la paroisse ou aux prêtres les plus proches.

Deux décisions de la S. Congrégation du Concile corroborent notre assertion. La première est du 17 septembre 1613 :

« An ad funera et exequias quæ celebrantur in parochia possit ad libitum parochus vocare clericos vel presbyteros quos voluerit, an vero teneatur, ut aliqui pretendunt, vocare viciniore ? »

« *Resp.* Posse parochum ad libitum vocare quos voluerit, dummodo illi sponte velint accedere, nisi aliter disponant hæredes defuncti, quorum voluntas servanda est 2. »

La seconde est du 27 juillet 1861 et concerne la ville de Bastia, au diocèse d'Ajaccio. On demandait à la S. Congrégation si les héritiers pouvaient

être obligés à donner la préférence aux prêtres habitués ; la S. Congrégation répondit affirmativement, il est vrai, mais à raison de circonstances spéciales ; ce qui indique que, d'après la loi générale, ils n'y sont pas obligés :

« An hæredes teneantur vocare prælativè ad funera sacerdotes addictos servitio ecclesiæ parochialis defuncti, seu potius sit in illorum libero arbitrio vocandi sacerdotes alterius parochiæ, etiam ad exclusionem prædictorum sacerdotum ad parœciam defuncti pertinentium in casu ? »

« *Resp.* Attentis peculiaribus circumstantiis, in casu de quo agitur, affirmative ad primam partem, juxta votum episcopi, negative ad secundam 1. »

Peut-on inviter de simples séminaristes à la place des prêtres ? Oui assurément, si la famille le demande ou y consent sciemment. Ce n'est pas uniquement pour qu'il y ait un nombre déterminé d'ecclésiastiques aux funérailles que l'on fait des invitations, mais aussi pour procurer des prières aux défunts. Or, à raison du caractère sacerdotal, la prière du prêtre a plus d'efficacité que celle du séminariste. Aussi pensons-nous que le curé qui voudrait inviter des séminaristes, alors qu'il y a des prêtres disponibles, devrait prévenir la famille.

Ad II. Il est défendu à tout clerc mineur de remplir les fonctions du diacre ; pour le sous-diacre on peut le faire remplacer par un clerc mineur, à condition qu'il ne portera pas le manipule. Ces points ont été décidés plusieurs fois par la sacrée Congrégation des Rites, particulièrement le 18 décembre 1784, n. 4418, ad 1^m et le 22 juillet 1848, n. 5126, ad 5^m.

Par conséquent un laïque et un clerc tonsuré ne peuvent assister le célébrant à la messe solennelle en remplacement d'un sous-diacre. La coutume contraire a été déclarée un abus le 11 septembre 1847, n. 5103 : « *Consuetudo tanquam abusus omnino eliminanda, et in casu missa cantetur per solum præbyterum.* »

Q. — 1^o Un ecclésiastique qui est en possession de plusieurs actions (il ne s'agit pas ici d'obligations puisque la question est bien tranchée) d'une compagnie industrielle, qu'il s'est procuré de bonne foi et par l'intermédiaire d'un tiers, mais dans le but *bien avéré* de les revendre plus tard et réaliser des bénéfices pour faire des bonnes œuvres ou même pour augmenter ses revenus, peut-il les garder et attendre le moment propice, ou doit-il s'en défaire tout de suite. Dans ce cas, comment employer les bénéfices réalisés ? Quelles peines a-t-il encourues ?

2^o Que penser d'une maison qui promet des bénéfices considérables à ses clients (10 0/0 tous les mois) qui opère j'ignore comment, mais qui prétend que toutes ses opérations sont faites honnêtement et « *en dehors de tout jeu de Bourse ?* » Un ecclésiastique peut-il lui confier des sommes *tota conscientia* ? J'ajoute que le directeur de cette maison est *catholique pratiquant* d'après les renseignements donnés.

R. — Ad I. En achetant des actions d'une compagnie dans le but avéré de les revendre plus

¹ S. C. C. in *nullius Montis Cassini*, 26 janv. 1726.

² S. C. C. in *Ferranien*, 17 sept. 1613.

¹ S. C. C. 27 juillet 1861, *Analecta*, vi, col. 2277.

tard, l'ecclésiastique en question a violé la loi ecclésiastique de deux manières : 1^o en prenant des actions d'une société industrielle, ce qui est interdit, et 2^o en les prenant dans la pensée de réaliser des bénéfices, ce qui est encore défendu.

Vous nous exposez qu'il a agi de bonne foi, par l'intermédiaire d'une tierce personne, et qu'il destine les bénéfices aux bonnes œuvres ou à l'augmentation de ses revenus.

Disons tout d'abord que la bonne foi est assez facile à supposer sur le point qui nous occupe ; mais si elle peut exempter de péché pour le passé, elle ne peut pas légitimer pour l'avenir des actes que la loi ecclésiastique condamne.

La présence d'une tierce personne dans une opération de commerce ne la rend pas licite pour les ecclésiastiques. On a pu en douter autrefois à raison des discussions des théologiens à ce sujet ; mais aujourd'hui, après le bref *Apostolicæ servitutis* de Benoît XIV, tout doute est impossible. Après avoir rappelé les constitutions de ses prédécesseurs qui défendent le commerce aux clercs en leur nom personnel, Benoît XIV ajoute : « Cum singulis poenis in eis et earum qualibet adversus clericos illicitos negociatores hujusmodi contentis, ad clericos illicitè sub alieno laici nomine quomodolibet negociantes, perinde ac si per se ipsos ac proprio eorum nomine negotia ipsa illicita exercerint, (constitutiones omnes) extendimus et ampliamus ¹. »

La résolution bien arrêtée de donner tout le bénéfice aux bonnes œuvres ne rend pas le commerce licite, pour cette raison que la fin ne justifie pas les moyens. D'ailleurs ce n'est pas l'accroissement de la fortune ou les bénéfices réalisés par le commerce qui ont motivé les défenses ecclésiastiques, mais bien les soucis inhérents à la profession de négociant. Ce point est absolument certain pour ce qui concerne les prêtres envoyés dans les pays de missions, à quel titre que ce soit, comme le déclare Clément IX dans la constitution *Sollicitudo pastoratis officii* du 17 juin 1669 : « Et quia in præmissis et circa ea delinquentes, ut plurimum, prætextu necessitatis pro eorum missionibus se excusare præsumunt, excusationes hujusmodi eis eorumque cuilibet, nullo modo suffragari posse vel debere decernimus et declaramus. »

Faut-il appliquer cela à tous les clercs ? Pour les paroles, non ; puisque la constitution n'est adressée qu'aux prêtres qui habitent les pays des missions ; quant à l'esprit, oui certainement ².

La volonté d'augmenter ses revenus est-elle une cause suffisante pour légitimer des actes de négoce défendus d'ailleurs à un clerc ? Non, s'il a d'autre part de quoi soutenir honorablement sa position ; oui, s'il se trouve dans la nécessité personnelle, ou qu'il soit tenu de subvenir aux besoins

de ses proches qui seraient dans l'indigence ; mais dans ce cas il faut une permission. Au risque d'être un peu long, nous citerons quelques documents qui appuient notre réponse.

On peut d'abord invoquer une décision de la S. Congrégation du Concile citée par Ferraris, v^o *Clericus*, art. III, n. 44. Voici ensuite une réponse de la Propagande, du 23 novembre 1665 :

« Quum SS. D. N., ex voto S. C., Vicariis Apost. in regnis Sinarum facultatem largitus fuerit clericos promovendi ad sacros, etiam Presbyteratus, Ordines, quamvis necessarium patrimonium non habeant, quæritur, an hujusmodi promoti possint ad sui sustentationem mercaturam exercere, pecunias suas mercatoribus dare et cum ipsis societatem inire, maxime cum non habeant illis in partibus aliam rationem se sustentandi ?

« Resp. Tolerandum ad sustentationem propriam dumtaxat, modo tamen contractus sit ex sua natura licitus, et tantum solummodo impendendum quantum honestum patrimonium constituent ¹. »

Pour les ecclésiastiques qui ont été ordonnés sans titre et sans patrimoine, on peut donc tolérer l'exercice d'un négoce honnête nécessaire à leur subsistance, jusqu'à ce qu'ils aient constitué un capital équivalent au patrimoine requis par les saints canons.

La constitution *Cum primum* de Clément XIII, 17 septembre 1759, n'admet pas le motif d'indigence *personnelle* comme suffisant pour autoriser un clerc à se livrer au négoce : « Quando quidem, dit-elle, unicuique clerico canonicus ordinationis titulus, vel saltem congruum sufficiens patrimonium esse debet, quo se sustentet : iisque forsan deficientibus, debet ipse honestioribus artibus suæque professioni conformibus propriis necessitatibus consulere. » Rien de plus clair : le clerc doit avoir des moyens convenables d'existence en vertu même de son ordination ; si, par extraordinaire, il n'en a pas, qu'il s'adonne, non pas au commerce, mais à une autre profession en rapport avec sa dignité. Mais l'obligation de venir en aide à certaines personnes que le Pontife désigne sous les noms de « *parentum, aut sororum, aliarumque personarum quibus ex naturalis officii debito opem ferre teneatur*, peut motiver une dispense, qui sera demandée au Saint-Siège pour l'Italie et les îles adjacentes, et à l'Ordinaire dans les autres contrées. L'exercice du négoce, même avec une cause suffisante, mais sans autorisation, doit être puni *pro modo culpæ*.

Clément XIII indique les conditions suivant lesquelles il accordera les dispenses demandées, conditions qu'il impose aussi aux évêques : il faudra le cas d'une nécessité réelle, à laquelle on ne puisse subvenir par aucun autre moyen, et même dans ce cas on n'autorisera pas un genre de négoce qui répugne à la sainteté de l'état ecclé-

¹ Bull. de Benoît XIV, t. I. p. 65, Malin. Const. *Apostolicæ servitutis*, 25 fev. 1741.

² Scavini, édit. de Del Vecchio, I, 254.

¹ *Collectanea constitutionem... Sanctæ sedis ad usum operariorum apostolicarum...* p. 83, n. 141.

siastique; les permissions seront toujours révo- cables *ad mutuum* et elles cesseront de plein droit, sans qu'il soit besoin de révocation, dès que la nécessité des proches n'existera plus, ou que l'on pourra y pourvoir d'une autre manière : « Cæterum facultates ipsas, etiam ut supra dictum est obtentas, semper quoad tempus revocationi obnoxias censi decernimus, ita ut pro irritis et revocatis ipso jure habeantur, quoties allegatæ conjunctorum indigentia cessaverint, vel alia legitima se offerat ratio iisdem opportune prospiciendi. »

La constitution de Clément XIII n'a pas annulé les pouvoirs concédés aux vicaires apostoliques pour les pays de missions par le décret de la Propagande du 23 novembre 1665, cité plus haut; on peut s'en convaincre par une instruction du Saint-Office adressée le 18 mars 1782 au patriarche de Constantinople. « Utrum sacerdotes ad titulum missionis ordinati, avait-il demandé, possint conferre pecunias in societatem negotiationis, et ita accipere partem lucri ex negotiatione procedentem, vel determinatam, vel eventalem? Ratio dubitandi est quia, cum beneficio vel patrimonio careant, non sunt sufficienter provisi pro sua sustentatione, vel pro casibus infirmitatis, pestis, incendii, senectutis, in quibus eleemosynis misarum non multum vel nihil sibi providere possunt? »

Le Saint-Office, dans sa réponse, distingue entre le cas d'une *nécessité actuelle* qui obligerait le missionnaire à mendier, et la *crainte fondée* de se trouver dans l'embarras plus tard, par suite d'événements inopinés. Dans le premier cas, le patriarche doit suivre la règle tracée par le décret de la Propagande du 23 novembre 1665, et dans le second la constitution *Cum primum* de Clément XIII : « Si urgeat præsens inopia, ex laudato decreto anni 1665, poterit tolerare negotiationem aliquam a sacerdotibus fieri, iis tamen conditionibus quæ in eodem decreto adjiciuntur; si vero futuris necessitatibus (sed tamen probabilibus), dumtaxat est providendum, ea facultate utatur quam Clemens PP. XIII episcopi extra Italiam concessit, et dispensationem sacerdotibus indulgeat, ut sua industria possint subsidia quærere ad vitandam egestatem, juxta tamen eas conditiones et regulas quas idem Pontifex in ea epistola præscripsit ¹. »

La nécessité dont il est question ici ne peut pas être appréciée mathématiquement. Voici la règle donnée par saint Alphonse : « Commune est apud doctores licitum esse clerico negotiari pro sua suorumque necessaria sustentatione... Sed hic dubitatur quanam necessitas requiratur, vitæ an statûs? Nimis rigide Layman requirit necessitatem ad vitam sustentandam. Sed communius et probabilius Pal. Sporer... dicunt sufficere necessitatem gravem ad statum decentem, nempe si aliter clericus cum sua familia commode susten-

tari nequeat. Ratio, tum quia lex ecclesiastica non obligat cum gravi incummodo; tum quia prohibitio, cum facta sit ob decentiam statûs, non censetur prohibere id quod necessarium est ad decentem statum servandum suum vel suorum ¹. »

Bien que saint Alphonse parle d'une manière générale, nous pensons que, dans nos pays, vu la constitution de Clément XIII, un évêque ne pourrait autoriser le négoce pour subvenir aux nécessités personnelles de ses clercs, mais seulement pour venir en aide à leurs proches.

Nous tirons de ces prémises une conclusion : Si l'ecclésiastique dont il est question se trouve dans un pays de mission, et qu'il soit personnellement dans la nécessité ou qu'il craigne pour l'avenir, il peut solliciter de son évêque l'autorisation de garder pour un temps ses actions de la société industrielle; il en est de même pour le cas où n'étant pas personnellement dans le besoin, il doit subvenir aux nécessités actuelles de ses proches. Dans le cas contraire, il devra ou s'adresser au Saint-Siège ou se dessaisir de ses actions.

II. Mais quand devra-t-il les vendre? C'est Benoît XIV qui va répondre : « Si aliquod negotium ecclesiasticis illicitum personis... sive hæreditario jure, aut quocumque alio titulo delatum fuerit, *illud statim dimittere teneantur* ². » Si toutefois il y a à craindre des pertes temporelles, la sacrée Congrégation du Concile pour l'Italie, et l'évêque pour les autres pays, peuvent accorder des délais provisoires, mais en fixant un terme péremptoire au-delà duquel la conservation du négoce sera considérée comme coupable. La longueur des délais sera déterminée d'après les circonstances.

III. L'ecclésiastique qui a acheté de bonne foi des actions d'une société industrielle a-t-il encouru quelque peine et peut-il garder les bénéfices qu'il en a retirés? La question n'est pas inutile, parce que si la bonne foi excuse de la faute, elle n'empêche pas toujours de subir la peine. Nous avons en effet une décision de la S. Congrégation du Concile du 11 mars 1679, au sujet de marchandises achetées de bonne foi, où il est dit : Si collectio fuit facta ad lucrum capiendum, posse vendere, sed lucrum applicandum esse juxta constitutionem Urbani VIII (22 février 1633.) »

Les peines varient suivant qu'il s'agit de prêtres ou de missionnaires placés dans les pays de missions, ou de prêtres placés dans les autres pays.

A. *Peines portées contre les clercs livrés au négoce dans les pays autres que ceux de missions.* 1^o Le droit général ne renferme aucune peine spirituelle *lata sententiæ* contre les clercs commerçants, mais il indique celles que les évêques peuvent appliquer. Le décret de Gratien parle de la déposition, les Décrétales autorisent l'emploi des censures canoniques : suspense, in-

¹ Lib. III, n. 837.

² Const. *Apostolicæ servitutis*.

¹ *Collectanea*, l. c. p. 90, n. 145.

terdit, excommunication, anathème. Le concile de Trente rappelle les peines anciennes et reconnaît aux évêques le droit d'en porter de plus graves : « Eadem in posterum iisdem pœnis, vel majoribus arbitrio ordinarii observentur ¹. » Clément XIII est non moins formel : « Nous vous exhortons tous, Vénérables Frères, et nous vous conjurons en Dieu de veiller à l'intégrité de la discipline ecclésiastique, dont l'observation est si importante pour le salut des âmes ; examinez la conduite de tous les clercs qui dépendent de votre pouvoir ordinaire ou délégué ; si vous en trouvez que la souillure de l'avarice ait portés à transgresser les canons et constitutions apostoliques, procédez contre eux en toute rigueur, suivant la teneur de ces mêmes canons et constitutions. »

Il est permis aux évêques, pour leur diocèse, de rendre ces peines *latæ sententiæ* ; elles sont alors encourues *ipso facto*. Le Saint-Siège n'aime cependant pas qu'elles soient trop sévères pour un seul acte ².

2^o Pie IV, dans la constitution *Decens esse censes*, 5 novembre 1560, a déclaré que tous les bénéfices acquis par les clercs dans un négoce illicite appartenaient à la Chambre apostolique : « Nos decernimus omnia et singula, res et bona cujuscumque qualitatibus et quantitatis existentia, ac in quibusvis regionibus et regnis ac dominiis... per quosvis clericos tam sæculares quam regulares... ex negotiatione illicita aut alias contra sacros canones quomodolibet acquisita, ad eandem Cameram et non alios... spectasse et spectare ³. » Benoît XIV, dans le Bref *Apostolicæ servitutis*, a renouvelé la même peine, en enlevant toutes les réserves et les exceptions que Pie IV avait cru devoir établir pour le clergé de Rome. La constitution de Clément XIII confirme les actes de ses prédécesseurs relativement au négoce, avec toutes les peines et censures qu'ils renferment, et elle condamne à l'avance toute coutume contraire « *veluti damnabilem abusum et imprescriptibilem corruptelam*. » La loi existe donc aujourd'hui encore dans toute sa rigueur.

Toutefois il faut une sentence du juge pour que le coupable soit obligé de verser les bénéfices provenant du négoce à la chambre apostolique.

En effet, d'après le sentiment regardé comme le plus probable et suivi par saint Thomas ⁴, personne n'est tenu à subir une peine positive avant la sentence déclaratoire du juge. D'autre part le juge ecclésiastique ne peut procéder contre un délinquant *occultum et non diffamatum*, comme le dit encore saint Thomas au même endroit. Il suit de là que le confesseur n'a pas à s'occuper des bénéfices résultant d'un négoce interdit aux clercs, et qu'il ne peut obliger le coupable à les verser à la Chambre apostolique, tant que le juge

n'aura pas porté une sentence déclaratoire. De son côté le pénitent peut garder ces bénéfices en toute conscience jusqu'à la sentence du juge. Quand le coupable a été dénoncé au juge ecclésiastique, celui-ci ne peut se dispenser de poursuivre, même après que le commerce a cessé : la constitution de Clément XIII lui en fait un devoir. Pour se mettre à l'abri de ces revendications, le plus sûr, quand il y a quelque crainte que le délit ne devienne public, c'est de recourir au Saint-Siège, lui exposer sincèrement les faits, lui expliquer les circonstances qui peuvent diminuer la faute et lui demander condonation de la peine.

B. Peines portées contre le négoce illicite dans les pays de missions. On comprend sous ce titre, à Rome, les pays directement soumis à la surveillance de la Propagande. Comme on le verra, les peines portées contre les missionnaires qui, dans ces contrées, s'adonnent au commerce, sont plus nombreuses et plus graves. Ces peines ont été établies par les constitutions *Ex debito* d'Urbain VIII, 22 février 1633, et la constitution *Sollicitudo pastoralis officii*, de Clément IX, 17 juin 1669.

a) L'excommunication latæ sententiæ. Elle subsiste encore aujourd'hui, comme l'a déclaré le Saint-Office, le 4 décembre 1872. Quels sont ceux qu'elle atteint ? — 1^o Tous les ecclésiastiques tant réguliers que séculiers, de quelque état, grade, condition ou qualité qu'ils soient, à quelque ordre qu'ils appartiennent, qui exercent le commerce dans les Indes orientales ou dans l'Amérique. Les auteurs restreignent l'excommunication aux ecclésiastiques étrangers et en exemptent les membres du clergé indigène, ou les ecclésiastiques nés dans le pays : pour ceux-ci, ils les placent sous le régime de la loi générale contenue dans les constitutions de Benoît XIV et de Clément XIII. Aussi Avanzini enseigne que, dans les pays où la hiérarchie est régulièrement rétablie, il n'y a plus lieu d'appliquer les peines édictées par Urbain VIII et Clément IX, parce qu'il n'y a plus de missionnaires ¹. Sabetti, qui a écrit pour l'Amérique, accepte cette interprétation : « *Respicit hæc censura personas ecclesiasticas quæ in prædictas regiones mittuntur a Sancta Sede aut a Cong. de Prop. Fide, aut ab aliis superioribus ut missionarii, ac proinde sacerdotes indigeni qui apud nos mercaturam exercerent, illam non incurrerent* ². » L'opinion de ces auteurs nous semble difficile à concilier avec le décret suivant de la S. Congrégation du Concile, du 23 janvier 1677 : « *An prædicta constitutio (Clementis IX) comprehendat clericos qui non sunt missionarii ? Resp. Affirmative, esse comprehensos omnes ecclesiasticos* ³. » La S. Congrégation ne se contente pas de répondre affirmativement, elle déclare d'une manière explicite

¹ Sess. XXII, cap. I, de *Refor.*

² *Analecta*, VIII, col. 1454 et 1906.

³ *Bullaire romain*, t. IV, part. 2, p. 58.

⁴ 2^o 2. q. 70, art. 1.

¹ *Acta S. Sedis*, VIII, p. 323 ; *nouvelle Revue théol.* XVII, p. 57 ; d'Annibale, Gabriel de Varceno.

² *Compendium theologiæ moralis*, n. 1015.

³ *Analecta*, VIII, 1436, n. 34.

que la constitution de Clément IX comprend tous les ecclésiastiques, sans distinguer entre le clergé indigène et les prêtres étrangers. On ne peut guère introduire de distinction sans forcer le sens de la réponse. Toutefois, comme il s'agit d'une opinion communément admise par les commentateurs, nous ne condamnerions pas celui qui la suivrait en pratique. — 2^o Les supérieurs immédiats des délinquants, qui ne les punissent pas du moins en les éloignant du théâtre de leur délit, s'il dépend d'eux que ceux-ci jouissent de l'impunité.

L'excommunication dont nous parlons n'est pas réservée et tout confesseur peut en absoudre. Rien, en effet, dans les termes des constitutions pontificales n'indique une réserve ; c'est d'ailleurs l'enseignement commun. Toutefois l'absolution ne peut être donnée au coupable, excepté cependant à l'article de la mort, qu'après qu'il aura restitué le gain qu'il a retiré du commerce illicite. S'il se trouve dans l'impuissance de restituer, il semble qu'on peut l'absoudre en appliquant les règles générales relatives aux personnes qui ne peuvent satisfaire à leurs obligations.

b) *Privation de certains droits et peines arbitraires.* « Sub pœna... privationis vocis activæ et passivæ, et officiorum, dignitatum et graduum quorumcumque per eas obtentorum, et inhabilitatis ad illa et alia quæcumque in posterum obtinenda... ac aliis Nostro et Romani Pontificis pro tempore existentis vel prædictæ Cardinalium Congregationis arbitrio, imponendis pœnis. » C'est ainsi que s'exprime Clément IX.

c) *Changement de résidence.* Le même Pontife oblige les supérieurs immédiats à punir les coupables, *etiam pro una vice*, par un changement de résidence, et à les éloigner des lieux où le délit a été commis.

d) *Confiscation des marchandises et des bénéfices.* La constitution d'Urbain VIII contisquait les marchandises et les bénéfices au profit des missions dirigées par les clercs négociants : la peine était insignifiante. Clément IX attribue les bénéfices aux pauvres, aux hôpitaux, aux séminaires, aux missionnaires et aux ecclésiastiques d'une société différente de celle à laquelle appartient le coupable.

Nous avons vu plus haut que les auteurs réclamaient une sentence déclaratoire du juge pour obliger le clerc coupable de commerce illicite à verser à la Chambre apostolique les bénéfices réalisés. On pourrait peut-être soutenir aussi que cette sentence est nécessaire pour la confiscation des marchandises ; mais on peut affirmer qu'elle ne l'est pas pour la restitution des bénéfices. En effet, Clément IX défend d'absoudre le coupable avant qu'il ait restitué ; donc quiconque ayant transgressé la loi, même d'une manière occulte, veut être absous de sa faute, doit tout d'abord, avant toute sentence déclaratoire, restituer les bénéfices.

Nous ferons remarquer en terminant que les actes défendus ici sont les mêmes que ceux inter-

dicts aux clercs par la loi générale : « Tenore præsentium districtè prohibemus... ne mercaturis et negotiationibus sæcularibus hujusmodi, quovis prætextu, titulo, colore, ingenio, causa, occasione et forma, *etiam semel*, per se aut mediantibus ministris, directe vel indirecte, tam nomine proprio quam suarum respective religionum, seu congregationum, aut societatum... se ingerant. »

Les deux mots *etiam semel* méritent l'attention : ils indiquent clairement que les peines indiquées plus haut sont encourues par une seule transgression.

Ad II. Nous avons résolu cette question déjà deux fois cette année pag. 113 et 336. Vous trouverez dans ces deux passages les renseignements que la longueur de la réponse précédente ne nous permet même pas de résumer ici.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Dans les questions de dispenses, l'Etat prétend jouer un rôle, au moins d'intermédiaire entre les évêques et le pape. En outre, il a, lui aussi, ses empêchements prohibitifs et dirimants. Ne serait-il pas utile que votre journal déterminât le droit de chacun, tout au moins ce qui se pratique en France sous le rapport canonique et civil ? Pour ma part, je serais heureux d'être renseigné, à ce double point de vue.

R. — Certaines dispenses sont accordées par l'autorité ecclésiastique aux fidèles. Les unes sont données par les évêques ou même par les ecclésiastiques auxquels ils en ont donné le pouvoir. Le pape est seul en possession du pouvoir d'accorder les autres.

« Des tentatives ont été faites, à différentes époques, par le gouvernement pour obtenir que le Saint-Siège autorisât les évêques à donner les dispenses pour les cas réservés. Le Saint-Siège a consenti quelquefois à donner le pouvoir d'accorder ces dispenses à ses légats, et même aux évêques ; mais les pouvoirs conférés à ces derniers n'ont jamais été qu'annuels, et on a toujours répondu que la cour de Rome ne se dépouillerait, sous aucun motif, de ce droit de surveillance, conforme aux principes et à l'unité de la discipline ecclésiastique. » (*Lettre de l'ambassadeur de France à Rome, du 1^{er} août 1818.*)

Le pape se réserve, pour la France, quant aux mariages entre parents, les dispenses du premier degré, du deuxième et du deuxième au troisième ; il est dans l'usage de déléguer aux évêques le droit de donner les dispenses pour les degrés inférieurs, mais encore cette délégation n'est qu'annuelle, ou même pour trois mois. (*Idem.*)

La demande d'une dispense doit être adressée à l'évêque. Il faut préciser dans la demande les noms, les prénoms, l'âge, et constater l'état de pauvreté, si l'on veut obtenir la dispense sans frais. (*Note communiquée de Rome le 3 avril 1819.*)

L'évêque, s'il y a nécessité de recourir à Rome, dresse ou fait dresser la supplique dans la forme ordinaire, et l'adresse, revêtue de son contre-seing, au Saint-Siège, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France à Rome. Les réponses ou dispenses sont délivrées, les unes par le tribunal de la Pénitencerie, les autres, par celui de la Daterie.

D'après un avis de l'ambassadeur de France à Rome, aucune demande, adressée à Sa Sainteté ou aux tribunaux ecclésiastiques, n'est admise à moins qu'elle ne soit revêtue du contre-seing du supérieur ecclésiastique. (*Lettres minist. du 5 décembre et 5 août 1816.*)

Il y a à Rome, une foule d'agents non autorisés, prenant le titre de banquiers expéditionnaires, et qui se chargent de suivre, près des tribunaux ecclésiastiques, les dispenses sollicitées par les évêques au nom de leurs diocésains. L'ambassadeur de France à Rome, a signalé, à diverses époques, les inconvénients qu'il y avait à recourir à ces agents, quant aux prix des dispenses et aux retards apportés à la rédaction des brefs de la daterie ou de la pénitencerie ; il offrit de se charger d'obtenir prompt expédition et modération des taxes pour les demandes de grâces spirituelles, qui seraient adressées au Saint-Siège par l'intermédiaire de l'ambassade. En conséquence de cette offre, une circulaire de 1815 a invité les évêques à transmettre les paquets contre-signés par eux au ministre des cultes, qui les ferait parvenir à l'ambassadeur. Une autre circulaire de 1822 les engagea pour éviter le détour et le retard de la correspondance, à les transmettre directement à l'ambassadeur de France à Rome.

Il n'y a canoniquement aucune raison qui oblige les évêques à passer par l'ambassade française.

Les formalités à observer pour obtenir du gouvernement des dispenses d'âge ou de parenté pour le mariage civil, sont importantes à connaître. Elles sont tracées dans la circulaire suivante :

CIRCULAIRE du garde des sceaux, du 10 mai 1824, concernant les formalités à produire pour obtenir des dispenses d'âge et de parenté pour mariage.

« Monsieur le procureur général,

« Des demandes de dispenses d'âge et de parenté me sont adressées fréquemment ; elles sont fondées la plupart sur des motifs qui tiennent à l'intérêt et à la tranquillité des familles, quelquefois même à l'honneur des individus qui les forment.

« Toutefois, très peu de ces demandes sont en état de recevoir une décision lorsqu'elle parviennent dans les bureaux de mon département.

« Le ministère public est appelé, par l'article 2 de l'arrêté du 20 prairial an IX (9 juin 1803), à donner son avis et à éclairer le gouvernement sur les faits qui sont proposés, ainsi que sur les causes

graves qui sont alléguées à l'appui de ces demandes.

« Pour établir une marche uniforme, toujours désirable dans les affaires, et surtout dans celles de cette nature, et pour en accélérer l'expédition le plus qu'il est possible, j'ai trouvé à propos de vous adresser des instructions relatives aux formalités à observer et aux pièces à produire pour les personnes qui désirent obtenir des dispenses d'âge et de parenté.

1^o Dispenses d'âge.

« L'art. 144 du code civil déclare que l'homme, avant dix-huit ans, et la femme avant quinze ans révolus, ne peuvent contracter mariage.

« Toutefois, l'art. 145 laisse au roi la faculté d'accorder des dispenses d'âge pour des motifs graves. Mais d'abord, il est de jurisprudence ou d'usage, 1^o de ne jamais accorder de dispenses aux hommes avant dix-sept ans accomplis, et aux femmes avant quatorze ans accomplis ; sauf pour celles-ci le cas où elles seraient devenues grosses avant cet âge ; 2^o de rejeter toutes demandes de dispenses lorsque l'homme est de quelques années plus jeune que la femme ; en effet, l'âge supérieur de celle-ci autorise à croire qu'il y a séduction de sa part ; l'on ne peut d'ailleurs favoriser des unions disproportionnées.

« Du reste, la loi n'a pas déterminé les causes de dispense ; elles peuvent dépendre de diverses circonstances dont elle a confié l'examen à la prudence et à l'impartialité des magistrats. Ils doivent donc les apprécier avec une sage sévérité.

« La plus grave, sans contredit, est la grossesse de la future ; mais elle n'est pas la seule qui puisse motiver des dispenses.

« Ainsi, il pourra, suivant les circonstances, y avoir cause de dispense, si le mariage projeté doit assurer à l'individu dispensé, un état et des moyens d'existence (s'il en manque), s'il doit mettre ses mœurs à l'abri du danger auquel il serait exposé.

« La demande de dispense d'âge doit être régulièrement présentée et signée par le futur, et, s'il est possible, par les père et mère ou ascendants dont le consentement est requis pour le mariage, ou par le tuteur *ad hoc* dans le cas de l'art. 159 du code civil ; elle doit être accompagnée de l'avis du conseil de famille, dans le cas de l'art. 160 du même code, et toujours des actes de naissance des futurs, dûment légalisés ou des actes de notoriété qui peuvent remplacer ceux-ci conformément aux art. 70, 71 et 72 du code civil.

« S'il y a grossesse, elle doit être constatée par le rapport d'une personne de l'art, assermentée ; le rapport sera annexé aux autres pièces.

« Tout rapport de ce genre qui laisserait des incertitudes et des doutes sur le fait de la grossesse, et qui n'offrirait que des présomptions vagues, serait considéré comme le résultat d'une complaisance coupable, tendant à induire en erreur l'autorité, et ne produirait aucun effet.

« S'il y a des enfants nés du commerce des parties, les actes de naissance, reconnaissance et décès (s'il y a lieu), de ces enfants devront être produits.

« Si l'un des futurs a été engagé dans les liens d'un précédent mariage, il doit justifier qu'il est libre d'en contracter un nouveau, en produisant l'acte de décès de son conjoint.

« En me transmettant ces pièces et votre avis motivé, vous me ferez connaître si les parties sont en état d'acquitter les droits du sceau; si leur indigence ne leur permet pas d'y satisfaire, la preuve doit en être rapportée et jointe aux autres pièces; j'ajouterai que la remise établie par une ordonnance du 26 juin 1817, pour la délivrance des dispenses d'âge aux indigents, s'étend au droit du sceau, d'enregistrement et de référendaire, et que, par une autre ordonnance du 28 octobre 1820, la faculté d'accorder aux indigents la remise de ces droits s'applique également aux dispenses de parenté.

« Vous aurez soin d'indiquer le référendaire qui doit être chargé des intérêts des impétrants; à défaut de cette indication par les parties, elle sera faite dans les bureaux.

2^e Dispense de parenté

« L'art. 163 du code civil prohibe le mariage entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

« Mais la loi, toujours sage et prévoyante, a reconnu que, dans certains cas et pour des motifs déterminés, ces mariages prohibés en principe pouvaient être nécessaires; aussi a-t-elle remis à Sa Majesté le pouvoir de lever leur prohibition, lorsqu'il est constaté qu'il y a eu des causes graves (art. 164.) Cette faculté a été étendue par le décret du 7 mai 1808 au mariage du grand-oncle avec sa petite-nièce.

« Ce qui a été dit, quant à la forme, touchant les dispenses d'âge peut s'appliquer également aux demandes de dispense de parenté pour mariage, en y ajoutant quelques formalités qui sont particulières à celle-ci.

« Ainsi, comme les demandes de dispenses d'âge, celles de dispenses de parenté doivent être présentées et signées par les futurs, et accompagnées de leurs actes de naissance revêtus des formes prescrites par l'art. 45 du code civil. Il faudra de plus que les parties produisent, à partir de l'auteur commun, les actes de naissance et mariage indiscutables pour établir d'une manière incontestable le degré de parenté entre elles.

« S'il y a grossesse, elle devra être constatée comme il a été dit ci-dessus.

« Aux causes qui ont été indiquées comme pouvant déterminer les concessions de dispenses d'âge, on peut ajouter pour les dispenses de parenté celles qui résulteraient d'affections nées de rapports et de soins naturels et inévitables de famille; de la volonté de mettre fin à des procès réels, à des discussions qui pourraient compromettre les intérêts communs ou isolés des parties.

« Une circulaire du 18 août 1823 vous a averti que ceux qui professent la religion catholique, apostolique et romaine, doivent avant tout justifier que des dispenses ecclésiastiques leur ont été accordées pour s'unir en mariage. La déclaration de leur pourvoi en cour de Rome ne suffirait point pour faire accueillir leur demande¹. »

On évaluait en 1829, les sommes que la France paye annuellement à Rome pour frais de dispense, à 50,000 fr. environ. (*Lettre de l'ambassadeur de France, du 28 août 1823.*)

Nous avons inséré ci-dessus, la circulaire du 10 mai 1824, relative aux formalités à observer pour obtenir du gouvernement des dispenses d'âge ou de parenté pour le mariage civil.

Mais une loi du 16 avril 1832 ayant étendu la faculté des dispenses aux mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, nous pensons qu'on nous saura gré de rapporter ici la circulaire du 28 avril 1832, car il peut être d'une grande utilité à MM. les curés de la connaître lorsque, dans leurs paroisses se présentent des projets de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs.

Les expéditions des lettres patentes qu'accorde le gouvernement pour dispense d'âge en cas de mariage, sont soumises à un droit de sceau de 100 fr. et à un droit d'enregistrement de 20 fr.; celles pour cause de parenté à un droit de sceau de 200 fr. et d'enregistrement de 20 francs. (*Loi du 2 avril 1816, art. 15.*)

Les expéditions des dispenses d'âge accordées aux personnes indigentes sont exemptes du sceau et enregistrées gratis. (*Loi du 15 mai 1818, art. 77.*)

CIRCULAIRE du garde des sceaux du 28 avril 1832, relative aux dispenses à obtenir pour les mariages entre beaux-frères et belles-sœurs.

Monsieur le procureur général,

« La loi du 16 de ce mois, modifiant l'article 164 du code civil, autorise le roi à lever, pour des causes graves, les prohibitions portées par l'article 162 de ce même code, aux mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, et par l'article 163 aux mariages entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu. Déjà un décret intervenu le 7 mai 1808, sur une délibération du conseil d'Etat, avait établi la nécessité de semblables dispenses pour le mariage du grand-oncle avec sa petite nièce.

« Vous êtes appelé à donner votre avis motivé sur les faits exposés ainsi que sur les causes alléguées à l'appui des demandes de dispenses. Je vous rappelle, à cet égard, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 20 prairial an XI, et je saisis cette occasion pour vous faire connaître dans quel esprit je désire que vous dirigiez à l'avenir les informations destinées à m'éclairer sur les décisions à prendre en pareille matière.

« La loi exige que toute dispense soit justifiée

¹ Le gouvernement actuel n'a plus cette préoccupation.

par des causes graves. Mon intention, conforme au vœu manifesté par les chambres, est de suivre à la rigueur cette prescription de la loi. Il ne faut point oublier qu'entre beaux-frères et belles-sœurs, comme entre oncles et nièces, la prohibition du mariage est la règle, et les dispenses l'exception. Elles auront donc besoin d'être motivées par des circonstances toutes particulières que vous prendrez soin de vérifier. Sans la sévérité que je vous recommande d'apporter dans l'examen des demandes de ces dispenses et dans la vérification des faits exposés à l'appui de ces demandes, la prohibition dont le législateur a maintenu le principe, ne serait plus qu'un jeu, l'exception prendrait la place de la règle, et le système de la loi serait renversé.

« J'appelle aussi votre attention sur la nature des causes qui peuvent motiver les dispenses. Trop souvent, jusqu'à ce jour, on a cru pouvoir invoquer comme un titre l'existence antérieure d'un commerce scandaleux. La faveur accordée à de pareils motifs serait un encouragement donné à la corruption des mœurs.

« Il importe au contraire de maintenir, dans l'exécution de la loi dont il s'agit, une sévérité de principe qui, laissant au scandale sa flétrissure, conserve à la morale publique tous ses droits, et au bon ordre des familles toutes ses garanties.

« Les circonstances qui méritent d'être prises en considération sont surtout celles qui doivent rendre les mariages profitables aux familles. Sans pouvoir embrasser d'avance les motifs divers dont l'appréciation déterminera ma décision, je crois devoir vous en signaler quelques-uns qui vous serviront d'exemple. Il faut placer en première ligne l'intérêt des enfants, qui retrouveraient dans un oncle la protection d'un père, dans une tante les soins d'une mère. Il convient aussi de faciliter le mariage qui aurait pour résultat de conserver un établissement ou une exploitation dont la ruine blesserait des intérêts importants à ménager.

« Enfin, l'union qui devrait procurer à l'un des époux un état ou des moyens d'existence, celle qui tendrait à prévenir ou à terminer un procès, à empêcher un partage nuisible, à faciliter des arrangements de famille, se présenterait avec des motifs de nature à lui concilier l'approbation de l'autorité.

« Il y a lieu de maintenir l'ancien usage de n'accorder jamais de dispenses d'âge aux hommes avant dix-sept ans accomplis, ni aux femmes avant quatorze, à moins de circonstances tout à fait extraordinaires, et d'éviter autant que possible, sous ce rapport, des unions disproportionnées.

« Toutes les règles que je viens de vous tracer, intéressant les bonnes mœurs et l'ordre public, sont également applicables aux étrangers qui voudraient se marier en France.

« Vos substituts voudront bien, dans tous les cas, ne rien négliger pour découvrir quels sont en

réalité les motifs déterminants du mariage, si l'influence du futur (quand c'est un oncle par exemple), ou si l'autorité de la famille ne porterait pas une atteinte fâcheuse à la liberté des consentements. Ils chercheront aussi à pressentir l'impression que devra produire sur l'esprit de la population du pays, la célébration du mariage projeté.

« Je passe aux formalités purement matérielles. Les pièces à produire seront les extraits des actes de naissance des réclamants légalisés conformément à l'article 45 du code civil ; ou les expéditions des actes de notoriété qui peuvent les suppléer aux termes de l'article 70 et suivants du même code, et de plus, s'il s'agit de dispenses de parenté, les extraits des actes de naissance et de mariage, indispensables pour établir d'une manière incontestable le degré de parenté. Si l'un des futurs a été engagé dans les liens d'un précédent mariage, il devra justifier qu'il est libre d'en contracter un nouveau par la production d'un extrait de l'acte de décès de son conjoint.

« Toute demande doit être, autant que possible, signée par les futurs, par les pères et mères ou ascendants, dont le consentement ou le conseil est requis pour le mariage ou par le tuteur *ad hoc*, dans les cas de l'article 159 du code civil. En me transmettant les pièces et votre avis motivé, vous me ferez connaître si l'état de fortune des futurs époux les met dans le cas d'invoquer le bénéfice de la loi du 21 de ce mois pour l'exemption de tout ou partie des droits de sceau. La preuve de l'indigence devra être rapportée et jointe aux autres pièces.

« Enfin vous savez qu'aux termes de l'article 5 de l'arrêté du 20 prairial an XI, les lettres patentes, portant dispense d'âge ou de parenté, ne doivent pas demeurer en dépôt au greffe, il faut qu'elles soient enregistrées sur les réquisitions du ministère public et en vertu d'une ordonnance du président du tribunal, sur un registre *ad hoc* tenu au greffe. Il en est ensuite délivré une expédition pour être annexée à l'acte de célébration du mariage, les lettres patentes doivent être remises aux impétrants, avec mention de l'enregistrement sur le revers. »

IMPRIMATUR

Lingonis, die 16 octobris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le gérant : J. MAITRIER.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

Swetchine : « Il faut, chère amie, ne rien faire ici-bas, et encore on n'est pas bien sûr d'y vivre tranquille, même en n'y faisant rien. » Heureusement qu'il n'appliqua nullement cette doctrine de stérilité, et qu'il puisa dans son caractère vaillant comme dans sa foi généreuse, des éléments victorieux qui devaient triompher d'une défaillance passagère.

Il n'avait donc pas encore trouvé sa voie, et il avait plus de trente-deux ans. Mais les jeunes gens que sa parole avait charmés et enlevés en gardaient comme une soif ardente de vérité. Fils de la Révolution, ils sentaient pourtant que le fonds en était mauvais, et comme les études religieuses étaient négligées ou nulles depuis plus de quarante ans, cette ignorance des vérités essentielles à toute vie humaine leur pesait. Parmi ces jeunes gens qui cherchaient avidement le vrai, le bien, se trouvait Frédéric Ozanam. Déjà ils avaient frappé à la porte de Mgr de Quélen lui demandant « des conférences où l'on ne se bornerait pas, disaient-ils, à entrer dans le détail des preuves de fait du catholicisme, à démontrer l'authenticité de ses titres, à réfuter les objections vulgaires déjà tombées dans le mépris, mais où on le développerait dans son harmonie avec les aptitudes et les besoins de l'individu et de la société. » (13 février 1834.) Ils avaient même désigné, réclamé l'abbé Lacordaire.

Mgr de Quélen gardait ses vieux préjugés à l'endroit de celui-ci qu'il ne comprenait pas, le trouvant extraordinaire. Désirant toutefois les satisfaire en quelque chose, il leur promit sept conférences faites par les sept prédicateurs les plus en renom parmi lesquels brillait déjà l'abbé Dupanloup. Mais il exclut Lacordaire. Les sept discours taillés sur le patron Frayssinous, furent d'une beauté froide, solennelle et décousue. Cela devait être. Les jeunes gens ne manquèrent pas de le remarquer et de le dire assez haut. L'archevêque voulait le bien, sincèrement, et il demeurait impuissant à le faire. Il se trouvait en face d'une nécessité évidente, et il ne pouvait y répondre, d'une œuvre de salut pressante, et personne pour l'exécuter.

Lacordaire, lui, disgracié, commençait à sentir lourde sa vie pleine de projets entamés et soudain brisés en tronçons. Il écrivait bien à Montalembert : « Un homme a toujours son heure : il suffit qu'il l'attende et qu'il ne fasse rien contre la Providence ; » il se disait à part lui que cette heure tardait bien à sonner ; quand en janvier 1835, il est abordé au Jardin du Luxembourg, par un prêtre de ses amis qui lui dit :

— Pourquoi n'allez-vous pas voir l'archevêque et vous entendre avec lui ?

Lacordaire n'y prit point attention, et continua son chemin. Un autre prêtre l'arrêta plus loin et lui tint le même langage.

— Vous avez tort de ne point voir l'archevêque. J'ai des raisons de croire qu'il serait bien aisé de s'entretenir avec vous.

Pour lui ce prêtre était presque inconnu ; c'est pourquoi il l'écouta. Tout le monde d'ailleurs savait ses dissentiments avec l'archevêque et s'intéressait à sa cause. Frappé de cette singulière coïncidence il se dirigea machinalement vers l'archevêché. Mgr de Quélen se promenait dans sa chambre, pensif et préoccupé de donner satisfaction à ces jeunes gens qui demandaient le pain d'une parole humaine supérieure qui les conduisit à la vérité, à l'Eglise. Après quelques moments de réflexion où il pesa dans son âme d'évêque ses angoisses, ses préjugés et les nécessités présentes, il se tourna brusquement vers son interlocuteur et lui dit sans plus de détours :

— J'ai dessein de vous confier la chaire de Notre-Dame. L'accepteriez-vous ?

Six semaines après Lacordaire prononçait son premier discours à Notre-Dame devant six mille hommes enthousiasmés par sa parole neuve et qui surtout répondait bien à leur propre pensée. Il avait enfin trouvé sa vraie voie.

DELHOMME ET BRIGUET, ÉDITEURS

PARIS

LYON

13, rue de l'Abbaye, 13

3, avenue de l'Archevêché, 3

Vient de paraître :

DICTIONNAIRE APOLOGÉTIQUE DE LA FOI CATHOLIQUE

Contenant les preuves principales de la vérité de la Religion et les réponses aux objections tirées des sciences humaines

Par J.-B. JAUGEY, Prêtre, Docteur en théologie

Avec la collaboration d'un grand nombre de savants catholiques

1 vol. grand in-8° Jésus de 3,400 colonnes (1700 pages)

Prix, broché 25 fr.

Relié, dos en chagrin, plats en toile . . . 30 »

Cet important ouvrage dont la mise en vente ne date que de quelques jours vient d'être honoré d'une lettre de Mgr GONINDARD, archevêque de Sébaste, coadjuteur de Monseigneur le cardinal-archevêque de Rennes. Nous reproduisons ci-après le texte de ce document, qui établit avec autant de précision que d'autorité le but et l'opportunité d'une pareille publication, indispensable à toute bibliothèque sacerdotale :

ARCHEVÊCHÉ DE RENNES

Rennes, le 25 août 1889.

DOL ET SAINT-MALO

—

Monsieur le Chanoine,

J'ai reçu avec reconnaissance et parcouru déjà suffisamment pour motiver une appréciation, l'œuvre considérable que vous venez de publier sous ce titre : *Dictionnaire apologétique de la Foi catholique*. Je me hâte de vous envoyer sans réserve mes plus sincères félicitations, pour le service nouveau que vous rendez à la cause de la défense catholique.

Votre travail, M. le Chanoine, arrive à son heure, et Dieu l'a visiblement béni. Il me semble, du reste, qu'en l'entretenant, vous aviez entendu, ce qui vous a porté bonheur, la parole si grande du divin Maître à ses disciples : *Vos estis sal terræ. Vous êtes le sel de la terre*. Il y a dans ce mot sacré, tout à la fois une déclaration significative et une expresse recommandation. C'est que les fausses doctrines comme les ferments des passions humaines altèrent la saine nourriture de la vérité : au sel il appartient de la préserver de toute corruption et de tout affadissement. Or, chacun des articles du dictionnaire est une poignée de sel bienfaisant pour l'esprit du lecteur.

Vous dites avec justesse dans votre préface : « Le *Dictionnaire apologétique* est destiné, dans notre intention, à mettre à la portée et pour ainsi dire sous la main de tout lecteur de bonne volonté, les preuves principales de la foi catholique, avec les réponses les plus solides aux objections de toute nature, que l'on fait contre elle. Nous y avons condensé et mis en lumière une multitude d'arguments, de faits et de renseignements qu'on ne pourrait se procurer ailleurs que par l'étude d'un très grand nombre d'ouvrages, au prix de beaucoup de travail et d'argent. »

Rien de plus vrai. Votre volume si dense et si gros, contient, sans exagération, la matière de huit à neuf volumes in-8 ordinaires, et résume ainsi sur le point spécial de l'apologétique des données éparses dans cent ouvrages difficiles à se procurer et à étudier. Il indique aussi les sources précieuses auxquelles on peut abondamment puiser, et les œuvres des Pères qu'il est utile de consulter sur tel point particulier de la défense religieuse. Sans doute il existe déjà dans la collection Migne, un dictionnaire apologétique publié en 1855, par M. Jehan : mais sans vouloir amoindrir en rien le mérite de ce travail, je me permets de dire qu'il ne peut pas être comparé à celui que vous produisez aujourd'hui. En voici la raison : depuis trente-cinq ans, le

terrain de la lutte contre l'Eglise s'est agrandi partout et déplacé en bien des endroits. L'apologiste contemporain doit posséder à fond les sciences philosophiques et naturelles dans leurs rapports avec la foi. A l'étude développée de la théologie dogmatique et morale, il faut qu'il joigne la connaissance de l'histoire des religions, des questions préhistoriques, l'étude raisonnée de la linguistique, de l'ethnologie, de la cosmologie, de la géologie, et, dans un autre genre, de la médecine, de l'économie politique, sociale, etc. Il en résulte que pour aborder de tels sujets, il est nécessaire de recourir à des écrivains spécialistes.

Vous avez eu la fortune, Monsieur le Chanoine, de les rencontrer ces hommes de savoir et de talent. Permettez-moi de vous dire que c'est là le principal mérite de votre publication, ce qui la rend toute recommandable. Je m'empresse d'ajouter que je joins, comme évêque, mes remerciements à ceux que vous leur adressez, pour le service signalé qu'ils viennent de rendre à l'Eglise.

En vérité, quelle pléiade lumineuse d'esprits distingués et de savants ! Comme ils vous ont apporté largement leur concours ! Pour la plupart ils se sont déjà recommandés auprès des catholiques par des ouvrages et un enseignement très appréciés. Ils jouissent de la confiance et des brefs laudatifs de Rome qui a sanctionné leurs écrits. Les évêques de France ont remis entre leurs mains, dans les facultés catholiques et dans les grands séminaires, l'intérêt qui leur tient le plus au cœur, l'instruction de la jeunesse cléricale. Donc, avec eux, on vit dans la lumière et la sécurité. Tout lecteur, par conséquent, peut parcourir ces milliers de pages, non seulement *inoffenso pede*, comme parle la théologie, mais encore et surtout en nourrissant son intelligence et en affermissant sa foi.

Pour ces raisons, je souhaite ardemment un complet et légitime succès au *Dictionnaire apologétique*. Suis-je aventureux en ajoutant que ce souhait cache une prédiction ? Je ne le pense pas.

Votre ouvrage devient indispensable à tout maître qui est chargé, à un degré quelconque, de l'enseignement religieux. Il trouve sa place obligée dans toute bibliothèque de prêtre qui a le souci (et ils l'ont tous) de répondre promptement et avec compétence aux objections qu'il entend formuler journellement autour de lui. Beaucoup de nos séminaristes feront un sacrifice pour se le procurer : je le leur conseille au nom de l'intérêt des études sacrées qu'ils ont entreprises. Les chrétiens qui sont en proie à des hésitations malades, les hommes sincères que la question religieuse travaille, et, j'ouvre ici une parenthèse, pour constater que parmi ceux dont l'intelligence a reçu quelque culture, n'est pas incrédule ou indifférent qui prétend l'être ; car Dieu, l'âme, la vie future sont des mots qui, bon gré mal gré tourmentent l'esprit, en un mot quiconque n'admet pas en lui-même la *question préalable* en matière de croyance, trouvera pleine satisfaction et profit à prendre connaissance de votre travail. Vous avez condensé de riches éléments pour répondre d'une façon péremptoire aux erreurs des revues savantes qui s'aventurent si audacieusement dans le domaine de la foi, aux sophismes des journalistes (je laisse de côté ceux qui n'ont que l'insulte et le blasphème au bout de la plume) qui traitent avec tant d'outrecuidance et de légèreté les choses de la religion.

Pour faciliter ce bienfait à votre lecteur, je vous sais gré d'avoir méthodiquement dressé une *table* très détaillée qui permet de trouver immédiatement le renseignement désiré.

Je me résume, M. le Chanoine. Votre programme, en

entreprenant l'œuvre importante que vous publiez aujourd'hui, était : orthodoxie, impartialité, science et charité. J'ai la satisfaction de vous dire, qu'à mon avis, le programme a été admirablement rempli. Il me reste alors, en terminant, à appeler sur vous et sur vos collaborateurs la récompense promise à ceux qui ont le noble souci d'éclairer les âmes et de leur faire du bien : *Qui docuerit sic homines, hic magnus vocabitur in regno cælorum*.

Recevez, cher M. le Chanoine, avec cette assurance du Maître, celle de mon religieux dévouement.

† JEAN NATALIS,

arch. de Sébaste, coadjuteur de Rennes.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERES ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre } pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre } magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTES — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 43

PRÉDICATION : Pour le jour des Trépassés : prière populaire pour les âmes du Purgatoire.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : honoraire des messes du chapitre célébrées pour un chanoine absent ?

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Les jours où la messe de *Requiem* est prohibée, peut-on chanter le nocturne, faire l'absoute, puis célébrer la messe du jour ? Comment exposer le saint Sacrement pour l'exposition mensuelle ? peut-on laisser un corporal dans chaque ornement ? peut-on chanter devant le saint Sacrement des stances où il n'y a que des noms de saints, mais qui sont composées arbitrairement ? Y a-t-il péché à ne pas se procurer pour l'autel des conopées et antependium de diverses couleurs ? Les hommes demeuraient-ils couverts à l'église du temps de saint Louis ? — Le célébrant se découvre-t-il

pendant qu'on chante au chœur ou qu'on supplée à l'orgue les versets qui exigent une inclination ? — Pourquoi omet-on le psaume *Judica me* aux messes de morts et au temps de la Passion ? — Les Docteurs ont-ils toujours des leçons propres au 1^{er} nocturne ? — Un desservant ordonné sans titre canonique peut-il être privé de son titre sans qu'on lui donne ou une paroisse convenable, ou une pension, ou son *exeat* ? — A quel âge les enfants peuvent-ils être admis à la première communion ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Là où existe l'usage d'offrir le pain bénit, peut-on se dispenser de s'y soumettre ? Dans la distribution du pain bénit, y a-t-il une hiérarchie à observer ? — Qu'entend-on par la substitution, et quand est-elle prohibée ?

Messieurs les abonnés, à tous les lecteurs de l'AMI DU CLERGÉ

Je dois quelques mots d'explication au public de l'*Ami du Clergé*, public auquel j'étais demeuré jusqu'ici complètement étranger.

Public de choix, m'avait-on dit ; oui, et de plus, public très aimable, j'en ai maintenant la preuve, et la nombreuse correspondance dont je viens de parcourir à la hâte les feuilles, m'a vivement touché. Si l'*Ami du Clergé* justifiait son nom, il était largement payé de retour, et à voir d'aussi chaudes sympathies, des adhésions aussi franches et aussi encourageantes, je comprends la douleur inconsolable de l'excellent M. Dangien, obligé par une maladie longue et devenue plus cruelle que jamais, de se séparer de cœurs aussi bienveillants et aussi dévoués.

Il m'a supplié de prendre en main son œuvre. Ses prières sont venues se joindre les instances de ses collaborateurs, dont l'un fut au-

trefois mon maître vénéré, d'autres mes bons condisciples, et parmi lesquels je compte à l'heure présente mes meilleurs amis.

Je n'ai pas cru devoir refuser.

L'œuvre est de celles auxquelles on peut se dévouer sans crainte et sans regret.

L'*Ami du Clergé* s'est fait une bonne place dans la publicité. Sous une apparence modeste, il rend de précieux services. Amoureusement soumis et dévoué au Souverain-Pontife et à Nosseigneurs les Evêques, animé d'un bon esprit, rédigé par des hommes de valeur, il propage la bonne doctrine, il publie et commente les décisions de Rome, il remet en mémoire les enseignements oubliés ou affaiblis du Séminaire, il donne le mot juste et les règles précises sur tous les points de dogme, de morale, de droit ou de liturgie ; il fait aussi entendre sa petite note, note très sûre, dans les questions religieuses actuellement discutées ; bref, c'est une arme excellente et un appoint non à dédaigner dans les luttes présentes. Pourquoi dès lors me serais-je dérobé ?

Et puis il m'a semblé qu'outre le service à rendre, une Revue aussi strictement ecclésiastique devait être exclusivement entre des mains sacerdotales.

En France — et c'est un grand tort — nous ne faisons point assez nos affaires nous-mêmes. La dépossession complète où nous mirent les spoliations d'il y a un siècle, ont fait de nous des gens malhabiles à administrer, maladroits aux gestions matérielles, prêts à devenir la proie de faiseurs étrangers, ou les victimes d'incapables bien intentionnés.

Le cœur se serre à comparer les belles administrations temporelles de l'ancienne Eglise de France, à laquelle le pouvoir séculier dut emprunter lui-même son mode de comptabilité et jusqu'à ses formes budgétaires, aux imprudentes et timides gestions d'aujourd'hui.

Gestions timides ! Et à ce propos pourquoi ne pas rappeler les exemples que l'Allemagne catholique nous a donnés depuis vingt ans, en matière de presse ? La plupart des journaux catholiques, même politiques, y sont, depuis le commencement de la persécution, entre les mains des prêtres. Les prêtres en demeurent, en même temps que les vaillants rédacteurs, les administrateurs habiles, les directeurs judicieux, et même les propriétaires, de la manière qui sied à de dignes prêtres de la sainte Eglise. L'infatigable abbé Dashbach, à Trèves, est peut-être à cette heure l'un des plus puissants *éditeurs* de journaux en Europe. On sait le rôle de l'abbé Majunke à Berlin, de l'abbé Bøddinghaus à Munster, de l'abbé Kanteki à Posen, de l'abbé Franz à Breslau, des abbés Schrøder à Paderborn, Oberdorffer à Dortmund, Arenhold à Fulda, de l'abbé Scheeben, le grand théologien, à Cologne, etc... Avant de mourir, l'illustre évêque de Mayence, Mgr Ketteler, disait : « Si saint Paul revenait sur la terre, il se ferait journaliste ! »

Que nous sommes loin de pareils modèles ! Je ne parle pas, hélas ! des journaux politiques. Sur ce terrain, nous sommes tous des parias. Mais pour nos Revues, pour nos entreprises, pour nos œuvres ?... Ou nous n'osons pas, ou l'on ne nous soutient pas, ou nous ne comprenons pas.

Et pourtant, ce siècle dix-neuvième appelle des transformations dans nos moyens de défense. L'attaque s'est modifiée ; à l'attaque il faut mesurer la riposte. — Si jamais je deviens évêque, disait un jour un homme éminent et trop vertueux pour avoir jamais songé à le devenir, je nommerai un journaliste avant de nommer un vicaire général, et je fonderai, pour

première œuvre, une imprimerie diocésaine. — Ce n'était qu'une boutade, fort spirituelle d'ailleurs ; mais de la boutade il y a un trait à garder, et une imprimerie ne ferait pas plus mal dans un diocèse, pour la défense de la foi et l'instruction des fidèles, que ne fait à Solesmes celle de nos grands Bénédictins.

Me voilà un peu loin de l'*Ami du Clergé*, et je puis dire avec le poète : *Si parva licet componere magnis...*

Aussi bien d'ailleurs, je ne serai ni rédacteur, ni absolument directeur, ni réellement propriétaire de cette excellente petite Revue.

Rédacteur ? Je n'ai ni le temps ni la science nécessaires. Et puis, à quoi bon ? Je garde tous les anciens. Ils ont si bien fait leurs preuves ! Et voilà qu'on m'en annonce de nouveaux. Si peu qu'ils veuillent me tendre la main, les abonnés de l'*Ami du Clergé* vont être à belle fête. Ils auront à leur service des docteurs en théologie, en droit canon, en philosophie, des licenciés ès-lettres, des licenciés ès-sciences, et même des collaborateurs fort judicieux, très instruits, clairs et précis, qui ne sont ni l'un ni l'autre.

Directeur ? Je m'en garderai bien. Je laisse cette charge délicate à mon très-aimable, très-sagace et très-excellent ami M. Perriot, vicaire général et supérieur du Grand-Séminaire de Langres, *il maestro di color che sanno*¹. Ancien professeur de sciences, d'humanités, d'histoire ecclésiastique, de théologie dogmatique, il a contribué plus que personne à donner à l'*Ami du Clergé* cette netteté d'exposition et cette sûreté de doctrine, si universellement appréciées des lecteurs. Il a bien voulu me promettre plus que jamais son concours ; j'en ai une joie toute particulière et je le remercie du meilleur cœur.

Propriétaire ? En fait, non. J'ai acheté il est vrai, l'*Ami du Clergé*. Mais j'en ai fait tout de suite hommage à la maison Saint-Pierre de Langres. La maison Saint-Pierre est une grande et belle maison d'œuvres, gouvernée par un comité de bons prêtres et de laïques dévoués, où l'argent sans emploi est annuellement donné au Saint-Père. Si jamais l'*Ami du Clergé* fait fortune, c'est donc le denier de Saint-Pierre qui en bénéficiera.

Dans cette maison, j'ai ma petite part et mon petit coin, et c'est de là que j'ai demandé à veiller, sans jamais recevoir aucun traitement, pour la plus grande utilité des lecteurs

(La suite à l'avant-dernière page.)

¹ Le maître de ceux qui savent (Dante).

PRÉDICTION

POUR LE JOUR DES TRÉPASSÉS : LA PRIÈRE POPULAIRE POUR LES ÂMES DU PURGATOIRE

De profundis clamavi ad te, Domine.

(Ps. CXXIX.)

L'Eglise, qui est la meilleure de toutes les mères, n'a rien tant à cœur que de voir tous ses enfants unis par les liens de la plus fraternelle amitié. Hier, déployant la pompe de ses plus majestueuses cérémonies, elle nous montrait les saints du ciel dans les splendeurs du paradis et nous disait : Ce sont vos frères ; ils ont vaincu la chair, le monde et le démon ; ils triomphent dans la gloire et le bonheur pour l'éternité, louez-les, honorez-les, imitez-les ! Aujourd'hui à l'allégresse elle fait succéder le deuil ; ses chants de fête sont remplacés par des chants de douleur ; elle entrouvre aux regards de notre cœur les prisons ténébreuses du purgatoire et elle nous dit : Souvenez-vous de ceux qui ne sont plus ! Sachant bien que le cœur humain ressemble à une terre sablonneuse où les caractères sont bien vite effacés par le souffle du vent, elle nous dit : Souvenez-vous ! Elle veut même que la fête de ce jour s'appelle la fête des souvenirs : *Dies commemorationis* ! Souvenez-vous que vous n'êtes ici-bas, comme vos devanciers, que pour peu de temps ! Souvenez-vous que l'affaire principale, qui doit primer toutes vos sollicitudes, c'est l'affaire du salut ! Souvenez-vous de ceux qui ont quitté la terre et qui ont encore quelque chose à payer à la justice de Dieu ! Souvenez-vous des trépassés, d'un souvenir de compassion et de charité ! Souvenez-vous des défunts pour leur venir en aide par vos bonnes œuvres, vos aumônes, vos pénitences et vos prières, *Dies commemorationis* !

Tous les ans, frères bien-aimés, je viens de grand cœur, vous porter du haut de la chaire, les volontés de l'Eglise en faveur des âmes du purgatoire et vous indiquer quelque moyen pratique de les exécuter.

Je n'y faillirai point cette année, et il me semble que j'entrerais dans les vues de la mère de nos âmes en attirant spécialement votre attention sur une prière qui est appelée à juste titre la *prière populaire* pour les fidèles défunts.

Je veux vous parler du *De profundis* que vous récitez si souvent. J'espère, avec l'aide de Dieu, vous en faire mieux sentir les beautés et contribuer à vous le faire redire avec plus d'amour et de piété.

I

Nous lisons dans l'histoire de l'Ordre des Théatins qu'un riche seigneur vénitien envoya au Père Montorfano, prieur, une somme considérable afin qu'il fit célébrer un service solennel pour les membres défunts de sa famille. Le bon Père, habitué à la pauvreté du cloître, fit les choses très convenablement, mais trop simplement, paraît-il, au gré de son mondain bienfaiteur. Celui-ci, fort

mécontent, envoya un messager se plaindre de la parcimonie des religieux. Sans perdre le temps à discuter avec cet homme charnel pour lui démontrer le prix de la prière, le Père prit le messager par la main et l'emmena dans sa cellule. Arrivé là, il écrivit sur une feuille de papier le psaume *De profundis*, puis commande à un frère de lui apporter une balance. Dans un des plateaux il mit la feuille de papier et dans l'autre la somme reçue. Dieu récompensa la foi de son serviteur par un miracle : ce fut le plateau d'or qui céda. Or renouvela l'expérience, en changeant l'or et le papier de plateau, le résultat fut le même. Le mondain comprit alors, il cessa de se plaindre, et en mémoire de cet événement, il fit faire un tableau pour représenter toute la scène ¹.

Oui le *De profundis* mérite toute notre estime d'abord parce que c'est une prière. Les trépassés ont quitté, en sortant de ce monde, le séjour de la miséricorde, ils sont soumis au régime de la stricte justice. Ils ne peuvent rien mériter pour eux ; par leurs efforts ils sont impuissants à abrégier d'une seconde la durée de leurs expiations. Ils prient sans doute de cette prière qui loue Dieu et célèbre ses perfections ; ils prient pour nous, nous aimons à le croire, avec un succès merveilleux ; mais leurs supplications ne sont pour eux d'aucune efficacité. Heureusement que Dieu, dans sa bonté, leur a donné des avocats, et ces avocats c'est nous-mêmes. La foi nous l'enseigne, nous pouvons venir en aide aux âmes du Purgatoire de bien des manières. En vertu de la communion des saints, il nous est permis de les soulager par toutes nos bonnes œuvres, par nos aumônes, nos pénitences, les indulgences, le sacrifice de la messe. Mais de tous les suffrages, le plus facile, le plus constamment et le plus universellement à notre portée c'est la prière. Tous ne peuvent se soumettre aux rigueurs de la mortification, tous ne peuvent distribuer des trésors aux pauvres, on ne peut toujours célébrer ou faire célébrer la messe, mais tous, sans fatigue, peuvent prier à toutes les heures du jour. Or le *De profundis* est une prière.

J'ajoute que ce n'est point une prière ordinaire, c'est un psaume, l'un des sept dits pénitentiels et peut-être le plus touchant. Ce cantique ne sort pas de l'esprit et du cœur de l'homme. Il n'est pas l'œuvre d'un saint, d'un ange, d'un chérubin, il a été fait par Dieu lui-même. L'auteur sacré qui l'a écrit ne l'a pas puisé dans son propre génie, c'est le Saint-Esprit qui l'a composé et qui le lui a dicté. Voyez, chers frères, le Seigneur désire tant nous combler de ses grâces qu'il veut bien nous fournir les termes dans lesquels il veut nous voir lui présenter notre supplique. Par une prodigieuse merveille de la science et de la sagesse infinie, outre le sens littéral et ordinaire, ce psaume a un deuxième sens supérieur et tout spirituel. Il exprime d'un côté les sentiments de David recourant à la miséricorde divine après son péché, ou encore les soupirs des

¹ Histoire de l'Ordre des Théatins, liv. xv.

Juifs exilés à Babylone, à cause de leurs iniquités, et sollicitant leur pardon et leur retour dans la patrie ; mais il signifie non moins réellement les sentiments de Jésus et de l'Eglise militante implorant la pitié du Père céleste, les soupirs de Jésus et de l'Eglise souffrante demandant la cessation d'un trop dur exil et l'introduction dans la céleste Jérusalem. Le roi-prophète disait que la parole de Dieu lui était plus précieuse que l'or et les pierreries, plus douce que le miel le plus exquis. Plusieurs saints en articulant les mots du texte sacré savouraient comme une délicieuse ambrosie. Le *De profundis*, rappelons-le nous, est parole divine. A ce titre estimons-le, aimons-le d'une manière toute particulière.

J'ajoute qu'il est une prière chère entre toutes à l'Eglise. « Ce chant extraordinaire, dit un célèbre écrivain de nos jours ¹, que chacun de nous a répété sur sa propre douleur, fut d'abord l'explosion d'un déchirement individuel, explosion d'un pathétique tellement expressif que, n'ayant ni auparavant ni depuis rien entendu de comparable, l'Eglise en a fait la lamentation liturgique des adieux suprêmes. » Oui ce psaume si tendre et si pieux est comme sa prière officielle pour les défunts. Quand le prêtre va à la maison mortuaire pour en ramener au temple sacré le corps du chrétien qui a rendu son âme à Dieu, elle lui prescrit de réciter sur ses dépouilles mortelles le *De Profundis*. Quand on a confié à la terre ce qui appartient à la terre et que le cortège funèbre quitte le cimetière, elle commande à son ministre de redire le *De Profundis*. Elle veut qu'il retentisse humble comme la pénitence, doux comme l'espérance, pendant les vêpres des morts et les vigiles. Elle le conseille à ses enfants sur les lèvres desquels il vient tout naturellement dès qu'ils pensent à intercéder en faveur de ceux qui ne sont plus. Que de fois, au champ de la mort, sur les tombes sacrées, on lit ces mots qui sont un touchant appel à la pitié et à la piété : Un *De profundis*, s'il vous plaît ! Oui, le *De profundis* est une prière, une prière sacrée, la prière officielle et populaire pour les âmes du Purgatoire. Déjà, pour l'avoir considéré de l'extérieur, pour ainsi dire, nous l'avons en haute estime ; nous l'estimerons encore davantage, quand nous en aurons pénétré les beautés intimes.

II

Je le disais, il n'y a qu'un instant, les âmes du Purgatoire ne peuvent rien pour elles-mêmes, elles sont impuissantes à alléger leurs cruelles douleurs. Ah ! si elles pouvaient encore mériter, elles souffrent tant, et elles aiment tant le bon Dieu, qu'en une seconde toute la prison de la justice divine serait vide ! Dieu ne pourrait pas résister à la violence de leurs supplications. Heureusement, je l'ai dit aussi, nous pouvons efficacement les sup-

pléer, et notre prière sera d'autant plus puissante que nous imiterons de plus près leurs saintes dispositions.

Or le *De Profundis* exprime parfaitement les sentiments des âmes du Purgatoire. C'est le cri le plus sublime de l'humilité, de la ferveur et de la confiance ; c'est-à-dire qu'en lui-même c'est une prière très parfaite et absolument digne d'être exaucée.

Prière très humble. Une des vertus que les prisonnières de la justice de Dieu exercent avec le plus d'assiduité et de perfection, c'est l'humilité ; l'humilité c'est-à-dire la vertu préférée du cœur de Jésus, l'humilité c'est-à-dire la source des grâces et le principe de toutes les bénédictions. Ah ! comme elles comprennent les grandeurs de Dieu et leur propre néant et le prix de la grâce et l'horreur du péché ! Comme elles discernent vivement tout ce que renferme d'ingratitude, de malice et de folie la désobéissance à la loi du Seigneur ! Comme elles s'écrient avec douleur : « O Dieu ! malheur à moi, j'ai trop péché pendant ma vie ! Je n'ai rien fait de bien en votre présence ! Ah ! c'est dans l'amertume de mon âme que je repasserai le souvenir de mon existence ! » Or c'est bien cette humilité qui éclate dans le psaume que nous méditons. Le premier sentiment qu'il exprime c'est l'humilité. Du fond de mon néant, des abîmes effroyables de mon ingratitude et de ma culpabilité j'ai recours à vous, ô Seigneur, *De profundis clamavi* ! Ah ! je vois mes iniquités, elles sont grandes et nombreuses ; si vous me traitez selon la rigueur de votre justice, comment pourrai-je soutenir le regard de votre colère, *si iniquitates observaveris Domine, Domine quis sustinebit ?* Quelle bonne prière parce qu'elle est humble, mais aussi parce qu'elle est fervente !

Qui pourra peindre la véhémence des désirs des âmes du Purgatoire ? Le jour et la nuit elles appellent leur sortie de la maison de feu et leur entrée dans les tabernacles du Dieu vivant pour y jouir de l'ineffable bonheur de la vision béatifique. « Hélas, s'écrient-elles, comme mon exil se prolonge ! Mon âme soupire après vous, Seigneur, comme le cerf altéré après la source des eaux vives. Quand donc paraîtrai-je en votre présence ? Oh ! comme votre oreille est dure à ma voix ! comme vous m'êtes devenu cruel ! comme votre main s'est appesantie sur moi ! Je brûle de voir votre visage. De grâce, ne détournez point de moi votre face, ne vous retirez pas de votre serviteur dans votre colère. Venez à mon secours, ne m'abandonnez pas, ne me méprisez pas, ô mon Dieu ! » La dévotion c'est bien le deuxième caractère du *De profundis*. Priant au nom des âmes du purgatoire, nous ne pouvons mieux faire, afin de nous pénétrer de leur ferveur, que d'emprunter les paroles de ce psaume béni. Ce n'est pas une prière c'est une très instante supplication ; *deprecationis* ; ce n'est pas une prière c'est un cri, *clamavi*. « Seigneur, j'ai crié vers vous du fond de

¹ Emile Ollivier, discours pour sa réception à l'Académie française.

l'abîme; Seigneur entendez ma voix. Que vos oreilles soient attentives à l'appel de ma supplication! » Qui pourrait prononcer avec un cœur froid et insensible de pareils accents ?

Mais ce qui caractérise le *De profundis* c'est qu'il est avant tout la prière de l'espérance. Oui, l'espérance est la vertu du purgatoire. C'est l'espérance qui soutient, encourage, tranquillise les âmes qui y sont détenues. Sans l'espérance le purgatoire serait un enfer, avec l'espérance il est un ciel commencé. Mais voyez donc comme le *De profundis* redit parfaitement l'espérance des défunts ! Ils ne peuvent se lasser, pour ainsi parler, de redire leur espérance. Ils espèrent dans la loi de Dieu qui est une loi de miséricorde pour les pécheurs pénitents, *propter legem tuam sustinuit te, Domine !* Ils espèrent en la parole du Sauveur, qui a dit et répété avec serment : « Demandez et vous recevrez, tout ce que vous demanderez en mon père en mon nom vous l'obtiendrez, » *sustinuit anima mea in verbo ejus !* Ils espèrent en l'abondance de la rédemption de Notre-Seigneur Jésus-Christ qui, non content de verser une goutte de son sang, suffisante pour racheter mille mondes, a voulu répandre tout le sang de ses veines après toutes les humiliations et tous les outrages pour notre salut, *copiosa apud eum redemptio*. Et il dépend de vous, chrétiens, de faire aux âmes du purgatoire l'application de cette loi d'indulgence, de ces promesses de miséricorde, de cette surabondante rédemption. Chrétiens, dites donc à ces chères âmes d'espérer toujours davantage et sans cesse, *a custodia matulina usque ad noctem speret Israel in Domino*. Dites-leur que le Seigneur leur remettra toutes leurs dettes, grâce à vos généreuses expiations, *et ipse redimet Israel ex omnibus iniquitatibus ejus*. Dites-leur que vous voulez satisfaire, expier pour elles.

Oui, mes frères, et ce sera le fruit de cette instruction, prions avec humilité, ferveur et confiance pour les prisonnières du purgatoire : certes, elles ne mettent point obstacle à la grâce céleste, âmes que Jésus désire si vivement voir dans le paradis. Disons en particulier avec plus de ferveur la prière populaire pour les défunts, le *De profundis*. Prions pour les trépassés, en agissant ainsi nous pratiquerons, dit saint François de Sales, toutes les œuvres de miséricorde. Prions pour les âmes du purgatoire ; en les délivrant de leur prison nous acquerrons les plus beaux mérites, nous nous assurerons les plus dévoués intercesseurs qui nous assisteront à nos derniers instants et nous obtiendront la grâce des grâces, la persévérance finale. Ainsi soit-il !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Un chanoine étant absent, soit légitimement, soit illégitimement, l'honoraire des messes conventuelles célébrées pour lui doit être pris sur les pointes que

subissent les absents, et la rétribution pour le service hebdomadaire du chœur ne doit pas être prise sur le fonds commun des distributions.

CÆLSONEN.

DUBIA CIRCA DISTRIBUTIONES

Die 23 Martii 1889.

Sess. 2 cap. 3 De reform.

COMPENDIUM FACTI. Vicarius capitularis Cælsonen. supplicibus litteris hæc primum retulit, nempe, « S. C. Tridentino sic disponente, Canonici sine justa causa per tres menses a choro abessentes, distributiones amittunt, quæ interessentibus distribuuntur. Eorum absentia, ipsis conditionibus continuante, pro primo anno medietate fructuum amissione puniuntur. Cum autem celebrationis missarum conventualium, aliorumque pondus, eos, licet absentes, abs dubio adhuc urgeat, P. V. orator humiliter rogat, ut declarare dignetur undenam hujusmodi missarum eleemosyna assumi debeat, an ex distributionibus pro tribus primis mensibus, vel ex duabus tertiis partibus, quæ apud absentem remanent. Et si agatur de primo absentiae anno, an de medietate quæ ad Ordinarium transit, an vero de altera dimidia parte quam absens adhuc facit suam. »

Ast post aliquot menses novis datis litteris hæc poscebat :

« 1. Canonici suam absentiam a choro sine causa protahentes ultra tres menses, tenentur ne ex dimidia fructuum parte, quæ ipsis conceditur, missarum onera sustinere ? »

« 2. Justum ne est ut adimplens in choro hebdomadam pro absentibus ultra tres menses ipsis permissos, decem regales Hispanæ monetæ pro unaquaque hebdomada a fallentiarum fundo ante interessentium distributionem recipiat ? »

Et quum quæsitum ab eo fuisset ut clarius dubia proponeret hæc respondit :

« Circa primum punctum tota mihi difficultas in eo est an missarum conventualium stipendia, quæ quotidie in Cathedralibus et Collegiatis pro fundatoribus et benefactoribus celebrantur, detrahenda sint relative ad eos Canonicos, qui pro primo anno ultra tres menses absunt a choro ex dimidia fructuum parte apud Ordinarium per Tridentinum posita, an vero ex altera dimidia, quæ ipsis, primo anno durante, adhuc conceditur.

« Circa 2. punctum in hac ecclesia, sicut in ceteris, tertia fructuum pars a choro sine causa abessentium pro rata servitii interessentibus distribuitur. Sunt autem inter Canonicos, qui hebdomadam pro absentibus facientes, id est, pro primo anno ultra tres menses sine causa, decem regales hispanæ monetæ pro unaquaque hebdomada, ex tertia parte prædicta ante singulis distributionem, dari peroptant. Quæro igitur : hoc locum habere potest ? »

Et quum iterum compelleretur ut « circa secundum dubium referret de legitima consuetudine » respondit « nullam consuetudinem, de quo agitur

in precibus numero secundo statutam fuisse, sed ab aliquibus stabiliendam desiderari. Sic vidi ab anno 1876 : imo neque Constitutiones hujusce cathedralis hac de re ullum verbum dicunt. »

DUBIA

I. An elemosyna pro missa conventuali, quæ celebratur ab aliquo capitulari loco confratris legitime absentis, desumenda sit. ex punctaturis quas absentes solvunt in casu.

II. An idem observandum sit quando canonicus ultra menses illegitime absit in casu.

III. An stipendium decem regalium ex fallentiarum fundo desumi possit ac tribui præ ceteris ei qui hebdomadæ servitium loco absentis obit in casu.

RESOLUTIO. Sacra Cong. C. re discussa sub die 23 Martii 1889, censuit respondere. *Ad I et II Affirmative. Ad III Negative.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Les jours où la rubrique défend de faire des services funèbres, avec faculté de prendre l'ornement noir pour la messe, peut-on chanter d'abord le nocturne, faire l'absoute immédiatement après, et enfin dire la messe avec la couleur du jour ?

2^o Dans une paroisse où existe la confrérie de l'Exposition mensuelle du Saint-Sacrement, faut-il l'exposer avant ou après la messe ? Faut-il pour l'exposition, chanter un motet avec ou sans oraison, et encenser ensuite, ou doit-on, comme plusieurs le font, se contenter de l'encensement ?

3^o Est-il vrai qu'il soit défendu de laisser un corporal, à demeure, dans la bourse de chaque ornement ? C'est plus commode en tout cas.

4^o Est-il permis à un prêtre de chanter, devant le Saint-Sacrement exposé solennellement des litanies de sa composition, dans lesquelles pourtant, il faut le dire, ne figurent que des noms des saints ?

5^o Quel péché y a-t-il pour un prêtre à ne pas faire acheter par la fabrique qui est en état de faire cette dépense, un conopée et des antependium de couleurs variées ?

6^o Un archéologue m'affirme avoir eu entre les mains des documents d'après lesquels, du temps de saint Louis, les hommes restaient couverts dans les églises. Est-ce exact ? Je sais que le respect et les convenances ont un côté relatif, mais pourtant, je suis quelque peu étonné que le bon Dieu ait été traité si familièrement.

R. — Ad I. Cela ne semble pas conforme à l'esprit de l'Eglise, car si la messe de *Requiem* est prohibée, il convient que l'absoute n'ait pas lieu non plus, à raison d'une certaine similitude entre les cas.

Cependant si le nocturne et l'absoute sont célébrés avant la messe, la sacrée Congrégation des Rites permet de le faire, à condition qu'on enlève le catafalque avant la messe. Ce cas a été décidé en 1852 sur la demande de Mgr l'évêque de Montepulciano. Voici le cas qui était posé :

« In quibusdam Anniversariis, die, exempli gratia 4 Novembris, et quum non sint Anniversaria nec celebrari potest Missa de Requiem (eo quod non

adsit obligatio applicandi conventualem in diebus ferialibus), canitur Nocturnum, deinde Absolutio circa tumulum peragitur, et postea Missam Conventualem canunt de festo quod occurrit, applicando illam pro defunctis cum tumulo ante aram, et cereis accensis. »

L'illustrissime Prélat demandait donc si l'on pouvait ainsi faire l'absoute avant de chanter la messe de la fête.

La Sacrée Congrégation donna la réponse indiquée plus haut.

« Posse, dummodo removeatur tumultu tempore Missæ, et finita circa illum Absolutione, » (10 janvier 1852, n. 5161, ad 1^m.)

Ad II. En ces sortes de matières qui ne sont pas décidées par le droit commun, il faut s'en tenir aux ordonnances épiscopales.

Ad III. Il n'y a pas de rubrique ni de décret qui défendent de laisser un corporal dans la bourse de chaque ornement.

M. l'abbé d'Ezerville pense qu'il est plus convenable de se servir du même corporal jusqu'à ce qu'il ait besoin d'être blanchi :

« Il est d'usage dans quelques églises, dit-il, de mettre des corporaux dans toutes les bourses, de sorte que l'on ne se sert du même corporal seulement toutes les fois que l'on prend l'ornement auquel est jointe la bourse qui le contient. Il paraît beaucoup plus convenable de se servir ordinairement du même corporal jusqu'à ce qu'il ait besoin d'être blanchi. » (*Traité pratique de la tenue des sacristies des églises et de tout le mobilier liturgique.*)

Quoi qu'il en soit, les corporaux doivent toujours être propres :

« On les changera souvent, dit Benoît XIII. Régulièrement parlant, tout corporal qui sert chaque jour à la même personne sera remplacé au moins toutes les trois semaines, et chaque purificateur tous les six jours au plus. On fera en sorte qu'il ne soient ni déchirés, ni rapiécés : aux corporaux, il ne doit y avoir ni trou, ni déchirure, même raccommodée à l'aiguille, où puisse se glisser, et se dérober à la vue, la plus petite parcelle. Quand ces linges sont maculés, de telle sorte qu'on ne peut enlever la lache, *incendio tradentur*, pour parler comme le Chapitre *Altaris*, 38. De consecr, dist. I. » (Voir le *Traité pratique de la construction, de l'ameublement et de la décoration des églises*, par Mgr Barbier de Montault.)

Ad IV. Non il n'est pas permis à un prêtre de chanter devant le Saint-Sacrement exposé solennellement, des litanies de sa composition. On ne peut réciter *publiquement* que les litanies qui sont contenues dans les Bréviaires, Missels, Pontificaux et Rituels romains, ou encore les Litanies de Notre-Dame de Lorette.

« Litanie omnes, præter antiquissimas et communes, quæ in Breviariis, Missalibus, Pontificalibus et Ritualibus continentur, et præter Litanias de Beata Virgine quæ in sacra *Æde Lauretana* decantari solent, non edantur sine revisione et ad-

probatione Ordinariis, nee publice in ecclesiis, publicis Oratoriis et processionibus recitentur absque licentia et approbatione Sacrorum Rituum Congregationis. » (Congrégation du Saint-Office, 18 avril 1860.)

Ad V. Nous n'oserions pas trancher la question du conopée, parce que nous n'avons aucun guide en cette matière.

Quant à l'antependium, nous ne pensons pas qu'il y ait péché, par la raison qu'il n'est pas absolument démontré qu'il soit obligatoire.

Ad VI. Nous n'avons pas souvenance d'avoir vu des documents de ce genre.

Q. — 1^o A la messe chantée, le célébrant doit-il, lorsqu'il est assis, doit-il se découvrir aux versets que l'on chante et qui exigent une inclinaison ?

2^o Le doit-il également aux versets qui ne sont pas chantés, mais qui sont suppléés par l'orgue et qui sont simplement récités au chœur.

R. — Ad I. Il doit se découvrir, ainsi que l'a décidé la Sacrée Congrégation des Rites le 12 novembre 1831.

Ad II. Il doit également se découvrir, lorsque les versets sont simplement récités à voix basse. C'est encore une solution donnée par la Sacrée Congrégation des Rites. Elle est du 27 juillet 1878. Le Maître des cérémonies de Tortosa avait adressé la question suivante :

« Quum a Sacra Rituum Congregatione decisum fuerit die 12 Novembris 1831 quod « Celebrans in « Missa solemni, cum sibi est sedendum ad eos « versiculos ad quos sibi est inclinandum, caput « detegat » ; quæritur an debeat tantum caput detegere ad eos versiculos qui cantantur in Choro, vel etiam ad illos qui ab organo supplentur, et recitantur secreto ab assistentibus in choro ? »

Que répond la Sacrée Congrégation ? que dans tous les cas, il faut se découvrir.

« Caput semper detegendum. » (27 juillet 1878, n. 5740, ad 3.)

Q. — Pourquoi omet-on, au commencement de la messe, le psaume *Judica me* aux messes de *Requiem* et au Temps de la Passion.

R. — On omet ce psaume aux messes de *Requiem* parce que plusieurs expressions excitent l'âme à la joie :

Quare tristis es animea mea, et quare conturbas me ?

O mon âme, pourquoi êtes-vous triste ? Et pourquoi me troublez-vous ? L'Eglise qui est mère, ne veut pas paraître se réjouir pendant que ses enfants sont dans les larmes.

Il en est à peu près de même au Temps de la Passion, L'Eglise est dans le deuil à la pensée de nos péchés, des souffrances et de la mort de son divin Epoux, Notre-Seigneur Jésus-Christ. Elle doit donc bannir de ses Offices toute parole qui exciterait les cœurs à la joie.

On nous objectera peut-être que la sainte Eglise nous fait chanter ce même psaume *Judica* dans les

jours les plus douloureux du cycle liturgique, à savoir, aux Laudes du Samedi saint. Cela est vrai. Mais il faut considérer que l'Office du Samedi saint n'a plus le même caractère de tristesse que l'Office des jours précédents, que l'on touche de très près à la résurrection, et que l'on vient de chanter le joyeux verset par lequel le prophète Osée annonce que le peuple israélite sera délivré de la mort :

O mort, je serai ta mort. O enfer, je serai ta morsure. « O mors, ero mors tua. Morsus tuus ero, inferne. »

Comment ne pas se réjouir en entendant ce cri de délivrance ? Pourquoi ne dirions-nous pas à notre âme : *Pourquoi êtes-vous triste ?*

Q. — Notre Ordo donne à saint Bernard, pour le premier nocturne, les leçons de l'Ecriture courante. Est-ce que les docteurs n'ont pas toujours des leçons particulières ?

R. — Le plus souvent les docteurs de l'Eglise latine ont, au premier nocturne, des leçons spéciales, ordinairement *Sapientiam*. Nous disons le plus souvent, parce que ce n'est pas une règle absolue ; par conséquent on ne peut pas suivre le sentiment de Cavalieri, à savoir, que les docteurs de l'Eglise latine avaient toujours les leçons *Sapientiam*, tandis que les docteurs de l'Eglise latine avaient celles du commun. Cette opinion de l'illustre liturgiste est fautive, car plusieurs docteurs, entre autres saint Hilaire et saint Pierre Damien, n'ont pas de leçons propres, mais celles de l'Ecriture courante. Et saint Bernard est de ce nombre, comme on peut le voir dans le Bref qui élève ce saint au titre de docteur universel de l'Eglise, et dans tous les Ordos de la ville de Rome.

Il n'y a donc pas de règle ni de décision sur ce point. Conséquemment il faut s'en tenir aux termes du Bref apostolique qui élève un saint au titre de docteur de l'Eglise universelle. Or le Bref relatif à saint Bernard se tait sur les leçons du premier nocturne ;

« ... in Anniversario festo, tum a regulari, tum a sæculari clero celebrando, Officium ac Missa fiat de Communi Doctorum, et cum Epistola secundo loco, quæ incipit *Justus*, et cum additione VI Lectioni et Martyrologio, juxta Decretum ejusdem Sacrorum Rituum Congregationis. »

Ce Bref est du 20 août 1830. Il fut donné par Pie VIII.

Q. — Un desservant, ordonné sans titre canonique, a été privé de sa paroisse ; son évêque lui refusé : 1^o une paroisse convenable ; 2^o une pension alimentaire ; 3^o son exeat. Est-ce justice, et à qui ce prêtre doit-il s'adresser pour faire reconnaître ses droits ?

R. — Selon la demande de notre vénéré correspondant, nous avons réduit à sa plus simple expression la question qui nous était proposée. Avec une légère pointe d'amertume il nous prie de lui dire si nous y répondrons, oui ou non. Oui, nous y répondrons, même assez longuement, et sans

aucun détour, mais en nous tenant aux principes généraux, sans nous permettre de décider entre lui et son évêque : ce que nous ne pourrions faire, justement, puisque nous ignorons les faits. Quand il s'agit d'exposer des principes, nous le faisons en toute liberté, sans autre souci que celui de dire la vérité; pour les applications particulières, si une autre personne est en jeu, nous nous abstenons, parce que nous n'avons pas autorité pour trancher les différends.

Disons d'abord quelques mots du *titre d'ordination*, afin de bien faire comprendre les engagements contractés par l'évêque à l'égard de ceux qu'il ordonne. L'Eglise veut que la subsistance de ses ministres soit assurée d'une manière stable, pour qu'ils ne soient pas forcés soit à mendier, soit à exercer des professions incompatibles avec la dignité de l'ordre sacerdotal. Dans les premiers siècles, on n'ordonnait aucun clerc, sans l'attacher au service d'une église d'une manière perpétuelle et sans imposer à l'église l'obligation de fournir honnêtement à sa subsistance. Plus tard, on y a pourvu au moyen du titre d'ordination. Plusieurs conciles généraux et un grand nombre de pontifes romain ont réglé jusque dans les moindres détails, ce qui concerne le titre d'ordination. Notre intention n'est pas d'en faire une étude approfondie; nous nous contenterons de rapporter ce qui est absolument nécessaire pour le point qui nous occupe.

Pour les religieux qui sont ordonnés sous-diacres après leurs vœux solennels, on n'exige aucun titre d'ordination. L'engagement que l'Ordre contracte envers eux de leur fournir les choses nécessaires à la vie est regardé comme suffisant pour assurer leur subsistance; ils sont dit ordonnés *ad titulum paupertatis*.

Pour tous les autres clercs, même pour ceux qui sont dans une congrégation approuvée par le Saint-Siège, il faut, à moins d'un privilège, ou bien un bénéfice, ou bien un revenu assuré, suffisant pour un honnête entretien. Le premier de ces titres prend le nom *titulus beneficalis* et le second celui de *titulus patrimonialis*.

Le titre consistant dans un bénéfice est défini : « jus perpetuum percipiendi fructus ex bonis ecclesie propter officium aliquod spirituale, ecclesiastica auctoritate constitutum¹. » Quant au titre patrimonial, il peut être formé soit par une pension convenable et perpétuelle, soit par des biens productifs de revenus, abandonnés au clerc. Le titre du bénéfice est le titre ordinaire; pour l'autre il n'est que subsidiaire; et quoique l'évêque puisse s'appuyer dessus sans dispense du Saint-Siège, il ne doit le faire que *pro Ecclesie necessitate et commodo*, ainsi que l'enseigne la Propagande dans l'Instruction que nous venons de citer.

Nous avons dit : à moins d'un privilège, parce que le Saint-Siège, à raison de circonstances spéciales, a coutume d'accorder certains indults, qui varient suivant qu'il s'agit de clercs se destinant

aux Missions, ou de clercs engagés dans des congrégations religieuses, ou de clercs séculiers. Nous ne parlerons que de ceux-ci, les seuls qui nous occupent. Le Souverain Pontife autorise à les ordonner ou bien *titulo servitii Ecclesie*, ou même sans titre, quand il y a impossibilité de leur fournir un des deux titres ordinaires mentionnés plus haut.

« *Titulus Servitii Ecclesie*, dit la Propagande, qui olim ordinarius erat, et postea evasit extraordinarius, iis quandoque conceditur, qui, cum beneficio ecclesiastico vel pensione careant, aut patrimonialia aliaque bona non possideant, ea lege ordinantur ut alicui ecclesie sint mancipati, ex cujus servitio et elemosynis a piis Christifidelibus elargiendis sustentari possint, et ab eadem ecclesia nullo unquam tempore amoveri vel ipsi recedere queant, nisi aliter eis provisum fuerit; quo titulo, ut suis clericis sacros ordines conferat, s. m. Sixtus V Patriarchæ Venetiarum indulsisse constat. » Comme il est facile de le déduire des paroles très claires de l'Instruction de la Propagande, un évêque ne peut ordonner des clercs au titre du service d'une église que s'il a obtenu un indult de Rome.

Aujourd'hui, comme il est impossible en France, en Belgique et dans un grand nombre de contrées, de pourvoir d'un bénéfice les clercs auxquels on va conférer le sous-diaconat, comme d'autre part la majeure partie d'entre eux sort des familles pauvres, qui sont incapables de constituer une rente suffisante pour établir un titre patrimonial, les évêques sollicitent la dispense du titre d'ordination. Assez longtemps ils crurent pouvoir dispenser par eux-mêmes, en vertu de certaines coutumes¹; et aujourd'hui encore quelques auteurs modernes leurs reconnaissent le droit d'ordonner *titulo servitii ecclesie*, sans aucune dispense. Mais nous croyons que tous les évêques, aujourd'hui adoptant le parti le plus sûr et suivant la vraie seule doctrine demandent des Indults au Saint-Siège pour ordonner les clercs sans titre canonique.

Mais quel engagement l'évêque contracte-t-il envers les clercs ainsi ordonnés, et quels droits acquiert-il sur eux? D'après les Décrétales, l'évêque qui ordonnait sciemment un clerc dépourvu d'un titre canonique régulièrement constitué, ou avec un titre insuffisant, était tenu à le nourrir jusqu'à ce qu'il lui eût formé soit par lui-même, soit par d'autres, un titre d'ordination : « Ordinans sine titulo clericos in sacris ordinibus tenetur eisdem subministrare congrua alimenta donec per ipsum ordinantem vel per alium consultum non fuerit titulo S. Ordinationis². »

La dispense pontificale empêche la faute pour l'évêque qui ordonne sans titre, mais elle n'anéan-

¹ Bouix, de Episcopo, t. II, p. 178-180.

² Avanzini, de Constitutione Apostolicæ Sedis, not. 49. p. 78; Santi, Prælectiones juris canonici, lib. I, tit. XI, n. 43; Lucidi de Vis. SS. LL. t. I, p. 485, n. 413, 2^e éd.

¹ Instruct. de la Propagande du 27 avril 1871.

tit pas l'obligation de pourvoir à l'entretien du clerc. Nous en donnerons deux preuves. La première est empruntée aux Indults accordés pour le diocèse de Liège. Après avoir accordé la dispense demandée, le Souverain Pontife impose à l'Ordinaire l'obligation de fournir aux clercs ainsi ordonnés les moyens d'une honnête subsistance : *provisio pro congrua oerundem sustentatione* ¹. La constitution *Apostolicæ Sedis* nous fournit notre seconde preuve. « Suspensionem, y lit-on, per triennium a collatione Ordinum ipso jure incurrunt aliquem ordinantes absque titulo beneficii vel patrimonii cum pacto ut ordinatus non petat ab ipsis alimenta. » D'après les commentateurs, c'est le pacte seul qui fait encourir la peine; or, s'il est frappé d'une peine, c'est qu'il est illicite, et pourquoi serait-il illicite, sinon parce qu'il tend à décharger l'évêque d'une obligation matérielle qui lui incombe réellement, en retour d'un bienfait spirituel : ce que les auteurs regardent comme simoniaque ?

Rien donc de plus certain que cette obligation; mais comment l'évêque la remplira-t-il ? En offrant au prêtre ainsi ordonné une fonction dont les revenus soient suffisants pour une vie honorable. Nous croyons pouvoir déduire d'une décision de la S. Congrégation du Concile, du 9 mai 1884, citée à la page 103, t. VIII, de l'*Ami du Clergé*, que l'évêque ne peut forcer un prêtre à accepter une église paroissiale, du moins quand il se trouve libre : mais à part cette restriction, le prêtre consentant à être ordonné sans titre, s'est engagé à servir son diocèse de la manière que lui indiquera son évêque; il doit donc accepter n'importe quel poste qui lui est offert pour commencer et il ne lui est pas permis de le quitter sans la permission épiscopale.

Si l'évêque croit devoir imposer un changement il résulte d'un grand nombre de décisions de la Sacrée Congrégation du Concile, que la paroisse offerte doit être à peu près de valeur égale à celle dont le prêtre est privé afin que sa réputation ne souffre pas d'atteinte. Si ce prêtre se croit lésé dans ses droits, il peut recourir au Saint-Siège, mais pendant le recours il a droit, à une pension jusqu'à ce que la cause soit jugée. En 1856, le curé de Friedland, au diocèse de Culm, ayant été privé de sa paroisse, exposa au Saint-Siège qu'il se trouvait sans ressources et qu'il se croyait lésé par la décision épiscopale. Le Souverain Pontife, avant de faire examiner la question juridique, réclama une pension alimentaire pour ce curé : « Sanctitas sua... decrevit ut interim memorato parochia super dictæ parœciæ redditibus congrua pro sustentatione præstatio assignetur, qua facilius alteriora scandala evitentur ². »

Lorsqu'un évêque se trouve dans la nécessité de priver un curé ou un desservant de toute paroisse, il doit lui fournir une pension alimentaire.

Telle est la règle constamment suivie par la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers et la Sacrée Congrégation du Concile. Nous pourrions citer un grand nombre de lettres et de décisions, les unes assez anciennes, les autres toutes récentes.

La Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers écrivait à un évêque en 1714 : « On a traité de nouveau la cause de Bernard C. précédemment curé de Gombola, lequel demandait sa réintégration dans la paroisse. Les Emes Cardinaux ont confirmé de nouveau la sentence de la cour épiscopale sur l'article de la déposition. Mais ils ont été unanimement d'avis que V. S. doit procurer des moyens d'existence à ce prêtre qui est dans la misère, en sorte qu'il puisse vivre convenablement selon sa qualité sacerdotale et qu'il ne soit pas obligé de mendier. Sinon la Sacrée Congrégation prendra le parti de lui assigner une pension sur la paroisse; car s'il a été juste de l'en priver pour ses manquements, il est juste aussi qu'il ait de quoi vivre ¹. »

En 1856, elle règle, de concert avec l'archevêque d'Avignon, la pension d'un prêtre retiré à Rome ².

La Sacrée Congrégation du Concile suit les mêmes principes; chaque fois qu'une cause lui est soumise et qu'elle approuve la privation d'une église paroissiale, elle réserve une pension, dont elle détermine assez souvent le montant, jusqu'à ce que le prêtre dépossédé puisse être pourvu autrement. On lit dans une décision du 16 août 1873 : « Non constare de causis remotionis a parœcia. Attentis tamen omnibus in casu concurrentibus, assignandam oratori congruam pensionem bis centum quinquaginta libellarum italicarum loco patrimonii ex redditibus parœciæ donec aliter provideatur ³. » La pension n'est que rarement prise sur les revenus de la paroisse.

Cette pension court du jour de la privation, et la Sacrée Congrégation demande le paiement des arriérés. Voici ce qu'on lit dans une cause française du 12 décembre 1874 : « Per parœciam sacerdoti Bodin oblatam non fieri satis rescripto pontificio 27 junii 1870, et usque ad hujus rescripti executionem tradendos esse eidem sacerdoti in singulis menses francos centum a die dimissæ parœciæ S. Eutropii ⁴. »

Après avoir rapporté quelques décisions sur le point qui nous occupe, le rédacteur des *Analecta* conclut :

« L'ordinaire contracte des obligations spéciales envers les ecclésiastiques ordonnés sans titre. Puisque le curé qui mérite d'être déposé de son titre d'ordination a droit néanmoins à une pension alimentaire; à bien plus forte raison est-elle due au clerc que l'évêque a ordonné sans titre; tous les canonistes reconnaissent que l'évêque contracte pour lui-même et ses successeurs l'engagement de pourvoir aux besoins de cet ecclésiastique avec les biens et revenus de l'évêché. L'obligation de four-

¹ *Analecta*, ix, col. 455.

² *Ibid.* xiii, col. 978.

³ *Ibid.* xv, col. 613.

⁴ *Ibid.* xiv, col. 126. Cf. *Analecta*, ix, col. 457.

¹ Anal. xii, col. 992, 997 et 1002.

² *Analecta*, ix, col. 457.

nir la pension alimentaire est plus stricte lorsqu'il s'agit de la suspense *ex informata conscientia*. »

Et un peu plus haut : « Les saints canons assimilent le déni de pension alimentaire à la peine de mort. Un curé ne doit pas être privé des aliments, quand même il serait déposé pour de grands crimes... L'Eglise n'abandonne jamais à la mendicité les membres du clergé ¹. »

Nous avons traité fort longuement, au t. VIII, p. 103, la question de l'*Exeat*. Voici nos conclusions :

S'il s'agit d'un prêtre chargé d'une paroisse, l'évêque peut certainement lui refuser l'*exeat*...

S'il s'agit d'un prêtre auquel l'évêque a confié ou veut confier dans son diocèse un office qui lui fournisse les ressources pour une vie honorable, la réponse est la même. En acceptant d'être ordonné sans titre ou au titre général du service de l'Eglise, il a contracté envers l'évêque une obligation corrélatrice à celle de l'évêque envers lui. L'évêque est tenu à fournir au prêtre un moyen honnête de subsistance, et il ne peut se décharger de lui que de son consentement, alors même qu'il serait devenu impropre à toute fonction ecclésiastique. Il convient que de son côté le prêtre soit tenu à accepter l'une ou l'autre des fonctions que lui offre son évêque et à servir le diocèse tant que l'évêque le voudra.

Si le prêtre n'a dans le diocèse aucun office ou bénéfice exigeant la résidence et que l'évêque ne veuille pas lui en conférer une, il ne peut lui refuser la liberté de s'absenter.

Enfin si le prêtre croyait avoir des raisons légitimes d'absence, raisons que l'évêque ne pourrait pas agréer, il lui resterait la ressource d'un recours à la Sacrée Congrégation du Concile, qui tranche souvent la difficulté, non suivant la rigueur du droit, mais une avec paternelle bonté.

Nous terminerons en citant une décision du 10 mai 1879, qui confirme pleinement tout ce que nous avons dit. Un évêque voulait rappeler dans son diocèse un prêtre qui n'y avait jamais rempli que les fonctions d'aumônier militaire et qui s'était fixé dans une autre ville avec la permission du vicaire général. L'affaire ayant été portée à Rome, la Sacrée Congrégation du Concile répondit :

« Que l'évêque use de son droit selon que le suppliant a été ordonné à titre de patrimoine ou pour la nécessité d'une église, à condition cependant de pourvoir le suppliant d'une subsistance convenable, conformément aux décisions de la Sacrée Congrégation du 8 mai 1756 et du 26 janvier 1833. »

Q. — A quel âge les enfants peuvent-ils être admis à la première communion ?

R. — Nous avons donné, au commencement de cette année, la décision du 21 juillet 1888, concernant le diocèse d'Annecy, relative à l'âge d'admission des enfants à la première communion et à

l'époque de cette cérémonie ; mais, à ce moment, nous ne connaissions pas le tempérament que la S. Congrégation avait jugé opportun d'apporter à la décision pour en modérer l'application en certaines circonstances. Depuis, la plupart des Revues qui traitent ces questions ont donné le *modus*, primitivement réservé, et ont ajouté certaines considérations que nous nous faisons un devoir de reproduire.

Voici d'abord la décision complète avec les explications officielles qui l'ont accompagnée.

An decreta episcopi Anneciensis sint confirmanda, vel infirmanda in casu ?

RESOLUTIO. Sacra C. C., re cognita, sub die 21 julii 1888, censuit respondere : *Attentis locorum ac temporum circumstantiis, affirmative ad primam partem juxta modum. Modus est ne episcopus parochos prohibeat ab admittendis ad primam communionem iis pueris de quibus certo constat eos ad discretionis ætatem juxta conciliorum Lateranensis IV et Tridentini decreta pervenisse.*

Sanctissimus vero in audientia diei 23 julii jussit declarari verba ad primam communionem esse intelligenda ad exclusionem primæ communionis in forma solemni.

Son Eminence le Cardinal Préfet de la S. Congrégation du Concile, interrogé sur le sens précis des réserves introduites dans la déclaration, a répondu en ces termes : « Il parroco può dare la S. Comunione ad un giovinetto che crede instruito, che dice avere la discrezione di capire quello che fa, ma privatamente, senza alcuna solennità e pubblicità ; ma, quando si tratta di amministrare la S. Comunione in forma pubblica e solenne, secondo il costume della chiesa di Francia, deve osservarsi il decreto vescovile. » En français : « Le curé peut donner la sainte communion à un enfant qu'il croit suffisamment instruit, qu'il déclare avoir le discernement de l'acte qu'il accomplit, mais d'une manière privée et sans aucune solennité ou publicité. Mais, quand il s'agit de donner aux enfants la S. Communion en la forme publique et solennelle, selon l'usage des églises de France, on doit observer le décret épiscopal. »

Passons aux Revues.

Le Canoniste contemporain ¹ :

« Quelle est la portée réelle de cette décision, par rapport aux controverses qui ont eu lieu en France et en Belgique, ou aux divers sentiments que nous avons fait connaître ? Les conclusions que nous tirions de l'enseignement des canonistes et des théologiens, se trouvent-elles modifiées ?

« 1^o Il résulte d'abord, et avec pleine certitude, de la déclaration du 28 juillet dernier, que les Evêques peuvent légiférer touchant l'âge de l'admission des enfants à la première communion, et dans certaines circonstances, fixer pour cette admission la douzième année révolue, comme le *minimum* d'âge.

« 2^o Les ordonnances portées sur ce point par les Evêques ne sont nullement déclaratives du droit com-

¹ *Analecta*, IX, col. 455 et 457.

¹ Année 1889, p. 126.

mun, car alors ces ordonnances seraient au moins inutiles ; elles introduisent en réalité un droit particulier, exigé plus ou moins impérieusement par les circonstances locales. C'est ce qui résulte clairement de la présente réponse, dans laquelle nous lisons : « *Attentis locorum ac temporum circumstantiis.* »

« 3° L'enseignement commun des canonistes et des théologiens, dont saint Liguori semble s'être fait l'organe lorsqu'il dit : *Regulariter loquendo, pueros non obligari ad communionem ante nonum vel decimum annum*, n'est pas atteint par la présente décision. La S. Congrégation ne fait-elle pas appel aux circonstances particulières de temps et de lieu pour confirmer la décision de Mgr l'Evêque d'Annecy ? n'introduit-elle pas un mode particulier d'exécution, *juxta modum*, pour tempérer sans doute ce que la loi diocésaine pourrait avoir de trop austère dans son universalité ?

« 4° Enfin, il ne résulte pas de la dite réponse que l'intelligence précoce des enfants et une instruction religieuse plus complète ne puissent créer l'obligation d'admettre ceux-ci à la sainte Table avant l'âge de 12 ans révolus. La loi du Concile de Latran peut manifestement urger, de telle sorte que nul ne puisse révoquer en doute que ces enfants sont parvenus *ad annos discretionis*. Saint Liguori, à la suite du texte cité plus haut, disait, pour expliquer plus complètement sa pensée : « *Dictum est regulariter, nam, ut advertunt auctores, citius possunt obligari pueri, qui ante talem etatem perspicaciores perspicuntur* ». »

La Nouvelle Revue théologique².

« Le propre prêtre désigné par le concile de Latran, celui auquel il appartient *præsertim* de juger si un enfant a ce qu'il faut pour communier, c'est le curé sans doute, c'est aussi l'évêque ; et, devant les déterminations diverses données par les docteurs de l'âge de discrétion, celui-ci a le droit de donner une règle pour son diocèse, et de préciser cet âge auquel il lui semble que communément les enfants, dans son diocèse, sont aptes à communier. Cette détermination une fois faite constitue une présomption de droit et une règle pratique que les curés devront suivre en conscience, même dans les cas où ils douteraient ; parce que la présomption est pour le supérieur. Dans les cas très rares où ils jugeraient qu'un enfant a certainement, avant l'âge déterminé par l'évêque, la maturité du jugement, la science et les dispositions requises pour que le droit divin l'oblige, la décision de la S. Congrégation du Concile va nous apprendre ce qu'ils auraient à faire pour satisfaire au droit divin, et en même temps pour conserver à la première communion solennelle son prestige et sa salutaire influence. »

Le Journal du Droit et de la Jurisprudence canonique³.

Il s'ensuit : « 1° Que la législation générale de l'Eglise n'a pas déterminé l'âge précis auquel les enfants doivent communier ; mais que cette obligation leur incombe *cum ad annos discretionis pervenerint*.

« 2° Que c'est en général aux curés, au confesseur de l'enfant et même aux parents, qui l'approchent le plus, de connaître et de déterminer à peu près lorsqu'il est dans les conditions d'accomplir ce devoir.

« 3° Qu'il n'est pas défendu aux évêques d'établir en principe une règle générale qui détermine l'âge de la première communion, en se conformant, comme de juste, aux désirs, aux prescriptions et au but de l'Eglise, ainsi qu'à l'obligation qu'a chaque fidèle de communier *ut vivat*.

« 4° Que, *attentis locorum ac temporum circumstantiis*, l'époque pour faire faire aux enfants la première communion peut être reculée en général jusqu'à

l'âge de douze ans révolus, sauf pour les cas spéciaux et individuels, les modalités que la nature même de l'obligation, l'intelligence de l'enfant et autres circonstances peuvent et même doivent déterminer.

« 5° Que l'époque de la première communion, bien qu'elle soit la Pâque, d'après l'usage général de l'Eglise, peut aussi être reculée ou avancée par une loi épiscopale, toujours *attentis locorum ac temporum circumstantiis*, c'est-à-dire si les circonstances et les conditions des lieux et des personnes l'exigent. »

La Revue des sciences ecclésiastiques¹ :

« Nous voudrions déterminer aussi exactement que possible la portée de cette décision, en nous aidant des termes dans lesquels elle est conçue et de l'interprétation qu'en ont donnée les canonistes.

« I. Ce n'est pas une loi générale, mais un décret particulier, porté pour une circonstance spéciale et qui ne fait loi que pour ceux qui l'ont provoqué. Nous en trouvons la preuve d'abord dans la clause : *attentis locorum ac temporum circumstantiis*. Lorsqu'il s'agit d'une loi générale, la sacrée Congrégation parle autrement ; elle emploie des termes généraux, qui s'appliquent à toutes les circonstances. On peut aussi le conclure de la clause restrictive que nous avons donnée. La S. Congrégation du Concile n'a donc pas fixé l'âge de douze ans comme *minimum* requis pour l'admission des enfants à la première communion. On peut donc encore affirmer qu'aucune loi générale de l'Eglise ne détermine l'âge précis auquel les enfants doivent communier. Ils y sont astreints quand ils ont l'âge de discrétion, et c'est en général au curé, au confesseur et aux parents de l'enfant à déterminer quand l'enfant se trouve dans les conditions voulues. D'après la lettre du cardinal préfet de la S. Congrégation du Concile, le témoignage de l'enfant a quelque valeur pour établir le discernement : « Le curé peut donner la sainte communion à un enfant qu'il croit suffisamment instruit, et « *qui déclare avoir le discernement de l'acte qu'il accomplit* ». »

« II. Un évêque, dans son diocèse, peut, en certaines circonstances du moins, déterminer un âge fixe pour l'admission des enfants à la cérémonie solennelle de la première communion ; mais il ne pourrait pas interdire aux curés d'admettre les enfants à la sainte communion avant cet âge, s'ils le font sans aucune cérémonie. La première partie est la conséquence rigoureuse de la décision ; la seconde, à notre avis, découle nécessairement du *modus* ajouté par la S. Congrégation à sa réponse et des explications du cardinal préfet. On se rappelle que Mgr l'évêque d'Annecy, tout en reconnaissant la possibilité d'une dérogation partielle à ses ordonnances, se réservait de juger de la validité des motifs allégués : c'était en somme refuser aux curés le droit de juger dans ces circonstances. La S. Congrégation consacre pleinement ce droit, sans obliger les curés à recourir à l'évêque, lorsqu'il s'agit d'une première communion faite sans cérémonies à des enfants de *quibus certo constat ad discretionis etatem... pervenisse*.

« Lors donc qu'un évêque aura déterminé une limite d'âge pour l'admission des enfants à la première communion, il y aurait faute pour un curé à admettre à la première communion solennelle un enfant n'ayant pas l'âge voulu ; mais il n'y aurait au contraire aucune faute, si pour des motifs sérieux, il donnait à cet enfant la sainte communion sans aucune cérémonie, *s'il le croit suffisamment instruit et si l'enfant déclare avoir le discernement de l'acte qu'il accomplit* ». »

¹ 1^{er} septembre 1889.

² Nous pensons que l'auteur de l'article de la *Revue* a adopté avec trop de confiance une traduction fautive de la lettre du Card. Préfet : ce n'est pas du témoignage de l'enfant qu'il s'agit, mais de celui du curé.

³ Voir la note précédente. Rectifier ainsi qu'il suit : « S'il le croit suffisamment instruit et déclare qu'il a le discernement de l'acte qu'il accomplit. »

¹ *Theol. mor.*, lib. VI, n. 302.

² Année 1889, p. 28.

³ 1^{er} février 1889.

« III. Les discussions entre théologiens sur les avantages et les inconvénients de la première communion faite à un âge plus ou moins avancé demeurent donc permises ; on ne pourrait pas regarder la mesure prise par Mgr l'évêque d'Annecy et exigée par les circonstances comme un indice de la pensée de l'Eglise. C'est à chaque évêque qu'il appartient de juger des besoins de son diocèse.

« Sous l'influence des erreurs jansénistes, on avait, dans beaucoup de diocèses, pris l'habitude de retarder l'admission des enfants aux sacrements jusqu'à un âge assez avancé. On ne faisait guère la première communion avant treize, quatorze et même seize ans. Il y avait là un immense abus, qui avait pour conséquence fatale de laisser croupir la plupart des enfants dans l'habitude du péché mortel pendant de longues années et qui les privait d'une nourriture à laquelle ils avaient droit, et devenue nécessaire pour éviter le péché. Des théologiens autorisés essayèrent de réagir contre ces pratiques funestes et de faire sortir de cette routine dangereuse, que l'habitude invétérée finissait par faire accepter sans discussion.

Ici l'auteur rappelle les articles remarquables publiés dans la *Revue des sciences ecclésiastiques* par le P. Montrouzier et cite le résumé qu'en donne le P. Cros dans son opuscule : *Le confesseur de l'enfance et de la jeunesse*.

« 1^o Partout ailleurs qu'en France, les enfants sont admis, pour la première fois, à la table sainte, non pas à un âge uniformément fixé pour tous, mais lorsque le confesseur les en juge capables et les en avertit. L'usage contraire, en France, est d'ailleurs d'une date récente, et encore n'est-il pas universel.

« 2^o et 3^o La pratique universelle est l'application exacte d'une coutume vraiment préceptive, imposée par le catéchisme romain... La règle du catéchisme romain, quant à la fixation précise de l'âge requis pour communier, se rattache au précepte du 1^{er} concile de Latran... C'est donc au confesseur de l'enfant, renseigné par les parents, qu'il appartient de déterminer cet âge de discrétion.

« 4^o Le confesseur et les parents sont eux-mêmes guidés par les Docteurs. Or, quel est le sentiment des Docteurs sur la discrétion requise pour communier ? — Ils disent d'abord, d'une commune voix, qu'elle ne dépend pas *absolument* de l'âge de l'enfant.

« 5^o Mais les Docteurs ne désignent-ils pas l'âge auquel se manifeste communément chez les enfants cet usage suffisant de la raison ?

« Saint Liguori répond : « Communitur dicunt Doctores pueros, regulariter loquendo, non obligari ad communionem ante nomen vel decimum annum. Dictum est, regulariter loquendo ; nam ut advertunt auctores, « citius possunt obligari pueri, qui ante talem ætatem perspicaciores conspiciuntur. »

« Suarez, de Lugo : « Sæpe ante duodecimum annum, sunt multi ita dolo capaces, atque ita instructi in rebus fidei, ut sine dubio obligentur hoc præcepto. »

« 6^o Il est à remarquer que les Docteurs disent : *Ces enfants sont obligés de communier* : la communion, en effet, n'est pas permise ou conseillée à ceux qui ont atteint l'âge de discrétion ; elle leur est commandée et sous peine de péché grave. Si le précepte n'est pas accompli, l'enfant aura pour excuse son ignorance ou la prohibition de ses supérieurs, mais ceux-ci seront responsables.

« 7^o D'où la conclusion rigoureuse que l'on ne peut prescrire un âge minimum au-dessous duquel aucun enfant ne serait admis à la première communion ; surtout si cet âge minimum était par exemple, quatorze, douze ou même dix ans : cette conclusion est de tous les docteurs.

« 8^o Enfin, en admettant (ce qui n'est pas admissible), que l'enfant n'ait pas l'obligation de communier, dès qu'il jouit du discernement suffisant, il en aurait du

moins le *droit*, et l'on serait tenu de reconnaître son droit, s'il le faisait valoir. Cette conclusion est de saint Liguori, après Suarez et d'autres. »

La décision du 23 juillet 1888 ne condamne pas la doctrine du P. Montrouzier. Elle établit que l'évêque diocésain peut, en raison des circonstances, fixer un âge pour la première communion solennelle, mais elle laisse subsister les raisons qui peuvent permettre ou obliger d'accorder la sainte communion à des enfants au-dessous de l'âge fixé et fournir le moyen d'y procéder sans violer la règle diocésaine, savoir de donner la sainte communion sans solennité à l'enfant que l'on croit instruit et que l'on sait avoir le discernement de l'acte qu'il accomplit.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — A Paris et dans la banlieue, il est d'usage d'offrir le pain bénit, tandis qu'en province le même usage n'existe pas. Je vous serais personnellement obligé de me dire si, dans les lieux où cet usage existe, on peut se dispenser de s'y soumettre ; conséquemment si le curé peut obliger au moins en conscience, les fidèles à se plier à ces traditions locales. Dites-moi aussi, je vous prie, s'il y a une hiérarchie à observer dans la distribution du pain bénit.

R. — Sous l'ancienne législation, nul ne pouvait se dispenser d'offrir le pain bénit, et les marguilliers, dans les paroisses bien ordonnées, dit l'abbé de Boyer¹, étaient autorisés à employer une somme proportionnée à la qualité de chaque paroissien qui se refusait à ce devoir, pour le faire remplir à sa place et à ses dépens. On condamnait à offrir une seconde fois le pain bénit celui qui en présentait un au-dessous de son état ou de sa qualité. Aujourd'hui, il n'en est plus de même, on ne peut contraindre personne à offrir le pain bénit ; chacun à cet égard, une pleine et entière liberté. Mais en, général les fidèles se font un devoir et un point d'honneur de remplir cette ancienne obligation.

Dans le cas où des paroissiens ne voudraient pas présenter le pain bénit, ce serait à la fabrique à en faire l'offrande à ses frais. (*Le Besnier, Dieulin.*) Cependant pour éviter cet inconvénient, certains conseils de fabrique portent dans le cahier des charges de la concession des bancs que chaque concessionnaire sera tenu d'offrir à son tour le pain bénit. Cette condition est légale et oblige nécessairement tous les concessionnaires. M. Puibusque au mot *oblations* prétend que l'offrande du pain bénit n'est plus obligatoire pour les paroissiens et que c'est une charge de la fabrique ; d'où il conclut qu'il « devient juste de reconnaître que le pain bénit, ainsi que les cierges offerts, sont donnés à la fabrique. »

Nous aurions été embarrassé, dit M. Prompsault, de dire d'où cette erreur pouvait parvenir si nous n'en trouvions la source clairement indiquée dans M. Duquesnel. « Un décret du 30 décembre 1809,

art. 37, dit-il, comprend au nombre des charges de la fabrique la fourniture du pain bénit. » On a pris la fourniture du pain d'autel qui en effet mise à la charge de la fabrique par l'article 37 du décret cité par M. Duquesnel, pour la fourniture du pain bénit. Ce sont deux choses qui n'ont, du moins aujourd'hui, aucun rapport l'une avec l'autre.

C'est à tort, ajoute M. Duquesnel, que les marguilliers, prétendent avoir le droit d'exiger que la distribution du pain bénit commence par eux; il semble au contraire, suivant le droit de préséance, que le maire, qui est le premier fonctionnaire de la commune et le président-né de la fabrique, devrait avoir la préférence. » L'érudition de M. Duquesnel est en défaut sur ce point, comme sur le premier. C'est avec cette exactitude qu'écrivent certains auteurs! L'usage à défaut de la loi a réglé que le pain bénit serait distribué dans l'église, en commençant par le chœur, aux ecclésiastiques, aux fabriciens, aux autorités locales et aux autres fonctionnaires publics, et ensuite à toutes les personnes qui assistent à l'office.

Dans quelques pays, dit Mgr Affre, le pain bénit est distribué à la porte de l'église. C'est selon nous un abus, car le pain bénit est une image des eulogies qui avaient lieu dans la primitive Eglise, et un supplément de l'eucharistie. Les fidèles doivent en conséquence, le recevoir dans l'église avec le plus profond respect.

Dans beaucoup de paroisses on a l'habitude de vendre au profit de la fabrique ce qui reste de pain bénit après l'offrande faite aux fidèles. Cette coutume est dans certaines localités, un des principaux revenus de la fabrique. Elle donne occasion aux fidèles de pourvoir aux frais du culte divin dans leur église; et nous avons vu de très petites paroisses vendre chaque dimanche pour deux ou trois francs de pain bénit, ce qui est un revenu considérable pour des fabriques dont les ressources totales ne s'élèvent pas au-dessus de 150 à 200 francs.

MM. les curés doivent donc plutôt louer et conserver cet usage que de le blâmer ou le supprimer. S'ils y voient quelques inconvénients, ils peuvent engager paternellement leurs paroissiens à user avec respect du pain bénit qu'ils emportent dans leurs maisons, ou bien, suivant la coutume de certaines paroisses, ne bénir que la portion de pain jugée nécessaire pour être distribué aux fidèles.

Quelques évêques ont sagement défendu aux curés de bénir du pain qui devrait ensuite être mangé dans des réunions où la religion n'est pour rien et où souvent elle est offensée.

La distribution du pain bénit appartient aux marguilliers, et c'est à eux à donner les ordres nécessaires pour que cette distribution se fasse d'une manière convenable. Le curé a droit néanmoins, par mesure de police, de régler l'ordre dans lequel le pain bénit doit être présenté et de désigner le lieu, le moment et les personnes par qui il est distribué. Plusieurs rituels portent que les morceaux de pain bénit seront tous égaux.

Les cierges qui sont offerts par la personne qui offre le pain bénit et l'oblation faite par elle-même à cette occasion, appartiennent au curé. Il a été ainsi décidé par une lettre ministérielle du 31 mars 1837. Les offrandes de fruits et denrées qui accompagnent quelquefois le pain bénit, appartiennent également au curé.

Une question de préséance s'est élevée relativement à la distribution du pain bénit: des marguilliers ont prétendu qu'on devait leur présenter d'abord le pain bénit, attendu que ce n'était pas une cérémonie publique, mais un simple usage qui s'observait entre les assistants. Une décision du gouvernement, intervenue sur le rapport du ministre des cultes, porte que les marguilliers sont d'autant moins fondés à réclamer cet honneur que selon l'esprit de tous les règlements publiés sur cette manière, ils sont censés offrir eux-mêmes le pain bénit, les bedeaux ne le distribuent qu'en leur nom, et qu'ils doivent en conséquence, le présenter au clergé, continuer par les personnes élevées en dignité et le porter ensuite aux autres fidèles.

Aux colonies la distribution du pain bénit est réglée de la manière suivante par l'article 32 du décret du 3 février 1831. On l'offre d'abord au gouverneur, au clergé, et ensuite au commandant militaire et aux chefs d'administration.

Dans certains diocèses, on appelle *pain des trépassés* une oblation en pains que les fidèles font aux curés pour des messes de *requiem*. Cette oblation est de même nature au fond et nous paraît avoir la même origine que l'offrande du pain et du vin, qui se fait encore aux enterrements, aux services funèbres, aux messes de mort, etc, dans beaucoup de diocèses.

Q. — Qu'est-ce qu'on entend par substitution, et quand est-ce que les substitutions sont prohibées. J'aurai besoin dans quelque temps d'être éclairé sur cette matière.

R. — La substitution est une disposition par laquelle le donataire ou le légataire institué est chargé de conserver et de rendre. Ainsi, on ne peut donner à quelqu'un avec obligation pour lui de rendre à un tiers, après en avoir été propriétaire un certain temps, car ce serait une substitution.

Les substitutions, en fait de donation, sont prohibées. (*Code civil, art. 896.*) Cependant un avis du conseil d'Etat du 3 avril 1836, décide qu'un legs fait à des fabriques, à condition que le revenu des sommes léguées rejaillit sur les pauvres, en cas d'interruption du culte, ne contient pas une substitution.

La clause par laquelle un testateur, après avoir déclaré donner et léguer tous ses biens, meubles et immeubles, à une personne désignée ajoute que c'est à condition qu'après cette personne, les biens serviront à fonder un établissement de charité, ne renferme pas de substitution prohibée: il y a en ce cas legs d'usufruit à l'un et legs de nue-propriété à l'autre. (*Arrêt de la cour de cassation du 16 juillet 1838.*)

Avis du Conseil d'Etat du 30 mars 1822, concernant les clauses de retour ou de substitution inadmissibles en matière de legs et donations.

« Les comités de législation et de l'intérieur du conseil d'Etat réunis, auxquels M. le garde des sceaux a renvoyé l'examen d'un rapport à lui transmis par le ministre de l'intérieur ayant pour objet d'établir que l'article 896 du Code civil n'est pas applicable aux établissements ecclésiastiques ;

« Considérant que la loi n'admet en faveur des établissements d'utilité publique aucune exception qui les exemptent de la prohibition portée, en l'article 896, et que les exceptions ne se présument pas, ont été d'avis :

« 1^o Que le retour, en cas de suppression de l'établissement ecclésiastique donataire, ne peut être stipulé ni au profit des héritiers du donateur, ni au profit d'un autre établissement d'utilité publique ;

« 2^o Que la révocation pour l'inexécution des conditions de la donation peut toujours être stipulée par le donateur à son profit ; qu'elle peut encore être stipulée au profit des héritiers ou de tous autres dans le cas où la condition imposée à l'établissement ecclésiastique donataire, serait profitable à l'héritier ou au tiers désigné ; qu'enfin elle ne saurait être stipulée dans le cas où l'héritier ou le tiers désigné n'ont aucun intérêt personnel à ce que la charge imposée à l'établissement soit exécutée ou ne tirent aucun avantage de son exécution. »

La nécessité de l'autorisation préalable du gouvernement pour l'acceptation des dons et legs en faveur des établissements publics n'est pas un obstacle à ce qu'une fabrique d'église à laquelle un legs a été fait intervienne, avant d'avoir été autorisée à l'accepter, dans une instance en nullité du testament pour conclure à sa validité : c'est là un simple acte conservatoire dans le sens de l'ordonnance du 2 avril 1814.

Il n'y a pas une substitution prohibée dans la disposition testamentaire par laquelle le testateur qui lègue à un individu ses meubles, en le dispensant d'en rendre compte, et ses immeubles, sans reproduire la même dispense, institue un légataire universel, avec la clause que sa jouissance ne commencera qu'à partir du décès du premier légataire : une telle disposition renferme simplement un legs de l'usufruit des immeubles au profit du premier légataire, et de la nue-propiété de ces mêmes immeubles au profit du second légataire. Ainsi jugé par l'arrêt suivant de la cour de cassation en date du 5 mai 1856.

« La Cour,

« Attendu sur le premier moyen, qu'aux termes de l'ordonnance du 2 avril 1817, le représentant de la fabrique appelée à recueillir un legs est autorisé à faire, en attendant l'acceptation, tous les actes conservatoires jugés nécessaires ;

Attendu que la fabrique de Breurey-les-Favernay ne figurait pas au procès pour demander la déli-

vance du legs en sa faveur par Py, qu'appelée en cause par jugement du tribunal de Vesoul, sur la demande en partage formée par les héritiers du testateur, et menacée de voir annuler la disposition testamentaire faite à son profit comme entachée de substitution, elle a dû, pour conserver ses droits, conclure au maintien du testament ; que le jugement et l'arrêt statuant sur ces conclusions, se sont bornés à prononcer la validité du legs, sans en ordonner la délivrance ;

« Attendu que cette décision ne porte aucune atteinte au droit qu'a le gouvernement de refuser ou d'accepter ultérieurement l'autorisation d'accepter le legs en question ; qu'ainsi l'arrêt, en ordonnant l'exécution du testament, avant que la fabrique ait été autorisée à accepter, n'a aucunement violé les articles de loi invoqués ;

« Sur le deuxième moyen. — Attendu que de l'ensemble des dispositions faites par François Py, il résulte qu'il a légué l'usufruit de ses immeubles à sa femme et la nue-propiété à la fabrique de Breurey-les-Favernay ; que la preuve de son intention se trouve dans la clause par laquelle il attribue la toute propriété de ses immeubles à sa femme en la dispensant d'en rendre compte à qui que ce soit, disposition toute différente de celle relative au reste de la succession ; qu'en effet il donne ses autres biens, c'est-à-dire ses immeubles à sa femme sans la dispenser d'en rendre compte ; qu'il dit ensuite qu'après le décès de sa femme, il fait héritier universel le conseil de la fabrique pour les pauvres de la commune, en ajoutant que les pauvres ne jouiront de ce bienfait qu'au décès de sa femme, d'où il suit que leur jouissance ne commencera que lorsque cessera l'usufruit de la veuve Py ;

« Attendu, dès lors, que la clause en question ne présente point les caractères d'une substitution prohibée ; qu'en le jugeant ainsi la cour d'appel a fait une saine interprétation du testament et une juste application de la loi ;

« Rejette, etc. »

IMPRIMATUR

Lingonis, die 23 octobris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensts.*

Le gérant : J. MAITRIER.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

et pour le plus grand succès de l'œuvre, à l'administration et à la gestion de l'*Ami du Clergé*. En un mot, je voudrais être comme le syndic des abonnés de cette chère petite Revue.

Un jour, un célèbre professeur de Sorbonne que l'on félicitait sur l'intérêt et le succès de son cours, disait : « Voici tout mon secret. A peine installé dans ma chaire, je cherche, parmi mes auditeurs, une figure qui ne soit ni trop intelligente ni trop bête, et je la fixe à peu près sans intermittences. Si elle s'éclaire, si elle s'épanouit, si même, je l'ai vu parfois, elle devient radieuse, je suis sûr de mon travail et j'ai trouvé le niveau qu'il faut atteindre mais qu'il ne faut point dépasser. »

Combien il me plairait de jouer, dans le public de l'*Ami du Clergé*, le rôle de cette figure là !

Je rêve depuis longtemps, — et si nos abonnés s'y prêtent, nous pouvons réaliser complètement ce rêve là — je rêve d'une petite revue ecclésiastique, bien claire, bien précise, bien orthodoxe, bien impartiale, ni touffue, ni anémique, ni pédante, ni banale, rédigée par des prêtres savants, mais bien judicieux, dont les articles ne seraient généralement pas signés, et qui par là même, au lieu de chercher leur gloire ou de vouloir se faire un avenir, n'auraient en vue que l'utilité immédiate de leurs confrères et, finalement, la gloire du bon Dieu. Une Revue, qui toucherait sobrement à tous les points de la science ecclésiastique, surtout dans un but d'apostolat, qui mettrait ses lecteurs, sans aucun appareil, au courant de toutes les modifications et de tous les progrès réalisés, analyserait, avec une impartiale netteté, les principaux livres récemment parus et les articles les plus importants des grandes Revues, et apporterait ainsi, chaque semaine, pour une modique obole, à la masse des prêtres, dans leurs chambres devenues plus douces ou dans leurs presbytères ainsi encouragés et rassérénés, comme en un Cours fait régulièrement et par des maîtres compétents et dévoués, en quelque sorte sous une forme vulgarisatrice, le résultat de beaucoup d'austères labeurs et le dernier mot de bien des questions. En un mot, une Revue faite par des savants, mais pour des gens qui ne le sont pas et qui n'ont pas le temps ni les moyens de le devenir. — Les grandes Revues sont pour le petit nombre : ou elles sont trop spéciales, ou elles coûtent trop cher, ou elles sont à la solde d'un parti. Rarement on les a créées pour l'unique avantage du lecteur.

Voilà nos désirs, voilà notre but. L'*Ami du*

Clergé fait présentement ses frais ; nous le conserverons et perfectionnerons d'abord dans son cadre et dans son mode actuels ; mais il faudrait en augmenter le volume sans augmenter le prix qui est bien assez élevé, et d'autre part, pour avoir et garder de bons rédacteurs, il faut les rémunérer convenablement : c'est affaire à de nouveaux et plus nombreux abonnés. Nous recommandons donc une active propagande aux amis de la première heure. L'entreprise, on l'a vu, est complètement désintéressée, et nous n'y épargnerons ni efforts ni soucis.

L'ABBÉ DENIS,

Chanoine,

Chancelier de l'Evêché de Langres.

Nous prions nos abonnés d'écrire désormais directement pour tout ce qui concerne l'Ami du Clergé, à Langres (Haute-Marne), avec cette suscription : M. LE DIRECTEUR DE L'AMI DU CLERGÉ, Maison Saint-Pierre, rue Saint-Barbe.

Les mandats postaux, chèques et lettres chargées devront désormais porter aussi la même suscription.

Depuis quelques jours, nous avons commencé de faire droit à toutes les réclamations parvenues aux bureaux de Paris depuis quelques semaines. Nous désirons que le plus grand ordre et la plus grande exactitude règnent dans l'organisation et l'administration du journal. Nous prions nos abonnés et amis de bien nous renseigner sur les manquements qui pourraient se produire.

Les numéros de la Revue, non parvenus aux abonnés, sont dus par l'administration et il suffit de les réclamer. — Les nos perdus par les abonnés eux-mêmes seront envoyés moyennant 0 fr. 20 c. pour un no sans supplément ; 0 fr. 25 pour un no avec supplément, et 0 fr. 15 pour le supplément seul.

Nous tenons des collections entières à la disposition des personnes qui en feront la demande.

Deux des volumes de la collection sont malheureusement devenus très rares ; il faut se hâter.

Ainsi que nous l'avons annoncé, on travaille d'urgence aux Tables. Nous désirons que pour le 1^{er} janvier, tous les souscripteurs soient servis.

Nous maintenons jusqu'au 30 novembre prochain, la souscription à cinq francs.

Lorsque nous serons définitivement installés, et que l'administration aura été parfaitement réorganisée, nous reprendrons la correspondance hebdomadaire.

Nous conjurons nos chers abonnés d'envoyer à part, sur une feuille spéciale, les questions auxquelles ils désirent qu'il soit répondu dans l'Ami du Clergé. Autant de feuilles séparées qu'il y a de questions distinctes. Autrement il peut y avoir retard, confusion et même oubli.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

(DOGME, MORALE, LITURGIE, DROIT CANON, ÉCRITURE SAINTE, PATROLOGIE, HISTOIRE SACRÉE,
PRÉDICATION, CATÉCHISMES, Législation civile-ecclésiastique)

Paraît une fois par semaine et est mis à la poste à Langres le jeudi

Chaque numéro contient 16 pages in-4°

L'abonnement pour la France, la Belgique et la Suisse est de huit francs par an, et de dix francs pour les autres pays.

A chaque numéro de l'*Ami du Clergé* est joint un Supplément, également hebdomadaire, portant le nom d'

AMI DU CLERGÉ PAROISSIAL

Le prix de ce Supplément est de cinq francs par an ; il contient huit pages in-quarto.

On peut s'abonner à l'*Ami du Clergé* sans s'abonner à l'*Ami du Clergé paroissial* ; mais on ne peut s'abonner à l'*Ami du Clergé paroissial*, sans s'abonner à l'*Ami du Clergé*.

Ainsi, l'abonné à l'*Ami du Clergé* seul paie annuellement 8 ou 10 francs, selon le pays, et l'abonné à l'*Ami du Clergé* et à son Supplément, l'*Ami du Clergé paroissial*, paie 13 francs ou 15 francs, selon le pays.



VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES.
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERES ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à Mme MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 44

PRÉDICATION : Pour la fête de la Dédicace : l'église paroissiale : le culte que nous lui devons.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Changement apporté aux volontés d'un testateur.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quelles oraisons doit-on réciter à la messe basse et à la messe solennelle de l'adoration perpétuelle aux divers dimanches, fêtes et fêtes qui se rencontrent ? — Est-il requis qu'il y ait dix cierges pour l'exposition du Saint-Sacrement ? Peut-on dans cette circonstance mettre des fleurs sur la table de l'autel ? Peut-on célébrer la messe des Rogations dans les communautés cloîtrées où la procession est présidée par la Prieure ? —

Quelles sont les diverses écoles de Droit canon ? — Doit-on célébrer sans nouveaux honoraires la messe d'enterrement renvoyée au premier jour libre ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Dans l'article 9 des Articles organiques, quel est le sens de l'expression « sous la direction des archevêques, etc. ? » — Qu'entend-on par archives de la fabrique et de la mense épiscopale ? A qui en incombe la garde ? Les inventaires doivent-ils être faits sur papier timbré ? Le curé peut-il pénétrer quand il veut dans les archives et y laisser pénétrer qui il veut ?

Nous prions nos abonnés d'écrire désormais directement pour tout ce qui concerne l'Ami du Clergé, à Langres (Haute-Marne), avec cette suscription : M. LE DIRECTEUR DE L'AMI DU CLERGÉ, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

Les mandats postaux, chèques et lettres chargées devront désormais porter aussi la même suscription.

Depuis quelques jours, nous avons commencé de faire droit à toutes les réclamations parvenues aux bureaux de Paris depuis quelques semaines. Nous désirons que le plus grand ordre et la plus grande exactitude règnent dans l'organisation et l'administration du journal. Nous prions nos abonnés et amis de bien nous renseigner sur les manquements qui pourraient se produire.

Les numéros de la Revue, non parvenus aux abonnés, sont dus par l'administration et il suffit de les réclamer. — Les n^{os} perdus par les abonnés eux-mêmes seront envoyés moyennant 0 fr. 20 c. pour un n^o sans supplément ; 0 fr. 25 pour un n^o avec supplément, et 0 fr. 15 pour le supplément seul.

Nous tenons des collections entières à la disposition des personnes qui en feront la demande.

Deux des volumes de la collection sont malheureusement devenus très rares ; il faut se hâter.

Ainsi que nous l'avons annoncé, on travaille d'urgence aux Tables. Nous désirons que pour le 1^{er} janvier, tous les souscripteurs soient servis.

Nous maintenons jusqu'au 30 novembre prochain, la souscription à cinq francs.

Lorsque nous serons définitivement installés, et que l'administration aura été parfaitement réorganisée, nous reprendrons la correspondance hebdomadaire.

Nous conjurons nos chers abonnés d'envoyer à part, sur une feuille spéciale, les questions auxquelles ils désirent qu'il soit répondu dans l'Ami du Clergé. Autant de feuilles séparées qu'il y a de questions distinctes. Autrement il peut y avoir retard, confusion et même oubli.

COURRIER DES LIVRES

LACORDAIRE ORATEUR

III

Le 13 mars 1835, Lacordaire montait donc pour la première fois dans cette chaire de Notre-Dame qu'il devait tant illustrer. C'était à une heure de l'après-midi. La vieille basilique renfermait plus de six mille hommes dont la plupart stationnaient là depuis les neuf heures du matin. *L'Univers* du 14 mars se plaignait à décrire l'étonnement de Mgr de Quélen quand il vit « ces flots de peuple venir battre les murailles de son immense cathédrale, noyer la base des colonnes, se suspendre aux vastes galeries. » Au fond l'archevêque était inquiet. Si le jeune orateur remportait un succès, quelle serait la nature de ce succès ? N'y avait-il pas lieu de se défier de cet homme qui ne recherchait que les voies extraordinaires ? Que dirait-il à cette foule incroyante, qui venait là comme à un spectacle, et qui lisait bruyamment dans le lieu saint le *Constitutionnel* ou le *National*, comme si elle eût été au théâtre, attendant un acteur nouveau, dont les intimes disaient grand bien ? La flatterait-il, lui adresserait-il une de ces leçons hautaines qui marquent, qui émeuvent, qui triomphent ?

Et s'il échouait, quelle déroute ! Quelle humiliation pour lui, archevêque, qui l'avait enfin patronné, malgré lui ; en quelque sorte, pour obéir à sa conscience qui le pressait d'évangéliser ce peuple, qui ne savait rien, et qui blasphémait Jésus-Christ ! Quels cris de joie pousseraient les ennemis nombreux de cette gloire naissante qui s'était levée dans une aurore si troublée !

Lacordaire monte en chaire. La taille est moyenne, la démarche modeste, mais nerveuse ; son visage émacié et souffrant, éclairé par des yeux noirs qui révèlent l'inspiration et l'énergie, fait impression sur cette multitude qui comprend que dans ce front il y a une pensée, dans cet homme, un cœur qui aime puissamment. Le silence s'établit. L'orateur parle d'une voix faible qui force l'attention, ses yeux dévorent la foule ; dans ce regard fascinateur elle voit la flamme de l'amour plus encore que celle du génie. Tout à coup la voix devient plus ample, plus forte, plus expressive ; elle éclate en un de ces cris qui remuent, et qui tiennent l'auditoire frémissant suspendu à vos lèvres :

« Assemblée, assemblée, s'écrie-t-il, dites-moi, que me demandez-vous ? Que voulez-vous de moi ? La vérité ? Vous ne l'avez donc pas en vous ? Vous la cherchez donc, vous voulez la recevoir, vous êtes venus ici pour être enseignés. »

L'archevêque à ces mots, jusque-là soucieux, lève la tête, et regarde l'orateur. Il semble éprouver ce frémissement magnétique qui accompagne toute grande émotion et sur son visage devenu subitement très pâle se peignent l'étonnement, le ravissement. « Je compris alors, dit plus tard Lacordaire, que la bataille était gagnée dans son esprit. Elle l'était aussi dans l'auditoire. »

Quels sont donc les enseignements qu'il va donner à cet assemblée assez semblable à celle devant laquelle parla saint Paul à Athènes, et à qui il impose le respect de la vérité, avec le charme de sa parole ?

I. « Le christianisme, lui dit-il, n'a dominé le monde que depuis dix-huit cents ans, par Jésus-Christ. » Pourquoi ? C'est parce que Jésus-Christ a établi une Eglise enseignante.

L'homme est un être enseigné. « Lorsque vous étiez enfants, vous aviez une mère : ce fut sur son

sein que vous reçûtes votre première éducation. Elle vous éclaira d'abord dans l'ordre des sensations, en vous dirigeant continuellement dans vos rapports avec les objets extérieurs. De plus, par la transmission longue et laborieuse de la parole, elle ouvrit en vous la source de l'intelligence. Puis elle déposa au fond de votre âme un trésor plus précieux : celui de la conscience ; elle vous punit et vous récompensa suivant vos actions, vous donna la mesure du juste et de l'injuste, et fit de vous un être moral. Elle vous initia encore aux mystères de la foi, et vous apprit à croire aux choses invisibles dont les choses visibles ne sont que le reflet : elle fit de vous un être religieux. C'est ainsi que, dès l'aurore de votre vie, vous fûtes enseigné dans les quatre ordres qui constituent tout votre être : dans l'ordre des sensations, des idées, de la conscience et de la foi. »

Les hommes se divisent ensuite en deux catégories : ceux qui sont éclairés et ceux qui ne le sont pas. Ceux-ci c'est l'Eglise qui les enseigne. Ceux-là ne sont pas toujours libres de leur temps, il faut donc quelqu'un qui les instruisse. Si Dieu leur a, par extraordinaire, départi le génie, la fortune et le travail, « ils ont beau faire, la captivité pèse aussi sur leur tête. Après avoir vaincu sa nourrice et ses maîtres, il reste à l'homme de génie une autre tâche, celle de vaincre sa nation et son siècle. Le peut-il ? Cela s'est-il vu ? » Eh bien ! non. « Les tyrans changent, la tyrannie ne change pas. Et, chose singulière ! on se glorifie d'être de son siècle, c'est-à-dire de subir avec conviction les préjugés du temps ou l'on vit.

« Pour nous, chrétiens, délivrés par l'Eglise, nous ne sommes ni du siècle présent, ni du siècle passé, ni du siècle à venir, nous sommes de l'éternité. » Et seuls nous possédons l'autorité pour enseigner, car nous possédons « un signe aussi éclatant que le soleil, que nulle fausse autorité ne possède, que nulle fausse autorité ne peut contrefaire, le signe de l'universalité, le signe de la catholicité. » La philosophie, les religions non chrétiennes, et les sectes chrétiennes n'ont jamais atteint qu'un petit nombre d'âmes parquées dans un champ restreint.

Et « la catholicité de l'Eglise n'embrasse pas seulement les diverses nations du globe : elle embrasse aussi dans les mêmes liens spirituels l'enfance, le peuple, les gens éclairés, les forts et les faibles. Tous sans distinction, ont les mêmes symboles et la même foi ; au lieu que la philosophie n'embrassait que les hommes instruits, et que les religions païennes n'embrassaient que le peuple. Le protestantisme lui-même n'a pu éviter ce vice radical ; car il est autre pour le peuple, autre pour les hommes éclairés. Il commande au peuple d'autorité, il laisse libres les gens instruits. Le peuple croit son ministre, l'homme habile croit la Bible et lui-même. Sous ce rapport, l'Eglise catholique est encore toute divine : non seulement elle donne protection au faible, elle le rend égal au fort. »

Pourquoi l'homme est-il un être enseigné ? C'est qu'il est aussi un être social. Par conséquent la vérité doit lui être transmise socialement, c'est-à-dire par l'enseignement.

II. Mais de quoi se compose l'Eglise établie par Jésus-Christ, l'autorité qui enseigne, en son nom ? Elle se compose d'une *hiérarchie*, « c'est-à-dire d'un ensemble d'hommes coordonnés pour agir dans un même but » et d'une *puissance* dont cette hiérarchie est dépositaire.

Or ses premiers apôtres, qui sont-ils ? « Des savants, des chefs d'industrie, des fonctionnaires de l'Etat, » ainsi que nous l'avons vu, dans des temps voisins de nous, pour « des essais d'apostolat ? » Non, des pauvres, des simples, et au-des-

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE LA DÉDICACE : L'ÉGLISE
PAROISSIALE : LE CULTES QUE NOUS LUI DEVONS

*Sabbata mea custodite et sanctuarium
meum metuite. (Levit. xix, 30.)*

Que nous rappelle la fête de la Dédicace et pourquoi l'Eglise entoure-t-elle de tant de pompe, de tant d'éclat cette solennité, en faisant une des plus grandes, une des plus touchantes de l'année liturgique ? Quelle est donc la dignité, quelle est la destinée de ces édifices quelquefois majestueux et élevés avec art, mais le plus souvent simples, modestes, se distinguant à peine des habitations qui les entourent, pour que nous célébrions, avec une telle démonstration de joie, le jour anniversaire de leur achèvement et de leur consécration ? L'Eglise catholique ne fait rien sans de profondes et sublimes raisons, et si elle déploie toutes les splendeurs de son culte, si elle a composé de si beaux et si touchants offices pour la dédicace de ses temples, sa conduite nous est, tout à la fois une leçon et un exemple. N'aurions-nous pas d'autre motif, en effet, que celui-là seul suffirait à nous inspirer le plus grand respect, la plus sincère vénération, le plus vif amour pour ces sanctuaires bénis, où Dieu a daigné établir particulièrement sa demeure au milieu de nous.

Je voudrais, à l'occasion de cette fête, vous rappeler brièvement les devoirs qui s'imposent à votre piété à l'égard de votre église paroissiale, devoirs qui peuvent être ramenés à trois principaux : un grand zèle pour veiller à son entretien et à sa décoration, un pieux empressement à la fréquenter, un saint respect, lorsque nous sommes en la présence de Dieu.

I

Quand Moïse eut reçu l'ordre d'élever un tabernacle et de le consacrer au culte de l'Eternel, tout le peuple d'Israël voulut concourir à ce travail. Chacun se fit un devoir d'apporter aux pieds de Moïse, ce qu'il possédait de plus précieux ; or, argent, étoffes et pierres précieuses. L'empressement fut si général, qu'au troisième jour Moïse défendit d'en apporter davantage.

Nous trouvons au livre d'Esdras un exemple non moins frappant du zèle des Juifs pour élever un temple au Seigneur. C'était au retour de la captivité. Il ne restait plus que quelques ruines de l'édifice somptueux bâti par Salomon : Les Juifs étaient appauvris, décimés par les désastres multipliés qui avaient fondu sur eux. De quel cœur, cependant, ils se mettent à l'œuvre, aussitôt que Cyrus leur eut rendu la liberté. Vingt ans durant ils travaillèrent à la maison de Dieu avec un zèle infatigable. Les murailles de la ville renversées laissaient la ville livrée aux incursions des ennemis, mais tant que le temple ne fut pas achevé,

personne ne songea à relever ces remparts si nécessaires à la sécurité de la cité.

D'autres jours bien tristes encore vinrent pour la nation Juive. Judas Machabée avait remporté une dernière et décisive victoire sur le général syrien Lysias : Toute l'armée se rassembla alors, et ils montèrent à la montagne de Sion. Mais quel spectacle s'offrit à leurs regards ! Les lieux saints déserts, l'autel profané, les portes brûlées, et, dans le parvis, des ronces et des arbrisseaux, comme dans les bois ou sur les montagnes. Ils déchirèrent donc leurs vêtements et ils firent un grand deuil ; répandant de la cendre sur leur tête et tombant la face contre terre, ils firent résonner les trompettes et poussèrent des cris jusqu'au ciel.

Aussitôt, Judas commanda une troupe d'élite, pour tenir en échec la garnison de la forteresse et l'empêcher de faire aucune sortie pendant qu'on purifierait le temple. Le sanctuaire fut nettoyé, les autels des idoles abattus, et les débris jetés hors du temple. Puis avec des pierres nouvelles, un autel nouveau, semblable au premier, fut dressé. Lorsque tout fut prêt, on célébra avec beaucoup de réjouissances la dédicace du temple et de l'autel, et tout le peuple prosterné adora Dieu et bénit dans les transports de la plus vive reconnaissance celui qui les avait sauvés.

Tel fut le zèle des Juifs pour l'entretien et la restauration du tabernacle et du temple, dont la dignité, la grandeur étaient si loin d'égaliser la dignité et la grandeur de nos églises. C'est vraiment de celles-ci qu'on peut dire qu'elles sont la maison de Dieu. Elles jouissent d'une présence plus réelle et d'une action plus sensible de la divinité. Privilège unique et merveilleux au-dessus duquel il ne peut y en avoir de plus grand, sinon dans la cité sainte et la Jérusalem céleste. Ah ! ne convient-il pas que nous fassions passer avant tout l'honneur de la maison de Dieu. Nos pères en ont rassemblé les pierres avec amour ; ils ont mis encore plus de foi que d'art à disposer ces pierres, à les sculpter ; à les unir, à en former des édifices aussi dignes que possible de leur sublime destination.

Ce zèle, grâce à Dieu, n'est pas éteint parmi vous. Vous tenez à la beauté, à la décence, à la parfaite tenue du lieu saint. Vous êtes fiers de votre église et vous savez, quand il le faut, vous imposer des sacrifices généreux pour pourvoir à son entretien et à son embellissement. C'est là une preuve manifeste et touchante de l'excellence des sentiments religieux qui vous animent et l'accomplissement méritoire du premier devoir qui vous incombe à l'égard de votre église paroissiale. Toutefois ce serait peu de borner notre zèle à ces soins extérieurs et matériels. Dieu veut être adoré en esprit et en vérité. S'il a établi et fixé sa demeure au milieu de nous, ce n'est point pour vivre dans l'isolement et la solitude. Il veut que sa maison soit aussi la nôtre et que, par un commerce assidu, nous y soyons présents comme lui-même y est présent, d'une présence vraie et soutenue.

II

Après que Salomon eut célébré la dédicace solennelle du temple qu'il avait bâti à la gloire du Très-Haut, il y eut obligation pour tous les Juifs de se rendre à Jérusalem à certains jours de l'année pour y adorer Dieu dans son sanctuaire et lui offrir des sacrifices d'expiation et des offrandes. Souvent un long et pénible voyage était nécessaire pour accomplir ce devoir, auquel pourtant nul ne songeait à se soustraire. Les enfants, les vieillards, les femmes elles-mêmes, ne reculaient pas devant plusieurs jours d'une marche prolongée, et depuis les confins de la Galilée les multitudes accouraient, fidèles à l'appel de Dieu. Bien plus, nous savons que Tobie, qui vivait au milieu des tribus séparées, ne laissait pas de se rendre régulièrement à Jérusalem pour adorer le Dieu de ses pères, alors que tous les autres ou se croyaient dispensés ou préféraient les autels plus rapprochés de l'impie Jéroboam.

Mais en dehors des solennités qui réunissaient toutes les tribus, le temple était sans cesse rempli d'une foule considérable de Juifs, qui venaient accomplir des vœux, offrir des sacrifices ou invoquer le nom du Seigneur. Plusieurs même ne quittaient point le temple et se consacraient entièrement au service de Dieu. Tel fut Samuel, confié au Grand Prêtre et l'assistant dès sa jeunesse. Telle fut Anne, la prophétesse, qui voulut passer les longues années de son veuvage auprès des saints autels, attendant avec une admirable confiance la rédemption d'Israël.

Aimons, nous aussi, M. F., à venir dans la maison de Dieu. Venons-y assidûment, venons-y les jours de dimanche et aux grandes solennités chrétiennes, venons-y plus souvent encore, non tant pour observer la loi qui nous en fait un devoir, que pour satisfaire les besoins les plus intimes de notre âme.

L'église est ouverte à toute heure et à tous. Que les pauvres n'essaient pas de pénétrer dans les palais des grands. Ils n'y seraient point admis ? Mais à l'église, riches et pauvres sont également chez leur Père. Là, l'indigence n'est pas un défaut, et tous les hommes sont égaux. L'égalité ! on la proclame à grand renfort d'éloquence et, en fin de compte, il n'est que deux enceintes où elle soit pratiquée : l'église où tous prient le même Dieu, et le cimetière où tous dorment le même sommeil. Partout ailleurs, on vante l'égalité et dans la pratique on la foule aux pieds. Ah ! réunissons-nous dans le temple de Dieu. Là, toute barrière est levée, toute exclusion disparaît ; c'est une grande famille assemblée autour de son père et priant ensemble. Le soupir du juste se mêle au gémissement du pécheur, la prière du riche à celle du pauvre, et toutes ces voix confondues montent au ciel comme un parfum d'agréable odeur, pour en faire descendre d'abondantes et précieuses bénédictions.

Oh ! combien ils sont à plaindre ceux qui ne connaissent plus le chemin de l'église, ceux dont

la place reste trop souvent vide et inoccupée à l'heure des saints offices ! Non seulement ils s'excluent des joies du foyer paternel et se privent des grâces qui découlent de l'édification mutuelle et du concours de tous ces frères réunis par la même foi et les mêmes espérances. Mais ils éteignent insensiblement en eux tout sentiment religieux, ils exposent à un grave et incessant danger le salut de leur âme et finissent presque toujours par tomber dans l'endurcissement et par mourir dans l'impénitence finale.

Rien, M. F., ne doit nous coûter pour éviter un pareil malheur. Et, si nous ne pouvons, en certaines circonstances, satisfaire, comme il serait juste et désirable, à tout ce que la religion exige de nous sous ce rapport, imitons du moins les enfants d'Israël. Transportés dans une terre étrangère, ils se tournaient plusieurs fois le jour vers Jérusalem, où le temple du Seigneur avait été bâti, et ils adoraient en esprit le Dieu de leurs pères. De même, que notre pensée, que notre cœur demeurent fixés vers la maison de Dieu, vrai trône de la miséricorde et de l'amour infini ici-bas.

Il ne suffit pas de fréquenter avec exactitude et fidélité le lieu saint, il faut y apporter en outre les dispositions qui seules peuvent donner à notre assiduité un mérite réel et fécond en fruits de salut.

III

Ici, encore, la conduite des Juifs peut nous servir de modèle. Les sentiments qui les animaient lorsqu'ils pénétraient dans l'enceinte sacrée, sont admirablement rendus dans les saints cantiques, dans les psaumes sublimes chantés par David et les prophètes et redits depuis lors par toutes les générations. Quelle foi, quel amour, quel respect et quelle confiance, quelle joie, quel doux et ineffable contentement de l'âme, éclatent tour à tour et jaillissent de ces cœurs si croyants, si pénétrés de la présence et de la grandeur de l'Eternel !

Qu'il en soit ainsi pour nous. Lorsque nous nous présentons à l'église, souvenons-nous que nous venons paraître devant le trône de la majesté suprême. Laissons dehors toute préoccupation étrangère, toutes ces idées d'affaires, d'intérêts temporels qui si souvent nous captivent et nous absorbent, toutes ces pensées vaines et frivoles qui nous dissipent, pour être entièrement aux choses de Dieu et de l'éternité. N'est-ce pas ici le théâtre des miséricordes de Dieu pour nous, un lieu tout rempli des monuments de sa bonté ? Ici, il nous purifie et nous régénère ; ici, il nous pardonne, nous réconcilie et nous sanctifie ; ici, il nous expose ses lois, il nous les fait aimer, et nous donne la force de les exécuter ; ici, il nourrit nos âmes de son corps et de son sang, il devient notre avocat, notre pontife et notre victime. Que pouvait avoir le temple de Salomon de comparable avec ces précieux et ineffables avantages ? Et puis, comment redire les bienfaits de l'assistance aux offices paroissiaux ? La liturgie catholique, féconde en

grands enseignements, nous rappelle, à chaque saison, les plus augustes mystères du christianisme et conduit successivement nos cœurs aux plus suaves élévations, aux plus sérieuses méditations. La vie de Notre-Seigneur, le culte de la très sainte Vierge, les fêtes des saints, se déroulent chaque jour devant nos âmes. Aucune fête ne ressemble à l'autre et chacune nous apporte avec son instruction spéciale, sa grâce et ses consolations particulières. Autres sont les solennités graves de la Toussaint, autre est le cortège triomphal de la Fête-Dieu; autres sont les gémissements de l'avent et la pénitence austère du carême, autres sont la douce paix de Noël et les allégresses pascales.

Les offices ne consistent pas seulement en des cérémonies qui frappent nos yeux et sont pour nous une source de merveilleuse édification, ils se composent de prières qui pénètrent l'âme et de chants qui s'exhalent plus encore du cœur que des lèvres. Associons-nous à ces chants et à ces prières; donnons une note à ce concert de l'Eglise universelle qui glorifie Dieu; joignons notre voix à celles qui bénissent, implorent et remercient la miséricorde infinie. Comment pourrions-nous rester muets et impassibles quand s'élève la grande voix du chœur et que, tout autour de nous, y répondent celles des fidèles, quand, dans ses psaumes inspirés, dans ses hymnes tour à tour suppliées, joyeuses et triomphantes l'Eglise de la terre s'unit à l'Eglise du ciel?

Ah! M. F., si nous avons ce culte, ce dévouement et ce respect pour notre église paroissiale, elle deviendra réellement pour nous, selon la belle pensée de saint Chrysostôme, un petit ciel, et le paradis lui-même : *Cælum in augustum redactum, cælum ipsum*. En la fréquentant en véritables chrétiens, nous nous rendons dignes de trouver entrée dans cette église invisible, qui n'est pas bâtie de main d'homme, mais dont le Seigneur est le suprême architecte et où il se montre dans tout l'éclat de sa gloire, pour faire le bonheur éternel de ses élus.

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

La S. Congrégation du Concile accorde qu'on puisse, malgré la défense du testateur, vendre des immeubles sur lesquels il institue une fondation, par la raison que, sans cela, la fondation elle-même serait impossible, et la volonté principale du fondateur, frustrée de son effet. Elle règle de plus l'attribution à faire des revenus.

BARCINONEN.

COMMUTATIONIS VOLUNTATIS

Die 19 Januarii 1889.

Per Summaria precum.

COMPENDIUM FACTI. Quatuor parochi Barcinonenses hæc humiliter S. Sedi exponunt, nempe « quod Petrus Bigas, sacerdos regularis excommunicatus Ordinis Sanctissimæ Trinitatis, in suo ulti-

mo acvalido testamento oratores instituit hæredes, eisque præscribit in documento reservato obligationem statuendi beneficium simplex in parochiali ecclesia S. Andreae, vulgo, *de Palomar*, in altari sub titulo Sanctissimæ Trinitatis et B. M. V. de Remedio ejusque cultum fovendi. Sed cum bona, quæ ad faciendam prædictam institutionem assignat sint immobilia, et prohibuit oratoribus alienationem bonorum hæreditatem constituentium, fit, ut testatoris voluntas adimpleri nequeat, quia juxta civiles Hispaniæ leges, beneficia ecclesiastica ex bonis immobilibus constitui non possunt, quod testator non ignorabat; quapropter Oratores Sanctitati Vestræ enixe, postulant facultatem ad hoc, ut, non obstante prohibitione expressa testatoris alienandi bona hæreditatis, possint ea vendere, et pretium in effectos publicos convertere, ut ex suis redditibus statuatur beneficium de quo supra agitur, cultumque B. M. V., vulgo, *del Remedio* foveatur. »

Rogatus Episcopus pro informatione et voto hæc respondit : « Adsciti a me oratores secretas testatoris instructiones patefecere. Bona ab eo legata sunt duæ domus, quarum unaquæque æstimatur pretio 7,500 libellarum vulgo *pesetas* plus minusve, ac decem tituli publici redditus Hispaniæ, quorum valores sunt circiter 5,000 libellæ, ex quibus conflatur summa proxime 20,000 libellarum. In præfatis secretis instructionibus testator statuit fundandum beneficium, de quo in precibus, designans ejusdem patronos ipsos Oratores, ac beneficiario imponens onus 60 missarum annuatim in altari beneficii diebus præscriptis. Insuper tenebitur beneficiarius altaris curam gerere, parochus loci præsto esse, procurare ut tum oratorium, tum bibliotheca testatoris, quæ in una ex memoratis domibus insunt, rite conserventur, absolute prohibita harum rerum alienatione. Ad beneficii redditus testator tribuit memoratos decem titulos, qui constituunt summam 5,000 libellarum et pariunt redditus 300 libellarum. Disposuit etiam testator unam ex duobus domibus, eam, scilicet, in qua sunt bibliotheca et oratorium, destinari ad beneficiati habitationem, et emolumenta ex alia domo provenientia applicari ad fundationem trium anniversariorum diebus ab eo statutis, nec non festivitatis sub honore B. M. V. vulgo *del Remedio* in ecclesia parochiali, manifestatque suam esse voluntatem ut hujusmodi instructiones admissim observentur.

« Nunc vero beneficium fundari nequit, siquidem redditibus caret sufficientibus ad congruam beneficiati sustentationem. Duæ domus non possunt conservari, quin vendantur, quandoquidem in Hispania prohibita est *amortizatio* bonorum immobilium, ac proinde impossibile est ut asserventur bibliotheca ac oratorium merito artis prorsus orbata, quorum pretium ad 300 libellas vix pertingit. Quo inspecto, infrascriptus, re sedulo considerata et collatis consiliis cum testamenti exequutoribus, de eorum consensu Sacræ isti Congregationi proponit :

« I. Ut memoratis testamenti administris, hæredibus fiduciariis tribuatur facultas ut *foro conscientiae et tuta conscientia* vendere possint duas domos, quæ proxime æstimantur pretio 15,000 libellarum.

« II. Ut ipsi ex hujusmodi venditione possint fundare, titulis Publici Debiti hispani, festum B. V. M. de *Remedio* ac tria anniversaria prædicta, ad quam fundationem destinari poterunt redditus 200 libellarum vulgo *pesetas*, sive caput circiter 4,000 libellarum.

« III. Ut residuum venditionis amborum domorum nempe 10,000 aut 11,000 libellas applicare valeant ad augmentum dotationis beneficiarii, cui ut supra dictum est, testator solummodo designavit 5,000 libellas titulis Publici Debiti, et beneficiarii habitationem in una ea duabus domibus. Si Emi Patres hanc propositionem acceptare velint, beneficiarius gaudebit pensionem 900 aut 1,000 libellarum, quæ quidem prorsus necessaria videtur ad honestam sustentationem. »

RESOLUTIO. Sacra C. Concilii sub die 19 Januarii 1889, re cognita, censuit respondere : *Pro gratia, juxta votum Episcopi.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Dans notre diocèse l'exposition du Saint-Sacrement, à l'occasion des exercices de l'adoration perpétuelle, *ad instar precum quadraginta horarum*, a lieu le matin à six heures, et est suivie ordinairement d'une messe basse. La messe solennelle est célébrée à dix heures.

Permettez-moi de vous demander quelles oraisons on doit dire :

1^o A la messe basse dont il s'agit, les dimanches de première et de deuxième classe ;

2^o Les fêtes de première et de deuxième classe ;

3^o Le mercredi des Cendres et les trois premiers jours de la semaine sainte ;

4^o Les vigiles de Noël et de la Pentecôte ;

5^o Pendant les octaves de l'Épiphanie, de Pâques et de la Pentecôte ;

6^o A la messe solennelle, *qui n'est pas la messe de l'exposition*, comme vous le voyez, dans ces mêmes jours.

J'ai sous les yeux le numéro six de l'*Ami du Clergé*, année 1888, et le numéro sept de l'année 1884, et il me semble que vos réponses ne s'appliquent pas au cas dont il s'agit. Je vous serais obligé de vouloir bien les compléter, si vous pensez qu'il y ait lieu de le faire.

R. — Voici ce que nous pensons des nombreuses et souvent difficiles questions qui nous sont posées par notre docte correspondant.

Ad I. *Les dimanches.* Aux messes basses qui se disent à l'autel de l'exposition tous les dimanches festivaux de première classe, à savoir, les dimanches de Pâques et de la Pentecôte, on ne fait aucune mémoire du Saint-Sacrement.

Il en est de même le dimanche de la Trinité : on n'y fait pas cette mémoire, parce que c'est à la fois dimanche et fête de seconde classe ; or aux messes basses des fêtes de seconde classe, on ne fait pas mémoire du Saint-Sacrement, ainsi qu'il

résulte du décret suivant, porté sur la demande du procureur général des chanoines réguliers de Latran :

« Queritur an in missa privata de sancto duplici vel semiduplici, de quo tali die fit officium, facienda sit Commemoratio de Sanctissimo Sacramento, expositio occasione Quadraginta Horarum ? »

La Sacrée Congrégation répondit qu'on le pouvait ; mais qu'on devait l'omettre aux fêtes de première et de seconde classe :

« Posse, sed omittendam in festis primæ et secundæ classis. » (2 décembre 1684, n. 3073, ad 4.)

Cette solution a été confirmée le 2 septembre 1744 (n. 4119, ad 5) sur la demande d'un des directeurs du séminaire d'Acqui, en Italie.

On ne peut donc pas faire cette mémoire dans ces dimanches festivaux.

Mais on le pourrait dans les autres dimanches non festivaux, à savoir, le premier dimanche d'Avent, le premier dimanche de Carême, et le dimanche de Quasimodo, parce qu'ils admettent plusieurs oraisons ou mémoires, ainsi que les oraisons commandées.

Quant au dimanche des Rameaux, on ne peut pas faire cette mémoire, parce que cette messe n'a qu'une oraison et qu'elle exclut toute mémoire et toute oraison commandée. On peut voir sur ce point Cavalieri (tome 4, chap. 7, décret 35), et Gardellini dans ses *Commentaires sur l'Instruction Clémentine*, § 17, n. 23 et 24.

Voilà ce qui concerne les huit dimanches de première classe.

Quant aux neuf dimanches de seconde classe, savoir, deuxième, troisième et quatrième d'Avent ; deuxième, troisième, quatrième de Carême ; Septuagésime, Sexagésime et Quinquagésime, on peut faire cette mémoire aux messes basses, parce que ces dimanches admettent plusieurs oraisons et mémoires, et même des oraisons commandées.

Pour les dimanches ordinaires, il n'y a pas de difficulté. On peut faire cette mémoire, pour les raisons que nous venons d'exposer.

Ad II. *Les fêtes de première et de seconde classe.* On ne peut pas faire cette mémoire du Saint-Sacrement aux messes basses, comme on l'a vu dans les décrets ci-dessus.

Ad III. *Le mercredi des Cendres et les trois premiers jours de la semaine sainte.* On le peut, parce que ces jours admettent des mémoires et oraisons, ainsi que des oraisons commandées.

Ad IV. *Les vigiles de Noël et de la Pentecôte.* On ne le peut pas, parce que ces jours excluent toute oraison commandée. Conséquemment elles excluent également l'oraison du Saint-Sacrement aux messes basses. C'est le raisonnement de Gardellini dans ses *Commentaria* sur l'Instruction Clémentine (§ 17, n. 24).

Ad V. *Pendant les octaves de l'Épiphanie de Pâques et de la Pentecôte.* On le peut, par la raison que ces octaves admettent des oraisons ou mémoires, ainsi que des oraisons commandées.

Il est évident que nous ne parlons pas du lundi

et du mardi des octaves de Pâques et de la Pentecôte, parce que ces jours sont de première classe.

Ad VI. *A la messe solennelle qui n'est pas la messe de l'exposition.* Il semble qu'on doit faire cette mémoire ; car en 1862, le maître des cérémonies de la cathédrale de Palma ayant posé la question suivante :

« An in solemnitatibus Nativitatis, Paschæ, et Ascensionis Domini Nostri Jesu Christi in missa solemnî cantata coram Santissimo Eucharistiæ Sacramento, apponi debeat Commemoratio Sanctissimi Sacramenti, vel potius sufficiat unica Oratio de Solemnitate ? »

La sacrée Congrégation répondit qu'il fallait suivre l'Instruction clémentine :

« Servandum Instructionem a sa. me. Clementis Papa XI datam Calendis Septembris 1730, pro Oratione Quadraginta Horarum. » (22 mars 1862, n. 5320, ad 3.)

Or l'Instruction clémentine paraît être dans ce sens.

Mais nous devons avouer à M. le Vicaire-Général que cette solution n'est pas certaine pour nous. La pensée de l'Eglise est qu'il ne convient pas de célébrer une messe en présence du Saint-Sacrement.

Q. — Je lis dans l'*Ordo* de Paris, 1888 :

1^o « In expositione S. S. Sacramenti, in altari super candelabris ad minus *decem cerei* accendi debent. (S. R. C. 15 mart. 1698.) »

2^o « In benedictione seu expositione S. S. Sacramenti, juxta Gardellini commentaria et praxim Urbis, nihil obstat quin etiam *supra altaris mensam* collocentur sive vasa cum floribus, sive candelabra, dummodo augustissimum sacramenti aspectum non impediunt, et luminaria non sint a parte postica S. Hostiam illuminantia. (S. R. C. aprilis 1821.) » Ces décrets ou réponses de la S. C. des Rites sont-ils authentiques ? La plupart des auteurs et des *Ordos* ne demandent que *six cierges* pour l'exposition du très-saint Sacrement, et Mgr Barbier de Montault dit qu'il est défendu de mettre des fleurs ou des candélabres sur la table de l'autel et qu'il faut les mettre sur les gradins.

3^o L'*Ami du Clergé* de je ne me souviens plus quelle année, dit qu'il n'est permis de dire la messe de la station les jours de saint Marc et des Rogations quand la procession est faite uniquement par les religieuses et présidée par la supérieure sans que aucun prêtre y assiste. Cependant le Cérémonial des Carmélites, approuvé dernièrement par la S. C. des Rites, dit formellement que les processions seront présidées par la R. M. prieure et qu'après la rentrée au chœur l'aumônier dira la messe de la station. Peut-on appliquer cette règle aux autres communautés cloîtrées dont le Cérémonial n'est pas approuvé par la S. C. des Rites ?

R. — Ad I. Le décret du 15 mars 1698 ne demande réellement sur l'autel que six cierges allumés pour l'exposition du très saint Sacrement. La question avait été adressée à la sacrée Congrégation des Rites par la confrérie de saint Antoine de Narni :

« ... Quot lumina sint adhibenda in expositione Sanctissimi Sacramenti, quæ fiat ad instar Processionis ; et an in tali expositione etiam lumina candelabrum spectabilia, et quod requirantur ? »

La sacrée Congrégation répondit qu'il en fallait au moins six allumés :

« Luminum quantitatem pietati facientis expositionem remittendam, et in altari super candelabris ad minus sextas candelas accensas esse retinendas. » Et ita declaravit. Die 15 Martii 1698. (n. 3464.)

Ainsi il n'y a réellement que six cierges prescrits par le Saint-Siège.

On nous fait plusieurs objections. On nous dit :

1^o Un décret d'Innocent XI, en date du 20 mai 1662 en demande dix.

Nous répondons que ce décret est adressé aux réguliers de l'archevêché de Malines, et que par conséquent il n'est pas de droit commun.

2^o Benoît XIV, en prescrit douze dans son institution 30^e.

Nous répondons : Benoît XIV était alors archevêque de Bologne, et il s'adressait à son clergé.

3^o L'Instruction Clémentine (de Clément XI) en prescrit 20.

Nous répondons : Oui, mais c'est seulement pour la solennité des Quarante-Heures, et d'ailleurs elle a été faite pour la ville de Rome seulement.

Donc il n'y a que six cierges prescrits par l'Eglise pour toute exposition du Saint-Sacrement.

Voilà le stricte obligation.

Mais n'est-il pas convenable qu'il y en ait davantage ? Oui, surtout quand il s'agit d'expositions plus rares, plus solennelles, comme celles des Quarante-Heures, de l'Adoration perpétuelle, etc. Cela ressort clairement des instructions citées plus haut, et de la pratique universelle.

Du reste, s'il y a des ordonnances épiscopales ou des statuts synodaux qui règlent le point, on est obligé de s'y conformer.

Ad II. Nous ne connaissons aucune rubrique ni aucun décret qui défendent de mettre des vases de fleurs soit sur la table de l'autel, soit surtout entre les candélabres, pourvu que ces vases soient placés *in humili loco*. C'est le raisonnement de Gardellini :

« Demandat insuper (Instructio Clementina) ne quid ad ornatum collocetur ante Ostensorium, per quem Sacramenti impediatur aspectus. Id intelligendum etiam de candelabris, et luminibus, quæ hinc inde lateraliter debent disponi, ut aliqua saltem propè sint Sacramentum ; nullum vel tamen minimum impedimentum apponant sacram Hostiam intuentibus. »

Ainsi donc on ne doit rien mettre qui dérobe aux fidèles la vue du très-saint Sacrement. Mais cela n'empêche pas de mettre des vases de fleurs, pourvu qu'il ne soient ni devant la porte du tabernacle, ni devant l'ostensoir :

« Non inde consequitur haud posse vasa cum floribus collocari, vel supra altaris mensam, vel etiam inter candelabra, dummodo in humiliori loco sint, et Augustissimi Sacramenti non impediunt aspectum. » (Commentaria, § v, n. 6.)

Pour les candélabres et lumières, ils se placent de chaque côté, *hinc inde lateraliter*, comme on vient de le voir. On les met ordinairement sur les

gradins. Mais est-il absolument défendu de les placer, comme on peut le faire pour des vases de fleurs, sur la table de l'autel? Nous ne connaissons pas de prohibition. Et il n'est pas rare d'en voir placer sur l'autel, en arrière, tout près des gradins. Il n'y a du reste aucune loi relative à la manière de distribuer les lumières. (Gardellini, § VI, n. 4.)

Peut-on mettre des lumières derrière la sainte Hostie? Non, car l'instruction Clémentine porte ces mots dans la langue italienne :

«... nella cui parte (dell'Ostensorio) opposta non vi si ponga onninamente lume alcuno. »

Ce qui signifie, dit Gardellini, qu'il ne faut cacher aucune lumière derrière l'ostensoir pour faire briller artificiellement les rayons, et la sphère qui contient le Saint-Sacrement ;

« Sensus Instructionis videtur ne sub Throni umbella a parte postica, ut magis splendescat Sphæra cum radiis continens Sacramentum, lateat aliquod lumen, quod illam artificio illustret. » *Commentarium*, § VI, n. 5.)

Vous voyez que cette dernière prohibition ne se trouve pas dans le décret de 1821 que vous indiquez, ni même dans aucun décret, mais dans l'instruction de Clément XI sur les Quarante-Heures.

Vous voyez aussi qu'il n'est pas défendu de mettre des vases de fleurs sur l'autel, *in humili loco*.

Ad III. Nous vous remercions de la communication que vous voulez bien nous adresser relativement au Cérémonial des Carmélites. Le Saint-Siège approuve que les processions présidées par la révérende Mère prieure soient suivies de la messe de la station par l'aumônier. Mais c'est là un cas tout particulier ; et l'on ne pourrait aucunement en conclure, d'une manière générale, qu'une procession qui ne serait pas présidée par un ecclésiastique aurait un caractère liturgique.

Vous nous demandez si l'on pourrait appliquer la règle des Carmélites aux autres communautés cloîtrées dont le Cérémonial n'est pas approuvé par la sacrée Congrégation des Rites? Nous le présumons ; mais il serait plus sûr de recourir à la sacrée Congrégation.

Q. — Dans un programme d'examen, il est question des diverses écoles de Droit canonique. Philips, Bouix, Huguenin, Bonal, Ferrari, Craisson, André et quelques autres auteurs consultés ne disent rien à ce sujet. *L'Ami du Clergé* pourrait-il nous fournir *in casu* les lumières qui nous manquent ?

R. — L'étude du droit canon prit naissance dans les écoles épiscopales et abbatiales. Dès le 1^{er} siècle, tout au moins, on avait commencé à y commenter le célèbre recueil du moine Denis. Les universités, qui commencèrent vers le milieu du 13^{ème} siècle, établirent des chaires de droit canonique. La plus célèbre fut celle de Bologne. Le premier professeur de Bologne qui acquit de la renommée fut Irnérius, mort vers 1140. Sans attribution publique, sans autre mission que le désir de commu-

niquer son savoir, il ouvrit un cours de droit romain, qui fut bientôt si célèbre, qu'il attira des disciples de tous les côtés de l'Occident et devint l'origine de la fameuse école de droit de Bologne. Peu de temps après, l'étude du droit canon y devint florissante, et ce que Irnérius avait fait pour le droit civil, le Bénédictin Gratien le fit pour le droit ecclésiastique, en posant dans le recueil appelé *Decretum Gratiani* la première base du *Corpus Juris canonici*.

On n'a qu'un très petit nombre de renseignements certains sur la vie du plus célèbre canoniste du moyen-âge, « le maître » par excellence, comme on l'appelait habituellement. On sait seulement qu'il vivait dans la première moitié du 12^{ème} siècle, qu'il était religieux du monastère de Saint-Félix à Bologne, et qu'il a très vraisemblablement enseigné le droit dans cette ville. On ne connaît de lui que le traité désigné communément sous le nom *Decretum* et appelé par les plus anciens manuscrits *Concordantia discordantium canonum*. Ce livre eut la fortune exceptionnelle pour une œuvre privée, de servir de base à l'enseignement du droit ecclésiastique jusqu'à nos temps. Dans toute l'histoire du droit canonique, on ne rencontre pas une œuvre privée, ni même un recueil officiel qui ait eu une action aussi universelle et aussi durable que le décret de Gratien. Grâce à lui, l'école de Bologne acquit une influence européenne, à une époque où le droit canon pénétrait dans toutes les relations sociales et politiques, et elle comptait au commencement du 13^{ème} siècle, des milliers d'élèves.

Toutes les autres universités voulurent avoir leur chaire de droit canonique. Après Bologne, Paris, et Orléans surtout, se firent remarquer par l'enseignement du droit ecclésiastique. Inutile de pousser plus loin une énumération qui n'a aucun intérêt. Nous croyons mieux faire en donnant quelques renseignements sur la manière dont la législation canonique était enseignée dans ces écoles.

Le titre de *doctores* fut réservé pendant quelques temps aux professeurs de droit romain ; les canonistes des universités étaient appelés *magistri*. En 1213, Innocent XII leur donna le titre de docteurs, qui leur fut conservé dans la suite. Les élèves, et parfois les maîtres, étaient appelés *canonistæ*, *decretistæ*, *decretalistæ*.

Le droit canonique était considéré dans le principe comme une branche de la théologie. Aussi, il fut enseigné d'abord par des théologiens, et jusqu'à la fin du 13^{ème} siècle, par des clers qui avaient souvent des bénéfices importants et furent maintes fois appelés aux plus hautes dignités ecclésiastiques. Le premier laïque qui enseigna à Bologne le droit ecclésiastique fut Egidius de Fuscarariis, praticien renommé.

Les cours étaient suivis par des théologiens et des légistes *theologi* et *legistæ*. Les honoraires du professeur étaient généralement payés par les élèves. Les municipalités n'assuraient qu'exceptionnellement dans les premiers siècles le traite-

ment des professeurs, soit par une rétribution annuelle, soit en leur versant une somme convenue.

Le *Decretum* de Gratien et les Décrétales de Grégoire IX étaient les *libri ordinarii* pour l'enseignement du droit canonique; ils faisaient ordinairement l'objet des leçons de la matinée. Le Sexte et les Clémentines furent appelés *libri extraordinarii* et réservés pour les leçons de l'après-midi. Les professeurs étaient divisés, comme cet enseignement, en professeurs ordinaires et professeurs extraordinaires.

La méthode dominante dans les *studia generalia* ou universités, comme dans les anciennes écoles épiscopales ou abbatiales, était la méthode exégétique. Au commencement de chaque leçon, le professeur dictait habituellement le résumé d'une des grandes divisions du traité qu'il expliquait (*Summa*). Il donnait ensuite lecture du texte, *literam legebat* mesure indispensable pour un auditoire où tous les élèves ne pouvaient se procurer un manuscrit du texte des leçons. Avant les dispositions libérales que prirent, au XIII^e siècle, l'Eglise dans ses conciles et la papauté, les étudiants étaient le plus souvent fort pauvres et hors d'état d'acheter le décret et les décrétales, dont un exemplaire écrit et bien corrigé, sans aucun luxe de miniatures ou d'enluminures, coûtait une somme qui représentait environ 1,200 fr. de notre monnaie. Au XIII^e siècle les jeunes canonistes commencèrent à trouver en location ces manuscrits si coûteux, chez les *stationarii* établis près des universités pour louer aux étudiants les livres indispensables. Dans le cours de ce même siècle, des canons des conciles et des décrétales assurent des avantages considérables aux élèves des universités. Tous les clercs pourvus de bénéfices qui veulent aller étudier sont dispensés de la résidence et de toute fonction pendant une période de cinq ans, que les évêques peuvent prolonger de deux ans, si le clerc reçoit l'ordre du sous-diaconat. Ce privilège qui ne s'appliquait d'abord qu'aux étudiants en théologie, fut généralisé par Boniface VIII, qui voulait assurer à l'Eglise des hommes lettrés, — *viri literati*, — dont elle ne pouvait être privée sans grand dommage.

Après la lecture du texte ou de la lettre — *litera*, — qui, au XIII^e siècle encore, était donnée assez lentement pour permettre aux élèves de noter les points essentiels, le professeur faisait une étude critique du passage, particulièrement lorsqu'il expliquait le décret; il indiquait les meilleures leçons à suivre, les interpolations à écarter : — *corrigebat, emendabat literam*.

Il procédait ensuite à l'exposition et explication du texte : — *litteram, exponerebat, declarabat*. — Dans cette exposition, on s'appliquait, comme l'avait fait Gratien, à relever les antinomies qui pouvaient se rencontrer, — *assignare, notare differentias, contrarietates*; — à résoudre ces difficultés et les questions de droit qui s'y rattachaient; — *quaestiones solvere*; — à exposer les espèces réelles ou fictives qui pouvaient s'y rattacher (ca-

sus); — à donner les règles générales qu'on pouvait déduire du passage (*brocarda, brocardica*); — à indiquer les dispositions analogues (*allegoriae*.)

Indépendamment des leçons quotidiennes, il y avait chaque semaine des *repetitiones* où l'on revenait sur les explications avec des détails que ne comportait point la leçon, et des *disputationes* où chaque étudiant devait à son tour, répondre à tous ceux qui, d'après les statuts, avaient le droit d'argumenter. Les traités qui résument quelques-unes de ces controverses s'appellent *Quaestiones Mercuriales, Venereales, Sabbathinae, Dominicales*, du nom du jour de la semaine où se tenaient ces conférences.

Le droit canonique avait pris de tels développements et une si grande importance au XIII^e siècle, que les romanistes ou civilistes s'y livrèrent avec ardeur¹. Dès cette époque, on vit les laïques enseigner ce droit; ils sont moins nombreux que les professeurs ecclésiastiques, mais ils ne leur cèdent point en renommée. L'un d'eux, Jean André, qui fut professeur à Bologne de 1302 à 1348, nous apprend qu'il consultait sa femme dans les questions qui l'embarrassaient. Sa dernière fille, Novella, l'aidait dans ses travaux et le suppléait même dans son cours, séparée des auditeurs par un rideau.

Les principaux ordres monastiques eurent aussi leurs écoles où des religieux qui avaient pris leurs grades dans les universités, enseignaient la théologie et le droit canon. Ils formèrent ainsi, dans l'intérieur des cloîtres, de nombreux canonistes qui ne semblent pas avoir étudié ailleurs. Ce sont les Dominicains et les Frères-Mineurs ou Franciscains qui fournissent le plus de noms; les Bénédictins n'ont jamais montré beaucoup de zèle pour ces études.

Du reste, que le professeur fût clerc, laïque ou religieux, qu'il enseignât à Bologne ou à Paris, dans un *Studium generale* ou dans une école épiscopale ou abbatiale, il expliquait partout les mêmes textes, d'après le même plan, dans la même langue, avec les mêmes procédés de raisonnement et de déduction. Les universités et les écoles échangeaient fréquemment leurs professeurs; les mêmes docteurs enseignaient successivement dans trois, quatre, cinq et même six universités; on ne se préoccupait point de leur nationalité, mais uniquement de leur savoir et de leur renommée. Ces communications incessantes entre les grands centres d'études et l'unité de méthode expliquent la remarquable uniformité de l'enseignement à cette brillante époque de l'histoire littéraire².

Peu d'auteurs français ont traité la question et encore fort incomplètement. On ne peut guère rencontrer de renseignements suivis que dans l'*Histoire des sources du droit canonique*, par

¹ On donnait ce nom à ceux qui étudiaient le droit civil.

² *Histoire des sources du droit canonique*, par Adolphe Tardif, p. 285 et sqq.

M. Adolphe Tardif ¹, ouvrage excellent sous tous rapports, qui serait fort utile pour l'enseignement dans les séminaires, mais que son prix (8 fr.) ne met pas à la portée de toutes les bourses.

Q. — Dans le n° 36, page 427 de l'année 1888, vous décidez que pour les enterrements qui sont célébrés sans messe en présence du corps, le clergé est obligé de célébrer sans autres honoraires que ceux réglés pour la cérémonie d'enterrement, un service de la même classe le premier jour après l'enterrement.

Cette décision est contraire à la pratique généralement suivie et me paraît peu équitable. 1° Parce que les tarifs n'expriment pas formellement cette obligation; 2° parce que, par le fait il y a double dérangement et double peine pour le prêtre et pour les employés de l'église.

Quand le tarif est peu élevé, il me semble que l'application de votre décision serait trop rigoureuse et occasionnerait des difficultés avec les employés. L'usage généralement suivi dans un pays à cet égard ne suffit-il pas pour légitimer en conscience la conduite des prêtres qui ne suivraient pas votre décision?

R. — Nous allons d'abord rappeler les principes sur lesquels nous avons appuyé notre décision l'année dernière.

Le Rituel romain s'est occupé des honoraires des funérailles : « Caveant omnino parochi alique sacerdotis ne sepulturae, vel exequiarum, seu anniversarii mortuorum officii causa quidquam paciscantur, aut tanquam pretium exigant, sed iis eleemosynis contenti sint quæ aut probata consuetudine dari solent, aut Ordinarius constituerit ². »

Le Rituel défend donc deux choses : d'abord tout pacte entre le clergé et les héritiers du défunt au sujet de la sépulture, et en outre, toute réclamation qui ferait regarder l'offrande présentée à l'occasion de la sépulture comme le prix de l'exercice du ministère sacré : ce qui constituerait le crime de simonie. Mais il admet une aumône, dont la quantité, longtemps laissée libre, est aujourd'hui déterminée soit par une coutume légitime, soit par l'Ordinaire du lieu. Le Rituel n'a fait que rappeler les Décrétales : « Pravas exactiones fieri prohibemus et pias consuetudines præcipimus observari... Per episcopum loci compescantur qui malitiose nituntur laudabilem consuetudinem immutare ³. »

Les offrandes pour la sépulture, volontaires autrefois, sont donc devenues aujourd'hui obligatoires. Dans l'esprit de l'Eglise, elles ont pour but, non pas tant de rémunérer les fonctions funébres, que de témoigner un sentiment de reconnaissance envers le pasteur qui a fourni au défunt, durant toute sa vie, les secours de la religion. Aujourd'hui elles s'imposent à un autre titre : c'est un secours nécessaire au prêtre pour vivre, depuis que les révolutions l'ont privé des biens qui formaient la dotation des églises et ne lui ont accordé en retour qu'une pension insuffisante.

La coutume, qui a tant de valeur pour tout ce qui regarde les sépultures, joue un grand rôle pour la détermination de l'aumône à offrir au prêtre qui a célébré les funérailles.

Le droit canon, le Rituel et aussi le droit civil reconnaissent aux évêques le pouvoir de dresser un tarif pour leurs diocèses respectifs. Pour que ce tarif ait aujourd'hui force de loi devant les tribunaux civils, il faut qu'il soit soumis à l'approbation du gouvernement. Saint Charles Borromée, dans plusieurs conciles, ordonna à ses suffragants de s'entendre avec les magistrats pour diminuer ou augmenter le tarif, selon qu'il serait ou trop fort ou trop minime. Dans plusieurs circonstances, la S. Congrégation du Concile demanda à des évêques de dresser un tarif, après avoir pris l'avis du clergé et du peuple, tous deux intéressés dans la cause ⁴. Les canonistes enseignent toutefois que l'avis du peuple n'est pas absolument nécessaire quand l'évêque est parfaitement au courant des coutumes de son diocèse. Il convient que le tarif rédigé par l'Ordinaire entre dans les plus grands détails et spécifie les droits de chacun, pour chacune des fonctions.

Le tarif une fois promulgué, il n'est pas permis aux curés de le changer, ni d'exiger des héritiers quoi que ce soit en dehors des honoraires fixés. C'est ce qu'on lit dans une décision de la S. Congrégation du Concile, du 16 novembre 1660, empruntée par M. Moulart au cardinal Petra : « Confectam a superiore taxam parochus nec propria auctoritate mutare nec quidquam, quocumque pretexto, ultra illam ab hæredibus exigere potest. S. C. C. *In Materanen.* dub. I, 16 novembre 1660 ². »

Voilà les principes ; nous n'en connaissons pas d'autres. A vous de les appliquer au cas particulier que vous nous proposez.

Nous avons supposé dans notre réponse de l'année dernière que le tarif diocésain, au lieu de fixer une somme déterminée pour la sépulture, indiquait un honoraire spécial pour chacune des parties qui la composent et qui quelquefois sont séparées : v. g., tant pour la levée du corps, tant pour les nocturnes, tant pour les laudes, tant pour la messe basse ou la messe chantée, tant pour l'absoute, etc. S'il en est ainsi, il est des premiers principes du droit naturel que, si vous omettez quelque-une de ces cérémonies, vous n'avez aucun droit à en percevoir l'honoraire. Si donc vous l'exigez, ou bien vous êtes tenu à suppléer, au premier jour libre, à ce qui a été omis, ou à restituer l'honoraire. Dans le cas proposé, la messe n'ayant pas été dite, vous devez dire une messe suivant la classe de l'enterrement ; mais vous n'êtes pas tenu à reprendre celles des cérémonies qui ont déjà été faites. Si on vous le demande, vous avez droit à l'honoraire correspondant.

¹ Un vol. in-8°, Paris, Alphonse Picard, 1887.

² *Rituale rom.*, tit. vi, cap. 1, n. 6.

³ Cap. *Ad apostolicam*, 42, de *Simonia*.

⁴ S. C. C. *in Lavelen.* 16 juillet 1668 ; *in Cotronen.* 3 oct. 1707, Cf. card. Petra, *Comment.* ad const. II, Clementis IV, n. 21, t. III, p. 117.

² Moulart, *de sepultura et cæmeteriis*, p. 219, iv.

Vous objectez le double dérangement et la double peine. Le dérangement est double, il est vrai, mais le temps consacré aux cérémonies n'est guère plus long. D'ailleurs supposons que deux personnes vous demandent, l'une l'office des morts seul, l'autre une messe chantée pour le lendemain, serez-vous en droit d'exiger un honoraire plus considérable, parce que chacune d'elle n'a pas réuni les deux cérémonies, comme cela se fait habituellement ? Ce que vous ne pouvez pas faire quand il s'agit de deux personnes, sur quel droit vous appuieriez-vous pour le faire lorsqu'il n'y aura qu'une personne ?

Vous en appelez à la coutume. Ce n'est pas à vous qu'il appartient de la juger et de l'apprécier, mais à votre évêque. La chose vaut la peine de lui être proposée. Quand il s'agit du bien d'autrui, la bonne foi excuse de péché, mais elle ne dispense pas de la restitution.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — L'article 9 des articles organiques s'exprime ainsi : « Le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et évêques dans leurs diocèses et sous celles des curés dans leurs paroisses. »

Quel est le sens du mot *direction* dans l'esprit du législateur et comment faut-il l'entendre ?

R. — Le sens de ce mot a été amplement expliqué par l'un des principaux auteurs des *Articles organiques*, le fameux Portalis, dans le rapport qu'il présenta à cette occasion au gouvernement de la République sous ce titre un peu long.

EXPOSITION de maximes et des règles consacrées par les articles organiques de la convention passée le 26 messidor an IX, entre le gouvernement français et le Pape Pie VII.

Voici comment il explique l'article ix dont il s'agit :

« On ne parle point du pape dans cet article, parce qu'il ne s'agit que du régime intérieur des diocèses et des paroisses. Le pape est le chef visible de l'Eglise universelle; sa primauté est reconnue, et comment pourrait-on craindre qu'elle ne le fût pas, puisque la loi que nous discutons, et qui n'est intervenue que pour assurer l'exécution de la convention passée entre le gouvernement français et le pape, suppose nécessairement cette primauté et tous les droits attachés à la chaire de Pierre ?

« Mais le pape n'est point l'évêque universel de tous les fidèles ¹, il n'est point l'ordinaire des ordinaires comme quelques docteurs ultramontains ont voulu le prétendre; il ne saurait être non plus le juge souverain et immédiat de l'intérieur de tous les diocèses.

« Si la primauté de Pierre est de droit divin, la juridiction des évêques est également d'institution divine : Si nous ne conservons pas cette juridiction à chaque évêque, disait le pape saint Grégoire, nous détruisons la hiérarchie fondamentale de l'Eglise, que nous sommes obligés de garder ¹. Aussi les canons attribuent aux évêques le gouvernement de leurs diocèses, et ils défendent à tout évêque d'empiéter sur le territoire d'autrui. Le Concile de Selingstadt, sous Benoît VIII déclara nulles les absolutions données à Rome sans le consentement des évêques diocésains.

« Quand le pape voulut faire consacrer par son légat l'église de Beaulieu, les prélats répondirent : *Sicut enim unusquisque orthodoxæ Ecclesiæ pontifex ac sponsus propriæ sedis uniformem speciem gerit Salvatoris; ita generaliter nulli convenit quippiam in alterius procaciter usurpare diæcesi.*

« Ce fait est rapporté avec les plus grands détails par l'abbé Fleury, dans son *Histoire ecclésiastique*. Cet auteur cite Raoul Glaber, historien du temps et moine de Clugny, qui remarquait « qu'encore que la dignité du siège apostolique « rend le pape le plus respectable de tous les évêques « du monde, il ne lui est pas permis en rien de « violer les canons, et que, comme chaque évêque « est l'époux de son église, dans laquelle il représente le Sauveur, il ne convient à aucun évêque « sans exception, de rien entreprendre dans le « diocèse d'un autre. »

« Nous avons toujours tenu pour maxime, en France, que chaque évêque, est dans son diocèse le conservateur de la foi et de la discipline; que le pape ne peut s'immiscer dans l'administration d'un diocèse que par dévolution et dans les cas de droit ou avec le consentement de l'évêque diocésain en remplissant toutes les formes établies par une loi nationale.

« S'agit-il de la discipline ? Les évêques la fixent par leurs rituels, par leurs mandements, par leurs instructions, par leurs ordonnances synodales et ils la maintiennent par leur juridiction correctionnelle.

« S'agit-il de la doctrine ? Ils la propagent par leurs enseignements et lorsqu'elle est blessée ou attaquée, ils peuvent la venger par des censures. Un jugement ou une décision du pape ne peut être proposé aux fidèles qu'avec l'aveu des évêques. « Nous savons, disait M. d'Aguesseau ², que le pouvoir des évêques et l'autorité attachée à leur caractère d'être juges des causes qui regardent la « foi est un droit aussi ancien que la religion, « aussi divin que l'institution de l'épiscopat, aussi « immuable que la parole de Jésus-Christ même; « que cette maxime établie par l'Ecriture, confirmée par le premier usage de l'Eglise naissante, « soutenue par l'exemple de ce qui s'est passé

¹ Lib. ix, epist. 32 c. Pervenit II, quest. 1.

² Réquisitoire du 14 avril 1699 au sujet de la Bulle portant condamnation des *Maximes des Saints* de Mgr l'archevêque de Cambrai.

¹ Il est inutile de réfuter ces doctrines gallicanes.

« d'âge en âge et de génération en génération
 « dans les causes de la foi, transmise jusqu'à nous
 « par les Pères et par les docteurs de l'Eglise, en-
 « seignée par les plus saints papes, attestée dans
 « tous les siècles par la bouche de tous ceux qui
 « composent la chaîne indissoluble de la tradition
 « et surtout par les témoignages anciens et nouveaux
 « de l'Eglise de France n'a pas besoin du secours
 « de notre faible voix pour être regardée comme
 « une de ces vérités capitales que l'on ne peut at-
 « taquer sans ébranler l'édifice de l'Eglise dans ses
 « plus solides fondements. Que si des esprits peu
 « éclairés avaient besoin de preuves, pour être
 « convaincus de cette grande maxime, il suffirait
 « de les renvoyer aux savants actes de ces assem-
 « blées provinciales que la postérité conservera
 « comme un monument glorieux des lumières et
 « de l'érudition de l'Eglise gallicane. C'est là, con-
 « tinue le même magistrat, qu'ils apprendront
 « beaucoup mieux que dans nos paroles quelle
 « multitude de faits, quelle nuée de témoins s'élè-
 « vent en faveur de l'unité de l'épiscopat ! C'est là
 « qu'ils reconnaîtront que, si la division des
 « royaumes, la distance des lieux, la conjecture
 « des affaires, la grandeur du mal, le danger d'en
 « différer le remède, ne permettent pas toujours
 « de suivre l'ancien ordre et les premiers vœux de
 « l'Eglise, en rassemblant les évêques il faut au
 « moins qu'ils examinent séparément ce qu'il n'ont
 « pu décider en commun, et que leur consente-
 « ment exprès ou tacite imprime à une décision
 « vénérable par elle-même, le sacré caractère d'un
 « dogme de la foi. Et soit que les évêques de la
 « province étouffent l'erreur dans le lieu qui l'a
 « vu naître, comme il est presque toujours arrivé
 « dans les premiers siècles de l'Eglise : soit qu'ils
 « se contentent d'adresser leurs consultations au
 « souverain Pontife, sur des questions dont ils
 « auraient pu être les premiers juges, comme nous
 « l'avons vu encore pratiquer dans ce siècle ; soit
 « que les empereurs et les rois consultent eux-
 « mêmes et le pape et les évêques, comme l'Orient
 « et l'Occident en fournissent d'illustres exemples ;
 « soit enfin que la vigilance du Saint-Siège pré-
 « vienne celle des autres églises, comme on l'a
 « souvent remarqué dans ces derniers temps : la
 « forme de la décision peut être différente, mais le
 « droit des évêques demeure inviolablement le
 « même, puisqu'il est vrai de dire qu'ils jugent
 « toujours également, soit que leur jugement pré-
 « cède, soit qu'il accompagne ou qu'il suive celui
 « du premier Siège.

« Ainsi, au milieu de toutes les révolutions qui
 « altèrent souvent l'ordre extérieur des jugements,
 « rien ne peut ébranler cette maxime incontestable
 « qui est née avec l'Eglise et ne finira qu'avec elle :
 « que chaque Siège, dépositaire de la foi et de la
 « tradition de ses Pères, est en droit d'en rendre
 « témoignage, ou séparément, ou dans l'assem-
 « blée des Evêques, et que c'est de ses rayons par-
 « ticuliers que se forme le grand corps de lumières
 « qui jusqu'à la consommation des siècles, fera

« toujours trembler l'erreur et triompher la vé-
 « rité. »

« M. d'Aguesseau, en rapportant ces grands principes de l'ordre hiérarchique, invoque le suf-
 frage du grand saint Grégoire. « Ce saint pape,
 « dit-il, aurait cru se faire injure à lui-même s'il
 « avait donné la moindre atteinte au pouvoir de
 « ses frères les évêques. *Mihi injuriam facio si*
 « *fratrum meorum jura perturbo.* »

« On a donc parlé le langage des Pères, des con-
 ciles et des papes eux-mêmes, quand on dit que le
 culte catholique sera exercé sous la direction des
 archevêques et évêques dans leurs diocèses, et
 sous celle des curés dans leurs paroisses.

« Quelques personnes¹ prétendent que les mots
sous la direction n'expriment pas suffisamment
 la juridiction que les évêques sont en droit d'exer-
 cer.

« Il était difficile de prévoir cette objection. La
 juridiction épiscopale est purement spirituelle ; elle
 n'est point coactive ; elle ne doit avoir aucun ca-
 ractère de domination, puisque la domination
 même dans les choses spirituelles est formelle-
 ment interdite par l'évangile à tous les ministres
 de l'Eglise. Ces vérités ont déjà été démontrées
 dans cet ouvrage ; donc, on ne peut s'offenser de ce
 que, au lieu d'employer le mot de juridiction, in-
 connu aux premiers siècles, on se soit servi d'ex-
 pressions plus convenables à un ministère de cha-
 rité et de persuasion, et qui, par elles-mêmes, n'ex-
 cluent aucun des moyens canoniques dont l'usage
 est nécessaire à l'exercice de la sollicitude pasto-
 rale et au gouvernement des âmes ; c'est contribuer
 à faire respecter et à faire aimer l'autorité de l'é-
 vêque que de la présenter sous un point de vue qui
 en écartant toute idée de coaction proprement
 dite, ne désigne cette autorité que par sa douce et
 heureuse influence sur les esprits et sur les cœurs.

« C'est que les uns et les autres ont une admi-
 nistration distincte. L'Eglise est divisée en diocè-
 ses et ceux-ci en paroisses. Les évêques condui-
 sent les diocèses et les paroisses sont réglées par
 les curés.

« Nous avons dit que le pape est le chef visible
 de l'Eglise et non l'évêque universel de tous les
 diocèses de la chrétienté : ainsi un évêque est le
 chef de son diocèse et non le curé universel de
 toutes les paroisses que le diocèse renferme².
 D'après la discipline de l'Eglise, il ne doit y avoir
 qu'un évêque dans chaque diocèse, et un curé
 dans chaque paroisse : tout serait dans la confu-
 sion si les territoires n'étaient pas distincts, et si
 les fonctions respectives des évêques et des curés
 n'étaient pas réglées.

« Le ministère ecclésiastique, en général, est éta-
 bli pour le salut des âmes indistinctement ; mais

¹ Ces quelques personnes, c'est le cardinal Caprara
 au nom du Saint-Siège ; nous citons plus loin sa protes-
 tation.

² Ces principes sont faux, l'évêque a juridiction sur
 toutes les paroisses de son diocèse, et le pape sur tous
 les diocèses de la chrétienté.

il est du bon ordre que chaque ministre ait son troupeau, ses fonctions, ses limites : cela est nécessaire au bien des âmes, et c'est pour leur bien que cet ordre est établi.

« Un évêque et un curé sont également pasteurs, mais ils le sont dans un ordre et dans un degré différent ¹.

« Le curé est le pasteur immédiat des fidèles de sa paroisse pour tout ce qui concerne les fonctions curiales, l'évêque est l'unique pasteur immédiat de tous les fidèles de son diocèse pour tout ce qui concerne les fonctions pontificales. Il est encore pasteur, mais simplement médiat relativement aux fonctions curiales, parce qu'il est le supérieur du curé; mais l'évêque et le curé ne sont pas deux pasteurs qui concourent et qui soient chargés immédiatement et prochainement des mêmes fonctions; mais comme le curé est subordonné à l'évêque, l'évêque peut et doit suppléer à défaut du curé; ce n'est qu'à titre de supérieur que l'évêque peut se mêler des fonctions curiales, en les remplissant en personne, quand il le juge convenable, en les déléguant quand le curé néglige de les remplir.

« On objectera vainement que l'évêque ne saurait avoir dans aucune paroisse de son diocèse moins de pouvoir que le curé de cette paroisse. L'évêque ne doit point perdre de vue que son pouvoir doit être réglé par la prudence; qu'il peut dispenser et non dissiper, qu'il doit réunir et non disperser le troupeau, il doit prendre garde surtout de ne pas excéder, en usant de son pouvoir d'une manière qui déroge au droit commun et qui soit contraire aux lois de l'Eglise.

« Ces maximes écartent l'autorité absolue et arbitraire; elles soumettent le pouvoir de l'évêque aux règles fixées par la discipline; il en résulte qu'un évêque ne peut se mêler des fonctions curiales dans une paroisse que comme supérieur et pour l'intérêt des fidèles, c'est-à-dire pour suppléer au curé ou pour le réformer, et non par esprit de rivalité ou par entreprise sur ses droits.

« Quand on dit qu'un évêque ne saurait avoir moins de pouvoir dans la paroisse que le curé lui-même, le sens de cet adage n'est point que l'évêque puisse dépouiller le curé des fonctions attachées à son titre en les faisant lui-même ou en les faisant faire par d'autres; ce serait réduire le curé à la simple qualité de vicaire ou de commis de l'évêché; il n'est sans doute aucune fonction curiale que l'évêque ne puisse faire personnellement quand il le veut. Cette prérogative est attachée à sa dignité, à sa qualité de premier pasteur; d'autre part il est chargé de veiller sur la conduite du curé, de l'obliger à réformer l'abus que le curé peut faire de son autorité, tel est le sens légitime dans lequel il est vrai de dire que l'évêque a autant ou plus de pouvoirs même, que le curé dans sa paroisse.

¹ C'est bien là la doctrine du schismatique Van-Espen et de tous les parochistes, mais les canonistes catholiques enseignent le contraire.

« Il serait absurde de faire de l'évêque un premier titulaire de la cure, un cocré, s'il est permis de s'exprimer ainsi, quoiqu'il soit éminemment le pasteur de tout son diocèse.

« Les fonctions de l'évêque et celles du curé sont autant incompatibles que les titres mêmes de leurs offices. L'évêque est le prélat, et non le curé universel du diocèse; il serait contre l'ordre qu'il abandonnât le service qu'il doit à la cathédrale ou à l'administration générale du diocèse pour se livrer à la desserte d'une paroisse.

« C'est pourquoi Gonzalès et Barbosa, cités par Van-Espen, soutiennent que la cure des âmes est tellement propre au curé dans sa paroisse, qu'il n'est pas plus permis à l'évêque de se l'approprier que de se dire le recteur ou le curé de tout le diocèse : l'évêque est le chef, le pasteur de l'église cathédrale, et le prélat seulement ou supérieur de tous les recteurs de son diocèse.

« On a donc dû supposer, pour se conformer aux règles qui ont fixé l'ordre hiérarchique de l'Eglise que, si les évêques ont des devoirs et des droits à exercer dans leurs diocèses, les curés dans un degré, et dans un ordre différent, ont des droits et des devoirs à exercer dans leurs paroisses. »

Voilà le sens donné par le principal auteur des articles organiques au mot *direction*. Voici comment il faut l'entendre; c'est le cardinal Caprara qui en écrivant au ministre des affaires étrangères, M. de Talleyrand, lui fait observer en trois mots que l'article 9 des organiques méconnaît les droits réels des évêques et des archevêques, fausse ceux des curés et commet la faute et l'erreur de ne pas nommer le souverain pontife qui est pourtant le premier directeur du culte dans l'Eglise catholique. Il s'exprime de la manière suivante :

« L'article 9 veut que le culte soit exercé sous la *direction* des archevêques, évêques et des curés. Mais le mot *direction* ne rend pas ici les droits des archevêques et évêques, ils ont de *droit divin*, non seulement le droit de diriger, mais encore celui de définir, d'ordonner et de juger. Les pouvoirs des curés dans les paroisses ne sont point les mêmes que ceux des évêques dans les diocèses; on n'aurait donc pas dû les exprimer de la même manière et dans les mêmes articles pour ne pas supposer une identité qui n'existe pas.

« Pourquoi d'ailleurs ne pas faire ici mention des droits de Sa Sainteté, des archevêques et des évêques ? A-t-on voulu lui ravir un droit général qui lui appartient essentiellement ? »

On voit que le cardinal n'établit pas et ne cherche pas à démontrer une thèse. Il constate seulement l'erreur doctrinale dont les articles organiques sont l'expression. Le document diplomatique dont il s'agit n'avait pas à dire autre chose, et nous-mêmes, comme nous l'avons dit en note et insinué plusieurs fois, nous n'avons pas à agir autrement. La doctrine gallicane formulée *ex professo* dans le rapport de Portalis a été trop souvent réfutée dans ce journal et anathématisée par le dernier concile général du Vatican pour que nous

ayons la pensée de le refaire aujourd'hui. Qu'il nous suffise d'ajouter que, même dans les régions gouvernementales, il n'est plus personne qui osât dire qu'un curé peut diriger sa paroisse indépendamment de son évêque et un évêque son diocèse indépendamment du pape. Le sens commun l'emporte sur les préjugés de la vieille école. Tout le monde sait et comprend que soit les curés, soit les évêques ont une autorité spéciale sur les troupeaux respectifs qui leur sont confiés, mais que les uns et les autres n'exercent cette autorité que d'après les saints canons, *Juxta canones*, et sous le contrôle définitif et sans appel du souverain Pontife, évêque des évêques et pasteur des pasteurs.

Q. — Seriez-vous assez bon pour me dire ce que l'on entend par archives de la fabrique et de la mense épiscopale; à qui en incombe la garde; si les inventaires qu'on en fait doivent être sur papier timbré ou sur papier libre; si enfin le curé a le droit de pénétrer, quand il veut, dans les archives, et d'y laisser pénétrer qui il veut?

R. — On nomme archives les anciens titres et papiers contenant les droits et privilèges de la fabrique, etc.

Sous ce titre nous parlerons des archives des fabriques et des archives des menses épiscopales.

§ I. Archives des fabriques

La garde et la conservation des archives, titres et papiers des fabriques, sont confiées au bureau des marguilliers, par les articles 54 et suivants du décret du 30 décembre 1809. Il est convenable que chaque fabrique ait un inventaire des papiers, titres et documents concernant ses revenus et ses affaires, avec mention des biens contenus dans chaque titre, du revenu qu'ils produisent, de la fondation à la charge de laquelle les biens ont été donnés ou légués. Il est fait tous les ans un récolement de cet inventaire, afin d'y porter les additions ou autres changements.

On peut diviser l'inventaire des archives en trois parties : la première, pour les titres de propriété, de rentes, les baux, marchés, adjudications, transactions; la seconde, pour les actes de l'administration, la comptabilité et la correspondance; la troisième pour les pièces diverses qui n'ont pu trouver place dans les deux divisions précédentes.

Une ou plusieurs pages, selon la quantité des objets et l'importance des fabriques, sont consacrées à chaque division, et des pages blanches sont laissées à la suite, pour y porter, lors des récolements annuels, les objets qui n'auraient pas encore été inscrits. Ces additions forment autant de suppléments qui doivent être certifiés et signés par les curés et le président du bureau, comme l'inventaire principal. Les objets manquants ou hors de service, lors des récolements, sont également signalés dans une colonne d'observations.

Il n'est pas nécessaire que l'inventaire des titres soit fait en double, comme celui du mobilier, du moins le décret du 30 décembre ne le prescrit pas.

Le curé n'est point, par conséquent, fondé légalement à exiger qu'il lui en soit remis une expédition, car il n'a pas la garde et l'usage des archives comme il a la garde et l'usage du mobilier. Mais cependant s'il désirait avoir une expédition de l'inventaire ou du récolement, il n'y aurait aucune raison de la lui refuser.

Il n'est pas nécessaire non plus, et pour la même raison, de procéder à un nouveau récolement de l'inventaire des titres et des archives de la fabrique en cas de mutation du curé. Les inventaires et récolements étant des actes d'administration intérieure, doivent être faits sur papier non timbré; ils ne sont pas non plus assujettis à l'enregistrement.

Le bon ordre et la conservation des archives sont d'un très grand intérêt pour les fabriques. Nous avons connu des paroisses où les fabriques en négligeant de conserver d'anciennes archives, de vieux papiers qui leur paraissaient insignifiants, ont perdu le droit de recouvrer des propriétés qui appartenaient légitimement à la fabrique. Nous avons vu au contraire dans quelques autres paroisses des recouvrements de rentes et de propriétés opérés en vertu d'anciens titres égarés, des procès terminés et gagnés, etc.

Les titres de propriétés, de rente sur l'Etat ou sur particuliers doivent être enfermés dans une boîte de fer blanc pour les préserver des insectes et de l'humidité. Nous ne saurions trop recommander aux administrations diocésaines et aux évêques dans leurs visites, de veiller sur ce point qui est d'une très grande importance pour l'intérêt des fabriques.

§ II. Archives des menses épiscopales

Le décret du 6 novembre 1813 prescrit ce qui suit relativement aux archives des menses épiscopales :

« Art. 30. Les papiers, titres, documents concernant les biens de ces menses, les comptes, les registres, le sommier seront déposés aux archives du secrétariat de l'archevêché ou évêché.

« Art. 32. Les archives de la mense seront renfermées dans les caisses ou armoires dont aucune pièce ne pourra être retirée qu'en vertu d'un ordre souscrit par l'archevêque ou évêque, sur le registre-sommier et au pied duquel sera le récipissé du secrétaire. Lorsque la pièce sera rétablie dans le dépôt, l'archevêque ou évêque mettra la décharge en marge du récipissé. »

IMPRIMATUR

Lingonis, die 30 octobris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le gérant : J. MAITRIER.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

sus d'eux un seul chef. « Non loin du lieu où siègent par la force des armes les dominateurs du monde ancien, siège un vieillard dont la voix commande et est respectée, non pas seulement dans les limites du plus grand empire humain qui ait jamais excité, mais en deçà et au delà de toutes les mers. » Et sa puissance réside, non dans la force, qui tue le corps, mais dans la persuasion « qui tue l'âme pour en mettre une autre à la place. »

Cette persuasion repose sur la *raison*. L'Eglise « possède sur toutes choses les solutions les plus rationnelles » — sur *l'histoire*. « Nous avons notre tradition, notre livre, et pour témoin de cette tradition, pour gardien de ce livre, un peuple éternel. Il y a des Juifs dans cet auditoire : Il est partout cet homme que le langage populaire a si bien appelé le *Juif errant*. Le prêtre ne peut parler quelque part sans susciter un homme éternel, un Juif qui se lève pour dire : Oui, c'est vrai. J'y étais. »

L'Eglise est encore la plus haute puissance morale ; « car elle est chaste, elle engendre la chasteté, et il n'y a pas de mœurs sans la chasteté. C'est la chasteté qui fait les familles, les races royales, le génie, les longs et forts peuples. Là où cette vertu n'est pas il n'y a plus que de la boue dans un tombeau. Ah ! s'il y a ici des hommes qui ne soient pas mes frères par la foi, je ne veux qu'invoquer leur conscience, je leur demanderai : « Etes-vous chastes ? » Comment croiriez-vous, si vous n'êtes pas chastes ? La chasteté est la sœur aînée de la vérité ; soyez chastes pendant un an, et je réponds de vous devant Dieu ! »

Elle est enfin la plus haute puissance *sociale*. « Il n'est pas de société possible, si elle n'est fondée sur le respect du pouvoir par les peuples et des peuples par le pouvoir. »

Et pour que la force de persuasion de l'Eglise fût plus grande encore, Dieu lui donna la *charité*. On pouvait résister à la raison, à la grâce, mais qui résistera à la charité ? Pourquoi haïr ceux qui font du bien ? Pourquoi tuer ceux qui donnent la vie ? »

« Mais pendant que je parle de charité, il me vient un doute : O mon Dieu ! Sommes-nous charitables comme nous devrions l'être ? Y a-t-il parmi vous qui êtes jeunes, des âmes ardentes, des âmes tendres pour Dieu et pour le pauvre ? Ne croyez-vous pas, qu'autour de vous la douleur augmente, la mesure se comble, et le monde penche sur d'effroyables abîmes ? O mon Dieu donnez-nous des saints ! Il y a si longtemps que nous n'en avons vu ! Nous en avions tant autrefois ! Faites qu'il en renaisse de leurs cendres ! *Exoriate aliquis ex ossibus !* »

III. L'Eglise a donc l'autorité ; mais « nul n'a le droit de demander la foi à ce qu'il enseigne, s'il n'est infallible. » L'Eglise a la certitude de ce qu'elle enseigne, et de plus elle est infallible.

La *certitude*, car elle a la *science* de ce qu'elle prêche. « Comment n'eût-elle pas été savante ? Elle est née dans la science, à l'un des beaux siècles qui soient dans l'histoire... La science nous reçut au berceau, nous épia, nous étudia, nous combattit, nous donna des défenseurs parmi ces philosophes que nous venions détrôner et dont beaucoup apportèrent au Crucifié le triple témoignage de leur génie, de leur savoir et de leurs erreurs. Quand ensuite la science menaça de s'éteindre en Europe par l'envahissement des barbares. Qui la sauva du naufrage ? Qui prépara les nations nouvelles dignes de posséder la vérité ? Etait-ce vos pères ? Ah ! vos pères ! ils tiraient l'épée, l'épée hier, l'épée demain, l'épée toujours ! Voilà quel était en eux votre partage, hommes aujourd'hui si fiers de votre science, et nous ne

vous en blâmerons pas. Vous étiez là, dans la personne de vos ancêtres, formant une barrière armée contre laquelle venaient se briser les invasions nouvelles, un immense carré européen pour protéger au dehors ce qui se développait au dedans, tandis que nous, dans nos ancêtres aussi, pacifiques et laborieux, nous reconstruisions la science avec ses débris afin qu'un jour vous pussiez recevoir de nous cet héritage... »

L'homme toutefois peut corrompre la science, suivant l'expression de Bacon. Il y a une chose qu'il ne peut corrompre, c'est la *vertu*. « Toutes les fois que la vertu corrige la science, et que la science éclaire la vertu dans une même âme, il s'y fait un jour semblable à celui du ciel. » Or « sa doctrine même est une vertu. » Les vérités qui en composent le tissu ne sont pas de pures spéculations, mais des vérités qui entraînent une foule de conséquences morales, terribles à la nature. « Les religions païennes sont des religions de plaisirs autant que d'ignorance, et « jamais les protestants avec leurs vertus d'honnêtes gens, n'arriveront à ce qu'il y a de folie dans l'amour, ne produiront une fille de charité. »

Enfin l'Eglise possède le *nombre*, elle comprend « même ceux qui, moins éclairés rendent néanmoins, par leur adhésion, témoignage à la même vérité, en montrant qu'elle va à toutes les natures, toutes les intelligences, tous les cœurs. »

La certitude ne suffit pas, il faut encore à l'Eglise *l'infailibilité*. « Vous avez vu des hommes se poser devant l'humanité comme fondateurs d'une religion. Beaucoup parmi eux étaient des hommes de talent, d'enthousiasme et de bonne foi. Eh bien ! ils ont échoué devant la nécessité d'une mission divine, d'une promesse d'infailibilité. Tous ensemble, et leur chef à leur tête, ils n'ont osé se présenter devant vous et vous dire : « Ecoutez et croyez, car nous sommes infailibles ! »

L'Eglise, elle s'affirme telle. — « Pourquoi ne riez-vous pas quand je vous dis que je suis infailible ? Non pas moi, mais l'Eglise dont je suis membre et qui m'a donné mission ?... »

IV. L'Eglise catholique est bâtie sur l'unité, sur « ce roc impérissable que Jésus-Christ par un jeu de mots sublime a appelé *Pierre*, en déclarant que celui qui heurterait cette pierre s'y briserait. »

« La papauté ou le souverain pontificat entraînait avec soi deux choses : la suprématie spirituelle et l'indépendance temporelle. »

Jésus-Christ a donné la première à Pierre « avec trois paroles célèbres. » Et Pierre est venu s'établir, « le croirez-vous, Messieurs, sous les yeux du maître dont un seul regard faisait trembler la terre. Ce fut dans sa ville, sur les marches de son trône que saint Pierre alla poser sa chaire et placer son indépendance. »

Cette suprématie, l'univers la reconnaît, l'Orient, traditionnel et immuable, s'incline devant l'Occident. Les empereurs s'éloignent, Rome dévastée par les Barbares n'a de recours que dans les Papes qu'elle acclame bientôt, à cause du bienfait de leur présence, pour ses souverains. Cette indépendance ratifiée par Charlemagne, les papes l'ont gardée. Quand les empereurs d'Allemagne prétendaient au droit de confirmer l'élection du pape et que la simonie qui s'ensuit met partout la corruption, les papes lutteront avec l'ardeur qui sied à la défense d'un droit :

« En ce temps-là il y avait à l'abbaye de Cluny un moine nommé Hildebrand. Ce moine vit passer un évêque de Toul qui allait prendre possession de la chaire apostolique par le simple vœu de l'empereur. Il ne put s'empêcher de lui dire qu'il n'était pas permis d'accepter la dignité pontificale

des mains du pouvoir temporel, et que s'il voulait relever la gloire du Saint-Siège, il se proposait, lui, Hildebrand, de le mener à Rome et de le faire élire régulièrement par le peuple et le clergé : — « Quoi ! s'écriait-il dans son indignation, la dernière femme du peuple peut épouser librement son fiancé, et l'épouse de Jésus-Christ ne peut choisir librement le sien ! »

Depuis lors la papauté demeura affranchie, malgré le grand schisme d'Occident, malgré la Révolution, malgré Napoléon I^{er} qui osa porter les mains sur elle et qu'on « vit tout à coup s'éteindre, comme une étoile tombée, dans les flots profonds et solitaires de l'Atlantique. Restait un fils de lui, un fils orné de ses traits, de sa gloire, de ses malheurs, jeune âme en qui le souvenir et l'espérance refaisaient chaque jour la patrie. Mais son père l'avait appelé d'un nom trop pesant : le

roi de Rome succomba sous ce fardeau, comme une fleur précieuse qui n'atteint pas son âge, courbée par l'étiquette à laquelle une main amie, mais imprudente la condamna. »

Voilà ce qu'il disait à son brillant auditoire, le jeune orateur, avec une éloquence neuve, une forme saisissante, dans une langue à lui. Tout solide qu'il est, le fond se cherche encore, il reste quelque inexpérience dans la manière, mais que tout cela est beau, grand, lumineux ! Quelle communicativité entraînante ! Les auditeurs demeurèrent sous le charme, parce qu'ils se sentent aimés, parce que certains mouvements oratoires spontanés et électriques les étreignent au cœur, pénètrent jusqu'à l'intense de l'âme, et révèlent non seulement un orateur qui a découvert un procédé nouveau, mais un homme convaincu, un grand cœur, un saint !

Occasion exceptionnelle

Correspondance de Louis Veuillot

Six magnifiques volumes in-8°

(tout ce qui a paru jusqu'ici)

ABSOLUMENT NEUFS ET NON COUPÉS

Au lieu de 36 francs 20 fr.

(Il n'y a pas d'autre édition)

S'adresser aux Bureaux du journal.

OCCASION

A VENDRE

UN BEL APPUI DE COMMUNION
en pierre blanche (style xv^e siècle)

S'adresser à M. le curé de N.-D. des Cordeliers,
à Laval (Mayenne).

GUÉRISON

RADICALE

DU

DIABÈTE

Par
la mixture
antidiabétique
de P. Martin. Avec
cette mixture le malade
n'est soumis à aucun régime;
il peut boire et manger ce qui lui
plaît. Il lui suffit d'en prendre 2 cuill.
à soupe mat. et soir. Pr. de la bout. 15 fr.
S'adr. à M. MARTIN, pharm., à Sarlat (Dordogne.)

Dépôt dans toutes les bonnes Pharmacies.

ÉTRENNES UTILES

LE

BRÉVIAIRE DES PIEUX LAIQUES
OU RECUEIL COMPLET DE PRIÈRES

A L'USAGE DES PERSONNES DU MONDE

1 volume relié, tranche dorée, *franco* 3 50
12 volumes rel., tr. dor. (le 13^e en plus), *franco*. 42 »

N. B. — Cet ouvrage est approuvé et recommandé
par un grand nombre de NN. SS. les archevêques et
évêques de France.

S'adresser à M. l'abbé NOURY, curé de Saint-
Paterne (Indre-et-Loire).

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-
Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

On se procure ce précieux produit chez les
frères JOBARD

A LANGRES (HAUTE-MARNE)

A titre d'essai, nous expédions franco contre un
mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant
2 litres MORIMONDINE.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 45

PRÉDICATION : Pour le vingt-troisième dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile : (l'efficacité de la prière).

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. Pénitencerie : On permet à un évêque de tolérer, s'il le juge nécessaire, qu'un maire prononce le divorce. — La supplique; la réponse; les principes et les conséquences.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : La décollation de saint Jean-Baptiste étant fête patronale, est-elle fête primaire ou fête secondaire? — Dans les litanies de la Sainte-Vierge, doit-on dire l'invocation *Regina pacis*? Dans quel ordre doit-on placer les invocations relatives à l'Immaculée-Conception et au saint Rosaire?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Comment s'y prendre pour conserver l'entière propriété d'un mur de clôture du presbytère en permettant à un voisin d'y appuyer une étable? Le droit d'être inhumé dans une église appartient-il à celui qui l'a donnée? au curé qui l'a fait bâtir? à la donatrice d'une chapelle qui s'est réservé le droit d'y être inhumée? — Peut-on faire annuler le mariage d'un jeune homme dont la démence intermittente maintenant certaine, paraît avoir existé déjà au moment du mariage?

VARIÉTÉS : La Prédication envisagée comme charge paroissiale. Existence de la loi.

A nos chers amis et abonnés du Canada

L'Ami du Clergé et aussi son supplément l'Ami du Clergé paroissial, comptent de nombreux abonnés dans cette autre France où tant de cœurs nous aiment, le Canada. Nous voudrions, dans l'intérêt de tous et pour la diffusion de notre journal, organiser là-bas un centre où aboutiraient toutes les demandes d'abonnement et tous les versements de fonds, et où nous enverrions nous-mêmes en paquets tous les numéros de l'Ami, lesquels seraient, aussitôt leur arrivée, immédiatement distribués aux ayants droit.

Nous venons d'écrire dans ce but à un excellent et très intelligent ami que nous avons à Montréal.

Dès que l'organisation que vous avons en vue sera définitive, nous en informerons tous nos abonnés du Canada. Qu'ils daignent nous accorder crédit de deux ou trois semaines pour les réponses à leur faire et les collections à leur transmettre. — Nous agirons de façon qu'ils soient tous satisfaits.

LE DIRECTEUR DE L'Ami du Clergé,

Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe,
à Langres (Haute-Marne).

Nous prions nos abonnés d'écrire désormais directement pour tout ce qui concerne l'Ami du Clergé, à Langres (Haute-Marne), avec cette suscription : M. LE DIRECTEUR DE L'AMI DU CLERGÉ, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

Les mandats postaux, chèques et lettres chargées devront désormais porter aussi la même suscription.

Depuis quelques jours, nous avons commencé de faire droit à toutes les réclamations parvenues aux bureaux de Paris depuis quelques semaines. Nous désirons que le plus grand ordre et la plus grande exactitude règnent dans l'organisation et l'administration du journal. Nous prions nos abonnés et amis de bien nous renseigner sur les manquements qui pourraient se produire.

Les numéros de la Revue, non parvenus aux abonnés, sont dus par l'administration et il suffit de les réclamer. — Les nos perdus par les abonnés eux-mêmes seront envoyés moyennant 0 fr. 20 c. pour un n^o sans supplément; 0 fr. 25 pour un n^o avec supplément, et 0 fr. 15 pour le supplément seul.

Nous tenons des collections entières à la disposition des personnes qui en feront la demande.

Deux des volumes de la collection sont malheureusement devenus très rares; il faut se hâter.

Ainsi que nous l'avons annoncé, on travaille d'urgence aux Tables. Nous désirons que pour le 1^{er} janvier, tous les souscripteurs soient servis.

Nous maintenons jusqu'au 30 novembre prochain, la souscription à cinq francs.

Prière instante à tous les abonnés qui demandent un changement d'adresse — et le cas est assez fréquent — de vouloir bien joindre à leur demande la dernière bande reçue.

Nous conjurons nos chers abonnés d'envoyer à part, sur une feuille spéciale, les questions auxquelles ils désirent qu'il soit répondu dans l'Ami du Clergé. Autant de feuilles séparées qu'il y a de questions distinctes. Autrement il peut y avoir retard, confusion et même oubli.

UNE SIMPLE ET CHARMANTE ALLOCUTION

L'autre matin, par un de ces beaux soleils d'octobre qui sont la plus exquise parure de l'automne et comme le dernier sourire de l'année qui s'écoule, je traversais un petit village des environs de Langres coquettement assis près d'un bois sur une pelouse jaunissante, dont le soleil ardent faisait vers dix heures un superbe tapis doré. — Les cloches sonnaient à toute volée. Je m'approchai de l'église, une modeste et vieille église, avec ogives, pleine d'ombre et de recueillement.

Qu'est-ce ? demandai-je à un petit homme, de mine éveillée, qui traversait le cimetière, les burettes à la main. — Monsieur, me répondit-il, c'est le mariage de Jeanne la sacristine avec le maître d'école de M...

J'entrai. Trente personnes bien endimanchées, au naïf et honnête sourire, emplissaient la nef. Le jeune homme, fort modeste et de bonne tenue vraiment, était debout à l'entrée du chœur, ayant près de lui son épouse dont les yeux roulaient deux grosses larmes. Le silence se fit, et M. le curé, un très digne prêtre, d'une voix lente et bien accentuée, prononça la charmante allocution que voici. Elle m'a tellement frappé que je l'ai retenue pour nos amis de l'*Ami du Clergé*. Il y a ma foi des préfets, voire des ministres qui ne parlent pas si bien.

A. P.

Mes chers enfants,

Vous venez demander à l'Eglise, votre mère, d'être le témoin de vos serments, et la prier en même temps de bénir votre union.

L'Eglise répond de tout cœur à votre appel, et je suis doublement heureux d'être en ce moment près de vous son interprète.

Mais vous connaissez la gravité de ces serments, et quels doux et nobles devoirs vous imposera, dès aujourd'hui, l'union que vous allez former.

Le mariage en effet n'est pas d'invention humaine; c'est Dieu lui-même qui l'a institué. Il faut donc le prendre comme Dieu l'a fait; la paix et le bonheur de votre vie seront à ce prix.

Aussi bien, Dieu l'a fait pour le charme de votre existence, pour votre consolation et votre soutien mutuels, et aussi, ne l'oubliez jamais, pour son honneur et sa gloire, à Lui.

Il l'a fait un, saint et indissoluble.

C'est-à-dire, écoutez-moi bien, que vous voilà désormais l'un et l'autre tirés en quelque sorte du milieu de la foule, pour vous dévouer l'un à l'autre, vous aimer exclusivement l'un l'autre, vous sacrifier l'un pour l'autre, en un mot former,

à vous deux seuls, un nouveau foyer, une famille nouvelle, où devront dorénavant se concentrer toutes vos joies, toutes vos peines, toutes vos tendresses, toutes vos inquiétudes et tous vos labeurs.

Et cela pour toujours !... Non pas seulement aujourd'hui, ni demain, ni pendant ces premiers jours où l'amitié dans toute sa fraîcheur, je dirais volontiers dans son aveugle mais touchante inexpérience, rêve d'un ciel sans nuage et se croit capable de tous les dévouements.

Non ! mes chers enfants, ce n'est pas seulement à ces débuts qui sont comme l'appât au bord d'une coupe où l'avenir met parfois de nombreuses, en tout cas toujours quelques amertumes, ce n'est pas seulement, dis-je, à ces débuts que vous devrez ainsi vivre l'un pour l'autre, liés aux mêmes devoirs, n'ayant qu'une même pensée, partageant les mêmes désirs, ce sera toujours, toujours, jusqu'à la mort, laquelle seule aura le droit désormais de défaire et de briser le doux lien dont je vais sceller votre union.

Et néanmoins, mes chers enfants, donnez-vous sans crainte, joyeusement l'un à l'autre. C'est bien la Providence qui a ménagé votre rencontre sur le même chemin; elle vous a mis en quelque sorte la main dans la main; vous ne l'avez ni contrariée ni violentée, et je constate avec bonheur que vous vous présentez au pied de l'autel, comme l'Eglise voudrait qu'on le fit toujours, l'honneur au front, pour former une union dont vos familles ont posé le premier anneau et dont le prêtre va nouer le dernier, dans une prière sans regrets, mais pleine de joie et d'espérances.

Et alors, puisque c'est Dieu qui a préparé et voulu votre union, c'est Lui qui en sera le garant et le soutien. Il vous donnera la force, car, quoiqu'on fasse et quelque soit que l'on ait du repos et du plaisir, la vie est une lutte et un combat; — il vous donnera la paix, qui est le charme de la maison; il éloignera de vous, et je l'en conjure, le péril et la trop grande souffrance; et enfin, il laissera tomber sur vous cette bénédiction suprême, d'animer et de réjouir votre vie par ces anges du foyer, sans lesquels la vie à deux est sans but, ... doux et terrible, mais nécessaire et providentiel fardeau, qui, par les alarmes qu'il cause et le dévouement continu qu'il exige, resserre chaque jour plus étroitement l'union des époux, et en faisant disparaître la monotonie et l'égoïsme, maintient le vrai amour et le vrai bonheur dans la famille.

Je demande donc à Dieu pour chacun de vous, une bénédiction toute spéciale.

Pour vous d'abord, ma chère enfant, qui l'avez vraiment méritée par la fidélité touchante que vous avez toujours gardée à votre foyer, je veux dire à votre bonne mère dont vous avez été dans votre commune douleur, le soutien et la consolation; et aussi à cette église dont vous preniez plaisir

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE XXIII^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECOTE :
HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE (L'EFFICACITÉ
DE LA PRIÈRE)

Confide, filia. (Math, ix, 22.)

Saint Pierre Chrysologue avait une particulière dévotion au récit sacré que l'Eglise nous fait lire aujourd'hui. « Chacune des pages de l'évangile, disait-il, nous est d'un grand secours pour la vie présente et pour la vie future. Mais celle-ci nous est plus utile encore. Tout ce qui peut encourager nos espérances, elle nous le donne; tout ce qui pourrait nous jeter dans le désespoir, elle l'écarte. » Il aimait à la méditer, il affectionnait de l'expliquer aux fidèles confiés à ses soins. Un jour en particulier qu'il la commentait avec une incroyable ardeur, il fut pris d'une telle émotion que la voix lui manqua, et tout son auditoire éclata en soupirs et en larmes ¹.

La prédilection du grand archevêque de Ravenne pour notre évangile n'a rien qui doive nous étonner : il renferme en effet comme en abrégé la religion tout entière et touche à tous les points essentiels du dogme et de la morale.

Il esquisse admirablement l'économie de la Providence sur la Synagogue et sur l'Eglise; il fait vibrer délicieusement les cordes les plus nobles de notre âme; il éclaire notre foi, il excite notre espérance, il embrase notre charité; il nous redit la bonté, la condescendance, la miséricorde, la science et la sagesse de Notre-Seigneur; il met en lumière le trait caractéristique de nos rapports avec le bon Dieu, la confiance; il définit d'un mot le mystère de la mort : c'est un *sommeil*, mot sublime qui adoucit toutes les amertumes d'une séparation qui ne doit être que temporaire; il peint au vif le malheur du pécheur et les moyens qu'il a de sortir de son misérable état; il fait ressortir les toutes puissantes énergies de la divine Eucharistie; il nous enseigne l'irrésistible pouvoir de la prière sur le cœur de Dieu, soit que nous la fassions pour nous, soit que nous la fassions pour nos frères.

Arrêtons-nous à cette dernière considération : elle suffira amplement à notre édification. Aussi bien est-ce comme un foyer central vers lequel convergent tous les autres rayons de lumière.

Par la prière nous pouvons tout pour nous-mêmes : l'épisode de l'hémorroïsse nous le prouve; par la prière nous pouvons tout pour le prochain : l'épisode de la guérison de la fille de Jaire nous le déclare : voilà en deux mots l'objet et le partage de cette homélie.

I

Entre toutes les paroles divines qu'il a plu au Maître de tout ce qui est de nous adresser, il y en

a quatre qui sont, si j'ose dire, plus divines que les autres et qui méritent particulièrement notre respect et nos adorations. Il y a la parole de la *souveraine puissance* qui explique à elle seule l'origine des choses : « Dieu a parlé et tout a été fait, il a commandé et tout a été créé, *Dixit et facta sunt!* » Il y a la parole de l'ineffable *indulgence* : « Les péchés seront remis à ceux à qui vous les remettrez, dit-il aux apôtres et à leurs successeurs dans le sacerdoce, et ils seront retenus à ceux à qui vous les retiendrez. » Il y a la parole de l'excès de *charité* également adressée aux prêtres : « Ceci est mon corps, ceci est mon sang, faites ceci en mémoire de moi. » Il y a enfin la parole qui est dite à tous les fidèles, parole de puissance, de miséricorde et de charité infinies : « Tout ce que vous demanderez à mon Père, en mon nom, vous l'obtiendrez! »

Qui nous a dit cette parole ? Jésus-Christ, vrai Dieu et vrai homme, notre chef et notre frère, qui par tous les actes de sa vie et surtout par sa passion douloureuse nous a mérité toutes les grâces que nous pouvons souhaiter; Jésus-Christ qui nous a fait cette déclaration et nous l'a répétée nombre de fois pendant son ministère évangélique, en nous la présentant sous les plus touchantes similitudes, la confirmant par l'autorité du serment, et la renouvelant le soir du jeudi saint après la cène, en marchant à la mort, comme son suprême testament ! A quoi s'étend cette promesse ? A tout ! A qui est-elle adressée ? A tous, aux justes et aux pécheurs !

O prodige des prodiges, s'écrie Bossuet, l'homme par la prière est revêtu de la toute-puissance de Dieu même !

L'hémorroïsse de notre évangile nous en est un exemple bien frappant.

C'était une femme de Césarée; elle appartenait à la gentilité, son état était des plus tristes. Depuis douze ans elle était affligée d'une perte de sang. Elle avait eu recours à tous les remèdes humains; mais les médecins, loin de la guérir, n'avaient fait qu'augmenter son mal et l'avaient ruinée. Heureusement pour elle, voici le grand médecin de l'humanité. Elle s'approche de lui par derrière : elle n'ose paraître devant ses regards, tant elle a conscience de sa misère, quelle humilité ! Elle se dit en elle-même : « Si seulement je touche le bord de sa robe, je serai guérie ! » Quelle magnifique persuasion de la puissance et de la bonté du Sauveur, quelle confiance héroïque ! Elle étend donc la main, elle touche l'un des glands à franges bleues que tout Juif devait porter aux angles de son manteau, comme un mémorial de la loi de Dieu, et instantanément elle est délivrée de son infirmité. « Qui m'a touché, » dit le Sauveur. Ce n'est pas une connaissance qu'il voulait acquérir, mais une leçon de confiance qu'il voulait donner à l'humanité, tout en faisant l'éloge de la miraculée. Chacun s'excusant, Pierre prit la parole et dit : « Seigneur le peuple vous presse et vous coude; comment demandez-vous qui vous a tou-

¹ *Breviarum romanum* in festo S. Petri Chrysol., 4^e die decembris.

ché ? » Jésus reprit : « Quelqu'un m'a touché, je sais qu'une vertu est sortie de moi. » Et son regard se promenait sur la foule. Se sentant recon nue, la malade se rapprocha toute tremblante et raconta hautement ce qui s'était passé. « Ma fille, ayez confiance, lui dit Jésus, votre foi vous a sauvée ! » *Confide, filia !*

Frères bien-aimés, Notre-Seigneur vous adresse la même exhortation : Ayez confiance, ô mon enfant, *Confide, filia !* Désirez-vous quelque faveur temporelle, une guérison, l'heureuse issue de telle difficulté, la délivrance de telle épreuve ? Venez hardiment la demander. Le Sauveur qui nous a promis surtout les biens de l'âme, aime à distribuer les biens matériels, ils sont si souvent utiles au salut ! *Confide filia !* Désirez-vous les biens spirituels, une grâce de lumière, de force, de consolation, la persévérance finale ? Oh ! sollicitez-les ardemment. Ce sont ces biens qu'il nous a promis avant tout ! *Confide, filia !* Désirez-vous la conversion de votre âme, le pardon de vos péchés, le triomphe sur vos passions ? Venez, venez au Sauveur, *Confide, filia !*

L'hémorroïsse est le symbole de l'âme péche resse. Sa maladie qui était de celles qu'on rougit communément de déclarer en public, est la figure des passions et surtout, dit un pieux prélat ¹, du vice honteux dont on cherche presque toujours à voiler les actes ; qui souille le corps avec l'âme ; qui malheureusement est de tous le plus commun dans le monde et qui en entraîne tant d'autres à sa suite ; qui rendit Samson faible, David homicide, Salomon idolâtre, les vieillards de la captivité calomniateurs ; c'est, dis-je, la figure du vice impur, qui est le plus tenace de tous, celui contre lequel les afflictions, la perte des dignités et des biens et les malheurs de tout genre qui corrigent souvent les autres passions en détachant de leurs objets, n'ont que peu de prise.

O vous qui géissez sous le poids de vos pas sions et voulez être soulagés, ô vous qui déplorez la dure captivité du péché et voulez être dé livrés, imitez l'hémorroïsse.

Imitez son humilité ! Dieu donne sa grâce aux humbles tandis qu'il résiste aux superbes ; il re jette le pharisien orgueilleux et il pardonne au pauvre publicain ; sentez donc vivement votre néant, votre faiblesse, et votre indignité. Dites à Dieu : Seigneur, comme je me vois vil et misé rable, *quomodo facta sum vilis* ; je sens vivement ma pauvreté, *ego vir videns paupertatem meam* ; je suis comme rien en votre présence, *tanquam nihilum ante te* ; de grâce, pitié, miséricorde, *miserere !*

Imitez sa ferveur ! Elle ne prononce pas une pa role, mais quelle ardeur de désir dans son cœur ! Vous aussi faites sentir au Seigneur la commotion d'une âme émue qui lui fasse dire : « Qui m'a touché, qui m'a prié ! »

Imitez sa confiance ! C'est sa confiance surtout

que loue Notre-Seigneur. C'est à elle qu'il attribue le miracle de la guérison. Vous aussi allez avec confiance toucher la frange de la robe de Jésus. Vous la touchez, disent les saints, dans la prière ; vous la touchez aux pieds du prêtre au tribunal de la pénitence ; vous la touchez surtout à la commu nion, quand vous recevez votre Dieu sous les blanches espèces sacramentelles. La prière prépare la guérison, la confession la donne, l'Eucharistie la consomme et l'affermir en éteignant les feux de la concupiscence.

Donc, courage et confiance, enfants du Sei gneur, *Confide filia !* Quelque grâce que nous puissions désirer pour nous, la prière bien faite nous l'obtient irrésistiblement. Elle nous revêt, comme dit Bossuet, de la toute puissance de Dieu, d'abord en ce qui nous concerne : nous ve nons de le rappeler ; mais aussi dans l'intérêt du prochain, nous allons le voir brièvement.

II

Il est admirable l'épisode évangélique de l'hé morroïsse ; non moins touchant est celui de Jaïre, l'un des chefs de la synagogue de Capharnaüm. Ce malheureux père a une fille de douze ans, peut-être unique, tout porte à le croire, en tout cas tendrement aimée, et elle est à l'extrémité. Il sait que le grand prophète est dans le voisinage. La guérison dans un état si désespéré est un insigne miracle ; n'importe, il n'hésite pas ; il accourt au près du Sauveur, et, se jetant à ses pieds : « Sei gneur, s'écria-t-il, mon enfant va mourir, elle est si mal que peut-être n'est-elle plus déjà du nom bre des vivants, venez, imposez-lui les mains et elle vivra. » Quelle foi simple et sublime ! Et notre doux et charitable Sauveur, entendant sa prière, quitte l'auditoire qu'il évangélisait, va avec lui, guérissant sous ses regards l'hémorroïsse, afin d'augmenter sa confiance. « L'enfant n'est pas morte mais elle dort, » dit-il en entrant dans la maison, et faisant sortir la foule et les joueurs de flûte, ac compagné de ses trois disciples préférés, Pierre, Jacques et Jean, en présence du père et de la mère, il force la mort, par sa parole toute-puissante, à rendre sa proie, proclamant par un des plus grands miracles de sa droite l'efficacité souveraine de la prière en faveur du prochain.

Chrétiens, je sais un malheur plus lamentable que celui du trépas, c'est la mort de l'âme par le péché. Oui l'âme en état de péché mortel est morte à la vie de la grâce, morte devant Dieu. Un ca davre ne voit pas, n'entend pas, ne parle pas, n'agit pas, ne sent pas : le pécheur ne voit pas la gravité de son état, il n'entend pas les avertisse ments de sa conscience, il est sourd à la voix de Dieu qui l'appelle à la pénitence, il est incapable d'agir d'une manière méritoire pour la vie éter nelle. Un cadavre ne tarde pas à répandre autour de lui une puanteur insupportable : un pécheur pêche rarement pour lui seul ; il répand autour de lui le souffle empoisonné du mauvais exemple. Ah ! l'on pleure sur les défunts, mais l'état du pé-

¹ La Luzerne.

cheur est infiniment plus digne de larmes : ce qui l'attend, ce n'est point la corruption, ce ne sont point les vers; mais les châtimens terribles de l'enfer éternel!

Or, nous pouvons obtenir la résurrection spirituelle du pécheur. Le Seigneur nous commande « de prier les uns pour les autres afin que nous soyons sauvés. » S'il nous fait cette prescription, c'est qu'il veut entendre nos supplications. D'ailleurs Notre-Seigneur n'a-t-il pas dit formellement et sans exception : « Tout ce que vous demanderez à mon Père vous l'obtiendrez ? » Je sais que le pécheur peut mettre obstacle à l'action de la grâce par sa volonté rebelle, mais il n'est pas moins certain que nos prières ferventes et persévérantes ont le pouvoir de changer ses mauvaises dispositions et de le rendre docile à l'inspiration du ciel.

Donc, tous, prions pour les pécheurs afin d'obtenir leur conversion.

Mais parce que Jaïre est un père de famille c'est à vous, pères et mères, que je m'adresse spécialement. Hélas! hélas! vous avez sans doute des enfants, peut-être jeunes encore, *duodecim annorum*, qui ont oublié le Dieu de leur première communion. Le scandale est si funeste aujourd'hui surtout pour la jeunesse; le monde est si corrompu; la foule des enchanteurs qui, de leur voix de sirène, trompent et séduisent la bonne foi est si grande; les maîtres en respect humain sont si habiles et si vigilants! A votre foyer vous avez des morts! Mais, je vous en prie, ne désespérez pas, *tantummodo crede!*

Priez pour vos chers pécheurs. Dieu n'a jamais résisté à la prière d'un père ou d'une mère sollicitant sa miséricorde en faveur d'un enfant. Agar prie et Dieu lui envoie un ange pour lui indiquer une source d'eau vive, qui ranime Ismaël mourant; la chananéenne prie et Jésus guérit son enfant; le père du démoniaque prie et Jésus guérit le possédé; la veuve de Naïm prie et Jésus ressuscite son fils; Jaïre prie et Jésus ressuscite sa fille; sainte Monique prie et Jésus lui accorde la conversion d'Augustin!

Priez avec confiance, priez avec persévérance et Jésus viendra visiter par sa grâce celui dont vous déplorez les égarements; et il chassera les séducteurs et les moqueurs en rompant les liens des mauvaises compagnies et en brisant les tyrannies du respect humain; et il amènera avec lui Pierre, Jacques et Jean, c'est-à-dire qu'il inspirera au pécheur d'aller se prosterner aux pieds des ministres de la réconciliation; et il prononcera par l'absolution la parole de la résurrection : « Je vous le commande, levez-vous! » Et le converti se leva et il marchera dans les voies de la vertu avec d'autant plus de force qu'il s'esera nourri du pain des anges. Ah! l'on fut grandement réjoui dans la maison de Jaïre en voyant pleine de santé celle qui naguère était glacée par la mort. Pâle image, parents chrétiens, du bonheur que vous goûterez quand vous aurez enfanté à Jésus-Christ par vos prières et

vos larmes celui qui était mort par le péché! Et votre bonheur sera partagé par les saints du ciel et toute l'Eglise de la terre; et votre enfant sera heureux et Dieu sera glorifié!

Je termine, mes frères, par un souvenir qu'une pieuse tradition nous a gardé relativement à l'évangile que nous venons de méditer. S'il faut en croire l'historien Eusèbe, l'hémorroïsse se serait retirée à Césarée, sa patrie. Là, elle aurait élevé, dans sa maison, une statue d'airain à Jésus; aux pieds de laquelle s'opéraient de nombreux miracles. Après quatre siècles, Julien l'Apostat la fit enlever et remplacer par sa propre statue, que la colère du ciel réduisit immédiatement en poussière. Vous qui avez été guéris de vos passions par Jésus-Christ, vous qui avez été ressuscités par sa grâce à la vie surnaturelle, élevez à votre bienfaiteur une statue dans votre cœur, ou plutôt que votre cœur soit une image vivante du Sauveur par le soin que vous aurez d'imiter fidèlement, persévéramment ses vertus, en sorte que vous puissiez dire avec l'apôtre : « Je vis, non, ce n'est point moi, c'est Jésus-Christ qui vit en moi! » Ce sera votre bonheur et votre gloire ici-bas mais surtout dans le paradis! Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Pénitencerie

Dans la réponse suivante, la S. Pénitencerie permet que Mgr l'évêque de Luçon tolère, dans un cas particulier, que le maire prononce le divorce déjà prononcé par le juge.

Cette réponse étant le premier document de cette nature qui ait été publié depuis la loi sur le divorce et les réponses générales données pour la France, nous en étudierons le texte attentivement pour que nos lecteurs voient clairement jusqu'où il va et ne soient pas exposés à se tromper, soit en restant en-deçà soit en allant au-delà. Nous empruntons le texte de l'*Univers* qui le reproduit d'après la *Semaine religieuse* de Luçon.

« Beatissime Pater,

« N^o Lucionensis, cujus matrimonium validum fuit coram Ecclesiâ, divortium postulavit, juxta nefandam legem quæ nunc viget in Galliâ jamque judices civiles pronuntiarent locum esse divortio.

— Conjux N^o, ut fert articulus 264 legis prædictæ, mox se sistet cum alio conjuge coram Syndico, ut ille pronuntiet divortium. Si autem syndicus pronuntiare recusaverit, absque dubio magistratu spoliatur, quod valde periculosum erit rei catholice, cujus strenuum defensorem ille se semper probat.

« Quæritur an, propter gravissimas circumstantias rerum, temporum ac locorum, ille syndicus possit pronuntiare divortium, modo :

« 1^o Catholicam doctrinam de Matrimonio deque causis matrimonialibus ad solos judices catholicos pertinentibus palam profiteantur;

« 2^o In ipsa sententia et tanquam magistratus loquens, publice declaret se solos effectus civiles

solumque civilem contractum abrumpere velle, aliunde vinculum matrimonii omnino firmum remanere coram Deo et conscientia.

« Sacra Pœnitentiaria Ven. in X^o Patri Episcopo Lucionensi ad præmissa respondet, eundem in hoc casu particulari, si inspectis omnibus ejus adjunctis ita in Domino expedire judicaverit, tolerare posse ut Syndicus orator ad actum de quo in precibus procedat cum declarationibus ab ipso propositis, ita tamen ut loco verborum : *Solumque civilem contractum abrumpere velle*, ponat : *Solumque civilem contractum spectare posse*.

« Datum Romæ in Sacra Pœnitentiaria die 27 septembris 1887.

« R. C. MONACO P. M. »

Nous allons étudier successivement la supplique et la réponse, puis les principes qui régissent le cas et les conséquences à tirer de la solution donnée par la S. Pénitencerie.

I. La supplique

1^o C'est le maire qui consulte et qui demande s'il peut prononcer le divorce, pour la part que la loi lui attribue, dans les conditions suivantes :

Le mariage est valide aux yeux de l'Eglise ;

Le tribunal civil a déjà jugé qu'il y a lieu à divorce ;

Le maire ne peut se refuser à prononcer le divorce conformément à la loi civile, sans être certainement révoqué ;

Ce maire est tout dévoué à la cause catholique et sa révocation créera de graves dangers pour la cause catholique.

2^o Le maire propose d'accomplir deux conditions : la première, de professer publiquement que les causes matrimoniales sont exclusivement du ressort du juge ecclésiastique (il faut dans le texte lire : *ecclesiasticos* ou entendre *catholicos* dans le même sens) ; — la seconde, de déclarer publiquement dans le prononcé même de l'acte et comme magistrat, qu'il ne veut rompre que les effets civils et le contrat civil et que devant Dieu et la conscience le mariage lui-même conserve toute sa force.

La première de ces deux déclarations est celle même que réclame, avant tout et en toute cause de ce genre, l'instruction du S. Office aux évêques de France en date du 25 juin 1885 (V. le texte *Ami du Clergé* 8^e année, 1886, p. 615).

La seconde déclaration reproduit, presque en propres termes et absolument dans le même sens, la déclaration précédemment soumise à l'examen du S. Office et déclarée par lui insuffisante pour accomplir la seconde condition imposée par l'instruction aux évêques de France. (V. *Ami du Clergé*, même année, p. 399).

Enfin, à supposer qu'on prenne la question en dehors des circonstances particulières exprimées dans la supplique, savoir le danger grave pour la cause de la religion devant résulter d'une révocation qui est certaine, cette question du maire re-

produit textuellement celle qui avait été soumise au S. Office et résolue par lui négativement le 27 mai 1886. Nous la transcrivons pour que nos lecteurs jugent de la conformité :

« II. Postquam judex pronuntiavit locum esse divortio, an possit Syndicus (gallice, le maire) et ipse solos effectus civiles solumque civilem contractum intendens, ut supra exponitur, divortium pronuntiare, quamvis matrimonium validum sit coram Ecclesia? — Ad secundum dubium : *Negative*. » (*Ami du Clergé*, 1886, p. 400.)

3^o Le maire demande si, en raison des circonstances très graves de choses, de temps et de lieux, il *peut*, dans le cas, prononcer le divorce, c'est-à-dire, s'il lui est *licite* de prononcer le divorce. Il ne demande pas si la chose est licite en elle-même, mais si, d'illicite qu'elle est de sa nature, elle devient licite pour le cas présent par le fait des circonstances.

A la question ainsi posée, que répond la S. Pénitencerie ?

II. La réponse

1^o La S. Pénitencerie ne répond pas au maire directement, mais à l'évêque auquel elle commet cette affaire pour qu'il examine toutes les circonstances du cas proposé, « in hoc casu particulari, inspectis omnibus ejus adjunctis ; » qu'il juge *in Domino*, dans sa sagesse et devant Dieu, s'il y a lieu d'user de la latitude que va lui ouvrir la réponse : par où l'on voit suffisamment que l'évêque n'en devra user que s'il le juge nécessaire, « ita in Domino expedire judicaverit. »

2^o Dans l'hypothèse que l'évêque le jugera expédient, il pourra, non pas déclarer au maire que la chose est permise, mais tolérer simplement que le maire la fasse dans le cas présent : ce qui implique, d'une part, que la chose demeure en soi illícite, autrement elle ne serait pas tolérée, mais permise ; d'autre part, qu'il y a, soit dans les circonstances, soit dans les déclarations à faire, quelque chose qui sauvegarde le droit violé par cet acte.

3^o Dans les déclarations que le maire propose de faire publiquement et dans le libellé même de sa sentence, la S. Pénitencerie introduit une modification. Le maire disait : « *Solumque civilem contractum abrumpere velle*. » La S. Congrégation exige la formule suivante : « *Solumque civilem contractum spectare posse*. » Chacun des deux mots substitués : « *posse* » pour « *velle*, » et « *spectare* » pour « *abrumpere* » a son importance.

En substituant « *posse* » à « *velle* », la S. Pénitencerie remplace un acte par une simple déclaration de principe. L'acte « *velle* », même dans la forme restrictive qu'il revêt ici, puisqu'il consisterait à limiter l'étendue et la portée de la sentence, serait encore l'exercice formel d'un pouvoir que le maire exercerait sur les effets civils. Mais la déclaration doctrinale que l'action du maire ne saurait se rapporter qu'aux effets civils, est sans aucune efficacité juridique et pratique.

Cette interprétation se confirme par la substitution du mot « spectacle » à l'expression « abrum-pere. » L'acte du maire ne saurait se rapporter qu'aux effets civils, au contrat civil : c'est là une vérité théorique. La S. Congrégation ne veut pas laisser dire au maire qu'il *veut*, ni même qu'il *peut* rompre le contrat même civil. Ce serait là une sentence ou une déclaration juridique impliquant, soit la licéité, soit la validité d'une sentence civile brisant les effets civils du mariage, quand le mariage lui-même demeure : chose contre nature et déclarée contraire au droit divin et ecclésiastique par la réponse du 27 mai 1886.

Voici donc en quoi se résume la réponse de la S. Pénitencerie. Que l'évêque juge s'il y a lieu d'user d'une tolérance qui consistera à laisser le maire agir, à condition que ses déclarations soient l'affirmation de la doctrine catholique sur la compétence exclusive de l'Eglise en matière de mariage et sur la nullité du divorce civil devant Dieu et la conscience, et qu'on en fasse disparaître tout ce qui attribuerait à l'acte du maire, en droit ou en fait, une efficacité réelle, et une valeur juridique, même au sujet du contrat civil et des effets civils.

III. Les principes et les conséquences.

I. Les principes qui dominent et expliquent la réponse de la S. Pénitencerie sont les suivants.

1^o Le mariage, le contrat matrimonial, est un sacrement. Donc l'Eglise seule a compétence pour traiter des causes matrimoniales, non seulement de celles qui intéressent directement le lien matrimonial, mais encore de toutes celles qui se rapportent aux droits et aux devoirs créés par le mariage.

D'où cette conséquence que le pouvoir civil est sans autorité soit pour légiférer sur le mariage, soit pour connaître et décider des causes matrimoniales.

2^o Au mariage peuvent s'ajouter des conventions entre époux ou des dispositions légales concernant les choses extrinsèques au mariage, comme les biens des époux. En cette matière, le pouvoir civil est compétent. Mais sa compétence ne lui donne pas le droit d'édicter tout ce qu'il lui plaira : il doit respecter avant tout le contrat sacramentel et tout ce qu'il entraîne. Il peut, dans les prescriptions de ses législateurs, dans les sentences de ses juges, dans les actes de ses officiers, aller contre le droit divin et ecclésiastique. Si l'opposition est formelle et flagrante, ses lois sont nulles, ses sentences sans valeur devant la conscience, et nul ne peut licitement les appliquer dans la sphère de son action personnelle.

Tel est le cas pour le divorce.

Mais 3^o, à vouloir agir en conformité avec les lois divines et ecclésiastiques, il peut y avoir de tels inconvénients, et même une telle impossibilité que l'on peut avoir de bonnes raisons pour tolérer le mal qu'on ne saurait empêcher.

Par cette tolérance, un acte qui, autrement serait prohibé, peut être fait sans péché, nous ne

disons pas, sans préjudice, par celui qui se trouve dans la nécessité de le faire.

4^o Quand y aura-t-il lieu à user de tolérance, c'est à l'Eglise seule qu'il appartient d'en décider, parce que c'est d'elle seule que relèvent les causes matrimoniales, qu'elle seule a la garde du droit divin naturel et du droit divin positif, en même temps que de ses propres lois.

Ceux donc qui cherchent en dehors des décisions de l'Eglise les règles de la tolérance nécessaire ou opportune, s'exposent à se tromper. Et ils font erreur grave s'ils assurent être en soi licite et bon ce que l'Eglise juge expédient de tolérer ; ou qu'on peut faire les actes tolérés sans réaliser les conditions imposées par l'Eglise.

II. Des décisions du Saint Siège sur la matière, découlent les conséquences suivantes :

1^o Il peut être toléré, en raison des circonstances, que les magistrats en France accueillent les causes matrimoniales qu'ils se voient dans la nécessité d'admettre, mais aux deux conditions suivantes : la première, que ces magistrats professent publiquement la compétence exclusive de l'Eglise dans les causes matrimoniales ; la seconde, qu'ils ne rendent, ni ne fassent rendre aucune sentence contraire au droit divin et ecclésiastique (Instruction du 25 juin 1885). Cette tolérance, étant déclarée par l'Eglise d'une manière générale pour la France, tous les magistrats peuvent en user sans avoir besoin de recourir au Saint-Siège.

2^o Mais la condition de ne pas rendre, ni provoquer de sentence contraire au droit divin et au droit ecclésiastique ne permettrait ni au juge ni au maire de prononcer le divorce quand le mariage est valide aux yeux de l'Eglise, et cela, lors même qu'ils feraient abstraction du mariage religieux et déclareraient dans la sentence même qu'ils ne veulent atteindre que le contrat civil et les effets civils (Saint-Office, décret du 27 mai 1886).

La réponse donnée par la S. Pénitencerie pour Luçon nous fait voir qu'il est des cas particuliers où le Saint-Siège autorise une plus large tolérance. L'Instruction aux évêques du 25 juin 1885 le donnait déjà à entendre en déclarant que, pour les cas douteux ou difficiles, chacun devait recourir à son évêque et, s'il en était besoin, au souverain Pontife (*Ami du Clergé* 1886, p. 615).

Dans le cas de Luçon, nous voyons la S. Pénitencerie autoriser un évêque, non un maire ou un juge ou tout autre fidèle, à juger *s'il y a lieu*, en raison des *circonstances*, de *tolérer*, quoique contraire en lui-même au droit divin et ecclésiastique, et non de permettre comme licite en soi, qu'un *maire*, prononce le divorce déjà accordé par le juge, mais en y mettant les conditions que nous avons rapportées.

Les théologiens et canonistes qui, dès le principe ont prétendu que le juge et le maire pouvaient prononcer le divorce conformément à la loi, même quand le mariage est valide aux yeux de l'Eglise, ne manqueront pas de triompher de cette réponse et des autres semblables qui peuvent avoir été

données. Mais il y aura chez eux à ce sujet plus d'illusion que de vérité.

La preuve que la chose n'est pas licite, c'est qu'elle ne peut qu'être *tolérée*; on ne tolère pas une chose licite. La preuve qu'elle n'est pas bonne ou permise en elle-même, c'est qu'on ne la regarde comme pouvant être tolérée qu'en raison des circonstances. La preuve que ce n'est pas une règle générale qu'on puisse suivre dans tous les cas, c'est qu'on charge l'évêque de juger s'il y a nécessité pour le cas particulier, etc.

D'ailleurs, pour que leur interprétation fût la bonne, il faudrait que la réponse donnée pour Luçon détruisit la réponse du 27 mai 1886 par laquelle était repoussée leur interprétation de l'instruction du 25 juin 1885. Mais Rome n'a pas coutume de se contredire, et de fait la réponse pratique et particulière de la S. Pénitencerie pour Luçon confirme plutôt qu'elle n'infirme la réponse générale et doctrinale du Saint-Office.

Il demeure certain, comme l'a déclaré le Saint-Office, que l'acte du maire prononçant le divorce est contraire au droit divin et ecclésiastique. C'est pour cela que la Pénitencerie ne permet pas au maire en question, ni à tout maire en tout état de cause, de prononcer le divorce, mais veut que l'évêque examine s'il y a nécessité de le tolérer dans le cas particulier.

L'acte du maire prononçant le divorce d'un mariage valide demeure donc illicite en soi. Mais, si les circonstances paraissent exiger qu'il le pose, qu'on s'adresse à l'Ordinaire, et, s'il le faut, au Saint-Siège, comme l'ordonne l'instruction du 25 juin 1885. La réponse pour Luçon montre que le Saint-Siège résoudra la difficulté avec toute la condescendance possible.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Nous avons pour fête patronale, la Décollation de saint Jean-Baptiste. Devons-nous la regarder comme fête primaire ou fête secondaire.

R. — Pour vous, elle est certainement fête primaire, par là même qu'elle est votre fête patronale.

Mais en elle-même est-elle fête primaire ou seulement fête secondaire? Nous ne pouvons résoudre cette question, parce que la Sacrée Congrégation des Rites ne l'a pas encore tranchée. Plusieurs fois elle a promis de le faire. Nous savons même qu'elle s'occupe activement depuis quelques années de préparer une solution, mais la solution n'a pas encore été donnée. Jusque-là, il est impossible de rien affirmer.

A la vérité certains auteurs, par exemple, A. Carpo dans sa *Compendiosa bibliotheca liturgica*, pars 2, n. 148, II, de Herdt dans sa *Sacra liturgia praxis*, t. 2, n. 268, et d'autres affirment que c'est une fête secondaire; mais les motifs qu'ils allèguent sont loin d'être péremptoires. Ce ne sont que des

opinions, et l'on ne peut sérieusement les exposer que comme tels; car on pourrait apporter des raisons non moins fortes pour démontrer que cette fête de saint Jean-Baptiste est primaire. Sans doute elle n'a ni le même grade ni la même importance que la fête du 24 juin, mais cela ne l'empêcherait pas d'être fête primaire.

Ce que nous disons de la Décollation du saint Précurseur, nous pourrions sans doute l'appliquer aussi à certaines autres fêtes, par exemple à l'Apparition de saint Michel-Archange, à la conversion de saint Paul, aux stigmates de saint François, en un mot aux fêtes qui ont pour objet un événement particulier.

Q. — 1° Dans les litanies de la Sainte-Vierge doit-on dire l'invocation *Regina pacis*? Et dans le cas affirmatif où doit-on la placer?

2° Dans quel ordre aussi doit-on mettre les invocations relatives à l'Immaculée-Conception et au saint Rosaire?

R. — Ad I. Les litanies authentiques approuvées par la sacrée Congrégation des Rites ne contiennent pas l'invocation *Regina pacis*. Nous avons déjà vu aussi comme vous, des paroissiens et autres livres de piété qui renferment ce verset. Nous avons alors présumé que les évêques qui avaient autorisé cette addition avaient reçu un Indult apostolique, parce qu'ils n'ont aucunement ce pouvoir par eux-mêmes. Ce point a été décidé bien des fois par la sacrée Congrégation des Rites, particulièrement en 1631, 1683, 1821 et 1839.

Le Saint-Siège s'est toujours montré sévère sur cette matière. Il défend absolument de rien ajouter aux litanies. Nous en avons une preuve frappante en ce qui concerne l'invocation de l'Immaculée-Conception. Il semble qu'après la proclamation du dogme, les évêques pouvaient ajouter le verset *Regina sine labe originali concepta*. Eh bien! non. En 1865, c'est-à-dire après la proclamation du dogme, le maître des cérémonies d'une collégiale, au diocèse de Mileto, en Italie, demanda si l'on était obligé d'ajouter l'invocation *Regina sine labe originali concepta*:

« *Utrum ex præcepto adjungendum : Regina sine labe originali concepta ?* »

La sacrée Congrégation répondit négativement, à moins que l'on n'eût un Indult pour le diocèse :

« *Negative ; nisi adsit Indultum concessionis pro dioecesi.* » (8 avril 1865, n. 5347, ad IV.)

On n'y était donc pas obligé.

Mais le même maître des cérémonies alla plus loin, et demanda si l'on *pouvait* l'ajouter :

« *Et quatenus non sit de præcepto, possit ad libitum adjungi prædictus versus : Regina sine labe originali concepta ?* »

Il reçut la même réponse : *Negative*. (Idem decretum, ad V.)

Depuis, cette invocation a été insérée dans les litanies authentiques de Notre-Dame de Lorette. Mais c'est par ordre du Saint-Siège.

Ad II. L'invocation relative à l'Immaculée-Conception doit être placée après *Regina sanctorum*

omnium ; et celle du Rosaire, *Regina sacratissimi Rosarii* est la dernière, ainsi qu'on peut le voir dans les Diurnaux sortis des presses officielles de Rome.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je viens vous prier de vouloir bien m'éclairer sur les questions suivantes :

1^o Un presbytère est entouré de quatre murs qui sont sa propriété. Un des voisins a sa cour donnant sur un de ces murs ; il désire établir une petite étable contre. La commune ne s'y refuse pas ; seulement, elle voudrait conserver la propriété complète du susdit mur. Quelle serait la marche à suivre ?

2^o Le donateur d'une église paroissiale a-t-il le droit strict de se faire enterrer lui et sa famille dans cette église ? L'Etat reconnaît-il encore ce droit et quelles sont les formalités à remplir pour faire reconnaître ce droit ?

3^o Le curé d'une paroisse qui a fait bâtir une église tout entière a-t-il le droit strict de s'y faire enterrer ?

4^o Une personne donatrice d'une chapelle d'une église paroissiale avec la condition qu'elle devra y être inhumée, elle et sa famille, pourra-t-elle obtenir ce droit ?

R. — Ad 1^{re}. Ce que le voisin demande et ce que la commune serait disposée à accorder est illégal.

Sans doute l'article 661 du code civil porte « que tout propriétaire joignant un mur a de même la faculté de le rendre mitoyen, en tout ou en partie, en remboursant au maître du mur la moitié de sa valeur ou la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti. »

Mais cette disposition ne s'applique pas aux églises ni aux édifices publics qui ne peuvent être grevés de servitudes que la loi autorise de particulier à particulier. Aussi, la faculté au propriétaire joignant un mur de le rendre mitoyen ne s'étend pas au cas où ce mur dépend d'un édifice public, hors du commerce, notamment d'une église. (*Arrêt de la cour royale de Toulouse du 13 mai 1831 ; arrêt de la cour de Cassation du 5 décembre 1838.*)

Un particulier a demandé à la commune de lui céder la mitoyenneté d'un mur qui sépare la cour de la mairie de sa propriété ; le préfet était disposé à penser que la commune ne pouvait pas se refuser à cette cession en présence de l'article 661 du code civil. Mais il ne se dissimulait pas que l'application de ce principe peut présenter des inconvénients graves, lorsqu'il s'agit d'édifices consacrés à un usage public, et il désirait savoir quelle est en cette matière la règle à suivre par l'administration. Le ministre a répondu : « D'après la jurisprudence des tribunaux (arrêts précités), la faculté accordée aux propriétaires par l'art. 661 du code civil, ne s'étend pas aux murs des édifices publics, lesquels sont considérés comme n'étant pas dans le commerce. Cet article ne paraît donc pas pouvoir être invoqué contre les communes à

l'égard de leurs églises, de leurs cimetières et de leurs mairies, et, sauf de bien rares exceptions, l'administration doit s'opposer à ce qu'elles consentent aux cessions de mitoyenneté qui leur seraient demandées. (*Bulletin officiel du minist. de l'int. année 1864, n° 50.*)

Cette décision doit s'appliquer également aux murs de presbytère qui sont également des édifices d'utilité publique. Le mur de la cour qui l'entoure participe du même caractère. Ce serait donc sans aucun droit qu'un maire ou une fabrique croirait pouvoir, de son chef, autoriser une servitude quelconque sur ce mur.

Le curé ne fera donc qu'observer les termes et l'esprit de la jurisprudence en s'opposant à ce que son voisin réclame, et avec d'autant plus d'énergie que la servitude demandée serait un désagrément pour son habitation.

Le curé a qualité pour s'opposer au projet ; car pas plus la commune que les individus ne peuvent diminuer la jouissance qu'il a du presbytère en le grevant d'une servitude au profit d'un simple particulier.

Ad 2^{me}, 3^{me} et 4^{me}. Les lois civiles défendent expressément les inhumations dans les églises. Il n'y a guère que les évêques et les princes qui jouissent du privilège de pouvoir être inhumés dans les temples chrétiens ; encore faut-il préalablement avoir obtenu l'autorisation du gouvernement.

Un avis du comité de législation en date du 12 février 1841 déclare qu'une fabrique ne peut être autorisée à céder à une famille une chapelle ou un caveau pour en faire un lieu de sépulture commun à tous les membres de cette famille.

D'après une décision du ministre de l'intérieur, la condition mise à une donation d'église d'être inhumé dans cet édifice ne saurait être admise, attendu qu'elle serait contraire à l'article 1^{er} du décret du 23 prairial an XII. Quelques exceptions à cette règle se sont produites, mais on fait en sorte qu'elles ne se renouvellent pas. Il est vrai aussi que, d'après un usage constamment suivi, les évêques sont inhumés dans les caveaux de leur cathédrale ; mais cette dérogation justifiée par la haute dignité de ceux qui en sont l'objet, n'a point et ne peut avoir pour conséquence d'exciter les particuliers, quelle que soit leur position sociale, à réclamer en leur faveur une distinction de ce genre. (*Bulletin du minist. de l'intérieur, année 1860, n° 65.*)

Malgré la rigueur des règlements, une personne, même laïque, qui offre de bâtir une église paroissiale à la condition préalable qu'elle y sera inhumée, l'obtient toujours. Les exemples abondent.

Q. — Permettez-moi de vous signaler une lacune ou une omission dans ce que vous avez dit dans le n° 39 de l'*Ami du Clergé* sur la situation faite aux curés par rapport aux églises classées parmi les monuments historiques. Vous n'avez pas parlé de la loi du 30 mars 1887 et du décret du 3 janvier 1889 portant règlement pour l'application de cette loi. La loi et le règlement renou-

vellent et aggravent les prescriptions antérieures sur cette matière.

Sont prohibés tout travail de restauration ou de décoration, toute réparation, tout placement de vitraux, d'appareils de chauffage ou d'éclairage, et de meubles à perpétuelle demeure, sans l'autorisation du ministre des cultes et des beaux-arts.

Les infractions seront constatées et les actions intentées et suivies devant les tribunaux civils et correctionnels à la diligence du ministre.

Le gouvernement vient d'envoyer aux fabriques qui sont dans ce cas une brochure contenant la loi du 30 mars 1887, le décret du 3 janvier 1889 et la liste des édifices classés avec injonction aux présidents des fabriques de donner avis à qui de droit de tout projet de réparation avant tout commencement d'exécution.

Nous sommes donc actuellement sous le coup de cette nouvelle législation. Je me trouve dans le cas de sentir combien elle est gênante et funeste. C'est pourquoi il me semble bon que vous en donniez connaissance à vos lecteurs et que vous engagiez ceux qui seraient tentés de solliciter une faveur si onéreuse à s'en bien garder, ou même à s'y opposer par tous les moyens si on la leur offrait.

R. — Nous n'avions pas rapporté les deux documents dont parle notre correspondant parce qu'ils ne font que renouveler les règlements anciens cités par nous. Toutefois, au point de vue de la sanction, ils les aggravent, et c'est pourquoi nous avons accueilli avec empressement la rectification qui nous est adressée, et nous la recommandons à tous ceux qu'elle peut intéresser.

Q. — J'ai un cas de divorce qui m'a causé des difficultés de plusieurs sortes, mais qui surtout me préoccupe parce que je voudrais trouver moyen de faire prononcer la nullité du mariage religieux. Le mariage a eu lieu il y a trois ans; les époux ne sont restés ensemble qu'une quinzaine de jours. Dès le premier jour le mari a accusé sa femme d'inconduite et de relations criminelles avec des étrangers; il a prétendu voir les complices, surprendre leurs démarches et même avoir, sous le coup de menaces, obtenu l'aveu formel de la malheureuse femme. Cela se passait cependant dans un voyage et loin du pays, loin, par conséquent, de ceux qu'il soupçonnait. C'étaient des hallucinations et un dérangement d'esprit, si bien que le malheureux prenait la fuite, quittait sa femme et sa famille. On le mena dans une maison de santé, où il resta quelques mois. Il en sortit paraissant remis, mais toujours obstiné dans ses idées et formellement résolu à ne jamais plus recevoir avec lui sa femme.

Celle-ci dut revenir chez ses parents, qui étaient gravement irrités des propos tenus contre elle par le mari, lesquels avaient été répandus dans le public et causaient un vrai scandale. Comme, à son retour, le jeune homme qui semblait guéri maintenait les accusations contre sa femme, le père indigné voulant soustraire sa fille à l'autorité d'un pareil mari obtint la déclaration du divorce civil avec la pensée de demander la déclaration de nullité du mariage religieux ou sinon de s'en tenir à la séparation.

J'ai dû sur ses instances faire plusieurs démarches pour savoir s'il n'y avait pas moyen de débarrasser cette jeune femme d'une si triste situation. Les avis qui m'ont été donnés disaient qu'on ne pouvait faire annuler le mariage à Rome qu'autant qu'il n'y aurait pas eu l'acte de consommation, ou qu'il y aurait eu l'empêchement d'impuissance. Le cas n'existait pas d'après les assertions du jeune homme; les démarches paraissaient inutiles, on les a cessées.

Un nouvel incident me donne la pensée qu'on peut arriver à une solution, en s'appuyant sur un autre motif, savoir : l'état de dérangement d'esprit du jeune homme

et son incapacité à contracter le si grave engagement du mariage.

Il y a eu évidemment au vu et au su de tout le monde des traits d'égarement et d'hallucination réelle dans la crise qui a amené la rupture du mariage. Mais, après le rétablissement du malade dans son état habituel, on a pu croire que ce n'avait été qu'une crise passagère et postérieure au mariage. Seulement depuis quelques mois, l'état maladif est devenu plus palpable. Les idées singulières, les imaginations bizarres, les manies et les dégoûts ont repris sur le jeune homme leur empire, aussi bien à propos de tout autre chose que de son mariage, et l'on a été obligé de le reconduire dans la maison de santé.

Cette nouvelle crise donne occasion de constater la gravité de la première et de l'état maladif habituel du malheureux. Les gens compétents croient y voir un état constitutionnel héréditaire. Les personnes au courant de cette existence assurent qu'il y a eu des symptômes de ce mal avant le mariage; qu'il y a eu et qu'il y a encore dans la famille de son père des cas de pareilles manies et hallucinations. En conséquence, il y a lieu de croire que le jeune homme lors du mariage était sous l'impression d'idées de ce genre; qu'il était incapable de prendre sérieusement et avec conscience les engagements si graves du mariage et que son consentement à ce grand acte n'a pas plus de valeur que celui d'un enfant mineur. La femme qui ignorait complètement cet état ne peut pas être victime et être condamnée à un perpétuel célibat.

Vous qui êtes au courant des questions difficiles et qui êtes à portée de savoir ce qui se pratique dans les congrégations romaines en des cas semblables, ayez la bonté de me dire ce que vous pensez de cette affaire et si vous croyez qu'on puisse avec quelque chance de succès introduire en cour de Rome une instance en déclaration de nullité de ce mariage, basée sur le motif que je viens de vous exposer. Je vous prie de ne pas me faire trop attendre ce renseignement.

J'ai besoin aussi que vous me donniez la marche à suivre pour porter directement l'affaire en cour de Rome; car je crois qu'à notre évêché on est désireux de n'avoir pas à la traiter.

R. — Le point de vue sous lequel notre correspondant présente le cas est parfaitement discutable et, par conséquent, peut devenir l'objet d'un procès en cour de Rome. Le mariage, en effet, étant un contrat, exige un consentement réel, volontaire et absolument libre. C'est pourquoi ni les enfants qui n'ont pas atteint l'usage de la raison, ni les adultes qui sont en démence, *amentes*, ne sont capables de contracter mariage.

Mais il y a parmi ces malheureux beaucoup de catégories; il y a les personnes entièrement privées de l'usage de la raison; celles-ci ne peuvent contracter valablement. Il y en a d'autres qui le recouvrent par intervalles, ou qui, sans être privées des facultés intellectuelles, ont l'esprit extrêmement faible. Celles-ci, disent généralement les théologiens, peuvent absolument contracter quoiqu'on exhorte les confesseurs à les en détourner. Mais les termes mêmes dont nous nous servons, prouvent combien les mariages contractés dans ces conditions prêtent le flanc aux contestations, aux discussions, surtout quand on ne raisonne pas *in genere*, comme font les théologiens et les canonistes, mais *in specie*, comme cela a lieu dans un procès intenté, où il s'agit d'un seul individu dont on étudie et dont on apprécie tous les actes qui ont précédé, accompagné et suivi le mariage.

Nous n'entendons pas évidemment nous faire juge du cas actuel ; nous disons seulement qu'il offre ample matière à l'avocat qui serait chargé de l'attaquer.

Quant à la manière d'introduire en cour de Rome ¹ une instance du genre de celle-ci, voici le moyen le plus simple au point de vue pratique. Il faut se confier à un avocat romain. Celui-ci indique point par point comment il faut procéder ; il donne la formule de la supplique, et dirige l'action de la manière la plus utile, comme ferait tout excellent avocat français en matière civile. Il recourt au Saint-Office où tout se fait sous le sceau du secret, ou à la congrégation du Concile où le secret n'existe pas.

Aussitôt que l'une ou l'autre de ces deux juridictions est saisie, l'évêque diocésain des parties est mis au courant par Rome *pro informatione et voto*, c'est-à-dire pour qu'il fournisse des renseignements et donne son avis. Quelquefois aussi il est chargé d'introduire lui-même le procès et de porter un premier jugement ; que cela lui plaise ou l'ennuie, il faut qu'il s'exécute.

Nous ne devons pas laisser ignorer à notre correspondant que tous les procès canoniques principalement en matière matrimoniale sont fort longs et dispendieux à cause de leur longueur. Nous nous sommes plaint nous-mêmes, un jour, à un Eminentissime de cette lenteur décourageante ; et il me répondit avec bonhomie que ces lenteurs étaient souvent calculées parce que le temps, amenant quelquefois la mort de l'un des belligérants, les aidait énormément à trancher les questions épineuses.

VARIÉTÉS

ÉTUDE CANONIQUE SUR LA PRÉDICATION ENVISAGÉE COMME CHARGE PAROISSIALE

On peut étudier la prédication à plusieurs points de vue : au point de vue oratoire, en déterminant les règles de la rhétorique qui la régissent ; ou bien au point de vue canonique, en précisant les lois que l'Eglise a portées à son sujet. C'est à ce dernier que nous nous arrêterons, et encore nous contenterons-nous de l'envisager comme charge paroissiale, incombant aux curés. Nous établirons l'existence de la loi, les jours et les moments où elle oblige, les excuses soit légitimes, soit illégitimes.

¹ Nous croyons savoir que Rome demande, de règle générale, que la cause soit instruite et jugée par l'officialité diocésaine et n'accepte la cause qu'en appel, s'il y a lieu.

L'officialité compétente est celle du domicile du conjoint contre lequel l'action est intentée. Il n'y a d'exception que quand celui-ci a malicieusement déserté le domicile commun : ce qui n'est pas le cas ici.

La marche à suivre la plus régulière et la plus expéditive est donc de porter la cause directement devant l'officialité compétente, laquelle est tenue de l'accueillir et ne saurait se dérober. Si elle refusait d'admettre la cause, ce serait le cas d'aller à Rome qui donnerait l'ordre à l'évêque de la faire juger. (*Note de la Dir.*)

times que l'on allègue pour s'en dispenser, la gravité de la faute et les peines qu'elle entraîne. Nous dirons ensuite quels sont ceux qui sont tenus à prêcher, les sujets qu'ils doivent traiter et la manière de les traiter d'après le concile de Trente, les constitutions pontificales, les décisions des Congrégations romaines. Nous nous efforcerons de ne rien dire qui ne soit solidement appuyé sur des documents authentiques, que nous citerons ordinairement d'une manière textuelle, parce que certaines de nos assertions heurteront de front des préjugés reçus couramment, et qui, à cause de cela, passent pour des coutumes légitimement prescrites.

ART. I. Existence de la loi imposant la prédication.

Nous la déduirons des textes du concile de Trente, des actes du Saint-Siège et des affirmations des théologiens.

N. I. Textes du concile de Trente relatifs à la prédication

Le concile de Trente a parlé de la prédication dans plusieurs endroits.

I. *Session v, ch. II, de Reformat.* Après avoir rappelé aux évêques l'obligation où ils sont d'annoncer la parole de Dieu, le concile passe aux ministres inférieurs qui ont charge d'âmes :

« Archipresbyteri quoque, plebani, et quicumque parochiales vel alias curam animarum habentes ecclesias quocumque modo obtinent, per se vel alios idoneos, si legitime impediti fuerint, diebus saltem dominicis et festis solemnibus, plebes sibi commissas pro sua et eorum capacitate pascant salutaribus verbis, docendo quæ scire omnibus necessarium est ad salutem, annuntianda quæ eis eum brevitate et facilitate sermonis vitia quæ eos declinare, et virtutes quas sectari oportet, ut poenam æternam evadere et cœlestem gloriam consequi valeant... »

II. *Session xxii, ch. viii.* Pour que le peuple puisse comprendre les prières de la messe, le concile ordonne à ceux qui ont charge d'âmes de les lui expliquer :

« Mandat sancta Sydonus pastoribus et singulis curam animarum gerentibus ut frequenter, inter missarum celebrationem, vel per se, vel per alios ex iis quæ in missa leguntur aliquid exponant, atque inter cætera sanctissimi hujus sacrificii mysterium aliquod declarent, diebus præsertim dominicis et festis. »

III. *Session xxiii, ch. i, de Reform.* Le concile établit que ceux qui ont charge d'âmes sont obligés par le droit divin de nourrir leurs brebis du pain de la parole divine, de les connaître et d'offrir pour elles le divin sacrifice :

« Cum præcepto divino mandatum sit omnibus quibus animarum cura commissa est, oves suas agnoscere... verbiique divini predicatione... pascere. »

IV. *Sess. xxiv, iv, de Reformat.* Le concile

renouvelle le décret porté dans la session v, et ajoute que les évêques doivent prêcher par eux-mêmes dans leur cathédrale, et s'ils ont un empêchement légitime, ils doivent confier à d'autres le soin d'annoncer la parole de Dieu. Pour les autres églises, les évêques rempliront leur obligation en enjoignant aux curés de prêcher tous les dimanches et jours de fêtes solennelles ; pendant l'avent et le carême, s'ils le croient nécessaire, ils les chargeront de le faire tous les jours ou au moins trois fois par semaine. Les curés devront expliquer au peuple l'Écriture sainte et la loi divine. Si le curé ne peut remplir son obligation, l'évêque en chargera un autre. L'évêque avertira aussi le peuple qu'il est tenu d'assister dans sa paroisse, lorsqu'il le pourra facilement, à la prédication de la parole de Dieu.

« Prædicationis munus, quod episcoporum præcipuum est, cupieus sancta Synodus, quo frequentius possit ad fidelium salutem exerceri, canones alias super hoc editos sub felic. rec. Paulo III aptius præsentium temporum usui accommodando, mandat, ut in ecclesia sua ipsi per se, aut, si legitime impediti fuerint, per eos quos ad prædicationis munus assumunt ; in aliis autem ecclesiis per parochos, sive, iis impeditis, per alios ab episcopo, impensis eorum, quo eas præstare vel tenentur, vel solent, deputandos in civitate, aut in quacunque parte diocesis, censebunt expedire, saltem omnibus dominicis et solemnibus diebus festis : tempore autem jejuniorum Quadragesimæ et Adventus Domini quotidie, vel saltem tribus in hebdomada diebus, si ita oportere duxerint, sacras Scripturas, divinamque legem annuntiant, et alias quotiescumque id opportune fieri posse judicaverint. Moneatque episcopus populum diligenter teneri unumquemque parochiæ suæ interesse, ubi commode id fieri potest, ad audiendum verbum Dei. »

V. Sess. xxiv, ch. vii, de Reform. Le concile charge les évêques d'expliquer au peuple l'efficacité et la manière de recevoir avec fruit les sacrements. Ils doivent veiller à ce que les curés fassent la même chose, en suivant le catéchisme que le concile publiera, et à ce que, pendant la messe des dimanches et des fêtes, ils expliquent la parole de Dieu en langue vulgaire et s'efforcent d'instruire les fidèles dans la loi du Seigneur :

« Ut fidelis populus ad suscipienda sacramenta majori cum reverentia atque animi devotione accedat, præcipit sancta Synodus episcopis omnibus, ut non solum, cum hæc per se ipsos erunt populo administranda, prius illorum vim et usum pro suscipientium captu explicent, sed etiam idem a singulis parochis pie, prudenterque, etiam vernacula lingua, si opus sit, et commode fieri poterit, servari studeant, juxta formam a sancta Synodo in catechesi singulis sacramentis præscribendam ; quam episcopi in vulgarem linguam fideliter verti atque a parochis omnibus populo exponi curabunt ; necnon ut inter missarum solemnias, aut divinorum celebrationem, sacra elo-

quia et salutis monita eadem vernacula lingua, singulis diebus festis vel solemnibus, explanent ; eademque in omnium cordibus, post positos inutilibus quæstionibus, inserere, atque eos in lege Domini erudire studeant. »

VI. Session xxv, de Purgatorio. Le concile parle de certaines questions qu'il faut éviter de traiter en chaire : « Apud rudem vero plebem difficiliores ac subtiliores quæstiones, quæque ad ædificationem non faciunt, et ex quibus plerumque nulla fit pietatis accessio, a popularibus concionibus secludantur. Incerta item, vel quæ specie falsi laborant, evulgari ac tractari non permittant. »

Les paroles du concile de Trente contiennent une obligation stricte, et non un simple conseil, comme l'indique Benoît XIV, dans la constitution *Etsi minime* : « Duo potissimam onera a Tridentina Synodo Curatoribus animarum sunt imposita : alterum ut festis diebus de rebus divinis sermonem ad populum habeant...¹. »

D'ailleurs les termes *mandat* et *præcipit* sont bien les termes employés pour indiquer un précepte. C'est ce qu'a constaté avec son autorité souveraine, la Sacrée Congrégation du Concile, le 1^{er} avril 1876 : « Tenentur parochi diebus dominicis et festis de præcepto populo sermonem habere juxta Concilii Tridentini præscriptionem. »

Voici d'ailleurs une interprétation autorisée des passages du concile, publiée par le cardinal-vicaire de Rome, sous le pontificat de Benoît XIV, le 14 janvier 1743 :

« Tous ceux qui ont la cure des âmes étant obligés par un précepte divin qu'annonce le saint Concile de Trente, sess. xxiii, c. 1. de Reform., de paître les âmes confiées à leurs soins, non seulement par l'administration des sacrements, mais encore avec la prédication de la parole divine, *verbique divini prædicatione pascere* ; le concile ordonne à plusieurs reprises à tous les curés, avec des expressions et des termes préceptifs et nullement instructifs et exhortatoires, puisqu'il emploie les mots *mandat* et *præcipit*, que par eux-mêmes ou par d'autres ministres capables, s'ils ont quelque empêchement légitime, ils doivent tous les dimanches et autres fêtes solennelles, après l'évangile de la messe paroissiale (qu'ils doivent dire à une heure commode, avec le signal préventif de la cloche, distinct de celui qu'on donne pour les autres messes), instruire avec brièveté et facilité de paroles, dans un style simple et intelligible, les fidèles sur les vertus qu'ils doivent pratiquer et les vices qu'ils doivent fuir, ou bien leur expliquer quelques passages de l'épître ou de l'évangile qu'on lit à la messe, ou leur exposer quels sont et d'où viennent les précieux et célestes effets du saint Sacrifice de la messe, ou enfin, en laissant les questions inutiles, expliquer la loi divine, afin que les auditeurs en soient pleinement instruits². »

¹ Const. *Etsi minime*, § v, du 7 fév. 1742. Bull. Bened. XIV, t. I. p. 227. Edition de Malines.

² Anal. Série II, col. 2783, n. 130.

N. II. Actes du Saint-Siège relatifs à la prédication.

I. Le concile de Trente rappelle les canons de Paul III, sess. xxiv, c. iv, relatifs à la prédication ; mais nous n'avons pas à nous en préoccuper ; puisqu'il les a modifiés, *apsius præsentium temporum usui accommodando*.

II. Innocent XIII a parlé très explicitement dans la constitution *Apostolici ministerii* du 13 mai 1723, adressée aux évêques d'Espagne : « Non sine gravi animi nostri dolore accepimus quod nonnulli parochialium ecclesiarum Rectores hæc quæ suarum partium adeo sunt, prætermittunt vel prætextu immemorabilis, sed quidem prævæ, consuetudinis, vel quia hæc ab ipsis præstari necesse non videatur, suppetente nimirum copia aliorum habentium sacras conciones in aliis ecclesiis ; itemque imbuentium pueros mysteriis fidei vel in scholis, vel in compitis. Ne itaque sub inani istarum, aliorumque similium excusationum prætextu tanta Christianæ reipublicæ perniciæ struatur, districte præcipimus singulis Hispaniarum Archiepiscopis et Episcopis, ut omnino efficiant, quod omnes ii, qui animarum curam gerunt, munia prædicta per se ipsos, vel si legitime impediti fuerint, per alios idoneos exequantur. Si vero ubique non satis habiles ad illa obeunda reperiantur, iidem episcopi per alios a se deputandos, sumptibus parochorum minus idoneorum, suppleri curent, et in posterum beneficia, quibus animarum cura imminet, nonnisi vere idoneis ad memorata officia per se ipsos adimplenda conferantur ¹. »

Cette constitution, il est vrai, n'était adressée qu'aux évêques d'Espagne, parce que là seulement on avait signalé le désordre ; mais elle n'est qu'une interprétation du concile de Trente. D'ailleurs elle a été proposée à tous les évêques du monde par Benoît XIII, comme un modèle à suivre pour la restauration de la discipline ecclésiastique.

III. La constitution *In supremo*, du 13 septembre 1724, adressée par Benoît XIII à tous les évêques, confirme celle d'Innocent XIII, dont elle reprend même les termes ².

Le même pape a fait insérer dans l'instruction de *Visitatione sacrarum liminum*, la question suivante : « An iidem (parochi) per se vel per alios idoneos, si legitime impediti fuerint, diebus saltem dominicis et festis solemnibus, plebes sibi commissas pro sua, et earum capacitate pascant salutaribus verbis, docendo, quæ scire omnibus necessarium est ad salutem, juxta monitum Tridentini et præcati Concilii Romani. »

IV. Benoît XIV parle aussi de l'obligation de prêcher comme étant l'une des principales des curés, dans la constitution *Etsi minime*, du 7 février 1742, § 5 :

« Duo potissimum onera a Tridentina Synodo curatoribus animarum sunt imposita : alterum ut

festis diebus de rebus divinis sermonem ad populum habeant ; alterum ut pueros, et rudiores quosque, divinæ legis fideique rudimentis informet. Si statis diebus eam parochi concionem habebunt quæ non persuasibilibus humanæ sapientiæ verbis obstrepat auribus. Sed captui auditorum accommodata in eorum animos ostentione spiritus illabatur ; si mysterium aliquod annuntiabunt, in primis vero, quod eo tempore Ecclesia recolit, ea disserentes quæ ad virtutum incitamento sint, et ad vitia fugienda, graviora præsertim et quæ foedius grassantur in populo... Si demum cum Apostolo attendant lectioni, exhortationi et doctrinæ, ut perfectus sit homo Dei, et ad omne opus bonum instructus : fas est credere exitum optatis respondere posse, et populum acceptabilem sectatorem bonorum operum facile extitutum ¹. »

N. III. Affirmations des théologiens relatives à la prédication

Tous les théologiens qui ont parlé des devoirs des curés ont reconnu l'existence de cette obligation, qui s'impose en vertu du droit naturel, divin et ecclésiastique : « Advertant, dit Medina, quicumque in Christi Ecclesia ad pastoris officii dignitatem assumpti sunt, ad hoc apostolicum prædicationis munus exercendum naturali, divino et ecclésiastico jure ita esse constrictos, ut, nisi id diligenter expleverint, certum subituri sint damnationis supplicium ². »

L'obligation de *droit ecclésiastique* se trouve clairement établie par les textes du concile de Trente et par les constitutions pontificales. L'obligation de *droit naturel* découle nécessairement de l'acceptation de la charge de curé. Quiconque accepte une fonction est obligé de remplir les charges que le droit positif et le droit divin y ont annexées. Or, le droit positif ecclésiastique, comme nous l'avons vu, et le droit divin, comme nous allons l'établir, ont annexé l'obligation de prêcher à la charge pastorale.

L'existence de l'obligation de *droit divin* est affirmée par le concile de Trente, sess. xxiii, c. 1 : « Cum præcepto divino mandatum sit omnibus quibus animarum cura commissa est, oves suas... verbi divini prædicatione... pascere. » Les preuves de cette affirmation se trouvent données par le P. Mach : « Jésus-Christ a adressé ces paroles aux apôtres : « Data est nihi omnis potestas in cœlo et in terra ; euntes ergo docete omnes gentes. » C'est comme s'il eût dit : Mon père m'a donné le domaine de tout l'univers, le ciel déjà m'appartient ; il me reste à soumettre la terre ; car non seulement la Judée, mais tout le monde doit être en mon pouvoir. Je ne veux pas faire cette glorieuse conquête en personne ; c'est par vous qu'elle s'accomplira. « Allez donc et instruisez toutes les nations ; » et, afin que votre prédication soit efficace et que je prêché par vous et en vous, « je vous

¹ *Bullarium Rom.* t. xi, part. 2, p. 258.

² *Bullar. Rom.* t. xi, part. II, p. 350.

¹ *Bull. Benedicti XIV*, t. I, p. 227.

² Medina, *Diss. de rec. fide*, lib. II, cap. 2.

« envoie comme mon père m'a envoyé, » c'est-à-dire je vous confie la même mission et je vous revêts de la même obligation que celle dont mon Père m'a investi, « et je serai avec vous jusqu'à la « consommation des siècles. » Et comment s'accomplirait la mission que son Père lui a confiée, comment Jésus-Christ enseignerait-il avec nous jusqu'à la fin du monde, si nous oublions le ministère de la prédication ? *Quomodo audient sine prædicante* ¹. Comment les peuples embrasseront-ils sa doctrine, s'il n'y a personne pour l'annoncer ?

« L'apôtre, énumérant les degrés que Dieu a établi dans la hiérarchie de l'Eglise, nous dit qu'il a donné aux uns d'être apôtres, aux autres d'être prophètes, aux autres d'être pasteurs et docteurs, montrant par là que le titre de docteur est inséparable de la charge de pasteur. Et, loin de s'exempter de cette obligation, il dit : « *Necessitas mihi incumbit; vae enim mihi est, si non evangelizavero* ². — Je suis nécessairement obligé à prêcher; malheur à moi si je ne le fais ! » Et avec quelles paroles pressantes il exhorte Timothée, son disciple bien-aimé, à prêcher sans relâche, afin de fortifier l'esprit des fidèles contre les erreurs qui devaient surgir. « Je vous en conjure donc, lui dit-il, devant Dieu et devant Jésus-Christ, qui jugera les vivants et les morts, annoncez la parole de Dieu; insistez à temps, à contre temps; reprenez, suppliez, menacez, sans vous lassez jamais de les tolérer et de les instruire... Faites l'œuvre d'un évangéliste; remplissez tous les devoirs de votre ministère ³. »

« Et il y aurait des curés, ajoute le même auteur, qui passeraient des mois et presque des années entières, sans se donner la peine de remplir une obligation attachée par Jésus-Christ même à la charge pastorale, prescrite par les apôtres, sanctionnée par les canons, renouvelée par tant de conciles, reconnue par les saints docteurs et constamment affirmée par tous les théologiens ! « *Dispensatio cælestis seminis nobis credita est*, » dit le pape Symmaque, au sixième synode : « Malheur à nous si nous ne répandons pas cette semence ! Malheur à nous si, lorsque ce saint ministère nous est confié, nous négligeons d'annoncer la vérité du Seigneur que prêchèrent les apôtres ! » Qu'on lise avec attention les graves paroles dont se sert le zélé père Segneri, en terminant les considérations qu'il donne sur ce sujet, dans son ouvrage intitulé : *Le curé instruit*, c. 5; on sait que le Synode de Pesaro (1716) disait de ce livre : « Aureus libellus, quem utinam omnes parochi legerent, ac centies et millies perlegerent, ut ad propria munia obeunda plenissime instruerentur. » — « Vénérables curés, s'écrie-t-il, ou renoncez à votre paroisse, ou bien remplissez le devoir de la prédication. Autrement comment pouvez-

vous avoir l'espérance de vous sauver ? Malheur à celui qui aime mieux faire l'expérience des effets de cet épouvantable *væ*, que d'y croire. »

Parmi beaucoup d'autres témoignages, nous citerons encore cette page de M. Dieulin, qui développe les mêmes idées avec une singulière vigueur :

« Propagée dans le monde par la prédication, par elle seule aussi la foi peut s'y conserver. C'est pourquoi placé à la tête de tous les autres devoirs du sacerdoce, *officium principalissimum*, dit saint Thomas, celui d'évangéliser les peuples est le point capital de notre mission, ayant la priorité sur l'office même de la charité, qui ne vient qu'en second lieu dans l'ordre des obligations pastorales. Aussi les apôtres, en confiant aux diaques, ministres subalternes, la distribution des aumônes, se réservèrent-ils à eux-mêmes *le ministère de la parole*. Un pasteur doit s'écrier avec saint Paul : *Malheur à moi, si je n'évangélise point*, et s'appliquer ce commandement de Jésus-Christ : *Annoncez l'évangile à toute créature*; ainsi que cet autre de saint Paul à Timothée : *Prêchez la parole*... N'est-il pas constant que le niveau de la foi et des autres vertus théologiques et morales s'élève ou s'abaisse parmi les hommes, selon que l'importante et noble tâche de la prédication est plus ou moins fidèlement accomplie ? Un peuple sans instruction est un peuple sans religion, et par conséquent sans mœurs. Gardien du troupeau confié à sa vigilance, un curé en devient donc le meurtrier, s'il ne lui rompt le pain de vie pour l'en nourrir : *Non pavisti, occidisti*. C'est un père sans entailles, insensible aux cris que poussent ses enfants affamés. Prêcher est éminemment la profession du prêtre, surtout lorsqu'il a charge d'âmes ⁴. »

(A suivre.)

¹ Dieulin, *Le bon curé au XIX^e siècle*, t. II, p. 91.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 6 novembris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le gérant : J. MAITRIER.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

¹ Rom. x, 14.

² Corinth. ix, 16.

³ R. P. Mach, *le Trésor du prêtre*, t. II, p. 402.

sir à parer les autels et à laquelle vous avez donné des soins dont votre Mère du ciel et l'Hôte divin du tabernacle sauront vous récompenser, j'en suis sûr, par une protection toute particulière sur votre nouvel état.

Pour vous ensuite, mon cher ami, dont la fonction, à cette heure surtout, est si importante et demande un dévouement si chrétien, vous tiendrez à honneur de donner à Dieu la première place dans toute votre maison. Il est le premier Maître de l'univers; nous ne tenons rien que de Lui, nous ne vivons que par Lui; c'est justice que nous rame-nions tout à Lui. En ce pauvre monde, tout change et se renouvelle; Lui seul demeure toujours; et ce n'est pas seulement un devoir, c'est encore la plus grande habileté, de le servir avant tout autre, et de s'employer noblement et généreusement à son service.

CORRESPONDANCE

M. B. à M. (Loir-et-Cher). — Nous sommes bien décidés à faire cesser toutes les irrégularités du service de l'*Ami du Clergé*, soient qu'elles nous soient imputables, soient qu'elles soient imputables à la poste. Dites-nous donc si vous avez encore à vous plaindre. — Quant à l'enveloppe que vous proposez, ce serait un surcroît de dépense, impossible à faire aujourd'hui, mais que nous notons pour plus tard. — Merci de vos bonnes paroles.

M. L., curé de B. (Somme). — La collection complète de l'*Ami du Clergé* coûte 100 fr. (port en sus). Voici le prix des volumes séparés : Tome 1^{er} 15 fr.; 2^e 20 fr.; 3^e 20 fr.; 4^e et 5^e 10 fr.; 6^e 7^e 8^e 9^e et 10^e 8 fr. Les volumes changent ou changeront de prix selon leur plus ou moins prochain épuisement. Les 1^{ers} volumes seront bientôt introuvables.

M. D. à L. (Haute-Savoie). — Votre compte est exact comme vous l'établissez, et votre abonnement est payé pour 1890. — Le n° 27 du supplément vient de vous être envoyé. — Merci du moyen proposé pour l'expédition des tables; il pourra nous servir, au moins pour certains départements.

ÉTRENNES UTILES

— LE —

BRÉVIAIRE DES PIEUX LAIQUES OU RECUEIL COMPLET DE PRIÈRES

A L'USAGE DES PERSONNES DU MONDE

1 volume relié, tranche dorée, *franco* **3 50**
12 volumes rel., tr. dor. (le 13^e en plus), *franco*. **42 »**

N. B. — Cet ouvrage est approuvé et recommandé par un grand nombre de NN. SS. les archevêques et évêques de France.

S'adresser à M. l'abbé NOURY, curé de Saint-Paterne (Indre-et-Loire).

Occasion exceptionnelle

Collegii Salmanticensis Cursus theologicus

**Juxta miram divi Thomæ præceptoris
angelici doctrinam**

Editio nova et correctæ

Vingt superbes volumes, petit in-4°, neufs,
non coupés, non défraîchis

Au lieu de 200 francs **80 fr.**

(C'est la meilleure, la plus complète et la plus récente édition du Cours si renommé de théologie de Salamanca.)

S'adresser aux Bureaux du journal.

OCCASION

A VENDRE

UN BEL APPUI DE COMMUNION

en pierre blanche (style xv^e siècle)

S'adresser à M. le curé de N.-D. des Cordeliers,
à Laval (Mayenne).

L'AMI DU CLERGÉ

Revue de toutes les questions ecclésiastiques

(Dogme, Morale, Liturgie,
Droit canon, Ecriture sainte, Patrologie,
Histoire sacrée, Prédication,
Catéchismes, Législation civile-ecclésiastique)

Paraît une fois par semaine et est mis à la poste de
Langres le jeudi

CHACQUE NUMÉRO CONTIENT 16 PAGES IN-4°

L'abonnement pour la France, la Belgique et la Suisse est de **huit** francs par an, et de **dix** francs pour les autres pays.

A chaque numéro de l'*Ami du Clergé* est joint un Supplément, également hebdomadaire, portant le nom d'

AMI DU CLERGÉ PAROISSIAL

Le prix de ce Supplément est de **cinq** francs par an; il contient huit pages in-4°.

On peut s'abonner à l'*Ami du Clergé* sans s'abonner à l'*Ami du Clergé paroissial*; mais on ne peut s'abonner à l'*Ami du Clergé paroissial*, sans s'abonner à l'*Ami du Clergé*.

Ainsi l'abonné à l'*Ami du Clergé* seul paie annuellement **8** ou **10** francs, selon le pays, et l'abonné à l'*Ami du Clergé* et à son Supplément, l'*Ami du Clergé paroissial*, paie **13** francs ou **15** francs, selon le pays.

L'INTERMÉDIAIRE CATHOLIQUE DE BESANÇON ET DE GENÈVE

MONTRES, Pendules, Bijouterie, Orfèvrerie

PRIX AVANTAGEUX, SÉRIEUSE GARANTIE

Envoi franco d'échantillons et facilités de paiement aux membres du clergé, des communautés et aux personnes notoirement honorables.

Demander catalogue à M^{me} MARIE MARILLIER, rue du Clos, 30, à Besançon (Doubs).

NOTA. — Ne pas confondre l'Intermédiaire catholique avec des maisons similaires. Nous n'avons avec elles aucune communauté d'intérêts.

Soyons logiques!

Un jour je suis né. La première chose que j'ai réclamée par mes vagissements, ça été un peu de nourriture; l'on m'a présenté tout d'abord de l'eau sucrée, puis ma mère ou ma nourrice m'a donné le sein. Quand j'ai pu marcher, je me suis nourri d'autre chose que de lait, mais le manger et le boire étaient toujours l'essentiel pour moi. Je suis allé après cela à l'école, apparemment en vue de m'instruire, en réalité pour y puiser tout ce dont j'avais besoin pour être en état de gagner ma vie, c'est-à-dire ma nourriture.

Je sais que je mourrai un jour, et si ce n'est pas ensuite d'un accident imprévu, ce sera par une maladie qui peut être la vieillesse, *senectus et morbus*, et qui aura pour effet principal de me faire perdre tout appétit: je cesserai de vivre, parce que, pour une cause quelconque, je ne pourrai plus manger.

Donc, manger est une nécessité capitale de l'existence humaine. A la rigueur je puis me passer de vêtements, les sauvages de l'Afrique centrale sont tout nus, et rien ne m'empêche de vivre parmi eux; je puis me passer d'un toit pour abriter ma tête: que d'hommes, même dans les pays froids couchent toujours à la belle étoile! Mais ce dont je ne peux me passer, c'est de manger.

Dans ces conditions, quelles sont les découvertes vraiment utiles? Ce sont celles qui ont rapport à l'alimentation de l'homme. Quel était le plus grand souci de Moïse, lorsqu'il errait avec les Hébreux au désert? C'était de leur procurer une nourriture qui, à un moment, fut de la manne envoyée du ciel par Celui qui

protégeait le grand prophète et le peuple que ce dernier guidait. Si je me trouvais seul dans ce désert africain, pourvu que j'eusse avec moi une provision de Liebig, d'eau, de sel et quelques racines, je n'aurais nul besoin de l'intervention céleste pour vivre. Donc, Liebig, en découvrant l'extrait de viande qui porte son nom, a fait une très utile découverte; demandez, sur ce sujet, leur avis aux missionnaires, aux explorateurs, à tous ceux qui par devoir ou par vocation vivent constamment à quelques mille lieues du boulevard des Italiens.

GUÉRISON

RADICALE

DU

DIABÈTE

Par
la mixture
antidiabétique
de P. Martin. Avec
cette mixture le malade
n'est soumis à aucun régime:
il peut boire et manger ce qui lui
plaît. Il lui suffit d'en prendre 2 cuill.
à soupe mat. et soir. Pr. de la bout. 15 fr.
S'adr. à M. MARTIN, pharm., à Sarlat (Dordogne.)

Dépôt dans toutes les bonnes Pharmacies.

On lit dans LA CROIX, édition de la Haute-Marne, du 6 octobre 1889 :



HISTOIRE D'UN VIEUX COQ

Fichtre, je crois bien que ça ne peut pas continuer comme ça; sinon il faut commander pour la France un service de première classe.

C'est à bref délai l'énervement, la ruine des travailleurs.

Faire habitude de souffler des petits verres le matin, lorsqu'on est à jeun, à seule fin de s'épousseter dans la gorge les toiles d'araignée; prendre l'absinthe avant midi, et, la journée faite, se payer des tournées pour se remettre d'aplomb, cela peut être un jeu agréable, mais qui n'est jamais innocent.

L'alcool, à quelque dose qu'on le prenne, ne répare jamais les pertes de substance causées par le travail.

Un fait entre autres le prouve.

Le professeur Bouchardat s'avisait un jour de faire prendre de l'eau-de-vie à un vieux coq.

Il paraît que les coqs ont un faible très prononcé pour le rogomme.

Le coq se mit à marcher de travers, et, détail à remarquer, sa crête, de rouge qu'elle était, devint noire; ce qui s'explique sans peine.

Le sang des artères, qui est rouge, et sert dans le corps à faire respirer les tissus en y entretenant la vie, s'étant altéré sous l'influence de l'alcool, avait pris la couleur noire du sang veineux.

Il en est des ivrognes comme du vieux coq de Bouchardat, et rien n'est plus significatif, sous ce rapport, que le nombre des buveurs qui meurent d'asphyxie après avoir fait abus des tournées.

Témoins sincèrement attristés des ravages que causent à la santé un grand nombre de produits alcoolisés dont l'usage, qui conduit trop souvent à l'abus, a été maintes fois blâmé par des savants préoccupés de la santé et de la moralité publiques, deux braves jeunes gens, les FRÈRES JOBARD de Langres, ont cherché un produit à base de muscat qui, SANS ALCOOL, au moyen de plantes mises en macération, fut à la fois APERITIF, TONIQUE, DIGESTIF et d'un goût agréable.

Ce bienfaisant produit, quoique jeune encore, est déjà très répandu, et tous ceux qui en ont usé en font un éloge dont leurs commandes répétées démontrent la sincérité. Il est reconnu qu'il remplace très bien le madère au commencement des repas, de même qu'après il tient lieu de vin-liqueur.

Les personnes faibles et même les petits enfants qui en ont usé s'en sont parfaitement trouvés.

Ce n'est point une vaine réclame, car c'est en connaissance de cause, et en toute conscience, que nous prenons sur nous de recommander ce précieux produit qui se nomme :

MORIMONDINE

Nous nous hâtons d'ajouter que, par désintéressement et sous l'inspiration des sentiments d'une foi vive, choses si rares aujourd'hui, les propriétaires de la MORIMONDINE, après en avoir établi le prix aussi modéré que possible, abandonnent LA MOITIÉ DES BENEFICES aux œuvres catholiques de premier ordre.

Nous les prions, au nom de ces œuvres, d'agréer l'hommage de notre plus vive reconnaissance.

La Rédaction.

Adresser les demandes à Langres (Hte-Marne),
Usine catholique des Frères JOBARD,
propriétaires et préparateurs de la MORIMONDINE.

Prix-courants : En caisse depuis 6, 12 et 25 litres :
2 fr. 25 le litre *franco d'emballage* pris en magasin.

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres. — La Direction décline toute responsabilité vis-à-vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 46

PRÉDICATION : Pour le vingt-quatrième et dernier dimanche après la Pentecôte : homélie sur l'évangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : La cure habituelle d'une cathédrale ne donne point aux chanoines le droit de faire les fonctions curiales.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quelle est la vraie manière de chanter les litanies de saint Marc et des Rogations ? — L'évêque peut-il faire chanter au salut, des invocations au Sacré-Cœur de Jésus et au très saint Cœur de Marie ? — Peut-on chanter une messe de *Requiem* corpore présente le jour de la fête et celui de la solennité de l'Immaculée-Conception, là où elle est de première classe ? — Peut-on bénir le nouveau mariage d'un chantage qui prétend que le curé par intérim n'avait pas le droit de déléguer un autre confrère pour le premier mariage ? Des époux ayant divorcé et revenant à la vie commune, quelle est leur condition et celle des en-

fants issus dans l'intervalle ? — L'assistance des mourants est-elle aussi obligatoire que nous l'avons dit ? — Comment expliquer la doctrine des théologiens sur la probabilité extrinsèque d'une opinion ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Une famille peut-elle revendiquer le legs fait pour une école de frères, si la communauté elle-même, faute de sujets, a retiré les frères ? — Le curé peut-il faire replacer, même malgré la fabrique, les appuis de communion des chapelles, enlevés pour des travaux de restauration ? — Le maire est-il obligé d'autoriser des prédicants protestants, s'ils sont d'ailleurs en règle, à tenir une réunion dans un café ? — Dans le banc d'œuvre, la place d'honneur est-elle au milieu ? — Après quel délai un débiteur de la fabrique pour les frais d'une sépulture pourrait-il invoquer la prescription ?

VARIÉTÉS : La Prédication envisagée comme charge paroissiale. Existence de la loi (suite).

Nos abonnés apprendront avec plaisir que notre collaborateur pour les questions liturgiques, M. Maugère, professeur de liturgie au Grand-Séminaire de Langres, docteur en théologie, vient d'être honoré d'une distinction qui, pour être méritée, n'en est pas moins très flatteuse. Il vient d'être nommé CENSEUR de l'Académie Pontificale de liturgie fondée à Rome et dirigée par S. E. le Cardinal Parocchi vicaire de Sa Sainteté. Il doit ce titre à ses deux volumes déjà publiés sur la Liturgie et aux savants travaux qu'il a fait parvenir à la savante Revue qui est l'organe de l'illustre Académie.

Nous prions nos abonnés d'écrire désormais directement pour tout ce qui concerne l'Ami du Clergé, à Langres (Haute-Marne), avec cette suscription : M. LE DIRECTEUR DE L'AMI DU CLERGÉ, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

Les mandats postaux, chèques et lettres chargées devront désormais porter aussi la même suscription.

Les numéros de la Revue, non parvenus aux abonnés, sont dus par l'administration et il suffit de les réclamer. — Les n^{os} perdus par les abonnés eux-mêmes seront envoyés moyennant 0 fr. 20 c. pour un n^o sans supplément ; 0 fr. 25

pour un n^o avec supplément, et 0 fr. 15 pour le supplément seul.

Nous tenons des collections entières à la disposition des personnes qui en feront la demande.

Deux des volumes de la collection sont malheureusement devenus très rares : il faut se hâter.

Ainsi que nous l'avons annoncé, on travaille d'urgence aux Tables. Nous désirons que pour le 1^{er} janvier, tous les souscripteurs soient servis.

Nous maintenons jusqu'au 30 novembre prochain, la souscription à cinq francs.

Nous rappelons à nos amis et abonnés que l'Ami du Clergé, Revue de toutes les questions ecclésiastiques (Dogme, Morale, Liturgie, Droit Canon, Ecriture Sainte, Patrologie, Histoire sacrée, Prédication, Catéchismes, Législation civile-ecclésiastique), est une revue hebdomadaire paraissant le jeudi à Langres, et dont chaque numéro contient 16 pages in-4^o. L'abonnement à cette Revue est de 8 ou 10 francs par an, selon les pays.

Nous leurs rappelons en outre qu'à chaque

numéro de l'Ami du Clergé est joint un supplément, portant le nom d'Ami du Clergé paroissial, contenant 8 pages in-4° et dont le prix est de 5 fr. par an.

L'on peut s'abonner à l'Ami du Clergé sans s'abonner à l'Ami du Clergé paroissial, mais on ne peut s'abonner à l'Ami du Clergé paroissial sans s'abonner à l'Ami du Clergé.

Et ainsi l'abonné à l'Ami du Clergé seul paie 8 ou 10 fr. par an selon les pays, et l'abonné à l'Ami du Clergé et à son supplément l'Ami du Clergé paroissial, paie 13 à 15 fr. selon les pays.

CORRESPONDANCE

M. U. A., vicaire à M. (Aveyron). — Nous avons des collaborateurs attirés et sérieusement choisis, pour les sermons et panégyriques; néanmoins dites à ce prêtre de nous envoyer quelques spécimens; nous verrons. — L'Ami du Clergé donne chaque semaine une décision récente ou récemment connue des Congrégations romaines, sans parler des décisions citées dans le corps des réponses aux consultations de ses abonnés. Aucune décision n'est omise de celles qui sont importantes et intéressent plus spécialement le clergé.

M. L. J., prêtre à N.-D. de F. — Je ne sais ce que sont devenues vos questions précédentes, et je ne les retrouve pas dans les dossiers qui m'ont été remis. Quant aux nouvelles, je les ai spécialement recommandées. — Vous êtes bien aimable; merci!

M. V., curé à F. (Pyrénées-Orientales). — Votre demande est arrivée trop tard, le n° 45 allait paraître; pour le n° 46, ce serait trop tard. A une autre année, si possible.

M. A., curé de F. (Ardennes). — Il n'est pas nécessaire d'envoyer votre collection à Paris; ce serait trop dispendieux. Je serais étonné que vous ne trouviez pas à faire faire ce travail dans votre chef-lieu ou dans quelque ville voisine, aussi bien et à meilleur compte, à 2 fr. le volume par exemple.

M. A., curé de P.-B. (Haute-Savoie). — Vos questions ont été transmises immédiatement; elles sont intéressantes; il y sera répondu sous peu.

M. D., chanoine à F. — Les numéros demandés vous ont été immédiatement envoyés. Nous n'avons pas les feuilles blanches avec titre et les feuilles bleues que vous désirez. — Quant aux portraits, ce serait long, difficile et cher à trouver.

M. V., curé à S.-A (Nord). — En vérité vous êtes on ne peut plus charmant, et je vous remercie tout spécialement de votre lettre si franche et si nette. Comme vous le dites si bien, les réponses qui vous ont été faites étaient à côté. La mienne sera droite et franche comme l'est votre demande, et je suis persuadé que vous la prendrez de bon cœur comme je vous la donne... sans compter qu'il vous reste une ressource, qui est de croire que je me trompe et que c'est vous qui avez raison. Donc, nous ne pouvons vous fournir les éléments propres à établir la thèse que vous posez, par la raison que la thèse est fausse. Mille pardons et croyez à mon plus sincère et respectueux dévouement.

Souscriptions aux Tables

(Nous inscrirons désormais sous ce titre les souscriptions qui nous sont parvenues dans les huit derniers jours.)

1° **Souscriptions payées.** — M. D. vicaire à B. (Basses-Pyrénées). — M. G. curé de B. (Yonne). 5 francs pour les Tables, plus 13 fr. pour l'abonnement de 1890. — M. E. M. vicaire à T. (Manche). — M. B. curé à W. (Canada) pour deux abonnements. — M. G. curé à C. (Isère). — M. D. vicaire à B. (Basses-Pyrénées). — M. F. curé de S. (Jura).

2° **Souscriptions faites et non payées.** — M. V. curé à P. (Isère). — M. A. curé de T. aux G. (Meurthe-et-Moselle). — M. C. curé à St-H. (Gard). — M. T. vic. à P. (Finistère). — M. D. vicaire à U. (Basses-Pyrénées). — M. A. curé de P. (Corse). — M. L. curé à L. (Basses-Pyrénées). — M. D. curé à P. (Gers). — M. L. curé à R. (Haute-Marne). — M. A. curé de C. S. D. (Vaucluse). — M. M. vicaire à Ste-M. (Loire-Inférieure).

Paiements d'abonnements

M. P. vicaire à M. (Côtes-du-Nord). — M. L. professeur à S. P. (Hautes-Pyrénées). — M. H. curé à M. (Marne). — M. P. curé à V. (Pas-de-Calais). — M. R. curé à C. (Seine-et-Oise). — M. M. missionnaire à Nouméa. — M. L. vicaire à C. (Manche). — M. M. vicaire à C. (les-D. (Ain). — M. B. aumônier à L.-T. (Morbihan). — M. A. curé à O.-la-R. (Seine-et-Oise). — M. H. curé à B. (Nord). — M. Q. curé à M.-s-M. (Pas-de-Calais). — M. V. curé à T. (Pyrénées-Orientales). — M. D. vicaire à M. (Morbihan). — M. P. vicaire à M. (Côtes-du-Nord). — M. G. curé à C. (Yonne). — M. H. vicaire à C. (Belgique). — M. T. missionnaire à L. (Rhône). — Mme L. à L. (Meurthe-et-Moselle). — MM. V. et F. vicaires à Québec (Canada). — M. S. de O. à Bahia (Brésil). — M. P. secrétaire à l'ar. de B. — M. M. vicaire à Ste-M. (Loire-Inférieure), plus un volume 1880 et des numéros détachés.

M. L., curé à L. (Basses-Pyrénées). — 1° Il n'existe pas de marque, pour reconnaître d'une manière certaine, la pureté absolue d'un vin qu'on destine au saint sacrifice. La chimie moderne indique les moyens de fournir à un liquide et dans les proportions voulues tous les éléments constitutifs du vin naturel. Mais elle n'a pu jusqu'à présent trouver les moyens de distinguer d'une manière sûre si ces éléments, dont elle constate la présence dans un liquide, sont le résultat du travail régulier de la nature ou le fait de l'art du falsificateur.

De ce qu'un vin blanc gagne beaucoup en bouteilles ce n'est pas toujours une preuve qu'il est pur et naturel. C'est même quelquefois une raison sérieuse de soupçonner la pureté de ce vin.

2° Oui, il existe plusieurs traités pratiques. L'un des meilleurs est le Manuel Roret.

OCCASION

A VENDRE

UN BEL APPUI DE COMMUNION

en pierre blanche (style xv^e siècle)

S'adresser à M. le curé de N.-D. des Cordeliers, à Laval (Mayenne).

ÉTRENNES UTILES

LE

BRÉVIAIRE DES PIEUX LAIQUES

OU RECUEIL COMPLET DE PRIÈRES

A L'USAGE DES PERSONNES DU MONDE

1 volume relié, tranche dorée, franco 3 50
12 volumes rel., tr. dor. (le 13^e en plus), franco. 42 »

N. B. — Cet ouvrage est approuvé et recommandé par un grand nombre de NN. SS. les archevêques et évêques de France.

S'adresser à M. l'abbé NOURY, curé de Saint-Paterne (Indre-et-Loire).

GUÉRISON

RADICALE

DU

DIABÈTE

Par

la mixture

antidiabétique

de P. Martin. Avec

cette mixture le malade

n'est soumis à aucun régime;

il peut boire et manger ce qui lui

plaît. Il lui suffit d'en prendre 2 cuill.

à soupe mat. et soir, l'r. de la bout. 45 fr.

S'adr. à M. MARTIN, pharm., à Sarlat (Dordogne.)

Dépôt dans toutes les bonnes Pharmacies.

PRÉDICATION

POUR LE VINGT-QUATRIÈME ET DERNIER DIMANCHE
APRÈS LA PENTECOTE : HOMÉLIE SUR L'ÉVANGILE

(S. Matth. xxiv, 15-35.)

C'était trois jours avant sa mort. Après une journée passée dans le temple, et où Jésus avait multiplié les enseignements les plus graves, les plus propres à toucher des cœurs moins endurcis que ne l'étaient alors ceux de ses ennemis, le divin Maître songea à se retirer avec ses disciples. A ce moment, éclairé par les derniers rayons du soleil couchant, le temple apparaissait dans toute sa merveilleuse et éblouissante beauté. Les colonnes monumentales, les vastes portiques paraissaient avoir agrandi leurs proportions. Les terrasses s'élevaient comme une montagne de marbre blanc, entourant dans un cadre magnifique et portant la faite du Sanctuaire étincelant d'or. « Maître. s'écrie un des disciples, voyez; quelles pierres! quelle structure! — De tous ces grands bâtiments, se contente de répondre Jésus, il ne restera pas pierre sur pierre. »

La petite troupe était sortie du temple, et traversant l'étroite vallée du Cédron, avait gravi la colline des Oliviers. Au sommet Jésus s'assit et jeta un dernier regard sur la ville où il ne devait rentrer que pour mourir. Les disciples respectèrent d'abord le silence de leur Maître; mais bientôt, inquiets de ce qu'ils venaient d'entendre, quelques-uns se rapprochèrent : « Quand donc, interrogèrent-ils, toutes ces choses arriveront-elles. Quel sera le signe de votre avènement et de la consommation des siècles ? »

Dans la pensée des juifs et des apôtres, la ruine de Jérusalem ne devait avoir lieu que simultanément avec la ruine du monde entier. Voilà pourquoi leur question porte sur ces deux événements comme sur un fait unique. Cette conviction dont les esprits étaient pénétrés persista jusqu'à la destruction totale de Jérusalem et ne contribua pas peu à maintenir les premiers fidèles dans une attente continuelle et vigilante.

Jésus n'entreprit pas de dissiper cette confusion. Il évita même dans sa réponse ce qui n'était propre qu'à satisfaire une vaine curiosité, et tout son soin fut, en signalant les malheurs et surtout les dangers des derniers jours, de tenir en éveil la foi des disciples.

La réflexion de l'évangéliste : « Que celui qui lit ces choses, s'applique à les comprendre » nous révèle à la fois le sens profond et l'importance des paroles du Sauveur. Il n'est pas besoin d'insister pour que vous apportiez aujourd'hui une particulière attention à l'exposé du texte évangélique.

I

La tradition catholique est unanime à reconnaître dans les paroles du Sauveur deux prophéties distinctes, l'une relative à la ruine de Jérusa-

lem, l'autre à la fin du monde et au jugement dernier.

« Ce qui est propre à la désolation de Jérusalem, dit Bossuet résumant les travaux et les sentiments des Pères sur ce point, c'est que cette ville sera investie d'une armée; c'est que l'abomination de la désolation sera dans le lieu saint; c'est qu'alors on pourra encore prendre la fuite, et se sauver des maux qui menaceront Jérusalem; c'est que cette ville sera réduite à une famine prodigieuse, qui fait dire à notre Sauveur : *Malheur aux mères ! Malheur à celles qui nourrissent des enfants !* c'est que la colère de Dieu sera terrible sur ce peuple particulier, c'est-à-dire sur le peuple Juif : en sorte qu'il n'y aura jamais eu de désastre pareil au sien. C'est que ce peuple périra par l'épée, sera traîné en captivité par toutes les nations, et Jérusalem foulée aux pieds par les gentils. C'est que la ville et le temple seront détruits, et qu'il n'y restera pas pierre sur pierre. C'est que cette génération, celle où l'on était, ne passera point, que ces choses-ci ne soient accomplies, et que ceux qui vivent les verront. » (Méditations sur l'Evangile, 69^e jour).

Mais en outre la ruine de Jérusalem aussi bien que la fin du monde seront précédés de grands fléaux, d'une grande persécution de l'Eglise, d'une grande séduction.

Quarante ans plus tard, cette prophétie si précise, si terrible par les malheurs qu'elle annonçait, devait avoir sa complète réalisation. Bientôt après la mort du Sauveur un étrange mouvement s'empara des esprits; dans toute la Judée, jamais la séduction n'avait eu autant d'empire sur les masses, et l'on vit successivement et coup sur coup apparaître un grand nombre de faux prophètes. Les uns comme Teudas entraînaient les foules par de séduisantes promesses que l'événement ne tardait pas à démentir; d'autres comme Judas le Gaulonite poussaient le peuple à la révolte et à la sédition, en se faisant passer pour messies ou libérateurs d'Israël; d'autres encore, comme Simon le Magicien, multipliaient les prodiges et les signes trompeurs. Toutes ces agitations ne devaient pas rester sans effet. La rébellion quelque temps contenue, éclata sous Néron; aux bruits de guerre succéda la guerre elle-même et de tels troubles que les esprits clairvoyants y reconnurent les préludes d'une destruction finale.

Les troupes romaines ayant investi Jérusalem, un des partis qui divisaient la ville, s'empara du temple, le transforma en citadelle et y établit le siège de sa tyrannie. Non contents de remplir les portiques de combats et de sang, ils se jouèrent des fonctions saintes et avilirent le souverain pontificat. C'était introduire dans le lieu saint « l'abomination de la désolation » prédite par Jésus. A ce signe manifeste, ses disciples s'enfuirent avant que les portes de la ville fussent fermées et que les brigands campés à l'extérieur massacrasent ceux qui tentaient de sortir, avant que Titus, accourant en toute hâte, eût muré la

ville maudite pour en faire le tombeau de la Judée. La peste et la famine sévirent bientôt, famine si excessive qu'on vit des mères tuer, faire rôti et manger leurs enfants. En sept mois de temps, onze cent mille hommes périrent, et ceux qui ne passèrent point au fil de l'épée, furent emmenés et vendus comme esclaves sur tous les marchés du monde. Le temple, devenu la proie des flammes, avait été détruit de fond en comble et de cette cité, si brillante il ne restait plus qu'un amas informe de décombres.

Tel fut le châtimement de la ville déicide, châtimement, désastre si effroyable « que, jamais depuis le commencement du monde jusqu'à présent il n'y en eût, jamais il n'y en aura de semblable. »

Ah ! M. F., qui ne serait pas frappé, qui ne tremblerait devant de telles manifestations de la justice divine ? Cette justice peut paraître sommeiller pour un temps, laissant à l'homme le complet usage de sa liberté. Mais celui-ci, grâce à cette apparente inaction de la Providence oublie-t-il ses destinées et en vient-il à cet excès d'impiété d'oser nier et méconnaître les droits de la divinité, et, plein de la suffisance que lui donne le développement du luxe et du bien-être, brave-t-il avec une satanique audace les foudres du ciel suspendues sur sa tête : alors la vengeance divine éclate soudaine, inexorable, sans laisser aux coupables ni répit, ni recours, ni espérance de salut. Maintes fois, dans le cours des siècles, s'est affirmé ce juste jugement de Dieu à l'égard des peuples ; notre génération est trop tentée de l'oublier. Au lieu de reporter à l'auteur et au souverain Maître de la nature toute la gloire de ses découvertes et de ses merveilleuses inventions, elle ne prétend rien moins que faire de celles-ci des armes destinées à combattre et à détruire. s'il était possible, le règne de Dieu ici-bas. Orgueil révoltant, projets insensés qui ne peuvent manquer de tourner, dans un bref délai, à la confusion et à la ruine de ceux qui osent les former. Ayons plus d'humilité et de sagesse, et, si nous voulons nous préserver du fatal aveuglement, des dangereuses illusions qui font tant de victimes parmi les hommes à cette heure. vivons sans cesse dans la crainte du jugement de Dieu, jugement qui s'exerce parfois dès cette vie, jugement qui s'exercera surtout avec une implacable rigueur à la fin des temps.

II

L'annonce du jugement dernier, tel est l'objet de la seconde partie de la révélation faite par le Sauveur à ses apôtres. Non pas que certains détails relatifs à la ruine de Jérusalem ne puissent aussi se rapporter dans leur sens littéral à ce second avènement que Jésus semble avoir eu particulièrement en vue et dont le premier n'était qu'une image imparfaite et une figure. Ainsi l'ont toujours entendu les commentateurs, assignant comme préludes du grand cataclysme final des perturbations physiques plus effrayantes, des séductions plus redoutables et des persécutions plus violentes dont celles qui ont précédé la destruction

de Jérusalem ne sauraient nous donner une idée. Telle sera la violence de ces calamités, tel le danger qui en résultera, que, si leur durée n'était abrégée, pas une âme ne pourrait être sauvée. Dieu toutefois y mettra un terme en considération de ses élus. Mais encore cela serait-il insuffisant, et les élus eux-mêmes succomberaient-ils, si Dieu par une grâce spéciale, ne les assistait contre les séductions auxquelles ils seront exposés.

C'est alors que le Fils de Dieu apparaîtra dans tout l'éclat de sa gloire et de sa majesté. Comme l'éclair brille en Orient et court dans le même moment jusqu'à l'Occident, ainsi en sera-t-il de l'avènement de Jésus-Christ. La catastrophe finale sera donc soudaine et imprévue. Elle se produira, lorsque le monde sera le plus en sécurité ; la civilisation sera à son apogée, l'argent abondera sur les marchés, jamais les fonds publics n'auront été plus à la hausse. Il y aura des fêtes nationales, de grandes expositions ; l'humanité regorgeant d'une prospérité matérielle inouïe, n'aura plus d'espérance au ciel ; attachée exclusivement aux plus basses jouissances de la vie, elle dira comme l'avare de l'Evangile : Mon âme, tu as des biens pour de longues années, bois, mange, amuse-toi... Terrible sera le réveil ! Le soleil obscurci, la lune sans lumière, les étoiles sans consistance, les vertus du ciel ébranlées, tout l'univers en proie au plus étrange bouleversement, un bruit formidable produit par l'agitation des flots de la mer, est-il possible d'imaginer un ensemble plus saisissant d'objets de crainte et d'effroi.

Alors la croix, signe du Fils de l'homme, paraîtra dans les airs. Après avoir été un instrument d'ignominie et de salut sur le calvaire, un signe de contradiction pour tous les âges, elle apparaîtra, étincelante de gloire, comme le symbole de la victoire définitive et du triomphe du Christ sur les puissances infernales. Un immense gémissement, un cri de stupeur et d'angoisse s'élèvera de toutes les régions de la terre. Tous verront le Fils de Dieu s'avancant sur les nuées du ciel avec une grande puissance et une grande majesté. Et aussitôt ses anges par le son éclatant des trompettes et par des appels retentissants rassembleront les élus de tous les points de l'espace.

Tel sera le dernier instant de l'univers. Jésus a indiqué les signes qui l'annonceront aussi clairement que les feuilles du figuier, lorsqu'elles commencent à pousser, marquent la venue de l'été. Mais pour l'heure et le jour, loin de les fixer, il déclare que ni les anges dans le ciel, ni le Fils en tant qu'homme ne le savent ; c'est le secret du Père. La race juive toutefois ne doit pas finir avant que ces choses arrivent, et pour les chrétiens, ce qui importe, c'est de veiller, c'est de vivre dans l'attente du grand jour, en ayant soin d'être toujours prêts.

Tous ces événements se réaliseront, n'en doutons pas, il sont certains d'une certitude absolue, comme l'est Dieu lui-même, comme l'est son Esprit de vérité, qui n'est sujet à aucune erreur ni à

aucun changement : le ciel et la terre passeront, mais la parole de Dieu ne passera pas.

On peut affirmer, à la vérité, que tous, tant que nous sommes ici, nous aurons quitté ce bas monde avant d'être les témoins de cette grande scène de désolation et de ruine. Jésus-Christ pourtant a jugé utile que nous en soyons renseignés, parce que ces grandes vérités ne sont pas d'un ordre spéculatif, mais qu'elles sont destinées à exercer sur la conduite de notre vie des effets pratiques et immédiats.

Rien n'est plus propre, en effet, à nous convaincre de la vanité et du néant des choses de ce monde. En face de cette conclusion inévitable des choses humaines, toutes les entreprises colossales et les travaux merveilleux des hommes n'apparaissent que comme une fumée et sont des œuvres plus fragiles que la toile tissée par l'araignée, et qui, le plus souvent, n'a pas la durée d'un jour. Comment nous laisserions-nous arrêter et séduire par des biens et des espérances si trompeuses ? Comment pourrions-nous nous résigner à en faire l'unique objet de nos désirs et de nos préoccupations ?

La pensée du jugement n'est pas moins efficace pour nous inspirer une haute idée de la justice divine, pour nous faire éviter le péché, pour nous maintenir dans la voie du devoir et de la vertu. Saint Jérôme, dans sa grotte de Bethlém, croyait entendre la trompette du jugement éveillant les morts, et ses cheveux se hérissaient de crainte. sa chair et ses os tressaillaient d'un indicible frisson ; et il sentait croître en lui, l'énergie qui le poussait aux plus rudes austérités de la pénitence.

Heureux ceux qui auront ainsi entendu la parole divine et l'auront fidèlement gardée dans leur cœur ! Heureux ceux qui, se réveillant de leur sommeil, auront suivant la recommandation de l'apôtre, marché honnêtement et comme de jour ! Heureux ceux qui, comme les vierges sages, auront entrete nu soigneusement l'huile de leur lampe ; heureux les serviteurs fidèles, vigilants, toujours prêts à répondre à l'appel du Maître !

Ceux-là verront venir sans trouble l'heure du jugement ; parce qu'ils seront du nombre des prédestinés et que leurs noms seront inscrits au livre de vie. Puisse cette destinée être la nôtre.

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

La cure habituelle conservée au chapitre avec l'institution de vicaires-curés ne permet pas aux chanoines de faire les fonctions de curé et, en particulier, d'entendre à ce titre les confessions pendant les offices du chapitre sans subir les pointes.

S. AGATHÆ GOTHORUM

JURIUM PAROCHIALIUM

Die 16 Februarii 1889.

Sess. 24 cap. 13 De ref.

COMPENDIUM FACTI. Episcopus S Agathæ Gotho-

rum supplicibus litteris hæc ad S. C. C. deducebat, et ut definirentur poscebat : « In hac Santagathensi civitate plures extabant parœciæ, quæ per capitulum ejusque dignitates regebantur.

« Ad tollenda deinceps innumera incommoda Episcopus in s. Visitatione anno 1736, annuente universo capitulo, dictas parœciæ ad duas reduxit, facta conventione ut dictæ parœciæ alternatim conferrentur, una vice scilicet providente Episcopo, altera vice præsentante capitulo *salvis tamen ac firmis remanentibus juribus parochialibus, quæ fuerunt et sunt penes Capitulum.*

« Hac clausula innixi canonici, inter alia, 1. plerumque a choro se abstinentes in cappa ad confessionale se conferunt, relinquentes chorum desertum et prætendentes punctaturæ, non subjici, utpote curati.

« 2. Autumant confessionem auricularem sibi non ab Episcopo, sed a jure conferri, at proinde non posse hac facultate privari. »

DUBIA

I. *An canonici ecclesiæ confessiones sacramentales, quæ parochi valide et licite excipere possint in casu.*

II. *An iidem, confessiones sacramentales excipientes tempore divinorum officiorum, a punctaturis eximantur in casu.*

RESOLUTIO. Sacra C. Concilii, re cognita sub die 18 Februarii 1889, censuit respondere : « *Ad I et II firmo remanente favore Capituli jure tantum præsentandi, exercitium omnium jurium parochialium ultriusque parœciæ exclusive et independenter tribuendum esse respectivis rectoribus, per concursum eligendis et amplius.* »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Dans le numéro du 29 avril 1886, page 196, de l'*Ami du Clergé*, on demande si, à la procession de saint Marc et des Rogations, les invocations des litanies doivent être chantées deux fois, c'est-à-dire répétées par le chœur après avoir été chantées par deux clercs, ou bien s'il suffit que le chœur réponde *Miserere nobis, ora pro nobis, ... etc.*, à chaque invocation chantée par deux clercs.

L'*Ami du Clergé* répond que l'on ne doit pas répéter les invocations, et il s'appuie sur le décret suivant :

An litanie sanctorum in festo S. Marci et in feriis Rogationum recitari debeant cum repetitione ab obligatis ad officium divinum qui eas simul recitant vel in choro vel extra chorum. — S. C. R. respondit : In casu absque repetitione recitandas. (7 maii 1853).

Si ce décret doit être entendu du chant des litanies à la procession, comment interpréter le décret suivant :

An debeant, in festo S. Marci et triduo Rogationum, singuli litaniarum versus integre a cantoribus dici et a Clero repeti : vel sufficit ut ab illis inchoati ab hoc terminentur, ut hactenus factum est ?..

Resp. Affirmative ad primam partem ; negative ad secundam. (16 septembris 1865-5348).

Ce décret me paraît assez clair. On doit répéter chaque invocation, et il ne suffit pas que le chœur réponde au verset commencé par les chantes.

Le décret précédent ne peut donc viser que la *récita-*

tion privée des litanies, en dehors de la procession, pour ceux qui sont obligés au bréviaire.

Une solution nette sur ce point dans votre excellente revue contribuerait à ramener l'uniformité dans la pratique des différentes églises.

R. — Nous remercions le savant et illustre chanoine des éloges qu'il veut bien accorder à cette Revue, et nous lui répondons qu'il n'est pas toujours en notre pouvoir de trancher toutes les questions. Tout ce qu'on peut exiger de nous, c'est d'exposer clairement la matière en discussion, de faire connaître les rubriques, les décrets, les arguments des liturgistes, des théologiens et des canonistes; puis de tirer des conclusions légitimes. Mais ces conclusions ne peuvent pas toujours se résumer par ces mots : ceci est vrai, cela est faux.

Cette observation doit être rappelée particulièrement dans la présente question, relative à la manière de chanter les litanies dans les processions de saint Marc et des Rogations. Nous avons traité complètement, et, croyons-nous, clairement cette question en 1886, page 318. Nous y avons consacré plus de cinq colonnes.

Nous avons examiné successivement :

1^o Le Rituel et le Missel, ainsi que les anciens interprètes de ces livres, comme Gavantus, Guyet, Méral, Baruffaldi et Cataloni, et d'autres plus récents, comme l'auteur du Manuel des cérémonies romaines, M. l'abbé Favrel, de Herdt, le R. père Le Vavasseur, M. l'abbé Boissonnet (auteur du dictionnaire des Cérémonies et Rites sacrés, publié par M. l'abbé Migne) et M. l'abbé Bourbon.

2^o Le décret de 1865 pour l'église métropole de Saint-Jacques de Cuba, qui est si souvent rappelé par les liturgistes actuels.

3^o Enfin, la pratique la plus générale des églises.

Or, qu'avons-nous conclu ? D'abord, que le Rituel n'est pas clair. Ensuite, que le décret de 1865 pour Saint-Jacques de Cuba, bien que plus favorable à l'opinion qui veut que l'on répète intégralement chaque invocation, est cependant interprété en termes dubitatifs par une savante Revue liturgique; que les anciens auteurs ne sont pas d'accord, et que le plus grand nombre n'oblige pas à la répétition; que la pratique des églises n'est pas uniforme.

Fallait-il trancher la question ? Nous ne le pouvions pas alors.

Mais depuis trois à quatre ans, n'avons-nous pas de nouveaux éléments à présenter ? N'est-il pas survenu quelque lumière au milieu de cette obscurité ?

Oui : La difficulté que nous examinons a été présentée en 1887 aux *Ephémérides Liturgiques*. Or la savante Revue affirme que le doute qui pouvait exister autrefois parce que la rubrique du Rituel n'est pas aussi explicite relativement aux litanies des Rogations, que le Missel ne l'est pour les litanies du Samedi saint, a été enlevé par le décret de 1865 pour Cuba. Car, dit-elle, ce décret est clair, et c'est une interprétation authentique du

Rituel. Or il affirme qu'on doit répéter intégralement chaque verset. Donc on est obligé de le faire.

Ainsi raisonne la docte Revue pour le cas où l'on chante les litanies pendant la procession. Nous admettons bien volontiers cette solution.

Mais il reste à résoudre un autre cas qui nous a déjà été posé plusieurs fois. Qu'é devrait-on faire si la procession ne pouvait pas avoir lieu; soit pour une cause, soit pour une autre ? Ce cas n'est pas touché. Mais comme le Rituel et le décret pour Saint-Jacques de Cuba supposent une procession, nous pensons qu'on ne serait pas obligé de répéter les invocations, si l'on ne faisait pas la procession.

Q. — Dans votre numéro 29, p. 352, du 21 juillet 1887, vous dites que « rien ne peut empêcher un évêque de prescrire une invocation au Sacré-Cœur de Jésus, ou même au Saint-Cœur de Marie, dans les saluts du Saint-Sacrement, attendu que l'Eglise a reconnu ces dévotions. »

Cependant il est admis que les évêques n'ont aucun droit d'introduire dans les offices publics des prières nouvelles, qu'ils ne doivent prescrire que des prières extraites des livres liturgiques.

On a vu que pour ajouter aux litanies de la Sainte-Vierge une seule des invocations : *O Maria sine labe concepta* ou bien cette autre : *Regina sacratissimi Rosarii*, il a fallu pour chacune un décret du Souverain-Pontife, bien que ces dévotions fussent reconnues et approuvées par l'Eglise.

D'ailleurs vous avez reconnu en 1881, numéro 47, du 24 nov. 1881, p. 558, que les curés n'avaient pas ce droit d'introduire des prières nouvelles dans les offices publics; il semble que les évêques n'ont pas plus de pouvoir que MM. les curés sur ce point.

On cite un diocèse où cette pratique a été introduite depuis un an ou deux, et on ajoute qu'il y a une grande variété dans la manière de chanter ces invocations, et que les fidèles ne sont pas médiocrement surpris de ces bigarures.

R. — Notre érudit correspondant est trop sévère. Il n'est pas défendu aux évêques de prescrire une invocation au Sacré-Cœur de Jésus dans les saluts du Saint-Sacrement. On peut y ajouter aussi des prières en l'honneur de la Sainte-Vierge et des autres saints.

La preuve en est qu'on la pratique à Rome et dans toutes les églises de l'univers; que les auteurs de liturgie sont d'accord pour enseigner la licéité de ces prières et de ces chants.

Vous nous objectez que les évêques n'avaient pas le droit d'ajouter aux litanies de la Sainte-Vierge l'invocation : *Regina sine labe concepta*, ou bien cette autre : *Regina Sacratissimi Rosarii*.

Cela est vrai, et nous avons nous-même rappelé cette défense dans un des derniers numéros de l'*Ami du Clergé*. Mais il y a une grande différence entre les deux cas.

Dans l'un, il s'agit simplement de faire réciter ou chanter des prières.

Dans l'autre il s'agit d'ajouter quelque texte aux livres liturgiques, ce qui est formellement défendu par les Souverains-Pontifes. Autrement c'en serait fait de l'intégrité des livres liturgiques. Vainement les papes saint Pie V, Clément VIII et Urbain VIII auraient établi l'uniformité litur-

gique, s'il était loisible aux évêques de faire les additions qu'ils jugeraient opportunes. Aussi les Souverains-Pontifes se sont-ils montrés rigoureux sur ce point, condamnant à des peines sévères les Ordinaires, les vicaires généraux et les imprimeurs qui s'écartaient des exemplaires modèles imprimés à Rome :

« Nihil mutandum, addendum et detrahendum. » (Bulle de saint Pie V sur le Bréviaire.)

Or les mêmes défenses ont été portées plus tard pour tous les autres livres liturgiques. Et elles ont été confirmées le 7 avril 1832, le 16 mars 1833, le 26 avril 1834 et le 18 février 1843.

Après cela, on comprend comment la sacrée Congrégation des Rites défend d'ajouter quoi que ce soit aux litanies, attendu qu'elles sont contenues dans les livres liturgiques.

Q. — Dans notre diocèse la fête de l'Immaculée Conception est double de 1^{re} classe avec octave, parce qu'elle est la principale patronne du diocèse. Pourrait-on chanter une messe de *Requiem, corpore présente*.

1^o le samedi ;

2^o le dimanche, jour de la Translation de la solennité ?

Nota. — Anciennement cette fête était chômée dans le diocèse.

R. — Ad I. On enseigne communément qu'on ne le peut pas le jour de l'incidence. On se base sur une décision donnée en 1816 par la Sacrée Congrégation des Rites. L'évêque de Tuy, en Espagne, avait demandé si les fêtes de saint Jean-Baptiste, des apôtres saint Pierre et saint Paul, du titulaire, du patron principal du lieu, et de la Tous-saint n'excluaient pas la messe de *Requiem, corpore présente* :

La Sacrée Congrégation répondit simplement *Affirmative*. (7 septembre 1816).

Puisque l'Immaculée Conception est votre fête titulaire, vous ne pouvez dire une messe de *Requiem*.

Certes, il y aurait à discuter sur ce texte. On pourrait demander si cette fête incidente est célébrée avec grande solennité, ou non. Dans le premier cas, il ne pourrait y avoir aucun doute, parce que le Rituel prohibe ces messes, à raison de la grande célébrité du jour, *magna diei celebritas*. Si donc il y avait grande solennité, on ne pourrait pas célébrer la messe de *Requiem*. Le décret de 1816 supposait évidemment la solennité.

Si au contraire, la fête se célèbre sans solennité, ou sans grande solennité, il semble qu'on pourrait célébrer la messe de *Requiem, corpore présente*, car rien n'empêcherait cette messe de *Requiem*.

Mais le plus grand nombre des auteurs les prohibe ; et beaucoup d'*Ordos* suivent cet enseignement.

Nos lecteurs savent combien cette question a déjà soulevé de difficultés : et elles sont loin d'être résolues scientifiquement. Pour nous, le plus sage est de s'en tenir à la coutume, tant que le Saint-Siège n'aura pas tranché le cas.

Ad II. Quant à la seconde question, elle est plus facile à décider. On ne peut pas célébrer la messe de *Requiem, corpore présente*, par la raison que nous avons indiquée plus haut, *magna diei celebritas*. Sur ce point tous les liturgistes sont d'accord, aussi bien, croyons-nous, que toutes les églises.

Q. — Soumis à l'*Ami* deux cas qui, pour paraître chimériques, n'en sont pas moins certains :

1^o Nestor, chantre de la paroisse, se marie, divorce peu après, et vu la rareté des artistes de son espèce, continue ses fonctions cléricales. Un nouveau curé arrive et Nestor lui demande de bénir une nouvelle alliance sous prétexte qu'il n'a pas été dûment marié une première fois et voici comment. Pendant la vacance de la cure, le curé voisin chargé d'en prendre soin avait délégué un autre confrère pour marier Nestor, et celui-ci objecte avec raison qu'il n'en avait pas le droit. *Quid ?*

2^o Un autre divorcé deux ou trois fois revient à sa première femme. Mais les enfants nés de part et d'autre, que vont-ils devenir ? Et quelle sera la situation des deux réconciliés, en conscience ?

R. — Ad I. Le curé chargé par intérim de prendre soin de la paroisse avait parfaitement le droit de déléguer un autre confrère pour le mariage de Nestor. Celui-ci donc, s'il n'y a pas d'autres cas de nullité de son mariage, est et demeure bien marié avec la première femme. En conséquence le nouveau curé ne peut assister au second mariage, lequel, si on le tente, demeurera invalide.

Ad II. La situation des deux réconciliés redevient en conscience ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être ; elle redevient régulière. Mais les désordres auxquels leur divorce a donné lieu ont créé des situations inextricables aux enfants engendrés au dehors. Ceux qui leur ont donné le jour sont bien tenus solidairement des charges de leur éducation. Mais à qui seront-ils ? L'irrégularité de leur naissance leur crée partout une situation irrégulière, féconde, de quelque façon qu'on la règle, en difficultés de toute nature. Le cas échéant, il faudrait laisser faire les tribunaux, s'ils ont été saisis, ou les évènements qui ont toujours leur part en ces affaires épineuses, puis voir ce qu'exigerait la conscience dans ces circonstances déterminées. On conçoit que nous ne puissions faire toutes les hypothèses possibles.

Quant aux époux, entr'eux, revenus à la communauté de vie, ils ont retrouvé la situation régulière qu'ils n'auraient jamais dû abandonner. A la vérité ils ont l'un et l'autre à s'acquitter des charges qu'ils ont contractées envers leurs enfants adultérins ; mais se trouvant l'un et l'autre dans la même condition, ils n'auront aucun reproche à s'adresser. Quant à leurs unions adultères, les conséquences qu'elles auraient pu avoir au point de vue du devoir conjugal et de la séparation de corps, les torts étant égaux de part et d'autre, il y a compensation. D'ailleurs en se réunissant, ils se sont fait condonation de leurs torts respectifs.

Q. — Dans l'*Ami du Clergé*, n^o 34, 22 août et suivants, vous traitez de l'obligation qui pèse sur le prêtre, relativement à l'assistance des mourants ; je ne conteste point

la valeur des autorités sur lesquelles vous vous appuyez, pour démontrer votre thèse; rien n'est plus vrai que ce que vous dites à ce sujet; mais alors je suis pris de frayeurs non pas pour quelques prêtres seulement, mais pour la presque totalité des prêtres qui sont loin de s'acquitter de ce grand devoir; je n'en ai pas connu un seul qui se crût obligé d'assister les mourants, puisque de fait je n'en ai vu aucun leur donner son assistance; j'en ai vu beaucoup visitant plus ou moins souvent leurs malades, même après qu'ils avaient reçu les sacrements; mais quant à se trouver là, au moment du dernier soupir, la pratique générale des prêtres n'est nullement conforme au précepte; au reste, ici, est-il facile, est-il même possible d'exécuter la loi? Souvent, le moment de l'agonie n'est pas clair: l'agonie peut ne durer que cinq minutes, et elle peut durer huit et même quinze jours; j'ai vu plusieurs cas de ce genre; donc, quand les agonisants se trouvent dans des villages très éloignés, le curé pourrait y fixer son domicile; combien de fois une faiblesse qui paraît être la dernière est suivie de vingt autres, pendant une période assez longue; ceux qui ont fait la rubrique l'appliqueraient-ils eux-mêmes? J'en doute; et à Rome même, je me demande si au su des membres de la congrégation, les choses ne se passent pas comme chez nous. Pratiquement, en résumé, l'assistance régulière des mourants rencontre des difficultés insurmontables.

R. — Nous revenons volontiers sur cet important sujet, puisque vous nous y conviez, et nous allons essayer de répondre à votre triple objection que l'on peut ramener aux trois propositions suivantes: 1^o La plupart des curés ne se croient pas obligés à accomplir à la lettre les prescriptions du Rituel; — 2^o Il est d'ailleurs impossible de s'y conformer strictement: — 3^o Le fait-on à Rome?

1^o Qu'un grand nombre de curés, en France, ne voient qu'un conseil dans l'assistance des moribonds au moment de l'agonie, c'est un fait que vous n'êtes pas seul à constater. M. Marette, le traducteur de Frassinetti¹, proteste de toute son énergie contre ce préjugé qu'il appelle, avec raison, une routine abusive. Et qui sait, se demande le P. Valuy, si la mort subite qui frappe tant de prêtres n'est pas le juste châtement que Dieu leur inflige pour avoir négligé d'administrer et d'assister les malades. Mais les omissions, si nombreuses qu'elles soient, ne détruisent pas la loi, d'abord parce qu'on ne prescrit pas contre le droit naturel et divin, qui ne permet pas au pasteur d'abandonner ses ouailles quand elles ont le plus besoin de sa présence, ni contre les préceptes du Rituel. C'est bien le cas de répéter « *non quod fit, sed quid faciendum.* » Il y a quarante ans, tous les diocèses de France avaient un bréviaire particulier, malgré les condamnations formelles des Souverains Pontifes; ce qui n'empêchait pas ceux-ci de rappeler en toutes circonstances l'obligation de revenir à la liturgie romaine, et la loi de subsister dans toute son intégrité.

Et puis cette abstention est-elle aussi générale que vous le dites! Nous ne le pensons pas. Peut-être beaucoup de prêtres ne font pas complètement tout ce que nous avons réclamé; mais la plupart remplissent une partie au moins de leur devoir, la plus importante, croyons-nous; et c'est pour les

décider à accomplir le reste que nous avons cru utile d'accumuler les preuves de manière à renverser à l'avance toute objection sérieuse. Et de fait, que peut-on invoquer contre cet amas d'autorités, plus précises les unes que les autres? Rien, sinon la négligence.

2^o C'est impossible d'accomplir la loi, dites-vous. — Si on l'exagère à plaisir, oui; si on la prend dans ses justes limites, avec les explications que nous en avons données, d'après les décrets du Saint-Siège, non, assurément.

Et d'abord, *a priori*, est-il possible que les hommes éminents qui ont rédigé les rubriques du Rituel, que les Souverains Pontifes qui en ont pressé l'exécution, que les conciles, les synodes, les théologiens et les canonistes qui ont rappelé, défendu, expliqué cette loi, aient tous été dénués de sens commun au point de prescrire une chose irréalizable? Il s'est trouvé dans le nombre des hommes pratiques; les mêmes difficultés qui vous épouvantent aujourd'hui existaient à l'époque de la rédaction de ces rubriques, et cependant ils ont passé outre. — Une autre preuve que ce n'est pas impossible, c'est que cela se fait.

Partout ailleurs que dans certaines parties de la France, l'assistance des malades, au moment de l'agonie, est regardée comme une obligation rigoureuse pour un curé, qui la remplit par soi-même quand il est libre, et qui s'en décharge sur un autre prêtre en cas d'impossibilité. Dans certains pays, comme l'Italie, par exemple, les auteurs parlent à peine de l'existence de l'obligation, ce qui leur semble inutile; mais ils s'étendent longuement sur la manière de la remplir. C'est ce qu'a fait Frassinetti dans son *Manuel du jeune curé*. Aussi son traducteur, l'abbé Marette, insère en note l'observation suivante:

« La France remarquera sans doute avec quelque étonnement que l'auteur revient très souvent sur l'assistance des moribonds. Ce devoir pastoral est même pris si au sérieux, en Italie en particulier, que l'auteur, au lieu de s'attacher à en démontrer l'obligation incontestée, croit devoir prémunir contre l'abus opposé, celui de s'assujettir tellement au chevet des moribonds que le curé néglige ses autres fonctions. Que nous sommes loin, en France, d'avoir besoin d'être rappelés à la modération sous ce rapport, nous qui trop souvent, depuis 89, méconnaissions cette charge pastorale, ou n'y voyons qu'une simple recommandation de conseil¹. »

Le P. Mach, qui a écrit en Espagne et pour l'Espagne, dit aussi: « Toutes les fois que vous le pouvez, mes vénérables frères, assistez le malade durant le dernier combat; car il n'y a pas de ministère qui appartienne plus à un pasteur et à un père, ni d'occasion plus favorable pour s'insinuer dans le cœur des amis et des parents du défunt, et pour les gagner à Dieu². »

¹ *Manuel pratique du jeune curé*, p. 300.

¹ *Manuel pratique...* p. 300

² *Le trésor du prêtre*, t. II, éd. in-18, p. 254.

Pour la France, nous n'avons été ni les premiers, ni les seuls à rappeler cette grave obligation. C'est d'abord M. Marette, que nous avons déjà cité plusieurs fois, qui a pris à cœur les intérêts des mourants. « En attendant, dit-il, que je publie tout un livre que je prépare sur ce grave sujet depuis dix ans, et qui, je l'espère, portera la conviction dans tous les esprits, en dépit du préjugé contraire et d'une routine abusive, je donne ici un aperçu de cette question pratique si importante pour la bonne mort et le salut éternel. »

Le P. Lefebvre, de la compagnie de Jésus, s'adressant aux fidèles, leur dit : « Tâchez qu'il y ait (à l'heure de l'agonie) et jusqu'à la fin, un prêtre de Jésus-Christ, sa présence, sa prière, ses paroles, encouragent, fortifient, consolent. Si vous ne pouvez avoir ce bonheur, vous y suppléerez en priant vous-mêmes ¹. »

M. Sabathier expose les mêmes principes : « Tant que la vie dure et surtout quand le mal s'aggrave, le malade a besoin de son confesseur et il en a d'autant plus besoin que sa vie antérieure a été moins chrétienne. Dans ce moment décisif, le ministère du confesseur est éminemment utile ; il est obligatoire pour aider cette âme à se résigner à l'appel de Dieu et pour exciter en elle cette confiance et cette charité qui assurent son salut éternel. La S. C. du Concile a été appelée dernièrement à examiner s'il y a obligation grave pour les curés, pour les confesseurs d'assister les moribonds et de faire la recommandation de l'âme : elle a répondu : *Super adsistentia infirmorum standum esse præscriptionibus Ritualis romani, in reliquis consulat probatos auctores. Romæ, 23 martii 1878* ². »

Nous sera-t-il permis d'ajouter, vénéré confrère, que, employé comme vous au ministère pastoral depuis bientôt quinze ans, à la ville et à la campagne, nous n'avons pas rencontré, ordinairement du moins, les impossibilités que vous alléguiez, bien que nous nous fussions fait une règle de suivre à la lettre les prescriptions du Rituel, que l'occasion se présentant, nous rappelons aux autres.

3^o « Je me demande si, à Rome même, au sus des membres de la Congrégation, les choses ne se passent pas comme chez nous. »

Un canoniste fort érudit, qui a habité Rome longtemps, étudiant sur place l'administration diocésaine, écrivait, il y a trente ans, dans les *Analecta* :

« Ces obligations essentielles, la visite des malades et l'assistance des moribonds jusqu'à leur dernier soupir, les curés de Rome les remplissent avec un zèle infatigable. Il n'a pas été nécessaire de publier quelque loi spéciale pour les y obliger. Car le Rituel romain parle très clairement... Il ne permet pas qu'après avoir administré l'Extrême-

Onction le prêtre fasse la recommandation de l'âme si la mort n'est pas imminente ; mais il est tenu de retourner près du malade quand on l'avertit que la mort est proche ¹. »

Voilà ce que l'on faisait à Rome il y a trente ans. Aujourd'hui l'on y agit de même. Le P. Clément Marc, qui y écrivait ces années dernières ses *Institutiones morales*, rappelle en deux mots aux curés l'obligation d'observer exactement les prescriptions du Rituel relativement à la visite et à l'assistance des agonisants ; puis il trace les règles à suivre dans cette circonstance ; elles supposent la présence du prêtre jusqu'au moment de la mort.

« Cum ægrotus jam in ultimis versatur... sacerdos frequenter eum aqua benedicta aspergat, frequenter eum signo crucis muniat, et frequenter res sacras ei osculando porrigat. — Multas preces fundat simul cum adstantibus, nec consuetas ecclesiæ orationes recitare omittat... Quamdiu cum morte collectatio perdurat, iteret sanctos actus, hosque multiplicet et alta voce proferat, ita ut a moribundo audiri possint ². »

Berardi, qui est curé à Faenza, dans les Romagnes, dont toutes les décisions sont toujours marquées au coin d'une rare prudence, enseigne, dans un traité de *Parocho* publié en 1838, qu'il y a obligation pour le curé d'assister les moribonds. D'après lui, elle serait *sub gravi* (*supposita possibilitate*), dans trois cas : « 1^o Si parochus, administratis sacramentis, ex firma consuetudine semper infirmas desereret ; 2^o si moribundus esset fragilis, aut valde tentatus, et multo magis si confessionem adhuc facere non potuisset aut nolisset ; 3^o si infirmus valde turbaretur, eo quod parochus discrete vocatus advenire nollet, aut magnam illius incuriam ostenderet. »

Il trace ensuite des règles de conduite. Il se demande :

« Si, sacramentis administratis, mors adhuc valde distare videatur, vel si ipsa agonia nimis diuturna sit, tenetur ne parochus toto illo tempore apud infirmum die ac nocte manere ? — Negative ; imo praxis hujusmodi familiis generatim non placeret, aliis parociæ necessitatibus obsesset, et forsan gravioribus adhuc inconvenientibus occasionem præberet. Adde quod multi infirmi nimio terrore afficiuntur, si videant parochum ab eorum domo nunquam discedere, ejusque præsentiam non libenter ferunt.

« Interpolatæ brevesque visitationes ordinarie sufficere poterunt, rariores aut frequentiores juxta distantiam et alias curas ; speciatim vero juxta infirmi desiderium ; et maxime juxta spiritualem illius necessitatem, mortisque propinquitatem. Ruri præstat ut prope noctem hujusmodi infirmi semper visitentur. Si sacerdos in aliqua ex his visitationibus advertat mortem jam imminere tunc apud moribundum remanere, ejusque ani-

¹ *Manuel de l'association de la bonne mort*, p. 175.

² Sabathier. *Traité pratique de l'administration...* t. II, p. 335.

¹ *Analecta*, II, col. 2798.

² Cl. Marc, *Institutiones morales*, t. II, n. 1854.

mam Deo commendare debebit, sin minus, domum redire poterit¹. »

Nous ne prétendons pas prouver que l'assistance des moribonds est un ministère très agréable, mais simplement qu'elle n'est pas moralement impossible dans la majorité des cas. Il en coûte assurément de passer des heures auprès du lit d'un mourant, la nuit surtout ; mais si le devoir l'impose, il faut savoir s'y soumettre. Ne serons-nous pas bien contents, lorsque notre dernière heure sera venue, qu'un prêtre ami veille à nos côtés, dût-il y rester une nuit tout entière ? Ce que nous souhaitons, ce que nous demanderons pour nous un jour, sachons nous l'imposer pour les autres, nous rappelant la règle tracée par Notre-Seigneur : *Eadem mensura* ..

Q. — Comment expliquer cette double assertion des théologiens : *opinio ut extrinsece probabilis habenda est* :

1) *Quam absolute tenent ut veram quinquæ theologi insignes* ;

2) *Quam aliquis insignis theologus testatur esse probabilem*.

Il semble qu'une proposition offre plus de garantie quand elle est donnée comme certaine que si elle n'est donnée que comme probable. Pourquoi donc requiert-on plus de théologiens dans le 1^{er} cas que dans le 2^e ? C'est le contraire qui semblerait logique.

R. — Ces deux assertions, qui ont été émises par saint Alphonse, sont rapportées par le Père Marc avec de légères modifications qui font disparaître la difficulté² :

« *Probabilis (extrinsece) etiam plerumque censenda est sententia quam plures (saltem 5 aut 6) theologi probitate et iudicio insignes tradunt.* » — Gury a dit de même : « *Certo probabilis habenda est opinio... quam absolute tenent ut veram quinque aut sex theologi probitate, iudicio et scientia præstantes* »³. » C'est bien votre première proposition.

Pour la seconde, elle s'écarte et de la pensée et des termes du Père Marc. Il dit en effet : « *Probabilis censenda est sententia, quam aliquis magnus theologus testatur esse probabilem, quamvis ipse contrariam tanquam probabiliorum tradat.* » Ce n'est pas tout à fait ce que vous dites.

Il y a d'abord l'adjectif *magnus* que le Père Marc a bien soin de distinguer d'*insignis*. La preuve c'est que, quand il s'agit de théologiens *probitate et iudicio insignes*, il en exige cinq ou six pour établir une probabilité, tandis que, pour un théologien *magni nominis*, sa seule autorité suffit pour donner la probabilité à une opinion : « *Si tamen agatur de auctore gravi et magni nominis in Ecclesia, omnique exceptione majore, possumus, modo nihil doceat contra Scripturam vel communem Ecclesiæ sensum, illius opinionem tanquam probabilem sequi.* » Un peu plus bas, il

explique ce qu'il entend par ces grands théologiens : « *Magnus autem theologus æstimatur qui magna pollet auctoritate apud theologos, propter egregiam suam doctrinam, prudentiam et probitatem.* » On conçoit facilement que l'autorité de saint Alphonse, par exemple, qui donne une assertion comme certaine, suffise pour constituer une probabilité extrinsèque en faveur de cette doctrine.

Ensuite la fin de la phrase, *quamvis ipse contrariam tanquam probabiliorum tradat*, modifie un peu, à notre avis, le sens de la proposition. Vous dites : « *Opinio ut extrinsece probabilis habenda est quam aliquis insignis theologus testatur esse probabilem* ; » c'est donc l'assertion de ce théologien qui constitue la probabilité extrinsèque d'une opinion. Tandis que, dans la pensée du Père Marc, si nous comprenons bien son enseignement, il s'agit d'une proposition qui avait déjà une probabilité réelle, mais qui est combattue par un théologien de premier mérite. Bien que cet auteur préfère l'opinion opposée, qu'il la dise même plus probable, il ne juge cependant pas ses raisons assez puissantes pour enlever à l'autre opinion la probabilité dont elle jouissait. Son assertion ne vient que corroborer la probabilité qui repose d'ailleurs sur d'autres bases, mais elle ne l'établit pas.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Nous sommes dans l'embarras et, comme l'*Ami du Clergé* dont je suis le lecteur assidu, donne des solutions très justes, j'ai l'honneur de lui poser la question suivante :

Une famille dont l'un des membres a fait un legs pour une école de frères, peut-elle revendiquer ses droits au retrait de la somme, lorsque la communauté elle-même, par défaut de sujets, a retiré les frères ?

Pour vous faciliter la réponse à cette question, voici la copie de la délibération du conseil municipal :

« L'an 186... M. le maire expose que, par son testament du 12 décembre 18..., M^{me} la marquise D. a légué à sa commune de L. la somme de 15,000 fr. pour un établissement de frères... M. le maire est d'avis que le conseil doit accepter ce legs. Seulement, comme la somme léguée n'est pas suffisante pour fonder immédiatement l'établissement demandé par la testatrice, il désirerait que cette somme délivrée par l'exécuteur testamentaire fût placée sur l'Etat afin que les rentes accumulées et jointes au capital pussent, dans un temps donné, former la somme nécessaire au dit établissement... Le conseil municipal, après mûre délibération, « considérant 1^o que le legs fait par M^{me} D. est dans l'intérêt de la commune, l'accepte avec reconnaissance ; 2^o que le conseil tout en acceptant la somme léguée et la réservant aujourd'hui pour la fondation d'un établissement de frères dans la commune, n'entend cependant en aucune façon engager l'avenir, ne saurait accepter de quelque part qu'elle vienne aucune clause comminatoire, se réservant en tout sa liberté de vues et d'action et entendant également la réserver pour toute administration ultérieure qui pourrait exister dans la commune de L... »

Ceci étant bien posé, je crois devoir vous donner encore quelques explications. Le conseil municipal a toujours été favorable aux frères. L'école communale di-

¹ Berardi, de *Parocho*, p. 132, n. 508, 535.

² Clem. Marc. *Institutiones morales*, t. I, n. 63.

³ Gury Dumas, *Compendium*, t. I, n. 54. Sabetti *Compendium*, n. 47.

rigée par ces frères était prospère lorsque le supérieur, par défaut de sujets, les a retirés. Les revenus du capital servent soit à compléter le traitement d'un instituteur laïque, soit à payer différents travaux commandés par le conseil. Dans cette circonstance, la famille *désire* et *veut* poursuivre l'affaire, en a-t-elle le droit ? Sur quelle loi est fondé ce droit ? Et, en supposant qu'elle le revendique, a-t-elle chance de gagner ? — Je ne crois pas que le conseil municipal lui fasse grande opposition, à moins qu'il n'y soit contraint. — Inutile de vous dire que la volonté expresse de la testatrice en léguant les 15,000 fr. était que cette somme fût destinée et employée à fonder et à entretenir une école communale dirigée par des frères, comme cela ressort de son testament.

R. — Sans la délibération du conseil municipal et les réserves qu'elle contient, l'affaire ne présenterait pas la moindre difficulté. L'établissement déterminé par la testatrice ne pouvant, pour une raison ou pour une autre, subsister, le legs devient caduc et revient aux héritiers naturels. Mais les réserves du conseil municipal compliquent la situation ; car elles précèdent la délivrance du legs ; ce qui prouverait qu'elles étaient acceptées par la famille de la bienfaitrice.

Toute la question est donc de savoir le sens vrai de ces réserves. Le conseil voulait-il dire qu'il se réservait de pouvoir remplacer les frères par des instituteurs laïques tout en conservant le legs, ou en le rendant ? Nous ne nous permettrons pas de trancher la question ; mais nous reconnaissons qu'il vaudrait la peine de la soumettre aux tribunaux compétents, et nous ne pouvons qu'approuver les héritiers de la testatrice de chercher à faire rentrer une somme destinée à l'enseignement chrétien et qui, par des circonstances imprévues, servirait, au contraire, à l'enseignement irrégulier.

Q. — Voudriez-vous me dire ce que vous pensez de ma situation que je vais vous expliquer brièvement et avec clarté.

Nous avons voulu assainir notre église. Or, pour enlever les dalles et placer le parquet qui doit les remplacer, il a été nécessaire d'enlever aussi les saintes tables des chapelles.

Le moment de les remplacer étant venu, un quidam a proposé de ne plus les remettre, et, comme il occupe une certaine position par la fortune, le conseil de fabrique n'a pas osé lui faire opposition, il a, au contraire, embrassé et soutenu son opinion.

J'ai demandé que les saintes tables soient remises en place : 1° parce qu'elles y étaient auparavant et qu'il n'y a aucune raison de les enlever ; 2° parce qu'elles servaient à maintenir l'ordre, et 3° parce qu'elles étaient un ornement pour l'église et pour les chapelles. Je n'ai pu les gagner ni les persuader. J'ai fait valoir mes droits en leur disant qu'ils ne peuvent rien changer dans l'église contre l'avis du curé ; rien n'y a fait. Le curé pour eux n'est pas plus qu'un autre, il est peut-être moins.

Je demande donc :

1° Si le curé n'a pas le droit d'exiger que les choses soient remises en place ;

2° Si la fabrique peut s'y opposer et quels sont les droits respectifs des uns et des autres ;

3° Si le curé les faisait replacer et que la fabrique les fit enlever, *quid* ?

Je vous prie de motiver surtout votre réponse à la première question. Il me semble que je suis parfaitement dans mon droit et que la fabrique ne peut faire opposition.

R. — Les tables de communion ou balustrades font partie du mobilier de l'église bien qu'elles soient scellées dans le dallage du sanctuaire et dans les murs latéraux, absolument comme les autels, les chaires. Elles ne sont pas seulement un décor, mais bien un meuble nécessaire ou tout au moins de la plus haute convenance, puisqu'il sert à la réception d'un sacrement. On ne comprendrait pas une église sans un confessionnal, une chaire, une table de communion. Parce qu'elle fait partie du mobilier, c'est à la fabrique de la fournir et de la réparer, et conséquemment, elle peut être changée, déplacée et modifiée par le conseil de fabrique. Mais là s'arrête le pouvoir des fabriciens ; ils ne sauraient sans tomber dans l'arbitraire et dans l'absurde, pousser la prétention jusqu'à la supprimer. Leur pouvoir vis à vis de la table de communion est analogue à celui qu'ils ont vis à vis de la chaire, qu'ils peuvent également changer et modifier, mais ni plus ni moins ; par conséquent, ils ne sont pas plus libres de supprimer la table de communion que la chaire.

Le curé a deux manières d'empêcher cette mesure non moins bizarre qu'arbitraire ; d'abord, en faisant intervenir l'évêque diocésain qui interposera son autorité, sans appel sous ce rapport. Toute résistance à l'évêque de la part du conseil de fabrique sur ce point serait un cas de révocation du conseil tout entier ; ensuite en invoquant sa qualité de directeur du culte, sous l'autorité et le contrôle de l'évêque, dans son église, et son droit de police en vertu duquel il est maître absolu dans le choix des moyens pour assurer le bon ordre dans l'église, la distribution de la parole sainte et l'administration des sacrements.

Les conseillers dont il s'agit ici ne paraissent pas avoir la première notion de leur rôle dans le conseil de fabrique. Ils n'ont pas été créés et mis au monde pour détruire, mais pour entretenir ou pour améliorer. Se représente-t-on des administrateurs du temporel d'une église supprimant capricieusement la cloche qui, après tout, n'est pas d'une absolue nécessité, et, après la cloche, le clocher qui n'aurait plus sa raison d'être ? enlevant le dallage sans le remplacer ? Nous disons donc :

Ad 1^m. Le curé a le droit d'exiger que les tables de communion soient remises en place, d'en indiquer la hauteur, et même la forme, — nous ne disons pas le style, — pour le service auquel elles sont destinées et dont lui seul est juge, comme directeur du culte *pro tempore* et sous le contrôle de son évêque.

Ad 2^m. Comme il n'y a pas de droit contre le droit, les fabriciens ne peuvent pas s'opposer au placement des balustrades : ils ne peuvent que délibérer sur la dépense, au mieux des intérêts de la caisse fabricienne.

Ad 3^m. Si la fabrique les faisait enlever une fois remise en place, il s'exposerait à une révocation, et il ne faudrait pas balancer à la demander à l'évêque.

Q. — Deux prédicants arrivent dans une petite ville, se disent ministres protestants et réclament de M. le Maire diverses autorisations qui leur sont toutes refusées. Après leur départ, M. le Maire raconte que, s'ils lui avaient demandé de tenir une réunion publique dans un café, il n'aurait pas eu le droit de les en empêcher, pourvu qu'ils aient rempli toutes les formalités exigées par la loi. Il ajoute même avoir conseillé M. le Préfet par dépêche télégraphique et avoir reçu une réponse conforme à son idée. *Quid juris?*

R. — Le maire nous paraît avoir complètement raison. Comme chargé, par la loi, de la police municipale, les prédicants, comme les marchands et les industriels de toute sorte ont bien des autorisations à lui demander, et il peut les refuser sans même donner les motifs de son refus. Mais ce pouvoir ne va pas jusqu'à empêcher quelqu'un de bénéficier des lois de son pays. Or, ainsi qu'il l'a dit, il y a une loi favorisant les réunions publiques; et quand des citoyens invoquent cette loi, en se soumettant d'ailleurs aux conditions que cette loi exige, le maire ne peut pas les priver de leur droit, sans tomber dans l'arbitraire et s'exposer à une pénalité.

Q. — Consulté sur la place que doivent occuper le maire et le président du conseil de fabrique au banc d'œuvre, vous avez répondu dans un de vos numéros que le curé occupait la première place au milieu du banc; que le président se mettait à sa droite et le maire à sa gauche.

La place d'honneur est-elle bien au milieu du banc? N'est-elle pas plutôt à l'extrémité la plus rapprochée du maître-autel? et, dans ce cas, le curé ne devrait-il pas se placer au bout du banc, le président, le maire et les autres conseillers par rang d'ancienneté, se plaçant à la suite?

Ayant installé un banc d'œuvre dans notre nouvelle église, je désirerais connaître votre avis avant d'assigner à chacun la place qu'il doit occuper.

R. — Nous ne comprenons pas trop le genre de difficulté qu'on nous propose. Il n'y a que trois places de fixes pour les fabriciens en séance: celle du président qui est la première, celle du curé qui siège à droite et celle du maire qui siège à gauche. Les autres fabriciens peuvent être placés par rang d'âge ou d'ancienneté dans la fabrique, ou en raison de leur position dans la société. Rien n'est prescrit à ce sujet.

Mais en dehors des séances et dans l'église, dans ce qu'on appelle le *banc de l'œuvre* destiné aux administrateurs, l'article 21 du décret du 30 décembre 1809, prescrivant l'établissement de ce banc spécial, s'exprime ainsi:

... « Ces marguilliers (les marguilliers d'honneur) et tous les membres du conseil auront une place distinguée dans l'église; ce sera le banc de l'œuvre, il sera placé devant la chaire, autant que faire se pourra. Le curé ou desservant aura, dans ce banc, la première place, toutes les fois qu'il s'y trouvera pendant la prédication. »

Il y a donc ici, d'après la lettre et l'esprit de cet article, une modification de ce qui se passe dans les séances du conseil. Le curé passe de la seconde place à la première, et le président passe de la première à la seconde. Mais, que notre correspon-

dant veuille bien l'observer, si le curé se met à l'extrémité du banc, il n'y a pas de différence entre la situation à l'église et la situation en séance. Dans cette hypothèse, en effet, le président se trouve avoir toujours le curé d'un côté et le maire de l'autre. Bien plus, selon la situation du banc d'œuvre, il pourrait arriver que le curé se trouvât à la gauche du président, c'est-à-dire à une place inférieure à celle du maire.

Nous ne voyons pas comment, dans l'espèce, c'est-à-dire pendant la prédication, l'extrémité la plus rapprochée constituerait une place d'honneur. La place d'honneur est toujours centrale; la première après est à droite du centre, et la deuxième à gauche, ainsi de suite, comme à table, et dans toutes les assemblées où l'on observe la préséance. Est-ce que, quand Mgr l'évêque assiste à un sermon, il se place à l'extrémité d'un banc ou d'une tribune? Est-ce qu'il n'est pas toujours au centre, flanqué de son premier vicaire général à droite et du second vicaire général à gauche? Le curé, dans une paroisse, est le chef supérieur. Comme l'évêque, il doit occuper le centre; il met à sa droite le premier personnage du conseil qui est le président, et à sa gauche, le second personnage qui est le maire.

Q. — Je prie le rédacteur des questions de jurisprudence civile ecclésiastique de dire quel est le temps après lequel un mauvais payeur peut invoquer la prescription contre le trésorier de la fabrique lui réclamant devant les tribunaux les frais d'une sépulture.

R. — Quelques auteurs parlent de la prescription de six mois, comme celle relative aux traiteurs; d'autres, et c'est la généralité, admettent la prescription relative aux médecins qui est d'un an. Ceci est quelque peu laissé à l'équitable appréciation des juges de paix, qui ordinairement, sont favorables aux fabriques et n'admettent pas une aussi courte prescription.

VARIÉTÉS

ÉTUDE CANONIQUE SUR LA PRÉDICATION ENVISAGÉE COMME CHARGE PAROISSIALE

(Suite)

ART. II. *Quels jours les curés sont-ils tenus à prêcher?*

I. Le concile de Trente les énumère ainsi: « *Saltem omnibus dominicis et solemnibus diebus festis* ¹. » Ces expressions sont répétées, à peu de chose près, dans les diverses sessions où il est parlé de la prédication. Par *solemnibus diebus festis*, il faut entendre les fêtes de précepte, comme l'enseigne la S. Congrégation du Concile, dans la décision du 1^{er} avril 1876: « *Tenentur parochi diebus dominicis et festis de præcepto, populo*

¹ Sess. xxiv, cap. 4.

sermonem habere juxta concilii Tridentini præscriptionem. »

Les prédications pendant la semaine ne sont pas obligatoires, dans le temps de l'Avent et du Carême, en vertu d'une loi générale ; mais il dépend de l'évêque de les imposer, comme il dépend aussi de lui d'en imposer d'autres, lorsqu'il le jugera opportun : « Tempore autem jejuniæ, dit le concile de Trente, Quadragesimæ et Adventus Domini, quotidie, vel saltem tribus in hebdomada diebus, si ita oportere duxerint, sacras Scripturas divinamque legem annuntiant (Episcopo per parochos) ; et alias quotiescumque id opportune fieri posse judicaverint ¹. »

II. A quel moment doit-on prêcher ?

En règle ordinaire, la prédication doit avoir lieu pendant la messe paroissiale. C'est ce qu'indique le concile de Trente à la session xxii, c. 8, de *Sacrificio Missæ* : « Mandat sancta Synodus pastoribus et singulis curam animarum gerentibus, ut frequenter inter missarum celebrationem... ex iis quæ in missa leguntur exponant... diebus præsertim dominici et festis. »

Il y a plusieurs décisions de la S. Congrégation du Concile à ce sujet :

a) « Parochus tenetur diebus festis, in actu celebrationis missæ parochialis, ad evangelii explicationem ². »

b) « Parochus in ecclesia cathedrali tenetur in actu celebrationis missæ parochialis ad evangelii explicationem diebus festis, quibus Episcopus in cathedrali præsens esse debet ³. »

c) « Parochus seu rector ecclesiæ tam cathedralis quam parochialis tenetur per se ipsum explicare Dei evangelium inter missam parochialem diebus festis, etiamsi ista celebretur vel per suum substitutum, vel per alium sacerdotem ⁴. »

d) « Curatus hebdomarius sanctum Evangelium verbumque Dei in Missa populo annuntiare debet ⁵. »

La coutume contraire est même condamnée dans une décision du 8 août 1744, confirmée le 29 août de la même année.

« An canonici parochis singulis diebus festis teneatur sermonem habere ad populum post lectum in missa evangelium, vel potius servanda sit consuetudo explicandi evangelium post doctrinam christianam haberi solitam a paroco in ecclesia cathedrali in casu ?

« Resp. Affirmative ad primam partem, negative ad secundam ⁶. »

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers a traité la question dans la lettre suivante :

« Le supérieur des Oratoriens de Spolète vou-

draît que le curé de son église fût exempté de l'obligation d'expliquer l'évangile *inter missarum solemniam*, et autorisé à faire ces instructions après vêpres. Il semble d'abord qu'une demande de ce genre doit être rejetée, vu que le concile de Trente (sess. 22, c. 8, de *sacrificio missæ*), ordonne aux curés d'expliquer fréquemment *inter missarum celebrationem* quelque partie de la messe. Cependant un autre passage du concile de Trente (cap. 7, sess. 24, de *reformatione*), laisse la liberté d'annoncer la parole de Dieu pendant la messe ou les offices, *inter missarum solemniam, aut divinorum celebrationem*. La pratique n'étant pas la même dans tous les diocèses, et à cause des motifs exposés par le supérieur, la S. Congrégation permet que le curé de l'église des Oratoriens de Spolète soit dispensé de l'obligation d'expliquer l'évangile pendant la messe paroissiale, pourvu qu'il s'acquitte de ce devoir soit en personne, soit à l'aide de ses collègues après les vêpres, auxquelles assistent en grand nombre les fidèles des deux sexes. On n'entend point établir par cette dispense une règle générale pour les curés qui ne sont pas placés dans les mêmes circonstances que les Oratoriens. Rome, le 27 mars 1829 ¹. »

De fait, une coutume générale, qui remonte fort loin, a fixé la prédication au moment de la messe :

« Hic mos, dit le cardinal Bona, nunquam interrupta serie, ab initio Ecclesiæ usque ad nostra tempora, servatus est, ut proxime post evangelium sermo, sive homilia, sive tractatus ad populum haberetur ². »

Nous avons dit : *en règle ordinaire* ; parce que cette loi n'est pas si stricte qu'on ne puisse l'enfreindre quelquefois et intervertir l'ordre. Le concile de Trente lui-même le permet à la sess. xxiv, c. 7, de *Refor.* *Inter missarum solemniam, aut divinorum celebrationem*. Mais ces changements devraient être rares, afin de maintenir la loi générale posée par le concile et rappelée par les Congrégations romaines. Ils devront aussi être motivés par le bien des fidèles. La seule coutume ne suffirait pas à les rendre légitimes, comme nous l'avons vu par la décision de 1744.

« De regula ordinaria, dit Berardi, sermo ad populum intra missam parochialem fieri debet... Hoc tamen intelligendum, nisi major populi concursus (prout in amplioribus urbibus facile evenit) aliâ horâ, nempe post meridiem, haberi possit, ut sentit quoque cl. Berengo (l. c.). Ruri tamen hæc inversio difficile approbari poterit ; quamvis enim major concursus vespertinis horis haberetur, tamen ii, qui divini verbi audiendi necessitatem habent, aut non veniant aut durante concione extra Ecclesiam morantur ; ad missam autem (quum sub obligatione cadat) venire et intra ecclesiam stare coguntur ³. »

¹ Sess. xxiv, de *Refor.* c. iv.

² S. C. C. 11 janvier 1865, cité par Adone, *Synopsis canonico-liturgica*, p. 256, n. 967.

³ S. C. C. 15 mai 1865.

⁴ *Amer.*, Vis. SS. LL. 1781, § 2 et 3, cité par Zamboni, iv, p. 501.

⁵ *Neap. Jur. par.* 6 mart. 1700. Zamboni, id. 502.

⁶ Lucidi, de *Visitatione SS. LL.* t. i, p. 431, n. 317, cap. iii, § 9.

¹ *Analecta*, xii, p. 1127.

² *Rerum liturgicæ*, lib. 2, cap. 7, n. 7.

³ Berardi, *Praxis confessoriorum*, n. 751.

III. Combien de fois faut-il prêcher chaque dimanche ?

D'après le droit général, les curés ne sont tenus à prêcher qu'une fois chaque dimanche, et cela à la messe paroissiale, ou, en certains cas assez rares, à un autre office. Dans la plupart des églises, comme il n'y a qu'une seule messe le dimanche, celle-là est nécessairement la messe paroissiale... Dans les autres églises, sous le nom de messe paroissiale, il faut entendre celle où se fait le prône et les annonces. Dans beaucoup de diocèses, une loi synodale a déterminé la messe où se feraient les annonces et la prédication ; c'est ordinairement la première messe, parce qu'elle est généralement la plus fréquentée, surtout par les gens du peuple, dont l'instruction laisse ordinairement à désirer. Les Congrégations romaines et les théologiens conseillent au curé de fixer pour cette messe l'heure la plus commode pour la majorité de la population, eu égard aux habitudes des lieux : « Curandum est, dit Berardi, ut missa parochialis hora fixa et magis apta, in qua nempe major populi pars concurrere possit, celebretur ¹. »

Toutefois l'évêque peut imposer l'obligation de prêcher à différentes messes, lorsqu'il y en a plusieurs. Le concile de Trente, en effet, reconnaît aux évêques le droit de forcer les curés à annoncer la parole de Dieu « *quotiescumque id opportune fieri posse judicaverint* ². »

D'ailleurs les curés peuvent y être tenus en vertu d'une autre loi : celle qui leur impose l'obligation d'instruire, non seulement les enfants, mais toutes les personnes confiées à leur charge, qui sont dans l'ignorance. Assurément, ces personnes sont tenues de fréquenter la messe où se fait l'instruction, quand elles sont dans une ignorance réelle, ou bien d'assister au catéchisme que le curé doit faire chaque dimanche, indépendamment de la prédication de la messe. Mais s'il est possible, ou du moins fort difficile à ces personnes d'assister soit à la messe paroissiale, soit au catéchisme, le curé est tenu en conscience, sous peine de faute grave, de leur donner l'instruction au moment où elles sont libres. C'est ce qui arrive un peu pour les paroisses populeuses, où beaucoup de fidèles n'ont de libre le dimanche que l'instant où ils assisteront à la messe. Il faut donc profiter de ce moment pour leur faire entendre la parole de Dieu.

« Parochi, dit saint Alphonse, tenentur instructiones et conciones facere, quoad instructionem debent instruere et docere plebem mysteria fidei quæ sciri et credi debent et quæ necessaria sunt ad salutem... Itaque graviter peccat parochus, ut communiter DD. si per se, vel per alios idoneos (ipso legitime impedito) non curat ea docere, saltem quoad substantiam, suos subditos, pueros et adultos, qui ea ignorant... Imo, ait Lacroix, si adessent alii rudes qui adire ecclesiam nequeant,

quia custodiunt domum, aut greges, cum in gravi necessitate spirituali reperiuntur, debere parochum eo proficisci ad eos instruendos *cum tantocumque suo incommodo*, ut loquitur præfatus auctor. Saltem nos dicimus, cum hoc ei maximæ molestiæ futurum foret ob horum rudium multiplicitatem, curet saltem eos instruere tempore præcepti paschalis, aut cum accedunt ad suscipiendum sacramentum confirmationis aut ad contrahendum matrimonium ¹. »

Mais étant donné que la loi ne fit pas, en certains cas, une obligation rigoureuse d'annoncer la parole de Dieu, le zèle pour le salut des âmes déterminerait un grand nombre de curés à ne laisser passer aucune occasion favorable de prêcher. C'est ce qui se pratique en Belgique, au témoignage du P. Mach :

« Les Belges, si ingénieux et si féconds pour trouver des moyens et des industries qui aident à la sanctification des âmes, prêchent, non seulement tous les jours de fête, mais encore à toutes les messes, quand il n'y en a pas plus de trois. Et même dans les villes importantes où il y a un bon nombre de messes, ils font en sorte de surprendre le peuple en prêchant de temps en temps à celles où vont les moins dévots, avec l'espérance qu'il n'y aura pas de sermon. Et, pour mieux remplir cette grave obligation sans que leur santé ait à en souffrir, et sans que le confessionnal soit abandonné, ils prêchent à tour de rôle tous les dimanches. Aujourd'hui, par exemple, le curé donne un court sermon de vingt minutes aux trois messes, disant la première, afin de ne pas prêcher à jeun : le dimanche suivant, c'est un des vicaires qui fait la prédication et ainsi de suite. Les jours les plus solennels, quand il y a foule au confessionnal, si on est sûr que le soir beaucoup de monde assistera aux vêpres, on ne prêche pas le matin : le sermon est remis au soir, et il se fait avec plus de solennité et plus de développements ². »

Ce que cet auteur attribue à la Belgique, nous le voyons pratiquer en France dans la plupart des paroisses populeuses, où l'on fait régulièrement trois sermons chaque dimanche pendant les messes du matin.

(A suivre.)

¹ *Homo apostol.* Tract. VII, n. 35.

² *Le Trésor du prêtre*, t. II, p. 406, note. Ed. in-12 de 1874.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 13 novembris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le gérant : J. MAITRIER.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

¹ Berardi, *Praxis*, l. c.

² *Conc. Trid. Sess. XXIV, de Ref.* c. IV.

Librairie BLOUD & BARRAL

Rue de Madame, 4, et rue de Rennes, 59, Paris

VIENNENT DE PARAÎTRE

LES SPLENDEURS DE LA TERRE SAINTE, ses sanctuaires et leurs gardiens, par M. Sodar de Vaulx. Ouvrage honoré d'une *Lettre de Sa Sainteté Léon XIII*, dédié à S. E. le Cardinal Sanfelice, archevêque de Naples, approuvé par le R^{me} Bernardin de Portogruaro, ministre général des Franciscains, et par Mgr l'Evêque de Verdun. 1 très fort vol. in-8, de xx-547 pages, orné d'une carte de la Palestine en trois couleurs. Prix 6 fr.; *franco* 6 fr. 75

« Ce livre, vient d'écrire M. de Pontmartin dans la *Gazette de France*, doit être selon moi le *Manuel par excellence* de quiconque visitera la Terre-Sainte et de quiconque forcé de renoncer à cet admirable pèlerinage voudra s'en donner l'illusion. »

M. Louis Colin dans l'*Univers* du 15 octobre a consacré un article des plus élogieux aux *Splendeurs de la Terre-Sainte*.

LES TEMPS PRIMITIFS ET LES ORIGINES RELIGIEUSES, d'après la Bible et la Science, par M. l'abbé Thomas, vicaire général de Verdun, 2 vol. in-8. Prix : 8 fr.; *franco* 10 fr.

NOUVELLE DÉFENSE DE L'ÉGLISE, ou Réflexions sur quelques faits du jour. — Réponses. — Souvenirs, par M. l'abbé Charles Rossignol, 2^e série, 1 vol. in-8 jésus. Prix : 2 fr.; *franco* 2 fr. 25

A TRAVERS LA VIE, esquisse de la vie morale et sociale, par Gustave Coste, juge au tribunal de première instance de Chambéry. 1 vol. in-18 jésus. Prix : 1 fr. 50; *franco* 1 fr. 75.

LA VÉNÉRABLE MÈRE AGNÈS DE JÉSUS, de l'ordre de Saint-Dominique, par la Vicomtesse d'Ussel. 1 beau vol. in-8 écu de xxiv-356 pages. Prix : 2 fr. 50; *franco* 3 fr.

* **VIE DE SAINT VINCENT DE PAUL**, par M. J. B. Jeannin, ancien préfet des études au collège de Saint-Dizier. 1 vol. in-8. Prix : 4 fr.; *franco* 4 fr. 50

M. COGNAT, curé de Notre-Dame des Champs, sa vie, ses œuvres et ses écrits, par M. l'abbé A. Moser. 1 v. in-8 de 306 pages, orné d'un joli portrait. Prix, *franco* 6 fr.

FLEURS DES PETITS BOLLANDISTES

* **VIE DES SAINTS** pour tous les jours de l'année, par M. l'abbé Provost, ancien directeur, chanoine honoraire, curé-archiprêtre de Mortagne Ouvrage approuvé par Mgr Trégaro, évêque de Séez, 2 beaux vol. in-8. Prix : 8 fr.; *franco* 10 fr.

HISTOIRE DU GÉNÉRAL DE CHANZY, par J. M. Villefranche, auteur de *Pie IX* et de *Dom Bosco*. 1 beau vol. in-8. Prix : 4 fr.; *franco* 4 50

Grand capitaine et grand citoyen, Chanzy fut en outre un grand chrétien. Cet homme simple, taillé à l'antique, ne connut qu'une chose dans toutes les phases et sous tous les aspects de sa vie : faire son devoir.

* **BIOGRAPHIES DU XIX^e SIÈCLE**. Chaque série ou volume forme un tout complet et se vend séparément. Prix, *franco* 3 fr.

4^e série : *Georges Cadoudal*, par le commandant Grandin. — *Schiller*, par J. d'Aprieu. — *Théodore Aubanel*, par A. Ricard. — *J.-B. Dumas*, par René de Chazelles. — *Ferdinand IV* et *Marie-Caroline de Naples*, par Jacques de la Faye. — *Le cardinal de Bonnechose*, par le R. P. dom Piolin. — *Jules Michelet*, par A. Lepitre. — *Le général Moreau*, par E. Perret. 1 beau vol. in-8, orné de sept portraits *hors texte*.

* **HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE** sous le second Empire et la troisième République, par M. Jeanroy-Félix. 1 beau vol. in-8. Prix : 5 fr.; *franco* 5 50

Attendu avec impatience par le public lettré, ce quatrième et dernier volume complète la *Nouvelle histoire de la littérature française* du même auteur depuis la Révolution jusqu'à nos jours.

* **LE MOYEN-ÂGE** fut-il une époque de ténèbres et de servitude ? — Etudes, par M. Georges Romain. 1 vol. in-8. Prix : 4 fr.; *franco* 4 fr. 50

HISTOIRE ANECDOTIQUE DE LA FRANCE, par Ch. d'Héricault. 4^e série : L'ancien régime. 1 beau et fort vol. in-8, illustré de 8 gravures *hors texte*. Prix : 5 fr.; *franco* 5 fr. 50

* **AU PAYS D'ANNAM**, par Paul Antonini. 1 beau vol. in-8. Prix, *franco* 4 fr.

HISTOIRE DES PRIEURÉS DE L'ANCIEN CHÂPITRE NOBLE DE NEUVILLE-LES-DAMES, par Albert Bouchet. 1 vol. in-12. Prix, *franco* 3 50

ŒUVRES COMPLÈTES DE BOSSUET (Nouvelle édition des), avec sa vie, par le cardinal de Bausset. 12 beaux vol. grand in-8 jésus, à 2 col., papier vergé. Prix net 60 fr.

* **PRATIQUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CATÉCHISME** aux enfants qui n'ont pas encore fait leur première communion, nouvelle méthode pour donner la première instruction religieuse, par M. l'abbé A. Maudouit, curé-doyen de Ducey (Manche). Quatrième édition revue et augmentée (trois volumes au lieu de deux) de *réflexions morales*, de *conseils*, de *piété*, d'*histoires choisies* et appropriées à chaque sujet. Ouvrage approuvé par Mgr Germain, évêque de Coutances. 3 forts volumes in-12. Prix, *franco* 10 fr. 50

PRINCIPALES PUBLICATIONS

LA GAZETTE DU DIMANCHE, revue hebdomadaire illustrée (9^e année). Abonnement : France, 10 fr.; Europe, 13 fr.; hors d'Europe 15 fr.

Principaux collaborateurs : Général Ambert. — Charles d'Héricault. — Marquis A. de Ségur. — Commandant Grandin. — Le capitaine E. Perret. — Mgr A. Ricard. — Dom Piolin. — A. Rastoul. — A. Lepitre. — J.-M. Villefranche. — J. d'Arsac. — J. Guillermin. — C. de Beaulieu. — Aimé Giron. — V. Jeanroy-Félix. — Georges du Vallon. — M. Maryan. — S. Blandy. — G. d'Éthampes. — Etienne Marcel. — Vicomtesse de Pitray, née de Ségur, — etc., etc., etc.

Alerte comme le journal, instructive comme la revue, la *Gazette du Dimanche* s'adresse et convient spécialement aux pères de famille qui (pour eux-mêmes et

leurs enfants grands et petits), cherchent d'utiles, intéressantes et morales lectures sous une forme littéraire et soignée.

Envoi gratuit de numéros spécimens sur demande

VIE DE MONSEIGNEUR DARBOY, archevêque de Paris, par l'abbé J. Guillermin. 1 vol. in-8, orné d'un portrait. Prix : 4 fr.; *franco* 4 fr. 50

Ouvrage honoré d'une lettre du Saint-Père et de nombreuses approbations épiscopales.

COMPENDIUM MUSICALE ad usum clericorum, par Herman le Bel, maître de chapelle. 1 volume grand in-4. Prix : 10 fr.; *franco* en gare la plus proche 10 fr. 60

L'AURÉOLE SÉRAPHIQUE ou Vies des Saints et des Bienheureux de l'Ordre de Saint-François par le T. R. P. Léon, ex provincial des Franciscains de l'Observance. 2^e édition. 4 très forts vol. in-18 Jésus. Prix : 14 fr.; *franco* 16 fr.

Ouvrage approuvé et recommandé par le ministre général de tout l'Ordre des Frères-Mineurs de Saint-François.

VIE DES SAINTS ET DES BIENHEUREUX DE L'ORDRE DE SAINT-FRANÇOIS (Abrégé de l'Auréole séraphique), par le même. 1 très fort vol. in-18 Jésus. Prix, *franco* 4 fr.

LES ILLUSTRATIONS et les célébrités du dix-neuvième siècle. Chaque série (1 beau volume in-8, titre rouge et noir) forme un tout complet et se vend séparément. Prix, *franco* 4 fr.

Ces biographies, écrites par des littérateurs de talent, ayant tous fait leurs preuves, et la plupart ayant connu les personnages qu'ils mettent en scène, forment une étude des plus intéressantes sur *l'histoire contemporaine*.

C'est une des meilleures publications comme livres de fonds intéressants pour les bibliothèques paroissiales.

Douze volumes ou séries sont en vente. La liste des biographies *parues* est adressée GRATUITEMENT à toutes les personnes qui en feront la demande.

NOUVELLE HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE, depuis la Révolution jusqu'à nos jours. 4 beaux vol. in-8. Prix : 20 fr.; *franco* 22 fr.

Chaque volume ou série forme un tout complet et se vend séparément. Prix, 5 fr.; *franco* 5 fr. 50

1^{re} série : *Histoire de la littérature pendant la Révolution et le premier Empire.*

2^e série : *Pendant la Restauration.*

3^e série : *Sous la monarchie de juillet.*

4^e série : *Sous le second Empire et la troisième République.*

Cette *Nouvelle histoire de la littérature française* a été recommandée par l'*Univers*, le *Monde*, les *Etudes religieuses* des RR. PP. Jésuites, la *Bibliographie catholique*, etc., etc.

LA SALETTE, par I. Bertrand. 1 vol. in-8 écu. Prix : 4 fr.; *franco* 4 fr. 50

Ouvrage approuvé par NN. SS. les évêques de Grenoble et de Verdun.

LE PARFUM DE LOURDES, par M. Louis Colin. 1 vol. in-8 écu. Prix : 3 fr. 50; *franco*-poste 4 fr.

HISTOIRE ANECDOTIQUE DE LA FRANCE, par Ch. d'Héricault.

1^{re} série : *Les Origines du peuple français.*

2^e série : *Le Moyen-âge.*

3^e série : *La Renaissance.*

4^e série : *L'Ancien régime.*

Chaque volume (ou seul) orné de huit gravures HORS TEXTE forme un tout complet et se vend séparément. Prix : 5 fr.; *franco* 5 fr. 50

EN PRÉPARATION

LA RÉVOLUTION. 1 vol.

LA FRANCE CONTEMPORAINE. 1 vol.

HISTOIRE DE FRANCE RACONTÉE A MES ENFANTS, par E. de Moussac, avec introduction par M. le marquis A. de Ségur. 1 vol. gr. in-8 Jésus, orné de 162 belles gravures ou portraits; prix, broché, *franco*, 6 fr. 50; reliure toile, fers spéciaux, 9 fr.

Il existe une multiplicité d'histoires de notre pays et cependant il manquait une publication qui s'adressât plus particulièrement à la jeunesse. Cette lacune vient d'être très heureusement comblée par l'*Histoire de France racontée à mes enfants*, de E. de Moussac, ouvrage précédé d'une remarquable introduction par le marquis A. de Ségur, dont le nom seul est la meilleure recommandation auprès du public lettré. Quoique éditée avec luxe, cette belle publication reste, par son prix, à la portée des bourses les plus modestes; elle a sa place marquée sur la table de la famille.

RÉCITS MILITAIRES, par le général Ambert. Ouvrage couronné par l'Académie française, adopté par le Ministère de la guerre pour les bibliothèques de garnison.

1^{re} série : *L'Invasion.*

2^e série : *Après Sedan.*

3^e série : *La Loire et l'Est.*

4^e et dernière série : *Le Siège de Paris.*

Chaque série, 1 beau vol. in-8, orné de huit portraits hors texte, forme un tout absolument complet et se vend séparément. Prix : 5 fr.; *franco* 5 fr. 50.

VIE DE DOM BOSCO, par J.-M. Villefranche. 1 beau vol. in-8 (7^e édition). Prix : 4 fr.; *franco* 4 fr. 50

LES FAUTEUILS DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, par Prosper Vedrenne. 4 beaux et forts vol. in-8 ornés de quarante beaux portraits hors texte. Prix : 20 fr.; *franco* 22 fr.

« Nous venons de lire, a écrit Mgr Ricard, la plupart de ces notices, érudites et neuves de forme, écrites avec un rare brio, qui exclut la sécheresse et la monotonie, deux écueils en pareille promenade à travers nos trois grands siècles littéraires, car, il faut le répéter sans se lasser, l'histoire de notre grande et belle littérature française, c'est l'histoire même de l'Académie.

« M. Vedrenne écrit surtout pour la jeunesse lettrée. Il y a très bien réussi vraiment. On sent que l'auteur aime les jeunes gens, les connaît pour les avoir pratiqués, et les dirige, en tenant compte des infirmités comme des côtés généreux de l'adolescence. C'est dire que toutes ces pages peuvent être parcourues sans danger, et qu'elles sont irréprochables au double point de vue de la morale et de l'orthodoxie. »

PRÆLECTIONES THEOLOGICÆ DOGMATICÆ ad methodum scholasticam redactæ quam habet in seminario bisuntino, Dubillard, doctor in S. Theologia, hujus seminarii superior et RR. Archiepiscopi Bisuntini vicarius generalis Præhabitis et plurimum conferentibus in dogmatica speciali tractatibus theologicis A. R. P. Hilarii, Parisiensis, Ord. F. F. Min. Cap., 4 vol. in-8. Prix des 4 volumes, *franco* 20 fr.

Dès son apparition, cet ouvrage a été adopté dans plusieurs grands séminaires. Ajoutons qu'il sera, par son plan comme par sa rédaction neuve, claire et précise, de la plus grande utilité pour les matières à traiter par les Conférences ecclésiastiques.

APOLOGIE DU CHRISTIANISME, par Franz Hettinger. Traduction de l'allemand par M. Julien Lalobe de Felcourt, et M. J. B. Jeannin, préfet des études au collège de l'Immaculée-Conception de Saint-Dizier. 2^e édition revue et considérablement augmentée suivant la nouvelle édition allemande. 5 beaux volumes in-8 carré, sur papier vergé. Prix, *franco* 25 fr.

NOTA. — *Envoi du catalogue complet* SUR DEMANDE à MM. BLOUET et BARRAL, 4, rue Madame, à Paris.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 47

PRÉDICATION : Pour le premier dimanche de l'Avent : homélie sur l'Evangile.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Autorisation d'employer l'excédent des revenus d'une fondation.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Qu'entend-on par messe solennelle ? par messe votive, votive privée, votive solennelle ? Chanté-on le Credo à une messe de mariage célébrée pendant l'octave de la fête patronale ? — Quand il y a plus de trois oraisons prescrites, doit-on les

dire toutes ? peut-on en ajouter ? — Une dame infirme est-elle obligée d'assister à la messe si elle ne peut s'y rendre qu'en calèche ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Comment faire pour obtenir une nouvelle allocation de l'Etat pour l'achèvement d'une église, l'administration ayant déclaré qu'elle ne donnerait rien pour les voûtes ?

VARIÉTÉS : La Prédication envisagée comme charge paroissiale. Existence de la loi (suite).

COURRIER DES LIVRES

LACORDAIRE, ORATEUR

IV

Comment fut accueillie cette éloquence d'un genre nouveau qui tranchait sur le convenu adopté jusque là, qui n'avait rien de scolastique ni de didactique, rien de trivial non plus, mais ça et là je ne sais quelle familiarité sublime, qui ne descendait pas vers l'auditoire, mais l'élevait et l'attirait jusqu'à soi.

Elle devait être et elle fut un signal de contradiction. Mgr de Quélen félicita chaudement le jeune orateur le 26 avril 1835, en terminant la station. Il fit l'éloge de « cet excellent et fidèle ami qui faisait, dit-il, la joie et la consolation de son cœur, » puis il ajouta pour fermer la bouche à toute malveillance : « Dieu vous a départi la piété, l'éloquence, et plus encore cette vertu qui fait les prêtres : l'obéissance. » Et le même jour il le nommait chanoine honoraire du chapitre de Notre-Dame, « pour le rapprocher de lui davantage, » disait-il dans une lettre charmante : « Par la puissance de la parole, vous avez déjà pris en quelque sorte possession de la vaste nef de la métropole, son chœur et son sanctuaire vous seront ouverts par les provisions que je joins ici. »

Mais les envieux, les ennemis ne désarmaient pas. Ils trouvaient cette éloquence révolutionnaire et prétendaient n'y voir que des réminiscences des erreurs libérales des journalistes de l'*Avenir*. Les hommes du gouvernement de juillet le regar-

daient comme un carliste ; les carlistes, comme un démocrate. Mgr de Quélen lui-même se prit à douter. A force d'entendre dire du mal d'un innocent on finit toujours par en croire quelque chose.

Toutefois l'abbé Lacordaire reprit ses conférences en 1836, et il trouva chez ses auditeurs la même faveur, le même concours. Il continua pourtant de trancher dans le vif de leurs préjugés et de leurs passions. Il avait affirmé les droits de l'Eglise de propager la vérité et par conséquent son droit à la liberté afin d'accomplir sa mission. Il avait dit : « Deux esprits poursuivent toujours l'Eglise ; l'esprit de domination et l'esprit de licence. »

« L'Eglise est envoyée comme une maîtresse » et non comme une esclave. Elle a le droit de lier et de délier. La première des peines divines qu'elle impose, c'est l'aveu. Vous direz si vous voulez que la confession est une folie. « Eh bien ! Messieurs, cette folie a prévalu. Et remarquez, je vous prie, qu'à tout moment, dans le christianisme, nous ne trouvons que cela des folies, et ces folies nous les justifions devant vous, vous, l'élite de ce siècle, et vous les écoutez, et vous dites : Pourtant cela est beau. » La seconde c'est l'excommunication. « Il faut être tolérant, mais non pas tolérant jusqu'à l'ignominie. »

« Si la société civile veut défendre la vérité, c'est-à-dire empêcher la violence de la troubler dans ses effets de persuasion, c'est son devoir : si elle veut aller plus loin, et faire de la vérité la loi fondamentale de l'Etat, c'est son droit. » — Ici percent ses idées libérales où plutôt les idées convenues de l'époque. Il est étonnant que lui, dont l'esprit supérieur n'aimait ni les lieux communs, ni les sentiers battus, n'ait pu affirmer la thèse catholique avec toutes ses conclusions. Mais quel est

l'homme, fût-il Bossuet, qui n'ait fait de déplorables concessions à son siècle ?

Il avait conclu que « les armes de la vérité c'est la persuasion, celles de l'erreur, la force. » — « S'il est un dogme historique, c'est que l'erreur est persécutrice. »

En 1836 il entreprend de montrer la source de la doctrine de l'Eglise : « Le temps a fait un pas, il vous ramène devant cette chaire que vous avez entourée de tant d'assiduité. Puisse-t-il avoir épargné dans votre mémoire les vérités que nous vous avons annoncées ! »

Il établit « que la doctrine de l'Eglise a pour objet le mystère du bien et du mal, et que, considérée dans sa forme, c'est-à-dire dans sa manière de saisir son objet, elle est tout ensemble une science et une foi. Une science, parce que le témoignage de Dieu sur lequel elle est fondée est du domaine de l'évidence et de la démonstration : une foi parce que ce même témoignage porte sur des choses infiniment cachées à la vue de notre esprit.

« Si cette doctrine n'était qu'une science elle n'aurait pas d'autre source que la nature et la raison. Mais réunissant aux conditions et aux prérogatives de la science les conditions et les prérogatives de la foi, elle puise aussi et principalement ses données dans la Tradition et l'Ecriture, dépositaires du témoignage divin.

Il expose donc ce que c'est que la *Tradition* et l'*Ecriture, extérieures* à l'homme. La *Tradition* « contemporaine de la parole » et qui la transmet à ceux qui ne l'ont pas entendue. Pour que cette parole se garde intacte, « la Providence a rassemblé les vérités qu'elle contenait dans un symbole facile à retenir, universel et perpétuel : le sacrifice. Elle a confié ensuite ce symbole du sacrifice, avec les vérités qu'il renferme, d'abord au genre humain dans la personne des patriarches, puis à un peuple miraculeux, puis enfin à l'Eglise catholique. »

La parole est fixée aussi par l'*Ecriture* dans les livres sacrés.

Viennent ensuite la *raison* et la *foi*, lumières *intérieures* qui éclairent l'âme.

« La raison venant de Dieu doit être d'accord avec le témoignage divin renfermé dans la Tradition et l'Ecriture, sans quoi la lumière serait en contradiction avec la lumière, et Dieu avec lui-même.

« La raison humaine à l'état d'enfance s'oppose à Dieu : à l'état viril elle le reconnaît et l'adore. Arrivez à cet état viril, Messieurs, à l'âge du Christ. Ne soyez pas jusqu'à la tombe comme ces Grecs spirituels, mais toujours jeunes, desquels on disait à Solon, lorsqu'il visitait les sanctuaires de l'Egypte : « O Solon ! Solon ! vous autres Grecs, « vous n'êtes que des enfants, car vous n'avez pas « de science blanchie par le temps ! » Le temps même ne suffit pas pour blanchir la science : la vertu seule y arrive avec l'aide de l'éternité. »

Mais si la raison peut bien prouver l'existence de Dieu, saura-t-elle pénétrer jusqu'à l'essence divine ? Nullement. Qui donc la verra ? La foi.

Or, comment avoir la foi ? La foi c'est un acte d'intelligence, puis un acte de volonté. Un acte d'intelligence. « L'homme ne possède pas plus par lui-même les idées divines que les idées naturelles. » La mère fait naître et développe celles-ci. L'Eglise celles-là dans l'esprit. C'est pourquoi vous qui n'avez reçu que les premières, vous ne comprenez pas les secondes. « Ainsi, Messieurs, voici une idée divine : « Bienheureux ceux qui pleurent ! » Aucun sage ne l'avait eue ; aucun ne l'avait exprimée : c'est une idée folle au premier coup d'œil. Cependant elle est de la dernière lucidité pour les vrais chrétiens, et elle a tari plus de larmes que les livres des philosophes ensemble

n'en ont séché. Je conviens cependant qu'elle est obscure pour vous. Comment cela ?... Pardonnez-moi de vous le dire, vous êtes les sourds-muets de l'ordre divin. »

Un acte de *volonté*. Comment excite-t-on en soi l'amour naturel ? En se mettant en rapport avec les créatures. « On aime la lumière parce qu'on communique avec elle par les yeux. » Mettez-vous donc en rapport avec la vérité divine. « Si vous pouviez aimer, vous pourriez croire. »

Telles sont les grandes lignes de ces belles conférences où l'éloquence le dispute à la netteté, à la logique, à la clarté.

Il termine en développant cette parole : « Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté ! » et en adjurant ses auditeurs de *prier* pour obtenir la foi. Paix à tous, aux charbonniers comme aux rois. « La raison du charbonnier vaut celle de Newton, et tel paysan qui coupait le bois dans la forêt de Versailles avait sur les choses divines des illuminations aussi profondes que celles de Bossuet, étonnant de son éloquence et de sa doctrine la cour de Louis XIV. » Oui, au jour du jugement, il viendra de ces charbonniers, en sabots et en sarrau, qui auront eu plus de foi et de lumières que des théologiens, parce que l'amour va plus loin que l'intelligence, et que quand l'âme y consent, la vérité l'emporte avec elle, comme l'aigle prend ses petits sur son dos et les mène au soleil. »

Maintenant faites violence à Dieu. « Messieurs, quand Achille eût tué Hector et l'eût trainé sept fois autour de la ville assiégée, le soir, au seuil de sa tente, un vieillard désarmé se présenta. C'était Priam. Il venait redemander à l'impitoyable vainqueur le corps meurtri de son fils, et, lui ayant baisé la main, il lui dit : « Juge de la grandeur de mon malheur, puisque je baise la main qui a tué mon fils ! » Achille pleura et rendit le corps de son ennemi. Quelle était la puissance qui avait brisé ce cœur farouche ? Quel charme avait triomphé de lui ? Cette puissance, ce charme, c'était la prière. Si la force n'avait pas rencontré quelque part une barrière pour l'arrêter, s'il n'y avait eu ici-bas que la force contre la force, c'en était fait des petits et des malheureux. Dieu devait à la faiblesse et au malheur une arme qui fit tomber l'épée, calmât la colère, éteignit l'injure, réparât l'inégalité du sort. Il leur a donné la prière. La prière est la reine du monde. Couverte d'humbles habits, le front baissé, la main tendue, elle protège l'univers de sa majesté suppliante. Elle va sans cesse du cœur du faible au cœur du fort, et plus sa plainte s'élève de bas, plus le trône où elle arrive est grand, plus son empire est assuré. Si un insecte pouvait nous prier quand nous allons marcher dessus, sa prière nous toucherait d'une immense compassion ; et comme rien n'est plus haut que Dieu, nulle prière n'est plus victorieuse que celle qui monte vers lui. »

Voilà, certes, de grandes pensées, de magnifiques mouvements. Aussi quelle impression produisait sur son auditoire sceptique peut-être, mais instruit, élevé, et nullement indifférent, cette forme neuve, que plusieurs trouvaient brutale parce qu'elle ne dédaignait pas « les sabots et le sarrau du charbonnier » — cette mise en scène splendide des grands personnages de l'antiquité ! Nous ne saurions nous en faire une idée. On était encore en pleine querelle des classiques et des romantiques. Ceux-ci n'étaient point en faveur, et naturellement on plaçait dans leurs rangs l'abbé Lacordaire, qui manifestement ne connaissait et ne voulait connaître que Dieu et l'Eglise. Cependant les écriailleries en vieuses avaient prévalu, et ce n'est pas sans un serrement de cœur que les auditeurs de la

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICTION

POUR LE PREMIER DIMANCHE DE L'AVEÏT : HOMÉLIE
SUR L'ÉVANGILE

(S. Luc, xxi, 25-33.)

Déjà la fête de Noël sourit à vos cœurs, et vous apparaît avec son cortège de joies, de consolations, d'enseignements aussi précieux que variés. Ces quatre semaines qui nous en séparent et qui se apportent toutes à une même et unique pensée, l'avènement prochain du Sauveur, ces jours d'attente qui en prolongeant les désirs, en accroissent l'ardeur et les font arriver à une sorte de pieuse et vive impatience, tout est fait pour réveiller dans les âmes le sentiment de la foi et des saintes espérances. Noël ! mot mystérieux qui projette tant de lumières sur les desseins de la Providence, mot magique qui invoque tant de souvenirs doux et fortifiants, mot d'une saveur exquise et qui exhale les plus purs parfums, les plus suaves inspirations de la piété chrétienne. Noël ! mais que vous dirai-je qui puisse rendre tout ce que ce nom béni vous rappelle d'heureux, d'attendrissant, de vraiment céleste et divin ? Et pourtant, c'est quand ce nom monte à toutes les lèvres et fait palpiter tous les cœurs, même les plus froids et les plus insensibles, que l'Eglise nous remet devant les yeux l'effrayant spectacle du jugement dernier, de ce second avènement du Fils de Dieu si différent du premier.

Nous nous efforcerons, dans cette instruction, de rechercher le but supérieur et éminemment pratique que s'est proposée en cela la sage directrice de nos âmes, et d'élever nos pensées et nos résolutions à la hauteur des mystères qu'elle nous invite à méditer.

I

C'est une remarque, qui sera éternellement vraie, l'homme et le chrétien lui-même est retenu dans l'éloignement du vice surtout par la crainte de la justice et la perspective des châtiements qui lui sont réservés, s'il devient prévaricateur, s'il ne sait pas résister aux faciles entraînements de l'erreur, aux séductions du monde et des passions. « La crainte de Dieu est le commencement de la sagesse. » Quiconque n'affermir pas sur ce fondement l'édifice de sa sanctification, est menacé d'une ruine prompte et complète. Il est, selon la comparaison de Notre-Seigneur, comme celui qui voulant bâtir une maison, ne prend pas la peine d'établir sa construction sur des fondations profondes, mais la pose simplement sur le sable. Un ouragan arrive, le vent se déchaîne, culbuté et emporte tout.

Pourquoi sommes-nous aujourd'hui les témoins attristés de tant de défaillances, de lâchetés, de coupables défections ? Pourquoi un si grand nombre de chrétiens vivent-ils dans une indifférence qui étonne, à l'égard des devoirs les plus essentiels de la religion ? Pourquoi voyons-nous les infractions à la loi de Dieu, les péchés et les

crimes se multiplier de jour en jour, et la pénitence se faire de plus en plus rare ?

N'en cherchez pas la raison ailleurs que dans l'oubli où les âmes vivent plongées, de la justice de Dieu, que dans l'absence de cette crainte salutaire, seul rempart assez puissant contre le choc des ennemis de notre salut.

L'Eglise veut que ses enfants songent sans cesse à leurs fins dernières ; et c'est pour cela qu'elle leur rappelle si souvent, et surtout au commencement et à la fin de l'année, le souvenir du dernier jugement, jugement dont les sentences seront sans appel et fixeront à jamais les destinées futures de l'humanité. Elle sait, dans sa prévoyante sagesse, que si le spectacle des maux qui précéderont cet événement, et des circonstances qui l'accompagneront, ne s'efface pas des esprits, les tentations seront moins violentes, les chutes moins multipliées, les actes de vertus plus fréquents et plus soutenus. *Memorare novissima tua et in æternum non peccabis.* (Eccli. vii, 40.)

S'il faut chercher encore une autre justification du choix que l'Eglise a fait pour le dimanche, de l'extrait évangélique se rapportant à la fin du monde et au jugement dernier, ne pouvons-nous pas la trouver dans la nature même du mystère qui est l'objet des touchantes fêtes de la Noël chrétienne. Ce premier avènement du Fils de Dieu dont l'anniversaire est célébré chaque année avec des démonstrations particulières de joie et de sainte allégresse, fut un avènement tout de miséricorde. C'est sa délivrance et sa rédemption, c'est l'aurore d'une ère de liberté et de grâce, que le monde célèbre au milieu des transports d'une reconnaissance toujours aussi profonde et aussi expressive. En naissant dans la crèche de Bethléem, Jésus se présentait comme un roi plein de mansuétude, prêt à pardonner et à remettre leurs crimes au plus grands pécheurs. Que dis-je ? comme un roi ; mais saint Paul nous apprend que pour mieux se proportionner à notre faiblesse, le Fils de Dieu a pris la forme de l'esclave, cachant sa grandeur et voilant sous les infirmités de la nature humaine cette majesté redoutable dont les anges ne peuvent soutenir l'éclat, *formam servi accipiens, in similitudinem hominum factus et habitu inventus ut homo.* (Phili. ii, 7.)

Comment pourrions-nous refuser notre confiance, comment ne donnerions-nous pas nos cœurs à un Dieu qui s'abaisse de la sorte par amour pour nous, qui se fait humble pour nous élever, pauvre pour nous enrichir, souffrant pour nous consoler ? Mais, ce Jésus qui nous apparaît si bon, si doux, si miséricordieux, doit-il toujours pardonner et bénir ? On serait tenté de le croire en lisant les pages de l'Evangile, ces pages où se révèle toute la condescendance, pour ne pas dire toutes les préférences du Sauveur pour les pécheurs. Ne voyons-nous pas les pharisiens se scandaliser de ses démarches, lorsqu'il pénètre dans la demeure des publicains, de ses paroles lorsqu'il pardonne à Marie-Madeleine et réhabilite la femme

adultère ? Lui-même se donne constamment comme le bon Pasteur, qui veut rassembler tout le troupeau dans un seul et unique bercail, comme le père de famille qui ordonne à ses serviteurs de convoquer aux noces de son fils tous ceux qu'ils rencontreront.

Pauvres pécheurs, cette conduite doit vous donner une grande confiance que la miséricorde divine, quels que soient le nombre et l'énormité de vos fautes, vous réserve un accueil empressé, lorsque vous voudrez sincèrement quitter la voie de l'iniquité et revenir à Dieu. Mais si la confiance, la confiance la plus large est permise, est commandée, la présomption serait téméraire et injustifiable. C'est pour que vous ne donniez pas dans cet écueil, que, en proposant à vos adorations le Dieu infiniment bon et toujours prêt à pardonner, l'Eglise n'hésite pas à vous rappeler le Dieu infiniment juste, et juge souverain des vivants et des morts. Et comme c'est surtout dans les mystères de son enfance que, selon le langage de Bossuet, sa gloire se tempère, sa majesté se couvre, sa grandeur s'abaisse, cette justice rigoureuse ne se montre pas ; il n'y a que la bonté qui paraisse, afin de nous inviter avec plus d'amour : *Apparuit gratia et benignitas Salvatoris nostri Dei* ; il importe qu'alors l'image du Juge ne soit point complètement effacée devant nos yeux. Espérons donc, mais tremblons encore ; et apprenons que si la grâce et la bénignité de notre Sauveur ne sont pas capables de nous toucher, nous aurons à rendre compte un jour d'un si mortel abus, et qu'autant la miséricorde aura été grande, autant la justice sera rigoureuse, si nous ne savons pas profiter à temps du bienfait de la première.

Telle est donc la vérité dont il faut nous convaincre, en méditant, au commencement de ce saint temps de l'Avent, les circonstances du dernier jugement. Parcourons-les brièvement, afin d'en mieux graver et fixer le souvenir dans notre esprit.

II

Ce sont d'abord des signes extraordinaires dans les astres. Quand au milieu du jour, à l'heure où toute la nature s'épanouit dans une vie et une activité exubérante, il se fait tout à coup une éclipse qui dérobe à nos regards les rayons de l'astre du jour, quel changement subit s'opère dans toutes les créatures. Les hommes sont en proie à une sorte de terreur et d'angoisse involontaire ; les animaux effrayés fuient et se cachent ; les plantes elles-mêmes manifestent à leur manière une certaine souffrance. Mais qu'est-ce que cette éclipse d'un moment comparée à cette éclipse totale, longue et complète, qui aura lieu pendant les derniers jours. Le soleil n'apparaîtra plus, à travers des lueurs blafardes, que comme une immense masse noire, dont la vue sera insupportable, *sol obscurabitur*. La lune, qui aura cessé de réfléchir la lumière qui lui vient du soleil, n'enverra plus aucun rayon bienfaisant vers la terre.

Ajoutez à cela un ciel sans cesse traversé par des comètes, à la course désordonnée, par des météores s'entrechoquant et jetant à travers les nues des sinistres traînées de feu, *luna non dabit lumen suum et stellæ cadent de cælo*. C'est ainsi qu'il faut entendre « ces signes dans le soleil, la lune et les étoiles » que saint Luc se contente d'annoncer mais dont les prophètes et les autres évangélistes nous ont laissé la description.

La terre ne sera pas moins éprouvée. Parmi les commotions et les bouleversements dont elle sera le théâtre, l'évangéliste signale seulement, sans doute comme devant être le plus terrible, l'agitation extraordinaire de la mer et de ses flots, qui se produira avec un fracas effroyablement retentissant, et causera d'indicibles tortures à tous les hommes, *in terris pressura gentium, præ confusione sonitus maris et fluctuum*.

Alors ceux-ci sécheront véritablement de frayeur à la vue des calamités qui fondront sur eux et dans l'attente des événements futurs dont les premiers ne seront que les signes avant-coureurs. Ce sera l'épreuve suprême des justes qui vivront dans les derniers jours. Elle suppléera pour eux au Purgatoire dont, au moment de la résurrection, les flammes réparatrices s'éteindront pour ne plus se rallumer. Elle sera le creuset où ils déposeront les restes de leur rouille mortelle, afin qu'aucune souillure n'obscurcisse la blancheur de leurs vêtements, lorsqu'ils paraîtront devant le trône de Dieu.

Toutefois l'épreuve sera tempérée par l'espérance. « Aussitôt, s'empresse d'ajouter le Sauveur, aussitôt que vous verrez ces événements commencer de s'accomplir, levez la tête et portez en haut vos regards, parce que pour vous la rédemption et le salut est proche. Voyez le figuier et tous les autres arbres, lorsque leurs bourgeons où les fruits sont renfermés en germe, se développent et grandissent, vous savez que l'été va paraître. Ainsi l'accomplissement des phénomènes qui vous sont annoncés, sera pour vous l'indice que le règne de Dieu est proche.

En effet, cet ébranlement et cette conflagration de l'univers seront bientôt suivis de l'avènement du Fils de Dieu que les hommes verront s'avancer sur une nuée, dans tout l'éclat et le rayonnement de sa puissance et de sa majesté ; *virtutes cælorum movebuntur et tunc videbunt Filium hominis venientem in nube, cum potestate magna et majestate*.

Quel contraste entre cet appareil terrible et la si douce apparition de Bethléem ! Ah ! si nous voulons envisager sans crainte les péripéties de ce drame émouvant qui se déroulera à la fin des temps, appliquons-nous à bien profiter des grâces que nous a procurées le premier avènement du Fils de Dieu, et ne laissons point passer ces jours de salut sans puiser largement à la source d'eau vive, je veux dire à la source des sacrements qui sont la vie de nos âmes. Nous y trouverons avec le remède à toutes nos infirmités, la force et l'énergie

pour être fidèles à notre sainte et sublime vocation, malgré les périls et les séductions de l'heure présente.

Notre évangile n'envisageant point aujourd'hui les suites du jugement et se bornant à nous en rappeler la réalité et l'annonce, nous ne pénétrons pas davantage les secrets de ce jour grand et redoutable, *dies magna et amara valde*. Je vous laisse le soin de méditer ce que nous en avons dit, sûr que vous saurez en tirer, chacun pour ce qui regarde sa conduite personnelle, les plus salutaires résolutions.

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

L'Eglise veille avec soin à la conservation des fonds sur lesquels reposent les fondations. Elle ne permet pas qu'on les emploie à des dépenses même nécessaires. Quant aux revenus qui excèdent les charges, elle permet, quand il y a lieu de les consacrer à des dépenses justifiées.

BARCHINONEN.

COMMUTATIONIS VOLUNTATIS

Die 19 januarii 1889.

Per summaria precum.

Compendium facti. Parochus S. Petri oppidi vulgo Rindevitllez Diœcesis barchinonensis exponit : « Quod in eadem parœcia anno 1833 obiit Josephus Goma et Suriol, qui in suo valido testamento disposuit, ut post ejus mortem ex omnibus suis bonis Missæ ac anniversaria celebrarentur, designato suo executore testamentario paroco ejusdem loci. Ab obitu testatoris usque ad annum 1856 innumeræ fere fuerunt Missæ ac anniversaria, quæ pro illius anima celebratæ sunt, ac deinceps dicta testatoris voluntas ita adimpleta est, ut ab anno 1858 usque ad hodiernam diem fere mille anniversaria ac bis mille Missæ celebratæ fuerint. Venditis præfatis bonis testatoris ob temporum circumstantias, prævia Nuncii Apostolici hujusque Regni venia, ac eorum pretio in arca diœcesana deposito, hujus redditus adeo creverunt, ut duplo majorem quantitatem, quam antea, pariat præfatorum proventuum caput.

« Nunc vero cum ob constructionem capellæ SS. Eucharistiæ in memorata parœcia magnum exortum sit debitum, quin sufficiant fidelium elemosynæ ad id corrogatæ, neque adsit medium ad operariis retribuendum, a Sanctitate Vêstra orator humiliter postulat facultatem impendendi venditorum bonorum laudati testatoris totum pretium, vel saltem maximam ejus partem ad hoc modo extinguendum vel saltem notabiliter minuendum debitum, cui obnoxia est parochialis ecclesia S. Petri de Rindevitllez. »

Suprascriptas preces benignitati Sanctæ Sedi commendat Ordinarius barchinonensis, « eo vel magis quia redditus hærentiæ qui antea fuere 225 libellarum, vulgo pesetas, in unoquoque anno,

nunc propter meliorationem capitalis sunt 450 libellarum quotannis. »

Resolutio Sacra C. C. sub die 23 Martii 1889 re discussa censuit respondere : Prout petitur non expedire ; et pro gratia reductionis missarum ad tertiam redituum partem, ad effectum erogandi in causam expositam ad decennium, facto verbo cum SSmo.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Comme lecteur de votre *Ami du Clergé* dont je suis fort content, je vais encore vous poser quelques questions, auxquelles vous voudrez bien répondre comme par le passé. Vous dites au n° 37, p. 436, qu'on ne dit par le *Credo* dans une messe votive pendant une octave qui comporte le *Credo* dans une messe privée mais seulement dans une messe solennelle. Or, je désirerais savoir au *net et au clair*, ce qu'il faut entendre :

1° Par messe solennelle ;

2° Par messe votive, messe votive privée et messe votive solennelle ;

3° Après demain, samedi 28, je dirai une messe de mariage à 10 h. Or, en ce moment-ci nous sommes dans l'octave de la fête patronale du diocèse. Je chanterai donc le *Credo* dans la messe de samedi et sans chanter le *Gloria*, puisque ce sera une messe votive. Serai-je dans la règle. Réponse s'il vous plaît, bien qu'elle ne viendra que trop tard.

R. — Ad I. La messe solennelle *proprement dite* s'entend d'une messe chantée avec diacre et sous-diacre.

Mais souvent, même dans le langage liturgique, on entend une messe chantée sans diacre ni sous-diacre.

Ad II. La messe votive est une messe qui n'est pas en rapport avec le bréviaire du jour. Ainsi la messe pour les époux est une messe votive, etc. A la vérité on appelle messes votives celles qui ont été concédées récemment dans les jours fériés quand même elles concordent avec les Offices votifs. Mais ce sont des messes votives improprement dites.

La messe votive est *solennelle* quand elle est célébrée *pro re gravi vel pro publica Ecclesiæ causa*.

Mais que faut-il entendre par ces mots *pro re gravi vel pro publica Ecclesiæ causa* qui se lisent jusqu'à trois fois dans les rubriques générales du Missel (à savoir, 1° au sujet du *Gloria in excelsis*, Titre VIII, n° 4 ; 2° au sujet des Oraisons, Titre IX, n. 14 ; 3° au sujet du *Credo*, Titre IX, à la fin.) La difficulté est grande, parce que ni la Rubrique ni les décrets de la Sacrée Congrégation des Rites, ne le précisent, et les auteurs sont loin de s'accorder. Voici cependant ce qui nous paraît le plus communément admis : C'est une nécessité grave qui affecte la société, ou partie notable de la société soit directement, comme pour prévenir une guerre qui menace, pour obtenir la paix, pour remercier Dieu d'une victoire ou d'un grand bienfait, etc. ; soit indirectement, comme pour la santé d'un pape, d'un roi, du fils unique d'une famille

illustre dont la conservation importe beaucoup au bien public, et d'autres motifs de ce genre. Ce que nous disons des nécessités temporelles, doit s'appliquer également pour des nécessités spirituelles qui concernent l'Eglise, un diocèse, etc.

Pourrait-on regarder comme *res gravis* un intérêt grave, mais qui ne concernerait qu'un simple village, par exemple une épidémie qui sévirait dans un village ? Il se peut, mais nous ne connaissons pas de décision sur ce point.

En résumé, une messe votive solennelle est celle qui est célébrée pour un motif grave et public. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point.

Faut-il encore d'autres conditions ? Faut-il l'ordre ou la permission de l'évêque ? Les opinions sont partagées. Plusieurs liturgistes l'exigent. Jansseus est formel dans son *Explanatio rubricarum*.

Écoutons-le :

« Missæ autem votivæ, quæ solemniter celebrantur, possant cantari in duplicibus et æquivalentibus, modo hæc duo accedant : primo, *res gravis*; ac secundo Ordinarii *authoritas* seu indictio; eaque vel legalis, vel specialis. Si alterutrum desit, Missa votiva, qualitercumque solemnizata et qualiscumque a privatis intendatur *res gravis* et gravissima, licite in dictis diebus cantari non potest. »

Cette opinion est partagée par Romsée, par son continuateur Hazé, par de Herdt, par le R. P. Le Vavasseur, et par les *Ephémérides liturgiques*.

Les autres auteurs ne réclament pas cette condition, attendu qu'elle n'est requise ni par les rubriques ni par les Décrets. Nous pouvons citer, parmi les liturgistes qui ne mentionnent pas cette condition, Gavantus, Merati, Guyet, Cuppino, Pavone, Falise, la *Nouvelle Revue théologique*.

Quoiqu'il en soit, on ne pourrait pas célébrer une messe votive solennelle sans l'ordre ou la permission de l'évêque dans le cas où il y aurait doute s'il y a *res gravis vel publica Ecclesiæ causa*.

Faut-il encore d'autres conditions pour qu'on puisse célébrer une messe votive solennelle ? Faut-il que le jour le permette ? Oui, cette condition est exigée par la sacrée Congrégation des Rites. On comprend en effet qu'on ne puisse pas en célébrer dans certains jours très solennels. Mais quels sont ces jours ? Ce sont les fêtes doubles de première classe, les huit dimanches de première classe, la fête des cendres et celles de la semaine sainte et les vigiles de Noël et de la Pentecôte.

«... in duplicibus 1^{ae} cl., Dominicis 1^{ae} cl., feriis Cinerum et Majoris Hebdomadæ, Vigiliis Pentecostes et Nativitatis Domini. » (27 mars 1779, n. 4393, ad 20.)

On peut donc célébrer ces messes dans les fêtes de seconde classe, ainsi que dans les neuf dimanches de seconde classe, ainsi que l'a décidé la même Congrégation en 1837 :

« In Dominicis privilegiatis secundæ classis,

et festis itidem secundæ classis. » (11 mars 1837, n. 4866, ad 1.)

Faut-il encore d'autres conditions, par exemple, la solennité des ornements et du chant ? Le concours extraordinaire des fidèles ? Il le semblerait d'après certains décrets de la sacrée Congrégation des Rites. Mais nous pensons que ces conditions sont plutôt de très haute convenance que de nécessité absolue. Et il nous semble que si un évêque ordonnait une messe votive solennelle *pro re gravi vel pro publica Ecclesiæ causa*, un curé ne serait pas dispensé d'exécuter l'ordre de l'évêque par la raison qu'il n'aurait ni chantes ni ornements précieux.

Voilà ce que c'est qu'une messe votive solennelle *pro re gravi vel pro publica Ecclesiæ causa*.

Maintenant, qu'est-ce qu'une messe votive privée ? C'est celle qui est dite pour un motif raisonnable, mais qui n'est pas grave, par exemple la messe demandée par une personne pour remercier Dieu de la grâce du baptême, pour honorer son saint patron ou sa patronne, pour faire un heureux voyage, etc.

Mais, d'après la sacrée Congrégation des Rites, on ne peut pas considérer comme cause grave l'élection d'une abbesse (28 avril 1708, n. 3786, 6.) ni la vêtue ou profession religieuse, quand même ce serait la coutume du lieu (11 mars 1837, n. 4812; etc.)

Ad III. Dans cette messe de mariage vous ne devrez chanter ni *Gloria* ni *Credo*, même pendant cette octave, parce que la messe de mariage est une messe votive privée.

Q. — Quand, à une messe, il y a plus de trois oraisons prescrites, celle du jour, des mémoires, l'oraison du pape... par exemple.

1^o Est-on obligé de dire plus de trois oraisons ?

2^o Peut-on en dire quatre ? cinq ? etc...

3^o Le doit-on quelquefois ?

R. — Ad I. S'il y a plus de trois oraisons prescrites, on doit les dire toutes. Dans ce cas, on ne pourrait pas s'arrêter à trois.

Ad II. S'il y a quatre ou cinq oraisons prescrites, on doit les dire toutes. S'il y en a plus de cinq, on est également obligé de les dire.

Mais si elles ne sont pas prescrites, peut-on, de son autorité privée, en dire quatre et plus. Il faut distinguer; car c'est là une question complexe et difficile.

I. S'agit-il des fêtes simples et des fêtes ordinaires, c'est-à-dire des fêtes appelées, par la rubrique, *per annum* ? On doit en dire trois. On peut en dire cinq, ou sept, car la rubrique du Missel relative aux oraisons le dit expressément.

« In festis simplicibus et feriis per annum, nisi aliter in propriis locis notetur, dicuntur tres, ut in semiduplicibus, aut quinque; possunt etiam dici septem ad libitum. » (Rubricæ generales Missalis, titre IX, n. 42.)

Nous croyons qu'il faut comprendre aussi les vigiles ordinaires parmi les fêtes ordinaires.

II. S'agit-il d'autres fêtes plus élevées que les simples, ou d'autres jours ? On n'a pas cette faculté, du moins ordinairement. Entrons dans quelques détails.

1^o Dans les fêtes *semidoubles*, on ne peut pas dire plus de trois oraisons, à moins qu'il n'y ait des mémoires à faire.

Voilà pour les fêtes *semidoubles*.

2^o Il en est de même dans les *dimanches ordinaires*.

On ne peut dire que trois oraisons. Et même il y a des dimanches où l'on ne peut en dire que deux, à moins qu'il n'y ait des mémoires à faire ; tel est le dimanche de la Passion, et tels sont les dimanches qui ont lieu pendant les octaves. De plus il y a un dimanche, celui des Rameaux, où l'on n'en dit qu'une seule.

Pour les dimanches anticipés, nous pensons qu'on en peut dire plus de trois, parce que l'office est surtout ferial. On pourrait donc en dire cinq ou sept, comme dans les fêtes.

Voilà pour les dimanches.

3^o Quant aux *fêtes*, nous avons vu qu'on pouvait ordinairement en dire plus de trois, mais cinq ou sept. Mais nous croyons qu'on doit faire une exception dans les messes fériales du temps de la Passion ; voici pourquoi. Lorsqu'une fête simple tombe en ce temps-là, on ne peut pas dire l'oraison de *Tempore*. Par conséquent l'Eglise veut qu'on s'arrête à deux oraisons ; elle interdit donc aux prêtres la faculté d'ajouter des oraisons votives. Toutefois on devrait ajouter l'oraison commandée, s'il y en avait une ; de même on devrait ajouter l'oraison du très-saint Sacrement, s'il était exposé ; mais en dehors de ces cas, nous pensons qu'un prêtre ne pourrait pas en ajouter de sa propre autorité.

4^o Pour les *Vigiles ordinaires*, nous avons déjà dit tout à l'heure ce que nous croyons ; c'est que le prêtre est libre de dire cinq ou sept oraisons. A la vérité la rubrique, reproduite plus haut, n'enumère que les fêtes simples et les fêtes pendant l'année : « *In festis simplicibus et feriis per annum.* » Mais comme l'office des vigiles est de la fête du jour, il doit apparemment lui être assimilé.

Quant aux vigiles privilégiées de Noël et de la Pentecôte, on ne peut en dire qu'une seule.

La vigile de l'Epiphanie est moins privilégiée ; mais comme elle a le grade *semi-double*, on ne peut dire des oraisons à la volonté du célébrant.

5^o Pendant les octaves, *infra octavas*, même ordinaires, on ne peut dire que trois oraisons, parce qu'elles ont le grade *semi-double* ; excepté toujours le cas où il y aurait des mémoires à faire.

En relisant toutes les distinctions que nous venons d'indiquer, nous voyons que nous avons omis la difficulté relative à la fête VI après l'octave de l'Ascension. Or le prêtre ne peut pas non

plus ajouter d'oraisons votives, parce que cette fête participe aux conditions des octaves ordinaires.

Q. — Une personne de ma paroisse prétend qu'un malade ne pouvant assister à la messe qu'à la condition de s'y faire conduire en voiture fermée doit plutôt rester chez lui, sous prétexte que les pauvres, qui n'ont pas la même ressource, en seraient scandalisés. Cette théorie me paraît insoutenable ; chacun, ce me semble, doit procurer l'accomplissement de la loi par les moyens qu'il a en son pouvoir. Je me suis efforcé de faire comprendre à mon contradicteur qu'il était dans l'erreur, à quoi il m'a répondu qu'il y resterait longtemps.

La malade dont il est question dans le cas, est une dame de soixante-cinq ans environ ; les précautions excessives qu'elle prend pour sa santé l'ont rendue fragile ; elle est par trop craintive et elle manque la messe, alors que, selon moi, elle pourrait venir l'entendre, surtout avec sa calèche. Cette manière de voir, que j'ai manifestée, n'a pas prévalu. Qu'en pensez-vous ? Je passerais à un pauvre qui se trouverait dans la même situation que cette dame de se croire dispensé de la messe, car il y a dix minutes de marche de la maison à l'église ; mais quant à elle, je la tiens pour obligée. Veuillez donner votre avis motivé.

R. — Tous les auteurs énoncent ce principe emprunté à saint Alphonse, qu'il est bon de rap-peler pour bien apprécier les cas particuliers :

« Excusat a Missa audienda quævis causa mediocriter gravis, seu quæ involvit notabile et saltem mediocre quoddam incommodum vel damnum in bonis animæ vel corporis proprii aut proximi ¹. » Venons au fait.

Il s'agit, si nous avons bien compris la question, d'une personne réellement malade par suite de soins excessifs, ou qui du moins se croit telle, et qui ne peut venir à l'église qu'au moyen d'une voiture fermée. Est-elle tenue à employer ce moyen pour assister à la messe ?

Voici ce que répond à ce sujet Berardi : « Qui ad ecclesiam adeundam (v. g. propter distantiam, intemperiem, viæ asperitatem, virium debilitatem, senectutem, statum conditionem etc.) nimis et non consuetæ defatigationi subicerentur. *Nec vectara uti tenentur, nisi consuetudo aliter exigit, prout apud nos contingit quoad nobiles ruri degentes* ². »

Lehmkuhl, après avoir rappelé qu'une distance de cinq quarts d'heure de marche est une excuse suffisante pour dispenser de la messe, ajoute : « Minor etiam distantia (excusat) si accedit aut debilitas virium, aut tempestatis itinerisve inclementia. — Quare si quis tanto spatio ab ecclesia distat, potius exhortandus, quam obligandus est, ut, quando id disponere possit, conetur ad sacrum accedere. Aliud tamen intelligo de eo, qui sine novis expensis currum paratum habet, quo vehatur ³. »

Kenrick, parlant de ceux « qui equo vel curru

¹ Saint Alphonse, l. III, n. 324 ; Sabetti, *Compendium...* n. 249 ; Gury-Dumas, t. I, n. 351 ; P. Clem. Marc, *Institutiones...* n. 681, p. 469 ; Berardi, *Praxis confessoriorum*, n. 524, p. 423, etc.

² Berardi, l. c. p. 424.

³ Lehmkuhl, *Theol. moralis*, t. I, p. 565, p. 340.

vehī possunt, » « seu potius, » ajoute Lehmkühl, *qui fere quotidie suorum negotiorum causa iis mediis utuntur, »* affirme qu'une distance de trois lieues n'est pas une cause suffisante pour les dispenser *toujours* de la messe. Toutefois Lehmkühl conclut : « Il certe suaviter inducendi sunt, ut *sæpius* saltem sacro interesse curent, de stricta obligatione, quæ non ita certe definiri potest, mentione non facta ¹. »

D'après Lehmkühl, cette personne serait obligée d'assister à la messe, puisqu'elle a chevaux et voiture tout prêts à la transporter. Pour Berardi, l'obligation de se faire conduire en voiture doit être jugée d'après la coutume. Or, que dit la coutume ? Quand il s'agit de personnes en santé, ou de personnes infirmes qui ont à leur disposition des moyens de transport et qui ont l'habitude de sortir fréquemment en voiture pour des parties de promenade, l'opinion publique ne les dispense pas facilement de l'assistance à la sainte messe. Mais quand une personne ne sort jamais de la maison, lors même que ses infirmités seraient plus imaginaires que réelles, on l'excuse facilement. Dans le cas où elle se fait conduire en voiture à la messe, on y voit un acte de surrogation, qui édifie ; si elle reste chez elle, personne n'en est scandalisé.

Ce serait le cas d'appliquer les paroles de Lehmkühl : « Il certe suaviter inducendi sunt, ut *sæpius* saltem sacro interesse curent, de stricta obligatione, quæ non ita certe definiri potest, mentione non facta. »

Bouvier fait une remarque qui trouve ici sa place. En parlant des motifs de dispense, il dit : « *Hæc igitur... ex æquo et bono judicanda sunt. Sæpe rationes absolute non sufficiunt, et tamen personas ex bona fide agentes, si non a toto, saltem a tanto, id est a mortali peccato excusant.* »

Enfin pour juger en dernier ressort, alors même que l'obligation serait clairement établie pour le confesseur, il doit examiner si, en pesant les motifs tirés du bien public et du bien particulier, il doit tirer cette personne de la bonne foi où elle se trouve.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Comment dois-je faire pour obtenir un secours du gouvernement qui en a déjà accordé deux : un de huit mille et un autre de quatre mille francs, attendu qu'il reste encore à faire et la voûte et les chapelles et l'autel, et que le gouvernement a déclaré, en accordant le dernier secours, qu'il ne le donnait pas pour les voûtes : ce qui constitue un refus de les faire ou temporairement, ou perpétuellement, je ne sais. Mais tout ce que j'ai dit est trop essentiel ; car, sans cela, l'exercice du culte ne se fait pas avec décence.

Ensuite, dans le cas où le gouvernement accorde un

secours, qui doit délivrer les mandats du paiement, du conseil municipal ou de la fabrique ?

Ce sont des questions dont je vous prie de me donner la solution, et surtout de m'indiquer bien toutes les formalités qu'il faudra remplir pour obtenir le secours.

R. — Ad 1^m. Nous avons plus d'une fois répondu à des questions de ce genre, en indiquant les formalités à remplir d'après les nombreuses circulaires ministérielles publiées à ce propos. Pour ne point tomber dans des redites, nous reproduirons aujourd'hui la circulaire du 29 juin 1844, qui résume toutes les autres ; c'est d'ailleurs un document à consulter qui a sa place naturelle dans notre Revue.

« Monsieur le préfet,

« ... Le crédit général qui m'est ouvert est défini par la loi des finances ; je ne puis en changer la nature ; il est destiné aux *communes* et ne constitue qu'un fond de secours ; de là deux conséquences absolues :

1^o Il faut que la circonscription en faveur de laquelle le concours de l'Etat est réclamé soit à titre de *cure*, de *succursale* ou de *chapelle*, selon le vœu du décret du 30 septembre 1809 ; que son église soit régie, en ce qui touche ses intérêts temporels, par un conseil de fabrique et qu'elle ait des ressources propres et spéciales ¹, après l'épuisement desquelles elle ait le droit de recourir, au besoin, à l'administration municipale.

« Ainsi donc, nulle demande, pour une église qui ne se trouverait pas dans ces conditions, n'est, sous aucun prétexte, admissible.

2^o Nul secours ne sera accordé aux mêmes fins qu'autant que la fabrique se trouvant réduite à l'impossibilité de subvenir à la dépense, la commune aura contracté l'obligation d'y contribuer pour une somme notable. Ce ne serait plus, en effet, un simple secours, une subvention proprement dite, que l'on voudrait obtenir du trésor, s'il était possible de le charger, au principal, de la dépense entière pour laquelle on ne réclame que son concours.

Le décret du 30 décembre 1809, article 37, énumère les obligations des fabriques et leur enjoint, au cas d'insuffisance de leurs revenus, de faire toute diligence pour qu'il soit pourvu aux réparations et reconstructions des édifices du culte, ainsi que le tout est réglé au chapitre IV du même décret. Dans ce chapitre est compris l'art. 92, qui dispose que les communes sont tenues de suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique dans les cas indiqués en l'art. 37, de fournir aux curés et desservants un presbytère, ou, à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire, enfin, de pourvoir aux grosses réparations des édifices consacrés au culte ².

¹ C'est-à-dire *en droit* ; car, *en fait*, ces fabriques qui demandent ne le font que parce qu'elles n'ont pas de ressources.

² La dernière loi municipale du 5 avril 1884, porte les mêmes obligations pour les communes, du moins en ce qui concerne le presbytère et les constructions d'église.

¹ Kenrick, Tract. 4, p. 2, n. 19 ; Lehmkühl, l. c. n. 567.

« La loi du 18 juillet 1837 rappelle les mêmes principes et déclare obligatoires pour les communes les charges qui en dérivent (*art. 30, § 14 et 16*). Ainsi donc, ces charges pèsent sur les fabriques d'abord et subsidiairement sur les communes qui, légalement, ne peuvent s'en affranchir. S'il le juge à propos, l'Etat vient en aide aux communes. Son intervention est une faveur, et cette faveur n'est accordée qu'à titre de subvention.

« D'un autre côté, dans l'esprit de la loi de finances, dans l'intention du gouvernement et des chambres, les fonds de secours aux communes pour les édifices du culte sont exclusivement affectés aux grosses réparations et aux frais d'acquisition ou de construction des églises et presbytères; ils ne peuvent donc être appliqués, en aucun cas, à des dépenses d'entretien, d'embellissement, de décoration intérieure ou à l'achat de meubles et ornements de quelque nature qu'ils soient.

« Tout cela posé, il est facile de déterminer les formalités de l'instruction à laquelle doit être soumise toute demande de secours à prélever sur le chapitre 11 du budget des cultes.

« Il faut, avant toutes choses, que le besoin soit constaté, que la dépense à faire soit connue et réglée.

« Un homme de l'art devra donc être appelé, d'abord à rédiger un projet régulier faisant ressortir la nécessité des travaux à entreprendre, toutes les fois qu'il s'agira de constructions ou de réparations; il faudra qu'il en dresse le devis exact, et que le tout soit approuvé par l'autorité compétente, conformément aux dispositions de l'art. 45 de la loi du 18 juillet 1837.

« A cet égard, M. le préfet, je dois renouveler une recommandation que mes prédécesseurs ont faite à diverses reprises, et sur laquelle j'insiste particulièrement. La plupart de nos églises ont un caractère monumental plus ou moins remarquable; souvent les réparations qu'on a cru nécessaire de leur faire subir ont été dirigées avec une telle ignorance, ou tout au moins avec une insouciance si étrange, qu'elles n'ont produit que d'affligeantes mutilations. Vous devez exercer à ce sujet, soit par vous-même, soit par vos délégués, la surveillance la plus constante; vous opposer à toute entreprise dont il ne vous aurait pas été donné communication et que vous n'auriez pas autorisée. Ce n'est qu'au moyen de la vigilance la plus active que vous pourrez prévenir les actes d'un déplorable vandalisme, et assurer le bon emploi des fonds quelle que soit leur origine.

« Le devis dont je viens de vous parler étant dressé, quand il y a lieu, le conseil de fabrique doit délibérer et faire connaître jusqu'à concurrence de quelle quotité il lui sera possible de contribuer à la dépense, soit qu'il s'agisse de constructions ou de réparations à faire, soit qu'il s'agisse d'une acquisition reconnue nécessaire, sur sa provocation ou sur celle de la commune. S'il est réduit à l'impossibilité d'y pourvoir en totalité ou seulement en partie, il aura à s'adresser au con-

seil municipal, et à lui produire les justifications en pareil cas requises; ce conseil énoncera son opinion sur la nécessité, l'urgence ou seulement l'opportunité de la dépense proposée; il dira dans quelle limite aussi il est possible à la commune d'y contribuer, et délibérera sur la nécessité d'un recours au gouvernement pour en obtenir une subvention.

Ces préliminaires remplis, les délibérations de la fabrique et de la commune vous seront adressées avec le budget de la fabrique revêtu de l'approbation de l'évêque diocésain (*art. 47 du décret du 30 décembre 1809*), celui de la commune réglé suivant l'art. 33 de la loi précitée du 18 juillet 1837¹, et, en outre, un certificat du percepteur ou du receveur municipal énonçant le chiffre des impositions extraordinaires qu'elle supporte, et le nombre d'années durant lesquelles elle en sera grevée.

« Sur le vu de ces pièces diverses, vous apprécierez selon votre conscience la demande à fin de secours qu'on aura formulée, et vous m'enverrez le dossier contenant tous les documents ci-dessus auxquels vous joindrez votre avis et votre proposition.

« Si, afin de contribuer pour sa part au besoin qui s'est produit, la commune a voté quelques centimes additionnels; si, pour régulariser son vote, elle a à recourir au département de l'intérieur; si, pour toute autre cause, le même département doit être saisi de l'affaire, vous devez surveiller l'exécution des articles 40, 45 et 46 de la loi du 18 juillet 1837; mais vous n'aurez pas besoin d'attendre que les autorisations dont il est question dans ces articles soient accordées pour me transmettre directement les pièces relatives au secours qui me serait demandé. L'envoi simultané de vos propositions au département de l'intérieur et au département des cultes aura même le double avantage de hâter l'expédition des affaires et de ménager, entre mon collègue et moi, un concert utile et souvent indispensable dans ces sortes de circonstances.

« Il est arrivé que les allocations accordées aux communes ont été quelquefois détournées de leur destination, ou que, versées dans les caisses municipales, elles y sont demeurées sans emploi, les travaux pour le solde desquels elles avaient été sollicitées n'ayant pas même été entrepris. C'est là un très grave abus qu'il faut rendre désormais impossible. En conséquence, aucun ordonnancement des sommes allouées n'aura lieu que, lorsque vous aurez acquis la certitude et que vous m'aurez attesté, sous votre responsabilité personnelle, que les travaux sont terminés ou tout au moins en plein cours d'exécution et déjà avancés.

« Il est convenable, que la subvention accordée soit définie dès l'abord, et qu'un premier secours obtenu ne soit pas comme le préambule de sollicitations nouvelles; il sera facile de parvenir à

¹ Il faut ajouter aujourd'hui « et de la loi du 5 avril 1884. »

régler ainsi les choses en tenant rigoureusement à l'exécution des instructions qui précèdent en ce qui concerne la rédaction des projets et devis préliminaires. Si cependant, par suite de quelque circonstance fortuite, il arrivait qu'une allocation supplémentaire fût indispensable, vous auriez à m'adresser, à ce sujet, une proposition spéciale avec toutes les justifications à l'appui.

« Mon intention est de demeurer fidèle aux errements actuels en ce qui touche votre part d'influence dans la répartition des secours. Le crédit dont je dispose continuera donc d'être divisé en deux parts. Je prélèverai sur celle que je me réserve les subventions destinées à concourir à des dépenses considérables ou à l'exécution des entreprises majeures. La part dont vous réglerez l'emploi, sauf mon approbation, sera par vous appliquée à des besoins d'une moindre importance. Je dois faire observer, à cette occasion, que plusieurs préfets m'adressent indistinctement toutes les demandes qui leur parviennent. Il en résulte des affaires et des écritures inutiles. Je vous laisserai le soin de l'attribution directe des secours dont le chiffre ne devra pas s'élever à 500 francs, à moins qu'ils ne se rattachent à quelque entreprise qui, à raison de la dépense totale à faire, ou au point de vue de l'art offrirait un notable intérêt. Il est donc inutile que vous me transmettiez les dossiers et les demandes de la nature de celles auxquelles cette observation s'applique. Je n'aurai qu'à revoir vos états de répartition, lorsque vous les aurez arrêtés. Toutefois, pour les dresser, vous prendrez en considération tout ce qui précède, et vos décisions ne devront intervenir qu'autant qu'elles seront basées sur les mêmes justifications que celles à produire à l'administration centrale.

« Vous aurez soin aussi, M. le préfet, d'éviter l'éparpillement des crédits qui vous seront ouverts. C'est faire un fort mauvais emploi des fonds de l'Etat que de les distribuer par fractions imperceptibles entre un grand nombre de communes, de manière à ce que, dans aucune, on ne puisse rien achever. Je sais bien que presque toutes ont des besoins; mais il vaut mieux ne les seconrir qu'en petit nombre, chaque année, et les doter plus convenablement: elles auront toutes successivement leur tour, et les subsides qu'elles obtiendront leur seront réellement profitables; ils dégénèreraient autrement en aumône inefficaces.

« Je ne saurais assez vous recommander le scrupuleux accomplissement de toutes les dispositions qui précèdent; je serais forcé de vous retourner toute les affaires dont l'instruction ne serait pas complète, et conforme en tous points à cette circulaire, et vous savez combien ces renvois compliquent le travail des bureaux, et combien ils sont préjudiciables, d'ailleurs, aux intérêts des populations.

« Recevez etc... Martin (du Nord). »

Après avoir lu attentivement cette pièce, notre correspondant verra que son désir est réalisable, malgré le nombre des formalités à remplir. Le

plus important pour réussir c'est d'être fortement appuyé soit auprès des ministres soit auprès du préfet. Qu'il mette en avant ses députés, surtout s'ils sont gouvernementaux, et le succès est assuré.

Ad 2^m. Quant à la question de savoir dans quelle caisse, celle de la commune ou de la fabrique, doivent être centralisés les fonds destinés à l'exécution des travaux, il a été décidé que les fonds seraient centralisés dans la caisse de l'établissement qui, supportant la totalité ou la plus grande partie des travaux, en aurait la direction. (*Décision ministérielle.*)

VARIÉTÉS

ÉTUDE CANONIQUE SUR LA PRÉDICATION ENVISAGÉE COMME CHARGE PAROISSIALE

(Suite)

ART. III. *Excuses qu'on allègue pour se dispenser de la prédication.*

Parmi les motifs qu'on peut apporter pour se dispenser quelquefois de la prédication, il en est de légitimes et d'autres qui ne le sont pas. Nous allons étudier les uns et les autres.

N. I. Motifs légitimes qui dispensent parfois de la prédication

I. *La dispense de l'évêque.* La S. Congrégation du Concile lui reconnaît ce droit dans une décision du 1^{er} avril 1876. L'évêque de Borgo San-Donino, en Lombardie (*Burgi Sancti-Dominici*), exposa à la S. Congrégation que la plupart des curés de son diocèse, d'ailleurs très assidus à annoncer la parole de Dieu tous les dimanches, se dispensaient facilement de la prédication les jours de fêtes de précepte qui arrivaient pendant la semaine. Il demandait à la S. Congrégation si une pareille coutume devait être tolérée, et, dans la négative, s'il pouvait et devait obliger ses prêtres à prêcher les jours de fêtes qui tombent pendant la semaine aussi bien que le dimanche, et, dans ce cas, s'il pourrait excepter quelques fêtes plus solennelles dans lesquelles il leur serait loisible d'omettre la prédication. La S. Congrégation répondit :

« Tenentur parochi diebus dominicis, et festis de præcepto, populo sermonem habere, juxta concilii Tridentini præscriptionem; attamen erit prudentia episcopi dispensare ab hac ordinatione in aliquibus solemnioribus diebus 1. »

Le consulteur a fort bien exposé les motifs de cette décision :

« Cæterum parochi... qui assidue diebus dominicis, teste episcopo, explicationi evangelii incumbunt, non videntur delinquere saltem contra substantiam ac finem præcepti Tridentini, si una vel altera vice, prout diebus festis qui raro infra hebdomadas occurrunt, omitant facere verba salutis ad populum sibi commissum. Concilium enim

1 S. C. C. 1^{er} avril 1876.

Tridentinum, sess. 23, cap. 1, *De Reform.*, nihil decernit quoad tempus ; et quamvis in supradictis decretis mandet, ut parochi singulis diebus festis verbum Dei prædicent, haud tamen videtur tam rigore præceptum fuisse, ut ipsis non liceat absque culpa interdictum hoc munus omittere, ex gr. si parochi in audiendis suorum parochianorum confessionibus essent distenti, vel propter solemnitate, vel aliam justam ac rationabilem causam. Idque eo vel magis, si, prouti in themate, præsumi forte potest, quod populi, quorum parochi assiduam explicationi evangelii operam navant, haud tantopere indigeant pabulo verbi Dei. Quapropter videretur aliquantisper ipsis esse deferendum, si aliquoties, attenta diei solemnitate, vel alia de justa ac rationabili causa, populum sibi commissum salutaribus verbis haud pascant. Hinc licere videtur nonnullos excipere dies solemniores, quibus facultas sit parochis abstinendi a prædicationis officio. »

Berardi fait remarquer qu'une dispense tacite suffit : « *Dispensatio tacita (quod scilicet episcopus videat et taceat) tunc sufficere videtur* ¹. »

La plupart des statuts diocésains renferment cette dispense pour certains cas, comme sont le temps de la fenaison, de la moisson, de la vendange, une température rigoureuse, la longueur des offices à certains jours. Tous les auteurs reconnaissent qu'il y a là la cause juste réclamée par le canoniste de la S. Congrégation du Concile. Dieulin ajoute : « Encore, en pareille occurrence, devrait-il au moins adresser à ses paroissiens une vive et touchante exhortation de quelques minutes ². »

II. *La maladie.* Quand un curé est seul dans sa paroisse, une courte maladie peut le dispenser d'adresser au peuple l'instruction ordinaire, un dimanche ou deux ; *una vel altera vice infra annum propter brevem infirmitatem*, dit Berardi après Bouvier ³. Scavini fait observer qu'il s'agit d'une impossibilité passagère ; car si la maladie doit être longue, le curé doit se faire remplacer pour la prédication, ou bien résigner ses fonctions : « Si parochus transitorie infirmatur, excusari potest. Si vero infirmitas videatur perpetua, officio cedere, vel coadjutorem ab episcopo petere debet. Habenda est ratio majoris vel minoris necessitatis juxta omnium vel quorundam ignorantiam aut vitia. At ubi non reperiuntur qui in tali sint spirituali indigentia ⁴. »

III. *La résolution de suppléer plus tard par des prédications non obligatoires.* Les théologiens de Salamanque admettent cette excuse, et, après eux, saint Alphonse de Liguori : « Notant demum *Salmant.* bene posse parochos conciones omittere, ut postea opportunius suppleant ⁵. » Mais Berardi veut que cela ait lieu rarement, avec un

juste motif, et que le curé supplée dans la suite par des prédications auxquelles il n'est pas tenu. Il donne comme motif légitime la nécessité pour les paroissiens de ne pas rester longtemps à la messe ¹.

IV. *La présence d'un autre prédicateur pendant le carême dans la même église.* Quand il y a, dans une église paroissiale, un prédicateur chargé de prêcher la station de carême ou de l'avent, le curé peut, si telle est la coutume, s'abstenir de prêcher à la messe. Ajoutons que cette coutume est à peu près universelle. Cependant il est au pouvoir de l'évêque d'imposer la prédication aux curés pendant ce temps, malgré la coutume. La question fut posée à la S. Congrégation du Concile en 1817 : « *Utrum parochi, in quorum ecclesiis, tempore adventus aut quadragesimæ habeatur sacræ conciones per præcones ab Ordinario approbatos, teneantur diebus festis in missa parochiali explicare evangelium in casu ?* » La sacrée Congrégation répondit : « *Dilata, et pro nunc servetur consuetudo cujuslibet paræciæ.* » D'après le *folium*, le nœud de la discussion consistait à décider qui, du curé ou de l'évêque, remplaçait le prédicateur de la station. L'archevêque de Pise, qui était en jeu, fit remarquer qu'il avait obligé les curés du diocèse à faire chaque dimanche, pendant la messe, une instruction familière *uti populi præsertim rudis ignorantie consuleret*. La sacrée Congrégation répondit alors le 30 août : « *In casu, de quo agitur, servandum esse decretum archiepiscopi.* »

La question fut encore posée, en 1865, le 11 janvier et le 5 mai, à la sacrée Congrégation du Concile. Adone résume ainsi les deux solutions : « Parochus tenetur diebus festis in actu celebrationis missæ parochialis ad evangelii explicationem, etiam in quorum ecclesiis tempore adventus et quadragesimæ habentur conciones per præcones ab Ordinario approbatos, non obstante contraria consuetudine ². »

N. II. Les causes illégitimes.

I. *La coutume.* On ne peut admettre la coutume comme un motif suffisant pour dispenser de la prédication, en dehors des cas que nous avons énumérés plus haut. Cette coutume ne peut être tolérée, parce qu'elle est contraire au droit divin, au concile de Trente, au bien des âmes ; elle est d'ailleurs réprouvée par les Souverains-Pontifes, la S. Congrégation du Concile et les théologiens.

1. Nous avons établi plus haut, d'après le concile de Trente, session xxiii, c. 1, que l'obligation d'annoncer la parole de Dieu aux fidèles est de droit divin : « *Cum præcepto divino mandatum sit omnibus quibus animarum cura commissa est... oves suas... verbi divini prædicatione... pascere.* » Mais on ne prescrit pas contre le droit divin.

¹ Berardi, *de Parocho*, n. 125, II.

² *Le bon curé au XIX^e siècle*, t. II, p. 94, note.

³ Berardi, *de Parocho*, n. 125, IV.

⁴ Scavini, *Theologia moralis*, tract. III, disp. I, cap. II, art. II, p. 473, note.

⁵ Lib. III, n. 269.

¹ Berardi, *de Parocho*, n. 125.

² Adone, *Synopsis canonico-liturgica*, lib. II, n. 967.

2. Cette obligation découle aussi, avons-nous dit, de plusieurs canons très formels du concile de Trente. Or, le concile de Trente a condamné à l'avance toute coutume contraire à ses décrets. Il a en outre réprouvé nommément la coutume de ne pas prêcher, à la session v, c. 2 : « Neque hujus secreti executionem consuetudo vel exemptio, aut appellatio, aut reclamatio, sive recursus impedire valeat.

3. Pour qu'une coutume soit légitime, il faut que son objet soit raisonnable : le droit condamne en effet toute coutume contraire au bien des âmes. Or, telle est précisément celle que nous étudions : « Ipsa enim vergere videtur in præjudicium animarum, cum rarius pusillis frangatur, et veluti subtrahatur esurientibus panis, quo scilicet verbi Dei prædicatione omnes parochi ex præcepto divino... tenentur pascere oves sibi commissas, ideoque ut pote irrationabilis nihil est habenda¹. »

4. Le pape Innocent XIII a, d'ailleurs, dans la constitution *Apostolici ministerii*, du 13 mai 1723, flétri cette coutume : *prætextu immemorabilis, sed quidem prave consuetudinis* ; et la S. Congrégation du Concile l'a maintes fois réprouvée². Il en est de même de Benoît XIV, que nous invoquons ici comme théologien³ et de tous les canonistes. Citons seulement le P. Mach :

« Les autres ne le font pas ; ce n'est pas l'habitude. Mais est-ce que Innocent XIII ne réproouve pas cet abus déplorable ? Est-ce qu'il ne le condamne pas ? Et puis Notre-Seigneur ne nous demandera pas si nous avons fait ce que faisaient les autres, mais si nous avons exécuté ce qu'il nous a ordonné. Jésus-Christ n'a pas dit dans l'évangile, ainsi que le fait observer un grave auteur : « *Ego sum consuetudo, sed : Ego sum veritas.* » Et de plus : « *Nulla consuetudo vim legis obtinere potest contra legem divinam,* » dit saint Thomas⁴. Qu'on ait égard à certains dimanches durant la moisson, à la bonne heure ; qu'on omette de prêcher quelque jour de fête, si la prudence le conseille ; mais qu'on ne sacrifie jamais son devoir et son salut éternel aux observations malveillantes d'un prêtre voisin qui veut censurer notre conduite ; car, pourvu qu'on soit exemplaire et qu'on obéisse aux saints canons, on n'a rien à craindre. Le curé ne perdra jamais de vue qu'un jour le suprême Pasteur lui demandera compte de ses brebis qui lui ont coûté si cher : « *Ubi est grex, vous dira-t-il alors, qui datus est tibi, pecus inclytum tuum ? Quid dices cum visitaverit te ? Numquid non dolores apprehendent te, quasi mulierem parturientem* »⁵. Ah ! que vous serez heureux, si alors vous pouvez

dire avec saint Augustin : « Tu scis, Domino, quia clamavi ; scis quia non tacui ; scis quo animo dixi ; scis quia flevi¹. »

II. *Le catéchisme.* Le catéchisme fait régulièrement ne dispense pas de la prédication, parce que le concile de Trente distingue parfaitement les deux obligations, et, après lui, Benoît XIV : « Duo potissimum onera a Tridentina Synodo curatoribus animarum sunt imposita : alterum ut festis diebus de rebus divinis sermonem ad populum habeant ; alterum ut pueros et rudiores quosque divinæ legis fideique rudimentis informet². »

C'est pourquoi l'édit que nous avons cité un peu plus haut, ajoute : « En outre les RR. curés sont avertis qu'ils ne remplissent pas ledit précepte (de prêcher) en faisant seulement le catéchisme les jours de fête, parce que le saint Concile distingue une obligation de l'autre, par la raison que l'instruction s'adresse aux adultes et que le catéchisme s'adresse ordinairement aux enfants. »

III. *L'inutilité de la prédication pour les fidèles de la paroisse.* On ne peut pas invoquer non plus, comme cause de dispense, l'inutilité de la prédication, parce que les fidèles peuvent entendre suffisamment la doctrine dans une église voisine. Bonacina avait soutenu cette opinion qui se trouve condamnée dans l'encyclique *Apostolici ministerii* d'Innocent XIII. Cette excuse y est dite vaine et tout à fait pernicieuse à la république chrétienne.

IV. *Le petit nombre des auditeurs.* « Neque ab hoc gravissimo munere parochus liberatur ob exiguum numerum audientium, qui plerumque ex rectorum negligentia dimanant ; etsi unus tantum ex suis audiat, parochus imitetur Christum qui pro una Samaritana sermonem habuit. » (Joan. iv.)³

V. *L'obligation qui incombe à l'évêque de prêcher personnellement.* Les évêques sont tenus d'annoncer par eux-mêmes, quand ils n'ont pas d'empêchements légitimes, la parole de Dieu. Or, ces prédications que doit faire l'évêque en personne ou par son délégué, ne dispensent pas le curé de la cathédrale de l'obligation de prêcher. La question a été étudiée pour le diocèse de Pienza, en Toscane. Le curé de la cathédrale faisait remarquer : « *Sacrorum canonum apertissimum depositionem, qua cautum est, ut episcopus per se ipsum munus hoc implere teneatur ; ideoque non posse parochos cathedralium pœna suspensionis a divinis compelli, ut id agant festis diebus, quibus episcopus in cathedrali præsens esse debet.* » On demanda à la S. Congrégation du Concile : « *An parochus in ecclesia cathedrali Pientina teneatur diebus festis, in actu celebrationis missæ parochialis, ad evangelii explicationem in casu ? — Resp. Affirmative.* »⁴

¹ S. Aug. Sermon 4, de Verb. Domini.

² Const. *Etsi minime*.

³ Benoît XIV, *Inst.* x, n. 3.

⁴ S. C. C. *Pientina*, 14 sept. 1748, V. Lucidi, de *Visitatione*, t. 1, p. 429, n. 314. Edit. 3^e.

¹ *Folium* de la cause *Burgi S. Domnini*, 1^{er} avril 1876.

² On peut consulter à ce sujet les causes *MONTISFALSCI*, 8 mai 1703, Lib. 50, *Decret.* p. 148 ; *NULLIUS ORBETELLI*, 28 avril 1736 (*Thesaurus resolut. S. Congr. C.* t. VII, p. 360) ; *PISANA*, 30 août 1817 (*Thesaurus...* t. XXVII, p. 97 et 268.)

³ *Instit.* x, n. 3.

⁴ I, 2. *Quest.* 97, art. 3.

⁵ *Jerem.* XIII, 21.

VI. *L'explication de l'Écriture Sainte.* C'est que l'explication de l'Écriture Sainte est une obligation personnelle du chanoine théologal, tandis que la prédication est un devoir du curé : « *Evangeli Dei explicatio est munus est parochi... nec suppleri potest per explicationem sacræ Scripturæ quæ fita canonico theologo post vespas 1.* »

Nous avons en outre une décision toute récente de la S. Congrégation du Concile sur ce sujet : elle est du 15 juillet 1882 :

« *An quoties in cathedrali lectiones S. Scripturæ, vel sacræ conciones habentur, parochi a predicationis onere ex consuetudine eximantur in casu ? — Resp. Negative 2.* »

VII. *Les vacances.* D'après tout ce que nous avons dit précédemment, il est facile de juger de la valeur de cette excuse. Il n'est pas permis à un curé de prendre des vacances pour la prédication en dehors des circonstances que nous avons énumérées. Nous rapporterons toutefois deux témoignages, qui ont pour nous une grande valeur.

« *Hinc patet, dit Scavini, quam absurda sit et canonum dispositioni contraria illa quorundam consuetudo qui ferias sibi sumunt certa anni parte (vulgo vacances) etiam a prædicatione 3.* »

L'autre témoignage est de Frassinetti, qui a su présenter la vérité sous une forme aussi mordante que spirituelle :

« On ne saurait dire par quelle raison s'est introduit, en plusieurs endroits, l'usage, ou mieux l'abus de donner des vacances pour la parole de Dieu, comme on en donne pour les études dans les collèges et universités. Dans quelques églises on prend deux mois de vacances, tant pour l'explication de l'évangile et du catéchisme que même pour le catéchisme des enfants. Pourquoi cela ? Serait-ce que le curé aurait peut-être besoin de ces deux mois de villégiature ? S'il en était ainsi, il devrait aviser à un remplaçant, en son absence. Mais le curé n'a que faire de cette villégiature ; il reste en effet dans sa résidence, ou il ne va pas à la campagne, ou c'est à peine s'il y reste quelques jours. Pourquoi donc ne prêche-t-il pas ? Les paroissiens vont à la campagne. Mais ce n'est pas une raison à mettre sérieusement en avant. Tout curé est persuadé que, sur cent paroissiens, il n'y en a pas dix qui aient la possibilité de faire villégiature. Pourquoi donc ? Pour prendre un peu de repos ? Pourra-t-on dire sérieusement que prêcher un jour par semaine, ou un peu plus quand il survient quelque fête dans la semaine, soit une fatigue telle pour le curé, qu'il ait besoin d'un repos de deux mois chaque année, repos si complet qu'il devrait en conséquence s'abstenir d'enseigner le catéchisme aux enfants ? Que le prédicateur de Carême, après avoir prêché chaque jour pendant les quarante jours de carême, ait besoin de repos, même pendant quelques semaines, cela

peut se comprendre. Mais que le curé ait besoin de deux mois de repos pour avoir prêché dans le courant de l'année aux jours de fêtes, personne ne le comprendra.

« Il s'ensuit un double dommage. Le premier est manifeste par lui-même ; c'est que, pendant tout ce temps-là, les paroissiens n'entendent pas la parole de Dieu. Le second, auquel on ne fait pas attention, mais qui n'en est pas moins très réel, c'est que les paroissiens s'étant habitués pendant ce temps-là à sanctifier les fêtes par la messe seule, certains d'entre eux continuent à les sanctifier de la même manière, même après que le curé reprend sa prédication.

« Le curé donc, en observant les lois de l'Eglise, qui n'ont jamais approuvé l'abus des vacances de la parole de Dieu, sanctifiera tous les dimanches et toutes les fêtes de l'année par la prédication, et donnera à ses paroissiens la facilité de pouvoir les sanctifier tous par l'assistance à la prédication 4. »

Bouix a donc raison de conclure que, si l'Eglise autorise le curé à s'absenter pendant deux mois ; elle ne l'autorise pas à priver son peuple de la prédication pendant tout ce temps. Il est tenu d'y suppléer par un auxiliaire 5 : « *Hinc sequitur, iis etiam duobus mensibus, quibus parochis licet abesse a parochia, teneri eos procurare, ut prædicationis officium non interrumpatur.* »

VIII. *La crainte que le peuple ne se familiarise avec la parole de Dieu.* Mgr Plantier a fait à cette objection une réponse fort spirituelle, que nous reproduisons intégralement :

« Telles ne sont, à la vérité, ni la volonté de l'Eglise, ni votre propre obligation, que vous annonciez sans interruption la parole divine et que vous en rassasiez pour ainsi dire les peuples. Les saints canons, au contraire, nous recommandent, sur ce point, une sobriété judicieuse ; et leur conseil est plein de sagesse. Il en est de la prédication, cet aliment mystique des âmes, comme il en est de la nourriture matérielle ; dispensée avec mesure, elle reste toujours attrayante pour les fidèles qui ne cessent jamais d'en être avides ; prodiguée à l'excès, elle perd ses charmes et sa saveur ; les mêmes cœurs dont elle fit d'abord les délices en éprouvent une satiété plus ou moins profonde, et la repoussent avec dégoût, comme les Israélites le firent autrefois pour la manne du désert. Mais autre chose est de prêcher avec cette juste tempérance, autre chose est de garder un silence indéfini ; ne pas accabler son troupeau de discours, ce n'est pas lui rompre avec avarice le pain de la doctrine ; et c'est une différence que bien des pasteurs n'ont pas, hélas ! le bonheur de comprendre.

« Parler avec discrétion, c'est presque, dans leurs idées, perpétuellement se taire. Sous prétexte de ne pas trop familiariser les peuples avec leur voix,

¹ *Amerin.* Vis. SS. LL. 10 feb. 1781, § 6, cité par Zamboni, t. IV, p. 502.

² S. C. C. *Feltrien*, 15 juillet 1882, ad 7^m.

³ *Theologia moralis*, Tract. III, disp. I, cap. II, art. II, n. 473.

⁴ Frassinetti, *Manuel pratique du jeune prêtre*, p. 160.

⁵ Bouix, *de Parocho*, Par. V, c. IX, n. 10.

ou de ne pas trop longtemps les retenir dans le temple, ou de respecter certains usages établis par des prédécesseurs, ils ne montent en chaire qu'à d'immenses intervalles; et, pour une instruction qu'ils auront fait entendre à leurs paroisses dans un passager et brusque élan de zèle ou dans un jour de solennité, ils les laisseront languir, peut-être des mois entiers, dans les angoisses de la faim spirituelle ¹. »

IX. *Les murmures des fidèles.* Nous empruntons la réponse au P. Mach.

« *Le peuple se fatigue et murmure*, et ainsi il en résulte plus de mal que de bien. Je l'avoue : il est rare, le peuple dans lequel Dieu ne trouve pas des *filis rebelles et déserteurs*, dont le prophète Isaïe a fait le portrait, quand il a dit : « Ce sont des enfants infidèles qui ne veulent point écouter la loi du Seigneur ; qui disent à ceux qui prêchent : Ne prêchez point ; ou à leurs guides, aux ministres du Très-Haut : N'ayez point de visions pour nous dire ce qui est droit et juste : « loquimini nobis placentia. » Mais ne sont-ils pas nombreux aussi les fidèles affamés du pain de la parole divine ? Combien de fois j'en ai entendu se plaindre de ce que le curé ne prêchait presque pas ? Et l'enthousiasme avec lequel ils accourent aux missions et aux neuvaines, la patience qu'ils ont de se tenir des heures entières à entendre la prédication, est-ce que tout cela ne prouve pas que l'Espagne a encore foi en la parole divine, et qu'elle en a faim aussi ? Ce qui manque, ce sont des prêtres zélés pour rompre ce pain sacré ; car cette nourriture bien préparée n'engendre jamais la satiété ni le dégoût : « Qui edunt me adhuc esuriunt ; et qui bibunt me adhuc sitiunt. » Elle ne cause de l'ennui qu'à ceux qui n'ont pas goûté sa saveur.

« Mais si le peuple se fatigue et murmure, ne serait-ce pas par hasard la faute du curé ? S'il est lent dans tout ce qu'il fait, s'il est toujours longtemps avant d'arriver à l'autel pour commencer la messe ; s'il prêche sans préparation, sans agrément aucun ; s'il est prolixe, fastidieux à force de redites ; s'il n'a que des invectives à faire au lieu de sermons ; si, à la place de paroles édifiantes qu'il devrait dire, il n'a que des extravagances à débiter, est-il étonnant de voir le peuple murmurer ? Ah ! il ne faut pas espérer en ce cas que Dieu adresse au pasteur ces paroles de consolation qu'il disait autrefois à Ezéchiel : « Les enfants de la maison d'Israël ne veulent pas t'entendre, parce qu'ils ne veulent pas m'entendre. »

« Mais supposons que, malgré le zèle ardent et toutes les qualités d'un curé, une partie du peuple s'obstine à ne pas vouloir entendre sa voix, est-ce que ce sera une médiocre consolation pour un prêtre, de pouvoir dire un jour à Jésus-Christ : « Quos dedisti mihi, non perdi ex eis quemquam, nisi filium perditionis ? » Et combien y aura-t-il de fidèles qui retireront le plus grand profit de ses

instructions ? Combien d'âmes qui se seraient perdues sans la prédication, et qui auront été sauvées par elle ! Car il est écrit : « Verbum meum non revertetur ad me vacuum, sed faciet quæcumque volui, et prosperabitur in his ad quæ misi illud. » Et quand bien même peu de personnes en profiteraient ; quand elle n'aurait servi qu'à arrêter un seul péché, ne serait-ce pas déjà une belle récompense ? ¹. »

X. *La difficulté de préparer sérieusement une instruction.* Cette difficulté ne peut provenir que de deux causes : du défaut de temps ou du défaut de science. L'une et l'autre ne sont pas admissibles.

Quelles sont donc, dans la vie du prêtre, les occupations importantes qui pourraient légitimement dispenser d'une obligation qui lui incombe de droit naturel, divin et ecclésiastique ? Les confessions ? Oui, à certains jours, et nous reconnaissons que c'est là une cause juste pour laquelle l'évêque peut dispenser de la prédication. Mais cela n'arrive pas à chaque instant, et combien de jours où il est facile de prêcher. — L'étude ? Si elle a pour objet la science ecclésiastique, elle forme une préparation éloignée à la prédication, et il suffit de quelques heures pour préparer une instruction substantielle et fructueuse. Dans le cas où une étude profane absorberait tous les instants du prêtre, au point de lui faire négliger la prédication, il y aurait là un grave abus, exigeant impérieusement une réforme. — Les occupations temporelles ? « Ah ! répond le P. Mach, pour un intérêt mesquin vous exposeriez votre salut et celui de vos paroissiens ! Et les apôtres ! Direz-vous qu'ils avaient dans leurs mains un intérêt de peu de valeur ? Ils s'étaient chargés du soin des pauvres, et de quels pauvres ? De pauvres qui avaient tout quitté pour Dieu. Quelle excellente œuvre de charité ? Et cependant, parce qu'elle les empêche de prêcher, ils s'en déchargent sur d'autres. Serait-ce par hasard le défaut de science qui vous arrête ? Mais si vous n'étiez pas suffisamment instruit, pourquoi avez-vous embrassé l'état ecclésiastique ? Pourquoi, quand vous avez reconnu votre insuffisance, n'avez-vous pas renoncé à votre charge ? « Si in laicis via tolerabilis videtur incertitia « quanto magis in iis qui præsumunt, nec excusatione digna est, nec renia². » Que dirait-on de celui qui, sans être médecin, voudrait guérir les malades ; de celui qui, n'étant pas architecte, aurait la prétention de construire des palais ? Etudiez au moins, travaillez pour acquérir les connaissances indispensables, et ne mettez pas Dieu dans le cas de vous dire par la bouche du prophète Isaïe : « Quia tu scientiam repulisti, repellam te, ne sacerdotio fungaris mihi³. »

(A suivre.)

¹ R. P. Mach, *Trésor du prêtre*, t. II, p. 406.

² Dist. 38.

³ Mach, le *Trésor du prêtre*, t. II, p. 409.

IMPRIMATUR

† ALPH.-MAÏT., *Episcopus Lingonensis.*

Le gérant : J. MAITRIER.

¹ Mgr Plantier, *Règles de la vie sacerdotale*, t. II, p. 114.

dernière conférence de 1836, entendirent ces adieux de leur orateur favori :

« Tous, Messieurs, nous pouvons donc prier, parce que tous nous croyons ou nous doutons. Insectes d'un jour, perdus sous un brin d'herbe, nous nous épuisons en vains raisonnements, nous nous demandons d'où nous venons, où nous allons ; mais ne pouvons-nous pas dire ces paroles : « O « toi, qui que tu sois, qui nous a faits, daigne me « tirer de mon doute et de ma misère ! » Qui est-ce qui ne peut pas prier ainsi ? Qui est excusable s'il n'essaie pas de fonder sa foi sur la prière ?

« Puissè-je, Messieurs, vous avoir inspiré au moins la bonne pensée de vous tourner vers Dieu dans la prière, et de renouer vos rapports avec lui, non seulement par l'esprit, mais par le mouvement du cœur ! C'est l'espérance que j'emporte en vous quittant. Je laisse entre les mains de mon évêque cette chaire de Notre-Dame désormais fondée, fondée par lui et par vous, par le pasteur et par le peuple. Un moment ce double suffrage a brillé sur ma tête, souffrez que je l'écarte de moi-même, et que je me retrouve seul quelque temps devant ma faiblesse et devant Dieu ! »

Que signifiaient ces paroles qui déguisaient à peine quelque découragement ? Pourquoi ces adieux quand tout son auditoire le réclamait d'une voix unanime ? On ne le sut pas ce jour-là. Mgr de Quélen salua avec un enthousiasme voulu « le prédicateur nouveau » qui allait « dans la ville éternelle au pied du tombeau des apôtres, au pied du Père commun des fidèles, lui rendre compte de ce qu'il avait vu et de ce qu'il avait fait. »

« Dans le sein de là retraite, notre cher et éloquent prédicateur méditera la science divine, ajouta-t-il. C'est dans le sein de la retraite que saint Jean Chrysostôme forgea les foudres qu'il devait faire retentir si glorieusement du haut de la chaire patriarcale de Constantinople.

« Il emporte avec lui toutes nos bénédictions. Il nous reviendra ! »

Donc il partait. Mais pourquoi ce départ qui donnait raison à ses ennemis et paraissait le condamner, car le prétexte de se rendre à la ville éternelle ne trompait personne ? C'est que Mgr de Quélen n'était point complètement revenu de ses antécédents préjugés, qu'il avait cédé au torrent, que sa protection pour « le prophète nouveau » se défendait de l'héroïsme, peut-être même qu'il lui avait demandé certaines concessions devant lesquelles s'était cabré le fier caractère de l'orateur. Lacordaire le laisse entendre dans une lettre à M^{me} Swetchine du 10 février 1837 : « Mgr l'archevêque a cru me dominer par le besoin que j'avais de lui, et par le côté docile de mon être : il aurait fallu pour cela me respecter davantage, et connaître davantage le prix des hommes. »

D'ailleurs il ne s'en était point caché à Mgr de Quélen lui-même. Il lui avait écrit le 14 janvier 1837 : « Soyons vrais, car je touche à mes trente-cinq années, et j'ai besoin de prendre un parti. Vous avez un goût personnel pour moi, vous aimez ma sincérité, mon désintéressement, ma foi, ma docilité. Il y a peut-être en moi quelque chose qui vous plaît. Vous êtes sûr que je ne serai jamais un hérétique, ni un schismatique, que je suis dévoué passionnément à l'Eglise. Mais il y a entre nos deux manières d'être et de sentir, de concevoir ce temps et ses remèdes, un dissentiment profond. Je ne suis pas votre homme ; vous appartenez à une époque et moi à une autre. Voilà la vérité. »

Mgr de Quélen en effet n'était point l'homme des temps nouveaux, il craignait tout, s'effarouchait de tout, et le seul souvenir de Lamennais arrêtaient les honnêtes mouvements de son cœur naturellement bon. Ajoutez que les ennemis de l'orateur

écrivaient au sujet des superbes conférences dont nous venons de donner de rapides mais admirables extraits des pages comme celles-ci :

« Les sermons de l'abbé Lacordaire, bien compris, se réduisent à des articles de journaux qui figureraient assez bien, encore aujourd'hui, dans un nouvel *Avenir*. Ils constituent, selon nous, la plus parfaite dégradation de la parole, l'anarchie la plus complète de la pensée, nous ne disons pas théologique mais simplement philosophique ! » (*Lettres aux membres du clergé et aux auditeurs de Notre-Dame, 1837*).

Soyez donc un grand orateur, un homme d'intentions pures, de docilité absolue, de génie élevé pour être ainsi traité par de méchants envieux, qui réussiront à amener contre vous toutes les haines et à surprendre même la bonne foi épiscopale ?

Nous prions nos abonnés d'écrire désormais directement pour tout ce qui concerne l'Ami du Clergé, à Langres (Haute-Marne), avec cette suscription : M. LE DIRECTEUR DE L'AMI DU CLERGÉ, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

Les mandats postaux, chèques et lettres chargées devront désormais porter aussi la même suscription.

Les numéros de la Revue, non parvenus aux abonnés, sont dus par l'administration et il suffit de les réclamer. — Les nos perdus par les abonnés eux-mêmes seront envoyés moyennant 0 fr. 20 c. pour un no sans supplément ; 0 fr. 25 pour un no avec supplément, et 0 fr. 15 pour le supplément seul.

Nous tenons des collections entières à la disposition des personnes qui en feront la demande.

Deux des volumes de la collection sont malheureusement devenus très rares ; il faut se hâter.

Ainsi que nous l'avons annoncé, on travaille d'urgence aux Tables. Nous désirons que pour le 1^{er} janvier, tous les souscripteurs soient servis.

Nous maintenons jusqu'au 30 novembre prochain, la souscription à cinq francs.

Prière instante à tous les abonnés qui demandent un changement d'adresse — et le cas est assez fréquent — de vouloir bien joindre à leur demande la dernière bande reçue.

Nous conjurons nos chers abonnés d'envoyer à part, sur une feuille spéciale, les questions auxquelles ils désirent qu'il soit répondu dans l'Ami du Clergé. Autant de feuilles séparées qu'il y a de questions distinctes. Autrement il peut y avoir retard, confusion et même oubli.

CORRESPONDANCE

M. Q., vicaire à S. (Manche). — Vous réclamez le dernier numéro. Prière d'indiquer le numéro par son chiffre.

Souscriptions aux Tables

1^{re} Souscriptions payées. — M. C. curé de St-J.-de-F. (Hérault). — M. Q. vicaire à S. (Manche). — M. l'abbé L. M. vicaire à P. (Côtes-du-Nord). — M. C. vicaire à M. (Gironde).

2° Souscriptions faites et non payées. — M. J. curé de C. V. (Lorraine). — M. G. curé de N. D. de M. (Aveyron). — M. G. chanoine à la cathédrale de Léon (Mexique). — M. S. curé de S. J. de V. (Tarn). — M. L. professeur à S. P. de B. (Hautes-Pyrénées). — M. l'abbé D. à M. en P. (Vendée). — M. B. curé de St-Et. à C. (Calvados). — M. B. curé de St-H. des L. (Mayenne). — M. B. vicaire à R. (Marne).

Paiements d'abonnements

1° Abonnements faits et payés dans les huit derniers jours. — M. B. à B. (Seine-Inférieure). — M. l'abbé X. B. curé de la colonie St-Joseph, province d'Entre-Rios, Port-Colon (République-Argentine). — M. R. libraire à Paris. — M. G. curé de M. (Loire). — M. S. curé de C.-le-S. (Aube). — M. M. curé de L. au R. (Haute-Marne). — M. Q. vicaire à S. (Manche). — M. l'abbé L. M. vicaire à P. (Côtes-du-Nord).

2° Abonnements faits et non payés. — M. M. curé de P. (Haute-Marne).

Occasion exceptionnelle

LA CITÉ ANTICHRÉTIENNE AU XIX^e SIÈCLE

Par Dom P. BENOIT

Docteur en philosophie et en théologie, ancien directeur de Séminaire

1^{re} PARTIE : **Les Erreurs modernes.**

2^e PARTIE : **La Franc-Maçonnerie.**

En tout, quatre beaux et forts volumes in-12, neufs, non coupés, non défraîchis.

Au lieu de 16 francs **8 fr. 50**

S'adresser aux Bureaux de l'*Ami du Clergé*, à Langres.

Nous recommandons tout particulièrement cet ouvrage aux membres du jeune clergé. C'est un des ouvrages les plus remarquables de ce siècle. Loué d'une manière toute spéciale et hautement apprécié à Rome, il est fait de main de maître, et sur la matière, il n'a pas son égal.

Nous en tenons plusieurs exemplaires à la disposition de nos amis.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : **2 f. 25** le litre { pris en —
— fûts — 16 litres : **1 f. 90** le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

Adresser les demandes à Langres (Hte-Marne), **Usine catholique des Frères JOBARD**, propriétaires et préparateurs de la MORIMONDINE.

Prix-courants : En caisse depuis 6, 12 et 25 litres : **2 fr. 25** le litre *franco d'emballage* pris en magasin.

A titre d'essai, nous expédions *franco* contre un mandat-poste de **5 fr. 50** un caisson renfermant **2 litres MORIMONDINE**.

L'AMI DU CLERGÉ

Revue de toutes les questions ecclésiastiques

(Dogme, Morale, Liturgie,
Droit canon, Ecriture sainte, Patrologie,
Histoire sacrée, Prédication,
Catéchismes, Législation civile-ecclésiastique)

Paraît une fois par semaine et est mis à la poste de Langres le jeudi

CHACUN NUMÉRO CONTIENT 16 PAGES IN-4°

L'abonnement pour la France, la Belgique et la Suisse est de **huit** francs par an, et de **dix** francs pour les autres pays.

A chaque numéro de l'*Ami du Clergé* est joint un Supplément, également hebdomadaire, portant le nom d'

AMI DU CLERGÉ PAROISSIAL

Le prix de ce Supplément est de **cinq** francs par an; il contient huit pages in-4°.

On peut s'abonner à l'*Ami du Clergé* sans s'abonner à l'*Ami du Clergé paroissial*; mais on ne peut s'abonner à l'*Ami du Clergé paroissial*, sans s'abonner à l'*Ami du Clergé*.

Ainsi l'abonné à l'*Ami du Clergé* seul paie annuellement **8** ou **10** francs, selon le pays, et l'abonné à l'*Ami du Clergé* et à son Supplément, l'*Ami du Clergé paroissial*, paie **13** francs ou **15** francs, selon le pays.

OCCASION

A VENDRE

UN BEL APPUI DE COMMUNION

en pierre blanche (style xv^e siècle)

S'adresser à M. le curé de N.-D. des Cordeliers, à Laval (Mayenne).

ÉTRENNES UTILES

LE

BRÉVIAIRE DES PIEUX LAIQUES OU RECUEIL COMPLET DE PRIÈRES

A L'USAGE DES PERSONNES DU MONDE

1 volume relié, tranche dorée, *franco* **3 50**
12 volumes rel., tr. dor. (le 13^e en plus), *franco*. **42 »**

N. B. — Cet ouvrage est approuvé et recommandé par un grand nombre de NN. SS. les archevêques et évêques de France.

S'adresser à M. l'abbé Noury, curé de Saint-Paterne (Indre-et-Loire).

GUÉRISON

RADICALE

DU

DIABÈTE

Par

la mixture

antidiabétique

de P. Martin. Avec

cette mixture le malade

n'est soumis à aucun régime :

il peut boire et manger ce qui lui

plaît. Il lui suffit d'en prendre 2 cuill.

à soupe mat. et soir. Pr. de la bout. 45 fr.

S'adr. à M. MARTIN, pharm., à Sarlat (Dordogne.)

Dépôt dans toutes les bonnes Pharmacies.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 48

PRÉDICATION : Pour la fête de l'Immaculée-Conception : les bontés de Marie.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : On accorde réduction des charges par suite d'impossibilité de les remplir, mais en maintenant l'obligation de l'accomplissement s'il est possible.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Quand on récite l'Angelus après la messe, doit-on faire la génuflexion au pied de l'autel ? — La conclusion des oraisons du vendredi saint est-elle complète ? Pourquoi fléchit-on le genou pendant la première strophe de l'Ave maris stella ? — Quand on a oublié de consacrer une hostie pour la bénédiction du Saint-Sacrement, peut-on la remplacer par trois petites dans la lunule ? Est-il nécessaire que les vases des saintes huiles soient en argent. L'évêque a-t-il le droit d'imposer une édition de chant ? Quelle est l'édition recommandée par Rome ? Les prêtres peuvent-ils en conscience refuser d'adopter l'édition imposée par l'évêque ? — Les messes des 3^e, 7^e jour et anniversaire conservent-elles leurs privilèges si elles sont remises par suite d'empêchements de famille ? — Suspend-on le chapeau d'un cardinal défunt sur sa tête ? — Pour la distribution de la sainte communion à une balustrade éloignée de l'autel, ou à un autre autel, doit-on se faire accompagner par le servent ? — A quoi est tenu l'aumônier d'une communauté de tertiaires le jour de la fête du titulaire de l'église du lieu qui est patron de la paroisse ? — Le 7 janvier peut-on dire pour un mariage la messe *pro sponso et sponsa* ? Peut-on au moins en faire mémoire ? peut-on réciter les prières après le *Pater* et l'*Ite missa est* ? Peut-on en faire mémoire aux fêtes de première et de deuxième classe ? — Plu-

sieurs prêtres grecs célébrant ensemble la sainte messe, si l'un d'eux a fait erreur dans la forme de la consécration du pain, doit-il se retirer ou continuer la messe avec les autres ? Le Souverain-Pontife est-il infallible quand il enseigne dans une encyclique un point de doctrine sans le définir solennellement comme de foi ? — Une somme mise à la disposition du curé pour les pauvres, ayant été prêtée par lui et perdue aux trois quarts, la caisse des pauvres doit-elle supporter cette perte ? — Est-il vrai que l'Evêque ne puisse ériger plusieurs oratoires dans les séminaires et communautés religieuses ? ni permettre d'y conserver le Saint-Sacrement ? qu'il puisse accorder de satisfaire au précepte dominical par l'assistance à une seconde messe dans une chapelle privée ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Dans une église où les chaises se louent à l'année par bail verbal, est-ce au curé ou au trésorier à faire la location ? Le curé ou le trésorier peuvent-ils enlever les chaises louées par une famille si celle-ci ne les occupe pas ? Peut-on louer des chaises pour des personnes qui n'habitent pas la paroisse mais qui y peuvent venir accidentellement ? — Une fabrique pourrait-elle résister à une décision du préfet voulant l'obliger à exécuter les réparations adoptées par le conseil municipal, et à laisser les autres qu'elle-même juge convenables et dont elle fait seule la dépense ? Comment reconnaître qu'une église est ou non la propriété de la fabrique ?

VARIÉTÉS : La Prédication envisagée comme charge paroissiale. Existence de la loi (suite). Quelle faute y a-t-il à omettre la prédication.

Nous prions nos abonnés d'écrire désormais directement pour tout ce qui concerne l'Ami du Clergé, à Langres (Haute-Marne), avec cette suscription : M. LE DIRECTEUR DE L'AMI DU CLERGÉ, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

Les mandats postaux, chèques et lettres chargées devront désormais porter aussi la même suscription.

Nous tenons des collections entières à la disposition des personnes qui en feront la demande.

Deux des volumes de la collection sont malheureusement devenus très rares ; il faut se hâter.

Les numéros de la Revue, non parvenus aux abonnés, sont dus par l'administration et il suffit de les réclamer. — Les n^{os} perdus par les abonnés eux-mêmes seront envoyés moyennant 0 fr. 20 c. pour un n^o sans supplément ; 0 fr. 25 pour un n^o avec supplément, et 0 fr. 15 pour le supplément seul.

Ainsi que nous l'avons annoncé, on travaille d'urgence aux Tables. Nous désirons que pour le 1^{er} janvier, tous les souscripteurs soient servis.

Nous maintenons jusqu'au 30 novembre prochain, la souscription à cinq francs.

Prière instante à tous les abonnés qui demandent un changement d'adresse — et le cas est assez fréquent — de vouloir bien joindre à leur demande la dernière bande reçue.

Nous conjurons nos chers abonnés d'envoyer à part, sur une feuille spéciale, les questions auxquelles ils désirent qu'il soit répondu dans l'Ami du Clergé. Autant de feuilles séparées qu'il y a de questions distinctes. Autrement il peut y avoir retard, confusion et même oubli.

CORRESPONDANCE

La maladie du bon M. Dangien avait nécessairement laissé se produire, non pas des irrégularités, mais certaines déficiences dans l'administration matérielle de l'Ami du Clergé. Nous avons dû y remédier de notre mieux, et depuis six semaines nous nous sommes imposés de relire trois mille lettres environ, pour mettre en toutes choses un ordre parfait. — Nous sommes en train de recouvrer les quelques abonnements de 1889 qui n'avaient pas encore été soldés. Par suite d'indications insuffisantes, et sans qu'il y ait rien de notre faute, nous avons frappé indûment à quelques portes, d'ailleurs avec toute la délicatesse possible. Qu'on veuille bien agréer nos excuses; ces choses ne se produiront plus jamais, grâce au système de comptabilité que nous avons adopté. — Nous prions messieurs les abonnés dont les initiales suivent de bien être persuadés que nous les croyons sur parole; l'erreur était sur les documents qu'on nous avait laissés, pas ailleurs. M. D. aumônier à C. (Aisne). — M. S. vicaire à Y. (Hte-Loire). — M. G. curé à St-J.-S. (Loire). — M. R. curé de M. (Somme). — M. C. curé de St-M. (Deux-Sèvres). — M. L. ch. h. à Tarbes (Hautes-Pyrénées). — M. G. curé à M. (Bouches-du-Rhône).

Souscriptions aux Tables

1° Souscriptions payées. — M. M. curé de C.-s-M. (Somme). — M. M. curé de J. (Orne). — M. L. curé de M. (Fribourg-Suisse). — M. J. curé de G. (Saône-et-Loire). — M. A. M. vicaire à Ste-M. (Loire-Inférieure). — M. J.-G. curé de Ste-O. (Orne). — M. M. curé de F. (Somme). — M. P. rue Denfert-Rochereau, Paris. — M. L. curé à F. (Pas-de-Calais). — M. L. B. curé de P. (Finistère).

2° Souscriptions faites et non payées. — M. de B. curé de L. (Vosges). Vous paierez ou tout de suite ou après réception du volume, selon qu'il vous plaira; pour nous, la chose est indifférente. — M. M. T. et W. libraires à Strasbourg. — M. C. curé d'O. p. E. (Seine-Inférieure). — M. B. prêtre o. m. i. à Québec (Canada). — M. B. curé d'H. (Seine-et-Oise). — M. D. professeur à B.-s.-M. (Pas-de-Calais). — M. B. curé à S.-S. (Meurthe-et-Moselle). — M. S. curé de St-L.-T. (Côte-d'Or). — M. A. curé-doyen de T. (Basses-Pyrénées). — M. B. prêtre à St-J.-B. de Québec (Canada).

Paielements d'abonnements

1° Abonnements faits et payés dans les huit derniers jours. — M. D. curé du V.-St-G. (Seine-et-Oise). — M. M. curé de J. (Orne). — M. L. curé de M. (Fribourg-Suisse). — M. M. curé de F. (Somme). — M. P. curé d'E. (Oise) 1889. — M. G. curé de P.-A. (Eure). — M. J. O. vicaire à la cathédrale de S. (Dordogne). — M. B. vicaire à St-L.-s-B. (Saône-et-Loire). — M. de H. curé à G. (Haute-Marne). — M. L. curé à F. (Pas-de-Calais). — M. L. B. curé de P. (Finistère). — M. C. curé de M. (Ariège). — M. F. curé de C. (Nord). — M. B. curé de M. (Loire). — M. P. vicaire à M. (Côtes-du-Nord).

2° Abonnements faits et non payés. — M. G. curé de Th. (Meuse). — M. F. curé à E. (Alsace).

AVIS

Les *Petits Bollandistes*, *Vies des Saints*, par Mgr P. Guérin, et leur *Supplément*, par le R. P. Dom Pinolin, de l'aveu de tous, occupent le premier rang parmi les *Recueils hagiographiques* publiés de notre temps.

« La littérature chrétienne revendique à bon droit

cette Vie des Saints, a dit un écrivain autorisé, M. Arthur Loth, dans l'*Univers*. L'œuvre lui appartient et par le sujet et par la composition. Tout le travail contemporain, on peut dire, a passé dans ce livre. Il résume la science hagiographique de l'époque. »

Honorés d'une lettre du *Saint-Père* et de très nombreuses approbations épiscopales, les *Petits Bollandistes* ont obtenu déjà un immense succès (*quarante-cinq mille exemplaires écoulés en quelques années*), succès qui ne pourra que s'étendre grâce à la mesure que viennent d'adopter les éditeurs, MM. Bloud et Baral, mesure dont on trouvera une explication détaillée dans une lettre reproduite aujourd'hui à notre dernière page et sur laquelle nous appelons la bienveillante attention de nos lecteurs.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

Adresser les demandes à Langres (Hte-Marne), **Usine catholique des Frères JOBARD**, propriétaires et préparateurs de la MORIMONDINE

Prix-courants : En caisse depuis 6, 12 et 25 litres : 2 fr. 25 le litre *franco d'emballage* pris en magasin.

A titre d'essai, nous expédions *franco* contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

ÉTRENNES UTILES

LE

BRÉVIAIRE DES PIEUX LAIQUES OU RECUEIL COMPLET DE PRIÈRES

A L'USAGE DES PERSONNES DU MONDE

1 volume relié, tranche dorée, *franco* 3 50
12 volumes rel., tr. dor. (le 13^e en plus), *franco*. 42 »

N. B. — Cet ouvrage est approuvé et recommandé par un grand nombre de NN. SS. les archevêques et évêques de France.

S'adresser à M. l'abbé Noury, curé de Saint-Paterne (Indre-et-Loire).

GUÉRISON

RADICALE

DU

DIABÈTE

Par la mixture antidiabétique de P. Martin. Avec cette mixture le malade

n'est soumis à aucun régime; il peut boire et manger ce qui lui plaît. Il lui suffit d'en prendre 2 cuill.

à soupe mat. et soir. Pr. de la bout. 15 fr.

S'adr. à M. MARTIN, pharm., à Sarlat (Dordogne.)

Dépôt dans toutes les bonnes Pharmacies.

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION : LES
BONTÉS DE MARIE

Non pepercisti animæ tuæ propter
angustias et tribulationes generis tui.

(Judith, XIII, 25.)

C'est ici, M. F., le jour de la gloire de Marie et le principe de sa grandeur. Dès le premier instant de son existence, la Très-Sainte-Vierge fut l'objet du privilège merveilleux et unique que l'Eglise célèbre aujourd'hui, et qui après avoir fait l'admiration du ciel, devait procurer à la Mère de Dieu tant d'hommages, tant de manifestations éclatantes de foi et d'amour sur la terre. Destinée à fournir de son sang le corps qui devait être uni à la divinité, elle ne pouvait être un seul moment souillée de la tache originelle. Le Dieu fait homme ne pouvait tenir sa chair adorable d'une mère flétrie par le péché. En choisissant Marie pour une mission si relevée, Dieu devait la soustraire à l'anathème lancé contre les hommes. Sans vouloir approfondir aujourd'hui ce mystère, je préfère vous le présenter comme l'aurore des jours fortunés qui allaient luire pour l'univers. Marie semble, en effet, n'être élevée au-dessus de nous par le privilège ineffable de sa Conception immaculée, que pour s'en rapprocher davantage par sa commiseration et les prévenances de son amour.

La grande bonté de Marie pour les hommes, bonté à la fois vraie et sincère, forte et généreuse, universelle et durable, tel est le beau et important sujet dont je voudrais vous entretenir, heureux si je peux contribuer par là à accroître et à rendre plus parfaite encore la dévotion qui vous distingue à l'égard de l'auguste Mère de Dieu.

I

Je dis, d'abord, bonté de Marie, bonté vraie et sincère, fondée sur les perfections de son cœur, sur son amour ardent pour Dieu, sur la parfaite conformité de ses sentiments avec ceux de Jésus, son fils !

L'amour de Marie pour nous ne fut point ce qu'il est d'ordinaire parmi les hommes. Les inclinations bienfaisantes du meilleur cœur qui exista jamais, ne permettaient point à Marie cet indigne mélange d'affection et d'égoïsme, de dévouement et de recherche de soi-même, lequel déshonore trop souvent les amitiés humaines. Dans son zèle pour nous Marie ne suit que le penchant doux et glorieux vers la miséricorde qui aime à répandre les bienfaits. Et quel autre sentiment pourrait naître d'un cœur aussi excellent que le sien ? Dieu, pour faire de Marie sa plus parfaite image, lui a donné, suivant le langage de l'Eglise et des Pères, dans un souverain degré, toutes les perfections naturelles et surnaturelles, dont une créature est susceptible ; ces perfections, dans elle, surpassent quasi infiniment celles des autres êtres créés. N'est-il pas évident dès lors qu'elle possède dans

son cœur une plénitude de bonté qui approche de la bonté même de Dieu et en est le plus admirable reflet. Et, comme dans Dieu la bonté paraît l'emporter sur les autres attributs, dans Marie aussi cette bonté l'emporte sur les autres vertus. De là dans Marie plus de bonté, s'il est possible, ou du moins une bonté aussi sincère que son humilité fut profonde, que sa foi fut vive, que son innocence fut parfaite. De là dans Marie un amour pour nous réglé sur l'étendue de son amour pour Dieu lui-même.

Puier en Dieu l'amour du prochain, c'est en perfectionner le motif, en perpétuer la durée, en assurer l'efficacité : vrais caractères de l'amour sincère qui ne se trouvent point dans les amitiés du monde, pourquoi ? parce que la passion, l'inclination naturelle, l'intérêt en est le seul fondement. Mais sa bonté pour nous, Marie la tire d'en haut, elle la puise dans le sein même de Dieu, selon la belle expression de Richard de Saint-Victor ; *Ipsa desuper surgit*. C'est là ce qui nous donne de cette bonté l'idée tout à la fois la plus sublime et la plus sûre. L'amour de Dieu fut en Marie sans bornes, par conséquent sa charité pour les hommes sera également sans mesure et sans limites. Toujours Marie aimera Dieu, toujours nous aurons place dans son cœur. L'amour de Dieu a inspiré à Marie les plus héroïques sacrifices, et l'amour des hommes sera en elle plus fort que la mort, *fortis ut mors dilectio*.

Enfin, Jésus, son fils, a aimé les hommes, il les a aimés à l'excès, *in finem dilexit eos*, il les a aimés jusqu'à se livrer pour eux, il les a aimés jusqu'aux abaissements de la crèche, jusqu'aux ignominies et aux souffrances du Calvaire. Qui donc peut douter, s'écrie saint Bernard, avec une énergie d'expressions que je ne puis rendre, qui peut douter que ces entrailles bénies, où pendant neuf mois, a reposé la charité qui est de Dieu et le Dieu même de la charité, *ipsa quæ ex Deo est charitas*, n'aient été enflammées de la plus affectueuse tendresse, *omnino in affectum caritatis transisse Mariæ viscera*. Jésus tout amour, tout ardeur pour nous, guide les affections de Marie, aime à étendre, à reproduire, à exercer son amour par elle. De là ce choix qu'il fit de sa propre mère pour qu'elle fut véritablement la nôtre. Pouvait-il mieux nous manifester tous les sentiments du cœur de Marie qu'en remettant en dépôt à cette Vierge très sainte, un nombre infini d'enfants qu'il aimait et pour lesquels il était prêt à donner lui-même sa vie : *Mulier, ecce filius tuus*. C'était lui dire, je remets entre vos mains le salut de ces hommes que je suis venu racheter. Aujourd'hui leur Rédempteur, je fais éclater mon amour et ma miséricorde envers eux. Mais bientôt forcé par leurs crimes de venger en juge irrité le mépris de mes grâces, je souhaite, je veux même que vous arrêtiez les coups de ma justice par une intercession toute puissante. Ces entrailles bienheureuses qui m'ont porté, ce sein glorieux où j'ai reposé, ces bras qui m'ont soutenu, seront les armes éloquentes que

vous opposerez à mon courroux ; sans cesse votre charité s'interposera pour protéger, pour sauver ces enfants malheureux qui m'oublient, car ces enfants seront désormais les vôtres : *ecce filius tuus*. Jésus pouvait-il mieux placer nos intérêts ? Ah ! ce mot d'un fils mourant aurait suffi à allumer dans Marie le feu de la charité pour nous, si déjà cette tendresse n'y avait été aussi établie. Mais il nous révèle bien toute l'étendue des sentiments dont son cœur sera désormais enflammé à notre égard ; après un tel témoignage, comment pourrions-nous douter de la sincérité, de la perfection de la bonté de Marie ? N'est-elle pas, de par la volonté expresse et sacrée de son Fils, la mère de tous les fidèles, *mater omnium fidelium universalis*. (Saint Bonaventure.) Bonté de Marie, bonté réelle et sincère, mais aussi bonté tendre et généreuse.

II

Sacrifier ce qu'on a de plus cher pour favoriser un ami, c'est le comble et la perfection d'un amour, dont jamais la terre ne vit un exemple plus frappant qu'en Marie qui nous donna librement son fils, consentit à ce que ce fils unique mourût pour nous, et de plus voulut elle-même s'associer à ce sacrifice suprême.

Dans la tranquille solitude où elle mit sa jeunesse à l'abri des écueils du monde, de ces écueils qu'elle seule pouvait cependant braver sans crainte et auxquels tant d'autres s'exposent sans précaution, Marie se nourrissait des consolantes promesses, dont sa nation attendait l'accomplissement ; non pas pour se retracer à elle-même la grandeur de ses ancêtres, pour y apercevoir le lustre de sa maison rétabli et surpassé, mais pour se réjouir du bonheur réservé à la terre, qui bientôt devait posséder son Libérateur. Elle pénétrait peu à peu dans les secrets divins, sans prévoir encore ceux dont elle était l'objet. Mais toute son espérance était qu'un jour et bientôt naîtrait ce Dieu Sauveur.

Arrive enfin cet heureux moment, où la vivacité de ses désirs et l'ardeur de son zèle pour les hommes, lui méritèrent d'être la mère de son Dieu et la corédemptrice du monde. L'envoyé du Très-Haut pénètre dans sa demeure, il y fait entendre sa voix, à cette vierge humble et tremblante : « Vous mettrez au monde un fils, lui dit-il, et ce fils est celui de Dieu même. » Marie semble hésiter devant l'annonce d'une mission si sublime et si relevée. Ah ! s'écrie saint Bernard dans les doux transports de son zèle, ne balancez pas plus longtemps, Vierge Sainte, ne retardez pas le moment qui doit donner à la terre son Libérateur : les patriarches vous demandent l'accomplissement de leurs désirs, les prophètes l'exécution de leurs oracles, les justes le terme de leurs espérances, les pécheurs leur salut et leur vie ; si votre propre élévation vous effraie, que les intérêts de la terre touchent votre cœur. Marie donna son consentement, elle le donna parce qu'elle vit qu'en devenant la mère de l'auteur de la vie, elle contribue-

rait à régénérer tous ceux qui vivraient par lui et pour lui. C'est donc à nous, malheureux esclaves du péché, qu'elle a donné son fils, pour être le prix de notre délivrance, la rançon de notre salut, *ipsa nobis miseris dedit* (Saint Antonin.)

Mais par là même qu'elle nous donne son fils, Marie consent à la mort de ce fils, puisqu'elle ne peut ignorer la manière dont s'opèrera notre rédemption. « Votre âme sera percée d'un glaive de douleur, lui dit le saint vieillard Siméon ! » Oracle bien terrible pour la meilleure et la plus tendre des mères à qui l'on annonce la perte du fils le plus chéri et le plus digne de l'être ! O Marie, consentirez-vous à ce cruel sacrifice ? La force de son amour ne lui permet pas de balancer. Déjà son fils est entre les mains du prêtre et présenté comme victime en faveur de son peuple. Marie joint son cœur à cette hostie pacifique et se prépare au triste événement, qui en la privant de son adorable fils, satisfera son ardeur pour notre salut ; puisqu'un pieux auteur ne craint pas d'avancer, qu'elle aimait mieux livrer son fils à la mort, qu'exposer les hommes à une perte certaine, *ut mallet mori filium quam animas perire*. (Rupert.) Sentiment bien héroïque, Marie ne le démentit jamais.

Depuis l'instant où elle accorda ce consentement généreux, jusqu'après l'entière exécution des desseins de Dieu, toujours son âme courageuse soutint la vue de cette terrible journée que tout retraçait à son esprit, sans trouver d'autre consolation que dans la future délivrance des hommes. Ainsi nous aimait Marie, ainsi pour nous toute sa vie n'est qu'une suite non interrompue de craintes et d'alarmes, d'amertume et de tristesse.

Tristesse plus vive encore et plus amère, lorsqu'elle vit Jésus souffrir. Quelle mère n'est pas attendrie des malheurs de son enfant ? et comme jamais mère ne fut plus parfaite, comme jamais fils ne mérita mieux toute son affection, mesurez si vous le pouvez toute l'étendue du sacrifice de Marie. Alors se vérifia réellement la parole de saint Bernard : Marie souffrit, autant qu'il fut en elle, toutes les peines de son fils, les blessures du fils expirant, furent celles de la mère souffrante et affligée, *vulnera Christi morientis, vulnera matris dolentis*.

Mais si l'amour des hommes joint à l'amour de Dieu a accompli seul tous ces prodiges, quelle bonté, dites-moi, peut être comparable pour nous à la bonté de Marie ? En nous donnant un fils, en consentant à le perdre et en voulant partager ses souffrances, elle a épuisé la somme de sacrifices que n'eût jamais consenti l'ami le plus généreux, le plus insigne et le plus dévoué bienfaiteur. Au-dessus de cette preuve d'amour, il ne saurait, selon la parole même du Sauveur, y en avoir de plus décisive et de plus convaincante. *Majorem caritatem nemo habet ut animam suam ponat quis pro amicis suis*.

Bonté de Marie sincère et généreuse, bonté universelle et durable, c'est ce qu'il me reste à exposer.

III

Et d'abord, Marie ne semble survivre à Jésus que pour mieux développer sa tendresse pour les hommes. Son séjour sur la terre ne fut qu'un long épanouissement de la charité dont les flammes consumaient son âme. Les apôtres trouvent en Marie leur consolation. Sa présence les rassure, sa foi les ranime, son espérance les soutient, ses prières attirent sur eux l'esprit de grâce. L'Eglise naissante n'a pas de meilleur guide et de meilleur soutien.

Marie monte au ciel, mais en prenant possession d'une cour brillante, elle n'oublie pas ses sujets de la terre, et ses mains sont toujours ouvertes pour laisser tomber sur eux les bienfaits. Mais comment redire toutes les marques de bonté dont, chaque jour depuis dix-neuf siècles, elle ne cesse de combler ceux qui lui sont dévoués. M'écrierai-je avec un pieux auteur, que sa tendre piété vole à notre secours, avant même d'avoir entendu notre prière ? La comparerai-je, avec saint Bonaventure, à cette nuée bienfaisante qui nous dérobe aux traits vengeurs d'un Dieu irrité, ou nous met à l'abri des attaques de l'enfer ; à cette colonne de feu, qui fait resplendir au loin les bienfaits de sa miséricorde, *illuminans mundum multis misericordiæ suæ beneficiis* ; à cette aurore brillante, qui dissipe les ténèbres de la nuit éternelle, et répand partout une lumière salutaire ? Mais ces images, si parfaites qu'elles soient, sont loin de nous faire comprendre toute l'étendue de la bonté de Marie et des bienfaits dont cette bonté est la source féconde et intarissable.

Quel pays, quel climat, quelle contrée n'a pas ressenti les effets miraculeux de la tendresse de cette bonne mère ? Morts ressuscités, malades guéris, tempêtes apaisées, guerres éteintes, victoires remportées, fléaux dissipés, tentations vaincues, pécheurs convertis, hérésies détruites, voilà ce que nous rappellent à l'envi tant de monuments érigés par la reconnaissance et illustrés par le concours incessant des peuples. Voilà aussi ce qui explique la confiance que toutes les générations ont mise en Marie, et le culte si filial et si extraordinaire qu'ils lui ont voué.

Cette confiance de nos pères, M. F., doit être le modèle de la nôtre, et ce culte nous ne devons pas le laisser s'affaiblir parmi nous. Aimons Marie, comme ceux qui nous ont précédé, comme nos ancêtres dans la foi, l'ont aimée. Invoquons-la souvent et avec ferveur, et nous aussi nous aurons part aux effusions de sa bonté. Sa protection gardera notre vie, consolera notre mort, et sera pour nous un gage précieux de salut.

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Nous donnons encore une cause où le Saint-Siège, vu l'impossibilité de pourvoir à l'acquisition d'une fondation,

accorde dispense, mais en demandant que la volonté du fondateur soit exécutée autant qu'il sera possible.

TARENTINA

COMMUTATIONIS VOLUNTATIS

Die 16 Februarii 1889.

Per summaria precum.

COMPENDIUM FACTI. Hæredes Dominici Desiati, per Archiepiscopum Tarentinum, enarrant se aliquot ante annos ob æconomicas angustias in emphytheusim primum dedisse, ac dein ipso directo dominio seexuisse, et vendidisse fundum quemdam rusticum super quo inscriptum erat onus unius missæ, quibuslibet festis de præcepto celebrandæ ac eleemosynâ L. I, 27 retribuendæ. Verum tam in emphyteusi paciscenda, quam in directi dominii venditione reticuisse onus quo fundus gravabatur. Quapropter curarunt ut legatum adimpleretur donec valuerunt id facere. Sed, prosequitur Ordinarius, inopiâ pressi, magnâ difficultate, usque ad annum nuper elapsam, missas litare fecerunt; verum quum id facere amplius non valeant, reductionem oneris hujusmodi petunt ab Apostolica Sede. Hinc petit ipse Ordinarius ut ad septem reducerentur cum stipendio unius libellæ.

Et cum peteretur ab Archiepiscopo ut referret, si qui essent, qui interesse haberent, et an emptor ad ejusdem oneris satisfactionem teneretur, respondit negative ad utrumque.

DISCEPTATIO SYNOPTICA

Age vero, cum onus fundo inscriptum dicatur, ideoque reale, hinc fundi possessor per se ad legati implementum devinctus videretur. At otiosa hæc disputatio modo est; nam emptor, quum majori pretio rem emerit quam liberam putavit, ad missarum satisfactionem juste adigi non posset, nisi venditores partem accepti pretii ei restituerent; at hi id facere non valent.

Res itaque in casum impossibilitatis incidisse videtur. Nec dolum aut culpam in hoc intercessisse constat. Aliunde oratores conscientie pietatisque suæ luculentum testimonium præbuisse dicendi sunt, cum onera implere usque modo non omiserint, licet ægre et difficulter id peragerent, et licet nullo externo vinculo ad hoc adigerentur.

Quibus stantibus remissum est EE. PP. perpendere num adesset in casu ea *justa et necessaria causa* quam Tridentinum in *cap. VI sess. 22 de reform.* exigit, ad hoc ut possint piæ fidelium voluntates commutari, et missarum onera reduci.

Quibus præmissis, quæsitum est quomodo precès essent dimittendæ.

RESOLUTIO. Sacra C. C. re visa sub die 18 Februarii 1889, censuit respondere : « *Pro gratia absolutionis quoad præteritum, et quoad futurum juxta votum Episcopi, qui quoad fieri potest, curet legati implementum.* »

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Au moment où le prêtre à la fin de la grand-messe, après avoir pris le calice, fait l'inclination, descend les degrés de l'autel et va réciter l'*Angelus*, doit-il, auparavant, faire la gémflexion sur le dernier degré, ou bien peut-il ne pas faire la gémflexion ?

R. — S'il reste au bas de l'autel, pour réciter l'*Angelus*, il n'est pas obligé de faire auparavant la gémflexion sur le dernier degré.

Il n'est tenu de la faire qu'après avoir récité l'*Angelus* ; et alors il doit la faire *in plano*.

Q. — 1° Dans les oraisons du vendredi saint, office du matin, lesquelles précèdent l'adoration de la Croix, la conclusion telle qu'elle se trouve au missel : *Per eundem Dominum nostrum Jesum Christum*, est-elle complète ?

2° On fléchit à la première strophe de l'hymne *Ave maris stella* ; c'est sans doute pour adorer le mystère de l'Incarnation auquel Marie a pris part ?

R. — Ad I. Non, cette conclusion particulière que vous indiquez n'est pas complète.

Mais il en est plusieurs autres qui sont complètes et qui cependant ont presque la même conclusion ; ce qui les distingue, c'est que ces dernières ne sont pas précédées des mots *Per Dominum* ou *Per eundem Dominum*.

Ad II. Gavantus dit que c'est pour témoigner, par cette humble attitude, une plus grande vénération à l'égard de la Sainte-Vierge. C'est dans le même but que l'on se met à genoux, à l'office du chœur, lorsqu'on dit l'antienne de la Sainte-Vierge avant de se retirer.

Q. — 1° Un prêtre a oublié de consacrer une grande hostie à la messe pour la bénédiction du soir ; peut-il, dans ce cas, mettre dans la lunule trois petites hosties au lieu d'une pour mieux dissimuler son erreur ? Ce prêtre répugne à donner la bénédiction du Saint-Sacrement avec le ciboire, à cause de la solennité de la fête.

2° Est-il indispensable que les boîtes des saintes huiles soient en argent ? Le métal argenté ou nikelé n'est-il pas toléré ?

3° a) L'évêque, dans son diocèse, a-t-il le droit, pour ce qui regarde le chant, d'imposer une édition plutôt qu'une autre ? b) Quelle est l'édition recommandée ou prescrite par Rome ? c) Parmi les prêtres, les uns ici se soumettent au nouveau chant, les autres refusent de l'adopter. Ces derniers peuvent-ils agir de la sorte en conscience ? Le manuel de chant renferme dans son entête, une ordonnance épiscopale qui se termine ainsi :

Sont seuls autorisés désormais dans le diocèse, les nouveaux manuels.

Voir, pour ce chant, un décret de Léon XIII, du 25 avril 1883, visé par l'Ordinaire du lieu.

R. — Ad I. La méthode que vous indiquez, et qui consisterait à mettre dans la lunule trois petites hosties ne semble pas praticable ; aussi ne l'avons-nous jamais lu dans aucun auteur.

Il y en a deux autres qui sont proposées par des auteurs : la première, qui vous répugne, consiste à donner la bénédiction avec le saint ciboire ; la seconde, à mettre une petite hostie dans l'os-

tensoir. Nous avons vu déjà suivre l'un et l'autre de ces partis.

Ad II. Le Rituel romain demande que les saintes huiles soient conservées dans des vases d'argent, ou au moins d'étain, bien fermés.

« *Chrisma et oleum sanctum sit in suis vasculis argenteis, aut saltem staneis, bene obturatis.* »

Un peu plus loin, il veut qu'on ait pour l'usage quotidien des vases plus petits, également en argent, si on le peut, ou en étain.

« *Ad usum vero quotidianum minora habeantur vascula ex argento, si fieri potest, aut stanno.* » (De Sacramento Baptismi ; de sacris oleis).

Vous voyez que le Rituel n'admet que l'argent ou l'étain. Ne pourrait-on pas y ajouter le nickel ? Nous n'avons jamais vu de décret sur ce point ; et jamais les auteurs n'ont rien enseigné sur ce point.

Ad III. a) En l'absence de tout acte du Saint-Siège qui impose telle édition de chant à l'Eglise universelle, chaque évêque conserve le droit d'imposer aux églises de son diocèse le chant qu'il aura jugé bon d'adopter. Cette détermination d'un chant à l'exclusion de tout autre rentre dans le pouvoir qu'il a de régler ce qui regarde le bon ordre dans le culte divin. Quand l'évêque a ainsi choisi et imposé un chant spécial, chacun doit obéir, sauf le cas d'impossibilité ou de grave inconvénient qui suffit à décharger de l'obligation d'une loi humaine : *lex humana non obligat cum tanto incommodo*. Et encore, dans ce cas, l'évêque a-t-il le droit de connaître de cet obstacle à l'accomplissement de sa volonté.

b) Il n'y a aucune édition prescrite par Rome. Une seule est recommandée, celle de Ratisbonne. A côté de celle-là, plusieurs ont été approuvées.

c) Ceux qui refusent d'adopter le chant imposé par leur évêque pèchent par désobéissance, à moins qu'il n'y ait pour eux ou leur paroisse impossibilité ou grave inconvénient à adopter le chant nouveau, auquel cas ils seraient tenus de rendre compte de leurs raisons à leur évêque, si celui-ci l'exigeait.

L'*Ami du Clergé* a publié le décret du 26 avril 1883 en cette même année (numéro 38, p. 447) : et des commentaires sur ce décret (même année, p. 477).

Q. — L'*Ami du Clergé* a souvent dit que la messe propre de l'anniversaire, du 3^e et 7^e jour, pouvait être célébrée avec les privilèges qui lui sont propres, un ou même quelques jours après celui qui seul est en réalité, jour d'anniversaire, de 3^e et 7^e jour, quand ce jour réel est empêché. Or ce jour réel peut être empêché de deux manières :

La 1^{re} manière consiste à être empêché par une raison tirée de la liturgie elle-même, v. gr., l'occurrence d'un dimanche ou d'une fête.

La 2^e manière consiste à être empêché par une raison tirée de circonstances de famille ou de paroisse, v. gr., quelques membres de la famille ne peuvent pas se trouver à l'office le jour même de l'anniversaire, ou bien M. le curé pour tenir des engagements déjà pris avec d'autres paroissiens, ne peut pas célébrer la messe le jour même de l'anniversaire ; dans les cas susdits, quand la célébration de la messe est empêchée de la

2^e manière, peut-elle être remise avec les privilèges qui lui sont propres, à un ou quelques jours après le jour réel d'anniversaire, de 3^e ou 7^e jour ?

R. — Lorsque nous avons parlé de ces empêchements, nous entendions les empêchements liturgiques, c'est-à-dire les empêchements qui proviennent de certains offices occurrents. Les nombreux décrets portés par la sacrée Congrégation des Rites concernent toujours ces sortes d'empêchements.

Est-ce que des empêchements non liturgiques, mais sérieux, comme ceux que vous citez, ne seraient pas des motifs suffisants pour remettre un service avec les privilèges qu'il aurait eus si on l'avait célébré au jour même où il tombait ? Nous ne le pensons pas. Du moins nous n'avons jamais vu de décrets dans ce sens.

Voilà pourquoi la plupart des évêques ont demandé au Saint-Siège que l'on pût chanter des services avec les privilèges ordinaires, lors même qu'ils seraient transférés à un ou plusieurs jours de leur incidence quand même il y aurait des jours libres.

Q. — Est-il vrai qu'on suspend au-dessus d'un cardinal mort et sur son sépulcre le chapeau cardinalice ?

R. — Sur cette matière, les livres liturgiques font presque défaut. Voilà pourquoi il y a si souvent de l'arbitraire dans les funérailles des cardinaux.

En réalité, on ne suspend pas le chapeau cardinalice au-dessus d'un cardinal mort. Au contraire on le met à ses pieds en signe de la caducité de la gloire terrestre. Pour cela on passe verticalement le chapeau au-dessous des pieds du défunt contre le drap mortuaire, et on l'y attache. (Voir le *Cérémonial des évêques, commenté et expliqué par les usages et les traditions de la sainte Eglise romaine*, par un évêque suffragant, livre 2, chap. 38 ; puis le *Traité pratique de la Construction, de l'Ameublement et de la Décoration des églises*, par Mgr Barbier de Montault, tome 2, livre 12.)

Q. — Une réponse, s'il vous plaît, à une question que je ne trouve point dans mes auteurs, et pour laquelle je ne suis pas d'accord avec plusieurs confrères :

1^o Lorsque l'on doit donner la communion ; peut-on se faire accompagner par un enfant de chœur portant un cierge, depuis le grand autel qui se trouve à une distance d'environ 20 mètres de la table de communion, jusqu'à cette table, auprès de laquelle il se tient à genoux pendant la communion ?

2^o Si on vient d'un autel latéral, à la même table de communion en traversant le chœur, peut-on suivre cette méthode ?

R. — Ad I. Si la table de communion dont vous parlez est celle qui sert de clôture à l'autel où vous dites la messe, il ne semble pas nécessaire que le servant vous accompagne ; car les auteurs ne font aucune distinction entre telle ou telle distance, quand il s'agit de distribuer la sainte Eucharistie à la balustrade même de l'autel où l'on célèbre. Ils disent que le prêtre part seul, et que le

servant se tient à genoux sur la marche du bas, du côté de l'Evangile pour ne pas tourner le dos au Saint-Sacrement.

Si la distribution de la sainte Eucharistie devait avoir lieu sur une autre balustrade éloignée de l'autel, alors on ferait allumer des candélabres aux extrémités de cette balustrade. C'est la réponse donnée à l'évêque de Tarnovia le 26 mars 1859, n. 5285, ad 2. Il n'est pas question de la présence du servant. Cependant il nous semble que dans le cas d'une grande distance, il convient d'accompagner le très Saint-Sacrement.

Ad II. Même solution.

Q. — Je suis aumônier de tertiaires sur le territoire d'une paroisse à laquelle je ne suis nullement attaché, et qui a le même saint pour titulaire et pour patron de lieu, à quel suffrage suis-je tenu ?

R. — Si la chapelle des tertiaires est publique, vous êtes obligé de faire le suffrage de son vocable. (S. R. C. 21 juillet 1855, n. 5224, ad VI.)

Si elle n'est pas publique, mais qu'elle soit consacrée, vous y êtes encore tenu. (S. R. C. 29 nov. 1878, n. 5754.)

Si elle n'est ni publique ni consacrée, êtes-vous tenu au suffrage de l'Eglise sur le territoire de laquelle vous habitez ? Non, puisque vous n'y êtes pas attaché.

Mais n'êtes-vous pas tenu à faire le suffrage du patron de lieu sur le territoire duquel vous habitez ? C'est là une difficulté grave, et les sentiments sont très partagés. En soi, nous ne voyons pas que vous y soyez obligé, attendu que la Rubrique n'oblige qu'au vocable de l'Eglise. Mais si la coutume existait, il serait plus convenable de le faire, conformément au décret du 12 septembre 1848, n. 4897, ad 3 ; et même d'après un décret plus récent en date du 15 février 1873, n. 5532, ad 5, on y serait tenu.

Vous voyez avec quelles précautions nous marchons sur ce terrain hérissé de difficultés. Dernièrement nous exposions à de hautes autorités liturgiques de la ville sainte combien il serait utile de mettre la lumière en cette obscure matière.

Q. — J'aurai à faire un mariage le 7 janvier.

1^o Pourrai-je dire la messe votive pour les époux ?

2^o Si non, du moins pourrais-je en faire mémoire ?

3^o Pourrai-je dire les prières après le *Pater* et l'*Ite missa est* ?

4^o Je sais qu'on ne peut pas dire la messe votive aux fêtes de 2^e classe. Doit-on en faire mémoire ? *Quid*, aux fêtes de première classe ?

R. — Ad I. Non, il n'est pas permis de dire la messe votive des époux pendant l'octave de l'Epiphanie. La sacrée Congrégation des Rites l'a ainsi décidé en 1822, sur la demande du rédacteur de l'*Ordo* de Tortona. Elle comprit également dans cette défense la vigile de la Pentecôte (et même l'octave de la Fête-Dieu, dans les lieux où elle jouit des mêmes privilèges que l'Epiphanie).

« Negative quoad octavam Epiphaniæ, vigiliam Pentecosten et octavam privilegiam SSmi Cor-

poris Christi, quatenus privilegium concessum sit ad instar octavæ Epiphaniæ. » (20 avril 1822, n. 4587, ad 4.)

Ad II. Mais si vous ne pouvez pas dire la messe votive, du moins vous pouvez et même vous devez en faire mémoire, car la rubrique du missel le dit expressément :

« Si benedictio nuptiarum facienda sit die dominica, vel alio die festo, sive de præcepto, sive duplici I vel II classis dicatur missa de dominica vel festo, cum *Gloria in excelsis* et *Credo*, si illa missa id requirit, et cum commemoratione sequentis missæ pro sponso et sponsa. »

Ad III. Pendant cette octave de l'Epiphanie vous pouvez dire les prières particulières après le *Pater* et l'*Ite missa est* : car ces prières constituent précisément ce qu'on appelle la *bénédiction des noces* ; or la bénédiction des noces n'est défendue que dans les temps prohibés, c'est-à-dire de l'Avent à la fête de l'Epiphanie, et des Quatre-Temps au dimanche de *Quasimodo*.

« Postremo meminerint parochi, a dominica I Adventus usque ad diem Epiphaniæ, et a feria IV. Cinerum usque ad octavam Paschæ inclusive, solemnitates nuptiarum prohibitas esse, ut *nuptias benedicere*, sponsam traducere, nuptialia celebrare convivium. »

Par conséquent la bénédiction des noces n'est prohibée que jusqu'à l'incidence de l'Epiphanie, c'est-à-dire jusqu'au 6, mais elle est permise à partir du 7 inclusivement.

Ad IV. Oui, on doit faire mémoire pour les époux, comme nous l'avons vu plus haut, dans les fêtes de seconde classe et dans celles de première.

Q. — Dans le rite grec, plusieurs prêtres peuvent célébrer ensemble la sainte messe. Ils prononcent tous ensemble les paroles de la consécration, comme les nouveaux prêtres à leur ordination selon le rite latin. Or pendant que les prêtres disaient sur l'espèce du pain ces paroles : « *Touto mou esti to sóma.* » l'un d'entre eux dit ces paroles : « *Touto esti to aíma mou.* » S'en apercevant aussitôt, doit-il répéter les paroles : « *Touto mou esti to sóma,* » puisque les autres prêtres ont déjà consacré l'espèce du pain, ou bien continuer la sainte messe avec les autres prêtres, dans ce cas il n'aurait pas offert le saint sacrifice, ou encore quitter les ornements et s'abstenir de continuer, dans ce cas il pourrait y avoir scandale de la part des fidèles.

R. — Ce prêtre ne doit pas répéter après coup la formule de consécration du pain : « *Touto mou esti to sóma,* » parce qu'il n'y a plus de matière à consacrer et que cette répétition par lui de la formule serait inutile.

Il ne doit pas non plus quitter les ornements ni s'abstenir de continuer : 1^o à cause du scandale de la part des fidèles ; — 2^o parce qu'il y a encore probabilité qu'il célèbre la messe : il n'est pas certain que l'essence du sacrifice ne se trouve pas dans la consécration d'une seule espèce ; — 3^o parce que dans cette manière de célébrer en commun, bien que chacun doive y concourir pour sa part individuelle, l'action est du groupe tout entier qui forme une personne morale unique : de là il résulte que

la consécration du vin à laquelle ce prêtre concourt personnellement s'unit à la consécration du pain déjà faite par le groupe dont il fait partie, bien qu'il n'y ait pas eu sa part individuelle, et ainsi la réunion des deux espèces consacrées donne une plus grande probabilité en faveur de l'opinion qu'il célèbre véritablement ; de là, il résulte encore qu'il a, dans la consécration même du pain une part morale, puisqu'il l'a antérieurement et concomitamment voulue, en union avec les autres prêtres, bien qu'il se soit trompé de formule au moment de la consécration elle-même.

En conséquence, il doit continuer la messe avec les autres. Et l'on peut prudemment juger probable qu'il a vraiment célébré.

Q. — L'excellent *Ami du Clergé*, toujours si lumineux, si satisfaisant dans ses décisions, serait-il assez obligeant pour répondre, dès qu'il le pourra, à la question suivante :

Le Souverain Pontife est-il infaillible, quand dans une encyclique qu'il envoie aux évêques de la catholicité tout entière, il expose un point de doctrine, ou, en d'autres termes, enseigne une vérité intéressant la foi, la morale ou la discipline générale ? Il est entendu que le Pape n'a point l'intention de définir cette vérité et de l'imposer comme un article de foi, de telle sorte qu'il y aurait péché d'hérésie à la rejeter. On suppose que le Souverain Pontife veut simplement affirmer la dite vérité et la mettre en lumière sans la définir et sans prononcer d'anathème.

Eh bien ! dans ce cas, le docteur de l'Eglise universelle peut-il ou non errer ? L'affirmative ne paraît pas admissible. Car voici ce qui est dit à la fin des Canons du Concile du Vatican :

« Mais, parce que ce n'est pas assez d'éviter le péché d'hérésie, si on ne fuit aussi diligemment les erreurs qui s'en rapprochent plus ou moins, nous avertissons tous les chrétiens qu'ils ont le devoir d'observer les Constitutions et les décrets par lesquels le Saint-Siège a proscrit et condamné les opinions perverses de ces genres qui ne sont pas énumérées ici tout au long. »

Il s'agit, dans ces lignes, d'erreurs, condamnées par les Constitutions du Saint-Siège, qui n'entraînent point, pour ceux qui y adhèrent, le péché d'hérésie. Il n'y a donc pas ici de définition dogmatique. Et cependant le Concile du Vatican impose à tous les chrétiens le devoir d'observer les constitutions du Saint-Siège qui condamnent ces erreurs. Or, si tous les chrétiens ont le devoir d'observer ces constitutions, peut-on faire l'hypothèse qu'il soit possible à l'erreur de s'y glisser ? Il semble que non : car, s'il y a un devoir à remplir, il y a aussi péché pour quiconque méconnaît ce devoir, et l'on ne voit pas comment on pourrait être tenu, sous peine de péché, d'observer ce qui peut être erroné. Dès lors, ne faut-il pas que le Souverain Pontife soit infaillible dans les constitutions en question ?

R. — En somme la question qui nous est posée est celle-ci : « Le Pape est-il infaillible quand il enseigne une vérité appartenant à la foi ou aux mœurs sans en faire l'objet d'une définition solennelle ? » ou encore : « Le Pape est-il infaillible quand il proscrit des propositions concernant la foi ou les mœurs, sans leur infliger la note d'hérésie ? » Ces deux questions sont équivalentes ; car du moment qu'une proposition est enseignée, la contradictoire est prohibée ; si elle est enseignée sans être qualifiée de dogme défini, la contradictoire est condamnée sans que la note d'hérésie lui soit infligée.

Pour que la question reste dans ses limites, il faut encore supposer que la vérité ainsi enseignée par le Pape n'est pas d'ailleurs formellement ou équivalentement définie. Car si le Souverain Pontife rappelait une vérité définie sans faire mention de la définition, ou une hérésie frappée d'anathème, sans mentionner sa condamnation antécédente, la vérité n'en serait pas moins un dogme de foi, et l'erreur une hérésie.

La question, ainsi entendue et limitée, doit se résoudre dans le sens qu'insinue notre vénéré confrère. Et il a raison d'apporter en preuve les passages qu'il cite du Concile du Vatican. Ce texte, en effet, oblige les fidèles à observer les constitutions et les décrets par lesquels les Souverains Pontifes ont proscrit les opinions perverses. Ce devoir consiste non seulement à respecter extérieurement les prohibitions édictées par ces Constitutions et Décrets, mais encore à donner à ces constitutions et décrets un assentiment intérieur et à rejeter de cœur ce qu'ils condamnent. On le voit, par la conduite de l'Eglise, à l'égard des Wicléfistes et des Hussites, plus tard, des Jansénistes, auxquels on demanda de se soumettre de cœur à des décisions qui, outre l'hérésie formelle principalement condamnée, visaient encore des choses, doctrines ou faits dogmatiques, qui n'étaient pas des hérésies. Or, on ne peut supposer qu'il y ait obligation d'adhérer intérieurement à ces décisions si elles ne sont infaillibles.

D'ailleurs cet enseignement du Souverain Pontife réunit toutes les conditions exigées pour l'infailibilité. Que faut-il en effet, d'après le Concile du Vatican pour l'infailibilité ? 1^o Qu'il s'agisse d'un enseignement concernant la foi ou les mœurs : c'est le cas ; — 2^o Que le Pape le donne comme Pasteur et Docteur de tous les chrétiens : c'est à ce titre qu'il publie ses Encycliques ; — Qu'il déclare que cet enseignement doit être accepté de l'Eglise universelle : n'est-ce pas ce qu'il fait quand il adresse sous cette forme ses enseignements à tout l'Episcopat ? Cette dernière condition serait également vérifiée si le Souverain Pontife n'adressait son enseignement qu'à un seul évêque, mais en lui disant ce qu'il faut croire : car la foi est une et la même pour tous. Ainsi en a-t-il été de plusieurs documents émanés des papes Pie VI, Pie VII, Pie IX, Léon XIII.

Tout ce qu'on peut faire, c'est de constater, si on le peut, sous quel aspect et avec quelle note le Souverain Pontife expose la vérité ou repousse l'erreur. Si on n'a pas de données bien positives, le plus sage de beaucoup est d'accepter l'enseignement dans son ensemble et dans toutes ses parties. Il ne faut, ni théoriquement, ni pratiquement tomber dans cette erreur proscrite par le *Syllabus* : « L'obligation strictement imposée aux maîtres et écrivains catholiques est limitée aux choses que l'Eglise par son infaillible jugement propose comme dogme de foi à la croyance de tous. » (*Syll.* 22.)

Q. — Un prêtre a à sa disposition quelque argent pour les pauvres. Un membre de sa famille vient à avoir besoin d'argent. Il lui prête une somme qui se trouve par suite de mauvaises affaires aux trois quarts perdue. Peut-il en faire supporter la perte à la caisse des pauvres ?

R. — La caisse des pauvres n'est qu'un compartiment de la caisse du curé, compartiment où il conserve, en attendant qu'il les distribue, les aumônes qui lui sont confiées. C'est la caisse du curé qui fait la perte dont il est question. Ce qu'il faut examiner, c'est si les pauvres doivent en subir le contre-coup, ou si le curé ne doit pas reconstituer de ses deniers l'aumône qu'il était chargé de leur distribuer.

Il y a plusieurs suppositions à faire.

Cet argent était-il un simple dépôt fait par les donateurs en vue de pauvres déterminés à secourir dans l'occasion ? Ou bien était-ce une somme laissée à la disposition du curé, libre de choisir les personnes et les occasions de la donner ?

Dans le premier cas, le curé doit à ses commettants de garder fidèlement la somme en attendant l'occasion de la distribuer ; et, si par son fait, elle vient à être perdue, il est tenu de la reconstituer. Le curé, en prêtant à son parent a pu agir d'une manière imprudente, faute de s'être renseigné ou d'avoir pris ses sûretés ; cette imprudence engagerait sa responsabilité et l'obligerait à restitution. Mais si, dans ce prêt, il n'a commis aucune imprudence, la perte ne lui est pas imputable et il ne doit pas être obligé à reconstituer la somme.

Dans le second cas, le curé pouvait disposer de la somme de la manière qu'il jugerait bon. Il a cru bien faire de l'employer sous forme de prêt envers quelqu'un qui en avait besoin et ne demandait pas autre chose. Il était dans son droit. Il se trouve que le prêt est perdu aux trois quarts : c'est un accident regrettable, la nécessité l'oblige à abandonner les trois quarts de la somme, mais aucun droit n'a été lésé.

Il faudrait, en bien des occasions, que le prêtre ouvrit moins l'oreille à la voix de la chair et du sang. Que de fois des ecclésiastiques ont été victimes d'une affection mal réglée pour leur famille et ont mal à propos engagé des fonds dont ils devaient demeurer les prudents économes.

Q. — Est-il vrai, comme semble l'indiquer une décision du 8 mars 1879, insérée dans *l'Ami du Clergé*, n. 33, 1889 :

1^o Que l'évêque ne peut ériger à volonté plusieurs oratoires dans les Communautés ou Séminaires, ni permettre d'y conserver le Saint-Sacrement ;

2^o Que l'évêque puisse accorder le privilège de satisfaire au précepte de la messe dominicale à ceux qui assisteraient à une seconde messe dans une chapelle privée ?

R. — Ad I. La décision que vous invoquez est des plus précises, et elle met en complète lumière un point que les canonistes n'avaient guère étudié jusqu'ici. D'après l'enseignement commun des canonistes, basé sur les décisions du Saint-Siège, les

évêques peuvent autoriser l'érection d'un oratoire ou d'une chapelle dans les communautés qui ne font pas de vœux solennels et dans les lieux pieux, et y permettre la célébration d'autant de messes qu'ils désirent, mais d'après la Sacrée Congrégation des Rites, ils doivent se borner à autoriser l'érection d'un seul oratoire par maison, et, si le besoin d'un second oratoire se fait sentir, il faut s'adresser au Saint-Siège.

Pour conserver le Saint-Sacrement dans n'importe quelle chapelle, à l'exception des églises publiques des religieux et des religieuses à vœux solennels, il faut un indult du Saint-Siège. C'est ce qu'enseignent tous les canonistes. « Si res sit de domo erecta auctoritate Episcopi, dit Lucidi, ut currit peculiariter de mulierum conservatoriis et hujusmodi monasteriis in quibus vota simplicia emittuntur, necessarium est indultum Apostolicum... Multo minus igitur hoc idem permittetur ex jure ceteris ecclesiis confraternitatum; itaque si Episcopus hanc iisdem potestatum faciat, cum permissio nulla sit, nihil ipsi deferendum est ¹.

Ad II. D'après les lois de l'Eglise qui régissent les oratoires privés, c'est-à-dire ceux qui sont érigés dans les maisons particulières pour l'utilité des personnes de la maison, on ne peut y dire qu'une seule messe par jour sous peine de péché mortel ², et il n'y a que les personnes désignées dans l'indult, avec les serviteurs qui leur sont actuellement indispensables qui puissent y satisfaire au précepte d'entendre la messe le dimanche. Comme la loi est générale, le Souverain-Pontife peut seul en dispenser. Il le fait quelquefois quand les fidèles d'un hameau n'ont pas d'autre local pour assister à la messe aux jours d'obligation, il les autorise alors à entendre une messe dans une chapelle privée. Quelquefois aussi un prêtre qui dit une messe dans l'église de la paroisse obtient la permission d'en dire une seconde dans un oratoire privé pour la commodité d'un village. Mais il faut pour tout cela un indult pontifical, et l'évêque n'a aucun pouvoir à ce sujet.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Dans ma paroisse, il n'y a pas de règlement de fabrique concernant la location des chaises.

1^o Cette location se fait à l'amiable par bail verbal d'une année de durée et se continue par tacite reconduction. La perception des redevances ordinaires se fait par le trésorier. Mais qui possède le droit d'attribution des chaises en tel ou tel nombre, à tel ou telle famille dans notre cas ? Est-ce le trésorier comme représentant des intérêts temporels de la fabrique ? Est-ce le curé en vertu de son droit de police dans l'église ?

2^o Dans le cas où le nombre des chaises devient insuffisant pour la population, le curé ou le trésorier (suivant la décision qui sera donnée pour la première question) a-t-il le droit de ne donner aux familles que le nombre de chaises nécessaires aux membres résidant dans la paroisse, et celui de retirer aux familles,

dont les membres sont pour la plupart défunts et dispersés, les chaises louées auparavant pour ces mêmes membres ?

Alors quels moyens doit-il employer pour retirer ces chaises ? Est-il obligé de prévenir par un moyen légal les locataires des chaises trois mois à l'avance ?

Toujours dans l'hypothèse susdite, le curé ou le trésorier peut-il refuser ou retirer la location des chaises à ceux qui ne les occupent jamais ?

Je me trouve dans un cas embarrassant. Trois familles ont loué depuis de longues années vingt chaises aux premières places de l'église. L'une de ces familles n'a plus qu'un membre et a six chaises louées; l'autre qui n'a plus qu'un représentant malade qui n'assiste pas aux offices, en a huit, la troisième composée de deux personnes dont l'une ne vient jamais aux offices et l'autre très rarement en a six. — Ces chaises sont contiguës de sorte qu'aux offices du dimanche, un large carré de l'église, en face de la grille de communion, est inoccupé, tandis que d'autres paroissiens ne peuvent avoir que des chaises dans les nefs latérales ou ne peuvent pas en avoir du tout. Comment sortir de cette situation pénible pour un curé, lorsque les locataires des chaises se refusent à céder leurs places inoccupées ?

3^o Dernière question incidente. Un paroissien a-t-il, malgré le trésorier ou le curé, le droit de louer des chaises pour les membres de sa famille qui ont quitté la paroisse, sous prétexte que ceux-ci viennent au pays quelquefois dans l'année ?

R. — Ad 1^{re}. Bien que ce mode de location des chaises ne soit pas régulier, toutefois il est si répandu, principalement dans les petites paroisses, au vu et au su des autorités compétentes, qu'on peut le considérer comme légal et le suivre sans scrupule. Cette location n'a qu'un inconvénient, c'est d'être faite verbalement et sans la solennité de l'adjudication : ce qui rendrait difficile toute revendication en justice, en cas de mauvais vouloir de la part des locataires.

Ce mode étant adopté par le conseil de fabrique, la location est faite directement sous les ordres du bureau des marguilliers qui peut désigner le trésorier pour traiter avec les individus. Dans les paroisses rurales, où la régie des chaises s'opère d'après ce système, c'est ordinairement au curé que les fidèles s'adressent pour louer des chaises. C'est d'autant plus logique que, d'après l'article 30 du décret du 30 décembre 1809, dans tous les modes de location, aucun placement de chaises ne peut être fait que du consentement du curé auquel est dévolue la police intérieure du lieu saint et qui, à ce titre, est seul apte à juger si telle ou telle chaise gêne ou non le service du culte. C'est donc d'après ses indications que les chaises doivent être placées. La faculté conférée ici au curé n'a d'ailleurs rien d'exorbitant. Il en a toujours joui sous l'ancienne jurisprudence, et, après tout, s'il était admissible qu'il en abusât, il y aurait toujours moyen de faire réformer ses décisions par l'autorité ecclésiastique supérieure, puisque l'article 30 précité consacre formellement, en faveur des parties dont les droits seraient lésés, le recours à l'évêque. (Décision ministérielle du 13 mars 1865.) Le rôle du trésorier consiste uniquement à opérer la recette par tous les moyens de droit. Toutefois, rien ne s'oppose à ce que le bureau des marguilliers le charge également de l'attribution

¹ Lucidi, t. I, p. 94, n° 92 et 95.

² Ferraris, v° *Oratorium*, n. 34.

et location des chaises; mais dans tous les cas, le droit du curé sur les emplacements doit être respecté.

Ad 2^m. Une fois qu'on a loué des chaises, quel qu'en soit le nombre, à des particuliers, on ne peut plus les leur retirer tant que dure la location, c'est-à-dire pendant un an, à moins qu'il n'y eût au moment de la location un cahier des charges réservant à la fabrique ce droit. Le curé seul en vertu de son droit de police pourrait se permettre de prendre cette mesure, s'il la jugeait nécessaire ou simplement utile pour le bon ordre ou les besoins du culte. Mais alors, les fidèles lésés pourraient justement réclamer une indemnité, puisqu'ils seraient troublés dans leur jouissance.

Ce que raconte notre correspondant à ce propos démontre l'importance et même la nécessité d'avoir toujours un cahier des charges avant de louer chaises ou bancs. Grâce à ce cahier, le curé n'aurait jamais à invoquer son autorité plénipotentiaire, et la paroisse ne serait jamais troublée.

Il est certain qu'une personne peut louer tel nombre de chaises qu'il lui plaît, et nul ne peut l'obliger à faire occuper continuellement toutes ses chaises et dans tous les offices. Du moment que les chaises sont à louer, on ne peut restreindre la liberté de personne. D'un autre côté, la fabrique et surtout le curé doivent veiller à ce que tout le monde puisse le mieux possible assister aux offices. Or dans le cas présent, s'il y a quinze ou vingt chaises inoccupées, il arrivera forcément en quelques circonstances ce spectacle ridicule et absolument inadmissible d'un groupe de personnes obligées de se tenir debout en face de places vides. Un cahier des charges obvierait à cet inconvénient en décidant, comme cela se pratique à Paris et dans toute église bien réglée, que les abonnés ou locataires qui ne seraient pas arrivés à leurs places avant l'épître de la messe ou dans les dix minutes qui suivent le commencement des autres offices, n'auraient pas le droit de réclamer leurs chaises habituelles, et qu'il pourrait en être disposé en faveur d'autres personnes. A défaut de règlement préalable, le curé peut user de son droit de police et faire occuper les places vides sans que le locataire puisse protester efficacement.

Ad 3^m. Un paroissien peut faire cela, mais aux conditions susdites.

Q. — Ayant été un des premiers abonnés de votre Revue *l'Ami du Clergé*, que j'ai reçue pendant 8 ans, j'ai toujours suivi avec intérêt les réponses savantes et précises faites par votre conseil de législation civile ecclésiastique aux questions posées par vos abonnés.

Quoiqu'ayant à regret cessé mon abonnement, j'aurai recours à vous pour m'aider à me tirer d'une difficulté.

Il s'agit d'un différend entre la fabrique et la municipalité à l'occasion d'une réparation à l'église paroissiale.

Dans sa réunion de juillet 1888, le conseil de fabrique a approuvé un projet de réparations qu'elle avait fait dresser par un architecte, comportant : 1^o la construction de la voûte, 2^o le remaniement des ouvertures et 3^o la construction de deux chapelles latérales.

Les chapelles devraient non seulement servir à l'embellissement de l'église, mais surtout à son assainissement, attendu que, du côté nord surtout, pénètrent par un roc tendre dont est formé le sous-sol des infiltrations qui rendent une grande partie du pavé très humide pendant les deux tiers de l'année.

La fabrique a les fonds nécessaires pour l'exécution de ce projet qui s'élève à la somme de 5,500 fr. environ.

Notre délibération fut soumise au conseil municipal qui donna un avis favorable. Mais voilà que, pendant que notre projet était confié par M. le préfet à l'examen des hommes compétents qui le regardèrent plusieurs mois, survint la mort du maire.

A peine investi de ses fonctions, le nouveau maire (hostile à la création des chapelles), s'empressa de dénoncer (13 novembre 1888) comme illégale la délibération prise par son prédécesseur sous prétexte qu'elle avait été tenue dans sa chambre (il était malade et couché) et puis surtout, qu'il n'y avait que cinq membres sur dix pour délibérer.

L'affaire en était restée là, la fabrique ne pouvant rien entreprendre sans autorisation du préfet, lorsque le 26 septembre dernier, M. le maire ayant réuni son conseil fait prendre une délibération soumettant la fabrique de faire construire dans le plus bref délai la voûte de l'église avec l'argent dont elle dispose et priant M. le préfet d'autoriser ce travail le plus tôt possible.

Ce magistrat, après examen et comprenant sans doute qu'on ne pouvait pas disposer ainsi de notre argent sans nous, a chargé le maire de nous remettre une copie de la délibération municipale, afin que la fabrique se prononce à ce sujet.

Réuni dimanche 27 octobre, le conseil de fabrique a pris une délibération dans laquelle il est dit qu'il ne reconnaît au conseil municipal aucun droit pour forcer la fabrique à exécuter le projet qu'elle a présenté elle-même à l'approbation préfectorale; que prenant entièrement à sa charge la dépense et ne demandant aucune sorte de secours à la commune, il maintenait l'ensemble de son projet de 1888; qu'enfin, il ose espérer que M. le préfet, examinant avec impartialité le dossier de cette affaire, reconnaîtra le droit qu'a la fabrique d'affecter ses ressources à une réparation que la paroisse désire et sera heureuse de voir se réaliser.

Que va faire M. le préfet après examen de notre délibération ?

Va-t-il nous donner raison ou bien nous obliger seulement à construire la voûte comme le demande la commune ? Va-t-il soumettre la question à une autre délibération du conseil municipal pour qu'il se prononce sur l'ensemble du projet ?

Dans les temps troublés que nous traversons, où tout est sacrifié à la passion et à la politique, il faut s'attendre à tout.

Je voudrais savoir de vous si, dans le cas où le préfet prendrait un arrêté contre la fabrique, nous pouvons refuser de nous soumettre à sa décision et faire appel au ministre. Sur quelle loi baser sa décision ?

2^o Je voudrais que vous m'indiquiez le moyen de reconnaître comment une église est ou non la propriété de la fabrique. Faut-il que celle-ci possède un titre lui restituant ses biens, ou suffit-il qu'elle lui ait été restituée en vertu de lois générales ?

R. — Ad 1^m. Nous voulons bien répondre pour cette fois à un correspondant qui nous a quittés tout en nous regrettant, mais il comprendra, nous l'espérons, que les bonnes choses et surtout la presse qui rend des services mérite d'être soutenue au moins par un abonnement. Cela dit sans malice, nous répondons que le magistrat municipal dont il s'agit outrepassa singulièrement ses droits. On voit qu'il en est encore aux opinions que pro-

fessaient autrefois les ministres de l'intérieur. Ceux-ci ont, en effet, prétendu pendant longtemps, que l'église étant une propriété communale, du moment où il s'agissait d'y exécuter des travaux de nature à affecter la nature de l'édifice en lui-même, comme dans le cas présent, c'était à la commune que devait exclusivement appartenir la direction de ces travaux; qu'il devait en être ainsi dans tous les cas semblables et sans qu'il y eût même à s'arrêter à l'origine des fonds destinés à payer les travaux, c'est-à-dire, que ces fonds fussent fournis par la fabrique ou par la commune en partie ou en totalité.

On disait à l'appui de ce système, que ces travaux étaient toujours des travaux communaux, et qu'à ce titre seul, c'était à l'administration municipale de les diriger. On faisait remarquer que s'ils étaient mal conçus ou mal exécutés, la commune, soit à raison de l'obligation qui lui est imposée par la loi de venir au secours de la fabrique en cas d'insuffisance de ses revenus, soit à raison de l'obligation semblable qui lui est imposée également de faire faire les grosses réparations nécessaires aux édifices communaux, serait forcée de suppléer à leur malfaçon et d'en supporter les conséquences. On faisait valoir que les divers articles de la loi du 18 germinal an X et du décret du 30 décembre 1809 ne chargent les fabriques de veiller et de pourvoir qu'à l'entretien des églises, aux réparations locatives et de peu d'importance: que, lorsqu'il est question de réparations plus importantes ou de reconstructions, la fabrique n'est autorisée qu'à faire les diligences nécessaires pour qu'il y soit pourvu conformément aux articles 94 et suivants de ce décret; que, dans ce dernier cas, le devis des travaux doit, aux termes de l'article 95 du même décret, être soumis au conseil municipal, et que c'est par le conseil municipal qu'il doit être procédé à leur adjudication.

Voilà sans doute la doctrine que le nouveau maire de X... professe, et il s'en prévaut pour dicter des conditions et envoyer à la fabrique des sommations.

Mais à l'encontre du ministre de l'intérieur, celui des cultes soutenait, de son côté, que les distinctions que l'on prétendait trouver dans les articles de la loi du 18 germinal an X et du décret du 30 décembre 1809 n'y existent réellement point, que ces articles disposent d'une manière générale; que, quels que soient les travaux à exécuter aux églises, les communes et les administrations municipales n'ont à intervenir dans ces travaux que lorsque les fabriques, manquant de ressources, sont obligées de recourir à elles; que les articles 43 et 94 du décret de 1809 statuent formellement en ce sens; que vainement, partant de ce principe que les églises sont des propriétés communales, on prétendrait en conclure que les conseils municipaux ont le droit de veiller à la conservation de ces églises et d'interposer à leur gré leur autorité, que cette argumentation serait vicieuse; qu'en effet, l'espèce de propriété communale dont il s'agit échappe à

l'administration et à la surveillance habituelle des autorités municipales, un conseil spécial, le conseil de fabrique, étant chargé de la régir pour la commune et à la place de ses autorités; que, du reste, l'autorité municipale n'est pas exclue de ce conseil, parce que le maire en est membre de droit, que la commune y est aussi représentée et qu'elle y a la part d'influence que la loi a jugé devoir lui attribuer; que le maire est toujours averti de tous les actes de la fabrique; que, s'il croit que la majorité du conseil de fabrique se trompe, qu'il y a un mal à prévenir et à empêcher il lui est facile d'informer le préfet, de provoquer son action.

Telle est la jurisprudence actuelle; car le ministre de l'intérieur s'est rendu à l'avis du ministère des cultes. Ainsi donc la direction des travaux doit être confiée à la fabrique, lorsque celle-ci est en état de supporter la totalité ou la plus forte partie de la dépense; elle appartient, au contraire, à l'administration municipale, quand c'est la commune qui prend à sa charge la totalité ou la majeure partie des travaux.

Or la deuxième loi municipale du 5 avril 1884 ne change rien à cette jurisprudence. Il n'est même pas sûr que son article 70 qui énumère les cas où le conseil municipal est toujours appelé à donner son avis, comprenne les travaux exécutés dans les églises quand il n'y a pas d'emprunt à faire, de biens à aliéner ou à échanger. Mais en supposant que l'avis du conseil municipal fût nécessaire, le préfet n'est nullement obligé de s'y ranger. C'est à lui et à lui seul que la fabrique a affaire. Ce ne serait donc que par une condescendance absurde et illégale que le préfet soumettrait le projet de la fabrique aux délibérations du conseil municipal et il commettrait également une illégalité s'il faisait dépendre son approbation des caprices de ce conseil. Si donc il en venait là, il ne faudrait pas balancer à refuser de se soumettre à sa décision et à en appeler au ministre des cultes et, au besoin, au conseil d'Etat. Pourquoi ne pas faire intervenir aussi l'évêque diocésain? — Nous croyons que le préfet réfléchira à deux fois avant d'estampiller les bizarreries de son maire.

Ad 2^m. Il faut à la fabrique un titre formel; car, malgré plusieurs jugements de Cours d'appel et même de la Cour de la cassation attribuant la propriété des églises aux fabriques, l'Etat persiste à l'attribuer aux communes contre toute espèce de droit.

VARIÉTÉS

ÉTUDE CANONIQUE SUR LA PRÉDICATION ENVISAGÉE
COMME CHARGE PAROISSIALE

(Suite)

ART. IV. *Quelle faute y a-t-il à omettre la prédication ?*

Écoutez les théologiens les plus autorisés :

« Les docteurs, dit saint Alphonse, enseignent qu'un curé qui omet la prédication pendant un

mois consécutif, ou pendant trois mois non continus ne peut être excusé de péché mortel ¹. »

Et dans sa théologie morale : « Hinc non improbabiler videtur tenere Bonac. et Pall. non peccare graviter parochos qui interdum concionari omittunt; secus vero, ut aiunt, si omittant per unum integrum mensem continuum, aut per tres menses discontinuos in anno ². »

Scavini : « Hinc commune est atque receptum a mortali non excusari qui per tres menses etiam discontinuatos vel perse, vel per alios non prædicant. Imo rationabiliter dicunt Barbosa; Roncaglia et Salmanticenses eum quoque graviter peccare qui per integrum mensem non concionatur; imo minus temporis spatium sufficit ad mortale si populus prædicatione graviter egeat ³. »

P. Mach : « Tous les théologiens sont d'accord pour dire que le curé qui manque d'une manière notable à cette obligation pèche grièvement... Saint Liguori est d'avis qu'il y a péché grave pour le curé qui, durant l'année, omet la prédication pendant un mois de suite, ou durant trois mois à différentes fois ⁴. »

Gury : « Graviter ergo peccant parochi qui per tempus notabile abstinant a prædicatione. Tempus vero notabile a multis habetur si per integrum continuumque mensem prædicatione deseratur, aut per tres menses non continuos, seu in anno divisos ⁵. »

Sabetti reproduit Gury mot pour mot ⁶; quant à eux, il cite Scavini ⁷.

Ferraris : « Parochi, qui raro aut nunquam concionem habeant ad populum, peccant mortaliter, etiam præcisa gravi populi necessitate; et si populus graviter indigeat prædicatione, peccant toties contra divinum præceptum, quoties populus graviter indigeat prædicatione, cum ex Dei præcepto beneant oves suas verbi divini prædicatione pasceri, ut expresse habet Tridentinum ⁸. »

« Hinc graviter peccant parochi, continue-t-il, si tribus mensibus totius annis discontinuis, perse vel per alios non concionentur, cum sit materia gravis; concilium enim Tridentinum decernit parochos, si ab episcopo moniti trium mensium spatium muneris suo defuerint, cogendos esse per censuras et alias poenas. Unde concilium supponit saltem trium mensium spatium esse notabile, et gravem culpam, cum ecclesiasticæ censuræ imponi non soleant, nisi graviter peccantibus. »

L'édition romaine de Ferraris porte en note cette remarque, qu'il ne faudra pas oublier pour bien apprécier les opinions plus bénignes : « Ecclesiasticæ censuræ non semper inducunt peccatum mortale, et vice versa peccatum mortale non semper censuris aliisve poenis ecclesiasticis coercetur. »

Inutile de poursuivre davantage les citations, tous les autres auteurs reproduisant en propres termes saint Alphonse et Ferraris. Nous n'apporterons plus qu'un seul témoignage, parce qu'il a le double avantage et d'être le dernier en date, et d'exprimer une opinion personnelle raisonnée. C'est à cette opinion que nous nous rallions, en la faisant nôtre.

Bérardi est, parmi les modernes, celui qui a le mieux traité le sujet, évitant les deux extrêmes, le rigorisme et le relâchement. « La règle plus communément admise, dit-il, accuse de péché mortel le curé qui omet la prédication un mois continu ou trois mois non continus, c'est-à-dire quatorze ou quinze fois dans le cours de l'année. On s'appuie sur le concile de Trente, qui frappe d'une peine les curés qui, après avoir été avertis, continuent à s'abstenir de prêcher pendant trois mois. Mais cet argument, comme chacun peut facilement s'en convaincre, ne résout pas la difficulté. Parmi les théologiens, les uns, comme les *Salmanticenses*, se montrent plus sévères; et d'autres, comme Suarez (*De relig.* l. II, xvi), Bouvier, Ballerini (II, 112), Lehmkühl (II, 645), sont plus larges. A mon avis, il faut tenir compte des circonstances, et surtout de la nécessité que le peuple a d'entendre la parole de Dieu, surtout dans la paroisse, du fruit que peuvent produire les prédications du curé, de l'étendue plus ou moins grande de la paroisse, des empêchements que peut avoir le curé, du scandale qui résultera pour les paroissiens de l'omission de la prédication. Supposons un curé qui passe un mois sans prêcher, mais qui pendant les onze autres instruit et exhorte son peuple avec zèle, ou bien qui omet la prédication quinze fois dans le cours de l'année, et qui s'en acquitte avec le plus grand soin les cinquante-cinq autres fois. Dans ces cas je n'y verrais pas un grand péché mortel, parce que le peuple reçoit une instruction soignée et des exhortations répétées de son curé et qu'il ne se scandalisera pas gravement de ses omissions. Supposons au contraire un curé qui, non content d'omettre la prédication un mois de suite ou trois mois non continus, s'en acquitte le reste du temps à la légère, avec négligence, sans zèle; je le regarderais volontiers comme coupable de péché mortel. Enfin supposons un curé qui, non par une négligence coupable, mais par suite d'une inaptitude physique et invincible, fait des instructions qui produisent peu, pour ne pas dire point de fruits; il n'y aurait peut-être pas de péché mortel à omettre la prédication plus d'un mois de suite ou plus trois mois dans l'année, particulièrement si le peuple peut trouver dans d'autres églises l'instruction suffisante et s'il sait que l'omission provient, non pas de la négligence, mais de l'incapacité, et surtout si, comme il peut y être obligé *sub gravi*, le curé procure à ses paroissiens des missions, des exercices spirituels ou quelque autre chose semblable ¹. »

¹ Berardi, *de Parocho*, n. 145.

¹ Lettre pastorale.

² Lib. III, n. 269.

³ Scavini, *Theol. mor.* Tract. III, Disp. I, cap. II, art. I, n. 473.

⁴ Trésor du prêtre, t. II, p. 405.

⁵ Gury-Dumas, t. II, n. 112.

⁶ Compendium theologie moralis, n. 598.

⁷ Tractatus de Parocho. Edidit 2^a, p. 585, n. 10.

⁸ V^o Parochus. art. II, n. 71.

Nous nous sommes placés, pour la solution de la question, dans l'hypothèse du droit général; mais les évêques peuvent, les circonstances l'exigeant, porter des décrets et même des préceptes particuliers qui obligent *sub gravi*, pour un espace de temps moins long que celui dont parlent les docteurs.

A quoi reconnaîtra-t-on la gravité du précepte? D'abord aux termes employés pour formuler la loi; ensuite aux peines qui menacent les transgresseurs. Ce sont là les deux moyens les plus faciles pour juger de l'importance d'un précepte.

ART. V. *Quelles peines frappent ceux qui omettent la prédication?*

Le droit ne renferme aucune peine *latæ sententiæ* contre les curés qui ne s'acquittent pas du devoir de la prédication; mais le concile de Trente prescrit aux évêques de les frapper de censures ou d'autres peines arbitraires: «*Id vero si quis eorum præstare negligat... provida pastoralis episcoporum sollicitudo non desit... Itaque, ubi ab Episcopo moniti trium mensum spatium muneris suo defuerint, per censuras ecclesiasticas, seu alias, ad ipsius Episcopi arbitrium cogantur, ita ut etiam, si ei sic expedire visum fuerit, ex beneficiorum fructibus alteri, qui id præstet, honesta aliqua merces persolvatur, donec principalis ipse resipiscens officium suum impleat* ¹. » Ainsi l'évêque peut infliger une peine à son choix, ou désigner un prédicateur, auquel le curé devra fournir un honoraire.

Certains évêques ont, dans leurs statuts synodaux, décrété la suspense encourue *ipso facto* par ceux qui négligent quelquefois le devoir de la prédication. Ces suspenses sont valides et sont approuvées par le Saint-Siège, comme on peut le voir par le document que nous citons ².

Le 19 septembre 1804, la sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers adressa à l'évêque de Perno la lettre suivante, qui n'est pas sans intérêt: «*Quelques personnes zélées de Sonnino ont porté plainte contre le chanoine Jean Terrenzi, qui n'a pas enseigné la doctrine chrétienne à la première messe le jour de la fête de saint Laurent, ainsi que le Synode diocésain le prescrit, sous peine de suspension a divinis pendant trois jours. Votre Seigneurie annonce, dans sa lettre du 9 courant, que c'est sans préméditation et par pure inadvertance que le chanoine a fait cette omission. Mais la sacrée Congrégation n'en est pas persuadée. Dieu seul connaît les intentions secrètes et l'Eglise juge de l'extérieur. Or, le chanoine n'ayant pas gardé la suspense, est censé avoir encouru l'irrégularité. En conséquence la sacrée Congrégation, en vertu des pouvoirs spéciaux accordés par le Saint-Père, charge Votre Seigneurie de faire garder par le chanoine la suspense de trois jours*

prescrite par le synode, et de le dispenser de l'irrégularité qu'il a encourue en violant cette suspension ³. »

L'évêque de Novarre avait cru pouvoir infliger une amende aux curés qui ne rempliraient pas le devoir de la prédication. La sacrée Congrégation du concile, nous dit Benoît XIV, tout en reconnaissant le droit de l'évêque, y vit une inconvenance: «*Sacra Congregatio Concilii, die 15 junii 1658, etsi de potestate episcopi non dubitaverit, id tamen fieri non decessisse respondit* ⁴. »

Si le curé refusait de remplir le devoir de la prédication, ce ne serait pas un motif suffisant pour le priver de sa paroisse; dans ce cas l'évêque devrait y pourvoir par les soins d'un autre prêtre. Mais si l'inaptitude volontaire ou involontaire pour la prédication n'est pas une cause canonique pour déposséder un curé d'une paroisse qu'il possède, elle est un empêchement pour obtenir une paroisse nouvelle: «*Si vero aliqui, dit Innocent XII, non satis habiles ad illa (munia prædicationis) obeunda reperiantur, iidem Episcopi per alios a se deputandos, sumptibus parochorum minus idoneorum suppleri curent, et in posterum beneficia, quibus animarum cura imminet, non nisi vere idoneis ad memorata officia per se ipsos adimplendum conferantur* ⁵. »

L'appel contre les décrets épiscopaux relatifs à la prédication n'a aucun effet suspensif, même dans les cas où ces décrets seraient munis de censures. Le concile de Trente a réprouvé à l'avance tout appel suspensif en termes formels: «*Neque hujus decreti executionem appellatio... impediri valeat* ⁶. » Et Benoît XIV, dans l'énumération des cas où l'appel doit être regardé comme n'ayant qu'un effet dévolutif, comprend les décrets qui nous occupent: «*Item in omnibus iis, quæ ad curam animarum et sacramentorum administrationem quoquomodo pertinent, et præsertim adversus Monitiones, Censuras, aut alias provisiones per quas parochi aut alii curam animarum exercent, diebus saltem dominicis et Festis solennibus plebes sibi commissas salutaribus verbis pascere compellantur, docendo ea quæ ad salutem necessaria sunt, juxta Decretum Concilii Tridentini, sess. v, de Reform. cap. 2* ⁷. »

(A suivre.)

¹ *Analecta*, XII, col. 844.

² *De Synodo diocesana*, lib. X, cap. ix, n. 8.

³ *Const. Apostolici ministerii*, 13 mai 1723.

⁴ *Sess. V*, cap. 6.

⁵ Benoît XIV, *Const. Ad militantis Ecclesiæ*, 30 mai 1742.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 27 novembris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le gérant : J. MAITRIER.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

¹ *Sess. v*, c. II.

² *Analecta*, XII, 844: S. C. des Evêques et Réguliers, 19 sept. 1804.

LES TEMPS PRIMITIFS ET LES ORIGINES RELIGIEUSES, d'après la Bible et la Science, par M. l'abbé Thomas, vicaire général de Verdun, 2 vol. in-8. Prix : 8 fr.; *franco*, 10 fr.

L'origine du monde et de l'homme, l'unité de l'espèce humaine et l'époque de son apparition, l'origine de la vie et celle du langage, l'origine du mal et le dogme de la déchéance, la religion primitive du genre humain, sa condition première d'après la Bible et d'après les découvertes scientifiques même les plus récentes, l'origine et les progrès du paganisme, les récits de la Genèse sur les temps primitifs, le déluge, son étendue et ses effets, etc., etc., telles sont les matières discutées et approfondies dans le présent ouvrage. Ce seul énoncé en montre l'importance tant au point de vue apologetique qu'au point de vue scientifique.

Cet ouvrage, fruit de longues et patientes recherches, sera, croyons-nous, favorablement accueilli des hommes de bonne foi qui cherchent sincèrement l'accord de la Science avec la Révélation.

L'HYPNOTISME, ses phénomènes et ses dangers, par le R. P. Touroude. 1 volume in-8 écu. Prix, *franco*, 2 fr.

« J'ai lu votre opuscule avec un grand intérêt, écrit au R. P. TOUROUDE un savant professeur du séminaire Saint-Sulpice, et je ne puis que donner mon assentiment à la doctrine sage et modérée dont vous vous êtes fait l'interprète... »

« Le cri d'alarme que vous avez si opportunément et si efficacement jeté est donc un nouveau service rendu à la cause de la foi et de la morale chrétienne. »

« Pour vous dire toute ma pensée, lui mande le Supérieur du grand séminaire de Bordeaux, je trouve vos quelques pages plus instructives et plus concluantes que ce qui a été publié jusqu'ici... »

« La théologie trouvera dans cette publication les conclusions morales à proposer aux fidèles au sujet de cette pratique que la curiosité tendait à généraliser, au détriment de la foi et des mœurs. Donc vous avez fait une œuvre bonne et utile. Je vous en félicite. »

Voici le jugement que porte sur cette *Etude* le Supérieur général de la Congrégation des SS. Coeurs : « Elle est bien conçue et très concluante... Il est regrettable qu'elle ne soit pas donnée à un libraire de Paris. Elle s'écoulerait très vite et produirait les meilleurs résultats... Je ne la trouve pas inférieure aux *Lettres au R. P. Hahn*. Elle est un excellent résumé de ce qui a été de mieux écrit sur l'hypnotisme. »

Enfin Mgr Gay, évêque d'Anthédon, daignait écrire à l'auteur : « Mon cher Père, j'ai lu avec le plus vif intérêt et le plus grand plaisir votre opuscule sur l'hypnotisme. Vous ferez une œuvre utile en le publiant et l'effet qu'il a déjà produit à Alençon est le gage du succès qui l'attend ailleurs... »

« Vous avez raison de le dire, la science, si respectable quand elle reste dans son domaine, ne donne point aux hommes le dernier mot de ces questions, qui intéressent au plus haut point la morale et même la foi. »

FLEURS DES PETITS BOLLANDISTES. Vie des saints pour tous les jours de l'année, par M. l'abbé Provost, ancien directeur au grand séminaire de Séz, chanoine honoraire de Séz, curé-archiprêtre de Mortagne. Ouvrage approuvé par Mgr Trégaro, évêque de Séz. 2 beaux vol. in-8. Prix : 8 fr.; *franco*, 10 fr.

Des *Petits Bollandistes* de Mgr Guérin ont été extraits les deux volumes annoncés ici. On entend bien qu'il s'agit d'une réduction soigneusement faite, et non de simples coupures.

M. l'abbé Provost a fait un travail personnel. Il a choisi dans cette grande collection de Vies de saints celles des plus connus, des plus populaires, en se guidant principalement d'après le Bréviaire romain. Le choix fait, il a rédigé, dans une mesure plus réduite et en empruntant les matériaux de son modèle, des Vies pour chaque jour de l'année, en s'attachant à leur donner ce double caractère : la simplicité et la piété. Il a réussi à composer une suite de lectures pieuses et édifiantes pour les familles et les paroisses.

(Revue littéraire du journal l'Univers).

LE MOYEN-AGE fut-il une époque de ténèbres et de servitude ? Etudes, par M. Georges Romain. 1 vol. in-8. Prix : 4 fr.; *franco*, 4 fr. 50

En dehors des questions du développement des lumières et de la liberté en général au Moyen-Age, des chapitres consacrés aux *croisades*, à la *chevalerie*, aux *corporations*, à l'*astrologie*, à la *sorcellerie*, à la *dîme*, à la *corvée*, aux *oubliettes* même, font connaître cette époque sous tous ses aspects, et font de ce livre une lecture attrayante comme un roman, instructive comme l'histoire et de nature surtout à détruire bien des préjugés.

COMPENDIUM MUSICALE ad usum clericorum, par Herman le Bel, maître de chapelle. 1 vol. grand in-4. Prix : 10 fr.; *franco* en gare la plus proche, 10 fr. 60.

Ce livre si répandu dans le monde religieux doit sa

popularité et son importance, non seulement à l'abondance des matières, mais à la manière simple et méthodique avec laquelle sont exposés tous les points de cette encyclopédie musicale. La question du *Plain-Chant* y est traitée à fond, soit comme origine, soit comme lecture et exécution, soit comme accompagnement. La musique religieuse sur tous les points d'enseignement et de pratique, tel est son plan. Création et direction de maîtrises, solfège et chant des enfants, exécution de messes et motets, étude instrumentale (orgue, harmonium), principes d'harmonie, conseils pour la composition, la transposition, etc., tout se trouve réuni et admirablement exposé dans cette magnifique publication qui contient, en outre de toutes ces méthodes, un précieux historique et des données d'ensemble, comme esthétique musicale.

Le *Compendium musicale* est donc un guide complet pour MM. les curés et vicaires qui désirent seconder ou pratiquer le chant religieux dans leurs paroisses, un *Vade mecum* indispensable aux élèves des séminaires.

Grâce à cet ouvrage, ils peuvent, **sans maître**, arriver, non seulement à prosodier très exactement un plain-chant quelconque, à le chanter correctement (chose rare, quoiqu'on en dise), mais à accompagner, avec une harmonie exempte de fautes et heureusement corabine dans tous les tons, même transposés. Ils ont dans ce livre, magnifique in-4°, rempli d'exemples intercalés, tous les conseils, toutes les méthodes pour l'organisation et la direction du chant paroissial. Ils peuvent s'initier au jeu de l'orgue, de l'harmonium pour l'exécution de motets pendant le service divin. On peut dire que tout est prévu, comme conseils et comme manière pratique et sûre d'acquérir, sans peine, les connaissances nécessaires.

En résumé, le programme est complet. *Plain-chant : lecture, chant, accompagnement. Organisation et direction de maîtrises. Chant d'ensemble : messes, motets, chœurs divers. Etude et classement des diverses voix, manière de les développer. Principes indispensables d'harmonie pratique. Règles pour écrire correctement. Principes sur la manière de composer. Appréciation des œuvres des grands maîtres. Pratique de l'orgue, méthode d'harmonium avec indication pour la manière de réparer soi-même cet instrument.*

Il n'est pas, on le voit, une matière musicale, utile dans l'espèce, qui ne soit traitée dans ce guide universel recommandé par nos plus grands maîtres.

Nous ne pouvons, dans cet exposé restreint, traduire toutes les appréciations élogieuses, les approbations dont cet ouvrage a été l'objet. Le célèbre organiste de la cathédrale de Paris s'exprime ainsi : « Après avoir examiné attentivement votre ouvrage, portant pour titre *Compendium musicale*, je reconnais qu'il est **le plus important** de tous ceux qui ont été faits en ce genre et le plus clairement exprimé. Je ne doute pas qu'il ait un grand succès. »

M. Widdor, organiste de Saint-Sulpice, adresse à l'auteur la lettre suivante : « Cher M. Le Bel, votre très remarquable ouvrage est un véritable résumé des connaissances nécessaires à tout musicien sérieux. Votre travail est absolument digne d'éloges pour ses qualités de clarté, de méthode et d'universalité... » Nous aurions bien des citations, bien des pages à garnir.

Mais toutes les marques d'approbation de nos plus grands maîtres, les Gounod, les Ambroise Thomas, etc., le cèdent devant le titre obtenu par l'auteur à la suite de l'envoi de cet ouvrage à Notre Saint-Père le Pape Léon XIII. Sa Sainteté a daigné conférer à l'auteur, M. Herman le Bel, maître de chapelle, officier d'académie, la décoration *pro Ecclesia et Pontifice*, comme témoignage de satisfaction à la suite de l'envoi et de l'examen du livre le *Compendium musicale ad usum clericorum*.

ANTHROPOLOGIE. OUVRAGE DE MÉDECINE, comprenant l'anatomie, la physiologie, l'hygiène, la pathologie, la thérapeutique, la doctrine microbienne et les notions de médecine légale, avec portrait, autobiographie et *credo* médical de l'auteur, par A. Bossu, docteur en médecine de la Faculté de Paris, médecin en chef de l'hospice Marie-Thérèse, ancien président de la Société de Médecine de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, etc. 3 beaux volumes in-8, accompagnés d'un atlas séparé de 20 planches d'anatomie descriptive accompagnées de légendes, terminé par un précis d'anatomie des formes à l'usage des artistes. 12^e édition. Prix, avec atlas colorié, *franco* : 25 fr.; avec atlas noir : 21 fr.

Voici la lettre adressée à quelques membres du Clergé par MM. **Bloud et Barral**, éditeurs des **PETITS BOLLANDISTES**, lettre sur laquelle est appelée, d'autre part, l'attention de nos lecteurs; elle peut intéresser non seulement tous les prêtres du ministère paroissial, mais encore un grand nombre de familles chrétiennes.

MONSIEUR L'ABBÉ,

Plusieurs directeurs de grands Séminaires et divers membres du haut clergé, appréciant les services que peuvent rendre aux prêtres employés dans le ministère paroissial les **Petits Bollandistes**, par Mgr P. GUÉRIN, et leur **Supplément**, par le R. P. Dom PIOLIN, bénédictin de la Congrégation de France, nous ont demandé, à plusieurs reprises, en raison de la difficulté des temps, de rendre non seulement possible mais facile, pour tous les *Écclésiastiques*, l'acquisition de cette publication si importante, publication qui forme à elle seule toute une bibliothèque historique et de prédication.

Déférant au désir qui nous a été exprimé, nous avons l'honneur, Monsieur l'abbé, de vous informer qu'à partir de ce jour, les **Petits Bollandistes** et leur **Supplément** (20 vol. grand in-8°, contenant ensemble plus de 13.500 pages, dont une partie en petit texte), demandés ensemble ou séparément, seront vendus — sans augmentation de prix — à raison de cinq francs par mois (5 fr.), ce qui fait un crédit de près de deux ans.

Ainsi fractionnée, la dépense nécessitée par l'achat de l'ouvrage n'aura pas le caractère onéreux qu'elle a eu jusqu'ici.

Vous pourrez donc, Monsieur l'abbé, ne pas tenir compte des conditions de vente stipulées dans notre catalogue général, que vous avez dû recevoir il y a peu de jours, si cette dernière combinaison vous convenait davantage.

Les frais de port jusqu'à la gare la plus rapprochée de votre domicile, ainsi que les frais de recouvrement, resteront à notre seule charge.

Les voix les plus autorisées, aussi bien dans l'**Episcopat** que dans la **presse catholique**, ont proclamé la supériorité des **Petits Bollandistes** sur toutes les publications similaires parues de nos jours.

Ces diverses appréciations peuvent se résumer en cette phrase de l'approbation de Mgr l'Evêque d'Amiens :

En mettant à part l'incomparable collection des **ACTA SANCTORUM**, les **PETITS BOLLANDISTES** sont assurément le recueil hagiographique le plus complet, le plus intéressant, le plus édifiant, le plus en harmonie avec les recherches de la science contemporaine.

Nous ne pouvons reproduire, faute d'espace, tous ce que NN. SS. les Evêques ont écrit d'élogieux sur cette œuvre magistrale, nous bornant à appeler votre attention sur les quelques approbations publiées à la suite de cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur l'abbé, nos très respectueuses salutations.

BLOUD ET BARRAL,
libraires-éditeurs.

P. S. — Prière de communiquer cette lettre aux personnes de votre connaissance qu'elle pourrait intéresser. Nous accorderons volontiers les mêmes facilités de paiement aux personnes qui nous seraient recommandées par vous.

Librairie BLOUD et BARRAL, 4, rue Madame, et 39, rue de Rennes, PARIS

LES PETITS BOLLANDISTES

DIX-SEPT VOLUMES grand in-8° raisin. Prix : 120 francs ; net : 90 francs

VIE DES SAINTS depuis le commencement du monde jusqu'à aujourd'hui, par Mgr P. GUÉRIN, camérier de S. S. Léon XIII

SUPPLÉMENT AUX VIES DES SAINTS et spécialement aux **PETITS BOLLANDISTES**, d'après les documents hagiographiques les plus authentiques et les plus récents, par le R. P. Dom Paul PIOLIN, Bénédictin de France.

3 forts vol. grand in-8° raisin. Prix franco : 25 fr. Format de l'édition des **Petits Bollandistes**.

Avis important. Pour faciliter l'acquisition des **Petits Bollandistes**, de Mgr P. GUÉRIN (17 vol. gr. in-8), ainsi que de leur **Supplément**, par le R. P. Dom PIOLIN (3 forts vol. gr. in-8), *supplément qui en est le complément nécessaire* (ensemble 20 volumes : prix, 145 fr.; net, 110 fr.), MM. les *Écclésiastiques* auront la facilité de nous solder le montant de cet ouvrage à raison de CINQ FRANCS (5 fr.) PAR MOIS.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 49

PRÉDICATION : Pour le troisième dimanche de l'Avent : la connaissance de soi-même.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. des Indulgences : Indulgences accordées à la prière à saint Joseph.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Peut-on chanter la messe du Saint-Esprit pour la distribution des saintes huiles le mardi de Pâques ? le jeudi de Pâques ? — Pour user de l'Indult qui accorde de chanter des messes de Requiem aux jours doubles, doit-on d'abord choisir les semidoubles ? — Un aumônier remplaçant un curé absent assiste-t-il valablement à un mariage ? — Y a-t-il obligation pour le pénitent de s'accuser d'un péché grave s'il ne le peut sans faire connaître son complice ? — Un chrétien pauvre peut-il convoquer des ouvriers le dimanche pour lui faire gratuitement sa moisson ? — Vaut-il mieux pour une mère de famille d'apporter son enfant à la messe du dimanche malgré les ennuis à craindre, que de le garder à la maison ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Le conseil de fabrique peut-il, sans ou contre l'avis du conseil municipal, changer le dallage de l'église paroissiale et disposer des pavés d'une vieille église qui ne sert plus mais non encore désaffectée ? Le maire ayant autorisé une réunion politique dans cette église, le curé peut-il l'attaquer ? — Un instituteur adjoint breveté peut-il être aidé par un maître non breveté enseignant dans le même local et sous sa direction ? — La fabrique a-t-elle le droit de se réserver la fourniture de la cire pour les enterrements ? Peut-elle être imposée à la patente ? — Le curé et les marguilliers peuvent-ils lacérer les affiches posées par les particuliers à la porte de l'église ? les affiches électorales ? — Toute personne a-t-elle le droit d'arracher une caricature immorale affichée sur la voie publique ? — Le maire a-t-il le droit d'illuminer le clocher malgré l'opposition du curé ?

VARIÉTÉS : La Prédication envisagée comme charge paroissiale (suite). Qui est tenu de prêcher ?

Nous ne savons comment remercier nos très aimables abonnés pour les lettres charmantes, encourageantes et pleines de cœur, dont chaque courrier nous apporte, à la poignée, la fortifiante et douce aubaine. *Ecce quàm bonum et quàm jucundum habitare fratres in unum!* L'on a eu bien raison de dire, que par ce temps de froid égoïsme et d'après soucis, la joie, l'entrain, la paix, la charité, s'étaient réfugiés dans le sein du clergé !

Nous prenons l'engagement formel de répondre à tant de gracieusetés, à tant de bienveillance, à une si franche ouverture, par le dévouement le plus profond et l'affection la plus sincère.

Nous l'avons dit, et nous tenons à le répéter encore, nous voulons que désormais nos deux chers Amis n'aient plus en rien le caractère d'une entreprise ou d'une affaire. C'est à une œuvre que nous en-

tendons travailler, et à cette œuvre nous consacrerons désormais nos meilleurs soins et notre plus constante application.

DENIS,

Chanoine chancelier de l'évêché de Langres,
Directeur de l'Ami du Clergé.

L'Ami du Clergé et l'Ami du Clergé paroissial font leurs frais. C'est donc une œuvre définitivement fondée. Mais nous voulons l'améliorer, et à partir du 1^{er} janvier, tout bénéfice que lui apporterait un surcroît d'abonnement, sera exclusivement employé à parfaire ce qui a été d'ailleurs si bien commencé. Mille abonnés de plus nous rendraient immédiatement cinq mille francs disponibles : avec cette somme, ou nous diminuerions le prix d'abonnement, ou nous augmenterions le nombre des pages et la variété des articles.

Que nos amis s'empressent donc à élargir notre public et à multiplier leur propagande. Ils en seront les premiers et seuls bénéficiaires.

Deux de nos amis, — très compétents, — travaillent depuis quelque temps à dresser le plan des instructions, sermons, discours, conférences et lectures, pour l'année 1890. Nous leur avons recommandé d'y mettre la plus grande variété. — Nous avons aussi augmenté le nombre de nos collaborateurs, afin que chacun ayant moins de travail, y mette plus de temps, plus de soins et plus de relief. — D'autre part, quelques prédicateurs fort distingués nous ont promis plusieurs discours inédits, discours de circonstance, qui seront pour nos lecteurs un vrai régal.

Enfin, nous serions très reconnaissants à nos abonnés et amis de nous exprimer dans leurs lettres leurs *desiderata*. Nous désirons donner à tous, dans la mesure qui nous sera permise, toutes les satisfactions possibles.

Nous avons déjà reçu quelques indications qui nous ont été précieuses, et dont nous aurons tous à profiter.

Que nos abonnés veuillent bien ne pas oublier que la PROPRIÉTÉ de l'*Ami du Clergé* et de l'*Ami du Clergé paroissial* se trouve désormais à Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe (Haute-Marne), et pas ailleurs.

Aucun libraire de Paris, quel qu'il soit, aucune personnalité, n'a le droit de réclamer le prix d'aucun abonnement à son bénéfice ou au bénéfice de sa maison.

Nous avons voulu que notre *Revue* ne tint de près ni de loin, et par aucune combinaison d'aucune sorte, à aucune maison de commerce. Elle appartient à une maison d'œuvres qui ne veut en faire, à aucun degré, une source de profits. — Sans entendre blâmer personne ni jeter de discrédit sur qui que ce soit, nous croyons qu'il est temps de soustraire le clergé au *drainage* dont il est, depuis 80 ans, à peu près sans intermittence la victime. Nous tentons un essai particulier, avec loyauté et désintéressement. S'il réussit, dans la mesure que nous désirons, nous croyons qu'il y aura là, pour beaucoup d'œuvres, le point de départ de beaucoup de changements et d'améliorations.

Si nous osions, nous appliquerions à notre *Revue*, un mot tout contemporain, dont les groupes corporatifs font grand usage, et nous l'appellerions une *REVUE coopérative*. Chers abonnés, aidez-nous, et vous verrez...

COURRIER DES LIVRES

LACORDAIRE, ORATEUR

V

Nous avons remarqué dès longtemps que, sauf son auditoire de Notre-Dame, personne n'avait compris l'abbé Lacordaire. La cour se défiait, l'archevêque tremblait, et une meute envieuse aboyait contre cette belle parole qu'elle trouvait « dégradée », contre ces fortes idées qu'elle déclarait anarchiques. On l'avait prié de changer sa manière, il avait refusé :

— Je sais, répondit-il simplement, je sais où je

veux arriver dans l'âme de mes auditeurs et je crois y arriver quelquefois. Mon auditoire sent la lumière. Elle est disposée pour lui. Avec de belles lignes d'architecture scolastique, tout en disant les mêmes choses, je le laisserais indifférent. Le jour où j'abandonnerai ma méthode, je serai un homme perdu (24 juin 1835).

Un homme pourtant lui rendit justice et se rangea du parti de son auditoire. Ce suffrage souverain consola le cœur de l'abbé Lacordaire, car cet homme, c'était Grégoire XVI.

— Je sais, lui dit le pape en l'embrassant, que l'Eglise a fait en vous une belle acquisition.

Et une autre fois, prenant sur son bureau un mémoire qui lui avait été adressé de France contre le conférencier de Notre-Dame, il ajouta en déchirant ces feuilles pamphlétaires :

— Voilà ce que je fais de ce qu'on m'écrit contre vous !

C'est alors que Lacordaire écrivit sa belle *Lettre sur le Saint-Siège*, que le pape lut avec admiration dans ses feuillets manuscrits, mais que Mgr de Quélen jugea compromettante. Lacordaire, toujours docile, et ne voulant point affliger son archevêque qu'il aimait malgré tout, la serra pour deux ans dans ses cartons. Mais il ne feignit point de dire toute sa pensée.

« Monseigneur, lui écrivait-il de Rome le 22 août 1837, le choléra est dans Rome. Exposé comme tous à être subitement atteint, je désire porter devant Dieu un cœur sincèrement uni à mon évêque, non seulement par l'obéissance canonique à laquelle je n'ai jamais manqué, mais encore par une affection pure de tout nuage. »

Puis après avoir touché les raisons politiques et autres qu'on invoquait en France, il ajoutait :

Sur ces raisons, « je sacrifiai à l'instant mon travail, et bien que depuis le Souverain-Pontife ait exprimé par deux fois la pensée qu'il fût imprimé en pays étranger, je n'ai jamais songé qu'à le tenir clos dans mon portefeuille. Mais blessé dans l'appréciation qui avait été faite de mon caractère après seize années de communications fréquentes, et tant de liens tissés des mains de la Providence, je crus convenable de m'abandonner à un sentiment d'honneur peut-être trop humain pour être chrétien, mais pas assez pour être injuste et incompris d'un autre homme d'honneur. » (22 août 1837).

Un ami vint à son aide, un ami de séminaire, qui jeta un peu de baume sur les blessures de cette âme délicate profondément atteinte. Lacordaire avait gardé un grand fond de légitime fierté, ce fut là sa qualité dominante. Un manque de procédé lui était sensible : le seul sentiment de l'irrespect lui faisait un mal énorme. Ses adversaires appelaient cela de l'orgueil, ce n'était que de la dignité, peut-être exagérée dans son expression extérieure parfois, mais du moins qui révélait un caractère. Il se cabrait infailliblement quand il croyait remarquer une absence d'égards ou qu'on eût voulu faire servir son immense talent aux mesquines ambitions d'une cause particulariste. Aussi personne n'a parlé comme lui de la dignité humaine, personne n'en a eu autant que lui le sentiment profond, personne peut-être depuis saint Paul n'a redit avec autant de conviction et de majesté : *Civis romanus sum* !

Donc un ami du séminaire de Saint-Sulpice, l'abbé Chalandon, alors vicaire général de Metz, vint le trouver à Rome et le pria de venir évangéliser la cité de Metz, à son retour. Lacordaire se laissa entraîner et pendant quatre mois son éloquence attira et souleva les masses, donnant à la doctrine de l'Eglise un nouveau et glorieux relief devant lequel les ennemis de la religion eux-mêmes durent s'incliner.

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LE TROISIÈME DIMANCHE DE L'AVEINT :
LA CONNAISSANCE DE SOI-MÊME

Tu quis es ? Quid dicis de seipso ?
(Joan., 1.)

La sagesse païenne s'accorde avec la sagesse chrétienne pour nous recommander la connaissance de nous-mêmes. Sur le fronton du fameux temple de Delphes rayonnait en lettres d'or cette devise mais solennelle exhortation : « Connais-toi toi-même ! » — « Se connaître soi-même, s'écrie éminent d'Alexandrie, c'est la science la plus belle la plus noble. » — « Se connaître soi-même, dit son tour saint Bernard, est de beaucoup plus avantageux que de savoir à fond les lois qui régissent les révolutions des astres, les propriétés des plantes, les secrets du ciel et de la terre. »

La connaissance de nous-mêmes en effet, nous indique qui nous sommes, d'où nous venons, où nous allons ; elle règle nos rapports avec Dieu et le prochain ; elle fait germer, grandir, fleurir et fructifier dans nos cœurs la vertu qui nous prépare à fêter dignement les abaissements du Verbe incarné dans le mystère de Noël, *Dirigite viam hominibus*, la vertu chère entre toutes au cœur de Jésus, *Discite a me quia mitis sum et humilis corde*, la très sublime, très sainte et très nécessaire vertu d'humilité.

Qui sommes-nous ? Que disons-nous de nous-mêmes ? *Tu quis es ? Quid dicis de seipso ?* Voilà les questions que l'Eglise nous invite à nous poser sérieusement en ce saint temps de l'Avent pour nous mener à une humilité complète : humilité avec nous-mêmes qui nous fasse sincèrement nous mépriser ; humilité avec nos frères qui nous empêche de rechercher leur estime surtout par des paroles orgueilleuses et de vanité ; humilité avec Dieu qui nous met en sa présence d'un respect plein de reconnaissance et d'amour. Et afin d'atteindre à ce résultat elle nous propose l'exemple d'un homme qui est bien connu lui-même, de l'illustre Précurseur du Sauveur, dans les réponses admirables qu'il fit à l'ambassade officielle du Sanhédrin.

Étudions ce beau modèle pour notre édification.

I

Qu'est-ce que l'humilité ? Saint Bernard répond que c'est une vertu par laquelle, nous connaissant exactement nous-mêmes, nous sommes vils à nos propres yeux.

La connaissance de soi est donc la base, la condition indispensable de l'humilité.

Qui sommes-nous donc ? *Tu quis es, quid dicis de seipso ?* Un grand philosophe répond : « Quelle misère est-ce donc que l'homme ? Quelle nouveauté, quel monstre, quel chaos, quel sujet de contradiction, quel prodige ! Juge de toutes choses, imbécille ver de terre, dépositaire du vrai, cloaque d'inertité et d'erreur, gloire et rebut de l'univers ! »

Que sommes-nous ? Nous sommes des créatures, c'est-à-dire des êtres qui n'ont qu'une existence d'emprunt. « Qui êtes-vous, Seigneur, s'écriait saint François, qui suis-je ? Vous êtes un abîme de puissance et de perfection, je suis un abîme de faiblesse et d'imperfection. Vous êtes un abîme d'être, moi un abîme de néant. » Notre-Seigneur apparaissant à sainte Catherine de Sienne, lui disait : « Bienheureux seras-tu si tu sais qui je suis et qui tu es. Je suis Celui qui suis, tu es celle qui n'est pas. » Chrétiens, quelle place occupez-vous sur ce globe qui n'est qu'un petit point dans l'immensité des mondes ? Qu'étiez-vous il y a cent ans ? Que deviendra votre corps, dont peut-être vous admirez la force et la beauté, quand bientôt la mort l'aura touché ? Qu'est-ce que votre existence qui va si vite se consumant comme le flambeau allumé sur l'autel ? Qu'est-ce que votre vie qui passe comme la fleur épanouie le matin et flétrie le soir, qui se dissipe comme la fumée, qui s'efface comme la trace du vaisseau qui glisse sur les ondes ou de l'oiseau qui fend les airs ? Je l'avoue, ô homme, si tu le veux, tu as de belles qualités, tu es un résumé de l'univers, tu es le roi de la création. Mais je te le demande avec l'apôtre, quel bien possèdes-tu que tu ne l'aies reçu en aumône ? *Quid habes quod non accepisti ?* Et si tu l'as reçu en pur don pourquoi en tirer vanité ? Est-ce que le pauvre se glorifie de l'habit qu'il tient de la charité ? *Quod gloriaris quasi non acceperis ?*

Qui sommes-nous ? Nous sommes des créatures vicieuses par le péché originel. Par le fait, nous portons dans nos cœurs la racine de tous les vices. Nous avons les plus magnifiques aspirations et les plus viles inclinations, anges et bêtes à la fois. Il y a en nous comme deux hommes qui se livrent un combat qui nous humilie autant qu'il est continu. « L'homme, dit saint Bernard, est plein d'une multitude de misères, misères dans son corps, misères dans son cœur, misères quand il dort, misères quand il veille, misères partout où il se tourne. »

Encore une fois qui sommes-nous ? Hélas ! nous cédon à ces mauvais instincts et nous sommes tous pécheurs, *in multis offendimus omnes*. A ce titre comme nous devons nous mépriser ! « Je ne sais ce que c'est que la conscience d'un scélérat, disait un philosophe chrétien, je connais celle d'un honnête homme, c'est affreux ! » Le Seigneur ayant montré à sainte Catherine de Gènes la laideur d'un seul péché vénial, cette servante de Dieu en faillit mourir d'épouvante et d'horreur ; elle avoua ensuite que si cette vision ne se fut promptement évanouie, son corps eut été brisé sous les coups de cette frayeur mortelle, lors même qu'il eut été aussi dur que le diamant. Si tel est le péché vénial que dire du péché mortel, de cette honte inexprimable qui renferme à la fois l'ingratitude la plus noire, la rébellion la plus audacieuse, la perfidie la plus criante, la souillure la

¹ Joseph de Maistre.

plus déshonorante, la folie la plus extrême qui pour un instant de vil plaisir encourt les châtimens les plus rigoureux pour une durée sans fin. On a beau être pardonné du péché mortel, on est et on demeure un échappé de l'enfer, un gracié du bagne éternel. « Pourquoi êtes-vous triste, demandait-on un jour à saint François de Borgia ? — Ah ! répondit-il, j'ai médité ce matin sur l'enfer et je pense que toutes les créatures me regardent avec horreur et indignation ! »

Qui sommes-nous ? Que disons-nous de nous-mêmes ? Si nous sommes sages, nous dirons que, vu notre faiblesse, nous sommes capables de tous les désordres qu'une créature humaine puisse commettre. Si nous sommes justes nous avouons que nous sommes des économes infidèles et que nous sommes loin de tirer du trésor de grâces, que Dieu dépose entre nos mains, le parti que nous devrions. Saint François se déclarait le dernier des hommes, le plus misérable des mortels. Comment pouvez-vous tenir ce langage, lui repartit son compagnon, vous le privilégié du Seigneur, vous qui n'avez jamais commis un seul des crimes qui souillent l'humanité ? « Ah ! reprit le saint, je crois et confesse que si le plus infâme voleur avait reçu toutes les grâces dont Dieu m'a comblé, il l'aurait mieux servi que moi et serait plus agréable à ses yeux. Je suis aussi très persuadé que si le Seigneur me retirait sa très bénigne main, je me précipiterais dans les crimes les plus énormes. »

La connaissance exacte de soi-même, voilà ce qui a tenu tous les saints dans l'humilité, c'est-à-dire dans la vérité et la sagesse. Et même, on peut le dire, ils ont été d'autant plus élevés dans les régions de la sainteté qu'ils ont été plus humbles. Après Jésus, Marie et Joseph, saint Jean-Baptiste occupe le premier rang parmi les élus, parce qu'après Jésus, Marie et Joseph, pour s'être bien connu lui-même, il a été plus humble que personne.

II

« C'est de l'abondance du cœur que la bouche parle, » dit Notre-Seigneur. Écoutons Jean-Baptiste parler, et nous saurons quelle profonde humilité remplissait son âme ; il nous montrera comment nous devons pratiquer cette vertu dans nos rapports avec nos frères, en ne recherchant pas leur estime par des paroles de jactance et de vanité.

La réputation du Précurseur était grande. Les foules accouraient avec empressement à ses prédications et à son baptême ; il émouvait par son éloquence et sa vie austère, il convertissait, il exhortait, il encourageait la bonne volonté, il stigmatisait d'une manière impitoyable l'orgueil et l'hypocrisie, particulièrement celle des Pharisiens. Le bruit s'accréditait qu'il pouvait bien être le Christ.

Soit respect humain pour faire parade de zèle, soit malice pour tendre un piège, soit admiration, le Sanhédrin a député à Jean une ambassade pour l'interroger officiellement sur sa mission. L'occasion était belle pour une âme vulgaire de se faire

valoir ; elle est plus belle encore à Jean pour « se baigner dans l'humilité et le néant. » Oh ! comme il se connaît bien lui-même ! Comme il sait pratiquement que tout le bien qui est en lui vient de Dieu et non de lui-même ! Comme il ne s'attribue rien de ce qu'il n'est pas ; comme il saisit avidement le moyen de détourner de lui un honneur qu'il pourrait justement s'attribuer ; comme, obligé de parler de lui-même, il le fait avec modestie, discrétion et retenue !

A cette question : qui êtes-vous ? Il confessa la vérité, il ne la nia pas, il confessa qu'il n'était point le Christ. Cette façon de parler de l'évangéliste, dit Bossuet commentant le texte sacré, fait entendre que Jean prenait plaisir à le répéter. Moins le Christ ! Je ne le suis pas : non, encore un coup je ne le suis pas. « Quoi donc ! Êtes-vous Elie ? — Non, » dit-il. Qu'il aime à dire ce qu'il n'est pas à se réduire au néant ! « Êtes-vous prophète ? — Non ; » toujours non et toujours non : ce n'est qu'un non partout ; et Jean n'est rien à ses yeux. Il est pourtant « prophète et plus que prophète, » et le plus excellent de tous les prophètes « il est Elie » en vertu ; et quoiqu'il ne le soit pas en personne, il est plus qu'Elie, puisque par l'affirmation de Notre-Seigneur, « il est plus grand que tous les prophètes. » Et quoi qu'il soit si excellent, il n'est rien : il n'a rien à dire de lui-même. Il prend le côté qui est contre lui ; car en effet il n'est pas prophète comme les autres pour prédire Jésus-Christ à venir, lui qui devait le montrer présent. « Qui êtes-vous donc ? » Il faut parler, car ceux que l'on vous envoie doivent rendre compte au Sanhédrin. « Je suis une voix qui crie dans le désert : « Rendez droite la voie du Seigneur, selon la parole du prophète Isaïe. » Et quoi ! Jean a eu la gloire d'être annoncé longtemps à l'avance par les Prophètes comme devant être le Précurseur du Fils de Dieu fait homme ; par un privilège incomparable, afin d'être mieux préparé à ce ministère auguste, il a été purifié du péché originel et sanctifié dès le sein de sa mère ; il a pratiqué pendant de longues années dans la solitude et la mortification les plus sublimes vertus ; il a eu l'insigne honneur de baptiser Celui dans les mérites de qui doivent être sanctifiés tous les élus ; il a vu le ciel s'ouvrir sur sa tête et l'Esprit-Saint descendre en forme de colombe : il a entendu le Père éternel disant : « Celui-ci est mon Fils bien aimé en qui j'ai mis toutes mes complaisances écoutez-le ; » le Christ enfin doit dire de lui : « Parmi les enfants des hommes il n'y en a point de plus grand que Jean-Baptiste ; » et Jean-Baptiste invité à déclarer ce qu'il est, ne trouve point d'autre renseignement à donner que celui-ci : « Je suis une voix qui crie dans le désert ! » Une voix, c'est-à-dire quelque chose qui n'est rien par soi, mais qui tire tout son être de celui qui le forme : une voix, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus inconsistant et de plus fugitif ; une voix, c'est-à-dire un souffle qui se perd dans l'air ! O désintéressement magnifique ! O humilité héroïque ! O su-

blime exemple de modestie ! Puissions-nous l'imiter ! Puissions-nous avoir horreur de la vanité et de la jactance ! Puissions-nous fuir comme une peste mortelle l'orgueil qui se recherche en tout, qui s'attribue des qualités qu'il n'a pas, qui est à l'affût de tout ce qui peut le faire paraître, qui s'étale effrontément, ou qui poursuit hypocritement l'estime humaine par des voies détournées et artificieuses ! Frères bien-aimés, dit saint Bernard, ne recherchons pas ici-bas la louange, car la gloire que nous nous attribuons est un vol fait à Dieu ; et quand on a volé il faut restituer !

III

Poursuivons l'explication de notre évangile : nous verrons comment dans la parfaite connaissance qu'il a de lui-même, saint Jean pratique admirablement l'humilité envers Dieu.

Or ceux qu'on lui avait envoyés étaient des Phariséens, c'est-à-dire des hommes éclairés, mais athées, dédaigneux et critiques, qui ne trouvaient rien de bien, sinon ce qu'ils faisaient ou auto-risaient. « Pourquoi donc baptisez-vous, dirent-ils au Précurseur, avec ce ton impérieux et méprisant qui leur était familier, si vous n'êtes ni le Christ, ni Elie, ni prophète ? » Ici encore Jean s'abaisse : il justifie d'un mot et doucement son baptême : il est pressé, il va parler de Jésus ! Oh ! alors ce n'est plus par monosyllabes qu'il s'exprime : il éclate en éloges superbes. Se connaissant si misérable lui-même il sent plus vivement les perfections de l'infiniment grand, de l'infiniment sage, de l'infiniment puissant, de l'infiniment bon, et il brûle de glorifier dignement son Seigneur. « Pour moi, dit-il, je baptise dans l'eau ; mais il y en a un au milieu de vous que vous ne connaissez pas. C'est lui qui doit venir après moi, et il a été mis avant moi ; et je ne suis pas digne de délier la courroie de sa chaussure. » Jean ne se juge pas digne de remplir à l'égard du Messie l'office du plus vil esclave !

« Il y en a un au milieu de vous que vous ne connaissez pas. » C'est avec douleur que saint Jean disait cette parole : eh ! quoi, le Messie, la perfection incarnée est là, et on ne le connaît pas ! Hélas ! de tout temps Jésus a été inconnu et un objet de contradiction, Inconnu à son entrée dans le monde ; inconnu dans sa vie publique ; inconnu et combattu après sa mort ; inconnu aujourd'hui, il faut le dire avec larmes, par tant de païens, combattu par tant d'impies, inconnu même par tant de chrétiens tièdes et lâches qui ne savent point étudier ses exemples et ses leçons. Ne sommes-nous point de ceux-là ?

« Je ne suis pas digne de délier la courroie de sa chaussure. » Oh ! qui nous donnera une vraie connaissance des grandeurs et des perfections de Dieu ? Qui nous pénétrera d'un respect plein d'amour dans nos rapports avec lui ? Respect dans le temple sacré comme le publicain de l'évangile ; respect dans la prière à l'exemple de saint Ignace de Loyola qui jamais n'allait à l'audience de Dieu sans s'être recueilli un instant pour se

rappeler la majesté du Seigneur et sa propre misère ; respect surtout dans la sainte communion où le ciel tout entier descend avec Jésus dans notre cœur !

En terminant, faisons un retour sur nous-mêmes. Que disons-nous de nous-mêmes, *Quid dicis de teipso* ? A nous d'abord : ne nous complaisons-nous pas dans nos qualités ? Aux autres : ne faisons-nous pas notre éloge d'une façon plus ou moins déguisée ? ne nous glorifions-nous pas au dépens du prochain ? Au tribunal de la pénitence : ne dissimulons-nous rien, ne cachons-nous rien ? A Dieu : lui disons-nous nos misères, exaltons-nous humblement et amoureuxment ses grandeurs ? Ah ! chrétiens, faisons souvent et avec ferveur la prière de saint Augustin. « Seigneur, faites que je vous connaisse et que je me connaisse ; que je me connaisse afin de m'humilier, que je vous connaisse afin de vous aimer ; » et dans cette connaissance nous trouverons paix, lumière et bonheur !

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. des Indulgences

La prière à saint Joseph que l'on doit réciter dans les exercices du mois du saint Rosaire est enrichie de deux indulgences : L'une de sept ans et sept quarantaines pour ces exercices mêmes, l'autre de 300 jours à gagner une fois par jour, par la récitation privée de cette prière.

DECRETUM

URBIS ET ORBIS

Sanctissimus Dominus Noster Leo Papa XIII summopere exoptans, ut erga Sanctissimum Patriarcham Joseph B. Mariæ Virginis sponsum cultus impensius foveatur, Ejusque præsentissimum patrociniū efflagitetur, his præsertim rerum publicarum adjunctis, quibus ob succrescentem in dies inimicorum audaciam Jesu Christi Ecclesia acrius oppugnatur, per Literas Encyclicas datas sub die 15 Augusti 1889 Marialibus precibus Sanctissimi Rosarii, quas mense integro Octobri Ipsemet Sanctissimus recitandas alias decrevit, superaddendam indixit Orationem ad Sanctum Josephum quam præfatis Literis adnexuit. Eadem porro Sanctitas Sua quæ singulis Christifidelibus eandem Orationem publicæ Rosarii recitationi per mensem Octobrem addentibus Indulgentiam septem annorum totidemque quadragenarum singulis vicibus acquirendam jam attribuit, in Audientia habita die 21 Septembris 1889 ab infra-scripto Secretario S. Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis præpositæ *motu proprio* eidem Orationi aliam Indulgentiam, defunctis quoque applicabilem, adicere dignata est *dierum tertentorum* semel in die quovis anni tempore lucranda ab universis Christifidelibus, qui corde saltem contriti ac devote supramemoratam Orationem etiam privatim recitaverint. Præsentī *in perpetuum* valituro absque ulla Brevis expe-

ditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romæ ex Secretaria ejusdem S. Congregationis die 21 Septembris 1889.

Pro Emo ac Rmo Dmo C. Cardinale
CRISTOFORI, *Præfecto*.

ALOISIUS Card. Episcopus SABINENSIS.
ALEXANDER Episcopus OENSIS, *Secretarius*.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Dans notre diocèse on distribue les saintes huiles le mardi et le jeudi après Pâques ; le mardi dans la cathédrale à MM. les curés de canton ; le jeudi à MM. les curés du canton. Or en certaines églises on chante la messe votive solennelle du Saint-Esprit. Le peut-on ?

R. — 1^o D'abord on ne le peut pas le mardi de Pâques, par la raison très simple qu'on ne peut pas chanter une messe votive solennelle aux fêtes de première classe, comme nous l'avons montré dans un des derniers numéros de cette Revue ; or le mardi de Pâques est fête de première classe. Cette raison est péremptoire.

Mais ne pourrait-on pas en ajouter une seconde ? Nous le pensons ; c'est que la distribution annuelle des saintes huiles à MM. les curés de canton ne paraît pas constituer un motif grave, *res gravis, vel publica Ecclesiæ causa*.

2^o Quant au jeudi, nous croyons qu'on ne le peut pas, pour la seconde raison que nous venons d'indiquer, à savoir que cette distribution ne paraît pas être une raison grave.

Q. — Dans notre diocèse, nous sommes autorisés à chanter deux messes de *Requiem* par semaine. Devons-nous choisir des jours semi-doubles ou au-dessous s'il y en a dans la semaine ?

R. — Non, vous n'êtes pas obligé de choisir des jours semi-doubles ou au-dessous. Vous pouvez chanter ces messes dans des jours doubles, quand même il y aurait des semi-doubles dans cette même semaine. Cette solution que nous avons donnée comme un sentiment très probable, est certaine aujourd'hui. La sacrée Congrégation des Rites l'a tranchée en 1880 sur la demande d'un vicaire général du diocèse d'Acqui. La question était ainsi posée :

« Num Ecclesiæ, quæ indultum obtinerunt ab Apostolica (sede) bis vel ter in hebdomada missam de Requie cantandi in duplicibus, tali indulto frui adhuc possint si in eadem hebdomada totidem officia semiduplicia occurrant ? »

La sacrée Congrégation répondit simplement : *Affirmative*. (15 avril 1880, n. 5808.)

On remarquera qu'il s'agit du cas où l'on aurait un indult pour deux et même pour trois jours dans la semaine.

On remarquera en second lieu qu'il s'agit du

cas où il y aurait des *semi-doubles* dans cette semaine. Mais il en serait de même évidemment *a fortiori* s'il y avait des offices inférieurs, comme des fêtes mineures ou majeures, des vigiles ordinaires, et des simples.

Q. — Un curé voisin de la ville part en voyage, passe chez un aumônier de cette ville, habitué à le remplacer au besoin. Le curé ne trouve que la servante, la prie d'avertir l'aumônier. Le curé n'étant pas de retour encore, un fiancé, la veille de son mariage, sachant le curé absent, vient prévenir l'aumônier de vouloir bien venir bénir son mariage. A-t-il bien fait ? Le curé en partant n'avait point précisé qu'il y eût un mariage ; il avait dit simplement à la servante d'avertir l'aumônier de son absence.

R. — De règle générale, il faut une délégation particulière pour qu'un prêtre qui n'est ni curé ni vicaire de la paroisse, puisse assister validement à un mariage.

Mais, dans le cas particulier, le curé absent a coutume de se faire remplacer par cet aumônier lui déléguant tous les pouvoirs dont il pourra avoir besoin. Il est probable, que le cas était au moins confusément prévu par le curé qui ne l'a point excepté. Il nous semble que l'aumônier a pu assister validement au mariage.

Q. — Ego subscriptus,

Theologus e seminario S. I. C. humillime peto a bonitate tua, ut quodam in meo dubio mihi indicare quamcunque velis, hujus quæstionis solutionem : An sit obligatio in parte penitentis complicem manifestandi confessari (cui notus sit complex, in re quidem gravi ceu in peccato mortali), quum aliter non possit peccatum suum confiteri. Circa hanc quæstionem duplex speculatio loquendo datur sententia sat probabilis, secundum DD. *Gury* et *Ballerini*, sed in praxi quænam censest obligatio ?

R. — Utriusque sententiæ, quam memorati auctor, ratio breviter videtur discutienda, ut ex his solutio deducatur practica.

Prima sententia, quæ negat revelationem infamiam complicitis apud confessarium, esse causam excusantem ab integritate confessionis, magis gnâ pollet probabilitate, extrinsecâ, vel intrinsicâ.

Defenditur enim ab auctoribus numero pluribus et auctoritate gravissimis, quorum præstantioribus sunt. D. Thomas. S. Bonaventura. S. Antonius. S. Bern., Gerson, Laym., Cajetan., Suarez, Salm., S. Alphonsus, etc. Ratione gravi nititur, nempe ipsâ obligatione integrè confitendi, quæ obligatio manifestè inponitur a lege divinâ, et ideo potior est juris, et magis urgens, quam sit obligatio *aliquibus* non ledendi famam complicitis per accusatorem proprii peccati : et ideo, si *aliquis* diffamatus complicitis apud confessarium sequatur ex impositione divini præcepti de integritate confessionis non est de eâ multum curandum : quod etiam magis patebit ex dicendis.

Secunda sententia affirmat penitentem excusari ab integritate confessionis quando peccatum suum grave confiteri nequit absque revelatione

infamiâ complicitis. Suam habet probabilitatem, tum extrinsecam, licet non tantam quantum habet prima sententia : tum intrinsecam, in eo fundatam, quod lex *naturalis* quæ prohibet ne diffametur proximus, potius observanda est quam lex *positiva*, qualis est lex divina præcipiens integritatem confessionis.

Hæc autem ratio secundæ sententiæ, non tam evidenter concludit, quam primo aspectu apparet.

Etenim in *casu*, obligatio non diffamandi, non videtur certo gravis. Nam juxta multos, revelare crimen alterius, uni viro prudenti et discreto, præsertim ubi intervenit aliqua ratio utilitatis aut necessitatis, non est per se mortale. Atqui confessorius, haberi debet uti vir prudens et discretus, eo magis quod teneatur, sub gravissimo vinculo sigilli sacramentalis, ad secretum perpetuo servandum. Insuper causa datur, cur reveletur crimen confessorio, non tantum utilitatis, v. g., ad petendum consilium, sed vere gravis necessitatis, nempe obligatio divinitus imposita ab ipso Christo integrè confitendi. Ergo obligatio non diffamandi complicem apud unum confessorium, saltem ubi talis diffamatio vitari nequit, v. g., adeundo alium confessorium, non videtur certo gravis; nec diffamatio complicitis apud confessorium tanti facienda.

Insuper idem sequitur necessario, saltem practice loquendo, ex ipsâ controversiâ. Nam, quia dantur duæ opiniones probabiles, obligatio quam propugnant, non est nisi probabilis, et consequenter, practice loquendo, gravis esse nequit : v. g., obligatio non revelandi complicem confessorio, ubi confessionis integritas hanc revelationem importat, propter probabilitatem forte etiam majorem sententiæ oppositæ non est, ad summum, nisi probabilis : a quâ excusatur proinde causa medicis : nec tenetur pœnitens cum gravi incommodo, alium confessorium inquirere, cui complex sit ignotus. Pariter, obligatio integrè confitendi cum diffamatione complicitis, non est absolutiè certa, quia probabiliter negatur a secundâ sententiâ, quamquam a pluribus defendatur et potiore forsitan ratione nitatur.

Quibus expositis, in praxi quid agendum sit, paucis concludemus :

1^o Monendi sunt in genere fideles, ut in confessionibus suis propria accusent peccata, non aliena : ideo, quæ ab aliis pravè gesta sunt, aut in illorum dedecus cedere possunt, taceant, quantum fieri potest.

2^o Non sunt edocendi, ut in accusatione peccatorum suorum circumstantias supprimant, quæ complicitis famam apud confessorium, lædunt : et si alium confessorium non adcant, cui complex sit ignotus, sunt ad integram confessionem apud notum confessorium urgendi. Attamen pœnitentibus notum sit, ipsis esse non tantum facultatem, sed etiam aliqualem obligationem deferendi peccatum complicitatis, ad confessorium cui complex sit ignotus, saltem si sat commodè fieri possit.

3^o « Id secundæ sententiæ damus, ut, qui, propter

auctoritatem certo etiam probatorum illam defendunt, eâ uti velit pro suâ confessione instituendâ, si ipse sibi secundum eam dictamen conscientiæ fecerit, incusari nequeat, neque adigi debeat, ut a suâ sententiâ discedat. »

« Quapropter etiam confessorius, si excipit confessionem eorum qui in theologia versati, ei videantur secundum illam sententiam procedere, et qui ipsi de suis obligationibus satis judicare possint, quasdam interrogationes facilius omittere potest, relicta hujusmodi pœnitentibus suas sententias sequendi licentiâ. » (Ita ferè Lehmkuhl, n^o 337.)

Q. — Est-il permis à un chrétien de convoquer, le dimanche, plusieurs ouvriers pour couper son blé, ou faucher son pré, sous prétexte qu'il n'a pas de quoi les payer et que pour ce motif ils ne viendraient pas un jour de semaine lui porter secours.

R. — Rappelons d'abord que la loi qui interdit le travail le dimanche est une loi ecclésiastique et non une loi divine et que la coutume des lieux sert beaucoup pour déterminer quels sont les travaux défendus et ceux qui ne le sont pas. Une seconde remarque aussi importante c'est que le curé peut donner des dispenses, au moins en certains cas. Il doit tenir compte et de la nature du travail et de sa nécessité, et surtout du scandale qui en résultera, tout en se rappelant que sa permission connue du public fait disparaître souvent le scandale.

Les auteurs que nous avons consultés, n'ont pas examiné d'une manière directe le cas qui nous est proposé, ils se contentent de reproduire la phrase de saint Alphonse : « Excusantur pauperes, qui se, suosque alere non possunt, operantes privatim, sine scandalo, maxime quando multi dies festi concurrunt ¹. » — « Il est permis de travailler aux pauvres, dit Mgr Gousset, de travailler pour se procurer les choses nécessaires à la vie, tant pour eux que pour leurs familles; mais ils doivent, autant que possible, travailler en secret, afin de prévenir le scandale ². » Ce n'est pas notre cas.

Pour les travaux de la campagne, ils ne s'occupent que du cas de nécessité commune : « Excusantur agricolæ, qui ob præteritam vel imminentem pluviam, fœnum vel segetes vertunt, colligunt vehunt ³. » Ainsi s'exprime le P. Marc après saint Alphonse. Gury, Lehmkuhl, Sabetti, Gousset, Scavini, disent de même. Remarquons qu'ils ne parlent que de faire sécher les foins et les moissons, de les ramasser et de les mettre à l'abri, et uniquement pour le cas de mauvais temps ; *ingruente mala tempestate*, dit Lehmkuhl. Ce n'est pas précisément encore ce cas. Car il s'agit d'un homme pauvre qui ne peut faire sa moisson, ou sa fenaison seul, et qui, se trouvant dans l'impossibilité de payer des ouvriers, demande ou accepte pour faucher le dimanche un concours qui doit être gratuit. Nous trouverons les éléments de la solution dans une lettre de la Sacrée Congrégation des Evêques et

¹ Lib. III. n. 297, ad 4^m.

² T. I, p. 255, n. 574.

³ Cl. Marc, *Instit. morales*, t. I, p. 461, n. 668, ad 7^m.

Réguliers adressée à l'évêque de Sutri, au siècle dernier.

« Cette Sacrée Congrégation a décidé plusieurs fois que les Ordinaires des lieux ne doivent pas se montrer difficiles pour permettre, les jours de fêtes, après la messe, d'acheter et de vendre le pain, le vin et d'autres comestibles dans les boutiques dont la porte n'est ouverte qu'à moitié. Que les moulins puissent moudre, après la messe, s'ils sont hors du pays, et après les vêpres, lorsqu'ils sont à l'intérieur. Que les muletiers puissent marcher, s'ils ont chargé ailleurs et passer librement avec leurs bêtes. Pour ce qui est de porter les denrées dans la ville, de vendanger, de couper le foin, moissonner, semer, cueillir les fruits et autres choses de ce genre, les évêques doivent se régler d'après le besoin et voir quel est le préjudice que le délai pourra causer au public ou aux particuliers. Il faut aussi faire une différence entre les grandes fêtes et celles qui sont moindres. En tout cas la permission doit être gratuite. En conséquence comme Flavius Angelini de Braciano s'est adressé à cette Sacrée Congrégation pour la permission de couper les foins et de les rentrer les jours de fête, à cause du mauvais temps, permission qui lui a été refusée par le vicaire-général, les Emes Cardinaux m'ont chargé d'écrire à V. S. afin qu'elle se conforme aux décrets de la Sacrée Congrégation et aux constitutions apostoliques ¹. »

Il faut donc tenir compte, pour accorder ou refuser une permission, et des nécessités particulières et des coutumes locales, qui peuvent varier d'une paroisse à une autre. Il est assez généralement admis que, quand une famille pauvre, par suite de la maladie d'un de ses membres, ou par suite d'un accident fortuit, se trouve en retard pour les travaux de la campagne, on puisse lui venir en aide le dimanche, même pour bêcher la vigne, faucher les foins ou les moissons, faire les semailles : ce sont là des travaux qui ne se remettent pas sans que l'on soit exposé à des pertes sensibles, et ceux qui peuvent venir en aide dans ce cas sont pressés eux-mêmes par leur besoin personnel. L'opinion publique exige alors qu'on ne travaille pas pendant la messe, s'il n'y en a qu'une et qu'on sollicite à l'avance la permission de M. le Curé. Voilà ce que l'on pense dans les familles encore chrétiennes. Pour les autres le travail du dimanche est la règle ordinaire.

Mais quand il s'agit d'une pauvreté commune, qui n'a rien d'extraordinaire, surtout quand il y a dans la famille un homme pour faire l'ouvrage, même en y consacrant un temps notablement plus long, et que le travail du dimanche n'a pour but que de l'avancer dans sa besogne, il y est difficile d'y voir un motif de dispense. Autrement tous les cultivateurs pauvres seraient autorisés à faire de même, et il n'y aurait plus de repos dominical. Peut-être y a-t-il d'autres coutumes ; mais nous les ignorons.

Ajoutons, pour terminer, que quand il y a nécessité réelle pour quelqu'un de travailler le dimanche, il est permis à chacun de travailler gratuitement pour lui venir en aide : « Licet laborare pro aliquo determinato paupere cui ratione necessitatis laborare liceat, » dit le P. Cl. Marc.

« Excusantur ratione necessitatis alienæ etiam ii, qui ex caritate gratis laborant pro determinato paupere, cui ratione, necessitatis propriæ laborare liceat ¹. » Ainsi s'exprime le P. Lehmkühl.

Q. — Vaut-il mieux pour une mère de famille apporter son enfant à la messe, malgré l'ennui qui en peut résulter, que de se passer de la messe ?

R. — Nous supposons le cas où il n'y a qu'une messe, ou bien, lors même qu'il y aurait plusieurs messes, celui d'une personne vivant seule et n'ayant personne à qui confier son enfant pendant la messe. Tous les auteurs enseignent que si l'enfant ne peut être transporté à l'église à cause de sa faiblesse ou pour un motif de propreté, il faut le garder à la maison. Mais quand l'enfant commence à marcher, qu'il peut rester à l'église sans autre inconvénient que celui qui résulte pour la mère et les voisins du mouvement perpétuel naturel à cet âge, que faut-il faire ? Trois solutions ont été présentées. Il en est qui conseillent à la mère de se tenir à la porte de l'église. C'est peu pratique la plupart du temps, à cause des intempéries, et l'on n'évitera guère les inconvénients du bruit. D'autres conseillent à la mère de rester à la maison. Assurément elle ne commettra pas de faute, si elle le fait. « Excusantur, dit saint Alphonse, qui custodiunt puerum qui in templo quietus et sine perturbatione aliorum contineri non potest ². » Tous les auteurs disent de même. Mais y est-elle obligée ? *Ægidius de Coninck* semble le dire : « Il faut, dit-il, conseiller aux parents d'habituer leurs enfants à assister pieusement aux offices aussitôt qu'on remarque en eux les premières lueurs de la raison, bien qu'ils n'y soient pas encore obligés en conscience : c'est là un devoir de la piété chrétienne *Quamdiu tamen ita parvi sunt, ut neque res divinus ullo modo apprehendere, neque in templo quieti decenterque contineri possint præstat eos domi manere, quia alios sæpe graviter turbant, et iis qui ipsos ducunt, impediunt sicut quominus orare possint* ³. »

La décision nous paraît sévère et sa mise en pratique privera un certain nombre de personnes du bonheur d'assister à la messe. Il y a un milieu qui nous paraît plus en rapport avec les mœurs de la campagne ; car là seulement se présente le cas que nous étudions. Il nous semble qu'un curé peut et même doit conseiller, sans en faire une obligation, aux mères de familles qui ont de petits enfants, de les apporter à l'église aux offices le plus tôt possible, afin de n'être pas privées

¹ *Theol. mor.* t. I, p. 334, n. 552, ad 4^o.

² *Lib. III, n. 326.*

³ Cité par Scavini, *Tract. II. Disp. II, cap. I, n. 289.*

elles-mêmes de la messe. Si l'enfant fait du tumulte par ses cris, la mère s'empressera de le porter dehors. Mais supposé qu'il n'y ait que le mouvement produit par l'enfant qui veut monter sur les genoux de sa mère ou en descendre, aller vers celui-ci ou celui-là, ce n'est pas de nature, croyons-nous, à troubler beaucoup le recueillement des personnes qui assistent à la messe, habituées qu'elles sont à voir et à entendre des enfants. Il en résultera pour eux moins de distractions qu'il n'en résulte pour un dilettante de l'audition d'une magnifique symphonie; et cependant vous n'obligez pas celui-ci à assister à une messe basse, pour éviter les distractions. Quant à la mère, chez elle ou à l'église, elle éprouvera les mêmes difficultés pour prier, à cause de la surveillance de l'enfant; elle n'a donc qu'à gagner à l'assistance à la messe.

D'ailleurs aujourd'hui qu'on se dispense si facilement de la messe, n'est-il pas utile de réagir en favorisant le plus possible la fréquentation de l'église ?

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Permettez à un de vos fidèles abonnés de recourir à vos lumières pour avoir une solution, le plus tôt possible, aux deux questions suivantes :

1^o Le conseil de fabrique a le droit de changer le pavage de l'église paroissiale. (s'il agit avec ses propres ressources), sans l'autorisation et même contre le gré du conseil municipal.

Après avoir étudié la question, cela me paraît hors de doute. Ce principe étant admis, le conseil de fabrique avait-il le droit de disposer des dalles d'une église où le culte n'est plus exercé, il est vrai depuis 4 mois, mais qui n'étant pas encore désaffecté, demeure soumise à son administration ? Le maire nous a dénoncés pour ce fait ?

2^o En l'absence du curé, le maire, à l'occasion des élections, a autorisé deux conférences politiques dans cette même église non désaffectée. Le curé peut-il attaquer le maire pour abus de pouvoir ? et devant quelle juridiction ?

Nous n'entrerons dans cette voie qu'autant que nous serions inquiétés au sujet des dalles; car, avant tout nous voulons la paix et nous n'attaquerions que si nous étions attaqués.

R. — Ad 1^{re}. La jurisprudence est formelle sur ce point. Les églises supprimées dont les fabriques ont été envoyées en possession, et celle-ci est du nombre puisque le culte y était exercé encore il y a 4 mois, peuvent être louées, échangées ou aliénées à leur profit. (Décret du 30 mai 1806, art. 1^{er}.) Toutefois, aucune aliénation ne peut être faite, qu'après avoir été autorisée par décret présidentiel dans la forme ordinaire, et cette autorisation n'est donnée que lorsque la conservation de l'édifice ne paraît pas nécessaire ou utile pour l'exercice du culte. (Décret du 30 mai 1806, art. 2.)

L'abandon aux fabriques a été fait effectivement, dit M. Vuillefroy, non seulement dans l'intention de leur créer des ressources financières, mais aussi et principalement afin qu'elles conservent les édi-

fices pour être affectés au culte, lorsque les ressources de la commune et les autres circonstances permettront d'un rétablir l'exercice. Aucune église supprimée ne peut donc être aliénée et démolie avant qu'il ait été reconnu qu'elle n'est d'aucune utilité pour le culte. (*Décision ministérielle du 14 thermidor an XIII.*)

Le produit des locations ou aliénations des églises supprimées et les revenus des biens pris en échange appartiennent à la fabrique principale. « Il doit être employé de préférence à l'acquisition de presbytères ou de tout autre manière, aux dépenses du logement des curés et desservants, dans les chefs-lieux des cures ou succursales où il n'existe pas de presbytères. (*Décret du 30 mai 1806, art. 4.*)

L'attribution, faite par la loi, des églises supprimées, aux fabriques des églises conservées, comprend aussi le mobilier. (*Décision ministérielle du 18 octobre 1808.*)

De ces divers documents il résulte, dans tous les cas, que le maire ni la municipalité n'ont absolument rien à voir dans la mesure prise par la fabrique. Il en résulte également une bizarrerie qu'il est plaisant de constater, c'est que, pendant qu'on attribue aux fabriques les églises supprimées, on leur dénie la propriété de celles qui sont conservées. Mais allez donc demander de la logique à un gouvernement qui se croit au-dessus du droit et de la justice ?

Ad 2^{me}. En autorisant ces conférences publiques dans la dite église, le maire a fait acte d'usurpation *ex dictis*; et on pourrait l'actionner, non seulement devant les autorités administratives, mais encore devant les tribunaux ordinaires: car il a envahi un établissement qui ne relève de lui en aucune façon.

En rappelant que sa vieille église n'est pas désaffectée, notre honorable consultant paraît persuadé qu'elle pourrait l'être par l'autorité municipale, Qu'il se détrompe, elle ne peut pas l'être parce qu'étant concordataire, elle ne saurait tomber sous le coup de l'article 167 de la loi municipale du 5 avril 1884, mais elle pourra l'être par la fabrique avec l'autorisation du gouvernement.

Q. — Vous avez traité fort longuement la question des écoles libres et, je dois le dire, savamment. Il nous reste une petite difficulté que nous serions heureux de vous voir résoudre. Permettez-moi de vous en prier.

D'après ce que vous nous avez dit, le titulaire d'une école libre peut se faire aider par une personne non brevetée qui agit sous ses yeux soit qu'elle soit dans le même appartement, soit qu'elle soit dans un appartement contigu communiquant avec celui où le titulaire donne ses leçons et reste ouvert.

Un adjoint qui a son brevet et qui est reconnu comme adjoint par l'inspecteur peut donner ses leçons dans un local séparé du local du titulaire, il agit sous la responsabilité du titulaire, mais enfin il a son titre d'instituteur. Peut-il lui aussi avoir un aide dans sa classe qui travaille sous sa direction ?

Cette question nous intéresse et je vous serais bien reconnaissant si vous vouliez la résoudre dans le plus bref délai.

Nota. J'ai mis instituteur, peu importe qui il soit, j'ai mis un adjoint ayant son brevet; je crois qu'il serait dans le même cas, s'il avait ses équivalences; car il est reconnu et admis comme adjoint par l'inspecteur. Je parle d'un adjoint autorisé.

R. — La loi ne parle que du titulaire d'une école et non de l'adjoint du titulaire; et cela, au reste, se comprend, parce que le titulaire a une responsabilité personnelle que le maître-adjoint n'a pas et ne saurait avoir. Si donc on voulait étendre le privilège à l'adjoint breveté, il faudrait se munir d'une permission écrite afin d'éviter toute surprise dont les conséquences seraient fatales pour l'école.

Q. — Deux marchands se disputaient la vente des cierges pour les funérailles dans ma paroisse. L'un est l'ancien clerc, l'autre est le nouveau. Vous voyez sans peine les inconvénients de cette concurrence. C'était à qui arriverait le premier à la maison mortuaire et ferait les offres les plus avantageuses en se rattrapant sur la qualité de la cire.

Pour les mettre d'accord, j'ai fait décider par le conseil de fabrique que dorénavant la fabrique userait de son droit de fournir aux familles les cierges des funérailles. Sur quoi je vous demande :

1° Si le droit est incontestable ?

2° Si le fisc peut faire payer patente à la fabrique comme l'en menace l'ancien clerc évincé ?

R. — Notre correspondant a parfaitement agi en faisant prendre à la fabrique la décision dont il parle. Le droit de la fabrique est incontestable ; il est écrit tout au long dans le décret du 23 prairial an X (12 juin 1804), qui s'exprime de la manière suivante en son article 22 : « Les fabriques des églises et des consistoires jouiront seules du droit de fournir les voitures, tentures, ornements, et de faire généralement toutes les fournitures quelconques nécessaires pour les enterrements et pour la décence ou la pompe des funérailles. Les fabriques et consistoires pourront faire exercer ou affermer ce droit, d'après l'approbation des autorités civiles sous la surveillance desquelles ils sont placés. »

Le même droit ressort également de l'article 7 du décret du 18 mai 1806 qui s'exprime ainsi : « Les fabriques feront par elles-mêmes, ou feront faire par entreprises, aux enchères, toutes les fournitures nécessaires aux services des morts dans l'intérieur des églises, et toutes celles qui sont relatives à la pompe des convois, sans préjudice des droits des entrepreneurs qui ont des marchés existants. »

Il est vrai que la chambre des députés a voté une loi supprimant le monopole des fabriques; mais cette loi n'est point passée au sénat, du moins encore. Nous vivons donc toujours sous le régime établi par les décrets précités.

Quand à savoir si les ciriers évincés peuvent faire payer patente à la fabrique comme fournisseuse ou vendeuse de cire, c'est une absurdité de première ordre, puisque la fabrique exerce son droit en vertu des lois. Si cela pouvait être admis un seul instant, il s'ensuivrait que la fabrique devrait payer patente non seulement comme ci-

rier, mais comme tapissier, voiturier, chasublier etc., etc. Le simple bon sens établit la différence qui existe entre un individu qui fait le commerce de la cire et la fabrique qui n'en fournit aux familles que pour des cérémonies privées.

Q. — Dans le numéro de l'*Ami du Clergé* 1888, est dit que le curé et les marguilliers peuvent enlever et lacérer les affiches des particuliers apposées sur les murs et les portes de l'église; qu'ils peuvent poursuivre les afficheurs qui entreindraient leur défense. Telle est la jurisprudence actuelle, et tous les jugements de tribunaux lui sont conformes.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien citer au plus tôt quelques-uns de ces jugements, choisis parmi les plus récents.

Cette question m'intéresse depuis hier matin d'une manière toute particulière.

Jusqu'ici les afficheurs avaient respecté les murs et les portes de mon église. Hier matin, avant la première messe, j'aperçois une affiche énorme sur les murs, que le sonneur enleva sur mon ordre.

Or, paraît-il, cette affiche était une profession de foi du candidat officiel. De là grande colère parmi ses partisans. On profère des menaces que je n'ai pas à craindre évidemment.

J'ai sur ma paroisse un avocat qui prétend que j'ai outrepassé mes droits. Je serais bien aise de lui prouver que je n'ai pas commis un délit, mais rempli un devoir.

R. — Les professions de foi, circulaires et affiches électorales, dit M. Taulier, pourront être placardées, à l'exception des emplacements réservés par l'article 15, sur tous les édifices publics autres que les édifices consacrés au culte, et particulièrement aux abords du scrutin. (*Loi du 29 juillet 1881, art. 16, repert. administ. 1881, p. 214. — Code des communes, par M. Taulier, p. 49.*)

Donc, ces affiches ne pourraient pas être placardées sur les édifices consacrés au culte.

Le curé peut, à titre d'usufruitier, aussi bien que le propriétaire, interdire l'apposition sur les murs de l'église et du presbytère, des affiches électorales, émanant de simples particuliers, et en cas d'apposition opérée, il a le droit de les faire enlever.

Par un arrêt du 11 novembre 1882, la cour de Cassation a confirmé le jugement de simple police de Saulzais-le-Potier, département du Cher, rendu dans ce sens, en faveur de l'abbé Bergerat desservant de la Celette, poursuivi comme coupable d'avoir enlevé des affiches électorales apposées sur son presbytère.

Cet arrêt est basé sur les considérants qui suivent :

« Attendu, a dit la Cour, que de cette disposition de la loi, il résulte que les propriétaires ou le droit d'interdire l'apposition sur leurs immeubles des affiches électorales émanant de simples particuliers, et, en cas d'apposition opérée, de les faire enlever ;

« Attendu que ce même droit appartient évidemment à l'usufruitier investi du droit de jouir exclusivement de l'immeuble qui en est grevé comme le propriétaire lui-même et qu'il per-

comme celui-ci, faire respecter son droit propre contre les faits qui en troublent la jouissance ;

« Attendu que, si les presbytères constituent des propriétés communales, la loi concède aux curés et desservants, sur ces immeubles, sinon un droit, ayant tous les caractères légaux d'un usufruit, du moins un droit spécial de jouissance qui en est l'équivalent ;

« Attendu, dès lors, que l'abbé Bergerat, desservant de la commune de la Celette, a eu le droit d'enlever les affiches électorales apposées sur le presbytère, qu'il occupe d'une façon privative, ... »

Par ce que nous venons de dire, notre correspondant peut voir que son avocat n'est pas ferré sur la matière. Quant à ce qu'on appelle le *candidat officiel*, il sait bien que pas plus les tribunaux que le gouvernement n'admettent cette qualité, ils la nient tout en la *pratiquant*.

Q. — A propos d'affiches, je vous serais bien reconnaissant de me donner dans l'un de vos prochains numéros de l'*Ami du Clergé* la réponse à la question suivante :

Toute personne a-t-elle le droit d'arracher une caricature grossière, ou injurieuse, ou immorale, ou indécente, manuscrite ou imprimée, si elle est anonyme et clandestinement affichée sur la voie publique ?

La loi sur l'affichage parle-t-elle de ces caricatures-là ? Et comment s'exprime-t-elle ?

R. — En ce qui concerne les particuliers. le droit d'affichage n'a pas d'autres limites que celles qui lui sont assignées par les lois et règlements de police. Les restrictions apportées à ce droit sont de deux natures : les unes ont pour but d'empêcher tout ce qui pourrait porter atteinte à la morale, à l'ordre et à la tranquillité publique ; les autres sont purement fiscales.

Cela posé, nous affirmons que tout le monde a le droit d'arracher une caricature immorale. Ceci est de droit naturel ; c'est un cas de légitime défense ; de plus, on prête main-forte à la police dont le devoir est de supprimer toutes ces horreurs ; et, enfin, on rend service même au coupable en enlevant le corps de son délit, car il est passible d'une sévère condamnation.

Q. — L'année dernière, le conseil municipal a décidé de faire illuminer le clocher de l'église, quoique ce clocher ne soit point indépendant de l'église et quoiqu'il n'y ait, par conséquent, accès que par l'intérieur de l'église. Je m'y suis opposé par une lettre adressée au maire. Celui-ci en a référé au préfet qui a affirmé le droit absolu, de la part du conseil municipal, d'illuminer et de pavoiser le clocher. J'ai protesté vainement en m'appuyant sur la loi municipale de 1884, qui ne semble accorder au maire le droit de pénétrer dans l'église pour arriver au clocher, lorsqu'il est dépendant de l'église, que pour les sonneries civiles et le montage de l'horloge. Je crois même que le *Bulletin du journal des fabriques* conclut absolument dans ce sens.

Qu'en pensez-vous et que dois-je faire si on renouvelle cette prétention à la prochaine fête nationale ?

R. — Le préfet nous paraît avoir été trop vite en besogne, et il a certainement faussé la loi, quand il prétend que les maires ont le droit absolu d'illu-

miner et de pavoiser le clocher de leur église ou l'église elle-même. Nous nous sommes déjà expliqués plusieurs fois à ce sujet ; nous le faisons de nouveau aujourd'hui pour donner satisfaction à notre correspondant.

La police de l'église appartient au curé, et ce droit doit s'étendre au clocher, aux galeries, aux porches, à la façade et à tous les murs de l'édifice sacré !

Cela étant, on ne conçoit pas comment un maire pourrait sans abus de pouvoir, se permettre de faire pavoiser ou illuminer le clocher d'une église, malgré le curé qui en a la police et la surveillance.

Avant la publication de la nouvelle loi municipale, le curé avait seul le droit de conserver entre ses mains, la clef du clocher de l'église ; il était donc considéré comme étant, en quelque sorte, le seul maître du clocher. Jusqu'à cette publication, le maire ne pouvait donc pas faire acte de maître sur le clocher en le pavoisant ou en l'illuminant.

Mais en est-il de même depuis que la loi municipale du 5 avril 1884 a établi qu'une seconde clef serait déposée entre les mains du maire, « qui ne pourra en faire usage que dans les circonstances prévues par la loi. »

Notre correspondant a pensé, — et nous sommes absolument de son avis, — que sous l'empire de la nouvelle loi municipale, le maire n'a pas le droit de pavoiser et d'illuminer le clocher de l'église sans la permission du curé, même le jour de la fête nationale.

La clef qu'il est autorisé à avoir désormais entre les mains ne lui confère pas ce droit. Il ne peut en faire usage, aux termes de l'article 101, que pour faire sonner les cloches, dans certaines circonstances indiquées dans l'article 100.

La clef du clocher lui est donc donnée pour le mettre à même d'exercer ce droit, le cas échéant, mais non pour un autre usage.

Quoi qu'il en soit de la question de principe, pratiquement parlant, les curés et recteurs agiront avec sagesse, en demandant à leurs évêques respectifs la ligne de conduite qu'ils doivent tenir, dans le cas où l'autorité civile exigerait le pavoisement et l'illumination du clocher de leur église, et dans celui où elle le ferait, sans leur autorisation.

Dans la question que nous venons de traiter, nous avons supposé que l'église était la propriété de la commune. Si, au contraire, l'église est exclusivement la propriété de la fabrique, qui l'a construite de ses propres deniers, sans que la municipalité y ait contribué, l'autorité civile a encore moins de droit d'exiger le pavoisement ou l'illumination du clocher d'un édifice sur lequel elle n'a aucun droit.

Si l'autorité municipale s'obstinait à faire illuminer et pavoiser le clocher de l'église, propriété incontestée de la fabrique, malgré le refus ou sans le consentement du curé, celui-ci agirait sagement en se faisant déléguer, par écrit, par le bureau des marguilliers, à l'effet de former opposition à ces illuminations et à ce pavoisement.

En cas de poursuite, le curé, mandataire de la fabrique, pourrait mettre cet établissement en cause, et opposer valablement l'exception préjudicielle de l'article 182 du code forestier, la fabrique pouvant, c'est l'hypothèse, exhiber son titre de propriété sur l'église.

Si cependant, pour des raisons particulières, l'évêque du diocèse avait prescrit de tolérer l'illumination ou le pavoiement du clocher, sur la demande écrite de la municipalité, le curé devrait se conformer à ces prescriptions.

Nous allons plus loin encore dans la voie de la tolérance, en exhortant les curés à se prêter autant que possible à la douce manie de certains maires. Quand ils peuvent prévoir leur intention d'illuminer, qu'ils les devançant en leur envoyant l'autorisation. Ce sera peut-être une raison pour qu'ils perdent immédiatement l'envie de le faire.

VARIÉTÉS

ÉTUDE CANONIQUE SUR LA PRÉDICATION ENVISAGÉE COMME CHARGE PAROISSIALE

(Suite)

ART. VI. *Qui sont ceux qui sont tenus à prêcher?*

L'obligation de prêcher incombe à tous ceux qui, sous un nom ou sous un autre, ont charge d'âmes. Il faut donc comprendre dans cette catégorie : 1^o les curés proprement dits ; cela va de soi. 2^o Les économes qui sont chargés d'administrer une paroisse vacante ; ils succèdent en effet à toutes les charges du curé. 3^o Les chanoines députés par un chapitre pour régir une paroisse unie à ce chapitre. L'obligation de prêcher incombe, non pas au chapitre, mais au délégué, et, s'il y en a plusieurs, comme cela se voit parfois, à chacun d'eux. La question a été décidée par la Sacrée Congrégation du Concile, le 18 septembre 1828. Le chapitre de Sarzano, qui avait nommé deux vicaires amovibles *ad nutum* pour régir la paroisse annexée à la cathédrale, réclama contre un décret épiscopal qui les obligeait à expliquer l'évangile, chaque dimanche, sous le prétexte que ni les vicaires ni les chanoines ne l'avaient jamais fait. La Sacrée Congrégation se prononça contre les vicaires : « An, et ad quem spectet explicatio Evangelii diebus festis in Ecclesia cathedrali in casu ? — RESP. Affirmative ad vicarios. » En 1820 la même Congrégation avait décidé que « onus instituendi plebem salutaribus verbis singulis diebus dominicis aliisque festis in ecclesiis collegiatis spectat ad vicarium curatum, non ad canonicos, quum id sit munus personale parochi 1. » S'il était intervenu entre le chapitre et le curé quelques conventions qui empêchassent la prédication, l'évêque pourrait obliger le chapitre à les modifier ; c'est ce que nous trouvons dans une décision du 15 juillet 1882 : « An possit Episcopus Capitulum adigere ad proprium statutum mutandum, si obligatio a prefato

statuto parochis imposita conventualis Missæ alternatim canendæ prædicationis munus eis impediret in casu ? — RESP. Affirmative 1. »

Il se trouve parfois que deux paroisses ont leur siège dans une même église, soit d'une manière accidentelle et passagère, soit d'une manière fixe (ce que l'Eglise ne tolère que par l'impossibilité de faire autrement 2), chacun des curés doit prêcher chaque dimanche ; ils ne rempliraient pas leur devoir en prêchant alternativement 3.

Les vicaires et les autres coadjuteurs du curé, comme tous les prêtres chargés de desservir les annexes, ne sont pas tenus, en vertu de leur charge, d'annoncer la parole de Dieu. Le Concile ne parle, en effet, que des pasteurs ayant charge d'âmes. C'est d'ailleurs ce qu'a décidé la Sacrée Congrégation du Concile : « An prior archipresbyter collegiatae Ecclesiæ S. Mariæ Orbetelli teneatur prædicare et explicare catechismum per seipsum omnibus diebus festis ; seu potius teneantur quatuor canonico coadjutores, hebdomadis quibus ipsi curam animarum exercent in casu ? — RESP. Affirmative quoad primam partem ; negative quoad secundam 4. »

Toutefois Benoît XIV, dans la bulle *Etsi minime*, recommande aux évêques d'imposer, même sous des peines sévères, aux prêtres qui célèbrent la messe dans les chapelles éloignées, l'obligation d'expliquer la doctrine chrétienne les dimanches et les fêtes :

« Quo vero ad parvas ecclesias a parochiali longe sepositas, cum difficile admodum sit, Parochianos ob locorum distantiam, longum iter atque asperum, hyemali præsertim tempore, cum pluvie inundant, parochialem adire, ibique divinis officiis interesse, relicta ecclesia proximior ; decernat Episcopus, gravibus etiam statutis pœnis, quod sacerdotes ibi operantes Christianæ doctrinæ summam populo tradant, divinamque legem annuntient. Monendus tamen est parochus ne alienæ operæ nimium tribuat, sed videat ipse quo loco res sint, cum pueri Sacramentum Eucharistiæ Confirmationis, alii vero matrimonii sibi administrari exposcant 5. »

Le concile Romain de 1725 et divers décrets pour le diocèse de Rome imposent l'obligation de faire des instructions aux chapelains qui vont dire la messe le dimanche ou les autres fêtes dans les chapelles rurales ; « autrement il sera procédé contre eux par la suspension pour le temps que nous croirons, en outre s'ils ne rapportent l'attestation du curé de la paroisse sur laquelle se trouve l'oratoire qu'ils ont rempli ladite obligation, la permission de célébrer ne leur sera pas renouvelée 6. »

¹ S. C. C. *Feltrien*. 15 juillet 1882, ad 8^m. *Jour. du Droit et de la Jurisp.* II, p. 516.

² S. C. C. *Feltrien*. 15 juillet 1882, ad 2^m.

³ *Ibid.* ad 5^m.

⁴ *Thesaurus resolut.* tom. VII. Nullius Orbetelli, p. 201.

⁵ Cons. *Etsi minime*, § 14.

⁶ Edit. de 1752, cité par les *Analecta*, II, p. 2784, n. 131.

¹ S. C. C. 16 déc. 1820, cité par Adone, *Synopsis...* p. 256, n. 963.

L'évêque ne pourrait cependant pas imposer à tous les prêtres qui n'ont pas charge d'âmes l'obligation de prêcher : il doit s'en tenir à la constitution *Etsi minime* de Benoît XIV et aux cas qui y sont spécifiés : « An possit Episcopus sacerdotes animarum curæ minime addictos, ad Christianam doctrinam docendam adigere in casu ? — RESP. Generaliter loquendo negative, et Episcopus stet constitutioni Benedicti XIV *Etsi minime* ¹. »

Plusieurs remarques sont nécessaires :

1^o Le curé est tenu à prêcher par lui-même, parce que l'obligation est personnelle. Il ne peut s'en dispenser qu'en cas de *légitime empêchement*. Le concile de Trente est formel : « Quicumque parochiales vel alias curam animarum habentes ecclesias quocumque modo obtinent, *per se* vel alios idoneos, *si legitime impediti fuerint* ². »

« Les curés, dit Deneubourg, sont donc strictement obligés de prêcher par eux-mêmes, avant tout et autant qu'ils sont capables de le faire convenablement. Cela résulte non seulement des prescriptions du droit, mais de la nature des choses. En effet, les curés ne sont-ils pas pasteurs des âmes ? Ils doivent donc faire entendre leur propre voix à leur troupeau, pour le conduire aux saints pâturages de la vertu et lui fournir la nourriture vivifiante de la parole de Dieu, *pascant salutaribus verbis*. Cette doctrine ne peut être révoquée sérieusement en doute : aussi est-elle généralement enseignée et reçue ³. »

« Et quidem, dit Sættler, hoc munere fungi debent per se ipsos, nisi legitime impediti sint, nec negare audebit, qui consideraverit illum qui animarum curam habet, pastorem, magistrum, ducem patremque esse eorum qui ejus curæ commissi sunt ; utique enim oves per suum pastorem pasci, discipuli per magistrum suum erudiri, filii per suos parentes nutriri debent ⁴. »

« Nec parochi, dit Ferraris, officio suo satisfaciunt quoad Deum predicationes totius anni aliis committentes ⁵. »

« Dictæ obligationi, dit Bouix, tenetur parochus satisfacere per seipsum, nisi legitime sit impeditus. Id enim merito infertur excitato capite Tridentinæ Synodi, ubi non dicitur simpliciter *per se*, *vel alios*, sed huic membro disjunctive *vel alios* apponitur restrictio, *si legitime impediti fuerint*. Quæ restrictio iterum recurrit sessionis 24, capite 4, ubi sic habetur : *In aliis autem ecclesiis predicationis numus exerceatur per parochos, sive iis impeditis, per alios ab Episcopo deputandos* ⁶. »

De nombreuses décisions du Saint-Siège viennent corroborer cet enseignement des Docteurs. Adone en cite plusieurs que nous lui empruntons :

« Onus instituendi plebem salutaribus verbis

singulis diebus dominicis aliisque festis in ecclesiis collegiatis spectat ad vicarium curatum, non ad canonicos, quum id sit munus personale ipsius parochi ¹. Hinc permittendus non est parochus, ut, relicta propria parochia, prædicet in aliena ² ; ideoque noluit J. C. concedere parochi ut tempore quadragesimæ posset prædicare in aliena parochia vel ecclesia, constituto vicario in propria pro administratione Sacramentorum suis parochianis ³. Parochi, quibus incumbit principaliter cura animarum, quamvis adsint alii sacerdotes ad eos adjuvandos, tenentur prædicare et explicare catechismum per seipsos, omnibus diebus festis, nisi sint legitime impediti ⁴. »

On lit dans une lettre de la Visite *ad Limina* : « Parochus seu rector ecclesiæ tam cathedralis quam parochialis tenetur per se ipsum explicare Dei Evangelium inter missam parochialem diebus festis, etiam si ista celebretur vel per suum substitutum, vel per alium sacerdotem. Ratio ea est, quia instar Episcopi verbo et exemplo parochianis præsse ac per se ipsum pascere gregem suum : a quo munere proprio nec per Episcopum liberari potest, etiamsi vitæ periculum ipsi immineat. Immo, si renuat, cogi potest ad implendum munus per se ipsum, excepto casu legitimi impedimenti ⁵. »

2^o Pour dispenser un curé de toute prédication, les auteurs réclament une cause sérieuse, une sorte d'impossibilité physique ou morale : « Impedimenta, dit Berardi, sæpe sæpius sunt magis imaginata quam realia, et difficile est quod parochus sit adeo impotens ut suo populo aliqua bona verba ad modum patris familiariter dicere nequeat ⁶. »

Il y aurait donc péché pour un curé qui n'adresserait jamais personnellement la parole à son peuple ; toutefois il faudrait un espace de temps plus grand pour constituer un péché mortel, que s'il n'y avait aucune prédication. Y aurait-il pour lui obligation de conscience de résigner ses fonctions ? Le P. Ségneri l'affirme d'une manière générale. Nous pensons qu'il faut distinguer. S'il s'agit d'une incapacité involontaire et non coupable, et qu'il soit facile de suppléer par un coadjuteur, ou d'une autre manière, l'Eglise n'exige pas la démission, *ne afflictio afflicto superaddatur*, dit un axiôme. Mais s'il y a impossibilité de faire suppléer, il faudrait alors demander la résignation, qui s'impose en conscience dans ce cas. Il en est de même pour le cas où l'omission de la prédication est coupable, sans espoir d'amendement. « Un pasteur, dit Dieulin, qui monte rarement en chaire et laisse dépérir son troupeau, faute d'instruction, manque de tendresse et

¹ S. C. C., 15 juillet 1882, ad 10^m.

² Sess. V, c. II.

³ Deneubourg. *Les vicaires paroissiaux*, p. 196.

⁴ *De officiis sacerdotalibus et pastoralibus*, cap. III, art. v, § 1, n. 2.

⁵ Voir *Parochus*, art. II, n. 73.

⁶ Bouix, de *Parochia*, Part. V, cap. IX, n. 2.

¹ S. C. C. 16 dec. 1820.

² S. C. C. martii 1591.

³ S. C. C. 13 fév. 1638.

⁴ S. C. C. 28 avril 1736. Conf. Adone *Synopsis canonico-liturgica*, lib. II, n. 963 et 972.

⁵ *Amer. Visit. SS. LL.* 10 fév. 1781, § 2, 3, 4. Cité par Zamboni, t. IV, p. 501, § 10.

⁶ *Praxis confessariorum*, n. 747, p. 654.

d'humanité ; c'est un mercenaire, un prévaricateur qu'il faut contraindre à résigner ses fonctions, faute d'amendement. Ceux qui, en qualité de directeurs, toléreraient en lui une aussi grave omission se rendraient complice de son iniquité ¹. »

³⁰ Le curé peut cependant, avec un motif raisonnable, quoique non grave, se décharger de temps en temps sur d'autres prêtres du soin de la prédication.

« Si donc ils (les curés) sont absents, dit Deneubourg, ou sérieusement indisposés, ou simplement si les besoins de la paroisse le réclament, ils pourront avoir recours à des prédicateurs étrangers ; il y a plus, dans les paroisses populeuses il leur sera permis, à cause de la multiplicité des fonctions et des fatigues inhérentes à leur exercice, non seulement de faire souvent appel au concours de leurs vicaires, mais de partager avec eux, même d'une manière égale, le ministère de la prédication ². »

Berardi enseigne qu'il est utile d'appeler quelquefois un prêtre étranger à la paroisse, parce que la nouveauté excite davantage l'attention des fidèles ; mais il conserve au curé, même assisté de vicaires, une part prépondérante dans la prédication, et lui conseille de se décharger au besoin sur ses vicaires d'autres soucis de la charge pastorale et de se réserver le soin de la prédication. Toutefois il ajoute : « Quodlibet motivum rationabile, quamvis non absolute esset grave, sufficere potest ut parochus, non jam perpetuo sed identidem prædicationis onus aliis idoneis committat ; quamvis enim valde intersit ut grex pastoris vocem audiat, tamen substantia est ut pabulum gregi non desit ³. » Dans son traité de *Parocho*, il donne comme motifs suffisants pour se faire remplacer parfois une infirmité, une absence légitime, l'obligation de chanter la messe conventuelle, si le curé est en même temps chanoine, et l'utilité du peuple.

⁴⁰ Si le curé ne peut prêcher par lui-même, il y a obligation pour lui de se faire remplacer « *per se, vel per alios idoneos, si legitime impediti fuerint*, » dit le concile de Trente. Si l'empêchement dure très peu, un dimanche ou deux, les auteurs n'obligeraient pas le curé à trouver un remplaçant, à moins qu'il ne puisse le faire facilement. Dans le cas d'un empêchement de longue durée, et à plus forte raison d'un empêchement perpétuel, l'obligation de trouver un remplaçant s'impose, *etiam cum notabili incommodo*. Mais il pourra se faire que le curé ne trouve personne pour annoncer à sa place, surtout d'une manière régulière, la parole de Dieu. Dans ce cas, il devra faire ce qui est en son pouvoir ; car il sera fort rare qu'un curé qui peut encore administrer une paroisse, soit dans l'impuissance absolue d'adresser quelques paroles à son peuple, *pro sua et eorum capacitate*, comme dit le Concile de Trente : pour suppléer à l'insuffisance de ses instructions,

il fera donner de temps à autre des missions à sa paroisse ¹.

⁵⁰ C'est à l'évêque à nommer le remplaçant : « In aliis autem ecclesiis per parochos, sive, iis impeditis, per alios ab Episcopo, impensis eorum qui eas præstare vel tenentur vel solent, *deputandos* ². » D'ailleurs personne ne peut prêcher dans le diocèse sans l'autorisation au moins présumée de l'évêque : « Nequit parochus, dit Bouix, absque obtenta licentia Ordinarii alicui concionatori permittere ut in sua parochia concionetur, quantumvis sit ipsi notus, et etiamsi semel aut bis dumtaxat prædicaturus esset ³. » Berardi fait observer qu'une permission présumée suffit en certains cas ⁴. Lucidi pense de même : « Parochi prohibentur admittere in suis ecclesiis concionatores ab Ordinario suo non approbatos, etiamsi prædicare vellet Episcopus... Id autem ita intelligendum est ut parochus nihilominus copiam facere liceat alicui viro qui sibi notus est et doctrina pollet, ut bis vel ter prædicare possit, etsi Episcopi approbatio desit ⁵. » Pour que l'on puisse présumer cette permission, il faut, selon les auteurs, qu'il s'agisse d'un prêtre, et non d'un clerc ou d'un diacre ; que ce prêtre soit capable et connu, et enfin qu'il n'y ait que quelques prédications. S'il était question d'une station de Carême ou d'Avent, ou bien d'une mission, l'autorisation explicite de l'évêque serait requise ⁶. En tous cas la plupart des statuts diocésains renferment sur ce point des règles qui obligent en conscience et qu'on ne peut ignorer.

Quand l'évêque députe un prédicateur dans une paroisse, le curé est obligé de le recevoir : « Quando concionator aliquis, dit Lucidi, ab Episcopo facultatem obtinuerit, non possunt parochi veniam prædicandi negare, ut a S. Cong. C. declaratum fuisse testatur Ferraris. l. c. n. 807. »

Si la nomination d'un prédicateur extraordinaire s'impose pour suppléer aux omissions du curé, c'est à celui-ci à lui payer un honoraire convenable sur les revenus de la cure ; ainsi l'a décidé le concile de Trente : « Ita ut etiam, si ei (Episcopo) sic expedire visum fuerit, ex beneficiorum fructibus alteri quid præstet honesta aliqua merces persolvatur, donec principalis ipse resipiscens officium suum impleat ⁷. »

(A suivre.)

¹ Berardi, *Praxis*, n. 747, p. 653.

² Sess. XXIV, c. iv.

³ Bouix, *de Parocho*, Part. V, cap. ix, n. 6.

⁴ Berardi, *de Parocho*, n. 129.

⁵ Lucidi, *de Visitatione SS. LL. t. I, p. 432, n. 320*, ed. 3^e. Conf. Ferraris. Voir *Parochus*, art. II, n. 78.

⁶ Berardi, *de Parocho*, n. 130.

⁷ Lucidi, *de Visitatione SS. LL. t. I, p. 432*.

⁸ *Conc. Trident.*, sess. V, cap. II.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 27 novembris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le gérant : J. MAITRIER.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

¹ *Le bon curé au XIX^e siècle*, t. II, p. 92.

² L. c. p. 197.

³ *Praxis confess.*, n. 748, ad 3^e, p. 654.

Toutefois là encore il retrouva les mêmes contradictions, les mêmes préjugés qui se dressèrent contre lui. L'auditoire était transporté, mais ailleurs les vieilles rancunes subsistaient. Les souvenirs de la Chesnaie demeuraient attachés à sa personne et à sa renommée comme une autre tunique de Nessus. Les hommes, les adversaires surtout n'oublient rien, ne pardonnent rien. Combien plus pourtant ils, avaient à se faire pardonner, ces gens à courte vue, outranciers du gallicanisme, drapés dans leur superbe infirmité théologique ! Ils se plaignaient que Lacordaire était « constamment à côté du dogme », ne comprenant pas que pour faire accepter le dogme il fallait d'abord établir l'autorité de l'Eglise.

D'autre part sa *Lettre sur le Saint-Siège* venait de paraître. Les républicains y étaient flagellés, « cette faction dont on n'a le courage de dire du mal que parce qu'elle a des chances de vous couper la tête dans l'intervalle de deux monarchies ». Les légitimistes n'avaient pas voulu l'annoncer dans leurs journaux, gardant rancune d'un vieux propos « contre cette malheureuse idolâtrie royale qui a perdu la maison de Bourbon » ; le ministère avait peur de cet homme qui pouvait devenir un agitateur. Une fois encore Lacordaire se trouva seul, dédaigné, soupçonné et incompris (1838).

A Strasbourg il fut l'objet des mêmes défiances. Il ne se défendit point, il ne répondit pas. Mais en juin 1838, il prit le chemin de Solesmes où il fut accueilli affectueusement, fraternellement par Dom Guéranger. Après une retraite de dix jours, le grand bénédictin lui dit :

— Vous êtes prêcheur. Dieu vous a fait ce don qui vous impose une mission. Rétablissez en France l'ordre des prêcheurs !

Alors il retourne à Rome pour se faire religieux, lui, l'homme de son siècle qui posséda au plus haut degré la passion de son indépendance. Et quel venir peut-il espérer ? Ce n'est point la fortune, car il y mange les derniers restes d'un faible patrimoine. « Ce n'est point la gloire, car les moines sont honnis depuis la Révolution ; ce n'est pas même la faveur de son pays qu'il aime d'un amour incroyable et dont il dira : « Vous pouvez, ô mon pays, trouver de meilleurs serveurs que moi, mais non de plus dévoués ! » Car ce pays formé par la Révolution ne connaît plus les religieux.

Ne sera-t-il pas même contraint de laisser à la porte de sa patrie s'il veut y rentrer, « le froc séculaire de saint Dominique ? »

Dans l'ardeur du sacrifice, à Sainte-Sabine, à l'ombre du fameux oranger planté par le Patriarche et qui pousse soudain un vigoureux rejeton, il ne se pose même pas ces questions. Il prie, il médite, il rédige sa *Vie de saint Dominique* qui enthousiasme Châteaubriand : « Ce n'est pas seulement un talent hors ligne, dit le grand écrivain, c'est un talent unique. C'est immense comme beauté. Je ne sais pas un plus beau style. »

Et Châteaubriand s'y connaissait.

Cependant les épinés se font sentir aiguës et pénétrantes. Il raconte à sa vieille amie, madame Swetchine, sa première journée de Sainte-Sabine, et il ne déguise point quelques amères réflexions : « Il faisait froid, le vent avait tourné au nord, et nous n'avions qu'un habit d'été dans une chambre sans feu ; nous ne connaissions plus personne ; tout le prestige, tout le bruit s'était évanoui. L'amitié nous suivait de loin sans nous presser plus ; nous étions seuls avec Dieu, en présence d'une vie dont la pratique nous était encore inconnue. Le soir nous allâmes à matines, puis au réfectoire, et enfin nous couchâmes. Le lendemain le froid était plus vif encore et nous ne comprenions qu'à demi la suite de nos exercices. J'eus un moment de faiblesse : je tournai les yeux vers tout ce que j'avais

quitté ; cette vie faite, ces avantages certains, des amis tendrement aimés, des journées pleines de conversations utiles, les foyers chauds, les mille joies d'une vie comblée par Dieu de tant de bonheur extérieur et intérieur ! C'était payer cher l'orgueil d'une forte action que de perdre tout cela pour toujours. Je m'humiliai devant Dieu et lui demandai la force dont j'avais besoin. Dès la fin de ma première journée je sentis qu'il m'avait exaucé et depuis, toujours les consolations sont allées croissant dans mon âme avec la douceur d'une mer qui caresse ses grèves en les couvrant » (15 avril 1839).

Comme François d'Assise, il se meurtrit à plaisir sur un buisson d'épines, et sa vertu grandit au sein des plus héroïques austérités. Et cependant on ne peut guère invoquer la première ferveur ni l'enthousiasme irréfléchi de la jeunesse, pour les expliquer ou les diminuer, Lacordaire avait alors trente-sept ans. Que conclure sinon qu'il avait la sainte passion, mais réfléchie, constamment voulue, de la pénitence ?

Mais parmi les douceurs et les aspérités du cloître, il ne perd point de vue le but final : le rétablissement de son Ordre en France. Aussi ne se laisse-t-il point oublier. Il publie son fameux *Mémoire* où il s'adresse à son pays, à l'opinion publique, « la reine du monde, qui de temps immémorial a proscrit des lois, en a fait d'autres, de qui les chartes elles-mêmes dépendent, et dont les arrêts, méconnus un jour, finissent toujours par s'exécuter ! »

Il emploie même un autre moyen qui réveille les suspensions et les pronostics de mal : il se fait peindre avec le froc monastique par M. Chassériau, et fait exposer son portrait au salon de 1841.

Puis il revient avec son blanc costume ; le garde des sceaux, M. Martin du Nord, l'invite à un grand dîner à la chancellerie ; il y fait respecter par sa douceur et son audace modeste le vêtement, tant haï, de la vieille inquisition.

Et cet essai ne lui suffit pas. Il entend bien reparaître dans la chaire de Notre-Dame avec « sa tunique blanche et son manteau noir. » Jusque là sa cause ne sera pas gagnée. On a admiré sa *Vie de saint Dominique*, souri en lisant son *Mémoire*, accepté sa présence à la chancellerie, mais c'est un triomphe qu'il veut. Ses austérités, son désintéressement, sa grave figure, sa plume d'aigle n'ont pas su le lui procurer, c'est son éloquence qui va l'enlever de haute lutte. Le vrai Lacordaire, le puissant, l'irrésistible, le charmeur, le victorieux, c'est l'orateur.

Mgr de Quélen était mort. Les défiances et les timidités avaient donc disparu. Sur le siège de saint Denis était assis un homme qui devait le rougir de son sang et dont le nom est passé à la postérité couronné du nimbe des martyrs, Mgr Affre. De plus c'était un ami. Il permit au nouveau dominicain de paraître à Notre-Dame avec « sa tête rasée, » son costume du moyen-âge. C'était hardi, risqué peut-être ; surtout c'était digne du caractère bien connu de Lacordaire.

« L'archevêque présidait ; le garde des sceaux avait voulu se rendre compte par lui-même d'une scène dont personne ne savait bien l'issue ; beaucoup d'autres notabilités se cachaient dans l'assemblée, au milieu d'une foule qui débordait de la porte au sanctuaire. »

Jamais peut-être pareil spectacle ne s'était offert. Un homme seul, gladiateur d'un nouveau genre, seul contre une assemblée immense, indisposée, curieuse, versatile, qu'un mot pouvait soulever comme une mer en furie, qu'un mot pouvait aussi bien calmer, changer, retourner, faire passer des signes de colère aux applaudissements. Qu'il lui

fallait de tact, de doigté, d'éloquence surtout pour charmer ce monstre ! Quel défi en effet que sa seule présence en habit blanc d'inquisiteur devant ces fils de Voltaire !

Souscriptions aux Tables

1° Souscriptions payées. — M. F. T. vicaire à C.-G. (Aveyron). — M. E. curé à J. (Meurthe-et-Moselle). — M. M. curé à M. (Hérault). — M. M. aumônier à M. (Gironde). — M. G. curé de St-C. (Charente). — M. A. curé de F. (Ardenne). — M. D. D. vicaire aux L.-M. (Manche). — M. l'abbé M. à M. (Calvados). — M. P. curé à C.-M. (Hautes-Pyrénées). — M. L. curé de C.-I.-F. (Manche). — M. D. curé de V. (Eure). — M. N. curé à A. (Isère). — M. L. curé à A. (Dordogne). — M. Z. C. curé à St-L.-de-L. (Indre-et-Loire). — M. D. professeur à S. (Corrèze). — M. P. curé de B. (Aveyron). — M. D. vicaire à M. (Seine-et-Oise). — M. L. V. curé à G. F. (pr. de N. Belgique). — M. C. curé de M. (Alsace-Lorraine). — M. St-G. curé de St-B. (Basses-Pyrénées).

2° Souscriptions faites et non payées. — M. H. curé à A. (Lorraine-Allemande). — M. R. curé à P.-L. (Jura). — M. L. curé de R. (Aube). — M. D. chapelain à St-B. (Drôme). — M. S. vicaire à M. (Ardèche). — M. B. curé à G. (Landes). — M. l'abbé E. L. B. à A. (Mayenne). — M. G. curé à L. (Dordogne). — M. R. prof. au P. S. de P. de B. (Savoie). — M. R. professeur *ibid.* — M. D. curé à B. (Lot). — M. O. M. curé à D.-a-B. (Vosges). — M. P. curé-doyen de B. (Corrèze). — M. P. curé de S.-I.-P. (Meuse). — M. B. curé de T. (Savoie). — M. R. prêtre à St-T. (Var). — M. M. curé de B. (Drôme). — M. M. G. curé-archiprêtre à A. (Haute-Savoie). — M. B. curé de C. (Saône-et-Loire). — M. F. curé à L.-M. (Jura). — M. D. curé à C.-St-H. (Seine-et-Oise). — M. J. aum. M. (Aveyron). Oui, les deux parties sont divisibles, mais à 4 fr. 50.

Paiements d'abonnements

M. B. curé à St-M.-s.-M. (Saône-et-Loire). Plus un solde de facture précédente et le paiement de quatre volumes. — M. M. vicaire à St-T.-de-C. (Ain). — M. M. curé à M. (Hérault). — M. S. curé de T. (Oise). — M. G. curé de St-C. (Charente). — M. R. curé de N.-D.-de-M. (Lot-et-Garonne) 1889. — M. L. curé à A. (Aisne). — M. M. curé d'H. (Haute-Marne). — M. P. curé d'A. (Haute-Marne). — M. D. curé de R. (Aube). — M. P. curé à C.-M. (Htes-Pyrénées). — M. D. curé de V. (Eure). — M. H. G. curé de C. (Nord). — M. L. prêtre au séminaire de M. (Canada). — M. B. curé de M. (Hte-Marne). — M. G. A. curé de C. (Aisne). — M. D. curé à P. (Haute-Loire). — M. S. professeur à C. (Maine-et-Loire). — M. D. vicaire à M. (Seine-et-Oise). — M. D. D. vicaire aux L.-M. (Manche). — M. L. V. curé à G. F. (pr. de N. Belgique). — M. B. curé de C. (Gironde). — M. V. curé-doyen à A. (Tarn-et-Garonne). — M. C. curé à E. (Basses-Pyrénées). — M. D. curé de L.-H. (Ardenne).

M. L. curé de R. (Aube). — Voici les prix de la collection :

La collection complète de l'Ami du Clergé coûte 100 fr. (port en sus). Voici le prix des volumes séparés : Tome 1^{er}, 15 fr.; — 2^e, 20 fr.; — 3^e, 20 fr.; — 4^e, et 5^e, 10 fr. chacun; — 6^e, 7^e, 8^e, 9^e et 10^e, 8 fr. chacun. — Les volumes changent ou changeront de prix selon leur plus ou moins prochain épuisement. Les premiers volumes seront bientôt introuvables. — Les numéros de la Revue, non parvenus aux abonnés, sont dus par l'Administration et il suffit de les réclamer. — Les numéros perdus par les abonnés eux-mêmes seront envoyés moyennant 0 f. 20 pour un numéro sans supplément; 0 fr. 25 pour un numéro avec supplément et 0 fr. 15 pour le supplément seul.

Faute de place, nous renvoyons au prochain numéro la correspondance.

Par suite d'une erreur que nous devons rectifier, le numéro 54 du Supplément inclus dans ce numéro, porte sous le titre de troisième dimanche de l'Avent, le sermon destiné au quatrième dimanche. — Le sermon destiné au troisième dimanche paraîtra dans le prochain numéro.

EXCELLENT CADEAU POUR LE JOUR DE L'AN

Aux enfants, aux jeunes gens, aux amis de tout âge

TRAITÉ DE LA RELIGION

Par l'abbé LAURENT

En vente : Chez l'auteur, à Rouvres, par Auberive (Hte-Marne), et chez M. RALLET, libraire à Langres (Hte-Marne). 0 fr. 25; franco, 0 fr. 35. 12 pour 10.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

Adresser les demandes à Langres (Hte-Marne), **Usine catholique des Frères JOBARD**, propriétaires et préparateurs de la MORIMONDINE.

Prix-courants : En caisse depuis 6, 12 et 25 litres : 2 fr. 25 le litre *franco d'emballage* pris en magasin.

A titre d'essai, nous expédions *franco* contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

ÉTRENNES UTILES

LE

BRÉVIAIRE DES PIEUX LAIQUES OU RECUEIL COMPLET DE PRIÈRES

A L'USAGE DES PERSONNES DU MONDE

1 volume relié, tranche dorée, *franco* 3 50
12 volumes rel., tr. dor. (le 13^e en plus), *franco*. 42 »

N. B. — Cet ouvrage est approuvé et recommandé par un grand nombre de NN. SS. les archevêques et évêques de France.

S'adresser à M. l'abbé NOURY, curé de Saint-Paterne (Indre-et-Loire).

GUÉRISON

RADICALE

DU

DIABÈTE

Par

la mixture

antidiabétique

de P. Martin. Avec

cette mixture, le malade

n'est soumis à aucun régime;

il peut boire et manger ce qui lui

plait. Il lui suffit d'en prendre 2 cuill.

à soupe mat. et soir. Pr. de la bout. 15 fr.

S'adr. à M. MARTIN, pharm., à Sarlat (Dordogne.)

Dépôt dans toutes les bonnes Pharmacies.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : **M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres.** — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 50

PRÉDICATION : Pour le jour de Noël : Marie à la crèche.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Démembrement d'une paroisse trop étendue.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONNIQUES, ETC. : Comment procéder pour administrer plusieurs malades dans un hôpital ? Est-il permis aux acolytes d'avoir des gants ? — Peut-on absoudre des personnes qui prennent part à des bals villageois ? Un instituteur qui craint de se compromettre est-il dispensé de voter ? L'abstention est-elle permise à un catholique influent ? — Comment agir avec une fille qui tient les comptes de son père si celui-ci lui fait inscrire des journées et des fournitures qui n'ont pas été faites ?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Le curé doit-il supporter l'impôt des portes et fenêtres pour un presbytère que la commune a acheté en s'engageant à payer les contributions ? — Y a-t-il des jugements de tribunaux appuyant le droit de police du curé dans son église ? — Où en est le droit des communes de subventionner des écoles libres ? — Une institutrice publique révoquée peut-elle enseigner comme institutrice adjointe dans une école libre de la même commune ? — Quelle procédure doit suivre une commune qui veut affecter à usage d'école une salle du presbytère ou de ses dépendances ?

VARIÉTÉS : La Prédication envisagée comme charge paroissiale (suite). Objet de la prédication.

Nous prions nos abonnés d'écrire désormais directement pour tout ce qui concerne l'Ami du Clergé, à Langres (Haute-Marne), avec cette suscription : **M. LE DIRECTEUR DE L'AMI DU CLERGÉ, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.**

Les mandats postaux, chèques et lettres chargées devront désormais porter aussi la même suscription.

Nous rappelons à nos amis et abonnés que l'Ami du Clergé, Revue de toutes les questions ecclésiastiques (Dogme, Morale, Liturgie, Droit Canon, Écriture Sainte, Patrologie, Histoire sacrée, Prédication, Catéchismes, Législation civile-ecclésiastique), est une revue hebdomadaire paraissant le jeudi à Langres, et dont chaque numéro contient 16 pages in-4^o. L'abonnement à cette Revue est de 8 ou 10 francs par an, selon les pays.

Nous leurs rappelons en outre qu'à chaque numéro de l'Ami du Clergé est joint un supplément, portant le nom d'Ami du Clergé paroissial, contenant 8 pages in-4^o et dont le prix est de 5 fr. par an.

L'on peut s'abonner à l'Ami du Clergé sans s'abonner à l'Ami du Clergé paroissial, mais on ne peut s'abonner à l'Ami du Clergé paroissial sans s'abonner à l'Ami du Clergé.

Et ainsi l'abonné à l'Ami du Clergé seul paie 8 ou 10 fr. par an selon les pays, et l'abonné à l'Ami du Clergé et à son supplément l'Ami du Clergé paroissial, paie 13 à 15 fr. selon les pays.

Ainsi que nous l'avons annoncé, on travaille d'urgence aux Tables. Nous désirons que pour le 1^{er} janvier, tous les souscripteurs soient servis.

Nous tenons des collections entières à la disposition des personnes qui en feront la demande.

Deux des volumes de la collection sont malheureusement devenus très rares ; il faut se hâter.

Les numéros de la Revue, non parvenus aux abonnés, sont dus par l'administration et il suffit de les réclamer. — Les nos perdus par les abonnés eux-mêmes seront envoyés moyennant 0 fr. 20 c. pour un n^o sans supplément ; 0 fr. 25 pour un n^o avec supplément, et 0 fr. 15 pour le supplément seul.

Prière instante à tous les abonnés qui demandent un changement d'adresse — et le cas est assez fréquent — de vouloir bien joindre à leur demande la dernière bande reçue.

Nous conjurons nos chers abonnés d'envoyer à part, sur une feuille spéciale, les questions auxquelles ils désirent qu'il soit répondu dans l'Ami du Clergé. Autant de feuilles séparées qu'il y a de questions distinctes. Autrement il peut y avoir retard, confusion et même oubli.

Vu l'extrême abondance des matières, nous renvoyons au prochain numéro la correspondance et les accusés de réception.

Occasion exceptionnelle

POUR ÉTRENNES

NOTRE-DAME DE LOURDES Les Episodes miraculeux de Lourdes

Par Henri LASSERRE

Deux magnifiques volumes in-4° illustrés, br., avec couvertures de luxe et historiées, encadrements à chaque page, gravures, chromos, paysages, scènes, portraits, etc.

Volumes absolument neufs et non défraîchis.

Au lieu de 50 fr. . . 26 fr.

S'adresser aux Bureaux de l'Ami du Clergé, à Langres.

La librairie **Bloud et Barral** adoptait, tout récemment, une mesure qui, en raison de la difficulté des temps que nous traversons, constitue un véritable service pour les membres du clergé. Aussi de très nombreuses lettres d'adhésion, atteignant un chiffre absolument imprévu, sont-elles adressées chaque jour aux éditeurs des **PETITS BOLLANDISTES**, avec les plus honorables remerciements, pour les féliciter d'une mesure si opportune (elle permet à tous les ecclésiastiques de se procurer les **PETITS BOLLANDISTES** moyennant la modique somme de **CINQ francs par mois**) dont le succès démontre l'incontestable utilité et qui rend accessible à toutes les bourses une des plus importantes, assurément des plus parfaites et plus utiles publications de la librairie française et chrétienne au XIX^e siècle.

Il nous paraît superflu de recommander, autrement, à nos lecteurs un ouvrage tel que les **PETITS BOLLANDISTES** et dont le mérite est aussi universellement reconnu, néanmoins, pour leur complète édification, nous croyons devoir reproduire aujourd'hui même (en choisissant parmi cinquante autres), quelques témoignages en faveur de cette **Vie des Saints**, l'un dû à la plume autorisée de notre distingué et savant confrère, M. Arthur Loth, de l'Univers, les autres choisis parmi les nombreuses approbations de NN. SS. les archevêques et évêques de France.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MÉNAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERES ET PHARMACIENS

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

DOMAINE D'EL-KHARBA

Par Philippeville (ALGÉRIE)

Propriétaire : Vte DE LA FRÉGEOLIERE
VINS DE MONTAGNE

garantis naturels, logés et rendus franco à la gare de l'acheteur, aux prix suivants par barriques de 220 litres :

VINS BLANCS DE MESSE, 120 FRANCS.

VINS ROUGES, 95 FRANCS ET 120 FRANCS.

EXCELLENT CADEAU POUR LE JOUR DE L'AN

Aux enfants, aux jeunes gens, aux amis de tout âge

TRAITÉ DE LA RELIGION

Par l'abbé LAURENT

En vente : Chez l'auteur, à Rouvres, par Auberville (Hte-Marne), et chez M. RALLET, libraire à Langres (Hte-Marne). 0 fr. 25; franco, 0 fr. 35. 12 pour 10.

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : 2 f. 25 le litre { pris en
— fûts — 16 litres : 1 f. 90 le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

Adresser les demandes à Langres (Hte-Marne), **Usine catholique des Frères JOBARD**, propriétaires et préparateurs de la MORIMONDINE.

Prix-courants : En caisse depuis 6, 12 et 25 litres : 2 fr. 25 le litre franco d'emballage pris en magasin.

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de 5 fr. 50 un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

ÉTRENNES UTILES

LE

BRÉVIAIRE DES PIEUX LAIQUES OU RECUEIL COMPLET DE PRIÈRES

A L'USAGE DES PERSONNES DU MONDE

1 volume relié, tranche dorée, franco 3 50
12 volumes rel., tr. dor. (le 13^e en plus), franco. 42 »

N. B. — Cet ouvrage est approuvé et recommandé par un grand nombre de NN. SS. les archevêques et évêques de France.

S'adresser à M. l'abbé NOURY, curé de Saint-Paterne (Indre-et-Loire).

GUÉRISON

RADICALE

DU

DIABÈTE

Par la mixture antidiabétique

de P. Martin. Avec

cette mixture le malade

n'est soumis à aucun régime :

il peut boire et manger ce qui lui

plaît. Il lui suffit d'en prendre 2 cuill.

à soupe mat. et soir. Pr. de la bout. 15 fr.

S'adr. à M. MARTIN, pharm., à Sarlat (Dordogne.)

Dépôt dans toutes les bonnes Pharmacies.

PRÉDICATION

POUR LE JOUR DE NOËL : MARIE A LA CRÈCHE

Et peperit filium suum primogenitum, et pannis eum involvit, et reclinavit eum in præsepio. (Luc., II, 7).

La solennité de Noël, que nous célébrons aujourd'hui, est la fête suave entre toutes parmi les fêtes du cycle liturgique ; c'est la fête du ciel et de la terre ; c'est la fête des anges et des hommes ; c'est la fête des petits enfants, des parents, des vieillards, de tous les chrétiens. Faisant écho aux paroles de l'ange de Bethléem, les docteurs de l'Eglise y ont toujours exhorté leur peuple à la joie. « Mes très chers frères, s'écriait le grand pape saint Léon, notre Sauveur est né aujourd'hui, réjouissons-nous ! Qui pourrait s'attrister au jour de la naissance de la vie ? Personne n'est exclu de cette allégresse universelle. Que le juste soit dans la jubilation, car la palme de la victoire est à la portée de sa main ; que le pécheur soit dans le bonheur car le pardon lui est généreusement offert ! » C'est aujourd'hui l'anniversaire du plus grand événement qui ait éclaté dans le monde, à ce point que les nations ont cru devoir prendre la naissance du Messie comme point de départ de la supputation de leurs années. « Aujourd'hui, chante l'Eglise, la vraie paix est pour nous descendue du paradis, aujourd'hui le miel a distillé des hauteurs éthérées dans le monde entier, aujourd'hui a brillé pour nous le soleil de la nouvelle rédemption, de l'antique réparation, de la félicité éternelle ! » Oui, chrétiens, aujourd'hui le ciel s'ouvre pour verser sur la terre des torrents de grâces et de bénédictions ; aujourd'hui pour l'âme recueillie quels beaux exemples rayonnent, quelles touchantes prédications retentissent à l'étable de Bethléem ; quelle manne délicieuse pour nos âmes que cette grotte si pauvre et si riche, cet enfantement si miraculeux et si virginal, cette extase si sublime de Marie et de Joseph, ce cantique des anges, cette adoration si parfaite des saints bergers ! Choisissons dans ces mets délicieux offerts à notre âme, car, pour un jour, nous ne pouvons nous arrêter à tous : contemplons Marie à la crèche, cherchons à nous pénétrer des sentiments qui remplirent son cœur, nous y trouverons un délicieux exemplaire des sentiments qui doivent nous animer en cette solennité incomparable.

I

Rappelons le récit de l'Evangile. Il est bien court et bien simple ; mais que de réflexions ne nous fournit-il pas au sujet de Marie, notre modèle par excellence en cette fête. Lorsque Joseph et Marie étaient à Bethléem le temps d'enfanter arriva pour l'auguste Vierge. Elle mit au monde son fils premier-né ; elle l'enveloppa de langes et le coucha dans une crèche, parce qu'il n'y avait point de place pour eux dans l'hôtellerie. Joseph et Marie ne trouvèrent donc point où se loger à Bethléem ; toutes les places étaient prises, et ils furent con-

traints de se mettre à couvert dans une étable. Ce fut là, qu'au milieu de la nuit, dans la plus rigoureuse saison de l'année, dans un endroit exposé à l'air, sans feu, sans secours, le Sauveur du monde sortit miraculeusement du sein de Marie, sans blesser en rien sa parfaite intégrité, comme le rayon sort du foyer, comme le parfum sort de la fleur, comme la parole sort de nos lèvres.

Quelle est merveilleuse aux yeux de la foi cette naissance ! Comme Marie en conçut bien toute la grandeur ! Avec quelle perfection elle rendit au Verbe incarné les devoirs qui lui sont dus ! Admiration, respect, anéantissement, louanges, amour, tous les sentiments se pressent dans son cœur. Avec quel ravissement elle se complait dans le nouveau-né aux pieds duquel elle est si humblement prosternée !

C'est le Dieu infiniment grand, infiniment puissant, infiniment parfait, après lequel l'humanité, depuis quatre siècles, a si ardemment soupiré ! C'est le Dieu que les patriarches ont appelé de leurs vœux les plus brûlants ! « O cieus, s'écriaient-ils, et tous les saints de l'ancienne loi avec eux, ô cieus, répandez votre rosée et que la terre enfante son Sauveur ! » Et les cieus et la terre ont obéi, et Marie est témoin de cet inénarrable prodige !

C'est le Dieu très bon et très miséricordieux. Ah ! autrefois, tout en la désirant, on craignait la présence de Dieu. On en sentait le besoin et on tremblait de paraître devant sa majesté. Voir Dieu et mourir semblaient une même chose. Et dans la grotte de Bethléem, voilà que Dieu dans sa clémence cache ses redoutables perfections. Il est immense et il se renferme dans une crèche étroite ; il est la joie des élus et il pleure ; il fait mugir la tempête et gronder le tonnerre et il garde le silence ou fait entendre de plaintifs vagissements ; il nourrit tous les êtres, depuis le plus sublime séraphin jusqu'au plus chétif brin d'herbe, et il a faim. Et Marie contemple cette ineffable merveille !

C'est le Dieu très aimable qui, avec tous les abîmes de ses perfections divines, avec tous les trésors de sa sagesse et de sa science humaine, apparaît sous la figure d'un gracieux petit enfant. Jésus naissant est ce grand et vivant « attrait humain » dont le Seigneur avait promis de se servir pour entraîner et conquérir le monde. Le mystère de Jésus se nomme « la grâce » ; Jésus est la grâce en personne, la « grâce apparue, » dit l'Apôtre. « Que racontera sa génération ? » s'écriait Isaïe. Qui comptera, qui décrira ses charmes ? C'est par eux, David le déclare, « qu'il avance ici-bas et y règne. » Et Marie contemple ces charmes divins. Depuis l'Annonciation elle avait vu bien des spectacles, elle n'en avait regardé aucun. Elle se réservait pour voir le Dieu fait homme, et maintenant elle a cette joie ! Oh ! qu'il fut aimant, profond, insatiable le regard de Marie sur la « bénignité et la grâce » du Sauveur nouveau-né ! Qu'il était chargé d'admiration ineffable et d'ineffable tendresse ! Quel ravissement de complaisance, quelle extase d'amour ! On peut le dire sans crainte, l'hon-

neur que l'armée entière des esprits angéliques rend à la Trinité, dans le ciel, depuis des siècles, n'est rien comparé à ce premier hommage offert par Marie au Verbe incarné !

N'envions pas trop le bonheur de Marie au pied de la crèche. Nous aussi nous avons l'Emmanuel, le « Dieu avec nous. » Chaque jour sur l'autel, pendant l'adorable sacrifice, il prend une merveilleuse mais réelle naissance. Il demeure au tabernacle avec toutes les grandeurs de sa divinité, avec tous les charmes de son humanité, *Apparuit benignitas et humanitas Salvatoris nostri Dei.* (Tit., III.) Par amour pour nous, afin de nous exciter davantage à la confiance, et de nous attirer plus puissamment à lui, il voile sa majesté sous la frêle apparence des espèces eucharistiques qui sont comme les langes dont il s'enveloppe. Que dis-je ? il est plus abaissé et plus anéanti qu'à la crèche, où on le voyait encore, où on l'entendait pousser des vagissements, tandis qu'à l'autel il cache et son humanité et sa divinité ! Ah ! chrétiens, plus il s'humilie pour nous, plus il nous doit être cher, *tanto mihi carior quanto pro me vilior* ! Puisse-nous imiter, ne serait-ce que de loin, le respect et l'amour de Marie dans la grotte de Bethléem !

II

Et ce corps si beau, temple d'une âme incomparable, sanctuaire de la divinité, cet Enfant-Dieu qu'elle adore c'est son vrai Fils ! Quelle gloire, mais surtout quel bonheur ! *Il est Dieu et je suis sa mère* ! se disait-elle. De ces deux certitudes qui se joignaient en elle, égales de tout point, splendides comme l'évidence et s'éclairant mutuellement, jaillissaient deux sources de joie semblables à deux torrents dont le mouvement simultané formait comme le flux et le reflux d'une incommensurable mer. D'où vient-il et où est-il descendu ? Qui est-il et qui suis-je ? Que lui suis-je et que m'est-il ? Le Père qui l'engendre « dans les splendeurs des saints, » n'est pas plus son Père que je ne suis sa mère, moi qui l'enfante en cette étable. Il reçoit de son Père sa substance et sa vie divines ; sa substance et sa vie humaines, il les reçoit de moi ; et lui qui vit en même temps dans ces deux natures réunies, il est un. L'unique Fils de Dieu est mon enfant ; mon enfant est le Fils de Dieu ! Je reçois un don ineffable ; mais ce que je reçois de meilleur et de plus beau, c'est de donner moi-même, et librement, et par amour, quelque chose à celui qui me fait ce don ; c'est de lui donner ce qu'il n'a pas, lui qui est tout et possède tout ; c'est de lui donner ce qu'il désire et ce dont il daigne avoir besoin, le sang de mon cœur pour devenir son sang, ma chair pour devenir sa chair, ma nature enfin pour qu'il ait ma nature. O Dieu enfant ! Dieu, mon Enfant ! Dieu né de Dieu avant le temps, et né de moi, il n'y a pas une heure ¹ !

Et la divine mère joint les actes aux sentiments, à l'amour de complaisance l'amour de bienfai-

sance. Après avoir baisé avec une incroyable affection le saint Enfant, elle l'enveloppe de langes, elle le dépose dans la crèche, elle le nourrit de son lait virginal. O Dieu, s'écrie saint Bonaventure, avec quelle vive et respectueuse tendresse elle touchait de ses mains et couvrait de ses baisers, Celui qu'elle savait être son Dieu ! Avec quelle pudeur angélique elle enveloppait ses petits membres ! Avec quel ravissement elle fixait les traits de ce visage qui fait le bonheur des séraphins ! Avec quelle joie de piété elle lui donnait sa nourriture !

Pensée admirable ! Jésus naît dans nos âmes : l'Apôtre nous l'enseigne quand il dit aux premiers fidèles qu'il souffre les douleurs de l'enfantement jusqu'à ce que le Christ soit formé en eux. Que dis-je ? Le Sauveur lui-même déclare que ceux-là sont ses parents qui font la volonté de son Père. O Marie, ô Vierge des vierges, mère de Dieu et notre mère, aidez-nous à donner cette mystique naissance à Jésus dans nos cœurs, par la fuite du péché, par la pratique de la vertu, par l'imitation de ses vertus, par la grâce sanctifiante ! Apprenez-nous à le bien garder, à nous dévouer pour lui, à être prêts à tout perdre plutôt que de le perdre lui-même ; car « être avec Jésus c'est un doux paradis, et au contraire vivre sans Jésus c'est un trop dur enfer ! » (*Imit.*)

Au reste, chrétiens, nous pouvons comme la sainte Vierge, pratiquer excellemment l'amour de bienfaisance à l'égard de l'« Enfant eucharistique. » Nous pouvons le nourrir, nous pouvons le vêtir. Il a faim et soif de notre amour : aimons-le donc dans sa loi en l'observant ; aimons-le dans sa seconde incarnation qui est le pauvre en le secourant ; aimons-le dans l'auguste sacrement en le visitant, en le recevant, en assistant dévotement au saint sacrifice. Et puis, donnons-lui des vêtements en ornant ses autels, en contribuant à la beauté de sa maison. Il est si doux de travailler pour Jésus-Christ ! Heureux ceux qui auront contribué à le bien loger sur la terre ; ils seront bien logés par lui dans le paradis !

III

Marie agenouillée devant la crèche n'est pas seulement aux pieds de l'Enfant-Dieu, du Dieu son enfant, elle est aux pieds du Dieu Sauveur. Et cette pensée ouvre dans son cœur une nouvelle source d'amour, l'amour de la plus sympathique reconnaissance.

Ah ! elle voit et elle sent plus que nous ne pouvons le comprendre et l'exprimer les humiliations excessives du Verbe fait chair, à son entrée dans le monde, son indigence extrême, ses dures souffrances. Mais elle sait que par elles Jésus remplit déjà son office de rédempteur, *a partu virgineo effectus hostia.* (S. Amb.) Elle sait qu'elle doit à ce premier sacrifice qui doit se continuer pendant trente-trois ans pour s'achever au Calvaire, son Immaculée-Conception, sa préservation de toute faute, sa sainteté incomparable, sa maternité divine et sa royauté sur l'univers, *a partu virgineo*

¹ Mgr Gay, *Entretiens sur les mystères du Rosaire.*

effectus hostia. Elle sait les difformités et les variétés du péché depuis la désobéissance de nos premiers parents jusqu'à la fin des temps ; et elle sait que l'expiation des crimes de la terre commence dès aujourd'hui à Bethléem pour se poursuivre à travers des phases bien diverses, jusqu'à la mort sanglante sur la croix, *a partu virgineo effectus hostia.* Elle contemple et médite les chefs-d'œuvre de sanctification, les merveilles de grâce, les innombrables triomphes, fruits de cette abondante rédemption, *a partu virgineo effectus hostia.* Et en face de cette tendre victime, de ce généreux bienfaiteur, de cet incomparable vainqueur, elle redouble d'amour, d'une joie douloureuse et d'une douleur joyeuse. Elle passe sans cesse, pour ainsi dire, d'une extrémité à l'autre, sans perdre, ni dans le plaisir, ni dans la douleur, la paix profonde où la plaçait son incomparable soumission à la volonté de Dieu.

Au pied du tabernacle que ces sentiments de Marie soient les nôtres !

Nous y adorons Jésus, notre Sauveur, qui nous a aimés et s'est livré pour nous, *dilexit me et tradidit semetipsum pro me.*

Nous y adorons Jésus pauvre, anéanti, s'immolant pour nous, afin d'expié nos fautes et de nous arracher, par ses divins exemples, à nos convoitises !

Nous y adorons le bienfaiteur universel, universellement délaissé, quand il n'est pas outragé et blasphémé.

Nous y adorons le vainqueur du monde et du démon.

Gloire, louange, action de grâces, au Christ-Sauveur, au divin Enfant de Bethléem, à l'Emmanuel, au Dieu avec nous !

Il nous a aimés et il nous aime : amour à lui ! *sic nos amantem quis non redamaret ?* Amour, c'est-à-dire imitation : comme lui aimons la simplicité, l'innocence, la droiture, l'humilité, la mansuétude, l'obéissance, le détachement et l'esprit de sacrifice ; le chef ne paraît que pour s'incorporer les membres ! Amour, c'est-à-dire fidélité. « O chrétien, s'écrie saint Léon, et je vous laisse sur ces paroles du grand Docteur, reconnais donc ta dignité, et devenu participant de la nature divine, ne dégénère point, ne déroge point, ne reviens plus jamais aux errements d'une vie que Dieu condamne et que tu as toi-même répudiée ! »

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Une paroisse très étendue composée de plusieurs villages et desservie par un curé et cinq vicaires est démembrée pour que chaque village ait son curé ; ce qui doit être utile au salut des âmes et faire tomber les rivalités entre ces villages. Mais on exige que chaque paroisse soit convenablement dotée.

CONCORDIEN.

DIVISIONIS PARCELE ET ERECTIONIS

Die 19 Januarii 1889.

Sess. 24 cap. 18 De reform.

COMPENDIUM FACTI. In extrema Concordiæ Venetæ plaga et præcise in clivio montis Asio nuncupati, exurgit fere deserta, diruta et fatiscens ecclesia parœcialis divo Martino Episcopo dicata, cujus territorium adeo late patet, ut 28 millia passuum in longitudinem ; 15 millia in latitudinem ; per circuitum vero 111 millia passuum extendatur.

Sed nedum latissimum extat hujusmodi territorium, verum insuper collibus et montibus, innumeris torrentibus, ponte maxima ex parte destitutis, ripisque præruptis quaquaversus adeo est intercisum, ut tempore præsertim hiemali et inundantium imbrium ob nivis et aquarum nimiam quantitatem fere impervium evadat.

Inter hujusce parœciæ fines elapso sæculo tres præcipui pagi erant, nempe *Clauzetto Vito d'Asio et Anduinus*, qui distincta municipia constituebant. Modo vero, etsi territorium in quinque præstantiores vicos dividatur, nam tribus prioribus paullatim duo alii accesserunt, scilicet *Canale di Vito d'Asio* et *Canale d'Arzino* seu s. Francisci ; nihilominus duo sunt municipia, hinc nempe seorsim *Clauzetto*, illinc una simul quatuor ceteri pagi.

Parochus quinque habet coadjutores, singuli in singulis pagis, qui in suis ecclesiis, quæ baptismales sunt, manent, exceptis quibusdam solemnioribus diebus in quibus una cum Parocho ad S. Martini parochialem ecclesiam ascendunt, ut ibi sacras functiones celebrent. Parochus vero, qui in pago *Clauzetto* fixam sedem habet, feriatis diebus ibi habitat, festis vero per vices continuas huc illuc vagatur et ad singulos pagos successive se confert.

Ex hac adeo complexa et difficili pastoralis ministerii administratione contigit, ut ab antiquis usque temporibus æmulationes et simultates inter *Clauzetti* et *Viti* ceterorumque oppidorum incolas ortæ sint : ii enim ægro animo ferebant, quod *Clauzetti* pagus, ex residentia parochi in dicto loco, ceteris dominaretur.

Ad hujusmodi lites et contentiones obtruncandas, cum quodlibet aliud expediens deficeret, *Viti*, communitalis incolæ identidem, ac præsertim hisce postremis temporibus, de proprio et independenti pastore tum ecclesiasticam, tum civilem potestatem, instantè rogare cœperunt.

Ut vero facilius voti compotes fierent, in generalibus comitiis congregati die 2 Martii 1879 decreverunt, ut congruè, pro singulis ecclesiis in parœcias independentes erigendis, constituerentur.

Hæc dum fiebant, accidit ut, ex promotione parochi ad aliud beneficium, ecclesia S. Martini vacaret.

Hujusmodi arrepta occasione delegati trium oppidorum *Viti* de Asio, Anduini et Canalis *Viti* ad hoc deputati S. C. Concilii adiverunt postulantes :

1. Ut parochia s. Martini de Asio divideretur ad normam divisionis, quæ inter quinque dictæ parœciæ pagos, de facto existit.

2. Ut a) Ecclesiæ S. Michaelis Archangeli Viti de Asio; b) s. Margaritæ V. et M. Anduini c) et s. Antonii de Padua Canalis Viti, quippe quæ congruam jam constituerant, in parœcias erigerentur. Ecclesiæ vero s. Usvaldi Casiaci, tum in parochiam erigeretur, cum ejus congrua in promptu esset.

DUBIUM

An et quomodo annuendum sit precibus pro divisione ecclesiæ parochialis S. Martini de Asio, et erectione novarum parœciarum in casu.

RESOLUTIO. Sacra Congr. Concilii, omnibus æquali lance libratæ, die 8 Junii 1889 hoc dedit responsum : *Affirmative, prudenti judicio Episcopi; dummodo cautum sit de convenienti congrua pro singulis parœciis erigendis.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — 1^o Aumônier d'hôpital, comment dois-je procéder lorsque j'ai plusieurs malades à administrer en même temps, ce qui arrive fréquemment. Ces moribonds étant proches les uns des autres dans un même dortoir, puis-je dire au pluriel les prières de l'Extrême-Onction, excepté, bien entendu, les onctions que je fais à chacun en particulier ? Ou bien faut-il répéter pour chacun toutes les prières en entier ?

2^o Est-il permis aux acolytes d'avoir des gants pendant l'exercice de leurs fonctions à la messe et aux vêpres, pour ne pas abîmer et ternir de magnifiques chandeliers dorés ?

R. — Ad I. Cette question n'est résolue ni par les rubriques, ni par les décrets de la sacrée Congrégation des Rites, et nous ne connaissons que deux ou trois liturgistes qui l'aient touchée, à savoir, de Herdt dans sa *Sacræ Liturgiæ praxis*, James O'Kane dans son *Explication des rubriques du Rituel Romain* et les *Mélanges théologiques*, de Belgique.

Nous pensons qu'on peut administrer l'Extrême-Onction à plusieurs malades en même temps. Voici nos raisons.

On le peut pour le baptême et pour les saints Ordres. Le Rituel et le Pontifical sont formels. Pourquoi n'aurait-on pas cette faculté pour les prières de l'Extrême-Onction ?

En outre, nous avons des raisons d'analogie qui nous conduisent au même résultat. La première se tire des règles à suivre dans la visite des malades. S'il y a plusieurs malades dans la même chambre la rubrique prescrit de dire les prières et oraisons au pluriel.

« Si fuerint plures infirmi in eodem cubiculo vel loco, preces et orationes prædictæ dicuntur super eos in numero plurali. » (*De visitatione et cura infirmorum*, à la fin.)

Pourquoi n'agirait-on pas de même pour l'Extrême-Onction ?

La seconde analogie se tire d'une décision de la sacrée Congrégation de l'Inquisition relativement à la célébration de plusieurs mariages; on peut faire les bénédictions des anneaux et les autres bénédictions en commun par des paroles générales. Voyons plutôt :

« Quando plures simul copulantur, accepto primum singulorum consensu, et rite celebratis singulis matrimoniiis, dictaque pro singulis a parcho forma *Ego vos*, nihil obstat quominus benedictiones annulorum et reliquæ benedictiones fiant in communi per verba generalia. » (S. Congr. Inquisitionis, 1 sep. 1844. »)

Nous sommes donc persuadés que dans l'administration de l'Extrême-Onction plusieurs prières et oraisons peuvent également se dire en commun.

Mais quelles sont ces prières et oraisons. Les voici :

1^o La prière *Pax hui domui*; il est certain qu'on ne la répète pas;

2^o L'aspersion de l'eau bénite, et les prières qui accompagnent cette cérémonie;

3^o L'exhortation prescrite par le Rituel pour consoler le malade et pour rappeler l'efficacité de ce sacrement;

4^o Les versets et les trois oraisons qui suivent cette exhortation :

5^o Le *Confiteor*, le *Misereatur vestri* et l'*Indulgentiam*;

6^o Les *Kyrie*, versets et oraisons qui se disent après les onctions.

Quant à l'oraison *In nomine Patris* qui précède immédiatement les onctions, doit-elle être dite pour chaque malade, ou bien peut-on aussi la dire pour tous ? Nous l'ignorons. Voilà pourquoi nous engageons à la dire pour chaque malade immédiatement avant de lui faire les onctions.

Il importe de faire ici une observation. Pour se rappeler toutes les prières et cérémonies qui peuvent servir à tous les malades, et pour opérer exactement les changements relativement au pluriel et au genre (dans le cas où il n'y a que des femmes), il y a bien quelque difficulté. Aussi exhortons-nous MM. les aumôniers d'hôpitaux et tous les prêtres qui sont dans une situation analogue, à faire un cérémonial où sont opérés tous les changements que nous avons indiqués. De cette façon, ils n'auront pas de préoccupation, n'oublieront rien, et accompliront chaque chose avec plus de tranquillité, de piété et d'édification.

Ad II. Non, il n'est pas permis aux acolytes d'avoir des gants pour l'exercice de leurs fonctions dans la crainte de ternir les chandeliers: car nulle part les rubriques ou les décrets de la sacrée Congrégation des Rites ne les leur prescrivent ni même ne les leur permettent, bien que le danger de ternir les chandeliers ait toujours existé.

Nous savons bien qu'on nous fera des objections. Nous les connaissons, car nous les avons entendues plus d'une fois. On nous dira donc :

1^o Les livres liturgiques ne les prescrivent ni

ne les permettent. Soit. Mais nulle part non plus ils ne les prohibent.

Nous répondons : cela est vrai. Mais ils les réservent aux évêques et archevêques pour certains moments de la messe pontificale, et pas dans d'autres offices. Ils les réservent donc à ces hauts dignitaires. Ils en font un *insigne*. Par conséquent les autres ecclésiastiques inférieurs n'ont pas le droit de s'en servir, à moins d'un indult apostolique.

2^e On nous dira encore : La plupart des liturgistes ne condamnent pas cet usage. Pourquoi le condamnez-vous ?

Cette objection n'est pas fondée. Tous les auteurs sérieux qui ont touché cette question professent le même sentiment que nous. Citons-en quelques-uns :

M. l'abbé Bourbon est très formel dans son *Introduction aux cérémonies romaines* :

« Les gants, dit-il, sont un ornement *épiscopal*. L'évêque lui-même ne les prend pas quand il ne fait qu'assister aux fonctions liturgiques. Il ne s'en sert que lorsqu'il célèbre pontificalement la messe; et encore c'est seulement depuis le commencement de la messe jusqu'à l'offertoire. Il ne les a point aux vêpres, ni au Salut du Saint-Sacrement.

« Les ministres de l'évêque, les porte-insignes pas plus que les autres ne peuvent point avoir de gants; ce serait un bien plus grand abus si on s'avisait d'en laisser prendre par les ministres des fonctions non pontificales.

« Un prêtre, quelle que soit sa dignité, les ministres quels qu'ils soient, ne peuvent se permettre l'usage des gants dans une cérémonie liturgique, sous prétexte que ce seraient des gants ordinaires, employés comme simple précaution contre le froid, et non point comme un ornement.

« Quant à l'assistance au chœur, l'usage n'admet pas non plus qu'on s'y serve de gants, pas même pour se préserver du froid. »

Mgr Barbier de Montault n'est pas moins précis.

« Les gants, dit-il dans son *Traité pratique de la construction des églises*, étant un *insigne*, personne autre que l'évêque ou l'indultaire ne peut en porter à l'église. L'évêque ou le cardinal, en dehors de la messe, serait blâmable d'avoir en main des gants ordinaires, violets ou rouges, pour l'importe quel office de chœur, auquel il assiste en *cappa* ou mozette.

« Ils (les gants) sont interdits de plein droit aux enfants de chœur et autres. »

Nous pourrions également citer d'autres liturgistes, comme Bauldry; l'auteur du *Manuel des cérémonies romaines*; Venanzi, Mgr de Conny dans sa brochure *Des usages et des abus en matière de cérémonies*; la *Nouvelle revue théologique*, etc.

On peut voir par là que les auteurs ne se taisent pas, comme quelques-uns le prétendent, sur cet abus.

On nous fait encore une objection.

3^e L'usage est aujourd'hui très répandu, on peut donc le suivre.

Que l'usage en soit répandu dans certaines églises, cela n'est que trop vrai; Mgr de Conny le constatait avec douleur, il y a déjà plus de trente ans :

« Les abus sont contagieux, disait-il dans l'excellente petite brochure que nous venons d'indiquer tout à l'heure, et les prétextes les plus étranges multiplient les gants au milieu de nous. On en donne aux thuriféraires pour qu'ils puissent encenser commodément, aux acolythes, de peur qu'ils ne salissent les chandeliers. Plusieurs de MM. les curés de Paris en prennent pour donner la bénédiction du Saint-Sacrement.

« Nous en avons vu, à la Métropole de Paris, à des laïques qu'on revêt d'aubes et de tuniques, et qu'on donne, sous le nom d'induits, pour aides au diacre et au sous-diacre : le prétexte pour eux était que leurs mains étant malpropres, il convenait de les voiler.

« Enfin les maîtres de cérémonies en prennent souvent pour eux-mêmes; nous ignorons pourquoi.

« Voilà ce qu'est devenu cet insigne de la dignité pontificale. »

Ainsi parle le très docte et très pieux Mgr de Conny.

Il est donc vrai que l'usage des gants est répandu en certaines églises. Mais s'ensuit-il qu'il soit légitime ? Non; parce que les livres liturgiques n'attribuent les gants qu'aux évêques, et encore n'est-ce qu'à la messe et à certains moments de la messe; parce que cet usage est récent, par conséquent contraire à la tradition; parce qu'il est contraire à l'enseignement des meilleurs liturgistes; en un mot parce qu'un usage ne peut devenir légitime qu'autant que le législateur lui donne une approbation expresse ou tacite; or jamais le Saint-Siège ne l'a fait. A Rome, les acolytes ne se servent jamais de gants.

Si le Saint-Siège autorisait les gants, ce serait assurément pour les porte-insignes des évêques et des cardinaux. Eh bien, le *Cérémonial des évêques* qui entre dans beaucoup de détails ne leur permet pas l'usage des gants. Certes il a prévu, pour le porte-crosse, la difficulté qui nous est présentée. Voici comment il y répond : le ministre de la crosse tiendra cet insigne avec la main droite couverte de l'extrémité du surplis :

« Tertius minister eodem habitu, sed pluviali indutus juxta locorum et Ecclesiarum consuetudinem, ipsius Baculi custodiendi portandique ante Episcopum, quoties opus erit, curam habebit, quem manu dextera cottæ extremitate cooperta tenebit. » (Cærem. Episcop. Livre I, chap. xi, n. 5.)

Ne pourrait-on pas suivre cette rubrique dans les cas où il y aurait danger de ternir gravement des objets très précieux ? Du moins on n'agirait pas

contre l'esprit de l'Eglise, et l'on n'empiéterait pas sur les droits réservés aux évêques.

Q. — 1^o Vous êtes d'avis que le fait d'aller habituellement dans les bals ne constituant pas une occasion prochaine et presque nécessaire de péché pour une jeune fille, il n'y a pas lieu, dans les cas ordinaires, de lui refuser l'absolution, même quand elle déclare vouloir continuer, parce qu'elle ne fait aucun mal. Cependant il s'agit ici de bals d'auberges publics, ouverts à tout le monde sans exception, et où les jeunes filles du peuple ne sont nullement tenues de se rendre, par obligation sociale, à moins que vous ne pensiez que la volonté de leurs parents en cette circonstance doit être leur règle de conduite. On sait que dans ces sortes de bals on ne néglige pas certaines danses qui nécessitent des rapprochements excessivement périlleux, que les jeunes gens, histoire de rire, dit-on, ne se gênent pas pour faire tomber les jeunes filles, ce qui occasionne des attitudes peu modestes; on sait aussi que les jeunes filles interrogées répondent invariablement qu'elles ne songent qu'à s'amuser, qu'elles ne font pas de mal; mais on sait également que les actes seuls absolument immoraux et que je ne désigne pas ici, sont répréhensibles à leurs yeux, que dès lors tout plaisir non suivi de déshonneur ne tire pas à conséquence; la négation intéressée des jeunes filles relativement à certains points ne persuade pas beaucoup de prêtres expérimentés qui croient devoir éloigner des sacrements des jeunes personnes qui ne sont pas plus tenues d'aller au bal que le ménestrier n'est tenu d'y jouer. Vos raisons me paraîtraient meilleures, s'il s'agissait de bals particuliers dans les villages isolés ou en famille, quand on choisit le personnel; peut-être n'avais-je pas été suffisamment clair dans ma première consultation.

2^o L'obligation générale de voter pour un catholique n'est-elle pas suspendue pour un instituteur qui n'ayant que sa place pour vivre, avec sa femme et ses enfants, redoute, non sans raison sérieuse ou une révocation, ou tout au moins un déplacement en disgrâce. Autrement dit : la loi oblige-t-elle ici *cum tanto incommodo*? Ne me dites pas que le vote est secret, parce que l'hypothèse est que l'instituteur ne croit pas pouvoir voter secrètement, sans s'exposer aux graves désagréments que je viens de signaler. Est-il excusable? Ne l'est-il pas? Faut-il le tirer de la bonne foi? Vaut-il mieux l'y laisser, qu'il consulte ou qu'il ne consulte pas? Veuillez traiter la question théologiquement et pratiquement.

L'instituteur ajoute : l'opinion universelle et fondée est que le candidat laïcisateur passera sûrement; ma voix donnée au catholique serait donc inutile; en pareil cas, la coopération est-elle justifiable?

Si au contraire il paraît sûr que le catholique passera, l'instituteur peut-il s'en autoriser pour voter en faveur du laïcisateur?

3^o Autre cas : L'abstention est-elle permise à un électeur catholique très influent, qui communique tous les huit jours, qui a une notoriété d'écrivain, qui ne peut se retrancher derrière l'ignorance? Ici les chrétiens sont scandalisés de voir un homme important fuir au moment du vote ou n'user jamais de son influence; qu'en dites-vous?

R. — Ad I. Dans une réponse précédente, nous avons rappelé les principes dont le confesseur doit s'inspirer dans sa manière d'agir avec les personnes qui vont à la danse.

Il ne nous semble pas qu'il y ait lieu de modifier en rien les principes exposés, ni l'application que nous en avons faite. Cette application est subordonnée en pratique, avons-nous dit, aux diverses circonstances qui accompagnent la danse. Et pour chaque cas particulier, c'est au confesseur qu'il appartient d'apprécier les circonstances

et de porter son jugement sur les dispositions du pénitent.

Notre correspondant nous dit que dans sa première consultation, il entendait parler de danses d'auberges, de danses plus ou moins grossières et éhontées.

Supposons donc que les personnes qui prennent part à ces danses, y pèchent gravement, ou sont exposées au danger prochain du péché mortel, elles ne peuvent être absoutes qu'autant qu'elles apportent au saint tribunal le repentir de leurs fautes et le ferme propos de n'y plus retomber, ou au moins la résolution d'éviter en général tout péché mortel et toute occasion prochaine de péché mortel. Autrement, elles ne seraient pas disposées à recevoir l'absolution.

Notre correspondant ajoute que beaucoup de prêtres expérimentés ne croient pas à la sincérité des personnes qui prétendent d'ordinaire ne pas faire de mal dans les danses. Pour elles, ne pas faire de mal, c'est ne pas commettre les actes les plus honteux qui pourraient les déshonorer : ce qui n'empêche pas qu'elles ne pèchent gravement par pensées, désirs, plaisirs coupables et autres actes contraires à la vertu.

Hélas ! cela n'est peut-être que trop vrai : et c'est bien là ce qui inquiète, ce qui tourmente le confesseur. Mais que faire ? Ici encore et surtout, il est impossible de donner une règle qui s'applique à tous les cas.

Quand le confesseur ne pourra pas acquérir une certitude morale, au moins largement dite, de la disposition de son pénitent ou de sa pénitente, et quand surtout il aura des raisons sérieuses de douter positivement de l'intégrité formelle de la confession, il n'absoudra pas. Son devoir sera d'exhorter ces personnes à se mieux préparer à la réception des sacrements, à prier davantage, à s'examiner avec plus de soin, à demander plus instamment la contrition : et enfin à revenir avec des dispositions plus parfaites.

Si le confesseur n'a pas de preuves positives de l'indisposition, s'il n'a qu'un certain doute, ou plutôt une crainte, une appréhension que la confession ne soit pas sincère, il pourra ne pas refuser l'absolution. Pourquoi ? Parce que *nemo gratis præsумitur malus* : parce que, en principe, *judicandum est juxta allegata* : parce que renvoyer le pénitent, qui est peut-être disposé, c'est l'exposer à être privé d'une grâce dont il a besoin et à laquelle il a probablement droit : parce que ce serait peut-être l'éloigner des sacrements. Enfin, suivant beaucoup de théologiens, s'il reste quelque doute sur la disposition, et que, d'autre part, il y ait inconvenient à différer l'absolution, on peut absoudre *sous condition*.

Ad II. Dans l'obligation de voter, on peut distinguer deux parties, l'une qui répond à ce que les théologiens appellent précepte *affirmatif* ; l'autre, que l'on peut comparer au précepte *négatif*.

La différence entre ces deux sortes de préceptes,

est que le premier peut ne pas obliger toujours, tandis que le second oblige, *semper et pro semper*.

En tant qu'elle découle du précepte affirmatif, qui oblige à poser l'acte du vote, l'obligation, malgré son évidente gravité, surtout dans le temps présent, peut cesser pour quelques-uns, et en certains cas, par exemple, si le vote devenait pour quelqu'un matériellement ou moralement impossible. Il faut admettre en principe que l'on peut être dispensé de l'obligation de déposer son vote dans l'urne électorale, si l'on est empêché de le faire par la maladie, par une absence nécessaire, par la crainte d'un grave inconvénient, d'une perte considérable, etc., quand surtout un vote exprimé ou non, ne changera certainement pas le résultat de l'élection pour le triomphe de la bonne ou de la mauvaise cause.

On peut objecter la raison de bien commun dans l'hypothèse d'un empêchement moral. Mais nous supposons que le bien commun n'est pas gravement et certainement engagé, et que dès lors il n'exige pas le sacrifice d'un bien particulier considérable. Cependant il y aurait lieu de craindre ici l'illusion, et dans le doute, le bien particulier devrait céder au bien général.

Mais s'il s'agit de l'obligation correspondant au précepte négatif, qui défend d'émettre un vote contraire au bien commun, par conséquent, un vote mauvais, donné à un ennemi manifeste de la religion, de l'Eglise et de la société, c'est différent. Cette obligation négative ne saurait admettre de dispense. C'est le principe de l'apôtre : « *Non sunt facienda mala, ut eveniant bona.* »

Cela posé, un instituteur peut-il licitement voter pour un candidat évidemment mauvais et hostile à la religion, par cette raison, que s'il ne vote pas pour lui, il encourra la disgrâce de ses chefs hiérarchiques, sera peut-être déplacé ou même destitué, et mis dans l'impossibilité de gagner sa vie et celle de sa famille ? Nous répondons sans hésiter qu'il ne le peut pas. Non seulement parce que les craintes qui l'empêchent de voter selon sa conscience nous paraissent exagérées, mais parce que son vote serait mauvais en soi et essentiellement contraire au bien.

C'est en vain que notre correspondant semble invoquer contre cette solution qu'il pressentait, l'axiôme bien connu : *lex non obligat cum tanto incommodo*. Cet axiôme s'applique aux lois positives et affirmatives, mais pas aux lois naturelles et négatives, qui prohibent ce qui est mauvais en soi. Or voter pour un candidat notoirement mauvais, c'est un acte prohibé par la loi naturelle, qui défend à tout citoyen de nuire au bien de la religion, de l'Eglise, de la société ; c'est l'infraction d'un précepte négatif, qui oblige *semper et pro semper*.

Serait-il permis de voter pour un candidat mauvais si l'on avait l'intention et qu'on eût par là l'espoir d'en écarter un plus mauvais et plus dangereux. C'est ce que nous ne voulons pas examiner.

Cela du reste n'est pas nécessaire à la solution du cas qui nous est proposé. Il s'agit d'un instituteur catholique qui a le choix entre deux candidats, l'un bon et catholique, l'autre laïcisateur et manifestement hostile à la religion ; et nous répétons qu'il ne peut aucunement, ni secrètement, ni ouvertement voter pour le candidat que sa conscience repousse.

Et cela, lors même que le succès du candidat hostile ou du candidat catholique lui paraîtrait assuré, indépendamment de son vote.

Pourquoi ? Parce que ce vote donné au candidat hostile à la religion reste mauvais, fournit un appoint au parti du désordre, détermine peut-être d'autres votes dans le même sens, s'il n'est pas secret, parce que l'électeur peut se faire illusion sur la portée de son vote, et que si tous recourraient à cette manière de raisonner, et on ne voit pas pourquoi ils ne le pourraient pas, si un seul le pouvait, les mauvais triompheraient sans peine. On ouvrirait ainsi la porte à toutes les lâchetés.

On nous demande ce que l'instituteur en question doit faire pratiquement. La réponse s'impose d'elle-même.

Il ne doit pas voter pour le candidat mauvais. Il est étrange d'ailleurs qu'il n'ait pas assez de caractère pour assurer le secret de son vote. S'il ne peut voter qu'à bulletin découvert, qu'il renonce à voter, qu'il s'absente, si possible, pour quelque raison plausible. Cela ne serait pas brave, mais pourrait être excusable.

Si pourtant il était dans la bonne foi, croyant sincèrement ne pas mal faire, vu les circonstances particulières dans lesquelles il se trouve, en donnant sa voix au candidat hostile à la religion, conviendrait-il de l'avertir ? D'abord il nous paraît difficile qu'il soit dans la bonne foi. Si cependant cette bonne foi existait, il y aurait lieu d'user des tempéraments dus à toute personne qui est dans la bonne foi, pourvu que l'on n'oublie pas d'appliquer ici le principe, que le bien général doit l'emporter sur le bien particulier.

Ad III. Ce catholique très influent et très pieux, qui néglige de remplir son devoir d'électeur, est manifestement répréhensible. Il y a sans doute dans son intellect une ignorance, une erreur grave sur l'importance et l'obligation de voter : ce qui, peut-être, constitue chez lui une certaine bonne foi dont il faut le faire sortir, en lui exposant les raisons graves qui obligent tout chrétien, tout citoyen sous l'empire du suffrage universel, à donner à l'Eglise et à la société, c'est-à-dire à la cause de la religion et de l'ordre, son influence et son vote.

Q. — Comment doit se conduire le confesseur avec une pénitente qui s'accuse de tenir les comptes de son père ouvrier, qui, elle en est certaine, lui fait inscrire des journées de travail qui n'ont pas été faits et des fournitures qui n'ont pas été employées. Le père illettré ne peut se passer d'elle pour cette besogne.

D'autre part la crainte de faire mettre son père en colère, sans pouvoir se décharger de ce travail, l'empêche

de refuser son concours. Que doit faire cette personne qui endure un véritable martyr dans sa conscience ?

R. — Cette personne ne doit pas juger trop facilement et sans preuves suffisantes, que son père lui fait porter en compte des journées qu'il n'avait pas faites et des fournitures qu'il n'aurait pas employées.

Si cependant elle acquiert la certitude que son père se rend coupable d'injustice, elle doit lui en faire la remarque avec toute la déférence possible, et l'engager vivement à ne rien réclamer, au delà de ce qui lui est dû.

Au besoin elle ajouterait que sa conscience ne lui permet pas de coopérer à une injustice, en écrivant des comptes qu'elle sait être injustes, et en participant ensuite au bien mal acquis.

La crainte de mettre simplement son père en colère, serait-elle une raison suffisante qui excuserait la coopération de la fille ? Nous ne le pensons pas.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Je suis abonné à l'*Ami du Clergé* depuis son apparition ; je l'attends chaque semaine avec impatience, et je le lis avec bonheur. Aujourd'hui, je viens lui demander un service. Je lui serais bien reconnaissant de ne pas me faire trop attendre sa réponse.

Les catholiques d'A., mon ancienne paroisse, après avoir acheté un presbytère, le vendirent à la commune.

L'acte de vente dit : « La présente vente est faite à charge et condition par la commune d'A., acquéreur, ici représentée par M. le maire qui s'y oblige pour elle :

« De supporter les contributions de toute nature auxquelles les immeubles vendus sont ou pourront être assujettis à l'avenir. »

Je me demande si l'impôt des portes et fenêtres ne doit pas être compris dans les contributions de toute nature. J'ai eu connaissance de l'acte de vente, il y a environ deux ans. Je commençai alors de demander à la commune le remboursement des contributions que j'ai payées pendant six ans. Le maire qui m'avait promis de me rembourser, ne paraît plus avoir l'intention de le faire... Son conseil a renvoyé la décision à une date ultérieure.

Veuillez me donner votre avis et me dire si je suis dans mon droit, quels moyens je dois prendre pour rentrer dans les débours que je crois avoir indûment faits pour la commune.

R. — La rédaction de l'acte est amphibologique. Si l'on s'en tient rigoureusement au texte, il est clair que la commune ne devrait que les contributions attachées à l'immeuble ; conséquemment, elle ne devrait ni les prestations, ni les portes et fenêtres qui sont dues par l'habitant, ni les chiens, ni les voitures, ni les billards. Elle ne devrait que l'impôt foncier. Et précisément, les communes ne paient point l'impôt foncier par un privilège spécial ; dans l'espèce, elle ne serait donc engagée à rien. Et cependant elle a accepté la condition.

Ceci est donc une question d'interprétation et de bonne foi que des juges seuls peuvent trancher. Nous ne serions pas d'avis que, par contributions de toute nature, il faille entendre l'impôt person-

nel et mobilier, les prestations, les chevaux, chiens, billard, voitures ; mais nous estimons que la commune doit les portes et fenêtres, dont l'impôt n'est pas nécessairement personnel. Elle a dû s'engager à quelque chose, et ce ne peut être qu'à cet impôt.

Q. — Votre réponse du 29 août 1889 relativement à une question de police dans l'église pendant les saints offices, m'a beaucoup satisfait ; elle est nette et catégorique, mais je désirerais savoir :

1^o Si, à l'appui, vous pourriez apporter quelque arrêt ou décision d'un tribunal ou d'une cour, rendu pour ce cas spécial, ces arrêts ou décisions fixant la jurisprudence quand il manque un texte de loi précis.

2^o Comme il y a contravention au moins, sinon délit, le curé peut-il espérer être protégé par la loi dans l'exercice de son droit de police, c'est-à-dire, dans les mesures qu'il croit devoir prendre à l'église pour le bien du culte.

R. — Ad 1^m et 2^m. Il y a d'abord l'article 261 du code pénal ; il y a ensuite un arrêt de la cour de Metz en date du 21 décembre 1853 ; un arrêt de la cour de cassation du 9 octobre 1824. La même cour a confirmé, le 19 mai 1827, un jugement du tribunal de Saint-Omer, qui avait condamné à deux mois d'emprisonnement et 16 francs d'amende, un individu qui, pendant le catéchisme, avait pris par la main sa filleule que le curé avait mis à genoux par forme de pénitence et l'avait emmenée hors de l'église.

Il y a des jugements de ce genre par centaines.

Q. — Pourriez-vous me dire où en est la question du droit des communes de subventionner des écoles privées sur leurs fonds libres ?

R. — Le comité du contentieux de la société générale d'instruction qui s'occupe spécialement de ces études a répondu comme il suit par la plume de M. d'Herbelot :

« Ni la législation, ni la jurisprudence ne se sont modifiées récemment quand au droit des communes de subventionner leurs écoles libres lorsqu'elles ont des excédents de recettes. La loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale dit toujours, dans son article 145, que ce droit est absolu ; et il ne pourrait être nié que si ce texte était formellement abrogé. La jurisprudence du conseil d'Etat, de son côté, prétend toujours trouver dans l'esprit général de la loi du 30 octobre 1886 l'abrogation implicite de cet article 145.

Nous n'avons pas à revenir sur cette thèse juridique que notre honorable correspondant nous rappelle lui-même et qui, en admettant l'abrogation implicite d'une loi ancienne par l'esprit général d'une loi nouvelle, s'appuie sur une proposition trop facile à réfuter.

Disons cependant que la question a peut-être fait un pas. Dans le projet de loi sur le traitement des instituteurs, projet de loi que le Sénat vient d'adopter, un article 25 avait été accepté par la commission et permettait aux communes de subventionner leurs écoles publiques. Comme on objectait au rapporteur que cette disposition, déjà

écrite dans l'article 145 de la loi du 5 avril 1884, était inutile, le rapporteur répondit qu'elle aurait l'avantage de permettre les subventions au profit des écoles publiques et *a contrario*, de les refuser aux écoles libres. Cette sincérité a effrayé quelques consciences de sénateurs de la majorité, qui n'ont pas voulu trancher incidemment une question aussi grave et qui ont repoussé l'article 25 proposé, en s'en référant provisoirement à l'article 145 de la loi municipale. C'est reconnaître à cet article la portée que nous lui avons toujours attribuée, et c'est dire, qu'en l'absence de tout texte restrictif, les écoles libres sont, au point de vue qui nous occupe, sur la même ligne que les écoles publiques. Nous voulons espérer que cet argument, fourni par la dernière discussion, venant se joindre à tous les autres, décidera le conseil d'Etat à accueillir le recours au sujet duquel nous sommes consultés. »

Tant que le conseil d'Etat n'accueillera pas ce recours, nous pourrions l'accuser d'injustice.

Q. — Une institutrice publique révoquée peut-elle enseigner, comme adjointe, dans une école libre de la commune où elle exerçait antérieurement ses fonctions, sans l'autorisation de l'inspecteur d'académie ?

R. — Le même comité a répondu :

Ainsi que le fait observer avec raison l'honorable consultante, l'article 38 de la loi du 30 octobre 1886 a profondément modifié la législation antérieure. Sous le régime de l'article 33 de la loi du 15 mars 1850, l'instituteur public révoqué était déclaré « incapable d'exercer la profession d'instituteur, soit public, soit libre, dans la même commune. » La loi actuelle se montre beaucoup moins rigoureuse; envisageant le cas où l'instituteur révoqué veut ouvrir une école libre dans la commune où il exerçait ses fonctions, elle ne lui oppose plus la même *incapacité*, et se borne à donner à l'inspecteur d'Académie le droit de faire opposition à l'ouverture de l'école, s'il lui semble que l'ordre public pourrait être compromis par la présence à la tête de cette école de l'ancien instituteur. Mais rien de tel n'est édicté nulle part, lorsque ledit instituteur se contente de remplir les fonctions d'adjoint. On ne comprendrait pas d'ailleurs que l'adjoint fût, dans ce cas, traité avec plus de rigueur que le titulaire, et que l'inspecteur d'Académie eût à son égard plus de droit qu'à l'égard de ce dernier. Celui-ci, en effet, peut discuter l'opposition de l'inspecteur et la faire lever par le conseil départemental ou par le conseil supérieur; l'adjoint, au contraire, n'aurait pas cette ressource, et ainsi se trouverait maintenue contre lui la peine édictée par l'article 33 de la loi du 15 mars 1850, formellement abrogée cependant par la loi du 30 octobre 1886.

Nous estimons donc qu'il y a lieu de résister.

Q. — Quelle procédure doit suivre une commune qui veut affecter à usage d'école une salle du presbytère ou de ses dépendances ?

R. — Aux termes de l'ordonnance du 3 mars 1825, lorsqu'une commune a besoin d'un terrain ou d'un bâtiment pour un objet d'intérêt communal, et que l'étendue du presbytère et de ses dépendances dépasse la limite du nécessaire, la partie *superflue* peut en être distraite pour être appropriée à un autre usage.

Le maire fait dresser un croquis qui indique notamment le logement et le jardin laissés au curé. Le préfet ordonne une enquête. Puis le croquis, le procès-verbal de l'enquête et l'avis du commissaire enquêteur sont communiqués au conseil municipal et au conseil de fabrique. Lorsque ces assemblées ont délibéré, le sous-préfet émet son avis et transmet le dossier au préfet qui le communique à l'évêque. Si ce dernier ne s'oppose pas à la mesure proposée, le préfet peut ordonner la distraction. Si l'évêque refuse son consentement, le préfet transmet les pièces, avec son avis motivé, au ministre de l'intérieur qui consulte le ministre des cultes. Puis l'affaire est soumise au conseil d'Etat, et la distraction, s'il y a lieu, est autorisée par un décret.

Ainsi, d'après cette procédure assez compliquée, c'est le chef de l'Etat qui décide en dernière analyse s'il y a lieu de prononcer la distraction d'une partie du presbytère; c'est lui qui apprécie, d'un côté, si cette partie est réellement superflue, et d'un autre côté, si l'usage auquel on veut employer la partie distraite présente un intérêt véritablement public; toutes les autres autorités énumérées dans l'ordonnance de 1825, conseil municipal, conseil de fabrique, sous-préfet, préfet, évêque, ministre de l'intérieur et ministre des cultes, conseil d'Etat, ne font que lui donner un avis destiné à éclairer sa décision. En fait, l'avis des ministres et du conseil d'Etat est presque toujours suivi par le président de la République.

VARIÉTÉS

ÉTUDE CANONIQUE SUR LA PRÉDICATION ENVISAGÉE COMME CHARGE PAROISSIALE

(Suite)

ART. VII. *Quel doit être l'objet de la prédication ?*

Le concile de Trente l'a indiqué dans divers canons :

a) « Docendo quæ scire omnibus necessarium est ad salutem, annuntiandoque eis, cum brevitate et facilitate sermonis, vitia quæ eos declinare, et virtutes quas sectari oporteat ¹. »

b) « Mandat Sancta Synodus pastoribus... ut frequenter inter missarum celebrationem... ex iis quæ in missa leguntur exponant, atque inter cætera sanctissimi hujus sacrificii mysterium aliquod declarent ². »

c) Sacras scripturas divinamque legem annuntiant ³. »

¹ Sess. v, c. II.

² Sess. xxii, cap. viii, de sacrificio Missæ.

³ Sess. xxiv, cap. ix, de Reform.

d) Dans le chapitre VII de la même session, il est prescrit aux curés de faire connaître aux fidèles la doctrine sur les sacrements, « *juxta formam a Sancta Synodo in Catechesi singulis sacramentis præscribendam.* »

Benott XIV, le détermine ainsi dans la constitution *Etsi minime* : « Si statis diebus eam Parochi concionem habebunt, quæ non persuasibilibus humanæ sapientiæ Verbis obstrepat auribus, sed captui auditorum accommodata in eorum animos ostensione spiritus illabatur ; si mysterium aliquod annuntiabunt in primis vero quod eo tempore Ecclesia recolit, ea disserentes quæ ad virtutum incitamento sint, et ad vitia fugienda, graviora præsertim et quæ fœdus grassantur in populo...¹ »

Tous ces textes reproduisent, en termes fort peu différents, une seule et même pensée : *Il faut instruire suivant la méthode du catéchisme du concile de Trente.*

L'obligation d'instruire prime toutes les autres dans la vie du curé, puisqu'il ne peut administrer les sacrements qu'à ceux qui sont déjà instruits. Tout d'ailleurs nous impose ce devoir : la parole de Jésus-Christ, le précepte formel du concile de Trente, les nécessités inhérentes à la charge pastorale. « Et d'abord, dit Mgr Dupauloup, n'est-il pas remarquable que Notre-Seigneur cherchant pour ainsi dire dans tout le langage humain l'expression la plus vraie, la plus propre pour désigner le ministère de la prédication, tel qu'il le comprenait, tel qu'il le voulait, ait choisi précisément le mot qui dit : *Instruction, enseignement.* Et ce mot il le répète par deux fois : *Docete, docentes*, pour nous faire entendre qu'en établissant la prédication évangélique, cette grande et divine nouveauté dans le monde, c'était une école qu'il venait y ouvrir, un enseignement qu'il y prétendait fonder². »

A la parole de Notre-Seigneur il faut joindre l'ordre formel de l'Eglise. Est-il possible de trouver un commandement plus clair, plus net, plus précis. Le saint Concile reprend le mot du Maître. — *Docete* : instruisez. Le mot *pascere* a été aussi bien heureusement choisi. Il indique, en effet, une nourriture abondante et saine, mais sans apprêts, le pain qui fortifie, mais non les friandises qui débilitent³.

D'ailleurs les fidèles sont obligés, en vertu de la loi divine et de la loi ecclésiastique, de connaître un certain nombre de vérités, qui s'imposent à eux soit de nécessité de moyen, soit de nécessité de précepte. Mais la plupart d'entre eux n'ont d'autre ressource que de les apprendre de la bouche de leur curé. Tout pasteur est donc tenu à faire ce qui lui est moralement possible pour procurer à ses paroissiens l'instruction qui leur est nécessaire⁴. Les deux obligations sont corrélatives. Il

s'ensuit que plus l'ignorance est profonde, plus le curé doit veiller à donner une instruction solide. Or, l'ignorance fut-elle jamais plus grande que de nos jours ? « Il règne au sein de notre société, dit le P. Fontaine, une ignorance de la religion aussi profonde qu'au xvr^e siècle. Nous n'entendons pas parler, en ce moment, de ces rationalistes qui n'ont gardé du christianisme que le caractère baptismal oublié et profané, mais de ces masses indifférentes, nullement hostiles, qui viennent encore dans nos églises et entourent, au moins dans certaines circonstances, la chaire de vérité. Ce qui est plus triste et moins explicable, les meilleurs chrétiens sont loin d'avoir une connaissance exacte de nos dogmes ; la science religieuse manque au plus grand nombre, nous serions tenté de dire presque à tous.

« On répète à tout instant que bien des catholiques n'ont pas le courage de leurs convictions, que leur conduite est en désaccord avec leur foi dans la vie privée et domestique, et plus encore dans la vie publique et sociale. Ils se résigneront à faire leur salut à la sourdine ; mais arborer au regard de tous la croix de Jésus-Christ, ils ne l'oseront jamais. Ces inconséquences ne viendraient-elles pas de l'inintelligence des principes eux-mêmes ? Que l'on instruisse ces hommes, qu'on leur montre nettement que tel acte, qui répugne à leur lâcheté, n'est qu'une application très simple, très naturelle et nécessaire des vérités fondamentales qu'ils ont depuis longtemps admises, et vous verrez toutes les hésitations s'évanouir. Ils marcheront généreusement dans le droit chemin que vous aurez éclairé d'une lumière sans ombre¹. »

Le même auteur fait remarquer qu'on retrouve aussi, chez beaucoup de catholiques militants, une ignorance de la religion qui compromet la cause qu'ils veulent défendre. « Les vérités dogmatiques, dit-il, ne sont pas assez nettes, assez précises dans l'esprit de ces excellents chrétiens. Ils ne savent trop où ces vérités finissent et ne voient pas bien les frontières qui séparent le domaine des certitudes révélées des régions inférieures où s'agitent parfois, au milieu d'ombres plus ou moins transparentes, les intérêts humains. A ces hommes aussi il faudrait une science religieuse plus sûre, plus étendue et plus approfondie.

« Le même mal se manifeste, avec d'autres symptômes, il est vrai, chez les femmes les meilleures. Chrétiennes par le sentiment, les affections et la conduite, elles sont de toutes les œuvres et y portent un dévouement souvent héroïque. Leur piété est vive et sincère ; l'imagination, le cœur, la sensibilité, toutes les facultés inférieures sont pénétrées et comme imprégnées de la grâce divine. Ce qu'il y a de moins chrétien en elles, c'est l'intelligence. Une foi plus éclairée donnerait à leur vertu plus de fixité, un fondement plus solide. Elles ne seraient plus la proie de cette incons-

¹ Benoît XIV, Const. *Etsi minime*, § 5, 7 fev. 1742.

² *Entretiens sur la prédication.*

³ *Etudes ecclésiastiques*, mai 1887, p. 93.

⁴ M. Hamon, *Traité de la prédication*, p. 30. Cf., p. 107-112.

¹ P. Fontaine, S. J. *La chaire et l'apologétique au XIX^e siècle*, p. 133.

tance qui amène assez souvent les plus lamentables chutes.

« A tout ce monde contemporain il faudrait un enseignement mieux ordonné et plus complet de la doctrine chrétienne ¹. »

Le P. Fontaine constate avec une religieuse tristesse qu'il est rare que cet enseignement se rencontre aujourd'hui. Il en recherche les causes et en assigne deux : le défaut d'ordre dans les instructions et le choix des sujets à traiter.

« Telle femme pieuse, dit-il, assistera avec la plus grande assiduité aux offices de sa paroisse ; elle entendra pendant des années les prônes qui se font chaque dimanche, sans que la lumineuse série des dogmes contenus dans la révélation se déroule sous ses yeux. Très ordinairement du moins on y aborde, successivement et sans ordre aucun, les matières les plus disparates, surtout lorsque le clergé paroissial est nombreux et que le choix du sujet est abandonné à la fantaisie de chacun des prêtres qui participent à cet enseignement. L'un traitera aujourd'hui d'une vérité dogmatique, d'un article du symbole ; le dimanche suivant, un autre parlera de la prière, d'un sacrement, d'une dévotion qui répond à ses goûts spirituels. »

Quant au choix des sujets, il laisse bien à désirer dans un grand nombre d'églises, et il est la cause prépondérante de cette profonde ignorance dans laquelle est plongée la société moderne. Les *Etudes ecclésiastiques*, que nous avons citées déjà, rappellent que les sujets les plus fréquemment traités, il y a trente ans, étaient les suivants : *Influence du christianisme sur la civilisation*. — *La mélancolie*. — *Les gloires de la France*. — *Dignité de l'ouvrier*. — *Influence de l'amour divin sur les joies de la terre*. — *Est-ce vrai que Dieu s'en va ? — Ce que les femmes ont fait pour la religion*. — *Triomphe de la force morale*. — *L'ennui*. — Enfin à Trouville pendant la belle saison : *De l'influence de la rue de l'Océan sur les âmes*. — *Les dames chrétiennes*, etc. — Qu'on veuille bien parcourir les diverses Semaines religieuses, ajoutent-elles, et qu'on se demande si la plupart des sujets indiqués (pendant le carême de 1887) ne seraient pas mieux à leur place s'ils étaient traités dans une salle de conférence, plutôt que dans une église. »

Le véritable remède à cela, c'est d'avoir un plan suivi d'instructions et d'en revenir à la forme catéchistique, la seule qui réponde aux exigences et aux besoins de l'époque. On retrouve l'un et l'autre dans le catéchisme du concile de Trente ; aussi est-il fortement recommandé par les deux auteurs que nous venons de citer.

« C'est un livre d'or, disent les *Etudes ecclésiastiques*, qui devrait être aussi familier au prêtre que le bréviaire. Nous savons tous que les théologiens les plus illustres se partagèrent ce travail, qui ne fut publié qu'en 1566. Le pape saint Pie V

le présenta au monde catholique en déclarant qu'il renfermait toutes les vérités de la religion que les pasteurs doivent enseigner aux fidèles ¹. »

« Heureux le prêtre, dit le P. Fontaine, qui a appris de bonne heure à goûter et à exploiter ce délicieux petit volume, qui le porte partout avec lui, le relit et le médite sans cesse ! Avec un peu de sens pastoral et cette connaissance des âmes, qu'aucune science ne remplace, mais que donne si promptement la pratique du saint ministère, il en tirera les instructions les plus édifiantes et les plus utiles, tout à la fois simples et élevées, pratiques et doctrinales. Nul besoin de chercher ailleurs ; pour qui sait comprendre, tout est là, dogme, morale, piété et principes de direction ². »

Nous ne pouvons résister au plaisir de citer cette gracieuse appréciation littéraire du même auteur sur le catéchisme du concile de Trente : « Le style unit une simplicité gracieuse et élégante à une nerveuse concision. Pas un mot inutile, pas de questions oiseuses, point de systèmes et d'opinion d'école, ou du moins s'il en reste çà et là quelques vestiges, ils sont si effacés, si fugitifs, qu'un œil très exercé et prévenu peut seul les découvrir. Voici tout d'abord les douze articles du symbole ; c'est la partie la meilleure, croyons-nous ; elle nous inspire une admiration sans cesse renouvelée : l'exposition est large et grande ; sitôt qu'on entre dans cette lecture, on est saisi et comme subjugué par la force de la vérité doctrinale qui semble se dégager de chacune de ces lignes. Les citations de la sainte Ecriture sont assez abondantes ; celles des Pères un peu plus rares ; brèves et parfaitement choisies, elles se fondent dans le texte et vont droit au but. Suivent les sept sacrements ; quelques-uns surtout nous semblent traités de main de maître : le baptême et l'Eucharistie, par exemple. Viennent enfin les commandements de Dieu et l'oraison dominicale. Les considérations générales qui forment une sorte d'introduction assez longue aux sept demandes du *Pater*, étincellent de beautés du premier ordre. »

Ces deux auteurs, en recommandant le catéchisme du concile de Trente, n'ont fait que marcher sur les traces de Clément XIII. Deux choses sont à louer dans ce livre, suivant le pontife ; c'est qu'il ne reproduit que la doctrine *commune* de l'Eglise et que par conséquent on est sûr de n'y pas trouver d'erreurs, et ensuite qu'il l'expose dans un langage très clair. Aussi Clément XIII exhorte-t-il vivement les évêques à ordonner à tous ceux qui ont charge d'âmes de se servir du catéchisme romain, qui leur procurera l'unité dans la doctrine, la charité et la paix vis-à-vis des autres, et qui renferme toutes les choses qu'un curé doit enseigner à son peuple : *Quod omnem doctrinam complectitur qua fideles informari oportet* ³.

¹ *Etudes ecclésiastiques*, mai 1887, p. 94.

² *La chaire et l'apologétique*, p. 128.

³ Clément XIII, Bref *In dominico agro*, 14 juin 1761.

Inutile d'entrer dans le détail des choses que l'on doit enseigner; il suffit de parcourir la table du catéchisme du concile pour s'en rendre compte. Un curé qui suivra exactement le plan qui y est tracé, accomplira donc rigoureusement son devoir. Toutefois les auteurs recommandent instamment de reprendre assez souvent quelques points plus importants, comme sont les vérités fondamentales, les fins dernières, les vertus qui s'imposent avec plus de nécessité, les vices principaux à déraciner.

« Il ne faut pas avoir honte, dit le P. Mach, de répéter fréquemment les mêmes choses sous une forme différente, quand elles ont une grande importance. On comprendra aujourd'hui ce qu'on n'a pas compris hier; aujourd'hui vous serez entendu de ceux qui hier étaient absents, et parfois ce qui la veille n'avait fait aucune impression, produira le lendemain un grand effet. Pour imprimer un cachet, il est nécessaire de peser beaucoup sur la cire; pour donner à la laine une couleur nouvelle, il faut bien des fois la plonger dans la teinture, et, pour recouvrer une créance, il est nécessaire d'insister beaucoup auprès d'un mauvais débiteur ¹. »

Nous n'aurions pas traité complètement le sujet, si nous n'exposions, aussi rapidement que l'on voudra, les choses que l'on ne doit pas dire en chaire. Dans un article consacré à ce sujet, M. Hamon énumère six choses qu'il faut s'abstenir de dire en chaire. Nous les allons résumer et nous en ajouterons quelques-unes ².

^{1o} Il faut éviter avec le plus grand soin toutes les inexactitudes de doctrine, soit en dogme, soit en morale. Le prédicateur est l'ambassadeur de Dieu; les erreurs qu'il avance retombent sur Dieu qui est la vérité même. Il court en outre le danger de faire perdre la foi à ses auditeurs.

^{2o} Il faut éviter la discussion des objections inconnues aux auditeurs, car souvent l'objection reste, tandis que la réponse s'efface. D'ailleurs il est bien des âmes qui croient impossible qu'on puisse attaquer les vérités principales de la religion, et l'objection est pour elles un scandale qu'il faut leur éviter.

^{3o} Il ne faut point traiter en chaire les questions douteuses et controversées, ni entreprendre d'établir comme des dogmes les opinions particulières : *Incerta tractari non permittant episcopi*, dit le concile de Trente ³.

^{4o} Il faut s'abstenir en chaire de toutes les nouveautés, comme certaines considérations politiques, littéraires, purement philosophiques et autres semblables. Dans tout cela on ne rencontre pas la parole de Dieu, mais des opinions soutenues dans les écoles. C'est d'ailleurs une innovation, car, à aucune époque de l'Eglise, les prédicateurs autorisés n'ont porté ces sujets dans la chaire. C'est sur ces principes que s'appuie le P. Fontaine pour interdire aux ministres de Jésus-Christ l'étude des questions sociales dans les pré-

dications religieuses. Que le prêtre les étudie à fond, qu'il en fasse l'objet de conférences particulières, rien de mieux; mais ces questions doivent être débattues ailleurs que dans la chaire ⁴.

^{5o} Il faut éviter les questions relevées et subtiles qui surpassent la portée des auditeurs : *Apud rudem plebem difficiliores ac subtiliores questiones... a popularibus concionibus secludantur*. dit encore le concile de Trente ⁵. La prédication a pour but d'instruire les fidèles; or que sert pour cete fin de leur dire des choses qu'ils ne comprennent pas?

^{6o} Il faut éviter tout ce qui ne tend pas au salut ou n'est pas propre à le procurer : *Questiones... quæ ad ædificationem non faciunt et ex quibus nulla fit pietatis accessio, a popularibus concionibus secludantur*. Ce sont les paroles mêmes du concile de Trente, à l'endroit déjà cité.

A ces remarques de M. Hamon, ajoutons-en quelques autres puisées dans les meilleurs auteurs.

^{7o} Les questions de controverse ne doivent pas être abordées de front du haut de la chaire. Écoutez l'avis d'un juge compétent : « Il ne m'a jamais réussi, dit saint François de Sales, de traiter du haut de la chaire les matières de controverse d'une manière directe ou en forme de dispute... Ce n'est pas seulement mon opinion, mais celle des prédicateurs les plus célèbres que j'ai connus, et ils s'accordent à dire que la chaire n'est pas un champ de bataille pour les controverses, et qu'on détruit plus qu'on n'édifie, si on veut traiter des disputes religieuses, à moins qu'on ne le fasse en passant. »

^{8o} On doit éviter tout ce qui peut être choquant. « Il ne faut jamais faire de personnalités, dit le P. Mach, ni réprimander les magistrats; car une telle manière d'agir n'est pas seulement inutile, elle est nuisible; on les offense, on les aigrit, mais on ne les convertit pas ⁶. »

^{9o} Ferraris cite une décision du Saint-Office ainsi conçue : « *Parochi in concionibus caveant ab allegatione doctorum et auctorum modernorum, præsertim viventium* ⁷. »

^{10o} La constitution *Sanctissimus* d'Urbain VIII défend de publier du haut de la chaire, sans l'autorisation du Saint-Siège, les miracles dus à l'intercession des personnes mortes en odeur de sainteté et non encore béatifiées.

^{11o} Konings et le P. Marc recommandent de ne pas traiter en chaire les questions purement personnelles, surtout relativement aux droits casuels ⁸.

(A suivre.)

¹ P. Fontaine, *La chaire*, p. 50 à 116.

² Sess. xxv, de Purg.

³ P. Mach, *le Trésor du prêtre*, t. II, p. 414.

⁴ Ferraris, v° *Parochus*, art. II, p. 88.

⁵ Konings, n. 1140; Clément Marc, *Institutiones morales*, n. 2269.

IMPRIMATUR

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le gérant : J. MAITRIER.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

² P. Mach, *Le trésor du prêtre*, t. II, p. 415.

⁴ M. Hamon, *Traité de la prédication*, p. 56.

³ Sess. xxv, de Purgat.

LES PETITS BOLLANDISTES¹

Par Mgr Paul GUÉRIN

Camérier de Sa Sainteté Léon XIII

AVEC

SUPPLÉMENT

Par le R. P. dom PIOLIN

Bénédictin de la Congrégation de France

Voici l'intéressant et savant article consacré aux *Petits Bollandistes* par M. Arthur Loth et sur lequel nous avons, d'autre part, appelé l'attention de nos lecteurs :

« La littérature chrétienne revendique à bon droit cette VIE DES SAINTS. L'œuvre lui appartient et par le sujet et par la composition. Elle caractérisera, si ce n'est pas trop annoncer le genre hagiographique moderne. Au bon vieux temps (*hélas ! bien loin de nous*), une VIE DES SAINTS était un recueil de narrations bien simples, prises à de pieuses sources plus ou moins authentiques, et où le vrai et le faux s'alliaient naïvement pour la plus grande édification des fidèles. La critique commença à s'en mêler avec les progrès des études historiques. Elle toucha discrètement d'abord aux vieilles légendes, aux pieuses traditions ; elle compulsa les saintes archives, mais sans permettre à la curiosité des recherches d'usurper sur la piété. Longtemps on s'en tint à cette mesure de critique qui combinait l'histoire avec la croyance populaire. L'histoire cependant finit par réclamer tous ses droits et il fallut se départir des pieuses licences des âges de foi. Ainsi s'est transformée, d'âge en âge, le vie des Saints. Le Ribadeneira était bien charmant dans notre vieux français, mais il demanderait trop à la crédulité du lecteur moderne. Lui-même, d'ailleurs n'avait-il pas remplacé la *Légende dorée* qui suffisait à la foi naïve de nos pères ? Comme l'œuvre de Jacques de Voragine, celle du jésuite espagnol, qui plaira toujours par les grâces de son vieux style et sa manière toute simple, a un peu passé de mode. Les temps sont changés. Au lieu de s'épanouir librement dans la foi des cloîtres, les « *Fleurs des Saints* » doivent désormais germer sur le sol de la science.

« La publication des Bollandistes marqua une époque nouvelle. Rosweyde avait compris ce que demandaient les besoins de l'Eglise et les exigences de l'esprit nouveau, qui, dans son engouement pour l'antiquité classique, se prenait à dédaigner les vieilles légendes des siècles chrétiens. Parzéle pour le culte des saints, il entreprit de renouveler l'hagiographie à l'aide des procédés de la science historique. Sur son plan s'élèvera l'œuvre colossale de Bolland, d'Henschen, de Papebroch et de leurs successeurs. Tout ce qu'il y avait de meilleur dans les hagiographies des xv^e et xvii^e siècles dans Wicelius entre autres, et surtout dans Lipomani et Surius, y entra. En même temps dom Ruinart publiait ses *Acta sincera*.

« Depuis, toutes sortes de travaux, au nombre desquels il faut compter en premier lieu la *Vie des Saints* du P. Giry, sont venus féconder l'immense champ labouré par les savants jésuites. La matière était prête de nos jours, il ne restait qu'à en faire sortir une œuvre nouvelle en rapport avec l'état de l'hagiographie et l'esprit du temps.

« Telle a été l'entreprise de M. l'abbé Guérin dans

l'ouvrage qu'il publiait pour la première fois en 1858, sous le titre modeste de *Petits Bollandistes*. Dès le premier jour, l'opinion sanctionnait une œuvre considérable, et répondant si bien à l'attente du public chrétien, pour qui les autres Vies des Saints, soit qu'elles fussent incomplètes, soit qu'elles parussent ou trop sèches ou trop naïves, avaient presque toujours quelque défaut. C'était bien en effet le livre qu'il fallait. S'il n'existait pas, on dirait : Quelle excellente VIE DES SAINTS on eût pu faire en prenant des Bollandistes le fond, de Baillet et de Godescard l'exactitude, de Giry l'unction et la méthode, de Ribadeneira le charme, et en corrigeant ici, en ajoutant là, en donnant à tout une nouvelle forme avec une nouvelle vie ! L'ouvrage de Mgr Guérin ne laisse vraiment plus de souhait à faire. Il a toutes les qualités qu'on lui eût voulues. Il plait autant qu'il instruit, il édifie et il touche. C'est un ouvrage d'érudition et c'est aussi un livre de lecture ; le savant le consultera avec fruit, le prêtre y méditera, le père en fera le charme des veillées de famille.

« Est-il encore besoin de le faire connaître à fond ? C'est déjà la septième édition. Le succès a marché avec la publicité. L'ouvrage est maintenant complet, définitif. L'auteur l'a revu à loisir, y ajoutant et corrigeant, selon le conseil de ses lecteurs. Non content d'avoir puisé, pour composer son ouvrage, à toutes les grandes sources d'information, il a consulté tous ceux qui par leurs travaux ou leur position étaient à même de lui fournir des renseignements nouveaux. Tout le travail contemporain, on le peut dire, a passé dans ce livre. Il résume la science hagiographique de l'époque.

« Le plan de l'ouvrage est bien ordonné. A chaque jour de l'année sa fête, quand il y en a une, et ses principaux saints. En tête, la notice du martyrologe romain, avec le martyrologe de France et le martyrologe des ordres religieux, tous trois annotés et complétés d'après les travaux modernes. A la suite viennent les biographies plus ou moins étendues suivant le sujet, mais toujours complètes, des saints ou bienheureux plus notables du jour, avec tous les renseignements particuliers à chacun d'eux, tels que l'iconographie du Saint, l'état actuel de son culte, de ses reliques, l'indication des contrées et des corporations dont il est le patron ou des lieux de pèlerinage qui lui sont consacrés, enfin l'analyse de ses écrits.

« Les vies des saints se déroulent, suivant l'ordre du calendrier, à travers les quatorze premiers volumes. Le quinzième est consacré aux Vénérables et autres personnes mortes en odeur de sainteté dont le nom n'est pas inscrit sur le martyrologe, mais dont la mémoire est en possession de la vénération publique. Les dernières notices ont trait aux martyrs de la Commune de 1871. Le seizième volume comprend, avec la vie de Notre-Seigneur et celle de la sainte Vierge, l'exposition des mystères qui se rapportent aux diverses époques de l'année ecclésiastique.

« Tel est le cadre de cet ouvrage, véritable somme de la science hagiographique, qui laisse aux autres Vies de Saints leurs mérites particuliers, en les réunissant tous. Il est impossible qu'une critique sévère n'y relève pas, comme dans tout grand ouvrage, certains petits défauts et même des erreurs de détail : c'est affaire au lecteur méticuleux de les découvrir. Jusqu'ici on a beaucoup plus loué les qualités du livre qu'on n'en a signalé les imperfections. Nous nous en tenons aux éloges décernés par les voix les plus autorisées. Le livre, d'ailleurs, parle de lui-même. Comment ne serait-il pas excellent ? L'auteur a pris aux autres ce qu'ils ont de meilleur, en y ajoutant du sien ce qui leur manquait. Sa méthode est celle de la science unie à la religion, son esprit est l'esprit de l'Eglise, esprit de vérité et de foi. Quoi de mieux ? Il ne recule ni devant le miracle, ni devant la légende, comme ces écrivains qui semblent avoir peur du surnaturel dans l'histoire des Saints, mais il élague aussi les apocryphes, les traditions incertaines, les pieuses fables inutiles à la vraie piété. C'est en quoi sa « *Fleur des Saints* » participe à la foi de l'esprit des âges chrétiens et de la méthode scientifique du siècle. On a bien caractérisé l'œuvre de Mgr Guérin en disant qu'elle est pour l'édification ce que les ACTA SANCTORUM sont pour l'érudition, mais il faut ajouter qu'ici l'édification, que l'auteur a eu principalement en vue, s'appuie toujours sur l'érudition.

¹ LES PETITS BOLLANDISTES, Vie des Saints depuis le commencement du monde jusqu'à aujourd'hui, par Mgr P. GUERIN, camérier de S. S. Léon XIII. Dix-sept volumes grand in-8 raisin, prix 120 fr. Net : 90 fr.

SUPPLÉMENT aux Vies des Saints et spécialement aux PETITS BOLLANDISTES, d'après les documents hagiographiques les plus authentiques et les plus récents, par le R. P. Dom Paul PIOLIN, bénédictin de France. 3 forts vol. gr. in-8 raisin. — Prix, franco : 25 fr.

(Ensemble 20 vol. grand in-8. Prix : 145 fr. ; Net : 110 fr., payables cinq fr. par mois. BLOUD et BARRAL, 4, rue Madame, Paris.)

« Pour bon nombre de personnalités, les *Petits Bollandistes* emprunteront une double valeur aux appendices et aux tables que l'auteur y a mis dans le dix-septième volume. C'est d'abord un discours du P. Giry sur la *Vie des Saints* en forme d'épilogue, puis de courtes mais utiles dissertations sur le calendrier ecclésiastique et le martyrologe, enfin un traité de la canonisation des saints et une histoire abrégée de la science hagiographique, précieuse par les indications qu'elle donne d'ouvrages relatifs à la matière. Trois tables, la première *chronologique*, la seconde *topographique*, la troisième *hagiographique*, permettent de se retrouver facilement dans les dix-sept volumes. Mais ce qui ajoute un prix particulier à cette septième édition, c'est la table analytique, suivant l'ordre de l'alphabet, **des matières de dogme, de morale, de droit canonique et autres traitées dans l'ouvrage, laquelle contient, en quelque sorte, toute la substance de la VIE DES SAINTS.** Cette table fournit aux fidèles un choix de sujets de méditation en action, aux catéchistes et aux prédicateurs des exemples pratiques, des traits édifiants et instructifs, des plans de sermons, des éléments de toute sorte pour la parole chrétienne. Elle n'embrasse pas moins de cent quatre-vingts pages de texte compact. De nombreuses additions ont été faites à la table des éditions précédentes. Nous insistons sur le profit que les ecclésiastiques peuvent, il nous semble, tirer de celle-ci, qui est conçue sur un plan nouveau et très amplement développé. Ce sera souvent pour le prêtre une heureuse manière de **rajeunir** et de **féconder** sa prédication que d'y adapter les leçons si variées et si intéressantes qu'offre la vie des Saints. Comme la table a été faite par un prédicateur de profession, elle ne peut manquer de répondre à tous les besoins de la chaire. »

ARTHUR LOTH.

APPROBATIONS¹

DE NN. SS. LES ARCHEVÊQUES ET EVÊQUES

Troyes, le 16 novembre 1878.

Messieurs,

Je suis heureux de joindre mon approbation à toutes celles que d'illustres Evêques ont déjà données aux *Petits Bollandistes*. Il n'y a pas de *Vie des Saints* plus complète, et je crois qu'on ne saurait en désirer de plus savante et de plus pieuse.

L'auteur a su faire passer dans son ouvrage toute la substance de l'admirable collection des *Acta Sanctorum*. Il a mis à profit les meilleurs travaux de la critique moderne, et il a su, en gardant sur tous les points l'exactitude la plus sévère, donner à ses récits la couleur et le charme de nos vieux auteurs.

Je voudrais que cette *Vie des Saints* devint un livre de famille où les enfants apprendraient, sous l'œil du père et de la mère, l'amour et la pratique de la vertu. Pour tout le monde, elle serait la plus édifiante et je ne crains pas de le dire, la plus intéressante des lectures. On en sortirait meilleur, l'âme plus forte, le cœur plus pur.

Veuillez agréer, etc.

† PIERRE, évêque de Troyes.

¹ Les *Petits Bollandistes* ont été honoré d'une lettre du Saint-Père et des approbations d'un grand nombre de princes de l'Eglise ; de Leurs Eminences les Cardinaux Guibert, archevêque de Paris ; Donnet, archevêque de Bordeaux ; Langénieux, archevêque de Reims ; Pie, évêque de Poitiers ; Foulon, archevêque de Lyon ; de NN. SS. les archevêques et évêques de Besançon, de Chambéry, d'Alby, d'Angoulême, d'Amiens, de Langres, de Mende, de Nancy, de Troyes, d'Agen, de Moulins, etc., etc. (faute d'espace nous ne reproduisons que celles ci-dessus).

Langres, le 11 février 1879.

Messieurs,

On a dit du magnifique et si précieux ouvrage que Mgr Guérin nous a donné, sous le titre de *Petits Bollandistes*, et que vous avez édité avec tant de soin, qu'il était le **recueil hagiographique le plus complet, le plus exact et le plus édifiant** ; que nous avions enfin une *Vie des Saints* vraiment recommandable, **digne d'un siècle où les travaux historiques ont fait de si grands progrès.**

De tout cœur, je m'associe à ces éloges si bien mérités, et je n'ai qu'un vœu à former, c'est que ce **Recueil** déjà arrivé à la septième édition, se répande de plus en plus dans les **établissements ecclésiastiques**, les **presbytères**, les **bibliothèques de bons livres** et les **familles chrétiennes** : fruit de recherches immenses et de soins infinis, comme le disait mon vénérable prédécesseur, **il a rendu et il rendra un service inappréciable à la religion et aux fidèles.**

Veuillez agréer, etc.

† GUILLAUME-MARIE-FRÉDÉRIC, évêque de Langres.

L'archevêque de Chambéry n'hésite pas à **recommander** et à **bénir** l'excellent ouvrage intitulé : *Les Petits Bollandistes*, déjà honoré de l'approbation des **membres les plus distingués de l'épiscopat français et des bénédictions du Souverain-Pontife lui-même.** Il n'y a rien de **plus complet** sur la vie des grands serviteurs de Dieu que cette publication. L'auteur a su **exprimer et condenser** la substance des Grands Bollandistes ; il a si bien profité de ce travail et de celui de ses autres devanciers, que son œuvre peut aisément remplacer tous les recueils du même genre, **sans avoir la crainte d'être remplacé par aucun.** Ajoutons à cela que cette nouvelle VIE DES SAINTS vient en son temps : personne n'en contestera l'**opportunité.** Dans ces jours de vertige et d'obscurcissement, de défaillance et d'angoisse, nous avons tous besoin de modèles, d'encouragements et d'édification. Puisque nous sommes réduits à jeter le cri désolé du Roi-Propète : *Les saints nous manquent, les saints nous font défaut, DEFICIT SANCTUS*, il nous faut relire nos annales et chercher dans le passé ce que nous ne trouvons plus guère dans le présent. **C'est le moment de répandre et de faire connaître ce chef-d'œuvre d'hagiographie, qui ne laisse rien à désirer sous le rapport de l'édition, comme sous celui du style et de la rédaction ; il faut redire à tous : Prenez et lisez, TOLLE ET LEGE ; lisez et imitez, INSPICE ET FAC ; imitez et vous serez sauvé.**

† PIERRE-ANASTASE, archevêque de Chambéry.
Chambéry, en la fête de S. Charles, le 4 novembre 1879.

Reims, le 13 mars 1888.

Messieurs,

Je m'associe volontiers aux éloges mérités que vous a valus la dernière édition des *Petits Bollandistes*, de Mgr Paul Guérin.

Le savant auteur avait réussi à faire une œuvre **vraiment intéressante à tous les points de vue** et par l'**immense érudition** qu'il y avait déployée et par la **sage critique** qui l'avait guidé et par le ton de pieuse onction qu'il avait su donner à ses écrits.

Si considérable qu'elle soit, une hagiographie n'est jamais complète. Chaque jour apporte de nouveaux documents qui mettent en lumière des points jusque-là restés obscurs ou indécis ; d'ailleurs l'Eglise ne cesse jamais de produire des saints qu'il est utile de proposer à l'édification de tous. **Personne ne pouvait mieux composer le SUPPLEMENT** devenu nécessaire à l'œuvre de Mgr Guérin que le docte Bénédictin qui l'a entrepris et si heureusement achevé.

Je ne puis donc, Messieurs, que vous féliciter du service que vous avez rendu à l'**érudition** et à la **piété catholique** ; et c'est d'un cœur sincère que je fais des vœux pour la diffusion d'un ouvrage qui se **recommande aux meilleurs titres.**

Agréez, Messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués.

† B. M. Card. LANGÉNIEUX, archevêque de Reims.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTE — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations-diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N^o 51

PRÉDICATION : Pour la fête de l'Épiphanie : homélie sur l'épître (notre vocation à la foi).

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. C. du Concile : Mariage déclaré nul pour cause de violence et crainte.

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Peut-on chanter une messe de *Requiem* un jour double, pour un anniversaire non fondé et qui n'est pas le premier? — Le prêtre pour bénir doit-il étendre seulement les trois premiers doigts? — La coutume permet-elle de dire des messes privées à minuit la nuit de Noël? Le curé peut-il dire la messe de l'aurore à la suite de la messe de minuit? Un prêtre peut-il, pour sa commodité, célébrer à minuit les trois messes de Noël? — Deux enfants peuvent-ils cacher à leur père et à leur frère l'existence d'une somme que leur mère avait

cachée de son vivant pour la soustraire au père qui l'aurait dépensée et la dépenserait encore follement? — Les pauvres sont-ils dispensés d'assister à la messe parce qu'ils manquent de chaussures et d'habits convenables?

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : Un ancien cimetière entourant l'église qui n'a pas été aliénée à la révolution n'appartient-il pas à la fabrique? Comment faire reconnaître le droit de celle-ci? La commune peut-elle maintenant vendre un terrain donné par elle au presbytère il y a soixante ans? — Le curé peut-il mettre à la raison un monteur d'horloge mal élevé qui choisit le temps de la messe et le moment de l'élévation pour remplir son office?

VARIÉTÉS : La Prédication envisagée comme charge paroissiale (suite et fin). Qualités requises.

Nous prions nos abonnés d'écrire désormais directement pour tout ce qui concerne l'Ami du Clergé, à Langres (Haute-Marne), avec cette suscription : M. LE DIRECTEUR DE L'AMI DU CLERGÉ, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

Les mandats postaux, chèques et lettres chargées devront désormais porter aussi la même suscription.

Nous rappelons à nos amis et abonnés que l'Ami du Clergé, Revue de toutes les questions ecclésiastiques (Dogme, Morale, Liturgie, Droit Canon, Ecriture Sainte, Patrologie, Histoire sacrée, Prédication, Catéchismes, Législation civile-ecclésiastique), est une revue hebdomadaire paraissant le jeudi à Langres, et dont chaque numéro contient 16 pages in-4^o. L'abonnement à cette Revue est de 8 ou 10 francs par an, selon les pays.

Nous leur rappelons en outre qu'à chaque numéro de l'Ami du Clergé est joint un supplément, portant le nom d'Ami du Clergé paroissial, contenant 8 pages in-4^o et dont le prix est de 5 fr. par an.

L'on peut s'abonner à l'Ami du Clergé sans s'abonner à l'Ami du Clergé paroissial, mais on ne peut s'abonner à l'Ami du Clergé paroissial sans s'abonner à l'Ami du Clergé.

Et ainsi l'abonné à l'Ami du Clergé seul paie 8 ou 10 fr. par an selon les pays, et l'abonné à l'Ami du Clergé et à son supplément l'Ami du Clergé paroissial, paie 13 à 15 fr. selon les pays.

Ainsi que nous l'avons annoncé, on travaille d'urgence aux Tables. Nous désirons que pour le 1^{er} janvier, tous les souscripteurs soient servis.

L'Ami du Clergé et l'Ami du Clergé paroissial font leurs frais. C'est donc une œuvre définitivement fondée. Mais nous voulons l'améliorer, et à partir du 1^{er} janvier, tout bénéfice que lui apporterait un surcroît d'abonnement, sera exclusivement employé à parfaire ce qui a été d'ailleurs si bien commencé. Mille abonnés de plus nous rendraient immédiatement cinq mille francs disponibles; avec cette somme, ou nous diminuerions le prix d'abonnement, ou nous augmenterions le nombre des pages et la variété des articles.

Que nos amis s'empressent donc à élargir notre public et à multiplier leur propagande. Ils en seront les premiers et seuls bénéficiaires.

Deux de nos amis, — très compétents, — travaillent depuis quelque temps à dresser le plan des instructions, sermons, discours, conférences et lectures, pour l'année 1890. Nous leur avons recommandé d'y mettre la plus grande variété. — Nous avons aussi augmenté le nombre de nos collaborateurs, afin que cha-

cun ayant moins de travail, y mette plus de temps, plus de soins et plus de relief. — D'autre part, quelques prédicateurs fort distingués nous ont promis plusieurs discours inédits, discours de circonstance, qui seront pour nos lecteurs un vrai régal.

Enfin, nous serions très reconnaissants à nos abonnés et amis de nous exprimer dans leurs lettres leurs *desiderata*. Nous désirons donner à tous, dans la mesure qui nous sera permise, toutes les satisfactions possibles.

Nous avons déjà reçu quelques indications qui nous ont été précieuses, et dont nous aurons tous à profiter.

Que nos abonnés veuillent bien ne pas oublier que la PROPRIÉTÉ de l'*Ami du Clergé* et de l'*Ami du Clergé paroissial* se trouve désormais à Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe (Haute-Marne), et pas ailleurs.

Aucun libraire de Paris, quel qu'il soit, aucune personnalité, n'a le droit de réclamer le prix d'aucun abonnement à son bénéfice ou au bénéfice de sa maison.

Nous avons voulu que notre *Revue* ne tint de près ni de loin, et par aucune combinaison d'aucune sorte, à aucune maison de commerce. Elle appartient à une maison d'œuvres qui ne veut en faire, à aucun degré, une source de profits. — Sans entendre blâmer personne ni jeter de discrédit sur qui que ce soit, nous croyons qu'il est temps de soustraire le clergé au *drainage* dont il est, depuis 80 ans, à peu près sans intermittence la victime. Nous tentons un essai particulier, avec loyauté et désintéressement. S'il réussit, dans la mesure que nous désirons, nous croyons qu'il y aura là, pour beaucoup d'œuvres, le point de départ de beaucoup de changements et d'améliorations.

Si nous osions, nous appliquerions à notre *Revue*, un mot tout contemporain, dont les groupes corporatifs font grand usage, et nous l'appellerions une *REVUE coopérative*. Chers abonnés, aidez-nous, et vous verrez...

Nous tenons des collections entières à la disposition des personnes qui en feront la demande.

Deux des volumes de la collection sont malheureusement devenus très rares; il faut se hâter.

Les numéros de la *Revue*, non parvenus aux abonnés, sont dus par l'administration et il suffit de les réclamer. — Les n^{os} perdus par les abonnés eux-mêmes seront envoyés moyennant 0 fr. 20 c. pour un n^o sans supplément; 0 fr. 25 pour un n^o avec supplément, et 0 fr. 15 pour le supplément seul.

Prière instante à tous les abonnés qui demandent un changement d'adresse — et le cas est assez fréquent — de vouloir bien joindre à leur demande la dernière bande reçue.

Nous conjurons nos chers abonnés d'envoyer à part, sur une feuille spéciale, les questions auxquelles ils désirent qu'il soit répondu dans

l'Ami du Clergé. Autant de feuilles séparées qu'il y a de questions distinctes. Autrement il peut y avoir retard, confusion et même oubli.

CORRESPONDANCE

M. M. par C. (Gironde). — Il sera répondu à vos questions. Mais que vous êtes aimable et que l'on est heureux d'avoir des correspondants comme vous!

M. S. curé d'A. canton de F. (Suisse). — Notre collaborateur chargé des questions liturgiques, possède le manuel que vous voulez bien nous indiquer, et il en tire grand profit. Merci! Vous avez raison; les questions sont parfois un peu élémentaires mais il y aurait d'autres inconvénients à les laisser toutes de côté. Nous ferons au mieux.

M. X. abonné à Québec (Canada). — S'il s'agit d'instructions théoriques, on peut indiquer les catéchismes de persévérance : celui de *Mgr Gaume* (l'abrégé en 1 volume), *Guillois*, *Marotte*, etc. S'il s'agit d'instructions sur la vie chrétienne, on peut indiquer l'*Ouvrier chrétien*, par Mgr de Ségur, 1 volume, chez Tolra.

R. J. F. V. M. L. C. Pensylvanie (United-States). — Non; M. V. P. ne nous a rien remis en mars ni avril pour l'année courante.

M. R. à R. (Haute-Marne). — Oui, dans le courant de l'année prochaine, nous donnerons des retraites d'enfants, de première communion, etc.

M. J. H. vicaire à A. (Basses-Pyrénées). — M. M. met la dernière main à ces deux ouvrages, et ils seront, je pense, livrés à l'impression avant longtemps.

M. S. curé de St-C. (Cantal). — Nous vous rendrions volontiers ce service, mais comme beaucoup le réclameraient aussi, ce serait un retard considérable dans l'envoi des Tables et un supplément de comptabilité infinitésimale qui prendrait énormément de temps. Ne serait-ce pas plus facile à chacun de s'adresser à la petite ville voisine?... Voyez, et malgré tout nous serons à vos ordres.

Souscriptions aux Tables

1^o Souscriptions payées. — M. L. M. curé à St-M.-l-H. (Manche). — M. L. curé de R. (Hte-Marne). — M. R. S. curé-doyen de T. (Basses-Pyrénées). — M. D. aumônier à C. W. (Nord). — M. B. à V. (Vendée). — M. M. G. curé à M. (Hte-Garonne). — M. l'abbé T. à D. (Côte-d'Or). — M. S. curé de Ste-C. (Vendée). — M. S. v. a. curé à L. (Savoie). — M. G. curé à A. (Mayenne). — M. B. curé à S.-S. (Meurthe-et-Moselle). — M. M. curé à E. (Côtes-du-Nord). — M. G. vicaire à St-O.-l-B. (Loire-Inférieure). — M. H. curé à A. (Lorraine). — M. C. curé de St-J. (Vosges). — M. P. curé à A. (Calvados). — M. C. curé à C. (Eure-et-Loir). — M. S. vicaire à A. (Côte-d'Or). — M. B. curé de l'E. (Ardennes). — M. M. curé de S. (Puy-de-Dôme). — M. B. à E. (Pas-de-Calais).

2^o Souscriptions faites et non payées. — M. D. aumônier à M. (Basses-Pyrénées). — M. G. vic. à M.-l-V. (Mayenne). — M. l'abbé C. à T. (Cantal). — M. L. curé de N.-d-B. (Meuse). — M. B. curé à M. (Doubs). — M. M. curé à N.-D.-d-V. à C. (Manche). — M. E. H. ec. au P. S. d'H. (Nord). — M. E. curé de L. (Aude). — M. C. vicaire à St-C. de L.-P. (Maine-et-Loire). — M. D. curé aux G. B. (Basses-Pyrénées). — M. F. curé de N.-D. à L. (Mayenne). — T. libraire à Genève. — M. B. vicaire à P. (Aveyron). — M. G. vic. à C. (Aveyron). — M. D. curé à B. (Hte-Savoie).

Paiements d'abonnements

1^o Abonnements faits et payés. — M. C. vice-doyen à F.-d-P. (Mayenne). — M. L. 12 rue B. (Paris). — M. P. curé de B.-s.-F. (Indre-et-Loire). — M. L. curé de R. (Hte-Marne). — M. R. S. curé-doyen de T. (Basses-Pyrénées). — Père P. aux îles Puji (Océanie). — M. T. curé à C. S. (Saône-et-Loire). — M. D. aumôn. à C.-W. (Nord). — M. B. à V. (Vendée). — M. R. curé d'H. (Lozère). — M. M. G. curé à M. (Hte-Garonne). — M. R. chapelain au G. (Isère). — M. L. curé-doyen à C.-d-V. (Var). — M. P. curé d'E. (Isère). — M. C. B. vicaire à

(La suite à l'avant-dernière page.)

PRÉDICATION

POUR LA FÊTE DE L'ÉPIPHANIE : HOMÉLIE SUR
L'ÉPÎTRE (NOTRE VOCATION A LA FOI)

Surge, illuminare, Jerusalem, quia venit lumen
tuum. (Is., LX, 1.)

Telle est, dit un pieux liturgiste, la méthode de l'Eglise dans la distribution de ses offices, lorsqu'elle célèbre les mystères de son divin époux : elle met en regard les prophéties qui les annoncent et l'historique qui en déclare l'accomplissement. Ainsi, pour ne pas remonter plus haut, le jour de Noël, elle commence sa troisième messe par ces paroles d'Isaïe : « Un petit enfant nous est né, » et elle continue par ces autres de saint Jean : « Le Verbe s'est fait chair, et il a habité parmi nous. » Ainsi, le jour de la Circoncision, elle en rappelle d'abord le précepte imposé à tous les enfants d'Abraham, et ensuite elle observe que Jésus, fils de David et d'Abraham, s'est soumis à cette humiliante cérémonie qui le confondait avec les pécheurs. Ainsi nous voyons aujourd'hui qu'elle lit pour épître une des prédictions les plus claires de la vocation des gentils, et pour évangile cette partie du texte sacré de saint Mathieu où est rapportée l'apparition de l'étoile aux mages, l'appel de ceux-ci à la crèche et leur docilité à la grâce intérieure qui accompagnaient les marques extérieures de leur vocation.

La raison de cette conduite de l'Eglise est facile à comprendre.

Sans la foi, pourrions-nous célébrer la mémoire de nos saints mystères d'une manière digne d'eux ? Or un des principes de crédibilité les plus convaincants, n'est-ce pas la parfaite conformité des prophéties qui les annoncent avec l'événement qui les accomplit ? Est-il donc étonnant que l'Eglise propose, et ne trouverez-vous pas convenable que je propose avec elle, à vos regards, le cadre où se voit cette exacte conformité.

D'autre part, dans les solennités qu'elle nous fait célébrer, la mère de nos âmes ne se propose pas uniquement de corroborer notre croyance, elle veut surtout améliorer nos mœurs ; elle n'a pas seulement l'intention d'éclairer nos esprits, elle désire toucher nos cœurs. M'inspirant de ses vues, frères bien-aimés, je vous ferai brièvement le commentaire de l'épître de ce jour, à la fois au point de vue dogmatique et moral. Dans la première partie de mon homélie, je vous montrerai comment la prophétie d'Isaïe, touchant la vocation des gentils à la foi, a été divinement réalisée ; dans la deuxième je signalerai à votre piété les conclusions pratiques qui découlent pour la conduite de notre vie, des paroles du grand prophète d'Israël.

I

Isaïe, à qui Dieu, disent les saints Docteurs, a communiqué le secret des grandes paroles, *Isaias grandiloquus*, a rarement trouvé des accents

d'éloquence aussi sublimes que dans cette prophétie d'où est extraite l'épître de ce jour. L'avenir s'ouvre devant ses regards et il contemple avec une palpitante émotion les gloires de l'Eglise, son divin établissement, son immense empire, ses incomparables bienfaits, sa durée indestructible, ses joies et ses splendeurs dans l'éternité.

« Levez-vous, ô Jérusalem, s'écrie-t-il, soyez brillante de clarté, car votre lumière est venue et la gloire du Seigneur s'est levée sur vous. Voici que les ténèbres couvriront la terre, une nuit sombre enveloppera les peuples ; mais le Seigneur se lèvera sur vous, et sa gloire rayonnera sur votre front. Les nations marcheront à votre lumière et les rois à la splendeur qui se lèvera sur vous. Levez les yeux et regardez autour de vous. Tous ceux que vous voyez ici assemblés viennent pour être à vous ; vos fils viendront de bien loin et vos filles de tout côté. Alors vous verrez avec joie cette multitude d'enfants : vous serez dans une abondance qui vous **surprendra**. Votre cœur s'étonnera et se répandra hors de lui-même, lorsque vous serez comblée des richesses de la mer, et que tout ce qu'il y a de grand dans les nations viendra se donner à vous. Vous serez inondée par une foule de chameaux, par les dromadaires de Madian et d'Epha. Tous viendront de Saba apporter l'or et l'encens et publier les louanges du Seigneur. »

Admirable prophétie, accomplie avec une fidélité incomparable dans la Jérusalem nouvelle, dans la société établie par Notre-Seigneur Jésus-Christ. De quelque côté en effet que j'envisage la sainte Eglise notre mère, je la vois rayonner d'un éclat tout divin, *gloria Domini super te orta est*.

Elle est divine dans son établissement. De quoi s'agit-il ? De renverser le paganisme avec la puissante organisation de son sacerdoce, s'appuyant sur la force armée, de substituer à une morale plus que facile une morale austère et crucifiante pour les passions, de remplacer des croyances qui s'accommodaient avec l'orgueil de la raison par des dogmes incompréhensibles et terribles pour la lâcheté humaine. Qui doit opérer cette révolution ? Sont-ce des armées redoutables qui levant un sabre menaçant diront : « Crois ou meurs ? » Non. Sont-ce des savants qui en imposeront aux foules par leur dialectique et leur éloquence ? Non. Ce sont douze pauvres bateliers, inconnus, ignorants de la science des hommes ; et les douze bateliers réussissent et triomphent des philosophes, des puissants, de la conjuration des passions, *gloria Domini super te orta est*.

Elle est divine la sainte Eglise par sa diffusion aussi prompte en rapidité qu'immense en étendue. « Quels sont ceux-ci, s'écrie Isaïe, qui s'élancent avec la rapidité du nuage qui court sur nos têtes ou de la colombe qui fend les airs de son aile agile, *qui sunt isti qui ut nubes volant et quasi columba ad fenestras suas ?* » Ce sont les apôtres qui vont portant dans tout l'empire romain la bonne nouvelle du Sauveur avec tant de succès que saint Paul peut dire aux Romains « que leur

foi est annoncée dans le monde entier, » et aux Colossiens « que l'évangile croît et fructifie dans tout l'univers. » Nous ne sommes que d'hier, s'écriait Tertullien au commencement du second siècle, et déjà nous remplissons tout l'empire : vos cités, vos îles, vos forteresses, vos bourgades, vos conseils, vos camps, vos tribus, vos décuries, le palais, le sénat, la place publique. Si nous nous retirions, vous seriez épouvantés de votre solitude. C'est l'Occident, *multitudo maris*, c'est l'Orient, *Madian et Ephraïm*, qui viennent à Jésus-Christ ; c'est une affluence extraordinaire, *videbis et afflues* ; ce ne sont pas seulement des individus comme individus, mais les nations comme nations qui viennent se ranger sous le pur et lumineux drapeau du catholicisme, *ambulabunt gentes in lumine tuo et reges* ! Qu'on ne dise pas que ceux qui donnent leur nom à la société du Christ sont des esprits faibles : j'y trouve tout ce que l'humanité a de plus noble et de plus glorieux, *fortitudo gentium* : pour ne citer que quelques noms, les Augustin et les Chrysostôme, les Charlemagne et les saint Louis, les Bossuet et les Fénelon, les Corneille et les Racine, les Turenne et les Condé, les Luxembourg et les Napoléon, *gloria Domini super te orta est*.

Elle est divine l'Eglise du Christ par ses incomparables bienfaits. Là où elle n'est pas ce sont les ténèbres de l'erreur, l'horreur des vices les plus abjects, les jalousies, l'égoïsme, la tyrannie, l'exploitation de l'homme par l'homme, la cruauté, le mépris du pauvre et du travailleur, la corruption, la fange la plus dégoûtante, *quia ecce tenebræ operient terram*. Là où elle règne au contraire, c'est l'honnêteté, le respect mutuel, le dévouement, la subordination, la paix dans la lumière paisible de la foi, l'honneur dans la pratique du bien, beaux présents de la bonté du Seigneur, *super te autem orietur Dominus*. Elle pénètre jusqu'au fond des cœurs pour les changer ; elle réforme l'individu, la famille, la société ; elle fait brûler ce que les passions adoraient, adorer ce que les passions abhorraient ; elle fait briller la lumière de la foi et de la vertu ; elle adoucit les mœurs, elle établit la vraie civilisation ; elle procure non seulement le bonheur de l'autre vie, mais elle donne, autant qu'on peut y participer ici-bas, le bonheur temporel, *gloria Domini super te orta est*.

Elle est divine la sainte Eglise par sa perpétuité que rien ne peut entamer. Tandis que tout croule autour d'elle, elle demeure dans une éternelle jeunesse, *stat crux, dum volvitur orbis*. Elle résiste à tout ce qui devrait, d'après les données de la raison, lui donner la mort. Le glaive de la persécution l'affermir dans sa vigueur ; l'hérésie fait briller davantage l'éclat de sa doctrine ; les fautes de ses enfants provoquent dans son sein un redoublement de ferveur. Tandis que ceux qui s'attaquent à elle, individus ou nations, périssent misérablement, *gens et regnum quod non servierit tibi peribit* ; elle trouve un gain jusque dans les

pertes qu'elle fait. Le sang des martyrs est une semence de chrétiens ; Dioclétien croit l'avoir anéantie et elle va s'asseoir avec Constantin sur le trône des Césars ; l'arianisme infeste les églises de l'Asie-Mineure et les églises d'Occident naissent et sont admirables de ferveur ; Luther lui enlève de vastes provinces en Europe, et les missionnaires, à la suite de Christophe Colomb, vont évangéliser les immenses contrées du Nouveau-Monde ; la Révolution étouffe le culte en France, elle va répandant son venin, en ce siècle, parmi les nations chrétiennes, et l'Angleterre protestante s'ébranle pour la conversion, et les missions prennent en Extrême-Orient, en Océanie, en Amérique, un incomparable essor, *gloria Domini super te orta est*.

Voilà le beau, l'incomparable spectacle que le prophète Isaïe, 800 ans à l'avance, contempla dans la lumière de Dieu ! Et nous qui sommes témoins de sa réalisation, nous ne pouvons qu'admirer en l'adorant l'intervention de la droite du Tout-Puissant, *digitus Dei est hic*. O Eglise de Jésus-Christ, vous m'apparaissez deux fois divine, puisque notre Sauveur est toujours avec vous, *ecce ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi*, et puisque vos destinées ont été annoncées si longtemps et si clairement à l'avance ! Vous êtes divine, aussi êtes-vous la colonne et l'appui de la vérité, la source pure et intarissable du salut ! A vous la louange, la gloire, l'honneur et l'amour, *gloria Domini super te orta est*.

II

Mais quels sont nos devoirs à l'égard de la nouvelle Jérusalem ? Le grand prophète d'Israël nous les apprend et je vais vous les signaler brièvement dans la seconde partie de notre homélie.

I. Et d'abord nous avons l'avantage d'être du nombre de cette foule incalculable « d'enfants qui viennent à l'Eglise de tous côtés » et qui font « son étonnement et son bonheur ; » nous comptons parmi « ces multitudes, » nous avons rang dans « cette élite » des nations qui sont réunies sous sa bannière ; nous faisons partie de ces peuples qui marchent éclairés par « sa lumière, » et notre premier sentiment doit être une reconnaissance vive, profonde, constante de notre vocation à la foi, *gratias Deo super inenarrabili dono ejus* ! Vocation glorieuse en effet : être membre de cette société la plus antique et la plus étendue, puisqu'elle embrasse toute la terre et peuple les splendeurs des cieux ; la plus auguste et la plus sainte, puisqu'elle a pour chef Jésus-Christ lui-même dont elle nous constitue les membres ! Vocation la plus précieuse puisqu'elle nous donne si généreusement les moyens de faire notre salut : la vérité sans mélange d'erreur, une grâce abondante par les bons exemples, la prédication, la prière, la messe, les sacrements ! Vocation privilégiée : sans mérite de notre part, nous avons été préférés à tant d'autres qui eussent mieux profité

que nous des dons du Seigneur ! Vocation miséricordieuse : nous n'avons pas eu besoin de venir à la lumière de Dieu, c'est elle qui est venue à nous sans qu'il nous en coûtât rien, ayant eu le bonheur de naître en pays chrétiens, de parents chrétiens qui nous ont fait boire avec le lait la connaissance et l'amour de Notre-Seigneur Jésus-Christ, *gratias Deo super inenarrabili dono ejus !*

II. Ah ! frères bien-aimés, vous le sentez, noblesse oblige : et devenus, par la bonté de Dieu, enfants de l'Eglise, vous devez vous montrer dignes de votre mère, vous devez correspondre à la grâce de Dieu. Dieu qui vous a créés et appelés sans vous, ne vous sauvera pas sans vous : il faut le concours de vos efforts. Isaïe vous y convie en termes vifs et pressants :

Levez-vous, nous dit-il, *Surge !* Secouez toute lâcheté, toute torpeur ; soyez pleins de bonne volonté, de générosité et de ferveur ! Ayez un zèle ardent pour vous instruire des vérités saintes : fuyez les lectures malsaines, impies ou corrompues ; lisez les ouvrages approuvés par l'autorité de l'Eglise et capables de vous édifier ; venez surtout au pied de la chaire de vérité entendre les leçons de ceux qui ont mission pour vous instruire, *Illuminare !* Soyez remplis de bonté, de dévouement, de charité, de support mutuel à l'égard du prochain : rien qu'à vous voir qu'on soit saisi comme d'une apparition de la paix, *Jerusalem !* Offrez à Dieu trois sacrifices dans lesquels est concentrée toute l'économie de notre sanctification : sacrifices des biens extérieurs par l'aumône faite aux nécessiteux, *aurum* ; sacrifice du cœur par l'amour, la fidélité à observer tous les commandements, quelque effort qu'ils exigent, *et thus deferentes* ; sacrifice des lèvres par l'adoration, l'action de grâce, la louange et la prière, *et laudem Domino annuntiantes !*

III. Et puis, Isaïe nous le dit encore en continuant sa divine prophétie, l'empire de l'Eglise n'a pas encore atteint ses dernières limites, il doit se développer tous les jours jusqu'au soleil de l'éternité ; les portes de cette cité sainte sont sans cesse ouvertes pour que tous les peuples puissent y entrer, *et aperientur portæ tuæ jugiter* ; et ceux qui les y amènent ce sont les apôtres. L'apostolat vit sans relâche dans l'Eglise. Chaque siècle a ses missionnaires qui, par leurs prédications, leurs exemples et leurs sacrifices, reculent les frontières du royaume de Jésus-Christ. Le nôtre n'est point au-dessous de celui des premiers apôtres et de celui de saint François-Xavier. Ils sont nombreux de nos jours ceux qui, par l'univers, « volent comme les nues » pour la diffusion de l'évangile. Oui, notre siècle a ses apôtres et ses martyrs, et je salue en ce moment, avec respect, les deux missionnaires français que Sa Sainteté Léon XIII vient de placer sur les autels, le B. Perboyre et le B. Chanel ! Mais que dis-je ? tous nous devons être apôtres ; tous nous devons travailler à la conservation et à la propagation de la foi dans nos familles, dans notre paroisse, dans notre patrie,

dans l'univers entier ; tous nous devons par nos prières et nos aumônes concourir au développement de l'œuvre du Christ ; tout chrétien doit avoir un cœur apostolique : Dieu nous a confié le soin les uns des autres, et nous devons chaque jour dire du fond du cœur cette belle parole : O Père, que votre règne arrive, que votre nom soit sanctifié !

En terminant le fameux chapitre soixantième que nous venons de méditer, le prophète du Messie, considérant la transformation de l'Eglise de la terre dans les joies ineffables de l'Eglise du ciel, nous parle d'un séjour où régnera une paix inaltérable, où brillera une lumière ineffable qui ne sera pas autre que Dieu lui-même, d'un héritage de délices. Frères bien-aimés, je vous souhaite cette paix, cette lumière, cet héritage : ce sera le digne et heureux couronnement de votre vocation à la foi.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

S. C. du Concile

Un mariage auquel l'épouse n'a consenti que sous l'empire de la crainte et malgré ses répugnances témoignées jusqu'au moment du mariage est nul dès le premier moment ; il ne peut devenir valide par aucun laps de temps, ni par aucun acquiescement postérieur, à moins que le consentement ne soit donné tout à nouveau selon la forme du concile de Trente.

La cause que nous donnons aujourd'hui révèle une situation qui n'est pas sans exemple ailleurs. La désuétude dans laquelle sont tombés chez nous les procès canoniques sur les causes matrimoniales, les difficultés créées par les lois civiles, jointes à l'ignorance des fidèles sur la matière, contribuent à perpétuer des situations qu'il serait beaucoup plus avantageux de faire cesser. La loi du divorce, qui cause tant de désordres en bien des cas, aurait au moins l'avantage de procurer à des époux invalablement mariés la facilité qui leur manquait auparavant de retrouver leur juste et nécessaire liberté.

Nous donnerons, du résumé de la cause, les passages qui feront connaître à nos lecteurs les faits sur lesquels est basée, dans la cause, la preuve de la violence.

VENETEN

MATRIMONIUM

Die 4 Maii 1889.

COMPENDIUM FACTI. Die 18 Aprilis 1860, Lorienti, Diœcesis venetensis oppido, in ecclesia parochiali s. Ludovici, post civilem ritum sacrum matrimonium celebrabant Aloysia Laurent et Ernestus Prêtot. Illa 18 annos nata erat, hic magistratum jam agabat et quintum lustrum excesserat. Puella ad nubendum Ernesto precibus gravibusque parentum minis se dicit compulsam, et cum lacrimis magnâque animi reluctantia nupsisse.

Quidquid sit, certum est vitæ consortium, quod 14 annos perseveravit, infelicissimum fuisse, mulieri præsertim, quæ tandem adeo gravi nervorum morbo correpta est, ut in amentiam incidisse videretur. Et ideo inclusa fuit in manicomio loci Ivry, ubi tamen duriora adhuc passam se conqueritur.

Inde patris curâ educta, et a viro separata,

aliquot annos transegit in monasterio Monialium Augustinianarum Meldensium; usque dum mortuo patre, et evulgata interim in Galliis divortii lege, legalem a viro divisionem expoposcit et obtinuit. Libera civiliter effecta, verita non est statim novum maritale fœdus inire cum tribuno militum Geoffroy. Attamen, conscientiae stimulo ducta, postridie a civili hoc ritu curiam Parisiensem adiit, rogatura, ut matrimonium a se initum cum Ernesto Prêtôt nullum declararetur ex capite vis et metus.

Et Parisiensis curia ex S. C. C. delegatione processum instruxit: actricem ejusque matrem nec non et quatuor testes ab actrice propositos accersivit et audiit: quintum, nempe monialem Bertham Lahalle, per Ordinarium Baltimorem executi curavit. Sed vir licet ab Ordinario Burdigalensi, Burdigalæ namque tunc versabatur, non semel rogatus, et ab initio ad depositionem faciendam aliquatenus propensus, ad ultimum tamen obsequens non fuit. Imo ne ulterius vexaretur, datis litteris, prohibuit.

In hoc rerum statu Parisiense tribunal, post perpena defensoris vinculi et actricis argumenta atque allegationes, ad sententiam devenit, et matrimonium nullum ex capite vis et metus declaravit. Defensor tamen s. vinculi ad S. C. Concilii appellavit.

EX DISCEPTATIONE SYNOPTICA

...In tertio orationis capite ostendit patronus, in primis Aloysiam animum habuisse ab Ernesto prorsus alienum; nec sine causa, nam ait ipsa Aloysia: ego quum essem juvenis non amabam dominum Prêtôt, quia magistratum nolebam. At aliud forte etiam suberat motivum: cum monialis Lahalle asserat, quod Aloysiæ innotuerit, dominum Prêtôt fovisse amicitiam cum alia femina ante matrimonium suum a qua filium suscepit.

Nihilominus parentes metu incusso, ac illatâ coactione in id adlaborasse, ut filiam ad has nuptias conducerent. Atque in primis hæc habet ipsa actrix: pater meus, tenax propositi vir, dixit mihi velle omnino hoc matrimonium; quod si renuerem, e domo sua me ejiceret, ut monasterium peterem aut irem quo mihi placeret. Dicebat mihi etiam pater: me publicam amittere extimationem, si dominus Prêtôt me dereliqueret, et maximum ex hoc imminere dedecus domui nostræ: ita ut nemo me in uxorem amplius duceret. Frequenter moralem, non physicam passa sum coactionem a patre et matre mea; qui per quatuor menses conati sunt suadere mihi hoc matrimonium.

Mater Antonia fatetur coactionem adhibitam ab utroque conjuge, nempe a patre et matre perdurasse usque ad matrimonium. Ego, ait mater, quotidie de scandalo certe nascituro loquebar, quatenus filia respueret matrimonium ejusmodi; quæ aliquando tacebat, aliquando fortiter renuebat. Quoad minas vero prosecuta est mater: recordor me bis, aut ter minas graves fecisse filiæ, nempe eam claudendi in Monasterio, quatenus

dicto matrimonio oppositionem faceret. Sed filia sese opponebat dicens: se non posse amare dominum Prêtôt. Quæ omnia ab aliis testibus confirmantur...

...Cohærenter ad hæc singulas orator facti circumstantias recensens, recolit, dum habebantur matrimoniales tractatus, Aloysiam nedum restitisse, reclamasse, sed et sæpius flevisse. Aloysiam flevisse ob illatas vexationes etiam vidua Besne confirmat. Imo quo proximior fiebat matrimonii dies eo magis mœruisse ipsa docet mater.

Aloysia deprecata semel est avunculum, ut sibi penes patrem auxilium præberet, ceu refert matertera Besne.

Observat insuper orator, Aloysiam omni nisu tentasse Ernesti animum a se alienare, nunc frigide eum excipiendo, nunc flores, ab eodem exhibitos, ad ecclesiæ extemplo et cum incuriæ ostentatione mittendo, nunc ei significando se equitationi, res eidem prorsus odiosa, indulgere velle.

At minoribus omissis, factum recolit, quod quinta circiter ante nuptias hebdomada, contigit. In solenni ludo habito ad maritimam Præfecturam Lorienti, cum ducerentur choreæ, Aloysia passim ac constanter Ernestum effugit. Hinc Ernesti ira, qui postridie Aloysiæ parentibus scribebat, nuncium matrimonio se mittere velle; a quo tamen proposito eum revocavit Aloysiæ mater, prout ipsa fatetur.

In eadem circumstantia cum Aloysia a sponso fugeret, et choreas institutura ad officialem de l'Escaille accederet, huic rationem hujus facti petenti suam erga virum aversionem confessa est; eique in ludi ardore suasit, ut ipsam raperet, et ab invisio viro salvaret, quod tamen ille non egit. Hoc, præter actricem, narrat judex Ayrault et Elias Lahalle.

Cum rapi non posset, fugere sin minus tentavit, ac reapse petiit ut penes amicam familiam Lahalle reciperetur. Et quamvis actrix ab initio dixerit hanc petitionem se fecisse Bertæ Lahalle, contubernali suæ, hodie moniali, et hæc in processu id deinde negaverit; tamen, juxta patronum, res adhuc fide digna est; nam in litteris, quæ sine data prostant, quæ tamen ex contextu anteriores sunt excussioni ipsius Bertæ, Aloysia se corrigit, et affirmat non Bertæ, sed ejus matri id petiisse. Et de cetero tum Elias Lahalle, tum judex Ayrault affirmant has circumstantias novisse, et enarrari audivisse.

Cum hæc omnia in irritum cessissent, Aloysia scribere ad Ernestum proposuit, ut ipse desisteret: sed frustra, nam Aloysiæ litteras parentes interceperunt. Id, præter actricem, testatur Elias Lahalle, nec non et vidua Ouizille.

Prætera cum statuta dies jam instaret, et Ernesti parentes Aloysiam invisuri venissent, ut sui animi aversionem eis ostenderet, ipsa alio deambulatura recessit; quod ipsamet enarrat.

At cum iidem accederent arras præbituri, ipsa, licet sana, tota die in lecto decumbit, ne eos

videret, iisque injuriam inferret; nec nisi sub vesperum parentum precibus ac præceptis defatigata surrexit. Hæc confitetur mater, hæc confirmat iudex Ayrault.

Enarrans deinde quæ everunt pridie et ipso nuptiarum die, recolit orator, monialem Lahalle fateri : quod Aloysia die ante matrimonium petiit a patre liberari ab hoc onere, quodque pater responderit sero esse; ita ut si propositum matrimonium non iniretur, ridiculus fieret in patria sua, quam derelinquere sibi oporteret. Et summo mane diei nuptialis, juxta materteram Besné puella amare flevit antequam Ecclesiam peteret, eandemque amplexando et deosculando, aiebat; se esse infelicem.

Quoad autem nuptiarum celebrationem, ait actrix: sibi proposuisse respondere *non* apud civilem auctoritatem; sed animum defecisse ultimo instanti, timens ne scandalum fieret. Et in Ecclesia, adjecit actrix, lacrimas elicui per totum missæ tempus, et quisquis me aspexit desolatam. Id confirmat mater alique testes...

DUBIUM

An sententia curiæ archiepiscopalis sit confirmanda vel infirmanda in casu.

RESOLUTIO. Sacra C. Concilii re cognita sub die 4 Maii 1889 censuit respondere: *Sententiam esse confirmandam.*

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — On me demande de chanter une messe de *Requiem* dans une fête double, à l'anniversaire de la mort d'une personne, mais 1° ce n'est pas le premier anniversaire; il y a trois ans que la personne est défunte; 2° il n'y a pas de fondation pour cet anniversaire. Le puis-je?

R. — Vous le pouvez dans une fête double mineure, et même dans une fête double majeure.

Autrefois la Congrégation des Rites ne le permettait pas. Elle exigeait pour cela plusieurs conditions, à savoir :

1° Que l'anniversaire fût fondé par le testateur lui-même;

2° Qu'il fût célébré chaque année, *quotannis*, soit à perpétuité, soit au moins pendant un certain nombre d'années.

Aujourd'hui la sacrée Congrégation des Rites n'exige plus ces conditions-là.

Et d'abord pour la première; dès l'année 1862, elle avait décidé que le *testament du défunt* n'était plus requis, qu'il suffisait de la volonté des parents, des amis, ou des exécuteurs testamentaires. Voici cet important décret, provoqué par le maître des cérémonies de la cathédrale de Palma, et peu connu :

« An ad celebrandam Missam de Requie in duplici non impedito diebus tertia, septima et trigesima requiratur quod defunctus sic ordinaverit in suo testamento, ut innuunt aliqui auctores, vel

potius sufficiat voluntas consanguineorum, amicorum, vel testamenti executorum? »

La sacrée Congrégation répondit :

« Negative ad primam partem; affirmative ad secundam, dummodo sermo sit de Missa cantata. » (n. 5330, ad 2.)

Quant à la deuxième condition, à savoir que l'anniversaire soit célébré tous les ans, elle n'est pas requise non plus. Il suffit qu'il soit demandé par des personnes vivantes, quand même les testateurs n'auraient rien laissé à cet effet. (S. C. C. n. 5907, ad 7.)

On peut donc célébrer ces anniversaires une fois seulement, ou plusieurs fois, qu'il y ait interruption ou non.

Mais il est nécessaire, 1° qu'ils soient chantés, 2° qu'ils aient lieu le jour même anniversaire, à moins que ce jour ne soit empêché.

Q. — N'est-ce pas pour le prêtre bénissant une oblation de tracer le signe de la croix avec trois doigts de la main droite, le médius, l'index et le pouce, selon les prescriptions anciennes et la tradition, au lieu d'y employer tous les doigts réunis comme c'est l'usage moderne?

R. — Non, le prêtre n'est pas obligé en bénissant de tracer le signe de la croix avec les trois doigts que vous indiquez.

Au contraire, il est conforme aux rubriques de bénir avec tous les doigts réunis et étendus. C'est la réponse de la sacrée Congrégation des Rites au prévôt de la Collégiale de Taggia, diocèse d'Albenga. Ce prévôt avait ainsi posé la question :

« Utrum celebrans alios vel rem aliquam, v. g. Oblata benedicens, debeat manum semper extensam tenere, aut manum inflectere; Rubrica enim de ritu celebrandi Missam, cap. 3, n. 5, unicum tantum modum benedicendi præscribit? »

La sacrée Congrégation donna la réponse que nous venons de rappeler :

« In benedictionibus congruentior juxta rubricas et ritum, videri modum benedicendi manu recta, et digitis simul unitis et extensis. » (24 juin 1883, n. 4025.)

C'est du reste l'enseignement commun des auteurs, et la pratique la plus suivie.

Vous nous dites que la bénédiction avec ces trois doigts, médius, index et pouce, est conforme aux anciennes prescriptions et à la tradition.

M. le Doyen en est-il bien sûr? Où a-t-il vu ces anciennes prescriptions. Nous lui serions très reconnaissant s'il voulait bien nous les faire connaître. Nous n'y croyons pas.

Ne se trompe-t-il pas aussi sur la tradition.

Plus ordinairement, il est vrai, les monuments nous montrent les trois doigts dont vous parlez, se développant, comme pour bénir les personnes ou les objets. C'est ce qu'on appelle la *bénédiction latine*.

Mais il ne faudrait pas croire que cette disposition des doigts indiquât toujours l'acte de bénir. Elle exprime aussi le geste et surtout le salut de

l'orateur qui parle ou qui se dispose à parler. Cette attitude était habituelle pour les orateurs chez les anciens, grecs et romains. Et c'est très probablement en ce sens qu'il faut interpréter cette disposition des doigts, soit pour Notre-Seigneur toutes les fois qu'il est représenté, comme on le voit dans Bottari, enseignant ses disciples ou les docteurs dans le temple; soit pour Moïse lorsqu'il tient d'une main les tables de la loi et qu'en même temps il harangue les Israélites; soit pour saint Pierre au moment où il est arrêté par les Juifs. Dans ces diverses circonstances il ne s'agissait pas de bénédiction.

Il ne faudrait pas croire non plus que, même pour la bénédiction, il n'y eût pas d'autre disposition des doigts.

Ainsi nous voyons qu'au temps de Tertullien la bénédiction paraît s'être faite par la simple imposition des mains sans aucune disposition particulière des doigts :

« Manus imponitur per benedictionem advocans et invitans Spiritum-Sanctum. » (De Baptismo, VII.)

C'est ce qui a lieu aujourd'hui encore, dans certaines cérémonies du baptême.

Nous trouvons dans les premiers siècles du christianisme divers monuments qui confirment notre assertion. Ainsi l'on voit, sur un sarcophage de Vérone, Notre-Seigneur bénissant le démoniaque avec la main complètement déployée; et dans un arcosolium du cimetière de saint Hermès ce même Sauveur bénissant dans la même attitude un enfant agenouillé devant lui.

Voilà donc déjà deux dispositions de la main pour bénir, à savoir la bénédiction avec trois doigts, et la bénédiction avec la main entière. Et ce ne sont pas les seules.

On en remarque une troisième sur certains monuments. Elle consiste à élever seulement deux doigts, l'index et médium, tandis que les trois autres sont repliés dans la main, comme on peut le voir dans un bas-relief, reproduit par Bottari, et où Notre-Seigneur est représenté guérissant le paralytique.

Enfin nous en connaissons une quatrième, qui consiste à bénir avec deux autres doigts, le pouce et l'index. C'est dans cette attitude que le Sauveur est représenté bénissant sur un diptyque de la cathédrale de Milan, qui remonte au quatrième ou cinquième siècle.

Vous voyez que la tradition est loin d'être uniforme comme vous le pensez.

Et si la bénédiction avec les trois premiers doigts de la main droite a été assez généralement pratiquée à une certaine époque, — ce que nous admettons facilement avec vous, — ce n'est pas dans les premiers siècles du christianisme, comme vous le voyez; et ce n'est pas non plus dans ces derniers temps, puisque nous avons cité une réponse de la sacrée Congrégation des Rites en daté de 1683, demandant que la main qui bénit soit étendue et tous les doigts réunis.

Voilà pour l'Eglise latine.

On ne peut pas dire non plus que la manière de bénir que vous indiquez soit conforme à celle qui est suivie dans l'Eglise grecque; car dans cette Eglise la main qui bénit offre une attitude tout à fait particulière. Le pouce est joint à l'annulaire, et présente à peu près la figure d'un O, tandis que les trois autres doigts, l'index, le médium et l'auriculaire, sont élevés. Comme on le voit, cette disposition de la main bénissante chez les grecs n'a rien de commun avec celle que vous préférez et désirez, ni avec celles qui ont été en usage à diverses époques de l'Eglise latine.

En résumé, il faut s'en tenir à la décision romaine de 1683.

Q. — 1^o Comment faut-il entendre aujourd'hui la défense de dire des messes privées à minuit, le jour de Noël? Comment concilier cette loi avec la coutume universelle, en France du moins, d'après laquelle chaque prêtre célèbre à minuit?

2^o Dans la plupart des églises, le curé dit deux messes à minuit. La seconde est censée être une messe d'action de grâces pour les nombreuses personnes qui ont communie à la première messe. Cet usage plaît assez aux fidèles, et permet, en même temps, au curé, qui n'a plus à dire que la messe du jour, à 9 ou 10 heures, de prendre un plus long repos (ce qui n'est pas à dédaigner, vu les grandes fatigues de ce jour). Que pensez-vous de cette manière de faire?

3^o Un prêtre peut-il, par simple commodité, dire trois messes à minuit. Chaque année ce cas se produit au vu et su de l'autorité diocésaine. La grande majorité des prêtres ne voit à cela aucune difficulté; facilement même ils traitent d'exagérés ceux qui ne croient pas, en conscience, pouvoir agir de la sorte. « C'est vouloir en remontrer à son curé et à son évêque. » Si certains ordres religieux, certaines chapelles particulières, ont des indults autorisant la célébration de trois messes privées à minuit (j'en ai vu un de ce genre concernant une chapelle des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul), ne peut-on pas conclure de là que chaque prêtre reste libre de dire trois messes à minuit? Voilà ce que l'on entend généralement objecter. Y a-t-il là une ignorance fâcheuse, un abus véritable? Car enfin de deux choses l'une : ou bien la défense de célébrer *privatim* à minuit est tombée en désuétude, ou a été levée par suite de concessions particulières, et alors pourquoi les liturgistes n'en disent-ils rien? Ou bien cette défense persiste, et alors pourquoi ne pas l'observer? Je ne veux formuler aucune critique, mais cependant je ne comprends pas une loi qui reste lettre morte et à l'exécution de laquelle personne ne veille.

R. — Ad I. La défense de dire des messes privées à minuit, le jour de Noël, n'a jamais été levée d'une manière générale. Mais plusieurs évêques ont obtenu qu'elle le fût pour les prêtres de leur diocèse. Ce que le Saint-Siège accorde à quelques-uns serait vraisemblablement accordé aux autres qui en feraient la demande en l'appuyant des mêmes raisons.

La coutume de célébrer des messes privées à minuit a été ainsi régularisée pour plusieurs diocèses, non pas à titre de coutume, ce qui serait la reconnaissance d'un droit introduit par la coutume contre la prohibition; mais par concession gracieuse.

Pour les diocèses où la chose se fait sans être

légitimée par un indult, elle demeure un abus¹ jusqu'à ce qu'il y ait été remédié par une concession du Saint-Siège. Dans ce cas, chaque prêtre en son particulier, fait sagement de s'abstenir de célébrer une messe privée à minuit ; mais comme mission ne lui est pas donnée de faire cesser les abus, celui qui ne croirait pas devoir célébrer, ne devrait pas se croire autorisé à reprendre ses confrères qui agissent autrement, ni à blâmer son évêque de laisser subsister l'abus, de ne pas se pourvoir d'un indult. Le zèle qui s'exercerait de cette manière ne serait ni selon la science ni selon la charité. Mais nous l'engagerions à demander respectueusement à son évêque de solliciter un indult, ou à demander personnellement à Rome l'autorisation nécessaire.

Ad II et III. Il n'est pas permis de célébrer deux messes à minuit, ni à plus forte raison trois, à moins qu'on n'ait un indult qui en donne l'autorisation.

Y a-t-il des indults de cette espèce ? Notre estimable correspondant nous assure en avoir vu un pour une chapelle particulière : nous ne voulons aucunement contester son assertion. Mais nous en connaissons où, en permettant de célébrer une messe privée à minuit, le Saint-Siège spécifie formellement qu'ils sera permis à chaque prêtre de célébrer une messe seulement.

Qu'une seconde messe après minuit soit agréable aux fidèles, c'est fort possible ; restent-ils en actions de grâces jusqu'à ce qu'elle soit terminée ? on en peut douter. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour dispenser de la loi. Si l'on veut donner un office qui serve d'actions de grâces, pourquoi ne pas chanter les Laudes qui sont là tout à fait à leur place ?

La raison du plus long repos que le prêtre peut s'accorder vaut encore moins. Rien ne l'empêche en effet de dire sa seconde messe aussi tard que le permettra l'heure de la troisième messe.

Quant aux raisons de coutume et de désuétude, elles manquent de base, le législateur n'étant pas consentant et maintenant sa loi, jusque dans les dispenses qu'il accorde.

Q. — Deux vieux époux dont les biens sont communs ont trois enfants, une fille et deux garçons, tous mariés. La vieille femme meurt et laisse deux mille francs cachés. Avant de mourir, elle avait indiqué la cachette à deux de ses enfants, à la fille et à l'un des garçons, l'autre garçon étant absent, et du reste en mauvais terme avec ses parents. Le but de la mourante était de soustraire cette somme à son mari, qu'elle savait débauché. Les deux enfants, interrogés par leur père, qui se doutait de l'existence de la somme, nièrent l'avoir prise. Le troisième enfant n'a aucune connaissance du fait. Or, la fille consulte son confesseur, et donne comme motif de sa conduite, 1° qu'elle seule et son frère complice auront soin de leur père, que l'autre ne veut rien faire, et qu'ils regardent cette somme comme un dédommagement et une compensation ; 2° que le vieillard est débauché et dépenserait l'argent follement. Elle prétend être dans la bonne foi, et son complice de même. Que faire vis-à-vis d'elle ? A quoi est-elle obligée ?

R. — Ces deux mille francs faisaient partie des biens communs entre les deux époux, on doit du moins le supposer. La communauté étant dissoute, ils appartiennent par moitié à l'époux survivant et aux héritiers de l'épouse défunte.

Le vieux père a donc droit à recevoir mille francs à moins qu'il n'ait trouvé une compensation dans d'autres biens de la communauté. S'il est débauché et incapable de se gouverner lui-même, ses enfants feront bien de ne pas lui laisser la libre disposition de cet argent, mais ils sont tenus de l'appliquer sagement à son entretien.

La seconde moitié du trésor caché par la vieille mère, appartient aux enfants, entre lesquels elle doit être répartie à portions égales.

Les deux enfants, qui ont en main la susdite somme, pourront donc à la rigueur conserver mille francs qu'ils feront servir à l'entretien de leur père : mais ils devront donner au troisième héritier, le tiers des autres mille francs : à moins que celui-ci n'en fasse l'abandon, au profit de ceux qui voudront soigner son père.

Mais pourraient-ils conserver la part qui revient au troisième enfant, sous prétexte que celui-ci refusera de soigner son père, dont la charge pèsera exclusivement sur eux ! Il nous semble bien difficile de rencontrer ici le concours de toutes les conditions qui font que la compensation actuelle soit licite. Ce concours nécessaire n'existe pas toujours, il s'en faut : et dans le cas présent, il y a lieu de penser qu'il fera défaut. L'une des conditions requises, par exemple, est que la compensation s'établisse entre des dettes, de stricte justice : or, le devoir de l'enfant, de soigner ou d'entretenir son père, est-il imposé par la stricte justice ? Ne découle-t-il pas plutôt de la piété filiale, au moins avant la sentence du juge ? Les autres conditions ne s'appliqueraient guère mieux.

Donc nous ne permettrions pas, au moins *ante factum*, aux deux premiers enfants de s'approprier la part de leur frère. *Post factum*, c'est-à-dire, s'ils avaient réellement soigné leur père pendant longtemps et à leurs dépens, s'ils étaient dans la bonne foi et qu'il y eût danger à les en tirer nous les laisserions tranquilles.

Q. — Les personnes pauvres qui n'ont pas de quoi acheter des souliers sont-elles dispensées de venir à la messe le dimanche ? Et si elles sont mal habillées ? Que d'enfants surtout manquent à la messe pour ce motif !

R. — Nous aimons à appuyer nos décisions sur des autorités sérieuses. « Qui notahilem pudorum subire debent, etiam excusantur. Unde excusant eos, qui decentes vestes non habent pro sua conditione, nisi summo mane sine pudore accedere possint. » Voilà l'opinion de Lehmkuhl, résumant saint Alphonse¹. Berardi est encore plus précis : « Propter alia incommoda propria, sufficientem excusationem constituit magna verecundia, v.

¹ S. C. R. 18 septembre 1781, in *Aretina*.

¹ Lehmkuhl, *Theol. moralis*, t. I, p. 340, n. 566. Cf. S. Alph. I, III, n. 330.

g. apud nos si quis calceos non haberet, si nobilis veste aut famulatu convenienti careret 1. »

Sabetti : « Excusantur qui notabilem verecundiam paterentur si ad ecclesiam pergerent; nam verecundia, pro feminis præsertim, majus incommodum reputatur quam frigus aut longum iter pedestre. Quare excusari possunt feminae... quæ non habent vestes decentes et proprio statui convenientes 2. »

Scavini n'étudie la question que pour les femmes et il la résout comme les auteurs nommés plus haut, mais elle a aussi son importance pour les hommes, les jeunes gens et les enfants. Appliquons-leur les principes admis par ces théologiens.

Tous conviennent que l'absence de vêtements convenables, lorsqu'elle produit une grande confusion est un motif suffisant pour dispenser de l'assistance à la sainte messe. C'est là un principe général fort simple, mais dont l'application est assez difficile, parce que cette confusion est un fait personnel, dont l'appréciation est forcément laissée au jugement de chacun pour ce qu'elle a de plus intime. Toutefois le confesseur n'est pas tenu de s'en rapporter exclusivement aux dires du pénitent et de l'excuser toujours. S'il s'agit d'une personne de condition ordinaire, surtout d'une femme ou d'une jeune fille, l'absence de souliers, pendant la saison d'été, pourrait dispenser de l'assistance à la sainte messe une fois ou deux : tel est du moins notre avis personnel.

Mais si l'empêchement devait durer plus longtemps, nous n'excuserions pas, à cause du scandale qui en pourrait résulter, surtout à la campagne. Nous ne parlons pas de la ville, ni des bourgs populeux; parce qu'il y a toujours dans ces centres une messe du matin, à laquelle une mise plus négligée est facilement tolérée sans attirer les regards.

Nous avons dit une personne de condition ordinaire, car, s'il s'agit de personnes qui sont connues comme pauvres, lors même qu'elles ne seraient pas à la mendicité, la confusion n'a plus sa raison d'être, sinon dans un orgueil mal placé. Personne, en effet, ne s'étonnera de les voir dans un costume fort simple, surtout s'il est relevé par la propreté.

Quant aux enfants, la difficulté ne vient pas d'eux précisément, mais des parents, qui n'osent pas les envoyer avec des vêtements mal en ordre. Il est du devoir d'un curé, dans les pays où les pauvres sont nombreux, de ne jamais rebuter un enfant sous prétexte que ses vêtements ne sont pas convenables. Une intervention charitable auprès des parents les déterminera souvent à nettoyer le samedi soir, les vêtements de la semaine et à envoyer leurs enfants à l'église dans une tenue modeste, mais d'une exquise propreté.

Pour les familles où cela même ne serait pas possible, ne pourrait-on pas intéresser en faveur de

ces pauvres enfants, qui souffrent de ne pas venir à la messe, une famille aisée, quelque dame de charité, une pieuse ouvrière? C'est ce que nous avons vu faire bien souvent dans les grosses paroisses.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — 1^o J'ai dans ma paroisse un vieux cimetière aujourd'hui abandonné.

Ce cimetière entourait l'ancienne église paroissiale qui a été démolie et reconstruite ailleurs. L'église n'avait pas été aliénée au moment de la révolution et fut rendue au culte après le Concordat.

La commune agit comme si ce cimetière était sa propriété. Mais n'appartient-il pas à la fabrique? Et, s'il lui appartient, peut-on espérer qu'on fera droit à ses réclamations? Quelle procédure faudra-t-il suivre?

2^o Il y a soixante ans environ, un terrain fut donné au curé par la commune pour être converti en prairie. Aujourd'hui la commune veut vendre ce terrain; le peut-elle? Le curé peut-il s'y opposer? Si oui, comment doit-il procéder?

Afin d'éviter toute procédure, le curé n'aurait-il pas qualité pour proposer et accepter une compensation soit en terrain, soit en argent?

R. — Ad 1^{re}. Nous avons plus d'une fois répondu à des questions de ce genre, et nous comprenons qu'elles nous soient posées à nouveau de temps en temps, parce que la jurisprudence sur ce point, n'a jamais été assise d'une manière certaine, ou, pour mieux dire, le gouvernement a presque toujours été en opposition avec le droit des fabriques pour nous indubitable.

Nous allons encore cette fois et avec quelques développements indiquer l'état des choses; notre correspondant jugera lui-même s'il y a lieu pour lui de formuler une revendication.

Dans son *Traité de la propriété des biens ecclésiastiques*, Mgr Affre prouve fort bien et même irréfutablement que les anciens cimetières, d'après les lois en vigueur, appartenaient aux paroisses ou, ce qui est la même chose, aux fabriques. Il n'y avait d'exception que pour les cimetières des villes et des communes qui les avaient acquis à leurs frais, et pouvaient exhiber leur titre d'acquisition. Or, comme le décret du 7 thermidor an XI a rendu aux fabriques leurs biens non aliénés, il s'ensuit que les anciens cimetières non vendus en vertu des lois révolutionnaires peuvent être revendiqués par les fabriques comme leur propriété, sauf l'exhibition de preuves contraires par les communes.

Suivant le savant prélat, il y a deux observations à faire, c'est qu'ils étaient un bien religieux et que cette espèce de bien est le seul que les lois révolutionnaires n'avaient point frappé de confiscation.

Les cimetières étaient un bien religieux. Aussitôt après la conversion de Constantin, l'usage s'établit parmi les fidèles de se faire enterrer autour des temples bâtis sur les tombeaux des martyrs.

¹ Berardi, *Praxis confessariorum*, p. 425.

² Sabetti, *Compendium*, n. 250, ad 7^{me}, p. 136.

« C'est de là, dit M. d'Héricourt, que sont venus les cimetières qu'on a dans la suite réservés aux églises paroissiales. » — « Les cimetières..., dit Gilbert, sont des choses saintes, sacrées, religieuses, et par là appartiennent aux choses ecclésiastiques. » Les canonistes et les anciens jurisconsultes s'accordent à dire que le cimetière une fois béni et consacré à la sépulture des morts, est enlevé au commerce, et qu'il ne redevient lieu profane que lorsque les ossements en ont été enlevés. C'est par ce motif que les mêmes jurisconsultes et canonistes rangent les cimetières parmi les biens imprescriptibles. Enfin, les cimetières, quand ils entourent l'église, ce qui arrive le plus ordinairement dans les paroisses rurales, sont réputés faire partie de l'église, au point que le droit a été établi que, dans ce cas, la profanation de l'église entraîne celle du cimetière, et réciproquement.

C'est parce que les cimetières étaient des biens ecclésiastiques et purement ecclésiastiques, que tout ce qui les concernait était réglé par les évêques et les curés.

La seconde observation que nous avons à faire, c'est que les cimetières n'ont point été confisqués par les lois de la révolution. Il est impossible d'en citer aucune à ce sujet. Nous concluons de ce fait que la propriété des cimetières n'a point été changée jusqu'au Concordat. Si une loi quelconque avait fait depuis cette époque ce que n'avait point tenté les législateurs révolutionnaires, ce serait le décret du 12 juin 1804. Ceux donc qui existaient en 1789 ont dû rester propriété de la paroisse, s'ils appartenaient à la paroisse, ou propriété de la commune, s'ils appartenaient à la commune, au moins jusqu'au 12 juin 1804. Le décret porté à cette date a-t-il introduit un changement ? Ce fait est important à examiner pour les anciens cimetières, puisque, si rien n'a été changé, nous devons résoudre la question d'après les anciennes lois.

Il est généralement reconnu, parmi les jurisconsultes, que le droit de propriété est tellement important qu'il ne s'établit point d'une manière indirecte. Nous convenons que, s'il existe déjà, il peut être reconnu en cette manière. Le législateur ne fait pas alors un acte translatif de propriété, mais il émet l'opinion qu'elle est déjà transférée. Le législateur savait que les concessions de terrain n'avaient lieu, sauf des cas très extraordinaires, que dans les villes. Or, il a supposé avec raison que la plupart des villes avaient acquis les cimetières de leurs deniers. En effet, ce n'est guère que depuis l'ordonnance de 1776 que les cimetières ont été placés hors de l'enceinte des villes ; et cette même ordonnance charge leurs habitants d'acquiescer les nouveaux terrains. Il n'en pas été ainsi dans les campagnes ; la plupart des paroisses conservèrent leurs anciens cimetières.

Au moment où la Révolution a poussé la violence et le fanatisme jusqu'à proscrire l'exercice du culte catholique, elle s'est pourtant abstenue d'une folie impossible à l'homme, elle n'a pas

proscrit les sépultures. Voilà ce qui explique comment nous avons eu encore des cimetières, après avoir perdu nos églises. Les paroisses et les fabriques n'existant pas, et l'Etat n'ayant pu s'emparer de la demeure des morts, il a fallu que les communes en fussent les gardiennes. Le culte ayant été rétabli, on n'a eu aucun intérêt à décider si les nouvelles paroisses ou si les fabriques devraient rentrer dans cette propriété. Il faut aux personnes morales comme aux individus, un motif quelconque pour réclamer un droit. Les fabriques n'en avaient pas, de motif, puisqu'on ne leur contestait point alors le produit spontané des cimetières, le seul qu'il fût possible d'y percevoir, et que les communes demeuraient chargées de la seule dépense à supporter, l'entretien des murs de clôture. Sur ces entrefaites, intervient le décret du 12 juin 1804 sur les sépultures.

Le législateur trouve les communes en possession des cimetières ; il ne les établit point propriétaires, mais il paraît le supposer en leur permettant de faire des concessions de terrain à leur profit et au profit des hospices. Mais cet avantage peut s'expliquer par la charge qui leur est imposée d'entretenir les murs de clôture.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le décret ne parle que d'une manière indirecte de la propriété, et qu'aucune de ses dispositions ne la transfère formellement.

Ces observations une fois faites à l'égard des anciens cimetières, nous devons distinguer : 1^o ceux dont la propriété peut être déterminée par un titre : pour ceux-là il n'y a pas de difficultés. Si le titre désigne la paroisse, l'église, la fabrique, ce qui doit être toujours ou presque toujours, le titre fait loi, il n'a pas moins d'autorité s'il désigne la ville, le bourg, la communauté d'habitants propriétaires.

2^o Il faut distinguer les cimetières des villes, qui étaient communs à plusieurs paroisses, des cimetières qui servaient à une seule paroisse. Lorsque ces derniers étaient placés autour de l'église, ils étaient réputés en faire partie. C'est ce qu'affirment les jurisconsultes et les canonistes, tous conviennent d'ailleurs que c'est un bien sacré et hors du commerce. D'Héricourt dit qu'il appartient aux églises paroissiales, il doit donc suivre la destinée de l'église et appartenir au propriétaire de celle-ci, c'est-à-dire, à la paroisse, si, comme nous n'en doutons pas, la paroisse est propriétaire de l'église.

Quant aux cimetières ruraux, qui n'étaient pas autour de l'église et servaient à une seule paroisse, ils n'étaient pas censés en faire partie, mais ils étaient réputés biens ecclésiastiques et administrés par l'église. L'église seule en percevait le produit spontané et les oblations volontaires : d'après les canonistes, la commune n'en percevait aucun. Suivant la jurisprudence des arrêts, les mutations de cimetières devaient avoir lieu du consentement de l'évêque et du curé. En un mot, on ne voit jamais la commune être appelée que pour payer la

clôture du cimetière, et, sur le réquisitoire de l'évêque, conformément à l'article 22 de l'édit de 1695.

La fabrique était tellement réputée propriétaire, que, dans le cas où un trésor était trouvé dans le cimetière, la moitié était adjugée à l'inventeur, et l'autre moitié à la fabrique. Si la commune eût été propriétaire, cette loi ou coutume serait inexplicable, puisque notre ancien droit, conforme en cela aux lois romaines, partageait le trésor entre le maître du fonds et l'inventeur.

De tout ce qui précède il faudrait conclure que le cimetière dont parle notre correspondant était réellement et devrait être encore la propriété de la fabrique aussi bien que l'église à laquelle il était annexé; et le bon sens aussi bien que la justice imposent cette conclusion. Mais telle n'est pas l'opinion du conseil d'Etat. De même qu'il s'obstine à considérer les églises non aliénées et remises à la disposition des évêques comme propriétés communales, malgré plusieurs arrêts des cours supérieures et même de la cour de cassation, de même il regarde les anciens cimetières comme propriété des mêmes communes. Pour qu'une revendication au profit de la fabrique eût quelque chance de réussir, il faudrait que ce dernier établissement pût présenter un titre formel d'acquisition ou tout au moins un envoi en possession régulier : ce qui, dans l'espèce, est impossible.

Après cela, que notre correspondant en fasse l'essai; nous serions très curieux de voir un nouvel avis du conseil d'Etat à ce sujet.

Ad²^m. Pour trancher la question d'une manière parfaitement claire et précise, il faudrait connaître la teneur de la délibération en vertu de laquelle la commune affecta le dit terrain à l'hôte du presbytère. En supposant que la chose ait eu lieu, purement et simplement, comme cela s'est pratiqué un peu partout, pour étendre les dépendances du presbytère, le susdit terrain fait partie du presbytère, et, comme dans aucun sens, cette affectation ne peut être considérée comme anti-concordataire, la commune ne peut plus le retirer, pas plus qu'elle ne peut désaffecter le presbytère, l'article 167 de la loi municipale du 5 avril 1884 ne visant pas cette catégorie d'immeubles.

Tout ce que pourrait faire la commune, ce serait de demander la distraction d'une partie superflue du presbytère ou de ses dépendances; mais alors, elle doit se conformer à toutes les prescriptions de l'ordonnance du 3 mars 1825 et du décret du 25 mars 1852 dont nous avons souvent parlé. C'est à la fabrique et principalement au curé de s'opposer aux agissements de la commune; le droit est pour eux.

Nous dirons également que le curé n'aurait pas seul qualité pour proposer et accepter une compensation; il faut l'intervention de la fabrique, de l'évêque, du conseil municipal et du gouvernement.

Q. — J'ai un monteur d'horloge mal élevé et par dessus le marché libre-penseur, qui affecte de choisir l'heure de la messe et le moment de l'élévation pour remplir sa charge : affaire de taquiner son curé. Ne puis-je pas mettre ce gars-là à la raison?

R. — Parfaitement. Si une observation convenablement faite au maire n'amenait pas de résultat; le curé pourrait user de son droit de police, et intimé l'ordre au malappris d'avoir à choisir un autre moment pour monter l'horloge. La résistance de ce dernier le rendrait passible d'une peine correctionnelle, car elle constituerait un trouble à l'église pendant un office religieux. Il y regardera à deux fois peut-être.

VARIÉTÉS

ÉTUDE CANONIQUE SUR LA PRÉDICATION ENVISAGÉE COMME CHARGE PAROISSIALE

(Suite et fin)

ART. VIII. *Qualités requises pour la prédication.*

Notre intention n'est pas de faire un traité complet de la prédication; ce serait d'abord de beaucoup trop long, et nous ne pourrions guère que suivre pas à pas des auteurs de premier mérite, comme M. Hamon, le P. Mach, Mgr Dupanloup. Nous nous plaçons au point de vue du droit canon, dont nous cherchons à éclairer les règles par ce qu'ont dit de mieux les auteurs ecclésiastiques.

I. *Il faut une instruction, et non une lecture.* C'est bien ce qu'indiquent tous les textes du Concile de Trente que nous avons cités, et c'est ainsi que l'a interprété l'enseignement ecclésiastique. Aussi Gury n'hésite-t-il pas à conclure : « Parochus autem, qui pios libros auditoribus legit, non obit munus suum prædicandi: quia lectio non est prædicatio ¹. » Berardi enseigne la même doctrine : « Quid de parocho, dit-il, qui sermonem non memoriter recitet, sed illum legat? — Si absque causa cogente ita se gereret, non satisfaceret. Consuetudo quippe sic Tridentinum interpretatur, et sermo memoriter recitatus majorem vivacitatem et efficaciam habet ². » Toutefois ces deux auteurs admettent que l'impossibilité de faire autrement par suite du défaut de mémoire serait un motif légitime de dispense. Le curé qui se trouverait dans ce cas devrait d'abord appeler assez souvent un prédicateur étranger et faire donner des missions de temps à autre; ensuite il lui faudrait composer lui-même des instructions en rapport avec les besoins de son peuple, ou bien choisir parmi les imprimées celles qui conviennent le mieux, les transcrire et les débiter avec une sorte de déclama-
tion imitant la parole. La lecture d'un livre, faite sur le livre lui-même ne serait pas tolérée d'une manière habituelle, même pour celui qui ne pourrait pas prêcher par défaut de mé-

¹ Gury Dumas, t. II, n. 112.

² Berardi, *de Parocho*. p. 33, n. 121.

moire : « Oporteret tamen, dit Berardi, ut meliori modo possibili defectui suppleret... 2^o Seligendo et cum quadam declamatione recitando homilias magis fructuosas typis editas, (si proprio studio illas componere nesciat), atque addendo monita specialia a circumstantiis requisita; 3^o non librum legendo, sed sermonem a seipso scriptum (vel transcriptum) et populo suo accommodatum ante oculos habendo. »

Bouvier fait remarquer qu'un prêtre qui se trouverait dans ces conditions ne pourrait pas accepter une cure sans avoir prévenu son évêque et que celui-ci ne pourrait lui confier une paroisse que dans le cas où il n'aurait personne de plus capable ¹. »

II. *L'Eglise n'exige pas du curé un grand sermon*, mais une *instruction familière*, selon les moyens du prédicateur et la capacité de l'auditoire. C'est ce qu'a décidé la Sacrée Congrégation du Concile dans un décret du mois de février 1590, cité par tous les auteurs qui ont traité ce sujet : « Satis ut sit parochi, etsi formaliter non prædicent, saltem dominicis et festis diebus, plebes sibi commissas, pro sua et pro eorum capacitate, pascant salutaribus verbis ². » Benoit XIV, s'appuyant sur cette décision, déclare : « Non perpolitam et elaboratam concionem a parochis habendam, sed familiari, facilique dicendi genere ipsos uti debere ad populi intelligentiam elaborato ³. » Giraldis emploie les mêmes expressions que Benoit XIV ⁴.

Il n'en est pas de même pour les évêques, ainsi que le fait observer Fagnan ; comme ils sont obligés d'annoncer la parole de Dieu dans leur cathédrale, qui est la première église du diocèse, et devant un auditoire instruit, le Concile de Trente requiert d'eux une véritable prédication. Lorsqu'il s'agit des curés, le Concile emploie d'autres expressions, parce que les circonstances ne sont pas les mêmes ⁵.

Les dons de Dieu, dit à ce sujet M. Dieulin, ne sont pas égaux en tous les hommes. N'y a-t-il chez un curé qu'une dose médiocre de talents, nous lui dirons : *Quantum potes exhibe*, un langage simple, mais digne et sans bassesse, lorsqu'il part du cœur pour aller au cœur, opère souvent plus de bien que les retentissants discours des orateurs illustres. En prêchant de la sorte, après une préparation convenable, on satisfait aux exigences du devoir ⁶. »

III. *L'instruction doit être à la portée des auditeurs*, et elle ne sera à la portée des auditeurs généralement parlant, que si elle est faite dans un style simple et clair. Avant toute autorité, un mot fera sentir la vérité de la proposition. Pourquoi prêche-

t-on, sinon pour instruire au moins la majeure partie de l'auditoire et comment instruira-t-on, si on n'est pas compris ? Or, tous les auditoires, sauf de très rares exceptions, sont composés en majorité de fidèles peu instruits, qui ne peuvent suivre facilement les idées métaphysiques, qu'autant qu'elles seront mises à leur portée par la simplicité des termes, et qui, même pour les choses les plus faciles à comprendre, se trouveront perdus, dépassés, par la recherche des expressions.

Aussi le Concile de Trente recommande-t-il aux curés de présenter la doctrine *cum facilitate sermonis*, et de parler aux fidèles *pro eorum capacitate* ¹. De même Clément XI, dans un texte que nous avons cité plus haut, demande des prédications *auditorum capacitati adæquatas* et faites *simpliciter et clare*. Benoit XIV dit que les curés doivent adopter un genre familier, facile, accommodé à l'intelligence des auditeurs : « Non perpolitam et elaboratam concionem a parochis habendam, sed familiari facilique dicendi genere ipsos uti debere ad populi intelligentiam accommodato ². » C'est aussi ce que recommandait Pie IX dans l'encyclique *Qui pluribus* (1846), afin que la parole de Dieu, destinée à procurer le salut des âmes, ne perde pas son efficacité par la faute du prédicateur.

L'Eglise tient tellement à ce que la prédication soit mise à la portée des esprits les plus simples, que le Concile de Trente et, après lui, Clément IX, recommandent où cela est nécessaire et possible, l'emploi des dialectes populaires : *etiam lingua vernacula, si opus sit et commode fieri poterit* ³. Le curé fera donc bien de prêcher dans le dialecte populaire, il y sera même tenu, chaque fois qu'une partie notable des âmes qui lui sont confiées serait sans cela, privée de l'instruction qui lui est nécessaire. Il faut cependant tenir compte un peu de la coutume, dit Frassinetti, et éviter d'encourir le reproche de singularité et de bizarrerie, qui peut nuire à la réputation du curé.

Cette admirable simplicité, nous en trouvons en Notre-Seigneur un modèle divin, qui a ravi tous les saints. « Que de merveilles Notre-Seigneur ne pouvait-il pas enseigner au peuple, dit saint Vincent de Paul ! Que de secrets n'eût-il pas pu découvrir aux hommes sur la divinité et ses adorables perfections. Toutefois voyez comme il parle intelligiblement, se servant des comparaisons familières d'un laboureur, d'un vigneron, d'un champ, d'une vigne, d'un grain de senevé. Voilà le modèle proposé à tous les orateurs sacrés. En parlant le langage de l'évangile, vous ferez incomparablement plus de fruits que ces prédicateurs dont les sermons sont remplis de raisonnements philosophiques et des pompeux ornements de l'éloquence humaine, par la raison que les paroles de l'homme sont frappées de stérilité, tandis

¹ Bouvier, de *Ord., de Paroch. obl.*, n. 8 ; Hamon, *Traité de la Prédication*, p. 43.

² S. C. C. *Meliten*, fev. 1590, cité par Zamboni, *vo Parochus*, art. vii, n^o 2.

³ Benoit XIV, *Inst. eccl.* x, n. 3.

⁴ Barbosa, de *Officio parochi*, cum *Additamentis* Giraldis, parte i, cap. 14, n. 9.

⁵ Fagnan, *ad Cap. Inter cætera, de off. ord.* n. 33.

⁶ Dieulin, *le Bon curé au XIX^e siècle*, t. II, p. 93.

¹ Sess. v, cap. II.

² *Inst. eccl.* x, n. 3.

³ Sess. xxiv, c. vii.

que les paroles de la foi sont toujours accompagnées d'une onction céleste qui pénètre en secret le cœur des auditeurs. »

« Jésus-Christ, disait de son côté saint Alphonse de Liguori, savait plus de rhétorique que nous; mais pour se faire comprendre de la multitude, il ne sut choisir d'autre style que les paraboles et les comparaisons communes. Prêchons de même au peuple; s'il ne comprend pas, sa volonté n'est pas excitée, et toute notre peine est perdue. »

Les auteurs font remarquer avec raison qu'une prédication qui n'est pas à la portée des auditeurs doit être regardée comme nulle, et qu'elle ne décharge pas la conscience du prédicateur : prêcher d'une manière inintelligible et ne pas prêcher sont identiques. « Ah ! combien de fois, s'écrie le Père Mach, malgré tant de sermons qui se font dans les grandes villes, les anges pleurent et s'écrient : *Parvuli petierunt panem et non erat qui frangeret eis*. Car ces pauvres pécheurs ne demandent pas des phrases pompeuses, des discours élaborés et composés avec un tel art, que Massillon et Bossuet auraient de la peine à les comprendre; ils demandent du pain, non point des parleurs qui flattent l'ouïe, avec leurs périodes sonores et compassées ¹. » Le P. Avila appelait ces prédicateurs des traîtres et non des ministres de Jésus-Christ, et le P. Santius les regardait comme les plus cruels persécuteurs de l'Eglise, parce qu'ils sont cause de la perte d'un grand nombre d'âmes qu'une prédication convenable eût sauvées ².

La simplicité que nous recommandons ici, après l'Eglise, n'est pas la trivialité, ni la bassesse. Le style simple n'est pas incompatible avec une certaine élégance, une certaine force dont il est convenable de le parer; c'est le style le plus naturel et partant le plus difficile; il suppose dans son auteur des idées nettes, des conceptions claires. Ce style a le privilège de plaire toujours, même aux intelligences d'élite, et de communiquer la vérité aux esprits les plus obtus, aux cerveaux les plus étroits ³.

La trivialité est le propre de l'ignorant, qui ne veut pas prendre la peine de préparer une instruction, et l'indice d'une fausse éducation, contre laquelle on n'a pas tenté de réagir. « At vero, dit le P. Marc, si profana eloquentia e sacro suggestu removenda est, non minus removenda est *rusticitas et incuria*; nec enim fas et absque præparatione, incomposite atque inconsiderate verbum Dei annuntiare ⁴. »

IV. *L'instruction doit être courte.* La brièveté est de précepte, d'après le concile de Trente : *cum brevitate et facilitate sermonis*, et elle est conseillée par tous les auteurs ecclésiastiques. Écoutez-en quelques-uns :

¹ Mach, l. c. t. II. p. 412.

² S. Alph. *Homo apost.* tract. VII. n. 35.

³ P. Laurent d'Aoste. *Conférences ecclésiastiques*, t. II, p. 95.

⁴ Clément Marc, *Institutiones morales*, t. II, n. 2269, 4^e édit.

Origène : « Brevitatem auditores diligunt, nam brevis et prudens sermo auditur libentius et attentius ac melius memoriæ commendatur ¹. » — Saint Grégoire de Nazianze : « Sermonis satietas non minus auribus inimica est, quam immodicus cibis corpori ². » — Saint Thomas : « Sermones breves valde accepti sunt; quia si sunt boni, avidius audiuntur, si vero mali parum gravant ³. » — Saint François de Sales : « Il est toujours mieux que la prédication soit courte que longue; en quoi j'ai failli jusqu'à présent que je m'amende. Pourvu qu'elle dure une demi-heure, elle ne peut être trop courte ⁴. » — Saint Vincent-de-Paul recommandait instantment la brièveté à ses disciples, et il y avait été amené par la remarque pleine de bon sens d'un paysan. Comme il demandait à cet homme si l'on était content des missionnaires qui étaient dans son pays, il en reçut cette réponse : « Ils disent de grandes choses, mais ils « sont trop longs; nous autres gens de la campagne, nous sommes comme autant de vases : « lorsque nous sommes remplis, tout ce que l'on « continue à verser se perd inutilement. » — Saint Alphonse manifestait les mêmes désirs à son clergé; il ne voulait pas que le prône dépassât la demi-heure ⁵. — « Que le sermon soit court et bon, dit le P. Mach; car ce n'est pas la quantité, mais la bonne qualité des aliments qui profite; ce qu'on mange ne sert de rien si on ne le digère pas ⁶. » — Enfin Berardi, invoquant l'autorité de saint Alphonse et de Scavini : « Sermo parochialis (etiam quia agitur semper de voce, eadem) mediam horam ordinarie excedere non debet ⁷. »

Il s'agit ici du prône; si des sermons d'apparat ou certains discours prononcés devant des auditoires choisis, demandent parfois un peu plus de temps, ce sont des exceptions parfaitement légitimes, mais qui doivent être rares pour être tolérées par les fidèles.

¹ Hom. 6, ad lib. jud.

² Oratione 40.

³ Commentaire sur les paroles : *Per paucis scripsi vobis*.

⁴ *Traité de la prédication*, ch. V, art. VII.

⁵ Berardi, de *Parocho*, n. 113.

⁶ *Trésors du prêtre*, t. II, p. 413.

⁷ De *parcho*, n. 113.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 18 decembris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis*.

Le gérant : J. MAITRIER.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

L. (Aveyron). — M. G. curé de G. (Eure). — M. S. curé de Ste-C. (Vendée). — M. S. v. a. curé à L. (Savoie). — M. P. curé à S. (Nord). — M. H. G. curé de M.-de-B. (Seine-et-Marne). — M. F. d. S. G. ch. à la c. d. L. (Mexique). — M. T. c. de V. (Aube). — M. S. curé à G. (Isère). — M. S. curé à R. (Pas-de-Calais). — M. L. B. vicaire à B. (Vendée). — M. D. aumônier à B. (Basses-Pyrénées). — M. G. curé à A. (Mayenne). — M. B. curé à S.-S. (Meurthe-et-Moselle). — M. l'abbé G. à T. (Bouches-du-Rhône). — M. B. curé à St-J.-D. (Loire). — M. D. curé de M. (Cher). — M. S. curé à St-P. A. (Aisne). — M. l'abbé de S. à B. (Gironde). — M. R. vicaire à St-G.-l-F. (Mayenne). — M. l'abbé D. à B.-s-M. (Pas-de-Calais). — M. G. vicaire à St-O.-l-B. (Loire-Inférieure). — M. L. F. curé e. r. à Ste-A. d. R. T. (Côtes-du-Nord). — M. M. vicaire à M. (Tarn). — M. S. curé à S. (Lorraine). — M. B. curé-doyen à P.-e-P. (Mayenne). — M. J. curé à T. L. (Aisne). — M. H. curé à A. (Lorraine). — M. F. C. curé de V.-B. (Isère). — M. C. curé à St-P.-d-F. (Pyrénées-Orientales). — M. D. curé à B. (Hte-Savoie). — M. D. vicaire à St-G.-l-B. (Saône-et-Loire). — M. F. vicaire à R. (Loire). — M. C. curé de St-J. (Vosges). — M. G. curé à J.-s-M. (Seine-et-Marne). — M. C. curé de P. (Isère). — M. L. S. à St-E. (Loire). — M. B. à R. (Ain). — M. P. curé à A. (Calvados). — M. H. curé-doyen de B. (Seine-Inférieure). — M. C. curé à C. (Eure-et-Loir). — M. G. vicaire à M.-s-I. (Ile-et-Villaine). — M. H. curé de C. (Orne). — M. J. curé de C. (Aisne). — M. W. s. d. g. s. à A. (Tarn). — M. F. curé-doyen à L. (Hte-Pyrénées). — M. L. curé à F. (Alpes-Maritimes). — M. P. curé de M. (Côte-d'Or). — M. J. A. vicaire à P. J. (Côtes-du-Nord). — M. R. R. prêtre au C.-de-M. (Canada). — M. L. curé à A. (Gers). — M. S. vicaire à A. (Côte-d'Or). — M. S. curé à L. S. (Basses-Pyrénées). — M. R. c. d. C. à A. (Manche). — M. B. curé de l'E. (Ardennes). — M. M. curé de S. (Puy-de-Dôme). — M. C. M. ch. au S. F. (Nord). — M. D. vicaire à V. (Loire). — M. L. curé de la C. (Ardennes). — M. G. curé d'E. (Nord). — M. M. curé de St-V. (Ain). — M. C. curé d'A.-s-T. (Côte-d'Or). — M. J. R. curé de St-E. à S. M. (Meuse). — R. P. D. à S. (Yonne). — M. B. à E. (Pas-de-Calais). — M. C. curé de St-E. à M. (Bouches-du-Rhône).

2^e Abonnements faits et non payés. — M. l'abbé T. à D. (Côte-d'Or). — M. R. S. vicaire à St-B. de R. (Puy-de-Dôme). — M. B. curé de G.-de-M. (Maine-et-Loire). — M. B. curé à St-Y. (Landes).

Saint-Didier-sur-Rochefort (Loire), décembre 1889.

MONSIEUR LE CURÉ ET VÉNÉRÉ CONFRÈRE,

Témoin attristé de la nullité d'un nombre considérable de Messes, par défaut de matière en ce qui concerne le vin, j'ai cru, sur l'avis de plusieurs Confrères, rendre service en réservant pour le Saint-Sacrifice la récolte de mon patrimoine en Beaujolais.

Je garantis mon vin de **mère goutte de raisin** absolument pur, c'est-à-dire sans la plus petite addition d'eau, de sucre, d'acide, d'alcool ou de tout autre fruit que celui de la vigne. Il est toujours préparé sous ma surveillance incessante.

Ce vin, blanc ou rose, selon le cépage qui l'a produit, est sec et gagne à rester en fût. Il peut demeurer très longtemps en perce sans inconvénient; la dernière bouteille sera aussi bonne que la première. Il ne serait pas prudent de le mettre en bouteilles la première année: ce serait s'exposer à la casse de nombreuses bouteilles.

Je voudrais pouvoir offrir à titre presque gracieux à mes vénérés Confrères le vin destiné à la célébration du Saint-Sacrifice. Malheureusement les frais de culture de plus en plus élevés ne me le permettent pas. Pour cette année **1888-89** je suis obligé de demander : **70 francs de l'hectolitre** nu sur place, ou **83 francs** de la feuillette contenant de **100 à 110 litres**, ou **160 francs** de la Beaujolaise contenant **216 litres**, fût neuf de très bonne qualité et droits de régie compris, **franco**, en gare de départ. C'est le prix courant actuel des bons vins blancs du commerce, dont beaucoup sont additionnés

d'une moitié d'eau sucrée, conformément aux divers traités de vinification, aujourd'hui entre les mains des vignerons.

Veuillez agréer, Monsieur le Curé et vénéré Confrère, l'hommage de mon profond respect.

S. PLASSE, curé,
à Saint-Didier-sur-Rochefort (Loire).

La **SAINTÉ BIBLE**, (texte et traduction française) commentée d'après la Vulgate et les textes originaux, à l'usage des séminaires et du clergé, par L. Cl. FILLION, prêtre de Saint-Sulpice, professeur d'Ecriture Sainte au Grand Séminaire de Lyon. 8 vol. in-8 à 7 fr. 50 net. 5 francs pour les souscripteurs.

Tome II, fasc. II, 1^{er} et 2^e livre des Rois, Paris, **Letouzey et Ané**, 1889, in-8 de 240 pages, avec figures dans le texte. Prix : 3 francs.

Nous avons signalé plusieurs fois déjà ce très remarquable ouvrage d'un exégète dont les travaux font le plus grand honneur à la science française. Nous sommes heureux d'avoir l'occasion d'y revenir, à propos de la publication du deuxième fascicule du deuxième volume. Nulle entreprise scripturaire ne pouvait être plus opportune que celle-là. Jamais peut-être l'impiété n'a fait plus d'efforts pour battre en brèche l'autorité de nos Saints Livres, qu'on s'est attaché surtout à travestir, témoin la misérable *Histoire d'Israël*, de M. Renan. Le meilleur procédé de défense consiste à faire connaître la Bible telle qu'elle est, à donner l'intelligence vraie, surtout l'interprétation littérale du texte sacré. C'est à quoi M. Fillion s'est appliqué avec un entier succès. Son commentaire bref, limpide, nourri de la substance des travaux antérieurs, accompagné de références bibliographiques qui sont un point de départ très sûr pour des études approfondies, bien au courant de la science et des controverses modernes, est appelé à rendre au public chrétien et surtout aux ecclésiastiques les plus grands services. La correction du texte latin, l'élégance et l'exactitude de la traduction française, ont été louées à juste titre par tous les critiques compétents. Ce livre deviendra classique au grand profit de la science sacrée. Le prix modique de la souscription (5 francs par volume complet) le met à la portée de toutes les bourses. Quant à son exécution matérielle, il suffira de dire qu'il sort des presses de MM. Mame. Les éditeurs l'ont enrichi de nombreuses figures explicatives.

Fleurs et Fruits de Saint François de Sales, par E. A. BLAMPIGNON, Prototaire apostolique, Docteur et Chanoine de Rome, Docteur ès-lettres. In-16 raisin, 3 fr. 50, anc. librairie H. Oudin, J. Leday et Cie successeurs, Paris, 10, de Mézières.

Ce délicieux petit recueil est précédé d'une vie de l'aimable saint par Mgr Blampignon. Il est composé de ce que les œuvres du Bienheureux contiennent de plus dévot et de plus exquis. Partout dans les écrits de Saint François de Sales circule l'air pur des montagnes de la Savoie; partout y brille le vif éclat de ses lacs au mois de juin, tandis que son style naïf et délicat sourit à l'imagination, sa doctrine aussi généreuse que substantielle s'imprègne dans les âmes, au reste, ce livre est édité avec art, chaque page est encadrée d'une guirlande d'une grande fraîcheur de coloris et d'un genre absolument neuf. On ne saurait offrir de plus charmantes et de plus pieuses étrennes, ni un plus gracieux cadeau de Noël.

DOMAINE D'EL-KHARBA

Par Philippeville (ALGÉRIE)

Propriétaire : Vte DE LA FRÉGEOLIERE

VINS DE MONTAGNE

garantis naturels, logés et rendus franco à la gare de l'acheteur, aux prix suivants par barriques de 220 litres :

VINS BLANCS DE MESSE, **120** FRANCS.

VINS ROUGES, **95** FRANCS ET **120** FRANCS.

Occasion exceptionnelle

POUR ÉTRENNES

NOTRE-DAME DE LOURDES Les Episodes miraculeux de Lourdes

Par Henri LASSERRE

Deux magnifiques volumes in-4° illustrés, br., avec couvertures de luxe et historiées, encadrements à chaque page, gravures, chromos, paysages, scènes, portraits, etc.

Volumes absolument neufs et non défraîchis.

Au lieu de 50 fr. . . . **26 fr.**

S'adresser aux Bureaux de l'Ami du Clergé, à Langres.



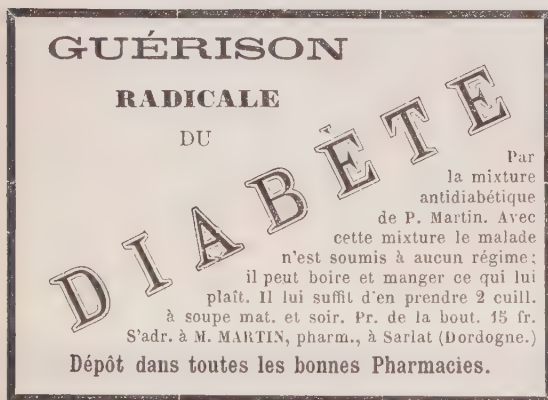
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MÉNAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERS ET PHARMACIENS

L'extrait de viande LIEBIG sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS



GUÉRISON RADICALE DU DIABÈTE

Par la mixture antidiabétique de P. Martin. Avec cette mixture le malade n'est soumis à aucun régime: il peut boire et manger ce qui lui plaît. Il lui suffit d'en prendre 2 cuill. à soupe mat. et soir. Pr. de la bout. 15 fr. S'adr. à M. MARTIN, pharm., à Sarlat (Dordogne.)

Dépôt dans toutes les bonnes Pharmacies.

EXCELLENT CADEAU POUR LE JOUR DE L'AN

Aux enfants, aux jeunes gens, aux amis de tout âge

TRAITÉ DE LA RELIGION

Par l'abbé LAURENT

En vente : Chez l'auteur, à Rouvres, par Auberive (Hte-Marne), et chez M. RALLET, libraire à Langres (Hte-Marne). **0 fr. 25; franco, 0 fr. 35. 12 pour 10.**

Pour 12 ex. pris ensemble, **franco, 3 fr. 15.**
Pour 100 ex., par colis postal, en gare du destinataire, **21 fr. 50.**

ÉTRENNES UTILES

LE

BRÉVIAIRE DES PIEUX LAIQUES OU RECUEIL COMPLET DE PRIÈRES

A L'USAGE DES PERSONNES DU MONDE

1 volume relié, tranche dorée, **franco 3 50**
12 volumes rel., tr. dor. (le 13^e en plus), **franco. 42 »**

N. B. — Cet ouvrage est approuvé et recommandé par un grand nombre de NN. SS. les archevêques et évêques de France.

S'adresser à M. l'abbé NOURY, curé de Saint-Paterne (Indre-et-Loire).

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : **2 f. 25 le litre** { pris en
— fûts — 16 litres : **1 f. 90 le litre** { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont *radicalement* estimables.

Adresser les demandes à Langres (Hte-Marne), **Usine catholique des Frères JOBARD**, propriétaires et préparateurs de la MORIMONDINE.

Prix-courants : En caisse depuis 6, 12 et 25 litres : **2 fr. 25 le litre franco d'emballage pris en magasin.**

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de **5 fr. 50** un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

Imprimerie MAITRIER & COURTOT

2, rue Pierre-Durand, à Langres (Haute-Marne)

CARTES DE VISITE à 1 fr. 50, 2 fr. et 2 fr. 50 le cent

(Ajouter 0 fr. 25 pour recevoir franco)

L'imprimerie Maitrier et Courtot, dont le matériel est absolument neuf, se charge volontiers de toutes impressions : livres, brochures, circulaires, affiches, le tout au plus bas prix et dans les meilleures conditions.

Nous recommandons cette imprimerie, dont les patrons sont de jeunes et excellents catholiques, à tous nos amis et abonnés de l'Ami du Clergé.

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON
ÉCRITURE SAINTÉ — PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE — PRÉDICATION

RECUEIL HEBDOMADAIRE

BUREAUX (Rédaction et Administration) : Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

CONDITIONS D'ABONNEMENT : Paris et Départements, Belgique et Suisse : 8 francs l'année. — Autres Pays : 10 francs.

CONDITIONS D'ANNONCES : 1 franc la ligne pour une insertion ; à forfait pour les annonces répétées.

Pour tout ce qui concerne la rédaction et l'administration (consultations diverses, abonnements, demandes de numéros, de volumes et de collections, règlements de compte, etc.) envoyer à cette adresse : M. le Directeur de l'Ami du Clergé, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe, Langres. — La Direction décline toute responsabilité vis à vis des correspondances et paiements qui ne lui seraient pas personnellement adressés.

SOMMAIRE DU N° 52

PRÉDICATION : Pour le jour de l'an : La prière du bon chrétien.

CONGRÉGATIONS ROMAINES : S. Pénitencerie : Comment s'entend, dans les dispenses matrimoniales, la clause *reparato scandalo*?

CONSULTATIONS LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC. : Le conopée est-il vraiment obligatoire? — Peut-on regarder comme libre un jour auquel est fixé un semi-double *ad libitum*? — Peut-on se servir d'un compte-gouttes pour verser l'eau dans le calice? — Y a-t-il un décret ordonnant que le jeudi, les vêpres de l'office votif soient intégralement du Saint-Sacrement sans mémoire de l'office de la Passion? — Un prêtre célébrant dans une église étrangère doit-il doubler l'antienne *Trium puerorum* si l'office de cette église est double et le sien semi-double? — Peut-on mentir à un malade pour lui faire accepter un remède nécessaire? L'évêque peut-il défendre sous peine de censure la lecture de certains jour-

naux? Peut-on accomplir le devoir pascal dans son quasi domicile? Est-il permis de peindre le dimanche? — Un jour de fête patronale une mère de famille peut-elle manquer à la messe pour préparer le repas à de nombreux invités? — Quelle est l'opinion actuelle sur le délai que l'on peut mettre à acquitter des messes?

LE MINISTÈRE PAROISSIAL : Le catéchisme à notre époque. Sa pratique (suite et fin).

JURISPRUDENCE CIVILE ECCLÉSIASTIQUE : La fabrique peut-elle renouveler avec un entrepreneur un traité pour les pompes funèbres sans que la commune intervienne et modifie le cahier des charges? — Quelles sont les formalités à remplir pour faire à l'église des quêtes régulières et y établir un tronc, dans le but de restaurer l'église? — Le trésorier de la fabrique peut-il être en même temps secrétaire du conseil? Quelles sont les fonctions incompatibles?

Nous prions nos abonnés d'écrire désormais directement pour tout ce qui concerne l'Ami du Clergé, à Langres (Haute-Marne), avec cette suscription : M. LE DIRECTEUR DE L'AMI DU CLERGÉ, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe.

Les mandats postaux, chèques et lettres chargées devront désormais porter aussi la même suscription.

Nous prions ceux de nos abonnés qui se trouveraient gênés de verser actuellement le prix d'abonnement à notre chère Revue, de ne point s'inquiéter : un peu plus tôt, un peu plus tard ; nous ne voulons inquiéter ni tourmenter personne. L'essentiel est de payer dans le cours de l'année, peu importe de quelle manière et à quel moment. Que chacun choisisse le mode et l'heure qui seront le plus à sa convenance.

Dans le courant de l'année 1890, deux parties de notre Revue seront l'objet d'une surveillance spéciale : les réponses aux diverses questions et le *Supplément*.

Il sera répondu aussi complètement et aussi

promptement que possible aux questions qui nous sont adressées. S'il le faut, nous ajouterons, dans les moments de presse, huit colonnes à un numéro, pour ne point faire trop attendre, et nous répondrons, à l'intérieur de la couverture, aux questions moins graves ou moins importantes. — Si elles n'étaient soulevées par personne, nous traiterions d'office les questions d'actualité, avec toute l'ampleur nécessaire.

Les sermons de l'Ami seront cette année consacrés, chaque semaine, à l'épître du dimanche. Nous nous sommes assurés pour cette partie la collaboration de trois hommes très distingués.

Le *Supplément* sera très varié, plus varié que cette première année. Outre des sermons sur les principales fêtes, des panégyriques, un carême, un mois de mai, des retraites, des sujets de circonstance, etc..., il contiendra des conférences apologétiques et la réfutation des principales erreurs historiques, scientifiques, religieuses renfermées dans les manuels civiques. Quatre prêtres, choisis avec un soin particulier, resteront attachés à ce travail.

Nos amis peuvent voir que nous n'épargnons rien pour leur être utile ; nous les prions de répondre à notre appel : *Vis unita fortior*.

Un peu plus tard, sous la forme et sous le titre de *Lettres à un jeune vicaire*, nous traiterons du ministère pastoral, du travail intellectuel, de la formation d'une bibliothèque, etc., etc.

Un peu plus tard encore, un homme très compétent, un maître, commentera les psaumes du Bréviaire et expliquera les diverses parties du Missel.

En un mot, nous explorerons successivement les diverses branches de la science ecclésiastique, en vue et pour l'utilité des prêtres exerçant le saint ministère.

Plusieurs de nos abonnés nous prient de leur détourner jusqu'à l'année prochaine, le volume des Tables ou tel et tel volume de la collection, désirant ne les prendre que dans un an, parce que dans un an seulement ils pourront payer.

Nous sommes ici en famille et nous n'admettons pas cette gêne. Que nos chers confrères prennent tout de suite le volume des Tables ou les volumes de l'*Ami* qu'ils désirent prendre. Ils paieront quand ils en auront la facilité, dans un an s'il le faut, et même plus. Qu'ils nous fixent une époque, nous ne demandons pas davantage.

Enfin, nos Tables sont terminées. Il ne reste plus que le pliage, le brochage et l'expédition.

Dans le courant de janvier tous nos souscripteurs seront servis.

Dans trois ou quatre semaines nous enverrons à chacun de nos abonnés les tables, la couverture et le titre de l'année 1889 de l'*Ami du Clergé* et de son *Supplément*, ce dernier du moins à ceux qui recevaient l'*Ami du Clergé paroissial*.

L'*Ami du Clergé* et l'*Ami du Clergé paroissial* font leurs frais. C'est donc une œuvre définitivement fondée. Mais nous voulons l'améliorer, et à partir du 1^{er} janvier, tout bénéfice que lui apporterait un surcroît d'abonnement, sera *exclusivement* employé à parfaire ce qui a été d'ailleurs si bien commencé. Mille abonnés de plus nous rendraient immédiatement cinq mille francs disponibles ; avec cette somme, ou nous diminuerions le prix d'abonnement, ou nous augmenterions le nombre des pages et la variété des articles.

Que nos amis s'empressent donc à élargir notre public et à multiplier leur propagande. Ils en seront les premiers et seuls bénéficiaires.

Nous serions très reconnaissants à nos abonnés et amis de nous exprimer dans leurs lettres leurs *desiderata*. Nous désirons donner à tous, dans la mesure qui nous sera permise, toutes les satisfactions possibles.

Nous avons déjà reçu quelques indications qui nous ont été précieuses, et dont nous aurons tous à profiter.

Que nos abonnés veuillent bien ne pas oublier que la PROPRIÉTÉ de l'*Ami du Clergé* et de l'*Ami du Clergé paroissial* se trouve désormais à Langres, Maison Saint-Pierre, rue Sainte-Barbe (Haute-Marne), et pas ailleurs.

Aucun libraire de Paris, quel qu'il soit, aucune personnalité, n'a le droit de réclamer le prix d'aucun abonnement à son bénéfice ou au bénéfice de sa maison.

Nous avons voulu que notre *Revue* ne tint de près ni de loin, et par aucune combinaison d'aucune sorte, à aucune maison de commerce. Elle appartient à une maison d'œuvres qui ne veut en faire, à aucun degré, une source de profits. — Sans entendre blâmer personne ni jeter de discrédit sur qui que ce soit, nous croyons qu'il est temps de soustraire le clergé au *drainage* dont il est, depuis 80 ans, à peu près sans intermittence la victime. Nous tentons un essai particulier, avec loyauté et désintéressement. S'il réussit, dans la mesure que nous désirons, nous croyons qu'il y aura là, pour beaucoup d'œuvres, le point de départ de beaucoup de changements et d'améliorations.

Si nous osions, nous appliquerions à notre *Revue*, un mot tout contemporain, dont les groupes corporatifs font grand usage, et nous l'appellerions une *REVUE coopérative*. Chers abonnés, aidez-nous, et vous verrez...

Nous tenons des collections entières à la disposition des personnes qui en feront la demande.

Deux des volumes de la collection sont malheureusement devenus très rares ; il faut se hâter.

Les numéros de la *Revue*, non parvenus aux abonnés, sont dus par l'administration et il suffit de les réclamer. — Les n^{os} perdus par les abonnés eux-mêmes seront envoyés moyennant 0 fr. 20 c. pour un n^o sans supplément ; 0 fr. 25 pour un n^o avec supplément, et 0 fr. 15 pour le supplément seul.

Prière instante à tous les abonnés qui demandent un changement d'adresse — et le cas est assez fréquent — de vouloir bien joindre à leur demande la dernière bande reçue.

Nous conjurons nos chers abonnés d'envoyer à part, sur une feuille spéciale, les questions auxquelles ils désirent qu'il soit répondu dans l'*Ami du Clergé*. Autant de feuilles séparées qu'il y a de questions distinctes. Autrement il peut y avoir retard, confusion et même oubli.

PRÉDICATION

POUR LE JOUR DE L'AN : LA PRIÈRE DU BON
CHRÉTIEN

Postula quod vis ut dem tibi. (Rois, III, 5.)

Salomon, tout jeune prince encore, eut un songe dans lequel le Seigneur lui apparut et lui dit : « Demande-moi ce que tu veux que je te donne. » (Rois, III, 5.)

Et Salomon répondit : « Vous avez traité David, votre serviteur et mon père, avec une grande miséricorde, parce qu'il a marché devant vous dans la vérité et la justice, et que son cœur a été droit à vos yeux ; aussi... vous lui avez donné un fils qui est assis aujourd'hui sur son trône. Maintenant donc, Seigneur mon Dieu, vous m'avez fait régner... à la place de David mon père. Mais je ne suis encore qu'un enfant qui ne sais de quelle manière se conduire, et me voilà à la tête du peuple que vous avez choisi... Je vous supplie de donner à votre serviteur un cœur docile, afin qu'il puisse juger votre peuple, et discerner entre le bien et le mal... » (*Ibid.*)

Dieu agréa cette prière, et il dit à Salomon : « Puisque vous m'avez fait cette demande, et que vous n'avez désiré ni des années nombreuses, ni les richesses, ni la vie de vos ennemis, mais seulement le sagesse pour gouverner avec justice, j'exauce vos vœux, et je vous donne un cœur si plein de sagesse et d'intelligence, que personne avant vous n'a été, et personne après vous ne sera votre égal. Je vous donne en outre ce que vous n'avez point demandé : des richesses, de la gloire, plus que n'en eurent jamais les rois avant vous, et si vous êtes fidèle à garder mes préceptes, je vous accorderai encore une longue vie. » (*Ibid.*)

Cette histoire de nos Saints Livres convient merveilleusement à la journée présente. Au commencement de cette nouvelle année, ne vous semble-t-il pas que Dieu s'adresse à chacun de nous, et lui dit : « Demande-moi ce que tu veux que je te donne. » Admirable condescendance ! Indicible bonté ! Puisque notre Père célesté nous offre ses trésors, il faut bien nous agenouiller à ses pieds, et dans le calme d'une conscience recueillie, ouvrir nos cœurs aux avances de sa miséricorde.

Que lui demanderons-nous ? — C'est à cette question que je vais répondre, et je suis vraiment heureux de vous rappeler quelle doit être, à pareil jour surtout, la prière de l'homme sage et bon chrétien.

I

Que demanderons-nous ? Le bien-être de cette vie, l'abondance dans nos greniers, de grands bénéfices pour notre travail ou nos entreprises, en un mot ce qui passionne tant les hommes : la richesse ?

Tel ne fut point le vœu du roi Salomon, vous venez de l'entendre. Ecoutez d'ailleurs ce qu'il dit de cet amour insatiable des biens de la fortune.

« J'ai fait, dit-il, des ouvrages magnifiques, j'ai bâti des maisons, j'ai planté des vignes, j'ai créé des jardins et des vergers où j'ai mis des arbres de toutes sortes, j'ai creusé des réservoirs pour les arroser. J'ai eu aussi des serviteurs, des servantes, des esclaves en grand nombre, et des troupeaux plus considérables que ceux de mes prédécesseurs ; j'ai amassé de l'or, de l'argent, possédé les richesses des rois et des provinces, et surpassé en opulence tous ceux qui ont vécu avant moi, à Jérusalem... »

Eh ! bien, la conclusion, direz-vous. Ce grand prince était satisfait ? il vous semble ; il était heureux ? — Nullement ; car il ajoute aussitôt, avec l'accent du désenchantement le plus expressif : « Ayant contemplé tous ces ouvrages de mes mains, et voyant ce qu'ils m'avaient coûté de peines et de sueurs inutiles, j'ai reconnu que tout cela n'était que vanité et affliction d'esprit. Rien n'est stable sous le soleil..., pauvre je suis sorti du sein de ma mère, pauvre je quitterai la vie et n'emporterai rien de tous mes travaux. » (Ecclis. II, 4 ; v, 14).

L'expérience est concluante ; je n'insiste pas. Et puisque le plus riche des hommes, mais en même temps le plus sage a constaté le néant des biens de la fortune et leur impuissance à donner le bonheur, loin de moi la pensée de vous les montrer comme un objet digne de nos vœux et de nos prières. Cherchons une autre réponse à la sublime provocation de Dieu.

Demanderons-nous les joies de ce monde, les plaisirs ? — Pas davantage. Ici encore le sage sera notre guide ; écoutez sa parole inspirée.

S'adressant au jeune homme, et dans sa personne à tous les amants passionnés des jouissances, il dit : « Réjouis-toi, jeune homme, dans ton premier âge, livre ton cœur aux entraînements du plaisir et ne refuse rien à tes passions..., mais sache-le bien, un jour Dieu te fera rendre compte de tout. » Et après avoir jeté aux esclaves de la volupté cette apostrophe amère jointe à la menace la plus lugubre, il s'écrie : « La jeunesse et le plaisir, vanité ! » Oui, l'un et l'autre passent comme un rêve, mais ils passent en laissant dans l'âme la souillure, dans la conscience le remords et les appréhensions terribles de la vengeance divine. Ah ! mieux vaut mille fois toute une vie de deuil et de larmes, pourvu qu'elle s'écoule dans l'innocence, avec l'espoir des compensations ineffables de l'éternité ! (Ecclis. XI, 9.)

Demanderons-nous une longue vie ? — Permettez-moi de répondre en toute franchise. Si vous êtes vertueux, vous avez assez vécu : si vous ne l'êtes pas, vos jours ne sont déjà que trop nombreux.

Je vous étonne !... Eh bien je vais en deux mots justifier ma double affirmation.

Pour l'homme de bien, pour le chrétien fidèle à ses devoirs, une longue vie est inutile. Aujourd'hui il est digne de la couronne, que Dieu la dépose sur son front, s'il lui plaît. Je sais bien qu'en

poursuivant sa carrière dans l'obéissance, il grossit son trésor, accumulant merites sur merites; mais à ces chances heureuses j'en oppose d'autres, malheureuses celles-ci, et qui nous montre les périls possibles de la prolongation de la vie. Le capitaine, victorieux jusqu'à midi, ne peut-il pas être vaincu le soir, si la lutte se poursuit?... Voilà l'homme sur le champ de bataille qui s'appelle la vie; et certes, j'ai bien le droit de dire que Dieu fait une belle grâce au juste lorsqu'il abrège en sa faveur le temps de l'épreuve.

Quant au méchant, souhaitons-lui une longue vie, j'y consens volontiers, à la condition qu'il voudra se repentir, pleurer ses fautes et réparer ses scandales. Mais, il faut reconnaître la triste vérité. Elles sont rares les conversions parmi ceux qui vivent dans l'indifférence ou l'incrédulité. D'habitude ils s'obstinent dans la voie de perdition où ils sont entrés; comme ils ont commencé ils continuent, pour finir, hélas! dans l'impénitence et la réprobation. Malheureux pécheurs! Pour eux la vie qui se prolonge, c'est la chaîne de l'iniquité qui va grandissant jusqu'à l'heure fatale où ils tombent chargés de crimes entre les mains redoutables de Dieu qu'ils ont méconnu et refusé de servir. S'il en est ainsi, vous l'avouerez sans peine, vivre longtemps est le plus affreux des malheurs.

Donc, ne demandons pas des années nombreuses; nous sommes si inconstants, si fragiles, que nous pourrions en abuser. Après tout il n'est point nécessaire de fournir une longue carrière, pas plus que de nager dans l'abondance, ou de s'abreuver à la coupe des plaisirs même légitimes. C'est trop peu, vous en conviendrez, pour l'homme si grand par son âme faite à l'image de Dieu et rachetée du sang de son Fils; trop peu pour l'homme appelé à la gloire d'une impérissable destinée. *Sursum corda!* Plus haut, je vous en prie, les pensées de notre esprit, les désirs de notre cœur; plus haut nos vœux et nos prières! sous peine de déchoir de notre dignité d'hommes, et d'abdiquer, comme chrétiens, nos espérances immortelles.

Que demanderons-nous donc? C'est la quatrième fois que je pose la question, ce sera la dernière, voici enfin la réponse.

II

« Donnez-nous, ô mon Dieu, un cœur docile, une âme droite et vaillante, afin que nous sachions discerner le bien et le mal, connaître nos devoirs et les accomplir avec un courage qui ne se démente jamais. »

C'était la prière du jeune Salomon; que ce soit la nôtre aujourd'hui, demain, toujours. La sagesse, la crainte de Dieu et l'observation de ses lois: voilà les richesses solides, les plaisirs vraiment nobles, sans amertume et sans remords: voilà le bonheur en ce monde et le mérite d'une vie humaine. Tout cela dans le langage chrétien, s'appelle d'un mot: la vertu, la vertu aimée et pratiquée; et plus simplement encore: la bonne con-

duite. Eh! bien, oui, demandez à Dieu l'amour de la vertu; priez-le de vous octroyer avant tout la grâce d'une bonne conduite, et il vous exaucera comme il exauça autrefois le prince de son peuple.

Mais, qu'est-ce que la bonne conduite, et comment devons-nous l'entendre? Cette question a son importance, et il ne sera pas inutile, je crois, de nous y arrêter quelques instants.

Avoir une bonne conduite, c'est, comme le mot l'indique, suivre son chemin droit. Mais quel est ce chemin dont on ne doit pas s'écarter, si l'on veut rester vertueux? Qui l'a tracé? Qui l'indique à l'homme voyageur ici-bas, en route vers la patrie du ciel?

Ce n'est pas la mode. La mode, l'opinion, rien de plus variable. Elle change selon les lieux et les hommes. Sage aujourd'hui peut-être, demain elle est insensée, déraisonnable. Ceux qui la prennent pour guide vivent sans principes, sans conviction, sans liberté. Ce sont des esclaves prêts à s'agenouiller aux pieds de tous les maîtres, capables de toutes les lâchetés. Les serviteurs de l'opinion ne seront jamais des hommes vertueux: il leur manque cette vigueur de caractère, cette trempe d'âme et cette noble fierté sans lesquelles il est impossible de rester envers et contre tous, le vaillant soldat du devoir.

Est-ce la raison humaine qui nous montrera le chemin? Sans doute elle a ses lumières; ce n'est pas en vain que Dieu allume en nous ce flambeau de l'intelligence. Mais nous connaissons la lamentable histoire de ces variations, de ces contradictions étranges, de ces éclipses sans nombre. L'intellect, les passions de tout nom sont pour elle des ennemis redoutables, devant lesquels trop souvent hélas! elle capitule: témoin nos philosophes tant vantés, qui jusqu'alors n'ont pas réussi à nous formuler un code acceptable de morale simplement laïque. Non, la raison seule ne suffit pas pour nous indiquer le droit chemin. Il nous faut un autre maître plus clairvoyant, plus habile, et dont l'autorité s'impose à nos consciences indociles.

Quel est ce maître? C'est Dieu, Dieu notre créateur et notre Juge à venir. Lui seul pouvait nous dicter nos devoirs, nous enseigner les vertus dont il doit nous demander compte un jour. L'a-t-il fait? Vous le savez bien; sa loi est là; ces commandements, vous les avez appris dès l'enfance, et depuis lors l'Eglise n'a pas cessé de vous les rappeler. Suivez-la, cette loi de la sagesse éternelle; obéissez à ces commandements du Maître des maîtres. C'est le droit chemin celui-là; je n'en connais pas d'autre. C'est le chemin de l'honneur, de la probité, de la piété, de la charité, de l'innocence. Quiconque y marche, s'y maintient sans s'en écarter jamais, a la paix et le bonheur. Tout le long de la route, s'il ne recueille pas les applaudissements de ses semblables, il est sûr du moins de l'estime de Dieu qui le contemple avec amour et lui assure la couronne de l'immortalité. C'est un homme de bonne conduite.

Ah! la bonne conduite, comme on est sévère pour la réclamer chez les autres! Comme on est fier parfois de l'y rencontrer! Un fils vertueux réjouit son père; une femme laborieuse et pure fait la gloire de son mari; un enfant obéissant l'ornement de sa mère, un serviteur fidèle l'orgueil de son maître.

Et cependant, mystère étrange! la sagesse que l'on admire chez les autres, on ne l'aime pas pour soi. Ce qui est mauvais, d'ordinaire on s'empresse de s'en défaire. Un mauvais animal, on le vend ou on l'abat; un mauvais terrain, on le laisse en friche; un mauvais outil, on l'abandonne; un mauvais domestique, on le congédie. Mais ma conduite est mauvaise, donc je la garde: voilà en pratique la logique d'un grand nombre.

Pourquoi cette contradiction révoltante? Ne valons-nous pas mieux que les êtres matériels et sans raison qui nous servent? Et depuis quand ce qui est pour notre frère un mérite, un titre de gloire, n'a-t-il plus de valeur s'il est question de nous-mêmes? Ne sommes-nous pas égaux devant Dieu et devant sa loi?

Mais non, le devoir est pénible, la vertu impose des sacrifices. Que les autres portent le joug; pour nous il nous plaît de nous y soustraire et de nous abandonner aux caprices d'une vie sans règle et sans frein, Oh! de grâce, soyons plus justes et plus sages. Payons à Dieu notre dette d'obéissance. Notre conduite a-t-elle été mauvaise, corrigeons-la, montrons-nous généreux dans l'accomplissement de nos devoirs; vivons saintement désormais, vivons en bons chrétiens, nous souvenant sans cesse que le temps passe et que l'éternité approche, que nous avons un Dieu à servir, une âme à sauver.

Tels sont mes vœux pour vous tous aujourd'hui. Je vous les offre comme l'expression sincère de ma tendresse et de mon dévouement. Mais auparavant je les présente au Dieu de toute bonté, je les dépose dans le cœur si aimant de Jésus, le priant ardemment de les bénir et de les exaucer.

Où, qu'il vous donne un cœur docile, comme à Salomon, une âme vaillante, comme à David, afin que vous marchiez dans la vérité et la justice. Qu'il vous donne les lumières de la foi, les encouragements fortifiants de l'espérance, les ardeurs généreuses de la charité. Guidés par ses enseignements; appuyés sur ces promesses, soutenus par sa grâce, puissiez-vous tous fournir une belle carrière de vertus! Je vous le souhaite pour l'année qui commence et pour celles qui suivront. A ces vœux j'en ajoute un autre, le plus beau parce qu'il couronne tout: daigne la divine bonté nous accorder à tous au sortir de ce monde, une part dans son royaume, une place dans son saint Paradis!

Ainsi soit-il.

CONGRÉGATIONS ROMAINES

Sacrée Pénitencerie

Dans les dispenses matrimoniales la S. Pénitencerie, s'il y a lieu, demande que l'inceste public soit réparé, surtout par la séparation. La réponse suivante donne le sens exact de la clause contenant cette disposition, sans toutefois dire si l'omission de la séparation rend nulle la dispense.

Beatissime Pater,

Rescripta S. Pœnitentiariæ, in causis matrimonialibus, cum adfuit incestus publicus, clausulam sequentem in præsentî continent: « Remoto, quatenus adsit, scandalo, præsertim per separationem..., si fieri potest. »

Hisc miserrimis temporibus, non raro evenit ut separatio oratorum obtineri nequeat, aut quia plures jam habent liberos simul educandos; aut quia nusquam alibi habitare possunt; et tunc vix intelligi potest quænam alia reparatio scandali exigi debeat, antequam dispensatio concedatur.

Rogamus igitur ut S. Pœnitentiaria benigne velit declarare num hæc clausula « Remoto scandalo » ita necessario debeat adimpleri, ut, illa omissa, dispensatio fuerit nulliter concessa, et quatenus affirmative:

1^o Cum pluries acciderit ut errore ducti, ita dispensaverimus, suppliciter petimus ut S. V. dispensationes hujusmodi benigne convalidare dignetur et, si opus sit, matrimonia exinde secuta in radice sanare.

2^o Rogamus ut S. Pœnitentiaria nobis velit indicare, quibusnam præsertim mediis remotio seu reparatio scandali, defectu separationis, procurari debeat aut possit. Sufficitne, v. g. ut in ecclesia inter Missarum solemniam publice denuntietur matrimonium, inter oratores contrahendum, vel ut oratores, aut alteruter eorum ante dispensationis executionem sua peccata confiteatur?

Quod Deus...

Sacra Pœnitentiaria, mature consideratis expositis, Ven. in Christo Patri Archiepiscopo N... respondet:

Separationem præferri aliis modis reparationis scandali; si hæc fieri nequeat, scandalum esse reparandum, sed modum scandali reparandi remitti prudenti arbitrio et conscientie Ordinarii, juxta cujusque casus exigentias. Casu quo omissa sit separatio et scandalum alio modo reparatum, acquiescat; secus, si aliquo in casu scandali reparationem omiserit, sileat, et in posterum cautius se gerat.

Datum Romæ in Sacra Pœnitentiaria, die 12 Aprilis 1889.

R. CARD. MONACO, P. M.

CONSULTATIONS

LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC.

Q. — Plusieurs fois déjà l'*Ami du Clergé* a parlé de l'obligation du conopée sur le tabernacle. Auriez-vous

la bonté de nous donner dans un numéro prochain quelque chose d'un peu complet sur cet important sujet.

L'usage du conopée n'est encore qu'une exception dans nos campagnes, et pour se dispenser d'en mettre, les curés objectent, les uns la dépense à faire, les autres la difficulté d'exécuter un conopée convenable sur un tabernacle trop grand ou de forme compliquée, d'autres encore la richesse du tabernacle qu'il serait regrettable de voiler. Quelques-uns objectent même ces trois raisons à la fois. Ces raisons peuvent-elles par elles-mêmes dispenser de l'obligation du conopée ? Ou bien ceux qui ont ces raisons peuvent-ils demander dispense, et l'obtenir facilement ?

Il me tarde de voir ces questions traitées et résolues avec votre habituelle compétence, et je vous prie d'agréer mes très respectueux sentiments.

R. — Nous maintenons toujours notre affirmation, à savoir que le conopée est obligatoire.

Vous nous priez de donner quelque chose de plus complet que nous ne l'avons fait. Nous ne le pouvons pas. Toutes les rubriques et tous les décrets relatifs à cette grave matière ont été reproduits ; l'enseignement des meilleurs liturgistes, et la pratique de Rome et de l'Italie ont été signalés. Les preuves que nous avons exposées sont absolument péremptoires. Aussi ne nous a-t-on pas répondu et on ne pouvait le faire.

Il est inutile de revenir sur cette question. Les *Tables générales* vont paraître prochainement. Vous pourrez à loisir examiner nos arguments, et vous les trouverez convaincants.

Vous nous objectez que l'usage du conopée n'est encore qu'une exception, et vous en concluez sans doute que la généralité des prêtres ne le regarde pas comme obligatoire.

Si vous dites vrai, si réellement l'usage du conopée n'est encore qu'une exception, nous le regrettons profondément. C'est désobéir au Saint-Siège ; c'est priver Notre-Seigneur Jésus-Christ d'un honneur que la sainte Eglise veut lui rendre, et de bien des hommages qui lui seraient offerts, si les fidèles étaient avertis par ce signe que ce divin Sauveur, notre Dieu, notre Ami, notre Frère, est là présent, attendant quelques mots d'adoration, de demande, de reconnaissance, surtout d'amour !

Vous nous demandez si l'on ne pourrait pas faire valoir auprès du Saint-Siège certaines raisons de dispense que vous nous indiquez.

Nous désirons vivement qu'on fasse cette demande. Nous soupçonnons bien que la réponse sera négative. N'importe, il est souverainement utile qu'on le fasse. Nous prions ceux qui auront reçu la solution de vouloir bien nous la communiquer. Nous la publierons aussitôt. Il faut que la lumière se fasse en matière aussi grave et aussi pratique.

Q. — Avant de soumettre à l'Ordinaire de notre diocèse l'approbation des translations ou mutations nécessitées par le patron de ma paroisse et son jour octave, je désirerais avoir l'avis de notre cher *Ami*.

Sainte Catherine de Sienne (30 avril) perpétuellement empêchée par sa coïncidence avec le patron de ma paroisse, saint Eutrope, doit être remise à *jour fixe* dans le calendrier du diocèse, au *premier jour libre*.

Or, puis-je regarder comme libre un jour (le 15 mai) où notre calendrier porte un saint, *semidouble à volonté* (*semiduplex, ad libitum*).

Dans le cas contraire, je devrais remettre sainte Catherine au 2 juin *tanquam sedes propria* ; et au 7 de ce même mois l'office de la translation de saint Etienne, empêché, lui aussi de la même manière par le jour octave de saint Eutrope.

Notre cher *Ami* me pardonnera de revenir encore sur cette question du patron si souvent traitée, mais c'est la faute de ce *semidouble ad libitum* dont je voudrais connaître les droits plus ou moins exclusifs.

R. — Non, vous ne pouvez regarder comme jour libre une fête *semidouble ad libitum*. Par conséquent vous devez remettre sainte Catherine plus loin. Cette décision est certaine.

En 1859, Mgr Retord vicaire apostolique du Tonkin occidental eut une difficulté analogue pour le remplacement de saint Tite qui était perpétuellement empêché. Il se demandait s'il ne devrait pas fixer cette fête au 19 janvier qui est précisément le jour où l'on honore saint Canut sous le grade *semidouble ad libitum* ; ou s'il ne serait pas préférable de laisser saint Canut en son jour, et de transférer saint Tite plus loin, au premier jour libre :

« *Utrum, quando festum s. Titi episcopi confessoris non potest poni ante diem 19 januarii in qua incidit festum. Canuti Regis Martyris sub ritu semiduplici ad libitum, debeat poni in præfata die ? Et in casu affirmativo ; num facienda sit commemoratio S. Canuti, sicuti et Ss. Marii et Soc. Mm., an potius Commemoratio S. Canuti debeat omnino omitti ? Vel nonne melius esset in die propria fieri de sancto Canuto sub ritu semiduplici, et festum S. Titi ad primam sequentem diem non impeditam transferri ?* »

La sacrée Congrégation donne la réponse que nous venons d'indiquer :

« *Festum S. Titi assignandum tanquam in sede propria die 6 Februarii, nisi in Calendario diocesano eadem die occurrat aliud festum vel altioris classis, vel proprium diocesano.* »

« *Atque ita servari mandavit die 26 martii 1859.* »

Vous devez donc remettre sainte Catherine plus loin, au premier jour libre.

Q. — Je me suis adressé à l'excellent *Ami du Clergé*, avec une entière satisfaction pour les réponses que j'en ai reçues. Permettez-moi d'expérimenter de nouveau les lumières de vos rédacteurs.

Pour verser l'eau dans le calice, à l'offertoire, le prêtre peut-il se servir d'un compte-gouttes en verre, tels qu'on en fait aujourd'hui, terminés en pointe capillaire et fermés d'autre part par un tube en caoutchouc ? N'est-ce pas introduire à l'usage du saint sacrifice un instrument nouveau ? Ne serait-ce pas préférable d'user de la petite cuiller dont parle la rubrique ? En s'en servant le prêtre peut-il faire verser dedans par le servant les quelques gouttes d'eau, ou bien doit-il les prendre lui-même ? Je suppose dans ces divers cas un prêtre à vue très faible.

R. — Il ne nous paraît pas sage d'introduire un instrument nouveau dans la célébration du saint sacrifice ; il faudrait du moins avoir obtenu préalablement l'autorisation du Saint-Siège.

Nous préféreriez employer la petite cuiller dont vous parlez.

Ce n'est pas que nous voulions conseiller habituellement l'usage de cette cuiller, car le 7 septembre 1850 la sacrée Congrégation des Rites prie de dire si la coutume de se servir de cet instrument était licite, répondit qu'il fallait observer la rubrique, or la rubrique ne fait pas mention de la cuiller, quoique vous en pensiez; et plus tard, en 1858, la même Congrégation interrogée sur l'interprétation qu'il fallait donner à la réponse de 1850, à savoir si la sacrée Congrégation a voulu absolument prouver l'usage de cette petite cuiller :

« Queritur utrum hæc verba intelligenda sint eo sensu, ut usus cochlearis in prædicto casu omnino prohibeatur ? »

La sacrée Congrégation répondit négativement :

« Negative seu usum parvi cochlearis non esse prohibitum. » (6 février 1858, n. 5256, ad iv.)

Elle ne paraît donc pas encourager l'usage de la petite cuiller, puisqu'elle dit, dans une première réponse, de suivre la rubrique. Mais comme elle a déclaré dans la suite que cette pratique n'était pas prohibée, nous la préférons à celle dont vous parlez, d'autant plus que la petite cuiller est employée à la messe papale, et que les chartreux s'en servent.

Vous nous demandez qui doit prendre et verser cette eau ? Régulièrement c'est le prêtre, et non un simple servant. Qu'est-ce qui empêcherait le prêtre de le faire ? Ce n'est pas la faiblesse de sa vue, puisque ces petites cuillères ne contiennent que quelques gouttes d'eau.

Du reste, nous doutons fort qu'un servant laïc puisse habituellement remplir ce ministère sans une permission de l'autorité ecclésiastique.

Q. — Quand l'office du S. Sacrement le jeudi est suivi de celui de la Passion, vous avez dit qu'on faisait les Vêpres intégrales du jeudi sans mémoire de la Passion. Cela m'étonne, car l'objet me semble différent sous certains rapports. Avez-vous donc une décision du Saint-Siège ?

R. — Oui, nous avons une décision de la Sacrée Congrégation des Rites. Elle date du 24 novembre 1883. La question avait été ainsi posée :

« Quid agendum sit cum Officium votivum Sanctissimis Sacramenti concurrat cum Officio de Passione D. N. J. C. ? »

La Sacrée Congrégation répondit :

« Totum de præcedenti, nihil de sequenti. » (24 nov. 1883, n. 5896.)

Q. — Quand le prêtre dit sa messe dans une église étrangère doit-il suivre pour l'antienne *Trium puerorum* son office ou celui de l'église étrangère, selon que le saint est du rite double ou semi-double ?

R. — Cette difficulté n'est tranchée ni par les rubriques ni par aucun décret.

Les liturgistes ne touchent pas non plus cette question.

Nous ne pouvons donc pas donner de solution

catégorique. Nous pensons que le prêtre doit se conformer à son propre Office; par conséquent doubler l'antienne lorsque son Office est double; sans s'occuper de l'Office qui a lieu dans l'église où il célèbre.

Q. — 1° Il n'est pas permis de mentir, sous n'importe quel prétexte; cependant, le mensonge ne serait-il pas excusable, dans certains cas, par exemple, pour sauver la vie à un malade, en lui disant, je le suppose, que le médecin lui a ordonné de la tisane de fleurs de genêts, alors qu'en réalité on lui administre de la tisane de digitale, dont le nom seul le dégoûterait ? Il est bien difficile de faire comprendre aux fidèles qu'il est mal de mentir dans des circonstances analogues à celles que je viens de dire.

2° Un de mes confrères me soutient qu'un évêque n'a pas le droit de porter la peine de la suspense contre les prêtres de son diocèse qui reçoivent certains journaux religieux; notre discussion naissait du cas de l'archevêque de Tours condamnant le *Journal d'Indre-et-Loire* et interdisant à ses prêtres de le recevoir, sous peine de suspense *ferende sententiæ*. *Quid Juris* ? Le *Figaro* et autres feuilles de ce genre sont reçues impunément, et pour une simple faute commise par un journaliste, son journal ne pourrait franchir le seuil d'un presbytère ? Tel est le raisonnement que j'entends faire, et on ajoute que les curés du diocèse de Tours n'avaient qu'à continuer leur abonnement au journal d'Indre-et-Loire, en attendant bravement la suspense portée contre les délinquants.

Laissant de côté la question de personne, si vous voulez, traitez-la en principe.

3° Le quasi domicile suffit-il pour l'accomplissement du devoir pascal ?

4° Est-il permis de faire de la peinture le dimanche ? Oui, sans doute, si c'est par pure distraction; non, je le suppose, si on doit en retirer quelque profit. Voici un autre cas : une personne peint le dimanche ce qu'elle doit broder le lendemain; elle agit ainsi pour avancer son travail, le peut-elle ?

R. — Ad I. Il est certain que le mensonge n'est jamais permis. Mais il est des cas particuliers, où la malice intrinsèque du mensonge, n'est pas toujours évidente, surtout aux yeux des personnes moins éclairées, ce qui, à cause de l'ignorance ou de la bonne foi, peut excuser de péché. Enfin on peut à bon droit se demander s'il y a un mensonge véritable dans cette manière d'agir avec un malade, qui refuserait de prendre une médecine salutaire, dont le nom seul, s'il n'était remplacé par un autre, suffirait à le dégoûter. N'y a-t-il pas là plus tôt une précaution prise contre la répugnance du malade, un stratagème mis en œuvre, pour lui faire accepter, ce qu'il désire lui-même autant que personne, le remède qui lui rend la santé ? Au fond, il n'est pas trompé : il n'est pas *rationabiliter in-vitus*.

Ad II. Soutenir que l'évêque ne peut soumettre à la censure, les prêtres de son diocèse, qui ne voudraient pas s'abstenir de la lecture de certains journaux, religieux ou non, c'est soutenir que l'évêque n'a pas le pouvoir de défendre ces journaux, sous peine de censure.

Or cela est manifestement faux. L'évêque peut de droit divin, condamner et prohiber pour son diocèse, les livres ou feuilles périodiques, dont il juge la lecture nuisible à ses diocésains.

En effet, l'évêque est établi de Dieu pour régir une portion de son église. « *posuit episcopos regere Ecclesiam Dei.* » c'est-à-dire, pour conduire ses ouailles dans les bons pâturages et les écarter des mauvais, qui sont toutes doctrines et pratiques mauvaises, quel qu'en soit l'objet, de quelques manières qu'elles soient répandues et quelques formes qu'elles revêtent.

Il s'ensuit que les journaux mauvais, ou qui renferment pour les âmes un danger de perversion, peuvent être écartés, proscrits, prohibés sous les peines de droit, et cela non seulement, pour les simples fidèles, mais aussi pour les ecclésiastiques qui sont soumis à l'autorité de l'évêque, non moins que les fidèles.

Dn reste la question de la censure des journaux par les évêques a été tranchée par l'Inq. Rom. en 1832, dans une réponse adressée aux évêques de la Suisse.

On demandait : 1^o *Utrum ephemerides, seu diaria, subijci debeant censuræ Ordinarii, et an etiam quoad opiniones politicas ?* La réponse fut : *affirmative quoad utramque partem.* 2^o *An eidem censuræ subiaceant, non solum articuli doctrinales, sed etiam articuli in quibus facta narrantur ?* Il fut répondu : *affirmative.*

Il y a plus encore. Pie IX, dans une lettre adressée par la Sacrée Congrégation de l'Index, et datée du 24 août 1864, mande à tous les évêques qu'ils peuvent procéder, non seulement en vertu de leur droit propre, mais comme délégués du Siège Apostolique, à la prohibition des livres, brochures et journaux : en réservant toutefois au jugement du Souverain Pontife, ce qui exigerait un examen plus approfondi ou un acte de l'autorité suprême.

Il n'est donc pas possible de nier le pouvoir de l'évêque, de défendre sous peine de censure, aux fidèles et aux prêtres de son diocèse, la lecture des journaux qu'il croit devoir proscrire.

Ad III. Il est admis généralement que l'on peut remplir le devoir pascal dans son quasi domicile.

Ad IV. Est-il permis de peindre le dimanche ? C'est controversé, et par conséquent douteux. Mais quoiqu'il en soit de la controverse qui vient de ce que les uns regardent la peinture comme une œuvre libérale, et les autres comme une œuvre servile, l'intention de l'agent, ne changerait pas la nature de l'œuvre. Il ne serait pas plus licite en soi, de peindre par pure distraction, que de peindre en vue de gagner de l'argent : quoique d'ordinaire, l'intention de se distraire, ne suppose pas un travail aussi intense, aussi pénible, aussi long peut-être que l'intention du lucre.

Les deux opinions étant probables, on peut en pratique s'appuyer sur l'opinion qui permet de peindre le dimanche, se former une conscience pratiquement certaine à l'aide des principes reflexes, et agir sans péché.

Q. — S'il n'y a qu'une messe un jour de fête patronale, y aurait-il motif légitime de dispense pour une mère de

famille qui a de nombreux invités de rester pour préparer le repas, surtout si son mari le demandait instamment ?

R. — Il y a dans la circonstance, pour excuser, deux causes, qui, prises séparément, ne suffiraient peut-être pas, mais dont la réunion nous semble former un motif sérieux de dispense. La première se trouve dans la nécessité de préparer un repas important, qui doit être servi immédiatement ou peu de temps après la messe : « *Excusantur, dit saint Alphonse, qui coquere debent, et similia curare, quæ omitti non possunt* ¹. » Gury, Sabetti, Cl. Marc, et tous les disciples de saint Alphonse ont reproduit exactement cette proposition. Lehmkühl ajoute deux mots d'explication : « *Intellige in loco ubi ab ecclesia longius distant* ². » Comme dans le cas que nous étudions, cet éloignement n'existe pas, comme d'ailleurs il se rencontre un nombre considérable de familles qui sont exactement dans la même position, sans se croire pour cela dispensées, nous avons ajouté que ce motif à lui seul ne nous semblait pas suffisant pour excuser cette personne.

Le second motif se trouve dans le commandement du mari, dont le mécontentement peut facilement, s'il n'est pas bien chrétien, aller jusqu'au blasphème ou à l'emportement. Mgr Gousset affirme positivement qu'une femme est dispensée d'assister à la messe, lorsque son mari veut absolument qu'elle travaille pendant la messe, si elle ne peut se refuser à obéir sans de graves inconvénients. Si, par exemple, elle a lieu de craindre que le mari ne se livre à l'emportement, à des blasphèmes, à des imprécations ³. C'est la doctrine commune. Ces deux motifs réunis nous semblent bien suffisants pour excuser cette personne, surtout qu'il ne s'agit que d'une omission passagère. Il en serait autrement si l'omission devait être fréquente. Dans ce dernier cas les auteurs réclament une cause bien plus sérieuse : « *Differentia fieri debet, dit Berardi, inter omissionem Missæ pro una vel altera vice, et omissionem perpetuam aut diuturnam pro qua causa major exigitur* ⁴. »

Q. — 1^o Quelle est l'opinion actuelle sur le temps accordé pour acquitter les messes dont on a reçu les honoraires ? On est d'accord, je le sais, sur le délai de deux mois, mais certains théologiens modernes parlent de trois mois ; peut-on suivre cette opinion ? Peut-on excuser un prêtre qui, craignant de manquer d'honoraires de messes, profite de l'abondance des offres et en accepte pour trois mois ?

2^o Peut-on, du moins, quand on groupe les intentions données par des personnes différentes, se permettre ce délai de trois mois ? »

R. — Nous ne pouvons donner exactement l'opinion actuelle qu'en citant les auteurs les plus récents, tant parmi les théologiens que parmi les canonistes.

¹ Berardi, *Praxis confessoriorum*, p. 424.

² *Théologie morale*, t. I, n. 560.

³ *Theologia moralis*, t. I, n. 564.

⁴ Lib. III, n. 326.

1^o BÉRARDI, curé à Faenza (Italie), écrit en 1884 : « Circa tempus, intra quod missæ adventiæ celebrari debent, regula ordinaria est ut celebrentur *infra mensem*, juxta responsum S. C. C. (17 juillet 1655). S. Lig. tamen (vi, 317) id restringit ad missas pro defunctis ; quod alias enim *probabile* censet « nequaquam peccare sacerdotem » qui dicit missam promissam *infra duos menses*. » Et Gousset (II, 299), absolute dicit : « Si (quod « sæpe evenit) ille qui honoraria dedit, intentionem « suam non manifestaverit, si nullum tempus pro « celebratione missarum constituerit, communis « (*in Gallia*) est opinio, sufficere si intra duos menses celebrentur. » Sed in hoc locorum consuetudines (quæ propter penuriam vel multitudinem sacerdotum legitime variare possunt) considerandæ erunt. Apud nos prævalet adhuc persuasio quod *infra mensem* celebratio regulariter exequi debeat. Dilatio autem quæ tres vel quatuor menses excedat, merito gravis censi potest. (Gury, II, 369) ¹. »

2^o BONAL (1884) : « Probabilius non peccat graviter sacerdos qui missam promissam *infra duos menses* celebrat. Ex decis. S. C. C., 24 aprilis 1875, celebrationis dilatio ultra sex menses nunquam protrahenda. In missis pro recenter defunctis celebrandis, dilatio unius mensis gravis reputanda est, juxta S. Ligor., Salm., Lugo, etc. Tandem ad varia Episcoporum statuta est attendendum ². »

3^o BUCCERONI (Rome 1887) : « Prohibitum est C. Innocentii XII. *Nuper*, 23 déc. 1697, nova suscipere missarum onera, nisi prioribus jam susceptis *infra modicum tempus* satisfieri possit, vel si non possit id oblatores sciant et consentiant. Modicum autem tempus definivit S. C. C. 17 jul. 1655, *esse unum mensem* ³. »

4^o GRANDCLAUDE (1882) : « Quantum temporis spatium intelligatur per illud modicum tempus, non consentiebant. Alii laxiores putant sex menses aut etiam duos annos esse spatium modicum, alii duos vel tres menses. Juxta declarationem S. Cong. Concilii editam 17 jul. 1656, non esset « reputandum modicum tempus spatium duorum vel trium mensium, sed intelligi *infra mensem*. » Tamen in subsequenti declaratione, 22 nov. 1697, approbata ab Innocentio XI, modicum tempus posset intelligi de spatio duorum mensium, quia S. Cong. districte prohibet ne quis ultra duos menses differat celebrare missas pro quibus accipit stipendium.

« Hodie, ex praxi communiter recepta, sacerdotes possent recipere in antecessum 60 eleemosynas missarum... Minime dubium est quin majus temporis spatium possit concedi a præsentibus stipendia : quapropter si de consensu expresso, tacito, vel etiam præsumpto offerentium constaret, sacerdos differre posset ultra duos menses ⁴. »

5^o LEHMKUHL (édition de 1888) : « Ex multorum scriptorum sententia diuturna dilatio non censetur, quæ duos menses non excedat : nisi forte defunctis, maxime recenter defunctis agatur, circa quos multi iique alioqui sat benigni auctores dilationem breviorē, v. g., unius mensis, gravem habent... Quanquam pleraque concilia receptiora, si hac de re loquuntur, solum dicunt *infra modicum tempus*, Viennense dicit *infra bimestre*. Et cum similis causa coram S. C. C. ageretur, ille qui ex officio animadversiones fecit, hæc dixit : « Quod quidem breve tempus in missis manualibus cum S. Alph. morales theologi *ad duos menses* coarctare, si agatur de singulis sacerdotibus, quibus celebratio committatur ; si de ecclesiis vel sanctuariis, quæ aliis missarum oneribus gravantur, unum mensem non egredi ad statutum per S. C. C. die 17 jul. 1655.

« Quando vero circa quaslibet missas dilatio sine consensu eorum qui stipendium dant, *notabiliter* ultra duos menses excedat, communiter tenent grave peccatum adesse ¹. »

6^o CL. MARC (édition de 1888) : « Modicitas temporis omnino relative sumenda est... In missis pro defunctis dilationem unius mensis merito gravem reputant multi theologi. In aliis missis dilatio duorum mensium gravis est censenda, quare *infra bimestre* satisfaciendum est (excipe nisi S. Sedes dilationem concesserit). Dicitur *nisi offerens in dilationem consentiat*. Scienti enim et volenti non fit injuria. Ita etiam S. C. C. definivit. Jam vero talis consensus ipso facto præsumitur, si quis multas, v. g., 200 missas sacerdoti offerat ab ipsomet celebrandas. Non item, cum missæ traduntur celebrandæ communitati plurium sacerdotum ; quia tunc præsumitur qui dat eleemosynam pro multis missis, velle citius eas celebrari. Hoc tamen non intelligendum, quod omnes sacerdotes illius communitatis debeant se occupare in satisfaciendi hujusmodi missis, sed quod non debent tamdiu differre, quamdiu oporteret si missæ illæ uni committerentur ². »

7^o GABRIEL DE VARCENO : « Probabilius non peccat graviter sacerdos, qui missam promissam *infra duos menses* celebrat ³. »

8^o ZITELLI (édition de 1888) : « Die 17 julii 1655 S. C. C. *modicum tempus* intelligendum esse resolvit *infra mensem*, si agatur de sanctuariis quæ gravantur aliis missarum oneribus. *Duo vero menses* juxta S. Alph. aliosque theol. intelligendi sunt quando agitur de singulis sacerdotibus quibus demandatur celebratio ⁴. »

9^o La *Revue des sciences ecclésiastiques*, dans un travail sur les honoraires des messes (année 1883-1884), adopte les mêmes conclusions.

En parcourant tous ces auteurs récents, nous n'avons trouvé aucune mention d'un délai de trois mois parmi les modernes. Il y a encore quelques

¹ Berardi, *Praxis*, p. 362.

² Bonal, *Institutiones theol.* t. III, p. 665, n. 238.

³ Bucceroni, *Enchiridion morale*, p. 99, n. 369.

⁴ Grandclaude, *Jus canonicum universum*, lib. III, tit. xli, tome II, p. 542.

¹ Lehmkühl, *Theol. mor.*, t. II, n. 190.

² Cl. Marc, *Institutiones theol.* t. II, n. 1615.

³ Gabriel de Varceno, *Compendium*, p. 660.

⁴ Zitelli, *Apparatus juris eccl.*, p. 331, note.

auteurs que nous n'avons pas vus ; mais s'ils ont réellement émis l'opinion que vous dites, Lehmkühl et le P. Marc, qui sont les derniers en date, et qui sont si complets, l'auraient signalée dans le cas où ils lui auraient trouvé quelque valeur. Ils ne signalent d'aucune manière cette opinion ; c'est donc ou qu'elle n'existe pas ou qu'elle ne mérite aucune mention.

Nous aurions pu nous contenter d'une sèche énumération des auteurs que nous avons cités tout au long ; mais comme la question est des plus pratiques et qu'elle est envisagée sous un aspect spécial dans chacun d'eux, nous avons préféré sacrifier la brièveté à la clarté. Quant à la solution des questions pratiques, elle est facile à déduire.

Nous n'ajouterons qu'un conseil. Comme il dépend de la personne qui demande les messes de fixer le temps pour les dire, beaucoup de prêtres prennent la précaution de prévenir qu'ils ne pourront *peut-être* pas acquitter toutes les messes demandées dans un bref délai ; la plupart du temps, sinon toujours, les fidèles accordent un délai d'une manière générale, en disant : *Vous les direz quand vous pourrez*. On est alors plus à l'aise.

LE MINISTÈRE PAROISSIAL

LE CATÉCHISME À NOTRE ÉPOQUE.

SA PRATIQUE ¹

(Suite et fin)

IV. *Nécessité et moyen d'intéresser et d'associer la paroisse à l'œuvre du catéchisme*

C'est avec le plus grand regret que nous avons dû remettre jusqu'à ce jour la fin de notre travail sur le catéchisme à notre époque. Espérant que nos lecteurs ne nous tiendront pas rigueur outre mesure d'un retard, où la négligence n'entre pour rien, nous venons en toute confiance leur communiquer notre dernière pensée sur le sujet : *Il faut associer et faire collaborer la paroisse à notre œuvre de catéchisme*.

Si parfaite que puisse être l'organisation de nos catéchismes, si louable et si ardent que soit notre zèle personnel, si excellents et si multiples que soient aussi nos moyens d'encouragement et d'émulation auprès des enfants, nous n'aurons créé une œuvre de catéchisme véritablement puissante dans notre paroisse, que le jour où nos paroissiens travailleront en bon ordre à cette œuvre avec nous.

Qu'est-ce en effet qu'une œuvre de catéchisme, telle que nous la jugeons nécessaire à une époque de dangers religieux comme la nôtre, sinon une sérieuse et solide mise en action de toutes les forces chrétiennes de la paroisse pour replacer en honneur, faire aimer et apprendre le catéchisme ? Puisque du côté du démon et de la franc-maçon-

nerie tout conspire et tout est employé contre le catéchisme, ne faut-il pas que du côté de l'Eglise et des enfants de Dieu tout soit mis en œuvre pour soutenir le catéchisme, seule et dernière ressource de l'éducation religieuse, seul et dernier espoir par conséquent de la conservation et du développement de la foi dans la jeunesse ? Or, le pasteur est bien, il est vrai, le plus puissant élément de ces forces que nous appelons paroissiales ; il est le chef, le moteur, le directeur de tous les autres ; mais il n'est pas le seul. A côté de lui il y a les personnes pieuses dont le pouvoir est considérable, il y a les bons chrétiens dont le jugement et la pensée font autorité dans la paroisse, il y a surtout les familles qui dans l'espèce jouent un rôle majeur, parce que chaque enfant relève directement de l'une d'elles et en reçoit une impulsion journalière. Eh bien, il faut tous ces concours réunis pour qu'une œuvre paroissiale de catéchisme soit parfaite et pleinement féconde. Nous nous expliquons.

Qu'il faille le concours des familles pour un catéchisme, tout le monde le sait, tout le monde en convient. Les prêtres zélés le constatent par expérience, et ils le sentent d'autant plus vivement qu'ils s'occupent d'avantage de leur œuvre et la suivent de plus près. Les indolents, ceux qui en font moins, le crient peut-être plus fort encore que les autres ; car, à les entendre, tout le mal vient des familles, et ils se justifient de leur propre négligence en rejetant la faute entière sur les pères et les mères. Sans dire donc avec quelques-uns qu'il n'y a plus rien à tenter là où les familles ne font plus rien, nous pouvons affirmer que nous ferons certainement trop peu et souvent même très peu sans le concours des familles.

Quel concours faut-il chercher à en obtenir ?

Si ces familles sont chrétiennes, qu'on leur demande, qu'on exige d'elles une pleine et active coopération, celle que nous conseillons de réclamer à tout bon chrétien et à toute personne pieuse de la paroisse. Si nous sommes en présence d'une famille hostile ou indifférente, efforçons-nous d'obtenir un concours de *tolérance*, et si nous le pouvons de *complaisante bienveillance*.

Ce serait déjà quelque chose, en effet, pour nous et pour l'enfant, que de n'être point combattus ou contredits à la maison dans notre enseignement, ou dans nos exigences. S'il n'y a point d'opposition contre nous dans la famille, nous avons chance d'un certain succès, car l'enfant, à moins d'être absolument pervers ou mal conseillé, devient assez facilement par la grâce de son baptême et par celle de notre sacerdoce, le disciple du prêtre et par conséquent le disciple de Jésus-Christ. Un bon prêtre fait toujours du bien à l'enfant qui vient à lui.

Mais comment espérer que des familles peu religieuses et souvent mal disposées ne nous feront pas d'opposition, et par des observations maladroites ou méchantes, par des critiques, des plaintes, des récriminations, ne nuiront pas à la

¹ Voir les nos 17, 20, 23, 36, 40 et 41.

bonne volonté de l'enfant et dès lors à notre influence ? Dût-on nous accuser une fois de plus de trop croire à la puissance des petits moyens, nous ne craignons pas d'affirmer que maintes fois, pour ne pas dire presque toujours, on arrivera à disposer passablement les familles les plus mauvaises et à leur imposer un silence des plus étonnants, rien que par les bons procédés dont on usera envers leurs enfants au catéchisme. C'est ici de plus que notre thèse des encouragements au catéchisme, des bons points, des récompenses, des petites fêtes, des moyens d'émulation, acquiert toute sa valeur ; car sa mise en pratique aura plus de résultats encore auprès des parents qu'auprès des enfants, et elle est peut-être le seul moyen aujourd'hui de faire accepter passablement le catéchisme à des gens qui, par goût, par conviction, n'y tiennent pas, ou n'y voient qu'un embarras de plus pour eux. C'est l'expérience seule qui nous le fait affirmer, car plus que personne peut-être nous avons eu des doutes à ce sujet. Le plaisir que l'on réussit à procurer aux enfants à l'occasion du catéchisme désarme les parents les plus hostiles et quelquefois même les rend très accommodants.

Nous en avons vu de très rébarbatifs à notre égard, pour ne rien dire de plus, s'adoucir peu à peu à force d'entendre leurs enfants parler de bons points, de bonnes notes, de cartes d'honneur ; des crayons et des porte-plumes, qu'on achètera avec cette monnaie de carton que l'on compte dix fois de suite. On la fait même recompter et vérifier par un père grognon, qui hausse d'abord les épaules et envoie promener le curé et tout son monde, mais qui finit par céder et se laisser faire. Il écoute sans trop s'impatienter le récit sans cesse répété de ce qui se fait au catéchisme, il connaît celui qui est le plus riche et a le plus d'espérances, il sait même quel chapitre on a aujourd'hui à étudier parce qu'on lui a dit que ce chapitre vaudra tant de bons points ; il laisse dire parce que son enfant est heureux.

Il arrivera bientôt à croire que M. le curé aime son enfant, et lui-même dès lors se défiera un peu moins de M. le curé, ce qui est un premier pas vers la confiance. Un mot de nous, un désir de notre part sera alors mieux accueilli ; une visite rendue à propos, une question au sujet de l'enfant fera plaisir. On se saluera mutuellement dans les rencontres et l'on se parlera volontiers à l'occasion. La conséquence vraiment sérieuse et pratique de tout cela : c'est que M. le curé aura l'enfant au catéchisme, et pourra utilement lui donner ses soins.

Amener ces gens hostiles ou indifférents au bon vouloir nécessaire par d'autres moyens que les procédés bienveillants, les prévenances, les petites flatteries du genre de celles que nous conseillons, n'est pas chose facile. Les raisonnements ne les touchent pas, les considérations de la foi ne font point impression sur eux. L'idée même de la première communion de leurs enfants ne leur ap-

paraît que sous un faux jour souvent très dangereux pour nous, à cause des conditions désespérantes qu'ils prétendent nous imposer en raison d'une nécessité mal comprise. Opérons donc d'une autre manière en faisant plaisir à l'enfant ; et l'enfant obtiendra lui-même ce qui ne nous aurait été qu'incomplètement et très difficilement accordé.

La tolérance et une complaisante bienveillance pour nos catéchismes, voilà tout ce que l'on peut attendre des parents qui ne sont plus chrétiens que de nom, mais ce concours presque purement négatif, qui ne nous rend guère que le service de ne pas démolir notre œuvre, est insuffisant ; il nous faut chercher ailleurs un concours positif qui nous aide à édifier l'œuvre, à la soutenir, à la faire prospérer. Ce concours précieux doit être demandé aux gens de bien, aux personnes pieuses de la paroisse, et surtout aux bons parents.

Le prêtre a besoin d'être aidé dans son ministère : nous l'avons longuement prouvé. Il a besoin d'être aidé surtout dans son ministère auprès des enfants.

L'œuvre du catéchisme de paroisse étant l'œuvre capitale et nécessaire pour la foi et la religion des enfants, chaque bon chrétien doit vivement aimer cette œuvre, la soutenir et la favoriser de toutes ses forces, sous peine de déplaire à Dieu en se montrant indifférent au salut des petits enfants.

Cette œuvre ne regarde pas seulement le prêtre, mais tous ceux qui ont charge avec lui de l'âme des enfants ; car c'est une immense erreur de croire que c'est uniquement au prêtre que revient le devoir de parler de Dieu à la jeunesse. Les parents sont placés auprès des enfants avant le prêtre.

L'œuvre du catéchisme étant détestée des ennemis de l'Eglise sans exception et combattue par les francs-maçons peut-être plus que toutes les autres œuvres, c'est assez, sans parler de conscience et de devoir, pour que tous les amis de Dieu et de l'Eglise sans exception lui donnent leur affection et leurs préférences.

L'œuvre du catéchisme étant devenue, par suite des lois scolaires et de la persécution religieuse, extrêmement compliquée et difficile, le pasteur ne peut plus y suffire seul. C'est aux bons d'aider efficacement leur curé.

Or, c'est aider son curé pour l'œuvre du catéchisme que 1^o de prier et de communier pour l'œuvre du catéchisme ; 2^o d'approuver et de louer hautement cette œuvre, de parler avantageusement de ce que le prêtre entreprend pour la créer ou la soutenir, car rien ne console et n'encourage autant un curé que de savoir ses efforts compris et appréciés des gens de bien, surtout des hommes honorables de sa paroisse ; 3^o d'inviter les enfants à fréquenter le catéchisme, de les féliciter de leur bonne volonté ou de les reprendre de leurs fautes à ce sujet ; 4^o de leur faire étudier ou de leur expliquer les leçons du catéchisme ; 5^o de procurer à son curé quelques ressources pour les récompenses de catéchisme, etc., etc.

Voilà des vérités principes dont il ne suffit aux

pasteurs d'être convaincus pour eux-mêmes, mais qu'ils doivent prêcher à leurs paroissiens. En y mettant autant de zèle que de discrétion, pourquoi n'arriverions-nous pas à former sur ce point important la conscience de nos fidèles les plus sérieux ? Mais nous le disons à dessein, il nous faut pour cela du *zèle* et de la *discrétion*. De la discrétion ! Pour ne rien exagérer, pour ne pas tomber surtout dans des déclamations vagues ou des récriminations qui ne servent jamais à rien. Les âmes droites sont facilement avec nous, quand nous leur présentons la vérité et le devoir avec calme, avec une évidente justesse de preuves et de démonstration. Du zèle aussi ! Car, si nos chrétiens ne sentent pas nos âmes enflammées, si surtout ils ne nous voient pas les premiers à l'œuvre, ils se laisseront plus difficilement persuader.

Nous permettra-t-on en finissant, de revenir à l'idée qui nous est chère, et dont nous avons entrete nu nos lecteurs au début de nos petits entretiens sur le ministère paroissial : La création dans nos paroisses d'une association pour la défense de la foi et de l'idée religieuse ? Si on n'ose l'établir sous la forme plus générale et plus complète que nous avons indiquée, ne pourrait-on pas au moins l'organiser en lui donnant pour but l'œuvre si importante du catéchisme et de l'éducation chrétienne de la jeunesse ? Elle serait alors, à proprement parler, l'œuvre de la doctrine chrétienne telle qu'elle existe à Rome, et que nous avons fait connaître.

De la sorte la coopération des fidèles à l'œuvre du catéchisme est organisée et assurée. Le pasteur connaît ses aides ; il peut les diriger, les encourager, faire appel à leur zèle.

Aujourd'hui, on sent si bien partout la nécessité d'une association pour l'œuvre du catéchisme, qu'on a tenté plusieurs essais de ce genre.

Nous applaudissons de tout cœur à ces essais, à ces efforts. Ils nous paraissent toutefois viser plutôt à une union des paroisses entre elles, qu'à l'organisation des forces locales, sous la direction de chaque curé, pour l'œuvre du catéchisme dans la paroisse même.

Il est excellent certainement que les catéchismes prient les uns pour les autres, et qu'une sainte fraternité les relie. Il est excellent même qu'un mot d'ordre parte de temps à autre et soit porté ici et là pour ranimer le zèle et relever les courages. Mais, nous nous obstinons à croire et à soutenir que c'est dans la paroisse même que l'œuvre doit s'organiser avant tout et fonctionner. Nous persistons à dire que le nécessaire et vrai directeur d'une œuvre de catéchisme est le curé de la paroisse, parce qu'il est pasteur, parce qu'il est responsable en la matière devant Dieu et devant l'Eglise, parce qu'il est seul juge des besoins particuliers et des ressources spéciales de sa paroisse.

En vain ma paroisse sera associée à telle ou telle œuvre de catéchisme, en vain elle y participera par quelques pratiques ou quelques offrandes ; si l'œuvre du catéchisme ne fonctionne pas dans

ma paroisse elle-même d'une manière sérieuse, vivante, je n'aurai pas abouti au résultat nécessaire.

Créons donc et organisons chacun dans nos paroisses une *confrérie* ou une *association* de catéchisme, à laquelle nous donnerons le règlement que nous jugerons le mieux convenir, et où nous enrôlerons les bonnes familles, les bons chrétiens ! Cette association établie, dirigeons-la, soutenons-la de tout cœur, et tirons d'elle tous les secours possibles.

Alors, mais alors seulement, unissons-la, si nous le désirons, à une œuvre générale de catéchisme dont elle pourra tirer vie et profit, et de préférence à une œuvre approuvée par l'Eglise et enrichie de privilèges et d'indulgences comme l'*Archiconfrérie romaine de la Doctrine chrétienne*.

JURISPRUDENCE

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

Q. — Permettez à un des abonnés de la première heure de vous soumettre une question dont la solution m'intéresse vivement à plusieurs points de vue. Voici ce dont il s'agit.

Il y a neuf ans, par une adjudication régulière approuvée par Mgr l'archevêque et le Préfet, j'ai établi dans ma paroisse qui compte deux mille habitants, une administration des pompes funèbres dont les pouvoirs finissent le 31 décembre prochain. Le cahier des charges qui la régit a été arrêté par ma fabrique de concert avec le conseil municipal qui alors était conservateur et est devenu depuis radical et libre-penseur. Les entrepreneurs actuels seraient assez disposés par une convention amiable, c'est-à-dire par un sous-seing privé enregistré, etc., à continuer l'entreprise aux conditions actuelles. Je sais d'autre part que le conseil municipal à l'intention de remettre l'affaire en adjudication après avoir modifié le cahier des charges au sujet des indigents devant être enterrés gratuitement ; lesquels seraient désignés chaque année par le bureau de bienfaisance entièrement composé de radicaux libres-penseurs à la remorque du conseil municipal. Ce serait, vous le pensez bien, un excellent moyen de contenter les électeurs de ces messieurs qui ne manqueraient point de protéger exclusivement leurs partisans seuls secours par le dit bureau, à l'exclusion complète des familles pauvres dont les enfants fréquentent notre école libre des sœurs.

La clause qui régle la sépulture des indigents dans le cahier des charges actuel est conçu en ces termes : « Les habitants indigents seront enterrés gratuitement « s'ils sont inscrits habituellement au nombre des pauvres secours régulièrement par le bureau de bienfaisance, et si, en outre, leurs héritiers sont reconnus pour ne pouvoir pas payer les frais de sépulture. »

Cette clause me semble bien suffisante et il est clair que les droits des pauvres et des entrepreneurs sont suffisamment sauvegardés par elle. Aussi ne sommes-nous point disposés à la modifier, attendu que pour ce qui nous regarde, nous l'exécutons dans la plus large mesure ; mais l'entrepreneur n'est pas obligé de faire plus que ne l'exige le cahier des charges ; et c'est là ce qui gêne nos radicaux.

Je voudrais donc savoir s'il nous est permis, à nous fabrique, de traiter avec l'entrepreneur actuel pour le renouvellement de son bail aux mêmes conditions sans l'intervention du conseil municipal.

Je sais qu'à T., le renouvellement du traité des pom-

pes funèbres a été fait à l'amiable par Mgr l'archevêque vis à vis de l'entrepreneur aux conditions premières sans l'intervention du conseil municipal ni du préfet; ce que je puis affirmer, car j'ai eu sous les yeux le sous-seing qui a été rédigé à cette occasion. Pouvons-nous faire de même? Si non, quelle serait la démarche à suivre?

Il me semble que le conseil municipal n'a dans cette affaire que voix consultative, et non voix délibérative. Qu'est-ce qu'il a de vrai?

R. — Aux termes des décrets du 12 juin 1804 et du 18 mai 1806, c'est aux fabriques seules qu'il appartient de fournir les choses nécessaires aux enterrements et aux pompes funèbres, c'est-à-dire les voitures, tentures, ornements et de faire généralement toutes les fournitures quelconques, non seulement pour le service des morts dans l'intérieur des églises, mais encore pour le transport des corps et la pompe des convois.

Par conséquent, la prétention du nouveau conseil municipal dont parle notre correspondant ne saurait se justifier en aucune manière. Les conseils municipaux n'ont à intervenir dans les questions des pompes funèbres qu'au point de vue des tarifs et de deux manières différentes. Les tarifs des pompes funèbres qui ont pour objet de régler les droits dus aux fabriques paroissiales pour le service des morts et pour toutes les fournitures relatives aux convois, sont rédigés par les évêques et par les fabriques qui doivent y joindre des tableaux gradués par classe. Ces tarifs sont *communiqués* d'abord aux conseils municipaux et ensuite aux préfets pour *avoir leur avis*. (Décret du 18 mai 1806, art. 6 et 7.) Ils devaient être présentés, d'après l'article 7, par le ministre cultes, après avoir consulté le ministre de l'intérieur, à l'approbation du chef de l'Etat. Actuellement, aux termes des décrets des 25 mars 1852 et 13 avril 1861, les préfets ont le droit d'approuver tous les tarifs des pompes funèbres.

On confond souvent dans un seul et même tarif, les taxes pour le transport des corps et les dépenses des pompes funèbres. Le décret du 18 mai 1806 a voulu évidemment qu'il y eût deux tarifs distincts, en prescrivant que le tarif des frais de transport fût préparé par le *conseil municipal* et approuvé sur le rapport du ministre de l'intérieur et que le tarif des pompes funèbres fût dressé par les *fabriques* et les évêques, et approuvé sur le rapport du ministre des cultes. Malgré les modifications apportées à la législation antérieure, en ce qui concerne cette approbation, les dispositions du décret de 1806 doivent toujours être suivies.

Il suit de tout ce que nous venons de dire, 1^o que le conseil municipal n'a pas qualité pour mettre en adjudication l'entreprise des pompes funèbres;

2^o Qu'il n'a pas qualité pour fixer le tarif des pompes funèbres, mais seulement pour donner son avis;

3^o Que son pouvoir, en fait de tarif, s'arrête à celui du transport des corps.

Or, dans l'espèce, le conseil municipal en ques-

tion est intervenu en temps utile dans la mesure de son droit: il n'a donc plus à intervenir à moins que la fabrique d'accord avec l'évêque ne voulût modifier les tarifs. Dans cette hypothèse la fabrique devrait communiquer à nouveau le tarif au conseil municipal pour avoir son avis.

Mais, d'après notre correspondant, les tarifs ne sont pas modifiés; il ne s'agit que de les continuer. Le conseil municipal n'a donc rien à voir dans le renouvellement du traité avec les entrepreneurs, que ce renouvellement ait lieu par un acte public ou un sous-seing privé.

Au reste, ce qui a été fait à T. par l'archevêque peut se faire ailleurs et pour les mêmes raisons.

Q. — Dans le but de restaurer l'église paroissiale de X..., beaucoup trop petite pour contenir la population qui a près de 1800 âmes, et, en outre, très incommode, le curé se disposait à faire une quête chaque dimanche et fête de précepte. Le produit hebdomadaire aurait été mis à la caisse d'épargne jusqu'à cent ou deux cent francs qui seraient retirés pour être placés à 5 p. 0/0 et ainsi de suite jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour la restauration de l'église.

Certains confrères font remarquer que le curé de son autorité privée ne peut faire cela dans l'église pendant une période de temps si longue et pour l'objet dont il s'agit:

1^o Sans avoir pris l'avis du conseil de fabrique;

2^o Sans avoir fait prendre une délibération à ce même conseil;

3^o Sans avoir fait approuver cette délibération par l'évêque.

En outre, comme il arrive dans la localité un nombre assez considérable d'étrangers visitant l'église, le curé voulait placer dans l'église un tronc destiné à recevoir les offrandes pour la restauration de l'église. On prétend qu'il ne peut le faire de son chef.

Soyez assez bon pour me faire savoir par l'organe de l'*Ami du clergé* quelles sont les formalités à remplir.

1^o Pour établir régulièrement une quête dans l'église;

2^o Pour y placer un tronc.

R. — Le décret du 12 septembre 1806 et l'article 75 du décret du 30 décembre 1809 sont les seules dispositions législatives qui règlent tout ce qui a rapport aux quêtes dans les églises.

Il résulte des articles 1 et 2 du décret du 12 septembre 1806 et de l'article 75 du décret du 30 décembre 1809 combinés: 1^o qu'à l'évêque appartient le droit de régler tout ce qui concerne les quêtes dans les églises de son diocèse, de permettre ou commander celles qu'il juge utiles et d'interdire celles qu'il ne croit pas devoir permettre; 2^o que les marguilliers sont chargés de veiller à celles qui sont faites pour l'entretien des églises et les frais du culte; 3^o que les bureaux de bienfaisance ont le droit de faire des quêtes pour les pauvres dans les églises...., 4^o que les maires n'ont pas le droit de commander des quêtes dans une église.

Ces divers points sont exactement résumés dans la lettre ministérielle du 19 juillet 1865 au préfet de Loir-et-Cher, que pour ce motif nous reproduisons:

« M. le Préfet, le 17 mai dernier, vous avez consulté le ministre de l'intérieur sur la question de

savoir si un curé qui a fait une quête dans son église à l'occasion d'un mariage, a le droit de profiter seul du produit de cette quête, à l'exclusion de la fabrique.

« Comme il ne s'agit point d'une collecte au profit des pauvres, M. le ministre de l'intérieur m'a transmis cette affaire, qui semble, en effet, rentrer plus particulièrement dans les attributions de l'administration des cultes.

« D'après l'article 75 du décret du 30 décembre 1809, tout ce qui concerne les quêtes dans les églises doit être réglé par les évêques sur le rapport des marguilliers sans préjudice des quêtes pour les pauvres qui devront toujours avoir lieu, toutes les fois que les bureaux de bienfaisance, institués par la loi du 7 frimaire an V, le jugeront convenable.

« Le produit des quêtes pour les frais du culte appartient à la fabrique; celui des quêtes pour les pauvres doit être versé dans la caisse du bureau de bienfaisance. Mais suivant un avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat en date du 6 juillet 1831, les évêques peuvent ordonner ou autoriser dans les églises des quêtes pour une destination autre que les besoins du culte et ceux des pauvres. D'après le même avis, ils ne sont pas tenus, à cet égard, de se conformer au rapport des marguilliers, exigé par l'article 75 précité.

« Quand au droit personnel des curés ou desservants de faire des quêtes dans leur église, soit à leur profit, soit dans un intérêt religieux, aucune disposition législative ou réglementaire ne l'a reconnu.

« Seulement l'usage a établi que les offrandes présentées à l'autel leur seraient dévolues. Toutes les autres appartiennent à la fabrique, seule chargée de pourvoir aux dépenses paroissiales... »

Nous ajouterons que l'évêque n'est pas tenu de suivre l'avis des marguilliers, lesquels, ne pouvant toujours apprécier les besoins généraux des diocèses, repousseraient souvent les quêtes destinées à y pourvoir, de crainte de voir la concurrence de ces quêtes nuire à celles qui doivent se faire pour leur fabrique. (*Avis du comité de l'Intérieur du Conseil d'Etat du 6 juillet 1831.*)

Conclusion :

Notre correspondant doit s'adresser à l'évêque et obtenir son autorisation, l'évêque doit prendre l'avis du conseil de fabrique, sans être tenu de s'y conformer. Une fois la quête et le tronc autorisés par l'évêque, le produit en est recueilli dans la caisse de la fabrique et placé ou employé dans les conditions indiquées par l'autorité compétente. Telle est la loi; mais il est avec elle des accommodements; car nous pensons que les curés peuvent, sans toutes ces autorisations, faire appel à la charité des fidèles pour l'achat d'un objet mobilier ou un besoin pressant de la paroisse. Ceci est de droit naturel.

même temps secrétaire du conseil? Et, en général, quelles sont, en la matière, les fonctions incompatibles?

R. — Ad 1^m. En règle générale, les incompatibilités sont de droit étroit; on ne doit pas les étendre au-delà des cas formellement prévus par la loi, et il n'est pas permis d'ajouter des incapacités ou des exclusions à celles qu'elle a prononcées. Or, ni le décret du 30 décembre 1809 sur les fabriques, ni aucune autre disposition législative ou réglementaire ne portent que le secrétaire du conseil de fabrique ne pourra être trésorier du bureau. Sous ce rapport, il n'existe donc aucun texte qui s'oppose à sa nomination comme trésorier.

Cette incompatibilité n'existerait que si le dit secrétaire était le curé ou le maire, et elle viendrait non de leur titre de secrétaire, mais de leur pour titre de curé et de maire, car c'est en qualité qu'ils ne peuvent être ni présidents ni trésoriers.

Outre qu'il n'y a pas de texte établissant l'incompatibilité entre le titre de secrétaire du conseil et de trésorier du bureau, nous ne voyons non plus rien dans les diverses fonctions qui s'y oppose. Un secrétaire ne fait que dresser des procès-verbaux des délibérations, transcrire des ordres, transmettre des avis; le trésorier les met à exécution; l'un n'empêche pas l'autre.

Cependant quelques auteurs, entr'autres le *Journal des Fabriques*, regardent comme incompatibles les fonctions du secrétaire du conseil et de trésorier, mais sans le prouver; nous maintenons notre manière de voir.

Ad 2^m. Quand aux fonctions incompatibles dans les conseils de fabriques, en voici quelques-unes :

1^o Il y a incompatibilité entre le titre de marguillier et celui de parent et allié, jusques et y compris le degré d'oncle et de neveu. (*Art. 14 du décret du 30 décembre 1809; avis du Comité de l'Intérieur du Cons. d'Et. 21 mai 1828.*)

2^o Entre les fonctions de curé et de maire et le titre de président ou de trésorier, soit du conseil, soit du bureau. (*Lettres minist. du 4 avril 1811, 25 mars 1831, 28 mars 1833, art. 1^{er} du Titre II, de la loi du 24 vendémiaire an III (15 octobre 1794).*)

3^o Entre le titre de chantre, bedeau, sacristain, etc, et celui de membre du conseil ou du bureau. (*Décis. minist. du 30 août 1848.*)

4^o Entre le titre de président du conseil ou du bureau et celui de trésorier. (*Décis. minist. du 6 octobre 1811, 13 octobre 1846, 8 juillet 1861.*)

5^o Entre les fonctions de curé et celles de président du bureau des marguilliers. (*Décision du 28 octobre 1810, 17 août 1811; 16 mars 1846; avis du conseil d'Etat du 7 février 1867.*)

IMPRIMATUR

Lingonis, die 25 decembris 1889.

† ALPH.-MART., *Episcopus Lingonensis.*

Le gérant : J. MAITRIER.

Langres. — Imprimerie MAITRIER ET COURTOT.

Paiements d'abonnements

1° Abonnements faits et payés. — M. V. curé à M. (Oise). — M. C. curé de St-R. à R. (Ardennes). — M. B. aumônier à A. (Saône-et-Loire). — M. C. curé de N.-l-D. (Ain). — M. P. aumônier à L.-l-S. (Jura). — M. J. S. curé à L. (Gironde). — M. C. curé à C. (Hautes-Pyrénées). — M. G. curé à St-S-d-L. (Loire). — M. P. curé à P.A. (Rhône). — M. L. aumônier à S. (Aisne). — M. T. ch. à R. (Aveyron). — M. L. B. curé-doyen à A. (Morbihan). — M. M. curé-arch. à C. G. (Mayenne). — M. L. curé à M. (Pas-de-Calais). — M. H. curé à H. (Belgique). — M. V. L. aumônier à E. (Eure). — M. J. I. vicaire à St-P-d'A. (Isère). — R. P. L. à L. (Rhône). — M. E. D. prêtre à M.-e-P. (Vendée). — M. L. curé à J. (Côtes-du-Nord). — M. C. curé à L. (Landes). — M. J. C. curé de F. (Jura). — M. A. R. curé de P.-l-B.-C. (Meuse). — M. C. curé à St-R. (Vosges). — M. G. B. aumônier à M. (Aveyron). — M. P. curé-doyen à A.-s-T. (Yonne). — M. P. curé de M. (Corrèze). — M. M. curé de C. Côte-d'Or). — M. E. archip. de B.-s.-S. (Aube). — M. B. curé à St-Y. (Landes). — M. N. curé à A. (Isère). — M. T. archiprêtre à S. (Alpes-Maritimes). — M. T. à H. G. (Savoie). — M. D. curé à N. (Aude). — M. B. curé à Ste-R. (Savoie). — M. J. archiprêtre à M. (Lozère). — M. C. B. curé à S.-e-R. (Nord). — M. M. vicaire à T. (Maine-et-Loire). — M. D. curé à R. (Nord). — M. C. curé de N. (Seine-Inférieure). — M. C. curé au M. (Belgique). — M. D. curé d'A. (Saône-et-Loire). — M. M. curé de T. (Rhône). — M. B. curé à G. (Basses-Pyrénées). — M. C. curé de V. (Meuse). — M. M. vicaire à St-E.-s-C. (Ain). — M. l'abbé J. à P. (Pyrénées-Orientales). — M. M. à Ste-H.-d-L. (Savoie). — M. S. curé de V.-e-W. (Meuse). — M. B. curé à St-S.-d-M. (Corrèze). — M. D. curé de L. M. J. (Orne). — M. B. curé à C. (Loire). — M. A. curé à A.-l-T. (Meurthe-et-Moselle). — M. A. J. curé-doyen à T. C. (Charente-Inférieure). — M. D. curé à V. B. (Somme). — M. M. curé de B. (Puy-de-Dôme). — M. G. curé-doyen de C. (Landes). — M. A. professeur à L. (Tarn). — M. D. curé de St-J.-a-B. (Ardennes). — M. C. curé à B. (Hte-Loire). — M. B. curé de G.-s-M. (Maine-et-Loire). — M. D. curé à S. (Seine-Inférieure). — M. F. curé-doyen des P. (Manche). — M. H. curé-doyen de L. (Manche). — M. J. A. curé à P. (Doubs). — M. D. aux P. (Hte-Savoie). — M. L. à P.-s-C. (Loire). — M. R. curé de R. (Hte-Savoie). — M. R. (cong. de la M.) à Paris. — M. M. curé de C.-le-D. (Vosges). — M. O. curé de St-O. (Loir-et-Cher). — M. F. à Ep. (Vosges). — M. G. vicaire à G. (Morbihan). — M. D. curé de L. C. (Nord). — M. L. aumônier à L. (Finistère). — M. M. curé de V. (Vosges). — M. M. à St-B.-e-P. (Isère). — M. T. curé de L. (Aude). — M. A. curé à B. (Ain). — M. C. aumônier à C. (Rhône). — M. B. curé de V.-l-C. (Marne). — M. C. curé de V.-l-D. (Marne).

Souscriptions aux Tables

1° Souscriptions payées. — M. C. curé de St-R. à R. (Ardennes). — M. C. curé de N.-l-D. (Ain). — M. L. curé à M. (Pas-de-Calais). — M. E. D. prêtre à M.-e-P. (Vendée). — M. C. curé à L. (Landes). — M. G. B. aumônier à M. (Aveyron). — M. P. curé de M. (Corrèze). — M. B. curé à St-Y. (Landes). — M. J. curé à M. (Lozère). — M. C. B. curé à S.-e-R. (Nord). — M. V. curé de St-A. (Nord). — M. B. curé à G. (Basses-Pyrénées). — M. H. curé-doyen de L. (Manche). — M. R. curé de R. (Hte-Savoie). — M. B. curé de V.-l-C. (Marne).

PRIÈRE DE LIRE

Un prêtre, en train d'établir actuellement dans sa paroisse une école libre, vendrait volontiers une magnifique collection **très complète** de la Revue

LE CORRESPONDANT

les 31 premiers volumes reliés, le reste en livraisons.

La collection va du premier numéro de toute la collection jusqu'au dernier de 1889.

S'adresser aux Bureaux de l'*Ami du Clergé*, à Langres.

Madame de LA VALLIÈRE; la morale de Bossuet à la cour de Louis XIV, par M. l'abbé L. PAUTHE, chanoine d'Albi, de Perpignan et de Besançon, précédée d'une lettre de Mgr Perraud, évêque d'Autun. Beau vol. in-8°. **7 fr. 50**
Éditeurs LEROUZEY et ANÉ, 17, rue du Vieux-Colombier.

Cette étude sur la nouvelle Madeleine de l'Occident mérite de fixer l'attention des esprits sérieux et délicats; elle peut servir à toucher, à encourager et à sauver, au milieu des contagions et des déchéances qui rendent de nos jours la pratique des vertus chrétiennes si difficile, un grand nombre d'âmes. Le livre paraît être, comme le récitatif, du drame saisissant qui se déroule entre Mlle de La Vallière, Louis XIV, Bossuet et Dieu. Ayant la cour pour théâtre, on y voit passer, à titre de figurants ou d'acteurs, tous les personnages de l'époque qui appartiennent ou se mêlent à la Maison de France. Mlle de La Vallière en est la figure sympathique entre toutes.

Nul n'était capable de parler comme Bossuet en présence de Mlle de La Vallière et de Louis XIV. Il avait reçu du ciel un esprit propre à formuler des préceptes, S'il fut, au dire de Voltaire, *le plus éloquent des orateurs*, il a été sans contredit le plus divin des moralistes. Jamais aucun intérêt, aussi important qu'il fût, n'entrerait en balance avec les devoirs de son ministère et les besoins des âmes. « Prêtre par excellence, il était avant tout le conducteur des âmes, l'arbitre des consciences, le maître formulant des règlements de vie. » Bossuet puisait la doctrine des mœurs à sa source, dans l'Evangile.

Avec sa haute raison, Bossuet, qui appréciait la part des responsabilités, ne ménageait pas Louis XIV. Trop juste dans la fierté de son âme pour faire acception de personnes, il devait la vérité à tous et ne flattait ni le peuple ni le souverain. A genoux devant Dieu, il se tenait debout devant les hommes. Si, à la cour, sa parole n'avait pu se faire entendre avec indépendance, il aurait fermé ses lèvres et dédaigné d'être le prédicateur du roi. Du reste, nul mieux que lui n'était apte à un si redoutable ministère. Aimant par-dessus tout les âmes et les pécheurs, il semblait avoir reçu du ciel pour les sauver des dons supérieurs à ceux des autres.

C'est ce que M. le chanoine Pauthe met en belle lumière dans son ouvrage. Aussi nous disons aux esprits cultivés et chrétiens : lisez *Madame de La Vallière et la Morale de Bossuet à la Cour de Louis XIV*.

L'AMI DU CLERGÉ

Revue de toutes les questions ecclésiastiques

(Dogme, Morale, Liturgie,
Droit canon, Ecriture sainte, Patrologie,
Histoire sacrée, Prédication,
Catéchismes, Législation civile-ecclésiastique)

Paraît une fois par semaine et est mis à la poste de Langres le jeudi

CHACQUE NUMÉRO CONTIENT 16 PAGES IN-4°

L'abonnement pour la France, la Belgique et la Suisse est de **huit** francs par an, et de **dix** francs pour les autres pays.

A chaque numéro de l'*Ami du Clergé* est joint un Supplément, également hebdomadaire, portant le nom d'

AMI DU CLERGÉ PAROISSIAL

Le prix de ce Supplément est de **cinq** francs par an; il contient huit pages in-4°.

On peut s'abonner à l'*Ami du Clergé* sans s'abonner à l'*Ami du Clergé paroissial*; mais on ne peut s'abonner à l'*Ami du Clergé paroissial*, sans s'abonner à l'*Ami du Clergé*.

Ainsi l'abonné à l'*Ami du Clergé* seul paie annuellement **8** ou **10** francs, selon le pays, et l'abonné à l'*Ami du Clergé* et à son Supplément, l'*Ami du Clergé paroissial*, paie **13** francs ou **15** francs, selon le pays.

Occasion exceptionnelle

POUR ÉTRENNES

NOTRE-DAME DE LOURDES
Les Episodes miraculeux de Lourdes

Par Henri LASSERRE

Deux magnifiques volumes in-4° illustrés, br., avec couvertures de luxe et historiées, encadrements à chaque page, gravures, chromos, paysages, scènes, portraits, etc.

Volumes absolument neufs et non défraîchis.

Au lieu de 50 fr. . . . **26 fr.**

S'adresser aux Bureaux de l'Ami du Clergé, à Langres.

VERITABLE
EXTRAIT DE VIANDE
LIEBIG
PRÉCIEUX POUR MENAGES ET MALADES
SE VEND CHEZ LES ÉPICIERIS ET PHARMACIENS.

L'extrait de viande **LIEBIG** sert à préparer à tout instant de bons bouillons, des potages, sauces, légumes et toutes sortes de mets. Il se conserve indéfiniment.

Les plus hautes récompenses aux grandes expositions internationales depuis 1867.

Hors concours depuis 1885

SE MÉFIER DES IMITATIONS

GUÉRISON
RADICALE
DU
DIABÈTE

Par la mixture antidiabétique de P. Martin. Avec cette mixture le malade n'est soumis à aucun régime; il peut boire et manger ce qui lui plaît. Il lui suffit d'en prendre 2 cuill. à soupe mat. et soir. Pr. de la bout. 15 fr. S'adr. à M. MARTIN, pharm., à Sarlat (Dordogne.)

Dépôt dans toutes les bonnes Pharmacies.

DOMAINE D'EL-KHARBA

Par Philippeville (ALGÉRIE)

Propriétaire : Vte DE LA FRÈGEOLIERE
VINS DE MONTAGNE

garantis naturels, logés et rendus franco à la gare de l'acheteur, aux prix suivants par barriques de 220 litres :

VINS BLANCS DE MESSE, **120** FRANCS.

VINS ROUGES, **95** FRANCS ET **120** FRANCS.

ÉTRENNES UTILES

LE

BRÉVIAIRE DES PIEUX LAIQUES
OU RECUEIL COMPLET DE PRIÈRES

A L'USAGE DES PERSONNES DU MONDE

1 volume relié, tranche dorée, *franco* **3 50**
12 volumes rel., tr. dor. (le 13^e en plus), *franco*. **42 »**

N. B. — Cet ouvrage est approuvé et recommandé par un grand nombre de NN. SS. les archevêques et évêques de France.

S'adresser à M. l'abbé NOURY, curé de Saint-Paterne (Indre-et-Loire).

EXTRAIT de LA CROIX, édition de la Haute-Marne :

LA MORIMONDINE

Vin toni-apéritif et digestif, à base de vin muscat

En caisse depuis 12 litres : **2 f. 25** le litre { pris en
— fûts — 16 litres : **1 f. 90** le litre { magasin.

Nous n'avons pas pour principe de nous rendre responsables des diverses annonces qu'on nous prie d'insérer dans notre feuille. Mais ici, connaissant les plantes qu'on met en macération dans le muscat, nous pouvons affirmer que non seulement ce produit ne contient rien de nuisible, mais au contraire que tout ce qui le compose est de nature à favoriser la digestion et même à refaire des estomacs malades. Ajoutons, ce qui ne nuit pas à ses qualités intrinsèques, qu'il est très agréable au goût.

Son origine est cléricale, mais ses effets sont radicalement estimables.

Adresser les demandes à Langres (Hte-Marne), **Usine catholique des Frères JOBARD**, propriétaires et préparateurs de la MORIMONDINE.

Prix-courants : En caisse depuis 6, 12 et 25 litres : **2 f. 25** le litre *franco d'emballage* pris en magasin.

A titre d'essai, nous expédions franco contre un mandat-poste de **5 fr. 50** un caisson renfermant 2 litres MORIMONDINE.

Imprimerie MAITRIER & COURTOT

2, rue Pierre-Durand, à Langres (Haute-Marne)

CARTES DE VISITE à 1 fr. 50, 2 fr. et 2 fr. 50 le cent

(Ajouter 0 fr. 25 pour recevoir franco)

L'imprimerie **Maitrier et Courtot**, dont le matériel est absolument neuf, se charge volontiers de toutes impressions : livres, brochures, circulaires, affiches, le tout au plus bas prix et dans les meilleures conditions.

Nous recommandons cette imprimerie, dont les patrons sont de jeunes et excellents catholiques, à tous nos amis et abonnés de l'Ami du Clergé.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA

ONZIÈME ANNÉE DE L'AMI DU CLERGÉ

PRÉDICATION

Sermons pour les fêtes

JOUR DE L'AN : La prière du bon chrétien	613
EPIPHANIE : Le bon exemple	1
— Notre vocation à la foi	601
OCTAVE DE L'EPIPHANIE : L'étoile d'Orient.	15
QUARANTE-HEURES : Importance de l'affaire du salut	73
— La pénitence, grand moyen de salut social	85
RAMEAUX : Méditation des souffrances de Jésus-Christ	145
VENDREDI SAINT : La Passion de Notre-Seigneur	169
PAQUES : La résurrection est le fondement de la religion	157
ASCENSION : Causes du triomphe du Sauveur	241
PENTECOTE : L'Esprit-Saint et la liberté chrétienne.	253
TRINITÉ : Sublimité de ce mystère	265
FÊTE-DIEU : La messe est un trésor incomparable.	277
SACRÉ-CŒUR : Promesses de Jésus-Christ à la France	289
ASSOMPTION : Grandeur de Marie	361
ROSAIRE : La dévotion à Marie est catholique et française	457
TOUSSAINT : Grandeurs et gloires de la sainteté	493
TRÉPASSÉS : Beautés du psaume <i>De profundis</i>	505
DÉDICACE : Culte dû aux églises paroissiales	517
IMMACULÉE-CONCEPTION : Bonté de Marie pour nous	565
NOËL : Marie à la crèche	589

Homélies sur les Evangiles

Dimanches de l'Avent

1 ^{er} dimanche. Certitude du jugement dernier, signes précurseurs	553
III ^e — Connaissance de soi-même	577

Dimanches après l'Epiphanie

III ^e dimanche. Guérison d'un lépreux et du serviteur du centurion romain	13
IV ^e — Jésus apaise la tempête sur le lac de Génézareth	25
V ^e — Parabole du bon grain et de l'ivraie	37
SEPTUAGÉSIME : Parabole des ouvriers appelés à la vigne	49
SEXAGÉSIME : Parabole du semeur	61

Dimanches de Carême

1 ^{er} dimanche. Tentation de Jésus au désert	87
II ^e — La Transfiguration	97
III ^e — Tout royaume divisé contre lui-même périra	109
IV ^e — Multiplication des pains	121
PASSION : Qui de vous me convaincra de péché	133

Dimanches après Pâques

QUASIMODO : Excellence et conditions d'une paix véritable	181
II ^e dimanche. Le bon Pasteur et la brebis fidèle	193
III ^e — Caractères et conditions de la vie chrétienne	205
IV ^e — Mission et origine éternelle du Saint-Esprit	217
V ^e — Conditions et efficacité de la prière	229

Dimanches après la Pentecôte

IV ^e dimanche. La pêche miraculeuse	301
V ^e — Des péchés contre la charité fraternelle	313
VI ^e — Seconde multiplication des pains	325
VII ^e — Il faut se mettre en garde contre les fausses doctrines	337
VIII ^e — Bon usage des richesses	349
X ^e — Humilité dans la prière	373
XI ^e — Guérison du sourd-muet	385
XII ^e — La charité envers le prochain	397
XIII ^e — La lèpre figure du péché	409
XIV ^e — La Providence divine	421
XV ^e — Résurrection du fils de la veuve de Naïm	433
XVI ^e — La passion de la vaine gloire	445
XVIII ^e — Guérison d'un paralytique	469
XIX ^e — La fidélité dans la prière	481
XXIII ^e — L'efficacité de la prière ardente	529
XXIV ^e — Ruine de Jérusalem et jugement dernier	541

Allocution pour un mariage	n ^o 45
--------------------------------------	-------------------

CONGRÉGATIONS ROMAINES

- Bénédictio du Saint-Sacrement.** — Est-il permis de donner plusieurs fois la bénédiction du Saint-Sacrement dans la même église, le même jour, à l'occasion de pieux exercices de confréries ou de dévotion. 219
- Lorsque l'évêque autorise la bénédiction du Saint-Sacrement à l'occasion d'une prédication, peut-on pour une raison de grande utilité donner la bénédiction avant le sermon 219
- Binage.** — Le motif de donner aux fidèles une plus grande facilité d'assister à la messe ne suffit pas pour autoriser un binage 63
- Rome maintient fermement la règle de ne pas recevoir d'honoraire pour la messe de binage et refuse l'autorisation de satisfaire par cette messe à une fondation qui aurait donné au curé deux cents livres par an. 399
- L'évêque peut-il, de sa propre autorité, permettre le binage dans la même église ou dans deux églises différentes de la même paroisse 387
- Chanoine.** — Un chanoine étant absent, l'honoraire des messes conventuelles célébrées pour lui doit être pris sur les points que subissent les absents 507
- Chapelles publiques** ou semi-publiques. — De son autorité privée, l'évêque peut-il permettre dans ces chapelles la célébration de plusieurs messes par jour 387
- L'évêque peut-il ériger dans les communautés religieuses, outre la chapelle principale, d'autres chapelles en faveur de plusieurs prêtres qui vivent là ou qui sont infirmes. 387
- Chapitre.** — Des assemblées capitulaires. C'est au président à les convoquer, mais tout chanoine peut y proposer des questions qui sont de la compétence du chapitre sans que le président ait le droit de clore la séance valablement 173
- La cure habituelle conservée au chapitre avec l'institution des vicaires-curés ne permet pas aux chanoines de faire les fonctions de curé, ni d'entendre les confessions pendant les offices du chapitre 543
- Communion.** — Distribution de la communion devant le Saint-Sacrement exposé. 219
- Règles à suivre si le Saint-Sacrement est exposé perpétuellement 231
- Communion des religieuses.** — Les religieuses doivent communier aussi souvent que la règle le permet, et plus souvent d'après l'avis de leur confesseur, sans avoir besoin du consentement de la supérieure 375
- Conopée.** — Il est obligatoire 229
- Corporal.** — Peut-on le déplier entièrement dès le commencement de la messe. 229
- Croix pectorale.** — Les évêques doivent transmettre à leur successeur les reliques de la vraie croix qu'ils ont dans leur croix pectorale 459
- Démembrement d'une paroisse.** — Rome exige que chacune des paroisses démembrées soit dotée convenablement 591
- Divorce.** — Dans certains cas particuliers les évêques peuvent tolérer que le maire prononce le divorce déjà prononcé par le juge. 531
- Fêtes patronales** transférées au dimanche. — On permet le chant des vêpres de la fête votive, à condition que les prêtres tenus au bréviaire réciteront les vêpres de l'office occurrent 183
- Fleurs.** — Peut-on pendant l'Avent ou le Carême placer des fleurs sur les autels aux jours des solennités 220
- Fondations.** — Les évêques ont reçu un indult pour cinq ans qui les autorise à réduire les fondations trop onéreuses 267
- Des nécessités ayant fait prendre sur les capitaux de legs pieux et les ressources manquant pour satisfaire à toutes les charges, Rome accorde condonation et réduction, à condition qu'à l'avenir il sera pourvu à l'acquit certain des charges. 327
- Rome permet qu'on puisse, malgré la volonté du défunt, vendre un immeuble légué si c'est là le moyen unique d'établir la fondation 519
- Rome permet d'appliquer l'excédant des revenus d'une fondation à des dépenses justifiées 555
- Rome accorde réduction des charges par suite d'impossibilité de les remplir, à condition que la volonté du testateur soit exécutée autant que possible. 567
- Hôpital.** — Le célébrant peut-il distribuer la communion aux malades sur leurs lits 219
- Index.** — Condamnation de plusieurs ouvrages. 363, 411, 483
- Lettre de Léon XIII à l'évêque de Crémone qui s'était rétracté 423
- Indulgences.** — Prière pour demander la grâce de conserver la chasteté 471
- Joseph (Saint).** — Prière indulgenciée à dire après la récitation du Rosaire pendant le mois d'octobre. 579
- Lieux-Saints.** — Quête prescrite dans toutes les paroisses. 75
- Mariage.** — A la mort, si le temps fait défaut, le curé peut être délégué pour dispenser d'un empêchement public 447
- Mariage déclaré nul pour cause de violence et de crainte 632
- Comment s'entend dans les dispenses de mariage la clause *reparato scandalo* 615
- Mariage clandestin.** — Les catholiques habitant Francfort et Bornheim sont soumis au décret du Concile de Trente 435
- Mathilde Marchat.** — Condamnation d'un ordre religieux fondé par cette illuminée 123
- Messe basse.** — Le troisième cierge de l'élévation est-il obligatoire 220
- Messe de minuit.** — A quelle heure doit-on la célébrer 220
- Messe de Requiem.** — Peut-on dire une messe basse de *requiem* pendant l'office des défunts. 255
- Peut-on chanter une messe de *requiem*, le corps présent, à l'incidence des fêtes de

première classe ou au dimanche des solennités transférées	279	une coutume de porter le Saint-Sacrement spéciale en Espagne	135
Messe devant le Saint-Sacrement exposé. — Règles à suivre.	219	— On permet à la procession de la Fête-Dieu deux thuriféraires seulement	220
Messe dans une église étrangère. — Un prêtre étranger célébrant dans la chapelle des religieuses peut-il réciter une messe propre concédée à la communauté.	219	Religieux. — Un religieux qui ne peut se faire ordonner par tout évêque catholique, mais qui a le privilège de se faire ordonner <i>extra tempora</i> a le droit de recevoir les ordres des mains d'un évêque étranger, à condition de lui produire une attestation de l'évêque dans le diocèse duquel se trouve sa famille religieuse qu'il ne peut pas faire d'ordination <i>extra tempora</i>	351
Messes grégoriennes. — Elles ne peuvent se célébrer pour les vivants. La confiance des fidèles en leur vertu est approuvée	27	Reposoirs. — Combien peut-on élever de reposoirs à la procession de la Fête-Dieu	220
— Eclaircissements de plusieurs doutes à ce sujet.	90	Réserve (Sainte). — L'évêque peut-il de son autorité privée accorder l'autorisation de conserver la Sainte-Réserve dans les églises ou chapelles publiques qui ne sont pas paroissiales, dans les chapelles publiques des couvents, dans les oratoires intérieurs des communautés qui n'ont pas de chapelles publiques	387
Messe pro populo. — Dispense de l'application de cette messe aux fêtes supprimées accordée à un curé qui n'a pas de traitement fixe	3	— Doit-on la conserver à l'autel majeur	231
— L'application de cette messe n'est pas obligatoire à la fête du patron du diocèse, excepté s'il n'y a pas de patron local ou régional .	39	Sacré-Cœur. — Décret récent relatif à cette fête .	339
— Rome accorde le privilège de satisfaire par une seule messe à la double obligation <i>pro populo</i> en faveur d'un curé chargé de deux succursales quand il ne peut biner	291	Saintes-Huiles. — Rome tolère la coutume d'exiger une contribution d'une livre pour les Saintes-Huiles	315
Missel. — Le prêtre est-il obligé de s'enquérir si le missel dont il se sert est approuvé	219	Scapulaire. — Formule pour la bénédiction et l'imposition du scapulaire du Mont-Carmel . .	159
Musique. — Peut-on supprimer quelques parties des prières de l'Eglise mises en musique afin de faciliter l'exécution des morceaux de chant . .	220	Sépulture. — Droit du curé sur ses paroissiens décédés dans un hôpital non exempt de sa juridiction	51
Office. — Celui qui par erreur a récité un autre office est-il obligé de répéter l'office omis . . .	220	Servant de messe. — Après les ablutions peut-il chercher la post-communion dans le missel. . .	220
Oraison. — Quelle conclusion donner à l'oraison de saint Ignace de Loyola	220	Souches métalliques. — Elles sont tolérées. . .	220
Ordination. — Les prêtres qui imposent les mains aux nouveaux ordinands doivent-ils être revêtus de l'étole.	220	Synode diocésain. — Le Saint-Siège accorde provisoirement le privilège de ne convoquer qu'une certaine catégorie de prêtres, vu l'impossibilité de les réunir tous.	495
Patron. — Quand on transfère au dimanche suivant la solennité du patron d'une paroisse, doit-on aussi dans cette paroisse transférer au dimanche la solennité du patron du diocèse	207	Tabernacle. — La clef du tabernacle doit-elle être conservée dans l'intérieur du couvent ou chez l'aumônier	219
Patron régional. — La fête du patron de région en occurrence avec le mercredi des cendres doit être transférée au lendemain comme à son jour propre	147	Titulaire. — Le titulaire de la chapelle d'un petit séminaire se célèbre sous le grade double de première classe avec octave	195
Prédicateurs du Carême. — Rome tolère la coutume immémoriale de prélever sur les offrandes faites le quatrième dimanche du Carême pour les défunts les honoraires dus aux prédicateurs . .	315	— Dans le diocèse de Tours la coutume de renvoyer au dimanche la solennité du titulaire de l'église est régularisée.	243
Première communion. — L'Ordinaire peut-il fixer un âge au-dessous duquel les enfants ne pourront pas être admis à la première communion	16	Traitement supprimé. — Les obligations d'un curé supprimé demeurent toujours; il y a là toutefois un motif de diminuer provisoirement les charges du titulaire, s'il n'y peut suffire. . . .	303
Prières après la messe basse. — On doit les réciter après le dernier évangile et ne pas les séparer de la messe par une autre cérémonie . .	99	Voile. — On tolère en Carême l'exposition devant le chœur d'un grand voile représentant la Passion du Sauveur	220
Procession du Saint-Sacrement. — On tolère			

CONSULTATIONS

DOGMATIQUES, MORALES, LITURGIQUES, CANONIQUES, ETC., ETC.

Ablutions. — Aux messes solennelles où le célébrant doit-il recevoir les dernières ablutions . .	111	des instructions <i>ad precavendos abortus</i>	283
Abortus. — Dans quelles circonstances doit-on donner aux médecins et aux sages-femmes		— Quels avis donner, est-ce en chaire ou au confessionnal.	283
		Absolution conditionnelle. — Peut-on absoudre	

- sous condition hors le danger de mort . . . 377
- Peut-on permettre de communier à un pénitent ainsi absous . . . 377
- Absolutio complicitis.** — On peut l'absoudre à condition que le pénitent chargera son confesseur d'écrire, dans le délai d'un mois, à la S. Pénitencerie et cela sous peine de retomber sous la censure . . . 20
- L'absolution donnée par le complice sur les péchés autres que le péché de complicité est-elle valide . . . 42
- Quels sont les cas d'impossibilité ou de grave nécessité qui seraient de nature à enlever la défense du Saint-Siège et à rendre l'absolution licite . . . 42
- Le complice qui, de bonne foi, aurait absout les péchés autres que ceux de complicité tombe-t-il sous le coup de la censure . . . 42
- Quomodo se gerere debeat confessor erga sacerdotem qui suam complicitatem in peccato turpi ausus est absolvere . . . 283
- An absolvi possit, indirecte, ne infamia oriatur ob cessationem numeris sacerdotalis . . . 283
- Quanam sint formalitates adimplende ad obtinendam potestatem absolvendi sacerdotem hunc miserum . . . 283
- An nullus sit in unaquaque diocesi specialiter designatus, saltem tempore exercitiorum spiritualium, pro absolutione hujus peccati . . . 283
- An sacerdos sic absolutus, si postea Romam adeat, sistere debeat coram Penitentiario majori . . . 283
- An sufficiat simulatio pura absolutionis ad incurrendam excommunicationem . . . 283
- Absoute.** — Si la messe de *Requiem* n'est pas permise, après une messe du jour, le célébrant de l'absoute ne peut-il pas être autre que celui de la messe . . . 51
- Pendant le chant de l'absoute, peut-on en hiver porter des gants en peau glacés . . . 221
- Pendant l'absoute les ministres sacrés peuvent-ils revêtir la dalmatique et la tunique . . . 231
- A l'absoute faite sur le catafalque *absente corpore* il y a une divergence dans les prières indiquées par les divers rituels et le missel des morts de Ratisbonne. Où est la solution véritable . . . 449
- Abstinence.** — Les officiers qui ne logent pas à la caserne sont-ils dispensés de la loi de l'abstinence et peuvent-ils faire jouir de ce privilège leur famille. Même question pour les gendarmes . . . 43
- Y a-t-il à ce sujet des indulgences accordées pour l'armée française . . . 210
- Les protestants sont-ils soumis aux lois de l'Eglise et en particulier aux lois de l'abstinence . . . 284
- Un curé ayant reçu de l'évêque le pouvoir de permettre l'usage des aliments gras tous les samedis de l'année aux fidèles placés sous sa juridiction, peut-il faire jouir de ce privilège des membres de sa famille qui habitent la maison paternelle . . . 437
- Un prêtre administrateur accidentel de la paroisse ou un vicaire aurait-il la même faculté . . . 437
- Un curé peut-il dispenser du maigre pour tout un carême . . . 484
- Un évêque peut-il dispenser du maigre une paroisse pour un ou deux jours . . . 484
- Acace (Saint).** — Existe-t-il un saint Acace . . . 293
- Y a-t-il une raison de le choisir pour patron des domestiques . . . 293
- Devrait-on le regarder comme patron de lieu . . . 293
- Acolytes.** — Ont-ils le droit de porter des gants pendant l'exercice de leurs fonctions à la messe et aux vêpres . . . 592
- Adoration de la Croix.** — A qui appartient l'offrande déposée par les fidèles qui viennent adorer la croix le vendredi saint . . . 331
- Adoration perpétuelle.** — Quand cette fête tombe dans l'octave de Pâques, quelle messe chanter et combien d'oraisons faut-il dire . . . 436
- Ce jour-là on expose le Saint-Sacrement avant une messe basse qui suit, combien doit-on réciter d'oraisons aux dimanches de première et de seconde classe . . . 520
- Aux fêtes privilégiées . . . 520
- Aux vigiles de Noël et de la Pentecôte . . . 520
- Pendant les octaves privilégiées . . . 520
- A la messe solennelle de dix heures qui n'est plus dès lors la messe d'exposition . . . 520
- Alleluia.** — Au temps pascal doit-on ajouter *alleluia* à la fin du verset et répons des prières qui se disent après la messe basse . . . 291
- Alpinien (Saint).** — Ce saint est-il canonisé . . . 436
- Amende honorable.** — Est-il plus conforme aux rubriques de réciter l'amende honorable immédiatement avant le *Tantum ergo* . . . 233
- Amovibilité.** — Un évêque peut-il échanger, sans raisons canoniques, un curé ou un desservant . . . 199
- Le prétexte seul que le caractère du curé ne convient pas à l'esprit de la population est-il une raison canonique suffisante pour motiver un changement . . . 199
- L'appel contre la décision épiscopale doit-il se faire au métropolitain ou à Rome . . . 199
- Procédure à suivre dans ces appels . . . 199
- L'appel interjeté a-t-il un effet suspensif ou dévolutif . . . 199
- Une succursale qui était cure avant le Concordat est-elle encore considérée comme telle par le droit canon . . . 199
- Quels sont les meilleurs traités sur cette question . . . 199
- Angelus.** — Pourquoi récite-t-on l'*Angelus* debout le samedi soir et le dimanche . . . 41
- Peut-on, sans préjudice des indulgences, faire sonner l'*Angelus* et réciter cette prière le dimanche, à onze heures et demie, pendant que le célébrant lit le dernier évangile . . . 161
- A la fin de la grand'messe, après avoir pris le calice et fait l'inclination, le prêtre qui va réciter l'*Angelus* doit-il faire auparavant la genuflexion sur le dernier degré . . . 568
- Anniversaire.** — Des empêchements sérieux, mais non liturgiques seraient-ils des motifs suffisants pour renvoyer un service avec les privilèges qu'il aurait eus si on l'avait célébré le jour même où il tombait . . . 568
- Peut-on chanter un anniversaire un jour réel en une fête double-majeure tous les ans . . . 605
- Annonciation.** — Comment doit-on, suivant les occurrences, célébrer la fête de l'Annonciation . . . 243
- Quel est, suivant le cas, le jour où les bi-

- neurs peuvent user de leur privilège . . . 243
- Antienne à la sainte Vierge.** — Quelle est la conclusion complète de la seconde oraison de l'antienne *Alma Redemptoris*. . . . 364
- Pourquoi cette conclusion est-elle plus courte que la conclusion de cette même oraison à la messe de la Circoncision 364
- Doit-on se lever à l'*Inviolata* ou aux autres antiennes chantées au salut 247
- Antependium.** — Est-il vraiment obligatoire . . 246
- Y a-t-il péché pour un prêtre à ne pas faire acheter par une fabrique riche des *antependium* de couleurs variées 508
- Aube.** — Une aube sans dentelle est-elle obligatoire pour les messes de *Requiem* 27
- Aumônier.** — Un indult accorde à certains diocèses une fête sous le rite double-majeur avec office et messe approuvés en l'honneur d'un bienheureux. Quand cette fête est en occurrence avec *Quasimodo* quelle messe et quelles oraisons doivent réciter les aumôniers de religieux des diocèses nommés dans l'indult 184
- Même question pour les aumôniers de religieux non nommés dans l'indult 184
- Un aumônier des Frères des Ecoles dit l'office et la messe du saint Fondateur de l'Ordre le 4 mai, comment doit-il faire l'office de sainte Monique 400
- Autel.** — Dans les églises non consacrées est-on obligé d'avoir un autel consacré, ou au moins un autel en maçonnerie 28
- Pour la consécration d'un autel, suffit-il qu'il soit construit en moellons ou bien est-il nécessaire que la table de marbre porte sur quatre piliers en pierre de taille 193
- Peut-on se dispenser de faire une procession en dehors de l'église en déposant dès son arrivée la boîte des reliques à la sacristie ou sur l'autel d'une chapelle 196
- Les grains d'encens, requis pour la consécration d'un autel, doivent-ils être des grains d'encens commun, ou semblables à ceux fixés au cierge pascal 196
- Quand il n'y a qu'un autel à consacrer, la cérémonie commence-t-elle au chant du *Veni Creator* 196
- En dehors de la messe faut-il absolument placer une croix sur l'autel 328
- Est-il nécessaire d'avoir un christ attaché à la croix 328
- La croix doit-elle être placée sur le tabernacle ou seulement devant 328
- Autel privilégié** — Les indulgences plénières attachées à perpétuité à des autels déterminés par indults particuliers sont-elles annulées par un récent décret 54
- Quand on a le privilège de chanter trois fois par semaine la messe de *Requiem* aux fêtes doubles gagnerait-on l'indulgence en chantant la messe du saint du rite double . . 124
- Si le prêtre n'a pas dit une messe de *Requiem* un jour permis est-il obligé de gagner une autre indulgence pour remplacer celle dont le défunt a été privé 249
- Quand le saint sacrifice est offert pour plusieurs défunts peut-on à son gré déterminer une des âmes pour qui on dit la messe . . 261
- Ave maris stella.** — Pourquoi fléchir les genoux à la première strophe de l'hymne 568
- Baiser de paix.** — A la messe pontificale les deux diacres assistants doivent-ils recevoir le baiser de paix avant les ministres de la messe 64
- Baldaquin.** — Est-il obligatoire 246
- Bannière.** — Dans les processions quel est l'ordre respectif dans lequel doivent se placer les bannières 189
- Où est la place de la bannière de paroisse . 319
- Banquette.** — Dans les églises ordinaires, aux messes chantées, sans ministres sacrés, de quel siège doit se servir le célébrant lorsqu'il va s'asseoir 100
- Quelle différence existe entre les divers sièges liturgiques 148
- Le célébrant peut-il s'asseoir sur le marche-pied de l'autel, au coin de l'épître, le visage tourné vers le côté de l'évangile 148
- A la messe chantée, le célébrant assis doit-il se découvrir aux versets que l'on chante et qui exigent une inclination 509
- Doit-il également se découvrir aux versets qui sont suppléés par l'orgue et simplement récités au chœur 509
- Bans.** — Où doit être publié celui qui ayant habité une ville pendant deux ans, revient au domicile de ses parents pour se marier avec l'intention de s'établir ailleurs 41
- Où doit être publié celui qui a deux domiciles, l'un où il passe un mois tous les ans et l'autre où il habite la plus grande partie de l'année 41
- Baptême.** — Le prêtre qui a omis d'articuler et de donner un son à la dernière syllabe de *Sancti* doit-il réitérer le baptême sous condition 30
- Dans les pays de mission où il est difficile de se procurer de l'eau baptismale pour le baptême solennel, peut-on bénir de l'eau à chaque fois selon la formule du rituel ou prendre de l'eau bénite ordinaire, ou même de l'eau naturelle 41
- Est-il permis de placer l'enfant baptisé sur l'autel de Marie pour le consacrer à la sainte Vierge 126
- Comment expliquer que certains grands docteurs de l'Eglise aient différé longtemps de recevoir le baptême 187
- L'Eglise si sévère aujourd'hui contre ceux qui diffèrent trop longtemps le baptême avait-elle une pratique plus conciliante dans les premiers siècles 188
- Quelles instructions doit donner le prêtre aux médecins et aux sages-femmes pour ce qui regarde l'administration du baptême en cas de nécessité. Dans quelles circonstances également 283
- Un prêtre qui a baptisé en humectant le bout de son ponce pour former une croix sur le front de l'enfant doit-il réitérer le sacrement 294
- Le prêtre qui se contente de baptiser d'une manière aussi défectueuse pèche gravement 294
- Peut-on agir contrairement aux prescriptions du rituel en ce qui concerne le baptême . 294
- Un baptême où l'on dirait *et Fili* en supprimant la voyelle finale est-il valide 330
- Si on omet le mot *in* avant *nomine* le baptême est-il valide 330

- La prononciation coupée du mot *Spiritus* en Spir-ritus peut-elle nuire à la validité du baptême 330
- Peut-on être à la fois ministre du sacrement de baptême et parrain de l'enfant baptisé. 438
- Barrette.** — Est-elle vraiment obligatoire 126
- A la messe chantée, le célébrant assis doit-il se découvrir aux versets que l'on chante et qui exigent une inclination, ou aux versets suppléés par l'orgue et récités simplement au chœur. 509
- Basilique.** — Quels sont les privilèges et les honneurs attachés aux basiliques mineures érigées en dehors de Rome 4
- Bénédiction « in genere. »** — Pour la bénédiction d'une maison neuve peut-on employer l'eau bénite du samedi de Pâques ou de la Pentecôte 125
- Peut-on en présence du mari protestant dont la femme et les enfants sont catholiques bénir leur maison et leur récolte 224
- Est-il permis d'employer la formule de bénédiction marquée au rituel sur une croix en argent ayant à peine la longueur d'un demi-pouce, sans image du Christ 437
- L'erreur quant au nom ou au diocèse du postulant dans une concession accordée de bénir des objets pieux annule-t-elle cette faveur 462
- Bénédiction des fonts.** — Ne peut-on pas se servir des anciennes huiles pour la cérémonie du samedi saint quand on doit recevoir les nouvelles le mardi après Pâques 175
- Est-il nécessaire que le grand vase contenant l'eau baptismale soit en argent ou en étain. 255
- Bénédiction des rameaux.** — Lorsqu'on fait cette cérémonie peut-on dire une messe basse et quel évangile doit-on lire à la fin de la messe. . 255
- Bénédiction nuptiale.** — Des époux n'ayant pas encore reçu la bénédiction nuptiale et ayant déjà cohabité ensemble peuvent-ils recevoir cette bénédiction 136
- La coutume de refuser la bénédiction nuptiale aux filles-mères est-elle contraire aux rubriques du rituel. 224
- Est-elle opposée à quelque décret des congrégations. 224
- Bénédiction du Saint-Sacrement.** — Quand on donne cette bénédiction après vêpres, peut-on se rendre à la sacristie pendant le chant de l'antienne à la sainte Vierge pour revêtir la chape et prendre l'ostensoir afin de revenir au pied de l'autel réciter l'oraison de la sainte Vierge. 100
- Est-il permis d'apporter l'ostensoir au commencement des vêpres et de le coucher sur l'autel pendant l'office 100
- A quel moment précis doit se faire le premier encensement au salut. 160
- Doit-on se lever pendant la bénédiction du Saint-Sacrement au chant de l'*Inviolata* ou du *Te Deum* 247
- Est-il permis de donner la bénédiction à la fin de la messe avec l'écharpe sur la chasuble. 255
- Peut-on mettre l'ostensoir sur un thabor ou sur l'exposition ou simplement sur l'autel. 316
- Peut-on renvoyer au dimanche une bénédiction fondée après la messe, à cause du petit nombre d'assistants pendant l'été . . . 437
- Les évêques ont-ils le droit de prescrire des invocations diverses au Sacré-Cœur, à la sainte Vierge ou aux saints pendant les saluts 544
- Un prêtre qui a oublié de consacrer une grande hostie pour l'ostensoir, peut-il mettre trois petites hosties dans la lunule. 568
- Bénédiction du prêtre.** — Est-il obligé en bénissant de tracer le signe de la croix avec trois doigts de la main droite 605
- Bible.** — Peut-on mettre entre les mains des fidèles la traduction de la Bible de M. de Genoude et de Le Maistre de Sacy 225
- Bienheureux.** — Quand un indult accorde en l'honneur d'un bienheureux une messe et un office approuvés, quelle messe choisir. 184
- Si la messe et l'oraison sont du commun, peut-on dans l'oraison nommer le bienheureux 184
- Binage.** — L'évêque peut-il obliger ses curés bienheureux d'acquitter la messe de binage à ses intentions pour ses œuvres 30
- Outre l'indemnité de transport, le casuel, un curé bienheureux peut-il exiger pour les enterrements et les mariages une indemnité de déplacement 212
- Bourse.** — Quelles sont les règles canoniques par rapport aux placements d'argent faits par les ecclésiastiques dans les sociétés industrielles . . . 5
- Braconnier.** — Quelle conduite tenir à l'égard d'un braconnier ? Est-il tenu à restitution . . . 414
- Bréviaire.** — Dans la récitation du bréviaire suffit-il de s'attacher à bien prononcer tous les mots. 329
- Quand on sépare matines et laudes ou les nocturnes entr'eux, doit-on en reprendre la récitation par un *Pater* ou un *Ave* 339
- Calice.** — Un aumônier peut-il tolérer qu'une religieuse sacristine prépare le calice. 17
- Canonisation.** — Est-on obligé de croire et sous peine de quelle faute à la béatitude actuelle des saints ou des bienheureux canonisés ou béatifiés. 65
- Cantiques.** — Est-il défendu, le dimanche, de chanter des cantiques en langue vulgaire pendant la messe solennelle. 292
- Cette défense est-elle plus sévère lorsque le Saint-Sacrement est exposé. 292
- Au moment de l'exposition peut-on remplacer la strophe *O salutaris* par un cantique français exprimant les mêmes pensées . . 292
- Cardinal.** — Doit-on suspendre le chapeau cardinalice au-dessus d'un cardinal mort et sur son sépulchre 569
- Carême.** — Le mélange de la viande et du poisson est-il prohibé tous les jours de jeûne de l'année pour les malades ou seulement pendant le Carême. 43
- Si on reçoit en Carême la visite d'un ami bien portant peut-on lui offrir le soir des mets prohibés à la collation 222
- Un curé peut-il dispenser du jeûne ou du maigre pour tout un Carême 484
- Peut-il déléguer son pouvoir à ses vicaires . 484
- Cartons d'autel.** — Les cartons d'autel manuscrits sont-ils prohibés pour la messe. 268
- Les cartons d'autel manuscrits ou non doivent-ils être revêtus de l'approbation de l'évêque 268

- Catéchisme.** — Un instituteur est-il obligé en conscience d'enseigner le catéchisme après la classe 438
- Cendres.** — Peut-on faire de grand matin une cérémonie privée des cendres afin de les distribuer aux ouvriers qui ne seraient plus libres à une autre heure et renouveler solennellement cette bénédiction avant la grand-messe 65
- Est-on obligé de revêtir une chape violette pour cette cérémonie, à défaut de cette chape, pourrait-on revêtir une chape d'une autre couleur 196
- Cérémoniaire.** — Peut-on à une messe chantée sans ministres sacrés employer un cérémoniaire laïque à l'autel, chargé de tourner les feuilletts du missel 317
- Chandeleur.** — Toutes les prières et cérémonies de ce jour sont-elles obligatoires. Le chant est-il obligatoire dans les petites églises. . . 196
- Organisation de l'*Ordo* quand cette fête est en occurrence avec la Septuagésime. . . 388
- Chanoines.** — Quels sont les meilleurs traités sur les devoirs d'un chapitre et des chanoines, en tenant compte de l'état actuel des choses en France 297
- Pendant un enterrement solennel présidé par le curé assisté de tous ses vicaires en chape noire, où placer un chanoine honoraire revêtu de ses insignes 435
- L'encensement de deux coups est-il dû aux chanoines isolés en dehors de leur collégiale quand ils sont revêtus de leurs insignes 435
- Chant.** — Voir *Plain-chant*.
- Chape.** — Quelle est sa matière 243
- Chapelet.** — Chapelet du Rosaire. Quand on les bénit doit-on revêtir le surplis, l'étole et de quelle couleur 437
- Chapelet du Sacré-Cœur. Est-ce qu'un récent décret supprime les indulgences attachées à ces invocations si on les récite sous forme de chapelet 78
- Dans la récitation en chœur de ce chapelet est-il nécessaire de répéter les mêmes invocations ou suffit-il de répondre la dernière partie de cette invocation 78
- Chapelle.** — Doit-on et pourquoi célébrer le titulaire d'une chapelle de petit séminaire sous le rite double de première classe avec octave 327
- Le titulaire doit-il être célébré de cette manière si la chapelle n'est pas consacrée . . 334
- Dans les chapelles non publiques de communauté doit-on chanter la messe des solennités transférées au dimanche, si l'on a coutume d'y chanter la messe aux jours de fêtes 400
- Chapelle privée. Le privilège de la chapelle privée cesse-t-il quand disparaît l'évêque qui l'a accordé 335
- Est-on obligé quand on bénit une chapelle privée de faire l'aspersion des murs à l'extérieur 243
- L'évêque peut-il accorder le privilège de satisfaire au précepte de la messe dominicale à ceux qui assistent à une messe célébrée dans un oratoire privé 571
- L'évêque peut-il ériger à volonté plusieurs oratoires dans les communautés ou séminaires 571
- Charlatan.** — Peut-on refuser comme marraine une sorcière qui exerce le métier lucratif de pythouisse 127
- Peut-on lui refuser la communion 127
- Peut-on recevoir des messes que les fidèles font célébrer sur la recommandation de cette sorcière 127
- Chasuble.** — Les chasubles pliées sont-elles obligatoires et dans quelles églises 246
- Peut-on se servir d'une chasuble en soie jaune traversée de fils d'argent 292
- L'eau bénite est-elle nécessaire pour la bénédiction valide d'un ornement. Peut-on employer de l'eau de N.-D. de Lourdes . . . 293
- Chemin de la croix.** — Les indulgences du chemin de la croix sont-elles soumises à la même loi que l'indulgence de l'autel privilégié, c'est-à-dire pour les gagner doit-on les appliquer à une seule âme 45
- Des élèves auxquels le règlement défend une visite dans la chapelle où se trouvent les tableaux du chemin de la croix peuvent-ils gagner les indulgences à la grande chapelle en tenant à la main un crucifix *ad hoc* . . 284
- Après l'exercice solennel et public du chemin de la croix peut-on bénir les fidèles avec la croix portée par le clerc 317
- Quelle doit être la forme des crucifix pour que l'on puisse y attacher les indulgences du chemin de la croix 178
- Cierges.** — L'emploi de la cire mélangée est-il contraire à la liturgie 75
- Est-il plus économique 75
- Rome autorise-t-elle un certain mélange . . 100
- A quelle maison s'adresser pour avoir une cire pure et brûlant lentement 100
- Cierge pascal.** — Peut-il être employé pour plusieurs années dans les églises pauvres . . 255
- Si le même ne peut servir qu'une année que doit-on faire de ce qui reste 255
- Doit-il être allumé à toutes les messes chantées 255
- Cimetière.** — Est-il permis de bénir un cimetière avec de l'eau bénite le samedi de Pâques ou de la Pentecôte 125
- Quelles sont les circonstances où on doit bénir les fosses 424
- Cloches.** — Si on a omis les onctions intérieures la bénédiction est-elle valide. Pour les réitérer est-il besoin d'une nouvelle délégation 185
- Communauté.** — Un curé qui a sous sa juridiction une communauté de religieuses à cinq cents mètres de l'église est-il obligé d'aller gratuitement dire la messe une fois par semaine dans leur oratoire privé 475
- Ces religieuses ont-elles le droit de forcer le curé à faire ce service supplémentaire gratuit 475
- La permission de l'évêque accordée au curé de célébrer la messe dans la chapelle de ces religieuses équivaut-elle à un ordre de remplir ce service gratuitement 460
- Même question au sujet du pouvoir de confesser et de garder la Sainte-Réserve dans cette chapelle. Le curé est-il obligé de confesser ces religieuses dans leur oratoire et d'y laisser toujours le Saint-Sacrement . . 460

- Pour protester contre la suppression du traitement alloué par la commune pour ce service supplémentaire, le curé peut-il le supprimer complètement. 475
- Le curé peut-il exiger que le bureau de bienfaisance propriétaire de la communauté et de la chapelle prenne à sa charge le traitement du chapelain des sœurs. 476
- Communicantes.** — Le prêtre qui a oublié de réciter le *Communicantes* propre à certaines octaves et qui s'aperçoit de son erreur au milieu ou à la fin du *Communicantes* ordinaire doit-il réparer son erreur. 160
- Communión.** — Peut-on se servir d'un rochet pour donner la communion. 125
- Quelle est la couleur de l'étole quand on porte aux malades la communion non en viatique. 196
- Est-il permis de donner la communion en dehors de la messe à des religieuses institutrices. 222
- Peut-on aller communier un infirme non en danger de mort avant l'apparition du jour. 231
- Au temps pascal quand on distribue la communion revêtu des ornements noirs tout avant ou tout après la messe doit-on ajouter *alleluia* au verset et à l'antienne. 246
- Est-il permis de distribuer la communion au maître-autel quand le Saint-Sacrement est exposé. 317
- Après avoir distribué la communion *extra missam* le prêtre doit-il purifier ses doigts dans un vase contenant de l'eau et du vin. 400
- Si on distribue la communion tout après la messe, doit-on réciter les prières commandées après cette cérémonie. 412
- Un servant portant un cierge allumé doit-il accompagner le prêtre. 569
- Si on vient d'un autel latéral à la table de communion, en traversant le chœur, peut-on se faire accompagner par le servant un cierge à la main. 569
- Communión pascale.** — Un malade qui a reçu le Saint-Viatique dans le temps des Pâques, doit-il encore communier pour satisfaire au précepte pascal. 176
- Compensation.** — Deux enfants qui soignent leur vieux père peuvent-ils s'approprier au détriment de leur frère une somme d'argent cachée et donnée par leur mère mourante. 607
- Complies.** — Pourquoi est-il défendu de dire *fideliū animæ* après l'office de complies. 587
- Concurrence.** — Doit-on partager les vêpres quand la fête de saint Joachim est en concurrence avec une fête du même degré. 174
- Confession.** — La confession au moyen du téléphone ou du télégraphe est-elle valide, est-elle licite. 30
- L'accusation d'une fornication et d'une faute grave contre la justice envers son frère est-elle strictement suffisante quand il s'agit d'un péché charnel avec une belle-sœur. 41
- Un curé peut-il obliger tous les enfants qui se préparent à la première communion à venir se confesser à lui, bien que ce curé ait deux vicaires. 161
- Les institutrices auxquelles ce curé ordonne d'envoyer à son confessionnal toutes leurs élèves sont-elles obligées d'obéir en conscience. 161
- Les vicaires de ce curé peuvent-ils malgré sa défense formelle confesser quelques-uns de ces enfants. 161
- Quelle conduite tenir envers deux personnes qui sont brouillées et qui veulent néanmoins fréquenter les sacrements. 258
- Quelle règle suivre au sujet des interrogations à faire sur le sixième commandement. 270
- Lorsqu'il n'a pas d'autre moyen d'accuser sa faute, le pénitent est-il obligé de révéler son complice dans un péché grave. 580
- Quelle conduite tenir envers une personne craintive qui sur l'ordre formel de son père illettré établit des registres de comptes frauduleux. 595
- Confession des religieuses.** — Un curé ne peut-il pas confesser les religieuses qui habitent sur sa paroisse, lors même qu'elles auraient un confesseur distinct. 235
- Confrérie.** — Un curé ayant établi canoniquement une confrérie du Rosaire, a négligé de faire des statuts particuliers, cette omission empêche-t-elle les confrères de gagner les indulgences. 53
- Pour gagner les indulgences de cette confrérie du Rosaire, on exige une visite dans une chapelle publique; suffirait-il de visiter la chapelle d'un couvent où se trouve érigée cette confrérie pour les personnes strictement attachées à la maison. 90
- L'aumônier du couvent, directeur de cette confrérie peut-il s'inscrire lui-même et gagner dans sa chapelle les indulgences accordées aux personnes strictement attachées à la communauté. 10
- Quelles formalités remplir pour établir dans une paroisse la confrérie du Rosaire. 114
- Peut-on par la récitation d'un seul chapelet satisfaire à deux obligations, l'une venant d'une règle de communauté, l'autre de la confrérie du Rosaire. 114
- Peut-on admettre dans cette confrérie les enfants qui n'ont pas encore fait leur première communion. 114
- Dans ce cas est-il nécessaire d'insérer de nouveau leurs noms lorsque ces enfants pourront communier. 114
- Pour établir cette confrérie est-il nécessaire d'avoir un autel du Rosaire dans l'église de la paroisse. 114
- Pour gagner les indulgences de cette confrérie est-il nécessaire d'avoir le chapelet à la main lorsqu'on récite les prières du Rosaire. 114
- Peut-on ériger dans une paroisse une confrérie avec zélatrices sans la permission du curé. 151
- L'indulgence de cinq ans et de cinq quarantaines accordée à chaque *Ave Maria* du Rosaire pour la prononciation du mot *Jesus* est-elle certaine et spéciale aux membres de cette confrérie. 178
- Cette dernière indulgence doublée par le pape Alexandre VI est-elle bien authentique. 295
- Que penser de l'indulgence de soixante mille ans accordée pour la même prononciation du mot *Jesus*. 295
- Congrégation des filles de Marie.** — Un curé

- qui tout d'abord refuse de mettre à exécution l'autorisation d'ériger cette congrégation est-il obligé de demander une nouvelle autorisation à l'évêché 93
- Quelles sont les formalités à suivre, une fois l'autorisation épiscopale accordée 93
- Le directeur d'une congrégation agrégée à la *Primaria* peut-il déléguer pour les réceptions n'importe quel prêtre 141
- Conopée.** — Quelle est la matière du conopée 100
- Un prêtre est-il obligé d'acheter un conopée de couleurs variées si la fabrique a des ressources 508
- Est-il vraiment obligatoire 615
- Consécration.** — Est-il permis de consacrer en dehors de la messe 77
- Quel est le corps produit sur l'autel en vertu des paroles créatrices de la consécration 176
- Quand Jésus-Christ consacra à la première messe du jeudi saint a-t-il communiqué à sa chair passible les qualités des corps glorieux 176
- Dans le rite grec plusieurs prêtres peuvent célébrer ensemble la sainte messe. Que doit faire le prêtre qui prononce les paroles de la consécration sous l'espèce du vin pendant que les autres prononcent les paroles de la consécration sous l'espèce du pain 570
- Corporal.** — Est-il permis de laisser un corporal à demeure dans la bourse de chaque ornement 508
- Couronne d'Espagne.** — Qu'entend-on par indulgences attachées à la couronne d'Espagne 69
- Credo.** — Doit-on réciter le *Credo* à la fête de saint Denys, patron du diocèse 175
- Dans une messe votive célébrée pendant une octave qui exige le *Credo*, doit-on le réciter 436
- Croix.** — Peut-on bénir une croix en argent ayant à peine la longueur d'un demi-pouce et sur laquelle on ne trouve pas l'image du Christ 437
- Danses.** — Doit-on faire sortir de la bonne foi un ménestrier de profession qui se présente pour les Pâques, si on est sûr qu'il ne profitera pas de l'avertissement 269
- Quelle conduite tenir à l'égard des danseuses 270
- Surtout s'il s'agit des filles de la Congrégation 270
- Que penser de l'exercice de la danse inscrit sur le programme des arts d'agrément dans certaines communautés religieuses 270
- Dans quelles circonstances le confesseur doit-il donner ou refuser l'absolution aux danseuses 594
- Délégation.** — Pourquoi l'évêque ne peut-il pas déléguer toute sa juridiction 476
- Quelle délégation est nécessaire pour qu'un prêtre sans titre de curé ou de vicaire puisse assister valablement à un mariage 580
- Dépôt.** — Un prêtre qui a en main quelque somme d'argent pour les pauvres, peut-il lui prêter à un de ses parents dans le besoin. Si cet argent vient à être perdu, le curé est-il tenu de le rembourser à la caisse des pauvres 571
- Dévotion.** — La dévotion telle qu'elle est définie par saint Thomas est-elle obligatoire pour tous les chrétiens 187
- Diacre.** — Le diacre doit-il prononcer les paroles de l'offertoire en même temps que le célébrant et regarder la croix 389
- L'habitude d'omettre cette rubrique peut-elle devenir légitime 389
- Dies iræ.** — L'expression *qui salvandos salvos gratis* est-elle erronée 92
- Dignités ecclésiastiques.** — Quels sont les droits et privilèges des Familiers du pape 129
- Dimanche.** — Que penser des marchands catholiques qui ne ferment pas leurs magasins et vendent le dimanche 306
- Que penser de ceux qui font étalage ce jour, surtout si c'est la coutume 306
- Un curé a-t-il le droit de dispenser d'une façon générale tous ses paroissiens de la loi du repos dominical, quand il y a des raisons assez sérieuses 258
- Une dame âgée qui ne peut assister à la messe qu'à la condition de se faire conduire dans sa calèche, est-elle dispensée de cette loi 557
- Est-il permis à un chrétien pauvre de convoquer le dimanche plusieurs ouvriers pour travailler à ses récoltes, sous prétexte qu'en semaine il ne pourrait pas se faire aider, faute d'argent 581
- Vaut-il mieux pour une mère de famille apporter son enfant à la messe, malgré les désagréments qui peuvent en résulter, plutôt que de se passer de la messe 582
- Les pauvres sont-ils dispensés d'assister à la messe le dimanche parce qu'ils manquent de chaussures et d'habits convenables 607
- Est-il permis de peindre le dimanche 617
- Un jour de fête patronale une mère de famille peut-elle manquer à la messe pour préparer le repas de nombreux invités 618
- Dispense de mariage.** — Les évêques sont-ils obligés d'employer au profit de leurs séminaires la componende qu'ils exigent pour les dispenses de bans ou de parenté 259
- Divorce.** — Y a-t-il vraiment deux lignes de conduite à suivre en France et en Belgique au sujet des juges, des avocats et des maires qui s'occupent de prononcer un divorce 257
- Une femme qui subit un véritable martyre par suite des tracasseries de son mari demande une séparation de corps et de biens et ensuite de bonne foi une action en divorce qu'elle obtient, peut-elle s'approcher des sacrements et à quelles conditions 102
- Des juges chrétiens peuvent-ils, au sens de la loi civile, déclarer qu'il y a cause suffisante pour prononcer le divorce 149
- Un avocat et un maire peuvent-ils agir en faveur du divorce. Le maire peut-il marier des divorcés qui se présentent devant lui pour contracter une nouvelle union 149
- Quelles sont à ce sujet les décisions de Rome 149
- Un magistrat peut-il, sans être obligé de donner sa démission, accueillir les causes matrimoniales portées à son tribunal, s'il évite de prononcer la nullité d'un mariage valide 451
- Quel est le sens de la réponse de la S. Pénitencerie qui tolère, dans un cas particulier, que le maire prononce le divorce déjà prononcé par le juge 532
- Quels sont les principes et les conséquences de cette réponse 533
- Un divorcé deux ou trois fois revient à sa première femme, quelle sera la situation

des deux réconciliés et des enfants issus des unions irrégulières	545	— Dans les enterrements solennels quand le curé est assisté de ses vicaires tous en chape, où placer un chanoine honoraire revêtu de ses insignes	435
Donation. — Une donation manuelle acceptée peut-elle être révoquée si le donateur change ses premières dispositions	234	— Au sujet des prières à réciter en revenant du cimetière le texte du missel des morts de Ratisbonne se trouve en désaccord avec les autres rituels, auquel faut-il donner la préférence	449
Doxologie. — Y a-t-il une doxologie obligatoire pour le temps de l'Avent	483	— Au même missel on trouve une longue oraison suivie de l'évangile de saint Jean et de l'antienne <i>Trinum</i> , que penser de cette prière et de son usage	449
Droit canon. — Quel est l'histoire des diverses écoles de droit canonique	522	— Un curé a-t-il le droit de préférer aux prêtres habitués des séminaristes qui ne sont pas dans les ordres pour l'assistance rétribuée aux enterrements	496
Ecole neutre. — Quelle est la conduite à tenir par le confesseur à l'égard des maîtres qui enseignent dans ces écoles	450	— Est-il vrai que le curé qui a fait une sépulture le soir est obligé de célébrer avec les seuls honoraires réglés pour la cérémonie de l'enterrement un service de la même classe le premier jour libre	524
Eglise. — Que penser de la bénédiction d'une église faite avec l'eau bénite du samedi saint ou de la veille de la Pentecôte	125	Entrée solennelle. — Quel est le nombre des membres du clergé nécessaire pour faire une entrée solennelle	281
— Quel est le côté le plus noble de l'église pour les fidèles	185	Épître. — Dans les messes chantées sans ministres sacrés est-il plus liturgique de faire chanter l'épître par le célébrant	246
— Est-il vrai qu'au XIII ^e siècle les hommes restaient couverts dans les églises	508	Évangile. — Est-il facile d'obtenir de son évêque la permission de lire la traduction des évangiles de Henri Lasserre	150
Ego volo. — Quelle est la version authentique de cette prière	483	Evêque. — Est-il vrai que l'évêque ne peut exercer le pouvoir judiciaire par lui-même	31
Encens. — Aux messes solennelles avec ministres sacrés peut-on bénir l'encens à la sacristie avant de se rendre à l'autel	281	Exeat. — Un desservant ordonné sans titre canonique est privé de sa paroisse. L'évêque peut-il lui refuser une paroisse convenable et son exeat	509
En ego. — Pour gagner les indulgences attachées à la récitation de cette prière est-il nécessaire d'avoir réellement un crucifix devant les yeux	162	Exemple (Bon). — Le précepte du bon exemple est-il pour tous les chrétiens un précepte positif ou seulement négatif	139
— Une gravure quelconque peut-elle suffire	162	Exorcisme. — Où sont contenues les formules d'exorcismes et la manière de procéder	243
— Doit-elle être récitée à genoux ainsi que les prières aux intentions du Souverain-Pontife	162	Exposition du Saint-Sacrement. — Quel genre de genuflexions doit faire l'officiant chargé d'exposer et de reposer le Saint-Sacrement à la messe et aux vêpres	17
Enterrement. — Dans une sépulture d'enfant quand la récitation du <i>Benedicite</i> n'est pas achevée au retour à l'église, faut-il l'achever ou conclure aussitôt par l'oraison	41	— Règles à suivre avant ou après l'exposition, avant ou après la reposition	17
— L'encensement est-il requis pour la bénédiction d'une fosse dans un cimetière non béni	125	— Un prêtre qui, en dehors des offices publics, fait son adoration devant le Saint-Sacrement exposé doit-il porter l'étole	17
— Quelle place l'officiant doit-il prendre en arrivant à l'église aux sépultures d'enfants	243	— Combien doit-on allumer de cierges pour une exposition privée	17
— Pourquoi le rituel ne donne-t-il pas de formule de bénédiction pour le tombeau des petits enfants	243	— A la messe chantée devant le Saint-Sacrement quelle position doit-on prendre aux ablutions	28
— Pourquoi le rituel ne prescrit-il pas l'encensement du corps des enfants à l'église et le prescrit-il au cimetière	243	— Le jour de la Quinquagésime devant le Saint-Sacrement exposé combien doit-on chanter d'oraisons	221
— Est-il permis de venir à l'offrande aux sépultures d'enfants	243	— L'Eglise prescrit-elle d'allumer six cierges pour l'exposition solennelle	521
— Peut-on tolérer l'usage des souches métalliques autour d'un catafalque	368	Exposition mensuelle des R. P. du Saint-Sacrement. — Dans une paroisse où existe la confrérie de l'exposition mensuelle faut-il exposer le Saint-Sacrement avant ou après la messe	281, 508
— Peut-on se servir de cierges de stéarine aux enterrements	368	— Pour l'exposition faut-il chanter un motet avec ou sans oraison et encenser ensuite	281, 508
— La fabrique a-t-elle le droit d'imposer aux inhumations les cierges liturgiques dont elle a un dépôt	270	Exposition universelle de Paris, 1889. — Un catholique pouvait-il visiter cette exposition	198
— Les jours où la rubrique défend de faire les services funèbres en noir peut-on d'abord chanter le nocturne, faire l'absoute ensuite et enfin célébrer la messe du jour	281		
— Est-il conforme aux règles liturgiques de laisser à découvert le cercueil d'un enfant pendant la cérémonie de la sépulture	292		
— En se rendant à l'église depuis la maison mortuaire est-il permis de chanter le <i>De profundis</i> , ou le <i>Laudate</i> au lieu du <i>Miserere</i> et du <i>Beati immaculati</i>	435		
— Quand le cimetière est éloigné peut-on chanter le <i>Benedictus</i> le long du chemin ou vaut-il mieux garder le silence	435		

- Extrême-Onction.** — Un diacre de bonne foi qui sur l'avis de son curé administre le sacrement de l'Extrême-Onction encourt-il l'irrégularité 40
- Dans quel sens l'Extrême-Onction efface-t-elle les péchés oubliés 222
- En administrant ce sacrement faut-il imposer les mains à ces mots : *Per impositionem* . . . 243
- Est-il défendu, permis ou commandé d'ajouter aux paroles de la dernière onction les mots qui caractérisent la forme de l'onction pour les reins omise en France . . . 291
- Dans un hôpital peut-on administrer ce sacrement à plusieurs malades en même temps. Quelles sont les prières qu'on doit dire soit au pluriel soit au singulier 592
- Est-il permis de brûler les étoupes dans le foyer de la maison du malade 160
- Fête-Dieu.** — Y a-t-il obligation de faire l'exposition d'un jeudi à l'autre ou du dimanche à l'autre après l'octave 126
- Quel est le droit commun à ce sujet . . . 247
- Fêtes patronales.** — Règles à suivre quand saint Martin tombe le même jour que la Dédicace . . 18
- Quel bréviaire dire et quelle messe doit-on chanter le 11 novembre dans ce cas . . . 18
- A quel jour renvoyer l'office du patron . . 18, 90
- Doit-on faire mémoire du patron dès le 11 novembre jusqu'à la célébration de sa fête 18
- Peut-on renvoyer cette fête patronale à un jour *infra octavam* de la Dédicace . . . 19
- Peut-on transférer au lendemain la fête semi-double de saint Martin pape 19
- Quel dimanche doit-on célébrer la messe votive solennelle de saint Martin patron . . 19
- Y aurait-il un récent décret tolérant la translation d'une fête patronale au lendemain de l'incidence quand même ce jour serait empêché 52
- Règles à suivre quand la fête de saint Martin patron tombe en occurrence avec un jour octaval 90
- Doit-on donner l'octave à saint Martin patron le 11 novembre ou le 4 juillet fête de la translation de ses reliques 125
- Quelle préface réciter à la solennité transférée au dimanche de saint Remy patron . . 248
- Quelle préface réciter si la solennité du patron tombe le jour de la solennité du Rosaire 248
- Comment célébrer à l'incidence, pendant l'octave, les fêtes de saint Sulpice, évêque, et de saint Antoine, abbé, patrons 268
- Comment organiser l'*Ordo* pour la fête et l'octave de saint Christophe martyr . . . 280
- Règles à suivre quand saint Jean-Baptiste tombe en occurrence avec la fête des saints Apôtres et le Sacré-Cœur 306
- Fêtes primaires.** — La décollation de saint Jean-Baptiste, fête patronale, est-elle une fête primaire . . 534
- Fêtes transférées au dimanche.** — Dans les chapelles publiques doit-on dire la messe des fêtes dont la solennité est transférée au dimanche 247
- Même question pour les chapelles des communautés religieuses 247
- Peut-on célébrer dans la même église deux solennités différentes afin d'éviter une translation de l'une des deux à un dimanche plus éloigné 306
- Fleurs.** — Est-il permis de les placer sur l'autel . . 521
- Fonts baptismaux.** — Est-il nécessaire que le grand vase contenant l'eau baptismale soit d'argent ou d'étain 255
- Formules de prières.** — Que penser de certaines formules de prières trouvées dans le tombeau de Jésus-Christ et qui contiennent des menaces à l'adresse de ceux qui leur refusent toute créance . . 44
- Fosse.** — Dans un cimetière non béni l'ensevelissement de la fosse est-il obligatoire 125
- Quelles sont les circonstances où l'on doit bénir les fosses 424
- Franc-maçon.** — Que doit exiger le confesseur d'un franc-maçon qui a vendu son âme au démon et les saintes espèces qu'il a volées 271
- Gants.** — Est-il permis au célébrant de porter des gants de peau glacés dans une inhumation pendant le chant de l'absoute 221
- Est-il permis aux acolytes de porter des gants pendant l'exercice de leurs fonctions pour ne pas ternir les chandeliers dorés . . . 592
- Génuflexions.** — Quelle génuflexion doit faire le prêtre qui porte son calice et va célébrer quand il passe entre l'élévation et la communion devant un autel où on dit la messe . . 91
- Diverses génuflexions à faire pour l'exposition et la reposition du Saint-Sacrement avant ou après la messe et les vêpres . . . 17
- Glas funèbre.** — Quelles sont les règles déterminées par le droit au sujet du glas funèbre et des personnes pour qui il faut sonner 177
- Gloria.** — A quel moment s'incline-t-on au verset *Gratias agimus* 111
- Graduel.** — A la grand-messe du dimanche est-on obligé de chanter intégralement l'*Alleluia* et le graduel 259
- L'orgue ne pourrait-il pas remplacer ce chant . . 317
- Guérison miraculeuse.** — Comment expliquer que la sainte Vierge guérisse des hérétiques qui restent dans l'erreur 126
- Héritage.** — Une fille-mère est-elle obligée en conscience de laisser sa fortune par testament à son enfant naturel 306
- Honoraires.** — Tout prêtre n'ayant pas charge d'âmes peut-il recevoir légitimement trois honoraires aux trois messes de Noël . . . 43
- Un prêtre qui doute de la pureté du vin employé pour la consécration doit-il rendre l'honoraire de la messe, ou réitérer l'application de la messe 138
- Pourrait-on offrir en compensation ses messes de binage 138
- Est-il vraiment contraire à la charité d'envoyer les honoraires de messe hors du diocèse 151
- Une personne voulant donner trois francs pour chaque honoraire de messe à célébrer pour elle après sa mort n'inscrit pas cette condition dans son testament, le prêtre chargé d'une certaine somme d'argent peut-il acquitter des messes à ce taux 224
- A quel taux acquitter des messes quand les donataires ne le fixe pas eux-mêmes . . . 329
- Quelle est l'opinion actuelle sur le délai que l'on peut mettre à acquitter des messes . . 618
- Peut-on quand on groupe les intentions données par des personnes différentes se per-

mettre un délai de trois mois	618	cier	389
Hostie. — Symbolisme du brisement de l'hostie en trois parties à la messe	471	Infailibilité pontificale. — Est-il vrai que lors de la définition de ce dogme, la clause : « et appuyée sur les moyens d'assistance reconnus dans l'Eglise, » a été rejetée.	439
— Pourquoi met-on un de ces parties dans le calice	471	— A quel point de vue le pape s'est-il placé pour rejeter cette clause	439
— Que faire quand cette parcelle s'attache à la paroi du calice si on a déjà absorbé le précieux sang	495	— Quel est le vrai texte de la définition de ce dogme	439
Huiles (Saintes). — Est-il permis de brûler les étoupes dans le foyer de la maison du malade	160	— Le pape est-il infailible quand dans une encyclique adressée à tous les évêques il expose, sans avoir l'intention de la définir, une vérité intéressant la foi, la morale ou la discipline générale.	570
— Est-il permis de conserver les saintes huiles dans une boîte en métal argenté ou nickelé.	568	— Pourquoi dans les litanies des saints demander à Dieu de conserver dans la vérité de la religion le pape infailible	223
— Est-il permis de chanter la messe votive solennelle du Saint-Esprit pour la distribution des saintes huiles le mardi et le jeudi après Pâques.	589	Instituteur. — Y a-t-il un devoir de conscience pour l'instituteur laïque d'enseigner le catéchisme après la classe	438
Image du Sacré-Cœur. — Pour gagner les indulgences attachées à la récitation d'une petite prière que portent ordinairement ces images est-il nécessaire de les exposer publiquement.	129	Jeûne. — Un curé peut-il dispenser du jeûne pour tout un carême	484
— Une de ces images placée dans un appartement quelconque, cuisine ou salle à manger, pourrait-elle être regardée comme exposée publiquement	130	— Sur ce point peut-il déléguer son pouvoir à ses vicaires	484
Immaculée-Conception. — Comment célébrer cette fête quand elle est en occurrence avec le deuxième dimanche de l'Avent	364	Joseph (Saint). — Pourquoi dans l'office de saint Joseph le mot est-il toujours indéclinable et pourquoi le décline-t-on dans les prières après la messe	111
Inclination. — Au verset <i>Non nobis, Domine</i> , le chœur doit-il se découvrir pendant tout le chant de ce verset	111	— Que penser de l'opinion émise par Marie d'Agreda au sujet du vœu de chasteté fait par saint Joseph	135
— Au <i>Gloria in excelsis</i> pendant le verset <i>Gratias agimus</i> faut-il s'incliner jusqu'à la fin de cette phrase	111	Journal. — Est-il permis de s'abonner ou de lire des journaux qui racontent les duels comme des faits ordinaires, sans parler de la défense de l'Eglise	249
— Faut-il s'incliner seulement aux trois premiers mots.	365	— Quel péché y a-t-il à prendre des actions d'un mauvais journal.	401
Index. — L'erreur quant au nom ou au diocèse du postulant dans une permission accordée de lire les livres à l'index rend-elle nulle cette autorisation	462	— Est-il absolument défendu d'acheter les actions d'un mauvais journal	402
Indulgences. — Quelles sont les indulgences plénières que l'on peut gagner pour les défunts sans l'état de grâce.	54	— Celui qui possède ces actions doit-il s'en défaire et comment	403
— Quelle est la nature et les diverses espèces d'indulgences attachées à la couronne d'Espagne	69	— L'évêque peut-il défendre sous peine de censure la lecture de certains journaux	617
— Pour gagner les indulgences de la confrérie du Rosaire est-il nécessaire d'avoir toujours à la main le chapelet lorsqu'on récite les prières du Rosaire	114	Lampe du Saint-Sacrement. — Quelle est l'obligation précise de l'entretien de cette lampe, et quel intervalle d'omission constituerait une faute grave	65
— L'indulgence de cinq ans et de cinq quarantaines accordée à chaque <i>Ave</i> du Rosaire pour la prononciation du mot <i>Jesus</i> est-elle authentique	178, 295	Lazare. — On sait que les Juifs embaumaient les corps, comment alors expliquer le <i>Jam fletet</i> au sujet de Lazare mort depuis quatre jours	160
— La confession hebdomadaire ou de tous les quinze jours là, où ce privilège existe, suffisait-elle pour gagner l'indulgence de la fête expiatoire des morts le 30 septembre 1888.	224	Leçons. — Au jour octaval de la Dédicace de toutes les églises quelles sont les leçons à réciter	175
— La confession faite huit ou dix jours avant cette fête dans l'ignorance de cette indulgence, suffisait-elle pour la gagner	224	— Quelles sont les règles à suivre pour la récitation des leçons pendant l'octave d'un patron	372
— Les indulgences du saint Rosaire accordées par le pape Alexandre VI sont-elles authentiques	295	— Les docteurs ont-ils toujours au premier nocturne des leçons spéciales	509
— Si par suite d'un empêchement légitime on remet sa confession au-delà des huit jours ou des quinze jours prescrits pour le gain des indulgences, peut-on encore en bénéfi-		Lettre testimoniale. — Un postulant à l'habit religieux peut-il être admis par le supérieur sans être muni de lettres testimoniales signées par l'évêque du lieu de sa naissance.	128
		Levée du corps. — Si la maison mortuaire est trop éloignée, le prêtre peut-il faire la levée du corps avec les cérémonies ordinaires à quelque endroit que ce soit, même à l'entrée de l'église	41
		— Faut-il doubler l'antienne <i>Exultabunt</i>	125
		— Les ministres sacrés peuvent-ils revêtir la	

- dalmatique et la tunique à la levée du corps 231
- Le célébrant peut-il revêtir l'aube sous la chape pour la levée du corps 232
 - A la maison mortuaire est-il permis de chanter le *De Profundis* ou le *Laudate* au lieu de réciter ces psaumes selon l'usage . . . 435
- Litanies.** — Quel est le vrai sens de ce passage des litanies des saints : *Domnum apostolicum* 223
- Pourquoi demander à Dieu de conserver dans la vérité de la religion le pape infaillible . . 223
 - Dans les processions peut-on chanter des litanies approuvées non par l'Eglise, mais par un évêque 232
 - Dans les litanies de Lorette où placer l'invocation à N.-D. du Rosaire ajoutée par Léon XIII 281
 - Peut-on ajouter l'invocation *Regina cleri.* . . 281
 - Est-il permis à un prêtre de chanter devant le Saint-Sacrement exposé des litanies de sa composition dans lesquelles ne figurent que des noms de saints. 508
 - Dans les litanies de la Sainte-Vierge est-il permis d'ajouter *Regina pacis* et où placer cette invocation 534
 - Dans quel ordre placer les invocations relatives à l'Immaculée-Conception et au saint Rosaire 534
- Luminaire.** — Règles qui concernent le luminaire aux différentes fonctions ecclésiastiques . . . 268
- Lunule.** — Doit-elle être bénite 184
- Comment doit-on purifier la lunule 184
- Mariage.** — Si le mariage n'est pas administré par le curé lui-même, qui doit rédiger l'acte et quelle formule suivre. 17
- Quelles sont les principales causes qui peuvent faire invalider un mariage devant le Saint-Siège et dans quels cas 19
 - Faut-il marier au lit de la mort des gens qui ont longtemps cohabité ensemble sans union légitime. 27
 - Est-il vrai que Léon XIII a déclaré que le silence gardé sur les rapports incestueux cesserait à l'avenir de rendre la dispense nulle. 162
 - Un curé a oublié de demander aux époux arrivés devant l'autel leur consentement mutuel, il leur fait seulement se donner les mains, le mariage est-il valide 186
 - Les témoins peuvent-ils rester dans les bancs ou doivent-ils accompagner les époux. . . 186
 - N'est-ce pas un abus pour des catholiques de faire imprimer des formules qui laisseraient croire que le mariage est réellement contracté à la mairie 210
 - Après un mariage consommé on découvre un empêchement dans un degré prohibé, que faut-il faire, le mariage est-il valide. . . . 211
 - L'époux pourrait-il convoler à d'autres nocés si son premier mariage est invalide. . . . 211
 - Une jeune femme qui ne peut cohabiter avec son époux par suite de la brutalité de son beau-père qui l'enferme seule, a-t-elle une raison grave de quitter son mari. . . . 211
 - L'Eglise a-t-elle interdit la célébration du mariage en certains jours, par exemple le samedi. 212
 - L'Eglise accorderait-elle une dispense pour réhabiliter le mariage contracté civilement entre un juif et une catholique, unis depuis longtemps, et sans enfants 212
 - Une femme pauvre qui emprunte pour se marier un anneau déjà béni, doit-elle le présenter à la benédiction du prêtre 248
 - Le prêtre peut-il omettre la cérémonie de la tradition de l'anneau 248
 - Avant l'établissement du mariage civil en France à quel âge pouvait-on se marier devant l'Eglise, malgré l'opposition des parents . . 377
 - Peut-on admettre comme témoin au mariage un homme qui passe pour franc-maçon et qui fait profession d'impiété 377
 - La loi civile accorde-t-elle dispense pour le premier degré d'affinité en ligne directe . 413
 - L'Eglise dans le même cas accorde-t-elle quelquefois dispense 413
 - Comment régulariser une union illégitime qui se trouve dans ce cas. 413
 - Comment introduire une instance en cour de Rome pour faire annuler un mariage contracté avec un halluciné 536
 - Un curé chargé temporairement d'une paroisse vacante a-t-il le droit de déléguer un autre prêtre pour le mariage dans cette église qu'il dessert 545
 - Un curé avant une absence avertit un aumônier chargé dans ces cas de le remplacer habituellement, peut-on regarder ce simple avis comme une délégation suffisante pour la célébration d'un mariage qui se présente dans l'intervalle. 580
- Matines.** — Quant on sépare matines et laudes ou bien les nocturnes de matines par une interruption notable doit-on, avant d'en reprendre la récitation dire : *Pater, Ave.* . . 329
- Peut-on en tout temps de l'année commencer la récitation des matines du lendemain à deux heures du soir 413
- Médaille de Saint-Benoît.** — Où trouver des renseignements sur l'origine et les effets admirables de cette médaille 226
- Médaille miraculeuse.** — Quelle est la date réelle de l'apparition de la sainte Vierge à Catherine Labouré 236
- Est-il vrai que la médaille miraculeuse ne soit pas autorisée. 261
- Mémoire.** — Dans quel ordre doit-on faire la mémoire d'une fête simplifiée et d'un dimanche du carême 448
- Lorsque dans une octave privilégiée on doit faire mémoire d'un saint simplifié et qu'on a déjà dit trois oraisons, ajoute-t-on l'oraison de *Tempore* 433
- Ménétrier.** — Quelle conduite doit tenir le confesseur à l'égard d'un ménétrier de profession qui vient s'approcher des sacrements. 270
- Mensonge.** — Peut-on mentir à un malade pour lui faire accepter un remède nécessaire. . . . 617
- Meretrices.** — Fornicationes militum cum meretricibus sunt ne peccata mortalia 306
- Messe.** — Cérémonies. Au *Dominus vobiscum* et à l'*Orate fratres* le prêtre doit-il élever les mains après les avoir étendues 160
- Comment comprendre la rubrique voulant qu'aux messes chantées on dise *submissa voce* tout ce qui à la messe basse se dit *clara voce*. 160
 - Aux deux *Memento* y a-t-il une réelle dis-

inction entre les mouvements des mains.	160	phes.	40
— Comment interpréter le mouvement des mains au <i>Credo</i>	160	— Dans la messe quotidienne chantée pour plusieurs défunts, quelle oraison choisir. . . .	40
— Quelles sont les règles relatives à la manière de faire les signes de croix sur l'hostie et le calice.	413	— Dans une annexe peut-on réserver la messe du samedi saint pour l'enterrement. . . .	65
— Après le <i>Lavabo</i> où doit-on dire le <i>Gloria Patri</i> et le <i>Sicut erat</i>	448	— Dans un service les messes célébrées avant la messe chantée doivent-elles se dire en noir dans une église tendue de noir et un jour de rit double.	136, 209, 232
— A la messe pourquoi briser la sainte hostie en trois parties et pourquoi mettre une de ces parties dans le calice.	471	— Doit-on après ces messes basses réciter les prières commandées par Léon XIII. . . .	136
— Au commencement de la messe pourquoi omettre le psaume <i>Judica me</i> au temps de la Passion et aux messes des défunts. . . .	509	— Quelle faute y a-t-il à dire sciemment la messe en noir un jour double.	196
— Est-il permis de dire une messe à l'honneur du Saint-Esprit et une messe en l'honneur de la Sainte-Vierge ou des saints.	92	— Est-il défendu de mettre des croix blanches sur les ornements de l'autel, du célébrant, sur les tentures et le drap mortuaire. . . .	246
— Quand on a promis une messe à jour fixe peut-on laisser croire qu'on la dit soi-même quand on la fait dire par un autre. . .	126	— Quand l'autel est richement décoré peut-on à l'office des défunts voiler les images d'un voile noir ou violet.	246
— Un prêtre peut-il recevoir des messes offertes sur la recommandation d'une pythonisse. . .	127	— Pour autoriser la célébration d'un service de confrérie un jour double majeur peut-on invoquer la coutume seule.	248
— Un prêtre qui s'aperçoit à l'autel qu'il n'a pas pris l'ornement de la couleur du jour doit-il retourner à la sacristie pour en prendre un autre.	196	— Le chantre peut-il omettre quelques strophes de la prose et quelles sont ces strophes. . .	269
— Est-il permis de célébrer la messe avec des pantoufles convenables et décentes. . . .	196	— Quelles règles suivre quand on a un enterrement à faire pendant l'exposition solennelle des Quarante-Heures.	282
— A la messe basse un prêtre peut-il habituellement préparer et porter à l'autel le calice de son confrère, ouvrir le missel, après les ablutions recouvrir le calice et l'apporter après la messe.	281	— Peut-on chanter des services anniversaires tous les jours de la semaine aux doubles majeurs et mineurs.	294
— Est-on obligé de placer sur l'autel ou de fixer à l'autel les chandeliers qui servent pour la messe basse.	316	— Un prêtre qui a usé de l'Indult trois fois dans son église pour chanter des messes de <i>Requiem</i> peut-il dans cette même semaine user encore de cette autorisation dans une église voisine.	294
— Quelles règles doit-on suivre quand on a laissé tomber sur le corporal ou la nappe quelques gouttes du précieux sang.	329	— Est-il certain que le droit commun autorise aux jours doubles majeurs la célébration d'une messe basse de <i>Requiem</i> aux sépultures des pauvres.	304
— Quand un prêtre habitué retiré du ministère offre habituellement le saint sacrifice dans une église, la fabrique est-elle obligée de fournir gratuitement tout ce qui est nécessaire pour la célébration de la messe. . . .	330	— Quels sont les jours où il est défendu de chanter <i>corpore presente</i> des messes de <i>Requiem</i>	352
— Un prêtre peut-il se rincer la bouche tous les matins malgré le péril d'avaler une ou deux gouttes d'eau.	433	— Quels jours peut-on les chanter le corps absent.	352
Messe dans une église étrangère. — Existe-t-il un décret tout récent autorisant un prêtre étranger à dire la messe en noir un jour de rit double pour lui dans une église tendue de noir et où tout le clergé célèbre en noir.		365	
— Un prêtre célébrant dans une église étrangère doit-il doubler l'antienne <i>Trium puerorum</i> si l'office de cette église est double et le sien semidouble.	617	— En quels jours peut-on chanter les messes de <i>obitu</i> , des 3 ^e , 7 ^e , 30 ^e et jour anniversaire. . . .	352
Messe d'exposition. — Voir <i>Exposition</i> .		— Pour pouvoir dire ces messes en des jours doubles majeurs est-il nécessaire que ce jour soit le jour véritablement anniversaire. . .	352
Messe de minuit. — A quelle heure précise peut-on commencer la messe de minuit. . . .		400	
— La coutume permet-elle de dire des messes privées à minuit le jour de Noël.	606	— Si le jour est retardé ou avancé quelles sont les règles à suivre.	352
— Le curé peut-il dire la messe de l'aurore à la suite de la messe de minuit.	606	— Combien doit-on dire d'oraisons à une messe solennelle de <i>Requiem</i> et à une messe non solennelle.	364
— Un prêtre peut-il, pour sa commodité, célébrer à minuit les trois messes de Noël. . . .	606	— Les jours où la rubrique défend de chanter un service avec l'ornement noir pourrait-on chanter un nocturne, faire ensuite l'absoute et célébrer la messe du jour.	508
Messe de Requiem. — Dans une messe chantée peut-on se contenter de lire la prose sans en faire chanter au moins quelques strophes.		40	
		— Pourquoi aux messes des morts omettre le psaume <i>Judica me</i>	509
		— Le jour de l'Immaculée Conception patronne du diocèse peut-on chanter une messe de <i>Requiem</i> le corps présent.	545
		— Le peut-on le dimanche où cette fête est transférée.	545
		— Quand on est autorisé à chanter plusieurs fois des messes de <i>Requiem</i> par semaine, est-on obligé de choisir d'abord les jours semi-doubles.	580

- Messe du deux novembre.** — Depuis quelle date l'Espagne jouit-elle ce jour du privilège de célébrer trois messes 176
- Messe des Rogations.** — Voir *Rogations*.
— Est-elle due aux paroissiens 185
- Messe paroissiale.** — Quand cette messe n'est pas chantée le célébrant peut-il après l'aspersion retourner à la sacristie pour prendre la chasuble ou le calice ou peut-il s'habiller à la crédence 100
— Un curé peut-il fermer l'église le dimanche pendant la messe d'un prêtre en vacances afin d'obliger les fidèles à assister à son prône 222
- Messe pro populo.** — L'évêque a-t-il le droit d'obliger ses curés à user de l'Indult qui lui permet d'employer à ses œuvres les honoraires des messes célébrées aux jours de fêtes supprimées 30
— Un prêtre malade peut-il envoyer au séminaire autant d'honoraires qu'il y a de fêtes supprimées où il n'a pas pu dire la messe afin de se décharger de toute obligation . . . 138
— Un curé qui acquitte une messe *pro populo* à l'intention des séminaires le jour de l'incidence de sa fête patronale où ses paroissiens ont coutume de faire une offrande à ce sujet, quel honoraire doit-il 185
— Un prêtre qui acquitte aux intentions de l'évêché ces messes doit-il compter exactement et verser tous les honoraires reçus . . 222
— Si ces prêtres gardaient quelque chose des honoraires sont-ils tenus à restitution . . . 222
— L'évêque a-t-il le droit de leur accorder une condonation pour le passé 222
— Comment doit agir un prêtre qui a donné à plusieurs confrères le conseil de ne pas verser à l'évêché tous les honoraires reçus pour ces messes 222
— L'évêque peut-il exiger un honoraire d'un prêtre malade qui n'a pu dire sa messe un jour de fête supprimée 249
— Un curé est-il obligé d'appliquer la messe pour son peuple à la fête du patron du lieu et du titulaire de l'église 269
- Messe solennelle.** — Qu'entend-on par messe solennelle 555
- Messe votive.** — A une fête semi-double est-il permis de chanter une messe votive du Saint-Sacrement quand la messe est demandée pour un défunt 92
— Le prêtre qui a récité les offices votifs doit-il réciter le *Gloria* et le *Credo* aux messes votives correspondantes 248
— Aux messes solennelles votives comme aux messes de l'Adoration perpétuelle quelles oraisons doit-on réciter 376
— Si on dit une messe votive dans un octave qui comporte le *Credo* faut-il réciter le *Credo* à cause de l'octave 436
— A quels jours peut-on dire une messe votive privée 436
— Qu'entend-on par messe votive privée et messe votive solennelle 555
- Messe de mariage.** — Peut-on considérer comme légitime la coutume de célébrer à huit heures la messe de mariage et de renvoyer à onze heures le mariage et la bénédiction nuptiale 136
— Est-il permis de marier à minuit et de chanter ensuite la messe de mariage 136
— Est-on obligé d'appliquer la messe aux époux s'ils n'en paient pas les honoraires . . 136
— Jusqu'à quel point peut-on séparer le mariage de la messe 136
— Dans une messe de mariage chantée pendant l'octave d'une fête patronale du diocèse doit-on omettre le *Gloria* et réciter le *Credo* 555
— Le 7 janvier peut-on dire une messe votive de mariage 569
— Sinon peut-on en faire mémoire à la messe du jour 569
— Peut-on en faire mémoire aux fêtes de première et de seconde classe 569
— Peut-on le 7 janvier dire les prières de la bénédiction nuptiale 569
- Messe « de Beata ».** — Est-il permis de varier cette messe selon le temps de l'année . . . 126
— Un prêtre qui ne peut même plus lire cette messe et qui est obligé de la réciter de mémoire a-t-il besoin d'un nouvel Indult . . 436
- Messe dans l'octave de l'Immaculée Conception.** — Dans un dimanche *infra octavam* combien doit-on dire d'oraisons à la messe . . . 90
- Moribonds.** — Le prêtre est-il obligé d'assister les mourants à leur dernier soupir 545
- Nappes.** — Les nappes d'autel damassées sont-elles prohibées 365
— Peut-on sur une nappe d'autel dite à la romaine placer une nappe ayant seulement les dimensions de l'autel 365
- Noël.** — Un prêtre qui n'a pas charge d'âmes peut-il recevoir trois honoraires pour les trois messes de Noël 43
— Quel est le dernier évangile de la messe du jour de Noël 126
— Un Indult autorise à célébrer trois messes la nuit de Noël là où y a plusieurs prêtres. Deux prêtres suffisent-ils pour jouir de l'Indult 222
- Nicolas (saint).** — Pourquoi place-t-on trois enfants dans une cuve à côté de son image . . . 125
- Occurrence.** — Lorsque la fête du Sacré-Cœur est en occurrence avec la commémoration de saint Paul, laquelle doit être préférée . . . 4
— Où renvoyer saint Martin patron en occurrence avec la Dédicace 90
— Où transférer saint Martin perpétuellement en occurrence avec le jour octaval de saint Amand patron 90
— Dans le cas d'occurrence de saint Joachim et de saint Louis évêque de Toulouse qui est à son jour propre, lequel doit-on transférer 174
— Comment organiser l'*Ordo* en cas d'occurrence du deuxième dimanche de l'Avent et de l'Immaculée Conception 364
— Même question en cas d'occurrence de la Septuagésime et de la Purification 388
— Même question quand le troisième dimanche de carême coïncide avec sainte Françoise . . 388
- Offertoire.** — Peut-on se servir d'un compte-gouttes pour verser l'eau dans le calice 616
- Office divin.** — Les dimanches *infra octavam* doit-on toujours réciter à prime le psalme *Confitemini* et le symbole de saint Athanase 90

- Que penser de la récitation du bréviaire faite sans interruption en aspirant et en respirant 174
- Les offices des nouveaux saints sont-ils obligatoires pour tout l'univers. 220
- Avant l'oraison qui suit l'antienne *Hec dies* aux petites heures de l'octave de Pâques doit-on dire *Dominus vobiscum* 317
- De l'Ascension à la Pentecôte quand on fait l'office du commun, une seule antienne suffit-elle à chaque nocturne. 329
- Dans la récitation de l'office suffit-il de s'appliquer à bien prononcer tous les mots. 329
- Office nouveau d'un bienheureux.** — Quand un Indult accorde un office approuvé en l'honneur d'un bienheureux comment organiser la messe pour les aumôniers de religieuses des diocèses nommés ou non dans l'Indult. 184
- Office votif.** — Ceux qui ne font pas usage du décret général de 1883 au sujet des nouveaux offices votifs sont-ils toujours obligés de réciter les anciens offices votifs concédés auparavant. 136
- Lorsqu'on récite l'office votif des saints anges peut-on aux vêpres paroissiales du dimanche chanter la mémoire de cet office. 328
- Un prêtre qui se sert du calendrier romain et qui habite la France peut-il réciter l'office votif de saint Pierre et de saint Paul tous les mardis libres. 354
- Y a-t-il un décret ordonnant que les vêpres de l'office votif du jeudi soient intégralement du Saint-Sacrement sans mémoire de la Passion 617
- Officialité.** — Est-il vrai que le concile de Latran a interdit à l'évêque l'exercice du pouvoir judiciaire pour l'attribuer exclusivement à ce tribunal. 31
- Quels sont les meilleurs traités qui s'occupent de cette matière. 298
- Offrande.** — A qui reviennent les offrandes déposées par les fidèles quand ils viennent recevoir les cendres ou baiser la croix le jeudi et le vendredi de la semaine sainte. 331
- Ondolement.** — Quand on ondoie un enfant est-il mieux de lui imposer un nom de saint surtout si on prévoit que les cérémonies du baptême ne seront pas suppléées 211
- Si on a imposé un nom à l'ondolement et un autre au jour où les cérémonies du baptême ont été suppléées, quel est le véritable nom de l'enfant 211
- Oraisons.** — Est-il permis d'ajouter le mot *Deus* à la terminaison abrégée de la conclusion des oraisons qui s'adressent à J.-C. 93
- Règles à suivre pour l'ordre et le nombre des oraisons aux messes chantées et aux messes basses 126
- Combien doit-on dire d'oraisons à la messe de la Quinquagésime devant le Saint-Sacrement exposé 221
- Dans le temps de la Passion quand on a une oraison commandée doit-on réciter alors trois oraisons 282
- Dans une octave privilégiée quand on doit faire mémoire d'un saint simplifié et qu'on a déjà récité trois oraisons, ajoute-t-on les oraisons de *Tempore*. 436
- Quand à une messe il y a plus de trois oraisons commandées est-on obligé de dire plus de trois oraisons, combien peut-on en dire 556
- Quand on a récité l'office votif du Saint-Sacrement et dit la messe votive de la sainte Vierge, quel doit être l'ordre des oraisons à la messe 281
- Quand on dit la messe votive de saint Joseph et qu'on est obligé de réciter l'oraison *A cunctis* doit-on nommer le nom de saint Joseph. 423
- Dans une messe quotidienne chantée de *Requiem* pour plusieurs défunts peut-on changer quelque chose aux oraisons *pro pluribus defunctis*. 40
- Aux messes de *Requiem* pour un prêtre quelle oraison choisir 64
- Orate fratres.** — Est-il permis de dire *Orate fratres* et les prières qui suivent à haute voix en restant tourné vers les fidèles 233
- Oratoire.** — Voir *Chapelles*.
- Ordination.** — Un desservant ordonné sans titre canonique est privé de sa paroisse par son évêque qui lui refuse une paroisse convenable, une pension alimentaire, que doit-il faire 509
- Ostensoir.** — L'ostensoir doit-il être béni et avec quelle formule 184
- Pain eucharistique.** — Y a-t-il quelque décret fixant la dimension des hosties et l'image à graver sur ces pains 28
- Pâques.** — Un malade qui a reçu le viatique au temps pascal, doit-il encore communier pour satisfaire au précepte 176
- Peut-on accomplir le devoir pascal dans son quasi domicile 617
- Parcelles (saintes).** — Quelle est la meilleure méthode fixée par la rubrique pour la manière de recueillir les saintes parcelles après la communion du célébrant. 460
- Pardon des injures.** — Quelle conduite tenir envers des personnes bronillées et qui veulent s'approcher des sacrements. 258
- Parenté spirituelle.** — Celui qui a tenu sur les fonts du baptême un enfant ondoyé déjà et auquel on supplée les cérémonies, contracte-t-il la parenté si le prêtre, par erreur, a versé l'eau baptismale sur la tête de l'enfant. 211
- Parrain.** — Peut-on refuser comme marraine une pythonisse ou charlatan 127
- Peut-on refuser un homme qui passe pour franc-maçon, qui fait profession d'impiété et qui ne va jamais à l'église 377
- Passion.** — Pendant la Passion est-on obligé de voiler l'image du patron le jour de sa fête. 248
- De quel côté de l'autel le prêtre doit-il lire la Passion pendant la semaine sainte et le dimanche des Rameaux 255
- Quel est le texte précis où on doit baiser l'évangile de la Passion. 282
- Patène.** — Pour consacrer une patène est-il nécessaire d'envoyer le calice 234
- Patron.** — Doit-on mettre sur le même pied d'égalité la fête du patron de lieu et celle du patron du diocèse 102
- Comment organiser l'office des saints associés à un patron. 112
- Quand on a dans sa paroisse un véritable patron, sous quel grade doit-on fêter la solennité du patron du diocèse 232

- Les paroisses ont-elles aujourd'hui de véritables patrons de lieu. 269
- Dans les diocèses où il y a un patron de diocèse, les paroisses peuvent-elles avoir un patron de lieu. 269
- Les petites localités ont-elles aujourd'hui en France de vrais patrons de lieu. 282
- Peut-on regarder saint Acace patron des domestiques comme un véritable patron de lieu. 293
- Peut-on transférer au dimanche la solennité des patrons des annexes. 361
- Pêcheur public.** — Peut-on regarder comme un pêcheur public un homme qui passe pour franc-maçon, qui ne va jamais à l'église et qui fait profession d'impiété. 377
- Quelle conduite tenir à son égard à la mort. 377
- Pension alimentaire.** — L'évêque doit-il en justice, une pension alimentaire à un prêtre ordonné sans titre canonique. 509
- Pierre (saint).** — Pourquoi saint Pierre est-il représenté assis sur un trône avec un bras en écharpe soutenant les clefs. 126
- Pierre Damien (saint).** — Comment ajouter le nom de ce docteur dans l'antienne *O Doctor*. 148
- Pierre d'autel.** — Comment disposer le calice et le ciboire contenant des hosties à consacrer. 400
- Placement d'argent.** — Est-il permis de placer son argent en participation pour opérations de bourse quoique le capital soit garanti. 113
- Peut-on considérer le bénéfice de 10 0/0 par mois comme le bénéfice fixe que l'on retire d'une obligation et non d'une action financière. 113, 497
- Plain-chant.** — Comment expliquer que l'édition de Ratisbonne soit authentique si elle diffère des manuscrits du chant de saint Grégoire. 473
- Le travail de correction de cette édition a-t-il été fait dans le sens d'un retour aux vraies traditions anciennes. 473
- De quel genre est l'autorité de la S. C. des Rites sur le texte même du chant grégorien. 473
- Les corrections faites au chant médiéval reproduit par l'édition de Ratisbonne peuvent-elles être assimilées au double point de vue de l'art et de l'autorité aux corrections des hymnes par Urbain VIII. 473
- L'évêque dans son diocèse a-t-il le droit d'imposer une édition de chant. 568
- Quelle est l'édition recommandée par Rome. 568
- Ceux qui refusent d'adopter le chant imposé par leur évêque pèchent-ils. 568
- Poisson.** — Voir *Carême*.
- Politesse.** — Règles de politesse mondaine. 138, 377
- Pontifes romains.** — Peut-on transférer la fête des saints Papes au 14 juillet et déplacer ainsi saint Bonaventure. 352
- Portion congrue.** — Qu'appelait-on portion congrue. 27
- Portioncule.** — Pour gagner cette indulgence faut-il sortir complètement de l'église autant de fois, suffit-il de sortir sous le porche. 452
- Dans l'église où se trouve une fraternité tous les paroissiens même non tertiaires peuvent-ils gagner cette indulgence. 452
- Précieux-sang.** — Règles à suivre quand on a renversé sur le corporal ou la nappe quelques gouttes du précieux sang. 329
- Peut-on célébrer deux fois la fête du Précieux-sang, en carême et le premier dimanche de juillet. 437
- Après la communion sous l'espèce du vin est-il permis de se recueillir quelques instants. 460
- Que faire lorsque la parcelle de l'hostie mise dans le calice s'attache à la paroi du calice après la communion du précieux-sang. 495
- Préface.** — Quand doit-on réciter la préface propre des saints concédée par privilège. 148
- Quelle préface dire à la solennité transférée de saint Remy patron, surtout si elle coïncide avec la solennité du Rosaire. 248
- Première communion.** — Un curé peut-il se réserver à l'exclusion de ses vicaires la confession des enfants qui se préparent à la première communion. 161
- Une enfant jugée incapable de faire sa première communion dans sa paroisse, a été admise plus tard dans une autre paroisse peut-on dès lors l'admettre aux sacrements et en particulier à la confirmation. 258
- A quel âge les enfants peuvent-ils être admis à la première communion. 512
- Prières du matin.** — Doit-on avoir les mains jointes en les faisant. 412
- Prières de l'itinéraire.** — Les sujets d'un supérieur en voyage peuvent-ils réciter cette prière à la troisième personne du pluriel. 112
- Prières commandées par Léon XIII.** — Les trois *Ave Maria* peuvent-ils être récités en langue vulgaire. 78
- Doit-on réciter ces prières après les messes célébrées pendant et à l'occasion d'un service funèbre. 136, 209
- Au temps pascal doit-on ajouter *Alleluia* à la fin du verset et du répons. 291
- Y a-t-il péché à omettre ces prières. 411
- Quelle doit être l'attitude du prêtre pendant qu'il récite l'oraison. 411
- Prime.** — Le dimanche *infra octavam* comment doit-on organiser cet office. 90
- Probabilisme.** — Comment expliquer la doctrine de saint Alphonse à ce sujet. 548
- Procession.** — Est-il défendu aux congréganistes de porter aux processions des statues, même celle de la sainte Vierge. 64
- Une procession faite en exécution d'un vœu autorisée depuis deux siècles par l'Ordinaire du lieu peut-elle être considérée comme une prière liturgique. 185
- A cette procession est-il permis de chanter les litanies de saint Joseph comprises dans ce vœu. 185
- Peut-on chanter aux processions des litanies approuvées non par Rome, mais par l'Ordinaire. 232
- La procession aux fonts baptismaux le lundi de Pâques est-elle obligatoire. 255
- Profession de foi.** — Les curés installés depuis 1882 jusqu'en 1887 avec l'ancienne formule de Pie IV sont-ils installés valablement. 225
- Où peut-on se procurer la formule de la profession de foi de Pie IV récemment modifiée en 1877. 333
- Propagation de la foi.** — Pour gagner les indul-

- gences à la fête de la Propagation de la foi est-il nécessaire de célébrer aux intentions des associés vivants ou défunts. 129
- Dans un séminaire chaque professeur recueillant dans sa classe au moins huit souscriptions a-t-il droit aux faveurs accordées aux bienfaiteurs ecclésiastiques 284
- Les associés versant leur cotisation annuelle, mais ne récitant pas les prières prescrites, ont-ils droit aux indulgences de l'œuvre. 296
- L'inscription sur un registre est-elle nécessaire pour gagner les indulgences 296
- Les curés peuvent-ils se décharger sur leurs vicaires du soin de cette œuvre. 297
- Quarante-Heures.** — Le dimanche des Quarante-Heures comment et à quel moment doit se faire l'exposition du Saint-Sacrement à la messe 317
- Aux messes des Quarante-Heures quelles oraisons réciter et sous quelle conclusion. 376
- Quasimodo.** — Quel est le sens des diverses expressions sous lesquelles on désigne ce dimanche 387
- Rameaux.** — Quand on fait la bénédiction des rameaux, peut-on se contenter de lire une messe basse. Dans ce cas quel sera le dernier évangile. 255
- Registre de paroisse.** — Sont-ils publics et le curé est-il obligé d'exhiber ces registres des actes religieux à tout venant 377
- La reconnaissance d'un enfant faite à la mairie par ses parents au moment de leur union civile suivie du mariage religieux suffit-elle pour modifier l'acte de baptême de cet enfant 377
- Religieux.** — Y a-t-il des religieux obligés, sous peine de péché mortel, à travailler à leur perfection. 78
- Quel est le décret qui défend d'admettre sans une dispense de Rome les illégitimes dans un ordre religieux 477
- Reliques.** — Est-il permis de porter sur soi les reliques de la vraie croix. 30
- Est-il défendu de vendre ou d'acheter des reliquaires sans l'autorisation de l'Ordinaire. 67
- Est-il également défendu de vendre au prix réel du travail des reliquaires où des personnes autorisées enchâssent des reliques 67
- Quel est le meilleur moyen de faire servir au bien d'une paroisse une relique de la vraie croix. 176
- Que faire de reliques qu'on a trouvées et dont on doute de l'authenticité 236
- Réserve (sainte).** — L'obligation de conserver la sainte Réserve dans l'église paroissiale est-elle grave. 186
- Peut-on tous les soirs transporter la sainte Réserve à la sacristie sans avoir au moins un cierge allumé. 234
- L'évêque peut-il permettre de conserver le Saint-Sacrement dans les Oratoires des communautés et des séminaires 571
- Rogations.** — Doit-on doubler les litanies chantées aux processions des Rogations. 58, 543
- Quand on n'a pas pu faire cette procession quelle messe doit-on dire. 160
- La messe des rogations est-elle due aux paroissiens 185
- Il est permis de réciter la messe des rogations quand la procession a été présidée par la prieure des religieuses Carmélites. Peut-on étendre ce privilège aux autres communautés cloîtrées 521
- Rosaire.** — Pendant le mois d'octobre devant le Saint-Sacrement exposé peut-on chanter les mystères du Rosaire avant la récitation de chaque dizaine. 16
- Voir *Confrérie*.
- Sacré-Cœur.** — Lorsque la fête du Sacré-Cœur coïncide avec le 30 juin quelle fête doit être préférée 4
- Quelle messe doit-on dire à cette fête d'après le récent décret à ce sujet. 339
- Comment doit-on dire cette messe le premier vendredi du mois dans les églises où l'on fait certains exercices de piété en l'honneur du Sacré-Cœur 339
- Lorsque les fêtes du patron de lieu, du titulaire et de la Dédicace coïncident avec le Sacré-Cœur, quelle est la fête qui doit l'emporter 340
- Pourquoi la fête du Sacré-Cœur qui l'emporte sur les fêtes de première classe cède-t-elle le pas aux fêtes du 24 et du 29 juin. 340
- Où transférer le Sacré-Cœur coïncidant avec les fêtes du 24 et du 29 juin 340
- Les églises qui célébraient déjà le Sacré-Cœur sous le rite de première classe gardent-elles ce privilège 340
- Ceux qui avaient obtenu le privilège d'une octave pour cette fête le gardent-ils 341
- En est-il de même pour les indulgences spéciales accordées à des églises ou à des communautés 341
- Dans l'occurrence de cette fête avec le dernier jour de l'octave de la Fête-Dieu comment organiser l'*Ordo* 365
- Peut-on obtenir de Rome l'autorisation de transférer au dimanche suivant la solennité de la fête du Sacré-Cœur. 424
- Sacrosanctæ.** — Quand on a une raison est-on autorisé à ne pas réciter cette prière à genoux pour le gain des indulgences 112
- Sainte-Enfance.** — Pour gagner les indulgences attachées à la fête de cette œuvre est-on obligé de dire la messe aux intentions des associés vivants ou défunts 129
- Saintes Espèces.** — Que doit exiger un confesseur d'un franc-maçon ayant vendu à grand prix les saintes Espèces qu'il a volées 271
- Salut du Saint-Sacrement.** — Voir *Bénédiction*.
- Samedi saint.** — Peut-on placer ce jour sur le tabernacle un christ métallique. 255
- Que signifie le roseau triangulaire 305
- Que doit-on en faire après le chant du *Lumen* 305
- La messe du samedi saint doit-elle être chantée. 317
- Après cette messe peut-on immédiatement aller avec la chasuble et l'écharpe prendre le ciboire dans la chapelle du Saint-Sacrement et le rapporter au maître-autel 317
- Scapulaire.** — Y a-t-il obligation de faire inscrire les personnes qui ont reçu le scapulaire avant la récente décision 46
- Les personnes reçues dans cette confrérie depuis le 27 avril 1887 et non inscrites par

- ignorance du décret sont-elles obligées de se faire inscrire pour gagner les indulgences 46
- La formule récente et abrégée pour la bénédiction et l'imposition du scapulaire du mont Carmel supprime-t-elle la grande formule du Rituel 297
- Supprime-t-elle l'ancienne formule courte donnée par Maurel 297
- Peut-on bénir les scapulaires en l'absence des récipiendaires et ensuite les leur imposer 316
- Les associés du scapulaire de l'Immaculée-Conception peuvent-ils gagner chaque fois qu'ils récitent six *Pater* et *Ave* et *Gloria Patri* les indulgences des sept basiliques de Rome, celles de l'église de la Portioncule, à Assise 366
- Semaine sainte.** — Peut-on se contenter de deux servants pour les cérémonies de cette semaine 184
- Sept-Douleurs de la Vierge.** — Où placer cette fête quand elle est empêchée le troisième dimanche de septembre 448
- Sépulture.** — Le droit canon a-t-il déterminé d'une manière générale le temps qui doit s'écouler entre la mort et la sépulture 198
- Dans une ville où il y a plusieurs paroisses un curé a-t-il le droit de refuser que la sépulture d'un de ses paroissiens se fasse dans une paroisse voisine, surtout si la famille paie double enterrement 213
- L'autorité diocésaine peut-elle approuver la conduite de ce curé 213
- Le curé a-t-il droit au casuel de la levée du corps quand même il n'y assisterait pas 225
- A qui revient le casuel des vêpres des morts chantées à la maison mortuaire 225
- Qu'entend-on par donner la sépulture ecclésiastique sans la solennité des obsèques 377
- Est-il permis de donner la sépulture à un pécheur public auquel on a administré l'Extrême-Onction pendant qu'il était privé de l'usage de ses sens 377
- Servant.** — Dans un cas de nécessité une femme peut-elle remplacer le servant de messe, ou répondre dans l'administration des sacrements 40
- Un sourd-muet répondant par signes peut-il remplacer le servant de messe 184
- Le servant de messe doit-il baiser les burettes à l'offertoire 341
- Servites (Ordre des).** — Où placer le nouvel office des Servites de Marie fixé au 11 février si ce jour est déjà occupé dans un diocèse par une fête transférée à jour fixe 243, 341
- Doit-on déplacer des semi-doubles transférés perpétuellement au 13 et 14 février 376
- Société financière.** — Est-il permis aux ecclésiastiques d'acheter des obligations financières 380
- Est-il permis d'acheter des actions d'une compagnie industrielle dans le but de les revendre plus tard avec de gros bénéfices 497
- Voir *Bourse, Placement d'argent.*
- Souches.** — Quand on emploie des souches peut-on brûler de la cire jaune 100
- Peut-on tolérer l'emploi de souches métalliques autour d'un catafalque 268
- Sous-diacre.** — Peut-on employer un laïque pour remplir les fonctions de sous-diacre 317
- Peut-on employer un minoré 317, 496
- Statue.** — La modification exigée dans les statues de Notre-Dame de la Salette et de Notre-Dame du Sacré-Cœur oblige-t-elle à faire disparaître les statues antérieurement existantes 103
- La statue de saint Joseph du Sacré-Cœur avec l'Enfant-Jésus debout aux pieds du saint est-elle liturgique 226
- La statue de saint Jean-Baptiste, titulaire de l'église, doit-elle, dans cette église, être placée avant celle du Sacré-Cœur 231
- Succursale.** — Quels sont les auteurs qui ont traité de la nomination et de la mutation des curés en France 199
- Une succursale qui était cure avant le Concordat, le demeure-t-elle encore 199
- Suffrages.** — Pourquoi ne fait-on le suffrage de la croix qu'aux fêtes 41
- Un curé qui a pour titulaire d'église saint Michel doit-il à l'office votif du lundi faire le suffrage du titulaire 64
- Notre-Dame Auxiliatrice étant titulaire doit-on en faire suffrage spécial 174
- Le suffrage de la Sainte-Trinité, fête titulaire et patronale, doit-il se faire avant celui de la Croix 175
- Quand on récite le suffrage d'un patron de chapelle, est-on tenu de réciter encore celui du patron de la paroisse 329
- A quel suffrage est tenu l'aumônier d'une communauté de tertiaires nullement attachée au territoire de la paroisse et qui a le même saint pour titulaire et pour patron de lieu 569
- Supplément de traitement.** — Un curé est-il obligé comme curé à célébrer une fois la semaine dans une chapelle de sœurs hospitalières sans avoir un supplément de traitement 475
- Symbole de Nicée.** — Pourquoi ne lit-on pas *Sanctorum communionem* dans les symboles de Nicée et de Constantinople 387
- Tabernacle.** — Une religieuse peut-elle monter à l'autel pendant la messe pour y déposer la clef du tabernacle oubliée par le prêtre 135
- Testament.** — Le débiteur d'une succession dont la créance est ignorée peut-il la faire servir à l'acquit de charges que néglige le légataire 29
- Tiers-Ordre.** — Un prêtre qui a le pouvoir d'admettre dans le Tiers-Ordre peut-il se recevoir lui-même 484
- Titre d'ordination.** — Qu'entend-on par là 509
- Titulaire.** — Peut-on conserver l'usage de renvoyer au dimanche la solennité des titulaires d'église 316
- Thabor.** — Doit-on exposer le Saint-Sacrement sur le Thabor 316
- Translation.** — Est-il permis de transférer une fête patronale au lendemain de l'incidence quand même il y aurait un semi-double 52
- Est-on obligé de recourir à l'évêque pour les translations perpétuelles 52
- Si ce recours n'a pas eu lieu, chaque prêtre est-il tenu de recourir 52
- Doit-on transférer ou simplifier un double tombant le jour octaval d'un patron de paroisse 233
- L'octave de saint Hilaire patron tombant le jour de sainte Agnès, pourquoi ne pas remplacer sa fête le 28 janvier 268

— Peut-on regarder comme libre un jour auquel est fixé un semi-double <i>ad libitum</i> . . .	616
Travail du dimanche. — Voir <i>Dimanche</i> .	
Vases sacrés. — Le vicaire général et le vicaire capitulaire peuvent-ils donner l'autorisation de toucher les vases sacrés	140
— Les vases sacrés en vermeil sont-ils prohibés dans les églises ordinaires	195
Vendredi saint. — Peut-on porter processionnellement pendant la semaine sainte l'image de Notre-Seigneur mort	40
— Tous les membres du clergé doivent-ils ôter leurs chaussures pour adorer la croix . . .	40
— Le vendredi-saint, à la procession, la croix doit-elle être encore voilée	246
— Où doit être le Christ pendant le chant des prophéties	255
— Comment faire l'adoration de la croix pour les fidèles quand ils sont très nombreux . .	255
— La croix doit-elle être de bois	255
— Est-il nécessaire d'avoir des chandeliers de bois et des cierges jaunes	317
— La conclusion des oraisons qui se récitent avant l'adoration de la croix est-elle complète	568
Vêpres. — Au verset <i>Non nobis</i> du psaume <i>In exitu</i> le chœur doit-il se découvrir	111
— Quelle faute y a-t-il de chanter les vêpres sans cierges en cire	196
— Quand la fête de saint Jean de Dieu est en occurrence avec le troisième dimanche de Carême et un double comment organiser	

les vêpres	448
Viatique. — Lorsqu'on donne la communion en viatique doit-on dire <i>Misereatur</i> au pluriel	207
— Quand on porte la sainte communion dans une bourse suspendue au cou doit-on avoir le voile huméral	220
— Faut-il dans cette bourse un corporal . . .	220
— Pourquoi préparer un vase d'eau et un de vin pour la communion des malades . . .	220
— Les indulgences accordées pour avoir accompagné le Saint-Sacrement supposent-elles qu'il est donné en viatique	297
Vigile de la Pentecôte. — Comment organiser la messe et le bréviaire quand un double est en occurrence avec cette vigile	447
Visite pastorale. — Y a-t-il un règlement qui oblige les autorités civiles à assister à la réception de l'évêque	319
Vœu héroïque. — Les indulgences du vœu héroïque s'appliquent-elles au vœu conseillé par le B. Grignon de Montfort	150
— Peut-on s'engager par vœu à rester en Purgatoire plus longtemps pour obtenir la délivrance de plusieurs âmes	319
Voile. — Voir <i>Passion</i> .	
Vote. — Doit-on en chaire parler de l'obligation de voter	197
— Un instituteur qui craint de se compromettre est-il dispensé de voter	594
— L'abstention est-elle permise à un catholique influent	594

JURISPRUDENCE CIVILE-ECCLÉSIASTIQUE

Académie des Nobles ecclésiastiques. — Dans quel but a-t-elle été fondée à Rome	252
— Ses membres sont-ils prélats et quels sont leurs privilèges	252
Acquisition à titre onéreux. — Quelles sont les formalités à suivre pour obtenir cette autorisation	262
Adjudication. — Les fabriciens peuvent-ils être adjudicataires des travaux de réparation aux édifices religieux	10
— Un adjoint peut-il être chargé de ces travaux si c'est la commune qui les exécute . . .	10
Affichés. — Le curé et les marguilliers peuvent-ils lacérer les affiches posées par les particuliers à la porte des églises. Peuvent-ils agir de même à l'égard des affiches électorales	584
— Toute personne a-t-elle le droit d'arracher une caricature immonde placardée sur la voie publique	585
Aliénation. — Les fabriques peuvent-elles aliéner leurs immeubles à long bail	32
— Analyse de la bulle <i>Ambitiosæ</i> sur l'aliénation des biens ecclésiastiques	70
— Lorsqu'il est ordonné de procéder à une enquête <i>de commodo et incommodo</i> qui peut en déterminer la marche	383
— Formalités à remplir pour que la fabrique puisse vendre un immeuble	456
Alignement. — Une chapelle rachetée après la	

Révolution et consacrée au culte est-elle soumise à l'alignement comme une propriété particulière . .	9
Archives. — Qu'entend-on par archives de la fabrique et de la mense épiscopale. A qui en incombe la garde	528
Arbres. — Le conseil municipal peut-il de lui-même faire abattre de grands arbres du presbytère	33
— Un curé peut-il couper à son profit des arbres qu'il a plantés lui-même dans un marécage dont la jouissance lui a été abandonnée . .	453
Articles organiques. — Où trouver l'exposition des maximes et des règles consacrées par les articles organiques de Portalis	323
— Dans l'article 9 quel est le sens de l'expression « le culte sera exercé sous la direction des archevêques et des évêques »	525
Bail. — Les fabriques peuvent-elles louer leurs propriétés à long bail	32
— La fabrique étant héritière universelle peut-elle donner à bail un bien fonds qui dépend	250
Bancs. — Doit-on une place gratuite à l'église aux instituteurs et aux institutrices	142
— Les parents ou la servante du curé doivent-ils payer leurs places	142
— Une famille qui avant la Révolution avait droit à un banc, y a-t-elle encore droit aujourd'hui	154
— Les bienfaiteurs d'une église ont-ils par le	

fait droit à un banc gratuit	344	taillon scolaire à suivre	94
— Comment se perd le droit à une place dans l'église	344	Cénotaphe. — Quelles sont les formalités à remplir pour poser un cénotaphe et une inscription dans une église.	396
— A quoi s'expose un maire qui de son autorité privée replace des bancs dans une église malgré la protestation du curé	453	Chaises. — Le curé peut-il retirer à un instituteur qui ne chante plus la chaise qu'il occupait au chœur	11
— Dans le banc d'œuvre où se trouve la place d'honneur	550	— Dans une église où les chaises se louent à l'année par bail verbal à qui à faire la location	572
Bataillon scolaire. — Les enfants sont-ils obligés de faire partie du bataillon scolaire et d'assister à ces exercices	84	— Le curé ou le trésorier peuvent-ils enlever les chaises louées par une famille si celle-ci ne les occupe pas	572
— Ces exercices peuvent-ils se faire pendant le temps des classes et sont-ils obligatoires	94	— Peut-on louer des chaises pour des personnes qui n'habitent pas la paroisse, mais qui peuvent y venir accidentellement	572
Binage. — Le curé binaire doit-il une seconde fois les impôts pour le presbytère de l'annexe	263	Chapelle. — Peut-on opposer la prescription trentenaire à la revendication d'une chapelle rachetée après la révolution par un particulier et consacrée au culte depuis ce moment	9
— Afin de procurer la somme nécessaire à assurer le service d'une seconde messe, la fabrique peut-elle imposer d'office les familles et sanctionner sa décision par l'exclusion de la chaise des récalcitrants	180	Chapelle vicariale. — Quelle différence entre une chapelle vicariale et une chapelle de secours	189
Bureau de bienfaisance. — Peut-on attaquer la nomination d'un membre de ce bureau dont l'élection s'est faite de vive voix	95	Chapitres cathédraux. — Quelle est la situation légale des chapitres cathédraux	403
— Un citoyen sachant tout juste signer son nom peut-il être élu membre de ce bureau	95	— Législation au point de vue de la réunion des cures aux chapitres	403
Calvaire. — Un calvaire érigé sur un terrain communal devient-il la propriété de la commune	285	Chiens. — Qu'a décidé le Conseil d'Etat au sujet des chiens de presbytère	287
— Le maire peut-il empêcher que la fabrique ne le transporte ailleurs et n'en utilise les matériaux	285	— Le chien du presbytère doit-il être coté comme chien de luxe	320
Casuel. — Lorsqu'un fils du défunt a commandé les funérailles en l'absence de ses frères qui est responsable envers la fabrique	179	Cierges. — Qui peut fournir la cire des enterrements	11
— Une note sommaire et réduite ayant été refusée par le débiteur peut-on exiger qu'il solde la note détaillée non réduite	179	— Qui peut fixer le poids et la qualité des cierges	11
— Le trésorier a-t-il besoin d'autorisation pour poursuivre ce recouvrement	179	— Peut-on exiger quatre cierges pour l'autel	11
— Comment entendre cette expression « les honoraires à payer aux ministres des cultes seront réglés par le gouvernement sur l'avis de l'évêque	180	— Le curé a-t-il droit à un cierge	11
— Qui de l'héritier ou de l'usufruitier doit payer les frais funéraires	226	— Comment obliger les familles à accepter la cire fournie par la fabrique si elles en trouvent de moins bonne à moindre prix	334
— Comment faire rentrer une somme due à la fabrique depuis quatre ans pour services religieux commandés par des gens fortunés	227	— La fabrique a-t-elle le droit de se réserver la fourniture de la cire pour les enterrements. Peut-elle être imposée à la patente	584
— Quelle est la prescription applicable aux frais funéraires	239	Cimetière. — Les fabriques sont-elles encore obligées à l'entretien des cimetières	23
— Une fabrique peut-elle sans autorisation préalable poursuivre en justice de paix le recouvrement de son casuel	276	— Quelles sont les formalités à remplir pour qu'un bienfaiteur puisse donner à la fabrique un terrain destiné à agrandir le cimetière	58
— Le trésorier a-t-il qualité pour réclamer en justice les honoraires du curé et du sacristain	334	— Le maire peut-il supprimer une redevance payée jusque-là à la fabrique par ceux qui voulaient faire enterrer leurs morts en dehors du rang	72
— Après quel délai un débiteur de la fabrique pour frais de casuel pourrait-il invoquer la prescription	350	— Un curé peut-il être poursuivi parce que le sacristain aurait coupé quelques branches de sapin pour la décoration de l'église	130
Catéchisme. — Qui a le droit de fixer l'heure du catéchisme	24	— Quelle est l'autorisation nécessaire pour créer un cimetière dans un orphelinat	156
— Le curé peut-il la fixer durant le temps des classes	24	— Le cimetière ayant été agrandi peut-on, avec l'agrément du maire, niveler la partie nouvelle avec la terre de l'ancienne	251
— Peut-on exiger l'impôt des portes et fenêtres pour un local où le curé fait apprendre et réciter le catéchisme	60	— Comment donner à la fabrique la propriété de la partie nouvelle appartenant à une société privée	251
— L'instituteur peut-il retenir les enfants pendant le temps du catéchisme sous prétexte de punitions à faire, ou d'exercices du ba-		— Comment forcer la municipalité à traiter avec honneur les ossements mis au jour par le transport des terres du cimetière	441
		— Un ancien cimetière entourant l'église non aliénée à la Révolution n'appartient-il pas à la fabrique	608
		— Comment faire reconnaître le droit de la fa-	

brique sur ce cimetière	608	Dons anonymes. — Peut-on pour des fondations se servir de ce moyen, comment procéder ?	264
Cire. — Voir <i>Cierges</i> .		Don manuel. — Les héritiers pourraient-ils réclamer des sommes données de la main à la main du vivant du donateur pour certaines œuvres, pour des messes à célébrer.	441
Clocher. — A qui appartiennent les pigeons qui habitent le clocher et les voûtes de l'église.	274	— Si ce don a été fait pour embellir l'église et être distribué aux pauvres aurait-il le caractère d'un véritable dépôt pouvant être revendiqué	441
— Les maires qui ont la clef du clocher peuvent-ils y entrer à leur gré et pour n'importe quel motif	274	Drapeau. — Peut-on empêcher le maire d'arborer le drapeau au 14 juillet sur une église bâtie par la fabrique à l'aide de fonds réunis par le curé	274
— Le maire a-t-il le droit d'illuminer le clocher malgré l'opposition du curé.	585	— Si l'église est certainement propriété fabriquienne, le maire peut-il y arborer le drapeau	299
Cloche. — Un curé peut-il être poursuivi d'office et condamné parce que le battant d'une cloche se détache et tue une personne.	130	Drap mortuaire. — Le curé est-il obligé de tolérer que les morts soient apportés jusqu'à l'entrée de l'église sur le brancard de la commune et qu'on se serve du drap mortuaire communal en haine de la religion, parce que ces objets ont servi aux enterrements civils	428
Conférence ecclésiastique cantonale. — Un prêtre peut-il léguer sa bibliothèque à cette conférence	341	Ecole publique. — Le maire a-t-il le droit de faire replacer le crucifix enlevé de l'école par l'instituteur	46
Conseil de fabrique. — Un fabricien, réduit par la mort de sa femme à ses biens propres qui sont nuls, a-t-il cessé d'être une personne notable	34	— L'instituteur peut-il faire une classe pendant la messe du dimanche, à qui porter plainte	94
— Un citoyen sachant tout juste signer son nom peut-il être élu membre du conseil de fabrique	95	— Peut-on empêcher que l'instituteur réunisse les plus grands enfants des deux sexes et laisse les plus petits à sa femme qui est institutrice communale	107
— Un belge domicilié dans la commune, mais non naturalisé, peut-il être membre de la fabrique	105	— Quels motifs invoquer et quels moyens prendre	107
— Le maire peut-il se faire remplacer par l'adjoint à la séance de <i>Quasimodo</i>	131	— Y a-t-il une loi qui fixe l'école au chef-lieu de commune	332
— Peut-on nommer conseiller de fabrique un paroissien auquel il manque à <i>Quasimodo</i> quelques jours pour avoir six mois de domicile réel	298	— Est-il contraire à la loi de rétablir le Christ dans une école	131
— Comment se font les renouvellements annuels et triennaux de la fabrique	416	Ecole libre. — Est-il interdit aux instituteurs libres d'avoir plus d'élèves qu'il n'y a de mètres carrés dans leurs classes	12
— Si un fabricien démissionne à la séance de <i>Quasimodo</i> et n'est pas remplacé sur le champ, comment doit se faire la nomination de son successeur	428	— Peut-on les empêcher de loger le trop plein dans une salle voisine	12
— Quelles sont les fonctions incompatibles qu'on ne peut confier au même fabricien	624	— Y a-t-il une hauteur obligatoire	12
Conseil municipal. — Un citoyen sachant tout juste signer son nom peut-il être élu conseiller municipal	95	— Si on agrandit la salle faut-il faire une nouvelle déclaration et suspendre les classes.	12
Conseil de préfecture. — Quelle est sa compétence pour ce qui regarde les fabriques.	395	— Un instituteur libre a-t-il besoin d'une autorisation pour ouvrir une classe d'adultes	24
Conseil d'Etat. — Quelle est sa compétence pour ce qui regarde les fabriques	395	— Le conseil municipal peut-il louer pour une école libre le local de l'ancienne école de filles supprimée	47
Corbillard. — La commune peut-elle de son chef créer un corbillard et l'imposer à toutes les familles	263	— L'inspecteur peut-il interdire à un instituteur libre de conserver des jeux dans son école.	47
Cote mobilière. — Sur quoi se base l'administration des contributions directes pour fixer la cote mobilière	10	— Les religieuses qui doivent ouvrir une école libre, peuvent-elles en attendant l'expiration du délai, réunir les enfants pour leur enseigner le catéchisme et la couture	59
Décret de 1809. — Quelle est sa valeur canonique et l'histoire de ce décret	106	— Faut-il un brevet au jeune homme qui aide un instituteur libre à diriger sa classe	108
Donation. — Une donation ayant été faite à charge de faire acquitter des messes à perpétuité, la fabrique, le curé, les héritiers naturels peuvent-ils forcer le légataire à acquitter cette charge	167	— Quelle hauteur doivent avoir les salles de classe	156
— Ces derniers pourraient-ils faire annuler la donation pour inexécution des conditions	167	— L'existence d'un café à soixante mètres d'une école libre peut-elle faire obstacle à l'ouverture de l'école	166
— Peut-on faire une donation à une desservance comme à une fabrique	321	— L'inspecteur peut-il interdire aux écoles libres de recevoir des enfants au-dessous de cinq ans	216
— Peut-on, sans l'intervention du maire, faire donation à la fabrique d'une maison devant servir de presbytère	335	— Une directrice d'école libre peut-elle se faire suppléer par une institutrice brevetée	321
— Quelles sont les formalités à remplir pour l'acceptation d'un champ donné au curé et à ses successeurs	417		

- Lorsqu'une autre directrice lui succède, celle-ci peut-elle, en faisant les déclarations nécessaires, demander de pouvoir ouvrir un cours d'adultes. 321
- L'inspecteur peut-il empêcher une école libre de recevoir des enfants au-dessous de six ans. 443
- Un instituteur adjoint breveté peut-il être aidé par un maître non breveté enseignant dans le même local et sous sa direction . . . 583
- Les communes ont-elles le droit de subventionner les écoles libres. 596
- Une institutrice publique révoquée peut-elle enseigner comme institutrice adjointe dans une école libre de la même commune . . . 597
- Ecole mixte.** — Pour tenir cette école l'instituteur a-t-il besoin de l'autorisation du conseil départemental. 107
- Eglise.** — Lequel vaut mieux pour une fabrique qui veut construire une église de vendre des biens fonds ou d'emprunter. 59
- La fabrique peut-elle être autorisée à emprunter pour achever le paiement d'une église bâtie à l'aide de dons volontaires. . . 96
- Quelles formalités sont à remplir pour prendre possession d'une église et la livrer au culte. 96
- Quelles sont les pièces à fournir quand on veut restaurer une église. 108, 130
- Un curé peut-il se porter entrepreneur d'une église 108
- Un particulier qui a fait bâtir à ses frais une église qui est déclarée chapelle de secours doit-il de préférence la léguer à la fabrique 126
- Peut-on empêcher de construire une grange dont le mur toucherait l'abside de l'église. . 214
- Un curé peut-il, avec l'approbation de la fabrique, faire ouvrir dans l'église une porte qui a été précédemment murée 227
- Le curé peut-il de ses deniers et de son autorité privée agrandir la tribune de son église 228
- A qui appartient une église bâtie par la fabrique à l'aide de fonds réunis par le curé. . 274
- L'église paroissiale étant remplacée par une église nouvelle bâtie par la fabrique, la commune peut-elle disposer de l'église ancienne sans consulter la fabrique. 286
- L'église étant propriété fabricienne le maire a-t-il le droit de faire inscrire sur ses murs la devise de la république 299
- Le conseil de fabrique peut-il de son autorité privée ouvrir une fenêtre dans le mur de l'église pour y placer une verrière. . . . 307
- Le curé peut-il, sans consulter la fabrique, acheter de son argent ou à l'aide de dons, des objets utiles à l'église 343
- La fabrique a-t-elle besoin d'autorisation pour ouvrir une rosace dans l'église en exécution d'un legs. 416
- Le curé peut-il à ses frais faire ouvrir une fenêtre nécessaire pour éclairer une chapelle et y placer une verrière 454
- Peut-on sans nouvelles formalités, démolir une voute non visée dans le plan des restaurations d'une église et la mettre à l'unisson avec les autres, s'il n'en coûte rien à la commune 479
- Le curé peut-il faire replacer, malgré la fabrique, les appuis de communion des chapelles, enlevés pour des travaux de restauration 549
- Comment reconnaître qu'une église est une propriété fabricienne ou non 573
- La fabrique peut-elle sans ou contre l'avis de la commune changer le dallage de l'église et disposer des pavés d'une vieille église non encore désaffectée 583
- Le maire ayant autorisé une réunion politique dans une vieille église non désaffectée, le curé peut-il l'attaquer. 583
- Employés de l'église.** — Quelles sont les paroisses où le curé peut nommer et révoquer les employés de l'église. 332
- Emprunt.** — Comment procéder pour contracter un emprunt au Crédit foncier. 59
- Un emprunt contracté sans les formalités légales engage-t-il la fabrique 96
- Que penser d'un emprunt fait par la fabrique sans les autorisations exigées dont on ne trouve aucune trace dans les archives. . . 143
- Enseignement primaire et secondaire.** — Un ecclésiastique qui donne l'instruction à quatre enfants est-il tenu de déclarer leur nom, leur âge, et de produire une attestation écrite des parents qu'ils se destinent à l'état ecclésiastique. 48
- Quelles sont les formalités à remplir à ce sujet 143
- Enterrement.** — La fabrique a-t-elle droit de fournir les cierges des enterrements 11
- A l'enterrement d'un maire l'école laïque doit-elle avoir le pas sur l'école congréganiste . . 308
- Le curé est-il obligé de tolérer que les morts soient apportés jusqu'à l'entrée de l'église sur le brancard qui a servi aux enterrements civils, quand on veut agir ainsi en haine de la religion 429
- Peut-il exiger l'enlèvement de drapeaux tricolores placés sur le cercueil. 429
- Enterrement civil.** — Que penser d'un enterrement civil pour lequel, sans l'aveu du curé, on emploie le drap mortuaire et les cierges de la fabrique 371
- Fabrique.** — Les membres du conseil de fabrique peuvent-ils être adjudicataires des travaux de l'église 10
- Une fabrique a-t-elle besoin d'autorisation pour placer en biens à échéance fixe une somme provenant de don manuel 22
- Quelle est l'historique et la valeur canonique du décret de 1809. 106
- Peut-on confier le soin de faire les dépenses votées par la fabrique à un membre autre que le trésorier. 143
- Les actes d'une fabrique dont le renouvellement n'a pas eu lieu régulièrement sont-ils frappés d'irrégularité. 144
- Quels sont les meilleurs ouvrages sur la comptabilité des fabriques. 155
- Une fabrique peut-elle placer ses économies dans un emprunt départemental 168
- Peut-on garder une somme de dix mille francs dans l'armoire à trois clefs en attendant le moment de l'employer 298
- Peut-on autoriser le trésorier à la placer comme il l'entendra sauf à en répondre. . . . 298

- Le trésorier peut-il englober sur un même mandat trimestriel tout ce qui est dû au curé pour frais dont il est chargé. 300
- La fabrique est-elle obligée de fournir et blanchir les surplis des vicaires. 309
- Le préfet peut-il exiger du trésorier les pièces justificatives de ses comptes 320
- Le curé assistant au conseil de fabrique est-il considéré comme étant dans l'exercice de ses fonctions. 334
- Le curé peut-il sans la fabrique acheter de son argent ou à l'aide de dons des objets utiles à l'église. 342
- Le trésorier est-il rééligible chaque année 354
- Est-il tenu de produire son livre de comptes à la requête du conseil de fabrique. 354
- Appartient-il de droit au curé de fournir le vin pour la messe, d'acheter les ornements. 354
- A quelle époque le trésorier entre-t-il en charge 355
- A qui appartient-il de le nommer. 355
- Pourquoi faire figurer aux recettes les cierges des enterrements. 480
- Ne faut-il pas en tête de chaque budget ou compte une place pour le boni ou le déficit de l'année précédente 480
- Famille nombreuse.** — Quels sont les avantages que fait la législation actuelle au septième enfant de la famille. 251
- L'Etat consent-il à ce qu'on fasse élever l'enfant dans un établissement libre. 251
- Fondation.** — La fabrique autorisée par l'évêque à accepter une somme à charge de services religieux peut-elle placer cette somme à la caisse d'épargne 250
- La fabrique peut-elle accepter une fondation de messes chantées quand il n'y a que trois francs pour satisfaire le curé, le chœur et la fabrique. 250
- Est-il vrai que l'Etat n'autorise pas de fondations de messes si l'honoraire n'est pas fixé à cinq francs. 252
- Peut-on pour des fondations se servir du moyen de dons anonymes, comment procéder. 264
- Dans toute fondation de messes est-il de droit que la fabrique ait au moins le tiers du revenu. 354
- Héritage.** — Qu'entend-on par quotité disponible. 357
- Voir *Testament*.
- Horloge.** — Le curé peut-il mettre à la raison un monteur d'horloge qui choisit à dessein le temps de la messe et le moment de la consécration pour remplir son office 610
- Hospice.** — L'administration peut-elle s'opposer à l'installation d'écoles dans les hôpitaux. 215
- Indemnité.** — Voir *Logement*.
- Inhumation.** — Le prêtre est-il tenu d'exiger un permis d'inhumer par écrit. 156
- Que penser de l'article qui en cas de sépulture donne à l'autorité civile le pouvoir de commettre un autre prêtre pour y procéder. 191
- Le prêtre est-il soumis à la loi qui exige un permis d'inhumer, doit-il conserver cette pièce 250
- Inscription tombale.** — La loi qui défend de placer aucune inscription sur les tombes sans qu'elle ait été approuvée par le maire est-elle tombée en désuétude 202
- Instituteur public.** — Peut-il punir les enfants aux heures du catéchisme et les retenir à l'école 94
- A-t-il le droit de les détourner des offices du dimanche et du catéchisme de première communion pour les conduire au bataillon scolaire 94
- A-t-il le droit de faire pendant la messe du dimanche une classe facultative. 94
- A qui s'adresser pour se plaindre de certains propos contre le clergé tenus par l'instituteur. 94
- Instituteur libre.** — Voir *Ecole libre*.
- Inventaire du mobilier.** — Un curé est-il obligé d'obéir à un trésorier franc-maçon qui exige un renouvellement de l'inventaire de la fabrique. 239
- Jardin du presbytère.** — Comment s'opposer à ce qu'une commune diminue le jardin du presbytère pour agrandir le cimetière qui est autour de l'église 178
- La commune mise en demeure de relever les murs du jardin peut-elle louer ce jardin pour trois ans afin de couvrir les frais de clôture. 343
- S'il n'y a pas de jardin le curé a-t-il droit à une indemnité 344
- Est-il facile à une commune de déposséder le curé d'un jardin et d'une fontaine dont elle lui a donné la possession. 453
- Juge de paix.** — Quelles sont les affaires qui sont de sa compétence pour ce qui concerne les fabriques. 394
- Legs.** — Le notaire doit-il informer le curé d'une somme léguée pour service religieux 240
- Le curé peut-il attaquer les héritiers en revendication d'un legs. 240
- Le legs d'une somme destinée à être entièrement employée en honoraires de messes est-il sujet à l'autorisation 276
- Peut-on léguer à une fabrique la rente nécessaire à assurer tels services religieux conformément au tarif diocésain sans déterminer ni la rente, ni le capital 287
- Le mauvais vouloir des héritiers peut-il faire obstacle à ce qu'une fabrique touche une somme léguée. Quelles sont les formalités à remplir. 331
- Le curé à qui il est légué une somme pour les frais funéraires et pour des messes à acquitter doit-il le droit de 9 pour cent. 333
- Si le legs dépasse la quotité dont peut disposer le donateur est-il possible de l'annuler. 357
- Que faire au sujet d'un legs fait en faveur du curé de la paroisse *pro tempore*. 384
- Qui, de l'héritier ou de l'usufruitier, doit faire acquitter des messes sur une somme léguée 456
- Une famille peut-elle revendiquer le legs fait pour une école de frères, si la communauté a retiré ces instituteurs congréganistes, faute de sujets. 548
- Livres d'église.** — Quels sont les droits des évêques au point de vue civil sur l'impression des livres d'église 488
- Logement (indemnité de).** — La commune doit-elle être imposée pour le logement d'un mi-

- nistre protestant parce qu'une famille protestante vient de s'établir sur son territoire. 35
- Lorsqu'il y a lieu d'accorder au curé une indemnité, quel doit en être le montant. . . 344
- Loi militaire (nouvelle).** — Les dispositions de cette loi, en tant qu'elle atteint tous les membres du clergé, seront-elles rétroactives. . . 455
- N'est-il pas à craindre qu'elle soit appliquée plus rigoureusement aux membres des ordres religieux. . . 455
- Comment faire profiter du bénéfice de cette loi les prêtres religieux. . . 455
- La loi nouvelle atteint-elle tout citoyen à l'âge où il se trouve actuellement. . . 455
- Mariage.** — Quelles sont, au point de vue civil, les règles concernant les dispenses d'âge et de parenté. . . 501
- Médecine.** — Que permet et que défend la loi aux religieux qui soignent les malades. . . 214
- Mense épiscopale.** — Qu'entend-on par archives de la mense épiscopale et à qui en incombe la garde. . . 528
- Messes.** — Voir *Fondation, Legs.*
- Ministre.** — Questions relatives aux fabriques qui sont de sa compétence. . . 394
- Mission.** — Quel est le meilleur mode de placement pour des fonds donnés de la main à la main afin que les rentes servent à une mission. 417
- Monuments historiques.** — Quels sont les droits respectifs de l'architecte gouvernemental et du curé et de la fabrique sur ces monuments. . . 463
- L'architecte peut-il défendre à la fabrique de remplacer un ancien autel qui n'a aucun caractère architectonique. . . 463
- L'architecte a-t-il le droit d'enlever et de s'approprier, malgré les protestations du curé, des sculptures trouvées dans les fouilles. 463
- L'architecte a-t-il le droit de désigner l'artiste verrier quand le curé veut placer des vitraux achetés par la fabrique. . . 463
- A-t-il le droit de vendre, comme appartenant à l'Etat, des dalles enlevées. . . 463
- Quand il s'agit de grosses réparations faites aux frais de l'Etat l'architecte est-il obligé de passer une adjudication publique. . . 463
- Est-il obligé de justifier de l'emploi des secours accordés par le gouvernement. . . 463
- Le rôle de l'architecte et la charge de l'Etat ne se bornent-ils pas à la conservation du monument. . . 463
- Existents-ils de tout récents décrets au sujet des monuments historiques. . . 535
- Notaire.** — Un notaire membre ou parent d'un membre du conseil de fabrique peut-il passer les actes de la fabrique. . . 322
- Oblations.** — A qui appartiennent les oblations faites aux services dans les chapelles des hospices. . . 202
- Orphéon.** — Comment obtenir qu'un orphéon ne fasse pas de musique devant l'église pendant les offices. . . 94
- Pain bénit.** — L'offrande du pain bénit, là où en existe l'usage, est-elle obligatoire. . . 370
- Dans ces pays pourrait-on dès lors se dispenser de cette charge. . . 514
- Dans la distribution du pain bénit, y a-t-il une hiérarchie à observer. . . 514
- Patronage.** — Un instituteur public peut-il interdire à ses élèves de fréquenter un patronage. . . 48
- Pensionnat.** — Un prêtre peut-il sans autres formalités tenir un pensionnat ou une étude surveillée en conduisant ses élèves aux classes d'un collège. . . 83
- Une directrice d'institution libre est-elle obligée de se conformer pour l'entrée et la sortie des classes aux heures de l'école publique. . . 189
- Peut-elle faire donner l'instruction religieuse par un prêtre à l'heure et dans la salle qu'il lui plaît. . . 189
- L'inspecteur a-t-il le droit de parcourir les salles de classe sans prévenir la directrice. 189
- Photographe.** — Un curé peut-il autoriser un photographe à photographier une statue vénérée de son église. . . 456
- La fabrique peut-elle s'opposer à la vente de cette photographie. . . 456
- Pigeon.** — A qui appartiennent les pigeons qui se réfugient au clocher. . . 274
- Police à l'église.** — Le curé troublé par un charpentier voisin de l'église pendant qu'il confesse, peut-il faire cesser ce trouble. . . 144
- Le curé peut-il imposer silence à des jeunes gens qui troublent l'office par leurs chants tout à fait defectueux. . . 417
- Comment agir si la police locale refuse d'intervenir. . . 417
- Peut-on avoir un employé assermenté. . . 417
- Y a-t-il des jugements de tribunaux appuyant ce droit de police du curé. . . 506
- Politesse (Règles de).** — Un prêtre correspondant avec son évêque doit-il employer le grand format. . . 354
- Est-il admis qu'un prêtre envoie à son évêque sa carte au jour de l'an. . . 354
- Quelle place doivent occuper à table l'évêque et son vicaire général. . . 354
- Pompes funèbres.** — La fabrique a-t-elle le droit de faire les fournitures pour les enterrements. . . 11
- La commune peut-elle imposer un corbillard à toutes les familles. . . 263
- A qui appartiennent la nomination et la révocation des porteurs de morts. . . 442
- La fabrique peut-elle renouveler avec un entrepreneur un traité pour les pompes funèbres sans que la commune intervienne et modifie le cahier des charges. . . 622
- Postes.** — Quel est le cas de force majeure qui décharge l'administration des postes du paiement d'une valeur déclarée. . . 130
- Préfet.** — Affaires concernant les fabriques qui sont de la compétence du préfet. . . 394
- Prescription.** — Peut-on opposer la prescription trentenaire à la revendication d'une chapelle rachetée après la révolution et consacrée depuis au culte. . . 9
- Voir *Casuel.*
- Presbytère.** — Le conseil municipal peut-il transférer le presbytère pour créer une place. . . 9
- Peut-on faire opposition au conseil d'Etat. . . 9
- Que doit faire un curé à qui le maire refuse l'entrée en jouissance du presbytère reconstruit depuis deux ans. . . 34
- Le curé qui n'habite pas son presbytère peut-il y mettre des locataires. . . 36

- La commune a-t-elle le droit de désaffecter le presbytère actuel pour le remplacer par un autre dépourvu de jardin. 320
- La commune peut-elle faire passer une rue sur le jardin du presbytère. 320
- La commune doit-elle alors une indemnité et clore le reste du jardin. 320
- Peut-on, sans l'intervention du maire, faire don à la fabrique d'une maison devant servir de presbytère. 325
- Peut-on faire interdire dans un local scolaire une fenêtre autrefois condamnée qui donne vue sur tout le presbytère. 342
- Le curé logé par la commune dans une maison louée peut-il refuser un autre logement qu'on veut lui imposer afin de donner le sien à l'instituteur. 396
- Le curé et la fabrique ont-ils besoin d'autorisation pour exécuter à leurs frais des réparations au presbytère, qu'ils acceptent ou non un léger secours de la commune. . . . 416
- Quelles sont les formalités à remplir pour l'acceptation d'un champ légué au curé et à ses successeurs. 417
- Peut-on rétablir des portes à l'enceinte du presbytère par lesquelles les habitants ont pris l'habitude de passer depuis la Révolution. 417
- Peut-on, sans la commune, construire un hangar adossé à la cure. 479
- Le presbytère étant sur le chemin public, peut-on planter des ceps de vigne devant la façade. 479
- Comment s'y prendre pour conserver l'entière propriété d'un mur de clôture du presbytère en permettant à un voisin d'y appuyer un hangar. 535
- Le curé doit-il supporter l'impôt des portes et fenêtres pour un presbytère que la commune a acheté en s'engageant à payer les contributions. 596
- Quelle procédure doit suivre une commune qui veut affecter à une école une salle du presbytère ou de ses dépendances. . . . 597
- Une commune peut-elle vendre aujourd'hui un terrain qu'elle a donné au presbytère il y a soixante ans. 608
- Prestations.** — Peut-on imposer aux prestations le cheval et la voiture du curé qui en a besoin pour la desserte de sa paroisse. 356
- Procession.** — L'école communale a-t-elle le pas sur l'école libre à une procession malgré l'ordre du curé. 368
- Protestants.** — Le maire est-il obligé d'autoriser des prédicants protestants à tenir une réunion dans un café, s'ils sont d'ailleurs en règle. . . 550
- Quatorze Juillet.** — Voir *Clocher, Drapeau*.
- Quêtes.** — Voir *Sonnerie*.
 - Formalités à remplir pour faire à l'église des quêtes régulières dans le but de restaurer l'église. 623
- Réparations.** — Une fabrique pourrait-elle résister à une décision du préfet voulant l'obliger à exécuter les réparations adoptées par la commune et à laisser les autres qu'elle juge convenables et dont elle seule supporte la dépense. . . . 573
- Sacristie.** — Quels sont les meilleurs ouvrages sur la tenue des sacristies. 155
- Scellés.** — Une fabrique peut-elle faire apposer les scellés quand elle est créancière d'une succession. 440
- Un créancier ordinaire le peut-il. 440
- Le juge de paix peut-il apposer d'office les scellés dans les palais épiscopaux et les presbytères à la mort des titulaires. . . . 440
- Sépulture.** — Qui doit payer les frais de sépulture.
 - Comment faire solder les frais de sépulture quand le défunt laisse l'usufruit à une personne et le fonds à d'autres. 249
 - La veuve usufruitière est-elle tenue d'une part des frais funéraires. 319
 - Le droit d'être inhumé dans une église appartient-il à celui qui l'a fait bâtir. 535
 - Appartient-il à la donatrice d'une chapelle qui s'est réservé le droit d'y être inhumée. . 535
- Service militaire.** — Que doivent faire des clercs entrés déjà dans les ordres majeurs dispensés du service militaire à titre de fils aînés de veuves pour se libérer complètement. 118
- Voir *Loi militaire*.
- Sonnerie.** — La fabrique ayant fait remise du droit de sonnerie aux habitants qui en retour entretiennent la lampe du Saint-Sacrement et font le balayage de l'église, peut-on exiger les droits de sonnerie de ceux qui n'accomplissent pas ces obligations. . . . 35
- Le maire ayant la clef de l'église et pouvant faire sonner depuis l'église, a-t-il le droit de forcer la porte qui ferme la voûte de la tour. 274
- Sonneur.** — Le sonneur étant rétribué par une quête à domicile, la fabrique pourrait-elle exiger de ceux qui ne donnent rien un honoraire plus élevé quand ils demandent la sonnerie. 307
- Le curé pourrait-il refuser son ministère aux récalcitrants. 307
- Le maire peut-il par un arrêté supprimer cette quête à domicile. 356
- Peut-on passer outre avant d'avoir obtenu l'annulation d'un semblable arrêté. . . . 356
- Substitution.** — Qu'entend-on par là et quand est-elle prohibée. 515
- Subventions communales.** — Dans quels cas peuvent-elles être exigées et quelles sont les formalités à remplir. 285, 370
- Comment maintenir malgré le préfet les allocations communales votées en faveur du curé ou de l'école libre. 443
- Subventions de l'Etat.** — Quelles sont les formalités à remplir pour obtenir de l'Etat une subvention affectée aux grosses réparations de l'église. 262
- Quelle est la quotité de ce secours et dans ce cas à qui revient la direction des travaux. . 262
- A quel moment verser dans la caisse du percepteur les sommes votées par la fabrique et la commune. 262
- Comment faire pour obtenir une nouvelle allocation de l'Etat pour l'achèvement d'une église, l'administration ayant déclaré qu'elle ne donnerait rien pour les voûtes. 558
- Suisse.** — Voir *Police à l'église*.
- Supplément de traitement.** — La fabrique pour procurer la somme nécessaire au service d'une seconde messe peut-elle imposer d'office les familles et sanctionner sa décision par l'exclusion de la chaise des récalcitrants. 180

Surplis. — La fabrique est-elle obligée de fournir et de blanchir les surplis des vicaires.	309
Testament. — Comment assurer à des neveux la propriété d'un héritage en donnant l'usufruit au père et en décidant qu'en cas de décès d'un neveu, l'héritage passera aux autres.	120
— Un testament renferme une clause obligeant le légataire de faire dire des messes à perpétuité, le curé, la fabrique ou les héritiers peuvent-ils le forcer à acquitter cette charge.	167
— Voir <i>Légs</i> .	
Traitements ecclésiastiques. — Un curé dont le traitement est supprimé peut-il porter	

l'affaire au conseil d'Etat.	84
— Le remplaçant d'un curé malade a-t-il droit à une indemnité.	120
Trésorier. — Est-il rééligible tous les ans.	354
— A quelle époque entre-t-il en charge.	355
— A qui appartient sa nomination.	355
— Le trésorier de la fabrique peut-il être en même temps secrétaire du Conseil.	624
— Voir <i>Fabrique</i> .	
Tribunaux civils. — Affaires concernant les fabriques qui sont de leur compétence.	394
Troncs. — Formalités à remplir pour établir à l'église un tronc dans le but de restaurer l'église.	623
Vicaire. — Le chien du vicaire doit-il être taxé comme chien de luxe.	320

VARIÉTÉS

Ministère paroissial (suite)

L'association religieuse dans les paroisses pour le soutien de la foi et de l'idée chrétienne.

§ II. Son opportunité et ses conditions pour être puissante.	7, 20
Sa possibilité, moyens de l'établir.	55, 80
Réponse aux objections.	56, 80
Préparation et établissement de la confrérie de la foi.	81
<i>Confrérie de la foi</i>	115
I. Ses relations avec l'archiconfrérie de la doctrine chrétienne.	116
II. Projets de règlements et statuts.	152
1. But de la confrérie.	154
2. Devoirs des associés.	162
3. Admission des associés.	163
4. Organisation de la confrérie.	164
5. Ses ressources.	165
6. Ses fêtes et ses réunions.	165
7. Indulgences et avantages spirituels.	165

Le catéchisme à notre époque 199

I. Seul moyen universellement possible de sauver la religion de l'enfant.	200
II. C'est une œuvre obligatoire au premier chef pour le curé.	200
III. Il faut savoir faire aimer le catéchisme à l'enfant et aux parents.	201
IV. Il faut savoir exciter dans toutes les âmes chrétiennes l'estime du catéchisme.	202

Sa pratique 236

I. Organisation d'un catéchisme.	237, 271
Différents catéchismes pour les petits et les grands.	271
Catéchisme de première communion.	272
Catéchisme de persévérance.	273
II. Matière et méthode du catéchisme.	390
L'histoire sainte.	392
L'Evangile.	393
III. Encouragements et moyens d'émulation.	477
Bonne note et carte d'honneur.	477
Objets à distribuer en récompense.	478
Fêtes du catéchisme.	478
Bons points, examen annuel.	487
Certificat d'instruction religieuse, salle du catéchisme.	488

IV. Nécessité et moyen d'intéresser et d'associer la paroisse à l'œuvre du catéchisme.	620
--	-----

Les opérations de bourse devant la conscience

<i>Préliminaires de cette question</i>	310
I. Placement de fonds.	311
1. Obligations morales de l'actionnaire.	311
2. Obligations morales de l'obligataire.	312
II. La spéculation et le jeu ou agiotage.	323
1. Sa nature.	323
2. Sa moralité.	323
3. Application des principes aux opérations financières, marchés au comptant et à terme.	335

Livres paroissiaux

Etude canonique

I. Livres paroissiaux en général.	
1. Rédaction de ces livres.	345
2. Leur conservation.	347
3. Leur valeur juridique.	348
II. Livres paroissiaux en particulier.	
1. Livres de baptêmes.	358
2. Livres des confirmés.	359
3. Registre des mariages.	359
4. Registre des décès.	360
5. Registre de l'état des âmes.	360
6. Livres des messes manuelles ou fondées.	371
Appendice : Livre des monitions canoniques.	372

Assistance des moribonds

I. Existence de cette obligation.	
1. Preuves tirées des décisions des S. Congrégations.	406
2. Raisons théologiques.	407
3. Raisons venant de la pratique universelle de l'Eglise.	408
4. Raisons d'autorité, théologiens, canonistes.	408
II. Gravité de cette obligation.	418
Causes qui en dispensent.	420
III. Manière d'assister les mourants.	
1. Absolution des moribonds.	430
2. Recommandation de l'âme.	431

Prédication

Charge paroissiale

I. Existence de cette loi.	
1. Textes du concile de Trente.	537
2. Actes du Saint-Siège.	539
3. Affirmation des théologiens.	539

II. Quels jours doit prêcher le curé.

1. Énumération de ces jours par le Concile de Trente	550
2. A quel moment	551
3. Combien de fois chaque dimanche	552

III. Excuses alléguées pour se dispenser de ce devoir.

1. Motifs légitimes	560
2. Causes illégitimes	561
IV. Gravité de cette charge	574
V. Peines portées contre les infracteurs de cette loi	576
VI. Quels sont ceux qui sont tenus de prêcher	586
VII. Quel est l'objet de la prédication	597
VIII. Qualités d'une prédication fructueuse	610

COURRIER DE L'UTILE

Diphthérie. — Diagnostic	132	Vin. — Manière de faire vieillir le vin en quatre jours	492
— Son traitement	287		

COURRIER DES LIVRES

	N ^{os}		N ^{os}
Ami du Clergé. — Lettre élogieuse de Léon XIII	1	dordy	37, 38, 40
— Précieux encouragement de l' <i>Univers</i>	7	François de Sales (saint). — Fleurs et fruits, par Blampignon	51
— Changement de direction. Explications données par le nouveau directeur	43	Freppel. — Œuvres polémiques	4
Apocalypse. — Les grands avertissements de l'Apocalypse en regard des lumières de la raison et de la foi	23	Histoire. — Pensées sur l'histoire, par Ch. Chaux	28
Bible. — La sainte Bible, par Fillion, sulpicien	51	— Trésor de chronologie, d'histoire et de géographie pour l'étude du moyen-âge, par le comte Mas Latrie	32, 33
Biographies du XIX ^e siècle	6, 8	Histoire de l'Eglise, par S. E. le cardinal Hergenroether, traduite de l'allemand par l'abbé Belet	2, 3, 4
Bloud et Barral libraires. Catalogue des livres nouveaux	47, 48	Jeanne-d'Arc. — Opportunité de sa canonisation, par l'abbé Mourot	12
Bollandistes. — Les petits Bollandistes	48, 50	Jérusalem, ses gloires et ses malheurs, par l'abbé Boulfroy	35, 36
Catéchisme du patron, par L. Harmel	22	Lacordaire orateur. — Etudes	41, 42, 44, 47, 49
Chine. — Au pays de Chine, par P. Antonini	2	La Vallière (Madame de). — La morale de Bossuet à la cour de Louis XIV. Abbé Pauthe	52
Clergé (le) et la société actuelle. Abbé Georgel	20	Mois de Marie et du Rosaire. — Abbé Théric de Macon de Monchevray	18
Commentaires sur les Epîtres catholiques. Maunoury	16	Musique (la) en Lorraine. — A. Jacquot	39
Courbet (Amiral), d'après ses lettres. Félix Julien	15	Paléographie musicale. — Fac-similés photographiques manuscrits des chants de Solesmes	26, 27
Darboy. Vie de l'archevêque de Paris. Abbé Guillermin	24, 25	Pasquier, chanoine de Tours, confesseur de M. Dupont. Biographie. Abbé Corbe	10
Dictionnaire apologétique de la foi catholique, J.-B. Jaugéy	42	Première communion. — Pratique de l'enseignement du catéchisme de première communion, par l'abbé Maudouit	11
Dimanche. — Quelques grains de bon sens à propos du dimanche	18	Religion. — Preuves de la foi chrétienne, conférences par Jules Séverin	13
Doctrine chrétienne. — Abbé Laurent	34	— Accord de la science et de la religion, par le docteur A. Devers	14
Ecriture-Sainte. — Autorité de l'Ecriture-Sainte dans les questions historiques et scientifiques. Abbé Duchemin	39	Révolution. — Les réformes et la révolution de 1789. Henri de l'Epinois	20
Eglise. — Nouvelle défense de l'Eglise, par l'abbé Charles Rossignol	13	Rome au pape. — J. Denais	18
Eternité. — Retraite prêchée à Notre-Dame de Paris par le R. P. Félix	21	Serviteurs de Dieu (les). — L. Aubineau	17
Falloux. — Le comte de Falloux et ses mémoires, par E. Veuillot	19		
Famille. — Une grande dame dans son ménage aux temps de Louis XIV, par Charles de Ribbe	29, 30, 31		
France (la) en 1889, par le comte de Chau-			

